

262.8
A65
56
V.68
1971
(July-Dec)

-6 AUG 1971

NUMERO 1589

13

53^e ANNÉE - T. LXVIII



4 juillet 1971

Marygrove College Library

Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



ynode de Zagorsk, juin 1971, de dr. à g. : le pasteur Glen Garfield Williams,
taire général de la Conférence des Eglises européennes ; le Dr Blake, secré-
général du COE ; Mgr Carlos, (Ethiopie) ; Mgr Philippos Mar Theophilos,
(Malabar) ; le cardinal Willebrands (Photo agence Novosti)

L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

Les procès de mariage

Le nouveau Missel romain

BIBLIOGRAPHIE

— *La Politique de l'espérance*, par ANDRÉ BIÉLER. Préface de Dom HELDER CAMARA. — Un vol. 12,5 × 20 cm, de 192 pages. Editions du Centurion, Paris.

« Il faut étudier ce livre, assure Dom Helder Camara, chapitre après chapitre, en étant attentif à chaque pensée. A propos de la vocation de l'homme, peut-être que l'expression clé c'est : « l'homme technologique, vicair de Dieu »... Et l'auteur pourra conclure : « L'Eglise a de bonnes raisons d'être optimiste. Mais d'un optimisme tragique. »

— *Au soir d'une vie. Témoignages*, des remous du modernisme au renouveau conciliaire, par JEAN-JULIEN WEBER, ancien archevêque-évêque de Strasbourg. — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 198 pages. Prix : 13,50 F. Editions du Centurion, Paris.

Pages vécues de l'histoire de l'Eglise, dans une autobiographie de grande valeur spirituelle. Il se dégage de ce volume un charme qui loin de nuire à la rigueur de l'histoire, en ressort tout naturellement. Ceux qui n'ont pas vécu ces années liront avec intérêt ce témoignage unique des années cruciales de l'Eglise contemporaine.

— *Alliance et création*, par P. SCHOONENBERG. Traduit du hollandais par MICHEL MATRON. — Un vol. 14 × 21,5 cm, de 228 pages. Prix : 25 F. Maison Mame, Paris-Tours.

Comme les Hébreux, l'auteur a voulu partir de l'Alliance du Sinaï pour étudier la révélation du Dieu Créateur et Sauveur. Bonnes pages pour une initiation biblique de la théologie.

— *La Crise et l'espérance*, par le cardinal RENARD. — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 120 pages. Prix : 10,50 F. Editions Beauchesne et Fils, Paris.

« Ce petit volume, écrit le cardinal, voudrait cerner ce qu'on appelle la crise de l'Eglise et de la foi, et s'efforcer de tracer les lignes d'une réponse positive dans la primauté du Christ en toute vie chrétienne. » Pages donc bien actuelles.

— *Le Journal d'un prêtre. I. — Au matin*, par YVES KERGOAT. — Un vol. 14 × 20 cm, de 240 pages. Prix : 24 F. Editions Beauchesne et Fils, Paris.

Récit de l'éclosion et du développement d'une vocation où le détail pittoresque ne manque pas. Ce *Journal* montre comment Dieu vient à bout de tous les obstacles les plus décourageants. Pages qui peuvent rendre confiance dans la crise de maintenant.

— *Pontmain. Histoire authentique*, par R. LAURENTIN et A. DURANT. — Vol. I : *Un signe dans le ciel*. Un vol. 13,5 × 21 cm, de 190 pages ; vol. II : *Preuves*. — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 364 pages ; vol. III : *Documents*. — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 398 pages. Apostolat des Editions et Editions P. Le-thiellieux, Paris.

Comme l'abbé Laurentin a établi l'histoire authentique de Lourdes, voici l'histoire non moins authentique des événements historiques de l'apparition de Pontmain : le fait miraculeux de la vision, ses preuves et les documents qui sont ici des témoignages vivants. C'est bien « l'histoire scientifique et passionnante de Pontmain, établie sur la base d'un dossier exhaustif ». Ceux qui ont parcouru le dossier de Lourdes retrouveront ici la même rigueur de l'historien dans l'établissement des faits. Un ouvrage désormais classique.

— *Hérarchie et Peuple de Dieu*, d'après *Lumen gentium*, par H. HOLSTEIN (coll. « Théologie historique », n° 12). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 192 pages. Prix : 21 F. Editions Beauchesne et Fils, Paris.

L'auteur étudie les problèmes que pose l'action de la hiérarchie après le Concile du Vatican en signalant loyalement les difficultés que soulève la réflexion théologique. En conclusion, il dessine à grands traits le développement de l'ecclésiologie conciliaire.

— *Les Deux visages de la théologie de la sécularisation* (coll. « L'actualité religieuse », n° 29). — Un vol. 14,5 × 21 cm, de 272 pages. Prix : 22 F. Editions Casterman, Paris.

Une trentaine de théologiens, en majorité belges et hollandais, ont participé à cette « table ronde » sur la question : le christianisme offre-t-il les catégories mentales susceptibles de transformer une société où se stabilise une structure injuste et inhumaine des relations entre hommes et entre peuples ? Cette recherche doit se poursuivre avant d'aboutir à des conclusions.

Commission pontificale des moyens
de communication sociale

Instruction pastorale

Communion et Progrès
sur les moyens de communication
sociale

Présentation de Jean GELAMUR

Introduction de Jules GRITTI

13,5/18 - 112 pages 10,50 F



PAUL VI

Pour une société humaine
Lettre apostolique du 14 mai 1971
sur les questions sociales

Présentation de Lucien GUISSARD

11/18 - 80 pages - couverture illustrée .. 3 F

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

A défaut en retournant le bon de commande accompagné du règlement à SOFEDIS, 17, rue de Babylone, PARIS-VII^e.

Veillez m'expédier ex. _____ " Société humaine ",
et _____ ex. " Communion et progrès " à _____ F
franco dont je vous joins le règlement par chèque bancaire ou virement postal 3 volets.

NOM _____

ADRESSE _____

LE CENTURION

Comptoir pour Paris

SOFEDIS, 29, rue Saint-Sulpice, Paris-6^e

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

L'EUCCHARISTIE

Audience générale du 9 juin (1)

C'est demain la Fête-Dieu, la fête de l'Eucharistie. Chaque fois que l'on célèbre la sainte messe, on rappelle, on renouvelle, on honore le sacrement de la présence et du sacrifice du Christ sous les signes du pain et du vin, et dans l'acte de son immolation rédemptrice.

La Fête-Dieu

Ce mystère est si grand ; il est si manifeste dans les symboles qui le représentent et si caché dans la réalité qu'il contient ; il est si nôtre — nourriture répondant à notre faim de vie, viatique de notre pèlerinage dans le temps, ami pour quiconque veut s'entretenir avec lui, centre et principe d'union de l'Eglise, merveille religieuse incomparable et inépuisable — qu'à un moment donné de l'histoire de l'Eglise, au XIII^e siècle, dans un pays alors célèbre par l'intensité de sa vie religieuse, les Flandres, sur l'initiative de saintes mystiques, comme la bienheureuse Ide de Louvain, et spécialement la bienheureuse Julienne de Liège, et d'autres (émules des saintes femmes de l'Evangile qui furent les premières à accourir au sépulcre, le trouvèrent vide et furent les premières à apprendre et à annoncer la résurrection du Seigneur), se développa le culte de l'Eucharistie en dehors de la messe. Après le miracle de Bolsena, le Pape Urbain IV, ancien archidiacre de Liège — par la bulle *Transiturus* (1264), demeura célèbre et confirmée plus tard par Clément V, premier Pape d'Avignon (1312)), — institua la Fête-Dieu, que nous célébrons encore, avec le magnifique office composé par saint Thomas d'Aquin, et l'incomparable cathédrale d'Orvieto, construite par la suite en son honneur.

Le culte de l'Eucharistie en dehors de la messe

On ne doit pas s'étonner que cette fête, comparativement aux fêtes des premiers siècles, et la diffusion du culte du sacrement de l'eucharistie aient été si tardives. Cela

témoigne de la progressive prise de conscience par l'Eglise des trésors de vérité et de grâce qu'elle porte en elle, et de la charité toujours plus grande avec laquelle elle répond au grand et mystérieux don de Dieu. L'Eglise a toujours cru en la présence du Christ sous les espèces sacramentelles, également en dehors de la célébration du sacrifice eucharistique (cf. l'envoi des *sancta* ou du *fermentum* aux églises titulaires presbytérales après une messe pontificale, ou leur renvoi d'une messe à la suivante ; la conservation de l'Eucharistie pour les malades, etc. — Cf. INNOC., *PL* 20, 556 ; DUCHESNE, *Origines...*, p. 196 ; DENZ.-SCHOEN., 835-452, etc.). C'est l'une des preuves que dans la liturgie de l'Eglise le contenu prévaut sur le rite, la réalité sur le signe. Nous devons donc honorer l'Eucharistie plus à cause de la réalité offerte par elle qu'à cause des formes historiques et rituelles sous lesquelles elle est célébrée. La piété eucharistique déborde le bref moment où est célébrée la Cène sacrificielle du Seigneur. Le Seigneur demeure sous les espèces sacramentelles. Et cette permanence non seulement justifie, mais exige un culte propre : l'adoration spécialement, la sainte communion en dehors de la messe, si elle n'a pas été possible pendant la messe, la procession solennelle qui caractérise la fête de demain.

La préparation à la communion

Ceci étant dit, nous porterons notre attention sur l'attitude spirituelle par laquelle nous nous préparons à cette fête.

Avant de s'approcher de l'Eucharistie, il faut s'y préparer. Qu'il suffise de penser à ce que représente la sainte communion, à laquelle nous sommes invités d'une façon si pressante par l'Eglise et par le caractère propre de ce sacrement. La conscience de la présence de Dieu inspire toujours plus de crainte que d'attrait (cf. *Lc* 5, 8). Mais l'Eucharistie, sous les apparences du pain et du vin, inspire tout de suite plus d'attrait que de crainte. Elle se présente à nous sous une forme plus familière, plus humble, plus attirante, comme si elle nous désirait : « venez tous à moi... ». (Cf. *Mt* 11, 28 ; *Imitation de Jésus-Christ*, IV, 1.) Mais cette rencontre indicible avec le Christ vivant et vrai ne peut se faire sans un profond respect, sans un effort de compréhension, sans adhérer à la volonté de Jésus qui nous attend et nous invite. Que nous demande le Seigneur lorsque nous nous approchons de la sainte Eucharistie ?

Ici, les auteurs spirituels ont dit tant de

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 9 juin 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

belles choses. Nous en choisirons trois que nous ne devrions jamais oublier.

La foi

D'abord la foi. C'est du « mystère de la foi » par excellence que nous osons nous approcher. Nous ne devrions jamais oublier la foi, c'est-à-dire la force agissante de la parole de Dieu, attestée par l'Eglise, lorsque nous entrons dans le domaine de ces réalités dont la parole de Dieu, du Christ, nous dit qu'elles sont présentes et agissantes. Disons avec l'humble personnage de l'Evangile : « Je crois, Seigneur, mais viens en aide à mon peu de foi. » (Mc 9, 23.) Quelle profondeur psychologique, quelle richesse spirituelle nous offrent ces paroles ! C'est cela que le Christ demande à ceux qui le cherchent comme un aliment de vie éternelle. « L'œuvre de Dieu [que vous devez faire], a dit Jésus, c'est que vous croyiez en celui qu'il a envoyé. » (Jn 6, 29.)

L'état de grâce

Il y a ensuite l'examen de conscience. Saint Paul, dans l'enseignement sur l'Eucharistie donné aux Corinthiens, dit avec gravité : « Quiconque mange le pain ou boit la coupe du Seigneur indignement sera coupable envers le corps et le sang du Seigneur. Que chacun donc s'éprouve soi-même, et qu'ainsi il mange de ce pain et boive de cette coupe ; car celui qui mange et boit, mange et boit sa propre condamnation s'il ne discerne le corps. » (1 Co 11, 27-29.) Il faut avoir le cœur pur, il faut avoir retrouvé la grâce par la pénitence, le sacrement de la réhabilitation, avant de s'approcher du Christ. Il en est aujourd'hui qui voudraient dispenser les fidèles de cette condition indispensable. Mais sont-ils « fidèles » ceux qui s'en dispensent ?

La communion avec nos frères

Il est enfin une troisième préparation qui, elle aussi, est prescrite par le Christ. Dans le discours sur la montagne, il nous avertit : « Quand tu présentes ton offrande à l'autel, si là tu te souviens d'un grief que ton frère a contre toi, laisse là ton offrande, devant l'autel, et va d'abord te réconcilier avec ton frère ; puis reviens, et alors présente ton offrande. » (Mt 5, 23-24.) Ce qui veut dire que nous ne pouvons aspirer à la communion avec Dieu, avec le Christ, si nous ne sommes pas en communion avec nos frères. Il nous faut nous préparer à la charité fraternelle si nous voulons recevoir le fruit du sacrement de la charité et de l'unité qu'est l'Eucharistie. Quelle leçon là encore ! Quelle conversion du cœur est exigée de nous si nous fréquentons la sainte communion ! Quelle fécondité pratique et sociale — paix, pardon, concorde, amour fraternel, bonté — peut et doit engendrer notre piété ! Quelle atmosphère humaine doit entourer l'acte surhumain de la communion avec le Christ ! Tout cela, on le sait, mais c'est si important ! Pour conclure, nous vous redirons ces paroles de Jésus : « Sachant cela, heureux serez-vous si vous le mettez en pratique ». (Jn 13, 17.)

Que chacun y réfléchisse. Il s'agit de notre préparation à la Fête-Dieu. Qu'elle soit féconde pour tous, avec notre Bénédiction apostolique.

LE CHRETIEN, HOMME DE CARACTERE

Audience générale du 16 juin (1)

Nous ferons bien de réviser continuellement l'orientation de notre vie. Nous disons nous, parce que nous pensons à ceux qui veulent suivre le Christ et qui aujourd'hui sont exigeants sur l'authenticité de notre foi chrétienne.

La tradition contestée

Diverses influences agissent sur nous d'une façon souvent déterminante, par exemple la tradition, l'habitude, le mode de vie dont nous avons hérité, l'histoire du passé. Ce genre d'influence est l'un de ceux que la génération actuelle supporte le moins. Nous sommes avides de nouveauté, d'originalité, d'indépendance à l'égard de tout ce qui nous précède. Il en est ainsi spécialement des jeunes. De tout temps ils ont cherché à secouer la tutelle de leurs aînés, mais aujourd'hui ils sont plus que jamais réticents, réfractaires, rebelles à la tradition. Ils sont contestataires ; ils veulent leur liberté ; ils veulent décider d'eux-mêmes, cette attitude dûte les amener à se priver d'un précieux héritage d'expérience, de sagesse, voire même de progrès acquis. Ils cherchent de nouveaux critères et de nouvelles formes de vie.

L'homme devient un numéro anonyme

Mais il n'y a pas que la tradition qui influe sur la vie. Il y a aussi l'actualité, c'est-à-dire le milieu, la mode, le monde extérieur. Cette influence est très forte, et elle tend à réduire les hommes à un seul type, à un même niveau moral, à une démocratie impersonnelle. Les jeunes se plient très facilement à ce pouvoir anonyme du moule courant, de la majorité dominante, du type d'homme imposé par des facteurs extérieurs aujourd'hui extrêmement envahissants, qui agissent avec la plus grande efficacité sans qu'on s'en rende compte. Pensez aux moyens de communication sociale : la presse, la radio, la télévision, le cinéma, le théâtre, la littérature (avec ses *best-sellers*), pensez aux phénomènes collectifs : l'école, le sport, les courants sociaux, la politique... L'homme n'est plus une personne ; il est un individu, plus ou moins conscient ; il est un numéro anonyme dans le troupeau qui se traîne.

On apprécie à juste titre dans ce phénomène quantitatif un fait qualificatif de première valeur : la société qui se soude d'une façon unitaire, la communauté, l'humanité qui tend vers des caractéristiques universelles et unanimes. Mais le problème demeure pour le chrétien qui veut se modeler sur le vrai, le suprême et unique archétype de l'humanité, c'est-à-dire le Christ. L'homme d'aujourd'hui, encerclé et écrasé par l'organisation dominante et agressive du monde actuel, peut-il défendre, conserver et promouvoir sa personnalité propre, dans une fidélité authentique au modèle évangélique et divin ? Chacun

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 17 juin 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

comprend combien il est difficile de répondre à une telle question spécialement sur le plan pratique et réaliste.

L'autorité considérée comme ennemie de la liberté

Une autre influence à laquelle aujourd'hui tout le monde cherche à se soustraire avec une simultanéité qui tient du mimétisme, c'est l'autorité. Autrefois, on la considérait avec un immense respect, avec gratitude même. Il est courant dans l'histoire et dans les relations humaines que celui qui commande soit considéré comme un bienfaiteur (cf. Lc 22, 25). Et il en est effectivement ainsi du supérieur pour qui l'exercice de l'autorité n'est pas un motif de prestige égoïste, mais un service. C'est cependant un fait qu'aujourd'hui, même si elle est devenue plus indispensable qu'autrefois à cause de la complexité de la société, l'autorité est considérée comme une ennemie de la liberté personnelle et collective, au point de rendre sa fonction plus lourde et plus pressante.

« Nous vivons par l'Esprit »

On comprend alors combien il est nécessaire de vérifier si, dans l'orientation chrétienne de notre vie, nous suivons une ligne droite, une règle qui nous est propre, une interprétation fidèle qui nous est personnelle.

Nous nous limiterons aujourd'hui à soumettre à votre réflexion une parole de l'Écriture qui non seulement conserve toute sa valeur, mais semble-t-il, nous offre un critère fondamental pour maintenir et rendre plus parfait le vrai caractère chrétien de notre vie, au milieu de tant de dangers qui, comme nous l'avons dit, peuvent déformer son authenticité : « Si nous vivons par l'Esprit, nous dit saint Paul, conduisons-nous aussi selon l'Esprit. » (Ga 5, 25.) Nous ne pouvons ici faire l'exégèse de cette phrase dans laquelle se trouve résumé une grande partie de la doctrine de saint Paul. Disons seulement que d'une part cette parole libère de l'observance de la légalité propre à l'Ancien Testament, et que d'autre part, comme Jésus l'avait déjà fait dans l'Évangile et spécialement dans le discours sur la montagne, elle transpose la racine de la vie morale dans l'homme lui-même, disons (quitte à compléter ces termes par les explications qui s'imposent), dans la conscience, dans la liberté de la personne humaine.

Que veut dire : « Nous vivons par l'esprit » ? Nous débouchons ici sur la théologie de la vie chrétienne, laquelle ne peut se concevoir en dehors du plan de salut instauré par le Christ. Notre vie n'est pas un phénomène isolé, elle n'est pas une fin en soi. Elle est une existence appelée à une destinée extraordinaire qui à la fois la dépasse et l'enveloppe, une destinée à laquelle nous pouvons et nous devons adhérer par un acte capital qui s'appelle la foi. La foi nous insère dans un mouvement de vie divine qui se communique et qui s'appelle la grâce. La grâce est l'action de l'Esprit-Saint en nous ; elle est une participation à la vie divine (cf. LA-GRANGE, *Épître aux Galates*, p. 147). Tout cela suppose un magistère et un ministère. L'Église nous l'offre et elle nous donne la possibilité de

« vivre par l'Esprit ». C'est là le principe authentique de la vie chrétienne.

La vie moderne n'a pas de principes vrais

Nous ferons remarquer une chose très importante : la vie a besoin de principes. Les confusions et les révolutions dont souffre notre vie moderne viennent principalement de ce qu'elle n'a pas de principes vrais, solides, féconds. Elle a des principes erronés et changeants, ou bien mythiques, gratuits et utopiques, factices et arbitraires, des principes auxquels on recourt à l'occasion, par commodité, ou parce qu'ils sont nécessaires à l'action, mais qui n'ont pas de vraies racines dans la réalité. Notre époque s'est malheureusement résignée à ce scepticisme de la pensée et de la morale. Nous ne savons pas affirmer la vérité objective et stable ; on joue sur les théories et sur les opinions. N'ayant plus un patrimoine sûr et solide d'idées pour donner à la vie son idéal et sa cohésion, nous le remplaçons par des systèmes provisoires, des volontarismes théoriques ou personnels, pour nous efforcer de nous sauver du gouffre de l'anarchie spéculative et pratique. Il faut une philosophie vraie et humaine. Rappelons encore PASCAL : « Travaillons... à bien penser ; voilà le principe de la morale. » (*Pensées*, 347.)

**

Et pour le chrétien, au-dessus des vérités rationnelles doit resplendir la lumière de la foi, disons : l'Esprit.

C'est pourquoi la grande loi de la vie chrétienne, c'est la logique, la cohérence, la fidélité. Une fois un principe admis, il faut avoir assez de lucidité et de courage pour en tirer les conséquences. Le chrétien est un homme cohérent, un homme de caractère. « Le juste vit de la foi », dit encore saint Paul (Ga 3, 11). Non seulement avec la foi, mais de la foi.

C'est cette cohérence qui donne son caractère d'authenticité au chrétien. Porter le nom de chrétien sans adhérer aux exigences qu'il comporte serait de la duplicité, du pharisaïsme, ou peut-être de l'utilitarisme, du conformisme. Si nous voulons construire un christianisme sincère et fort, il faut se faire une loi de cette rectitude logique et morale, qui n'est ni archaïsme ni intransigeance aveugle devant la complexité de l'histoire, mais fidélité au Christ.

Que lui-même nous y aide, avec notre bénédiction apostolique.

ERRATUM

Dans la lettre apostolique *Octogesima adveniens*, publiée dans notre numéro du 6 juin 1971, deux alinéas ont été intervertis, p. 504, colonne 1. Celui commençant par les mots : « Dans cette croissance désordonnée... » est le deuxième alinéa du numéro 10 et non du numéro 9.

— Cours sur l'histoire de l'Eglise, par l'abbé HUVELIN, n° 11 : *le Temps de Port-Royal* ; n° 12 : *le Quétisme de Fénelon*. — Chaque vol. 14 × 19,5 cm, de 288 et 264 pages. Editions Saint-Paul, Paris.

Les questions délicates qu'abordent ces volumes sont traitées avec le tact et le souci de la vérité qui caractérisent tout ce cours d'histoire de l'Eglise.

MOTU PROPRIO « CAUSAS MATRIMONIALES » (*)

LETRE APOSTOLIQUE
EN FORME DE « MOTU PROPRIO »
FIXANT CERTAINES NORMES
POUR UN RÈGLEMENT PLUS RAPIDE
DES PROCÈS MATRIMONIAUX

PAUL VI PAPE

Des causes matrimoniales, l'Eglise, comme une Mère, s'est toujours préoccupée avec un soin particulier. Par là elle s'efforce de protéger la sainteté et la nature foncière du lien sacré du mariage. Le ministère des juges ecclésiastiques manifeste, en effet, clairement — d'une façon, toutefois, qui lui est propre — la charité pastorale de l'Eglise, qui sait par expérience combien on peut pourvoir au salut des âmes grâce aux jugements matrimoniaux.

Cependant, le nombre de causes de ce genre augmente de jour en jour. Aussi l'Eglise ne peut-elle s'empêcher de se soucier fortement de cette question. Cette augmentation des causes matrimoniales, comme nous l'avons dit aux prélats auditeurs de la Rote romaine, « est le signe caractéristique de l'affaiblissement du sens de la nature sacrée de la loi, sur laquelle est fondée la famille chrétienne ; c'est le signe de l'inquiétude et du trouble de la vie contemporaine ; c'est le signe de la précarité des conditions sociales et économiques dans lesquelles elle se déroule, et par conséquent du danger qui peut menacer la solidité, la vigueur et le bonheur de l'institution de la famille ». (Cf. AAS, LVIII [1966], p. 154, et *Documentation Catholique*, t. LXIII [1966], p. 307.)

Notre Mère l'Eglise a d'ailleurs la ferme espoir que le zèle déployé par le récent Concile œcuménique pour éclairer et promouvoir le bien spirituel par une diligente pastorale du mariage produira ses fruits, même en ce qui concerne la solidité du lien matrimonial. Cependant, en même temps elle-même souhaite vivement, en fixant des normes opportunes, éviter qu'une longueur excessive des jugements matrimoniaux n'aggrave la situation spirituelle de certains de ses fils.

En attendant donc une réforme plus globale du procès matrimonial, que notre Commission du Code de droit canonique étudie et prépare, il nous a semblé bon de publier quelques normes concernant la constitution des tribunaux ecclésiastiques et le procès judiciaire, afin de rendre plus rapide le procès matrimonial lui-même.

Par conséquent, les autres normes canoniques

sur les procès étant maintenues, « *Motu proprio* » et par notre autorité apostolique, nous décidons et décrétons les normes qui suivent : celles-ci devront être fidèlement observées à partir du 1^{er} octobre de l'année 1971 dans tous les tribunaux, même apostoliques, jusqu'à ce que le nouveau Code de droit canonique soit promulgué.

Le for compétent

I. — Les causes matrimoniales des baptisés, « *iure proprio* », relèvent du juge ecclésiastique.

II. — Les causes, qui concernent les effets purement civils du mariage, sont de la compétence du magistrat civil, à moins que le droit particulier n'établisse que ces mêmes causes, dans la mesure où elles sont traitées de façon incidente et accessoire, peuvent être examinées et réglées par le juge ecclésiastique.

III. — Toutes les causes matrimoniales qui concernent ceux dont il est question au canon 1557 § 1, n. 1^o, sont examinées exclusivement par la congrégation, le tribunal ou la commission spéciale à qui le Souverain Pontife les aura confiées dans chaque cas.

IV. — § 1. Pour toutes les autres causes de nullité de mariage, est compétent :

a) Le tribunal du lieu où le mariage a été célébré ;

b) Ou bien le tribunal du lieu où la partie défenderesse aurait une résidence non passagère, qui puisse être prouvée par quelque document ecclésiastique ou d'une autre façon légitime ;

c) Ou bien le tribunal du lieu dans lequel, en fait, devraient être recueillies la plupart des dépositions ou preuves, à condition d'avoir le consentement soit de l'Ordinaire du lieu de la résidence habituelle de la partie défenderesse, soit de l'Ordinaire du lieu du président du tribunal auquel on recourt.

§ 2. Si se vérifie le cas dont il est question au précédent paragraphe 1, c), le tribunal, avant d'admettre la cause, doit chercher à savoir, près de la partie défenderesse, si elle a une exception à faire valoir contre le tribunal auquel a recouru la partie demanderesse.

§ 3. Si les circonstances de lieux ou de personnes dont il est question au § 1 viennent à changer substantiellement, l'instance peut être transférée, avant la conclusion de la cause, dans des cas particuliers, de l'un à l'autre tribunal également compétent, si les parties et chacun des deux tribunaux y consentent.

Constitution des tribunaux

V. — § 1. S'il n'est pas possible de former, ni au tribunal diocésain, ni au tribunal régional là où il est érigé, un collège de trois juges qui soient clercs, la Conférence épiscopale jouit de la faculté de permettre, au premier et au second degré, la constitution d'un collège composé de deux clercs et d'un laïc (homme).

§ 2. Au premier degré, lorsque le collège dont il est question au § 1 ne peut pas être constitué, même par l'agrégation d'un laïc (homme), les

(*) Traduction française publiée par la Polyglotte vaticane.

Ce texte a été présenté dans la Salle de presse du Saint-Siège le 11 juin par le P. Raimondo BIDAGOR, S.J., secrétaire de la Commission pontificale pour la révision du Code de droit canon.

La question des procès matrimoniaux avait été abordée au Concile à propos du « vœu sur le sacrement de mariage ». Au terme de la discussion sur ce vœu (19 et 20 novembre 1964), il fut décidé par 1 592 voix contre 427 que « le vœu sur le mariage soit remis au Saint-Père en même temps que les amendements présentés, pour qu'il puisse prononcer sur le sujet ». (DC 1965, n° 1442, p. 304.)

causes de nullité de mariage peuvent être confiées dans chaque cas, par la Conférence épiscopale, à un clerc comme juge unique. Ce juge, si possible, se fera assister dans le jugement par un assesseur et un auditeur.

§ 3. La Conférence épiscopale a le pouvoir de concéder les facultés énoncées ci-dessus selon ses propres statuts, soit par l'entremise d'une Commission choisie en son sein, à cet effet, soit au moins par un membre de la Conférence, lui aussi désigné dans ce but.

VI. — A la charge d'assesseur et d'auditeur dans les tribunaux de tout degré, on peut appeler des laïcs (hommes). Par ailleurs, des hommes ou des femmes peuvent assumer la charge de notaire.

VII. — Que les laïcs choisis pour ces charges se distinguent par la qualité de leur foi catholique, leurs bonnes mœurs comme aussi par leur science du droit canonique. Mais lorsqu'il s'agit de conférer la charge de juge à un laïc, selon le n. V § 1, on préférera ceux qui ont aussi expérience du for judiciaire.

Les appels

VIII. — § 1. Après la première sentence déclarant la nullité du mariage, le défenseur du lien est tenu de faire appel au tribunal supérieur dans les délais légaux ; s'il négligeait de le faire, il doit y être contraint par le président ou le juge unique.

§ 2. Auprès du tribunal de seconde instance, le défenseur du lien doit présenter ses observations pour déclarer si oui ou non il a quelque chose à objecter à l'encontre de la décision portée au tribunal de premier degré. En contrepartie, le collègue doit requérir, s'il le juge opportun, les remarques des parties et de leurs avocats.

§ 3. Ayant vu la sentence et après avoir examiné les remarques du défenseur du lieu comme aussi, si elles ont été demandées et données, celles des parties et de leurs avocats, le collègue, par décret, ratifie la décision prise au premier degré ou bien admet la cause à l'examen ordinaire du second degré. Dans le premier cas, si personne ne forme de recours, les époux ont le droit — à moins qu'il n'y ait un autre empêchement — de contracter un nouveau mariage dix jours après la publication du décret.

IX. — § 1. Contre le décret du collègue portant ratification de la sentence du premier degré, aussi bien le défenseur du lien ou la partie qui s'estime lésée ont le droit de présenter un recours auprès du tribunal supérieur, dans les dix jours qui suivent la publication du décret, mais seulement s'ils apportent des arguments nouveaux et de poids, dont ils peuvent déjà disposer. Ces arguments doivent être présentés au tribunal du troisième degré dans le mois qui suit l'introduction du recours.

§ 2. Le défenseur du lien du troisième degré peut, après audition du président du tribunal, abandonner le recours : auquel cas le tribunal déclare le procès achevé. Mais si la partie forme un recours, le tribunal, après l'examen attentif des arguments apportés, dans le mois qui suit l'introduction du recours, ou bien le rejette par décret, ou bien admet la cause à l'examen ordinaire du troisième degré.

Règles pour les cas particuliers

X. — Lorsque, d'un document certain et authentique, à l'abri de toute contradiction ou exception, ressort à l'évidence l'existence d'un empêchement dirimant et qu'en même temps il serait manifeste, avec la même certitude, que la dispense de tels empêchements n'a pas été donnée ; dans ces cas, en omettant les procédures formelles énoncées par le droit, l'Ordinaire pourra, après la citation des parties et l'intervention du défenseur du lien, déclarer la nullité du mariage.

XI. — De plus, aux mêmes clauses et de la même manière qu'au numéro X, l'Ordinaire pourra aussi déclarer la nullité du mariage, lorsque la cause est introduite pour défaut de forme canonique ou pour défaut de mandat valide du procureur.

XII. — Contre cette déclaration, le défenseur du lien est tenu — s'il estime prudemment que les empêchements ou les défauts dont il est question aux numéros X et XI ne sont pas certains ou que dispense en a été probablement accordée — d'en appeler au juge de seconde instance, auquel les actes devront être transmis et qui devra être averti par écrit qu'il s'agit là d'un cas spécial.

XIII. — Le juge de seconde instance, le défenseur du lien étant seul à intervenir, décrètera, de la même manière qu'au numéro X, si la sentence doit être confirmée, ou s'il ne convient pas plutôt de procéder en cette cause par les voies ordinaires prévues par le droit ; auquel cas, il remet la cause au tribunal de première instance.

Normes temporaires

1. Du jour où la présente lettre apostolique entrera en vigueur, la cause matrimoniale qui, après une première sentence de déclaration de nullité du mariage, est pendante devant le tribunal supérieur à la suite d'un appel légitime, est suspendue provisoirement.

2. Le défenseur du lien du tribunal de seconde instance doit présenter ses remarques au sujet de tout ce qui concerne la décision portée au premier degré, ou ce que contiennent les actes accomplis jusque-là au second degré. Qu'il déclare s'il a oui ou non quelque chose à opposer à l'encontre de la décision portée au premier degré. En réponse à ces remarques, le collègue, s'il le juge opportun, doit demander les remarques des parties et de leurs avocats.

3. Ayant examiné les observations du défenseur du lien, et aussi, si elles ont été requises et fournies, celles des parties et de leurs avocats, après avoir pris connaissance de la sentence du premier degré, le collègue, par décret, ratifie la décision prise au premier degré, ou bien décide que la cause doit être poursuivie par l'examen ordinaire du second degré. Dans le premier cas, si personne ne forme de recours, les époux ont le droit — ceux qui ne sont sous le coup d'aucun empêchement par ailleurs — de contracter un nouveau mariage dix jours après la publication du décret. Dans l'autre cas, l'instance devra être poursuivie jusqu'à la sentence définitive.

Nous ordonnons que tout ce que nous avons décrété dans ce *Motu proprio* soit ferme et ratifié, nonobstant toutes choses contraires, même dignes de mention très spéciale.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, le 28 mars 1971, huitième année de notre pontificat.

PAULUS PP. VI.

ALLOCUTION AUX ÉVÊQUES D'ITALIE

Le 19 juin, Paul VI s'est rendu à la Domus Mariae, à Rome, où les évêques italiens ont tenu leur VIII^e Assemblée plénière du 14 au 19 juin. Voici l'allocution que, après les avoir salués, il leur a adressée en réponse à l'adresse d'hommage du cardinal Poma, président de la Conférence épiscopale (1) :

[...] Vous avez examiné les thèmes qui seront traités et discutés au prochain Synode épiscopal, et nous voyons dans cet intérêt un heureux présage du bon succès de cet important événement qui, ainsi que nous l'avons dit, veut se dérouler « en harmonie avec l'esprit d'union et de collaboration entre le Siège apostolique, l'épiscopat catholique et les supérieurs majeurs des familles religieuses, tel que le Concile en a fait l'expérience et a voulu le promouvoir ». (*Insegnamenti*, V, 484.) (2)

Nous devons aussi vous féliciter de l'accueil que vous avez réservé à notre Exhortation apostolique, envoyée à tous les évêques à l'occasion du 5^e anniversaire de la clôture du Concile œcuménique. Vous avez répondu à notre parole en publiant le beau document, on ne peut plus opportun : « Vivre la foi aujourd'hui » (3). Puis vous avez passé en revue divers problèmes concernant la vie religieuse et morale aujourd'hui où tout, peut-on dire, est devenu problème, et où tout peut déboucher sur une nouvelle épiphanie du christianisme si, nous surtout qui sommes les premiers responsables du service de l'Évangile, nous savons en donner un témoignage nouveau, fidèle et unanime.

Courage apostolique ■■ milieu de la tempête

De tout cela donc, nous rendons grâce au Seigneur, tandis qu'à vous nous exprimons notre reconnaissance et nos félicitations. Tout ■■ été si bien et si largement exposé qu'il ne nous reste plus à ajouter que nos encouragements. « Confirme tes frères. » (Lc 22, 32.) Tel est le mandat donné par le Seigneur à Pierre, telle est notre fonction apostolique spécifique : vous encourager.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 20 juin 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Dans l'allocution qu'il a prononcée avant la récitation de l'Angelus, le dimanche 13 juin, Paul VI avait évoqué les liens qui l'unissent à la Conférence épiscopale d'Italie :

[...] Tous les grands problèmes spirituels du peuple italien sont de la compétence de la Conférence épiscopale d'Italie, en accord hiérarchique, comme c'est bien compréhensible, avec le Saint-Siège et avec nous en tant que Pape, et aussi en tant qu'évêque de Rome et primat d'Italie. [...]

(OR, 14-15 juin 1971.)

(2) DC 1967, n° 1503, col. 1738 (NDLR).

(3) DC 1971, n° 1586, p. 467 et s. (NDLR).

Nous croyons ne pas vous blesser en pensant que vous avez besoin de ce courage pastoral vous aussi, comme tout le monde aujourd'hui dans l'Eglise de Dieu. Plus est importante la charge confiée à un membre de l'Eglise pour le témoignage de la foi et le service de la communauté ecclésiale, plus se fait sentir ce besoin de courage. « Au-dehors des luttes ; au-dedans, des craintes. » (2 Co 7, 5.) Nous traversons une heure difficile. Tout bouge, tout semble se détacher de la religion, de la foi, de la loi morale. Tout est devenu problème. La psychologie du monde est en évolution, et bien souvent nous avons de la peine à en comprendre les phénomènes, les erreurs et les ressources. Au sein même de l'Eglise, fréquemment, c'est de nos fils les plus chers que viennent les sujets d'inquiétude, les défections, les manifestations d'intolérance. C'est une heure de bourrasque. Quelquefois vient à nos lèvres l'appel angoissé des disciples à Jésus qui dormait au fond de la barque : « Au secours, Seigneur, nous périssons ! » (Mt 8, 25.) Mais tous, nous nous rappelons le reproche rassurant du Seigneur : « Pourquoi avez-vous peur, gens de peu de foi ? » (*Ibid.*, 26.)

A vous, maîtres de vie chrétienne, il est superflu que nous rappelions comment et où on trouve ce courage dont le pauvre Don ABBONDIO (4) disait que « personne ne peut se le donner à lui-même ». (Chap. xxv.) Tous nous savons quelles sont les sources du courage pastoral : la confiance, presque téméraire, dans l'aide de Dieu : « Dans le monde, vous aurez à souffrir. Mais gardez courage, j'ai vaincu le monde » (Jn 16, 33), et l'amour du troupeau qui nous est confié, et pour lequel il semble normal que nous affrontions toutes les contrariétés et tous les dangers : « Le bon pasteur donne sa vie pour ses brebis. » (Jn 10, 1.)

Mieux connaître les hommes et le monde d'aujourd'hui

Mais outre ces inépuisables sources surnaturelles du courage apostolique, nous en pouvons trouver d'autres, naturelles celles-là, proches de notre réflexion interne et de notre expérience humaine. Nous ne vous en indiquerons qu'une seule : l'étude des nouveaux rapports qui s'établissent entre nous, notre ministère, et l'homme d'aujourd'hui. Chacun, du reste, s'applique à étudier la phénoménologie de la vie moderne. Nous le savons, mais peut-être pas assez, celle-ci est dans une période de changement, et il est possible de la mieux connaître. Et parfois cette mobilité, cette nouvelle connaissance nous déconcertent, nous épouvantent, ou du moins nous intimident. Il faut observer et connaître la vie moderne. C'est un devoir nouveau qui nous fait sortir des habitudes (nous ne disons pas de la tradition), de l'empirisme, du formalisme habi-

(4) Personnage du roman de A. MANZONI : « *I Promessi Sposi* » (NDLR).

tuel. Nous devons mieux connaître les âmes, les esprits de notre temps. Le danger existe que cette attention prenne le dessus sur la norme de la foi et de la loi de Dieu. Aujourd'hui, le relativisme est une grande tentation. Mais une fois que l'on a surmonté cette tentation, une fois que l'on a reconnu la valeur relative et subordonnée des données de l'expérience (par exemple les statistiques, les données psychologiques et sociologiques, certains déterminismes historiques), la nouvelle connaissance des hommes et du monde (rappelons-nous la parole du Maître : « Je connais mes brebis » [Jn 10, 14]) nous permet d'affronter avec plus de courage les problèmes posés par les situations nouvelles et menaçantes.

Plus l'homme est loin de nous, plus il a besoin de nous

Nous découvrirons beaucoup de choses grâce à cette vigilance qui est demandée aujourd'hui plus que jamais à nous, pasteurs. Nous découvrirons surtout, d'une part combien sont inaliénables nos vérités, auxquelles nous ne devons renoncer en aucune façon, la foi surtout ; et d'autre part quelles nouvelles possibilités l'esprit humain offre aux initiatives de notre ministère. Rappelons-nous que plus l'homme est loin de nous, c'est-à-dire de notre annonce de la vérité et de l'espérance, plus il a besoin de nous. Il s'agit de découvrir, et éventuellement d'éveiller ce secret besoin, et de lui offrir avec délicatesse le don de notre charité et de notre joie. Celui qui aime, découvre, invente l'art d'approcher les âmes et de leur révéler le Christ. Et nous croyons qu'une nouvelle confiance doit soutenir notre ministère : confiance également dans les hommes qui, au fond, lorsqu'ils ne se sont pas fourvoyés consciemment, dans leur pensés et leur mode de vie, sont souvent meilleurs qu'ils ne semblent, plus malheureux que mauvais, plus illusionnés qu'obstinés, et qu'ils ont plus besoin de vérité et d'amour que d'abandon et de rejet.

Le sacerdoce ministériel Ce qui est attendu du Synode

Il s'agit, disions-nous, d'étudier les nouveaux rapports avec ceux que nous rencontrons dans notre ministère.

Avec notre clergé d'abord. Nous ne devons pas souhaiter que ces rapports soient, dans leur forme et leur signification, ceux de la dialectique sociale qui est à la mode aujourd'hui. Mais nous attendons du Synode qu'il confirme et précise l'identité du sacerdoce ministériel, et donc la diversité spécifique de ses fonctions par rapport au sacerdoce commun de tout chrétien. Nous voulons aussi entendre réaffirmer la situation organique de dépendance et de collaboration du prêtre à l'égard de son évêque. Mais tout cela, non pas pour donner lieu à une situation de conflit au sein de l'Eglise, mais bien pour resserrer — comme entre des membres d'un même corps, différents, sains, complémentaires et unis — les rapports de charité et de service, de collaboration et de solidarité dans l'Eglise communautaire et hiérarchique. Nous prions le Saint-Esprit que, par sa grâce, sa paix

et sa joie — après ce travail et grâce à lui —, il anime davantage l'Eglise intérieurement et accroisse extérieurement le rayonnement de son message de salut.

La rénovation de l'Action catholique

Avec notre laïcat ensuite. C'est un réconfort pour nous de savoir qu'après une période d'incertitude, d'autocritique, d'analyse sociologique ecclésiale, la formule de l'Action catholique apparaît renouvée, tout en maintenant substantiellement sa raison d'être et sa capacité de se coordonner, dans un esprit fraternel et filial de service, de promotion, de formation, de cohésion et de continuité, avec d'autres formes d'associations catholiques laïques, de caractère religieux, caritatif, culturel ou social, sa note distinctive demeurant le lien d'adhésion filiale et fondamentale à la hiérarchie de l'Eglise.

Les petits groupes

On assiste aujourd'hui à un phénomène de génération spontanée d'associations dans certains secteurs du peuple de Dieu. La crainte que, sous des prétextes charismatiques, ces associations soient fermées et parfois contestataires ne doit pas nous empêcher de faire preuve d'une sollicitude attentive envers ces groupes, souvent capables de spiritualité intense et d'initiatives de charité ferventes. Nous voyons même avec plaisir, et aussi, dans certains cas, avec espérance et admiration, que des jeunes appartenant à de tels groupes savent susciter des œuvres d'assistance sociale qui requièrent des sacrifices personnels. Ce grand signe d'authentique vitalité chrétienne donné aux pauvres mérite de lui-même notre estime et notre appui. De même que l'amour de Dieu engendre l'amour du prochain, nous devons espérer que ce dernier à son tour engendrera l'amour de Dieu et donc de toute la famille de Dieu, l'Eglise, véritable école et famille des chrétiens qui, comme ceux des premiers jours après la Pentecôte, veulent ne faire qu'un cœur et qu'une âme.

Les ACLI

A côté de ces événements de l'Eglise, nous avons suivi avec peine le récent drame des ACLI (5). Nous avons déploré, tout en lui laissant pleine liberté, que la direction des ACLI ait voulu changer l'orientation statutaire du Mouvement et lui donner une couleur politique en choisissant au surplus une ligne socialiste, avec ses discutables et dangereuses implications doctrinales et sociales. Le Mouvement, qui pendant de longues années a bénéficié en Italie d'un intérêt particulier de la part de l'Eglise, est malheureusement sorti ainsi, sur sa propre initiative, du groupe des associations auxquelles la hiérarchie donne son accord. Nous faisons nôtre votre souhait que, même dans leur situation actuelle, les ACLI veuillent se souvenir de leurs

(5) Cf. DC 1971, n° 1587, p. 548. Les ACLI sont les Associations chrétiennes des travailleurs italiens. Depuis le 1^{er} mai dernier, elles ne relèvent plus de la Hiérarchie (NDLR).

origines et du but pour lequel elles ont été instituées, et qu'elles ne s'écartent pas des principes enseignés par le Magistère de l'Eglise en matière sociale. Volontiers aussi nous accompagnons de notre vœu la résolution de former des groupes de prêtres consacrés à la pastorale du monde du travail, pour que soit offerte une plus large et plus intense assistance religieuse, morale et formatrice, à tous les travailleurs dans un esprit droit et sincère.

Egalement en cette circonstance, avec toute la hiérarchie et toute la communauté ecclésiale, nous voulons de nouveau assurer ces travailleurs de notre affection, de notre estime et de notre intérêt, au nom du Christ.

**

Il y aurait beaucoup d'autres questions qui nous inciteraient à prolonger cette conversation : le renouveau de l'enseignement catéchétique en ce qui concerne les textes, les méthodes et les personnes. Nous savons que la Conférence épiscopale, les évêques, le clergé, les religieux, les enseignants s'efforcent d'améliorer cet enseignement. De tout cœur, nous formons des vœux pour leur travail. Il y a aussi le quotidien catholique, *l'Avvenire*, pour lequel on souhaite une diffusion plus large et on requiert un appui unanime. Il y a la campagne contre l'immoralité et l'envahissement de la pornographie. Mais nous ne voulons pas vous entretenir plus longtemps. Nous voulons encore une fois vous encourager fraternellement dans votre ministère pastoral, dans votre activité bien organisée et unanime. En vous assurant de notre constante communion avec chacun de vous et avec tous, nous donnons à vos chères personnes et à vos diocèses notre fraternelle bénédiction apostolique.

MESSAGE AU FESTIVAL INTERNATIONAL DU LIVRE

Paul VI a adressé le message ci-après au III^e Festival international du livre qui s'est tenu à Nice. Ce message a été lu par Mgr Mouisset, évêque de Nice, au cours de la messe télévisée du dimanche de la Pentecôte, 30 mai (1) :

Il nous est agréable de nous adresser à vous tous qui participez à cette messe télévisée, à l'occasion du « troisième Festival international du livre », organisé en la ville accueillante de Nice. En ce jour de Pentecôte, vous êtes venus de différents horizons, culturels et linguistiques, pour exposer diverses productions littéraires et rechercher ensemble l'essor d'un art et d'une industrie qui importent au plus haut point pour l'avenir de l'homme.

Nous n'avons certes pas besoin de souligner devant vous l'importance croissante du livre : non point relayé par les nouvelles techniques audio-visuelles, mais conjugué avec elles, il ne cesse de constituer un moyen

privilegié de savoir et de réflexion. Comment dès lors ne pas se réjouir de voir ce Festival du livre axé sur la diffusion de la culture auprès des jeunes et dans les pays en voie de développement ?

Un progrès ambigu

Et pourtant, le « progrès » qui résulte de cette diffusion n'est pas toujours dépourvu de toute ambiguïté. Au lieu d'apporter aux civilisations, avec un enracinement plus profond, un surcroît d'épanouissement, n'arrive-t-il pas que livres et imprimés contribuent, hélas ! au contraire, à les déséquilibrer, en y mêlant des ferments de désagrégation corrupteurs, de nature à corroder les plus hautes valeurs humaines ? Disons-le avec force : aucun prétexte, pas même celui du gain, ne saurait justifier de pareilles entreprises. Quelle lourde responsabilité est donc la vôtre, à vous tous qui participez à la diffusion du livre ! Aussi vous adressons-nous un pressant appel à repousser toute tentation mercantile et à mettre d'abord à la portée du public les œuvres de ceux qui, aux divers plans des arts, des lettres, des sciences, de la philosophie, de la vie spirituelle, proposent à l'humanité une expérience capable de l'éclairer, de l'élever, de la guider vers son véritable bien.

Le livre chrétien

Et nous nous tournons plus spécialement, au cours de cette liturgie de la Parole, vers les écrivains, éditeurs et libraires chrétiens. Il revient certes à tout baptisé et confirmé de faire briller, dans sa parole comme dans ses actes, la flamme d'amour et d'espérance allumée en ce jour par l'Esprit-Saint dans le cœur des apôtres, de répandre aux quatre coins du monde le message du Christ. Mais vous, chers amis, quelle incomparable contribution doit être la vôtre, avec les moyens merveilleux que Dieu vous a donnés ! Ce message transmis par les apôtres, recueilli dans les Saintes Ecritures, n'a cessé, sous l'impulsion des pasteurs de l'Eglise, d'être approfondi, vécu, on pourrait dire écrit, dans le cœur des fidèles, au souffle de l'Esprit de sainteté : gerbe magnifique de recherches, de témoignages, de réflexions, dont nos contemporains ont tant besoin pour entendre l'appel de Celui qui est « la Voie, la Vérité et la Vie ». (Jn 14, 6.) Certes, nous ne l'ignorons pas : la diffusion du livre chrétien est souvent entravée par nombre de difficultés, financières ou idéologiques. Que ces difficultés, loin de vous décourager, vous stimulent au contraire dans l'accomplissement de cette œuvre plus nécessaire aujourd'hui que jamais pour ouvrir ce nouveau monde en gestation aux valeurs évangéliques.

**

Aussi est-ce de grand cœur que nous vous adressons en gage des divines grâces sur vos efforts pour promouvoir, à travers le livre, un authentique développement culturel et spirituel, notre paternelle Bénédiction apostolique.

Du Vatican, le 30 mai 1971, en la fête de la Pentecôte.

PAULUS PP. VI.

— *Homélie pour une année (année C), par GONZAGUE MOTTE, O.F.M. — Un vol. 13,5 x 19 cm, de 304 pages. Prix : 22 F. Editions Salvador, Mulhouse.*

Ce recueil de soixante-six homélies, tenant compte des trois lectures dominicales, pourra rendre service au clergé, mais également aux fidèles pour la lecture des péripécies bibliques du dimanche.

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* des 31 mai-1^{er} juin 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Actes du Saint-Siège

NOTIFICATION DE LA CONGRÉGATION POUR LE CULTES DIVIN SUR LE MISSEL ROMAIN, LA LITURGIE DES HEURES ET LE CALENDRIER (*)

L'instruction *De Constitutione apostolica Missale Romanum gradatim ad effectum deducenda*, publiée par cette S. congrégation le 20 octobre 1969, a donné les normes concernant les cas particuliers et les difficultés posées par l'utilisation du Nouveau Missel Romain, et elle a autorisé les Conférences épiscopales à prolonger la *vacatio legis* jusqu'au 28 novembre 1971 (1).

Il fut également décidé par cette S. congrégation que le Calendrier général et les Calendriers particuliers *ad interim* demeureraient en usage pendant cette année 1971 (2).

Compte tenu de ces dispositions, la congrégation pour le Culte divin, avec l'approbation du Souverain Pontife, a établi les normes qui suivent, portant sur l'utilisation du Missel romain, de la liturgie des Heures et du Calendrier rénové, et indiquant la solution de certaines difficultés posées par la réalisation du calendrier des années 1972 et 1973.

I. — Le Missel romain et la Liturgie des Heures

1. Dans les célébrations en latin, on peut déjà utiliser le Missel romain et le Lectionnaire de la messe publiés par cette S. congrégation (3). De même, les volumes de la liturgie des Heures pourront être utilisés dès leur publication.

2. Les Conférences épiscopales veilleront à ce que soient complétées au plus tôt la traduction et la publication en langue du peuple de ces mêmes livres liturgiques.

Cependant, étant donné les difficultés particulières que posent ces publications, elles fixeront le jour à partir duquel les traductions approuvées par elles et confirmées par le Siège apostolique pourront ou devront entrer en usage, totalement ou en partie.

(*) Traduction de la DC, d'après le texte latin publié dans l'*Osservatore Romano* du 16 juin 1971, revue par le Centre national de pastorale liturgique (CNPL). Nous avons ajouté en note quelques références à la DC.

(1) Cf. AAS 61 (1969), p. 749-753 (DC 1969, n° 1551, p. 1007 et s.).

(2) Cf. S. congrégation du Culte divin, notification du 17 mai 1970 : *Notitiae* 6 (1970), p. 193.

(3) Cf. *id.*, Décr. *Celebrationis Eucharisticæ*, 26 mars 1970, AAS 62 (1970), p. 554 (DC 1970, n° 1574, p. 1009) ; Décr. *Ordine lectionum*, 30 sept. 1970.

Mais à partir du jour où les traductions ainsi définies devront être adoptées dans les célébrations où l'on utilise la langue du peuple, ceux qui continueront à user du latin devront utiliser uniquement les textes rénovés, tant pour la messe que pour la liturgie des Heures (*).

3. Ceux qui, en raison de leur âge avancé ou d'une infirmité, éprouvent de graves difficultés à observer le nouvel Ordo du Missel romain, du Lectionnaire de la messe ou de la liturgie des Heures, pourront, avec l'autorisation de leur Ordinaire, et seulement dans les célébrations sans peuple, continuer à utiliser en totalité ou en partie le Missel romain selon l'édition typique de 1962, modifiée par les décrets de 1965 et 1967 (4), ainsi que le Bréviaire romain antérieur.

4. En ce qui concerne la langue à utiliser :

1) *Pour les messes célébrées avec peuple*, les Conférences épiscopales ont le droit de décider de l'utilisation de la langue du peuple dans quelque partie que ce soit de la messe.

Prenant en considération avant tout le bien des fidèles, les Ordinaires des lieux jugeront s'il est opportun que, une fois introduit l'usage de la langue du peuple, on célèbre dans certaines églises une ou plusieurs messes en latin, surtout des messes avec chants (5), en particulier là où se rassemblent plus fréquemment des fidèles de diverses langues.

Dans les messes célébrées en latin, il convient que les lectures de la Sainte Ecriture et la Prière universelle soient faites dans la langue du peuple (**), en tenant compte éventuellement de la présence de fidèles de diverses langues.

2) *Pour les messes célébrées sans peuple*, tout

(*) En France, le nouvel *Ordo Missæ* est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 1970 (DC 1969, n° 1552, p. 1078 - NDLR).

(4) S. congrégation des Rites, Décr. *Nuper edita*, 27 janv. 1965, AAS 57 (1965), p. 408-409 ; Décr. *Per Instructionem alteram*, 18 mai 1967.

(5) Cf. S. congrégation des Rites, Instr. *Musicam sacram*, 5 mars 1967, n° 48, AAS 59 (1967), p. 300-320 (DC 1967, n° 1490, col. 507).

(**) En France, les lectures doivent être « proclamées directement en français, à toutes les messes célébrées en présence du peuple, qu'elles soient chantées ou lues. » (Ordonnance de l'épiscopat français. DC 1964, n° 1418, col. 260 - NDLR.)

prêtre peut utiliser soit le latin, soit la langue du peuple.

3) La liturgie des Heures, célébrée soit individuellement, soit en commun, soit au chœur, peut, avec le consentement de l'Ordinaire, être célébrée en langue du peuple.

II. — Le calendrier.

5. Les Conférences épiscopales, compte tenu de l'état du travail de traduction du Missel romain et de la liturgie des Heures, fixeront le jour à partir duquel devra être utilisé, sur le territoire de leur juridiction, le Calendrier romain général promulgué par le *Motu proprio* « *Mysterii paschalis* » du 14 février 1969.

En attendant que soit terminé le travail de traduction, ces mêmes Conférences publieront les normes opportunes sur le calendrier à suivre pour la célébration de la messe et de la liturgie des Heures, en latin comme en langue du peuple.

6. Ceux qui utilisent un calendrier propre doivent, en attendant que celui-ci soit révisé, conserver le calendrier actuellement en vigueur pour les célébrations qui leur sont propres, en changeant le degré de ces célébrations conformément aux normes universelles du calendrier, et en modifiant ce qui ne concorde pas avec ces normes. Pour le reste, ils doivent observer les normes établies par la Conférence épiscopale.

Le travail de révision des calendriers particuliers devra être fait dans les délais fixés par l'instruction sur le Calendrier (6).

7. En 1972, la solennité de saint Joseph tombe le cinquième dimanche de Carême. Elle sera donc anticipée le samedi, c'est-à-dire le 18 mars (7).

Là où des motifs pastoraux le conseillent, les Ordinaires des lieux peuvent permettre qu'on dise la messe de saint Joseph également aux messes dominicales célébrées le samedi 18 mars au soir.

En 1973, certaines solennités tombent le même jour. En conséquence, le calendrier s'établira comme suit :

a) Dimanche 24 juin : Nativité de saint Jean-Baptiste, solennité. Là où la solennité du Corps et du Sang du Christ est transférée ce dimanche, la solennité de saint Jean-Baptiste sera célébrée la veille, 23 juin.

b) Vendredi 29 juin : Saints Pierre et Paul, apôtres, solennité, et le Sacré-Cœur de Jésus, solennité.

On célébrera, ce jour-là, la solennité des saints Pierre et Paul, et la solennité du Sacré-Cœur de Jésus sera transférée au dimanche suivant. Cependant, là où la solennité des saints Pierre et Paul n'est pas de précepte et où elle est généralement transférée au dimanche suivant, on célébrera la solennité du Sacré-Cœur de Jésus, le 29 juin, et la solennité des saints Pierre et Paul le 1^{er} juillet.

(6) S. congrégation du Culte divin, Instruction sur la révision des calendriers particuliers et des propres pour la Messe et pour l'Office, 24 juin 1970, n° 4, AAS 62 (1970), p. 651-663 (DC 1970, n° 1571, p. 867 et s.).

(7) *Calendarium Romanum*, Normes universelles de l'année liturgique et du calendrier, n° 5, Polyglotte vaticane, 1969, p. 12 (DC 1969, n° 1541, p. 525).

LA SITUATION CHARNIÈRE DES CADRES DANS L'ENTREPRISE

Recevant, le 12 juin, les dirigeants de la Confédération internationale des cadres, guidés par M. Roger Millot, PAUL VI leur a adressé l'allocution suivante (1) :

CHERS MESSIEURS,

En ce 20^e anniversaire de la « Confédération internationale des cadres », dont nous avons l'honneur de saluer le président et les principaux dirigeants, votre « Commission pour la prévoyance sociale » s'est réunie à Rome pour étudier les problèmes de sécurité et de retraite propres aux cadres, et vous avez manifesté le désir de nous rencontrer : c'est bien volontiers que nous vous consacrons ces quelques instants.

Sans entrer dans un domaine où nous n'avons point de compétence propre, nous comprenons et approuvons votre désir de mettre en œuvre, dans tous les pays du Marché commun, un régime particulier de pension pour les cadres, qui assure, à leur avenir et à celui de leur famille, des conditions de vie en rapport avec celle de leur vie active, d'une façon analogue à ce qui existe pour les autres catégories sociales.

Par-delà ce problème concret, nous sommes heureux de souligner le rôle de votre Confédération. Cela n'échappe, en effet, à personne : aux côtés du patronat ou de ses délégués, aux côtés du monde ouvrier proprement dit, la haute qualification des cadres et les responsabilités qui leur sont confiées leur permettent d'exercer un rôle de choix dans la modernisation et l'humanisation de l'entreprise, dans la préparation des techniciens dont l'économie aura besoin, dans l'élaboration et l'exécution des plans nationaux, dans l'adoption des mesures de coopération économique entre les pays de l'Europe et même avec les pays du tiers-monde. Par votre situation charnière dans l'entreprise, vous pouvez, nous semble-t-il, établir ce pont si nécessaire entre des forces sociales trop souvent dressées les unes contre les autres. (Cf. discours à l'OIT à Genève, le 10 juin 1969, n. 15.) (2) Par votre compétence, vous pouvez faire prendre conscience à tous les collaborateurs de la production industrielle, des conditions de viabilité et d'efficacité dans la productivité dont on ne saurait faire fi sans grave dommage pour le bien commun. Enfin, en votre double qualité de responsables et d'employés, vous pouvez contribuer grandement à l'aménagement de l'économie, pour qu'elle devienne toujours plus au service de tous les travailleurs, et suscite leur participation active quelle que soit leur place dans l'entreprise et dans la société. C'est dire le haut service, qualifié et désintéressé, que l'on est aujourd'hui en droit d'attendre des cadres dans l'évolution actuelle des sociétés industrielles.

En priant le Seigneur de vous guider dans cette voie que vous désirez faire vôtre, nous vous assurons de notre estime respectueuse comme de nos cordiaux encouragements. Et nous implorons sur vous, sur vos familles et tous ceux qui vous sont chers, les bénédictions abondantes du Dieu tout-puissant.

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 13 juin 1971. Le titre est de notre rédaction.

(2) Cf. DC 1969, n° 1543, p. 619 (NDLR).

Dossier

L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

ŒCUMÉNISME 1970

Rapport du cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'unité des chrétiens ()*

Si l'on veut caractériser en quelques mots la situation œcuménique actuelle, il faut sans doute mentionner les points suivants : sans cesse on entend des gens se plaindre que le mouvement œcuménique en soit seulement là ; oui, on parle même d'arrêt. On élève également des protestations contre le mouvement œcuménique « officiel », de même que contre la manière dont il est mis en œuvre par les Eglises et leurs dirigeants. Beaucoup pensent que la volonté de l'unité ne provient que « d'en bas » et qu'elle ne vit que dans la « base », dans le peuple, et en particulier dans quelques groupes conscients, cependant que les milieux officiels, pour des motifs purement juridiques, s'opposent à cette volonté profonde et spontanée, paralysant ainsi le mouvement et enlevant à l'Eglise sa crédibilité.

Par ailleurs, on a une conscience si vive du fait que les chrétiens de toutes les confessions sont collectivement au service de l'homme que, en face des tâches immenses qui nous attendent dans ce domaine, on a tendance à regarder comme peu importantes, ou comme pratiquement sans intérêt, les divergences confessionnelles, y compris celles qui portent sur le dogme lui-même. Ce n'est pas l'unité de l'Eglise mais l'unité de l'humanité qui devrait être l'objectif et l'idéal véritables. On place l'humanité au-dessus de l'Eglise. On admet l'Eglise uniquement dans la mesure où elle est un moyen pour le bien de l'homme. De plus, ce bien de l'homme est vu exclusivement sous l'angle politique et social, et donc sous l'angle uniquement terrestre et séculier.

En face de telles réactions et d'autres semblables, il est essentiel que, dans l'action œcuménique, l'on reste conscient de la multiplicité et de la complexité des tâches et des problèmes œcuméniques, et aussi que l'on ne perde pas de vue le but propre, la pleine unité de l'Eglise. Le présent rapport cherche avant tout à éclairer les activités œcuméniques en 1970, telles qu'elles

apparaissent du point de vue du Secrétariat pour l'unité et de ses travaux. En conclusion, nous envisagerons brièvement le but de l'action œcuménique dans son ensemble et le mystère de l'Eglise et de son unité.

I. — Les Eglises orientales

Un exposé sur la situation œcuménique ou sur le mouvement œcuménique doit naturellement essayer d'englober, dans une attitude réellement catholique, l'Eglise tout entière, et même le monde entier. (Pour ce qui va suivre, que l'on se réfère aux rapports présentés par l'auteur et le P. Jérôme Hamer, O.P., secrétaire général du Secrétariat pour l'Unité, lors des réunions plénières du même Secrétariat en novembre 1970 dans *SCUIS* — Information Service ou Service d'information, — publié par le Secrétariat pour l'Unité.) Comme les livraisons sont numérotées indépendamment de l'année, on se contentera chaque fois de citer le numéro sans indication d'année (n° 13, 4-14).

Nous allons commencer par le monde des Eglises orientales. Et ici ceux qui sont accoutumés aux méthodes utilisées dans le dialogue avec les Eglises réformées doivent avoir présents devant les yeux la différence de situation et de ce fait les procédés qu'il faut employer vis-à-vis des Eglises orientales. Ici il s'agit essentiellement de relations avec des Eglises pleinement constituées sur le plan hiérarchique. Pour cette raison, il est capital que ces travaux se situent au niveau des Eglises en tant que telles et que, par exemple, les visites mutuelles soient l'expression de la communion de vie des deux Eglises. Les visites plus importantes sont même examinées et décidées par les Synodes compétents. A l'issue de la visite une déclaration commune est souvent publiée, dont l'importance n'est pas moindre.

1. C'est sous cet angle que doivent donc être envisagés nos contacts réguliers avec le *Patriarcat œcuménique*. Dans ce contexte, nous voudrions souligner l'importance considérable de la décision prise par le Patriarcat œcuménique et l'Eglise catholique, de rassembler tous les documents des dix dernières années qui concernent d'une manière ou d'une autre les relations mutuelles (brefs, lettres, discours officiels, etc.) dans une publication commune et de les propo-

(*) Texte original allemand. Titre et traduction de la DC. Cet exposé a été fait par le cardinal Willebrands à Paderborn (25-26 mars 1971). Pour le rapport sur la situation œcuménique en 1969-70 (dont celui-ci est la suite), voir DC 1970, n° 1571, p. 883-891. Dans l'exposé nous avons ajouté en note quelques références à la DC.

ser aux Eglises. La Commission mixte qui a préparé cette publication a achevé ses travaux en novembre dernier. En février de cette année, le métropolite Méliton de Chalcédoine, président du Synode du Patriarcat œcuménique, a signé avec l'auteur de ce rapport la préface de cette publication, à l'occasion d'une visite à Rome. Le livre constituera en même temps une source précieuse pour la recherche œcuménique et la réflexion théologique. Par la suite, des publications semblables éclaireront également nos relations avec les autres Eglises orientales.

2. En ce qui concerne nos relations avec l'Eglise russe orthodoxe, je voudrais tout d'abord mentionner la participation catholique officielle aux obsèques du patriarche Alexis. Le Saint-Père lui-même avait décidé que je participerais aux obsèques non à titre personnel, mais comme son représentant. Dans le cadre de la liturgie des funérailles, à l'invitation du Synode, j'ai chanté en latin, avec celui qui m'accompagnait, le cantique *Benedictus* ainsi que l'antienne correspondante. Toujours à l'invitation des autorités ecclésiastiques, j'ai également pris part à Moscou à la liturgie du dimanche des Rameaux et à Leningrad à celle de la fête de Pâques. L'ensemble de la rencontre ainsi que le message du Saint-Père à l'occasion de la mort du patriarche ont été fort appréciés et accueillis avec gratitude par l'Eglise russe orthodoxe.

Il faut encore mentionner les *conversations* qui ont eu lieu avec cette Eglise. Après les entretiens qui se sont déroulés à Leningrad en 1967 sur la doctrine sociale catholique, cinq représentants de chaque Eglise ont pris part, à Bari, en Italie, au début de décembre 1970, à un échange de quatre jours sur le thème : « Le rôle de l'Eglise dans une société en développement. » Je voudrais citer ici quelques idées extraites du communiqué commun officiel : « Dans les conversations, trois thèmes ont été abordés essentiellement et ont été développés tour à tour par les représentants de chaque Eglise : 1. « La formation personnelle et l'engagement dans la construction de la société humaine. » 2. « L'ensemble des questions qui découlent de la conception chrétienne du développement. » 3. « La permanence de la Parole de Dieu et le caractère relatif de son incarnation dans des civilisations changeantes. » Le dialogue s'est déroulé dans un climat d'ouverture et de cordialité.

Bien que les interventions des représentants catholiques romains et russes orthodoxes aient été préparées indépendamment les unes des autres, on a pu fréquemment constater un consensus qui prenait naissance dans la grande similitude des positions doctrinales des Eglises. Les conversations ne se sont pas limitées à l'échange d'informations scientifiques. Elles ont été empreintes d'un esprit de prière commune. C'est dans le même esprit que s'est déroulé le reste du séjour des délégués : « Avant et après les conversations, la délégation du Patriarcat de Moscou a tenu à visiter divers monuments historiques et religieux d'Italie. En de nombreuses basiliques et églises de Rome les membres de la délégation ont prié auprès des tombeaux des saints vénérés dans les deux Eglises... Le dimanche 13 décembre, ils ont célébré la liturgie dans les catacombes de Domitilla et ont répondu à l'invitation du prieur et

des moines de Subiaco. Le 14 décembre, Sa Sainteté le Pape Paul VI a reçu en audience les membres de la délégation russe. » (Cf. *SCUIS* 14, 8 et s.)

3. La visite officielle que le patriarche suprême de l'Eglise arménienne orthodoxe, Vasken I^{er}, a rendue au Saint-Père du 8 au 12 mai 1970, a représenté un pas très important dans les relations avec l'Eglise arménienne orthodoxe. C'était la première fois dans l'histoire qu'un Catholikos d'Etchmiadzin rencontrait le Pape. La délégation arménienne elle-même a regardé une telle visite comme un événement historique. Le Catholikos était accompagné d'un groupe d'archevêques et d'évêques. A l'issue de la rencontre fut publiée une déclaration commune des deux chefs des Eglises où était soulignée la nécessité d'apprendre à mieux se connaître mutuellement et de témoigner avec plus de vigueur de la communion déjà existante. En outre, le souhait fut exprimé d'une collaboration fondée sur le désintéressement et l'attention mutuelle aux Eglises et aux personnes (cf. *SCUIS* 11, 3-10 ; *DC* 1970, n° 1564, p. 513-515-NDLR).

Le fait que, depuis plusieurs années déjà, il existe entre catholiques et orthodoxes une collaboration sur le plan de la culture, notamment en ce qui concerne l'échange d'étudiants, a permis de donner à la visite un prolongement direct et concret : un certain nombre de prêtres arméniens orthodoxes ont reçu des bourses pour poursuivre leurs études dans des institutions supérieures catholiques.

4. Avec le *Patriarcat roumain orthodoxe*, qui entretient déjà d'excellentes relations avec l'Eglise catholique en Autriche et en Allemagne, le Secrétariat pour l'Unité a pris cette année des contacts plus importants. Lors d'une visite du patriarche Justinien en Allemagne, le président du Secrétariat pour l'Unité l'a rencontré en privé dans ce pays. La conversation, qui s'est déroulée dans un climat très amical, laisse ici encore espérer une amélioration progressive des relations entre l'Eglise catholique et les différentes Eglises autocéphales dans l'esprit de l'orientation définie lors de la III^e Conférence panorthodoxe de Rhodes (1964) sur le « Dialogue de l'amour ».

5. On notera donc que, dans l'ensemble, notre activité œcuménique par rapport aux Eglises orientales est très diversifiée. Tantôt il s'agit de visites officielles et solennelles ou d'une participation privée à des événements importants dans la vie d'une Eglise ; tantôt il s'agit de conversations sur des questions ou des problèmes actuels ; tantôt enfin il s'agit d'une réflexion sur les déclarations officielles des deux Eglises pendant une plus longue période, de manière à tenir compte du changement intervenu dans les relations mutuelles et de la situation actuelle. Dans tous ces domaines, nous trouvons une fois de plus un point commun : les démarches et les mesures — de quelque ordre qu'elles soient — jaillissent directement de la vie de l'Eglise, elles sont l'expression de la communion toujours plus étroite entre les Eglises et doivent contribuer à renforcer cette communion.

Dans une lettre adressée au mois de février de cette année au patriarche œcuménique Athénagoras, le Saint-Père disait à propos de cette communion : « Au peuple fidèle assemblé dans

la basilique Saint-Pierre durant la Semaine de l'Unité, nous rappelions qu'entre notre Eglise et les vénérables Eglises orthodoxes existait déjà une communion presque totale, bien qu'elle ne soit pas encore parfaite, résultant de notre commune participation au mystère du Christ et de son Eglise. »

En jetant les yeux sur l'évolution œcuménique de ces dernières années, le Saint-Père ajoutait : « L'Esprit nous a donné en ces dernières années de reprendre une vive conscience de ce fait et de poser des actes qui traduisaient dans la vie de nos Eglises et de leurs relations une exigence de cette communion. » En conclusion, la lettre dévoilait les perspectives de cette importante évolution : « En même temps, l'Esprit met en nos cœurs une ferme volonté de faire tout ce qui est possible pour hâter le jour tant désiré où, au terme d'une concélébration, nous pourrions communier ensemble au calice du Seigneur. » La lettre soulignait aussitôt après que ce grand espoir a déjà bouleversé la vie des Eglises : « Dans cette espérance, il faut que dès maintenant nous nous efforcions de rétablir partout entre le clergé et les fidèles catholiques et orthodoxes, une attitude vraiment fraternelle. » (Cf. AAS 62, 1971, 214 ; DC 1971, n° 1582, p. 255 - NDLR.)

II. — La communion anglicane et les Eglises réformées

Comme on le sait, nos relations avec les Eglises réformées sont fort différentes de celles que nous entretenons avec les Eglises orientales. Les raisons en sont multiples : tout d'abord les divergences doctrinales sont ici incomparablement plus grandes. En outre, nous sommes affrontés, sur le plan de la collaboration concrète dans l'esprit des directives du décret œcuménique, à de graves difficultés qui, pour différents motifs, font presque totalement défaut du côté des Eglises orientales.

1. En ce qui concerne la *communion anglicane*, la Commission permanente anglicane-catholique s'est mise activement au travail. Au cours de sa première rencontre à Windsor en janvier 1970, elle a abordé des thèmes de toute première importance : Eglise et société, Eglise et ministère, eucharistie. (Cf. *Catholica* 1970, 225 ; DC 1970, n° 1559, p. 270-1 - NDLR.) Ce travail s'est poursuivi en septembre à Venise, où il a été décidé de publier les rapports préparés par les sous-Commissions, non pas certes à titre de résultats définitifs des travaux de la Commission, mais comme le témoignage de l'état actuel de ses réflexions. La parution en a eu lieu entre-temps dans différentes revues. (*Theology* (anglic.), février 1971 ; *Clergy Review* (cath.), février 1971 ; *Catholic Mind* (cath., Etats-Unis), mars 1971.) On espère ainsi obtenir une participation aussi large que possible à la discussion et, chemin faisant, permettre aux choses de mûrir et de s'approfondir. Il est incontestable que le travail de la Commission s'est avéré moins facile et moins rapide qu'on ne s'y attendait. Pour cette raison, il a été décidé de se limiter, lors des prochaines rencontres, au thème « l'Eucharistie, moyen de rapprochement entre les deux Eglises. » (Voir pour l'ensemble, SCUIS 11, 16-18 ; 13-19.)

A côté de ces travaux de caractère plus théo-

logique, il importe également de signaler les impulsions non moins concrètes données par le « rapport de Malte » (1967). Dans une lettre adressée à l'archevêque anglican de Cantorbéry, le Dr Michael Ramsey, à l'occasion de la Conférence de Lambeth (1968), le cardinal Bea a dénombré, relativement au rapport en question, 16 points différents où un travail en commun serait éventuellement possible. Jusqu'à présent trois d'entre eux seulement ont été pris en considération. L'un d'entre eux a été traduit dans la pratique grâce à la deuxième partie, publiée cette année, du Directoire sur les tâches œcuméniques de l'enseignement supérieur. Un vaste programme nous attend donc encore.

2. La Commission mixte créée en 1966 avec le *Conseil méthodiste mondial* a poursuivi ses travaux, surtout lors de sa rencontre de Junaluska, au siège général du Conseil (24-28 août). Les thèmes empruntés au « rapport de Rabat » (Cf. SCUIS 9, 23-26) furent : l'eucharistie, l'autorité, le mariage chrétien et la famille. La Commission était également chargée de préparer, pour l'Assemblée générale qui aura lieu cette année en août à Denver (Etats-Unis), un rapport final sur les travaux communs de cette Commission mixte. Un Comité spécial, qui s'est réuni en décembre, s'est vu confier la tâche de rédiger ce rapport. Les projets préparés par le Comité sont envoyés à tous les membres de la Commission de manière qu'ils puissent soumettre leurs remarques par écrit. Le président du Secrétariat pour l'Unité a été invité, cette année, à prendre la parole devant l'Assemblée générale du Conseil méthodiste mondial. (Cf. SCUIS 13, 18 et s.)

En avril 1970, l'Eglise méthodiste unie d'Amérique du Nord a fait un pas important et en même temps très concret dans l'amélioration des relations entre catholiques et méthodistes. Dans une résolution, l'Assemblée a décidé tout d'abord d'expurger le « Book of discipline » (p. 37-42) de l'Eglise méthodiste de l'« article sur les religions » qui provenait de l'héritage anglican du méthodisme et contenait des attaques anticatholiques. L'Assemblée générale a reconnu le fait avec humilité et honnêteté et a décidé, dans l'esprit de la résolution prise en 1968 sur la question de l'unité, de comprendre et d'interpréter désormais tous les articles, professions de foi et normes doctrinales à la lumière d'une meilleure compréhension œcuménique. Elle a tenu à témoigner auprès de ses frères catholiques romains de sa bonne volonté et de sa fraternité chrétienne dans ce domaine. (Voir le texte complet du document dans SCUIS 13, 21-25.)

3. Dans nos relations avec la *Fédération luthérienne mondiale*, nous avons fait de nombreux progrès cette année. Le *dialogue théologique* amorcé en 1967 s'est poursuivi : en février 1970, la Commission permanente d'étude a traité à Cartigny, en Suisse, de la quatrième partie du thème commun « Evangile et Eglise ». Le sujet précis était « Evangile et Justice » (la liberté chrétienne). Les conversations ont clairement montré la grande importance œcuménique que revêtait la réforme du Droit canon dans l'Eglise catholique. Par la suite, une sous-Commission s'est activement mise au travail pour préparer un rapport commun sur l'ensemble des conversations. Les deux projets élaborés à cette occasion

ont été examinés de plus près en février de cette année, mais ils font encore l'objet pour l'instant d'une mise au point. (Cf. *SCUIS* 11, 18-20.)

Parallèlement au dialogue théologique, on a assisté à de nombreuses formes concrètes de collaboration sur le plan de l'apostolat des laïcs et de la mission. Depuis 1967, trois observateurs catholiques — dont un du Secrétariat pour l'Unité et un de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples — participent, chaque année, à la Conférence mondiale sur les missions (5-8 juillet, Saint-Louis). Lors des dernières assises, le problème œcuménique a constitué l'un des points centraux du programme (5-8 juillet, Saint-Louis).

La soirée œcuménique, qui s'est déroulée dans le cadre de la V^e Assemblée plénière de la Fédération luthérienne mondiale (Evian-les-Bains, 14-24 juillet), de même que les résolutions auxquelles elle a donné lieu, ont représenté un événement très important sur le plan œcuménique. Lors de cette soirée, le professeur Kent S. Knutson, dans sa conférence « La réaction des Eglises luthériennes à l'égard de l'Eglise catholique romaine et de sa théologie » a souligné de manière très positive les résultats du Concile Vatican II. (DC 1970, n° 1569, p. 767-773 - NDLR.) Après lui, le président du Secrétariat pour l'Unité a pris la parole sur le thème général de l'Assemblée « Envoyés dans le monde ». Il a commenté l'évolution des relations entre luthériens et catholiques, en soulignant notamment l'importance capitale du fait que, dans les recherches catholiques récentes, la personnalité de Luther était envisagée d'une manière plus positive et plus juste.

La résolution finale, que nous voudrions présenter ici dans ses points principaux, montre bien la manière dont l'Assemblée accueillit la Conférence et l'importance qu'elle y attacha.

Sur la visite du président du Secrétariat pour l'Unité en personne, elle déclare : « La V^e Assemblée plénière de la Fédération luthérienne mondiale a salué avec joie la présence du cardinal Jan Willebrands et des observateurs catholiques romains. Elle voit en la présence du président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens en personne un signe de la compréhension croissante qui unit les Eglises catholique romaine et luthérienne, ainsi qu'un encouragement des efforts faits pour parvenir à cette communauté dont les Eglises ont besoin pour remplir leur mission commune et rendre un service commun dans le monde. La présence du cardinal Willebrands représente en même temps pour nous plus qu'un geste significatif d'œcuménisme. Nous lui sommes reconnaissants d'avoir fait sien dans son exposé le thème de notre Assemblée plénière et d'avoir avant tout apporté une contribution objective à notre travail. » (DC 1970, n° 1569, p. 761-767 - NDLR.)

Suivent les réactions à l'égard des déclarations sur Luther : « Nous avons écouté avec une attention particulière ses déclarations à propos de la personne et la théologie de Luther. Nous sommes conscients de la signification du fait qu'un si haut représentant de l'Eglise catholique romaine s'est employé, à une occasion si mémorable, à rendre justice au réformateur et à la Réforme. Nous sommes convaincus qu'une telle reprise des résultats de la recherche effectuée par l'Eglise catholique moderne sur Luther et la Réforme constitue un pas extrêmement important sur la

voie d'une compréhension plus profonde et plus large entre nos Eglises. Le fait de mentionner ouvertement les divergences qui subsistent encore quant au jugement de la Réforme répond au commandement de vérité et d'amour qui devrait déterminer notre entente. La reconnaissance de ces divergences n'est pas une entrave à l'entente, elle en est au contraire la condition préliminaire, il ne s'agit pas d'un arrêt sur la voie de l'entente, mais d'un progrès. »

Rappelant la position catholique, ainsi que la demande de pardon exprimée par Paul VI, la résolution poursuit de manière très significative : « Nous obéissons également à ce commandement de vérité et d'amour en étant prêts à reconnaître, en tant que chrétiens luthériens et Eglises, que le jugement porté par le réformateur sur l'Eglise catholique romaine et sur la théologie de son temps n'était souvent pas exempt de distorsions polémiques, dont les effets se font sentir en partie jusqu'à notre époque.

« Nous regrettons sincèrement que nos frères catholiques romains aient été offensés et méconus à cause de cette représentation polémique. Nous évoquons avec reconnaissance le souvenir de la déclaration faite par le Pape Paul VI lors de l'ouverture de la deuxième session du Concile du Vatican, dans laquelle il demandait le pardon de toutes les offenses dont l'Eglise catholique romaine avait été la cause. Dans la prière du Seigneur, nous demandons notre pardon avec tous les chrétiens. Veillons donc à être sincères les uns envers les autres et à nous rencontrer dans l'amour. »

L'Assemblée plénière, qui avait approuvé le rapport sur le déroulement actuel des conversations théologiques entre luthériens et catholiques, ajoute enfin : « Il est recommandé que soit poursuivi sous une forme adéquate le dialogue entre la FLM et l'Eglise catholique romaine même après achèvement des travaux des commissions d'étude actuelles ou envisagées. »

4. Avec l'Alliance réformée mondiale, nous avons également une Commission d'étude qui a tenu en avril 1970 sa première session. Le thème en était : « La présence actuelle du Christ dans l'Eglise et le monde. » Il fut explicité par les exposés suivants : « Le rôle de la personne de Jésus ; les relations du Christ avec l'Eglise dans le Nouveau Testament ; la fondation de l'Eglise ; Jésus, Tête et Seigneur de l'Eglise. » La discussion a mis en relief que, dans l'ecclésiologie, on avait, dans le passé, trop exclusivement mis l'accent sur le Christ sans prêter une attention suffisante à l'action du Saint-Esprit, de l'Esprit du Christ.

Au printemps de 1971 aura lieu la deuxième rencontre consacrée au thème : « Le magistère de l'Eglise. » (Cf. *SCUIS* 11, 207.)

Lors de l'Assemblée générale de l'Alliance réformée mondiale de Nairobi (20-30 août), bien que les délégués de certains pays, en particulier ceux de l'Europe de l'Est et de l'Amérique du Sud, aient manifesté des réticences et des oppositions à l'égard du dialogue catholiques-réformés, deux décisions importantes ont été prises : 1. Le rapport final sur les premières conférences préparatoires tenues à deux reprises par un groupe mixte a été approuvé (1968-1969 ; cf. *Catholica* 1970, 224 et s.) ; 2. En outre le plan de conversations sur la théologie du mariage entre

l'Alliance réformée mondiale, la Fédération luthérienne mondiale et l'Eglise catholique a été accepté. Si l'on songe que les difficultés rencontrées dans les mariages mixtes proviennent en grande partie de divergences sur la théologie du mariage, on peut mesurer la signification d'un tel dialogue (cf. *SCUIS* 14, 10).

5. Notre collaboration avec les *Sociétés bibliques* ou leurs Fédérations, pour l'établissement, l'édition et la diffusion du texte original ainsi que des traductions de l'Ecriture, représente un domaine très important du point de vue religieux et œcuménique. Comme on le sait, cette collaboration date de 1967. Le Secrétariat pour l'Unité, conjointement avec l'Alliance biblique universelle, a mis au point, pour les traductions œcuméniques de la Bible, des directives communes qu'il a publiées en 1967, le jour de la Pentecôte. A l'heure actuelle, plus de cent traductions de la Bible réalisées sur le plan interconfessionnel sont en préparation (cf. *Roman Catholics and the Bible Societies*, Vatican City 1968, suppl. *SCUIS* n° 13 ; cf. également *SCUIS* 11, 21 et s. ; *DC* 1968, n° 1518, col. 981-1007-NDLR).

Cette collaboration s'effectue en contact étroit avec la congrégation pour la Propagation de la foi. Pour que, du côté catholique, il existe également un instrument de travail permanent sur le plan mondial, une Fédération mondiale des sociétés bibliques catholiques a été créée à l'instigation du Secrétariat pour l'Unité. Il est facile de voir quel apport fondamental tout ceci peut représenter, notamment pour la tâche missionnaire de l'Eglise. En outre, une telle collaboration permet d'entrer en contact avec des groupes importants de chrétiens qui, d'ordinaire, n'appartiennent à aucune organisation ou fédération ecclésiale.

6. L'an dernier, dans mon rapport, j'ai signalé le problème des contacts avec les groupes de chrétiens que l'on désigne habituellement sous le nom de « sectes ». Ce domaine est très vaste, complexe et difficile. Nous en sommes encore à explorer lentement le terrain. Mais d'ores et déjà les premiers contacts ont été établis avec tel ou tel groupe. Toutefois, comme il s'agit de tout premiers pas, il semble plus indiqué de ne pas les dévoiler encore publiquement.

III. — Le Conseil œcuménique des Eglises

Les relations avec le Conseil œcuménique des Eglises diffèrent essentiellement des relations que nous venons de décrire avec les différentes Eglises ou Fédérations d'Eglises non catholiques. En effet, le Conseil œcuménique des Eglises — pour employer une expression souvent usitée — n'est ni une Eglise ni une super-Eglise, mais une communauté d'Eglises qui veut aider ses membres (ils sont actuellement quelque 250) à rechercher et à favoriser l'unité complète entre eux. En raison de la nature et des objectifs du Conseil, il était naturel que l'action œcuménique catholique, et notamment celle de notre Secrétariat, établisse des contacts de plus en plus étroits avec lui et entretienne des relations de plus en plus nombreuses. Au cours de ces dernières années — depuis qu'en 1965 un groupe commun de travail fut créé entre l'Eglise catholique et le Conseil, — ces relations n'ont cessé de se développer. Si, au début, les études et les projets

communs étaient regardés comme des exceptions et étaient entrepris avec appréhension, aujourd'hui tout cela va de soi. Les relations sont déjà tellement multiples et diversifiées qu'il est fort malaisé de les passer en revue et de les exposer. Mentionnons tout d'abord que le groupe de travail mixte cité plus haut a publié cette année son troisième rapport officiel (texte dans *SCUIS* 14, 14-19 ; *DC* 1971, n° 1580, p. 159 et s.-NDLR). Pour permettre de s'orienter plus facilement dans l'exposé détaillé de la collaboration, nous allons passer en revue les différentes sections du Conseil œcuménique des Eglises (pour tout ce qui va suivre, cf. *SCUIS* 11, 20 et s. ; 14, 3-7).

1. Commençons par le domaine de la foi et du culte. Comme on le sait, depuis l'Assemblée générale du Conseil œcuménique des Eglises à Uppsala en 1968, neuf théologiens catholiques font partie de la section « Foi et Constitution ». Ces théologiens participent ainsi aux nombreuses recherches théologiques entreprises par cette section. Citons, par exemple, les thèmes fondamentaux suivants : « L'autorité de la Bible », « Baptême et confirmation », « La nature de la liturgie » et enfin « L'intercommunion ». Réciproquement, des représentants du Conseil œcuménique des Eglises prennent part depuis 1968, à titre d'observateurs, aux sessions du Conseil pontifical chargé de l'application de la Constitution conciliaire sur la réforme de la liturgie.

En outre, une Commission mixte spéciale a étudié les deux notes de l'Eglise, la catholicité et l'apostolicité. En 1970, le groupe mixte de travail déjà mentionné a approuvé un rapport sur ces recherches, qui a été publié en anglais et en français (cf. *Irenikon* 1970, 163-200 ; *One in Christ* 1970, 3, 242 ; *DC* 1971, n° 1582, p. 273 et s.-NDLR) et qui doit paraître prochainement en allemand dans *Kerygma und Dogma*. Il est à espérer que cette parution suscitera dans des milieux plus larges recherches et réflexions.

Un groupe spécial de travail constitué par des représentants de « Foi et Constitution » et des centres œcuméniques catholiques prépare régulièrement depuis quelques années déjà l'Octave de prière pour l'Unité : il établit le texte et précise également, dans la mesure du possible, l'esprit nouveau dans lequel l'Octave doit se dérouler pour qu'elle ne sombre pas dans la routine, mais qu'au contraire elle représente un renouvellement concret d'unité.

En mars 1970, à Genève, « Foi et Constitution » a longuement délibéré sur un problème depuis longtemps à l'ordre du jour : est-il possible que toutes les Eglises et communautés ecclésiales célèbrent le même jour la fête de Pâques, la fête centrale, commune à tous les chrétiens ? Parmi les dix-neuf participants, on comptait quatre catholiques et sept orthodoxes. Au cours des délibérations, on est tombé d'accord pour dire qu'il se présente deux possibilités : ou bien l'on choisit, sur la base du calendrier grégorien, une date mobile ; ou bien l'on prévoit une date fixe, le deuxième ou le troisième dimanche d'avril. Il est clair par ailleurs que le choix à effectuer est surtout important pour les Eglises orientales, tandis que les Eglises ou communautés ecclésiales d'Occident sont en mesure d'accepter le choix fait collégialement par les Eglises orthodoxes de l'Est et les Eglises orthodoxes orien-

tales. Les délibérations sur cette dernière décision collégiale sont actuellement en cours.

En conclusion d'un exposé sur les activités dans le domaine de la foi et du culte, il convient de dire un mot sur la *position* que prennent les membres catholiques de la section « Foi et Constitution » et sur la portée de leurs travaux. D'une part leur collaboration n'entraîne aucune obligation pour l'Eglise catholique. Ces théologiens proposent leur collaboration uniquement en leur nom propre, et non formellement en tant que représentants de l'Eglise catholique. Mais, d'autre part, il va sans dire que, par le moyen de cette collaboration, la pensée catholique est présente dans toutes ces recherches et qu'elle agit avec fruit. Réciproquement, par cette participation, de riches impulsions pénètrent effectivement dans la théologie catholique elle-même : elle est contrainte de s'attaquer aux problèmes qui ont été soulevés et, à la lumière de la doctrine catholique, de proposer des solutions.

2. La section « *Unité et Mission* » est particulièrement active. Depuis 1969, trois catholiques — dont un de la congrégation pour la Propagation de la foi et un autre du Secrétariat pour l'Unité — sont conseillers de la section du Conseil œcuménique des Eglises pour la Mission et l'Évangélisation du monde. Chemin faisant, on a pris particulièrement conscience des possibilités œcuméniques qui s'offrent dans ce domaine. Pour cette raison, le groupe mixte de travail mentionné plus haut entre l'Eglise catholique et le Conseil œcuménique des Eglises s'est consacré pendant quelques années à l'étude du thème « Prosélytisme et témoignage commun ». En mai 1970, la section a approuvé le document d'étude ainsi élaboré et a ordonné sa publication (du côté du Conseil œcuménique des Eglises, dans *Ecumenical Review* [XXIII, 1971, 17], du côté catholique, dans la *Documentation Catholique* [1970, n° 1575, p. 1077-1081] ; cf. *SCUIS* 14, 19-24).

Dans ce même domaine nous trouvons également le *dialogue avec les non-chrétiens*. La section permanente du Conseil œcuménique des Eglises, conjointement avec le Secrétariat pour l'Unité et le Secrétariat pour les non-chrétiens, a mis sur pied au Liban en mai 1970 une rencontre à laquelle ont participé vingt-huit spécialistes chrétiens (dont sept catholiques), ainsi que des bouddhistes, des hindous et des musulmans. Le même mois, le Conseil a organisé un débat à Zurich sur les fondements théologiques du dialogue : sur les vingt-trois participants, on comptait trois catholiques.

La collaboration avec la « Christian Medical Commission » (Commission chrétienne pour la santé) représente un domaine aux possibilités illimitées. L'an dernier, un Comité spécial a étudié en trois rencontres l'éventualité d'une participation des catholiques à cette Commission. La question est encore à l'étude.

3. Contacts, conversations et collaborations ont pris une grande ampleur entre la section du Conseil œcuménique des Eglises pour l'Action œcuménique et le Conseil catholique pour l'apostolat des laïcs. En mai 1970, le groupe mixte de travail Conseil œcuménique-Eglise catholique a demandé à la section « Pour l'Action œcuménique » et au Conseil sus-nommé d'étudier les possibilités de collaboration dans l'apostolat

des laïcs et notamment dans les problèmes de la jeunesse.

Le groupe œcuménique féminin, créé en 1968, qui a également pour objectif d'explorer les possibilités de collaboration dans l'apostolat féminin, s'est réuni à trois reprises en 1970. Sa mission d'étude durera jusqu'en 1972.

4. La collaboration dans le *domaine social* et dans celui du service de l'humanité est très avancée. Fondée en 1968 à titre expérimental pour trois ans, la Commission mixte pour la société, le développement et la paix (SODEPAX) a très rapidement multiplié des activités fécondes que nous ne pouvons décrire ici dans le détail. En juillet 1970, la durée de son mandat a été prolongée de trois autres années. SODEPAX s'occupe principalement des études menées conjointement par le Conseil œcuménique des Eglises et l'Eglise catholique dans le domaine social.

En plus de SODEPAX, il existe une étroite collaboration entre la section du Conseil œcuménique des Eglises « Eglise et société » et la Commission pontificale « Justice et Paix ». Le Comité de travail « Eglise et société », qui compte vingt-cinq membres, comprend quatre membres observateurs catholiques. Ce Comité de travail a organisé en 1970 une rencontre d'étude sur le thème « Technologie et avenir de l'homme et de la société ». (Genève, 28 juin-4 juillet.) Parmi les cent trois participants se trouvaient dix-huit catholiques.

De même la collaboration entre la section pour l'aide entre les Eglises et la Caritas internationalis catholique est très active et multiforme.

5. Bien que, dans cet exposé sur les relations et collaborations de toute sorte entre le Conseil œcuménique des Eglises et l'Eglise catholique, il faille se contenter de rapides indications, il est devenu très évident que les travaux communs et les échanges ont pris une grande extension en un temps relativement court. De plus, il existe déjà des projets pour développer encore davantage ces relations dans l'avenir. On comprend dès lors pourquoi, depuis quelques années, se trouve posée et discutée la question de savoir si l'Eglise catholique devrait devenir *membre du Conseil œcuménique des Eglises*. Comme je l'ai déjà signalé l'an dernier (cf. *Catholica* 1970, 236), cette question, après la prise de position bien connue du Saint-Père à l'occasion de sa visite au siège du Conseil œcuménique, fait l'objet d'une étude approfondie de la part d'un petit groupe de représentants du Secrétariat pour l'Unité et du Conseil œcuménique des Eglises. En outre, le sujet a été débattu à fond dans le cadre du thème général « Les formes de collaboration entre l'Eglise catholique et le Conseil œcuménique des Eglises », lors des sessions plénières de notre Secrétariat en novembre 1970. On trouvera la meilleure vue d'ensemble de la situation actuelle dans un article de notre secrétaire général, le P. Jérôme Hamer (*Osservatore Romano*, 11-12 janvier 1971, p. 2 ; *DC* 1971, n° 1580, p. 168-NDLR). Cet article a paru la veille de la session du Comité central du Conseil œcuménique qui a eu lieu en janvier à Addis-Abéba. Il est facile de constater d'après le rapport sur le déroulement de cette session que le P. Hamer — comme il fallait s'y attendre — a pris la parole dans le même sens au cours des sessions du Comité central (cf. *SCUIS* 14, 4 et s.).

Dans le but de souligner l'importance de la question de l'adhésion et donc la nécessité d'une étude approfondie, le P. Hamer a énuméré dans son article une série de problèmes qui doivent être élucidés avant que l'Eglise catholique puisse prendre une décision. Voici quelques-uns d'entre eux : Quelle est l'influence du Conseil œcuménique sur la pensée, les décisions d'orientation générale et sur les programmes des Eglises-membres ? A l'inverse, quelle est la part réelle que ces dernières prennent dans les décisions majeures du Conseil œcuménique ? Quel est l'impact concret de l'appartenance au Conseil œcuménique sur la crise intérieure que traversent la plupart des Eglises chrétiennes ? Dans quelle mesure l'appartenance éventuelle de l'Eglise catholique au Conseil œcuménique constitue-t-elle aujourd'hui une question réelle et concrète pour les catholiques au niveau national et local ? Répondrait-elle à un besoin actuellement ressenti ? Pourrait-elle fournir un apport à la vie pastorale des diocèses et des paroisses ? Enfin : au milieu des activités multiples du Conseil œcuménique, quelle est la place et quel est le rôle de la recherche de l'unité visible de tous les chrétiens dans une seule Eglise ?

Il est évident que ces questions ne relèvent pas d'un quelconque pessimisme. Elles ne sont pas posées pour gagner du temps et justifier ses propres hésitations. Bien au contraire, elles sont toutes dictées par le seul souci du bien de l'Eglise et de tous ses membres, ainsi que par l'amour de l'unité de l'Eglise. Elles montrent également à quel point le problème en question est complexe et global. De plus, il ne s'agit aucunement ici de questions purement théoriques. Plusieurs d'entre elles ne peuvent recevoir de réponse que sur la base d'une expérience concrète. Cette expérience, nous l'accumulons dans la collaboration actuelle avec le Conseil œcuménique. Certes, une telle collaboration représente déjà en elle-même une valeur, mais en même temps elle constitue pour l'Eglise catholique et le Conseil œcuménique une précieuse occasion pour apprendre à mieux se connaître et permettre de résoudre le problème de l'adhésion sur la base d'une connaissance plus profonde et plus concrète de la situation. Mais lorsqu'on a devant les yeux les dimensions de l'Eglise catholique et du Conseil œcuménique, il n'échappe à personne que cette connaissance mutuelle ne peut s'instaurer en quelques mois. En définitive, voici quelle est la situation actuelle à ce sujet : du côté catholique, aucune porte n'est fermée ; l'étude se poursuit sur le plan théorique, et encore plus sur le plan pratique. Entre-temps, se poursuivent de façon toujours plus intensive l'étude commune et la collaboration, chaque fois que cela s'avère possible.

**

En conclusion de cet exposé sur nos relations avec les diverses Eglises et communautés ecclésiastiques de la Réforme, je voudrais ajouter quelques réflexions sur le sens et la valeur des entretiens théologiques :

a) Au cours de notre exposé a été soulignée de manières différentes une nécessité : que les sujets étudiés par les Commissions mixtes de travail ainsi que les résultats des discussions soient poursuivis, approfondis, et en tout cas assimilés dans les Eglises, notamment par les théologiens. Sous cet angle, on voit aisément quelle impor-

tance peuvent revêtir les entretiens théologiques, sur le plan local et national. Pour cette raison, il faut saluer chaleureusement tout ce qui est déjà en cours dans ce domaine, par exemple les entretiens de toute sorte qui ont eu lieu aux Etats-Unis, les conversations entre catholiques et réformés en France, en Hollande et en Suisse, l'amorce d'un dialogue entre luthériens et catholiques en Allemagne et en Scandinavie. Sur ce dernier point je voudrais émettre le vœu que ces approches, en Allemagne précisément, se transforment en de véritables entretiens. Bien entendu, il faudra peu à peu rechercher et découvrir les voies qui permettront dans toute la mesure du possible aux fruits de tels entretiens d'être judicieusement et largement utilisés. On y réussira d'autant plus vite et d'autant plus efficacement qu'auront été plus nombreux les résultats concrets dont nous pouvons disposer.

b) L'exposé ci-dessus montre par ailleurs que nous disposons déjà — ou que nous disposerons bientôt — de nombreux rapports, instructifs et utiles, sur les entretiens théologiques où ont été débattus des sujets réellement fondamentaux. Je crois que ces rapports placent les théologiens de tous les pays devant une tâche d'une importance capitale : celle d'approfondir et de communiquer les résultats de telles recherches. Il n'est pas douteux que, de cette manière, bien des conceptions courantes concernant la doctrine de nos frères non catholiques pourront être rectifiées ; bien plus important encore : de cette manière nous découvrirons souvent d'étonnantes convergences ou du moins des amorces de nouveaux développements. Il serait impardonnable qu'un tel travail qui — j'ose le croire — n'a pu s'accomplir que grâce à l'Esprit de Dieu, soit laissé à l'abandon.

IV. — L'activité œcuménique spécifiquement catholique

Après avoir vu l'évolution de nos relations avec les différentes Eglises ou Fédérations d'Eglises non catholiques et avec le Conseil œcuménique, il nous reste encore à traiter brièvement des *activités œcuméniques spécifiquement catholiques*. Je pense ici au travail qui se fait dans le cadre de l'Eglise universelle. Il n'est donc pas question des nombreuses activités auxquelles se livrent en divers pays les Commissions œcuméniques mandatées par les Conférences épiscopales permanentes, par exemple des différents entretiens interconfessionnels mentionnés plus haut qui sont en cours en de nombreux pays. Je ne pense pas non plus aux importantes réalisations de beaucoup de Conférences épiscopales et qui ont trait à la collaboration pratique avec des Eglises ou communautés ecclésiastiques non catholiques, souvent dans le cadre de Conseils chrétiens nationaux. Je n'ai pas besoin de rappeler non plus ce que j'ai signalé dans mon rapport de l'an dernier à propos de rencontres de Commissions œcuméniques organisées par plusieurs Conférences épiscopales d'Afrique et d'Amérique du Sud, bien que ces rencontres aient eu lieu en 1970 (cf. *Catholica* 1970, 236 et s.). Il s'agit uniquement ici de l'activité œcuménique catholique qui concerne l'Eglise catholique *tout entière*.

1. Un fait me paraît de la plus grande importance : que le Secrétariat pour l'Unité, lors de

ses sessions plénières de novembre 1970, ait entrepris l'étude des relations qui existent ou doivent exister dans la situation actuelle entre lui-même et les organismes œcuméniques nationaux et plurinationaux — il s'agit la plupart du temps de Commissions (cf. *SCUIS* 13, 3 et s.). Le décret conciliaire sur l'œcuménisme a décidé que l'activité œcuménique sur le plan local et national doit être soumise à la direction épiscopale (n° 4). Pour ce faire, il est prévu dans le Directoire œcuménique que dans les diocèses ou dans le cadre des Conférences épiscopales, doivent être créés des Secrétariats ou des Commissions œcuméniques. Il est évident que ces organismes, ainsi que les évêques, doivent toujours tenir compte, dans la poursuite de leur action œcuménique, de l'Eglise universelle, c'est-à-dire de la vie et des problèmes, de la doctrine et de la tradition de l'Eglise tout entière, de la situation des pays où se posent des problèmes identiques ou parallèles, etc. C'est le rôle de notre Secrétariat d'établir des contacts étroits avec l'ensemble de l'Eglise et de coordonner les activités. Il est donc nécessaire que nous soyons régulièrement tenus au courant de tout ce qui a lieu sur le plan local et national. Par ailleurs, nous aidons et favorisons, sous des formes diverses, l'échange de réflexions et de documents entre les diverses parties de l'Eglise. C'est dans ce but que, par exemple, nous avons organisé en 1967 une rencontre des représentants des Commissions ou Secrétariats œcuméniques de niveau diocésain et régional. Le Service d'information publié en deux langues par le Secrétariat répond au même besoin. Enfin, le Secrétariat pour l'Unité a pour mission de stimuler et de diriger les activités œcuméniques sur le plan local et national.

2. En ce qui concerne cette dernière mission du Secrétariat, deux pas importants ont été faits en 1970. Le premier est la publication de la deuxième partie du Directoire œcuménique sur *les tâches œcuméniques de l'enseignement supérieur*. Il n'est pas difficile de comprendre que nous nous trouvons ici dans un domaine d'une importance décisive pour le progrès des questions œcuméniques. Mais comme les problèmes afférents étaient très complexes, on a estimé que les lignes directrices devaient être mises au point en collaboration totale avec d'autres organismes romains concernés d'une façon ou d'une autre. Le document est ainsi le fruit d'une excellente collaboration entre les congrégations pour la Doctrine de la foi, pour l'Education catholique, pour la Propagation de la foi et pour les Eglises catholiques orientales. Il va de soi que les propositions ainsi élaborées ont été également soumises aux Conférences épiscopales. Même si, en raison de ce processus compliqué, le document accuse un certain retard par rapport à la situation de quelques pays, sa portée n'en est aucunement diminuée pour l'Eglise dans son ensemble (texte du document dans *SCUIS* 10; *DC* 1970, n° 1564, p. 519-527-NDLR).

3. La publication par notre Secrétariat d'un document sur le dialogue représente un pas tout aussi important au service de l'activité œcuménique catholique. A la différence de la deuxième partie du Directoire œcuménique mentionné plus haut, il ne s'agit ici ni de loi ni de prescriptions. Notre secrétaire général a déclaré à ce propos lors de la présentation du document lors d'une

conférence de presse : « Il s'agit ici d'un instrument de travail, d'une introduction sûre et qualifiée à un problème important. L'autorité de ce document repose sur l'expérience des personnes qui l'ont élaboré, des évêques qui l'ont amélioré et approuvé et enfin sur la garantie que lui confère l'organisme auquel le Saint-Siège a confié l'œcuménisme catholique. » (Cf. *SCUIS* 12; *DC* 1970, n° 1571, p. 876-882-NDLR.)

4. Le *Motu proprio* paru cette année sur les *normes relatives aux mariages mixtes* a une grande portée œcuménique. Sa souplesse et les possibilités relativement larges que le document pontifical donne aux Conférences épiscopales ont permis à bon nombre de ces dernières d'accomplir dans leurs ordonnances d'application un excellent travail œcuménique. En outre, beaucoup d'entre elles ont déjà entrepris, en collaboration avec des ministres du culte non catholiques, d'aborder le problème global de la pastorale des mariages mixtes. Il sera nécessaire d'affronter progressivement partout ce problème pastoral et de perfectionner les méthodes employées, grâce à un échange de plus en plus large des expériences accumulées.

V. — Récapitulation

Si l'on jette un coup d'œil d'ensemble sur ce rapport on s'aperçoit qu'il est possible de résumer la situation en quelques points, et cela malgré les aspects extrêmement divers qu'elle présente.

1. Il ne fait aucun doute que les efforts de rapprochement œcuménique, que ce soit sur le plan de la foi ou sur le plan des rapports, est en plein essor sur toute la ligne.

2. Il est vrai que, sur le plan plus large des croyants, la question de la foi et de la vérité est parfois reléguée dans l'ombre, tellement on est impatient d'établir des rapports. Mais cela est inexact pour la position des dirigeants des Eglises. Ces derniers reconnaissent sans réticence l'importance fondamentale du dialogue théologique et le favorisent. Dans les conversations elles-mêmes les divergences de base et les problèmes qui en découlent sont abordés avec le plus grand courage et la plus grande honnêteté. Par ailleurs, dans tous les entretiens on remarque à l'expérience qu'il est difficile d'aboutir à des conciliations réelles et complètes qui ne soient pas des arrangements purement humains, si l'on n'exprime pas une obéissance totale à la parole du Seigneur et une fidélité inébranlable à l'entière vérité du Christ.

3. En relation avec la question de la candidature de l'Eglise catholique au Conseil œcuménique des Eglises, on a également posé la question suivante : quel est l'impact concret de l'appartenance au Conseil œcuménique sur les crises intérieures des Eglises ? Cette question vaut d'une façon très générale pour tous les contacts œcuméniques, que ce soit dans l'échange des idées ou dans la collaboration pratique. On ne peut éviter que tout ce mouvement exerce d'une façon ou d'une autre une influence sur la vie interne des Eglises. Bien plus, cela appartient à la nouvelle conscience de la communauté où l'on se trouve et à sa dynamique. C'est en soi une bonne chose qui peut avoir des résultats féconds et enrichissants. Mais, bien entendu, en fonction de la situation réelle de certaines

Eglises, cela peut entraîner des conséquences négatives dont il faut tenir compte de toute évidence.

**

En terminant je voudrais encore faire quelques brèves remarques sur les différents courants du Mouvement œcuménique énumérés dans l'introduction. Sur la position de ceux qui, tout en se déclarant « œcuméniques », considèrent que le but de leur activité n'est pas l'unité de l'Eglise mais l'unité de l'humanité, je ne puis m'étendre car cela nous conduirait trop loin. J'ai traité ce problème en d'autres occasions (cf. *Christus, Zeichen und Ursprung der Einheit in einer geteilten Welt*, Einziger Verlag-Zwingli Verlag, Zurich, 1970 ; *Le Mouvement œcuménique, unité des chrétiens ou unité humaine ?* Conférence donnée à Marseille le 19 janvier 1971, in *la Documentation Catholique*, 1971, n° 1582, p. 259-266). Qu'il me suffise ici de faire cette remarque capitale : l'unité de l'Eglise et celle de l'humanité sont en dépendance étroite. Mais elles ne se trouvent pas sur le même plan. Le but de l'action œcuménique est, de façon réelle et directe, l'unité de l'Eglise. Seuls ceux qui ne s'intéressent plus à l'Eglise du Christ peuvent déprécier ou répudier cet objectif. L'action pour atteindre ce but ne peut être remplacée par une action se proposant l'unité de l'humanité.

En ce qui concerne l'activité propre de l'unité des chrétiens, on pense souvent — comme nous l'avons vu plus haut — que la volonté d'unité n'existe qu'à la base, tandis que les milieux officiels — les théologiens, les dirigeants des Eglises, le Mouvement œcuménique — ne font que freiner et paralyser. Beaucoup de gens enthousiastes ont l'impression d'être freinés par la théologie, l'« Institution », l'autorité, et voudraient même se détacher de Vatican II (qui, selon eux, « n'était qu'un commencement »). A l'encontre d'une telle assertion, il suffit de mentionner quelques faits que je me contenterai de prendre dans le domaine de l'œcuménisme catholique. Les grandes initiatives catholiques sur le plan œcuménique, nous les devons aussi bien aux théologiens qui se sont mis avec leur science au service de l'unité des chrétiens qu'aux dirigeants de l'Eglise, en particulier à Jean XXIII et à Paul VI. Ces derniers ont créé dans l'Eglise des organismes destinés à rétablir l'unité ; ils ont encouragé les travaux et ont donné dans ce but des directives ; au service de l'unité, ils ont donné personnellement, en parole et en acte, l'exemple de la prière, du courage et du sacrifice ; ils ont fait entrer l'Eglise dans le dialogue avec les Eglises et les communautés ecclésiales séparées et mis le renouveau de l'Eglise au service de l'unité, comme en témoigne la déclaration solennelle du Concile : « Toute rénovation de l'Eglise consistant essentiellement en une fidélité plus grande à sa vocation, c'est dans cette rénovation que se trouve certainement le ressort du Mouvement vers l'Unité » (*Décret sur l'œcuménisme*, n° 6.)

Ce sont là des faits irrécusables. Ceux qui voudraient se détacher de l'« Institution » et de l'autorité devraient méditer sur ceci, qui me paraît essentiel : les théologiens qui, avant le Concile, avec dévouement et persévérance, pas à pas, mais aussi dans la fidélité à l'Eglise, ont travaillé sur le plan œcuménique, se sont acquis ainsi la confiance de la hiérarchie. Nul ne peut

souhaiter que ces rapports confiants se perdent de nouveau aujourd'hui. En ce qui concerne l'autorité dans l'Eglise, personne ne doit oublier ceci : sans pasteurs, le troupeau ne peut ni prospérer ni croître ; de même, sans pasteurs, son unité ne peut être ni assurée ni rétablie.

Il règne aujourd'hui parmi les chrétiens une vive impatience — et je le comprends dans une certaine mesure — bien que la patience ait été appelée une vertu œcuménique. Chez beaucoup de gens, cette impatience provient du fait qu'ils croient que l'unité des chrétiens peut être réalisée par la planification et l'organisation, ou par la théologie et le dialogue, ou par la collaboration et la prière commune. J'apprécie pleinement toutes ces formes d'action œcuménique et je les tiens pour absolument nécessaires. Mais il ne faut pas oublier que l'unité des chrétiens est une note de l'Eglise et qu'elle appartient de ce fait au mystère de l'Eglise. Bien qu'elle soit visible, c'est-à-dire reconnaissable pour l'homme qui l'observe, elle n'est pourtant reconnaissable, dans son sens et sa réalité propres, que pour le croyant. L'Eglise n'est pas une par le Droit canon, par la théologie ou par l'organisation, mais par l'Esprit de l'unité, par l'Esprit du Christ. Le décret sur l'œcuménisme récapitule ses déclarations sur l'unité de la façon suivante : « Tel est le mystère sacré de l'unité de l'Eglise, dans le Christ et par le Christ, sous l'action de l'Esprit-Saint qui réalise la variété des ministères. De ce mystère, le modèle suprême et le principe est dans la trinité des personnes, l'unité d'un seul Dieu Père, et Fils, en l'Esprit-Saint. » (N° 2.) Cette unité appartient essentiellement et de façon inamissible à l'Eglise, exactement au même titre que sa sainteté, sa catholicité et son apostolicité. Mais elle doit pourtant être ressaisie dans la foi à chaque génération, elle doit être implorée comme don de Dieu, elle doit être protégée, assurée ou rétablie dans le travail et la souffrance. Certes, l'organisation, le droit et la théologie favorisent sa réalisation dans la communauté et par la communauté, mais elle-même est bien plus que tout cela. Elle exige le renouvellement et la conversion de l'homme : « Il n'y a pas de véritable œcuménisme sans conversion intérieure. En effet, c'est du renouveau de l'âme, du renoncement à soi-même et d'une libre effusion de la charité que partent et mûrissent les désirs de l'unité. » (N° 7.)

Bien que nous croyions que l'unité « subsiste de façon inamissible dans l'Eglise catholique » (*Décret sur l'œcuménisme*, n° 4), le combat pour l'unité et l'action au service de l'unité seront pourtant toujours nécessaires ; c'est seulement ainsi « qu'elle s'accroîtra de jour en jour jusqu'à la consommation des siècles ». (*Ibid.*)

Cette action comporte essentiellement la confiance croyante, la persévérance, l'espérance et la patience. Et ici la « patience » ne signifie aucunement une vertu purement passive ; elle est une vertu authentiquement chrétienne qui ne se décourage pas, ne se fatigue pas, parce qu'elle est fondée sur la confiance croyante et qu'elle y trouve son assurance, comme le manifeste la prière de Paul : « Que le Dieu de la constance et de la consolation vous accorde d'avoir les uns pour les autres la même aspiration, à l'exemple du Christ Jésus, afin que d'un même cœur et d'une même bouche vous glorifiez le Dieu et Père de Notre-Seigneur Jésus-Christ. » (Rm 15, 5 et s.)

LES TENDANCES ACTUELLES DU MOUVEMENT ŒCUMÉNIQUE ET LE RÔLE DU MONACHISME

Conférence du cardinal Willebrands

Le cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, a prononcé la conférence ci-après devant les abbés et prieurs bénédictins, réunis à Rome pour le Congrès international de la Confédération bénédictine. A cette conférence, qui a été prononcée en l'abbaye Saint-Anselme, le 26 septembre 1970, assistaient également des abbés des communautés monastiques anglicanes, épiscopaliennes et luthériennes (*).

Tout d'abord, je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance pour l'invitation que m'a faite l'Abbé primat de prendre la parole devant votre assemblée et d'avoir avec vous une conversation fraternelle. Certainement ma parole se place plus au niveau d'une conversation fraternelle qu'à celui d'une conférence proprement dite quand je parle à une assemblée tellement qualifiée, composée de personnes qui occupent une place spéciale dans l'Eglise et portent une haute responsabilité dans la direction et l'expression de sa vie spirituelle, dans toute son activité.

I. — INTRODUCTION

1. Vie monastique, vie chrétienne

La vie religieuse, et plus particulièrement la vie monastique, qui a provoqué l'étonnement et l'admiration aussi bien que l'incompréhension et le mépris du monde, n'est essentiellement que l'approfondissement et le développement de la vie nouvelle dans laquelle nous sommes re-nés par le baptême. Selon le Concile, « il y a là vraiment une consécration particulière, qui s'enracine profondément dans la consécration du baptême et l'exprime avec plus de plénitude ». (*Perf. Caritatis*, n. 5.) Cette idée de la vie monastique comme développement de la vie selon le Christ et dans le Christ est à la base du prologue de la règle de saint Benoît : « *Ecce pietate sua demonstrat nobis Dominus viam vitae*. » Et nous retrouvons la même appréciation de la vie religieuse dans la Constitution sur l'Eglise : « Par le baptême, le chrétien est mort au péché et consacré à Dieu ; mais pour qu'il puisse recevoir un fruit plus abondant de grâce baptismale, il entend par la profession des conseils évangéliques dans l'Eglise se libérer des empêchements qui pourraient le retarder dans la ferveur de la charité et la perfection du culte divin, et par ces vœux il se consacre plus intimement au service de Dieu. » (*Lumen gentium*, n. 44.) Il n'y a donc

pas de particularisme ou de séparatisme dans la vie monastique, mais la plénitude et l'universalité de la vie divine à laquelle nous participons. « Et si l'Esprit de Celui qui a ressuscité Jésus d'entre les morts habite en vous, Celui qui a ressuscité le Christ Jésus d'entre les morts donnera aussi la vie à vos corps mortels par son Esprit qui habite en vous. » (*Rm 8, 11.*) Voilà l'universalité spirituelle de la vie monastique, qui s'ouvre à tout homme et offre l'espace au déploiement des dons de l'Esprit et à la liberté des enfants de Dieu.

2. Vie monastique, vie d'Eglise

Si la vie monastique tend à développer la vie nouvelle dans le Christ, elle fait en même temps partie, et précisément à cause de son intime union au Seigneur, de la vie du Corps du Christ. c'est-à-dire de l'Eglise. Bien que la vie d'un monastère n'embrasse pas toutes les formes et toutes les fonctions de la vie humaine et chrétienne, on parle quand même du monastère comme d'une « *ecclesiola* ». La parole de Dieu y est proclamée, les grands mystères chrétiens y sont célébrés. La vie monastique fait bien partie de l'Eglise, elle est au service de l'Eglise. Par le baptême, l'homme entre dans l'Eglise (*Lumen gentium*, n. 14). Si la vie religieuse est le développement de la vie nouvelle reçue dans la grâce baptismale, le religieux, le moine, est consacré plus intimement à la vie de l'Eglise. Dans ce sens parle le Concile quand il dit : « Puisque les conseils évangéliques, par la charité à laquelle ils conduisent, unissent ceux qui les suivent d'une façon spéciale à l'Eglise et à son mystère, il faut que la vie spirituelle de ceux-ci soit consacrée aussi au bien de toute l'Eglise. » (*Lumen gentium*, n. 44.) Et ailleurs : « que de plus en plus [les religieux] vivent et pensent avec l'Eglise et se dévouent totalement à sa mission ». (*Perf. Caritatis*, n. 6.) Concrètement, cela veut dire que les religieux, les moines, prennent part à la mission totale, aux activités vitales de l'Eglise. Le décret conciliaire sur la vie religieuse stipule : « Tous les instituts [religieux] doivent participer à la vie de l'Eglise, chacun selon son caractère propre, faire leurs et soutenir selon leurs moyens ses initiatives et ses projets en matières biblique, liturgique, dogmatique, pastorale, œcuménique, missionnaire et sociale. » (*Perf. Caritatis*, n. 2.)

Tandis que plusieurs instituts religieux doivent leur origine à un besoin spécifique de l'Eglise, aux circonstances de l'époque, la vie monastique dans sa forme originelle n'a voulu être que l'approfondissement et le développement de la vie chrétienne par le don total de soi-même. Dans l'ordre bénédictin, les monastères gardent leur autonomie et se vouent à des tâches concrètes selon les capacités et les talents des moines, selon les possibilités et les

(*) Texte français original.

circonstances du lieu et de l'Eglise locale. C'est ainsi qu'on trouve des monastères au service des recherches bibliques, théologiques ou des sciences anthropologiques, au service de l'enseignement, des universités et des collèges, au service de la culture et de l'art, de l'agriculture, du travail manuel, de la technique. Mais commune à tous et jaillissant de la nature même de la vie monastique, il y a toujours l'adoration, la louange de Dieu. J'en parlerai plus loin, sous l'aspect de son importance œcuménique. Ici j'ai voulu montrer, à côté de l'universalité spirituelle, l'universalité de service de la vie monastique.

II. — MONACHISME ET ŒCUMENISME

3. Une question

Vous allez peut-être me demander : pourquoi parlez-vous de la vie monastique comme telle ? Quels sont le but et le thème concrets de notre conversation ? Il me semble, pour parler en métaphore, qu'il s'agit d'approcher l'une de l'autre, comme deux pôles de haute tension, d'un côté la charge œcuménique qui traverse aujourd'hui si fortement la vie de l'Eglise, et de l'autre côté la qualité spécifique de la vie ecclésiale que constitue le charisme de la vie monastique pour provoquer l'étincelle puissante, la lumière qui nous fera voir le rôle œcuménique du monachisme. J'essaierai d'illustrer les possibilités spécifiques qu'offre votre vie pour contribuer au grand effort œcuménique qui « concerne l'Eglise tout entière » (*Unit. Red.*, n. 5), donc spécialement les religieux. Mais je vous le dis dès maintenant : pour arriver à des conclusions concrètes, à de vrais résultats, je désire plutôt être instruit qu'instruire. J'espère vous présenter des points de réflexion et encourager une recherche suivie, créatrice des possibilités que l'Esprit du Seigneur offre à chacun selon sa vocation, sa position et les circonstances de sa vie.

4. Le monachisme est antérieur

aux séparations

Les origines du monachisme remontent aux temps avant les séparations ; ses racines poussent peut-être jusqu'à l'« *Ecclesia ex judaeis* ». Le décret conciliaire sur l'œcuménisme rappelle cette tradition commune à l'Orient et à l'Occident. « En Orient aussi, on trouve les richesses de ces traditions spirituelles, qui s'expriment surtout par le monachisme. Là, depuis le temps glorieux des Saints Pères, en effet, a fleuri la spiritualité monastique, qui s'est répandue ensuite en Occident, devenant pour ainsi dire la source de l'organisation religieuse latine et lui conférant par la suite une nouvelle vigueur. » (*Unit. Red.*, n. 15.) La vie monastique est toujours restée une richesse commune aux Eglises d'Orient et d'Occident. On ne saurait suffisamment estimer la communion mystique qui a persisté dans la louange de Dieu pendant et malgré la rupture de la communion ecclésiale. Si dans certains milieux monastiques on rencontre une étroitesse d'esprit qui conduit à une méfiance presque hostile envers tout œcuménisme, cette situation ne dérive certainement pas de la vie monastique, mais d'un manque de formation ou d'une absence de contact avec la vie de l'Eglise.

Est-ce que ce ne sont pas les monastères eux-mêmes qui pourraient renouer et manifester les liens spirituels et la communion mystique qui existent entre eux ? Les visites brèves ou prolongées des moines d'Orient et d'Occident dans leurs monastères réciproques sont un moyen pour manifester cette communion. Le Pape a rétabli l'usage ancien d'un échange de lettres pascales avec les patriarches d'Orient en signe de communion. Ne pourrait-on pas penser à un échange de lettres entre certains monastères qui ont déjà établi des rapports entre eux ? L'aide spirituelle et désintéressée, ou même parfois matérielle, par des contacts, des conseils, des études, des livres, peut, selon les circonstances, être précieuse et fraternelle.

La réaction de la Réforme en Occident contre les instituts religieux a été si forte et si violente que presque tous ont disparu. Cependant, la méditation de la foi dans les communautés issues de la Réforme a redécouvert les valeurs authentiques et évangéliques de la vie religieuse et monastique, de sorte que nous avons vu depuis un siècle la renaissance des instituts religieux et plus particulièrement de la vie monastique. La règle de saint Benoît demeure une inspiration pour donner forme à cette tendance ; pour tous, saint Benoît reste le père du monachisme occidental et ses monastères ont donné et continuent à donner une aide fraternelle aux communautés monastiques anglicanes et protestantes. Plus clairement, plus naturellement que dans les instituts religieux modernes, qui ont été créés en vue d'une œuvre ou d'une activité spécifiques, la vie religieuse manifeste dans le monachisme comme le développement de la grâce baptismale, de la vie nouvelle dans le Christ, comme une vie évangélique. Cette communion mystique est d'une grande valeur œcuménique pour l'Eglise universelle.

(J'ai reçu, il y a quelques jours, une lettre d'un groupe de luthériens des Etats-Unis. Ils écrivent : « Nous sommes un groupe de luthériens et nous avons cherché à mener une vie contemplative. Il nous semble que nos pensées et notre vocation se reflètent le mieux dans l'Ordre cistercien de la stricte observance. Pour cette raison, nous désirons vous demander de bénir notre fondation, afin que nous puissions revêtir l'habit de notre père saint Bernard. Nous voudrions en outre vous demander de nous obtenir une bénédiction de l'Abbé général des Cisterciens de la stricte observance, afin qu'ainsi tout se fasse selon la règle. »)

Je suis heureux de voir parmi vous et de saluer fraternellement des abbés des communautés monastiques anglicane, épiscopaliennne et luthérienne. Que Dieu bénisse leur présence qui est un signe vivant de communion monastique. Après tout ce que j'ai dit, vous comprendrez sans doute mon regret de ne pas pouvoir saluer également un archimandrite ou un moine orthodoxe.

5. Foi concrètement vécue

Je voudrais expliquer encore par un autre biais l'actualité œcuménique de la vie monastique comme telle. Nous avons souligné le lien entre la vie monastique et le baptême et décrit la vie monastique comme un développement

authentique de la vie chrétienne. Or, la vertu, base de la vie chrétienne, c'est la foi. La foi ne se limite pas à une connaissance et à une acceptation intellectuelle des vérités révélées : elle comprend toute l'existence personnelle de l'homme. C'est se revêtir du Seigneur Jésus-Christ (cf. Rm 13, 14), se regarder comme morts au péché et vivants pour Dieu dans le Christ Jésus (cf. Rm 6, 11). Par la foi nous sommes au Christ (cf. 1 Co 3, 23). Nous lisons dans la Constitution dogmatique sur la Révélation divine : « A Dieu qui révèle, il faut apporter « l'obéissance de la foi » (Rm 16, 16 ; cf. Rm 1, 5 ; 2 Co 10, 5-6), par laquelle l'homme s'en remet tout entier librement à Dieu. » (*Dei Verbum*, n. 5.) Pour citer finalement un théologien, saint Thomas d'Aquin enseigne : « *Fides est habitus mentis, quo inchoatur vita aeterna in nobis, faciens intellectum assentire non apparentibus.* » (II-II, q. 4 a. 1.)

Dans une période de déclin de la scolastique, on a essayé de polémiquer contre la Réforme par une analyse conceptuelle des notions de « foi » et d'« espérance » et en les distinguant et en les opposant l'une à l'autre, on a réduit la foi à une acceptation intellectuelle des vérités révélées. Dès lors, on n'a plus compris la foi comme l'engagement total de la personne.

Ces considérations nous servent pour en dégager deux conclusions concernant la situation actuelle de l'homme.

La première, plus générale : dans la crise actuelle de la foi, les hommes d'aujourd'hui, surtout les jeunes, sont beaucoup plus touchés et convaincus par la foi concrètement vécue que par un discours, par un traité, ou par un dossier. Les monastères offrent le milieu de la foi, ne cachent pas ses épreuves, mais montrent aussi sa joie ; ils manifestent la vie chrétienne comme existence humaine dans un engagement total. La foi vacillante des enfants de Dieu veut rencontrer la réalité. « *Actus credentis non terminatur ad enuntiabile, sed ad rem* » (II-II, q. 1 a. 2 ad 2), dit encore saint Thomas.

La seconde conclusion est plus spécifiquement œcuménique : la vie monastique comme telle, et aussi parce qu'elle est plus axée sur la Bible et les Pères de l'Eglise que sur la scolastique, exprime une conception de la foi qui est très proche de celle de nos frères orthodoxes et de nos frères anglicans et protestants. Dans ce contexte et sur la base de la foi vécue, tout dialogue devient plus facile. Cette conception de la foi, qui est d'ailleurs celle du II^e Concile du Vatican, est moins partielle et évite la polémique contre la doctrine de la « *sola fides* ». La foi vue dans la conception intellectualiste ne pouvait certainement pas être considérée comme salvifique, tandis que la foi fécondée et vivifiée par l'espérance et par la charité, la foi comme engagement total et don de soi-même au Seigneur, est la vie nouvelle.

Je voudrais dégager encore une autre considération.

La foi nous donne la connaissance de Dieu et de son Christ. J'emploie ici le mot connaissance dans son sens le plus profond, c'est-à-dire d'être né avec le Christ, de vivre avec lui et en lui (cf. 2 Tm 2, 11). La suprême vocation de l'homme est de connaître Dieu et de l'adorer.

L'homme ne réalisera jamais l'accomplissement de sa perfection s'il ne connaît Dieu et ne l'adore. Ici nous rencontrons un autre phénomène de notre temps, celui de la sécularisation et du sécularisme. Sans utiliser cette terminologie, le Concile a bien précisé le problème dans sa Constitution sur l'Eglise dans le monde de ce temps : « Si, par autonomie des réalités terrestres, on veut dire que les choses créées et les sociétés elles-mêmes ont leurs lois et leurs valeurs propres, que l'homme doit peu à peu apprendre à connaître, à utiliser et à organiser une telle exigence d'autonomie est pleinement légitime : non seulement elle est revendiquée par les hommes de notre temps, mais elle correspond à la volonté du Créateur. » Et ensuite : « Mais si, par « autonomie du temporel », on veut dire que les choses créées ne dépendent pas de Dieu et que l'homme peut en disposer sans référence au Créateur, la fausseté de tels propos ne peut échapper à quiconque reconnaît Dieu. En effet, la créature sans Créateur s'évanouit. Du reste, tous les croyants, à quelque religion qu'ils appartiennent, ont toujours entendu la voix de Dieu, et sa manifestation, dans le langage des créatures. Et même, l'oubli de Dieu rend opaque la créature elle-même. » (*Gaudium et Spes*, n. 36).

Nous verrons plus loin les mérites du monachisme pour un « christianisme social ». Ici je voudrais souligner que la contribution pour un monde meilleur et pour une société plus humaine donnée par les moines a été inspirée par la foi, l'espérance et la charité. Il n'y a jamais eu pour eux de séparation entre ce qu'on appelle aujourd'hui « le vertical » et « l'horizontal ». Je suis convaincu de l'obligation chrétienne de travailler pour un monde meilleur. Je suis également convaincu qu'il n'y aurait pas d'espoir d'un monde meilleur si le Christ n'était pas ressuscité.

A côté du courant séculariste, nous sommes témoins, à l'intérieur du christianisme, de la propagation du mouvement pentecôtiste. Ici se révèle dans l'homme un besoin spirituel, une tendance vers le mystère, vers le charisme. Dans les assemblées pentecôtistes, l'élément contemplatif, le silence, l'adoration sont très forts. Le milieu monastique qui crée le silence, la contemplation, qui chante la louange de Dieu, pourrait répondre au besoin spirituel réel des courants spiritualistes.

Voilà quelques pensées qui me semblent indiquer que le monachisme comme tel, qu'un bon moine, sont en soi une réalité et une valeur œcuménique vivantes.

6. Au service de l'homme

Après avoir vu les valeurs strictement spirituelles incorporées et vécues dans la vie monastique, je voudrais bien attirer votre attention sur les réalisations et les possibilités des moines pour le service de l'homme dans sa situation terrestre. Je viens d'une région des Pays-Bas où les premières digues ont été construites par les moines, où le drainage et la mise en culture du terrain ont été faits par les moines. Naturellement, la situation a changé ; les moines ne sont plus nécessaires pour l'évolution de la culture de cette région. Dans un pays développé, le service de l'homme aujourd'hui

d'hui exige plutôt la contribution aux études anthropologiques, aux sciences de l'homme : l'économie, la sociologie, la psychologie, etc. Par les moyens techniques et la communication mondiale, tout le monde est devenu mon voisin. On découvre l'unité du genre humain. Les problèmes de la dignité de l'homme, de l'égalité de l'homme et de sa liberté dans les différents domaines de la vie (le domaine religieux et le domaine politique), de la pauvreté, des races et des cultures, du développement et de la paix, sont autant de problèmes urgents de notre époque. En quoi les centres monastiques peuvent-ils contribuer ici à l'étude de ces problèmes et à leur solution inspirée par l'anthropologie chrétienne ? J'ai souligné dans l'introduction de mon discours le caractère universel du service rendu à l'Eglise par le monachisme. Dans la tradition des monastères, ce service ne s'est jamais limité aux études bibliques, patristiques. Le service de l'homme s'est inscrit dans leur programme, dans leur vie, dès les origines du monachisme. Aujourd'hui, ce service revêt un caractère éminemment œcuménique, son aspect chrétien est essentiellement commun à tous les chrétiens ; les problèmes posés demandent d'être illuminés, éclairés par l'Evangile du Christ.

7. La participation au dialogue

a) Par ces dernières remarques, je touche déjà la question du dialogue et du rôle que le monachisme peut jouer dans ce domaine. (Comme vous le savez, le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens vient de publier un document important : « Réflexions et suggestions concernant le dialogue œcuménique. ») (1)

Je pense ici à une activité propre à votre Ordre, celle de l'hospitalité. Quelle signification spécifique revêt ici la règle : « *Omnes supervenientes hospites tanquam Christus suscipiantur, quia ipse dicturus est : Hospes fui, et suscepistis me. Et omnibus congruus honor exhibeatur, maxime domesticis fidei et peregrinis.* » On voit sans peine qu'il est bien facile de lui conférer un caractère œcuménique en la faisant servir à la connaissance réciproque avec les frères chrétiens non catholiques, à l'amour, à la rencontre spirituelle et à la prière commune. Je me rappelle ici avec gratitude l'hospitalité donnée aux observateurs du Concile par les abbayes de Subiaco, de Cassino, de Saint-Paul hors les murs, de Saint-Jérôme, d'Olivet, de Calamari. (Le Pape Jean avait même levé la clôture pour les femmes, qui, à ces occasions, souvent accompagnaient leurs maris). Des valeurs spirituelles inexprimables leur ont été transmises par cette hospitalité. Je pense également avec une profonde gratitude aux conférences, rencontres, journées d'études auxquelles j'ai eu le bonheur de participer avec nos frères orthodoxes, anglicans, protestants, dans les monastères de Chêvetogne, de Niederaltaich. Je voudrais mentionner le centre œcuménique créé à l'abbaye de Colleville (Minnesota).

Le document du Secrétariat concernant le dialogue dit : « La forme la plus fréquente du dialogue est celle qui naît spontanément de la

rencontre des chrétiens entre eux. » Cette parole s'applique d'une manière propre et spéciale à la rencontre lors d'une visite à un monastère. Cette rencontre pourra facilement obtenir une telle intensité spirituelle qu'un problème particulier puisse se présenter dans ce cadre d'une manière poignante, le problème de l'intercommunion.

b) La contribution du monachisme à l'action œcuménique de l'Eglise dépend d'une manière déterminante de la *préparation* à cet effet, c'est-à-dire de l'éducation œcuménique de tous les membres des instituts monastiques et de la préparation spécifique de ceux qui auront à guider l'action œcuménique dans ses secteurs variés. De concrètes connaissances historiques et théologiques, proportionnées à la condition et à la fonction de chacun, sont tout simplement indispensables. Et, de son côté, la contribution du monachisme à l'œcuménisme sera, elle aussi — *ceteris paribus*, — proportionnée à cette éducation en profondeur et à la méticuleuse préparation des dirigeants de ce travail. Il n'y a pas lieu ici d'entrer dans les détails : à la lumière des principes énoncés dans le décret sur l'œcuménisme, toutes les particularités ont été amplement expliquées et illustrées soit dans la seconde partie du directoire œcuménique, qui traite précisément de la formation œcuménique dans l'enseignement supérieur, soit dans le récent document de la S. congrégation pour l'Education catholique sur la formation sacerdotale. Néanmoins, étant donné ce qui se passe aujourd'hui sur le terrain de l'œcuménisme catholique, je voudrais relever ce que le décret sur l'œcuménisme recommande dans son dernier paragraphe, donc comme une ultime exhortation qui lui tient à cœur : « Le Concile exhorte les fidèles à s'abstenir de toute légèreté, de tout zèle imprudent, qui pourraient nuire au progrès de l'unité. » (*Unit. Red.*, n. 24.) J'ai tenu à citer cet avertissement à propos de l'éducation œcuménique parce que je sais que dans ce secteur, comme aussi dans l'organisation du travail œcuménique, on permet quelquefois aux débutants de se précipiter dans n'importe quel contact sans tenir compte du stade de leur préparation et de la progression qui, dans ce domaine, est encore plus indispensable qu'ailleurs.

c) Parmi les activités variées que les Ordres monastiques ont toujours considérées comme plus appropriées à leur état et à leurs traditions je voudrais citer encore quelques exemples.

La *connaissance de la Sainte Ecriture* au moyen de la liturgie ou de l'étude est très importante pour l'œcuménisme. A ce sujet, le décret sur l'œcuménisme dit que « les paroles divines sont, dans le dialogue lui-même, des instruments insignes entre les mains puissantes de Dieu pour obtenir cette unité que le Sauveur offre à tous les hommes ». (*Unit. Red.*, n. 21.) La Constitution *Dei Verbum* ■ une très grande importance œcuménique et on peut s'étonner qu'elle soit mentionnée relativement rarement dans les études théologiques et œcuméniques après le Concile.

Ensuite les *études patristiques*. Il n'est pas difficile de saisir leur importance à une époque où, également par suite du dialogue œcuménique, on cherche à retourner aux sources

(1) DC 1970, n° 1571, p. 876 et s. (NDLR.)

pures de la foi. On connaît leur importance déterminante entre autres sur le mouvement d'Oxford du siècle dernier, notamment sur le cardinal Newman. D'autre part, quand le décret sur l'œcuménisme parle des chrétiens orientaux et de leur vie monastique, il « recommande instamment aux catholiques d'accéder plus fréquemment à ces richesses spirituelles des Pères orientaux qui élèvent l'homme tout entier à la contemplation des mystères divins ». (*Loc. cit.*, n. 15.)

Une part déterminante revient à votre Ordre dans la propagation du mouvement liturgique, aujourd'hui dans la réforme liturgique décidée par le Concile. La même remarque concerne le mouvement biblique. (Ce n'est pas par hasard que le secrétaire général de la Fédération catholique mondiale pour la Bible est un Père bénédictin.) Faut-il rappeler la portée œcuménique que le décret sur l'œcuménisme attribue à ces mouvements pour l'union quand il parle de la valeur œcuménique de la rénovation de l'Eglise : « Les différentes formes de la vie de l'Eglise selon lesquelles s'accomplit la rénovation en cause (mouvement biblique et liturgique, prédication de la parole de Dieu, catéchèse, apostolat des laïcs, nouvelles formes de la vie religieuse, spiritualité du mariage, doctrine et activité de l'Eglise en matière sociale) sont à considérer comme autant de gages et de signes qui annoncent favorablement les futurs progrès de l'œcuménisme. » (*Unit. Red.*, n. 6.) N'en avons-nous pas une éloquente confirmation dans l'œuvre de Dom Lambert Beauduin, fondateur du monastère de Chèvotogne ? S'il est vrai qu'il fut un grand rénovateur de la liturgie, il est vrai aussi qu'il la voyait dans une lumière plus diffuse, comme un moyen pour le renouveau intégral de l'Eglise au service de l'unité de tous les baptisés.

8. Enfin je voudrais attirer l'attention sur le fort rayonnement que vos monastères exercent souvent dans l'Eglise, en particulier sur le laïcat. A travers cette irradiation, vous pouvez rappeler d'une manière concrète aux laïcs l'enseignement de la Constitution *Lumen gentium*, à savoir que tous les membres de l'Eglise sont appelés à la sainteté et à la perfection chrétienne. En outre, le décret sur l'œcuménisme souligne que cette recherche de la sainteté est fondamentalement très importante pour promouvoir la cause de l'union. En effet, dans la mesure où les membres de l'Eglise ne vivent pas en plénitude leur vocation, « le visage de l'Eglise resplendit moins aux yeux de nos frères séparés, ainsi que du monde entier, et la croissance du royaume de Dieu est entravée ». (*Unit. Red.*, n. 4.) C'est pourquoi celui qui aime la cause de l'union doit « tendre à la perfection chrétienne ; ... chacun dans sa sphère [doit] s'efforcer de faire en sorte que l'Eglise, portant dans son corps l'humilité et la mortification de Jésus, se purifie et se renouvelle de jour en jour, jusqu'à ce que le Christ se la présente à lui-même, glorieuse, sans tache ni ride ». (*Idem.*) En rappelant cette vocation et la vraie possibilité de la réaliser, en incitant à s'y engager sérieusement, vous rendez un grand service à la cause de l'union.

† JEAN, card. WILLEBRANDS.

LA TERMINOLOGIE ECCLÉSIOLOGIQUE DE VATICAN II ET LES MINISTÈRES PROTESTANTS

Analyse de quelques textes du décret conciliaire « Unitatis Redintegratio » par le P. Jérôme HAMER, O.P., secrétaire du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens ()*

La présente note de travail est extraite d'une conférence prononcée le 4 juin 1970, dans une rencontre d'étude organisée, à Gazzada, par la Faculté théologique interrégionale de Milan. Huit exposés y furent présentés, sous le titre général de « L'ecclésiologie, du premier Concile du Vatican au second » ; ils paraîtront prochainement en volume. C'est à titre de théologien et d'historien des doctrines que je fus invité à y prendre part. J'ai pensé que les conclusions auxquelles j'étais arrivé — qui ont l'autorité des arguments sur lesquels elles s'appuient — pouvaient être utiles à d'autres théologiens, engagés dans de semblables recherches, surtout en ce moment où la doctrine du ministère est l'objet d'une attention particulière.

Une question

Le II^e Concile du Vatican a reconnu la qualité d'Eglise à des communautés protestantes. Il a, par le fait même, reconnu implicitement la validité de leur ministère. Sous des formes diverses, on trouve cette position chez différents auteurs. Que faut-il en penser ?

Que disent les textes ?

Nous voudrions répondre à cette question en nous livrant à une lecture attentive de quelques textes du décret conciliaire sur l'œcuménisme, *Unitatis Redintegratio*, approuvé le 21 novembre 1964.

Premier texte :

« Ces Eglises et Communautés séparées (*Ecclesiae et Communitates seiunctae*), bien que nous les croyions victimes de déficiences, ne sont nullement dépourvues de signification et de valeur dans le mystère du salut. » (*Unitatis Redintegratio*, 3.)

Commentaire :

Ce texte est riche de contenu théologique. C'est sa terminologie qui nous intéresse ici. Nous y trouvons, en effet, les mots « Eglises » et « Communautés » juxtaposés.

a) Ces binômes ne sont pas rares dans le décret sur l'œcuménisme. Si nous avons isolé ici le texte susdit, c'est parce que le mot « *Ecclesiae* » y est accompagné d'une note qui est pleine d'enseignements. Elle donne trois références à

(*) Texte original.

des Conciles antérieurs : le IV^e du Latran, le II^e de Lyon, et celui de Florence.

b) Pour comprendre le sens de cette note lacographique, il faut remonter aux travaux antérieurs. Elle est en effet un très bref résumé d'une longue note que l'on trouve dans les deux schémas du décret (le premier, celui de 1963, et le second, de 1964) ; elle-même empruntée à un document préconciliaire, émané, non du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, mais de la Commission théologique, à savoir le projet de chapitre sur l'œcuménisme dans le schéma de Constitution sur l'Eglise (*pars secunda, caput XI*) présenté en 1962 à la Commission centrale préparatoire.

c) Quel est le contenu de cette longue note ? Au lieu de citer trois textes, comme dans le décret définitif, elle en mentionne dix-huit (parmi lesquels les trois susdits), dont le premier est de Grégoire VII, en 1074-1075, et le dernier de Pie XII, en 1953. Cette liste est précédée d'une introduction qui dit : « Dans la tradition ecclésiastique, le nom « Eglises » est attribué fréquemment et d'une façon constante aux communautés orientales dissidentes. » Le sens de la triple référence dans le décret *Unitatis Redintegratio* est donc clair : il s'agit de justifier l'emploi du mot « Eglises » pour les communautés orientales séparées.

d) Il est intéressant de noter que dans son premier état (celui de 1962), cette note se termine par les références suivantes : CONGAR, *Chrétiens désunis*, p. 381-382, complété dans *Irenikon*, 23 (1950), p. 22-24. Ces références nous fournissent un contexte explicatif.

Deuxième texte :

« Les Eglises et Communautés ecclésiales séparées en Occident. — Les Eglises et Communautés qui, à l'époque de la grande crise commencée en Occident, à la fin du Moyen Age ou dans la suite, furent séparées du Siège apostolique romain, demeurent unies à l'Eglise catholique par une affinité particulière et par des relations dues à une longue durée de vie du peuple chrétien dans la communion ecclésiastique au cours des siècles passés. » (*Unitatis Redintegratio*, sous-titre du chapitre 3, § 2 et début du numéro 19.)

Commentaire :

a) Pour saisir la nouveauté de ce texte, il faut se reporter au passage correspondant du schéma conciliaire de 1963 :

« Les communautés nées à partir du xvi^e siècle. — Avant tout, les communautés chrétiennes nées au xvi^e siècle, dans la grave crise qui affligeait le christianisme occidental, sont unies à l'Eglise catholique en Occident par une affinité particulière et par des relations dues à une longue durée de vie dans la communion ecclésiastique au cours des siècles passés. » (Sous-titre du chapitre 3, § 2 et début du numéro 19.) (1)

(1) « De communitatibus inde a sæculo XVI exortis imprimis cum Ecclesia catholica in Occidente peculiari affinitate ac necessitudine iunguntur, ob diuturnam præteritis sæculis in ecclesiastica communione peractam vitam, illæ Communitates christianæ, quæ in gravissimorum discrimine, quo occidentalis christianitas opprimebatur, sæculo XVI exortæ sunt. » (Sous-titre du chap. 3, § 2 et début du numéro 19.)

En comparant les deux textes, un élément nouveau frappe dès le premier abord : le vocabulaire est différent. En 1963, il est question de « communautés chrétiennes » ; en 1964 (deuxième schéma et texte définitif), on traite des « Eglises et Communautés ecclésiales ». Notons aussi que, en 1964, la perspective historique est plus large. En 1963, le schéma fait allusion à la seule Réforme, se mettant ainsi dans l'impossibilité de rendre compte des crises ultérieures qui sont à l'origine des scissions du XVIII^e siècle (Utrecht) et du XIX^e siècle (vieux-catholique).

b) L'explication de cette terminologie nouvelle nous est donnée par la *Relatio circa rationem qua schema elaboratum est*, qui justifie les modifications introduites dans le schéma de 1964 (2).

Les rédacteurs du texte se sont trouvés en face de deux séries d'observations :

— Certains se plaignaient d'un certain flou dans le langage doctrinal ;

— D'autres insistaient sur le fait que le mot « communauté » ne suffit pas par lui-même, car il ne rend pas compte du caractère ecclésial de ces communautés. Ils proposaient soit « Communautés ecclésiales », soit « Eglises » (selon l'usage courant).

La solution retenue par les rédacteurs a été l'adoption d'une formule collective, « Eglises et Communautés ecclésiales » pour l'ensemble des groupes religieux issus des scissions occidentales.

(2) « De terminologia in textu adhibenda. Quod terminologiam prioris textus spectat, duplicis generis observationes a pluribus Patribus factæ sunt.

a) Aliquibus Patribus visum est in pluribus textus locis terminos adhibitos non esse satis præcisos et adhibendas esse expressiones doctrinales magis accuratas et determinatas.

b) Pluribus Patribus terminus « Communitates » adhibitus in priori textu ad designandas Communitates seiunctas ex separatione occidentali ortas non esse sufficiens, cum sit terminus profanus, quo non exprimitur agi de Communitatibus religiosis christianis, quarum elementa ecclesiastica ipsis conferunt indolem vere ecclesialem.

« Ex his Patribus alii postulavit, ut adhibeatur terminus « Communitates ecclesiales », alii desiderant, ut illæ Communitates simpliciter vocentur Ecclesiæ, sicuti usus communis fert.

« Secretariatatus post diligens examen harum observationum hæc respondenda esse censuit et his responsis textum accommodavit :

Ad a) [...]

Ad b) Prætereundum non est Cœtus ex divisione occidentali ortos non esse tantum summam seu congeriem Christifidelium individuorum, sed constitui elementis socialibus ecclesiasticis, quæ ipsi ex communi patrimonio coacervant et quæ ipsis characterem vere ecclesialem conferunt. In his Cœtibus unica Christi Ecclesia, quasi tamquam in Ecclesiis particularibus, quamvis imperfecte, præsens et mediantibus elementis ecclesiasticis aliquo modo actiosa est.

« Notandum insuper est inter Communitates seiunctas esse quasdam Communitates, scilicet Veterum Catholicorum, quæ propter sacramentum validum ordinis et validam Eucharistiam, quibus gaudent secundum solidam doctrinam theologiam ab omnibus Catholicis acceptam, similiter ac Communitates orthodoxæ nominandæ sunt Ecclesiæ. Ex altera parte Cœtus Christianorum existunt, qui ipsi respuunt nomen Ecclesiæ.

« His omnibus perpensis Secretariatui visum est ad designandos Cœtus, ex divisione occidentali ortos, omnes simul sumptos, adhibendam esse duplicem expressionem quæ sola totam realitatem complexam reddit, scilicet « Ecclesiæ et Communitates ecclesiales ». (*Relatio*, 5.)

Pour justifier leur choix, les rédacteurs soulignent :

— La nécessité de reconnaître le caractère ecclésial des communautés en question ;

— Le fait que les communautés des vieux-catholiques méritent d'être appelées « Eglises » au même titre que celles des orthodoxes, car elles ont, comme ces dernières, un sacerdoce et une eucharistie valides (*propter sacramentum validum ordinis et validam eucharistiam*) ;

— Le rejet de la qualification d'Eglise par certains groupes de chrétiens.

c) Pour apprécier la portée de cette explication, il faut comparer à certaines affirmations de la Commission théologique. Celle-ci, responsable de la préparation de la Constitution *Lumen gentium*, avait aussi abordé ce problème de terminologie. Dans le numéro 15 de cette Constitution, il est fait mention d'« Eglises ou Communautés ecclésiastiques ». La *relatio* qui accompagne le troisième schéma (1964) justifie l'emploi de ces mots :

« Les Pontifes romains Jean XXIII et Paul VI parlent de communautés chrétiennes [...] Les documents pontificaux parlent en divers endroits des « Eglises » orientales séparées. Pour les protestants, les Pontifes récents emploient la parole « communautés chrétiennes » (3). »

De la comparaison, il résulte que les rédacteurs de *Unitatis Redintegratio* n'ont pas voulu innover par rapport à la terminologie de *Lumen gentium*, mais ont simplement voulu souligner que le vocabulaire habituel pour les chrétiens orientaux devait être étendu aux vieux-catholiques. En outre — et cet élément est important, — ils ont voulu donner la raison théologique de cet usage : un sacerdoce et une eucharistie valides (4).

d) Qu'en cette matière, les vieux-catholiques aient été à l'avant-plan des préoccupations des rédacteurs, nous en avons une autre preuve à la dernière étape de la révision du texte, dans le fascicule des *modi* (p. 24). L'un de ces *modi* demandait « que l'on supprime les mots *Ecclesiae* et ». Bref, l'auteur de la proposition voulait que l'on emploie une seule expression collective pour tous les groupes chrétiens non catholiques d'Occident. La raison qu'il en donne est la suivante : « L'appellation « Eglises » est appliquée aux communautés orientales, pas aux sectes. » Voici quelle fut la réponse de la *relatio* sur les *modi* : « Même en Occident, il y a des communautés qui sont communément appelées « Eglises », par exemple les vieux-catholiques. »

e) C'est à l'archevêque de Westminster, Mgr J. C. Heenan, qu'il appartient de présenter dans la salle conciliaire cette partie du chapitre 3 de *Unitatis Redintegratio*. Voici comment il aborda

les problèmes que nous considérons pour l'instant :

« En parlant dans le titre d'Eglises et de Communautés ecclésiales, nous voulons comprendre tous ceux qui portent le nom de chrétien. Nous n'entendons cependant en aucune façon entrer dans la question disputée : quels sont les éléments requis pour qu'une communauté chrétienne puisse être théologiquement nommée Eglise (5). »

Que l'on veuille bien noter que ce texte, qui est un fragment de la *Relatio super schemam emendatum decreti de oecumenismo*, est imprimé dans le même fascicule que la *Relatio circa rationem qua schema elaboratum est*. De plus, la lecture du texte et du contexte montre que cette seconde *Relatio* s'est largement inspirée de la première à laquelle elle correspond. Qu'entend donc dire ici Mgr Heenan ? Pleine liberté est laissée aux théologiens dans leurs domaines propres : qu'ils déterminent donc sous leur propre responsabilité quels sont les critères selon lesquels une communauté chrétienne peut être appelée « Eglise » au sens théologique du terme. Le Concile lui-même s'en tient aux usages légitimes et considérés comme acquis. Pour le reste, il se contente de ne pas fermer la porte. Si en dehors des Eglises orientales et vieilles-catholiques, des théologiens estiment que d'autres communautés doivent porter le titre d'Eglise au sens formel et technique du mot, qu'ils fassent valoir leurs arguments. De toute façon ils ne peuvent pas s'appuyer sur l'autorité du décret *Unitatis Redintegratio*.

Troisième texte :

« Certes, les communautés ecclésiales séparées de nous n'ont pas avec nous la pleine unité provenant du baptême, et nous croyons, surtout par suite du défaut du sacrement de l'ordre, qu'elles n'ont pas conservé la substance propre et intégrale du mystère eucharistique. Néanmoins, en célébrant à la sainte Cène le mémorial de la mort et de la résurrection du Seigneur, elles professent que la vie consiste dans la communion au Christ et elles attendent son retour glorieux. » (*Unitatis Redintegratio*, 22.)

Commentaire :

La terminologie de ce texte est une confirmation de l'interprétation que nous avons donnée. L'expression « Communautés ecclésiales » est employée cinq fois dans *Unitatis Redintegratio*. Chaque fois, sauf une, l'expression est employée dans la formule complète, « Eglises et Communautés ecclésiales ». Notre présent texte est l'unique endroit où l'expression « Communautés ecclésiales » intervient seule. Pourquoi ?

La formule complète a été choisie, comme nous l'avons vu, par les rédacteurs du schéma pour désigner l'ensemble des groupes chrétiens issus des scissions occidentales. Pourquoi n'intervient-elle pas ici ? Tout simplement parce que le

(3) « De communitatibus christianis non-catholicorum loquuntur Romani Pontifices Joannes XXIII et Paulus VI. [...] Documenta pontificia passim de « Ecclesiis » orientalibus separatim loquuntur. Pro Protestantibus ultimi Pontifices adhibent vocem « communitates christianae ». (P. 51 du fascicule imprimé.)

(4) Notons que la *relatio* comme telle n'a pas l'autorité du texte conciliaire. C'est cependant une indication précieuse sur les intentions de la Commission qui a procédé à la rédaction ou à la révision du schéma. À ce titre, elle nous aide à mieux comprendre le texte finalement approuvé par les Pères du Concile.

(5) « Loquentes in titulo de Ecclesiis et de Communitatibus ecclesialibus omnes comprehendere volumus qui nomine christiano decorantur. Minime tamen in questionem disputatam intramus, quoniam requirantur, ut aliqua Communitas christiana, theologice Ecclesia vocari possit. » (*Relatio super caput III, Pars Secunda*.)

Concile vise ici la position protestante, les groupes chrétiens où le sacrement de l'ordre fait défaut. Si, au lieu d'employer simplement « Communautés ecclésiales », le Concile dans ce passage avait employé la formule « Eglises et Communautés ecclésiales », il aurait donné un appui sérieux à une thèse sur laquelle il n'entendait pas se prononcer, à savoir : y a-t-il des Eglises au sens théologique du mot, là où le sacrement de l'ordre fait défaut ?

Nous pouvons donc conclure :

a) Le Concile du Vatican a mis en relief le caractère ecclésial des communautés protestantes, mais nulle part il ne les a reconnues ni explicitement ni implicitement comme Eglises.

b) Le Concile du Vatican n'a pas voulu aller au-delà. Il n'a, par exemple, pas dit que seules les communautés qui ont gardé le sacrement de l'ordre et une eucharistie valides, portent légitimement le nom d'Eglises. Mais il n'a pas dit davantage que des communautés qui ne réalisent pas ces deux conditions peuvent à bon droit porter le nom d'Eglise. Le Concile, sur ce point, s'est abstenu et a adopté un vocabulaire qui ne limite pas le débat des théologiens, mais n'en préjuge pas non plus.

c) Le langage théologique du Concile du Vatican ne permet donc pas de conclure à la validité des ministères des communautés protestantes. Notons surtout que la méthode des rédacteurs du schéma est exactement à l'inverse. Elle n'est pas déductive, mais inductive. Elle ne part pas du statut ecclésial des communautés pour en déduire la validité de leurs ministères. Elle fait exactement le contraire : elle part de la validité du sacrement de l'Ordre (et de l'Eucharistie) dans les communautés vieilles-catholiques pour en induire qu'il est légitime de les appeler du nom d'Eglises. C'est l'analyse des composantes des communautés qui conduit au statut ecclésiologique de celle-ci, et pas le contraire.

Perspectives pour un travail ultérieur

Les conclusions auxquelles nous venons d'aboutir, et qui répondent à la question posée au début de cette note, nous amènent à formuler une question ultérieure : comment poser exactement le problème des ministères ecclésiastiques protestants à la lumière de l'ecclésiologie de Vatican II ? Le point de départ d'une réponse me semble résider dans un passage de *Unitatis Redintegratio* (n. 3) dont nous venons de citer quelques lignes. Selon le décret, « beaucoup de gestes sacrés de la religion chrétienne s'accomplissent chez nos frères séparés » et sont de nature à « produire effectivement la vie de la grâce ». On peut donc en conclure que « ces Eglises et Communautés séparées, bien que nous les croyions victimes de déficiences, ne sont nullement dépourvues de signification et de valeur dans le mystère du salut ». Toutefois, leur « force dérive de la plénitude de grâce et de vérité qui a été confiée à l'Eglise catholique ».

La question qui se pose à nous est donc la suivante : si en raison de ces biens et de ces actions, les communautés protestantes ont le rôle susdit, nous devons nous demander comment

ces institutions procèdent dans la conservation et dans la diffusion de ces biens et dans la réalisation de ces actions. Autrement dit, nous devons nous demander quelle est la part qui revient, en ce domaine, au ministère ecclésiastique protestant. Si ce rôle est essentiel, il nous faudra conclure que, à lui aussi, il faut reconnaître une certaine signification et un certain poids dans le mystère du salut.

Nous nous contentons ici de tracer cette ligne de recherche sans formuler aucune conclusion. Répondre à cette nouvelle question nous ferait en effet sortir de l'objet précis que nous nous étions fixé dans la présente note.

Rome, le 19 mars 1971.

Jérôme HAMER, O.P.

DECLARATION DE LA CONFERENCE DES EGLISES EUROPEENNES SUR LES RELATIONS AVEC L'EGLISE CATHOLIQUE

Les représentants de plus de cent églises non catholiques européennes réunis à Nyborg (Danemark), du 26 avril au 3 mai 1971, ont publié le communiqué suivant au terme de leur réunion, à laquelle ont participé cinq représentants de l'Eglise catholique, ayant à leur tête Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille, président du Conseil des Conférences épiscopales d'Europe (cf. DC 1971, p. 407) :

Réunie à Nyborg du 26 avril au 3 mai 1971, l'Assemblée générale de la Conférence des Eglises européennes a mesuré avec reconnaissance le renforcement des liens qui se sont établis entre les Eglises protestantes, anglicanes et orthodoxes d'Europe et qui les ont conduites à une conscience accrue de leurs responsabilités communes au service de Dieu et des hommes. Elle a également été heureuse de constater le développement des relations fraternelles entre la Conférence et l'Eglise catholique romaine qui s'est en particulier concrétisé par la présence à l'Assemblée de cinq représentants de cette Eglise qui y ont participé avec statut de « délégués fraternels ».

L'Assemblée exprime cependant sa conviction que la situation européenne appelle aujourd'hui un témoignage véritablement commun de toutes les Eglises chrétiennes et elle pense que d'autres pas importants doivent être maintenant accomplis en ce qui concerne la relation de la Conférence avec l'Eglise catholique romaine.

Elle se réjouit des possibilités nouvelles qu'elle offre à cet égard la récente création du « Conseil des Conférences épiscopales européennes » de l'Eglise catholique et salue fraternellement ce Conseil. Elle donne mandat au présidium de la Conférence de prendre sans tarder contact avec ce nouveau Conseil afin d'étudier avec lui toutes les possibilités d'action et de témoignage commun de la part des Eglises précitées et d'avancer ainsi sur le chemin de l'obéissance qui veut « que tous soient un afin que le monde croie ».

(BIP-SNOP, 5 mai 1971.)

— *Eglise qui cherche*, par le chanoine GERMAIN. Avant-propos du cardinal DANIELOU. — Un vol. 13 X 20 cm, de 302 pages. Editions France-Empire, Paris.

Ces pages traduisent une longue expérience du ministère paroissial, « remplies, dit le cardinal Daniélou, d'une sagesse humaine et chrétienne qui n'est pas si fréquente aujourd'hui ». Qu'on pense à tous les problèmes que posent les « mutations » que subit la vie sociale et que ce ministère doit affronter !...

L'EUCCHARISTIE, SIGNE DE L'UNITÉ DES CROYANTS

12 questions et 12 réponses du cardinal Häffner sur l'intercommunion

Le cardinal Joseph Häffner, archevêque de Cologne, a publié sous forme de questions et de réponses un petit mémento faisant le point sur les problèmes d'intercommunion qui se posent aux catholiques par rapport aux protestants et aux orthodoxes (*).

I. — Quand parlons-nous d'intercommunion ?

Nous parlons d'intercommunion lorsqu'un membre d'une communauté ecclésiale demande à recevoir la Sainte Communion ou la Cène dans une autre communauté ecclésiale, ou lorsque, dans une communauté ecclésiale, la Sainte Communion ou la Cène est donnée à un membre d'une autre communauté ecclésiale.

Au lieu d'« intercommunion », on emploie également le terme de « communion ouverte ».

Lorsque deux Eglises sont d'accord pour donner mutuellement à leurs membres la Sainte Communion ou la Cène, on appelle cela la « communauté de la Cène » ou l'admission réciproque à la Communion (1).

Lorsque les pasteurs de deux Eglises différentes célèbrent ensemble non seulement la liturgie de la Parole mais aussi la liturgie eucharistique, nous nous trouvons en face d'une « intercélébration ».

Du reste, les désignations communion ouverte, communion ouverte restreinte, communion ouverte mutuelle, communauté de la Cène sont utilisées diversement. On n'a pas encore réussi à établir des désignations admises par tous.

II. — Comment expliquer qu'aujourd'hui de nombreux chrétiens, protestants et catholiques, réclament avec insistance l'intercommunion ?

De nombreux chrétiens, protestants et catholiques, réclament l'intercommunion parce qu'ils ressentent la déchirure de la chrétienté comme un scandale. Ils savent que, en vertu du baptême, ils sont les fils et les filles d'un unique Père et les disciples d'un unique Christ, et ils veulent s'asseoir ensemble autour d'une même table, à laquelle l'unique Seigneur les invite tous.

Le II^e Concile du Vatican dit à propos de la division de la chrétienté : qu'elle contredit très visiblement la volonté du Christ, qu'elle est un scandale pour le monde, qu'elle nuit à la cause très sacrée de la prédication de l'Evangile à

toute créature (2) et que pour beaucoup elle ferme l'accès à la foi (3).

Le même Concile formule ce vœu ardent : « Peu à peu, après avoir surmonté les obstacles qui empêchent la parfaite communion ecclésiale, se trouveront rassemblés par une célébration eucharistique unique, dans l'unité d'une seule et même Eglise, tous les chrétiens (4). »

III. — Que dit le II^e Concile du Vatican de l'intercommunion entre catholiques et orthodoxes ?

Le II^e Concile du Vatican déclare :

1. Que l'intercommunion entre catholiques et orthodoxes est possible ;

2. Que l'intercommunion ne doit être réalisée toutefois par les catholiques pris individuellement que :

a) S'il existe un motif déterminant et

b) Si un prêtre catholique n'est pas disponible.

Le Concile déclare dans l'article 27 du décret sur les Eglises orientales catholiques :

« On peut conférer aux Orientaux, qui en toute bonne foi sont séparés de l'Eglise catholique, les sacrements de pénitence, de l'eucharistie et de l'onction des malades, s'ils les demandent eux-mêmes et sont bien disposés. »

« De plus, il est permis également aux catholiques de demander ces mêmes sacrements aux ministres non catholiques dans l'Eglise desquels ces sacrements sont valides, chaque fois que la nécessité ou une véritable utilité spirituelle le demandent et qu'il est physiquement impossible de s'adresser au prêtre catholique. »

Lorsque l'état de sa conscience ne permet pas à un chrétien catholique de recevoir la Sainte Communion dans l'Eglise catholique, il va de soi qu'il ne doit pas non plus s'approcher de la table du Seigneur dans une église orthodoxe.

Du côté des Eglises orientales, le patriarcat de Moscou a autorisé le 16 décembre 1969 l'admission des catholiques romains à la Communion (5), tandis que l'Eglise grecque orthodoxe a refusé jusqu'à présent l'accès des catholiques romains à son Eucharistie (6).

Les vieux-catholiques ont une conception théologique voisine de celle des catholiques et des orthodoxes en ce qui concerne la consécration sacerdotale, la messe et la permanence de la succession apostolique.

Avec certaines restrictions, cela vaut également pour la conception théologique des anglicans,

(2) Décret sur l'œcuménisme, 1.

(3) Décret sur l'activité missionnaire de l'Eglise, 6.

(4) Décret sur l'œcuménisme, 4.

(5) ERWIN ISERLOH, in *Rheinischer Merkur*, 6 novembre 1970, p. 23.

(6) HEINRICH BACHT, *Zum Problem der Interkommunion*, Münster 1971, p. 4.

(*) Texte original allemand publié par le Bureau de presse de l'archevêché de Cologne. Traduction de la DC.

(1) Le Secrétariat romain pour l'Unité et le Conseil œcuménique des Eglises parlent d'admission réciproque (*admissio reciproca*).

mais la question de savoir s'ils ont conservé la succession apostolique n'a pas encore été résolue.

IV. — Si l'Eglise catholique estime que l'intercommunion avec l'Eglise orthodoxe est fondamentalement possible, pourquoi ne permet-elle de faire usage de cette possibilité que dans des cas d'urgence bien définis ?

La célébration commune de l'Eucharistie est le signe suprême de l'unité entre les chrétiens. Pour cette raison, une intercommunion sans restrictions donnerait l'illusion d'une unité qui n'existe pas.

Le décret que nous venons de mentionner sur les Eglises orientales catholiques appelle les orthodoxes « frères chrétiens orientaux séparés » et « frères des Eglises orientales séparées » (ainsi dans les articles 28 et 29).

Lorsque le Pape Paul VI et le patriarche orthodoxe Athénagoras, venant l'un de Rome, l'autre de Constantinople, se rencontrèrent à Jérusalem au début de 1964, cette rencontre fut un signe de fraternité. La plus haute autorité de l'Eglise catholique et le patriarche suprême de l'Eglise orthodoxe lurent ensemble la Sainte Ecriture (la prière sacerdotale, Jean 17) et récitèrent conjointement le *Notre Père*, mais ils ne célébrèrent pas ensemble l'Eucharistie. Ils se reconnurent comme frères devant l'ensemble de la chrétienté et le monde entier, mais ils ne cherchèrent pas à donner le change sur la division qui existe malheureusement dans la chrétienté.

V. — Pourquoi l'intercommunion entre l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe est-elle possible alors qu'elle ne l'est pas entre l'Eglise catholique et les Eglises protestantes ?

L'intercommunion peut avoir lieu entre l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe et non avec les Eglises protestantes parce que les chrétiens orthodoxes, dans des questions décisives de foi, se trouvent plus proches de l'Eglise catholique que les chrétiens protestants.

Sur l'identité de foi avec l'Eglise orthodoxe, le II^e Concile du Vatican déclare que les orthodoxes, « bien que séparés, ont de vrais sacrements — principalement, en vertu de la succession apostolique : le sacerdoce et l'Eucharistie — qui les unissent intimement à nous (7) ».

Les Eglises catholique et orthodoxe croient de la même façon qu'il existe des prêtres consacrés et que c'est à eux, et à eux seulement, qu'a été confié le pouvoir de changer le pain et le vin au corps et au sang du Christ. Les chrétiens catholiques et orthodoxes croient les uns et les autres que la sainte messe est un sacrifice et que dans cette messe le sacrifice de Jésus-Christ sur la croix devient sacramentellement présent parmi nous.

A propos des divergences dans la foi qui nous séparent des protestants, le Concile déclare que ces derniers célèbrent certes à la Cène le mémorial de la mort et de la résurrection du Seigneur, mais il estime d'autre part « que, en raison surtout de l'absence du sacrement de l'ordre, ils n'ont pas conservé la substance propre et intégrale du mystère eucharistique ». (Article 22.)

Il existe au sein des Eglises protestantes (8) des conceptions diverses touchant l'Eucharistie. De nombreux chrétiens protestants croient que le corps et le sang du Christ sont présents lorsqu'on reçoit la Cène, bien qu'ils ne reconnaissent pas la transformation substantielle du pain et du vin au corps et au sang du Christ. D'autres, par contre, ne voient dans la Cène qu'un mémorial.

Les divergences de conception qui apparaissent parmi les protestants eux-mêmes en ce qui concerne la Cène expliquent pourquoi, même entre Eglises protestantes, il n'existe pas encore de complète communauté de la Cène.

C'est pour cette même raison que les orthodoxes, tout comme les catholiques, n'ont pas non plus de communauté de la Cène avec les diverses confessions issues de la Réforme.

VI. — Dans quels cas exceptionnels la sainte Communion peut-elle être donnée à des chrétiens protestants isolés ?

La Sainte Communion peut être donnée à des chrétiens protestants isolés :

1. *Lorsqu'il existe un danger de mort ou une grave nécessité ;*
2. *Lorsqu'un pasteur protestant n'est pas disponible ;*
3. *Lorsque le chrétien en question a une conception catholique de l'Eucharistie, déclare professer cette foi et de lui-même manifeste le désir de recevoir la Sainte Communion.*

Le Directoire œcuménique publié le 14 mai 1967 par le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens déclare dans l'article 55 : « ... Là où l'unité de la foi, quant aux sacrements, vient à manquer, la participation de frères séparés avec des catholiques, surtout dans les sacrements d'Eucharistie, de pénitence et d'onction des malades, est interdite. Cependant, comme les sacrements sont et des signes d'unité et des sources qui procurent la grâce (cf. *De Œcum.*, n° 8), l'Eglise peut, pour des raisons suffisantes, permettre l'accession d'un frère séparé à ces sacrements. Cette accession peut être permise en danger de mort ou en cas d'urgente nécessité (dans la persécution, dans les prisons), si le frère séparé ne peut accéder au ministre de sa communion et qu'il demande spontanément les sacrements au prêtre catholique, pourvu qu'il exprime une foi conforme à la foi de l'Eglise quant à ces sacrements, et qu'il soit bien disposé. Pour les cas de telle ou telle nécessité urgente, que l'Ordinaire du lieu ou la Conférence épiscopale décide (*). »

(8) Les trois grandes Eglises issues de la Réforme (l'Eglise luthérienne, la Fédération réformée mondiale et la Communion de l'Eglise anglicane) ne forment ni ensemble ni prises isolément une Eglise unitaire. Il faut distinguer en outre : les Eglises méthodistes, les Eglises vieilles-catholiques de l'Union d'Utrecht, les mennonites et les baptistes, les quakers, les témoins de Jéhovah, la Communauté néo-apostolique, etc. Cf. *Konfessionskunde*, de K. ALGERMISSEN, ouvrage remanié par H. FRIES, W. VRIES, E. ISERLOH, L. KLEIN et K. KEINATH, 8^e édition. Paderborn. 1969.

(*) DC 1967, n° 1496, col. 1088 (NDLR).

(7) Décret sur l'œcuménisme, 15.

VII. — L'Eglise ■ devrait-elle ■ faire une exception ■ au moins pour les mariages mixtes et permettre ■■ conjoints, lors de la cérémonie du mariage et également plus tard, de recevoir ensemble, s'ils le désirent, ■ sainte Communion ou la Cène ?

C'est dans les mariages entre conjoints de confession différente qu'apparaît le plus douloureusement la division de la foi. Le mariage mixte n'est pas une Eglise unie (Una Sancta) en petit, mais une chrétienté divisée en petit. La réception en commun, soit de la Sainte Communion, soit de la Cène, donnerait ici encore l'illusion d'une unité qui n'existe pas et qui, en réalité, ne peut être atteinte de cette manière. La déclaration collective du président de la Conférence épiscopale allemande et du président du Conseil de l'Eglise évangélique allemande, en date du 18 janvier 1971, déclare à juste titre « que la participation commune à la Cène ou à l'Eucharistie n'est pas la manière appropriée pour combler le fossé entre les différences de confession » (9).

Il y ■ des mariages mixtes dont la vie intérieure est empreinte de foi. Mais il en est malheureusement d'autres qui sombrent dans la tiédeur religieuse. Car les divergences de foi chez le mari et la femme, chez le père et la mère, constituent déjà en soi un obstacle au plein développement de la vie religieuse des époux, des enfants, de la famille tout entière. En outre, le fait de participer ensemble à la célébration eucharistique peut faire courir un danger, celui que l'un ou l'autre des conjoints n'arrive plus à mettre entièrement en valeur sa propre foi.

Plus les époux prennent au sérieux leur communion dans l'amour et leur séparation dans la foi, plus ils ressentent douloureusement le fait qu'ils ne sont pas d'accord sur un point décisif, notamment en ce qui concerne l'Eucharistie.

Mais cette pénible situation du mariage mixte permet d'autant plus aux époux de prendre conscience de ce qu'ils ont en commun dans leur foi, d'en parler ensemble et de mener ainsi ensemble une vie chrétienne : le baptême, la fidélité au même Jésus-Christ, l'Ecriture, la prière, la réalisation dans le Seigneur de l'amour conjugal et de l'amour du couple pour les autres. Ainsi les conjoints s'aideront et se soutiendront mutuellement sur le chemin qui mène vers un plus grand amour du Christ.

VIII. — Que penser d'un catholique romain qui reçoit la Cène des mains d'un pasteur protestant ?

Selon notre foi, un catholique qui reçoit la Cène des mains d'un pasteur protestant ne recevrait pas réellement le corps et le sang de Notre Seigneur.

Seule la consécration sacerdotale donne le pouvoir de changer le pain et le vin au corps et au sang du Christ et de rendre présentes parmi nous les souffrances et la mort du Christ.

Le IV^e Concile du Latran (1215) déclare : « Ce sacrement [l'eucharistie], seul peut le réaliser le prêtre qui a été régulièrement consacré, et per-

sonne d'autre que lui : conformément au pouvoir des clés que Jésus-Christ lui-même a confié aux apôtres et à leurs successeurs (10). »

Par ailleurs, la foi catholique nous dit que la réception de la Cène réformée représente, pour les croyants qui y participent, une « communion vivante avec le Christ (11) ».

IX. — La transmission du pouvoir apostolique des clés est-elle liée inconditionnellement à l'imposition des mains de l'Apôtre ■ l'évêque, de l'évêque ■ prêtre et ainsi de suite ? Ou bien la succession apostolique n'est-elle pas déjà donnée dans le maintien des communautés chrétiennes et à travers ce maintien ? Dans une telle communauté chrétienne, le ministère n'a-t-il pas déjà une signification eucharistique ?

Jésus-Christ, qui est lui-même la « pierre d'angle », a bâti son Eglise ■ sur le fondement des apôtres et des prophètes » (Ep 2, 20) et lui a confié la mission de proclamer la Parole de Dieu sans l'altérer, de répandre sur tous la « vérité et la grâce » du Christ (12) et de transmettre le pouvoir apostolique. Parmi les disciples qui le suivaient, il a appelé les apôtres et il a fondé le Collège apostolique dont Pierre est la tête. Ce faisant, il a établi l'ordre de l'Eglise pour tous les siècles et les millénaires qui allaient suivre. Dans le peuple de Dieu, il y a ceux qui détiennent le ministère apostolique, le collège qu'ils forment ensemble (le Collège des évêques) et les prêtres qui « en vertu du sacrement de l'ordre ■ sont unis aux évêques » dans la dignité sacerdotale ■ (13). C'est seulement dans une Eglise ainsi ordonnée qu'a lieu le changement du pain et du vin au corps et au sang du Christ et qu'est rendu sacramentellement présent le sacrifice de Jésus-Christ sur la croix.

L'Eglise tout entière a partagé cette foi jusqu'au début du xvi^e siècle — si l'on excepte quelques hérésies, par exemple celle des Vaudois. Même après l'époque de la Réforme, les catholiques, les orthodoxes, les anglicans et les vieux-catholiques ont continué à partager cette foi (même s'ils sont en désaccord sur l'identité de la véritable Eglise du Christ).

Le II^e Concile du Vatican a réaffirmé cette foi : la succession du Collège apostolique est le Collège des évêques. L'entrée dans le Collège épiscopal est la consécration épiscopale.

X. — Quelle est la valeur de la sainte Communion qu'un prêtre catholique donne ■■ chrétien protestant ?

Un prêtre catholique, qui, en dehors des cas mentionnés dans la question VI, donne la communion à un chrétien protestant, contribuerait à donner le change sur une unité qui n'existe pas. Il irait à l'encontre de l'ordre ecclésial qu'il s'est solennellement engagé à reconnaître lors de

(10) « Et hoc utique sacramentum nemo potest conferre nisi sacerdos, qui rite fuerit ordinatus, secundum claves Ecclesiae, quas ipse concessit Apostolis eorumque successoribus Jesus Christus ». (Denz.-Sch., 802.)

(11) Décret sur l'œcuménisme, 22.

(12) Constitution dogmatique sur l'Eglise *Lumen gentium*, 8.

(13) *Ibid.*, 28.

(9) Cf. *Kirchlicher Anzeiger für die Erzdiözese Köln* (Bulletin ecclésiastique de l'archidiocèse de Cologne) 3, 1971, p. 47.

son ordination. Les fidèles auraient raison de voir un scandale dans un tel comportement.

Il existe des milieux protestants de plus en plus rigoureux qui, dans la question de la communion de la Cène, ne veulent pas que l'on fasse des pas inconsidérés, même entre chrétiens protestants.

Les évêques allemands écrivent dans les dispositions du Directoire œcuménique mentionné plus haut : « La tentative pour rétablir l'intercommunion sans tenir compte des réalités théologiques, en passant directement à l'action, réduirait la célébration eucharistique à une démonstration de bonne volonté. Si cela suffisait, l'unité serait réalisée depuis longtemps déjà et le mouvement œcuménique tout entier n'aurait plus de sens. Le travail de l'unité des chrétiens tire précisément sa tension dramatique et sa dynamique la plus vigoureuse de l'expérience douloureuse qui consiste à ne pas pouvoir participer ensemble à l'unique repas du Seigneur. Et c'est justement sur ce point qu'il apparaît que le chemin vers l'unité exige la patience comme vertu œcuménique spécifique (14). »

XI. — Mais n'est-ce pas précisément la célébration commune de l'Eucharistie qui constitue le moyen privilégié pour réaliser par la force de la grâce l'unité des chrétiens ?

La célébration commune de l'Eucharistie n'est pas le moyen approprié pour restaurer la communion entre chrétiens séparés. L'Eucharistie est le signe de l'unité des croyants (15), et elle le demeure même au regard de la division. Mais elle n'est pas un moyen de réunification (16). En effet, en premier lieu, la célébration commune de l'Eucharistie simulerait une unité qui n'est pas effective, et de ce fait elle générerait plus qu'elle ne faciliterait la suppression de la division. De même, elle affaiblirait le désir de parvenir à une unité réelle et complète ; en second lieu, la célébration commune de l'Eucharistie avec les protestants camouflerait les divergences réelles qui existent dans la foi et la conception de l'Eglise, en ce qui concerne notamment l'ordination sacerdotale, la sainte messe en tant que sacrifice, la réalité de la présence sacramentelle de Jésus-Christ.

La célébration commune de l'Eucharistie ne peut se trouver au début de l'unité de nouveau en marche ; mais elle sera un jour — telle est la volonté de Dieu — le plus beau fruit, le sceau et la consolidation de l'unité reconquise. Les sacrements n'opèrent pas magiquement.

La célébration séparée de l'Eucharistie, plus que la célébration commune, donne conscience du scandale de la division. Elle rappelle que nous sommes des frères séparés et incite à la prière pour une réunion dans la vérité.

La célébration séparée de l'Eucharistie est comme une écharde dans la chair. Elle ne laisse aucun repos.

Les différentes tentatives faites aux Pays-Bas pour réaliser l'intercommunion complète entre catholiques et protestants n'ont pas abouti à l'unité mais à une plus grande division.

A cela s'ajoute que les chrétiens orthodoxes ne suivraient pas les chrétiens catholiques dans la forme actuelle de l'intercommunion, si les catholiques voulaient également réaliser l'intercommunion avec les protestants. Les orthodoxes verseraient dans un tel geste la répudiation, par les catholiques, de la foi en la consécration sacerdotale et en la transsubstantiation (17). Il n'est pas possible de réaliser en même temps l'intercommunion avec les orthodoxes et les différentes Eglises protestantes.

XII. — Si l'on écarte l'intercommunion, quel moyen reste-t-il pour rétablir dans un avenir proche l'unité des chrétiens ?

La division entre les chrétiens est une croix. Nous devons nous en remettre au Seigneur Dieu qui seul a le pouvoir d'enlever cette croix de nos épaules à notre époque. Nous devons toujours sans cesse le prier pour cela et nous préparer à sa grâce par le dialogue, l'étude approfondie des questions théologiques faisant problème, la collaboration « à toutes sortes d'entreprises qui contribuent au bien commun (18) » et la fraternité vécue ensemble. Mais nous, les hommes, nous ne pouvons arracher l'unité de force.

Le II^e Concile du Vatican appelle la division un objet de scandale pour le monde, un obstacle à la prédication de l'Evangile (19), un obstacle à la réalisation de la plénitude de catholicité entre les baptisés (20).

Mais le Concile n'appelle pas péché la division existante. Il soutient au contraire que la responsabilité de la division ne peut être rejetée sur les hommes qui naissent aujourd'hui dans les communautés séparées (21). Dans quelle mesure le péché a provoqué les séparations et de quel côté se trouve le péché le plus grave, c'est Dieu seul qui peut en juger. Les frères séparés ne peuvent que se demander mutuellement pardon pour les péchés de leurs pères.

Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui la division est une croix et un scandale. Tous les chrétiens doivent en souffrir douloureusement. Qui veut se débarrasser arbitrairement de cette croix crée de la confusion et de nouvelles divisions. La rupture de la foi ne peut être abolie par des initiatives et des forces humaines, elle ne peut l'être surtout par la réduction et l'effacement des vérités de foi. L'unité de la foi ne peut nous être donnée en partage que comme un don de la miséricorde divine. « Ce qui est impossible aux hommes est possible à Dieu. » (Lc 18, 27.)

(14) *Kirchlicher Anzeiger für die Erzdiözese Köln* 109, 1969, p. 205.

(15) Décret sur l'œcuménisme, 2 ; Constitution dogmatique sur l'Eglise, 3.

(16) Décret sur l'œcuménisme, 8.

(17) BACHT, *Zum Problem der Interkommunion*, Münster 1971, p. 23.

(18) Décret sur l'œcuménisme, 4.

(19) *Ibid.*, 1.

(20) *Ibid.*, 4.

(21) *Ibid.*, 3.

APRÈS LE DÉPART DES PÈRES BLANCS DU MOZAMBIQUE

DECLARATION DU MINISTRE PORTUGAIS DES AFFAIRES ETRANGERES

Au cours d'une conférence de presse en date du 28 mai, le ministre portugais des Affaires étrangères, M. RUI PATRICIO, a répondu aux questions des journalistes sur la décision prise par le Conseil général des Pères Blancs de retirer du Mozambique ses 42 missionnaires (DC 1971, n° 1587, p. 549) () :*

Avant de répondre concrètement, je voudrais rappeler que la liberté des cultes est un droit garanti par notre Constitution et assuré effectivement par l'Etat portugais dans le territoire national tout entier, qu'il s'agisse de la métropole ou de l'outre-mer. C'est ainsi que dans nos provinces d'outre-mer il existe, depuis de longues années, de nombreuses missions de diverses confessions religieuses qui travaillent en toute liberté et ont accompli une action digne d'éloges. Mais certains membres de ces missions, quelques-uns seulement, en petit nombre, profitent de leur magistère pour se livrer à une action politique et subversive. C'est ce qui s'est passé avec des éléments de la congrégation des Pères Blancs, qui sont tous étrangers. Deux Pères Blancs ont eu une conduite hautement condamnable. Je vais même vous dire concrètement ce qu'ils ont fait : l'un d'entre eux a tenté d'attirer des membres de la population dans des activités terroristes, les poussant à s'affilier au Frelimo ; un autre s'est livré à des actes attentatoires à la dignité nationale, plus précisément à des actes d'irrespect envers les symboles nationaux, tels que l'hymne national, le drapeau national. En paroles et en actes il a dénigré ces symboles que tous les Portugais respectent. C'est pour ces raisons qu'ont été prises des mesures que personne ne peut manquer de regarder comme entièrement justifiées, contre les prêtres qui se sont livrés à de tels actes.

Et maintenant je voudrais vous dire que le supérieur général de la congrégation des Pères Blancs lui-même a reconnu le caractère condamnable de ces actes isolés. Au cours d'un entretien avec un membre du gouvernement portugais, il a admis ces faits et a même avoué qu'il avait bien peur de ne pas avoir l'autorité suffisante pour imposer à des membres de sa congrégation l'observation de règles de conduite

adéquates. Comme on le voit, il s'agit donc en même temps d'un cas de révolte contre l'autorité civile et l'autorité religieuse. Après des actes d'une telle nature, qui ont entraîné une légitime réaction de notre part, intervient maintenant cette décision de quitter la province du Mozambique. Pour ce qui est des véritables motifs qui sont à la base de cette décision, il suffit de lire la lettre du Conseil général de la congrégation publiée dans *le Figaro* du 20 mai. Il y est dit que les Pères Blancs jouissaient au Mozambique de tous les droits ; on ne leur reconnaissait pas — uniquement — la liberté de combattre pour l'indépendance du Mozambique, de lutter contre la souveraineté portugaise — c'est le seul droit qu'on ne leur reconnaissait pas. Il y est dit également qu'en aucune partie du monde les missionnaires ne jouissaient d'un statut aussi privilégié ; que nulle part ailleurs ils ne disposaient d'un soutien matériel aussi direct et aussi substantiel que celui que leur accordait le gouvernement portugais. Il y avait seulement un conflit d'autorité. Je veux dire par là que ces prêtres voulaient mettre leur volonté au-dessus de la souveraineté portugaise. Comme la date annoncée par les Pères Blancs pour leur départ du Mozambique était encore trop éloignée, le gouvernement de la province a décidé de les inviter à quitter immédiatement le territoire national. Enfin, je ne puis manquer d'attirer l'attention sur un fait hautement significatif. En quittant la mission de Barué, les Pères Blancs ont détruit l'équipement et le mobilier de la mission. Je laisse à la conscience des chrétiens le soin de juger et de qualifier une telle attitude.

COMMUNIQUE DE LA CONFERENCE EPISCOPALE DU MOZAMBIQUE

La Conférence épiscopale du Mozambique a publié, le 1^{er} juin, un communiqué sur l'affaire des Pères Blancs du Mozambique. Tout en repoussant l'accusation, reprise par le ministre des Affaires étrangères du Portugal, selon laquelle des Pères Blancs auraient détruit les installations d'une mission lors de leur départ, elle déplore et condamne la décision des missionnaires et renouvelle son soutien à la politique suivie par le gouvernement portugais () :*

Les évêques du Mozambique, réunis en Assemblée extraordinaire, ayant eu connaissance avec une certaine surprise de la décision prise par le supérieur général et le Conseil de la congrégation missionnaire

(*) Texte portugais dans *Novidades* du 29 mai 1971. Titre et traduction de la DC.

A propos de cette question, nous rappelons la réception par Paul VI, le 1^{er} juillet 1970, de dirigeants de mouvements de libération des colonies portugaises africaines (DC 1970, n° 1568, p. 717, et n° 1570, p. 830).

(*) Texte portugais dans *Novidades* du 3 juin 1971. Traduction de la DC.

d'Afrique, ou Pères Blancs, de retirer des diocèses de Beira et de Tete les membres de leur institut, estiment devoir faire la déclaration suivante :

1. Ils manifestent leur vive estime et leur reconnaissance pour la remarquable œuvre spirituelle et matérielle accomplie en faveur de l'Eglise du Mozambique au cours de vingt-cinq ans d'un travail opiniâtre et digne d'éloges et soulignent que les affirmations selon lesquelles des biens matériels auraient été détruits lors du départ de l'une des missions, proviennent d'une information insuffisante.

2. Bien que les Pères Blancs ne représentent que 2 % du personnel missionnaire du Mozambique et 6 % des effectifs non portugais, leur départ inattendu crée une grave lacune dans les deux diocèses où ils travaillaient, surtout dans celui de Beira, dont la situation était déjà délicate du fait de l'absence prolongée de son évêque.

3. Ils déplorent profondément une décision qu'ils ne croient pas dictée par un authentique esprit évangélique, et qui leur semble être le reflet de la crise qui affecte actuellement certains secteurs de l'Eglise.

4. Ils ne peuvent accepter les raisons avancées dans le communiqué envoyé aux membres de l'institut et diffusé par la presse internationale, communiqué d'ailleurs assez différent de la lettre portant sur le même sujet, adressée aux évêques de Beira et de Tete ainsi qu'au président de la Conférence épiscopale du Mozambique.

Ils savent que cette regrettable décision a été prise sous l'influence de groupes de pression et contre la volonté expresse de la majorité des membres au service de l'Eglise et des deux diocèses en question. On a reçu de certains d'entre eux des témoignages où ils déplorent la décision de leurs supérieurs et manifestent le désir de rester au Mozambique.

5. Ils réaffirment une fois de plus leur volonté délibérée de rester à l'écart de la politique ainsi que l'indépendance de l'Eglise vis-à-vis de l'Etat, bien qu'ils respectent les pouvoirs légitimement constitués et collaborent avec eux pour le bien commun, en accord avec les impératifs de leur conscience et de la mission pastorale dont ils ont été chargés et dans laquelle ils sont maintenus par la décision et la confiance du Saint-Siège.

Leur position sans équivoque dans ce domaine a été fréquemment exposée par chaque évêque dans son diocèse et par l'ensemble des évêques pour toute la province. Que l'on se rapporte à la lettre pastorale collective du 19 avril 1970 et à la lettre aux prêtres du 1^{er} mai de cette année.

Il ne leur appartient pas de prendre des positions politiques et ils conseillent aux missionnaires de suivre la même orientation ; par contre, ils sont vigilants dans la défense des droits fondamentaux de la personne humaine et attentifs à leur violation, et ils s'efforcent d'agir avec toute la fermeté nécessaire. Ils ne peuvent manquer de reconnaître les efforts des autorités constituées pour assurer la promotion des groupes sociaux les plus défavorisés et les amener à prendre une part active aux destinées du Mozambique, en dépit des graves difficultés de l'heure actuelle.

L'absence totale de discrimination raciale dans les lois comme dans les mœurs, l'accès de plus en plus généralisé de personnes de toutes races, ethnies et confessions religieuses aux postes publics les plus divers, une scolarisation qui atteint dans l'enseignement de base toute la population juvénile et se met en route,

quoique lentement, dans les secteurs secondaire et supérieur, tout cela constitue des facteurs qui ne peuvent manquer d'attirer la sympathie et l'appui de l'Eglise.

6. Heureusement, l'attitude des Pères Blancs n'a pas été imitée par les autres instituts à l'œuvre au Mozambique, où ils réalisent un travail missionnaire et de promotion sociale digne des plus grands éloges. De leur côté, les responsables des autres Eglises chrétiennes non catholiques continuent d'apporter leur témoignage de foi et d'amour aux populations qu'ils servent, bien qu'ils rencontrent d'aussi graves difficultés.

7. Ils adressent un message de réconfort et d'espérance, en cette heure douloureuse, aux chrétiens que les missionnaires, en quittant leur poste, ont laissé désemparés, et leur promettent qu'ils feront tout pour leur assurer l'assistance religieuse nécessaire et éviter que les œuvres de promotion sociale et les initiatives d'évangélisation en cours ne soient interrompues.

8. Ils lancent un appel auprès des congrégations missionnaires du Mozambique et du clergé en général — en plaçant particulièrement leur confiance dans l'Eglise de la métropole — pour qu'ils offrent leur généreuse et fraternelle collaboration, les yeux tournés vers Dieu et son peuple, de manière que ne fasse pas défaut à l'Eglise du Mozambique, notamment dans les régions touchées par la lamentable décision, l'aide sacerdotale dont elle a besoin pour sa vitalité et son constant progrès.

Nampula, le 1^{er} juin 1971.

CUSTODIO ALVIM PEREIRA, *archevêque de Lourenço Marques* ; FRANCISCO NUNES TEIXEIRA, *évêque de Quelimane* ; JOSÉ DOS SANTOS GARCIA, *évêque de Porto Amélia* ; ERNESTO GONÇALVES COSTA, *évêque d'Inhambane* ; FÉLIX NIZA RIBEIRO, *évêque de Tete* ; ENRICO DIAS NOGUEIRA, *évêque de Villa Cabral* ; MANUEL VIEIRA PINTO, *évêque de Nampula* ; MANUEL DOS REIS MIRANDA, *vicaire général de Beira*.

LE CONSEIL GENERAL DES PERES BLANCS COMMENTE LA DECLARATION DES EVEQUES DU MOZAMBIQUE (*)

Réf. n° 2329/71.

La Conférence épiscopale du Mozambique s'est réunie en assemblée extraordinaire. Le 1^{er} juin, elle a fait une déclaration officielle au sujet de la décision prise par le Conseil général de retirer tous les Pères Blancs du Mozambique.

Il est utile que vous ayez le texte intégral de cette déclaration. Le Conseil général vous le fait parvenir avec les considérations suivantes :

1. Le Conseil général prend acte « de l'estime et de la reconnaissance » pour le travail accompli.

Il est heureux de constater la rectification de l'affirmation fautive et tapageuse du ministre des Affaires étrangères par rapport à la destruction des biens matériels. La « conscience chrétienne » pourra juger et apprécier le procédé, puisqu'on fait appel à elle.

Mais il regrette que les voix officielles de l'Eglise au Mozambique se fassent entendre maintenant pour

(*) Texte original.

condamner alors qu'aucune n'a exprimé la moindre sympathie au moment de l'expulsion et n'a même voulu engager le dialogue lors de la dernière visite du Père général. Aucune présence n'est venue réconforter les missionnaires auxquels était demandé un des plus grands sacrifices de leur vie apostolique. Cette absence a été remarquée par nombre de prêtres et religieux venus dire adieu à l'aéroport.

2. Dire que les Pères Blancs (34 prêtres et 8 Frères) constituaient à peine 2 % du personnel missionnaire du Mozambique, c'est vrai si l'on compte ensemble les 583 prêtres, les 195 Frères et les 1132 Sœurs (lettre pastorale des évêques du 19 avril 1970). Mais c'est vouloir minimiser la portée du geste et le poids des arguments, en donnant l'impression que ce n'est le fait que de 2 % du personnel ; personne ne sera dupe et l'importance du geste ne doit pas se mesurer d'après des proportions numériques. C'est bien plus de 2 % de missionnaires qui vivent dans la situation que nous dénonçons.

Deux missions sont fermées à Tete ; huit à Beira où la situation était déjà très délicate par suite de l'absence prolongée de l'évêque. Le problème particulier du diocèse de Beira n'est pas le facteur qui a précipité la décision ; il vient s'inscrire dans un ensemble qui ■ précisément fait l'objet de notre analyse et nous a fait prendre la décision que l'on sait.

3. La décision ne serait pas dictée par un authentique esprit évangélique ?

Pour le Conseil général, cette décision a revêtu un caractère religieux ; nous en avons perçu toute la portée ; aussi avons-nous voulu voter après une concélébration qui mettait fin à une longue période de réflexion. Vous savez que le vote secret fut unanime. Qu'on se rappelle la composition tout à fait internationale du Conseil : un Hollandais, un Canadien, un Allemand, un Belge et un Français. Peut-on vraiment parler d'une décision qui serait le reflet de la crise de quelques secteurs de l'Eglise ? Manifestement, dans l'esprit de beaucoup de Portugais, la décision des Pères Blancs de se retirer est un « phénomène hollandais ». Un journal portugais ne titrait-il pas : « Les missionnaires hollandais qui vont sortir du Mozambique » (*Novidades*, 20 mai 1971). Et le fonctionnaire de la DGS (police) était du même avis, lui qui voulait diriger d'office tous les Pères Blancs sur Amsterdam. Sur les 42 Pères Blancs travaillant ou nommés au Mozambique, il n'y avait qu'un seul confrère hollandais.

Encore une fois, la déclaration épiscopale tend à minimiser l'affaire en la réduisant à une question de secteurs de l'Eglise. La lettre du 15 mai a suffisamment montré de quoi il s'agissait véritablement : un problème d'Eglise en 1971 et une préoccupation de son avenir au Mozambique.

4. Le Conseil général trouve plus que surprenant qu'on ose affirmer que « la lettre adressée aux évêques de Beira et de Tete et au président de la Conférence épiscopale est assez différente » de la lettre adressée à la Société. La Secrétairerie d'Etat et la Propagande, auxquelles ont été transmises les deux lettres, pourraient témoigner du contraire.

La composition de ces deux lettres, comme de tous nos documents, a été faite par le Conseil en commun. Des paragraphes entiers donnant les arguments sont identiques. La lettre destinée à la hiérarchie est tout simplement plus explicite.

Par délicatesse pour la hiérarchie, nous nous sommes abstenus de la publier. Mais il est évident qu'elle pourrait l'être si les circonstances l'exigeaient.

On parle de « l'influence de groupes de pression »

qui ont arraché la décision « contre la volonté de la majorité ». La vérité est tout autre. En février 1971, c'est une majorité de Pères Blancs qui se prononcent en faveur d'un départ. Sur les 37 Pères Blancs présents à ce moment-là, cinq seulement étaient contre tout départ ; mais par solidarité et obéissance, ils avaient eux aussi accepté de quitter le Mozambique. Quelques-uns parmi les cinq avaient d'ailleurs fait connaître leur sentiment à l'autorité diocésaine comme c'était du reste leur droit.

La liste des adresses de tous les Pères et Frères qui ont quitté le Mozambique a été publiée ; il est possible de leur écrire et de les consulter. La vérité dans cette affaire est du côté de la clarté.

5. On aborde ici le point le plus délicat de la déclaration épiscopale. Tout le paragraphe se trouve marqué d'ambiguïté, de celle-là même que nous dénonçons dans notre lettre du 15 mai 1971. Lorsqu'on aborde ces questions de neutralité, de collaboration avec les autorités, on s'aperçoit bientôt qu'on ne parle pas le même langage et qu'il devient difficile d'éviter la polémique. Appeler collaboration ce qui à nos yeux apparaît une dépendance servile vis-à-vis de l'Etat, c'est tendancieux et équivoque.

Ce qui est dit de l'absence de discrimination raciale dans les lois, l'égalité de chances, la scolarisation, est la philosophie même de la portuguisation. Nous sommes en plein contexte « colonialiste » et cela en 1971 ! S'il est vrai que la portuguisation a produit une élite restreinte et d'ailleurs étroitement surveillée, la masse, elle, ne s'élève que lentement et sans perspective réelle d'autodétermination.

« Ils restent attentifs à la défense des droits fondamentaux de la personne humaine et à leur violation, s'efforçant d'agir avec la fermeté nécessaire. » On ne peut nier que des déclarations aient été faites dans ce sens, mais toujours dans le cadre d'un système global (souveraineté portugaise, portuguisation, etc.) que personne n'ose remettre en question. Or, il apparaît de plus en plus que ce système ne subsiste qu'en faisant appel à la délation et à la répression.

Même sans « prendre des positions politiques », il y a des interrogations fondamentales qui devraient être faites. Le cardinal Malula ■ justement affirmé : « Servir la vérité, c'est annoncer au-delà des formules arrêtées par le pouvoir public l'exigence permanente dans tous les domaines pour que l'homme ne soit pas freiné dans son développement personnel et communautaire. » (Allocution pour l'anniversaire de l'Indépendance, 29 juin 1970.) (1) Peut-on vraiment dire que les documents pontificaux sur le développement et la liberté sont la charte de l'enseignement officiel de la hiérarchie au Mozambique ? Après plusieurs siècles de présence et de travail de l'Eglise, combien compte-t-on au Mozambique d'évêques africains, de prêtres africains ? Combien de cadres supérieurs africains ? La lecture de l'Evangile n'est pas faite de la même manière. L'africanisation, la vraie, n'a pas droit de cité. Il y a là pour nous une injustice foncière que notre condition de missionnaire ne peut accepter et que la hiérarchie semble patronner.

6. Que notre exemple n'ait pas été suivi par d'autres instituts missionnaires qui travaillent au Mozambique ne nous surprend pas. En conclure qu'ils ne partagent pas notre point de vue et ne voient pas le problème serait commettre une grave erreur.

A Rome, les nombreux contacts que le Conseil a eus

(1) DC 1970, n° 1570, p. 824 (NDLR).

avec les autres généraux concernés ont révélé qu'une grande majorité d'instituts, non seulement comprennent et respectent notre décision, mais en approuvent aussi les motivations. Les supérieurs généraux sont vraiment préoccupés par la situation et souhaitent un changement notoire.

A Beira, la déclaration lue dans beaucoup d'églises de la ville le jour de la Pentecôte montre qu'il y a un mouvement de large solidarité et que si rien ne devait changer dans l'attitude de la hiérarchie, le geste des Pères Blancs pourrait bien être répété.

Des prêtres portugais nous ont aussi approuvés ; l'expulsion de Mgr Duarte de Almeida a d'ailleurs ouvert les yeux de plusieurs qui hésitaient encore et se demandaient ce qu'il fallait penser.

7. De fait, les chrétientés abandonnées ont besoin « d'une parole de réconfort et d'espérance ». Comme le disait un catéchiste mozambiquais devant la perspective de cet abandon qui l'attristait profondément : « L'Eglise est comme le Christ, elle doit souffrir pour un jour ressusciter. » C'est un lendemain de résurrection que cette décision voudrait préparer. Nous souhaitons de tout cœur que ce soit dans un bref délai. En terminant la lettre à la hiérarchie, le Père général écrivait : « Je voudrais en terminant, Excellence, vous assurer de ma pleine compréhension des graves soucis que ma décision va vous causer. J'avais espéré, avec tous les Pères Blancs, poursuivre notre collaboration, mais une conception divergente, dans une matière aussi vitale pour le bien de l'Eglise au Mozambique, me force à y mettre fin. Fasse le Seigneur qu'un jour, pas trop lointain, nous puissions nous retrouver à nouveau sur des positions que vous et moi pourrions partager en conscience. » Et, si cette situation de fait douloureuse obligeait certains catholiques africains à prendre une responsabilité plus grande dans la marche de l'Eglise locale, nous en serions réconfortés.

8. Les Pères Blancs ne souhaitent certainement pas que d'autres missionnaires s'en aillent ; au contraire, ils espèrent que leur geste provoquera une réflexion salutaire et un changement de climat dans le travail missionnaire. Le plus grand bien de la mission aujourd'hui ne demande peut-être pas une augmentation inconsidérée du nombre des prêtres, mais surtout des conditions plus favorables à une action missionnaire en profondeur.

LE CONSEIL GÉNÉRAL.

— *L'Essence de la foi chrétienne*, par GERHARD EBELING. Traduit de l'allemand par GWENDOLINE JARCZYK avec la collaboration de LUCE GIARD. — Un vol. 13,5 x 20,5 cm, de 224 pages. Editions du Seuil, Paris.

L'auteur, théologien protestant, n'hésite pas à écrire : « *Sola Scriptura*, « l'Écriture seule », ce qu'on appelle le principe scripturaire de la Réforme, semble très simple ; il n'en pose pas moins de grands problèmes... Au lieu de servir la foi, le principe scripturaire devient un piège pour elle. » En homme d'aujourd'hui, il s'interroge sur le témoignage de la foi transmis par l'histoire.

— *Etat de vie et rôle du prêtre*. Son statut particulier au cours des siècles, par MICHEL DORTAL-CLAUDET (coll. « Foi et spiritualité »). — Un vol. 12,5 x 20 cm, de 150 pages. Prix : 14,10 F. Editions du Centurion, Paris.

Ces variations du costume, du statut social du prêtre, de ses obligations au cours des siècles sont fort peu connues. Il y a même beaucoup à apprendre dans ces pages. Si on avait été au courant de toutes ces formes de vie sacerdotale, on aurait été moins étonné — et scandalisé parfois — par toutes les transformations qui ont suivi le Concile...

L'ÉGLISE ET LE SOCIALISME

Déclaration des évêques du Chili (1)

Après avoir considéré la situation actuelle du pays, les évêques du Chili, réunis en assemblée plénière annuelle, déclarent ce qui suit :

1. L'Eglise se reconnaît comme peuple de Dieu et considère comme sa mission propre d'annoncer et de vivre, en tous temps et en tous lieux, l'Evangile de Jésus-Christ ressuscité.

2. Devant la situation actuelle du Chili, les chrétiens doivent faire leur option globale prise par l'épiscopat latino-américain à Medellin : leur fidélité à l'Evangile de Jésus-Christ exige d'eux aujourd'hui qu'ils s'engagent dans des réformes sociales profondes et urgentes. C'est ce critère fondamental qui doit guider leur attitude.

Les problèmes posés par un socialisme d'inspiration marxiste

3. Pour réaliser ces transformations, on propose aujourd'hui chez nous un moyen concret : la construction du socialisme. Il y a de bonnes raisons de penser qu'il s'agit d'un socialisme d'inspiration à prédominance marxiste.

4. Nous rappelons, avec le II^e Concile du Vatican, que l'Eglise, en raison de sa mission et de sa compétence, n'est liée à aucun système politique. Sa mission est d'incarner, dans chaque époque et dans chaque situation, l'Evangile de libération intégrale de la personne et de la société humaine. Elle n'a pas compétence pour se prononcer sur des solutions politiques ou économiques contingentes. Elle a, par contre, compétence pour dénoncer tout ce qui, dans chacune de ces solutions, en soi ambivalentes, peut faire dévier ou asservir l'homme, et pour annoncer et réclamer tout ce qui sauvegarde la dignité de l'homme et la transcendance de sa personne.

5. L'option pour un socialisme d'inspiration marxiste pose de légitimes interrogations. Ce système a déjà des réalisations historiques, où les droits fondamentaux de la personne humaine ont été foulés aux pieds, d'une façon analogue et aussi condamnable que dans les systèmes d'inspiration capitaliste. Cela ne peut laisser indifférente l'Eglise, envoyée par Dieu pour servir et libérer l'homme.

Le dialogue

6. Nous pensons que les besoins et les droits de notre peuple requièrent, et devraient rendre possible, un effort sincère de la part de tous ceux qui veulent travailler à sa libération pour réaliser celle-ci rapidement et profondément. Cela pose la question de savoir si un dialogue

(1) *Criterio*, 10 juin 1971, p. 356. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Nous rappelons la déclaration publiée par les évêques chiliens au moment de l'élection du président socialiste Allende (DC 1970, n° 1574, p. 1046).

est possible, jusqu'à quel point et dans quelles conditions il l'est.

7. L'Eglise recherche le dialogue et y invite. le dialogue est toujours fécond lorsque sont réunies les conditions indispensables : sincérité, loyauté, respect réciproque. Mais son motif le plus urgent, ce sont les requêtes d'un peuple qui ne peut attendre indéfiniment, ni être sacrifié à des idéologies étrangères à son originalité historique.

Attitude à l'égard du gouvernement

8. Face au gouvernement légitime du Chili, nous rappelons l'attitude qui nous est dictée par le Christ : respect de son autorité, et collaboration dans sa tâche au service du peuple. Tout effort pour construire une société plus humaine, en éliminant la misère, en faisant prévaloir le bien commun sur le bien particulier, requiert l'appui de tout chrétien qui, en tant que tel, travaille à libérer l'homme. La tradition démocratique de notre pays permet que cet appui puisse et même doive revêtir la forme d'une critique sérieuse, en se situant authentiquement dans la perspective du bien commun.

9. La présence active et stimulante des chrétiens dans tous les organismes où se forge la vie nationale, ainsi que leurs efforts pour un travail plus intense et de meilleure qualité dans tous les domaines, apparaissent comme des impératifs urgents de leur engagement au service du pays.

10. Nous apprécions les déclarations répétées de M. le Président de la République sur la garantie et le respect des libertés des citoyens, et particulièrement la liberté de la conscience religieuse. Nous le remercions de cette attitude déferente et cordiale, et nous y répondons par la même déférence et la même cordialité.

Le prêtre et la politique

Au sujet de la déclaration d'un groupe de prêtres, publiée et commentée récemment par les moyens de communication sociale (2), il est de notre devoir de faire remarquer ce qui suit :

(2) 80 prêtres, dont la moitié environ d'étrangers, qui s'étaient réunis à Santiago pour des « journées sur la participation des chrétiens à la construction du socialisme » avaient, quelques jours avant la présente déclaration des évêques, livré à la presse un manifeste disant notamment :

Nous constatons l'espérance soulevée chez des milliers de travailleurs par l'arrivée au pouvoir du « gouvernement populaire » et par son action décidée en faveur de la construction du socialisme. Le peuple, dans cette intuition, ne peut se tromper.

Nous nous sentons engagés dans ce processus en marche et voulons contribuer à son succès. La raison profonde de notre engagement est notre foi en Jésus-Christ qui s'approfondit, se renouvelle et prend corps parmi les circonstances historiques. Etre chrétien, c'est être solidaire. Etre solidaire en ce moment au Chili, c'est participer au projet historique que son peuple s'est tracé.

(Cité par F. Sisteron dans l'article « L'Eglise du Chili devant la construction du socialisme », la Croix, 11 mai 1971, p. 8 - NDLR.)

1. Comme tout citoyen, le prêtre peut avoir une option politique. Mais en aucun cas, il ne doit donner à cette option l'appui moral de son caractère sacerdotal. C'est pourquoi, conformément à la tradition de l'Eglise chilienne incarnée par le cardinal Caro et Mgr Manuel Larraín, nous avons insisté et nous insistons de nouveau auprès de nos prêtres pour qu'ils s'abstiennent de prendre publiquement des positions politiques partisans. Sinon, on reviendrait à un cléricalisme dépassé que personne ne souhaite voir réapparaître.

2. L'option politique du prêtre, si, comme dans le cas présent, elle se présente comme une conséquence logique et inéluctable de sa foi chrétienne, condamne implicitement toute autre option et porte atteinte à la liberté des autres chrétiens.

3. L'option politique du prêtre, lorsqu'elle est rendue publique, menace de troubler l'unité du peuple chrétien autour de ses pasteurs. « En bâtissant la communauté des chrétiens, les prêtres ne sont jamais au service d'une idéologie ou d'une faction humaines : hérauts de l'Evangile et pasteurs de l'Eglise, c'est à la croissance spirituelle du corps du Christ qu'ils consacrent leurs forces. » (II^e Concile du Vatican, décret sur les prêtres, 6.)

4. Cette situation n'enlève rien à notre estime pour les prêtres dont nous parlons et pour le travail apostolique qu'avec beaucoup d'autres ils font au milieu de la classe ouvrière. Si nous avons évoqué cette affaire dans notre déclaration, c'est uniquement à cause de l'écho qu'a eu le document publié par eux.

Nous renouvelons enfin notre espérance dans la présence libératrice du Christ au milieu du processus historique que nous vivons. Qu'il nous donne sa lumière pour bien voir et appuyer son action là où il veut qu'on lutte pour les pauvres et ceux qui souffrent ; qu'il nous donne la force de son amour pour la mettre au service de la tâche commune : faire du Chili une famille où tous trouvent du pain, du respect et de la joie.

Temuco, 22 avril 1971.

— *Actualité de Jean de la Croix*, par LUCIEN MARIE, O.C.D. et JACQUES-MARIE PETIT, O.C.D. (coll. « Présence du Carmel »). — Un vol. 13 x 20 cm, de 272 pages. Prix : 25 F. Editions Desclée De Brouwer-Office du Livre, Paris.

« Non, le temps de saint Jean de la Croix, écrit le cardinal Garrone, n'est pas révolu. Exigeant, absolu, avide de réel et finalement à la recherche de Dieu, l'homme de ce temps pourrait bien avoir en saint Jean de la Croix le maître qu'il cherche. » C'est bien résumer ce recueil d'études du Congrès carmélitain de la Plesse (Angers).

— *Dictionnaire de spiritualité ascétique et mystique. Doctrine et histoire. Fascicule XLVIII-XLIX : Ibanes-Indulgences*. — Un vol. 22,5 x 30 cm, de 258 pages. Editions Beauchesne et Fils, Paris.

Un volume des plus importants de la collection : qu'on songe aux articles (qui représentent des volumes) consacrés à Ignace d'Antioche, Ignace de Loyola, Illumination et illuminisme, et tout ce que représente le mot Images dans la vie de l'Eglise au point de vue théologique et historique, etc. Tous ces articles sont l'œuvre de spécialistes et sont toujours complétés par une longue bibliographie.

JUSTICE DANS LE MONDE

Théologie sous-jacente au document de travail du Synode épiscopal

Le P. Vincent COSMAO, O.P., consultant de la Commission pontificale « Justice et Paix », membre de la Commission française « Justice et Paix », a lu l'intervention ci-après le 1^{er} juin devant l'Assemblée plénière de l'épiscopat français, réunie à Paris du 1^{er} au 3 juin (1) pour préparer le Synode général des évêques qui s'ouvrira à Rome le 30 septembre prochain (2) :

Toute réflexion sur l'existence chrétienne est théologique au sens où, ayant à rendre compte de la parole de Dieu et de la foi, la théologie vise à en dégager la signification pour ceux qui en vivent. En ce sens, la théologie est toujours en train de se faire, étant l'activité même de l'esprit qui cherche à saisir la réalité à laquelle il adhère dans la foi, réalité qui transcende toujours le discours dans lequel il l'exprime.

Etre contemporains de l'aujourd'hui de Dieu

Une des caractéristiques de l'actuelle interrogation sur la signification de la foi, ou de la recherche théologique, est la conscience de ses déterminations ou de ses conditionnements socio-culturels. L'intelligence de la foi se situe au point de rencontre de la parole de Dieu inscrite « une fois pour toutes » dans une histoire et dans une parole humaines, et des questions vécues ou posées par ceux qui l'écoutent, la lisent ou la reçoivent. En d'autres termes, la réception et l'intelligence de la parole de Dieu supposent la médiation d'un langage et de catégories qui sont toujours le reflet ou le produit du vécu collectif du moment historique et culturel de l'actuelle parole de Dieu. Nous avons découvert, au long d'un siècle d'exégèse, qu'il nous fallait devenir contemporains des moments successifs de l'élaboration de son expression humaine pour entendre pleinement la parole de Dieu. Nous sommes aujourd'hui en train de commencer à comprendre qu'il nous faut tout autant être contemporains de l'aujourd'hui de Dieu ; en d'autres termes, il nous faut être qui nous sommes, non seulement au sens de ce que notre histoire personnelle nous fait devenir, mais au sens où notre histoire collective nous façonne et, pour une part, nous constitue. L'information qui nous assaille, les aspirations dont nous participons, les langages que nous parlons orientent notre réceptivité aux messages qui sont susceptibles d'avoir un sens pour nous et déterminent une certaine lecture de la vie, de l'information, et donc de la Bonne Nouvelle, dans son enracinement historique et son actualité. C'est

aujourd'hui que Dieu nous parle car nous ne sommes ni ne pouvons être ailleurs qu'aujourd'hui et l'aujourd'hui de la vie et de la foi détermine l'intelligence de la parole.

Sans doute la lecture de la parole de Dieu a-t-elle pu se faire en d'autres temps par des hommes qui, d'une certaine façon, se plaçaient, pour la lire, dans un autre monde ou dans une absence de monde. Mais une telle lecture nous apparaît aujourd'hui irréaliste comme elle rend irréaliste la parole de Dieu.

S'il n'y a pas un rapport existentiel ou une adéquation perceptible entre ce que Dieu dit quand il parle et ce que nous nous demandons dans le cheminement de nos vies, il nous apparaît à l'évidence qu'il n'y a pas de parole de Dieu, car Dieu ne peut parler pour ne rien dire, c'est-à-dire pour ne rien dire qui réponde à notre réelle attente. Sans doute, dans la gratuité, la parole de Dieu est-elle toujours nouvelle, y compris par rapport à nos questions puisqu'elle survient dans nos vies et dans l'histoire comme l'événement par excellence, c'est-à-dire l'inattendu, l'imprévisible ; mais si elle est signifiante dans sa nouveauté, c'est qu'elle répond à une attente, même si cette attente n'est révélée que par l'événement de la révélation.

Une théologie traduisant progressivement en discours ce qui est vécu dans l'expérience

Ces quelques réflexions n'ont pour but que de souligner l'importance du terrain dans lequel germe la semence de la parole de Dieu. En un sens, la parole de Dieu n'existe pour nous que dans sa germination même ; en d'autres termes, elle n'existe pour nous que dans l'intelligibilité qu'elle prend pour nous, et cette intelligibilité dépend autant de la lecture que nous en faisons que de sa signification éternelle. Une théologie consciente de ses conditionnements et les assumant, c'est une théologie qui avance dans l'intelligence de la foi au pas des questions qui surgissent de la vie, c'est une théologie qui traduit progressivement en discours ce qui est vécu, perçu, entrevu dans l'expérience. Sa rationalité est différente de celle des déductions ; elle procède par explications successives et tâtonnantes de l'expérience et de l'intelligence vécue du sens.

Une telle démarche théologique peut paraître nébuleuse ; son allure subjective peut inquiéter, d'autant plus qu'elle n'est pas encore en possession de ses instruments rationnels. Mais elle vise une saisie existentielle du sens de la parole de Dieu comme sens totalisant de la vie. Elle est dans la ligne de la plus authentique tradition qui fait de la foi de l'Eglise un lieu théologique privilégié ; la foi de l'Eglise comme lieu théologique ce n'est pas seulement son enseignement explicite, mais aussi et peut-être surtout son expérience collective, la « conscience » qu'elle en prend ou encore sa « sensibilité propre » (cf. Paul VI).

(1) Cf. *Infra*, p. 645.

(2) Texte original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

C'est une telle démarche théologique qui apparaît en pointillé à travers le document de travail du Synode sur « la Justice dans le monde ». Si cette démarche théologique ne semble pas avoir été conduite explicitement comme telle, c'est la seule qui donne à ce document un contenu théologique et qui justifie qu'on en fasse l'objet d'une réflexion théologique d'où sortira moins un enseignement qu'un processus de prise de conscience et, en dernière analyse, un appel à la conversion.

Les étapes de cette démarche théologique me semblent être les suivantes :

La sensibilisation de l'humanité à l'injustice

1. Dans un premier temps, on prend acte d'un phénomène collectif appréhendé très globalement et présenté comme une « expérience spirituelle importante » : la sensibilisation de l'humanité à la justice et aux droits de l'homme ou à l'injustice et à la violation des droits. Comme dans *Populorum progressio* on prenait acte des aspirations des hommes et des peuples, ici on prend comme point de départ ce fait de conscience collective perçu comme une des données immédiates de la conscience collective.

Ce qui importe alors ce n'est pas l'exactitude des analyses de l'injustice, ni même l'exactitude de l'analyse de ces données de conscience collective, mais la prise en compte de ce fait de conscience collective. Aucune enquête ne permet de vérifier rigoureusement l'existence de ce fait, mais quiconque participe à la vie de son temps le perçoit globalement comme significatif. Nous ne saurons jamais dans quelle mesure les hommes d'autres époques ont accepté avec résignation le monde tel qu'il était. Mais nous savons, ou nous sentons, que nos contemporains se reconnaissent de plus en plus nombreux dans une certaine perception de l'inhumanité du monde, dans un certain refus du monde tel qu'il est, dans une certaine révolte. Sans vouloir généraliser cette prise de conscience, on peut la considérer comme significative de ce qui s'exprime de la conscience collective ou de la mauvaise conscience d'un monde en crise. La résonance qu'a prise le mot « révolution » n'est qu'un autre aspect de la même réalité. Que la situation mondiale soit ou non objectivement révolutionnaire est un autre problème qu'on peut laisser aux spécialistes de la révolution. Ce qui s'impose à l'analyse, c'est un malaise de plus en plus général, dominé parfois par la question du sens de la vie, mais plus souvent par l'évidence brute de l'injustice, de l'irrationalité, de l'inhumanité du monde. Si les problèmes de l'environnement nous font découvrir que nos progrès, dans la maîtrise de la nature, demeurent relatifs, ce qui nous apparaît de plus en plus clairement c'est que, dans la maîtrise de l'organisation de notre vie collective, de notre histoire, tout est à faire. De ce point de vue, le monde nous apparaît de plus en plus comme un chaos, invivable, intolérable.

C'est de ce fait de conscience que part la réflexion.

Dans cette prise de conscience collective, les chrétiens cheminent avec les autres

2. Simultanément, on reconnaît que les chrétiens participent de ce phénomène de conscience

collective. Ils ne se perçoivent plus comme un groupe qui serait à l'abri de la tourmente. Ils ne savent pas les chemins mieux que les autres. Ils cheminent avec eux dans la nuit. Les doctrines déduites de la foi et organisées dans la logique et la cohérence d'une rationalité objectivante ne leur ont pas donné de réponses opératoires pour la conduite de l'histoire. Cette expérience les laisse finalement peu disponibles pour les théories ou les idéologies qui ont réponse à tout. De ce fait, plus que d'autres peut-être, ils ont une sensibilité à vif à l'inhumanité du monde, à l'oppression des hommes et des peuples, aux exigences de libération, de promotion, de développement, de réalisation de la justice, d'humanisation du monde et de la société.

Sans affirmer que tous les chrétiens en sont à ce degré de conscientisation, c'est en fonction de cette prise de conscience qu'on s'interroge sur la foi et sur la vie ecclésiale, et il est clair, dans cette perspective, que la foi elle-même est en question dans ce qui est perçu comme l'impuissance de l'humanité à maîtriser son destin. Loin de se réfugier auprès d'un Dieu dont la présence permettrait de supporter ce monde, on attend de lui, sinon des lumières, du moins une motivation pour le transformer.

Découverte d'une cohérence entre cette conscience collective et les exigences évangéliques

3. Même si l'argumentation n'est pas convaincante on découvre, comme instinctivement, une affinité, une « cohérence », entre cette conscience collective dont on participe, et les exigences ou valeurs évangéliques. Si ces valeurs ou exigences sont énumérées ou juxtaposées plus qu'articulées entre elles dans la cohérence d'une dynamique, l'accent est cependant mis sur l'œuvre libératrice du Christ sans que soit cependant examiné le rapport entre la libération du péché et de la mort qu'il accomplit dans sa Pâque et la libération de l'injustice ou de l'esclavage dont les chrétiens perçoivent existentiellement qu'elle est une exigence de leur foi. C'est peut-être un des points qu'il faudrait creuser par priorité : l'Eglise doit-elle seulement annoncer le salut en Jésus-Christ et rassembler des hommes qui se libèrent de ce monde de péché, ou doit-elle manifester et réaliser une dynamique qui inscrit la Pâque du Christ au cœur de l'histoire humaine qui est l'histoire de la libération de l'homme ? En d'autres termes, la participation à la transformation d'un monde perçu comme injuste et inhumain est-elle une exigence qui découle de la foi se réalisant en charité, ou est-elle constituante de la Pâque totale coextensive à l'histoire humaine ? En quel sens le monde qui provoque le refus et la révolte est-il un « monde de péché » dont il faudrait se convertir non en le fuyant, mais en le transformant ?

La cohérence perçue entre les données immédiates de la conscience collective et les valeurs évangéliques appelle une nouvelle réflexion sur la participation à la libération réalisée ou se réalisant en Christ, dans la même ligne que la réflexion déjà élaborée sur la participation à la création du monde et de l'homme par Dieu.

Changement de pôle dans l'intelligence de la Parole de Dieu

4. Ce cheminement qui conduit les chrétiens à se découvrir façonnés par la même histoire, la même culture que les autres, déterminés par les mêmes prises de conscience, appelle une nouvelle lecture de la parole de Dieu, une nouvelle intelligence de la foi.

Deux thèmes apparaissent significatifs de la réflexion proposée :

a) Pour être signifiante pour des consciences ainsi déterminées, la parole de Dieu doit avoir un impact au cœur des exigences ainsi devenues prioritaires. Si elle ne doit pas nécessairement nous dire ce que nous devons faire pour humaniser le monde, elle doit nous appeler à le faire. Si elle ne se réduit pas à cet appel, elle passe nécessairement par cet appel parce que le devenir humain et l'intelligence du sens se jouent à ce niveau : le devenir humain est auto-libération comme il est auto-crétion. Ce que Dieu dit n'est signifiant qu'inscrit dans cette dynamique.

b) De même, la foi comme démarche de l'homme n'est signifiante que dans sa réalisation en charité transformatrice du monde, libératrice de l'injustice et de l'oppression. Croire, c'est croire à l'amour et croire à l'amour c'est changer le monde, dans la mesure même où le monde est perçu comme intolérable. La vie de foi n'est en prise sur le réel humain qu'en engageant à le construire, en le transformant.

Ces deux exemples sont significatifs du changement de pôle qui s'est fait dans l'intelligence de la parole de Dieu. La vocation de l'homme en ce monde en devient l'axe. Dieu crée, sauve et accomplit l'homme, mais l'accent est mis sur l'image et ressemblance de Dieu en l'homme créateur, sauveur ou libérateur et récapitulateur. Dieu, manifesté en Jésus-Christ, révèle à l'homme sa vocation qui est d'abord de se créer lui-même en transformant le monde, non seulement de la nature, mais de la culture. C'est un monde non seulement inachevé, mais toujours inadéquat au projet humain qui est le lieu du devenir humain. Le refus d'un monde inacceptable est le moteur de la promotion de l'homme, de sa libération, de sa réalisation.

L'Eglise vivante, annonce de la libération pascalle qui est éternelle nouveauté

Cette polarisation de l'existence chrétienne par la nécessaire réorganisation de la société est le résultat d'un siècle de prises de conscience tâtonnantes. Elle est maintenant un fait dont il faut prendre acte. L'Eglise deviendrait muette si elle n'avait rien à dire à une conscience collective ainsi déterminée. Ce qui est attendu d'elle c'est moins un enseignement qu'une mobilisation ou une structuration des consciences. En un sens, on pourrait parler d'instrumentalisation de l'Eglise, de la foi, de Dieu, au service des nécessaires révolutions. Mais c'est peut-être la condition de tout langage aujourd'hui. A moins de repartir au désert, il faut changer le monde. Ce qu'il faut souhaiter, c'est qu'en répondant à cette attente, et c'est la condition même de sa parole, l'Eglise n'y perde pas son âme, qu'elle demeure capable de dire aux hommes engagés dans la

transformation du monde, que l'humanisation du monde n'est pas le dernier mot du devenir humain : si mystérieux que ce soit pour de tels hommes, le devenir humain s'achève dans l'abandon à Dieu à travers la mort.

Ce qui semble de plus en plus clair, c'est que cette « deuxième parole », qui est aussi la dernière, suppose la première parole qui, inscrivant la parole de Dieu dans la réalité humaine en engageant les croyants dans la construction du monde, est la condition même de son existence comme parole de Dieu dans l'histoire. Mais il est non moins clair que la parole de Dieu n'existe dans l'histoire que dans la mesure où l'Eglise qui s'y engage en vit et l'annonce. Cette dialectique de présence ou de participation à l'humanisation du monde, et de parole transcendante, c'est-à-dire ouverte sur une transcendance, est dans sa contradiction vécue la condition de l'existence et de l'intelligence de la foi. L'Eglise est appelée à la fois à dire aux hommes qu'ils doivent être comme des dieux par rapport au monde et à leur propre histoire, et à leur dire que Dieu seul est Dieu qui les crée, les libère et les accueille dans sa gloire.

En se mobilisant pour le combat contre l'injustice et pour la libération de l'homme, elle doit sans cesse devenir ce qu'elle est : la vivante annonce de la libération pascalle qui est grâce, éternelle nouveauté.

Paris, le 1^{er} juin 1971.

— *La Lettre aux Philippiens, la Lettre à Tite*, par JOACHIM GNILKA. Traduit de l'allemand par CARL DE NYS (coll. « Parole et Prière »). — Un vol. 14 × 20,5 cm, de 160 pages. Editions Desclée et Cie, Paris.

Les Editions Desclée continuent ce commentaire, suivi des écrits du Nouveau Testament. Ces ouvrages permettent aux fidèles une lecture profitable de la Bible et surtout de prendre intérêt à la liturgie de la Parole.

— *Le Buone opere dei laicisti, degli anticlericali e dei Franmassoni*. Qodlibetale con documenti inediti, par F. ROSARIO ESPOSITO, P.S.S.P. Presentazione di GIORDANO GAMBERINI ex-G.M. della Massoneria italiana. — Un vol. 14 × 21 cm, de 512 pages. Prix : 2500 liras. Edizioni Paoline 10100 Torino (Italie Ufficio stampa, Corso Regina Margherita).

« Le premier auteur qui ait osé dire du bien de son ennemi. » Cette remarque d'un haut dignitaire de la Franc-maçonnerie italienne dit bien l'étrangeté de ce livre, dont le P. CAPRILE reconnaît les aspects positifs dans sa récente étude sur la franc-maçonnerie. (*La Civiltà Cattolica*, 1^{er} mai 1971, p. 259.)

— *Sainte Thérèse d'Avila et l'expérience mystique*, par EMMANUEL RENAULT (coll. « Microcosme »). — Un vol. 12 × 18 cm, de 192 pages abondamment illustrées. Editions du Seuil, Paris.

C'est une réussite d'avoir accumulé en ce petit livre tant de documents, tant de précisions biographiques et ces aperçus typiques de l'expérience mystique de ce nouveau docteur de l'Eglise.

— *La Communication par le geste*. Réunions du Centre de recherches du « sacré » à l'Arbresle, 1965-1968. — Un vol. 14,5 × 21,5 cm, de 204 pages. Editions du Centurion, Paris.

L'ouvrage recueille les Actes des sessions organisées par le Centre de recherche du sacré. Y prirent part de nombreux artistes, metteurs en scène, musiciens, spécialistes, théologiens liturgistes. Ainsi au cœur de la communication sociale on en saisit l'importance et ses conséquences pour la vie liturgique.

— *Le Défi du rail*, par H. THILLIEZ. — Un vol. 14 × 19 cm, de 316 pages. Editions France-Empire, Paris.

Événements et Informations

FRANCE

— *Les effectifs actuels de la Mission de France* : 197 prêtres en équipes urbaines ; 88 prêtres en équipes dans le rural ; 41 prêtres en équipes dans le tiers-monde ; 4 prêtres dans les équipes de l'Association ; 58 prêtres isolés (plus âgés ou retournés dans leur diocèse) ; 11 prêtres dans les « services » secrétariat du tiers-monde, réflexion théologique des équipes ; 4 prêtres à l'équipe centrale : année sacerdotale de Fontenay-sous-Bois, soit au total : 403 prêtres (dont 45 ne sont pas incardinés à la Mission de France). Répartition des prêtres-ouvriers et prêtres en travail professionnel divers : 41 en équipes homogènes (sans responsabilité territoriale), 34 en équipes diversifiées (partageant en même temps une responsabilité territoriale), 40 en équipes spécialisées (hôtellerie, mission de la mer, secteur hospitalier, techniciens, transports, recherche scientifique), 19 en monde rural (ruraux ouvriers, ouvriers agricoles, tertiaire agricole). Répartition des équipes : 21 équipes urbaines (territoriales) dont 17 diversifiées (PO et responsabilité territoriale), 11 équipes de PO homogènes, dont 2 Mission de France en totalité, 10 équipes spécialisées (hôtellerie, secteur hospitalier...), 20 équipes rurales, 12 équipes dans le tiers-monde : 7 au Maghreb (22 prêtres), 3 en Afrique (10 prêtres), 2 en Amérique latine et Martinique (7 prêtres), 2 prêtres isolés, l'un au Brésil, l'autre à Hong-Kong. Il y a 23 équipes en secteurs de Mission ouvrière (dont les équipes PO). (Statistiques communiquées par l'équipe centrale de la Mission de France et publiées par « SNOP » du 19 mai.)

— 19, 20, 21, 22 MAI. — IX^e Congrès international du Mouvement mondial des mères à Strasbourg. Thème : Préparation à la vie familiale : enseignants-parents, responsabilité commune ou démission ?

— *Le « Chant des adieux »* a clôturé dimanche 23 mai, en la basilique souterraine Saint-Pie-X, la grande journée du pèlerinage militaire international (13^e depuis vingt-cinq ans, avec 20 000 jeunes militaires de quatorze pays). Les Français ont eu trois jours pleins de pèlerinage,

les autres délégations, quatre et cinq jours. Concélébrée par quatre évêques vicaires aux armées, Mgr Vanel (France), Mgr Hengsbach (Allemagne), Mgr Tickle (Angleterre), Mgr Moran (USA), auxquels se sont joints Mgr Donze, évêque de Tarbes et Lourdes, Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille, et un aumônier militaire de chaque pays participant — le cardinal Alfrink, archevêque d'Utrecht et vicaire aux armées de Hollande, présidant la cérémonie, — la célébration eucharistique a porté l'intention de tout le pèlerinage : devenir tous des frères dans le Christ. (« La Croix », 25 mai.)

— Louis Gabriel-Robinet, directeur du « Figaro », a été élu, le 24 mai, à l'Académie des sciences morales et politiques au fauteuil du général Koenig. Seul candidat, il a obtenu 31 voix sur 36 votants, 5 bulletins étant restés blancs. Depuis Edouard de Nalèche, directeur du « Journal des débats », l'Institut n'avait pas accueilli le directeur en fonctions d'un grand quotidien, en même temps qu'un historien de la presse. Louis Gabriel-Robinet est né en 1909. Il a écrit : « Histoire de la presse », « Journaux et journalistes », « la Censure », « Je suis journaliste », « Une vie de journaliste ». Le nouvel élu est le benjamin de l'Académie. (« Le Figaro », 25 mai.)

— Le groupe de travail anglican-catholique romain en France a tenu sa quatrième réunion au grand séminaire de Nice. Parmi les sujets abordés : Etude d'un projet de montage audio-visuel sur la Communion anglicane à l'usage des paroisses et communautés (veillées œcuméniques) ; Etude d'un projet de traduction française d'une brochure de Mgr McAdoo sur l'Eglise anglicane ; Problèmes d'intercommunion. Informations sur la rencontre européenne des animateurs catholiques de groupes mixtes anglicans-catholiques. Préparation d'une note sur les implications œcuméniques des jumelages de villes. Informations sur la suite donnée au vœu relatif à l'admission des anglicans isolés en France aux sacrements de l'Eglise catholique romaine. (« KIPA », 28 mai.)

— Voici le palmarès du 25^e Festival de Cannes, tel qu'il a été proclamé le 27 mai au cours du gala de

clôture : prix du 25^e Anniversaire : *Mort à Venise*, de Lucchino Visconti (Italie) ; grand prix : *le Messager (The Go Between)*, de Joseph Losey (Grande-Bretagne) ; prix spécial du Jury : *Taking off*, de Milos Forman (USA) et *Johnny got his gun*, de Dalton Trumbo (USA) ; prix d'Interprétation féminine : *Kitty Winn*, dans le film *Panique à Needle Park* (USA) ; prix d'Interprétation masculine : *Riccardo Cucciola*, dans le film *Sacco et Vanzetti* — rôle de Sacco — (Italie) ; prix de la Première œuvre : *Par la grâce reçue*, de Nino Manfredi (Italie). Le jury a également attribué deux autres prix : le film hongrois *Amour*, de Karoly Malik, a reçu « le prix du Jury à l'unanimité », avec une mention spéciale aux interprètes (Lili Darvas et Marie Torocsik) ; le film suédois *Joe Hill*, « le prix du Jury ». Au nombre des récompenses ne relevant pas du palmarès officiel, citons : « le prix de l'Office catholique international du cinéma » (OCIC) au film hongrois *Amour* « qui traduit le respect de vieillesse et de la fidélité dans l'épreuve ». « Le prix de la FIP RESCI (Fédération internationale de la presse cinématographique) », au film américain *Johnny got his gun*, pour « la sobriété et la puissance de sa réalisation, l'originalité du scénario, la portée politique et humaine de son propos ». (« La Croix », 29 mai.)

— Les onze membres de l'expédition française sur le Makalu, dans l'Himalaya, ont conquis ce pic de 8 470 mètres, le cinquième plus haut sommet du monde, par la face ouest, la route la plus dangereuse et la plus difficile. Les deux membres de l'expédition qui ont atteint le sommet sont Yannick Seigneur et Bernard Mellet. (« Ibid. », mai.)

— *Mort de Jean Vilar*, d'une crise cardiaque, vendredi 28 mai, dans sa maison de Sète où il est né en 1912. Elève de Charles Dullin, il commença une grande carrière d'acteur, de metteur en scène, d'animateur. *La Danse de mort* et *Orage*, de Strindberg, font connaître son nom et affirment son talent. En 1945, le triomphe de *Meurtre dans la cathédrale*, au Vieux-Colombier, atteste qu'il est, déjà, l'un des hommes de théâtre les plus importants de France. En 1947, c'est le début de la

grande aventure avec le *Festival d'Avignon* où la collaboration de Gérard Philipe feront du *Cid*, du *Prince de Hombourg*, de *Mère Courage*, des fêtes de l'esprit et du cœur telles que Vilar les avait rêvées. En 1951, on lui confie la rénovation du Théâtre national populaire. De 1951 à 1963, jusqu'au départ de Vilar pour des raisons d'ordre politique, le TNP devient un haut lieu de l'art dramatique. Il travailla ensuite pour la Scala de Milan. En 1968, peu avant mai, André Malraux lui confiait une mission de confiance : la rénovation de l'Opéra de Paris. Mais son rapport final, qu'on disait explosif, ne fut jamais rendu public. Au cinéma, où l'une de ses premières apparitions fut dans *les Portes de la nuit* (1945), il venait de commencer une seconde et prometteuse carrière dans des films comme *Raphaël* et *le Petit matin*. (« *La Croix* », 30-31 mai.)

— Le célèbre organiste *Marcel Dupré*, membre de l'Institut, est décédé, le 30 mai, à Meudon (Hauts-de-Seine). Il était âgé de 85 ans. Il était l'un des plus illustres improvisateurs à l'orgue de ce temps. Organiste titulaire de Saint-Sulpice depuis 1934 (il avait succédé à Ch.-M. Widor), il avait donné dernièrement un concert à l'Albert-Hall de Londres, cinquante ans exactement après son premier concert en cet endroit. Ses 85 ans avaient été fêtés récemment à l'église Saint-Sulpice par une cérémonie au cours de laquelle ses élèves, notamment Françoise Renet, Olivier Messiaen, Rolande Falcinelli, lui avaient rendu hommage à l'orgue. Né à Rouen le 3 mai 1886, Marcel Dupré avait été nommé, à 12 ans, titulaire de l'orgue de l'église Saint-Vivien, dans sa ville natale, avant d'entrer au Conservatoire de Paris dans les classes de Diemer, Guilman et Widor. En 1914, il obtenait le grand prix de Rome, pour sa cantate *Psyché*. Assistant de Widor dès 1906, celui que l'on considère comme le chef de l'école contemporaine française d'orgue, enseigna son art de 1926 à 1954 au Conservatoire de Paris, dont il assura la direction de 1954 à 1956. Directeur, en outre, du Conservatoire américain de Fontainebleau, membre de l'Académie des beaux-arts, membre associé de l'Académie royale de Belgique, Marcel Dupré accomplit comme virtuose de nombreuses tournées, en France et à l'étranger. Il laisse de nombreuses œuvres pour orgue, notamment deux *Oratorios* pour orgue, chœur et orchestre, un *De profundis* pour les soldats morts et la France au calvaire (pour l'inauguration de la cathédrale de Rouen), 79 chorals, des pièces pour piano et orgue. On lui

doit également plusieurs ouvrages pédagogiques (traités d'improvisation, cours d'harmonie, de contrepoint, de fugue). Il avait également publié des éditions doigtées et annotées des œuvres de J.-S. Bach, Hændel, Liszt, Mendelsshon, Schumann et César Franck. (« *La Croix* », 31 mai-1^{er} juin.)

— Une Maison de repos pour ecclésiastiques est installée au château prieuré de Pommiers-en-Forez (Loire). Maison de repos, de convalescence, de villégiature. Conditions : 23,00 F par jour. Correspondance adressée à Mlle Magand, Pommiers-en-Forez, par 42-Saint-Germain-Laval. (« *Semaine religieuse du diocèse de Valence* », 22 mai.)

ÉTRANGER

ALLEMAGNE FEDERALE

— L'écrivain catholique *Ida Friederike Görres*, qui vivait à Fribourg-en-Brisgau, est morte inopinément à Francfort, à l'âge de 70 ans. Mme Görres, qui était membre du Synode commun des diocèses de la République fédérale, participait à Francfort à une session de la Commission synodale messe-sacrement-spiritualité. Ayant ressenti un malaise après une discussion particulière, elle dut être transportée à l'hôpital Sainte-Marie de Francfort où elle décéda. Ida Friederike Görres comptait parmi les écrivains les plus remarquables de ces dix dernières années en Allemagne. Elle contribua surtout à l'essor du libre développement du Mouvement de la jeunesse catholique après la Première Guerre mondiale. Sa critique des formes sclérosées de la religion traditionnelle procédait d'un profond esprit de foi et d'amour pour son Eglise. (« *KIPA* », 19 mai.)

— Pour la première fois dans l'histoire de l'œcuménisme en Allemagne du Sud-Ouest, un évêque catholique et un évêque protestant ont adressé une lettre pastorale commune à leurs diocésains, à l'occasion de la fête de la Pentecôte, les exhortant à s'ouvrir aux tâches communes, à travailler ensemble et à renforcer les contacts déjà existants dans les communautés. Il s'agit de Mgr Leiprecht, évêque de Rottenburg, et de l'évêque évangélique du Land de Wurtemberg, Mgr Class. « Ce qui unit les deux Eglises dans la foi et la vie est plus important que ce qui les sépare », écrivent les deux évêques, qui en appellent à leurs fidèles pour créer un climat qui bannisse toute idée de concurrence ou de racolage. Et ils rappellent que les tâches d'instruction religieuse, du travail des jeunes,

de leur préparation à l'âge adulte, de la fonction caritative de la diaconie, de l'apostolat missionnaire et de l'aide au développement peuvent être mieux accomplies par une action commune que dans un effort solitaire. (« *KIPA* », 21 mai.)

— Pour la première fois dans l'histoire du Landtag de Rhénanie-Palatinat, les députés de cette Chambre ont assisté, avant l'ouverture de leur septième session parlementaire, à un service religieux œcuménique, dans l'église Saint-Pierre de Mayence. Mgr Volk, évêque catholique de cette ville et le président ecclésiastique Hild leur ont adressé la parole. (« *Ibid.* »)

— En 1970, 60 % de plus de catholiques qu'en 1969 ont abandonné l'Eglise, d'après les statistiques de 10 des 22 diocèses de l'Allemagne occidentale. En ces diocèses vivaient, au début de 1969, 12 800 000 catholiques, soit la moitié du nombre des catholiques de tout le pays, y compris Berlin-Ouest. En chiffre absolu, les abandons de l'Eglise ont été en 1969 de 36 700. Les pourcentages les plus élevés du nombre des abandons se sont produits, l'année dernière, selon les statistiques, dans les diocèses d'Aix-la-Chapelle (114,5 %), Cologne (113,6 %) et Berlin-Ouest (73,4 %) ; les pourcentages les plus bas ont été enregistrés dans les diocèses de Passau (14,5 %), Regensburg (15,7 %) et Bamberg (28,1 %). Au pourcentage annuel probable correspond vraisemblablement le nombre de l'augmentation des défections dans les diocèses de Spire (53,4 %), Paderborn (62 %), Münster (63 %) et Osnabrück (64 %). La moyenne de ces chiffres d'augmentation des abandons est de 60,22 %. D'après le professeur Groner, directeur du Bureau de statistique ecclésiastique de l'Allemagne catholique, à Cologne, la plus forte augmentation des abandons en 1969 a été atteinte dans les Eglises évangéliques avec 87 % de plus qu'en 1968. Pour 1970, elle ne monte qu'à 60 %. Dans l'Eglise catholique de la République fédérale, estime Groner, le pourcentage prévu de 60 % représentera probablement l'augmentation maximum des abandons, dont on attend, par contre, une diminution pour 1971. Groner en donne pour raison que le nombre des abandons dans l'Eglise évangélique a monté d'une façon notable pour la première fois en 1967, tandis que dans l'Eglise catholique il ne s'est produit qu'en 1968. Ainsi, le point maximum de cette évolution ne se produira semblablement qu'une année plus tard. Dans la ventilation du nombre total des abandons pour le diocèse de Cologne en 1970, Gro-

ner signale que, par tranches d'âges, le nombre le plus élevé se trouve parmi les 21-41 ans. Parmi les 41-50 ans, il baisse de presque moitié et parmi les 50-60 de presque trois quarts. Au total, presque le double d'hommes que de femmes abandonnent l'Eglise. Groner croit que des facteurs externes, comme les taxes ou peut-être l'attitude politique de l'Eglise, ont été probablement les prétextes immédiats de l'abandon. Cependant, toutes les observations montrent que les abandons suivent en général un éloignement de plusieurs années de la vie religieuse. Le P. Groner s'élève vigoureusement contre une « dramatisation du mouvement des abandons » des Eglises en République fédérale. Les deux Eglises peuvent connaître, du fait de l'accroissement de la population et de l'immigration, une augmentation constante et importante de leurs membres. (« *Prensa asociada* », 25 mai.)

BURUNDI

— Devant les difficultés qui se sont élevées entre catholiques et anglicans, relatives à l'instruction des enfants dans les écoles, l'épiscopat catholique et les délégués de l'Eglise anglicane ont adressé à leurs fidèles la déclaration conjointe suivante : « ... Nous portons à la connaissance des chrétiens qu'un enfant est libre de chercher une place où il peut l'obtenir : chez les catholiques ou chez les protestants. Les responsables des écoles ne peuvent pas refuser des places, s'il y en a, en se basant sur la religion des candidats. Personne ne peut forcer un enfant à changer de religion afin d'être admis dans une école. Tout enfant a le droit de s'acquitter du devoir dominical dans sa confession. » Cet appel est signé au nom des catholiques par Mgr Makarakiza, archevêque de Gitega et au nom de l'Eglise anglicane par le Rév. Jean Nkunzumwani, évêque de l'Eglise anglicane du Burundi. (« *La Liberté* », 25 mai.)

ETATS-UNIS

— La proportion des mariages mixtes entre catholiques et protestants a dépassé 50 % dans le diocèse de Peoria, en 1970. Une étude portant sur les statistiques diocésaines, réalisée par « *The Catholic Post* », périodique diocésain, fait apparaître que sur 2 543 mariages dans le diocèse, il y a 52,8 % de mariages mixtes. A l'échelon national nord-américain, les mariages mixtes avoisinent 50 %. (« *Prensa asociada* », 26 mai.)

GRECE

— La visite de trois jours (17-19 mai) du cardinal Willebrands a été d'une importance toute particulière pour l'Eglise de Grèce et pour les relations entre les deux Eglises : l'Eglise catholique romaine et l'Eglise orthodoxe en Grèce. Dans son discours d'accueil au cardinal, l'archevêque Iéronimos d'Athènes a dit entre autres : « ... c'est maintenant la première fois que, depuis tant de siècles d'éloignement acrimonieux, on se tend les mains dans le seul but de se saluer et de se guérir en frères ». Et il poursuit : « ... venant après les rencontres personnelles bénies des deux vénérables chefs de nos Eglises, et les suites qu'elles ont eues, cet événement peut contribuer énormément à faire imprégner les couches inférieures de la pyramide spirituelle des Eglises, par l'esprit fraternel en Christ, esprit qui a inspiré les rencontres en question. Il est absolument indispensable que cela arrive : car les pas décisifs dans l'histoire de l'Eglise reposent sur la conscience catholique du plérôme de l'Eglise ». Le cardinal a donné le sens de sa visite à Athènes qu'il a qualifiée de visite de paix. (« *Episkepsis* », 25 mai.)

— A partir de l'année scolaire 1971-1972, l'Eglise de Grèce assume entièrement la responsabilité de la formation de son clergé. L'Etat, par une loi récente, a remis « l'éducation ecclésiastique » entre les mains du Saint-Synode de l'Eglise de Grèce qui, pour la première fois, endosse une telle affaire. Les points saillants de la nouvelle loi sont les suivants : 1. L'Eglise est libre d'organiser la formation ecclésiastique comme elle l'entend. Fondation, suppression, modification des écoles, etc. 2. Seule l'Eglise sera compétente pour choisir le personnel enseignant et administratif. 3. L'Etat donnera à l'Eglise toutes les subventions nécessaires. Jusqu'à présent, la responsabilité dans ce domaine appartenait au ministère de l'Education ; le rôle que jouait le Saint-Synode dans la formation ecclésiastique était très limité. (« *Ibid.* »)

HONGRIE

— Le pasteur Abernathy, successeur du pasteur Martin Luther King et président du Mouvement des « Combattants de la paix d'Amérique », et M. Canon Raymond Goor, belge, du Mouvement « Pax Christi », ont participé à Budapest à l'Assemblée générale du Conseil mondial de la paix qui réunissait les délégués de 124 pays. Le Conseil mondial de la paix (qu'il ne faut pas confondre avec la Conférence chrétienne pour

la paix de Prague) a été fondé le 22 novembre 1950 à Varsovie. Bien qu'il demeure d'obédience communiste, il s'est ouvert à d'autres courants. Au nom du Mouvement « Pax Christi », M. Canon Raymond Goor a affirmé que les Eglises cherchent à renforcer davantage leur coopération avec le Conseil mondial de la paix et les autres mouvements militant en faveur de la paix. D'autre part, le pasteur Ralph Abernathy a lancé un appel aux grandes puissances pour qu'elles décident, une fois pour toutes, de ne plus recourir aux armements traditionnels et nucléaires. (« *La Croix* », 20-21 mai.)

ISRAEL

— Sur les dernières découvertes archéologiques de Nazareth, sous le titre « On a trouvé le chaînon qui manquait », l'hebdomadaire « *Settimana del clero* », du 9 mai, donne des précisions intéressantes, dont nous résumons l'essentiel. Il s'agissait de savoir si à Nazareth existait un village, au temps du Christ, dans la zone qui passait pour contenir un cimetière. Or, on a retrouvé ce village, qui s'étendait d'un peu au-delà de l'actuelle basilique jusqu'au-delà de l'église Saint-Joseph. Ses habitants étaient des troglodites. On a trouvé trois sortes de grottes : 1° des grottes naturelles et en partie transformées ; 2° des grottes avec un mur par-devant et une porte pour y entrer ; 3° des grottes avec anti-chambre. Les fouilles ont permis de découvrir, en-dessous de la basilique des Croisés et à côté de l'église byzantine antérieure, un monastère avec des salles au pavement de mosaïque. En enlevant les mosaïques, on a trouvé dans l'une des salles une excavation contenant 82 éléments architectoniques d'un édifice préexistant à l'édifice byzantin (morceaux de colonnes, bases de colonnes, chapiteaux entiers, frises, etc.) présentant toutes les caractéristiques d'un édifice synagogaal et contenant des éléments encore plus caractéristiques d'un usage chrétien : croix, noms, inscriptions. Deux inscriptions de grande importance pour établir l'authenticité du sanctuaire ont été trouvées : l'une sur la base d'une colonne de cette période judéo-chrétienne (qui inaugura le christianisme à Nazareth et dura de trois cents à quatre cents ans) ainsi libellée : « Kaire Maria » (d'une date antérieure au Concile d'Ephèse, avant donc la propagation de la dévotion à la Vierge) ; l'autre, sur une colonne, toujours en grec : « Je suis venu ici dans le sanctuaire de Marie, j'ai écrit mon nom et j'ai vénéré son

image. » Cette dernière inscription a été trouvée à une vingtaine de pas de la grotte. Le pavé de cet édifice judéo-chrétien prenait appui sur une grotte qui était le baptistère des judéo-chrétiens et donc antérieur à l'église. Pour la maison de saint Joseph, au sommet de l'ancien village, à gauche en regardant la basilique, on possède les mêmes éléments de certitude que pour celle de la Vierge.

SUISSE

— Pour la première fois, la fondation internationale « Humanum » a conféré le prix « Augustin Bea » (créé en hommage au « cardinal de l'unité chrétienne », décédé en 1968, pour récompenser les mérites acquis au service du progrès de la communauté humaine et de la réalisation de la justice sociale. Il est d'une valeur de 100 000 F. Il a été remis, cette année, à parts égales, à trois œuvres : « Christian Aid » (Angleterre), « Misereor » (organisation d'entraide des catholiques allemands), et l'œuvre israélite pour la réhabilitation par la formation professionnelle, dont le siège est à Genève. Désormais, ce prix sera conféré tous les deux ans. (« Kipa », 25 mai.)

— Pour la première fois, les 5 et 6 juin, les femmes peuvent faire usage de leur droit de vote au plan national. Les évêques suisses souhaitent vivement que les religieuses fassent usage, dès les 5 et 6 juin, de leurs droits de vote et d'électorales. (« Ibid. », 28 mai.)

URSS

— Un troisième niveau d'éducation théologique a été mis au point en Union soviétique d'après l'évêque-vicaire Makary du patriarcat de Moscou aux Etats-Unis. Jusqu'à présent, l'éducation théologique donnée aux candidats à la prêtrise était de deux niveaux : le « petit séminaire » et l'instruction supérieure, dispensée dans les deux Académies de Leninograd et de Zagorsk (auprès de la Laure de la Trinité Saint-Serge), cette dernière étant considérée comme l'Académie théologique de Moscou. Deux « petits séminaires » sont annexés aux deux Académies en question et un troisième séminaire fonctionne à Odessa. Pour le troisième niveau, il s'agit d'une Académie post-universitaire qui permettra des études très poussées en théologie liturgique, patristique, homilétique, etc. Les candidats à ce grade doivent avoir préalablement parfait leurs études aux niveaux inférieurs. A ce moment même, environ mille jeunes gens sont inscrits aux séminaires et aux Académies de l'Union soviétique, et chaque place dans les

séminaires est brigüée par trois ou quatre candidats. Cela veut dire qu'il y aurait trois à quatre mille jeunes gens désireux d'étudier pour le sacerdoce. Aujourd'hui, les trois écoles théologiques sont archicomblées. (« Episkepsis », 25 mai.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Felixberto Comacho Flores évêque de Agana, Guam, îles Mariannes, Océanie. (« OR », 16 mai.) — L'abbé Raphaël Lubaki coadjuteur avec droit de succession de l'évêque de Matadi, République démocratique du Congo. (« Ibid. ») — Mgr John Hubert Macey Rodgers (évêque de Tonga) administrateur apostolique « sede vacante » de Rarotonga, Océanie. (« Ibid. ») — Mgr Adolfo Suarez Rivera évêque de Tepic, Mexique. (« OR », 20 mai.) — Le P. Aldo Gerna, FSCJ, évêque de Sao Mateus, Brésil. (« OR », 24-25 mai.) — Le P. Valentino da Collogno Lazzeri, OFM Cap., prélat de Sao José do Grajaú, Brésil (« Ibid. ») — Don Antonio Sarto, Salésien, coadjuteur avec droit de succession de Mgr le prélat de Porto Velho, Brésil. (« Ibid. ») — Le P. abbé D. Martino Matronola, OSB, administrateur apostolique de l'abbaye du mont Cassin. (« OR », 30 mai.) — Mgr Francis Ekka (évêque de Jalpaiguri) évêque de Raigarh-Ambikapur, Inde, et l'abbé James Toppo évêque de Jalpaiguri. (« Ibid. »)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Hendrik Joseph Cornelius Maria De Cocq, évêque de Rarotonga (îles de Cook, Océanie), sur sa demande. (« OR », 16 mai.) — De Mgr Federico Kaiser, prélat de Caraveli (Pérou), pour raison de santé. (« OR », 26 mai.)

DECES

— Du cardinal Gregorio Pietro Agagianian, préfet de la S. congrégation pour l'Évangélisation des peuples, à Rome, le 16 mai. (« OR », 17-18 mai ; biogr. voir DC 1946, col. 183.) — De Mgr Francisco Rendeiro, OP, évêque de Coïmbre, Portugal. (« OR », 20 mai.) — De Mgr Casimiro Morcillo Gonzales, archevêque de Madrid, le 30 mai. (« OR », 31 mai-1^{er} juin.) — De Mgr Ab-

dullah Rahal, archevêque syro-catholique de Damas. (« Ibid. »)

SAINT-SIÈGE

— Le Saint-Père a nommé prononce apostolique au Cameroun et au Gabon Mgr Jean Jadot. (« OR », 16 mai.)

— Le Saint-Père a reçu Mgr Joseph Matulaitis-Labukas, administrateur apostolique de Kaunas (Lituanie), avec son auxiliaire Mgr Romuald Kriksciunas et Mgr Louis Povilonis, auxiliaire de Telsiai. (« OR », 24-25 mai.) Un quatrième évêque n'a pu entreprendre le voyage pour raison de santé (Mgr Pletkus, de Telsiai, 77 ans). Tous ces évêques ont été nommés par Paul VI entre 1965 et 1969. Leur voyage groupé est un signe tangible d'un progrès dans les relations entre le Saint-Siège et l'URSS. Mgr Matulaitis-Labukas a 78 ans, Mgr Kriksciunas, 42 ans, Mgr Povilonis, 62 ans. La Lituanie comprend encore les diocèses de Kaisiavorys et de Panevezis, ainsi qu'une partie de l'archevêché de Vilna (l'autre partie se trouvant en Pologne). A ces diocèses appartiennent deux évêques nommés par Pie XII en 1955 et 1957. Mais le second n'a jamais été reconnu par les autorités soviétiques, tandis que le premier est empêché de remplir sa charge et est relégué dans une paroisse rurale depuis 1961. D'après les données contenues dans l'annuaire pontifical de 1971, l'ensemble des diocèses lituaniens comptent 722 prêtres (contre 2 000 avant la guerre) et 26 séminaristes autorisés à suivre les cours du séminaire établi dans la capitale.

— L'édition en anglais moderne de la Bible constitue un best-seller aux Etats-Unis : on a vendu en effet 25 millions d'exemplaires en cinq ans du livre qui s'intitule « Good News for Modern Man », (Bonnes Nouvelles pour l'homme d'aujourd'hui). Quant au total des exemplaires de la Bible distribués en 1970, il avoisine les 100 millions, avec une augmentation de 23 millions sur 1969. (« OR », 26 mai.)

— Le Saint-Père a adressé un télégramme de félicitations à l'explorateur italien Guido Monzino, qui, à soixante-douze ans de distance, a répété l'exploit de l'Américain Peary en atteignant le pôle Nord le 19 mai dernier, et lui a exprimé sa satisfaction et sa reconnaissance pour y avoir érigé une croix, dédiée à la mémoire des explorateurs italiens et étrangers morts dans l'Arctique. (« OR », 27 mai.)

L'Eglise dans le monde

L'ASSEMBLEE PLENIERE DES EVEQUES DE FRANCE

Les évêques de France se sont réunis en Assemblée plénière à Paris du 1^{er} au 3 juin. Voici le compte rendu de la conférence de presse donnée le 3 juin par M. l'abbé FIHEY, nouveau directeur du Secrétariat national de l'opinion publique (1) tel qu'il a été publié dans le bulletin de son Secrétariat (SNOP), le 9 juin :

1. En ouvrant cette Assemblée, le cardinal MARTY l'a présentée comme une Assemblée d'abord centrée sur la préparation du Synode des évêques de 1971, mais qui ne représente qu'une étape de cette préparation : les évêques étaient donc invités tout à la fois :

— A se mettre dans un esprit de service de l'Eglise universelle ;

— A respecter les réflexions et les recherches encore en cours des prêtres et des laïcs ;

— A dépasser le cadre strict des documents préparatoires au Synode : ceux-ci n'ont pour but que de permettre une discussion, de la susciter ; le Synode n'entend pas aboutir à des textes analogues à ceux d'un Concile, mais soumettre des propositions au Pape.

Aussi, semblait-il préférable, plutôt que de s'attacher à une analyse étroite des documents, de regarder les questions qui se posent aujourd'hui et les éléments de réponse que la vie des prêtres et des communautés chrétiennes apportent à ces questions.

Deux thèmes étaient à l'ordre du jour, dans cette perspective : le sacerdoce ministériel et la justice dans le monde.

Le sacerdoce ministériel

2. Le thème du sacerdoce ministériel a été introduit par des communications présentant un premier état des recherches faites par le Bureau d'études sur le célibat sacerdotal, recherches qui pouvaient contribuer à éclairer le débat et portaient sur les thèmes des ministères et du célibat dans le Nouveau Testament ainsi que sur l'histoire de l'obligation et de la pratique du célibat dans l'Eglise latine jusqu'à la période moderne.

Les évêques ont travaillé en quatre séries de carrefours correspondant à quatre angles d'approche et ont dégagé quelques éléments de réflexion :

— *Les ministères dans l'Eglise* : Nous sommes dans une problématique prêtres-laïcs, mais la vie de l'Eglise amène les laïcs à prendre des responsabilités qui pourraient être reconnues comme des ministères dans l'Eglise. Comment faire face à l'émiettement possible d'un presbyterium si l'on avance dans la voie d'une diversification des ministères et des formes d'exercice du ministère sacerdotal ? Peut-on apporter une réponse

à ces questions sans être attentif en même temps à la présence de l'Eglise dans le monde ? Finalement, les deux thèmes du Synode semblent solidaires.

— *Partage de la vie des hommes par le travail professionnel* : Comment faire bénéficier le Synode de la richesse de l'expérience vécue par les prêtres-ouvriers ? Comment opérer un discernement parmi toutes les motivations qui poussent aujourd'hui des prêtres à s'engager dans un travail professionnel ? Comment saisir les appels de l'Esprit dans toutes ces aspirations ?

— *Prêtre et politique* : Les formes de participation des prêtres à la vie politique sont très variées : on oublie trop souvent d'ailleurs que le prêtre, comme tel, est inséré dans une société et qu'il y a là une manière de participation à la vie politique. L'engagement politique du prêtre peut-il se concevoir sans tenir compte du signe d'unité qu'il représente dans la communauté à laquelle il est envoyé ? Sa première tâche n'est-elle pas d'éveiller les chrétiens à leurs responsabilités politiques ?

— *Célibat* : Cette question a pris de l'importance dans le contexte culturel actuel et au cœur d'une évolution de l'Eglise. Elle est liée à de nombreuses interrogations, par exemple quelles conséquences entraînerait, au plan du signe donné par l'Eglise et le sacerdoce, une modification de la législation actuelle sur le célibat sacerdotal.

Justice dans le monde

3. Le thème « *Justice dans le monde* » a donné lieu à un échange qui représentait une manière de réflexion sur le document préparatoire au Synode. Retenons-en les points essentiels :

— *Définition du thème* : faut-il traiter de la justice internationale ou de la justice au sein de chaque nation (et encore nations et peuples ne se recouvrent pas toujours exactement) ?

Il faudrait surtout présenter le visage d'une Eglise qui partage les recherches et les inquiétudes des hommes, qui s'interroge sur elle-même.

— *Modé d'approche et d'analyse* : partir d'analyses assez précises portant sur quelques points — on a souligné particulièrement la question des migrants et des jeunes — et remonter jusqu'aux causes et aux systèmes économiques ou politiques. Encore faut-il savoir qu'une analyse scientifique se passe rarement de présupposés implicites.

L'essentiel est tout de même de dépasser le niveau de l'analyse pour en arriver à un discernement, à révéler le sens des recherches des hommes, à manifester que l'Eglise se veut là témoin, sacrement de Jésus-Christ.

— *Pistes d'action* : on peut penser de préférence à une interpellation et à une sensibilisation des communautés chrétiennes, à une action avec tous les chrétiens et incroyants, pour entrer dans un mouvement d'ensemble de l'humanité plutôt qu'à une action uniquement ecclésiale.

L'Eglise ne devra pas oublier, enfin, de vivre toujours davantage le souci de la justice en son propre sein.

(1) Cf. DC 1971, n° 1588, p. 593.

L'enseignement supérieur catholique

4. Un dernier dossier ■ été étudié et a donné lieu à des décisions : *l'enseignement supérieur catholique*.

Des orientations essentielles ont été proposées et approuvées par l'Assemblée : priorité à l'enseignement de la foi, intérêt de cette forme de pluridisciplinarité que représentent les Instituts catholiques, souci de ne pas se présenter comme un enseignement concurrentiel.

Une décision opérationnelle a été prise : création d'un Conseil provisoire de l'enseignement supérieur catholique, présidé par un évêque (Mgr Lallier ■ été élu à cette charge) (1) et comprenant les cinq recteurs, un représentant des Fédérations d'écoles associées, le secrétaire général de l'enseignement catholique ainsi que des représentants des Facultés canoniques (théologie et droit canonique).

Ce Conseil devra étudier les solutions d'avenir à partir d'une analyse sérieuse de la situation actuelle, définir les grandes lignes de la politique commune et veiller à ce que les orientations essentielles présentées plus haut soient mises en œuvre.

La consultation sur la « Loi fondamentale »

5. L'Assemblée a enfin décidé que les évêques de France donneraient une réponse collective à la consultation entreprise par Rome sur la *Lex fundamentalis Ecclesiae*, chaque évêque gardant par ailleurs la liberté d'envoyer une réponse personnelle.

(Les sous-titres sont de notre rédaction.)

(1) Mgr LALLIER écrit dans le bulletin de son diocèse (« Eglise de Besançon », 13 juin 1971, p. 236) :

Avant d'accepter cette nouvelle charge, je me suis permis de poser une condition : celle que je sois libéré des autres obligations qui m'incombaient en tant que président de la Commission épiscopale du monde scolaire et universitaire. Un vice-président sera désigné qui me permettra de ne pas négliger mon premier devoir : le service de notre diocèse. (NDLR.)

LES ORIENTATIONS MISSIONNAIRES

DE L'EGLISE DE FRANCE

D'APRES DES PLUS RECENTES

ASSEMBLEES DE L'EPISCOPAT

Le texte ci-après, publié par le bulletin du Secrétariat de l'épiscopat français (SNOP, 5 mai 1971) reprend les grandes lignes de l'exposé fait par M. le chanoine Joseph RABINE, attaché au Secrétariat général de l'épiscopat français pour les questions pastorales, devant les directeurs diocésains de l'enseignement catholique, réunis à Lourdes du 26 au 29 avril 1971.

I. — La dynamique des Assemblées plénières depuis dix ans

Les Assemblées plénières (AP) sont tributaires de la conjoncture de la société et de l'Eglise. *Evolution de la société française* d'abord : urbanisation, mutations professionnelles et sociales, sécularisation croissante, nouvelles classes dirigeantes, nouveaux pauvres (paysans, migrants, inadaptés), évolution des idées, des courants

d'opinion : événements de mai 1968 avec leur retentissement, contestation, désir de participation, renversement des critères d'évaluation, etc.

En même temps, *évolution de l'Eglise* dans le monde de ce temps, en particulier Concile Vatican II et ses répercussions : ecclésiologie mettant l'accent sur le peuple de Dieu, respect de la liberté des consciences, œcuménisme et ouverture aux autres religions, stimulation de créativité et des initiatives, mise en œuvre effective de la collégialité et du rôle des Conférences épiscopales... Sans oublier les efforts et les fruits de la présence des chrétiens au monde dans une perspective apostolique dont l'Action catholique a été comme « le fer de lance ».

Que de chemin parcouru de l'AP d'avril 1960 à la session pastorale des évêques en octobre 1970 ! L'AP d'avril 1960 a fait date dans l'histoire de l'Eglise en France. Elle donnait une vigoureuse impulsion missionnaire dans le contexte de l'époque. C'était une prise de conscience des évêques privilégiant des critères d'évaluation saisis surtout à travers les statistiques de pratique religieuse et demeurant dans une dialectique et un vocabulaire « christianisation-déchristianisation ».

Dix ans après, la session pastorale des évêques en 1970 bénéficiait de la participation active de prêtres, religieuses, religieux et laïcs. Ses critères d'estimation se multipliaient à travers tout un faisceau d'attitudes, de comportements, de réflexions ressaisis collectivement selon les divers « mondes » ou « milieux ». Quant à la visée missionnaire, elle se situait résolument à l'intérieur de ces réalités humaines envisagées comme le lieu du cheminement de la foi et de la croissance de l'Eglise.

II. — Les orientations

Un fil d'Ariane court en effet à travers ces dix années d'AP : la préoccupation missionnaire. C'est d'abord la déclaration solennelle d'avril 1960. « Toute l'Eglise est missionnaire ». En 1967, ce sont les trois « pôles de priorité : pauvreté, développement, incroyance » ; et le soutien explicite accordé aux « formes d'apostolat du type Action catholique » : enfin, l'appel aux différentes catégories prêtres, religieux et religieuses, laïcs. En 1968, un sérieux approfondissement doctrinal en fonction de la situation missionnaire française du moment, avec les rapports de NN. SS. MATAGRIN, PAILLER et SCHMITT. En 1969, pour la première fois et à deux reprises, une réflexion menée avec les prêtres sur leur vie et leur ministère polarisés par le souci de rendre l'Eglise plus présente et plus parlante aux hommes d'aujourd'hui. Enfin, la session de 1970.

Cette volonté missionnaire se traduit par la mise en place ou un renouvellement des structures : rôle missionnaire de l'épiscopat se donnant peu à peu les moyens de réaliser ce qu'il ambitionne (bureau de pastorale missionnaire émanant du Conseil permanent), équipe nationale évêques-prêtres ; conseils presbytéraux et de laïcs, restructuration des secteurs pastoraux selon la récente perspective des « unités pastorales nouvelles », instances régionales de tous ordres, etc. Développement de la Mission ouvrière, sans parler des multiples Congrès où de plus en plus se retrouvent côte à côte évêques, prêtres, religieux, religieuses et laïcs.

Restent posées bien des questions car le pastoral appelle l'éclairage, le soutien et le discernement du doctrinal. A mesure que l'on promeut une attitude missionnaire, on voit se poser des interrogations radicales : qu'est-ce qu'annoncer Jésus-Christ aujourd'hui ? Qu'entend-on par cheminement de la foi et croissance de l'Eglise ? Sans évoquer les problèmes qui surgissent d'une façon inédite autour de « foi et culture », « foi

et politique », pour ne retenir que deux expressions plus fréquentes parmi tant d'autres.

C'est le *temps des expériences*, dont les récents Colloques de l'enseignement catholique et des vocations, ou encore les états généraux de l'enseignement public sont les plus récentes illustrations au plan national. C'est aussi le *temps de la patience* devant les freinages, les lourdeurs des « appareils » évoquant une société bloquée, l'apathie de trop nombreux chrétiens, les fantaisies déviantes et farfelues marquées trop souvent au coin d'un néo-cléricalisme vivace !... Ce sera donc aussi le *temps du discernement* de la part des évêques. « Cheminer avec » pour « éprouver les charismes, affermir les frères dans la foi » et les ouvrir à la charité du Christ et des autres.

III. — Deux questions majeures pour l'épiscopat dans les années à venir

Renouvellement et continuité... Pluralisme et unité... ces quatre mots répartis autour de deux axes se croisent et sont en interdépendance. Ils sont au cœur des préoccupations épiscopales du moment. Evoquant l'Eglise dans son cheminement terrestre, NEWMAN disait : « Ici-bas, vivre, c'est changer et, pour être parfait, il faut avoir changé souvent. » Et le P. MANARANCHE, parlant des divergences qui peuvent être signe de vitalité : « L'on peut dire que l'amour de Jésus-Christ est la santé de nos relations en Eglise. »

Donner une impulsion missionnaire, la fonder en doctrine, certes, il s'agit là d'une tâche sans cesse reprise et à reprendre par l'épiscopat, mais aussi, mais d'abord, accompagner les chrétiens à la source de la santé de l'Eglise : l'amour de Jésus-Christ.

LE SYNODE DE L'EGLISE ORTHODOXE RUSSE

(Zagorsk, 30 mai - 3 juin 1971) (*)

C'est la deuxième fois depuis la guerre mondiale que le Synode local de l'Eglise orthodoxe russe s'est réuni, du 30 mai au 3 juin 1971, à Zagorsk, près de Moscou. Dans les deux cas, il s'est réuni pour élire un nouveau patriarche. En 1945 fut élu à l'unanimité le patriarche Alexis.

Au Synode de la semaine dernière ont participé 236 membres ainsi que 74 observateurs orthodoxes, catholiques romains et protestants, soit 310 personnes en tout. Par conséquent, ce Synode se présente beaucoup plus nombreux par rapport à celui de 1945, auquel ont assisté 204 personnes, 175 membres et 29 observateurs.

L'élection du nouveau patriarche

Le nouveau patriarche Pimen, précédemment métropolitain de Kroutitsa et Kolomna, et locum tenens du trône patriarcal, a été élu à l'unanimité (1). La procé-

(*) Nous reproduisons le compte rendu donné par *Episkepsis*, bulletin bimensuel d'information publié par le Centre orthodoxe du Patriarcat œcuménique, 8 juin 1971.

On lira avec intérêt, à ce sujet, les articles du P. WENGER sur « les actes du Concile orthodoxe de Moscou » dans la *Croix* des 25 et 26 juin 1971.

(1) Le Saint-Père a adressé le télégramme suivant au nouveau Patriarche :

De tout cœur nous assurons Votre Sainteté de notre prière à ses intentions au moment où elle est appelée à

diriger le Patriarcat de Moscou. En lui exprimant nos félicitations nous tenons à lui dire qu'elle trouvera toujours en nous un frère désireux de collaborer à tout ce qui peut promouvoir l'unité entre Eglise catholique et Eglise orthodoxe et entre tous les chrétiens. Avec notre profonde charité dans le Seigneur. PAULUS PP VI. (« OR », 5 juin.)

dure d'élection, utilisée au Synode de 1945, a été adoptée cette fois-ci encore. C'est-à-dire que chaque évêque, à commencer par le plus jeune, proclamait le choix de son diocèse à haute voix.

Tout ce qu'on connaît sur la personne du nouveau patriarche est dû, en particulier, à sa biographie développée, écrite par le métropolitain Alexis de Tallin et publiée au *Journal du patriarcat de Moscou* (février 1971). Le patriarche Pimen, Serge Izvekov dans le monde, est né le 23 juillet 1910 à Bogorods, aujourd'hui Noginks, d'une famille de fonctionnaires. A l'âge de 17 ans il a prononcé ses vœux monastiques. C'était une époque extrêmement difficile pour la vie de l'Eglise en URSS. Trois ans plus tard, en 1930, Pimen est ordonné prêtre et remplit diverses charges pastorales, notamment comme chantre et directeur de chœurs d'église. La biographie ne nous apprend rien sur les années de guerre de Mgr Pimen. Elle dit simplement qu'il y servit l'Eglise et la patrie. Depuis 1946, il revient à la vie monastique, d'abord comme économe du monastère Ilinsky d'Odessa, puis il passe à la direction du monastère de Pskov et, en 1955, à celle du monastère de la Trinité Saint-Serge à Zagorsk. En 1957, il devint évêque-vicaire d'Odessa, puis de Moscou. Dès lors, il franchit rapidement les divers degrés de la carrière ecclésiastique : métropolitain de Leningrad en mai 1961, membre permanent du Saint-Synode, métropolitain de Kroutitsa et Kolomna en 1963, et, à ce titre, le plus proche collaborateur du patriarche Alexis.

Les qualités que l'auteur de la notice biographique souligne chez le nouveau patriarche sont un sens de l'organisation (il a bien réglé différentes affaires et mis fin à certains désordres — l'auteur ne précise pas lesquels — à Lugansk, Smolensk et Kostroma), ses talents de chantre et d'orateur, son dévouement à la cause de la paix, l'intérêt qu'il porte aux études ecclésiastiques, à la formation du clergé et à la pureté de la liturgie.

Diverses décisions du Synode

On sait que « le pouvoir suprême dans l'Eglise orthodoxe russe appartient au Synode local, qui se réunit périodiquement, auquel participent les évêques, des prêtres et des laïcs ». La « périodicité » du Synode local n'est pas connue. Depuis 1945, il s'est réuni la semaine dernière pour une nouvelle fois. Au cours de ces vingt-six ans, l'Eglise orthodoxe russe était gouvernée par le Saint-Synode permanent. Celui-ci, présidé par le patriarche, est composé de huit membres, dont cinq sont permanents et trois proviennent des autres membres de l'épiscopat et y participent, à tour de rôle, pour une période de six mois. C'est ainsi que le Synode local de la semaine dernière a dû approuver l'activité du Synode permanent depuis 1945.

Sur les sujets suivants, la décision du Synode local a été rendue publique.

a) Sur la proposition du métropolitain Nikodim de Leningrad, le Synode a accepté de lever l'anathème sur les « vieux-croyants », anathème imposé par les Synodes de Moscou de 1656 et 1667. Il s'agit d'un schisme au sein de l'Eglise russe créé par la réaction d'une partie des fidèles conservateurs contre les réformes que le patriarche Nikon avait entreprises au XVII^e siècle. Bien

diriger le Patriarcat de Moscou. En lui exprimant nos félicitations nous tenons à lui dire qu'elle trouvera toujours en nous un frère désireux de collaborer à tout ce qui peut promouvoir l'unité entre Eglise catholique et Eglise orthodoxe et entre tous les chrétiens. Avec notre profonde charité dans le Seigneur. PAULUS PP VI. (« OR », 5 juin.)

que le patriarcat de Moscou, en décembre 1969, décidât d'accepter aux sacrements les « vieux-croyants » dans des cas spéciaux, rien ne laissait prévoir la levée de l'anathème. Il est trop tôt pour pouvoir prédire quelle sera la réaction des « vieux-croyants » envers cette décision.

b) Le Synode local a approuvé les décisions du patriarcat de Moscou concernant l'octroi d'autocéphalie à l'Eglise orthodoxe de Pologne (1948), de Tchécoslovaquie (1951) et à la métropole russe d'Amérique (1970), ainsi que l'octroi d'autonomie à l'Eglise russe au Japon (1970).

c) Le Synode recommande aux organismes supérieurs de l'Eglise orthodoxe russe de poursuivre leurs efforts afin de réintégrer les fidèles qui en furent détachés par le « schisme de Karlovtsi » (il s'agit des émigrés russes qui depuis cinquante ans ne veulent pas se soumettre à la juridiction du patriarcat de Moscou) et par « l'Eglise orthodoxe autocéphale ukrainienne à l'étranger ».

d) Le Synode a approuvé l'annulation de l'union avec Rome que les Ruthènes de Pologne avaient conclue en 1595 à Brest-Litovsk et l'annulation de celle que les Ruthènes de Subcarpathie avaient conclue avec Rome à Oujdorg en 1646. C'est ainsi que les Eglises uniates de ces régions ont été créées. L'annulation de ces unions avec Rome a été décidée par le patriarcat de Moscou en mars 1946 et en août 1949 respectivement. Selon la version catholique romaine, par les annulations du patriarcat de Moscou, 3 500 000 catholiques orientaux (uniates) ont été incorporés « de force » à l'Eglise orthodoxe russe (2).

Cette dernière décision du Synode risque d'avoir des répercussions sur les rapports œcuméniques de l'Eglise russe. Le journal *la Croix* a déjà écrit le commentaire suivant : « En qualifiant ces annulations « d'événement historique », alors qu'elles constituent un contentieux non résolu entre le Saint-Siège et le patriarcat russe, le Concile à Zagorsk a adopté une attitude probablement dictée par des considérations politiques, mais où la liberté de conscience, la justice, ne trouvent guère leur compte, l'œcuménisme encore moins, malgré la présence du cardinal Willebrands. La persécution violente subie par les catholiques orientaux ukrainiens, et dont le cardinal Slipyi est le vivant rappel, demeure un fait. »

Le patriarcat œcuménique a été représenté aux festivités à l'occasion de l'élection et de l'intronisation du nouveau patriarche de Moscou par les métropolitains Iakovos d'Allemagne et Damaskinos de Tranoupolis.

(2) Nous rappelons l'encyclique *Orientales omnes*, de Pie XII (DC 1946, n° 962, col. 289-311, NDLR).

L'ATTITUDE DE L'EGLISE RUSSE DEVANT UN REGIME ATHEE

La question suivante a été posée à Mgr Antoine Bloom, métropolitain de Souroge, exarque du patriarcat de Moscou pour l'Europe occidentale (résidant à Londres), au cours d'une causerie donnée au centre de Lumen vitae de Bruxelles le 20 novembre 1970 : « Monseigneur,

comment l'Eglise russe conçoit-elle son rôle vis-à-vis de l'athéisme et de l'incroyance, face surtout à un régime officiellement athée ? » Voici sa réponse :

Ce que je viens de vous dire de la souffrance, du rôle du martyr, du rôle de celui qui semble être un vaincu, alors que c'est sa défaite même qui lui donne tout pouvoir de pardon et de participation à l'œuvre de rédemption, est au cœur de l'expérience de l'Eglise russe depuis cinquante ans. C'est une prise de conscience qui s'est fait jour peu à peu. Si j'avais le temps, je pourrais vous donner des exemples concrets de cette pensée orthodoxe russe. Si vous pensez non plus aux personnes mais à l'œuvre, à la communauté ecclésiale, je vous citerai simplement une phrase du patriarche Alexis. Il y a une douzaine d'années, un évêque anglican lui demandait pourquoi l'Eglise russe ne luttait pas avec plus d'ardeur et plus de courage pour obtenir des droits civiques, des droits légaux, des droits humains. Le patriarche lui a répondu : « L'Eglise n'est pas une agence de propagande, l'Eglise c'est le Corps du Christ crucifié pour le salut des pécheurs. C'est dans cette solidarité entre l'Eglise et ceux qui la persécutent, dans ce fait que l'Eglise prend en charge le persécuteur et meurt à cause de lui, mais pour lui et pas contre lui, que l'Eglise russe voit son rôle dans la persécution et a la certitude de sa victoire. Même si elle est amenuisée, même si elle semble détruite, son pouvoir de salut du monde n'est pas amoindri. » Je crois que cela est vrai également sur le plan collectif.

Maintenant, si vous me dites : est-ce que c'est vraiment ce que ressent chacun des orthodoxes russes de Russie ? Je vous répondrai évidemment « non » ; pas plus qu'en Occident. Les Eglises ne sont pas faites de saints qui ont un cœur si vaste et si grand qu'ils sont prêts à tout souffrir pour le salut des autres. Bien sûr il y a dans l'Eglise russe toutes les faiblesses humaines, toute la recherche humaine, toutes les insuffisances et les incompréhensions humaines ! Mais si vous me posiez la question de l'Eglise en tant que telle, eh bien, c'est cela, je crois, qu'est l'esprit de l'Eglise en ce moment par rapport au rôle de notre Eglise.

Il y a un fait chez nous qui rend la chose en un sens plus facile qu'il ne semblerait. En Occident, la foi et l'incroyance correspondent plus ou moins à des groupes sociaux. Il y a une bourgeoisie plus ou moins pratiquante pour ne pas dire croyante, il y a un sous-prolétariat au point de vue du contact avec Dieu, et puis quelques intermédiaires. En Russie, la situation est différente ; une situation où il y a un tel mélange que vous trouvez tous les types humains dans toutes les situations. La division entre le croyant et l'incroyant ne sépare pas deux classes ; elle passe, comme l'Evangile nous l'a annoncé, au travers des familles : « deux contre trois — trois contre deux ». Seulement, dans cette situation de division des familles (et de toute évidence il y a des familles qui ont conservé leur unité soit dans l'amour, soit dans la foi) les membres qui appartiennent à deux groupes différents ne peuvent pas en fin de compte se haïr de la haine des classes : une mère peut souffrir de l'athéisme de son fils, elle ne peut pas simplement le rejeter ou le maudire ; un fils athée peut lutter contre l'idéologie qui rend sa mère « prisonnière », il ne la rejette pas absolument. Voici un exemple concret : l'un des hommes qui s'occupent, du côté de l'Etat, des affaires de l'Eglise, un athée de ma génération, convaincu, honnête, que je respecte, me disait que sa mère était sainte en toute croyance. Supposez que ce soit lui qui doive décider d'une persécution, de l'anéantissement des croyants, croyez-vous qu'il signera facilement un décret de per-

sécution ? A l'intérieur des familles, il en est de même. Quand je vais à l'église en Russie, je me suis fait une règle de bénir individuellement tous ceux qui y sont. Ça peut vouloir dire une heure et demie, deux heures, trois heures de bénédiction. Mais pour un instant vous êtes face à face avec une seule personne — personne d'autre n'existe — vous vous regardez dans les yeux, — vous êtes vus. A cet instant, très souvent, des gens me donnent un petit morceau de papier avec des noms écrits, ou bien me disent « priez pour tel et tel » et souvent un nom est accompagné de la mention « qui se trouve dans l'erreur » ; cela veut dire qu'il est athée. Ainsi les deux Russies, qui s'opposent sur un certain plan, restent unies sur un autre ; et c'est cela qui fait le grand problème de la souffrance et d'une souffrance qui peut être rédemptrice — d'une souffrance qui n'est pas celle qui s'adresse à un prochain lointain, — celui dont on se fiche, — mais qui s'adresse à mon enfant, à ma mère, à ma sœur, à ma fille, à ma femme, à mon cousin, à ma fiancée, à mon fiancé, à mon mari et ainsi de suite. C'est cela qui fait que le monde des croyants peut porter sur ses épaules — peut porter dans la souffrance de l'intercession — le monde des incroyants, sans se dégager. C'est cela qui explique — pas uniquement — la faiblesse humaine et quantité d'autres choses. Cela explique aussi le refus de l'Eglise, en tant qu'Eglise, de ■ dissocier complètement d'une société à laquelle elle appartient. Cependant, je le répète, il n'y a pas que des raisons simples, il y a des raisons de compromis, il y a des raisons de faiblesse, il y a la peur, il y a la force, il y a mille choses encore, mais il y a aussi cette volonté déterminée (qui vient d'une vision particulière des choses) de rester patient et grand dans un monde qui vous rejeterait s'il le pouvait, et qui est l'os de mes os, la chair de ma chair. Ceci est important pour comprendre les cheminements de l'Eglise russe et les étranges relations d'amour et de haine qui unissent les camps opposés — je ne parle pas de camps politiques, — je parle des deux camps spirituels : celui de Dieu et celui de l'antéchrist.

UN PRETRE LITUANIEN CONDAMNE POUR AVOIR ENSEIGNE LE CATECHISME

Le P. Antanas SESKEVICIUS, S.J., curé de Dubingiai (Lituanie) a été inculpé et condamné à un an de prison, le 27 juillet 1970, par le tribunal de Moletai pour avoir enseigné le catéchisme aux enfants de sa paroisse en fin juin et début juillet 1970. Voici la conclusion du plaidoyer qu'a prononcé pour sa défense le P. Seskevicius, plaidoyer qui a été joint au « dossier pénal n° 5817 de l'inculpé Antanas Seskevicius, né en 1914 » () :*

[...] Je tire la conclusion de tout ce qui vient d'être dit :

1. J'ai en tant que prêtre, le rigoureux devoir de

(*) Texte communiqué en avril 1971 par la Mission catholique lituanienne en France, 178, rue de Belleville, Paris-20°.

Nous rappelons la déclaration de quarante prêtres catholiques lituaniens sur la situation difficile faite ■

conscience d'enseigner les choses de la religion à tous les croyants, aussi bien aux adultes qu'aux enfants.

2. Le libre accomplissement de ce devoir est assuré par la constitution soviétique, par les lois soviétiques et par les engagements internationaux.

3. Donc, je n'ai enfreint en quoi que ce soit les lois soviétiques, même quand j'ai enseigné pleinement la religion. Mais je n'en suis pas moins jugé, et non pour quelque infraction, mais pour avoir accompli, et même pas entièrement, mon devoir de prêtre.

Les dépositions des témoins confirment que je n'ai pas organisé d'activités d'instruction religieuse et que je n'ai pas enseigné systématiquement :

1. Pas un seul témoin n'a dit que je réunissais les enfants dans l'Eglise de Dubingiai, comme j'en suis accusé dans l'acte d'accusation. Tous disent qu'ils sont venus d'eux-mêmes.

2. Je n'ai pas enseigné systématiquement, comme il ressort des dépositions des témoins... (ici sont cités des noms de témoins). Il ressort des dépositions de tous les témoins qu'il n'y avait réellement pas d'enseignement systématique, mais seulement une vérification des connaissances en expliquant brièvement aux enfants, séparément, ce qu'ils ne comprenaient pas, même si d'autres entendaient. Les instructions de l'évêché le permettent en effet clairement : « S'il y a quelque chose que les enfants ne comprennent pas convenablement, le prêtre peut donner des explications à celui qui ne comprend pas. » Il n'est pas dit qu'il doit donner ses explications à voix basse, dans l'oreille. Ce serait caricatural. Il est évident pour un homme sensé que ces explications sont données en parlant à haute voix.

Il m'a été reproché de ne pas respecter les lois de l'Eglise et d'avoir par là encouru un procès ; on nous reproche de nous plaindre d'être persécutés, alors que c'est notre faute, parce que nous ne respectons pas les lois de l'Eglise.

Je réponds : la loi de l'Eglise, exprimée par les canons, est pour nous très nette : « Le devoir essentiel et formel du prêtre est d'enseigner le catéchisme aux enfants. » L'Eglise ordonne-t-elle au prêtre de s'asseoir dans le confessionnal, d'appeler un seul enfant à la fois et de lui parler à l'oreille pour que les autres n'entendent pas un mot ? La loi de l'Eglise veut que l'instruction soit donnée à tous ouvertement, et non à la dérobée et en tremblant.

S'il existe une mise en garde de l'évêché selon laquelle il est possible de ne donner des explications que séparément et dans le confessionnal, c'est seulement parce que la nécessité oblige à s'adapter aux circonstances qui, dans la pratique, interdisent aux prêtres d'accomplir leur devoir essentiel le plus strict : enseigner le catéchisme aux enfants. Bien que la constitution, les lois soviétiques et les conventions internationales accordent la liberté de conscience et de religion, dans la pratique

l'Eglise dans leur pays, publiée dans notre numéro d'août 1970, p. 742 et s.

Huit nouveaux prêtres ont été ordonnés en Lituanie en 1970, ce qui porte à 834 le nombre des membres du clergé dans le pays. Quatre évêques y exercent leur apostolat : Mgr ROMUALDAS KIRKSCJUNAS (41 ans), Mgr LIUDAS POVILONIS (60 ans), Mgr JOSEPH PLETKUS (74 ans) et Mgr JUOZEPAS MATULAITIS-LABUKAS (77 ans). Il y a actuellement un grand séminaire pour tout le pays, il accueille 30 étudiants. De 1944 à 1970, on y a enregistré 93 ordinations sacerdotales. (Kipa, 14 avril 1971.) — Paul VI a reçu trois évêques lituaniens le 24 mai dernier. (Supra, p. 644.)

Déclaration de l'épiscopat anglais

Au cours de leur réunion de la semaine de Pâques, les évêques d'Angleterre et du Pays de Galles ont étudié une recommandation de la Commission britannique « Justice et Paix » demandant « que soit étudiée la possibilité d'une déclaration publique sur les principes moraux qui devraient guider les consciences chrétiennes dans la question de la vente d'armes à l'Afrique du Sud ». En leur nom, le cardinal Heenan, archevêque de Westminster, président de la Conférence épiscopale, a adressé la lettre ci-après à Mgr Grant, président de la Commission britannique « Justice et Paix » (1) :

Votre Commission a demandé aux évêques d'étudier, au cours de leur réunion de la semaine de Pâques, la possibilité de faire une déclaration sur la question de la vente des armes à l'Afrique du Sud. Nous avons effectivement eu la possibilité de le faire.

La Commission a fait cette demande le 5 décembre 1970, quelques jours avant la publication par les évêques d'une longue déclaration sur les principes sous-jacents aux problèmes moraux (2). Les évêques ne pensent pas qu'il leur appartienne d'appliquer ces principes à des cas déterminés. Cela doit être laissé à l'appréciation de chaque citoyen responsable. Votre Commission trouvera dans ladite déclaration des directives explicites sur les relations raciales.

Vous savez que les évêques ont condamné toutes les sortes de discriminations raciales. Nous avons affirmé que la législation ségrégationniste, quelle que soit la couleur de la peau de ses auteurs, doit nécessairement conduire à l'injustice. Il en résulte clairement qu'une bonne partie de la législation du gouvernement actuel de l'Afrique du Sud doit vraisemblablement offenser les consciences chrétiennes.

L'aspect moral de la vente d'armes à l'Afrique du Sud a été étudié par la Conférence épiscopale en octobre 1970. Les évêques ont estimé que ce serait une erreur de condamner le gouvernement publiquement sans auparavant chercher à s'assurer que le projet de vente d'armes ne porterait en aucune manière atteinte aux intérêts des Noirs et des citoyens de couleur en Afrique du Sud. Il m'a alors été demandé de solliciter une entrevue avec le premier ministre. C'est ainsi que j'ai eu un long entretien avec M. Heath le 9 novembre 1970.

Les évêques ne s'estiment pas compétents pour juger les aspects militaires et politiques du projet de vente d'armes. Nous avons donné à nos prêtres et à nos fidèles les principes moraux qui doivent guider leur décision en conscience. Nous pensons que c'est aux citoyens qu'il appartient de soutenir ou non le gouvernement en s'inspirant des principes moraux que nous avons développés.

(1) *The Tablet*, 8 mai 1971. Traduction de la DC.

Cette déclaration a été critiquée par des groupes hostiles à la vente d'armes à l'Afrique du Sud, notamment le *Catholic Institute for International Relations*, et le *Committee Against Arms for Apartheid*, dont le président est catholique.

(2) Cf. DC 1971, no 1580, p. 184 et s. (NDLR).

Imprimerie « Bayard-Presse », 5, rue Bayard, Paris-8^e. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presse.

cette liberté de religion, en particulier pour ce qui est de l'instruction des enfants, est enfermée dans un sac et ficelée de façon à ne laisser passer que le nez pour qu'elle puisse encore respirer un peu. Un semblable comportement avilit les lois et donne à l'étranger l'occasion d'attaquer notre pays.

Si je n'étais pas dans un confessionnal, mais dans un endroit où l'on plaçait une chaise pour y entendre les confessions le jour de la fête patronale, c'est là une vétille dont on m'a dit à l'évêché qu'elle était insignifiante. Cela rappelle le quatuor de la fable de Krylov : un âne, un bouc et deux autres animaux voulurent donner un concert, mais n'y réussirent pas. On trouva la cause de l'échec : il fallait changer de place. C'est alors qu'un rossignol se moqua d'eux et dit : « Ce n'est pas la place qui est importante, c'est la voix qui est indispensable. » Donc, en l'occurrence, étant donné les lois existantes, ce qui importe n'est pas la place, mais de savoir si un enseignement systématique était organisé « en contrevenant aux règlements établis par les lois. » Ou bien fallait-il intenter un procès parce que le prêtre n'était pas assis, mais debout, parce qu'il n'était pas dans un confessionnal, mais près de l'autel, où il y a un confessionnal le jour de la fête ?

Assis ou debout : ce n'est qu'un règlement de l'évêché, adapté par nécessité aux circonstances, et ce n'est pas pour des règlements ecclésiastiques que je suis jugé, mais pour une prétendue infraction à des lois soviétiques.

C'est un honneur d'être jugé ici.

Je demande encore une fois qu'on me montre ces règlements auxquels fait allusion le Conseil suprême en appliquant la loi et l'article 143. Je le demande afin de savoir quels règlements j'ai enfreints et afin de pouvoir les observer à l'avenir, afin que les autres prêtres ne les enfreignent pas, car personne ne les connaît encore.

L'histoire prouve que la vérité l'emporte et l'injustice est vaincue.

Pilate, en condamnant injustement le Christ, a fait honte à la justice romaine. Bien qu'il se soit lavé les mains, il ne s'est pas lavé la conscience.

Hitler a exterminé des Juifs innocents, il a condamné et massacré 4 000 prêtres parce qu'ils accomplissaient leurs devoirs.

Aujourd'hui, les condamnés sont glorifiés et les meurtriers sont condamnés, anéantis, pour l'éternité. Autrefois, ils étaient grands... Ils ont massacré leurs compatriotes... Maintenant, ils font horreur au monde. La vérité a vaincu.

Messieurs les juges, l'histoire jugera aussi votre verdict. La vérité vaincra, car elle est éternelle, et celui qui marche avec la vérité vaincra. Je vous prie de juger avec prudence et objectivité, car vous devrez, vous aussi, rendre des comptes à la Vérité éternelle.

Il ne saurait être juste de juger un prêtre pour l'accomplissement de ses devoirs. Ce qui importe ici, ce n'est pas la peine : prison ou amende, ce qui importe, c'est la justice elle-même.

Etre condamné pour avoir accompli mes devoirs de prêtre n'est cependant pas pour moi une honte, mais un honneur : je me tiens aux côtés de la Vérité éternelle, qui dit : « Heureux ceux qui sont persécutés pour la justice, car le Royaume des Cieux est à eux. — Heureux êtes-vous si l'on vous persécute, si l'on vous calomnie de toutes manières à cause de moi. — Soyez dans la joie et l'allégresse, car votre récompense sera grande dans les cieux. » (Mt 5, 10-12).

Et saint Pierre disait : « Pâtir à cause d'un vol n'est pas un honneur, mais si nous souffrons pour la vérité, n'ayons pas honte. Il vaut mieux écouter Dieu que les hommes. »

BAYARD-PRESSE 5, rue Bayard, Paris-8^e - Tél. 225-73-05.
 France et Communauté : 1 an, 40 F. 6 mois, 21 F. Canada : 1 an,
 \$ 15. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)
 Canada. Autres pays : 1 an : 48 F ; 6 mois, 25 F.
PRIX DU NUMÉRO : de l'année : 2 F ; des années précédentes : 5 F.
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
 Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
 millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1589 - 4 JUILLET 1971

- 602 **Audiences générales** : L'Eucharistie (9 juin) ; le chrétien, homme de caractère (16 juin).
- 605 **Motu proprio sur les procès matrimoniaux** (28 mars).
- 607 **Allocution aux évêques d'Italie** (19 juin).
- 609 **Message au Festival international du livre** (30 mai).
- 611 **Allocution à la Conférence internationale des cadres** (12 juin).

ACTES DE S. S. PAUL VI

- 610 **Notification de la S. congrégation du Culte divin sur le Missel romain, la liturgie des Heures et le Calendrier.**

ACTES DU SAINT-SIÈGE

L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

- 612 **Œcuménisme 1970.** Rapport du cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens.
- 621 **Les tendances actuelles du mouvement œcuménique et le rôle du monachisme.** Conférence du cardinal Willebrands.
- 625 **La terminologie ecclésiologique de Vatican II et les ministères protestants.** Étude du P. Hamer, o.p., secrétaire du Secrétariat pour l'unité des chrétiens.
- 628 **La Conférence des Eglises européennes et l'Eglise catholique.**
- 629 **L'intercommunion.** Douze réponses du cardinal Hoeffner.

DOSSIER

- 633 **Après le départ des Pères Blancs du Mozambique.**
- 636 **L'Eglise et le socialisme.** Déclaration des évêques du Chili.
- 638 **Justice dans le monde.** Exposé du P. Cosmao, o.p., devant l'Assemblée plénière de l'épiscopat français.

QUESTIONS ACTUELLES

- 641 **Événements et informations** (16-31 mai).

ÉVÉNEMENTS

- 645 **L'Assemblée plénière des évêques de France ; les orientations missionnaires de l'Eglise de France, d'après les plus récentes Assemblées de l'épiscopat ; le Synode de l'Eglise orthodoxe russe ; l'attitude de l'Eglise russe devant un régime athée ; un prêtre lituanien condamné pour avoir enseigné le catéchisme ; la vente d'armes à l'Afrique du Sud (épiscopat anglais).**

L'ÉGLISE DANS LE MONDE

26.12.1971

NUMERO 1590

14

LA

53^e ANNÉE - T. LXVIII



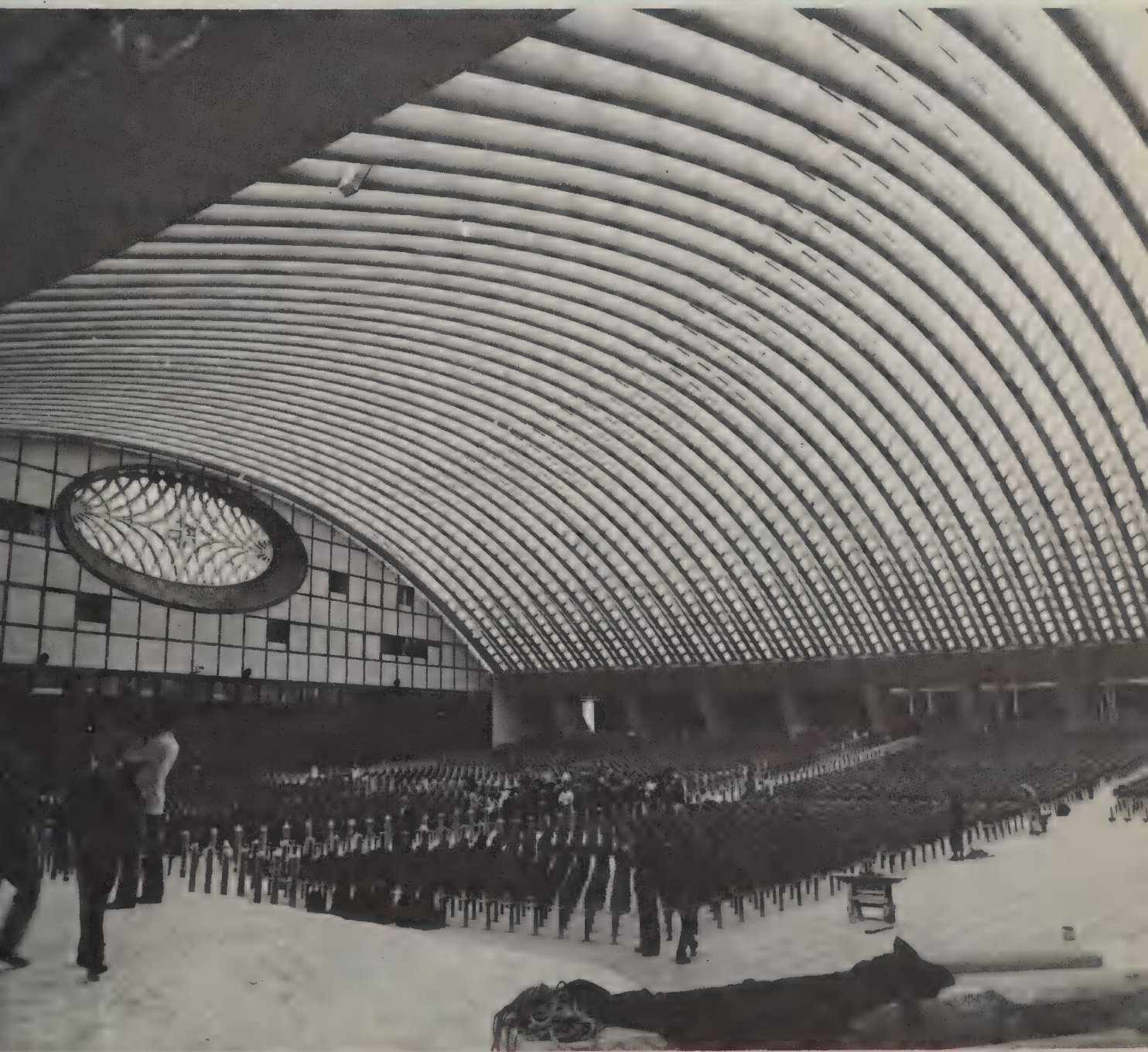
18 juillet 1971

Marygrave College Library

Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



la nouvelle salle d'audience du Saint Siège (Photo Giordani)

**Exhortation apostolique
sur la vie religieuse**

BIBLIOGRAPHIE

— *Le Procès Luther* (1517-1521), par DANIEL OLIVIER. — Un vol. 13,5 × 23,5 cm, de 220 pages. Editions Fayard, Paris.

En lisant ce livre on a l'impression de lire un roman, tellement le récit est vivement mené, les rebondissements bien ménagés. En réalité, il s'agit d'un travail historique rigoureux, puisé aux meilleures sources. On peut faire confiance à l'auteur, l'un des meilleurs spécialistes français des études luthériennes, traducteur de l'ouvrage magistral de Lortz, *la Réforme de Luther*. Et le sujet abordé est de toute première importance : dans quelles circonstances s'est produite la rupture entre le réformateur et l'Eglise catholique ? L'œcuménisme véritable a tout avantage à se dégager des clichés pour accéder à une approche honnête des documents. C'est ce que fait ce livre, et avec brio.

— *Les Sciences économiques dans l'enseignement supérieur catholique* ; Journées européennes des établissements de science économique et de gestion d'entreprises (Barcelone, 29-31 octobre 1969). — Un vol. 16 × 24 cm, de 64 pages, FLUC, 77 B, rue de Grenelle, Paris.

— SAINT THOMAS D'AQUIN : *Les Commandements*. Introduction, traduction et notes par un moine de Fontgombault (coll. « Docteur commun »). — Un vol. 12 × 18,5 cm, de 240 pages. Nouvelles Editions latines, Paris.

— *La Religion dans la conscience moderne*, par PETER BERGER (coll. « Religion et science de l'homme »). Traduit de l'américain par J. FEISTHAUER. — Un vol. 12,5 × 19,5 cm, 288 pages. Prix : 19,30 F. Editions du Centurion, Paris.

— *Jésus ou le Christ ?* par cardinal DANIELOU, D. FLUSER, C. GEFFRÉ, A. JAUBERT, M. LÉVY, P. PRIGENT, F. REFOULÉ (coll. « Foi vivante »). — Un vol. 10,5 × 18 cm, de 112 pages, Desclée De Brouwer, Paris.

— *Pourquoi se confesser ?* Sacrement de pénitence et Sacrement des malades, par HENRI RONDET (coll. « Doctrine pour le Peuple de Dieu »). — Un vol. 11,5 × 18,5 cm, de 174 pages. Prix : 12 F. Beauchesne éditeur, Paris.

— *Saint Anselme*. Un croyant cherche à comprendre, par J.-R. POUCHET (coll. « Chrétiens de tous les temps », n° 40). — Un vol. 11,5 × 17,5 cm, de 224 pages. Prix : 17,50 F. Les Editions du Cerf, Paris.

— *La Nouvelle Messe*, par L. SALLERON (coll. « Itinéraires »). Un vol. 14 × 23 cm, de 188 pages. Nouvelles Editions latines, Paris.

— ENSEIGNANTES RELIGIEUSES... dans la dynamique de l'éducation. Compte rendu du XX^e Congrès de juillet 1970 (numéro spécial de la revue), 288 pages. Prix : 15 F. Secrétariat national de l'URE. Paris.

— *L'Eglise suédoise*, son histoire et son organisation, par ROBERT MURRAY. — Un vol. 11 × 18,5 cm, de 116 pages. Prix : 12 F. Editions Verbum, Stockholm (Suède).

— *Là, c'est le baignet* par ANNICK CARITÉ (coll. « A pleine vie »). — Un vol. 12 × 18 cm, de 224 pages. Prix : 15 F. Les Editions Ouvrières, Paris. Préface de RAYMONDE FOUCHER.

— *Lire la Bible... Comment ?* par ALBERT HARI. — Un vol. in-8° carré de 184 pages. Prix : 13 F. Les Editions Ouvrières, Paris.

— *Le Christ sans Dieu ?* Sécularisation, Foi, Prière, par B. ROLLIN, OSB (coll. « Lumière des hommes »). — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 196 pages. Prix : 10 F. Les Editions Ouvrières, Paris.

— *Les Voies de la prière*, par THOMAS MERTON. Traduit de l'américain par C. TUNMER (coll. « Evangile du xx^e siècle »). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 148 pages. Prix : 15 F. Les Editions du Cerf, Paris.

— *Une seule mission*. Journées missionnaires nationales 8-9-10 mai 1970. (Numéro spécial de *Mission de l'Eglise*). — Un vol. 17,5 × 20 cm, de 126 pages. Prix : 6 F. Mission de l'Eglise, 9, rue Monsieur, Paris.

— *Introduction à une pédagogie démocratique*, par GEORGES LERBET (coll. « Paido-Guides »). — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 134 pages. Prix : 13,50 F. Editions du Centurion.

— *Le P. Paul Manna*, fondateur de l'Union missionnaire du clergé, par PAUL CATRICE. — Un vol. 15,5 × 21 cm, de 158 pages. Prix : 10 F. Editions P. Lethielleux Paris.

— *Fiancés déjà* (collectif). — Un vol. 10,5 × 18 cm, de 92 pages. Prix : 6,60 F. Editions Foyer Notre-Dame, Bruxelles (Belgique).

— *Vers l'intercommunion*, par MAX THURIAN, JERZYKLINGER, JOSEPH DE BACIOCCHI (coll. « Eglise en dialogue »). — Un vol. 11 × 18 cm, de 182 pages. Prix : 13 F. Maison Mame, Paris-Tours.

— *L'Eucharistie*, par J. ZIZIOULAS, J.-M.-R. TILLARD, J.-J. VON ALLMEN (coll. « Eglise en dialogue »). — Un vol. 11 × 18 cm, de 188 pages. Prix : 13 F. Maison Mame, Paris-Tours.

— *Des pensées qui attaquent dans le dos*, (Discours chrétiens, t. III), par S. KIERKEGAARD (coll. « Foi vivante »). — Un vol. 10,5 × 18 cm, de 112 pages. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel (Suisse).

— *Essai sur le concept d'existence*, par JEAN MARTEL. — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 154 pages. Emmanuel Vitte, Lyon.

— *Au-delà des choses*, par CARLO CARRETTÉ. Traduit de l'italien par JACQUELINE PILOZ (coll. « Témoignages »). — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 254 pages. Prix : 15 F. Apostolat des Editions, Paris.

— *Ces prêtres qui ont su mourir*, par MARCEL HASQUENOFF (coll. « Témoignages »). — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 254 pages. Prix : 15 F. Apostolat des Editions, Paris.

— *L'Eucharistie*. De l'Evangile à Vatican II, par JOSEPH MARIE PERRIN (coll. « Doctrine pour le Peuple de Dieu »). — Un vol. 11,5 × 18,5 cm, de 168 pages. Prix : 12 F. Beauchesne éditeur, Paris.

— *Entretien pastoral en vue du mariage*. Directoire et commentaire officiel de la Commission épiscopale de la famille. — Un vol. 15,5 × 21,5 cm, de 128 pages. Editions du Centurion, Paris.

— *Aussi loin que l'amour*. Lettres du Maroc (1939-1957), de A. PEYGUÈRE (coll. « L'Evangile au xx^e siècle »). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 128 pages. Prix : 12 F. Les Editions du Cerf, Paris.

— *J'attends la résurrection*, par Sœur JEANNE D'ARC (coll. « Lire la Bible », n° 25). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 124 pages. Prix : 12 F. Les Editions du Cerf, Paris.

— *Autour de la naissance de Jésus*, par J. WINANDY (coll. « Lire la Bible », n° 26). — Un vol. 13,5 × 18,5 cm, de 120 pages. Prix : 12 F. Les Editions du Cerf, Paris.

— *Foi sans métaphysique ni théologie*, par DARIO ANTISERI. Traduit de l'italien (coll. « Dossier » 14). — Un vol. 13,5 × 16 cm, de 176 pages. Prix : 19,50 F. Les Editions du Cerf, Paris.

— *Amour et sacrement*, par ALPHONSE-MARIE D'HEILLY. Préface de A.-M. CARRE, O.P. (coll. « Epiphanie »). — Un vol. 11,5 × 17 cm, de 148 pages. Prix : 12,90 F. Les Editions du Cerf, Paris.

— *Requiem à Buchenwald*, par J. HÉRICOURT. Préface d'EDMOND MICHELET (coll. « Témoignages »). — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 192 pages. Prix : 9 F. Apostolat des Editions, Paris.

Actes de S. S. Paul VI

EXHORTATION APOSTOLIQUE "EVANGELICA TESTIFICATIO" sur le renouveau adapté de la vie religieuse selon l'enseignement du Concile (*)

INTRODUCTION

TEMOIGNAGE EVANGELIQUE AU CŒUR DU PEUPLE DE DIEU

1. Témoignage évangélique

FILS ET FILLES TRÈS CHERS EN JÉSUS-CHRIST,

Le témoignage évangélique de la vie religieuse manifeste aux yeux des hommes la primauté de l'amour de Dieu avec une force dont il faut rendre grâce à l'Esprit-Saint. En toute simplicité — comme notre vénéré prédécesseur Jean XXIII le fit à la veille du Concile (1), — nous voudrions vous dire quelle espérance suscite en nous, comme chez tous les pasteurs et les fidèles de l'Eglise, la générosité spirituelle de ceux et de celles qui ont consacré leur vie au Seigneur dans l'Esprit et la pratique des conseils évangéliques. Nous souhaitons vous aider aussi à poursuivre votre marche à la suite du Christ, dans la fidélité aux enseignements conciliaires.

2. Le Concile

Ce faisant, nous entendons répondre à l'inquiétude, à l'incertitude et à l'instabilité qui se manifestent chez certains, comme aussi encourager ceux qui recherchent le vrai renouveau de la vie religieuse. L'audace de quelques transformations arbitraires, une méfiance exagérée pour le passé, même lorsqu'il témoigne de la sagesse et de la vigueur des traditions ecclésiales, une mentalité trop soucieuse de se conformer avec hâte aux mutations profondes qui ébranlent notre temps, ont pu entraîner quelques-uns à

tenir pour caduques les formes spécifiques de la vie religieuse. N'a-t-on pas même invoqué abusivement le Concile pour la remettre en question jusqu'en son principe ? On le sait pourtant, le Concile a reconnu à « ce don spécial » une place de choix dans la vie de l'Eglise, car il permet à ceux qui l'ont reçu de se conformer plus profondément « à cette vie de virginité et de pauvreté que le Christ Notre-Seigneur a choisie pour lui et que la Vierge, sa Mère, a embrassée (2) ». Il lui a aussi ouvert les voies d'un renouvellement évangélique (3).

3. La tradition de l'Eglise

La tradition de l'Eglise — est-il besoin de le rappeler — nous offre, depuis les origines, ce témoignage privilégié d'une recherche constante de Dieu, d'un amour sans partage du Christ, d'un dévouement absolu à la croissance de son royaume. Sans ce signe concret, la charité de l'ensemble de l'Eglise risquerait de se refroidir, le paradoxe salvifique de l'Evangile de s'émousser, le « sel » de la foi de se diluer dans un monde en voie de sécularisation.

Dès les premiers siècles, l'Esprit-Saint a suscité, avec la confession héroïque des martyrs, la résolution admirable des vierges, des ermites et des anachorètes. La vie religieuse était déjà en germe, et elle éprouva progressivement un besoin croissant de s'épanouir et de diversifier ses formes de vie communautaire ou solitaire, pour répondre à l'invitation pressante du Christ : « Nul n'aura laissé maison, femme, frères, parents ou enfants à cause du royaume de Dieu, qui ne reçoive bien davantage en ce temps-ci, et dans le monde à venir la vie éternelle (4). »

Qui oserait prétendre que cet appel n'aurait plus aujourd'hui même valeur et vigueur, que l'Eglise pourrait faire l'économie de ces témoins exceptionnels de la transcendance de l'amour du Christ, que le monde pourrait laisser sans dommage s'éteindre ces lumières qui annoncent le royaume de Dieu avec une liberté sans entrave,

(*) Traduction française publiée par la Polyglotte vaticane. Nous avons ajouté en notes quelques références à la DC.

Cette exhortation, adressée à toutes les religieuses et tous les religieux du monde entier, a été présentée à la presse le 1^{er} juillet par Mgr Ferrari-Toniolo, vice-président de la Commission pontificale des communications sociales.

L'exhortation apostolique « *Evangelica testificatio* » est publiée en brochure aux Editions du Centurion, avec une présentation de Charles Ehlinger (17, rue de Baby-lone, Paris-7^e. Prix unitaire : 3 F).

(1) *Il Tempio massimo*, 2 juillet 1962, dans AAS 54, 1962, p. 508-517 (DC 1962, n. 1381, col. 969 et s.).

(2) Constitution dogmatique *Lumen gentium*, chap. VI, n. 46, AAS 57, 1965, p. 49-53 (DC 1965, n. 1440, col. 111 et s.).

(3) Décret *Perfectae caritatis*, AAS 58, 1966, p. 702-712 (DC 1965, n. 1459, col. 1421 et s.).

(4) Lc 18, 29-30.

vécue quotidiennement par des milliers de ses fils et de ses filles ?

4. Estime et affection

Ah ! chers religieux et religieuses, vous qui avez voulu, par la pratique des conseils évangéliques, suivre plus librement le Christ et l'imiter plus fidèlement en dédiant toute votre vie à Dieu par une consécration particulière qui s'enracine dans la consécration du baptême et l'exprime avec plus de plénitude, puissiez-vous saisir toute l'estime et toute l'affection que nous vous portons ■■ nom du Christ Jésus ! Nous vous recommandons à nos frères très chers dans l'épiscopat qui, avec les prêtres, leurs coopérateurs dans le sacerdoce, éprouvent leur propre responsabilité à l'égard de la vie religieuse. Et nous demandons à tous les laïcs, à qui « reviennent en propre, quoique non exclusivement, les professions et activités séculières (5) », de comprendre quel précieux stimulant vous représentez pour eux dans la recherche de la sainteté à laquelle ils sont appelés, eux aussi, par leur baptême dans le Christ, à la gloire du Père (6) !

5. Renouveau adapté

Certes, nombre de conditions extérieures préconisées par les fondateurs d'ordres ou de congrégations religieuses s'avèrent aujourd'hui surannées. Des alourdissements ou des raidissements accumulés au cours des âges ont besoin d'être élagués. Des aménagements doivent être opérés, et des formes nouvelles peuvent aussi être recherchées et instituées avec l'approbation de l'Eglise. C'est à quoi s'emploient généreusement la plupart des instituts religieux depuis quelques années, en expérimentant, parfois trop hardiment, des constitutions et des règlements renouvelés : nous le savons et nous sommes attentif à cet effort de renouveau voulu par le Concile (7).

6. Discernement nécessaire

Comment, au sein même de ce dynamisme où l'esprit du monde risque toujours de se mêler à l'action de l'Esprit-Saint, vous aider à opérer les discernements nécessaires ? Comment sauvegarder ou rejoindre l'essentiel ? Comment bénéficier de l'expérience du passé et de la réflexion présente pour affermir cette forme de vie évangélique ? Selon la responsabilité singulière que le Seigneur nous a confiée dans son Eglise — « affermir nos frères (8) », — nous voudrions pour notre part vous stimuler à avancer avec plus de sûreté et de joyeuse confiance sur le chemin que vous avez choisi. Dans « la recherche

de la charité parfaite (9) » qui commande vos existences, quelle autre attitude pourrait être la vôtre, sinon une disponibilité totale à l'Esprit-Saint qui, à l'œuvre dans l'Eglise, vous appelle à la liberté des enfants de Dieu (10) ?

LA VIE RELIGIEUSE

7. L'enseignement du Concile

Chers fils et chère filles, c'est par une libre réponse à l'appel de l'Esprit-Saint que vous avez résolu de suivre le Christ, en vous consacrant totalement à lui. Désormais, les conseils évangéliques de chasteté vouée à Dieu, de pauvreté et d'obéissance sont la loi de votre existence. Or, le Concile nous le rappelle, « l'autorité de l'Eglise, sous la conduite du Saint-Esprit, a pris soin de les interpréter, d'en régler la pratique et d'instituer à partir d'eux des formes de vie stables (11) ». C'est ainsi qu'elle reconnaît et authentifie l'état de vie constitué par la profession des conseils évangéliques : « Par les vœux ou par d'autres liens sacrés assimilés aux vœux selon leur mode propre, par lesquels le chrétien s'oblige à ces trois conseils, il se donne totalement à Dieu aimé par-dessus tout... Par le baptême il est mort au péché et consacré à Dieu ; mais, pour qu'il puisse recevoir un fruit plus abondant de grâce baptismale, il entend par la profession des conseils évangéliques dans l'Eglise se libérer des empêchements qui pourraient le retarder dans la ferveur de la charité et la perfection du culte divin, et par ces vœux il se consacre plus intimement au service de Dieu. Cette consécration sera d'autant plus parfaite que par des liens plus fermes et plus stables elle représente le Christ uni par un lien indissoluble à l'Eglise son épouse (12). »

Cet enseignement du Concile met bien en lumière la grandeur de ce don librement consenti de vous-mêmes, à l'image de celui du Christ à son Eglise, comme lui total, comme lui sans retour. C'est en vue du royaume des cieux que vous avez voué au Christ, généreusement et sans réserve, ces forces d'amour, ce besoin de posséder et cette liberté de conduire sa vie qui sont pour l'homme si précieux. Telle est votre consécration, qui s'accomplit dans l'Eglise et par son ministère, à la fois celui de ses représentants qui reçoivent les professions religieuses, et celui de la communauté chrétienne dont l'amour reconnaît, accueille, porte et enveloppe ceux qui se donnent en elle, comme un signe vivant « qui peut et qui doit attirer efficacement tous ses membres à remplir courageusement les devoirs de la vocation chrétienne..., leur rendant déjà visible en ce siècle la présence des biens célestes (13) ».

(5) Constitution pastorale *Gaudium et spes*, n. 43, AAS 58, 1966, p. 1062 (DC 1966, n. 1464, col. 229).

(6) Cf. Const. dogm. *Lumen gentium*, chap. V, AAS 57, 1965, p. 44-49.

(7) Cf. *Motu proprio « Ecclesiae sanctae »* du ■ août 1966, dans AAS 58, 1966, p. 757 et s. (DC 1966, n. 1477, col. 1453 et s.) ; Instruction *Renovationis causam* du 6 janvier 1969, dans AAS 61, 1969, p. 103 et s. (DC 1969, n. 1534, p. 159 et s.).

(8) Cf. Lc 22, 32.

(9) Cf. décr. *Perfectae caritatis*, 1, AAS 58, 1966, p. 702.

(10) Cf. Ga 5, 13, et 2 Co 3, 17.

(11) Const. dogm. *Lumen gentium*, 43, AAS 57, 1965, p. 49.

(12) *Ibid.*, 44, p. 50.

(13) *Ibid.*, p. 50-51.

I. — FORMES DE LA VIE RELIGIEUSE

8. Vie contemplative

Certains d'entre vous ont été appelés à la vie dite « contemplative ». Un attrait irrésistible vous entraîne vers le Seigneur. Saisis par Dieu, vous vous livrez à son action souveraine qui vous soulève vers lui et vous transforme en lui, vous préparant à cette contemplation éternelle qui est notre commune vocation. Comment pourriez-vous avancer sur cette voie et être fidèles à la grâce qui vous anime, si vous ne répondiez de tout votre être, par un dynamisme dont l'amour est le ressort, à cet appel qui vous oriente vers Dieu de façon permanente ? Considérez donc toute autre activité immédiate à laquelle vous devez faire face — rapports fraternels, travail désintéressé ou rémunérateur, nécessaire détente — comme un témoignage rendu au Seigneur de votre communion intime avec lui, afin qu'il vous accorde cette pureté d'intention unifiante si nécessaire pour le rencontrer dans l'oraison elle-même. Vous contribuerez ainsi à l'extension du règne de Dieu, par le témoignage de votre vie et « une mystérieuse fécondité apostolique (14) ».

9. Vie apostolique

D'autres sont consacrés à l'apostolat dans sa mission la plus essentielle : annoncer la parole de Dieu à ceux qu'il met sur leur chemin, pour les conduire vers la foi. Une telle grâce requiert avec le Seigneur une union profonde qui vous donnera, tout en parlant un langage que le monde peut entendre, de transmettre le message du Verbe incarné. Combien faut-il donc que toute votre existence vous fasse participer à sa passion, à sa mort et à sa gloire (15) !

10. Contemplation et apostolat

Et lorsque votre vocation vous destine à d'autres tâches au service des hommes — vie pastorale, mission, enseignement, œuvres de charité, etc., — n'est-ce pas d'abord l'intensité de votre adhésion au Seigneur qui les rendra fécondes, à la mesure même de cette union « dans le secret (16) » ? S'ils veulent être fidèles à l'enseignement du Concile, « les membres de tout institut, ne cherchant avant tout que Dieu seul », ne doivent-ils pas « unir la contemplation par laquelle ils adhèrent à lui de cœur et d'esprit, et l'amour apostolique qui s'efforce de s'associer à l'œuvre de la rédemption et d'étendre le royaume de Dieu (17) » ?

11. Charisme des fondateurs

C'est ainsi que vous éveillerez les cœurs à la vérité et à l'amour divins, selon le charisme de vos fondateurs, suscités par Dieu dans son Eglise. Aussi le Concile insiste-t-il à bon droit sur l'obligation des religieux et des religieuses d'être fidèles à l'esprit de leurs fondateurs, à leurs intentions évangéliques, à l'exemple de leur sainteté, y voyant un des principes de la rénovation

en cours et un des critères les plus sûrs de ce que chaque institut peut avoir à entreprendre (18). Le charisme de la vie religieuse, en effet, loin d'être une impulsion née « de la chair et du sang (19) », ni issue d'une mentalité qui « se modèle sur le monde présent (20) », est bien le fruit de l'Esprit-Saint toujours agissant dans l'Eglise.

12. Formes extérieures et élan intérieur

C'est là que se ressourcent le dynamisme propre à chaque famille religieuse. Car si l'appel de Dieu se renouvelle et se diversifie selon les conditions variables des lieux et du temps, il commande des orientations constantes. L'élan intérieur qui lui répond suscite au cœur de l'existence certaines options fondamentales. La fidélité à leurs exigences est la pierre de touche de l'authenticité d'une vie religieuse. Ne l'oublions pas : toute institution humaine est guettée par la sclérose, menacée par le formalisme. La régularité extérieure ne saurait, par elle-même, suffire à garantir la valeur d'une vie et sa fidélité profonde. Aussi faut-il réanimer sans cesse les formes extérieures par cet élan intérieur sans lequel elles deviendraient vite une pesante surcharge.

A travers la diversité des formes qui donnent à chaque institut sa physionomie propre et ont leur racine dans la plénitude de la grâce du Christ (21), la règle suprême de la vie religieuse, sa norme ultime, c'est de suivre le Christ selon l'enseignement de l'Evangile. N'est-ce pas cette préoccupation qui a suscité dans l'Eglise, à travers les siècles, l'exigence d'une vie chaste, pauvre, obéissante ?

II. — ENGAGEMENTS ESSENTIELS

13. Chasteté consacrée

Seul l'amour de Dieu, il faut le redire, appelle de façon décisive à la chasteté religieuse. Cet amour exige du reste si impérieusement la charité fraternelle que le religieux vivra plus profondément avec ses contemporains dans le cœur du Christ. A ce prix, le don de soi fait à Dieu et aux autres sera source d'une paix profonde. Sans déprécier en aucune manière l'amour humain et le mariage — dans la foi, celui-ci n'est-il pas image et participation de l'alliance d'amour qui unit le Christ et l'Eglise (22) ? — la chasteté consacrée évoque cette alliance d'une façon plus immédiate et apporte ce dépassement vers lequel devrait tendre tout amour humain. Aussi, à un moment où ce dernier est plus que jamais menacé par « un érotisme ravageur (23) », doit-elle être comprise et vécue aujourd'hui avec

(18) Cf. Const. dogm. *Lumen gentium*, 45, AAS 57, 1965, p. 51-52 ; décr. *Perfectae caritatis*, 2 b), AAS 58, 1966, p. 703.

(19) Cf. Jn 1, 13.

(20) Cf. Rm 12, 2.

(21) Cf. 1 Co 12, 12-30.

(22) Cf. Const. past. *Gaudium et spes*, n. 48, AAS 58, 1966, p. 1067-1069 ; cf. Ep 5, 25 et 32.

(23) Cf. Discours aux Equipes Notre-Dame, 4 mai 1970, n. 4, dans AAS 62, 1970, p. 429 (DC 1970, n. 1564, p. 502 et s.).

(14) Décr. *Perfectae caritatis*, 7, AAS 58, 1966, p. 705.

(15) Cf. Ph 3, 10-11.

(16) Cf. Mt 6, 6.

(17) Cf. décr. *Perfectae caritatis*, 5, AAS 58, 1966, p. 705.

plus de rectitude et de générosité qu'en aucun temps. Résolument positive, elle témoigne de l'amour préférentiel pour le Seigneur et symbolise, de la manière la plus éminente et la plus absolue, le mystère de l'union du Corps mystique à son Chef, de l'Épouse à son Époux éternel. Elle atteint enfin, transforme et pénètre d'une mystérieuse ressemblance avec le Christ, l'être humain en ses profondeurs.

14. Source de fécondité spirituelle

Ainsi vous faut-il, chers fils et filles, rendre toute sa force à la spiritualité chrétienne de la chasteté consacrée. Lorsqu'elle est effectivement vécue en vue du royaume des cieux, elle libère le cœur de l'homme et devient ainsi « un signe et un stimulant de la charité et une source particulière de fécondité spirituelle dans le monde (24) ». Même si ce dernier ne la reconnaît pas toujours, elle n'en reste pas moins mystiquement efficace en son sein.

15. Don de Dieu

Quant à nous, que notre conviction soit fermement assurée : la valeur et la fécondité de la chasteté observée pour Dieu dans le célibat religieux ne trouvent leur fondement dernier que dans la parole de Dieu, les enseignements du Christ, l'existence de sa Mère vierge, ainsi que dans la tradition apostolique, telle qu'elle a été sans cesse affirmée par l'Église. Il s'agit là d'un don précieux que le Père accorde à quelques-uns. Fragile et vulnérable en raison de l'humaine faiblesse, il demeure exposé aux contradictions de la pure raison et partiellement inintelligible à ceux auxquels la lumière du Verbe incarné n'aura pas révélé comment celui qui « aura perdu sa vie » à cause de lui « la trouvera (25) ».

16. Pauvreté consacrée

Chastes à la suite du Christ, vous entendez aussi vivre pauvres à son exemple, dans l'usage des biens de ce monde nécessaires à la subsistance quotidienne. Sur ce point, du reste, nos contemporains vous interpellent avec force. Les instituts religieux ont sans nul doute une tâche importante à accomplir dans les œuvres de miséricorde, d'assistance et de justice sociale : il est clair qu'en remplissant ce service, ils doivent être toujours attentifs aux exigences de l'Évangile.

17. La clameur des pauvres

Plus pressante que jamais, vous entendez monter, de leur détresse personnelle et de leur misère collective, « la clameur des pauvres (26) ». N'est-ce pas aussi pour répondre à leur appel de privilégiés de Dieu que le Christ est venu (27), allant même jusqu'à s'identifier avec eux (28) ? Dans un monde en plein développement, cette persistance de masses et d'individus misérables

est un appel instant à « une conversion des mentalités et des attitudes (29) », tout particulièrement pour vous qui suivez « de plus près » le Christ (30) dans sa condition terrestre d'anéantissement. Cet appel, nous ne l'ignorons pas, retentit en vous de façon si dramatique que certains d'entre vous connaissent même parfois la tentation d'une action violente. Disciples du Christ, comment pourriez-vous poursuivre une autre voie que la sienne ? Ce n'est pas, vous le savez, un mouvement d'ordre politique ou temporel, mais l'appel à la conversion des cœurs, à la libération de toute entrave temporelle, à l'amour.

18. Pauvreté et justice

Comment donc le cri des pauvres retentira-t-il dans vos existences ? Il doit vous interdire tout d'abord ce qui serait compromission avec toute forme d'injustice sociale. Il vous oblige aussi à éveiller les consciences au drame de la misère et aux exigences de justice sociale de l'Évangile et de l'Église. Il conduit certains d'entre vous à rejoindre les pauvres dans leur condition, à partager leurs lancements soucis. Il invite, par ailleurs, nombre de vos instituts à reconverter en faveur des pauvres certaines de leurs œuvres, ce que beaucoup ont, du reste, déjà accompli généreusement. Il vous impose enfin un usage des biens limité à ce que requiert l'accomplissement des fonctions auxquelles vous êtes appelés. Il faut que, dans votre vie quotidienne, vous donniez les preuves, même extérieures, de l'authenticité de la pauvreté.

19. Usage des biens du monde

Dans une civilisation, dans un monde marqués par un mouvement prodigieux de croissance matérielle quasi indéfinie, quel témoignage donnerait un religieux qui se laisserait entraîner par une recherche sans frein de ses aises, trouverait normal de s'accorder sans discernement ni retenue tout ce qui leur est proposé ? Alors que, pour beaucoup, le risque s'est accru d'être englué dans l'appât et la sécurité de l'avoir, du savoir et du pouvoir, l'appel de Dieu vous place à la pointe de la conscience chrétienne : rappeler aux hommes que leur développement vrai et plénier c'est de répondre à leur vocation de « participer en fils à la vie du Dieu vivant, Père de tous les hommes (31) ».

20. Vie de travail

Vous saurez entendre également la plainte de tant de vies entraînées dans l'enchaînement implacable du labeur pour le rendement, du profit pour la jouissance, de la consommation, qui, à son tour, oblige à un travail parfois inhumain. Un aspect essentiel de votre pauvreté sera donc d'attester le sens humain du travail accompli dans la liberté de l'esprit et rendu à sa nature de gagne-pain et de service. Le Concile n'a-t-il pas très opportunément mis l'accent sur votre soumission nécessaire à « la loi commune du

(24) Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 42, AAS 57, 1965, p. 48.

(25) Cf. Mt 10, 39 ; 16, 25 ; Mc 8, 35 ; Lc 9, 24 ; Jn 12, 25.

(26) Cf. Ps 9, 13 ; Jb 34, 28 ; Pr 21, 13.

(27) Cf. Lc 4, 18 ; 6, 20.

(28) Mt 25, 35-40.

(29) Const. past. *Gaudium et spes*, n. 63, AAS 58, 1966, p. 1085.

(30) Cf. Mt 19, 21 et 2 Co 8, 9.

(31) Enc. *Populorum progressio*, n. 21, AAS 59, 1967, p. 268 (DC 1967, n. 1492, col. 681).

travail (32) » ? Gagner votre vie et celle de vos frères ou de vos sœurs, aider les pauvres par votre labeur, ce sont des devoirs qui vous incombent. Mais vos activités ne peuvent déroger à la vocation de vos divers instituts, ni comporter habituellement des travaux qui se substitueraient à leurs tâches propres. Elles ne sauraient non plus vous entraîner en aucune manière vers la sécularisation, au détriment de la vie religieuse. Veillez donc à l'esprit qui vous anime ; quel échec ce serait si vous ne vous sentiez « valorisés » que par la rétribution de travaux profanes.

21. Partage fraternel

Le besoin si impératif aujourd'hui du partage fraternel doit garder sa valeur évangélique. Selon l'expression de la *Didaké* : « Si vous entrez en partage pour les biens éternels, à plus forte raison devez-vous y entrer pour les biens périssables (33) ». La pauvreté effectivement vécue par la mise en commun des biens, y compris le salaire, attestera la communion spirituelle qui vous unit ; elle sera un vivant appel à tous les riches, elle apportera aussi un soulagement à vos frères et sœurs dans le besoin. Le désir légitime d'exercer une responsabilité personnelle ne s'exprimera pas par la jouissance de revenus propres, mais par la participation fraternelle au bien commun. Les modes de la pauvreté de chacun et de chaque communauté dépendront du type d'institut et de la forme d'obéissance qui y est pratiquée : ainsi se réalisera, selon les vocations particulières, le caractère de dépendance inhérent à toute pauvreté.

22. L'exigence évangélique

Vous le voyez, chers fils et filles, les besoins du monde actuel, si vous les éprouvez dans le cœur du Christ, rendent plus urgente et plus profonde votre pauvreté. S'il vous faut évidemment tenir compte du milieu humain où vous vivez, pour y adapter votre style de vie, votre pauvreté ne pourra pas être purement et simplement la conformité aux mœurs de ce milieu. Sa valeur de témoignage lui viendra d'une réponse généreuse à l'exigence évangélique, dans la fidélité totale à votre vocation, et non seulement d'un souci de paraître pauvres qui pourrait demeurer trop superficiel, en évitant toutefois des modes de vie qui dénoteraient une certaine recherche et vanité.

Tout en reconnaissant que certaines situations peuvent justifier l'abandon d'un vêtement religieux, nous ne pouvons taire la convenance que l'habit des religieux et des religieuses soit, comme le veut le Concile, signe de leur consécration (34) et se différencie en quelque manière des formes manifestement séculières.

23. Obéissance consacrée

N'est-ce pas la même fidélité qui inspire votre profession d'obéissance, dans la lumière de la foi et le mouvement même de la charité du Christ ? Par cette profession, en effet, vous faites

l'offrande totale de votre volonté et vous entrez plus fermement et plus sûrement dans son dessein de salut. A l'exemple du Christ venu accomplir la volonté du Père, en communion avec Celui qui « a appris en souffrant l'obéissance » et « s'est fait serviteur de ses frères », vous êtes liés « plus étroitement au service de l'Eglise » et de vos frères (35).

24. Fraternité évangélique et sacrifice

L'aspiration évangélique à la fraternité s'est fortement exprimée au Concile : l'Eglise s'est définie comme le « Peuple de Dieu », où la hiérarchie est au service des membres du Christ unis entre eux par une même charité (36). Dans l'état religieux comme dans toute l'Eglise se vit le même mystère pascal du Christ. Le sens profond de l'obéissance se révèle dans la plénitude de ce mystère de mort et de résurrection, où s'accomplit en sa perfection la destinée surnaturelle de l'homme : c'est en effet à travers le sacrifice, la souffrance et la mort que ce dernier accède à la vraie vie.

Exercer l'autorité au milieu de vos frères, c'est donc les servir (37), à l'exemple de Celui qui « a donné sa vie en rançon pour la multitude (38) ».

25. Autorité et obéissance

Dès lors, au service du bien commun, l'autorité et l'obéissance s'exercent comme deux aspects complémentaires de la même participation à l'offrande du Christ : pour les détenteurs de l'autorité, il s'agit de servir dans leurs frères le dessein d'amour du Père, et par l'acceptation de leurs directives les religieux suivent l'exemple de notre Maître (39) et coopèrent à l'œuvre du salut. Ainsi, loin de s'opposer, l'autorité et la liberté individuelle vont de pair dans l'accomplissement de la volonté de Dieu recherchée fraternellement, par un dialogue confiant entre le supérieur et son frère, lorsqu'il s'agit d'un cas personnel, ou par une concertation générale au sujet de ce qui regarde une communauté. Dans cette recherche, les religieux sauront éviter aussi bien une agitation excessive des esprits que le souci de faire prévaloir sur le sens profond de la vie religieuse l'entraînement des opinions du jour. Il revient à chacun, mais particulièrement aux supérieurs et à ceux et celles qui exercent une responsabilité parmi leurs frères ou leurs sœurs, de réveiller dans les communautés les certitudes de foi qui doivent les régir. La recherche pour but d'approfondir ces certitudes et de les mettre en œuvre dans la vie quotidienne selon les besoins du moment, nullement de les remettre en question. Ces recherches poursuivies en commun doivent, quand il y a lieu, se conclure par les décisions des supérieurs : leur présence reconnue comme telle est indispensable à toute communauté.

(35) Cf. *ibid.*, n. 14, p. 709 ; Jn 4, 35 ; 5, 30, et 10, 15-18 ; He 5, 8, et 10, 7 ; Ps 40 (39), 8-9.

(36) Cf. Const. dogm. *Lumen gentium*, chap. I à III. AAS 57, 1965, p. 5-36.

(37) Cf. Lc 22, 26-27 ; Jn 13, 14.

(38) Mt 20, 28 ; cf. Ph 2, 8.

(39) Cf. Lc 2, 51.

(32) Décr. *Perfectae caritatis*, n. 13, AAS 58, 1966, p. 708.

(33) *Didaké*, IV, 8 ; cf. Ac 4, 32.

(34) Décr. *Perfectae caritatis*, 17, AAS 58, 1966, p. 710.

26. A travers les nécessités de la vie quotidienne

Les conditions modernes de l'existence retentissent naturellement sur votre manière de vivre l'obéissance. Nombre d'entre vous mènent en effet une part de leurs activités hors des maisons religieuses et exercent une fonction pour laquelle ils ont une compétence particulière. D'autres sont amenés à collaborer dans des équipes de travail qui ont un régime propre. Le risque inhérent à de telles situations n'est-il pas un appel à affermir et approfondir le sens de l'obéissance ? Pour qu'il soit bienfaisant, certaines conditions sont requises. Il importe avant tout de vérifier si le travail assuré respecte la vocation de l'institut. Il convient aussi de définir avec netteté les deux domaines. Il faut surtout savoir passer de l'activité extérieure aux exigences de la vie commune en veillant à assurer toute leur efficacité aux éléments de la vie proprement religieuse. C'est une des charges principales des supérieurs d'assurer à leurs frères et sœurs en religion les conditions indispensables à leur vie spirituelle. Mais comment pourraient-ils la remplir sans la collaboration confiante de toute la communauté ?

27. Liberté et obéissance

Ajoutons-le : plus vous exercez votre responsabilité, plus il vous faut renouveler, dans son absolu, le don de vous-mêmes. Le Seigneur fait à chacun l'obligation de « perdre sa vie », s'il veut le suivre (40). Vous observerez ce précepte en acceptant les directives de vos supérieurs comme une garantie de votre profession religieuse, qui est « l'offrande totale de votre propre volonté comme un sacrifice de vous-même à Dieu (41) ». L'obéissance chrétienne est une soumission inconditionnée au vouloir divin. Mais la vôtre est plus stricte, car vous l'avez spécialement vouée, et l'éventail de vos choix est limité par vos engagements. C'est un acte plénier de votre liberté qui est à l'origine de votre condition présente : votre devoir est de le rendre toujours plus vivant, tantôt de votre propre initiative, tantôt par l'assentiment que vous donnez de grand cœur aux ordres de vos supérieurs. Ainsi le Concile met au nombre des bienfaits de l'état religieux « une liberté fortifiée par l'obéissance (42) » et souligne que cette obéissance, « loin de diminuer la dignité de la personne humaine, la conduit à la maturité en faisant grandir la liberté des enfants de Dieu (43) ».

28. Conscience et obéissance

N'y a-t-il pas pourtant des conflits possibles entre l'autorité du supérieur et la conscience du religieux, « ce sanctuaire où l'homme est seul avec Dieu et où sa voix se fait entendre (44) » ?

(40) Cf. *ibid.* 9, 23-24.

(41) Cf. décr. *Perfectae caritatis*, n. 14, AAS 58, 1966, p. 708.

(42) Const. Dogm. *Lumen gentium*, n. 43, AAS 57, 1965, p. 49.

(43) Décr. *Perfectae caritatis*, n. 14, AAS 58, 1966, p. 709.

(44) Const. past. *Gaudium et spes*, n. 16, AAS 58, 1966, p. 1037.

Est-il besoin de le redire : la conscience n'est pas à elle seule l'arbitre de la valeur morale des actions qu'elle suggère, elle doit se référer à des normes objectives et, s'il le faut, se réformer, se rectifier. A l'exception d'un ordre qui serait manifestement contraire aux lois de Dieu ou aux constitutions de l'institut, ou qui entraînerait un mal grave et certain, auquel cas l'obligation d'obéir n'existe pas, les décisions du supérieur concernent un domaine où l'appréciation du meilleur bien peut varier selon les points de vue. Conclure, dès qu'un ordre donné apparaît objectivement moins bon, qu'il est de ce fait illégitime et contraire à la conscience, serait méconnaître d'une manière peu réaliste l'obscurité et l'ambivalence de nombre de réalités humaines. De plus, le refus d'obéissance entraîne une atteinte souvent grave au bien commun. Un religieux ne saurait facilement accepter qu'il y ait contradiction entre le jugement de sa conscience et celui de son supérieur. Cette situation exceptionnelle entraînera parfois une authentique souffrance intérieure, à l'imitation du Christ lui-même, « qui apprit par la souffrance ce que c'est qu'obéir (45) ».

29. La croix, preuve du plus grand amour

C'est dire à quel renoncement engage la pratique de la vie religieuse. Il vous faut donc connaître quelque chose du poids qui attirait le Seigneur vers sa croix, ce « baptême dont il devait être baptisé », où s'allumerait ce feu qui vous embrase à votre tour (46) ; quelque chose de la « folie » que saint Paul nous souhaite à tous, car seule elle nous rend sages (47). Que la croix soit pour vous, comme elle l'a été pour Jésus, la preuve du plus grand amour. N'y a-t-il pas un rapport mystérieux entre le renoncement et la joie, le sacrifice et la dilatation du cœur, la discipline et la liberté spirituelle ?

III. — STYLE DE VIE

30. Un témoignage à donner

Reconnaissons-le, Fils et Filles en Jésus-Christ : à l'heure actuelle, il est difficile de trouver un style de vie qui s'harmonise avec cette exigence. Tant de sollicitations contraires vous portent à rechercher avant tout une action humainement efficace. Mais ne vous revient-il pas de donner l'exemple d'une austérité joyeuse et équilibrée, en assumant les difficultés inhérentes au travail et aux rapports sociaux, le support patient des épreuves de la vie avec son angoissante insécurité, comme des renoncements indispensables à la plénitude de la vie chrétienne ? Les religieux, en effet, « tendent à la sainteté par une voie plus étroite (48) ». Dans ces peines, grandes ou petites, votre ferveur intérieure vous fait reconnaître la croix du Christ et vous aide à les accueillir avec foi et amour.

(45) He 5, 8.

(46) Cf. Lc 12, 49-50.

(47) Cf. 1 Co 3, 18-19.

(48) Cf. Const. dogm. *Lumen gentium*, 13, AAS 57, 1965, p. 18.

31. A l'exemple du Christ

A ce prix, vous donnerez le témoignage que le Peuple de Dieu attend : des hommes et des femmes capables d'accepter l'inconnue de la pauvreté, d'être épris de simplicité et d'humilité, amants de la paix, purs de compromissions, décidés à l'abnégation totale, à la fois libres et obéissants, spontanés et tenaces, doux et forts dans la certitude de la foi : cette grâce vous sera donnée par le Christ Jésus en proportion du don radical que vous aurez fait de vous-mêmes et que vous ne reprendrez pas. L'histoire récente de tant de religieux et de religieuses qui ont généreusement souffert pour le Christ en divers pays en est une preuve éloquente. Tout en leur exprimant notre admiration, Nous les proposons en exemple pour tous.

32. Fortifier l'homme intérieur

Dans ce cheminement, une aide précieuse vous est fournie par des formes de vie que l'expérience, fidèle aux charismes des divers instituts, a fait choisir, dont elle a diversifié les synthèses et qu'elle ne cesse de développer. Quelque variées qu'en soient les modalités, ces moyens sont toujours ordonnés à la construction de l'homme intérieur. Et c'est le souci de la fortifier qui vous aidera à reconnaître, au milieu de tant de sollicitations diverses, les formes de vie plus adaptées. Un désir excessif de souplesse et de spontanéité créative peut faire taxer, en effet, de rigidité le minimum de régularité dans les usages qu'appellent normalement la vie des communautés et la maturation des personnes. Des élans désordonnés qui se réclament de la charité fraternelle ou de ce que l'on croit inspiration de l'Esprit peuvent aussi faire éclater les institutions.

33. Importance du milieu de vie

On ne saurait pourtant sous-estimer, vous le savez par expérience, l'importance du milieu de vie pour l'orientation habituelle de tout l'être, si complexe et divisé, dans le sens de l'appel divin, et pour l'intégration spirituelle de ses tendances. Le cœur ne se laisse-t-il pas souvent prendre à ce qui passe ? Or, beaucoup d'entre vous seront obligés de mener leur vie, pour une part au moins, dans un monde qui tend à exiler l'homme de lui-même et à compromettre, avec son unité spirituelle, son union à Dieu. Il vous faut donc apprendre à le trouver jusque dans ces conditions d'existence marquées par l'accélération des rythmes, le bruit et les sollicitations de l'éphémère.

34. Pour le ressourcement en Dieu

Qui ne voit toute l'aide que vous apporte, pour y parvenir, le cadre fraternel d'une vie régulière, avec des disciplines de vie librement consenties ? Celles-ci apparaissent toujours plus nécessaires à quiconque « revient à son cœur (49) », au sens biblique du terme, plus profond que nos sentiments, nos idées et nos vœux, pénétré du sens de l'infini, de l'absolu, de notre destination éternelle. Dans le désarroi actuel, les religieux doivent être les témoins de l'homme que l'adhésion vitale à sa fin, le Dieu vivant, a effective-

ment unifié et ouvert par l'intégration de toutes ses puissances, la purification de ses pensées, la spiritualisation de ses sens, la profondeur et la constance de sa vie en Dieu.

35. Retrait nécessaire du monde

Dans la mesure donc où vous avez à accomplir des tâches extérieures, il vous faut apprendre à passer de ces activités à la vie recueillie où vos âmes se retrempent. Si vous accomplissez vraiment l'œuvre de Dieu, vous éprouverez de vous-mêmes le besoin de temps de retrait, dont vous ferez avec vos frères ou vos sœurs en religion des temps de plénitude. Etant donné la surcharge et la tension résultant de la vie moderne, il convient donc d'attacher une particulière importance, en plus du rythme quotidien de la prière, à ces moments d'oraison plus prolongés, diversement répartis dans le temps, selon les possibilités et la nature de vos vocations. Dans le cas où, selon vos constitutions, vos maisons pratiquent largement l'accueil fraternel, vous saurez en régler la fréquence et le « style » de manière à éviter toute vaine agitation et à faciliter à vos hôtes l'union intime avec Dieu.

36. Initiation spirituelle

C'est dire le sens des observances qui rythment votre vie quotidienne. Loin de les considérer sous le seul aspect de l'obligation d'une règle, une conscience avertie les juge aux bienfaits qu'elles apportent, en assurant une plus grande plénitude spirituelle. Il faut le dire : les observances religieuses requièrent, bien plus qu'une instruction rationnelle, ou une éducation de la volonté, une véritable initiation visant à christianiser l'être selon les béatitudes évangéliques jusque dans ses profondeurs.

37. Doctrine de vie

Le Concile considère « une doctrine éprouvée pour atteindre la perfection (50) » comme un des patrimoines des instituts, un des bienfaits majeurs qu'ils doivent vous assurer. Puisque cette perfection est d'avancer toujours plus loin dans l'amour de Dieu et de nos frères, il faut entendre cette « doctrine » d'une façon très concrète, comme une doctrine de vie qui doit être effectivement vécue. C'est dire que les recherches auxquelles se livrent les instituts ne peuvent porter seulement sur des adaptations à accomplir en fonction des mutations du monde : elles doivent aider à une redécouverte féconde des moyens indispensables à une existence toute saisie par l'amour de Dieu et des hommes.

38. Construction de l'homme nouveau

La nécessité s'impose dès lors, pour les communautés comme pour les personnes qui les constituent, de passer du stade « psychique » à un stade vraiment « spirituel » (51). « L'homme nouveau » n'est-il pas, selon saint Paul, à la fois comme la plénitude ecclésiale du Christ et comme sa participation par chaque chrétien ? Cette orientation fera de vos familles religieuses le milieu vital qui développera le germe de vie

(50) Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 43, AAS 57, 1965, p. 49.

(51) Cf. 1 Co 2, 14-15.

(49) Cf. Is 46, 8.

divine déposé en chacun d'entre vous par le baptême et auquel votre consécration, intégralement vécue, permettra de produire son fruit en plus grande abondance.

39. Simplicité accueillante de la vie communautaire

Imparfait, certes, comme tout chrétien, vous entendez pourtant constituer un milieu qui contribue au progrès spirituel de chacun de ses membres. Comment y parvenir, sinon en approfondissant dans le Seigneur vos rapports, même les plus ordinaires, avec chacun de vos frères ? La charité, ne l'oublions pas, doit être comme une espérance active de ce que les autres peuvent devenir avec l'aide de notre soutien fraternel. Le signe de sa vérité se trouve dans la simplicité heureuse avec laquelle tous s'efforcent de comprendre ce qui tient à cœur à chacun (52). Si certains religieux paraissent comme éteints par leur vie de communauté, qui devrait au contraire les épanouir, n'est-ce pas faute d'y trouver cette sympathie compréhensive qui nourrit l'espérance ? Nul doute que l'esprit d'équipe, les rapports d'amitié et d'entraide fraternelle dans un même apostolat, ainsi que le soutien mutuel d'une communauté de vie choisie pour un meilleur service du Christ, ne soient dans ce cheminement quotidien de précieux adjuvants.

40. Petites communautés

En ce sens, des aspirations se font jour en vue de constituer des communautés plus réduites. Une réaction spontanée contre l'anonymat des concentrations urbaines, la nécessité d'adapter le logement d'une communauté à l'habitat exigu des cités modernes, le besoin d'être plus proches par les conditions de vie d'une population à évangéliser sont parmi les motifs qui amènent certains instituts à envisager, de préférence, l'établissement de communautés peu nombreuses. Celles-ci peuvent aussi favoriser le développement de relations plus étroites entre les religieux et une prise en charge mutuelle plus fraternelle. Cependant, si un certain cadre peut en effet favoriser la naissance d'un climat spirituel, ce serait une illusion de croire qu'il suffit à le développer. Les petites communautés, loin de présenter une forme de vie plus facile, se révèlent au contraire plus exigeantes pour leurs membres.

41. Grandes communautés

Par ailleurs, il reste vrai que des communautés nombreuses conviennent particulièrement à bien des religieux. Elles peuvent être aussi exigées par la nature d'un service charitable, par certains travaux intellectuels ou la réalisation d'une vie contemplative ou monastique : que l'unité de cœur et d'âme y soit toujours à la mesure même du but spirituel et surnaturel poursuivi. Au reste, quelle que soit leur dimension, les communautés, petites ou grandes, ne peuvent aider leurs membres que si elles demeurent constamment animées par l'esprit évangélique, ressourcées dans la prière et marquées généreusement par la mortification de l'homme nouveau et la fécondité du sacrifice de la croix.

IV. — RESSOURCEMENT SPIRITUEL

42. Désir de Dieu

Comment pourriez-vous, chers religieux et chères religieuses, ne pas désirer mieux connaître Celui que vous aimez et que vous voulez manifester aux hommes ? C'est à lui que la prière vous unit. Si vous en aviez perdu le goût, vous en retrouverez le désir en vous remettant humblement à prier. N'oubliez pas, au reste, le témoignage de l'histoire : la fidélité à la prière ou son abandon est le test de la vitalité ou de la décadence de la vie religieuse.

43. Prière

Découverte de l'intimité divine, exigence d'adoration, besoin d'intercession : l'expérience de la sainteté chrétienne nous montre la fécondité de la prière, où Dieu se manifeste dans l'esprit et le cœur de ses serviteurs. Cette connaissance de lui-même, le Seigneur nous la livre dans les feux de l'amour. Les dons de l'Esprit sont multiples, mais ils nous font toujours goûter cette connaissance intime et vraie du Seigneur, sans laquelle nous ne pourrions ni comprendre la valeur de la vie chrétienne et religieuse ni posséder la force d'y progresser dans la joie d'une espérance qui ne trompe pas.

44. L'esprit de prière pénètre la vie fraternelle

Certes, l'Esprit-Saint vous donne aussi la grâce de rencontrer le visage du Seigneur dans le cœur des hommes qu'il vous apprend à aimer comme des frères. Et il vous aide à déchiffrer la manifestation de son amour à travers les événements. Dans l'humble attention aux hommes et aux choses, l'Esprit de Jésus nous éclaire et nous enrichit de sagesse, pourvu que nous soyons profondément pénétrés par l'esprit de prière.

45. Besoin de vie intérieure

N'est-ce pas une des misères de notre temps que le déséquilibre « entre les conditions collectives de l'existence et les requêtes d'une pensée personnelle et aussi de la contemplation (53) » ? Tant d'hommes, et parmi eux tant de jeunes, ont perdu le sens de leur vie et sont anxieusement en recherche de la dimension contemplative de leur être, sans songer que le Christ pourrait, en son Eglise, répondre à leur attente ! De tels faits doivent vous faire sérieusement réfléchir sur ce que les hommes sont en droit d'attendre de vous, qui avez fait profession de vivre au service du Verbe, « la lumière véritable qui éclaire tout homme (54) ». Prenez donc conscience de l'importance de l'oraison dans votre vie et apprenez à vous y appliquer généreusement : la fidélité à la prière quotidienne demeure pour chacun, pour chacune d'entre vous, une nécessité primordiale, et doit avoir la première place dans vos constitutions et dans votre vie.

46. Silence

L'homme intérieur ressent les temps de silence comme une exigence de l'amour divin, et une

(52) Cf. Ga 6, 2.

(53) Const. past. *Gaudium et spes*, n. 8, AAS 58, 1966, p. 1030.

(54) Jn 1, 9.

certaine solitude lui est normalement nécessaire pour entendre Dieu lui « parler au cœur (55) ». Est-il besoin de le souligner : un silence qui serait une pure absence de bruit ou de paroles, alors que l'âme ne s'y retremperait pas, serait évidemment dépourvu de valeur spirituelle et pourrait même être une atteinte à la charité fraternelle si des échanges s'imposaient à ce moment. Mais la recherche de l'intimité avec Dieu comporte le besoin, vraiment vital, d'un silence de tout l'être, tant pour ceux qui doivent aussi trouver Dieu dans le tumulte que pour les contemplatifs (56). La foi, l'espérance, un amour de Dieu disponible aux dons de l'Esprit, de même qu'un amour fraternel attentif au mystère des autres entraînent, comme une exigence, un besoin de silence.

47. Vie liturgique

Faut-il enfin vous rappeler la place hors de pair, dans la vie de vos communautés, de la liturgie de l'Eglise, dont le centre est le sacrifice eucharistique, où la prière intérieure s'allie au culte extérieur (57)? Lors de votre profession religieuse, vous avez été offerts à Dieu par l'Eglise en intime union au sacrifice eucharistique (58). Cette offrande de vous-mêmes doit, jour après jour, devenir une réalité concrètement et continuellement renouvelée. La communion au corps et au sang du Christ est la source première de ce renouvellement (59) : que votre volonté d'aimer en vérité et jusqu'au don de votre vie en soit sans cesse confortée.

48. Eucharistie, cœur de la communauté et source de vie

Réunies en son nom, vos communautés ont naturellement pour centre l'eucharistie, « sacrement de l'amour, signe de l'unité, lien de la charité (60) ». Il est donc normal qu'elles soient visiblement réunies autour d'un oratoire, où la présence de la sainte eucharistie exprime et réalise ce qui doit être la mission principale de toute famille religieuse, comme d'ailleurs de toute assemblée chrétienne. L'eucharistie, par laquelle nous ne cessons d'annoncer la mort du Seigneur et sa résurrection et de nous préparer à son retour en gloire, vous remet constamment en mémoire les souffrances physiques et morales dont le Christ a été accablé et qu'il avait librement acceptées jusqu'à l'agonie et la mort sur la croix. Que les épreuves qui vous atteignent soient pour vous l'occasion de porter avec le Seigneur et d'offrir au Père tant de malheurs et

de souffrances injustes qui atteignent nos frères et auxquels seul le sacrifice du Christ peut donner un sens, dans la foi.

49. Fécondité spirituelle pour le monde

Ainsi, le monde lui-même est présent au cœur de votre vie de prière et d'offrande, comme le Concile l'a manifesté avec force : « Il ne faut pas penser que les religieux, du fait de leur consécration, deviennent étrangers aux hommes et inutiles dans la cité terrestre. Même si parfois ils n'apportent pas une aide directe à leurs contemporains, ils leur sont cependant présents d'une manière plus profonde dans la tendresse du Christ, et ils coopèrent spirituellement avec eux pour que l'édification de la cité terrestre ait toujours son fondement dans le Seigneur et soit orientée vers lui, de manière que ceux qui l'édifient ne travaillent pas en vain (61). »

50. Participation à la mission de l'Eglise

Cette participation à la mission de l'Eglise, le Concile y insiste, ne peut aller sans une ouverture et une collaboration à ses « initiatives et intentions, ainsi en matière biblique, liturgique, dogmatique, pastorale, œcuménique, missionnaire et sociale (62) ». Soucieux d'entrer dans la pastorale d'ensemble, vous le ferez, certes, toujours « dans le respect du caractère propre de chaque institut », vous rappelant que l'exemption regarde surtout la structure interne et qu'elle ne vous dispense pas de vous soumettre à la juridiction des évêques responsables, « dans la mesure où le requièrent l'accomplissement de leur charge pastorale et la bonne organisation du ministère des âmes (63) ». Au reste, ne devez-vous pas, plus que d'autres, rappeler inlassablement que l'action de l'Eglise ne poursuit celle du Sauveur au profit des hommes qu'en entrant dans le mouvement du Christ lui-même, qui rapporte tout à son Père : « Tout est à vous, mais vous êtes au Christ et le Christ est à Dieu (64)? » L'appel de Dieu vous oriente en effet, de la manière la plus directe et la plus efficace, dans le sens du royaume éternel. A travers les tensions spirituelles inévitables dans toute vie vraiment religieuse, « vous attestez d'une manière éclatante et exceptionnelle que le monde ne peut être transfiguré et offert à Dieu que par l'esprit des Béatitudes (65) ».

APPEL FINAL

51. Pour un authentique renouveau de la vie religieuse

Chers fils et filles dans le Christ, la vie religieuse, pour se rénover, doit adapter ses formes accidentelles à des changements qui affectent

(55) Cf. Os 2, 16 [14].

(56) Cf. Instruction sur la vie contemplative *Venite Seorsum* du 15 août 1969, dans AAS 61, 1969, p. 674-690 (DC 1969, n. 1547, p. 806 et s.), et Message de religieux contemplatifs au Synode d'évêques, le 10 octobre 1967, dans la *Documentation Catholique*, t. LXIV, Paris 1967, col. 1907-1910.

(57) Cf. Constitution *Sacrosanctum Concilium*, AAS 56, 1964, p. 97-134 (DC 1963, n. 1414, col. 1635 et s.).

(58) Cf. Rituel de la profession religieuse.

(59) Cf. Décr. *Perfectae caritatis*, n. 15, AAS 58, 1966, p. 709.

(60) Const. *Sacrosanctum Concilium*, n. 47, AAS 56, 1964, p. 113.

(61) Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 46, AAS 57, 1965, p. 52.

(62) Décr. *Perfectae caritatis*, n. 2 c), AAS 58, 1966, p. 703.

(63) Décr. *Christus Dominus*, n. 35, AAS 58, 1966, p. 691 (DC 1965, n. 1461, col. 2133).

(64) 1 Co 3, 22-23 ; cf. Const. past. *Gaudium et spes*, n. 37, AAS 58, 1966, p. 1055.

(65) Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 31, AAS 57, 1965, p. 37.

avec une rapidité et une ampleur croissantes les conditions de toute existence humaine. Comment y parvenir, tout en conservant « ces états de vie stables » reconnus par l'Eglise (66), sinon par un renouveau de la vocation authentique et intégrale de vos instituts ? Pour un vivant, s'adapter à son milieu ne consiste pas à abandonner son identité, mais à s'affirmer au contraire dans sa vitalité propre. Comprendre en profondeur les tendances actuelles et les requêtes du monde moderne doit faire rejaillir vos propres sources avec une vigueur et une fraîcheur nouvelles. La tâche est exaltante, à la mesure des difficultés.

52. Nécessité de son témoignage évangélique dans le monde d'aujourd'hui

Une question brûlante nous hante aujourd'hui : comment faire passer le message évangélique dans la civilisation de masses ? Comment agir aux niveaux où s'élabore une nouvelle culture, où s'instaure un nouveau type d'homme qui croit n'avoir pas besoin de rédemption ? Appelés tous à la contemplation du mystère du salut, vous sentez quel sérieux vos vies reçoivent de ces questions, quel stimulant pour votre zèle apostolique ! Chers religieux et religieuses, selon les modes que requiert l'appel de Dieu à vos familles spirituelles, il faut que vos yeux s'ouvrent tout grands sur les besoins des hommes, leurs problèmes, leurs recherches, témoignant parmi eux, dans la prière et dans l'action, de la force de la Bonne Nouvelle d'amour, de justice et de paix. L'aspiration de l'humanité à une vie plus fraternelle entre personnes et entre nations exige avant tout une transformation des mœurs, des mentalités et des cœurs. Cette tâche, qui est celle de tout le Peuple de Dieu, est la vôtre à un titre particulier. Comment la remplir sans ce goût de l'absolu, qui est le fruit d'une certaine expérience de Dieu ? C'est dire combien le véritable renouveau de la vie religieuse importe au premier chef pour la rénovation de l'Eglise et du monde.

53. Témoins vivants de l'amour du Seigneur

Ce monde a plus que jamais besoin de voir en vous des hommes et des femmes qui ont cru à la parole du Seigneur, à sa résurrection et à la vie éternelle, au point d'engager leur vie terrestre pour attester la vérité de cet amour qui s'offre à tous les hommes. L'Eglise n'a cessé, à travers son histoire, d'être vivifiée et réjouie par tant de saints religieux et religieuses, vivants témoins, à travers la diversité de leurs vocations, d'un amour sans limite, du Seigneur Jésus. Cette grâce n'est-elle pas pour l'homme d'aujourd'hui un souffle vivifiant venu de l'infini, comme une délivrance de lui-même, dans la perspective d'une joie éternelle et absolue ? Ouverts à cette joie divine, renouvelant l'affirmation des réalités de la foi, comprenant chrétiennement à leur lumière les besoins du monde, vivez généreusement les exigences de votre vocation. Le moment est venu du plus grand sérieux dans la rectification de vos consciences, s'il en est besoin, et aussi de la révision de toutes vos vies pour une plus grande fidélité.

(66) *Ibid.*, n. 43, p. 49.

54. Appel à tous les religieux et religieuses

Vous regardant avec la tendresse du Seigneur quand il appelait ses disciples « petit troupeau », quand il leur annonçait qu'il avait plu à son Père de leur donner le royaume (67), nous vous supplions : gardez la simplicité des « tout-petits » de l'Évangile. Sachez la retrouver dans le cœur à cœur secret avec le Christ, ou dans l'accueil direct de vos frères. Vous connaîtrez alors le « tressaillement de joie dans l'action de l'Esprit-Saint » de ceux qui sont admis aux secrets du royaume. Ne cherchez pas à devenir de ces « sages et habiles » que tout conspire à multiplier, auxquels ces secrets sont cachés (68). Soyez vraiment des pauvres, des doux, des affamés de sainteté, des miséricordieux, des cœurs purs, de ceux par qui le monde connaîtra la paix de Dieu (69).

55. Rayonnement fécond de votre joie

La joie de lui appartenir pour toujours est un fruit incomparable de l'Esprit-Saint, auquel vous avez déjà goûté. Dans cette joie que le Christ vous gardera, même au sein des épreuves, sachez envisager l'avenir avec confiance. Dans la mesure où elle rayonnera de vos communautés, cette joie sera pour tous le signe que l'état de vie que vous avez choisi vous aide, à travers le triple renoncement de votre profession religieuse, à réaliser l'épanouissement suprême de votre vie dans le Christ. Alors les jeunes, en vous regardant vivre, pourront percevoir l'appel que Jésus ne cessera jamais de faire entendre parmi eux (70). Le Concile en effet vous le rappelle : « L'exemple de leur propre vie constitue la meilleure recommandation des instituts et la plus efficace invitation à embrasser la vie religieuse (71). » Nul doute aussi que, en vous témoignant profonde estime et grande affection, évêques, prêtres parents et éducateurs chrétiens n'éveillent chez beaucoup le désir de marcher à votre suite en répondant à l'appel du Christ qui ne cesse de retentir chez ses disciples.

56. Prière à Marie

Que la Mère bien-aimée du Seigneur, à l'exemple de laquelle vous avez consacré à Dieu vos vies, vous obtienne, pour votre cheminement quotidien, cette joie inaltérable que Jésus seul peut donner. Et que, à son exemple, vos vies témoignent de « cet amour maternel dont doivent être animés tous ceux qui, associés à la mission apostolique de l'Eglise, travaillent à la régénération des hommes (72) ». Fils et filles très chers, que la joie du Seigneur transfigure vos vies consacrées, que son amour les féconde. En son nom, de tout cœur, nous vous bénissons.

Du Vatican, en la fête des saints apôtres Pierre et Paul, le 29 juin 1971.

PAULUS PP. VI.

(67) Cf. Lc 12, 32.

(68) Cf. *ibid.*, 10, 21.

(69) Cf. Mt 5, 3-11.

(70) Cf. *ibid.*, 19, 12, et 1 Co 7, 34.

(71) Décr. *Perfectae caritatis*, n. 24, AAS 58, 1966, p. 712.

(72) Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 65, AAS 57, 1965, p. 65.

CONSTITUTION APOSTOLIQUE "LAUDIS CANTICUM"

promulguant l'Office divin réformé conformément au décret du II^e Concile œcuménique du Vatican (*)

PAUL, ÉVÊQUE, SERVITEUR DES SERVITEURS DE DIEU,
POUR PERPÉTUELLE MÉMOIRE.

Le chant de louange qui résonne éternellement au ciel et que Jésus-Christ, souverain prêtre, a introduit dans cette terre d'exil, a toujours été continué par l'Eglise au cours des siècles, avec constance et fidélité, dans la merveilleuse variété de ses formes.

La Liturgie des Heures s'est développée progressivement jusqu'à devenir la prière de l'Eglise locale. Dans des lieux et à des moments déterminés, elle est alors devenue, sous la présidence du prêtre, comme le complément nécessaire de tout le culte divin exprimé dans le sacrifice eucharistique, pour imprégner toutes les heures de la vie des hommes.

Le livre de l'Office divin, auquel de nombreux éléments nouveaux sont venus s'ajouter au cours des siècles, est devenu un instrument adapté à l'action sacrée auquel il est destiné. Cependant, avec les importantes modifications qui, à diverses époques, ont été introduites dans la façon de célébrer les Heures — notamment la célébration individuelle, — il ne faut pas s'étonner que ce livre, appelé par la suite Bréviaire, ait été adapté à diverses formes qui parfois exigeaient qu'il soit composé différemment.

Historique

Le manque de temps n'a pas permis au Concile de Trente de terminer la réforme du Bréviaire et il l'a confiée au Siège apostolique. Le Bréviaire romain, promulgué par notre prédécesseur saint Pie V en 1568, a voulu avant tout, pour répondre à l'ardent désir de tous, assurer à la prière canonique une uniformité qui à cette époque s'était perdue dans l'Eglise latine.

Au cours des siècles qui suivirent, différentes innovations ont été apportées par les Papes Sixte V, Clément VIII, Urbain VIII, Clément XI et d'autres.

En 1911, saint Pie X fit publier le nouveau Bréviaire, préparé sur son ordre. Le rétablissement, selon l'ancien usage, de la récitation hebdomadaire de 150 psaumes, a renouvelé entièrement la disposition du psautier. Les répétitions ont été supprimées, et il fut possible d'harmoniser le psautier de la férie et le cycle des lectures bibliques avec les offices des saints. De plus, l'office du dimanche prenait une plus grande importance. Il lui était donné un degré plus élevé pour que la plupart du temps il ait la priorité sur les fêtes des saints.

Tout le travail de réforme liturgique fut de nouveau repris par Pie XII. Il permit d'utiliser, tant dans la récitation privée que dans la réci-

tation publique, une nouvelle traduction du psautier établie par l'Institut biblique pontifical. Une Commission spéciale, créée en 1947, fut chargée de la question du Bréviaire. A partir de 1955, les évêques du monde entier furent consultés sur ce même sujet. Les premiers fruits de ce travail assidu apparurent avec le « décret sur la simplification des rubriques », du 23 mars 1955, et les normes du Bréviaire publiées par Jean XXIII en 1960 dans le Code des rubriques.

Mais, n'ayant pourvu que partiellement à la réforme de la liturgie, Jean XXIII entrevoyait que les grands principes fondamentaux de la liturgie nécessitaient une étude plus approfondie. Il confia cette tâche au II^e Concile œcuménique du Vatican qu'entre temps il avait convoqué. Le Concile traita de la liturgie en général et de la prière des Heures en particulier avec une ampleur et une richesse spirituelle sans précédent dans l'histoire de l'Eglise.

Pendant le Concile du Vatican nous avons voulu faire appliquer les décisions de la Constitution sur la liturgie dès après sa promulgation.

C'est ainsi qu'au sein du *Consilium* pour l'application de la Constitution sur la liturgie, institué par nous, fut créé un groupe spécial qui a travaillé soigneusement et intensément pendant sept ans à préparer le nouveau livre de la Liturgie des Heures, en faisant appel à la collaboration d'experts en matière de liturgie, de théologie, de spiritualité et de pastorale.

Après avoir consulté l'épiscopat du monde entier et de nombreux pasteurs d'âmes, de nombreux religieux et de nombreux laïcs, le *Consilium* et le Synode des évêques, lors de sa session de 1967, approuvèrent les principes et la structure de l'œuvre tout entière et de chacune de ses parties.

La nouvelle structure de la Liturgie des Heures

Il convient donc d'exposer dans le détail la nouvelle structure de la Liturgie des Heures et ses motivations.

1. Ainsi que l'avait demandé la Constitution *Sacrosanctum Concilium*, il a été tenu compte des conditions qui sont actuellement celles des prêtres engagés dans l'apostolat.

L'Office étant la prière du Peuple de Dieu tout entier, il a été disposé de telle manière que puissent y participer non seulement les clercs, mais aussi les religieux et les laïcs. En introduisant diverses formes de célébration, on a voulu répondre aux exigences particulières de personnes de diverses catégories, et la prière peut être adaptée à la condition et à la vocation des différentes communautés qui célèbrent la Liturgie des Heures.

2. La Liturgie des Heures étant la sanctification de la journée, la structure de la prière a été renouvelée de telle façon que les heures canoniques puissent plus facilement s'adapter aux

(*) Textes latin et italien dans l'*Osservatore Romano* du 23 juin 1971. Traduction et sous-titres de la DC.

Le cardinal TABERA ARAOZ, nouveau préfet de la S. congrégation du Culte divin, a remis à Paul VI le 21 juin un exemplaire du premier volume du nouvel Office divin en latin (Avent et temps de Noël), qui sera mis en vente à la mi-juillet 1971.

différentes heures du jour, compte tenu des conditions de vie des hommes d'aujourd'hui.

C'est pour cette raison qu'a été supprimée l'heure de Prime. La première place ■ été donnée aux Laudes du matin et aux Vêpres qui sont au centre de tout l'Office et qui apparaissent comme les vraies prières du matin et du soir. L'Office de lecture, tout en conservant sa caractéristique de prière de la nuit pour ceux qui célèbrent les vigiles, peut être adapté à toute heure du jour. Pour ce qui des autres heures, l'Heure moyenne a été disposée de telle sorte que ceux qui choisissent une seule des heures de Tierce, Sexte et None, puissent l'adapter au moment de la journée où ils la célèbrent, en n'omettant aucune partie du psautier, réparti sur plusieurs semaines.

3. Afin que dans la célébration de l'Office l'esprit concorde plus facilement avec la voix, et que la Liturgie des Heures soit vraiment « source de piété et nourriture de la prière personnelle (1) », dans le nouveau livre des Heures, la part de prière fixée pour chaque jour a été quelque peu réduite, tandis que les textes sont notablement plus variés et que différentes aides sont apportées pour méditer sur les psaumes : titres, antiennes, prières psalmodiées, moments de silence introduits selon l'opportunité.

4. Conformément aux normes données par le Concile (2), le cycle hebdomadaire a été aboli et le psautier ■ été réparti sur quatre semaines, dans la nouvelle traduction latine préparée par la Commission pour la nouvelle Vulgate de la Bible, instituée par nous. Dans cette nouvelle répartition du psautier, quelques psaumes et versets particulièrement durs ont été omis, eu égard aux difficultés qu'ils pourraient présenter, surtout dans la récitation en langue du peuple. Pour augmenter la richesse spirituelle des Laudes du matin, on leur a ajouté de nouveaux chants, extraits des livres de l'Ancien Testament, tandis que d'autres chants du Nouveau Testament ont été enchâssés dans les Vêpres comme des pierres précieuses.

5. Dans le nouveau recueil de lectures de la Sainte Ecriture, le trésor de la Parole de Dieu est distribué plus largement. Il a été disposé de façon à correspondre à celui de la messe.

Dans l'ensemble, il y a une certaine unité de sujet dans les péripécies et elles ont été choisies de manière à évoquer tout au long de l'année les moments les plus importants de l'histoire du salut.

6. Conformément aux normes du Concile, la lecture quotidienne des œuvres des Pères et des écrivains de l'Eglise a été prévue de telle sorte qu'elle offre les meilleurs écrits des auteurs chrétiens, en particulier des Pères de l'Eglise. Mais pour présenter plus abondamment les richesses spirituelles de ces auteurs, un autre lectionnaire facultatif sera préparé permettant d'en retirer des fruits plus abondants.

7. Dans les textes de la Liturgie des Heures, on ■ supprimé tout ce qui ne correspond pas à la vérité historique. C'est ainsi que les lectures, spécialement les récits de la vie des saints, ont été revues afin que la physionomie spirituelle du saint et le rôle qu'il a joué dans la vie de l'Eglise soient présentés et situés dans leur juste lumière.

8. Aux Laudes du matin ont été ajoutées des prières pour le travail que l'on va commencer et pour consacrer la journée. A Vêpres, on fait une courte prière, analogue à la prière universelle.

A la fin de ces prières, on reprend la prière dominicale. Celle-ci étant récitée également à la messe, l'usage de l'Eglise primitive où elle était récitée trois fois par jour se trouve maintenant restauré.

La prière de l'Eglise

La prière de la sainte Eglise étant donc renouvée et restaurée complètement selon sa très ancienne tradition et en tenant compte des besoins de notre temps, il est très souhaitable qu'elle imprègne, vivifie, pénètre profondément toute la prière chrétienne, qu'elle l'exprime et qu'elle alimente efficacement la vie spirituelle du Peuple de Dieu.

C'est pourquoi nous avons grande confiance que se ravivera le sens de la prière inlassable (3) que Notre-Seigneur Jésus-Christ a demandée à son Eglise. Effectivement, le livre de la Liturgie des Heures, bien réparti dans le temps, est destiné à soutenir continuellement et à aider cette prière, qui manifeste la vraie nature de l'Eglise priante et en est le signe merveilleux, spécialement lorsqu'une communauté se réunit à cet effet.

La prière chrétienne est avant tout la prière de toute la communauté humaine que le Christ rassemble (4). Chacun participe à cette prière, qui est la prière propre d'un corps unique, car en elle s'unissent les prières qui expriment la voix de l'épouse bien-aimée du Christ, les désirs et les vœux de tout le peuple chrétien, les supplications pour les besoins de tous les hommes.

C'est du cœur du Christ que cette prière reçoit son unité. Notre Rédempteur a en effet voulu « que la vie qu'il avait commencée dans son corps mortel par ses prières et son sacrifice fût continuée sans interruption au cours des siècles dans son Corps mystique qui est l'Eglise (5) ». C'est ainsi que la prière de l'Eglise est en même temps « la prière du Christ que celui-ci, avec son Corps, présente au Père (6) ». Il est donc nécessaire que, lorsque nous célébrons l'Office, nous reconnaissons l'écho de nos voix dans le Christ et l'écho de la voix du Christ en nous (7).

(3) Cf. Lc 18, 1 ; 21, 36 ; 1 Th 5, 17 ; Ep 6, 18.

(4) Cf. Conc. Vat. II, Const. sur la S. Liturgie *Sacrosanctum Concilium*, n. 83 ; AAS 56 (1964), p. 121.

(5) Pie XII, encycl. *Mediator Dei*, 20 nov. 1947, n. 2 ; AAS 39 (1947), p. 522 (DC 1948, n. 1010, col. 195 - NDLR).

(6) Conc. Vat. II, Const. sur la S. Liturgie *Sacrosanctum Concilium*, n. 84 ; AAS 56 (1964), p. 121.

(7) Cf. S. AUGUSTIN, *Enarrationes in ps.* 85, n. 1.

(1) Conc. Vat. II, Const. sur la S. Liturgie *Sacrosanctum Concilium*, n. 90 ; AAS 56 (1964), p. 122 (DC 1963, n. 1414, col. 90 - NDLR).

(2) *Ibid.*, n. 91, p. 122-123.

La Sainte Ecriture, source principale de toute la prière chrétienne

Afin qu'apparaisse plus clairement cette caractéristique de notre prière, il faut que se ravive chez tous « ce goût savoureux et vivant de la Sainte Ecriture (8) » que l'on trouve dans la Liturgie des Heures, de sorte que la Sainte Ecriture devienne réellement la source principale de toute la prière chrétienne. La prière des psaumes surtout, qui accompagne et proclame l'action de Dieu dans l'histoire du salut, doit être aimée par le Peuple de Dieu d'un amour nouveau. Cela se réalisera plus facilement si l'on se préoccupe plus attentivement de susciter dans le clergé une connaissance plus approfondie des psaumes, dans le sens qu'ils revêtent dans la liturgie, et si une catéchèse adaptée est donnée à tous les fidèles. La lecture plus abondante de la Sainte Ecriture, non seulement à la messe, mais dans la nouvelle Liturgie des Heures, fera que l'histoire du salut soit commémorée sans interruption, et que sa continuation dans la vie des hommes soit annoncée efficacement.

Prière de l'Eglise et prière personnelle

Puisque la vie du Christ dans son Corps mystique perfectionne et élève aussi la vie propre ou personnelle de chaque fidèle, non seulement toute opposition entre la prière de l'Eglise et la prière personnelle doit être rejetée, mais les liens entre l'une et l'autre doivent être raffermis et développés. La méditation doit trouver un aliment continu dans les lectures, dans les psaumes et dans les autres parties de la Liturgie des Heures. La récitation de l'Office doit, dans la mesure du possible, être adaptée aux nécessités d'une prière vivante et personnelle. A cet effet, la Présentation générale (*) prévoit que l'on choisira, pour la célébration, les temps, les modes et les formes qui correspondent le mieux à la situation spirituelle de ceux qui y participent. Si la prière de l'Office divin devient une vraie prière personnelle, les liens entre la liturgie et la vie chrétienne tout entière apparaissent mieux. A chaque heure du jour et de la nuit, toute la vie des fidèles constitue comme une *leitourgia* par laquelle, en esprit d'amour, ils se mettent au service de Dieu et des hommes, en adhérant à l'action du Christ qui, en demeurant parmi nous et en s'offrant lui-même, a sanctifié la vie de tous les hommes.

La Liturgie des Heures exprime clairement et confirme efficacement cette grande vérité qui est inhérente à la vie chrétienne.

C'est pourquoi les prières des Heures sont proposées à tous les fidèles, même à ceux qui ne sont pas légalement tenus de les réciter (**).

(8) Conc. Vat. II, Const. sur la S. Liturgie *Sacrosanctum Concilium*, n. 24 ; AAS 56 (1964), p. 106-107.

(*) Cf. DC 1971, n. 1583, p. 314-335 (NDLR).

(**) Dans l'*Osservatore Romano* du 24 juin, le P. BUGINI, secrétaire de la S. congrégation du Culte divin, voit dans le succès des éditions provisoires en langue du peuple la preuve que la Liturgie des Heures est célébrée par de nombreux laïcs. L'édition française, *Prière du temps présent* (cf. DC 1970, n. 1575, p. 1098), indique-t-il, a atteint un tirage de 220 000 exemplaires (NDLR).

Directives pour ceux qui ont reçu mandat de célébrer la Liturgie des Heures

Quant à ceux qui ont reçu de l'Eglise mandat de célébrer la Liturgie des Heures, qu'ils s'acquittent chaque jour religieusement de cette charge par une récitation intégrale, qu'ils feront coïncider, dans la mesure du possible, avec le temps vrai de chaque heure ; qu'ils attachent l'importance qui leur est due avant tout aux Laudes du matin et aux Vêpres.

Que ceux qui, ayant reçu l'Ordre sacré, sont destinés à être d'une façon particulière le signe du Christ prêtre, et ceux qui par les vœux de la profession religieuse se sont spécialement consacrés au service de Dieu et de l'Eglise, ne récitent pas l'Office uniquement pour observer la loi, mais bien plutôt parce qu'ils reconnaissent l'importance intrinsèque de la prière, ainsi que sa valeur pastorale et ascétique. Il est vivement souhaitable que la prière publique de l'Eglise jaillisse d'un renouveau spirituel général et de la reconnaissance d'un besoin intrinsèque de tout le corps de l'Eglise, laquelle, à l'image de son chef, ne peut être définie autrement que comme l'Eglise en prière.

Que donc par le nouveau livre de la Liturgie des Heures, maintenant sanctionné, approuvé et promulgué par notre autorité apostolique, résonne plus magnifiquement la louange divine dans l'Eglise de notre temps. Que cette louange s'unisse à celle des saints et des anges du ciel. Que, par sa perfection toujours plus grande, elle se rapproche toujours davantage, en cet exil terrestre, de la louange totale dont est éternellement l'objet « celui qui siège sur le trône, ainsi que l'agneau (9) ».

Normes pratiques

Nous décidons donc que ce nouveau livre de la Liturgie des Heures pourra être utilisé dès sa publication. Les Conférences épiscopales veilleront à en faire préparer des éditions en langue du peuple et, après approbation ou confirmation par le Saint-Siège, elles fixeront le jour à partir duquel ces traductions pourront ou devront commencer à être utilisées, en totalité ou en partie. A partir du jour où ces traductions devront être adoptées dans les célébrations en langue du peuple, même ceux qui continueront à utiliser le latin devront employer uniquement la forme renouée de la Liturgie des Heures.

Ceux qui, en raison de leur âge avancé, ou pour des motifs particuliers, éprouvent de graves difficultés à observer le nouvel Ordo, peuvent, avec l'autorisation de leur Ordinaire, et seulement dans la récitation individuelle, continuer à utiliser, en totalité ou en partie, le Bréviaire romain antérieur.



Nous voulons que tout ce que nous avons décrété et prescrit soit désormais ferme et efficace, nonobstant les constitutions et décisions apostoliques contraires promulguées par nos prédécesseurs, ainsi que les autres décrets, même dignes de mention et de dérogation particulières.

Donné à Rome, auprès de Saint-Pierre, en la fête de la Toussaint, le 1^{er} novembre 1970, huitième année de notre pontificat.

PAULUS PP. VI.

(9) Cf. Ap 5, 13.

ALLOCUTION AU SACRÉ-COLLÈGE

Le 24 juin, en la fête de saint Jean-Baptiste, Paul VI a reçu les vœux du Sacré-Collège exprimés par son doyen, le cardinal Tisserant. Dans sa réponse, comme chaque année en pareille circonstance, il a dressé un large tableau de la situation de l'Eglise, en évoquant aussi les problèmes internationaux les plus préoccupants (1) :

Merci à vous, monsieur le Cardinal, merci à messieurs les Cardinaux présents et à tout le Sacré-Collège, comme aussi à tous les clercs et laïcs de la Curie romaine, du diocèse de Rome, de la Cité du Vatican, qui s'associent à vous pour nous exprimer de façon délicate et significative leur cordial dévouement, avec leurs vœux nobles et spirituels, à l'occasion des célébrations annuelles relatives à notre humble personne et se référant à la fonction supérieure qui, par un dessein caché de la divine Providence, nous est confiée au service de l'Eglise de Dieu. Si, d'un côté, cette bonté indulgente nous remplit de confusion et nous fait trembler, une fois de plus, à la pensée de notre responsabilité et en voyant que nos forces ne sont pas proportionnées pour y répondre de façon adéquate, d'un autre côté elle nous reconforte en nous faisant sentir combien nous sommes soutenu par votre collaboration loyale et solidaire et par votre précieuse communion spirituelle. Fasse le Seigneur, tout en exauçant vos vœux à notre égard, que vous soyez les premiers à bénéficier de l'abondance des divines faveurs qui ne manquera pas de retomber sur vos dignes personnes et sur les organismes qui vous sont confiés, comme aussi sur les personnes qui vous sont chères dans l'amour du Seigneur ; et que la sainte et très aimée Eglise catholique, que les chrétiens, pour qui nous souhaitons le rétablissement de l'union parfaite avec nous, que le monde entier dans lequel nous vivons, anxieux de le faire participer dans une certaine mesure au message du salut chrétien, que tous bénéficient de l'effusion de la bonté suprême que nous invoquons.

En cette rencontre, qui se renouvelle chaque année en cette même circonstance et qui se prête à un tour d'horizon sur les conditions présentes de l'Eglise, une question d'ordre général, reflétant notre intérêt affectueux, se présente à nos esprits : comment va l'Eglise aujourd'hui ? Cette question est toute naturelle et spontanée, mais elle porte sur des horizons trop variés et trop larges, et peut-être pousse-t-elle notre curiosité au-delà de nos vues humaines, auxquelles peut échapper le dessein de Dieu sur le déroulement de la vie de l'Eglise, dessein qui ne deviendra manifeste que dans les temps futurs et peut-être même seulement au-delà du temps. Même en limitant notre regard à l'observation immédiate et empirique de la condition présente de l'Eglise, la réponse ne peut embrasser toute la réalité, tant celle-ci est

vaste et complexe. Cependant, eu égard à notre devoir de « veiller et prier pour ne pas entrer en tentation » (cf. Mt 26, 41), nous pouvons nous interroger à chaque instant : comment va l'Eglise aujourd'hui ? « Veilleur, où en est la nuit ? » C'est la voix de la Bible qui résonne encore à nos oreilles et qui réveille en nos esprits, stimulés en outre par l'esprit moderne d'observation, le désir, le besoin de nous rendre compte de la façon dont vont les choses.

La Curie romaine

Limitons-nous à quelques simples remarques, qui toutefois nous semblent à propos, en commençant par ceux qui, plus proches de nous, se consacrent au service généreux et fidèle de toute l'Eglise.

Il existe depuis quelque temps, grâce spécialement à notre cardinal secrétaire d'Etat, des *réunions périodiques des cardinaux chefs de dicastères* de la Curie romaine ; au cours de ces réunions sont exposées les questions principales qui intéressent l'Eglise et spécialement le Saint-Siège, et qui offrent des éléments de jugement sur l'actualité ecclésiale. Nous considérons comme un fait très important qu'une collaboration plus étroite et plus habituelle se manifeste entre vous, messieurs les cardinaux, et qu'une information réciproque vous permette de connaître toujours mieux les nécessités de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui. La plupart d'entre vous, messieurs les cardinaux, sont déjà au courant des multiples problèmes concernant la marche présente de nos affaires.

A cet égard, il nous apparaît comme un devoir de relever combien cet organisme que nous appelons la Curie romaine est aujourd'hui en bonne forme et animée d'un profond esprit de service. Son *internationalisation* progressive nous permet de compter désormais, parmi nos collaborateurs quotidiens, des prélats provenant de presque tous les continents, de cultures, de formations et d'expériences très diverses, dont la présence nous rend encore plus attentif aux multiples exigences des Eglises locales.

La décentralisation, opérée pendant et après le Concile, concernant de multiples affaires réservées jusqu'alors aux dicastères romains, n'a nullement diminué la quantité et la pression des affaires auxquelles ils doivent se consacrer. C'est un phénomène que l'on ne peut attribuer seulement à l'augmentation, commune dans tous les domaines, de la correspondance, mais plutôt à notre préoccupation de consulter largement nos frères dans l'épiscopat, comme aussi à l'augmentation et à l'accélération des rapports des Eglises locales avec la Curie romaine, signe que dans les diocèses aussi et les nouvelles Conférences épiscopales l'activité a augmenté et que, malgré la plus grande extension des diverses compétences propres aux organismes ecclésiastiques locaux, le besoin pratique, et même spirituel, d'une référence au centre visible de l'Eglise se fait tellement sentir que nous devons souvent résister à diverses propositions visant à l'institution de nouveaux organismes au service de l'unité intérieure et de l'organisation fonctionnelle de l'Eglise.

(1) Traduction diffusée par la salle de presse du Saint-Siège. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Vous savez quelles compétences nouvelles ont assumées les dicastères de la Curie romaine, vous connaissez tous les secrétariats et bureaux, comme aussi les nouvelles initiatives et l'augmentation des relations avec les divers pays, qui se sont ajoutées au cadre préexistant de l'organisation du Saint-Siège. Nous le notons, non par vaine complaisance, mais plutôt avec une certaine appréhension du point de vue administratif, et aussi avec une confiance stimulante dans le signe d'unité, de collégialité, d'amitié, d'espérance que représente ce phénomène.

L'application du Concile

Synthèse de la tradition avec les exigences des temps nouveaux

Ce dernier nous semble rassurant à un autre point de vue également : le bilan de notre travail postconciliaire apporte, en effet, à notre conscience et au jugement objectif d'autrui la confirmation que Rome a voulu et veut conserver une grande fidélité dans l'application du Concile ; et cela, non seulement en ce qui concerne les normes, mais bien plus sous l'aspect religieux, spirituel et rénovateur de la vie ecclésiale. Nous nous faisons un devoir d'exprimer nos remerciements et de citer à la reconnaissance de l'Eglise l'œuvre énorme accomplie par les dicastères romains en cette période tourmentée mais féconde, comme aussi de reconnaître en ce labeur généreux, sage, moderne, un signe de vitalité et d'à-propos historique qui ne manque pas de faire penser à une assistance miséricordieuse de l'Esprit-Saint.

L'Eglise, nous semble-t-il, n'a pas perdu le rythme de la marche du monde contemporain. L'Eglise romaine accomplit, par suite d'un effort admirable et émouvant, la synthèse — ou tout au moins une tentative prudente et courageuse — de la tradition avec les exigences des temps nouveaux, dans la conviction que c'est seulement dans la fidélité à ses racines historiques, canoniques, doctrinales, spirituelles, c'est-à-dire à sa propre tradition séculaire, apostolique et évangélique, que l'Eglise romaine, et avec elle l'Eglise catholique, peut conserver son identité authentique et bien plus encore sa vitalité perpétuelle et toujours jeune : « Tes fils sont comme des plants d'olivier... » (Ps 127, 3.) Le vieil olivier se couvre de feuilles et porte des fruits.

Des fléchissements préoccupants

Mais la question nous talonne encore : Comment va l'Eglise ?

Oh, frères, ne la posez pas à nous, cette nouvelle question, si elle se réfère à d'autres aspects de l'Eglise, romaine ou universelle, les aspects qui mettent en évidence certains phénomènes de sa composition humaine et de sa fragilité terrestre. Vous les connaissez et les approchez peut-être plus que nous. Oui, notons tous que l'Eglise ressent beaucoup, chez les hommes qui la composent, spécialement chez ceux qui étudient et chez les jeunes, l'influence de la culture et des mœurs qui caractérisent le monde profane, à tel point que l'adhésion, souvent excessive, à la mode du temps en fléchit les tendances vers un relativisme qui réclame vigilance et tempérance. Nous ne voulons pas méconnaître tout ce

que l'expérience très riche, et à certains points de vue merveilleuse, de notre temps offre de vrai, de juste, de beau, à l'Eglise qui poursuit son pèlerinage à travers le temps ; nous ne voulons pas non plus décourager l'angoisse apostolique de ceux qui cherchent à se faire « tout à tous » (cf. 1 Co 9, 22) pour les attirer tous au Christ : aujourd'hui, l'uniformité des usages et la compréhension du langage ont une grande importance pour établir des contacts avec le monde auquel nous voulons porter notre message. Il y a cependant un risque que cette attitude, louable dans ses intentions, se traduise dans un conformisme superficiel, c'est-à-dire par l'abandon de richesses de notre patrimoine culturel et moral, et entraîne la tentation de rendre indûment facile le christianisme, pour nous comme pour tous ceux à qui nous le voudrions communiquer, en le dépouillant de ce à quoi il ne peut renoncer : le mystère de ses dogmes, le scandale de sa croix, l'exigence fondamentale de sa communion hiérarchique.

Ainsi, en même temps que des progrès constants dans sa propre vie intérieure et dans sa force expansive et missionnaire, la marche présente de l'Eglise accuse quelques fléchissements douloureux et préoccupants, de pénibles difficultés, qu'elles soient externes ou (et nous le disons avec plus de regret) internes. Mais cherchons aussitôt à comprendre le secret providentiel qui se cache en ces épreuves ; autrement dit, cherchons à comprendre quel stimulant de purification, de pénitence, de ferveur elles contiennent pour nous tous ; essayons d'entendre le rappel bénéfique à une plus grande foi, à une plus grande espérance, à une plus grande charité qu'elles représentent pour tous ceux d'entre nous qui veulent vraiment aimer le Seigneur et servir dans l'amour le prochain tel que notre temps le présente à nos soucis pastoraux. « La puissance se déploie dans la faiblesse... Lorsque je suis faible, c'est alors que je suis fort. » (2 Co 12, 9, 10.)

Les voies qui s'ouvrent

Certains chemins, du reste, sont ouverts à la bonne marche de l'Eglise, même dans les circonstances difficiles qui en ralentissent le pas. Nous devons, par exemple, nous souvenir toujours de l'exigence de faire participer les hommes d'aujourd'hui, dans la mesure du possible, à l'œuvre salvifique de l'Eglise. Nous devons également être attentifs aux efforts qui tendent, même d'une façon encore balbutiante, à porter au monde d'aujourd'hui un témoignage authentique de l'amour du Christ. « N'ôtez pas l'Esprit. Ne méprisez pas les prophéties. Eprouvez tout, retenez ce qui est bon. Gardez-vous de toute espèce de mal », nous dit saint Paul (1 Th 5, 19, 22).

Sauf illusion, nous croyons avoir suivi ce critère apostolique dans quelques actes récents de notre ministère, comme, par exemple, la lettre apostolique *Octogesima adveniens*, comme aussi nous nous proposons de le faire dans une exhortation sur la vie religieuse que nous ne tarderons pas à publier, après nous être livré à des consultations nombreuses et réfléchies.

Nous ne voulons pas oublier non plus que la vie de l'Eglise sera marquée, dans les prochains, mois par l'Assemblée générale du Synode des

évêques. Le Seigneur nous a déjà donné la joie de présider deux Synodes. Celui que nous célébrerons en automne nous semble revêtir une importance capitale, en raison des arguments qui formeront l'objet de ses travaux. Nous souhaitons que sa préparation — soutenue par la prière — continue partout avec un sens profond de responsabilité.

Problèmes graves

La question que nous nous sommes posée : « Comment va l'Eglise ? », nous obligerait à considérer un autre groupe d'éléments concernant la vie présente de l'Eglise, nous voulons dire les questions pendantes, qui font l'objet d'une étude approfondie de nos bureaux.

Les questions pendantes sont multiples et graves : telles sont celles relatives au prochain Synode des évêques dont nous parlions à l'instant, à la réforme liturgique, aux séminaires, à l'œcuménisme ; les questions concernant l'Eglise en Italie, en Espagne, dans les territoires portugais en Afrique, les relations avec les pays de l'Est de l'Europe, etc. Nous n'avons pas l'intention de parcourir tous les domaines ; nous n'en finirions pas. Nous nous contentons d'une brève allusion, pour recommander à votre attention et à vos prières ces problèmes si nombreux et compliqués.

Le Pakistan oriental

Nous ne voulons pas toutefois passer sous silence une situation dont la gravité nous oblige à renouveler nos instances.

La tragique situation qui est devenue récemment celle de la population du Pakistan oriental, et le phénomène, de proportions gigantesques, déterminé par l'exode de millions de citoyens qui ont cherché refuge ailleurs, ont douloureusement affecté le monde et ont suscité en notre esprit des sentiments de peine profonde.

Nous avons déjà voulu lancer un appel public pour que la paix et l'amour remplacent la discorde et la violence, et tandis que nous nous sommes hâté d'apporter notre modeste mais très affectueuse contribution à l'œuvre de secours aux réfugiés et à leurs frères restés sur le sol de la patrie, nous avons, de façon pressante, exhorté les organisations catholiques d'assistance à ne pas manquer d'apporter leur aide à ceux qui sont dans un si grave besoin.

Nous voulons ici manifester à nouveau notre angoisse, et renouveler notre appel en faveur de l'amour et de la paix, adressant cet appel de façon particulière à ceux qui détiennent les pouvoirs publics, afin que pour ces populations soit rétablie une communauté de vie humaine et civique, dans la paix, dans un climat de compréhension et de collaboration d'où soit exclu tout sentiment d'hostilité et de méfiance.

Et que dire des deux autres points douloureux sur la face du globe où la guerre, bien qu'en sommeil, n'est pas encore éteinte ni dépouillée de ses terribles menaces ? Un mot seulement à ce sujet.

Le Vietnam

Le Vietnam : à quand la paix ? On le sait, nous sommes étrangers au conflit et aux tractations qui devraient aboutir à une entente. Mais

nous ne sommes pas étranger aux souffrances que comporte ce conflit, tant dans la zone Nord que dans la zone Sud. Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir et tout ce qui était au pouvoir de nos institutions caritatives catholiques des divers pays, pour apporter quelques secours ; mais il ne fut pas possible jusqu'à présent — et nous voulons espérer que cela le soit dans un proche avenir — d'arriver jusqu'au Nord. Sans fruit non plus malheureusement est demeurée notre tentative, discrète mais sincère, en vue de hâter la réconciliation et la fin de la guerre ; nous ne cesserons, à cet égard, de saisir toute occasion favorable pour que la paix, la liberté, la concorde et une nouvelle prospérité soient accordées à ces régions tourmentées, et si chères à notre cœur.

Le Proche-Orient

Il y a aussi le Proche-Orient, où se trouve, en plein centre du conflit, cette Terre sainte que nous ne pouvons pas ne pas regarder avec un intérêt passionné, et à laquelle nous souhaitons, comme pris d'un instinct prophétique, la paix, la véritable paix. Tous savent que cette dernière ne peut être le fruit d'une victoire militaire, ni ne peut se réduire à une formule trop simple. C'est la complexité de la situation qui la rend extrêmement délicate et difficile.

Quoi qu'il en soit, nous redisons que seul un intérêt et une méthode de paix guident notre comportement dans cette affaire enchevêtrée, et aussi dans l'exercice de nos droits et de nos devoirs pour la sauvegarde des Lieux Saints, sachant bien que non seulement la catholicité, mais toute la chrétienté partage cette inaliénable exigence. A cette sauvegarde s'ajoute celle de la population chrétienne, et l'intérêt aussi pour la population non-chrétienne — arabe et juive — de la région, afin que, malgré son caractère composite, elle puisse vivre librement et normalement. Et il y a aussi la question de Jérusalem : il nous semble, répétons-le, que ce soit l'intérêt, et donc le devoir de tous que cette ville, au destin unique et mystérieux, soit protégée par un statut spécial, revêtu d'une garantie juridique internationale, et puisse ainsi, dans de meilleures conditions, devenir, non plus un objet de controverses implacables et d'interminables contestations, mais un centre de convergence pour la concorde, la paix et la foi. Nous cherchons dans ce but à faire, en tout respect et amitié, œuvre de persuasion.

Où va l'Eglise ?

Pour le moment, nous mettons fin à notre discours, en changeant la question qui l'a inspiré : « Comment va l'Eglise ? », en celle-ci dont la réponse est plus facile mais non moins intéressante : « Où va l'Eglise ? » Dans le temps et au sein de l'humanité, elle va vers le Christ, plus consciente que jamais, après le Concile, de ne pas avoir d'autre but à atteindre ; elle va, joyeuse et patiente, alternant progrès et difficultés, et toujours soutenue par son espérance eschatologique : elle va vers le Seigneur Jésus.

Merci à vous tous qui marchez à nos côtés ; et que notre bénédiction apostolique vous reconforte au long de la route.

LE SOUCI D'AUTHENTICITE

Audience du 23 juin (1)

Nous cherchons une orientation générale pour notre vie chrétienne et nous constatons que, surtout après le Concile, beaucoup d'hommes, spécialement des jeunes, désirent inspirer leur conduite d'un critère fortement spiritualiste. Ce critère, nous l'appelons : authenticité. Il faut être des chrétiens authentiques. C'est une très belle chose en soi.

La contestation de la société

Cette inspiration conduit tout de suite à critiquer avec beaucoup d'audace le milieu, les modes de vie, la société dans lesquels vit la nouvelle génération. Celle-ci découvre les défauts, les incohérences, les hypocrisies, les désordres et les injustices légalisées, et alors elle prend ses distances et elle attaque. Derrière cette attitude, que l'on appelle aujourd'hui contestation, il y a au fond une exigence morale qui n'est pas toujours répréhensible et qui parfois même est juste et humaine.

La conscience personnelle

Il en résulte un autre courant, moral lui aussi, qui revient à cette réalité éminemment personnelle qu'est la conscience. Malheureusement, cela n'est pas le fait de tous. Mais c'est un fait positif, et nous en prenons acte : des hommes veulent donner à leur vie une orientation morale sincèrement chrétienne. Et nous ne pouvons pas ne pas nous réjouir de voir la conscience personnelle exercer sa fonction normale qui donne à la vie de l'homme une dignité méritant bien d'être encouragée. Dans une certaine mesure, on éprouve de nouveau de la sympathie pour les exemples classiques des héros qui ont sacrifié leur vie plutôt que de trahir leur conscience. Cette attitude courageuse a aussi le mérite de refléter, et même de réaliser, parfois jusqu'au paradoxe, l'affirmation intérieure de la liberté humaine : la conscience prédispose l'homme à se déterminer lui-même, c'est-à-dire à expliciter sa liberté. Cette attitude est louable elle aussi ; elle apprend à devenir homme.

Dieu, mesure ultime de l'action humaine

Mais ni la critique, ni la conscience, ni la liberté ne peuvent humainement se réaliser si elles ne sont pas guidées par la lumière intérieure de la raison. Celle-ci, d'une façon qui peut être soit instantanée, soit lente et pénible, insère dans le processus moral un autre facteur indispensable : l'obligation, le devoir, la conscience d'un rapport avec une exigence, un impératif, une loi, un ordre, intérieur ou exté-

rieur. Et cet ordre, à y bien regarder, se réfère à un principe supérieur et absolu qui est notre bien, le Bien en soi, le Bien infini, transcendant et immanent, c'est-à-dire Dieu. L'action humaine trouve ainsi tout son sens moral ; elle devient pleinement responsable ; elle devient bonne ou mauvaise selon le pôle extrême du comportement humain vers lequel, essentiellement, mais librement, se porte notre vie. On sait que les hommes d'aujourd'hui ne poussent pas volontiers leur réflexion jusque-là parce qu'ils ne veulent entendre parler ni de sainteté, ni de péché, c'est-à-dire de l'ultime et vraie mesure de l'action humaine, laquelle postule qu'on la confronte avec cette mesure ultime de notre bien et de notre mal, qu'est précisément Dieu. Tous leurs efforts consistent à maintenir le domaine de leur responsabilité, sur le plan personnel ou social, à un niveau purement humain.

Vivre selon l'Esprit

Il n'en est pas ainsi de ceux qui aspirent à une vie chrétienne authentique. Bien souvent, ils invoquent des considérations d'un autre ordre, d'un ordre éminemment vrai, à condition qu'il soit intégré dans le contexte de la pleine réalité chrétienne. Ils disent qu'il faut vivre selon l'Esprit. Nous en avons déjà parlé (2), mais il convient de compléter l'analyse que nous avons faite des paroles de saint Paul : « que l'Esprit nous fasse agir » (Ga 5, 25), parce que ce grand principe peut conduire à des conclusions erronées. Il est inadmissible par exemple d'en conclure que l'on doit s'affranchir des directives données par le magistère ecclésiastique, en interprétant librement la Sainte Ecriture (ce que l'on appelle le « libre examen »), en se soustrayant à l'obéissance due au gouvernement pastoral de l'Eglise, et en n'entrant pas dans la communion vécue de la société ecclésiale.

Admettons donc que notre vie chrétienne doive être modelée et inspirée par cette grande nouveauté qu'est la grâce, c'est-à-dire l'action de l'Esprit-Saint dans les âmes associées à la vie du Christ. Tel est l'aspect essentiel et caractéristique de la « nouvelle loi », la loi de l'Evangile, qui imprègne l'Eglise. Ecoutez ces paroles de saint Thomas, qui pourraient surprendre de la part du grand docteur scolastique : « la nouvelle loi consiste principalement dans la grâce de l'Esprit-Saint, inscrite dans les cœurs des fidèles... La loi de l'Evangile..., c'est la grâce de l'Esprit-Saint... » (I^a-II^a, 106, 1 et 2.)

Considérez vraiment quelle nouveauté, quelle liberté, quelle intériorité, quelle spiritualité représentent la vie chrétienne authentique. Notre premier, et en un certain sens, notre unique devoir, est de vivre dans la grâce de Dieu, laquelle peut se résoudre dans le précepte suprême du Christ qui résume tout : vivre dans l'amour de Dieu et du prochain (Mt 22, 37). Vivre ainsi ne

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 24 juin 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) Cf. DC 1971, n. 1589, p. 604. (NDLR.)

signifie pas seulement être, mais agir. Notre comportement devrait jaillir de cette vie réelle et consciente qu'est la présence mystérieuse et agissante de Dieu en nous (cf. Jn 14, 23). Le chrétien fidèle et authentique écoute et interroge cette présence, et il peut trouver une réponse éclairante et réconfortante en méditant les paroles de la Révélation divine (cf. *Dei Verbum*, n° 7).

Quelle richesse intérieure et quelle énergie ! Et ces dons ne sont pas réservés seulement aux âmes contemplatives, qui certainement sont privilégiées à la table de la Parole du Seigneur (cf. Lc 10, 39), mais elles sont accessibles à tout chrétien soucieux d'authenticité.

Devons-nous suivre l'exemple de ces charismatiques de notre temps, qui prétendent trouver l'inspiration de leur action dans leur expérience religieuse intérieure ? Nous disons : prudence. Nous sommes ici devant l'un des problèmes les plus difficiles et les plus complexes de la vie spirituelle, celui du « discernement des esprits ». L'équivoque — et aussi l'illusion — sont très faciles dans ce domaine. Beaucoup de maîtres en ont parlé (cf. S. IGNACE, SCARAMELLI, card. BONA, etc. ; cf. *D. Th. C.*, IV., 1375-1415). Nous pouvons nous contenter de relire le chapitre 54, livre III, de l'« Imitation de Jésus-Christ », toujours si pleine de sagesse, et nous pouvons humblement apprendre ainsi à discerner le langage de la grâce qui parle en nous. Avec notre bénédiction apostolique.

LA NOUVELLE SALLE D'AUDIENCE

Audience générale du 30 juin (1)

Cette audience est la première qui se tient dans la nouvelle salle.

Nous inaugurons ainsi ce grand et bel édifice, que nous avons voulu construire surtout pour deux motifs : d'abord libérer la basilique Saint-Pierre des foules hétérogènes et animées qui, comme c'est maintenant devenu une habitude, affluent à nos audiences générales, et ensuite pour offrir à nos visiteurs une salle d'accueil mieux adaptée.

Cette inauguration, comme vous le voyez, n'a pas un caractère officiel et solennel ; elle est tout ordinaire et familiale. Nous ouvrons tout simplement cette salle qui, à l'avenir, sera spécialement destinée aux audiences nombreuses, aux visites de pèlerins, de fidèles et de touristes qui veulent nous rencontrer, et nous sommes heureux d'y saluer cordialement

(1) Texte Italien dans *l'Osservatore Romano* des 30 juin-1^{er} juillet 1971. Traduction et sous-titres de la DC.

Nous donnons en couverture une photographie de la nouvelle salle qui se trouve sur la gauche de la basilique Saint-Pierre, si on la regarde depuis la place, entre l'hospice Sainte-Marthe, le Collège teutonique et le palais du Saint-Office. Elle est construite pour un tiers sur le territoire de l'Etat de la Cité du Vatican et pour les deux tiers sur la zone jouissant du privilège d'extraterritorialité. Elle contient 6 300 places assises et peut accueillir 12 000 personnes (OR, 26 juin, p. 3).

en premier vous tous qui êtes ici. A la fin de l'audience nous bénirons ce nouvel édifice et vous-mêmes qui en aurez eu la primeur.

Pourquoi l'art chrétien ■ l'audace de s'exprimer d'une façon grandiose et majestueuse

Mais l'aspect singulier de cette salle grande et moderne requiert que nous lui consacrons notre allocution, sans que pour autant celle-ci perde son sens religieux habituel.

Nous devons en effet exprimer notre satisfaction à l'architecte Pier Luigi Nervi, qui a conçu cette construction. Nous-même, prévoyant ses dimensions proportionnées à son objectif, nous l'avons au début encouragé à « oser », sachant bien qu'il aurait assez de génie pour cela, et que la proximité de la basilique Saint-Pierre exigeait non pas certes de rivaliser avec elle, mais d'essayer de faire quelque chose qui ne soit ni mesquin ni banal, compte tenu de la situation privilégiée de l'édifice et du noble but auquel il est destiné. Ce n'est pas le goût de la puissance et du faste qui a inspiré le plan du nouvel édifice. Vous pouvez constater qu'ici rien n'incite à l'orgueil ou à la vanité. Mais l'exigence des choses et plus encore des idées qui s'expriment ici requièrent de la part des visiteurs des pensées élevées, et de la part des constructeurs des conceptions vastes et hardies. Nous sommes de petites créatures et d'humbles chrétiens, et nous devons toujours en avoir conscience. Mais nous servons un dessein immense et même infini, une pensée divine que nous avons mission d'exprimer dans le temps et dans les choses. La destinée transcendante de l'humanité, l'unité de la foi dans le monde, l'universalité de la charité, l'humilité victorieuse de l'Evangile et de la croix, la gloire de Dieu et la paix du Christ... nous obligent, selon l'expression de saint Paul, à voir « quels trésors de gloire renferme l'héritage de Jésus-Christ parmi les saints, et quelle extraordinaire grandeur sa puissance revêt pour nous les croyants ». (Cf. Ep 1, 18-19.) Nous devons méditer ces vérités pour comprendre pourquoi l'art chrétien a l'audace de s'exprimer d'une façon grandiose et majestueuse. Nous espérons donc que cette salle stimulera chez les visiteurs ces hautes et mystérieuses pensées, même si elle ne prétend pas être à proprement parler consacrée au culte de Dieu et à la prière des fidèles.

La construction de logements pour les pauvres

La création d'un nouvel organisme pour l'activité caritative de l'Eglise

Cette justification des proportions et de la dignité de la nouvelle salle ne doit pas nous faire passer sous silence la charge financière qu'elle a représentée pendant plusieurs années pour la situation déjà difficile du budget du Saint-Siège. Mais nous avons veillé à ce que cela ne soit pas au détriment des obligations que nous avons envers ceux qui servent le Saint-Siège et envers les personnes et les œuvres consacrées à la préservation et à la propagation de la foi, ainsi qu'au développement, que nous nous efforçons d'aider dans tout l'univers,

spécialement dans le tiers-monde. Mais la dépense, sans être somptuaire, a dépassé les prévisions. Nous n'en avons ressenti que plus vivement les besoins humains, proches ou lointains, qui nous sollicitent. De sorte que, non sans sacrifice, nous nous efforcerons de multiplier nos dons modestes, mais venant du cœur, aux pauvres et à ceux qui souffrent. Les premiers bénéficiaires seront des mal-logés de Rome, pour lesquels, en accord avec la municipalité de la Ville et avec son aide, nous espérons commencer bientôt la construction d'un quartier petit mais digne avec le produit de la vente d'un immeuble que le Saint-Siège possède dans le centre de Rome (2). Nous avons aussi l'intention de créer un nouvel organisme du Siège apostolique destiné à mieux coordonner et promouvoir plus largement et intensément l'activité caritative de l'Eglise dans le monde.

Jamais le Pape n'a reçu autant de monde, et le monde, il veut l'accueillir dignement

Mais ce que nous voulons surtout souligner à cette occasion, devant vous qui êtes les premiers à pénétrer dans cette vaste salle destinée à nos grandes audiences, c'est sa raison d'être : vous accueillir comme il faut, vous et tous ceux qu'après vous nous aurons la joie d'y recevoir. Nous devons même dire que c'est précisément le sentiment du respect dû à la dignité des plus humbles parmi nos visiteurs — et jusqu'à maintenant ils n'étaient pas accueillis assez dignement — qui nous a conduit à créer ce lieu de réunion. Nous avons conscience que cette hospitalité occasionnelle et momentanée devient pour nous un devoir toujours plus important. Jamais, croyons-nous, le Pape n'a reçu autant de monde qui désire le voir, l'entendre, recevoir sa bénédiction. Cela est dû en grande partie aux facilités données par les moyens modernes de transports, à l'habitude que l'on a pris de voyager, au développement des pèlerinages et du tourisme. Cela nous vaut un certain surcroît de travail, comme on le conçoit ; mais celui-ci est compensé par l'immense plaisir que nous procurent des visites comme la vôtre, et par la conscience d'exercer par là notre ministère. Le Pape est le « serviteur des serviteurs de Dieu » ; il est pour tous ; il se doit à tous (cf. Rm 1, 14). Nous ne désirons rien d'autre que de communiquer à tous notre témoignage de foi et de charité. Nous pouvons faire nôtres, et les appliquer au service auquel est destinée cette salle, ces paroles que saint Paul adressait aux Romains : « j'ai un vif désir de vous voir, afin de vous communiquer quelque don spirituel, pour vous affermir, ou plutôt éprouver le réconfort parmi vous de notre foi commune à vous et à moi ». (Rm 1, 11-12.)

Dans un vif sentiment de joie et d'espérance, nous évoquons par là le mystère d'unité et de charité qui est constitutif de la sainte Eglise catholique et qui distingue notre ministère apostolique.

Nous devons ajouter ici une autre considé-

(2) Selon la presse italienne, un service public achèterait l'immeuble de cinq étages situé via dell'Umiltà, construit au début du siècle dernier et qui était occupé par des bureaux pontificaux (*La Croix*, 3 juillet - NDLR).

ration pour mieux montrer la fonction de ce nouvel édifice : cette salle qui nous accueille, et spécialement ses annexes, doit servir aux importantes réunions, aujourd'hui toujours plus fréquentes et plus nombreuses, organisées par les dicastères de la Curie romaine ; aux rencontres de caractère religieux et culturel qui sont une exigence de la vitalité croissante de l'Eglise et que nous avons l'intention d'encourager et de promouvoir. Elle doit servir enfin aux sessions du Synode des évêques qui, désormais, se tiendront ici.

* *

Nous devons donc remercier du fond du cœur tous ceux qui ont contribué à cette réalisation qui s'insère, désormais, dans la mission du pontificat romain : l'architecte, ses fils et ses collaborateurs, le comte Galeazzi, les constructeurs, les corps de métier, et vous, chers travailleurs ; les chevaliers de Colomb, qui ont donné une grande partie du terrain sur lequel est bâtie cette salle ; nos services administratifs et techniques, le Gouvernorat de la Cité du Vatican tout spécialement, celui qui le dirige avec autorité et compétence, et ceux qui lui apportent leur fidèle collaboration. Tous, nous les remercions au nom du Christ.

C'est aussi au nom du Christ que nous vous saluons tous, chers pèlerins et chers visiteurs, en souhaitant que cette rencontre, symbolisée par la salle que nous inaugurons, soit un encouragement spirituel à mieux connaître et mieux apprécier l'Eglise et son mystère. Que notre bénédiction apostolique vous vaille toutes les faveurs divines.

La mort des cosmonautes russes

Paul VI a ensuite évoqué la mort des trois cosmonautes soviétiques de Soyouz II : Dobrovolsky, Patsayev et Volkov, survenue la veille, au moment où ils rentraient dans l'atmosphère terrestre :

Nous venons d'apprendre la triste nouvelle de la mort des trois astronautes russes qui, depuis plusieurs jours, tenaient en suspens l'attention du monde et aussi la nôtre avec leur voyage d'exploration scientifique autour de la terre, voyage extrêmement audacieux et bien préparé. Nous exprimons nous aussi la peine que nous cause cet épilogue tragique et inattendu de leur entreprise qui a suscité tant d'admiration, et dont la triste fin met encore mieux en évidence le risque qu'ils couraient et leur héroïsme. Nous désirons exprimer nos condoléances à leurs familles, à leur pays, au monde scientifique pour ce grave accident devant lequel nous prions Dieu, source de toute récompense pour les sacrifices généreux et de toute consolation pour la souffrance humaine.

— *Contre toute raison*, par GEOFFREY MOORHOUSE. Traduit de l'anglais par F. COUSTAU. — Un vol. 13,5 X 21,5 cm, de 295 pages. Editions Fayard, Paris.

L'auteur est anglais, rédacteur en chef au *Guardian* et, assurément, seul un Anglais pouvait écrire un tel livre aux sinuosités pleines d'humour. L'auteur a entrepris de nous décrire la vie religieuse en Occident — aussi bien chez les catholiques que chez les anglicans — et on ne saurait mettre en doute sa bonne volonté, mais son livre est aussi déroutant que si un Trappiste se mêlait de faire un reportage sur l'évolution politique du vénérable *Guardian*.

ALLOCUTION AU CONGRES DES DIRECTEURS NATIONAUX POUR LES VOCATIONS

Paul VI a reçu le 13 mai les participants au IV^e Congrès des directeurs nationaux et des délégués des évêchés pour les vocations, organisé à Rome par la congrégation pour l'Education catholique et qui a réuni les représentants de 25 nations d'Europe, d'Amérique et d'Asie. Voici l'allocution qu'il leur a adressée (1) :

CHER MONSIEUR LE CARDINAL (2),
FRÈRES ET FILS BIEN-AIMÉS,

C'est de tout cœur que nous accueillons ce matin votre délégation, à l'occasion du quatrième Congrès des directeurs nationaux pour les vocations ecclésiastiques.

Nous n'avons certes pas besoin de souligner devant vous l'importance capitale de l'œuvre qui vous est confiée, comme nous l'avons fait récemment dans notre message pour la huitième Journée mondiale des vocations (3). Vous en avez une conscience aiguë qui polarise toute votre action sacerdotale : comment contribuer, avec tous les moyens dont nous disposons, à ce que demain le sacerdoce du Christ soit exercé par des pasteurs assez nombreux, assez compétents, assez saints pour répondre aux besoins spirituels de tout le Peuple de Dieu ? N'est-ce pas rejoindre le souci du Christ lui-même, ému de compassion à la vue des « gens las et prosternés comme des brebis qui n'ont point de berger » ? (Mt 9, 36.) Nous savons tout ce que vous mettez en œuvre pour que les vocations sacerdotales soient largement estimées chez les fidèles, éveillées et soutenues chez ceux, jeunes ou plus âgés, que le Seigneur appelle à ce plus haut service.

**Il ne suffit pas de dire ou d'écrire
que les temps sont changés...**

Toute l'Eglise se penche sur ce problème qui revêt, en certaines régions surtout, une gravité exceptionnelle. A vous il revient d'abord d'étudier cette situation en profondeur et objectivement pour susciter les remèdes spirituels et pédagogiques adéquats. Il ne suffit pas de dire ou d'écrire que les temps sont changés, qu'ils appellent une autre forme de ministère, un autre mode d'insertion du clergé dans la société, un autre style de formation des candidats au sacerdoce. Le prochain Synode d'évêques, vous le savez, examinera ces graves questions. Les conditions de la vie sacerdotale ont certes une grande importance, mais l'appel à vouer toute sa vie au service du Christ, avec la disponibilité des apôtres, transcende toutes ces conditions :

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 14 mai 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.

(2) Le cardinal Garrone, préfet de la S. congrégation pour l'Education catholique (NDLR).

(3) Cf. DC 1971, no 1585, p. 405 (NDLR).

ne trouve-t-il pas son meilleur enracinement et sa plus grande possibilité de déploiement dans un climat de foi profonde au Seigneur, un sens authentique de l'Eglise, et le désir passionné de servir les âmes, jusqu'à la générosité de la croix, vécue dans l'espérance pascale ?

**Première urgence :
sensibiliser le peuple chrétien**

Dès lors, la première urgence est sans nul doute de sensibiliser le peuple chrétien, les familles, à la grandeur et à la nécessité de ces vocations, à l'estime du sacerdoce spécifique, exigé par l'épanouissement du « sacerdoce baptismal » des laïcs eux-mêmes. On suscitera en même temps une ardente prière pour ces vocations, « pour que le Maître de la moisson envoie des ouvriers à sa moisson ». (Cf. Mt 9, 38.) N'est-ce pas la première recommandation — la seule semble-t-il — que le Seigneur ait laissée à ses disciples en pareille circonstance ? Jamais l'Esprit-Saint ne refusera à un peuple chrétien, généreux et assidu dans une telle prière, les pasteurs dont il a un réel besoin : ce doit être pour nous une conviction profonde.

Le même Esprit-Saint nous fait par ailleurs le devoir de mettre en œuvre toutes les ressources pastorales capables d'éveiller les jeunes à la vocation sacerdotale, de les aider à reconnaître l'appel du Seigneur et les besoins de l'Eglise, de les guider et de les soutenir au milieu des difficultés : apprenons-leur à surmonter ces dernières avec esprit de foi, dans l'espérance et un plus grand amour. Beaucoup d'offices nationaux et diocésains des vocations ont déjà organisé avec succès des rencontres, des recollections, des sessions, bref de multiples occasions de dialogue, de réflexion, de prière, où les jeunes, sous une direction pédagogique appropriée, approfondissent leur lien avec le Christ et avec son Eglise, et s'ouvrent ainsi à l'engagement auquel l'Esprit-Saint peut les appeler. Cet effort ne peut porter tous ses fruits que si, parallèlement, parents, éducateurs et mouvements d'Action catholique mettent cet objectif au cœur de leurs préoccupations.

**Tout affaissement de l'idéal sacerdotal
en tarit inévitablement la source**

Enfin, est-il besoin de le souligner, n'est-ce pas aux prêtres eux-mêmes qu'il appartient de faire briller le sacerdoce d'une lumière qui le rende désirable ? Là où le prêtre mène une vie vraiment évangélique, puisant amour, courage et joie dans un ministère exercé en union profonde avec le Christ, ce témoignage ne saurait rester longtemps infécond pour les vocations. Qui ne le voit, par contre ? Tout affaissement de l'idéal sacerdotal, toute hésitation à son sujet, comme toute médiocrité de vie et toute dissension à l'intérieur du clergé, en tarit inévitablement la source. Ne serait-ce pas là l'un des drames de la crise actuelle, à laquelle tant de laïcs chrétiens assistent avec douleur ? Mais nous en avons la ferme conviction : avec l'aide de Dieu, avec le soutien de tant de prêtres généreux et avec la prière de tant de fidèles et d'âmes consacrées, cette crise sera surmontée. Aidez-nous à faire prendre tout particulièrement conscience aux prêtres de leur responsabilité capitale en ce domaine.

De tout cœur, avec toute la ferveur de votre zèle, poursuivez votre action au service du sacerdoce, à tous les niveaux de l'Eglise, sans jamais vous laisser décourager, toujours confiants dans la force et la lumière de l'Esprit-Saint. Et nous, en appelant sur votre apostolat l'abondance des divines grâces, nous vous donnons notre paternelle Bénédiction apostolique.

LE PRETRE, SPECIALISTE DE DIEU

Allocution à des jeunes prêtres

Paul VI a reçu le 12 juin 200 élèves — parmi lesquels de nombreux jeunes prêtres — provenant de collèges pontificaux romains (Pio latino americano, de Propaganda Fide, Beda College, Collegio Pio Brasiliano). Voici l'allocution qu'il leur a adressée après les avoir salués (1) :

[...] Par l'ordination sacerdotale, dans la communion avec votre évêque, vous avez été « configurés » d'une façon étroite et unique au Christ Jésus, pour continuer dans le monde son mandat divin.

Malheur au prêtre qui oublie ce pour quoi il est prêtre

C'est là votre première mission, votre tâche primordiale, votre occupation essentielle qui justifie et alimente toutes les autres : de même que le Christ a vécu pour la gloire de son Père, apportant par là le salut aux hommes ses frères, de même la première attribution du ministère sacerdotal est d'être mandaté pour représenter Dieu dans le Christ, et par là sauver le monde. Toutes les autres tâches, ayant un caractère temporel, social, contingent, naissent de là et ne trouvent leur place que là. Malheur au prêtre qui voudrait tout faire, qui voudrait être tout à la fois homme politique, sociologue, expert, conseiller, organisateur, etc, mais oublierait la mission spécifique pour laquelle il est prêtre : la gloire de Dieu, en s'immolant pour ses frères et en leur communiquant la vie divine dans le contact vivifiant avec le Christ.

En vous voyant ici devant nous, une profonde émotion nous saisit. Nous pensons à ce que vous serez, à ce que vous ferez demain. Mais c'est pour nous un grand réconfort de savoir que, quel que soit le ministère auquel vous êtes destinés, vous serez les fidèles continuateurs du Christ au milieu des hommes, pour la gloire de Dieu. Par vous, le Christ continuera à prier le Père, à s'immoler dans le sacrifice eucharistique, à sanctifier les âmes au contact de sa grâce, que vous recevez par l'imposition apostolique des mains. Par vous, le Christ continuera à prêcher, à annoncer le plan messianique de salut, à manifester sa prédilection pour les petits, les jeunes, ceux qui souffrent.

Amour de la Parole de Dieu, de l'Eucharistie et de l'Eglise

Vous serez toujours fidèles à ces tâches si votre vie se caractérise par l'amour de la Parole de Dieu, l'amour de l'Eucharistie et l'amour de l'Eglise.

Amour de la Parole de Dieu avant tout, pour l'approfondir autant que nous le pouvons avec nos faibles moyens. Le prêtre est en effet le spécialiste de Dieu ; il doit se familiariser chaque jour davantage avec l'Esprit de Dieu qui parle dans les Ecritures. C'est ainsi que la méditation sera désirée et préparée pour la rencontre quotidienne et tonifiante avec Dieu qui parle dans le silence du cœur. C'est ainsi que la prédication aura du mordant, de la saveur et de la substance dans la Parole où elle sera alimentée aux sources authentiques de la Bible. Et parce que nous aurons « notre cité dans les cieux » (Ph 3, 20), notre ministère sera fécond, notre vie sacerdotale sera sauvée.

Amour de l'Eucharistie, centre de votre vie, parce que c'est à elle que vous êtes expressément délégués. Comme nous le disions il y a quelques années à vos confrères, « le prêtre est le ministre qui engendre ce si grand sacrement ; il est ensuite le premier à l'adorer, il le révèle sagement et il le distribue inlassablement » (aux participants à la 13^e Semaine nationale de pastorale, 6 sept. 1963 ; *Insegnamenti*, I, p. 121) (2). C'est essentiellement de votre vie eucharistique personnelle, de votre façon de célébrer la messe et de vous préoccuper de l'assistance que dépend le degré d'intensité de la foi dans les communautés qui vous seront confiées. Cette question exigerait un long développement, mais nous en avons déjà parlé d'autres circonstances, et vous avez les textes classiques des Pères et des théologiens qui vous aideront à vivre profondément votre vocation, laquelle est avant tout eucharistique. C'est cette vocation qui fera vraiment de chacun de vous un « autre Christ », et c'est de cela qu'ont fait aujourd'hui les âmes des pauvres de Dieu.

Enfin, l'Amour de l'Eglise qui vous a fait et vous fait confiance, qui vous a transmis les indicibles pouvoirs que le Christ lui a confiés, et qui fait de vous les messagers de la vérité, de la justice et de la paix. Elle vous envoie pour être des frères parmi les frères. Elle vous ouvre les champs où, à perte de vue, les blés blanchissent pour la moisson. Elle vous confie les innombrables brebis du Christ qui, dans tant de parties du monde, non seulement manquent d'aide et de pain, mais aussi et surtout manquent de prêtres qui combleraient leur attente, qui apaiseraient leur tourment, qui leur communiqueraient un amour provenant du cœur même du Christ : « à la vue des foules il en eut pitié, car ces gens étaient las et prostrés comme des brebis qui n'ont pas de berger ». (Mt 9, 36.)

Voilà, frères très chers dans l'unique sacerdoce du Sauveur, ce que nous voulions vous dire en cette occasion où nos âmes se sont rencontrées et se sont comprises, dans cet amour chrétien qui nous fait sentir la présence de Dieu. « *Ubi caritas et amor, Deus ibi est.* » Nous vous suivrons par la prière, chacun dans la voie que le Seigneur a tracée pour vous et que la vie vous fera apparaître comme un unique dessein d'amour infini. Nous serons toujours près de vous par le cœur dans les moments joyeux ou tristes de votre existence sacerdotale consacrée à Dieu.

Assurez vos parents de notre gratitude pour vous avoir offerts au Seigneur sans hésitation et sans regret. Il les récompensera comme seul il sait le faire. Merci aussi à vos professeurs et à vos supérieurs qui vous ont guidés avec sagesse vers le sacerdoce.

A tous, nous donnons notre bénédiction apostolique particulière.

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 13 juin 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) Cf. DC 1963, n° 1409, col. 1268-1269 (NDLR).

RADIO-MESSAGE AUX PELERINS DE PONT-MAIN

(Dimanche de Pentecôte, 30 mai 1971)

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

Avec Marie, Mère de Jésus, persévérez dans la prière (Cf. Ac 1, 14). N'est-ce pas ainsi que les apôtres et disciples ont attendu la première Pentecôte chrétienne ? Cette Pentecôte, qui allait répandre dans l'Eglise les dons de l'Esprit-Saint, allumer dans le monde la lumière de la foi au Christ, avec le feu de son amour, et, tel un vent mystérieux, envoyer ces nouveaux enfants de Dieu porter témoignage jusqu'aux extrémités de la terre (cf. Ac 1, 8). Aujourd'hui, qui ne désirerait la résurgence d'un tel printemps spirituel dans sa famille, dans son village, dans sa cité, dans sa patrie, dans l'Eglise entière ? Cela dépend, bien sûr, de la grâce de Dieu ; cela dépend aussi, pour une part, de votre prière à vous, chers pèlerins de Pont-Main.

Prier ! C'est une nécessité vitale. Sans la prière, les hommes d'aujourd'hui risquent l'asphyxie, le dessèchement, le découragement. Mais savons-nous prier ? Savons-nous initier à la prière les nouvelles générations ? Avec Marie, nous apprenons à prier. Et d'abord à remercier Dieu le Père des merveilles qu'il a faites pour nous (cf. Lc 1, 49), et qu'il importe de reconnaître, dans la foi. Ensuite, nous aurons à cœur de présenter au Christ nos besoins essentiels et ceux de tous nos frères, dont nous sommes solidaires, comme Marie le fit à Cana (Jn 11, 3), avec une confiance inébranlable, avec l'obstination de l'espérance. Parfois, il vous faudra même vous unir avec Marie à la Passion de son Fils : porter vos épreuves avec amour est aussi une prière qui sauve. Oui, notre Mère du ciel ne se lasse pas, au cours des siècles, d'inviter ses enfants à prier. Sachons entendre cet appel avec une âme évangélique. Ce message caché aux habiles et aux sages de ce monde, est pour les petits (cf. Lc 10, 21) source de puissantes grâces, car le Christ est « force de Dieu et sagesse de Dieu ». (1 Co 1, 24.)

Jésus nous dit : « Si vous savez donner de bonnes choses à vos enfants, combien plus le Père du ciel donnera-t-il l'Esprit-Saint à ceux qui l'en prient ! » (Lc 11, 13.) L'Esprit-Saint, c'est lui qui vous permettra de mener toute votre vie avec un cœur filial, en familiers de Dieu, attentifs à sa volonté, vous préparant ainsi à la vie éternelle avec lui. C'est lui qui vous imprènera des sentiments du Christ Jésus (cf. Ph 2, 5) : bonté, douceur, patience, pardon, humilité, force dans le témoignage, pureté, charité, joie, comme dit l'Apôtre (cf. Col 3, 12). L'Esprit-Saint, c'est encore lui qui vous guidera généreusement vers toutes les initiatives capables d'établir entre les hommes des rapports de justice, de paix et de fraternité. C'est lui enfin qui vous maintiendra dans l'unité avec tous vos frères chrétiens ou qui en préparera le chemin avec l'intercession de la Mère de Dieu.

Nous le savons, vous priez chaque jour à Pont-Main pour cette conversion, pour cette paix, pour cette unité, et vous priez aussi pour nous. Nous vous en remercions de tout cœur. Oui, avec Marie, demandez, attendez, préparez la venue du Royaume de Dieu en plénitude. Son Fils se laissera toucher par votre prière, et tout le reste vous sera donné par surcroît (cf. Mt 6, 33).

A votre tour, mettez-vous dans le sillage de tous ceux qui, en ce lieu de pèlerinage, ont prié avec cœur, en se confiant à la bienveillance maternelle de Marie.

Vous aussi, avec elle, approchez-vous du Christ. Et nous, avec saint Pierre, nous vous redisons : « Vous l'aimez sans l'avoir vu, vous croyez en lui sans le voir encore, et vous en tressaillez d'une joie inexprimable et toute céleste, sûrs d'obtenir l'objet de votre foi : le salut de vos âmes. » (1 P 1 8, 9.)

Que le Sauveur bien-aimé affermisce cette espérance en vous, chers pèlerins, et aussi chez vos enfants, vos malades, tous ceux qui vous sont chers, comme dans toute l'Eglise.

Et nous vous bénissons de tout cœur au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit.

Ainsi soit-il.

(Texte original.)

LA COIFFURE DOIT TOUJOURS ETRE DIGNE DE L'HOMME

Le 19 avril, Paul VI s'est adressé en ces termes aux 600 délégués de la Confédération mondiale de la coiffure, réunis à Rome :

Répondant volontiers à votre désir d'une rencontre, nous sommes heureux de vous saluer, chers délégués de la Confédération mondiale de la coiffure. Et nous saisissons cette occasion pour vous convier instamment à toujours orienter vos recherches et exercer votre talent dans le but louable de servir une saine beauté avec un art authentique et sobre, facilitant ainsi à chacun l'estime et le respect qu'il doit à soi-même et à son prochain.

Votre art certes s'exerce dans un domaine qui paraît et est effectivement étranger aux choses de l'esprit et de la religion et nous nous reconnaissons incompétent à dire un mot là-dessus ; mais, comme tout ce qui touche l'homme, il n'est pas étranger à sa vie morale. La coiffure peut avoir rapport aux mœurs de l'homme et au symbolisme par lequel il interprète sa vie. C'est dire qu'il faut reconnaître dans la coiffure un reflet de l'idée que nous nous faisons de l'homme, et donc elle devrait être toujours digne de l'homme et du croyant.

De grand cœur nous invoquons sur vous-mêmes et sur vos familles la Bénédiction du Dieu tout-puissant.

(Texte français dans « *L'Osservatore romano* » des 19-20 avril 1971.)

— *Bonnes nouvelles aujourd'hui*. Le Nouveau Testament, traduit en français courant d'après le texte grec. Edité par les Sociétés bibliques. — Un vol. 18 x 11 cm, de 630 pages. Prix : 6 F. Alliance biblique française, 58, rue de Clichy, Paris-9^e.

En présentant cette nouvelle traduction du Nouveau Testament, le 27 avril 1971, à Paris, le pasteur MARGOT faisait remarquer : « La traduction du Nouveau Testament en français courant a été faite à partir du texte grec dans l'édition préparée par un Comité international de spécialistes, à la demande de l'Alliance biblique universelle. » En cette même circonstance, M. COURVOISIER, président de la Fédération protestante de France, disait dans son allocution : « Faut-il regretter que l'équipe de *Bonnes nouvelles aujourd'hui* soit restée strictement protestante ? Elle a déjà le mérite d'être largement internationale ; la Traduction œcuménique de la Bible est en cours, les Sociétés bibliques y sont engagées et l'on ne peut pas tout faire partout à la fois. » Voici comment est traduit le passage si controversé de Ph 2, 6 (cf. DC 1971, p. 425) : « Il (J.-C.) possédait depuis toujours la condition divine, mais il n'a pas estimé qu'il devait chercher à se faire de force l'égal de Dieu. » (P. 462.)

L'ŒCUMÉNISME CONTESTÉ

Conférence du cardinal Suenens

Sur l'invitation du Rev. Sturgis L. Riddle, doyen de la cathédrale américaine épiscopaliennne de Paris (23, avenue George-V), le cardinal Suenens, archevêque de Malines-Bruxelles, a prononcé le 8 mai 1971 la conférence ci-après dans laquelle il a analysé les causes de la contestation actuelle de l'œcuménisme de la part des jeunes () :*

Je commencerai par vous remercier de votre très aimable invitation à poursuivre, sur un autre plan et d'une autre manière, ces conversations de Malines entamées par mon illustre prédécesseur le cardinal Mercier. On ne peut plus en douter, c'est en ce moment un œcuménisme en acte qui se vit, peut-être sans bruit, mais qui se vit quand même en profondeur et qui représente, je crois, une très grande espérance dans l'Eglise. Le Concile n'a pas hésité à dire que le mouvement œcuménique était marqué du signe de l'Esprit-Saint. Le mouvement œcuménique, nous le vivons... Pour ma part, j'ai eu la joie de passer trois jours à New York avec quatre-vingt-cinq évêques épiscopaliens, invité par eux à donner ensemble, avec l'archevêque de Cantorbéry, une série de conférences qui vient de paraître aux Editions Fayard sous le titre : *l'Avenir de l'Eglise*, livre signé par le Dr Ramsey et par moi-même. Oui, quelque chose est à l'œuvre : un rapprochement se fait en de multiples directions, à divers niveaux.

**

Et cependant on peut dire — et j'en arrive à mon sujet, « L'œcuménisme d'aujourd'hui » — que l'œcuménisme connaît, sinon une crise, du moins un temps d'arrêt, un temps de réflexion, un temps de contestation. On conteste toute chose dans le monde d'aujourd'hui, on conteste aussi l'œcuménisme. Pour des raisons différentes. Un peu parce que les chrétiens, qui avaient un grand espoir œcuménique il y a quelques années, au moment du Concile en particulier, au moment où Jean XXIII a lancé ce nouveau climat œcuménique du côté de l'Eglise catholique romaine, s'attendaient peut-être à des résultats qui ne sont pas venus dans la pleine apparence et la pleine

visibilité. Alors la tentation est grande de dire, un peu comme les disciples d'Emmaüs : nous, nous espérions trop vite voir de grandes choses...

Je dois dire qu'un mouvement de ce genre est parti avec un certain éclat, un peu comme un avion qui prend son envol. Quand vous vous trouvez dans un avion en partance, cela commence par faire un bruit énorme : c'est même ennuyeux. Puis, à un moment donné, vous rencontrez des nuages et il y a des trous d'air. On vous invite — j'allais dire — à serrer la ceinture, et puis l'on n'entend plus rien. Tout semble facile, tout reste immobile. Il faut une véritable reprise de conscience pour se dire : mais ça bouge ici ! On ne voit rien. Quelque chose de ce genre se produit dans le mouvement œcuménique. Cela se passe dans le silence, cela se passe dans la fraternité, cela se passe dans des rencontres comme celles-ci, multipliées par un nombre considérable d'exemples à tous les niveaux. Quelque chose est en train de se faire ; je crois qu'il faut faire confiance au Seigneur. Et je voudrais m'adresser à vous, les jeunes qui contestez le mouvement œcuménique au nom de la jeunesse... Il est certes important d'écouter cette contestation. Vous représentez le monde de demain. Je lisais dans une étude sociologique qu'en 1985, dans quinze ans — ce n'est pas tellement loin, — la population mondiale sera composée pour la moitié de jeunes gens qui n'auront pas vingt ans. Une population mondiale dont la moitié n'aura pas vingt ans, c'est là un monde nouveau. Et si ce monde de demain conteste, si ce monde de demain s'impatiente, je crois qu'il vaut la peine d'en chercher les causes, et c'est ce que je voudrais faire avec vous ce soir.

Pourquoi sont-ils impatients ? Pourquoi contestent-ils l'œcuménisme d'aujourd'hui ? Ils représentent vraiment une indication du Seigneur qui nous invite à suivre à la fois sa patience et son impatience. On a tant de fois répété que Dieu était patient — et c'est vrai que Dieu est patient, — mais, entre vous et moi, c'est parce que nous le forçons à être patient. On voit très bien en lisant la Bible qu'il se plaint de ce que cela n'aille pas encore de notre côté. Telle est la plainte réitérée du Seigneur : l'infidélité de son peuple. Dieu est amour et l'amour est impatient de se communiquer, il est pressé. On n' imagine pas deux fiancés se disant : Je t'aime de tout mon cœur, nous avons tout le temps de nous marier, cela ne tient pas à quelques dizaines

(*) Transcription de la bande magnétique, revue par le cardinal. Le titre est de notre rédaction.

d'années... Non. Il y a une impatience de Dieu. Il nous faut entrer dans cette impatience du Christ qui veut que nous soyons un et qui ne peut accepter nos divisions fratricides. Et en cherchant à analyser les causes de cette contestation de jeunes à l'égard de l'oecuménisme, je me suis dit que l'on pourrait peut-être — sans vouloir être exhaustif — les ramener à quatre chefs principaux.

Il me semble que diverses allergies jouent chez les jeunes — quatre sortes d'allergies en particulier — que je tiens à commenter brièvement dans cette conférence.

Je trouve chez les jeunes une allergie à tout ce qui est du passé, *une certaine allergie à l'histoire*. Voilà la première allergie

On trouve également chez eux une allergie à toutes les controverses doctrinales, *une allergie à l'aspect doctrinal*.

Il existe chez eux *une allergie à l'aspect institutionnel* de l'Eglise ou des Eglises. Cet aspect institutionnel, ils le rejettent, le réprouvent, en tout cas le mettent en discussion.

Et enfin, une quatrième allergie à une Eglise, aux Eglises en tant qu'*institutions repliées sur elles-mêmes*, ou refermées sur elles-mêmes, insuffisamment ouvertes, à leur sens, au monde et aux grands problèmes du monde.

Alors, si vous le voulez bien, nous allons faire un examen de conscience sur chacun de ces quatre points et regarder ce que cela contient de part de vérité et de part d'excès et d'erreur. Nous allons essayer de faire notre examen de conscience, non le leur ; nous allons essayer d'opérer cette sorte de triage, ce discernement qui est toujours essentiel lorsqu'on se trouve en face d'affirmations absolues, erronées par leur outrance.

On se souvient du mot de Pascal : « une erreur n'est dangereuse que par la part de vérité qu'elle contient ». C'est là un message à retenir. Efforçons-nous, avant d'aborder n'importe quelle confrontation, n'importe quel problème, d'écouter attentivement « l'adversaire », l'autre, d'écouter sa plainte, d'écouter ses griefs et de nous dégager du ton, car pareilles contestations sont formulées dans un langage excessif. Vous entendez des gens revendiquer l'Evangile sur un ton qui n'a rien d'évangélique. Avant d'oser parler, dégageons-nous des tons, des accents, pour entrer dans cette part de vérité.

Allergie à l'histoire

Posons-nous donc la question : pourquoi ce rejet du passé ? On invoque parfois l'Evangile même. Notre-Seigneur n'a-t-il pas dit : « il faut laisser les morts ensevelir les morts » ? Pourquoi, dit-on, renouer un vieux dialogue rompu ? Faut-il recommencer le dialogue là où nous l'avons laissé ? Renouer le dialogue au *xi^e siècle*, à supposer qu'il y ait eu vraiment cette rupture que nous avons trouvée dans nos manuels d'histoire, mais qui, lorsque nous pesons mûrement les choses, n'a pas du tout ce même caractère ? Mais enfin, simplifions encore... Faut-il donc renouer à ce *xi^e siècle* pour refaire le dialogue avec le monde oriental ? Ou bien faut-il renouer en 1517 — l'année des thèses de Luther et de tout ce qui en est suivi ? On comprend que l'on dise : eh bien non ; ce n'est pas par un retour au passé que cela se fera. Bien au contraire, il faut se dégager du passé.

Effectivement, il se trouve dans ces propos une grande part de vérité : renouer avec le passé est artificiel dans ce sens-là, et puis nous sentons que ce n'est ni du *xi^e siècle* ni du *xvi^e siècle* qu'il s'agit. Alors faut-il renouer avec le passé de la primitive Eglise ? Tout cela n'est pas aussi simple. Il faut aussi se garder de ce primitivisme. Ne sommes-nous pas tentés trop facilement de dire : ah ! les premiers chrétiens, c'était admirable. Eh bien, si vous regardez de près, cela n'était pas tellement admirable. Il y a les épîtres de saint Paul, il y a les bagarres, il y a des chrétiens en dispute ; on voit même saint Pierre et saint Paul en conflit. Voilà ce que la primitive Eglise donnait en spectacle.

Par conséquent, nous avons là, je dirais, une espèce de consolation. Cela me console quand je vois cette tension dans l'Eglise primitive. Cela fait partie de toutes ces vues humaines. D'ailleurs, en allant plus loin que les Actes des apôtres et en regardant les apôtres eux-mêmes, ça n'était pas tellement extraordinaire ! Le Seigneur a choisi du tout-venant et le seul compliment qui leur soit donné dans l'Evangile, c'est qu'ils étaient lents à comprendre et durs de cœur. C'est de la matière, de la pauvre matière humaine. Nous ne nous tournons donc pas vers un âge d'or, nous n'allons pas à un retour vers une période primitive. Et, en toute logique, il y a quelque chose de vrai dans ce plaidoyer, ou dans cette allergie au passé et à l'histoire. On y trouve une invitation à regarder aujourd'hui, à regarder demain à partir d'aujourd'hui.

Cependant — une fois tout ceci reconnu et admis, — il faut reconnaître qu'il y a passé et passé. Il y a un passé dans lequel nous devons nous enraciner parce qu'il fait partie de notre être de chrétien. Il y a notre passé apostolique que nous avons à conserver parce que racine vivace de chrétienté. Le christianisme n'a pas de sens s'il ne s'enracine pas dans ce passé-là, dans ce passé « théologal », ce passé qui prend source en Notre-Seigneur Jésus-Christ. Non pas seulement dans le Jésus pascal, mais dans le Jésus pré-pascal, le Jésus de Bethléem, le Jésus des routes de Palestine. C'est là le Jésus historique où s'enracine notre christianisme, et aucune théorie, aucune doctrine libérale ne peut nous détacher de ce passé fondamental. C'est la règle qui doit commander notre existence de chrétien.

Ce principe fondamental, c'est le message du Christ Notre-Seigneur, l'Unique Maître, l'Unique Seigneur, l'Unique Parole toujours vivante et que nous entendons avec respect comme la voix du Seigneur à travers les siècles, s'imposant à son Eglise comme la règle suprême, *Norma normans non normata*, pour employer une formule latine extrêmement lapidaire : la Règle qui règle tout et qui n'est pas réglée elle-même par une règle supérieure parce qu'il n'y a rien de supérieur à la Parole de Dieu. Et c'est précisément pour assurer cette continuité-là avec le passé, pour rendre cette Parole toujours actuelle, pour nous porter cette Parole dans la brûlante actualité d'aujourd'hui, c'est pour cela que le Saint-Esprit a été promis par le Christ à son Eglise. C'est là que nous devons fixer notre point de départ, au moment où le Seigneur a dit à ses apôtres : Je vous quitte, mais je ne vous laisserai pas seuls comme des orphelins ici-bas, je vous enverrai le Saint-Esprit. Pour vous dire ce que vous ne pouviez pas encore comprendre, pour vous dire

progressivement la plénitude de la Révélation — il n'y a pas d'autre Evangile, — mais pour qu'il y ait une intelligence toujours meilleure des fondateurs de la Parole de Dieu. C'est pour cela que l'Esprit vous est donné, pour être ce lien vivant, pour que ce passé soit aujourd'hui, pour que cette Parole d'hier soit Parole d'aujourd'hui. C'est cela qui fait que le passé ne fait qu'un avec nous. Le Saint-Esprit est là, non seulement pour prendre ce passé et l'actualiser dans le présent, mais aussi pour nous porter en avant vers l'avenir. Dans l'Eglise, passé, présent et avenir ne font qu'un. Voilà ce que nous avons à réaliser et à vivre, et c'est peut-être cela qu'oublie trop souvent la contestation d'aujourd'hui. Nous avons un symbole et une réalité vivante de cette continuité qui franchit le temps — passé, présent et avenir — dans l'Eucharistie. Le Jeudi saint, Notre-Seigneur ■ dit à ses apôtres en énonçant les paroles de la consécration : faites ceci en mémoire de moi.

Depuis maintenant vingt siècles, dans une continuité totale, c'est cela que nous faisons.

Bien entendu, tout autour de cela le monde change et bouge. L'eucharistie a été célébrée la première fois au Cénacle, à Jérusalem, dans une grande salle. Et puis ce furent les Catacombes, les maisons patriciennes, les basiliques romanes, les basiliques gothiques, des basiliques de tout genre et de tout style. On a dit ces mots : faites ceci en mémoire de moi en grec, en latin, dans toutes les langues du monde. La liturgie s'est exprimée sous d'innombrables formes. Tout ■ changé autour d'elle, mais c'est toujours la même Parole à travers les siècles, dans la fidélité au passé : faites ceci en mémoire de moi. Voilà qui est fondamental, c'est cela qui est le lien fondamental vivant avec ce passé. Voilà ce qui explique pourquoi nous avions, au moment de recevoir l'eucharistie, cette prière dans notre ancien canon — et encore maintenant d'ailleurs : — ne regardez pas mes péchés, ne regardez pas mes fautes, mais regardez la foi de votre Eglise.

C'est avec cette foi de toute l'Eglise que je vais vers le Seigneur, non pas avec ma foi personnelle, individuelle, vacillante, qui vaut ce qu'elle vaut, mais avec ma foi enfoncée dans la foi de l'Eglise. Je crois, Seigneur, avec la foi de Marie ; je crois, Seigneur, avec la foi de Pierre, de Paul et des Douze ; je crois, Seigneur, avec la foi de vos martyrs, de vos confesseurs, de vos docteurs et de vos saints, à travers l'histoire, vingt siècles d'histoire. C'est avec cette foi de l'Eglise, à travers les temps, que je m'approche de vous. Alors, considérez cette foi-là et dites-moi ce que vous disiez dans l'Evangile : qu'il soit fait selon votre foi.

Je souligne cet aspect, bien convaincu qu'il est important que dans le monde d'aujourd'hui nous ayons vraiment nos racines dans le passé : un christianisme déconnecté, un christianisme déraciné, ce serait un christianisme sans Christ, ce ne serait plus le christianisme.

Mais, ceci dit, la fidélité au passé apostolique nous donne du jeu par rapport à ce que j'appellerais : le passé théologique. Nous avons été plongés dans les controverses : controverses avec le monde oriental pour le « Filioque », controverses sur la justification avec nos frères de la Réforme, controverses sur le sacerdoce des fidèles, controverses sur le ministère... Nous voyons là ce qui s'était durci en formules d'ex-

clusives : *ou* le sacerdoce des fidèles, *ou* le sacerdoce ministériel. Ce *ou* s'est de plus en plus changé en *et*. Et le sacerdoce des fidèles, *et* le sacerdoce ministériel ; *et* le sacerdoce baptismal, *et* le sacerdoce ministériel. Dans le fameux dilemme qui nous ■ tenus en bataille sur l'Ecriture et la Tradition, le *ou* est tout simplement parti. On a senti que l'Ecriture était portée par la Tradition comme la Tradition était portée par l'Ecriture. Un peu comme on dirait d'un oiseau : est-ce que ce sont les ailes qui portent l'oiseau ? Ou est-ce que c'est l'oiseau qui porte les ailes ? Il y avait là une idée de jonction et il me semble que, dans toutes ces controverses théologiques, c'est cela que nous découvrons chemin faisant. Nous remarquons immédiatement que nous nous trouvons devant une série d'équivoques dans les mots. Et on le comprend quand on ne s'est pas parlé pendant si longtemps ! Le sens que l'on attache aux mots est déjà tellement différent. Je demandais un jour à celui qui représentait le patriarche Athénagoras au Concile, le P. Scrima, « où est, d'après vous, la clé de nos difficultés, quelle est l'objection majeure ? » Il m'a répondu : « pour moi, c'est le fait que nous ne nous soyons plus parlé depuis neuf siècles ». Vous vous rendez compte de tout ce qui se passe quand on ne s'est plus parlé depuis neuf siècles, depuis cinq siècles. Dans une famille, lorsqu'on ne s'est plus parlé depuis trois jours, vous voyez déjà tout ce qui peut se glisser de malentendus, d'équivoques...

Allergie doctrinale

La seconde allergie devant laquelle nous nous trouvons est celle que j'appellerais l'allergie doctrinale. Une sorte de tension, même dans le mouvement œcuménique, a toujours existé. Dans le Conseil mondial des Eglises on a de tout temps pu ressentir une lourde tension entre la tendance doctrinale et la tendance plus pragmatique, l'une accentuant l'aspect de communion dans la doctrine et la foi, l'autre prônant : négligeons ces controverses et basons-nous ensemble sur la partie pratique, bâtissons ensemble. Croyant en commun et agissant en commun, on n'excluait aucun de ces deux aspects ; on était seulement confronté avec une accentuation différente. Sans contredit, le monde d'aujourd'hui, surtout celui des jeunes, est extrêmement sensible à pareille accentuation. Les jeunes ont peur des théories, ils ont peur d'une vérité abstraite, théorique, lointaine. Il est vrai que la vérité abstraite n'est pas la vérité complète, ni même la vérité tout court. Si j'atteins Dieu uniquement comme vérité abstraite, je n'atteins pas vraiment Dieu. C'est écrit en toutes lettres dans l'Ecriture : Celui-là ne connaît pas Dieu qui n'aime pas, car Dieu est amour. Il y a une telle jonction entre lumière et chaleur qu'il est impossible de les dissocier. C'est comme le soleil qui est à la fois lumière et chaleur, lumière à l'état pur, à la différence de la froide lumière du néon. De même la vérité du Seigneur est une lumière à vivre, une vérité vitale, une vérité en fonction de la vie. Mes paroles, disait Jésus, sont Esprit et Vie. Ainsi donc les jeunes ont raison de nous dire : vous parlez d'orthodoxie. Vous en parlez sans cesse, or ce qui nous intéresse, c'est l'orthopraxie. Ils ont tort de prétendre : il n'y a que cela qui nous intéresse. Ils ont pourtant raison de dire : votre orthodoxie ne sera pleinement

orthodoxe que lorsque vous l'aurez traduite en actes, dans ce langage vital, vivant, que sont vos actes. C'est là que nous vous attendons. Le christianisme n'est pas une idéologie, ce n'est pas une révélation dans le sens d'un ensemble de thèses, un catalogue de vérités révélées. Non, c'est quelqu'un qui se révèle, quelqu'un qui se révèle par amour, progressivement. Et dans la mesure où je ferai la lumière, j'accéderai à la lumière. Celui qui fait ma volonté vient à la lumière. Nous sommes trop facilement enclins à disjoindre vérité et vie. Parfois il est bon de nous rappeler qu'effectivement ces deux choses n'en font qu'une.

Cela reconnu, je crois que nous avons à redire combien il importe de respecter l'aspect « vérité » qui est fondamental. Il faut tendre à la communion dans une seule foi, à un seul symbole commun. Nous ne pouvons, sous prétexte d'action efficace, minimiser notre adhésion à la parole même du Seigneur. Si Jésus a dit : mes paroles sont Esprit et Vie, il a dit aussi : mes paroles sont Esprit. Par conséquent, il y a une intelligence du Seigneur qui doit nous être commune, une entrée dans les profondeurs de Dieu qui est essentielle pour nourrir mon action. Sinon notre agir serait pure agitation humaine. Il faut une communion dans la foi pour vivre pleinement une communion dans la charité. Les trois ne font qu'un : foi, espérance et charité. Je comprends que vous soyez opposés à la présentation de nos traités classiques où l'on traitait d'abord de la foi, puis de l'espérance (on ne l'oubliait pas, mais aujourd'hui on met l'accent sur la théologie de l'espérance) pour arriver enfin à la charité en guise de conclusion. Je crois que dans le témoignage du christianisme, c'est l'inverse qui doit avoir lieu. Commençons par présenter l'amour du Christ, la charité du Seigneur dans la joie de cette espérance, et puis, livrons le secret : notre foi, notre communion dans la foi. Il est de la plus haute importance de répéter sans cesse aux jeunes que ces deux choses sont indissolublement liées et, ce faisant, réagir contre leur allergie sur ce point-là.

Allergie à l'institutionnel

Une troisième allergie n'appartient pas en propre aux seuls jeunes. Elle est presque universelle dans l'Eglise et dans les Eglises d'une façon générale. C'est une allergie à l'Eglise en tant qu'institution visible, humaine. Tout un procès est en cours contre l'institution, contre l'« establishment ». Contre tout le juridisme, le bureaucratisme, contre tout ce qu'on ne retrouve pas dans la simplicité de l'Evangile et que vingt siècles d'histoire expliquent, mais ne justifient pas toujours. Nous assistons donc à une réelle poussée de fièvre, à des mouvements qui, au nom de la vie, veulent déborder, franchir les barrières, ouvrir portes et fenêtres. Nous constatons là une lutte entre l'Eglise institutionnelle et l'Eglise charismatique. Une fois de plus un juste discernement des deux choses s'impose. Car il y a une part de vrai dans cette allergie à l'institution. Et on pourrait longuement se plaindre de ce qui est trop lourd, de ce qui est trop « mécanisme » humain. Des choses importantes seraient à épingle, bien certainement. J'ai lu quelque part une phrase du patriarche Athénagoras où il est dit que « nous avons fait de l'Eglise une organisation comme les autres ».

Toutes nos forces sont passées à la mettre sur pied ; elles passent maintenant à la faire fonctionner, plus ou moins, plutôt moins que plus. Mais elle marche ! Malheureusement, elle marche comme une machine et non comme une vie. Sans doute aucun, nous devons être constamment sur nos gardes à ce sujet. Le Droit Canon, c'est magnifique, pourvu qu'il se situe à sa place. Un éminent canoniste romain aimait répondre à ceux qui lui proposaient des innovations valables non prévues par le Code : « Mais c'est parfait ! Soyez torrent, nous vous ferons un lit. » La fonction du canoniste ne consiste pas à faire des barrages, il n'est pas là pour empêcher des torrents, c'est-à-dire le Saint-Esprit à l'œuvre. Disons qu'il n'y a pas à dissocier les deux aspects de l'Eglise : elle est à la fois institutionnelle et charismatique. Institutionnelle dans la ligne de l'Incarnation, charismatique dans la ligne du Saint-Esprit. Et le Saint-Esprit et le Fils, c'est tout un. On ne peut les séparer. Sans institution l'Eglise ressemblerait à un corps sans squelette, elle ne tiendrait pas debout.

De même, sans charisme, sans l'Esprit-Saint à l'œuvre, ce squelette n'aurait aucun sens s'il n'était pas au service de la vie. Telle est l'éternelle histoire des conflits dans l'Eglise. Un fondateur vient. Il surgit un saint François d'Assise, et c'est un charisme, c'est l'Esprit-Saint à l'œuvre. Ensuite, il faut bien que saint François continue. Alors on établit une règle, des canons, et tout doucement cela devient institutionnel. Après un certain laps de temps la sclérose se déclare. On comprend que l'Eglise devient plus prudente et méfiante, à condition d'être tout à la fois méfiante et ouverte. C'est incessamment un jeu de discernement. Rappelez-vous ce Concile de Latran décrétant qu'il n'y avait plus de place pour des ordres religieux, qu'il y en avait suffisamment. Pourtant, au lendemain de ce Concile, le Saint-Esprit a suscité deux hommes : l'un s'appelait François d'Assise, l'autre Dominique. Il a fallu lâcher ce décret du Concile...

Constamment nous sommes placés devant cette dualité : l'Esprit-Saint à l'œuvre dans une Eglise institutionnelle... Il faut s'ouvrir, balancer et équilibrer les deux.

Dans le livre *Dialogue avec le patriarche Athénagoras*, on sent passer cette foi soutenue dans le rôle actualisateur de l'Esprit-Saint. Il s'y trouve une page remarquable sur la place de l'Esprit à l'œuvre dans l'Eglise. Je vous invite à la méditer, car chaque mot porte :

Sans l'Esprit-Saint, Dieu est loin,
le Christ reste dans le passé,
l'Evangile est une lettre morte,
l'Eglise une simple organisation,
l'autorité une domination,
la mission une propagande,
le culte une évocation,
et l'agir chrétien une morale d'esclaves.

Mais en lui : le cosmos est soulevé et gémit dans l'enfantement du royaume,
le Christ ressuscité est là,
l'Evangile est puissance de vie,
l'Eglise signifie la communion trinitaire,
l'autorité est un service libérateur,
la mission est une Pentecôte,
la liturgie est mémorial et anticipation,
l'agir humain est déifié.

Sommes-nous ouverts, suffisamment ouverts à ce rôle de l'Esprit-Saint sans lequel l'Eglise n'a

pas de sens et qui donne à tout le sociologique et incarnationnel humain une tout autre portée ? C'est pour cela que nous souffrons tout le temps de ces transpositions que la presse et la télévision nous font subir si souvent. Chacun ramène les mots à sa propre mesure. Quand on parle de l'Eglise comme d'une démocratie ou d'une oligarchie, ou d'une monarchie, tous ces mots sont pris au sens sociologique, c'est-à-dire sans cette dimension nouvelle que confère le Saint-Esprit et qui les transfigure. C'est à l'image de Dieu qu'est créée l'Eglise. Alors, quand on dit : l'Eglise, c'est une démocratie, ce n'est pas exact. Dans l'expression « le peuple de Dieu », le mot « peuple » n'a pas le sens que nous employons quand le peuple s'oppose au gouvernement. Il s'agit du *laos* et non du *demos*, il s'agit du peuple des baptisés. Bien souvent, faisant un exposé sur ce thème, je me trouve dans l'obligation de préciser que, en parlant du peuple de Dieu, tous les baptisés en font partie, donc le Pape également — le Pape est baptisé — et de même les évêques. Finalement on finit par comprendre qu'on ne doit pas faire d'opposition dans cette communion en profondeur. L'Eglise est avant tout la communion dans l'Esprit-Saint, à travers tout cela. A tout instant, il faut rectifier la vision. A tout instant il faut remettre le Saint-Esprit à sa place vraie. Il faut s'ouvrir à l'Esprit-Saint, c'est le premier travail. Comme il faut aussi accueillir toute la part de vrai qu'il y a dans cette contestation et dans cette allergie par rapport à l'institution. Il y a là un appel à une priorité de l'Esprit-Saint, à une primauté de l'Esprit-Saint, je dirais à un assouplissement perpétuel de l'Eglise comme institution pour qu'elle soit ouverte à cette vision de communion, à cette Eglise « communionnelle » sur laquelle Vatican II a mis l'accent. Dans ce but, j'ai donné, il y a deux ans, une interview aux *Informations catholiques* où j'ai essayé de montrer comment l'Eglise devrait s'assouplir, se décentraliser pour entrer davantage dans cette communion, dans cette pluralité et dans cette unité à la fois. En même temps, l'Eglise est une et diverse. Au point de départ de son unité, il y a déjà de la pluralité. Une pluralité à l'intérieur de l'unité, comme il y a une unité à l'intérieur de la pluralité. C'est cela l'Eglise, pour la raison que c'est tout le temps le mystère de Dieu que nous devons revendiquer contre cette tendance du monde à nous mondaniser, à nous sociologiser, contre la tendance des canonistes à canoniser l'ineffable à un niveau où la souplesse de la réalité ne peut être atteinte.

Allergie à l'Eglise close

Il me reste une dernière allergie à décrire : l'allergie à l'Eglise en tant que repliée, renfermée sur elle-même. Aux yeux des jeunes, l'Eglise apparaît parfois comme narcissique ou introvertie ; elle leur apparaît comme courbée sur ses propres problèmes.

Nous entendons des objections qui reviennent avec grande et belle persistance. L'Eglise convoque un Synode qui ne s'occupe que de la cuisine ecclésiastique intérieure. Cela n'intéresse pas le monde, cela ne concerne pas les grands problèmes du monde. La mission du christianisme et de l'Eglise, dit-on, est d'être au service du monde et de ses problèmes. Là encore, c'est vrai et ce n'est pas vrai. Je suis d'avis que là

aussi il est nécessaire d'entrer dans la pleine perspective. Rien de plus vrai que l'Eglise est le levain dans une pâte et qu'elle est mandatée par le Seigneur pour hâter le royaume de Dieu dès ici-bas. Le levain est ce que l'on met dans la pâte, même pas un millimètre à côté, mais exactement dedans. Il en résulte que les chrétiens doivent s'enfoncer dans les problèmes des hommes, qu'il s'agisse des problèmes familiaux, sociaux, politiques, nationaux et internationaux. Tout cela nous concerne comme étant envoyés pour être l'âme de ce monde, pour être le Christ assumant ce monde, lui qui s'est incarné pour nous, les hommes. Nous avons à continuer cette mission. Cela n'empêche nullement qu'il y ait aussi une autre dimension. L'Eglise n'est pas là d'abord pour le monde, elle est là d'abord pour Dieu. La première réponse à donner à ces hommes, c'est de répondre à leur appel conscient ou inconscient vers Dieu. Nous, chrétiens, nous devons obéir à ce commandement que donnait le Seigneur à ses apôtres au lendemain de sa résurrection lorsqu'il les rencontrait et prenait leur barque. Il leur disait : Avancez en eau profonde. Le chrétien doit avancer en eau profonde. Il doit avancer avec ce monde, non seulement au niveau de ses problèmes quotidiens, mais aussi au niveau des problèmes qui forment les grandes questions vitales : pourquoi suis-je ici-bas ? Quel est le sens de la souffrance, le sens de la vie ? Le cardinal Marty condensait cela en une admirable formule : « Il ne s'agit pas tant de donner au monde des moyens de vivre — ce n'est pas cela qui manque aux peuples d'aujourd'hui — que de lui donner les raisons de vivre. »

Nous avons à respecter une autre dimension, à être ouvert à ce monde et à Dieu en fonction de ce monde, et à ce monde en fonction de Dieu. Que nous le voulions ou non, nous sommes chargés d'être tunnel. Qu'on songe au tunnel de Saint-Gothard qui relie la Suisse à l'Italie. Ce qui est demandé à ce tunnel, c'est d'avoir une ouverture du côté de la Suisse et une autre du côté de l'Italie. Le travail intérieur — les problèmes ecclésiastiques, les problèmes de restructuration de l'Eglise, du ministère sacerdotal, etc., — tout cela concourt à ouvrir le tunnel, à élargir, afin qu'il n'y ait pas de pierres qui obstruent le passage des trains. Pour qu'un tunnel soit vraiment tunnel, il faut qu'il émerge dans une double direction — donner Dieu aux hommes et les hommes à Dieu. Par conséquent, reprocher à l'Eglise de s'enfermer dans ses problèmes propres, dans ses problèmes intérieurs, c'est vrai et ce n'est pas vrai. Au Concile, nous avons eu nettement conscience de ce double aspect complémentaire. Ainsi *Lumen gentium* est l'Eglise vue de l'intérieur, tandis que *Gaudium et spes* débouche face au monde. C'est un double et unique appel qui nous concerne tous. En y répondant avec fidélité, nous hâterons l'heure où le monde reconnaîtra le vrai visage de l'Eglise, une, indivise, amie des hommes.

— *Luther*. Essai biographique, par ALBERT GREINER. Préface du pasteur RENÉ-JACQUES LOVY. — Un vol. 13 x 18,5 cm, de 208 pages. Prix : 15 F. Editions Labor et Fides, Genève.

Sans avoir l'ampleur et la profondeur du *Luther* du professeur Lortz, cette biographie nous offre comme le « volet protestant » de l'histoire du père de la Réforme.

DISCOURS PRONONCÉ PAR LE CARDINAL ALFRINK A L'OCCASION DU 8^e ANNIVERSAIRE DE L'ÉLECTION DE PAUL VI

Le huitième anniversaire de l'élection de Paul VI (21 juin 1963) a été célébré le dimanche 27 juin, à La Haye, en l'église Saint-Jacques, par une messe célébrée par le pro-nonce apostolique, Mgr Angelo Felici, en présence de plusieurs membres du gouvernement hollandais et d'ambassadeurs étrangers. Voici l'allocution qui a été prononcée au cours de cette messe, en français, par le cardinal Alfrink, archevêque d'Utrecht, président de la Conférence épiscopale hollandaise (1) :

Nous voici réunis pour célébrer ensemble le huitième anniversaire de l'élection de Paul VI comme évêque de Rome et comme successeur de Pierre, le chef du collège des apôtres.

Nous désirons exprimer d'abord notre gratitude pour le labeur inlassable entrepris par le Pape pendant toute l'année écoulée ; labeur qui constitue une preuve évidente de son entier dévouement au service de l'Eglise, du royaume des cieux, de l'humanité.

Il suffit de consulter les annuaires qui, tous les ans, énumèrent les activités du Saint-Siège et du Saint-Père pour perdre le souffle devant cette liste interminable d'activités, d'entretiens, d'audiences, de voyages, de documents pastoraux, etc., qui se suivent continuellement, en permettant à peine des pauses pour respirer et se reposer.

Quand l'apôtre Paul, dans sa lettre aux Corinthiens, énumère ses labeurs et ses fatigues, ses veilles fréquentes et ses jeûnes répétés, il renonce à une énumération complète de toutes ses peines, en disant : « Et sans parler du reste, mon obsession quotidienne, le souci de toutes les Eglises. »

Il n'est pas d'évêque qui ne connaisse cette sollicitude pour l'Eglise qui lui a été confiée, une sollicitude qui pourrait le lasser et l'épuiser totalement si la foi ne lui inspirait la confiance — qui n'est pas témérité mais espérance, — que l'Esprit de Dieu guide l'Eglise à travers les réussites et les échecs humains.

Eh bien, si ce souci de l'Eglise représente déjà un lourd fardeau pour un évêque local, combien plus en est-il ainsi pour celui qui, étant le premier parmi les évêques, est chargé de tous les problèmes de l'Eglise universelle. On peut facilement s'imaginer le poids de la responsabilité qui en découle.

C'est pourquoi nous ne voulons pas nous limiter à l'expression de notre gratitude et de notre respect. Dans cette commémoration, nous voulons surtout prier le Seigneur de l'Eglise qu'il fortifie et encourage Paul VI, son vicaire pour l'Eglise universelle.

Au début de la création, la Parole de Dieu résonna sur les eaux : « Que la lumière soit. » Et la lumière fut. La Parole de Dieu est créatrice ; elle est source de lumière et de bénédiction, lumière et bénédiction que nous implorons pour Paul VI. A cette prière, nous ajoutons en toute modestie nos paroles de gratitude et de respect. La parole humaine est communication et encouragement. Elle est signe de vie, tandis que le silence absolu, sans aucune parole, est le règne de la mort.

Une consultation permanente entre le Saint-Père et ses frères dans l'épiscopat

Tous les évêques de l'Eglise, les frères du Pape dans l'épiscopat, sont appelés à partager les soucis du Saint-Père dans le gouvernement de l'Eglise. Ils sont appelés à voir avec le Pape, en qui ils reconnaissent le successeur de Pierre et le vicaire du Christ, quelles solutions peuvent être apportées, dans l'esprit de l'Evangile, aux problèmes de l'Eglise universelle et des Eglises locales en cette période si mouvementée de l'histoire.

Le deuxième Concile du Vatican a mis en lumière deux réalités importantes.

D'abord, la mission de l'épiscopat mondial, du collège des évêques — qu'il ne faut jamais concevoir sans le Pape et encore moins en opposition avec lui, — dans le gouvernement de l'Eglise universelle.

Et, en second lieu, la mission de l'Eglise locale à l'intérieur de l'Eglise universelle.

Si l'on croit à l'action du Saint-Esprit dans l'Eglise — et notamment dans les Conciles œcuméniques de l'Eglise, — on devra admettre aussi que l'Esprit a été à l'œuvre dans ces idées directrices du deuxième Concile du Vatican, que Jean XXIII et Paul VI ont tous les deux scellé de leur autorité pontificale.

J'estime — parce que je crois à l'action de l'Esprit dans l'Eglise — que l'Eglise d'aujourd'hui doit mettre en valeur ces indications du Concile.

Je crois que la mission à accomplir dans l'Eglise par le Saint-Père — mission à laquelle je ne voudrais en rien déroger — serait moins lourde pour lui si, dans la recherche des solutions requises par l'Eglise d'aujourd'hui, le Pape faisait encore davantage appel aux services du Collège épiscopal, et si les évêques s'habituèrent plus à leur tâche et à leur part de responsabilité dans le gouvernement collégial de l'Eglise.

L'internationalisation de la Curie romaine, qui a été poursuivie énergiquement par Paul VI et qui est d'un grand intérêt pour l'Eglise — en disant cela, je n'en apprécie pas moins les grands mérites et le dévouement à l'Eglise des prélats italiens, — n'est cependant pas suffisante pour l'Eglise universelle.

Ce qu'il faut, c'est une consultation permanente entre le Saint-Père lui-même et ses frères dans l'épiscopat, auxquels il a confié le gouvernement d'une Eglise locale. Cette consultation ne peut

(1) Texte original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

pas toujours atteindre son but si elle se fait par des intermédiaires. Dans certaines circonstances, une consultation directe est nécessaire, si l'on veut servir l'Eglise.

J'aimerais profiter de cette occasion pour exprimer ma profonde reconnaissance pour l'expérience que j'ai eue en cette année du pontificat de Paul VI de la possibilité d'une telle consultation directe. J'en suis très reconnaissant au Saint-Père (2).

Contact direct entre le Pape et la hiérarchie de l'Eglise locale

Lorsqu'il s'agit des problèmes essentiels d'une province ecclésiastique — problèmes qui tiennent particulièrement à cœur au Saint-Père, et qui se posent, d'ailleurs, aussi chaque jour à la hiérarchie locale, — un contact direct entre le Pape et la hiérarchie locale, qui portent ensemble la responsabilité pour l'Eglise locale concernée, s'impose, me semble-t-il.

C'est, à mon avis, le seul moyen pour trouver une bonne solution à ces problèmes.

Il est nécessaire que les évêques qui portent ensemble la responsabilité d'une Eglise locale, à savoir le Souverain Pontife et la hiérarchie locale, soient solidaires dans cette responsabilité commune. Cette solidarité ne nuit pas du tout à l'autorité de celui en qui tous les évêques de l'Eglise locale reconnaissent sincèrement et de tout cœur le Pasteur préposé par le Seigneur à toute son Eglise.

Il ne s'agit pas de nier l'autorité du Pape ou de lui porter atteinte ; il s'agit, au contraire, de soutenir l'autorité du Saint-Père.

Une Eglise locale ne pourra qu'accueillir avec une plus grande disponibilité les décisions du Saint-Père, si l'on sait qu'elles ont été précédées d'une consultation ouverte entre le Saint-Père et la hiérarchie locale.

Il y a, évidemment, une série de questions qui peuvent être réglées par des intermédiaires. Mais cela ne vaut pas pour les problèmes essentiels, puisque le Pape et la hiérarchie locale sont, en définitive, les vrais responsables. Je comprends très bien que le Pape lui-même ne puisse pas s'occuper de toutes sortes de problèmes de moindre importance. Mais, quand il s'agit de problèmes dont le Pape lui-même se préoccupe particulièrement — comme, d'ailleurs aussi, la hiérarchie locale, — un contact direct entre le Pape et la hiérarchie locale est indispensable.

Le Pape et le Synode

Dans quelques mois, à la fin de septembre, la troisième Assemblée du Synode des évêques se réunira à Rome. Le Synode des évêques n'est pas seulement, et pas d'abord, un moyen ou un organe pratique de communication entre le centre de l'Eglise et sa périphérie. Le Synode ne découle pas non plus d'une conception théologique déterminée. Le Synode constitue une mise en valeur d'un principe ecclésiologique, comme la primauté du Pape, qui appartient à la structure essentielle de l'Eglise.

Le Synode des évêques ne peut et ne veut pas agir sans le Pape, et encore moins contre le Pape. Ceci ne pourrait être supposé qu'à partir

d'une conception fausse et erronée de la structure de l'Eglise.

Il est cependant extrêmement important pour l'Eglise que la possibilité pour le Synode de discuter librement les problèmes qu'il estime urgents pour l'Eglise ne soit pas entravée.

Le prochain Synode sera très important pour l'Eglise, peut-être pas tant par les décisions qui seront prises ou non que par les possibilités qu'il faudra trouver de discuter en toute ouverture des problèmes de l'Eglise qui lui seront soumis.

Chaque tentative, de quelque côté qu'elle vienne, d'opposer le Pape aux autres évêques, serait fatale pour l'Eglise. Le Synode ne peut avoir d'autre signification que de réaliser une consultation réciproque du Pape et des autres évêques sur les besoins actuels de l'Eglise.

Que le Pape occupe dans cette consultation une place tout à fait spéciale, personne ne voudra le nier ou le contester.

Les prérogatives du successeur de Pierre doivent être préservées dans leur intégrité. La manière dont ces prérogatives fonctionnent n'est pas tant une question de formules juridiques que de communication humaine.

Je suis conscient que les idées que je viens d'exprimer ne sont pas partagées par tout le monde. Je souhaite cependant que ceux qui ne les partagent pas soient disposés à reconnaître qu'elles proviennent du même dévouement à l'Eglise que les idées divergentes.

Quant à l'orthodoxie, j'estime que les idées énoncées plus haut sont plus orthodoxes que les idées de ceux qui, malgré le II^e Concile du Vatican, ne rendent pas justice à la mission et à la place du Collège épiscopal.

Le vieil adage *Roma locuta causa finita* n'a pas perdu sa valeur. Il faut cependant déterminer sa portée exacte et les situations auxquelles il est applicable. Il faut voir aussi comment préparer les prises de positions du Saint-Siège. Il n'y a pas de doute que le Saint-Siège, avant de se prononcer, consulte un grand nombre d'organes administratifs et de personnes qualifiées. Cependant, du point de vue ecclésiologique, une consultation des frères dans l'épiscopat est surtout nécessaire. Ce qui, probablement, était difficile dans d'autres temps est maintenant rendu possible par les moyens de communication et la réduction des distances dus à la technique moderne.

Il me semble que le prochain Synode est d'une grande importance pour montrer à toute l'Eglise qu'on est prêt à mettre en œuvre l'ecclésiologie du II^e Concile du Vatican.

C'est pourquoi mon dernier mot sera une invitation à une prière instante afin que l'Esprit-Saint illumine ceux qui gouvernent l'Eglise — le Pape ensemble avec tous les autres évêques de l'Eglise — et leur donne la sagesse de prendre des décisions qui correspondent aux besoins de l'Eglise et de l'humanité d'aujourd'hui.

Affection et prière pour le Pape

Le cardinal Alfrink a terminé son allocution en néerlandais (3) :

C'est la huitième fois que nous sommes ici rassemblés pour célébrer l'élection du Pape Paul comme évêque de Rome, comme successeur de

(2) Cf. DC 1970, n. 1569, p. 786 et s. (NDLR.)

(3) Traduction de la DC d'après le texte original.

Pierre, le premier des apôtres, et comme tête du Collège épiscopal de l'Eglise universelle.

C'est à cause de ces prérogatives que nous sommes réunis. S'il en était autrement, nous ne serions pas ici. Donc, le fait que nous soyons rassemblés dans la foi en ce dimanche matin est le signe que nous acceptons cette foi de l'Eglise dans la mission du Pape vis-à-vis de l'Eglise tout entière.

Peut-être célébrons-nous aujourd'hui le Pape avec moins de drapeaux et d'hymnes pontificaux. Les temps changent, dit un ancien proverbe romain, et nous changeons avec eux. L'homme d'aujourd'hui accorde moins d'importance à l'aspect extérieur. Même la Cour pontificale — dans la mesure où on peut encore employer cette expression — s'efforce d'aller vers plus de simplicité, de sobriété.

Mais la diminution de l'aspect extérieur ne doit pas être le signe d'un rétrécissement de la foi et d'un refroidissement des sentiments intérieurs.

Quiconque a assisté à Saint-Pierre aux audiences publiques hebdomadaires du mercredi matin, où le décor extérieur est réduit au minimum et où le Pape se montre extrêmement simple, n'a pu manquer d'avoir l'impression que le Pape lui-même se sent particulièrement heureux de tout cela et qu'il est tout à fait détendu. Et la foule présente l'accueille tout simplement comme le Père de tous les croyants — homme avec les hommes, intéressé par les joies et les peines de tous ceux qui sont présents. A cette occasion, j'ai vu des hommes froids, rudes et robustes, les yeux remplis de larmes. Et je souhaiterais que chaque fidèle puisse avoir la chance de rencontrer le Saint-Père en de telles circonstances.

En tant que personne, le Saint-Père est un homme extrêmement sensible. Un homme très réservé. Un homme que l'on ne peut approcher qu'avec sympathie. Un homme qu'on ne peut qu'aimer, si je puis m'exprimer ainsi. Un homme qui porte dans un esprit de grande responsabilité le fardeau de sa mission dans l'Eglise et dans l'humanité, un fardeau qui pèse très lourdement sur lui. Quiconque connaît tant soit peu la situation dans laquelle il se trouve ne s'en étonnera pas.

Nous ne pouvons laisser seul le Pape Paul. Ce n'est pas aujourd'hui seulement que nous devons prier pour lui. Nous devons le faire continuellement. L'ancienne tradition de l'Eglise nous apprend que, partout dans le monde, chaque fois que des croyants se rassemblent pour célébrer l'Eucharistie, on ne la célèbre pas — on ne peut pas la célébrer — sans faire mention du Pape, sans penser à lui, sans prier pour lui.

Il ne s'agit pas seulement d'une simple attention amicale. Il s'agit là d'un principe ecclésiologique. On ne célèbre pas d'Eucharistie — on ne peut célébrer d'Eucharistie — en dehors de la communion avec le Pape ; de même qu'on ne peut célébrer d'Eucharistie en dehors de la communion avec l'évêque local.

Aujourd'hui, nous prions ici ensemble l'esprit de Dieu d'éclairer et d'affermir le Pape Paul afin qu'il puisse remplir la mission que le Seigneur lui a confiée dans l'Eglise, selon la volonté de Dieu, pour sa propre joie et pour la joie de tous ceux qui sont disposés à écouter en lui la voix du Seigneur de l'Eglise.

DECLARATION DES EVEQUES ITALIENS SUR LES PROBLEMES MORAUX

Au terme de leur 8^e Assemblée plénière (Rome, 14-19 juin 1971), les évêques italiens ont déclaré au sujet de la moralité publique, dans leur communiqué final :

Certaines expressions de la moralité publique ont préoccupé (la Conférence épiscopale italienne) et retenu son attention. Il s'agit d'un problème à dimensions mondiales qui, également dans notre pays, prend des proportions toujours plus alarmantes.

On voit se répéter, à un rythme impressionnant, de graves manifestations de délinquance (vols, hold-up, homicides, séquestrations de personnes, extorsions). Les formes de « pansexualisme » et d'immoralité provoquante se multiplient ; l'usage de la drogue se répand de plus en plus ; on attend à la vie dans sa source même ; on tend à justifier, même dans la loi, jusqu'à l'avortement, qui consiste véritablement à supprimer la vie humaine, innocente et sans défense ; la pornographie n'est pas toujours sanctionnée d'une façon efficace ; la mode et le comportement sont plus qu'à la limite de la dignité et du bon goût, et il n'est pas jusqu'à nos églises qui n'en soient contaminées avec une désinvolture éhontée.

Ces phénomènes sont favorisés, sinon parfois causés, par les modèles de vie que présentent aujourd'hui de nombreux instruments de communication sociale et qui vont des pseudo-héros aux bandits et aux obsédés sexuels. On en arrive ainsi à envisager le délit et l'immoralité sans répulsion, car on en attribue la faute à la société.

Les évêques ne peuvent manquer de dénoncer une réalité si douloureuse. Ils attirent sur elle l'attention des autorités compétentes, afin qu'elles prennent les mesures qui s'imposent, et de l'opinion publique, afin qu'elle sache réagir efficacement.

Ils font surtout appel à la responsabilité des parents, des éducateurs et des fidèles, afin qu'ils aient conscience que la violation des commandements de Dieu et des préceptes de l'Evangile, avec la décadence des mœurs qui en découle, est le prélude d'un effondrement général du niveau moral et ouvre la voie aux plus graves phénomènes de désagrégation sociale.

Les évêques insistent pour que chacun fasse tout ce qui est en son pouvoir afin que les jeunes, spécialement, et les familles, prennent conscience des valeurs personnelles et de la dignité sociale, conformément aux nobles traditions de notre pays.

(L'Osservatore Romano, 21-22 juin 1971, p. 2. Traduction de la DC.)

— *Prédication, acte politique*, par G. CASALIS. Préface de M.-D. CHENU (coll. « Essais »). — Un vol 13,5 × 19,5 cm, de 156 pages. Prix : 15 F. Les Editions du Cerf, Paris.

Le P. Chenu explique le sens de cet ouvrage : « C'est le propre de la Parole de Dieu de promouvoir dans l'homme la liberté et, pour sa liberté, la construction du monde, l'autonomie de sa raison et de son choix. » Ce n'est ni l'appui de l'ordre établi, ni la sacralisation de la révolution, mais l'autonomie pleine du chrétien au service de son Dieu.

— *Prêtre... quel homme es-tu ?* (Ouvrage collectif.) Préface de Mgr DE LA BROUSSE, évêque de Dijon. — Un vol. In-16 Jésus, de 248 pages. Prix : 19 F. Les Editions ouvrières, Paris.

Mgr de la Brousse indique la raison de cet ouvrage : « Aider les prêtres souvent encombrés de multiples questions sur leur état sacerdotal, à se situer beaucoup plus en vérité à l'égard d'eux-mêmes et de tous ceux qu'ils ont reçu mission de servir. » Dès le début, « Cinq prêtres témoignent », donne le sens profond de ces pages.

UN ÉVÊQUE ET LA POLITIQUE

Sous ce titre, Mgr MATAGRIN, évêque de Grenoble, a publié dans le bulletin de son diocèse (1) la lettre suivante qu'il a adressée aux personnes ayant manifesté leur désaccord à la suite d'un communiqué relatif à une grève de la faim (2) :

Mission spirituelle des ministres du Christ

Cessons donc également d'interpréter les prises de position du Pape et des évêques à travers le prisme déformant de nos propres opinions politiques. Nous risquons toujours de ne retenir de l'Évangile, ou des interventions de la hiérarchie de l'Eglise, que ce qui nous confirme dans ce que nous pensons déjà. J'en veux pour preuve la manière dont beaucoup ont interprété la lettre de Paul VI au cardinal Roy, en y trouvant la justification de leur propre opinion, au lieu de se laisser déranger par un « message universel et éternel ». Le Christ a refusé de se laisser confisquer par les groupes qui prétendaient l'utiliser. Il n'a cessé d'inviter ses interlocuteurs à se libérer de leurs étroitesse, de leurs passions, de leurs aveuglements afin de s'ouvrir à la Vérité qui, seule, rend libre.

Telle doit être aujourd'hui l'attitude de ceux qui portent la responsabilité du ministère apostolique. Je ne prétends pas que nous trouvions l'attitude juste ou les mots qui conviennent, mais je puis assurer qu'en intervenant à l'occasion de situations ou d'événements d'ordre politique, économique ou social, le Pape et les évêques ne sortent pas de leur mission spirituelle et qu'ils n'ont qu'un seul souci : la fidélité à leur devoir d'état, à leur mission de docteurs et de pasteurs. A temps et à contretemps, ils sont invités, comme l'apôtre Paul, à annoncer Jésus-Christ, son Évangile, sans se demander s'ils plaisent ou non aux hommes.

Enseignement doctrinal et discernement spirituel au cœur des événements

C'est relativement facile à faire lorsqu'il s'agit de rappeler les vérités dogmatiques, encore que la tâche ne soit pas aussi aisée que certains l'imaginent en un temps où le pluralisme des cultures oblige à distinguer la substance de la foi de ses revêtements. Sous le bénéfice de la même remarque, ce n'est pas encore trop difficile de rappeler la pensée sociale de l'Eglise. Pour l'avoir enseigné pendant plusieurs années à l'Institut social des facultés catholiques de Lyon, j'en sais quelque chose.

Ce qui est très difficile, c'est de discerner la volonté de Dieu à travers des situations concrètes, et plus encore au cœur d'événements qu'on est en train de vivre. Le Concile, dans la Constitution *Gaudium et spes*, comme Paul VI dans sa récente lettre, nous invite à opérer ce discernement. Il est alors nécessaire de faire appel à d'autres sources de connaissance que la Révélation. Des informations sont nécessaires pour faire une analyse de situation la plus objective possible. Tous ceux qui ont à exercer des responsabilités et à prendre des décisions connaissent cette difficulté au moment où des points de vue diamétralement opposés s'affirment, où des analyses contradictoires s'affrontent, où des solutions radicalement différentes sont proposées.

Vous m'avez écrit au sujet de la position que j'ai cru devoir prendre lorsque le Centre œcuménique Saint-Marc ne s'est pas opposé à l'occupation de l'un de ses locaux pour une grève de la faim. Je vous remercie de m'avoir exprimé vos réactions et j'aurais voulu y répondre par une lettre personnelle. Dans l'impossibilité où je suis de le faire, je me permets de vous faire part de quelques réflexions.

Je ne reviendrai pas sur les événements qui ont amené les responsables de l'Eglise catholique et de l'Eglise réformée à préciser leur position, ni sur les termes d'un communiqué dont le sens et les nuances ont été compris de ceux qui ont accepté de le lire sans passion partisane. J'aborderai le problème d'un point de vue plus général en essayant d'indiquer la signification des interventions du Pape et des évêques à l'occasion de situations ou d'événements de la vie politique, économique et sociale.

L'Eglise dans la mêlée

Cessons, je vous en prie, de rêver à une Eglise qui serait au-dessus, à l'écart ou en marge des conflits de notre temps. Cette Eglise désincarnée, confinée dans ce surnaturalisme pur, naguère dénoncé par Pie XII, ou limitée à des gestes religieux sans répercussion dans la vie, ne serait pas l'Eglise de Jésus-Christ. En prenant chair, le Fils de Dieu s'est rendu solidaire de l'humanité. Il s'est compromis avec une nation. Tout au long de sa vie publique, Jésus a rencontré les groupes religieux, politiques ou politico-religieux de son époque. Souvent ses attitudes et ses paroles ont été interprétées en termes politiques. Il en est même mort.

L'Eglise dans le monde de ce temps ne peut pas ne pas laisser retentir en elle les questions d'une humanité qui s'interroge sur le sens des mutations que nous vivons et sur son avenir même. Ces questions sont souvent posées à travers des conflits et un certain nombre de catholiques souffrent de voir les communautés chrétiennes déchirées. Peut-être oublions-nous les répercussions sociales du péché originel ? Il est nécessaire d'approfondir le mystère de l'Eglise, qui est celui de la réconciliation en Jésus-Christ d'hommes non seulement divers mais divisés. Ou bien peut-être sommes-nous tentés d'identifier l'Eglise à une seule nation, à une seule culture, à un seul parti. C'est méconnaître alors le caractère transcendant du message de l'Évangile et du Salut acquis en Jésus-Christ.

(1) « Eglise de Grenoble », 1^{er} juillet 1971, p. 539 et s.

(2) Nous publions plus loin, p. 683, le texte de ce communiqué.

Notre seule compétence : Jésus-Christ

J'ai été amené à intervenir plusieurs fois au cours des derniers mois, soit personnellement, soit avec l'épiscopat français ou son Conseil permanent. Je l'affirme avec force, ces interventions n'étaient pas dictées par des opinions ou des options politiques, mais par notre conscience de pasteurs. Ces prises de position ne sont pas de caractère politique, même si elles ont une incidence dans la vie politique, étant donné l'unité de la vocation de l'homme et du chrétien.

Notre seule compétence, c'est Jésus-Christ. Parce que Jésus-Christ est Dieu, nous recevons de lui un message à transmettre sur Dieu et sur l'homme, sur son origine, sur son destin personnel et collectif. Parce que Jésus-Christ est homme, ce message n'est pas une idéologie, ni une doctrine, mais quelqu'un. La source de nos interventions, c'est la contemplation du Christ qui, dans le mystère de sa mort et de sa résurrection, nous ouvre sur le mystère de Dieu.

Alors, il nous empêche de nous enfermer sur nous-même, sur notre famille, sur notre clan, sur notre nation. Alors, il nous empêche de transformer en idoles des valeurs réelles, mais relatives, l'amour, l'art, la science, la technique, la politique. Alors, il nous interdit de sacraliser nos propres opinions, nos propres options, nos propres engagements.

A droite, au centre ou à gauche ?

Lorsque dans l'exercice de notre mission nous intervenons comme ministres de Jésus-Christ, on cherche à nous étiqueter. Plusieurs se sont livrés récemment au jeu de classer les évêques en hommes de gauche ou de droite. Pourquoi pas du centre, d'ailleurs ? Qu'y pouvons-nous si l'on nous classe à droite quand nous rappelons le respect absolu de l'être humain, à propos des débats sur la contraception et sur l'avortement, alors qu'on nous classe à gauche lorsque nous rappelons ce même respect de l'être humain en dénonçant la torture ? Qu'y pouvons-nous si l'on nous classe à droite lorsque nous rappelons les conditions concrètes d'exercice de la liberté d'enseignement, et à gauche lorsque nous défendons les libertés syndicales ? Qu'y pouvons-nous si l'on nous classe à droite lorsque nous refusons l'idéologie marxiste, et à gauche lorsque nous refusons l'idéologie libérale ?

Qu'y puis-je si l'on m'a classé à droite au moment où j'ai exprimé ma sympathie à la communauté juive de Grenoble angoissée par le sort de ses frères injustement condamnés à Leningrad, et à gauche lorsque je suis intervenu en faveur des accusés de Burgos ou lorsque j'ai mis en garde contre certaines attitudes racistes, ou au moins nationalistes, à l'égard des Algériens au moment du conflit entre les Compagnies pétrolières et l'Algérie ?

Qu'y puis-je si, à l'occasion du même communiqué signé avec le pasteur Blanchet, je suis taxé tour à tour de conservatisme et de gauchisme ? De conservatisme parce que nous avons rappelé que des hommes portent la responsabilité des institutions chargées de garantir les libertés, d'assurer l'ordre public et de dire la justice, ou parce que nous avons dénoncé les excès de langage, les attitudes provocantes, les propos injurieux ou les actes délictueux de ceux qui étaient à l'origine de la manifestation qui nous obligeait à prendre position. De gauchisme,

lorsque nous affirmons que même si l'on n'était pas d'accord avec la manière de poser la question et de la résoudre, il y avait une question posée à tous : l'absence de communication entre les groupes qui s'opposent et s'isolent ; ou lorsque nous supplions la majorité de la population de ne pas rejeter une fraction de la jeunesse ; ou lorsque nous dénonçons le développement de l'intolérance sous toutes ses formes, celle des extrémismes, mais aussi celle d'une opinion qui refuse de regarder en face un certain nombre de faits qui dérangent.

Tout cela manifeste au moins que les différents courants historiques et mouvements politiques n'expriment qu'un certain nombre de valeurs de civilisation. Tout cela révèle aussi que l'humanité est cassée par le péché et que Jésus-Christ est le seul Sauveur universel.

Liberté de l'Eglise et transcendance de la personne humaine

Je l'affirme encore une fois, notre premier souci d'évêques, c'est d'annoncer Jésus-Christ. Pour remplir cette mission, nous nous efforçons de demeurer libres à l'égard de tous les groupes, de tous les partis, de tous les pouvoirs, quels que soient par ailleurs les liens que nous pouvons avoir avec les personnes. Il ne s'agit pas pour nous d'être à côté ou de prétendre être au-dessus des conflits de notre temps. Comme citoyens, comme chrétiens, comme pasteurs nous sommes dans la mêlée. Nous cherchons avec d'autres. Nous pouvons nous tromper.

Nous demandons seulement que l'Eglise « puisse partout et toujours annoncer la foi avec une authentique liberté, enseigner sa doctrine sur la société, accomplir sans entraves sa mission parmi les hommes, porter un jugement moral, même en des matières qui touchent le domaine politique quand les droits fondamentaux de la personne ou le salut des âmes l'exigent... ». (G.S. n. 76 § 5.) Précisément, c'est « parce qu'en raison de sa charge et de sa compétence l'Eglise ne se confond d'aucune manière avec la communauté politique et n'est liée à aucun système politique », qu'elle peut être « à la fois le signe et la sauvegarde du caractère transcendant de la personne humaine ». (G.S. n. 76 § 2.)

En établissant la distinction entre la communauté politique et le Royaume de Dieu, le Christ a sauvé à la fois l'homme et la cité : la cité parce qu'il en reconnaît la valeur et l'autonomie, l'homme parce qu'il le libère du totalitarisme de la cité, en affirmant le caractère transcendant de la personne humaine.

Pour qui prendre parti ?

Si nous avons à prendre parti au nom de Jésus-Christ, c'est pour l'homme, pour tout l'homme, pour tout homme et pour tous les hommes. Si nous avons à prendre parti, c'est en faveur des pauvres, des plus pauvres, de tous les pauvres — de nourriture, de culture, de responsabilité et d'espoir, — parce que le Christ a voulu s'identifier aux pauvres. Si nous avons à prendre parti, c'est pour tous ceux et toutes celles qui, à travers une légitime variété d'options possibles, veulent loyalement rendre la terre plus habitable. Si nous avons à prendre parti, c'est pour tous ceux qui essaient de bâtir jour après jour la paix véritable, cette paix qui exige la vérité dans les relations entre les per-

sonnes et les groupes, un combat pour instaurer la justice entre les personnes, les groupes et les nations, une solidarité de plus en plus vraie entre tous, et enfin la réalisation progressive d'un ordre authentique fondé sur la liberté.

Prendre ainsi parti, c'est prendre parti pour Jésus-Christ, vrai Dieu et vrai homme.

A Grenoble, le 29 juin 1971.

† GABRIEL MATAGRIN,
évêque de Grenoble.

LE COMMUNIQUE DU PASTEUR BLANCHET ET DE Mgr MATAGRIN

Voici le texte du communiqué qui avait été publié par le pasteur Blanchet et Mgr Matagrin, le 12 juin, au sujet de la grève de la faim qui avait eu lieu dans un local du Centre œcuménique Saint-Marc, du 9 au 20 juin :

Depuis le mercredi 9 juin, à 19 heures, plusieurs jeunes, étudiants et ouvriers, poursuivent une grève de la faim dans un local du Centre œcuménique Saint-Marc, à Grenoble.

Le Centre œcuménique a expliqué sa position dans un communiqué diffusé le même jour à 19 h 30, mais dont la presse n'a fait qu'une brève mention.

En s'opposant pas à l'utilisation de leurs locaux pour une manifestation non violente, et à l'exclusion de toutes autres formes d'utilisation, les responsables du Centre œcuménique ont bien conscience d'avoir posé un acte dont le contenu n'est pas neutre. Les responsables des Eglises intéressées veulent en préciser le sens.

1. Les responsables des Eglises n'ont pas mission ni compétence particulière pour porter un jugement sur le déroulement exact des récents incidents dans le contexte desquels s'inscrit cette grève de la faim. Des hommes portent la responsabilité des institutions chargées de garantir les libertés, d'assurer l'ordre public et de dire la justice.

Nous affirmons avec force qu'il s'agissait pour le Centre d'abriter des personnes et non de favoriser une propagande : nous n'entendons d'aucune manière cautionner les excès de langage, les attitudes provocantes, les propos injurieux et parfois les faits délicieux de ceux qui sont à l'origine de cette manifestation. En particulier, nous ne sommes absolument pas d'accord avec la prétention d'instituer un tribunal populaire démocratique.

Ceci dit, nous sommes attentifs au fait que les événements récents, sur lesquels la lumière est loin d'être faite, posent des problèmes qui nous concernent tous : la liberté d'expression des personnes et des groupes et les conditions d'exercice de cette liberté, les atteintes à la liberté des personnes, le fonctionnement normal des institutions chargées de protéger les droits et les libertés individuelles.

En rappelant aujourd'hui ces droits et libertés, nous ne voulons pas les dissocier d'autres droits et libertés, en particulier de ceux et celles des travailleurs défendus par le mouvement ouvrier depuis son origine, ou encore de ceux et celles des travailleurs étrangers.

Ce n'est pas parce qu'une question est posée, voire mal posée, par une fraction minoritaire de l'opinion, qu'elle doit être méconnue — sinon niée — par l'en-

semble de la population. Nous estimons nécessaire d'attirer l'attention de tous sur l'ensemble des problèmes que nous venons d'évoquer au moment même où nous ne voyons plus le caractère amoral de certains faits ou de certaines situations, tant nous y sommes habitués.

2. Les problèmes posés sont ceux-là mêmes d'une société démocratique. Une telle société ne peut vivre que si les institutions chargées de garantir les libertés et d'assurer l'ordre public peuvent fonctionner normalement et reconnaissent aux personnes et aux groupes le droit de s'exprimer, à la condition qu'ils respectent eux-mêmes la liberté d'expression des autres.

Une société démocratique ne peut vivre que si les citoyens ont la volonté d'être informés et exigent l'information la plus complète et la plus objective possible de ceux qui ont pour fonction de l'assurer.

L'une des sources du malaise politique et social actuel, c'est l'absence de communication entre les groupes qui s'isolent et s'opposent. L'intolérance grandit. C'est vrai aussi dans nos Eglises. Beaucoup ont peur d'une information qui les dérangerait. Nous sommes invités sur ce point comme sur d'autres à nous convertir, à surmonter nos peurs, à vaincre nos étroitesse, à nous libérer de nos aveuglements. Le désir de s'assurer un ordre à tout prix est un obstacle à la liberté d'expression. Un ordre apparent peut n'engendrer en réalité que la haine et la peur.

Rien n'a été plus préjudiciable à la communauté nationale que de ne pas écouter ni comprendre à temps ceux qui, depuis longtemps, ont posé de vraies questions concernant la justice sociale et la paix internationale. Nous devons confesser que nos Eglises y ont été trop peu attentives. C'est pourquoi nous refusons de rejeter aujourd'hui ceux qui nous interpellent.

3. Il appartient aux responsables des Eglises chrétiennes de demander à leurs frères de coopérer avec lucidité et courage pour transformer cette atmosphère d'intolérance et rompre cet engrenage de la violence. Nous refusons d'enfermer les personnes dans des classifications simplistes. Vérité et erreur, bien ou mal sont toujours plus ou moins mêlés. Aucun de nous ne possède toute la vérité. Nous avons tous à la chercher. Nous ne progresserons vers elle que grâce à la rigueur des analyses, le sérieux de l'information, et à travers des confrontations et peut-être des affrontements. Nous acceptons les questions vraies posées par tous et nous avons conscience d'avoir à notre tour des questions à poser à tous, au nom de Jésus-Christ.

**

Le climat actuel révèle la crise de notre civilisation. Le caractère radical des questions posées et des réponses apportées est lié à des divergences de fond sur l'interprétation du temps que nous vivons, sur la conception de l'homme et de son destin, sur l'attitude en face de l'avenir de l'humanité.

Aujourd'hui plus que jamais, la Parole de Dieu invite les chrétiens à agir avec tous les hommes, leurs frères, aux points où se jouent l'existence et l'avenir de l'humanité.

A Grenoble, le 12 juin 1971.
Le président du Conseil presbytéral
de l'Eglise réformée,
ANDRÉ BLANCHET.

L'évêque de Grenoble,
GABRIEL MATAGRIN.

(« Eglise de Grenoble », 17 juin 1971, p. 520-521.)

L'ÉGLISE ET LE TOURISME AUJOURD'HUI

Allocution de Mgr Clarizio

Du 4 au 9 novembre 1970, s'est tenu à Rome le IV^e Congrès international sur la Pastorale du tourisme réunissant les délégués des Conférences épiscopales provenant de 63 nations (1). Voici l'allocution d'ouverture qui a été prononcée par Mgr Emanuele Clarizio (ancien pro-nonce au Canada), pro-préfet chargé de la Commission pontificale pour la pastorale de l'émigration et du tourisme, récemment instituée (2) :

Interprète assuré des délégués pour la Pastorale du tourisme, ici présents, représentant plus de soixante Conférences épiscopales, je sens de mon devoir d'exprimer en tout premier lieu la plus vive reconnaissance à S. Em. le cardinal Carlo Confalonieri pour ses paroles d'encouragement concernant le travail d'« *aggiornamento* » que s'est fixé ce IV^e Congrès international pour la Pastorale du tourisme. En effet, c'est de l'« *aggiornamento* » qu'il s'agira avant tout.

Cette rencontre-ci a été précédée depuis 1963 de trois Congrès de délégués nationaux pour la Pastorale du tourisme, grâce à l'initiative et sous les auspices de la S. congrégation pour le Clergé.

Mais le développement impressionnant du phénomène touristique, en expansion toujours croissante et aux dimensions « quasi planétaires » (cf. PAUL VI, *Osservatore Romano*, 22 avril 1967), présente de nouvelles exigences, crée de nouvelles situations sociales, postule des initiatives présentes de la part de l'Église catholique. Celle-ci sent toujours plus vivement la nécessité d'étudier collégialement les répercussions du phénomène touristique sur la formation de la mentalité de l'homme moderne et, par conséquent, sur la pastorale.

Comme le Pape Paul VI l'avait déjà noté à l'occasion d'un Congrès national sur la Pastorale du tourisme (cf. *Osservatore Romano*, 30 octobre 1966), nous sentons tous le devoir d'étudier « des solutions qui ne soient pas seulement des improvisations hâtives mais bien des contributions déterminantes qui répondent aux besoins réels » de la communauté chrétienne. « Tout cela exige une reconsidération décidée de toute notre pastorale » (*ibidem*) sur la base d'expériences apostoliques effectives et continuellement mises à jour « afin que le divin Message du salut soit connu et accepté par tous

les hommes sur toute la terre » (*Apost. Act.*, n. 3), cette terre où l'humanité devient toujours plus mobile et de laquelle, poussée par sa soif naturelle de connaître, elle sent le désir de se lancer à la conquête des autres planètes.

I. — Exigences conciliaires

De là, l'opportunité de l'actuel Congrès international organisé par cette nouvelle Commission pontificale qui, pour la première fois, voit réunis dans la ville des saints Pierre et Paul des évêques et des prêtres venus du monde entier et chargés officiellement de promouvoir la Pastorale du tourisme dans leurs pays respectifs selon les directives du Saint-Siège.

Une telle rencontre constituera sans aucun doute un dialogue fructueux entre les Conférences épiscopales et cette Commission que le Pape Paul VI a voulu mettre au service de l'Épiscopat pour un travail commun d'orientation et de coordination de toute la Pastorale du mouvement, à laquelle les pasteurs sont de plus en plus intéressés directement ou indirectement.

Il est toutefois clair que les responsabilités apostoliques directes et immédiates appartiennent et restent de la compétence des Conférences épiscopales elles-mêmes, « parce qu'elles seules sont en mesure de connaître concrètement les dimensions du phénomène touristique dans leur pays, d'en évaluer les exigences pastorales spécifiques, et de déterminer, en conséquence, les mesures à prendre ». (Cf. *Directoire, Peregrinans in Terra*, préambule.) (3)

Le Congrès, de son côté, attend essentiellement que de l'étude et de la libre discussion entre les délégués et notre Commission puisse jaillir une animation plus efficace dans le monde de la Pastorale du tourisme, de même qu'un échange salutaire d'idées théologico-pastorales sur l'apostolat moderne.

Ceci répond pleinement aux exigences conciliaires, étant donné que ce fut justement le Concile Vatican II qui, même dans ce domaine, proclama « la nécessité d'une pastorale qui, sortie de la phase malheureusement toujours possible de l'hésitation et de l'improvisation, puisse affronter les problèmes du tourisme avec des idées claires, des programmes coordonnés et bien étudiés d'avance, par la recherche de contacts spécialisés et la collaboration organisée de prêtres bien préparés et zélés (PAUL VI, *Osservatore Romano*, 30 octobre 1967).

Pratiquement, le Congrès répond à l'anxiété apostolique du Concile « qui n'a visé qu'à ceci : continuer sous la conduite du Paraclet l'œuvre même du Christ, qui est venu au monde pour rendre témoignage à la vérité, pour sauver et non pour condamner, pour servir et non pour être servi ». (*Gaudium et spes*, n. 3.)

L'Église, en effet, « sans oublier les criants contrastes économiques et sociaux qui affligent

(1) Nous avons publié le discours adressé par Paul VI aux congressistes dans notre numéro du 20 décembre 1970, p. 1108.

(2) Texte français original.

La Commission pontificale pour la pastorale de l'émigration et du tourisme a été instituée par le *Motu proprio Apostolicae caritatis* du 19 mars 1970. (DC 1970, n. 1562, p. 412.)

(3) Cf. DC 1969, n. 1544, p. 658 et s. (NDLR.)

plus d'une région de la terre » et consciente des nombreux problèmes que comporte le phénomène appelé par le Pape Jean XXIII « signe de notre temps », cette Eglise « refuse les diagnostics déprimants et veut adopter des remèdes courageux avec l'intention de purifier et de bénir les aspirations de la société d'aujourd'hui, de l'évangéliser et de la suivre pour ainsi dire dans ses changements rapides et continus ». (Directoire, *Peregrinans in Terra*, n. 2, 3.)

Ce discours inaugural se propose, toutefois, de mettre en relief quelques aspects généraux concernant la Pastorale du tourisme, notamment :

- Le tourisme comme phénomène social ;
- Perspectives théologiques du tourisme ;
- L'apostolat qui en découle.

II. — Aspects sociaux du tourisme

Le phénomène touristique, ramené à ses éléments essentiels, est un fait humain, vécu par l'homme, pour le bien de l'homme.

D'une certaine façon, il correspond à un appel intérieur de la conscience humaine qui invite l'homme à sortir de l'ambiance monotone de son existence quotidienne pour se rendre dans un autre pays qui puisse lui offrir ce supplément d'âme dont il sent le besoin, quelque chose qui est fait pour lui, qui par conséquent lui appartient et qui peut contribuer au perfectionnement de sa personnalité et à l'acquisition de nouvelles expériences.

Ceci est commun à toutes les formes du tourisme, y compris à ce tourisme sélectif pratiqué dans le passé par un nombre restreint de personnes. Ceci est encore la principale caractéristique du tourisme contemporain, considéré désormais comme une valeur irremplaçable et un droit inaliénable de l'homme.

Nous en trouvons une confirmation dans l'article 24 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (ONU), où on lit : « Chaque individu a droit à la détente comportant une limitation raisonnable des heures de travail et des congés périodiques payés. » Le tourisme est un fait qui intéresse directement et de façon plus ou moins marquée la communauté nationale aussi bien que la communauté internationale.

Il ne concerne pas seulement les masses de touristes des week-ends ou celles d'été, les sportifs ou ceux qui voyagent pour d'autres raisons que le gain ou le travail ; il concerne aussi tous ceux qui sont employés dans les services nécessaires au tourisme, en commençant par le personnel le plus modeste de l'industrie hôtelière jusqu'à celui des grandes stations thermales, maritimes ou de montagne, en passant par les services de presse et de radio-télévision, les agents de voyage et tous les gens du tourisme en général.

Il intéresse également ceux qui vivent dans les régions touristiques sans faire toutefois du tourisme proprement dit : et cela non seulement à cause des répercussions que le tourisme exerce sur la vie économique de ces régions, mais surtout à cause de son influence sur la mentalité et les mœurs de la société.

Il y a dans l'homme d'aujourd'hui une aspiration qui tend à élargir toujours davantage les frontières et les dimensions de son autonomie et de sa liberté. Le genre de vie des touristes gravite autour de centres d'intérêt très spéci-

fiques ; il provoque l'osmose des diverses catégories sociales et favorise la formation de nouveaux regroupements humains qui, en accaparant les périodes de l'année (comme par exemple celles de Noël et de Pâques) considérées jadis comme les moments privilégiés de la vie de famille, donnent l'impression de démolir les structures de la communauté ecclésiale et familiale.

Le résultat de tout cela, c'est que le tourisme contemporain est un phénomène ambivalent et complexe qui, à côté de vastes zones de lumière, présente aussi des zones d'ombre. C'est le moment de l'autonomie la plus grande, par conséquent de la liberté choisie. En effet, c'est la liberté de l'homme qui est en cause. Ceci présuppose et demande une formation plus poussée de la conscience religieuse et sociale de l'individu.

Il est clair que le tourisme ne présente pas dans tous les pays le même développement ; d'autre part, il est certain qu'en raison des moyens de communication toujours plus rapides et plus puissants, le phénomène commence à intéresser concrètement aussi les pays et les diocèses qui, jusqu'il y a quelques années, vivaient encore dans une sorte d'isolement : isolement que l'encyclique *Populorum progressio* appelle d'ailleurs un mal pernicieux à surmonter le plus tôt possible.

Or, le tourisme peut très bien devenir un remède efficace contre cela.

L'évolution actuelle de l'humanité ■ été déjà longuement étudiée dans l'encyclique *Mater et Magistra*. Un passage nous rappelle que la « multiplication des relations dans la vie sociale » permet aujourd'hui « la réalisation de nos droits personnels » parmi lesquels « le droit au loisir et à un repos convenable ».

Ainsi, le tourisme peut être considéré comme un nouveau moyen de perfectionnement de la personne humaine : c'est une affirmation de Jean XXIII lui-même qui reconnaît au tourisme le rôle de servir les plus hautes aspirations de l'homme à la perfection spirituelle et à la fraternité universelle.

On perçoit l'écho de ces paroles aussi dans la Constitution pastorale *Gaudium et spes* (n. 61), où on peut lire : « Que les loisirs soient bien employés pour se détendre et pour fortifier la santé de l'esprit et du corps à l'occasion de voyages en d'autres régions (tourisme) qui affinent l'intelligence et qui, de surcroît, enrichissent chacun par la connaissance de l'autre... Que les chrétiens apportent donc leur collaboration, afin que les manifestations culturelles collectives propres à notre époque soient imprégnées de l'esprit humain et chrétien. » Ceci découle de la nouvelle réalité existentielle de notre société qui — comme l'affirme la même Constitution pastorale (n. 5) — « passe d'une notion plutôt statique de l'ordre à une conception plus dynamique et évolutive : de là naît, immense, une problématique nouvelle qui stimule de nouvelles analyses et de nouvelles synthèses ».

III. — Perspectives théologiques

Un pasteur attentif ne peut pas ne pas évaluer théologiquement le phénomène touristique vers lequel convergent les aspirations d'une si grande partie de l'humanité, un phénomène qui figure dans les programmations de tant de gouverne-

ments, qui emploie tant de personnel et préoccupe de nombreux hommes d'Etat, qui est étudié dans des Congrès internationaux ou mondiaux en vue de son développement toujours plus grand. C'est le propre d'une Pastorale vivante et dynamique de prendre position face aux problèmes mis en relief par le progrès technique, pour les évangéliser, les orienter et les soutenir dans leur évolution.

Réfléchissons ensemble.

Toute la création est assumée par Dieu pour réaliser dans le temps son plan de salut. Dieu dirige et gouverne le destin de l'homme par l'intermédiaire de l'homme. Dieu prépare dans le temps, au travers de l'homme, le retour final du Christ : « Les cieux nouveaux et la terre nouvelle », dont parle l'apôtre Pierre (2 P 3, 13).

Selon la doctrine chrétienne, l'homme n'est pas un Prométhée qui s'érige contre Dieu, mais bien le coopérateur de Dieu dans la réalité existentielle du monde. Et Dieu veut que l'homme étende cet amour divin aux œuvres qu'il accomplit : chaque acte doit être ordonné à l'Amour et inspiré par l'Amour.

Mais il y a plus : non seulement la création dans son ensemble est assumée par Dieu, mais chaque réalité est assumée selon son but spécifique. Chaque phénomène typiquement humain est une intention particulière et objectivée de Dieu et par le fait même est pour l'homme un appel du Seigneur, un appel non point générique mais bien spécifique. Chaque réalité actualise, réassume et préfigure, récapitule et anticipe le dessein divin à sa manière propre. De là l'obligation pour nous de nous efforcer d'interpréter les signes des temps selon leur vraie signification, en reconnaissant leurs valeurs et en les enseignant aux autres.

Je veux dire par là que nous devons dépasser une Pastorale purement générique. Chaque phénomène humain a sa propre répercussion dont nous ne pouvons pas faire abstraction, en raison du fait qu'il est porteur d'une intention particulière de Dieu.

Une telle intention ne s'obtient pas en faisant abstraction de la réalité elle-même, mais bien en elle et par elle. C'est pourquoi nous devons tout d'abord nous demander si réellement le tourisme présente des valeurs effectives et ensuite si vraiment il peut être assumé comme un moyen utile dans l'édification de cette nouvelle réalité eschatologique vers laquelle s'acheminent les hommes d'aujourd'hui. Cela revient à se demander : le tourisme est-il un bien ? Possédait-il des valeurs positives propres ? Qu'est-ce que Dieu veut offrir à l'humanité par le tourisme et qu'est-ce qu'il permet de réaliser ? Comment interpréter ce phénomène pour enseigner aux hommes à le vivre de façon adéquate, de manière qu'ils puissent concourir librement à la réalisation de ce que Dieu se propose d'atteindre par leur intermédiaire. En définitive, cela revient à se demander : *à quelles conditions le tourisme peut-il être un moyen de salut ?*

Qu'il me soit donc permis de rappeler brièvement les valeurs qui font du tourisme — si on en jouit correctement — un phénomène digne d'un plus haut intérêt social et pastoral pour l'Eglise.

Elles peuvent se résumer de la façon suivante :

— Le tourisme contribue au développement de

l'homme, soit comme individu, soit comme membre d'une communauté, soit encore comme faisant partie d'un univers créé pour lui (cf. 1 Co 3, 22 ; et aussi *Gaudium et spes*, n. 69) ;

— Il satisfait et correspond à plusieurs aspirations naturelles de l'homme, donc infuses en lui par Dieu, son auteur, comme par exemple : le désir d'un contact plus authentique avec la nature et ses ressources, la fuite des ennuis de la vie quotidienne, l'occasion de nouvelles expériences et connaissances, y compris dans le domaine de la vie culturelle et artistique.

On peut donc dire que l'homme d'aujourd'hui voyage parce qu'il veut atteindre le libre et plein développement de sa personnalité, écrasée par ce qu'on appelle « la vie civile » ; parce qu'il veut vivre en paix dans une communauté humaine plus tranquille en renouant avec elle une relation plus sereine ; parce qu'il aspire à un contact reconfortant avec les merveilles de la création.

Par conséquent, le tourisme :

— Offre la possibilité d'étendre les dimensions des rapports et des intérêts humains ;

— Permet de fortifier la santé de l'âme et du corps ;

— Recrée les énergies de l'homme, restaure la personne humaine.

Mais en même temps, le tourisme aiguise chez l'homme le sens du transitoire, du fait d'être « in via », il est l'anticipation de la séparation définitive d'avec le monde ; il éveille le sens de l'instabilité de la situation humaine, mais aussi le sens de l'émerveillement devant les beautés disséminées partout par le Créateur ; le tourisme favorise les rencontres et le dialogue entre les hommes ; en un mot, il peut devenir un moyen privilégié d'éducation et d'élévation sociale de l'homme, un facteur d'œcuménisme et de paix entre les peuples, un carrefour de civilisations et de races (cf. *Directoire, Peregrinans in Terra*, n. 8, 12).

Pour sa part, toute la nature entre, grâce au tourisme, en relation plus intime avec l'homme ; elle peut donc, par l'intermédiaire de l'homme uni à Dieu, rejoindre son Créateur et le louer. L'homme, en effet, comme l'enseigne le Concile Vatican II, est non seulement le roi de la création (*Gaudium et spes*, n. 12), mais dans l'homme tout le cosmos prend conscience de lui-même et trouve une voix adéquate pour louer le Seigneur. Unité d'esprit et de matière — c'est encore le Concile qui l'affirme, — l'homme synthétise en lui les éléments du monde corporel, de sorte que ceux-ci, à travers lui, atteignent leur sommet et leur Créateur. Comment ne pas rappeler l'émouvante invocation adressée au Créateur, avant sa mort tragique, par le spéléologue Pierre Loubens :

« Seigneur, je t'ai cherché parmi les pics et les gouffres, et partout j'ai trouvé ta trace évidente. Mais au fond de cet abîme mon âme est pleine de ta paix. Accorde-moi, Seigneur, un sort favorable ; mais s'il m'arrivait de perdre la vie que tu m'as donnée, fais que je repose à jamais dans ce silence enchanté. »

C'est dans ce silence enchanté du gouffre de la Pierre-Saint-Martin, qu'il explorait si audacieusement, que Pierre Loubens termina sa vie terrestre, en nous laissant un message de joie chrétienne, même au moment qui, du point de

vue humain, constitue la plus triste aventure d'un explorateur.

C'est selon le degré de la capacité de perception de son regard spirituel que l'homme voyageur captera l'immensité de la création et la présence de Dieu disséminée partout.

Le tourisme témoigne de l'amour et de l'admiration de l'homme pour la création. Et cela est juste. « Racheté par le Christ et devenu créature nouvelle dans l'Esprit-Saint, l'homme peut et doit, en effet, aimer ces choses que Dieu lui-même a créées. Car c'est de Dieu qu'il les reçoit : il les voit comme jaillissant de sa main et il les respecte. Pour elles, il remercie son divin bienfaiteur, il en use et il en jouit dans un esprit de liberté ; il est alors introduit dans la possession véritable du monde... « Toutes les choses sont à vous, mais vous vous êtes au Christ. » (*Gaudium et spes*, n. 37 et n. 14, et Directoire, *Peregrinans in Terra*, n. 10.)

En effet, justement parce que le tourisme se concrétise dans un plus vif contact de l'homme avec la nature, il s'insère dans la finalité du Créateur et restaure l'homme usé par le travail et enfermé dans la jungle asphaltée de nos métropoles. Pour sa part, l'homme valorise la nature en la rendant son alliée dans la poursuite de ses aspirations les plus profondes. Le tourisme peut se traduire aussi en termes de contemplation parce qu'il permet à l'homme de reconnaître son Créateur à travers ses œuvres, comme le précise le Concile Vatican I et comme l'avait déjà enseigné la doctrine thomiste. L'apôtre saint Paul souligne également que les choses invisibles de Dieu sont en quelque sorte rendues visibles « à travers ses œuvres ». (Rm 1, 20.)

Si ensuite nous considérons les valeurs énumérées plus haut comme des véhicules de la grâce offerts par Dieu pour que l'homme devienne davantage lui-même, il est facile de reconnaître dans le tourisme sainement vécu par l'homme comme moyen de perfectionnement et d'élévation une réalité qui a en quelque sorte une certaine dimension surnaturelle ; elle est, du reste, très évidente dans le tourisme religieux (les pèlerinages), mais elle existe, bien que de manière différente, dans chaque autre forme du tourisme pour autant qu'il favorise la connaissance de l'admirable œuvre créatrice de Dieu qui gouverne toute chose — car le « gouvernement » de la Providence naturelle est une « création continuée » — et toutes les choses sont ordonnées à Dieu comme à leur cause finale.

A ce propos, pensons à la théologie médiévale qui considérait l'homme comme « *viator* » (voyageur), la vie humaine comme « *via* » (voie) et comme rencontre, rencontre avec Dieu, avec le Christ et avec les frères, et le cheminement de l'homme comme retour à la maison du Père.

Le tourisme, enfin, offre la possibilité de rendre un témoignage chrétien, lequel, en tant que rayonnement ecclésial, est une forme concrète de charité (cf. *Apostolicam Actuositatem*, n. 14).

Mais tout cela ne s'obtient que si le tourisme, au lieu d'être un vagabondage des êtres qui errent jusqu'à l'étourdissement, devient la source de leur perfection humaine et spirituelle. Même les dépenses qu'exige le tourisme apparaissent à l'Eglise justifiées si elles servent

réellement à la perfection de l'individu et donc aussi de la société dont il fait partie ; mais elle s'y oppose si ces dépenses dégèrent en un gapillage insultant la pauvreté de beaucoup de nos frères — et ils sont très nombreux — qui n'ont pas la possibilité de jouir du tourisme, bien qu'ils en aient le désir ou qu'ils y contribuent par leur travail (cf. Directoire, *Peregrinans in Terra*, n. 18).

Une évaluation théologique et réaliste de ce signe des temps ne doit pas, cependant, nous faire oublier, au risque de la fausser, que la joie chrétienne, c'est-à-dire la joie offerte au chrétien par Dieu, ne peut pas ne pas dériver de la croix du Christ. Le Samedi saint présuppose le Vendredi saint.

On a déjà dit, et très justement, que le tourisme présuppose lui aussi, d'une façon qui lui est propre, la prudence, la tempérance, le sacrifice ; qu'il « doit être vécu à l'ombre de la Croix, laquelle ne peut pas se localiser en un moment déterminé du passé comme un fait historiquement accompli, de même qu'on ne pourrait jamais reléguer dans le passé notre culpabilité comme une chose sans relation avec le temps présent. Plus clairement, le Peuple de Dieu ne peut pas se fixer dans l'événement pascal sans se retrouver avec le Sauveur sur le chemin du Calvaire, au seul profit de la Résurrection ». C'est seulement à ces conditions que le tourisme pourra contribuer réellement au développement du Corps mystique.

Le temps instauré par le Christ n'est pas le temps de la victoire définitive, un temps de la « possession tranquille », mais bien un temps de croissance, plein de contrariétés et d'embûches, un temps de conquête, de vigilance et de lutte contre le mal et ses puissances. C'est un temps d'affirmation progressive et pénible ; c'est encore le temps de la rédemption douloureuse par la Croix qui valut au Christ la Résurrection.

D'où l'importance de la formation de l'homme à un usage sain et chrétien du tourisme. Voici donc la tâche principale de notre Pastorale : former des laïcs « adultes » afin que partout où ils se rendront ils sachent être toujours de véritables « hérauts itinérants du Christ », et que les hôtes sachent rendre aux voyageurs cette hospitalité active que le Concile Vatican II a clairement et expressément recommandée (*Apostolicam Actuositatem*, n. 14 et 11).

Mais il est évident qu'outre la formation des fidèles demeurant dans les diocèses qui sont le *terminus a quo* du tourisme, il est aussi nécessaire d'assurer dans les diocèses qui sont *terminus ad quem* la mise en œuvre de nouvelles formes d'apostolat (cf. PAUL VI, *Osservatore Romano*, 7 juin 1964) pour mieux répondre aux besoins spirituels suscités par les mouvements touristiques souvent de caractère international. Ces nouvelles formes pastorales sont partie vivante et active, malgré leur caractère provisoire, de la nouvelle communauté chrétienne ainsi formée, car « pour l'Eglise catholique personne n'est étranger, personne n'est exclu, personne n'est éloigné ». (PAUL VI, AAS, 58, 1966, p. 6.)

IV. — Pratique pastorale

La pratique de la Pastorale du tourisme n'est pas une tâche facultative ; elle n'est pas quelque

chose qui puisse s'exercer seulement sur le plan de la charité.

Il a été déjà relevé, et très justement, que le phénomène touristique dans son ensemble n'est pas encore bien compris ; en effet, une idée tout à fait fausse est généralement répandue, à savoir que la Pastorale du tourisme serait en contradiction avec l'Eglise « des pauvres ».

Il est nécessaire de bien étudier les répercussions que ce phénomène social exerce sur la pastorale traditionnelle et plus encore sur la formation de la mentalité et sur les mœurs de l'homme d'aujourd'hui.

Ces exigences pastorales doivent être considérées à la lumière des statistiques mondiales et nationales du tourisme.

Il faut renouveler les structures — selon les directives du Magistère — pour rendre la Pastorale plus dynamique et plus adéquate, car elle devient « de plus en plus une pastorale de mouvement » à cause justement du tourisme dans ses diverses formes.

Les églises de nombreuses villes sont désertes justement le jour du Seigneur. Les fidèles absents appartiennent en bonne partie à la « population active », laquelle a plus que jamais besoin de la Parole et des sacrements.

Dans les localités qui constituent le *terminus a quo* du tourisme, souvent le clergé surabonde (qu'il suffise de penser aux nombreuses communautés religieuses), mais on prêche devant des bancs vides ou dans des « cénacles fermés », tandis que là où le tourisme atteint son *terminus ad quem* (et cela peut être dans le même diocèse), manquent parfois des structures et des prêtres suffisamment préparés (par exemple quant à la connaissance des langues étrangères) pour le service des fidèles, souvent de diverses nationalités, qui y affluent par vagues pendant des mois.

Beaucoup de ceux qui travaillent dans l'énorme complexe de l'industrie touristique, comme par exemple le personnel des compagnies d'aviation, n'étaient pas pris en considération par la pastorale traditionnelle.

L'apostolat du personnel des *transports aériens* en est encore à ses premiers pas ; autant qu'on puisse le savoir, seulement une vingtaine d'aéroports civils sont pourvus d'assistance spirituelle plus ou moins embryonnaire.

Malheureusement, on considère encore la Pastorale du tourisme non comme un devoir de justice mais tout simplement comme un « surplus », comme un acte de zèle facultatif, ou comme une action pastorale supplémentaire, pour laquelle il n'y a jamais assez de temps.

Quelquefois, on accepte trop facilement l'ancien adage du « prêtre à la sacristie » en oubliant que Jésus a institué un apostolat bien plus adhérent à la dynamique du monde, d'un monde qui désormais sera toujours davantage en mouvement : « *Euntes docete...* » (Mt 28, 19) ; « *Elegi vos ut eatis* » (Jn 15, 16), en oubliant aussi que l'Eglise de sa nature même est missionnaire (cf. Jn 20, 21 : « Comme le Père m'a envoyé, moi aussi je vous envoie... »).

Cela ne veut, certes, pas signifier que les paroisses doivent être démantelées, mais bien qu'elles doivent mieux s'aider les unes les autres. Si une paroisse ne « vit » pas avec les autres, elle est condamnée à l'aridité. Aujourd'hui, la pastorale du clocher est dépassée, en ce sens

qu'elle est opportunément complétée par d'autres mesures, initiatives et services de culte qui correspondent mieux à la mobilité actuelle : la Pastorale d'ensemble au niveau diocésain ou interdiocésain peut favoriser de façon déterminante cette nouvelle orientation.

La Pastorale du tourisme s'adresse non seulement à ceux qui se déplacent de leurs résidences habituelles pour des raisons différentes que celles de lucre ou de travail, mais aussi à la vaste gamme (et elles sont des millions) des entreprises touristiques et du personnel qui en dépend.

Le Directoire pour la Pastorale du tourisme publié sur la base d'expériences et relations communiquées au Saint-Siège par de nombreuses Conférences épiscopales de tous les continents, propose — comme l'a précisé Paul VI — « des lignes programmatiques... pour une action pastorale adéquate et pour une orientation adaptée de l'apostolat spécialisé ».

Puisque le présent Congrès répond, comme on l'a déjà souligné, à une exigence d'« *aggiornamento* », il va de soi que les directives de ce document doivent être non seulement étudiées mais aussi complétées au fur et à mesure par tout ce que le rapide et impétueux dynamisme du phénomène touristique exigera de l'angoisse apostolique de l'Eglise pour le bien de toute la famille humaine.

Ces circonstances justifient pleinement l'opportunité des discussions que nous poursuivrons ensemble pendant ces journées de travail intense.

C'est ce qui explique aussi la grande importance des Commissions que vous représentez, étant donné que c'est justement à vous qu'est confiée la tâche non seulement de favoriser l'application, dans la mesure du possible, des normes déjà expérimentées et reconnues comme valables, mais encore de faire progresser plus avant, avec persévérance et selon les exigences effectives de temps et de lieu, cette Pastorale de mouvement qui doit compléter toujours davantage — comme nous l'avons déjà esquissé plus haut, — la Pastorale qu'on appelle communément « traditionnelle », de caractère essentiellement statique et en quelque sorte, du moins dans certains secteurs, déjà dépassée par les bouleversements irrésistibles des dernières années.

L'Eglise veut et doit — comme une mère vigilante et prévenante, — sauver ses enfants en véhiculant la grâce de façon toujours plus adéquate et plus adaptée aux conditions des temps. Cela postule évidemment un continu, patient et généreux « *aggiornamento* », entrepris sur les bases d'une connaissance approfondie des phénomènes qui influencent le contexte social toujours plus mouvant du Peuple de Dieu.

Les rapports qui vous ont déjà été distribués et qui, demain, constitueront la base de notre étude touchent, en effet, à des problèmes pratiques de vaste portée et d'une grande actualité. Mais ce n'est pas le moment de faire des anticipations à ce sujet.

Je trouve toutefois opportun de souligner les tâches de majeure importance que nous pourrions ensuite examiner ensemble :

1. Il est à souhaiter que le clergé et le laïcat catholique soient mieux sensibilisés au problème de la présence de l'Eglise dans le tourisme.

Souvent, en effet, les courants touristiques trouvent dans leurs déplacements des communautés réceptrices qui ne sont pas suffisamment préparées à les accueillir de manière évangélique. Les problèmes pastoraux du tourisme, surtout du tourisme international, ne sont pas toujours considérés à leur juste valeur.

2. Il est essentiel que les délégués nationaux cherchent, dans la mesure du possible, à intensifier leur dialogue avec les autorités civiles responsables du tourisme et avec les entreprises touristiques en général.

3. Il nous faudra faire des efforts afin que les Associations catholiques soient davantage intéressées à la Pastorale du tourisme et offrent leurs concours que seule la charité du Christ sait suggérer, faisant surmonter les obstacles éventuels dus aux préjugés, aux complexes d'infériorité ou de supériorité, ou tout simplement au manque de ce sens apostolique qui doit caractériser notre catholicité. Partout où il y a un homme, il y a place pour l'Eglise !

4. Une attention particulière doit être consacrée aux répercussions du week-end qui, dans beaucoup de pays, sont pratiquement périodiques durant toute l'année. C'est précisément à cause de cette forme de tourisme que, d'habitude, les fidèles s'éloignent le jour du Seigneur de leur paroisse et de leur diocèse, c'est-à-dire justement le jour où, pendant des siècles, les pasteurs retrouvaient régulièrement toutes leurs ouailles.

5. Il sera bon d'intensifier les contacts déjà existants entre les délégués nationaux pour l'assistance aux touristes étrangers en aidant les prêtres qualifiés, originaires des mêmes pays, afin qu'ils puissent se consacrer à leur ministère avec la compétence voulue.

6. Les organisations de jeunesse, qui sont les plus intéressées au tourisme sportif, devraient être particulièrement encouragées par le délégué national ou diocésain.

7. Il sera bon de considérer l'opportunité et l'utilité de favoriser l'enseignement de la Pastorale du tourisme dans les institutions de formation du clergé.

8. Le délégué national cherchera à se tenir en relation constante avec les délégués diocésains, afin que son activité soit plus concrète. A cette fin, il sera très utile d'organiser des rencontres internationales, interdiocésaines ou diocésaines pour le clergé et le laïcat. Le délégué national se fera aider par des laïcs experts dans le tourisme pour se rendre plus facilement compte des diverses possibilités d'apostolat et des problèmes d'ordre technique qui ont des répercussions sur le soin des âmes. Il y a ici parmi nous de nombreux délégués qui appartiennent au tiers-monde. L'intérêt que ces Conférences épiscopales manifestent pour le tourisme est édifiant, même si dans leurs pays le tourisme ne revêt pas encore les caractéristiques d'un phénomène de masse.

Ce m'est un plaisir de rappeler les paroles que M. Daniel Cabou, alors ministre du Commerce et de l'Industrie du Sénégal, avait prononcées au « Congrès mondial sur les valeurs du tou-

risme » tenu à Rome en 1967 : « Moyen excellent de contacts humains », disait-il, « le tourisme est un des facteurs les plus déterminants pour l'orientation d'une opinion mondiale susceptible d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur les besoins du tiers-monde en voie de développement, qui aspire à une promotion économique et dont les habitants se trouvent souvent dans la misère. Par là, le tourisme apportera une contribution essentielle à la promotion sociale du tiers-monde.

Nous ne voulons pas dévaloriser le sens du terme « missionnaire », propre à celui qui annonce l'Evangile à ceux qui l'ignorent.

Toutefois, on ne peut pas ne pas parler d'une composante et, par conséquent, d'une valeur missionnaire du tourisme, lorsqu'un chrétien en voyage laisse transparaître quelque chose du Christ à travers la cohérence de son comportement et le témoignage de sa foi.

Il y a enfin, parmi nous, des délégués qui ont déjà à leur actif de magnifiques expériences d'apostolat dans le secteur particulier qui nous intéresse.

Eux aussi ont beaucoup à apprendre des délégués du tiers-monde, étant donné que la Pastorale du tourisme ne peut pas se limiter à l'échelle nationale, le tourisme étant de plus en plus un phénomène mondial.

Par contre, que les délégués qui s'initient maintenant à leur nouvelle tâche veuillent bien se rappeler ce que le Saint-Esprit dictait dans le livre des Proverbes : « Un pas est déjà un pas. » Il s'agit de commencer et d'agir « in nomine Domini » ; il faut avant tout croire, non, certes, en notre fragile capacité humaine, mais en la toute-puissance de Dieu à qui tous les hommes sont ordonnés (cf. *Lumen gentium*, n. 1).

Conclusion

EMINENCES, EXCELLENCES, MESSIEURS,

Bien que le tourisme soit un phénomène social concernant plus directement les laïcs, qui comme tels sont partie vivante de l'Eglise, ou, de toute façon, sont ordonnés à devenir Peuple de Dieu (cf. *Lumen gentium*, n. 1), le Magistère est non seulement compétent pour intervenir dans le domaine de l'évangélisation de ce phénomène, mais — comme le Pape Paul VI a voulu le préciser (*Osservatore Romano*, 12 décembre 1964) — il s'y sent même obligé.

L'étude du tourisme dans ses diverses implications religieuses, spirituelles et culturelles, et par conséquent aussi des mesures pastorales qui en découlent, est de la compétence de l'Eglise, Mère des vivants, pour le même motif qui la porte à considérer et suivre attentivement l'homme de sa naissance jusqu'à son passage dans la vie éternelle.

Par conséquent, notre réflexion théologique, à la différence des autres sciences, a pour but non pas tant de considérer les aspects particuliers de l'existence humaine, mais bien l'homme dans sa totalité, appelé à réaliser son salut « dans » et « par » tous les moments et tous les actes de sa vie.

De là la nécessité d'éduquer des fidèles « adultes » de manière qu'ils sachent effectuer « des choix libres » concernant leur perfection humaine et chrétienne, en se rappelant partout

et toujours leur double responsabilité d'enfants de Dieu et de frères de tous les autres hommes.

Concrètement, il importe de notre part qu'on passe d'une Pastorale de service à une Pastorale d'incarnation dans les situations pour les transformer et pour les faire lever de l'intérieur, à la façon d'un levain.

Mais il est utopique de penser qu'on puisse affronter le problème humain mis en relief par le tourisme exclusivement par des mesures de caractère religieux (cf. *Peregrinans in Terras*, n. 34, 37).

Nous devons reconnaître que pour porter l'homme à sa perfection, est nécessaire non seulement la collaboration de tous les croyants, mais aussi de tous les hommes de bonne volonté. Et cette coopération doit être offerte et sollicitée.

Concrètement, cela exige une action éducative qui, à tous les niveaux, stimule la charité à être inventive, solidaire, ouverte à la rencontre, capable de rayonner et d'assimiler les différents aspects de la situation humaine, disposée au dialogue et à la collaboration prudente avec tous.

Par conséquent, notre éducation chrétienne, plutôt que de viser à la formation de personnes sur la défensive, doit tendre à la maturation de personnalités rayonnantes qui, à travers des choix personnels et personnalissants, sachent orienter leur cheminement vers le Royaume de Dieu.

L'AMÉNAGEMENT DES ÉGLISES ANCIENNES

Note du Comité national français d'art sacré ()*

1. Un rappel juridique

Le ministère des Affaires culturelles et le ministère de l'Intérieur ont adressé une circulaire à MM. les Préfets (1) le 8 décembre 1970 au sujet de destructions ou mutilations résultant de l'aménagement intérieur des églises communales. Il s'agissait de rappeler aux maires leur responsabilité de gestionnaires de bien communaux : à ce titre, ils ont à donner, pour une église dont la commune est propriétaire, leur accord exprès à tout ré-aménagement intérieur pouvant avoir pour conséquence la perte, la destruction ou la dislocation d'objets d'art.

Les préfets ont porté ces instructions à la connaissance des maires, et un certain nombre de bulletins diocésains ont reproduit leurs circulaires. Le Comité national d'art sacré attire l'attention des curés sur leurs droits et leurs devoirs en ce domaine, et sur la tâche des Commissions diocésaines d'art sacré.

2. Aménager

La réforme liturgique actuelle demande une organisation des lieux sensiblement différente de celle qui avait été prévue par les constructeurs d'autrefois ou par ceux qui ensuite en avaient modifié notablement

la disposition. C'est pourquoi depuis des années se poursuit un effort d'aménagement qui, à travers ses tâtonnements ou ses réussites, ■ manifesté et renforcé l'amour du peuple chrétien pour ses églises.

La hiérarchie a confirmé ce mouvement et affirmé ses directives en évoquant dès la première instruction romaine pour l'exécution de la Constitution sur la liturgie « la restauration ou l'adaptation des églises existantes » (2). L'instruction *Eucharisticum mysterium* (3) souligne que « les pasteurs doivent savoir que l'adaptation du lieu contribue pour beaucoup à une célébration correcte et à la participation active des fidèles ». La troisième instruction (4) regrette que « les solutions provisoires adoptées au cours de ces dernières années tendent parfois à devenir définitives ». Aussi, « avec l'aide des Commissions diocésaines de liturgie et d'art sacré, et également chaque fois que cela est nécessaire, avec l'avis des experts et des organismes publics compétents, on examinera le plan des futurs travaux et les solutions provisoires, de telle sorte que dans toutes les églises on arrive à une disposition définitive qui, le cas échéant, respecte les monuments du passé et soit adaptée, autant qu'il est possible, aux nouvelles exigences de la liturgie ».

3. Conserver

On se trouve en face de deux termes apparemment contradictoires : aménager-conserver. Mais ils sont de fait complémentaires dans la tâche pastorale. En effet la célébration liturgique ne demande pas seulement une adaptation des lieux purement fonctionnelle, mais un espace dont la cohérence, l'harmonie et la beauté favorisent la rencontre du Seigneur, l'insertion dans la continuité de l'histoire, et la qualité spirituelle de l'assemblée. Les œuvres d'art religieux du passé ont été créées dans ce but et continuent en fait à jouer ce rôle : cette conviction est soulignée dans la récente lettre de la S. congrégation du Clergé sur « la protection du patrimoine historique et artistique de l'Eglise » (5). Et si l'Eglise les a fait naître, elles sont devenues un patrimoine culturel national portant leur témoignage bien au-delà des « pratiquants ». Elles demandent ainsi toute notre attention.

D'autre part, l'Eglise dans notre pays n'est plus propriétaire, mais affectataire, des églises anciennes et de leur mobilier. Nous devons donc observer les lois qui concernent la gestion et la conservation des biens publics. Dans les cas où des ré-aménagements sont souhaitables, l'observation des règlements administratifs est de règle, et la concertation avec les représentants des services administratifs est un impératif juridique formel.

4. Ce qu'il faut faire

Dans une église paroissiale propriété communale, le curé ne peut rien entreprendre sans avoir l'autorisation écrite du maire. Pour l'aménagement d'édifices culturels ou de mobiliers protégés au titre des monuments historiques, il devra ensuite prendre

(2) *Inter Oecumenici*, n° 90-99. Maison-Dieu, 80 ; DC 1964, col. 1359-1376.

(3) N° 24. Maison-Dieu, 91, p. 23 ; DC 1967, col. 1091-1122.

(4) *Liturgicae instaurationes*, n° 10. Maison-Dieu, 104 ; DC 1970, p. 1010-1016.

(5) DC 1971, p. 521.

(*) « Information CNPL » (Centre national de pastorale liturgique, 4, avenue Vavin, Paris-6°).

(1) DC 1971, p. 246.

contact avec le représentant départemental de la Direction de l'architecture ou le conservateur des antiquités et objets d'art.

Sur le plan du droit interne de l'Eglise, la consultation de la Commission diocésaine d'art sacré est de rigueur. Le curé trouvera d'abord auprès d'elle conseil pour un aménagement liturgique judicieux, puis directives et soutien pour les démarches juridiques à entreprendre, les demandes d'autorisation ou les préavis à déposer obligatoirement (6).

5. Conséquences pratiques

Aménagement. — Tout projet doit être soumis par le curé, et non l'entrepreneur, à la Commission diocésaine d'art sacré, avant d'avoir reçu commencement d'exécution. La remarque vaut aussi bien pour les transformations de caractère purement liturgique (autels, chaires, fonts baptismaux, stalles, bancs de communion, statues, etc.) que pour des installations d'éclairage, chauffage ou sonorisation.

Mobilier. — Dans le cas très fréquent des églises, biens communaux, dont le curé n'est que l'affectataire aux yeux de la loi, nulle modification ou suppression de mobilier, de caractère définitif, même agréée par les responsables diocésains de l'art sacré, ne doit être entreprise sans l'acceptation du Conseil municipal (délibération visée par M. le Préfet).

Il est bon de rappeler à MM. les Curés qui passeraient outre les très graves difficultés administratives auxquelles ils s'exposeraient, entre autres : suppression, à leurs frais, des transformations réalisées, reconstitutions à l'identique très onéreuses.

Tout meuble existant dans une église avant la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat, tombe sous cette réglementation.

Transfert de mobilier. — Il est interdit, sans autorisation de l'administration civile, de transférer, surtout à titre définitif, un meuble cultuel, d'une commune dans une autre. Les communes elles-mêmes ne sont d'ailleurs habilitées éventuellement à ne consentir qu'à un dépôt. On ne doit pas, non plus, sauf accord écrit de l'autorité municipale, transférer un objet de culte, propriété de la commune, dans le presbytère ou toute autre annexe de l'église à la disposition du curé, encore moins chez une tierce personne. La création de musées diocésains (cf. lettre de la S. congrégation du Clergé) devra respecter ces règles.

Mobilier classé. — Les services préfectoraux sont en mesure de communiquer la liste des édifices ou objets mobiliers classés ou en voie de classement à l'Inventaire national ou départemental, conservés dans les églises, sous la responsabilité du curé affectataire. Cette liste est en voie continuelle de compléments.

Les monuments et objets classés à l'Inventaire national ou départemental, ou simplement existant dans les églises avant 1906, sont soumis de plein droit au contrôle des inspecteurs de l'Administration civile. Lesdits objets (ou monuments) peuvent être sans autorisation modifiés, détruits, décapés, redorés ou repeints selon le goût de l'affectataire.

(6) Les conseils et l'indication de la procédure à suivre pour ces démarches seront exposés dans une étude du Comité national d'art sacré : « L'Eglise, maison du peuple de Dieu », nouvelle édition, à paraître aux Editions du Cerf en juillet 1971.

Les responsables diocésains de l'art sacré, malgré leur bonne volonté et la compréhension de l'administration civile, peuvent se trouver dans une situation difficile pour plaider l'indulgence des services compétents à la suite de graves déprédations accomplies, même de bonne foi, par le curé affectataire (certains cas précis et récits pourraient être cités).

Procédure. — Il convient de rappeler aux intéressés désireux de faire exécuter des transformations ou des installations de chauffage, éclairage ou sonorisation dans les églises, propriétés communales, qu'ils doivent faire établir un devis et le soumettre à M. le Maire, surtout si la commune veut bien contribuer financièrement aux travaux. Le dossier doit être déposé avant l'établissement du budget communal. Il faut alors attendre obligatoirement que ledit budget soit rendu exécutoire en vertu de l'approbation de la délibération municipale par l'autorité de tutelle (préfecture ou sous-préfecture), c'est-à-dire pas demander le 15 novembre l'installation d'un important système de chauffage qu'on souhaite inaugurer le 25 décembre suivant...

OU EN EST LA PASTORALE DU TOURISME

EN FRANCE ?

Les Informations CNPL (1971, n° 2) publient les notes ci-après communiquées par le P. Joseph RABINÉ, attaché au Secrétariat général de l'épiscopat français pour les questions pastorales et chargé de la pastorale du tourisme :

Actuellement, 44 diocèses ont un prêtre délégué par l'évêque à la pastorale du tourisme. L'ensemble du territoire a été partagé en 12 régions touristiques : la Côte d'Opale, la Normandie, la Bretagne, l'Atlantique Nord et Sud, le Languedoc-Roussillon, les Pyrénées, la Provence-Côte d'Azur, les Alpes du Nord et du Sud, le Massif Central, l'Est et le Jura.

Les animateurs régionaux se sont retrouvés au secrétariat de l'épiscopat le mercredi 3 mars. Ils ont évoqué les questions suivantes :

— Les rapports entre la pastorale du tourisme et la pastorale générale. Comment réagissent-elles l'une sur l'autre ? Quelle collaboration est possible entre les diocèses de départ et les régions d'accueil ?

— Pastorale du tourisme et action catholique. Les vacances peuvent être une « chance » apostolique. Comment assurer une présence missionnaire de l'Eglise dans les stations et les campings, etc. ?

— Pastorale du tourisme et catéchèse (classes de neige).

— Problèmes des travailleurs saisonniers dans les stations de tourisme.

— Les jeunes en vacances, en particulier ceux qui partent à l'étranger.

— La nouvelle forme de migration constituée par les résidences secondaires.

Des sessions diocésaines ou régionales sont organisées avec évêque, prêtres, religieux, religieuses, laïcs militants chrétiens, responsables d'organismes régionaux, départementaux ou municipaux, engagés dans le phénomène touristique. Ainsi la session Rhône-Alpes sur « les stations de sports d'hiver », le colloque de Nice sur « tourisme et pastorale ». A l'heure actuelle se déroulent un peu partout des journées de préparation à la saison d'été...

Événements et Informations

FRANCE

— *Un Vitrail de la paix* (Friedensfenster), offert par le « Cercle des amis de la cathédrale de Chartres » dont le siège est à Rastatt (Allemagne fédérale) à la cathédrale, a été béni le 5 juin par Mgr Michon, évêque de Chartres. Ce vitrail, qui a pris place à une verrière du côté nord de la cathédrale, et qui est l'œuvre du maître verrier François Lorin, a 8 m de haut sur 2,60 m de large. Y sont représentées des scènes de foi de l'Ancien et du Nouveau Testament, reconnues par les membres de toutes les confessions chrétiennes : les Tables de la Loi et l'Autel des sacrifices, le Calice de salut du Nouveau Testament et la Sainte Trinité. Ces symboles, représentés dans trois grands médaillons, sont reliés à un autre symbole plus profond : l'idée de la paix fondée sur la foi en Dieu et par là même son insertion dans tout le message religieux-artistique de la cathédrale de Chartres. (« KNA », 2 juin.)

— *Julien Green a été élu à l'Académie française* le 3 juin, au fauteuil de François Mauriac. Dès le premier tour, l'unique candidat rassemblait 27 suffrages et il n'y avait qu'un seul bulletin blanc. Né à Paris, en 1900, mais issu d'une famille de Sudistes américains, dont il a tenu à conserver la nationalité, Julien Green, nouvel académicien français, appartient par son œuvre à la haute lignée des écrivains chrétiens, Claudel, Bernanos et surtout Mauriac. Après ses études au lycée Janson de Sully, Julien Green, trop jeune pour s'engager, part en 1917 comme ambulancier sur les fronts français et italien. Après la fin de la guerre, il séjourne deux ans à l'Université de Virginie aux Etats-Unis, ce qui lui inspirera plus tard deux romans : *Moira* et *Chaque homme dans sa nuit*. Rentré en France, il publie une demi-douzaine de livres dont *Adrienne Mesurat* (1927), couronné par l'Académie française; *Léviathan* (1929) qui le fait connaître du grand public; *Minuit* (1936) et *Varouna* (1940). Pendant la Seconde Guerre mondiale, il séjourne aux Etats-Unis, où il rédige en anglais (son seul ouvrage dans cette langue) : *Memories*

of happy days, un livre de souvenirs qui constitue le premier volet de l'autobiographie qu'il poursuivra plus tard en français. A partir de 1942, il travaille pour les services américains d'information et prend part quotidiennement aux programmes de radio destinés à la France. Il rentre en France à la Libération et publie une nouvelle série de romans : *le Malfaité*, *Moira* (1950), *Si j'étais vous*, *Chaque homme dans sa nuit* (1960) et tout récemment, *l'Autre* (1971). Julien Green devait aborder brillamment le théâtre en 1953, avec *Sud*, pièce inspirée par la guerre de Sécession. Ce premier essai dramatique fut suivi de deux autres pièces : *l'Ennemi* (1954) et *l'Ombre* (1956). L'évolution religieuse de Julien Green occupe une place importante dans le huitième tome de son journal : *Vers l'invisible* (1958-1967). Le premier tome de ses Mémoires : *les Années faciles* avait paru en 1938. Dans son autobiographie qui comporte trois tomes : *Partir avant le jour* (1963), *Mille chemins ouverts* (1964) et *Terre lointaine* (1966), il aborde avec franchise et simplicité les problèmes de son adolescence, qui expliquent en grande partie le climat trouble et mystérieux de son univers romanesque profondément marqué, cependant, par la grâce. Julien Green s'est vu discerné le Grand Prix littéraire de Monaco en 1951; le Grand Prix national des Lettres, en 1966, et le Grand Prix de littérature de l'Académie française, en 1970. Il est officier de la Légion d'honneur. (« La Croix », 5 juin.)

— Sous le titre « La Bible parlée », les Sociétés bibliques francophones préparent l'enregistrement intégral du Nouveau Testament en cassettes. La version utilisée est la toute récente traduction du Nouveau Testament en français courant (BIP, 9 juin.)

— *L'Equipe nationale évêques-prêtres s'est réunie pendant l'Assemblée plénière de l'épiscopat pour choisir un successeur à M. l'abbé Fihey comme coresponsable de cette équipe.* C'est M. l'abbé Daniel Perrot, curé de Saint-Honoré d'Eylau à Paris et délégué régional pour la région parisienne qui a été élu (SNOP, 9 juin.)

— *Sœur Colette Baudouin-Reverdy a été élue supérieure générale des Auxiliatrices de la Charité*, le 6 juin. (« La Croix », 10 juin.)

— La semaine du 18 au 26 juin, le dimanche 11 juillet et le dimanche 12 septembre marqueront les cérémonies du millénaire de l'abbaye de Mouzon, Ardennes. (« Reims-Ardennes », 11 juin.)

— *La Faculté de théologie d'Angers ouvrira, en octobre prochain, une section théologique qui permettra la préparation d'un certificat d'études théologiques* délivré après un an d'études ou après deux ans d'études à mi-temps. Renseignements : M. l'abbé J.-P. Guetny, secrétaire de la section d'études théologiques, BP 858, 49-Angers. (« La Semaine religieuse de Poitiers », 12 juin.)

— Les cérémonies de commémoration du 4^e centenaire de la ratification de la profession de foi des Eglises réformées se sont déroulées à La Rochelle, du 11 au 13 juin. Parmi les personnalités, le pasteur Perret, secrétaire général de l'Alliance réformée mondiale. C'est à La Rochelle que s'est tenu, en 1571, le premier Synode officiellement autorisé par lettres patentes du roi Charles IX, et c'est cette raison qui a fait choisir la capitale de l'Aunis comme siège de la commémoration du 4^e centenaire de la profession de foi des Eglises réformées. (« La Croix », 15 juin.)

— « Eglise de Metz » (n° 6, juin) parle de « la validité douteuse du baptême conféré par les néo-apostoliques » (titre officiel : « La communauté néo-apostolique de France »). Rappelant que pour juger de la validité d'un baptême il faut tenir compte des trois critères suivants : la forme du baptême (par immersion, infusion ou ablution), la foi et l'intention du ministre, le rite (ou application de la matière), et qu'il est prudent de consulter les livres liturgiques de la communauté chrétienne intéressée et de vérifier si, et dans quelle mesure, les trois critères ci-dessus sont observés, et, constatant qu'en raison de l'absence de l'une des trois formes traditionnelles du baptême (l'officiant néo-apostolique, après avoir consacré l'eau préparée pour le baptême, touche le front de l'enfant à baptiser avec la main mouillée de cette eau baptismale et prononce les paroles suivantes : « N. N., je te baptise au nom de

Dieu le Père, le Fils et le Saint-Esprit. Amen. »), et de l'application défectueuse de la matière (il n'y a pas d'ablution effective du baptisé par le baptisant), il faut tenir la validité du baptême néo-apostolique pour douteuse. Et puisqu'en matière sacramentelle il convient d'être « tutionniste », c'est-à-dire opter pour la solution la plus stricte ou la plus sûre, il en résulte que ce baptême est à considérer *a priori* (et jusqu'à plus ample informé) comme nul et invalide. De ce fait — et sauf preuve toujours possible du contraire — un néo-apostolique doit être assimilé, sur le plan pastoral et canonique, à un non-baptisé ou « infidèle ». Il en découle plusieurs conséquences, notamment en ce qui concerne le baptême et le mariage d'un membre de cette « secte »...

ÉTRANGER

ALLEMAGNE FEDERALE

— La première rencontre des Eglises catholiques et protestantes en Allemagne s'est terminée le 5 juin au stade Rosenau à Augsbourg : 18 000 personnes assistaient à l'office commun de clôture. Au cours de cet office — de la parole et non du sacrement, — trois sermons furent prononcés par le pasteur Visser't Hooft, président d'honneur du COE, l'évêque Hermann Dietzfelbinger, président de l'Eglise évangélique d'Allemagne, et le cardinal Doepfner, président de la Conférence épiscopale d'Allemagne. En ce qui concerne le culte et l'intercommunion, les participants ont demandé une intercommunion progressive, dans les réunions œcuméniques, par exemple, ou pour les époux des mariages appelés mixtes, compte tenu de la discipline des Eglises. Tout en reconnaissant l'aspect positif de la nouvelle législation catholique, touchant les mariages mixtes, les chrétiens d'Augsbourg ont demandé que l'Eglise catholique supprime l'empêchement appelé de religion mixte, considéré comme discriminatoire. La même Commission a demandé que les chrétiens divorcés soient admis à la communion, car si le mariage est de soi indissoluble, Dieu est miséricordieux et l'Eglise doit être témoin de cette miséricorde et ministre du pardon. Tous les problèmes soulevés par l'œcuménisme, la crise de la foi, l'engagement des Eglises au service de l'homme et du tiers-monde, ont été soulevés. Une deuxième rencontre est prévue en 1973, à Francfort, Hanovre ou Berlin, sur le thème plus concret : L'esprit œcuménique dans la communauté locale. Une des résolutions pré-

voit dans chaque lieu la création d'un Conseil chrétien interconfessionnel dont la devise sera de faire en commun tout ce que les conditions présentes de la foi et des mentalités permettent de faire ensemble. (Antoine Wenger dans « la Croix », 8 juin.)

BRESIL

— La Conférence épiscopale brésilienne a lancé un appel au président de la République, lui demandant que soient punis les membres des « Escadrons de la mort », organisation clandestine parmi laquelle figurent très probablement des policiers et responsables de nombreux règlements de comptes et exactions. Pour sa part, Mgr Arns, archevêque de Sao Paulo, a souligné que « l'image du Brésil a été présentée sous un éclairage défavorable dans les pays européens, principalement à cause de l'impunité des membres des « Escadrons de la mort ». Je garde le ferme espoir, a-t-il ajouté, que la justice pourra découvrir et punir les coupables, apportant au peuple brésilien l'assurance que notre pouvoir judiciaire est intègre et indépendant. (« La Croix », 11 juin.)

ESPAGNE

— L'archevêque de Madrid-Alcala n'a pas autorisé officiellement la constitution d'un centre de formation de diacres permanents, étant donné que l'établissement de ce type de diaconat dépend d'une décision de la Conférence épiscopale espagnole, en accord avec le Souverain Pontife, ■ déclaré le Bureau de presse de l'archevêché de Madrid, à propos d'une note parue ces jours-ci dans la presse madrilène. Il ajoute que l'archevêque a admis que quelques laïcs reçoivent une préparation pour le service de l'Eglise, préparation qui, en certains cas, pourra servir pour l'accès au diaconat, le jour où il s'implantera en Espagne, en conformité avec les normes fixées par la Conférence épiscopale. (« Ecclesia », 5 juin.)

ETATS-UNIS

— Le cardinal John Francis Dear-den, archevêque de Detroit, vient de créer, au sein de la Curie épiscopale, un nouveau Secrétariat chargé de l'assistance spirituelle, matérielle, culturelle et politique des 35 000 catholiques noirs de l'archidiocèse. Ce « Secrétariat noir » est le tout premier du genre aux Etats-Unis et on espère que l'initiative de Detroit sera suivie par d'autres diocèses. D'après un porte-parole de l'archevêché de Detroit, il s'agit surtout de résoudre le problème de l'isolement pastoral du peuple noir. Le Secrétariat sera notamment chargé de la formation

des candidats noirs au diaconat permanent. (« KIPA », 4 juin.)

GRANDE-BRETAGNE

— Un nouveau pas en avant vient d'être fait dans les relations entre les Eglises d'Angleterre et du Pays de Galles, par les deux décisions concernant le baptême, prises par les évêques catholiques et récemment annoncées par la Commission nationale œcuménique. Par la première, ils reconnaissent en principe le baptême administré dans les Eglises non catholiques et dont le rite est considéré comme valide, à moins qu'il n'y ait doute fondé dans des cas particuliers. Par la seconde, ils ont décidé que l'on peut normalement accepter l'acte attestant que le baptême a été administré avec de l'eau et avec la formule trinitaire, comme l'évidence requise par le Directoire œcuménique pour la validité du baptême. (« Catholic Information Office of England and Wales », 2 juin.)

HONGRIE

— Pour « certaines » nominations ecclésiastiques en Hongrie, une simple notification à l'Office d'Etat chargé des questions religieuses suffit désormais, au lieu de l'habituelle présentation pour approbation. Les nominations en question seront considérées comme acquises si dans les quinze jours qui suivent aucune objection n'est soulevée de la part de l'Etat. Pour des « emplois moindres », la présentation préalable pour approbation officielle de l'Etat, ou la notification n'est plus nécessaire. Ces dispositions résultent d'un protocole officiel signé par l'archevêque de Jabolosca, Dr Joseph Ijjas, président de la Conférence épiscopale hongroise, et par M. Imre Miklos, directeur du service d'Etat chargé des questions religieuses. (« KNA », 7 juin.)

INDE

— La Conférence épiscopale indienne vient de lancer auprès des 8 651 prêtres qui exercent le ministère dans le pays, une vaste consultation préparatoire au Synode des évêques à Rome. Le questionnaire comprend 45 questions et vise à fournir au Synode le point de vue de l'Inde sur les problèmes du ministère. Deux questions demandent notamment aux prêtres si les conditions existent en Inde pour que des hommes mariés soient ordonnés prêtres. (« La Croix », 11 juin.)

ITALIE

— Dans une interview donnée à « la Gazzetta del Mezzogiorno », le 25 mai, Mgr Vailati, archevêque de Manfredonia, a fait quelques déclarations sur la cause de canonisation

du Padre Pio. Le « procès régulier » n'a pas encore commencé. On en est actuellement à la phase préparatoire de « l'instruction », commencée en décembre 1969. La « cause » fut ensuite confiée au postulateur général de l'Ordre des Capucins (auquel appartenait le P. Pio) : P. Bernardino da Sienna, et, selon la nouvelle procédure à suivre pour les causes des saints, on contacta une quarantaine de personnes qui avaient bien connu et pendant longtemps le serviteur de Dieu, pour leur demander un témoignage sur sa vie, ses vertus, ses éventuels défauts, en un mot sur tout ce qui peut être utile pour se faire un premier jugement sur la possibilité ou l'impossibilité d'introduire la cause. Lorsque tous les témoignages seront parvenus (il en manque encore cinq), on en référera au Saint-Siège, après une étude préalable. Une seconde phase, commencée en même temps que la première, est celle de la « recherche des écrits » du P. Pio, pour mettre en lumière son orthodoxie et l'existence d'éventuelles erreurs « contre la foi et les mœurs ». Tous ces écrits (originaux ou reproductions authentiques) doivent être consignés à la Curie archiépiscopale de Manfredonia pour le 15 juin et soumis à deux censeurs. L'archevêque transmettra le dossier à la congrégation romaine compétente. Et c'est seulement après que l'on pourra parler de procès régulier. Toute cette procédure demandera de nombreuses années de travail. (« *La Chiesa nel Mondo* », 2 juin.)

— *Le secrétariat de la Conférence épiscopale italienne a publié le communiqué suivant* : « En exécution des délibérations prises par l'Assemblée générale de la Conférence épiscopale italienne (novembre 1970) et de la déclaration du Conseil de présidence (6 mai 1971 ; « *DC* », p. 549), a été constitué à Rome et s'est réuni sous la présidence de l'évêque délégué à la pastorale du travail, Mgr Santo Quadri — en présence du président de la Commission pour le laïcat, Mgr Franco Costa, et du secrétaire général de la CEI, Mgr Andrea Pangrazio, — le Comité exécutif du « Groupe national des prêtres pour la pastorale du monde du travail ». Ce Comité, présidé par Mgr Santo Quadri, pour membres Mgr Cesare Pagani, secrétaire, des prêtres : Antonio Savino et Riccardo Zingaro. Lui donne sa collaboration pour le secteur études et pour une revue de pastorale du travail, le P. Aurelio Boschini, S.C.J., et seront appelés à en faire partie d'autres prêtres engagés dans les divers secteurs du monde du travail sur le plan national. En cette première réunion, ont été esquissées quelques orientations pour

la formation des groupes de prêtres diocésains pour la pastorale du monde du travail, qui seront présentées dans les prochaines rencontres interrégionales. Rome, 9 juin 1971. (« *OR* », 10 juin.)

— *Le prix du Livre catholique* décerné pour un ouvrage de théologie paru en 1970, fondé aux Etats-Unis, a été décerné au P. Bernard Haering, pour son livre « *Teologia della protesta* » (*Théologie de la contestation*), qui paraîtra prochainement en Italie à la Société d'édition Morcelliana. (« *Avvenire* », 10 juin.)

NORD-VIETNAM

— *Deux prêtres, — les PP. Ho Than Bien et Nguyen The Vinh — un laïc — M. Phan Van Kham — qui faisaient partie de la délégation du Nord-Vietnam à l'Assemblée internationale des chrétiens solidaires des peuples d'Indochine, qui s'est tenue à Paris, ont adressé le 30 mai une lettre au Pape*, lettre qui vient d'être publiée. Ils dénoncent l'agression et la politique de guerre des Etats-Unis ; ils dressent un bilan très sévère des vingt dernières années : exode des catholiques du Nord-Vietnam vers le Sud en 1954 « après une propagande extrêmement astucieuse ». Pour 10 diocèses, il ne restait que 2 évêques, 300 prêtres sur 1 000, les deux tiers de la population catholique. Ils dénoncent les bombardements qui, de 1965 à 1969, ont rasé 500 églises (y compris la cathédrale de Vinh) et tué des prêtres et des catholiques. Pourtant, affirment-ils, *l'Eglise du Nord-Vietnam est vivante* : 12 évêques nommés par le Saint-Siège, 100 jeunes prêtres formés depuis dix ans (il y a aujourd'hui 350 prêtres au Nord-Vietnam). La lettre développe longuement le chapitre des « bons rapports qui ne cessent de se renforcer entre l'Eglise et le gouvernement de la République du Nord-Vietnam ». Le texte se termine par un appel à Paul VI. F. L. dans « *la Croix* », du 11 juin, conclut ainsi cette information : « Les relations entre l'Eglise du Nord-Vietnam et Rome restent difficiles, la venue des évêques au Concile fut impossible, l'envoi de livres religieux est encore prohibé. Il est vrai que le parti communiste nord-vietnamien semble vouloir inaugurer une politique plus libérale à l'égard des catholiques, mais il faut attendre pour en juger. »

PARAGUAY

— *Une fois de plus, les évêques du Paraguay ont dénoncé l'incarcération sans jugement préalable de douzaines de citoyens, dont certains sont emprisonnés depuis plus de dix ans. Les évêques ont protesté contre*

ces incarcérations, en se fondant sur leur devoir chrétien de défendre ceux qui se voient injustement privés de leurs droits. La Constitution du Paraguay affirme clairement que nul ne peut être maintenu au secret pendant plus de quarante-huit heures, sans un ordre du tribunal. Le pouvoir exécutif ne peut changer cela, ajoutent-ils. « Par conséquent, la détention, en divers lieux dépendant de la police, de douzaines de citoyens sans qu'ils puissent bénéficier d'un jugement ou d'une procédure judiciaire quelconque, pendant dix, douze années ou plus, constitue une violation flagrante de la Constitution », déclarent les évêques. Ils ont relevé les accusations publiées par des périodiques pro-gouvernementaux et celles des commentateurs de la radio, et les ont résumées en quatre points : « L'Eglise gêne l'application de la loi par les autorités civiles ; l'Eglise pousse à troubler la paix dont jouit actuellement le peuple » ; l'Eglise agit d'une façon irresponsable en déclarant que les fonctionnaires du gouvernement tombent sous l'excommunication ; l'Eglise cherche à éviter que le gouvernement s'immisce dans les affaires de l'Eglise catholique. Les évêques ont nié ces accusations. « L'Eglise, ont-ils déclaré, a le droit et le devoir d'exprimer sa pensée sur des situations qui mettent en péril des valeurs morales telles que la justice et la dignité humaine, car de telles situations menacent la destinée surnaturelle de l'homme. Ce point de vue n'est pas opposition au gouvernement ou immixtion dans les responsabilités de l'autorité civile. C'est bien plutôt un service rendu à la nation et à ses dirigeants par l'exercice du droit à la critique constructive. Est-ce que le gouvernement, qui se dit catholique, prétend s'affranchir de la critique et des exigences morales que la doctrine chrétienne impose à ses dirigeants ? » (« *Prensa asociada* », 4 juin.)

PAYS-BAS

— *Sept experts de la Congrégation pour les causes des saints se sont réunis le 31 mai pour étudier le dossier d'un Carme néerlandais, qui fut conseiller des journalistes catholiques des Pays-Bas, le P. Titus Brandsma. Durant la guerre, il refusa de publier dans la presse dont il avait la responsabilité, des textes de propagande nazie, ce qui lui valut d'être déporté à Dachau. Le 26 juillet 1942, il fut tué d'une piqûre d'acide phénique, parce qu'il était devenu invalide à la suite des mauvais traitements qu'il avait subis. (« *La Liberté* », 1^{er} juin.)*

SUISSE

— La Commission préparatoire interdiocésaine du Synode 72 vient de nommer les membres d'une *nouvelle Commission* qui sera chargée d'étudier la question de « l'Eglise pour l'homme d'aujourd'hui ». Elle aura prochainement sa séance constitutive, au cours de laquelle elle devra élire son président. Elle est composée de 21 personnes représentant divers milieux et compétences, en particulier le monde des jeunes. La Fédération des Eglises protestantes de la Suisse a également nommé deux délégués. (« *Ibid.* », « *Kipa* », 1^{er} juin.)

URSS

— La majorité de ceux qui fréquentent les églises se situe entre 30 et 50 ans. Cependant, d'après les récentes déclarations d'une délégation de l'Eglise évangélique allemande, qui a visité l'URSS, le nombre de jeunes et d'enfants qui les fréquentent augmente chaque jour. Les Soviétiques, pour leur part, ne nient pas l'accroissement numérique des jeunes croyants. D'après les statistiques établies en divers endroits, ces dernières années, plus d'un million de jeunes subissent l'influence d'une confession religieuse quelconque. Les responsables de l'éducation communiste de la jeunesse allèguent comme causes de l'augmentation du nombre des croyants : 1° l'insuffisance de la propagande antireligieuse ; 2° l'incapacité du « Komsomol » à organiser les loisirs des jeunes. Les maisons de la culture et les clubs ne sont fréquentés que par 25 % de jeunes. Les efforts de la jeunesse pour se libérer de l'éducation « marxiste-léniniste » ne suffisent pas à créer de l'intérêt pour la religion ; cependant, la majorité de la jeunesse religieuse russe a reçu son éducation religieuse durant l'enfance. Vivre sa religion, en Union soviétique, n'est pas facile. Malgré cela, les parents et grands-parents considèrent comme un devoir qui ne souffre aucune exception d'élever leurs enfants dans la foi en Dieu. Les jeunes croyants appartiennent à des familles orthodoxes, catholiques ou luthériennes. Selon des données statistiques, en 1970, le nombre des baptisés dans les villages était de 60 % ; dans les petites villes, de 42 %, et dans les grandes, de 45 %. Le tiers donc de tous les enfants qui naissent en Russie sont baptisés. Concrètement, en Lithuanie, cette proportion atteint 50 %. En certains cas, l'influence religieuse se produit de l'extérieur. Généralement, les parents doivent travailler pour gagner le pain de la famille et comme les garderies d'enfants ne sont pas assez nombreuses et qu'en outre les parents ne sont pas con-

tents de la façon dont on y traite leurs enfants, ceux-ci sont confiés par eux à des nurses qui, naturellement, posent leurs conditions. Très souvent, l'une de ces conditions est que l'enfant soit baptisé. Les parents, pour avoir une nurse, transigent avec ce qui leur paraît être une simple formalité sans conséquences. Ces nurses chrétiennes travaillent inlassablement et leur influence religieuse est très grande, car elles ne se contentent pas de procurer le baptême, mais elles assurent aussi l'éducation religieuse des enfants. Les sociologues russes ont constaté que l'éveil du sentiment religieux dans l'âme des enfants est d'une importance capitale. De même une enquête a montré que sur 1443 croyants, 1145 ont commencé à croire dès l'enfance, 153 à l'adolescence, 139 à l'âge adulte et 6 au-dessus de 40 ans. La propagande antireligieuse n'affaiblit pas la foi de ceux qui savent penser par eux-mêmes et utilisent les arguments des campagnes antireligieuses contre ceux-là mêmes qui les emploient. Tous les efforts des théoriciens de l'athéisme et de la « libération » n'ont qu'une efficacité médiocre. (« *Prensa asociada* », 12 juin.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Edward W. O'Rourke évêque de Peoria, USA. (« *OR* », 2 juin.)

— Mgr Albert Decourtray, auxiliaire de Mgr André-Charles de la Brousse, évêque de Dijon. (« *Ibid.* ») Le P. Albert Decourtray est né à Wattignies (Nord), le 9 avril 1923. Il fit ses études secondaires au petit séminaire d'Haubourdin jusqu'en 1941, et ensuite au grand séminaire de Lille. Ordonné prêtre à Lille par le cardinal Liénart le 29 juin 1947, il continua ses études philosophiques et théologiques aux Facultés catholiques où il obtint sa licence en théologie. En 1948, il est envoyé à Rome, à Saint-Louis-des-Français, où il suit les cours de l'Université grégorienne et obtient le grade de docteur en théologie en 1949, avec une thèse sur « Foi et Raison ». Il entre alors à l'Institut biblique pontifical et, en 1951, obtient la licence ès sciences bibliques. Rentré dans son diocèse d'origine, il est nommé vicaire à Halluin, paroisse Saint-Hilaire, puis professeur d'Ecriture sainte au grand séminaire de Lille. Pour se préparer à assumer cette fonction, il est envoyé à l'Ecole biblique de Jérusalem. En

1958, l'évêque lui confie la responsabilité des jeunes prêtres. Il est nommé, en 1963, responsable diocésain de la formation permanente du clergé. Le 16 septembre 1966, le P. Decourtray est nommé archidiacre de Roubaix-Tourcoing, vicaire général du diocèse de Lille, chargé également des aumôniers de l'enseignement public. (« *La Vie diocésaine* » de Dijon, 12 juin.) Ordination épiscopale le 3 juillet en la cathédrale Notre-Dame-de-la-Treille. (« *Eglise de Lille* », 18 juin.)

— Mgr Joao Hoffman (évêque de Frederico Westphalen) évêque de Erechim, Brésil. (« *OR* », 3 juin.) — Mgr Walmor Battù Wichrowski évêque de Cruz Alta, Brésil. (« *Ibid.* ») — Mgr Bruno Maldaner évêque de Frederico Westphalen, Brésil. (« *Ibid.* ») — Mgr John Brewer auxiliaire de l'évêque de Shrewsbury, Grande-Bretagne. (« *Ibid.* ») — Mgr Eduardo Picher Pena (évêque de Callao) archevêque de Huanayo, Pérou. (« *OR* », 5 juin.) — Le Rev. Javier Naranjo Villegas évêque de Santa Marta, Colombie. (« *OR* », 6 juin.) — Le P. Pedro Rubiano Saenz évêque de Oucuta, Colombie. (« *Ibid.* ») — Le Rev. Dario Castillon Hoyos coadjuteur avec droit de succession de l'évêque de Pereira, Colombie (« *Ibid.* ») — Mgr Domenico Picchinenna (archevêque de Cosenza) coadjuteur avec droit de succession de l'archevêque de Catania, Italie (« *Ibid.* »)

— Mgr Carlo Minchiatti, évêque de Aquino, Sora et Pontecorvo, Italie (« *Ibid.* »).

— Mgr Michel Mondésert auxiliaire de Mgr Matagrín, évêque de Grenoble. (« *OR* », 7-8 juin.) Mgr Michel Mondésert est né à Villefranche-sur-Saône, le 5 décembre 1916, sixième d'une famille de dix enfants. Son père, M. Claude Mondésert, fut pendant plus de quarante ans professeur et directeur du collège de Mongré à Villefranche-sur-Saône, dont il assumait la direction lors du départ des Jésuites. Deux de ses frères sont prêtres, l'un curé du Sacré-Cœur à Bourg-en-Bresse, l'autre, Jésuite, directeur de « Sources chrétiennes ». Après ses études au collège de Mongré, Michel Mondésert entra au grand séminaire universitaire de Lyon (1936-1943), où il obtint une licence en théologie. Ordonné prêtre en 1943, il fut pendant deux mois professeur de quatrième au petit séminaire de Meximieux et fit une année de doctorat à la maison Saint-Jean à Lyon. De 1944 à 1956, il enseigna la théologie dogmatique au grand séminaire de Belley. Aumônier diocésain du Mouvement familial rural et de l'Action catholique des milieux sani-

taires et sociaux, il devient aumônier général du Mouvement familial rural en 1960. A ce titre, il dirige les « Cahiers du clergé rural » (devenus « Eglise aujourd'hui ») et participe à la création des « stages de Bourges » pour les prêtres et les religieuses travaillant en milieu rural. Depuis 1966, le chanoine Mondésert était vicaire général du diocèse de Belley. En 1970, les vicaires généraux de la région l'avaient élu pour les représenter au secrétariat de la région apostolique Centre-Est. A l'occasion du centenaire de la mort du curé d'Ars (1959), il avait dirigé la publication d'une série d'études sur le sacerdoce sous le titre « la Tradition sacerdotale ». Il participa aussi aux ouvrages issus des sessions d'aumôniers d'Action catholique rurale sur le sacerdoce : « Prêtres pour ce temps », « Prêtres pourquoi ? », et en particulier « Prêtre comment ? » (« Semaine catholique du diocèse de Belley », 17 juin ; « Eglise de Grenoble », 10 juin, qui annonce dans son numéro du 17 juin que l'ordination épiscopale sera conférée à Mgr Mondésert en la nouvelle basilique d'Ars, le samedi 25 septembre 1971, à 16 h.)

— Le P. Antonio de Hornedo Correa, S.J., vicaire apostolique de San Francisco Javier, Pérou. (« OR », 9 juin.) — Mgr Ernst Gutting auxiliaire de l'évêque de Spire, Allemagne fédérale. (« OR », 10 juin.) — L'abbé Jorge Martinez Martinez auxiliaire du cardinal archevêque de Mexico. (« Ibid. ») — Mgr Demetrio Ignacio Aquino évêque de Caacupé, Paraguay. (« OR », 13 juin.) — Le P. Florentino Zabala Iturri prélat de Labrea, Brésil. (« Ibid. ») — Le P. Albano Quinn administrateur

apostolique ad nutum Sanctae Sedis de la prélatrice vacante de Sicuani, Pérou. (« Ibid. »)

NOUVEAUX TERRITOIRES

— Le Saint-Père ■ érigé au Brésil les diocèses de : *Erexim*, avec un territoire détaché du diocèse de Passo Fundo, *Crux Alta*, avec un territoire détaché du diocèse de Santa Maria, *Rio Grande*, avec un territoire détaché du diocèse de Pelotas, ces trois diocèses étant suffragants de Porto Alegre. (« OR », 3 juin.)

ERECTION DE VICARIAT APOSTOLIQUE

— Le Saint-Père ■ érigé en vicariat apostolique la préfecture apostolique de *San Francisco Javier* (Pérou), avec la même dénomination et les mêmes limites. (« OR », 9 juin.)

DEMISSIONS

— Le Saint-Père ■ accepté la démission :

— De Mgr Emilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme (Canada), sur son désir exprès, pour raison de santé. (« OR », 11-12 juin.)

DECES

— De Mgr Guido Tonetti, archevêque-évêque de Cuneo, Italie. (« OR », 5 juin.)

SAINT-SIÈGE

— Le Pape a envoyé un télégramme au chef de l'Etat italien, M. Giuseppe Saragat, à l'occasion du 25^e anniversaire de la République italienne. (« OR », 3 juin.)

— Le Saint-Père ■ célébré une messe dans les grottes vaticanes, près

de la tombe de son vénéré prédécesseur Jean XXIII, le 3 juin, à l'occasion du 8^e anniversaire de sa mort. Le jour même, dans la basilique vaticane, il a présidé la chapelle papale pour cet anniversaire. (« OR », 4 juin.)

— Le 13 juin, en présence du Saint-Père, ont été promulgués cinq décrets relatifs à diverses causes de béatification de serviteurs de Dieu. Ils portent : le premier sur deux miracles attribués à l'intercession du vénérable Maximilien Kolbe, prêtre profès des Frères mineurs conventuels, né à Zdzumska-Wola (Pologne), en 1893, mort en 1941 au camp de concentration d'Auschwitz ; le deuxième sur les vertus héroïques de serviteur de Dieu, *Francesco Faa' Di Bruno*, prêtre, professeur de mathématiques à l'Université de Turin, fondateur du Conservatoire du suffrage de la bienheureuse Vierge Marie et de sainte Zita, né à Alessandria le 29 mars 1825, mort à Turin le 27 mars 1888 ; le troisième sur les vertus héroïques du serviteur de Dieu *Giuseppe Toniolo*, professeur d'économie politique à l'Université de Pise, né à Trévise le 7 avril 1845, mort à Pise en 1918 ; le quatrième, sur les vertus héroïques du serviteur de Dieu *Ludovico Necchi Villa*, chirurgien, du tiers-ordre de Saint-François, professeur à l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan, né à Milan le 19 novembre 1876, mort en 1930 ; le cinquième, sur les vertus héroïques de la servante de Dieu *Petra Perez Florido*, fondatrice de la congrégation des Sœurs « Mères des abandonnés », née à Valle de Abdajalis (diocèse de Malaga, Espagne) en 1845, morte en 1906. (« OR », 14-15 juin.)

— *Flashes sur l'Extrême-Orient* par RENÉ LAURENTIN. — Un vol. 13,5 × 20,5 cm, de 275 pages. Editions du Seuil, Paris.

Il est bien possible qu'à l'avenir on puisse parler d'un « genre Laurentin ». Il consisterait à dégager, au ras de l'information journalistique la plus immédiate, une première réflexion sur les grands problèmes religieux de notre époque. C'est ce qu'il fait encore dans ce livre à la suite d'un voyage au Japon, à Hong-Kong, au Cambodge et au Vietnam. Une fois ce genre littéraire accepté, on ne saurait trop louer la lucidité du regard sur les chances et les handicaps du message chrétien en Extrême-Orient.

— *Guide de l'Assemblée chrétienne* (nouvelle édition entièrement refondue), par THIERRY MAERTENS et JEAN FRISQUE. Tome VII et tome VII. Du 22^e au 34^e dimanche. — Deux vol. 12,5 × 20 cm, respectivement de 392 pages et 382 pages. Editions Casterman, Paris.

C'est tout le cycle liturgique qu'embrasse cette importante collection qui fournit aux responsables de l'Assemblée chrétienne dominicale tous les éléments pour animer une digne célébration de la messe. Des informations exégétiques et des exposés doctrinaux soulignent les points importants des lectures bibliques. Il va sans dire que les fidèles eux-mêmes peuvent en faire parfaitement leur profit pour prendre part activement à la célébration de l'Eucharistie.

— *Libérer l'avenir. Appel à une révolution des institutions*, par IVAN D. ILLICH Traduit de l'anglais par GÉRARD DURAND. — Un vol. 14 × 20,5 cm, de 187 pages. Editions du Seuil, Paris.

Ivan Illich pourrait se définir comme un « radical humaniste ». Il fait en effet table rase des positions qui semblent aller de soi ; aussi bien dans le domaine de l'Eglise que dans celui de l'enseignement. Ses positions vont loin ; elles sont souvent de nature à heurter, à faire grincer des dents. L'avenir dira peut-être qu'elles étaient tout simplement prophétiques. En tout état de cause, un livre stimulant, l'un des rares de ces dernières années.

— *L'athéisme dans la philosophie contemporaine*. Tome II, vol. I. Responsable de l'édition française : JEAN-FRANÇOIS SIX. — Un vol. 15 × 22 cm, de 716 pages. Editions Desclée et Cie, Paris.

Il s'agit d'une véritable somme sur l'athéisme contemporain, d'abord envisagé sous son aspect général, et sa genèse, puis étudié dans ses différentes traductions philosophiques : marxisme, existentialisme, phénoménologie, historicisme, néopositivisme, structuralisme, etc. Conçu dans un esprit scientifique, l'ouvrage expose loyalement chacune des théories. Il rendra les plus grands services ■ ceux qui veulent approfondir le phénomène de l'athéisme ■ notre époque.

L'Église dans le monde

LES REFUGIES DU BENGAL

I. — Déclaration du Conseil permanent de l'épiscopat français

Le Conseil permanent de l'épiscopat français, réuni à Paris du 22 au 24 juin, a publié la déclaration suivante :

Les problèmes locaux ne doivent pas nous faire oublier les situations de nos frères lointains. Il est une région du monde qui, à l'heure actuelle, est particulièrement éprouvée, c'est, au Pakistan, la province du Bengale oriental. Après un cyclone meurtrier, une guerre civile a provoqué vers l'Inde un exode de six millions de réfugiés. Une épidémie de choléra, la perspective de longs mois qui devront être abordés sans réserve de nourriture suffisante mettent cette région dans une situation très critique. En même temps, les droits de l'homme à la justice et à la liberté sont bafoués. Dans certains secteurs, la répression a pris l'allure d'un massacre. De nombreux « cadres » bengalis musulmans ont été exécutés ou sont contraints de fuir leur pays.

Le Conseil permanent des évêques de France estime de son devoir d'alerter les chrétiens.

Dans l'immédiat, il est nécessaire de secourir, par un effort exceptionnel, les millions de sinistrés et de réfugiés (1).

On ne saurait pourtant ■ contenter d'apporter des secours. L'ampleur de ce drame requiert, une fois de plus, des solutions d'ordre politique. C'est un appel aux gouvernants des différentes nations à s'engager résolument dans cette affaire. Il s'agit de restaurer des conditions telles que soit rendu possible le retour des réfugiés. Cela exige le respect de la vie de tous les citoyens du Bengale oriental et de leurs droits fondamentaux. Il nous est dur de penser que des armes vendues par différentes nations, dont la France, au Pakistan contribuent peut-être à une répression violente.

C'est un devoir pour les citoyens français, quelles que soient leurs opinions politiques, de s'informer, de prendre conscience de ce qui est en cause, de se sentir solidaires des populations atteintes par cette tragédie et de chercher collectivement une issue acceptable.

La paix est à ce prix.

(1) Le Secours catholique a déjà fait un effort considérable. Les dons peuvent lui être adressés au CCP Paris 56 20 09.

II. — Informations complémentaires

Le SNOF (bulletin du Secrétariat général de l'épiscopat français), qui publie la déclaration que l'on vient de lire, dans sa livraison du 23 juin, la fait suivre des informations complémentaires ci-après :

Le P. FALLON, jésuite belge, à Calcutta depuis trente-cinq ans, citoyen indien, professeur à l'Université de Calcutta, membre du Secrétariat pour les non-chrétiens, ■ été envoyé par l'archevêque de Calcutta, Mgr L. Pichay, pour une mission d'information et de témoignage au sujet des réfugiés venus du Bengale oriental.

Le P. Fallon ■ été reçu samedi dernier en audience privée par le Saint-Père. Le 22 juin, il ■ rencontré à Paris quelques membres du Conseil permanent de l'épiscopat ainsi que le président et le secrétaire de la Commission française « Justice et Paix ». Ceux-ci estiment utile de communiquer les informations suivantes données par le P. Fallon :

1. Sur les 75 millions d'habitants du Pakistan oriental, près de six millions de réfugiés sont arrivés déjà en Inde ; il est à craindre que plusieurs millions n'arrivent encore bientôt.

2. Malgré des assurances verbales données par le président du Pakistan, il est impossible, pour l'immense majorité de ces réfugiés, de retourner au Bengale oriental aussi longtemps que la répression continue, que l'armée pakistanaise occupe et administre le territoire du Bengale oriental, que les représentants légitimes élus par les populations du Bengale oriental sont bannis, en prison ou en exil. Dire que des conditions normales ont été rétablies au Bengale oriental est absolument faux.

3. Le Bengale oriental et ses chefs politiques (le cheikh Mujib-ur-Rahman et les représentants élus aux élections de décembre dernier) réclamaient parité et justice et une certaine autonomie régionale. Ils ne réclamaient point indépendance ou sécession. Ces élus représentaient 167 sièges sur les 169 à renouveler.

4. La répression a été d'une brutalité horrible. Peut-être 300 000 Bengalis ont été exécutés en quelques semaines. De façon systématique, les « cadres » musulmans bengalis (intellectuels, fonctionnaires, officiers, même docteurs, etc.) ont été tués ou forcés à s'enfuir. Les Hindous, environ huit ou neuf millions sur une population d'environ soixante-quinze millions, ont été terrorisés et forcés à partir. Leurs biens ont été pris. Cet exode continue. Des musulmans bengalis très nombreux ont été chassés par les musulmans non bengalis.

5. Le Pakistan accuse l'Inde d'avoir encouragé les dirigeants du mouvement qui réclamait justice et autonomie. Ceci est faux. L'attitude de l'Inde a été et reste correcte ; l'Inde ne désire pas le démembrement du Pakistan ; l'Inde n'a rien fait pour causer cet exode massif de populations.

VISITES D'EGLISES ET PASTORALE

La note ci-dessous a été rédigée à la suite de la réunion semestrielle des Commissions diocésaines d'art sacré de la région apostolique du Centre, le 27 avril 1971, à Saint-Benoît-sur-Loire. La question mise au programme de cette journée était la suivante : « Comment faire percevoir le message spirituel que contiennent les monuments anciens (... et modernes) confiés à notre sollicitude ? »

Le travail de réflexion que se pose l'Eglise de France à partir du rapport sur « Évangélisation et Sacrement » invite ceux qui ont une responsabilité dans la pastorale liturgique à étudier et à mettre en valeur tout ce qui a forme de « signe » dans la vie de l'Eglise. A ce titre, les Commissions de musique sacrée et d'art sacré se trouvent particulièrement interpellées.

Bien entendu, c'est d'abord dans l'acte de la célébration que les signes et tout mode d'expression requièrent la beauté, donc l'intervention de l'art, pour acquérir leur plénitude.

Cela ne doit pas nous faire oublier cependant que le patrimoine artistique dont l'Eglise s'est enrichie pour célébrer le mystère du salut possède une valeur de signe — et d'évangélisation — en dehors même de l'acte liturgique. Des œuvres d'art qui ont été conçues comme expression de la foi sont chargées d'un véritable message spirituel.

Or, c'est un fait que, chaque année, des milliers de nos contemporains dont la majorité n'a que peu de contacts avec la vie sacramentelle de l'Eglise, visitent les édifices religieux. Les recteurs ou les gardiens de ces monuments et, pour les y aider, les Commissions d'art sacré qui se veulent vraiment au service de la pastorale, doivent sentir que leur responsabilité est ici en cause. Les touristes, vacanciers et autres visiteurs des monuments religieux peuvent retirer de leur visite beaucoup plus qu'une satisfaction artistique et se sentir interpellés par un message spirituel. Les moyens et les instruments qui peuvent aider à la visite d'un édifice sont multiples. Nous avons moins à les inventer qu'à veiller à leur qualité.

Des prêtres et des religieux ont constaté que non seulement ils ne perdent pas leur temps en faisant visiter une église ou une abbaye, mais qu'ils réalisent là un véritable apostolat. Quel que soit le guide ou l'équipe qui prend en charge la visite, il doit être conscient de sa responsabilité.

Cette responsabilité peut s'exercer de diverses façons :

— Par le sens de l'accueil : disponibilité, simplicité, compétence au service de personnes qui sont peut-être en recherche ou qui peuvent être éveillées à une présence de Dieu ou à un témoignage spirituel ; mise en valeur des lieux et objets, propreté, bonne présentation ;

— Par le respect de la diversité des visiteurs : leur monde culturel, leur façon de s'ouvrir aux valeurs spirituelles, leurs connaissances religieuses, bibliques, historiques peuvent être très divers. S'adapter à chacun et à chaque groupe est la condition nécessaire pour que soit transmis un message spirituel ;

— Par le sens du « spirituel » : la manière de diriger une visite, le respect du silence qui peut introduire en un climat de prière, le comportement, la tenue vestimentaire, le langage de celui qui reçoit, peuvent rendre sensible la finalité d'un lieu ou le respect d'une présence de Dieu ;

— Par le souci de « révéler » : sans doute y a-t-il des lieux ou des objets plus accordés que d'autres à des formes de sensibilité et susceptibles de faire che-

miner spirituellement. Mais l'appel du sacré ou au sacré est équivoque. Aussi est-il nécessaire de dépasser la simple présentation des choses pour en « révéler » l'accord avec la foi de l'Eglise à diverses époques et favoriser la rencontre personnelle avec Dieu.

A défaut de pouvoir accompagner le visiteur, on met parfois à sa disposition le texte enregistré et l'éclairage utile. Il n'y a pas à négliger les possibilités de la bande magnétique et des projecteurs, pourvu qu'au lieu d'un facile effet théâtral, on ait soigneusement étudié la mise en valeur plastique des œuvres et le message parlé qui l'accompagne.

Enfin, tout monument intéressant est objet de « littérature » touristique, depuis le dépliant qu'on trouve à la porte ou au Syndicat d'initiative, jusqu'aux monographies soigneusement illustrées qui constitueront le souvenir de la visite. Il suffira peut-être de quelques mots ou de la manière de présenter les choses pour que le touriste emporte un peu de vie au lieu d'une sèche description.

En tout cela, aucune « recette » à donner. Mais il serait utile que toutes les Commissions diocésaines d'art sacré réfléchissent à cette question et prennent contact, dans cet esprit pastoral, avec ceux qui ont la charge des églises les plus visitées.

Tous documents, dépliants, monographies seront utilement communiqués au CNPL.

(Informations CNPL, 4, avenue Vavin, Paris-6, juin 1971.)

LE MINISTÈRE SACERDOTAL

Propositions de la Commission internationale de théologie

Les propositions ci-après ont été approuvées, à la suite d'un vote, par l'ensemble des membres de la Commission théologique internationale (1), comme conclusion de ses débats sur le ministère sacerdotal, au cours de sa session qui s'est tenue à Rome du 5 au 7 octobre 1970 (2) :

1. Dans l'Eglise, tout ministère hiérarchique se rattache à l'institution des apôtres. Un tel ministère, voulu par le Christ, est essentiel à l'Eglise : c'est par son entre-

(1) Cette Commission a été créée par Paul VI en 1969 (cf. DC 1969, p. 495 [liste des membres], 814 [statuts]).

(2) Ce texte est publié, p. 125-126, dans l'ouvrage *Le Ministère sacerdotal - Rapport de la Commission internationale de théologie*. Vol. 13,5 x 21,5 cm, 128 p., 13,50 F, Editions du Cerf, mai 1971. « Cette étude sur le ministère sacerdotal — dit le préliminaire de l'ouvrage — a été préparée, au sein de la Commission internationale de théologie, par une Sous-Commission constituée à cet effet, et composée du P. Urs von BALTHASAR, de Mgr Carlo COLOMBO, du P. Gonzalez de CARDENAL, du P. M.-J. LE GUILLOU, président, du P. LESCRAUWAET, secrétaire, et de Mgr J. MEDINA-ESTEVEZ. Après une discussion générale pendant la réunion plénière de la Commission internationale de théologie (5-7 octobre 1970), cette étude a été approuvée par la Commission comme « document de travail » pour être transmise au Synode des évêques. Cette approbation générale ne couvre évidemment pas de l'autorité des membres de la Commission toutes les affirmations ni tous les détails du rapport. Les propositions qui sont publiées à la suite du rapport (celles que nous reproduisons ici - NDLR) furent approuvées par vote par l'ensemble des membres de la Commission théologique internationale comme conclusion de ses débats. »

mise que l'acte sauveur du Seigneur devient sacramentellement et historiquement présent à toutes les générations.

2. Dans l'Alliance nouvelle il n'y a pas d'autre sacerdoce que celui du Christ. Ce sacerdoce est un accomplissement et un dépassement de tous les anciens sacerdoce. Dans l'Eglise tous les fidèles sont appelés à y participer. Le ministère hiérarchique est nécessaire à l'édification du Corps du Christ, où cette vocation se réalise.

3. Seul le Christ a réalisé le sacrifice parfait dans l'offrande de soi-même à la volonté du Père. Le ministère épiscopal et presbytéral est donc sacerdotal en ce sens qu'il rend présent le service du Christ dans l'annonce efficace du message évangélique, le rassemblement et la direction de la communauté chrétienne, la rémission des péchés et la célébration eucharistique où s'actualise de façon singulière l'unique sacrifice du Christ.

4. Le chrétien appelé au ministère sacerdotal ne reçoit donc pas par l'ordination une fonction seulement extérieure, mais bien une participation originale au sacerdoce du Christ, en vertu de laquelle il représente le Christ à la tête de la communauté et comme en face d'elle. Le ministère est donc une façon spécifique de vivre le service chrétien dans l'Eglise. Cette spécificité apparaît plus nette dans son rôle de présider l'Eucharistie, présidence nécessaire pour la pleine réalité du culte chrétien. L'annonce de la parole et la charge pastorale s'orientent vers l'eucharistie, qui consacre toute l'existence chrétienne dans le monde.

5. Tout en reconnaissant une certaine période de mûrissement des structures ecclésiales, on ne peut pas opposer une constitution purement charismatique des Eglises pauliniennes à la constitution ministérielle d'autres Eglises. Pour l'Eglise primitive, il n'y a pas d'opposition, mais bien complémentarité entre la liberté de l'Esprit dans l'octroi de ses dons et l'existence d'une structure ministérielle.

6. Le ministère de la nouvelle Alliance à une dimension collégiale selon des modalités analogiques, qu'il s'agisse des évêques autour du Pape dans l'Eglise universelle ou des prêtres autour de leur évêque dans l'Eglise locale.

LA CONSCIENCE CHRETIENNE ET LA COURSE AUX ARMEMENTS

Sous ce titre, Mgr GUYOT, archevêque de Toulouse, a publié la note ci-après dans le bulletin de son diocèse (Foi et vie de l'Eglise au diocèse de Toulouse, 13 juin 1971, p. 262).

Les journaux et la télévision nous apprennent qu'une nouvelle campagne d'explosions atomiques vient de commencer dans le Pacifique.

Nous savons que la France n'est pas la première à s'être engagée dans cette voie; que d'autres Etats l'y ont précédée avec des moyens autrement puissants; et qu'ainsi, des problèmes redoutables se posent à ceux qui portent la responsabilité d'assurer la sécurité de notre pays.

C'est pourquoi nous nous refusons à juger personne; pas plus que nous n'entendons nous immiscer en des décisions où nous n'avons ni compétence ni autorité.

Mais notre charge pastorale et la mission qui nous est propre nous font un devoir d'éveiller les consciences chrétiennes face à cette course mondiale aux armements dont le processus infernal a été si vigoureusement dénoncé par les Souverains Pontifes.

« Que les nations cessent la course aux armements! », disait à Bombay le Pape Paul VI, appelant solennellement ces nations à consacrer une partie au moins de leurs dépenses militaires à un grand fonds mondial pour une aide fraternelle aux pays en voie de développement.

Avec les évêques de France, nous redisons: « Les nations — et d'abord la nôtre — ont le devoir d'assurer leur sécurité et de construire la paix par d'autres voies que celle de la terreur. »

Chrétiens, soyons conscients de la situation de péché dans laquelle nous sommes impliqués.

Disciples de Jésus-Christ, témoins d'un Evangile de paix et d'amour, cherchons à en traduire concrètement le message dans notre vie de chaque jour et dans nos engagements de citoyens.

Il nous faut crier à Dieu la détresse d'un monde qui ne sait plus où il va. Il nous faut implorer de lui lumière, imagination et courage.

Dans cet esprit évangélique, nous invitons les catholiques du diocèse de Toulouse à se rassembler à la cathédrale, le dimanche 20 juin, de 18 heures à 21 heures, pour une veillée de jeûne, de réflexion chrétienne et de communion fraternelle (1).

Que tous s'y unissent par une prière qui soit source de conversion et d'engagement au service de la paix dans la justice!

† J. G.

(1) Dans l'allocution qu'il a prononcée au cours de cette veillée, Mgr GUYOT a notamment déclaré :

[...] Nous disons bien haut que la mission du Christ et de son Eglise est de coopérer à cette libération des hommes d'une manière originale qui n'est ni celle d'un syndicat ni celle d'un parti, quel que soit le rôle irremplaçable de ces organismes.

Et c'est pourquoi — comme nous l'avons déjà affirmé — nous nous refusons à juger personne, pas plus les gouvernants que les techniciens ou les militaires.

C'est au nom de notre charge pastorale et en vertu de la mission qui nous est propre que nous croyons devoir éveiller les consciences chrétiennes face à cette course mondiale aux armements, dont le processus infernal a été si vigoureusement dénoncé par les Papes de notre temps.

Nous avons même l'audace de penser que cette contribution du Christ et de l'Eglise à la paix du monde peut être d'une efficacité irremplaçable aujourd'hui. [...]

(Foi et Vie de l'Eglise au diocèse de Toulouse, 27 juin 1971, p. 286.)

Imprimerie « Bayard-Presse », 5, rue Bayard, Paris-8^e. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presse.

BAYARD-PRESSE 5, rue Bayard, Paris-8^e - Tél. 225-73-05.
 France et Communauté : 1 an, 40 F, 6 mois, 21 F. Canada : 1 an,
 ? 15. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)
 Canada. Autres pays : 1 an : 48 F ; 6 mois, 25 F.
PRIX DU NUMÉRO : de l'année : 2 F ; des années précé-
 dentes : 5 F.
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
 millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1590 - 18 JUILLET 1971

ACTES DE S. S. PAUL VI

QUESTIONS ACTUELLES

ÉVÉNEMENTS

L'ÉGLISE DANS LE MONDE

- 652 Exhortation apostolique « Evangelica testificatio » sur le renou-
veau de la vie religieuse (29 juin).
- 662 Constitution apostolique « Laudis canticum » promulguant le
nouvel Office divin (1^{er} nov. 1970).
- 665 Allocution au Sacré-Collège (24 juin).
- 668 Audiences générales : le souci d'authenticité (23 juin); la nou-
velle salle d'audience du Saint-Siège, la mort des cosmonautes
russes (30 juin).
- 671 Allocution au Congrès des directeurs nationaux pour les voca-
tions (13 mai).
- 672 Allocution à des jeunes prêtres (12 juin).
- 673 Radiomessage aux pèlerins de Pontmain (30 mai).
- 673 Allocution à la Confédération mondiale de la coiffure (19 avril).
- 674 Conférence du cardinal Suenens sur l'œcuménisme.
- 679 Discours du cardinal Alfrink pour le 8^e anniversaire de l'élection
de Paul VI.
- 681 Déclaration des évêques italiens sur les problèmes moraux.
- 682 Un évêque et la politique. Lettre de Mgr Matagrín.
- 684 Communiqué du pasteur Blanchet et de Mgr Matagrín sur une
grève de la faim.
- L'Eglise et le tourisme aujourd'hui. Allocution de Mgr Clarizio.
- 691 L'aménagement des églises anciennes. Note du Comité national
français d'art sacré.
- 692 La pastorale du tourisme en France.
- 693 Evénements et informations (1^{er}-15 juin).
- 698 Les réfugiés du Bengale (Conseil permanent de l'épiscopat fran-
çais); visite d'églises et pastorale; le ministère sacerdotal (pro-
positions de la Commission internationale de théologie); la
conscience chrétienne et la course aux armements (Mgr Guyot).

15.000.19

NUMÉRO 1591

15

53^e ANNÉE - T. LXVIII



1^{er}-15 août 1971

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Poniatowski et Mgr Hauptmann (entre eux, MM. Bassi et Duhamel) lors de
l'émission "à armes égales" sur l'Église et la politique

(Photo ORTF - Cf p. 723)

**Le dialogue avec les Orthodoxes
L'Église et la politique
La "Loi fondamentale"**

BIBLIOGRAPHIE

— *Nouveau Calendrier des saints*, avec, chaque jour, une pensée de l'un d'eux, par le Fr. FABIEN JOUNIAUX-DUFRESNOY. — Un vol. 21 × 13,5 cm, de 80 pages. Prix : 9 F. franco. Editions CTIC, Paris.

Le 14 février 1969, Paul VI approuvait les normes générales du calendrier universel par le *Motu proprio* « *Mysterii paschalis* » (DC 1969, p. 519). Conformément à ce qui avait été demandé par le Concile, ne sont reconnus au calendrier de l'Eglise universelle que 158 saints, dont 63 sont fêtés obligatoirement et 95 facultativement. Outre ces 158 saints, le présent calendrier indique pour chacun des autres jours restés libres un saint dont est célébré à cette date (localement) l'anniversaire de la mort, comme l'ordonne le *Motu proprio*. Si on s'appelle Alain, Christophe, Claude ou Guy, pour ne prendre que quelques exemples, on a la désagréable surprise de ne pas trouver trace de son saint patron.

— *Dans vos assemblées*. Sens et pratique de la célébration liturgique. Avec une collaboration internationale sous la direction de J. GÉLINEAU, S.J. — Deux vol. 15 × 22 cm, totalisant 624 pages (la pagination se poursuit d'un tome à l'autre). Prix : 66 F. Editions Desclée et Cie, Paris-Tournai.

Ouvrage dont l'utilité est évidente pour les pasteurs qui doivent organiser la célébration liturgique avec ses nouveaux rites ; mais également utile aux fidèles qui veulent comprendre les avantages spirituels de cette réforme liturgique demandée par le Concile. Ces deux volumes ont été composés sous la direction du P. GÉLINEAU, assisté dans sa tâche par des spécialistes : Della Torre (Rome), Patino (Madrid) et Sottocornola (Parme), avec la collaboration d'une douzaine de professionnels en pastorale et en liturgie de cinq nations. Il s'agit d'assurer, par la pratique liturgique, comme le demandait le Concile, « le progrès de la vie chrétienne de jour en jour chez les fidèles ». C'est une tâche avant tout pastorale qui fait ressortir le sens et l'esprit dans la pratique des sacrements et sacramentaux conduisant le fidèle de la naissance à la tombe, dans les assemblées de croyants.

— *Dieu dans ma vie*, par RENÉ SCHWEITZER. — Un vol. 12 × 18,5 cm, de 168 pages. Prix : 15 F. Editions Saint-Paul, Paris.

L'auteur, petit cousin du docteur Albert Schweitzer et cousin de J.-P. Sartre, donne le témoignage impressionnant de sa rencontre avec Dieu. A cette découverte s'ajoutent de nombreux témoignages de jeunes dans leur recherche de la lumière pour y grandir en chrétiens.

— *Comment se pose aujourd'hui le problème de l'existence de Dieu*, par CLAUDE TESMONTANT (coll. « Livre de vie », n° 108). — Un vol. triple de 474 pages. Editions du Seuil, Paris.

C'est la réédition en volume de poche du texte paru en 1966, complété en chacune de ses parties en raison des progrès réalisés en cosmologie et en théologie fondamentale. On sait la rigueur de raisonnement avec laquelle l'auteur a traité ce problème.

— *Docteurs pour nos temps : Catherine et Thérèse*, par Mgr JEAN RUPP. Préface du TR Père ministre général des Dominicains (coll. « Vie spirituelle et vie intérieure »). — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 192 pages. Editions P. Lethiellieux, Paris.

Sainte Thérèse d'Avila et sainte Catherine de Sienne viennent d'être déclarées docteurs de l'Eglise, deux femmes qu par leur doctrine et leur activité ont eu une influence marquée sur la vie religieuse de leur temps. Maintenant encore elles demeurent des guides très sûres, comme le montre l'évêque de Monaco.

— *A l'écoute du Notre Père*, par JEAN CARMIGNAC. — Un vol. 12 × 20 cm, de 124 pages. Prix : 9,90 F. Editions de Paris, 7, rue de la Comète, Paris-7^e.

Cette étude du *Pater* résume l'ouvrage plus étendu où l'exégète a recherché le sens exact de cette prière telle qu'elle jaillit sur les lèvres du Christ. Pages riches de sens spirituel.

— *Le Christ pour le monde*, par B. DE MARGERIE. — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 440 pages. Prix : 45 F. Editions Beauchesne et Fils, Paris.

Les questions traitées dans ce volume sont bien actuelles : Jésus, pourquoi ? Jésus, comment ? La mission de l'Agneau maître-de-tout, rédempteur et sauveur qui veut vivre et croître en tout homme et dans l'humanité entière. C'est le problème de la christologie pour notre temps.

— *Foi chrétienne et Vie consacrée*. Clorivière aujourd'hui, par ANDRÉ RAYEZ et LOUIS FÈVRE. Préface du cardinal MARTY. — Un vol. 14 × 20 cm, de 224 pages. Prix : 24 F. Editions Beauchesne et Fils, Paris.

Comme le dit le cardinal Marty : « cette étude sur Clorivière... peut aider à répondre à bien des problèmes d'aujourd'hui. Elle est une réponse pour les chrétiens et chrétiennes qui veulent vivre en plein monde les appels de l'Evangile ».

— *Mgr Julien, évêque d'Arras (1917-1930)*, par EDWARD MONTIER. Lettre préface par le P. CARRÉ. — Un vol. 14 × 20 cm, de 180 pages. Prix : 15 F. Editions Beauchesne et Fils, Paris.

Le P. Carré rappelle que Mgr Julien a sa place parmi « les courageux témoins de la conscience chrétienne. Sa pensée en ce domaine [de la paix] fut novatrice, et elle le fut en des heures où les défenseurs de la paix ne se recrutaient guère chez les catholiques... Ennemi de l'intolérance, se serait-il senti mal à l'aise dans le climat où en ce moment même nous respirons ?... ».

— *Maria*. Etudes sur la Sainte Vierge, sous la direction d'HUBERT DU MANOIR, S.J., tome VIII. — Un vol. 16 × 25 cm, de 214 pages. Prix : 72 F. Editions Beauchesne et Fils, Paris.

Après deux études du cardinal Garrone et de Mgr Phillips sur la Sainte Vierge au Concile de Vatican II et l'avenir de la Mariologie, ce dernier volume s'achève sur les 113 pages des Tables couvrant les 8 volumes d'études de théologie, liturgie, spiritualité, apostolat, arts, etc., concernant le culte de Marie dans l'Eglise. Une œuvre qui fait date dans la Mariologie.

— *La Fraternité au bord du fleuve*. Un Petit Frère chez les Indiens Ya' Cuanas, par F. FRANÇOIS. Préface du P. VOILLAUME (coll. « L'évangélisation au xx^e siècle »). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 232 pages. Prix : 21 F. Editions du Cerf, Paris.

La lecture de ce journal d'un missionnaire au milieu d'un peuple des plus éloignés de notre culture et civilisation, dont il ignore tout, la langue et les usages, est passionnante. Les difficultés dans son évangélisation sont évidentes et nombreuses ; mais il y a son témoignage que la grâce de Dieu triomphe des pires obstacles.

— *Bonhoeffer. Une Eglise pour demain*, par G. HOURDIN (coll. « Essais »). — Un vol. 15,5 × 19,5 cm, de 188 pages. Prix : 19 F. Editions du Cerf, Paris.

L'auteur entend montrer que Dietrich Bonhoeffer, par son martyre même, interpelle tous ceux dont la foi se sent engagée dans la construction d'une cité plus humaine et d'une Eglise plus évangélique. C'est le problème qu'affronte l'Eglise dans un monde qui ne croit plus en Dieu.

— *Dieu ne peut pas mourir*. Contre les fausses alternatives dans l'Eglise et dans la société, par H. ZAHRT. Traduit de l'allemand par A. LIEFOOGHE. — Un vol. 13,5 × 13,5 cm, de 284 pages. Prix : 26 F. Editions du Cerf, Paris.

Titre et sous-titre de l'ouvrage disent clairement la pensée de l'auteur à l'encontre de certains « théologiens » qui parlent trop légèrement de la « mort de Dieu ». Théologien protestant réputé et parfaitement au courant des théories modernes, il veut s'adresser à ceux qui trouvent difficile la foi en Dieu : « Laissez à Dieu sa place libre dans notre vie... car que nous croyions ou que nous ne croyions pas, Dieu ne peut pas mourir. Nous n'en avons donc jamais fini d'être aux prises avec Dieu... ».

— *La Longue Nuit d'antropos*, par PIERRE INEAUD. — Un vol. 14 × 19 cm, de 304 pages. Editions France-Empire, Paris.

Actes de S. S. Paul VI

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LE CHRETIEN, HOMME D'ACTION

Audience générale du 7 juillet (1)

Parmi les critères fondamentaux qui doivent guider la vie de l'homme et sur lesquels les enseignements du Concile ont le plus insisté, nous en trouvons un qui est extrêmement commun parce qu'il joue un très grand rôle dans le monde moderne, sans que cela enlève quoi que ce soit à son originalité et à son caractère chrétien. Ce critère, c'est l'action, l'activité, le travail, la volonté de réaliser quelque chose, c'est-à-dire la mise en œuvre morale de la volonté.

En fin de compte, pourrions-nous dire, l'homme vaut non tant par ce qu'il est que par ce qu'il fait. C'est l'un des points où la pédagogie du Concile se recoupe le plus clairement avec l'attitude générale de l'homme d'aujourd'hui : avoir le plus d'activité possible pour se développer, pour connaître, dominer et utiliser les choses qui l'entourent, pour progresser (cf. *Gaudium et spes*, n° 33). Nous sommes à l'ère de la volonté. Même lorsqu'il s'agit de défendre la liberté ou d'oublier la notion du devoir, notre époque tend à l'action intense. Son critère de jugement, c'est l'emploi des forces humaines et des énergies naturelles, et donc les résultats de l'activité, devenue scientifique et utilitaire.

La lecture de l'Evangile dans la perspective de l'action

Par d'autres procédés et pour d'autres fins, l'Evangile, lu selon des méthodes et dans un esprit nouveaux, tend à faire de l'homme un homme d'action. On peut lire l'Evangile dans la perspective de l'action. L'action est l'explicitation consciente et voulue de l'être, sa perfection, son bonheur (cf. *S. Th* I, 89, 1 ; I-II, 3, 2). Rappelez-vous les paraboles de l'Evangile ; par exemple, celle des vigneronniers qui ne sont pas embauchés : « Pourquoi restez-vous ici tout le jour sans travailler ? » (Mt 20, 6), demande le père de famille qui cherche de la main-d'œuvre pour sa vigne ; ou la parabole des talents : celui qui s'était borné à garder son

trésor, sans le faire fructifier est puni (Mt 25, 25) ; ou encore cette parole du Seigneur : « Ce n'est pas celui qui dit... mais celui qui fait... qui entrera dans le royaume des cieux. » (Mt 7, 21 ; Lc 11, 28.) Tout l'Evangile est un traité sur le développement de l'homme (combien de fois revient la parabole de la semence !). L'annonce libératrice du Royaume est tout entière tissée de devoirs à remplir, en choisissant la voie étroite et difficile (cf. Mt 7, 14), sans reculer devant la fatigue ou les obstacles (cf. Lc 9, 62), jusqu'à donner sa propre vie s'il le faut (Jn 12, 25). L'Evangile, en effet, n'est pas une école de facilité ; il requiert effort et fidélité.

Le quiétisme, le piétisme, la passivité, le pragmatisme, le stoïcisme

Ici, on pourrait passer en revue les systèmes moraux qui renoncent à l'effort personnel pour parvenir au salut, dans cette fausse conviction que nous devons uniquement à la foi et à la grâce la chance d'être sauvés, sans qu'il soit besoin d'une discipline morale positive et systématique, comme si la foi et la grâce, dons de Dieu, vraies causes du salut, n'exigeaient pas de notre part une réponse, une fidélité, une collaboration libre et responsable, qui sont, d'une part, la condition pour que s'accomplisse l'œuvre divine de salut en nous et, d'autre part, la conséquence de la nouvelle naissance opérée par la miséricordieuse action surnaturelle de Dieu. Ce ne sont donc ni le quiétisme ni le piétisme qui expriment la conception morale du christianisme et pas davantage la simple habitude passive et traditionnelle de certains préceptes religieux ou de certains comportements conventionnels. On pourrait aussi parler à ce propos des systèmes moraux qui prétendent à l'efficacité sur le plan de l'action et de la morale, comme le pragmatisme utilitariste, ou le stoïcisme qui, sous les aspects d'insensibilité et d'austérité, cache l'orgueilleuse prétention de se suffire à soi-même, sans avoir l'humilité de recourir à la pénitence et à la prière, à l'unique source de perfection et de salut, qui est la vertu rédemptrice du Christ et la bonté infinie de Dieu.

Il ne s'agit pas là de questions dépassées. Elles se posent toujours à propos du problème théologique et moral de notre insertion dans le plan divin de la Révélation et des rapports qui en découlent, spécialement pour ce qui est de l'existence et de l'utilisation de notre liberté.

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 8 juillet 1971. Traduction, titre et sous-titre de la DC.

Mais aujourd'hui la question de notre sens chrétien de l'action se pose ordinairement en d'autres termes, que nous ne ferons qu'évoquer, à titre d'exemple. Ne sommes-nous pas assaillis par une grande tentation de paresse morale qui sape notre volonté et notre capacité de donner à notre vie chrétienne de la volonté, sur le plan personnel, ou sur le plan de l'action, et de la consacrer à un idéal qui trouve sa force dans l'absolu ? Pourquoi ? Parce que nous sommes comme asphyxiés par le doute, un doute systématique et négatif, qui ne se traduit presque jamais en vraie recherche, mais bien plutôt en désengagement, en démolition ; on réduit au minimum les certitudes de la foi et de l'obéissance à l'institution ecclésiale ; on sécularise non seulement de nombreux domaines relevant de la compétence de la raison humaine et de l'ordre naturel, mais toute la pensée et donc tout le comportement pratique et social. Des formules nominalistes d'action survivent, mais elles n'osent presque pas afficher des principes propres. On n'a plus la moindre volonté d'affirmer sa foi et ses idées propres et de militer pour elles. La crédibilité de la doctrine et de la discipline de l'Eglise, également dans le domaine religieux, est souvent mise en question. Bien souvent, on cache cette absence de pensée et de volonté derrière des termes équivoques : pluralisme, libération, autonomie de la conscience, morale nouvelle et permissive, transformation permanente du monde d'aujourd'hui, découverte d'un nouveau système, etc.

Contemplation et action

Frères et fils très chers, ce n'est pas par ces attitudes tortueuses que nous pourrions rénover notre vie morale et religieuse. Ce n'est pas ainsi que nous interpréterons le Concile d'une façon authentique et que nous l'appliquerons d'une façon féconde. Nous nous tournons donc vers les fidèles qui aspirent à une vie chrétienne vivante, nouvelle, positive, constructive. Nous les invitons encore une fois à faire, pour leur foi subjective, un effort humble et énergique en implorant la foi comme un don de Dieu, comme son premier don. C'est la foi qui monte, à la recherche de la foi qui descend, venant de la voix de l'Esprit saint, de son témoignage intérieur (cf. Rm 8, 16). L'une et l'autre se rencontrent et fument en lumière et en joie là où l'Eglise maîtresse ajoute son témoignage autorisé (cf. Ac 1, 8) et confirme : oui, c'est bien la vérité révélée, la vérité à laquelle on peut donner sa vie sans risque d'être déçu.

Nous vous invitons à ces deux choses qui imprègnent toute l'expérience et l'histoire de notre catholicisme : la contemplation et l'action. Et nous vous exhortons par des paroles qui viennent non pas de nous, mais de saint Paul, et qui étaient adressées à la communauté naissante de Corinthe, déjà en difficulté : « frères bien-aimés, montrez-vous fermes, inébranlables, sans cesse en progrès dans l'œuvre du Seigneur, sachant que votre labeur n'est pas vain dans le Seigneur ». (1 Co 15, 58.) Avec notre Bénédiction apostolique.

Audience générale du 14 juillet (1)

Encore une fois, nous nous demandons quelle ligne de marche, quel aspect prépondérant le Concile ■ voulu imprimer à la vie chrétienne. La réponse ne fait pas de doute : le Concile a voulu rappeler que la vie chrétienne doit être sainte. La sainteté semble communément être quelque chose d'extrême, un superlatif, une manifestation de perfection morale et religieuse exceptionnelle et inaccessible à la plupart, non un état normal offert à tous et exigible de tous. S'il en est ainsi, c'est parce que généralement nous réservons le titre de saint à ceux qui ont réalisé en plénitude et d'une façon sublime l'idéal du disciple du Christ : les héros, les martyrs, les ascètes, ceux qui émergent de la masse, qui se sont élevés à une stature extraordinaire, non seulement parce qu'ils sont parvenus à bien imiter le Maître divin, mais aussi parce qu'ils ont été préférés pour bénéficier abondamment des dons charismatiques et parce qu'ils ont communiqué mystiquement à la vie même du Christ, de sorte qu'ils peuvent bien dire : « Pour moi, la vie c'est le Christ. » (Ph 1, 21.) En somme, nous avons fait de l'hagiographie le type de la sainteté.

La sainteté est accessible à tous les chrétiens

Le Concile rectifie cette notion exceptionnelle de sainteté en la ramenant à ses origines historiques, lorsque tous les fidèles chrétiens étaient appelés « saints » (1 P 1, 15), et à ses origines théologiques : la sainteté est conférée à l'homme par le baptême et par les autres sacrements au moyen desquels se réalise en lui la présence mystérieuse, agissante, surnaturelle et sanctifiante de Dieu, cette présence que nous appelons la grâce et qui fait de nous des saints, des fils de Dieu, participant dans une certaine mesure à sa nature indicible et transcendante (2 P 1, 4). Nous pouvons donc en tirer tout de suite cette conclusion : la sainteté est un don ; elle est commune et accessible à tous les chrétiens ; elle est, pouvons-nous dire, l'état normal de la vie humaine, élevée à une mystérieuse et merveilleuse dignité surnaturelle ; la nouveauté dont le Christ a fait don à l'humanité rachetée par lui dans la foi et la grâce (cf. Rm 6, 4).

Elle est non seulement un don, mais un devoir. La sainteté, en présupposant le don divin de la grâce qui nous consacre saints, devient une obligation, elle devient l'exercice qui engage le plus notre liberté. Les chrétiens, dit le Concile, « doivent, avec la grâce de Dieu, conserver et achever par leur vie la sanctification qu'ils ont reçue ». (*Lumen gentium*, n° 40.) La sainteté n'est pas passive ; elle n'exempte pas l'homme d'un effort moral continu (cf. *Denz-Sch.*, 2351 [1327] et s.), mais elle jaillit, comme une vocation impérieuse, de l'élévation de l'homme à la dignité de fils de Dieu : « Soyez parfaits, nous dit Jésus, comme votre Père céleste est parfait » (Mt 5, 48) ; « comme il sied à des saints », ajoute saint Paul (Ep 5, 3).

(1) Texte italien dans l'OR du 15 juillet 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Le grave laxisme actuel

Comment expliquer la tendance, si forte actuellement, à interpréter le Concile comme une « libération » des obligations morales que la vie chrétienne avait toujours considérées comme graves et contraignantes, même si, malheureusement, elles n'étaient pas toujours observées ? Pourquoi a-t-on tendance à ravalier les lois de l'Eglise au rang de normes purement juridiques, et donc externes et susceptibles de changements ? Comment en arrive-t-on à voir des « tabous », spécialement en matière de décence morale, dans certaines exigences et certaines règles que l'éducation chrétienne et civile était parvenue à inscrire au nombre de celles qui font la noblesse et la droiture de la vie ? Nous sommes dans une période de laxisme moral vraiment grave, qui n'est nullement conforme à la juste conception du sens chrétien et humain authentique. On remplace souvent le sens de l'honnêteté et du devoir par celui de l'instinct et du « tout est permis ». Le « pansexualisme » dégradant, l'hédonisme frivole et passionné, le culte de la violence et de la rébellion dans la vie sociale, l'art raffiné du vol, de l'extorsion, du détournement de fonds, de la concussion, et puis maintenant la drogue avec son commerce criminel et sa terrible désintégration psychique et morale, menacent vraiment de dégrader le niveau moral de notre génération qui semble oublier les enseignements salutaires donnés par la terrible expérience des guerres récentes.

Un besoin de sincérité plus authentique

A-t-on perdu le sens moral ? Nous espérons que non. Peut-être dans certaines de ces manifestations anormales et déconcertantes se cache-t-il une réaction contre des faussetés de la vie sociale, contre l'hypocrisie et le pharisaïsme d'un pseudo ordre social et moral, contre le vide pédagogique d'écoles matérialistes et agnostiques. Dans ces réactions, nous devrions tous chercher à découvrir le besoin intime et inconscient d'une sincérité humaine plus authentique et mieux fondée sur des principes logiques, valables et impératifs.

Le Concile n'a pas autorisé un christianisme facile

Mais nous chrétiens, nous catholiques, nous devons lutter contre la facilité avec laquelle on se plie au conformisme idéologique et pratique de la culture qui nous entoure, et contre l'idée que pour être moderne, il faut se comporter « comme les autres », c'est-à-dire s'affranchir non seulement des formes contingentes et historiquement périmées de la vie pratique, mais aussi de la foi et de la vie ecclésiale auxquelles on ne peut renoncer. Nous ne devons pas croire qu'en nous invitant à des rapports plus directs et plus fraternels avec le monde d'aujourd'hui, le Concile ait autorisé une interprétation de l'Evangile, ambiguë et accommodante, un christianisme facile, sans dogmes, sans autorité et sans sacrifices méritoires. La voix du Christ est là pour nous le rappeler : « Si votre justice [c'est-à-dire votre perfection morale] ne surpasse pas celle des scribes et des pharisiens [des « gens bien », dirait-on aujourd'hui], vous n'en-

trerez pas dans le Royaume des cieux. » (Mt 5, 20.) Le Christ ne diminue pas les exigences de la loi morale ; il la rend au contraire plus précieuse et, parce qu'il l'a voulue plus intérieure, plus personnelle, plus exigeante, il ne permet pas qu'on puisse se contenter de l'observer d'une façon purement légale et formelle. Relisons le discours sur la montagne, et nous verrons que la vie chrétienne cherche sa perfection dans des exigences plus humaines, plus profondes et plus religieuses qui, avec le double commandement d'aimer Dieu par-dessus tout et d'aimer le prochain comme soi-même, trouveront la synthèse de tout l'ordre moral chrétien. L'échelle morale du Christ ne descend pas, elle monte ; elle va dans le sens du plus, et non du moins.

Ne croyons pas que soit intolérable, anachronique ou impossible le destin que la vie chrétienne ouvre devant nous : celui de la perfection ; une perfection toujours recherchée, jamais satisfaite d'elle-même ici-bas, mais toujours profondément soucieuse de se corriger, et donc toujours humble, toujours soutenue par la prière et l'espérance, toujours prête à correspondre à l'appel et à l'aide de la grâce, toujours bienheureuse dès maintenant, dans les douloureuses circonstances de notre condition présente.

Et l'Eglise, avec sa doctrine qui est celle du Christ, avec ses sacrements qui sont ceux de l'Esprit-Saint et sanctifiant, avec son autorité pastorale qui est celle de l'unité et de la charité, nous assiste et nous guide, en nous indiquant à chaque pas de notre rude chemin la bonne direction, celle du Christ qui est la Voie, la Vérité et la Vie.

Avec sa bénédiction, nous vous donnons notre bénédiction apostolique.

L'HOMELIE NE PEUT ETRE PRONONCEE

PAR UN LAIC

Réponse à un doute

Les Pères de la Commission pontificale pour l'interprétation des décrets du II^e Concile du Vatican ont répondu négativement à la question ci-après :

Q. — Ce qui est dit au numéro 42 de la présentation générale du Missel romain : « Habituellement, l'homélie sera faite par le célébrant », en application des prescriptions de la Constitution *Sacrosanctum Concilium*, n° 52, et de la Constitution dogmatique *Dei Verbum*, n° 24 (cf. également la lettre apostolique *Sacram Liturgiam* du 29 janvier 1964, III ; l'Instruction de la S. congrégation des Rites *Inter œcumenici* du 26 septembre 1964, nn. 53-55, et l'Instruction de la S. congrégation du Culte divin *Liturgicæ instaurationes* du 5 septembre 1970, n° 2), doit-il être interprété en ce sens que l'homélie peut être prononcée également par des participants à la liturgie sacrée, hommes ou femmes, qui ne sont ni prêtres ni diacres ?

R. — Non.

Cette décision a été ratifiée par Paul VI le 11 janvier 1971, au cours de l'audience accordée au cardinal Felici, président de la Commission pontificale pour l'interprétation des décrets du II^e Concile du Vatican.

(*Acta Apostolicæ Sedis*, 30 avril 1971, p. 329. Traduction de la DC d'après le texte latin).

LETTRE APOSTOLIQUE "SEDULA CURA"

en forme de "Motu proprio", établissant de nouvelles règles
pour la Commission biblique pontificale (*)

PAUL VI, PAPE

Le soin attentif avec lequel l'Eglise s'est toujours efforcée d'acquérir une intelligence de plus en plus profonde des Saintes Ecritures, pour en nourrir sans cesse ses fils (1), est particulièrement évident de nos jours, où le second Concile œcuménique du Vatican, dans le but de promouvoir une vie chrétienne plus intense, ■ prescrit d'ouvrir plus largement et avec plus d'abondance aux fidèles les très amples richesses de la Parole de Dieu.

L'excellence et l'importance de ce devoir, auquel l'Epouse du Christ s'adonne aujourd'hui avec une ardeur renouvelée, lui fait un devoir de faire tout son possible pour promouvoir l'étude des Saintes Ecritures. C'est pourquoi le même Concile œcuménique ■ déclaré à juste titre : « Il faut que les exégètes catholiques et tous ceux qui s'adonnent à la théologie sacrée, unissant activement leurs forces, s'appliquent, sous la vigilance du magistère sacré, et en utilisant des moyens adaptés, à si bien scruter et à si bien présenter les divines lettres que le plus grand nombre possible de serviteurs de la parole divine soient à même de fournir utilement au peuple de Dieu l'aliment scripturaire (2). »

Toutefois, comme les progrès actuels du savoir soulèvent chaque jour, dans ce domaine, des problèmes nouveaux et difficiles à résoudre, la tâche de ceux qui s'adonnent à l'étude de l'Ecriture sainte devient sans cesse plus ardue. Ces derniers, tout en cultivant ces études selon des méthodes conformes aux récentes recherches scientifiques, savent cependant que Dieu ■ confié la Sainte Ecriture à son Eglise et non pas au jugement privé des spécialistes, et qu'elle doit donc toujours être interprétée selon les règles de la tradition et de l'herméneutique chrétiennes, sous la direction et la vigilance du magistère ecclésiastique (3).

C'est pourquoi, stimulés par le désir de contribuer d'une manière plus efficace au progrès de la saine doctrine en matière biblique, de défendre l'interprétation de l'Ecriture contre toute opinion téméraire, et de mieux coordonner la collaboration des exégètes et des théologiens avec le Saint-Siège et entre eux-mêmes (4), nous avons jugé opportun de porter d'une façon spéciale notre attention et notre sollicitude sur la Commission biblique pontificale, qui fut instituée par notre prédéces-

seur Léon XIII par la lettre apostolique *Vigilantiae studique*, en date du 30 octobre 1902, avec mission propre de développer l'étude de la Sainte Ecriture. Les avantages qui ont résulté de l'activité de cette Commission, depuis sa création jusqu'à maintenant, pour le patronage et l'accroissement des études bibliques, confirment notre conviction de son utilité et de son importance. Rien ne nous a donc paru plus indiqué et plus efficace, pour que l'Eglise puisse bénéficier toujours plus de ces avantages, que de réorganiser cette Commission biblique pontificale sur la base de lois nouvelles et plus adaptées, de façon que, pour ce qui concerne son fonctionnement, les questions à proposer et à traiter, la répartition des différentes fonctions, le nombre enfin et le choix de ses membres, elle puisse poursuivre sa tâche de façon plus rapide et conformément aux exigences accrues de la communauté chrétienne.

C'est pourquoi, après avoir mûrement délibéré, de notre propre mouvement et en vertu de notre autorité apostolique, nous décidons et décrétons les nouvelles normes qui suivent concernant l'organisation de la Commission biblique pontificale.

1. La Commission biblique, qui conserve comme fonction propre de promouvoir les études bibliques et d'apporter le concours de son travail au magistère de l'Eglise pour l'interprétation de la Sainte Ecriture, est réorganisée selon de nouvelles normes et est rattachée à la congrégation pour la Doctrine de la foi.

2. Le cardinal-préfet de la congrégation pour la Doctrine de la foi exerce la fonction de président de la Commission biblique. Il pourra être aidé par un vice-président, choisi parmi les membres de la Commission.

3. La Commission biblique est composée de spécialistes en sciences bibliques de diverses écoles et pays, remarquables par leur science, leur prudence et leur sens catholique du magistère de l'Eglise.

4. Les membres de la Commission biblique sont nommés pour cinq ans par le Souverain Pontife, sur proposition du cardinal-président, après consultation des Conférences épiscopales. Après ces cinq années, ils peuvent être confirmés dans leur charge. Le nombre des membres ne doit pas dépasser vingt.

5. Le secrétaire de la Commission biblique est nommé pour cinq ans par le Souverain Pontife sur proposition du président de la Commission et est adjoint aux consultants de la congrégation pour la Doctrine de la foi. Après cinq années, il peut être confirmé dans sa charge. Il convient cependant que le cardinal-président, dans la mesure du possible, fasse une consultation parmi les membres de

(*) Traduction française publiée par la Polyglotte vaticane. Ce texte ■ été présenté à la presse le 8 juillet par Mgr Pietro Rossano.

(1) Cf. Const. dogm. *Dei Verbum*, n° 23.

(2) *Ibid.* n° 23.

(3) Cf. Conc. Vat. I, sess. III, cap. II, *De revelatione* ; Conc. Vat. II, Const. dogm. *Dei Verbum*, n° 12.

(4) Cf. Const. dogm. *Dei Verbum*, n° 12 et 23.

la Commission avant de soumettre au Souverain Pontife les noms des personnes aptes à remplir cette charge.

6. L'assemblée plénière de la Commission biblique est convoquée au moins une fois par an.

7. Si l'étude de questions particulières l'exige, le cardinal-président peut établir des sous-commissions spéciales constituées de membres spécialement compétents sur le sujet. Une fois cette étude achevée, ces sous-commissions cessent leur fonction. Les sous-commissions, avec l'accord du président, peuvent consulter aussi d'autres experts et, à l'occasion, même des non-catholiques. Ceux qui sont appelés à une telle consultation n'acquièrent pas la qualité de membres.

8. Les membres de la Commission biblique peuvent être consultés aussi par écrit.

9. Les questions et points à étudier sont indiqués par le Souverain Pontife ou par le président de la Commission, sur proposition de la congrégation pour la Doctrine de la foi, ou du Synode des évêques, ou des Conférences épiscopales, ou de la Commission biblique elle-même d'après les suggestions de ses membres, ou enfin des Universités catholiques et des Sociétés bibliques, demeurant sauf ce qui est prescrit au numéro 136 de la Constitution apostolique *Regimini Ecclesiae universae*.

10. Les conclusions auxquelles la Commission biblique sera parvenue en session plénière, après intervention, le cas échéant, des commissions spéciales, seront soumises au Souverain Pontife et mises à la disposition de la congrégation pour la Doctrine de la foi.

11. Il appartient à la Commission biblique de mener à bien des études, de préparer décrets et instructions qui peuvent être publiés par la congrégation pour la Doctrine de la foi, en faisant mention spéciale de la Commission biblique, avec l'approbation du Souverain Pontife, à moins que ce dernier n'en décide lui-même autrement dans des cas particuliers.

12. La Commission biblique aura soin de se tenir en rapport avec les différents instituts d'études bibliques, catholiques ou non.

13. La Commission biblique doit être consultée, avant que ne soient données de nouvelles normes en matière biblique.

14. La Commission biblique continue, jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, à conférer les grades académiques en matière biblique, selon des normes spéciales qui devront être revues de manière convenable.

15. Les membres de la Commission biblique garderont fidèlement le secret sur les questions qu'il ont à traiter pour la Commission, selon leur nature et leur importance, en observant les normes en vigueur sur le secret.

Nous ordonnons que tout ce que nous avons décrété dans ce *Motu proprio* soit ferme

et ratifié, et obtienne plein effet à partir du 8 juillet de cette année, nonobstant toutes choses contraires, même dignes de mention spéciale.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, le 27 juin 1971, neuvième année de notre pontificat.

PAULUS PP. VI.

LA CRISE DE LA FOI

Voici la partie centrale de l'homélie que Paul VI a prononcée le 29 juin, en la fête de saint Pierre et saint Paul, un cours de la messe qu'il a célébrée dans la basilique Saint-Pierre (1) :

[...] Bienheureux ceux qui croient sans avoir vu. La béatitude est vraiment le royaume de Dieu, et la notion de béatitude associée à celle de foi nous invite à réfléchir sur notre situation spirituelle et sur celle du monde d'aujourd'hui. La tradition culturelle de ces derniers siècles nous a habitués à distinguer raison et foi, c'est-à-dire d'une part ce que nous pouvons savoir par nos moyens intellectuels, et d'autre part ce qui nous vient de la Parole de Dieu, à laquelle nous devons croire sans que notre intelligence puisse vérifier directement, bien que telle ou telle expérience puisse par la suite en prouver la vérité. Nous avons été habitués à séparer la foi de notre pensée, et même à opposer les deux termes en allant jusqu'à exclure la foi. Celle-ci a été mise de côté comme si elle était une manière inférieure et indue de faire usage de notre pensée. Ceux qui admettent l'union entre la foi et la raison semblent s'être adaptés à cet état de chose, mais toutefois lui donner pleinement leur assentiment intérieur. Ils ont toléré la foi plus qu'ils ne l'ont admise. Et s'ils l'ont acceptée, ce n'était pas sans peine ni tension. S'ils lui ont donné leur adhésion, et sans enthousiasme, c'est parce que l'Eglise nous dit qu'il faut croire ; c'est parce que la Tradition, de grands esprits, des maîtres éminents et des saints ont dit que l'on peut et que l'on doit croire.

Mais ces derniers temps, la pensée s'est encore obscurcie, notamment parce que la pensée philosophique a perdu sa rigueur et qu'elle s'est presque désintégrée et dissoute. Le doute, l'incertitude, la critique sont devenus des attitudes habituelles et normales. Nous sommes comme au seuil d'une négation, d'une interprétation qui annule ou dépouille de son mystère ce que nous admettons par la foi.

Nous sommes à un moment de crise de la foi, une crise qui se répercute sur bien d'autres domaines, sur toute notre vie religieuse, morale, sociale.

Que devons-nous faire en ce jour où nous célébrons les apôtres qui furent témoins, hérauts de l'Evangile et de la foi ? Nous devons faire cette prière : Fais, Seigneur, que ma foi soit sainte, que lui soit donnée la joie intérieure, qu'elle soit la convergence de vérités en partie crues et acceptées à cause de la Parole de Dieu, et en partie expérimentées par ma propre pensée. Fais que cette synthèse apporte le bonheur, un bonheur qui doit être propre au chrétien, propre à quiconque reste fidèle à la tradition multiséculaire qui, cette année encore, nous apporte le message de Pierre écrit sur sa tombe : « Tu es le Christ, le Fils du Dieu vivant. » [...]

(1) Traduction de la DC d'après le compte rendu de l'homélie publié dans l'*Osservatore Romano* des 30 juin-1^{er} juillet 1971.

LES RELATIONS ŒCUMENIQUES AVEC LES ORTHODOXES

LETTRE DU PATRIARCHE ATHÉNAGORAS A PAUL VI

Répondant à la lettre que Paul VI lui avait adressée le 8 février dernier, le Patriarche Athénagoras de Constantinople, par la lettre ci-après, exprime à son « frère aîné » son désir et son espoir du « retour à l'unité des apôtres et des Pères » et de la communion au « calice commun » (1) :

A PAUL,
LE TRÈS BIENHEUREUX
ET TRÈS SAINT PAPE DE L'ANCIENNE ROME,
SALUT DANS LE SEIGNEUR.

Avec une joie et une estime profondes, nous avons, ainsi que le Saint-Synode, pris connaissance avec beaucoup d'attention de la vénérée lettre que votre Sainteté si chère et si estimée de nous, nous a envoyée le 8 février dernier par l'intermédiaire de notre frère bien-aimé le métropolitain Meliton de Chalcédoine.

Rendant gloire au Verbe de Dieu, qui régit et inspire en toute sagesse et bonté la vie de sa sainte Eglise, pour cette nouvelle et heureuse occasion de communion fraternelle en lui, nous venons, par la présente lettre d'amitié, remercier votre Sainteté, en laquelle l'Eglise militante a un éminent apôtre et artisan de la paix, de l'amour, de l'unité des chrétiens et du genre humain créé à l'image de Dieu.

Par cette fraternelle réponse, nous nous empressons de vous confirmer, à vous qui êtes notre frère aîné, que — selon la volonté du Seigneur que son Eglise, visible à tous, soit une, afin que le monde entier vienne à elle — continuellement et sans relâche nous nous soumettons à l'inspiration et à la direction du Saint-Esprit pour poursuivre et conclure d'une façon décisive l'œuvre sainte qu'avec vous et d'un commun désir nous avons commencée et développée : rendre visible et manifester au monde l'Eglise du Christ une, sainte, catholique et apostolique.

Avec vous, nous remercions le Seigneur du

grand don qu'il nous a prodigué en nous faisant prendre conscience du profond péché de la division, commis au nom de son précieux Sang qui a uni toute chose et qui a été répandu pour la vie et le salut du monde, mais aussi en provoquant, avec sagesse, le mouvement de retour, depuis l'Orient et l'Occident, vers l'ancienne et bienheureuse unité des apôtres et des Pères.

En réalité, même si les Eglises d'Orient et d'Occident, pour des causes que le Seigneur connaît, se sont séparées l'une de l'autre, elles ne se sont cependant pas séparées dans la substance de leur communion dans le mystère du Christ, Dieu fait homme, et de son Eglise à la fois divine et humaine.

Nous nous sommes séparés de l'amour réciproque et nous avons été privés de bien des bénédictions : confesser unanimement la foi du Christ ; nous approcher ensemble de l'unique autel pour le sacrifice institué par le Seigneur peu avant sa Passion ; communier parfaitement, unanimement et d'un seul cœur aux mêmes et précieux Corps et Sang eucharistiques, bien que nous n'ayons pas cessé de considérer réciproquement que nous avions validement, les uns et les autres, le sacerdoce apostolique et le sacrement de la divine Eucharistie.

Mais voici que, de nos jours, les fidèles d'Orient et d'Occident éprouvent abondamment et vivement le grand désir de communier unanimement et avec amour à la vérité de la foi et à sa confession, qui se célèbrent et se réalisent dans le saint calice commun ; et cette grâce nous a été donnée en surabondance. A la lumière de cette grâce, nous voyons aujourd'hui lucidement que la très sainte cause de l'unité visible de l'Eglise et de la pleine communion des fidèles en elle n'est pas une œuvre assujettie à des raisonnements et à des désirs humains, car les conceptions des hommes sont incertaines, mais une expérience vécue dans la vie du Christ qui est dans son Corps, c'est-à-dire dans l'Eglise.

De même qu'au cours de l'histoire nous avons avancé négativement vers la division, de même, par une nouvelle expérience de vie, nous sommes positivement appelés à cheminer vers l'unité parfaite dans la concélébration et dans la communion au précieux Sang du Christ dans le saint calice commun. Nous sommes d'accord avec votre Sainteté bienheureuse pour dire qu'il faut raffermir la communauté de vie ecclésiale d'Orient et d'Occident, en promouvant une fraternité vraie et sincère au niveau du clergé et

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien publié dans l'*Osservatore Romano* du 10 juillet 1971.

La lettre de Paul VI a été publiée dans notre numéro du 21 mars 1971, n° 1582, p. 255 (cf. n° 1585, p. 434, la déclaration publiée par le patriarcat œcuménique au sujet de cette lettre).

du peuple de l'Eglise catholique romaine et orthodoxe.

Nous vous écrivons d'Orient, peu avant la passion du Seigneur. Au Cénacle, la table est prête et le Seigneur désire manger la Pâque avec nous. Allons-nous lui dire non ?

Certes, les obstacles provenant de l'héritage historique et d'autres origines demeurent encore, et l'ennemi du Royaume de Dieu y veille. Mais n'avons-nous pas cru en celui qui a dit que ce qui est impossible aux hommes est possible à Dieu, et que tout est possible à celui qui croit ?

Dans la foi, l'espérance et la patience, nous suivrons ensemble les apôtres, dont nous avons la grâce, la fraternité et la communion.

Cette réponse, nous vous l'avons donnée avec affection, avec honneur, et dans un profond esprit fraternel. Nous embrassons votre Sainteté vénérée et aimée.

De votre sainteté très vénérable, le frère affectionné dans le Christ.

† ATHÉNAGORAS DE CONSTANTINOPLÉ.

21 mars 1971.

COMMENTAIRE DU CARDINAL WILLEBRANDS

A la suite de la lettre qu'on vient de lire, l'Osservatore Romano du 10 juillet publie le commentaire ci-après du cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens (2) :

Les contacts entre l'Eglise de Rome et les Eglises orthodoxes se développent et s'approfondissent toujours davantage. Le progrès de ces relations s'exprime de diverses façons et par divers moyens. Aujourd'hui, nous avons la joie de publier une lettre que le patriarche œcuménique a adressée au Saint-Père le 21 mars. Elle contient des affirmations très importantes pour le développement ultérieur de la communion entre l'Eglise catholique et les Eglises orthodoxes.

Le calice commun

1° Dans sa lettre du 8 février dernier, le Pape écrivait au patriarche Athénagoras : « L'Esprit met en nos cœurs une ferme volonté de faire tout ce qui est possible pour hâter le jour tant désiré où, au terme d'une concélébration, nous pourrions communier ensemble au même calice du Seigneur. » (*L'Osservatore Romano*, 7 mars 1971.) En même temps, le Saint-Père exprimait son désir d'« une collaboration toujours plus étroite pour trouver ensemble les voies les plus adaptées pour arriver rapidement à ce but » (3).

Dans la lettre qui est publiée aujourd'hui, le patriarche dit avec force à son « frère aîné » combien il éprouve ce désir, dont la réalisation lui semble si urgente. La communion au calice commun sera un acte qui exprimera et scellera la réconciliation complète entre l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe ; elle sera le signe et la réalisation de la pleine communion. Ce sera le grand jour dont le patriarche, dans sa lettre, salue prophétiquement la venue. En se référant aux mystères célébrés pendant la Semaine sainte, au moment où il écrivait sa

lettre, le vénérable vieillard affirme : « Au Cénacle, la table est prête et le Seigneur désire manger la Pâque avec nous. Allons-nous lui dire non ? » Cette question, il l'adresse aux Eglises. Il s'agit, en effet, d'un acte ecclésial et non d'un geste qui n'engage que sur le plan individuel. Les Eglises peuvent-elles refuser de se mettre dans les dispositions nécessaires pour que se réalise la volonté de leur Seigneur ?

La dimension ecclésiale et l'exigence d'une préparation adéquate est clairement exprimée dans la lettre du patriarche : « Nous sommes d'accord avec Votre Sainteté bienheureuse, écrit le patriarche, pour dire qu'il faut raffermir la communauté de vie ecclésiale d'Orient et d'Occident, en promouvant une fraternité vraie et sincère au niveau du clergé et du peuple de l'Eglise catholique romaine et orthodoxe. »

D'autre part, cette dimension ecclésiale de la marche vers le but tant désiré de la participation au « calice commun » avait été nettement exprimée dans la déclaration publiée par le patriarcat œcuménique après réception de la lettre écrite par le Saint-Père en février dernier : « Ceci constitue la dernière étape, étape à la fois facile et difficile. Le patriarche la conçoit comme facile à la suite, surtout, de la lettre précitée de S. S. le Pape Paul VI de Rome. Mais cette étape n'est pas une affaire personnelle — comme la rencontre du Pape et du patriarche, le 5 janvier 1964, à Jérusalem, — ni une affaire entre les deux Eglises de Rome et de Constantinople — comme lors de la levée des anathèmes, le 7 décembre 1965.

■ Il faut préparer le terrain des deux côtés, bien peser les situations locales, les conséquences éventuelles, et tout particulièrement arriver à une entente et un accord préalables entre les Eglises orthodoxes, alors qu'en Occident le Pape doit obtenir l'assentiment de l'épiscopat qui l'entoure.

■ Comment et quand cela arrivera-t-il ?

■ Voilà la grande question qui, aujourd'hui plus que jamais, se pose avec force à la suite de la lettre précitée du Pape Paul VI.

■ Ce sera quand le Seigneur voudra bien donner le mot d'ordre et quand les responsables l'accueilleront et le mettront en pratique.

■ Et alors, ce sera le grand jour ! » (*Documentation Catholique*, 1971, p. 434.)

C'est à la lumière de cette déclaration que doit être lue et interprétée la lettre du patriarche Athénagoras, si pleine d'élan créateur et prophétique.

La réalité sacramentelle existant entre les deux Eglises

2° La préparation de la communauté catholique et de la communauté orthodoxe à participer au « calice commun » se fonde sur une base solide : la réalité sacramentelle existant entre les deux Eglises. Dans sa lettre, le patriarche affirme bien clairement : « Nous n'avons cessé de considérer réciproquement que nous avions valablement, les uns et les autres, le sacerdoce apostolique et le sacrement de la divine Eucharistie. » La lettre du patriarche affirme clairement la validité des sacrements célébrés dans l'Eglise catholique. Bien que la reconnaissance des sacrements célébrés dans l'Eglise catholique fasse partie de la tradition des Eglises orthodoxes, récemment encore des théologiens et des canonistes orthodoxes ont mis en doute cette reconnaissance. Il faut de plus remarquer que cette claire affirmation de la validité des sacrements célébrés dans l'Eglise catholique et dans l'Eglise orthodoxe, importante en elle-même, fait en même temps la distinction entre les rapports des orthodoxes avec, d'une part, les catholiques et, d'autre part, les protestants.

(2) Traduction de la DC d'après le texte italien.

(3) DC 1971, n° 1582, p. 255. (NDLR.)

Cette affirmation importante du patriarche Athénagoras rejoint celle du Saint-Père dans la lettre du 8 février déjà citée : entre l'Eglise catholique et les vénérables Eglises orthodoxes, il existe « déjà une communion presque totale, bien qu'elle ne soit pas encore parfaite, résultant de notre commune participation au mystère du Christ et de son Eglise ».

Cette situation d'« Eglises sœurs » (cf. le bref *Anno ineunte*, AAS 49-1967, p. 352-354) amène le patriarche à penser que, dans le chemin menant au rétablissement de la pleine communion, l'effort doit être orienté vers une nouvelle prise de conscience des dons divins auxquels nous participons ensemble, vers la réalisation à tous les niveaux de la vie de l'Eglise de cette unité encore imparfaite, mais déjà si profonde.

Dialogue de la charité et dialogue théologique

3° C'est précisément et seulement dans un tel contexte et dans une telle atmosphère que la discussion théologique pourra trouver toute sa dimension et donner les fruits espérés. Le patriarche souligne fortement l'importance du dialogue de la charité, et il affirme que « par une nouvelle expérience de vie, nous sommes positivement appelés à cheminer vers l'unité parfaite ». Mais il ne faut pas vouloir opposer le dialogue théologique au dialogue de la charité. Nous avons vu plus haut, dans la déclaration du Patriarcat œcuménique, que la participation au « calice commun » requiert de la part des orthodoxes une entente et un accord préalables, entre les Eglises orthodoxes, et de la part des catholiques, le consensus de l'épiscopat catholique autour du Pape. Il ne s'agit d'ailleurs là que de deux aspects d'une même réalité. Le dialogue de la charité renferme l'exigence de la vérité.

Le métropolite Méliton de Chalcédoine a exprimé d'une façon très heureuse l'unité de ces deux aspects d'un même effort dans le discours qu'il a prononcé le 8 juin 1968 à l'occasion de la première session de travail de la IV^e Conférence panorthodoxe qu'il présidait : « Le plan de Dieu a conduit la charité à des réactions profondes et à des actes ecclésiastiques gros d'incidences constructives sur le plan théologique et même ecclésiologique, au point que la conception de l'unité comme un quelconque événement statique et mécanique accompli à un moment donné du temps par le seul achèvement de marchandages spécialisés est changée en fait : l'unité se profile devant nous comme un état vital profond, ■ développant progressivement vers son achèvement, c'est-à-dire l'accomplissement que sera la confession de la foi commune. La charité a illuminé et mis en valeur les points communs de la foi. Nous aimant les uns les autres, nous nous sommes trouvés co-serviteurs de la même sainte cause, celle de la vérité, de sa découverte en commun et de l'accord sur elle... Nous aimant les uns les autres et dialoguant dans la charité, nous faisons de la théologie, ou, plutôt, nous construisons théologiquement. Ceci nous conduit à la constatation que, substantiellement, nous sommes déjà entrés dans le dialogue théologique ». (*Proche-Orient chrétien* 18-1968-361).

Certes, il reste encore des obstacles. Le patriarche les signale : ils sont la conséquence d'un lourd héritage historique. Mais de nombreux signes montrent que l'Esprit qui, de façon si merveilleuse et en si peu d'années, a changé tant d'attitudes, durcies par des siècles d'absence de relations ou d'hostilité, conduira à son terme le travail qui a été commencé. Il le pourra si nous savons écouter docilement ce qu'aujourd'hui il dit à l'Eglise (Ap 3, 29) et si nous nous laissons guider par lui vers la vérité tout entière (Jn 16, 13).

Jan, card. WILLEBRANDS.

LA VISITE OFFICIELLE DU CARDINAL WILLEBRANDS EN GRÈCE

Du 17 au 24 mai, le cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, s'est rendu en visite officielle auprès des Eglises orthodoxes de Grèce et de Crète. Il était accompagné des PP. Duprey et Fortino, respectivement sous-secrétaire et membre du Secrétariat. « *Ekklesia* », la revue officielle de l'Eglise grecque orthodoxe, a commenté ainsi cette visite : « La visite à Athènes de S. Em. le cardinal Jan Willebrands est, à n'en pas douter, un événement historique. C'est la première fois qu'un représentant aussi distingué de l'Eglise romaine rend solennellement visite à notre Eglise. » Le 18 mai, en présence des membres du Saint Synode, a eu lieu une réception solennelle au cours de laquelle ont successivement pris la parole l'archevêque grec orthodoxe d'Athènes, Mgr HIÉRONYMOUS, qui n'a pas caché les appréhensions de son Eglise, et le cardinal WILLEBRANDS.

ALLOCUTION DE L'ARCHEVEQUE GREC ORTHODOXE D'ATHENES (*)

EMINENCE,

La présence de Votre Eminence parmi nous en ce jour faste constitue en elle-même un événement pour lequel nous devons une très profonde action de grâces et une grande reconnaissance à l'auteur de tout bien. Aujourd'hui, en effet, pour la première fois après tant de siècles d'éloignement acrimonieux, les mains se tendent dans le seul but de se saluer et de se guérir fraternellement.

Mais la présence de Votre Eminence peut représenter un événement encore plus important et marquer un tournant décisif dans l'histoire des rapports entre les deux Eglises. En effet, venant après les rencontres bénies des deux chefs vénérables de nos Eglises et les prolongements qu'elles ont eus, elle peut grandement contribuer à ce que le même esprit fraternel dans le Christ qui ■ inspiré ces rencontres imprègne à leur tour les couches inférieures de la pyramide spirituelle de l'Eglise. Il est absolument indispensable qu'il en soit ainsi, car les démarches décisives dans l'histoire de l'Eglise sont fondées sur la conscience catholique du corps entier de l'Eglise. Comme le sait Votre Eminence, dans l'Eglise, les actes des dirigeants eux-mêmes ne sont bénis et ne portent des fruits que lorsqu'ils sont la répercussion des sentiments et de la foi du corps tout entier de l'Eglise et lorsqu'ils correspondent aux aspirations, conformes à sa foi,

(*) Texte grec dans *Ekklesia* du 1^{er} juin 1971. Titre et traduction de la DC.

du peuple fidèle de l'Eglise. Au contraire, les efforts entrepris hâtivement par des groupes dans l'Eglise, et qui ne correspondent pas aux sentiments et à la foi du corps tout entier de l'Eglise, ne peuvent que provoquer des dommages et plus tard des troubles.

Mais une attention particulière est exigée là où, pendant de longs siècles, le corps de l'Eglise a été touché dans son bien le plus précieux, qu'il a conservé et conserve encore jusqu'à ce jour, à savoir sa foi pure et sincère. Et surtout lors de circonstances où il a été invité à aliéner la première partie du premier et grand commandement, en vue peut-être d'avantages matériels. Comme beaucoup l'ont déjà signalé, la méconnaissance de telles dispositions ne conduit pas aux résultats poursuivis, mais exactement à l'opposé.

C'est pourquoi la présence amicale de Votre Eminence, qui a pour but la rencontre personnelle, dans l'esprit de la charité du Christ, avec des représentants aussi bien de la hiérarchie et de la pensée théologique en Grèce que du peuple grec orthodoxe, offre une possibilité pour que l'œuvre commencée sur les sommets les plus élevés, et qui a déjà rayonné sur les sommets plus bas, se répande sur des couches toujours plus larges du peuple fidèle.

Que Votre Eminence me permette cependant de rappeler que cette œuvre, particulièrement chez nous, est difficile et de longue haleine. Qu'elle pardonne à notre Eglise une certaine méfiance qui porte non sur les personnes aujourd'hui à la tête du combat pour l'unité des chrétiens — loin de là, — mais sur ces événements eux-mêmes. Notre Eglise, en effet, accoutumée depuis des siècles à discerner dans les activités de votre Eglise des intentions tout autres que fraternelles, a tout naturellement du mal à se persuader que les efforts sérieux déployés aujourd'hui par le Saint-Siège pour l'unité des chrétiens sont débarrassés des tendances du passé. C'est pourquoi, à notre Eglise, il faudra que soit donné le temps nécessaire pour qu'elle puisse se convaincre, par les faits, que les mains aujourd'hui tendues sont en fait des mains fraternelles.

Je prie Votre Eminence, ainsi que le reste de l'assemblée, de me pardonner la teneur de la présente allocution. Peut-être encourrai-je sur tout des reproches de la part de certains d'entre nous qui diront que l'occasion propice de cette rencontre fraternelle, se déroulant dans ce saint lieu et au milieu de manifestations de joie à l'occasion de la présence ici de Votre Eminence, n'était pas le moment indiqué pour se livrer à de telles réflexions. Mais je l'ai fait précisément parce que je crois, d'une part, à la nécessité du rapprochement entre nos deux Eglises et, d'autre part, à la sincérité des intentions des chefs de chacune des deux Eglises. Je suis sûr que l'exigence des temps, ainsi que le désir brûlant de notre Sauveur « que tous soient un » ont parlé intensément à leur cœur et que les pas qu'ils ont déjà faits ont pour but la réalisation tangible, la plus prompte possible, de ce désir de notre commun Seigneur. Qu'il me soit permis, de ce point de vue, d'exprimer aussi la joie que je ressens devant tout ce que Sa Sainteté a fait jusqu'à ce jour « pour l'unité de tous ». De même, je prie Votre Eminence, après cet accueil de

bienvenue sur le sol de l'Eglise de Grèce, de transmettre à Sa Sainteté le Très Bienheureux Pape et Patriarche de l'ancienne Rome, mes salutations personnelles dans le Seigneur, ainsi que celles du chœur des vénérables hiérarques qui m'entourent, et de l'assurer que, d'une part, nous avons la plus profonde estime pour tout effort tendant à ce que l'Eglise redevienne un seul troupeau sous l'unique grand Pasteur, notre Sauveur commun à tous, Notre-Seigneur Jésus-Christ, et que, d'autre part, nous ne négligerons rien, dans cette direction, qui soit en notre pouvoir.

En formulant des vœux de longue vie et de santé parfaite pour vous-même, Eminence, ainsi que pour Sa Sainteté que vous représentez si dignement, en vous souhaitant aussi une riche moisson pour vos travaux, nous vous prions de joindre vos prières à celles de notre Eglise pour le succès de la sainte entreprise que vous poursuivez et d'accepter ces modestes présents en souvenir de la visite parmi nous de votre personne bien-aimée dans le Seigneur (1).

REPONSE DU CARDINAL WILLEBRANDS (*)

BÉATITUDE, EXCELLENCES,

Quelle joie remplit mon cœur d'être aujourd'hui avec vous, l'archevêque d'Athènes et de toute la Grèce, et avec les vénérés métropolites du Saint Synode. Bien sûr, le nom de la ville et le nom du pays dont elle est la capitale évoquent le souvenir d'une culture, qui est la source de la civilisation européenne, des sciences, des beaux-arts, de tout ce qui a été la base de notre éducation. Mais pour nous, chrétiens, prêtres et évêques de l'Eglise, Athènes c'est la ville où l'apôtre saint Paul a tenu son grand discours au monde païen, dont le précis nous a été transmis par saint Luc dans les Actes des Apôtres, discours qui, par sa nouveauté, utilisant la sagesse profane, par ses circonstances, étant prononcé devant l'aréopage, par sa profondeur, annonçant la connaissance de Dieu et la résurrection des morts, vaut bien une épître.

En Votre Béatitude et dans la personne des vénérés membres du Saint Synode, je rencontre et je salue toute l'Eglise de Grèce, si riche en souvenirs des apôtres, de leurs disciples, des premières communautés chrétiennes.

Des souvenirs communs

Acceptez l'expression de l'émotion d'un évêque venant de Rome. Combien de souvenirs des temps apostoliques nous sont communs ! Saint Paul n'a-t-il pas adressé aux Romains une de ses grandes épîtres ? N'a-t-il pas personnellement proclamé le royaume de Dieu à Rome (Ac 28, 30) comme il l'avait fait à Athènes ? N'a-t-il pas, après avoir été longtemps prisonnier à Rome, reçu dans cette ville la couronne du martyr ?

(1) Mgr Hiéronymos a remis au cardinal Willebrands une icône représentant saint Paul.

(*) *L'Osservatore Romano*, édition hebdomadaire française, 6 juin 1971. Ce discours a été prononcé en français. Titre et sous-titres de la rédaction.

Parmi les disciples des apôtres, Aquila et Priscilla, chez lesquels l'Apôtre demeura et travailla à Corinthe, ne venaient-ils pas de Rome ? Des temps apostoliques est aussi la lettre du Pape Clément, qui commence par les paroles bien connues : *Ecclesia Dei quae Romae peregrinatur, Ecclesiae Dei quae Corinthi peregrinatur*.

Voilà quelques exemples appartenant au temps apostolique, où nous avons en commun les apôtres et les prophètes, qui sont les fondations de l'Eglise, dont la pierre d'angle est le Christ Jésus lui-même (cf. Ep 2, 20). Les paroles avec lesquelles les Eglises se saluaient avaient toujours le même sens, le même contenu (je cite encore une fois saint Clément) : « A vous grâce et paix de par le Dieu tout-puissant par Jésus-Christ. »

La grâce et la paix

Ces deux paroles, « grâce et paix », que nous voyons liées inséparablement dans les salutations initiales des épîtres pauliniennes, n'expriment-elles pas toute la richesse du mystère chrétien ? La grâce, c'est la vie nouvelle instaurée par Jésus-Christ, c'est le don qui contient tous les autres. La grâce, c'est en même temps la faveur donnée, la bienveillance et la générosité de celui qui donne et qui, par son don, fait de celui qui reçoit un objet de sa complaisance. C'est donc la grâce qui crée l'unité entre Dieu qui donne et l'homme qui reçoit ; elle nous recrée en l'image de Dieu. La philanthropie de Dieu se manifeste pleinement dans le don de son Fils et avec lui il nous a accordé toute faveur (cf. R 8, 32). En lui, « la grâce de Dieu, source de salut pour tous les hommes, s'est manifestée ». (Tt 2, 11.) Cette grâce par laquelle Dieu s'unit à nous et nous unit à lui est aussi le don qui unit d'une manière profonde entre eux tous ceux qui sont recréés par elle. Elle est bien la source intarissable de la communion qui existe entre chrétiens, unis dans le Christ et dans son Esprit, qui est l'Esprit de la grâce (He 10, 29). Le souhait de la grâce ouvre régulièrement les épîtres de saint Paul et exprime le vœu d'unité avec le Père par le Fils dans l'Esprit-Saint, ainsi que de l'unité fraternelle des fils de Dieu.

Dans ce souhait chrétien, la grâce de Dieu est toujours liée à la paix. La paix, qui était annoncée par les prophètes comme la grande espérance, a été accomplie dans le Christ, le « prince de la paix » (Is 9, 5) qui assurera « une paix sans fin ». (Is 9, 6.) C'est comme Serviteur souffrant et par son sacrifice qu'il a réalisé en lui pour tous cette paix universelle et sans fin (cf. Is 53, 5).

Saint Paul a repris le thème de la paix en plusieurs de ses épîtres. Je cite ici son épître aux Ephésiens : « C'est lui, le Christ, qui est notre paix, lui qui des deux n'a fait qu'un peuple, détruisant la barrière qui les séparait, supprimant en sa chair la haine... pour créer en sa personne les deux en un seul Homme nouveau, faire la paix et les réconcilier avec Dieu, tous deux en un seul Corps, par la croix : en sa personne il a tué la Haine. » (Ep 2, 14-16.)

Nous savons bien que dans ce passage l'Apôtre parle de la Loi, « cette Loi des préceptes et avec ses ordonnances ». (*Loc cit.*) Cette Loi, qui était une voie pour aller à Dieu, séparait en fait Israël d'avec Dieu, car elle ne donnait pas par elle-même la force qui permettait de lui être

fidèle ; en même temps elle séparait Israël d'avec les nations. Or, c'est par « Jésus-Christ, par qui nous sont venues la grâce et la vérité » (Jn 1, 17), que la paix aussi nous a été donnée. La paix entre Dieu et l'homme, la paix entre les hommes de toutes les nations. La paix, c'est-à-dire ici la communion de l'unité.

La salutation, que nous retrouvons aussi chez les autres apôtres, n'était pas pour saint Paul une formule conventionnelle ou vide. Elle tire toute sa richesse des promesses de l'Ancien Testament et de l'accomplissement que Dieu leur a donné en Jésus-Christ. Je veux toucher un élément essentiel de la condition humaine, bien mis en relief par le prophète Isaïe quand il parle du serviteur souffrant, et par saint Paul, quand il parle de la réconciliation par la croix. La condition humaine est marquée par le péché. La grâce de Dieu, signifiant sa tendresse, sa fidélité et sa miséricorde, se révèle comme d'autant plus grande à cause des conditions concrètes de l'homme, où elle intervient. Elle se prodigue sur un pécheur, un ennemi de Dieu (Rm 5, 8-10). « Où le péché s'est multiplié, la grâce a surabondé. » (Rm 5, 21.)

Le péché, cause de séparation

Tout cela n'est pas seulement du passé. Tant que le péché n'est pas mort, il continue à causer la séparation entre Dieu et l'homme ; la paix reste toujours une réalité qui doit être rétablie ou affermie jusqu'au jour où le Christ viendra dans sa gloire.

Le péché cause la séparation entre Dieu et l'homme, et ses conséquences provoquent la division entre les hommes. C'est ainsi que Babel est devenu le signe de la confusion et de la division. Mais en face de Babel se lève la cité de Jérusalem, cité de Dieu, cité de la théophanie de la Pentecôte dans le vent et dans le feu. Le don de l'Esprit est la grâce par laquelle la division opérée à Babel trouve son antithèse et prend fin. « Remplis de l'Esprit-Saint, les apôtres commencèrent à parler en d'autres langues, selon que l'Esprit leur donnait de parler » (Ac 2, 4) et toutes les nations qui étaient présentes parmi les assistants ont compris ce parler dans lequel s'exprimait l'Esprit-Saint. Les apôtres ont reçu l'Esprit pour proclamer l'Evangile « jusqu'aux confins de la terre » (Ac 1, 8), « jusqu'à la fin du monde ». (Mt 28, 20.) C'est la pensée qui a été souvent exposée par les Pères grecs et qui fut reprise par le Concile du Vatican ; dans le fait de la Pentecôte « fut préfigurée l'union des peuples dans la catholicité de la foi, par l'Eglise de la Nouvelle Alliance, qui parle toutes les langues, comprend et embrasse dans sa charité toutes les langues, et triomphe ainsi de la dispersion de Babel ». (Décret du II^e Concile du Vatican sur l'activité missionnaire de l'Eglise, n. 4.)

L'esprit de la visite

Chers Frères dans le Christ. S'il y a des divisions entre nous, celles-ci ne rappellent pas l'Esprit de la Pentecôte, mais plutôt le signe de Babel. Le II^e Concile du Vatican reconnaissait ce fait et éprouvait de la douleur devant la division entre chrétiens ; aussi en a-t-il parlé en termes de pénitence et, comme Concile, avec

les représentants des autres Eglises et communautés chrétiennes qui y étaient présents, il a invoqué l'Esprit, source de l'unité, qui nous purifie dans le feu de son amour. Dans l'histoire du salut, le signe de Babel n'est pas resté sans réponse.

J'ai voulu réfléchir et méditer avec vous sur le sens des paroles par lesquelles les apôtres, et notamment saint Paul, l'apôtre commun à Athènes et à Rome, s'adressaient aux Eglises, pour évoquer en notre esprit le riche contenu de ces paroles, qui expriment la magnanimité, la bienveillance, la tendresse, la miséricorde de Dieu, la grandeur du don qu'il nous a confié et la complaisance qu'il met en ceux qui reçoivent ses dons. C'est dans cet esprit que je viens à vous, avec ce souhait de grâce et de paix pour vous, pour votre Eglise. Que cette salutation qui a rempli le cœur des premiers chrétiens retentisse aujourd'hui entre Eglises.

Je voudrais terminer cette brève allocution avec une parole de saint Paul aux Romains : « Poursuivons donc ce qui favorise la paix et l'édification mutuelle. » (Rm 14, 19.)

INTERVIEW

DU CARDINAL WILLEBRANDS SUR SA VISITE A L'EGLISE DE GRECE (1)

QUESTION : *Eminence, votre visite à l'Eglise orthodoxe de Grèce peut-elle être considérée comme le premier contact officiel entre le Saint-Siège et l'Eglise orthodoxe de Grèce ?*

RÉPONSE : En effet, c'est la première fois qu'un représentant de l'Eglise de Rome visite officiellement l'Eglise orthodoxe de Grèce. Comme on le sait, en septembre 1964, mon prédécesseur à la présidence du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, le cardinal Augustin Bea, a visité officiellement la Grèce, lors du transfert à Patras de la relique du chef de saint André. Après les cérémonies organisées à cette occasion, en passant par Athènes, il rendit visite à l'archevêque d'Athènes, alors Mgr Chrysostomos. Mais ma visite actuelle est exclusivement adressée à l'Eglise de Grèce, à son chef, Sa Béatitude l'archevêque d'Athènes et de toute la Grèce, Mgr Hiéronymos et au Saint Synode qu'il préside.

Q. : *Eminence, quelles impressions vous ont laissées les contacts et les conversations que vous avez eus avec Sa Béatitude l'archevêque, le Saint Synode, les professeurs de l'Université et d'autres membres de l'Eglise de Grèce ?*

R. : C'est une profonde émotion et une grande joie spirituelle que j'ai ressenties, ces jours-ci, lors de ma rencontre avec Sa Béatitude l'archevêque d'Athènes que, d'ailleurs, j'ai la chance de connaître depuis de nombreuses années. L'archevêque se distingue non seulement par le chaleureux accueil qui est traditionnel chez les Grecs, mais, outre cela, par la grâce inestimable d'une profonde charité dans le Christ. Il m'a reçu avec une grande cordialité s'exprimant par cet accueil tout à fait grec et cette amitié dans le Seigneur. L'esprit du Christ animait ces deux senti-

ments au cours de nos contacts et échanges de vues. En la personne de Sa Béatitude et des membres du Saint Synode, j'ai constaté une fois de plus la vivacité de l'Eglise orthodoxe de Grèce. Il s'agit d'une Eglise qui sert consciencieusement et activement le plérôme chrétien orthodoxe. Les contacts, officiels ou privés que j'ai eus avec les représentants aussi bien de la hiérarchie que des membres de la Faculté de théologie de l'Université d'Athènes, furent pour moi une nouvelle preuve de la profondeur du désir de l'unité dans l'âme de nos frères orthodoxes, malgré bien sûr les différences d'opinions et des objections sérieuses sur la voie à suivre dans nos efforts œcuméniques. Mais aucune de ces opinions ou objections n'a été exprimée sans une profonde charité et un profond attachement au Christ et à l'Eglise.

Dans notre effort œcuménique, il nous est impossible d'ignorer les problèmes qui malheureusement se sont accumulés entre nous depuis tant de siècles. Je suis tout à fait d'accord avec Sa Béatitude qui, dans son discours, a rappelé que c'est une œuvre difficile et de longue haleine. Sa Béatitude a été dans ses paroles très sincère et réaliste, exposant en même temps les raisons qu'ont les orthodoxes d'être sur la réserve en face des efforts œcuméniques entrepris, et les raisons des démarches précieuses que fait le Saint-Siège en vue de l'unité des chrétiens.

J'ai assuré à Sa Béatitude l'archevêque que l'Eglise catholique, aujourd'hui, reconnaissant le fait de la division et les fautes du passé, par la voix du Concile du Vatican II, s'est prononcée en termes de sincère repentir et de douleur devant les scissions. Voilà donc la raison pour laquelle je suis heureux de ces contacts fraternels et fructueux, au cours desquels ont été échangés des idées, des points de vue, des souhaits, des projets, des problèmes et des difficultés, dans une atmosphère fraternelle. D'ailleurs, n'est-ce pas là ce qu'on appelle dialogue ?

Q. : *Eminence, pendant votre séjour ici, avez-vous visité quelques centres spirituels et œuvres de bienfaisance de l'archevêché d'Athènes ?*

R. : J'ai, bien sûr, visité quelques œuvres de bienfaisance où se développe dans la générosité l'action philanthropique de l'Eglise de Grèce, si agréable à Dieu. J'y ai particulièrement admiré le dévouement des laïcs qui s'y consacrent

— *Théologie de l'avenir*, par E. L. MASCALL. Traduit de l'anglais par FR. DELTEIL. — Un vol. 12,5 X 18,5 cm, de 172 pages. Editions Desclée et Cie, Paris.

— *La Prière œcuménique*, par MAURICE VILLAIN. — Un vol. 13 X 18 cm, de 134 pages. Prix : 12 F. Editions Paulines. Diff. Apostolat des Editions, Paris.

— *Les Conflits de l'existence*. S'affronter et s'entendre, par MARC ORAISON (coll. « Psycho-Guides »). — Un vol. 13,5 X 18 cm, de 128 pages. Le Centurion, Paris.

— *La Femme et les adolescents*. Face à la révolte des jeunes, par SIMONE FABIEN (coll. « Femmes dans la vie »). — Un vol. 13,5 X 18 cm, de 156 pages. Prix : 12 F. Editions du Centurion-Grasset, Paris.

— *La Maison ouverte*. Le savoir-vivre du bonheur, par GHISLAINE LAVAGNE (coll. « Femmes dans la vie »). — Un vol. 13,5 X 18 cm, de 158 pages. Prix : 12 F. Editions Centurion-Grasset, Paris.

(1) *Typos*, Athènes, mai-juin 1971. Cette interview a été accordée au journal *Katholiki*.

LES RELATIONS ENTRE L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET L'ÉGLISE ORTHODOXE RUSSE

Interview du cardinal Willebrands (1)

1. Le rapprochement considérable qui s'est effectué depuis dix ans Les échanges de visites

QUESTION. — *Le dialogue entre l'Eglise orthodoxe russe et l'Eglise catholique a commencé il y a moins de dix ans avec l'envoi, à l'improviste — et peut-être imprévu, — de deux observateurs orthodoxes du patriarcat de Moscou au Concile. Il s'est ensuite développé par des rencontres et des réunions à divers niveaux et en différents endroits. Pouvez-vous nous indiquer quel est actuellement l'état des rapports entre les deux Eglises ?*

RÉPONSE. — On peut dire qu'après une longue période d'ignorance réciproque, et souvent de tension et d'aversion, un rapprochement considérable s'est effectué depuis une dizaine d'années, précisément à la suite de la présence des observateurs délégués de l'Eglise orthodoxe russe au Concile. On a ainsi pu mieux se connaître et un nouveau climat de confiance s'est créé. C'est ainsi que dans les rapports entre les deux Eglises a pu se manifester cette communion « presque complète » qui existe entre les catholiques et les Eglises orthodoxes, comme l'a affirmé récemment le Saint-Père, d'abord au cours d'une audience et ensuite dans une lettre au patriarche œcuménique Athénagoras.

L'une des expressions extérieures de cette communion est le fréquent échange de visites. On sait que le représentant officiel de l'Eglise orthodoxe russe pour les relations à l'extérieur, le métropolite Nikodim de Leningrad et Novgorod, a effectué, depuis le 1^{er} septembre 1963, un bon nombre de visites à Rome. Les catholiques ont, eux aussi, effectué de nombreuses visites, depuis celle de la délégation officielle envoyée à Moscou pour les cinquante ans d'épiscopat du patriarche Alexis, en juillet 1963, jusqu'à la présence d'un délégué du Saint-Père aux funérailles du patriarche Alexis, en avril 1970, et au récent Concile national de l'Eglise orthodoxe russe. Ces échanges de visites naissent de la communion qui existe entre les deux Eglises, bien que d'une façon encore imparfaite, et ils contribuent largement à affermir cette communion.

2. Les rencontres doctrinales de Leningrad et de Bari

QUESTION. — *Quelles sont les questions doctrinales et pratiques pour lesquelles le dialogue est le plus vivant ?*

(1) Traduction (d'après le texte italien original) et sous-titres de la DC. Cette interview du cardinal-président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens a été publiée presque intégralement dans *L'Avenir* (4 juillet 1970), peu après son retour du Concile de Zagorsk.

RÉPONSE. — On sait qu'en décembre 1967, il y a eu à Leningrad une première rencontre entre les experts de l'Eglise orthodoxe russe et les experts catholiques. Cette rencontre s'est poursuivie en décembre dernier en Italie, à Bari (je dirai entre parenthèses que cette ville est particulièrement chère aux Russes, car ils ont une grande vénération pour saint Nicolas dont les reliques sont conservées à Bari). En 1967, on a commencé l'étude de la doctrine sociale catholique. En décembre dernier, pour rester proche des situations concrètes, le thème était : « Le rôle du chrétien dans la société en développement. » On y a étudié plus particulièrement les sujets suivants :

1° L'ascétisme chrétien et le service de l'humanité, en se référant spécialement au rôle de la vie monastique dans le monde moderne ;

2° La collaboration active de l'homme à l'action créatrice de Dieu ;

3° La relation entre la communauté de l'Eglise et la grande famille humaine ;

4° Comment les chrétiens peuvent, en collaborant ensemble, contribuer à rendre le monde plus humain ;

5° La collaboration des chrétiens avec les non-croyants.

J'ai participé personnellement à la première rencontre tout entière, et en partie à la seconde, et je puis confirmer la vérité de ce qui est dit dans le communiqué conjoint publié à la fin de la rencontre de décembre dernier : « Les conversations se sont déroulées dans une atmosphère cordiale et ouverte. Bien que les rapports présentés par les catholiques et les participants orthodoxes russes aient été préparés séparément, les multiples idées communes qu'ils ont fait apparaître montrent combien les deux Eglises sont proches l'une de l'autre dans leur attitude à l'égard des enseignements chrétiens fondamentaux concernant la relation de Dieu avec le monde et le rôle que le chrétien doit jouer dans un monde en perpétuelle mutation. » Le communiqué ajoute d'une façon significative : « Les conversations ne se réduisaient pas à un simple échange de grandes idées. Elles étaient imprégnées d'un esprit de prière commune. »

3. L'admission réciproque aux sacrements

QUESTION. — *Quels sont les objectifs déjà réalisés grâce à ce dialogue, et quels sont, à votre avis, ceux qu'il sera le plus facile de réaliser à l'avenir ?*

RÉPONSE. — L'objectif le plus important qui a été réalisé est précisément la création de ce nouveau climat, en même temps que les diverses manifestations qui sont l'expression de la communauté de vie entre les deux Eglises, et même de leur communion croissante.

Il y a aussi des résultats particuliers qui sont

significatifs. Vous savez que le Concile et ensuite des actes du Saint-Siège ont reconnu la validité et la licéité du mariage entre un catholique (quel que soit son rite) et un orthodoxe, même si ce mariage a été célébré non pas devant un prêtre catholique, mais devant un prêtre orthodoxe, à condition que ce soit avec l'autorisation de l'évêque catholique. Or, le Saint Synode de l'Eglise orthodoxe russe a publié, en 1967, un décret adoptant la même mesure pour les mariages entre un orthodoxe et un catholique.

Un acte de réciprocité semblable a eu lieu pour l'admission à la sainte communion. Le Concile, on le sait, avait décidé qu'aux orthodoxes qui le demandent on peut donner — avec les modalités et les précautions voulues, qu'il serait trop long d'expliquer — les sacrements de pénitence, de l'eucharistie et de l'onction des malades. Le Synode patriarcal de l'Eglise orthodoxe russe, de son côté, a décidé qu'à titre de réciprocité, les catholiques qui sont trop éloignés de leurs prêtres peuvent être admis à la communion à la liturgie orthodoxe russe (2). De source autorisée russe, on a précisé que cette décision se base sur le fait que les orthodoxes ont la même foi que les catholiques en matière de sacrements, et qu'ils célèbrent la même eucharistie.

4. Le Concile de Zagorsk

QUESTION. — Un moment important du dialogue en cours a sans doute été l'invitation adressée par le patriarcat de Moscou à Paul VI pour qu'il envoie une délégation dont les membres assisteraient en qualité d'hôtes à certaines sessions du Concile national de l'Eglise orthodoxe russe, réuni pour élire le nouveau patriarche. Pour l'Eglise orthodoxe russe, il s'agissait d'un acte extrêmement important. Quels sont les aspects qui vous semblent les plus intéressants, compte tenu du fait que c'était le premier Concile national — c'est-à-dire une réunion à laquelle participaient, outre les évêques, des délégués du clergé et du laïc — qui se tenait depuis 1945 (3) ?

RÉPONSE. — Je crois qu'il suffit d'évoquer certaines des principales décisions qui ont été prises. Avant tout, le Concile a confirmé le travail fait par le défunt patriarche Alexis et son Synode pour le développement de l'Eglise orthodoxe pendant les vingt-cinq années de son patriarcat. Il est bien certain que nous ne pouvons pas entrer ici dans tous les détails. Je dois cependant mentionner un point : le Concile a pris acte de l'annulation des unions de Brest et d'Uzhorod, aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. On sait qu'en 1946 et 1949, ces deux unions ont été unilatéralement déclarées abolies, de sorte que ces communautés ont été placées sous la juridiction du patriarcat de Moscou. Il est bien certain que nous ne pouvons pas partager la thèse selon laquelle par l'annulation de ces actes d'union, la situation ecclésiale de nos frères catholiques orientaux en Union soviétique a trouvé sa solution. L'Eglise catholique

est certainement heureuse que ces dernières années, avec l'aide de Dieu, un progrès important ait été effectué dans ses relations avec l'Eglise orthodoxe russe. Cependant, dans ce dialogue de charité qui est en train de se développer, nous continuons fermement à être persuadés, comme nous l'avons toujours été, que des problèmes aussi ardues ne peuvent être résolus unilatéralement.

Quant aux autres résultats du Concile, il a confirmé diverses initiatives et décisions tendant à améliorer et coordonner les relations avec les différentes Eglises orthodoxes. Il a de plus confirmé — et cela est particulièrement important pour nous — la ligne œcuménique du défunt patriarche et de l'Office qui en est chargé, sous la direction, comme on le sait, du métropolite de Leningrad et Novgorod, Nikodim. Le Concile a plus spécialement confirmé le développement des relations avec l'Eglise catholique, et il a souhaité que celles-ci soient approfondies et développées.

Le Concile a de plus pris une initiative ressemblant d'une certaine manière à l'abolition, effectuée à la fin du II^e Concile du Vatican, des excommunications entre l'Eglise catholique et le patriarcat œcuménique. Il y avait, en effet, en Russie des communautés dites de « vieux-croyants » qui, en 1667, à la suite de divergences en matière de rites et de coutumes, avaient été excommuniées par l'Eglise orthodoxe russe. Le récent Concile a aboli cette excommunication et il a exprimé le désir d'un rapprochement réciproque et plus profond avec ces communautés.

Je voudrais encore souligner un aspect particulier qui m'a spécialement frappé : tous les délégués vivaient ensemble au monastère de Zagorsk, ce qui créait une atmosphère d'intimité et facilitait énormément les échanges de vues sur de nombreuses questions, également en dehors des sessions. Quiconque a fait une expérience de cette sorte au Concile du Vatican saura apprécier les bienfaits de cette communauté et de cette intimité. Pour les délégués du Concile national orthodoxe russe, ces bienfaits étaient d'autant plus appréciables que normalement ils vivent dispersés dans les immenses territoires de l'Union soviétique et qu'ils se trouvent donc assez isolés.

5. La situation de l'Eglise orthodoxe russe dans le régime athée

QUESTION. — Comment voyez-vous la situation d'une Eglise qui vit dans un pays dont les dirigeants ont une politique ouvertement athée ?

RÉPONSE. — Je vous répondrai en me référant aux déclarations faites par le métropolite Nikodim lors des conversations de Bari (dont nous avons parlé plus haut), telles qu'elles ont été rapportées dans le communiqué final conjoint. Dans son discours d'ouverture, le métropolite, résumant le travail accompli lors de la rencontre précédente, précisait ainsi la tendance générale qui s'est manifestée dans les conversations : « Il existe une tendance toujours plus grande à engager le monde dans un dialogue ouvert à l'apport aussi bien des chrétiens que de ceux qui ont des convictions différentes. C'est dans ce contexte que nous devons

(2) Cf. DC 1970, n° 1559, p. 293 ; n° 1561, p. 398 ; n° 1572, p. 944 ; 1971, n° 1578, p. 68. (NDLR.)

(3) Cf. DC 1971, n° 1589, p. 647. (NDLR.)

considérer comment le chrétien développe sa vie spirituelle et lutte contre le péché, tant dans sa vie spirituelle que dans sa vie sociale. Dans les situations concrètes, nous ne devons pas seulement combattre le mal ; nous devons aussi apporter une contribution positive au bien. C'est ainsi que dans la société actuelle, en continuels développements, un chrétien a pour tâche, par l'évangélisation, de contribuer à la réconciliation des hommes et à l'avènement de la paix et de la justice sociale dans le monde. C'est par là qu'il contribue à ce processus de développement. »

Je commenterai ces paroles en disant que dans les très nombreux contacts que j'ai eus depuis bientôt dix ans, il m'a toujours été donné de constater que la plus grande préoccupation de nos frères est celle-ci : comment peut-on être un authentique chrétien, absolument fidèle aux principes de sa foi, et en même temps collaborer loyalement avec les autres qui n'ont pas une vision chrétienne du monde ? Lorsqu'on connaît toute la complexité des situations dans lesquelles vivent ces frères, il faut dire que cela est important.

6. Le rôle pédagogique de la liturgie La réalité vivante du Christ ressuscité La foi dans l'Esprit saint

QUESTION. — *Sur la base de votre expérience et de votre connaissance de la tradition théologique et ascétique de l'orthodoxie, quels sont les aspects du patrimoine de la spiritualité russe que vous croyez être les plus intéressants pour les catholiques ?*

RÉPONSE. — Le premier, c'est le rôle de la liturgie pour maintenir et répandre la foi. En effet, pour l'immense majorité des fidèles orthodoxes russes, la liturgie est l'école de religion par excellence. C'est elle qui leur communique la connaissance de la foi, et en même temps leur fait vivre la foi en profondeur. La participation à la liturgie constitue ainsi pour les fidèles une formation permanente et profonde. C'est ce qui explique que la foi ait pu se conserver et se répandre même au milieu de situations très difficiles, depuis plusieurs dizaines d'années.

Dans ce contexte, j'ajouterai deux autres choses qui sont ressenties d'une façon particulièrement vive par les Russes orthodoxes. D'abord un sens profond de la réalité vivante du Christ ressuscité, qui est source de joie et d'espérance. Et ensuite, une foi vivante dans l'Esprit-Saint, toujours à l'œuvre, d'une façon mystérieuse, mais réelle et efficace, dans les individus et dans l'ensemble de l'Eglise. La vie ascétique elle-même, qui dans l'Eglise orthodoxe russe présente des aspects plutôt austères, est elle aussi entièrement imprégnée de cette double foi dans le Christ ressuscité et dans l'action continuelle de l'Esprit-Saint. Il me semble que ces deux aspects aient beaucoup à nous dire à nous catholiques, en cette actuelle période de renouveau. Ils sont particulièrement importants à un moment où l'on est si vivement tenté de réduire l'Evangile à un évangile purement social, en oubliant les dimensions divines de la vie de l'homme.

7. Le dialogue entre les communautés catholiques et orthodoxes d'URSS

QUESTION. — *Au Concile de Zagorsk, n'y avait-il pas aussi, à titre d'hôtes, des évêques catholiques de l'Union soviétique ? Croyez-vous que le dialogue entre Rome et Moscou pourra être bienfaisant également pour les communautés catholiques de ce pays ? Y a-t-il des possibilités de dialogue direct entre les communautés catholiques et orthodoxes d'Union soviétiques ?*

RÉPONSE. — Oui, un évêque administrateur apostolique de Lettonie, deux évêques administrateurs apostoliques de Lituanie et le vicaire général de l'archidiocèse de Vilna, étaient présents au Concile de Zagorsk.

Quant à vos deux autres questions, il me semble qu'il soit préférable de commencer par la seconde, celle portant sur la possibilité d'un dialogue direct entre les communautés catholiques et orthodoxes d'Union soviétique. Notez d'abord qu'il y a des territoires dont la population est en grande majorité catholique et où les orthodoxes sont peu nombreux, par exemple la Lituanie, et d'autres, au contraire, où la grosse majorité de la population est orthodoxe et où les catholiques sont peu nombreux. Par conséquent, il n'existe pas de larges possibilités de dialogue et de collaboration. On peut cependant dire que même dans ce cas il existe en fait entre les communautés de bonnes relations, qui vont même en s'améliorant. Etant donné de plus que les catholiques aussi bien que les orthodoxes sont, en fin de compte, du point de vue religieux, affrontés aux mêmes problèmes, ils sont appelés à s'entendre et à s'aider mutuellement. La réponse à votre autre question est alors facile et évidente : les relations directes entre catholiques et orthodoxes sur le plan local bénéficient certainement, et largement, de la bonne marche, et même du développement croissant des relations entre le Saint-Siège et le patriarcat orthodoxe russe. Meilleures seront ces relations, meilleures aussi pourront être les relations directes sur le plan local.

Pour conclure, je voudrais ajouter que dans nos contacts avec l'Eglise orthodoxe russe, nous ne perdons jamais de vue nos frères des Eglises catholiques orientales.

— *Saint Joseph*, après le Concile Vatican II par FRANCIS L. FILAS, S.J. — Un vol. 14 × 19 cm, de 158 pages. Prix : 15 F. Editions Fides, Montréal (Canada).

— *Demain les cadres*, par GIRARD DONNADIEU. Préface de GILBERT NASSE. — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 180 pages. Prix : 15 F. Editions du Centurion, Paris.

— *Révolution dans la paix*, par DOM HELDER CAMARA (coll. « Livres de vie »). — Un vol. 10,7 × 18 cm, de 152 pages. Prix : 6 F. Editions du Seuil, Paris.

— *Mais il y a le Dieu de Jésus-Christ*, par HENRI BOURGEOIS (coll. « Points de repère »). — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 228 pages. Prix : 13,50 F. Editions Casterman, Paris.

— *Les Religions publiques et l'Eglise*, par LOUIS CHABOT. Cahiers d'études et de recherches, n° 10. — Un vol. 21 × 27 cm, de 62 pages. Prix : \$ 2,00. Office des communications sociales, 178, Québec (Canada).

PASTORALE COMMUNE DES FOYERS MIXTES

Recommandations du Comité épiscopal catholique français et du Comité interépiscopal orthodoxe en France ()*

Les évêques du Comité interépiscopal orthodoxe et leurs experts, les évêques du Comité épiscopal catholique et leurs experts, se rencontrent régulièrement depuis juin 1966 afin de prier et travailler ensemble pour l'Unité. Des sujets pastoraux et théologiques ont été abordés au cours de diverses réunions.

Le 7 décembre 1967 : « L'Eglise orthodoxe en France ; Les mariages mixtes catholiques-orthodoxes ».

Le 26 novembre 1968 : « Le mariage : questions théologiques, canoniques et pastorales ».

Le 30 mai 1969 : « Préparation de recommandations sur la pastorale commune des mariages mixtes ».

Le 9 décembre 1969 : « Les problèmes dits de l'Inter-communion » (communicatio in sacris) : positions des Eglises orthodoxe et catholique.

Le 20 mai 1970 : « L'éducation de la foi des jeunes ».

Le 1^{er} décembre 1970 : Reprise de ce thème avec participation protestante.

Le 28 mai 1971 : Mise au point du projet de recommandations communes pour la pastorale des mariages mixtes (1) et poursuite de la réflexion sur l'éducation de la foi des jeunes.

Remarques préliminaires

A. Le lecteur catholique sera sans doute frappé de la ressemblance de ces recommandations avec celles qui ont été publiées en 1968 par l'Eglise catholique et les Eglises réformées et luthériennes en France.

C'est à dessein que le même plan a été adopté dans les deux documents.

Toutefois des différences notables existent en raison des rapports particuliers entre l'Eglise orthodoxe et l'Eglise catholique : cf. notamment les numéros 18, 19, 24, 26, 29 de ce document.

B. La métropole-exarchat du Patriarche œcuménique en France,

l'archevêché orthodoxe en Europe occidentale (patriarcat œcuménique),

l'évêché du patriarcat de Moscou en France
FONT PARTIE DU COMITÉ INTERÉPISCOPAL ORTHODOXE EN FRANCE.

Pour les autres juridictions orthodoxes en France,

— l'Eglise orthodoxe russe hors frontières,
— les paroisses serbes, roumaines, ukrainiennes,

(*) Unité des chrétiens, revue trimestrielle de formation et d'information œcuménique publiée par le Secrétariat national français pour l'Unité des chrétiens, 17, rue de l'Assomption, Paris-16^e, juillet 1971, p. 25 et s.

Ce numéro, consacré à l'Eglise orthodoxe, donne notamment (p. 20 et s.) de précieux renseignements pratiques sur la situation actuelle de l'Eglise orthodoxe en France, avec la liste et les adresses des églises, associations et institutions orthodoxes en France et en Belgique.

(1) La lenteur de cette mise au point a été provoquée par l'attente des Nouvelles Dispositions catholiques sur les mariages mixtes dont devaient nécessairement tenir compte ces Recommandations.

on s'adressera à leur administration centrale en France.

On fera de même pour l'Eglise arménienne apostolique.

Le prêtre catholique, dans le cas de mariages avec des fidèles des quatre Eglises orientales, prendra également contact avec les autorités compétentes.

Les catholiques pourront toujours recourir aux services du délégué diocésain, à ceux des centres œcuméniques ou du Secrétariat national pour l'Unité des chrétiens.

VOIR LES ADRESSES UTILES AU N° 11.

I. — Préambule

Ces recommandations ont été mises au point par une équipe de travail, mandatée à la fois par le Comité épiscopal catholique pour l'Unité et le Comité interépiscopal orthodoxe en France.

Beaucoup plus que des règles à appliquer servilement, ces recommandations proposent des orientations sur lesquelles un accord de fond existe entre les Eglises catholique et orthodoxe.

II. — Principes généraux

1. A cause des difficultés propres aux mariages mixtes, toutes les Eglises se montrent réservées à l'égard de ces unions. Cependant elles ne les excluent pas et acceptent de les célébrer pour de justes raisons et dans des conditions fixées par leurs disciplines propres. Mais elles savent qu'il ne suffit pas de mettre en garde les fidèles contre les difficultés qu'ils rencontreront. Elles s'efforcent aujourd'hui, chacune de son côté, de leur fournir, par la catéchèse, l'enseignement, la prédication, les sacrements, la vie de la communauté et tous les moyens de grâce, le soutien pastoral qui leur permette de discerner et de surmonter, autant que possible, ces difficultés. Elles ont aussi la volonté d'aider les fiancés et les foyers mixtes à envisager et à vivre leur vie conjugale et familiale de telle manière que ces difficultés elles-mêmes, au lieu d'être cause de heurts entre les époux ou d'indifférence religieuse, puissent, en étant franchement abordées, contribuer à l'approfondissement de la foi et de la vie chrétienne ; et permettre de former des couples stables et unis malgré la division des chrétiens.

2. La pastorale des foyers mixtes n'est qu'un des aspects de la pastorale du mariage, si nécessaire aujourd'hui dans toutes les Eglises. Mais elle constitue une tâche pastorale particulière que les Eglises catholique et orthodoxe doivent assumer en commun en mettant en œuvre les principes d'un authentique œcuménisme (cf. n° 19) dans le cadre des dispositions pastorales et disciplinaires actuelles.

3. Cette pastorale doit être fondée avant tout sur la réalité sacramentelle du mariage en tant qu'il est l'image de l'union du Christ avec son Eglise (Ep 5) et qu'il marque ainsi la présence

de Dieu dans le mystère du couple et du foyer et l'insertion de ce couple et de ce foyer dans l'Eglise.

4. *Les disciplines actuelles en matière de mariages mixtes sont en partie provisoires.* La réflexion en cours dans les Eglises amènera vraisemblablement des changements ; certains points de ce document devront donc être ultérieurement mis à jour. Le programme du futur Concile panorthodoxe prévoit une révision de la législation du mariage et notamment des empêchements au mariage religieux. Le Code de droit canonique catholique est en cours de révision. De toutes façons, la pastorale commune des foyers mixtes sera d'autant plus nécessaire que la responsabilité des époux se trouvera plus directement engagée.

5. La pastorale des foyers mixtes sera inspirée d'un double souci :

a) Le souci de pacifier et d'épanouir des chrétiens marqués plus douloureusement que d'autres par la division des Eglises qu'ils peuvent aider, néanmoins, à assumer dans une recherche vécue de l'unité.

b) Le souci d'aider ces chrétiens à approfondir leur foi, à intensifier leur vie d'époux et de parents chrétiens en trouvant leur insertion dans une vie ecclésiale effective, condition du témoignage œcuménique qu'ils sont appelés à donner. (Cf. n° 28 et 29.)

6. Le danger le plus fréquent aujourd'hui est de voir les deux époux sombrer dans la confusion, l'indifférence ou le découragement. C'est beaucoup moins l'éventuelle « conversion » ou passage de l'un d'entre eux à la communauté à laquelle appartient l'autre.

III. — Les foyers mixtes

7. La pastorale doit tendre à prendre en charge tous les fiancés ou foyers mixtes, même ceux qui sont les plus éloignés de l'Eglise et qui se croient ou se sentent « rejetés » de leur communauté. En tenant compte de chaque situation particulière, elle doit s'adresser à tous les couples, même s'ils n'ont pas reçu le sacrement de mariage.

8. La diversité des couples est très grande. De manière schématique, l'on pourrait distinguer les cas suivants :

a) De nombreux mariages, même s'ils sont bénis dans l'une ou l'autre Eglise, sont contractés entre des personnes d'origine chrétienne mais qui sont en réalité indifférentes ou incroyantes. Ces foyers ont avant tout besoin d'être évangélisés. On veillera en tout cas à ce que l'annonce de l'Evangile se fasse dans un climat œcuménique : qu'elle ne soit pas et n'apparaisse pas comme la « propagande » confessionnelle d'une Eglise aux dépens de l'autre et donc comme une forme plus ou moins déguisée de prosélytisme (2).

(2) On entend par « prosélytisme » une manière d'agir non conforme à l'esprit évangélique dans la mesure où elle utilise des moyens contestables pour attirer quelqu'un à une communauté en abusant par exemple de son ignorance ou de son désarroi.

b) Il y a aussi des foyers où l'un des deux conjoints est croyant et fidèlement attaché à son Eglise et l'autre indifférent ou détaché. Souvent le mariage aura été célébré dans l'Eglise à laquelle appartient le premier. Dans ce cas le second ne se trouve pas en situation normale par rapport à son Eglise d'origine. La responsabilité pastorale de ces foyers incombe en premier lieu au prêtre de l'Eglise dans laquelle le mariage a été célébré. Mais ce dernier devra avoir une ouverture œcuménique et un tact spirituel lui permettant de discerner l'opportunité de proposer à tel ou tel couple une rencontre avec le prêtre de l'autre Eglise.

c) Il y a enfin des conjoints qui sont tous deux sincèrement croyants, pratiquants et désireux de demeurer fidèles à leur Eglise. C'est dans ce cas que se posent les questions les plus douloureuses. C'est pourquoi, ce sont ces chrétiens que visent d'abord les remarques qui vont suivre. Il ne s'agit pas d'une situation imaginaire prise abstraitement comme point de référence : les foyers mixtes convaincus sont nombreux aujourd'hui. C'est pour eux que la pastorale s'impose au premier chef. Cela ne signifie aucunement qu'il ne faille pas proposer à tous les autres couples — dans toute la mesure du possible — les principes d'émulation spirituelle dont il va être question (cf. n° 19 et s.).

IV. — Les conseillers spirituels

9. Il est très souhaitable que la pastorale des fiancés et des couples mixtes soit assumée en commun par les deux Eglises. Cela implique une prise de conscience de leur responsabilité à cet égard, de la part de tous les membres de l'Eglise, les laïcs comme les responsables ecclésiastiques. La collaboration des prêtres des Eglises concernées peut revêtir des formes diverses. Dans tous les cas, ils encourageront les deux fiancés ou conjoints à vivre loyalement leur foi et les aideront à rechercher l'unité spirituelle de leur foyer.

10. Le ministère auprès des foyers mixtes requiert des prêtres certaines qualités spirituelles :

a) Ils doivent être disponibles au dialogue, et avoir aussi une claire conscience de la dimension œcuménique qu'implique toute recherche ou affirmation théologique ainsi que toute action pastorale. Sans rien minimiser des exigences de la foi de leur Eglise, ils doivent donc arriver à une liberté intérieure qui les garde aussi bien du faux irénisme que d'une attitude de défense confessionnelle. Il s'agit d'arriver à surmonter certains réflexes d'autodéfense pour devenir ensemble d'authentiques serviteurs de l'Evangile auprès des couples qui leur sont confiés.

b) Cette ouverture d'esprit œcuménique s'enracine dans une connaissance très sûre des doctrines des Eglises — à commencer par celle à laquelle on appartient — ainsi que de leurs disciplines et des incidences qu'elles ont sur les mentalités et les sensibilités.

c) Les prêtres doivent aussi faire preuve d'un discernement spirituel et psychologique qui les rende attentifs à la diversité des situations

concrètement vécues par les couples et aptes à comprendre à quel niveau et dans quel domaine précis l'aide pastorale peut intervenir.

d) Pour pouvoir utilement collaborer, les prêtres catholiques et orthodoxes devront entretenir dans toute la mesure du possible de solides et loyales relations d'amitié dans la confiance mutuelle.

11. Il faut souhaiter que des prêtres de plus en plus nombreux soient en mesure d'aider les fiancés et les foyers mixtes grâce à la formation qu'ils auront reçue dans ce but, soit dans les séminaires et les écoles de théologie, soit dans des Instituts œcuméniques, soit par d'autres moyens. Mais dans bien des cas actuellement, l'aide de spécialistes sera nécessaire et il importe que les prêtres consultent ces experts.

12. Le souci des fiancés et des foyers mixtes doit être l'affaire de toute l'Eglise. Tant au plan national qu'au plan régional ou diocésain, on prendra soin d'établir les coordinations nécessaires entre les spécialistes, clercs ou laïcs, et les diverses instances intéressées. Mais l'on veillera aussi à ce que *tous les chrétiens* prennent mieux conscience de leurs responsabilités dans l'accueil des foyers mixtes, pour que les uns et les autres s'aident mutuellement à participer pleinement à la vie de l'Eglise.

V. — Préparation au mariage

13. C'est dès la préparation au mariage et, si possible, dès le début des fiançailles, que doit être mise en œuvre la pastorale commune.

Il importe avant tout d'attirer l'attention des fiancés sur la signification du mariage chrétien et les responsabilités qu'il implique. La catéchèse pré-nuptiale ne saurait donc se limiter à la préparation d'une « cérémonie » : elle exige une instruction relative à la doctrine chrétienne du mariage comme sacrement, à sa sainteté, à son unité, à la fidélité que les époux se doivent pour la vie ; elle exige aussi une claire information sur les dispositions disciplinaires ou canoniques qui en sont la conséquence.

Dans toute la mesure du possible, cette information et cette instruction seront assurées par une collaboration des deux ministres, dans des entretiens séparés ou en commun avec les fiancés. Dans ce temps de recherche, ces conseillers spirituels s'inspireront des recommandations faites par les Eglises. Ils veilleront, en particulier, à adopter une attitude pastorale qui allie le respect de la conscience des futurs époux à l'éducation attentive de leurs responsabilités. Ils feront appel à leur foi, à leur charité, à la fidélité qu'ils doivent aux engagements de leur baptême. Ils les aideront à réfléchir, à se dégager des pressions, puis à prendre ensemble leurs responsabilités dans les décisions qui entraîneront le choix qu'ils feront pour la célébration de leur mariage.

Dans le cas où l'un des prêtres est unilatéralement sollicité de célébrer un mariage mixte, il est très souhaitable qu'il en fasse part, au moins à titre d'information, au ministre de l'autre Eglise et, si possible, qu'il invite le futur couple à le rencontrer.

14. L'Eglise orthodoxe demande que le mariage soit célébré par un prêtre orthodoxe, autrement

le conjoint orthodoxe se trouverait dans une situation anormale vis-à-vis de son Eglise (3).

L'Eglise catholique de son côté demande que le mariage ait lieu en son sein ; elle reconnaît toutefois la validité du mariage d'un catholique célébré dans l'Eglise orthodoxe. De toute façon le conjoint catholique doit s'adresser à son évêque par l'intermédiaire du prêtre qui s'occupe de son mariage. Si des raisons valables militent en faveur d'une célébration non à l'Eglise catholique mais à l'Eglise orthodoxe, l'évêque est habilité à en donner l'autorisation. Cette autorisation est requise pour que cette célébration soit conforme à l'esprit et aux dispositions de l'Eglise (licéité du mariage).

15. Les Nouvelles Dispositions pour les diocèses de France demandent aux prêtres catholiques de rappeler au catholique « qu'il est tenu en conscience par la grave obligation de faire tout ce qui dépend de lui pour que ses enfants soient baptisés et élevés » dans son Eglise et puissent participer à sa vie culturelle et sacramentelle (4). De son côté, l'Eglise orthodoxe demande que les enfants issus d'un mariage mixte soient baptisés et éduqués dans la foi orthodoxe. Devant les conflits de conscience qui surgiront entre les fiancés, les prêtres s'efforceront, dans une collaboration aussi étroite que possible, de les aider à clarifier leur dialogue et à trouver la solution la meilleure pour eux : dans le respect de la foi de chacun, il faut sauvegarder au maximum l'unité fondamentale du couple et la responsabilité commune des deux époux face aux questions de la vie chrétienne familiale et conjugale.

16. Il faut constater la grave difficulté résultant d'une attitude divergente des Eglises à propos du divorce. Alors en effet que l'Eglise catholique n'autorise jamais à contracter mariage avec un divorcé (d'un mariage valide), l'Eglise orthodoxe remarie les divorcés en faveur desquels le divorce a été prononcé à la suite d'une procédure ecclésiastique.

En raison de cette difficulté, pour être fidèle à la doctrine et à la discipline de son Eglise, le prêtre catholique, dans l'entretien préalable à un mariage mixte, s'assurera que le conjoint orthodoxe est décidé à s'engager pour la vie.

De son côté, le prêtre orthodoxe avertira loyalement le catholique divorcé désireux de se remarier ou le catholique désireux d'épouser un orthodoxe divorcé que l'Eglise catholique ne reconnaît pas la validité d'un tel mariage.

La doctrine de l'unité et de la permanence du mariage chrétien doit constituer un thème

(3) Il faut signaler que :

a) Le patriarchat orthodoxe de Moscou, par un décret synodal, admet, dans des cas exceptionnels, de reconnaître la validité des mariages mixtes bénis liturgiquement par un prêtre catholique à condition que l'évêque orthodoxe local ait donné son autorisation ;

b) Le mariage d'un ressortissant grec, s'il n'est pas célébré dans l'Eglise orthodoxe, sera sans effets légaux en Grèce.

(4) L'engagement qui était naguère demandé au conjoint non catholique par l'Instruction *Matrimonii Sacramentum* (18 mars 1966) de ne pas faire obstacle au baptême et à l'éducation catholique des enfants n'existant plus, la partie non catholique sera loyalement informée, avec toute la délicatesse voulue des obligations qui s'imposent à son conjoint catholique et de leurs motivations (Nouvelles Dispositions, n° 2).

majeur de toute catéchèse du sacrement et elle doit inspirer toute action pastorale l'accompagnant. Malgré la condescendance pastorale qu'elle pratique dans des cas graves, l'Eglise orthodoxe considère également le divorce comme une atteinte à l'idéal évangélique du mariage (5).

VI. — Célébration du mariage

17. Sur ce point il convient de suivre les directives déjà données dans les documents disciplinaires des Eglises (6).

Dans des cas exceptionnels où certaines dérogations aux dispositions en vigueur apparaîtraient nécessaires pour des motifs d'ordre pastoral, ces dérogations devront être soumises à la décision des autorités ecclésiastiques. La présence à la célébration du mariage dans l'une des Eglises concernées du prêtre de l'autre Eglise est souvent demandée. Ceci est possible à condition d'éviter toute confusion; le prêtre invité pourra prononcer une homélie accompagnée d'une prière. Il n'est pas exclu non plus que, après ou avant la célébration du mariage selon le rituel d'une Eglise, des prières ou actions de grâces puissent être offertes dans l'autre Eglise.

18. En ce qui concerne la communion eucharistique dont le besoin peut être particulièrement ressenti à l'occasion de la célébration du mariage, il faut savoir que :

a) D'une manière générale l'Eglise catholique envisage la possibilité d'admettre les orthodoxes à la communion eucharistique catholique et de permettre aux catholiques de communier à l'Eglise orthodoxe sous certaines conditions, notamment sous la réserve de l'accord des autorités orthodoxes compétentes (7).

b) La discipline commune de l'Eglise orthodoxe, tout en exhortant les fiancés à communier en vue de leur mariage, n'envisage pas nécessairement l'Eucharistie au cours de sa célébration même. D'une manière générale, l'Eglise orthodoxe n'autorise pas ses fidèles à communier hors de l'orthodoxie et elle n'admet pas des non-orthodoxes à sa propre communion eucharistique.

Les conseillers spirituels auront le souci de rappeler que c'est le devoir des Eglises encore désunies de rechercher le rétablissement de la pleine communion dont l'Eucharistie est le signe; mais que ce problème ne pourra pas être résolu par des prises de position individuelles.

Toutefois, devant la souffrance des foyers mixtes, les Eglises prennent conscience de leur responsabilité dans ce domaine et de l'urgence qu'il y a de promouvoir à tous les niveaux les efforts pour la restauration de la pleine unité chrétienne.

VII. — Vie spirituelle du couple

19. Les prêtres commenteront aux fiancés la déclaration faite à Rome le 28 octobre 1967 (8) par le Pape Paul VI et le patriarche Athénagoras, au terme de laquelle s'« il existe encore

(5) L'Eglise orthodoxe tient à ce point à l'unicité du mariage qu'elle exclut de l'accession au clergé tout homme remarié, fût-ce en cas de veuvage.

(6) On pourra se reporter en particulier aux Nouvelles Dispositions pour les diocèses de France (nos 7-8-9). (DC 1970, n° 1576, p. 1126 - NDLR.)

(7) Directoire des questions œcuméniques, nos 41-42.

(8) *Documentation Catholique*, 19 novembre 1967, n° 1505.

des points à éclaircir et des obstacles à surmonter avant d'arriver à l'unité dans la profession de foi nécessaire au rétablissement de la pleine communion », l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe « se redécouvrent encore davantage comme Eglises sœurs ».

Par conséquent, sans nier ce qui les divise encore, les fiancés chercheront, avec l'aide de leurs conseillers, à vivre des richesses chrétiennes qui leur sont d'ores et déjà communes. L'émulation spirituelle — qui est le contraire de la polémique et qui n'a rien à voir avec le compromis — devra être un stimulant pour la foi et la vie chrétienne de chacun des deux conjoints.

20. Les conseillers aideront en particulier les foyers à trouver le rythme de leur vie spirituelle. Ils veilleront à ce qu'ils ne prennent pas pour particulières à leur cas des difficultés qui sont souvent, en réalité, celles de tous les couples : l'apprentissage de la prière en commun, notamment, est rarement facile. Ils les aideront pour cela à découvrir les richesses des traditions liturgiques et spirituelles de l'Orient et de l'Occident chrétiens (9). Ils ne négligeront pas de les orienter vers la lecture de l'Ecriture sainte et la méditation de la Parole de Dieu. Ils les aideront à discerner les éléments traditionnels qui peuvent entrer dans la prière familiale (textes, gestes, etc.) et ceux qui doivent rester propres à chacun d'eux.

21. On ne peut exclure l'éventualité de la décision de l'un des conjoints d'entrer dans l'Eglise à laquelle appartient l'autre. Il faut se montrer prudent à l'égard de ces « passages » avant le mariage dans la mesure où ils risquent d'être inspirés avant tout par le désir de supprimer des obstacles placés devant une union à laquelle les fiancés tiennent. Après le mariage, pareils « passages » sont moins ambigus; ils peuvent procéder, pour l'un ou l'autre des époux, ou pour le couple, d'une évolution spirituelle grâce à une recherche loyale de la volonté du Seigneur dans la vérité. Mais on veillera soigneusement à l'authenticité de cette démarche. En pareille circonstance, la collaboration confiante des prêtres entre eux sera une garantie d'objectivité.

VIII. — Education chrétienne des enfants

22. Les parents sont tous deux ensemble les premiers responsables de la formation chrétienne de leurs enfants. Ce qui signifie que, dans le respect des raisons et des convictions religieuses de chacun d'entre eux, ils doivent prendre ensemble les décisions qu'ils pourront tous deux approuver en conscience. Si grave donc que soit l'obligation, qui subsiste toujours, faite au catholique de promettre de faire tout ce qui dépend de lui pour que ses enfants soient baptisés et élevés dans l'Eglise catholique, on peut admettre que l'exécution n'en soit pas urgente, « tout en remarquant que « faire tout ce qui dépend de lui » n'est pas pour le fiancé ou le conjoint une pure alternative de tout ou rien (10) ».

23. Le baptême et l'éducation des enfants poseront à nouveau des problèmes envisagés et résolus plus ou moins bien à l'époque des

(9) Décret sur l'œcuménisme, nos 14-18.

(10) *Nouvelles Dispositions*, n° 2.

fiançailles, ou bien ils en feront surgir d'autres. Les époux seront aptes à leur trouver des solutions, avec l'aide de leurs conseillers, dans la mesure où ils auront d'abord résolu leurs problèmes au niveau du couple, dans un dialogue constant et exigeant.

24. Normalement l'orientation ecclésiale des enfants aura été décidée clairement par les fiancés au moment du mariage. Les conseillers spirituels aideront donc les couples à se tenir à cette décision ou à la prendre si ce n'est pas encore fait.

Les enfants doivent être élevés sans équivoque dans une Eglise et dans une seule. Mais il est bon qu'ils soient en même temps, selon une sage pédagogie, ouverts aux valeurs spirituelles de l'Eglise à laquelle ils n'appartiennent pas mais qui est représentée auprès d'eux par leur père ou par leur mère.

Les parents seront capables de faire saisir à leurs enfants l'heureuse complémentarité de nombreuses traditions de l'Eglise orthodoxe et de l'Eglise catholique dans la mesure même où ils auront perçu déjà cette complémentarité au niveau du couple et qu'ils auront appris à vivre ensemble en esprit d'émulation spirituelle.

Les parents seront aidés par l'usage dans l'une et l'autre Eglise d'une solide catéchèse essentiellement fondée sur l'amour et la connaissance de Jésus-Christ Sauveur et Seigneur, qui nous introduit au mystère de la communion avec Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit, et sur les sacrements qui réalisent cette communion dans l'Eglise.

25. Tous les enfants d'une même famille seront baptisés et élevés dans une seule Eglise. La répartition entre les deux Eglises — solution qui a en fait été pratiquée dans le passé, selon des critères variés — est en réalité un compromis très rarement heureux pour les enfants eux-mêmes, et gravement préjudiciable à la communauté familiale.

26. Les prêtres apporteront un soin tout particulier à préparer avec les parents le baptême des enfants. Ce sera l'occasion d'un effort catéchétique, liturgique et œcuménique bienfaisant pour tous.

En raison de l'étroite communion qui existe entre l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe, il est permis qu'à côté d'un parrain ou d'une marraine appartenant à la même Eglise que les enfants, on fasse appel à un parrain ou à une marraine de l'autre Eglise. Dans ce cas, la responsabilité de veiller à l'éducation chrétienne de l'enfant appartient en premier lieu au parrain ou à la marraine qui est membre de la même Eglise que lui.

IX. — L'insertion du couple dans la vie de l'Eglise

A. Communautés paroissiales

27. Les conseillers spirituels aideront chacun des conjoints à participer, aussi largement que possible, à la vie de sa propre Eglise. Mais en même temps il faut tendre — dans les limites qu'autorisent les deux Eglises — à une présence du couple comme tel dans chacune des deux communautés chrétiennes afin que les époux perçoivent la vie spirituelle dont l'un et l'autre ont à être nourris. L'équilibre entre activité indi-

viduelle et activité du couple n'est pas facile à trouver; il est variable suivant les lieux, les temps, les personnes.

28. Dans la vie paroissiale, cette participation commune peut être envisagée au niveau de la vie cultuelle et au niveau des activités apostoliques : cercles d'étude, groupes de réflexion ou d'action, œuvres caritatives, réunions bibliques, œcuméniques, etc. La réalisation de ce deuxième point dépend essentiellement de ce qu'offrent les communautés locales : dans la situation actuelle, c'est, semble-t-il, d'une manière habituelle principalement à des activités œcuméniques ou de témoignage dans le monde, ainsi qu'à des œuvres caritatives que les époux pourront prendre part ensemble.

29. Pour la vie cultuelle, à condition que cela ne mette pas en cause l'insertion de chacun des époux dans sa propre Eglise, il est bon que le couple puisse adopter le principe d'une certaine participation en commun à la vie liturgique des deux paroisses. Pour chacun des deux conjoints, cette participation trouve sa source dans le désir de mieux connaître la vie chrétienne de son partenaire en ce qu'elle a d'essentiel et de la partager avec lui; elle ne sera réellement fructueuse que si elle est précédée et suivie d'une explication des rites et de la vie liturgique; aidés par les prêtres, les époux sauront se donner mutuellement cet enseignement nécessaire, qui aura commencé dès les fiançailles (11).

30. Dans la situation actuelle, cette participation ne peut aller jusqu'à la réception en commun du sacrement de l'Eucharistie (cf. ci-dessus n° 18). Les conseillers spirituels s'efforceront de montrer aux époux les raisons de cette impossibilité. Mais surtout ils les aideront à comprendre le sens profond d'une souffrance qu'ils doivent assumer dans une prière encore plus intense pour l'unité plénière de tous les disciples du Christ. C'est là une des conditions pour que les foyers mixtes puissent apporter une contribution positive au développement de la vie œcuménique des Eglises.

31. Les prêtres catholiques doivent se tourner avec sollicitude vers les foyers dans lesquels le conjoint catholique est, pour une raison ou pour une autre, dans une « situation irrégulière » par rapport à son Eglise. Par une pastorale appropriée, ils s'efforceront de susciter en lui les sentiments permettant d'envisager une réintégration plénière dans la vie sacramentelle de l'Eglise catholique (12).

Dans l'attente de cette réintégration plénière et dans le cas où elle ne serait pas possible, les prêtres aideront ces catholiques à vivre au mieux des valeurs ecclésiales et des moyens de grâce (prière, assistance à la messe, audition de la Parole de Dieu, lecture de l'Ecriture, etc.) qui sont toujours à leur disposition.

32. De même, les prêtres orthodoxes veilleront à entourer de façon particulière leurs fidèles

(11) Il conviendra de rappeler au conjoint catholique que lorsqu'il participe ainsi à la liturgie orthodoxe, un dimanche ou jour de fête, il n'est pas tenu de participer ce jour-là à la célébration de la messe catholique (cf. Directoire des questions œcuméniques, nos 47 et 50).

(12) Nouvelles Dispositions — Section III.

qui ne sont pas mariés dans l'Eglise orthodoxe ou dont les enfants sont élevés dans le catholicisme. Ils les aideront à conserver ou retrouver leur place dans la communauté orthodoxe, à vivre leur vie conjugale dans le respect de la conscience de leur conjoint catholique, tout en lui apportant librement le témoignage de leur foi et de leur vie chrétienne. Ils éveilleront le sens de leur responsabilité dans la part qu'ils doivent naturellement avoir dans l'éducation chrétienne de leurs enfants.

B. Groupes, sessions, rencontres

33. Pour permettre aux couples mixtes de mettre en commun les joies, les difficultés qui leur sont propres, et de profiter de l'expérience, des suggestions et des conseils de personnes qualifiées, l'on pourra créer, avec l'accord des autorités des deux Eglises, des groupes de foyers mixtes ou bien organiser à leur intention des sessions, des rencontres ou des retraites. La demande pourra venir — et ce sera excellent — des foyers eux-mêmes. Parfois une initiative pastorale sera nécessaire. Il existe déjà des activités de ce genre, en particulier pour des foyers catholiques-protestants. Des activités analogues pour des foyers orthodoxes-catholiques pourraient être organisées. Ces rencontres seront animées par des conseillers spirituels, avec la coopération de couples mixtes ayant trouvé leur équilibre humain et spirituel. La prière et les célébrations liturgiques y ont naturellement place : on y appliquera, avec sagesse pastorale, ce qui est dit plus haut aux n°s 29 et 30.

On veillera à ce que la pastorale ne dégénère pas en une simple recherche de « solutions », voire de « recettes ».

34. Le but de ces activités est d'aider tous les foyers mixtes, quelle que soit leur situation spirituelle, à prendre conscience de la vraie profondeur du dialogue et de la recherche, dans le souci de leur propre insertion ecclésiale. S'il peut être souhaitable de les organiser à l'échelon d'une ville ou d'un diocèse, elles ne devront cependant pas arracher ces foyers aux communautés paroissiales, qui auront — en la personne de leur pasteur et en leurs membres — à se faire de plus en plus fraternellement accueillantes aux foyers mixtes et ouvertes à leur témoignage.

35. Les thèmes de réflexion à aborder dans ces réunions ou ces sessions sont à déterminer d'un commun accord par les responsables et ils seront choisis en fonction des besoins exprimés ou pressentis.

On consultera avec grand profit les conseillers spirituels qui ont déjà fait un certain nombre d'expériences et peuvent communiquer des programmes d'étude ou d'entretien.

D'une manière générale on peut tenir compte des indications suivantes :

a) Une large place doit être faite à la découverte pratique par les fiancés ou le couple des traditions liturgiques et spirituelles de l'Eglise orthodoxe et de l'Eglise catholique.

b) On ne négligera pas les problèmes ecclésiologiques qui séparent encore le catholicisme et l'orthodoxie : priorité de l'Eglise locale, manière de vivre la collégialité épiscopale, rôle de l'évêque de Rome, etc.

c) Mais, plus encore, on aidera les conjoints et les couples à approfondir ensemble les valeurs ecclésiales qui leur sont d'ores et déjà communes : les sacrements, en particulier l'Eucharistie (même s'ils ne peuvent pas encore la recevoir ensemble), la prière individuelle et communautaire, la lecture de l'Ecriture Sainte comprise comme une écoute en commun de la Parole de Dieu dans la Tradition de l'Eglise.

d) En traitant des problèmes de vie conjugale, on se souviendra que les difficultés en ce domaine ne proviennent pas nécessairement toutes de différences entre les Eglises. On ne craindra pas d'aborder les problèmes d'éthique sexuelle sous l'angle de la responsabilité commune à la lumière de l'Evangile et des indications pastorales des Eglises.

C'est aussi à partir d'une morale de la responsabilité qu'il conviendra de traiter les questions d'éducation chrétienne et d'engagement dans la vie civique.

Conclusion

36. Les prêtres et les conseillers spirituels auront à cœur d'exprimer leur joie et de dire leurs encouragements aux foyers mixtes qui s'efforcent d'être loyalement fidèles à leurs engagements et qui, par leur prière, leur rencontre en Jésus-Christ, leur courage enfin, éclairent et font progresser les Eglises elles-mêmes sur le chemin de l'Unité plénière.

X. — Textes de base

Il faut connaître et utiliser les documents suivants dont ces recommandations ne sont que l'application :

— *Décret de Vatican II sur l'œcuménisme.*

— *Nouvelles Dispositions pour les diocèses de France.*

(*Unité des chrétiens*, revue du Secrétariat national, 17, rue de l'Assomption, Paris, XVI^e.)

— *Directoire des questions œcuméniques, publié par le Secrétariat romain pour l'Unité.* Première partie (*Documentation Catholique*, 18 juin 1967 ; *Pages Documentaires*, n° 7, août 1967 ; *Vers l'Unité chrétienne*, n° 194-195, juin-août 1967).

— *Décret sur les mariages mixtes entre catholiques et non-catholiques orientaux baptisés*, 22 février 1967 (*Documentation Catholique* du 19 mars 1967, n° 1490 ; *Istina*, 1967, 2, p. 205-206).

— *Décret du Synode du patriarcat de Moscou du 4 avril 1967* (*Journal du patriarcat de Moscou*, 1967, n° 5).

— *Les législations et jurisprudences respectives des Eglises orthodoxes autocéphales* dont relèvent les diverses communautés orthodoxes en France.

— *Le Code civil de l'Etat grec* (ayant valeur pour l'Eglise de Grèce et les communautés grecques à l'étranger).

— *Constitution de l'Eglise grecque* (*Istina*, 1971, 2).

XI. — Adresses utiles

— Métropole orthodoxe grecque en France et exarchat du patriarche œcuménique, 7, rue Georges-Bizet, 75-Paris, XVI^e. Tél. 727-56-10.

— Archevêché orthodoxe en Europe occidentale (patriarcat œcuménique), 12, rue Daru, 75-Paris, VIII^e. Tél. 622-38-91.

— Evêché du patriarcat de Moscou en France, 26, rue Péclel, 75-Paris, XV^e. Tél. 828-99-00.

— Administration du diocèse de l'Europe occidentale de l'Eglise orthodoxe hors frontières : délégation en France, 46, rue Abel-Vacher, 92-Meudon. Tél. 027-19-16.

— Administration des Eglises ukrainiennes en France, 5, rue Gasnier-Guy, 75-Paris, XX^e.

— Eglise orthodoxe roumaine, 9, bis, rue Jean-de-Beauvais, 75-Paris, V^e. Tél. 033-67-47.

— Eglise orthodoxe serbe Saint-Sava, 25, rue de Simphon, 75-Paris, XVIII^e. Tél. 587-12-45.

— Archevêché de l'Eglise arménienne apostolique, 15, rue Jean-Goujon, 75-Paris, VIII^e. Tél. 359-67-03.

— Centre Istina, 45, rue de la Glacière, 75-Paris, XIII^e. Tél. 535-37-04.

— Centre Unité chrétienne, 2, rue Jean-Carriès, 69-Lyon, V^e. Tél. 42-11-67.

— Centre Saint-Irénée, 2, place Gailleton, 69-Lyon, II^e. Tél. 37-49-82.

— Abbaye de Ligugé : 86.

— Abbaye du Bec-Hellouin : 27.

— Secrétariat national pour l'Unité des chrétiens, 17, rue de l'Assomption, 75-Paris, XVI^e. Tél. 647-73-57, 950-17-36.

— Délégué diocésain pour l'Unité des chrétiens, s'adresser à l'évêché de chaque diocèse.

— La liste complète des délégués régionaux et diocésains a été publiée dans le n° 1 d'Unité des chrétiens, janvier 1971.

REACTIONS DES METROPOLITES GRECS ORTHODOXES DE PRAGUE ET DE VARSOVIE A L'EGARD DE L'ŒCUMENISME

Réunis à l'occasion du 150^e anniversaire de l'indépendance de la Grèce et de l'inauguration du Centre interorthodoxe d'Athènes, un certain nombre de métropolites et d'évêques de l'Eglise orthodoxe ont abordé lors d'un colloque le problème de l'œcuménisme. Les interventions des métropolites de Prague et de Varsovie ont notamment montré les difficultés auxquelles se heurte encore la recherche de l'Unité entre les chrétiens.*

**

BASILE, métropolite de Varsovie, a abordé les difficultés auxquelles se heurte l'œcuménisme en Pologne.

Je suis plein de joie parce qu'« aujourd'hui la grâce de l'Esprit-Saint nous a réunis » afin de discuter des problèmes communs de l'orthodoxie. Pour ce qui est du thème proposé, je suis d'accord pour dire que nous devons tous agir de concert. Et maintenant, je vous prie de prêter attention à un certain nombre de réflexions sur l'œcuménisme relativement à l'Eglise catholique romaine de Pologne. Lorsque les catholiques romains parlent d'« œcuménisme », ils pensent à la

soumission de l'Eglise orthodoxe sous la tutelle de Rome. Le 11 janvier 1971, le cardinal Wyszynski a raillé l'Eglise orthodoxe et moi-même dans un discours officiel, en provoquant les rires des étudiants lors d'un rassemblement. Les Uniates, qui sont environ 300 000, sont prêts, d'accord avec les catholiques romains, à procéder comme dans le passé en Tchécoslovaquie. S'il n'y avait pas la force protectrice du pouvoir nous aurions une guerre de religion. Nous, orthodoxes, nous attendons sur le rocher qu'est le Christ et nous avons besoin de l'appui moral de toutes les Eglises orthodoxes. Les catholiques romains seraient prêts à nous accorder tout ce que nous voulons, à condition que nous acceptions des accommodements suspects. Mais nous n'abandonnerons pas un seul iota de la foi, nous ne vendrons pas pour un plat de lentilles le droit d'aïnesse. Je trouve ici avec une âme éprouvée par ces malheurs de l'Eglise et j'exprime ma reconnaissance pour le fait que le Seigneur nous a rassemblés ; je prie avec une grande émotion le Seigneur pour qu'il donne la paix aux orthodoxes, parce que l'orthodoxie est la mère de toutes les Eglises, le soleil qui illumine toute chose et donne la force de porter la croix de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

•

DOROTHEE, métropolite de Prague, a particulièrement insisté sur le problème posé par les mariages mixtes.

Nous sommes très reconnaissants envers le Très Bienheureux Président de l'Eglise de Grèce d'avoir abordé ce thème devant les membres du Saint Synode. Nous vivons à une époque très difficile qui exige que chaque pas dans notre vie soit accompli avec beaucoup de prudence. L'idée de l'union des Eglises est une idée bénie. Mais en même temps, nous qui portons jusqu'à présent le drapeau de la foi du Christ, nous ne pouvons pas adapter le trésor de la foi à n'importe quelle conception de l'unité imposée par les circonstances. Les évêques de l'Eglise catholique romaine en Tchécoslovaquie se sont réunis pour discuter des problèmes des mariages mixtes. Et ils ont abouti à une conclusion, contraire aux décisions du II^e Concile du Vatican, qui ne contribue pas au rapprochement. Le problème est parti de deux jeunes gens qui voulaient se marier. Il a été décidé de déclarer valide uniquement le mariage béni par un prêtre de l'Eglise catholique romaine. Et de toute façon, il faudra que les enfants deviennent catholiques. Nous nous posons alors la question : pourquoi l'Eglise catholique romaine exerce-t-elle une telle pression sur les membres de l'Eglise orthodoxe ? Une telle situation nous permet de comprendre la façon dont les catholiques romains voient l'Eglise orthodoxe. S'ils reconnaissent nos sacrements, pourquoi exercent-ils une telle contrainte sur les mariages mixtes ? Le problème est grave et doit nous inquiéter pour que, éventuellement, des démarches soient faites auprès du Vatican (1).

(1) Tirant la conclusion des débats, Mgr Hiéronymos a notamment déclaré : « La rencontre a montré à quel point le sujet soulève de graves problèmes, et à quel point est nécessaire entre nous la concertation de manière que nous conservions ce que nous avons et que nous progressions sur le terrain plus large de l'union. Mais la décision d'aller plus loin revient en premier lieu au président des Eglises orthodoxes, c'est-à-dire au patriarche œcuménique... »

(*) Texte grec dans Ekklesia du 1^{er} juin 1971. Titre et traduction de la DC.

Questions actuelles

L'ÉGLISE ET LA POLITIQUE

Débat télévisé entre Mgr Haubtmann et M. Poniatowski

Dans la soirée du 12 juillet 1971, la dernière émission de « A armes égales », donnée sur la première chaîne de la télévision française, mettait en présence Mgr Haubtmann, recteur de l'Institut catholique de Paris, et M. Michel Poniatowski, secrétaire général des Républicains indépendants, présenté au début de l'émission comme « homme politique catholique inquiet de l'évolution de l'Eglise » (1).

INTRODUCTION

M. Bassi : L'Eglise et la politique : c'est un thème brûlant, c'est un thème que l'on croyait dépassé, mais qui rebondit soudain. Il jette le trouble parmi les chrétiens, mais il intéresse tous les Français, qu'ils soient croyants ou qu'ils ne soient pas croyants. Toute une série de gestes et de déclarations récentes ont, en effet, tendu quelque peu les relations entre l'Eglise catholique et l'Etat.

J'en ai ici sous les yeux une liste qui n'est d'ailleurs pas limitative : 24 avril, à Paris, Mgr Marty s'élève contre la sévérité des peines infligées aux manifestants qui avaient occupé le Sacré-Cœur de Paris. 15 mai, le Pape Paul VI, dans une lettre au cardinal Maurice Roy, président de la Commission pontificale « Justice et Paix », écrit que le chrétien doit prendre des responsabilités dans la société. 15 juin, à Grenoble, l'évêque, Mgr Matagrin, publie un communiqué sur la grève de la faim des gauchistes, communiqué qui lui vaut une avalanche de lettres de catholiques en colère. En juin encore, les évêques de Bretagne doivent mettre fin aux fonctions de deux aumôniers d'étudiants militants du PSU. Et, ce matin même, nous apprenons que Mgr Barbu, l'évêque de Quimper, a publié un

texte à propos des occupations d'églises qui se multiplient ; il s'élève contre la violence, certes, mais il proteste en même temps contre — je cite — « les lourdes peines de prison qui atteignent les hommes qui ont eu le courage de s'engager au service de leur profession ».

Voilà toute une série de faits. Alors, on entend, vous entendez probablement des réflexions du genre : « L'Eglise vire à gauche », ou bien encore : « En Bretagne, les pasteurs deviennent, en quelque sorte, des directeurs de conscience politique. » Et les hommes politiques s'en inquiètent. On voit des hommes de la majorité — je pense à M. Charbonnel ou à M. Alain Peyrefitte — s'élever parfois de façon véhémement contre ce qu'ils appellent la naissance d'un cléricisme de gauche. Et jusqu'à M. Pompidou, président de la République, qui a paru inviter Mgr Marty à agir en homme d'Eglise.

Au sein de l'Eglise, d'ailleurs, elle-même, le débat se développe et le Conseil permanent de l'épiscopat a décidé d'étudier, en novembre, les rapports, précisément, entre l'Eglise et la politique. C'est dire qu'il s'agit, désormais, d'un problème capital. D'ailleurs, parallèlement, l'image de l'Eglise dans l'opinion publique, comme nous le verrons tout à l'heure avec les résultats du sondage de la SOFRES, est en train d'évoluer très rapidement. Voilà pourquoi il fallait, ce soir, faire le point.

Il y a, autour de cette table, pour faire ce point, un prêtre et un homme politique. Le prêtre, Mgr Haubtmann, est recteur des Facultés catholiques de Paris. Ce titre, à mon avis, rend sa présence ici particulièrement intéressante car tous les Etats, tous les régimes ont eu des difficultés avec l'Université ; voici qu'ils en ont aussi avec l'Eglise. Mgr Haubtmann est bien au point de rencontre. L'homme politique, M. Michel Poniatowski, est un chrétien engagé dans l'action : il est secrétaire général des républicains indépendants, c'est dire qu'il ne milite pas dans les milieux de gauche ou

d'extrême gauche ; et il est là précisément pour représenter les chrétiens qui se posent des questions sur les nouvelles formes d'engagement de l'Eglise et des clercs.

Voilà, j'en ai assez dit, mais avant d'engager les armes, si vous le permettez, messieurs, nous allons donner, comme d'habitude, la parole à l'opinion publique. C'est un sondage de la SOFRES, dont les résultats vont être commentés par Pierre Weil.

SONDAGE D'OPINION

I. L'intervention de l'Eglise dans la vie du pays

PREMIÈRE QUESTION : Par rapport à il y a une dizaine d'années, diriez-vous qu'aujourd'hui l'Eglise intervient plus, autant, ou moins dans la vie du pays ?

Plus : 29 %.
Autant : 20 %.
Moins : 42 %.
Sans opinion : 9 %.

DEUXIÈME QUESTION : Estimez-vous que c'est plutôt une bonne chose, plutôt une mauvaise chose, ou sans importance qu'un membre du clergé soit en même temps travailleur salarié ?

Plutôt une bonne chose : 63 %.
Plutôt une mauvaise chose : 18 %.
Sans importance : 19 %.

Militant d'un syndicat ?

Plutôt une bonne chose : 50 %.
Plutôt une mauvaise chose : 41 %.
Sans importance : 20 %.

Militant d'un parti politique ?

Plutôt une bonne chose : 22 %.
Plutôt une mauvaise chose : 60 %.
Sans importance : 18 %.

II. Les positions de l'Eglise

Question : A votre avis, dans la France d'aujourd'hui, pensez-vous que les prêtres et les évêques doivent prendre position publiquement ?

A propos du contrôle des naissances et de l'avortement :

Oui : 44 %.
Non : 48 %.
Sans opinion : 8 %.

(1) Nous reproduisons ici la transcription de la bande magnétique, avec quelques retouches de style. Les sous-titres et les notes sont de notre rédaction.

L'émission était produite et réalisée par Michel Bassi, Alain Duhamel, André Campana, Jean-Pierre Alesandri et Igor Barrère.

A propos des publications et des films pornographiques :

Oui : 63 %.
Non : 28 %.
Sans opinion : 9 %.

A propos des élections :

Oui : 24 %.
Non : 67 %.
Sans opinion : 9 %.

A propos d'une guerre comme celle du Vietnam ?

Oui : 62 %.
Non : 30 %.
Sans opinion : ■ %.

III. L'Eglise et les grands problèmes de notre temps

Question : A votre avis, peut-on valablement être en même temps : Chrétien et libéral :

Oui : 74 %.
Non : 10 %.
Sans opinion : 16 %.

Chrétien et fasciste :

Oui : 24 %.
Non : 60 %.
Sans opinion : 16 %.

Chrétien et socialiste :

Oui : 79 %.
Non : 12 %.
Sans opinion : 9 %.

Chrétien et communiste :

Oui : 40 %.
Non : 54 %.
Sans opinion : 6 %.

Dernière question : Est-ce que le fait, pour la France, d'être une nation de tradition chrétienne, peut lui faire trouver une solution neuve aux grands problèmes du monde contemporain ?

Oui : 42 %.
Non : 35 %.
Sans opinion : 23 %.

LE DEBAT

Selon la tradition de l'émission « A armes égales », M. Poniatowski et Mgr Haubtmann ont présenté chacun un film illustrant le débat qui s'est engagé ensuite, mené par MM. Michel Bassi et Alain Duhamel.

M. BASSI : Je voudrais dire, avant que le débat ne s'engage, que nous avons délibérément évité de choisir des représentants des thèses extrêmes. Vous n'êtes pas tellement des adversaires, vous êtes ici des hommes qui avez l'un et l'autre, l'un à l'autre, à vous poser des questions précises.

A. DUHAMEL : Je crois qu'aussi bien dans le Schéma XIII que dans la lettre du Pape Paul VI au cardinal Roy, on aperçoit un certain nombre de choses. Premièrement, que les chrétiens ont aujourd'hui la possibilité d'avoir des choix politiques extrêmement différents. Ensuite, qu'il y a tout de même deux barrières qui sont posées aux deux extrémités : ces deux barrières, ce sont deux matérialismes et ces

deux matérialismes qu'un chrétien n'a pas le droit d'accepter, s'il est chrétien, c'est, d'une part, le marxisme et c'est, d'autre part, le libéralisme, le libéralisme comme théorie. Et puis, on voit aussi, de la part de l'Eglise, un volonte accrue de présence au monde, un devoir d'engagement et, en même temps, le souci de ne pas apparaître comme une puissance établie. Ce qu'elle a été quelquefois, on le voit, d'ailleurs, dans votre film. Enfin, un souci de solidarité particulier et, notamment, à l'égard du tiers-monde.

Est-ce que j'ai oublié quelque chose d'important ?

MGR HAUBTMANN : Oui... Vous savez, on peut dire beaucoup d'autres choses à propos de la lettre au cardinal Roy. En particulier, je tiens à souligner un appel à l'imagination et au dynamisme chrétiens dans l'économique, le social, le politique.

L'engagement politique du chrétien

A. DUHAMEL : Nous en arrivons, comme d'habitude, à l'organisation de ces thèmes que nous venons de décrire rapidement.

Première question : Qu'est-ce que signifie concrètement cet éventail politique qui, aujourd'hui, est reconnu aux chrétiens ? Jusqu'où est l'extrême gauche, jusqu'où est l'extrême droite ? Etre chrétien, avoir la possibilité de choisir, jusqu'où ?

MGR HAUBTMANN : Je réponds d'une manière très nette : je refuse qu'on pose la question comme cela, parce qu'à mon avis la question n'est pas là. Il ne s'agit pas de savoir jusqu'où on peut aller, il s'agit d'abord de constater qu'il y a des hommes qui sont engagés à droite, au milieu, un petit peu plus à gauche, encore un peu plus à gauche. Bon. Et tous ces hommes se disent chrétiens. Eh bien, avant de dire : peut-on être valablement chrétien et capitaliste, socialiste, communiste, je leur dirai : « Vous êtes là ; est-ce que là où vous êtes, vous pouvez être chrétiens ? Et comment arrivez-vous à tenir le coup ? » C'est plutôt comme cela que je poserais la question, parce que je crois qu'elle est plus juste.

M. PONIATOWSKI : Ce qui m'a frappé, dans la lettre au cardinal Roy, c'est d'abord cette invitation à l'engagement qui est une des choses nouvelles. Le chrétien est invité à s'engager. Et je crois que ceci est tout de même une certaine évolution. Je ne crois pas, en effet, qu'on puisse séparer profondément le spirituel et le temporel ; il y a nécessairement un reflet de l'un sur l'autre.

MGR HAUBTMANN : Tout à fait d'accord.

M. PONIATOWSKI : Ce qui me préoccuperait, c'est si l'Eglise laissait, dans son sein, le temporel dominer le spirituel. Ce qui me

semble essentiel, c'est que l'Eglise apporte son message spirituel, apporte au temporel son éclairage.

La deuxième chose qui me frappe, c'est cette condamnation, toujours renouvelée depuis plus d'un siècle, à la fois du libéralisme sans frein et du marxisme athée. Nous le retrouvons à travers toutes les encycliques successivement. Ce sont deux vieilles condamnations et, en réalité, c'est la condamnation de deux théories qui correspondent à un monde qui se termine. Le monde industriel est en train de s'achever, nous sommes sur le seuil du monde scientifique, d'une nouvelle civilisation, et l'Eglise condamne là, et à juste titre. Tous ceux qui ont vraiment un sens... humain et un sens du divin ne peuvent que s'associer à cette double condamnation du matérialisme des riches, qui est le libéralisme, et du matérialisme des pauvres, qui est le marxisme. Mais je crois que nous sommes au seuil d'une nouvelle civilisation qui nécessitera d'autres doctrines et le moment de recherche a commencé. Et l'important, c'est que l'Eglise nous dise : « Maintenant, engagez-vous, cherchez, dans des limites qui excluent certaines choses. »

Le syndicalisme

MGR HAUBTMANN : Ce qui me gêne un petit peu, c'est que « engagez-vous, rengagez-vous », pour vous, c'est en fonction de l'avenir. Pour moi, c'est le présent. Parce que la civilisation industrielle existe encore. Il y a encore des gens qui sont écrasés par des cadences qui ne sont pas humaines, qui sont, d'ailleurs, parfois bien payées, mais ce n'est pas suffisant pour faire un régime humain. Ce qu'ils attendent, c'est beaucoup plus que cela et, dès aujourd'hui, ils attendent ce que Proudhon appelait... « la réciprocité du respect, le respect égal et réciproque ». Et si le syndicalisme ne demandait que le bifteck, moi, je serais très inquiet. Si, au contraire, il demande que l'on respecte l'homme, là où il est, dans son travail, dans les conditions de son travail, eh bien ! alors, je comprends très bien cette lutte. Qu'on appelle cela comme on voudra, cela m'est égal.

A. DUHAMEL : Si vous me permettez, ce que vous dites, ce que vous venez d'écrire, cette attitude du syndicalisme, c'est aussi une des attitudes de la CFDT.

MGR HAUBTMANN : Pas seulement de la CFDT.

A. DUHAMEL : Non, je dis que c'est notamment une des attitudes de la CFDT, et pas seulement de la CFDT.

MGR HAUBTMANN : La CFTC aussi, FO et la CGT aussi, je pense.

A. DUHAMEL : Sûrement.

Mgr HAUBTMANN : Je pense que personne, aucun responsable syndical ne dirait le contraire de ce que je viens de dire.

A. DUHAMEL : Alors, pourquoi la CFTD s'est-elle déconfectionnalisée ?

Mgr HAUBTMANN : Oh ! écoutez, je disais volontiers : « C'est leur affaire. » S'ils estiment devoir se déconfectionnaliser, ils ont le droit. Il y en a d'autres qui ont estimé qu'il fallait garder une étiquette CFTC, je n'y vois pas d'inconvénients dans la mesure où ils n'engagent pas pour autant l'Eglise. C'est cela que je leur demande, de prendre leurs responsabilités de syndicalistes en hommes libres. Cela m'intéresse beaucoup plus que de les entendre dire : « Ah ! monsieur le Curé, est-ce que je peux faire ceci ou cela ? » Non, ce n'est pas ce que je leur demande. J'attends quelque chose de plus humain, qu'ils prennent leurs responsabilités.

Personnellement, j'ai un peu suivi cette affaire-là ; je pense qu'une des raisons que l'on a mises en avant pour la déconfectionnalisation, c'est le désir d'être davantage présent au monde. Je ne dis pas que ce soit la seule option possible, je dis que c'est une façon d'être davantage présent au monde et de lutter avec d'autres hommes partageant les mêmes idéaux humains. Car, après tout, on peut lutter pour cela sans être chrétien.

La socialisation

M. PONIATOWSKI : Père, je voudrais d'abord vous faire remarquer que ce progrès social, que nous souhaitons tous, profondément — car il s'agit d'hommes, ce sont des hommes qui sont en cause, — ce progrès social, on ne peut y arriver que par l'évolution et le progrès économique. On ne répartit pas la pauvreté. Nous avons, malheureusement, un grand nombre de pays sous-développés où l'on s'efforce de répartir la pauvreté. Le premier fondement d'un progrès social, c'est une économie qui fonctionne et qui permet de mieux répartir la richesse.

Le deuxième point, c'est qu'en réalité, au stade où nous en sommes arrivés, nous avons le choix entre différentes sortes de socialisations. La France est déjà un pays qui est dans un état de socialisation et, en disant socialisation, je le fais exprès. C'est dans le sens de l'Eglise et pas seulement dans le sens du terme politique socialisme.

A. DUHAMEL : Qu'est-ce que vous voulez dire concrètement par socialisation ?

M. PONIATOWSKI : Socialisation... Mgr Haubtmann sait bien à quoi je me réfère. Socialisation, c'est l'effort collectif pour un certain objectif qui dépasse les individus. C'est, par exemple, l'effort pour une meilleure santé publique, une

meilleure éducation nationale. C'est que, dans le monde moderne dans lequel nous allons rentrer, nous aurons de plus en plus d'efforts collectifs à faire, qui dépasseront l'individu, qui nécessiteront une organisation de l'économie et de la société au-delà de l'individu.

Mais le choix que nous avons, à l'heure actuelle, dans ces différentes sortes de socialisations, c'est, d'une part, la socialisation du type marxiste, ce que j'appellerai le national-marxisme russe, et où nous trouvons un homme qui est, économiquement, comme travailleur, plus aliéné que dans nos formes de socialisations. Nous avons toujours dans ce cadre du communisme russe, un citoyen qui est plus aliéné, nous avons une religion qui est plus aliénée également, et nous avons une économie qui ne tourne pas très bien, où il y a un grand nombre de goulots d'étranglement à cause de son système trop poussé de bureaucratie et de planification.

Alors, nous avons les autres formes de socialisations. Nous avons les formes suédoises, ce que j'appellerai le socialisme humain ; le socialisme efficace des Allemands ; et nous avons notre propre évolution dans laquelle nous avons à la fois à avoir un souci de faire bien tourner notre économie et le souci de la mieux et plus justement répartir, de plus en plus. Et c'est ce double souci qui doit, à mon avis, je crois, dicter les orientations de l'homme politique à l'heure actuelle et, en plus, avec la préparation de cet avenir qui est un avenir de socialisation, c'est-à-dire d'actions collectives de plus en plus nombreuses.

Mgr HAUBTMANN : Oui. Je ne nie pas votre analyse. Seulement, voyez-vous, je crois tout de même que, dans la pensée de l'Eglise, l'économie est fait pour le social et donc pour l'homme. Autrement dit, je ne voudrais pas que l'on s'en tienne à un point de vue seulement économique..., le maximum de production, ou d'autoroutes. Ce n'est pas cela, après tout, qui fait une société. Cela fait une société de consommation, oui, mais cette société de consommation, certains ne l'admettent pas, ils veulent autre chose. C'est tout de même cela la crise actuelle de la société, en France. On ne peut pas dire que les gens soient matériellement beaucoup plus malheureux que dans beaucoup d'autres pays, je crois même que c'est l'inverse. Or, je constate que cela ne leur suffit pas.

Nous avons une économie qui tourne sur elle-même, mais qui n'est pas assez centrée sur l'homme. Et, à mon avis, une des clés de *Gaudium et spes*, c'est cette idée : la fin de l'économie n'est ni la production, ni le profit, ni la puissance ; c'est le service de l'homme, de tout l'homme, dans toutes ses dimensions, de tout

homme. C'est cela l'humanisme chrétien.

Comment vivre l'Evangile dans les différents engagements

M. BASSI : Au point où nous en sommes, j'ai l'impression que nous débordons un petit peu sur la deuxième partie et je voudrais vous ramener à la première partie qui est le choix de l'engagement politique du chrétien.

Il y a deux images que je voudrais vous rappeler, extraites des deux films. L'image que vous avez présentée, Monseigneur Haubtmann, qui est celle du syndicaliste disant à la fin : « On ne peut pas être à la fois bourgeois et chrétien. » C'est à peu près cela.

Mgr HAUBTMANN : Je crois qu'il a dit « capitaliste et chrétien ». « Qu'est-ce que vous entendez par capitalisme ? »

M. BASSI : Et l'autre image, si vous permettez, c'est l'image que M. Poniatowski a montrée d'un prêtre qui était militant de la CGT. Alors, c'est la question que je pose : « Est-ce qu'on peut être chrétien et militant du parti communiste ou de la CGT ? »

M. PONIATOWSKI : C'est la même question que je posais tout à l'heure à Mgr Haubtmann et qui me paraît fondamentale. Il est tout à fait normal que l'Eglise apporte son avis sur les problèmes temporels ; il est normal qu'elle donne un éclairage à tel ou tel acte politique, même à la guerre, à la guerre du Vietnam, nous l'avons vu sur le sondage.

Mgr HAUBTMANN : Et même à la guerre d'Algérie.

M. PONIATOWSKI : Et même à la guerre d'Algérie. A l'ensemble des problèmes politiques. Ce qui me paraît grave, là où vraiment se pose le problème, c'est de savoir à quel point l'Eglise, dans son clergé, cessant d'avoir une vue sur le spirituel, prend un engagement de militants et donne, à ce moment-là, une sorte de priorité de l'option politique sur l'option de la foi.

Mgr HAUBTMANN : Je voudrais faire une distinction qui me paraît capitale et qu'on aurait dû faire dès le début. Qu'est-ce qu'on appelle l'Eglise ? L'Eglise, pour moi, ce n'est pas seulement le Pape, les évêques et les curés ; c'est l'ensemble des baptisés. C'est vous, monsieur Poniatowski ; nous sommes deux représentants de l'Eglise, pas au même niveau, peut-être, encore que, je tiens à le dire, je n'engage pas du tout l'Eglise hiérarchique, j'engage ma personne, c'est déjà beaucoup.

M. PONIATOWSKI : Je m'empresserai de faire la même réflexion, Monseigneur !

Mgr HAUBTMANN : Vous voyez que nous sommes d'accord ! Et puis, raison de plus : on m'a pré-

senté, tout à l'heure, comme recteur de l'Institut catholique : toute l'Université aime la liberté de pensée. A l'Institut catholique, c'est la même chose. On dit ce qu'on pense, même un peu rudement, mais on ne prétend pas avoir raison et être infaillible ; mais, enfin, on cherche avec les autres.

Mais, je tiens à répéter que, quand on parle de l'Eglise, lorsqu'il s'agit du domaine économique, social, politique, pour moi ce n'est pas d'abord le clergé, c'est d'abord les laïcs chrétiens. Cela me paraît capital. Or, je constate que les laïcs chrétiens sont diversement engagés. Pourquoi ? Parce que le réel est complexe, parce que chacun naît dans une famille, dans un milieu social déterminé, a des solidarités naturelles qui lui sont particulières. Tout cela joue dans la manière dont il vit l'événement, dont il lit même l'Evangile. Je dirais en ce sens que chacun est plus sensible à telle phrase qu'à telle autre ; et c'est normal, cela ne m'inquiète pas. A une condition : c'est qu'on garde profondément l'unité dans la foi comme le disait, dans son film, M. Hourdin.

A. DUHAMEL : L'Eglise dit « pluralité de réponses politiques possibles ». Concrètement, où est-ce que cela s'arrête ? Est-ce qu'un laïc peut être socialiste ou pas ; est-ce qu'il doit être socialiste ou pas ?

Mgr HAUBTMANN : Vous tenez beaucoup à poser ainsi votre question : Peut-on être valablement chrétien et socialiste, et capitaliste, et bourgeois ?...

A. DUHAMEL : Mais c'est la question qu'on se pose parmi les chrétiens.

Mgr HAUBTMANN : Eh oui, je ne peux pas les empêcher de se poser cette question-là. Mais, je dis que je vois les choses autrement et, quand je rencontre un socialiste qui se dit chrétien, je lui dis : « Ah ! bon, très bien. Mais arrivez-vous à vivre l'Evangile dans votre socialisme ? Comment est-ce que vous y arrivez ? Est-ce que vous avez le respect de l'autre ? Est-ce que vous n'avez pas un sens de la lutte des classes qui vous fait détester votre patron ? Parce qu'à ce moment-là, vous n'êtes plus chrétien. Parce que, dans l'Evangile, je lis : « Aimez même vos ennemis. » C'est très exigeant. »

Et si j'ai affaire à un patron de combat... Je ne pense pas le moins du monde à vous, M. Poniatowski, absolument pas... J'ai lu vos livres...

M. PONIATOWSKI : Je ne suis pas patron, Père.

Mgr HAUBTMANN : J'ai lu vos livres et je constate que vous êtes, au contraire, fort ouvert. Je n'ai pas du tout l'impression que nous soyons en désaccord là-dessus. Mais, si j'ai affaire à un patron de combat, je lui poserai des questions analogues et je lui dirai :

« Comment pouvez-vous gérer votre affaire capitaliste en pensant simplement à votre profit maximum ? Est-ce que, comme je l'ai vu chez un grand PDG, dans un conseil d'administration, au lieu d'avoir le maximum de bénéfice possible, vous avez gardé tant de millions pour avoir dans vos ateliers des conditions de travail meilleures, plus humaines, des machines qui soient au service de l'homme et non l'inverse ? » Et je poserai la même question à tous les types d'engagés que je rencontrerai. Autrement dit, ce qui ne change pas, c'est l'Evangile ; les exigences chrétiennes ne seront pas posées de la même façon à tel ou tel type d'engagement, mais chaque fois j'interrogerai, j'interpellerai au nom du Christ tel ou tel militant, tel ou tel chrétien, pour lui demander s'il arrive, dans son travail, à avoir une attitude chrétienne.

M. PONIATOWSKI : Sur les problèmes de la foi, les chrétiens suivent leur clergé, écoutent leur clergé et, presque toujours, obéissent à leur clergé.

Mgr HAUBTMANN : Pas toujours...

M. PONIATOWSKI : Alors, vous avez tout de même, tout à l'heure, transféré la question que je vous ai posée. Je vous ai dit — et je reprenais simplement une question du Conseil permanent de l'épiscopat (2) : — il y a une préoccupation, ce sont, dans l'Eglise, dans le clergé, des clivages qui font que les options politiques sont plus importantes que les options de la foi. Et c'est ceci qui me paraît le point grave parce que si l'Eglise, ou si une fraction de l'Eglise met d'abord son option politique en avant, alors elle se vide de sa vocation, elle se vide de sa mission. Et puis, comme il y a plusieurs attitudes politiques, nous aurons plusieurs Eglises. La différence entre les Etats-Unis et la France ? Aux Etats-Unis, il y a 365 religions et un seul fromage ; et, en France, il y a 365 fromages et une seule religion. Et, Père, je tiens beaucoup à ce que cette religion demeure la religion essentielle de notre pays.

Mgr HAUBTMANN : Oui, là, je suis d'accord avec vous sur beaucoup de points. Quand vous me dites que le politique l'emporte sur la foi, je dis que c'est vrai dans quelques cas, et c'est un danger

(2) Rendant compte de la réunion du Conseil permanent des 22-24 juin 1971, F. LACAMBRE écrit dans la Croix du 26 juin, p. 9 :

On a constaté que les clivages s'établissent souvent beaucoup plus par les options politiques que par la foi ou l'incroyance, à tel point qu'on a pu déplorer que l'engagement politique soit sacralisé et rejette la foi au second plan. On hésite parfois à célébrer l'Eucharistie entre chrétiens d'options différentes.

que le Conseil permanent a eu raison de souligner. Au moment où certains désacralisent le religieux, on se met à sacraliser la politique. Eh bien ! là, je ferai la même interrogation à l'engagé politique et je dirai : « Etes-vous assez chrétien pour savoir que vous n'avez qu'un seul Dieu ? » Et le seul Dieu n'est ni l'argent, ni la politique, ni le parti, ni la classe ouvrière, ni la classe capitaliste, ni la classe bourgeoise, c'est Dieu. Et cela oblige, je ne dis pas à relativiser parce qu'on a l'air de dire : « Désengagez-vous », — à prendre un certain recul par rapport à tout engagement pour éviter d'absolutiser, de sacraliser ce qui ne doit pas l'être.

Un chrétien peut-il être communiste ?

A. DUHAMEL : Si vous permettez, pour en rester au problème des laïcs, est-ce qu'un chrétien peut être membre du parti communiste ?

Mgr HAUBTMANN : Ecoutez, je pars des faits. Je constate qu'il existe, à l'heure actuelle, des communistes, pas très nombreux je pense, qui se disent chrétiens, et je n'ai aucune raison et aucun droit de suspecter leur foi. Dans ces conditions, je leur poserai des questions précises et je leur dirai : « Comment pouvez-vous être fidèles à l'Evangile, à la foi, à la divinité du Christ, à Dieu, et adhérer à une idéologie qui nie cela ? » Et là, ils seront bien forcés de faire une distinction entre l'idéologie marxiste et l'action menée à l'intérieur même du Parti. Autrement dit, il y a des distinctions à faire dans les niveaux du marxisme lui-même. Je suis d'accord avec le Pape, et avec le pape communiste, M. Marchais, pour dire qu'il n'est pas possible d'être à la fois chrétien et marxiste. Au point de vue idéologique, c'est contradictoire, si on est fidèle à l'orthodoxie marxiste, du moins telle que la voit le parti communiste. Mais je constate qu'il y a d'autres niveaux et que, de plus en plus, à l'heure actuelle, il y a tout de même des idéologies communistes qui sont, là-dessus, beaucoup plus hésitantes ; Engels est, d'ailleurs, plus hésitant que Marx sur la religion, sur la critique de la religion, etc.

A. DUHAMEL : Aujourd'hui, vous pensez à quoi quand vous dites qu'il y a des positions plus nuancées ?

Mgr HAUBTMANN : Je pense que le marxisme, même dans les différents pays que nous connaissons n'est pas tout à fait le même selon les régions, selon les pays, même à l'intérieur du bloc communiste... Cela doit correspondre à quelque chose. Je sais aussi que beaucoup de chercheurs communistes vont, à l'heure actuelle, dans ce sens-là, je dirai... pour laisser une porte entrouverte. De plus, je constate

que, dans la lettre au cardinal Roy, le Pape distingue tous ces niveaux. Ce n'est pas moi qui les distingue, c'est le Pape. Il y a l'idéologie, il y a la vie concrète du Parti, il y a la praxis. Ce sont des niveaux qui demandent, en effet, à être différenciés. C'est la raison pour laquelle, je pense, il y a, à l'heure actuelle, quelques communistes, peu nombreux, qui sont chrétiens et je ne suis pas très sûr que M. Marchais s'en réjouisse...

Justice et injustice.

M. PONIATOWSKI : Je remarque simplement les termes employés dans la lettre adressée au cardinal Roy par le Pape. Le marxisme, qui s'exerce dans un pays comme la Russie, est une société qui engendre un régime autoritaire et de violence. Donc, la condamnation est de nouveau une condamnation très sévère.

Tandis qu'en ce qui concerne le libéralisme, je serai presque plus sévère que la lettre. La lettre fait appel à notre discernement, en ce qui concerne le libéralisme.

Or, le libéralisme sans frein apparaît être, précisément, une des sources d'injustice du fonctionnement de l'économie. Ce que nous devons avoir, c'est une économie qui fonctionne le moins mal possible, et nous assurer ensuite de la meilleure répartition possible. Celle-ci fait appel au sentiment de justice.

Mgr HAUBTMANN : Mais la répartition ne me suffit pas. C'est dans l'acte même économique que je demande une démocratie économique et sociale, comme orientation générale. Qu'il y ait des quantités de types possibles de modèles, c'est autre chose. En effet, ce n'est pas à l'Eglise de prendre position là-dessus, elle n'a pas compétence. Mais elle a compétence pour indiquer quelques grandes orientations en fonction du projet qu'elle a sur l'homme, qui doit pouvoir se développer dans sa personnalité, dans sa responsabilité.

M. PONIATOWSKI : Père, vous évoquez le terme de justice et d'injustice et, en effet, l'homme ne vit pas que de pain ; il est essentiel de donner aux orientations de cette société une forme humaine et une forme plus juste. Mais cette justice prend bien des aspects. Une ou deux fois par semaine, je tiens une permanence dans ma circonscription. Je vois tous les problèmes concrets qui se posent, et au niveau de la justice. Il y a les problèmes qui touchent à la personne : par exemple, les problèmes intéressant les enfants inadaptés ; il y a des problèmes qui touchent à la société : par exemple, le sort fait aux personnes âgées. Et je vous dirai qu'une des choses qui me choquent dans le régime actuel c'est, étant donné la richesse de notre société, le statut injuste fait à beaucoup de personnes âgées.

Mgr HAUBTMANN : Tout à fait d'accord.

M. PONIATOWSKI : Puis il y a d'autres aspects d'injustice. Par exemple, l'injustice due à l'arbitraire de l'Etat. Près de la moitié des gens qui viennent me voir viennent parce qu'ils se trouvent devant un excès de pouvoir de l'Etat, un abus de fonctionnaire. Et c'est l'ensemble de ces problèmes qu'il s'agit de redresser.

Mgr HAUBTMANN : Oui. Il y a aussi des injustices à l'intérieur de l'entreprise. Là où je mettais des nuances, c'est lorsque vous me paraissiez dire — je ne dis pas que ce soit votre pensée : — « Que l'Eglise s'occupe du spirituel, parfait ; mais le moins possible du reste, du temporel. »

M. PONIATOWSKI : Père, je vous ai dit, au contraire, que je ne croyais pas qu'on puisse séparer le spirituel du temporel...

Mgr HAUBTMANN : Alors, nous sommes d'accord.

L'engagement politique du prêtre

M. PONIATOWSKI : Le spirituel doit donner un éclairage au temporel. Il ne doit pas, à travers son clergé — c'est mon opinion personnelle — intervenir et agir comme militant et comme partisan.

A. DUHAMEL : Si vous permettez, cela pose justement une question dans la mesure où, dans beaucoup de partis politiques, il se trouve qu'un certain nombre de prêtres exercent des responsabilités, militent. Est-ce que cela vous paraît quelque chose de normal, de souhaitable, ou non ?

Mgr HAUBTMANN : Je constate que cela a toujours existé.

M. BASSI : Il y a un prêtre député.

Mgr HAUBTMANN : Ah ! il n'y en a qu'un ?

A. DUHAMEL : Mais il y a beaucoup de prêtres militants dans des partis aussi bien, d'ailleurs, d'extrême gauche que beaucoup plus modérés.

Mgr HAUBTMANN : Là, voyez-vous, je réponds que ce n'est pas une chose tellement simple à régler parce qu'il faut connaître chaque cas concret. En définitive, ce qu'on demande à un prêtre, c'est de cheminer avec son peuple. Ceci peut le conduire assez loin pour la compréhension même de ceux dont il a spirituellement la charge. Et ceci me paraît normal.

Mais je crois que je suis entièrement d'accord avec vous, monsieur Poniatowski — personnellement, je ne suis pas pour l'engagement politique direct du prêtre. J'entends bien... J'ai horreur d'une présentation d'un prêtre qui est l'homme de tous dans le sens d'un personnage ouaté, qui n'a pas beaucoup de couleur, inodore, sans saveur, qui donne de bonnes paroles à tout le monde, qui bénit

un peu tout. Eh bien ! cet être asexué, apolitique ne m'intéresse pas. Ce que je demande à un prêtre, c'est d'être homme, mais de remplir à l'intérieur du peuple chrétien une fonction qui lui est propre ; et ce n'est pas celle du militant engagé. Il doit comprendre celui-ci, il doit le suivre pour pouvoir éclairer vraiment son action, mais je ne lui demande pas de se transformer lui-même en militant politique. Et je vois, d'ailleurs, que la SOFRES est d'accord avec moi là-dessus.

A. DUHAMEL : C'est l'opinion française.

Mgr HAUBTMANN : Oui, naturellement, mais cela ne suffit pas comme argumentation parce que ce n'est pas en fonction de l'opinion publique que l'Eglise doit prendre ses positions. C'est en fonction de l'Evangile et du Christ, ce n'est pas la même chose.

A. DUHAMEL : Monsieur Poniatowski, vous êtes d'accord ?

M. PONIATOWSKI : Je suis tout à fait d'accord avec Mgr Haubtmann. Ayant la pratique de ces problèmes, vivant ces problèmes, je suis tout à fait de votre sentiment.

Les prises de position de l'Eglise

A. DUHAMEL : Alors, si vous permettez, si y a une autre question qui ne se situe pas au même niveau, puisqu'il ne s'agit plus, cette fois-ci, de prêtres s'engageant et militant dans un parti politique, mais il s'agit de prises de positions publiques de dignitaires : par exemple, récemment Mgr Matagrin, évêque de Grenoble ; Mgr Marty, le cardinal-archevêque de Paris, ont pris à propos de faits sociaux des positions politiques ; j'aimerais savoir ce que vous en pensez et ce que M. Poniatowski en pense. Peut-être, cette fois-ci, pourrions-nous commencer par M. Poniatowski dans la mesure où je ne sais plus lequel des deux films — je crois que c'est, d'ailleurs, celui du P. Haubtmann — montrait qu'il y avait, justement, sur ce point, une évolution à l'intérieur de l'Eglise. Là encore, je simplifie ; aujourd'hui, l'Eglise ne prend pas toujours, par l'intermédiaire de ses évêques, des positions identiques à celles qu'elle prenait au XIX^e siècle.

M. PONIATOWSKI : Je crois que, plus l'Eglise s'engage dans le témoignage politique, dans le témoignage sur le « temporel », moins elle doit être partisane dans son clergé. Plus elle apporte un éclairage, plus cet éclairage doit correspondre à son message chrétien et non pas être ambigu, ne pas pouvoir être soupçonné d'ambiguïté politique.

A. DUHAMEL : Si vous me permettez, est-ce que, précisément, ce message peut, à vos yeux, en tant que chrétien et en tant qu'homme politique, être normalement, par

exemple, l'expression d'une solidarité avec les grévistes, ou, par exemple, le regret d'une condamnation judiciaire un peu forte, etc ?

M. PONIATOWSKI : Je crois que, là aussi, il faut voir cas par cas, comme le faisait remarquer le Père, tout à l'heure.

Mgr HAUBTMANN : Je suis d'accord avec vous.

La déclaration du cardinal Marty sur l'affaire de Montmartre (3)

M. PONIATOWSKI : Mais, puisque vous évoquez le cas de Mgr Marty, je crois qu'il faut faire très attention à ce que l'Eglise ne se substitue pas aux responsabilités. Le problème, dans le cas du cardinal Marty, c'est qu'il a jugé des juges, des juges qui ont des responsabilités d'Etat. La justice est une des fonctions de l'Etat. Et Mgr Marty a jugé les juges, qui, eux, sont obligés d'examiner les faits seuls, de prendre leurs décisions de juges seuls, dans leurs responsabilités. Que l'Eglise pardonne, c'est tout à fait normal, elle est dans son rôle. Qu'elle porte même une appréciation sur telle ou telle attitude, c'est normal. Mais qu'elle ne juge pas les juges car, là, elle se substitue à une fonction politique. Ces juges ont une responsabilité, en l'occurrence le maintien d'un certain ordre. L'Eglise peut très bien considérer que telle répression, que tel maintien de l'ordre mérite le pardon et non pas l'excès de justice. Mais les juges et l'Etat, eux, sont obligés d'assurer la permanence d'un certain ordre dans l'intérêt de la collectivité.

Et, là, il y a deux éclairages différents. Et je crois que, lorsque l'Eglise juge, elle doit bien expliquer qu'elle juge avec son propre message et ne pas laisser la confusion s'établir.

Mgr HAUBTMANN : Si le cardinal Marty avait « jugé les juges », je ne serais pas d'accord avec le cardinal Marty. Mais il n'a pas jugé les juges ; il a voulu très fortement montrer qu'il y avait un drame de la jeunesse qu'on ne voyait pas. Et il s'est servi de cet événement pour le faire remarquer très profondément. Je ne crois vraiment pas qu'il ait voulu condamner un corps constitué. Pourquoi a-t-on donné cette interprétation ? Parce que, quinze jours avant, il y avait un homme politique — M. Tomasini, pour ne pas le nommer — qui avait dit, en des termes autrement violents, que les juges ne condamnaient pas assez sévèrement. Alors, dans une intervention de l'Eglise, qui ne se situait pas à ce niveau, mais au niveau du drame que vivent les jeunes à l'heure actuelle, on a immédiatement vu une sorte de réponse du « berger à la bergère ».

A. DUHAMEL : On lui a donné un sens politique.

Mgr HAUBTMANN : Encore une fois, ce qu'a voulu le cardinal Marty, c'est attirer l'attention sur le drame de la jeunesse. S'il était question de condamner une institution, un corps constitué, il faudrait des motifs extrêmement graves. Cela peut arriver : songez au régime nazi, par exemple, aux tortures, etc. Là, l'Eglise doit intervenir, même si des juges sont en cause.

M. PONIATOWSKI : Oui, Monseigneur, dans le cas du national-socialisme ou du national-marxisme russe. Et, d'ailleurs, tous les deux ont été condamnés à peu près en même temps, en 1936 et 1937, par les deux encycliques *Mit brennender Sorge* et *Divini Redemptoris*. Dans ces cas-là, l'Etat ne représente pas vraiment le bien commun...

La lettre de Mgr Matagrín

A. DUHAMEL : Monsieur Poniatowski, trouvez-vous normal, lorsqu'il y a un conflit social, par exemple, que l'évêque du diocèse dans lequel a lieu cette grève, prenne position publiquement pour exprimer sa sympathie à l'égard des grévistes : est-ce qu'il est dans son droit ou est-ce qu'il sort de son droit ?

M. PONIATOWSKI : Je trouve qu'il est tout à fait dans son rôle : il exprime un sentiment, il exprime une attitude vis-à-vis d'un acte, d'un fait temporel. Il ne se substitue pas à l'Etat. Ce que je critique, ce sont les cas où l'Eglise a la tentation de se substituer à des fonctions ou à des attributions de l'Etat. Et j'ai été frappé par la lettre-circulaire de Mgr Matagrín. Mgr Matagrín, dans sa lettre, dit : « Lorsque je soutiens les condamnés de Leningrad, on me traite d'homme de droite ; lorsque je soutiens les condamnés du procès de Burgos, on me traite d'homme de gauche. Et, en réalité, ce que j'essaie d'apporter, c'est simplement un message, le message de l'Eglise (4). »

Donc, je considère tout à fait normal, dans les cas que vous signalez, une intervention.

Mgr HAUBTMANN : Entièrement d'accord.

M. PONIATOWSKI : Mais l'intervention n'est pas normale lorsqu'il y a substitution, lorsque l'Eglise intervient dans une fonction de l'Etat.

Mgr HAUBTMANN : Sauf en cas exceptionnel, et cela peut se trouver, n'est-ce pas ? Mais il faut que ce soit exceptionnel, sinon c'est du cléricisme. La définition du cléricisme, c'est précisément lorsque les clercs prennent le pouvoir à la place des hommes poli-

tiques. Là, je suis d'accord avec vous.

Ce que je tiens à dire à propos de Mgr Matagrín, dont la lettre est extrêmement intéressante, c'est qu'il montre bien qu'il n'intervient pas en tant que compétent dans le domaine économique, social, politique, mais simplement pour annoncer Jésus-Christ en pleine pâte humaine. Il ne faut jamais oublier la mission de l'Eglise : elle n'est ni sociale, ni économique, ni politique, elle est religieuse. Mais cette mission religieuse englobe tout l'humain, car c'est tout l'homme qui doit avoir une attitude chrétienne dans son comportement.

La présence de l'Eglise dans le monde intervient-elle au détriment de sa mission spirituelle ?

A. DUHAMEL : Alors, pour terminer ce débat, une dernière question qui, naturellement, s'adresse à l'un et à l'autre, une question, je crois, très importante, que M. Poniatowski avait posée à la fin de son film. Nous venons de constater, tout au cours de cette discussion, qu'effectivement l'Eglise avait le désir d'une présence accrue au monde, et je crois que M. Poniatowski se demandait si cette présence accrue ne risquait pas, peut-être, de se faire au détriment de ce qui est la vocation naturelle de l'Eglise, c'est-à-dire la foi, l'éthique, la morale, la religion.

M. PONIATOWSKI : Père, je suis très angoissé par le monde devant lequel nous nous trouvons et par celui qui nous arrive très rapidement. Nous y serons plongés dans dix ans, quinze ans, et il sera même d'une brutalité sociale très grande puisque, d'ici à vingt ans, nous pouvons penser que les effectifs de la population active affectés au secteur agricole tomberont à environ 4 ou 5 %, contre 18 % à l'heure actuelle ; que les effectifs de l'industrie, qui sont de 31 % aujourd'hui, descendront aux environs de 10 % ; qu'au contraire, tout ce qui est la recherche, l'enseignement, l'éducation, tout ce fer de lance de la société scientifique, va beaucoup augmenter ; les secteurs de pointe également, comme l'informatique. Ce sera une société profondément différente, une société qui sera dominée par l'informatique, c'est-à-dire un système dans lequel la machine ne sera plus contrôlée par l'homme, mais par d'autres machines, et où la machine sera fabriquée par la machine, une société dominée par la cybernétique, c'est-à-dire avec un ensemble d'appareillages tendus vers un objet et fabriqués par des machines s'autogouvernant, s'autodécidant, appréciant la décision. Il y a toute la mutation biologique qui risque de toucher à la nature même de l'homme, depuis les sélections génétiques jusqu'à tout simplement l'effacement des souvenirs. Et ceci, nous y sommes.

(3) Cf. DC 1971, n° 1588, p. 155.

(4) Cf. DC 1971, n° 1590, p. 682.

Or, si cette société, qui sera profondément différente de la nôtre, n'a pas une morale, une éthique et une finalité, elle s'effondrera sur elle-même. Aucune société ne résiste au chaos matériel ou à l'absence d'un tuteur spirituel.

Mgr HAUBTMANN : Cela me gêne un peu que vous disiez « tuteur spirituel », parce que, voyez-vous, pour moi, l'Eglise n'a pas seulement un rôle de garde-fou ; c'est beaucoup plus que cela. Il est vrai que l'Eglise ■ une éthique, un projet sur l'homme. C'est parfaitement exact. Mais il faut dépasser ces perspectives, j'allais dire d' « ordre moral », même pris dans le meilleur sens. Car aucune éthique ne tiendra s'il n'y a pas une spiritualité, j'allais dire une mystique. Et, au fond, ce qu'a apporté l'Eglise au monde... Laissez-moi vous dire, c'est la tendresse de Dieu pour l'homme. Et cela doit bouleverser le cœur humain, le transformer intérieurement, transformer toutes les relations humaines, tout ce que fait l'homme, toutes ■■ activités. Voilà ce que l'Eglise a apporté. C'est cela la foi, le cœur même de la foi. C'est croire en la divinité du Christ qui aime l'homme et qui nous conduit ■■ Père. Voilà le cœur de la foi ; tout le reste en

découle. Mais, si on ■ place à un plan purement moralisateur, de garde-fou, d'ordre social, d'ordre moral, cela ne suffit pas. Je ne vois pas cela dans l'Evangile, je vois tout autre chose.

M. PONIATOWSKI : Mais, Père, l'amour de l'homme, c'est précisément de lui apporter un secours. Nous entrons dans une société où jamais l'homme n'aura plus besoin de cet amour.

Mgr HAUBTMANN : Absolument.

M. PONIATOWSKI : Et le sens de la mort..., c'est aussi le sens de la vie. Et l'homme a besoin des deux.

Mgr HAUBTMANN : Tout à fait.

M. PONIATOWSKI : D'une explication de lui-même.

Mgr HAUBTMANN : Entièrement d'accord. Il y a un très beau texte de Teilhard de Chardin qui dit en substance : ce que je redoute, ce n'est pas le refroidissement de la terre, c'est le refroidissement des relations personnelles, interpersonnelles. Et c'est pourquoi, continue Teilhard de Chardin, je crois profondément en l'avenir de la foi chrétienne parce qu'elle seule peut apporter cette tendresse, cet amour de l'homme.

Le président Pompidou et le cardinal Marty

Le débat s'est terminé par des questions posées par des spectateurs :

M. CAMUS (professeur au grand séminaire de Versailles) : Je voudrais savoir ce que vous pensez de la réponse du président Pompidou à la question de M. Jean Ferniot, à propos du cardinal Marty (5).

Mgr HAUBTMANN : Ecoutez, s'il a voulu dire qu'on demande à l'Eglise de rester à la sacristie, zéro. S'il veut dire par là : « Attention au cléricisme de droite ou de gauche », vingt.

(5) Voir le texte de la réponse de M. POMPIDOU :

« Le cardinal-archevêque de Paris parle en tant que cardinal-archevêque de Paris. Il me semble avoir lu quelque part qu'il souhaitait pouvoir venir voir librement le président de la République, comme **homme d'Eglise**. Qu'il vienne voir le président de la République comme **homme d'Eglise**. Il sera reçu, comme **homme d'Eglise**, par quelqu'un qui essaie d'être un **homme d'Etat**. » (*La Croix*, 26 juin 1971.)

L'ÉGLISE ET L'ÉTAT

Allocution de Mgr Elchinger

Voici l'allocution que Mgr Elchinger, évêque concordataire de Strasbourg (son diocèse recouvre les deux départements alsaciens du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) a prononcée en sa cathédrale le dimanche 11 juillet, à l'occasion de la fête nationale du 14 Juillet (1) :

« Rendez à César ce qui est ■ César et à Dieu ce qui est à Dieu. » (Mc 12, 17.)

MES FRÈRES,

Puisque nous sommes réunis afin de prier pour la France et pour tous les responsables de notre pays, il me paraît opportun de nous demander comment, dans une perspective chrétienne, l'Eglise doit se situer vis-à-vis de l'Etat et l'Etat vis-à-vis de l'Eglise.

(1) Texte original. Nous indiquons en gras quelques passages saillants du texte.

Les objecteurs de conscience de l'époque du Christ demandaient un jour à Notre-Seigneur : « Est-il permis de payer l'impôt à l'empereur ou non ? » (Mc 12, 13 s.). Ils espéraient une réponse négative. Ils escomptaient que le Christ se mettrait du côté de ceux qui, au nom de l'enseignement de la Bible, fomentaient la rébellion contre l'empereur.

Le texte évangélique que nous venons d'entendre nous a rappelé comment le Sauveur a réagi à la question posée. Sa réponse se situe au-delà du « non » ou du « oui ». Ce n'est ni par habileté ni par désir de compromis. C'est par fidélité à la prédication du Royaume de Dieu. Sa réponse nous ouvre une route qui nous mène au-delà de l'horizon terrestre. Que veut dire le Christ ? Qu'on donne à l'Etat ce dont il a besoin pour son existence : qu'on lui donne la contribution que nous devons à la vie de la société ; et qu'on rende à Dieu ce qui est sa propriété : c'est-à-dire toute notre personne.

Il n'est pas rare qu'on se réfère à cette réponse du Christ pour justifier par l'Evangile la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ceci est un abus, car il n'y a pas de doctrine politique dans l'Evangile.

On ne peut trouver dans le texte sacré ni approbation ni condamnation du régime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et pas davantage de la situation concordataire. Ce sont là des situations de fait qui s'expliquent historiquement. Leur valeur chrétienne dépend dans les deux cas de la justesse des principes moraux auxquels on se réfère pour légitimer ces législations. Tout dépend aussi du souci qu'on met à n'enfreindre aucune exigence évangélique, qu'il y ait séparation de l'Eglise et de l'Etat ou concordat.

Il ne faut pas transformer ces situations de fait en « principes », et il ne faut pas les apprécier en fonction d'options passionnelles ou de préjugés idéologiques, comme c'est souvent le cas.

Pour avoir une vision plus saine de notre législation locale, demandons-nous :

1. **Comment se situe, en principe, l'autorité de l'Eglise par rapport à celle de l'Etat, et réciproquement ?**

2. **Quel est le mode de relations concrètes qui doit se développer entre eux ?**



Commençons par définir les termes que nous employons.

En parlant de l'Etat, nous entendons l'organisme politique, l'appareil gouvernemental, qui a mission de gérer les intérêts temporels de l'ensemble du peuple français. Ces intérêts temporels sont aussi bien d'ordre matériel que culturel.

En parlant de l'Eglise — du moins de l'Eglise catholique, — nous entendons l'ensemble des chrétiens qui se reconnaissent membres du Peuple de Dieu et se réfèrent à l'autorité apostolique du Pape et des évêques.

Ainsi définis, l'Etat et l'Eglise sont des sociétés ayant des finalités différentes. Souveraines, chacune dans son propre domaine, elles doivent se garantir réciproquement l'indépendance et la liberté nécessaires à l'accomplissement de la mission qui leur est particulière.

La hiérarchie ecclésiastique ne doit pas, en tant que telle, s'arroger une influence politique. Ses droits et ses devoirs découlent de la mission de l'Eglise. Celle-ci n'inclut pas les problèmes politiques qui se situent sur un autre plan. Parallèlement, le gouvernement de l'Etat ne doit pas peser sur le pouvoir spirituel de l'Eglise, celui-ci ne relevant pas de sa compétence.

Cette distinction des responsabilités et des pouvoirs peut se trouver inscrite dans la loi civile selon des modalités diverses. Toutefois, qu'il s'agisse du régime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ou du régime concordataire, la société politique et la société religieuse ne peuvent s'ignorer. Des relations entre les deux sont inévitables et nécessaires.

D'une part, la majorité des citoyens français fait partie — au moins théoriquement — de l'Eglise catholique. D'autre part, l'Eglise ne peut se soustraire aux lois du pays concernant, par exemple, la gestion des biens ou l'ordre public. Il importe cependant que les rapports entre l'Eglise et l'Etat ne soient pas inspirés par des revendications de prestige ou d'autorité, mais par

la volonté de répondre à ce qu'exige objectivement le bien commun et par le souci d'être au service de tous les hommes et de tout l'homme.

Qu'est-ce que cela suppose concrètement ?



Esquissons d'abord les devoirs de l'Eglise vis-à-vis de l'Etat.

L'Eglise doit reconnaître la réalité de l'Etat mais sans se laisser compromettre par lui. Elle doit respecter l'idéal original de chaque patrie, de chaque nation. En France, l'Eglise doit reconnaître, par exemple, une certaine manière française d'avoir le sens de l'homme ou le sens de la liberté, de l'égalité. Elle doit même, non par sympathie pour un parti politique mais par amour des hommes, encourager ses fidèles à s'intéresser à ce qui va dans le sens d'un tel idéal humain. Elle doit les inviter à y travailler loyalement avec les autres Français, qu'ils soient pris dans la masse du peuple ou que ce peuple les ait désignés comme ses représentants pour le gouverner. C'est là une simple application de la loi de justice et de charité. Il y a même des domaines — comme le souci de l'enfance ou l'aide à ceux qui souffrent le plus — où seule une convergence des efforts de l'Etat et de l'Eglise permet de pallier, un peu du moins, à l'insuffisance des moyens face à d'immenses besoins à satisfaire.

Cette convergence des efforts serait-elle à éviter comme une compromission de l'Eglise avec l'Etat ? Dans la perspective d'une certaine idéologie, peut-être... Mais soyons impartiaux. Quel mal y a-t-il à conjuguer, à rassembler, des énergies lorsqu'il s'agit de sauver l'homme en péril !

L'Eglise peut se prononcer sur l'orientation générale des efforts à entreprendre pour promouvoir la justice et la paix dans le monde, pour correspondre à une idée plus élevée de l'homme — d'un homme davantage libéré de diverses formes d'aliénation ou d'esclavage. Elle doit le faire non pour appuyer un programme politique, mais pour être davantage au service de l'homme. Mais elle ne peut pas se prononcer, en tant qu'Eglise, sur les conditions concrètes à remplir pour réaliser un tel idéal. En effet, dans une démocratie, la plupart des problèmes peuvent recevoir diverses solutions honnêtes à partir d'analyses économiques et politiques différentes. L'Eglise dépasserait ainsi sa compétence en se prononçant pour telle solution concrète plutôt que pour telle autre. Elle pourrait difficilement rester l'Eglise de tous. D'ailleurs, si l'Evangile nous permet de découvrir les bases fondamentales de la défense et de la promotion de l'homme, nous devons reconnaître qu'il ne nous fournit pas de solutions précises pour les problèmes concrets de la vie sociale actuelle.

Ces réserves, par contre, ne réduisent en rien une certaine mission de discernement confiée par le Christ aux témoins de l'Evangile.

Si un pays produisait des hommes tellement déformés, tellement déshumanisés qu'il ne serait plus possible d'en faire de vrais chrétiens — c'est-à-dire des fils de Dieu, — l'Eglise aurait le devoir de dénoncer sévèrement une telle situation. Elle doit veiller, d'autre part, à ce que les idéaux humains prônés par les uns ou les autres n'apparaissent pas comme des Absolus qui fer-

meraient l'accès au Royaume de Dieu. Enfin, à l'homme qui sert consciencieusement la réalité politique, elle doit faire connaître qu'il n'épuise pas pour autant sa vocation d'homme, qu'il a encore d'autres appels à satisfaire pour parvenir à sa libération complète et à son épanouissement total. Au-delà des finalités temporelles, même les plus exaltantes, il doit, sans se lasser, poursuivre un idéal transcendant, qui, seul, donne son sens plénier à l'existence humaine.

**

Si l'Eglise a des obligations vis-à-vis de l'Etat, non par allégeance politique, mais par amour des hommes et par esprit de service, **l'Etat lui aussi des devoirs vis-à-vis de l'Eglise.**

Ces devoirs ne découlent pas d'options confessionnelles qui seraient propres à l'Etat, mais du respect dû à la conscience de chaque citoyen. Pour cette raison, l'Etat doit exercer son pouvoir de manière à faciliter aux citoyens la liberté de leurs convictions spirituelles et les conduites religieuses qu'elles impliquent. Les besoins d'un peuple sont divers. Parmi eux, il y a les besoins religieux. Ceux qui ont mission d'être les serviteurs du bien commun ne peuvent les méconnaître. En négligeant les valeurs morales, l'Etat irait contre son propre intérêt. De même qu'il compte sur l'autorité de la conscience pour l'accomplissement des devoirs civiques, il doit respecter l'autorité des responsables de l'Eglise dans le domaine de leur charge pastorale.

Voilà pourquoi, aussi longtemps que les croyants d'Alsace — à quelque confession religieuse qu'ils appartiennent — estiment que les relations entre les principales familles spirituelles et l'Etat doivent continuer à être régies par une législation particulière, cela est conforme aux grands principes de la démocratie et il n'y a en ceci — comme nous l'avons relevé — aucune incompatibilité avec l'Evangile. Je tiens d'ailleurs à affirmer que je dispose, en tant qu'évêque concordataire, de toute la liberté spirituelle et pastorale dont j'ai besoin pour remplir ma mission.

On aurait tort de méconnaître à notre époque la valeur des institutions, la valeur des cadres sociaux qui arrachent l'homme à sa solitude, même religieuse. L'homme n'a pas été créé pour se suffire tout seul. Il a besoin d'appuis pour progresser. Et les communautés spirituelles ne campent pas dans le désert.

Reconnaître légalement une place à Dieu dans la vie des hommes, serait-ce indigne du progrès humain ? — à condition, bien sûr, de respecter réellement la liberté de conscience de tous les citoyens...

..

J'ai cru devoir exposer ici ces principes chrétiens de morale politique. Je l'ai fait parce que, même dans notre région, on entend au sujet de ces problèmes beaucoup de réflexions ambiguës ou fausses qui risquent de nous faire porter des jugements erronés ou prendre des attitudes répréhensibles.

Dernièrement, dans une ville de France, lors d'une cérémonie religieuse ayant un caractère officiel, un groupe de chrétiens distribuait un

tract dans lequel ils se déclaraient profondément blessés dans leur foi par les « notables de l'Eglise » accueillant des « notables de la société civile ». On y lisait : « Quel visage l'Eglise va-t-elle montrer aux travailleurs, aux incroyants, ainsi qu'aux plus défavorisés ? » Certes, cela peut poser question.

Mais lorsqu'on cherche des boucs émissaires, responsables de tous les malheurs d'aujourd'hui, a-t-on le droit de mettre d'emblée en tête de liste ceux à qui a été confiée la responsabilité du bien commun dans le pays ? Comme s'ils étaient à priori des coupables ! Ce sont là des suppositions et des attitudes explicitement interdites par l'Evangile. Franchement, est-ce que la racine des désordres économiques et sociaux de notre pays n'est pas à chercher d'abord en chacun d'entre nous ?

En ce temps d'intolérances multiples et de divisions croissantes, à une époque pleine d'injustice, d'ingratitude, de mensonge et de tricherie, reconnaissons que ni les spécialistes en efficacité, ni les avocats du mal, ni les ingénieurs sociaux n'arrivent à guérir notre monde malade...

L'humanité ne risque pas de périr par manque de connaissances, mais par manque de jugement et d'amour. Notre soumission aux choses nous rend aveugles.

Si seulement l'homme consentait à devenir réellement un partenaire de Dieu !

† Léon-Arthur ELCHINGER,
évêque de Strasbourg.

Avez-vous

L'ALMANACH DU PÈLERIN 1972 ?

- Étonnant.
- Fidèle à sa grande tradition et plus jeune que jamais.
- Tout y est.
- Vous y trouverez un Mauriac de 1933 et un Cesbron de 1971.
- Le calendrier des saints est à jour.
- L'épiscopat français y est présenté sous son organisation actuelle.
- Cent dessins. Mille anecdotes...
- Toute l'actualité évoquée.
- Un compagnon idéal pour 366 jours !

244 pages. Tout en couleur. 5 F seulement.
Chez votre libraire ou votre diffuseur.
À défaut : Bayard-Presses - 5, rue Bayard,
Paris-8^e. CCP Paris 16-68 (Franco : 6,65 F).

A PROPOS DU PROJET DE LOI FONDAMENTALE DE L'ÉGLISE

Conférence de presse de Mgr Onclin

Mgr Guillaume Onclin, secrétaire adjoint de la Commission pontificale pour la révision du Code de droit canon, a tenu la conférence ci-après dans la salle de presse du Saint-Siège, le 5 juillet, pour faire le point sur le projet de « Loi fondamentale de l'Eglise » (1), qui avait fait l'objet de vives attaques (2) :

1. Comme l'on sait, la Commission pontificale pour la révision du Code de droit canonique ou, plus exactement, un groupe de théologiens et de canonistes, consultants de cette Commission, a préparé une proposition, un avant-projet de loi fondamentale, de loi constitutionnelle de l'Eglise, et cette proposition a été envoyée pour consultation à tous les évêques du monde.

Le périodique de ladite Commission du Code, appelé *Communications*, dans le fascicule qui vient de paraître, consacre un bref rapport à cette proposition de loi fondamentale, expliquant les raisons qui ont justifié l'élaboration de cette proposition et le travail qui a été accompli en vue de la préparer. Cette conversation que j'ai avec vous aujourd'hui n'a d'autre but que d'illustrer quelque peu le contenu de cet article écrit en latin.

La raison d'être

2. L'idée d'élaborer, dans la réforme du droit canonique, une loi fondamentale de l'Eglise, a été, pendant la période conciliaire, avancée par certains évêques, qui en ont parlé au Saint-Père. La raison invoquée est la suivante. D'une part, il existe dans l'Eglise de Dieu plusieurs rites distincts, plusieurs Eglises rituellement distinctes, l'Eglise latine et les diverses Eglises orientales, dont chacune a non seulement sa liturgie propre, mais aussi ses règles disciplinaires, son droit à elle, comme d'ailleurs son propre patrimoine théologique et spirituel (cf. Const. *Lumen gentium*, n. 23).

(1) Cf. DC 1970, n° 1569, p. 796.

(2) Texte français distribué par la salle de presse du Saint-Siège. Les sous-titres sont de notre rédaction.

220 théologiens appartenant à divers pays ont reproché à la « loi fondamentale » d'avoir été « élaborée par une petite Commission sous direction curiale et tenue secrète » ; de ne pas présenter « d'appuis bibliques suffisants » ; de pécher « contre la lettre et l'esprit de Vatican II » ; de constituer « un obstacle très considérable sur la voie d'une entente œcuménique », et d'empêcher « l'accomplissement des tâches de l'Eglise dans la société contemporaine ».

Ont notamment signé ce texte : H. KUNG, A. AUER, N. GREINACHER, H. HAAG, W. KASPER et J. NEUMANN (Tübingen), P. LENSFELD, J.-B. METZ et K. RAHNER (Münster), F. BOECKLE (Bonn), F. HAARSTMA (Nimègue), F. KLOSTERMANN (Vienne), G. ALBERIGO (Bologne). Sans s'engager dans le détail des formules concernant la procédure, des théologiens français ont adhéré à cette déclaration ; parmi eux les PP. JOSSUA, QUELQUEJEU, GREFFRÉ, BLANQUART, CHENU, RETTENBACH, GANOCZY, SIMON, BEAUPÈRE, DUQUOC, JOLIF, CARRA DE VAUX, JOURDON. Ont également adhéré : MM. DOMENACH, CHATAGNER, BARTOLI, LESTAVEL et DE MONTVALLON. (*La Croix*, 20-21 juin 1971, p. 6.)

D'autre part, ces diverses Eglises font partie de l'Eglise universelle et réalisent cette unique Eglise de Dieu. Il y a donc certains principes qui leur sont communs, certaines normes de base qui sont communes à toutes ces Eglises et qui, en particulier, expriment et assurent cette unité. Le but poursuivi dans le projet de loi fondamentale est précisément de proposer les règles communes à toutes ces Eglises distinctes. En même temps, cette loi fondamentale comprendrait les règles fondamentales du droit canonique, règles auxquelles les autres lois canoniques, à savoir celles que comprendra le Code révisé de l'Eglise latine, celles aussi que contiendront le ou les Codes de droit oriental, devront se conformer.

Comme il est expliqué dans l'article des *Communications*, l'Eglise, qui certes avant tout est communauté ou communion de foi et de charité, est, dans ce monde, également une institution qui a le caractère de société. L'Eglise, dans ce monde, est faite pour les hommes, elle est constituée d'hommes qui doivent assurer leur sanctification, leur salut, et qui collaborent en vue d'atteindre cette fin.

Comme toute société ou association, l'Eglise, dans ce monde, la *Ecclesia peregrinans*, a besoin aussi de certaines règles de droit. Ces règles ont pour but d'appliquer, de déterminer et de sauvegarder la constitution divine dont l'Eglise est dotée ; elles ont pour objet aussi de définir concrètement les modes, les façons dont seront exercées les diverses charges qui lui sont confiées par le Christ, d'ordonner l'exercice des charismes reconnus comme vrais ; elles ont en vue aussi de définir davantage et concrètement les droits dont jouissent dans l'Eglise tous les fidèles, et la part qu'ils ont chacun, conformément à l'état ou la condition qui est la sienne, dans l'accomplissement de la mission qui est confiée à l'Eglise, au Peuple de Dieu. Sans nul doute, le droit dont dispose l'Eglise n'est qu'un moyen, un des moyens parmi tant d'autres qui doivent lui permettre d'accomplir la mission dont le Christ l'a chargée, celle d'assurer le salut des hommes.

Or, si l'Eglise a ses règles de droit, si elle a un ou des Codes de droit canonique, il doit être possible aussi, voire même opportun, de réunir dans un Code de canons fondamentaux les règles de base de cette législation ou de ces législations diverses, les règles fondamentales de ce droit ecclésiastique. Et c'est cela que la proposition de loi fondamentale veut tenter de donner.

Certes l'on peut dire : « Jusqu'à présent l'Eglise n'a jamais eu de Code fondamental ; pourquoi en faut-il un après vingt siècles ? » La réponse est aisée : « Jusqu'en 1918 l'Eglise n'avait pas de Code proprement dit de droit canon et cependant la codification a été utile ; en outre, jamais, dans l'Eglise, les droits fondamentaux de tous les chrétiens n'ont été définis ou nettement déclarés. » Est-ce là une raison pour ne pas les déterminer lors de la révision du droit canonique ?

Genèse et élaboration

3. Quelques mots encore au sujet de la genèse de ce projet et de son élaboration. A la suite de la demande à lui adressée par quelques évêques, le Saint-Père, dans le discours qu'il a fait, le 20 novembre 1965,

aux membres et aux consultants de la Commission pontificale pour la révision du Code de droit canonique, ■ posé le problème de la loi fondamentale. Le 25 novembre de la même année, eut lieu une réunion des cardinaux qui constituent la Commission pontificale susdite. 41 membres étaient présents à cette réunion. 27 se sont prononcés en faveur de l'élaboration d'une loi fondamentale ; 3 seulement y étaient opposés et ont voté *non placet* ; 3 autres étaient d'avis qu'il y avait lieu de remettre ce projet et de poser la question après la révision du Code ; enfin, 8 membres se sont abstenus parmi lesquels le président de la Commission, le cardinal Ciriaci. Il n'en reste pas moins que 65 % des membres se sont prononcés en faveur d'un Code fondamental.

La Commission du Code se devait, dès lors, d'étudier la question et d'élaborer un projet.

En 1967, le cardinal Felici, nouveau président de la Commission, a fait un exposé sur le travail en cours à la réunion ordinaire du Synode des évêques. Beaucoup de Pères du Synode étaient favorables à l'élaboration d'un projet de loi fondamentale ; certains d'entre eux ont proposé des *modi* mais étaient donc d'accord sur le principe. Le cardinal Felici fit remarquer que l'élaboration de ce projet ne se ferait pas sans de grandes difficultés et proposa la constitution d'une Commission synodale, composée d'évêques latins et orientaux, qui pourrait prêter son concours à cette élaboration et faire des suggestions. Mais cette Commission ne fut pas constituée.

Dans la Commission du Code, un premier projet soumis ■■ groupe central des consultants fut jugé trop juridique. Les consultants estimèrent que la loi fondamentale devait avoir un caractère théologico-juridique, les principes théologiques étant la base du droit dans l'Eglise et devant être énoncés.

Un second projet, de nature théologico-juridique, fut élaboré et fut longuement étudié et substantiellement remanié par le groupe de consultants, théologiens et canonistes, constitué à cet effet. Ce projet fut communiqué pour avis aux cardinaux membres de la Commission du Code, aux théologiens membres de la Commission théologique internationale et aux consultants de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi. Des 34 cardinaux, ont répondu : 2, par un *placet*, se déclaraient favorables au projet ; 30 ont répondu par un *placet juxta modum* ; 2 seulement déclaraient *non placet*. Sur les 30 membres de la Commission théologique internationale, 22 ont répondu : 17 ont fait des propositions en vue d'amender le texte ; 5 répondirent *non placet*. Quant à la Commission des consultants de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi, elle a envoyé un fascicule de *modi* proposant certaines modifications au texte proposé.

Toutes les remarques faites et les amendements proposés ont été soigneusement étudiés, et, tenant compte de ces remarques, le groupe des consultants de la Commission du Code a préparé un texte amendé.

C'est ce texte corrigé, *Schema Legis Ecclesiae fundamentalis Textus emendatus*, qui est envoyé pour avis aux évêques.

Les règles de droit ecclésiastique peuvent toujours être modifiées

4. La proposition de loi fondamentale de l'Eglise comprend, certes, des principes de droit divin, mais elle contient en outre de nombreuses prescriptions de droit ecclésiastique. Aussi peut-on dire que, dans son ensemble, elle est une proposition de droit positif, de loi positive de l'Eglise. Il en résulte que cette loi, sauf quant aux principes de droit divin certains qu'elle

contient, n'est pas immuable. Il y a lieu cependant de faire remarquer que, dans l'avenir, il faut tenir compte des résultats auxquels parviendra la science théologique dans l'étude de plus en plus approfondie de la révélation. Quant aux règles de droit ecclésiastique, elles peuvent toujours être modifiées. Dès lors, la loi fondamentale, si elle est promulguée, est susceptible d'être révisée, comme l'est le Code de droit canonique.

Un avant-projet destiné à être corrigé et remanié

5. Comme il ■ été dit, la proposition de loi fondamentale de l'Eglise est soumise pour consultation aux évêques. Il n'a jamais été dans l'intention de la Commission du Code ni de qui que ce soit de soumettre le présent texte de proposition au vote de l'assemblée des évêques, réunis prochainement en Synode. Le président de la Commission, le cardinal Felici, fera aux évêques réunis en ce Synode prochain une communication au sujet du travail accompli jusqu'à présent et du travail à accomplir dans la suite.

Tous les évêques du monde sont priés de donner leur avis au sujet de la proposition dont le texte leur a été envoyé. Toutefois, les avis qu'ils donneront ne valent pas un vote. Ils fourniront des indications, des suggestions au sujet de l'élaboration ultérieure d'un projet de loi fondamentale. Le document qu'ils ont entre les mains, en effet, n'est qu'une proposition ou un avant-projet ou, mieux encore, un instrument de travail, a *work paper*, une proposition destinée à être éventuellement corrigée ou même profondément remaniée. Les avis que fourniront les évêques pourront et devront contribuer largement à assurer ce travail de correction et de remaniement ultérieurement à faire. Les évêques, comme il leur a été signifié, peuvent consulter les prêtres et autres fidèles. De la sorte, ■■■ consultation du peuple chrétien peut avoir lieu. L'on comprend dès lors que des avis soient donnés et que des critiques du texte soient proposées, et ces avis et critiques seront très utiles. Mais on ne comprend pas l'animosité, voire l'hostilité dont certains font preuve dans leurs écrits. La Commission du Code, ■■ effet, en élaborant ce projet, n'a rien voulu d'autre que d'accomplir un travail demandé par certains évêques et jugé opportun par nombre d'entre eux.

Le cardinal Felici, lors du Synode des évêques de 1967, a demandé le concours des évêques : « *Difficultates multae sunt. Si potestis nos adjuvare, adjuvate nos* », leur a-t-il dit (cf. *Communicationes*, I, 1969, p. 98). A présent il leur demande de bien vouloir donner leur avis au sujet de la proposition élaborée et de faire des suggestions qui permettront d'élaborer éventuellement une nouvelle proposition, même profondément remaniée, de loi fondamentale.

G. ONCLIN.

— *La Spiritualité de Mgr Mazenod*, par L.-H. BOUTIN. — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 196 pages. Rayonnement 2 585 Letourneux, Montréal 403 (Canada).

— *Lectures bibliques du dimanche*. Tome I : *Avent*, par Mgr L. SOUBIGOU (coll. « Liturgie et Oraison »). — Un vol. 14 × 18 cm, de 202 pages. Editions P. Letellieures, Paris.

— *Mort à voir, mort à vendre*, par JULIEN POTEI (coll. « L'athéisme interrogé »). — Un vol. 13,5 × 20,3 cm, 266 pages. Editions Desclée et Cie, Paris.

REPONSES DE Mgr ONCLIN AUX QUESTIONS

L'Osservatore Romano du 7 juillet 1971, p. 2, a rendu compte en ces termes des réponses faites par Mgr Onclin aux questions qui lui ont été posées au cours de sa conférence de presse (1).

De nombreuses questions ont porté sur les consultations en cours dans le monde entier concernant le projet de la Loi fondamentale. Mgr Onclin a répondu que si l'on attend pour septembre les réponses des évêques, plusieurs mois cependant seront nécessaires pour un examen approfondi de ces réponses qui serviront de base à la rédaction d'un projet ultérieur. Entre-temps, d'autres réponses d'évêques parviendront à Rome, dont il sera naturellement tenu compte. A la lumière de ce programme, un gros travail attend la Commission en 1972.

Un journaliste a demandé si, à ce stade du projet, on envisageait la possibilité de consulter tout le peuple de Dieu sur la Loi fondamentale. Mgr Onclin a répondu que, du Centre de l'Eglise, il était impossible de le faire. Par contre, chaque évêque, responsable de son Eglise particulière, a la possibilité de consulter les fidèles intéressés et compétents en la matière. Les évêques sont invités à agir ainsi, et beaucoup — en France, en Amérique et ailleurs — l'ont déjà fait.

Répondant à une question sur le cheminement futur de la Loi fondamentale, Mgr Onclin a déclaré qu'après la communication du cardinal Felici au prochain Synode, et l'examen des observations des évêques, on élaborera un nouveau texte corrigé, amendé et même profondément remanié, si c'est nécessaire. Ce nouveau texte sera éventuellement soumis aux évêques pour qu'ils y apportent de nouvelles retouches, et enfin, dans un an, selon toute probabilité, on pourra soumettre la rédaction définitive au vote d'une assemblée d'évêques qui pourra être celle d'un des prochains Synodes.

Un journaliste a fait observer que l'on a soulevé dernièrement des objections non tant contre le contenu de la loi, que, et surtout, contre la décision de faire une Loi fondamentale, et il a demandé à Mgr Onclin si la Commission pontificale était prête à défendre ce projet jusqu'au bout, même si les évêques exprimaient un sentiment contraire à cette initiative dans son ensemble. La Commission, a répondu Mgr Onclin, est prête à accueillir toutes les observations, y compris celles qui porteraient sur l'opportunité ou non d'une Loi fondamentale de l'Eglise, alors que l'on s'en est bien passé pendant dix-neuf siècles. Mais la décision de promulguer un jour une telle loi appartient aux évêques, de même qu'au Concile c'étaient les évêques qui avaient le pouvoir de décider, car ce sont eux qui sont responsables de l'Eglise. Mais cette décision ne pourra intervenir qu'en une seconde phase ; actuellement, on n'en est qu'à la phase préparatoire d'un projet qui demandera encore beaucoup de travail.

On demanda ensuite à Mgr Onclin pourquoi le projet actuel incluait une description de l'Eglise. Cela est dû, a-t-il répondu, au fait que, selon l'enseignement du Concile, le nouveau Code ne doit pas avoir un caractère seulement juridique ; il doit avoir une fondation théologique. L'Eglise n'est pas un Etat, car elle

■ une mission tout ■ fait différente de celle d'un Etat. Vivant parmi les hommes, elle est amenée à utiliser des moyens humains qui, comme le droit, ont une certaine analogie avec ceux qui sont utilisés par les Etats. Mais l'inspiration du droit dans l'Eglise est différente. Dans l'Eglise, le droit ne se comprend pas si l'on ne tient pas compte de son fondement théologique. Et ceci vaut aussi pour les autres parties du Code de droit canonique qui sont à réformer. Par le projet de Loi fondamentale, on a l'intention de faire œuvre pastorale, d'indiquer les fondements théologiques des normes, et c'est pourquoi le projet s'ouvre sur une description de l'Eglise, du peuple de Dieu.

Un journaliste fit alors remarquer qu'il n'est plus besoin d'une Loi fondamentale de l'Eglise après que le Concile ait donné avec *Lumen gentium* une charte constitutionnelle de ce type. Le droit, répondit Mgr Onclin, doit comprendre une série de règles pratiques qui ne pouvaient trouver place dans un document tel que *Lumen gentium*. Il s'agit aujourd'hui de faire la Loi en extrayant de *Lumen gentium* l'essentiel, tout en gardant la même inspiration que celle du document conciliaire. De plus, *Lumen gentium* ne dit pas tout. Il dit par exemple que tout évêque, à partir du moment de sa consécration, fait partie du Collège épiscopal, mais il ne dit pas que tout évêque a le droit de participer au Concile, et sur ce point, *Lumen gentium* a été complété par le document *Christus dominus*. Pour faire la Loi fondamentale, on est en train d'élaborer des règles plus juridiques, mais *Lumen gentium* reste cependant toujours le fondement et la source de tout.

Mgr Onclin a aussi parlé des implications œcuméniques du projet. La décision d'une révision du Code de droit canonique, a-t-il fait observer, est antérieure au Concile ; mais depuis le Concile les travaux de réforme ont tenu particulièrement compte de la sollicitude œcuménique de l'Eglise. Pour la nouvelle élaboration de la Loi fondamentale, seront consultés entre autres des non-catholiques.

Enfin, quelques questions portaient sur le concept de « stabilité » de la Loi fondamentale qu'on est en train de préparer. Comment peut-on accepter ce présupposé de stabilité, a demandé quelqu'un, étant donné que nous vivons en une période de changements continuels et bienfaisants dans la vie de l'Eglise, dont les récentes étapes ont été le Concile, le Synode et les autres formes d'exercice de la collégialité ? La Loi, a répondu Mgr Onclin, est en substance une loi de droit positif. Et la stabilité — toutes les écoles de philosophie du droit le reconnaissent —, est connotée au concept de loi. Mais stable n'est pas synonyme d'irréformable. De nouvelles recherches théologiques et de nouvelles circonstances interviendront qui imposeront des révisions ultérieures. Le texte actuellement en cours d'élaboration aspire à la stabilité, et il ne semble pas que l'on puisse admettre la proposition faite par quelqu'un de promulguer la Loi sous une forme provisoire, c'est-à-dire *ad experimentum*. Ce sera un texte doté de la plus grande stabilité mais pleinement susceptible d'être réformé, selon les exigences des temps qui évoluent si rapidement.

SERCIO TRASATTI.

— *Nouvelles approches de l'Eucharistie*, par COLMAN O'NEIL. Traduit de l'américain (coll. « Théologie et Vie »). — Un vol. 12,8 x 18,5 cm, de 128 pages. Editions Duculot, Gembloux (Belgique) et P. Lethiel-leux, Paris.

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien.

INTERVIEW DU CARDINAL SUENENS

A PROPOS DE LA LOI FONDAMENTALE (*)

La consultation des évêques

Q. 1. De toutes parts, on a critiqué le projet consacré à une Constitution de l'Eglise, connu sous le nom de « loi fondamentale ». Malgré cela, une nouvelle version, plus vulnérable encore, dit-on, a été envoyée aux évêques du monde pour qu'ils donnent leur vote par écrit, à ce sujet, avant le 1^{er} septembre prochain.

Pourquoi pareil vote avant l'ouverture du Synode et que pensez-vous des conditions dans lesquelles ce scrutin postal se déroule ?

R. En ce qui concerne la validité de pareille consultation, par écrit, des évêques dispersés à travers le monde, je ferais les plus expresses réserves. Le temps manque pour un examen sérieux d'un document d'une pareille ampleur et qui a été préparé à huis clos, pendant cinq ans.

On ne peut guère, en un laps de temps si court, consulter, comme il le faudrait, nos facultés de théologie et de droit canon, sans même parler des experts des disciplines concernées par ce projet de Constitution.

On n'a guère la possibilité d'une discussion collégiale : celle-ci, du reste, n'a jamais été rendue possible, ni pour la Commission cardinale elle-même chargée de superviser les travaux — nous ne nous sommes jamais réunis — ni pour la Commission théologique internationale comme telle. Les Conférences épiscopales n'ont pratiquement plus le temps de l'étudier en commun. Or, chacun sait qu'il y a un monde de différences entre une consultation rapide et des consultations mûrement préparées au niveau des Eglises locales.

Mais, outre la hâte et l'impréparation pour une consultation valable, il reste que tout ceci se fait encore dans une atmosphère secrète ou semi-secrète. Le texte n'est pas accessible au public chrétien et, pourtant, il le concerne au premier chef puisqu'il s'agit d'une Constitution qu'il est appelé à vivre.

Comment veut-on, dans ces conditions, que l'on en discute ouvertement « en Eglise », avec les personnes qualifiées et avec les organes diocésains de coresponsabilité concernés par cette Constitution ? Comment dès lors obéir à l'appel du Pape qui attend pour la réforme du Code « l'apport précieux des évêques, lesquels à leur tour seront les interprètes du sentiment du Peuple de Dieu ? ». (Discours, 23 juin 1970.)

Et comment ne pas estimer que pareille procédure, si elle devait être maintenue, serait la négation de l'instruction récente de la Commission pontificale sur les moyens de communication sociale — instruction confirmée par le Saint-Père — et où on lit : « L'opinion publique est liée à la nature sociale de l'homme... En corrélation avec le droit qui naît de ce besoin, il a le devoir d'aller lui-même au devant de l'information... La formation même de l'opinion exige la liberté pour chacun d'exprimer ses sentiments et ses réflexions. »

(*) Texte français original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Cet interview a été accordée à R. Guilderson, du NC News Service, Washington.

Pour que personne ne puisse dire que ceci vaut pour la société civile, non pour l'Eglise, l'Instruction continue : « Comme le développement des opinions publiques dans l'Eglise est essentiel, chaque membre du Peuple de Dieu a le droit à l'information complète qui lui est nécessaire pour jouer un rôle actif dans la vie de l'Eglise. »

Ce serait d'une amère ironie si, en une occasion aussi importante, pour l'avenir de l'Eglise, nous omettions de pratiquer les principes que nous proclamons.

J'avoue être inquiet, d'autant plus que chacun sait que le promoteur de la consultation, le cardinal Felici, a écrit jadis dans *l'Osservatore Romano* qu'une consultation n'est nullement nécessaire en l'occurrence et qu'il appartient au Pape seul de juger, souverainement, s'il proclamera ou non cette Constitution pour l'Eglise entière, avec ou sans l'intervention de la collégialité épiscopale. Opinion qui a d'ailleurs pour elle la lettre du droit actuellement en vigueur mais qui, après Vatican II et le Synode de 1969, est contraire à l'esprit de Vatican II. Ce qui montre combien il reste urgent de clarifier la notion même de collégialité authentique.

En réponse à de nombreuses critiques, un porte-parole de la Commission pour la réforme du Code a déclaré récemment, à une conférence de presse au Vatican, que le texte de la loi était ouvert à la consultation la plus large — ceci en opposition formelle avec l'instruction antérieure qui demandait que le schéma reste réservé à quelques conseillers.

Mais, malgré tout, pour que pareille consultation elle-même soit valable, il eût fallu, au préalable, en étudier la procédure même, à la lumière de la théologie et de la technique ; il eût fallu préciser et situer le rôle et la place respective en pareille consultation des évêques, des prêtres, des laïcs.

Ce n'est pas cette assurance tardive qui vient d'être donnée pour apaiser les esprits qui peut remédier à cette grave lacune initiale.

Une loi fondamentale est-elle possible ?

Q. 2. Mais, à supposer une procédure normale et adéquate d'étude et de consultation préalables, croyez-vous qu'il soit possible de rédiger une « Lex fundamentalis » ?

R. Je voudrais laisser aux théologiens et aux canonistes la question de savoir si une loi fondamentale ou constitutionnelle de l'Eglise est possible, entendant par là une loi qui juge les lois, une loi qui serve de référence et de régulateur à toutes les autres lois à venir, comme le veut ce projet.

Cette question est particulièrement difficile car le risque est grand de « dogmatiser » le droit et de « légaliser » le dogme. Comment éviter le danger de ne pas distinguer suffisamment ce qui relève d'une part de la foi, ou de la théologie, ou de l'histoire, ou de la sociologie et, d'autre part, ce qui appartient au domaine propre du droit.

Vatican II nous a rappelé très opportunément que l'Eglise est un mystère de Dieu qui plonge ses racines dans le mystère trinitaire lui-même, et qui déborde de toutes parts nos catégories humaines. Je constate que depuis vingt siècles qu'elle existe, l'Eglise n'a jamais éprouvé le besoin de se définir de la sorte en termes juridiques ; pour qui attache, à bon droit, du prix à la Tradition, cela mérite d'être pris en considération.

Par ailleurs, sous l'étiquette « loi fondamentale », on peut loger des choses bien différentes. S'agit-il d'une Constitution de l'Eglise, par analogie à une Constitution civile ? En toute hypothèse, n'importe quelle Constitution civile contient l'ensemble des droits et devoirs du citoyen et des pouvoirs constitués à tous les niveaux. Or, la *Lex fundamentalis*, dans le texte soumis à l'examen, ne contient aucune garantie de ce genre : ce serait une lacune impardonnable pour un document juridique qui se veut « essentiel ».

S'agit-il de mettre sous ce nom quelques principes directeurs qui devraient orienter les travaux ultérieurs de la Commission de la réforme du Code ? Ce serait en ce cas une ambition plus modeste et sans doute plus réaliste.

Comme on le voit, lorsqu'au Synode de 1967 les évêques ont donné le feu vert à une « *Lex fundamentalis* » à faire, le consensus portait sur une chose encore peu définie, à naître. On ne peut arguer raisonnablement à partir de là pour proclamer un accord sur une « Charte de l'Eglise » de ce type, valable pour tous les temps futurs.

Est-elle opportune ?

Q. 3. *Mais à la supposer possible, et en laissant cette question théorique ouverte, croyez-vous qu'une « Lex fundamentalis » soit opportune en ce moment ?*

R. Ici, je réponds sans hésiter : certainement pas.

D'abord, je ne crois pas qu'elle réponde, telle qu'elle est conçue, à un besoin. Le Concile avec *Lumen gentium*, éclairé par *Dei Verbum* et d'autres textes conciliaires complémentaires, nous a donné la préface doctrinale requise comme point de départ à toute révision du Code et, par-delà ces textes conciliaires, il y a dans l'Eglise une loi fondamentale, valable pour tous les temps, qui s'appelle l'Evangile. Il est dangereux de couler l'Evangile en textes de loi. Et on ne marquera jamais assez que l'Eglise est fondée non sur la loi mais sur la Parole de Dieu à laquelle le magistère est humblement soumis. Il ne suffit pas d'une citation ça et là de l'Ecriture — très rare d'ailleurs — ou d'une mention du Saint-Esprit, pour remédier à l'absence de perspective biblique et assurer sa primauté.

Par ailleurs, pareille Charte, publiée en ce moment, risque de bloquer tout développement ultérieur, tant théologique que canonique et pastoral, même si on déclare son caractère « provisoire » sur quelques points de détail. Au nom de quel critère, d'ailleurs, ferait-on ce tri entre le fondamental et l'accessoire ? Une loi « fondamentale » est, par définition, définitive : elle cliché donc l'évolution actuelle sur des points importants que Vatican II n'a pas résolus ni même abordés.

Ces problèmes « en état de recherche » sont

vitaux pour l'avenir de l'Eglise : je songe, pour n'en citer que quelques-uns, aux rapports précis entre primauté et collégialité, à la théologie des Eglises locales, à la nature d'un Synode, à la place et au rôle d'un collège cardinalice en fonction de l'élection d'un Pape, aux diverses formes de coresponsabilité propres aux laïcs dans l'Eglise, etc. Ce ne sont pas là des questions adventices ou soustraites, par nature, à la discussion collégiale. Une loi fondamentale qui les ignore est périmée au départ.

Tout ceci ne veut évidemment pas dire que l'Eglise n'ait pas besoin, comme toute société visible, d'un « code de la route ». Si elle est « communion et mystère », elle est aussi « société hiérarchique », ce qui implique ordre et autorité et des lois. Mais la loi fondamentale dont il s'agit est bien autre chose. Certains de ses textes pourraient servir comme instrument de travail au cours de la confection du nouveau code, comme points de référence, parmi d'autres, mais sans jouir d'un statut privilégié quelconque, sans « canonisation ». Il faudrait que les canonistes soient particulièrement attentifs à la mise en garde que le P. E. Rideau, S. J., exprimait récemment dans un autre contexte par ces mots : « L'ordre qui étouffe est aussi dommageable que le chaos de l'anarchie. »

Nette régression par rapport à Vatican II

Q. 4. *Puis-je vous demander sur quoi, selon vous, porte la critique essentielle du projet ?*

R. J'ai lu de nombreux articles et études parus en Belgique, en France, en Italie, en Amérique et ailleurs. Tous les auteurs de ces articles ont ceci en commun : ils estiment que la *Lex* méconnaît l'esprit et même la lettre de Vatican II. Le professeur Alberigo de Bologne a fait une étude très fouillée de la *Lex* à ce point de vue : on ne peut qu'être impressionné par ses conclusions. Nous sommes, de toute évidence, en nette régression par rapport à l'orientation de Vatican II.

Ce ne sont pas les 102 citations de Vatican II — citations complètes ou parfois curieusement incomplètes — qui élimineront cette conclusion après lecture attentive. Pour le dire en un mot : l'ecclésiologie sous-jacente majeure au maximum le caractère monarchique absolu de l'autorité pontificale et minimise au maximum la collégialité des évêques comme aussi toute coresponsabilité des chrétiens à quelque niveau que ce soit.

L'Eglise comme communion, comme réalité sacramentelle, eucharistique, eschatologique, n'y reçoit pas son plein relief. L'aspect juridique qui prédomine ne respecte pas assez la richesse spirituelle et charismatique du mystère de l'Eglise. La fonction pontificale est isolée du Collège épiscopal, ce que *Lumen gentium* avait soigneusement évité ; le Synode reste rattaché à la primauté, non à la collégialité des évêques ; le laïc est vu à nouveau sur un mode négatif comme le non-clergé, etc.

L'opinion que je vous exprime n'a rien de personnelle : elle est commune à un nombre considérable de théologiens à travers le monde : ils viennent d'ailleurs de s'exprimer ouvertement dans un document public portant leurs signatures.

Craintes pour l'œcuménisme

Q. 5. Peut-on vous demander quelle serait la répercussion de la Lex sur l'œcuménisme? La structure de l'Eglise qu'elle définit ouvre-t-elle ou ferme-t-elle la perspective de la réunion des Eglises chrétiennes?

R. Je crois que les Eglises chrétiennes non catholiques remarqueront tout de suite qu'en plusieurs points importants ce texte est en retrait par rapport au décret sur l'œcuménisme adopté par le Concile.

On n'y trouve pas les perspectives théologiques sous-jacentes à certaines expressions employées par le Pape s'adressant au patriarche Athénagoras et, plus récemment, à l'Eglise anglicane, à l'occasion de la canonisation des martyrs anglais, où le Pape parlait d'« Eglise-sœur ».

Par ailleurs, tout ce qui méconnaît ou minimise la coresponsabilité, à n'importe quel plan, est de soi un obstacle à l'œcuménisme. Et enfin, faut-il le dire, l'approche du mystère de l'Eglise par le biais juridique est une route, œcuméniquement parlant, semée d'embûches.

On comprend dès lors que, du côté des œcuménistes catholiques, la Lex ait été accueillie avec consternation et que l'un d'eux, M. Villain, S. M., ait pu écrire récemment dans un article remarqué du *Figaro* que son adoption signifierait la mort de l'œcuménisme.

C'est parce que je ressens si vivement ce danger d'anéantir les efforts vers l'unité visible que je crois de mon devoir d'exprimer mes craintes.

Les droits de l'homme

Q. 6. Permettez-moi une question plus particulière à laquelle nous, Américains, nous sommes extrêmement sensibles. La loi fondamentale parle des droits de l'homme (canons 10 à 24) : est-ce un progrès notable et rafraîchissant par rapport au passé? Estimez-vous que ces droits fondamentaux valables pour tout chrétien sont énoncés adéquatement et suffisamment garantis?

R. Je me réjouis avec vous de ce « *bill of rights* » auquel vous faites allusion : le progrès est certain. Mais l'énoncé est parfois trop timide et craintif. On aurait envie de dire : « Ne craignez pas, faites confiance au Saint-Esprit dans le peuple fidèle », tant on insiste sur les limitations et les prudenances.

Mais enfin, au total, c'est positif comme affirmations. Malheureusement, celles-ci restent trop à l'état d'affirmations, sans garanties juridiques élaborées, sans structure de protection. Le droit, par sa fonction même, doit envisager les situations difficiles, les conflits, les hypothèses les plus pénibles. C'est son rôle. Comme réflexion d'ensemble, je dirais que je suis frappé de voir combien la loi fondamentale est singulièrement peu juridique et précise dès qu'elle quitte le domaine de l'autorité pontificale et de ses modes d'exercice. L'équilibre entre droits et devoirs n'est pas encore acquis ni la délimitation exacte des compétences ni le jeu concret du principe de subsidiarité ou de collégialité.

Comment la loi serait-elle reçue dans l'Eglise?

Q. 7. Si cette « Constitution » était adoptée, quel serait l'accueil de l'Eglise, sa « réception »?

R. Vous savez comme moi qu'il existe un important courant « anti-institutionnel » parmi les chrétiens du type « troisième homme ». Je crains fort que ce courant, que je déplore, n'en sorte terriblement renforcé. Le correspondant romain du journal *le Monde*, M. Nobecourt, a publié un article qui souligne le danger de cette réaction prévisible. Cette tentation du « désintéressement » est grave, et nous devons tout faire pour la combattre, par amour de l'Eglise.

Mais, pour cela, il faut se rendre compte que dans le monde d'aujourd'hui, une Constitution ne s'impose pas d'autorité à un peuple sans que celui-ci n'ait pu assumer — directement ou indirectement — une part de coresponsabilité dans la préparation des lois.

Gratien déjà écrivait au XII^e siècle, à propos de la « réception », ces lignes toujours actuelles : « Les lois sont instituées lorsqu'on les promulgue, elles sont définitivement établies lorsque les mœurs de ceux qui doivent les vivre viennent les corroborer (1). »

Tout ceci n'équivaut pas à faire de l'Eglise une démocratie où le pouvoir émanerait du peuple ; non, mais dans le respect total de l'autorité épiscopale et de l'autorité pontificale, il est une part de coresponsabilité que l'on ne méconnaîtrait pas en vain au niveau des fidèles et des prêtres. On remarque l'absence de toute référence dans la loi fondamentale aux conseils presbytéraux et pastoraux. Je sais que ces organes sont encore en rodage et que la vie n'a pas dit son dernier mot. Mais on ne peut les méconnaître au point de les passer sous silence, en fait et en droit.



En conclusion, je crois qu'il faut, hélas ! rejeter le texte actuel qui ne se prête pas à correction. Il faut plus de temps pour préparer un document plus approfondi et plus souple à la fois. En attendant, il faut laisser ouvertes portes et fenêtres. Il faut permettre à l'Esprit-Saint de mener son Eglise avec un minimum de légalisme et un maximum d'ouverture au dynamisme de la vie. Notre confiance sereine en l'Esprit, présent et actif dans son Eglise, est notre meilleure, notre seule garantie finale et décisive. C'est lui qui nous dira, au fil des siècles, d'étape en étape, par le Magistère toujours vivant, et à travers la fidélité vécue du Peuple de Dieu, comment respecter à la fois l'Evangile, notre *Lex fundamentalis* par excellence, et répondre aux besoins des hommes d'aujourd'hui et de demain.

† L. J. cardinal SUENENS,
archevêque de Malines-Bruxelles.

Malines, le 17 juillet 1971.

(1) *In dicto ad c. 3, D. IV* : « *Leges instituuntur cum promulgantur, firmanur cum moribus utentium approbantur.* »

— *Imagination et obéissance*, par DOROTHÉE SOLLE. Traduit de l'allemand par GWENDOLINE JARCZYK (coll. « Christianisme en mouvement », n° 13). — Un vol. 12,5 X 20 cm, de 95 pages. Prix : 9 F. Editions Casterman, Paris.

Législation et Jurisprudence

LA NOUVELLE LOI SCOLAIRE (*)

*Loi n° 71-400 du 1^{er} juin 1971 modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 (**) sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés (1).*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — L'alinéa 1^{er} de l'article 4 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les établissements d'enseignement privés du premier et du second degré peuvent demander à passer avec l'Etat un contrat d'association à l'enseignement public, s'ils répondent à un besoin scolaire reconnu qui doit être apprécié en fonction des principes énoncés à l'article 1^{er} de la présente loi. »

ART. 2. — L'alinéa 2 de l'article 4 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le contrat d'association peut porter sur la totalité des classes de l'établissement ou sur une partie d'entre elles. Dans les classes faisant l'objet d'un contrat, l'enseignement est dispensé selon les règles générales et les programmes de l'enseignement public. Il est confié, en accord avec la direction de l'établissement, soit à des maîtres de l'enseignement public, soit à des maîtres liés à l'Etat par contrat. »

ART. 3. — Les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 5 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Les établissements d'enseignement privés du premier degré peuvent passer avec l'Etat un contrat simple suivant lequel les maîtres agréés reçoivent de l'Etat leur rémunération qui est déterminée compte tenu notamment de leurs diplômes et des rémunérations en vigueur dans l'enseignement public. »

(*) Journal officiel de la République française, lois et décrets, 3 juin 1971, p. 5339.

(**) Texte dans DC 1960, n° 1320, col. 77 et s. (NDLR.)

(1) Travaux préparatoires :

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 1606 ;

Rapport de M. Olivier Giscard d'Estaing, au nom de la Commission des Affaires culturelles (n° 1635) ;

Discussion et adoption le 27 avril 1971.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 202 (1970-1971) ;

Rapport de M. Paul Minot, au nom de la Commission des Affaires culturelles, n° 232 (1970-1971) ;

Discussion et adoption le 19 mai 1971.

« Ce régime est applicable à des établissements d'enseignement privés du second degré, classique, moderne ou technique, jusqu'à la fin de l'année scolaire 1979-1980, après avis du Comité régional de conciliation. »

« Les établissements d'enseignement privés du second degré actuellement sous contrat simple pourront être maintenus sous ce régime jusqu'à la même date. »

ART. 4. — Il est ajouté à la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 un article 5 *bis* ainsi conçu :

« Art. 5 *bis*. — L'orientation scolaire et professionnelle des élèves fréquentant les établissements signataires d'un contrat avec l'Etat est assurée, suivant des principes compatibles avec les objectifs retenus pour l'enseignement public, dans des conditions fixées par décrets. »

« Ces décrets fixeront notamment les conditions et les délais dans lesquels les structures des établissements signataires d'un contrat avec l'Etat devront, pour chacun d'entre eux, ou grâce à un groupement de plusieurs d'entre eux, permettre cette orientation scolaire et professionnelle. »

ART. 5. — Il est ajouté à la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 un article 5 *ter* ainsi conçu :

« Art. 5 *ter*. — Les expériences de recherche pédagogique peuvent se dérouler dans des établissements publics ou privés selon des conditions dérogatoires précisées par décret. »

ART. 6. — L'article 6 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 6. — Il est créé auprès de chaque préfet de région ou de chaque préfet de département d'outre-mer un Comité de conciliation compétent pour connaître de toute contestation née de l'application de la présente loi. »

« Aucun recours contentieux relatif à la passation des contrats prévus aux articles précédents ou à leur exécution ne pourra être introduit qu'après avoir été soumis audit Comité. »

« Le Comité donne son avis sur les questions qui lui sont soumises par le préfet de région ou par le préfet de département. »

« Le préfet de région peut transférer à un Comité départemental les compétences du Comité régional lorsque cela facilite leur mise en œuvre. »

« Un Comité national de conciliation est institué auprès du ministre de l'Education nationale. Il donne son avis sur les questions qui lui sont soumises par le ministre de l'Education nationale saisi notamment par les comités régionaux. »

« Le Comité national peut connaître en second examen des questions soumises aux comités régionaux ou départementaux, à la demande du ministre de l'Edu-

cation nationale, du préfet régional ou des responsables des établissements d'enseignement intéressés. »

ART. 7. — L'article 9 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 est abrogé.

ART. 8. — L'article 13 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 13. — Il pourra être fait application de la présente loi à des territoires d'outre-mer à la demande des autorités compétentes de chaque territoire, dans des conditions fixées par décrets en Conseil d'Etat. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 1971.

Par le président de la République :

GEORGES POMPIDOU.

Le premier ministre,
JACQUES CHABAN-DELMAS.

Le ministre d'Etat
chargé des Départements et Territoires d'outre mer,
PIERRE MESSMER.

Le ministre de l'Economie et des Finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le ministre de l'Education nationale,
OLIVIER GUICHARD.

LE RAPPORT DE M. OLIVIER GISCARD D'ESTAING (2)

Monsieur le président, messieurs les ministres, mes chers collègues, je tiens d'abord à remercier les membres de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales de m'avoir confié la tâche de vous présenter un rapport sur un projet de loi si important, texte qu'elle a d'ailleurs largement approuvé et dont l'esprit correspond à mes convictions personnelles, faites de liberté et de tolérance.

Je pense que nous devons appliquer de tels principes au domaine majeur qui conditionne l'avenir de notre pays et de notre civilisation, celui de l'éducation.

J'espère pouvoir compter sur votre compréhension que je m'efforcerai de satisfaire et même de rassasier d'éléments convaincants. J'espère également compter sur votre adhésion, car ce projet, avec les quelques modifications que je vous suggérerai, ne peut heurter aucun de vos sentiments démocratiques et républicains.

Ce projet a soulevé quelques oppositions. Ne pourrait-on pas essayer de les rassurer et de les désarmer ?

La tâche m'est largement facilitée, d'abord parce qu'il ne s'agit pas d'une loi novatrice ni d'une loi d'aventure dont l'application ou les réactions psychologiques qu'elle pourrait entraîner obligent à prendre des risques inconnus.

Il s'agit d'une loi de constat, après plus de dix ans d'expérience. Non seulement les débats de l'Assemblée, le 23 décembre 1959, ont permis d'en éclairer tous les principes, mais ils ont été approuvés à une écrasante majorité.

D'ailleurs, nombre de nos collègues ont pu constater, à la suite de leurs réélections successives, que l'opinion publique avait bien ratifié le choix qui avait été opéré en votant cette loi importante.

On hésite à citer les indications fournies par les sondages d'opinion pour se faire une idée sur ce que pense l'opinion publique française de l'existence des établissements privés. Néanmoins, je crois intéressant de vous préciser que, sur cent personnes interrogées, cinq seulement se sont déclarées opposées à l'existence d'enseignements privés. D'autre part, 68 % se sont déclarées favorables au maintien ou à l'augmentation des subventions à l'enseignement privé. Un retour en arrière serait donc inconcevable.

Le présent projet, mesdames, messieurs, a rencontré l'agrément du Comité national de conciliation créé par la loi de 1959 pour veiller à sa bonne application. Je pense que son avis éclairé est précieux.

Il reste non moins évident que notre Assemblée est souveraine en la matière et que ce débat doit lui permettre de se faire une opinion définitive et déterminante sur les rapports entre l'Etat et les établissements privés. Il est donc nécessaire que je rappelle les principes sur lesquels ils reposent et les objections qui ont été opposées, que je résume le contenu de la loi Debré du 31 décembre 1959 et l'application qui en a été faite. Je présenterai ensuite les dispositions du projet qui nous est soumis. Enfin, j'analyserai les critiques auxquelles il a donné lieu, les insuffisances qu'on peut lui reprocher, mais également ses aspects positifs qui devraient vous permettre de l'adopter.

Cette loi et ce débat sont nécessaires puisque la loi de 1959 ne réglait ce problème que temporairement, pour une période de neuf ans, qui pouvait être prolongée par décret au maximum pour trois ans. Nous devons donc être obligatoirement saisis de ce projet de loi, et il n'est pas concevable que nous puissions nous prononcer pour une question préalable qui a d'ailleurs été écartée par la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales.

Réponse à trois objections

Le texte aujourd'hui en discussion propose de régler définitivement les rapports entre l'Etat et les établissements privés des premier et deuxième degrés. Il donne aux premiers la possibilité de passer des contrats simples et permet à tous de conclure des contrats d'association, apportant à ces établissements une importante contribution financière de l'Etat. Celle-ci correspond à la prise en charge du traitement des enseignants pour les établissements sous contrat simple, à laquelle s'ajoute la prise en charge des frais de fonctionnement pour les établissements sous contrat d'association. Je voudrais dégager les principes et répondre d'abord aux trois objections majeures qui ont été soulevées.

1^o Cette loi serait contraire au laïcisme réaffirmé par la Constitution du 27 octobre 1946 et repris dans le préambule de la Constitution du 4 octobre 1958.

2^o Elle couperait la nation en deux, c'est-à-dire en deux catégories d'élèves et, plus tard, de citoyens.

3^o La loi priverait l'enseignement public des ressources publiques qui lui sont nécessaires. J'espère, mes chers collègues, que vous suivrez mon raisonnement dans son intégralité.

Ceux qui sont favorables au projet, parmi lesquels je me range, font valoir trois arguments :

D'abord, il repose sur une liberté fondamentale, celle de l'enseignement ; ensuite, il propose la coopération entre l'Etat et le domaine privé, ce qui est indispensable pour mieux assurer un service public ; enfin, il est équitable, parce qu'il respecte le droit des familles en évitant de faire intervenir, contre celles qui choisissent l'enseignement privé, la loi qui est la plus choquante dans ce domaine, celle de l'argent.

Quinze heures de débat ont tourné autour de ces principes, en décembre 1959, et je veux ici

(2) Journal officiel. Débats parlementaires. Assemblée nationale, 28 avril 1971, p. 1449 et s. Les sous-titres sont de notre rédaction.

rendre hommage à la remarquable démonstration qu'avait faite M. Michel Debré, alors premier ministre, lorsqu'il a présenté son projet.

J'aurais pu en reprendre les arguments à la fois percutants et d'une grande élévation de pensée ; je suis sûr que les principes qu'il a alors développés sont encore présents dans vos mémoires.

Je désirerais aussi rappeler certains affrontements pertinents et parfois d'un niveau élevé auxquels avaient pris part nombre de nos collègues d'aujourd'hui. Avaient également participé au débat, sous forme de citations : Condorcet, Marie-Joseph Chénier, Lakanal, Jaurès, Léon XIII, cité par Guy Mollet ; Jules Ferry, l'abbé Lemire, Lacordaire, Lamennais, Montalembert, Alain, Tacite, Khrouchtchev, cité par M. Trémolet de Villers ; Pie XI et Léon Blum. Je ne peux, évidemment, les résumer ni les égarer. (*Sourires.*)

Depuis cette époque, les esprits ont été rassurés et l'expérience a réussi. La laïcité n'est plus au cœur du débat, car la loi la respecte. Elle la respecte, bien entendu, dans les enseignements publics dont l'Etat assume la charge, mais aussi dans les programmes nationaux que suivent les enseignements privés.

Il ne faut pas confronter la notion d'enseignement public et celle d'enseignement laïc. Un établissement peut fort bien être privé et laïc. D'ailleurs, l'application de la loi Debré permet de constater qu'elle concerne soixante et onze établissements d'enseignement privé laïc sans aucun caractère confessionnel.

Si nous tournons nos regards vers l'avenir plutôt que vers le passé — et dans le domaine de l'enseignement c'est bien l'avenir qui doit nous préoccuper, — nous pouvons nous attendre à une prolifération d'établissements privés, qui n'auront pas un caractère confessionnel, mais qui reposeront soit sur une orientation professionnelle, soit sur des méthodes pédagogiques nouvelles, et qui correspondront à une aspiration des familles.

Le problème de l'adaptation permanente de notre éducation à des conditions modernes, changeantes et qui évoluent vite, nous impose de faire appel à l'initiative de chaque citoyen, à l'initiative privée.

La crainte de voir la nation coupée en deux ne correspond ni à la réalité humaine ni à la réalité psychologique de notre pays. L'expérience que nous avons vécue depuis plus de dix ans le confirme. Il ne faudrait pas, en tout cas, que cette coupure s'opère sur le plan de la qualité des enseignements.

A ce propos, je tiens à rendre hommage à la qualité des hommes qui dispensent l'enseignement dans nombre de nos établissements publics. Il n'est pas question ici de critiquer globalement tous les éta-

blissements publics de notre pays. Le projet de loi qui vous est soumis ne tend nullement à porter atteinte à leur valeur ; il repose sur une conception de la place qu'un autre secteur peut et doit tenir dans l'enseignement de nos enfants.

Ce qui couperait l'éducation en deux, ce serait l'existence d'établissements privés soit dénués de ressources et incapables par là-même de donner de bons résultats, soit réservés à des familles riches, qui paieraient des frais de scolarité élevés, et susceptibles de former une école de classe, ce que nous ne voulons pas. (*Protestations sur les bancs du groupe communiste.*)

L'unité nationale n'est concevable que dans la diversité des opinions et des tendances. Sinon, c'est le totalitarisme national, ce que nous refusons. (*Applaudissements sur les bancs des républicains indépendants, de l'union des démocrates pour la République et du groupe Progrès et Démocratie moderne.*)

La troisième objection consiste à dire que ce projet de loi tend à priver l'enseignement public de ressources qui lui sont nécessaires. Or, c'est tout le contraire.

Mesdames, messieurs, si vous considérez le coût de l'enseignement privé, vous vous apercevez qu'il est moins onéreux pour la nation que l'enseignement public. Dans l'enseignement privé, un élève coûte à l'Etat environ 1 100 francs par an avec le contrat simple et 1 492 francs avec le contrat d'association, alors que, dans l'enseignement public, le même élève coûte en moyenne 1 780 francs.

Si l'on accueillait dans l'enseignement public les quelque deux millions d'enfants qui suivent actuellement les cours de l'enseignement libre, on augmenterait considérablement les charges de l'Etat et l'on surchargerait les établissements publics d'un nombre d'enfants dont ils ne pourraient pas assumer normalement l'éducation. Ainsi ceux qui croient sauvegarder la qualité des établissements publics en attaquant les établissements d'enseignement privé font un raisonnement inexact.

Certains s'inquiètent à l'idée que l'enseignement privé bénéficierait de conditions de fonctionnement plus favorables que les établissements publics, et je comprends cette préoccupation. Mais, je viens de le dire, sur le plan de la participation financière de l'Etat, c'est inexact. En revanche, au regard de l'organisation et du fonctionnement des établissements publics, cela signifierait que l'Etat ne sait pas décentraliser assez sa gestion ni donner une autonomie suffisante aux établissements publics alors que ceux-ci devraient avoir, eux aussi, un visage et des caractéristiques propres.

Il s'agit plus d'un problème de

réorganisation profonde des établissements publics de l'Etat, qu'il convient de décloisonner et de rendre plus responsables et plus autonomes, que d'une vaine jalousie à l'égard des établissements privés qui jouiront d'une certaine autonomie mais dont nous ne pouvons méconnaître les problèmes.

Liberté, respect des familles, équité

Mes chers collègues, si j'ai pu vous rassurer sur ces trois objections principales, j'aimerais maintenant vous faire partager mes convictions sur les trois arguments positifs qui vous permettront d'adopter ce projet de loi.

La France est éprise de liberté — comment pourriez-vous la refuser à son enseignement ? — liberté d'expression, liberté d'information, liberté d'entreprise et aussi, bien entendu, liberté d'enseigner suivant des règles que nous fixons.

Dans ce domaine, comme dans d'autres, il ne doit pas y avoir de monopole de l'Etat. Cela n'est pas une critique à l'égard des établissements publics auxquels nous souhaitons apporter, en leur laissant une plus grande autonomie et en confirmant l'autorité indispensable des chefs d'établissement, la possibilité de conserver leur caractère individualisé et vivant.

Le projet de loi en discussion va dans ce sens puisqu'il reconnaît le caractère propre des établissements privés. Souhaitons qu'une étape de plus soit franchie qui facilite cette orientation pour l'ensemble de nos établissements du premier et du second degré.

La diversité est indispensable et permettez-moi ici de citer Henning Neerland qui disait : « Nous naissons tous différents, mais nous mourons n'étant plus que des copies. » Une éducation diversifiée est une condition de notre dignité humaine. Nous refusons que notre jeunesse soit coulée dans un moule uniforme.

Nous touchons là au cœur, sensible, de notre débat et du problème de l'Education nationale. Quel rôle l'Etat doit-il y jouer ? Car le dilemme d'aujourd'hui et de demain n'est plus laïcité et religion, mais dans la coexistence pacifique de l'Etat et du privé. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des républicains indépendants et de l'union des démocrates pour la République.*)

Jean Rolin, dès 1947, à propos des libertés universitaires, écrivait avec un certain désenchantement : « La situation est sans espoir. Vous ne sortirez pas de l'étatisme, voyez-vous, parce que la force insurmontable de l'étatisme se trouve justement dans l'incapacité des Français de se passer de l'Etat. » Après vingt-cinq ans, je lui réponds : les temps sont changés ; la très grande majorité des Français, c'est-à-dire des fa-

milles, acceptent le principe de l'enseignement privé et souhaitent voir diminuer la tutelle de l'Etat sur les enseignements publics.

La coopération proposée offre cette nouvelle dimension. Elle a fait ses preuves et elle est riche de promesses.

Liberté, coopération et maintenant équité : donnez l'égalité des chances aux familles. N'avons-nous pas accepté la Déclaration universelle des droits de l'homme votée en 1948 à l'Organisation des Nations Unies ? Elle dit : « Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants. » Je souhaite que tous les pays membres de l'ONU, et en tout cas la France, appliquent ce principe fondamental.

Il serait contraire à l'équité qu'un enfant de famille nombreuse et de condition modeste, parce que ses parents ont choisi un certain type d'enseignement, se voie contraint à une dépense très lourde, alors que le fils d'une famille aisée ne paierait rien dans un établissement public. La gratuité dans l'enseignement obligatoire est une condition nécessaire de justice sociale. Cette loi s'en rapproche. Elle aurait d'ailleurs pu aller plus loin : on aurait pu accorder des bons de scolarité aux familles suivant leur nombre d'enfants, celles-ci conservant le choix de l'établissement ; cela aurait permis de procurer les ressources nécessaires aux établissements choisis. Alors aurait été assurée une véritable égalité des chances entre tous les établissements, publics ou privés.

Notre texte ne va pas aussi loin, mais je pense que la solution qu'il vous propose va dans le sens d'une plus grande équité sociale.

La situation de l'enseignement privé depuis 1959

La solution doit donc s'inspirer de ces soucis et de ces principes de liberté, de tolérance, de respect des familles et d'équité. La loi de 1959 y répond et nous en reprenons l'examen détaillé dans le rapport qui vous a été distribué.

Cette loi prévoit pour les établissements privés des premier et deuxième degré quatre solutions ; d'abord, deux solutions extrêmes : l'intégration dans l'enseignement public ou l'absence de tout contrat avec le seul bénéfice à l'allocation Barangé. Ces deux formules ne furent pratiquement pas adoptées.

En revanche, les deux autres solutions, de caractère contractuel, furent très généralement choisies par les établissements privés. Il s'agit, d'une part, du contrat simple en vertu duquel les maîtres sont agréés et rémunérés par l'Etat mais nommés ou révoqués par l'établissement ; d'autre part, du contrat d'association où l'Etat prend en charge non seulement les dépenses du personnel mais aussi celles du fonctionnement matériel de l'établissement.

Depuis 1959, 11 000 établissements ont choisi la formule contractuelle : 9 000 ont opté pour le contrat simple et 2 000 pour le contrat d'association. On note une différence entre les choix exprimés par les établissements du premier degré et du deuxième degré. Dans le premier degré, 92 % des établissements ont opté pour le contrat simple, soit 8 695, et 8 % seulement pour le contrat d'association, soit 787. Dans le second degré et l'enseignement technique, c'est l'inverse qui s'est produit : 337 établissements, soit 21 %, ont souscrit le contrat simple et 1 220 le contrat d'association, soit 79 %.

Je veux encore, en espérant ne pas lasser votre patience, vous livrer quelques chiffres, car il faut bien comprendre ce qui s'est passé dans notre pays depuis 1959. Parlons d'abord des effectifs : en 1956, l'enseignement privé comptait, dans le premier et le second degré, 1 600 000 élèves, contre 6 500 000 pour l'enseignement public ; en 1970, il y en avait 1 900 000, soit 300 000 de plus, dans l'enseignement privé, et 9 700 000, soit 3 200 000 de plus, dans l'enseignement public.

Je crois que ces chiffres sont très significatifs. Je retiendrai deux constatations.

D'abord, contrairement à ce qu'on nous avait annoncé, il n'y a pas eu tout d'un coup ce mouvement dramatique d'élèves vers l'enseignement privé, qui devait entraîner une condamnation à mort de l'enseignement public. Il n'en a rien été puisque la progression des effectifs dans les établissements publics a continué à un rythme beaucoup plus important que dans les enseignements privés.

Ensuite, il y a près de deux millions d'enfants dans nos établissements privés, et je ne vois pas au nom de quel principe on pourrait leur refuser de poursuivre des études dans le climat qu'ils ont choisi ou que leur famille a choisi pour eux.

Le personnel enseignant des établissements privés, dont l'effectif ressort à plus de 100 000, se répartit de la façon suivante : 34 000 sous contrat d'association, 45 000 sous contrat simple et 22 000 hors contrat.

Observons aussi que les établissements primaires ont préféré le contrat simple et les établissements secondaires le contrat d'association. Le présent projet de loi vous propose de ratifier et de pérenniser ces choix.

Vous avez d'ailleurs pu constater que la guerre scolaire n'a pas eu lieu. Le comité national de conciliation et les comités départementaux, dont certains ont bien fonctionné, ont remarquablement contribué à trouver une solution à chaque cas. Je tiens à rendre hommage à leurs travaux réguliers qui se sont déroulés sous la présidence éclairée de M. Voizard.

L'analyse du projet de loi

J'en arrive maintenant à l'analyse du projet de loi qui nous est présenté. Je résumerai son contenu en cinq points.

1° Pour les établissements du premier degré et assimilés, le gouvernement propose la pérennisation du contrat simple — qui était limité dans le temps par la loi Debré — tout en laissant les autres options possibles : indépendance, intégration ou association. Il nous propose donc de reconduire les contrats simples et de laisser aux établissements du premier degré cette possibilité.

Il n'y a sur ce point aucune modification de la loi Debré, hormis sa prolongation dans le temps. D'ailleurs, cette pérennisation coûte moins cher à l'Etat que le contrat d'association. Elle lui permet néanmoins d'exercer un certain contrôle, à caractère général, sur l'enseignement, et d'intervenir pour s'assurer de la bonne qualité des enseignants dont on exige certains diplômes.

2° Pour les établissements du deuxième degré et assimilés, le contrat simple serait supprimé à compter de 1980. Il ne leur resterait que la possibilité exclusive du contrat d'association, rendant nécessaire la justification d'un besoin scolaire reconnu.

Pourquoi se montrerait-on moins libéral à l'endroit de ces établissements et pourquoi ne leur laisserait-on pas les mêmes libertés qu'aux établissements du premier degré, en leur imposant une solution qui, d'ailleurs, est plus chère pour l'Etat, tout en restant moins onéreuse que celle de l'enseignement public ? On peut se le demander.

Il m'a été répondu — et nous l'avons constaté — que les établissements avaient marqué leur préférence pour cette solution et que le contrat d'association avait permis d'assurer un niveau pédagogique supérieur à ce qu'il aurait été autrement.

3° Ce projet de loi a pour objet d'étendre aux établissements privés les objectifs que l'orientation scolaire fixe aux établissements publics.

4° Les comités départementaux de conciliation seraient remplacés par des comités régionaux.

Enfin, la loi prévoit la possibilité d'une extension de ce régime aux territoires d'outre-mer qui en exprimeraient le désir.

Pour ne pas alourdir ce rapport, je me réserve d'intervenir à l'occasion de l'examen de chaque article pour vous exposer le point de vue de la commission et les amendements qui lui ont été soumis.

Néanmoins, à l'occasion de cette introduction, je voudrais vous faire part de certaines des préoccupations que soulève ce texte, de ses lacunes, et, en même temps, présenter à M. le ministre de

l'Education nationale des observations graves. Les réponses qu'il pourra fournir à cet égard auront une très forte influence sur l'adoption de ce projet de loi.

De quoi s'agit-il ? De la définition du « besoin scolaire reconnu », de la disparition du contrat simple pour les établissements du second degré, de l'orientation scolaire et — c'est la lacune — de la formation des maîtres.

Le « besoin scolaire reconnu »

Comme je vous l'ai dit, la signature d'un contrat simple ne tient pas compte du « besoin scolaire reconnu » ; en revanche, le contrat d'association l'exige. Or cette notion n'est pas définie dans les textes.

Ainsi, si l'on s'en tenait à un besoin purement quantitatif, on risquerait de condamner — ou d'« enterrer » l'enseignement privé du second degré. En effet, il suffirait que, la carte scolaire étant parfaitement remplie dans l'ensemble de la France par les établissements publics, l'administration considère qu'il n'y a plus besoin des établissements privés.

On aurait constaté simplement que l'enseignement privé a joué son rôle de bouche-trou pendant les quelques années où la carte scolaire n'était pas réalisée, mais que, à partir du moment où les établissements publics offraient assez de places pour accueillir tous les élèves des écoles françaises, l'enseignement privé n'aurait plus qu'à disparaître. Nous ne saurions l'accepter, car ce serait tout à fait contraire à l'esprit de ce texte.

Dès lors, comment nous prémunir contre une telle interprétation ? En introduisant une notion qualitative d'ailleurs acceptée dans l'interprétation du texte de la loi Debré en ce qui concerne le besoin scolaire reconnu.

Le « besoin scolaire reconnu » implique que les familles expriment cette préférence. Il s'agit donc non plus seulement d'une question de nombre de places, mais d'un choix en faveur d'établissements présentant certains caractères.

Je serai amené à vous présenter un amendement à ce propos, car il me paraît indispensable de rassurer les établissements privés en leur disant qu'ils ne sont pas là pour attendre la réalisation complète de la carte scolaire, mais parce qu'ils correspondent à une aspiration fondamentale d'un très grand nombre de familles françaises.

La disparition du contrat simple pour les établissements du second degré

Deuxième observation : le contrat simple, pour les établissements du second degré, deviendrait impossible et illégal à partir de 1980.

Qu'arriverait-il aux établissements auxquels on refuserait le contrat d'association ? Ils ne pourraient que disparaître ou vivre — ce qui est théorique — avec seulement la scolarité payée par les parents. Cela me paraît très dangereux car le caractère propre de certains établissements peut leur interdire d'adopter le contrat d'association.

La loi Debré présentait l'avantage de leur laisser la possibilité d'obtenir le contrat simple. Sans qu'ils justifient correspondre, à ce moment-là, à un véritable besoin scolaire reconnu, ils avaient quand même le droit d'exister ; à partir de 1980, ils n'en auront plus. Ce problème préoccupant ne se pose néanmoins qu'à moyen ou à long terme.

D'ici à 1980, il peut se produire une certaine évolution. Aussi peut-on répondre que le problème soulevé est purement théorique. En effet, si on suit la tendance vers les contrats d'association, compte tenu des avantages qu'ils procurent, les établissements du second degré, d'ici à 1980, auront obtenu ou se seront mis en mesure d'obtenir le contrat d'association. Ils pourront donc exister.

Je vous rends attentifs à ce problème que nous retrouverons à l'occasion du dépôt d'un amendement.

L'orientation scolaire

La troisième préoccupation dont je veux vous faire part a trait à l'orientation scolaire.

Le texte dont nous allons discuter tend à un alignement de l'orientation scolaire des établissements privés sur les objectifs des établissements publics, et je crois que ce principe est tout à fait raisonnable.

Nous ne voulons pas faire des établissements privés une sorte de refuge pour les élèves qui se refuseraient à suivre les conseils donnés dans le cadre de l'orientation. Pour que l'orientation soit efficace, on peut donc concevoir que les mêmes règles s'appliquent à l'enseignement privé et à l'enseignement public. Nous faisons ainsi preuve d'une volonté de rapprochement de nos conceptions en ce qui concerne les objectifs de ces établissements.

Il est certain que, si on avait souhaité être libéral jusqu'au bout, on aurait pu admettre la liberté pour les parents de placer leurs enfants dans n'importe quel type d'établissement, pour suivre n'importe quelle orientation, en faisant fi de l'opinion des maîtres ou même de celle des directeurs d'établissement. Mais je crois qu'il est normal d'accepter certaines règles du jeu communes pour ces deux types d'établissement.

Monsieur le ministre, je voudrais vous faire part d'une préoccupation qui s'est manifestée tout au long de nos débats au sein de la commission des affaires cultu-

relles, familiales et sociales et dont beaucoup de parents m'ont également fait part, qu'il s'agisse d'ailleurs de parents d'élèves de l'enseignement public ou de parents d'élèves de l'enseignement privé. C'est pourquoi j'espère que vous pourrez nous indiquer les choix que vous ferez en ce qui concerne l'orientation scolaire.

Ce que nous propose le projet de loi, c'est d'éviter une discrimination entre deux types d'orientation.

Si les décrets ultérieurs ou l'application du principe de l'orientation scolaire tendaient à revêtir un caractère obligatoire et impératif, nous nous heurterions, de la part des familles, à une opposition très forte qui me paraîtrait légitime.

Des erreurs d'orientation sont très possibles car les enfants se développent à des âges différents ; il en est qui, à un certain âge, ne réussissent pas dans une certaine matière mais qui, s'ils changent d'établissement, si on les place dans un contexte psychologique différent, peut-être avec un maître différent, peuvent tout à coup révéler des dons que l'on ignorait.

Il faut rester très sensible à ce problème et ne pas priver certains enfants, par une orientation autoritaire et prématurée, des chances de développer tout leur potentiel humain.

La formation des maîtres

Le quatrième et dernier point que j'aborderai a trait à la formation des maîtres. Le projet n'en parle pas, mais ce problème est essentiel.

J'aurais coutume de dire : « On n'enseigne pas ce que l'on sait, on n'enseigne pas ce que l'on veut, on enseigne ce que l'on est. » Et j'ajoute : on est tel que l'on est formé.

Il faut donc former des maîtres qui soient compétents et leur donner tous les moyens possibles pour que l'enseignement privé soit de bonne qualité.

On m'a objecté que ce problème ressortissait à l'enseignement supérieur, qu'il n'avait pas sa place dans un tel projet, qui vise l'enseignement du premier et du deuxième degré. J'avais déposé un amendement, mais on m'a dit qu'il n'était pas recevable. J'aimerais néanmoins que ce problème fût abordé et que l'on m'indiquât notamment si, sur le plan réglementaire, il peut être résolu de façon satisfaisante.

Je souhaite que sur ces points, monsieur le ministre, vos réponses soient claires et sans équivoque, car les préoccupations me semblent justifiées et essentielles.

**

Mes chers collègues, tels sont les principes de ce projet de loi, telles en sont les principales dispositions.

Je ne voudrais pas terminer sans citer un proverbe, et le mien sera chinois : « Si tu te préoccupes de demain, sème du blé ; si tu prévois l'avenir pour quarante ans, plante des arbres, mais si tu veux préparer l'avenir pour cent ans, alors, occupe-toi d'éducation. »

Sachons bien que la structure que nous donnons à notre enseignement prédétermine la structure de toute notre société.

Autrefois, l'Eglise était source de tout enseignement ; puis l'Etat s'est substitué à elle. Nous entrons dans une troisième phase de notre histoire, celle où nous assumerons collectivement nos missions dans un cadre moderne de coopération.

A l'étatisme, qui a échoué dans tant de pays et sur tant de sujets, préférons les valeurs libérales de participation et de concertation. L'enseignement privé en est une occasion.

Je dirai plus : les défenseurs des établissements publics peuvent

parfaitement voter ce texte. La loi Debré n'a pas freiné le recrutement de ces établissements. Qui plus est, la présence d'établissements libres est un excellent stimulant pour les établissements publics. Il est d'ailleurs préférable que les établissements publics continuent à être choisis par les familles, plutôt que de voir ce choix imposé par manque d'une alternative.

Dans cet hémicycle, nous avons l'habitude de parler des lois puisque nous les faisons, de parler d'argent puisque nous votons les recettes et les dépenses de l'Etat, de faire de la politique qui en est la résultante, d'être inspirées par des idéologies qui font la grandeur de nos partis.

Eh bien ! mes chers collègues, aujourd'hui, je souhaite que nous adoptions une autre dimension, une dimension plus humaine, plus réaliste ; celle des écoles publiques ou privées de nos quartiers et de nos villages, celle des familles, des

maîtres et des jeunes enfants que nous rencontrons chaque jour sur notre chemin. Pensons au visage des parents qui viennent nous faire part de leurs préoccupations.

Je souhaite aussi que nous oubliions ce qui nous sépare pour retrouver ce qui nous unit, c'est-à-dire la volonté de préparer les enfants de notre pays, dans un climat réconcilié, à la réalisation d'une civilisation française moderne, humaniste et diversifiée.

Ce projet de loi le permet. Notre Commission souhaite que vous l'adoptiez. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants, de l'union des démocrates pour la République et du groupe Progrès et Démocratie moderne.*) (3).

(3) Le texte a été adopté par 376 voix contre 92. On trouvera un compte rendu détaillé du vote dans notre numéro du 6 juin 1971, p. 555. (NDLR.)

DECLARATIONS DE M. GUY MOLLET

M. Guy Mollet, socialiste, a déclaré au cours du débat (1) :

Ce projet procède directement d'une décision personnelle du président de la République... Le 21 janvier 1971, lors de sa conférence de presse, répondant à une question posée par M. Limagne, éditorialiste du journal *la Croix*, il indiquait : « Je regrette que le secret des délibérations du Conseil des ministres ne soit pas gardé, mais, puisque tout le monde le sait, je revendique en effet la responsabilité de cette décision. »

[...] Qu'il subsiste ce que M. le Président de la République appelait, dans sa conférence de presse

du 21 janvier, le lobby de l'enseignement privé, c'est un fait, et que les ultras de ce lobby soient à tout jamais insatisfaits dans leur volonté cléricale, c'est bien certain également. Cependant, je ne les crois pas représentatifs aujourd'hui de la très grande majorité des chrétiens. Des déclarations officielles, des prises de position récentes, l'attitude des syndicalistes catholiques, tout prouve le contraire. Le respect de l'enseignement public est par eux chaque fois affirmé nettement, en même temps qu'ils affirment que l'école catholique ne saurait être ni la rivale d'une autre école ni le refuge d'un comportement isolé, et très vite d'un comportement de classe ».

Chaque jour plus nombreux parmi les chrétiens sont ceux qui

montrent eux-mêmes la contradiction qui existerait entre, d'une part, une Action catholique qui, selon sa formule, se veut « en plein monde » dans une société où la scolarisation est généralisée et, d'autre part, un enseignement privé conservateur, isolé dans « ses maisons ».

(M. Hervé LAUDRIN. Ce n'est pas la hiérarchie qui le dit.)

L'un des événements les plus importants de notre temps est probablement cette évolution profonde qui traverse actuellement le monde chrétien et qui, entre autres, facilite le rapprochement qui s'opère actuellement entre les travailleurs, lesquels savent surmonter ce qui les diversifie sur les plans philosophique et religieux pour mener le même combat émancipateur. [...]

(1) JO Débats parlementaires, Assemblée nationale, 28 avril 1971, p. 1454 et s.

— *L'Alliance de Dieu avec les hommes*, par LÉO KINETZKI (coll. « Lire la Bible », n° 23). — Un vol. 13,5 × 18,5 cm, de 136 pages. Prix : 14,80 F. Les Editions du Cerf, Paris.

— *Laïcité, Liberté et Vérité*, par PIERRE JONGUELET. Préface de PIERRE MARTELOT (coll. « Le Monde et l'Esprit »). — Un vol. 12,5 × 20 cm, de 144 pages. Prix : 14 F. Editions Casterman, Paris.

— *Dans l'attente de Dieu. L'Eglise avant la Réformation*, par HEINZ ZAHN. Traduit de l'allemand par H. ROCHAIS (coll. « Christianisme en mouvement », n° 14). — Un vol. 12,5 × 20 cm, de 184 pages. Prix : 15 F. Editions Casterman, Paris.

— *Engagement et fidélité. Problèmes de vie religieuse (collectif)*. Préface de PIERRE RAFFIN. — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 132 pages. Prix : 13,80 F. Les Editions du Cerf, Paris.

— *La Mort des idéologies religieuses*, par G. M. M. COTIER (coll. « Essais »). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 192 pages. Prix : 18,50 F. Les Editions du Cerf, Paris.

— *Le Chrétien authentique demain*, par GIRARD PHILIPS (coll. « Réponses chrétiennes aux hommes de notre temps »). — Un vol. 12,7 × 18,5 cm, de 196 pages. Prix : 150 FB. Editions Duculot, Gembloux (Belgique), et P. Lethielleux, Paris.

— *Saint Pierre*, par Mgr J. DEBRYOT-DOLIVIE (coll. « Papes d'hier, Eglise d'aujourd'hui »). Préface du cardinal DELL'ACQUA. — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 216 pages. Editeur Tolra, Paris.

— *Hommes nouveaux, nouveaux chrétiens ?*, par JACQUES GUICHARD (coll. « Parents chrétiens »). — Un vol. 13,5 × 18,3 cm, de 190 pages. Editions du Chalet, Lyon.

Événements et Informations

FRANCE

— A l'abbaye Notre-Dame de Wisques, Mgr Huyghe, évêque d'Arras, a conféré, le 6 juin, la bénédiction abbatiale à la troisième Abbesse du monastère, Madame Germaine Simon. (« Eglise d'Arras », 18 juin.)

— Mort du romancier et dramaturge Albert Vidalie, le 19 juin, à l'âge de 58 ans. Romans : les *Bijoux du clair de lune* ; la *Bonne Ferte* ; *Chandeleur de l'artiste* ; la *Belle Française* ; le *Pont des Arts* ; les *Verdures de l'Ouest* ; recueils de nouvelles : *Cadet la Rose*, les *Hussards de la Sorgue* ; pièces de théâtre : les *Mystères de Paris*, la *Tour de Nesles*, la *Nuit romaine* ; adaptation TV : la *Mégère apprivoisée* ; adaptation radio : les *Raisins de la colère*, *Stalingrad*. (« La Croix », 22 juin.)

— Le 18 juin, mort d'Isabelle Rivière, sœur cadette d'Alain-Fournier, âgée de 81 ans, à Dourgne (Tarn), où elle vivait retirée depuis de nombreuses années. Epouse du meilleur ami de son frère, Jacques Rivière, directeur de la *Nouvelle Revue Française* jusqu'à sa mort, en 1925, elle fut longtemps mêlée à la vie littéraire et publia elle-même un roman autobiographique : le *Bouquet de roses rouges*. Mais c'est surtout au souvenir de son frère et de son mari qu'elle consacra le meilleur d'elle-même. Elle publia de nombreux inédits de Jacques Rivière (en particulier : *A la trace de Dieu*) et évoqua l'auteur du *Grand Meaulnes* dans *Images d'Alain-Fournier* et dans *Vie et passion d'Alain-Fournier*. On lui doit également la publication de la correspondance échangée par Jacques Rivière et Alain-Fournier. Obsèques célébrées à l'abbaye Sainte-Scholastique de Dourgne. (« Les Nouvelles Littéraires », 25 juin, et « La Croix », 23 juin.)

— M. Arthur Watson, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, a remis au président Pompidou le drapeau français que les astronautes d'Apollo 14 avaient emporté sur la Lune. (« La Croix », 24 juin.)

— A la réunion du Conseil permanent de l'épiscopat de France (22-

24 juin), Mgr Pailler (archevêque de Rouen) a été élu au Bureau du Conseil permanent en remplacement du cardinal Gouyon qui a demandé à ne pas être réélu. Sur la proposition de Mgr Matagrín (évêque de Grenoble), le Conseil permanent précise le statut de la Commission française « Justice et Paix », en lien avec la Commission épiscopale d'action charitable et sociale. L'abbé Toulat assurera le secrétariat de ces deux organismes. (« SNOP », 30 juin.)

ÉTRANGER

AFRIQUE

— L'Agence internationale Fides (supplément n° VI) du 26 juin 1971, publie la liste nominative et les données biographiques de tous les évêques résidentiels africains, qui étaient au 1^{er} janvier 1971 au nombre de 134. Nous avons relevé les précisions suivantes : nés entre 1904 et 1935, l'âge de ces évêques était compris entre 67 et 36 ans (moyenne pondérée égale, 50 ans en 1971) ; ils furent ordonnés prêtres à un âge qui va de 24 à 36 ans (moyenne pondérée égale, 29 1/2 ans) ; ils furent sacrés évêques à un âge qui va de 33 à 58 ans (moyenne pondérée égale, 43 ans et 3 mois) ; les années de leur prêtrise s'étendent de six à vingt-sept ans (moyenne pondérée, égale, treize ans et neuf mois) ; pour 120 évêques, les années de la charge épiscopale s'étendent de un à dix-neuf ans. Trois autres n'ont pas même une année à leur actif, ayant été sacrés en 1971 seulement. La moyenne pondérée est de six ans et neuf mois. A vingt et un d'entre eux, Jean XXIII et Paul VI ont conféré la consécration épiscopale. Le nombre des évêques africains, 134 au 1^{er} janvier 1971, a augmenté encore dans les cinq premiers mois de l'année en cours de huit unités. Ce fait montre que l'évolution vers un épiscopat africain continue au rythme des dernières années et que l'on marche vers un épiscopat tout africain en Afrique noire. Cinq autres sièges résidentiels ont été occupés pour la première fois depuis le début de l'année par un évêque africain, à savoir : Farafangana (Madagascar) ; Gagnoa (Côte-d'Ivoire) ; Ka-

mina et Kongolo (Rép. dém. du Congo), et Njombe (Tanzanie). Actuellement, on compte donc comme évêques africains en charge au 1-6-71 par rapport au 1-7-71 : archevêques résidentiels : 30 ; évêques résidentiels : 97 (+ 4) ; vicaire apostolique : 1 ; archevêques coadjuteurs : 2 ; évêques coadjuteurs : 3 (+ 2) ; évêques auxiliaires : 9 (+ 2). Total : 142 (+ 8).

ALLEMAGNE FEDERALE

— Le groupe mixte de travail entre l'Eglise catholique romaine et le Conseil œcuménique des Eglises, tout en reconnaissant que la décision d'une candidature possible des catholiques au COE revient à cette Eglise elle-même, a fait valoir qu'il appréciait l'attention profonde avec laquelle l'Eglise catholique romaine examine actuellement la question. C'est ce qui a été exprimé au cours de la réunion actuelle que le groupe vient de tenir, du 7 au 12 juin, à Stuttgart. La présidence fut assumée conjointement par le P. Paul Verghese et l'évêque J.-L. Bernardin. Le groupe mixte de travail va entreprendre une étude sur les aspects théologique, pastoral et structural du développement œcuménique d'un échange fructueux entre les communautés chrétiennes et mouvements et les organes centraux du Conseil œcuménique des Eglises et de l'Eglise catholique romaine. Actuellement, il est fréquent que les catholiques romains coopèrent en tant qu'associés, ou comme membres à part entière aux Conseils chrétiens constitués dans différents pays. La collaboration entre catholiques et COE en ce qui concerne la lutte contre le racisme, ainsi que le développement du dialogue avec les adeptes d'autres croyances, a fait l'objet d'une attention particulière. (« SOEPI », 17 juin.)

BELGIQUE

— La presse catholique quotidienne d'expression néerlandaise produit 830 576 exemplaires (soit 36 % du tirage total des quotidiens) ; les journaux catholiques francophones : 365 234 (soit 16 % du total), auxquels il faut ajouter les 15 000 exemplaires du « Grenz-Echo », quotidien de langue allemande. La présence catholique est plus marquée encore

dans la presse hebdomadaire, où les 2 009 896 exemplaires (hebdomadaires catholiques d'expression française : 183 800 exemplaires; hebdomadaires catholiques d'expression néerlandaise : 529 554 exemplaires; hebdomadaires paroissiaux francophones : 560 000 exemplaires; hebdomadaires paroissiaux néerlandophones : 736 542 exemplaires), forment près de 65 % du tirage global de la presse hebdomadaire recensée par l'Association belge des éditeurs de journaux. (« Journalistes Catholiques », mars-juin 1971).

ESPAGNE

— A peu d'heures du décès de Mgr Morcillo, archevêque de Madrid, le nonce, Mgr Dadaglio, a communiqué au Chapitre cathédral que le Saint-Siège avait nommé administrateur apostolique pour le diocèse le cardinal Enrique y Tarancon, archevêque de Tolède. Dans de nombreux milieux ecclésiastiques et séculiers, cette nomination et la rapidité avec laquelle elle a été faite ont provoqué une surprise. La nomination avait été faite à l'avance, car, d'après ce que l'on a su depuis, le nonce n'avait pas encore communiqué à Rome la nouvelle de la mort de Mgr Morcillo. Ces jours-ci, trois quotidiens de Madrid : « Nuevo Diario », du matin, et « El Alcazar », et « Pueblo », du soir, ont traité de ce sujet. « Nuevo diario », écrit dans son éditorial : « Il se pourrait — et comme catholiques apostoliques et romains nous admettons l'hypothèse. — qu'il y ait de « graves raisons » à ce que la succession de l'illustre prélat disparu n'ait pas été confiée à l'un des quatre évêques auxiliaires que compte le diocèse, mais à parler franchement et en toute sincérité, nous n'en voyons aucune qui soit de nature à compromettre la mise en œuvre du Concile Vatican II sur ce point. En tout cas, la maturité intellectuelle des fidèles madrilènes aurait mérité, c'est le moins qu'on puisse dire, que si de telles « raisons graves » existaient, on leur en donnât une explication satisfaisante. L'ennui de cette affaire, c'est que le Chapitre cathédral lui-même n'a pas eu droit à ces explications, le nonce s'étant limité à communiquer la décision du Saint-Siège, sans explications complémentaires. On peut dire clairement que, à une époque où l'on parle tant dans les milieux ecclésiastiques de « participation », du peuple de Dieu dans le gouvernement de l'Eglise, ce comportement ne laisse pas de nous causer un certain étonnement. » « El Alcazar » aimerait savoir quelles sont les circonstances spéciales et très

graves qui font que Rome ne permette pas que les mécanismes canoniques et concordataires normaux fonctionnent pour la succession de Mgr Morcillo. « Pueblo » écrit pour sa part : « Dans le cadre des dernières décisions du Saint-Siège, dont l'un des épisodes récents a été la nomination de Mgr Tarancon comme administrateur apostolique de Madrid-Alcala, on pourrait conclure que la situation de l'Eglise en Espagne est véritablement alarmante et que des « raisons graves et spéciales » ont motivé les décisions vaticanes. Tout en reconnaissant les limitations et les défauts de l'Eglise aujourd'hui dans notre pays, imputables pour beaucoup d'entre eux à la diplomatie vaticane, nous ne pouvons vérifier la réalité « de ces raisons si graves et spéciales » qui constitueraient l'unique explication valable dans l'utilisation d'un tel procédé. Ces jours-ci, dans les églises et les rues, on a distribué un tract de protestation contre le procédé employé par la Secrétairerie d'Etat. Le journal « Ya », après avoir rappelé dans un éditorial le droit du Saint-Siège à faire cette nomination, pense que le fait est motivé par le manque de souplesse et la lenteur des dispositions concordataires en vigueur pour la nomination des évêques (« Prensa asociada », 19 juin).

— « Le concordat de 1953 est en contradiction avec les principes du Concile Vatican II », a déclaré le ministre espagnol de la Justice, M. De Oriol y Urquijo, chargé des rapports entre le gouvernement et l'Eglise, au quotidien « ABC ». Le ministre a ajouté : « D'une façon ou d'une autre, il doit nécessairement cesser d'exister dans un bref délai, étant donné son anachronisme, préjudiciable aussi bien à l'Eglise qu'à l'Etat et aux relations entre l'une et l'autre. Je crois que rien d'essentiel ne s'oppose à la non-existence d'un Concordat, mais, par un instinct que je crois relever de la prudence politique, je penche vers la substitution à l'actuel Concordat d'un autre qui ne soit pas en contradiction avec les postulats auxquels je viens de faire allusion. » (« La Croix », 29 juin). Au cours de la même déclaration, le ministre a affirmé que certains membres du clergé espagnol « adoptent des attitudes agressives contre l'Etat et ses structures, fruit principal d'une habile infiltration marxiste et d'une compréhension confuse de Vatican II ». (« Kipa », 30 juin).

— Quarante prêtres espagnols du diocèse d'Huelva, à la fin de l'assemblée diocésaine sacerdotale, ont envoyé, par l'intermédiaire de leur évêque, une lettre au cardinal primat

d'Espagne, Mgr Enrique Vicente Tarancon, lui demandant d'élever une protestation énergique contre les déclarations faites récemment à la presse par le ministre de la Justice, Oriol Urquijo, sur « la pénétration marxiste dans le clergé espagnol ». Les signataires de cette lettre jugent ces déclarations « diffamatoires pour le clergé et les militants chrétiens ». (« Avvenire », 30 juin.)

ETATS-UNIS

— Six hommes mariés ont été ordonnés diacres permanents le 12 juin par le cardinal Shehan, archevêque de Baltimore. (« La Croix », 16 juin.)

ITALIE

— Un groupe de promoteurs du « Référendum national pour l'abrogation de la loi sur le divorce en Italie a déposé, le 19 juin, auprès de la Cour de cassation, 1 370 134 signatures authentifiées par-devant un officier public avec certificat joint d'inscription sur les listes électorales (« OR », 20 juin). Les plus forts pourcentages ont été relevés en Lucanie et en Lombardie et, en chiffres absolus en Lombardie et dans les trois Vénéties. (« OR », 23 juin.)

LUXEMBOURG

— Au Luxembourg, la presse catholique occupe une place de choix. Le journal quotidien « Luxemburger Wort » (La Voix du Luxembourg), tire à 72 000 exemplaires, tirage relativement énorme, le Grand-Duché ne comptant en tout et pour tout qu'environ 100 000 foyers (345 000 habitants). Ce journal est également le plus ancien des quotidiens du Grand-Duché (fondé en 1848, premier numéro, 23 mars) et il dépasse le double des tirages des autres quotidiens luxembourgeois additionnés. (« Journalistes Catholiques », mars-juin 1971.)

RHODESIE

— L'évêque d'Umtali, Mgr Lamont, bien connu pour sa courageuse et intransigeante opposition à la politique raciale du gouvernement rhodésien, vient de demander aux Noirs du pays de secouer leur apathie et de conquérir les droits qui leur sont refusés, en menant une action politique qui reste possible : « Prenez votre place de représentants dans toutes les assemblées où vous y avez droit..., utilisez tous les moyens de protestation légitimes qui existent. A la longue, et sans violence, vous obtiendrez des résultats. » (« La Croix », 24 juin.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

— Cette année, le nombre total des séminaristes ordonnés prêtres sera le plus élevé depuis 1950. Trente-six élèves de la Faculté de théologie de Bratislava ont reçu le sacerdoce ces dernières semaines. A Prague, České Budejovice, Litoměřice, Brno, 42 séminaristes ont été ordonnés prêtres entre le 26 juin et le 5 juillet. La soudaine augmentation du nombre de nouveaux prêtres est due surtout à l'abrogation du *numerus clausus* en 1968 et 1969 où un plus grand nombre de candidats au baccalauréat se sont présentés pour étudier la théologie. Parmi eux, il y en a beaucoup qui, ces dernières années, avaient déjà étudié pendant quelques semestres, mais avaient dû interrompre leurs études par suite de mesures administratives. Il faut ajouter que parmi les nouveaux prêtres se trouve un fort pourcentage de personnes plus âgées qui avaient déjà exercé pendant plusieurs années une profession civile. (« KNA », 24 juin.)

— Le responsable de l'Office des cultes à Prague, Karel Hruza, vient de publier un article sur « religion et lutte idéologique en Tchécoslovaquie », dans la revue « Znanie et Savoir », paraissant à Moscou et constituant l'une des attaques les plus violentes contre la religion. Selon Hruza — qui dirige l'Office tchécoslovaque des cultes depuis 1959 (à l'exception d'une brève interruption lors du printemps de Prague) — le Vatican, centre international de l'Eglise catholique, et le Conseil œcuménique des Eglises à Genève, en sa qualité d'organisation coiffant les Eglises protestantes et orthodoxes, sont « au service direct des intérêts politiques de la bourgeoisie impérialiste ». Le Vatican a toujours été à l'avant-garde de la lutte politique et idéologique contre le communisme ; il a participé à la formation de blocs politico-militaires et il s'est déclaré constamment hostile aux pays socialistes. En Tchécoslovaquie, le cléricalisme politique a travaillé à la suppression de l'ordre socialiste. Les Eglises et les instituts religieux se sont efforcés d'obtenir une modification de la politique gouvernementale à l'égard de la religion et ont exigé une liberté totale pour leurs activités politiques et idéologiques. M. Hruza prétend ensuite que presque toutes les communautés religieuses de son pays disposent à l'étranger de centres idéologiques, théologiques et politiques, qui entretiennent des relations avec les différents services secrets de l'impérialisme, lesquels abusent des convictions religieuses du peuple en faveur de leurs activités illégales. L'offensive générale des Eglises contre

l'ordre socialiste a été caractérisée par une campagne de presse habilement manipulée. C'est ainsi que la presse catholique ■ vu ses éditions passer de 73 000 à 295 000. Ce sont principalement des archevêques et des extrémistes de droite qui ■ servent de ces moyens pour consolider leur influence et adopter une position peu sympathique envers le socialisme. De plus, l'« Académie chrétienne », dirigée par les Jésuites, organise à l'intention des milliers de touristes tchécoslovaques des audiences avec le Pape de Rome et ces rencontres dégénèrent facilement en manifestations anti-tchécoslovaques. Les Eglises en exil, principalement en Italie, en Allemagne de l'Ouest et en Autriche, jouent un rôle prépondérant dans la lutte contre la Tchécoslovaquie, écrit encore M. Hruza, qui poursuit en affirmant que la majorité de ces centres religieux combattent la République socialiste de Tchécoslovaquie et soutiennent activement le Vatican en lui indiquant l'attitude qu'il doit avoir envers notre pays. Parmi les organisations qui collaborent activement à créer la confusion, il y a le Centre de Königstein, le groupe Velehrad et, à Rome, l'« Action 365 », qui s'est distinguée par sa lutte contre le communisme dans les pays d'Europe de l'Est. Afin de mener plus facilement la lutte contre les pays socialistes, le Conseil œcuménique des Eglises a même tenté d'ériger un « Centre mondial » à Prague. Après avoir accusé les Eglises d'espionnage et de trahison, l'auteur de l'article s'en prend au dialogue « anti socialiste » qui s'établit entre des marxistes et des chrétiens ; il le considère comme une tentative des Eglises de créer une base idéologique qui serait aussi acceptable pour des intellectuels d'orientation marxiste. Hruza affirme que le temps du dialogue est terminé, mais des théologiens catholiques et l'Eglise dirigent leurs efforts non seulement contre la conception marxiste, mais également dans le sens d'une christianisation de l'athéisme, en y ajoutant des exigences politiques nettement anti-socialistes. Ces intrigues ont même été soutenues par des marxistes, tels que Machovec (voir « DC », n° 1 584, p. 395), I. Svitak, V. Gardavsky et E. Kadlecova.... L'auteur de l'article loue hautement l'organisation des prêtres de la paix, qui a été sabotée par le Vatican et dissoute sur l'ordre du Saint-Siège, parce qu'elle se refusait à pratiquer la politique du Vatican en Tchécoslovaquie... On travaille actuellement à l'élaboration d'une plate-forme qui permettra de s'attaquer à la politique réactionnaire des Eglises. (« KIPA », 16 juin.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Warren L. Boudreaux évêque de Beaumont, USA. (« OR », 16 juin.) — L'abbé Paul V. Donovan évêque de Kalamazoo, USA. (« Ibid. »). — Mgr Edmund C. Szoka évêque de Gaylord, USA. (« Ibid. ») — Mgr Joseph R. Crowley auxiliaire de l'évêque de Fort Wayne-South Bend, USA. (« Ibid. »). — Mgr Bartolomeo Carrasco évêque de Tapa-chula, Mexique. (« OR », 17 juin.) — Mgr Simon Ignatius Pimenta auxiliaire du cardinal Valerian Gracias, archevêque de Bombay, Inde. (« OR », 20 juin.) — Mgr Joseph Ukpo, auxiliaire de l'évêque d'Ogoja, Nigeria. (« Ibid. ») — Mgr Michele Federici (archevêque de Santa Severina) administrateur apostolique « sede vacante » du diocèse de Crotona, Italie. (« OR », 21-22 juin.) — L'abbé Anthony Okogie auxiliaire de l'évêque de Oyo, Nigeria (« OR », 25 juin.) — Le Rd Sebhatu Worku, SDB Eparche d'Adigrat, Ethiopie, vacant par la mort de Mgr Hailé Mariam Cashai (« Ibid. ») — Le P. Luca Milesi administrateur apostolique « ad nutum Sanctae Sedis » du Vicariat apostolique d'Asmara des Latins, Ethiopie. (« Ibid. »)

— L'abbé Jean Orchampt (directeur de l'Institut supérieur de culture religieuse à Abidjan, Côte-d'Ivoire) auxiliaire de Mgr Cyprien Tourel évêque de Montpellier. (« OR », 26 juin.)

Né le 9 décembre 1923, à Vesoul, d'une famille profondément chrétienne, il reçut la prêtrise des mains de Mgr Dubourg, le 29 juin 1948. Vicaire à Saint-Martin de Besançon pendant cinq ans, il prolongea ses études à l'Institut supérieur cathédétique de Paris et il revint à Besançon comme sous-directeur diocésain de l'Enseignement religieux. Mais il retourna à Paris où il passa dix ans comme professeur, puis directeur adjoint de l'Institut dont il avait été étudiant. En 1968, il fut mis à la disposition de l'Episcopat africain pour fonder l'Institut supérieur de Culture religieuse d'Abidjan. Au prix d'un travail considérable, et peut-être excessif pour sa santé, il accomplit cette mission difficile et gagna très vite la profonde estime de tous les évêques de l'Afrique de l'Ouest. (« Eglise de Besançon », 11 juillet.)

— Mgr Luigi Carli (évêque de Segni) administrateur apostolique de Terracina-Latina, Priverno et Sezze (« Ibid. ») — Mgr Cecil D'Sa évêque de Lucknow, Inde. (« OR », 27 juin.)

— *Le P. George Saupin, SJ, évêque de Daltoganj, Inde.* (« *Ibid.* ») — *Mgr Raffaele Pellecchia* (coadjuteur avec droit de succession et administrateur apostolique « *sede plena* » de l'archidiocèse de Sorrente) *évêque de Castellammare di Stabia, Italie.* (« *OR* », 28-29 juin.) — *Mgr Francesco Amadio* coadjuteur avec droit de succession du diocèse de Valva et Sulmona, Italie. (« *Ibid.* ») — *Mgr Nicola Cavanna* (évêque de Rieti) coadjuteur avec droit de succession et administrateur apostolique « *sede plena* » du diocèse d'Asti, Italie. (« *Ibid.* ») — *Mgr Dino Trabalzini* évêque de Rieti, Italie. (« *Ibid.* ») — *Mgr Remigio Ragonesi* auxiliaire du cardinal Vicaire de Rome. (« *Ibid.* »)

— *Le chanoine Léon Soulier évêque de Pamiers.* (« *Ibid.* »)

Né le 13 janvier 1924, au Malzieu (Lozère), d'une famille d'agriculteurs de quatre enfants, dont la mère est toujours à la maison familiale, Léon Soulier fit ses études secondaires à l'institution Notre-Dame de Mende, puis au grand séminaire, enfin à Rome, où il obtient sa licence en théologie. Il est ordonné prêtre dans sa paroisse natale en 1947. Il vient alors à Paris pour suivre pendant deux ans les cours de l'Institut des sciences sociales et y acquérir une nouvelle licence. Il y obtiendra plus tard son diplôme de l'Institut supérieur de pédagogie catéchétique. Revenu dans son diocèse en 1951, il est nommé aumônier diocésain de la JAC, de la JOC et de l'ACO. Deux ans après, il enseigne la théologie morale au grand séminaire, dont il devient le supérieur en 1957. A son

enseignement et à la direction de la maison, il joint d'autres activités apostoliques (aumônier d'Action catholique indépendante, conseiller de la paroisse universitaire, animateur du Secrétariat pour l'Unité. Il exerce également un ministère régulier auprès des religieuses et demeure soucieux d'une pastorale des vocations. En 1969, après deux ans de collaboration à l'équipe diocésaine comme responsable de zone, il est nommé curé-archiprêtre de Langogne. (« *Foi et vie de l'Eglise au diocèse de Toulouse* », 4 juillet, et « *Le Bulletin catholique du diocèse de Montauban* », 1^{er} juillet.)

— *L'abbé Bernard Hubert évêque de Saint-Jérôme, Canada.* « *Ibid.* »)

NOUVEAUX TERRITOIRES

— *Le Saint-Père a érigé aux USA,* avec des territoires détachés de l'archidiocèse de Detroit et des diocèses de Grand Rapids, Saginaw et Lansing, *les deux nouveaux diocèses de Kalamazoo et de Gaylord, suffragants de Detroit.* (« *OR* » 16 juin.)

— *Le Saint-Père a érigé le diocèse de Daltonganj (Inde),* avec un territoire détaché de l'archidiocèse de Ranchi, dont il est suffragant. (« *OR* », 27 juin.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— *De Mgr Victor Bazin,* archevêque de Rangoon (Burma, Birmanie), pour raison de santé. (« *OR* », 20 juin.) — *De Mgr Pietro Raimondi*

évêque de Crotone (Italie), en raison de son âge. (« *OR* », 21-22 juin.) — *De Mgr Zenone Albino Testa,* vicaire apostolique d'Asmara des Latins (Ethiopie), pour raison de santé. (« *OR* », 25 juin.) — *De Mgr Arrigo Pintonello,* évêque de Terracina-Latina, Priverno et Sezze (Italie), sur son désir exprès. (« *OR* », 26 juin.) — *De Mgr Francis Simons,* évêque d'Indore, Inde. (« *OR* », 27 juin.)

DECES

— *De Mgr Théophile Mbemba,* archevêque de Brazzaville (République du Congo), le 14 juin. (« *OR* », 17 juin.) — *De Mgr Giovanni Maria Pinna,* secrétaire du Suprême tribunal de la Signature apostolique, le 20 juin. (« *OR* », 21-22 juin.)

SAINT-SIÈGE

— *Le Saint-Père a nommé les cardinaux John Joseph Wright et Jean Willebrands membres de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi et les cardinaux Agnello Rossi, Gabriel-Marie Garrone et Arturo Tabera Araos, membres de la S. congrégation pour les Causes des saints.* (« *OR* », 19 juin.)

— *Le cardinal Arturo Tabera Araos a présenté au Saint-Père, lundi 21 juin, le premier exemplaire du Nouvel office divin.* (« *OR* », 21-22 juin.) *La prière du temps présent a atteint un tirage de 220 000 exemplaires, l'édition anglaise correspondante, 40 000 exemplaires; l'édition brésilienne, 16 000 exemplaires en deux semaines.* (« *Ibid.* »)

LE PRETRE

Le cardinal MARTY a publié l'éditorial suivant dans « Présence et dialogue - l'Eglise dans la région parisienne », 9 juillet 1971 :

Jésus-Christ est le seul prêtre; il a posé l'acte décisif qui sauve le monde.

Tous les baptisés forment une race royale, un peuple sacerdotal. Ils sont constitués famille de Dieu pour l'action de grâce et la mission évangélique.

Mais il n'y a pas de peuple de Dieu sans des hommes, voués, corps et âme, à la cause du Christ, envoyés par Lui au service du peuple; pasteurs qui témoignent, qui annoncent la Bonne Nouvelle et conviennent les hommes à vivre en peuple de Dieu.

Ce sont les prêtres.

Homme de la prière, le prêtre est aussi l'homme de l'Evangile, l'homme de la mission, l'homme qui fait l'Eglise « peuple de Dieu ».

Cette mission d'évangélisation n'est pas confiée au prêtre seul; c'est toute l'Eglise qui est missionnaire. Tous les chrétiens ont reçu cette charge : faire que le monde devienne en vérité le Royaume de l'amour de Dieu.

Et la grande réussite du Concile Vatican II n'est-ce pas de nous avoir réappris que l'Eglise n'est pas simplement les prêtres, la hiérarchie, mais d'abord, mais avant tout les chrétiens qui, par leur Baptême, sont engagés dans l'immense et originelle bataille de la Création Nouvelle?

C'est le Christ qui sauve. Et tout le peuple chrétien présente et offre le sacrifice de la croix et de la résurrection de son Seigneur. Le baptisé devient membre d'un peuple qui est sacerdotal.

Mais il n'est de sacerdoce des fidèles qu'en peuple constitué, convoqué en assemblée eucharistique, par le sacerdoce du prêtre.

Cardinal F. MARTY

L'Eglise dans le monde

NOTE SUR LE RACISME

LA COMMISSION EPISCOPALE FRANCAISE DES MIGRATIONS, dont le président est Mgr Rousset, évêque de Pontoise, a publié le 12 juillet 1971, la note suivante :

Paris, le 12 juillet 1971.

Récemment, Paul VI, dans sa lettre au cardinal Roy, s'élevait contre les discriminations, non seulement de droit, mais encore de fait, dont les victimes sont nombreuses de par le monde.

Il précisait que « la discrimination raciale revêt, en ce moment, un caractère de plus forte actualité par la tension qu'elle soulève tant à l'intérieur de certains pays qu'au plan international lui-même ».

Il semble bien que notre pays soit actuellement concerné par les paroles du Saint-Père. Quel pays au monde peut se considérer, en ce domaine, comme sans reproche ? En France, nous devons nous interroger, tant à partir de notre vie quotidienne que des faits de l'actualité. Nous reconnaitrons alors que le racisme, qui révèle une mentalité primitive non évoluée, connaît une incontestable recrudescence. Certaines difficultés récentes avec l'Algérie ont provoqué, ici où là, divers incidents qui ont certainement été exagérés, mais qui sont révélateurs.

La Commission des Migrations estime qu'il est de son devoir de s'élever contre tout ce dont pourraient être victimes des travailleurs pauvres, courageux et honnêtes. Leur seul crime est de ne pas être de la même race que nous. C'est donc non seulement une question de charité élémentaire mais de justice que de les respecter.

Toute vexation, toute brutalité, tout manque de respect à leur égard constituent des actes d'autant plus odieux que leur condition de migrants les met, à des titres divers, dans une situation plus difficile et douloureuse.

Sur ce point encore, Paul VI rappelle avec force la doctrine de l'Eglise : il ne suffit pas de « remédier à la situation précaire d'un grand nombre de travailleurs émigrés dont la condition d'étrangers rend d'autant plus difficile, de leur part, toute revendication sociale, malgré leur réelle participation à l'effort économique du pays d'accueil. Il est urgent que l'on sache dépasser, à leur égard, une attitude étroitement nationaliste pour leur créer un statut qui reconnaisse un droit à l'émigration, favorise leur intégration, facilite leur promotion professionnelle et leur permette l'accès à un logement décent, où puissent les rejoindre, le cas échéant, leurs familles ».

Et le Pape ajoute : « Il est du devoir de tous — et spécialement des chrétiens — de travailler avec énergie à instaurer la fraternité universelle, base indispensable d'une justice authentique et condition d'une paix durable. »

« Nous ne pouvons invoquer Dieu, Père de tous les hommes, si nous refusons de nous conduire fraternel-

lement envers certains des hommes créés à l'image de Dieu. La relation de l'homme à Dieu le Père et la relation de l'homme à ses frères humains sont tellement liées que l'Ecriture dit : « qui n'aime pas, ne connaît pas Dieu ».

Ces paroles du Pape prennent un relief particulier dans les circonstances présentes pour éclairer les consciences et mobiliser tous les hommes de bonne volonté dans une action persévérante et vigoureuse, pour que les trois millions de migrants qui vivent en France soient considérés dans les faits comme « libres et égaux en dignité et en droits... sans distinction aucune de race, de couleur ou d'origine nationale », selon le vœu de la Commission internationale de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

L'ANNONCE DE LA VISITE DU PRESIDENT NIXON EN CHINE

Après l'annonce, faite le 16 juillet, de la visite du président Nixon en Chine, avant mai 1972, l'Osservatore Romano du 18 juillet a publié l'article suivant en première page, sans signature, sous le titre « Auspicio » (vœux) :

L'annonce de la visite du président des Etats-Unis en République populaire chinoise a été accueillie, d'une façon générale, avec beaucoup de satisfaction. Nous nous associons nous aussi sincèrement à ce sentiment, en souhaitant que cette rencontre soit une nouvelle et grande contribution à la collaboration entre les peuples, et donc à la cause de la paix, qui est vraiment telle si elle est fondée sur la justice pour tous.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur le sens de cette annonce qui suscite tant d'échos dans le monde. Pour la juger à sa juste valeur, il faut voir ce qu'a été le passé, lointain et proche.

La route à parcourir est longue. Mais l'histoire, avec la logique mystérieuse qui la conduit dans le temps, semble confirmer par les faits, comme le souhaitait Paul VI dans son discours du 5 octobre 1965 aux Nations Unies, que les uns ne peuvent pas coexister et progresser sans les autres ; que les uns ne doivent plus être contre les autres, en s'opposant d'une façon qui, de nos jours, serait certainement fatale à l'humanité.

Cette logique secrète, qui pour les chrétiens a un nom, invite les peuples, les nations et les gouvernements à progresser vers une communauté universelle qui ne soit pas niveleuse, qui respecte les particularités, les patrimoines culturels, et surtout la justice : justice pour les nations comme pour les individus, pour ceux qui sont moins avancés sur la voie du progrès comme pour ceux qui progressent rapidement. En fait, les inégalités pèsent sur tous, et il n'est plus possible de les localiser, géographiquement et politiquement.

Il nous semble qu'un aspect particulier s'impose : dans le monde d'aujourd'hui, aucun peuple, quelle que soit

son importance numérique, économique, politique et sociale, ne peut vivre à part.

Notre souhait sincère, c'est que ce sens de la solidarité soit de plus en plus ressenti, qu'il se développe d'une façon systématique pour le bien de tous. Lors de son passage à Hong-Kong, au retour de son voyage en Asie, en Océanie et en Australie, le Pape avait rappelé que l'Eglise est un effet unitaire de l'amour du Christ pour nous : « Sa mission, c'est d'aimer... »

C'est précisément pourquoi elle approuve et encourage, dans le domaine qui est de sa compétence, tout ce qui peut rapprocher et unir.

(Traduction de la DC d'après le texte italien.)

Au début du discours qu'il a prononcé le dimanche 18 juillet, à Castel Gandolfo, avant la récitation de l'Angelus, PAUL VI a brièvement évoqué l'annonce de cette visite :

En cet instant de rencontre familiale, des événements de la vie internationale retiennent l'attention de tous. Que se passe-t-il et que se passera-t-il dans le monde ? Quelque chose de grand et de nouveau se fait et se prépare qui peut beaucoup changer la face de la terre. Nous aurions nous aussi quelque chose à dire, quelque espérance à exprimer. Mais pas en ce moment et ici (...)

(Traduction de la DC d'après le texte italien publié dans l'Osservatore Romano des 19-20 juillet 1971.)

LE MINISTÈRE D'UNITÉ DE L'ÉVÊQUE DE ROME

Au cours d'une conférence-débat donnée dans la soirée du 13 juillet à l'aula de l'université de Fribourg (Suisse) à l'occasion du 50^e anniversaire de Pax romana, la question suivante a été posée au F. ROGER SCHUTZ, prieur de Taizé :

Les jeunes supportent mal les institutions de l'Eglise et voilà que l'œcuménisme lui-même semble se bloquer de plus en plus dans les institutions. Selon vous, comment en sortir ?

Voici sa réponse (1).

A la veille de sa mort, le Christ dépose un feu dans la conscience de l'Eglise. Il prie : qu'ils soient un pour que les hommes croient. Pour le Christ, l'unité n'est pas un but en soi, elle n'est pas pour être mieux ensemble ou plus forts. Elle est pour les hommes, pour rendre crédible la communauté chrétienne.

L'unité, l'œcuménicité de l'Eglise, c'est du feu. Pour la crédibilité de l'Eglise, il est essentiel que notre unité redevienne toujours à nouveau visible aux yeux de tous. Elle suppose beaucoup d'imagination, de créativité, puisqu'elle se voit dans les signes d'Eglise.

Je sais bien cette crainte des institutions, et il y en a que je redoute. Mais irions-nous jusqu'à professer une position rétrécie, croyant que moins visible est le signe, plus il est vrai, et que seuls des corpuscules, des ecclé-

siales, de minuscules communautés sont capables de rayonner l'Evangile ?

Dans l'histoire, les chrétiens qui ont cru pouvoir se passer de structures visibles en ont reconstitué à leur insu. Aucun homme ne peut faire abstraction de l'institution. Notre propre corps n'en véhicule-t-il pas une avec lui, et quelle institution ! Il s'exprime par un langage, il communique par des signes convenus, il se déplace, il se revêt, et le vêtement, à lui seul, quelle belle institution !

Dans l'Eglise, s'il y a des vêtements superflus, surajoutés, desquels se libérer ? Mais quels sont aussi, comme institution, les vêtements qui ont fait leurs preuves à travers les siècles et qui, eux, doivent être rendus visibles à tout prix, parce qu'ils ont toujours communiqué la fraîcheur d'Evangile et donné de saisir la continuité de l'Eglise, la tradition vivante du Christ, l'éternité de Dieu ?

En vue de notre unité visible, depuis la venue d'un homme du nom de Jean, un événement a traversé notre histoire. S'il n'y avait pas eu le Pape Jean, je ne vois pas comment je parlerais comme je vais le faire maintenant. Je suis marqué pour le reste de mes jours par cet homme et peut-être surtout par l'ultime entretien que j'ai eu avec lui.

Depuis la mort de Jean XXIII, j'ai la conviction que son ministère prophétique en vue de l'unité a été refusé et qu'ainsi on a laissé passer une heure de l'œcuménisme. Par quelques paroles, publiquement prononcées en janvier 1959, Jean XXIII a renversé la situation de la Contre-Réforme en affirmant : « Nous ne voulons pas faire de procès historique, nous ne chercherons pas qui a eu tort et qui a eu raison. » (Jean XXIII parlait des autres chrétiens et cela en vue de notre unité.)

Contemporains de ce témoin du Christ qu'a été Jean XXIII, est-il encore possible de rechercher l'unité de l'Eglise comme lieu de communion pour tous les hommes sans se poser la question de l'Évêque de Rome ? Or, il demeure une conspiration du silence autour de son ministère d'unité, et chez certains catholiques eux-mêmes.

Si chaque communauté locale suppose un pasteur pour stimuler à l'unité ceux qui toujours se dispersent, si chaque Eglise locale suppose aussi en son centre un évêque, un président, comment espérer l'Eglise reconstituée dans son unité sans un pasteur universel ?

Sa vocation n'est-elle pas d'être au cœur du cœur, non sur une pyramide, non pas la tête (la tête de l'Eglise, c'est le Christ), mais au cœur du cœur ? Sa vocation n'est-elle pas d'actualiser, à travers une bouche pastorale, l'essentiel d'une même foi, d'une même pensée, vraies pour chaque chrétien, et ainsi d'indiquer toujours à nouveau des lieux d'unanimité de la foi, génération après génération ?

Bien sûr, au centre de notre foi, pour animer l'unité, se trouvent les réalités du Dieu vivant, du Christ mort et ressuscité, du Saint-Esprit. Par rapport à ces réalités d'unité, le ministère du pasteur universel est second, mais pourtant essentiel en vue de l'œcuménicité de l'Eglise. Second, n'est-il pas possible de le situer ainsi, depuis Vatican II qui, dans le « *De œcumenismo* » ne met pas au même niveau toutes les vérités ? Ce texte affirme : « Il y a un ordre ou une hiérarchie des vérités de la doctrine catholique en raison de leurs rapports différents avec les fondements de la foi chrétienne. »

Certes, le ministère du Serviteur des serviteurs de Dieu est chargé d'un énorme poids de l'histoire. Les vêtements surajoutés les uns aux autres au long des siècles laissent parfois mal transparaître ce ministère unique.

(1) *La Liberté*, Fribourg, 15 juillet 1971.

Rendant compte de cette réponse dans l'Osservatore Romano des 19-20 juillet, Giulio NICOLINI écrit : « Ces réflexions du prieur de Taizé montrent avec quelle finesse et quelle précision, sans faire abstraction d'intentions critiques constructives, on peut exposer une thèse catholique comme celle de la fonction d'unité du chef visible de l'Eglise... »

Mais jamais l'Eglise catholique ne renoncera à cette institution, à cette tradition séculaire, qui repose sur l'Evêque de Rome.

Refuser cette conviction immuable de l'Eglise catholique, c'est se condamner à rester à jamais très loin, sans voix au dialogue, pour supplier, exhorter, courir du bout du monde s'il le faut, pour demander, à temps et hors temps, que ce pasteur, l'Evêque de Rome nous entraîne vers une Eglise de communion, une Eglise dépourvue de moyens de puissance, ne s'appuyant pas sur les puissances économiques, pour dire aussi à ce pasteur que le témoignage comme le contre-témoignage de son Eglise locale, Rome, compte très fort.

Refuser cette conviction de l'Eglise catholique c'est ne plus pouvoir appeler l'Evêque de Rome à se libérer de pressions pour l'inviter à être le plus universel possible ; à cet effet, pour l'inviter à être un pasteur pauvre, libre de professer des intuitions prophétiques, et pour l'appeler enfin à ne pas demander, en vue de l'unité, un reniement de la part des non-catholiques.

Et c'est ici encore que nous attendons la parole prophétique du pasteur universel qui actualise pour les chrétiens de son temps les lieux d'unanimité de la foi et réanime l'unité du Corps du Christ, l'Eglise.

Sur une petite terre libre, le Vatican, et par l'usage d'une liberté évangélique, le Pape, serviteur des serviteurs, peut beaucoup à l'avenir pour conscientiser les hommes face à l'oppression et à l'injustice. Sans lui, qui pourra exprimer l'ensemble des chrétiens au-delà des frontières de l'Eglise au moment de menaces dramatiques pour l'humanité ?

Peut-être, par ce que je viens de dire ai-je blessé, ai-je suspendu une pierre au cou de quelques-uns ? Que ceux-là, alors, m'écrivent et qu'ils suspendent à mon propre cou cette pierre trop lourde pour eux. Non pas que je prétende pouvoir la porter, mais du moins j'essayerai.

NOTABLE OU PASTEUR ?

Sous ce titre, Mgr MAURY, archevêque de Reims, écrit dans le bulletin de son diocèse (Reims-Ardenne, 2 juillet 1971) :

En France, depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le protocole ne prévoit plus la place de l'évêque dans les cérémonies officielles. Pendant la guerre de 1914-1918, les religieux et les prêtres se trouvèrent mêlés à part entière à tous les combats, présents à tous les degrés de la hiérarchie militaire : officiers, sous-officiers et soldats.

Sous le signe de l'union sacrée

Après la victoire, on ne pouvait pas les séparer de leurs camarades et les rejeter des manifestations du 11 Novembre devant les monuments aux morts des communes françaises. Ainsi, sous le signe de l'union sacrée, les évêques ont-ils retrouvé leur place aux côtés des autorités officielles. Suivant les sentiments de chaque municipalité, on les admettait à un rang convenable et la plupart du temps au premier rang. A Reims on n'eût pas compris que l'héroïque cardinal Luçon n'y fût point.

Pendant la guerre de 1939-1945, on vit des prêtres dans les régiments, dans les camps de prisonniers ou de déportés et dans les organisations de la Résistance, sur pied d'égalité avec les autres combattants. La paix retrouvée, on a continué de les associer à juste titre aux

cérémonies commémoratives et l'évêque a repris une place d'honneur parmi les dignitaires de la République. Tout le monde jugeait cela normal et régulier.

Une mentalité nouvelle

La mentalité a changé. Lorsque j'assiste aux manifestations officielles, même si je tiens à me mêler à la foule, les autorités civiles, avec courtoisie, m'appellent à figurer à leur côté. Le lendemain, le journal mentionne que la cérémonie s'est déroulée en présence des autorités civiles, militaires et religieuses. Quelquefois une photographie me situe avec le sous-préfet, le maire et le général.

Cela plaît à un bon nombre de diocésains et en irrite beaucoup d'autres. Des prêtres et des laïcs m'écrivent pour me reprocher une inféodation aux puissants de ce jour et aux pouvoirs publics. Ils ne reconnaissent pas, disent-ils, l'Eglise servante et pauvre au milieu des honneurs. Ils pensent qu'en agissant de la sorte je présente la physionomie d'un notable et pas assez ou pas du tout celle d'un pasteur.

Mais lorsque je m'abstiens, les anciens combattants et les victimes de la guerre, les déportés et les résistants, les veuves et les orphelins ont l'impression que leur archevêque demeure indifférent à leurs épreuves en ne leur apportant pas la sympathie de sa présence.

Un nouveau style de relation avec les pouvoirs publics

Comme l'a dit le cardinal Marty : la séparation de l'Eglise et de l'Etat ne signifie pas une rupture. Il est normal que les municipalités et les curés, les préfetures et les évêques entretiennent de bonnes relations. Le bien commun doit profiter de cette entente cordiale, pourvu que chacun reste dans les limites de sa compétence et sans empiéter sur les prérogatives de l'autre.

Je souhaite pour ma part ces bonnes relations et cela n'empêchera pas l'Eglise de conserver sa liberté pour annoncer le message de Jésus-Christ. Voilà ce qui prime tout le reste. Envoyés par l'Esprit de Dieu pour annoncer la Bonne Nouvelle aux pauvres et aux captifs la délivrance (Lc 4, 18), jamais nous ne devons céder à des pressions politiques, d'où qu'elles viennent, pour défendre les opprimés et pour proclamer la justice.

Mais les autorités administratives de l'Etat et les élus du peuple, sans distinction de couleur politique, accomplissent un devoir social. Ils ont droit eux aussi au dialogue avec leur évêque. Sans doute convient-il de changer le style de nos relations et de les situer davantage sur un plan personnel, en renonçant aux rencontres protocolaires et purement officielles. Loin des conversations banales de ces brefs rendez-vous, sur une tribune ou auprès d'un monument, nos entretiens gagneront en profondeur et en sérieux. Je crois que nous avons les uns et les autres quelque chose à nous dire.

Voilà une situation délicate qui n'implique de ma part aucune méfiance ou hostilité envers qui que ce soit. Pasteur de la communauté catholique de Reims et des Ardennes, je dois m'appliquer, avec les prêtres et les laïcs, à présenter de l'Eglise un visage aussi vrai que possible. Qu'à l'image du Christ elle apparaisse comme une servante et non pas comme une puissance.

† Jean-Marie MAURY,
archevêque de Reims.

Imprimerie « Bayard-Presse », 5, rue Bayard,
Paris-8^e. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presse.

BAYARD-PRESSE, 5, rue Bayard, Paris-8^e - Tél. 225-73-05.
 France et Communauté : 1 an, 40 F. 6 mois, 21 F. Canada : 1 an,
 75 F. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)
 Canada. Autres pays : 1 an : 48 F. 6 mois, 25 F.
PRIX DU NUMÉRO : de l'année : 2 F. ; des années précé-
 dentes : 5 F.
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
 millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1591 - 1^{er}-15 AOUT 1971

- 702 **Audiences générales** : Le chrétien, homme d'action (7 juillet);
l'appel à la sainteté (14 juillet).
- 704 Réponse de la Commission pontificale pour l'interprétation des
décrets du Concile : L'homélie ne peut être prononcée par un
laïc.
- 705 **Motu proprio « Sedula curia »** - réorganisant la Commission
biblique pontificale (27 juin).
- 706 **La crise de la foi**. Homélie du 29 juin.

LES RELATIONS ŒCUMENIQUES AVEC LES ORTHODOXES.

- 707 **Lettre du patriarche Athénagoras à Paul VI.**
- 708 **Commentaire du cardinal Willebrands.**
- 709 **La visite officielle du cardinal Willebrands en Grèce.**
- 713 **Les relations entre l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe russe.**
Interview du cardinal Willebrands.
- 716 **La pastorale commune des foyers mixtes en France.** Recom-
mandations des évêques catholiques et orthodoxes.
- 722 **Réactions des métropolites grecs orthodoxes de Prague et de**
Varsovie à l'égard de l'œcuménisme.
- 723 **L'Eglise et la politique.** Débat télévisé entre Mgr Hauptmann
et M. Poniatowski.
- 729 **L'Eglise et l'Etat.** Allocution de Mgr Elchinger.
A propos du projet de Loi fondamentale de l'Eglise.
- 732 **Conférence de presse de Mgr Onclin.**
- 735 **Interview du cardinal Suenens.**

- 738 **La nouvelle loi scolaire.** Texte; rapport de M. Olivier Giscard
d'Estaing; déclaration de M. Guy Mollet.

- 744 **Événements et informations** (16-30 juin).

- 747 **Le prêtre (cardinal Marty);** Note de la Commission épiscopale
française des migrations sur le racisme; L'annonce de la visite
du président Nixon en Chine (note de l'Osservatore Romano);
Le ministère d'unité de l'Evêque de Rome (F. Roger Schutz);
L'évêque, notable ou pasteur? (Mgr Maury).

ACTES DE S. S. PAUL VI

DOSSIER

QUESTIONS ACTUELLES

LÉGISLATION
ET JURISPRUDENCE

ÉVÉNEMENTS

L'ÉGLISE DANS LE MONDE

19.01.1971

NUMERO 1592

16

LA

53^e ANNÉE - T. LXVIII



5 septembre 1971

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



ette présentant de l'eau de Lourdes à une malade pendant le pèlerinage
national (Photo Durand)

L'opinion publique dans l'Église
La réduction à l'état laïc
Le renouveau de la paroisse

BIBLIOGRAPHIE

— *La Bible du Peuple de Dieu*, tome I. — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 839 pages. Prix : 43 F. Editions Le Centurion-Le Cerf, Paris.

Parmi les Bibles qui se sont multipliées ces dernières années, celle-ci présente un visage profondément original. Il s'agit d'une édition intégrale de la Bible (dans une traduction mise à jour sous la direction de l'Ecole biblique de Jérusalem) que viennent éclairer, tout au long des chapitres, introductions, commentaires et guides de lecture. Ces notes, brèves et discrètes, permettent de saisir les grandes lignes du texte et de le situer, en attirant particulièrement l'attention sur sa valeur religieuse pour le chrétien d'aujourd'hui. Denses et en même temps limpides, elles sont le fruit du travail d'exégètes appartenant à l'Association catholique française des études bibliques. Pour juger de la réussite exceptionnelle de la *Bible du Peuple de Dieu*, il n'est que de se référer aux notes qui accompagnent les deux récits de la création, au début de la Genèse : problèmes littéraires et signification religieuse y sont excellemment condensés, sans que jamais le lecteur soit écrasé par l'excès de considérations techniques. Les notes ont pour unique but d'aider à la lecture savoureuse de l'Ecriture. Ajoutons que les éditeurs ont voulu faire de cet ensemble de quatre volumes (le dernier paraîtra en juin 1972) une magnifique œuvre d'art : ils y ont parfaitement réussi.

— *Bilan de la théologie au xx^e siècle*. Tome II : Les disciplines théologiques ; Portraits de théologiens ; L'avenir de la théologie. — Un vol. 15,8 × 24,6 cm, de 988 pages, relié sous jaquette pelliculée. Prix : 98 F. Editions Casterman, Paris.

Après le premier volume consacré aux grands courants théologiques dans le monde contemporain, le tome II présente les disciplines particulières de la théologie chrétienne d'aujourd'hui, en y joignant les portraits de douze personnalités catholiques ou protestantes dont l'œuvre a eu le plus d'influence dans le courant théologique actuel. On a confié à Karl Rahner le soin de conclure ce bilan énorme en dégagant les données qui doivent assurer l'avenir de la théologie : Présence de Dieu dans la vie du monde concret, tel qu'il se présente à l'homme du xx^e siècle, « de Dieu au sein du monde réel, et à qui l'Evangile rend témoignage en tant que tel, comme salut de ce monde précisément ». Une trentaine de spécialistes ont collaboré à ce volume que termine un index analytique et onomastique de 150 colonnes ; ce qui montre la richesse de ce bilan.

— *Bilan de l'œcuménisme contemporain*, par le chanoine N. IUNG. — Un vol. 14 × 21,5 cm, de 334 pages. Prix : 30 F. Maison Mame, Paris-Tours.

Le sous-titre indique parfaitement l'objet de ce bilan : « Les Eglises chrétiennes non romaines à la recherche de l'unité, l'action œcuménique de l'Eglise catholique ; points de divergence et d'accord. » Ce travail des Eglises à la recherche de l'unité intéresse tout chrétien que sa charité bien comprise doit pousser à participer, au moins par sa prière, à cet effort des Eglises pour réaliser le vœu du Christ.

— *Le Curé d'Ars, tel qu'il fut*. L'homme et son entourage, par Mgr FOURREY, évêque de Belley. (coll. « Le Signe » — Grandes études religieuses). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 510 pages. Prix : 40 F. Editions Fayard, Paris.

On croit connaître le Curé d'Ars, et on s'aperçoit en parcourant ces pages où Mgr Fourrey a accumulé les texte inédits que tout n'avait pas été dit, loin de là ! C'est bien le Curé d'Ars tel qu'il fut qui revit sous nos yeux dans ces pages nombreuses des proches témoins de sa vie, tracées au jour le jour. Sa conduite avec son auxiliaire, ses rapports avec son évêque, sa foi dans l'apparition de La Salette, ses luttes avec le « Grappin », ses miracles... On s'aperçoit qu'on en avait qu'un vague portrait stéréotypé pour ainsi dire, et que désormais c'est quelqu'un de bien vivant — et de quelle vie ! — que nous avons sous les yeux. Un saint, oui certes, mais dans sa vie de tous les jours. On lit ces pages comme un roman... mais plein de leçons !

— *Le Sacrement de l'Ordre*, par LUDWIG OTT. Traduit de l'allemand par MICHEL DELEPORTE (coll. « His-

toire des dogmes »). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 452 pages. Editions du Cerf, Paris.

C'est une histoire de la théologie du sacrement de l'Ordre, depuis ses fondements dans le Nouveau Testament, en passant par les écrits patristiques avant et après le Concile de Nicée, les travaux des scolastiques qui en approfondissent tous les détails. On arrive ainsi à la remise en question posée par la Réforme qui provoquera les enseignements du Concile de Trente. La doctrine tridentine sera enfin complétée par la Constitution *Sacramentum Ordinis* de Pie XII et les déclarations de Vatican II sur l'épiscopat.

— *Les Anges*, par GEORGES TAVARD en collaboration avec ANDRÉ CAQUOT et JOHANN NICHT (coll. « Histoire des dogmes »). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 246 pages. Editions du Cerf, Paris.

Le P. Tavard retrace l'histoire de la croyance aux anges et de sa théologie en partant des textes bibliques et des écrits des Pères de l'Eglise. Il la poursuit dans les traités de la théologie scolastique et les textes des Conciles jusqu'à nos jours. Il n'oublie ni l'angéologie orthodoxe ni la théologie protestante. Il voit dans le renouveau liturgique et l'intérêt du monde moderne pour un univers en expansion et des pierres d'attente pour une reprise des études de ce traité.

— *L'Eglise naissante et le catholicisme*, par PIERRE BATIFFOL. — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 572 pages. Prix : 56 F. Editions du Cerf, Paris.

Le cardinal Daniélou nous avertit dans sa préface à cette réédition du maître ouvrage de Mgr Batiffol : « La réédition de ce livre s'imposait pour la double raison qu'il porte sur le problème le plus important de la recherche théologique contemporaine, celui de l'Eglise, et que dans son genre il n'a pas été remplacé et garde toute sa valeur. » Certes, les progrès de l'exégèse et l'étude scientifique de la tradition pharisaïque ont apporté des éléments nouveaux, mais, « pour l'histoire ancienne de l'Eglise, le livre de Batiffol a très peu vieilli ». On peut en croire un spécialiste.

— *L'Evangile dans la forêt*, par ANDRÉ ROUX. Préface d'ANDRÉ CHAMSON, de l'Académie française. — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 196 pages. Prix : 12,50 F. Editions du Cerf, Paris.

C'est, avec huit années d'aventures missionnaires dans la forêt de la Côte-d'Ivoire, l'éclosion d'une Eglise inédite que nous présente le pasteur André Roux ; récit que domine le choc de la rencontre avec un « prophète » extraordinaire : Harris l'Africain. Il en tire une leçon : c'est que « l'unité du témoignage fait partie de l'essence même du témoignage, et qu'elle est en même temps un signe de son authenticité ».

— *Serviteurs de l'Evangile*. Les ministres dans l'Eglise, par F. ANDRIEUX, S. CHARALAMBIDIS, A. COUTROT, M. LEPLAY, B. SESBOUÉ. — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 134 pages. Prix : 14 F. Editions du Cerf, Paris.

L'ouvrage réunit un ensemble de témoignages catholiques, orthodoxes, protestants, sur cette importante question du ministère dans l'Eglise que le Concile du Vatican a remise à l'ordre du jour. Sans ignorer la tradition vivante de l'Eglise, ne faut-il pas, en s'appuyant sur elle, répondre aux besoins des hommes d'aujourd'hui ? Problème qu'on ne peut éluder de nos jours.

— *L'Avenir de l'Eglise*. Conférences du cardinal SUENENS, archevêque de Malines-Bruxelles, et du Dr RAMSEY, archevêque de Canterbury. Traduit de l'anglais par CLAIRE POOLE. — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 162 pages. Prix : 15 F. Editions Fayard, Paris.

Devant soixante-seize évêques, représentant la moitié de l'Eglise épiscopale, réunis à Trinity Institut de New York, un primat de l'Eglise catholique et un primat de l'Eglise anglicane, ont exprimé leur point de vue sur l'avenir de l'Eglise du Christ. Réflexion profonde, audace et espoir surgissent tour à tour dans ces conférences pour montrer les responsabilités qui pèsent de nos jours sur l'ensemble des chrétiens. L'importance d'une pareille rencontre et de ces pages est évidente.

Actes de S. S. Paul VI

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

L'EGLISE EST UNE COMMUNION

Audience générale du 21 juillet (1)

Nous voulons que ces brefs entretiens revêtent une très grande simplicité, mais en suivant une ligne qui généralement donne leur sens à ces rencontres hebdomadaires et qui veut être celle du Concile. C'est pourquoi aujourd'hui nous vous invitons à répondre à une succession de questions.

Le Concile nous a laissé un trésor d'enseignements qui confirment et complètent le patrimoine doctrinal de l'Eglise catholique. Mais est-ce tout ? Le Concile nous a laissé un autre trésor : ses directives. Il nous instruit non seulement sur ce que nous devons croire et penser, mais aussi sur ce que nous devons faire. Nous forme-t-il aussi à la perfection intérieure et à l'activité extérieure (*agere et facere*, pour employer les termes exacts) ? Oui, le Concile constitue non seulement une grande leçon sur les vérités de la foi, mais aussi une grande leçon sur les devoirs de la charité. Il nous propose un mode de vie bien marqué, il fait l'apologie de certaines vertus, il veut nous inculquer certaines formes de jugement et de comportement qui, dans la vie pratique de chaque fidèle et dans l'Eglise tout entière, devraient caractériser l'après-Concile, comme les fruits de ce grand événement qui doit constituer un progrès pour la marche historique, théologique et morale de l'Eglise.

L'Eglise ■■ centre de l'enseignement du Concile

Sommes-nous capables de discerner certaines idées fondamentales, certaines vertus chrétiennes qui proviennent du Concile et qui doivent avoir, dans la pratique, une incidence morale sur notre vie ?

Cette question est plus simple que facile. Mais essayons maintenant, sans prétention scientifique, d'arrêter notre attention sur l'une de ces idées-force que nous pouvons tous déduire de l'idée que nous nous sommes faite du Concile, et demandons-nous : qu'est-ce qui

est au centre de Vatican II, ou, plus exactement, quelle est l'idée directrice de ses grands documents ? Cela semble clair : c'est l'Eglise. Au Concile, l'Eglise s'est repensée elle-même. Beaucoup l'ont remarqué à juste titre. Et à quelle définition a abouti cette réflexion ? Quelle conscience mûrie l'Eglise a-t-elle prise d'elle-même après vingt siècles d'histoire, après des expériences et des études innombrables ?

La réponse est très riche. Il faudrait définir tous les aspects que l'on peut découvrir dans la mystérieuse et complexe réalité de l'Eglise, et il semblerait que le Concile lui-même ait eu du mal à rassembler en une seule expression le sens du mot « Eglise » qui nous est si familier : signe et instrument de l'union de l'humanité avec Dieu et avec le Christ, Peuple de Dieu, Corps mystique du Christ, germe du royaume du Christ et de Dieu, berceau du Christ, champ de Dieu, construction de Dieu, famille de Dieu, temple de Dieu, cité de Dieu... (cf. *Lumen gentium*, n. 1-7 ; *Unitatis redintegratio*, n. 2, etc.). Mais il semble que la définition essentielle et morale (ontologique et déontologique) la plus accessible à notre façon spirituelle et sociologique de penser, même si en soi elle est incomplète, est celle-ci : l'Eglise est une communion (cf. *Lumen gentium*, n. 4 ; *Gaudium et spes*, n. 32 ; cf. J. HAMER, « L'Eglise est une communion », Cerf, 1962).

L'Eglise est la communion des saints

Oui, l'Eglise est une communion, c'est-à-dire une société unie par des liens qui lui sont propres. Comme un être vivant, elle est constituée par un élément extérieur, visible et organique : les fidèles qui composent l'Eglise ; et par un élément intérieur, invisible et vivifiant : l'action de l'Esprit Saint, lequel est en quelque sorte l'âme du Corps dont le Christ, dans notre cas, est la tête ; le Christ étant en effet le chef du Corps mystique qui est l'Eglise (cf. Ep 4, 15-16 ; Co 1, 18). L'Eglise est une assemblée, une société humaine à la fois physique et mystique. Elle est « la communion des saints ».

Savez-vous dans quels documents solennels l'Eglise a exprimé cette doctrine ? Dans l'encyclique *Mystici Corporis* (29 juin 1943) et dans la Constitution dogmatique *Lumen gentium* (21 novembre 1964), qui est le document ayant le plus d'autorité. Ces deux textes constituent les bases de l'ecclésiologie moderne, laquelle est l'interprète de l'ecclésiologie apostolique et

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 22 juillet 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Cette allocution a été prononcée à Castel Gandolfo où Paul VI séjourne depuis le 16 juillet.

traditionnelle. Laissons aux spécialistes le soin de nous parler de ce thème illimité ; il existe sur ce sujet toute une littérature, toute une théologie (cf. *S. Th.*, III, 8), que la culture catholique ne peut ignorer.

La communion suppose un rapport. Avec qui ? Nous l'avons déjà dit : d'abord avec le Christ, et par lui avec Dieu, et ensuite avec les chrétiens devenus nos frères par cette communion. L'Eglise est une grande communauté de foi, d'espérance, d'amour. Celui qui, dans l'Esprit Saint, dans le respect du ministère et du magistère établis par le Christ, partage la même foi, la même espérance, la même charité, participe à la communion, appartient à l'Eglise.

Vous voyez tout de suite une conséquence très importante : les rapports qui nous relient au Christ et à Dieu sont cause et condition de notre appartenance à l'Eglise. Faire abstraction des rapports religieux que nous appellerons verticaux, c'est compromettre les rapports horizontaux, c'est-à-dire humains et sociaux, qui sont propres à l'Eglise et qui sont destinés à son unité et à sa mission de salut. Et vous voyez aussi quelle est l'exigence intrinsèque qui donne naissance à l'œcuménisme : l'unité de l'Eglise est fondée sur l'authentique et parfaite « communion des saints ». (Cf. *Unitatis redintegratio*, n. 2 et 3, etc.) Nous pourrions aussi étudier la parenté existant entre la communion de toute l'Eglise et la collégialité épiscopale qui est une manifestation qualifiée et constitutive de cette communion.

Le souci d'unité dans la réforme liturgique et dans le mouvement œcuménique

Et alors la communion — une communion qui ne soit pas purement extérieure, disciplinaire, statistique, sociale — devient pour chaque fidèle et pour toute la multitude des disciples du Christ, un devoir fondamental. Le Concile nous a rappelé notre vocation première à l'unité : « Il ■ plu à Dieu que les hommes ne reçoivent pas la sanctification et le salut séparément, hors de tout lien mutuel ; il a voulu au contraire en faire un peuple qui le connaît selon la vérité et le servirait dans la sainteté. » (*Lumen gentium*, n. 9.)

Rien n'est plus contraire à cette conception unitaire et universelle du salut chrétien opérant individuellement et collectivement, que l'individualisme, l'égoïsme, la séparation, la division, l'opposition ; et rien n'est plus conforme au vœu suprême du Christ que celui exprimé par lui à la dernière Cène : « Qu'ils soient un. » (Jn 17, 22-23.)

Pouvons-nous dire qu'aujourd'hui ce souci d'unité caractérise les mouvements spirituels et collectifs qui tirent du Concile leur raison d'être ? Pour beaucoup, oui. Même la réforme liturgique qui, en donnant à la langue de chaque peuple de l'Eglise latine (comme c'était déjà le cas dans les Eglises orientales), la faculté de s'exprimer, ne veut certainement pas diviser le peuple fidèle, mais le faire participer plus consciemment à la même prière, en célébrant d'un même cœur les mêmes mystères sacrés, et en mettant au centre, au sommet de tout, l'Eucharistie, sacrement et sacrifice, dont la réalité mystique est précisément « l'unité du

Corps mystique ». (*S. Th.*, III, 73, 3 ; cf. II-II, 39, 1). Nous pouvons dire la même chose du mouvement œcuménique, dont l'urgence est rappelée aux consciences chrétiennes par le remords de l'unité brisée et par le profond désir de la retrouver dans la vérité et dans la fraternité. Nous pouvons dire la même chose avec plaisir et espérance pour le développement international et unitaire des associations catholiques, ainsi que pour l'intérêt croissant porté aux besoins du tiers-monde et à la cause missionnaire.

Les tendances actuelles contraires à l'esprit communautaire

Mais pouvons-nous dire qu'un véritable esprit communautaire imprègne partout le corps de l'Eglise ? Ne constate-t-on pas une tendance plus grande à former des groupes clos, réfractaires à l'amitié communautaire et ecclésiale ? A quoi vise bien souvent la surestimation gratuite des prérogatives charismatiques, en oubliant que, aussi vraies qu'elles puissent être, elles doivent servir le bien de la communauté (cf. 1 Co 12, 7), et en les opposant bien souvent aux formes authentiques et institutionnelles de l'Eglise ? A quoi veut en venir un certain pluralisme doctrinal sans discrimination, arbitraire et centrifuge ? Et qu'y a-t-il de fraternel dans une critique habituelle et agressive, démolissant l'estime et l'adhésion dues à la famille ecclésiale et à ceux qui la servent pastoralement en la guidant et en exerçant leur pouvoir d'une façon responsable ? Où est la charité chrétienne dans des formes sociales qui cherchent leur efficacité dans des courants caractérisés par l'égoïsme de classe et l'affrontement des intérêts économiques ?

**

Repensons, frères et fils très chers, au grand élan communautaire imprimé par le Concile à l'Eglise fidèle, et essayons de le traduire en charité locale et universelle, en nous aimant les uns les autres, en pardonnant les offenses, en nous prodiguant pour le bien des autres, en nous donnant patiemment et généreusement à la société dans laquelle la Providence nous a appelés à vivre, et enfin en aimant d'une façon vraie, forte et unanime, l'Eglise aux mille voix, mais vraiment unie et universelle.

Demandons au Seigneur cette vertu communautaire, pour laquelle nous vous donnons notre bénédiction apostolique.

L'EMINENTE DIGNITE DE L'HOMME

Audience générale du 28 juillet (1)

Nous continuons à rechercher les valeurs principales du Concile. Qui dit valeurs dit biens relatifs à l'homme, biens accordés à notre vie, biens utiles. En soi, ce sont les biens réels, les

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 29 juillet 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

vrais biens, les biens transcendants et ontologiques qui viennent en premier lieu, Mais pour deux motifs le Concile a donné à la considération des valeurs une certaine priorité sur les vérités à connaître et à croire. Le premier motif est fourni par la mentalité moderne dont le Concile a voulu se rapprocher avec sympathie. Et la mentalité moderne n'accepte la discussion qu'en fonction de « valeurs », c'est-à-dire d'idées et de choses d'ordre subjectif, qui intéressent la vie de l'homme pris comme centre unique, dominant la conception de l'expérience de l'Histoire et du monde connu (une telle conception fait penser à celle de Ptolémée : l'humanisme moderne, sécularisé, se détache de toute référence au principe et à la fin de la réalité suprême qui est Dieu). L'autre motif, qui a orienté le Concile vers l'estimation des valeurs plutôt que vers les recherches objectives et les affirmations dogmatiques, a été le programme général qu'il s'était fixé, c'est-à-dire le programme pastoral, où prime le « bien des âmes ».

Et quelle est la valeur la plus haute à laquelle le Concile s'est attaché ? L'homme. Nous l'avons nous-même noté dans le discours de clôture du Concile. Il en découle, non pas tant un enseignement doctrinal (celui-ci est supposé et affirmé tout au long des documents conciliaires) qu'une éducation morale, un devoir à remplir, un comportement pratique à appliquer dans notre vie, si nous la voulons vraiment humaine et chrétienne.

Pour une conception de l'homme authentiquement chrétienne

L'homme ! Après le Concile, l'un de nos plus grands devoirs serait d'élaborer une nouvelle vision de l'homme, authentiquement chrétienne. Autrement dit une conception de notre être, de notre vie, de nos droits et de nos devoirs, de notre véritable destinée. Pour commencer, il nous faut admettre que l'homme, dans la profondeur et la complexité de son être, est un mystère (cf. *Gaudium et spes*, n. 22). Seule la foi nous en dévoilera les secrets ultimes et indispensables. Distracts comme nous le sommes, infatués de notre expérience, laquelle se réduit bien souvent à un contact superficiel et empirique avec le monde extérieur ; parfois pleins d'une confiance aveugle dans le langage scientifique qui nous instruit et nous charme, nous croyons désormais nous connaître parfaitement. Pourtant l'adage antique, toujours aussi actuel, « Connais-toi toi-même », ne nous laisse pas de repos, si nous voulons donner une réponse satisfaisante au besoin d'une connaissance adéquate de nous-même. L'homme reste myope et, plus souvent encore, aveugle sur lui-même. Une très grave erreur de méthode vicie en effet les anthropologies modernes qui prétendent, avec leurs seules lumières, donner de l'homme une définition complète et ultime. Et voici où se trouve l'erreur. L'homme, nous le savons tous, est un être extrêmement complexe. Or, certains réduisent l'étude et la notion de l'homme à un aspect particulier de cet être que nous sommes, en ignorant et souvent même en niant les autres.

L'homme est corps : et certains ne voient dans l'homme que sa parenté avec l'animal, avec la matière et ses lois, qui certes font partie de

l'homme. L'homme est esprit : et de nombreux savants limitent leurs observations à cette noble réalité humaine pour aboutir à un idéalisme exclusif, à une idolâtrie de la pensée de l'homme. L'homme est sens : et l'on affirme, que c'est seulement dans le domaine des sens que se déploie la vraie vie de l'homme. L'homme est un être social : mais on va jusqu'à attribuer à la sociologie la seule clé, en tout cas la première, qui permette de résoudre les problèmes de l'existence humaine. Et ainsi de suite.

La conception chrétienne tient compte de tout l'homme

Nous nous posons alors la question : la conception chrétienne tombe-t-elle dans une vision aussi unilatérale en donnant une préférence exclusive aux valeurs religieuses ? Le Concile réduit-il sa doctrine de l'homme à l'unique considération des rapports entre l'homme et Dieu ? Non. Au contraire, dans ses enseignements, le Concile (et c'est là un de ses caractères originaux) reconnaît et même revendique pour toutes les valeurs naturelles un prix, un rôle propres. L'Eglise, de ce point de vue, a été magnanime et courageuse. Elle a ouvert les yeux et a reconnu avec respect toutes les faces de cet être multiforme qu'est l'homme. On dirait qu'elle a assimilé la connaissance que le Christ avait de l'homme, Lui 'qui « savait ce qu'il y a dans l'homme » (Jn 2, 25 ; Lc 6, 8 ; Mt 12, 25). Spontanément, elle a donné à la réalité humaine si diversifiée, même profane et terrestre, une estimation exacte (cf. *Apostolicam actuositatem*, n. 7 ; *Gaudium et spes*, n. 4 ; *Lumen gentium*, n. 31 ; etc.). Elle a proclamé et défendu tous les droits légitimes de l'homme (cf. *Gaudium et spes*, n. 41, etc.).

La dignité de l'homme, reflet de l'amour de Dieu

Mais cette exaltation de l'homme le Concile l'a proclamée, comme l'Eglise l'a toujours fait, en vertu d'un principe suprême et inaliénable, celui du rapport de l'homme avec Dieu. Rappelons-nous la si belle expression de saint Irénée (un Père de l'Eglise de la fin du II^e siècle) : « La gloire de Dieu, c'est l'homme vivant. » (*Adv. Haer.* IV, 20, 7 ; *PG* 7, 1037.) C'est dans la vie de l'homme que Dieu cherche son rayonnement dans l'univers. Celui qui nie Dieu éteint la lumière sur le visage de l'homme ; il nie en effet l'homme dans ses prérogatives suprêmes. Au contraire, lorsque l'on considère l'homme à la lumière de Dieu, quel est le reflet qui tombe sur cet être, le premier de toute l'œuvre créatrice et aimante de Dieu ? Avant tout, une grande dignité. « Reconnais, ô chrétien, ta dignité », nous dit saint Léon le Grand dans une apostrophe célèbre. La première impression que nous devons retirer de la physionomie de l'homme, déjà sur le plan naturel, est celle de sa dignité. C'est celle de la beauté originelle, sacrée et inviolable, d'un être possédant des droits transcendants que les parents, auteurs et ministres de la vie, doivent respecter suprêmement dès sa toute première apparition dans le sein maternel.

Il est horrible de penser qu'ils pourraient devenir eux-mêmes les homicides de cette vie,

sans se soucier d'être entrés dans une économie où l'homme est au centre, une économie qui les dépasse et les soumet à des devoirs imprescriptibles d'amour et d'héroïsme.

La dégradation de la dignité humaine dans la vie moderne

Dignité de l'homme ! Nous n'avons pas l'intention de nous étendre ici sur un sujet aussi vaste. Cela nous conduirait à déplorer avec amertume les atteintes à la dignité de l'homme, aujourd'hui si répandues dans tant de formes irresponsables de la vie moderne. Il s'agit notamment des modes impudiques, des spectacles frivoles et passionnels, de l'immoralité des mœurs, de la pornographie perfidement répandue, de l'anesthésie de la conscience morale au profit de la conscience sensuelle, et même de la déformation provocante d'une saine éducation sexuelle. Des expériences licencieuses sont admises et prônées comme des conquêtes libératrices. Libératrices de quoi ? De la conscience du bien et du mal, du respect de la personne humaine, de l'estime des valeurs les plus vraies et les plus précieuses qui assurent et favorisent l'équilibre entre l'esprit et la chair, grâce à la pudeur, à l'innocence, à la maîtrise de soi, au choix conscient et généreux de la vérité de l'amour et de ses finalités les plus hautes et les plus humaines.

Dignité de l'homme ! Nous ne l'apprécierons, nous ne l'honorerons jamais assez sous son double aspect : l'aspect originel et, pourrait-on dire, positif, qui nous dévoile dans le visage humain « l'image et la ressemblance de Dieu » (cf. Gn 1, 26) ; et l'aspect négatif où la petitesse, la faiblesse, la dégradation même de l'homme nous font découvrir le visage douloureux de Jésus, notre Frère et notre Rédempteur (cf. Mt 25, 37-40).

C'est de là que vient l'humanisme chrétien. Le Concile en parle longuement. En conclusion, nous en citerons une phrase : aujourd'hui, « grandit la conscience de l'éminente dignité de la personne humaine, supérieure à toutes choses et dont les droits et les devoirs sont universels et inviolables... Quant au ferment évangélique, c'est lui qui a suscité et suscite dans le cœur humain une exigence incoercible de dignité » (*Gaudium et spes*, n. 26).

Pensons-y, si nous voulons donner au Concile ses applications morales et vitales. Avec notre Bénédiction apostolique.

LE RENOUVEAU INTERIEUR DE L'EGLISE

Audience générale du 4 août (1)

Parmi les idées maîtresses du Concile que nous allons encore détailler et approfondir, pour nous aider à être fidèles à cet événement extraordinaire de l'Eglise et stimuler une manière de vivre qui lui soit conforme, celle du renouveau occupe sans conteste la première place.

Nous devrions relire ce magnifique document qu'est la Bulle pontificale par laquelle notre prédécesseur Jean XXIII a officiellement convoqué le Concile (25 décembre 1962 ; AAS 1962, p. 5 et s.) (2) et il nous faudrait écouter à nouveau le discours prononcé par lui lors de l'ouverture du Concile lui-même (11 octobre 1962 ; AAS 1962, p. 786 et s.) (3), pour ressentir le souffle d'espérance qui se répandit alors sur l'Eglise comme une annonce prophétique ; pour les non-chrétiens ce fut comme un écho au poème de Virgile : « *Magnus ab integro saeculorum nascitur ordo.* » (Eccl. IV, 4) ; pour les fidèles, cela prit une résonance biblique : « Voici que je vais faire du nouveau qui déjà paraît. » (Is 43, 19.) C'est la nouveauté qui apparut comme la promesse caractéristique du Concile : le réveil spirituel, « l'aggiornamento », l'œcuménisme, le renouveau du christianisme selon les exigences de notre temps, la réforme de la vie et des lois de l'Eglise.

Cet esprit de renouveau doit demeurer. Bien plus, il doit être mis en œuvre. Il doit être vraiment accueilli comme un appel, une aide venant du Christ — seul chef suprême, aujourd'hui invisible, de son Eglise, — pour la rajeunir, pour lui donner l'intime certitude de sa survie après tant de siècles destructeurs remplis de drames humains, pour éveiller dans l'Eglise la conscience des énergies cachées en son sein, pour l'encourager à suivre toujours davantage l'Evangile et la croix, pour l'inciter à de nouvelles entreprises destinées à répandre sa mission de salut dans une humanité orgueilleuse de ses conquêtes temporelles, mais déchirée par des doutes insolubles et affligée de misères sociales passées ou présentes ; et enfin pour la pousser, cette Eglise, à affirmer sa foi dans un défi paradoxal : une foi spirituelle et doctrinale, intacte et totale, en apparence anachronique et incompréhensible, mais rayonnante de vérité et capable de s'exprimer en de multiples langages nouveaux, de lancer un défi à notre monde sécularisé, plein de remous gigantesques. Et avec la foi un message d'espérance, d'une espérance pour aujourd'hui et toujours ; et avec l'espérance, propre à l'Eglise, le don gratuit de son amour confirmé par son humilité et son esprit de service. Un idéal de renouveau, de courage, de joie et de paix. Voilà ce qu'a proposé le Concile à l'Eglise.

Deux attitudes en face du Concile

Comme vous le savez, il y a eu — et il y a toujours — deux attitudes en face du renouveau conciliaire : l'une de méfiance, comme s'il s'agissait d'un enthousiasme éphémère, et même nuisible et contraire à la mission propre de l'Eglise, qui consiste à conserver jalousement le trésor de la Révélation et à éduquer les fidèles dans la conformité à ses croyances, dans la stabilité de ses lois, dans le témoignage de son indéfectibilité. Chez certains, plus attachés à la tradition qu'à la nouveauté, le Concile a laissé une impression de malaise d'autant plus malade et inquiète que, dans bien des milieux

(1) Texte italien dans l'OR du 5 août 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) DC 1962, n° 1368, col. 97-104 (NDLR).

(3) DC 1963, n° 1391, col. 7-11 (NDLR).

ecclésiastiques, s'est manifestée d'une façon hâtive, parfois impétueuse et radicale, une attitude opposée, favorable à la nouveauté et au renouveau de l'Eglise post-conciliaire.

C'est la seconde attitude, celle d'un sain renouveau conçu selon le « Bon Esprit » promis par le Père céleste à celui qui l'en implore (cf. Luc 11, 11), que nous entendons prendre. Et c'est aussi la vôtre, nous en sommes sûr. En ce qui concerne le Saint-Siège, nous pourrions, avec la grâce de Dieu, en donner des preuves nombreuses et convaincantes. Que d'innovations réalisées pendant cette période ! Que l'on songe à la réforme liturgique — importante nouveauté — riche de consolation et de promesses. Que l'on pense aux nouvelles structures de l'Eglise, comme celles du Synode des évêques et des Conférences épiscopales, à la promotion du laïcat catholique, sur le plan local et dans les organismes internationaux. En outre, nous sommes convaincu que l'on peut faire encore davantage pour améliorer, intensifier, l'activité du Corps mystique, si le renouveau se déroule avec ordre et dans le « sens de l'Eglise » requis dans ce domaine.

Les dangers dans la recherche des nouveautés

Mais nous devons prendre garde à certains dangers occasionnés par la recherche des nouveautés, et qui peuvent aboutir à des résultats opposés à l'attente du Concile. Nous nous adressons à tous ceux qui aiment l'Eglise. Nous nous limiterons à quelques simples remarques, sur lesquelles chacun pourra réfléchir plus longuement pour son propre compte.

Ainsi nul ne saurait souhaiter pour l'Eglise des nouveautés qui signifieraient une trahison des normes de la foi. On n'invente pas la foi, on ne la manipule pas. On la reçoit, on la garde, on la vit. De même, nul ne saurait souhaiter pour l'Eglise une nouveauté qui porterait tort à la communion. Celle-ci, tout en reconnaissant les droits particuliers — ceux de la personne humaine, de l'Eglise locale, de la collégialité, etc., — conçoit l'Eglise comme unitaire et hiérarchique, organique et unie, telle que le Seigneur l'a voulue et telle que la tradition apostolique, authentique et légitime, la développe. « Je suis la Vraie Vigne, a dit le Seigneur, vous êtes les sarments ». (Jn 15, 1-6.) N'oublions jamais cette étonnante image de l'Evangile, même lorsque les sarments de la vigne ont besoin d'être émondés, c'est-à-dire d'être renouvelés, afin d'enlever ceux qui sont stériles et de rendre les autres plus féconds. La nouveauté pour la nouveauté ne saurait se justifier, notamment lorsque nous risquons de céder à des tentations caractéristiques de notre époque, comme celle de faire fi de la tradition, de l'histoire, de l'expérience, à travers lesquelles l'Evangile nous est parvenu et l'Eglise nous est présente aujourd'hui. Peut-être certains voudraient-ils oublier l'héritage et partir de zéro pour modeler à leur fantaisie une impossible Eglise totalement nouvelle et arbitraire. La passion œcuménique ne nous fournit-elle aucun enseignement ?

Le meilleur des charismes : celui de la charité

A leur fantaisie ? Lorsqu'on examine les tentatives faites pour fonder une Eglise nouvelle, une chapelle pour soi, on remarque sans peine que presque toujours elles ne sont ni nouvelles ni libératrices ; ce sont des concessions à la mentalité profane de l'époque, à laquelle on voudrait assimiler l'Eglise. L'intention d'insérer l'Eglise dans le monde moderne est peut-être bonne, mais à quel résultat aboutit-on ? On prive l'Eglise de son originalité authentique, divine et humaine, on lui imprime des caractéristiques sociologiques et profanes que, par référence à des époques historiques, nous avons appelées, non sans ironie, « constantiniennes », néo-helléniques, féodales. Tout cela n'est pas authentiquement d'Eglise.

C'est ainsi qu'on a beaucoup parlé du renouveau des structures, en rêvant peut-être d'une nouvelle constitution de l'Eglise, en dévaluant les Conciles précédents. On retombe alors inconsciemment dans un nouveau juridisme. On voudrait donner au charisme du peuple de Dieu une fonction autonome, ou prépondérante, en oubliant qu'il doit être conçu pour l'utilité de la communauté ecclésiale (cf. 1 Co 12-14) et non pour la destruction de la structure ministérielle, « où tout doit se passer décemment et dans l'ordre » (1 Co 14 ; 40).

Frères et fils très chers, nous désirons donner à l'Eglise post-conciliaire un visage nouveau et nous mettons tout en œuvre pour cela, surtout grâce au renouveau intérieur (Ep 4, 23), dont nous avons déjà parlé. Et l'effort auquel nous devons tous participer, c'est d'aimer l'Eglise et de rechercher pour nous-mêmes, avec humilité et ferveur, le meilleur des charismes, celui de la charité (1 Co 12, 13).

Avec notre bénédiction apostolique.

LE LAICAT

Audience générale du 11 août (1)

Le mot laïcat est l'un de ceux qui reviennent le plus souvent dans l'enseignement du Concile et qui expriment le mieux le nouveau visage de l'Eglise. Nous le saluons comme un terme fondamental de la constitution de l'Eglise, comme une définition qui nous concerne tous, comme un programme qui fait partie de la mission apostolique de l'Eglise. On a tant parlé du laïcat ces dernières années, avant et après le Concile, qu'il semble superflu d'y revenir. Il n'est cependant pas inutile d'y consacrer un instant de réflexion. Nous avons en effet à cœur que les enseignements originaux et caractéristiques du Concile se traduisent d'une façon effective dans notre conscience ecclésiale.

Le mot « laïc » n'est pas nouveau dans notre vocabulaire. On l'employait dès avant le Concile, dans le sens que celui-ci a fait sien. Déjà en 1946, pour citer un exemple, notre grand et vénéré Prédécesseur disait : « Eux, et eux sur-

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 12 août 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

tout [...] les laïcs doivent avoir une conscience toujours plus nette non seulement d'appartenir à l'Eglise, mais d'être l'Eglise, c'est-à-dire la communauté des fidèles sur la terre, sous la conduite du chef commun, le Pape, et des évêques en communion avec lui. Ils sont l'Eglise. » (AAS 1946, p. 149 ; Y. CONGAR, « Jalons pour une théologie du laïcat », *Unam sanctam*, Paris 1953.) (2) Ce mot est cependant une caractéristique de l'enseignement du Concile parce que celui-ci consacre de longs développements au laïcat et y fait souvent référence d'une façon explicite. Rappelons seulement que la Constitution dogmatique sur l'Eglise, *Lumen gentium*, consacre aux laïcs tout son chapitre IV, et que l'apostolat des laïcs a fait l'objet d'un décret spécial, *Apostolicam actuositatem*. On ne peut avoir une idée juste, ne serait-ce que sommaire, de l'enseignement du Concile, sans y faire une place spéciale au laïcat.

Les différents sens du mot « laïc »

Mais faisons bien attention au sens polyvalent du mot « laïc ». Etymologiquement, il signifierait « populaire » ; « laos », en grec, veut dire peuple. C'est pourquoi, pour nous, le laïc est celui qui appartient au peuple de Dieu ; cette dernière expression, mise en valeur par le Concile, presque jusqu'au point d'en faire l'équivalent historique, social et spirituel de l'Eglise, devant être complétée par d'autres qui s'efforcent de la définir, spécialement la grande expression de « Corps mystique » du Christ. Pour l'Eglise, le laïc est celui qui est inséré dans le Corps mystique, qui en est devenu membre vivant et actif par les sacrements de l'initiation chrétienne, et en premier lieu le baptême. Un aspect négatif limite la physiologie ecclésiale du laïc : il n'est qualifié ni par l'ordination sacramentelle, qui fait du chrétien, c'est-à-dire du laïc, un ministre revêtu d'un pouvoir particulier, diaconal ou sacerdotal, ni par l'appartenance officielle à l'état religieux : le laïc n'est ni prêtre ni religieux. Cela explique que dans le langage courant, le mot laïc ait pris le sens de profane (rappelons-nous le vers d'Horace : *odi profanum vulgus et arceo*), de séculier, puis d'areligieux, ou, allant plus loin encore, de laïciste, comme on dit aujourd'hui, et bien souvent d'antireligieux et d'anticlérical.

Mais tenons-nous-en au sens qui lui est donné dans notre famille ecclésiale. Laïc, pour nous, veut dire ce qu'est chacun de nous : un citoyen du peuple de Dieu, un membre de l'Eglise, un fidèle, un chrétien. Et efforçons-nous d'aimer ce titre en raison de la double dignité que le Concile reconnaît au laïc : dignité de son être et dignité de sa mission, avec ses droits et ses devoirs. Nous pouvons trouver une charte des droits du laïc catholique dans la Constitution *Lumen gentium* ; quant à ses devoirs, ils sont abondamment exposés dans le décret sur l'activité des laïcs, laquelle est élevée au rang d'apostolat.

L'enseignement du Concile

Que d'enseignements dans ces pages si belles et mémorables sur ce que nous devons dire, étudier et faire ! Nous vous exhortons tous à mieux les connaître. Elles nous apprennent que la structure du laïcat dans l'Eglise s'enracine dans la vie intérieure et sacramentelle de l'Eglise ; que le laïcat, issu du baptême, affermi par la confirmation, alimenté par l'Eucharistie, constitue la base d'égalité pour tous ceux qui ont le bonheur d'être membres de l'Eglise ; tous nous sommes égaux, frères (Mt 23, 8), animés du même Esprit vivifiant et sanctifiant (1 Co 12, 4 et s.). Elles nous apprennent, ces pages, que l'unité est le principe et le terme de la vie de l'Eglise dont elle est une exigence vitale qui engendre et justifie la pluralité des fonctions actives et hiérarchiques du corps de l'Eglise, de sorte que celui-ci sera un peuple sacerdotal (cf. Ap. 1, 6 ; 1 P 2, 4-10), c'est-à-dire consacré au culte divin, ainsi qu'à sa propre sanctification et à celle du monde, formé et gouverné par un sacerdoce participant plus pleinement à celui du Christ et doté de pouvoirs surhumains et spécifiques pour le service des frères (cf. *Lumen gentium*, 10, 34). La vie mystique et visible de l'Eglise manifestera ainsi d'une façon plus évidente son caractère unitaire et communautaire, organique et hiérarchique, à la fois charismatique et institutionnel. C'est là un point qui aujourd'hui mérite d'être considéré attentivement.

L'apostolat des laïcs

Et que dirons-nous de l'apostolat des laïcs ? C'est une vocation. Il est donc libre, mais moralement contraignant. L'une des vérités affirmées le plus énergiquement est celle-ci : la participation à la mission de l'Eglise est ouverte à tous les chrétiens qui sont ses fils ; elle est ouverte, mais elle n'oblige pas. C'est pourquoi il ne doit pas y avoir de membre inerte et passif dans le Corps mystique du Christ ; tous et chacun doivent collaborer, sous des formes et dans des mesures diverses, mais en étant ensemble coresponsables de l'action apostolique de l'Eglise. On en a tellement parlé ; mais devant l'indifférence de beaucoup de catholiques, devant la méfiance qu'aujourd'hui trop d'entre eux éprouvent pour les associations, le prosélytisme, le besoin de communiquer aux autres la foi et la charité de l'Eglise, on pourrait se demander si l'apostolat actif, organisé et communautaire, est vraiment en progrès ou s'il n'est pas en état de stagnation et de dissolution.

L'Action catholique

Il y a heureusement pour cette vitalité de foi et de charité qu'aujourd'hui nous appelons apostolat de nombreuses façons de se manifester. Cela autorise de bons espoirs et mérite notre compréhension ainsi que notre appui. La formule classique reste cependant toujours celle qui établit des rapports étroits et organiques entre l'activité apostolique et la hiérarchie ecclésiastique et que, en faisant presque un pléonisme, on appelle encore Action catho-

(2) DC 1946, n° 960, col. 176. (NDLR.)

lique. Nous ne cessons de la recommander au clergé pour qu'il la favorise et la soutienne, aux laïcs les plus courageux et les plus généreux pour qu'ils sachent y employer leur intuition des besoins de notre temps, la richesse de leurs énergies, dans une communion totale avec l'Eglise de Dieu (cf. *Ap. act.*, 1, 20).

A tous les laïcs qui ne trouvent pas nos paroles déplaisantes ou étranges, et à vous tous ici présents, nous donnons de tout cœur notre bénédiction apostolique.

LA LIBERTE

Audience générale du 18 août (1)

Parmi les idées majeures du Concile, nous ne pouvons manquer de faire figurer la liberté, que nous trouvons énoncée expressément dans les documents conciliaires. L'un de ceux-ci lui est même spécialement consacré : la déclaration *Dignitatis humanae* sur la liberté religieuse. D'autres textes en parlent comme d'une exigence fondamentale, d'une part pour donner de l'homme sa définition essentielle : il possède de par sa nature le pouvoir de s'autodéterminer ; et d'autre part pour reconnaître à l'homme qu'il est légitimement et responsablement maître de ses actes.

On parle beaucoup de liberté aujourd'hui. On en parle sur le plan doctrinal, soit pour l'exalter ou la revendiquer, soit pour la nier et la réduire à une illusion psychologique demeurant en tout état de cause prisonnière d'un déterminisme invincible. On en parle sur le plan pratique, dans tous les domaines de l'activité humaine — vie sociale, pédagogie, économie, et surtout politique — pour l'affirmer avec la plus grande énergie, et aussi pour la limiter, la réprimer et la nier sous les formes les plus diverses. La liberté est l'un des termes principaux et caractéristiques de la culture moderne. Qu'on l'affirme, qu'on la discute ou qu'on la nie, elle constitue l'un des domaines sur lesquels l'homme est obligé de prendre position. Il est étrange que les hommes aient tant de mal à se mettre d'accord sur ce domaine, où, bien souvent, ils se rencontrent plus pour se diviser et se combattre que pour célébrer ensemble cette conquête progressive et irréversible du progrès historique et spirituel de la civilisation.

Raison et volonté

Il y aurait à propos de la liberté beaucoup de choses à dire, mais dont nous ne pouvons parler ici. Il est cependant toujours opportun d'essayer d'avoir des idées claires sur le sens du mot liberté. Il veut dire maîtrise de soi, pouvoir de choisir, sur le plan de l'action, autonomie (« est libre ce qui est sa propre cause », S. THOMAS, 1, 83, 1 ; cf. Si 15, 14), et il se réfère à la volonté. L'intelligence, en effet, est déterminée par la connaissance, tandis que la

volonté choisit en s'autodéterminant. Mais si elle veut être humaine, et non esclave des instincts ou d'influences extérieures, la volonté trouve dans la raison le motif de son choix (cf. Jn 8, 32 ; S. THOMAS I-II^{ae}, 17, 1 ad 2). C'est pourquoi, de soi, la liberté devrait être orientée vers le bien. Elle n'est pas à elle-même sa propre fin, mais elle est disponible et ordonnée à l'action directe en vue de rechercher et de trouver les valeurs vitales qui se situent dans le cadre objectif du Bien absolu et de ce qui est pour nous le vrai bien.

Cette analyse psychologique des relations entre la raison et la volonté, les deux facultés spirituelles de l'homme, est très importante. Il faudrait l'approfondir pour découvrir l'un des défauts capitaux qui nous viennent du péché originel : l'accord intime entre la raison et la volonté n'est pas toujours heureux ; il n'y a pas toujours cohésion entre nos pensées et nos actes (cf. Rm 7, 15). Nous serions tentés ici d'étudier comment la grâce, c'est-à-dire l'action divine surnaturelle, l'Esprit-Saint, peut entrer dans ce jeu intérieur de l'âme humaine, en nous inspirant d'une façon mystérieuse, bien que tombant sous l'expérience, en donnant à l'intelligence plus de lumière, plus de capacité de connaître, ou en donnant à la volonté une plus grande rectitude et une plus grande force pour choisir et agir, toujours en respectant la liberté de l'homme. C'est là l'un des problèmes les plus intéressants et les plus complexes de la théologie. Saint Augustin, l'un des premiers, lui a consacré de nombreuses pages qui sont admirables.

L'usage social et politique de la liberté

Mais ce qui aujourd'hui intéresse la discussion publique, ce n'est pas tant cette délicate et indispensable introspection sur l'existence intérieure de la liberté que l'usage extérieur, social et politique que l'on en fait. La liberté est devenue un dogme pour certains, un danger pour d'autres. Son exercice suppose des obstacles, des limites. C'est pourquoi ordinairement la liberté se pose comme une lutte pour la libération, c'est-à-dire pour écarter les obstacles qui s'opposent à son affirmation large et spontanée. Il est facile d'imaginer, d'un côté, quel idéalisme, souvent noble et courageux, sous-tend cet effort pour libérer l'homme de ce qui gêne, limite, empêche l'expansion de sa personnalité et de son activité ; on parle de libérer l'homme de l'esclavage, de la tyrannie, de la négation de ses droits civils, ou bien de la faim, de la misère, de l'ignorance, de sa situation précaire. C'est là l'une des causes pour lesquelles aujourd'hui travaillent le plus des hommes sages et de valeur, même si parfois ils sont démagogues et manquent de mesure. D'un autre côté, on voit que l'usage de la liberté peut facilement dégénérer en désordre : en individualisme d'abord, et donc en égoïsme, en confusion sociale amenant la répression, la désintégration de la communauté, etc. Si, sous prétexte de liberté, chacun veut faire à sa guise, nous aboutirons facilement à la décadence de la société organisée en Etat,

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 19 août 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

à la force violente, instinctive, passionnelle prenant le pas sur l'ordre moral public.

Le libéralisme

C'est sur ce plan que s'est située la polémique doctrinale de l'Eglise à propos du libéralisme (auquel nous devons reconnaître certains aspects louables, spécialement sur le plan pratique), en raison de son agnosticisme à l'égard des principes transcendants, tant religieux que moraux ; en raison de son optimisme devant le résultat de la lutte inévitable entre les différentes tendances, qui bien souvent a abouti à l'oppression du plus fort, spécialement sur le plan économique et social ; en raison du naturalisme qui en est découlé, au détriment de la déontologie morale, et au profit d'une indifférence, spéculative du moins, envers les besoins et les souffrances des autres ; et en raison du ferment antinormatif qui, par la suite, a alimenté les inquiétudes sociales, favorisant ainsi des réactions révolutionnaires et totalitaires.

L'Eglise « a choisi la liberté »

Néanmoins, l'Eglise « a choisi la liberté ». Le Concile a fait sienne cette grande requête du monde moderne pour reconnaître à l'homme cette très haute et primordiale prérogative naturelle qu'est la liberté. Deux points méritent d'être soulignés. Le premier concerne la raison profonde et suprême de la liberté de l'homme, et qui est encore sa dignité. Ecoutez ce que dit le Concile : « La vraie liberté est en l'homme un signe privilégié de l'image divine. Car Dieu a voulu le laisser à son propre conseil (Si 15, 14) pour qu'il puisse de lui-même chercher son Créateur et adhérer librement à lui... » (*Gaudium et spes*, 17.) Enlevez à l'homme ce rapport envers Dieu — rapport qui a été voulu libre mais qui, moralement, le lie à lui — et vous enlèverez la raison qui justifie le plus la liberté humaine.

Voici maintenant le second point digne de mention : le rapport de l'homme avec Dieu ne doit être ni imposé ni empêché par l'autorité externe de l'Etat, qui est incompétente en matière religieuse. C'est là la raison fondamentale du décret conciliaire sur la liberté religieuse dans le domaine de la vie sociale (déclaration *Dignitatis humanae*). Laissons de côté toute explication, aussi nécessaire qu'elle soit. Ce que nous tenons à vous recommander, c'est de savoir vous former chrétiennement à la conscience et à l'usage de la liberté, que l'Eglise catholique recommande à ses fils, non pas depuis aujourd'hui seulement, mais en leur donnant aujourd'hui un enseignement plus clair et plus complet. Elle l'a toujours recommandée en matière de foi, en exhortant le chrétien à donner à sa foi la première place dans l'échelle des valeurs, en étant prêt à sacrifier pour la liberté de sa foi, s'il le faut, tout autre bien, y compris la vie, par le témoignage suprême du martyr. Nous le savons, il y a dans l'histoire de l'Eglise, en matière de liberté religieuse, des pages qui méritent des réserves et des explications,

facilement données par le contexte historique où l'on trouve des choses plus conformes à l'esprit temporel qu'à l'esprit évangélique. Mais accueillons avec joie le nouvel enseignement qui correspond mieux à cet esprit de l'Evangile.

Responsabilité et charité

Sachons-le bien : la liberté est une chose extrêmement précieuse et extrêmement délicate (cf. 1 P 2, 16). Pour qu'elle reste pour nous ce reflet divin qu'elle est, essayons de la protéger, et d'abord en nous-mêmes. Certes, elle doit être guidée par la conscience, mais la conscience elle-même doit être guidée par la science des choses divines et humaines ; la vérité est libératrice. Certes, on doit pouvoir user de la liberté sans obstacles, mais elle doit être orientée vers le bien, et cette orientation, qui est impérative, s'appelle esprit de responsabilité, devoir. Certes, la liberté est une prérogative personnelle, mais elle ne peut pas ne pas respecter les droits des autres, elle ne peut pas être séparée de la charité, laquelle non seulement nous demande de respecter les lois (cf. Rm 13, 1-7) et l'équilibre des collectivités (cf. Col 3, 20), mais nous interdit d'user même des choses licites si cela risque de nuire au prochain (cf. Rm 14, 15 ; 1 Co 10, 23), bannit de nous tout égoïsme et convertit notre autonomie personnelle en oblation à Dieu par les promesses ou les vœux, par exemple, et par le don généreux de soi-même pour servir les autres.

Que notre Bénédiction apostolique vous aide à comprendre toutes ces choses.

LA FIDELITE DU PRETRE

Au cours de l'audience générale du 4 août, Paul VI a salué un groupe d'une cinquantaine de prêtres provenant de divers pays d'Europe, réunis au Centre Mariapoli des Focolarini, à Rocca di Papa. L'Osservatore Romano du 6 août a rapporté en ces termes les paroles qu'il leur a adressées :

Vous êtes les ouvriers ordinaires d'une grande mission. La grâce de Dieu passe par vos mains, par vos lèvres ; vous êtes en contact avec le peuple ; vous êtes les canaux immédiats de cette grâce du Seigneur.

Aussi pouvez-vous imaginer quelle importance nous attribuons au ministère des prêtres, quelle affection nous vous portons, quelle espérance nous mettons en vous, et quelle demande nous vous adressons en cette heure qui semble devenir critique pour l'Eglise. Nous vous demandons la fidélité, la fidélité au Christ, à l'Eglise, aux âmes, au Peuple de Dieu.

Celui qui abandonne le sacerdoce n'abandonne pas seulement sa mission, sa promesse. Il abandonne les pauvres ; il abandonne ceux qui ont besoin d'être enseignés ; il abandonne ceux qui demandent les sacrements. Il déserte le poste qu'il occupe aux premières lignes de l'Eglise. Aussi, très chers fils, nous vous en prions : soyez généreux. Le Seigneur vous demande certes de grands sacrifices, une grande disponibilité ; il ne vous donnera pas le repos en cette vie. Mais vous aurez certainement la récompense la plus grande qui puisse être donnée à qui sert vraiment l'Evangile, l'Eglise et Jésus-Christ.

(Traduction de la DC d'après le texte italien.)

LA CRÉATION DU CONSEIL PONTIFICAL "COR UNUM"

pour promouvoir le progrès humain et chrétien

Lettre « *Amoris officio* » au cardinal Villot, secrétaire d'État (1) :

MONSIEUR LE CARDINAL,

Le devoir de charité nous incitant à entraîner toute la famille humaine sur le chemin d'une sincère solidarité mutuelle, nous mûrissons depuis quelque temps l'idée de réaliser un nouveau projet qui nous a déjà été plusieurs fois suggéré. Comme nous estimons qu'il coïncide particulièrement avec les devoirs actuels de l'Eglise, nous avons à cœur de vous en faire part, à vous qui, le premier, connaissez nos préoccupations et les partagez : nous nous proposons de veiller à ce que, dans l'immense domaine de la solidarité chrétienne entre les peuples et du progrès humain à favoriser par une authentique charité, toutes les forces et toutes les initiatives qui surgissent dans l'Eglise soient plus étroitement coordonnées. En union avec le pontife romain qui, à l'aide des dicastères compétents de la Curie romaine, anciens ou récemment fondés, s'efforce d'accomplir la mission universelle qui lui a été confiée d'annoncer l'Evangile et de promouvoir la dignité humaine, les évêques du monde entier et les organismes catholiques qui ont la charge des diverses œuvres d'aide et de secours, pourront ainsi, par l'union de toutes les forces, coopérer de façon à mieux atteindre leurs objectifs. C'est pourquoi il nous a paru opportun de fonder un « Conseil » spécial capable de donner à tout le Peuple de Dieu une impulsion commune pour mener à bien la coopération et le progrès à promouvoir selon les principes immuables de l'Evangile.

Cette fondation est exigée en outre par les besoins croissants que nous avons largement exposés dans notre récente Lettre apostolique *Octogesima adveniens*, afin de porter sur les questions qu'ils posent la lumière du Christ et de proposer aux hommes, avec l'aide de Dieu, des moyens toujours plus efficaces pour résoudre les problèmes qui les assaillent aujourd'hui.

Comme dans les siècles passés, l'Eglise estime de son devoir, encore à notre époque, de se mettre de son mieux et avec un grand sens de l'humain au service de tous. Fondée par le Fils de Dieu, « qui n'est pas venu pour être servi mais pour servir » (Mt 20, 28), elle veut suivre son exemple, comme l'a écrit saint Ambroise : « Le peuple chrétien doit se distinguer par le service, conformément à cette parole du Seigneur à ses disciples : « Celui qui veut être le

premier parmi vous, qu'il soit le serviteur de tous. » (Mt 20, 27.) « Et c'est la charité qui en rend capable, elle qui est plus grande que l'espérance et la foi. » (*De Paradiso*, 14, 72 ; *CSEL*, XXXII, p. 330.) L'Eglise veut venir en aide à ses frères, poussée, comme nous le relevions dans la Lettre déjà citée (n. 42), par sa « sensibilité propre, marquée par une volonté désintéressée de service et une attention aux plus pauvres ». Elle offre ainsi une aide efficace aux hommes qui doivent résoudre aujourd'hui des questions complexes devant lesquelles parfois les moyens leur manquent ou leur volonté se décourage, alors qu'ils sont fréquemment victimes de la souffrance, de la faim, de l'angoisse ou que, cruellement atteints par des calamités naturelles, ils se trouvent privés de tout secours et réduits à la misère.

Il existe certes, dans l'Eglise, de nombreux organismes qui se dépensent à ces tâches et qui sont dignes d'encouragement, dans leur effort pour promouvoir un développement intégral des conditions de vie ou pour réparer les dommages subis. Il n'échappe cependant à personne qu'il est hautement souhaitable que ces remarquables initiatives soient coordonnées entre elles toujours davantage afin que, grâce à une collaboration organique, elles atteignent avec plein succès leurs objectifs dans les domaines de l'aide charitable, de l'assistance et du développement. Il importe, en outre, que le fonctionnement de ces organismes soit réglé de manière convenable dans une action concertée, de façon à éviter les « doubles emplois », les improvisations ou encore toute dispersion de forces et de ressources. Ceci correspond pleinement aux désirs exprimés par le second Concile du Vatican. En effet, après avoir rappelé à tous que le Peuple de Dieu a le devoir « de soulager, dans la mesure de ses moyens, les misères de ce temps ; et cela, comme c'était l'antique usage de l'Eglise, en prenant non seulement sur ce qui est superflu, mais aussi sur ce qui est nécessaire », les Pères ont ajouté : « Sans être organisée d'une manière rigide et uniforme, la manière de collecter et de distribuer les secours doit être cependant bien conduite dans les diocèses, dans les nations et au plan mondial. » (*Constitution pastorale Gaudium et spes*, 88.)

Il nous semble, en vérité, que ce devoir appartient au premier chef au Successeur de Pierre et relève de la charge apostolique qui nous a été confiée par la volonté divine, car celle-ci nous a établi pasteur de l'Eglise romaine « qui préside à l'assemblée universelle de la charité... » (cf. *IGNACE ANT., Al Romanos*, Inscr. ; *Funk*, 1, p. 253). Nous avons en outre la ferme conviction qu'il appartient à notre charge de rappeler à toutes les nations qu'elles ont entre elles le même devoir de solidarité que celui qui s'impose aux hommes pris individuellement comme nous l'avons réaffirmé dans l'encyclique *Populorum progressio*, « le superflu des pays riches doit servir aux pays pauvres » (49, cf. 48-49). Ceci

(1) Texte latin dans *l'Osservatore Romano* du 23 juillet 1971. Traduction française diffusée par la Salle de presse du Saint-Siège.

Le même numéro de *l'Osservatore Romano* annonce que le Saint-Père a nommé Mgr Raimondo TORRELLA CASCANTE et le P. Henri DE RIEDMATTEN, O. P., respectivement vice-président et secrétaire du Conseil *Cor unum* dont le cardinal VILLOT est nommé président par la présente lettre.

Les bureaux du Secrétariat du Conseil pontifical « *Cor unum* », situés dans la première loggia du Palais apostolique du Vatican, ont été ouverts le 17 août (*OR*, 17-18 août 1971, p. 2).

est exigé non seulement par l'obligation de justice sociale et de solidarité réciproque entre les peuples, mais encore bien davantage par le « devoir de charité universelle », condition de « la promotion d'un monde plus humain pour tous, où tous auront à donner et à recevoir » (*ibid.*, 44).

C'est pourquoi, ayant pesé toutes ces raisons, nous fondons et instituons à Rome le Conseil pontifical « *Cor Unum* » pour promouvoir le progrès humain et chrétien et nous vous en nommons président. Ses buts seront ceux que nous avons déjà décrits : s'efforcer d'harmoniser les forces et les initiatives de tous les organismes catholiques et, au-delà, de tout le peuple de Dieu, par l'échange d'informations et un effort accru de coopération, de manière à assurer et favoriser par une concertation permanente le progrès humain à l'aide de moyens adaptés ; être à la disposition des évêques comme de ceux qui exercent des fonctions publiques pour les mettre en relation avec les organismes catholiques d'entraide et, dans la mesure du possible, favoriser une meilleure répartition des ressources et des moyens d'action ; collaborer avec les frères séparés afin que, là où c'est possible, les peuples reçoivent l'aide d'initiatives mutuelles ; faciliter les relations entre les organismes catholiques et les organisations de caractère public ou international qui œuvrent dans le même domaine de l'entraide et du développement ; agir en cas de cataclysme afin que l'accord de tous les membres du Conseil assure le maximum d'efficacité et de rapidité, demeurant sauves la personnalité propre et les responsabilités exécutives de chaque organisation. Ainsi l'Eglise pourra répondre, bien que sa contribution ne soit jamais à la mesure de si grands besoins, à l'attente des malheureux qui tournent leurs regards vers elle. Le Conseil sera chargé, en outre, chaque fois que le Souverain Pontife jugera opportun d'entreprendre une œuvre particulière ou de prendre une initiative dans le domaine caritatif, de lui apporter son concours compétent et d'être en quelque sorte son instrument d'exécution afin de conduire promptement ces décisions à bonne fin.

Nous vous confions donc la charge, monsieur le Cardinal, d'organiser le plus rapidement possible ce nouveau Conseil, de la manière qui vous paraîtra la plus adaptée. Il vous appartiendra de choisir, en notre nom, dans l'ensemble du monde, un nombre convenable d'organismes catholiques et de les admettre dans le Conseil, d'harmoniser avec leur concours la structure et les méthodes de ce Conseil et, après un certain temps d'expérimentation, de réunir les responsables de ces organismes pour élaborer et rédiger les normes dont l'expérience aura montré la valeur. Il est évident que nous plaçons de grands espoirs dans ce nouveau Conseil et nous souhaitons vivement qu'il puisse apporter à la communauté chrétienne une contribution utile, même si elle est modeste, et que, par son effort, l'action de l'Eglise se développe de manière concertée, dans l'intérêt de tous ceux qui, dans le monde, sont écrasés par le besoin et réclament à bon droit des conditions de vie plus humaines.

Pour que la grâce divine vous inspire, vous et vos collaborateurs, dans la réalisation de cette

tâche, nous élevons vers le ciel notre prière et nous vous envoyons de grand cœur, en gage des divines grâces et en témoignage de notre particulière estime, la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, auprès de Saint-Pierre, le 15 juillet 1971, neuvième année de notre pontificat.

PAULUS PP. VI.

REPONSES AUX CRITIQUES

L'Osservatore Romano du 8 août a publié les éclaircissements ci-après donnés par « les services compétents du Saint-Siège » au sujet de la création du Conseil « *Cor unum* » (1) :

L'annonce de la création du Conseil pontifical « *Cor unum* » a suscité de multiples témoignages de satisfaction et d'adhésion dont l'Osservatore Romano a rendu compte dans ses récentes éditions. Quelques organes de presse ayant toutefois fait état de certaines préoccupations, il a semblé utile d'apporter des éclaircissements sur certains aspects susceptibles de soulever quelques questions. Citons, à titre d'exemples, les interrogations suivantes :

1. La création du Conseil va-t-elle porter atteinte à l'autonomie, voire à l'existence d'organismes catholiques d'aide et d'assistance ?

R. — Chaque organisme conservera son autonomie de structure et de fonctionnement, son caractère propre et l'administration de ses ressources. La lettre du Saint-Père, instituant le Conseil, ne laisse subsister aucun doute à cet égard : il s'agit d'harmoniser, d'un commun accord, des initiatives qui étaient prises indépendamment les unes des autres et qui, parfois, se faisaient concurrence, tandis que d'autres appels restaient sans réponse.

On s'est demandé si les besoins pour lesquels a été créé « *Cor unum* » n'auraient pas pu être satisfaits par l'action d'une organisation comme celle de Coopération internationale pour le développement socio-économique (CIDSE).

Certes, nul ne conteste la validité et le bienfait des activités de CIDSE, mais on sait qu'elle coordonne un nombre relativement restreint d'organismes d'assistance (une quinzaine) dans les nations du Centre-Europe, d'Amérique du Nord et d'Australie. Un grand nombre d'autres exercent leur activité en dehors de CIDSE, en particulier les Caritas nationales affiliées à Caritas internationalis, les Œuvres pontificales missionnaires, les Œuvres associées avec la congrégation pour les Eglises orientales, etc.

On a pu se demander également quel serait l'avenir de Caritas internationalis après la création du Conseil pontifical « *Cor unum* ». Comme par le passé, Caritas internationalis reste l'élément animateur et coordinateur de toutes les Caritas nationales implantées dans tous les continents, les soutenant dans leurs activités de développement ou d'assistance, notamment dans les microréalisations.

Malgré l'excellent, mais partiel, effort de coordination accompli jusqu'à présent, on doit reconnaître qu'il subsiste une dispersion considérable de personnel et de moyens. Un esprit de large concertation, une recherche de meilleure efficacité doivent, à notre époque, animer

(1) Texte français dans l'Osservatore Romano, éd. hebdomadaire en langue française, 13 août 1971.

et inspirer l'aide que les catholiques apportent aux personnes dans le besoin, notamment dans le tiers-monde.

2. La Table ronde des organismes d'aide n'aurait-elle pas permis d'atteindre cet objectif ?

R. — Cette Table ronde, proposée il y a trois ans, avait un caractère expérimental. Elle a permis de réaliser un certain échange d'informations. Mais elle ne pouvait pas représenter l'ensemble du Peuple de Dieu : c'est ainsi, par exemple, que les Eglises locales du tiers-monde n'y avaient aucune part. De plus, elle n'a pu aboutir à une concertation concrète sur des programmes d'aide, certains participants n'y étant pas favorables.

Néanmoins, cette Table ronde a été une étape — utile, certes, mais seulement une étape — vers la réalisation d'un objectif plus large : celui d'une harmonisation désormais urgente.

C'est sur la base des résultats positifs, mais aussi des insuffisances qui se sont dégagés de cette expérience qu'on a pu entreprendre une nouvelle étape : la constitution du Conseil pontifical « *Cor unum* ». Celui-ci devrait accomplir à un niveau plus universel et avec une efficacité accrue ce que la Table ronde a tenté de faire.

3. Le Conseil pontifical « *Cor unum* » ne comporte-t-il pas un risque sérieux de centralisation dans le domaine de l'aide et de l'assistance ?

R. — Le Conseil sera ce que ses membres voudront qu'il soit. C'est à eux qu'il appartiendra de lui donner sa physionomie, son style, ses statuts, son esprit.

En créant « *Cor unum* », Paul VI a voulu offrir un service, c'est-à-dire mettre à la disposition de tous ceux qui travaillent dans ce domaine, de tous ceux qui sont appelés à collaborer aux activités d'aide et d'assistance, la possibilité pratique de mieux répondre à d'immenses besoins et d'affronter ensemble certains problèmes dont on ne peut nier la réalité.

La lettre apostolique parle, à plusieurs reprises, d'harmonisation : jusqu'à quel point cette harmonisation parviendra-t-elle ? La lettre ne le dit pas ; elle ne peut pas le dire, car rien n'est encore définitivement fixé. L'élaboration des statuts, en particulier, reste ouverte : chacun des membres contribuera, pour sa part, à préciser la nature du Conseil.

4. Pourquoi la création du Conseil intervient-elle à quelques mois du Synode ?

R. — A la suite des consultations entreprises il y a plusieurs mois, le Saint-Siège a été sollicité, de façon pressante, de ne pas en retarder l'institution. En réalité, ce service aurait dû être créé beaucoup plus tôt, si l'on considère le vœu exprimé, à la fin de la session synodale de 1969, par le cardinal Cooke et l'accueil qu'il avait reçu.

Mais l'ampleur des échos favorables qu'a suscités la création de « *Cor unum* » suffit à montrer que l'initiative était opportune. Est-il besoin de rappeler — après que l'*Osservatore Romano* en a fait état — l'adhésion sans réserve déjà manifestée de la part de responsables d'organismes, d'évêques particulièrement qualifiés, assurant le Saint-Siège de leur dispositions à coopérer à cette œuvre ?

Déjà, le cardinal Frings, au moment de la fondation de « *Misereor* », avait présenté cette organisation dans la perspective d'une initiative que le Saint-Siège lui-même, pensait-il, aurait dû prendre dans ce secteur.

5. Quelle seront les incidences bureaucratiques ou politiques de cette création ?

R. — En ce qui concerne le secrétariat du Conseil, il comprendra le minimum de personnes strictement

nécessaires pour remplir une tâche qui sera essentiellement de liaison et de consultations. Conçu comme un service de mutuelle information et d'échanges entre les parties intéressées, « *Cor unum* » aura pour seule préoccupation de favoriser — de la manière déterminée par ses membres — l'harmonisation des initiatives d'aide, dans le respect des compétences de chaque organisme. Grâce à ce concours et par le partage de communications qu'il suppose, il n'y a pas lieu de craindre que le Conseil se présente comme une sorte de paravent anonyme pour tous ceux qui désirent légitimement connaître la destination de leur générosité.

Quant aux incidences politiques d'une telle institution, libre à ceux qui en ont parlé de suspecter des arrière-pensées intéressées dans l'effort de concertation ainsi entrepris. Un tel soupçon pourrait tout aussi bien se porter sur l'activité de n'importe quel organisme national. Le fait que le Conseil entende recueillir les avis des membres appelés à y siéger : représentants de certains dicastères, de l'épiscopat de chaque continent, des organismes d'aide de différentes nations, constitue une garantie d'objectivité, d'impartialité et d'universalisme à laquelle aucune organisation particulière ne peut guère prétendre.

6. Le Conseil ne risque-t-il pas de compromettre les actions de Carême ?

R. — En quoi seraient-elles menacées ? Comme il a déjà été dit, le Conseil « *Cor unum* » n'entend pas se substituer aux organismes qui animent des actions de Carême. Il sera même un élément d'encouragement et d'appui à cet égard. Il n'a reçu, précisons-le, aucun mandat pour recueillir ou gérer des fonds. Si, dans la lettre apostolique, il est dit que le Saint-Père pourra utiliser les structures et les services du Conseil pour faciliter et accélérer la réalisation de certaines œuvres qui lui tiennent particulièrement à cœur, le Conseil ne sera pas par lui-même un organe de gestion financière.

Qu'il soit permis d'y insister en terminant : le Conseil pontifical « *Cor unum* » voit plus loin que la seule harmonisation des organismes d'aide. Il veut être le lieu de rencontre et la source d'impulsion de tous ceux qui, dans l'Eglise, sont concernés au premier chef par l'action de charité et de solidarité du Peuple de Dieu : le Pape, les organismes du Saint-Siège plus directement orientés vers ce but, les évêques des pays plus favorisés, mais aussi les évêques des pays dans le besoin, les organisations de laïcs. Pour assumer une mission de cette dimension, il était nécessaire de créer un organisme qui participe à la responsabilité universelle du Chef de l'Eglise.

MESSAGE A LA COMMUNAUTE ECCLESIALE D'ESPAGNE

A l'occasion de l'Année jubilaire de saint Jacques de Compostelle, le Pape a adressé à toute la communauté catholique espagnole le message suivant qui a été retransmis le 25 juillet par la télévision nationale (*).

FILS TRÈS AIMÉS D'ESPAGNE,

Que de choses nous voudrions vous dire aujourd'hui pour vous prouver toute l'affection et tout l'amour que nous avons pour vous, les espoirs que

(*) Texte espagnol dans l'*Osservatore Romano* du 26-27 juillet 1971. Titre et traduction de la DC.

nous mettons en votre Eglise, unie et serrée autour de l'héritage des apôtres ! En entrant par notre voix et notre image dans vos foyers, nous avons l'agréable impression de vouloir nous imprégner de l'atmosphère spirituelle qu'a respirée, dès l'aube du christianisme, votre communauté ecclésiale ; en elle se sont fondues dans une merveilleuse harmonie les robustes vertus de l'âme espagnole, généreuse et hospitalière, et une foi profonde faite de fidélité constante et de don créateur et sans limites à la cause de l'Eglise.

En ce jour de fête où l'Espagne tout entière devient route de pèlerins porteurs de soucis et d'espoirs, nous-même nous entendons résonner l'appel séculaire du chemin de saint Jacques à la conversion, à la rencontre de la famille humaine désireuse, aujourd'hui plus que jamais, d'une fraternité vraie et féconde.

Compostelle, comme Rome, comme Jérusalem, est un pôle d'attraction pour les croyants qui cherchent la réconciliation avec Dieu et la communion avec les hommes dans l'amour du Christ ressuscité.

Bien qu'il y ait encore bien souvent de l'incohérence, et même de l'opposition, entre les aspirations humaines et le message de paix confié à l'Eglise, l'Année jubilaire ne s'en présente pas moins à nous comme une nouvelle promesse de printemps qui donnera des fruits mûrs et abondants de salut.

Il est de notre devoir de hâter sa venue par le changement de nos mentalités, peut-être trop habituées aux fruits amers de l'égoïsme collectif, en nous montrant disposés à sacrifier le particularisme, l'intérêt propre du vieil homme, en vue d'un monde nouveau, plus juste, meilleur et plus fraternel.

Nous savons à quel point est enracinée en vous cette vocation à la paix, à l'unité et au progrès chrétien. Serait-ce trop vous demander, Fils très aimés d'Espagne, de réfléchir aujourd'hui longuement sur les exigences que comporte votre fidélité à l'Eglise du Christ en cette époque de renouveau conciliaire ?

Si nous vous disons cela, c'est que nous connaissons la fonction indispensable qu'a cette Eglise dans la promotion des valeurs humaines, dans la transformation des énergies pour le progrès ordonné de la société, en multipliant sa sollicitude au service désintéressé d'une charité active.

Pour l'accomplissement de cette tâche, nous avons tout d'abord confiance en vous, Frères dans l'épiscopat, et nous vous encourageons à suivre, avec une prudence et une vigueur d'apôtres, les vrais guides et les prophètes de la foi et de la charité, selon l'engagement que nous avons accepté ensemble au Concile.

Nous avons également confiance en vous, prêtres et religieux, dont la vie sacrifiée au service de vos frères est un témoignage vivant des richesses cachées de l'Eglise.

Nous avons confiance en vous, séminaristes, et nous vous exhortons à répondre à l'appel divin avec toute l'ardeur de votre jeunesse et à vous préparer solidement par l'étude, la discipline et la prière, à votre futur ministère.

Nous avons confiance en vous, laïcs catholiques d'Espagne, dont le témoignage exemplaire démontrera en toute clarté la force rénovatrice de la foi dans le domaine du travail professionnel.

Nous avons confiance, époux espagnols, que vos foyers, où nous voulons toujours rester comme membres de la famille, continueront à être une école de formation dans l'amour et la force chrétiennes.

Espagnols très aimés, fidèles de saint Jacques ! Comme Père commun, nous vous accompagnons en cette journée de bonheur et nous vous redisons notre affection.

Un souvenir tout particulier à notre cher Frère, le cardinal Fernando Quiroga Palacios, archevêque de Saint-Jacques-de-Compostelle, et à tous les évêques espagnols.

Nous présentons aussi notre salut respectueux au chef de l'Etat, aux autorités nationales, provinciales et locales de toute l'Espagne. Que l'offrande symbolique des fidèles espagnols à l'apôtre entraîne un engagement généreux dans tout ce que Dieu et l'Eglise attendent de vous.

En invoquant sur votre patrie l'aide divine par l'intercession de saint Jacques, nous vous accordons de tout cœur la bénédiction apostolique.

LETTRE PONTIFICALE AU PELERINAGE NATIONAL FRANÇAIS A LOURDES

Au nom du Saint-Père, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé la lettre ci-après au P. Le Boullec, AA, directeur du Pèlerinage national français à Lourdes, qui a eu lieu du 12 au 16 août :

Du Vatican, 27 juillet 1971.

Mon Père,

C'est toujours avec une vive satisfaction que le Souverain Pontife prend connaissance du grand rassemblement des pèlerins français à Lourdes — qui va se dérouler, cette année, sous la présidence de M. le cardinal Renard — et il se réjouit particulièrement du thème que vous avez retenu pour ce 98^e Pèlerinage national : « A l'écoute de Marie, pour le renouveau et la croissance de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui. »

L'Eglise a, en effet, attendu de l'impulsion du Concile Vatican II, un renouveau profond dans sa liturgie, sa catéchèse, la réadaptation de ses institutions, et surtout son dialogue apostolique avec le monde. Et, de fait, la participation liturgique, l'approche sincère des problèmes de notre temps, le souci d'une présence missionnaire des chrétiens dans tous les secteurs de l'activité humaine, marquent heureusement les communautés catholiques d'aujourd'hui. Mais, du même coup, apparaissent plus que jamais les exigences d'une authentique croissance de l'Eglise. Pour être témoins du Seigneur Jésus, les chrétiens doivent d'abord écouter et garder sa parole avec foi, accueillir avec reconnaissance son salut dont les sacrements demeurent les signes privilégiés et efficaces, accepter avec humilité la conversion qui ouvre le chemin au Royaume de Dieu, s'engager à vivre dans l'Eglise comme des frères, contribuer à instaurer une vraie justice et un plus grand amour, faire rebondir l'espérance à la mesure même des promesses de Dieu.

Or, n'est-ce pas d'abord avec Marie, dans la prière, que les pèlerins apprendront à contempler les merveilles divines et qu'ils mériteront pour eux, pour leurs enfants, leurs compagnons de travail, leurs malades, ces grâces de foi et de disponibilité ?

Le Saint-Père s'associe de tout cœur à votre démarche évangélique et ecclésiale, et tout en vous remerciant de prier à ses intentions de Pasteur universel — en particulier pour les prêtres, — il envoie à tous les participants du prochain Pèlerinage national une large Bénédiction apostolique.

Heureux de vous transmettre ce message, je vous assure, mon Père, de mon cordial dévouement en Notre-Seigneur.

JEAN, card. VILLOT.

(Texte original.)

Actes du Saint-Siège

S. CONGREGATION POUR LA DOCTRINE DE LA FOI

Normes pour instruire dans les curies diocésaines et religieuses les causes de réduction à l'état laïc avec dispense des obligations liées à l'ordination sacrée (1)

I. — Ce qui doit être tenté avant de soumettre au Saint-Siège les cas de ceux qui ont l'intention d'abandonner le sacerdoce

1. Avant de proposer à la S. congrégation pour la Doctrine de la foi une cause de réduction à l'état laïc avec dispense des obligations liées à l'ordination sacrée, les Ordinaires intéressés, c'est-à-dire les Ordinaires diocésains pour les prêtres séculiers et les supérieurs majeurs pour les religieux, doivent, pendant le temps qui convient, tout essayer pour aider le requérant à surmonter ses difficultés (cf. *Sacerdotalis caelibatus*, n° 87), par exemple en l'éloignant du lieu où il est exposé au danger, et, selon la nature des cas, en le faisant aider par des confrères, des amis, des parents, des médecins, des psychologues.

2. Si, tous ces efforts demeurant vains, le requérant continue à demander la dispense, on devra alors recueillir toutes les informations nécessaires pour résoudre le problème.

II. — Nature de l'enquête pour recueillir les informations

1. Afin que la S. congrégation pour la Doctrine de la foi juge en connaissance de cause si la réduction à l'état laïc avec dispense des obligations peut être proposée au Souverain Pontife, la demande instantane du requérant ne suffit pas, mais il est absolument nécessaire qu'elle soit corroborée par des informations recueillies par l'autorité ecclésiastique compétente, selon les modalités indiquées au n° III. Cette enquête a pour but de faire apparaître clairement, pour le bien de la vérité, les motifs

pour lesquels le requérant demande la réduction à l'état laïc avec dispense des obligations. Des interrogatoires, des documents, des dépositions de textes, des avis d'experts dans les questions médicales ou autres semblables permettront de découvrir si la demande du requérant s'appuie sur la vérité.

2. Cette enquête ne revêt cependant pas le caractère d'un procès juridique. Il ne lui appartient pas de démontrer, conformément aux canons 1993-1998, l'invalidité de l'ordination sacrée ou des obligations prises. Elle porte seulement sur la dispense des obligations devant être accordée, le cas échéant, à un prêtre qui en même temps est réduit à l'état laïc. Aussi l'autorité compétente ne doit-elle pas constituer un tribunal proprement dit, mais — directement ou par un prêtre délégué — mener une enquête qui porte plutôt sur la charge pastorale. Cette enquête doit être menée selon des règles définies, avec des questions précises appelant des réponses précises, et l'avis final de cette même autorité doit être dicté par la vérité objective.

3. L'enquête porte surtout sur les points suivants :

a) Situation du requérant : temps et lieu de naissance, ses antécédents, ou « anamnèse », situation de la famille dans laquelle il est né, son genre de vie, ses études, les avis favorables qu'il a recueillis pour l'admission aux Ordres, ou s'il est religieux, pour l'admission aux vœux, où et quand il a reçu les Ordres, le *curriculum* de son ministère sacerdotal, la situation juridique dans laquelle il se trouve actuellement sur le plan tant ecclésiastique que civil, etc.

b) Les causes et les circonstances des difficultés ou de la défection du requérant. Avant l'ordination : maladies, immaturité physique ou psychique, fautes contre le sixième commandement du Décalogue pendant le temps de formation au séminaire ou dans l'institut religieux, pression de la part de la famille, erreurs des supérieurs, au for interne (à condition que le

(1) Traduction de la DC d'après le texte latin publié dans les *Acta Apostolicae Sedis* du 30 avril 1971 (paru en juillet), p. 303 et s. Un alinéa (VI, 2°, 1^{er} alinéa) a été ajouté au texte envoyé le 13 janvier 1971 à tous les Ordinaires des lieux et tous les supérieurs généraux.

requérant y consente), ou au for externe, dans le jugement sur la vocation ; après l'ordination : inadaptation au ministère sacré, difficultés ou crises de la vie spirituelle ou de la foi, erreurs sur le célibat et le sacerdoce, dissolution des mœurs, etc.

c) La confiance que mérite le requérant : les déclarations faites dans sa demande correspondent-elles à la vérité ?

d) Interrogation des personnes pouvant apporter des témoignages utiles, comme les parents, les frères et sœurs, les supérieurs et condisciples de séminaire ou de noviciat, les supérieurs et confrères dans le ministère, dans la mesure où cela est opportun.

e) Selon la nature des cas, et dans la mesure où cela peut être utile, examen par des spécialistes (médecins, psychologues, psychiatres).

L'autorité à laquelle il appartient de mener l'enquête peut y ajouter tout ce qu'elle estimera utile pour une meilleure compréhension du cas en question. Tout ce qui précède doit être déclaré, si possible, sous serment, et être couvert par le secret.

4. Après que le requérant ait envoyé sa demande à son Ordinaire et avant que parvienne la réponse de la S. congrégation, il doit lui être interdit, par précaution, d'exercer les ordres (cf. can. 1997).

III. — L'autorité compétente à laquelle il incombe de mener l'enquête

1. Normalement, c'est au prélat du requérant — c'est-à-dire à l'Ordinaire du lieu d'incardination, pour les prêtres diocésains, et au supérieur majeur, pour les prêtres religieux — qu'il appartient de présenter au Souverain Pontife, par l'intermédiaire de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi, un cas de réduction à l'état laïc avec dispense des obligations.

2. Pour faire l'enquête conformément aux présentes normes, l'Ordinaire d'incardination ou le supérieur religieux majeur n'ont pas besoin de l'autorisation préalable de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi. Ils la font en général en vertu du droit ou de leur compétence propre.

Lorsque l'enquête est terminée, l'autorité compétente envoie les actes à la S. congrégation pour la Doctrine de la foi.

Ce S. dicastère examinera le dossier dès que possible et, s'il estime qu'il doit appuyer la demande, il la proposera au Saint-Père, auquel — et à lui seulement — il appartient de décider si l'on doit ou non accorder la réduction avec dispense.

3. Lorsque le prêtre requérant habite très loin de son diocèse ou de la résidence de son supérieur majeur :

a) Si on recourt à son Ordinaire, diocésain ou religieux, il appartiendra à celui-ci de demander à l'Ordinaire du lieu où demeure habituellement le requérant de mener l'enquête, et, à cette fin, de communiquer à cet Ordinaire tous les éléments qu'il lui est utile de connaître.

b) Si on recourt à l'Ordinaire du lieu où il demeure habituellement, celui-ci devra avoir

soin d'en informer l'Ordinaire propre du requérant — diocésain ou religieux — et de lui demander ce qui est nécessaire pour l'enquête.

Dans l'un et l'autre cas, l'Ordinaire du lieu où le requérant demeure habituellement transmettra les actes de l'interrogatoire au prélat propre du requérant, diocésain ou religieux, en y ajoutant son opinion.

4. Pour une cause proportionnée, le prêtre requérant peut demander à la S. congrégation pour la Doctrine de la foi que, par dérogation à la loi, l'affaire soit soumise à une autorité autre que l'Ordinaire propre, diocésain ou religieux. Mais, même dans ce cas, l'Ordinaire auquel la S. congrégation pour la Doctrine de la foi aura confié l'enquête devra demander sous le secret à l'Ordinaire propre du requérant diocésain ou religieux, les informations voulues et solliciter son avis. Dans ce cas, il transmettra les actes directement à la S. congrégation pour la Doctrine de la foi.

5. Si le requérant est religieux ou si, étant prêtre séculier, il ne demeure pas dans son diocèse, l'Ordinaire du lieu où il habite sera interrogé par l'autorité compétente pour savoir si, à son avis, la concession de la dispense et le mariage canonique du requérant sont susceptibles ou non de créer un scandale.

IV. — Les actes qui doivent être transmis à la S. congrégation pour la Doctrine de la foi

Une fois l'enquête achevée, l'Ordinaire propre du requérant, diocésain ou religieux, doit transmettre à la S. congrégation pour la Doctrine de la foi les documents suivants :

1° La demande écrite du requérant ;

2° Les actes de son enquête (cf. n° II, 3°) ;

3° Son avis personnel, à propos duquel il doit parler des tentatives qui ont été faites pour aider le requérant à surmonter ses difficultés, et ce qu'il envisage de faire pour éviter le scandale que la concession de la dispense pourra provoquer parmi les fidèles ;

4° Dans les cas prévus au n° III, 5°, l'avis de l'Ordinaire du lieu de résidence du requérant au sujet du scandale que l'on doit ou non craindre en cet endroit.

Les autorités compétentes veilleront à ce que les dossiers transmis soient bien complets, de façon qu'une rapide solution puisse être donnée à l'affaire. Si en effet il manque au dossier une pièce nécessaire, la solution de l'affaire est retardée.

V. — Rescrit de réduction à l'état laïc avec dispense des obligations liées à l'ordination :

1. Le rescrit contient d'une façon inséparable la réduction à l'état laïc et la dispense des obligations découlant de l'ordination sacrée. Jamais il n'est permis au requérant de séparer ces deux éléments, c'est-à-dire d'accepter l'un et de refuser l'autre. S'il est religieux, le rescrit contient également la dispense des vœux.

Il contient également, en cas de besoin, l'absolution des censures encourues et la légitimation des enfants.

Le rescrit entre en vigueur à partir du moment où il est notifié au requérant par l'autorité compétente.

2. Le rescrit est envoyé au prélat propre du requérant, c'est-à-dire à l'Ordinaire du diocèse pour les prêtres séculiers et au supérieur majeur pour les religieux, pour qu'il le communique au requérant, sauf dans le cas prévu au n° III, 4°.

3. Si le requérant est un prêtre diocésain qui réside en dehors de son diocèse, ou un religieux, l'Ordinaire du lieu d'incardination ou le supérieur religieux majeur informe l'Ordinaire du lieu où demeure habituellement le requérant de la dispense pontificale, et, le cas échéant, il le prie de communiquer le rescrit au requérant et de donner la délégation nécessaire pour la célébration du mariage canonique. Mais si des circonstances particulières conseillent de faire autrement, l'Ordinaire recourra à la S. congrégation.

4. Sur le registre des baptêmes de la paroisse tant du requérant que de son épouse, on indique que l'on doit consulter l'Ordinaire du lieu si des documents ou des informations sont demandés.

VI. — Conditions qui doivent être observées par le prêtre dispensé

1. De lui-même, le prêtre réduit à l'état laïc et dispensé des obligations liées au sacerdoce, *a fortiori* s'il est marié, doit s'éloigner des lieux où son état sacerdotal est connu. L'Ordinaire du lieu où demeure le requérant, en accord, si c'est nécessaire, avec l'Ordinaire propre d'incardination ou avec le supérieur religieux majeur, pourra dispenser de cette clause du rescrit si on prévoit que la présence du requérant qui a obtenu la dispense ne doit pas provoquer de scandale.

2. L'Ordinaire veillera personnellement à ce que, dans la célébration du mariage canonique, l'on s'abstienne de toute pompe et de tout apparat, et à ce que le mariage soit célébré devant un prêtre approuvé, sans témoin, ou, si c'est nécessaire, avec deux témoins. Les actes en seront conservés dans les archives secrètes de la Curie.

Il appartient à l'Ordinaire du lieu de résidence, conjointement avec le prélat propre du requérant, diocésain ou religieux, de déterminer si la dispense, ainsi que la célébration du mariage, doivent être tenues secrètes, ou si l'on peut, avec les précautions voulues, en faire part aux proches, aux amis et aux employeurs du requérant, de façon à sauvegarder la bonne renommée du requérant et les droits économiques et sociaux inhérents à son nouvel état de laïc et d'homme marié.

3. Si le prêtre réduit à l'état laïc et dispensé des obligations liées à l'ordination sacrée ne tient pas l'engagement qu'il a pris d'éviter le scandale, mais rend publique sa situation pour provoquer le scandale (par la presse, la radio, la télévision et autres moyens semblables), avec la volonté délibérée de déprécier le célibat sacré, les Ordinaires compétents, et aussi le supérieur religieux s'il s'agit d'un religieux,

auront le droit de faire savoir que le prêtre en question a été réduit à l'état laïc et dispensé de ses obligations parce que l'Eglise l'a considéré comme inapte à l'exercice du sacerdoce.

4. L'Ordinaire à qui il appartient de communiquer le rescrit au requérant exhortera instamment celui-ci à participer à la vie du peuple de Dieu d'une façon correspondant à sa nouvelle condition de vie, à vivre d'un façon exemplaire et à être ainsi un fils de l'Eglise très attaché à celle-ci. En outre, l'Ordinaire l'informerait qu'à tout prêtre réduit à l'état laïc et dispensé de ses obligations, il est interdit :

a) D'exercer toute fonction des ordres sacrés, sauf ce qui est prévu aux canons 882 et 892, § 2 (2) ;

b) D'exercer toute fonction liturgique dans les célébrations avec le peuple là où sa situation est connue, et de prononcer l'homélie ;

c) D'avoir une quelconque fonction pastorale ;

d) De remplir l'office de recteur (ou une autre fonction de direction), de directeur spirituel et de professeur dans les séminaires, dans les Facultés de théologie et dans les Instituts semblables ;

e) De diriger une école catholique ou d'enseigner la religion dans n'importe quelle école, catholique ou non. Il est cependant laissé au jugement de l'Ordinaire du lieu de savoir si, dans des cas particuliers, il peut permettre que le prêtre réduit à l'état laïc et dispensé des obligations liées à l'ordination sacrée enseigne la religion dans les écoles publiques, et, exceptionnellement, également dans les écoles catholiques, à condition qu'il n'y ait pas à craindre que cela suscite de l'étonnement ou du scandale.

5. Les Ordinaires compétents, et parmi eux le supérieur majeur s'il s'agit de religieux, suivront avec une affection paternelle et pastorale les prêtres réduits à l'état laïc et dispensés des obligations liées à l'ordination sacrée, et, dans la mesure du possible, ils les aideront à avoir le nécessaire pour vivre convenablement.

VII. — Cas où l'on doit procéder d'office

Toutes choses égales d'ailleurs, les présentes normes visant les cas où les prêtres demandent spontanément la réduction à l'état laïc avec dispense des obligations liées à l'ordination sacrée, doivent s'appliquer également aux cas où des prêtres, en raison de la perversion de leur vie, d'erreurs doctrinales ou de toute autre cause grave, semblent, après enquête nécessaire, devoir être réduits à l'état laïc, et en même

(2) Canon 882 : « En cas de danger de mort, tous les prêtres, même s'ils n'ont pas le pouvoir de confesser, peuvent, licitement et validement, absoudre tout pénitent de tous péchés ou censures, même réservés et notoires, et même si un prêtre ayant les pouvoirs est présent, sauf ce qui est prévu aux canons 884 et 2252. » (Absolution du complice *in peccato turpi* et obligation de recours en cas de censure lorsque le danger de mort est passé.)

Canon 893, § 2 : « En cas de nécessité urgente, tous les confesseurs, et en cas de danger de mort, tous les prêtres, sont tenus, par devoir de charité, d'entendre les confessions des fidèles. » (NDLR.)

temps dispensés par miséricorde, pour qu'ils n'encourent pas la damnation éternelle.

LETTRE CIRCULAIRE ADRESSEE A TOUS LES ORDINAIRES DES LIEUX ET A TOUS LES SUPERIEURS GENERAUX DES INSTITUTS DE CLERCS (3)

Dans l'encyclique *Sacerdotalis caelibatus* du 24 juin 1967, le Souverain Pontife Paul VI écrivait : « C'est le cœur paternel et affectueux, non sans anxiété et beaucoup de peine, que nous nous tournons vers ces infortunés frères dans le sacerdoce, qui restent toujours nos frères très aimés et dont l'éloignement fait toujours notre regret, vers ceux-là qui, tout en conservant dans l'âme la marque du caractère sacré qui leur fut conféré par l'ordination sacerdotale, ont été ou sont malheureusement infidèles aux obligations contractées au temps de leur consécration ».

Dans ce même document, le Souverain Pontife, après avoir rappelé les motifs pour lesquels l'Eglise estime devoir accorder à certains prêtres la réduction à l'état laïc avec dispense de l'obligation d'observer le célibat, demande « que l'on tente, spécialement pour ces cas, tous les moyens de persuasion en vue d'aider le frère qui chancelle à retrouver la paix et la confiance, à s'engager dans la voie du repentir et de la reprise ; c'est seulement lorsque le cas ne présente aucune autre solution possible que l'infortuné ministre de l'Eglise est exclu de l'exercice du ministère sacerdotal ». Le Souverain Pontife ajoute : « S'il s'avère que le sujet soit irrécupérable pour le sacerdoce, mais qu'il présente cependant de sérieuses et bonnes dispositions en vue d'une vie chrétienne de laïc, le Siège apostolique, après avoir étudié toutes les circonstances et d'accord avec l'Ordinaire du lieu ou avec le supérieur religieux, laissant encore l'amour l'emporter sur la douleur, concède parfois toutes les dispenses requises. » (Cf. AAS, LIX, 1967, p. 690 et 690-691.) (4)

En effet, les Souverains Pontifes Pie XII et Jean XXIII, d'heureuse mémoire, et Paul VI ont soumis à ce qui était alors la suprême S. congrégation du Saint-Office les demandes de réduction à l'état laïc avec dispense d'observer le célibat pour que, en cas de jugement favorable, celles qui en sont dignes soient ensuite présentées à l'audience pontificale.

C'est pourquoi ce S. dicastère a envoyé le 2 février 1964 « à tous les Ordinaires des lieux et aux supérieurs généraux des familles religieuses » une lettre dans laquelle il les informait qu'avait été créée auprès de cette S. congrégation une Commission spéciale chargée d'examiner les demandes de réduction à l'état laïc avec dispense de l'obligation du célibat. A cette lettre étaient annexées des « Normes pour la préparation des causes relatives à l'ordination sacrée et à ses obligations », en vertu desquelles l'Ordinaire du lieu du domicile habi-

tuel du requérant (appelé aussi « auteur ») doit constituer un tribunal composé d'un juge, d'un défenseur du lien de l'ordination sacrée et d'un secrétaire, afin de mener un procès judiciaire. Vingt-sept articles sont consacrés à l'interrogatoire du requérant, vingt-deux à la déposition des parents, et trente-deux à celle des témoins.

Depuis longtemps, de nombreux évêques et supérieurs généraux de religieux ont demandé que la procédure soit simplifiée et qu'en conséquence les procès durent moins longtemps, tant dans les Curies diocésaines que dans cette S. congrégation.

Après avoir examiné toute cette question, l'Assemblée plénière de cette S. congrégation qui s'est tenue le 3 décembre 1969 a décrété que les normes rappelées ci-dessus devaient être abrogées et remplacées par des normes plus simples. Le Saint-Père, après en avoir pris connaissance, a ratifié la décision des Pères.

C'est pourquoi cette S. congrégation, après avoir classé les suggestions des évêques et des supérieurs généraux, les a confrontées avec les conclusions tirées de l'expérience des milliers de cas qui lui ont été soumis de presque tous les pays du monde. C'est ainsi qu'ont été élaborées les nouvelles normes qui ont été soumises, le 14 décembre 1970, au Saint-Père, lequel a daigné les approuver.

Par la présente lettre, ces nouvelles normes sont communiquées à tous les Ordinaires des lieux et à tous les supérieurs généraux des instituts religieux de clercs. Les supérieurs généraux sont priés de les porter à la connaissance de tous les supérieurs majeurs de leur institut (provinciaux et équivalents).

Voici les principales différences qui existent entre les présentes normes et celles de 1964.

1. Au lieu du « procès judiciaire » instruit par un tribunal, on fait maintenant une simple enquête afin de savoir si les motifs invoqués dans la demande de dispense du célibat sont valables, et si ce qu'affirme le requérant correspond à la vérité. Cette enquête a donc moins de rigueur juridique. Elle se base plutôt sur des critères pastoraux, et elle se déroule plus simplement. Mais qu'il soit toujours bien entendu qu'elle doit conduire à une connaissance de la vérité objective.

2. Les normes de 1964 soumettaient tout le procès à l'Ordinaire du lieu où demeure habituellement le requérant. Mais cet Ordinaire pouvait ne pas être l'Ordinaire propre du prêtre séculier requérant et il n'était jamais le supérieur majeur du requérant religieux. Les nouvelles normes confient la tâche de mener l'enquête à l'Ordinaire propre, diocésain ou religieux, du requérant.

Si le requérant habite très loin de son diocèse ou de la résidence de son supérieur majeur religieux, les normes chargent les autorités compétentes susdites, ou prélats, de demander par lettre à l'Ordinaire du lieu où réside le requérant de faire l'enquête.

3. Dans cette S. congrégation, l'examen des actes envoyés par le prélat compétent sera simplifié. Si donc les dossiers sont complets,

(3) Traduction de la DC d'après le texte latin publié dans les *Acta Apostolicae Sedis*, 30 avril 1971, p. 309 et s.

(4) DC 1967, n° 1498, col. 1274, 1275. (NDLR.)

les cas pourront être réglés rapidement. Si le vœu du prélat compétent est favorable et si le vœu de cette S. congrégation confirme le vœu précédent, on demandera tout de suite au Saint-Père la dispense d'observer le célibat. Si cette dispense est accordée, son rescrit sera envoyé rapidement au prélat qui a soumis le cas.

4. Jusqu'à maintenant, le rescrit de réduction à l'état laïc avec dispense du célibat était envoyé en annexe d'une lettre adressée à l'Ordinaire du lieu où réside le requérant, et cette même S. Congrégation informait l'Ordinaire du lieu où le requérant était incardiné, ou son supérieur majeur. Dorénavant, le prélat dont dépendait le requérant en raison de l'incardination ou de la profession religieuse, et qui a fait l'enquête, communiquera le rescrit au requérant, directement, ou par l'intermédiaire de l'Ordinaire du lieu où réside le requérant.

5. Les nouvelles normes accordent au prélat compétent (l'Ordinaire d'incardination, le supérieur majeur religieux, l'Ordinaire du lieu où réside le requérant) et laissent à sa prudence le pouvoir de dispenser le requérant, dans la mesure où c'est nécessaire, de l'obligation, jusqu'à maintenant très stricte, de garder le secret sur la dispense et la célébration canonique du mariage.

6. Les normes contenues au numéro 6 ont été établies après de fréquentes consultations et un examen attentif par le groupe mixte de cette S. congrégation et des autres dicastères compétents. Le Saint-Père a confirmé ces normes d'une façon particulière.

Les normes publiées maintenant améliorent d'une certaine manière et complètent celles établies en 1964. Ces normes présupposent et leur usage comporte un très grave devoir de la part de tous les évêques et supérieurs religieux. Cette S. Congrégation s'estime étroitement liée à ce devoir et le Souverain Pontife veut le premier s'y soumettre, c'est-à-dire tout essayer (avant de recourir à l'autorité suprême de l'Eglise pour résoudre les cas dignes de miséricorde rappelés dans l'encyclique *Sacerdotalis caelibatus*) pour que les prêtres tentés de partir surmontent leurs difficultés.

De plus, cette lettre et les normes de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi qui lui sont annexées, témoignent du vif et ferme désir d'aider les évêques et les supérieurs religieux majeurs à remettre sur la bonne voie les prêtres en difficulté.

En vous communiquant ces textes en vertu de notre charge, nous vous exprimons nos sentiments respectueux et dévoués dans le Seigneur.

Rome, le 13 janvier 1971.

Franjo card. SEPER, *préfet*.

† Paul PHILIPPE, *secrétaire*.

L'ADMINISTRATION DU BAPTEME PAR

LES RELIGIEUX LAICS

ET LES RELIGIEUSES

Lettre de la S. congrégation des Religieux et Instituts séculiers (1)

Rome, le 12 octobre 1970.

MON RÉVÉREND PÈRE (2),

Le Saint-Père a daigné approuver, et je m'empresse de vous en faire part, qu'en dehors des territoires de missions, en l'absence habituelle du ministre ordinaire du baptême, des religieux laïcs et des religieuses peuvent administrer ce sacrement en suivant le « rite à l'usage des catéchistes » contenu dans l'Ordo du baptême des petits enfants promulgué par la S. congrégation du Culte divin, le 15 mai 1969.

L'indult est accordé sur demande des Ordinaires du lieu, lesquels devront adresser cette demande à la S. congrégation des Sacraments. Pour que le pouvoir soit accordé, les conditions suivantes doivent être remplies :

a) Qu'il y ait, dans le lieu, absence du ministre ordinaire du baptême (prêtre ou diacre). C'est à la Conférence épiscopale nationale qu'il sera demandé de juger si l'absence habituelle (physique ou morale) du ministre ordinaire vaut pour tout ou partie du territoire national.

b) Que les religieux laïcs et les religieuses aient atteint leur 18^e année, qu'ils aient prononcé leur première profession religieuse ou aient pris un engagement équivalent, et qu'ils aient reçu une instruction catéchétique adéquate.

En accordant l'indult, on rappellera que la Conférence épiscopale et chaque Ordinaire du lieu devront faire observer les lois en vigueur du Code de droit canon — qui n'ont pas été abrogées expressément par l'Ordo du baptême des petits enfants — en ce qui concerne les parrains, le lieu, le temps et l'enregistrement du baptême.

Enfin, le religieux laïc ou la religieuse qui a administré le baptême a l'obligation de l'enregistrer soigneusement, conformément au Code de droit canon et à l'instruction *Sacrosanctum* de la S. congrégation des Sacraments.

Je vous prie, mon Révérend Père, de vouloir bien notifier cette concession aux supérieurs généraux intéressés.

Je profite de cette circonstance pour vous exprimer ma religieuse estime et mes sentiments dévoués dans le Seigneur.

Edward HESTON, C.S.C.,
secrétaire.

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien publié dans le *Commentarium pro religiosus et missionariis*, 1971, fasc. II, p. 188.

(2) Le P. Arrupe, préposé général des Jésuites, président de l'Union des supérieurs généraux. (NDLR.)

— *Joli brin d'herbe*, par CAMILLE BERTHOLLE et FRANÇOISE DE MONDÉSIR (coll. « Réjouis-toi »). — Plaque de 16 pages. Prix : 2,50 F. Les Editions du Senevé, Paris.

— *Thérèse d'Avila. La Vocation*, par LOUIS GUILLET. — Un vol. 12,5 × 18 cm, de 158 pages. Prix : 12 F. Maison Mame, Paris-Tours.

— *Le Maître est là, il t'appelle*, par Dom VINCENT ARTUS. — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 224 pages. Editions Aubanel, Avignon.

— *Le Désir de Dieu*, par un moine bénédictin. — Un vol. 13 × 17,5 cm, de 140 pages. Editions Martingay, Genève (Suisse).

LVIII^e SESSION DES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE

(Rennes, 2-7 juillet 1971)

LETTRE PONTIFICALE

A M. ALAIN BARRERE, PRÉSIDENT (1)

Monsieur le Président,

Le Saint-Père a pris connaissance, avec un vif intérêt, du programme de la 58^e Semaine sociale de France qui va s'ouvrir prochainement à Rennes, sous le titre : « Contradictions et conflits : naissance d'une nouvelle société ? ». Qui n'en voit du reste la brûlante actualité : n'est-ce pas à travers ces affrontements que se manifeste l'un des drames majeurs de notre temps, tout à la fois chargé d'angoisse et porteur d'espérance ?

Dans le sillage des grandes mutations sociales dont vous avez poursuivi l'étude au cours de vos dernières sessions, des contradictions apparaissent, sources de graves conflits, telle l'existence des pauvres dans les sociétés riches, que vous abordiez l'an dernier. Le Saint-Père vous encourage vivement à prolonger cette année votre étude en élargissant votre champ d'horizon par une analyse rigoureuse, un effort lucide d'interprétation et une recherche d'engagements inspirés par l'enseignement social de l'Eglise.

C'est un inventaire objectif qu'il vous faut tout d'abord entreprendre des conflits réels de la société, aussi bien dans les secteurs familial et professionnel, économique, social et politique, qu'aux plans culturel et idéologique, ethnique et ecclésial. Derrière l'apparence d'une « société en miettes », vous percevrez aussi tout ce qui s'inscrit à l'encontre de ce processus de fragmentation et manifeste déjà la mise en œuvre, pour inchoative qu'elle soit, d'un désir profond d'unité.

Il faut se garder, en effet, d'englober ces phénomènes dans des catégories hâtivement érigées et de les juger abusivement, comme s'ils relevaient exclusivement d'une carence regrettable d'autorité ou d'une inadaptation dommageable des institutions. La réalité est plus complexe et mouvante. On ne saurait minimiser l'ampleur et la profondeur des conflits derrière un fallacieux optimisme de commande, précurseur de ces réveils brutaux dont l'histoire porte la marque sanglante. On ne saurait non plus conférer au conflit lui-même une sorte de consécration, comme si l'exaspération des tensions était l'infailible moyen d'instaurer une société nouvelle et plus juste.

Préoccupés à bon droit de ces graves problèmes, les évêques du monde entier, réunis en Concile, se sont efforcés de prendre la mesure des contradictions dont l'homme se trouve être tout à la fois cause et victime. Ils se sont attachés à éclairer le contraste frappant entre la

maîtrise grandissante sur la création et la difficulté, voire l'impuissance à instaurer un ordre économique, politique et social qui soit au service de l'homme (cf. *Gaudium et spes*, 8-10). Le Saint-Père a prolongé cette réflexion, tout particulièrement dans son encyclique sur le développement des peuples, *Populorum progressio*, et dans sa Lettre apostolique à l'occasion du 80^e anniversaire de *Rerum novarum*. Nul doute que ces documents ne soient pour vous une précieuse référence et ne vous guident dans vos recherches, qu'ils appellent explicitement : « Il revient aux communautés chrétiennes d'analyser avec objectivité la situation propre de leur pays... et de discerner... les options et les engagements qu'il convient de prendre », avec « cette imagination sociale » que l'urgence et la complexité des problèmes requièrent (n. 19 et 4).

Pourquoi voit-on surgir des divergences si nombreuses, si variées, si tenaces, qui provoquent de tels conflits entre les hommes ? D'où vient donc cette tendance — même chez les hommes de bonne volonté, soucieux du bien commun — à durcir ces oppositions sans cesse renaissantes, à radicaliser ces affrontements, jusqu'au risque de mettre en péril leur vouloir-vivre personnel et communautaire ? Comment expliquer en même temps la permanence d'un désir d'unité par-delà les conflits, et la croissance d'un sentiment de solidarité élargi aux dimensions du monde ?

Pour un chrétien, la réponse ne relève pas, vous le savez, d'un dualisme irréductible ou d'une dialectique, où la lutte entre des forces hostiles serait la voie obligée vers une harmonie englobante. Le plan de Dieu sur le monde est un dessein d'amour et de paix entre l'homme et la femme, comme entre les diverses communautés humaines écartelées par le péché (cf. Gn 3, 4 et 11). Et le Christ est venu renverser le mur de haine qui séparait les hommes (cf. Ep 11, 52). Telle est notre foi et notre espérance, telle est la source inaltérable de notre amour.

Et ce n'est pas là un but lointain que la grâce du Seigneur nous promet comme un heureux épilogue de l'histoire humaine où l'harmonie de la Jérusalem céleste (cf. Ap 21, 1-5) contraste avec le déchirement du jardin d'Eden (cf. Gn 3). Certes, l'Evangile n'a jamais promis le paradis sur terre de certaines idéologies mensongères ou de fallacieuses utopies. Et il ne masque en rien les affrontements meurtriers qui déchireront les hommes jusqu'aux derniers jours (cf. Mt 24, 7-13). Mais il nous engage dès maintenant à œuvrer selon l'esprit des Béatitudes : « Bienheureux, les artisans de paix. » (*Ibid.*, 5-9.) « Dominant toutes les forces dissolvantes de contestation et de babélisation, c'est la cité des hommes qu'il faut construire, une cité dont le seul ciment durable est l'amour fra-

(1) Texte français, dans l'*Osservatore Romano* du 3 juillet 1971.

ternel entre les races et les peuples, comme entre les classes et les générations. » (Discours du Saint-Père à l'OIT, le 10 juin 1969, à Genève ; n. 21.)

Déjà des étapes significatives jalonnent cette marche lente, douloureuse et tâtonnante. N'est-ce pas un droit largement reconnu à chaque personne que celui de la vie, de conditions décentes de travail et de culture ? Des institutions appropriées ont vu le jour, dans le seul but d'assurer la réalisation effective de ces droits « par tous, partout et pour tous » (*Ibid.*, n. 19). Il s'agit là de réajustements constants à assurer par-delà les affrontements inévitables, car il y a loin du droit au fait, et l'on voit malheureusement aujourd'hui se multiplier les tentatives pour aligner, à l'inverse, le droit sur les mœurs, pour dégradées qu'elles soient.

C'est que le péché marque profondément le cœur de l'homme, depuis Adam et Eve, et Caïn l'homicide. La blessure introduite au sein du couple et de la famille et entre les peuples envenime les rapports, les enveloppe d'agressivité et oppose les uns contre les autres des partenaires qu'elle a d'abord dressés contre Dieu. « C'est du cœur en effet, nous dit Jésus, que sortent pensées mauvaises, meurtres, adultères, fornications, vols, faux témoignages, diffamations. » (Mt 15, 19.) Le conflit, de simple opposition entre des intérêts extérieurs, devient opposition intérieure et rive les hommes et les groupes dans leur orgueil et leur suffisance égoïste, les rendant incapables de reconnaître dans le prochain ce frère créé comme eux à l'image de Dieu, racheté de son sang, et appelé à devenir son fils dans la grande famille des enfants de Dieu. Le chrétien ne saurait l'oublier : les situations de conflits ne pourront jamais être assumées dans leur profondeur et dépassées en vérité, sans une véritable conversion du cœur, sans la faim d'une plus grande justice, sans esprit de paix, bref ! sans cet amour purificateur et unificateur qui est un don de l'Esprit-Saint.

Les racines du mal ainsi mises à nu et les raisons d'espérer projetées en pleine lumière, il vous reviendra d'inciter les hommes à œuvrer résolument à la construction d'une société capable d'assumer ses conflits, d'en maîtriser la montée, d'en prévenir l'éclatement, en travaillant inlassablement à résoudre les contradictions sans cesse renaissantes dont ils sont la manifestation et le symptôme. « La situation présente doit être affrontée courageusement et les injustices qu'elle comporte combattues et vaincues. Le développement exige des transformations audacieuses, profondément novatrices. » (*Populorum progressio*, n. 32.) Tout récemment, le Saint-Père n'appelait-il pas avec force les chrétiens à l'action, en leur rappelant qu'« il ne suffit pas de rappeler des principes, d'affirmer des intentions, de souligner des injustices criantes et de proférer des dénonciations prophétiques » ? (Lettre pour l'anniversaire de *Rerum novarum*, n. 48.)

Au discernement nécessaire s'ajoute donc le grave devoir d'une action généreusement entreprise et inlassablement menée. Ce sont toutes les personnes comme tous les groupes humains qu'il faut progressivement amener à une prise de conscience réaliste et à un travail efficient pour promouvoir à la fois les valeurs de personnalisation et de socialisation, et assurer l'autorité

nécessaire à la poursuite du bien commun, en même temps que la participation responsable des personnes à l'élaboration des décisions et à leur exécution. Devant des conflits sans cesse renaissants et sans cesse renouvelés, seul un patient dialogue entre les divers partenaires permettra de maintenir la cohésion du corps social et de prévenir le durcissement irréparable des oppositions.

L'un des conflits les plus aigus dans la société d'aujourd'hui est sans conteste celui qui oppose entre elles les générations. Les plus âgées sont parfois surprises de la contestation qui vient des jeunes, mettant à nu, naïvement ou trop simplement, mais non sans raisons, l'injustice qui demeure dans des structures que certains s'étaient pourtant attachés à construire avec cœur, intelligence et générosité. Les jeunes doivent certes être invités à découvrir les conditions réalistes de l'action ; il est vrai que celle-ci ne cesse pas de rencontrer des contradictions renaissantes. Mais leurs aînés ne doivent pas moins ressourcer leur propre espérance d'une nouvelle société dans celle qu'ils voient monter comme un rêve au cœur des plus jeunes. Par là, le conflit, si fréquent aujourd'hui, pourra, au prix des efforts de tous, commencer à faire place à des démarches réelles de réconciliation, gage de cette nouvelle société à laquelle les uns et les autres aspirent.

Pour ce faire, des structures moins adaptées devront disparaître, cependant que d'autres se mettent progressivement en place pour prendre le relais nécessaire. Qui ne voit ce qu'une information objective des divers partenaires de bonne volonté apporterait aux uns et aux autres, les aidant à dépasser des horizons toujours limités et à se hausser au niveau du bien commun ?

La tentation se révèle en effet de plus en plus forte, du moins pour les groupes sociaux solidement organisés, de faire pression par tous les moyens sur l'autorité chargée d'assurer ce bien commun, afin de l'amener à donner une place privilégiée à leurs propres intérêts. Ces derniers, si respectables qu'ils soient, n'en demeurent pas moins privés, et les autres partenaires sociaux ont eux aussi les leurs, non moins légitimes, à sauvegarder et à promouvoir. C'est donc toute la communauté nationale et internationale qui doit prendre une conscience toujours mieux éclairée de la solidarité qui relie entre eux tous ses membres et des moyens nécessaires pour l'affermir. C'est dire la limite que les situations de conflit ne sauraient normalement dépasser sans provoquer une véritable régression sociale, génératrice de graves dommages pour la justice, la paix et le progrès lui-même. N'y a-t-il pas là pour tous les chrétiens une responsabilité particulière : éveiller sans relâche les uns et les autres à un sens désormais élargi de cette solidarité qui les unit ?

Aussi auront-ils à cœur de se situer, à travers « une légitime variété d'options possibles » (*Ibid.*, n. 50), au premier plan de cet engagement lucide et généreux. N'est-ce pas au reste, dans l'Eglise elle-même, qu'ils doivent apprendre à se respecter dans leurs pluralités légitimes, à apprécier ce qui les unit, et, malgré ce qui les divise parfois, à prier ensemble et à collaborer dans l'espérance à l'établissement du royaume de Dieu ? Saint Paul ne cesse de nous y inviter, nous qui sommes aussi tentés que les Ephésiens

de nous diviser irrémédiablement : « Je vous exhorte... à mener une vie digne de la vocation à laquelle vous avez été appelés, en toute humilité et douceur, avec patience, vous supportant par charité les uns les autres, et vous appliquant à garder l'unité de l'esprit par le lien de la paix. » (Ep 4, 1-3.)

C'est à un travail patient et difficile que nous sommes appelés les uns les autres, dans l'enfement douloureux d'une société nouvelle qui se cherche comme à tâtons à travers les contradictions et les conflits et par-delà les affrontements. Nul doute que la prochaine Semaine sociale n'y contribue largement, pour sa part, à travers exposés généraux et travaux en assemblées partielles. Le Saint-Père vous y encourage vivement et salue avec affection organisateurs, maîtres de conférence et participants qui seront réunis autour de vous et de Monsieur le Cardinal Paul Gouyon. Appelant sur tous la lumière et la force de l'Esprit de vérité et d'unité, il vous bénit de grand cœur.

Heureux de vous transmettre ce message, je vous redis, Monsieur le Président, avec mon fidèle souvenir et mes meilleurs vœux pour vos travaux, mon cordial dévouement en Notre-Seigneur.

J. card. VILLOT.

A RENNES,

UNE SEMAINE SOCIALE LABORIEUSE A PRESSENTI UNE SOCIÉTÉ NAISSANTE

Le texte suivant a été publié le 7 juillet, au terme des travaux de la Semaine sociale (1).

« Nous vivons dans un monde cassé », a dit M. René Pucheu pour ouvrir les débats de la Semaine sociale, qui a tenu ses assises en Bretagne pour son cinquante-huitième anniversaire, exprimant par là une inquiétude amplement répandue dans l'opinion, et dont un millier environ de participants se sont fait l'écho.

La blessure est-elle mortelle ou portet-elle en son sein son propre remède ? Les conflits qui divisent les hommes en leurs cœurs et dans la société peuvent-ils les réunir ? Les déchirements multiples qui affectent nos sociétés contiennent-ils les germes d'un monde nouveau ?

Telles sont les questions qui ont alimenté la recherche et les communications de ces cinq jours de travail commun. Questions délicates et imbriquées tant par l'ampleur des phénomènes qu'elles recouvrent que par la profondeur des valeurs mises en jeu ; mais questions actuelles qui ne tolèrent ni l'évasion ni l'omission, qui nous brûlent tous et peuvent nous consumer si nous ne prenons pas garde à les maîtriser et à les intégrer.

Refuser la fuite et la démission qui consisteraient à définir le conflit comme un simple accident de circulation ou une maladie sociale dont on aurait à guérir, éviter la dramatisation qui nous plongerait dans un vertige mortel, telles sont les deux limites qui définissent le parcours de la Semaine sociale et en déterminent le sens.

Une question connexe affleurerait alors : ce qui n'est pas accident de parcours non plus que gangrène sociale

peut-il correspondre à une mutation sociale profonde, comporter une mise en cause des valeurs fondamentales qui sont le ressort de nos sociétés traditionnelles ?

Successivement, et selon leurs compétences propres, M. Pucheu, Mme Rocheblave-Spenlé, MM. Antoine Ricœur, Martelet, Vazier, Leca, Sellier et Barrère, sociologues, psychologues, économistes, juristes et théologiens, tâchant d'identifier les données, de mesurer l'extension et de sonder les profondeurs du conflit, ont acheminé leurs auditeurs vers une appréhension plus lucide et simultanément vers une vue plus complexe des mécanismes conflictuels, pour en dégager les risques en même temps que les espoirs et les limites dans lesquels ils s'inscrivent.

Outre l'éventail des conférenciers qui offrait les tendances les plus diverses, voire les plus extrêmes, de M. Guy Besse, marxiste et communiste, au P. Martelet, théologien, les semainiers purent expérimenter de nouvelles techniques de travail qui firent d'eux des acteurs intéressés et engagés après avoir été des spectateurs attentifs. En effet, l'innovation d'assemblées partielles, qui se sont révélées comme le creuset d'expériences conflictuelles, de corps instables, mais véritablement radioactifs, soulevant l'intérêt de chacun, que ce soit dans le secteur « ville », dans le secteur « campagne », dans le secteur « famille » ou encore dans le secteur « entreprise », a, semble-t-il, ouvert une voie rajeunie et donné un visage nouveau aux Semaines sociales édition 71.

A l'unanimité quasi générale, provoquée par les conférences magistrales et nées de l'écoute, se sont associés, étroitement (comme pour la corriger), une effervescence militante et un bouillonnement productif à partir d'affrontements mieux sentis et mieux assumés. Là, plus qu'ailleurs, la confrontation PDG-ouvriers, adultes-jeunes, villes-campagnes, a pu être éprouvée comme une épreuve de force assumée plus que résolue.

Ainsi, dans un va-et-vient incessant, faisant jaillir l'ambivalence des conflits, dans un courant alternatif les déplaçant précipitamment d'un pôle à l'autre, les semainiers ont pu découvrir tour à tour la nécessité d'une rénovation du cœur et d'une société innovée dont ils ne discernent que les germes, et, simultanément, la force de progrès qui unit ces deux pôles, à condition toutefois que cette force motrice soit maîtrisée et assumée par la liberté humaine et, pour les chrétiens, dans la fidélité à l'Évangile.

**

En 1972, la Semaine sociale abordera les problèmes du couple et de la famille dans la société contemporaine.

— Gabriel Marcel et le théisme existentiel, par Ch. WIDMER (coll. « Cogitatio Fidei »). — Un vol. 13,5 x 21,5 cm, de 248 pages. Prix : 30 F. Editions du Cerf, Paris.

C'est en philosophe existentialiste que Gabriel Marcel a approfondi le mystère de l'existence de Dieu. Ch. Widmer, en analysant le *Journal métaphysique* du philosophe français, en fait ressortir les trois étapes : Dieu apparaissant comme l'Inévitable par excellence, puis comme le Toi parfait, vivant et personnel et enfin se révélant la Présence absolue. Ouvrage riche en réflexions où l'auteur — non sans quelques réserves — retrace la voie d'accès existentialiste à Dieu de Gabriel Marcel.

— *L'Enfant et son désir d'aimer*. Les parents devant la sexualité de leurs enfants, par MONIQUE GUENEAU (coll. « Psycho-Guides »). — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 134 pages. Prix : 13,50 F. Editions du Centurion, Paris.

(1) Texte original.

IX^e Congrès mondial de l'Union catholique internationale de la presse

LETTRE PONTIFICALE

A Luxembourg, du 15 au 18 juillet, s'est tenu le IX^e Congrès de l'Union catholique internationale de la presse (UCIP), sur le thème « L'opinion publique dans l'Eglise », qui a réuni 250 participants provenant d'une soixantaine de pays. Voici la lettre qui a été adressée, au nom du Saint-Père, par le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, à M. Jean Gélamur, président de l'UCIP (1) :

Du Vatican, le 25 juin 1971.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Saint-Père a appris avec satisfaction que l'Union catholique internationale de la presse avait choisi de consacrer son IX^e Congrès mondial de Luxembourg au thème de « L'opinion publique dans l'Eglise ». S'agissant d'un sujet « délicat et difficile, lourd de conséquences positives s'il est correctement posé et résolu, négatives dans le cas contraire » (allocution de S. S. Paul VI à la Commission pontificale pour les communications sociales, 5 juin 1970, AAS 62, 1970, p. 510) (2), vous l'affronterez sans nul doute avec application et rigueur de pensée, comme aussi avec le sens très vif de votre responsabilité morale.

L'existence d'une opinion publique dans l'Eglise tient à sa nature même

Il convient de le réaffirmer : il y a place, dans l'Eglise, pour une opinion publique. En effet, de par sa constitution divine et humaine, l'Eglise est, par vocation, milieu idéal en même temps que garante de la liberté. Organisme surnaturel, animé par l'Esprit-Saint qui la soutient, la guide et la maintient dans une jeunesse toujours renouvelée, elle est aussi une communauté d'hommes qui représente un vrai corps social. L'existence simultanée et indissoluble, en cette réalité unitaire, d'éléments divins et humains,

de communion intérieure et sociale, de loi de l'esprit et de loi canonique, tout en lui conférant un visage totalement original qui la distingue des autres communautés, établit en réalité le fondement spécifique d'une opinion publique en son sein.

Si l'Eglise n'était qu'une société purement humaine et que son expression sociale fût non seulement distincte mais séparée de son contexte divin, la question de l'opinion publique s'y poserait de la même façon qu'au sein des peuples. Si, au contraire, l'Eglise n'était pas un corps social visible, sa vie échapperait à toute perception dans l'histoire, et le phénomène de l'opinion publique ne pourrait y apparaître.

Dans la société que le Christ a instituée comme une communion spirituelle et visible à laquelle il a confié la mission qu'il a reçue du Père, tous les membres collaborent à l'œuvre du salut dans la diversité et l'harmonie de leurs responsabilités. Il en découle, dans la vie quotidienne du Peuple de Dieu, un échange de pensées et d'énergies, de suggestions et d'expériences qui, souvent sous l'impulsion de l'Esprit-Saint, surgit des intelligences et des libres volontés de ses membres, qu'il s'agisse de l'exercice du ministère pastoral ou des activités propres du laïcat. On peut donc dire que, de fait comme de droit, l'existence d'une opinion publique dans l'Eglise tient à sa nature même.

Les Papes contemporains, comme le Concile Vatican II, l'ont reconnu et affirmé. Le Saint-Père lui-même s'est exprimé dans le même sens à plusieurs reprises. La toute récente Instruction pastorale « Communion et Progrès » déclare à son tour : « Parce qu'elle est un corps vivant, l'Eglise a besoin d'une opinion publique pour alimenter le dialogue entre ses membres : c'est une condition de progrès pour sa pensée et son action. » (N. 115.) (3)

Le champ de l'opinion publique

Le champ de l'opinion publique dans l'Eglise embrasse le domaine tant doctrinal que pratique, c'est-à-dire toute la vie ecclésiale. Encore que le magistère doctrinal, le gouvernement pastoral et le pouvoir de sanctification aient été confiés par le Christ à quelques-uns, tous les baptisés et confirmés, en vertu de leur participation, à un certain degré, au sacerdoce du Christ, sont appelés à collaborer activement à la croissance du Peuple de Dieu, dans la vérité et dans l'amour. « Ceux qui, avec la succession épiscopale, ont reçu un charisme assuré de la vérité » (*Dei Verbum*, n. 8), les prêtres et les fidèles, tous doivent prendre part, dans la mesure de leurs capacités et selon leurs

(1) Texte français original. Les sous-titres et les notes sont de notre rédaction.

M. Gélamur, nous le rappelons, est président-directeur général de Bayard-Presses. Il a été réélu président de l'UCIP au cours du présent congrès.

Mgr Jésus IRIBARREN a été réélu secrétaire général, et M. HARKX, trésorier.

(2) DC 1970, n° 1566, p. 606.

(3) DC 1971, n° 1588, p. 575.

charismes propres, à l'approfondissement et à l'expression du message chrétien, ainsi qu'à la découverte des aspects nouveaux propres à éclairer les circonstances historiques elles-mêmes de ce monde en mutation.

Il est des vérités auxquelles il est nécessaire d'adhérer, mais les formulations doctrinales et les choix pratiques de la hiérarchie ont, eux-mêmes, atteint leur maturation grâce aussi à la contribution de l'ensemble du Peuple de Dieu, dont « le sens de la foi » et la charité sont éveillés et soutenus par l'Esprit du Christ (cf. *Communio et Progrès*, n. 116-177).

Par ailleurs, nombreuses sont les nouvelles qui concernent la vie ecclésiale : comme toute vie, elle est mouvement, dynamisme. Les événements s'y succèdent, marqués par l'activité de tout le Peuple de Dieu, laïcs, religieux et prêtres, autour de leurs évêques. La diffusion de ces nouvelles, l'intérêt qu'elles suscitent sont des facteurs importants de l'opinion publique dans l'Eglise.

De plus, la vie concrète de l'Eglise est en connexion avec des données de fait qui échappent à son influence et dont l'évaluation exige une attention appliquée et constante. Ici, l'opinion publique peut encore apporter une aide irremplaçable, en mettant en lumière des situations dont la connaissance parvient à la hiérarchie ecclésiastique, principalement par le canal des laïcs engagés dans les activités temporelles.

Le problème des saines opinions publiques

Cependant, de même qu'il y aurait une grande méconnaissance de l'Eglise, si on la voulait synonyme de lois et d'obligations, d'autorités et de discipline, d'organisation et d'unité, ce qui rendrait contradictoire dans les termes l'expression : opinion publique dans l'Eglise, de même seraient dans l'erreur ceux qui, même parmi ses fils, argueraient du droit et du besoin d'une telle opinion publique pour justifier n'importe quelle opinion et n'importe quel mouvement d'idées.

En réalité, un élément fondamental demeure la condition de la formation et du développement, la base de départ et le point d'arrivée des opinions saines, publiques ou non, dans l'Eglise : c'est le dépôt de la foi et de la loi morale divine contenu dans la Tradition et la Sainte Ecriture, interprétées authentiquement par le magistère vivant — et pas nécessairement solennel — « dont l'autorité s'exerce au nom de Jésus-Christ ». (*Dei Verbum*, 10.)

D'autres éléments ne peuvent être négligés : ce sont les directives disciplinaires, données par l'autorité ecclésiastique compétente, encore qu'on puisse reconnaître, dans cette hypothèse — l'obligation de l'obéissance demeurant ferme — que le problème de modifications éventuelles se pose en termes différents du cas précédent.

Ceci posé, il n'y a, comme le soulignait le Saint-Père dans son encyclique *Ecclesiam Suam*, aucune difficulté à « donner aux rapports intérieurs de l'Eglise la marque d'un dialogue entre les membres d'une communauté dont la charité est le principe constitutif » et qui « ne supprime pas l'exercice de la vertu d'obéissance ». En effet, partant « d'un motif de foi, l'obéissance devient école d'humilité évangélique, associe l'obéissant à la sagesse, à l'unité, à l'édifica-

tion, à la charité qui soutiennent le corps ecclésiastique, confère à qui l'impose et à qui s'y conforme le mérite de l'imitation du Christ « qui s'est fait obéissant jusqu'à la mort ». (Ph 2, 8.) Au contraire, « l'esprit d'indépendance, de critique, de rébellion s'accorde mal avec la charité qui inspire la solidarité, la concorde et la paix dans l'Eglise ; il transforme facilement le dialogue en contestation, en dispute, en dissension ». (*Ecclesiam Suam*, AAS 56, 1964, p. 658.) (4)

A vrai dire, le problème des saines opinions publiques, dont parle de décret conciliaire *Inter Mirifica* (n. 8), et qui, par rapport à la société civile, se pose au sein du Peuple de Dieu de façon analogue, ne sera correctement résolu dans l'Eglise que si, d'une part, les mouvements d'idées s'intègrent d'une manière vitale aux enseignements doctrinaux et aux directives pratiques de la hiérarchie et si, d'autre part, ils sont réellement capables de contribuer avec cohérence à une authentique croissance de la vie du Peuple de Dieu.

Pas plus que le bien et la vérité ne sont des obstacles à l'intelligence et à la liberté de l'homme, mais la condition et le terme mêmes de leur épanouissement, ainsi les limites posées à l'opinion publique dans l'Eglise ne sont en rien des interférences arbitraires et pénibles, mais, au contraire, une garantie de rectitude positive et salutaire. Il ne serait pas exact de penser à l'opinion publique dans l'Eglise comme à quelque chose de concurrentiel avec le magistère et les directives de la hiérarchie.

La présence, de fait, de mouvements d'idées — relatifs au dogme, aux principes moraux, et aussi à la discipline et aux règles de conduite, — de groupes et d'organes d'opinion — si remuants ou incisifs soient-ils — n'est pas, de soi, un critère de rectitude ni de vérité (cf. *Exhortation apostolique* pour le 5^e anniversaire de la clôture du Concile œcuménique Vatican II, AAS 63, 1971, p. 102) (5). L'ivraie peut croître avec le bon grain, également dans le Peuple de Dieu (cf. Mt 13, 24-29). Un discernement s'impose donc aussi en matière d'opinion publique : « Eprouvez tout, retenez ce qui est bon. » (1 Th 5, 21.)

Pluralisme légitime

A l'intérieur de ce cadre, il y a place pour une légitime pluralité d'opinions, publiques ou non, au sein du Peuple de Dieu. En raison des limites de notre nature, le pluralisme est, pourrions-nous dire, une exigence de l'inépuisable richesse de la vérité ; en outre, il se justifie par le fait que les problèmes doctrinaux sont souvent obscurs et difficiles et qu'une diversité d'applications concrètes de certains principes est licitement possible. La rectitude des opinions n'empêche donc pas le pluralisme légitime. Mais, de son côté, le pluralisme légitime doit servir à une plus grande rectitude, en conformité croissante avec le vrai et le bien objectifs. Cette fonction du pluralisme légitime est, en même temps, une limite et une garantie de sa légitimité, et le pluralisme sera d'autant plus légitime qu'il servira davantage à cette fin.

(4) DC 1964, n° 1431, col. 1092.

(5) DC 1971, n° 1578, p. 54.

Les opinions qui se placent en dehors de l'Eglise

En dehors de ce cadre, il peut exister des opinions, publiques ou non, dans l'Eglise, mais il serait difficile de les qualifier de saines, correctes ou légitimes. Surtout si l'on se trouve devant des opinions qui s'en prennent à l'intégrité du dogme et des principes moraux, on doit malheureusement reconnaître qu'il ne s'agit plus alors de cette opinion publique dont l'Eglise « a besoin... pour alimenter le dialogue entre ses membres : condition de progrès pour sa pensée et son action ». (*Communio et Progrès*, n. 115.) On pourrait du reste se demander s'il est encore exact, en ce cas, de parler d'opinion publique dans l'Eglise ou si l'on ne doit pas, au contraire, parler d'opinions qui, d'elles-mêmes, par leur propre contenu, se placent en dehors de la véritable Eglise du Christ.

Respect du secret, de la discrétion, de la délicatesse

De plus, pour ce qui regarde certaines opinions en soi légitimes, l'engagement et la franchise dans leur expression doivent aller de pair avec la prudence chrétienne (cf. *ibid.*, n. 118). S'il convient d'affirmer que « l'information est désormais reconnue unanimement comme un droit universel, inviolable et inaliénable ». (Allocution de S. S. Paul VI aux participants au Séminaire sur la liberté de l'information à l'ONU, 17 avril 1964, AAS 56, 1964, p. 387) (6), de telle sorte que chacun puisse assumer sa propre responsabilité, y compris « dans la vie de l'Eglise » (*Communio et Progrès*, n. 119), il est également nécessaire de rappeler que cela n'exclut ni l'exigence parfaitement respectueuse de zones légitimes de secret et de discrétion, ni la délicatesse indispensable à la protection qui est due aux personnes et aux consciences (cf. *ibid.*, n. 121).

Donner le caractère de « nouvelles » au bien

Vous le savez bien, chers journalistes, votre mission d'information et, par conséquent, votre droit de rechercher et d'atteindre les nouvelles à la source ne font pas de vous les détenteurs premiers et exclusifs de ce droit : vous êtes au service d'un droit qui n'est pas seulement d'information, mais de formation, et qui appartient aussi aux fidèles.

D'où la nécessité — il faut avoir le courage de le reconnaître — d'un tri éventuel des nouvelles ; d'une juste présentation, en tout cas, de ces nouvelles ; d'une place plus grande donnée aux nouvelles positives, constructives ; et enfin d'une force et d'un esprit inventif capables de donner le caractère de « nouvelles » au bien, à ce qui est conforme à la vertu, à ce qui est exemplaire et édifiant.

C'est dans la pleine conscience de ces éléments qu'au cours de votre Congrès vous étudierez, du point de vue de votre profession, les problèmes

de l'opinion publique dans l'Eglise : la presse neutre, en tant qu'influente, elle aussi, sur cette opinion ; la presse catholique, en tant qu'elle forme et manifeste les opinions du Peuple de Dieu ; l'apparition des collections de poche, à mi-chemin entre le livre et le journal, qui ont, ces dernières années, fait irruption au sein des moyens de communication sociale et exercent une influence non négligeable sur les courants postconciliaires.

Il vous appartient d'approfondir, sous tous leurs aspects, l'ensemble de ces éléments, avec conscience et liberté. Cela vous permettra de signaler, dans le dialogue confiant que souhaite la hiérarchie, les situations de fait que vous vivez dans l'exercice de votre profession. Même si les problèmes de l'opinion publique dans l'Eglise ont besoin de l'apport d'autres sciences comme la sociologie et la psychologie, et s'il revient aux évêques d'intégrer toutes ces données dans une conception théologique et pastorale cohérente pour s'acquitter de leur mission de guides spirituels du Peuple de Dieu, votre contribution sera la bienvenue et inclinera à vous accorder pleine confiance.

Appel en faveur des jeunes chrétiens

En terminant, qu'il soit permis d'adresser un appel particulier en faveur des pays moins pourvus en personnel bien préparé et en moyens matériels, où l'Eglise a besoin de disposer d'organes de presse qui, à l'intérieur, fortifient la vie des communautés et éclairent leurs membres sur leur mission et, à l'extérieur, fassent entendre leur voix. Que jamais votre parole ou votre plume ne soient cause de la frustration des jeunes chrétiens dans leurs aspirations bonnes et généreuses par l'étalage d'une critique corrosive et dissolvante des certitudes de la foi et semeuse de divisions. Apportez au contraire généreusement votre contribution technique, financière et confraternelle, au soutien de leur presse et au perfectionnement de leurs journalistes.

Le Saint-Père, confiant en votre généreux effort pour servir la vérité dans un témoignage sans équivoque de votre foi et de votre conduite chrétienne, invoque la lumière de Dieu sur vos délibérations et son aide efficace dans l'accomplissement de votre profession. Dans ces sentiments, il accorde de grand cœur à tous les congressistes de l'Union catholique internationale de la presse et à leurs collaborateurs à travers le monde une large bénédiction apostolique.

Heureux d'être son interprète auprès de vous, je forme pour ma part, Monsieur le Président, tous mes vœux pour la pleine réussite de vos travaux et vous assure de mon respectueux et cordial dévouement en Notre-Seigneur.

J. Card. VILLOT.

— *Le Dossier Schillebeckx*, par R. AUWERDA (coll. « Les études religieuses »). Traduit du néerlandais par P. BOURGV. — Un vol. 12,5 x 19 cm, de 172 pages. Prix : 147 FB. Editions du CEP (La pensée catholique), Bruxelles.

(6) DC 1964, n° 1423, col. 555.

DISCOURS D'OUVERTURE

DE M. GÉLAMUR

Voici l'allocution qui a été prononcée, au début du Congrès de l'Union catholique internationale de la presse, par M. Jean Gélamur, président de l'UCIP, après avoir salué les personnalités présentes et les congressistes (1) :

Nous voici donc réunis, membres de l'UCIP de soixante pays, pour notre IX^e Congrès mondial. Nous apprécions cette occasion qui nous est donnée une fois encore de constituer le rassemblement de nos engagements professionnels et de nos amitiés, au nom de notre foi commune, afin de donner corps à notre union.

Nous avons choisi comme thème de ce Congrès : « L'opinion publique dans l'Eglise », sujet important et controversé qui mérite que nous y réfléchissions posément car il touche de près les professionnels que nous sommes.

Nous sommes bien placés, en effet, pour mesurer l'importance de l'opinion publique, puisque nos journaux en sont à la fois le reflet et le moteur.

Nous sommes bien placés pour connaître son poids redoutable et pour savoir qu'aujourd'hui le gouvernement des peuples et des groupes ne peut se concevoir en dehors d'une stratégie de l'assentiment qui impose aux responsables de mesurer constamment les forces et les orientations de l'opinion.

Nous sommes bien placés pour en connaître les caprices et les limites, pour savoir que, la passion aidant, les exigences de la vérité et de la justice peuvent être bafouées par elle, et qu'elle peut basculer dans de fâcheux excès aussi bien sous l'influence de minorités agissantes que sous la pression autoritaire de l'Etat ou de l'idéologie.

Mais nous savons aussi que l'opinion est le signe de la liberté, « qu'elle est inhérente à la nature sociale de l'homme », comme le déclarait Paul VI, et que, si elle est « susceptible de pression, de démesure, d'ingratitude, voire de brutalité », elle est « en même temps capable de se manifester comme une conscience, un juge, un avocat, un appel pour les meilleures causes » (2).

C'est parce que nous savons qu'une société sans opinion publique traduit de manière tragique soit la contrainte imposée par une autorité tyrannique, soit la passivité morbide de ses membres, que nous croyons à sa nécessité.

Disant cela, nous ne faisons que rappeler des évidences, du moins pour les journalistes. Et, cependant, nous avons conscience qu'il y a plus encore.

Car jamais comme aujourd'hui nous n'avons senti le besoin de faire le point. Jamais comme aujourd'hui nous n'avons compris combien les phénomènes d'opinion publique étaient en train de nous dépasser, nous autres gens de presse. Sous l'influence de la télévision, nous avons vu, en effet, s'accroître le rythme et s'accroître

l'intensité des courants d'opinion en même temps que s'accroître leur précarité.

La grande houle a fait place aux vagues rageuses qui déferlent en s'entrechoquant. Le public subit ces assauts chaotiques, sollicité au niveau de ses réflexes, n'ayant plus le temps de la réflexion.

Tout ce qui était jadis parcimonieusement révélé se trouve jeté sur le forum, amplifié dans un prodigieux brassage, en même temps que se manifeste un besoin extraordinaire de communication et d'expression publiques.

Cette communication, cette expression publiques suivent des voies étranges. Elles se révèlent « sauvagement », sous des formes non policées, au cours de discussions, de débats, de spectacles, lors de manifestations collectives, ou tout simplement sur les murs. Les journaux, nos journaux, ne sont plus qu'un mode d'expression, parmi d'autres, de l'opinion publique. Encore faut-il qu'ils soient attentifs à ne pas la rendre captive en l'interprétant abusivement. Ils doivent veiller à la laisser s'exprimer dans cette liberté qui est son signe, en devenant, grâce aux tribunes libres et au courrier des lecteurs notamment, des lieux d'échange, des carrefours où les hommes réalisent cette communication sociale à laquelle ils ont droit.

Les problèmes de l'opinion publique dans l'Eglise participent aux lois communes à toutes les sociétés

Si les phénomènes d'opinion publique de la société sont ainsi considérés comme particulièrement dignes de retenir l'attention des journalistes, à plus forte raison les phénomènes d'opinion publique dans l'Eglise doivent-ils être analysés et étudiés soigneusement par des journalistes catholiques.

Que serait, en effet, une Eglise sans opinion publique ?

Pie XII l'a proclamé d'une manière catégorique en une formule célèbre : « Elle est un corps vivant et il manquerait quelque chose à sa vie si l'opinion publique lui faisait défaut, défaut dont le blâme retomberait sur les pasteurs et sur les fidèles. »

C'est, hélas ! plus simple à dire qu'à vivre, et aujourd'hui encore force est de constater combien sont grands les obstacles pour que l'Eglise vive dans un sain climat d'opinion publique.

La récente Instruction pastorale « Communion et progrès » revient d'une manière très explicite sur le thème de l'opinion publique. Les paragraphes où sont proposées des règles et orientations relatives au dialogue dans l'Eglise et au dialogue entre l'Eglise et le monde marquent un réel esprit d'ouverture et de partage. La vieille notion de secret est démythifiée puisque celui-ci « ne doit plus être observé que pour protéger la réputation d'autrui et les droits individuels et collectifs ». Mais nous sommes là dans un domaine éminemment concret où la difficulté consiste à passer des principes à l'application.

C'est pourquoi l'Instruction pastorale demande explicitement aux autorités religieuses « qu'elles fassent en sorte qu'existe dans l'Eglise, grâce à la liberté d'expression et de pensée, un échange d'opinions légitimes ; qu'elles éta-

(1) Texte original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

(2) Message aux Semaines sociales de France (2 juillet 1966).

blissent donc les normes et les conditions propres à les procurer ».

L'Eglise, en tant que corps social, doit tenir compte des mêmes exigences et se plier aux mêmes règles que tout groupe humain structuré.

Tout d'abord, son opinion publique est soumise à une double influence :

— Influence de la conception politique de la société environnante : la société politique peut museler les opinions publiques et, par la propagande, en susciter une à son image ;

— Influence de l'évolution même de la communication : les frontières géographiques ou idéologiques deviennent de plus en plus perméables.

D'une société de croyance à une société d'opinion

D'autre part, l'Eglise connaît nécessairement les tensions que toute autorité fait naître, et l'affirmation répétée que cette autorité est un service ne suffit pas à éliminer ces tensions. Car la notion d'autorité-service s'est terriblement banalisée. Il n'est pas un séminaire de relations humaines où l'on n'en fasse aujourd'hui la théorie, cherchant à résoudre la dialectique du pouvoir et de l'opinion, de l'autorité et de la liberté dans un dépassement qui est celui de la recherche du bien commun et du service de la communauté. De la décentralisation à la participation, en passant par le droit à l'information et à l'analyse critique, les mots et les systèmes abondent pour désigner cette démarche qui traduit une réalité culturelle nouvelle intimement liée au phénomène « opinion ». Car, pour certains, nous vivons aujourd'hui non plus dans une société de croyance, mais dans une société d'opinion.

Écoutons le P. Baragli, de *La Civiltà Cattolica* : « Le phénomène opinion est un des aspects et des facteurs les plus importants qui caractérisent notre temps. En effet, les cultures du passé étaient radicalement des cultures de « crédit », fondées sur des vérités transmises par quelques privilégiés détenteurs du savoir (pouvoir d'enseignement et d'autorité : dans la famille, le père ; dans la cité, le prince ; dans l'entreprise, le patron ; à l'école, le maître ; dans la religion, le prêtre) et acceptées par la base avec confiance, comme valeurs de cohésion des groupes sociaux homogènes.

« Aujourd'hui, on est dans une culture caractérisée par l'opinion, dans laquelle la masse tend à nier, ou du moins à ignorer, tout pouvoir magistériel et où l'on attend la cohésion du groupe social du libre jeu des opinions (démocratie dans une société pluraliste)...

« Toute distance et différence entre vérité objective et jugements subjectifs étant progressivement niée ou ignorée, toute vérité tend, au plan psychologique, à tomber en opinion, et toute opinion à passer pour vérité. »

Même s'il doit être nuancé, ce jugement correspond pour une part à la réalité que nous vivons.

Il est clair que risquent ainsi d'être favorisés des modèles sociaux de type contestataire. En contrepartie se dressera alors la réaction des gens épris d'ordre, soucieux de préserver les valeurs traditionnelles assurant l'unité du corps

social. Ce sera, pour l'autorité, un passage crucial. Elle pourra, devant l'affrontement des extrémismes, trouver une assise nouvelle et apparaître, face au risque de blocage du corps social, comme l'arbitre nécessaire appelé à résoudre la dialectique révolution-tradition par un réformisme dont il conviendra de doser le caractère évolutif grâce à des décisions bien adaptées à la sensibilité de l'opinion. Dans ses interventions, elle suivra la pente naturelle qui l'oriente vers la stabilité et la prudence. Il serait naïf de s'en étonner. En même temps, il lui faudra du courage, et un sens psychologique très sûr, pour échapper aux pièges de la démagogie. Elle n'aura pas, en particulier dans le domaine législatif, à s'aligner nécessairement sur l'opinion. Elle devra aussi bien en être le guide.

Mais si l'autorité démissionne, si l'anarchie s'installe, l'instinct de sécurité jouera à fond. Les majorités silencieuses, proies désignées de toutes les dictatures, de droite ou de gauche, seront alors prêtes à se jeter dans les bras d'une nouvelle autorité forte et rassurante, et l'opinion, excédée du désordre, paiera de sa liberté l'ordre et la paix retrouvés.

**

Le Peuple de Dieu connaît aujourd'hui une situation qui ne peut ignorer ces analyses. Cette situation paraît à certains insolite, voire scandaleuse, à d'autres libératrice et conforme à l'esprit de l'Evangile. En vérité, le dilemme est réel et, à bien des égards, tragique.

Comment, dans un monde qu'Alain Toffler nous présente dans *le Choc du futur* comme « soumis aux mutations les plus rapides qui se soient jamais produites » alors que « notre ignorance des effets qu'elles ont sur l'animal humain demeure lamentable », comment dans ce monde où l'homme est écartelé entre les faits et le temps : les faits qui bouleversent ses habitudes et ses stéréotypes, le temps qui lui rappelle le rythme pesant de ses évolutions profondes ; comment dans ce monde l'Eglise, signe sacramentel de l'amour et de l'unité, aidera-t-elle les hommes, plongés dans la communication, à orienter celle-ci vers la communion au lieu de la laisser dériver vers l'agressivité et la confusion babélique ?

Comment pourra-t-elle tirer parti du dynamisme de l'opinion publique en s'appuyant sur le libre consentement des personnes ?

Comment, dès lors, la vocation prophétique du Peuple de Dieu pourra-t-elle aider l'Eglise à résister « au choc du futur », entraînée par le rythme du changement, alors que « toutes les vieilles racines — religion, patrie, communauté, famille ou profession — tremblent actuellement devant l'ouragan de cette tendance générale à l'accélération » ?

Telles sont quelques-unes des questions fondamentales liées au problème de l'opinion publique dans l'Eglise.

On peut être résolument pour la recherche, pour l'ouverture, pour la liberté. On ne saurait cependant minimiser les inconvénients que la contestation fait naître chez les croyants, le bouleversement que certaines attitudes provoquent dans les cœurs simples.

Les journalistes catholiques sont bien placés pour apprécier la prétention et la raideur de certains ultras des deux bords. Et s'ils doivent

aux obligations de leur profession de rendre compte, le plus honnêtement possible, de leurs prises de position, il leur arrive aussi de mesurer le danger que certaines de celles-ci représentent pour l'opinion. Toutefois, ne serait-il pas injuste de leur reprocher l'information qu'ils donnent et de les rendre responsables de ce qu'ils ne font que rapporter ?

La pensée du P. Gabel

C'est le moment, je crois, de bien marquer que si les problèmes de l'opinion publique dans l'Eglise participent, comme nous l'avons vu, aux lois communes à toutes les sociétés, ils requièrent en même temps une approche particulière, en raison même du caractère spécifique de la communauté qu'ils affectent et de la fonction de magistère que l'Eglise exerce au service de la vérité de foi.

Il n'est pas question dans cette introduction à nos travaux de nous étendre sur un sujet aussi complexe. Au surplus, cet exposé ne veut pas être un exposé doctrinal. Il vise seulement à formuler quelques questions qui se trouvent au cœur de la recherche que vous aurez à faire, en groupe. Je m'appuierai sur deux réflexions qui nous concernent très directement, car elles émanent de deux secrétaires généraux de l'UCIP, le P. GABEL et Mgr IRIBARREN.

Dans la remarquable conférence sur « l'opinion publique dans l'Eglise » qu'il prononça à la Semaine sociale de Nice, en 1966, le P. GABEL affirmait : « L'Eglise doit s'adapter à des situations nouvelles. Il y a une médiation à faire entre la mission de l'Eglise et tous les « donnés » (de temps, de lieux, de mentalités). « ... C'est à ce moment — ou plutôt à ce niveau — que se présente et agit l'opinion publique dans l'Eglise comme expression du désir spontané, chez le peuple chrétien, de confronter à l'image idéale de l'Eglise son image réelle, d'établir jusqu'à quel point la faiblesse humaine a altéré la pureté de ses traits et la beauté de son action ; d'apprécier la convenance des mesures prises, leur plus ou moins grande aptitude à satisfaire les besoins, en un temps donné, en un lieu donné, dans une culture donnée, dans une situation donnée. »

Mais, ajoutait-il : « Aussitôt se pose pour nous un très grave problème : quelle assurance avons-nous que cette médiation de l'opinion publique entre la *doctrine* et le *fait* demeure cohérente avec la Parole de Dieu, puisque cette médiation est relative et caduque ? »

On pourrait ajouter également : parce qu'on se trouve souvent, en un lieu donné, en face non pas d'une opinion publique cohérente, mais d'opinions publiques diversifiées, comprenant notamment des majorités silencieuses, non dénuées de signification.

N'est-ce pas pourtant à travers ces expressions divergentes, voire ces errements, que s'opère le travail de l'Esprit dans le Peuple de Dieu, travail que nos yeux myopes et nos intelligences conditionnées ont tellement de mal à percevoir ?

« L'opinion publique ne dit pas ce que sont les choses en soi, précise le P. Gabel, mais elle dit ce que les choses valent pour nous. »

En d'autres termes, elle ne dit pas si Jésus-Christ est Dieu, mais elle exprime ce que Jésus-Christ représente pour les hommes d'aujourd'hui. Et l'Eglise doit en tenir compte. Car elle est dans l'Histoire, et sa lumière doit être adaptée aux besoins des hommes.

« L'adaptation de la mission de l'Eglise à la vie des hommes en un temps donné, en un lieu donné, dans une culture donnée, dans une situation sociale donnée », que préconisait Paul VI dans *Ecclesiam suam*, comment pourrait-elle se faire hors du contexte de l'opinion publique ?

Le P. Gabel en appelait en définitive « au sens de la foi » pour permettre à l'opinion publique « d'exercer la fonction prophétique du Peuple de Dieu par la communauté en tant que communauté ».

La critique dans l'Eglise

Abordant le problème de la critique dans l'Eglise, il indiquait : « La critique par l'opinion publique a ses excès et ses dangers ; mais elle est aussi un service. Elle joue un rôle dans cette réforme permanente dont l'Eglise a perpétuellement besoin en tant qu'institution humaine et terrestre (Décret sur l'Œcuménisme, n° 6). Elle me paraît plus utile à l'Eglise que le servilisme muet... Mais la critique dans l'Eglise par voie d'opinion publique doit obéir à certaines conditions : qu'elle ne mette en cause ni les vérités, ni les structures, ni la communion essentielles. Qu'elle procède d'un sentiment de responsabilité et de solidarité et qu'un « nous » de publicain succède au « ils » de pharisien : qu'elle soit toujours soucieuse d'information objective, de respect des personnes ; qu'elle évite les simplifications de l'Histoire, tienne compte des milieux divers et changeants, mesure les conséquences. Enfin, et par-dessus tout, qu'elle soit dictée par un véritable amour de l'Eglise, qui demeure toujours épouse de Jésus-Christ et mère de nos âmes. Ainsi, dans l'Eglise, l'opinion publique critique sera une forme du dialogue de famille dans la confiance mutuelle, la charité réciproque et l'obéissance surnaturelle. »

Ces paroles de notre ancien secrétaire général, prononcées il y a cinq ans (les temps étaient moins troublés qu'aujourd'hui), vous les aurez sûrement accueillies comme la voix d'une conscience toujours en éveil, qui avait analysé lucidement et courageusement le problème que nous abordons aujourd'hui. Un problème rendu plus aigu par les données conjoncturelles auxquelles nous avons fait allusion, et qui se pose dans un environnement caractérisé notamment par — c'est le P. CONGAR qui parle (3) — « une certaine érosion de l'autorité des décisions magistérielles, du fait qu'on connaît mieux leur conditionnement « historique », et qu'aujourd'hui (en raison du travail de l'exégèse et de l'Histoire) une approche naïve des textes ne peut suffire ».

Dans ce même environnement, on ne peut pas parler de la critique sans faire allusion à ce qu'il est convenu d'appeler « l'Eglise souterraine ». Faut-il, par exemple, avec le P. DIEZ ALEGRIA (4) admettre « qu'une condition d'une authentique opinion publique dans l'Eglise est

(3) Journal *la Croix* (3 avril 1971).

(4) *Concilium* 65.

qu'il puisse exister dans son sein des groupes spontanés, même avec forte charge critique, qui ne soient pas obligés de se réfugier dans la clandestinité. Et que la voix de ces groupes soit écoutée au niveau des structures organisées et officielles de l'Eglise » ?

Dans sa réflexion, le P. Gabel analyse le phénomène de la critique plutôt que son objet. Il serait important cependant, pour porter un jugement sur la critique, de savoir ce qu'elle vise et quelles sont ces revendications.

Pour éclairer cet aspect du problème, c'est à notre secrétaire général actuel que j'emprunterai une réflexion complémentaire.

Après avoir établi une nécessaire distinction entre le pouvoir de gouvernement « qui a pour objectif le bien commun », et le pouvoir de magistère « qui a pour objectif la vérité », Mgr IRIBARREN déclare à propos du pouvoir de magistère : « Il y a une zone dogmatique non sujette à discussion : l'opinion publique ne peut exercer une forme déterminante dans le domaine qui est le privilège du « magistère » : elle ne définit pas la foi.

« A côté des critères rationnels et non rationnels (tous cependant d'ordre naturel) qui commandent la naissance et le développement des courants d'opinion dans les sociétés humaines, il faut admettre dans l'Eglise l'existence d'impulsions surnaturelles, de caractère mystérieux et incontrôlable, et par suite d'une efficacité sûre.

« Mais, par contre : tout le domaine situé au-delà du magistère strictement infaillible ; tout le terrain, y compris dogmatique, ouvert à l'exploration doctrinale en raison du développement et de l'évolution du dogme ; tout le champ des applications de la doctrine dogmatique aux réalités contingentes (pays, cultures, époques, situations socio-politico-économiques, âges, classes) : tout cela peut être mis en question par les chrétiens et donner origine à des courants d'opinion, même contradictoires ou opposés entre eux. »

Le nœud du problème se situe en définitive dans les rapports entre magistère et opinion. Le magistère ne détient pas la vérité par nature. Il est à son service. Il lui appartient de la faire apparaître, de la susciter lorsqu'elle peut surgir au sein même du Peuple de Dieu, où l'Esprit-Saint est en action. Peut-on affirmer pour autant que l'actualité fait la « vérité » ? Assurément non, si l'on pose le problème tout crûment. Mais la vérité — qui est Jésus-Christ — doit être vécue. Sa manifestation, sa perception et sa formulation sont donc, d'une certaine manière, liées à l'action et à l'actualité. A partir de là se pose la difficile question des rapports entre l'orthodoxie (la vérité vraie) et l'orthopraxie (l'action vraie, ou l'action principe de vérité). Il n'est évidemment pas question de nous engager sur ce terrain.

Passant au pouvoir de gouvernement, Mgr Iribarren nous dit : « Etant affirmés les droits de l'autorité religieuse à être obéie lorsqu'elle a fixé les normes qui conviennent au bien commun *hic et nunc* (d'autres normes différentes étant également possibles, qui seraient aussi légitimes), le fondement théorique de ces normes, leur convenance pratique et leur opportunité à un moment donné peuvent être objet de courants d'opinion, compte tenu évidemment des règles de prudence

qui s'appliquent à l'exercice de toute critique à l'égard des actes du gouvernement. »

Il faut, à ce propos, souligner une tentation grave. L'autorité, quelle qu'elle soit, souhaite tout naturellement que l'opinion soit prête à accueillir favorablement ses initiatives.

Elle peut, de ce fait, être conduite à considérer que la mission des moyens de communication sociale consiste d'abord à entrer délibérément dans ses perspectives. Ils auront à préparer le terrain afin que les décisions de l'autorité soient admises par tous et que, si la contestation s'élève, elle soit minimisée aux yeux de l'opinion. Inutile de préciser que là se situe l'un des risques les plus nets de contentieux entre la presse catholique et la hiérarchie ecclésiastique.

Le problème, vous le savez, n'est pas simple. Car, d'une part, la presse catholique ne peut évidemment pas, sous peine de perdre sa crédibilité, apparaître comme inféodée à l'autorité religieuse et abdiquer tout esprit critique. D'autre part, si l'autorité religieuse se doit d'être particulièrement avertie et scrupuleuse en matière d'éthique de la manipulation (5), il est normal qu'elle ait le souci de pratiquer une politique d'information cohérente et on ne saurait lui reprocher d'attendre de la presse catholique, avec une honnêteté totale, le souci de saisir, en vérité, ses intentions.

Mais la presse catholique ne peut pas ne pas se faire l'écho des courants d'opinion, même défavorables. Elle le doit au respect de la vérité ; elle le doit au respect de ses lecteurs ; elle le doit même au service d'information qu'elle apporte à l'Eglise. Le temps n'est plus où la révérence entraînait automatiquement l'adhésion. Dans notre société, il faut, une fois les décisions prises, continuer à écouter, à expliquer, à dialoguer. Ne retrouve-t-on pas là, d'une certaine manière, l'effet de cette « double aspiration à l'égalité et à la participation, deux formes de la dignité de l'homme et de sa liberté » dont parle Paul VI dans sa récente lettre apostolique sur les questions sociales ?

Opinion publique dans l'Eglise et opinion publique dans la société

Ayant distingué la présentation de l'information « qui suscite dans l'Eglise des critiques graves et généralisées » et la problématique de l'opinion publique, compliquée par le fait de la coexistence du pouvoir de gouvernement et du magistère collégial (on peut se demander en passant si le caractère spécifique de la « pastorale » ne réside pas précisément dans cet amalgame), notre secrétaire général poursuit : « Dans tous les cas, mais particulièrement dans les sociétés dans lesquelles coexistent Eglises, confessions chrétiennes et religions non chrétiennes, y compris le laïcisme, les courants d'opinion parmi les catholiques sont fortement influencés par la convivance culturelle et sociale avec les non-catholiques. »

Cette constatation ne nous conduit-elle pas à nous demander si la frange commune entre l'opinion publique dans l'Eglise et l'opinion publique dans la société n'est pas destinée à s'élargir considérablement ? Ne nous appar-

(5) Th. Garrett.

tient-il pas de réfléchir aux conséquences qui en découlent et notamment à l'inconvénient qu'il y aurait à enfermer la problématique de l'opinion publique dans l'Eglise, dans un cadre trop ajusté à l'institution ?

Ne devons-nous pas mesurer le danger de traiter le problème de l'opinion publique dans l'Eglise comme un problème en soi, en le dissociant du problème de l'Eglise dans l'opinion publique ? A force de ratiociner sur « nos » problèmes, ne risquons-nous pas de perdre de vue le sens de la fonction prophétique du Peuple de Dieu, sel de la terre et levain dans la pâte du monde ?

A quoi servirait une opinion publique dans l'Eglise qui ne serait pas greffée sur l'opinion publique globale, qui se contenterait de ressasser, en un langage d'initiés, des questions dont les non-croyants se moquent éperdument et qui, de ce fait, ne pourrait que contribuer à couper l'Eglise du monde auquel elle est envoyée ?

Ne devons-nous pas, en particulier, distinguer dans les pays largement christianisés, deux types d'opinion publique dans l'Eglise ? L'un émanant de spécialistes, clercs ou laïcs, qui font figure d'experts en religion pour la masse des croyants. L'autre, beaucoup plus large et flou, dont les courants s'alimentent largement à ceux de l'opinion publique globale.

Entre ces deux types, quelles sont les interférences ?

Quels phénomènes réciproques d'attraction ou de rejet développent-ils ?

Dans quelle mesure leur interaction peut-elle concourir à faire de la masse des fidèles un Peuple de Dieu ?

Le travail du Congrès

Ces considérations suffisent à montrer, je pense, l'importance et l'opportunité du thème choisi pour ce Congrès.

Nous sommes appelés à apporter nos réflexions et nos recherches en partant de l'expérience vécue et en nous appuyant sur les résultats des enquêtes préparatoires menées dans chaque pays ou région. Cette mise en commun remplacera les exposés doctrinaux d'antan.

En nous proposant cette méthode nouvelle — que le Comité directeur de l'UCIP a acceptée d'emblée, — notre secrétaire général a voulu nous obliger à pratiquer une approche inductive en partant de la globalité des faits, plutôt que de principes généraux.

Sage précaution, car il n'était pas possible, sous peine de sombrer dans des discussions stériles, d'aborder ce sujet à partir de l'optique : Qu'est-ce que l'opinion publique ? Quelle est sa dynamique ?

L'opinion publique est, en effet, une question terriblement controversée, qu'une approche théorique n'aurait réussi qu'à embrouiller encore.

Notre Congrès a, de ce fait, été préparé pour la première fois par un travail commun considérable, et pas seulement par la réflexion de quelques personnalités.

Partant de situations concrètes, nous ferons vraiment un travail de journalistes.

Cet inventaire, par pays ou région, de la situation réelle de l'opinion publique dans l'Eglise nous permettra de répondre à des questions telles que :

— « Comment et par quelles voies, l'opinion publique se manifeste-t-elle dans l'Eglise ? »

— « Comment les journalistes peuvent-ils la cerner et participer à sa vie ? »

— « Quelle est l'interdépendance de cette opinion publique avec l'opinion publique globale ? »

Cet inventaire nous permettra de saisir vraiment l'opinion publique comme un phénomène expérimental qu'il convient d'analyser le plus objectivement possible au lieu d'en faire la théorie et d'en tirer des conclusions et des lois.

Notre travail risque de ce fait d'être plus difficile. Il exigera une participation plus directe, en même temps que plus de discipline, et nous obligera, en définitive, à être véritablement des « hommes de communication » doués du sens de l'écoute, de l'esprit d'ouverture et de la volonté de dialogue.

Sans nous comporter comme ces augures qui ne pouvaient se regarder sans rire (ne sommes-nous pas en quelque sorte les augures de l'opinion publique ?), nous devons cependant mener ces débats sans perdre le sens de l'humour, cet humour, premier stade de la pauvreté de soi, qui nous permettra de ne pas nous ériger indûment en prophètes.

Nous éviterons de nous évader dans des considérations dogmatiques. Nous aurons le double souci, d'une part, de faire le point sur l'opinion publique dans l'Eglise, vue par des professionnels de l'information ; d'autre part, de fournir si possible des éléments de jugement à la hiérarchie ecclésiastique.

Au cours de ces débats, les journalistes catholiques que nous sommes sauront mesurer les exigences de leur fonction professionnelle de probité et de distanciation par rapport à leurs préférences personnelles.

Ils seront conduits tout naturellement à mieux prendre conscience de leurs responsabilités quant à la traduction, à l'expression, à la critique ou à l'approbation des différentes opinions existant dans l'Eglise.

Par la suite, on peut souhaiter que notre Congrès permette une avancée dans deux voies complémentaires :

1. La mise en évidence plus méthodique des courants d'opinion publique dans l'Eglise. C'est tout à fait possible : les techniques d'analyse sont au point.

2. Une prise de conscience plus nette de la manière dont la hiérarchie tient compte, doit tenir compte, ou peut tenir compte dans ses décisions, des courants d'opinion.

Il semble que deux approches peuvent être tracées :

— Une approche analytique expérimentale au moyen d'études de cas scientifiquement menées.

— Une recherche plus théorique sur les institutions nécessaires (on peut penser en particulier à la création d'un « institut d'opinion publique »), les structures à mettre en place et les voies à ouvrir pour que l'information et le dialogue progressent dans l'Eglise.

Déjà, le III^e Congrès mondial de l'apostolat des laïcs déclarait dans le mémorandum remis le 17 octobre 1967 aux membres du Synode épiscopal : « Beaucoup de laïcs aujourd'hui désirent

vivement participer à l'élaboration des orientations et se trouver associés effectivement aux responsabilités inhérentes à la mission de l'Eglise. Il s'agira, pour ce faire, de mettre en place les voies de communication nécessaires, grâce auxquelles pourra se développer un processus de consultation et d'information approfondi. La vie de l'Eglise en sera enrichie et son rôle envers le monde rendu plus fécond. »

Cette recherche devrait s'appuyer sur une clarification des données théologiques et pastorales du problème de l'opinion publique dans l'Eglise, conduisant à examiner celui-ci, comme le souhaitait le P. Gabel, « dans un cadre plus vaste : la réflexion théologique renouvelée sur la nature, la signification de la liberté et de l'obéissance dans l'Eglise ».

C'est là sans nul doute un des travaux de l'avenir. Dans la fidélité à Pierre et la communion en Jésus-Christ, nous devons nous efforcer d'y concourir, gardant toujours présent à l'esprit ce « sens de la foi » et cet amour de l'Eglise qui font de nous des frères dans une même communauté de croyants.

9 juin 1971.

JEAN GÉLAMUR.

LETTRES DE LA S. CONGREGATION POUR LA DOCTRINE DE LA FOI AU PROFESSEUR KÜNG

Sous ce titre, l'Osservatore Romano du 7 août a publié l'information suivante :

Il y a quelques mois, la S. congrégation pour la Doctrine de la foi a envoyé au professeur Hans Küng une lettre au sujet de son livre sur l'Eglise et, le mois dernier, une autre lettre au sujet de son livre *Infailible? Une interpellation* (1). Chacune de ces lettres contient une liste des thèses soutenues par le professeur Küng. On y indique l'enseignement traditionnel de l'Eglise sur ces thèmes, on y expose les observations d'experts de la S. congrégation et l'on y demande courtoisement au professeur Küng de vouloir y répondre. Les observations critiques représentent les résultats de discussions qui ont eu lieu auprès de la congrégation. Ces discussions ont porté sur les aspects positifs aussi bien que sur les aspects négatifs des œuvres susmentionnées du professeur Küng. Il s'agit de la procédure prévue par le règlement pour l'examen des doctrines publié par la S. congrégation pour la Doctrine de la foi le 15 janvier dernier (2).

(1) Au sujet de ce livre, cf. DC 1970, p. 245, 336, 532 (NDLR).

(2) Cf. DC 1971, n. 1580, p. 157 (NDLR).

— *Le Célibat en question*, par H.-M. OGER, O.P. (coll. « Les études religieuses »). — Un vol. 12,5 × 19 cm, de 144 pages. Prix : 84 FB. Editions « La pensée catholique », Bruxelles.

— *Théologie de la vie religieuse aujourd'hui*, par J. GAMBIER (coll. « Les études religieuses »). — Un vol. 12,5 × 19 cm, de 168 pages. Prix : 84 FB. Editions du CEP (« La pensée catholique »), Bruxelles.

MESSAGE PONTIFICAL

AU CONGRES MONDIAL DES SOURDS

Au nom du Saint-Père, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé le message ci-après au VI^e Congrès mondial des sourds, qui s'est tenu à Paris du 29 juillet au 5 août sur le thème :

« Les sourds dans un monde en évolution. »

Au docteur MAGAROTTO,
secrétaire général

de la Fédération mondiale des sourds.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Vous avez eu l'obligeance de faire part à Sa Sainteté du VI^e Congrès de la Fédération mondiale des sourds, qui va se tenir prochainement à Paris, et vous avez rappelé, en même temps, l'intérêt tout spécial que le Pape Paul VI n'a cessé de porter aux louables efforts de cette Fédération, qui célèbre le vingtième anniversaire de sa fondation.

Aussi, en cette circonstance, le Saint-Père m'a-t-il chargé de vous assurer, ainsi que les congressistes, de sa bienveillante estime et de ses vifs encouragements. Comment ne désirerait-il pas de toute son âme la guérison de ceux qui sont affligés de surdité, leur promotion humaine, leur insertion professionnelle dans la société, leur participation active à la vie d'un « monde en évolution », selon le thème de vos travaux, comme aussi leur ouverture spirituelle aux appels de leur Créateur et de leur Sauveur ? « Les sourds entendent ! » (Lc 7, 22), tel est l'un des signes messianiques, d'amour et d'espérance, que le Seigneur Jésus a voulu donner de sa mission de salut. Et de fait, ses gestes en leur faveur comblaient les foules d'allégresse (cf. Mc 7, 37).

Pareillement, le Souverain Pontife se réjouit de tout ce qui se fait aujourd'hui, avec le concours des associations de nombreux pays et en union avec les instances internationales, pour dépister la surdité des enfants, améliorer leur état, permettre à ces gens éprouvés de bénéficier le mieux possible de la culture de leurs compatriotes, d'accéder à une formation technique adéquate, de surmonter les autres troubles qui accompagnent parfois leur infirmité, d'entrer en communication profonde avec leur entourage, condition indispensable au développement humain. Il félicite tous ceux qui s'emploient à cette œuvre fraternelle, et il encourage de façon particulière ceux qui se soucient de l'assistance religieuse des sourds, sachant quelle résonance profonde le message évangélique peut trouver dans leur cœur avide et leur volonté généreuse. Sur les uns et les autres, spécialement sur les organisateurs et participants du VI^e Congrès, le Père commun appelle les Bénédictions abondantes du Dieu Sauveur.

Heureux de vous transmettre ce témoignage de la sollicitude de Sa Sainteté, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, mes respectueuses salutations et l'assurance de mon dévouement en Notre-Seigneur.

Vatican, 12 juillet 1971.

J. card. VILLOT.

(Texte français original.)

— *Saisir le Christ aujourd'hui*. Un renouveau sous le signe de saint Paul, par PIERRE LAUZERAL. — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 175 pages. Prix : 12,90 F. Editions du Centurion, Paris.

— *Anna Akhmatova*. Silence à plusieurs voix, par ELIANE BICKERT (coll. « Vie profonde »). — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 126 pages. Editions Resma. Distribution Sedim, Paris.

Questions actuelles

ENGAGEMENT ET FIDÉLITÉ

Lettre pastorale du cardinal Suenens (1)

Parmi les multiples remises en question de l'heure présente, on conteste aujourd'hui, à divers titres, l'idée même d'une fidélité durable au sein d'un engagement de vie. Comment engager irrévocablement l'avenir, dit-on, par une décision actuelle alors que nous vivons dans un monde mouvant, imprévisible ? Peut-on cliquer à jamais un choix si conditionné et aléatoire ? Si pareille option de vie se révélait, chemin faisant, obstacle sur la route de mon épanouissement personnel, pourquoi devrait-elle à jamais déterminer ma vie ?

On retrouve ces interrogations lorsqu'il est question de vocations sacerdotales ou religieuses : les jeunes hésitent devant l'orientation de vie définitive. Ces interrogations sont au cœur de nos discussions sur la fidélité à l'occasion des « désengagements » sacerdotaux ou religieux, trop nombreux, hélas, à travers le monde, et si douloureux pour les intéressés comme pour la communauté chrétienne tout entière. Elles alimentent le débat sur la fidélité conjugale et sur l'extension du divorce.

Tous ces problèmes ne sont pas identiques, et il faut se garder de les confondre, mais ils ont un dénominateur commun : la mise en question de la fidélité qui, hier encore, allait de soi, et qui était la base reconnue — si pas toujours vécue — de nos cadres de vie.

Ce qui est nouveau, ce n'est pas que l'on s'attaque à la fidélité. Gide et d'autres l'avaient déjà fait, mais ils se proclamaient « immoralistes ». Aujourd'hui, on se réclame de la morale elle-même pour se libérer des contraintes de la fidélité, présentée comme entrave à nos authenticités successives ; ceci au nom du « droit » de vivre sa vie au jour le jour, au comptant, comme si la vie n'était, comme on l'a dit, « qu'une pure succession d'instantanés réussis, d'instantanés de bonheur ». (J. GIBLER.)

I. — Fidélité à soi-même

Par un étrange paradoxe, la fidélité est contestée d'abord au nom de la fidélité à soi-même.

L'homme, dit-on, n'a-t-il pas le droit et le devoir de veiller à son épanouissement propre ? En cas de conflit, la fidélité à soi-même ne prime-t-elle pas la fidélité à autrui ?

1. Une ambiguïté

L'opposition repose, me semble-t-il, sur l'ambi-

guïté même du terme : « fidélité à soi-même ». Que peut signifier cette expression en pareil contexte ? On oublie qu'à parler en rigueur de termes — la fidélité comme la justice suppose l'altérité.

On n'est pas juste ou injuste envers soi-même, mais à l'égard d'un autre. On n'est pas, au sens strict, fidèle à soi-même, à la parole proférée par soi-même. Mieux vaudrait parler de l'obligation que nous avons d'être constants, persévérants, logiques et cohérents avec nous-mêmes et avec nos résolutions ou promesses antérieures.

Dans la brochure *Vivre engagé*, publiée par le Centre national des vocations et par le CEFA, on a très heureusement souligné cette « distance » nécessaire. « Sans doute, écrivent les auteurs, on peut se demander si l'on ne peut « être fidèle » à soi-même. L'authenticité, plus que la fidélité, est cette vertu « à usage interne », qui consiste à se révéler tout entier dans sa vérité. Il n'est pas douteux qu'il existe une certaine « fidélité » à l'image de soi-même que l'on porte en soi. Mais, comme pour l'engagement, on peut se demander s'il existe des relations avec soi-même qui ne passent d'abord par le regard d'autrui. L'image de soi-même que je caresse en solitaire, c'est sans doute celle que je sculpte à partir des attentes que d'autres manifestent à mon égard. La fidélité au sens plénier du terme se pense et se vit d'abord par rapport à un « prochain » qui accueille et stimule le don que je lui fais. La « distance » est requise pour qu'un échange soit possible : que je le nomme Dieu ou « autrui », la médiation d'un étranger est nécessaire pour que je puisse développer en vérité l'engagement que j'ai pris.

Ainsi, la fidélité à une cause ou à une tâche peut-elle être ramenée à la fidélité à quelqu'un ?

La notion de fidélité implique foi en autrui : la remarque est d'importance. On a déjà faussé le problème de la fidélité si on commence par le réduire à la fidélité à soi et à la parole donnée une fois pour toutes, dans le passé.

En particulier, lorsque l'on discute de l'indissolubilité du mariage, on se fait la partie belle en raisonnant à partir de ces mariages bâclés à la va-vite, rompus pour un oui ou un non, et dont les journaux et les illustrés nous livrent des échantillons par douzaines. Ce sont là des mariages conclus à partir d'un oui purement juridique, sans réel engagement mutuel de vie et d'amour vrai. A qui plaide le droit à la rupture du « mariage » contracté ainsi, avec cette étourdissante légèreté, on répondra qu'en pareil cas

(1) *Pastoralia*, bulletin de l'archevêché de Malines-Bruxelles, 14 juillet 1971.

il y aurait lieu de se demander s'il y a eu mariage authentique, et s'il n'y a pas lieu de conclure, non à la rupture du lieu conjugal, mais à son inexistence.

Il est trop évident qu'un engagement « proféré » vaut par le contenu sur quoi il porte. En réalité, dans le véritable engagement, il ne s'agit point d'abord de s'engager et ensuite d'être fidèle : c'est au cœur même de l'engagement profond que la fidélité s'inscrit et se vit. Il ne peut s'agir ici, moins que jamais, de pure formalité juridique.

L'expérience vécue des chrétiens qui s'engagent dans le mariage, le sacerdoce ou la vie religieuse est tout autre. L'engagement n'est pas pour eux promesse verbale, parole donnée, mais acte créant un certain type de relation intersubjective avec *autrui* et surtout avec Dieu. Cette *relation*, ils la veulent et la vivent comme créatrice de leur propre personnalité, puisque, au plan de l'être, l'homme se définit essentiellement par les relations consciemment et librement assumées.

Cet engagement et la fidélité qui constamment le recrée ne se situent pas sur la ligne pelliculaire du devenir : passé, présent, futur, mais dans la profondeur de l'être. Ils sont notre seule véritable victoire sur l'écoulement du temps, notre ouverture sur le « définitif », l'eschatologique, l'éternel. Méconnaître cela, c'est « raplatir » l'homme au niveau biologique et psychologique en le dépouillant de sa dimension spirituelle et divine. L'engagement me fait précisément changer de plan : il inaugure un style de vie où je ne me laisse plus entraîner par les fluctuations de l'instinct ou de l'affectivité, ni emporter à tout vent de doctrine, mais où enraciné dans l'éternité (dont l'Evangile nous répète que le croyant la vit déjà) et fondé sur la certitude de l'amour de l'autre (sinon d'autrui), je polarise de façon nouvelle la suite de mes actions. La fidélité n'est nullement continuité sécurisante, rassurante, routine ou fixité ; elle est approfondissement quotidien de la relation ontologique, création pour répondre aux circonstances variables et même aux échecs partiels (dont la possibilité n'est nullement méconnue), victoire sur les tentations, façon de grandir dans les épreuves ; elle seule renouvelle la jeunesse d'un être.

2. Une liberté située dans le temps

Ce qui, en dernière analyse, est sous-jacent à ce débat sur la fidélité, c'est la conception même de l'homme et du sens de sa vie et, plus particulièrement, la signification et le jeu qui reviennent à la liberté humaine dans nos cadres de vie.

La véritable idée de liberté, n'est-ce pas d'y reconnaître ce pouvoir auto-créateur reçu de Dieu pour façonner en réponse à son appel notre être filial, notre être d'éternité ? Cela, l'Evangile encore nous en avertit, demandera souvent renoncement et abnégation, que « le grain de blé meure ». La dimension d'éternité est sous-jacente aux appels du Seigneur en faveur de la fidélité : « Que l'homme ne sépare pas ce que Dieu a uni » ; « Celui qui, ayant mis la main à la charrue, regarde en arrière, n'est pas digne du Royaume ».

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des erreurs dans les choix et dans les options, et il faut tout faire pour les prévenir. Quand elles sont faites, si le sujet ne peut assumer moralement ce qui ne fut pas un « engagement » vraiment humain, il est légitime que l'on ne le force

pas à vivre une relation qu'il n'a pas vraiment voulue et dont il ne peut accepter les conséquences. Mais il ne faut pas les multiplier par une conception erronée de l'engagement et de la véritable liberté humaine.

La liberté authentique se situe dans une histoire. C'est le propre de l'homme de donner sens et continuité à sa vie : on oppose trop facilement le choix actuel à une décision prise antérieurement.

Chaque option présente se fait en référence à un passé dont chacun est tributaire : l'homme vit sa propre histoire qui fait corps avec lui. Sa liberté consiste dans la faculté de réaliser son projet à travers sa vie. Il ne peut construire son avenir et sa vie que dans la mesure où ses options fondamentales d'aujourd'hui gardent leur valeur pour demain. « Vivre. écrivait de Saint-Exupéry, c'est naître lentement. »

Sans doute, il se peut que certains engagements de vie aient été pris par crainte et par méfiance de soi, pour s'interdire tout retour en arrière, pour s'acculer à la fidélité future en brûlant ses vaisseaux. Pareils engagements auraient à être passés au crible. Mais, on peut tout aussi bien rencontrer les cas contraires : c'est dans la mesure où l'on est assez sûr que le choix restera valable demain, qu'on s'engage par une décision définitive.

Quoi qu'il en soit des cas concrets — et le second cas est le plus normal —, il reste vrai que chaque engagement doit toujours se renouveler pour vivre et réalimenter son propos de pérennité. Parlant de la fidélité entre conjoints, Zundel la définissait admirablement en ces mots : « C'est un choix toujours plus libre d'un amour toujours plus fort. »

Il reste vrai que si certaines valeurs peuvent perdre leur signification en cours de route, toutes les valeurs ne sont pas équivalentes. Il en est qui ne peuvent perdre leur signification en raison même de leur vertu et de leur qualité propres. Et non pas parce que la valeur de l'option d'hier dépendrait uniquement de sa vérité actuelle profonde pour moi en ce moment même. La subjectivité est une chose, le subjectivisme en est une autre.

Il est une noblesse propre à l'engagement qui arrache la vie à la dispersion et lui confère vigueur et puissance. Un philosophe de grande classe, M. Ladrière, distinguant deux façons d'envisager l'existence humaine, écrit très justement : « La première modalité se manifeste par un comportement de passivité, qui s'abandonne aux circonstances, se laisse façonner par l'événement, se vit sur un mode qui est proche de celui des choses. La seconde modalité se manifeste par un comportement actif, responsable, qui tend à imprimer sa marque aux événements, à modeler le cours des choses et à se façonner lui-même à partir de ses propres initiatives. L'engagement est évidemment du côté de la modalité unificatrice. En assumant son être futur, le moi qui se décide, convoque dans l'instant de sa décision ce qu'il deviendra, les possibilités qu'il est encore appelé à créer. C'est bien l'acte de la décision qui fait l'unité du moi et assure le recouvrement de la reprise et de l'anticipation, dans une synthèse qui arrache le moi à sa dispersion. Lorsque la décision engage une vie entière, elle unifie le moi d'une manière totale, elle

fait appel en lui à ses ressources les plus profondes, elle l'ouvre à ses possibilités les plus extrêmes. Dans un tel acte, le moi surplombe son propre devenir et il saisit la vie jusque dans son terme et même, en un sens, au-delà de ce terme. »

Il est une fierté aussi, inhérente à la continuité vécue. « La joie d'un homme, déclarait récemment à Assise Roger Garaudy, c'est d'être resté fidèle à près de soixante ans au rêve de ses vingt ans. » Parole qui évoque celle d'Alfred de Vigny : « La vie est un rêve de jeunesse réalisé à l'âge mûr. »

II. — Fidélité à l'autre

Une fois écartée l'ambiguïté de l'expression « fidélité à soi-même », il faut examiner de près ce que recouvre la fidélité à autrui, que cet autrui soit Dieu dans l'engagement sacerdotal et religieux ou que cet autrui soit le conjoint dans l'engagement conjugal. La référence vivante qui détermine la fidélité est importante pour comprendre celle-ci de l'intérieur et éviter les transpositions indues. Mais notre propos n'est pas de comparer ces fidélités : il nous suffira ici d'en esquisser certains traits communs.

1. L'engagement conjugal

L'engagement conjugal se présente à nous comme l'engagement mutuel de deux personnes qui veulent s'unir, en vue d'une véritable communauté de vie.

On connaît la magnifique formule du Rituel anglais, que nous citons naguère dans « Amour et Maîtrise de soi » (p. 132) :

« Moi, N., je vous prends, N.,
pour mon épouse légitime,
afin de vous garder à partir de ce jour,
pour le meilleur et pour le pire,
à travers richesse et pauvreté,
maladie et santé,
pour vous aimer et vous chérir,
jusqu'à ce que la mort nous sépare,
conformément à la sainte volonté de Dieu,
et c'est pourquoi je vous jure fidélité. »

Le mariage se présente comme un engagement total de deux personnes, orientées ensemble vers un même projet : édifier une communauté, qui soit fidèle et créative parce que fondée sur l'amour.

Cette réalité humaine, promue au rang de signe et d'expression du salut en Jésus-Christ dès lors qu'elle est vécue comme un « sacrement », se prépare et se vit au cœur d'une communauté plus large : la société civile et, pour le croyant, l'Eglise. La dimension sociale du mariage apparaît de plus en plus comme un élément constitutif essentiel de l'engagement conjugal. Un être personnel est celui qui consent à s'intégrer activement dans une communauté ; l'engagement conjugal n'est œuvre personnelle que moyennant la présence, à ses divers moments, d'un souci d'ouverture au collectif.

Une réflexion contemporaine sur le mariage n'est concevable qu'à condition que soit explicitée la notion d'*engagement* fidèle, et aussi la dimension sociétariale de l'*institution* conjugale.

Il n'est engagement que moyennant la perception du temps comme une continuité dont on

détermine le sens. L'existence humaine n'est pas faite d'instantanés solitaires qu'il s'agirait de vivre intensément au fil de leur écoulement ; elle est bien au contraire la décision continuelle de vivre chaque présent comme l'aboutissement d'un « avant », et la préparation d'un « après ». Par le projet qu'il assume en s'engageant, l'individu décide d'utiliser son passé pour orienter son avenir dans une certaine direction.

La fidélité, fruit et condition de l'engagement humain, n'est donc pas un simple vœu dont la destinée serait dépendante des aléas d'un sens ou d'une « insignifiance » extrinsèques. Elle n'est pas davantage le vœu illusoire de répéter des comportements (dé)passés. Elle désigne cette volonté qui pousse une personne à construire une œuvre originale parce que persévérante. La fidélité se veut indissolublement création et continuité : elle implique la considération attentive des orientations choisies dans le passé et qui fécondent le présent.

Sans doute, la fidélité implique-t-elle aussi la volonté de vivre intensément et totalement « l'aujourd'hui » ; mais que représenterait un don « total » qui exclurait ces deux dimensions essentielles de la personne : son passé et son avenir ? Si la fidélité présente se veut radicale, elle doit nécessairement intégrer l'avenir de celui qui cherche à la vivre.

Un engagement personnel se situe toujours au sein d'une communauté humaine : outre qu'il exprime généralement la conjonction de plusieurs volontés, orientées vers le même objectif, il est mûri et suscité au cœur d'une société qu'en retour il vise à enrichir. L'engagement se veut une donation à autrui : c'est le fondement de la démarche, nullement superfétatoire, de l'institutionnalisation.

Une personne humaine sait ce qu'elle doit à la communauté qui l'a portée et qui continue à la nourrir. Elle est consciente, de surcroît, qu'elle doit s'inscrire dans une relation d'échange et apporter à la société la créativité dont elle est capable. C'est un élément fondamental de la valorisation et de la maturation d'une personne, que de pouvoir collaborer à la promotion de la communauté. Le « bien personnel » est nécessairement conditionné par le « bien commun » dont on profite et qu'on vise à enrichir. Sans doute y a-t-il des moments critiques où les requêtes de la personne semblent incompatibles avec celles de la communauté. S'il est vrai que cette dernière est ordonnée à la promotion du plus grand nombre, aucun individu ne peut affirmer le primat de son épanouissement propre sur celui du collectif. Par la coercition qu'elle exerce sur ses membres, la société cherche à encourager la coexistence et le progrès de l'ensemble : il est normal qu'elle puisse exiger de certains le sacrifice de telle prérogative ou de tel droit.

Que l'on ait opprimé des personnes en se servant de fausses exigences du bien commun, cela est trop clair. Il suffit de relire *la Religieuse* de Diderot, pour voir ce que pouvait avoir d'oppressif le pouvoir de certains parents ou de la société. Mais la loi du progrès humain et parfois même du simple devoir ne demande-t-elle pas des renoncements personnels ? Le soldat, le résistant, celui qui accepte un risque de sa santé pour faire face à des responsabilités urgentes ne se sacrifient-ils pas ? A urger le

droit de la personne à son épanouissement, sans égard au contexte social, on risque de tomber dans le piège de Marcuse, le philosophe de mai 1968. Pour celui-ci, l'humanité a toujours été régie par deux principes, celui du plaisir et celui du réalisme. Dans la mesure du possible, tous les hommes ont recherché le maximum de plaisir. Mais, comme il fallait vivre, gagner son salaire, se faire admettre par ses parents, par la société, le « réalisme » obligeait à préférer souvent « l'honnête » à l'agréable. Marcuse continue en disant que dans une société d'abondance et qui n'est pas menacée, on peut suivre le seul point de vue du plaisir. Pareille philosophie est-elle tellement différente de la théorie qui voudrait que l'individu fasse de lui-même sa loi et son but sans s'occuper ni des autres ni du bien commun ? Au bout de pareil repliement sur soi, on aperçoit un narcissisme qui s'ignore et qui est le contrepied de l'engagement.

La genèse d'un engagement humain est œuvre longue et laborieuse. Mais celle-ci débouche normalement sur un moment où la personne aspire à attester publiquement la dimension sociale de ses décisions. Le « moment institutionnel », redisons-le, est déterminant : il est l'aveu audacieux de ce qu'un engagement privé se sait et se veut porté par la communauté et orienté vers elle. En ce sens, l'institution est plus que l'officialisation d'une réalité déjà dûment constituée : comme toute parole, elle donne un sens social explicite à l'engagement et, par là même, en modifie profondément l'allure. La parole donnée est alors vécue à la fois comme un aveu de son projet personnel et comme demande à la communauté de l'accepter, de le soutenir et éventuellement, de le protéger.

Dans l'engagement conjugal, le moment institutionnel manifeste que le projet des deux conjoints n'est point la création intimiste d'une œuvre purement privée ; les fiancés y proclament à la communauté leur conscience d'être engagés, grâce à la communauté qui les a élevés, dans une œuvre à laquelle la société participe et dont elle profite : l'édification d'un foyer rayonnant et créatif.

Loin d'enfermer l'amour dans un système de contraintes arbitraires, le moment institutionnel prétend dilater cet amour aux dimensions de la collectivité plus vaste. Sans doute la relation affective ne commence-t-elle point avec l'échange public des consentements ; mais elle n'acquiert tout son sens qu'à condition de « prendre à partie » la communauté dont, qu'on le veuille ou non, chacun est coresponsable.

2. Fidélité de Dieu et à Dieu

La conception de la fidélité et de l'engagement qui sous-tend ces pages est valable, croyons-nous, pour tout homme, croyant ou non. Mais, il faut l'avouer, elle reçoit soutien et force singulière de la foi en Dieu.

Un chrétien ne peut jamais oublier que sa fidélité à lui est portée, soutenue, vivifiée par la fidélité même de Dieu. La fidélité divine est au cœur de la nôtre : elle est son plus ferme appui. Par Lui et en Lui les époux ne s'aiment pas seulement d'un amour humain, personnel et fragile, mais de l'amour même de Dieu. Le sacrement du mariage pénètre de sa grâce le cœur de l'homme et de la femme pour les hausser au-delà d'eux-

mêmes et éterniser en eux et avec eux l'amour qui les unit au départ.

Lorsqu'il s'agit de fidélité et d'engagement au sein d'une vocation sacerdotale ou religieuse, cette référence à Dieu est plus visible encore et elle apparaît à l'avant-plan.

Il m'est arrivé d'entendre contester le devoir de fidélité à Dieu dans l'engagement religieux, sous prétexte que Dieu est invisible, lointain, inatteignable par nos concepts et par notre langage et que, dès lors, il fallait avant tout raisonner à partir de l'homme et de ses exigences.

Ce serait tronquer le sens même d'une alliance que d'en supprimer un des termes. Pareil agnosticisme n'est pas seulement incompatible avec la foi, il fausse les données mêmes du problème, en tronquant les termes de l'équation. Le *Scio cui credidi*, « Je sais en qui j'ai cru », est l'âme de toute vocation sacerdotale et religieuse.

Pour le chrétien et, a fortiori, pour le chrétien consacré, Dieu est le Réel, le Vivant, le Présent par excellence. Il est, disait saint Augustin, plus « moi que moi-même ». La foi est accueil et rencontre, elle nous fait réaliser et vivre la parole de Claudel, au soir de sa conversion : « Voici que vous êtes Quelqu'un tout à coup. » Et ce « Quelqu'un » est tel qu'il devient l'unique raison d'être de ma vie.

Cette vision de foi n'élimine pas les difficultés du chemin, mais elle aide puissamment à les affronter, à les situer, à les surmonter. La fidélité de Dieu est à la base de l'exigence d'une réponse stable — par-delà et au-delà du temps — de la part de l'homme. Elle nous aide à anticiper déjà ici-bas ce « Royaume de Dieu » — à venir et déjà présent — où l'usure du temps et la faiblesse des hommes n'auront plus de prise parce que l'Amour qui est Dieu lui-même triomphera au cœur de tout amour humain à jamais stabilisé dans la fidélité.

† L.-J. cardinal SUENENS,
archevêque de Malines-Bruxelles.

— *De la mort à la vie éternelle*, par PIERRE GRELOT (coll. « *Lectio divina* », n° 67). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 272 pages. Prix : 35 F. Editions du Cerf, Paris.

L'auteur, exégète connu, reprend dans ces pages plusieurs études publiées en diverses revues, qu'il complète à l'occasion, sur le péché dans la Bible, les promesses de Dieu dans l'Ancien Testament, la promesse du Crucifié au bon larron, les thèmes de richesse et pauvreté, et le problème de la foi dans le quatrième Evangile. Problèmes d'exégèse et de théologie — et cela répond au vœu du Concile qui demande aux théologiens de baser leurs études sur le message révélé de la Bible. Ecrit dans une langue claire, l'ouvrage est accessible aux simples fidèles.

— *Le Converti de Damas*, par ROBERT CLAUDE (coll. « Adolescent, qui es-tu ? »). — Un vol. 12 × 17 cm, de 236 pages. Prix : 9 F. Editions Casterman, Paris.

— *L'Initiation chrétienne selon saint Marc*, par G. DAMBRICOURT. — Un vol. 11 × 18 cm, de 170 pages. Prix : 11 F. Apostolat des Editions, Paris.

— *La Religion à l'épreuve des idées modernes*, par G. TAVARD (Coll. « Foi et avenir »). — Un vol. 18 × 18 cm, de 166 pages. Prix : 15 F. Editions du Centurion, Paris.

— *Journal spirituel d'un cathare d'aujourd'hui*, par RENÉ NELLI (coll. « Vie profonde »). — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 216 pages. Editions Resma. Distribution Sedim, Paris.

POUR UN RENOUVEAU DE LA PAROISSE

Exposé de Pierre Bockel, archiprêtre de la cathédrale de Strasbourg.

Du 5 au 9 juillet 1971 s'est tenu à Strasbourg le VI^e Colloque européen des paroisses qui a regroupé trois cents curés venus de quinze pays différents (dont la Yougoslavie et la Pologne). Le thème en était la fonction évangélisatrice et prophétique de la paroisse. Voici l'exposé du chanoine Bockel, archiprêtre de la cathédrale de Strasbourg, qui a constitué le sommet du colloque, et qui est le résultat d'un travail fait en commun avec des curés de Belgique, de Suisse et de France (*).

Permettez-moi de commencer mon propos par une citation de Jean-Marie Domenach, extraite du numéro d'octobre 1967 de la revue *Esprit* :

« ... C'est Emmaüs qui devient le symbole central pour tant de croyants incroyants d'aujourd'hui : l'apparition soudaine de celui qu'on avait cru mort. Et peut-être faut-il avancer dans cette direction si l'on veut sortir de cette nuit de la foi qui semble n'être plus le privilège douloureux de quelques mystiques, mais prendre une dimension massive : moins se préoccuper d'adapter le message, de moderniser les institutions, de reprendre l'histoire au point où l'Eglise a failli, mais plutôt faire comme si nous entendions la Parole pour la première fois, et nous demander : si l'évangélisation commençait aujourd'hui, si l'Eglise démarrait aujourd'hui, que ferions-nous ? »

En collaboration avec les Allemands et les Scandinaves, nos amis Hollandais nous ont tracé un portrait de l'homme contemporain avec ses valeurs originales et ses attentes profondes. Mes confrères d'Espagne et d'Italie se sont efforcés de montrer combien cet homme souffrait d'une soif non éteinte, dans la mesure même où le message libérateur de l'Evangile parvient mal à percer l'épaisseur des institutions et des mœurs ecclésiales et se heurte à l'imperméabilité des communautés repliées sur elles-mêmes. La crédibilité de l'Eglise est alors gênée par sa lourdeur même.

Voilà qui, spontanément, nous conduit à nous poser la question de Domenach : « Si l'évangélisation commençait aujourd'hui, si l'Eglise démarrait aujourd'hui, que ferions-nous ? ». Mais, d'emblée, je précise que la question ne peut être ainsi posée que par mode dialectique : il serait, en effet, utopique de faire table rase du passé, de renier une tradition dont le poids ne saurait faire oublier les insondables richesses. Pourtant, les rapports que nous avons entendus

nous autorisent à faire usage de ce conditionnel et d'en espérer une lumière : que ferions-nous si nous étions à un commencement radical ? Cela nous facilitera peut-être une meilleure réponse à la vraie question : qu'allons-nous faire effectivement, compte tenu de la tradition qui, tant par prolongement que par opposition, invite au renouvellement ?

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je me dois de solliciter votre indulgence. En effet, donner une forme logique à une multitude de rapports, d'observations et de réflexions venus de la base que vous constituez, et sur une telle diversité de sujets, n'a pas été une tâche facile. Aussi, tout en m'étant fidèlement soumis à ce qui m'était demandé, la ligne directrice que j'ai tenté de dégager vous évoquera-t-elle parfois l'image du tire-bouchon.

Cette communication — plus longue que les précédentes, car on m'a confié la part du lion — comportera donc quatre parties.

La première question que nous aurons à nous poser est évidemment celle-ci : que veut dire aujourd'hui « évangéliser » ? Là-dessus je serai très bref.

La seconde question est alors celle de Domenach : « Que ferions-nous si l'Eglise démarrait aujourd'hui ? » Cela nous amènera à nous pencher sur l'expérience d'un certain nombre de communautés chrétiennes de type informel pour qui l'Eglise commence aujourd'hui. Nous les interrogerons, comme elles nous interrogent ; car l'histoire nous les offre, en ce temps de l'Eglise, comme force d'agression et source d'émulation. Et nous nous demanderons dans quelle mesure leur élan prophétique et leur capacité d'évangélisation sont en dépendance de leur communion explicite à l'Eglise universelle, dont, malgré tout, ces groupes épousent l'histoire.

Alors, tout naturellement, dans une troisième partie, nous apparaîtra la paroisse — ou ce qui s'apparente à elle — comme le lieu où se jouent et devraient pouvoir se résoudre les nécessaires tensions entre l'ancien et le nouveau, entre le particulier et l'universel, entre l'institutionnel et le prophétique, entre le dedans et le dehors, entre le sacrement et la mission.

Nous achèverons ce propos en posant la question : dans quelle mesure et sous quelles conditions la paroisse est-elle réformable au point de récupérer sa puissance d'évangélisation et de reproduire le visage d'une Eglise crédible ?

Que veut dire aujourd'hui évangéliser ?

Je ne puis ici m'étendre comme il conviendrait. La question est immense et le temps nous manque. Je n'ai donc d'autre ressource que de me référer à une étude que vient de faire la Commission de catéchèse du Conseil du presby-

(*) Texte original français. Note de la DC.

térium du diocèse de Strasbourg. Ce document est entre vos mains. Je ne puis le résumer, mais seulement vous engager à l'étudier. Il est à l'arrière-plan de mon propos de ce matin et il souhaite expliciter notre accord sur ce qui devrait être le fond de notre pensée et de notre préoccupation essentielle, à savoir : comment proposer aux hommes d'aujourd'hui, et d'une manière conforme à l'intention du Christ et aux conditions de la psycho-sociologie contemporaine, la Bonne Nouvelle qui libère des aliénations et de la mort, « Bonne Nouvelle » aussi en ce sens qu'elle éclaire les questions fondamentales qu'une existence rencontre, tout en interpellant cette existence. Je me contente donc de citer quelques courts extraits de ce rapport.

« L'expérience la plus simple nous apprend que l'homme se pose des questions. Un certain nombre de ces questions seront résolues, on peut le penser, par le progrès scientifique, culturel, social, politique, moral. Mais certaines interrogations, les plus fondamentales, demeurent toujours au cœur. L'homme ne vit pas impunément sans se poser la question du sens de son aventure, car même si la vie ne le conduit pas toujours aussi loin qu'il avait rêvé d'aller, elle le conduit bien souvent à des profondeurs qu'il ne soupçonnait pas au départ. L'homme n'est pas qu'une somme de problèmes que différentes techniques de savoir et d'organisation résoudront pour son plus grand bien. Il est aussi mystère, mystère pour les autres, mais déjà mystère à soi-même. Quel est le sens ultime de la vie?... Peut-on au-delà de toutes les autres, vaincre l'aliénation fondamentale de la mort?... Évangéliser c'est donc, à partir de ces questions perçues en soi-même, entrer en partage avec les autres, en communication de destin, en communion de mystère. C'est, ayant noué les solidarités réciproques avec autrui, proposer à son attention une vie qui a choisi et qui essaie de répondre à l'appel de Dieu, tel que l'Évangile, ou plutôt tel que Jésus-Christ l'a vécu et le transmet. N'est-ce pas ainsi que Jésus-Christ nous a apporté son message ? Il est entré dans le monde et dans son drame pour y vivre entièrement une condition d'homme, « hormis le péché ». Il a ainsi dévoilé un sens à l'existence. Sans fuir les risques, ni même les ambiguïtés inévitables, il a proposé d'en dénouer les contradictions et les impasses. Sa présence, ses actes, explicités par ses paroles, se sont constitués en Parole de vie qui « entre à la jointure de l'âme » (He), remet en cause, mobilise, oriente, éclaire, ne s'impose jamais mais se propose toujours... jusqu'à délivrer l'homme de l'aliénation ultime : celle de la mort. »

Que ferions-nous si l'Eglise démarrait aujourd'hui ?

Il faut bien reconnaître que la mise en œuvre d'un pareil projet d'évangélisation se heurte à de multiples obstacles, en particulier à ceux qui nous ont été signalés par les rapports précédents : le poids de l'histoire, le poids des institutions, le poids des habitudes, etc.

On comprend alors que, du sein de l'Eglise comme du sein du monde, surgisse un appel aussi mystérieux qu'impératif : « On réclame des prophètes ! » On demande des hommes et des communautés capables de tout renouveler

dans l'unique fidélité aux sources. Et nous voici à notre second point ; car c'est bien cela qu'exprime le mot de Jean-Marie Domenach : « Que ferions-nous si l'Eglise démarrait aujourd'hui ? » Cela veut exactement dire que cet appel de l'Eglise nous est adressé à nous, communautés de base, comme est adressé, presque désespérément, à l'Eglise l'appel du monde.

Regardons autour de nous. Il existe à présent de nombreux groupes dits « informels » ou « sauvages » qui, sans nier l'histoire, s'efforcent néanmoins de recommencer, à la marge des structures traditionnelles (paroisses ou mouvements d'Action catholique), l'expérience des communautés primitives. Ce phénomène compensateur n'est pas nouveau dans l'histoire chrétienne. Mais l'efflorescence actuelle de ces groupes — surtout dans le monde des jeunes — est significative. Significatif aussi le souci qu'ont aujourd'hui théologiens, historiens et sociologues de les étudier (cf. le récent colloque de Strasbourg sur ce sujet). Sans doute est-il prématuré de vouloir dégager de ces expériences un archétype, car, étant le fruit d'une spontanéité primitive, ces communautés surgissent encore dans l'anarchie de cette spontanéité.

Pourtant, un grand nombre d'entre elles ont en commun cette sorte de dynamisme prophétique qui est la marque de l'Esprit et se traduit par une exigence évangélique qui leur donne force de séduction.

Si ces groupes ne se reconnaissent pas tous strictement de l'institution ecclésiale, il convient pourtant de les interroger dans la mesure où ils nous indiquent des pistes qui rejoignent les réalités les plus profondes et les plus positives de l'Eglise.

Constitués généralement dans le refus de toute ségrégation sociale, nationale et même confessionnelle, et dans une certaine indépendance par rapport à toute hiérarchie, ces groupes sans complexes paraissent vouloir retrouver l'esprit de prière et l'idéal communautaire décrits dans le livre des Actes : « Ils n'avaient qu'un cœur et qu'une âme ; nul n'appelait son bien propre ce qui lui appartenait ; mais tout leur était commun. Ils rendaient témoignage à la résurrection du Seigneur Jésus, et la grâce était sur eux. » (Ac 4, 32-33.) Parfois, ces groupes existent en référence à un centre de renouveau spirituel, tel que Taizé ou Boquen. La liberté qu'ils tiennent de la foi les pousse à des gestes prophétiques qui, généralement, rencontrent les initiatives les plus percutantes de l'Eglise. Ainsi, le « Concile des Jeunes », lancé depuis Taizé, n'est pas sans rapport avec l'*aggiornamento* de Jean XXIII ; ces trois jeunes gens, qui récemment nous demandaient l'hospitalité (un Allemand, une jeune fille suisse et une Française, dont je n'aurais su préciser les confessions respectives) alors qu'ils se rendaient en Suède pour y promouvoir de nouvelles fraternités, me rappelaient les apôtres partant pour Antioche ; telle intercélébration, certes théologiquement prématurée, n'est pas étonnante évoquer la première réconciliation de Jérusalem. Et Paul VI a peut-être croisé, lors de son périple en Extrême-Orient, quelques-uns de ces jeunes gens, dont le geste d'offrir deux années de leur vie aux plus déshérités de ce monde rejoignait l'initiative prophétique du Pape. Les actes de résistance face à l'injustice sociale, allant jusqu'au squa-

tage ou jusqu'à la grève de la faim, rappellent bien des refus sublimes du plus noble passé de l'Eglise.

Pourquoi font-ils cela, ces jeunes aux allures souvent étranges qui les font parfois prendre pour des hippies ? Tout simplement parce qu'ils aiment Jésus-Christ. Et voilà qui étonne, qui surprend même nos paroissiens traditionnels ; voilà qui fait réfléchir et incite à révision par rapport au témoignage.

Ce constat nous a conduit à nous demander ce qui caractérise un geste ou un comportement prophétique. Réfléchissant à plusieurs à ce sujet, nous sommes arrivés aux observations suivantes : un geste est prophétique dans la mesure où, posé par quelqu'un ou un groupe partageant pleinement la condition humaine, il répond d'abord aux vrais besoins de l'homme, dans la mesure aussi où cet acte est révélateur du mystère de Dieu, qu'il rend la « Bonne Nouvelle » séduisante et la révèle libératrice, qu'il engage à l'accueillir et à s'y compromettre, dans la mesure enfin où ce geste revêt une signification prospective et tourne les regards vers l'avenir. Il nous a semblé, en outre, qu'un acte n'était vraiment prophétique que s'il est l'expression de la foi d'une communauté ■ référant elle-même à la communauté universelle des disciples de Jésus-Christ, au nom de qui ce geste est posé ; car l'élan prophétique inclut nécessairement la volonté d'unité dans l'universalité.

Sans doute, dès qu'on s'engage sur cette voie, on consent au risque de l'ambiguïté. Le prophétisme, de par sa nature, ne peut au départ s'assurer de toutes les garanties. Pourtant, il constitue le lieu privilégié de la rencontre de la folie et de la sagesse, et on ■■ peut imaginer de vrai prophète sans cette humilité qui le met constamment en référence avec l'Eglise qui le dépasse et l'assume, et que garantit l'Esprit, même s'il se sent appelé à la contrarier ou à l'agresser dans sa part la plus vulnérable. De plus, l'histoire religieuse présente ■■■■ de modèles pour que Raspoutine ne soit jamais confondu avec François d'Assise ou Georges Roux, de Montfavet, avec Dom Helder Camara, et pour que les communautés de mandarins, de Cathares ou de « purs » ne s'isolent pas du vaste peuple des benjamins, des pauvres et des pécheurs qui sollicitent miséricorde.

Ceci étant, jamais peut-être la chrétienté n'a été à ce point avide de souffle prophétique pour exorciser l'Eglise de Dieu des faux dieux qui l'agressent du dedans et font obstacle à l'évangélisation. Ces obstacles à bousculer sont nombreux. Il en ■ été question dans les rapports précédents. Pour ma part, j'en dénoncerai deux qui paraissent avoir plus particulièrement retenu l'attention de ceux qui ont inspiré ma réflexion : une conception statique et peu évangélique de l'unité, et quelques idoles ecclésiastiques nouvelles s'exprimant ■■ une multitude de slogans rassurants.

Il est vrai que le premier de ces obstacles est en train de tomber, mais sa chute n'est pas sans faire beaucoup de poussière. On peut, en effet, se demander si le mur souvent impénétrable que l'Eglise des derniers siècles a édifié autour d'elle n'est pas le fait d'une interprétation par trop chosifiante du passage des Ephésiens : « Un seul Seigneur, une seule foi, un seul baptême, un seul Dieu et Père de tous. » (Ep 4, 5.)

Cela est devenu : une seule liturgie, une seule langue, une seule règle, une seule philosophie... Alors l'unité est devenue uniformité, créant ainsi une communauté plus administrative et plus juridique que vivante, une société où l'on s'est ennuyé parce que la spontanéité, l'originalité, la recherche y avaient perdu droit de cité, une communauté d'où la vie s'était partiellement retirée. L'instant n'est-il pas venu pour l'Eglise de choisir à nouveau entre le code et Jésus-Christ pour fonder son unité et d'entrer délibérément dans la prière du Maître !

■ Qu'ils soient un comme toi, Père, tu es en moi et moi ■■ toi, qu'ils soient un en nous, afin que le monde croie que tu m'as envoyé. » Au lieu d'être un obstacle, l'unité de l'Eglise, reproduisant ainsi l'image de son Dieu un dans la diversité et le respect de ses personnes, redeviendrait témoignage. Il n'y a que dans toute la richesse de la vivante diversité que l'unité puisse trouver sa puissance de vie et de séduction. C'est par les gestes prophétiques que l'on sait que Jean XXIII ■ introduit, au nom de l'Evangile, la critique de la fausse unité. Il convient que ce mouvement soit poursuivi sans relâche et en dépit des décombres apparents que provoque une aussi bouleversante mutation. La foi au Saint-Esprit, qui sans cesse refait ce qui est brisé, réunit ce qui est divisé et construit du neuf avec de l'ancien, ne suffit-elle pas à garantir cette unité pour l'avenir ?

Entre une uniformité perdue et un souffle prophétique qui tarde à se manifester, apparaissent des systèmes compensateurs de ce qui n'est plus et de ce qui n'est pas encore. Et ceux-ci engendrent une véritable logomachie, une poussée de slogans, que d'aucuns se mettent à dénoncer. Toujours au nom de l'« évangélisation » — ce mot devenu lui-même slogan à force de n'être plus réévalué, — on tente de lancer l'Eglise dans le primat de l'action, de l'efficacité certes « apostolique », mais dangereusement aux dépens de la profondeur, de la pensée, de la spiritualité, de la prière, de l'écoute de la Parole, voire même de la vie liturgique et sacramentelle. « On ■ changera pas le monde avec de la Bible ou avec de la liturgie ! », me disait un confrère. On fait alors un usage abusif, trop souvent verbal et peu compétent des sciences humaines, de la sociologie en particulier. C'est avec une véritable concupiscence que l'on brandit le hochet de la nouveauté, mais sans se rendre compte qu'elle est souvent dépassée dès qu'elle apparaît dans le jargon clérical.

Face à ces manifestations, l'autorité, qui se sait contestée et pourtant se sent responsable, est tentée de s'affoler, voire même de se crispier. Munie de son antique vertu de « prudence », où il est parfois malaisé de discerner la part du courage et celle de la crainte, la hiérarchie ■■ réfugie volontiers dans ■■ nouvelle « collégialité » pour privilégier, en s'appuyant sur lui, le système le plus cohérent et le moins dangereux, et définir avec lui « les objectifs prioritaires de la pastorale ». La priorité missionnaire va généralement au monde ouvrier ; et cela est très heureux. Mais fait-on suffisamment cas des exigences premières de la pensée et des sources ? Et cette préoccupation prioritaire ne va-t-elle pas aussi jusqu'à faire oublier un monde plus neuf et plus libre, dont l'avidité grandissante ne peut plus être rejointe par des mouvements

d'apostolat organisé, aussi efficaces soient-ils en certains autres secteurs ?

Alors il faut bien constater que ce qui paraît être ouverture nouvelle est souvent le commencement d'un nouveau repli de l'Eglise sur elle-même, se rendant ainsi allergique à tout un univers, en particulier à ces groupes informels qui échappent à tout système et cependant constituent un signe majeur d'une soif nouvelle et plus universelle. Et, pourtant, ces tourbillons prophétiques sont avides de trouver leur place de liberté et d'efficacité dans l'Eglise visible de Jésus-Christ. Ils savent, et nous savons avec eux, que « pour tant de croyants incroyants d'aujourd'hui », pour tant d'incroyants en qui sommeille le croyant, comme disait Domenach, ces groupes sauvages et prophétiques peuvent faire réapparaître soudainement « Celui que l'on avait cru mort ».

La paroisse comme lieu d'équilibre

Tout ce que nous venons de dire, et que j'ai glané tant au cours de nos réunions préparatoires qu'à l'occasion de multiples expériences et rencontres, me permet à présent d'aborder le problème de la paroisse.

Nous ne sommes pas des inconditionnels de la paroisse. Notre précédent Congrès de Turin (1) nous a conduit à la relativiser et à en contester bien des aspects. Nous savons que la paroisse ne peut aujourd'hui assumer toute la mission de l'Eglise. Nous savons aussi qu'elle peut prendre d'autres visages que celui que lui a imprimé la tradition, qu'elle peut être assumée par des structures plus larges, telles que les « Unités pastorales nouvelles ». Je recommande à cet égard deux documents particulièrement intéressants : l'excellente conférence que le P. Coudreau fit à une assemblée de prêtres parisiens en janvier dernier et le rapport de M. l'abbé Winninger sur les unités pastorales nouvelles en monde rural, présenté au Conseil du presbytère de Strasbourg (cf. *L'Eglise en Alsace*, de février 1971).

Mais je voudrais affirmer, avec beaucoup de netteté, qu'en marge de multiples institutions pastorales récentes et toujours mouvantes au gré des situations nouvelles, la réalité paroissiale ne peut s'effondrer, car elle s'appuie sur un triple fondement que rien ne saurait radicalement bouleverser : la géographie, l'universalité de l'Eglise et l'indissociable rapport de la Parole et de l'Eucharistie.

Je ne pense pas, en effet, que les regroupements de plus en plus sociologiques (milieux sociaux, professionnels, d'âge ou de loisir) supprimeront jamais le besoin du regroupement géographique, tant qu'il y aura une géographie...

Je ne pense pas davantage qu'on puisse jamais entièrement dissocier l'annonce du message de Jésus et la célébration sacramentelle au profit d'un peuple diversifié là même où il vit ■ **diversité**. La paroisse est peut-être seule à pouvoir lui offrir une chance de communion jusque dans sa ségrégation naturelle. Sans doute le peuple de Dieu se rassemble de bien des manières. « Toutefois — et je cite le P. Coudreau — le rassem-

blement paroissial a deux caractères qui fondent sa valeur : c'est le rassemblement des membres du peuple de Dieu donnant le signe de son unité dans la diversité des états de vie et des vocations apostoliques : prêtres, religieuses et laïcs. C'est aussi le rassemblement de tous les baptisés dans la diversité de leur âge, professions, milieux, culture ; de ce rassemblement, le dénominateur commun et le principe de son unité, à savoir le seul baptême, est le plus fondamental, le plus catholique... Une communauté baptismale suffisamment dépouillée et ouverte, évangélique et simple pour que tout baptisé puisse s'y sentir à l'aise et s'y trouver chez lui ».

J'ajouterai, traduisant et partageant le point de vue du P. Connan, que, face à la tendance très actuelle dans l'Eglise du purisme, du mandarinisme ou même de la ségrégation sociale (une Eglise par milieu), la paroisse demeure la seule unité capable de répondre à la diversité des besoins et d'offrir à chacun la possibilité de remplir sa capacité religieuse. Car il n'existe pas plus de modèle unique que de niveau unique de l'homme croyant. Du fervent ou du militant au pratiquant saisonnier, il y a une distance qui doit sans cesse pouvoir réduire la communion visible à Jésus-Christ. « Rien de plus libéral qu'un curé », nous disait encore le P. Connan. C'est peut-être là une première condition du charisme missionnaire.

Nécessaire signe visible de l'Eglise rassemblée, la paroisse est, en outre, le lieu de l'animation de l'Alliance. Je cite encore le P. Coudreau : « La paroisse n'est ni le lieu unique ni le lieu privilégié de cette animation. Toutefois, elle réalise les quatre caractères fondamentaux de cette animation : c'est là son originalité et sa spécificité. L'Alliance prend sa source de la foi et la foi se nourrit de la Parole : c'est la pastorale catéchétique (enfants, adolescents, adultes, enseignement, presse, cercles bibliques, etc.). L'Alliance s'exprime dans l'amour, signe d'une foi vécue (« On vous reconnaîtra à ce signe... *Ubi caritas et amor, Deus ibi est* ») : c'est la pastorale caritative sous toutes ses formes, depuis l'entraide jusqu'à la participation active des « paroissiens » s'engageant comme « baptisés » dans l'action « justice, développement et paix ». L'Alliance se vit dans les signes privilégiés que sont les sacrements célébrant la pâque du Seigneur : c'est la pastorale liturgique. Enfin, l'Alliance est au bénéfice de tous les hommes : c'est la pastorale apostolique vers laquelle doivent être envoyés les « paroissiens » pour la vie militante sous toutes ses formes. »

Il ressort tout de même de cette analyse que la paroisse comme telle — et dans les meilleures conditions — apparaît plus enseignante, célébrante et caritative que proprement missionnaire. Elle semble devoir confier sa pastorale missionnaire aux groupes apostoliques qu'elle peut parfois incorporer, mais qui généralement la débordent : elle dirige ainsi ses « militants » vers autre chose qu'elle-même. Cela a pu paraître normal et même nécessaire. Pourtant, ce renouvellement qui va de la paroisse vers les institutions d'apostolat organisé n'est plus le seul à préoccuper les pasteurs et les laïcs responsables. Nos paroisses se trouvent et se trouveront, en effet, de plus en plus confrontées avec ces petites communautés nouvelles et libres dont nous parlions, et qui tendent à devenir autant de noyaux

(1) DC 1969, n° 1549, p. 922-928 (dossier sur le Colloque de Turin).

d'évangélisation par mode prophétique. D'où les questions : quelles relations la paroisse peut-elle établir avec ces communautés ? Doit-elle tenter de les incorporer — et pourrait-elle seulement le faire dans la conjoncture présente ? — ou doit-elle simplement chercher à les respecter au travers d'un rapport de sympathie spirituelle ? Pourtant, ces groupes semblent bien s'être constitués en marge de la paroisse comme de toute autre institution d'Eglise, pour raison — juste ou injuste — de vétusté et d'inadéquation à l'existence et au témoignage évangélique.

La paroisse est-elle réformable en vue de l'Evangile ?

Voici qui nous amène à notre dernière partie : « Dans quelle mesure et sous quelles conditions la paroisse, sensible à la force d'émulation venue de sa périphérie ou de l'extérieur, est-elle réformable en vue de redevenir une communauté évangélisatrice, au lieu de demeurer une station-service ? »

Le problème ainsi posé est immense. On me permettra de ne transmettre que quelques-unes des suggestions qui me sont parvenues. Auparavant, je voudrais citer cette réflexion que nous fit un confrère : « Un des tests de l'insuffisance de nos paroisses, c'est qu'elles ne sont plus en mesure d'accueillir les communautés catéchuménales. »

Réformer ainsi la paroisse pour que s'y retrouvent chez eux tous ceux qui cherchent et tous ceux que tentent le retour aux sources, c'est d'abord l'alléger de bien des structures qui lui donnent le visage d'une administration plutôt que d'une communauté de vie ; c'est ensuite refaire l'inventaire des services qu'elle se doit d'assurer, pour en bouleverser l'ordre des priorités ; c'est encore, et essentiellement, favoriser l'éclosion de communautés nouvelles, libres et variées, appelées par l'Esprit qui souffle aujourd'hui ; c'est enfin, pour les pasteurs et les laïcs responsables, s'entraîner, personnellement et ensemble, à la foi courageuse des prophètes.

L'allègement de l'institution paroissiale a été fortement évoquée à Turin. Je n'y reviens pas. Je m'étendrai davantage sur le type de services que la paroisse est appelée à rendre et sur un certain renversement des priorités qui s'imposerait à cet égard.

Il semblerait que toute l'activité paroissiale se soit organisée autour de l'idée de sécurité : lieu de sécurité pour le curé, jusqu'ici inamovible, la paroisse est très soucieuse d'assurer, par ses quêtes et autres ressources, sa propre stabilité, en vue de sécuriser les âmes, de sécuriser les pauvres par la charité dont ils sont l'objet et les personnes dévouées par la charité qu'elles font, de rassurer les parents en s'occupant de leurs enfants ou en les occupant, et d'offrir, à l'usage d'un monde traditionnellement catholique, les moyens d'honorer leurs « obligations » religieuses. C'est vraiment la « station-service » en bordure du chemin.

Il s'agit donc de trouver une nouvelle priorité des services. Réfléchissant sur ce sujet avec une équipe de confrères belges, il nous est apparu que la paroisse devait essentiellement *redevenir le lieu où retentit la Parole, le lieu où se célèbre et où se renouvelle une liturgie vivante, le lieu de l'accueil ouvert, de la réponse aux questions*

les plus profondément vitales et aux besoins les plus réels, le lieu du partage avec les plus pauvres, de l'éveil social et de la réconciliation, et aussi le lieu où le peuple puisse librement s'exprimer.

N'est-il pas significatif que la prédication soit à la fois ce qui rebute et ce qui attire le plus ? Les gens sont avides de la Parole de Dieu et réfractaires au « baratin ». La soif de vérité n'a peut-être jamais été aussi vive qu'en ce temps où la course au rendement voile l'essentiel de la réalité. Et la tristesse est grande lorsque l'attente est déçue par des prédications où la morale isolée de sa source, la mauvaise sociologie se substituent à l'annonce kérygmatisque, ou lorsqu'une théologie apparaît, par sa conception ou par son langage, étrangère à la vie concrète des hommes. Ce que le peuple chrétien demande aux prêtres de la paroisse, c'est peut-être d'abord de prendre au sérieux la fonction de la prédication. Il n'est pas surprenant de constater que, de plus en plus, les gens choisissent leur paroisse en fonction de la manière dont la Parole y est proclamée. Bien sûr, une attention analogue doit être donnée à l'ensemble de la catéchèse : celle au profit des enfants, des adolescents, des fiancés, des adultes, etc.

En dépit des réformes récentes, souvent bouleversantes, la liturgie, elle aussi, il faut bien le reconnaître, ennuie la grande masse du peuple chrétien, particulièrement les jeunes rebutés par l'inintelligible ou le magique. Ceux qui ont eu l'occasion de participer à des célébrations dans le cadre de petites communautés goûtent mal nos grandes liturgies dominicales. Dans ce domaine aussi s'impose une recherche en vue d'inventer une liturgie plus attractive qui célébrerait davantage la vie et signifierait mieux l'Agapé.

Un curé nous dit : « La paroisse ne doit pas retenir à elle, mais ouvrir les gens au monde, et le faire sans complexe et sans instinct possessif. » Ouvrir au monde, c'est d'abord ouvrir à tout ce qui constitue le monde et le fait exister, biologiquement, psychologiquement, techniquement, économiquement, culturellement, politiquement, à toutes les expressions de ce monde, même, et surtout peut-être, quand elles sont étrangères à notre vision des choses. Ouvrir les gens au monde, c'est aussi les éveiller à l'accueil et plus particulièrement à l'accueil des plus éloignés, des étrangers à notre foi, à notre nation, à notre race. Toutes nos grandes paroisses recouvrent des tranches de populations étrangères, parmi lesquelles un nombre toujours croissant de travailleurs migrants, souvent mal logés, généralement engagés dans des travaux de manœuvres auxquels les gens du pays ne consentent plus, toujours isolés de la population par la langue et les coutumes, et incapables de faire valoir leurs droits les plus légitimes. S'ouvrir à ces vrais pauvres serait également pour une paroisse, pensent de nombreux confrères, une manière de témoigner de l'ouverture évangélique de l'Eglise au vaste monde. Une paroisse de Charleroi organise elle-même des cours d'alphabétisation au profit des travailleurs étrangers. J'imagine qu'elle le fait parce que personne ne le ferait et qu'ainsi son projet est d'éveiller d'autres organismes à pareille initiative, qu'elle ne saurait longtemps monopoliser sans risque de fermeture cléricale. Il reste qu'en agissant

ainsi cette paroisse offre à la population ambiante un signe de partage et de réconciliation entre les peuples et les races.

Mais cette mission de la réconciliation, comme du pardon, la paroisse se doit de l'accomplir à tous les niveaux ; au niveau des personnes comme au niveau des familles. Un prêtre disait à un jeune homme qui lui demandait de l'argent parce qu'il avait été chassé de chez lui : « Je ne peux pas te donner l'argent que tu me demandes et que je n'ai pas, mais je vais te donner ce que je puis : te réconcilier avec les tiens. »

Enfin, la paroisse devrait pouvoir être ce lieu aux portes largement ouvertes, où chacun puisse s'exprimer librement, être écouté et pris au sérieux ; le plus vaste et le plus libre endroit de l'échange et de la confrontation dans le respect et l'amitié.

Tels sont, nous a-t-il semblé, les services paroissiaux susceptibles d'être vécus en esprit prophétique, qui devraient progressivement trouver priorité, de telle sorte que le monde de l'extérieur comme aussi les groupes de chrétiens marginaux et engagés soient tentés de dire : « Voyez comme ils s'aiment ! », et d'éprouver ce sentiment d'attirance qu'exerce l'Évangile vécu dans une Eglise vivante et fidèle à l'esprit de Jésus-Christ.

Si, ainsi que nous l'avons constaté, des groupes dits informels surgissent d'un peu partout comme un signe des temps, il est peut-être urgent que les paroisses les prennent en sérieuse considération, et pas seulement pour leur porter intérêt et sympathie. Pourquoi n'en susciteraient-elles pas de semblables ? C'est avec courage et sans complexe qu'elles devraient libérer, au lieu de le bloquer, ce jaillissement profond qui tend aujourd'hui à faire apparaître les petites communautés nouvelles, pour les nourrir de sa propre substance. Je pense que c'est là surtout que se trouve le secret pour restituer la paroisse à sa vérité. Allégée de bien des lourdeurs, désencombrée de bien des vétustés, elle trouvera ainsi le moyen de se reconstituer, au moins par son noyau, en une communion de multiples communautés vivantes, percutantes et respectueuses les unes des autres ; respectueuses, c'est-à-dire animées de cet Esprit d'unité dans la diversité qui doit caractériser l'Eglise à tous ses niveaux, pour retrouver sa crédibilité et sa puissance de témoignage. Ainsi, dans une heureuse émulation, cohabiteront, avec ces groupes plus spontanés surgis d'un insaisissable mystère, nos solides mouvements d'Action catholique, dont l'indiscutable valeur sera mieux reconnue. Alors aussi l'Eucharistie sera-t-elle véritablement l'« Agape » au cœur de la paroisse. Bien entendu, les prêtres ne suffiront plus pour animer ces groupes. Il n'est, d'ailleurs, plus souhaitable qu'ils soient les seuls animateurs. Dans ces conditions apparaît plus clairement encore une autre mission de la paroisse : former des laïcs responsables — et non plus seulement au profit des mouvements d'Action catholique. Cela suppose bien plus qu'un appel à leur générosité ; cela exige une vraie formation à la connaissance et à la vie de la foi comme aussi aux conditions de l'existence d'aujourd'hui et à la technique de l'animation de groupe.

Enfin — et ce sera là mon dernier mot, — pour opérer cette transformation de la paroisse, il faut essentiellement — et je viens d'y faire allusion — des hommes, de vrais hommes, des hommes libres : je veux dire des prêtres qui soient des hommes que la foi ouvre à la liberté et des laïcs qui ne soient pas d'abord les agents d'un clergé autoritaire et seul propriétaire de la vérité ou les modèles réduits d'un clergé complexé. Car une paroisse, on vient de le redire, ce n'est pas premièrement un lieu de culte, ce n'est pas d'abord une organisation. C'est avant tout une communauté, c'est-à-dire un ensemble de personnes en relation de communion pour aimer le monde de la part de Jésus-Christ. Il importe donc qu'elle soit animée par des pasteurs — et je ne parlerai ici que d'eux — qui soient, en complicité avec les laïcs engagés, des hommes de la relation et du courage prophétique. Des hommes de la relation d'abord, c'est-à-dire de l'amitié et du dialogue, des sortes de « frères universels », capables d'accueillir toutes les requêtes de l'homme, de l'ouvrier engagé syndicalement, de la pauvre vieille perclue de misère et de solitude, de l'adolescent tourmenté comme de l'intellectuel en recherche, des hommes capables d'entrer dans toutes les maisons. Un prêtre de paroisse devrait être une personne dont la proximité aux autres, la largesse de vues, la bienveillance à l'endroit des autres familles d'esprit, le sens de l'amitié simplement humaine, la culture et l'intelligence des situations doivent permettre la relation avec les gens et les groupes humains les plus éloignés de sa condition et de ses convictions. Je sais des presbytères qui, parce qu'ils sont ainsi habités, n'apparaissent plus comme des maisons fermées qui sentent le cierge et l'encens, semblables à une loge maçonnique pour un non-initié, mais comme des lieux d'accueil et de rencontre où nul n'est gêné de pénétrer. On vient voir M. « Untel », non d'abord parce qu'il est curé ou vicaire, peut-être parce qu'il est prêtre, mais plus simplement encore parce qu'on sait qu'il comprendra.

Le pasteur de paroisse doit aussi, aujourd'hui plus que jamais, être, avec bon sens, un homme du courage en mesure de poser des gestes véritablement prophétiques, des actes qu'à cause de l'Évangile et à partir de son regard sur l'avenir, il juge nécessaires ; même si les conséquences doivent en être redoutables pour lui — par rapport au jugement que porteront certains et même par rapport au risque d'être désavoué d'en haut. Vatican II n'a-t-il pas fait resurgir, pour les assumer, une impressionnante brochette de prophètes mis à l'ombre ? Je serais très gêné, en présence de nos évêques, de paraître faire ici l'apologie de la vertu de désobéissance — je crois trop à l'obéissance comme force de... liberté. Pourtant, au terme de mon exposé, je ne résiste pas à la tentation de citer, avec quelque humour, ce passage paru jadis dans un journal du soir : « En désobéissant sept fois à son archevêque, le curé de Saint-Séverin a fait de sa paroisse la plus vivante du diocèse. »

Messieurs, ceci n'est pas un conseil, mais ceci a, peut-être, été l'acte de naissance du « Colloque européen des paroisses ».

L'ACTUALITÉ DE SAINTE JEANNE D'ARC

Panégryrique prononcé par le cardinal John Wright (1)

Je voudrais commencer en remerciant, de tout cœur, S. Exc. Mgr André Pailler, archevêque de Rouen, pour la fraternité de son accueil au pauvre assassin de la langue française que je suis ! Il me faut en même temps confesser que depuis longtemps j'ai souvent et volontairement volé les choses écrites par Mgr Pailler, surtout sur la dignité de la personne, la liberté et l'autorité.

Je remercie aussi Monsieur le maire de Rouen et toutes les autorités civiles pour les privilèges qu'ils m'ont accordés, et surtout celui de faire entendre ma voix, une fois de plus en France, pour faire l'éloge de la Martyre de Rouen (2), la Pucelle d'Orléans, la Gloire de la France, la Sainte, qui, selon le premier ministre d'Angleterre, Winston Churchill lui-même, était « tellement supérieure à la masse humaine qu'elle n'a pas eu sa pareille pendant mille ans de l'Histoire ».

J'aurais bien voulu parler de l'actualité de Jeanne d'Arc comme un exemple de la vocation personnelle et de la dignité de la personne humaine ; pour moi, elle nous apprend quelle chose merveilleuse est une vocation chrétienne et comment un chrétien répond à l'appel de Dieu et triomphe de la dépersonnalisation et de la standardisation, qui sont les vices et les défauts de notre civilisation technocratique, conformiste, totalitaire.

J'aurais voulu parler de la façon dont sainte Jeanne d'Arc résume tout ce que j'aime quand je pense à la France : sa passion pour la liberté, sa fidélité à Rome (je me souviens de ses paroles : « J'en appelle au Pape qui siège à Rome »), le sens de sa responsabilité morale devant les maux de son époque, sa sensibilité à la « grande pitié » qu'il y avait en ce temps-là dans le royaume de France et qu'il y a encore et toujours, non seulement en France, mais partout.

Jeanne et la jeunesse contestataire d'aujourd'hui

Toutefois, aujourd'hui, je préfère parler de sainte Jeanne, sous tous ces aspects, comme le type exemplaire de la jeunesse de notre xx^e siècle. Le Bon Dieu voudra bien m'excuser si j'ai presque dit : notre génération de « contestataires », ceux du moins qui sont fidèles à l'Eglise, et même peut-être un certain nombre de « hippies », qui, au fond, tiennent encore à la civilisation et aux valeurs spirituelles.

Il est bien possible qu'il y en ait parmi vous qui soient choqués par ces paroles que j'ai choi-

sies pour décrire l'actualité de sainte Jeanne d'Arc, surtout le mot « contestataire loyale », ou certainement le mot « hippie », même si j'en ai parlé avec précaution. Mais, quand même, je crois qu'aux yeux de ses parents et de beaucoup de ses contemporains, surtout les Anglais, elle faisait un peu figure de « hippie » et qu'elle posait et pose encore des problèmes semblables à ceux que posent les plus intelligents, les plus sérieux et les plus engagés de nos « originaux ». Assez souvent il est bien difficile de dire qui est « charismatique » et qui est « original », et vice versa. Le dernier mot reste toujours à l'Eglise institutionnelle, et précisément au magistère... et l'Eglise a canonisé cette « originale » qu'est Jeanne d'Arc.

Il n'y a pas de doute qu'en ce temps-là, on pouvait dire la même chose de saint François d'Assise, de saint Roch, de saint Benoît Labre et de tous les saints qui nous ont délivrés du respect de ce monde et du conformisme, un conformisme qui, bien loin d'être orthodoxe, opprime en fait l'esprit, les idéaux et l'acroissement du royaume de Dieu.

Pensez, un moment, aux ressemblances, au moins superficielles, que l'on peut trouver entre sainte Jeanne d'Arc et bien des jeunes d'aujourd'hui, qui sont déconcertés par la « grande pitié » qu'il y a dans le royaume du monde d'aujourd'hui !

Si vous êtes inquiets à cause de l'impatience de ces jeunes au cœur pur, qui ont un motif sincère pour courir le risque d'être désavoués par leurs parents lorsqu'ils suivent leur vocation qui vient de Dieu, même la vocation à la prêtrise ou bien à la vie religieuse, souvenez-vous de la réponse de Jeanne : « Si j'avais cent pères et cent mères, j'aurais fait la même chose. » Quel mystère n'a-t-elle pas été pour ses parents lorsqu'elle a laissé sa maison et sa petite patrie à l'âge de seize ans !

Mais il y a toujours une priorité parmi les valeurs. Sans doute Jeanne aimait son petit village, ses voisins, les arbres de Domrémy. Cependant, elle est devenue presque une vagabonde parce que les voix de ses saints, la voix de son temps... *vox temporis, vox Dei...*, la voix de sa conscience et l'autorité du Seigneur ont demandé qu'elle quitte son petit monde et sa famille pour sauver toute la France.

Certainement elle a voulu obéir à son père, à sa mère, au bon sens — mais comme elle disait si souvent, « Dieu premier servi ».

Certainement elle aurait voulu avoir toujours le respect et l'amitié des gens d'Eglise, mais pour elle il était plus important d'être dans la grâce de Dieu coûte que coûte. Comme elle-même l'a dit : « Pour moi Jésus et l'Eglise ne sont qu'une seule chose ! »

Suivant ainsi son destin, elle a jugé à sa vraie valeur le mépris des hommes, exactement comme font beaucoup de « non-conformistes » qui suivent l'idéal que Dieu leur indique, même s'ils semblent « singuliers », « bizarres », voire

(1) Texte français original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Ce discours a été prononcé par le cardinal WRIGHT, préfet de la S. congrégation du Clergé, à Rouen, le 6 juin 1971.

(2) Le cardinal WRIGHT a déjà fait le panégryrique de Jeanne d'Arc à Orléans en 1966 (DC 1966, n. 1480, col. 1799 et s. - NDLR).

même « fous », mais pas de la folie de ce monde !

Il y a encore la question de ses vêtements, évidemment bien étrange aujourd'hui, comme en ce temps-là. Il y avait sa « bannière » — peut-être aujourd'hui dirait-on son « manifeste », sa pancarte. Elle était impatientée par les choses qui ont peu d'importance, étant donné le but qu'elle cherchait, le destin qu'elle suivait, le service qu'elle voulait rendre à Dieu, à l'Eglise, à la France. Souvenez-vous combien de fois, dans son procès, ici à Rouen, fatiguée et impatientée par les demandes de ses juges, elle a répondu : « *Passez outre ! Cela n'a rien à faire avec la cause* ». Souvenez-vous de ses réponses explosives et pleines d'ironie ! Très intelligente, Jeanne possédait une distinction native, celle des âmes vraiment priantes et pures, sans cesse tournées vers Dieu et les saints ; c'est pourquoi cette modeste paysanne, issue de la Lorraine, tout en pratiquant naturellement le savoureux langage de sa province, réussit à acquérir très vite une connaissance affinée des subtilités de la langue française.

Loyale et primesautière, elle avait le don inné des répliques fulgurantes, de l'à-propos malicieux, ainsi qu'elle en fera maintes fois la preuve devant ses juges indignés. Par exemple, à l'avocat canonique de Limoges qui lui demandait : « Vos saints parlaient-ils français ? » Jeanne répondit spontanément : « Mieux que vous. » Le pauvre *expert* lui demanda encore, non sans une nuance freudienne : « Saint Michel était-il vêtu ? » Et Jeanne, avec une franchise chrétienne répliqua par une autre question : « Croyez-vous que Dieu soit si pauvre qu'il laisse ses saints sans vêtements ? »

On l'interrogeait sans arrêt sur ses vêtements si étranges, pour ne pas dire choquants... « Pour ce qui est de l'habit d'homme, répondait Jeanne en souriant, ce n'est rien, moins que rien, vous dis-je ! »

C'est la réponse d'une « contestataire responsable », d'une « originale » vraiment charismatique, pas du tout d'une peste religieuse. Jeanne était une chrétienne ayant la hiérarchie des valeurs selon les paroles de Jésus lui-même qui, en parlant des lis des champs et des oiseaux du ciel, a donné la première place au royaume de Dieu et aux choses qui sont de Dieu, et la dernière place aux vêtements que nous portons.

Telles sont les qualités qui ont toujours caractérisé les saintes. Elles sont parmi les choses qui expliquent l'actualité de Jeanne d'Arc pour notre génération de révolution, de contestation, de changements si profonds, si inquiétants. L'actualité de sainte Jeanne d'Arc se trouve dans sa passion pour la liberté personnelle au sens chrétien, la liberté des enfants de Dieu. C'est cela, je pense, que nos frères cherchent partout dans notre monde automatisé, mécanisé, absolutiste. Cette passion pour la liberté « *sous Dieu* », pour l'amour de toutes les choses que Dieu nous a données librement afin que nous puissions les aimer selon la volonté de Dieu, sans trop tenir compte des opinions et des préjugés des hommes.

A propos de cette passion de la Pucelle pour la liberté, George-Bernard Shaw fait dire à Jeanne d'Arc, s'adressant à ses juges traîtres : « Vous m'aviez promis la vie, mais vous mentiez. Selon vous, pour être vivant il suffit de n'être

pas gelé par la mort. Je ne crains pas d'être réduite au pain et à l'eau : je peux vivre de pain seulement ; quand donc ai-je demandé plus ? Ce n'est pas une privation que de boire de l'eau, si l'eau est nette et pure. Le pain ne me donne pas de peine et l'eau ne me donne pas de souffrance. Mais m'ôter la lumière du ciel, la vue des campagnes et des fleurs ; enchaîner mes pieds de façon que je ne puisse plus monter à cheval pour chevaucher sur les collines ; me contraindre à respirer l'air d'une prison fétide, humide et obscure ; me tenir loin de tout ce qui me porte à l'amour de Dieu, même lorsque votre méchanceté et votre folie me poussent à haïr Dieu même — ça non ! Toutes ces choses sont pires que la fournaise dont parle la Bible qui a été chauffée sept fois ! »

« Notre Eglise est l'Eglise des saints »

Voyez-vous maintenant pourquoi, à propos de Jeanne d'Arc, je parle de *l'actualité des saints*. Toutes les autres personnalités, même celles dont on parle le plus, sont de peu de durée, passagères. Mais l'heure des saints vient toujours ! Jeanne d'Arc est toujours « actuelle » ; toujours elle nous inspire, non parce qu'elle était une « originale » ou une contestataire, mais parce qu'elle était une *sainte*. C'est sa sainteté, sa présence dans la vie transcendante de l'Eglise, qui explique l'actualité de notre Jeanne ; ce n'est pas son épée, ses vêtements, c'est sa *sainteté* !

Georges Bernanos l'a dit une fois pour toujours, en écrivant à propos de Jeanne d'Arc : « *Notre Eglise est l'Eglise des saints*. » Qui s'approche d'elle avec méfiance ne croit voir que des portes closes, des barrières et des guichets, une espèce de gendarmerie spirituelle. *Mais notre Eglise est l'Eglise des saints*.

« Pour être un saint, quel évêque ne donnerait son anneau, sa mitre, sa crosse ; quel cardinal sa pourpre ; quel pontife sa robe blanche, ses camériers, ses suisses et tout son temporel ? Qui ne voudrait avoir la force de courir cette admirable aventure ? Car la sainteté est une aventure, elle est même la seule aventure, la seule actualité permanente.

« Pourquoi veut-on qu'ait accès aux plus héroïques des hommes tel ou tel qui s'assure que le royaume du ciel s'empporte comme un siège à l'Académie ; en ménageant tout le monde ? Dieu n'a pas fait l'Eglise pour la prospérité des saints, mais pour qu'elle transmette leur mémoire, pour que ne fût pas perdu, avec le divin miracle, un torrent d'honneur et de poésie, de grâce et de vérité.

« *Notre Eglise est l'Eglise des saints*... Notre tradition catholique les emporte, sans les blesser, dans son rythme universel. Saint Benoît avec son corbeau, saint François avec sa mandoline et ses vers provençaux, Jeanne avec son épée, Vincent avec sa pauvre soutane, et la dernière venue, si étrange, si secrète, avec son incompréhensible sourire... Thérèse de l'Enfant-Jésus !

« Ils vécurent, ils souffrirent comme nous. Ils furent tentés comme nous. Ils eurent leur pleine charge et plus d'un, sans la lâcher, se coucha dessus pour mourir. Quiconque n'ose encore retenir de leur exemple la partie sacrée, la partie divine, y trouvera du moins la leçon de l'héroïsme et de l'honneur. Mais qui ne rougirait de s'arrêter si tôt, de les laisser poursuivre seuls

leur route immense ? Qui voudrait perdre sa vie à ruminer le problème du mal, plutôt que de se jeter en avant ? Qui refusera de libérer la terre ? Notre Eglise est l'Eglise des saints. Tout ce grand appareil de sagesse, de force, de discipline, de magnificence et de majesté n'est rien de lui-même, si la charité ne l'anime, la vie de nos saints.

« Notre Eglise est l'Eglise des saints. Nulle part ailleurs on ne voudrait imaginer seulement telle aventure, et si humaine, d'une petite héroïne qui passe un jour tranquillement du bûcher de Rouen aux portes du paradis, au nez de cent cinquante théologiens. » Si nous sommes arrivés à ce point, écrivaient au Pape les juges de Jeanne, que les devineresses vaticinant faussement au nom de Dieu, comme certaine femelle prise dans les limites du diocèse de Beauvais, soient mieux accueillies par la légèreté populaire que les pasteurs et les docteurs, c'en est fait, la religion va périr, la foi s'écroule, l'Eglise est foulée aux pieds, l'iniquité de Satan dominera le monde !... »

« Et voilà qu'un peu moins de cinq cents ans plus tard, l'effigie de la devineresse est exposée à Saint-Pierre de Rome et, cent pieds au-dessous d'elle, Jeanne aura pu voir un minuscule homme blanc prosterné, qui était le Pape lui-même.

« Notre Eglise est l'Eglise des saints... Notre cœur est avec ceux qui se font tuer pour la foi. Nul d'entre nous portant sa charge — patrie, métier, famille, — avec nos pauvres visages creusés par l'angoisse, nos mains dures, l'énorme ennui de la vie quotidienne, du pain de chaque jour à défendre, et l'honneur de nos maisons, nul d'entre nous n'aura jamais assez de théologie pour devenir seulement chanoine. » Mais la théologie n'est pas la foi — et avec la foi nous en savons assez pour devenir des saints !

Voici pourquoi je parle de l'actualité des saints, et surtout de l'actualité de sainte Jeanne d'Arc. Nous sommes enterrés vivants par « les théologies » ; nous avons besoin de la foi pour nous ressusciter de la mort ! Nous avons une brigade, une armée de théologiens qui sont disposés à gagner leur vie en expliquant leurs idées théologiques, et qui nous apportent ennui et confusion ; nous avons besoin d'une seule sainte disposée à mourir pour la foi ; nous en avons besoin pour notre renaissance spirituelle, pour notre édification, pour nous reprocher nos dialogues, nos bavardages, nos échanges et nos actes si inutiles au progrès du royaume de Dieu et de la sainteté de son Eglise !

O Belle Fleur des Champs ! qui, des bords de la

[Meuse,
Dans la France en malheur, vint éclore et mourir,
Sainte de sa patrie, es-tu donc oublieuse

De « la grande pitié » ? qu'avons-nous à souffrir ?

O Jeanne, viens à nous : tu vois notre détresse...

Toi qui, si bellement, invoquais saint Michel,

Obtiens-nous donc de lui que la France il

[redresse,

Et nous préserve encore d'un danger très mortel !

Un danger aujourd'hui non seulement pour la France, mais pour toute l'Eglise et la famille humaine tout entière, le danger d'oublier nos saints, la foi qui inspire la sainteté, le vrai sens du mépris de ce monde et, en même temps, l'amour qui conduit à l'amour et à la vie éternelle !

Le cardinal RENARD, archevêque de Lyon, a fait la déclaration suivante à son retour de Fatima, où il avait été invité pour le pèlerinage du 13 mai :

— Eminence, pourquoi êtes-vous allé à Fatima ?

— D'abord, pour répondre à l'invitation de Mgr l'Evêque de Leiria, qui demande pour le 13 mai, tour à tour, à des archevêques du monde entier de présider ce pèlerinage. Ensuite, parce que c'est l'occasion d'être pèlerin avec les pèlerins de Notre-Dame du Rosaire. Et le fait d'aller à Fatima vingt ans après le cardinal Gerlier est assez émouvant !

— Qu'est-ce qui vous a frappé à Fatima ?

— La foi simple et courageuse de ces 450 000 Portugais, venus en car, en voiture, à pied, hommes et femmes, jeunes et vieux, paysans et ouvriers, cadres et médecins, etc.

Cette esplanade, plus grande que la place Saint-Pierre à Rome, occupée une nuit et une matinée par le peuple de Dieu, chez lui quand il est près de sa mère du ciel : « J'ai vu une foule immense... » Foule colorée, résolue, pendant des heures, participant par le chant et la prière aussi bien à la procession nocturne qu'à la grand-messe concélébrée. On a l'impression d'une grande fête de famille.

Combien de ces femmes et de ces filles devaient prier pour les maris et les pères qui travaillent en France !

A ces hommes si gais, si simples, quel accueil authentiquement chrétien réservons-nous en France ? Lourde responsabilité !

— Beaucoup de gens font des réserves sur Fatima. Qu'en pensez-vous ?

— D'abord, beaucoup de ceux qui en parlent n'y sont pas allés ; mais je vous répondrai par la remarque du Christ : « On juge un arbre à ses fruits ». Or les fruits de Fatima c'est-à-dire la prière, la pénitence, sont tangibles ; il y a là de l'Evangile authentique. Alors !

L'Evêque de Leiria m'a conduit au Carmel de Coimbre et j'ai rencontré Lucie, la dernière voyante, carmélite de 64 ans, joyeuse, humble, parmi ses vingt-deux sœurs contemplatives. En nous donnant un chapelet, elle a murmuré : « Dites-le et faites-le dire ». N'a-t-elle pas un message à faire passer ? Le chapelet, c'est la prière des « pauvres ».

— Eminence, vous gardez un excellent souvenir de ce 13 mai 1971 ?

— Oui, les 13 mai se suivent et ne se ressemblent pas : ce 13 mai 1971, j'ai eu l'impression qu'une page historique se tournait pour l'Eglise du Portugal ; juste avant la messe, dans la sacristie de la basilique, Mgr le cardinal Cerejeira annonça aux évêques sa démission d'archevêque de Lisbonne, à cause de son âge. Son remplaçant, c'est le plus jeune évêque du Portugal, auxiliaire de Braga, et chargé de l'apostolat des laïcs ! L'Eglise continue !

(« Eglise de Lyon », 28 mai 1971.)

— Le Message de Fatima. Etude analytique, par C. BARTHAS. — Un vol. in-16, de 260 pages. Prix : 16 F. Fatima-Editions, 3, rue Gabriel-Péri, Toulouse.

Le chanoine Barthas est spécialiste des événements de Fatima et il a entrepris cette étude des enseignements et des avertissements de Notre-Dame à la demande de Mgr Jean Venancio, évêque de Leiria-Fatima. C'est donc une étude vraiment sérieuse du message, reproduit sur pages en couleur de 49 à 63.

Événements et Informations

FRANCE

— Mgr Pézeril, évêque auxiliaire de Paris, « *pris la parole à la Grande Loge de France*. Le bureau de presse de l'archevêché a publié à ce sujet le communiqué suivant : « Il est exact que Mgr Pézeril a été personnellement invité à rendre visite à la Grande Loge de France. Il a accepté cette invitation. Il a reçu une hospitalité très courtoise et a parlé des « signes de l'Eglise catholique de demain ». Il estime que cette rencontre répond à son devoir d'évêque. Il est d'autre part prêt à répondre à l'invitation d'autres groupes ou mouvements, quelle que soient leur origine ou leurs orientations. » C'est la première fois sans doute en France qu'un évêque est invité à parler devant une Loge maçonnique. Pourtant des prêtres furent déjà invités : ainsi le P. Riquet qui parla, le 18 mai 1961, à la Loge Volney, de Laval (« *DC* » 1961, col. 687). La conférence de Mgr Pézeril est sans doute le signe d'une évolution dans les rapports entre l'Eglise catholique et la franc-maçonnerie. Cependant, le Grand-Orient de France, la Grande Loge de France (qui a invité Mgr Pézeril), ou la Grande Loge nationale française de Neuilly, n'ont pas la même attitude vis-à-vis de l'Eglise. Tout jugement sur les rapports possibles doit donc être nuancé en conséquence. Voir « *DC* » du 20 juin 1971, p. 592. (« *La Croix* », 25 juin.)

— Le 26 juin, à Benoîte-Vaux (Meuse), M. Jean Troff a été ordonné diacre permanent par Mgr Boillon, évêque de Verdun. C'est le neuvième diacre permanent ordonné en France et le premier du diocèse de Verdun. Ancien ouvrier aux papeteries de Stenay, M. Troff avait dû abandonner son travail à la suite d'un grave accident à la colonne vertébrale. Engagé dans le mouvement de Fraternité catholique des malades et handicapés, il en est actuellement le responsable régional et membre du bureau national et est intégré à l'équipe sacerdotale de Stenay à sa place de diacre. (« *La Croix* », 29 juin, et « *Eglise de Verdun* », 10 juin.)

— Le diocèse de Tulle a célébré les fêtes en l'honneur de Grégoire XI

(Pierre-Roger de Beaufort), dernier Pape français (élu le 4 janvier 1371), qui ramena d'Avignon à Rome le siège de la chrétienté et y mourut en 1378. Le cardinal Garrone y représentait le Pape Paul VI, et M. Jacques Chirac, ministre délégué auprès du premier ministre, le gouvernement français. *Principales manifestations* : le 3 juillet, conférence sur Grégoire XI, puis, à 18 heures, à Rosiers-d'Egletons, messe célébrée par Mgr Urtasun, archevêque d'Avignon, en l'église même du baptême de Grégoire XI ; le 4 juillet, à Tulle, messe concélébrée présidée par le cardinal Garrone. (« *Semaine religieuse du diocèse de Tulle* », 18 juin.)

— Le 16 juin, M. l'abbé Pierre Jarry, professeur à la Faculté de théologie d'Angers, a soutenu, devant la même Faculté, une thèse sur « *Un artisan du renouveau catholique au XIX^e siècle, Emmanuel Bailly* ». « Monsieur Bailly » fut en effet au cœur de la plupart des initiatives catholiques de la première moitié du XIX^e siècle. Dès 1818, animé du souci de former la jeunesse, il ouvrit à Paris une pension d'étudiants dont certains devaient s'illustrer dans la suite : Ozanam, Baudelaire, d'Alzon, Lacordaire, Montalembert. Les œuvres lancées ou animées par M. Bailly s'appellent : Société des bons livres, Société littéraire, Société des bonnes études, Association pour la défense de la religion catholique et, enfin Société des bonnes œuvres dont devait s'inspirer, en 1833, la Conférence de Saint-Vincent de Paul. A ce propos, M. l'abbé Jarry a apporté de nouvelles lumières sur l'identité du fondateur de ces conférences : fut-ce Ozanam ou Bailly ? Il semble qu'il ne faille trancher pour aucun des deux à l'exclusion de l'autre. Ce qui s'appela initialement « Conférences de charité » était constitué par un groupe de sept hommes, dont Ozanam et Bailly. Ozanam représentait l'élément jeune et dynamique ; Bailly apportait son expérience provenant de l'ancienne « Société des bonnes œuvres ». Il faut y ajouter le rôle déterminant d'une Fille de la Charité, Rosalie Rendu. Ce fut donc dès le début une création collective due au confluent providentiel d'inspirations et d'initiatives diverses. Il fut enfin un

domaine où M. Bailly joua un rôle incontesté à partir de 1830 : celui de la création de la presse catholique. Il fut le fondateur du premier « *Correspondant* », en 1829, et s'il n'a pas créé « *l'Univers* », fondé par l'abbé Migne en 1833, il le recueillit presque mort-né en 1836 et en assura le lancement. Il le dirigea jusqu'en 1842, où Louis Veuillot en permit l'essor. M. Bailly est le fondateur de la presse catholique moderne. Il eut la joie de donner trois enfants à l'Eglise : sa fille Marie, future supérieure générale des Dames de Sainte-Clotilde ; son fils Emmanuel, qui devait devenir Supérieur général des Augustins de l'Assomption, et son fils aîné, Vincent de Paul, fondateur du « *Pèlerin* », de « *la Croix* » et de la Bonne Presse. Le jury, présidé par Mgr Honoré, recteur des Facultés catholiques de l'Ouest, a décerné à l'abbé Jarry, en présence de Mgr Mazerat, évêque d'Angers, le titre de docteur en théologie avec la mention « très honorable » (Ch. MONSCH, dans « *la Croix* », 3 juillet).

— Le 34^e Congrès national de la Croix-Bleue s'est réuni à Strasbourg, les 3 et 4 juillet. Plus de 700 congressistes. Cinq vœux ont été adoptés à l'unanimité pour la lutte contre l'alcoolisme sous toutes ses formes en particulier par une action auprès des pouvoirs publics et outre-mer. La Croix-Bleue, qui fait œuvre de prévention et de guérison, possède en France quelque 80 sections. Siège national : 47, rue de Clichy, Paris, 9^e. Tél. : 874-85-22, 285-30-74 (« *Communiqué* »).

— Paralysée depuis sa naissance, une petite fille de trois ans et demi, Tania Hogan, dont les parents, hôteliers à Dublin, étaient venus participer au pèlerinage national irlandais à Lourdes, s'est mise soudain à marcher à l'aéroport de Lourdes. Voici le témoignage de M. Jean Dauriac, chef d'escale à l'aéroport : « Nous étions en train d'enregistrer les passagers et Mme Hogan tenait dans ses bras la petite fille. A un moment donné, elle la posa doucement sur le sol tout en la maintenant. Soudain plusieurs pèlerins se mirent à crier. Mme Hogan était devenue très pâle, clouée sur place, et tous les assistants virent la petite fille se mettre à mar-

cher et faire plus de 30 mètres dans le hall. Le père suivit la petite, tandis que la mère, en proie à une émotion intense, se réfugiait dans un coin du hall pour pleurer et prier tout à la fois... Jamais dans ma vie, je n'ai vu un visage aussi radieux que celui de la mère. ■ M. Dauriac a ajouté : ■ L'enfant s'est mise à marcher sans qu'il y ait eu une crise nerveuse préalable. La fillette a poussé un cri de joie strident et s'est mise à marcher non pas lentement, mais d'une manière si décidée que la mère n'a pas réagi tout de suite. La petite fille n'a pas réalisé ce qui se passait; elle ■ donné cours à ■■ besoin de se déplacer. ■ Tout en n'étant pas un catholique pratiquant, M. Dauriac pense qu'il s'est agi de quelque chose se produisant en dehors des lois naturelles. ■ Je voudrais maintenant savoir ce qui s'est passé, a-t-il ajouté, et avec moi deux hôtes, le représentant à Lourdes de l'organisation du pèlerinage et des CRS de service, nous étions trois à un mètre à peine des parents lorsque l'enfant s'est soudain détachée d'eux. Parler de miracle, a conclu M. Dauriac, c'est peut-être un peu rapide, mais il s'est passé quelque chose de poignant et, à l'aérogare des malades, fonctionnant à l'aéroport de Lourdes, on n'avait jamais rien vu de pareil. ■ Ce qui a encore accentué l'émotion des assistants, c'est qu'un enfant du même âge, lui aussi paralysé et porté par sa mère, se trouvait dans le groupe des cinquante-sept pèlerins irlandais qui repartaient en *Beïng*. Cette mère espéra pendant quelques minutes que son fils allait lui aussi marcher comme Tania Hogan. Mais il ne se produisit rien... Le Bureau des constatations médicales de Lourdes aura à se pencher sur ces faits survenus en marge de toute cérémonie religieuse, à 12 kilomètres des sanctuaires de Lourdes. (« *Associated Press* », 7 juillet.)

— A l'occasion de la Pentecôte, *pèlerinage à Rome de catholiques de divers pays* dont le but était : *le maintien de la messe traditionnelle latine et grégorienne selon le missel romain de saint Pie V*. Principales manifestations : samedi 29 mai, retraite des enfants qui se préparaient à accomplir leur communion solennelle ou à recevoir le sacrement de confirmation. Le matin de ce jour, pour les parents et autres pèlerins, messe chantée à S. Andrea della Valle par l'abbé Louis Coache. Le lendemain 30, dimanche de la Pentecôte, dans l'église S. Anastasia, communion solennelle de cent cinquante enfants et pour certains confirmation donnée par un évêque francophone. Participation de la rédaction d' « *Itiné-*

raires » : Louis Salleron, Henri Rambaud, Roland Gaucher, Maurice de Charette, Antoine Barrois et le P. Guérard des Lauriers. Nombre de pèlerins : « *La Croix* » : 1 500 ; ■ *Le Figaro* » : 1 500 ; les journaux italiens : environ 6 000 ; ■ *France-Soir* » : 4 000. Estimation d' « *Itinéraires* » : entre 4 000 (minimum) et 6 000 (maximum), dont plus de 1 700 pèlerins francophones. Les organisateurs du pèlerinage avaient demandé une audience au Saint-Père, déposée par Elisabeth Gerstner auprès du nonce apostolique en Allemagne pour les dirigeants des divers groupes du pèlerinage. Par la même voie, Paul VI a fait savoir que l'audience n'était pas accordée. Les motifs de ce refus n'ont pas été communiqués. (« *Itinéraires* », juillet-août 1971).

— *Au recensement de 1968, il y avait en France 679 560 divorcés*, dont 258 540 hommes et 421 020 femmes ; il est notoire que ces chiffres sont inférieurs à la réalité, car un certain nombre de divorcés se déclarent de préférence soit mariés, soit veufs ou veuves. En tout cas, ce chiffre officiel est double de celui de 1936 (332 000 divorcés, dont 129 000 hommes et 203 000 femmes). Il ne faudrait pas déduire de ces chiffres que le taux de divortialité aurait quadruplé depuis le début du siècle (de 10 000 à 18 000 de 1901 à la première guerre mondiale, environ 24 000 entre 1923 et 1929, et 26 000-27 000 entre 1930 et 1937, 34 000 de 1953 à 1963, depuis 41 000 ou 42 000) ; durant cette période, la population et la nuptialité ont varié et, par là même, le nombre des unions. Le *pourcentage des désunions*, qui était de 5,8 pour 100 unions, entre 1910 et 1913, passe à 8,3 entre 1934 et 1938, à 10,4 en moyenne, de 1953 à 1963, pour atteindre une moyenne de 11,9 de 1965 à 1969 inclus. Le taux a doublé entre 1910 et 1968. La durée moyenne de l'union avant le divorce a peu varié ; 11,8 ans vers 1906-1910, et 12,1 ans vers 1956-1960 ; en revanche, la phase où les dissolutions d'union étaient les plus nombreuses, qui se situait après sept ans de mariage, vers 1950, tombait à cinq années en 1965. *Les taux observés varient fortement selon les départements*. En 1936-1938, le rapport des divorces directs aux femmes mariées était maximal dans la Seine, le Calvados, l'Eure, la Seine-Maritime, la Somme, la Seine-et-Oise, la Marne, l'Aube, le Var et les Alpes-Maritimes. Les taux les plus élevés pour les séparations de corps se situaient en Bretagne, dans la Manche et l'Aveyron. Entre 1966 et 1968, la Seine est toujours en tête et quelques départements

s'ajoutent aux zones à divortialité élevée avant-guerre ; il s'agit du Haut-Rhin, de la Meurthe-et-Moselle, du Rhône, des Bouches-du-Rhône, de la Gironde et de la Haute-Garonne ; le taux du Morbihan, le plus faible, est dans le rapport de 1 à 8 avec le taux de la Seine. Les taux de séparation de corps ont très sensiblement augmenté dans les Bouches-du-Rhône, la Gironde, l'Orne, la Marne, la Loire-Atlantique, la Lozère, la Haute-Loire, le Cantal, la Haute-Garonne ; certains de ces départements ont aussi une divortialité très élevée ; d'autres, à vocation essentiellement agricole comme le Cantal, la Mayenne, la Haute-Loire, ont très peu de divorces, mais dans l'Oise, la Somme, l'Eure, le Calvados, très agricoles, on divorce beaucoup ! La seule conclusion que l'on puisse tirer de ces comparaisons est que dans les secteurs où la pratique religieuse est intense, la séparation de corps est plus fréquente que le divorce. En 1937, on avait prononcé en France 27 divorces pour 10 000 femmes mariées ; aux Etats-Unis, 86 ; en Angleterre, 7 ; la France se situait dans la moyenne. En 1965, on comptait, sur la même base, 33 divorces en France ; 98 aux Etats-Unis ; 29 en Angleterre, et nous occupions toujours une position de juste milieu dans l'éventail international des taux de divortialité. (« *Population et Société*, juin 1971.)

— Nous extrayons de la revue trimestrielle « *Migrations et Pastorale* » (juillet 1971, n° 61, les renseignements suivants. *Les étudiants étrangers*, auxquels il convient d'ajouter, pour des raisons d'ordre psychologique, les originaires des territoires et départements d'outre-mer, ne représentent, pour toute la France, que 3 à 4 % des migrants et 7 à 8 % du monde universitaire. Ils constituent pourtant à eux seuls un univers, tant par le nombre des pays représentés que par la diversité des études qu'ils effectuent dans la métropole... Après une rapide montée des effectifs entre 1945 et 1965, on assiste actuellement à une certaine stabilisation. En moyenne, 120 000 à 130 000 étudiants fréquentent dans une année les différents centres d'enseignement (enseignement supérieur : Facultés, grandes écoles, Institut catholiques) : 40 000 à 45 000 dans la région parisienne (65 % dans les sections littéraires, juridiques, artistiques ; 35 % dans les sections scientifiques et médicales). 70 % de garçons contre 30 % de filles. *La France occupe la deuxième place derrière les USA pour le nombre d'étudiants accueillis dans son enseignement supérieur*. (Les stages professionnels : administration, commerce, industrie, médecine, ensei-

nement, CNRS : 5 000 à 10 000 dont 70 % dans la région parisienne. — Les cours de français tous niveaux : 70 000 à 75 000 dont 60 % à Paris, où se trouve l'école de l'Alliance française qui reçoit, à elle seule, plus de 30 000 étudiants chaque année). Ces cours vont des sections élémentaires aux stages pour professeurs de français à l'étranger, en passant par les pré-stages linguistiques et les cours de civilisation. Ils sont fréquentés, en grande majorité, par des jeunes filles. Ces étudiants viennent du monde entier. Cependant, on décelé l'accroissement constant des étudiants originaires des pays d'Afrique noire francophone et anglophone, de l'Europe centrale et orientale, du Canada, du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient, s'expliquant par les nombreux accords bilatéraux passés par la France avec ces Etats. D'autres courants ont pour cause l'évolution économique ou politique des pays de départ : Japon, Turquie, Cambodge, Portugal, Espagne, USA. Enfin, dernier courant : l'arrivée dans l'enseignement supérieur des enfants des migrants. Les Boursiers (d'une entreprise, d'un organisme international, de leurs gouvernements ou du gouvernement français), ne représentent que 15 % des étudiants venus en France. En ce qui concerne l'Eglise (les autres grandes confessions aussi), un certain nombre d'aumôneries et de paroisses nationales se sont dotées d'une section étudiants. Malheureusement, en l'absence d'un travail organique en liaison avec les délégués diocésains des migrants, l'action des délégués nationaux n'a pas toute la continuité locale souhaitable. Une simplification et une harmonisation de l'ensemble s'avèrent indispensables. A Paris, un travail original et fécond de collaboration est réalisé aux cercles internationaux du CEP et une recherche de coordination entre aumôniers existe sur l'ensemble de la région. Exemple d'intérêt porté aux migrants : A Blanzat (Puy-de-Dôme), 2 000 habitants, dont 607 étrangers, soit 26 % de la population (parmi eux 488 Portugais), le nouveau Conseil municipal a mis sur pied une Commission chargée du problème des migrants, Commission composée de douze Français et de huit migrants. Un tract publié en différentes langues a alerté les habitants, leur expliquant le pourquoi de cette Commission. En juin 1970, la Commission internationale des migrations est entrée dans sa vingtième année d'activité. Un nombre considérable de migrants ont pu être aidés au cours de cette période, bénéficiant de l'assistance technique de la CICM et des organismes affiliés dans les pays de départ et d'arrivée. D'autre part, son champ d'activité s'est élargi

aux migrations dans d'autres continents que l'Europe : à l'intérieur de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie.

ÉTRANGER

BULGARIE

— Mgr Maxime (Minkov Naidenov) a été élu le 4 juillet nouveau patriarche de l'Eglise orthodoxe de Bulgarie. Il succède au patriarche Cyrille I^{er} décédé le 7 mars (DC n° 1584, p. 393). Né le 2 octobre 1914, il était depuis 1960 métropolite de Lovech. Son intronisation a eu lieu le jour même. L'Eglise orthodoxe de Bulgarie est divisée en onze diocèses. Deux autres diocèses se trouvent en Amérique. Elle comprend 2 217 paroisses et 2 035 prêtres chargés de paroisses (dont seulement dix-huit sont célibataires). 730 sont licenciés de l'Académie de théologie, 886 ont fait leurs études au séminaire et 419 ont une formation inférieure. L'Académie de théologie de Sofia compte 177 étudiants et 23 professeurs. (« La Croix », 7 juillet.)

ESPAGNE

— Le 18 juin, l'épiscopat espagnol a fait une déclaration sur « La vie morale de notre peuple ». En voici les principaux points : « Les évêques espagnols, qui ont récemment exhorté les fidèles à conserver avec détermination le trésor de la foi, estiment aujourd'hui qu'il est de leur devoir de les inciter à conformer le plus possible leur vie aux règles de la morale évangélique. Lumières et ombres : les valeurs morales se manifestent dans de nombreux secteurs, tant chez les hommes d'âge mûr que chez les jeunes. De même, nombreux sont les foyers où subsistent de grandes vertus de la tradition chrétienne, l'esprit de foi. On peut affirmer que, d'une façon générale, on note dans notre peuple une plus grande sensibilisation à la justice sociale et de la personne et un sens plus effectif de la solidarité. Cependant, nous sommes bien forcés de constater une alarmante et progressive décadence morale dans de nombreux secteurs de notre communauté ecclésiale et civile. Le relâchement moral se reflète, d'une façon plus ou moins étendue, dans les faits suivants : diminution ou absence du sens religieux de la vie, dépréciation de la loi naturelle et positive, confusion générale en ce qui concerne les critères de moralité, dépréciation de l'ordre moral matrimonial et, souvent, de l'institution familiale, scandale et provocation de l'argent, appât du lucre et du luxe, matérialisme et hédonisme théorique ou pratique,

ambiance érotique croissante, immoralité professionnelle se manifestant dans le non-accomplissement du devoir et l'acceptation de personne, climat de violence, augmentation de la délinquance juvénile, tendance à l'évasion devant les problèmes imposés par la réalité, crise de l'autorité et de l'obéissance, manque de franchise, de sincérité et de cordialité dans les rapports humains... Il existe une grande ignorance en matière de morale jointe à une tendance inconsciente au laxisme et au relativisme. On regrette l'absence d'une authentique éducation morale dans l'ordre de la sexualité, des affaires, de l'information, et d'autres. Il se répand spécialement, chez beaucoup de jeunes, une perte de confiance dans les institutions et aussi dans les principes moraux, comme s'ils avaient été élaborés pour servir les intérêts et l'hypocrisie des adultes. Par ailleurs, on peut voir la croissante commercialisation du sexe et son exploitation ignoble sur les autels des intérêts économiques qui se nourrissent de la corruption. Il ne serait pas prudent d'oublier d'autres facteurs, comme certains courants déterminés de culture qui, sous le couvert de prétextes humanistes, désintègrent d'une façon inhumaine la substance des idées morales. Les uns sont d'ordre idéologique, comportant le large processus qui va du rationalisme naturaliste au matérialisme et à l'hédonisme. Que l'on songe à la pression extraordinaire de certaines interprétations freudiennes et de leurs versions les plus récentes qui mutilent l'esprit humain. Mérite une mention spéciale pour le trouble qu'elle a produit la soi-disant « morale de situation » déjà repoussée par Pie XII (2 février 1956). Il faut s'efforcer de corriger la déformation de nombre de chrétiens qui ne conçoivent la morale que comme une limitation ou un frein pour leurs propres aspirations vitales, et tendent à cause de cela à réduire ses exigences à un minimum, essayant uniquement d'éviter le péché grave. C'est pourquoi, pour la vie sociale, il faut insister davantage sur la nécessité de pratiquer dans un esprit chrétien les vertus positives telles que l'amour de la vérité, et de la justice, une attitude de service et de collaboration, de solidarité avec les problèmes des autres, la magnanimité, l'effort pour la promotion humaine.

Nous considérons qu'il est de notre devoir de réaffirmer la doctrine traditionnelle du magistère de l'Eglise sur la nature illicite grave des relations sexuelles en dehors du mariage ainsi que des relations prématrimoniales et du péché solitaire, du carac-

tère antinaturel et peccamineux de l'homosexualité. En ce qui concerne la régulation des naissances, nous réitérons notre déclaration en conformité avec *Humanae vitae*.

— *Devoirs de l'Etat*. Pour la vie morale du peuple, l'Etat a, lui aussi, une importante mission à accomplir, qui est une exigence du bien commun. La réalité concrète et la coopération de l'Eglise et des citoyens indiqueront à l'autorité civile quelles sont les lois positives se rapportant à la moralité publique qu'ils doivent promouvoir, maintenir ou abroger dans chaque conjoncture importante. L'épiscopat, respectueux des limites de sa propre mission comme de l'autonomie de la société civile, exhorte vivement à l'adoption de moyens concrets pour renforcer la protection des familles, la vigilance efficace en matière de mœurs, la répression du trafic de la drogue, etc. Etant donné l'importance que revêt aujourd'hui le tourisme chez nous, et reconnaissant les bienfaits qu'il amène avec lui, il est nécessaire de prévoir des dispositions susceptibles d'éviter les abus de diverses sortes qui s'introduisent et qui ont une incidence négative sur la moralité publique dans de nombreuses régions de notre pays. Dans une attitude de ferme défense des valeurs morales, la hiérarchie catholique de divers pays a dénoncé publiquement les lois autorisant l'avortement, le divorce et l'euthanasie; situation devenue légale qui, par bonheur, ne se présente pas chez nous. L'épiscopat espagnol appuie les dispositions prévues par l'Etat contre la pornographie, la prostitution et la corruption des mineurs; il désire que l'on en presse l'application. Cependant l'action de l'Etat ne suffit pas. Il est nécessaire que la société tout entière collabore activement avec les autorités. Les citoyens d'un pays chrétien ne doivent pas laisser vicier l'atmosphère sociale par des facteurs qui la rendent irrespirable pour la foi et pour la vie morale de ses enfants, en particulier de ceux qui sont les plus exposés. (« *Boletín Oficial del Arzobispado de Oviedo* », juillet 1971.)

ETATS-UNIS

— *La Cour suprême des Etats-Unis*, dans trois jugements rendus par son président, M. Warren Burger, a exclu la notion d'une séparation hermétique entre l'Eglise et l'Etat, et a admis que le gouvernement puisse aider des institutions religieuses, à condition qu'il n'y ait pas d'enchevêtrement excessif. Ces décisions de la Cour ouvrent la porte à une aide directe ou indirecte aux écoles religieuses. La Cour a, par ailleurs, auto-

risé les aides fédérales directes pour la construction des bibliothèques, gymnases et laboratoires qui peuvent être considérés comme « religieusement neutres ». (« *La Croix* », 2 juillet.)

— *Louis Armstrong*, le roi du jazz, est mort le 6 juillet, alors qu'il venait de fêter ses 71 ans. Né le 4 juillet 1900 dans une famille modeste de La Nouvelle-Orléans, il obtint en 1918 la chance de sa vie en remplaçant King Oliver dans la formation du trombone Kid Ory. En 1924, il rejoint l'orchestre de Fletcher Henderson et travaille ensuite avec Erskine Tate et Carroll Dickerson, puis forme son propre groupe. Avec son *Hot Five* (ou *Hot Seven*), il enregistre alors quelques-uns de ses plus beaux disques : *Cornet Shop Suey*, *Muskrat Ramble*, *Struttin'with*, *Some Barbecue*, *West End Blues*, *Basin Street Blues*, *St Jammes Infirmary*, *Tight like This*, etc. En 1932, il se produit pour la première fois en Europe. Il fit aussi du cinéma et apparaîtra dans une vingtaine de films (le dernier en date : *Hello, Dolly*, en 1969). Il réalisa des centaines d'enregistrements et multiplia les tournées à l'étranger. (« *Ibid.* », 8 juillet.)

FORMOSE

— *Des protestants et des catholiques du sud de Formose ont mis sur pied un « ministère œcuménique industriel »*. Le premier programme mis en œuvre concerne un centre social chargé de donner des informations sur les questions de logement, de travail et d'Eglise aux gens qui arrivent en foule dans le port industriel de Kaohsiung, soit environ 5 000 par jour. (« *Ibid.* », 3 juillet.)

POLOGNE

— *Une importante étape pour la normalisation des rapports Eglise-Etat en Pologne a été franchie le 23 juin avec le vote par la Diète d'une loi remettant à l'Eglise la propriété de 4 700 églises et chapelles et d'environ 2 000 bâtiments annexes situés dans les territoires ex-allemands de l'Ouest et du Nord*. Ces biens nationalisés par l'Etat au lendemain de la guerre étaient loués à bail à l'Eglise, mais de nombreuses paroisses ne pouvaient payer la location demandée. La loi annule les arriérés, qui s'élevaient à 111 millions de zlotys, soit 25 millions de francs. Les autres confessions — protestante, orthodoxe, musulmane — sont également intéressées par la loi votée par la Diète. (« *Ibid.* », 25 juin.)

PORTUGAL

— *Mise au point*. — *Le chiffre de 30 000 personnes rassemblées à la*

Cova da Iria pour les cérémonies commémoratives du 25^e anniversaire du couronnement de Notre-Dame de Fatima, que nous avons donné dans notre numéro 1588, p. 596, doit s'entendre des personnes présentes sur les lieux au moment de l'arrivée du cardinal Renard le 12 mai au soir, pour présider la veillée de prière. Dans la nuit, toujours d'après « *Novidades* », l'assistance était « d'environ cent mille personnes » et « environ trois cent mille personnes » à la messe du lendemain. Voir d'autre part, ci-dessus p. 793, l'interview du cardinal Renard sur l'ensemble de ces cérémonies.

URSS

— *Après vingt-trois jours d'un vol réussi dans la station orbitale Saliout (début du vol 6 juin avec arrimage à la station spatiale Saliout et occupation de celle-ci), les trois cosmonautes Dobrovolsky, Patsayev et Volkov ont trouvé la mort dans leur cabine Soyouz II qui s'est posée en douceur le 29 juin en Union soviétique*. (« *La Croix* », 1^{er} juillet.) Conclusion de l'enquête publiée par Moscou : « Lors de la descente, trente minutes avant l'atterrissage, une chute rapide de la pression s'est produite dans la partie récupérable du Soyouz. La chute de pression a été occasionnée par la perte de l'étanchéité de la cabine. » (« *Ibid.* », 13 juillet.) Une messe pour les trois cosmonautes russes a été célébrée à Rome en l'église Santa Maria in Via. L'ambassade d'URSS était représentée par un attaché. A la messe célébrée par un aumônier militaire assistaient une centaine de personnes. (« *La Croix* », 8 juillet et « *L'Osservatore Romano* », 8 juillet.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— *Mgr Manuel Vieira Pinto* (évêque de Nampula) administrateur apostolique du docèse vacant de Beira, Mozambique. (« *OR* », 2 juillet.) — *Mgr Eugène Klein* (évêque de Bereina, Papouasie) coadjuteur avec droit de succession et administrateur apostolique « sede plena » de l'archidiocèse de Nounéa, Nouvelle-Calédonie. (« *OR* », 3 juillet.) — *L'abbé Paulo Eduardo Andrade Ponte* évêque d'Itapipoca, Brésil. (« *Ibid.* ») — *Le P. Nicolas Kehiayan* (de la congrégation des Méchitaristes de Venise) administrateur apostolique « ad nutum Sanctae Sedis » de l'Exarchat apostolique de France pour les fidèles catholiques de rite arménien. (« *OR* », 10 juillet.)

— L'abbé José Maria Larrea Legarreta évêque de Léon, Espagne. (« OR », 14 juillet.) — Mgr Peter Han Kongryel (évêque de Jeon-Ju) archevêque de Kwang Ju, Corée. (« OR », 15 juillet.) — Mgr Harold W. Henry administrateur apostolique de la préfecture apostolique de Chejudo, Kwang Ju, Corée. (« Ibid. »)

NOUVEAUX TERRITOIRES

— Le Saint-Père a érigé la préfecture apostolique de Chejudo avec un territoire détaché de l'archidiocèse de Kwang Ju, Corée. (« OR », 15 juillet.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Manuel Ferreira Cabral, évêque de Beira (Mozambique), pour raison de santé. (« OR », 2 juillet.) — De Mgr Rinaldo Giuseppe Maria Addazi, évêque de Trani, Berletta et Bisceglie, sur son désir exprès, pour raison de santé. (« OR », 4 juillet.) — De Mgr Garabed Amadouni (exarque apostolique de France pour les fidèles catholiques de rite arménien) pour raison de santé. (« OR », 10 juillet.)

DECES

— De Mgr Francesco Marchesani,

évêque de Chiavari (Italie), le 4 juillet. (« OR », 8 juillet.) — De Mgr Carlos M. Cafferata, évêque de San Luis (Argentine), le 6 juillet à Rosario. (« Ibid. ») — De Mgr Cristoforo Arduino Terzi, ancien évêque de Massa Carrara (aujourd'hui Apuania) le 11 juillet à Rieti, Italie. (« OR », 12-13 juillet.)

SAINT-SIÈGE

— Le Saint-Père a nommé président de la Commission pontificale pour la Nouvelle Vulgate Mgr Eduard Schick et secrétaire de la même Commission Mgr Salvatore Garofalo. (« OR », 3 juillet.)

— Le Saint-Père a reçu en audience privée Mgr Guido Monzino, chef de l'expédition italienne au pôle Nord et les membres de celle-ci. (« Ibid. ») Voir « DC » n° 1589, p. 644.

— La Direction générale des monuments, musées et galeries pontificaux, répondant favorablement aux nombreuses demandes qui lui avaient été transmises par la Secrétairerie d'Etat, a décidé l'ouverture dominicale gratuite « ad experimentum » des musées à partir du mois de juillet courant, le dernier dimanche de

chaque mois, ce qui supprime l'entrée gratuite du dernier samedi de chaque mois. (« OR », 4 juillet.)

— Pour la première fois, une religieuse, une américaine parlant parfaitement le français, occupera un poste de chef de service dans un des dicastères de la Curie romaine : la congrégation pour les Religieux et les Instituts séculiers, dont le cardinal Ildebrando Antoniutti est le préfet. Il s'agit de Sœur Taddea Kelly, de l'Ordre de la Présentation de la bienheureuse Vierge Marie, de San Francisco (USA). Née en 1917, Sœur Kelly était jusqu'à présent supérieure provinciale, après avoir été maîtresse des novices et, pendant quelques années, professeur de français à l'Université catholique de Washington. Elle sera chargée d'étudier et de préparer les Constitutions pour les Instituts religieux féminins qui dépendent de la congrégation dont elle va faire partie. (« Kipa », 5 juillet.)

— Le Saint-Père a nommé secrétaire du Suprême Tribunal de la Signature apostolique Mgr Aurelio Sabattani. (« OR », 14 juillet.)

— Le Saint-Père a nommé délégué apostolique à Ceylan Mgr Carlo Curis. (« OR », 15 juillet.)

APPEL EN FAVEUR

DU MAINTIEN DE LA MESSE EN LATIN

Un appel signé de plusieurs personnalités britanniques, parmi lesquelles de nombreux non-catholiques (la romancière Agatha Christie, le violoniste Yehudi Menuhin), des évêques anglicans (d'Exeter et de Ripon) et des catholiques de renom (le romancier Graham Greene, Mr Rees-Mogg, directeur du Times de Londres), a été publié dans le Times du 6 juillet. Cet appel a été envoyé à Rome pour alerter le Saint-Siège « sur la responsabilité qu'il encourrait s'il refusait de permettre la survie de la messe traditionnelle » (*).

L'un des axiomes de la publicité contemporaine,

(*) Texte anglais dans le Times du 6 juillet 1971. Titre et traduction de la DC.

Selon Carrefour (4 août 1971, p. 9), ont signé cet appel, en divers autres pays : Luigi ALFONSI ; Romano AMERIO ; Marcel ARLAND, de l'Académie française ; Djuna BARNES ; Giorgio BASSANI ; Jorge Luis BORGES ; Robert BRESSON, Marcel BRION et Roger CAILLOIS, de l'Académie française ; Adolfo BLOY CASARES ; Luigi DALLAPICCOLA ; Giacomo DEVOTO ; Francisco et Sara GALLARDO ; Alberto GIRI ; Julien GREEN, de l'Académie française ; Jorge GUILLEN ; Carlo LAURENZI ; Robert LOWELL ; Mario LUZI ; Francesco MAZZONI ; Eugenio MONTALE ; Henry DE MONTERLAND, de l'Académie française ; Hector MURENA ; Augusto DEL NOCE ; Ghiorgos NOVAS ; Silvina et Victoria OCAMPO ; Massimo PALLOTINO ; Ettore PARATORE ; Goffredo PETRASSI ; G. B. PIGHI ; Nono ROTA ; Marius SCHEIDER ; Michele F. SCIACCA ; André SEGOVIA ; Ghiorgos SISSILIANOS ; Ghiorgos ZORAS.

aussi bien religieuse que profane, est que l'homme moderne en général, et les intellectuels en particulier, sont désormais pleins d'intolérance pour toutes les formes de la tradition et n'aspirent qu'à les supprimer pour les remplacer par quelque chose d'autre.

Mais comme bien d'autres affirmations de nos machines à publicité, un tel axiome est faux. Aujourd'hui, tout comme dans le passé, les hommes cultivés sont à l'avant-garde chaque fois qu'il s'agit de reconnaître la valeur de la tradition, et ils sont les premiers à sonner l'alarme lorsqu'elle est menacée.

Si quelque décret déraisonnable devait ordonner la destruction complète ou partielle des basiliques ou des cathédrales, ce serait évidemment les hommes cultivés — quelles que soient leurs croyances personnelles — qui se dresseraient, pleins d'horreur, pour s'opposer à une telle possibilité.

Or, c'est un fait que ces basiliques et ces cathédrales ont été bâties pour la célébration d'un rite qui, il y a quelques mois encore, représentait une tradition vivante. Nous voulons parler de la messe catholique romaine. Pourtant, si l'on en croit les dernières informations en provenance de Rome, il existe un plan destiné à supprimer cette messe dès la fin de cette année.

En ce moment, nous n'envisageons pas l'expérience religieuse et spirituelle de millions de personnes. Le rite en question, dans son magnifique texte latin, également inspiré quantité d'œuvres d'art inestimables, non seulement des œuvres mystiques, mais aussi des œuvres de poètes, philosophes, musiciens, architectes, peintres et sculpteurs, dans tous les pays

et à toute les époques. Il appartient ainsi à la culture universelle aussi bien qu'aux hommes d'Eglise et aux chrétiens pratiquants.

Dans la civilisation matérialiste et technocratique qui menace de plus en plus la vie de l'âme et de l'esprit dans son expression créatrice originale — la parole, — il semble particulièrement inhumain de priver l'homme de formes verbales dans l'une de ses plus grandioses manifestations.

Les signataires de cet appel, qui est entièrement œcuménique et apolitique, proviennent de toutes les branches de la culture moderne en Europe ou ailleurs. Ils désirent attirer l'attention du Saint-Siège sur l'effrayante responsabilité qu'il encourrait dans l'histoire de l'esprit humain s'il refusait de permettre la survie de la messe traditionnelle, même si ce n'était que côte à côte avec d'autres formes liturgiques.

Ont signé :

HAROLD ACTON, VLADIMIR ASHKENAZY, JOHN BAYLER, LENNOX BERKELEY, MAURICE BOWRA, ACATHA CHRISTIE, KENNETH CLARK, NEVILL COGHILL, CYRIL CONNOLLY, COLIN DAVIS, HUGH DELARGY, ROBERT (év. d'Exeter); MILES FITZALAN-HOWARD, CONSTANTINE FITZGIBBON, VILLIAM GLOCK, MAGDALEN GOFFIN, ROBERT GRAVES, GRAHAM GREENE, IAN GREENLEES, JOSEPH GRIMOND, HARMAN GRISEWOOD, COLIN HARDIE, RUPERT HART DAVIS, BARBARA HEPTWORTH, AUBERON HERBERT, JOHN JOLLIFFE, DAVID JONES, OSBERT LANCASTER, F. R. LEAVIS, CECIL DAY LEWIS, COMPTON MACKENZIE, GEORGE MALCOLM, MAX MALLOWAN, ALFRED MARNAU, YEHUDI MENUHIN, NANCY MITFORD, RAYMOND MORTIMER, MALCOLM MUGGERIDGE, IRIS MURDOCH, JOHN MURRAY, SEAN O'FAOLAIN, E. J. OLIVER, OXFORD AND ASQUITH, WILLIAM PLOMER, KATHLEEN RAINE, WILLIAM REES-MOGG, RALPH RICHARDSON, JOHN (év. de Ripon), CHARLES RUSSELL, RIVERS SCOTT, JOAN SUTHERLAND, PHILIP TOYNBEE, MARTIN TURNELL, BERNARD WALL, PATRICK WALL, E. I. WATKIN, R. C. ZAEHNER.

DECLARATION

DU CARDINAL PRIMAT D'IRLANDE

Le cardinal CONWAY, archevêque d'Armagh (résidant en Irlande du Nord) a rendu public le communiqué suivant le 14 août à propos de la décision prise le 9 août par le gouvernement nord-irlandais de rétablir l'internement administratif, décision qui a suscité à nouveau de sanglants affrontements entre la population catholique d'Irlande du Nord et le corps expéditionnaire britannique :

L'internement sans jugement est un terrible pouvoir, quelle que soit l'autorité politique à laquelle il est donné.

Les évêques catholiques n'ont cessé de répéter leur condamnation des meurtres et autres formes de violence comme moyen de parvenir à des objectifs politiques, et il est notoire que ce point de vue est partagé par la grosse majorité de la population catholique.

Il est nécessaire de dire que l'aversion pour l'internement sans jugement, et particulièrement pour son application unilatérale, est également profonde et largement répandue dans cette même population.

Actuellement, il est important que les projecteurs de la publicité ne soient pas braqués uniquement sur les raisons mises en avant pour justifier l'internement, mais aussi sur la manière dont celui-ci est exercé.

Il est déjà parfaitement évident que des hommes complètement innocents, emmenés de chez eux dans les premières heures de la matinée de lundi (9 août), ont subi des traitements humiliants et brutaux de la part des forces de sécurité.

Ce fait devrait faire l'objet d'une enquête rigoureuse et libre.

Un porte-parole officiel a déclaré que les plaintes doivent être soumises à la police, qui les examinera. Pour ceux qui vivent dans le climat que connaît actuellement l'Irlande du Nord, semblable déclaration frise le cynisme.

Il est à espérer que l'opinion britannique et mondiale suive de près et impartialement l'exercice de ce terrible pouvoir.

Nos paroles ne signifient en aucune manière que nous cherchions à excuser les agissements de quiconque a délibérément incité à la violence et doit donc partager avec d'autres la responsabilité des morts et des terribles souffrances de tant de milliers de personnes au cours de ces dernières semaines.

(Texte anglais dans The Tablet, 21 août 1971, p. 826. Traduction de la DC.)

POUR LA JUSTICE AU MOYEN-ORIENT

Appel des autorités chrétiennes d'Algérie

Le communiqué suivant a été publié dans la Semaine religieuse d'Alger (29 juillet 1971, p. 222), au moment où la situation de la résistance palestinienne se faisait de plus en plus critique en Jordanie :

En ces jours où, au milieu d'un silence quasi universel, le peuple palestinien, déjà privé de son territoire, endure des souffrances toujours plus cruelles, nous, responsables chrétiens en Algérie, faisons appel aux croyants pour qu'ils portent fraternellement dans la prière les hommes et les femmes meurtris aujourd'hui dans leur chair et leur dignité, et pour qu'ils manifestent leur solidarité à un peuple menacé de désespoir ; à toute conscience humaine nous rappelons la responsabilité de chacun dans la construction de la paix ; nous affirmons que, au Moyen-Orient, la paix ne saurait reposer sur l'écrasement du peuple palestinien ; elle exige la reconnaissance de l'existence de ce peuple et la participation de ses représentants à la détermination de son avenir.

Alger, le 22 juillet 1971.

Cardinal LÉON-ETIENNE DUVAL,
archevêque d'Alger.

Pasteur PIERRE ROCHAT,
président de l'Eglise réformée en Algérie.

Pasteur JACQUES BLANC,
directeur du CCSA.

JEAN-MARIE RAIMBAUD,
évêque de Laghouat.

JEAN SCOTTO,
évêque de Constantine.

SYNODE EPISCOPAL.

Imprimerie « Bayard-Presse », 5, rue Bayard, Paris-8^e. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presse.

d'un seul geste.....

et pour **240 F (HT)** seulement,
vous ferez

500 ADRESSES A L'HEURE
sans erreur avec le
MINI-MASTER



la plus rapide des machines à adresser manuelles!

1 Vous tapez à la machine ou vous écrivez au stylo à bille l'adresse à reproduire (6 à 8 lignes) sur le cliché papier du MINI-MASTER. 2 Vous collez le cliché (qui est auto-adhésif) sur une fiche vierge de votre fichier. 3 Vous placez le tout dans la machine et... vous faites vos 500 adresses à l'heure. 4 C'est fini ! Vous replacez la fiche avec son cliché papier dans votre fichier jusqu'au prochain adressage !

POUR RECEVOIR PLUS DE DETAILS,
RETOURNEZ LA CARTE REPONSE
OU TELEPHONER A :

TEKELEC TA AIRTRONIC

Département MECANOGRAPHIE
Cité des Bruyères - Rue Carle Vernet
92. SEVRES - Tél. : 626.02.35 et 626.24.38
Télex : 25 997

NOM :

Adresse (rue et ville)

.....
.....

- ☐ désire une documentation MINI-MASTER.
☐ passe commande d'une machine à 240 F (H.T.)
soit 295,20 F T.T.C.

G1

BAYARD-PRESS, 5, rue Bayard, Paris-8^e - Tél. 223-73-03.
 France et Communauté : 1 an, 40 F. 6 mois, 21 F. Canada : 1 an,
 \$ 15. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)
 Canada. Autres pays : 1 an : 48 F ; 6 mois, 25 F.
PRIX DU NUMÉRO : de l'année : 2 F ; des années précédentes : 5 F.
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1592 - 5 SEPTEMBRE 1971

- 752 **Audiences générales** : l'Eglise est une communion (21 juillet); l'éminente dignité de l'homme (28 juillet); le renouveau intérieur de l'Eglise (4 août); le laïcat (11 août); la liberté (18 août).
- 759 **La fidélité du prêtre.** Allocution (4 août).
- 760 **La création du Conseil pontifical « Cor unum »** (15 juillet).
- 762 **Message à la communauté ecclésiale d'Espagne** (25 juillet).
- 763 **Lettre au Pèlerinage national français à Lourdes** (27 juillet).

ACTES DE S. S. PAUL VI

- 764 **L'instruction des causes de réduction à l'état laïc.** Normes de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi.
- 768 **L'administration du baptême par les religieux laïcs et les religieuses.** Lettres de la S. congrégation des Religieux.
- 769 **Lettre pontificale à la Semaine sociale de France.**
- LE IX^e CONGRES MONDIAL DE L'UNION CATHOLIQUE INTERNATIONALE DE LA PRESSE.**
- 772 **Lettre pontificale.**
- 775 **Discours d'ouverture de M. Gélamur..**

ACTES DU SAINT-SIÈGE

- *
**
- 780 **Lettres de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi à H. Küng.**
 - 780 **Message pontifical au Congrès mondial des sourds.**

- 781 **Engagement et fidélité.** Lettre pastorale du cardinal Suenens.
- 785 **Pour un renouveau de la paroisse.** Exposé du chanoine Bockel au Colloque européen des paroisses.
- 791 **L'actualité de sainte Jeanne d'Arc.** Panégyrique prononcé par le cardinal Wright.
- 793 **Fatima.** Interview du cardinal Renard.

QUESTIONS ACTUELLES

- 794 **Événements et informations** (1^{er}-15 juillet).

ÉVÉNEMENTS

- 798 **Appel en faveur de la messe en latin; déclaration du cardinal Conway sur le conflit d'Irlande du Nord; appel des autorités chrétiennes d'Algérie pour le peuple palestinien.**

L'ÉGLISE DANS LE MONDE

NUMERO 1593

53^e ANNÉE - T. LXVIII



17

19 septembre 1971

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



La prochaine assemblée du Synode

Le socialisme (évêques du Chili)

Le cardinal Silva Henríquez, archevêque de Santiago du Chili (à droite),
avec M. Allende, président du Chili (Photo - Prensa de Santiago)

LIVRES NEUFS A PRIX TRES RÉDUITS

Spécialiste dans la diffusion par correspondance du livre depuis 1953, **DIFRALIVRE** vous propose à des prix imbattables un choix sélectionné à votre intention par son Comité de lecture

LES SAINTS, COMPAGNONS DU CHRIST, par Emile Mâle. Leur légende, leurs hauts faits, leur martyre, accompagnés de merveilleuses illustrations. 18 x 25. 212 p. Paul Hartmann, éditeur. Val. 28 F pour 11 F.

FETES ET COUTUMES CHRETIENNES, par Francis X. Weiser. De la liturgie au folklore, livre émouvant et de grand intérêt. 13,5 x 19,5. 280 p. Mame. Val. 15 F pour 11 F.

LITURGIES ANCIENNES, par Archdale A. King. Rites d'Aquilée, de Bénévent, gallican, celtique, rites anglais médiévaux et rite de Nidaros. 13,5 x 19,5. 630 p. index. relié. Mame. Val. 18 F pour 7 F.

TERRE CELESTE ET CORPS DE RESURRECTION, par H. Corbin, directeur d'études à la section des sciences religieuses de l'Ecole pratique des hautes études (Sorbonne). Maître livre sur les religions qui se sont développées en Iran (suivi d'un abondant choix de textes traditionnels). 14 x 19,5. 424 p. 4 hors-texte. Buchet-Chastel. Val. 21 F pour 11 F.

JESUS VU PAR REMBRANDT. La vie de Jésus à travers l'œuvre de Rembrandt, accompagnée par des textes de Mauriac, Daniel-Rops, Papini, etc. 14 x 21. 160 p. 63 reproductions de dessins ou tableaux en noir. 11 planches en couleurs, relié. Waleffe. Valeur 20,90 F pour 10 F.

MYSTIQUES DE FRANCE, par Daniel-Rops. Textes essentiels de saint Bernard, Jeanne d'Arc, saint François de Sales, Berulle, du P. Lallemand, Marie de l'Incarnation, Pascal, du Curé d'Ars, sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus, ainsi que de saint Vincent de Paul. 14 x 22. 326 p. Nomb. iconographies. Buchet-Chastel. 9,50 F pour 4 F.

SAGES, PENSEURS ET PHILOSOPHES, par Louis Perche. Une excellente initiation à la philosophie à travers une vivante galerie de portraits. 12,5 x 19. 200 p. Nomb. ill. Waleffe. Val. 15 F pour 11 F.

HISTOIRE VIVANTE DES MOINES, par Michel Mourre. De saint Antoine aux moines de Cluny, courts récits évoquant de façon vivante l'existence de ces hommes qui renoncèrent aux hommes pour s'attacher à Dieu. 15,5 x 21. 380 p. 22 ill. hors-texte. Ed. du Centurion. Val. 30 F pour 11 F.

DE LA SCIENCE A LA FOI, TEILHARD DE CHARDIN, par Maurice Corvez. A l'alternative « Dieu ou l'absurde » posée par la Raison et la Science, Teilhard répond par l'espoir : la science conduit à Dieu. 13 x 18. 188 p. Mame. Val. 18 F pour 6,50 F.

SAINT BERNARD ET SES FILS, par Daniel-Rops de l'Académie française. La personnalité de Bernard de Clairvaux et l'histoire de la Trappe de ses origines à nos jours. 16,5 x 22,5. 210 p. 32 ill. hors-texte. Relié toile. Mame. Val. 26 F pour 13 F.

JESUS EDUCATEUR DES APOTRES, par J. DELBREL, S.J. Vocation et dispositions des apôtres. Le programme de Jésus, son exemple. 12 x 18,5. 384 p. Beauchesne. Val. 12 F pour 4,20 F.

LA MORALE EN MEDECINE, par J. O. Donnel, S.J. Le principe de l'inviolabilité de la vie humaine, les aspects moraux de la mutilation, les problèmes de la grossesse et de l'accouchement, les aspects

médico-canoniques du mariage, le côté moral du secret professionnel, etc. 13 x 18. 392 p. Mame. Val. 20 F pour 7 F.

MATRICULE 81 490, par A. Chambon. Le récit d'un rescapé de Buchenwald qui, catholique fervent, put surmonter cette épreuve grâce à sa foi. 12 x 19. 248 p. Flammarion. Val. 9 F pour 3 F.

RENDEZ-VOUS DE JERUSALEM, par Roland Cluny. Ce qu'a fait et dit Paul VI en Palestine. Le Christ toujours d'actualité, par un témoin de son voyage. (Préface du cardinal Tisserant.) 12 x 19. 316 p. 12 photos hors-texte. Flammarion. Val. 15 F pour 4,50 F.

TEXTES POUR L'HISTOIRE SACREE. Choisis et présentés par Daniel-Rops de l'Académie française, traduits, replacés dans leur cadre historique spirituel et commentés sobrement :

- L'Epopée missionnaire. 454 p.
- Calvin tel qu'il fut, 252 p.
- Gestes et textes des apôtres. 598 p.
- La Légende franciscaine. 374 p.
- Ruysbroeck l'admirable et son école. 240 p.
- La Vie et l'âme de Monsieur Vincent. 264 p.

Chaque volume 12 x 18,5. Fayard. Val. 15 F pour 3,60 F ou les 7 volumes ensemble pour 21 F.

QUARANTE SIECLES AUTOUR DU MONDE, par J. Desforges. Reconstitution de la découverte de la terre par des extraits de récits replacés dans le cadre de leur époque. 14,5 x 20,5. 370 p. 8 cartes. La Table ronde. Val. 20 F pour 5,60 F.

L'HOMME A LA DECOUVERTE DE LA TERRE, par Frank Debenham. Emaillée d'anecdotes rigoureusement exactes, illustrée de nombreux documents, une histoire mondiale des explorations que l'homme fit de sa planète depuis cinq mille ans. Volume relié pleine toile, format 22 x 29. 272 p. Très nombreuses illustrations et reproductions en noir et en couleurs, complétées d'une liste des explorateurs célèbres et de leurs itinéraires. Hachette. Val. 56 F pour 36 F.

LA VIE DE JESUS, PAR LES CHEFS-D'ŒUVRE DE L'ART ET LES TEXTES DES EVANGILES. Unique en son genre, ce magnifique volume expose la vie de Jésus représentée par les plus célèbres artistes entre le XI^e et le XVI^e siècle. Ces six cents ans ont connu les plus belles créations du genre humain, inspirées par le christianisme. Chaque reproduction est accompagnée d'un extrait des Evangiles. Très beau volume relié pleine toile, format 26 x 32, comportant 44 planches en couleurs. Hachette. Val. 45 F. Net : 22 F.

Prière de passer commande à :

DIFRALIVRE DC 5

22, rue d'Orléans, 78-MAULE

chez qui ces livres sont disponibles.

Prière de joindre le règlement (y ajouter 6 F pour frais d'envoi pour la France métropolitaine et 10 F pour toutes autres destinations) en chèque postal ou bancaire, mandat, etc. (CCP 19 979-24 PARIS).

Expédition rapide.

BON DE GARANTIE joint à l'envoi accordant faculté de retour.

Actes de S. S. Paul VI

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

L'AUTORITE DANS L'EGLISE EST SERVICE

Audience générale du 25 août (1)

Poursuivant notre recherche des termes qui caractérisent l'enseignement du Concile, nous en trouvons un qui y est mis en relief avec une insistance particulière, et qui doit donc retenir notre attention : le mot servir. Il semblerait que ce mot affirme une chose contraire à la « liberté » qui, elle aussi, a été défendue et proclamée par le Concile. En fait, les deux mots, « service » et « liberté », ne s'opposent pas entre eux dans l'enseignement du Concile, parce que l'un et l'autre se réfèrent à des contextes doctrinaux différents et peuvent même se trouver dans le même contexte pour exprimer d'une façon complémentaire une même attitude religieuse et morale. Par exemple : nous devons servir librement Dieu, le Christ, l'Eglise, le prochain.

Le Christ serviteur

Il importe donc de voir ce que signifie et à quoi se réfère le service que, dans son enseignement, le Concile présente comme l'une des notions qui lui tiennent le plus à cœur. Le Concile parle du plan divin pour le salut du monde, dont l'artisan fut le Christ, dans la subordination à la volonté du Père. Cette dépendance à l'égard de Dieu le Père, inhérente à l'idée de service, caractérise la figure du Christ, déjà esquissée dans la célèbre prophétie du serviteur de Yahvé, c'est-à-dire Israël personnifié dans le Messie rédempteur (cf. Is 49 et s. ; 53), Fils de Dieu et Fils de l'homme, venu dans l'histoire du monde, comme lui-même nous l'a dit, « pour servir et donner sa vie en rançon pour une multitude ». (Mc 10, 45.)

Cette idée, fondamentale dans le plan du salut, révèle deux intentions dans le service du Christ. D'abord, la volonté du Christ s'insère dans la volonté souveraine, mystérieuse et miséricordieuse du Père. Jésus se soumet et obéit « jusqu'à la mort » (Ph 2, 8) à la volonté suprême du Père ; et, bien qu'il fût de nature divine (« *in forma Dei esset* », *ibid.*, 6), il a voulu prendre la nature de serviteur, la nature

humaine, allant jusqu'à s'anéantir lui-même (*ibid.*, 7). On pourrait multiplier les témoignages que Jésus donne lui-même de son absolue dépendance à l'égard de la volonté de son Père. Citons seulement celui-ci : « Je fais toujours ce qui plaît au Père » (Jn 8, 29 ; 14, 31, etc.) ; ou encore ce témoignage sublime et tragique donné à Gethsémani : « Mon Père, s'il est possible, que cette coupe (de la passion) passe loin de moi. Cependant, non pas comme je veux, mais comme tu veux. » (Mt 26, 39.) On ne peut comprendre et reconstituer quelque chose de la figure du Christ si l'on ne tient compte de l'importance essentielle que revêt pour lui l'accomplissement de la volonté du Père (cf. ADAM, *le Christ notre frère*), c'est-à-dire l'obéissance avec laquelle il s'abaisse pour servir la gloire de son Père avant d'être élevé à cette même gloire (Ph 2, 9-11).

Telle est la condition voulue par Dieu et choisie par le Christ. Il faudrait ici lire et méditer le passage de la lettre aux Hébreux (10, 5-10), où nous est rappelée l'intention qui a guidé le Christ dans ce choix qu'il a fait du service, de l'humilité, du sacrifice, et qui est l'œuvre rédemptrice. Pourquoi Jésus s'est-il abaissé jusqu'à pouvoir dire de lui-même : « Le Fils de l'homme n'est pas venu pour être servi, mais pour servir ? » (Mt 20, 28 ; Rm 5, 6 ; 8, 34 ; 1 Tm 2, 6.) La réponse nous est donnée dans le *Credo* de la messe : « Pour nous, les hommes, et pour notre salut. » Notre salut, voilà la raison qui a poussé le Christ, par amour, à se faire serviteur et victime pour nous (cf. *Lumen gentium*, 5). Le mot « servir » ne désigne plus quelque chose de dégradant, d'intolérable pour la dignité et la liberté de la personne humaine, mais, de par la fonction et la finalité que le Christ lui a données en l'appliquant à lui-même, il désigne quelque chose qui se situe au plus haut degré de l'échelle des valeurs morales : le don de soi, l'héroïsme, le sacrifice, l'amour infini.

L'enseignement du Concile sur l'autorité-service

Cependant, dans les textes du Concile, ce mot rude et grand reçoit une application spéciale dont nous ne pouvons pas ne pas parler (même si nous en avons déjà parlé en d'autres circonstances) : il s'applique à ceux qui sont investis d'une autorité dans l'Eglise, c'est-à-dire à ceux qui exercent une quelconque fonction d'enseignement, de sanctification, de gouvernement

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 26 août 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

à l'égard des autres et pour eux. Pour Jésus, pour le Concile, pour l'Eglise, l'autorité est service. L'équation : autorité égale service est sévère et péremptoire. Il n'y en a pas d'autre (cf Lc 22, 25 ; Mc 10, 42-45 ; cf. MANZONI, à propos du cardinal Federigo : « Il ne peut y avoir de juste autorité d'un homme sur un autre, sinon pour le servir », ch. XXII).

Telle est la leçon, constitutionnelle, dirons-nous, que le Concile a développée dans de nombreuses pages. Ce n'est pas sans raison que l'exercice de l'autorité dans l'Eglise s'appelle ministère et a un caractère pastoral : « La charge confiée par le Seigneur aux pasteurs de son peuple, dit le Concile, est un véritable service : dans la Sainte Ecriture, elle est appelée expressément *diakonia*, ou ministère. » (*Lumen gentium*, 24.)

L'expérience historique (comme celle qui, dans le passé, a fait aller de pair le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, non seulement à Rome, mais dans beaucoup d'autres Eglises locales, en Europe), et la tendance, instinctive chez l'homme, à faire de l'exercice de l'autorité l'affirmation de sa domination personnelle ou la source d'un profit matériel, ont rendu nécessaire de restaurer la notion authentique de l'autorité dans l'Eglise (et aussi dans le domaine civil : cf. *Gaudium et spes*, 74). Elle ne doit être ni despotisme, ni orgueil, ni égoïsme, ni triomphalisme, mais recherche du bien commun et service astreignant et difficile des plus pauvres. Elle doit s'exercer dans l'esprit de l'Evangile, c'est-à-dire dans un esprit pastoral, selon des formes appropriées et légitimes, afin qu'elle apparaisse comme la manifestation des vertus dont le Christ nous a donné l'exemple, tout en se disant « Seigneur et Maître » (Jn 13, 13) : l'humilité (ibid., 14) ; la douceur (Mt 11, 29) ; l'amour, qui exprimait le plus spécifiquement et le plus pleinement sa mission : entrer en contact avec les hommes pour les instruire, les sanctifier, les guider, créant ainsi une société, l'Eglise, unie dans la foi et la charité.

Les déviations actuelles de la notion d'autorité dans l'Eglise

Cette révision de l'autorité de l'Eglise et dans l'Eglise, faite à la lumière du mot « servir », peut donner lieu à d'autres déviations, aujourd'hui spécialement, comme on le sait. Certains voudraient que l'autorité dans l'Eglise, comme c'est aujourd'hui le cas dans de nombreuses sociétés civiles, vienne de la base. La hiérarchie, alors, tirerait sa raison d'être et son pouvoir non pas de l'ordre établi par le Christ, mais du mandat de la communauté, comme si la hiérarchie, ayant pour fin le service du peuple chrétien, était aussi à son service de par ses origines et tirait son autorité du peuple, comme c'est le cas dans les démocraties modernes. D'autres voudraient contester jusqu'à la nécessité et la légitimité d'une hiérarchie, d'un ministère humain investi d'un pouvoir divin, comme si nos rapports avec le Christ n'avaient pas besoin d'une médiation pastorale canonique (cf. 1 Co 4, 1 et s. ; Ep. 3, 7. et s.). L'autorité, toujours difficile en elle-même, est aujourd'hui,

pour beaucoup, devenue « signe de contradiction ». (Lc 2, 34.)

Nous ne voulons pas ici — et encore moins nous-même personnellement, — vous faire l'apologie de l'autorité, de la hiérarchie et de la structure communautaire organique. Vous connaissez certainement leur origine divine et la cohérence de leur développement dans la tradition. Celui qui voudrait étayer sa pensée d'une bonne culture historique ayant gardé sa valeur aujourd'hui, peut trouver un excellent aliment dans l'ouvrage renommé de Pierre BATIFFOL, traduit également en italien, aujourd'hui réimprimé et mis à jour par une belle préface du cardinal DANIELOU : « L'Eglise naissante et le catholicisme » (Vallecchi, Florence). Et puis, vous savez que sur ce point également, l'activité réformatrice et innovatrice de l'après-Concile tend à interpréter les besoins des temps dans la fidélité aux bases constitutives de l'Eglise, avec de nouvelles institutions (Conférences épiscopales, Synode épiscopal, Conseils presbytéraux et pastoraux...), de sorte que le lien entre autorité et service apparaisse dans l'Eglise plus évident, plus effectif, plus animé par un unique principe, la charité (cf. JOURNET, *l'Eglise...* 1, 27).

Qu'il en soit donc ainsi, avec votre affectueuse collaboration (comme il est dit dans la lettre aux Hébreux : 13, 17), afin que ceux sur qui pèse la redoutable responsabilité de guider l'Eglise « le fassent avec joie et non en gémissant ». Recevez maintenant notre bénédiction apostolique.

L'EGLISE, PEUPLE DE DIEU

Audience générale du 1^{er} septembre (1)

La recherche des expressions caractéristiques qui reviennent le plus souvent dans les enseignements du récent Concile nous amène à reconnaître sans difficulté que le titre utilisé de préférence pour définir l'Eglise est celui de « Peuple de Dieu ». L'Eglise est le Peuple de Dieu.

Les diverses appellations de l'Eglise

Ce n'est cependant pas là le seul titre servant à désigner cette réalité mystérieuse et complexe qu'est l'Eglise. Tous certainement nous nous rappelons au moins quelques-unes des nombreuses expressions employées dans le langage biblique et théologique pour désigner l'Eglise. Il vaut la peine d'en rappeler quelques-unes pour mieux comprendre l'importance et le sens de l'expression « Peuple de Dieu » qui retiendra notre attention aujourd'hui. L'Eglise est dans le Christ « un sacrement, un signe, un instrument » par lequel les hommes peuvent communiquer intimement avec Dieu pour leur

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 2 septembre 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

salut, et constituer entre eux plus qu'une société : une communion. Nous l'avons déjà rappelé en une autre circonstance. L'Eglise est « le germe et le commencement » du royaume du Christ et de Dieu. Elle est le bercail dont le Christ est le pasteur. Elle est la maison, le temple, la famille de Dieu. Elle est la Jérusalem messianique, la cité de Dieu. Elle est l'épouse du Christ, c'est-à-dire l'humanité unie au Christ par un amour souverain et vital. Elle est la colonne et le fondement de la vérité. Elle est surtout le Corps mystique dont le Christ est la tête et dont nous sommes les membres, diversement structurés, mais animés d'un unique Esprit (cf. 1 Co 12, 12 et s. ; Col 1, 18 ; Ep 1, 22-23 ; 4, 15-16), etc. Chacun de ces titres peut faire l'objet de méditations profondes et exaltantes.

Les rapports entre Dieu et l'humanité dans la Révélation

Mais arrêtons-nous ici au titre qui a eu la préférence du Concile. Nous lisons dans une très belle page de la Constitution dogmatique *Lumen gentium* sur l'Eglise (n° 9) : « à toute époque et en toute nation, Dieu ■ tenu pour agréable quiconque le craint et pratique la justice (cf. Ac 10, 35). Cependant, il ■ plu à Dieu que les hommes ne reçoivent pas la sanctification et le salut séparément, hors de tout lien mutuel ; il a voulu au contraire en faire un peuple qui le connaîtrait selon la vérité et le servirait dans la sainteté. C'est pourquoi il s'est choisi le peuple d'Israël pour être son peuple avec qui il a fait alliance et qu'il a progressivement instruit, se manifestant, lui-même et son dessein, dans l'histoire de ce peuple et se le consacrant. Tout cela cependant n'était que pour préparer et figurer l'Alliance nouvelle et parfaite qui serait conclue dans le Christ, et la révélation plus totale qui serait apportée par le Verbe de Dieu lui-même, fait chair. « Voici venir des jours, dit le Seigneur, où je conclurai avec la maison d'Israël et la maison de Juda une Alliance nouvelle... Je mettrai ma loi au fond de leur être et j'écrirai sur leur cœur. Alors, je serai leur Dieu et eux seront mon peuple. Tous me connaîtront du plus petit jusqu'au plus grand, dit le Seigneur. » (Jr 31, 31-34.) Cette alliance nouvelle, le Christ l'a instituée : c'est la Nouvelle Alliance dans son sang (cf. 1 Co 11, 25) ; il appelle la foule des hommes de parmi les juifs et de parmi les gentils, pour former un tout non selon la chair, mais dans l'Esprit et devenir le nouveau Peuple de Dieu ».

C'est là une magnifique synthèse historique et théologique des rapports entre Dieu et l'humanité dans la Révélation.

Le pseudo-antagonisme entre le Peuple de Dieu et la hiérarchie dans le texte du Concile

Beaucoup ont attribué une grande importance doctrinale et pratique au fait que dans la Constitution *Lumen gentium*, priorité soit donnée au chapitre sur le Peuple de Dieu (chap. II), par rapport à celui sur la Constitution hiérarchique de l'Eglise (chap. III),

comme si cela constituait désormais dans la structure de l'Eglise un changement substantiel qui l'obligerait à réformer son ordre constitutionnel tel que le Christ l'a établi, et tel que la tradition l'a interprété et fixé. Ce changement se ferait au détriment spécialement des doctrines dogmatiques du Concile de Trente et de Vatican I, ainsi que de l'enseignement théologique et catéchétique traditionnel, et au profit des courants idéologiques démocratiques de notre époque. Mais il n'en est pas ainsi. La priorité en question a une grande importance pour la vaste perspective organique qu'elle nous oblige à contempler : la réalité humaine, commune à tous, dont est composé le Corps mystique et social de l'Eglise, et la *cause finale* de l'Eglise, c'est-à-dire le salut de l'humanité, du peuple, sont mises au premier rang ; elles ont la priorité dans l'ordre de l'intention. Mais la *cause instrumentale efficiente*, c'est-à-dire le mandat hiérarchique conféré par le Christ aux apôtres, avec les pouvoirs qui y sont attachés pour engendrer le Peuple de Dieu, conserve son efficacité indispensable, comme il est dit au chapitre II, avec ses prérogatives spécifiques ; elle a la priorité dans l'exécution.

Ce n'est pas sous l'aspect de ce pseudo-antagonisme entre le peuple et la hiérarchie que nous devons étudier et apprécier le titre de Peuple de Dieu reconnu à l'Eglise entière, avec les fidèles, les évêques et le Pape. Dans la pensée de Dieu, l'humanité est englobée dans une égalité fondamentale (Mt 23, 8), un plan d'ensemble, une destinée commune ; elle constitue un peuple auquel tout le monde peut accéder. Dans l'Ancienne Alliance, dans l'Ancien Testament, il y avait un peuple, déterminé par des considérations ethniques et des lois religieuses, qui était privilégié d'une façon exclusive. Mais avec la venue du Messie, avec le Christ qui a instauré une « Nouvelle et Eternelle Alliance », a surgi un nouveau peuple, déterminé non par son sang et par son sol, mais, comme l'a écrit saint Pierre dans sa première lettre, « une race élue, un sacerdoce royal, une nation sainte, un peuple acquis » par la rédemption du Christ offerte à toute l'humanité, à un peuple d'enfants de Dieu (cf. Jn 1, 12), à vous tous, « appelés à son admirable lumière, vous qui jadis n'étiez pas un peuple et qui êtes maintenant le Peuple de Dieu » (1 P 2, 9-10). Tel est le plan religieux, le plan du salut vrai, efficace, né de la miséricorde de Dieu, de l'éternel amour. Le Concile nous le présente merveilleusement dans sa réalité historique, existentielle, tout au long des siècles et au-delà.

Le Peuple de Dieu est délimité par la foi

Mais faisons bien attention. Ce plan divin, qui, intentionnellement et en puissance, est universel, c'est-à-dire catholique, maintient cependant, en fait, une ligne de partage, qui est la foi, avec tout ce qu'elle comporte sur le plan humain et spirituel (cf. Mc 16, 16 ; He 11, 6), ceci en conformité avec l'inscrutable pensée de Dieu (cf. Mt 24, 40) et en hommage à l'inviolable liberté de l'homme (cf. Rm 10, 16 ; Jn 12, 37). C'est cette ligne qui délimite le Peuple de Dieu, lequel est en effet la commu-

nauté des croyants, de ceux qui ont accueilli l'Évangile, la Bonne Nouvelle, et sont donc entrés dans un rapport nouveau, vital, indiscutable, avec le Dieu vivant, dans une Alliance nouvelle, surnaturelle, que nous appelons le Nouveau Testament (cf. 1 Co 1, 21).

L'appartenance au Peuple de Dieu, sachons-le bien, revêt une importance énorme et décisive ; elle est le début et le gage du salut. Si cette appartenance est si importante, c'est d'abord parce qu'elle dépend d'un mystère complexe de grâce, de miséricorde, d'amour de la part de Dieu, et de liberté humaine de notre part ; ensuite parce qu'elle s'insère dans le drame de notre destinée éternelle personnelle (cf. Jn 3, 18 ; Ap 7, 3 ; 9, 4 ; 14, 1) ; et enfin parce que lui sont liés d'autres problèmes immenses, comme le problème missionnaire (cf. *Ad gentes*, 2-5), le problème œcuménique (cf. *Unit. red.*, 2). Si le Peuple de Dieu est l'Église du Christ, il devient capital d'appartenir à l'Église du Christ.

La sécularisation de la notion de Peuple

Celui qui entrevoit dans l'idée et dans la réalité du Peuple la plus haute expression de la vie humaine collective, mais s'arrête volontairement et radicalement au plan laïc et séculier, celui-là renonce à élever notre multitude d'êtres mortels et toujours insatisfaits au plan supérieur de Peuple de Dieu, de peuple messianique, appelé pour le présent et pour l'avenir, à la destinée d'Église Corps du Christ ressuscité et opérant la résurrection. C'est là un risque dangereux ; on peut être ainsi gravement induit en erreur.

« Hors de l'Église, point de salut »

Et celui qui s' imagine pouvoir à sa guise demeurer chrétien en désertant le cadre institutionnel de l'Église visible et hiérarchique, ou demeurer fidèle à la pensée du Christ en se créant une Église selon son goût, celui-là sort du chemin et se fait illusion. Il compromet ou peut-être rompt et fait rompre à d'autres la vraie communion avec le Peuple de Dieu en perdant le gage de ses promesses.

Il faudrait ici rappeler l'ancien adage : « hors de l'Église, point de salut » (cf. *Denz. Sch.*, 2865 ; DUBLANCHY, *Dictionnaire de théologie catholique*, art. *Église*, col. 2155). Mais nous ne pouvons aujourd'hui développer comment il faut l'entendre. Dieu peut sauver n'importe qui comme il veut, et nous savons combien sont grandes sa sagesse et sa miséricorde. Mais le fait demeure que dans la révélation de son amour, il a établi le Christ avec son Église comme un pont par lequel nous sommes obligés de passer pour aller de notre malheureux sort à son salut et à sa béatitude.

Nous devrions toujours entretenir la conscience que nous avons d'appartenir au Peuple de Dieu, à l'Église, en adhérant à elle filialement dans la foi, dans la charité, dans la communion légitimement structurée et visible. Cette conscience, sur laquelle nous devrions toujours nous examiner avec humilité et sincérité, devrait constituer le fondement spirituel de la sécurité et de la joie qui sont propres

au bon Peuple de Dieu, chrétien et catholique. Elle devrait continuellement mettre dans notre cœur l'hymne de l'Église en pèlerinage : « Que tes demeures sont désirables, mon Dieu. Mon âme soupire et languit après les parvis du Seigneur ; mon cœur et ma chair crient de joie vers le Dieu vivant », dit le psalmiste (Ps. 83). Qu'il en soit ainsi pour nous et pour tous, avec notre Bénédiction apostolique.

L'IRLANDE DU NORD

Voici l'allocution qui a été prononcée par Paul VI le dimanche 29 août, à Castel Gandolfo, avant la récitation de l'Angelus (1) :

Dans ce paisible entretien dominical, nous pouvons oublier un pays qui, comme d'autres régions où sévissent des conflits haineux et sanglants, attire actuellement l'attention du monde. Nous voulons parler de l'Irlande du Nord, où la situation, qui s'était récemment envenimée, a encore empiré à la suite de l'adoption de mesures exceptionnelles de sécurité qui ont été vivement ressenties, par une partie du moins de la population (2).

Devant un semblable état de choses, nous ne nous lasserons pas de demander à Dieu qu'il éclaire et soutienne la bonne volonté de tous ceux qui, par une action hautement méritoire devant Dieu et devant l'histoire, veulent travailler à la solution pacifique et juste des différents problèmes historiques, politiques et sociaux de cette communauté.

Nous voudrions ardemment que tous répondent promptement et généreusement à notre vœu afin que soient épargnées à ce pays d'autres épreuves douloureuses et que ces populations, que devrait fraternellement rapprocher et unir leur foi chrétienne commune, puissent bientôt connaître de nouveau ce grand bien qu'est la vraie paix, dans l'entente mutuelle et la collaboration réciproque qui sont le présupposé le plus sûr du progrès civil et moral de la société.

A cette fin, nous vous invitons, vous et tous les chrétiens, à vous unir à notre prière.

*
**

Dans le discours qu'il a prononcé le dimanche suivant, 5 septembre, avant la récitation de l'Angelus, Paul VI a évoqué en ces termes la mort de la petite Angela Gallagher (catholique), tuée d'une balle perdue :

Nous ne pouvons pas oublier dans notre prière les nouvelles conditions de violence en Irlande du Nord, qui ont provoqué la mort d'une petite fille de 17 mois. Nous souhaitons que ce sang innocent obtiendra de Dieu une vraie et juste pacification des esprits.

(OR, 6-7 septembre. Traduction de la DC.)

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien publié dans *l'Osservatore Romano* des 30-31 août 1971.

(2) Cf. la déclaration publiée à ce sujet par le cardinal Conway, archevêque d'Armagh (DC 1971, n° 1592, p. 799).

LE CINQUANTENAIRE DE "PAX ROMANA"

Paul VI a prononcé l'allocution suivante, le 21 juillet, à Castel Gandolfo, en recevant environ 250 participants à la 21^e Assemblée plénière de Pax Romana qui s'était tenue à Fribourg (Suisse) du 12 au 18 juillet, à l'occasion du 50^e anniversaire du Mouvement, sur le thème : « Libération de l'homme. Tâches pour les années 70 (1) » :

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

Le 50^e anniversaire de la fondation de Pax Romana appelle une commémoration digne des événements significatifs de la vie de l'Eglise. Il mérite en même temps une réflexion profonde sur le rôle que l'Eglise joue dans le monde d'aujourd'hui par la présence et l'action de ses fils qui se trouvent aux premières lignes de la pensée et de la recherche et aux postes de synthèse et de direction dans la société contemporaine.

Répandue dans plus de 80 pays de tous les continents, avec ses deux Mouvements d'étudiants et d'intellectuels et ses secrétariats professionnels, Pax Romana présente, en effet, à nos yeux, une image de l'Eglise elle-même : peuple de Dieu inséré dans un monde en mutation, solidaire des joies et des espoirs, des tristesses et des angoisses des hommes de ce temps (cf. *Gaudium et spes*, 1), riche de toute la diversité des cultures et des traditions humaines, parcouru peut-être par les mêmes tensions qui déchirent le monde d'aujourd'hui, mais forte d'une présence unifiante qui est celle du Christ Sauveur vivant dans tous ses membres.

Rappels historiques

D'autres, au cours de vos célébrations, auront retracé les étapes d'un demi-siècle d'histoire dont nous voyons ainsi les fruits : d'une histoire liée à celle de la cité de Fribourg et de son Université qui viennent de vous accueillir, et dont certains des pionniers sont encore heureusement parmi vous — mais comment ne pas évoquer ici la mémoire, parmi tant d'autres, du premier « pèlerin » de l'idée de Pax Romana, Georges de Montenach, et celle, plus proche de nous, de l'abbé Joseph Gremaud, dont le souvenir vous réunis en prière au cours de vos journées.

Les étapes de cette histoire sont liées aussi par mille liens à cette Ville des Apôtres Pierre et Paul, à cette Rome « onde Cristo è Romano ». (*Purg.* XXXII, 102.) Car, plus encore qu'un nom « Pax Romana » a toujours été pour vous une devise, rappelant aux universitaires et aux intellectuels catholiques leur engagement chrétien de construire la paix sur les bases solides de la justice et de l'amour. (« Si tu veux la paix, agis pour la justice » : c'est le thème même que nous avons choisi pour la cinquième Journée mondiale de la Paix.)

L'historien pourrait remonter à la fin du XIX^e siècle, aux premières tentatives de réunir à Rome une Union

internationale des étudiants catholiques — mais ce projet, béni par notre grand Prédécesseur, le Pape Léon XIII, ne devait se réaliser qu'une trentaine d'années plus tard, dans un monde déchiré par la Première Guerre mondiale, mûr enfin pour cette volonté généreuse de recréer la paix par la réconciliation des cœurs et par une action commune d'universitaires chrétiens conscients de leurs responsabilités intellectuelles et sociales. Rappelons plutôt d'autres souvenirs encore frais pour plusieurs d'entre vous : les Journées de Rome de 1947, au lendemain d'un conflit plus désastreux encore ; nouveau départ d'une Pax Romana étendue désormais au monde entier et prête, dans ses structures renouvelées, pour les dimensions nouvelles des tâches de la communauté mondiale. Puis, pendant l'Année sainte 1950, ce pèlerinage qui nous a donné la joie d'une rencontre de foi et de prière au Colisée avec des étudiants et des intellectuels de toutes les régions du monde.

Le sens chrétien de la libération de l'homme

Mais il ne s'agit pas aujourd'hui, chers Fils et chères Filles, de s'attarder à de simples évocations du passé. Votre cinquantenaire invite plutôt à tourner les regards vers l'avenir. C'est pourquoi nous voudrions vous convier, jeunes et anciens, à approfondir toujours plus, dans la ligne du thème choisi pour vos Assemblées de Fribourg, le sens chrétien de la libération de l'homme, à laquelle vous avez l'ambition de travailler dans les prochaines années.

Plus que jamais, en effet, dans leur quête d'une authentique liberté, les hommes ont besoin d'en chercher le véritable sens auprès du Christ-Libérateur.

Libération... Le mot se rencontre aujourd'hui sur toutes les bouches ; il court dans les écrits les plus divers ; les idéologies les plus opposées l'utilisent. Aussi, comme c'est le cas pour toutes les grandes et légitimes aspirations humaines, il demande, pour garder son sens chrétien, à être constamment éclairé, au fil des événements de l'histoire, par l'humble écoute de la Parole de Dieu, par l'étude attentive des documents du Magistère, par la confrontation loyale entre ce qu'on est en train de vivre et la foi vivante de l'Eglise.

Ainsi seulement l'homme chrétien peut-il devenir un artisan toujours plus efficace de la libération selon le Christ Jésus, qui « a ouvert aux hommes la voie bienheureuse de la liberté des fils de Dieu ». (*Lumen gentium*, 37.)

Regardons-le un instant, lui, l'homme libre par excellence. Certes, nous le voyons attentif — et combien ! — aux maux de toute sorte qui pèsent sur ses frères : « Venez à moi, vous tous qui êtes las et surchargés, et je vous soulagerai... » (Mt 11, 28.) Mais c'est à la cause profonde qu'il s'en prend en toute occasion, c'est du péché qu'il veut libérer l'homme, c'est de l'emprise du mal que chacun découvre au-dedans de lui-même et qui l'enchaîne à son égoïsme, à son orgueil, à ses appétits charnels ; péché individuel que viennent multiplier les influences collectives et où il faut chercher la source des oppressions et des asservissements que secrètent les sociétés humaines, fussent-elles les plus religieuses — apparence : « Ce peuple m'honore des lèvres, mais son cœur est loin de moi. »

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 22 juillet 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.

C'est au cœur des hommes que le Christ parle pour leur ouvrir les chemins de liberté. Il croit à la capacité de tous les hommes, jusqu'au plus enchaîné, d'accéder à la vérité et à l'amour et de devenir les instruments de leur propre libération, à condition qu'ils y travaillent ensemble.

La libération qu'il leur propose n'est pas affranchissement de la loi morale, mais par-delà tout legalisme, elle est tension constante vers la perfection chrétienne, — disons le mot — vers la sainteté (*Lumen gentium*, chap. V), vers l'absolu de l'amour de Dieu et du prochain : « Tu aimeras de tout ton cœur... » (Lc 10, 27.)

Liberté de l'amour qui interdit tout formalisme étroit, exclut toute forme de racisme, ouvre tout grand le cœur à l'Esprit qui « souffle où il veut » (Jn 3, 8).

Liberté de l'amour qui est obéissance à Dieu, acceptation humble et confiante de se laisser conduire par le Christ et par l'Eglise : « Un autre te ceindra et te conduira là où tu ne voudrais pas. » (Jn 21, 18.)

Liberté de l'amour qui, finalement, est participation au sacrifice du Seigneur, à son mystère de mort et de résurrection. C'est notre foi au Christ, Sauveur par la croix, qui nous amène à croire possible la libération de tous les hommes et leur rassemblement dans l'unité. C'est notre foi en sa résurrection qui nourrit en nous, pour tous nos frères humains, « l'espérance de la gloire ».

Ce sera, pour une large part, à vos aumôniers — que nous saluons tout particulièrement parmi vous, — de vous aider, jeunes et anciens, à vivre vos luttes humaines pour la vérité, la justice et la paix dans la lumière de celui qui est la Voie, la Vérité et la Vie.

Les membres de *Pax Romana* sauront assumer ainsi leur pleine responsabilité dans l'Eglise, aimant « collaborer avec ceux qui poursuivent les mêmes objectifs qu'eux ». (*Gaudium et spes*, 43.)

Collaboration internationale avec des non-catholiques et des incroyants

Nous n'oublions pas, enfin, pour en avoir été l'un des témoins, que *Pax Romana* a joué un rôle de pionnier dans la constitution des Organisations catholiques internationales, dépassant le cadre trop restreint de chaque nation. Elle a par là même inauguré un mode de présence, discrète mais efficace, de l'Eglise auprès des institutions de la communauté mondiale. Aujourd'hui, dans le même sillage, vous devez souvent travailler avec des hommes de bonne volonté de tous les horizons, pour que « vienne le jour où les relations internationales seront marquées au coin du respect mutuel et de l'amitié, de l'interdépendance dans la collaboration, et de la promotion commune sous la responsabilité de chacun ». (*Populorum progressio*, n. 65.) Vous êtes donc amenés à collaborer, non seulement avec vos frères catholiques, mais avec les chrétiens qui participent à la recherche œcuménique, et aussi avec des incroyants. Gardez-vous cependant de laisser se dissoudre votre identité d'Organisation catholique : même dans la recherche de conditions plus humaines, témoignez de la vision catholique qui vous est propre. C'est d'ailleurs ainsi que vous rendrez à tous le meilleur service.

*
**

Ces remarques n'ont voulu que souligner quelques aspects plus importants de la nature et de l'activité

de vos deux Mouvements. En terminant, c'est avec joie que nous réitérons, non seulement nos félicitations à l'occasion du cinquantenaire, mais aussi notre confiance dans *Pax Romana*. A vous, chers Fils et chères Filles du MIIC et du MIEC, nous disons encore que nous comptons sur votre fidélité, sur votre sens des responsabilités, sur votre dialogue et votre collaboration confiante avec vos pasteurs dans l'accomplissement de la mission de l'Eglise et le service de toute la famille humaine. De tout cœur nous vous donnons notre Bénédiction apostolique.

VATICAN II N'EST PAS DEPASSE

Au cours de l'audience générale du 1^{er} septembre, à Castel Gandolfo, Paul VI s'est adressé en ces termes à un groupe participant à une session du Centre pour un monde meilleur, sous la direction du P. Riccardo Lombardi, S. J. :

CHERS FILS ET FILLES,

De divers pays d'Europe, et hors d'Europe nous a-t-on dit, prêtres, religieux, religieuses et laïcs, vous êtes venus suivre à Rocca di Papa, un cours de spiritualité postconciliaire. Nous sommes heureux de vous souhaiter la bienvenue. De tout cœur, nous vous félicitons d'avoir su prendre sur votre temps pour venir vous ressourcer spirituellement.

N'est-ce pas, à l'heure actuelle de l'Eglise, l'exigence la plus nécessaire ? Certes, des réformes, il en faut, et nous sommes le premier à les promouvoir. Des recherches et des études sur les problèmes d'aujourd'hui aussi, et le prochain Synode d'évêques aura à cet égard une particulière importance, tout consacré qu'il est au ministère des prêtres et à la justice dans le monde.

Mais tout cela serait vain s'il n'était animé de l'intérieur par une profonde vie de foi et de prière, par une contemplation aimante du mystère de Jésus, par une volonté généreuse de servir l'Eglise du Christ, par un engagement missionnaire de toutes les communautés chrétiennes. Nul doute que la lecture et la méditation des textes du Concile ne soient pour vous y aider un moyen irremplaçable. C'est comme un grand catéchisme providentiel pour notre temps que l'Esprit-Saint nous a donné là. Nous sommes sûrs d'y puiser ce dont nous avons besoin pour alimenter notre réflexion et la ressourcer aux sources très pures de notre foi. Non, Vatican II n'est pas dépassé, comme on l'a dit parfois trop légèrement. Tout simplement il n'est pas encore assez vécu. Si tous, prêtres, religieux et religieuses, et fidèles, avaient à cœur d'entrer généreusement dans les perspectives qu'il a ouvertes, alors oui, ce serait vraiment un nouveau printemps d'Eglise qui infuserait au monde les énergies spirituelles dont il a aujourd'hui un immense besoin.

Chers Fils et Filles, partagez maintenant largement autour de vous ces richesses que vous venez d'acquérir et vivez-les de toute l'ardeur de votre amour pour le Christ Sauveur. En son nom, de tout cœur, nous vous bénissons, ainsi que votre fervent apostolat.

(Texte français dans l'OR du 2 septembre 1971.)

Actes du Saint-Siège

CONSEIL DES LAÏCS

DOCUMENT D'ORIENTATION CONCERNANT LES CRITÈRES DE DÉFINITION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES CATHOLIQUES (1)

Introduction

Le *Motu proprio* « *Catholicam Christi Ecclesiam* », par lequel le Pape Paul VI fonde le Conseil des laïcs, assigne à celui-ci comme la première de ses tâches, de : « promouvoir l'apostolat des laïcs au plan international ou réaliser la coordination de ce qui est déjà constitué et son insertion toujours plus grande dans l'apostolat général de l'Eglise ».

Ainsi est reconnu un aspect important de la vitalité de l'Eglise aujourd'hui : la qualité et la diversité des organisations internationales catholiques.

Ainsi est souligné le développement continu des institutions internationales dans le contexte du monde d'aujourd'hui.

A partir de ces réalités et se rappelant que « les laïcs exercent leur apostolat multiforme tant dans l'Eglise que dans le monde » (AA, 9), le Conseil des laïcs, en conformité avec sa mission, dégage les éléments qui permettent de déterminer les critères d'une définition des Organisations internationales catholiques afin d'assurer leur meilleure insertion dans l'apostolat général de l'Eglise.

L'esprit et le but du document

Pour arriver à la détermination de ces critères, le Conseil a utilisé plusieurs données :

D'une part, l'existence de nombreuses organisations qui reflètent très largement les activités des membres du Peuple de Dieu.

Par la définition de leurs buts, par leur organisation interne et leurs structures, par la dimension et l'étendue de leurs activités, ces organisations fournissent l'apport indispensable de leur expérience.

D'autre part, les efforts déjà accomplis pour assurer à l'expérience des organisations ou mouvements internationaux la reconnaissance institutionnelle de la part du Saint-Siège.

Ce sont : les dispositions adoptées par la Secrétairerie d'Etat pour agréer les statuts des Organisations internationales catholiques et quelques-unes des conditions posées par la Conférence des OIC pour l'adhésion des organisations à son institution.

Enfin, les documents nés du Concile Vatican II.

Parmi eux, le décret sur l'Apostolat des laïcs (AA) et la Constitution pastorale *Gaudium et spes* sont une référence indispensable.

Pour déterminer les critères de définition, plusieurs possibilités s'ouvrent à partir de méthodes différentes. Ce qui guide le choix ici, c'est la nature même de ce document. Bien qu'il doive traiter d'aspects pratiques et juridiques, il se veut d'abord de portée apostolique et pastorale. Ce qui est en cause, c'est la confrontation entre une expression de vie à l'échelon international, son organisation et le lien qui s'établit avec la mission de l'Eglise : « faire participer tous les hommes à la rédemption et au salut » (AA, 2).

Il s'agit donc bien ici, dans le cadre d'un règlement, de saisir le lien entre vie et foi, s'appliquant à des organisations ou mouvements.

Une double exigence s'impose :

— Prendre en considération la réalité de ce qui existe, l'expérience du passé et les situations nouvelles qui se posent aux organisations et mouvements ; c'est-à-dire envisager la situation avec souplesse dans une vision prospective et dynamique, notamment pour ne pas préjuger de l'avenir.

— Exprimer aussi clairement que possible les éléments des critères à retenir pour permettre aux différents mouvements, organisations, associations et groupes de se situer par rapport à ces critères.

Il est important, en effet, de souligner que ce texte ne revêt pas le caractère d'un dispositif contraignant qui devrait s'appliquer sans nuances. Il laisse toute liberté aux initiatives des organisations dans leurs définitions et leurs buts, mais les convie à se situer elles-mêmes à partir des critères de définition retenus, si elles veulent être reconnues comme Organisations internationales catholiques.

Critères de définition proprement dite

Les observations ci-dessus conduisent à cerner le problème autour de l'explication, du sens, de la dimension qu'il convient de donner aux trois termes qui constituent l'expression « Organisation internationale catholique ».

1° Organisation

Le mot « organisation » s'entend ici dans un sens large. Il signifie la mise en œuvre coordonnée des

(1) Texte français original.

efforts collectifs et des initiatives de personnes ou d'institutions sans préjuger de la forme pratique sous laquelle ils se manifestent. Il peut donc s'agir, selon les cas et les circonstances, de : bureaux, services, mouvements, fédérations, organismes, etc.

A ce sujet, il paraît essentiel, au milieu de tant de possibilités et de choix dans les « multiples manières de participer à l'édification de l'Eglise, à la sanctification du monde et à son animation dans le Christ » (AA, 16) de retenir ce qui fait appel à une action d'ensemble, coordonnée au sein d'une organisation.

Le Concile rappelle d'ailleurs que cette forme d'action organisée « correspond bien à la condition humaine et chrétienne des fidèles ; elle présente en même temps le signe de la communion et de l'unité de l'Eglise dans le Christ » (AA, 18). Dans *Gaudium et spes* (n. 90), il dit également « de nos jours, l'efficacité et les nécessités du dialogue réclament des initiatives collectives ».

A quels signes est-il possible de constater qu'il y a bien « organisation » ?

a) En premier lieu, l'organisation doit exprimer clairement sa raison d'être, ce qui la caractérise, ce qui est son domaine spécifique.

Pour qu'une organisation se situe dans l'ensemble harmonieux des efforts et des activités des catholiques au plan international, il convient qu'elle fasse apparaître clairement dans ses buts :

Ce qui est son caractère spécifique, par exemple la catégorie de personnes qu'elle touche ;

Ce qui est son genre d'activité (spirituelle, intellectuelle, caritative, milieu social, professionnel, etc.) ;

Ce qui est sa raison d'être.

Une référence explicite aux descriptions données par le décret sur l'Apostolat des laïcs, sur les buts et les champs d'apostolat, situe l'organisation dans le secteur d'activité qu'elle a choisi avec, éventuellement, ses extensions possibles.

b) En second lieu, l'organisation doit donner la preuve de son existence et de son activité par rapport à la finalité et aux buts déterminés dans ses statuts ou son règlement.

— Pour cela, il importe qu'elle ait une consistance numérique suffisante. On ne demande pas à tous un même nombre d'adhésions. Il s'agit là surtout d'une appréciation qualitative, en fonction du but poursuivi et pas seulement d'une appréciation quantitative. Autrement dit, l'organisation doit reposer sur une base réelle, s'appuyer, selon sa nature propre, sur des personnes ou des ensembles de personnes, sur des mouvements, des bureaux, des services.

— Elle doit avoir des responsables de son animation et de son administration et posséder les moyens nécessaires à ses exigences de travail.

— Elle doit faciliter les rencontres entre ses membres, notamment tenir à des intervalles réguliers des assemblées destinées : à faire le bilan de ses activités, à décider de son orientation en fonction des besoins et à procéder à la désignation de personnes appelées à en porter les responsabilités.

— Elle doit assumer, par l'effort de ses membres, l'accomplissement de ses tâches et disposer d'une autonomie financière qui puisse être considérée comme gage suffisant de son indépendance. Ceci n'exclut pas qu'elle fasse appel à des dons ou des subventions.

2° Caractère international

S'il est évident que le caractère international doit être exprimé explicitement pour que l'organisation soit considérée comme telle, il convient de bien préciser

les conditions auxquelles doit répondre cette intention :

a) Le caractère international se démontre. Il ne suffit pas de se déclarer « international » pour l'être. Ceci suppose plusieurs conditions concordantes.

L'organisation doit :

— Avoir des membres dans différents pays.

— Favoriser les échanges, communications et dialogues entre eux.

— Former ses membres à un esprit international et développer chez eux le sens des responsabilités à ce niveau.

— Avoir une visée universelle dépassant le cadre des nations et des régions, même si, pour des raisons de circonstances, elle se limite à ses débuts à plusieurs nations d'une même région ; ceci ressort notamment d'un programme général rejoignant, sous un ou plusieurs aspects, les aspirations des hommes de différents continents.

Ces conditions sont nécessaires pour donner à l'organisation qui se réclame du caractère international la consistance indispensable.

b) Le caractère international exige une mise en commun des activités, des initiatives, des apports de différentes composantes nationales ou régionales, ainsi qu'une participation effective de la base au sommet dans une perspective internationale — le tout se faisant en vue du bien commun de l'organisation internationale. En effet, une addition d'entités nationales ne suffit pas à faire une organisation internationale.

3° Catholique

Ce terme, dans ce cas, est le plus important, car il apporte à lui seul une spécificité toute particulière et il complète, en la précisant, la définition de l'organisation. En effet, il existe ou peut exister de nombreuses organisations internationales, et il importe que, dans ce domaine aussi, l'Eglise, indépendamment de certains autres modes de présence, se manifeste au monde en tant que telle. Les organisations internationales catholiques sont une forme de présence. Il convient donc d'indiquer à quelles conditions une organisation internationale peut porter le titre de « catholique ». Pour cela, il faut :

— Une référence précise de conformité à l'Evangile et à l'enseignement du magistère.

— Une volonté de s'insérer dans l'effort pastoral de l'Eglise.

— Une préoccupation de l'éducation de la foi parmi ses membres.

— Une disponibilité de service dans des secteurs tels que : l'évangélisation et la sanctification, l'animation chrétienne de l'ordre temporel, la charité (AA, 6, 7, 8), ainsi que dans les milieux sociaux ou professionnels, famille, jeunesse, éducation, moyens de communication sociale, etc. (AA, 10 et suivants).

La référence « catholique », pour des organisations internationales, appelle, en outre, les précisions complémentaires suivantes :

a) Tenir compte de « l'ouverture » de l'Eglise dans l'esprit de Vatican II ;

b) En tirer les conséquences au plan des rapports avec la hiérarchie ecclésiastique.

Ad. a) A l'heure actuelle, il n'y a pratiquement pas d'organisation internationale catholique qui ne se pose des questions de rapports d'échanges, de collaboration avec d'autres chrétiens, des croyants d'autres religions et des non-croyants.

Bien loin de gêner cette « ouverture » l'Eglise (cf. *Gaudium et spes*, n. 89 et 90) en souhaite le développement, mais dans l'absence de toute équivoque ; elle le montre clairement, ■■ plan institutionnel, en confiant à ses organismes compétents le soin d'orienter et de suivre les initiatives des catholiques, et donc des Organisations internationales catholiques en ce domaine. Si, dans certains cas, celles-ci peuvent accueillir des personnes chrétiennes non catholiques, voire même non chrétiennes, elles ne peuvent, sans changer leur caractère spécifique, se dégager de leur référence essentielle à l'Eglise catholique, à sa doctrine et à ses buts.

Ad. b) Comme le précise le Décret sur l'Apostolat des laïcs, « aucune initiative ne peut prétendre ■■ nom de catholique sans le consentement de l'autorité ecclésiastique légitime » (AA, 24).

Au niveau international, la reconnaissance d'une organisation comme catholique implique l'agrément de celle-ci par le Saint-Siège qui authentifie ainsi sa participation à la mission de l'Eglise et de sa hiérarchie et confirme son adhésion à l'enseignement doctrinal de l'Eglise catholique.

A deux occasions précises (LG, 37 et AA, 24), le Concile ■■ traité de la question en montrant dans quel climat de confiance et d'estime doivent s'établir les rapports avec la hiérarchie. Mais, tenant compte justement de la diversité des buts, le Concile dit que « les liens de l'Apostolat des laïcs avec la hiérarchie peuvent revêtir des modalités différentes selon la diversité des formes et des buts de cet apostolat » (AA, 24). Il est opportun de constater ici que certaines des organisations existant au plan international furent créées par l'initiative directe de la hiérarchie ■■ regroupent des institutions ou organismes que celle-ci a pu susciter au plan national. La nature de leurs rapports avec l'autorité sera souvent différente de celle des associations promues par les fidèles.

Le Concile Vatican II reconnaît aux fidèles le « droit de fonder des associations » (AA, 19). La plupart des organisations internationales catholiques sont nées à partir de l'initiative des fidèles. Elles sont de par leur nature aptes à coopérer ■■■ objectifs de la pastorale d'ensemble et à trouver ainsi une insertion toujours plus grande dans l'apostolat général de l'Eglise, sans pour autant se confondre avec ses organismes officiels et ■■ gardant leur propre physionomie.

La hiérarchie veillera également à la « coordination des efforts » au plan international, dans l'esprit du paragraphe n. 90 de *Gaudium et spes*, et elle s'assurera notamment que les initiatives tendant à la création de nouvelles organisations ■■ fassent pas double emploi avec d'autres et que les forces existantes ■■ se dispersent pas inutilement.

De leur côté, les organisations entretiendront des relations de confiance et de collaboration ■■■ seulement avec le Saint-Siège mais aussi avec les Conférences épiscopales. Elles auront soin, notamment, d'obtenir leur accord préalable pour l'implantation d'un Secrétariat international ou régional ■■ leur territoire, de les informer de la tenue d'un Congrès ainsi que de leurs principales activités.

La reconnaissance par la hiérarchie du caractère « catholique » de l'organisation comporte :

— L'approbation des orientations fondamentales et des buts de l'organisation, normalement exprimés dans les statuts, de même que des modifications substantielles de ceux-ci.

— L'agrément des candidatures pour la présidence.

— La nomination des aumôniers ou assistants ecclésiastiques.

Il est évident que le caractère catholique de l'organisation internationale sera également garanti par le fait que ses responsables seront toujours des catholiques. Ceux-ci, par ailleurs, étant placés à ■■ niveau où l'Eglise se trouve nettement engagée, veilleront à se tenir sur la nécessaire réserve vis-à-vis de toute prise de position et activité publiques sur le plan politique ou syndical ; leur abstention en ce domaine sera normalement l'attitude la plus indiquée durant l'exercice de leur mandat (cf. Lettre apostolique *Octogesima Adveniens*, 50).

Si, d'une manière habituelle, il n'y ■ pas de difficultés à prévoir pour que « l'autorité légitime », en l'occurrence la Secrétairerie d'Etat, donne son agrément à plusieurs noms en vue d'une élection ou nomination à la présidence d'une organisation et choisisse un aumônier ou assistant ecclésiastique parmi des personnes qui peuvent lui être présentées, il se peut qu'en certaines circonstances des questions se posent. Celles-ci trouveront d'autant mieux leur réponse qu'un dialogue habituel se sera instauré entre l'organisation et l'autorité ecclésiastique. Ce dialogue permettra, en outre, une plus grande souplesse dans l'exécution des normes concernant la nomination de personnes ou l'agrément de candidatures.

Registre permanent d'inscription

« Il y ■ dans l'Eglise diversité de ministères, mais unité de mission. » (AA, 2.)

Au plan international, cela veut dire que, tout en laissant à ses membres la liberté de leurs initiatives et en respectant son exercice, l'Eglise, par la voix du Saint-Siège, se réserve le droit de reconnaître comme liés à sa mission et à ses buts les organisations ou mouvements qui jugent opportun de lui demander cette reconnaissance.

En vue de constituer un inventaire précis et actuel des organisations catholiques agissant ■■ plan international, le Conseil des laïcs est chargé d'ouvrir ■■ registre permanent d'inscription de ces organisations, c'est-à-dire des organismes, bureaux, services, associations ou mouvements ayant vocation internationale catholique. Cette disposition permettra aux organisations existantes de s'y faire inscrire ■■ mettant à jour leurs statuts en fonction des critères de définition retenus, et ■■■ organisations nouvelles de se faire connaître et reconnaître.

Tout groupe qui dépasse les limites d'une nation et qui se constitue ■■ vue d'une activité internationale, qu'il ait ou non l'intention de devenir ■■■ organisation internationale catholique, est invité à se faire porter sur ce registre afin d'établir un lien avec le Saint-Siège.

Au moment de leur inscription, les organisations précisent elles-mêmes leurs buts, leurs objectifs, ainsi que le caractère qu'elles se donnent, laïc ou mixte, de manière à clarifier la nature du rôle du Conseil des laïcs à leur endroit.

L'inscription d'une organisation comme OIC devient définitive après la reconnaissance de conformité de l'organisation ou mouvement avec les critères ci-dessus et après l'approbation de ses statuts par le Saint-Siège.

Dans ce cadre, les rapports des organisations internationales catholiques, tant avec la Secrétairerie d'Etat qu'avec le Conseil des laïcs, constituent le mode principal de leurs relations avec le Saint-Siège, ■■■ pour

autant gêner ceux qu'elles désirent établir avec d'autres instances, du fait de leurs objectifs particuliers.

A partir des éléments positifs émanant d'une connaissance détaillée de l'existence et des buts des organisations internationales catholiques, le Conseil des laïcs assurera son rôle spécifique au service de l'Eglise et des organisations en développant un dialogue constant entre elles et le Saint-Siège et en les aidant à mieux s'insérer dans la mission d'ensemble de l'Eglise.

Mais il va sans dire que, comme par le passé, les organisations trouveront toujours dans la Secrétairerie d'Etat un interlocuteur disponible : c'est elle qui, notamment, a compétence pour apprécier en dernier ressort ce qui, dans l'activité de tout organisme catholique, engage l'Eglise au plan international.

Conclusion

C'est dans une perspective de dialogue et dans un esprit de communion que s'inscrit l'établissement de ce document d'orientation concernant les critères de définition des Organisations internationales catholiques. Ce document les précise et les rassemble en s'inspirant des textes conciliaires et de la pratique de longues années d'existence de diverses formes de la vie catholique organisée au plan international. Il exprime une réalité profondément ecclésiale et pastorale. Il met en évidence les liens spirituels privilégiés qui unissent les diverses organisations à l'Eglise et au Pape en leur conférant le sceau d'authenticité de leur participation à l'apostolat général de l'Eglise.

Mai 1971.

LE JURISTE ET LES PROBLÈMES DE L'ENVIRONNEMENT

Lettre pontificale à l'Union internationale des magistrats (1)

MONSIEUR LE PRÉSIDENT (2),

L'Union internationale des magistrats (UIM) doit prochainement tenir, à Rio de Janeiro, la huitième réunion de son Conseil central sur le thème « Le juriste et les problèmes de l'environnement ». A cette occasion, le Souverain Pontife m'a confié le soin de vous exprimer son estime pour les hautes compétences internationales ainsi réunies et ses meilleurs vœux pour que leur étude approfondie du droit et de la jurisprudence conduise à des résultats fructueux.

Le thème de votre conférence est, certes, étroitement délimité et je ne saurais l'ignorer. Ce sont pourtant les mêmes principes fondamentaux qui orientent toutes les recherches faites en vue d'une application concrète. Aussi ai-je voulu vous faire part, monsieur le Président, de quelques questions graves et urgentes sur lesquelles la communauté humaine est en droit d'attendre, de votre réunion, quelques éclaircissements et lignes de conduite.

Votre rôle dans la société comme votre tâche à notre époque sont certes difficiles et complexes. Cependant, de par votre profession, votre expérience et le niveau élevé de vos connaissances, vous êtes en mesure d'apporter non seulement de nouvelles perspectives, mais surtout les moyens appropriés pour les réaliser.

La qualité fondamentale du juge, en effet, est le sens moral qui s'exprime avant tout à travers une rigoureuse objectivité de jugement jointe à la plus grande équité. Si la première lui permet de remplir sa haute fonction d'interprète fidèle du droit objectif, il remédie par la seconde aux rigidités de la loi grâce à l'usage exact du droit subjectif. C'est dire que sont

confiées à l'honnêteté de son discernement, non seulement de sèches normes juridiques qu'il suffirait d'appliquer mécaniquement, mais aussi tout ce qui concerne leur application à l'homme. C'est ce dernier, en effet fondamentalement, qui est le sujet soumis en définitive à votre jugement et c'est encore lui, dans son rapport à l'environnement, qui constitue le thème de votre assemblée.

L'homme se trouve donc au centre de vos débats et de vos préoccupations : c'est lui qui devra orienter vos prises de position et vos conclusions. Les directives formulées par le Secrétariat au sujet des rapports nationaux sur « le juriste et les problèmes de l'environnement » le soulignent du reste fort justement.

Non pas la loi pour la loi, certes, ni le jugement pour le jugement, mais la loi et le jugement au service de l'homme et de son véritable bien, de la vérité et de la justice, qui sont les biens essentiels de la personne humaine et de la vie en commun.

Aussi le droit, ou, plus exactement, celui qui en est l'interprète, doit-il se proposer l'amélioration de la personne ou, au moins, de son environnement social, de manière à aider chacun à suivre spontanément son devoir, c'est-à-dire, en définitive, cette volonté stable et ferme de bien agir, qui est le propre de la vertu de justice (cf. THOMAS, *Contra Gentiles*, III, 34; *De regimine principum*, 1, 12).

D'où la sage évolution de la jurisprudence moderne, civile et canonique, qui tient compte de la psychologie et des données subjectives, comme des circonstances particulières familiales et sociologiques, propres au sujet humain dont le juge doit s'occuper.

Dans cette perspective humaine — et essentiellement chrétienne — de la loi et de ses applications, la protection des « Droits de l'homme » qui constituent avec sagesse la base et la caractéristique des diverses chartes cons-

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* des 17-18 août 1971.

(2) M. Oscar Tenorio (NDLR).

titutionnelles des Etats modernes trouve sa juste place.

« Evidemment, comme le rappelait le Saint-Père en s'adressant aux juges de la Rote le 29 janvier 1970, lorsque le juge met en œuvre cette objectivité, cette équité, il ne doit jamais s'écarter des critères fondamentaux du droit naturel, c'est-à-dire humain et juste, ni de la loi en vigueur, ce « droit écrit » qui est supposé être l'expression de la raison et des exigences du bien commun. Aussi, pour tenir compte de tous ces éléments, le juge doit-il avoir une parfaite droiture morale. » Plus le juge en sera doté, plus il contribuera, par ses sages sentences, à libérer les institutions et les normes de ces influences délétères qui font porter à l'ambiance sociale le poids d'exigences non conformes à la justice, non respectueuses de la vérité et, en définitive, désastreuses pour la dignité de la personne humaine et le progrès de la société.

Le désir toujours ressenti et toujours plus impérieux de la défense des Droits de l'homme trouvera ainsi, avec votre pleine adhésion, une exacte expression dans les sentences que vous rendrez. On ne peut que s'en réjouir en raison, à la fois de votre prestige personnel et de votre haute capacité professionnelle, et aussi à cause du travail important que votre organisation accomplit sans relâche dans les commissions de défense des Droits de l'homme.

L'espérance que cette défense se développera encore grâce à votre apport compétent est donc fondée. Elle constitue un motif de profond réconfort pour tout homme, face aux craintes et à l'anxiété suscitée trop souvent par son environnement, surtout dans les grandes agglomérations. On pourra alors espérer porter aussi remède au problème soulevé par le Saint-Père dans sa Lettre apostolique à M. le cardinal Roy : « En bien des cas, la législation est en retard sur les situations réelles. » (N. 22.) Dans d'autres cas, non seulement elle accuse ce retard, mais elle risque aussi, pour des motifs de sécurité, d'aller à l'encontre du respect et de la dignité de l'homme.

Votre sens de l'homme saura détecter les aspects négatifs de l'environnement et, grâce à la jurisprudence adaptée que vos sentences contribueront à consolider, vous serez en mesure d'apporter une contribution positive à la formation d'une législation qui sauvegardera tous les biens humains, individuels, familiaux et sociaux, contre toute attaque.

En protégeant l'environnement au plan juridique, vous aiderez donc la personne à s'épanouir au plan moral comme au plan civil. Vous répondez ainsi aux vœux exprimés par le Saint-Père dans la Lettre apostolique déjà citée, quand il observe : « En même temps que le progrès scientifique et technique continue à bouleverser le paysage de l'homme, ses modes de connaissance, de travail, de consommation et de relations, s'exprime toujours, dans ces contextes nouveaux, une double aspiration plus vive au fur et à mesure que se développent son information et son éducation : aspiration à l'égalité, aspiration à la participation ; deux formes de la dignité

de l'homme et de sa liberté. » (*Ibid.*, n. 22.)

Par cette action, votre profession juridique, déjà si grande, se trouvera encore ennoblie et trouvera un surcroît de grandeur à la mesure du service rendu à l'homme dépositaire des biens éternels par la volonté de Dieu. C'est de lui, en effet, que tout droit tire son origine et en lui que toute justice trouve sa source première et insurpassable et que la communauté humaine découvre les horizons illimités de cette plénitude de la loi qu'est l'amour (cf. Rm 13, 9-10 ; Jn 4, 20).

Avec mes vœux pour votre prochaine rencontre de Rio, je vous assure, Monsieur le Président, de mon respectueux dévouement en Notre-Seigneur.

Du Vatican, 7 août 1971.

J. card. VILLOT.

NOUVELLE REDACTION DU N° 31 DE LA PRESENTATION GENERALE DE LA LITURGIE DES HEURES

Dans le premier volume de la « Liturgia horarum juxta ritum romanum » (temps de l'Avent et de Noël) publié récemment par la Polyglotte vaticane, le numéro 31 de la Présentation générale de la liturgie des Heures (p. 36) a reçu une rédaction en partie différente de celle publiée dans notre numéro du 4 avril 1971, p. 319. Voici la nouvelle rédaction de l'ensemble du numéro 31. Nous indiquons en italique les parties nouvelles :

31 a) Les chapitres des cathédrales et des collégiales doivent s'acquitter au chœur des parties de la liturgie des Heures qui leur sont imposées par le droit commun ou leur droit particulier.

Quant à chacun des membres de ces chapitres, outre les heures qui doivent être acquittées par tous les ministres dans les ordres sacrés, ils doivent réciter en privé les Heures qui sont acquittées dans leur chapitre (117).

b) Les communautés religieuses astreintes à la liturgie des Heures, et chacun de leurs sujets, célébreront les Heures selon leur droit particulier, sauf la prescription du numéro 29 pour ceux qui ont reçu un ordre sacré.

Quant aux communautés astreintes au chœur, elles s'acquitteront au chœur chaque jour du cycle complet des Heures (118) ; en dehors du chœur, les membres réciteront les Heures selon leur droit particulier, sauf toujours la prescription du numéro 29.

D'autre part, au début de la première ligne du numéro 251 (p. 333), il faut lire « les lectures », au lieu de « les lecteurs ».

(117) Cf. SC des Rites, Instruction *Inter Oecumenici*, 26 septembre 1964, n° 78 b : AAS 56 (1964), p. 895.

(118) Cf. Conc. Vat. II, Constitution *Sacrosanctum Concilium* sur la sainte liturgie, n° 95.

La prochaine Assemblée générale du Synode épiscopal

Conférence de presse de Mgr Rubin

Mgr Ladislav Rubin, secrétaire général du Synode épiscopal, a rendu compte, en ces termes, dans la salle de presse du Saint-Siège, le 21 mai 1971, de la préparation de la II^e Assemblée générale du Synode, qui doit s'ouvrir le 30 septembre prochain, et qui aura pour thèmes le sacerdoce ministériel et la justice dans le monde (1) :

I. ACTIVITE DU SECRETARIAT GENERAL DU SYNODE

1. Le Secrétariat général du Synode, élargi conformément à la proposition de la dernière Assemblée extraordinaire de 1969, proposition approuvée par le Souverain Pontife, constitue maintenant un Conseil de quinze Pères (2), et il pouvait entreprendre la préparation de la prochaine Assemblée synodale dès sa première réunion qui a eu lieu au mois de mai 1970.

Dans cette réunion furent abordés différents problèmes concernant le déroulement des travaux de l'Assemblée ; par exemple : rendre plus efficaces les débats ; conclure les discussions par un document final ; esquisser un panorama de l'état actuel de l'Eglise, afin de mieux voir quels sont les problèmes qui paraissent les plus importants et les plus urgents, de manière à pouvoir constituer la matière du Synode suivant.

Ainsi seront assurées la continuité et la programmation des thèmes à examiner dans les assemblées du Synode.

Comme l'avait proposé la dernière Assemblée, le Secrétariat du Synode devait demander aux Conférences épiscopales d'indiquer quelles sont, à leur avis, les questions les plus urgentes. Le Secrétariat devait choisir, parmi les thèmes indiqués, les plus urgents et les plus universels, pour les soumettre au Souverain Pontife afin qu'il puisse déterminer quels sont ceux qui seront discutés au cours de la prochaine Assemblée du Synode.

Le Saint-Père, sur la base de ses entretiens avec les évêques, de documents divers et des désirs manifestés par plusieurs Conférences épiscopales, proposa, en convoquant la prochaine Assemblée générale, le thème

du sacerdoce ministériel. En outre, par l'intermédiaire du Secrétariat du Synode, il demanda aux Conférences épiscopales d'indiquer d'autres thèmes éventuels.

Les Conférences épiscopales exprimèrent au Saint-Père leur adhésion unanime et leur vive gratitude pour le choix du thème du sacerdoce ministériel, et elles lui en suggérèrent beaucoup d'autres. Parmi ces derniers, un certain nombre eurent l'agrément de beaucoup de Conférences épiscopales. Au cours de sa session d'octobre, le Conseil du Secrétariat du Synode, après un examen attentif des réponses données par les Conférences épiscopales, choisit un certain nombre de thèmes qu'il soumit au Pape. Sa Sainteté décida qu'outre le sacerdoce ministériel, le Synode traiterait de « la justice dans le monde ».

Les thèmes étant fixés, il fut procédé à la préparation immédiate.

2. Sur le *sacerdoce*, il existe une riche documentation. En premier lieu, les documents pontificaux et conciliaires ; ensuite les propositions et les observations des Conférences épiscopales ; enfin, le document élaboré par la Commission théologique internationale.

A partir de ces documents, le Conseil du Secrétariat du Synode a élaboré un texte bref où sont indiqués à grands traits les principaux points de la question. Puis la Commission instituée spécialement pour préparer le document devant servir d'instrument de travail aux Conférences épiscopales et au Synode, a élaboré un projet qui, après examen par le Conseil du Secrétariat du Synode, a été rédigé définitivement par un groupe de théologiens. Approuvé par le Pape comme document d'étude, ce texte a été envoyé à tous les Evêques.

Sur la base de ce document, les évêques devaient consulter leurs prêtres et se consulter entre eux, dans le cadre des Conférences épiscopales, de manière à fournir des directives aux évêques désignés pour représenter l'épiscopat du monde entier à l'Assemblée du Synode.

3. Le second thème, *la justice dans le monde*, a été choisi par le Pape, comme nous l'avons dit, seulement après la réunion du Conseil du Secrétariat du Synode, qui a eu lieu au mois d'octobre 1970. Sa préparation ■ forcément commencée plus tard que celle du premier thème, et le texte n'a pu être envoyé aux évêques du monde entier qu'environ deux mois après.

Les étapes de son élaboration sont les suivantes :

Il a été ébauché dans ses grandes lignes avant la réunion du Conseil qui s'est tenue en janvier. Naturellement, on ■ tenu compte comme il se devait des suggestions des Conférences épiscopales qui l'avaient proposé, ainsi que des suggestions de divers évêques et d'experts qui ont été consultés. L'étude de ce

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien original.

(2) Cf. DC 1970 n° 1560, p. 342 (NDLR).

thème par les membres du Secrétariat et par des experts fournira un matériel abondant, qui a été utilisé dans l'élaboration du document par la Commission spéciale constituée au cours de la dernière réunion du Conseil, au mois de janvier dernier.

Dans sa forme définitive, le document a été envoyé en son temps aux évêques. Ce dernier document, comme celui sur le sacerdoce, est un document de base, ou mieux un instrument de travail, offert aux évêques pour approfondir les thèmes qui sont à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée du Synode. Nécessairement, ces documents ne traitent les thèmes que dans leurs grandes lignes, et ils sont donc incomplets. Nous tenons à répéter qu'il s'agit simplement d'instruments de travail pour stimuler la réflexion et solliciter la contribution des Conférences épiscopales, qui les compléteront et les enrichiront à la lumière des expériences et des besoins qui mûrissent et se manifestent dans leurs Eglises respectives. De cette manière, la communion ecclésiale et le principe de la collégialité trouveront une expression et une signification profonde et féconde.

II. PRESENTATION DES DOCUMENTS

A. Document sur le sacerdoce ministériel

Etant donné sa richesse, le thème du sacerdoce ministériel peut être considéré sous divers aspects. Pour avoir une orientation utile, il fut décidé, au cours des travaux préparatoires, de présenter une vue générale du problème et de choisir quelques aspects particuliers. Cette méthode a semblé mieux répondre au caractère et à la finalité de l'Assemblée du Synode. Le document comprend donc trois parties s'harmonisant les unes les autres et se succédant selon un développement logique : introduction, section doctrinale et partie pratique où sont indiqués certains problèmes.

1. Introduction

L'introduction décrit la situation dans laquelle le prêtre vit et agit aujourd'hui. Cette situation est caractérisée par certains phénomènes, surtout la sécularisation, qui influent sur l'identité de l'Eglise et donc, indirectement, sur l'identité du prêtre. Celui-ci connaît souvent un certain désarroi, voire même de la frustration. L'incertitude, ou la crise, porte sur son identité, sa nature ontologique et sacramentelle : prêtres qui désirent acquérir une qualification professionnelle ou s'engager dans des activités sociales et politiques ; prêtres qui ne voient plus assez clairement la distinction entre un prêtre catholique et un ministre d'une autre confession ou un laïc ; prêtres qui ne comprennent plus bien la différence entre le sacerdoce ministériel et le sacerdoce commun des fidèles ; prêtres qui désirent entrer dans le vif des problèmes du monde et vivre comme tout le monde.

L'Eglise doit aller au-devant de cette situation ; elle veut, par le Synode, l'affronter en se proposant de déclarer ce qu'est le ministère sacerdotal selon la foi constante de l'Eglise, récemment réaffirmée par le II^e Concile du Vatican.

2. Partie doctrinale

La prochaine Assemblée du Synode a donc pour programme et pour tâche de préciser la foi de l'Eglise sur le ministère sacerdotal. La réponse de l'Eglise est claire : la « réalité » du ministère sacerdotal a été donnée à l'Eglise dans le mystère du Christ ; elle

découle de la révélation divine telle qu'elle se manifeste dans la Sainte Ecriture comprise selon la tradition de l'Eglise.

Selon ces sources, le ministère sacerdotal n'est pas une institution purement historique, mais un élément essentiel de l'économie du salut. Il est fondé sur la « réalité » du mystère eschatologique du Christ, et la volonté historique du Christ de faire participer à ce mystère ses apôtres et leurs successeurs. C'est progressivement que l'Eglise a découvert la grandeur et tout le sens de ce ministère, dont la nouveauté transcende toutes les voies humaines. C'est au magistère seul qu'il appartient de déclarer authentiquement ce qu'est le sacerdoce ministériel selon la foi de l'Eglise.

L'archétype et le principe du sacerdoce ministériel, c'est la mission confiée au Christ par son Père. Son origine historique, c'est la mission des apôtres. L'Eglise fut consciente du ministère sacerdotal dès ses débuts. Le moyen de devenir participant de la consécration et de la mission du Christ, Chef de son corps, est le don sacramentel de l'Esprit, reçu par l'imposition des mains. La consécration sacerdotale apparaît donc comme une action de l'Esprit par laquelle est conférée une réalité permanente, inaliénable, même si celui qui l'a reçue en devient indigne.

La consécration est le signe de l'appartenance spéciale à Dieu et de la ressemblance au Christ, serviteur de Dieu et pasteur des âmes. Le sacerdoce hiérarchique diffère dans son essence — et non seulement dans son degré — du sacerdoce commun des fidèles donné par Dieu dans le baptême. Seul le sacerdoce ministériel confère le pouvoir d'agir au nom du Christ-Chef, en sorte que le chrétien qui a reçu l'ordination sacerdotale participe d'une façon propre au sacerdoce du Christ, et représente le Christ lui-même dans la communauté, et devant elle, en tant que chef de cette communauté.

Le ministère sacerdotal n'est donc pas une simple fonction, ou un exercice communautaire que n'importe quel baptisé pourrait exercer temporairement. Il n'est pas une sorte de « présidence », et encore moins une spiritualisation, une moralisation ou une sacralisation des structures mondaines. Destiné à représenter par une réalité ontologique permanente le Christ, chef et pasteur, le prêtre a la mission spécifique d'annoncer le Christ Sauveur du monde, pour qu'il rassemble la fraternité humaine dans le sacrifice eucharistique, et la conduise au Père par le Christ, dans l'Esprit.

Il doit, en outre, manifester le principe d'identité et d'unité de l'Eglise, dans la communion avec les autres prêtres, sous la conduite de l'évêque. C'est à ce propos que le document parle du célibat. Rappelant la doctrine de Vatican II, il en souligne la convenance et les finalités. Il rappelle qu'il s'agit d'un choix libre, qui respecte la dignité de la personne, car nul n'est obligé d'assumer le ministère. Si par la suite on abandonne le célibat, cela doit être considéré comme une infidélité, et on rappelle la pratique de l'Eglise orientale, où il n'est jamais permis aux célibataires qui ont reçu l'ordination de se marier ; sinon, ils doivent cesser l'exercice du ministère.

3. Problèmes pratiques

Les problèmes en question sont universels, même s'ils ne se posent pas partout avec la même intensité et s'ils ne peuvent être partout résolus dans les mêmes perspectives. Parmi beaucoup d'autres, on a choisi ceux-ci, dont la solution dépend en grande partie des principes doctrinaux qui ont été exposés dans la seconde partie : la nature du ministère sacerdotal et

sa mission spécifique : l'action communautaire de l'Eglise ; la vie spirituelle des pasteurs ; les rapports entre sacerdoce et célibat ; et, enfin, le style de vie des prêtres. En voici un résumé :

Le ministère sacerdotal comporte des activités déterminées. D'abord le *ministère de la parole*, c'est-à-dire la prédication de l'Evangile du salut, l'annonce, dans l'Esprit, des merveilles accomplies par Dieu, et l'appel à participer au mystère pascal. A l'exemple du Christ, l'Evangile doit être proposé en tenant compte du caractère des auditeurs, de leurs conditions, de leurs besoins.

La manifestation du mystère du salut est le but de l'*activité missionnaire de l'Eglise*. De nos jours, l'élan missionnaire s'est bien ralenti. Pour remédier à cette carence, il faut une foi plus profonde et une plus vive estime des biens qui sont offerts aux hommes par la foi, au sein de l'Eglise.

Les fidèles ont droit à ce que les prêtres célèbrent les *sacrements* pour eux et avec eux. Et les prêtres doivent les exhorter à les recevoir avec les dispositions requises. La foi des fidèles doit être purifiée de telle sorte qu'ils ne se fassent pas une idée magique des sacrements, mais quiconque peut les recevoir avec fruit ne doit pas en être écarté. Il faut éviter de laisser dans l'ombre l'efficacité particulière des sacrements et d'attribuer une importance exclusive à la profession de foi ou à la réponse personnelle. Deux dangers sont à éviter : concevoir l'Eglise comme l'assemblée des parfaits, et la priver de son identité propre.

Pour concilier le *ministère avec les autres activités de la communauté temporelle*, il faut observer les principes suivants : l'exercice du ministère doit être réellement sauvegardé (il est nécessaire que le prêtre soit libre de tout ce qui peut l'empêcher ou le rendre difficile) ; le sacerdoce n'est pas simplement une profession ordinaire, il est un signe d'unité. Lorsqu'il est appelé à prononcer des jugements techniques ou à faire un choix, que le prêtre le fasse d'une manière personnelle et avec discrétion, en consultant son évêque dans les cas les plus graves. Il semble très opportun que le prêtre ne se compromette pas en militant activement pour la cause d'une faction politique déterminée. Quels que soient les critères, il reste bien certain que le sacerdoce n'est pas une activité surajoutée à d'autres, mais le cœur même de l'existence chrétienne du prêtre.

La conscience communautaire de l'Eglise comporte une *pastorale organique*, unitaire et globale. Toute activité contraire à ces exigences trouble beaucoup les fidèles.

Dans chaque diocèse, les prêtres, y compris les religieux prêtres, constituent avec l'évêque un seul presbytérium ; ce qui ne signifie pas nivellement de l'autorité ou adoption du critère de majorité dans la solution des problèmes. Les relations entre prêtres et évêques doivent être envisagées dans une atmosphère de communion spirituelle où trouvent tout leur sens les mots d'amitié, coopération, fraternité. Dans ce contexte on comprend la règle d'or de la primitive Eglise : « rien sans l'évêque ». Les associations sacerdotales doivent être favorisées ; mais elles créent des difficultés lorsqu'elles se constituent en dehors de l'évêque et se présentent comme des groupes de défense des droits des prêtres contre l'évêque.

Les *rapports entre prêtres et laïcs*, doivent être vus bien clairement, afin de distinguer parmi les activités propres des laïcs, d'une part celles qui sont exercées sous la direction de l'autorité de l'Eglise, d'autre part celles qui sont exercées comme participation au ministère hiérarchique et sont donc directement soumises à l'autorité, et enfin les activités temporelles, sur lesquelles l'autorité de l'Eglise s'exerce de plus loin.

Pour ce qui est de la *vie spirituelle* des pasteurs, deux points fondamentaux sont soulignés. D'abord, la participation objective au pouvoir sacré postule que le prêtre fasse siennes les dispositions intérieures du Verbe incarné, notamment son humiliation et son anéantissement. Et ensuite, au centre de la spiritualité sacerdotale, il y a l'Eucharistie dont ne peuvent être séparées la prière, l'ascèse, la confession, la pauvreté et les autres vertus, clairement indiquées.

Si l'on considère attentivement le rôle et le ministère du prêtre, on en arrive à cette conclusion que les motifs pour lesquels le sacerdoce n'est conféré qu'à ceux qui acceptent le *charisme du célibat*, gardent toute leur valeur. Cependant les problèmes pastoraux, spécialement le manque de prêtres, amènent à se demander si on ne devrait pas envisager de promouvoir au sacerdoce, dans des cas particuliers, des hommes d'âge mûr, ayant donné le témoignage d'une vie familiale et professionnelle sainte. La solution ne peut faire abstraction du bien général de toute l'Eglise.

Le prêtre étant le signe particulier de la présence du Christ dans l'Eglise et dans le monde, c'est ce principe qui doit dicter son comportement et son style de vie. Bien qu'il ne soit pas possible de déterminer des formes de vie, cependant *a priori*, il faudra réfléchir sur le sens de la communauté, sur l'opportunité de la vie commune, sur la pauvreté évangélique, sur la rétribution du prêtre, sur l'assistance aux prêtres âgés ou malades. Il faudra d'autre part réfléchir sur la nécessité pour le clergé d'une préparation adéquate, d'une spécialisation, d'une formation permanente sur le triple plan intellectuel, spirituel et pastoral.

B. Document sur la justice dans le monde

Disons d'abord qu'il y a une étroite relation entre ce thème et le précédent. L'activité du prêtre s'exerce dans le monde, et bien qu'elle soit d'ordre spirituel, elle ne peut faire abstraction des problèmes qui sont fondamentaux pour la société dans laquelle le prêtre exerce sa mission. Le principal problème de la société d'aujourd'hui, pour l'homme de notre temps, c'est la justice entre les hommes et entre les nations. On peut dire que c'est un problème central pour la période actuelle de l'histoire. Il existe donc un lien étroit entre la mission du prêtre qui proclame la bonne nouvelle, et la vie des hommes auxquels il s'adresse, ceux-ci aspirant, aujourd'hui plus que jamais, à construire un monde basé sur la justice.

Pour élaborer ce document, la Commission est partie de certaines situations que l'on observe dans la vie actuelle. Malgré l'énorme progrès technique, il y a beaucoup d'injustices, tandis que d'autre part on prend une conscience plus vive de la valeur de la personne humaine et de la dignité de nations qui, il n'y a pas si longtemps, n'avaient pas encore pleinement conscience de cette dignité. C'est pourquoi les hommes de notre temps sont très sensibles à toutes les formes d'injustice, de discrimination, d'oppression, de persécution des individus et des communautés, ou de nations entières. Mais surtout, les plus sensibilisés aux diverses formes d'injustice sont les jeunes, qui repoussent tout ce qui, d'après eux, ne libère pas l'homme de toute forme d'oppression.

Après cette constatation préliminaire, le document décrit la situation de la justice dans le monde, et souligne avant tout la conscience croissante des droits de l'homme dans les diverses formes de la vie du monde actuel. Dans la ligne de *Populorum progressio*, le texte met l'accent sur le droit pour tout homme et tous les peuples au développement humain intégral.

Tandis que d'une part on prend une conscience plus vive des droits et de la dignité de la personne humaine, d'autre part on constate de nombreuses injustices qui portent atteinte aux droits de l'homme et font souffrir la majeure partie de l'humanité. Ces injustices ont leur source dans la domination politique, culturelle et économique. Le document en signale différentes formes et souligne les inégalités croissantes entre des minorités privilégiées et le reste des hommes, obligés de vivre dans un état de dépendance qui porte atteinte à la dignité de la personne et de nations entières. Pour des raisons de méthodologie, ces formes d'injustice n'ont pas été approfondies. Comme il s'agit d'un texte préparatoire, il a paru préférable de laisser une large marge à la réflexion et à la contribution des Conférences épiscopales.

Certes, les efforts pour rendre le monde plus juste ne manquent pas ; le document en prend acte et en loue les auteurs. D'autre part, l'Eglise elle aussi s'examine et s'interroge sur ce qu'elle fait au service des hommes.

C'est pourquoi la partie la plus importante du document est consacrée à l'étude de la promotion de la justice dans le monde à la lumière de l'Evangile et de l'enseignement de l'Eglise.

L'ensemble du problème fait apparaître que le pré-supposé pour la promotion de la vraie justice, c'est le *changement de cœur*. Aussi le document souligne-t-il l'importance d'une éducation orientée vers l'engagement et l'action. Le genre d'éducation auquel l'Eglise fait appel, comme instrument *nécessaire* pour l'établissement de la justice, est celui qui prépare à participer à la construction d'un monde plus humain, qui forme des hommes prêts à s'engager pour la justice. Ici le document fait appel à la *metanoia* qui transforme les cœurs, aux processus éducatifs qui donnent forme à nos valeurs, en promouvant, animant et suscitant des communautés de participation fraternelle, des relations fondées sur des échanges réciproques, des actes qui puissent témoigner de l'amitié existant entre ces communautés qui aspirent à une justice intégrale.

Cette éducation a pour base la conception chrétienne de l'homme et de l'humanité, laquelle suppose la dignité de l'homme, la liberté et la fraternité universelle de la famille humaine, et cela donne un sens aux projets des hommes pour leur vie terrestre.

Ces valeurs doivent amener à des choix faits au nom de la justice. L'éducation à la justice doit donc aider chacun à faire des choix conscients et libres, fruits de la réflexion personnelle, basés sur l'expérience vécue dans un contexte concret.

Le document fait appel particulièrement aux jeunes. Etant donné leur sensibilité plus vive, ils peuvent imprimer un élan efficace à la construction d'un monde plus juste. Il demande cependant de ne pas oublier que la violence engendre la destruction, alors que l'édification d'un monde plus juste exige de la compétence, des moyens adaptés, esprit de sacrifice, compréhension mutuelle et collaboration.

Pour l'action pastorale, la partie la plus importante est la dernière, car elle contient des indications pratiques que le Synode est appelé à étudier et à suggérer.

Il devra avant tout prendre acte de cette déplorable réalité : le message social chrétien n'est pas partout suffisamment connu ni mis en pratique par les communautés chrétiennes. Puis il devra susciter chez les chrétiens la conviction qu'il ne suffit pas de parler de justice, mais qu'il faut la réaliser aux divers niveaux.

Il devra demander ensuite un nouvel effort pour l'éducation effective à la pratique de la justice, et en-

fin proposer certaines actions concrètes de solidarité en faveur de la justice dans le monde.

Le document s'achève sur l'espérance que l'homme, créé par Dieu, racheté par Jésus-Christ, guidé par l'Esprit-Saint, pourra, en confirmant les valeurs humaines de dignité et de fraternité, promouvoir la justice dans le monde.

multicopie

de bulletins paroissiaux, textes d'enseignement et catéchismes, toutes informations illustrées.

La duplication offset ou stencil GESTETNER apporte des solutions simples, sûres et peu coûteuses.

Une documentation spéciale a été réunie à l'intention de Messieurs les Ecclésiastiques.

GESTETNER Service 828
71, rue Camille-Groult - 94-VITRY



SICOB - Niveau 2 - Zone B - Stand 2201
Niveau 4 - Zone C - Stand 4306

LES PRESIDENTS DELEGUES DU SYNODE

Le Saint-Père a nommé présidents délégués de la prochaine Assemblée générale du Synode des évêques les cardinaux DUVAL, archevêque d'Alger ; MUNOZ VEGA, archevêque de Quito (Equateur) ; WRIGHT, préfet de la SC. du Clergé (*L'Osservatore Romano*, 2-3 août 1971).

— *L'Eglise et l'échec de l'amour humain*, par P. DE LOCHT (coll. « Révisions »). — Un vol. 12,5 × 20 cm, de 172 pages. Editions du Centurion, Paris.

— *Guide juridique de l'enfance à l'adolescence*, par J. PHILIPPE BOURET et PHILIPPE PLANQUE. — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 136 pages. Prix : 9 F. Editions Casterman-Poche, Paris.

— *Sexualité du jeune adulte*, par docteur MICHEL LA-COUR (coll. « Vie affective et sexuelle », n° 12). — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 140 pages. Prix : 9 F. Editions Casterman-Poche, Paris.

EXPOSÉ OFFICIEL DE L'ÉGLISE GRECQUE-MELKITE CATHOLIQUE SUR LE SACERDOCE, LE CÉLIBAT ET LE MARIAGE

Au cours de leur session ordinaire annuelle qui s'est tenue dans la résidence patriarcale d'Aïn-Traz (Liban) du 16 au 21 août, les 22 évêques de l'Eglise grecque-melkite catholique, ayant à leur tête le Patriarche Maximos V Hakim, ont rendu public l'exposé ci-après dans lequel ils font part de l'expérience de leur Eglise sur la question du célibat sacerdotal et de l'ordination d'hommes mariés (1) :

Au cours de sa réunion annuelle à Aïn-Traz (Liban) en août 1971, le Saint-Synode de l'Eglise grecque-melkite catholique a examiné la notion du sacerdoce. Son but était de clarifier le rapport existant entre le sacerdoce d'une part et le célibat et le mariage de l'autre.

Les Pères du Synode se sont penchés sur cette question avec un soin particulier étant donné que la notion du sacerdoce, son rapport avec le célibat, comme le célibat sacerdotal lui-même, sont mis en question par certains milieux théologiques et sacerdotaux de l'Eglise d'Occident. Soucieux de ce qui arrive chez les frères d'Occident, les Pères du Synode ont tenu à préciser ces diverses notions à la lumière de la tradition orientale bimillénaire et la pratique vécue de l'Eglise grecque-melkite catholique et de celle des autres Eglises d'Orient, dans le double but d'apporter une contribution à la solution de ces divers problèmes et de prémunir leur clergé contre les dangers de certaines théories osées.

Avant de le faire, ils tiennent à rappeler l'intervention préparée par le défunt et regretté Patriarche Maximos IV Saïgh pour être lue au Concile œcuménique. Faisant appel à la tradition orientale, le Grand Patriarche établit une nette distinction entre les charismes du sacerdoce et du célibat. Il estime que le sacerdoce est plus une fonction de l'Eglise qu'un état de vie, que le sacerdoce et le mariage sont compatibles et que le célibat n'est pas corollaire nécessaire du sacerdoce.

Aussi cette tradition orientale a-t-elle été accueillie par le Concile Vatican II : « Le célibat n'est pas requis par la nature même du sacerdoce, ainsi qu'il paraît à l'évidence dans la pratique de la primitive Eglise et dans la Tradition des Eglises orientales. » (N° 16 du décret sur le ministère et la vie du prêtre.)

Etant donné la légitimité d'une telle discipline et son utilité, les Pères du Synode déclarent que notre Eglise grecque-melkite catholique (là où elle existe) est en droit d'intégrer au sacerdoce des hommes mariés, l'usage de ce droit étant confié à la discrétion de ses hiérarques pour l'édification du corps du Christ qui est l'Eglise.

Pour que l'attitude de notre Eglise soit rendue plus claire, le Saint-Synode déclare ce qui suit :

L'ordination d'hommes mariés vue dans la perspective d'une anthropologie chrétienne

1. Tout d'abord, il doit être clairement compris que la pratique canonique orientale qui autorise l'ordination d'hommes mariés, interdit le mariage après l'ordination.

2. En second lieu, considérant cette conception du sacerdoce comme absolument légitime, l'Eglise grecque-melkite catholique a toujours déclaré comme avantageux et louable à la fois de confier, au besoin, le ministère sacerdotal à des hommes mariés et souligne le rôle primordial et héroïque joué par ces prêtres durant les périodes difficiles qu'a traversées notre Eglise.

3. Ces prêtres mariés ont mérité de l'Eglise, non seulement en maintenant la foi dans les couches populaires, mais aussi en empêchant le fossé de se creuser entre les laïcs d'un côté et le clergé célibataire et les évêques, pris toujours dans les rangs de ces derniers, de l'autre. Etant issus du peuple et vivant de la vie même du peuple, ils ont puissamment contribué à cimenter l'union de la communauté des fidèles autour de leurs pasteurs.

L'exemple d'une vie familiale chrétienne où le rôle de l'épouse qui partage le souci pastoral et missionnaire de son époux ne doit être aucunement sous-estimé, a souvent fait surgir du sein de ce milieu des vocations religieuses et sacerdotales, voire même des prêtres et des évêques qui ont brillé par l'éclat de leur science et de leur sainteté.

4. Ce Saint-Synode exhorte à placer toujours la discussion sur ce grave sujet dans la *perspective propre à la foi*, à la théologie et à la spiritualité chrétienne. Bien qu'il soit vital et nécessaire d'utiliser toutes les ressources des sciences (anthropologie, biologie et sociologie) dans toute discussion concernant le mariage et le célibat, il est évident que le saint mariage et le saint célibat ne sont fondamentalement compréhensibles que dans la perspective d'une anthropologie chrétienne selon laquelle l'homme et la femme, créatures de Dieu, icônes vivantes du Christ, ont pour fin dernière la déification et l'incorporation dans la vie même de la Sainte Trinité. Qu'ils traitent de la vocation du célibat (Mt 19, 10-12) ou de la grandeur du sacrement de mariage (Ep 5, 32), les chrétiens, par le fait qu'ils sont chrétiens, sont obligés de situer leurs recherches dans le cadre de la communion au Christ et du Royaume des cieux. A cause de cette dimension évangélique du célibat chrétien et du mariage, seules les valeurs chrétiennes forment le critère ultime de leur signification essentielle.

La glorieuse vocation au célibat

5. Si, en accord avec sa tradition orientale, l'Eglise grecque-melkite catholique s'est efforcée

(1) Texte original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

de ne pas écarter des rangs du sacerdoce des hommes mariés et mûrs, elle ne l'a jamais fait aux dépens du charisme divin donné aux prêtres, orientaux ou latins, qui sont bénéficiaires de la *glorieuse vocation du célibat*. La même tradition qui accueille des hommes mariés au sacerdoce a pareillement reconnu sans hésitation l'incomparable valeur de ce charisme spécial donné aux prêtres célibataires, aux moines et moniales.

En ce qui concerne le célibat lui-même, le Saint-Synode pense qu'il est utile de rappeler que, selon notre tradition, il n'est pas seulement un moyen divinément inspiré pour ouvrir la personne à la plénitude de la maturité du Christ, mais que, en vertu de sa relation unique avec les modèles suprêmes de l'Eglise : Notre-Seigneur Jésus-Christ et la Vierge Mère, il jouit même d'une situation privilégiée, comparée au mariage.

6. Quant à la question particulière au sujet du lien entre le célibat et le sacerdoce, l'expérience de notre Eglise confirme, comme on l'a déjà dit, qu'il n'y a pas un lien intrinsèque entre le célibat et le sacerdoce, les deux étant des charismes distincts. Le célibat uni au sacerdoce est un témoignage spécial dans l'Eglise.

Cependant, nous ne devons pas oublier que le charisme du célibat est une semence qui doit être nourrie par un rythme fidèle de prières liturgiques et personnelles, d'humilité, de charité, d'obéissance et d'effort ascétique pour parvenir à la plénitude de l'amour et du don total au Christ et à ses fidèles.

Vu les efforts à fournir pour répondre fidèlement à la grâce du célibat, il est nécessaire de s'assurer que l'option en faveur du célibat est absolument mûre et prise en connaissance de cause. Le choix du célibat dans le sacerdoce doit toujours être une réponse libre à l'invitation de Dieu à une totale consécration.

7. Considérant les implications ecclésiologiques de l'existence parallèle du clergé célibataire et du clergé marié, le témoignage de la chrétienté orientale est unanime pour attester le rôle important des moines et des prêtres célibataires, en tant que témoins évangéliques du Christ. Qu'il s'agisse de l'implantation de l'Eglise en Orient durant l'âge patristique, de l'expansion missionnaire durant le Moyen Age ou du renouveau de l'Eglise à travers les siècles, le rôle des moines et des prêtres célibataires est primordial.

De nos jours, les besoins missionnaires immenses de l'Eglise catholique, comme les besoins personnels de tant d'Eglises locales, nécessitent la présence d'un groupe important et mobile de prêtres célibataires. Mais ce qui est plus important, c'est le témoignage que peuvent donner des prêtres célibataires à la primauté de Dieu. « Vous serez mes témoins. » (Ac 1, 8.) Jamais, à la fois chrétiens et non-chrétiens n'ont eu plus grand besoin de témoins de la virginité que dans notre monde contemporain, si gravement tenté par les forces démoniaques de l'érotisme et de l'égoïsme. Dans un tel monde, le célibat, librement choisi et joyeusement vécu par des prêtres, est en lui-même un apostolat, un témoignage saisissant de « l'unique nécessaire » (Lc 10, 42).

**

En conclusion, ce Saint-Synode exhorte ses fidèles à se souvenir que la diversité des dons de

Dieu est toujours cause de joie, jamais de récrimination. « Il y a diversité de dons, mais c'est le même Esprit, diversité de ministères, mais c'est le même Seigneur, diversité d'opérations, mais c'est le même Dieu qui opère tout en tous. A chacun la manifestation de l'Esprit est donnée en vue du bien commun. » (1 Co 12, 4-7.) Loin de s'exclure l'un l'autre dans le ministère sacerdotal, le mariage chrétien et le célibat sont salutaires l'un à l'autre et, en vérité, ont été bénis tous deux par le Seigneur Jésus lui-même.

Aïn-Traz, le 23 août 1971.

† MAXIMOS V HAKIM

*Patriarche d'Antioche et de tout l'Orient,
d'Alexandrie et de Jérusalem.*

LE PROBLEME DE L'EXERCICE DU MINISTERE PAR UN PRETRE MARIE

Dans l'Eglise en Alsace (septembre-octobre 1971, p. 15), Mgr ELCHINGER, évêque de Strasbourg, répond en ces termes à la question : « Est-il vrai que les prêtres qui se marient peuvent continuer à célébrer la messe ? » :

— Certainement pas.

1. S'ils se marient sans avoir reçu du Saint-Père la dispense du célibat ils se trouvent exclus de la réception des sacrements jusqu'à régularisation de leur situation.

2. Lorsque sur leur demande d'être « relevés de toutes les obligations et charges découlant de l'ordination sacerdotale », le Saint-Père leur accorde la dispense de l'engagement au célibat, il leur interdit en même temps l'exercice des fonctions sacerdotales. L'accomplissement de ces fonctions n'est pas un privilège personnel. C'est une mission pastorale confiée à quelqu'un par les responsables de l'Eglise. Il ne dépend pas de notre volonté personnelle de faire du sacerdoce ministériel ce que nous voulons. Ce serait oublier que nous n'en sommes pas les « propriétaires ». L'exercice du ministère sacerdotal dépend de ceux à qui la succession apostolique a transmis le devoir et le droit de confier des charges pastorales dans l'Eglise et à qui Jésus-Christ, par les apôtres, a confié le service de l'unité dans l'Eglise et, pour cela, un service d'autorité.

3. Les prêtres mariés qui, contrairement à la décision du siège apostolique, continueraient à célébrer la messe en tant que ministres de l'Eucharistie, seraient en opposition avec l'Eglise catholique. Les fidèles qui accepteraient de se grouper autour d'eux pour leur vie sacramentelle se trouveraient pareillement en opposition avec l'Eglise catholique, et une telle situation pourrait évoluer vers un schisme. Certains prêtres, se trouvant ainsi en situation irrégulière, prétendent quitter « l'Eglise-Institution », mais rester dans « l'Eglise-Communion ». Ce sont là des sophismes bien connus qui ont déjà été invoqués pour justifier des ruptures. La parole de Jésus-Christ et la Tradition apostolique ne permettent pas de séparer radicalement l'Eglise-Institution et l'Eglise-Communion.

Ceci oblige d'ailleurs l'Eglise-Institution à se réformer sans cesse pour devenir toujours plus pleinement une Eglise-Communion.

† L. A. ELCHINGER.

CONTRIBUTION DE L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE AU SCHÉMA SYNODAL SUR LE SACERDOCE MINISTÉRIEL (1)

Au titre d'un compagnonnage de plus de quarante ans dont le contenu ne peut que s'enrichir en des termes de fraternité de plus en plus exigeants, militants ouvriers, membres de l'ACO et aumôniers avec l'ACO prêtres en classe ouvrière s'expriment ensemble à propos du document sur le sacerdoce, préparatoire au Synode.

Nous ne nous retrouvons pas dans le document proposé et nous n'en parlerons guère ; mais en termes positifs et dans la problématique qui nous est familière, nous voulons proposer que soit pris en compte, par les délégués du Synode, ce qui est expérimenté du sacerdoce dans une Eglise qui prend corps en classe ouvrière. Nous pensons que dans l'accueil de ce que l'Esprit dit aux Eglises, le Synode doit recevoir notre expérience et nos questions, en vue d'un discernement pour le bien de toute l'Eglise.

L'Eglise entière peut en être enrichie « non pas comme s'il manquait quelque chose dans la constitution que le Christ lui a donnée, mais pour l'approfondir, la mieux exprimer et l'accommoder d'une manière plus heureuse à notre époque » (*Gaudium et spes*, n. 44, 3).

I. — LES ELEMENTS D'UN SAIN REALISME DANS LE DIAGNOSTIC DE LA SITUATION

a) La méthode retenue au départ par le document préparatoire nous paraît d'une authenticité fondamentale

Ni les problèmes actuels du sacerdoce ni ceux de son avenir ne sont envisagés à partir du prêtre lui-même. Ils sont mis en situation dans une Eglise dont les hommes, nos contemporains, attendent ou n'attendent plus le service de la foi ; d'où les questions de la signification même d'une vie de prêtre, de l'identité du sacerdoce, de sa nature.

Cette approche existentielle nous apparaît devoir rendre compte de la manière la plus fidèle qui se peut, des questions qui sont effectivement vécues.

b) Un diagnostic gravement insuffisant

Il n'est pas question de sous-estimer le phénomène de sécularisation.

Mais cette « transformation socio-culturelle » n'est pas isolable du contexte socio-économique et politique dans lequel elle est vécue. Dans l'histoire de la classe ouvrière et de son combat, ce n'est pas d'aujourd'hui que date la sécularisation. Historiquement, la foi, l'existence chrétienne, l'Eglise instituée et ses ministères ont été vus dès le siècle dernier et ils sont encore vus pour une grande partie de la classe ouvrière comme l'une des aliénations dont le combat doit libérer les exploités.

Le dynamisme de libération des masses populaires reçoit encore largement comme un scandale l'insigni-

fiance pratique de l'Eglise et de l'Evangile pour la justice dans le monde. Que dire de tous ceux à qui l'amertume silencieuse seule est possible ou la révolte ?

Pour la classe ouvrière, le problème de fond reste l'attitude de l'Eglise. Ce n'est pas le Christ, Fils de Dieu, Amour et Justice, que les travailleurs récusent ; c'est une certaine Eglise, repliée sur elle-même, utilitaire par des sacrements « assurances de vie éternelle », gardienne des bonnes mœurs, soutien du capital, du pouvoir et de l'ordre établis ; c'est aussi et en conséquence un certain type de prêtre notable, de formation bourgeoise, infantile dans sa stature humaine, sans lien ni possibilité d'accueil avec ce qui fait l'essentiel de l'écrasement des travailleurs, de leurs aspirations, de leurs joies, de leurs échecs et de leur combat.

C'est à ce niveau concret que se vit pour des masses entières la rupture d'avec la perspective même de la foi et de la libération en Jésus-Christ.

Le Synode a voulu accueillir les questions redoutables de « la justice dans le monde ». S'il évitait de les intégrer au départ même d'une réflexion sur le sacerdoce et avec la vigueur nécessaire, il se condamnerait à en voir les conclusions irrecevables pour beaucoup. Car, de fait, le sacerdoce vécu en classe ouvrière se situe de plus en plus clairement dans ce courant vital qui, à travers le monde entier, exprime la volonté de libération des exploités.

Nous ne pouvons donc, à ce moment de notre contribution, que renvoyer à ce que nous exprimons dans notre apport à propos du document sur la « justice dans le monde ».

c) Ce que le Synode doit réaffirmer

« Telle est la situation que l'Eglise doit affronter avec la force de l'Esprit ». Cette citation, significative de la tonalité générale du document, nous montre une Eglise en affrontement avec le monde. Cette attitude défensive est bien étrangère à celle de Vatican II, bien étrangère par exemple à la conclusion même du décret sur le ministère et la vie des prêtres :

« Ce monde, tel qu'il est aujourd'hui, ce monde confié à l'amour et au ministère des pasteurs de l'Eglise, Dieu l'a tant aimé qu'il a donné pour lui son Fils unique. En vérité, avec tout le poids de son péché, mais aussi avec la richesse de ses possibilités, ce monde offre à l'Eglise les pierres vivantes qui s'intègrent à la construction pour être une demeure de Dieu dans l'Esprit. Et c'est encore l'Esprit-Saint qui pousse l'Eglise à ouvrir des chemins nouveaux pour aller au-devant du monde d'aujourd'hui ; c'est lui qui de ce fait suggère et encourage les adaptations qui s'imposent pour le ministère sacerdotal. » (M et V des prêtres, n. 22.)

Voilà ce que le Synode doit réaffirmer, non pour une exhortation finale seulement, mais comme une certitude commandant toute recherche et toute réaffirmation de doctrine, au nom même du réalisme de la foi : comme une certitude vitale expérimentée. C'est, en tout cas, de cette expérience que, pour notre part, nous pensons devoir être les témoins.

(1) Texte publié par l'ACO, 7, rue Paul-Lelong, Paris-2^e.

II. — SEUL UN SACERDOCE VRAIMENT CATHOLIQUE EST FIDELE A LA NATURE DU SACERDOCE

« *L'Eglise, en vertu des exigences intimes de sa propre catholicité et obéissant au commandement de son fondateur, est tendue de tout son effort vers la prédication de l'Evangile à tous les hommes.* » (Ad gentes, n. 1.)

« *Afin de pouvoir présenter à tous le mystère du salut et la vie apportée par Dieu, l'Eglise doit s'insérer dans tous ces groupes humains du même mouvement dont le Christ lui-même, par son incarnation, s'est lié aux conditions sociales et culturelles déterminées des hommes avec lesquels il a vécu.* » (Ad gentes, n. 10.)

Le Synode doit éviter de définir le sacerdoce en lui-même en l'isolant du peuple qu'il sert et des particularités mêmes de ce peuple. Les conditions d'exercice du ministère, la nature même de ce ministère et les exigences de sa fidélité sont la chose de l'ensemble du peuple de Dieu.

Les exigences de la vie en peuple au titre d'une communion profonde, les contraintes d'une vie en Eglise et pour l'Eglise ne limitent pas la personnalité des prêtres. Au contraire, dans la mesure même où ils apparaissent comme frères et membres serviteurs, transparait ce qui les fait être, en Jésus-Christ, responsables pour le salut de tous.

Ce qui est vécu de l'Eglise dans un peuple est aussi lieu théologique

Le document préparatoire semble n'avoir retenu, concernant la nature du sacerdoce, que l'écho d'écrits et d'études. On ne voit guère trace d'expérience vécue du sacerdoce, spécialement en situation missionnaire. Et pourtant la vie ecclésiale constitue une source authentique d'ecclésiologie.

C'est bien au nom d'une expérience authentiquement missionnaire que nous voulons, conscients de nos limites mais fermement, dire ce dont nous sommes les témoins. Ce que nous vivons en classe ouvrière nous paraît devoir éclairer non seulement les conditions d'exercice du ministère sacerdotal mais même quelque chose de sa nature :

EN QUOI NOTRE EXPERIENCE ECCLESIALE ECLAIRE-T-ELLE LA NATURE DU SACERDOCE ?

Grâce au sens surnaturel de la foi, le peuple de Dieu continue de reconnaître peu à peu la signification plénière du don que le Seigneur a fait. Pour reprendre l'expression de l'un des théologiens qui accompagnent notre expérience, nous sommes fondés à croire, même, « qu'un des grands services que les chrétiens du monde ouvrier peuvent rendre aujourd'hui à l'Eglise est de sauver la simplicité et le réalisme de la foi chrétienne ».

L'Eglise de Jésus-Christ dans la culture ouvrière

La condition faite aux travailleurs à travers le monde, le combat de libération que mène la classe ouvrière, l'humanisme qui sous-tend le dynamisme du mouvement ouvrier : ces quelques éléments fondamentaux de rappel suffisent pour évoquer ce courant historique à dimensions internationales par lequel la

classe ouvrière entend exister dans la société en termes originaux de culture.

Depuis la naissance de la JOC du cœur même de ce dynamisme, des chrétiens veulent vivre de Jésus-Christ et partager ce qu'ils découvrent de lui, en Eglise, avec l'ensemble des travailleurs. Par eux, nous affirmons que l'Eglise se met peu à peu en situation de déployer la totalité de sa mission comme un authentique service : accueil des richesses de la vie ouvrière et du sens de son combat, purification, valorisation de cette vie, annonce et célébration du salut qu'y opère Jésus-Christ.

Une Eglise résolument missionnaire

A la lecture générale du document et dans le paragraphe très particulier sur l'action missionnaire, on pourrait se poser la question : entre un christianisme anonyme et une Eglise révolutionnaire, les auteurs du projet ont-ils eu, à quelque moment de leur vie, contact avec un mouvement apostolique ?

Lorsqu'il est fait mention d'« un élan missionnaire très diminué », y a-t-il connaissance de tout ce qui naît et grandit ? Nous n'en donnerons pour preuve aujourd'hui que la dernière Rencontre nationale de l'ACO (14, 15 et 16 mai 1971) — et nous ne prétendons pas à l'exclusivité ! — dont le thème était : « Vivre de Jésus-Christ et le révéler dans la classe ouvrière, dans le dynamisme du mouvement ouvrier. »

Des rapports renouvelés entre prêtres et laïcs

Ainsi, lorsqu'on parle de liens entre prêtres et laïcs, faut-il les situer dans leur aspect collectif : car il s'agit d'un laïcat organisé, plus encore d'un mouvement (de mouvements) où prêtres et laïcs ensemble sont attelés à une même mission.

Le laïc n'est plus alors celui qui « peut prendre une partie des charges du prêtre », entre autres « l'entretien économique ». Il est membre d'un mouvement qui proclame les merveilles que Dieu fait dans son peuple et veut prendre les moyens de révéler à celui-ci la Bonne Nouvelle d'un salut total en Jésus-Christ.

Les relations prêtres-laïcs sont alors d'un tout autre style : elles ne sont plus rencontres d'individus spécialisés, mais dynamisme d'Eglise pour le salut du peuple.

Dans cette Eglise, un sacerdoce de plus en plus indigène ; il « connaît » et il sert, parce qu'il communie

Cette Eglise naissante et croissante en classe ouvrière fait l'expérience du ministère sacerdotal. L'évolution du vocabulaire est bien significative de la maturation progressive de l'histoire du sacerdoce en classe ouvrière. Nous avons parlé successivement d'attention (aux travailleurs), de présence, de proximité, de communion. C'est toute l'histoire d'une interiorisation.

Tout un ensemble de vies sacerdotales apparaissent comme partageant en profondeur l'histoire du salut de la classe ouvrière.

Par le style de vie, par les compromissions de plus en plus exigeantes dans le sens de la libération des exploités, par la recherche obstinée et priante des chemins du Seigneur dans son peuple, par le travail aussi, des prêtres expérimentent — bien au-delà du service strict d'un mouvement — la joie et la croix d'une communion concrète au salut d'un peuple.

Les travailleurs qui se rassemblent pour partager

leur recherche de Jésus-Christ et leur vie avec lui, reconnaissent de plus en plus que de telles existences ont pleine signification pour la libération totale, poursuivie dès aujourd'hui, de la classe ouvrière. Ensemble, prêtres et laïcs découvrent plus profondément, et en termes spécifiques de culture ouvrière, ce que signifie la vie, le service, les gestes d'un ensemble de prêtres qui « président à la charité » comme à l'Eucharistie et à toute la vie sacramentelle.

L'expérience nous montre déjà que ces communautés d'Eglise où les divers ministères se découvrent et s'ajustent plus exactement sont significatives pour des ensembles de travailleurs ; occasionnellement ces communautés sont, pour un plus grand nombre, le lieu du partage de l'Evangile.

L'existence des prêtres-ouvriers — le signe provocateur qu'ils constituent pour l'ensemble des prêtres en classe ouvrière, la signification privilégiée que leur vie prend pour une grande masse de travailleurs — est une étape significative dans l'histoire de cette intériorisation.

Comment ne pas souligner ici l'espérance extraordinaire que constitue dès aujourd'hui la possibilité désormais acquise — et que nous voudrions voir pleinement respectée — pour des travailleurs jeunes et adultes de se préparer au sacerdoce tout en vivant à plein leur condition et leurs solidarités ouvrières, de façon qu'ils assument pleinement dans leur vie de prêtres, les richesses culturelles de la classe ouvrière ?

Certes, nous savons que tout ceci continue d'être vécu « dans des vases fragiles » et qu'il faudra des vies entières de fidélité et des générations de communautés chrétiennes de ce style pour que cette signification du ministère sacerdotal puisse être plus largement partagée en classe ouvrière. Mais nous sommes témoins des fruits que l'Esprit produit. Du sein même de cette richesse que nous ne voudrions voir saccager par aucune théorie, nous souhaitons que le Synode rappelle qu'il est dans la nature même du sacerdoce de Jésus-Christ de connaître et servir le peuple dans la communion et le partage.

Spécialement les « petits » ont le sens et le flair pour vérifier à l'épreuve du temps, ce qui est flirt passager ou même calcul zélé et ce qui est digne des épousailles profondes du Père avec l'humanité « dans la fidélité et la tendresse ».

**Un sacerdoce vit les exigences
de la catholicité et de l'unité
à la manière typique du peuple
auquel il communie**

Le regroupement

La catholicité de l'Eglise c'est sa mission et sa capacité de rassembler et d'assumer dans le Christ toutes les réalisations des peuples et des groupements sociaux, civilisations et cultures dans toutes leurs diversités. Ainsi, pour sa part, l'ACO s'efforce de vivre la catholicité quand elle tâche d'accueillir dans le « regroupement » les divers courants, traditions, idéologies des militants et des organisations ouvrières et d'y rechercher les signes de Dieu.

Au cours de pareils partages que seule la foi souvent permet d'envisager, le prêtre est amené à se reconnaître lui-même avec sa propre histoire et ses choix idéologiques : il redécouvre, souvent douloureusement, mais aussi comme une grande richesse, ce que signifie pour de bon « présider à la charité dans l'Eglise ».

Le partage et la confrontation en Mission ouvrière

Tous les témoins de l'Eglise en classe ouvrière : adultes, jeunes, enfants, religieux, prêtres de divers statuts, rassemblés avec l'évêque partagent — suivant un rythme structurel ou occasionnellement — ce que le Seigneur donne et demande aux travailleurs de vivre dans ce qui les marque profondément.

Fondé sur la révision de vie, lieu à la fois de conversion et de contemplation, ce partage d'Eglise veut être tout entier tendu « en vertu des exigences intimes de la catholicité » vers les nouvelles possibilités d'annonce de Jésus-Christ à ceux qui vivent déjà de son Esprit. Par ce partage où les confrontations ne manquent pas, se dessinent les cohérences évangéliques auxquelles une Eglise tout entière doit s'ouvrir pour la mission. C'est là que s'enracine la nécessité de choix pastoraux dont l'anarchie — pas seulement en matière d'administration des sacrements comme le suggère le document ! — est gravement préjudiciable à l'évangélisation.

La mission ouvrière, lieu de solidarité de peuple exprimée en Eglise, est une véritable épreuve de catholicité et d'unité : les différentes fonctions et les divers ministères d'une Eglise se mettent à jour dans leur complémentarité organique et il s'agit de bien autre chose — comme suggère encore le document ! — qu'une redistribution entre laïcs et prêtres de tâches culturelles ou... financières.

C'est là surtout qu'apparaît pour nous et s'approfondit la réalité du sacerdoce vécu à la fois au creux et au rythme de réalités très particulières, rendant possible l'ouverture à tout ce qui se vit d'Eglise en classe ouvrière et, au-delà, dans « toutes les Eglises » dont la présence de l'évêque rappelle « la sollicitude ».

La confrontation avec « toutes les Eglises ».

C'est bien cela, même s'il s'agit pour l'instant surtout d'une visée et d'exigences que nous avons souvent l'occasion de rappeler.

Il nous semble qu'il n'y a de véritable confrontation d'Eglise qu'entre membres solidaires de réalités socio-culturelles déterminées et représentatifs de ce qui s'y dessine d'Eglise indigène.

Déjà expérimentée ■ chaque Eglise, la nature du sacerdoce ministériel apparaît ainsi en plus grande clarté et authenticité : la foi le perçoit comme le signe permanent et efficace de l'action universelle de Jésus-Christ Sauveur dans le monde.

III. — SEUL LE PRESBYTERIUM PEUT SIGNIFIER ET METTRE EN ŒUVRE LA VÉRITABLE NATURE DU SACERDOCE MINISTÉRIEL

— Les exigences que le document préparatoire retient pour le prêtre nous les retenons pour le presbyterium. En effet, à l'expérience, le prêtre individuel n'a pas, selon nous, à signifier dans sa personnalité singulière et à tout moment la totalité des exigences et de la nature du sacerdoce : c'est le presbyterium tout entier, uni originellement à l'évêque, qui peut s'acheminer à une pareille signification.

— L'exigence essentielle nous paraît être son enracinement authentique dans des peuples, dans les formes et les rythmes de croissance que l'Eglise peut y connaître.

— Ne reprenant pas ici toutes les exigences expérimentales pour un sacerdoce indigène, nous nous contentons de suggestions pour l'exercice de la fonction épiscopale :

La « présidence de la charité en Eglise » doit être signifiée au niveau épiscopal à l'intérieur même de chaque Eglise à la manière dont elle est vécue dans le partage en Mission ouvrière. Nous nous réjouissons des progrès d'un partage et d'une coresponsabilité d'Eglise avec la Commission épiscopale du monde ouvrier ; nous pensons vivre là une étape dans une histoire dont nous souhaitons voir la prochaine échéance : des prêtres conservant leur pleine responsabilité dans l'Eglise en classe ouvrière se verraient confier, à ce titre, la charge épiscopale. Ils signifieraient ainsi, dans la vie collégiale de l'épiscopat, cette Eglise indigène prenant corps chez les travailleurs.

L'ouverture du Synode épiscopal aux délégués des Assemblées épiscopales territoriales manifeste de façon plus riche une collégialité catholique.

Nous pensons qu'il y manque la représentation effective, dans toute leur originalité, des Eglises naissantes dans les groupes socio-culturels, en particulier celle qui — à travers le monde entier — prend corps dans la classe ouvrière.

IV. — LA CHARITE PASTORALE VECUE DANS UN PEUPLE ET POUR UN PEUPLE

On est surpris de ne pas retrouver dans le document les accents de Vatican II sur la charité pastorale, source principale de la vie spirituelle des prêtres.

Cette visée nous paraît fondamentale : c'est bien la charge pastorale elle-même avec ses conditions concrètes d'exercice qui doit être nourriture, qui doit être possibilité d'aimer du même mouvement dont le Verbe incarné est entré par amour dans l'histoire des hommes.

Un moyen essentiel et éprouvé : la révision de vie

Nous en sommes les témoins : tout ce que nous expérimentons d'Eglise en classe ouvrière est lié, quant à son authenticité, à la révision de vie dont nous avons déjà dit qu'elle est lieu de contemplation et de conversion. Attitude fondamentale plus que technique ascétique, elle est le test, communautairement vécu, de beaucoup d'autres fidélités.

Pourquoi ne pas reprendre, au cœur même de la recherche sur le sacerdoce, les paroles de Jean XXIII accueillant la révision de vie comme une des grâces majeures faites à l'Eglise de notre temps ?

« Le prêtre est du peuple et pour le peuple »

Le document résume ainsi les motifs pour lesquels des prêtres recherchent en toute hâte « l'activité politique, l'exercice d'une profession et la vie familiale ».

Nous ne nous retrouvons pas dans la manière, quasi systématique, dont toute recherche pour une plus grande communion est présentée comme périlleuse pour la nature même du sacerdoce.

Nous avons dit les étapes qu'ensemble nous franchissons en classe ouvrière au titre précisément d'une

plus grande communion et comment la nature même du sacerdoce nous en apparaît éclairée :

— C'est chemin faisant, à force de partage, de révision de vie, de recherche d'une cohérence d'Eglise, que par exemple *le travail salarié du prêtre* est situé dans la mission totale de toute l'Eglise. Autant nous nous sentons partie prenante de cette recherche de communion par le travail salarié, autant nous voulons de toutes nos forces que cette recherche soit menée, prêtres et laïcs ensemble, pour la révélation plus totale de l'Eglise de Jésus-Christ au peuple.

— La classe ouvrière découvre toujours plus la dimension politique de son combat et l'exigence d'un *engagement politique*. Pour les prêtres en classe ouvrière, il y a lieu d'examiner la signification humaine, la signification évangélique que revêtirait pour eux l'action politique : à ce sujet encore, c'est expérimentalement que le sens de la foi de toute une Eglise est invité à s'approfondir, pour que les exigences évangéliques soient vécues par tous ses membres et à la face du peuple dans toute leur violence.

Si la participation du prêtre à l'activité politique pose problème, ce n'est pas au nom d'une incompatibilité absolue entre le sacerdoce et l'action politique (souvenons-nous de l'histoire même récente !), mais au nom des besoins présents de l'Eglise qui naît en classe ouvrière : le néo-cléricalisme est un danger toujours réel et menaçant ; de même le regroupement dans la foi de militants diversement engagés doit marquer le service sacerdotal.

— Enfin, en ce qui concerne la requête d'une vie familiale au titre d'une plus grande communion avec le peuple : nous sommes convaincus que pour l'apprécier doit aussi entrer en ligne de compte le sens de la foi chez le peuple. Celui-ci peut dire d'ores et déjà les fruits qu'il retire d'un *célibat* pour le royaume et il ne laissera pas dilapider ce don que le Seigneur fait à son peuple. Il sera exigeant aussi sur les conditions de maturité et de liberté dans lesquelles cet engagement est demandé et pris. Il aidera à discerner les raisons qui sont de convenance et celles qui ne le sont pas.

En conclusion, nous croyons que, mis en responsabilité, l'ensemble du peuple sera encore plus fraternel : car la mission du prêtre pour le royaume ne peut être vécue dans l'équilibre et la joie que si tout le peuple se sent solidaire et responsable de cette fidélité.

— *Nouveaux ministères et fin du clergé devant le III^e Synode*, par RENÉ LAURENTIN. — Un vol. de 13,5 × 20,5 cm, de 314 pages. Editions du Seuil, Paris.

Le nouvel ouvrage de René Laurentin, qui s'inscrit dans la série qu'il consacre aux Synodes, est pour l'auteur l'occasion, une fois de plus, de dresser un bilan de la situation de l'Eglise. Le cœur de l'ouvrage est constitué par les deux thèmes majeurs abordés par le Synode d'octobre 1971 : Le sacerdoce, et La justice dans le monde. Chaque point est abordé de double manière : sur le plan des faits (statistiques, éléments psychologiques, etc.) et sur le plan de la théologie. On a ainsi une accumulation de données, rapidement dégagées et répertoriées, auxquelles la réflexion théologique vient donner tout son sens. Livre rapide, assurément, auquel on pourrait souhaiter un contrôle plus rigoureux des sources, mais constamment alerte dans sa forme et stimulant dans son contenu. Il s'agit, en tout état de cause, d'un premier bilan, débroussaillé par un historien de l'instantané, mais à travers lui apparaît déjà dans toute sa clarté l'enjeu extrêmement important de ce III^e Synode.

Questions actuelles

ÉVANGILE, POLITIQUE ET SOCIALISMES

Un document de travail de la Conférence épiscopale du Chili

Réunis en Assemblée plénière à Temuco, du 15 au 22 avril 1971, les évêques du Chili avaient jeté les bases d'un document répondant aux questions posées par la situation politique du pays, à savoir l'accession au pouvoir d'un président socialiste, le docteur Allende. Dès le 22 avril, ils publiaient une courte déclaration sur la position des chrétiens devant un socialisme d'inspiration à prédominance marxiste (DC 1971, n° 1589, p. 1046). La rédaction du document « Évangile, politique et socialismes », qui reprend et approfondit les idées de la déclaration du 22 avril, a été confiée aux évêques de la Commission pastorale, mais reflète la pensée de l'épiscopat tout entier. Il s'agit, dit le texte de présentation, d'un « document de travail » c'est-à-dire d'une « orientation doctrinale destinée à éclairer et à stimuler les réflexions et l'engagement personnel et collectif des chrétiens ». Le document, très étendu, traite successivement des chrétiens et de l'histoire, du défi du monde contemporain, des chrétiens et du socialisme, des critères de choix politique, de la lutte commune pour les valeurs chrétiennes. Nous donnons ci-dessous les deux parties centrales qui concernent la réflexion sur l'engagement des chrétiens dans un contexte politique présentant une nette rupture par rapport à l'histoire antérieure du Chili *.

I. — LES CHRETIENS ET LE SOCIALISME

Les chrétiens devant la socialisation et le socialisme

En même temps que l'aspiration à la « personnalisation » et à la « sécularisation » (cette dernière étant comprise comme la reconnaissance de la juste autonomie du temporel), c'est sans doute la tendance moderne à la « socialisation » de la vie humaine qui constitue l'un des « signes des temps » les plus clairs où nous pouvons discerner l'appel et l'action du

Christ comme Seigneur et Libérateur de l'histoire. C'est Dieu lui-même qui a donné à l'homme sa nature sociale. Et c'est lui qui l'invite aujourd'hui à croître dans cette dimension en mettant à profit toutes les possibilités que lui offre le progrès scientifique et technique pour « socialiser » sa vie sous de multiples aspects et conduire ainsi la société et la solidarité humaines à plus de maturité. Aucun chrétien ne peut récuser une aspiration qui va si clairement dans le sens de la fraternité et de l'appel à l'unité de l'Évangile. Le problème porte sur la façon d'y répondre comme il faut, non seulement en évitant de trahir d'autres valeurs aussi importantes — par exemple, l'aspiration corrélatrice à la « personnalisation » que nous avons déjà mentionnée — mais aussi en obtenant, précisément à travers une socialisation bien orientée, le renforcement de toutes les nobles aspirations de l'homme d'aujourd'hui. En effet, une socialisation bien comprise devrait pouvoir rendre plus effective et plus pleine la personnalisation de chaque individu ; elle devrait assurer en particulier l'égalité des chances — fondée sur la reconnaissance d'une dignité dont toutes les personnes jouissent au même titre ; elle devrait assurer aussi des possibilités de participation réelle aux différents aspects de la vie du pays, de manière que chacun puisse exercer son droit et accomplir son devoir de responsabilité envers la société, en apportant librement ses capacités et ses initiatives personnelles. Égalité et participation sont deux aspirations profondes de l'homme moderne, qui se font plus vives à mesure que se développent son information et son éducation : elles représentent « deux formes de la dignité de l'homme et de sa liberté (1) » que tout véritable processus de socialisation devrait promouvoir et se proposer comme but.

Touchant la socialisation de la vie politique et économique, diverses solutions sont proposées pour assurer dans ces domaines l'égalité et la participation correctes de tous. Certains partisans du système capitaliste tentent une socialisation de ce dernier qui n'impliquerait pas nécessairement la suppression des bases du système, c'est-à-dire du droit à la propriété privée de moyens de production. Ce type d'organisation économique risque toujours de faire passer égoïstement le bien privé des possesseurs du capital avant le bien commun du

(*) Traduction de la DC d'après le texte espagnol publié en brochure par la Conférence épiscopale du Chili.

pays, engendrant ainsi l'inégalité et la marginalisation. C'est pourquoi d'autres cherchent à « socialiser » le système au moyen du correctif d'une législation qui limiterait l'exercice du droit à la propriété privée, en le subordonnant aux exigences du bien commun et en prévenant les éventuels abus.

Certains estiment pourtant que la seule manière d'arriver à une véritable socialisation de la vie politique et économique consiste à changer radicalement les bases du système capitaliste, soit qu'ils ne le croient pas susceptible d'une réforme suffisante, soit qu'ils considèrent que la réforme implique un processus trop long par rapport à l'urgence et à la gravité des problèmes à résoudre. Comme alternative, ils proposent le système appelé socialiste. Le socialisme, en général, se fonde, comme système d'organisation socio-économique, sur la propriété collective des biens de production, au moins des plus importants. Telle est l'idée centrale qui inspire les différents modèles socialistes existants ou possibles. « Ce courant historique prend des formes différentes sous un même vocable, même s'il a été et demeure, en bien des cas, inspiré par des idéologies incompatibles avec la foi. Un discernement attentif s'impose (2). » Il y a, en effet, de nombreux types de socialisme. Mais, parmi eux, il est possible d'en concevoir qui soient compatibles avec l'esprit chrétien, c'est-à-dire dans lesquels on pourrait dûment s'assurer que l'Etat ne se transforme pas en un pouvoir dictatorial incontrôlable et qui, par conséquent, pourraient garantir adéquatement le respect et la promotion des valeurs de libération personnelle et sociale que proclame l'Evangile du Christ ressuscité.

En fait, les dangers du socialisme se situent à l'opposé de ceux du capitalisme. Le système socialiste tend à accumuler entre les mains de l'Etat un immense pouvoir économique qui, si on ne lui oppose aucun contrepoids ou limite, risque d'ouvrir la porte à toutes sortes d'oppression, de manipulation et de discrimination des personnes et des groupes (3) pour des motifs d'ordre politique, rendant ainsi illusoires la démocratie, l'égalité et la participation qui sont proclamées en principe. Cela équivaldrait à passer de l'oppression égoïste de la part de nombreux capitalistes privés — qui, d'une certaine manière, peuvent être bridés par l'Etat — à l'oppression incontrôlée d'un capitalisme d'Etat tout-puissant, devant lequel les travailleurs se trouveraient encore plus démunis. Ce simple « changement de maîtres (4) », ou ce passage de plusieurs patrons à un unique patron plus despotique, qui est le seul à prendre les décisions, ne serait bénéfique à personne. Pour cette raison, le socialisme, lui aussi, exige des correctifs qui garantissent le nécessaire équilibre entre le bien commun et le bien privé, entre la « socialisation » et la « personnalisation ». Un bien commun dont ne bénéficieraient pas les personnes et qui ne se traduirait pas par un respect plus plein et plus authentique de leurs droits et de leur développement demeure en effet illusoire et inhumain.

C'est pourquoi, dans une situation déterminée et devant un modèle concret de socia-

lisme que l'on désire appliquer dans un pays particulier, il est parfaitement légitime que les chrétiens adoptent des positions divergentes parce qu'ils diffèrent : 1. Dans leur jugement technique (de type économique, social ou politique) sur les avantages et inconvénients du socialisme en général ou de ce modèle concret ; ou 2. Au sujet de son opportunité (étant donné les caractéristiques du pays et son stade d'évolution historique) ; ou, enfin, 3. En raison de leur désaccord sur les garanties réelles que cette forme déterminée de socialisme présente en ce qui concerne son application intégralement humaine, selon les principes d'un humanisme en accord avec l'Evangile, c'est-à-dire d'un humanisme qui reste ouvert à toutes les dimensions et à tous les droits de l'homme et de la société que proclame l'Evangile.

Les chrétiens devant le socialisme chilien

Considérons à présent le cas chilien. Au Chili, il est sans intérêt de parler du socialisme en général ou de ses multiples possibilités. Nous envisageons ici une modalité socialiste *concrète* : celle que l'on se propose de construire parmi nous et auquel on a donné le nom de « socialisme à la chilienne ». Ce socialisme n'existe pas encore. Le Chili n'est toujours pas pays socialiste : pour le moment, depuis peu de temps, il presse le pas vers le socialisme, encore que le processus de « socialisation » ait déjà été amorcé parmi nous depuis plusieurs dizaines d'années. Comment dès lors juger le socialisme chilien, si nous ne connaissons pas encore le visage qu'il pourrait avoir dans l'avenir ? Nous avons vu que les options face à un modèle déterminé de socialisme peuvent différer en raison de trois types de jugement distincts : sur le système lui-même, sur son opportunité, ou sur les garanties de respect effectif de l'homme qu'il présente. Dans le cas du Chili, il semblerait que ce soit ce dernier point qui inquiète le plus, celui qui divise le plus profondément les chrétiens.

Il n'est pas facile de se livrer à des pronostics sur les développements futurs d'un processus social ou politique. S'il est déjà complexe de porter un jugement sur des modèles socialistes existant en d'autres pays et de mesurer, à la lumière de l'Evangile, leur degré précis d'humanisme, il est encore beaucoup plus malaisé de dire à l'avance les garanties de respect de l'homme que pourrait présenter, dans son étape finale, un socialisme qui ne fait que s'élaborer. Cependant, la question est d'une telle importance, elle implique tant de risques, pour le pays et pour ceux qui se la posent, qu'aucun chrétien ne saurait la résoudre sans l'avoir considérée avec attention et dans un esprit de responsabilité.

Il est certain que nous ne connaissons pas le visage définitif du socialisme qui se cherche en notre patrie, mais nous connaissons par contre les agents réels qui influent actuellement sur sa construction et contribueront aussi à déterminer ses traits dans l'avenir. Pour cette raison, il est possible de prévoir en partie ce que peut devenir à la longue le socialisme chilien, si nous examinons avec soin ces

agents. Parmi ces derniers, le rôle joué par l'idéologie marxiste dans le processus actuel de transformation historique que vit le Chili nous paraît mériter une attention particulière. Au Chili, ce n'est pas n'importe quel socialisme qui se construit, mais un socialisme d'une *nette inspiration marxiste*. En soi, socialisme et marxisme pourraient fort bien ne pas coïncider : de nombreux peuples dans l'Antiquité ont déjà fait l'essai de certaines formes de socialisme, bien avant l'apparition du marxisme (la Bible, elle-même, mentionne le socialisme des pharaons d'Égypte au temps de Joseph) (5). Mais de nos jours, et dans le cas concret du Chili, c'est l'idéologie marxiste qui anime les groupes les plus représentatifs à la tête du processus actuel de construction du socialisme. En outre, on peut constater que ces groupes ne se contentent pas de s'identifier à cette idéologie : ils se livrent à une intense campagne pour diffuser la doctrine marxiste, par les moyens de communication sociale, les tâches de conscientisation, ou les programmes scolaires en divers établissements éducatifs, et cela à différents niveaux.

Les chrétiens devant le marxisme

L'influence du marxisme sur la construction du socialisme chilien doit être soigneusement étudiée, lorsqu'il s'agit de tenter de dégager, autant que possible, l'inconnue constituée par l'évolution future de son contenu humaniste. Si nous allons nous étendre sur ce point, c'est parce qu'il est nécessaire de préciser les critères permettant de juger une réalité qui est nouvelle pour beaucoup de chrétiens. Les effets déshumanisants du capitalisme, nous les avons déjà largement expérimentés, et nous savons où ils résident. En outre, les Papes et nous-mêmes les avons dénoncés auparavant en plusieurs occasions, et Paul VI y revient dans sa dernière lettre apostolique (6). De nombreux chrétiens, par contre, ne savent où situer exactement les aspects du marxisme qui soulèvent des problèmes particuliers à la lumière d'une vision chrétienne de l'humanisme. En attirant l'attention sur eux, nous n'entendons préjuger ni de la collaboration ou non avec les marxistes dans la construction du socialisme chilien, ni de la forme que pourrait revêtir une telle collaboration (à partir d'une opposition constructive ou sous la forme d'une alliance directe). Chacune de ces diverses possibilités devra être jugée à la lumière des conditions établies dans la partie de ce document qui traite de l'option politique générale des chrétiens.

Ce que nous cherchons plutôt ici, c'est d'éclairer les critères de choix et rendre possible, dans le sens de l'Évangile, la fécondité de l'option assumée. Dans ce but, il est nécessaire de bien connaître les risques *objectifs* que peut impliquer la collaboration avec le marxisme, tant pour les chrétiens qui y participent que pour le pays tout entier. Quiconque ne croit pas pouvoir surmonter ces risques ne peut, en conscience, collaborer. Mais, par contre, peuvent collaborer tous ceux qui se sentent en mesure, non seulement de faire face à ces dangers pour eux-mêmes, mais aussi de les limiter pour le pays tout entier, précisément

à travers cette collaboration que l'on suppose imprégnée d'esprit évangélique. La prise de conscience responsable aussi bien des risques du marxisme que de la possibilité pour les personnes et le pays de les éviter, nous impose un effort sérieux d'objectivité : en réaction contre un mal connu et durement ressenti — les excès du capitalisme — nous pouvons avoir parfois la tentation de pencher, avec une sympathie trop naïve, vers un socialisme que, parce qu'il est situé dans le futur, nous imaginons comme idyllique, en essayant de « l'idéaliser en termes d'ailleurs très généreux (7) ». Nous avons déjà dit que nous ne voulions pas pencher vers une option déterminée quelconque : ce que nous voulons c'est évacuer la naïveté, de façon que notre choix, quel qu'il soit, soit chrétiennement adulte.

Notre analyse du marxisme visera à déterminer les possibilités de « rapprochements concrets (8) ». En abordant ce thème nous ne pouvons passer sous silence le fait qu'actuellement des chrétiens « constatent un certain éclatement du marxisme qui, jusqu'ici, se présentait comme une idéologie unitaire, explicative de la totalité de l'homme et du monde, dans son processus de développement, et donc athée. En dehors de l'affrontement idéologique qui sépare officiellement les divers tenants du marxisme-léninisme dans leur interprétation respective de la pensée des fondateurs, et des oppositions ouvertes entre les systèmes politiques qui se réclament aujourd'hui d'elles, certains établissent les distinctions entre divers niveaux d'expression du marxisme (9) ». Parmi ces divers niveaux nous soumettrons à votre réflexion les deux qui nous paraissent les plus importants, et nous envisagerons le marxisme premièrement comme philosophie totale de la réalité et deuxièmement comme méthode d'analyse de l'histoire et d'action dans l'histoire. En signalant les dangers qu'il entraîne sous l'un et l'autre aspect, nous *ne voulons pas* affirmer que dans le cas concret du Chili nous sommes en train d'y tomber. Notre intention est de préciser les excès inhumains auxquels *tendent* à conduire — par leur propre dynamique intérieure — la doctrine et la méthode marxistes, si on leur applique de façon conséquente leur propre logique. Dans ce but nous sommes également guidés par l'expérience des diverses traductions historiques du socialisme marxiste qui sont connues jusqu'à ce jour. Quant au jugement sur l'évolution concrète qui, de fait, suit la situation chilienne, c'est à chaque citoyen de le porter.

Le marxisme comme philosophie et vision cosmique

Pour ce qui est du premier aspect, il importe de relever que le marxisme, du moins sous sa forme classique — marxiste-léniniste — telle que la professent de manière officielle les pays socialistes qui se reconnaissent d'inspiration marxiste, se présente comme une vision cosmique, c'est-à-dire comme une interprétation globale de la réalité, en particulier de l'homme et de la société. Le marxisme place l'homme au centre de l'univers et de l'histoire ; et pour cette raison se considère lui-même

comme une forme d'humanisme. Dans cet humanisme marxiste — c'est-à-dire dans l'image et le type d'homme et de société qu'il veut créer — l'Eglise décèle, comme en tout ce qui n'est pas Jésus-Christ et l'Evangile, une réalité ambivalente. D'un côté nous trouvons de nombreux éléments positifs : une profonde et sincère aspiration à la libération et à la solidarité, engendrant une grande générosité dans l'engagement aux côtés des opprimés et une efficacité réelle dans la lutte contre certaines injustices ; d'autre part, le marxisme méconnaît et nie — parce qu'il est matérialiste — les dimensions de l'homme qui sont les plus importantes pour le chrétien : sa transcendance spirituelle, son orientation vers Dieu (10).

A partir des points de convergence s'ouvrent sans doute de nombreuses possibilités de dialogue et de collaboration sur des objectifs concrets de bien commun, et il est nécessaire de les mettre à profit. Il n'en reste pas moins que les divergences signalées sont très importantes et établissent, sur le plan de la doctrine, de graves incompatibilités entre marxisme et christianisme. Un chrétien qui désire vivre sa foi *ne peut*, dans son désir de collaboration politique, en arriver à adhérer à la vision marxiste de l'univers et de l'homme ou, comme le dit Paul VI, « à son matérialisme athée, à sa dialectique de violence et à la manière dont elle résorbe la liberté individuelle dans la collectivité, en niant en même temps toute transcendance à l'homme et à son histoire personnelle et collective (11) ».

Nous savons que quelques auteurs marxistes entreprennent aujourd'hui, très timidement, la révision de cette position athée du marxisme. Mais il s'agit uniquement de penseurs occidentaux. Dans les pays socialistes où le marxisme règne comme doctrine officielle, on n'observe aucun développement similaire : bien au contraire il y prévaut encore un monolithisme idéologique, fidèle à la conception marxiste traditionnelle — ou classique — de l'athéisme et de la religion. Nous regrettons qu'il en soit ainsi, et cela d'autant plus que nous sommes certains que l'image de Dieu que repoussent les marxistes ne correspond pas à la véritable image du Dieu de l'Evangile, le Grand Libérateur de l'histoire. Nous espérons de tout cœur que cette situation changera et nous saluons tout signe d'évolution dans ce sens, car nous, chrétiens, nous ne pouvons accepter comme authentique un humanisme uniquement tourné vers les réalités terrestres, incapable de s'ouvrir à Dieu. C'est pour cette raison que nous sommes profondément inquiets devant l'accession éventuelle du Chili à un socialisme qui, étant nettement marxiste, serait aussi un socialisme activement athée. L'histoire nous donne à ce sujet de douloureuses leçons : chaque fois que l'homme a essayé de construire un paradis sur terre en oubliant Dieu et en déformant ■ véritable image, il finit fatalement par devenir l'esclave de nouveaux faux dieux, comme la technique, l'économie ou l'Etat.

L'homme tombe particulièrement dans ce danger chaque fois qu'il est tenté d'adhérer « à une idéologie qui ne repose pas sur une doctrine vraie et organique, de s'y réfugier comme dans une explication dernière et suffi-

sante de tout, et de se construire ainsi une nouvelle idole dont on accepte, parfois sans en prendre conscience, le caractère totalitaire et contraignant (12) ». C'est ce que prouve, dans le cas du marxisme, l'expérience d'autres pays : le socialisme d'inspiration marxiste a en fait abouti jusqu'à présent au remplacement du Dieu véritable par un Etat déifié, par un Etat tout-puissant qui ne reconnaît d'autre loi morale que celle de ses propres convenances politiques et dont le pouvoir despotique a foulé aux pieds et ensanglanté l'histoire de nombreux peuples, violant les droits fondamentaux de la personne, de la société et des Eglises.

Le marxisme comme « méthode scientifique »

De nombreux marxistes occidentaux, ainsi que de nombreux Chiliens, estiment cependant que les éléments de la vision cosmique marxiste sont secondaires et que le marxisme exige d'être considéré — en premier lieu et fondamentalement — comme une méthode pour analyser l'histoire et y diriger l'action de l'homme. Il ne nous appartient pas de dirimer ce qui est essentiel ou accidentel dans le marxisme, mais nous voudrions faire quelques remarques sur sa méthode qui s'attribue « la prétention de déchiffrer, sous un mode scientifique, les ressorts de l'évolution de la société (13) » et qui fait ainsi apparaître le marxisme, pour employer les paroles de Paul VI, « sous une forme plus atténuée, plus séduisante pour l'esprit moderne ».

Avant tout il est nécessaire de noter que les analyses marxistes se réduisent fondamentalement aux domaines de l'histoire, de la sociologie et de l'économie, c'est-à-dire à des sciences appartenant à la catégorie dite des « sciences sociales », dont le degré de certitude ou de sécurité ne peut en aucune manière se comparer à celui des autres sciences appelées « sciences exactes » (la physique, la chimie, etc.). Dans les sciences sociales, il n'existe aucune possibilité de s'assurer, par le moyen d'une expérimentation répétée et contrôlée, de la vérité de leurs « lois ».

Dans le cas du marxisme, personne ne peut nier la justesse de ses analyses grâce auxquelles il a incontestablement enrichi la pensée contemporaine — nous songeons, par exemple, à de nombreux éléments de sa critique du capitalisme, au conditionnement économique de multiples aspects de la vie politique, sociale et culturelle. Mais, d'autre part, il importe de rappeler que l'histoire elle-même a démontré la fausseté de plusieurs des « lois » que Marx avait signalées comme *scientifiques*, *nécessaires* et *ineluctables*. En effet, les révolutions socialistes ne se sont produites dans aucun des pays où il les avait prédites, mais, précisément, dans ceux qui ne remplissaient pas les conditions « scientifiques » regardées par lui comme nécessaires pour la crise du capitalisme.

En outre, nous devons attirer l'attention sur les dangers de déshumanisation auxquels s'expose tout humanisme qui prétendrait se fonder sur une « méthode scientifique », c'est-à-dire qui s'appuierait exclusivement sur les conclusions des sciences humaines et des sciences

sociales. Comme le dit Paul VI, « la nécessité méthodologique et l'a priori idéologique les conduisent trop souvent à isoler, à travers les situations variées, certains aspects de l'homme et à leur donner pourtant une explication qui prétend être globale, ou du moins une interprétation qui se voudrait totalisante à partir d'un point de vue quantitatif ou phénoménologiste. Cette réduction « scientifique » trahit une prétention dangereuse. Privilégier ainsi tel aspect de l'analyse, c'est mutiler l'homme et, sous les apparences d'un processus scientifique, se rendre incapable de le comprendre dans sa totalité (14) ». C'est la raison pour laquelle Paul VI demande une grande prudence face à la tendance des sciences humaines « à l'élaboration de modèles sociaux que l'on voudrait imposer ensuite comme types de conduite *scientifiquement* éprouvés (15) ». Nous verrons plus loin les effets déshumanisants et mutilateurs que *tendent* à produire la méthode « scientifique » marxiste et le modèle social qui s'inspire de lui.

Méthode marxiste et athéisme

Nous devons affirmer tout d'abord qu'il serait extrêmement superficiel de penser — en partant de la distinction entre le marxisme comme philosophie et comme méthode — que ses éléments déshumanisants se réduisent à son athéisme et à d'autres aspects philosophiques. Au contraire — et à l'opposé de l'opinion communément répandue, — il nous semble que c'est plutôt au niveau de sa méthode historique que se produit en fait le désaccord le plus profond entre marxistes et chrétiens.

En effet, la critique que le marxisme fait du concept de Dieu attaque, comme nous l'avons déjà dit, un Dieu qui n'est pas le nôtre et, pour cette raison, nous avons confiance qu'un jour on le reconnaîtra. En outre, il est possible qu'un athéisme théorique se contente de rester dans la sphère des idées sans se répercuter réellement *sur la vie* de ceux qui le professent. En un tel cas, un athéisme de ce type indiquerait une simple déficience conceptuelle qui ne corromprait pas nécessairement les autres valeurs humaines d'un athée théorique donné : ce dernier, dans sa vie réelle, pourrait assumer des attitudes morales qui coïncideraient de près avec celles des chrétiens. C'est le cas de ceux qu'on appelle les « chrétiens anonymes » dont l'existence a été reconnue par le Concile. La méthode marxiste, par contre, nous paraît conduire l'homme — et cela directement — vers un athéisme *pratique, vital*, de type moral, ce qui est beaucoup plus grave.

Nous touchons ici le problème fondamental du marxisme qui se définit, à la fois et indissolublement, comme matérialisme et comme méthode d'analyse et d'action. Pour le marxisme, le développement des « forces matérielles de production » — c'est-à-dire de la technologie — et la situation des hommes dans les relations de *production* et de *propriété* — c'est-à-dire les classes sociales, — non seulement *conditionnent* mais encore *déterminent* la conscience (MARX, dans la préface de sa *Critique de l'économie politique*). « Notre moralité — écrit Lénine, conséquent avec cette logique —

est entièrement *subordonnée* à l'intérêt du prolétariat et aux exigences de la lutte des classes (16). » C'est là, dans la définition même de la méthode, que se situe le point fondamental de divergence entre le marxisme et le christianisme. Nous touchons là, en effet, le problème de l'« économicisme » marxiste, problème dérivé de son matérialisme et de son athéisme philosophiques, et qui se présente à nous comme intimement lié à sa méthode d'analyse et d'action.

L'« économicisme » pratique de la méthode marxiste

En effet, cette conception fait de l'économique un absolu, aussi bien quand il s'agit d'interpréter l'histoire que de fixer les critères pratiques qui règlent l'action de l'homme dans cette histoire. Toute méthode suppose nécessairement certains principes doctrinaux ou des intuitions clés qui lui servent de fondement. Or, la forme sous laquelle le marxisme *interprète* l'histoire part d'un principe érigé en une sorte de dogme de base : *la cause ultime de toutes les aliénations, esclavages et malheurs de l'homme et de la société, est de type économique*. En conséquence, si c'est à ce niveau que se situe le « péché originel » pour les marxistes, c'est nécessairement à ce même niveau que le marxiste doit placer la « rédemption ». En privilégiant ainsi « certains aspects de la réalité au détriment des autres (17) », il tend à réduire l'histoire, l'homme et la société, fondamentalement, à une dimension *partielle*, que nous ne pouvons accepter comme la plus importante : l'économique. Pour cette raison, il nous semble que le marxisme reste, *dans la pratique* — quoi qu'il en soit de sa doctrine philosophique sur l'homme, — exactement au même niveau « économiciste » que le capitalisme. Les diagnostics de la réalité et les solutions proposées par l'un et l'autre système peuvent apparaître extérieurement aussi opposés que l'on voudra, il n'en reste pas moins que le *niveau fondamental* auquel se pose le problème humain continue en fait à être le même. En effet, marxisme et capitalisme tendent l'un et l'autre à considérer l'homme avant tout comme « travailleur ». Même s'ils évaluent différemment le travail humain, c'est là l'aspect essentiel qui intéresse les deux systèmes. Il est certain que le travail est une dimension décisive de la vie humaine, et tout chrétien est obligé de lutter pour qu'on lui reconnaisse l'importance et la dignité qu'il mérite. Pourtant, la dignité de l'homme va bien au-delà de la dignité de son travail : elle se fonde sur sa condition de *personne* et sur sa vocation de *filz de Dieu*. Réduire toute sa noblesse à sa qualité de « travailleur » signifie la mutiler et, dans la pratique, cela amène à évaluer l'homme en fonction de ce qu'il fait — c'est-à-dire de son efficacité — et non en fonction de ce qu'il est. Une telle position équivaut à le convertir en *moyen*, en simple *instrument* au service de fins économiques distinctes de l'homme lui-même, de la *personne* du travailleur. En tant que chrétiens, nous ne pouvons accepter — dans l'un et l'autre cas — un humanisme au contenu aussi pauvre : non seulement parce qu'il est faux, mais, surtout, parce

qu'il entraîne de graves conséquences sur le plan moral.

En effet, le marxisme ne se limite pas à une « analyse » de la réalité : il veut être une *praxis*, une théorie convertie en action, destinée non seulement à interpréter le monde, mais aussi à le transformer. Nous relevons chez lui, tout d'abord, un sain désir d'efficacité qui constitue l'un des grands mérites du marxisme et explique sa popularité à notre époque : le marxisme ne s'en est pas tenu aux paroles, il s'est montré capable de transformer la vie de beaucoup de peuples, en changeant radicalement des systèmes économiques et des structures sociales pour rechercher des formes plus égalitaires d'existence. Mais, par ailleurs, cette même *volonté d'efficacité* aboutit, en raison de l'économicisme *pratique* résultant de son matérialisme pratique, au point qui, malheureusement, nous sépare le plus.

Pour le marxisme, la *praxis*, l'action révolutionnaire, la lutte pour la *libération économique*, est non seulement l'*application*, mais, en même temps, la *source* de sa doctrine, c'est-à-dire le critère suprême de vérité et de valeur ; pour le marxiste, c'est dans la lutte révolutionnaire que se déterminent, en dernière analyse, le *vrai* et le *bien* ; et ces derniers finissent par s'identifier à ce qui, dans la même action, se révèle comme *utile* au progrès de la révolution, dans le but d'accélérer les changements *économiques* qui apporteront la rédemption sociale, le bonheur absolu. Dans la pratique, il nous semble que l'on voit ainsi s'ériger un certain type d'efficacité (et non la volonté divine) en norme morale suprême de l'action. Cela implique une attitude vitale d'athéisme *pratique* qui ouvre la porte à toutes sortes de manipulations où les personnes deviennent de simples *instruments*. C'est ce que confirme la triste expérience des divers pays socialistes où les droits de l'homme ont été tant de fois foulés aux pieds d'une manière aussi déplorable que dans les pays capitalistes. Sous prétexte d'*efficacité* économique et politique, on sacrifie la liberté de pensée et de presse, on fausse la vérité, on emprisonne les intellectuels qui osent critiquer le régime, on opprime les chrétiens, on réprime **militairement les tentatives** de démocratisation ou les grèves par lesquelles les ouvriers réclament une juste amélioration économique. Selon la philosophie marxiste, l'homme continue à apparaître comme le but *théorique* de l'histoire, mais cela ne vaut vraiment que dans la société idéale que l'on atteindra seulement dans les derniers temps. Dans l'intervalle, la fin pratique — c'est-à-dire la nécessité d'aller de l'avant dans la révolution — justifie tous les moyens, y compris la manipulation et le sacrifice des personnes, converties elles-mêmes en *moyens* au service de cette fin.

Il n'existe pas de méthodes « inoffensives »

L'expérience nous montre, en règle générale, qu'une « méthode » n'est jamais purement objective et inoffensive, mais que, nécessairement, elle finit par imposer un caractère, une mentalité déterminés à celui qui l'utilise : elle finit par amener l'homme à penser comme il agit. L'exemple le plus clair à ce propos est le

capitalisme. Le capitalisme, bien qu'il s'inspire de l'idéologie libérale, ne s'est jamais défini lui-même comme une philosophie ou comme un humanisme doctrinal, mais, uniquement, comme une « méthode pour produire » plus et mieux, comme une méthode pleine de bonnes intentions et de promesses — il prétend rendre l'homme riche et heureux — et que tous peuvent utiliser indépendamment de leur religion ou de leurs idéologies. Pourtant, l'histoire a douloureusement montré à quel point le recours à cette « simple méthode de production » a réussi à imposer à des millions d'hommes — qu'ils se reconnaissent théoriquement chrétiens ou non — une même mentalité capitaliste, avec tout ce que cela implique, au niveau purement *pratique*, de valorisation economiciste, athée, antihumaine, manipulant l'homme et la société au service du capital. C'est exactement dans la même situation que nous semblent se trouver ceux qui utilisent la méthode marxiste d'interprétation et d'action historiques. Nous voulons dire par là qu'ils courent le grave danger d'aboutir *dans la pratique* — indépendamment de ce qu'affirme leur philosophie ou leur humanisme *théorique* — à une vision également economiciste de l'homme et, en conséquence, à une attitude manipulatrice de l'homme qui découle — qu'on le veuille ou non — de cette vision.

Par ce qui précède, nous n'entendons pas nier la valeur de certains éléments d'analyse et d'action de la méthode marxiste (que nous avons déjà signalés) et que les chrétiens peuvent utiliser eux aussi, à condition de les intégrer dans un contexte humaniste plus ample qui les relativise, les enrichisse et les rectifie. Il s'agit ici d'une situation analogue à celle du psychiatre chrétien, qui peut emprunter des éléments de diagnostic ou de traitement au système freudien, en veillant à ce que cela ne le conduise ni à une mentalité ni à une morale pan-sexualiste (c'est-à-dire qui ferait du sexe un absolu). La méthode marxiste, *telle qu'elle est utilisée dans le marxisme* — avec son caractère exclusif — ne peut être employée par les chrétiens qui se sentent appelés à collaborer à la construction commune du socialisme chilien : la mentalité imprégnée de la valeur absolue de l'économie que suppose une telle méthode apparaît *incompatible* avec le christianisme et destructrice de l'homme. C'est sur ce point que nous voyons le danger le plus réel de la collaboration avec les marxistes, aussi bien pour le pays que pour les marxistes : l'action commune amène à utiliser les mêmes méthodes et à s'imprégner d'une même *mentalité pratique*.

Effets communs du capitalisme et du socialisme marxiste

Notre grande préoccupation doit être l'*effet réel*, vital et moral, que l'emploi de la méthode capitaliste ou marxiste tend à produire en l'homme et qui, si l'une et l'autre méthode ne sont pas dûment corrigées, finit par être le même. Il est évident que dans les pays socialistes les inégalités sociales sont moins prononcées, mais en dernière analyse, l'homme y appa-

rait, de même que dans l'Occident capitaliste, subordonné — bien que d'une tout autre manière — aux nécessités et aux convenances du processus de production, réduit à la condition de moyen, massifié et privé de sa dignité et de sa pleine liberté de personne. Dans certains pays, c'est la propagande massifiante de la société de consommation qui contrôle la pensée et les décisions des personnes par la création artificielle de besoins ; en d'autres, c'est la propagande idéologique qui se change en une loi tout aussi artificielle, fausse, massifiant les consciences. C'est la raison pour laquelle les réalisations concrètes du socialisme marxiste ne peuvent, jusqu'à présent, être acceptées comme une *alternative véritable* face au capitalisme, puisqu'elles restent exactement au même plan matérialiste et économiciste.

A ce sujet, l'assemblée de l'épiscopat latino-américain de Medellín déclare : « Le système capitaliste et la tentation du système marxiste ont donné l'impression, dans notre continent, d'épuiser toutes les possibilités de transformation des structures économiques. L'un et l'autre système attendent à la dignité de la personne humaine. En effet, l'un tend à consacrer la suprématie du capital, de son pouvoir et de son emploi discriminatoire en fonction du profit ; l'autre, bien qu'au *plan idéologique* il soutienne un humanisme, regarde plutôt l'homme collectif, et *dans la pratique* se traduit par une concentration totalitaire du pouvoir entre les mains de l'Etat. Nous devons refuser d'enfermer l'Amérique latine entre ces deux options ; il faut qu'elle reste indépendante de l'un ou l'autre des centres de pouvoir qui canalisent son économie (18). » Dans les deux cas, ces pouvoirs ne débouchent pas sur une véritable libération, sur la personnalisation, sur le progrès de l'initiative créatrice de la solidarité intérieure et spontanée, de l'esprit fraternel, de la joie et de la paix, c'est-à-dire qu'ils n'aboutissent pas à une humanisation, dans le sens plein de l'« homme nouveau » dont nous parle saint Paul. Le passage d'un système à l'autre entraîne sans doute de grands changements économiques, mais le niveau de l'humanisme marxiste reste enserré dans les limites étroites et dangereuses de la mentalité et de la moralité qui découlent de la définition de sa méthode. Ce jugement sévère ne signifie pas que nous mettions en doute l'intention humaniste des marxistes : seuls les *effets réels* auxquels a abouti l'emploi de leur méthode dans tous les pays qui l'ont appliquée nous poussent à être aussi critiques.

De ce point de vue, nous souhaitons un changement profond dans le marxisme : nous désirons qu'il reste fidèle à l'amour qu'il proclame pour l'homme — amour que nous partageons pleinement — et qu'il ne le sacrifie pas en faveur de l'efficacité économique et politique que recherche sa méthode. Sinon, nous craignons sincèrement que l'effort pour construire le socialisme au Chili risque — indépendamment d'éventuels succès sur le plan de la justice économique — de se retourner contre l'homme en de nombreux domaines d'importance vitale.

Méthode marxiste, parti unique et étatsisme totalitaire

Enfin, nous devons signaler ceci : c'est cette volonté d'efficacité inhérente à sa méthode qui conduit le marxiste aussi bien à nier le pluralisme et la pluralité réelle des partis, qu'à tomber dans le danger déjà dénoncé de l'Etat tout-puissant ou « étatsisme ». Pour ce qui est du premier point, tous les pays socialistes d'inspiration marxiste, même lorsque, au début, on y trouve des systèmes comportant plusieurs partis, finissent par aboutir, du moins sur le plan pratique, à un régime de *parti unique*, ce qui signifie la mort de la démocratie, l'imposition d'un *monolithisme idéologique* et l'établissement de « la dictature des esprits, la pire de toutes (19) » parce qu'elle exclut toute possibilité d'opposition et, par là même, de liberté de pensée et d'expression. L'efficacité exige — selon la doctrine marxiste-léniniste — le leadership d'un parti unique qui agit comme conscience vive et organisée de la classe ouvrière et qui, pour reprendre l'expression de Paul VI, « se veut être — et lui seul — expression et garant du bien de tous, enlevant aux individus et autres groupes toute possibilité d'initiative et de choix (20) » et, de ce fait, d'égalité et de participation effective. Le parti unique finit aussi par être le véritable et unique sujet qui applique la méthode marxiste d'analyse et d'action. En effet, le parti est la norme politique de la vérité et toutes les analyses et actions qui se veulent « orthodoxes » doivent nécessairement s'ajuster à ses orientations suprêmes. Le parti unique, identifié à l'Etat, aboutit en conséquence à l'absolutisation totalitaire de ce dernier. Ainsi, parti et Etat, convertis tous deux en norme ultime de la vérité, finissent par s'ériger en maîtres de l'histoire, remplaçant Dieu et exigeant la soumission totale des consciences.

Après ce que nous avons dit, nous voyons que s'il est certain qu'on peut distinguer plusieurs niveaux dans le marxisme — entre autres sa philosophie et sa méthode historique — « ces distinctions ne doivent pas tendre à considérer ces niveaux comme complètement séparés et indépendants (21) ». En effet, comme le note Paul VI, « il serait illusoire et dangereux d'en arriver à oublier le lien intime qui les unit radicalement, d'accepter les éléments de l'analyse marxiste sans reconnaître leurs rapports avec l'idéologie, d'entrer dans la pratique de la lutte des classes et de son interprétation marxiste en négligeant de percevoir le type de société totalitaire et violente à laquelle conduit ce processus (22) ». Il est nécessaire de le noter à ce sujet : ce sont les marxistes eux-mêmes, intéressés à obtenir la plus étroite collaboration possible des chrétiens, qui s'efforcent le plus de minimiser cette relation intime qui existe entre leur doctrine et leur méthode d'analyse et d'action. Il semble pareillement très difficile — ou « illusoire et dangereux », comme le signale Paul VI — de séparer la doctrine et la méthode marxistes des effets totalitaires et violents auxquels elles ont toujours abouti jusqu'à présent. Il faudrait pour cela réformer et réviser à fond les thèses

fondamentales de cette doctrine et de cette méthode : non seulement la thèse de l'athéisme, mais aussi, entre autres, celle de la nécessité de la dictature du prolétariat comme étape de transition avant la société finale et parfaite, celle du rôle du parti unique, etc. De telles thèses conduisent nécessairement à de nouvelles formes d'institutionnalisation de la violence idéologique ou politique.

Ces aspects décourageants, communs à toutes les expériences historiques du socialisme marxiste, ne nous permettent pas encore de prédire avec certitude l'influence concrète que pourra avoir le marxisme sur l'évolution définitive du socialisme chilien. La crainte qu'il finisse par nous conduire à une dictature se justifie pleinement, tant à la lumière de sa doctrine que de l'expérience d'autres peuples. Toutefois, le cas chilien présente des particularités propres qui pourraient favoriser une évolution différente. Cela dépendra, en grande partie, tant du bon sens et de la maturité démocratique de notre peuple que de l'effort des chrétiens et de l'attitude critique des marxistes eux-mêmes devant leur propre système. Dieu veuille que l'on puisse ainsi contrebalancer les éléments déshumanisants contenus dans l'athéisme, la méthode matérialiste et l'étatisme totalitaire auxquels tend le marxisme.

La difficulté du choix

A notre avis, c'est cette présence puissante du marxisme dans le processus de construction du socialisme qui rend plus complexe le choix des chrétiens ; cette présence, en effet, rend assez incertain l'avenir du socialisme. Les chrétiens qui aspirent à remplacer le capitalisme par un modèle socialiste quelconque désireraient — si cela dépendait d'eux — pouvoir en construire un qui offrirait la garantie d'un socialisme pleinement humaniste, sans les facteurs déshumanisants que nous avons constatés dans le marxisme. Il en est qui croient que cette possibilité reste ouverte. D'autres constatent que les forces qui sont aujourd'hui à la tête de la construction du socialisme au Chili sont en majorité marxistes, mais ils pensent qu'il n'existe pas chez nous d'autre forme de socialisme que la forme actuelle, laquelle exige d'être construite en collaboration avec les marxistes, et ils acceptent que ces derniers dirigent le processus. Ils soutiennent qu'aucune option politique concrète ne coïncidera jamais ni avec l'Evangile ni avec la Rédemption pleine et entière, et que les chrétiens ne peuvent donc se permettre de rêver de possibilités idéales, différentes de celles qui se présentent réellement à eux, mais qu'ils sont obligés de se décider dans un esprit critique, en faveur de l'une d'entre elles et de lutter pour l'améliorer du dedans.

Avant d'opter pour le socialisme et la forme concrète de participation à sa construction, chaque chrétien et chaque parti doivent peser aussi bien les aspects positifs et négatifs du socialisme en général que de celui qui se construit aujourd'hui au Chili, en se demandant, au sujet de ce dernier, si sa nette inspiration marxiste permettra réellement d'y introduire tous les correctifs nécessaires pour assurer son

application humaniste. Chacun doit essayer de préciser en conscience le degré des risques, en évaluant les avantages et les dangers, pour déterminer lequel de ces deux aspects lui semble, parce qu'il possède la plus grande force dynamique dans le cas chilien, devoir s'imposer à la longue.

Bien entendu, comme nous l'avons déjà dit, la décision de soutenir la construction du socialisme au Chili — au cas où l'on opte pour cette possibilité — n'influe pas nécessairement sur l'option pour tel ou tel groupe de partis : la fonction critique, qui s'exerce à partir d'une opposition loyale et constructive, peut être assumée comme une forme de collaboration dans ce sens. D'autre part, étant donné que le Chili reste un pays libre, et qu'il peut démocratiquement renoncer à des décisions qu'il a déjà prises, ou les préciser, en s'engageant plus tard dans d'autres voies que celles d'aujourd'hui, on ne peut empêcher que ce soit de travailler dans ce sens, au cas où on se sentirait appelé en conscience à proposer une autre voie plus humaine et plus juste que celle d'un socialisme d'inspiration marxiste caractérisée.

II. — LES CRITERES DE CHOIX

La question qui se pose maintenant est la suivante : avons-nous fait un pas en avant ? Il nous semble que oui, parce que les critères de choix se sont précisés. Peut-être le point le plus important a-t-il été la constatation que capitalisme et marxisme produisent sur l'homme des effets similaires. L'un et l'autre semblent conduire — sous des formes différentes — à une même mentalité économiciste, à une même vision partielle de la réalité humaine, à une même tendance à manipuler et à massifier l'homme. Cela nous montre que les effets inhumains d'un système ne dépendent pas avant tout du type de propriété qu'il préconise : nous avons constaté que dans la propriété privée ou dans la propriété collective des biens de production, les risques tendent à être les mêmes. Ce n'est donc pas le type de propriété, mais plutôt la mentalité économiciste — qui inspire aussi bien le capitalisme que le socialisme marxiste — qui pousse à mésuser de la propriété privée tout comme de la propriété collective. L'un et l'autre système de propriété peuvent engendrer des structures sociales, politiques et culturelles qui oppriment l'homme. Celui-ci ne sera pas pleinement libéré par le simple fait de passer des structures capitalistes aux structures socialistes : les unes et les autres — quel que soit le type de capitalisme ou de socialisme — ont besoin d'être purifiées — dans une plus ou moins grande mesure — des éléments déshumanisants qui les imprègnent et de la mentalité qui les engendre. Tant que cette mentalité — capitaliste et marxiste — ne sera pas remplacée par une authentique mentalité humaniste, on ne peut espérer aucun système « idéal » pleinement libérateur. Cela vaut aussi bien pour d'autres alternatives ou pour des modèles socialistes « non marxistes » : si leur nouveauté consistait avant tout à prétendre harmoniser un certain type de propriété privée avec certaines

formes de propriété collective (étatisée ou non), de telles solutions ne représenteraient aucun progrès substantiel tant qu'elles n'impliqueraient pas en outre un dépassement effectif de la *mentalité économiciste*. Si celle-ci les imprègne également, elle les conduira à un usage inhumain de ce nouveau système de propriété, exactement comme elle a conduit à une utilisation abusive des deux autres.

Au plan politique, cette mentalité capitaliste ou marxiste conduit aussi à dénaturer le rôle de l'Etat dans la vie sociale. A ce sujet, il nous paraît important de rappeler ce qu'affirme Paul VI sur l'exercice correct du pouvoir politique : « Il n'enlève pas aux individus et aux corps intermédiaires leur champ d'activités et leurs responsabilités propres qui les conduit à concourir à la réalisation du bien commun. En effet, l'objet de toute intervention en matière sociale est d'aider les membres du corps social et non de les détruire ni de les absorber (23). » Dans les démocraties capitalistes, cette intervention court le danger d'être peu efficace ; dans les pays socialistes, elle tend à se convertir en absorption totale. Dans l'un et l'autre cas, l'exercice du pouvoir politique ne se mesure pas en fonction du progrès de l'homme, mais des intérêts égoïstes de l'unique ou des multiples patrons.

La constatation de cette identité d'effets réels sur l'homme, auxquels aboutissent des systèmes apparemment si divergents, devrait nous conduire à un dépassement des dogmatismes idéologiques. Paul VI dénonce avec énergie les dangers d'aliénation qu'ils font courir (24) et salue le recul actuel des idéologies dans le monde comme « un temps favorable pour une ouverture sur la transcendance concrète du christianisme », à condition que cela n'implique pas « un glissement plus accentué vers un nouveau positivisme (25) », qui poserait en absolu l'efficacité purement technique. Il ne s'agirait là que d'une nouvelle manifestation de mentalité économiciste. En fait, le monde semble aller vers des systèmes plus pragmatiques, où « socialisme » et « capitalisme » sont des simples schémas de référence et où les formes de participation et les structures de gouvernement, la planification et la vie économique se réalisent de plus en plus par intégration des éléments provenant de systèmes divers. Plutôt que d'opter entre des systèmes rigides, il s'agit de juger, en fonction de valeurs doctrinales, des options concrètes et pratiques. L'Amérique latine semble être à la traîne dans ce processus, car les dogmes idéologiques continuent à primer chez nous. Pourtant, la réalité montre toujours davantage la ressemblance fondamentale de la mentalité faussement humaniste qui les inspire.

Pour les chrétiens, l'option prend donc un sens assez différent, car il ne s'agit plus de remplacer des structures chargées de péché par d'autres gonflées d'espérance : aussi bien les structures capitalistes que les socialistes — dans la mesure où elles s'inspirent d'une mentalité faussement humaniste — ont besoin d'être purifiées des éléments d'oppression dont elles sont entachées, et le devoir du chrétien — tant qu'il ne peut en créer d'autres meilleures et qui lui agréent davantage — est de

se décider pour celles qui offrent de plus grandes *possibilités d'humanisation* selon l'esprit de l'Evangile.

Jusqu'à présent, on pourrait avoir l'impression que l'Eglise essaie de préserver soigneusement sa neutralité, en critiquant de manière équitable les différentes options et sans oser préciser avec plus de clarté le degré concret de résistance que chacune d'entre elles présente à l'effort d'humanisation de tout type de structures auquel sont invités les chrétiens. Bien entendu, il reste possible de désigner les options qui, objectivement, apparaissent comme plus « résistantes » à une pénétration chrétienne : ce sont celles qui se rapprochent le plus des deux extrêmes, le capitalisme libéral classique ou un socialisme marxiste classique. Face à elles, le danger pour les chrétiens d'échouer dans leurs tentatives de « collaboration humanisante » est évidemment plus grand, car ces deux extrêmes sont les plus endurcis dans leur dogmatisme (dans le cas du marxisme, on observe aussi, indépendamment des valeurs et des dangers de son contenu objectif, une forme particulière d'« endurcissement » de type plutôt psychologique ou subjectif : en effet, parce que le marxisme est aujourd'hui la force qui monte, il est imprégné d'un triomphalisme messianique qui tend à lui conférer une attitude encore plus dogmatique et intransigeante que celle d'autres idéologies actuellement en déclin et qui ont déjà fait parmi nous la dure expérience de leurs limites et de leurs échecs). Mais une telle affirmation n'implique pas nécessairement qu'il faille préférer d'autres voies théoriquement plus « perméables » à l'Evangile ou plus en accord avec lui : parfois ce sont les entreprises les plus risquées qui peuvent être les seules réalisables et les seules susceptibles de succès. Pour cette raison, l'Eglise peut et doit signaler les cas où les risques sont les plus grands, mais elle ne peut ni ne doit refuser à personne le droit de courir le risque.

Le risque politique

Le risque est quelque chose d'inhérent à la vie humaine. C'est un droit et un devoir de l'homme. Cependant il doit être assumé dans un esprit de responsabilité, dans des conditions déterminées. En premier lieu, il faut qu'il y ait proportion entre ce que l'on risque et ce que l'on prétend atteindre à travers ce risque (en ce sens, personne n'a le droit, par exemple, dans le simple espoir d'une amélioration économique, d'assumer des risques tellement grands qu'ils équivaldraient à un suicide moral). En second lieu, il est nécessaire de connaître clairement les dangers objectifs de la voie que l'on choisit. Enfin, il faut disposer d'une capacité subjective réelle pour les surmonter. Sur le plan professionnel, on reconnaît pleinement le droit à un « risque raisonnable », dans les conditions que nous venons de préciser (pensons au cas des cosmonautes). Rien n'empêche de reconnaître — dans les mêmes conditions de prudence — le droit au risque politique. La tâche de l'Eglise, sur ce point, consiste, d'une part, à montrer aux chrétiens avec objectivité les dangers de déshumanisation auxquels s'exposent les différentes options ; et d'autre part,

à essayer d'assurer de la manière la plus intense possible leur fidélité à l'Evangile comme source de vie et donc d'énergie humanisante. La mesure dans laquelle un chrétien sera vraiment pénétré de l'Evangile et uni personnellement de façon vitale et non seulement intellectuelle à Jésus-Christ, comme Centre personnalisant et libérateur de l'univers, sera la mesure même de sa capacité à juger s'il peut se risquer raisonnablement et, en même temps, la mesure de son immunité devant les effets déshumanisants de la mentalité capitaliste ou marxiste.

Peut-être convient-il de noter que si nous avons tellement parlé de *risques* et de *dangers*, il ne s'agit en aucune manière de créer une attitude de « crainte » ou de « défensive » chez les chrétiens. Pas du tout : le chrétien devrait être, par définition, un homme qui a vaincu la peur, car si sa foi était véritablement vivante, rien ne devrait obscurcir l'espérance que lui donne la victoire de Pâques. Pourtant, cela n'empêche aucunement d'évaluer dans un esprit de responsabilité les risques et les dangers qui, de fait, existent *objectivement*. Telle doit être la position très consciente de chaque chrétien, précisément pour pouvoir assumer ensuite, *avec un courage total*, l'attitude qui lui paraît la plus raisonnable : celle d'affronter avec audace les dangers qu'il estime pouvoir surmonter — quelle que soit leur gravité — ou celle de récuser — par une décision tout aussi courageuse — les voies qui lui paraissent nécessairement condamnées à l'échec.

Si nous, chrétiens, nous étions pleinement objectifs, peut-être pourrions-nous aboutir au même jugement de valeur sur les avantages et les inconvénients d'un modèle donné de capitalisme ou de socialisme. Cela ne signifierait pas, toutefois, que nous devrions tous opter de la même manière en face de ce modèle : parce que nous pouvons diverger dans l'appréciation prudentielle des *possibilités réelles* qu'a le pays de surmonter les risques objectifs présentés par ces diverses voies, ou parce que tous n'ont pas subjectivement la vocation ou les forces nécessaires pour entreprendre cette tâche.

Les conditions de l'option politique des chrétiens

Si l'on veut respecter réellement la liberté des chrétiens, on ne peut en dire davantage, officiellement, au nom de l'Eglise. Chacun voudrait que l'Eglise soutienne officiellement l'option qu'il a prise et tend à l'accuser de faire de l'équilibre si elle se présente comme neutre : mais cette neutralité en face de la politique des partis est le prix réel de la liberté de chacun. A chaque chrétien affronté à une option politique, l'Eglise pose une seule et unique condition : que cette option politique ne signifie pas une trahison, mais la réalisation de son option fondamentale pour l'Evangile. Il y a là une triple exigence : 1° Le chrétien, en optant pour un système ou parti politique déterminé, doit choisir celui dans lequel il voit la plus grande possibilité d'action pour ouvrir la voie dans l'histoire du Chili à la force libératrice de la résurrection du Christ ;

2° Chaque chrétien doit s'engager à intensifier sa vie évangélique pour pouvoir confronter en *permanence* son option à la lumière de cette vie, s'efforçant de faire fermenter tout ce qu'elle contient de valeurs humaines et de repousser avec énergie tout ce que l'Evangile lui signale comme facteurs ou dangers déshumanisants. Une option peut être *prise* avec la conscience claire qu'il s'agit seulement de celle qui semble « la meilleure », relativement, mais bientôt la nécessité tactique de la *défendre* par le moyen de la lutte politique conduit insensiblement à l'« absolutiser ». On répudie alors toute attitude critique devant elle. C'est la raison pour laquelle les chrétiens doivent rester vigilants ; 3° Chacun doit connaître les risques de l'option qu'il prend et les assumer aux conditions établies plus haut. Pour que ce risque ne soit pas naïf, chacun doit juger dans un esprit de responsabilité la dynamique des éléments négatifs inhérents à son option et se savoir en *possession certaine* des recours nécessaires pour les neutraliser, de manière que, à la longue, ce soit lui qui réussisse à humaniser et à féconder son option au travers de l'Evangile, loin que ce soit son option qui finisse par briser en lui la fidélité à l'Evangile et à l'homme.

Importance de l'indépendance politique de l'Eglise

A la lumière des dernières affirmations, nous comprenons mieux la valeur positive de l'indépendance politique de l'Eglise, considérée dans son ensemble comme peuple de Dieu. Il s'agit ici non seulement de sauvegarder la liberté des chrétiens et la fidélité de l'Eglise à sa mission spécifique — qui se situe à un niveau plus profond que celui de la politique des partis, — mais, aussi, d'assurer à partir de ce niveau son aide efficace à tous les groupes politiques où militent les chrétiens. En effet, en se concentrant sur sa tâche de proclamer avec fidélité et pureté les valeurs humaines authentiques de l'Evangile, l'Eglise apporte à tous ses membres le ferment nécessaire pour que chacun puisse féconder de l'intérieur son option respective. En chacune de ces options existent des semences de Résurrection. Or, l'Eglise ne veut pas que se perde une seule des énergies libératrices qui palpitent dans l'humanité, de même qu'elle refuse de laisser un seul élément d'oppression ou de péché sans le combattre. A travers les chrétiens présents dans les différents partis, elle peut stimuler ce qu'il y a de positif et d'humanisant dans les positions politiques et élever en même temps la voix pour dénoncer sur chacun de ces fronts tout danger de manipulation de l'homme, d'injustice, de déformation de la vérité.

Les responsables de la pastorale devant la politique

La nécessité d'être au service de l'effort simultané de tous les chrétiens qui font vivre l'Evangile au sein des diverses positions politiques légitimes empêche tous ceux qui, de par leur charge, apparaissent comme des représen-

tants officiels de l'Eglise, d'adhérer publiquement à un groupe ou à un parti déterminé. Se trouvent dans cette situation, non seulement les ministres de l'Eglise — évêques, prêtres (26) et diacres — mais aussi les religieux et les laïcs qui occupent un poste de direction dans la pastorale. En ce qui concerne les laïcs, cette limitation ne concerne, bien entendu, que les actes qu'ils réalisent dans l'accomplissement de leur charge pastorale : ils n'ont pas le droit de mettre à profit l'autorité morale que leur donne cette charge pour favoriser des positions partisans. A titre personnel, cependant, toutes les personnes que nous venons de citer jouissent en matière politique de la même liberté que n'importe quel chrétien. Mais en leur condition de pasteurs (ou de responsables de l'action pastorale), elles ne doivent montrer d'autre préoccupation que celle de rester ouvertes à tous, de manière à procurer à chacun ce même Evangile qui féconde les luttes de tous, dans le sens du Christ et de l'homme. L'ouverture réelle de ses chefs aux militants des différents partis est la meilleure preuve que l'Eglise, en tant qu'Eglise, reste sur son terrain propre — celui de l'Evangile — où le dialogue, du moins en ce qui dépend d'elle, devrait toujours être possible avec tous. Cela ne signifie pas que les personnes mentionnées renoncent à l'engagement réel dans la vie du pays. Non : nous renonçons à l'engagement public dans un parti ou un système déterminé pour pouvoir nous engager plus profondément avec tous les hommes engagés de tous les groupes, qui travaillent sincèrement à construire un Chili meilleur. Mais nous nous engageons selon le modèle du Christ et au niveau de son Evangile.

Nous croyons ainsi mieux permettre à l'Eglise de rendre un service capital à l'époque que nous vivons : le service de l'unité, celui du dialogue. Les grands obstacles que le Chili devra surmonter pour vaincre le sous-développement exigent la collaboration généreuse de tous. Mais dans notre climat politisé, il devient extrêmement difficile de discerner ce que demande le bien commun, lorsque ses exigences nous sont présentées par des rivaux politiques. Si les chrétiens réussissaient à faire vraiment de l'Evangile un lien, une force, un objectif communs plus puissants que les divergences qui les séparent sur d'autres points, ils devraient être les premiers à s'efforcer, à partir de leur allégeance politique, de respecter et d'écouter ceux qui militent en d'autres partis, en évitant d'absolutiser leur propre position au point de refuser de voir les signes que le Christ libérateur peut adresser à travers les propositions ou les plans du groupe contraire. Sans ce respect du pluralisme politique — fondé sur l'engagement commun pour l'Evangile, en tant qu'unique absolu, et sur l'indépendance des pasteurs vis-à-vis des partis, — l'Eglise ne pourra accomplir dans notre patrie sa mission de sacrement de l'unité. Et le Chili solidaire dont nous rêvons ne naîtra jamais tant que parmi les chrétiens — qui devraient être des ferments — continuent à exister des groupes qui s'érigent en absolus et, en conséquence, condamnent et oppriment les autres.

Pour ce qui est des religieux, il est nécessaire de faire remarquer qu'ils sont de plus en

plus nombreux à s'occuper de tâches de promotion humaine. De soi, ils sont indépendants de l'action pastorale officielle de l'Eglise. Toutefois, même dans ces tâches, leur situation ne peut se comparer à celle des laïcs puisque le sens de leur présence dans ces domaines est différent : celui de témoigner, en tout premier lieu, de l'esprit des Béatitudes. Pour cette raison, là aussi, les religieux doivent veiller à ce qu'un engagement politique partisan ne vienne pas obscurcir le sens profond de leur vocation.

(1) *Octogesima Adventens*, n° 22 (DC 1971, n° 1587, pages 502-504, NDLR).

(2) OA, n° 31.

(3) OA, nos 16 et 23.

(4) OA, n° 45

(5) Gn 47, 13-34.

(6) OA, nos 26 et 35.

(7) OA, n° 31.

(8) OA, n° 32.

(9) OA, n° 32.

(10) OA, nos 26 et 33.

(11) OA, n° 26.

(12) OA, n° 28.

(13) OA, n° 33.

(14) OA, n° 38.

(15) OA, n° 39.

(16) Lénine, dans « Tâches des Unions de jeunesse ».

(17) OA, n° 33.

(18) Medellín, 1, 10.

(19) OA, n° 25.

(20) OA, n° 33.

(21) OA, n° 31.

(22) OA, n° 34.

(23) OA, n° 46.

(24) OA, nos 26, 27 et 28.

(25) OA, n° 29.

(26) Au sujet des prêtres, voir la Constitution pastorale sur l'Eglise dans le monde de ce temps, n° 76, et le Décret sur le ministère et la vie des prêtres, n° 9.

— *Ces mots qui nous font croire et douter*, par le pasteur ANDRÉ DUMAS. — Un vol. 13,5 × 20 cm, de 180 pages. Prix : 20 F. Editions Saint-Paul, Paris, et Société nouvelle de publications protestantes, Lyon.

L'auteur, professeur à la Faculté de théologie protestante de Paris, reprend ces mots : croire, création, histoire, passion, autorité, frère, ciel, si courants dans le langage religieux, pour les replonger dans le concret de notre vie d'homme où flottent d'autres mots : douter, hasard, destin, malheur, pouvoir, camarade, terre... et dans ces rapprochements de mots, il nous invite à trouver le chemin de Dieu se mêlant à notre vie de tous les jours, et c'est pour provoquer les réactions de notre foi.

— *La Conscience de Jésus*, par JEAN GALOT, S.J. (coll. « Théologie et Vie »). — Un vol. 12,8 × 18,5 cm, de 255 pages. Prix : 24 F. Coédition Lethielleux-Duculot, Paris-Gembloux.

C'est le problème qu'étudient avec le plus de détail les théologiens d'aujourd'hui. Psychologie et théologie posent ici de délicats problèmes. Mais pour pénétrer dans ce mystère du Fils de Dieu fait homme, dans sa vie terrestre concrète, il faut, une fois de plus, revenir à la Bible qui reste la donnée de base pour l'étude de la Révélation et de la psychologie de Dieu fait homme.

L'ÉDUCATION ET LA PRESSION MORALE LIBÉRATRICES

Conférence de Dom Helder Camara

Dom Helder Camara, archevêque d'Olinda et Recife (Brésil), a donné la conférence ci-après à Fribourg (Suisse), le 17 juillet 1971, à l'occasion du cinquantenaire de « Pax Romana » (1) :

1. A la recherche d'un atlas de la liberté

Si on pouvait faire résonner par toute la Terre — du sommet des montagnes, du sein des vallées, à travers les plages, les bords des lacs et des fleuves, partout ! — la question : « Homme, veux-tu être libre ? », on aurait d'énormes surprises.

Dans le tiers-monde, les masses gisent dans une situation infra-humaine et ne seraient pas capables d'une réponse authentique. Ecrasées à la fois par le colonialisme interne et par le néo-colonialisme, des sous-hommes sont tombés dans le fatalisme, dans le manque d'espérance, dans la peur. Ils ne sont pas capables, pour le moment, de comprendre d'une manière totale le don divin de la liberté. Ils restent plus proches du cactus que, à proprement parler, de l'homme, atrophiés qu'ils sont par la misère et domestiqués par la « culture du silence ». La liberté, pour eux, est encore un désir informulé et sans possibilité de formulation. Sans doute, potentiellement, ils sont de vrais hommes, ayant l'étincelle d'intelligence, mais des hommes dans lesquels sommeillent la conscience sociale et l'idée de liberté.

Dans les pays développés, mais dominés par des dictatures de gauche ou de droite, la liberté est connue, mais pour le moment, elle reste écrasée. Le peuple aimerait répondre, de la manière la plus bruyante, que, oui, tous désirent la liberté et tous vivent de l'espérance de son arrivée. Ceux qui détiennent le pouvoir s'obstinent à craindre le peuple, et sous la pression de la peur, ils perfectionnent les mécanismes de coercition. Tous se méfient de tous. Les espions et les appareils d'écoute sont des ennemis qui surveillent partout.

On pourrait penser que dans ce qu'on appelle les démocraties — du moins lorsqu'il s'agit de pays développés — ou bien tout le monde crierait qu'on est libre, ou bien, en tout cas, si la liberté, ici ou là, souffre la moindre contrainte, y aura-t-il toute latitude pour proclamer la liberté.

Pourtant, dans les démocraties, la manière de faire pression sur la liberté, et même de l'anéantir, reste bien plus habile, plus discrète, plus indirecte. Evidemment, les gouvernements ne peuvent pas se permettre le luxe d'admettre des perturbations de l'ordre public et de la sécurité nationale. En apparence, pour tout le reste, il y a la liberté.

Mais qui ne sait que, même au sein des pays les plus riches et reconnus comme les plus libres, il y a des opprimés : les victimes inconscientes des mécanismes de persuasion engendrés par l'économie de consommation ; de l'information manipulée au profit d'intérêts minoritaires ; du dressage éducationnel qui a pour but l'instrumentalisation au bénéfice du capital ? Cela sans

oublier, en marge de l'économie de consommation, les zones grises où vit tout un groupe humain délaissé par les gouvernements et par les puissants syndicats ouvriers qui risquent de s'embourgeoier. A qui crier ? Comment crier ?

La presse, écrite et parlée, aimerait peut-être se faire l'écho de la tragédie de ces parias des sociétés d'opulence. Mais je pose la question : en général, les grands organismes de divulgation sont-ils pleinement libres, ou leur liberté se termine-t-elle là où commencent les intérêts des entreprises qui les contrôlent ?...

L'Université aimerait peut-être faire écho à ces opprimés. Mais l'Université n'appartient-elle pas, d'une manière générale, ou à des gouvernements, ou à des fondations, dont la mentalité et les intérêts sont à respecter ?...

La religion aimerait peut-être recouvrer de sa force morale ces opprimés des pays développés. Mais, partout, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, n'a-t-on pas tendance à utiliser la religion ?... Elle aura du prestige et même de l'argent dans la mesure où elle aidera à maintenir la situation établie. Elle sera encore tolérée et même louée, dans la mesure où elle arrivera à plaider pour les pauvres auprès des gouvernements et des riches. Elle sera invitée au silence dans la mesure où elle aura l'audace de réclamer des droits et de poser le problème des relations sociales en terme de justice et d'exigence de changement de structures.

Apparemment, on serait amené à s'imaginer que seuls les riches et les puissants sont libres. A regarder de plus près et par le dedans, on découvre facilement qu'ils sont les esclaves de leur égoïsme, de leur position sociale, de leur argent et de la peur de le perdre.

Un atlas de la liberté : voilà un travail difficile et triste à accomplir. Les ombres d'esclavage se répandent partout.

2. Nécessaire partout et pour tous, l'éducation libératrice

A votre Congrès ont participé des spécialistes qui, sûrement, ont approfondi la notion d'éducation libératrice. Bien de la lumière a dû briller sur l'éducation, capable de promouvoir la conversion personnelle, le changement d'attitudes et de mentalités, et aboutissant à la transformation de l'homme-objet en homme sujet de l'histoire et agent originel de la création de la culture.

Vous savez mieux que moi que la clef de la méthode, pour l'éducation libératrice, est le dialogue, l'éducation par l'action. L'éducation par le dialogue est l'essence de cette action révolutionnaire qui n'accepte pas de voir une minorité remplacée par une autre minorité.

Nous aspirons à une éducation capable de mener l'homme cactus à passer d'une vision magique du monde à une réflexion logique par laquelle il pourra percevoir la relation entre cause et effet, et découvrir la connexion existant entre sa personne, sa communauté, son monde et les mécanismes des structures de pouvoir qui agissent sur toute l'humanité.

Pour nous et pour tous ceux qui croient que la réalité historique est susceptible de transformation,

(1) Texte français original. Le titre est de notre rédaction.

l'homme atrophié par le sous-développement et l'homme devenu inhumain par l'abondance et par l'abus du pouvoir sont des éléments également fondamentaux, qui ont besoin de conversion en vue du processus global d'humanisation.

Nous voulons que chaque homme découvre sa propre dignité et celle des autres, afin que, ensemble, par le moyen de communautés solidaires, ils entreprennent le travail gigantesque de promouvoir un monde plus juste, donc plus humain.

3. Education libératrice, es-tu libre ?

Dans quelle mesure l'éducation libératrice, regardée comme espérance pour tous ceux qui se battent pacifiquement pour un monde plus juste et plus humain est-elle libre ?

Que nous dit l'expérience de promotion humaine en Amérique latine, en Afrique, en Asie ? Quand les masses commencent à ouvrir les yeux, on connaît bien la réaction des privilégiés, des oppresseurs, très souvent liés aux gouvernements, eux-mêmes soutenus du dehors. Conscientisation, promotion humaine, éducation libératrice — des noms profondément humains et, en même temps, profondément divins — sonnent comme des noms subversifs procommunistes, facteurs d'agitation.

Que nous dit l'expérience des tentatives faites sous des dictatures de gauche ou de droite ? Comme elles se ressemblent ! Les restrictions sont si nombreuses et si fortes, le contrôle est tellement vaste et intensif que le travail est rendu impossible. Pour avoir la faveur, il suffirait d'adhérer au régime et de devenir instrument de l'idéologie installée au pouvoir. Le plus grave, l'irrespirable, c'est le climat de suspicion, qui mène à avoir peur même de son ombre.

Que nous dit l'expérience de la pseudo-liberté des démocraties ? Très souvent, dans les écoles — même dans l'Université, — des pressions indirectes apparaissent. Il y a des compromis directs ou indirects avec le gouvernement, ou avec des Eglises, ou avec des fondations, et l'éducation libératrice est jugée trop progressiste, trop audacieuse, trop pressée.

Education libératrice par la radio et la télévision ? Les pressions arrivent au nom du peuple qui écoute, mais de fait elles parviennent de la direction, mue par les entreprises qui la financent par leur publicité et qui, appartenant aux privilégiés, deviennent mécontentes de la marche de la libération, même pacifique.

4. Deux sœurs inséparables

Les difficultés terribles qu'on doit surmonter ne nous donnent aucunement l'impression d'un échec de l'éducation libératrice. Mais le secret de la victoire est l'alliance entre l'éducation et la pression morale libératrice. Ensemble, inséparables, il n'y aura, pour les deux, aucun risque d'insuccès.

Pression ? Oui. Mais pression morale — pour éviter l'appel à la pression armée — et pression morale libératrice, c'est-à-dire capable de vraiment arriver, pacifiquement, à renverser les structures d'esclavage.

Si, dans le tiers-monde, le colonialisme interne et le néo-colonialisme maintiennent les actuelles structures économique-sociales et politico-culturelles qui conduisent des millions de personnes à une situation sous-humaine et qui réduisent les oppresseurs, peut-être involontaires, à une condition inhumaine, l'éducation libératrice ne sera pas capable à elle seule de les faire changer pour des structures plus justes et plus humaines.

Dans le domaine éducatif, on a sans doute besoin d'une collaboration indispensable : le travail d'une

équipe interdisciplinaire qui prépare sans retard les grandes lignes d'un modèle humain et juste de développement, prêt à être achevé face à la réalité, quand le moment viendra de dépasser les structures d'esclavage.

Mais dans une vision réaliste, il faut compléter ce travail par celui de la pression morale libératrice.

Jusqu'ici nos amis des pays développés sont psychologiquement à même de très bien comprendre. Le difficile commence quand il faut dire que ce changement de structures dans les pays de pauvreté suppose, exige des changements de structures dans les pays d'abondance. On a alors l'impression d'une exigence absurde, provenant de personnes frustrées qui aimeraient être en bonne compagnie dans leur frustration. Pourquoi changer si les présentes structures ont conduit les pays riches à leur réussite actuelle ? Qu'on parle d'aide, de collaboration, même large et généreuse, et il sera facile de se comprendre. Exiger d'aller plus loin, c'est exagérer, créer inutilement des irritations, se complaire dans l'insuccès.

Les actuelles structures des pays riches ont sans doute aidé à la création des richesses dont s'enorgueillit le monde de nos jours. Mais à quel prix ? Pourquoi ne pas faire l'effort d'arriver à ces mêmes résultats sans faire appel au néo-colonialisme, synonyme d'un esclavage qui admet un semblant de liberté — l'indépendance politique — au prix d'une oppression très réelle, la dépendance économique ?

Sans doute, dans les pays riches, y a-t-il deux tâches indispensables et urgentes, dans le domaine spécifique de l'éducation libératrice :

— Le changement des mentalités, aussi important que le changement des structures ;

— La préparation d'un modèle nouveau de développement, capable de créer la richesse, sans que ce soit au prix honteux de l'esclavage.

Mais aussi dans les pays riches l'éducation, à elle seule, ne suffira pas : il faut le travail habile, intelligent, courageux, de la pression morale libératrice.

Quant aux pays qui sont tombés sous des dictatures de gauche et de droite, ils offrent un défi passionnant à l'imagination créatrice, pour ce qui est aussi bien de l'éducation que de la pression morale libératrice.

Sans perdre de temps, cherchons à établir une collaboration parfaite entre l'éducation libératrice et la pression morale, et que les deux sœurs commencent, ensemble, leur travail pour libérer l'homme, bien plus chargé de chaînes qu'on ne l'imagine. Qu'elles commencent, là où le travail est possible. Le jour viendra où les dictatures et les oppressions ne trouveront plus leur climat.

5. Les « minorités abrahamiques »

Excusez-moi. Tâchez d'ouvrir les yeux. Inexistante et impossible, non ! La pression morale libératrice est sur le point de commencer. Tout est déjà préparé pour la faire déclencher, parce que, partout, existent déjà — on n'aura pas besoin de les créer — des minorités abrahamiques, suscitées par le Seigneur lui-même pour conduire la pression morale libératrice.

Elles existent même dans les dictatures. Si l'on n'y commence pas le travail libérateur, c'est que, sans doute, il y est encore plus dur et difficile d'agir.

Minorités abrahamiques ? De quoi s'agit-il ? Ne va-t-on pas d'illusion en illusion ?

Mes amis, vous avez le droit de me demander si je ne manque pas de réalisme en faisant appel à une pression morale libératrice, sœur inexistante et impossible de l'éducation libératrice.

POUR UNE CHARTE DE L'ÉDUCATION CHRÉTIENNE NOUVELLE

Mgr ELCHINGER, évêque de Strasbourg, a publié, dans Vérité et Vie (), l'appel suivant, sous le titre : « Un pasteur plaide pour un contrat d'espérance », adressé à tous les chrétiens qui ont conscience de leurs responsabilités d'éducateurs :*

Dans quelle direction chercher notre route ?

Depuis quelque temps, *Vérité et Vie* cherche sa voie. C'est normal. Il était difficile d'aider tout le monde simultanément à voir clair dans l'évolution des idées et des attitudes. D'ailleurs, il fallait prendre assez de recul pour que nous voyions clair nous-mêmes dans le foisonnement des mises en question concernant l'institution scolaire, la famille, l'Eglise, le principe même d'une catéchèse didactique, etc.

L'actuel évêque de Strasbourg a fondé cette revue en décembre 1948 pour faire évoluer les catéchètes vers plus de « vérité et de vie ».

Des problèmes difficiles se sont posés en cours de route, concernant tant le contenu que la méthode de l'éducation spirituelle et la nécessité d'y associer les communautés chrétiennes elles-mêmes.

Il faut constater aujourd'hui que la crise actuelle de la pensée et de la foi nous oblige de toute façon à repenser ces problèmes dans une perspective nouvelle.

De divers côtés, on est en recherche, mais d'une manière souvent confuse et dispersée. Sur la route où nous avançons à tâtons, nous trouvons des balises qui nous viennent de celui qui a une information et une compétence privilégiées et auquel nous reconnaissons une autorité exceptionnelle.

Balises posées par S. S. Paul VI

(Extraits de l'Exhortation apostolique du 8 décembre 1970.)

« Les pasteurs ont toujours eu ce devoir de transmettre la foi dans sa plénitude et d'une manière adaptée à leurs contemporains, c'est-à-dire en s'efforçant d'employer un langage qui leur soit facilement accessible, en répondant à leurs questions, en suscitant leur intérêt, en les aidant à découvrir, à travers de pauvres paroles humaines, tout le message du salut que nous a porté Jésus-Christ. »

« Soyons attentifs aux questions qui s'expriment à travers la vie des hommes, en particulier des jeunes : « Si un fils demande du pain, nous dit Jésus, quel est parmi vous le père qui lui donnerait un caillou ? » (Luc, 11, 11.) Accueillons volontiers les interpellations qui viennent troubler notre quiétude. Soyons patients devant les hésitations de ceux qui cherchent comme à tâtons la lumière... Si nous communions à leur détresse, que ce soit pour chercher à la guérir. Si

(*) *Vérité et Vie*, fiches de pédagogie religieuse, 1, rue de la Comédie, Strasbourg, troisième trimestre 1971.

Mes Amis et mes Frères : regardez n'importe quel groupe humain, de n'importe quel pays, de n'importe quelle race ou religion. Il est possible et facile d'y découvrir quelques personnes — une minorité — qui ne se jugent ni meilleures, ni plus grandes, ni plus intelligentes que les autres, mais qui sont marquées par Dieu même. Elles sont nées pour les autres, pour se dévouer, pour se donner sans calcul ni mesure.

Vous direz : mais comment espérer que des minorités, pleines de bonne volonté, de dévouement, mais totalement dépourvues de force, arrivent à renverser pacifiquement les structures d'esclavage ? Si, sans perdre de temps, les hommes de bonne volonté faisaient l'effort de découvrir et de lier entre elles les minorités abrahamiques de chaque région, de chaque pays, de chaque continent, au niveau international, qui sait s'il n'y aurait pas là, pour l'amour, pour le bien de l'humanité, une force comparable à l'énergie nucléaire ?... Cette comparaison vient à l'esprit non seulement parce que la déflagration de la pression morale libératrice, émanant des minorités abrahamiques, et soutenant l'éducation libératrice, aura une force difficile à imaginer, mais parce qu'elle rappelle que l'énergie nucléaire, elle aussi, « sommeillé pendant des millions d'années au sein de l'atome. »

Pourquoi j'appelle ces minorités « abrahamiques », me demanderez-vous ? C'est parce que, à l'exemple d'Abraham, elles doivent espérer contre toute espérance.

6. Salut à « Pax Romana »

Evidemment, ce nom variera selon les races, les pays, les religions. Ces minorités — alliées invisibles des deux sœurs libératrices — existent déjà, heureusement, sous des noms très divers.

Voulez-vous un exemple décisif ? Je vous invite à saluer le jubilé d'une minorité abrahamique, connue dans le monde entier par ses travaux sous le nom de *Pax Romana* !

Intellectuels et étudiants catholiques : quelle joie de vous rencontrer fêtant votre cinquantenaire, préparant de nouveaux combats pacifiques, voyant clair, sentant juste, prenant la position exacte du moment, pensant en des termes d'éducation libératrice !

Si vous croyez que, vraiment, éducation libératrice et pression morale libératrice doivent aller de pair ; si vous croyez que Dieu lui-même « déjà préparé, par-tout, des minorités abrahamiques, alliées invisibles, chargées de déclencher la pression libératrice ; si vous vous reconnaissez minorité abrahamique, j'ai encore une dernière joie à ajouter à notre fête d'aujourd'hui. Je rappellerai le secret des secrets : la raison ultime de la force invincible des minorités abrahamiques, c'est la parole du Christ : « Quand deux ou trois sont réunis en mon nom, je suis là au milieu d'eux. » (Mt 18, 20.) Or, qu'ils le sachent ou non, qu'ils le veuillent ou non, ceux qui se rassemblent pour la justice et l'amour, sur le chemin de la paix, sont des chrétiens de fait et le Christ marche avec eux !

COLLECTIONS A CEDER

DE LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE :

Mme GUYOT, « Le Pinet », 43-Sainte-Sigolène : années 1954 à 1971.

Maurice STRIFFLING, 25, quai Tilsitt, 69-Lyon-2^e : collection presque complète de 1951 à 1969 (très rares numéros manquants).

nous leur présentons le Christ-Jésus, que ce soit le Fils de Dieu fait homme pour nous sauver et nous faire partager sa vie, et non une figure tout humaine, pour merveilleuse et attirante qu'elle soit. (Cf. 2, Jean 7-9.) »

« Dans cette fidélité à Dieu et aux hommes à qui il nous envoie, nous saurons alors opérer, avec prudence et délicatesse certes, mais avec clairvoyance et fermeté, les discernements indispensables. C'est là, sans nul doute, une des tâches les plus difficiles, comme aussi les plus nécessaires aujourd'hui, pour l'épiscopat. En effet, dans le heurt des idées qui s'entrecroquent, la plus grande générosité risque de s'accompagner des affirmations les plus contestables... »

« Rappelons-le en passant : si les enquêtes sociologiques nous sont utiles pour mieux découvrir la mentalité ambiante, les préoccupations et les besoins de ceux auxquels nous annonçons la parole de Dieu, comme aussi les résistances que lui oppose la raison moderne, avec le sentiment largement répandu qu'il n'existerait, hors de la science, aucune forme légitime de savoir, les conclusions de telles enquêtes ne sauraient constituer par elles-mêmes un critère déterminant de vérité. »

« Mais nous ne devons pas ignorer pour autant les questions que rencontre aujourd'hui un croyant légitimement soucieux d'entrer plus avant dans l'intelligence de sa foi. Ces questions, il nous faut les entendre, non pour en suspecter le bien-fondé, ni pour en nier les exigences, mais pour faire droit à leurs justes requêtes, au plan qui est le nôtre : celui de la foi. Cela est vrai des grandes interrogations de l'homme moderne sur ses origines, le sens de la vie, sur le bonheur auquel il aspire comme sur le destin de la famille humaine. Mais cela n'est pas moins vrai des questions que posent aujourd'hui les savants, les historiens, les psychologues, les sociologues, et qui sont pour nous comme autant de provocations à mieux annoncer, dans sa transcendance incarnée, la Bonne Nouvelle du Christ-Sauveur, une nouvelle qui ne contredit point aux découvertes de l'esprit humain, mais qui l'élève au plan des réalités divines jusqu'à le faire participer, d'une manière encore balbutiante et inchoative, mais pourtant bien réelle, à ce mystère d'amour dont l'apôtre nous dit qu'il « surpasse toute connaissance. » (Eph., 3, 19.)

« Au lendemain d'un Concile qui fut préparé par les meilleures acquisitions du savoir biblique et théologique, un travail considérable reste à faire, notamment pour approfondir la théologie de l'Eglise et pour élaborer une anthropologie chrétienne à la mesure du développement des sciences humaines et des questions qu'elles posent à l'intelligence croyante. Qui de nous ne reconnaît, avec l'importance de ce travail, ses exigences propres et n'en comprend les tâtonnements inévitables ? Mais en présence des ravages que cause aujourd'hui dans le peuple chrétien la divulgation d'hypothèses aventureuses ou d'opinions troublantes pour la foi, nous avons le devoir de rappeler avec le Concile que la vraie théologie « s'appuie sur la parole de Dieu écrite, inséparable de la Sainte Tradition, comme un fondement permanent. » (Constitution dogmatique *Dei Verbum*, 24.)

Concrètement, que peuvent et doivent faire désormais ceux qui, parmi les chrétiens, se sentent une responsabilité d'éducateurs ?

Bilan d'un dialogue de sourds

On oppose volontiers le camp des jeunes à celui des adultes. Des deux côtés, on est mécontent. On se sent incompris.

— Les jeunes souffrent de ne pas se voir pris au sérieux dans leur recherche vers plus de vérité et d'authenticité et dans leur contestation de tout ce qui est injuste ou étouffant dans l'organisation actuelle de la société. Ils ne veulent plus d'une « école improductive », d'une « école de classe », qui ne serait qu'une

« fabrique de moutons savants ». Enfin, ils dénoncent la peur des adultes de se remettre en question.

— De leur côté, bien des adultes — qui estiment ne pas avoir à se faire pardonner d'être adultes — reconnaissent le bien-fondé de beaucoup de requêtes présentées par les jeunes. Mais ils souffrent du mépris et de l'abandon dont se trouvent frappées actuellement des valeurs qui restent indispensables à toute vie pleinement humaine et chrétienne. Ils regrettent par exemple que tous les symboles de l'autorité soient contestés : le mot « chef » est lui-même devenu honteux. Ils pensent qu'un certain infantilisme révolutionnaire, terrible gaspilleur d'énergies, ne pourra être guéri que par un surcroît de pensée. Ils affirment que la crise actuelle est fondamentalement intellectuelle et qu'il ne saurait y avoir de salut, de quelque ordre que ce soit, qu'au terme d'un vigoureux et courageux labeur de pensée. Ils reconnaissent d'ailleurs que si, sur le plan de la foi et de la morale chrétiennes, tant de choses sont remises en question pêle-mêle, l'essentiel et l'accidentel, dans un tohu-bohu passionnel et une confusion mentale invraisemblable, cette situation est la rançon payée par les chrétiens pour avoir eu l'interdiction pendant trop longtemps de poser et d'étudier des questions très légitimes.

— Ce dialogue de sourds n'existe pas seulement entre jeunes et adultes, mais entre les adultes eux-mêmes.

Un père de famille nous écrit : « A une vogue intellectuelle d'illusionnisme verbeux, on hésite à opposer la formulation claire de vérités denses et normatives, parce qu'il est devenu impoli et indécent de croire qu'il existe des « vérités ». On se contente d'un impressionnisme spirituel de bonne volonté... alibi de la facilité. Quant à la morale, l'érotisme envahit tout... Des prêtres estiment que ce n'est pas très important, car « les manquements à la charité sont plus graves »... Comme si l'impureté ne sapait pas à la racine l'énergie nécessaire à toute charité ! »

De fait, nous assistons à la démission de beaucoup de parents ou d'hommes en situation de responsabilités ; ce qui provoque chez d'autres des réactions (parfois exagérées) contre des formes de libéralisme et contre un subjectivisme qui minent les fondements de la communauté familiale, sociale et ecclésiale. Des tendances contraires s'affrontent, des prises de position abruptes s'affirment. Un esprit d'intolérance se développe de part et d'autre qui suscite une impression d'impuissance et une atmosphère de découragement.

Voilà plusieurs années que durent cette crise de la pensée et cette carence du caractère. Il n'est plus possible de laisser se prolonger davantage un dialogue de sourds incapable de préparer l'avenir. Il faut chercher dans quelle direction commencer un travail vraiment constructif, comment amorcer des dialogues capables de préparer les redressements et les inventions de salut. A force de tout critiquer, on ne fait rien avancer. Quant à ceux qui passent leur temps à recommencer sans cesse de nouveaux projets, ne ressemblent-ils pas à des gens qui passent leur temps à déplacer au sol des maté-

riaux de construction sans les poser les uns sur les autres ? Continuant ainsi, ils ne construiront jamais rien.

Puisqu'il faut en sortir, je propose à ceux dont je suis l'évêque de mettre au point avec moi les éléments essentiels d'une « charte de l'éducation chrétienne nouvelle ».

Conditions d'un vrai ~~renouveau~~ dans l'éducation

1. Nécessité d'arriver à un accord sur les bases essentielles de l'éducation

Cet accord n'existe pas.

Il y a des parents qui aimeraient une éducation plus exigeante pour leurs enfants, mais comment ? Ils souhaiteraient que l'école contribue à donner aux jeunes des convictions philosophiques et morales plus solides et plus saines ; mais ils souffrent de se trouver devant des éducateurs divisés entre eux et partisans de principes trop divergents.

Il faut bien reconnaître aussi que beaucoup de parents ne sentent même pas la nécessité de faire respirer à leurs enfants un même climat éducatif à l'école et en famille. Or, sans accord de base entre la famille et l'école, l'influence des divers éducateurs se trouve neutralisée.

Quant aux communautés spirituelles, il en est qui donnent l'impression d'être « en recherche » même sur l'essentiel. On ne peut pas passer sa vie à remettre l'essentiel en question et à être en recherche en tout. Il faut au moins des portions de terrain sur lesquelles on puisse avancer avec assurance. En présence d'éducateurs se disant sans cesse en recherche, les jeunes ne peuvent avoir le minimum de sécurité indispensable à toute vraie liberté.

Bien des éducateurs partent de prémisses erronées. Comment alors aboutir à des conclusions vraies ? D'une manière plus générale, beaucoup d'aspirations sociales généreuses sont faussées parce qu'elles s'appuient sur une conception de l'homme qui repose sur des *a priori* philosophiques, sentimentaux, politiques, voulant nous faire croire que l'homme est spontanément bon, travailleur, honnête, et qu'il aime naturellement l'effort, même intellectuel. L'expérience est là pour nous prouver le contraire. Nous ne croyons plus assez à la pesanteur héréditaire du « péché du monde » !

Pour aider une personnalité à se construire, il faut lui permettre de se référer au moins à quelques principes de vie très solides. Il faut l'initier à quelques attitudes fondamentales trouvant leur justification dans l'expérience de la sagesse humaine ou dans les exigences de la sagesse biblique.

Il doit être possible de s'entendre sur une telle base commune. Il faut prendre le temps de la déterminer afin de remédier ainsi à l'absence de « discipline de la pensée » qui est une maladie de plus en plus contagieuse.

2. Déterminer le « noyau » d'une charte de l'éducation chrétienne nouvelle

Je ne peux poser ici que des jalons de recherche, sans vouloir donner des orienta-

tions. Je voudrais surtout stimuler la collaboration.

A) FAIRE L'INVENTAIRE DES PRÉOCCUPATIONS MAJEURES DES JEUNES ET DES ADULTES, EN TENTER UN EXAMEN CRITIQUE ET VOIR SOUS QUELLES FORMES LES MEILLEURES DE CES REQUÊTES PEUVENT ÊTRE INTÉGRÉES DANS UNE « CHARTE DE L'ÉDUCATION ».

— Réfléchir, par exemple, à ce que les jeunes demandent au sujet de la justice sociale, de la charité politique, de la solidarité humaine ; à ce qu'ils disent de l'importance du sens de la responsabilité, de la participation communautaire, du primat à accorder aux petites communautés...

— Reprendre aussi l'examen de certaines demandes d'éducateurs concernant le primat de « l'être » sur « l'avoir », l'importance d'une vie intérieure profonde, l'urgence de faire redécouvrir les dimensions spirituelles de la réalité sexuelle, la nécessité de retrouver le vrai sens du travail humain, etc.

— A partir de cet inventaire, se rendre compte de tout ce qui a été faussé dans les valeurs humaines, par exemple dans la conception de la vie, de l'amour humain, de l'argent, etc. Certes, il est plus ingrat de dévoiler certaines confusions, de tenter certaines mises au point, que de faire figure d'homme « très ouvert et engagé » qui identifie le royaume terrestre avec le Royaume de Dieu. Et pourtant il faut avoir le courage de retrouver, de restaurer ce qui est original dans la visée chrétienne de l'existence, en tenant compte de la parole du Sauveur qui nous recommande « la voie étroite ». Pourquoi, alors que les chrétiens ont désormais une grande liberté de pensée, restent-ils aussi passifs qu'autrefois et sont-ils aussi nombreux à répéter sans réfléchir des slogans à la mode ? Ils admirent sans restriction des projets pleins d'ambiguïtés et d'erreurs qui aboutissent à refuser des dépouillements et des investissements secrets pourtant nécessaires à une existence qui dépasse l'horizon terrestre.

Sachons discerner les exigences primordiales de la fidélité chrétienne.

B) RÉFLÉCHIR A LA VALEUR DES TROIS AXES ÉDUCATIFS SUIVANTS :

Déterminer les efforts à retenir et à souligner dans un projet éducatif.

— La pédagogie de la « créativité ».

Les chrétiens traditionnels ont été trop passifs.

Dieu a confié à l'homme une mission de « créateur ». La vie intérieure est d'ailleurs liée à la créativité.

C'est à la pédagogie de la créativité qu'on pourra rattacher tout ce qui concerne l'éveil au beau, la capacité de s'exprimer, mais aussi l'éducation au silence, à la contemplation, à la gratuité. Le jaillissement créatif suppose l'intériorité...

On réservera aussi une part importante à la maîtrise de soi, à l'entraînement à l'effort et au courage...

Cet axe pédagogique aura aussi à situer l'homme « productif » par rapport à l'homme « créateur », l'homme libre par rapport à l'esclave moderne. Cela implique qu'on redéfinisse

la finalité profonde du travail et, pour cela, qu'on retrouve le sens de la vie humaine, de la personne et de ce qui est sacré en elle...

— *La pédagogie des « liens ».*

Beaucoup de chrétiens ont eu une conception trop étriquée de la charité.

Constatons que l'homme ne se réalise pleinement qu'en face d'autrui.

De plus, l'interdépendance des hommes se présente dans des conditions nouvelles. L'éveil au sens de la responsabilité devient essentiel.

La pédagogie des liens devra se préoccuper aussi des problèmes posés par un faux égalitarisme, par la méfiance envers l'autorité, par une conception erronée de la vocation de la femme...

Elle devra réserver une part importante à la valeur de « fraternité », à l'esprit de tolérance et à la conquête de la liberté véritable.

Elle devra retrouver des chemins vers un amour humain situant la vie sexuée sainement et chrétiennement...

Enfin, elle aura à faire redécouvrir le contenu chrétien de la communauté et l'aide vitale que peuvent apporter les institutions.

Le style des « liens » interpersonnels est peut-être, en ce moment, ce que l'éducation chrétienne devrait avoir de plus original, de plus précieux.

— *La pédagogie de « l'attente » et des « désirs ».*

Le chrétien traditionnel donne souvent l'impression d'être un homme qui regarde vers le passé plutôt qu'un homme tendu vers l'avenir.

Il faut éduquer les jeunes en vue d'un projet de vie, susciter en eux de grands désirs dont certains dépassent nos perspectives humaines...

Il faut les armer aussi en vue de tout ce qui fait le tragique de la vie : la souffrance, l'échec, le mal dans le monde...

La pédagogie de l'attente devra réserver une grande place à l'interpellation évangélique concernant la pauvreté, de même à une purification de tout ce qui est ambigu dans le progrès humain : prévenir un faux optimisme idolâtrique...

Cette pédagogie de l'attente, en éduquant à une perspective eschatologique, saura restaurer en même temps la valeur irremplaçable du passé et l'aspect vivant de la Tradition.

L'espérance devant être le grand levier de toute vie chrétienne, il faut chercher comment l'espérance chrétienne peut concrètement prendre corps aujourd'hui dans les divers secteurs de la vie...

C) REGROUPER LES DIVERS AXES ÉDUCATIFS EN UN PROJET COHÉRENT.

L'ensemble des perspectives entrevues devra être centré sur ce qui semble vraiment fondamental et commun à toutes les étapes de l'éducation. A partir de là, on déterminerait ce qui demande à être développé progressivement.

La mise en œuvre pédagogique ne pourra commencer qu'après tout ce travail préparatoire sur lequel il importe d'obtenir un accord de principe de la part de divers groupes d'éducateurs scolaires, de parents, de catéchistes et aussi de jeunes.

Il ne faut pas nous embarquer sur des partis

pris idéologiques, mais nous appuyer sur des bases réalistes, solides et pouvant rassembler un nombre suffisant « d'hommes de bonne volonté ». Il en reste et, chaque jour, il en naît de nouveaux.

Projet illusoire ou contrat d'espérance ?

1. *Est-ce un projet illusoire ?*

Certes, le canevas esquissé ci-dessus n'est qu'un pauvre balbutiement. Il envisage une aventure complexe, difficile. Mais s'il se trouve un petit nombre de gens qui y croient vraiment, ce projet pourra être réalisé d'une manière au moins limitée et, pour commencer, dans quelques institutions chrétiennes en Alsace.

Il faudrait y arriver. Il faut y tendre de toutes nos forces. Il y va de la qualité des hommes de demain et de la crédibilité de l'Eglise parmi nous. La foi au Christ ne dira plus rien à personne — et d'abord à celui qui la professe — si elle n'a plus de *contenu pensable* et si elle n'est pas introduite, à la manière d'un levain, dans le tissu de la vie quotidienne. C'est pourquoi l'éducation de la foi et l'éducation générale doivent aller de pair. Si nous croyons à la vie, si nous cheminons vers la foi, si nous voulons aimer l'Eglise, nous avons là une occasion de l'exprimer courageusement.

Nous pouvons constater depuis quelques années avec quelle rapidité, à partir de minorités résolues, se développent et agissent certains courants de pensée. Pourquoi une minorité de chrétiens, convaincus de la nécessité et de l'urgence d'une nouvelle charte de l'éducation — pourquoi, en poursuivant ensemble des objectifs précis, — n'arriverait-elle pas à susciter l'attention d'une partie de l'opinion publique et à créer parmi les responsables de l'éducation un courant nouveau, une orientation nouvelle des principes de juger et d'agir ? Cela supposerait que nous croyions fermement à ce que nous devons entreprendre.

Il n'y a pas que les convictions erronées qui se répandent. Certes, la pente de la facilité attire un plus grand nombre que les efforts exigeants. La plupart des jeunes acceptent les exigences lorsque celles-ci ouvrent effectivement le chemin à une vie nouvelle et lorsque les adultes qui entourent ces jeunes vivent eux-mêmes ces exigences d'une manière exaltante.

, *Pourquoi ce projet manquerait-il d'attrait ?*

— Puisqu'il veut réagir contre tout ce qui était pusillanime, momifié, formaliste, oppressif dans le passé et qu'il veut promouvoir de nouvelles manières de vivre notre foi ?

— Puisqu'il veut en même temps réagir contre tout ce qui, dans le présent, est appauvrissement de l'humain, manque de jugement, interprétation fautive de l'Evangile, pensée par procuration, conception gravement erronée de l'homme ?

Il n'est pas question de vouloir récupérer quelques principes anciens. Il s'agit de discerner ce qui est vrai. Nous pouvons le percevoir à travers la pédagogie de Dieu que nous découvrons l'Histoire du salut. La vérité de Dieu est sans âge. C'est elle qui doit nous révéler nos erreurs et orienter nos projets.

2. C'est un « contrat d'espérance »

a) Le projet d'une charte de l'éducation chrétienne nouvelle voudrait lier un groupe de penseurs, d'éducateurs, de jeunes, dans une recherche qui implique un « contrat d'espérance » : il faut espérer les uns dans les autres ; il faut espérer en ce projet pour pouvoir le faire aboutir. C'est un pari d'espérance. L'enjeu en vaut la peine.

b) Il s'agit de placer notre espérance.

— D'abord dans un « projet éducatif » qui tiendra compte des valeurs essentielles à développer tant chez les éducateurs que chez les jeunes ;

— Ensuite, dans un « contrat d'éducation » qui, d'une part, lierait les parents aux éducateurs scolaires et, d'autre part, les élèves à leurs professeurs.

L'espérance serait le moteur de cette collaboration éducative nouvelle, devenue indispensable si nous ne voulons pas voir s'effriter peu à peu les valeurs humaines qui restent absolument nécessaires pour que la vie chrétienne soit, dans le monde d'aujourd'hui, possible et désirable.

On n'a pas à craindre que le futur projet éducatif et les contrats d'éducation préparent un nouveau système oppressif. Un contrat d'espérance relève d'une autre optique, d'une autre mystique.

Il y a trop de méfiance dans nos sociétés actuelles, trop de doute et trop de peur. Il y a du « racisme » entre les générations et entre divers milieux de vie. Il y a aussi beaucoup d'efforts courageux, beaucoup de possibilités nouvelles par rapport au passé.

Le contrat d'espérance conclu entre quelques chrétiens, adultes et jeunes, serait autre chose que du romantisme. Ce serait une expression de leur foi la plus profonde en l'homme et en Dieu.

Alors, pourquoi pas ?

Qui serait prêt à collaborer ?

La dispersion des efforts est grande aujourd'hui. J'ai l'audace ingénue d'inviter à une concentration de forces éducatives.

Que ceux qui estiment devoir se laisser tenter veuillent bien commencer, en un premier temps, par exprimer leur pensée sur les points suivants :

1) L'esquisse générale du projet :

— Que pensez-vous de son inspiration générale ?

— Quelles lacunes ou erreurs y relevez-vous ?

— Quelles seraient, à votre avis, ses chances éventuelles ?

2) Les principales valeurs humaines à sauver ou à promouvoir :

— Il en est d'importantes qui sont en péril.

— Il en est de nouvelles à discerner et à intégrer dans le projet de vie du chrétien d'aujourd'hui.

3) Les principaux axes éducatifs à retenir en conséquence :

Qu'on n'hésite pas à faire des propositions personnelles nouvelles, soulignant ce qui paraîtrait prioritaire.

4) Projets de collaboration et références bibliographiques :

Quelle serait l'importance de la collaboration qu'on serait prêt à apporter à cet effort ? Sur quels thèmes porterait-elle de préférence ?

Pourrait-on indiquer des références bibliographiques qui expliciteraient certaines réponses faites à ce questionnaire ?

La revue *Vérité et Vie* est prête à rendre compte de la recherche qui s'engagerait. Elle publierait progressivement des éléments de mise en œuvre pédagogique. Les matériaux pédagogiques seraient précédés chaque fois d'une introduction doctrinale et d'orientations pratiques adaptées aux divers âges.

On voudra bien adresser toute correspondance à ce sujet au Secrétaire de la revue : 1, rue de la Comédie, 67- Strasbourg.

Il ne me reste plus qu'à espérer qu'une suite constructive sera donnée à cette invitation.

Conclusion

Devant l'effritement doctrinal actuel, devant les compromis pédagogiques, les démissions et les incertitudes, certains parlent volontiers de décadence.

Ce qu'on appelle aujourd'hui décadence est en réalité un renouveau qui se cherche. Il se cherche inévitablement à travers un certain désordre puisque plusieurs des anciens cadres de pensée et d'action ont été mis en question.

Les problèmes éducatifs ont rarement eu l'importance qu'ils prennent aujourd'hui étant donné le rajeunissement de la population. Ce sont les jeunes qui détermineront le visage de l'avenir.

Ceux qui ont la chance et qui prennent le temps de vivre avec des jeunes ne sont aucunement pessimistes. Par bien des aspects, les jeunes représentent une poussée saine. Par d'autres aspects, au contraire, ils sont très inquiétants parce qu'ils n'ont pas de guides. Apparemment, ils les refusent... et cependant ils les attendent. Mais ceux-ci doivent être d'un nouveau style. Ceux que les jeunes d'aujourd'hui reconnaissent pour guides ne sont ni les « mandarins » ni les démagogues, mais les « témoins » : ceux qui vivent ce qu'ils disent.

Comment des « vocations », qui supposent une grande réserve de générosité et de courage, pourront-elles se développer si les divers éducateurs ne se mettent pas d'accord sur quelques points — peu nombreux, — mais concrets, qui favoriseront l'éclosion d'attitudes humaines pouvant servir de base à de tels engagements ?

Rester de simples spectateurs dans la lutte actuelle pourrait être non seulement mal élevé mais coupable.

S'engager dans ce « contrat d'espérance » est un risque : c'est le risque de la Foi.

— *Quel système économique ?*, par RENÉ COSTE (coll. « Réponses chrétiennes »). — Un vol. 13 x 19 cm, 206 pages. Prix : 24,80 F. Coédition Lethielleux-Duculot, Paris-Gembloux.

Le problème de l'économie se pose de nos jours plus âprement que jamais pour le tiers-monde, sans doute, mais aussi pour la société industrielle, et la solution échappera toujours tant qu'on ne l'abordera pas en en recherchant le sens profond. Cette recherche du sens s'impose au théologien qui, avec sa foi, pourra ainsi contribuer à une juste socialisation dans la liberté.

DÉCLARATION DE L'ÉPISCOPAT ALLEMAND SUR L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

A l'occasion de sa session plénière de printemps, la Conférence épiscopale allemande a publié une déclaration sur le rôle de l'enseignement de la religion dans les écoles, ainsi que sur son contenu. La déclaration prend nettement position en faveur du maintien de l'enseignement religieux scolaire sous la responsabilité de l'Eglise () :*

La progression de la scolarité en Allemagne fédérale, avec les transformations constantes que cela comporte nécessairement, ainsi que les changements qui se font jour dans la théologie et l'Eglise, ne peuvent manquer d'exercer une influence sur la place et l'élaboration de l'enseignement de la religion. En raison de cette restructuration et du malaise qui s'est fait sentir au plan de l'enseignement de la religion, la présente déclaration devrait contribuer à éclairer quelques questions fondamentales.

I. — Etat, société, Eglise, enseignement de la religion

1. L'Etat libéral et démocratique assure aux groupes sociaux particuliers une neutralité idéologique. Il garantit aux différents groupes une possibilité d'action, aussi longtemps qu'ils évoluent dans le cadre de la constitution, et il assure une procédure permettant de régler les conflits. Il doit protéger la liberté de croyance, la liberté de conscience et la liberté d'appartenance à une religion et à une idéologie ; de même il doit donner aux citoyens la possibilité de pratiquer leur religion. Ce qui entraîne également des conséquences sur le plan scolaire.

2. Notre Etat accorde à ses citoyens, en ce qui concerne leur religion, une possibilité d'action dans les écoles. En vertu du droit fondamental inscrit dans la Constitution, l'enseignement de la religion est une matière scolaire normalement prévue dans les écoles publiques.

Les religions trouvent leur expression concrète dans des communautés ecclésiales et, d'autre part, il existe, en ce qui concerne l'enseignement de la religion, un lien étroit avec la communauté religieuse : ainsi apparaissent la nécessité et la justification de l'enseignement religieux lié à la confession ainsi que de la collaboration entre Eglises dans ce domaine. Cela est inscrit dans l'article 7 de la Loi fondamentale, dans les articles 21 et 22 du Concordat, ainsi que dans les articles correspondants des Constitutions régionales.

3. L'Eglise catholique considère l'enseigne-

ment religieux confessionnel pour tous les élèves comme un élément important de la mission impartie à l'école. Cet enseignement religieux donne aux parents et aux élèves la garantie qu'il correspond à la conception que les Eglises ont d'elles-mêmes. Pour cette raison, les élèves doivent en principe suivre l'enseignement religieux de leur propre confession.

4. L'enseignement religieux confessionnel est une matière scolaire et sera dispensé selon les critères méthodiques et didactiques qui doivent être observés dans les autres branches comparables. La libre décision prise en conscience par l'élève d'âge scolaire ou majeur du point de vue religieux sera respectée et protégée.

5. Dans le futur cycle du secondaire ou au niveau universitaire, les professeurs catholiques de religion peuvent, en liaison et en collaboration avec des professeurs non catholiques, présenter plusieurs cours parmi lesquels les élèves pourront choisir. En ce cas, c'est au professeur correspondant à la confession religieuse de l'élève que doit revenir la plus grande partie du temps alloué. Pour ce faire, des modèles devront être établis grâce à la collaboration de toutes les personnes concernées : autorités ecclésiastiques et officielles, professeurs, parents et élèves. Un règlement juridique correspondant devrait être mis au point pour un laps de temps d'au moins deux ans.

II. — La mission de l'enseignement religieux dans l'école d'aujourd'hui

1. L'école a non seulement pour mission de dispenser des connaissances et des aptitudes intellectuelles et professionnelles ; elle a aussi des tâches éducatives plus profondes qui ne peuvent être menées à bien sans une échelle concrète de valeurs. Elle a la charge d'aider l'adolescent dans son effort pour comprendre, d'une manière correspond à son âge, sa propre existence et le monde dans lequel il vit. L'école doit donner à l'élève l'occasion d'expérimenter le sens du réel, de résoudre les problèmes de la vie et de la mort et de découvrir des critères pour une action responsable.

Cette mission pédagogique, elle la reçoit des jeunes eux-mêmes, de leurs parents et de la société. Elle ne peut la remplir que si elle permet à ses élèves, d'une manière qui corresponde à leur âge, une ouverture sur le monde, l'homme et les faits, basée sur des données scientifiques.

La multiplicité inéluctable des faits, des hommes et des conditions exige de l'école une information : cela signifie que l'école doit permettre à l'élève de découvrir et de se former une échelle de valeurs, de mettre en rapport les faits et les hommes et de les reconnaître dans leur dépendance historique. C'est pourquoi l'une des missions fondamentales de l'école

(*) Texte allemand dans *Herder Korrespondenz*, avril 1971, p. 193. Traduction de la DC.

est d'ouvrir à la réalité et d'interpréter la tradition qui, au sein de cette réalité, est en marche du passé vers l'avenir. Ce sont ces traditions — essentielles pour déterminer le sens du futur — qui mettent l'élève en mesure de reconnaître et de réaliser la continuité de la réalité, sa propre continuité en tant qu'homme et sa liberté vis-à-vis des pressions que le monde exerce sur lui, et cela dans chacune de ses actions.

C'est pourquoi la mission de l'école ne peut uniquement consister à exposer de façon positiviste les faits à l'état brut. Bien au contraire, l'élève doit acquérir par l'enseignement une science objective et une pensée qui lui permettent de se faire sa propre opinion sur les hommes, sur les choses et sur leur dépendance mutuelle, et de dominer par l'esprit la situation historique dans laquelle il se trouve placé. De cette manière, non seulement l'élève fait l'apprentissage d'une vie responsable dans ce monde, mais il apprend également qu'il est en mesure de changer le monde et qu'il doit réaliser ces changements dans une action responsable. L'école ouvre les yeux de l'élève devant les caractéristiques de la vie humaine et lui permet de remplir les exigences sociales et techniques de son temps.

2. Dans une école qui comprend ainsi sa mission, l'enseignement religieux est une matière qui trouve tout naturellement sa place. Les sujets qui y sont traités répondent en effet aux questions que la jeunesse se pose aujourd'hui : ils éclairent le présent et l'avenir. Ils présentent l'homme et le monde dans leur rapport avec Dieu, leur fondement et leur but suprêmes. Ils reposent donc sur les conceptions fondamentales qui donnent la clé du monde d'aujourd'hui et offrent de ce fait à l'élève la possibilité, d'une manière éminente, de reconnaître et de se former des échelles de valeur et des rapports. L'enseignement de la religion permet ainsi au jeune de pénétrer jusqu'au dernier fondement du monde et de lui-même et de reconnaître aussi bien la signification du réel dans son entier que la contribution à l'avenir du monde qu'on attend de lui.

Déjà l'enseignement religieux de l'école maternelle et primaire traite toutes les matières d'enseignement dans une exposition fondée sur la science et dispense à l'élève une compréhension fondamentale correspondant aux buts que nous venons de signaler.

L'école permet à l'élève, à mesure qu'il croît en âge, de se situer personnellement et de façon critique devant le contenu de l'enseignement religieux. L'adolescent se détache de la forme de la foi de son enfance. La réflexion sur la foi et son contenu peut aider le jeune à accéder à une foi adulte. La mission de l'école telle que nous l'avons exposée plus haut, correspond donc à la situation du jeune qui veut aboutir à une échelle de valeurs par rapport à lui-même et au monde, et où la foi prend la place qui lui revient.

L'enseignement de la religion aide ainsi l'école à remplir sa mission propre. Il ne peut être absent d'une école qui repose sur les principes que nous venons de définir : bien au contraire,

il forme une partie indispensable de tout programme scolaire.

3. Dans l'enseignement religieux qui, étape par étape, doit faire appel à des méthodes scientifiques, le monde et l'homme doivent apparaître à la lumière du message du Christ. Ce message provoque à une discussion critique. Il suppose que, d'une part, le maître prenne position par rapport à lui et que, d'autre part, l'élève soit disposé à cette même prise de position.

Un enseignement de la religion qui ouvre sur le réel de la manière concrète que nous venons d'exposer et qui ainsi s'adapte à la mission de l'Eglise donne à l'élève la possibilité d'acquérir une connaissance de la foi catholique. Il aide l'élève croyant à donner un fondement à sa foi et ainsi à échapper au danger de l'infantilisme religieux ou de l'indifférentisme. A l'élève incroyant ou qui a des doutes sur la foi, il donne la possibilité d'apprendre à connaître les réponses du christianisme à ses questions et de se situer par rapport à elles. Par l'enseignement religieux l'élève sera à même de constater que l'on peut avoir une vision du monde imprégnée par la foi et en conséquence fonder sur elle sa responsabilité.

4. Ni l'école — ni donc l'enseignement religieux — ne peuvent tout faire dans le domaine de l'instruction, de l'éducation et de la formation. Certes, l'école a des devoirs particuliers qu'elle est la seule à pouvoir assumer ; mais il existe aussi des devoirs qui ne peuvent être pris en charge que par d'autres, notamment par la famille et la communauté. L'enseignement religieux doit reconnaître les limites qui sont ainsi posées à ses possibilités.

III. — Quelques projets

Les problèmes d'une éventuelle refonte fondamentale de l'enseignement de la religion, ainsi que de son contenu et de ses méthodes, au regard notamment des résultats des recherches actuelles sur les programmes d'enseignement, sont d'une importance telle que leur solution doit être confiée à des organismes scientifiquement qualifiés.

1. Dans cette recherche fondamentale scientifique et dans cette mise au point des programmes d'enseignement religieux, nous pensons en particulier à l'Institut allemand pour la pédagogie scientifique de Münster, à l'Union catéchétique allemande et à l'Institut pour la catéchèse et l'homilétique de Munich. Ces Instituts pourraient collaborer pour la mise au point des programmes avec d'autres Instituts de pédagogie religieuse, en particulier avec d'autres Instituts de niveau supérieur, déjà existants ou devant être créés, ou éventuellement dresser des rapports dans des cas spéciaux.

2. La formation permanente des professeurs est une exigence particulièrement pressante. Dans ce but, en plus des Instituts déjà existants, devront être créés des Instituts interrégionaux.

3. Des Instituts catéchétiques devront être fondés sur le plan diocésain. Devront également être érigés des centres plus petits dans le plus grand nombre possible d'agglomérations.

Événements et Informations

FRANCE

— Sœur Juliette Romieu a été élue supérieure générale des Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Etienne de Lugdarès, Ardèche (« Eglise de Mende », 16 juillet.)

— Fin juin s'est tenu à Paris le premier Congrès de l'aumônerie des Français de l'étranger, dont Mgr Ramondot est le directeur national. Près de 2 millions de Français vivent à l'étranger. Les aumôniers étaient venus de trois continents : Europe, Amérique du Nord et du Sud, Asie. Furent étudiés les problèmes de répartition des Français sur des territoires très étendus, leurs besoins religieux en fonction de leur psychologie propre et surtout de celle du pays d'accueil, ainsi que des questions d'organisation matérielle des aumôneries aux situations très différentes. (« La Croix », 18-19 juillet.)

— Les Editions du Centurion (17, rue de Babylone, Paris-6^e), et du Cerf (29, boulevard Latour-Maubourg, Paris-7^e) publient, à l'instigation de l'Episcopat français, une « Bible du Peuple de Dieu » : texte de la Bible de Jérusalem revu — Guide de lecture — Commentaire clair et bref. Le tome premier vient de paraître. Le quatrième et dernier tome est à paraître en juin 1972. (« SNOP », 21 juillet.)

— L'Assemblée générale des prêtres de Saint-François de Sales a réuni à Versailles, les 21 et 22 juillet, une centaine de délégués représentant les 2 000 prêtres de l'association. Lignes de force de l'assemblée : d'une spiritualité individuelle, qui risquerait de se fermer sur elle-même à une vision globale du sacerdoce, d'une mentalité de groupe, qui risquerait de devenir chapelle, à un service humble de toute l'Eglise, avec une responsabilité de l'association devenant plus collégiale. (« La Croix », 24 juillet.)

— Du 13 au 17 juillet, un colloque a réuni à l'abbaye cistercienne du mont des Cats, près de 40 participants, sur le thème : « La vie monastique comme chemin de l'unité pour les chrétiens ». Il s'agissait pour les représentants des Eglises anglicane, orthodoxe, luthérienne et réformée,

et pour les envoyés de douze monastères catholiques, de prendre plus clairement conscience de l'influence que peut avoir, pour le rapprochement des chrétiens, une telle forme de vie qui ne fut jamais définitivement absente de la tradition des Eglises. L'évidence d'une parenté entre les diverses formes de vie religieuse s'était déjà imposée aux réunions interconfessionnelles de Boston (USA, 1965 à 1970), de Ramegnies-Chin (Belgique, 1967 et 1969), de Grandchamp (Suisse, 1970). A chaque réunion, anglicans, protestants et catholiques, mais également orthodoxes ont expérimenté leurs racines communes en fait de liturgie, de silence ou d'accueil aux nombreux chrétiens désireux de participer à leur prière. (« Ibid. », 25-26 juillet.)

— Mère Marguerite Henry a été élue supérieure générale des Sœurs du Très - Saint - Sacrement à Valence (« OR », 26-27 juillet.)

— Quinze cents participants à la Mariapoli de Dijon (la Mariapoli est le lieu de rencontre du mouvement des Focolari) ont ouvert leurs travaux sur le thème : « La charité comme idéal. » (« Ibid. », 28 juillet.)

— Une recherche sur l'ensemble des religieuses du pays a été réalisée en France en février 1969. Elle a été lancée par l'Union des supérieures majeures de France (USMF), en accord avec la Commission épiscopale française des religieuses et en collaboration avec les différents regroupements de religieuses existant en France : Union nationale des congrégations d'Action hospitalière et sociale (UNCAHS), Union des religieuses éducatrices paroissiales (UREP), Union des religieuses enseignantes (URE), Commission des religieuses contemplatives cloîtrées (CRCC), Commission des religieuses missionnaires. La recherche a été confiée au Centre d'études socio-économiques « Economie et Humanisme » qui en a assuré la préparation, l'exploitation et l'interprétation. La synthèse de la recherche a été publiée en trois fascicules et deux documents annexes sous forme de dossiers de travail utilisables par les Unions de religieuses et les états-

maiors des Congrégations. (Ces documents sont disponibles à l'USMF, 10, rue Jean-Bart, Paris-6^e.) Structures démographiques et insertions professionnelles : Résidaient en France en février 1969, 111 950 religieuses professes et 2 450 novices et postulantes appartenant à environ 400 congrégations de vie apostolique et à 370 monastères (10 500 contemplatives). Proportion des religieuses de nationalité étrangère : environ 10 %. Religieuses françaises à l'étranger 9 550 (10 %). D'où, nombre total de religieuses ou aspirantes à la vie religieuse de nationalité française : environ 112 200. Ces religieuses sont implantées dans 11 400 maisons (65 à 70 maisons d'Instituts de vie contemplative, avec les 370 monastères signalés, et 250 à 270 maisons de Congrégations étrangères). Les religieuses professes de nationalité française étaient 116 000 en 1945 ; elles sont 100 000 en 1969 et seront 82 000 en 1980. Diminution d'effectifs : 16 000 religieuses en vingt-cinq ans et même nombre dans les dix prochaines années. Causes : conséquence d'une diminution des entrées dont la courbe décroissante s'est amorcée entre 1932 et 1937 pour s'amplifier régulièrement et s'accroître durant les années 60 (le taux des sorties n'a guère crû entre 1945 et 1969). Trois grands groupes d'âge : moins de 50 ans, 37 % en 1969 ; 25 % en 1980 — de 50 à 69 ans, 44 % en 1969 ; 41 % en 1980 — de 70 ans et plus, 19 % en 1969 ; 34 % en 1980. Mode d'insertion : 17 300 établissements, équipements, services dans lesquels les religieuses sont en activité (2 000 créés depuis 10 ans, 1 500 disparus durant la même période). 23 % sont dans les établissements d'enseignement, 10 % dans les établissements hospitaliers, 6 % dans les établissements et services médico-sociaux, les établissements de rééducation, 13 % dans des établissements sociaux divers, dont 9 % au service du troisième âge. Activités professionnelles : 25 % dans des services intérieurs (lingerie, cuisine, entretien etc.), 20 % dans des professions sanitaires (surtout infirmières), 15 % comme enseignantes, 13 % dans des fonctions d'administration, gestion, accueil, encadrement,

spécialement dans des établissements scolaires ou hospitaliers, 6 % à des activités dites « de type pastoral » (liturgie, catéchèse, service paroissial, animation de groupe confessionnel, etc.). 3 % dans des professions médico-sociales et sociales (par exemple, assistante sociale, travailleuse familiale, éducatrice spécialisée), 1 % comme ouvrières, employées, cadres dans des entreprises industrielles, commerciales ou dans des services publics. (Ces renseignements ont été pris dans « *Vie consacrée* », n° 4, juillet-août 1971, article du P. A. Luchini intitulé « Les religieuses en France » et dont la dernière partie traite des « dimensions nécessaires d'un renouveau ».)

ÉTRANGER

ALLEMAGNE FEDERALE

— La revue « *Stimmen der Zeit* » fête en juillet son centenaire. Elle avait paru tout d'abord sous le titre « *Stimmen aus Maria-Laach* ». Dirigée par les Jésuites, elle est éditée par Herder, à Fribourg. Sa parution est mensuelle. Elle correspond un peu à nos « *Etudes* ». (« *Stimmen der Zeit* », juillet 1971.)

— Les œuvres manuscrites d'Edith Stein, en religion Sœur Teresia Benedicta a Cruce, seront prochainement envoyées à Rome, en vue de l'ouverture éventuelle d'un procès en béatification, a annoncé l'archevêque de Cologne. Née en 1891 à Breslau, actuellement Wrocław, ville polonaise, Edith Stein, d'origine allemande, juive, s'est convertie en 1922 au catholicisme et est entrée en 1933 au carmel de Cologne. Après avoir quitté l'Allemagne pour les Pays-Bas en 1938, elle devait être envoyée par les nazis dans le camp d'extermination d'Auschwitz, où elle fut exécutée le 9 août 1942. (« *Kipa* », 20 juillet.)

BELGIQUE

— Décès, le 16 juillet, à Beaufays, près de Liège, de Mgr Jacques Lelercq, professeur de droit naturel à l'Université de Louvain de 1938 à 1961. Né à Bruxelles, le 3 juin 1891, il fut ordonné prêtre en 1917. Il enseigna au collège puis à la Faculté universitaire Saint-Louis à Bruxelles de 1917 à 1938, ensuite à l'Université catholique de Louvain de 1918 à 1961. Il consacra toute sa vie à un apostolat intellectuel qui prit les formes les plus variées. En 1926, il fonda « *la Cité chrétienne* » qu'il dirigea personnellement de 1926 à 1940, revue de pensée chrétienne qui exerça une influence profonde sur le catholicisme belge en le faisant sortir

du confusionnisme politico-religieux des années qui suivirent la Première Guerre mondiale, et dont l'héritière directe est « *la Revue nouvelle* », à laquelle il collabora jusqu'en 1969. Pendant de longues années, il fut l'aumônier général de la jeunesse universitaire pour laquelle il fut un inspirateur et un guide. Il fut aussi un des fondateurs du « *Caillou blanc* », qui représente l'un des efforts les plus remarquables aujourd'hui, pour incarner la vie religieuse dans les conditions de la vie moderne. En dehors de la philosophie et du droit naturel, il a porté un très grand intérêt à la sociologie, introduisant cette discipline à l'Université catholique de Louvain où il a créé en 1955 le Centre de recherches sociologiques et où il a établi les bases de l'actuel département de sociologie. Sa spiritualité et sa pensée se sont exprimées à travers d'innombrables conférences, prédications, entretiens publics et privés, mais aussi à travers une œuvre écrite qui est immense et restera comme une des plus marquantes du catholicisme au xx^e siècle. Retenons : les « *Leçons de droit naturel* » (cinq vol. 1927-1937), « *l'Enseignement de la morale chrétienne* » (1949), « *le Mariage chrétien* », « *la Vie du P. Lebbe* » (1955), « *la Vie du Christ dans son Eglise* », « *Au fil de l'année liturgique* », « *Dialogue de l'homme et de Dieu* ». En apprenant sa mort, le Pape a fait adresser, par l'intermédiaire du cardinal Villot, un télégramme de condoléances au cardinal Suenens. (« *OR* », 18 juillet, « *Kipa* », 16 juillet, et « *la Croix* », 20 juillet.)

CONGO-KINSHASA

— La Conférence épiscopale nationale du Congo patronne la Semaine de recherche théologique, qui se tient à Kinshasa du 19 au 24 juillet et porte essentiellement sur *Christianisme et Afrique* : ouverture de la tradition africaine à la foi chrétienne et à son expression concrète, rites, sacrements. (« *SNOP* », 21 juillet.)

DAHOMÉY

— Le 1^{er} juillet a été rendue officielle la nomination du premier supérieur africain du grand séminaire d'Ouidah qui, fondé en 1914, reçut pendant près de trente-cinq ans des élèves du Dahomey, du Togo, de Côte-d'Ivoire et du Nigeria, et depuis 1960, seulement des deux premiers pays; 87 prêtres dahoméens (le premier ordonné le 15 août 1928) en sont sortis. Le nouveau supérieur, abbé Moïse Akakpo, est né le 31 octobre 1926, baptisé à l'âge de 11 ans, ordonné prêtre le 2 juin 1957, six

ans professeur au petit séminaire d'Ouidah, l'abbé Akakpo, parti pour le collège Saint-Pierre-Apôtre de Rome, en revint en 1965, licencié en droit canonique. Secrétaire et chancelier de l'archevêché de Cotonou, directeur diocésain de l'Œuvre des Vocations, puis en 1967, secrétaire de la Conférence épiscopale du Dahomey, il avait pris, en janvier 1969, la charge d'une paroisse dans son diocèse d'origine, Lokossa. (« *La Croix* », 28 juillet.)

ETATS-UNIS

— Une délibération du 28 juin 1971 de la Cour suprême des Etats-Unis a déclaré inconstitutionnel le financement par l'Etat des écoles privées. Cette décision rend encore plus précaire la situation économique de milliers d'écoles catholiques qui mènent une lutte désespérée pour leur survie. Mgr Joseph Bernardin, secrétaire général de la Conférence catholique américaine, a fait la déclaration officielle suivante sur la situation nouvelle provoquée par le verdict de la Cour : « La décision de la Cour suprême se présente sous une forme ambiguë. Tandis que les défenseurs des écoles privées sont encouragés par les décisions de la Cour favorable à une aide fédérale pour la construction d'universités à caractère religieux, la décision qui rejette les programmes d'Etat d'assistance aux écoles privées élémentaires et supérieures est accueillie avec une profonde déception. La grave portée de cette décision sur les écoles privées ne saurait être sous-estimée. Tout en compliquant les problèmes financiers de l'instruction scolaire privée, cette décision ne signifie cependant pas la fin de cette instruction aux USA. Il est important de noter que de précédentes délibérations de la Cour ont clairement établi qu'au moins certaines formes d'aide officielle aux écoles privées au niveau élémentaire et supérieur étaient constitutionnelles. Dans la décision « *Allen* » de 1968, par exemple, la Cour affirme la constitutionnalité d'un programme d'Etat de fourniture de livres scolaires aux élèves des écoles privées. D'autres délibérations de la Cour suprême ont sanctionné cette forme d'aide. La question ne peut donc pas être considérée comme réglée, cette décision de la Cour n'interdisant pas toute forme d'assistance officielle aux écoles privées telle que transport des élèves à la localité où se trouve l'école, ou fourniture de livres. La Cour n'a pas touché non plus aux crédits ou exonérations fiscales consentis aux parents dont les enfants fréquentent les écoles privées. En somme, la Cour a voulu souligner les formes d'assistance permises ou non par la Consti-

tution. ■ (« *Osservatore Romano* », n° 1592, p. 797.) D'après les statistiques émanant de l'Association nationale pour l'éducation catholique, le nombre des écoles catholiques aux Etats-Unis s'élève encore à 11 000. Pendant l'année scolaire 1970-1971, elles ont été fréquentées par 4 500 000 élèves. Le personnel enseignant s'élevait à 70 000 religieuses, 10 000 religieux et 85 000 laïcs. (« *La Croix* », 28 juillet.)

— Une fois soustraits les 3 250 000 membres des différentes Eglises orthodoxes d'Orient (d'origines grecque, russe, syrienne, roumaine, bulgare, ukrainienne et russo-carpathique), la chrétienté non romaine est presque entièrement représentée par les groupes suivants : baptiste (23 500 000), méthodiste (14 250 000), luthérien (8 750 000), presbytérien (4 500 000), disciples du Christ (4 250 000), épiscopalien (3 330 000), saints du dernier jour ou mormons (2 000 000), membres de l'Eglise unie du Christ (2 000 000). (« *Projet* », juillet-août 1971.)

ISRAEL

— Mgr Giacomo Beltritti, patriarche latin de Jérusalem, a procédé à la bénédiction de la basilique Sainte-Anne de Jérusalem, réouverte au culte. Cette église, considérée comme l'église officielle de la France en Terre sainte, est desservie par les Pères Blancs. Elle est par ailleurs considéré par les spécialistes comme la plus belle des églises datant des Croisades. Les tirs de l'armée jordanienne l'avaient gravement touchée pendant la guerre des Six Jours. Le gouvernement français a pris en charge toutes les réparations. Elle est située sur l'emplacement supposé de la maison d'Anne et de Joachim, les parents de Marie. (« *Kipa* », 22 juillet. — Cf photo de couverture de la la DC du 7 avril 1968.)

ITALIE

— Le 20 mai 1971, la congrégation pour l'Education catholique a érigé la Faculté de théologie de Bari, avec mission plus particulière de travailler dans le secteur œcuménique et patristique..., en prêtant attention à tout ce qui peut être utile au dialogue avec les Eglises séparées, principalement avec l'Eglise orthodoxe. Elle collaborera pour ce faire avec l'Institut pontifical d'études orientales de Rome et la Faculté de théologie de Naples, mais elle est directement rattachée à l'Université pontificale Saint-Thomas. (« *SNOP* », 21 juillet.)

MADAGASCAR

— A l'issue de ses travaux, la Conférence épiscopale de Madagascar a publié un communiqué sur le journal « *Lumière* » dont nous extrayons le passage suivant : « ... considérant que le journal « *Lumière* », qui relevait jusqu'ici de l'archidiocèse de Fianarantsoa, trouve actuellement une audience nationale et même internationale, et approuvant ses courageuses prises de position pour la défense de la justice, le développement de tout l'homme, l'information sur la vie de l'Eglise et la formation de l'opinion publique à Madagascar, décide que « *Lumière* » est désormais placé sous la responsabilité collégiale de cette Conférence épiscopale. En conséquence, la Conférence épiscopale est dorénavant seule habilitée à nommer le directeur et le rédacteur en chef. Elle renouvelle son entière confiance à l'équipe actuelle. (« *Kipa* », 26 juillet.)

MAROC

— La diminution de la population catholique au Maroc entraîne des fermetures d'églises : l'église Saint-Paul de Casablanca était fermée depuis plusieurs années déjà ; l'église du Sacré-Cœur, bâtie sur un terrain municipal, sera remise à la disposition du gouvernement marocain qui aurait l'intention d'y établir un centre culturel. (« *SNOP* », 21 juillet.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— L'abbé Michaël Patrick Fagun auxiliaire de l'évêque de Ondo, Nigeria. (« *OR* », 17 juillet.) — L'abbé Ephraïm Silas Obot auxiliaire de l'évêque de Ikot Ekpene, Nigeria. (« *Ibid.* ») — L'abbé Laurent Thienchai Samanchit évêque de Chanthaburi, Thaïlande. (« *OR* », 18 juillet.) — Le P. Pierre Bach, MEP, vicaire apostolique de Savannakhet, Laos. (« *Ibid.* ») — Mgr Peter Lei Wang-kee auxiliaire de l'évêque de Hong Kong. (« *Ibid.* ») — Mgr Francesco Rossi auxiliaire du cardinal Colombo, archevêque de Milan. (« *Ibid.* ») — Mgr Francis T. Hurley évêque de Juneau, USA. (« *OR* », 21 juillet.) — Mgr Frederico Didonet évêque du nouveau diocèse de Rio Grande, Brésil. (« *Ibid.* ») — Le P. Abel Alonso Nunez auxiliaire du prélat de Bom Jesus do Piaui, Brésil. (« *Ibid.* ») — Mgr Raymond A. Luckert et Mgr John R. Roach auxiliaire de l'archevêque de

Saint-Paul et Minneapolis, USA. (« *Ibid.* ») — L'abbé Elias Mutale évêque de Mansa, Zambie. (« *Ibid.* ») — L'abbé Nicodemus Aile Hhando évêque de Mbulu, Tanzanie. (« *OR* », 25 juillet.) — Mgr Odo Fusi Pecci évêque de Senigallia, Italie. (« *Ibid.* ») — Mgr James Darcy Freeman (évêque de Armidale) archevêque de Sydney, Australie. (« *OR* », 28 juillet.) — Mgr Fernando Prego Casal évêque de Cienfuegos-Santa Clara, Cuba. (« *OR* », 30 juillet.) — Mgr Christophe Adimou (évêque de Lokossa) archevêque de Cotonou, Dahomey, siège qui était vacant depuis la nomination de Mgr Bernardin Gantin comme secrétaire adjoint de la S. congrégation pour l'Évangélisation des peuples. (« *Ibid.* ») — Mgr Adimou est nommé administrateur apostolique ■ sede vacante ■ du diocèse de Lokossa. (« *Ibid.* »)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr René Pailloux, évêque de Mansa, Zambie. (« *OR* », 21 juillet.) — De Mgr Patrick Winters évêque de Mbulu, Tanzanie. (« *OR* », 25 juillet.) — De Mgr André Pioger, évêque de Sées, en raison de son âge. (« *OR* », 26-27 juillet.) Son coadjuteur, Mgr Henri Derouet (cf. DC 1970, p. 1045) lui succède de plein droit. — Du cardinal Norman Thomas Gilroy, archevêque de Sydney (Australie), pour raison de santé et d'âge. (« *OR* », 28 juillet.) — De Mgr Alfredo Müller y San Martín, évêque de Cienfuegos-Santa Clara pour raison de santé. (« *OR* », 30 juillet.)

DECES

— De Mgr Simon Konrad Landesdorfer, OSB, ancien évêque de Passau, Allemagne. (« *OR* », 23 juillet.) — De Mgr José Maria Alcaraz y Alenda, évêque de Badajoz, Espagne. (« *OR* », 26-27 juillet.)

SAINT-SIÈGE

— Le Saint-Père a approuvé les élections canoniques du Synode syrien tenu à Beyrouth (Liban) les 10 et 11 mai 1971 : du chorévêque Joseph Abiad au siège archiépiscopal résidentiel de Homs et Hama des Syriens et du chorévêque Joseph Mou-nayer comme auxiliaire patriarcal. (« *OR* », 17 juillet.)

— Le Saint-Père a nommé Mgr Antonio Calamoneri assistant à la nonciature apostolique en Italie. (« *OR* », 25 juillet.)

L'Eglise dans le monde

LA CRISE DES VOCATIONS ET L'AVENIR DE LA VIE RELIGIEUSE

Le P. ARRUPPE, préposé général des Jésuites, a répondu en ces termes à une question qui lui a été posée au sujet de l'avenir de la vie religieuse dans une interview donnée au cours d'un voyage aux Etats-Unis :

Q. — Ces toute dernières années, le nombre des Jésuites a diminué. Il en est de même pratiquement pour tous les autres ordres ou congrégations. Comment interprétez-vous ce phénomène ? A-t-il une influence sur la façon dont vous envisagez l'avenir de la vie religieuse dans l'Eglise ? Quel sera cet avenir ?

R. — Je ne voudrais pas simplifier à l'excès, mais je crois pouvoir dire que ce phénomène n'est qu'un aspect de ce qui caractérise la période de transition par laquelle passe l'Eglise. Ce phénomène semble moins surprenant si nous le situons dans le cadre de tout ce qui aujourd'hui se passe dans le monde, et pas seulement dans l'Eglise.

Beaucoup de raisons expliquent la baisse des vocations : la vie de la famille (la meilleure source de vocations) est en crise ; le laïc a pris un rôle plus important dans l'Eglise ; les traits qui autrefois caractérisaient bien clairement le sacerdoce et la vie religieuse se sont estompés. De plus, la vie religieuse a toujours demandé un profond engagement. Mais l'inquiétude qui envahit la jeunesse d'aujourd'hui rend très difficile de s'engager pour toute la vie. Le même problème se pose d'ailleurs pour le mariage, et même pour les professions civiles. Et puis le fait que certains prêtres et certains religieux n'éprouvent plus d'enthousiasme pour leur vocation n'est pas de nature à rassurer les jeunes. Ces raisons et d'autres expliquent en partie et nous aident à comprendre pourquoi actuellement les vocations sont en baisse.

Je crois que l'avenir de la vie religieuse sera très certainement, et d'une façon profonde, affecté par la baisse des vocations. C'est pourquoi je pense que nous devons sérieusement réfléchir sur ce qui constitue l'essence de la vie religieuse. Nous devons nous efforcer de découvrir quels sont les éléments non essentiels, peut-être périmés, qui aujourd'hui empêchent la vie religieuse de se mettre plus effectivement au service du monde. Nous devons aussi être attentifs aux valeurs authentiques qui existent chez les jeunes. Dans ce processus de purification, la vie religieuse apparaîtra sous une nouvelle lumière, comme un idéal méritant qu'on lui consacre sa personne, ses talents et sa vie.

Pour ce qui est de l'avenir de la vie religieuse dans l'Eglise, je ne puis faire aucune prédiction. Mais je pense que nous avons toutes les raisons d'avoir confiance à cause de la loi de l'histoire et de la logique humaine. La jeunesse est toujours idéaliste, généreuse, fondamentalement saine et disposée à faire des sacrifices extraordinaires pour les autres. Le Christ appelle

avec un idéalisme divin qui est irrésistible, et avec un réalisme humain qui est pleinement convaincant. J'ai donc confiance qu'il y aura toujours des jeunes — et j'ajouterai même volontiers « beaucoup » de jeunes — qui entendront l'appel du Christ et y répondront. Je crois que lorsque la confusion actuelle se décantera, lorsque nous découvrirons une expression extrêmement pure de la vie religieuse, lorsque nous aurons appris à parler aux jeunes d'une façon intelligible, alors nous retrouverons des vocations abondantes, excellentes et sûres.

Si la vie religieuse de demain doit devenir à la fois un idéal sublime et une incarnation plus effective dans les réalités terrestres, elle doit requérir un engagement plus profond et une motivation plus pure qu'autrefois. Il me semble que dans le monde de demain, la vie religieuse devra être plus « crucifiée », elle devra être davantage « le grain qui meurt » pour les autres. D'ailleurs, ce don de soi est précisément ce qui attire les vraies vocations et leur donne leur stabilité durable.

Je suis convaincu que dans un temps relativement court, nous arriverons à redécouvrir la valeur, même humaine et sociale, du sacerdoce et de la vie religieuse. Je dis « dans un temps relativement court », parce qu'on en voit déjà apparaître les signes. La critique qui s'en prend aux défauts et aux limites de la vie religieuse est en train de hâter la découverte de cette modalité concrète qui redonnera à la vie religieuse son vrai sens. Et aujourd'hui où l'on a de plus en plus le souci d'être au service des hommes, qui sera mieux à même de les servir que le religieux, détaché de tout pour le bien des autres ?

Le chef d'Etat d'un pays du tiers-monde me faisait remarquer récemment : « Nous ne pouvons pas avoir confiance dans ceux qui disent qu'ils veulent nous aider, mais dont le but ultime est le profit personnel. Nous pouvons par contre avoir confiance en vous parce que nous savons que vous ne nous aidez ni pour votre profit personnel ni pour celui d'une quelconque puissance étrangère. »

Toute autre considération mise à part, il est bien certain que le vrai religieux, consacré au service de l'humanité, apporte une contribution qui est d'une valeur incalculable.

(Texte anglais dans The Tablet, 14 août 1971, p. 801. Traduction de la DC.)

— *Histoire du salut et philosophie*, par LÉOPOLD MALEVEZ (coll. « *Cogitatio Fidei* », n° 56). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 216 pages. Prix : 23 F. Editions du Cerf, Paris.

C'est une reprise d'études sur les œuvres de Karl Barth, R. Bultmann et O. Cullmann, centrées sur l'histoire du salut et la philosophie implicite et vécue qu'elle présuppose. L'Ecriture, en effet, ne peut se comprendre sans une « précompréhension » d'existence de l'homme. Le style de l'ouvrage, par sa limpidité, permet une lecture aisée de ces pages importantes pour la théologie contemporaine.

UN REPRESENTANT DU PRIEUR DE TAIZE AUPRES DU SAINT-SIEGE

Le communiqué suivant du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens a été publié dans l'Osservatore Romano des 9-10 août 1971 :

Au cours du séjour que S. Em. le cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, a fait à Taizé les 16, 17 et 18 juillet dernier, il a été confirmé que dorénavant il y aurait un représentant du prieur de Taizé auprès du Saint-Siège. Dans l'exercice de cette représentation, le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens sera le point de référence.

(Traduction de la DC d'après le texte italien.)

**

C'est en présence du cardinal Pellegrino, archevêque de Turin, au cours de la 7^e semaine de rencontres internationales de jeunes à Taizé, que F. Roger, prieur de Taizé, a annoncé qu'il aurait désormais un représentant personnel auprès du Saint-Siège. Cette nouvelle, très longuement applaudie par les 1 200 jeunes présents, a été commentée par F. Roger :

Pour concrétiser la communion, je crois avant tout aux relations interpersonnelles. Cette relation nouvelle permettra un dialogue direct, dans l'aujourd'hui, pour se comprendre toujours dans la limpidité du cœur. Je ne vois pas encore tout ce que cela suppose, mais j'aime cette Eglise « pérégrinante » qui est à Rome, avec son évêque. Que puis-je lui demander d'autre sinon qu'elle éclaire, qu'elle nous réchauffe aussi par un feu.

(Texte original.)

LE MINISTERE D'UNITE DE L'EVEQUE DE ROME

Dans notre numéro des 1^{er}-15 août 1971, pp. 749-750, nous avons publié sous ce titre une déclaration du F. ROGER SCHUTZ, prieur de Taizé, faite le 13 juillet dernier à Fribourg, lors du cinquantième anniversaire de Pax romana. Dans la partie finale, plusieurs paragraphes avaient été omis dans le document dont nous disposions alors. Voici le texte intégral de cette partie finale, telle qu'elle figure dans le document publié par la communauté de Taizé. Nous indiquons en italique les paragraphes qui avaient été omis :

[...] Jamais l'Eglise catholique ne renoncera à cette institution, à cette tradition séculaire qui repose sur l'évêque de Rome.

Refuser cette conviction immuable de l'Eglise catholique, c'est se condamner à rester à jamais très loin, sans voix au dialogue, pour supplier, exhorter, courir du bout du monde s'il le faut, pour demander en temps et hors de temps que ce pasteur, l'évêque de Rome, nous entraîne vers une Eglise de communion, une Eglise dépourvue de moyens de puissance, ne s'appuyant pas sur les puissances économiques, pour dire aussi à ce

pasteur que le témoignage comme le contre-témoignage de son Eglise locale, Rome, compte très fort.

Refuser cette conviction de l'Eglise catholique, c'est ne plus pouvoir appeler l'évêque de Rome à se libérer de pression pour l'inviter à être le plus universel possible, à cet effet pour l'inviter à être un pasteur pauvre, libre de professer des intuitions prophétiques, et pour l'appeler enfin à ne pas demander, en vue de l'unité, un reniement de la part des non-catholiques.

Il est tellement vrai que, dans la conscience de l'homme moderne, il est impossible de renier la foi transmise avec honnêteté par ses parents. Certes, l'œcumenicité de l'Eglise ne peut pas se construire par des tractations, des équilibres, mais pas davantage par une rupture de communion avec ses familles d'origine.

Dans le trouble actuel de l'Eglise, la grave responsabilité de l'évêque de Rome, non seulement pour les catholiques mais aussi pour les non-catholiques, n'est-elle pas alors de confirmer ses frères dans la foi, ceux qui vivent d'une même foi, d'une même pensée ?
« Pierre, confirme tes frères. »

Etre catholique, n'est-ce pas aimer toutes les Eglises de Dieu ? N'est-ce pas être ouvert à tout ce qui concerne l'homme, être compréhensif face à toute situation humaine ? Etre catholique, n'est-ce pas retrouver le courage d'être ferment d'unité dans toute la communauté humaine ? Etre catholique, en cette période de pluralisme, n'est-ce pas chercher quels sont les lieux d'unanimité au cœur de la foi ?

Et c'est ici encore que nous attendons la parole prophétique du pasteur universel qui actualise pour les chrétiens de son temps les lieux d'unanimité de la foi et réanime l'unité du corps du Christ, l'Eglise.

Institution d'unité, le ministère du pasteur universel me semble aussi être voué à devenir une institution de liberté. Or, dans l'Eglise, nos meilleures institutions ne sont-elles pas des institutions de liberté, celles qui garantissent aux chrétiens la liberté d'expression et de conscience ?

Sur une petite terre libre, le Vatican, et par l'usage d'une liberté évangélique, le Pape, serviteur des serviteurs, peut beaucoup à l'avenir pour conscientiser les hommes face à l'oppression et à l'injustice. Sans lui, qui pourra exprimer l'ensemble des chrétiens au-delà des frontières de l'Eglise au moment de menaces dramatiques pour l'humanité ? [...]

JEAN VILAR

Après la mort de Jean Vilar (28 mai 1971, cf. DC, p. 641), le communiqué suivant a été publié dans le Bulletin religieux du diocèse d'Avignon (25 juillet 1971, p. 269), sous le titre :
« Nous prions pour Jean Vilar, dans l'espérance » :

De toutes parts affluent des témoignages de reconnaissance à Jean Vilar. Nombreux sont ceux qui, plus compétents et mieux placés que nous, rendent hommage à son merveilleux talent, à son généreux combat pour l'art, la culture et pour l'homme, à l'œuvre qu'il a réalisée particulièrement en Avignon au cours de ces vingt-cinq années.

Qu'il nous soit seulement permis d'évoquer nos brèves mais amicales rencontres. Oui, nous croyons qu'il a un peu rencontré l'Eglise chez nous à travers une modeste équipe de chrétiens qui, conscients du retentissement du Festival, se sont efforcés d'être humblement présents à cet événement. Sans voiler ses opinions

ni son agnosticisme, il a suivi avec sympathie nos efforts, les évoquant même au cours de certaines interviews, participant parfois à la messe des « Dimanches de Festival » à la Métropole, venant prendre part à notre réflexion. Il nous savait désintéressés, soucieux seulement de l'accompagner au cœur de son projet et d'y vivre l'Évangile. Cet Évangile qu'il connaissait bien à sa manière.

Renonçant au succès facile, poursuivant inlassablement et courageusement, au milieu des risques et des contestations, son rêve d'un Festival de création et de culture populaire, il savait qu'il ne trouverait, en cette équipe, ni une caution, ni des juges. Loin de la suspecter, parce qu'il se savait reconnu dans ses intentions profondes, il l'encouragea de son amitié.

Nous avons, comme tant d'autres, reçu beaucoup de lui. Peut-être a-t-il pressenti, en cette petite cellule d'Eglise, le signe pauvre et caché de l'amour intense du Christ. Ce Christ Sauveur, ami de l'homme, de tout homme, seul capable de donner à sa vie toute sa dimension par-delà ses rêves les plus fous, nous croyons, dans notre foi, qu'au moment de sa mort, il l'a rencontré face à face.

Il nous savait heurtés par ce qui blessait profondément notre foi et l'Eglise, comme par d'autres aspects du Festival. Heureux de notre sympathie active, il accueillait nos questions, nos critiques et nos appels, sachant que nous partagions à notre niveau, à notre manière, son souci de la culture pour tous et sa passion pour l'homme.

Nous prions et demandons à nos frères de prier pour Jean Vilar, dans l'espérance.

L'ARCHEVÊQUE D'AVIGNON
ET L'ÉQUIPE DE CHRÉTIENS
des « Mardis de Festival ».
29 mai 1971.

UN RABBIN PARLE DANS UNE EGLISE DE MONTREAL

Sur l'invitation du Comité du dialogue judéo-chrétien de Ville Mont-royal, le rabbin Gunther PLAUT, chef spirituel de la communauté juive de Holy Blossom Temple, à Toronto, a prononcé le 4 mai dernier, en l'église Saint-Joseph de Ville Mont-royal une conférence intitulée : « Votre voisin est un juif ». Le bulletin du diocèse de Montréal (« L'Eglise de Montréal », 27 mai 1971, p. 326) a publié les extraits suivants de cette conférence qui a été prononcée en français, en présence notamment de Mgr Grégoire, archevêque de Montréal :

Les Juifs et la culture canadienne française

J'essaie de dire que les Juifs, qui ont fait face à un immense effort depuis le début du dispersement, ont une pénétration de base pour comprendre tous les peuples qui désirent maintenir leur culture et leur individualité religieuse. On ne peut pas aider, mais admirer ceux qui estiment l'héritage de leurs pères, leur langue, leur littérature, le mode de vie qui leur est propre, ce qui les rend tels qu'ils sont.

Instinctivement, les Juifs de toutes façons comprennent que les Québécois et tous les francophones qui vivent en dehors de votre belle province désirent

premièrement et surtout l'opportunité de développer le meilleur de cet héritage qui est souvent appelé « français », et qui s'est déjà dans les nombreux siècles de votre vie sur ce continent, teinté d'une couleur très spéciale, qui est distinctement canadienne française.

Je ne peux pas imaginer un Juif, qui sait ce que veut dire être juif et qui connaît quelque chose de sa propre histoire, venir dire à un Canadien français qu'il doit voir la lumière du jour et venir s'absorber dans la culture de la société anglaise du Canada et des Etats-Unis. En matière d'esprit et de culture, les nombres ne comptent pas, les valeurs comptent. Ainsi que chaque Juif, il me semble qu'il faudrait supporter sans réserve chaque effort qui a pour dessein de maintenir les valeurs de la culture canadienne-française.

Bien sûr, ceci n'est pas une révélation particulière pour vous qui connaissez l'histoire canadienne, qui savez que les Juifs ont vécu dans cette province plus de deux cents ans, et qu'ils ont été une part de cette histoire, bien que très souvent les circonstances religieuses et culturelles aient relégué les demandes de la communauté juive au rang des protestants et de la minorité anglaise...

Nous devons aussi être avisés qu'il y a dix mille Juifs ou plus dans cette province, dont la langue maternelle est le français, plus spécialement ces immigrants qui sont venus du nord de l'Afrique et qui ont été élevés en langue française. Ces citoyens ne peuvent pas penser ou vivre n'importe où, en marge d'un environnement dans lequel cette part de leur propre héritage devrait être encouragée et maintenue. [...]

L'héritage judéo-chrétien

L'ancien testament est la fondation commune de votre foi et de la nôtre, et à cause d'elle nous sommes deux enfants de l'héritage communément appelé l'héritage judéo-chrétien. Ce terme n'est pas toujours pleinement compris. Quel est cet héritage que nos deux groupes partagent? Dans son terme simple, il consiste en deux aspects qui se rejoignent exactement comme les deux faces d'une pièce qui sont nécessairement inséparables... L'héritage du judaïsme et du christianisme est, pour ainsi dire, une pièce portant l'inscription « Paternité de Dieu » sur un côté, et « Fraternité de l'Homme » sur l'autre...

Ce double élan, affirmé pour la millièmes fois peut-être, caractérise notre tradition commune.

Premièrement, nous reconnaissons Dieu comme étant la source de toute l'histoire. Nous nions que l'histoire soit un accident et qu'en fait l'univers et ses microns et microcosmes soient les résultats d'une chance aveugle. Nous croyons en la création par la volonté de l'acte divin. La base de la foi est une affirmation qui dit que la vie lui donne une raison et un sens. C'est une grande et importante chose de le croire et de le dire, plus importante encore que les nombreux autres articles de foi que nous pouvons énoncer. A moins que nous croyions que la vie ait davantage de sens, ce que nous prêchons et faisons est littéralement insensé.

Pourquoi un homme doit-il se sacrifier lui-même pour un autre être humain, pourquoi doit-il aimer au-delà de la mesure, pourquoi ne doit-il pas simplement faire ce qui est avantageux pour lui ou pour son milieu social?

L'héritage du judaïsme et du christianisme, qui s'exprime en termes religieux, va au-delà de l'intérêt

personnel. Il dit que l'homme a des dimensions spirituelles, que ce sont ces dimensions qui donnent à son humanité sa position spéciale, celle de l'existence d'un Dieu qui a créé l'homme.

L'héritage judéo-chrétien est de ce fait essentiellement optimiste. Il dit : « parce que nous sommes les enfants de Dieu, nous avons une opportunité de salut ». Toutefois vous pouvez souhaiter l'interpréter différemment de nous, et nous, les Juifs, l'interprétons différemment des chrétiens. Le salut nous est accessible parce que Dieu existe : c'est notre héritage commun.

Peuple élu et fraternité humaine

La deuxième face de la pièce se lit « Fraternité de l'Homme ». Comme il est facile de le dire ! Mais combien de sang avons-nous versé et, apparemment, verserons-nous encore avant que nous ne découvriions sa pleine dimension. Si nous prenons sérieusement les traditions du judaïsme et du christianisme, nous ne pourrions certainement pas nous permettre le luxe du racisme, qui doit en fait être considéré comme péché. Aucun groupe n'est plus aimé de Dieu qu'un autre du fait de ses caractéristiques raciales, pas plus digne parce qu'il vit dans un endroit particulier de ce monde... Dieu n'aime pas davantage les Texans parce qu'ils vivent au Texas, ou les Juifs parce qu'ils vivent en Israël, ou les anglophones parce qu'ils vivent en Colombie britannique, ou les Québécois parce qu'ils vivent dans cette province. Dieu aime ceux qui s'efforcent d'exécuter ses désirs et qui essayent de s'exprimer dans leur relation avec les autres êtres humains. C'est ce que je pense de la « Fraternité de l'Homme ». [...] Vous avez toutes les raisons de vous demander comment un Juif peut dire cela, lorsque son histoire est apprise dans ces livres pleins d'allusions au concept de peuple choisi.

Oui, il y a eu des temps où, nous les Juifs, avons pensé que d'être juifs nous donnait des privilèges spéciaux inaliénables, privilèges non accessibles à d'autres humains. Mais une interprétation plus mûre va nous apprendre le contraire. Déjà, depuis les plus anciens jours de la Bible et du Talmud, venait à nous le concept du choix qui a reçu une interprétation essentiellement différente, pas toujours comprise par la multitude soit des Juifs, soit des non-Juifs.

L'interprétation que je juge propre parle d'une alliance que les Juifs ont faite une fois avec Dieu et que Dieu a faite avec eux. C'était un pacte de service et non de privilège, l'opportunité de servir Dieu. Cette opportunité est ouverte à chaque être humain et à toute l'humanité. Les Juifs ont fait du service de Dieu leur but national. C'est notre distinction historique ; le pacte du Sinaï est notre constitution, ni plus, ni moins...

Pour moi, cela veut dire que le genre du choix par lequel nous nous engageons comme un groupe national de l'histoire est de choisir Dieu et de le faire partenaire de nos aspirations. Quoique souvent nous ayons failli à notre devoir, j'aimerais à penser que notre persistance a eu sa faveur. Mais c'est cela que d'être un juif ; c'est d'essayer et d'essayer encore, dans l'humilité et la reconnaissance de nos faiblesses, avec toutefois la conviction que c'est notre éternel devoir.

Rabbin Gunther PLAUT

(Les sous-titres sont de notre rédaction.)

LES RELATIONS AVEC LES JUIFS

Au cours de l'audience générale du 2 juin, Paul VI a adressé l'allocution suivante aux dirigeants de la Anti-Defamation League of B'nai B'rith :

CHERS AMIS,

C'est un plaisir pour nous d'accueillir à Saint-Pierre les dirigeants de la Ligue B'nai B'rith contre la dif-famation.

Nous sommes heureux de réitérer à cette occasion le vœu du Concile du Vatican : « encourager et recom-mander... la connaissance et l'estime mutuelles, qui naîtront surtout d'études bibliques et théologiques, ainsi que d'un dialogue fraternel ». (*Nostra aetate*, 4.)

Dans notre ministère de réconciliation et de paix, nous sommes particulièrement sensible à toutes les formes de discrimination qui empêchent la charité fra-ternelle parmi les hommes, en même temps qu'elles offensent la dignité humaine et Dieu lui-même. Nous nous sommes récemment élevé contre toute discrimina-tion basée sur la race, l'origine, la couleur, la culture, le sexe ou la religion (cf. lettre apostolique *Octogesima adveniens*, du 14 mai 1971, 16).

Nous prions le Seigneur, le Père de tous, de bénir vos efforts pour créer entre chrétiens et juifs, et entre tous les hommes, un climat où son amour règne pour le bien de toute l'humanité.

(Traduction de la DC d'après le texte anglais publié dans l'Osservatore Romano du 3 juin 1971.)

LA LIBERTE RELIGIEUSE AU PORTUGAL

Articles votés par l'Assemblée nationale

*Un projet de loi sur la liberté religieuse, sou-mis par le gouvernement à la Chambre corpora-tive, avait donné lieu à une déclaration de l'épis-copat portugais (DC 1971, n° 1579, p. 124-129). Nous donnons ci-après les principaux articles de la loi sur la liberté religieuse votée les 21 et 22 juillet 1971 par l'Assemblée nationale portu-gaise *.*

ART. 4. — 1. Personne ne sera obligé de déclarer qu'il a ou non une religion, ni quelle est la religion qu'il professe, si ce n'est, à titre confidentiel, dans une enquête statistique ordonnée par la loi.

2. Personne ne peut être poursuivi, privé d'un droit ou dispensé d'un devoir en raison de ses convictions religieuses ; aucune discrimination ne sera faite, en rai-son de ces convictions, dans l'accession aux charges pu-bliques ou dans l'attribution d'honneurs ou de dignités officielles quelconques.

ART. 5. — 1. Est autorisée la réunion des personnes pour la pratique communautaire du culte ou pour d'autres fins spécifiques de la vie religieuse.

2. Ne dépendent pas d'une autorisation officielle ou d'un avis envoyé aux autorités civiles, les réunions convoquées aux fins indiquées au numéro 1 par les confessions religieuses reconnues, dans la mesure où elles ont lieu dans les temples ou les endroits qui leur

(*) Texte portugais dans *Novidades* du 22 juillet 1971. Titre et traduction de la DC.

sont spécialement destinés, ainsi que la célébration des rites de funérailles à l'intérieur de cimetières.

ART. 6. — 1. L'assistance à des actes de culte religieux, célébrés dans des unités militaires, dans des établissements d'éducation ou de formation, ou dans des établissements pénitentiaires ou de rééducation, revêt un caractère obligatoire pour les mineurs dont les parents ou les tuteurs n'auront pas demandé la dispense.

ART. 7. — 1. L'enseignement dispensé par l'Etat s'inspirera des principes de la doctrine et de la morale chrétiennes, de tradition dans le pays.

2. L'enseignement de la religion et de la morale dans les établissements scolaires sera donné aux élèves dont les parents ou ceux qui en tiennent lieu n'auront pas demandé la dispense.

3. Les élèves de plus de 18 ans pourront faire eux-mêmes la demande de dispense.

4. A cet effet, en s'inscrivant à tout établissement où est donné l'enseignement de la religion et de la morale, toute personne concernée déclarera si elle désire ou non cet enseignement.

5. L'inscription dans les établissements dirigés par des personnes religieuses implique que l'on accepte a priori l'enseignement de la religion et de la morale de la confession respective, sauf déclaration publique contraire des dirigeants respectifs.

ART. 8. — 1. Personne ne sera autorisé à invoquer la liberté religieuse pour la pratique d'actes incompatibles avec la vie, l'intégrité ou la dignité des personnes, les bonnes mœurs, les principes fondamentaux de l'ordre constitutionnel ou les intérêts de la souveraineté portugaise.

2. Ne sont pas considérées comme religieuses les activités relatives aux phénomènes métapsychiques ou parapsychiques.

ART. 9. — 1. Les confessions religieuses peuvent obtenir une reconnaissance entraînant l'attribution de la personnalité juridique à l'organisation correspondant à l'ensemble des fidèles respectifs.

2. La reconnaissance sera demandée au gouvernement dans une requête signée par un nombre de fidèles non inférieurs à 500, dûment identifiés, majeurs et domiciliés en territoire portugais.

3. Dans la requête doivent figurer les documents nécessaires à la preuve de l'existence de la confession sur le territoire national, y compris les principes essentiels de sa doctrine, le nom de la confession, la description générale des actes du culte, les règles de discipline et la hiérarchie de l'organisation, l'identité des dirigeants et la durée de leur activité dans le pays; au cas où feraient défaut les indications suffisantes, l'organisme compétent fixera le délai dans lequel la requête devra être complétée.

4. Si l'organisation a un statut étranger ou dépend d'une autre organisation à statut étranger, le gouvernement pourra exiger non seulement les preuves nécessaires à la complète connaissance du régime auquel elle est soumise, mais aussi la signature de la requête de la part des autorités responsables.

5. Le gouvernement peut ordonner les enquêtes qu'il juge indispensables pour prouver l'existence de la confession et la pratique effective de son culte.

6. La reconnaissance sera refusée :

a) Si la doctrine, les normes ou le culte de la confession sont en opposition avec le contenu de l'article 8;

b) Si la requête n'obéit pas aux exigences précisées dans ledit article ou si ses indications ne correspondent pas à la vérité.

ART. 16. — 1. Les confessions religieuses reconnues ont le droit d'assurer la formation des ministres de leur culte respectif, et peuvent créer et gérer les établissements adéquats à cette fin.

2. Les établissements mentionnés au numéro précédent sont soumis au contrôle de l'Etat, mais seulement dans le but de garantir le respect des lois et des limites imposées par le numéro 1 de l'article 8.

3. Les établissements qui ne se limitent pas à assurer la formation et l'enseignement religieux demeurent soumis, dans cette mesure, au régime prévu pour les établissements d'enseignement particulier.

ART. 17. — La construction et l'aménagement des temples ou des lieux destinés à la pratique du culte sont seulement permis lorsqu'il s'agit de confessions religieuses reconnues, mais ne dépendent pas d'autorisation spéciale et sont uniquement sujets aux dispositions administratives de caractère général.

ART. 18. — 1. Sont maintenues toutes les dispositions de la législation en vigueur, nommément celles contenues dans le Concordat du 7 mai 1940, qui concernent l'Eglise catholique.

2. Sont applicables aux personnes collectives catholiques les dispositions de cette loi qui ne sont pas en opposition avec les stipulations du Concordat.

ART. 19. — 1. Les ministres de toute religion ou confession religieuse doivent garder le secret sur tous les faits qui leur ont été confiés ou dont ils ont eu connaissance en raison et dans l'exercice de leurs fonctions, et aucune autorité ne peut procéder à une enquête à ce sujet.

2. L'obligation du secret subsiste même lorsque le ministre a cessé d'exercer sa charge.

3. On considère comme ministres de la religion ou de la confession ceux qui, en accord avec l'organisation en question, exercent sur les fidèles toute espèce de juridiction ou de charge d'âmes.

ART. 20. — La violation du secret religieux est punie d'une peine de prison de deux à huit ans, lorsqu'elle consiste en la révélation de faits confiés, en relation avec la pratique de la religion ou de la confession religieuse, et d'une peine de prison allant jusqu'à six mois dans les autres cas.

— *Mgr Jean-Baptiste Colle d'Istria*, premier évêque français de Nice (1758-1835, par R. P. CHAPUSOT (coll. « Apôtres d'hier et d'aujourd'hui »). — Un vol. illustré 14 x 18,5 cm, de 174 pages. Prix : 15 F. Editions P. Lethielleux, Paris.

— *Paroles d'Evangile pour chaque jour*, par PIERRE DESTOOP (coll. « Liturgie et Oraison »). — Un vol. 11 x 18 cm, de 160 pages. Prix : 12,50 F. Editions P. Lethielleux, Paris.

— *Prêtres d'aujourd'hui pour demain*, par A. ROUILLE (coll. « Théologie pastorale, spiritualité », n° 24). — Un vol. 13 x 19 cm, de 80 pages. Prix : 12 F. Editions P. Lethielleux, Paris.

— *Le plus bel amour du monde*. Josefa Menandez, apôtre de cet amour, par P. PILLET, missionnaire du Sacré-Cœur (coll. « Vie spirituelle et Vie intérieure »). — Un vol. 14 x 21 cm, de 280 pages. Prix : 13,70 F. Editions P. Lethielleux, Paris.

Imprimerie « Bayard-Press », 5, rue Bayard, Paris-8°. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Press.

BAYARD-PRESSE, 5, rue Bayard, Paris-8^e - Tél. 225-73-05.
France et Communauté : 1 an, 40 F. 6 mois, 21 F. Canada : 1 an,
\$ 15. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)
Canada. Autres pays : 1 an : 48 F ; 6 mois, 25 F.

PRIX DU NUMERO : de l'année : 2 F ; des années précédentes : 5 F.

Règlement : C. C. P. Paris 16-68.

Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.

Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1593 - 19 SEPTEMBRE 1971

- 802 **Audiences générales** : l'autorité dans l'Eglise est service (25 août) ; l'Eglise, peuple de Dieu (1^{er} septembre).
- 805 **Le conflit d'Irlande du Nord**. Angélus du 29 août.
- 806 **Allocution pour le cinquantenaire de « Pax romana »** (21 juillet).
- 807 **Allocution à une session de spiritualité postconciliaire** (1^{er} sept.)

ACTES DE S. S. PAUL VI

- 808 **Document d'orientation concernant les critères de définition des Organisations internationales catholiques** (Conseil des laïcs).
- 811 **Le juriste et les problèmes de l'environnement**. Lettre pontificale à l'Union internationale des magistrats.
- 812 **Nouvelle rédaction du n° 31 de la Présentation générale de la liturgie des heures.**

ACTES DU SAINT-SIÈGE

LA PROCHAINE ASSEMBLEE DU SYNODE EPISCOPAL

DOSSIER

- 813 **Conférence de presse de Mgr Rubin.**
- 817 **Exposé officiel de l'Eglise melkite sur le sacerdoce, le célibat et le mariage.**
- 818 **Le problème de l'exercice du ministère par un prêtre marié.** Réponse de Mgr Elchinger.
- 819 **Contribution de l'Action catholique ouvrière française au schéma synodal sur le sacerdoce ministériel.**

- 821 **Evangile, politique et socialismes.** Document de travail de la Conférence épiscopale du Chili.

QUESTIONS ACTUELLES

- 824 **L'éducation et la pression morale libératrices.** Conférence de Dom Helder Camara.

- 836 **Pour une charte de l'éducation chrétienne nouvelle.** Appel de Mgr Elchinger.

- 841 **Déclaration de l'épiscopat allemand sur l'enseignement religieux.**

- 843 **Evénements et informations** (16-31 juillet).

EVÉNEMENTS

- 846 **La crise des vocations et l'avenir de la vie religieuse** (P. Arrupe) ; un représentant du Prieur de Taizé auprès du Saint-Siège ; le ministère d'unité de l'évêque de Rome (F. Roger Schutz) ; la mort de Jean Vilar ; un rabbin parle dans une église de Montréal ; les relations avec les juifs (Paul VI) ; la loi sur la liberté religieuse au Portugal.

L'EGLISE DANS LE MONDE

NUMÉRO 1594

18

53^e ANNÉE - T. LXVIII

3 octobre 1971

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

LES MISSIONS

Le nouveau rite
de la confirmation

L'Eglise locale
(Paul VI)

Marie et le monde
d'aujourd'hui
(card. Suenens)

LE SYNODE



BIBLIOGRAPHIE

— *Directoire général de catéchèse*. Traduction française du Directoire approuvé par le Souverain Pontife le 18 mars 1971 et publié le 11 avril 1971 par la S. congrégation pour le Clergé conformément au décret *Christus Dominus* du 2^e Concile du Vatican. — Un vol. 10,5 × 18 cm, de 144 pages sous couverture plastique publié en août 1971 par les « Discours du Pape et chronique romaine ». Prix : 6 F franco. Dépôt à la librairie Téqui.

— *Vers toi Terre promise. Guide spirituel de Terre sainte*, par GENEVIÈVE HONORÉ-LAINÉ, TUGDUAL MAGUEUR, CHRISTIAN EUGÈNE. — Un vol. 12 × 21 cm, de 191 pages. Editions franciscaines.

A l'usage des pèlerins de Terre sainte, les auteurs ont mis au point un guide élémentaire qui donne l'essentiel de ce qu'il faut connaître sur le pays : religions, géographie, histoire, archéologie. L'apport le plus neuf est sans doute constitué par les méditations qui prolongent la visite des sites principaux. A noter aussi un choix de vingt photographies des Lieux saints (certains, toutefois, auraient gagné à être... rafraîchies).

— *Réaliser*. Dossier de PIERRE BABIN, CLAIRE BELISLE, BERNARD CHAMPEAUX, ANNE-MARIE MARTIN, HUBERT ROBERT. Editions Le Chalet.

Eveiller les jeunes aux problèmes politiques, économiques et sociaux, tel est le but de ces neuf fiches. Elles y parviennent grâce au renouvellement du point de départ (l'utopie chrétienne), des thèmes (tiers-monde, démocratie, guerre, éducation) et du vocabulaire. Le ton est vigoureux, entraînant ; il est dommage que les dessins laissent parfois une impression de froufrou.

— *Nouvelle introduction à la Bible*, par WILFRID HARRINGTON. Traduit de l'anglais par JACQUES WINANDY.

Un vol. 14,5 × 20, 5 cm, de 1 126 pages. Editions du Seuil, Paris.

Le P. Harrington, dominicain, ancien membre de l'Ecole biblique et archéologique de Jérusalem, donne dans ce gros volume le résultat des travaux exégétiques qui éclairent l'Ancien et le Nouveau Testament. Il s'agit d'une véritable somme qui, sans s'empêtrer dans le dédale des opinions divergentes, vise à l'essentiel, en proposant chaque fois une solution équilibrée et ouverte.

— *Etude sur l'histoire morale et religieuse du Portugal* par R. RICARD. — Un vol. 17,3 × 24,5 cm, de 400 pages. Centre culturel portugais, Paris.

Ce volume réunit un bon nombre d'études consacrées à la morale et à la religion dans la vie de personnages ou de groupes au Portugal. Il s'agit bien souvent de personnalités qui ont marqué l'histoire religieuse du Portugal, comme les mystiques du xvi^e et xvii^e siècles, les sept martyrs de Marrakech, Dom Barthélémy des Martyrs, et la fameuse Sœur Juana Inès de la Cruz, etc., pour finir par un saint plus proche de nous, saint Antoine-Marie Claret, qui vint mourir en France.

— *Des Communautaires témoignent*. Textes présentés par MAX DELESPESE et ANDRÉ TANGE (coll. « Communauté humaine », n° 5). — Un vol. 12,5 × 18,5 cm, de 272 pages. Prix : 18 F. Editions Fleurus-Novalis, Paris.

Le phénomène communautaire est répandu plus qu'on le croit communément. On le retrouve dans tous les pays, quelle que soit leur latitude. Ce livre nous donne une vingtaine de témoignages recueillis dans des groupes de toutes nations, qui disent ce qu'ils cherchent et ce qu'ils font. L'Eglise ne peut s'en désintéresser, surtout quand ces groupes se situent à l'intérieur de structures pastorales existantes. C'est l'intérêt de ces pages.

Paul VI

LA RESPONSABILITÉ POLITIQUE DES CHRÉTIENS

Lettre du Pape à l'occasion du 80^e anniversaire de Rerum Novarum. Commentaire de l'Action populaire (PP. Calliès, de Dinechin, Halbecq, Laurent, Madelin, Manaranche)

Un volume 12 F

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, avenue Sœur-Rosalie, PARIS-13^e

Actes de S. S. Paul VI

CONSTITUTION APOSTOLIQUE "DIVINAE CONSORTIUM NATURAE" SUR LE SACREMENT DE CONFIRMATION (*)

PAUL, EVÊQUE, SERVITEUR DES SERVITEURS DE DIEU, POUR PERPÉTUELLE MÉMOIRE.

La participation à la nature divine, donnée aux hommes par la grâce du Christ, comporte une certaine analogie avec l'origine, la croissance et le soutien de la vie naturelle. Nés à une vie nouvelle par le baptême, les fidèles sont en effet fortifiés par le sacrement de confirmation et reçoivent dans l'eucharistie le pain de la vie éternelle. Ainsi, par ces sacrements de l'initiation chrétienne, ils reçoivent toujours davantage les richesses de la vie divine et s'avancent vers la perfection de la charité. On a donc pu écrire à juste titre : « *La chair est lavée pour que l'âme soit purifiée ; la chair reçoit l'onction pour que l'âme soit consacrée ; la chair est marquée d'un sceau pour que l'âme soit fortifiée ; la chair est soumise à l'imposition de la main afin que l'âme soit illuminée par l'Esprit ; la chair est nourrie par le Corps et le Sang du Christ, afin que l'âme trouve aussi son épanouissement en Dieu* (1). »

Le second Concile œcuménique du Vatican, conscient de sa charge pastorale, a étudié avec soin les sacrements de l'initiation et a prescrit de réviser leurs rites afin qu'ils soient mieux adaptés à la mentalité des fidèles. Ainsi, l'*Ordo du baptême des enfants*, rédigé dans une nouvelle forme selon le vœu de l'Assemblée conciliaire et promulgué par notre autorité est entré en usage ; il convient maintenant de publier le rite de la confirmation afin que l'unité de l'initiation chrétienne apparaisse en pleine lumière.

(*) Traduction française (à l'exception des notes) publiée par la Salle de presse du Saint-Siège. Le texte latin de la Constitution apostolique a été publié par l'*Osservatore Romano* des 13-14 septembre 1971.

L'*Osservatore Romano* du 15 septembre a publié, en première page, sous la signature de Umberto BETTI, un article sur le présent document dans lequel il est dit notamment :

La Constitution apostolique *Divinae Consortium naturae* a pour objet spécifique de déterminer l'essence du rite sacramentel de la confirmation dans l'Eglise latine... Il est décrété et établi que le signe sacramentel consiste en deux éléments conjoints et concomitants : la chrismation du confirmand faite par l'imposition des mains du ministre, et la formule qui l'accompagne. Cette détermination de l'essence du rite sacramentel est une décision à proprement parler dogmatique. [...]

(1) TERTULLIEN, *De resurrectione mortuorum*, VIII, 3 ; CCL 2, p. 931.

La révision du mode d'administration de ce sacrement a été l'objet, ces dernières années, de longues et difficiles études. Il s'agissait de mettre en lumière le lien intime de ce sacrement avec l'ensemble de l'initiation chrétienne (2). Or, le lien de la confirmation avec les autres sacrements du même ordre est mis en valeur non seulement par la coordination des différents rites, mais aussi par le geste et les paroles qui servent à l'administrer. Il faut en effet que rite et paroles expriment avec plus de clarté les réalités saintes qu'ils signifient, et que le peuple chrétien puisse, dans toute la mesure du possible, les saisir facilement et y participer par une célébration pleine, active et communautaire (3).

Le don du Saint-Esprit

Dans ce but, nous avons donc voulu que soit inclus dans la révision le rite essentiel de la confirmation par lequel les chrétiens reçoivent le Saint-Esprit comme don.

Le Nouveau Testament montre bien comment l'Esprit-Saint fut avec le Christ dans l'accomplissement de son œuvre messianique. Après avoir reçu le baptême de Jean, Jésus vit l'Esprit descendre sur lui (cf. Mc 1, 10) et y demeurer (cf. Jn 1, 32). Fortifié par sa présence et par son aide, il fut poussé par l'Esprit à entreprendre publiquement son ministère messianique. Annonçant le salut au peuple de Nazareth, il commença en affirmant que l'oracle d'Isaïe : *l'Esprit du Seigneur est sur moi*, se rapportait à lui-même (cf. Lc 4, 17-21).

Il promit ensuite à ses disciples que l'Esprit-Saint leur viendrait en aide pour les rendre capables de témoigner courageusement de leur foi, même devant les persécuteurs (cf. Lc 12, 12). La veille de sa passion, il assura aux apôtres qu'il leur enverrait d'auprès du Père l'Esprit de vérité (cf. Jn 15, 26), qui demeurerait avec eux pour l'éternité (Jn 14, 16) et les aiderait à lui rendre témoignage (cf. Jn, 15, 26). Après sa résurrection enfin, le Christ leur promit la venue imminente de l'Esprit-Saint : « *Vous recevrez la puissance du Saint-Esprit qui viendra sur vous et vous serez mes témoins.* » (Ac 1, 8 ; cf. Lc 24, 49.)

(2) Cf. Conc. Vat. II, Const. *Sacrosanctum Concilium*, 71, AAS 56 (1964), p. 118.

(3) Cf. *ibid.*, 21, p. 106.

Le jour de la Pentecôte, en effet, l'Esprit-Saint descendit miraculeusement sur les apôtres, assemblés avec Marie, Mère de Jésus, et le groupe des disciples ; *ils furent remplis du Saint-Esprit* (Ac 2, 4) et, poussés par le souffle divin, *ils annoncèrent les grandes œuvres de Dieu*. Pierre reconnut alors que l'Esprit, ainsi descendu sur les apôtres, était le don de l'ère messianique (cf. Ac 2, 17-18). On baptisa donc tous ceux qui crurent à la prédication apostolique et ils reçurent, eux aussi, *le don du Saint-Esprit* (Ac 2, 38). Depuis ce temps, les apôtres, pour accomplir la volonté du Christ, communiquèrent aux néophytes, par l'imposition des mains, le don de l'Esprit, qui porte à son achèvement la grâce du baptême (cf. Ac 8, 15-17 ; 19, 5 s.). C'est pourquoi, dans l'Épître aux Hébreux, prend place, parmi les éléments de la première instruction chrétienne, la doctrine sur les baptêmes et aussi sur l'imposition des mains (cf. He 6, 2). Cette imposition des mains est reconnue à bon droit par la tradition catholique, comme l'origine du sacrement de confirmation qui perpétue, en quelque sorte, dans l'Eglise, la grâce de la Pentecôte.

On voit donc l'importance propre de la confirmation dans l'initiation sacramentelle par laquelle les fidèles, *comme membres du Christ vivant, lui sont incorporés et configurés par le baptême, la confirmation et l'eucharistie* (4). Dans le baptême, les néophytes reçoivent le pardon des péchés, l'adoption des fils de Dieu et le « caractère » du Christ, par lequel ils sont agrégés à l'Eglise et commencent à participer au sacerdoce de leur Sauveur (cf. 1 P 2, 5 et 9). Par le sacrement de confirmation, ceux qui sont nés à une vie nouvelle par le baptême reçoivent le don ineffable, le Saint-Esprit lui-même. Ils sont pourvus par lui d'une force spéciale (5) et, marqués du caractère de ce sacrement, *ils sont unis plus parfaitement à l'Eglise* (6) *et sont plus strictement obligés à répandre la foi et à la défendre par la parole et par l'action en vrais témoins du Christ* (7). La confirmation, enfin, est tellement liée à la Sainte Eucharistie (8) que les fidèles, déjà marqués du sceau du baptême et de celui de la confirmation, trouvent en recevant l'Eucharistie leur insertion plénière dans le Corps du Christ (9).

Chrismation et imposition des mains

La manière de conférer le don du Saint-Esprit a donné lieu dans l'Eglise, depuis l'antiquité, à des rites variés. En Orient comme en Occident, ils connurent des changements divers en conservant toujours cependant la même signification : communiquer le Saint-Esprit.

Dans plusieurs rites d'Orient, il semble qu'a prévalu depuis l'antiquité, pour communiquer le Saint-Esprit, le rite de la chrismation, sans qu'il fût encore clairement distingué du baptême (10). Ce rite reste encore en usage aujourd'hui dans la plupart des Eglises orientales.

En Occident, on trouve des témoignages très anciens relatifs à cette partie de l'initiation chrétienne dans laquelle on devait voir nettement par la suite le sacrement de confirmation. En effet, après le bain baptismal et avant le repas eucharistique, plusieurs gestes rituels sont indiqués : onction, imposition de la main, « signation » (11). On les trouve mentionnés dans les documents liturgiques (12) comme dans de nombreux témoignages des Pères. Au long des siècles, des questions et des doutes surgirent sur ce qui appartenait avec certitude à l'essence du rite de la confirmation. Il est utile de rappeler au moins quelques-uns des éléments qui contribuèrent, depuis le XIII^e siècle, dans les Conciles œcuméniques comme dans les documents des Souverains Pontifes, à mettre fortement en lumière l'importance de la chrismation sans faire oublier cependant l'imposition des mains.

Innocent III, notre prédécesseur, a écrit : « *Par la chrismation sur le front est signifiée l'imposition de la main, appelée aussi confirmation, car par elle le Saint-Esprit est donné pour la croissance et la force* (13). » Innocent IV rappelle, lui aussi, que les apôtres donnaient le Saint-Esprit *par l'imposition de la main, que représente la confirmation ou chrismation sur*

(10) Cf. ORIGÈNE, *De principiis*, I, 3, 2 ; GCS 22, p. 49 s. ; *Comm. in Ep. ad Rom.*, V, 8 : PG 14, 1038 ; S. CYRILLE DE JERUSALEM, *Catech.*, XVI, 26 ; XXI, 1-7 ; PG 33, 956 ; 1088-1093.

(11) Cf. TERTULLIEN, *De baptismo*, VII-VIII ; CCL 1, p. 282 s. ; B. BOTTE, *la Tradition apostolique de saint Hippolyte* : *Liturgiewissenschaftliche Quellen und Forschungen*, 39, Münster in W., 1963, p. 52-54 ; S. AMBROISE, *De sacramentis*, II, 24 ; III, 2, 8 ; VI, 2, 9 ; CSEL, LXXIII, p. 36, 42, 74-75 ; *De mysteriis*, VII, 42 ; *ibid.*, p. 106.

(12) *Liber Sacramentorum Romanae Ecclesiae Ordinis Anni circuli*, Ed. L. C. Mohlberg : *Rerum Ecclesiasticarum Documenta, Fontes*, IV, Rome, 1960, p. 75 ; *Das Sacramentarium Gregorianum nach dem Aachener Ur exemplar*, Ed. H. Lietzmann : *Liturgiegeschichtliche Quellen*, 3, Münster in W., 1921, p. 53 s. ; *Liber Ordinum*, Ed. M. Férotin : *Monumenta Ecclesiae Liturgica*, V, Paris, 1904, p. 33 s. ; *Missale Gallicanum Vetus*, Ed. L. C. Mohlberg : *Rerum Ecclesiasticarum Documenta, Fontes* III, Rome 1958, p. 42 ; *Missale Gothicum*, Ed. L. C. Mohlberg : *Rerum Ecclesiasticarum Documenta, V*, Rome, 1961, p. 67 ; C. Vogel-R. Elze, *le Pontifical romano-germanique du X^e siècle, Le Texte*, II : *Studi e Testi*, 227, Cité du Vatican, 1963, p. 109 ; M. ANDRIEU, *le Pontifical romain au Moyen Age*, t. 1, *le Pontifical romain du XII^e siècle* : *Studi e Testi*, 86, Cité du Vatican, 1938, p. 247 s. et 289 ; t. 2, *le Pontifical de la Curie romaine du XII^e siècle* : *Studi e Testi*, 87, Cité du Vatican, 1940, p. 452 s.

(13) *Ep. Cum venisset* : PL 215, 285. Il est dit dans la profession de foi imposée par le même Pape aux Vaudois : *Confirmationem ab episcopo factam, id est impositionem manuum, sanctam et venerande accipiendam esse censemus* (nous estimons que la confirmation faite par l'évêque, c'est-à-dire l'imposition des mains, est sainte et vénérable). PL 215, 1511.

(4) Cf. Conc. Vat. II, Décr. *Ad gentes divinitus*, 36, AAS 58 (1966), p. 983.

(5) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, 11, AAS 57 (1965), p. 15.

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.* ; cf. Décr. *Ad gentes divinitus*, 11, AAS 58 (1966), p. 959-960.

(8) Cf. Conc. Vat. II, Décr. *Presbyterorum ordinis*, 5, AAS 58 (1966), p. 997.

(9) Cf. *ibid.*, p. 997-998.

le front (14). Dans la profession de foi de l'empereur Michel Paléologue, lue au second Concile de Lyon, mention est faite du sacrement de confirmation que les évêques confèrent par l'imposition des mains, en marquant du saint chrême les nouveaux baptisés (15). Le décret pour les Arméniens, porté par le Concile de Florence, affirme que la matière du sacrement de confirmation est le saint chrême fait d'huile... et de baume (16). Après avoir rapporté les termes des Actes des Apôtres sur Pierre et Jean qui donnèrent l'Esprit-Saint par l'imposition des mains (cf. Ac 8, 17), il ajoute : « A la place de cette imposition de la main, dans l'Eglise on donne la confirmation (17). » Le Concile de Trente, bien que ne voulant pas définir le rite essentiel de la confirmation, le désigne cependant uniquement par le nom de saint chrême de la confirmation (18). Benoît XIV déclara : « Ceci est hors de discussion : dans l'Eglise latine le sacrement de confirmation est conféré en se servant du saint chrême — c'est-à-dire d'huile d'olive mélangée de baume — béni par l'évêque, par une onction en forme de croix faite sur le front de celui qui le reçoit par le ministre du sacrement qui prononce en même temps les paroles constituant la forme (19). »

De nombreux théologiens défendirent, à cause de ces déclarations et de ces traditions, l'opinion que l'onction du saint chrême, faite sur le front par l'imposition de la main, était seule requise pour conférer valablement la confirmation. Dans les rites de l'Eglise latine, néanmoins, l'imposition des mains sur les confirmands avant l'onction du saint chrême était toujours requise.

Les paroles du rite

En ce qui concerne les paroles du rite destinées à communiquer le Saint-Esprit, il faut rappeler que déjà à la naissance de l'Eglise, Pierre et Jean, pour achever l'initiation des baptisés de Samarie, prièrent pour eux afin qu'ils reçoivent l'Esprit-Saint, puis leur imposèrent les mains (cf. Ac 8, 15-17). En Orient, aux IV^e et V^e siècles, apparaissent, dans le rite de l'onction du saint chrême, les premiers témoignages de ces paroles : *Signaculum Doni Spiritus Sancti* (20). Rapidement admise par l'Eglise de Constanti-

nople, cette formule est utilisée encore maintenant par les Eglises de rite byzantin.

En Occident, les paroles du rite qui complète le baptême ne furent pas clairement déterminées jusqu'aux XII^e et XIII^e siècles. En fait, c'est dans le pontifical romain du XII^e siècle qu'apparaît pour la première fois la formule devenue ensuite commune : « Je te marque du signe de la croix et je te confirme avec le chrême du salut. Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit (21). »

Par tout ce que nous avons rappelé, il apparaît clairement que, dans l'acte de confirmer, en Orient comme en Occident, de manières certes diverses, l'onction du saint chrême, qui représente d'une certaine façon l'imposition des mains faite par les apôtres, a tenu la première place. Comme cette onction du saint chrême symbolise de manière adaptée l'onction spirituelle du Saint-Esprit qui est donné aux fidèles, nous voulons en confirmer l'existence et l'importance.

La révision du rite

Pour ce qui est des paroles prononcées lors de la chrismation, nous avons certes estimé à sa juste valeur la dignité de la vénérable formule utilisée dans l'Eglise latine ; nous avons jugé cependant qu'il fallait préférer l'antique formule propre au rite byzantin, par laquelle est exprimé le don de l'Esprit-Saint lui-même et rappelée l'effusion de l'Esprit survenue le jour de la Pentecôte. Aussi avons-nous adopté cette formule, la reprenant presque mot pour mot.

C'est pourquoi, afin que la révision du rite de la confirmation corresponde au mieux à l'essence du rite sacramentel, par notre suprême autorité apostolique, nous décrétons et établissons que, dans l'Eglise latine, on observera désormais ce qui suit :

LE SACREMENT DE CONFIRMATION EST CONFERE PAR L'ONCTION DU SAINT CHREME SUR LE FRONT, FAITE EN IMPOSANT LA MAIN, ET PAR CES PAROLES : « ACCIPE SIGNACULUM DONI SPIRITUS SANCTI. » (**)

Cependant, l'imposition des mains sur les confirmands faite pendant l'oraison prescrite avant la chrismation, même si elle ne fait pas partie de l'essence du rite sacramentel, doit être tenue en grande considération à cause de tout ce qu'elle apporte aussi bien au parfait achèvement du rite que pour une meilleure compréhension du sacrement. Il est évident que cette imposition des mains, qui précède, dif-

(14) Ep. Sub Catholicae professione ; Mansi, Conc. Coll., t. 23, 579.

(15) Mansi, Conc. Coll., t. 24, 71.

(16) Epistolae Pontificiae ad Concilium Florentinum spectantes, Ed. G. Hofmann : Concilium Florentinum, vol. I, ser. A., pars II, Rome 1944, p. 128.

(17) Ibid., p. 129.

(18) Concilii Tridentini Actorum pars altera, Ed. S. Eshes : Concilium Tridentinum, V. Act. II, Fribourg en Brisgau, 1911, p. 996.

(19) Ep. Ex quo primum tempore, 52 ; BENOIT XIV... Bullarium, t. 3, Prati, 1847, p. 320.

(20) Cf. S. CYRILLE DE JERUSALEM, Catech., XVIII, 33 ; PG 33, 1056 ; ASTÈRE, évêque d'Amasée, In parabolam de filio prodigo, in « Photii Bibliotheca », Cod. 271, PG 104, 213. Cf. aussi Epistola cuiusdam Patriarchae Constantinopolitani ad Martyrium Episcopum Antiochenum : PG 119, 900.

(21) M. ANDRIEU, le Pontifical romain au Moyen Age, t. 1, le Pontifical romain au XII^e siècle : Studi e Testi, 86, Cité du Vatican, 1938, p. 247.

(**) Texte latin : Sacramentum Confirmationis confertur per unctionem chrismatis in fronte, quae fit manus impositione, atque per verba : « Accipe signaculum Doni Spiritus Sancti. »

Dans le rite, la rubrique qui prescrivait à l'évêque d'imposer la main sur la tête du confirmand au moment de lui faire, avec le pouce, l'onction du saint chrême, a disparu. Il est simplement dit que l'évêque fait l'onction sur le front du confirmand (NDLR).

fère de l'imposition de la main par laquelle on fait l'onction du saint chrême sur le front.

**

Tout ce qui a été ainsi décidé et déclaré concernant le rite essentiel du sacrement de confirmation, l'*Ordo* révisé par la congrégation pour le Culte divin — après avis, pour ce qui relève de leur compétence, des congrégations pour la Doctrine de la foi, la Discipline des sacrements et l'Évangélisation des peuples, — nous l'approuvons de notre autorité apostolique. L'édition latine de l'*Ordo*, contenant la nouvelle forme, entrera en vigueur dès sa publication. Les éditions en langues vulgaires, préparées par les Conférences épiscopales et approuvées par le Siège apostolique, entreront en vigueur au jour fixé par chaque Conférence. L'ancien *Ordo* pourra être utilisé jusqu'à la fin de l'année 1972. À partir du 1^{er} janvier 1973, le nouvel *Ordo* devra seul être utilisé par tous.

Nous voulons que ce que nous avons établi et prescrit pour l'Eglise latine soit tenu pour ferme et efficace, maintenant et à l'avenir, nonobstant, si c'est nécessaire, les Constitutions et Ordonnances apostoliques données par nos prédécesseurs et toutes les autres prescriptions même dignes de mention spéciale.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, le 15 août 1971, en la solennité de l'Assomption de la bienheureuse Vierge Marie, la neuvième année de notre pontificat.

PAULUS PP. VI.

LE NOUVEAU RITUEL DE LA CONFIRMATION

*Présentation par le Centre national (français)
de pastorale liturgique (1)*

Le 13 septembre est paru à Rome le rituel de la confirmation révisé, en exécution de la décision du Concile Vatican II « pour manifester plus clairement le lien intime de ce sacrement avec toute l'initiation chrétienne ».

1. L'*Ordo* confirmationis.

Brève analyse de ses diverses parties

A. — *La Constitution apostolique*, par laquelle s'ouvre le rituel, appuie sur une intéressante étude du Nouveau Testament, de la tradition liturgique et des textes choisis du magistère, la définition suivante de la matière et de la forme du sacrement : « Le sacrement de confirmation est conféré par l'onction de chrême sur le front, qui constitue une imposition de la main, et par les paroles : *Accipite signaculum Doni Spiritus Sancti*. »

L'imposition des mains sur tous les confirmands avant que ne commence la chrismation, bien qu'elle n'appartienne pas à l'essence du rite sacramentel, doit être tenue en grande considération à cause de tout ce qu'elle apporte aussi bien au parfait

achèvement du rite que pour une meilleure compréhension du sacrement ».

B. — *Les Praenotanda* comportent les points suivants :

— *Tout* le peuple chrétien est invité à reconsidérer sa fonction dans ce qui touche au sacrement de confirmation : préparation, témoignage de l'action de l'Esprit reconnue en *Eglise*, célébration, soutien effectif d'une communauté vraie.

— Le *ministre* « originaire » reste l'évêque. Mais, outre les délégations par indult de Rome, le prêtre qui baptise un adulte ou un enfant de plus de 7 ans peut, de droit, confirmer immédiatement le nouveau baptisé. D'autre part, des prêtres peuvent concélébrer le sacrement avec l'évêque : ils imposent les mains avec l'évêque, puis chacun donne le sacrement à un certain nombre de confirmands.

En désignant pour cette fonction des prêtres ayant une responsabilité pastorale vis-à-vis des confirmands, le rituel insiste pour que la relation entre le ministre (évêque ou prêtre) et le confirmand soit fondée sur une relation vécue à l'échelon local ou à l'échelon diocésain.

— Les néophytes adultes ou de plus de 7 ans sont normalement confirmés immédiatement après leur baptême. Pour les enfants baptisés tout petits, le rituel ne prend pas position par rapport à l'âge de la confirmation. La décision pour chaque enfant ou pour chaque groupe d'enfants sera surtout fonction de l'éducation de leur foi.

Sont particulièrement mises en valeur l'*écoute commune* de la Parole (dont on souligne le lien avec l'action de l'Esprit dans la communauté des croyants) et la *prière commune* du *Notre Père*.

De nombreuses possibilités d'adaptation sont ouvertes aux Conférences épiscopales.

C. — *Le rite* : célébré soit dans la messe, soit après une liturgie de la Parole, le rite est très sobre. Il comprend (même en dehors de la messe) :

— La proclamation de la Parole ;

— Une homélie du ministre ;

— Une profession de foi comme celle du baptême : les Conférences épiscopales peuvent approuver des formulations plus adaptées ;

— L'imposition des mains avec l'oraison traditionnelle d'où ont été enlevés les « Amen ».

— La chrismation, avec la formule citée plus haut.

— Une prière universelle.

— Le *Notre Père*.

— Une bénédiction solennelle à la fin du rite.

2. Vers une adaptation pour les pays de langue française.

Pour permettre que le nouveau rituel soit utilisé dès 1972, une première traduction va être mise à la disposition des évêques, dans une présentation très simple. Cette première mise en pratique permettra de tester largement cette première traduction, aussi bien pour la confirmation des adultes que pour la confirmation des enfants.

Par ailleurs, dans le cadre des adaptations prévues par le rituel, une recherche est entreprise, en particulier pour que, dans la célébration, un dialogue puisse s'instituer entre les confirmands et le ministre, et pour que le langage des prières, de la profession de foi, soit le plus adapté qu'il sera possible.

Toutes suggestions en ce sens seront les bienvenues.

(1) Texte original, destiné à paraître dans *Information CNPL*.

nues. Ainsi l'adaptation en langue française pourra paraître pour 1973.

3. Problèmes pastoraux et catéchétiques.

Ainsi que l'a souligné l'article paru dans la *Croix* du 14 septembre, les orientations du nouveau rituel rejoignent les principales questions pastorales actuellement soulevées en France :

- Personnalisation de l'accès à la confirmation ;
- Insertion réelle dans une communauté d'Eglise ;
- Problèmes posés par le ministre et sa « signification ».

Mais, bien entendu, la promulgation d'un rite amélioré ne résout pas ces questions. La recherche pastorale doit donc se poursuivre.

Le groupe de travail constitué conjointement par le CNER et le CNPL (cf. *Information CNPL*, n. 1) poursuit sa tâche, principalement en deux directions :

1. Fournir dès maintenant des éléments pour la

préparation de la confirmation, et particulièrement pour répondre à la difficulté souvent entendue : « On ne sait plus quoi dire sur la confirmation. » Une plaquette paraîtra vers la fin de l'année 1971, présentant des matériaux doctrinaux et catéchétiques simples (centrés notamment sur l'Esprit-Saint et l'Eglise), des analyses d'expériences, des matériaux pratiques.

2. Développer le dialogue avec tous ceux qui cherchent dans les diocèses, et l'échange entre eux. Une liste de « correspondants diocésains » commence à se constituer ; encore faudra-t-il que ces correspondants... correspondent (certains ont déjà commencé). Nous vous tiendrons au courant, mais dès maintenant n'hésitez pas à nous communiquer documents, suggestions et questions.

C'est sur une telle base que pourront, à plus longue échéance, progresser une réflexion doctrinale de fond sur la confirmation, et se dégager des orientations pastorales adaptées.

DIOCÈSE, PAROISSE ET COMMUNAUTÉS DE BASE

Allocution à la Semaine italienne d'«aggiornamento» pastoral

Paul VI a reçu le 9 septembre les participants à la XXI^e Semaine italienne d'aggiornamento pastoral, dont le thème était : « Diocèse, paroisse et communautés de base ». Voici l'allocution qu'il leur a adressée en réponse aux paroles de présentation de Mgr Ceriani, président du Centre italien d'orientation pastorale (1) :

TRÈS CHERS FILS,

Malgré notre emploi du temps très chargé, c'est avec une joie réelle que nous avons accueilli la demande qui nous a été adressée de recevoir en audience les participants à la XXI^e Semaine nationale d'aggiornamento pastoral. Nous exprimons notre reconnaissance pour l'occasion qui

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 10 septembre 1971. Traduction et sous-titres de la DC.

L'*Osservatore Romano* rend compte en ces termes des paroles de Mgr CERIANI :

Dans les diocèses et les paroisses, à côté des formes traditionnelles d'association comme l'Action catholique, se développe un phénomène de végétation spontanée d'associations. Si ce phénomène comporte le risque de voir se former des groupes clos ou contestataires, il peut aussi, et bien souvent, exprimer des aspirations intensément spirituelles et d'ardentes initiatives de charité. C'est pourquoi nous voulons, dans la prière et dans l'étude, nous préparer à interpréter avec vigilance et ouverture, à évaluer, orienter et développer la lumière de la foi ce « signe des temps » qui nous est offert pour un renouveau authentique et courageux de nos communautés ecclésiales.

nous est ainsi offerte de rencontrer un groupe nombreux et qualifié de personnes intéressées à la pastorale. Nous souhaitons la cordiale bienvenue à vous tous qui provenez de toutes les régions d'Italie, et nous vous assurons de l'intérêt et de l'estime avec lesquels nous suivons vos travaux.

Cette XXI^e Semaine nationale est déjà en elle-même le signe de la bonne efficacité de cette initiative qui est maintenant devenue un point de référence pour le clergé, les religieux et le laïcat italien en matière pastorale, et plus encore cette année où sont si nombreux à y participer les organismes travaillant dans divers champs d'apostolat. Nous exprimons notre vive satisfaction au Centre d'orientation pastorale et à l'Institut de recherches appliquées de documentation et d'étude qui ont organisé la Semaine, et en particulier au cher Mgr Grazioso Ceriani à qui revient le mérite non seulement d'avoir donné le départ à ces fructueuses rencontres, mais d'en avoir stimulé le développement continu.

Vous avez été appelés à étudier ensemble le thème « diocèse, paroisse et communauté de base », thème on ne peut plus important, spécialement en ce moment si chargé de tensions et de problèmes, mais en même temps si riche de promesses et d'espérance pour l'Eglise en général et pour l'Eglise italienne en particulier. L'importance de ce thème, ainsi que la gravité et la complexité des problèmes qui s'y rattachent, exigeraient que nous entrions longuement dans le vif du sujet. Telle n'est pas notre intention, ne serait-ce que parce que le temps nous manque. Nous nous bornerons donc à attirer brièvement votre attention sur les points fondamentaux qui feront l'objet de vos discussions.

Vraie et fausse notion d'Eglise locale

Comme le dit clairement le thème du Congrès, à la base de vos travaux se situera un examen approfondi de la notion d'Eglise particulière ou locale, avec laquelle coïncide concrètement la notion de diocèse. Le diocèse, en effet, est « une portion du Peuple de Dieu confiée à un évêque pour qu'avec l'aide de son presbyterium il en soit le pasteur : ainsi le diocèse, lié à son pasteur et par lui rassemblé dans le Saint-Esprit grâce à l'Evangile et à l'Eucharistie, constitue une Eglise particulière en laquelle est vraiment présente et agissante l'Eglise du Christ, une, sainte, catholique et apostolique » (Decr. *Christus Dominus*, 11). Devant les tendances innovatrices et discutables que l'on voit se répandre, après le Concile, au sujet du sens à donner à l'expression « Eglise locale », nous estimons plus que jamais nécessaire de ne pas nous écarter de la définition donnée par le Concile.

De cette définition nous pouvons déduire que l'Eglise locale ou particulière est *localement* une portion de l'unique Eglise universelle, et une manifestation locale (ou particulière) de la communion universelle qui est propre à l'Eglise. On devra donc parler de l'Eglise locale non pas comme d'une « fraction d'Eglise » qui s'additionnerait arithmétiquement à d'autres « fractions » pour constituer l'Eglise universelle ; non pas comme d'une Eglise autonome et autarcique, juridiquement refermée sur elle-même, ou, pis encore, en opposition avec l'Eglise universelle et ayant des prérogatives propres à celle-ci, mais bien comme d'une expression authentique (même si souvent elle revêt des caractères originaux) de l'Eglise unique et catholique, tirant son autorité et sa garantie de son rapport avec le corps organique et hiérarchique, ainsi que du souffle de l'Esprit-Saint dont vit l'Eglise tout entière. C'est de cette notion authentique que devra partir toute discussion en vue d'une pastorale valable et c'est là que devra être trouvée la solution des problèmes liés au renouveau authentique des structures et des actions.

La pastorale du diocèse

Mais ce qui est plus directement en rapport avec l'objectif de votre Semaine, c'est l'aspect *pastoral* de l'Eglise locale. A ce propos, puisque l'on parle tant de changer les « structures » de l'Eglise afin de mieux les adapter aux nouvelles acquisitions de sa vie propre et de celle de la société, nous estimons qu'il n'est pas superflu de confirmer que les structures du diocèse, en tant que communauté de salut ayant à sa tête l'évêque, successeur des apôtres, demeureront dans le droit canon avec leurs traits traditionnels.

Et alors, quelle signification pastorale devra-t-on donner à ces structures ? Quelles valeurs devra-t-on développer pour les rendre plus efficaces ? Quelles déformations, quels signes de décadence éventuels devra-t-on écarter ? Cet *aggiornamento* du diocèse a certainement déjà fait l'objet de vos études. Il nous suffira ici d'en évoquer certains aspects particuliers.

La révision des circonscriptions territoriales

Et d'abord la *dimension territoriale*. Il est vrai qu'en soi la notion de diocèse fait abstrac-

tion de cet aspect. C'est un fait cependant que dans la très grosse majorité des cas le diocèse a des limites territoriales bien définies qui influent notablement sur la réalisation de ses finalités propres. C'est pour cette raison que, en conformité avec les indications précises données par le Concile, on étudie actuellement en Italie la révision des circonscriptions territoriales. La géographie et la pastorale sont ainsi des réalités qui doivent être étudiées ensemble. Par géographie, nous entendons un ensemble d'éléments ethniques, historiques, sociaux et économiques, et aussi les données statistiques et démographiques. Mais il est bien clair que, pour l'action pastorale, cette analyse n'a de valeur qu'en vue de faciliter l'exercice du ministère, de mieux discerner les responsabilités propres de la pastorale et de contribuer à une meilleure formation du sens de l'Eglise sur un territoire déterminé. Ce n'est pas autrement que doivent être comprises les autres expériences très importantes qui sont en cours, comme la tendance à regrouper les diocèses trop petits, souvent d'origine féodale ou communale, et la tendance à subdiviser en diocèses suffragants ou en délégations épiscopales les grandes concentrations urbaines.

Mettre en relief la fonction de l'évêque

Or, de ces expériences qui sont en cours émergent certaines orientations que l'on doit avoir bien présentes à l'esprit. Avant tout la nécessité de mettre en relief la figure, la fonction et l'autorité de l'évêque, non certes dans son aspect extérieur — ce qui heurterait la sensibilité de l'homme d'aujourd'hui — mais dans sa signification spirituelle et morale, car il a le charisme premier de l'apostolicité. Sans cette mise en relief du pouvoir ministériel de l'Eglise, on ne peut parler de vie pastorale efficiente. De l'évêque, en effet, « découle et dépend en quelque manière la vie chrétienne de ses fidèles » (const. *Sacros. Conc.*, 41) ; il est dispensateur de la grâce du suprême sacerdoce (const. *Lumen gentium*, 26) ; il est le maître authentique qui proclame avec autorité la Parole de Dieu en matière de foi et de mœurs (*id.*, 25).

La collaboration à la fonction pastorale de l'évêque

L'autre orientation qu'on doit avoir bien présente à l'esprit, c'est la nécessité pour tous les membres du diocèse de collaborer personnellement, organiquement et très étroitement avec leur évêque. La fonction pastorale de l'évêque, quelle que soit sa prééminence, n'est ni solitaire ni séparée de son exercice concret, mais elle a besoin de l'apport de tous les membres du diocèse. Cet apport, ce sont surtout les prêtres qui doivent le donner, non seulement pour des raisons fonctionnelles ou pratiques, mais aussi et spécialement pour des motifs théologiques que le Concile énonce ainsi : « Tous les prêtres, tant diocésains que religieux, en raison de l'ordre et du ministère, sont articulés sur le corps des évêques et, selon leur vocation et leur grâce, sont au service du bien de l'Eglise entière. » (Const. *Lumen gentium*, 28.) D'où les Conseils presbytéraux et les anciens mais vénérables Chapitres ; d'où aussi les Conseils pastoraux, par le moyen desquels est mise en lumière la fonction

ecclésiale des laïcs, non seulement comme destinataires du ministère pastoral, mais aussi comme facteurs actifs de celui-ci, non pas seulement parce que c'est la hiérarchie qui le leur concède, mais parce que c'est leur vocation innée de laïcs et parce que c'est une exigence intrinsèque de l'Eglise.

La paroisse doit être maintenue et rendue plus parfaite

Ce que nous avons dit jusqu'à maintenant nous conduit tout naturellement à parler de la paroisse, qui est comme la cellule vivante du diocèse (décr. *Apost. actuos*, 10), parce qu'elle est la communauté organisée localement sous la conduite d'un pasteur qui y rend l'évêque présent. On parle aujourd'hui de crise de la paroisse, et certains en viennent à envisager son abolition. Malgré les crises, réelles ou non, dont elle souffrirait, on ne peut certainement pas admettre qu'il s'agisse d'une institution désormais périmée. Même dans les villes où la population est très dense, on ne peut se passer de délimitations territoriales. A partir d'analyses très poussées faites par la S. congrégation du Clergé en rapport avec la révision de cette institution canonique, on est arrivé à cette conclusion que la paroisse doit être maintenue et même rendue plus parfaite, spécialement en favorisant la vie commune du clergé, la coordination des diverses formes d'assistance existant dans les quartiers ou dans les différents groupes sociaux pour des catégories homogènes, tout particulièrement les jeunes, le monde du travail, les différentes professions, les malades, les prisonniers, les chômeurs. Elle devra être rendue plus parfaite aussi en coordonnant la pastorale de paroisses voisines et de paroisses personnelles groupant par exemple les militaires, les fidèles des différents rites, les réfugiés, les touristes.

Les communautés de base

A propos de l'action pastorale organisée de l'Eglise locale et de la paroisse, on ne peut faire abstraction d'un phénomène qui aujourd'hui se développe toujours davantage, également en Italie : le phénomène des groupes ecclésiaux, désignés de divers noms, que vous avez explicitement inclus dans le programme de votre Semaine sous la désignation de « communautés de base ».

Nous n'ignorons pas les dangers auxquels sont facilement exposées ces nouvelles formes communautaires, le danger surtout d'avoir tendance à se couper de l'Eglise institutionnelle en s'opposant à ses structures extérieures au nom de la simplicité et de l'authenticité de la vie vécue dans l'esprit de l'Evangile.

Mais nous pensons qu'il est nécessaire de faire un effort pour assister ces groupes, pour comprendre leurs tensions dynamiques et les valeurs positives qui peuvent exister en eux, afin de les insérer dans la communion ecclésiale de l'Eglise locale. Ainsi intégrés, ces groupes pourront aider à redonner souffle à la tendance associative qui aujourd'hui semble avoir perdu l'attrait qu'elle exerçait les années passées. Ils pourront surtout aider à redécouvrir et à recréer le sens de la communion ecclésiale voulu par le Concile, et

rendre ainsi un service efficace à la pastorale de l'Eglise locale.

La *domus ecclesiae* (maison de réunion), forme originaire et primitive de l'assemblée des fidèles, peut elle aussi avoir sa fonction dans une situation déterminée : là par exemple où la vie publique de l'Eglise est empêchée ; ou, occasionnellement, lorsqu'une situation spéciale appelle parents et connaissances à un instant soit de prière, soit d'instruction et d'étude. On ne doit cependant pas, sans raison et sans l'autorisation voulue, favoriser ce fractionnement de la communauté ecclésiale et encourager des interprétations personnelles de la vie religieuse. Il faudra plutôt donner à ceux qui sont sensibles aux choses spirituelles et religieuses le goût de la vie intérieure et du contact avec Dieu en même temps que celui de la charité extérieure, de la célébration commune de la liturgie et des mystères de la foi.

Nous avons voulu, très chers fils, soumettre à votre attention les points que nous avons cru utile d'aborder, en ayant confiance que votre zèle, votre sagesse et votre esprit de service envers l'Eglise sauront trouver les voies et les moyens les mieux adaptés pour assurer le développement et le progrès souhaités de la vie religieuse de la nation italienne. Dans cette intention, nous accompagnons de notre fervente prière les travaux de votre Congrès et à tous, nous donnons de tout cœur notre affectueuse Bénédiction apostolique.

LES REDUCTIONS DU PARAGUAY

Dans l'allocution qu'il a prononcée le 30 août en recevant M. Romero, nouvel ambassadeur du Paraguay auprès du Saint-Siège, Paul VI a évoqué en ces termes les « réductions », centres d'évangélisation et de colonisation créés par les Jésuites pour la population indienne, et qui durèrent jusqu'à leur expulsion en 1768 :

[...] Depuis les premiers moments de l'évangélisation, la prédication du message chrétien a porté au Paraguay de très riches fruits sur le plan spirituel, auxquels s'ajoutèrent des expériences d'ordre social comme les célèbres réductions, qui sont considérées comme un exemple d'authentique progrès. Les plus hautes valeurs de l'esprit y donnèrent naissance à d'admirables réalisations pour le développement intégral de l'homme, sur le fondement du travail commun, de la participation communautaire et de la fraternité chrétienne.

(Texte espagnol dans l'*Osservatore Romano* des 30-31 août 1971. Traduction de la DC.)

— *Chrétiens consacrés*. Thèmes et documents, par M. OLPHE-GALLIARD, S.J. (coll. « Vie spirituelle et Vie intérieure »). — Un vol. 14 x 21 cm, de 352 pages. Prix : 29,50 F. Editions P. Lethielleux, Paris.

Ce volume s'adresse à tous les chrétiens consacrés, dans la vie active comme dans la vie contemplative. L'auteur s'efforce de mettre en lumière l'enseignement de l'Eglise en se basant sur les textes de Vatican II dans son contexte exégétique et historique, dans leurs sources bibliques et hagiographiques, selon les meilleurs commentateurs contemporains. Il s'agit de provoquer la réflexion personnelle du lecteur en la nourrissant des textes les plus caractéristiques.

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

L'AU-DELA

Audience générale du 8 septembre (1)

Nous avons avec le mot « eschatologie » un mot clé pour comprendre la doctrine générale du Concile. Ce mot peut paraître étrange à celui qui n'est pas initié au langage biblique et théologique. D'après son origine grecque, il signifie : science des choses dernières. *Escatos*, en effet, veut dire dernier. Ce mot (ou plus souvent ce qu'il signifie), non seulement revient constamment dans tant de textes du Concile, mais domine toute la conception de la vie chrétienne, de l'histoire, du temps, de la destinée chrétienne au-delà de la mort (ce que le catéchisme et la prédication appellent « les fins dernières », c'est-à-dire la mort, le jugement, l'enfer, le paradis). Il domine spécialement la conception du plan divin sur l'humanité, sur le monde, sur l'épilogue final, glorieux et éternel de la mission du Christ. Cette conception évoque une Eglise en marche vers une autre vie ; une Eglise établie non pas définitivement, mais provisoirement sur cette terre, tendue vers un messianisme qui se situe au-delà du temps.

Cette vision de « l'au-delà » est extrêmement importante à tous points de vue : Y a-t-il un au-delà ? Que sera-t-il ? Comment pouvons-nous le connaître ? Quelle influence a sur l'au-delà la réponse à cette question ? Notre vie finit-elle ici sur la terre, ou continue-t-elle de quelque manière dans un autre monde, et comment ? L'estime des valeurs humaines et temporelles, c'est-à-dire la philosophie de la vie, dépend, cela va de soi, de l'affirmation, de la négation ou de la supposition (cf. PASCAL) de l'existence d'une vie future, de l'immortalité de l'âme et de sa responsabilité devant un Dieu juge. De plus, le sort d'une seule existence humaine n'est pas étranger au plan général qui concerne l'humanité. Et si l'humanité a été pensée par Dieu dans l'intuition d'une fin, l'obtention de celle-ci, c'est-à-dire la fin de la scène humaine dans le temps, devient extrêmement intéressante pour la légitime et insatiable curiosité. L'« au-delà », c'est-à-dire la réalité eschatologique, revêt donc une triple signification : la première se réfère à la condition de notre être personnel après la mort ; la seconde au Royaume de Dieu et du Christ après sa résurrection et après « la fin du monde » ; et la troisième à toute la réalité surnaturelle. Voilà donc l'intérêt de l'eschatologie : la fin, préétablie par Dieu, de l'homme et du temps, de l'humanité et de l'histoire.

L'enseignement du Concile

Voyons comment le Concile nous présente cela. Naturellement, c'est la lumière de la foi qui éclaire l'immense et mystérieux tableau du temps présent et de l'au-delà, où l'Eglise apparaît précisément comme le dessein de Dieu

avec l'univers en arrière-plan, et où elle manifeste son caractère eschatologique qui lui est essentiel.

« L'Eglise — dit le Concile dans la Constitution qui lui est consacrée, — à laquelle nous sommes tous appelés dans le Christ et dans laquelle nous acquérons la sainteté par la grâce de Dieu, n'aura sa consommation que dans la gloire céleste, lorsque viendra le temps où toutes choses seront renouvelées (Ac 3, 1) et que, avec le genre humain, tout l'univers lui-même, intimement uni avec l'homme et atteignant par lui sa destinée, trouvera dans le Christ sa définitive perfection. » (Cf. Ep 1, 10 ; Co 1, 20 ; 2 P 3, 10-13.) (*Lumen gentium*, 48.)

Voyons ce que sont les grandes vérités qui nous sont ainsi enseignées. Une sagesse gouverne le monde en suivant un plan providentiel pour l'humanité. Ce plan se réalise dans le Christ, et par lui dans l'Eglise. L'Eglise est en devenir ; elle n'est pas à son état complet et parfait. Elle est en pèlerinage sur la terre et dans le temps. Il existe une vie future. Il existe un règne à venir, où la lumière, la vie, le bonheur seront donnés en plénitude et sans limite de durée. Les choses créées elles-mêmes dépasseront leur état présent, soumis à une pression évolutive intrinsèque, pour se métamorphoser et parvenir à une nouvelle perfection (cf. Rm 8, 22). Nous sommes dans la phase intermédiaire de l'existence, entre un degré initial et un degré supérieur, eschatologique. Nous sommes dans la phase de l'espérance (*ibid.*, 8, 23-25).

Comment répondre à ceux qui disent que le christianisme concerne le présent et non l'avenir

Nous savons donc comment répondre à ceux qui, dans l'interprétation qu'ils donnent des écrits du Nouveau Testament où il est question des événements eschatologiques, soutiennent que ceux-ci ont déjà été réalisés avec la venue du Messie et qu'il n'y aurait donc rien d'autre à attendre. Le christianisme, disent-ils, concerne le présent et non l'avenir. Pour nous, nous nous en tenons aux paroles du Seigneur qui nous assurent qu'avec sa venue dans le monde, déjà « le Royaume de Dieu est parmi nous » (cf. Lc 17, 21) ; dans l'Eglise animée par l'Esprit-Saint, nous possédons dès maintenant d'immenses richesses de vie nouvelle ; mais de plus, avec un souffle prophétique qui imprègne tout l'Evangile, le Christ nous avertit que sa venue historique, telle que nous la connaissons par l'Evangile, n'est pas la dernière. La dernière, la venue eschatologique, à laquelle on donne un nom spécial : la « parousie » (qui veut dire présence, avènement, apparition), sera « le jour du Seigneur » (cf. Is 2, 12 ; 13, 6, etc.), où le Christ reviendra « pour juger les vivants et les morts » et pour inaugurer la théophanie finale, la vision béatifique de l'éternité.

La parousie

Tous, certainement, nous nous rappelons les

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 9 septembre 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

grands discours du Seigneur sur ce thème apocalyptique. Ces discours, où les perspectives d'avenir se superposent mystérieusement, doivent faire l'objet d'une étude attentive, dans la docilité à l'enseignement de l'Eglise. Nous y trouvons la certitude des catastrophes eschatologiques, mais nous ne savons ni quand ni comment exactement elles se produiront (cf. Mt 24, 36-44 ; Ap 3, 3, etc). Il est même impossible de se faire une idée juste du monde eschatologique, ou seulement de s'imaginer ce qu'il sera. Les prophéties de l'Apocalypse s'expriment en un langage figuré qu'il n'est pas facile d'interpréter. Les tentatives des poètes et des artistes, même les plus lucides et les plus lyriques, demeurent des représentations arbitraires qui ne correspondent pas à la réalité (cf. *la Divine Comédie* de DANTE ; *les Paradis* de MILTON, etc.)

La doctrine eschatologique de l'Eglise

Ce nuage de mystère, qui cache la vision du monde eschatologique, a donné naissance à des théories inacceptables sur le messianisme de Jésus, comme s'il était purement eschatologique et s'il devait se réaliser d'une façon imminente (WEISS, LOISY). Il a donné prétexte à des critiques très négatives de l'interprétation des évangiles et de l'état d'esprit des premiers chrétiens ; et la mentalité actuelle en tire prétexte pour éluder la question du sort à venir de l'homme. On parle rarement et peu des fins dernières. Mais le Concile nous rappelle les solennelles vérités eschatologiques qui nous concernent, y compris la terrible vérité d'un possible châtement éternel que nous appelons l'enfer, dont le Christ parle sans réticences (cf. Mt 22, 13 ; 25, 41). Le chapitre VII de la Constitution *Lumen gentium* (spécialement le numéro 48 que nous avons cité plus haut), résume clairement et énergiquement la doctrine eschatologique de l'Eglise, doctrine qui transparaît dans de nombreux autres textes du Concile (cf. *Ad gentes*, 9 ; *Gaudium et spes*, 18, 39 ; *Lumen gentium*, 6, 8, 35) ; il illustre, sans l'atténuer, le plan divin de miséricorde, de bonté et d'amour pour notre salut, ce plan dont toute la doctrine du Concile veut être l'expression.

A l'heure de la sécularisation et des charismes prophétiques

Aujourd'hui, la sécularisation nous fait perdre la conscience du terrible risque dont notre sort futur est l'enjeu. Par ailleurs, on recourt facilement à des attitudes charismatiques et prophétiques qui tournent la tête à beaucoup, au point de prétendre qu'ils se suffisent à eux-mêmes pour juger des exigences rigoureuses de la vie chrétienne et de la destinée humaine. Devant cela, il est extrêmement nécessaire et bon (cf. Qo 7, 40) d'avoir présents à l'esprit les enseignements du Concile sur les points cardinaux de la vie, sur les buts eschatologiques de notre existence, dont la réalité nous est assurée par la Parole de Dieu dans la Bible et par le magistère de l'Eglise dans ses interprétations authentiques. Nous y trouverons orientation et vigueur pour notre marche dans

notre pèlerinage à travers le temps (cf. *Gaudium et spes*, 39 ; *Ap. act.*, 5), où l'aspiration de notre cœur s'exprime dans la conclusion eschatologique du Nouveau Testament : « Viens, Seigneur Jésus » (Ap 22, 20). C'est ce que nous vous redirons en vous donnant notre bénédiction apostolique : « Viens, Seigneur Jésus. »

LA CROIX DU CHRIST

Audience générale du 15 septembre (1)

La fête de l'Exaltation de la Sainte Croix

Hier, 14 septembre, l'Eglise célébrait une fête dont l'origine est très ancienne, la fête de l'Exaltation de la Sainte Croix. Les historiens nous disent qu'elle nous vient de Jérusalem, où existaient deux basiliques construites par l'empereur Constantin : l'*Anastasis* et le *Martyrion*. L'anniversaire de leur dédicace était chaque année célébré d'une façon très solennelle. Des évêques, des prêtres, des moines et des fidèles, dont beaucoup en qualité de pèlerins, y venaient de partout. A cette occasion, on faisait vénérer les reliques de la croix du Seigneur. Cette cérémonie en vint à prendre le pas sur la commémoration de la dédicace et donna son nom à cette fête, qui existe encore. De Palestine, cette fête s'est répandue en Occident, et elle fut célébrée à Rome dans la basilique du Saint-Sauveur, au Latran, et dans la basilique de la Sainte-Croix de Jérusalem. Quant à la fête de l'« Invention » de la Sainte Croix, c'est-à-dire de la croix retrouvée, elle est d'origine gallicane et plus tardive. Elle ne figure plus dans le calendrier réformé après le Concile, comme l'avait déjà proposé Benoît XIV, il y a plus de deux siècles, mais en vain.

Que dit le Concile de la croix ?

Cette évocation liturgique nous amène à deux considérations plus conformes au style habituel de nos discours des audiences générales. La première considération nous invite à interroger le récent Concile sur ce point. Que dit le Concile de la croix du Christ ? Nous passons ainsi du culte de la croix, instrument de la passion du Christ, au mystère de la croix, symbole de la rédemption, signe d'opprobre extrême pour Jésus, roi des Juifs crucifié, et signe du salut unique et suprême pour nous et pour le monde (cf. Th 3, 25, 4, ad 1).

Naturellement, les documents du Concile ne refont pas le récit de la crucifixion. Ils ne contiennent pas non plus d'enseignement dogmatique sur la rédemption. Ils ne sont pas une histoire, et encore moins un catéchisme ou un traité systématique de théologie. Mais ils sont imprégnés de la doctrine du salut, et donc ils se réfèrent continuellement à la croix sur laquelle s'est consommé le sacrifice rédempteur, et à partir de laquelle rayonne, comme d'un symbole extrêmement expressif, l'histoire, le souvenir, l'efficacité, le mystère du Christ sauveur. La croix est

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 16 septembre 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

le signe distinctif de notre religion, l'expression sensible, la synthèse de notre foi.

Glanons çà et là dans les textes conciliaires : le Concile dit d'abord que sur la croix s'est consommé un vrai sacrifice religieux de Jésus, à la fois prêtre et victime (et c'est là un aspect de l'insondable profondeur théologique), sacrifice qui se reflète et se renouvelle d'une façon non sanglante dans la messe (cf. *Sacr. Conc.*, 5, 7, 47 ; *Lumen gentium*, 3). A plusieurs reprises (*Lumen gentium*, ibid. ; *Dign. hum.*, 11), le Concile cite les paroles par lesquelles le Seigneur fait allusion au genre de mort qui lui est réservé : « élevé de terre, j'attirerai tous les hommes à moi » (Jn 12, 32-33). En cherchant, nous pouvons trouver dans les textes conciliaires d'autres références directes à la croix tirées de citations bibliques, par exemple lorsque la croix est appelée moyen de réconciliation et de paix entre les Juifs et les gentils (cf. Ep 2, 16 ; *Nostra aetate*, 4), instrument de libération de l'esclavage du péché (*Gaudium et spes*, 2), instrument de purification des activités humaines (*Gaudium et spes*, 37).

Le mystère pascal

Mais il est une expression, remise en honneur dans notre langage, où l'œuvre rédemptrice du Christ accomplie par la croix revêt l'importance d'une idée dominant la théologie et la spiritualité du Concile ; c'est l'expression « mystère pascal », qui recouvre tous les principaux faits de l'œuvre de salut accomplie par le Christ, non seulement sa passion et sa mort, mais aussi sa résurrection et son ascension. Ces faits n'ont pas été seulement accomplis dans la sainte humanité du Seigneur Jésus, mais un dessein d'amour a voulu qu'ils puissent être communiqués à ceux qui croiraient en lui (cf. *Sacr. Conc.*, 5 ; Rm 4, 23-25). Mystère pascal veut donc dire passage (Pâques, en effet, veut dire « phase », c'est-à-dire passage, passage du Seigneur, cf. Ex 12, 11) de la mort à la vie, de l'état présent d'existence à l'état surnaturel, eschatologique, consommé par le Christ dans sa passion, par le passage de sa mort, célébré ensuite par sa résurrection et son ascension à la droite du Père. Ce passage nous est rendu possible, il nous est même offert, par la foi, les sacrements, l'imitation du Christ.

La croix, par conséquent, ne décrit pas toute la réalité du salut. Celle-ci inclut aussi la nouvelle vie qui suit la tragédie du calvaire et constitue la gloire du Christ (cf. Jn 13, 1), cette vie dont un commencement nous est donné (la grâce), avec la promesse de participer plus tard à la gloire même de Notre-Seigneur.

Voilà ce qu'est le mystère pascal, dont il est maintenant constamment question chaque fois que l'on traite un sujet religieux. La croix y occupe la place visible et décisive que nous sommes le mieux à même de connaître et de méditer : la rencontre de la faute avec l'innocence, le heurt entre la cruauté et la bonté, le duel entre la mort et la vie ; et aussi la justice s'harmonisant avec la miséricorde, la souffrance débouchant sur l'espérance, l'amour triomphant dans le sacrifice. Toutes ces réalités, et d'autres encore, le peuple fidèle les sent dans le Vendredi saint et lorsqu'il fait le chemin de croix, auquel ne manque que la dernière station, celle de la

Résurrection, pour bien représenter le mystère pascal.

La tendance actuelle à éliminer la croix et à nier le péché

Et ceci nous conduit à la seconde considération, qui apparaît comme un examen de conscience sur la présence existentielle, c'est-à-dire la présence vécue, en pensées et en actes, de la croix du Christ dans notre expérience moderne.

La croix est loin d'avoir disparu dans le paysage de nos campagnes. Elle est encore dressée sur les tombes de nos morts. Elle occupe encore une place digne dans les salles de la vie publique. Elle n'a pas disparu des murs de nos maisons. Le Christ est là, mourant, avec l'éloquence muette de sa souffrance rédemptrice, de l'espérance qui ne meurt pas, de l'amour vainqueur et vivant. Cela est beau et fort. Avec ce signe, du moins, nous sommes encore chrétiens.

Mais dans nos consciences personnelles, l'arbre tragique et lumineux de la croix est-il toujours debout ? Le Christ crucifié ne serait-il pas devenu, pour nous aussi, « scandale et folie », comme il l'était pour les Juifs et pour les Grecs lorsque saint Paul leur en parlait ? (Cf. 1 Co 1, 23-25 ; Ga 5, 11 ; Ep 2, 14-16.)

Tous certainement nous nous rappelons que si nous sommes vraiment chrétiens, nous devons participer à la passion du Seigneur (cf. Co 1, 24), et nous devons porter notre croix chaque jour, en marchant sur les traces de Jésus (cf. Lc 9, 23). Le Christ crucifié est notre exemple (cf. Ga 6, 14). Mais nous constatons que partout aujourd'hui, même dans les milieux chrétiens, on cherche à abattre la croix précisément là où elle est nécessaire, dans la conscience du péché, auquel seule elle peut porter remède. Le remède que l'on emploie aujourd'hui est différent ; c'est l'indifférence morale, l'absence de scrupules. Le péché, dit-on, n'existe pas ; c'est un « tabou », une invention de débiles mentaux. On le raye en écartant toute sensibilité morale, en abolissant tout scrupule, en étouffant tout remords. Que reste-t-il alors de l'homme qui s'illusionne et se dégrade ainsi ?

La sécularisation

Et tous nos efforts pour réconcilier l'homme avec le monde, même lorsque celui-ci est entièrement imprégné du mal (cf. Jn 5, 19), ne sont-ils pas eux aussi une tentative hypocrite d'éliminer la croix et d'effacer tant bien que mal la ligne de rupture qu'elle a fait passer entre le royaume de Dieu et celui du diable ? On retrouve l'esprit du monde sous le prétexte de redevenir hommes, et on glisse sur la pente équivoque de la sécularisation, avec l'illusion comode que l'on sauve le monde en adoptant ses goûts, ses façons de s'habiller et de vivre. Ne risque-t-on pas ainsi de « réduire à néant la croix du Christ ? » (Cf. 1 Co 1, 17.)

**

Réfléchissons si nous voulons, comme on dit aujourd'hui, être authentiques. Et ne craignons pas que la croix du Christ rende notre vie insipide et triste si celle-ci en porte avec amour les stigmates douloureux et glorieux : le Christ crucifié est « force et sagesse de Dieu ».

C'est avec le signe de la croix que nous vous donnons notre bénédiction apostolique.

MESSAGE A LA RENCONTRE PANAFRICANO-MALGACHE DES LAICS

Du 11 au 18 août s'est tenue à Accra la première Rencontre panafricano-malgache des laïcs, sur le thème : « L'engagement du laïc dans la croissance de l'Eglise et le développement intégral de l'Afrique ». A l'ouverture des travaux, le cardinal Roy, président du Conseil des laïcs, a lu le message ci-après de Paul VI (1) :

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

Vous voici donc rassemblés à Accra pour la première Rencontre panafricano-malgache des laïcs, suscitée par Notre Conseil des laïcs et présidée par deux de ses membres, M. John Nimo et M. Joseph Amichia, nommé depuis peu ambassadeur de la Côte-d'Ivoire auprès du Saint-Siège.

Nous sommes heureux de saluer parmi vous, aux côtés de LL. EEm. les cardinaux Paul Zoungrana et Maurice Roy, les hautes autorités civiles du pays qui vous accueille, et divers représentants du Saint-Siège, parmi lesquels nous voulons nommer tout particulièrement notre très proche collaborateur, Mgr Bernardin Gantin, secrétaire adjoint de la congrégation pour l'Evangélisation des peuples.

Leur présence atteste assez l'importance de votre Rencontre. Venus de près de trente pays, vous êtes conscients de représenter ici le peuple immense de ceux qui vous ont délégués et avec qui vous avez préparé activement les travaux de cette Assemblée. A travers vous, c'est à eux tous que nous voulons dire notre joie profonde devant un événement qui manifeste de façon si éclatante la vitalité de l'Eglise en votre continent. A eux comme à vous nous adressons ce message, que vous leur transmettez comme un appel à aller de l'avant, à faire de votre halte d'Accra le point de départ d'un nouvel et puissant élan missionnaire.

Vous avez tous en mémoire le texte conciliaire qui est, pour ainsi dire, la « charte » de l'apostolat des laïcs dans « l'activité missionnaire de l'Eglise ». Qu'il nous suffise de vous en rappeler les premières phrases :

« L'Eglise n'est pas fondée vraiment, elle ne vit pas pleinement, elle n'est pas le signe parfait du Christ parmi les hommes si un laïc authentique n'existe pas et ne travaille pas avec la Hiérarchie. L'Evangile ne peut s'enfoncer profondément dans les esprits, dans la vie, dans le travail d'un peuple sans la présence active des laïcs... » (Ad gentes, n. 21.)

C'est dire la portée de la recherche que vous entreprenez. Puissiez-vous, chers Fils et chères Filles, aborder avec des cœurs de fondateurs et de témoins, dans la lumière de l'Evangile du Christ, le thème qui vous a été proposé par

votre méritant Comité préparatoire : « L'engagement du laïc dans la croissance de l'Eglise et le développement intégral de l'Afrique. »

Le choix de ce thème est, par lui-même, hautement significatif. Il vous invite à approfondir ensemble la vocation propre des laïcs, qui est « de chercher le Règne de Dieu précisément à travers la gérance des choses temporelles qu'ils ordonnent selon Dieu » (*Lumen gentium*, n. 31).

Engagement dans la croissance de l'Eglise parce que vous êtes membres du peuple de Dieu, engagement dans le développement de l'Afrique parce que vous êtes membres de la cité terrestre : ce double engagement n'en doit faire qu'un pour des chrétiens qui refusent toute séparation arbitraire entre leur vie et leur foi, mais s'efforcent de « collaborer au progrès terrestre temporel en même temps qu'au destin éternel des hommes dans l'harmonie d'une pensée et d'une vie unifiées » (Le rôle missionnaire des laïcs - Document de la S. congrégation pour l'Evangélisation des peuples).

Vous le voyez, c'est avant tout par la méditation de votre conscience de laïcs que peut se résoudre le faux dilemme « Développement ou Evangélisation », que nous dénoncions l'an passé, à l'occasion de la Journée missionnaire mondiale.

Dès lors comment faire, chers Fils et chères Filles, pour que se réalise en même temps, par votre action de chrétiens, le progrès de l'Eglise ? Comment faire pour que, tout en collaborant au développement de vos pays avec vos frères d'autres croyances ou idéologies, dans un respect total de leurs consciences, soit porté le témoignage de l'Evangile ?

Ce sera, n'en doutez pas, « en donnant une forme africanisée à votre apostolat », suivant l'expression employée naguère à Rome par Mgr Gantin, faisant écho à notre propre conviction : « Vous, Africains, vous êtes désormais vos propres missionnaires. » (Discours au Symposium des évêques d'Afrique à Kampala.) Vous ne cesserez d'y penser en abondant, dans votre travail en « carrefours », les divers objets de votre recherche : l'évolution économique, sociale et politique en vos régions, la famille, l'éducation et la formation, les laïcs dans la vie de l'Eglise et, finalement, l'action à entreprendre.

Mais pour donner à l'apostolat des laïcs son visage africain, vous ne craignez pas pour autant de puiser dans l'expérience de l'Eglise ce qui a valeur universelle, ce qui rejoint les grands enseignements missionnaires de l'Ancien et du Nouveau Testament. Comment ne pas citer, en particulier, l'intuition si profondément évangélique du regretté cardinal Cardijn, qui a permis à un authentique laïc de naître et de se développer en de très nombreux pays, dans les contextes sociaux les plus divers, et dont la réflexion du Concile sur la vocation des laïcs a tant bénéficié ?

L'Afrique n'a pas été la dernière à s'en inspirer ; et n'est-il pas frappant d'ailleurs de constater combien cette intuition rejoint en quelque sorte la manière traditionnelle qu'utilisaient et utilisent parfois encore les sages de vos villages pour chercher les chemins de la justice et de la

(1) Texte français publié par l'Osservatore Romano, édition hebdomadaire en langue française, 20 août 1971. Ce texte a paru en anglais dans l'Osservatore Romano, édition quotidienne, du 12 août 1971.

paix ? Qu'un événement surgisse, et l'on se rassemble sous « l'arbre à palabres », on donne à chacun la parole pour bien connaître les faits dans leur vérité, pour porter sur eux un jugement aussi droit que possible en conformité avec la conscience de la communauté, pour décider enfin une ligne d'action.

Mais s'il s'agit de l'action missionnaire des laïcs dans l'Eglise, quelles dimensions est appelée à prendre cette sagesse ancestrale, animée, soulevée, consacrée, sanctifiée par la vie même de l'Esprit de Dieu, chez ceux qu'éclaire la Parole de Dieu et que nourrissent les sacrements !

Ce ne sont plus seulement quelques-uns, mais tous — enfants, jeunes et adultes, hommes et femmes — qui sont conviés à considérer leur vie quotidienne comme une vie sacrée, comme l'histoire humaine d'un peuple dont Dieu veut faire l'histoire sainte de son peuple. Tous sont appelés à réfléchir sur les événements dont cette histoire est tissée, pour y découvrir les valeurs humaines propres à chaque groupe social, pour y discerner ce qui est déjà présence et action de Dieu, pour y déceler aussi les tentations et le péché qui sont autant d'appels à regarder vers l'unique Sauveur. Tous enfin sont appelés à traduire en actes la lumière ainsi reçue, permettant à l'Eglise d'atteindre son but :

« Tout ce qu'il y a de germes de bien dans le cœur et la pensée des hommes ou dans leurs rites propres et dans leur culture, non seulement ne pas le laisser perdre, mais le guérir, l'élever, l'achever pour la gloire de Dieu, la confusion du démon et le bonheur de l'homme. » (*Lumen gentium*, n. 17.)

Est-il besoin de le dire, chers Fils et chères Filles, une telle action du laïcat dans vos Eglises, un exercice aussi plénier du sacerdoce des laïcs en Afrique ne pourront se réaliser que dans une étroite et permanente communion avec la hiérarchie, dans un échange confiant et fraternel avec les prêtres dont la mission est inséparable de la vôtre. A ceux qui se trouvent parmi vous comme à tous leurs frères dans le sacerdoce, nous voulons dire combien nous comptons sur eux et leur faisons confiance dans leur rôle d'éducateurs de la foi, de révélateurs de la Parole de Dieu, de ministres des sacrements de pénitence et l'eucharistie. Le décret conciliaire *Presbyterorum Ordinis* le rappelait avec force :

« Des cérémonies, même très belles, des groupements, même florissants, n'auront guère d'utilité s'ils ne servent pas à éduquer les hommes et à leur faire atteindre leur maturité chrétienne. Pour arriver à cette maturité, les prêtres sauront les aider à devenir capables de lire dans les événements, petits ou grands, ce que réclame une situation, ce que Dieu attend d'eux. » (*Presbyterorum Ordinis*, n. 6.)

Que vous soyez prêtres autochtones ou venus d'autres pays, aidez-vous mutuellement, Fils très aimés, à œuvrer dans ce sens, et ne manquez pas d'associer à cette tâche essentielle de promotion du laïcat les religieuses et les frères dont vous avez depuis longtemps expérimenté l'irremplaçable action, complémentaire de la vôtre.

L'Eglise est communion, échange, croissance harmonieuse, dans la fidélité de chaque vocation au don reçu du Christ : « C'est lui qui a donné aux uns d'être apôtres, à d'autres d'être prophètes ou encore évangélistes, pasteurs ou doc-

teurs, organisant ainsi les saints pour l'œuvre du ministère, en vue de la construction du Corps du Christ. » (Ep 4, 11-12.)

Tous et chacun, chers Fils et chères Filles d'Afrique et des îles de l'océan Indien, soyez donc ses témoins en vos pays et, plus que jamais à notre époque d'intenses mouvements de population, « jusqu'aux extrémités de la terre » (Ac 1, 8).

Pour cette grande mission, nous appelons sur vous, sur vos familles, sur vos groupements d'apostolat et vos divers pays la grâce du Seigneur et, en son nom, nous vous donnons de tout cœur notre bénédiction apostolique.

Du Vatican, le 5 août 1971.

PAULUS PP. VI.

LA PIÉTÉ MARIALE

Voici l'allocution que Paul VI a prononcée à Castel-Gandolfo le 15 août, avant de réciter l'Angelus avec les fidèles. Cette allocution a été retransmise par radio aux foules qui, au sanctuaire de Maria Bistrica, près de Zagreb, participaient à la clôture du VI^e Congrès mariologique international (6-12 août) et au XIII^e Congrès marial international (12-15 août) (1) :

Nous vous saluons, vous tous qui êtes ici présents et tous ceux qui écoutent notre voix, au nom de Marie, élevée au ciel corps et âme, associée à son fils Jésus-Christ, notre Rédempteur, dans la plénitude de cette vie éternelle à laquelle nous tous qui croyons et avons été sauvés par la miséricorde divine, nous espérons participer un jour réellement.

Frères et fils, la fête d'aujourd'hui couronne toutes celles que notre culte, notre dévotion envers Marie, consacre à la Mère du Christ, et donc à la Mère de Dieu et notre Mère céleste. C'est pour elle une fête de gloire, pour nous une fête de joie et d'espérance.

Nous savons qu'en cette heure ce mystère est célébré avec une solennité particulière, dans des sentiments religieux intenses, au sanctuaire de Maria Bistrica, près de Zagreb, au cœur de la Croatie, en Yougoslavie. Là, de très nombreux fidèles provenant de différentes parties d'Europe et du monde, et spécialement du bon peuple de cette région, clôturent les deux Congrès internationaux dont Marie est le thème : le Congrès mariologique, qui s'est tenu ces jours derniers à Zagreb, et qui a porté sur les études historiques et théologiques relatives au culte de Marie dans l'Eglise latine et les Eglises orien-

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien publié par l'*Osservatore Romano* des 17-18 août 1971.

Nous publions plus loin, p. 878, la conférence prononcée par le cardinal Suenens au Congrès de Zagreb.

tales, du VI^e au XI^e siècle ; et le Congrès marial, qui s'est tenu au sanctuaire de Maria Bistrica, sur le thème : « Marie et le monde moderne. » Il s'agit là d'un acte d'hommage à Marie et d'un acte de réflexion pour nous, pour les hommes de notre temps : pouvons-nous honorer Marie avec la même dévotion traditionnelle, simple et fervente, avec la même persuasion que nous exprimons par là la vraie religion de l'authentique foi chrétienne ?

Notre réponse est affirmative, frères et fils très chers. Nous les hommes d'aujourd'hui, qui sommes plus exigeants que jamais en matière d'authenticité évangélique, ou qui recherchons les voies mystérieuses conduisant vers la transcendance divine, nous ne devons pas diminuer notre piété mariale. Nous devons garder notre culte pour Marie ; nous devons continuer à l'aimer, à l'imiter, à l'invoquer avec fidélité et ferveur. La juste dévotion envers Marie est le signe de la juste interprétation de la religion chrétienne, de notre religion catholique en particulier. Le Concile nous l'a redit clairement, affectueusement et cordialement.

Tout consiste à comprendre le dessein de la révélation, qui nous a ouvert « le mystère resté caché depuis des siècles... et qui est le Christ » (cf. Col. 1, 26) ; dessein divin de salut pour toute l'humanité, pour toute l'histoire, qui, avec un amour infini, a choisi une femme privilégiée, bénie, pleine de grâce, pour offrir à son humble et libre acceptation, à sa coopération humaine, l'accomplissement de cette réalité décisive et indicible, mais réelle et vraie, qu'est l'incarnation du Verbe de Dieu. Marie est la source, la Mère qui introduit le Christ dans le monde. Elle est au centre et au sommet du sort de l'humanité. C'est elle qui, par la vertu de l'Esprit-Saint, fait du Christ notre frère. Elle est la « servante du Seigneur », la première collaboratrice de notre salut, par la génération, la maternité, ces réalités plus humaines, plus nôtres, qui nous autorisent à l'approcher dans un sentiment de parenté humaine : elle est la Mère du Corps charnel du Christ, et, par solidarité humaine et spirituelle, la Mère du Corps mystique du Christ que nous constituons et qui est l'Eglise.

Si nous, les hommes d'aujourd'hui, nous aspirons à identifier l'économie du salut, si, peut-être inconsciemment, nous travaillons pour l'unité, la fraternité, la paix, le salut du genre humain, nous ne pouvons pas ne pas reconnaître la position et la mission de Marie. Elle est la porte par laquelle Jésus, notre Sauveur, entre dans le monde ; elle est « la porte du ciel », « la cause de notre joie ». Célébrons Marie pour être moins indignes, moins incapables d'accueillir le Christ avec l'hymne de foi, d'espérance et de charité qui lui est dû au plus haut degré, et seulement à lui.

Combien profondes sont ces vérités divines ! Quelle source de consolation et de confiance !

Demeurons donc sous le signe, sous le manteau de Marie, pour être sous le signe du salut du Christ. C'est ce qu'aujourd'hui nous implorons pour vous, pour les congressistes de Maria Bistrica, pour toute l'Eglise et pour le monde entier, avec notre bénédiction apostolique.

ALLOCUTION AUX MINISTRES DE L'AGRICULTURE DU MARCHÉ COMMUN

Paul VI a reçu le 16 septembre les ministres de l'Agriculture des six pays du Marché commun : MM. Héger (Belgique) ; Buchler (Luxembourg) ; Lartinois (Hollande) ; Ertl (Allemagne) ; Cointat (France), et Natali (Italie). Voici l'allocution qu'il leur a adressée (1) :

EXCELLENCES ET CHERS MESSIEURS,

Nous sommes très sensibles à ce désir que vous avez manifesté de nous rencontrer à l'issue de la réunion que vous venez de tenir à l'Aquila, entre représentants qualifiés des six partenaires actuels du Marché commun, sur les problèmes agricoles. Conscient des graves questions posées par la disparité des conditions naturelles et des structures sociales dans l'agriculture européenne, nous voudrions simplement vous apporter le témoignage de notre estime, l'assurance de notre encouragement, le réconfort de notre prière et de notre Bénédiction.

Et d'abord, chacun le sait, l'équilibre de la Communauté européenne, si délicat à assurer et en même temps si nécessaire à obtenir, ne saurait être maintenu si le secteur agricole ne bénéficiait pas lui-même des aménagements et des réajustements qu'il requiert continuellement. Voici dix ans maintenant, notre prédécesseur le Pape Jean XXIII, de vénérée mémoire, éprouvait le besoin d'y consacrer une partie notable de son encyclique *Mater et Magistra*. Les problèmes qu'il évoquait n'ont rien perdu de leur acuité : l'exode rural s'est, au contraire, amplifié, et, avec lui, la nécessité de moderniser l'outillage, de réorganiser le travail, de rationaliser les exploitations, de spécialiser la production, d'assurer des débouchés dans une plus grande stabilité des prix, etc. Nous le savons, en ce domaine, les répercussions extrêmement complexes provoquées par telle ou telle décision sont sans doute plus difficiles à prévoir et à maîtriser que dans le secteur industriel, et nous vous invitons à accorder une attention toujours plus vive aux problèmes humains qu'elles entraînent, au niveau de chaque catégorie de ruraux. L'agriculture demeure pour nos pays une base indispensable à leur vitalité ; elle l'est plus encore si l'on considère les besoins alimentaires du tiers-monde dont les pays plus développés ne sauraient se désintéresser. Aussi les paysans ont-ils besoin de vaincre l'impression d'appartenir à un « secteur déprimé », et de recevoir de l'opinion comme des pouvoirs publics estime et encouragements à remplir une tâche nécessaire au bien commun.

C'est dire l'ampleur et l'importance du travail à fournir pour que l'agriculture soit toujours mieux à même d'accomplir cette fonction irremplaçable qui est la sienne pour la vie du monde. Sans nul doute, des réformes de structures sont à mettre en œuvre,

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 17 septembre 1971.

à la fois avec courage et d'une manière progressive. Les changements les meilleurs au plan technique et économique seraient en effet sans lendemain, si les esprits n'étaient alertés sur leur nécessité, préparés à les admettre, et gagnés à les appliquer, tant il est vrai que tout ce qui est fait pour l'homme doit être accompli avec son active participation. Si aucune catégorie d'agriculteurs ne saurait en effet être délibérément sacrifiée aux objectifs économiques ou politiques d'une nation ou de la Communauté européenne, toutes doivent cependant comprendre que la défense de leurs intérêts propres doit toujours se concilier avec la promotion du bien commun et passe donc par une nécessaire coordination des projets et des réalisations à une échelle de plus en plus vaste. L'une de vos tâches les plus importantes, nous semble-t-il, est de vous employer inlassablement à faire prendre conscience de cette complémentarité des divers secteurs agricoles, à faire évoluer les mentalités en ce sens, et à préparer les voies des aménagements nécessaires sans vous substituer aux organismes professionnels, et dans le souci constant d'éviter que les plus démunis ne soient sacrifiés par les plans élaborés en vue d'une meilleure productivité.

Beaucoup de problèmes délicats vous sont d'ores et déjà posés : comment orienter la sélection en évitant les dangers de la spécialisation à outrance, comment permettre aux travailleurs agricoles d'atteindre partout le niveau de vie, la sécurité et la culture humaine des autres catégories sociales sans les détourner pour autant de leur noble vocation, ni les déraciner de leurs attaches naturelles, comment faire face à l'abondance de la production sans oublier la disette qui sévit ailleurs ? Nous voulons espérer avec vous que le dynamisme des populations agricoles, leur volonté constante de progrès, leur collaboration effective, un sens du bien commun élargi, le souci de la justice et la compréhension d'une solidarité internationale, comme aussi l'attachement aux plus hautes valeurs morales et spirituelles, les aideront à accepter leur part de sacrifices nécessaires. A ce prix, les ruraux pourront eux aussi atteindre un développement qui ne saurait être authentique s'il n'était à la fois intégral et solidaire, soucieux de ne pas se limiter à une simple croissance matérielle, mais de promouvoir aussi bien tout l'homme que tous les hommes (cf. *Populorum progressio*, n. 14). A ces conditions, le monde rural saura prendre au sein de la Communauté européenne la place de choix qui lui revient, pour son propre épanouissement comme pour le bénéfice de tous. C'est dire que l'avenir doit être envisagé avec beaucoup d'espoir si chacun, à commencer par vous-mêmes, prend les moyens de l'assurer avec compétence et humanité.

De tout cœur, nous appelons sur vos travaux, accomplis au sein du Conseil des ministres, — nous saluons avec plaisir son actuel président, S. E. M. Lorenzo Natali — et avec l'aide des délégués du « Conseil spécial d'agriculture », l'abondance des divines grâces. Et nous vous donnons pour vous-mêmes, comme pour tous ceux qui vous sont chers, notre Bénédiction apostolique.

— *Chrétiens consacrés*, par MICHEL OLPHE-GALLIARD, S.J. (coll. « Vie spirituelle et Vie intérieure »). Préface de J. BEYER. — Un vol. 14 × 21 cm, de 352 pages. Prix : 29,50 F. Editions P. Lethielleux, Paris.

— *Catholicisme ouvert* (collectif) (coll. « Le Point », n° 15). — Un vol. 11 × 18 cm, de 414 pages. Prix : 24 F. Apostolat des Editions, Paris.

LE NOUVEAU MISSEL ROMAIN

Lettre pontificale à la Semaine liturgique d'Italie (1)

EXCELLENCE (2),

Le Saint-Père a été informé que du 30 août au 3 septembre se tiendra, près du sanctuaire marial d'Oropa, la XXII^e Semaine liturgique nationale, sur le thème : « Le Nouveau Missel romain. » Ce sujet est apparu à Sa Sainteté particulièrement digne d'étude et de réflexion.

1. Le Missel est en effet l'expression fondamentale de la prière de l'Eglise, car il est destiné à revêtir les louanges et les supplications que, par le Christ, dans l'Esprit-Saint, l'Eglise adresse au Père pendant la célébration du mystère eucharistique, de formules dans lesquelles la profondeur doctrinale et la richesse spirituelle s'unissent à la valeur littéraire.

En outre, le Missel, qui reprend sans interruption tout le mystère du Christ, montant tout au long de chaque année liturgique vers la Pâque de la Jérusalem éternelle, et qui en projette la lumière et l'efficacité rédemptrice sur la Vierge, sur les saints, sur l'Eglise, sur la vie des hommes et sur le cours des événements du monde, montre concrètement comment dans l'Eglise la règle de la prière correspond à sa constante règle de foi.

Les richesses du nouveau Missel

Ceci, qui fut toujours vrai dans le développement varié et progressif de la liturgie romaine, depuis les anciens sacramentaires jusqu'au vénérable missel de saint Pie V, après le Concile de Trente, l'est aussi dans le Nouveau Missel qui, tout en conservant le trésor de la tradition, a été remanié et enrichi à la demande du II^e Concile œcuménique du Vatican.

On pourrait ajouter que dans le Nouveau missel se manifeste et s'affirme la perpétuelle jeunesse de l'Eglise qui, devant l'inévitable usure du temps, se renouvelle constamment pour se retrouver toujours elle-même et se présenter aux hommes « sans taches ni rides » (Ep 5, 27), telle que l'a voulue son divin Fondateur.

C'est ainsi que le nouveau missel se distingue par la sobriété plus grande, la richesse et la variété de ses textes : de nouveaux formulaires ont été ajoutés, spécialement pour les temps les plus importants de l'année liturgique ; le patrimoine eucologique s'est accru d'environ 2 000 oraisons et de nombreuses préfaces. Rompant avec une fixité dans les textes qui était la conséquence, en un certain sens providentielle, de certaines circonstances historiques, le nouveau Missel offre avec souplesse une liberté de choix bien comprise, afin que, toujours dans le respect des règles de la célébration, tout célébrant puisse et sache mieux répondre aux exigences spirituelles de l'assemblée qui y par-

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 4 septembre 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) Mgr Rossi, évêque de Biella, président du *Centro di Azione Liturgica* (NDLR).

ticipe, et insérer d'une façon vivante la prière liturgique dans la situation concrète de l'homme d'aujourd'hui. C'est pour cette raison que d'anciennes formules ont été retouchées, qu'un caractère plus précis a été donné à certaines prières du sanctoral de caractère général, et qu'ont été ajoutés des formulaires de messes et de prières *ad diversa* correspondant aux grandes orientations du Concile.

Aussi Sa Sainteté recommande-t-elle avec insistance aux prêtres de connaître, d'étudier et de méditer le missel. En approfondissant ses textes et en les utilisant intelligemment, ils comprendront qu'il est possible et qu'il est de leur devoir de recréer le style et l'esprit de la prière liturgique sans recourir à une créativité arbitraire qui n'est pas de mise.

La Présentation générale

2. Il est une autre chose sur laquelle le Saint-Père voudrait que l'on attire l'attention des participants à la Semaine liturgique.

Le nouveau missel est précédé d'une présentation générale qui n'est pas un simple recueil de rubriques, mais bien une synthèse des principes théologiques, ascétiques et pastoraux, indispensable tant pour la connaissance doctrinale que pour la célébration, la catéchèse et la pastorale de la messe. Une bonne catéchèse de la messe doit en effet tenir compte de tous les aspects du mystère eucharistique. Elle doit en particulier bien montrer ses principaux éléments : l'unité entre la Cène du Seigneur et le sacrifice de la croix, lesquels se renouvellent perpétuellement dans la célébration de la messe ; le lien étroit existant entre la liturgie de la parole et la liturgie eucharistique, qui constituent l'une et l'autre un unique acte de culte. C'est seulement en approfondissant constamment cette catéchèse qu'on fera comprendre aux fidèles le sens, le devoir et la joie de leur participation active et consciente ; participation qui devra s'exprimer dans l'écoute commune, dans la prière commune et dans le chant, mais aussi dans le « silence sacré », cet entretien personnel avec Dieu, nécessaire pour que la prière dialoguée de l'assemblée, dans un esprit de foi et d'amour, élève vraiment vers le Père, par le Christ, dans l'Esprit.

Tout cela est dit dans la « Présentation », qui doit donc être étudiée et approfondie avec attention et amour.

La liturgie de la parole

3. Quant à la liturgie de la parole, même si, figurant dans le lectionnaire, elle ne rentre pas directement dans le missel, elle est une partie indispensable et nécessaire de la célébration. Avec la quantité et la variété de ses lectures, elle revêt maintenant une incomparable richesse. Avec ses trois cycles pour les dimanches et ses deux cycles pour les fêtes, le nouveau lectionnaire de la messe offre une grande quantité de textes, qui peuvent être pour les prêtres et les fidèles une abondante source de réflexion et de prière.

Mais il reste malheureusement vrai qu'en général les fidèles ne sont pas suffisamment préparés à comprendre le sens spirituel et parfois même le sens littéral des splendides pages du Livre sacré, avec lequel ils ne sont, hélas !

pas familiarisés. C'est pourquoi le Saint-Père recommande un intense travail pastoral pour acheminer les fidèles vers une connaissance plus profonde de la Bible et pour sensibiliser le clergé à la nécessité d'une catéchèse mieux appropriée qui rende les textes sacrés plus compréhensibles et les fasse mieux apprécier. Cela suppose, bien sûr, de la part des prêtres un renouveau d'intérêt pour l'étude de la sainte Ecriture, une préparation soignée de la prédication, spécialement de l'homélie, dans laquelle le sens authentique de la Parole de Dieu devra revêtir des formes adaptées au temps présent, sans jamais descendre au niveau profane.

En même temps qu'il soumet ces considérations à l'attention des congressistes, réunis sous le regard maternel de Notre-Dame d'Oropa, le Saint-Père exprime ses meilleurs vœux pour Votre Excellence, pour les conférenciers de la Semaine et pour tous les participants. A tous il envoie sa Bénédiction apostolique.

Je profite volontiers de cette circonstance pour exprimer à Votre Excellence mes sentiments respectueux.

J. card. VILLOT.

MESSAGE POUR LA VI^e JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

A M. René Maheu,
directeur général de l'UNESCO.

La célébration de la IV^e Journée internationale de l'alphabétisation nous offre, une fois de plus, l'occasion de nous associer à votre appel en vue d'élargir et d'intensifier la lutte contre l'analphabétisme que la communauté humaine commence à livrer, particulièrement sous l'égide de votre organisation.

Nous le faisons encore plus volontiers en cette année, qui voit la célébration du 25^e anniversaire de la fondation de l'UNESCO. Témoin de la conscience et de la persévérance avec lesquelles, nonobstant toutes les difficultés, votre organisation ne cesse de stimuler les gouvernements et les groupes sociaux, nous voulons déclarer à nouveau combien nous partageons vos préoccupations, surtout en ce qui concerne l'urgence de l'action.

L'Eglise catholique demeure déterminée à s'unir aux efforts déployés tant par les instances officielles que par les organismes privés. Sa contribution veut se situer avant tout au niveau de l'information et de la formation. Poussée par sa foi en la fraternité universelle des hommes, elle invite ses fidèles à s'engager hardiment dans une action qui permette à tout homme d'atteindre sa stature intégrale.

Puisse l'examen critique et continu des méthodes et des moyens utilisés soutenir cet élan à l'échelle mondiale, inspirer une collaboration plus étroite et stimuler une plus grande solidarité pour la réalisation du développement plénier de l'homme. C'est de grand cœur que nous appelons sur tous ceux et celles qui se dévouent à cette grande tâche fraternelle l'abondance des bénédictions divines.

Du Vatican, le 5 septembre 1971.

PAULUS PP. VI.

(Texte français dans l'Osservatore Romano du 9 septembre 1971.)

LETTRE DU CARDINAL VILLOT SUR LA RÉVISION DU CONCORDAT ESPAGNOL

La revue espagnole Ecclesia (11 septembre 1971, p. 29) a publié le texte intégral de la lettre ci-après, adressée le 13 février dernier par le cardinal Villot, secrétaire d'Etat et préfet du Conseil pour les Affaires publiques de l'Eglise, à Mgr Luigi Dadaglio, nonce apostolique en Espagne (1) :

Le problème de la révision du Concordat a donné lieu ces derniers jours à de nombreuses prises de position ou manifestations d'opinions, à quelques indiscretions déplorables et à une succession de rumeurs et d'« informations » en bonne partie incontrôlées et sans fondement.

On a parlé en particulier, ainsi que Votre Excellence l'a déclaré dans sa note d'information 1275/71 en date du 5 de ce mois, d'un nouveau « projet » qui aurait été préparé par le gouvernement (ministère de la Justice) et qui se substituerait à l'avant-projet « *ad referendum* » adressé à la nunciature apostolique dans une dépêche n° 5538/70 du 8 août dernier.

1. De ce nouveau « projet », ce Conseil n'a pas connaissance, mises à part les informations données par Votre Excellence ; et encore moins a-t-il donné son accord. Etant donné qu'un Concordat ou la révision de celui-ci est un acte bilatéral, il est évident qu'un « tel projet », s'il existe, et s'il a l'approbation du gouvernement, ne représente qu'un document digne de considération pour usage interne et qui peut tout au plus exprimer les orientations et les points de vue que le gouvernement se propose d'adopter dans d'éventuelles négociations ultérieures. Par ailleurs, le gouvernement fait connaître officiellement sa position de principe, dans la note distribuée à la presse par le ministère des Affaires étrangères, le dimanche 7 fé-

(1) Traduction de la DC, d'après le texte espagnol.

Cette lettre a été lue le 20 février 1971 devant l'Assemblée des évêques espagnols, laquelle a désigné une Commission spéciale « chargée de dialoguer, au nom de la Conférence épiscopale espagnole, avec le gouvernement espagnol et le Saint-Siège pour faciliter les négociations sur le Concordat » (*Ecclesia*, 27 février 1971, p. 17).

Le même numéro d'Ecclesia donne ces extraits de la lettre qui avait été adressée quelques jours avant, le 8 février, par le ministre espagnol de la justice à Mgr Morcillo, alors président de la Conférence épiscopale espagnole. Cette lettre a également été lue devant l'Assemblée plénière de l'épiscopat espagnol :

Ce Concordat ne correspond plus aux temps actuels. Le droit est sensible à l'influence des changements de circonstances sur le maintien des conventions. C'est pourquoi le texte actuel doit être modifié d'un commun accord, dans la mesure où l'exige le bien commun du peuple espagnol, étant donné les nouvelles circonstances... Il semble prudent de vivre d'abord une nouvelle expérience de séparation amicale et de collaboration sans confusions, guidée par un Concordat accommodé aux exigences des temps modernes.

vrier, note dont ce Conseil n'a cependant pas reçu communication officielle (quoique M. l'ambassadeur d'Espagne auprès du Saint-Siège en ait aimablement informé celui-ci).

2. Le Saint-Siège devra évidemment tenir compte de la position et des points de vue du gouvernement lorsqu'ils lui seront officiellement proposés. Il est clair que si ceux-ci se rapprochent des positions du Saint-Siège (conjointement avec l'épiscopat), plus que ce n'était le cas dans l'avant-projet sus-mentionné (lequel — comme on le faisait remarquer dans les notes privées jointes à la dépêche n° 7818/70 du 27 novembre dernier — représente le maximum de ce qu'il a été possible d'atteindre à ce stade des négociations), le Saint-Siège ne les rejettera certainement pas.

3. Mais il ne semble pas que ce soit le cas en ce qui concerne le point fondamental de la nomination des évêques, aussi longtemps que les paroles « toutes les personnes revêtues de la dignité épiscopale, membres de la Conférence épiscopale » (n° 5 de la note précitée du ministère des Affaires étrangères) auront le sens qui apparaît à première vue, à savoir qu'on y inclut aussi les auxiliaires. Si telle était l'intention réelle du gouvernement, il est inutile d'ajouter que la possibilité d'un accord serait compromise dès le départ.

D'autres points, comme celui de l'enseignement, n'exigent pas une moindre attention.

4. Le Saint-Siège espère cependant que la Conférence épiscopale exprimera son avis prudent et autorisé sur toute cette question, en ayant devant les yeux non seulement ce qu'elle a elle-même proposé et suggéré antérieurement, mais aussi les nouvelles exigences éventuelles mûries entre-temps et, naturellement, les possibilités qui existent.

Il est évident que, tant de la part de l'Etat que de la part de l'Eglise, le maintien de telle ou telle condition jugée inacceptable par l'autre partie entraînerait l'impossibilité d'un accord, laissant cependant subsister, jusqu'à une éventuelle rupture unilatérale, le présent « statu quo ».

Cette dernière hypothèse de la permanence du « statu quo », le Saint-Siège ne l'a pas exclue et ne l'exclut pas du nombre des possibilités, et elle pourrait aussi être suggérée à l'occasion pour éviter de plus grands maux. Mais il est nécessaire que l'épiscopat ait clairement conscience de ce que cela impliquerait, afin que la Hiérarchie et le Saint-Siège puissent assumer pleinement leurs propres responsabilités.

5. Enfin, je ne voudrais pas manquer de souligner la nécessité — dont, j'en suis certain, l'épiscopat est lui-même convaincu — d'user de la plus grande discrétion dans une question si importante et si délicate, et lorsqu'il s'agit de documents privés.

En vous priant de porter à la connaissance de la Hiérarchie le contenu de cette lettre, je saisis cette occasion pour vous exprimer mes sentiments de haute considération.

— *Structuralisme et Révolution culturelle*, par PIERRE DAIX. — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 152 pages. Prix : ■ F. Editions Casterman-Poche, Paris.

LES MISSIONS

MESSAGE DE S. S. PAUL VI POUR LA JOURNÉE MISSIONNAIRE MONDIALE

(Dimanche 24 octobre) ⁽¹⁾

FILS BIEN-AIMÉS,
CHERS FRÈRES DANS LE CHRIST,
CHERS COLLABORATEURS DANS LA MISSION,

C'est ainsi que le Pape s'adresse à vous, reconnaissant avec un respect émerveillé la dignité apostolique qu'il a plu à Notre-Seigneur Jésus-Christ de conférer à chacun de ses disciples, du plus grand au plus petit.

Quand ce message vous parviendra, pour la Journée mondiale des missions, vous comprendrez certainement qu'il n'émane pas du Pape seul, comme d'un personnage isolé devant porter, à lui seul, la responsabilité missionnaire qui, depuis le commencement, a été « imposée à l'Eglise ». (*Ad gentes*, 5.) En effet, le mandat du Christ « d'aller dans le monde entier prêcher l'Evangile à toute créature » (Mc 16, 15) « a été hérité des apôtres par l'ordre des évêques, assisté par les prêtres, en union avec le Successeur de Pierre ». (*Ad gentes*, 5.)

Le Peuple de Dieu est un peuple missionnaire

C'est pourquoi, en cette Journée des missions, ce n'est pas en notre nom personnel seulement que nous nous adressons à vous, mais aussi en tant que porte-parole de nos frères dans l'épiscopat du monde entier avec lesquels c'est notre joie d'être uni par les liens les plus étroits de la charité et par une heureuse solidarité collégiale.

Les pasteurs du troupeau des chrétiens, serviteurs de tous les serviteurs de Dieu, désirent que vous partagiez avec eux, en ce jour, cette merveilleuse pensée : eux et vous, vous êtes les membres d'une Eglise missionnaire, d'une Eglise dont la raison d'être est de faire connaître à toute l'humanité l'Evangile du salut.

Le Peuple de Dieu est un peuple missionnaire.

Le Christ aurait pu demander à son Père, et

il en aurait immédiatement obtenu, « plus de douze légions d'anges » (Mt 26, 53) pour annoncer au monde la rédemption. Au lieu de cela, c'est à nous que le Christ a donné cette tâche et ce privilège, à nous « les derniers de tous les saints » (Ep 3, 8) qui sommes vraiment indignes d'être appelés apôtres (cf. 1 Co 15, 9). Volontairement, c'est à notre seule voix qu'il s'en est remis pour annoncer à l'humanité la Bonne Nouvelle. C'est à nous qu'est donnée cette grâce de « prêcher aux païens les insondables richesses du Christ ». (Ep 3, 8.)

Nous avons la Bonne Nouvelle

Et nous avons à prêcher l'Evangile dans cette extraordinaire période de l'histoire humaine, comme on n'en a certainement jamais connu, où les réalisations ont atteint pour la première fois des sommets qui n'ont d'égaux que les abîmes, sans précédents eux aussi, du bouleversement et du désespoir. S'il y eut jamais un temps où les chrétiens ont été provoqués, plus qu'en tout autre, à être une lumière qui illumine le monde, une ville située sur la colline, un sel qui donne de la saveur à la vie des hommes (cf. Mt 5, 13-14), c'est bien aujourd'hui ! Car nous possédons l'antidote contre le pessimisme, les présages sinistres, le découragement et la peur qui affligent notre temps.

Nous avons la Bonne Nouvelle.

Et chacun de nous, de par sa qualité même de chrétien, doit se sentir poussé à diffuser cette Bonne Nouvelle jusqu'aux extrémités de la terre. « Nous ne pouvons pas ne pas dire ce que nous avons vu et entendu. » (Ac 4, 20.)

Aucun de nous, chrétiens — qu'il soit Pape, évêque, prêtre, religieux ou laïc, — ne peut renoncer à sa responsabilité en ce qui concerne ce devoir essentiellement chrétien. Vous vous rappelez certainement l'insistance avec laquelle le récent Concile œcuménique l'a rappelé : « A tout disciple du Christ incombe pour sa part la charge de répandre la foi. » (*Ad gentes*, 23.) « Tous les fils de l'Eglise doivent avoir une vive conscience de leur responsabilité à l'égard du monde... et dépenser leurs

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* des 28-29 juin 1971. Traduction française publiée par l'Agence Fides, 30 juin 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.

forces pour l'œuvre de l'évangélisation. » (*Ibid.*, 36.)

Soulignons clairement ce point : le Christ a donné à ses apôtres un ordre qui est si concret et si explicite que toute possibilité de doute sur ses intentions est exclue. Ils devaient aller dans le monde entier (sans omettre aucune de ses parties) et prêcher l'Evangile à toute créature (sans exception de race ou de temps).

La Bonne Nouvelle consiste en ceci : Dieu nous aime ; il s'est fait homme pour partager notre vie et pour que nous partagions la sienne ; il marche avec nous, à chaque pas de notre chemin, faisant siens tous nos soucis, car il prend soin de nous (1 P 5, 7) ; et c'est pourquoi les hommes ne sont pas seuls, car Dieu est présent dans leur histoire, celle des peuples et celle des individus ; il nous conduira, si nous n'y mettons pas obstacle, à un bonheur éternel qui dépasse les bornes de toute attente humaine.

L'évangélisation, ferment de développement

Vous entendrez sans doute faire cette objection qui part d'une bonne intention : mais qu'en est-il de ceux qui ont faim, des économiquement faibles, des victimes de l'oppression et de l'injustice ? Est-ce raisonnable, est-ce même vraiment charitable, n'est-ce pas plutôt leur faire affront que de leur parler d'un bonheur à venir ? Ne vaudrait-il pas mieux, pour le christianisme, les aider à se rapprocher d'une vie vraiment humaine plutôt que de leur parler d'une vie future au ciel ?

Mais le Christ, qui fut lui-même « consacré par l'onction pour prêcher la Bonne Nouvelle aux pauvres... et rendre la liberté aux opprimés » (Lc 4, 18), n'a pas voulu que nous puissions exclure les pauvres et les malheureux — pas plus que tout homme de quelque race, couleur, tribu ou condition qu'il soit — de la joie d'entendre la Bonne Nouvelle de l'Evangile.

Fidèles à son esprit, nos missionnaires n'ont jamais songé à séparer l'amour de Dieu de l'amour de l'humanité, et encore bien moins à opposer l'un à l'autre. Quand ils édifient le Royaume de Dieu, ils travaillent toujours en même temps à améliorer la condition terrestre de l'homme. Et il faut affirmer bien haut que le doux message de l'Evangile n'a jamais, au cours de l'expérience de l'Eglise, été regardé comme un affront par les pauvres ou les opprimés.

Sans prétendre intervenir « pour proposer un modèle préfabriqué » de civilisation (*Octogesima adveniens*, 42), les propagateurs de la Bonne Nouvelle apportent à tous les peuples (dans la fidélité au patrimoine de l'enseignement du Christ et le respect de leurs diverses cultures) ce qu'ils croient être « l'unique, la véritable, la plus haute interprétation de la vie humaine dans le temps et au-delà du temps : l'interprétation chrétienne ». (Discours au Parlement de l'Ouganda, 1^{er} août 1969, AAS 61 [1969], p. 582.) C'est qu'ils croient que « le Christ, qui est mort et ressuscité pour tous, peut, grâce à son Esprit, offrir à l'homme lumière et force à la mesure de sa destinée suprême ». (*Gaudium et spes*, 10.) L'évangéli-

sation, qui répond aux plus nobles aspirations de l'homme, devient ainsi un ferment de développement.

Nous constatons ainsi le besoin permanent de prêcher l'Evangile afin d'offrir à l'homme la raison dernière de ses efforts vers le développement : « la reconnaissance par l'homme des valeurs suprêmes, et de Dieu qui est leur source et leur objet... la foi, don de Dieu accepté par la bonne volonté de l'homme, et l'unité dans la charité du Christ, qui nous appelle tous à participer comme fils à la vie du Dieu vivant, Père de tous les hommes ». (*Populorum progressio*, 21.)

Peut-être le monde n'a-t-il jamais senti auparavant un tel besoin des valeurs spirituelles et, nous en sommes convaincu, n'a-t-il jamais été aussi disposé à accueillir leur proclamation. En effet, les régions du monde les mieux pourvues découvrent rapidement que, pour ce qui les concerne, le bonheur ne consiste pas dans la possession des biens ; elles apprennent, par une amère « sensation de vide », combien sont vraies les paroles du Seigneur : « L'homme ne vit pas seulement de pain, mais de toute parole qui procède de la bouche de Dieu ». (Mt 4, 4.)

Nous devons dire aux hommes, et leur redire sans cesse, que « la clé, le centre et la fin de toute l'histoire humaine se trouve en son Seigneur et Maître ». (*Gaudium et spes*, 10.) Nous devons leur dire que cela n'est pas vrai seulement pour les croyants, mais s'applique aussi à tous et à chacun, pour qui le Christ est mort et dont la vocation, en définitive, est de correspondre au dessein de Dieu : « réunir toutes choses dans le Christ, tout ce qui existe aux cieux et sur la terre ». (Ep 1, 10.)

Devoir de solidarité envers les missionnaires

Nous devons inviter tous les hommes à se joindre au Peuple de Dieu, à son Eglise, cette société d'espoir toujours en expansion, qui est en mesure de tenir ses regards tendus vers l'avenir sans fermer les yeux sur le présent ; qui, en vérité, estime que le présent n'a de sens, de valeur et de prix qu'en conséquence de sa relation avec le futur, et qui, par conséquent, peut s'engager dans le présent avec d'autant plus d'énergie et de conviction. « Non, nous ne rougissons pas de l'Evangile. » (Rom 1, 16.) Non, ni le Pape ni les évêques ne rougissent de mendier les moyens qui peuvent faire connaître l'Evangile. Si donc, en cette Journée des missions, vous les voyez tendre la main et vous demander l'aumône pour l'amour de Dieu et du prochain, que cela ne vous surprenne ni ne vous scandalise.

Le Christ lui-même n'a-t-il pas sollicité ceux qui l'entouraient pour obtenir les moyens qu'il avait choisis pour faire le bien ? N'a-t-il pas nourri la foule avec les quelques pains que lui a fournis un jeune garçon ? N'a-t-il pas emprunté la barque d'un pêcheur pour s'en servir afin de distribuer au peuple la parole de vie ? N'a-t-il pas accepté, pour lui et ses disciples, l'assistance que les saintes femmes lui procuraient sur leurs propres ressources ? N'est-ce pas sur une ânesse empruntée qu'il a chevauché vers le lieu de sa passion ? Et n'a-t-il

pas dépendu d'un homme riche jusque pour la tombe où s'est accomplie sa résurrection ?

Nous devons vous confier, à vous qui constituez le corps entier des fidèles catholiques et qui êtes nos collaborateurs dans la tâche que Dieu nous a assignée de faire connaître la Bonne Nouvelle, une chose qui nous remplit d'embarras et de confusion. Nous sommes incapables de pourvoir convenablement à l'entretien des missionnaires de l'Eglise et d'apporter une aide suffisante aux œuvres de religion et d'amour qu'ils ne cessent d'entreprendre.

Ces missionnaires se sont engagés « à vie » au service de l'Evangile. C'est à notre place qu'ils partent vers les nations. C'est en notre nom qu'ils exécutent l'ordre du Maître « de prêcher l'Evangile à toute créature ». (Mc 15, 16.) Rien de ce que nous pourrions leur offrir ne pourrait satisfaire aux obligations que nous avons envers ces hommes et ces femmes, mais nous devons au moins leur procurer le pain quotidien et pourvoir aux nécessités qui découlent de leurs œuvres diverses.

Pour ceux d'entre nous — et ils sont nombreux — qui ne peuvent aller en personne porter la Bonne Nouvelle aux peuples de la terre, c'est souvent la seule façon qui se présente de remplir l'indispensable devoir missionnaire incombant à tous les chrétiens. Notre prière incessante attire la grâce divine sur les entreprises de nos missionnaires, nos sacrifices offerts librement et nos souffrances acceptées avec joie leur ouvrent bien des portes.

A ces subsides spirituels, nous devons ajouter de généreuses aumônes car, dans le concret de notre condition terrestre, l'assistance matérielle est aussi nécessaire.

Depuis bientôt un siècle et demi, l'organisation de ce soutien apporté par les fidèles catholiques a été confiée à un organisme charitable appelé Œuvres pontificales missionnaires (ou encore : Assistance pontificale aux missions). C'est par le moyen de ces Œuvres pontificales dans chaque pays, sous la conduite de directeurs nationaux zélés proposés par les évêques, que les aumônes du Peuple de Dieu sont recueillies chaque année, principalement dans les quêtes paroissiales du Dimanche des missions.

Dès que ces dons ont été centralisés, ils sont distribués aux missions. Ainsi vos contributions, accordées avec générosité et de bon cœur en réponse à l'appel annuel du Pape, sont affectées sans retard aux besoins ordinaires des pays de mission : construire des églises, des écoles, des hôpitaux, des séminaires, des noviciats..., nourrir les affamés, soulager ceux qui souffrent, porter des secours d'urgence aux victimes des cataclysmes...

Il est malheureusement certain que les Œuvres pontificales se trouvent actuellement incapables de satisfaire plus qu'une fraction des demandes totales. Ce n'est pas parce que vos offrandes sont devenues moins généreuses ; mais plutôt c'est une conséquence de la rapidité avec laquelle l'évangélisation a procédé et de l'extension considérable des œuvres de développement social entreprises par les missionnaires.

Néanmoins, nous croyons devoir presser tous et chacun des fidèles catholiques de faire encore de plus grands sacrifices pour la foi,

et non seulement ceux qui appartiennent à des sociétés plus prospères, mais même ceux qui, comme la veuve louée par le Christ, devraient « prendre sur leur pauvreté ». (Mc 12, 44.) Ce faisant, nous ressemblerons davantage à la première communauté chrétienne, dont il est dit que « nul n'appelait sien ce qui lui appartenait ». (Ac 4, 32.)

De même que, dans ce printemps de l'Eglise, « la multitude des croyants n'avait qu'un cœur et qu'une âme », ainsi doit-il en être de la multitude des croyants d'aujourd'hui : société non seulement d'espérance, mais aussi de foi et de charité. Certainement, nous ne devons faire qu'un avec nos missionnaires, ces apôtres de notre temps, quand ils se hâtent en notre nom vers les extrémités de la terre, afin de « faire voir à tous les hommes le plan de ce mystère tenu caché en Dieu depuis l'origine des siècles » (Ep 3, 9) et pour « révéler les trésors inouïs de sa grâce par sa bonté pour nous dans le Christ Jésus ». (Ep 2, 7.)

Nous ne devons faire qu'un avec eux, dans une solidarité instamment chrétienne et apostolique, de sorte qu'ils puissent recevoir « beaucoup de force » pour « rendre témoignage à la résurrection du Seigneur Jésus ». (Ep. 4, 33.) Et nous ne manquerons pas d'accomplir ainsi ce que des cœurs chrétiens doivent toujours désirer pour leur frères humains : leur faire « connaître l'amour du Christ qui défie toute connaissance », de sorte qu'ils « puissent être remplis de la plénitude même de Dieu ». (Ep 3, 19.)

**

En vous exposant ainsi nos pensées, à vous tous, chers Fils et chères Filles, nous invoquons sur vous la grâce et la force du Seigneur, afin que vous puissiez être fidèles à votre vocation dans son Eglise missionnaire. Et à vous, nos missionnaires bien-aimés à travers le monde, nous adressons, avec une profonde affection, un salut très spécial en Jésus-Christ, que vous serviez dans l'amour, le sacrifice et la joie. A vous tous, qui collobarez avec lui pour l'édification de son Royaume — « Royaume de vérité et de vie, de sainteté et de grâce, de justice, d'amour et de paix » (préface de la fête du Christ-Roi) — nous accordons de tout cœur, en cette Journée mondiale des missions, notre Bénédiction apostolique.

Du Vatican, le 25 juin 1971.

PAULUS PP. VI.

-
- *Matrimonio e celibato al Concilio di Trento*, par EGIDIO FERASIN, S.D.B. — Un vol. 17 × 24 cm, de 194 pages. Editions de la Faculté de théologie de l'Athénée pontifical du Latran, Rome (Italie).
 - *La Prière*, par A. HAMMAN, J. GNILKA, J. HELWA, D. PÉZERIL (coll. « Thèmes bibliques »). — Un vol. 11 × 18 cm, de 126 pages. Prix : 9 F. Apostolat des Editions, Paris.
 - *Votre enfant et l'école maternelle*, par PAULETTE LEQUEUX-GROMMAIRE. Préface de S. HERBINIÈRE-LEBRET. — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 171 pages. Prix : 9 F. Casterman-Poche, Paris.
 - *De l'enfant à l'adulte*. Les étapes de la vie affective et sexuelle, par ERNEST ELL. Traduction de JOSEPH FEISTHAUER et CHRISTIANE DEYDIER (coll. « Sciences humaines »). — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 288 pages. Editions du Centurion, Paris.

CONCLUSIONS DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LA S. CONGRÉGATION POUR L'ÉVANGÉLISATION DU MONDE

(30 mars - 2 avril 1971) (1)

24 avril 1971.

Introduction : principes généraux

A. Fin de l'activité missionnaire

« La fin propre de l'activité missionnaire, c'est l'évangélisation et l'implantation de l'Eglise dans les peuples ou les groupes humains dans lesquels elle n'a pas encore été enracinée. » (Décret *Ad gentes divinitus*, n° 6.)

B. Eglise universelle et Eglise particulière

Il faut donc que des Eglises particulières naissent et croissent dans le monde entier, car c'est dans et par elles que l'Eglise peut assumer dans la plénitude catholique, les personnes, les groupes humains et les peuples avec leurs cultures, leurs langues et leurs mœurs.

Ces Eglises particulières sont d'ailleurs vraiment l'Eglise dans la mesure où elles assument, dans leurs particularités, la vocation d'annoncer à tous la foi de l'Eglise universelle. Cette responsabilité est partagée par l'ensemble de l'Eglise sous l'autorité du Successeur de Pierre qui préside au rassemblement de la charité. Chaque Eglise particulière consciente de cette « co-responsabilité » doit porter la sollicitude de toutes les autres en sorte que soient vécues entre toutes une communion et une coopération effectives.

C. La S. congrégation pro Gentium evangelizatione seu de Propaganda fide

La S. congrégation pro Gentium evangelizatione seu de Propaganda fide ayant été chargée par le Saint-Père, selon les termes mêmes du II^e Concile du Vatican, « de diriger et coordonner, par toute la terre, l'œuvre missionnaire et la coopération missionnaire » (Décret *Ad gentes divinitus*, n° 29), c'est d'elle que « doivent provenir les normes directrices et les principes adaptés en vue de l'évangélisation ». (*Ibid.*)

C'est pourquoi, cette S. congrégation pro Gentium evangelizatione juge opportun de donner les directives suivantes :

I. — Rapports entre Eglise universelle et Eglises particulières au point de vue missionnaire

A. Nécessité de raviver un authentique esprit missionnaire

1. Notre-Seigneur Jésus-Christ « prescrit à son Eglise d'évangéliser et de baptiser toutes les nations, lui promettant son assistance jusqu'à la fin des siècles.

Depuis la Pentecôte, c'est l'Esprit-Saint qui suscite dans le cœur de tous le même esprit missionnaire qui

animait le Seigneur, et l'Eglise « ne cesse de prier, d'espérer et d'agir, exhortant ses fils à se purifier et à se renouveler pour que sur son visage le signe du Christ brille plus clair ». (Constitution dogmatique *Lumen gentium*, n° 15 ; voir aussi Décret *Ad gentes divinitus*, n° 36.)

2. C'est pourquoi, il faut avoir le souci primordial de raviver sans cesse l'esprit missionnaire authentique dans chaque Eglise particulière, diocésaine ou paroissiale (Décret *Ad gentes divinitus*, n° 37) et dans le cœur de tous les chrétiens : évêques (*ibid.*, n° 6 et 38), prêtres (*ibid.*, n° 39 et Décret *Apostolicam actuositatem*, n° 6), religieux, religieuses (Décret *Ad gentes divinitus*, n° 40) et laïcs (*Ibid.*, n° 21 et 41, et Décret *Apostolicam actuositatem*, n° 6).

3. A cet effet, l'Assemblée plénière recommande de créer des centres et de prévoir des programmes (exercices spirituels, sessions, etc.) pour un renouveau apostolique et missionnaire par l'animation spirituelle de toutes les catégories de chrétiens et surtout les jeunes.

B. Approfondissement théologique

La réflexion théologique doit aider ce renouveau de l'esprit missionnaire.

1. L'Assemblée plénière recommande aux théologiens de mettre, avant tout, en valeur la notion authentique de mission telle qu'elle a été présentée par le Décret *Ad gentes divinitus* (n° 2 à 7 inclus) et par la Constitution dogmatique *Lumen gentium* (n° 13 et 17), en ayant le souci de la rendre intelligible à la mentalité moderne ; cela demandera un travail d'équipe et interdisciplinaire.

2. On évitera, dans un contexte de sécularisation, de confondre l'activité missionnaire avec le développement ou surtout de la réduire à celui-ci, au risque d'oublier l'objet spécifique de la mission de l'Eglise qui est l'annonce de l'Evangile dans l'attente de la Jérusalem céleste et d'amoindrir, de ce fait, l'esprit missionnaire en lui faisant perdre de son efficacité.

Le souci de respect de la liberté religieuse, un sain œcuménisme et un vrai dialogue avec les non-chrétiens et les non-croyants ne doivent pas non plus amoindrir et offusquer le zèle pour la propagation de la vraie foi et faire perdre de vue l'urgence, toujours actuelle, du devoir missionnaire.

3. Il sera utile, aussi, de préciser, quant à l'activité missionnaire, un certain nombre de notions comme : « Eglise universelle », « Eglise particulière », « Communion », « Coopération » avec réciprocité d'échanges, « co-responsabilité » et « subsidiarité ».

C. Diversité dans l'unité

1. L'Assemblée plénière demande qu'un effort soit fait par tous, dans le sens indiqué par le Décret *Ad gentes divinitus*, n° 22, pour que la vie chrétienne soit ajustée au génie et au caractère de chaque culture et pour que les traditions particulières de chaque pays soient assumées dans l'unité catholique.

(1) Texte original.

2. Dans cet effort, on aura comme premier souci celui de transmettre la foi dans toute sa richesse : il y a une affirmation du mystère chrétien qui est préliminaire à tout effort pour la faire assimiler par son milieu donné. De nos jours, tandis que le silence recouvre peu à peu certains mystères fondamentaux du christianisme, nous voyons se manifester une tendance à reconstruire, à partir des données psychologiques et sociologiques, un christianisme coupé de la tradition ininterrompue qui le relie à la foi des apôtres, et à prôner une vie chrétienne privée d'éléments religieux... Si les enquêtes sociologiques nous sont utiles pour mieux découvrir la mentalité ambiante, les préoccupations et les besoins de ceux auxquels nous nous adressons la parole de Dieu, comme aussi les résistances que lui oppose la raison humaine... les conclusions de telles enquêtes ne sauraient constituer, par elle-même, un critère déterminant de vérité. » (Exhortation apostolique, 11 décembre 1970.)

3. On veillera à ce que les prêtres (Décret *Ad gentes divinitus*, n° 16 et 26), les missionnaires (ibid., n° 26) membres des instituts religieux séculiers, tant masculins que féminins, laïcs, reçoivent — si possible — une formation qui tienne compte des valeurs culturelles des milieux à évangéliser : en particulier, une bonne connaissance des langues des pays auxquels ils sont destinés leur permettra de trouver un accès plus facile au cœur des hommes, de s'attacher davantage à leur mission et de recueillir ainsi des fruits plus abondants.

Les laïcs, notamment les élites, doivent s'attacher à connaître la culture de leur patrie pour « la purifier, la conserver, la développer selon les situations les plus récentes, enfin lui donner sa perfection dans le Christ ». (Décret *Ad gentes divinitus*, n° 21.)

4. On favorisera la créativité et l'esprit d'initiative des Eglises particulières dans leur recherche de nouvelles techniques d'apostolat bien adaptées aux situations locales.

C'est ainsi qu'on devra tendre à une présentation de la foi qui corresponde mieux aux exigences socio-culturelles de chaque milieu.

Enfin quand les circonstances ne permettent pas le plein développement de toutes les activités apostoliques, on pourra toujours exercer un apostolat par la prière contemplative et un témoignage de vie de travail dans un esprit de charité désintéressée, se souvenant que les disciples du Christ ne cherchent pas seulement le progrès et la prospérité matériels des hommes, mais d'abord à faire luire le mystère du Christ.

II. — Rapport de la S. congrégation « Pro Gentium evangelizatione » de Propaganda fide avec les Conférences épiscopales

A. Relations fondamentales avec les Conférences épiscopales

1. L'Assemblée plénière estime que c'est une tâche primordiale pour la congrégation de continuer à stimuler, soutenir et encourager la vie et le fonctionnement des Conférences épiscopales qui regroupent des Ordinaires de circonscriptions missionnaires.

2. Elle juge, aussi, nécessaire d'institutionnaliser les rapports de la congrégation avec toutes les Commissions épiscopales pour les missions (*Motu proprio Ecclesiae sanctae*, III, n° 19) en établissant au sein du dicastère un bureau à cet effet.

B. Relations avec les autres dicastères

L'Assemblée plénière demande que la congrégation, pour les matières qui sont de sa compétence (voir Décret *Ad gentes divinitus*, n° 29, et Constitution apostolique *Regimini Ecclesiae Universae*, n° 81 à 91), amplifie ses relations avec les autres dicastères (congrégations, secrétariats, « Consilium de laïcis », etc.) en vue notamment d'harmoniser les règles et les méthodes (*Motu proprio Ecclesiae sanctae*, III, n° 13, § 1) et de coordonner le calendrier des activités.

C. Collaboration avec les Conférences épiscopales dans le domaine de la pastorale missionnaire

1. L'Assemblée plénière recommande à la Commission d'experts en pastorale missionnaire, déjà instituée au sein de la congrégation (Décret *Ad gentes divinitus*, n° 29), d'intensifier son attention aux situations locales des diverses régions, à la mentalité des différents groupes d'hommes et aux méthodes d'évangélisation.

2. Elle demande, en outre, que cette Commission développe un service d'informations à mettre à la disposition des Conférences épiscopales des diverses aires socio-culturelles (Décret *Ad gentes divinitus*, n° 6, et *Motu proprio Ecclesiae sanctae*, III, n° 18).

3. On recommande d'adjoindre de nouveaux membres correspondants à cette Commission après avoir consulté les Conférences épiscopales.

D. Instituts scientifiques missionnaires

L'Assemblée plénière demande que la Congrégation continue d'encourager les études de missiologie et des autres disciplines ou arts utiles aux missions, comme l'ethnologie et la linguistique, l'histoire et la science des religions, la sociologie, les arts pastoraux et autres semblables (Décret *Ad gentes divinitus*, n° 34) en aidant les Conférences épiscopales pour des réalisations concrètes « éventuellement communes » (ibid.) telles que facultés et instituts scientifiques de missiologie, grands séminaires, centre d'étude ou de recherches sur les cultures locales (*Motu proprio Ecclesiae sanctae*, n° 18) et, si possible, chaires de religion et de civilisation chrétienne dans les établissements non catholiques.

E. Répartition du personnel missionnaire

L'Assemblée plénière juge qu'il convient que la congrégation instaure des réunions périodiques avec les supérieurs généraux des instituts missionnaires tant masculins que féminins pour examiner et résoudre, à la requête des Conférences épiscopales, les problèmes de l'envoi de personnel dans les zones critiques, c'est-à-dire dans les territoires missionnaires, régions entières ou diocèses, qui ne peuvent être pourvus par les moyens ordinaires du personnel nécessaire à l'évangélisation.

F. Instituts missionnaires et Conférences épiscopales

La recherche des moyens les plus adaptés pour établir un lien plus étroit entre le missionnaire et son diocèse d'origine (Décret *Ad gentes divinitus*, n° 38) sera confiée au bureau créé pour pourvoir à l'amélioration des rapports de la congrégation avec les Conférences épiscopales à propos de l'activité missionnaire.

Agnelo, cardinal Rossi, préfet.

† Sergio PIGNEDOLI, secrétaire.

L'ANNÉE MISSIONNAIRE 1970-1971

Chaque année, avant le dimanche missionnaire, le bulletin de l'Agence Fides, publié par la S. congrégation pour l'Évangélisation, brosse un panorama de la vie missionnaire dans le monde au cours de l'année écoulée. Voici le panorama de l'année missionnaire, allant de juillet 1970 à juillet 1971 (1) :

Le 6 janvier dernier, fête de l'Épiphanie, Paul VI remettait le prix pour la Paix Jean XXIII à Mère Thérèse Bojaxhiu, de Calcutta, missionnaire bien connue pour son œuvre charitable parmi les pauvres et les malades. Il est permis de penser, croyons-nous, qu'en la personne de Mère Thérèse ce sont tous les vrais missionnaires que le Pape a voulu honorer, tous ceux qui sèment ici-bas les paroles divines de paix et d'amour et dont saint Paul, citant Isaïe, a pu écrire : « Comme ils sont beaux les pieds des messagers de bonnes nouvelles ! » (Rm 10, 15.)

Ombres et lumières

Grâce au zèle de tous ces missionnaires, le travail de l'Eglise a continué de croître et de porter des fruits durant les douze derniers mois dans les pays en voie de développement — et cela malgré les difficultés rencontrées çà et là.

Parmi ces difficultés, nous rappellerons ici les suivantes :

En **Afrique du Sud**, au cours de cette année de campagne mondiale contre le racisme, la politique de ségrégation raciale (l'apartheid) se poursuit et même s'intensifie, au dire de l'archevêque anglican A. M. Ramsey de Canterbury, qui, en janvier dernier, a visité ce pays d'où deux pasteurs anglicans viennent d'être expulsés.

En **Rhodésie** également, ce même racisme a fait de nouveaux pas en avant avec l'approbation du « Land Tenure Act » ou « Loi sur l'occupation de la terre », qui, sur une base injuste, divise le pays entre zones européennes et africaines, considère la présence à l'école ou à l'église comme une occupation de territoire et donc l'interdit aux Africains dans toute zone européenne. La Conférence épiscopale du pays a protesté énergiquement, le 17 février dernier, contre les conséquences de cette loi sur les écoles multiraciales.

En **Guinée**, est venue s'ajouter aux graves problèmes qui pèsent sur l'Eglise l'injuste condamnation aux travaux forcés à perpétuité, le 24 janvier dernier,

de l'archevêque de Conakry, Mgr Raymond Tchidimbo.

En **Guinée équatoriale**, l'évêque de Santa Isabel, Mgr F. Gomez Marijuan, a été expulsé du pays le 4 avril dernier, sans qu'aucune explication de ce geste n'ait été donnée. Plusieurs missionnaires avaient d'ailleurs fait l'objet d'une telle mesure depuis l'indépendance du pays (12 octobre 1968).

Au **Soudan**, la situation toujours tendue entre les Arabes du Nord et les Noirs du Sud gêne considérablement le travail missionnaire parmi ces derniers, dont des milliers d'ailleurs se sont réfugiés dans les pays voisins.

La **Chine continentale** demeure évidemment toujours fermée aux missionnaires et opposée à la vie normale de l'Eglise. Un signe de bon augure pourtant a été et demeure la mise en liberté par les autorités communistes de ce pays, le 10 juillet 1970, de l'évêque américain, Mgr J. E. Walsh, M. M., emprisonné depuis seize ans.

Au **Vietnam**, au **Laos** et au **Camboodge**, l'interminable guerre continue d'accumuler victimes et ruines de toutes sortes (matérielles et morales), empêchant gravement la promotion humaine et religieuse en ces pays.

En **Birmanie**, le travail missionnaire, en butte aux dispositions peu favorables du gouvernement, est de ce fait rendu plus difficile.

Le **Pakistan oriental** a été frappé par deux grands désastres — le cyclone de novembre 1970 et la guerre civile de mars-avril 1971 — qui ont fait un grand nombre de victimes et de destructions, sans parler des millions de réfugiés pakistanais (six, dit-on), dans le Bengale indien limitrophe, parmi lesquels, pour comble de malheur, sévit une épidémie de choléra.

D'autres problèmes, moins graves toutefois, ont surgi en certains pays : mainmise du gouvernement sur les écoles dans l'Etat centre-oriental de la **Nigeria** (une lettre pastorale commune de l'épiscopat a paru à cette occasion) ; la nationalisation des écoles catholiques au **Ghana** ; les nationalisations croissantes en **Tanzanie**, à la fois dans le domaine de l'enseignement et des services hospitaliers (2).

**

En revanche, il est des pays où le travail missionnaire, du fait d'événements récents, a été rendu plus facile.

(2) On remarquera que dans ce panorama la situation délicate du Mozambique (DC 1971, p. 549, 633, *infra*, p. 899) n'est pas évoquée.

A **Ceylan**, le gouvernement de Mme Bandaranaike, porté au pouvoir le 22 mai dernier en partie grâce à l'appui des catholiques, loin d'être aussi gauchiste que certains le craignaient, s'est montré amical et porté à la coopération avec les chrétiens qui pourtant ne forment même pas les 10 % de la population. En août 1970, Mme Bandaranaike, rendant visite au « St. Briget's Convent », dont elle avait été jadis l'élève, exprima son admiration pour le travail des religieuses et réaffirma son intention de maintenir la démocratie à Ceylan. En juillet 1971, le gouvernement cinghalais a remis le dimanche jour de repos hebdomadaire, estimant que l'expérience faite pendant cinq ans avec ce repos placé au jour « poya », cher aux bouddhistes, n'avait pas donné les résultats escomptés.

En **Inde**, la nette victoire du « New Congress Party » de Mme Gandhi, aux récentes élections (février-mars 1971) a apporté au pays une plus grande stabilité politique et un climat de tolérance favorable au travail de l'Eglise, malgré les tentatives des extrémistes hindous pour faire interdire toutes les conversions. En présentant ses lettres de créance au Pape Paul VI, le 24 mai dernier, l'ambassadeur de l'Inde près le Saint-Siège, — S. E. M. Arjun Singh — a dit ceci : « L'Inde, comme le sait Votre Sainteté, est un Etat laïque où chaque religion existante est encouragée à fleurir sans restrictions ni préjugés. La population de religion chrétienne en Inde a apporté une précieuse contribution à la riche mosaïque de la vie culturelle et sociale de ce pays. Contribution spécialement remarquable dans les domaines scolaire et humanitaire. »

En **Ouganda**, le président Idi Amin Dada, venu au pouvoir à la faveur du coup d'Etat du 25 janvier dernier, se montre très favorable au travail de l'Eglise. Lors d'une conférence aux chefs religieux, qu'il avait convoqués le 19 mai dernier, il a indiqué que la politique religieuse du nouveau gouvernement était d'encourager le travail de toutes les confessions en éducation, santé, œuvres sociales et autres ; de promouvoir également le service de Dieu conformément à la religion de son choix. Il a dit aussi que les dix missionnaires catholiques expulsés par le précédent gouvernement, en 1967, seraient les bienvenus dans le pays.

En **Nigeria**, après la désastreuse guerre civile qui s'y est déroulée, la vie religieuse peut être réorganisée de façon stable. L'expulsion au terme de cette guerre des missionnaires de l'Etat centre-oriental a été bénéfique, en ce

(1) *Fides*, 8 septembre 1971. Les notes sont de notre rédaction.

sens que les Ibos sont entièrement chargés de leur vie religieuse. Avec quatre évêques, cent cinquante prêtres et cent soixante-trois religieuses — tous autochtones, — l'Eglise est dans cette région complètement africanisée. Et, bien que le travail soit très lourd en l'absence de missionnaires, on peut dire que le but de leurs efforts a été atteint, à savoir : la mise sur pied d'une Eglise locale apte à prendre en main ses propres affaires. Dans les autres parties de la Nigeria également, la nomination d'évêques du pays et le développement du clergé autochtone laissent bien augurer de la croissance de l'Eglise locale dans le plus peuplé des Etats africains.

Après avoir brièvement évoqué le voyage de Paul VI en Extrême-Orient, et notamment son appel missionnaire (DC 1970, n° 1576, p. 1122), le texte poursuit :

Evangelisation et développement

Mission et développement — ou mieux : le développement, exigence et complément de la mission — a été cette année le thème majeur des documents et interventions pontificales et épiscopales traitant de l'activité missionnaire, ainsi d'ailleurs que des études et congrès missionnaires.

Après avoir consacré pratiquement son message pour le dimanche des Missions de 1970 à ce thème, **Paul VI** y est revenu brièvement dans son message pour le même dimanche de l'année actuelle... (3).

Dans son discours à la Conférence œcuménique d'Asie sur le développement (Tokyo, 14-22 juillet 1970), Mgr l'archevêque Pignedoli, secrétaire de la S. congrégation pour l'Evangelisation du monde, a dit que les valeurs spirituelles n'ont pas seulement priorité sur toutes les autres, mais « les pénètrent et leur donnent leur efficacité ». Il a réaffirmé sa foi dans « la valeur du message chrétien pour promouvoir le développement du monde moderne » et s'est dit convaincu que si nous, chrétiens, « n'avons pas assez fait dans ce domaine [du développement], c'est à cause de la faiblesse de notre foi » (4).

En **Asie**, l'un des deux thèmes étudiés au Symposium des évêques d'Extrême-Orient à Manille (23-29 novembre 1970) fut « la coopération de l'Eglise dans le développement des peuples ». Cette assemblée reçut la visite du Pape les 28 et 29 novembre. « N'est-ce pas l'Evangile, dit alors le Saint-Père aux évêques, qui est la bonne nouvelle prêchée aux pauvres, la source du développement ? » Et Paul VI d'ajou-

ter : « L'Eglise doit aider autant qu'elle le peut le combat contre l'ignorance, la faim, la maladie et l'insécurité sociale. »

De même, s'adressant encore à Manille au corps diplomatique, il a affirmé : « Le développement est le grand défi de cette décennie. C'est notre génération qui est appelée à donner la réponse. Nous serons jugés sur la générosité de notre engagement. » De même encore et toujours à Manille, dans son message à l'Asie, le Pape a lancé un appel pour la justice sociale et l'emploi des moyens techniques pour le développement de continent, tout en faisant l'éloge du « sens des valeurs spirituelles » qui a toujours caractérisé les Asiatiques et en les adjurant de maintenir la suprématie de ces valeurs.

Dans le message final et les résolutions de leur symposium, les évêques réunis à Manille ont pris le ferme engagement de s'intéresser « au développement intégral de leurs populations » et « d'être vraiment davantage l'Eglise des pauvres ». Ils ont pris conscience de l'immensité de leur tâche dans un continent de près de 2 milliards d'hommes dont 60 % ont moins de 25 ans ; ils ont énuméré en détail les domaines où l'Eglise doit s'efforcer de servir, même si cela demande d'affronter l'opposition d'intérêts investis.

Pour assurer que les résolutions de Manille passent dans la pratique, les évêques d'Asie ont mis sur pied un Secrétariat permanent à Hong Kong. Certaines Conférences épiscopales (comme celles d'Indonésie, du Japon et du Vietnam-Sud) ont déjà donné suite à ces résolutions par des directives spéciales à leurs fidèles sur le développement. Quant à l'Eglise de Corée, dès avant le symposium de Manille et pour le préparer, le cardinal Kim, de Séoul, avait envoyé aux membres de la Conférence épiscopale du pays une lettre qui était en quelque sorte un « examen de conscience collectif » sur l'action sociale de l'Eglise.

En **Afrique**, le Conseil permanent des Conférences épiscopales de l'Afrique occidentale francophone, dans une lettre pour le Carême de cette année, a orienté la réflexion des chrétiens et leur apostolat vers le développement intégral, faisant remarquer que ce développement, outre qu'il tend à promouvoir une vie individuelle et sociale plus humaine, comporte la libération et l'épanouissement de la personne, reconnue comme créature faite à l'image de Dieu, sauvée par Jésus-Christ et appelée à la vie divine (5).

Un séminaire pour la collaboration entre l'Eglise et l'Etat en matière de développement s'est tenu à Limuru, **Kenya**, du 1^{er} au 4 décembre 1970,

avec la participation de trente-quatre délégués de l'Eglise, des autorités gouvernementales et des Organisations chrétiennes internationales (SODEPAX, INADES, etc.), et organisé par l'AMECEA et MISEREOR. Il s'est achevé par la constitution d'un Comité national de l'Eglise pour coordonner une planification du développement intégral de l'homme.

L'épiscopat d'**Angola**, dans une lettre pastorale parue en janvier dernier, analyse la situation socio-religieuse actuelle du territoire et invite les fidèles à être activement responsables de l'instauration de la justice sociale et de la restauration de la paix. De même, les évêques du **Mozambique** ont envoyé à leurs prêtres, en mars dernier, une lettre collective sur les problèmes que l'Eglise doit affronter dans ce territoire pour s'y implanter et favoriser l'authentique promotion humaine et sociale de toute la population, sans distinction de races.

La Conférence épiscopale de **Tanzanie** a réaffirmé la mission propre de l'Eglise dans la situation actuelle de ce pays (l'un des plus socialisés de l'Afrique). Tout en admettant la tâche qui lui incombe dans le développement (tâche qui va d'ailleurs s'amenuisant dans les domaines scolaire et hospitalier, du fait de leur prise en charge progressive par l'Etat, comme nous l'avons signalé plus haut), la Conférence insiste sur le rôle primordial de l'Eglise en matière d'apostolat, de ministère pastoral et d'œuvres charitables. Le missionnaire, « agent de développement », oui ! a dit de son côté un évêque de ce pays — Mgr H. Mboka, de Morogoro, — mais sa tâche principale demeure toujours, comme dans le passé, religieuse... ».

Rappelons enfin à cet égard l'intention missionnaire de mai dernier, qui recommandait aux fidèles de prier « pour que, dans les initiatives missionnaires, la prédication de l'Evangile occupe la première place ».

La S. congrégation pour l'Evangelisation du monde

En septembre 1970, la S. congrégation pour l'Evangelisation du monde ou « de Propaganda Fide » a publié quatre documents importants : deux assez longs sur le rôle missionnaire du laïc et sur la vocation et la formation des missionnaires ; deux plus courts sur les catéchistes et sur l'aspect missionnaire de la formation sacerdotale (pour les prêtres qui ne se destinent pas spécialement aux missions) (6).

Une période de l'histoire du Dicastère des Missions s'est achevée avec la démission de son préfet — le cardinal

(3) *Supra*, p. 869.

(4) DC 1970, n° 1570, p. 819 et s.

(5) DC 1971, n° 1585, p. 428.

(6) DC 1970, n° 1570, p. 811 et 817 ; n° 1573, p. 964 et 965.

Agagianian, — le 22 octobre 1970. Ce prélat, qui laisse à tous ses collaborateurs (il était depuis plus de douze ans à la tête de « Propaganda Fide ») un souvenir de profonde piété, de grande bonté et d'entier dévouement à sa charge et à l'Eglise, a rendu son âme à Dieu le 16 mai dernier. Une autre période s'est ouverte pour ce Dicastère avec la nomination à la tête de « Propaganda Fide » du cardinal brésilien **Agnelo Rossi**. Avec lui, c'est un représentant du tiers-monde qui a pris en main les rênes de cette S. congrégation.

Le 5 mars dernier, deux archevêques, eux aussi du tiers-monde — NN. SS. **Bernardin Gantin** (de Cotonou, Dahomey) et **Duraisamy Simon Louridasamy** (de Bangalore, Inde) — ont été nommés secrétaires adjoints de « Propaganda Fide ». Ils sont entrés en charge, aux côtés du secrétaire de ce Dicastère — Mgr Sergio Pignedoli — le 3 mai dernier. Par ces trois nominations, c'est l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie qui sont désormais représentées aux plus hauts postes du Dicastère des Missions.

L'Assemblée plénière de « Propaganda Fide », qui s'est tenue du 30 mars au 2 avril dernier, a étudié les deux grands thèmes suivants : 1° Les relations entre l'Eglise universelle et les Eglises particulières ; 2° Les relations entre « Propaganda Fide » et les Conférences épiscopales (7).

Les œuvres pontificales missionnaires

Des changements sont également intervenus dans le personnel dirigeant des Œuvres pontificales missionnaires. Mgr Dominique **Conway**, secrétaire général de l'Œuvre de la Propagation de la Foi depuis mars 1968, a été nommé évêque auxiliaire d'Elphin, en Irlande, au mois d'octobre 1970, et fut remplacé par Mgr Joseph **Kempeneers**, directeur national des OPM en Belgique. Mgr Gaston **Courtois**, secrétaire général de l'Union missionnaire du clergé depuis 1960, est mort le 23 septembre et a été remplacé par Mgr Joaquin **Goburu**, directeur national des OPM en Espagne. L'une des premières initiatives de ce dernier fut d'associer plus étroitement les religieuses au travail de cette Œuvre pontificale. C'est ainsi que la première assemblée de leurs déléguées s'est tenue à « Propaganda Fide », le 15 juin dernier : soixante Sœurs y représentaient diverses Congrégations totalisant 223 000 membres.

L'Assemblée annuelle principale des OPM s'est tenue à Rome, du 11 au 14 mai dernier. Comme au cours des cinq années précédentes, la somme récoltée par l'OPM de la Propagation

de la Foi, en 1969-1970, s'élève à une trentaine de millions de dollars US. De ce total, douze environ vont aux missions comme subsides ordinaires et six à peu près à l'OPM de Saint-Pierre-Apôtre pour le clergé indigène. La douzaine de millions qui reste va aux missions sous forme de subsides extraordinaires. Or, cette année, les demandes pour de tels subsides s'élèvent à environ 30 millions de dollars. Aussi, de nombreuses et urgentes requêtes ne pourront-elles être satisfaites que dans une infime mesure et d'autres... renvoyées à plus tard. Ainsi donc, les besoins des missions augmentent chaque année, tandis que les offrandes en leur faveur restent au même niveau. Ceci, les fidèles doivent le savoir et, en conséquence, se montrer plus généreux. La même pénurie de moyens est le lot de l'OPM de Saint-Pierre-Apôtre. Avec les 6 millions de dollars reçus de la Propagation de la Foi, elle avait à sa disposition, cette année, 11 millions, alors que les requêtes qui lui étaient parvenues se montaient à 20 millions.

Une attention toute spéciale a été donnée cette année par les OPM aux besoins des catéchistes qui sont dans les 133 500 (soit environ 70 000 en Afrique, 60 000 en Asie et 3 500 en Océanie). Une Commission spéciale a travaillé cette question pendant toute l'année dernière ; mais ici encore le manque de fonds se fait cruellement sentir puisque, sur les 8 millions de dollars jugés nécessaires à cette œuvre, moins de 3 000 étaient disponibles.

Des exemples à suivre

L'épiscopat belge, à l'occasion de la Journée missionnaire mondiale de 1970, a publié une Déclaration pastorale sur l'évangélisation des peuples, pour rappeler aux chrétiens leur devoir de s'enrôler au service de Dieu parmi les hommes, non seulement en coopérant au développement des individus et des peuples, mais aussi en diffusant parmi eux le message proclamé par le Christ et en collaborant, chacun à son poste, à leur évangélisation (8). A l'occasion de cette même Journée, l'épiscopat canadien a adressé aux chrétiens de ce pays, et spécialement à la jeunesse, un message les invitant à coopérer à l'expansion du règne de Dieu par la diffusion de la Bonne Nouvelle du salut — tâche à laquelle travaillent, dans 101 pays, 6 260 de leurs compatriotes : 20 évêques, 2 100 prêtres, 900 frères, 2 900 religieuses, 100 membres d'instituts séculiers et 240 laïcs.

En Espagne, vient de prendre fin une campagne d'animation missionnaire qui s'est déroulée dans 943 couvents de religieuses cloîtrées et a donné d'excel-

lents résultats. En France, nombreuses ont été les initiatives en faveur des missions : Journées missionnaires nationales ; campagne nationale sur la presse « Enfants et Jeunes » dans le tiers-monde ; sessions de formation missionnaire ; départ de 98 prêtres « Fidei donum » pour le tiers-monde ; message œcuménique pour la deuxième décennie du développement ; nouvelle revue de l'OPM de la Sainte-Enfance ; campagne de Carême de solidarité sacerdotale (en faveur de prêtres, missionnaires ou autochtones, du tiers-monde) ; Centre de recherche théologique missionnaire ; campagne de foi partagée, organisée pendant l'Avent par l'Enfance missionnaire et le service missionnaire des jeunes ; Journées missionnaires régionales ; évêques de jeunes Eglises invités aux travaux de la Commission épiscopale pour les Missions à l'extérieur.

Au Salvador, l'épiscopat a pris des dispositions pour un renouveau missionnaire. Au Venezuela, a surgi un mouvement pour le réveil de l'esprit missionnaire, spécialement dans les instituts religieux. En Colombie, s'est tenue, en juin dernier, la première Semaine des missions et une nouvelle revue missionnaire nationale a été lancée. En Tanzanie, donc en plein pays de mission, l'épiscopat, dans son assemblée plénière de novembre 1970, a mis sur pied un plan pour cultiver les vocations missionnaires dans l'Eglise locale.

Un plus grand usage des mass media

L'Eglise missionnaire utilise de plus en plus les moyens de communication sociale inventés par la technique sociale — moyens qui font partie intégrante de la vie contemporaine et s'avèrent des voies efficaces pour la diffusion du message évangélique.

Le 23 mai dernier, la Commission pontificale pour les moyens de communication sociale a fait paraître une instruction pastorale détaillée et de valeur sur l'usage des mass media. « On ne pourrait, y lit-on notamment, se considérer fidèles au mandat du Christ en désapprouvant l'opportunité qu'offrent ces moyens pour faire connaître la vérité et les préceptes évangéliques au plus grand nombre possible d'hommes. » (n° 126.)

Parmi tout ce qui a été entrepris pendant les douze derniers mois à cet égard dans les missions, citons les faits suivants :

Radio-télévision

Dans le domaine de la radio-télévision, disons tout d'abord que l'œuvre des catholiques allemands « Misereor » a annoncé l'attribution par ses soins de prix annuels pour les meilleures produc-

(7) *Supra*, p. 871.

(8) *DC* 1970, n° 1573, p. 993.

tions sur le tiers-monde au grand et au petit écran.

Aux **Philippines**, le Pape Paul VI a utilisé les nouvelles installations de Radio-Veritas, l'émetteur catholique de Manille, pour diffuser son message à l'Asie.

Au **Japon**, le « Good Shepherd Movement », que dirigent les missionnaires de Maryknoll, a ouvert un nouveau Centre de moyens de communication sociale à Tokyo, portant ainsi leur nombre à cinq dans le pays. Le programme de télévision (deux émissions par semaine) de ce Mouvement est responsable de presque 75 % de tous les programmes religieux télévisés du pays. Les Centres du GSM font également passer à la radio (80 stations) deux programmes journaliers et produisent des brochures et des livres.

En **Afrique**, on a pensé qu'il valait mieux utiliser au maximum les possibilités offertes par les stations locales plutôt que de mettre sur pied un émetteur catholique. Pour une telle utilisation, on insiste actuellement en différents pays sur la création de centres de production.

C'est ainsi qu'au **Gabon**, même les élèves du petit séminaire Saint-Jean donnent à la radio un programme hebdomadaire approuvé par les responsables de l'émetteur national.

En **Zambie**, un groupe œcuménique « Multimedia Zambia » a été fondé par l'Eglise catholique et quatorze Eglises protestantes. Il produira 2 400 programmes de radio par an, ainsi que des programmes de télévision. Il a aussi un stock de films fixes, de diapositives, etc. et un département de presse.

En **Amérique latine**, le réseau des écoles catholiques par radio s'étend progressivement.

Moyens audio-visuels de catéchèse

Dans la catéchèse par moyens audio-visuels, l'organisation « Sonolux », dont le quartier général est en Suisse, produit des diapositives avec commentaires enregistrés sur bandes magnétiques, des tableaux muraux, des opuscules, etc., spécialement conçus pour l'Afrique avec des photos prises sur ce continent.

En **Haute-Volta**, une expérience catéchétique, menée pendant deux ans avec des magnétophones à cassettes, a remporté un tel succès que le but visé actuellement est de poursuivre l'expé-

rience à l'échelle nationale avec 255 magnétophones en grande partie déjà obtenus.

Presse

Sur le plan journalistique, en dépit de quelques abandons forcés — c'est ainsi, par exemple, que la **Croix du Dahomey** et l'**Effort Camerounais** ont dû cesser de paraître par manque de fonds, — la presse catholique continue généralement de tenir sa place.

En **Rhodésie**, la « Mambo Press » a obtenu de nouvelles machines, lui permettant de publier un journal hebdomadaire au lieu d'un mensuel et de remplacer le mensuel par un magazine illustré pour la jeunesse.

Pour l'**Afrique occidentale francophone**, une publication illustrée trimestrielle **Pirogue** (du genre de **Fêtes et Saisons**) a fait son apparition.

En **Ouganda**, le diocèse de Lira a lancé son propre journal, **Acer** : l'Etoile, avec un tirage de 7 000 exemplaires.

En **Tanzanie**, la revue mensuelle **Ecclesia** a fusionné avec le magazine bimensuel **Kiongozi**.

En **Afrique du Sud**, **Die Brug** devient un magazine catholico-anglican, afin de promouvoir l'œcuménisme. Une semblable coopération avec le mensuel **Kehilwenyane** (dans le Transvaal du Nord-Ouest) a connu un grand succès.

Journées d'étude

Les meetings sur les communications sociales ont été nombreux. Citons celui de Séoul (Corée), le 17 mars, et celui, œcuménique, qui a réuni à Nairobi (Kenya), du 31 décembre au 2 janvier, les représentants de cinq pays de l'Afrique orientale. Les évêques de cette partie du continent noir ont d'ailleurs été particulièrement actifs en favorisant des journées d'étude sur les communications sociales : ainsi celles de Gaba (Ouganda), du 21 septembre au 2 octobre ; de Moshi (Tanzanie) du 14 au 28 février ; et de Kampala (Ouganda), du 19 avril au 8 mai. Aux Antilles, de semblables journées pour les grands séminaristes ont eu lieu à La Trinidad, du 21 au 26 juin.

Clergé et séminaristes

Le 1^{er} janvier 1971, sur les 184 sièges résidentiels en **Asie** (la Chine continentale exceptée), 114 étaient occupés par des évêques autochtones et 56 par des non-Asiatiques, tandis que 14 étaient

vacants. De ses 38 sièges métropolitains, 7 seulement n'étaient pas tenus par des Asiatiques. Signalons ici que la Nouvelle Guinée a vu son premier évêque autochtone — Mgr Louis Vangeke — sacré par le Pape, à Sydney, le 3 décembre dernier.

En Afrique noire, sur les 235 sièges résidentiels, 122 étaient occupés par des évêques autochtones et 104 par des non-Africains, tandis que 9 étaient vacants. De ses 36 sièges métropolitains, 6 seulement n'étaient pas tenus par des Africains.

La crise affectant les vocations en Occident ne semble pas se répercuter sensiblement en Afrique et en Asie, où les vocations sont encore nombreuses. A la fin de 1970 ou au début de 1971, il y a eu 382 nouveaux prêtres ordonnés en Asie et 163 en Afrique, ainsi que 52 en provenance des pays de mission ordonnés à Rome. La condition sacerdotale a fait l'objet d'études spéciales en beaucoup de pays en vue du prochain Synode qui se tiendra à Rome en septembre-octobre prochains.

A la réunion de mai des Œuvres pontificales missionnaires, Mgr A. Mazza, secrétaire général de l'Œuvre de Saint-Pierre-Apôtre, a pu dire que l'année dernière il y avait 85 grands séminaires et 385 petits dans les territoires dépendant de « Propaganda Fide » (l'Australie et la Nouvelle-Zélande exclus). Au début de l'année scolaire 1970-1971, l'on y comptait 7 763 grands séminaristes et 43 721 petits, soit un total de 51 484, au lieu de 51 336 à la rentrée précédente.

En **Ouganda**, le nouveau séminaire théologique national a ouvert ses portes à Gaba, le 21 octobre dernier, avec 50 étudiants.

En **Tanzanie**, l'année a été particulièrement bonne pour les vocations. Les grands séminaires de Moshi et de Bukoba ont atteint des entrées records et le grand séminaire régional de Songea manque de places pour les aspirants qui s'y présentent nombreux.

Au **Malawi**, le grand séminaire régional de Kachebere a connu, lui aussi, une entrée-record avec quarante nouveaux étudiants (21 du Malawi, 18 de Zambie et 1 du Mozambique).

La **Nigeria** connaît également une belle floraison de vocations. Comme nous l'avons déjà mentionné ici même, l'Eglise de l'Etat centre-oriental est aujourd'hui entièrement dirigée par un personnel autochtone — ce qui est pour tous les pays de mission le but à atteindre.

— *Catholicisme ouvert*, par un groupe de spécialistes (coll. « Le Point »). — Un vol. 11 x 18 cm, de 414 pages. Prix : 24 F. Apostolat des Editions, Paris.

Ces spécialistes ont nom Congar, Dumont, Hamer, Lambert, Lanne, Michalon, Moeller et Willebrands ;

c'est dire le sérieux et la compétence des auteurs de ces pages consacrées à l'étude du problème de l'unité de l'Eglise qui poursuit le mouvement œcuméniste. Il s'agit d'en préciser les contours et les approches en repérant les étapes historiques dans la recherche de l'unité de la foi et en esprit de charité.

LA FONDATION « PRO AFRICA »

Lettre pontificale aux évêques d'Afrique et de Madagascar

Au nom du Saint-Père, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé à tous les Ordinaires d'Afrique et de Madagascar la lettre ci-après dans laquelle il leur fait part de la création par le Saint-Siège de la Fondation « Pro Africa », destinée à « soutenir et encourager les initiatives de promotion humaine et chrétienne » dans le continent africain (1) :

EXCELLENCE,

Lors de son voyage en Ouganda en 1969, le Saint-Père, recevant les représentants des associations catholiques de ce pays, leur confiait, dans son allocution, une grande intention en ces termes :

« Puisque par votre vocation même, vous êtes engagés dans l'important travail du développement et que vous représentez ici tout le laïcat militant d'Afrique, nous désirons vous donner la première annonce d'un projet que nous nous sommes proposé de réaliser en rapport avec notre visite en Afrique.

« Dans notre encyclique *Populorum progressio* et plus tard dans notre « Message à l'Afrique », nous avons encouragé tout effort tendant à la véritable élévation de l'homme dans vos pays et nous en avons indiqué les perspectives chrétiennes. Maintenant, afin de promouvoir cette œuvre, ici, en votre présence, bien conscient que notre voix sera entendue jusqu'aux coins les plus lointains de la terre, nous faisons connaître notre intention d'offrir une contribution spéciale pour appuyer les organismes consacrés « à la recherche d'un humanisme nouveau qui permette à l'homme moderne de se retrouver lui-même, en assumant les valeurs supérieures d'amour, d'amitié, de prière et de contemplation » (*Populorum progressio*, n° 20).

Ayant fait l'objet d'une réflexion approfondie par diverses consultations, notamment pour la recherche de modalités de sa réalisation et la détermination d'objectifs précis, ce projet semble venu à une maturité suffisante pour être présenté aujourd'hui à Votre Excellence dans ses grandes lignes et être mis en œuvre sans plus tarder.

Se situant dans le cadre de l'effort pastoral de l'Eglise en Afrique et à Madagascar pour la promotion du laïcat et dans la perspective d'une « évangélisation (qui) s'accomplit aussi au moyen des activités orientées vers le développement temporel et humain des peuples auxquels elle est consacrée » (Message pontifical pour la Journée missionnaire, octobre 1970), la contribution spéciale annoncée par le Saint-Père a pour but de soutenir et encourager, par une aide modeste mais significative, les initiatives de promotion humaine et chrétienne, surtout lorsqu'elles sont l'expression d'un effort communautaire d'un épiscopat ou d'un groupe catholique de laïcs.

Au service de ces diverses entreprises, le Saint-Siège institue une Fondation « Pro Africa » dont les revenus annuels pourront être répartis entre les ani-

mateurs de projets conformes à l'esprit et aux objectifs définis ci-dessus, sous réserve de présentation par l'autorité épiscopale responsable.

La Secrétairerie d'Etat veillera à la bonne gestion de cette Fondation par l'intermédiaire d'un Conseil d'administration présidé par le cardinal secrétaire d'Etat et composé d'un nombre réduit de membres représentatifs nommés par le Saint-Père. Les demandes de subvention qui pourront être adressées chaque année, à dates fixes, au cardinal président du Conseil d'administration, par le canal des représentations pontificales, devront être accompagnées d'un court rapport justificatif et descriptif du projet envisagé. Dans l'appréciation qu'elle sera amenée à porter sur celui-ci et sur le montant de la contribution susceptible de lui être attribuée, la Secrétairerie d'Etat tiendra compte de l'avis de l'autorité épiscopale intéressée et, éventuellement, de celui du Comité « Promotion humaine » de la Commission pontificale « Justice et Paix ».

En investissant dans cette Fondation un modeste capital de départ, le Saint-Siège n'a d'autre préoccupation que d'apporter, à titre symbolique, ses propres encouragements à ceux qui se consacrent, auprès des collectivités humaines les plus déshéritées du continent africain, à des initiatives de nature « à permettre à l'homme d'être lui-même l'agent de son mieux-être matériel, de son progrès moral et de son épanouissement spirituel » (*Populorum progressio*, n. 34).

En espérant que d'autres contributions, soit de Conférences épiscopales, soit d'institutions religieuses, soit d'organismes d'aide ou d'assistance, viendront s'ajouter à ce fonds papal de solidarité pour la promotion humaine en Afrique, le Saint-Siège n'oublie pas l'immense effort entrepris, depuis longtemps, en ce domaine, par tant d'hommes et de femmes d'Afrique ou d'ailleurs ayant consacré leurs personnes ou leurs biens à la montée humaine et spirituelle de ce grand continent. Par son initiative, le Saint-Siège offre seulement une nouvelle possibilité concrète de répondre à l'appel qu'il lançait dans son encyclique *Populorum progressio* « à tous ceux qui par leur éducation, leur situation, leur pouvoir ont de grandes possibilités d'action. Que, payant d'exemple, ils prennent sur leur avoir, comme l'ont fait plusieurs de nos frères dans l'épiscopat » (*Populorum progressio*, n° 32).

Heureux de vous faire part de cette nouvelle manifestation de l'attachement du Saint-Père au peuple africain, je vous prie, Excellence, d'agréer l'expression de mes sentiments respectueux et fraternellement dévoués.

† Jean, cardinal VILLOT.

— Introduction aux sciences humaines des religions. Symposium recueilli par R. DESROCHE et J. SEGUY (coll. « Genèses »). — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 280 pages. Prix : 30 F. Editions Cujas, Paris.

Il est évident que les différentes contributions à cet ouvrage n'ont pas toutes la même valeur et que le lecteur doit faire l'effort de l'aborder avec un esprit sainement critique : le P. Chenu ne se lit pas comme un texte de R. Bastide. Mais le problème que pose une science humaine — théologique ou non théologique, — des religions mérite une attention de plus en plus grande, même de la part des théologiens. Aussi ne faut-il pas s'étonner de la part qu'ont prise des théologiens catholiques bien connus à ce symposium.

(1) *Kipa*, 28 août 1971.

Questions actuelles

MARIE ET LE MONDE D'AUJOURD'HUI

Conférence prononcée par le cardinal Suenens au Congrès marial international

Le XIII^e Congrès marial international (Zagreb, 12-15 août 1971) (1) a été ouvert par la Conférence ci-après prononcée par le cardinal Suenens, archevêque de Malines-Bruxelles, président des Congrès mariaux internationaux (2) :

Le Congrès mariologique mondial qui s'achève a scruté une fois de plus les richesses de la Tradition pour mieux découvrir le rôle de Marie au sein du mystère du Christ et de l'Eglise.

Le Congrès marial mondial qui s'ouvre voudrait proclamer ce que représente Marie dans et pour le monde d'aujourd'hui, tout ce qu'elle y apporte comme « vie, douceur et espérance ».

Si j'essaie de décrire ce monde au milieu duquel nous vivons, je crois que l'on peut dire que c'est :

- Un monde qui cherche sa route ;
- Un monde qui souffre dans son corps et dans son âme ;
- Un monde qui espère et rêve d'un monde meilleur.

Je voudrais contempler avec vous, quelques instants, Marie comme réponse à un monde qui cherche, qui souffre, qui espère. *Vita, dulcedo et spes nostra, salve.*

1. Marie dans un monde qui cherche

Notre monde vit une prodigieuse aventure humaine. Il suffit de prendre conscience de tout ce que représentent les aventures spatiales : des hommes sur la Lune, en jeep, creusant le sol lunaire, découvrant telle pierre verte qui pourrait bien dater de quatre milliards d'années et plus. C'est un éblouissement et un triomphe de la science humaine.

Et il n'y a pas que ces découvertes extérieures à nous : la science plonge aussi de plus en plus profondément dans le sol humain : demain, peut-être, arrivera-t-elle à modeler et à refaire l'homme selon son propre projet.

Tout cela est à la fois grandiose et redoutable.

Mais si la science ouvre des horizons à l'indéfini, elle ne résout pas pour autant les questions vitales, essentielles, que tout homme se pose : quel est finalement le sens dernier de cette aventure humaine et de ma vie ici-bas ? Qu'y a-t-il au-delà de la mort, même si on la retarde artificiellement à volonté ? Voilà où se situe la véritable inquiétude humaine et sur quoi l'humanité s'interroge.

Et à ces questions-là il faut une réponse, il la faut à tout prix. Il ne suffit pas de multiplier les moyens de vivre et les techniques ; le monde a besoin plus fondamentalement encore de raisons de vivre, comme le disait fort bien, il y a peu, le cardinal Marty.

Et c'est ici qu'apparaît Marie, offrant aux hommes son Fils, comme Celui qui seul possède les paroles de la vie éternelle. Marie se situe au sein du mystère de l'Incarnation : elle est la Mère de Celui qui sera pour tous les temps à venir « la voie, la vérité et la vie ». Au seuil de la recherche des hommes qui s'interrogent, Marie s'offre à nous, à un titre unique, comme l'introductrice par excellence. L'histoire des Rois Mages n'est pas seulement une histoire des temps passés : elle est aussi le symbole de cette recherche humaine permanente. Les Mages se sont mis en route à travers le désert et les nuits, guettant la lumière qui devait les conduire finalement à Bethléem. L'Ecriture nous dit, à leur propos, « qu'ils entrèrent dans la maison, trouvèrent l'Enfant avec Marie, sa Mère, et lui rendirent hommage en se prosternant devant lui ». (Mt 2, 2.)

La découverte du Christ passe par la rencontre de la Mère du Sauveur : on ne dissocie pas la Mère de l'Enfant, ni l'Enfant de la Mère, parce que le mystère même de l'Incarnation ne prend tout son sens que par la collaboration fidèle et humblement consentante de celle que la Tradition nommera la Theotocos.

Le monde d'aujourd'hui a besoin de rencontrer le visage de son Sauveur et le visage de sa Mère. Le monde est saturé d'idéologies et de philosophies qui, quel que soit leur apport, ne répondent cependant pas à son besoin vital, à ses interrogations essentielles.

Récemment, je demandais au théologien allemand, Karl Rahner, comment il expliquait l'actuel recul de la piété mariale dans l'Eglise. Sa réponse mérite l'attention : « Trop de chrétiens, me répondit-il, quelle que soit leur obédience religieuse, ont tendance à faire du chris-

(1) Cf. *Supra*, p. 863, le message de Paul VI.

(2) Texte original.

tianisme une idéologie, une abstraction. Et les abstractions n'ont pas besoin de mère. »

Ce que Marie offre au monde d'aujourd'hui, c'est la réalité vivante et concrète du Sauveur du monde, dans son Incarnation. Elle nous accule à croire que le Christ n'est pas comme nous imaginons parfois inconsciemment, un être partiellement Dieu et partiellement homme, mais qu'il est totalement divin et totalement humain.

Marie est la sauvegarde du réalisme du mystère de l'Incarnation. Sa présence empêche à tout jamais le christianisme d'être un docétisme, une gnose, une « weltanschauung », une construction de l'esprit. Elle est source de vie, non seulement pour la piété, mais pour la pensée chrétienne.

A l'Université de Louvain, nous vénérons Marie sous le titre de « Sedes Sapientiae ». Chaque maître en théologie, après sa promotion académique, se rend en cortège avec ses professeurs à la collégiale de Saint-Pierre où l'on vénère son image.

Puissent nos chercheurs d'aujourd'hui lui rendre avec tout leur cœur un culte filial. Puissions-nous offrir aux hommes en quête de vérité vitale un Sauveur qui demeure indissolublement le Fils unique et bien-aimé du Père, le Fils toujours aimant de Marie, sa Mère.

2. Marie dans un monde qui souffre

Le monde d'aujourd'hui est riche d'espérance, mais il est, hélas ! aussi tourmenté par de multiples angoisses. Le Concile Vatican II a exprimé cette situation ambiguë dans quelques mots denses qui ouvrent la Constitution pastorale *Gaudium et spes* et qui sont dans toutes les mémoires :

« Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur. Leur communauté, en effet, s'édifie avec des hommes, rassemblés dans le Christ, conduits par l'Esprit-Saint dans leur marche vers le Royaume du Père, et porteurs d'un message de salut qu'il leur faut proposer à tous. La communauté des chrétiens se reconnaît donc réellement et intimement solidaire du genre humain et de son histoire. » (N. 1.)

Le monde souffre : l'énumération de ses maux serait trop longue : il suffit chaque matin d'ouvrir un journal et chaque soir d'écouter la radio ou de regarder la TV, pour voir combien notre terre est encore peu habitable et combien les hommes sont victimes de luttes fratricides, de conflits sociaux et de haines raciales.

Nous avons besoin, plus que jamais, d'un vaste courant d'humanisation du monde, de vraie « douceur de vie », « vita dulcedo ». Les hommes aspirent à voir le monde traversé, comme par un Gulf Stream, d'un vaste courant de bonté, de vraie fraternité.

Et ici encore, Marie s'offre à nous, comme une sorte d'arc-en-ciel, une oasis de paix, un refuge pour la fraternité des hommes par-delà ce qui les sépare. Dans un foyer désuni, le premier pas vers la réconciliation des enfants se fait généralement au souvenir de leur mère ou

à son appel. Les chrétiens désunis ont, eux aussi, à entendre sa voix maternelle, qui les invite à oublier le passé, à redécouvrir le foyer commun et sa chaleur.

Marie est une invitation permanente adressée aux chrétiens de toute tradition religieuse : elle les presse à redécouvrir les bienfaits d'une unité qui n'aurait jamais dû être brisée.

L'Eglise souffre de ses divisions internes ; le monde aussi souffre dans sa chaire vive et aspire à cette paix qui se dérobe sans cesse et à cette fraternité qui seule peut rendre une société viable et vraie.

Je ne m'étonne pas de retrouver Marie mentionnée dans l'Ecriture à l'heure même où nous y rencontrons le récit de la passion de son Fils. On peut dire que sa compassion au pied de la croix est si profonde qu'elle ne fait qu'un avec la passion de son Fils. Il nous faut contempler longuement Marie, debout au pied de la croix. Sans doute, le *fiat* de l'Annonciation englobait-il déjà le *fiat* du calvaire, puisque l'enfant qui naîtrait d'elle allait être le prix de la rédemption ; mais au pied de la croix, Marie acheva, dans son cœur, ce que Dieu ne demanda pas jusqu'au bout à Abraham : l'immolation de son Fils unique. Par là, Marie pénètre à son rang, sans doute, mais comme nulle créature humaine, dans le mystère du sacrifice rédempteur qu'elle assume en son nom et au nôtre.

Un théologien, l'abbé Laurentin, a écrit : « Les souffrances de Marie ne sont pas juxtaposées à celles de Jésus. Elles en procèdent ; elles sont le retentissement même de la souffrance du Fils dans le cœur de la Mère. Et le Sauveur n'est pas plus étranger à ces sentiments de Marie que Marie ne l'est à la douleur du Christ. Il y a entre eux un échange allant jusqu'à une sorte de fusion. La Mère fait sienne la passion de son Fils, et le Fils fait sienne la compassion de sa Mère.

« Marie a fait siennes les souffrances et les intentions de son Fils. Et le Christ a pris avec les siens et intégré à son oblation rédemptrice les actes par lesquels sa Mère y a coopéré. En vertu de cette étroite mise en commun, le Souverain Prêtre peut dire à Marie ce que le prêtre dit aux fidèles : *Meum ac tuum sacrificium*. » (P. 42, 48 ; R. LAURENTIN, *Notre-Dame et la Messe*.)

Marie nous aidera à sanctifier la souffrance et à en faire un instrument de rédemption, si nous savons l'accepter humblement, dans la foi, comme elle et avec elle. Marie non plus n'a pas compris tout ce qui se cache au cœur de l'épreuve. L'Ecriture dit explicitement à propos de Jésus demeuré à Jérusalem pendant trois jours, à l'insu de Marie et de Joseph, qu'elle ne comprenait pas. Mais dans la nuit de l'épreuve, sa fidélité demeure indéfectible.

Aujourd'hui, le monde est encore dans la nuit et l'Eglise connaît de douloureuses défections. Nous vivons une nouvelle sorte de Vendredi saint : il est permis de penser que nous avançons à travers cette souffrance vers une purification des chrétiens que nous sommes, vers un sens nouveau des exigences évangéliques. Mais l'aurore ne pointe pas encore. Marie, Mère de l'Eglise, est proche de nous en ces heures de crises. Puisse son amour maternel nous envelopper et nous stimuler — au sein de la souffrance

de l'Eglise et des hommes — à la fidélité qui sait rester debout au pied de la Croix et qui sait qu'un jour le Seigneur roulera les pierres qui paraissent sceller un tombeau.

3. Marie dans un monde qui espère

Si profonde que soit la souffrance humaine, l'espérance qui vit au cœur de l'homme est tenace et sans cesse renaissante. L'homme ne peut pas ne pas espérer en un monde meilleur. Après chaque guerre, il reconstruit ses ruines et déclare que ce sera la dernière des guerres et qu'une société nouvelle va naître. Il reprend inlassablement son rêve d'un monde meilleur.

Et ici encore, au cœur de cette espérance, nous rencontrons Marie : *vita dulcedo et spes nostra*.

Sur la première page du programme du Congrès, j'ai trouvé avec joie cette inscription : Marie, source d'un monde meilleur : *Maria, origo mundi melioris*.

Le monde nous demande de l'aider à le rendre plus humain, à lui donner un nouveau visage. Pour aider à créer ce monde meilleur et à rapprocher les hommes les uns des autres, Marie nous apparaît non seulement comme celle qui nous a donné le Christ, espérance des hommes, mais elle est aussi, à son plan, comme l'a dit le Concile : « Signe d'espérance pour le peuple de Dieu en marche ». Elle est, selon la belle expression du Père Bouyer : « l'image eschatologique de l'Eglise ». Elle nous montre l'avenir et l'anticipation du royaume de Dieu.

Ce que l'humanité actuelle attend de l'Eglise, c'est ce « supplément d'âme » dont parlait Bergson.

Par la vertu de l'Esprit, l'Eglise a mission d'assumer ce rôle de « supplément d'âme ». L'Eglise, comme communauté vivante des disciples du Christ, n'est pas une réalité étrangère au monde.

Comme peuple témoin du Christ, faisant elle-même partie de la famille humaine, elle vit au milieu des hommes en communauté d'échanges, aux fins de maintenir « la Parole du Christ vivante et opérante ».

Or, cette Parole du Christ n'est-elle pas apparue, dès son irruption en Judée, et tout au long des siècles, comme un évangile, c'est-à-dire comme une bonne nouvelle qui, non seulement annonce de bonnes choses, mais surtout les opère dans la mesure où elle est accueillie dans « l'obéissance de la foi », c'est-à-dire dans l'écoute et la fidélité ?

Ces bonnes choses, saint Paul les appelle les fruits de l'Esprit. Ils ont pour noms : « charité, joie, paix ; longanimité, serviabilité, bonté ; confiance dans les autres, douceur, maîtrise de soi » (Ga 5, 22-23).

Ce que la Parole du Christ opère dans le monde, par la médiation de tous ceux qui s'ouvrent à cette Parole et dans la mesure où ils s'ouvrent à elle, ce n'est pas une fuite dans le désert, mais un sens très pur de l'homme, le souci du prochain sans acception de personne, une transformation profonde des relations humaines ; bref, cela même dont notre monde, en quête de vérité, de justice et de liberté, a tant besoin en ce moment.

Le christianisme suppose une haute estime de l'homme, inséparable, du reste, de la croyance en un Dieu infiniment bon, Père de tous les humains.

En conférant à chaque personne humaine une dignité qui transcende tous les biens de la terre, et à la vie humaine une valeur infinie, le christianisme est apparu dans le monde comme un facteur d'humanisation, de libération et de solidarité sociale d'une généreuse fécondité. Le christianisme a puissamment contribué à introduire et maintenir dans le monde le respect de la vie et de la mort, le sentiment de l'égalité radicale de tous les humains, l'amour de la vérité et de la véracité (que votre parole soit : oui, c'est oui ; non, c'est non, dit l'Evangile), une conception élevée de la liberté et de la responsabilité, la pudeur et la douceur dans les relations humaines, le sens de la mesure et l'horreur des fanatismes, la fidélité dans l'amour et le caractère sacré de la société familiale, la priorité du travail sur l'argent ; bref, cet admirable éventail de valeurs éthiques et spirituelles, dont la nature est précisément de sauver la personne humaine de la dictature des forces anonymes qui la menacent, à savoir : une mécanisation excessive du travail humain, une technocratie toute-puissante, l'anonymat d'une opinion publique à base de démagogie.

L'Eglise croit qu'elle est dépositaire de richesses spirituelles qui peuvent rendre la terre des hommes meilleure à habiter.

Elle s'avance vers ce monde d'aujourd'hui comme jadis Pierre vers l'homme couché au seuil du temple. Il attendait de Pierre un geste d'entraide ; celui-ci lui dit simplement : « De l'argent et de l'or, je n'en ai pas, mais ce que j'ai, je te le donne : au nom de Jésus-Christ le Nazaréen, marche ! » (Ac 3, 6.)

Marie est celle qui sans cesse prépare l'avenir : elle est celle qui a mis au monde Jésus, le chef des élus, et elle veut que son règne arrive et grandisse en tous. Marie est celle dont toute la destinée est de hâter l'avènement du Christ.

Pour tous les hommes, elle est Notre-Dame de l'Avent.

Elle l'est pour les baptisés, en qui le Christ est né déjà, mais en qui il doit encore croître et grandir pour atteindre sa pleine stature. Elle l'est aussi pour tous ceux qui n'ont pas encore découvert le Sauveur, pour ces âmes de bonne volonté qui le cherchent à tâtons, dans la nuit, mais qui n'ont pas encore déchiffré les signes dans le ciel, ou qui, s'ils ont vu briller l'étoile, n'ont pas encore eu la force de quitter leur pays d'origine, de se mettre en route et de déposer à ses pieds l'or, la myrrhe et l'encens.

Elle nous appelle au service du Seigneur, pour être avec elle des christophores, des porteurs du Christ aux hommes qui se meurent de l'ignorer. En communion et en collaboration fidèle et agissante avec elle, puisse Marie devenir chaque jour davantage Notre-Dame de l'Epiphanie pour le monde qui vient.

† L. J. cardinal SUENENS,
archevêque de Malines-Bruxelles.

Malines, le 13 août 1971.

UNITÉ DE L'ÉGLISE ET UNITÉ DE L'HUMANITÉ

Allocution prononcée par le cardinal Suenens

La Commission « Foi et Constitution » du Conseil œcuménique des Eglises s'est réunie à Heverlee (Louvain), au collège des Jésuites, du 2 au 13 août. Le cardinal Suenens, archevêque de Malines-Bruxelles, a prononcé le discours d'ouverture ci-après, le 2 août, sur le thème même du Congrès : « Unité de l'Eglise et unité de l'humanité » () :*

C'est pour moi une joie profonde d'accueillir à Louvain les membres de la Commission de « Foi et Constitution » du Conseil œcuménique des Eglises, et de leur dire combien je souhaite que « la grâce et la communication de l'Esprit-Saint » les accompagnent dans leurs travaux.

Le thème qui vous réunit a été choisi à la suite de l'Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises à Upsal et il a été longuement préparé ; il se situe au cœur même des espérances de l'Eglise et du monde. Ce thème est à la fois vital et d'une rare complexité.

Unité de l'Eglise

Unité de l'Eglise et unité de l'humanité, ces deux unités s'appellent, s'impliquent et pourtant ne se confondent pas.

Lumen gentium, parlant de l'Eglise, dit qu'elle est « dans le Christ, en quelque sorte le sacrement, c'est-à-dire, à la fois le signe et le moyen de l'union intime avec Dieu et de l'unité de tout le genre humain » (chap. 1, § 1).

C'est déclarer, du même coup, que l'unité de l'Eglise n'est pas située en face ou en dehors de l'unité du monde. Il y a un lien intime, délicat à définir entre l'action de l'Esprit qui anime l'Eglise et l'action de l'Esprit qui crée et mène le monde.

« Envoyez votre Esprit, disons-nous fréquemment dans la liturgie, et vous renouvellerez la face de la terre. » L'Eglise illuminée et vivifiée par l'Esprit s'offre au monde comme une espérance rendue visible, comme l'icône de ce que l'humanité est appelée à devenir. « L'Eglise, a dit un auteur orthodoxe, est le sens du monde, son intelligibilité ou, selon l'expression si signifiante d'Origène, le « cosmos du cosmos ». L'Eglise reste le cœur du monde, même si le monde ignore son cœur. De ce fait, tout ce qu'elle vit, elle le vit symboliquement, au sens fort du terme. C'est à son unité propre, révélée par l'Esprit, qu'elle reconnaît l'unité du monde jusqu'à la parousie où le monde et l'Eglise seront l'unique Epouse du Seigneur de gloire (1). »

(*) *Pastoralia*, communications de l'archevêché de Malines-Bruxelles, 25 août 1971, p. 119 et s. Les sous-titres en italique sont de notre rédaction.

(1) Mgr Georges KHODR, dans *The Social Teaching of the World Council of Churches*, 1966-1968, cité dans I-DOC International, 15 mars 1971, p. 44 s.

Mais nous n'en sommes pas encore à la parousie finale : votre recherche va se concentrer dans l'aujourd'hui de Dieu, sur cette tension permanente entre l'Eglise et le monde, sur l'Eglise en tant qu'elle est elle-même la tension du monde.

L'« unité plurielle »

Vous êtes confrontés avec le difficile problème de l'harmonie entre l'unité et la pluralité, qu'il s'agisse de l'Eglise ou qu'il s'agisse de l'humanité. C'est l'éternel problème de l'un et du multiple auquel philosophes et théologiens se sont heurtés tout au long de l'histoire.

Les philosophes grecs, de Parménide à Plotin, ont cherché déjà laborieusement à harmoniser l'un et le multiple. La réflexion métaphysique s'est efforcée au cours des âges d'expliquer comment l'être infini et total pouvait coexister avec les êtres finis, limités, partiels. Elle s'est efforcée de montrer comment l'Etre infini et les êtres finis coexistent et forment plusieurs êtres au pluriel sans former pour autant plus d'être au singulier. La pensée humaine n'a pas cessé d'être affrontée à ce mystère de « l'unité plurielle », de l'unité qui est au cœur de la diversité, sans faire pourtant nombre avec elle, de l'unité immanente à la pluralité et de la pluralité située en quelque sorte au cœur même de l'Unique.

Nous retrouvons un problème analogue à un autre plan au niveau de la théologie qui nous découvre le Dieu de la Révélation, le Dieu un et trinitaire, l'unique Dieu dans la splendeur indivise des trois personnes. Mystère d'une circumincession qui déborde le cadre étroit de nos formules, refuse le jeu des additions mathématiques, mais nous met en présence des insondables richesses personnelles du Dieu vivant.

Et nous voici réunis, pour tenter de serrer de plus près le mystère de l'Eglise du Christ, indivise et unique, et de l'harmoniser avec le pluralisme des Eglises.

A qui regarde l'Eglise du dehors, en surface, celle-ci apparaît comme une société universelle, composée d'individus juxtaposés, comme un groupement de cellules directement reliées à la tête. A qui, au contraire, la regarde du dedans, à la lumière de la Parole de Dieu, elle apparaît comme un corps composé d'organes diversement constitués : elle est une communion d'Eglises locales formant ensemble la Catholica.

Le pluralisme s'exprime dans les Eglises locales qui portent, actualisent, révèlent en elles le mystère de l'unique Eglise du Christ : elles en sont l'incarnation concrète, historique, spatiale. Mais si la pluralité existe au départ de plein droit, au point qu'on ne peut jamais confondre unité et uniformité, il faut marquer, avec la même insistance, combien l'unité de l'unique et indivise Eglise de Dieu existe déjà, elle aussi, au départ, au cœur même de la diversité. Il n'est donc pas question de fédéralisme, ou de juxtapositions d'Eglises : la communion qui doit unir tous les

chrétiens transcende nos catégories humaines déficientes : elle prend sa source dans la communion trinitaire elle-même.

Depuis les douloureuses ruptures du XI^e et du XVI^e siècle, l'Eglise a perdu l'unité visible comme manifestation de l'unité de tous les chrétiens : nous avons laissé s'établir entre nous, chrétiens baptisés, frères dans le Seigneur, des incompréhensions, des barrières, des murs de Berlin, qui fragmentent cette cité de Dieu qui devait offrir au monde l'image d'un amour fraternel, signe par excellence de sa crédibilité.

Le pluralisme — légitime aussi longtemps qu'il reste fidèle à l'unité profonde voulue par le Seigneur — est devenu, hélas ! multiplicité, dispersion et, à la limite, tour de Babel.

L'unité s'est estompée : elle apparaît à beaucoup comme une menace d'aliénation, d'uniformisation, comme un danger d'emprise juridique et d'absorption.

Nous ne pouvons renoncer pourtant ni à l'un ni à l'autre.

Cette unité plurielle authentique et visible, seul l'Esprit-Saint peut la restaurer. Lui seul peut « avancer en eau profonde », lui qui scrute seul les profondeurs de Dieu et le cœur des hommes. C'est vers lui que nous avons tous à nous tourner au seuil de tout effort œcuménique. A lui de nous guider du dedans, pas à pas, dans la plénitude de la vérité, selon la promesse du Maître. Sa présence agissante et active transfigure toute notre activité humaine.

C'est à cette action-là que nous avons à nous ouvrir, en disponibilité pure, mais aussi avec précision et imagination créatrice.

L'Esprit veut que nous nous offrions à lui pour qu'il nous libère de nos déficiences, de nos insuffisances, de nos péchés, mais il veut aussi que nous aimions cette unité plus que nous-mêmes et que nous soyons prêts à souffrir pour elle.

Cette unité visible, nous avons à lui frayer la route, à tous les plans, au plan de la foi comme de la charité et de l'action commune. C'est au niveau de la recherche de la communion dans la foi que se situent vos travaux à Louvain.

Si je ne me trompe, cela a toujours été le charisme propre de « *Faith and Order* », de souligner la primauté de la Parole et de la Révélation. Seule la vérité vous rendra libres, a dit le Seigneur ; vérité à pratiquer et à vivre sans doute — l'orthodoxie sans orthopraxie cesse d'être orthodoxe, — mais vérité de Dieu à recevoir comme guide suprême, comme la colonne de feu qui éclairait la marche d'Israël dans la nuit. Nous avons besoin de lumière plus encore que de pain. Que faut-il avant toute chose pour réussir à cuire du pain ? demanda un jour un sage. On lui répondit : de la farine, de l'eau, du feu. Non, répondit-il, il faut d'abord du soleil, pour faire lever le blé et mûrir la moisson.

Chrétiens, nous avons d'abord à recevoir la parole de Dieu, éclairée par la tradition vivante et vécue. Il nous faut aimer Dieu de tout notre cœur, mais aussi de toute notre intelligence. C'est la tâche magnifique des théologiens que vous êtes d'offrir votre pensée à l'obéissance du Christ. Le christianisme n'est pas une idéologie, mais un visage, une rencontre avec quelqu'un qui s'offre à nous comme lumière de vie, comme celui qui possède seul les paroles de la vie éternelle.

Le problème de l'intercommunion

Cette tâche de discernement doctrinal a été décrite avec précision dans un de vos documents de travail où l'on énumère les problèmes que pose l'annonce d'« un unique évangile dans la pluralité des formes et dans la liberté de l'Esprit ».

On y marque l'importance — que soulignait de son côté Vatican II dans son décret sur l'œcuménisme — de dégager « la signification d'une hiérarchie dans les vérités de la foi (qui toutes doivent être tenues par référence au Christ et par conséquent ne peuvent être réduites à un minimum commun à tous) par rapport à l'unique communion en Jésus-Christ (2) ». Ces lignes rencontrent pleinement les préoccupations conciliaires. Il me semble que pour aider à dégager notre communion vitale et fondamentale dans la foi, il faut, avant tout, mettre en relief ce qui nous permettrait de vivre à nouveau — en toute vérité et charité — notre communion eucharistique. C'est aussi ce que soulignait de son côté Konrad RAISER, dans une étude écrite en vue de la deuxième session du Comité de rencontre entre Eglises luthériennes et réformées à Genève au début de l'année 1971. Parlant d'un éventuel futur Concile œcuménique, il écrivait : « L'eucharistie est vraiment au centre de l'unité de l'Eglise. Si donc, l'on demande quelles sont les exigences d'unité requises des Eglises pour qu'elles puissent tenir ensemble un Concile, la réponse est claire : les Eglises doivent pouvoir célébrer ensemble l'eucharistie. Les questions qui se posent sur les conditions à remplir pour que puisse se tenir un Concile universel coïncident au fond avec les conditions requises pour que tous les chrétiens et toutes les Eglises puissent communier ensemble à l'eucharistie. »

Chacun sait à quel point ce problème de l'intercommunion passe à l'avant-plan aux yeux des générations nouvelles. Nous savons tous combien il est complexe : ni simplisme ni sauvagerie ne sont de mise en la matière. Mais il me semble que nous devons être particulièrement attentifs à cette impatience des jeunes. On nous a dit et répété que Dieu est patient ; c'est vrai et le monde est même plein de gens prêts à se réclamer de cette patience de Dieu pour piétiner sur place et attendre des temps meilleurs. Il nous faudrait aussi comprendre que si Dieu est patient — parce que, par parenthèse, nous le forçons à l'être, — il est aussi impatient car il est Amour et l'Amour est toujours pressé de se communiquer. « La charité du Christ nous presse » disait saint Paul, « *urget nos* ». L'œcuménisme est interpellé par cette urgence, par cet appel. Nous n'avons pas le droit d'accepter un statu quo ecclésial qui est notre péché collectif et un scandale pour le monde. Nous avons à préparer avec un courage tenace la progression concrète et pratique de notre douloureuse marche vers l'unité.

Unité de l'humanité

A la lumière de la foi, il nous faut ensemble

(2) Cf. Appendix VI de la note « *Catholicité et apostolicité* », rédigée par la Commission théologique mixte, dans la *Documentation Catholique* du 21 mars 1971, p. 283.

regarder le monde, avec les yeux du Christ, avec son cœur aussi.

L'Eglise doit vivre son mystère propre d'unité, selon la pensée et la volonté du Seigneur. Elle ne s'identifie pourtant pas, nous le savons, à toute l'ampleur de la volonté salvifique de Dieu. Saint Augustin déjà disait : « Nombreux sont les hommes que Dieu reconnaît comme siens mais non l'Eglise ; nombreux aussi sont ceux que l'Eglise reconnaît, mais non pas Dieu. » L'Eglise n'est pas pour elle-même, ni en elle-même, elle n'est pas la réalité centrale : elle existe en fonction du Royaume de Dieu. Tous les hommes sont appelés au Royaume, tous ne connaîtront pas en fait l'Eglise. C'est la tâche de l'Eglise d'annoncer au monde que le royaume de Dieu est parmi nous et qu'il doit grandir. Elle doit en montrer les prémices, en vivant sa propre vie communautaire. Elle doit en être comme un avant-goût, comme l'esquisse d'une fraternité nouvelle qui dépasse l'attente des hommes.

L'Eglise a mission de faire accéder le monde au Royaume de Dieu, d'aider l'homme à atteindre ses profondeurs d'humanité. Le monde et l'Eglise sont engagés diversement mais non pas séparément dans la construction humaine de la cité terrestre et doivent tendre à rendre la terre des hommes meilleure à habiter.

La finalité de la civilisation se définit « non seulement par le mieux-être humain de toutes les couches sociales, a dit LEBRET, mais par le plus-être humain, le plus-valoir (3). »

Ce qu'elle offre normalement aux hommes, ce n'est pas, par priorité, des moyens de vivre, mais des raisons de vivre. Ceci indépendamment de son importance numérique dans le monde. Si demain, par le seul jeu de l'explosion démographique, l'Eglise du Christ devenait le *pusillus grex* de l'Evangile, sa mission resterait identique : être levain dans la pâte, sel de la terre. Sa vocation reste inchangée : devenir la conscience vivante du monde, le souffle qui l'anime dans sa progression vers plus de vérité, plus de justice, plus de fraternité. La communion chrétienne qu'elle constitue, elle l'offre au monde, avec un modèle de la communion fraternelle qui va au-delà des pures solidarités humaines, si nobles soient-elles. Dans cette perspective, la communion eucharistique apparaît comme un appel insurpassé à « être un ».

La Commission « Foi et Constitution » a formulé dans sa session de Bristol (1967), la question que voici : « Quelle est la fonction de l'Eglise face au dessein d'unification que Dieu a pour le monde ? Quelle relation existe-t-il entre la recherche d'unité des Eglises entre elles et l'espérance d'unité de l'humanité ? »

Cette question est d'intérêt primordial et votre document de travail multiplie très heureusement les angles de recoupement en offrant des approches bibliques, historiques, systématiques, ecclésiologiques, qui montrent à quel point cette question est elle-même un carrefour de questions.

J'ai remarqué aussi, avec joie, dans le commentaire de votre Comité de travail, en annexe au

document d'étude sur *Unité de l'Eglise et Unité de l'humanité*, deux réflexions précieuses.

L'Eglise ne peut se réduire à un pur service social

Une première remarque dit : « Si l'étude de la notion d'unité humaine est un point de départ légitime pour la discussion, il doit être clairement établi qu'on ne peut pas passer de là à une doctrine de l'Unité de l'Eglise sans passer par la christologie et la pneumatologie. »

C'est dire que l'Eglise ne pourra jamais se réduire à un pur service social des hommes, à quelque Croix-Rouge spirituelle. C'est dire que si elle doit, de toutes ses forces vives, contribuer à la promotion humaine — et Dieu sait si le champ est vaste — elle doit se souvenir, tout à la fois, que les hommes doivent se nourrir de pain et de la parole de Dieu, découvrir le prix et le sens du travail et aussi la valeur unique de la prière et de l'abandon à Dieu, prôner toutes les réformes sociales qui s'imposent d'urgence et enseigner aux hommes le sens du monde à venir et du messianisme authentique.

Vatican II a tenté d'exprimer lui aussi en raccourci, cette relation Eglise-Monde dans *Gaudium et spes* au n° 39. Nous y lisons ces lignes : « Nous ignorons le temps de l'achèvement de la terre et de l'humanité, nous ne connaissons pas le mode de transformation du cosmos. Elle passe, certes, la figure de ce monde déformée par le péché ; mais nous l'avons appris, Dieu nous prépare une nouvelle demeure et une nouvelle terre où régnera la justice et dont la béatitude comblera et dépassera tout les désirs de paix qui montent au cœur de l'homme. »

Certes, nous savons bien qu'il ne sert à rien à l'homme de gagner l'univers s'il vient à se perdre lui-même, mais l'attente de la nouvelle terre, loin d'affaiblir en nous le souci de cultiver cette terre, doit plutôt le réveiller : le corps de la nouvelle famille humaine y grandit, qui offre déjà quelque ébauche du siècle à venir. C'est pourquoi, s'il faut soigneusement distinguer le progrès terrestre de la croissance du règne du Christ, ce progrès a cependant beaucoup d'importance pour le Royaume de Dieu, dans la mesure où il peut contribuer à une meilleure organisation de la société humaine.

Car ces valeurs de dignité, de communion fraternelle et de liberté, tous ces fruits excellents de notre nature et de notre industrie, que nous aurons propagés sur terre selon le commandement du Seigneur et dans son Esprit, nous les retrouverons plus tard, mais purifiés de toute souillure, illuminés, transfigurés, lorsque le Christ remettra à son Père « un Royaume éternel et universel : royaume de vérité et de vie, royaume de sainteté et de grâce, royaume de justice, d'amour et de paix ». Mystérieusement, le Royaume est déjà présent sur cette terre ; il atteindra sa perfection « quand le Seigneur reviendra ».

Citant ce texte dans son remarquable livre *The future of Roman Catholic theology*, George A. LINDBECK écrit : « Depuis les premiers jours de l'Eglise — peut-être même depuis Irénée — la Tradition catholique ne s'est plus exprimée en des termes aussi réellement eschatologique, en parlant d'un monde qui va non vers sa destruc-

(3) LEBRET, *Dynamique concrète du développement*, Paris, 1963, p. 43.

tion totale, non vers l'annihilation, mais vers une rédemption cosmique (4). »

Récemment, un groupe de chercheurs a remis au gouvernement français un rapport intitulé *Réflexions pour 1985* où l'on souligne les valeurs humaines vitales pour l'homme de 1985. On y note comme valeurs d'avenir à respecter très particulièrement parce que menacées :

- La singularité de l'homme ;
- Le respect de la vie ;
- La qualité (qualité du silence, du rythme de vie) ;
- La dignité de l'homme et de la femme ;
- La solidarité des individus et la solidarité à l'égard de la génération suivante.

Ce sont là quelques conditions essentielles pour favoriser la communion universelle des hommes. Qui ne voit à quelle profondeur et dimension nouvelle, l'Eglise peut offrir aux hommes les raisons suprêmes du respect de l'homme pour l'homme — *homo res sacra homini*? « Le plus grand cadeau que les chrétiens puissent faire aux hommes, a écrit Marcel LÉGAUT, c'est de donner un sens au monde et de le donner en Jésus. »

Dans un livre récent *Do we need the Church?* un théologien américain, Richard P. Mc BRIEN, répond en conclusion de son livre à l'interrogation du titre, par ces mots : « En vérité, le monde entier a besoin de l'Eglise, car la communauté humaine ne peut survivre longtemps si elle n'est pas fidèle à ce qui est essentiellement humain et sans critiques de ce qui est fondamentalement inhumain ou anti-humain... »

« L'Eglise s'offre elle-même comme un des principaux instruments pour aider la communauté humaine à vivre sous le jugement des valeurs durables de l'Evangile de Jésus-Christ : la liberté, la justice, la paix, la charité, la compassion, la réconciliation. L'Eglise doit être un endroit où l'on expose au grand jour et où l'on dénonce prophétiquement toutes les forces personnelles et politiques qui mettent en cause et minent ces valeurs évangéliques.

« La communauté humaine a besoin d'une Eglise qui proclame sans compromission la dignité et la valeur de chaque personne humaine de peur que celle-ci ne soit détruite dans l'étau d'une société technologique.

« Le monde a besoin d'une Eglise qui nous rappelle à tous le caractère fragile de notre existence et de notre histoire, qui bride notre arrogance, nous dégage des prétentieuses images que nous forgeons de nous-même et qui nous accule à placer toute chose sous le jugement du Royaume de Dieu.

« Le monde a besoin d'une Eglise qui s'offre elle-même, avec toutes ses ressources morales comme l'incarnation de la charité et comme un de ses principaux instruments. Le monde, en fin de compte, a besoin d'une Eglise qui soit une communauté révolutionnaire et qui n'ait de cesse tant que les principes de l'Evangile ne sont pas réalisés, étendus partout (5). »

(4) *Op. cit.*, p. 25.

(5) *Do we need the Church?* Harper and Row, New York, 1969, p. 228-229.

L'unité du monde, comme l'unité chrétienne, appelle la diversité complémentaire

Une seconde remarque que fait la Commission me paraît également très heureuse là où elle dit : « L'humanité est une seule famille humaine, cependant chaque homme est membre d'un peuple particulier et ce n'est que de cette manière qu'il peut exprimer son humanité commune. Comme le dit le colloque de Londres : « Notre Seigneur s'est incarné comme membre d'un peuple particulier et c'est de cette manière qu'il est devenu l'homme nouveau, le frère de tous les autres hommes ; le fait qu'il était juif est inséparable de son humanité représentative et universelle. Il est évident que l'unité de l'humanité, fondée en lui n'est pas censée devenir monotone ou monochrome. »

C'est là marquer à quel point l'unité à dégager est une unité plurielle. Le particularisme même s'ouvre de l'intérieur et appelle l'humanité entière. L'unité du monde, comme l'unité chrétienne, est essentiellement aussi appel à la diversité complémentaire, à la richesse multiple et convergente.

Vatican II, dans cette même perspective, reconnaît la variété des rites et des traditions comme une richesse non seulement pour l'Eglise locale mais pour toute l'Eglise : elle reconnaît ces traditions comme faisant partie intégrante de son patrimoine propre (*Lumen gentium*, art. 23).

Ici encore, l'Esprit-Saint apparaît comme l'âme de l'œcuménisme : il est l'auteur de l'identité du chrétien ; il est l'auteur de la multiplicité des charismes. Il fait du multiple une richesse pour l'unité : en lui s'opère la fusion de l'un et du multiple.

Malines, le 2 août 1971.

† L.-J. Cardinal SUENENS,
archevêque de Malines-Bruxelles.

— *Exégèse et herméneutique* (coll. « Parole de Dieu »). — Un vol. 14 × 20,5 cm, de 366 pages. Editions du Seuil, Paris.

« Ce volume, écrit le P. Xavier Léon-Dufour dans son avant-propos, reproduit dans leur intégralité les Conférences et les Tables rondes du « Congrès national de l'Association catholique française pour l'étude de la Bible (ACOFEB) ». Ce second Congrès se réunit du 3 au 7 septembre 1969 à Chantilly. On appréciera ces pages et leur actualité, alors que la lecture de la Bible est de plus en plus recommandée aux fidèles.

— *Le Hasard et la Vie*, par MARC ORAISON. — Un vol. 13 × 18,5 cm, de 153 pages. Editions du Seuil, Paris

Le titre lui-même fait écho au livre fameux de Jacques Monod, *le Hasard et la Nécessité*. Marc Oraison, dans son essai, montre les limites d'une science repliée sur elle-même : le monde de la vie psychique, les expériences proprement humaines (l'art, la souffrance, la vision de la mort) peuvent-elles faire l'objet d'une « réduction » totale? Livre un peu rapide, par certains côtés insatisfaisant, mais qui a le mérite d'apporter une première pierre à la solution d'un problème fondamental.

— *Les Deux visages du prêtre*, par DANIEL OLIVIER (coll. « Points chauds »). — Un vol. 15 × 21,5 cm, de 130 pages. Editions Fayard, Paris.

Un petit livre, mais qui va loin. Il pose en effet sur des bases nouvelles les problèmes du prêtre. Ce dernier est-il homme de l'autel et du sacré ou ministre de l'Evangile? L'auteur montre « la nécessité d'un choix devant lequel le catholicisme ne peut plus reculer ». Un ouvrage qui représente une contribution capitale au débat actuel sur le prêtre.

Homélie prononcée par le cardinal Marty aux obsèques de Mgr Haubtmann

Les obsèques de Mgr Pierre Haubtmann, recteur de l'Institut catholique de Paris, décédé accidentellement à Auderville (Manche) le 6 septembre (1), ont été célébrées à Notre-Dame de Paris le 10 septembre. Au cours de la messe, le cardinal Marty, archevêque de Paris et chancelier de l'Institut catholique, qui présidait la concélébration, a prononcé l'homélie ci-après (2) :

MES FRÈRES,

Gaudium et spes.

« Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps... sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ. »

A l'annonce du tragique accident, la phrase liminaire de ce qui fut d'abord le Schéma XIII s'imposait à mon esprit. Ce matin, notre assemblée est blessée dans son affection, bouleversée de tristesses, et, une fois encore, prise d'angoisse... devant la mort. Elle entend cependant l'appel. *Gaudium et spes.*

Nous, qui avons bien connu Mgr Pierre HAUBTMANN, nous retrouvons, comme en filigrane, à travers le texte conciliaire, le style d'une personnalité lucide et courageuse, la marque d'une vie qui fut vouée à l'action et à l'étude, toute consacrée au beau métier de prêtre. Une vie de prêtre en effet : celle-ci enracinée dans une foi nourrie de la Tradition, mais toujours avide d'ouvertures apostoliques.

Gaudium et spes. N'est-ce pas, en définitive, le message que nous portent la vie et la mort du recteur de l'Institut catholique de Paris. Message conciliaire, laissé à ceux qui, non sans combat, doivent mener la même tâche.

Notre destin exige l'espérance.

Nous semons dans les larmes ! Nous attendons la moisson : alors nous chanterons dans l'allégresse ; car le grain jeté en terre porte du fruit, un fruit qui ne peut périr. « Si quelqu'un veut me servir, dit le Seigneur, qu'il me suive... » Le serviteur ignore quels seront les aléas de la route ; il ignore aussi à quel carrefour sur la carte du monde est posée sa croix. Le Maître vient comme un voleur. A l'improviste. Mais le disciple sait, d'une foi indéracinable, que son Seigneur sera à ses côtés pour le prendre par la main et le mener là où il désire aller : le royaume de la joie !

*La vocation d'un prêtre et le fruit
de sa fidélité*

Dans cet esprit de foi, nous pouvons maintenant nous souvenir, nous recueillir et méditer. Méditer

(1) Mgr Haubtmann ■ fait une chute d'une centaine de mètres du haut d'une falaise du cap de la Hague, après avoir glissé sur le sentier longeant le bord de la falaise.

(2) Texte original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

sur ce que fut la vocation d'un prêtre et le fruit de sa fidélité.

Pierre Haubtmann est marqué, très jeune, par l'éducation d'une mère et d'une famille profondément chrétiennes. Elève au collège de Saint-Etienne, il est éveillé aux travaux de l'esprit par ses maîtres Jésuites. Puis il acquiert une formation cléricale au séminaire de Santa Chiara et à l'Université grégorienne de Rome. Il y découvre l'Eglise ; son universalité, son apostolicité. Il l'aime. Il s'interroge sur ses misères. Il veut comprendre ses échecs. Son apostolat sera un service de purification du visage sensible de l'Eglise afin qu'elle soit davantage conforme au visage du Ressuscité. Il veut réconcilier l'Eglise avec le monde ; il croit ■ dialogue entre la pensée contemporaine et l'Evangile. C'est une urgence. Car pour lui, comme pour beaucoup d'entre nous, le salut de notre monde qui rêve de paix mais qui traîne sa tristesse, n'a d'autre nom que Jésus-Christ.

C'est pourquoi il savait tout autant être présent à une communauté religieuse dominicaine et participer activement à l'Action catholique en milieu ouvrier. Il savait informer loyalement et respecter le secret des consciences. Il savait scrupuleusement être fidèle au dépôt de la foi et favoriser la recherche théologique. Il aimait ■ se définir lui-même comme « l'inconditionnel de l'Eglise » et n'hésitait pas à développer l'ouverture œcuménique.

Une passion éclairée de la justice

Grâce à un Stéphanois qu'il avait fréquenté avec l'amitié d'un disciple — je veux nommer Mgr Arquillère, alors doyen de la faculté de Théologie de Paris — il avait beaucoup retenu de l'exemple réformateur de saint Grégoire VII, le Pape qui sur son lit de mort citait le psaume : « J'ai aimé la justice et détesté l'iniquité. » Le recteur de l'Institut catholique avait une passion éclairée de la justice. Elle est dégoût de toute oppression, lutte contre l'exploitation, équité dans les relations sociales, service « des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent ». C'est le sens de cette justice qu'il a tant aimé chez l'antithéiste Proudhon ; c'est cette justice qu'il cherchait pour la classe ouvrière, afin de sortir de la dramatique rupture du siècle dernier ; c'est sur ce thème qu'il réfléchissait le matin de sa mort, à quelques semaines du Synode.

Mais pour Pierre Haubtmann la justice porte avant tout le nom de sainteté. Elle est don. Dieu la propose. « Heureux ceux qui ont faim et soif de justice ; car ils seront rassasiés. »

Prions donc pour que notre frère soit désormais rassasié en présence de Dieu. Rassasié dans la Cité sainte, là où il n'y aura plus de morts, plus de cris, plus de pleurs. Là où Dieu fait toute chose nouvelle.

Le recteur de l'Institut catholique

Mes frères, le prêtre qu'il était avec sa foi et son caractère, sa ténacité et sa timidité, explique l'œuvre que le recteur de l'Institut catholique ■ accomplie ces dernières années. Il la réalisait en communion étroite avec les chanceliers successifs et avec les évêques responsables. Il a pris des risques. Il n'ignorait pas qu'il s'exposait à la critique ; mais il était convaincu que le pire danger est celui de l'immobi-

LE SYNODE ÉPISCOPAL

Article de Mgr Schmitt

Mgr Schmitt, évêque de Metz, président de la Commission épiscopale française du clergé et des séminaires, et l'un des quatre délégués de l'épiscopat français à la II^e Assemblée générale du Synode épiscopal qui s'est ouverte le 30 septembre (1), a publié l'article suivant dans le bulletin de son diocèse (2) :

Voguant en haute mer, le navigateur doit régulièrement faire le point pour éviter de dévier de la route qu'il s'est tracée.

Au gouvernail de la barque de Pierre, le Pape se doit de même de vérifier si les directives qu'il donne et l'application qui en est faite correspondent bien au projet du seul Seigneur de l'Eglise, Jésus-Christ. Sa mission n'est-elle pas de « confirmer ses frères dans la foi » et de « pousser au grand large » la nef de l'Eglise ?

Le Synode des évêques qui s'ouvrira à Rome le 30 septembre prochain a pour but d'aider le Pape à faire le point et, malgré la difficulté de l'entreprise, à lire les « signes des temps ». Il ne faudrait cependant pas majorer l'importance de cette réunion, car le Synode n'est pas un nouveau Concile.

Assemblé sous l'autorité du Pape et celui-ci ayant approuvé ses décisions, le Concile exerce dans l'Eglise l'autorité suprême et plénière. C'est ainsi que Vatican II a précisé pour l'Eglise universelle les moyens à mettre en œuvre pour accomplir, dans la fidélité à Jésus-Christ et pour le salut des hommes d'aujourd'hui, la mission que son fondateur lui a confiée.

La compétence du Synode des évêques n'est pas de cet ordre. Il est un conseil du Pape dans l'exercice de sa primauté : son rôle est consultatif. Composé d'évêques choisis dans les diverses régions du monde, il doit apporter au successeur de Pierre les avis et les conseils des diverses Conférences épiscopales : il est une des voix par lesquelles s'exprime la collégialité épiscopale.

Voulu par Vatican II et institué par Paul VI, il est un des signes et un des moyens par lesquels l'Eglise manifeste sa volonté de confesser sa foi dans l'aujourd'hui du monde. Il se réunit régulièrement et étudie les questions d'importance générale pour toute l'Eglise, notamment les problèmes posés par son activité missionnaire.

C'est dans cette perspective missionnaire que devront être abordées les deux questions mises par Paul VI à l'ordre du jour du prochain

(1) Les autres délégués, élus au cours de l'Assemblée plénière de l'épiscopat français qui s'est tenue les 18-19 mars, sont : le cardinal MARTY, Mgr ETCHEGARAY et Mgr MATAGRIN (cf. DC 1971, p. 336, note 1). Le cardinal GUYON et le P. CANIVEZ font partie des membres du Synode nommés par Paul VI.

(2) *Eglise de Metz*, septembre 1971, p. 1.

lisme ; cette paralysie qui, dans les moments de crise, désagrège les situations. Il mit l'accent sur ce qui, à ses yeux, spécifie au plus haut degré la tâche d'un Institut catholique, sur ce qui constitue « la pointe de sa mission » : c'est-à-dire l'enseignement et la recherche des sciences religieuses. Il était soucieux du dialogue incessant et fécond entre la théologie évangélique et le savoir profane, suivant les leçons d'humanisme qu'il avait retenues de ses maîtres de Rome et de la Sorbonne.

C'est pourquoi il maintint des enseignements profanes dans le cadre de l'Institut catholique ; c'est pourquoi il souhaitait que la rencontre entre les diverses disciplines intellectuelles se traduise par le rapprochement entre les établissements supérieurs, publics et privés. A ce titre, il était également persuadé que les relations entre les personnes étaient indispensables, et si la discrétion ne s'y opposait pas, on pourrait dire volontiers quelles amitiés solides s'étaient nouées ou affirmées d'un rectorat à l'autre, notamment dans la sévère crise de mai 1968.

Telle est son inspiration. Il la mettait en relief voici encore quelques mois en proposant que soient inscrits les mots suivants dans un rapport destiné à l'épiscopat français : « La priorité doit être donnée à la recherche philosophique et théologique dont l'Eglise ne saurait se passer. De nos jours surtout, le progrès des sciences et la culture moderne nécessitent une connaissance renouvelée du message chrétien et un langage de la foi intelligible aux hommes d'aujourd'hui. Plus les Instituts catholiques apparaîtront comme des foyers de réflexion chrétienne, et plus ils seront en mesure de répondre aux besoins actuels de formation doctrinale qu'éprouvent un nombre croissant de croyants. »

**

Frères, nous avons ensemble contemplé la vie et l'œuvre d'un chrétien, prêtre de Jésus-Christ. Mais cette méditation respectueuse et reconnaissante nous ramène à une lancinante interrogation. Pourquoi ?

C'est la question que nous portons, cachée comme un mal apparemment incurable : ô mort, où est ta victoire ?

Pour conclure, il me faut puiser dans la Constitution pastorale du Concile :

On y parle du mystère de la mort :

« C'est en face de la mort que l'énigme de la condition humaine atteint son sommet. L'homme n'est pas simplement tourmenté par la souffrance mais, plus encore, par la peur d'une destruction définitive... »

Par une inspiration juste de son cœur il rejette et refuse cette ruine totale et ce définitif échec de sa personne...

Dieu a créé l'homme en vue d'une fin bienheureuse, au-delà des misères du temps présent...

La mort corporelle, à laquelle l'homme aurait été soustrait s'il n'avait pas péché, sera un jour vaincue...

Dieu a appelé et appelle l'homme à adhérer à lui de tout son être, dans la communion éternelle d'une vie divine inaltérable...

Cette victoire, le Christ l'a acquise en ressuscitant, libérant l'homme de la mort par sa propre mort...

La foi répond à l'interrogation angoissée...

Elle nous offre la possibilité d'une communion dans le Christ avec nos frères bien-aimés qui sont déjà morts...

Elle nous donne l'espérance... »

Gaudium et spes.

« Rendons grâce à Dieu qui donne la victoire par Jésus-Christ notre Seigneur. »

Synode : la justice dans le monde, le ministère et la vie des prêtres.

Les réponses aux consultations qui ont eu lieu parmi les prêtres, les religieux et les laïcs dans toute l'Eglise et notamment en France, ont souvent insisté sur le lien à établir entre les deux sujets d'étude du prochain Synode. Plusieurs ont même suggéré que le Synode aborde en premier lieu le thème de « la justice dans le monde » afin d'en souligner l'importance.

..

« **La justice dans le monde.** » Chaque fois que dans l'Eglise une voix s'élève pour rappeler que l'Evangile engage les disciples de Jésus à participer au combat pour la justice dans le monde — entre les personnes, les races, les classes, les nations et les Etats — il se trouve des hommes pour protester contre ce qu'ils appellent une intolérable intrusion dans les affaires de la cité temporelle.

Il faut bien reconnaître que dans le passé un certain cléralisme a commis des abus de pouvoir. Il faut aussi reconnaître qu'aujourd'hui encore le danger d'un nouveau cléralisme n'est pas toujours illusoire. La tentation est grande pour certains chrétiens de réduire l'annonce du Royaume à un messianisme purement temporel.

Il n'en demeure pas moins que l'Evangile ne nous permet pas de prendre notre parti de l'injustice ; il adresse à chaque homme un appel à la libération — à sa propre libération et à celle de ses frères — de toutes les forces oppressives qui, à l'intérieur de lui-même ou dans la société, l'empêchent de prendre sa pleine stature de fils d'homme appelé à devenir fils de Dieu. Pour être fidèle à l'Evangile, l'Eglise se doit de susciter des hommes libres, capables de reconnaître Celui qui dans l'aujourd'hui du monde les aime et les appelle.

Gaudium et spes s'est efforcé de présenter aux chrétiens de ce temps, et à tous les hommes en recherche, le visage de Jésus-Christ qui manifeste à la fois l'humanité de Dieu et la vocation de tout homme à la participation à la vie divine. Pour le chrétien, seul Jésus-Christ, mort et ressuscité, donne à l'histoire humaine son sens, à la fois sa signification et son accomplissement.

Le Synode devra examiner attentivement la suite que les chrétiens, selon leurs différents états de vie et dans toutes les parties du monde, ont donné à la constitution pastorale de Vatican II.

Paul VI vient de le faire, pour sa part, dans la remarquable lettre adressée au cardinal Roy, à l'occasion du 80^e anniversaire de *Rerum novarum*. Dans cette encyclique, Léon XIII dénonçait déjà « la misère imméritée d'un grand nombre de travailleurs ». Si la situation s'est partiellement améliorée dans certains pays, ne s'est-elle pas grandement aggravée dans beaucoup d'autres, notamment ceux du tiers-monde ?

Notre inertie, notre incapacité de nous mettre à la place du frère qui souffre de l'injustice sont si grandes que des appels répétés et des examens de conscience renouvelés sont indispensables.

Notre cœur s'émeut assez facilement devant une détresse personnelle ; avec plus de difficulté il compatit — au sens étymologique du terme : souffrir avec — aux détresses collectives de groupes humains, tant dans nos pays que dans les pays en voie de développement.

L'Eglise serait infidèle à sa mission si elle se contentait de nous éveiller à quelque vague sentimentalisme ou de nous provoquer à quelques gestes philanthropiques. Bien loin de laisser nos consciences s'endormir, elle doit nous exciter à apporter, tant aux maux dont souffrent nos frères qu'à leurs causes profondes, les remèdes qu'elle appelle et permet la situation historique du temps présent.

C'est dire que le Synode ne pourra se contenter de répéter purement et simplement Vatican II. Depuis la clôture du Concile, le monde et l'Eglise ont connu des mutations irréversibles. Le Synode se doit de tenir compte des situations nouvelles : elles ne sauraient dérouter que ceux qui ont peur de regarder la réalité en face ou qui n'ont plus d'espérance.

..

« **Ministère et vie des prêtres** », tel est le titre d'un autre décret important du Vatican II. Le renouvellement et l'approfondissement auxquels il invitait ne sont encore que très partiellement engagés. Tout retard prolongé risque de compromettre gravement le renouveau missionnaire de l'Eglise. Aussi ce sujet figure-t-il à l'ordre du jour du prochain Synode des évêques.

Il convient de redire, une fois de plus, qu'incriminer le malheur des temps et la méchanceté des hommes, la dissolution générale des mœurs et le manque de ferveur des prêtres, voire quelque occulte machination internationale, ne suffit pas à rendre compte des difficultés nouvelles rencontrées par un nombre croissant de prêtres dans l'exercice de leur ministère.

La sécularisation de la société, l'inadaptation des structures pastorales à un monde de plus en plus urbanisé et marqué par les progrès de la technique, ainsi que tant d'autres raisons souvent invoquées ne rendent également qu'insuffisamment compte des difficultés actuelles du ministère et de la vie des prêtres.

Seul l'Esprit de la Pentecôte, unique promoteur de la mission de l'Eglise, est en mesure de nous faire distinguer, en toute lucidité de foi, ce qui dans l'agir et l'être profond du ministre de l'Evangile est intangible de ce qui n'a été qu'adaptation provisoire à une situation historique, aujourd'hui révolue.

Cependant, les études où une saine critique a sa place légitime n'en sont pas pour autant inutiles. L'assistance de l'Esprit-Saint n'a jamais dispensé les pasteurs de l'Eglise d'opérer les discernements qui s'imposent.

Aussi faut-il se féliciter des nombreuses recherches entreprises à la suite et en prolongement du décret *Presbyterorum ordinis*. Déjà quelques conclusions s'en dégagent. Elles ont le mérite de renouveler partiellement le visage du prêtre et de permettre une approche plus existentielle des références christiques de son ministère.

Il apparaît de plus en plus clairement que c'est en fonction des impératifs de la mission confiée par le Christ à toute l'Eglise que doivent être étudiées les questions relatives à l'exercice du ministère apostolique en ses divers degrés : celui de l'évêque, celui du prêtre et celui du diacre. Une Eglise qui, dans tous ses membres, ne serait plus soucieuse de l'annonce de la Bonne Nouvelle à tous les hommes, dans leur existence

concrète, comme dans les réalités collectives dans lesquelles ils sont insérés, serait gravement infidèle à Jésus-Christ.

Aux ministres de l'Eglise il revient spécialement de tout mettre en œuvre pour permettre à tous les fidèles, jeunes et adultes, de participer à la mission et, tout d'abord, dans leur propre milieu de vie. Tout en ayant à y jouer un rôle irremplaçable, ils n'ont cependant pas le monopole de l'éducation de la foi et de l'esprit missionnaire des croyants. Ils ne sauraient également réduire leur ministère au seul service des communautés déjà existantes.

Tout prêtre, comme tout évêque et tout diacre, chacun à sa place, et selon les responsabilités propres à sa vocation, doit avoir le souci de l'Eglise à faire surgir dans les groupes humains et les réalités collectives dont elle est absente. Tout ministre est ordonné à l'Eglise à faire naître, autant qu'à l'Eglise à faire croître ; il est appelé à être cofondateur d'Eglise en même temps que pasteur du Peuple de Dieu déjà rassemblée.

C'est pourquoi, quelles que soient les modalités de son exercice, l'appel et l'ordination au ministère engageant au service de l'Evangile toute la personne et toute la vie du ministre, à la manière des apôtres et de leurs premiers collaborateurs.

Notre temps redécouvre ainsi ce qui était l'intuition fondamentale de l'Ecole française : le sacrement de l'ordre saisit toute l'existence de celui qui le reçoit pour le mettre au service du Royaume à annoncer et à préparer ; il le configure intérieurement à Jésus-Christ, seul grand-prêtre de la Nouvelle Alliance ; il lui donne autorité pour rassembler en son nom et en esprit de service les membres de son corps et, dans l'Esprit-Saint, édifier l'Eglise avec les pierres vivantes que sont les fidèles.

Bien située dans une perspective missionnaire et d'une évangélisation toujours à reprendre, la fonction sacramentelle du prêtre et sa mission de sanctification reprennent ainsi toute leur valeur. « Si l'Eglise fait l'eucharistie, c'est l'eucharistie qui fait l'Eglise. »



Qu'il soit encore permis d'attirer l'attention sur la signification ecclésiale de cette réunion autour du Pape des délégués des Conférences épiscopales du monde entier.

La présentation des sujets étudiés par le prochain Synode a amené à insister sur l'importance dans la conscience et la vie de l'Eglise, de l'esprit et de l'apostolat missionnaires : en vérité, tous les membres du Peuple de Dieu sont appelés à participer, selon leur vocation propre, aux recherches et aux efforts entrepris pour une meilleure annonce de l'Evangile.

Il importe autant de souligner que dans l'Eglise la fidélité à la communion apostolique est aussi indispensable que la fidélité à la mission apostolique. Le Synode devra manifester et réaliser l'une et l'autre.

Pour être fidèle au testament de son fondateur : « Qu'ils soient un », l'Eglise doit tout mettre en œuvre pour donner à la cohésion ecclésiale une intensité et une profondeur sans cesse croissantes. Cette cohésion n'est d'ordre ni sociologique, ni culturel, mais spirituel, c'est-à-dire reçue et acceptée de l'Esprit-Saint.

Aucune priorité vraie ne saurait être accordée à la mission, aucun progrès réel et durable être réalisé dans le remembrement des Eglises, qui ne s'accompagne et ne s'exprime dans la communion hiérarchique.

Certes, l'unité ne signifie pas l'uniformité. Un sain pluralisme parmi les écoles théologiques, les courants spirituels et les méthodes apostoliques est incontestablement un signe de vitalité et un facteur de progrès dans l'Eglise.

Mais pour porter ses fruits, ce pluralisme doit se situer à l'intérieur de l'obéissance de la foi et promouvoir à tous les niveaux la communion apostolique. Le Christ a fondé son Eglise sur les colonnes que sont les apôtres et les prophètes. Prétendre bâtir sur un autre rocher que celui posé par Jésus, c'est se condamner à l'incohérence doctrinale, à l'anarchie spirituelle et à l'émiettement en sectes des communautés ecclésiales.

Qui oserait prétendre qu'il s'agit là d'un danger illusoire ?

Au prochain Synode, les évêques et prêtres délégués se devront d'être à l'écoute de ce que l'Esprit-Saint inspire à l'Eglise. Ils le feront en méditant ensemble la Parole de Dieu, mais aussi en s'écoutant les uns les autres dans le respect des situations ecclésiales propres aux différents peuples et groupes humains, dans la conviction que ce qui est vécu, au jour le jour, par le Peuple de Dieu, est infiniment plus riche que la présentation qui peut en être faite. Ils devront donc veiller à ce que le service immédiat des Eglises particulières s'ouvre au souci du service de l'Eglise universelle, communion des Eglises particulières.

Dans les avis et conseils qu'il sera appelé à donner au Pape, le prochain Synode devra se garder tout autant des lenteurs inspirées par la peur de l'inconnu que de la hâte fébrile inspirée par la frénésie du changement à tout prix.

Il n'aura pas failli à sa tâche s'il contribue à mettre en lumière la dimension spirituelle de la mutation de civilisation que nous vivons, s'il reconnaît que certaines questions méritent un supplément d'étude, ou encore s'il confie aux Conférences épiscopales, après avoir précisé les grands axes d'un authentique renouveau, le soin d'en régler les modalités d'application, en fonction des situations particulières.

C'est dire que les participants au prochain Synode doivent pouvoir compter sur les prières de tous leurs frères dans la foi et spécialement de ceux qui leur sont associés dans le ministère apostolique.

En ces jours de préparation ultime au Synode, cette espérance est leur réconfort.

Paul-Joseph SCHMITT,
évêque de Metz.

— *Missioni e ecumenismo nel Terzo-Mondo*, par GIOVANNI DILENCE. — Un vol. 15 x 21,8 cm, de 166 pages. Prix : L 1 000. Au OCP n° 13-5750, P. GIOVANNI DILENCE, 75014 Grassano (Italie).

— *Collactanea Cisterciensia*, bulletin de spiritualité monastique. Tables générales 1959-1970. — Plaque 15,7 x 23 cm, de 110 pages. Abbaye de Scourmont, B 6484 Forges (Belgique).

LE SYNODE AU SERVICE DE LA MISSION

Appel du cardinal Marty (1)

« Priez et jeûnez ! »

Les sujets qui seront traités au Synode ne trouveront leur conclusion ni à l'aide d'ordinateurs, ni à la suite d'intrigues, ni sous la pression de groupes, ni à coups d'articles à scandale, mais sous le souffle de l'Esprit.

Seul l'Esprit de ce Christ auquel nous avons donné notre foi doit présider à nos débats. C'est pourquoi il faut prier : la prière est un appel ; elle situe en « état de grâce », rend disponible pour se laisser prendre par la main et parfois aller « où nous ne voulons pas aller ». Elle est partage de la croix et accueil émerveillé de la résurrection : profession d'espérance, cri de joie, action eucharistique, la prière est ce remerciement quotidien qui sauve l'homme de sa prison et de son échec. Comme toute assemblée chrétienne, le Synode est d'abord une liturgie.

Alors, mais alors seulement, nos efforts ne seront pas vains, nos propositions ne seront pas inutiles.

A la demande de plusieurs évêques, le Saint-Père vient d'adresser à toutes les églises locales le texte d'une prière universelle. C'est donc en union avec tous les pays du monde que les communautés chrétiennes prieront le dimanche 26 septembre, à la veille de l'ouverture du Synode.

La préparation de cette Assemblée a été intense ; bien des consultations ont été faites ; les Conseils presbytéraux se sont exprimés et ont voté des motions. J'ai passé de longues heures pendant ces mois de vacances à étudier de très nombreux documents.

Une fois encore, j'ai eu la confirmation de l'esprit missionnaire des catholiques de France. Nous disons depuis des années que l'Eglise a d'abord une tâche missionnaire, qu'elle doit être — sans compromission mais sans réserve — présente à notre monde pour lui dire et lui donner le salut de Jésus. Cette intelligence de la mission évangélique est sans aucun doute la première qualité du clergé français ; pour ma part, je n'hésite pas à affirmer que l'action missionnaire elle-même est l'une des causes des urgentes interrogations que tout prêtre comme tout évêque porte sur son ministère.

Si des prêtres et des laïcs ont exprimé des critiques à l'égard des schémas préparatoires publiés par le Secrétariat du Synode, c'est d'abord par conviction missionnaire, je le crois. Cette conviction déterminera mon action pendant le Synode : à partir de la visée conciliaire, il nous faudra discuter, chercher, proposer, tracer des chemins de conversion.

Par expérience, je sais que l'institution synodale permet un bon travail. Le Synode, qui n'est pas un Concile, favorise l'exercice réel, efficace de la collégialité au service de la mis-

sion universelle dont le Pape est le premier responsable.

Deux thèmes, vous le savez, sont à l'ordre du jour : « la justice dans le monde » et « le ministère sacerdotal ».

Je ne peux les aborder ici, non seulement par manque de temps mais aussi par respect pour la coresponsabilité épiscopale ; car c'est ensemble, dans la liberté de l'Assemblée synodale, que les uns et les autres, nous aurons à nous éclairer et à nous prononcer. De plus, chacun sait que dans la délégation française Mgr Schmitt, évêque de Metz, porte le souci des questions sur le « ministère » et Mgr Matagrin, évêque de Grenoble, est le maître d'œuvre du travail sur « la justice internationale ».

Les problèmes soulevés exigent des études sérieuses et demanderont du courage. Ils ne seront résolus ni par de simples appels à la générosité ni par les nécessaires rappels de la discipline. Les hommes ici sont en cause, il s'agit de leur conversion et de leur vocation.

Je souligne deux points.

La justice dans le monde. J'ai écrit que le sujet était prioritaire. En effet ; car il touche directement à la place de l'Eglise dans le monde. L'Eglise, en effet (c'est-à-dire chaque chrétien), doit vivre la dimension universelle de la parabole du Bon Samaritain. La communauté chrétienne mondiale doit partager. L'Eglise n'a certes pas la charge première d'organiser la répartition des biens terrestres, ni d'être un simple mouvement de ressourcement moral. Certainement pas. Cet « aplatissement de l'Evangile » serait une grave déviation : l'Evangile est une bonne nouvelle qui conduit l'homme à la source d'eau vive, le Christ mort et ressuscité : « Je suis la Voie, la Vérité et la Vie. » Si « collectivement » tous les chrétiens du monde vivaient intensément cet amour libérateur du Christ, je suis persuadé qu'une justice internationale authentique s'imposerait...

C'est également au nom de la mission et à cause d'elle que seront repris les débats sur le prêtre qui secouent l'opinion depuis près de dix ans. Et bien évidemment, la question du célibat du prêtre séculier dans l'Eglise latine.

Ces problèmes ne seront pas éludés. Les solutions ne sont pas d'abord d'ordre juridique, mais d'abord d'ordre spirituel, évangélique. La vraie question est celle-ci : quel ministère accomplir pour être fidèle à la volonté du Christ, aujourd'hui ? Comment vivre notre témoignage de consacré sans retour dans le monde tel qu'il est ? Quelles sont les conditions pour que le prêtre et l'évêque — « missionnaires » de l'Evangile avec tous les chrétiens — portent témoignage de leur épanouissement spirituel et humain ?

L'évêque est d'abord l'évêque d'un peuple et

(1) « Présence et dialogue - L'Eglise dans la région parisienne », 19 septembre 1971, p. 10.

c'est pour ce peuple qu'il a charge d'autorité. Mais il n'est pas seul, c'est avec les prêtres, le presbyterium, qu'il accomplit la mission. C'est dire que le souci que je porterai quotidiennement pendant ce mois d'octobre sera d'abord celui du ministère et de la vie des prêtres qui, aujourd'hui, sont des hommes consacrés, corps et âme, à l'Evangile : les 1200 prêtres qui travaillent à Paris et ceux de la région... les 45 000 prêtres de France... et tous les prêtres du monde... tous... sans exception.

**

Enfin, je conclus en rappelant aux catholiques

français qu'ils portent le beau nom de « catholique ». Ayez donc pendant ce mois un regard aussi large que notre planète. Je ne pars pas à Rome défendre les idées françaises, mais servir l'Eglise universelle.

Evêque parmi d'autres évêques auprès du Pape, c'est pour le bien du monde entier que je chercherai à discerner la volonté de Dieu.

Evêque parmi d'autres évêques auprès du Pape, j'accepterai humblement d'écouter, d'intervenir, de m'engager.

Evêque parmi d'autres évêques auprès du Pape... et en union avec vous, prêtres, puisque ensemble nous sommes envoyés, serviteurs de la mission.

LA COMPOSITION DU SYNODE

Mgr RUBIN, secrétaire général du Synode, a rendu publique, le 16 septembre, au cours d'une conférence de presse, la composition de la II^e Assemblée générale du Synode épiscopal, qui s'est ouverte le 30 septembre (1) :

Présidents délégués : cardinaux DUVAL (Alger) ; MUNOZ VEGA (Quito) ; WRIGHT (préfet de la S. congrégation du Clergé).

Membres du Synode (210) :

1. Représentants des Eglises orientales

(14)

Patriarches : card. STEPHANOS I^{er} SIDAROISS (copte), MEOUCHI (maronite), MAXIMOS V HAKIM (melkite), IGNACE ANTOINE HAYEK (syrien), PAUL II CHEIKHO (chaldéen), IGNACE PIERRE XVI BATANIAN (arménien).

Archevêque majeur : card. SLIPIYI (ukrainien).

Métropolitains hors des patriarchats des Eglises catholiques de rite oriental : card. PARECATIL (Ernakulam des Malabars) ; NN. SS. THANGALATHIL (Trivandrum des Malabars), HERMANIUK (Winnipeg des Ukrainiens), YEMMERU (Addis-Abeba des Ethiopiens), SENYSHYN (Philadelphie des Ukrainiens), KOCISKO (Munhall des Ruthènes), PADIYARA (Changanacherry des Malabars).

2. Représentants des Conférences épiscopales

(141)

Afrique

(33)

Afrique du Sud : NN. SS. FITZGERALD et MORAPALI ;

(1) *L'Osservatore Romano*, 17 septembre 1971.

Afrique du Nord : card. DUVAL ; Angola : Mgr NUNES GABRIEL ; Cameroun : Mgr VERDZEVKOV ; Congo-Brazzaville : Mgr BIAYEN-DA ; Congo-Kinshasa : card. MALULA, Mgr TSHIBANGU ; Côte-d'Ivoire : Mgr YAGO ; Dahomey : Mgr MENSAN ; Ethiopie : Mgr YEMMERU ; Gabon : Mgr ANGUILLÉ ; Ghana : Mgr SARPONG ; Kenya : Mgr DUNNE ; Haute-Volta et Niger : Mgr YOUNGBARÉ ; Liberia, Sierra Leone, Gambie : Mgr BROSNAN ; Madagascar : Mgr TSIAHOANA ; Malawi : Mgr CHIMOLE ; Mali : Mgr BIARD ; Mozambique : Mgr ALVIN PEREIRA ; Nigeria : NN. SS. AGGEY et ARINZE ; Ouganda : Mgr NSUBUGA ; République centre-africaine : Mgr NDAYEN (Bangui) ; Rhodésie : Mgr LAMONT ; Rwanda-Burundi : Mgr MAKARAKIZA ; Sénégal-Mauritanie : Mgr THIANDOU ; Soudan : Mgr BARONI ; Tanzanie : NN. SS. SANGU et KOMBA ; Tchad : Mgr GAUMAIN ; Togo : Mgr OGUKIATAKPAH ; Zambie : Mgr CORBOY.

Amérique

(44)

Antilles : Mgr CARTER ; Argentine : NN. SS. SERVANDO TORTOLO, PRIMATESTA, DERISI ; Bolivie : Mgr GUTIERREZ GRANIER ; Brésil : card. SCHERER, DE ARAUJO SALES ; NN. SS. LORSCHIEDER, TEPE ; Canada : card. FLAHIFF ; NN. SS. PLOURDE, GREGOIRE, CARTER ;

Chili : NN. SS. SANTOS ASCARZA, CONTRERAS NAVIA ; Colombie : NN. SS. MUNOZ DUQUE, PIMIENTO RODRIGUEZ, URIBE JARAMILLO ; Costa-Rica : Mgr TREJOS PICADO ; Cuba : Mgr OVES FERNANDEZ ; El Salvador : Mgr APARICIO Y QUINTANILLA ; Equateur : card. MUNOZ VEGA, Mgr ECHEVERRIA RUIZ ; Etats-Unis : card. KROL, DEARDEN, CARBERRY ; Mgr BYRNE ; Guatemala : Mgr LARA MEJIA ; Haïti : Mgr ANGÉNOR ; Honduras : Mgr BRUFAY MACIA ; Mexique : NN. SS. SALAZAR LOPEZ, TALAMAS CAMANDARI, TORRES ROMERO ; Nicaragua : Mgr OBANDO BRAVO ; Panama : Mgr MCGRATH ; Paraguay : Mgr BENITEZ AVALOS ; Pérou : card. LANDAZURI RICKETTS ; NN. SS. DAMMERT BELLIDO, DE ORBEGOZO Y GOICOECHEA ; Porto-Rico : Mgr TORRES OLIVER ; République dominicaine : Mgr BERRAS ROJAS ; Uruguay : Mgr BALAGUER ; Venezuela : NN. SS. BENITEZ FONTURVEL, HENRIQUEZ JIMENEZ.

Asie

(20)

Birmanie : Mgr TOHEY ; Ceylan : card. COORAY ; Chine : Mgr KUO ; Corée : card. SOU HWAN KIM ; Inde : card. GRACIAS ; NN. SS. FERNANDES, RAYAPPA, DIRAVIAM ; Indonésie : card. DARMOJUWONO, Mgr SOEKATA ; Japon : Mgr TAGUCHI ; Laos-Cambodge : Mgr RAMOUSSE ; Malaisie-Singapour : Mgr GALVIN ; Pakistan : Mgr CORDEIRO ; Philippines : NN. SS. ALBERTO VALDERRAMA, MABUTAS Y LLOREN, LABAYEN ;

Proche-Orient : Mgr BELTRITTI ;
Thaïlande : Mgr RATNA ;
Vietnam : Mgr NGUYEN KIM DIEN.

Australie et Océanie

(5)

Australie : NN. SS. CAHILL, GOODY.
Nouvelle-Guinée, Papouasie, îles Salomon : Mgr STUYVENBERG ;
Nouvelle-Zélande : card. McKEFFRY ;
Pacifique : Mgr MARTIN (Nou-méa).

Europe

(39)

Allemagne : card. DOEFFNER, HOFFNER ; Mgr DEGENHARDT ;
Angleterre et Pays de Galles : card. HEENAN, Mgr BOWEN ;
Autriche : Mgr WEBER ;
Belgique : card. SUENENS ;
Bulgarie : Mgr STRATIEW ;
Ecosse : Mgr MCPHERSON ;
Espagne : card. QUIROGA Y PALACIOS, ENRIQUE Y TARANCON ; NN. SS. BENAVENT ECUIN, ECHARREN YSTURIZ ;
France : card. MARTY ; NN. SS. ETCHEGARAY, SCHMITT, MATAGRIN ;
Grèce : Mgr VARTHALITIS ;
Hollande : card. ALFRINK ;
Hongrie : Mgr IJJAS ;
Irlande : card. CONWAY ;
Italie : card. SIRI, POMA ; NN. SS. BARTOLETTI, QUADRI ;
Lettonie : Mgr VAIVODS ;
Lituanie : Mgr MATULAITIS LABUKAS ;
Malte : Mgr GONZI ;
Pologne : card. WYSZYNSKI, WOJTYLA ; Mgr KOMINEK ;
Portugal : NN. SS. RIBEIRO, D'ALMEIDA TRINDADE ;
Roumanie : Mgr MARTON ;
Scandinavie : Mgr GRAN ;
Suisse : Mgr ADAM ;
Tchécoslovaquie : Mgr TROCHTA ;
Yougoslavie : NN. SS. KUCHARIC, JENKO.

3. Délégués des supérieurs généraux

(10)

PP. ARRUPÉ, préposé général de la Compagnie de Jésus ; WEAKLAND, Abbé primat des Bénédictins confédérés ; KOSER, ministre général des Franciscains (O. F. M.) ; ANICETO FERNANDEZ, maître général des Dominicains. Les Pères généraux : LECUYER (spiritain), AZZI (maronite), GOOSSENS (Cœur-Immaculé de Marie), ARIOWALDO AMARAL (rédemptoriste), VAN ASTEN (Père Blanc), BERNASCONI (barnabite).

4. Cardinaux chefs de dicastères de la Curie romaine

(19)

Card. VILLOT, secrétaire d'Etat ; SEPER (S. congrégation de la Doctrine de la foi) ; CONFALONIERI (S. congrégation des Evêques) ; DE FURSTENBERG (S. congrégation des Eglises orientales) ; SAMORÉ (S. congrégation de la Discipline des sacrements) ; WRIGHT (S. congrégation du Clergé) ; ANTONIUTTI (S. congrégation des Religieux et Instituts séculiers) ; ROSSI (S. congrégation de l'Evangélisation) ; TABERA ARAOZ (S. congrégation du Culte divin) ; BERTOLI (S. congrégation des Causes des saints) ; GARRONE (S. congrégation de l'Education catholique) ; FERRETO, grand pénitencier ; STAFFA (tribunal de la Signature apostolique) ; WILLEBRANDS (Secrétariat de l'Unité des chrétiens) ; MARELLA (Secrétariat des non-chrétiens) ; KÖNIG (Secrétariat des non-croyants) ; ROY (Conseil des laïcs et « Justice et Paix ») ; TRAGLIA, chancelier ; VAGNOZZI (préfecture des Affaires économiques du Saint-Siège).

5. Secrétariat permanent ou général

Mgr Ladislav RUBIN.

6. Membres nommés par le Saint-Père

(25)

Card. ZOUNGRANA (Ouagadougou, président du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar) ; DELL'ACQUA (Rome) ; BENGSCHE (Berlin) ; GUYON (Rennes) ; FELICI, président de la Commission pontificale pour la révision du Code de droit canon ; LUCIANI (Venise) ; NN. SS. BRANDAO VILELA, président du C.E.L.A.M. ; O'CONNOR ; FARAH (Tripoli du Liban, melkite) ; SEIICHI SHIRAYANAGI (Tokyo) ; FREEMAN (Sydney) ; HENGSBACH (Essen) ; BARELA (Czestochowa) ; MARIANO GAVIOLA, secrétaire de la Conférence épiscopale des Philippines ; Carlo COLOMBO ; PIRONIO, secrétaire général du C.E.L.A.M. ; ROMERO LEMA (Avila) ; FERRARI TONIOLO, observateur permanent du Saint-Siège auprès de la F.A.O. ; CHEN PING HSU (Hong Kong) ; CISNEROS (Ambato, Equateur) ; BAUM (Springfield-Cap Girardeau) ; VANGEKE, auxiliaire de Port-Moresby, Papouasie ; P. HESTON, C.S.C., président de la Commission pontificale des Commissions sociales ; Mgr PAVAN, recteur de l'Université du Latran ; chanoine CANIVEZ, supérieur général de l'Institut séculier des prêtres du Sacré-Cœur de Jésus.

Rapporteurs

Sacerdoce ministériel. Partie doctrinale : card. HOFFNER (Cologne) ; partie pratique : card. HENRIQUE Y TARANCON (Tolède).

Justice dans le monde. Mgr ALBERTO (Caceres, Philippines).

Secrétaires spéciaux

Sacerdoce ministériel. Partie doctrinale : Mgr MEDINA (professeur de théologie à l'Université catholique de Santiago du Chili) ; partie pratique : Mgr BOVONE (S. congrégation du Clergé).

Justice dans le monde. Mgr TORRELLA CASCANTE (vice-président du Conseil des laïcs et de la Commission « Justice et Paix »).

Adjointes des secrétaires spéciaux

Sacerdoce ministériel (partie doctrinale et pratique) : PP. URS VON BALTHASAR ; GONZALEZ DE CARDEDAL ; LE GUILLOU, O.P. ; LESCRAUWET, M.S.C. (membres de la Commission théologique internationale qui ont rédigé le rapport « Le ministère sacerdotal » (2) en même temps que Mgr Colombo et le P. Medina, qui participent au Synode à d'autres titres).

Justice dans le monde : PP. ALFARO, S.J. ; T. M. PAGE, C.F.X. ; Mme Barbara WARD ; Mlle BELLO-SILLO ; MM. Candido MENDES, James NORRIS, Mushakoji KINSHIDE, MUYANGAJU ALOYS.

Prêtres auditeurs

Le Saint-Père a choisi 26 prêtres auditeurs, selon les indications données par les différentes Conférences épiscopales ou leurs organismes intercontinentaux de liaison. Ces prêtres ont été invités à assister à l'Assemblée. Ce sont :

MM. les abbés : ADAIKALAM (Inde) ; AHERN et HIGGINS (U.S.A.) ; BARBA (Mexique) ; BATA (Nouvelle Guinée) ; SYE IN SYEK (Corée) ; DESROCHERS (Canada) ; DIMEN (Philippines) ; ERRO (Argentine) ; ESQUERDA BIFET (Espagne) ; FRAYEMAN (Belgique) (3) ; HORVAT (Yougoslavie) ; KELLY (Australie) ; LARA (Cuba) ; MACHARSKI (Pologne) ; O'CONNOR (Angleterre) ; René SALAÜN (France) ; SCHMITT (Allemagne fédérale) ; TAPAJOS (Brésil) ; RAVITARIVAO (Madagascar) ; ASSOGBA (Dahomey) ; RWEYEMAMU (Tanzanie) ; MANGIAVACCHI et BUSSI (Italie). *De rite oriental* : DENKO, HIRKA.

(2) Cf. DC 1971, no 1590, p. 699 (NDLR).

(3) Mgr Rubin a précisé qu'il représente le groupe linguistique néerlandais de même que l'abbé Salaün représente le groupe linguistique européen francophone.

Événements et Informations

FRANCE

— *Nouveau supérieur des prêtres du Prado.* — Le Prado a tenu son Assemblée générale du 5 au 23 juillet à Limonest, dans la banlieue de Lyon. Mgr Ancel, qui était à la tête du Prado depuis 1942, a demandé à n'être pas réélu. Il a été remplacé par le P. Berthelon, du diocèse de Lyon. (« *Eglise de Lyon et de Saint-Etienne* », 3 septembre.)

— *Le chapitre général des Sœurs de l'Enfant-Jésus (Saint-Maur) a élu comme supérieure générale Sœur Marie del Rosario Brandoly, qui était supérieure provinciale d'Espagne.* (« *La Croix* », 1-2 août.)

— *L'abbé Levert nommé secrétaire général pour l'apostolat des laïcs.* — Avec l'agrément de Mgr Demazières, évêque de Beauvais, le Conseil permanent a nommé M. l'abbé Gabriel Levert au Secrétariat général de l'épiscopat comme secrétaire général pour l'apostolat des laïcs. Il prend la suite de M. l'abbé Toulat, chargé d'assurer le Secrétariat de la Commission épiscopale de l'Action charitable et sociale et le Secrétariat de la Commission française Justice et Paix. M. l'abbé Levert prendra ses fonctions le 1^{er} septembre. (« *SNOP* », 5 août.) M. l'abbé Levert est né en 1925 et a été ordonné en 1949. Licencié en philosophie, il a été professeur au petit séminaire de 1949 à 1962. Il a assuré l'aumônerie diocésaine des Equipes enseignantes avant d'être sous-directeur des œuvres, aumônier de l'ACI et de la paroisse universitaire (1962) et délégué diocésain à la Mission ouvrière (1963 à 1969). Délégué diocésain à l'apostolat des laïcs depuis 1964, il était en même temps secrétaire diocésain de la pastorale (1966) et délégué épiscopal pour les communautés religieuses (1968). Il avait été choisi par ses pairs comme délégué régional à l'apostolat des laïcs. (« *SNOP* ».)

12 AOUT. — A Lourdes, ouverture du 98^e Pèlerinage national présidé par le cardinal Renard, archevêque de Lyon. Thème : « *A l'écoute de Marie pour le renouveau et la croissance de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui.* » (« *La Croix* », 12 août.)

Un Bureau de presse à Lourdes. — Il a été inauguré par Mgr Donze, évêque de Tarbes et Lourdes, le 4 août dernier. Le responsable en est le P. Jean RAMON, assomptionniste. Son rôle sera d'informer la presse écrite, parlée ou télévisée et par elle l'opinion publique de ce qui se passe à Lourdes ; faire l'office, à l'occasion de porte-parole des responsables des sanctuaires et des pèlerinages, pour les mises au point qu'ils pourraient juger opportunes, par exemple sur les « miracles » dont parle souvent inconsidérément la presse. Il sera aussi de ménager le cas échéant des contacts entre les journalistes et certaines personnalités, lors de leur séjour à Lourdes ; renseigner les responsables des sanctuaires sur ce que les pèlerins pensent de l'accueil réservé aux personnes, à Lourdes, le déroulement des cérémonies et des échanges, les aménagements des lieux. (« *Bulletin religieux du diocèse de Tarbes et Lourdes* », 12 août.)

— *Le Chapitre général des Sœurs missionnaires du Saint-Esprit a réélu comme supérieure générale Mère Johanna Ammeux.* (« *La Croix* », 15-16 août.)

— *Diocèses et évêques.* — Depuis le décès de Mgr Pirolley (Nancy), la démission de Mgr Pioger (Sées), et, d'autre part, les récentes nominations, la France métropolitaine compte, au 12 août 1971, 119 évêques en fonction dans 93 diocèses (y compris la prélature de la Mission de France et le Vicariat aux armées). En effet : Mgr Gufflet, évêque de Limoges, est également prélat de la Mission de France ; Mgr Lallier, archevêque de Besançon, est également administrateur apostolique du diocèse de Nancy ; 28 évêques auxiliaires sont répartis entre 23 diocèses. La moyenne d'âge des évêques est de 60 ans : 16 d'entre eux — dont 10 auxiliaires — ont de 45 à 50 ans — 10 d'entre eux — dont 5 auxiliaires — ont de 70 à 76 ans. La moyenne d'âge des 28 évêques du Conseil permanent est également de 60 ans. La moyenne d'âge des 28 évêques auxiliaires est de 56 ans, 38 évêques ont été nommés depuis la fin du Concile (8 décembre 1965). Leur moyenne d'âge est de 53 ans, 8 d'entre eux

ont été nommés depuis le début de l'année : leur moyenne d'âge est de 48 ans. (« *Snop* », 19 août.)

— *L'antique Chartreuse de Portes (Ain) reprend vie.* Les circonstances ont permis cette année de réaliser un vieux projet : la réouverture du monastère. Une communauté de quinze membres a été désignée. Les services nécessaires à la pratique de la vie carthusienne ont été mis en place. L'ancien prieur de Ségnac, Dom Marie-Paul Chapeau, en assume le priorat. Dans le monastère fondé en 1115, par Bernard de Varey, les chartreux se succédèrent jusqu'en 1791, sans interruption. Chassés par la Révolution, ils revinrent en 1855 mais furent obligés de s'expatrier de nouveau en 1901. L'une des plus anciennes filiales de la Grande Chartreuse, elle a mérité d'autre part d'être appelée depuis des siècles la Chartreuse des saints. Elle a donné au siège épiscopal de Belley des pontifes admirables, saint Anthelme, saint Arthaud ; au siège épiscopal de Die, saint Etienne de Châtillon ; au siège épiscopal de Maurienne, saint Ayrald. (« *Semaine catholique du diocèse de Belley* », 12 août.)

— *Les baux de presbytères.* — Le service juridique du Secrétariat de l'épiscopat communique la documentation ci-après relative aux baux de presbytères. « MM. les Curés rendront sans doute service à MM. les Maires en leur communiquant cette documentation destinée à faciliter les formalités de renouvellement des baux arrivés à expiration. Une affaire récente ayant trait à un bail de presbytère nous a conduit à attirer l'attention sur la modification apportée à la disposition de l'art. 1^{er} in fine de la loi du 2 janvier 1907 qui soumettait la passation des baux de presbytère à l'approbation préfectorale. Cette disposition avait été intégrée dans le Code d'administration communale sous l'art. 47. Or, la loi n° 70-1297 du 31 décembre 1970 sur la gestion municipale et les obligations communales modifie l'art. 47 et ne reproduit pas, dans l'art. 48 qui énumère les délibérations du Conseil municipal soumises à approbation préfectorale, celles qui concernent les baux de presbytère. La loi du 31 décembre 1970 abroge donc

cette partie de la loi du 2 janvier 1907 et, désormais, les délibérations des Conseils municipaux portant sur les baux de presbytère n'ont plus à être approuvées par l'autorité préfectorale. » (« *Eglise du Puy* », 20 et 27 août.)

ÉTRANGER

ARGENTINE

— Vivement préoccupés par le climat général de violence qui règne en Argentine, les évêques des 50 diocèses de ce pays, dont les 24 millions d'habitants sont catholiques à 88 %, ont lancé un appel à la réconciliation nationale, à l'issue de la réunion préparatoire au Synode de Rome, qu'ils ont tenue à Buenos Aires, dans la première quinzaine d'août. Ils proposent un « apaisement des esprits et l'établissement d'un esprit sincère et désintéressé de concorde ». Ils dénoncent le système social en vigueur, et qui est générateur de discorde, de violence et de destruction à cause de la montée incessante du coût de la vie, de la détérioration de la monnaie et de la spéculation. La solution n'étant pas dans la violence, les évêques invitent tous les mouvements, partis, associations, à éviter ce qui est source de violence et à faciliter, au contraire, d'une manière constructive, l'établissement de la justice et le développement du pays. Cet appel de l'épiscopat argentin apparaît à la fois comme un appui moral apporté au gouvernement du général Lanusse mais aussi comme un avertissement à mettre en œuvre une véritable politique sociale et à rétablir les libertés démocratiques. (« *La Croix* », 22-23 août.)

BELGIQUE

— La 41^e Semaine de missiologie de Louvain s'est tenue à Namur, du 23 au 26 août. Le thème en était : *Aujourd'hui, quels missionnaires ?* (« *Fides* », 4 août.)

— Conférence mondiale de Foi et Constitution à Louvain. La Commission « Foi et Constitution » du Conseil œcuménique des Eglises a tenu du 2 au 13 août, au collège des Jésuites de Hervelee-Louvain, sa conférence mondiale sur le thème « *Unité de l'Eglise, unité de l'humanité* ». La conférence s'est ouverte par quatre exposés en présence de Mgr Cardinale, nonce apostolique en Belgique. Le cardinal L. Suenens (cf. *supra*, p. 881) a été le premier à parler sur le thème même. Autres orateurs : Dr Max Kohnstamm, Dr Eugène Carson Blake, secrétaire général du COE, et le théologien orthodoxe John Meyendorff, prési-

dent de Foi et Constitution. Les participants se répartirent ensuite en cinq sections de travail dont les thèmes particuliers étaient : 1. l'unité de l'Eglise et la lutte pour la justice sociale. 2. La rencontre avec les autres religions. 3. La lutte contre le racisme. 4. Les handicapés dans la société. 5. Les différences de culture. Cinq Comités se sont partagé les rapports sur les études encore en cours ou déjà achevées : 1. L'autorité de la Bible. 2. Le culte aujourd'hui et catholicité et apostolicité. 3. Baptême et confirmation, ordination, au-delà de l'intercommunion. 4. Témoinage commun et prosélytisme. 5. Conversations bilatérales, négociations d'unions d'Eglises. (« *Bip-Snop* », 19 août.)

BOLIVIE

— Une congrégation religieuse, comprenant surtout des prêtres espagnols et canadiens, a décidé d'abandonner à l'Etat toutes les propriétés qu'elle possédait à Oruro, centre minier situé à 220 km de La Paz, sous réserve expresse de leur destination sociale. Cette donation comprend plusieurs édifices parmi les plus modernes d'Oruro, des terres, des machines de divers types. La congrégation a également abandonné à l'Etat deux instituts qui seront transformés en écoles ouvertes aux enfants de familles pauvres dont les parents ne peuvent payer l'éducation. Les autres édifices cédés deviendront des bibliothèques publiques. Ce geste fait suite à l'appel lancé par le cardinal Maurer, archevêque de Sucre, pour que l'Eglise se défasse de ses richesses en faveur des pauvres. (« *La Croix* », 13 août.)

CEYLAN

— Le 9 juillet dernier, la Chambre des députés cinghalaise a approuvé le projet de loi refaisant du dimanche le jour de repos hebdomadaire. (« *Fides* », 18 août.)

CHINE

— Actuellement, il y aurait encore 121 Jésuites en Chine communiste : un évêque, 80 pères et 40 frères. Dans la région de Shanghai, il y en a 48, dont 24 en prison ; la région de Pékin en compte 54, dont 6 en prison ; enfin, 19 autres Jésuites, dont 4 en prison, sont répartis dans d'autres régions de la Chine (« *Kipa* », 13 août.)

ESPAGNE

— La répartition du clergé est trop inégale et disproportionnée, selon les déclarations du Jésuite Vincente J. Sastre, responsable des études sociologiques du Secrétariat national

du clergé. Le nombre total de prêtres diocésains résidant en Espagne est de 24 440, soit 375 par diocèse. Cependant, alors que quelques diocèses dépassent légèrement la moyenne de cent, d'autres dépassent le millier ou le millier et demi : le diocèse de Madrid compte 1 500 prêtres, celui de Santiago 1 117, celui de Valence 977, celui de Barcelone 963, celui de Pampelune 850. Par contre, Ibiza en a 47, Minorque 53, Barbastro 95 et Cadix 96. Cette distribution inadéquate entraîne une *disproportion entre la population et le clergé*. Dans la moitié nord du pays, plus des trois quarts des diocèses comptent moins de mille habitants par prêtre. La moitié sud du pays présente un panorama contraire : dans 60 % des diocèses, un prêtre a la charge de plus de deux mille habitants, et dans aucun diocèse il n'en a moins que mille. Il y aurait donc en Espagne un prêtre pour 1 379 habitants. Mais s'il y a des diocèses où chaque prêtre n'a la charge que de 500 habitants, il en est d'autres où il en a plus de 4 000. Le nombre total des religieux est de 20 827. La répartition en est aussi très inégale : Madrid en a 3 043 ; Barcelone, 1 615 ; Saint-Sébastien, 1 121 ; Bilbao, 1 210 ; Ibiza, 1 ; Minorque, 29. Le nombre total des religieuses est de 89 976, réparties comme suit : Madrid, 11 925 ; Barcelone, 8 350 ; Valence, 4 774 ; Saint-Sébastien, 3 482 ; Séville, 3 473 ; par contre, Ibiza a 69 religieuses, Barbastro 86 et Jaca 104. (« *Prensa asociada* », 19 août.)

ETATS-UNIS

— La fusée *Saturne 5* lancée de Cap Kennedy le 26 juillet dernier, a mis sur orbite lunaire la capsule *Apollo 15*, pilotée par David Scott, le 29 juillet. Le *Lem*, après séparation de celle-ci, a aluni le 30 juillet. Les deux astronautes, Alfred M. Worden et James B. Irwin, ont séjourné soixante-sept heures sur la Lune qu'ils ont explorée à bord de la jeep *Luna Rower* en trois sorties (vingt et une heures), parcourant 28 kilomètres et recueillant 100 kilos de roches lunaires. Après le rendez-vous du *Lem* avec la cabine *Apollo* le 2 août, le début du retour sur la Terre le 4, la marche dans l'espace de Worden le 5, l'amerrissage avait lieu dans le Pacifique le 7 août. Le Pape Paul VI a reçu des astronautes d'*Apollo 15* un message de remerciement de la communication « confidentielle » qu'il leur a adressée au début de l'expérience par l'intermédiaire de l'archevêché de Washington, Mgr Luigi Raimondi. Voici ces messages : « Nous suivons avec attention la fascinante entreprise d'*Apollo 15*. A notre époque, il est impossible de

demeurer insensible à une telle entreprise. Nous accompagnons ces trois astronautes de notre admiration, de nos meilleurs vœux et de nos prières », a déclaré le Souverain Pontife. « Nous, de l'équipage *Apollo 15*, voulons exprimer notre profonde gratitude à S. S. Paul VI pour ses pensées et ses prières à notre intention, ainsi que les sentiments qui l'ont poussé à nous adresser ce message et pour ses vœux. Nous entreprenons ce voyage aux Apennins de Hadley dans le désir et l'espoir que la connaissance que nous en obtiendrons et que les découvertes scientifiques résultant de cette mission contribuent au progrès de la vie humaine partout dans le monde. Notre voyage est celui de tous les hommes et nous espérons que les talents que Dieu nous a impartis nous permettront de répondre d'une façon satisfaisante à l'attente de tous ceux qui encouragent si gentiment notre entreprise. » (« *OR* », 2 août, et « *la Croix* », 3 août.)

GHANA

— *Rencontre panafricano-malgache.* — C'est à Accra, capitale du Ghana, que s'est tenue la première rencontre des laïcs de l'Afrique et de Madagascar, du 11 au 18 août, sur le thème : « *L'engagement du laïc dans la croissance de l'Eglise et dans le développement intégral de l'Afrique.* » La réunion était présidée par M. Joseph Amichia, ambassadeur de la Côte-d'Ivoire près le Saint-Siège et membre du Conseil des laïcs (« *DC* » 1971, p. 597) et par le Dr John Nimo, membre du « *Consilium* » et consultant de la S. congrégation pour l'Évangélisation des peuples. Le Saint-Siège était représenté par le cardinal Roy, archevêque de Québec et président du Conseil des laïcs ; le secrétaire et la vice-secrétaire, Mgr Uyenbroeck et Mlle Rose-Marie Goldy ; Mgr Gantin, secrétaire adjoint de la S. congrégation pour l'Évangélisation des peuples ; Mlle Besson, de la Commission pontificale « *Justitia et Pax* » ; Mgr Bodet, de la Secrétairerie d'État. Étaient présentes à cette Rencontre plus de 900 personnes, dont 2 cardinaux, 12 archevêques et évêques, les délégués catholiques de tous les pays d'Afrique, sauf le Mali et le Mozambique, les observateurs du Conseil des Eglises, l'Assemblée des Eglises africaines, le Ymca, le Ywca et les représentants officiels du gouvernement. Le cardinal Zoungana, archevêque de Ouagadougou et président du Symposium des Conférences épiscopales de l'Afrique et de Madagascar, a participé aux travaux. A l'ouverture, le cardinal Roy avait lu le message du Pape (*supra*, p. 862). (« *Fides* »,

25 août et « *l'Osservatore Romano* », édition française, 20 août.)

ITALIE

— 270 prêtres italiens malades se sont rendus en pèlerinage à Lourdes. Parmi leurs accompagnateurs, quelques évêques et un cardinal. Ce fut « un profond témoignage de souffrance vécue chrétiennement, d'acceptation généreuse et aussi de joie ». (« *Avvenire* », 5 août.)

— Un Comité international s'est créé à Bologne pour glorifier Lorenzo Perosi à l'occasion du premier centenaire de sa naissance (1872-1972). Il se propose de stimuler, encourager, promouvoir toute manifestation, en Italie et au-dehors, qui veut faire connaître l'œuvre et la personnalité du prince de la musique sacrée et religieuse contemporaine. (« *Communiqué* », Bologne, 21 août 1971.)

RHODESIE

— « *L'attitude et le but de l'Eglise sont tributaires de l'attitude et du but poursuivis par l'Etat* », écrit le secrétaire de la Conférence épiscopale rhodésienne, le P. Richard Randolph, en concluant son dernier ouvrage intitulé « *Eglise et Etat en Rhodésie-1969-1971* ». L'Eglise est prisonnière de l'Etat, écrit-il, en ce sens que la politique d'apartheid a pour but de l'éloigner de sa mission propre, qui est d'être au service de tous les hommes. (« *La Liberté* », 23 août.)

SUISSE

— *Diffusion de la Bible dans le monde en 1970.* — Les Sociétés membres de l'Alliance biblique universelle ont diffusé l'an dernier près de 32 millions d'évangiles et autres livres séparés de la Bible, dont cinq millions de Bibles et 12 millions de Nouveaux Testaments. Comparativement à 1969, cette diffusion a considérablement augmenté en Asie (9 à 13 millions) et elle a diminué en Amérique latine (de 12 à 7 millions). Les progrès les plus spectaculaires ont été enregistrés au Japon, à Hong Kong, à Taiwan (Formose) et au Vietnam. (« *BIP* », 19 août.)

TURQUIE

— *L'Ecole supérieure de théologie grecque-orthodoxe de Halki*, qui dépend du patriarche Athénagoras, a été fermée sur ordre du ministre turc de l'Éducation nationale, en application de la loi qui décrète la suppression des écoles supérieures privées, quelles qu'elles soient. Cette école de théologie créée en 1951 comptait une douzaine d'élèves. (« *La Croix* », 24 août.)

URSS

— *Le supérieur général des Jésuites à Moscou.* — Accompagné du P. Dargan, assistant pour l'Asie orientale, et du P. Aranz, professeur de liturgie à l'Institut oriental de Rome, le P. Arrupe, supérieur général des Jésuites, est parti le 27 août pour Moscou, à l'invitation du patriarche Pimène et du métropolite Nikodim chargé des relations extérieures du patriarcat. Après Moscou, où il a assisté le 28 à la célébration de la fête de l'Assomption, selon le calendrier orthodoxe, le P. Arrupe a visité Leningrad et le monastère de Zagorsk, centre spirituel de la vie religieuse russe. Il a rencontré également les communautés catholiques de Moscou et Leningrad. La signification de ce voyage, a souligné un communiqué de la Curie générale des Jésuites, est essentiellement spirituelle et non politique. Il s'inscrit dans le cadre des contacts établis depuis longtemps entre les Jésuites et l'orthodoxie russe, soit à travers des contacts personnels, soit par les institutions de la Compagnie (Université grégorienne, Russicum, Institut oriental, etc.). Le P. Arrupe partira ensuite pour l'Extrême-Orient. (« *La Croix* », 28 août.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Roberto Pinarello de Almeida (ancien évêque d'Ilheus) auxiliaire de l'évêque de Jundiaí, Brésil. (« *OR* », 1^{er} août.) — L'abbé Gabriel Lee Kap-Sou auxiliaire de l'évêque de Pusan, Corée. (« *OR* », 2 août.) Mgr Mario Rossi évêque de Vigevano, Italie. (« *OR* », 5 août.) — L'abbé Siméon Pereira, auxiliaire de l'évêque de Rawalpindi, Pakistan occidental. (« *OR* », 8 août.) — Mgr Nicholas Elko auxiliaire de l'archevêque de Cincinnati, USA. (« *OR* », 11 août.) — Mgr Amilcare Pasini évêque de Parme, Italie. (« *OR* », 13 août.) — Le P. Osorio Willibald Stoffel, OFM, prêtre de Rondonopolis, Brésil. (« *Ibid.* ») — Le P. Sergio Bicego prêtre de Carolina, Brésil. (« *Ibid.* ») — Le P. Estevao Cardoso de Avelar, OP, coadjuteur avec droit de succession du prêtre de Maraba, Brésil. (« *Ibid.* ») — L'abbé Dominic Andoh évêque d'Accra, Ghana. (« *Ibid.* ») — L'abbé Ramon Buxarrais Ventura évêque de Zamora, Espagne. (« *OR* », 20 août.)

— L'abbé André Bossuyt auxiliaire de Mgr Jean-Marie Maury archevêque de Reims. (« *OR* », 21 août.) Originaire de Tourcoing où il est né

en 1921, M. l'abbé Bossuyt fit ses études classiques au collège des Frères de Passy-Froyennes, puis au collège du Sacré-Cœur de Tourcoing. Entré au noviciat des Pères Blancs, il fit une partie de ses études cléricales en Afrique du Nord, mais il dut quitter l'Institut pour des raisons de santé. Incardiné au diocèse de Beauvais, il fut ordonné prêtre par Mgr Roeder le 29 octobre 1950. Il fut successivement vicaire à Saint-Jacques de Compiègne, curé de Gerberoy, aumônier diocésain des Equipes enseignantes, des Normaliens, des Scouts et des Guides de France, des Maisons familiales rurales, de l'ACJF; puis de 1955 à 1962, aumônier national des Equipes enseignantes; de 1962 à 1967, curé-doyen de Chantilly; de 1967 à 1971, curé-archiprêtre de Saint-Jacques de Compiègne et responsable du Secteur missionnaire. (« *Eglise de Beauvais* », 28 août 1971 et « *la Croix* », 21 août 1971.)

— L'abbé Patrick Ebosele Ekpu coadjuteur avec droit de succession de l'évêque de Benin City, Nigeria. (« *OR* », 22 août.) — Le P. Pedro Casaldaliga prélat de Sao Felix, Brésil. (« *OR* », 30-31 août.)

— Le Saint-Père a approuvé l'élection canonique de l'abbé André Bedoglouyan par le Synode arménien comme évêque auxiliaire de S. B. Mgr Ignace Pierre XVI Batanian. (« *OR* », 19 août.)

— Le Saint-Père a approuvé les élections canoniques suivantes faites au Synode des évêques melkites qui s'est tenu récemment à Ain-Traz (Liban), sous la présidence de S. B. le patriarche Maximos V Hakim : de l'archimandrite Dionisios Gaitr au siège métropolitain d'Homs, Emèse et Jabrud des Melkites; de l'archimandrite Elias Nijm comme évêque auxiliaire du patriarche. (« *OR* », 23-24 août.) Le même Synode a transféré Mgr Jean Bassoul du siège métropolitain de Homs, Emèse et Jabrud des Melkites au siège archiepiscopal de Zahleh et Furzol des Melkites. (« *Ibid.* »)

DECES

— De Mgr Edgar Haering, évêque de Shochov (Chine), le 25 juillet à Ingolstadt, Bavière. (« *OR* », 2-3 août.) — De Mgr Antonio Guizar Valencia, ancien archevêque de Chihuahua (Mexique), le 4 août. (« *OR* », 7 août.) — De Mgr Jean Fondalinski, auxiliaire de Lodz (Pologne). (« *OR* », 9-10 août.) — Du cardinal Federico Callori di Vignale, le 10 août, dans sa 81^e année. (« *OR* », 11 août. Biogr. « *DC* » 1965, col. 499.) — De Mgr Paolo Galeazzi, évêque de Grosseto, le 10 août, et de Mgr Russel Joseph Mc Vinney, évêque de Provi-

dence (USA). (« *OR* », 12 août.) — De Mgr Manuel Pio Lopez Estrada, ancien archevêque de Jalapa (Mexique), le 11 août. (« *OR* », 14 août.) — De Mgr Enricau Rau, évêque de Mar del Plata (Argentine). (« *OR* », 22 août.) — De Mgr Amédeo Polidori, ancien évêque de Fossombrone (Italie). (« *OR* », 23-24 août.) — De Mgr Luigi Fogar, ancien évêque de Trieste et Capodistria, le 26 août. — De Mgr Luigi Civardi, le 29 août. (« *OR* », 30-31 août), ancien aumônier de l'Action catholique italienne dont le livre « *Manuale dell' Azione Cattolica* » eut douze éditions et seize traductions. (« *Ibid.* »)

SAINT-SIÈGE

— Le 3 août, le Saint-Père s'est rendu de Castel Gandolfo à Villa Mondragone, près de Frascati, où se tenait la première Assemblée nationale des dirigeantes de l'association des Guides italiennes. Le Pape a choisi comme thème de son dialogue avec ces jeunes filles la place de la jeunesse dans la société contemporaine. (« *OR* », 5 août.)

— Le Saint-Père a nommé Mgr Luigi Conti observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'UNESCO. (« *OR* », 9-10 août.)

— Le Saint-Père a nommé Mgr John Gordon pro-nonce apostolique en Inde, et Mgr Aurelio Sabatani (secrétaire du Suprême Tribunal de la Signature apostolique) consultant de la Secrétairerie d'Etat. (« *OR* », 12 août.)

— Le Saint-Père a nommé Mgr Silvio Luoni observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'Office européen des Nations Unies et des Instituts spécialisés à Genève. (« *OR* », 13 août.)

— Interrogé sur les initiatives prises par l'I-DOC en vue de la prochaine session du Synode des évêques, « *l'Osservatore Romano* » fait la mise au point suivante, dans son numéro du 17-18 août, sous le titre « *Eclaircissement* » : « Nous sommes en mesure de déclarer que ces initiatives n'ont reçu aucune autorisation, ni de la part de l'autorité ecclésiastique compétente, ni en particulier de la part des organismes du Synode. »

— Le Saint-Père a nommé Mgr Giovanni Mariani pro-nonce apostolique dans la République du Niger. (« *OR* », 29 août. »)

— Une enquête de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi sur les prêtres qui quittent le ministère. — Cette enquête, confiée à un canoniste du Tribunal de la Rote,

Mgr Emilio Colagiovanni, a été faite en collaboration avec l'Office central de statistique religieuse du Vatican, fondé en 1967 « pour recueillir données et faits utiles à la connaissance de l'état de l'Eglise ». Le rapport définitif (300 pages), a été transmis *sub secreto* à toutes les Conférences épiscopales du monde en vue de l'étude des problèmes qu'il soulève et aussi du prochain Synode qui traitera précisément du sacerdoce ministériel dans l'Eglise d'aujourd'hui. La période sur laquelle porte l'enquête va de 1963 au premier trimestre de 1969. En ce laps de temps, 8 287 prêtres (sur un total de 434 541) ont été régulièrement réduits à l'état laïc. Il faudrait y ajouter ceux qui abandonnent le ministère sans recourir aux formalités juridiques pour cette réduction (environ un tiers des précédents). Parmi les continents, l'Amérique enregistre le plus grand nombre d'abandons (2,3 %). Puis viennent l'Europe (1,9 %), l'Océanie (1,3 %), l'Asie et l'Afrique (1 %). Parmi les nations de vieille tradition chrétienne, la Hollande vient en tête (5,9 %), suivie immédiatement par l'Espagne (2,3 %). En Italie, les abandons ont été, entre 1963 et 1969, de 944 (sur un total de 62 587), soit environ 1,5 %, notablement en dessous de la moyenne générale qui est un peu inférieure à 2 %. L'abandon du ministère sacerdotal est plus accentué parmi les religieux : 2,6 % (3 804 sur 145 247), que parmi les prêtres séculiers : 1,5 % (4 483 sur 289 294). Viennent en tête les Dominicains (3,5 %), suivis par les Frères Mineurs (3 %), les Oblats de Marie Immaculée (2,5 %), les Capucins (2,2 %), etc. Parmi les motivations de cet abandon, après 1967, le célibat intervient dans 75 % des cas comme « cause principale de cette décision ». Dans 15 % des cas, il intervient comme cause « concomitante ». A côté de ce problème, a un poids déterminant, la croissante insécurité psychologique concernant le rôle du prêtre dans notre société qui semble refuser toujours plus l'influence institutionnelle de la religion sur la vie des individus et des groupes. C'est un phénomène « généralisé », sans distinction de nations, continents, états ministériels. Pour cette motivation, si le pourcentage n'était que de 4,5 % entre 1963 et 1966, il atteignait 18,8 % en 1967, 26,29 % en 1968 et 39,4 % en 1969. Pour les trois premiers mois de 1969, on enregistre : pour le refus du célibat, 85,46 % ; pour le refus de la discipline existante, 29,40 % ; pour des déséquilibres psychologiques, 13,66 % ; pour la perte de la foi, 12,96 % (1,61 % seulement en 1964). 90 % des inté-

ressés ont déclaré qu'ils seraient disposés à continuer leur ministère si de substantielles réformes étaient appliquées sur ces deux points (célibat et incertitude sur le rôle du prêtre). En 1964, une moitié des prêtres retournés à l'état laïc avait plus de 46 ans, l'autre étant d'un âge inférieur. Depuis lors, la moyenne d'âge a baissé constamment. Ainsi, la moyenne d'âge de ceux qui ont aban-

donné le ministère en 1968 et 1969 était inférieure à 38 ans. Quant aux fonctions exercées par les prêtres réduits à l'état laïc, il résulte de l'enquête que 20 % étaient curés ; 45 % exerçaient une activité pastorale en rapport avec la vie paroissiale ; 15 % avaient des tâches éducatives ou d'assistance ; 8 % avaient des fonctions administratives ; 9 % avaient travaillé dans les missions et

3 % étaient dans des situations indéterminées. *Prévisions pour l'avenir.* — En tenant compte des risques que comporte toute hypothèse, un calcul des probabilités basé sur la moyenne d'accroissement des défections entre 1964 et 1969 donnerait 20 700 nouvelles réductions à l'état laïc pour les cinq années suivantes (1970-1975), pour seulement 15 588 ordinations. (« *Settimana del Clero* », 29 août.)

« COR UNUM » CONTRE LE NEO-COLONIALISME

Sous le titre « Pour un meilleur partage entre les Eglises », Mgr MAURY, archevêque de Reims, qui fut délégué apostolique pour l'Afrique occidentale, puis nonce au Congo-Kinshasa et au Rwanda, a publié dans le bulletin de son diocèse (Reims-Ardenne, 3 septembre 1971, p. 3) l'article ci-après au sujet du Conseil pontifical « Cor unum » (présenté dans notre numéro du 5 septembre dernier, p. 760) :

Un magazine bimensuel titrait récemment un article en ces termes : « Mauvais accueil à l'organisme romain coordonnant l'aide et le secours au développement ». L'auteur de cet article en paraît surpris et étale avec complaisance les réactions internationales de mécontentement. Je ne partage pas son étonnement, car la décision de Paul VI me semble un pavé de taille dans la mare du néo-colonialisme, conscient ou inconscient. Il était temps.

De quoi s'agit-il exactement ?

Le 22 juillet, Paul VI a confié au cardinal Villot, son secrétaire d'Etat, la mission de constituer le plus rapidement un conseil pontifical appelé *Cor unum* (un seul cœur). Il aura pour but de coordonner toutes les initiatives qui surgissent dans l'Eglise universelle pour contribuer au développement des peuples, pour apporter des secours d'urgence aux victimes des grandes catastrophes et pour soutenir les laissés pour compte du progrès.

Ce Conseil ne collectera pas de fonds, mais, appelant dans son sein les représentants des grands organismes caritatifs du monde catholique, il assurera une répartition équitable des dons, déterminera les priorités et veillera à ce que l'action de l'Eglise se développe de manière concertée. Il établira surtout un dialogue entre les partenaires afin que l'utilisation des biens partagés ne soit pas imposée d'autorité et de l'extérieur, mais étudiée en commun.

Pourquoi toutes ces précautions ?

Les secours n'étaient donc pas distribués d'une manière juste et rationnelle ? Qu'il me soit permis d'apporter le témoignage de quelqu'un qui a vécu de l'intérieur l'aide au développement des pays sous-développés.

Je ne conteste pas la générosité des initiatives prises par tant de Secours catholiques nationaux ou de Comités de lutte contre la faim, à plus forte raison celle des donateurs. Je crains que les catholiques ne se fassent malgré eux les instruments de concurrences nationalistes. J'ai peur que, dans un souci légitime d'efficacité, ils n'aient versé dans une conception très paternaliste de l'entraide et encouragé les vues peu désintéressées de leurs gouvernements.

Je connais des pays qui n'avaient pas de colonies au moment de l'indépendance africaine. Pour s'assurer une

influence en Afrique, ils se sont servis, au prix de très larges subventions, des initiatives généreuses de leur Eglise catholique en faveur du développement. Cette assistance d'un gouvernement étranger se trouvait à peine déguisée. En effet, lorsqu'un évêque présentait une demande d'aide financière pour un projet précis, c'est l'ambassadeur de la nation donatrice qui était chargé de l'enquête et qui décidait d'autorité, sans consulter l'intéressé, s'il convenait ou non d'y donner suite.

J'ai vu le Secours catholique d'une grande nation accomplir une œuvre admirable par ses distributions de vivres et de vêtements. Mais, sur chaque sac de riz et sur chaque caisse de lait en poudre il fallait que figurât le drapeau national de son pays et la mention « don du peuple X ». L'Eglise apparaissait très peu et même pas du tout dans cette assistance, ou si elle apparaissait, on la voyait confondue avec un gouvernement étranger.

Il faut que tout soit clair dans ce domaine

Les Etats africains savent très bien, et pour cause, que l'argent étranger ne leur est jamais accordé sans une contrepartie qui limite leur indépendance sur certains points. Lorsqu'ils apprennent que l'Eglise de chez eux reçoit des subventions analogues, fussent-elles d'organismes catholiques, français, belges, allemands ou américains, ils la suspectent d'accepter quelques arrangements néo-colonialistes, qui peut-être ne leur sont pas favorables. Des évêques ont été accusés de trafic de devises pour cette unique raison.

J'ai entendu souvent des étudiants africains me dire : « Les nations colonialistes ont perdu chez nous leur influence politique, mais elles s'efforcent de maintenir une influence culturelle et morale par leurs conseils techniques et par les missionnaires. » Je suis convaincu que les missionnaires sont dégagés de tout esprit nationaliste. Ils poursuivent l'œuvre de l'Eglise et non pas celle de leur pays d'origine. Mais peut-être donnons-nous encore trop souvent l'impression que c'est vrai.

L'Eglise, lieu du partage fraternel Le Pape, garant du dialogue d'égal à égal

Je me réjouis donc que Paul VI, avec beaucoup de courage, ait voulu placer sous sa garantie l'aide de toutes les Eglises aux peuples du tiers-monde. On trouve normal qu'il quête dans l'univers entier pour assurer un partage équitable entre les catholiques. On ne le suspecte pas d'exiger des contreparties. Les évêques africains proclament volontiers que seule l'aide du Pape garantit leur indépendance. A tort ou à raison, mais c'est un fait, ils n'en disent pas autant de nos Conférences épiscopales nationales.

Un prêtre africain me disait un jour : « Quand est-ce que les Blancs finiront de décider pour nous ? » Le Pape est supranational. Il peut assurer le dialogue d'égal à égal. Sans lui nous resterions dans le néo-colonialisme, et le néo-colonialisme spirituel reste le plus pernicieux.

L'Eglise dans le monde

LETTRE DU CARDINAL MARTY AUX RELIGIEUX ET RELIGIEUSES DE PARIS AVANT LE SYNODE

CHERS SŒURS ET FRÈRES DANS LE CHRIST,

Le Synode romain traitera du ministère sacerdotal. Le célibat consacré par amour du Christ au service de son peuple sera étudié.

Cette question est capitale. La confusion actuelle paralyse la vigueur apostolique. Elle trouble les consciences de nombreux chrétiens et étonne des incroyants ; elle crée chez quelques prêtres un état de malaise, parfois insupportable ; elle entrave le combat spirituel qui est source de vie et de progrès.

En conscience, je crois qu'il est urgent de clarifier la situation, de proposer des options ; je souhaite qu'elles soient courageuses, scrupuleusement fidèles à la volonté du Christ pour notre époque.

Mais s'impose à mon esprit une conviction, qu'avant de partir à Rome je me dois de vous faire partager.

Dans tous les documents que j'ai lus à ce sujet — et ils sont nombreux — tous soulignent l'importance du célibat selon l'Evangile ; tous rappellent que la mission de l'Eglise ne peut s'accomplir sans des hommes totalement consacrés, corps et âmes ; tous expriment la grandeur et l'efficacité d'un tel engagement sans retour, témoignage d'amour de Dieu sans partage, pour que « tienne » le monde ; tous soulignent la convenance exceptionnelle qui existe entre le célibat et le ministère du sacerdoce de la nouvelle Alliance. L'Eglise ne doit pas perdre ce trésor spirituel ; et ce n'est pas le privilège des religieux que de vivre la chasteté parfaite pour le royaume : les prêtres du clergé séculier doivent pouvoir vivre leur célibat dans la fidélité à leur vocation.

Après avoir nettement affirmé ce principe, plusieurs s'interrogent sur l'opportunité, voire la nécessité de reconnaître officiellement dans l'Eglise latine la distinction pratique entre engagement au célibat et ordination au ministère ; certains expriment le souhait que l'Eglise accueille des hommes mariés pour les ordonner au service presbytéral des communautés ; quelques-uns posent la question de la place que la communauté doit réserver aux prêtres qui ont cru ne plus pouvoir tenir la promesse du sous-diaconat.

Ces questions sont réelles. Ce sera à l'Assemblée synodale, en communion étroite avec le Saint-Père, de les méditer, de les réfléchir, de les travailler. Elle le fera dans un double regard : d'une part, elle gardera en mémoire les vingt siècles de vie d'Eglise qui, comme de main en main, nous ont porté le message secret du bonheur évangélique ; d'autre part, elle aura devant les yeux notre monde secoué par la tempête, se rappelant sans cesse la mission confiée aux apôtres. Elle le fera aussi dans le respect des prêtres, frères dans le sacrement de l'Ordre, de tous les prêtres d'aujourd'hui ; car en définitive la première question n'est pas celle des prêtres de demain ; elle est, je crois, celle de l'action pastorale et de la vie personnelle des milliers d'hommes

qui, comme moi, un jour ont reçu l'imposition des mains. Ce sont eux, nous tous qui aurons à répondre de la vocation et de l'ordination des prêtres dont auront besoin les communautés chrétiennes, demain. C'est d'abord pour eux et avec eux que je pars au Synode.

Mon interrogation est celle-ci : quel ministère faut-il réaliser pour être en vérité les pasteurs du Peuple de Dieu ? Quelles conditions faut-il respecter pour que les prêtres et les évêques puissent vivre et agir sous le souffle de l'Esprit ? Quel état de vie le Seigneur nous demande-t-il d'accepter pour que nous soyons capables de porter la croix, de témoigner de la résurrection, de vivre dans la joie et surtout d'annoncer et de donner les paroles qui sauvent ? Répondre à ces questions est la tâche de toute l'Eglise. Le Concile a tracé des pistes. L'effort pastoral actuel a depuis cinq années confirmé des intuitions, posé d'autres questions. Des études théologiques sont faites ; elles sont encore insuffisantes. Le travail sera de longue haleine. Le temps du Synode n'y suffira pas.

Mais — et voici la conviction que je veux vous faire partager — je sais une condition pour la réussite de nos travaux, plus encore pour l'avenir de l'Eglise. Elle vous concerne. C'est pourquoi je me suis permis de vous écrire : les prêtres qui se veulent toujours disponibles pour la mission, fidèles à leurs engagements, ouverts à l'effort conciliaire, doivent pouvoir compter sur votre propre fidélité. Ils ont besoin de percevoir la qualité d'hommes et de femmes que vos vœux ont façonnés.

Vous avez pris librement l'engagement de vivre pour le Christ dans la chasteté parfaite en entrant dans une communauté religieuse. En ce temps du Synode, je vous supplie d'apporter, dans l'humilité et la pénitence, le témoignage heureux de cette vie consacrée. Que votre prière communautaire, votre vie fraternelle, votre esprit évangélique, votre profession religieuse soient pour tous une lumière, un feu : celui de l'Esprit qui anime l'Eglise.

Je vous assure de ma prière et de mon dévouement.

† Cardinal François MARTY,
archevêque de Paris.

(Présence et dialogue - l'Eglise dans la région parisienne, 19 septembre 1971, p. 18-19.)

LE DEPART DE L'ABBE JEAN-CLAUDE BARREAU

Le cardinal MARTY, archevêque de Paris, a évoqué en ces termes, pendant la retraite pastorale des prêtres du diocèse, au séminaire d'Issy, un départ qui a fait grand bruit dans l'opinion publique, celui de l'abbé Jean-Claude Barreau (1) :

Une question que je porte avec beaucoup d'autres :

(1) *Présence et dialogue, l'Eglise dans la région parisienne*, supplément « Paris », 17 septembre 1971, p. 5 et 6. Le titre est de notre rédaction (le cardinal n'a pas nommé l'abbé Barreau dans son allocution).

c'est celle du départ de prêtres, en France et dans le monde. Je vous en parle ce soir.

Un départ récent fait du bruit. Il provoque des réactions dans l'opinion publique. Quelques-uns de nos frères dans le sacerdoce laissent ainsi leur mission apostolique pour se marier. C'est une peine profonde pour nous tous ; c'est une brisure dans notre fraternité. Nous n'avons pas à les juger ; Dieu seul est juge ; il nous jugera nous aussi. Jusqu'au bout nous devons aimer ces frères prêtres.

Des questions sont posées publiquement. Dois-je, moi aussi évêque, prendre publiquement la parole ?

Je n'engagerai jamais une controverse publique sur le cas personnel d'un prêtre. De tels départs ont été souvent précédés ou accompagnés de longs dialogues entre eux et moi. Je ne voudrais à aucun moment laisser croire que je livre des secrets personnels ou que je fais état du contenu des demandes faites auprès du Saint-Père.

Cependant, je ne dois pas oublier que je suis d'abord l'évêque d'un peuple. Beaucoup de chrétiens sont troublés, des incroyants aussi : ils ont droit à être informés, à être éclairés. Avec vous, mes frères prêtres, pasteurs des communautés chrétiennes, je veux partager ma pensée.

La fidélité sacerdotale est fidélité à toute la mission pour laquelle l'Eglise nous a ordonnés. Elle est fidélité à l'Evangile.

La fidélité sacerdotale ne se situe pas au niveau d'un dialogue juridique entre la hiérarchie et les prêtres. Elle est l'expression, au long des années, du don de nous-mêmes que nous avons fait à Dieu pour nos frères les hommes.

La fidélité à Dieu est toujours exigeante ; elle est une réponse de la totalité de notre être — chair, cœur, esprit — au don de Dieu et à son appel. Elle demande de porter la croix pour le suivre. C'est le sens du « tout pour le Christ » choisi au moment de notre ordination.

La fidélité sacerdotale au célibat

C'est aujourd'hui plus précisément sur la fidélité sacerdotale au célibat que je voudrais vous communiquer quelques réflexions.

En demandant et en recevant l'ordination, nous avons accepté le célibat et nous l'avons voulu dans le don total à Dieu, par générosité spirituelle et apostolique, par amour de Jésus-Christ.

Il est certain que, pour de multiples raisons, les conditions dans lesquelles nous avons à vivre aujourd'hui notre célibat ne sont plus les mêmes que jadis. Des difficultés nouvelles, naguère imprévisibles, ont surgi. Les idées, les psychologies et les situations ont évolué. Notre pastorale aussi change ; nous la voulons renouvelée dans une perspective missionnaire. Elle comporte des risques. Mais nous savons, comme dit saint Paul, que c'est le bon combat.

Dans ce contexte, la fidélité à l'engagement pris garde toute sa valeur. Toute fidélité — y compris celle des époux — n'est-elle pas précisément décision sans cesse renouvelée de surmonter les difficultés, décision d'assumer — dans un amour durable — les imprévus de l'existence ? Elle est possible. Combien de prêtres dans leur vie même le prouvent ! Ils trouvent en vérité le bonheur profond, celui des Béatitudes.

Une infidélité grave est toujours un échec, une tristesse. Elle atteint toujours d'autres personnes et provoque trouble et souffrance.

Aujourd'hui des prêtres affirment ne plus pouvoir tenir les engagements qu'ils avaient pris lors du sous-diaconat. Leurs difficultés méritent attention ; leurs attitudes appellent la miséricorde de Dieu.

Certains demandent à être libérés de leur engagement au célibat. L'Eglise en fonction du bien commun et de la personne peut accorder la dispense.

Cela ne veut pas dire qu'ils n'avaient pas pris un engagement valable. Cela ne veut pas dire qu'ils n'avaient pas pu mener un combat difficile, mais toujours possible avec la grâce de Dieu. Cela ne veut pas dire qu'ils ne portent pas la responsabilité de leurs actes. Mais l'Eglise ne saurait maintenir malgré eux des hommes dans l'état sacerdotal qu'ils avaient accepté le jour de l'ordination.

L'Eglise, par ailleurs, ne peut les maintenir dans le ministère. Lorsqu'un prêtre est redevenu laïc et s'est marié, même religieusement, je ne crois pas — je vous le dis très sincèrement, — je ne crois pas qu'il puisse de nouveau exercer un ministère presbytéral dans les fonctions qui lui sont propres. Ceci : en considération de l'engagement qu'il avait pris et qui comporte, indissolublement, fidélité à Dieu, fidélité au peuple. Des hommes et femmes ont fait confiance à leur engagement. L'autorité pastorale sur la communauté est incompatible avec la rupture de cet engagement.

C'est ma conviction profonde de pasteur.

Nous ne sommes pas dispensés pour autant de chercher, tous ensemble, — vous avec moi — la place que ces hommes doivent trouver dans nos communautés. Ils doivent vivre leur foi. Mais leur témoignage ne peut être porté qu'en respectant le peuple de Dieu et en tenant compte de son accueil (2).

(2) L'abbé J.-C. Barreau, qui était responsable du catéchuménat pour le diocèse de Paris, s'était acquis une grande notoriété par des ouvrages à succès : *Les Enfants prodiges*, *le Prêtre dans la mission*, *la Foi d'un païen*, *la Reconnaissance*, *Où est le mal ?*, *l'Aujourd'hui des Evangiles*, *Qui est Dieu ?*. Son livre *la Foi d'un païen* lui avait valu le prix Noël en 1968.

Le Monde du 2 septembre a publié une lettre adressée par J.-C. Barreau à ses amis et une note sur les notions d'engagement et de statut adressée aux évêques qu'il connaît personnellement. Il écrit notamment dans ce dernier texte : « L'engagement conjugal est un contrat entre deux personnes. Le célibat des prêtres séculiers ne résulte pas d'un engagement de même nature. Dans la plupart des cas, il est la conséquence de l'acceptation d'un statut. Si je prends mon cas personnel, c'est très net : je désirais exercer mon ministère dans l'Eglise ; je ne pouvais le faire qu'en acceptant le statut du prêtre catholique dont le célibat fait partie. »

Mgr MAZERAT, évêque d'Angers, a fait remarquer à ce propos, lors des retraites pastorales de son diocèse :

On doit tout de même affirmer qu'il y a bien ici engagement du prêtre vis-à-vis du Christ et de l'Eglise : c'est bien ainsi qu'on a conçu le célibat sacerdotal. La distinction engagement-statut que veut introduire l'auteur est une distinction presque totalement inconnue avant 1962-1963. Le commun des gens voient d'ailleurs dans le célibat sacerdotal un engagement de même genre que le mariage... d'où leur scandale, il faut bien le dire, quand ils constatent que cette rupture est plus facilement admise par l'Eglise que le divorce... Quoi qu'il en soit, nous devons reconnaître qu'après acceptation du Pape d'une réduction à l'état laïc, un prêtre est « en règle » avec l'Eglise, la seule réserve que met l'Eglise étant qu'un ministère sacerdotal ne lui est plus confié.

Bien entendu, nous n'avons pas à mépriser ou à rejeter un frère qui s'en va ; mais nous n'avons pas non plus à nous laisser tromper par ses arguments : nous sommes, nous aussi, de libres enfants de Dieu. Nous devons prier pour lui... Et lui demander aussi sa prière : nous ne sommes que de pauvres hommes, fragiles et pécheurs...

(La Semaine religieuse d'Angers, 19 septembre 1971, p. 513.)

APRES LE DEPART DES PERES BLANCS DU MOZAMBIQUE

Message du Conseil presbytéral de Beira

Le Conseil presbytéral de Beira, réuni le 13 août sous la présidence de l'administrateur apostolique du diocèse, Mgr Manuel Vieira Pinto, (évêque de Nampula), a publié un message où sont passés en revue les différents problèmes pastoraux du diocèse. Nous donnons ci-après la partie qui traite de la grave situation créée par le départ des Pères Blancs. C'était en effet dans le diocèse de Beira que ces derniers étaient les plus nombreux (huit missions). Le message appelle prêtres et laïcs à une remise en question et plaide pour que l'Eglise préserve sa liberté et se dégage de toute compromission avec les pouvoirs politiques. (Sur le départ des Pères Blancs, cf. DC 1971, n° 1587, p. 549 ; n° 1589, p. 633-636.) ■

Le Conseil presbytéral a examiné la situation des missions que les Pères Blancs ont quittées. Des milliers de chrétiens et des centaines de catéchumènes, en majorité adultes, attendent de nouveaux prêtres, et les activités existantes exigent que l'on continue à faire preuve d'un profond esprit missionnaire.

Il faut louer les efforts des religieuses et des catéchistes après le départ des Pères, ainsi que la fidélité des chrétiens ; il importe de relever également l'ensemble de structures prévues pour assurer la promotion, l'évangélisation et la communion fraternelle. Contrairement à ce qui a été dit et répandu, rien n'a été détruit : tout, au contraire, reste en ordre, dans l'attente de nouveaux missionnaires. Nous regrettons que, de tous côtés, on ait menti et calomnié les missionnaires qui sont partis et ceux qui sont restés. Certes, nous reconnaissons que l'une ou l'autre déviation ait pu se produire. Mais nous n'en déplorons pas moins que l'on n'ait pas compris que les attaques contre les missionnaires étaient, et sont encore, des attaques contre l'Eglise missionnaire du Mozambique. C'est pourquoi il nous semble qu'en ce moment l'Eglise du Mozambique est soumise au jugement et doit sérieusement réfléchir aux raisons qui ont amené les Pères Blancs à quitter les missions de Beira et de Tete, ainsi qu'aux réactions provoquées par leur départ, aussi bien ici qu'en métropole et à l'étranger. Si l'Eglise doit être attentive aux signes des temps pour les interpréter à la lumière de l'Evangile (*Gaudium et Spes*, n. 4), ne serait-ce pas pour nous l'occasion de demander la lumière à l'Evangile et la grâce à l'Esprit, pour que nous puissions interpréter correctement les signes qui nous ont été donnés ?

Nous acceptons volontiers l'interpellation qui nous est faite en ce moment et la purification qui est exigée de nous, pour que l'Eglise réalise effectivement sa mission de sacrement de salut et apparaisse dégagée, dans toute la mesure du possible, des ambiguïtés que nous n'acceptons pas et que nous désirons vivement voir éliminées pour le bien de la liberté propre à l'Evangile. La confusion qui apparaît parfois entre l'Eglise et le gouvernement suscite des interrogations que nous ne pouvons ignorer.

Nous souhaiterions voir l'Eglise du Mozambique plus indépendante et autonome dans sa propre sphère, col-

laborant certes avec les pouvoirs publics dans tout ce qui touche le progrès de la vocation personnelle et sociale de l'homme, mais libre des compromissions et des ambiguïtés qui la défigurent et lui ôtent la possibilité d'annoncer efficacement l'Evangile. Nous comprenons les difficultés que l'Eglise devra surmonter pour ne pas apparaître compromise dans un système politique ou avec les grands de ce monde ; mais nous croyons à l'Esprit qui vit dans son Eglise et la rend libre pour qu'elle soit capable d'engendrer et de faire grandir des hommes libres.

Nous ne nous étonnons pas non plus du prix de la liberté dans l'Esprit. La persécution fait partie de la vie et de la croissance de l'Eglise et toujours le monde haïra ceux qui ne le servent pas (Jn 15, 18-23).

Nous préférons cependant une Eglise persécutée mais vivante à une Eglise favorisée mais compromise avec le pouvoir temporel.

Dans la lettre qu'ils ont adressée à leurs prêtres les évêques du Mozambique affirment : « L'Eglise du Mozambique n'acceptera en aucun cas de se compromettre avec un système politique ou de s'identifier à lui ; elle n'acceptera pas qu'on l'utilise pour couvrir des abus de quelque ordre que ce soit. » (n° 11.) Nous souhaitons vivement que cette affirmation se transforme en vie et en témoignage pour le bien de la liberté effective de l'Eglise.

Les missions, désormais sans prêtres, sont dans leur muette éloquence un signe et un appel. Nous pouvons dire que bien peu ont compris ce signe. L'expérience que nous sommes en train de vivre est riche de souffrances et nous donne, d'une certaine façon, l'occasion de mesurer la sensibilité ecclésiale des chrétiens, même des plus responsables. Nous sommes, en fait, très éloignés les uns des autres et profondément déformés par les critères du monde. Il est malheureusement symptomatique que la plupart aient exploité l'« affaire des Pères Blancs » sans s'être inquiétés auparavant des graves problèmes posés à une Eglise locale qui, par une décision du Conseil général des Pères Blancs, perdait trente-deux de ses missionnaires les plus actifs, et de l'humiliation de les voir partir précipitamment sur l'ordre du gouvernement. Nous sommes pourtant convaincus que cette souffrance, provoquée aussi par ceux qui devaient nous aider, contribuera puissamment à la purification et à l'authenticité de l'Eglise du Mozambique. Nous continuons à espérer, assurés que l'Esprit suscitera des missionnaires ici même, en Métropole ou en toute autre partie du monde, et fera surtout croître parmi nous l'amour et le témoignage du Christ ressuscité.

LA VIOLENCE EN IRLANDE DU NORD

Le cardinal CONWAY, archevêque d'Armagh et président de la Conférence épiscopale d'Irlande (résidant en Irlande du Nord), conjointement avec cinq évêques catholiques d'Irlande du Nord, a publié le 11 septembre le communiqué suivant condamnant fermement « le petit groupe qui veut parvenir à une Irlande unie par la force » :

Dans la dangereuse situation qui est actuellement celle de l'Irlande du Nord, il est important que les gens regardent les choses bien en face. Peut-être pourrions-nous juger nécessaire, plus tard, de revenir plus longuement sur certains aspects de la situation actuelle dont les catholiques sont réellement excédés.

Dans cette courte déclaration, cependant, nous vou-

(*) Texte original portugais. Titre et traduction de la DC.

lons attirer l'attention sur un fait en particulier : en Irlande du Nord, à l'heure actuelle, il existe un petit groupe qui veut parvenir à une Irlande unie par la force.

On voit tout de suite combien cette idée, dans sa simplicité brutale, peut être absurde. Quel est l'homme sensé qui voudrait forcer un million de protestants à entrer dans une Irlande unie ?

Ceux qui mènent cette campagne parlent parfois de défense. Mais quiconque regarde les faits doit reconnaître qu'il ne s'agit pas de juste défense. Ils admettent eux-mêmes ouvertement qu'ils sont engagés dans des opérations offensives.

De plus, leurs bombes ont tué, mutilé et terrorisé des innocents, y compris des femmes et des petites filles. Leur campagne jette la honte et le déshonneur sur une cause noble et juste. Elle pousse à bout les nerfs de la population. Elle empêche les gens de gagner leur vie. Elle développe la rancœur sectaire. Elle rend de plus en plus impossible l'union des esprits et des cœurs entre les hommes et les femmes de toute l'Irlande.

Et tout cela parce qu'une poignée d'hommes, sans aucun mandat de la population, a décidé que c'est ainsi qu'on arrivera à une Irlande unie. En fait, en agissant de la sorte, c'est longtemps après que tous les Irlandais actuellement en vie seront morts que l'on pourrait voir une Irlande réellement unie.

Nous savons parfaitement que cette campagne de violence n'est pas la seule cause de la terrible situation actuelle. Nous connaissons comme tout le monde le très réel découragement qu'éprouve la minorité à la pensée d'avoir à vivre toujours sous un gouvernement composé par le même parti politique qui est au pouvoir ici depuis cinquante ans ; nous connaissons la profonde indignation causée par les récentes rafles et arrestations, les humiliations imposées à des innocents, les actes de brutalité, ou pis encore, dont on s'est plaint, et, nous en sommes convaincus, à juste raison dans beaucoup de cas. Que nous parlions de cela déplaira à beaucoup de protestants d'Irlande du Nord qui sont de bons chrétiens. Nous leur demandons de bien voir que ces faits font partie de l'ensemble de la situation. Ce que nous tenons à dire, c'est que nous sommes malheureusement conscients de ces faits, mais que malgré cela nous condamnons la violence.

Nous condamnons aussi ce mal déplorable qu'est l'intimidation, de quelque côté qu'elle vienne. C'est là un poison mortel qui attaque à sa racine même la liberté personnelle dans la société.

Nous demandons aussi aux catholiques de prendre conscience des véritables craintes et des profondes frustrations de la communauté protestante à l'heure actuelle. Comprendre mutuellement les craintes et les sentiments des uns et des autres, c'est aplanir le chemin conduisant à la paix.

Les problèmes de cette communauté divisée ne seront pas résolus tant qu'une réforme radicale des institutions démocratiques ne sera pas réalisée. L'application mathématique du principe de la majorité en matière de gouvernement ne peut pas convenir à une communauté comme celle-ci.

(Traduction de la DC d'après le texte anglais publié dans The Tablet, 18 septembre 1971, p. 916. Nous rappelons la récente déclaration du cardinal Conway sur les mesures d'internement et les paroles prononcées par Paul VI sur l'Irlande du Nord le 29 août. DC 1971, p. 799 et 805.)

APPEL DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS

A LA PRIÈRE POUR LE SYNODE

Le cardinal MARTY, NN. SS. VIAL, COFFY MAZIER, PAILLER, du Bureau du Conseil permanent de l'épiscopat français, ont lancé, le 16 septembre, au nom de la Conférence épiscopale, un appel aux chrétiens de France pour le Synode, dont voici le texte :

Le Synode va s'ouvrir à Rome. Deux cents évêques y représenteront l'épiscopat du monde entier. Répondant à l'appel du Saint-Père, ils étudieront les deux thèmes de l'ordre du jour : la justice dans le monde et le sacerdoce ministériel.

Ces deux questions sont d'actualité. Elles concernent directement la mission de l'Eglise qui n'est autre que l'annonce de l'Evangile à tous les hommes d'aujourd'hui.

Attentifs à toutes les suggestions qui leur ont été faites, les délégués français apporteront à Rome le fruit de la réflexion de la Conférence épiscopale.

Le Synode est au service de l'Eglise universelle. Les évêques français sont persuadés que leur manière de voir doit tenir compte d'autres besoins et d'autres situations que ceux de leur pays.

En un tel moment, chacun éprouve particulièrement ses limites et la nécessité d'être guidé par le Seigneur. Aussi demandons-nous instamment à tous les chrétiens de France le soutien de leur prière, pour que l'Esprit-Saint accorde aux évêques qui partent à Rome la grâce de « penser juste » et d'accomplir avec courage leur mission première d'annoncer Jésus-Christ au monde.

Avez-vous

L'ALMANACH DU PÈLERIN 1972 ?

- Vous y trouverez un Mauriac de 1933 et un Cesbron de 1971.
- Le calendrier des saints est à jour.
- L'épiscopat français y est présenté sous son organisation actuelle.
- Cent dessins. Mille anecdotes...
- Toute l'actualité évoquée.
- Un compagnon idéal pour 366 jours !

244 pages. Tout en couleur. 5 F seulement.
Chez votre libraire ou votre diffuseur.
A défaut : Bayard-Presses - 5, rue Bayard,
Paris-8^e. CCP Paris 15-58 (Franco : 6,65 F).

Imprimerie « Bayard-Presses », 5, rue Bayard,
Paris-8^e. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presses.

BAYARD-PRESSE 5, rue Bayard, Paris-8^e - Tél. 225-73-05.
 France et Communauté : 1 an, 42 F. 6 mois, 22 F. Canada : 1 an,
 \$ 15. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)
 Canada. Autres pays : 1 an : 50 F ; 6 mois, 26 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 2,20 F ; des années pré-
 cédentes : 5 F.
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
 millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,65 F. C. C. P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1594 - 3 OCTOBRE 1971

- 852 **Constitution apostolique « Divinae consortium naturae » sur la confirmation** (15 août).
- 855 Présentation du nouveau rituel de la confirmation (note du CNPL).
- 856 **Eglise locale, diocèse, paroisse et communautés de base.** Allocution du 9 septembre.
- 858 Les réductions du Paraguay (30 août).
- 859 **Audiences générales** : L'au-delà (8 sept.) ; la croix (15 sept).
- 862 **Message à la Rencontre africaine des laïcs** (5 août).
- 863 **La piété mariale.** Allocution et message du 15 août.
- 864 **Allocution aux ministres de l'Agriculture du Marché commun** (16 sept.).

- 865 **Le nouveau missel romain.** Lettre pontificale.
- 866 **Message pour la Journée de l'alphabétisation.**
- 867 **Lettre du cardinal Villot sur la révision du Concordat espagnol.**

LES MISSIONS

- 868 **Message de Paul VI pour la Journée missionnaire mondiale.**
- 871 **Conclusions de l'Assemblée plénière de la S. congrégation de l'Evangélisation.**
- 873 **L'année missionnaire 1970-1971.**
- 877 **La fondation « Pro Africa ».** Lettre pontificale.

- 878 **Marie et le monde d'aujourd'hui.** Conférence du cardinal Suenens au Congrès marial de Zagreb.
- 881 **Unité de l'Eglise et unité de l'humanité.** Allocution du cardinal Suenens devant la Commission « Foi et Constitution ».
- 885 **Mgr Haubtmann.** Homélie du cardinal Marty.

LE SYNODE EPISCOPAL

- 886 **Article de Mgr Schmitt.**
- 887 **Appel du cardinal Marty.**
- 888 **La composition du Synode.**

- 892 **Evénements et informations** (1-31 août).

- 893 **« Cor unum » contre le néo-colonialisme (Mgr Maury) ; lettre du cardinal Marty aux religieux et religieuses de Paris ; le départ de l'abbé J.-C. Barreau (card. Marty) ; après le départ des Pères Blancs du Mozambique ; communiqué des évêques d'Irlande du Nord ; appel de l'épiscopat français à la prière pour le Synode.**

ACTES DE S. S. PAUL VI

ACTES DU SAINT-SIEGE

DOSSIER

QUESTIONS ACTUELLES

ÉVÉNEMENTS

L'ÉGLISE DANS LE MONDE



17 octobre 1971

Marygrove College Library
 Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



De la tour Saint-Jean, Paul VI montre le panorama de Rome au cardinal
 Mindszenty qu'il vient d'accueillir (Photo Felici - cf. p. 923)

Justice dans le monde

Le Congrès de...

BIBLIOGRAPHIE

— *Pour une théologie du monde*, par J.-B. METZ. Traduit de l'allemand par HERVÉ SAVON (coll. « *Cogitatio Fidei* », n° 57. — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 184 pages. Prix : 23 F. Editions du Cerf, Paris.

Pour le théologien de Munster, disciple de K. Rahner, la foi chrétienne reconnaît l'autonomie radicale du monde non par l'évacuation de Dieu, mais par une relation de principe avec lui. Par contre, la foi rend le chrétien radicalement libre à l'égard du monde ; mais l'adoption chrétienne de la mondanité même du monde doit devenir l'expression visible de l'amour de Dieu en Jésus-Christ.

— *Le Monde renversé*, par R.-L. BRUCKBERGER (coll. « *Pourquoi je vis* »). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 128 pages. Prix : 12 F. Editions du Cerf, Paris.

La question que pose la collection « *Pourquoi je vis* » a trouvé dans le P. Bruckberger un auteur qui répond dans un style direct, sans tricher, plein de vie, et qui aime à dire ce qu'il pense comme il le pense. C'est dire que la phrase déborde de vie et de sincérité à l'égard du lecteur.

— *Les Petits Groupes et l'avenir de l'Eglise*, par JEAN-THIERRY MAERTENS (coll. « *Religion et Science de l'homme* »). — Un vol. 12,5 × 20 cm, de 208 pages. Editions du Centurion, Paris.

Quelle est la place et l'influence des « petits groupes » dans la vie de l'Eglise ? La liturgie, en leur accordant des textes composés à leur intention, entend bien les aider dans leur participation à la vie liturgique et, par là, les insérer dans l'Eglise qui les unit au Christ.

— *Les Fantassins dans l'Eglise*. Supplique aux papi-
manes et papefigues de ce temps, par PIERRE MARTIN-
VALAT (coll. « *Pourquoi je vis* »). — Un vol.
13,5 × 19,5 cm, de 124 pages. Prix : 12 F. Editions
du Cerf, Paris.

Simple fidèle, l'auteur dit, avec vivacité, son impa-
tience devant les mouvements contradictoires qui vou-
draient lui enlever sa bonne conscience de fidèle de
l'Eglise. Les jeunes, qu'il connaît bien, restent insensi-
bles à ces polémiques et n'aspirent qu'à militer et à
contempler dans la foi simple et directe d'Abraham.

— *Les Pauvres dans les sociétés riches*, 57^e session des
Semaines sociales de France, Dijon 1970. — Un vol.
13,5 × 21,5 cm, de 236 pages. Prix : 26 F. Chro-
nique sociale de France et Editions Gamma, 1 et 3,
rue Garancière, Paris.

C'est la grande question de notre monde actuel. Elle
fait l'objet des témoignages et des carrefours : qu'est-ce
que la pauvreté ? Qui sont les pauvres aujourd'hui ?
Pourquoi des pauvres dans les sociétés riches ?...

— *Morale responsable*, par A. HORTELANO. Traduit de
l'italien (hors collection). — Un vol. 14 × 21 cm,
de 320 pages. Prix : 29 F. Desclée et Cie, éditeurs.
Diffusion Arc-en-ciel, 75, avenue de Parsi, 94-Villejuif.

Le monde passe d'une morale fermée, de pressions
sociales, à une morale ouverte moderne, fondée sur les
aspirations personnelles. L'auteur demande aux chrétiens
de chercher avec les autres hommes la solution des pro-
blèmes de la vie privée et de la vie sociale de notre
monde actuel.

Chanoine François GAQUÈRE

Docteur ès Lettres et en Théologie

" A DIEU VA !... "

Un grand Evêque des temps modernes :

Mgr EUGÈNE-LOUIS JULIEN

Evêque d'Arras
Membre de l'Institut
(1856-1930)

- I. — *Comment la Providence prépare un grand Evêque.* (Yvetot — Le Havre).
- II. — *La fécondité d'un Episcopat, à Arras.*
- III. — *Un grand Evêque de France.*
(Lettre-préface de M. Wladimir d'Ormesson, de l'Académie française).

Fort volume de 360 pages : 30 F.

LES LEÇONS D'UN GRAND EVÊQUE

Vaste florilège des Œuvres de Mgr JULIEN
in-12, 560 pages : 15 F.

L'ÉPOPÉE MISSIONNAIRE

Au diocèse d'Arras

- I. — *Les Problèmes Missionnaires aujourd'hui.*
- II. — *Le Tour du Monde avec nos missionnaires.*
- III. — *Les Œuvres Auxiliaires des Missions.*

Prix Audiffred

de l'Académie des Sciences Morales et Politiques

Lettre de S. Em. le Cardinal VILLOT
Grand Album de luxe 21 x 27, 350 pages
250 photographies : 30 F.

« *Le Saint Pauvre de Jésus-Christ* » :

BENOIT-JOSEPH LABRE

Un Saint hors série,

Mendiant extatique et grand thaumaturge

Ouvrage couronné par l'Académie française,
fort volume in-8°, 400 pages, 70 photographies :
15 F.

AUX ÉDITIONS DES ŒUVRES MISSIONNAIRES

25, rue de la Paix - 62 - ARRAS

C. C. P. LILLE n° 1.087-11

Actes de S. S. Paul VI

ALLOCUTION PRONONCÉE POUR L'OUVERTURE DU SYNODE

La II^e Assemblée générale du Synode épiscopal (1) s'est ouverte, le 30 septembre, par une messe solennelle concélébrée dans la chapelle Sixtine (2), qui fut transmise en direct par la télévision. Paul VI, qui présidait la concélébration, a prononcé l'homélie ci-après après l'Evangile (3) :

VÉNÉRABLES ET CHERS FRÈRES,

« A vous grâce et paix de par Dieu notre Père et le Seigneur Jésus-Christ. » (Rm 1, 7 ; 1 Co 1, 3.)

C'est avec ces paroles de saint Paul que nous vous saluons et que nous vous accueillons à ce Synode sur lequel se concentrent l'attention et l'espérance de la sainte Eglise de Dieu, et qui suscite même un vif intérêt dans le monde.

Nous vous saluons et nous vous accueillons d'un cœur fraternel et ouvert, en unissant notre prière à la vôtre. Notre travail doit ainsi commencer en offrant à Dieu un culte filial et en implorant son assistance providentielle et miséricordieuse. Nous vous saluons et nous vous accueillons dans cette salle sacrée et historique, plus évocatrice que toute autre avec ses images bibliques de la destinée suprême de l'humanité, et où se tiennent les assemblées les plus graves appelées à prendre les options décisives du pontificat romain. Nous vous saluons et nous vous accueillons, en cette heure sur laquelle pèsent des questions d'une grande importance concernant le sacerdoce ministériel et la justice dans le monde, vous qui êtes réunis en Synode, cette nouvelle assemblée dont l'esprit et les lois découlent du récent Concile, de

telle sorte que nous pouvons bien dire qu'ici toute l'Eglise catholique est représentée canoniquement et présente spirituellement.

Le cardinal Mindszenty

Et voici que, pour rendre plus évidente et plus émouvante cette présence universelle, se trouve présent parmi nous notre vénérable frère le cardinal Jozsef Mindszenty, archevêque d'Esztergom, en Hongrie, qui vient d'arriver à Rome après tant d'années d'absence forcée. Il est notre hôte si attendu, et aujourd'hui il s'associe à notre célébration religieuse comme un témoin glorieux de l'union millénaire de l'Eglise magyare avec ce Siège apostolique ; comme un symbole du lien spirituel qui toujours nous unit tous à nos frères empêchés d'avoir avec leurs autres frères et avec nous des rapports normaux ; comme un exemple de fermeté inébranlable dans la foi et de service indéfectible de l'Eglise, d'abord par son activité généreuse, puis par son amour vigilant, sa prière et ses longues souffrances. Nous bénissons le Seigneur, et tous ensemble nous souhaitons de tout cœur la bienvenue, au nom du Seigneur, à ce grand pasteur exilé.

Esprit de communion

Mais en ce moment, laissant toute autre considération, notre pensée se concentre sur le rite, toujours grand et mystérieux, que nous célébrons fraternellement. Cette sainte messe, nous la concélébrons avec les évêques auxquels nous avons confié le soin de présider les travaux du Synode que nous inaugurons aujourd'hui. Elle est le repas sacrificiel, le mémorial institué par le Christ lui-même, pour établir de la façon la plus complète et la plus forte qu'il nous soit donné de connaître pendant notre voyage dans le temps, la double communion voulue et instaurée par lui : la communion avec le Christ et la communion entre nous qui participons ensemble à ce même repas mystique. L'Eucharistie est en effet le « sacrement de l'unité », de sorte que notre participation à un si grand sacrement est l'acte qui nous unit le plus intimement avec le Christ et avec tous ceux qui ont la joie de partager avec nous le même pain qui le figure et le contient.

Rechercher le bien de l'Eglise et de l'humanité

Nous voudrions que cette double communion, avec le Christ notre chef et notre sauveur, et entre nous ses disciples et ses servi-

(1) La première Assemblée générale du Synode a eu lieu du 29 septembre au 29 octobre 1967 (cf. DC 1967, n° 1503 à 1506). Le Synode s'est ensuite réuni en session extraordinaire du 11 au 27 octobre 1969 (cf. DC 1969, n° 1550 et 1551).

(2) Les concélébrants étaient : les cardinaux MINDSZENTY (qui était arrivé l'avant-veille à Rome, il était le premier à la droite du Pape, et son émotion était visible) ; DUVAL, MUNOZ VEGA et WRIGHT, les trois présidents délégués du Synode ; et Mgr RUBIN, secrétaire général du Synode.

(3) Textes latin et italien dans l'*Osservatore Romano* du 1^{er} octobre 1971. Traduction et sous-titres de la DC.

teurs, toujours requise de nous lorsque nous célébrons ce rite très saint, non seulement soit toujours présente à notre esprit pendant le Synode, mais devienne une vivante expérience intérieure, traduisant en nous les paroles de l'Apôtre : « Je vous en conjure par tout ce qu'il peut y avoir d'appel pressant dans le Christ, de persuasion dans l'amour, de communion dans l'Esprit, de tendresse compatissante, mettez le comble à ma joie par l'accord de vos sentiments : ayez le même amour, une seule âme, un seul sentiment ; n'accordez rien à l'esprit de parti, rien à la vaine gloire, mais que chacun, par l'humilité, estime les autres supérieurs à soi ; ne recherchez pas chacun vos propres intérêts, mais plutôt que chacun songe à ceux des autres. » (Ph 2, 1-4.) Que le bien commun et suprême de l'Eglise, ainsi que le bien de l'humanité dans laquelle s'exerce sa mission, soit en cette heure grave et importante non seulement notre aspiration, mais aussi notre réconfort et notre joie. Nous en rechercherons le présage et la réalité dans le présent Synode.

Celui-ci s'ouvre par cette célébration, et tous nous savons pourquoi : c'est de Dieu notre Père que découle pour nous tout principe de vie, par le Christ, Fils du Dieu vivant et Fils de l'homme, notre chef unique et suprême, invisible, mais ici présent (cf. Mt 18, 20), notre Maître et notre Rédempteur, auteur de notre salut qui consiste dans l'animation de l'Esprit-Saint, donné à chacun de nous et à tout le Corps mystique du Christ qui est l'Eglise. Nous attendons, nous invoquons cette action éclairante et sanctifiante du Saint-Esprit. L'assistance de l'Esprit du Christ nous est particulièrement nécessaire en cette heure importante pour la vie de l'Eglise, pour notre vie.

Avant tout autre problème, c'est celui-là qui nous intéresse.

Ecouter ce que « l'Esprit dit aux Eglises »

Comment pouvons-nous obtenir cette assistance ? Par la foi et par la prière. Il n'est pas nécessaire de vous en dire long sur la nécessité de développer en nous ces attitudes indispensables. Vous savez bien que la foi est le commencement du salut, et que sans la foi il est impossible de plaire à Dieu (cf. *Denz. Schoen.*, 1532, 3008). Vous savez aussi que ce n'est pas se livrer à un diagnostic hâtif des malaises qui affectent la vie de l'Eglise et des tristes conditions spirituelles de la société que d'en rechercher l'origine et la cause principale dans une crise de la foi qui est une malgré sa variété. Nous devons donc intérieurement raffermir notre acceptation, convaincue et joyeuse, de la révélation divine, par un grand acte de foi. Nous devons nous mettre, devant Dieu et le Christ, dans l'attitude d'humilité et d'attente confiante qui est propre au croyant, si nous voulons que l'Esprit nous parle au cœur et nous donne les charismes propres à qui exerce des fonctions de responsabilité dans la conduite de l'Eglise : la science, le conseil, l'intelligence, spécialement la sagesse, surtout la charité.

A cet état de disponibilité, passive pourrait-on dire, il nous faut joindre, et raviver sans

cesse un état de disponibilité active : c'est la prière que le Seigneur a tant recommandée comme condition correspondant à sa bienfaisante et miséricordieuse causalité (cf. Mt 7, 8 ; Lc 11, 13 ; Jn 16, 24). Nous devrons, ces jours-ci, nous maintenir dans cette attitude d'imploration continuelle, afin que l'Esprit-Saint trouve libre accès en nos âmes (Ac 1, 14 ; 2, 42) : notre prière et l'action de la grâce doivent se rencontrer, afin que notre oreille puisse entendre « ce que dit l'Esprit aux Eglises » (Ap 2, 6).

Le danger des pressions

Laissez-nous, Frères vénérés, attirer votre attention sur un danger spécifique qui peut entourer notre réunion synodale, et qui, par diverses voies, honnêtes ou frauduleuses, peut troubler la sérénité de notre jugement, et peut-être même la liberté de nos délibérations.

Ce danger est celui des pressions : opinions d'une conformité douteuse avec la doctrine de la foi ; tendances qui négligent des traditions autorisées et conformes à l'authentique vocation de l'Eglise ; désir de s'adapter à la mentalité profane et séculière ; craintes des difficultés soulevées par les changements de la vie moderne ; publicité tentatrice ou importune ; accusations d'anachronisme et de juridisme paralysant le développement spontané, dit « charismatique », d'un nouveau christianisme, etc. La pression : son visage est multiple, sa puissance est insinuante et dangereuse. Veillons à nous en affranchir, sous l'impulsion de notre conscience qui est responsable vis-à-vis de notre mission de pasteurs du peuple de Dieu et devant le jugement divin du dernier jour.

Fidélité au mandat reçu des Conférences épiscopales

Efforçons-nous, au contraire, de garder notre tranquillité et notre force d'esprit pour tout connaître et juger comme il faut, selon l'esprit du Christ et selon les vrais besoins de l'Eglise et des temps (cf. 1 Th 5, 21). Soyons libres à l'égard des ingérences indues et des suggestions étrangères dans l'exercice de nos devoirs en ce Synode. Nous devons, au contraire, nous sentir liés par ces devoirs, parmi lesquels il faut rappeler la fidélité au mandat reçu des différentes Conférences épiscopales ou des Synodes des divers rites, ou de l'Union des supérieurs généraux.

Vous, membres du Synode, vous en avez amplement préparé les travaux avec le clergé — ici représenté par un groupe de prêtres que nous saluons affectueusement — et aussi avec des religieux, des religieuses et des laïcs qui participent activement à la vie de l'Eglise dans vos pays. Vous avez ensuite étudié et discuté avec nos frères dans l'épiscopat l'apport que vous êtes maintenant appelés à donner. Vous ne parlerez donc pas à titre personnel (à moins de le déclarer expressément, comme le prévoit le règlement du Synode), mais vous serez les porte-parole qualifiés de vos Eglises, pour toute l'Eglise.

ALLOCUTION POUR L'OUVERTURE DE LA PREMIERE SEANCE DE TRAVAIL DU SYNODE

Les travaux du Synode ont commencé dans l'après-midi du 30 septembre, à 17 heures, dans la nouvelle salle attenante à la salle d'audience inaugurée au mois de juin. Le cardinal Duval, premier président délégué, a salué le Saint-Père qui a répondu en ces termes :

Ce matin, nous avons imploré ensemble l'aide de l'Esprit-Saint, dont la nécessité se fait d'autant plus vivement sentir que plus important est le travail que nous avons à entreprendre.

Nous ouvrons donc, au nom du Seigneur, cette Assemblée du Synode des évêques, que nous avons appelé les cardinaux Duval, Wright et Munoz Vega à présider.

Vous pourrez librement discuter les questions proposées à l'actuelle Assemblée, dont personne n'ignore la difficulté et l'importance extrême. Vous aurez cette possibilité également dans les colloques que vous tiendrez pendant les différentes sessions pour approfondir les questions.

C'est précisément pour favoriser cette liberté d'expression que, pour notre part, nous préférons écouter.

Ce faisant, nous désirons aussi que les discussions du Synode se déroulent dans un climat de confiance et de bienveillance réciproque. Nous voudrions, en effet, que cette fraternité dans les rapports et cette coopération intense qui existaient entre les Pères du II^e Concile œcuménique du Vatican distinguent aussi la présente Assemblée du Synode, qui découle précisément du Concile. Pour cela, il est nécessaire que chacun apporte sa contribution personnelle en recherchant, non pas ses propres intérêts, mais ceux de Jésus (cf. Ph 2, 21), pour le bien réel de toute l'Eglise.

Si nous faisons l'éloge de la charité qui, selon la belle expression de saint Augustin, est « le doux et salutaire bien des cœurs » (*Serm.* 350 ; *PL* 39, 1534), cela ne doit pas pour autant être un préjudice de la gravité des discussions ; nous ne pouvons pas atténuer la grande responsabilité morale de la tâche à laquelle nous sommes appelés et qui nous tient tant à cœur. Nous devons, en effet, traiter de questions qui correspondent vraiment aux intentions de Jésus-Christ, qui soient en harmonie avec la tradition authentique de l'Eglise et découlent logiquement d'elle, et qui soient adaptées et utiles aux besoins de notre époque.

Sachez donc que nous nous tournons d'un cœur ouvert, loyal et confiant, vers vous tous, réunis ici pour servir de si près l'Eglise universelle. Nous espérons vivement — et c'est l'objet de notre fervente prière — que cette Assemblée du Synode épiscopal, grâce à votre bonne volonté et à votre diligence, contribuera à la gloire de Dieu et au vrai progrès de notre sainte mère l'Eglise.

Nous confirmons ce témoignage de prédilection et ces vœux par la Bénédiction apostolique que nous donnons bien volontiers à vous tous et à chacun de vous.

(Textes latin et italien dans l'Osservatore Romano du 2 octobre 1971. Traduction de la DC.)

Il est superflu de vous dire combien est importante pour notre sainte Eglise, une et catholique, cette voix qui fait écho à la voix apostolique, et combien grave est notre coresponsabilité, vous le savez bien. Faisons en sorte de ne pas rendre vain le vœu de tous que par la vertu de l'Esprit de Dieu « qui parle en vous » (Mt 10, 20) et par l'intercession de Marie, Celle qui fut mère du Christ, selon la chair, et, peut-on dire, mère de son Corps mystique selon l'Esprit au jour de la Pentecôte, cette Eglise puisse être « édifiée » (cf. Ep 4, 12) par le Synode qui s'inscrit dans son histoire séculaire.

Construire l'Eglise sur son fondement inébranlable

L'image de l'« édification », si souvent utilisée par la Sainte Ecriture, nous invite aujourd'hui à travailler ensemble de toutes nos forces pour la grande œuvre qui constitue le but unique de notre vie : construire l'Eglise sur le fondement inébranlable qu'est le Christ lui-même, qui est le Chemin, la Vérité, la Vie.

Ne nous laissons d'aucune manière dévier de cette route : elle est la seule. Ne nous laissons attirer par aucune autre voix : la vérité est une. Ne nous laissons entraîner vers aucune autre source que celle du Dieu vivant et vivifiant.

Notre devoir de pasteurs est là, clairement tracé : que le Seigneur nous accorde d'y être fidèles, selon l'exemple des saints pasteurs qui, tout au long des siècles du cheminement tourmenté de l'Eglise sur cette terre, surent la guider avec courage et sagesse, à travers les écueils, vers le large, où le Christ l'appelle pour porter à tous la bonne nouvelle du salut.

Et nous-même, combien plus faible et infirme que Simon, nous qui avons reçu du Seigneur lui-même le nom et la tâche de Pierre, nous sommes avec vous pour donner une nouvelle croissance à l'édifice mystique et visible, afin qu'aujourd'hui encore il ouvre ses portes solides et lumineuses au peuple de Dieu qui, actuellement, plus que de tout autre chose, a besoin de la vraie foi qui ne ment pas, de l'espérance sûre qui ne trompe pas, de l'amour renaissant qui ne s'éteint pas.

— *Le Célibat en question*, par H.-M. OGER, O. P. (coll. des chrétiens éclairés). — Un vol. 12,5 × 19 cm, de 142 pages. Prix : 84 FB. Editions La Pensée catholique, Bruxelles, Belgique.

— *Théologie de la vie religieuse aujourd'hui*, par J. CAMBIER (coll. des chrétiens éclairés). — Un vol. 12,5 × 19 cm, de 106 pages. Prix : 84 FB. Editions du CEP, La Pensée catholique, Bruxelles, Belgique.

— *Les Titans*, par THOMAS MERTON. Traduit de l'américain par MARIE TADIE. — Un vol. 13 × 18,5 cm, de 124 pages. Editions du Seuil, Paris.

— *Rencontrer le Seigneur Jésus*. Pour les malades, par le Centre national de pastorale liturgique. Livret de 48 pages en deux couleurs. Prix : 2,65 F. Editions du Chalet, Lyon.

— *Le Cheminement de l'amour*. Etude de psychologie spirituelle, par ANDRE CUVILLIER. — Un vol. 11 × 18 cm, de 160 pages. Prix : 9,90 F. Apostolat des éditions, Paris.

— *De l'avortement*, par Dr FERNAND IVALDY. — Un vol. 11 × 18 cm, de 46 pages. Prix : 3 F. Apostolat des éditions, Paris.

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LA CATECHÈSE

Le mal de l'ignorance religieuse

Audience générale du 22 septembre (1)

Le Congrès international de catéchèse

Actuellement se tient à Rome le Congrès international de catéchèse, dont vous avez certainement entendu parler. C'est un événement très important en raison du thème étudié : l'instruction religieuse, c'est-à-dire le ministère didactique et pédagogique de la Parole de Dieu dans son expression première et élémentaire excluant toute équivoque : la transmission de l'annonce du salut ; ce que, dans le langage spécialisé actuel, on désigne du vieux mot de « kérygme », c'est-à-dire la prédication du Royaume de Dieu, de la vérité révélée concernant le plan divin, le mystère des nouveaux rapports entre Dieu le Père et l'humanité, par le Christ sauveur, dans l'Esprit qui éclaire et sanctifie (cf. Mt 4, 23 ; Ac 8, 5 ; 1 Co 1, 23, etc.). Il s'agit de la « catéchèse », de l'enseignement fondamental, indispensable, qui précède l'orientation de l'homme, la *metanoia*, la pénitence, pour accéder à la foi et à la communion ecclésiale. Il s'agit de l'initiation cognitive et objective à la vie chrétienne. Nous savons tous que la vie chrétienne est une manière de concevoir et d'orienter la vie dans la foi (Rm 1, 17 ; Ga 3, 11 ; He 10, 38). Or, la foi a deux principes : un principe intérieur et opérant, la vertu de foi, l'aptitude à croire, qui vient de l'Esprit-Saint et qui nous est donnée au baptême ; et un principe extérieur et déterminant, constitué par les vérités positives à croire, qui nous sont enseignées par l'Eglise dans le *Credo*, lequel est le « symbole » (c'est-à-dire la synthèse, l'abrégé) de ces vérités. Voilà ce qu'est le catéchisme (cf. S. THOMAS, in IV Sent. 4, 2, a. 2, sol. 3 ad 1).

Ce Congrès est donc très intéressant parce qu'il porte sur un point fondamental de la vie religieuse, sur la tâche du maître et de l'élève, l'une et l'autre engageant tout fidèle chrétien, sous des formes et dans des mesures diverses. Cet événement revêt une importance particulière du fait qu'il se situe après le Concile et qu'il doit illustrer un document important destiné à revivifier et rénover l'enseignement de la doctrine chrétienne. Nous voulons parler du « Directoire catéchétique général », publié en avril dernier, qui fut précédé en Italie d'un autre document analogue de la Conférence épiscopale italienne sur « le renouveau de la catéchèse » (2 février 1970), digne d'attention, lui aussi.

Mais en disant cela, nous n'avons pas l'intention d'entrer dans le vif du sujet, lequel sera amplement traité au cours du Congrès. Nous voulons plutôt attirer votre attention sur un aspect du problème catéchétique, l'aspect personnel.

La catéchèse est un enseignement qui, plus que tout autre, requiert l'intervention des personnes intéressées. Il requiert la coopération vivante et directe de toute la communauté de l'Eglise. La catéchèse peut être considérée comme un témoignage de la foi. Aujourd'hui, tout croyant est tenu de donner ce témoignage en professant sa foi par ses actes, son exemple et sa parole. On répète sans cesse que tous les membres de l'Eglise doivent être apôtres, missionnaires ; que du fait même qu'ils participent à la vie de l'Eglise, ils doivent en être en quelque sorte les promoteurs, être des « fils de lumière » (cf. Mt 5, 16 ; 1 P 2, 12 ; Ep 5, 8).

Cela comporte un devoir fondamental, celui de connaître sa foi, de connaître les vérités de la religion. Cette nécessité est l'une des exigences dominantes que l'on retrouve constamment dans l'histoire du christianisme. C'est elle qui a donné naissance à la catéchèse systématique, à l'apologétique (rappelons la célèbre phrase de Tertullien sur la religion chrétienne, objet de méfiance et de persécutions dès qu'elle fut confrontée à la société païenne : « Qu'on ne la condamne pas par ignorance. » — Cf. *Apologeticum*, chap. 1). Que de conséquences négatives découlent de l'ignorance religieuse ! Elle constitue la trame de l'encyclique *Acerbo nimis* de saint Pie X sur le catéchisme (1905). Cette question garde toute son actualité aujourd'hui où la diffusion de la culture d'une part, la confusion des systèmes philosophiques et idéologiques d'autre part, obligent plus que jamais chacun à donner à sa vie religieuse, tant personnelle que communautaire, un fondement culturel plus solide que celui issu de l'habitude et du milieu de vie.

L'instruction religieuse ne doit pas s'arrêter au premier âge, à l'initiation chrétienne ; elle doit progresser avec la vie, jusqu'à l'âge adulte (cf. *Christus Dominus*, 14), jusqu'à la fin de la vie, en se rappelant que dans cette question vitale et mystérieuse de la transmission de la foi, la lecture que chacun peut faire par soi-même ne suffit pas ; la religiosité privée ne suffit pas ; il faut dans une certaine mesure se mettre humblement à l'écoute sensible de la Parole de Dieu. Cette référence à l'aspect personnel de la catéchèse nous invite à rendre hommage au ministère de la Parole de Dieu, à ses différents degrés.

Hommage à tous les catéchistes

Rendons d'abord hommage au ministère de l'évêque. C'est là, pour le salut, le premier service de son charisme apostolique. Rendons hommage à l'exercice de sa prédication écrite

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 23 septembre 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Cette allocution a été prononcée au Vatican, où Paul VI, qui séjournait à Castel Gandolfo depuis le 16 juillet, est rentré le 16 septembre.

(avec les lettres pastorales) ou parlée, avec les homélies des messes pontificales, ou les autres instructions. Parmi ces dernières, qu'y a-t-il de plus beau et de meilleur que cette sorte de dialogue que l'évêque engage avec les premiers communiant ou les nouveaux confirmés ? Y a-t-il un catéchisme meilleur et plus vivant ? (cf. S. AMBROISE, *De sacramentis*, *De mysteriis*).

Nous rendons ensuite hommage à vous, pasteurs d'âmes, à vous, curés, à vous qui dispensez l'enseignement religieux et qui avez conscience de votre prodigieuse responsabilité : traduire la parole de Dieu dans votre langage et la transmettre à des auditeurs qui doivent non seulement l'écouter, mais la vivre. Combien grande est votre tâche, et combien grand aussi est votre devoir de vous en acquitter dignement ! Écoutons ce que nous dit saint Augustin : « Tout ce que tu enseignes, enseigne-le de telle façon que celui à qui tu t'adresses croie en t'écoutant, espère en croyant, aime en espérant. » (*De catechizandis rudibus*, chap. IV, 3 ; PL 40, 316).

Nous rendons hommage à vous qui promouvez l'enseignement religieux et la culture catholique, qui donnez à ce travail la valeur de cette première charité qu'est celle de la vérité (cf. Ep 4, 15), en offrant à la pensée et à la vie la lumière qui guide, soutient, sanctifie et sauve.

Nous rendons honneur aux mamans, aux parents qui, avec tant de gentillesse, apprennent à leurs enfants les premières prières et ouvrent à leur intelligence les premières notions du Dieu qui est avec nous.

Honneur à vous, religieux et religieuses, à vous, laïcs, qui, vous consacrant à l'enseignement du catéchisme, formez en vous les plus belles vertus chrétiennes et donnez à l'Eglise une fidélité et une vitalité d'un prix inestimable.

Honneur à vous, catéchistes des paroisses, et spécialement à vous, catéchistes des missions, hommes et femmes, qui êtes vraiment les premiers semeurs de la Parole du Seigneur. C'est à vous que les communautés ecclésiales doivent leur fécondité naissante. Il vous est confié, pour le service de votre communauté, un ministère de suppléance et de promotion précieux et souvent irremplaçable. Nous vous exprimons les félicitations, les encouragements et la reconnaissance de l'Eglise catholique tout entière, et à tous nous vous donnons notre bénédiction.

Cette bénédiction, nous la donnons aussi à vous qui êtes ici et à tous ceux qui ont à cœur la cause de l'enseignement religieux : Parole de Dieu !

— *Tonnerre de Chine*, par ALOIS REGENSBURGER, traduit de l'allemand par Sœur ELISABETH HARTOGS, O.S.B. (coll. « Témoignages », n° 15). — Un vol. 11 x 18 cm, de 404 pages. Prix : 24 F. Apostolat des Editions, Paris.

L'auteur, après vingt et un ans de travail missionnaire, nous livre ses expériences au milieu des bouleversements de la Révolution. Il écrit ce témoignage « au service de la mission ».

— *La Femme du pasteur*, par SABINA WURMBRAND (coll. « Témoignage »). — Un vol. 11,5 x 18 cm, de 446 p. Prix : 24 F. Apostolat des Editions, Paris.

Ce volume est bien en effet un témoignage de foi porté dans une terrible épreuve au cours de la dernière guerre. L'allure romancée qui facilite la lecture n'enlève rien à la valeur de ce témoignage chrétien.

VOIR LES ASPECTS POSITIFS DE L'EGLISE

Audience générale du 29 septembre (1)

**Un état d'esprit critique qui ne sait
ni s'enthousiasmer ni aimer**

À vous qui venez à cette rencontre avec nous pour avoir une impression à la fois sensible et spirituelle de ce point central de l'Eglise, nous voudrions dire combien ce désir est légitime et intelligent. Nous voudrions vous encourager à vouloir ainsi chercher, découvrir, apprécier les aspects positifs de l'Eglise, alors qu'aujourd'hui, par une déformation devenue presque une habitude et dont on fait ostentation comme d'une supériorité de l'esprit moderne, nous voyons tant de gens prédisposés à relever ses aspects négatifs, ou du moins réputés tels. Nous voyons ainsi chez beaucoup de ceux qui observent l'Eglise une tendance critique qui ne peut supporter la réalité ecclésiale. Sous prétexte de s'orienter vers une Eglise idéale, ils répugnent au contact positif avec l'Eglise telle qu'elle est, non seulement dans son aspect humain, juridique et historique tombant sous l'expérience et incarné dans des personnes connues et des institutions concrètes ayant les unes et les autres leurs limites, mais aussi dans son aspect surnaturel, sacré, mystérieux, incompréhensible, mystique et ascétique, qui échappe aux sens. On voudrait une Eglise purement spirituelle, qui puisse facilement cadrer avec les concepts que l'on s'en fait. Il est répandu cet état d'esprit critique, contestataire, insatisfait, et au fond décadent, qui ne sait ni admirer, ni s'enthousiasmer.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 30 septembre 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Georges HUBER, correspondant de la Croix à Rome, écrit dans son compte rendu de cette audience :

S'écartant un instant du texte officiel de son discours, le Pape a déploré un débat qui « opposé mardi soir à la télévision italienne le cardinal DANIELOU et le P. BALDUCCI, de Florence, qui est en Italie l'un des théologiens de la tendance « contestataire ». Le débat avait porté sur les institutions ecclésiastiques, le cardinal Daniélou estimant nécessaire la restauration d'un ordre et d'une discipline dans l'Eglise, et le P. Balducci insistant sur l'écart et parfois la contradiction entre l'Evangile et l'appareil visible de l'Eglise (la Croix, 1^{er} octobre 1971).

L'Osservatore Romano du 3 octobre a publié une note sans signature, disant notamment :

La presse a fait largement écho à un communiqué du « Mouvement des journalistes démocratiques » qui expriment leur « étonnement » et leur « préoccupation » devant la « peine » manifestée par le Saint-Père mercredi (29 octobre) à propos de l'intervention d'un ecclésiastique à la télévision, qui s'est traduite par une attaque radicale contre l'Eglise institution, allant jusqu'à affirmer qu'existe « le scandale de voir une Eglise qui n'est pas crédible ».

C'est pourquoi le Pape a parlé d'« attaques terribles contre l'Eglise », en se référant non pas à la télévision italienne, mais à cette intervention contenant des affirmations inadmissibles, spécialement de la part d'un religieux. [...]

siasmer, ni aimer, et qui ne peut donc connaître ni la joie ni le sacrifice.

Nous voudrions que chacun de vous, en s'approchant de la tombe de saint Pierre, près de laquelle nous nous trouvons, puisse faire siennes les paroles du psaume 121 : « O ma joie quand on m'a dit : allons à la maison du Seigneur. » Nous voudrions que chacun de vous éprouve la satisfaction — naïve si vous voulez, mais sage — de percevoir dans les manifestations authentiques de l'Eglise, aussi défectueuses et humbles, ou bien aussi triomphalistes et périmées qu'elles puissent être, quelque chose de la présence du Christ et de son Esprit qui transparaît, quelque chose de souverainement beau et indicible. Nous voudrions donc que chacun de vous se sente alors plus joyeux, meilleur, plus attiré vers le mystère de l'Eglise comme vers un trésor qui est son trésor propre et celui de tout fidèle.

La communion catholique telle que l'exprime une vieille Africaine

Ne faisons pas ici de la spéculation théologique. Contentons-nous des observations élémentaires tombant sous l'expérience commune. Il y a quelque temps, par exemple, un catholique éminent et cultivé nous disait l'impression très vive qu'il avait éprouvée, au cours d'un voyage en Afrique, à l'occasion d'un congrès de laïcs catholiques provenant de différentes nations, en voyant sur le visage, dans les gestes et dans certaines exclamations (traduites par un interprète) d'une pauvre vieille femme assise par terre et occupée à son travail rudimentaire, la joie et la fierté de se savoir elle aussi catholique, et donc associée à part entière au groupe de ses illustres frères dans la foi qui passaient devant elle, parmi lesquels était un Allemand élégant et de haute stature : « Ils sont catholiques, murmurait tout émue la vieille femme ; ils sont mes amis, mes frères. Même ce monsieur (si beau, si majestueux) est des nôtres ; lui aussi est un fidèle de mon Eglise. » Dans cette humble intelligence resplendissait la lumière d'un fait extraordinaire : la communion catholique.

Le Synode nous montre que l'Eglise est un corps

Nous avons trouvé un motif de joie, la semaine dernière, dans le fait, tout simple en soi, mais merveilleux si on y regarde bien, que se tenait à Rome un Congrès international de catéchèse catholique. Et aujourd'hui, nous ne pouvons pas ne pas éprouver un sentiment d'admiration et de joie spirituelles devant un fait bien plus grand, mais enraciné, lui aussi, dans la réalité de l'Eglise. Nous voulons parler du Synode épiscopal, qui s'ouvrira demain, avec la messe célébrée dans la chapelle Sixtine. Nous sommes aujourd'hui habitués aux congrès internationaux, aux institutions de caractère mondial, aux dialogues entre les langues et les civilisations les plus diverses ; le monde est en marche vers l'unité, et c'est bien. Mais une réunion des représentants des Conférences épiscopales de toute l'Eglise, entre lesquels existe déjà une unité si profonde, si amicale qu'on n'en peut concevoir de semblable sur le plan naturel,

l'unité de la foi, l'unité de l'amour, cela ne vous dit-il rien ? Ne voyons-nous pas là quelques caractéristiques qui nous font nous écrier : voilà l'Eglise du Christ, une, catholique et apostolique ? Et si nous regardons bien, au-delà des images extérieures, ne voyons-nous pas qu'elles expriment des propriétés intérieures, des exigences intrinsèques, des charismes surnaturels que l'Eglise, c'est-à-dire l'humanité réunie au nom du Christ, par la merveilleuse vertu de l'Esprit-Saint, possède et communique à ses membres, même s'ils sont pétris dans la pauvre argile d'Adam ? N'est-ce pas là un événement canonique, c'est-à-dire juridique, qui nous montre que l'Eglise est un corps, le corps visible et mystique du Christ, son chef qui l'anime en répandant sur elle, comme à la Pentecôte, l'Esprit-Saint qui ravive et rénove la vitalité perpétuelle de l'Eglise ?

Nous avons devant nous « une société parfaitement unie comme le serait un corps, un seul et même corps. Ce mot de corps, si on y réfléchit bien, ne signifie pas, à proprement parler, matière, mais un quelque chose de celle-ci qui la rend perceptible. En ce sens, l'Eglise est vraiment un corps, un corps vivant dont le chef est le Christ, dont nous sommes les membres, nous les croyants, et dont l'Esprit est celui qui procède de Dieu » (FORNARI, *Vita di G. C.* III, 15 ; cf. Ep 1 et 5 ; 1 Co 12, etc.).

Cette vision nous conduirait loin ; l'encyclique *Mystici Corporis* de Pie XII et la Constitution conciliaire *Lumen gentium* attendent peut-être encore de nous une méditation nouvelle qui peut avoir le caractère d'une découverte nous révélant que l'Eglise est le signe du Christ et l'instrument pour être vraiment chrétiens (cf. *Lumen gentium*, 1) ; que c'est notre réforme personnelle, spirituelle et morale, plutôt qu'un arbitraire changement de fonctions et de structures de l'Eglise, qui est la condition de notre authenticité chrétienne et de notre aptitude à promouvoir l'unité avec nos frères séparés, ainsi que l'annonce vivante et continue du salut au monde (cf. *Unit. redint.*, 7, etc.).

Nous disons cela pour vous donner un motif de joie et d'espérance, pour vous inviter tous à regarder et à voir les aspects positifs de l'Eglise d'aujourd'hui, sans se laisser aller à des critiques inconsidérées et à des oppositions stériles. Ce sera de plus le meilleur moyen de favoriser le fameux *aggiornamento* de l'Eglise. Rappelons deux paroles de Jésus : il est des yeux qui voient sans voir (cf. Mt 13, 13) ; et il est d'heureux yeux qui voient (*ibid.*, 16).

Que ce bonheur soit aussi le vôtre, avec notre bénédiction apostolique.

— *Le Message de l'Épître aux Romains*, par STANISLAS LYONNET (coll. « Lire la Bible », n° 28). — Un vol. 13 × 18,5 cm, de 172 pages. Prix : 17 F. Editions du Cerf, Paris.

On sait l'importance de cette Épître — écrite moins de trente ans après la mort du Christ, — surtout dans les relations de l'Eglise catholique avec la Réforme. Le P. Lyonnet, un spécialiste en exégèse néotestamentaire, nous propose d'en méditer les enseignements dans ces pages qu'il a voulues dépouillées de tout appareil critique et scientifique pour en faciliter la lecture.

ALLOCUTION AU CONGRÈS INTERNATIONAL DE CATÉCHÈSE

Au terme du premier Congrès international de catéchèse, qui s'est tenu à Rome du 20 au 25 septembre, Paul VI a reçu les congressistes le 25 septembre et leur a adressé l'allocution suivante en réponse à l'adresse d'hommage du cardinal Wright, préfet de la S. congrégation du Clergé (1) :

MESSIEURS LES CARDINAUX,
VÉNÉRABLES CONFRÈRES,
TRÈS CHERS FILS,

Nous ne pouvons cacher notre satisfaction et notre émotion en vous voyant réunis autour de nous pour le premier Congrès international de catéchèse qui, par le nombre de ses participants, l'actualité des thèmes étudiés et le haut niveau de préparation des orateurs, non seulement constitue un événement vraiment important pour l'Eglise, mais aussi montre d'une façon on ne peut plus significative et consolante le travail qui se fait dans l'Eglise depuis le Concile.

Nous sommes donc heureux de saluer affectueusement MM. les Cardinaux, les Présidents des Conférences épiscopales et les Evêques ici présents, ainsi que tous ceux qui sont venus de toutes les parties du monde pour mettre en commun, dans ce Congrès, le fruit de leur expérience et de leur compétence dans le domaine de la catéchèse.

De tout cœur, nous les remercions tous sans distinction de cet incomparable service rendu à l'Eglise. Nous exprimons tout spécialement notre gratitude à M. le cardinal Wright qui, avec l'aide de ses collaborateurs de la S. congrégation du Clergé, a su si bien préparer cette manifestation.

Vénérables frères et très chers fils, en vous accueillant nous pensons à tous ceux qui travaillent au service de la Parole de Dieu dans le monde, dans les jeunes Eglises ou dans les communautés chrétiennes où l'Evangile a pénétré depuis des siècles : évêques et prêtres, religieux et religieuses, laïcs et parents chrétiens de toutes conditions. Tous nous sommes des serviteurs de l'Evangile.

Certains d'entre vous mènent une féconde expérience collective, d'autres connaissent la solitude, beaucoup ressentent si douloureusement leurs limites qu'ils seraient tentés de dire comme le prophète : « Ah ! Seigneur, vois, je ne sais pas porter la parole, je suis un enfant. » (Jr 1, 6.) Et pourtant, comme nous le rappelle le décret conciliaire sur les missions, tout disciple du Christ doit, selon ses possibilités, répandre la foi et travailler à l'évangélisation (cf. *Ad gentes*, 23, 36).

Votre Congrès international de catéchèse manifeste quelle place occupe dans l'Eglise l'annonce de la Parole dans sa plénitude et d'une manière adaptée aux hommes de notre temps, ainsi que nous le disions récemment à tous nos frères dans l'épiscopat : « en s'efforçant d'employer un langage qui leur soit facilement accessible, en répondant à leurs questions, en suscitant leur intérêt, en les aidant à découvrir, à travers de pauvres paroles humaines, tout le message du salut que nous a porté Jésus-Christ » (Exhortation apostolique *Quinque jam annos*, 8 décembre 1970) (2). Un travail immense est en train de se faire en ce sens dans l'Eglise, sous des formes multiples et au milieu de diverses cultures. Nous avons voulu l'encourager par le récent Directoire général catéchétique, préparé et publié par la congrégation du Clergé en la fête de Pâques de cette année.

L'élaboration de ce texte avait d'ailleurs montré la collaboration féconde qui existe entre les Conférences épiscopales et le Saint-Siège, ainsi que les fructueux échanges qui se font entre ceux qui, sous des formes diverses, s'occupent de transmettre la foi et ceux qui sont attentifs tant à l'actuelle crise du langage et de la pensée qu'aux multiples exigences des sciences humaines. Nous sommes heureux aussi de savoir que toujours plus nombreux sont ceux qui collaborent à la catéchèse, en y apportant le témoignage vivant de leur vie de foi et de leur engagement chrétien sous ses multiples formes, c'est-à-dire les laïcs généreux dont l'apostolat « est tellement leur travail propre et leur tâche que personne ne peut l'assumer comme il faut à leur place » (cf. Décr. *Apostolicam actuositatem*, 13).

Le ministère de la Parole dans un monde en voie de sécularisation

Le ministère de la Parole se situe ainsi au centre même de l'action apostolique quotidienne de toute l'Eglise. De sorte que la catéchèse influe sur toute la vie, sur la façon dont le peuple de Dieu rassemblé célèbre l'Eucharistie, chante les louanges de Dieu ou vit quotidiennement sa foi. L'Eglise n'est-elle pas un mystère qui nous fait découvrir toujours mieux « d'une manière expérimentale et existentielle... par la vitalité secrète qui lui est propre, qu'elle fait de son passé une source de perpétuelle renaissance, la source de son avenir, moyennant la fidélité vivante et opérante de sa tradition » (cf. notre allocution à l'audience générale du 18 novembre 1970, dans *l'Osservatore Romano* du 19 novembre 1970) ? On ne peut isoler la catéchèse — ce serait un isolement mortel — de la vie de prière et de l'engagement chrétien des communautés rassemblées par une même foi dans le Christ Sauveur.

Dans un monde en voie de sécularisation, l'Eglise redécouvre sa mission prophétique de messagère de la bonne nouvelle du salut. De sorte que le tranchant du glaive de la parole ne

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 26 septembre 1971. Traduction, sous-titres et notes de la DC. (Cf. infra, page 933, l'allocution d'ouverture du cardinal Wright.

(2) DC 1971, n° 1578, p. 52.

pourra jamais s'émousser (cf. He 4, 12 ; Ap 1, 16 ; 2, 16). Bien loin de demeurer neutre, l'Eglise juge toutes les réalités personnelles et collectives que les hommes vivent et dans lesquelles les chrétiens acceptent de se laisser guider par elle, en demeurant à l'écoute de Celui dont la question reste toujours posée à chacun, de génération en génération : « Et vous, qui dites-vous que je suis ? » (Mt 16, 15.)

La catéchèse ne peut donc ignorer « les questions que rencontre aujourd'hui un croyant légitimement soucieux d'entrer plus avant dans l'intelligence de sa foi. Ces questions, il nous faut les entendre, non pour en suspecter le bien-fondé, ni pour en nier les exigences, mais pour faire droit à leurs justes requêtes, au plan qui est le nôtre : celui de la foi. Cela est vrai des grandes interrogations de l'homme moderne sur ses origines, sur le sens de la vie, sur le bonheur auquel il aspire comme sur le destin de la famille humaine » (Exh. ap. *Quinque jam annos*).

Que la force de la Parole de Dieu soit constamment libérée

Cela veut dire qu'un double mouvement sera toujours nécessaire pour annoncer la Parole de Dieu aux hommes de notre temps « dans son intégrité et dans sa pureté, de telle sorte qu'elle leur soit intelligible et qu'ils y adhèrent de bon cœur » (Message du Concile au monde, 20 oct. 1962. AAS 54 [1962], p. 822) (3). Ce que nous devons transmettre, c'est la Parole de Dieu, et non une parole humaine. Cette Parole nous est présentée par l'Eglise ; le magistère de l'Eglise en garantit l'authenticité, et la vie du peuple de Dieu en manifeste la fécondité ; et nous-même nous en faisons l'expérience personnelle dans la méditation et dans la prière. De même qu'on ne pourrait réduire le message du salut à nos conformismes mondains, de même on ne peut l'identifier avec des formes socio ou historico-culturelles déterminées. La première préoccupation du magistère est que la force de la Parole de Dieu soit constamment libérée de tous les obstacles qui la retiennent, et que son dynamisme pénètre dans la vie de tous les hommes, en leur révélant le mystère de la bonne nouvelle de l'amour qui sauve. En même temps, cette révélation révèle les hommes à eux-mêmes, en donnant à leur existence le sens ultime que bien souvent ils recherchent avec angoisse. « De cette façon, le ministère de la Parole non seulement rappelle la révélation des merveilles divines, accomplie dans le temps et rendue parfaite par le Christ, mais en même temps interprète, à la lumière de cette révélation, la vie humaine de notre époque, les signes des temps et les réalités de ce monde, parce qu'en eux s'accomplit le plan de Dieu pour le salut des hommes. » (*Directoire catéchétique*, 11.) (4)

La catéchèse à l'écoute de l'homme

De même, la découverte du mystère intégral de notre salut dans la foi ne peut se faire que par

le témoignage d'une authentique vie de foi de la part de la communauté ecclésiale. « En effet, la catéchèse parle avec plus d'efficacité de ce qui apparaît réellement dans la vie extérieure de la communauté. Le catéchiste est pour ainsi dire l'interprète de l'Eglise auprès de ceux qui sont catéchisés par lui. Il lit et apprend à lire les signes de la foi, dont le principal est l'Eglise elle-même. » (*Ibid.*, 35.) De plus, il enseigne à discerner les pierres d'attente spirituelles déjà présentes dans la vie des hommes, selon la féconde méthode du dialogue du salut, que nous avons proposée dans notre première encyclique : « Avant de parler, nous écoutons la voix et plus encore le cœur de l'homme... Le climat du dialogue est celui de l'amitié. » (*Ecclesiam suam*, 90.) Ainsi que nous le disions le jour de notre couronnement, « à un examen superficiel, l'homme d'aujourd'hui peut apparaître comme de plus en plus étranger à tout ce qui est d'ordre religieux et spirituel... Mais derrière ce décor grandiose [celui des réussites techniques spectaculaires], il est facile de découvrir les voix profondes de ce monde moderne, travaillé lui aussi par l'Esprit et par la grâce. Il aspire à la justice ; à un progrès..., à une paix... Nous le disons sans hésiter : tout cela est nôtre... Ces voix profondes du monde, nous les écouterons... Nous continuerons à offrir inlassablement à l'humanité d'aujourd'hui... la réponse à ses appels : le Christ et ses insondables richesses. Notre voix sera-t-elle entendue ? » (cf. *l'Osservatore Romano*, 1^{er}-2 juil. 1963.) (5)

Voilà donc pour la catéchèse la tâche qui constamment renaît, constamment se renouvelle : entendre ces problèmes qui montent du cœur de l'homme pour les ramener à leur source cachée : le don de l'amour qui crée et qui sauve, révélé à travers les événements et les paroles de Dieu à son peuple. La méditation priante de la Sainte Ecriture, l'approfondissement fidèle des « merveilles de Dieu » tout au long de l'histoire du salut, la tradition vivante de l'Eglise et l'attention à l'histoire des hommes s'unissent harmonieusement pour aider les hommes à découvrir ce Dieu qui déjà agit dans le secret de leur cœur et de leur intelligence pour les attirer à lui et les combler de son amour qui les invite à entrer en communion avec le Verbe.

C'est ainsi que toute l'histoire de l'homme prend son sens en référence directe à l'histoire du salut qui en fait une histoire sacrée. « Dieu, qui crée (cf. Jn 1, 3) et conserve toutes choses par le Verbe, donne aux hommes dans les choses créées un témoignage incessant sur lui-même (cf. Rm 1, 19-20) ; voulant de plus ouvrir la voie d'un salut supérieur, il se manifesta aussi lui-même, dès l'origine... [ensuite] Il envoya son Fils, le Verbe éternel... pour qu'il leur fasse connaître les secrets de Dieu (cf. Jn 1, 1-18)... Il achève l'œuvre de salut. » (*Constitution Dei Verbum*, 34.) Aujourd'hui comme hier, la catéchèse

(3) DC 1962, n° 1387, col. 1407.

(4) Le texte latin de ce Directoire (*Directorium catechisticum generale*) a été publié en volume par la Libre-

ria editrice vaticana (128 p.). La traduction française sera publiée au mois d'octobre par le Centre national français de l'enseignement religieux, 6, avenue Vavin, Paris-6^e, dans un numéro spécial de la revue *Catéchèse*.

(5) DC 1963, n° 1404, col. 934.

doit donc se mettre à l'écoute de l'homme, sur lequel se reflète la splendeur de Dieu (cf. Gn 1, 26), pour lui révéler la vraie lumière qui l'éclaire (cf. Jn 1, 9), qui donne leur sens ultime à ses requêtes et à ses aspirations vers une plus grande plénitude, vers une vie fraternelle, en travaillant pour la justice et la paix. Et elle lui donne quelque chose d'infiniment plus élevé : « ce que l'œil n'a pas vu, ce que l'oreille n'a pas entendu, ce qui n'est pas monté au cœur de l'homme, tout ce que Dieu a préparé pour ceux qui l'aiment » (1 Co 2, 9). Précisément parce qu'il est transcendant, Dieu est intérieur à l'homme et à ses voies, plus intérieur à l'homme que celui-ci ne l'est à lui-même, selon la si profonde intuition de saint Augustin. Se faisant l'écho de la Parole de Dieu, le catéchiste lui permet « d'accomplir sa course et d'être glorifiée » (2 Th 3, 1) dans le cœur de l'homme, qu'il a éveillé à partir de sa propre vie et de ses pauvres paroles.

**Le peuple de Dieu, dans les douleurs
et les joies de l'enfantement,
écrit les pages nouvelles de son histoire sainte**

Au lendemain d'un Concile qui a voulu purifier son visage, l'Eglise, plus que jamais, se sent appelée à faire transparaître toujours plus clairement en elle la Parole de Dieu. Il lui est nécessaire de se dépouiller de certaines formes contingentes qui l'ont alourdie, pour redevenir toujours plus manifestement le « signe dressé au milieu des nations », comme cela est dans la nature de sa vocation. N'est-ce pas cette jeunesse sans cesse renaissante du peuple de Dieu qui se manifeste dans l'ardeur des néophytes, dans la ferveur des communautés naissantes, dans la recherche féconde de tant de catéchumènes ? Oui, l'Esprit est toujours à l'œuvre dans son Eglise, et nous sommes en admiration devant la force qu'il communique à ceux qui annoncent sa Parole et à ceux qui « écoutent la Parole, l'accueillent et portent du fruit à 30, 60 ou 100 pour 1 » (Mc 4, 20). En eux et par eux se continuent les Actes des Apôtres, et le peuple de Dieu, dans les douleurs et les joies de l'enfantement, écrit les pages nouvelles de son histoire sainte.

Vénérables frères et chers fils, puisse ce Congrès confirmer la collaboration féconde du ministère sacerdotal, de la vie religieuse et de l'apostolat des laïcs pour un renouveau dans l'annonce de la Parole du salut, cette annonce qui constitue la mission essentielle de l'Eglise et en même temps la source constante de la joie qu'elle éprouve à engendrer de nouveaux fils. D'un seul cœur, nous devons tous nous adonner inlassablement à cette tâche fondamentale que le Christ a confiée à son Eglise : porter au monde la Parole qu'il attend, pour le délivrer du péché, pour faire resplendir en lui toutes ses virtualités de fils de Dieu, parce que cette Parole est esprit, lumière et vie.

C'est dans ces sentiments que nous invoquons sur vous l'abondance des grâces divines et que nous vous donnons de tout cœur notre Bénédiction apostolique.

Paul VI a reçu le 27 septembre les participants à la VI^e Assemblée générale de la Commission pontificale « Justice et Paix », dont la période expérimentale de cinq ans (1), arrivant à expiration, sera prorogée de trois ans. Voici l'allocution qu'il leur a adressée en réponse aux paroles de présentation du cardinal Roy, président de la Commission (2) :

CHERS FILS,

C'est avec joie que nous saisissons l'occasion de vous rencontrer que nous fournit votre Assemblée générale, afin de vous renouveler l'expression de notre estime et de notre gratitude pour le travail accompli pendant la période expérimentale de cinq ans qui se termine, et de vous offrir nos encouragements pour la nouvelle période de trois ans qui se présente à vos efforts.

Nous saluons particulièrement le cher cardinal Roy, qui a si généreusement accepté d'ajouter à une charge pastorale déjà bien lourde la présidence de notre Commission « Justice et Paix » et du Conseil des laïcs. Nous saluons ses collaborateurs permanents de la vice-présidence et du Secrétariat, dont le dynamisme, l'ouverture d'esprit et de cœur ont permis l'exécution d'une tâche aussi diverse que vaste, dans une étroite union avec les membres et les consultants de la Commission. Que ces derniers, qui viennent pour la plupart de régions éloignées de Rome, sachent combien nous apprécions leur compétence, leur dévouement à leurs frères, « les pauvres surtout et tous ceux qui souffrent » (*Gaudium et spes*, 1), leur collaboration au Siège apostolique pour « développer, en tenant compte de l'expérience des siècles, les rapports [de l'Eglise] avec le monde » (cf. *Gaudium et spes*, 43 ; *Motu proprio « Catholicam Christi Ecclesiam »*).

Parmi les sujets de son ordre du jour, votre Assemblée générale actuelle a pour tâche primordiale de préparer un rapport sur l'œuvre réalisée, et d'élaborer des recommandations pour l'avenir. Nous attendons avec un vif intérêt de recevoir cette évaluation, dont nous ne doutons pas qu'elle sera positive, malgré les difficultés inhérentes à une activité complexe et délicate, parfois chargée de risques, que demande une approche aussi prudente que courageuse et toujours dans une vision de foi.

La Commission « Justice et Paix », en effet, est un organisme d'Eglise au même titre que les autres dicastères romains, bien que l'on ait fait appel majoritairement à des laïcs pour la composer et qu'elle ait été conçue dans le cadre postconciliaire de l'effort de l'Eglise en vue de son « renouveau intérieur et de l'aggiornamento de ses propres structures » (*Motu proprio « Catholicam Christi Ecclesiam »*).

(1) Cf. *Motu proprio Catholicam Christi Ecclesiam* instituant la Commission (DC 1967, n° 1487, col. 196).

(2) Texte français publié dans l'*Osservatore Romano* des 27-28 septembre 1971.

Comment enracer l'action de la Commission dans les mêmes préoccupations doctrinales, pastorales et apostoliques que les autres dicastères ? Comment assurer cette collaboration confiante et communautaire avec les autres organes du gouvernement central de l'Eglise, spécialement avec le Conseil des laïcs dont la mission a de si fortes affinités avec la sienne ? Comment répondre à sa mission statutaire de documenter et d'inspirer ceux qui portent d'une certaine manière la charge de l'ensemble des Eglises, dans les questions de son domaine propre et notamment le développement, la justice et la paix ? Comment, d'autre part, exercer son mandat « d'éveiller le Peuple de Dieu à une pleine intelligence de son rôle à l'heure actuelle » (*Motu proprio* « *Catholicam Christi Ecclesiam* ») vis-à-vis de ces mêmes problèmes d'ordre technique et temporel ? Comment lancer, structurer et animer à travers le monde catholique les diverses Commissions nationales, dont nous sommes heureux de saluer ici quelques représentants ? Celles-ci ne sont-elles pas le canal le plus obvie pour l'accomplissement de la tâche de la Commission auprès du Peuple de Dieu et, par conséquent, n'ont-elles pas droit à une place prépondérante dans sa constante préoccupation d'éduquer les consciences ? Dans quelle mesure, en vue d'une étude plus large et plus complète des questions de sa compétence — et dans un souci de témoigner d'une volonté commune de servir l'homme — établir des rapports de concertation avec nos Frères séparés et, éventuellement, avec les non-chrétiens ?

Ce sont là quelques-unes des questions majeures qui sont posées à votre discernement éclairé par l'Evangile. La réflexion que nous faisons dans notre Lettre apostolique *Octogesima Adveniens*, adressée à votre président, à savoir que « jamais, à aucune autre époque, l'appel à l'imagination sociale n'a été aussi explicite » (*Octogesima Adveniens*, 19), ne s'adresse-t-elle pas précisément et particulièrement à vous, membres et consultants de la Commission « Justice et Paix » ?

Le problème est d'envergure, mais, pour avoir suivi au cours de ces cinq années vos recherches et vos démarches, nous avons confiance en votre foi éclairée, votre charité engagée et votre dynamisme pour trouver la juste voie de la Commission pour la période qui vient. Est-il besoin d'ajouter que cette voie demeure originale au regard de tant d'initiatives analogues d'autres institutions de notre temps, par le souci constant et dominant qui doit vous animer d'apporter, au-delà de la réussite temporelle du monde, un salut ? Car si l'Eglise partage son Histoire avec l'humanité, elle est l'Eglise de Jésus-Christ et, à ce titre, « comme le ferment et pour ainsi dire l'âme de la société humaine » (*Gaudium et spes*, 40) pour l'amener à son terme : la rencontre avec le Christ, son Sauveur et donc unique libérateur authentique : « Il n'est sous le ciel aucun autre nom parmi ceux qui ont été donnés aux hommes qui doive nous sauver. » (Ac. 4, 12.)

En vous soulignant cette confiance en votre ardent désir de témoigner, dans l'Eglise et devant le monde, l'amour des chrétiens pour tous leurs frères humains — et particulièrement les plus faibles et les plus nécessiteux, — nous vous assurons de notre prière pour l'heureuse réussite de vos travaux. A tous et à chacun, à vos familles, aux membres des Commissions nationales à travers les continents, nous donnons de grand cœur notre paternelle et affectueuse Bénédiction apostolique.

A l'occasion du cinquantième de la fondation de la Légion de Marie, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé, au nom du Saint-Père, la lettre suivante à M. Cummins, président du Conseil international de la Légion (1) :

Le Vatican, 31 août 1971.

CHER MONSIEUR CUMMINS,

Cinquante années se sont écoulées depuis les humbles mais providentiels débuts, à Dublin, de ce qui devait devenir une pacifique « Légion » répandue dans le monde entier, continuant, sous la bannière de Marie, l'œuvre de rédemption du Seigneur.

Tout au long de ces années, les successeurs de saint Pierre n'ont pas épargné les paroles d'encouragement à ce mouvement. Mais la présente occasion mérite certainement une nouvelle preuve de l'estime dont jouit la Légion de Marie. C'est donc avec joie que je m'acquiesce de l'agréable devoir de vous assurer que le Saint-Père s'unit à vous dans la prière d'action de grâce qui doit marquer votre commémoration lorsque, ne faisant qu'un cœur et qu'une âme, vous renouvellerez votre consécration au service de l'Eglise.

On ne peut manquer de souligner la présence parmi vous de pionniers qui, dès les premiers jours, ont assumé des tâches de direction, et de rendre grâce d'une façon spéciale avec eux des grandes choses que Dieu a accomplies par leur service humble et généreux. La pensée se porte tout naturellement vers votre fondateur, Frank Duff, ainsi que vers les nombreux directeurs spirituels et dirigeants laïcs qui se sont dépensés dans l'apostolat de la Légion. Marie, Mère de l'Eglise et Reine des apôtres, fera certainement preuve à leur égard d'une générosité sans égal.

Il serait trop long de rappeler ici, ne serait-ce qu'à grands traits, les très nombreuses activités qui furent celles de la Légion au cours de ce demi-siècle. Dans tous les continents, les pasteurs de l'Eglise attesteront les fruits de sainteté, de témoignage allant jusqu'à l'héroïsme, et de fervent apostolat portés par ce grand arbre qui, comme dans la parabole de l'Evangile, est né d'un petit grain de sénévé.

Sans cesse, avec une audace créative et une activité disciplinée, la Légion s'est lancée dans des entreprises nouvelles et difficiles qui ont rendu possible, même aux fidèles les plus simples, une foi inébranlable dans l'aide infaillible de Marie. De plus, ne vous contentant pas du travail apostolique ardu des légionnaires, vous avez voulu faire appel, en dehors de votre mouvement, à d'autres ouvriers pour travailler dans la vigne du Seigneur, avec le Mouvement des Patriens par exemple. Vous avez aussi recruté, par priorité, une autre « armée » composée de ceux qui soutiennent votre apostolat de leurs constantes prières.

La prière et la formation spirituelle sont, en effet, le ressort de votre action et le secret de sa fécondité. C'est surtout par là que la Légion, pour reprendre les termes de Vatican II, a suivi « l'exemple parfait de vie spirituelle et apostolique » donné par « la bienheu-

(1) Traduction de la DC d'après le texte anglais publié dans *l'Osservatore Romano* des 6-7 septembre 1971.

En France, la Légion de Marie, dont le siège est 43, rue Boileau, Paris-16^e, a célébré le cinquantième le 25 septembre, en l'église Notre-Dame d'Auteuil.

Voici l'allocution que Paul VI a prononcée le dimanche 26 septembre, avant la récitation de l'Angelus :

Aujourd'hui, nous vous invitons tous, frères et fils très chers, à prier pour l'Eglise. Vous avez remarqué que c'était l'intention qui était proposée aux messes de ce dimanche, dans la prière des fidèles. Nous devons prier pour l'Eglise parce que cette semaine s'ouvre le Synode épiscopal, dont vous avez certainement entendu parler. C'est une heure importante pour l'Eglise. Par les membres qualifiés qui composent le Synode, elle est représentée tout entière dans son unité et son universalité. Ainsi réunie, elle étudiera des questions graves qui concernent sa mission dans le monde et qui la concernent elle-même intimement.

Associez-vous à notre amour et à notre prière pour l'Eglise. On prie pour ceux que l'on aime. Nous devons tous prier avec amour pour notre sainte Eglise de Dieu.

Aujourd'hui, un peu tout le monde regarde vers l'Eglise, mais pas toujours avec amour. Il en est qui la regardent avec la vieille hostilité anticléricale, ou avec un préjugé de méfiance, ou bien pour la critiquer ou remplacer sa réalité concrète et humaine par une image arbitraire à leur goût, mais pas pour l'aimer.

Nous devons aimer l'Eglise pour la désirer telle que le Christ l'a voulue et instituée, ayant toujours besoin de se purifier et de se sanctifier, mais destinée finalement à être digne de lui, immaculée et glorieuse (cf. Ep 5, 25-27). Nous ne nous tromperons jamais si c'est notre amour qui nous porte à idéaliser l'Eglise du Christ. Nous devons l'aimer même dans ses déficiences et ses besoins. Ne sommes-nous pas impliqués dans sa condition présente en tant que membres de ce corps humain et mystique ? L'Eglise ne serait-elle pas plus digne et plus vivante si tous nous l'aimions davantage ?

Nous devons l'aimer plus que jamais aujourd'hui où aux adversités qu'elle rencontre dans le monde s'ajoutent les contestations internes qui sont de mode et de nombreuses défections, d'autant plus douloureuses qu'elles sont plus proches de son cœur.

Nous devons aimer l'Eglise comme le Christ l'a aimée en donnant sa vie pour elle, comme Marie l'a aimée la première, dans son Fils, puis dans la communauté naissante.

Nous la prions donc avec amour pour l'Eglise catholique.

(Traduction de la DC d'après le texte italien publié par l'OR des 27-28 septembre 1971.)

COLLECTION A CEDER DE LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

P. Bibliothécaire, Villa saint-Anne, 23, rue Edouard-Guiné, 49-Angers : tome 1 (1919) à 28 (1932).

ERRATUM

Dans l'exhortation apostolique *Evangelica testificatio* sur la vie religieuse, publiée dans notre numéro du 18 juillet 1971, un membre de phrase manque dans la traduction diffusée par la Polyglotte vaticane. A la fin du numéro 41 (p. 659, première colonne, avant-dernière ligne), il faut lire (nous indiquons en italique les mots qui manquent) : « [...] marquées généreusement par la mortification du vieil homme, la discipline nécessaire pour former l'homme nouveau, et la fécondité du sacrifice de la croix. »

reuse Vierge Marie, Reine des Apôtres » qui, « tandis qu'elle menait sur terre une vie semblable à celle de tous, remplie par les soins et les labeurs familiaux, demeurait toujours intimement unie à son Fils et coopérait à l'œuvre du Sauveur » (*Apostolicam actuositatem*, 4). La Légion a pareillement pris à cœur ces paroles du Concile : « La Vierge a été par sa vie le modèle de cet amour maternel dont doivent être animés tous ceux qui, associés à la mission apostolique de l'Eglise, travaillent à la régénération des hommes. » (*Lumen gentium*, 65.)

La Légion de Marie est certainement l'un des mouvements qui ont grandement contribué à développer, parmi les laïcs, le sens de leur responsabilité à l'égard de la mission de l'Eglise pour le salut du monde. L'expérience acquise au cours des quarante premières années de votre apostolat s'est trouvée reflétée, avec celle d'autres mouvements, dans les orientations solennellement proclamées par le Concile, en particulier dans les normes qu'il a données pour les formes d'apostolat des laïcs qui, en tant qu'« Action catholique », sont étroitement intégrées dans la mission pastorale de l'Eglise.

En ce temps postconciliaire de renouveau, qui est aussi un temps de bouleversements, c'est avec beaucoup de joie que le Saint-Père constate et loue la fidélité des membres de la Légion de Marie aux pasteurs que Dieu a donnés à son Eglise, et surtout leur fidélité au Saint-Siège.

En ce temps postconciliaire, et à la lumière des enseignements du Concile, vous aurez de plus, avec les autres mouvements de laïcs, à étudier attentivement comment votre activité pourra se poursuivre d'une façon fructueuse, comment devront s'opérer votre renouveau et, là où ce serait nécessaire, les réajustements qui peuvent être appelés par les nouveaux besoins et les possibilités toujours plus grandes. La Légion a toujours eu la sagesse de se refuser au changement pour le changement. Mais vous saurez comment intégrer toujours plus pleinement dans la pensée et dans l'effort de l'ensemble du mouvement l'expérience riche et variée des légionnaires du monde entier, en joignant à l'unité d'esprit et de méthode essentielle un profond respect pour les richesses des diverses cultures.

En révisant ainsi les activités de votre mouvement mondial, il n'est pas douteux que vous vous référerez au Document d'orientation concernant les critères de définition des Organisations internationales catholiques, récemment publié par le Conseil des laïcs (2), lequel est à votre service pour vous aider dans votre tâche.

Le Saint-Père appelle sur la Légion, par l'intercession de Marie, la grâce du Saint-Esprit, et de tout cœur il donne à vous-même, à tous les légionnaires et à tous ceux qui sont associés avec vous dans votre apostolat, sa Bénédiction apostolique spéciale.

Avec l'assurance de ma prière et de mes vœux personnels, veuillez croire à mes sentiments dévoués dans le Christ.

Cardinal J. VILLOT.

(2) Cf. DC 1971, n° 1593. p. 808 (NDLR).

— *Les Sacraments ont-ils un avenir ?*, par HENRI DENIS (coll. « *Lex orandi* », n° 52). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm. Prix : 12,90 F. Editions du Cerf.

L'auteur, pour répondre à la question, montre le sens, le rôle et la nécessité des sacrements dans la vie du chrétien et dans l'Eglise même. Bien mieux, c'est l'homme même qui est en cause étant donné la dimension sacramentelle de sa vie, et la liturgie ne fait que puiser dans ce mystère pour y trouver les signes de notre communication avec Dieu.

JUSTICE DANS LE MONDE

APPEL DE PAUL VI POUR LES RÉFUGIÉS PAKISTANAIS

Le dimanche 3 octobre, avant la récitation de l'Angelus, Paul VI a lancé l'appel suivant en faveur des 8 millions de réfugiés du Pakistan oriental, et en particulier de leurs 800 000 enfants (1) :

Il nous faut encore une fois vous parler des souffrances d'autrui, confiant dans votre compréhension et votre générosité. Notre ministère nous oblige à nous faire l'interprète de besoins immenses qui ne peuvent laisser en paix la conscience de ceux à qui en arrive l'écho ; et c'est un écho de lamentation, un cri de supplication.

Cette voix est celle des réfugiés. Réfugiés et population du Pakistan oriental : ce sont des millions d'êtres humains qui se trouvent dans des conditions d'extrême nécessité. Malheurs sur malheurs se sont abattus sur ces gens déjà très pauvres. Les informations ne manquent pas et elles nous donnent des chiffres effroyables ; et elles nous montrent la disproportion déconcertante entre l'énormité des besoins et la mesure inadaptée des secours. Il faut réveiller le sens de l'humanité dans le monde, pour sauver la vie d'innombrables êtres humains qui sont aux portes de la mort. Les institutions publiques et privées — les nôtres aussi — sont à l'œuvre ; mais comment peuvent-elles empêcher les conséquences de calamités qui dépassent de beaucoup leurs moyens ? Il ne semble pas exagéré d'attendre du monde qu'il prenne pitié et envoie les secours indispensables : vivres, vêtements, produits pharmaceutiques, argent.

On a le vertige en pensant qu'il y a aussi d'autres pays de la terre, proches et lointains, qui se trouvent dans des conditions analogues, même si elles ne sont pas aussi graves que celles qui ont été signalées.

Nous lançons cet appel douloureux, tout en espérant et en priant.

(1) Traduction française publiée par le Bureau de presse du Saint-Siège.

Ce texte et celui qui suit ont été publiés en italien dans l'*Osservatore Romano* des 4-5 octobre 1971.

Nous proposons que dimanche prochain 10 octobre les fils de l'Eglise catholique, mais aussi les frères chrétiens et croyants de toutes confessions, se rassemblent dans un immense mouvement d'imploration au Seigneur par la prière et par le jeûne.

Par la prière parce que la paix et le retour des familles dans leurs provinces natales sont des problèmes que les seuls moyens humains ne pourront résoudre convenablement (« si le Seigneur ne bâtit la maison, en vain travaillent les ouvriers »).

Par le jeûne parce que le jeûne plaît au Seigneur. Il nous fait comprendre la faim. Un jeûne de partage : on se prive pour donner ou, simplement, on se prive de quelque chose à quoi on aurait droit pour participer, personnellement, aux souffrances de ces populations éprouvées.

800 000 enfants sont, dit-on, dans les camps, épuisés par un long trajet, souffrant de malnutrition. C'est pour eux, en priorité, que cet appel est lancé.

Nous pensons être ainsi l'interprète de tant de préoccupations dont nous recevons sans cesse l'écho.

Que la Vierge Marie, qui, elle aussi, a connu avec son Fils la douloureuse condition de réfugié, ouvre le cœur des hommes à toutes ces détresses. Nous lui confions dès maintenant cette intention.

Le Bureau de presse du Saint-Siège, en diffusant l'appel du Saint-Père, l'accompagnait de ce commentaire :

Le Pape lance un appel pour les enfants des camps de réfugiés pakistanais et pour toutes les victimes des événements qui affectent cette région du monde.

Il propose une journée mondiale de prières et de jeûne.

1. De quoi s'agit-il ?

En six mois, plus de huit millions d'hommes, de femmes et d'enfants ayant tout perdu se sont réfugiés dans des provinces pauvres et déjà surpeuplées. Un exode de si vastes dimensions, cela ne s'était jamais vu depuis très longtemps. Les huit millions de Pakistanais réfugiés aux Indes posent un cas de conscience à toute l'humanité.

2. En priorité, les enfants

Pour cet exode, il n'y a eu ni convois ni trains. Tout s'est effectué à pied à travers la jungle et les marécages. Ce sont les enfants qui ont le plus souffert de ce transport, puis de la précarité des camps. Tous les organismes internationaux s'alarment pour ces 800 000 enfants en péril. C'est pour eux, en priorité, que le Pape lance son appel.

3. Des chiffres

La moyenne des passages quotidiens à la frontière a varié. Certains jours du mois de mai, elle a atteint son maximum avec 100 000 personnes par jour. Fin septembre, on comptait 30 000 arrivées quotidiennes.

Ces réfugiés se répartissent ainsi :

- Dans les camps de transit-triage : 360 000.
- Dans les camps fixes : plus de 6 millions.
- Les autres réfugiés se sont infiltrés dans les villages.

4. Les besoins

Les autorités locales ont réalisé un travail considérable pour l'organisation des camps et le service médical. Les stocks de vivres sont suffisants pour l'instant.

Mais après la mousson, l'arrivée de l'hiver va provoquer d'immenses besoins de logements, de couvertures, de vêtements.

5. Les secours

Avec l'accord des autorités locales, les Nations Unies, les grandes organisations internationales ont apporté déjà des concours précieux auxquels se sont joints les organismes privés.

Une récente réunion organisée par le Conseil pontifical « Cor Unum » a mis en lumière le travail méthodique ainsi entrepris et envisagé le développement des efforts.

6. Les problèmes insolubles

Les experts estiment que certains problèmes ont une solution en vue. On connaît le tonnage de riz nécessaire. On sait les catégories de médicaments à utiliser.

Mais il reste des problèmes qui sont « humains insolubles ». Qui obtiendra la fin de cet exode ? Qui réussira à ramener la paix ? Déjà les évêques ont ordonné des journées de prières et de jeûne. Car il y a des problèmes devant lesquels les techniques humaines restent insuffisantes.

7. Le dimanche 10 octobre

A l'appel du Pape, le dimanche 10 octobre sera spécialement consacré aux enfants de ces camps de réfugiés.

Journée de prières pour les chrétiens et les hommes de bonne volonté.

Journée de jeûne : que chacun éprouve la faim. Jeûne de partage : le produit de ce jeûne étant remis par chacun à l'œuvre de son choix pour les réfugiés.

Cet appel à l'action charitable devant une situation injuste n'atténuera en rien le rappel, par le Synode, du principe de la justice. Saint Paul a su entraîner l'Eglise naissante au secours de la famine de Jérusalem, sans rien abdiquer de sa prédication véhémentement.

LE DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL DE L'HOMME

I. — LETTRE PONTIFICALE AU I^{er} CONGRES CATHOLIQUE INTERAMERICAIN

Le 22 août, s'est ouvert, à Caracas, le premier Congrès catholique interaméricain (Américain latine), sur le thème : « Le développement intégral de l'homme ». Au nom du Saint-Père, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé la lettre suivante au cardinal Quintero, archevêque de Caracas (1) :

MONSIEUR LE CARDINAL,

Je suis heureux de m'adresser à Votre Eminence pour transmettre par votre intermédiaire aux participants au « premier Congrès interaméricain pour le développement intégral de l'homme », qui se tiendra à Caracas, le salut paternel et les paroles d'encouragement de Sa Sainteté, avec les espoirs qu'elle met dans les fruits de cette réunion du laïcat catholique latino-américain, qui, sous les auspices de la hiérarchie, se propose d'étudier un thème si important actuellement pour la société.

Le thème du Congrès montre que dans ce continent, toujours plus nombreuses sont les personnes qui, prenant vivement conscience de ses problèmes, s'efforcent d'orienter son développement dans le sens de cette promotion intégrale de chaque homme et de l'homme tout entier qui caractérise essentiellement le vrai développement (*Populorum progressio*, 14). Dans cette perspective, l'Eglise s'est toujours efforcée d'inculquer une estime constante pour la promotion de toutes les valeurs humaines authentiques. Celles-ci ne se réduisent pas à un simple désir de posséder ou de satisfaire certaines aspirations légitimes mais limitées ; elles conduisent l'homme à une profonde réflexion pour augmenter les possibilités de son être et de sa condition : « L'Eglise, qui a reçu la mission de manifester le mystère de Dieu, de ce Dieu qui est la fin ultime de l'homme, révèle en même temps à l'homme le sens de sa propre existence, c'est-à-dire sa vérité essentielle ». (*Gaudium et spes*, 41.)

Pour un chrétien, le vrai humanisme, dans ce qu'il a de plus profond, commence là où généralement s'arrêtent les aspirations de beaucoup d'hommes. Il doit leur apporter l'assurance et leur faire prendre conscience qu'ils sont rachetés, libérés par le Christ. Il doit leur donner l'espérance d'être destinés à la résurrection. Toutes ces réalités, que le chrétien vit constamment dans les sacrements de l'Eglise, lui ouvrent un vaste domaine où il peut collaborer aux tâches temporelles. Il répondra par là à son authentique vocation chrétienne de servir et d'aider l'homme.

Dans sa participation solidaire aux inquiétudes et aux espérances de l'homme d'aujourd'hui, le chrétien doit apporter son témoignage évangélique. Il répondra à l'authentique soif de libération par une vie vraiment

(1) Texte espagnol dans l'*Osservatore Romano* des 23-24 août 1971. Traduction de la DC.

chrétienne qui reflète clairement sa propre libération intérieure des chaînes du péché et de toute velléité de dominer et exploiter son prochain. Son attitude s'inspirera des exigences du message du Christ qui, plus que jamais, « parle au cœur des hommes pour leur ouvrir les chemins de liberté » (Discours du Pape Paul VI pour le cinquantenaire de *Pax Romana*, 21 juillet 1971) (2).

Des rencontres comme celle-ci peuvent offrir une magnifique occasion d'étudier profondément les moyens à adopter et de s'engager sérieusement au service de la transformation de l'homme et de la société latino-américaine, dont l'enracinement dans la religion catholique exige des critères et des réalités provenant des réserves de sa foi. Dans cette tâche, l'union s'impose toujours davantage, comme méthode d'engagement collectif et comme garantie d'efficacité et de succès. Le Saint-Père qui, dans sa récente lettre apostolique *Octogesima adveniens*, ■ invité les chrétiens à prendre leurs propres responsabilités pour transformer la société, indique aussi le chemin que doivent suivre les diverses communautés chrétiennes, auxquelles il revient « de discerner, avec l'aide de l'Esprit-Saint, en communion avec les évêques responsables, en dialogue avec les autres frères chrétiens et tous les hommes de bonne volonté, les options et les engagements qu'il convient de prendre pour opérer les transformations sociales, politiques et économiques qui s'avèrent nécessaires avec urgence dans bien des cas... Les chrétiens devront renouveler leur confiance dans la force et l'originalité des exigences évangéliques... L'inspiration de l'Evangile, enrichie par l'expérience vivante de la tradition chrétienne au long des siècles, reste toujours neuve pour la conversion des hommes et le progrès de la vie en société... » (*Octogesima adveniens*, 4) (3).

Sa Sainteté espère avec confiance qu'un travail uni, basé sur la charité mutuelle, dans un authentique esprit d'Eglise, permettra à la hiérarchie, aux prêtres, aux religieux et aux membres des mouvements catholiques des pays latino-américains, d'arriver toujours plus efficacement à des réalisations pratiques dans le domaine de la promotion intégrale de l'homme et de la société où ils vivent, homme et société que ce Congrès veut servir. En même temps que ces vœux, le Vicaire du Christ est heureux de donner de tout cœur aux organisateurs du Congrès et à ses participants, en gage des grâces de Dieu, une spéciale bénédiction apostolique.

Je désire également ajouter mes meilleurs vœux personnels pour le bon succès de ce Congrès et je vous assure, monsieur le Cardinal, de ma profonde considération, ainsi que de ma sincère estime dans le Christ.

Au Vatican, le 12 août 1971.

J. card. VILLOT.

(2) DC 1971, n° 1593, p. 807. (NDLR.)

(3) DC 1971, n° 1587, p. 503. (NDLR.)

— *L'Insondable Richesse du Christ*. Etude des thèmes de l'Épître aux Ephésiciens, par R. BAULES (coll. « *Lectio divina* », n° 66). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm de 176 pages. Prix : 18 F. Les Editions du Cerf, Paris.

— *Introduction à saint Jean de la Croix : l'éveil de l'aurore*, par L. GILLET. — Un vol. 13 × 18 cm de 256 pages. Prix : 15 F. Maison Mame, Paris-Tours.

II. — CONFERENCE DE M. HENRI ROLLET

M. Henri Rollet, président de la Fédération internationale des hommes catholiques, a prononcé l'allocution suivante, à Caracas, lors de la cérémonie d'ouverture du premier Congrès catholique interaméricain pour le développement intégral de l'homme (22-28 août 1971) (*) :

Voulez-vous me permettre aussi, en ma qualité de président international, d'apporter une modeste contribution à vos travaux sous la forme de quelques réflexions que me suggère l'emploi de l'adjectif « intégral » qui donne à notre Congrès son caractère spécifique et, laissez-moi le dire, sa noblesse.

Vous vous êtes absolument refusés à mutiler la personne humaine, à ne considérer que sa promotion économique, si essentielle soit-elle, ou la reconnaissance de sa dignité qu'exige la justice sociale, ou encore sa promotion culturelle qui permettra à d'innombrables enfants de ce continent d'éduquer et de faire servir les dons ignorés dont ils sont porteurs. Le mot intégral exprime que vous situez sur le même plan la progression morale et spirituelle, sans laquelle les autres progrès se retourneront en fin de compte contre un homme incapable de les maîtriser.

Le monde moderne, en effet, se caractérise par une disproportion grandissante entre l'accroissement prodigieux des moyens dont il dispose et la rareté des fins que ces moyens permettent d'atteindre. Dans tous les domaines, la science et les techniques, ses filles, progressent à pas de géant. De cela, l'homme ressent une immense autosatisfaction. Et s'en attribuant tout le mérite, il fait de ce pouvoir grandissant l'usage qui lui semble convenir et qui aboutit souvent aux pires désordres, à l'exploitation des pauvres, à l'oppression des faibles, au délaissement des diminués et au contraste scandaleux d'une extrême richesse et d'une misère affreuse.

La création continuée

En restituant à l'homme sa dimension spirituelle, sa relation avec Dieu, tout naturellement vous êtes amenés à considérer le progrès scientifique et technique pour ce qu'il est, la découverte émerveillée des dons du Créateur, de leurs propriétés, de leurs harmonies. Et le développement intégral revêt toute sa signification : une obligation imprescriptible en conscience puisqu'il est l'entrée en possession de ces dons par nous, qui sommes à la fois créatures et cocréateurs du monde continué, appelés à le découvrir dans son infinie richesse, pour nous le soumettre, le faire servir, le transmettre à nos descendants et l'offrir à Dieu dans l'exercice de

(*) Texte français original (ce texte a été lu en espagnol devant le Congrès). Les sous-titres sont de notre rédaction.

notre sacerdoce de laïcs. C'est dire de quelle valeur religieuse se charge tout acte de développement, quand il est effectué dans cette perspective intégrale, puisqu'il est accomplissement du vouloir de Dieu, du premier commandement que nous apporte la Genèse.

Considérer ainsi la création continuée, c'est accepter de la poursuivre selon le dessein providentiel, cette exigence que le Créateur a imprimée au plus profond de notre conscience comme dans chaque vie de la nature : la loi naturelle. Si vous me permettez une comparaison un peu familière, je dirai que l'univers me fait penser à certains jouets compliqués : le fabricant les vend avec une règle, « règle du jeu » sans laquelle les pièces de l'ensemble sont inutilisables. L'homme moderne se soucie peu de la règle du jeu. Mais à l'ignorer ou à la violer, il retarde et dévie le développement, il gaspille et dilapide les biens produits, il pollue la mer, épuise les terres et dépeuple les troupeaux, il arrache aux faibles les richesses de leur sous-sol et refuse les investissements qui construisent l'avenir. En refusant la participation de tous aux richesses communes, il fait que des dizaines de millions d'enfants, dont certains ont presque sûrement du génie, dépérissent et mendent, faute de recevoir l'éducation « intégrale » que le Seigneur réclame pour l'épanouissement de leurs dons.

Car le développement est le moyen que le Créateur a voulu pour la promotion intégrale de tous ses fils. Cette promotion, elle a un nom : c'est la Création continuée. Elle est confiée aux hommes ; à quelle fin ? La montée de la communauté humaine par l'épanouissement intégral de chacun au service de tous. C'est ce qu'exprime la formule de Paul VI : « Tous les hommes et tout l'homme (1). » La construction du monde, selon le dessein providentiel, fait penser à un immense orchestre où chacun, même le plus faible ou le moins doué, se voit attribuer une partition qu'il est appelé à exécuter au bénéfice de l'ensemble. Cette vue grandiose est actuellement contrariée gravement. D'abord et surtout parce que l'immense majorité des appelés à l'orchestre n'est pas mise en mesure de tenir sa partie. Ensuite, parce que beaucoup de ceux qui la tiennent, le font à l'encontre des directives du chef d'orchestre. Il en résulte une insuffisance du développement due à l'immense défaillance de tous ceux dont les dons ne peuvent servir ou sont mal utilisés. Quand on considère cette gigantesque déperdition de force, on est en droit de se demander si le progrès dont nous sommes orgueilleux n'apparaît pas, au contraire, au regard de Dieu, comme un retard considérable par rapport aux possibilités de développement offertes aux hommes.

Les inégalités s'opposent au développement et appauvrissent le monde

Développer, disons-nous, c'est construire la communauté humaine en lui donnant, accru de génération en génération, son bien commun. Ces mots traditionnels passent aux yeux de beau-

coup pour un vœu pieux. N'en déplaise aux contempteurs, je leur trouve pour ma part une valeur révolutionnaire, tant ils nous orientent à l'encontre de ce que nous vivons. Une partie élevée du revenu mondial sert à construire des armes de mort : bombes à hydrogène ou atomiques, avions de combat, sous-marins à énergie nucléaire, armes classiques de toutes espèces. Cette panoplie d'instruments de destruction constitue-t-elle un bien ? Vous savez peut-être qu'un chrétien de France a demandé le prix de deux bombardiers pour venir à bout de la lèpre. Et quand nous pensons que la grande majorité des habitants du globe ne mange pas à sa faim, faut-il se demander si les biens dont nous disposons sont communs ?

Mais si les inégalités flagrantes du monde sont souverainement injustes dans l'ordre moral et spirituel, il faut dire aussi qu'elles s'opposent au développement, ne serait-ce que du point de vue économique — alors qu'on le donne parfois pour leur justification. Et il ne peut en être autrement puisqu'elles contredisent le dessein providentiel. Songez à l'immense apathie de tous ceux qui œuvrent sans joie, sans espérance, sans initiative, à la sourde révolte qui gronde dans le cœur des jeunes et des moins jeunes, aux combats des partisans, aux hommes et aux forces qu'il faut consacrer à la défense des régimes, à la peur qui mine tant de dirigeants, à l'évasion de capitaux qu'elle leur inspire et vous conviendrez que ces immenses facteurs qui suspendent le progrès appauvrissent un globe de plus en plus peuplé et dont les exigences croissent à mesure que ses habitants prennent conscience de leur misère. Ce ralentissement du développement s'aggraverait encore si les peuples ne s'engagent pas hardiment pour réaliser de véritables communautés nationales qui constitueront un jour la communauté continentale latino-américaine. A défaut de s'y attacher avec courage, d'affreuses guerres civiles les y obligeront, mais à quel prix ? On ne peut violer indéfiniment la loi de Dieu !

Les richesses incalculables de la création

Développer, nous l'avons dit, c'est entrer en possession des biens que le Créateur nous destine. Ces biens, ils existent, ils attendent inutilisés que nous les reconnaissons comme tels. Que dis-je ? Ils nous appellent, immense trésor fait pour servir. Jean XXIII eut un jour ce mot d'une confiance très sainte : « Que l'on s'emploie à obtenir de la terre les ressources incalculables encore cachées qu'elle peut offrir au profit de tous (2). »

En effet, Dieu est père et il serait impensable qu'en créant le cosmos il n'eût point pourvu aux besoins de ceux qu'il appellerait à y vivre, ses fils. A nous, il est demandé seulement de coopérer à l'œuvre créatrice et d'en prendre possession.

Sûrs de l'amour divin, c'est dans l'enthousiasme qu'il nous faut aborder les richesses « incalculables » de la Création. Et pour pressentir l'existence de tant de substances encore incon-

(1) *Populorum Progressio*.

(2) Allocution consistoriale, 14 décembre 1959.

nues, de leurs propriétés, de leurs harmonies, pour les appréhender, les transformer et les faire servir, il nous faut de l'imagination, cette grande vertu qui fait « les hommes de l'avenir ».

Sans doute le développement intégral appelle-t-il la justice dans la répartition, et notre temps, sa jeunesse surtout, est très exigeant sur ce point. Mais cette perspective ne doit pas nous faire perdre de vue la grande voie de la recherche. On ne répartit pas la misère. C'est pourquoi je vous suggère de ne pas achever ce premier Congrès latino-américain sur le développement intégral de l'homme sans lancer un pressant et solennel appel aux savants, aux techniciens et aux économistes pour qu'ils intensifient leurs recherches et en accélèrent le mouvement. C'est entre leurs mains que Dieu met les clefs du

proche avenir. A eux d'abord sont confiés les trésors inconnus du monde moderne et la définition des règles nouvelles qui devront régir les échanges, vers eux s'élève l'espérance des pauvres. Il leur appartient au premier chef de faire se rejoindre le plan divin et l'appel des hommes souffrants. Disons-le-leur.

J'ai voulu placer ces quelques remarques sur le plan de la loi naturelle parce que c'est un langage que tous les hommes de bonne foi entendent. Mais en terminant, c'est vers le Christ que je fais monter ma prière pour lui demander d'éclairer tous les hommes concernés. Qu'il leur fasse comprendre que le développement intégral auquel ils sont appelés ce n'est pas autre chose, en dernière analyse, que la manifestation, à la mesure du siècle, de son inlassable amour.

LA CRISE MONÉTAIRE INTERNATIONALE

Un risque grave pour le tiers-monde

Note de la Commission française « Justice et Paix » (1)

La Commission française « Justice et Paix », lors de sa dernière réunion, a étudié les conséquences de la crise monétaire sur le tiers-monde. Elle propose les points de réflexion suivants :

Le 15 août 1971, pour redresser la situation intérieure, le président Nixon lance une nouvelle politique économique ; de façon unilatérale et sans consultation préalable, il prend des décisions qui provoquent le désarroi et fait éclater une crise monétaire internationale, latente depuis des années.

Rappelons brièvement les décisions qui touchent l'économie mondiale :

— La convertibilité du dollar en or est suspendue ;

— Une surtaxe temporaire de 10 % est établie sur les importations industrielles ;

— L'aide américaine à l'extérieur est diminuée de 10 %.

En même temps, les Etats-Unis font pression sur les autres pays industriels pour que ceux-ci réévaluent leurs monnaies, afin d'aider le dollar à sortir de sa crise et l'économie américaine à reprendre sa croissance.

Devant de telles mesures — qui peuvent avoir de graves conséquences sur la production et l'emploi — chaque nation industrielle réagit au mieux de ses intérêts. On assiste à un regain exacerbé de nationalisme économique. Les solidarités en voie de se faire en Europe résistent mal à cette secousse.

Au milieu de ces remous entre puissants, qui songe aux conséquences pour les pays en voie

de développement ? Qui prend en charge leurs points de vue ? Ils sont les grands oubliés, ceux dont la voix est sans poids, au sein des grandes organisations monétaires internationales.

**

Pourtant, les retombées prévisibles de la crise monétaire peuvent être lourdes pour les pays en voie de développement :

Du point de vue économique :

— La crise monétaire va engendrer une concurrence plus âpre sur les divers marchés ; chacun cherchera d'abord à écouler ses propres produits, refoulant aux frontières les produits étrangers. Ceux du tiers-monde risquent d'être les premiers atteints.

— Pour se protéger, les pays de la Communauté économique européenne, qui venaient de s'engager, par la Convention de Bruxelles, à accorder des préférences aux importations des produits manufacturés venant du tiers-monde, seront tentés de suspendre cette disposition.

— La taxe américaine de 10 % sur les importations industrielles touche durement les exportations des produits manufacturés du tiers-monde, puisque, pour la moitié, elles allaient aux Etats-Unis.

— Les matières premières des pays en voie de développement estimées en dollar selon les cours mondiaux, verront diminuer — avec la dévaluation de fait de la monnaie américaine — leur pouvoir d'achat, tandis que les équipements ou produits industriels qu'ils achètent en Europe seront plus chers puisque ces monnaies auront

(1) Texte publié par la Commission française « Justice et Paix », 27, rue Guénégaud, Paris-6^e.

été réévaluées. Les termes de l'échange vont donc se dégrader davantage.

— Si les pays industrialisés connaissent une récession économique, ils seront amenés à la reporter, en partie, vers les centres de production des pays en voie de développement, qui en subiront les contrecoups sans pouvoir réagir.

La répercussion d'une récession sur l'économie des pays en voie de développement affectera en premier lieu leurs exportations de matières premières et donc, dans l'immédiat, leur solvabilité et leur aptitude à se procurer à l'extérieur les équipements et services indispensables à leurs projets de développement. Mais, beaucoup plus gravement, elle frappera de plein fouet leurs exportations de produits manufacturés, donc leurs toutes premières expériences d'industrialisation. Celles-ci sont le plus souvent à leur début, au sein des extrêmes difficultés de démarrage, sensibles aux aléas de discontinuité ou de désamorçage. Trop de fois, dans le passé, de telles conjonctures ont réduit à néant des tentatives locales d'implantations d'industries dans des contextes de sous-développement. Les conséquences économiques de ces échecs ne font, malheureusement, que confirmer les difficultés et, dans certains cas, la précarité des efforts de développement.

Du point de vue de l'aide :

La crise monétaire peut avoir deux conséquences :

— Tout d'abord, à l'exemple des Etats-Unis, les autres pays industrialisés seront tentés — surtout s'ils connaissent eux-mêmes des difficultés économiques — de diminuer le montant de l'aide. L'objectif fixé par la CNUCED (1 % du PNB), non seulement ne sera pas atteint, mais on enregistrera encore une baisse.

— De plus, l'aide aura tendance à demeurer liée, contrairement à l'effort amorcé pour laisser aux pays en voie de développement plus de liberté pour l'achat de ceux de leurs équipements qui sont financés par cette aide. Chaque pays continuera son aide à condition qu'elle profite à sa propre activité économique.

Dans les instances internationales

Dans les instances internationales, les pays en voie de développement ne peuvent guère peser. Pourtant, quand ils font front commun et que chaque pays a, quel que soit son poids économique, une même voix, ils arrivent à se faire entendre. C'est le cas de la CNUCED ; et c'est d'ailleurs dans cette instance qu'ils préfèrent voir évoquer leurs problèmes. Or, les décisions du président Nixon contredisent le mouvement amorcé à la deuxième CNUCED (New Delhi, 1968), et compromettent sérieusement les travaux de la troisième conférence, prévue pour le printemps 1972.

Le comble de l'incohérence, sinon de la malhonnêteté, serait effectivement atteint si les pays riches acceptaient de faire semblant de négocier avec les pays en voie de développement alors que des engagements antérieurement souscrits ne sont pas honorés et que l'on est incapable ou que l'on refuse d'en tirer sérieusement

la leçon. Il y va de la réalité même des politiques — bilatérales aussi bien que multilatérales — d'aide au développement.

L'occasion, au contraire, est là de tenir fermement cette troisième conférence, d'en faire le lieu d'un bilan sans complaisance et, enfin, d'énoncer clairement quelles garanties (pour quels volumes, dans quels secteurs et pour quels délais), nous sommes prêts à fournir aux projets d'industrialisation et de diversification économique des pays en voie de développement. C'est aussi l'occasion de relancer l'urgence d'accords mondiaux sur les différents produits agricoles de base. Ainsi, ces pays pourront prendre eux-mêmes leurs décisions de développement et en suivre correctement l'exécution.

En tout cas, et dès maintenant, il est de la responsabilité des pouvoirs publics des pays riches — y compris la France — d'être très attentifs à ne pas laisser le jeu des exceptions réduire à néant les flux d'échange si difficilement amorcés.

Dans les enceintes monétaires internationales, les pays en voie de développement ne sont pas écoutés. Le club des riches, spécialement les « dix » plus riches, se réunit avant et garde en main toutes les décisions. Qui pourrait y faire valoir les droits et les intérêts des pays pauvres ?

Il faut avoir le courage d'affirmer : la crise monétaire n'apporte rien de très neuf — elle révèle seulement une situation où, déjà, les intérêts propres des pays riches passaient avant toute autre considération. Certes, cet égoïsme était caché par des déclarations de bonnes intentions, par des mesures apparemment ouvertes, mais dont la réalité était restrictive. L'accord des six pays de la CEE sur les préférences généralisées (à l'égard de produits manufacturés du tiers-monde) en est un exemple clair. Le principe est bon, il vise à aider l'industrialisation des pays en voie de développement en accueillant plus facilement leurs produits manufacturés ; mais, lorsqu'on regarde dans le détail les dispositions pratiques de la Convention de Bruxelles, ce ne sont qu'exceptions, clauses de sauvegarde, garanties à l'égard des produits nationaux. Ce bel édifice est surtout une façade. Il suffit d'une secousse pour que le décor montre sa fragilité et s'effondre.

Dans le repli nationaliste que nous connaissons, il n'y a guère d'avocat pour le tiers-monde. Peu de nations se veulent sincèrement solidaires des pays en voie de développement. Chacun pense d'abord à lui-même. Une fois de plus, le tiers-monde est oublié. Pour qui compte-t-il ? Qui va lui rendre justice ?

Pour sa part, la France manifesterait une attitude ouverte, si, ■■■ moins :

— Elle maintient l'aide publique au niveau actuel,

— Elle vise à mettre en pratique les décisions de Bruxelles sur les préférences généralisées.

16 septembre 1971 (2).

(2) A la suite de cette note la Commission française « Justice et Paix », à l'occasion de la réunion du Fonds monétaire international (27 septembre), a publié le communiqué suivant dans lequel elle insiste sur deux points plus précis :

1. La non-convertibilité du dollar en or et en toute

autre monnaie a rendu, en fait, le dollar flottant. Cette situation bloque les mécanismes de tirages que les pays avaient la possibilité d'opérer auprès du Fonds monétaire international (tirages normaux et tirages spéciaux). On ne sait plus, en effet, à quel taux les dollars empruntés devront être remboursés, et un pays ne peut prendre ce risque de change, que le Fonds monétaire international n'assume pas lui-même.

Les pays riches ne sont pas gênés par ce blocage : ils ont leurs propres réserves, souvent abondantes ; ils peuvent attendre. Par contre, les pays en voie de développement qui sont démunis de réserves et ont recours d'habitude au Fonds monétaire international — sauf possibilité d'accords bilatéraux — se trouvent très gênés pour régler leurs balances de paiements et ne peuvent attendre.

Dans un souci de justice internationale, les pays riches doivent, au cours de la réunion qui s'ouvre, prendre des dispositions pour régler ce problème urgent.

2. Le président Nixon a invité ses partenaires occidentaux, notamment ceux du groupe des « Dix » (les dix pays les plus riches), à entreprendre des recherches

pour mettre en place un nouveau système monétaire international. Il est significatif que les pays en voie de développement ne soient pas conviés à ces recherches et aux décisions qui devront les conclure. Leur participation est pourtant une exigence de la coopération internationale.

24 septembre 1971.

A LIRE :

Paul BERTET. « Le Tiers-Monde et la crise monétaire ». (*La Croix*, du 1^{er} septembre 1971.)

François PERROUX. « Inflation monétaire et structure sectorielle. » (*Le Monde*, du 7 septembre 1971.)

François CHARBONNIER. « Le Tiers-Monde menacé par la guerre des monnaies. » (*Vie Française*, du 10 septembre 1971.)

Alain MURCIER. « Les effets de la crise monétaire : un risque grave pour les pays du Tiers-Monde. » (*Le Monde*, du 14 septembre 1971.)

Philippe LAURENT. « La loi du plus fort. » (*Projet*, n° 58, septembre-octobre 1971.)

NOTRE ENGAGEMENT DE CHRÉTIENS AU SERVICE DES PAUVRES

Lettre du cardinal Maurer, archevêque de Sucre (Bolivie)

Le 28 juillet, le cardinal José Clemente Maurer, archevêque de Sucre et président de la Conférence épiscopale de Bolivie, a adressé aux évêques, aux prêtres, aux religieux et aux laïcs du pays une lettre où il souligne que le moment est venu pour l'Eglise de se séparer des richesses qu'elle a accumulées au cours des siècles et d'en faire don aux pauvres (*).

Introduction

1. Frères bien-aimés dans le Seigneur, il y a longtemps que je voulais vous faire part d'une préoccupation que je ressens, motivée par les diverses assemblées ecclésiales qui ont eu lieu tant sur le plan national que latino-américain et international. J'ai pu y constater que les évêques, ainsi que le clergé diocésain et régulier et, grâce à Dieu, bon nombre de laïcs, s'interrogent aujourd'hui sur la pauvreté de l'Eglise. A tous les niveaux, on observe une véritable inquiétude pour que l'Eglise soit et apparaisse pauvre au service des pauvres. Une pauvreté vraie donne à l'Eglise autorité et crédibilité.

2. Cette inquiétude augmente dans la mesure où l'on examine la pauvreté qui afflige la plus grande partie de notre peuple, aussi bien à la campagne que dans les villes. Une telle constatation nous amène à penser que l'heure est

venue d'aborder ce problème avec tout notre courage et toute notre sincérité de chrétiens, de manière à prendre des mesures concrètes pour que notre engagement évangélique soit au service des classes les plus nombreuses. Nous n'obtiendrons une Eglise réellement incarnée, nous ne pourrons nous considérer comme des disciples du Christ que si notre cœur, notre intelligence et notre conduite sont à l'unisson des pauvres et se mettent inconditionnellement à leur service. Nous croyons qu'en conscience nous avons le devoir de reconnaître les « signes des temps » qui, dans notre Amérique latine, nous obligent à vivre d'une manière nouvelle et plus évangélique notre engagement de témoins de la venue du Royaume de Dieu pour la libération de nos frères opprimés. La Conférence des évêques à Medellin, en 1968, le dit textuellement : « Une sourde clameur jaillit de millions d'hommes demandant à leurs pasteurs une libération qui ne leur vient de nulle part »..., « une plainte vient aussi jusqu'à nous : la hiérarchie, le clergé, les religieux sont riches et alliés des riches »...

3. Devant tous ces faits, en tant que cardinal de Bolivie, je me sens poussé à proposer à mes frères dans l'épiscopat, au clergé séculier et aux religieux, aux communautés religieuses de femmes et au peuple bolivien en général, les réflexions suivantes :

Dimension sociale et usage des biens de la terre

4. Comme chrétiens, nous savons que le monde a été créé par Dieu et que tout a été fait à l'intention de l'homme. L'homme a été

(*) Texte original espagnol. Titre et traduction de la DC.

créé à l'image de Dieu et il a reçu la mission de croître et de soumettre la terre (Gn 1, 28-30).

5. C'est pourquoi, au moment où les hommes d'aujourd'hui se multiplient et ont besoin de produire davantage par le moyen du travail concerté et de la technique, nous devons leur rappeler que « le but fondamental d'une telle production n'est pas la seule multiplication des biens produits, ni le profit ou la puissance ; c'est le service de l'homme tout entier selon la hiérarchie de ses besoins matériels comme des exigences de sa vie intellectuelle, morale et religieuse » (*Gaudium et spes*, n. 64).

6. Enfin nous savons que lorsque nous parlons de l'homme, il s'agit « de tout homme, de tout groupe d'hommes sans distinction » (*ibid.*), parce que tous ont été créés par Dieu, ont une égale dignité et font tous partie comme frères de la même famille humaine.

7. Je cite les déclarations de Medellin : « Dans le contexte de pauvreté et même de misère où vit la plus grande partie du peuple latino-américain, nous, évêques, prêtres et religieux, nous disposons du nécessaire pour vivre, ainsi que d'une certaine sécurité, alors que les pauvres manquent de l'indispensable et se débattent au milieu de l'angoisse et de l'incertitude. Et, en bien des cas, les pauvres sentent que leurs évêques, leurs prêtres et leurs religieux ne s'identifient pas réellement à eux, à leurs problèmes et à leurs angoisses, qu'ils ne soutiennent pas toujours ceux qui militent en leur faveur ou défendent leur cause. » (Medellin 14, 1, 3.) Ici il nous faut poser la question : dans quelle mesure ce reproche s'adresse-t-il à chacun d'entre nous ?

Notre conversion à la lumière de l'Evangile

8. Il n'est pas douteux que si nous méditons l'Evangile, nous remarquons nettement que l'un des points de notre conversion, tout comme pour les premiers chrétiens (Ac 2, 44-45 ; 4, 32-35), doit être le détachement sincère des biens personnels au bénéfice des plus pauvres. Saint Paul nous avertit de son côté que, si en nous réunissant pour le repas eucharistique, certains d'entre nous se gavent alors que d'autres souffrent de la faim, nous renions le corps du Christ et mangeons notre propre condamnation (1 Co 11, 20-30).

9. Mais notre conversion ne sera ni évangélique ni sincère que si elle débouche sur une action immédiate en faveur des plus pauvres et des plus nécessiteux, de ceux qui souffrent de l'oppression de structures injustes, de ceux qui subissent la dure exploitation de leurs propres frères humains. Le Pape Paul VI attribue de telles situations à l'égoïsme et à l'esprit de domination, qui sont des tentations constantes parmi les hommes (lettre au cardinal Roy). Nous nous rendons coupables en négligeant, par notre lâche silence, de dénoncer des faits concrets ; dans la crainte peut-être de perdre les biens que nous retenons égoïstement, nous taxons de communisme ceux qui défendent les droits légitimes des ouvriers, des paysans et des pauvres employés de maison. Quelle que soit notre idéologie politique ou religieuse, l'époque actuelle exige de nous un changement

de mentalité et d'action et nous oblige à unir nos efforts pour le bien de tous ceux qui souffrent des conséquences de l'injustice du sous-développement et de la possession égoïste.

La justice et non la violence

10. Pour tous, ce doit être vraiment un motif de honte et d'indignation que de voir la façon dont certains gaspillent l'argent en luxe superflu, en fêtes somptueuses et dépensent au jeu des sommes considérables alors que leurs frères souffrent de la faim. Et ce n'est pas tout : bien souvent, nous constatons des vols et des abus qui se commettent contre la propriété et la dignité des personnes. Comment ne pas être indigné lorsque ceux qui commettent de semblables abus se présentent comme des gens honorables, ou même comme des chrétiens, se targuent d'être les champions du changement des structures — auquel nous aspirons tous — et parlent de mener à bien la révolution pour implanter la vraie justice ? Comment voulons-nous que notre jeunesse, si sensible à l'honnêteté et la justice, n'ait pas la tentation de se livrer à des actes de violence, en recourant même aux armes ? Nous voudrions lancer un avertissement à tous, mais très particulièrement à nos jeunes : en règle générale, la violence n'est pas la voie la meilleure, parce que la plupart du temps elle engendre de nouvelles injustices. Tous ces faits, plutôt que de nous entraîner à la violence armée, doivent susciter en nous une réflexion sérieuse et adulte qui nous amène à distinguer ceux qui, en toute sincérité, aiment la patrie, la servent et luttent pour elle, et à démasquer ceux qui en tirent profit. Cessons de faire confiance aux hommes et aux politiciens dont la conscience est souillée par le mensonge, les abus et le vol. Ces hommes ne peuvent être les sauveurs de la patrie. Une vraie révolution doit se fonder sur la justice et l'amour. Si l'honnêteté, le respect et la droiture font défaut, il ne peut y avoir de révolution réellement libératrice.

Une attitude nouvelle d'action

11. Nous ne voudrions pas nous attarder sur des idées que vous connaissez déjà. Notre intention est d'appeler à l'action concrète. L'idéologie, si elle ne se traduit pas en action, ne dépasse pas le stade de la pure théorie et ne produit aucun changement susceptible de nous libérer des chaînes qui nous tiennent opprimés. Nous, chrétiens, nous ne pouvons oublier que l'Evangile a apporté au monde une vraie libération qui a introduit des changements profonds, audacieux, accélérés. Notre rôle à nous, qui vivons après le Concile, est de démontrer sa puissante vigueur, toujours aussi actuelle, et notre devoir, plus urgent encore, est d'appliquer sa dynamique au monde d'aujourd'hui.

12. Nous avons constaté avec une grande satisfaction que, ces derniers temps, on note dans toute la Bolivie une saine inquiétude en faveur des pauvres, inquiétude dont font preuve le clergé séculier et les religieux, tout comme bon nombre de laïcs engagés. Ça et là on crée des centres d'enseignement populaire, on contribue à l'alphabétisation, on fonde des restau-

rants économiques à prix réduit, des dispensaires à la campagne et en ville, des coopératives bien organisées, des stations de radio au service de la paysannerie, etc. Mais une réflexion plus approfondie nous amène à nous demander si nous ne pouvons pas, si nous ne devons pas faire plus, beaucoup plus, si notre réponse à l'Evangile, au Concile, à la deuxième Conférence épiscopale de Medellin et à notre propre conscience ne reste pas encore trop timorée, trop stérile et trop théorique devant l'écrasante misère qui nous entoure.

Ce qui n'a pas été dit à Medellin

13. Je suis depuis longtemps obsédé par une idée qui ne me laisse pas en paix. C'est la question suivante : que peut-on faire pour que l'Eglise se défasse de tant de trésors accumulés ? Au cours des siècles, notre Eglise n'a cessé de s'enrichir grâce au travail intelligent de ses gestionnaires, comme le faisaient tous les gens de leur époque, sans qu'elle ait eu conscience d'un grave scandale et sans qu'on puisse la taxer de but en blanc d'injustice et d'usure. Les prétextes paraissaient légitimes : splendeur du culte, don à Dieu de tout ce qu'il y avait de meilleur, soutien des œuvres évangéliques : églises, couvents, écoles, missions, etc.

14. A cela s'ajoute la dévotion des fidèles qui, se détachant de terrains ou d'objets de valeur, en faisaient don à des couvents ou à des images de saints, en espérant en échange des biens ou des faveurs spirituelles. C'est ainsi que se sont accumulées des fortunes et des richesses d'une valeur indéniable qui, disons-le sincèrement, ne sont d'aucune utilité collective, ni pour l'Eglise elle-même ni pour le peuple fidèle, mais qui, au contraire, soulèvent d'âpres critiques. Les grands édifices, certaines maisons de prêtres, séculiers et religieux, certains collèges catholiques, détonnent au milieu de la pauvreté du pays. Nous pensons tout particulièrement aux institutions qui remplissent leur mission éducative dans des quartiers pauvres : elles peuvent constituer une véritable provocation et une aliénation pour les élèves eux-mêmes.

15. Eh bien, si de telles richesses et de telles fortunes ont pu s'accumuler historiquement sans péché, une question se pose aujourd'hui : face à tant de misère et de faim, peut-on les conserver encore sans péché ?

16. Ce sont là des structures caduques. Et quels que soient les alibis religieux auxquels nous recourions, quel que soit le regret que nous en ayons, je crois sincèrement qu'il faudrait les changer. Si nous ne le faisons pas dans les plus brefs délais, je crois que le changement se fera inévitablement sans nous. Comprenez-vous dès lors l'énorme responsabilité qui pèse sur nos épaules à une époque aussi difficile que la nôtre ? Permettez-moi une autre réflexion. Ces bijoux, dont on charge l'image d'un saint, constituent un ornement dénué de toute valeur spirituelle. Ils n'augmentent ni ne diminuent le moins du monde la gloire céleste du saint patron que cette image ne fait que représenter. Et je vais encore plus loin. J'ose dire que, d'une certaine manière — et j'en

demande pardon à certains dévôts, — ils constituent un contresens, dans la mesure où nous pensons à une Vierge sainte, pieuse et miséricordieuse, chargée de bijoux, qui se complairait en de tels ornements, tout en voyant à ses pieds des hommes et des femmes plongés dans la misère la plus totale. Je sais qu'il y a des œuvres d'art historiques, produits et signes de la dévotion populaire, qui, selon le désir du Saint-Père lui-même, doivent être conservées et protégées. (N'oublions pas pourtant que le Pape en personne a permis, en certaines circonstances, la vente d'œuvres d'art pour remédier aux besoins urgents des pauvres.) Mais à côté de ces œuvres d'art, il en existe de très nombreuses qui n'ont d'autre valeur que celle du métal, qui ne sont d'aucune utilité religieuse : elles sont seulement exposées à la convoitise et au vol sacrilège, comme nous l'avons déploré bien souvent.

17. Il est probable que ces idées déclencheront scandale, protestations et polémiques. On nous soupçonnera même de vouloir utiliser ces richesses dans un but purement personnel et clérical. Rien n'est plus éloigné de notre pensée et de notre cœur. Tout simplement j'éprouve le besoin de me décharger un peu de mon effrayante responsabilité, en semant l'inquiétude au milieu de nos fidèles, tant à Sucre que dans le reste de la République. Certains, nombreux peut-être, me critiqueront, douteront de la sincérité de mes paroles, mais il y en aura d'autres, et peut-être la majorité, qui me comprendront et me soutiendront. Il y aura une saine effervescence pour et contre, ce qui préparera la voie difficile, mais sûre, de la réalisation. Je suis hanté par la phrase du grand saint Bernard qui dit que l'Eglise est riche dans ses murs, mais nue dans ses pauvres.

18. Que l'on imagine l'indépendance économique que nous donnera une telle manière de faire nouvelle, audacieuse et évangélique. Nous n'aurons plus besoin de nous mettre à genoux, les mains jointes, devant les pouvoirs publics et les riches pour obtenir, le cas échéant, une miette qui humilie l'Eglise et les pauvres. Les riches devront rendre compte à Dieu de leur insensibilité chrétienne, humaine et sociale. Qu'ils lisent le chapitre v de l'épître de l'apôtre saint Jacques : peut-être diront-ils aussi de lui qu'il était un extrémiste.

19. Enfin, les évêques désireraient recevoir l'écho d'initiatives audacieuses et courageuses prises par tous les chrétiens et amis de bonne volonté. Mais qu'eux aussi donnent l'exemple dans leur façon d'agir. Nous savons que, même après la réforme agraire, il y a des patrons anciens et nouveaux qui abusent de l'ignorance et de la situation précaire de leurs paysans réduits à l'état de serfs, leur versent un salaire de famine, en feignant d'ailleurs de s'abriter derrière la loi agraire elle-même. Il y a des entreprises qui, au moment de la récolte, embauchent des ouvriers et des paysans avec des promesses illusoires et, une fois arrivées à leurs fins, les abandonnent à leur sort. Il y a des patrons d'usine et des maîtresses de maison qui ne donnent pas à leurs employés un salaire juste qui leur permettrait de vivre comme des êtres humains. Les œuvres sociales en faveur

des pauvres ne comptent pas sur l'aide économique de nos concitoyens ou des firmes commerciales, mais ces dernières se lamentent de voir les idées subversives tout envahir !

20. Nous pensons qu'il est urgent d'unir les efforts de tous pour que, dans un détachement généreux, une aide efficace soit apportée aux besoins pressants de notre peuple. Par quels moyens ? Peut-être par la construction de logements populaires, de dispensaires, d'écoles rurales, par l'amélioration apportée aux hôpitaux, toujours pauvres et démunis de médicaments, par l'ouverture de routes, par la création de nouvelles industries, etc. Ainsi, sans verser dans un système d'aide paternaliste, nous donnerions une nouvelle impulsion au développement intégral de notre société, en la conduisant à une véritable libération sur une échelle plus vaste. Une collaboration efficace pourrait s'instaurer avec l'Etat bolivien lui-même, à condition que ce dernier mette fin aux injustices des pots de vin, des vols dans les douanes, du marché noir de contrebande, réduise les dépenses énormes consacrées à la politique et aux armements, etc., et laisse entrer sans droits les dons que d'autres pays envoient gratuitement en faveur des pauvres, des malades et des paysans. Une bonne compréhension entre le gouvernement et l'Eglise se traduirait par des œuvres communes en faveur de la patrie tout entière.

21. Nous voudrions que nos chrétiens et nos amis ne se contentent pas de prendre uniquement ces paroles comme une invitation à la réflexion. La charité nous presse et la foi nous engage. Nous désirerions qu'ils voient en elles un appel urgent à l'action. Les laïcs ne doivent pas rester à la traîne ! Vous vous plaignez de ce que l'Eglise ne vous donne pas des normes et des directives claires. Vous avez là un champ immense où, en liaison avec vos pasteurs, vous pourriez travailler, où vous remplirez votre mission chrétienne de service en faveur de vos frères et où vous deviendrez les débiteurs de l'amour du Père.

22. Nous invitons le clergé diocésain, les religieux et religieuses, les associations d'apostolat et tous les organismes qui, sans être chrétiens dans le sens strict, partagent notre inquiétude, à réfléchir dans un esprit de responsabilité à l'urgence de mettre sur pied des œuvres concrètes d'assistance à leurs frères. Nous leur serons également reconnaissants de nous envoyer des suggestions et des initiatives constructives : elles nous seront toujours d'une grande utilité.

23. Je conclus par ce texte de la Conférence de Medellin : « Le Christ notre Sauveur ne s'est pas contenté d'aimer les pauvres, mais, « alors qu'il était riche lui-même, il s'est fait pauvre », il a vécu comme un pauvre, il a centré sa mission sur l'annonce de la libération des pauvres et il a fondé son Eglise comme signe de cette pauvreté parmi les hommes. » Que Dieu nous aide dans cette œuvre gigantesque, qu'il nous donne courage et persévérance et qu'il couronne de succès nos entreprises en faveur des pauvres.

Sucre, le 25 juillet 1971, en la fête de l'apôtre saint Jacques.

JOSÉ CLEMENTE, cardinal MAURER, CSSR, archevêque de Sucre.

BIBLE ET TERRE SAINTE

N° d'août 1971

LA CRUCIFIXION

- Découverte sensationnelle au nord de Jérusalem : la sépulture d'un crucifié.
- La crucifixion à l'époque du Christ.
- Description clinique de la mort en croix.
- Le symbolisme de la croix dans les textes et l'iconographie.
- La croix, scandale et folie.
- Méditation devant la croix.

Le n° : 4 F

ADRESSER

A BIBLE ET TERRE SAINTE
5, rue Bayard, Paris-8^e

M.

Adresse

— désire recevoir le numéro d'août de Bible et Terre Sainte.

— Joint 4 F par chèque, mandat ou virement au C. C. P. 1 668, Paris.

— *Paul VI vous parle de Dieu.* Textes présentés par J. F. SIX (coll. « Foi et Spiritualité »). — Un vol. 13,5 x 18 cm de 96 pages. Prix : 8,85 F. Editions du Centurion, Paris.

— *Un grand désir.* Prières dans le secret. Prières en commun, par PAUL TALEC. Préface de ROBERT GAUTOY. — Un vol. 14 x 22 cm de 208 pages. Prix : 15 F. Le Centurion et Editions du Cerf, Paris.

— *Espace sacré et architecture moderne* (collectif, sous la présidence du cardinal Lercaro) (coll. « *Lex Orandi* » n° 49). — Un vol. 13,5 x 19,5 cm de 144 pages. Les Editions du Cerf, Paris.

— *La Pauvreté évangélique* (collectif) (coll. « Lire la Bible », n° 27). — Un vol. 13,5 x 18,5 cm, de 190 pages. Les Editions du Cerf, Paris.

LE CARDINAL MINDSZENTY A ROME

L'Osservatore Romano du 29 septembre 1971 a publié sous ce titre, en première page, l'information suivante (1) :

A la suite d'une entente entre le Saint-Siège et le gouvernement de la République populaire hongroise, le cardinal Jozsef Mindszenty a quitté aujourd'hui (2) le territoire hongrois pour Rome.

Suit ce commentaire, sans signature :

Depuis le 4 novembre 1956, le cardinal Jozsef Mindszenty avait trouvé refuge au siège de la représentation diplomatique des Etats - Unis à Budapest (3).

En février 1949, un tribunal hongrois l'avait condamné à une peine de prison (4) qu'il subit jusqu'aux événements d'octobre 1956.

Cela n'avait cependant pas modifié sa position dans l'Eglise, où il conservait — et conserve encore — la dignité qui lui avait été conférée le 2 octobre 1945 d'archevêque d'Esztergom et primat de Hongrie (5), après avoir gouverné pendant quelque temps le diocèse de Veszprem. Au Consistoire de décembre de la même année, Pie XII le nomma membre du Collège des cardinaux.

L'attitude du cardinal Mindszenty et du Saint-Siège devant les événements qui le privèrent de la liberté est bien connue.

Le Saint-Siège a toujours scrupuleusement respecté la décision du cardinal de ne pas abandonner son refuge, ainsi que le pays auquel il était attaché par des liens sacrés et profonds, même lorsque la possibilité semblait pouvoir lui en être offerte il y a quelques années.

Le Saint-Siège n'avait pas non plus subordonné la situation du cardinal aux négociations entreprises il y a quelques années avec le gouvernement de la République populaire hongroise.

Mais la prolongation de sa situation singulière et, sous certains aspects anormale, rendait progressivement plus aigus certains problèmes concernant non sa mission mais sa personne.

Depuis un certain temps, le Saint-Père éprouvait une peine et une anxiété croissantes devant l'existence du cardinal qui, depuis tant d'années, se déroulait dans une pénible réclusion. Malgré la sérénité et le courage peu commun dont il faisait preuve dans son sacrifice, celui-ci n'en devenait pas moins toujours plus lourd pour un homme qui avait tant souffert et qui était entré dans un âge avancé (6).

Autre motif de vive angoisse pour le Pape : avec l'âge, les perspectives de maladie augmentaient inévitablement, avec l'éventuel besoin de soins, pour lesquels une ambassade — c'est bien évident — ne peut offrir les installations nécessaires.

Pour des raisons particulières, le Saint-Père se sentait obligé de s'occuper du sort d'un pasteur si représentatif et si donné à sa mission ecclésiale, qui, de plus, est cardinal, c'est-à-dire membre d'un corps de l'Eglise lié au Souverain Pontife plus qu'aucun autre. Aussi, voyant qu'il était devenu impossible que la situation personnelle du cardinal continue plus longtemps, et bien qu'il ait été conscient du pénible sacrifice que représenterait pour lui l'éloignement de sa patrie, le Pape s'efforça-t-il, dans sa sensibilité paternelle, de rechercher une solution honorable qui lui permette enfin de connaître des jours plus tranquilles après les amères vicissitudes qui avaient pesé si longtemps et si lourdement sur sa vie.

Tels sont les sentiments et les considérations qui ont conduit le Pape Paul VI à proposer au cardinal la solution qu'il a généreusement acceptée.

Pour sa part, le cardinal aurait préféré continuer à vivre au milieu de son peuple, comme il l'avait fait pendant tant d'années, fut-ce dans l'isolement d'une prison ou d'une ambassade étrangère. Mais le Saint-Père lui ayant demandé qu'il en soit autrement, après mûre réflexion, il écrivit quelques lignes qui sont un beau témoignage de ses sentiments envers l'Eglise et le Saint-Siège, même au moment où celui-ci lui

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien. Les notes sont de notre rédaction.

(2) 28 septembre.

(3) Cf. DC 1956, n° 1239, col. 1491 et s.

(4) Cf. DC 1949, n° 1035, col. 131 et s. ; 1036, col. 210 et s. ; 1037, col. 271 et s. ; 1038, col. 331 et s. ; 1039, col. 395 et s.

(5) Le même numéro de l'Osservatore Romano annonce : « Le Saint-Père a nommé administrateur apostolique *ad nutum Sanctae Sedis* de l'Eglise métropolitaine d'Esztergom (Hongrie) Mgr Imre Kisberk, évêque titulaire de Christianopolis, qui succède à Mgr Imre Szabo, évêque titulaire de Tyatire, déchargé du gouvernement du diocèse pour raison de santé, et qui continuera à servir ce siège primateal comme évêque auxiliaire. » Dans l'Annuario pontificio, le cardinal Mindszenty figure toujours comme archevêque d'Esztergom.

(6) Le cardinal, né le 29 mars 1892, approche de ses 80 ans.

demandait ce qu'il considèrerait comme le sacrifice peut-être le plus lourd de sa vie :

« Ayant pesé au fond de ma conscience les devoirs inhérents à ma dignité d'évêque et de cardinal, je me suis décidé — en témoignage aussi de mon amour sans limite pour l'Eglise — à laisser le siège de la représentation diplomatique des Etats-Unis.

Je désire passer le reste de ma vie en Hongrie, parmi mon peuple que j'aime tant, sans me préoccuper des circonstances extérieures qui m'attendent. Mais si cela s'avérait impossible en raison des passions déchaînées contre moi ou de considérations supérieures de la part de l'Eglise, j'accepterais ce qui constituerait peut-être la croix la plus lourde de ma vie. Je suis prêt à dire adieu à ma patrie tant aimée pour continuer en exil une vie de prière et de pénitence.

Je dépose humblement mon sacrifice aux pieds de Votre Sainteté, persuadé, comme je le suis, que le sacrifice le plus lourd demandé à quelqu'un devient léger dès lors qu'il s'agit du service de Dieu et du bien de l'Eglise. »

Ces paroles donnent le sens du geste accompli par le cardinal et elles en consacrent la noblesse.

L'AMNISTIE DU CARDINAL

La presse a annoncé, le 30 septembre, que, par décision du Conseil présidentiel hongrois, le cardinal Mindszenty « a été amnistié en raison de son âge et de son état de santé précaire », mesure qui a été interprétée comme une simple remise de peine n'impliquant pas le rétablissement des droits civiques du cardinal. A ce propos, la salle de presse du Saint-Siège a publié le communiqué suivant, le 30 septembre :

Les journaux publient, aujourd'hui, la nouvelle que le gouvernement hongrois a accordé l'amnistie au cardinal Jozsef Mindszenty. Un quotidien affirme que cela s'est fait à la demande du Saint-Siège.

Il convient de préciser à ce propos que le Saint-Siège n'a pas demandé cette mesure et n'a pas modifié le jugement qu'il a porté en son temps sur le procès et sur la condamnation du cardinal. Il s'est limité à demander que lui soit garantie la possibilité de quitter librement la Hongrie.

La concession de cette grâce concerne donc le seul gouvernement hongrois.

De son côté, le cardinal Mindszenty a toujours déclaré qu'il ne pouvait accepter qu'une réhabilitation totale.

(Traduction de la DC d'après le texte italien publié dans l'Osservatore romano du 1^{er} octobre 1971.

— *La Grâce et la Gloire.* Appelés au partage de la vie divine, par JEAN-HERVÉ NICOLAS, O.P. — Un vol. 11,7 × 18,5 cm, de 144 pages. Prix : 12 F. Editions Beauchesne et Fils, Paris.

— *Quel système économique ?* par RENÉ COSTE (coll. « Réponses chrétiennes »). — Un vol. 13,5 × 18,5 cm, de 206 pages. Prix : 160 FB. Editions Duculot, Gembloux, Belgique - P. Lethielleux, Paris.

UNE GRANDE FIGURE DE L'HISTOIRE

François BERNARD a publié dans la Croix du 30 septembre cet article documenté aux meilleurs sources sur la situation du cardinal Mindszenty :

Après le cardinal Slipyi, archevêque majeur des Ukrainiens, après le cardinal Beran, archevêque de Prague, c'est la troisième fois qu'arrive d'exil à Rome, venant de l'Est européen, un personnage dont les épaules ont ployé sous le poids d'un fardeau imposé par l'Histoire, le destin collectif de leur peuple.

Dans le cas du cardinal Mindszenty, le personnage adhère de façon étonnante à cette Histoire, sans laquelle son aventure ne peut être comprise. Lorsqu'en 1945, Pie XII le nomma primate de Hongrie, ce pays était encore formellement le royaume fondé, autour de l'an 1000, par le duc Geza et son fils saint Etienne, qui légua à la Vierge Marie la couronne (la sainte couronne) que lui avait offerte le Pape. Depuis lors, la souveraineté nationale résidait non dans une dynastie royale, mais, mystiquement dans cette couronne, dont l'archevêque d'Esztergom, prince-primate de Hongrie, était constitué le gardien, assumant ainsi dans la vie de la nation une fonction adjointe à sa charge d'Eglise. A partir de là, s'est développé tout un idéal de nation chrétienne, renforcé et en même temps rendu nostalgique par les grandes épreuves du peuple magyar : les deux siècles d'occupation turque (du xvi^e au xviii^e siècle), les luttes pour la liberté du xix^e siècle, le démembrement du pays après la guerre de 1914-1918.

L'abbé Joseph Pehm était un représentant particulièrement vigoureux de ce courant légitimiste. C'est dans cette ligne qu'il s'opposa violemment aux tendances nazies pendant la guerre, au point de changer son nom germanique en celui hongrois, de Mindszenty. Nommé évêque de Veszprem en mars 1944, son courage lui valut d'être arrêté. Dix-huit mois plus tard, il se retrouvait à la tête de l'Eglise de Hongrie.

Gardien de la couronne, la proclamation de la République, alors que le pays était occupé par une armée étrangère, fut certainement pour lui un grave cas de conscience. On ne peut cependant lui reprocher une action politique illégitime. Et dans ses discours et ses lettres pastorales, c'est sa conscience d'évêque qui s'exprime et dénonce l'injustice là où il la voit, sans ménagement. Arrêté la veille de Noël 1948, il apparaît un mois et demi plus tard brisé, méconnaissable, s'accusant lui-même : c'est un des cas les plus frappants des procès de l'ère stalinienne, dont le secret reste entier encore aujourd'hui.

Huit ans plus tard, lors de l'insurrection hongroise il connaît trois jours de liberté. Il est redevenu pleinement lui-même. Son prestige est grand : il est celui qui n'a jamais menti, jamais plié, alors que de toutes parts on dénonce la lâcheté, le mensonge comme vices fondamentaux d'un régime que tous rejettent, à commencer par les communistes. Le gouvernement d'Imre Nagy cherche son appui. Il le lui apporte au soir du 3 novembre 1956, par un discours radiodiffusé où il parle comme la première autorité morale, le prince-primate de ce pays. Quelques heures plus tard, les chars russes entrent en action. Il trouve refuge à la légation des Etats-Unis où il vivra enfermé pendant presque quinze ans.

C'est en avril 1963 qu'il reçut pour la première fois la visite du cardinal Koenig. Mais ni ces visites, ni les négociations ouvertes ensuite entre le Saint-Siège et le gouvernement hongrois n'entraînèrent un changement dans sa situation. Il semble que le cardinal aurait aimé

pouvoir se retirer dans une paroisse isolée ou dans un couvent, peut-être après avoir célébré une dernière fois la messe dans sa cathédrale. Cela aurait supposé sa réhabilitation. *L'Osservatore Romano* indique que le cas du cardinal n'a jamais fait l'objet d'un marchandage quelconque. Le Pape a estimé que la situation actuelle ne pouvait plus durer, il a cherché une solution honorable, et finalement a demandé au cardinal d'accepter l'exil.

Un prélat hongrois de la Curie romaine, Mgr Zagon,

s'est rendu à Budapest avec Mgr Cheli, de la Secrétairerie d'Etat. Ils sont repartis pour Vienne avec le cardinal mardi matin (1) dans une voiture de l'ambassade américaine, puis ont pris l'avion avec Mgr Casaroli. Le cardinal Mindszenty ne restera pas à Rome. Dans quelque temps, il ira s'installer à Vienne, au Pazmaneum, résidence des séminaristes hongrois faisant des études dans la capitale autrichienne.

(1) 28 septembre. (NDLR.)

CONFÉRENCE DU CARDINAL RENARD AUX RETRAITES SACERDOTALES DU DIOCÈSE DE LYON (*)

C'est une habitude dans le diocèse comme dans beaucoup d'autres que l'évêque, lors des retraites sacerdotales, fasse un tour d'horizon des problèmes en cours et d'orientations d'Eglise, dans un esprit positif, pour l'avancée de la foi au Christ et de l'amour fraternel.

Il serait trop facile de s'affirmer décidément optimiste ou pessimiste : le présent, la perspective de l'avenir, humainement, sont mêlés pour le monde et l'Eglise. Nous sommes à un printemps de l'Eglise, un printemps de mars-avril qui hésite entre la brume, l'averse et le soleil ; les germinations de l'Esprit sont souvent lentes : c'est la pédagogie de Dieu après comme avant le Concile ; l'Esprit travaille toujours pour la croissance de l'Eglise Corps du Christ : là est la source de notre espérance, qui est tout autre chose que l'optimisme.

Evénements diocésains

C'est bien pour une meilleure pastorale qu'a été créé le diocèse de Saint-Etienne ; nous sommes heureux de cette autonomie, longtemps préparée, de telle sorte que le nouveau diocèse puisse continuer son évolution sans heurt pour les prêtres et les laïcs. Il importe maintenant de poursuivre, sous des formes souples et régulières, la collaboration des deux diocèses pour le bien de l'un et de l'autre.

Une autre nouvelle que je voudrais vous signaler, c'est celle de la responsabilité de la Mission ouvrière dans le diocèse : Mgr ANCEL reprend la charge qu'il avait autrefois, car il n'est plus — à sa demande — Supérieur général du Prado.

On sait aussi que deux vicaires généraux, l'un l'an dernier, l'autre cette année, ont préféré reprendre un travail apostolique « à la base ». L'un et l'autre méritent notre reconnaissance sincère. Ils correspondent à la loi du Conseil du presbyterium, approuvée par les évêques et par le Saint-Siège, de nomination pour six années. Puissent ces exemples être suivis, sans trop de difficultés, car les vicaires généraux, avec les évêques, savent combien les nominations deviennent des casse-tête ! Il faut tellement qu'elles

soient sur mesure qu'on y perd son latin ! Il se peut que le mieux devienne l'ennemi du bien... de l'ensemble du peuple de Dieu.

Le Conseil du presbyterium cherche sa voie par l'élaboration d'une nouvelle loi électorale : la solution devrait faciliter l'efficacité méthodique du travail, mais aussi l'esprit fraternel de compréhension, soucieux de tout le diocèse et respectueux de la liberté de tous ; conscient aussi que c'est le Conseil épiscopal qui devra procéder ensuite à la mise en œuvre des votes. Or, il y a là passage à un autre plan que nous savons tous, d'un idéal à une application pratique, surtout à une application à un ensemble assez complexe.

Considérations générales

Il nous faut absolument poursuivre la mise en œuvre du Concile, inlassablement rappelée par Paul VI : **le renouveau spirituel et missionnaire de l'Eglise**. Je crois que les deux adjectifs importent et se conditionnent : il s'agit du salut des hommes, tel que l'a voulu et le veut le Christ, le salut par la foi, donc avec l'Esprit-Saint, cherché, discerné, accueilli. D'ailleurs, quand on lit et relit l'Evangile, les Actes, les Epîtres, on est surpris de voir dans la vie de Jésus et de l'Eglise primitive, l'alternance et l'imprégnation de la prière et de l'apostolat. L'apostolat n'est point notre œuvre mais bien celle du Christ à travers tous les chrétiens et d'abord les prêtres, serviteurs de la Parole de Dieu et de l'Eucharistie. La prière ne peut pas ne pas entrer dans la mission de l'Eglise : le choix des apôtres par le Christ, la venue de l'Esprit-Saint à la Pentecôte ont été précédés et accompagnés de longues prières. L'Eglise est née dans la prière, elle ne peut se rénover, ni croître, sans la prière. Il y a deux évasions possibles : s'évader de Dieu par manque de prière, s'évader du monde par manque d'évangélisation. En retraite, on peut se poser sereinement cette question : où en sommes-nous de la mission totale de l'Eglise, tissée de prière et d'apostolat ? Dans notre propre vie, dans la vie des équipes sacerdotales ?

*Des spirituels plus apôtres
et des apôtres plus priants*

Dans l'Eglise d'aujourd'hui, il y a un immense potentiel de prière et un immense potentiel

(*) *Eglise de Lyon et de Saint-Etienne*, 17 septembre 1971, p. 493 et s. Nous indiquons en gras les passages saillants du texte. Les sous-titres en italique sont de notre rédaction.

d'apostolat ; à certains moments, on craint que les deux courants, spirituel et missionnaire, ne soient parallèles, voire même ne divergent, en se mésestimant inconsciemment. Des communautés dominicales, des retraites fermées, des pèlerinages, notamment à Lourdes et à Fourvière, sont lourds de prière, d'offrande, de conversions personnelles ; des équipes de militants, des sessions d'études, des engagements temporels sont lourds de présence chrétienne au monde. Il y a, certes, des familles d'esprit, des vocations plus contemplatives ou plus actives : il nous faut respecter les dons de Dieu et aider les croyants, quels qu'ils soient, à y correspondre, mais ne doit-on pas formuler le désir, pour le renouveau de l'Eglise, que les deux courants, l'un plus spirituel, l'autre plus actif, se comprennent, au lieu de se suspecter d'angélisme ou d'activisme ? Ils pourraient tellement s'enrichir l'un l'autre, de telle sorte que nous ayons des spirituels plus apôtres et des apôtres plus priants. Aussi nous faut-il éclairer les uns sur la nécessité du témoignage de la foi dans la vie, et les autres sur la nécessité de la prière dans l'Eglise ; ne peut-on dire qu'un apôtre sans prière devient pragmatiste et qu'un priant sans témoignage devient idéaliste ? Leurs intentions, à l'un et l'autre, peuvent être sincères, non exemptes peut-être d'illusions et d'incohérences.

Sans doute attendez-vous que je vous parle du **Synode romain** ; il faut bien prier pour le Synode, car il a des objets majeurs : le sacerdoce ministériel, la justice dans le monde. Les schémas de travail ont été mis à la disposition des prêtres au Secrétariat de pastorale. Nous avons eu un certain nombre de réponses qui ont été transmises au Synode. Mieux vaut attendre les directives du Pape et des évêques réunis à Rome, en octobre prochain : ce que je pourrais vous dire sur les conclusions du Synode serait tellement problématique ! Il sera aussi question au Synode de la **Loi fondamentale de l'Eglise**, on y dira seulement où en est le travail en cours ; le texte actuel est un simple schéma, qui a tenté d'être moins juridique pour être plus théologique ; mais ni les théologiens ni les canonistes n'aiment le mélange des deux disciplines : il faut donc refaire tout le schéma ; mais il importe de dire que la loi fondamentale — sorte de définition de l'Eglise à partir de Vatican II, et comme introduction au nouveau code canonique — a été demandée lors d'un vote à très forte majorité par les évêques au Synode de 1967.

Problèmes pastoraux

Je répondrai maintenant à des questions qui m'ont été posées plusieurs fois.

L'obligation de la messe du dimanche

1. — A propos de l'**Eucharistie**, qu'on me permette de dire qu'une certaine opinion pourrait être négative pour le peuple chrétien : on laisse entendre çà et là que la messe n'est pas obligatoire le dimanche, qu'il ne faut y aller que si on en ressent le besoin, etc. A mon modeste avis, il y a là quelques malentendus. Pense-t-on que pour beaucoup une des manières d'être rattachés à l'Eglise, de nourrir sa foi, c'est l'acte dominical

de l'Eucharistie qui rassemble, évangélise, éclaire les fidèles pour la semaine ? Pense-t-on aussi que le spirituel ne se fait pas sentir comme un besoin de faim ou de soif ou de justice sociale ? Que le besoin spirituel est habituellement discret, surtout dans une civilisation audio-visuelle et pragmatique ? D'où la nécessité, pour l'Eglise, d'unir les croyants dans l'Eucharistie du jour du Seigneur ! Pense-t-on enfin qu'une obligation est nécessairement extrinsèque, tombant du dehors sur la personne ? Tel n'est pas l'esprit du Christ ; il déclare : « Si vous m'aimez, gardez mes commandements » ; il rappelle les commandements de Dieu, tout en invitant à les vivre dans l'amour, c'est-à-dire à les interioriser personnellement, à les faire siens patiemment ; il affirme que toute la loi se ramène aux deux préceptes de l'amour ; c'est la grande manière d'accueillir la loi de Dieu, et aussi d'éviter à notre amour pour Dieu de devenir subjectif. C'est ainsi que procède l'Eglise « mère et maîtresse » ; elle a souci du peuple de Dieu dont elle a la charge pastorale : aussi a-t-elle établi les exigences minima de la messe du dimanche, de la communion pascale, etc., comme des expressions de l'amour de Dieu ; à nous, prêtres, d'éclairer et éduquer cet immense peuple de fidèles « moyens », de chrétiens « tout venant », que le Christ aime comme il aimait la foule variée qui s'attachait à lui.

Il est évident que c'est le **rite de la messe dite de Paul VI** qui est aujourd'hui en vigueur ; il n'y a plus à discuter à ce sujet, mais à interioriser le rite renouvelé de l'Eucharistie pour mieux le vivre avec les fidèles. Il semble qu'un gros progrès ait été réalisé pour la prière liturgique dans beaucoup de communautés chrétiennes ; lectures, chants et silences s'y entremêlent pour que l'assemblée exprime l'unité du Corps du Christ en ses différents membres et soit mieux ouverte à l'apostolat.

Les messes de petits groupes

La messe des petits groupes, comme on dit, se développe ; en fait, il est difficile de les connaître. Cette messe a été prévue par une déclaration de la Commission épiscopale de liturgie, qui indique les libertés offertes positivement aux groupes et aussi les exigences liturgiques qui demeurent pour la célébration de l'Eucharistie. La messe, les sacrements ne sont la propriété de personne : ils sont d'Eglise. On comprend donc que les évêques responsables rappellent les rites fondamentaux de la messe, la lecture de l'Ecriture et le vêtement liturgique dus au respect de la Présence réelle : on ne consacre pas le Corps et le Sang du Christ hors du texte d'une prière eucharistique avec la parole même du Seigneur, seule efficace ; l'Eucharistie n'est pas n'importe quel repas fraternel, le pain et le vin consacrés doivent être discernés comme le Corps du Seigneur, ainsi que l'écrit saint Paul : aussi, après la messe, on ne laisse pas traîner des parcelles d'hostie, ni un calice sans l'avoir purifié, excusez-moi de rappeler ces détails qui ne sont pas des détails. Il arrive que l'on passe de la méticulosité à la désinvolture qui ébranle parfois la foi des fidèles, y compris des participants à certaines messes de groupe. Aussi, est-il très souhaitable que la messe des petits groupes les ouvre à la

participation de l'Eucharistie dominicale du peuple de Dieu (1) et à l'apostolat en Eglise.

Les absolutions collectives

2. — On m'a interrogé aussi sur les absolutions collectives : sont-elles un progrès pour l'Eglise ? Progrès, certes, que les préparations au sacrement par les cérémonies pénitentielles, mais est-on sûr du progrès pour l'absolution collective, sur laquelle, d'ailleurs, l'Eglise ne s'est pas prononcée ? N'y a-t-il pas à craindre que le mécanisme joue encore plus pour l'absolution collective que pour l'absolution personnelle ? Car elle dispense précisément de la démarche personnelle, de l'aveu de ses propres péchés, d'une mise au point avec le prêtre. Je crois que l'institution très ancienne de la confession personnelle a été une avancée de la vie sacramentelle et spirituelle des croyants. Il faut nécessairement changer pour progresser, mais certains changements peuvent n'être pas des progrès.

Evangelisation et sacrement

3. — La **Pastorale liturgique** fait partie intégrante de la Pastorale de l'Eglise : car il n'y a pas de vie de l'Eglise sans les sacrements de la foi : d'où l'effort heureusement poursuivi de la préparation nécessaire des parents au baptême de leur enfant, des fiancés à leur mariage (avec inscription préalable de trois mois, très souhaitable, non imposable), des enfants catéchisés aux sacrements de pénitence et d'eucharistie, aux professions de foi. Il y a là des efforts pastoraux, modestes, réalistes, pour assurer à beaucoup et souvent des pauvres, un minimum de contacts avec l'Eglise, pour leur offrir un accueil festif, qui éclaire et honore la foi au Christ, en même temps que les participants. Des recherches sont entreprises pour la pastorale du baptême, sacrement de la vie même du Christ ; une enquête est en cours, parmi les évêques de France, à partir de travaux dans les diocèses. Deux jours sont réservés, à l'Assemblée de Lourdes, pour étudier la pastorale des sacrements et, en particulier, le baptême. Aussi, je me garderai bien de précipiter un jugement sur l'évangélisation et sacrement : « et » indique une conjonction organique, vivante, entre éléments qu'on ne peut dissocier sous peine d'infidélité au Christ et de grand dommage pour les croyants. L'enjeu est très grave de retarder le **baptême des petits enfants**, il est la porte du salut et de la grâce ; aussi, sachons attendre les conclusions de l'Assemblée des évêques, lourdement chargés de discerner les moyens de transmettre la foi et la vie du Christ.

Je crois que nous devons être heureux qu'un grand nombre demande encore à l'Eglise une certaine lumière de foi, une certaine référence à Dieu, aux **grandes étapes humaines de l'existence** : naissance, enfance, adolescence, mariage, funérailles. Cela peut être insuffisant et ambigu, mais tout ce qui est de l'homme peut devenir ambigu ! Le Christ a toujours accueilli l'ensemble

des gens ; l'Eglise est faite pour tous : sa mission est universelle, elle se doit en particulier aux pauvres, à tous ceux qui ont peu de moyens socio-culturels d'expression et souvent beaucoup de cœur ; sans eux, l'Eglise ne deviendrait-elle pas un privilège pour gens d'élite ? Il importe que la foi des chrétiens soit de plus en plus éclairée, mais aussi qu'une multitude d'hommes puissent connaître Jésus-Christ dans l'Eglise, sinon nous aurions plus encore une civilisation païenne, c'est-à-dire, comme l'écrit saint Paul aux Ephésiens, « sans Christ, sans Dieu et sans espérance dans le monde ». Il nous faut donc une conscience encore plus pastorale à l'égard de tous pour rassembler les enfants de Dieu dispersés et « pour qu'aucun des petits ne périsse ». Nous ne pouvons pas prendre notre parti d'une Eglise du petit nombre, ni comme une fatalité ni comme un idéal ; l'histoire, d'ailleurs, nous apprend que cela a toujours tourné mal : montanistes, cathares, jansénistes, etc., tous plus ou moins pharisiens. Le Christ est venu pour les publicains, pour la multitude des pécheurs, dont nous sommes, bien sûr, les premiers. Le Christ, lucide, a demandé de ne pas jeter de première pierre.

Le ministère des prêtres

4. — Peut-être pensez-vous qu'il n'y a plus assez de prêtres pour assurer tout ce ministère sacerdotal au service de tous ? On ne peut oublier, bien sûr, l'indispensable catéchèse des enfants et adolescents, ni l'indispensable éducation d'apôtres laïcs, en toutes formes d'Action catholique, surtout au service des jeunes, si nombreux, et des hommes qui portent tant de responsabilités. Le nombre des prêtres diminue, par suite des décès et surtout par manque de relève de vocations : notre diocèse est, sur ce point, douloureusement atteint. Certains jeunes répugnent à entrer dans un presbytérat trop préoccupé de ses problèmes internes ; d'autres voudraient que l'Eglise prenne rapidement un visage de renouveau évangélique et missionnaire : or, chacun sait combien il est déjà difficile de changer ses propres habitudes et surtout de convertir son propre cœur ; or, comment changer fortement le peuple de Dieu, ses structures, son esprit, en cinq ans ? Quoi qu'il en soit, l'Eglise ne se rajeunit pas en son sacerdoce ministériel : cela ne manque pas d'être un handicap sérieux pour les années qui viennent. Mais je crois pouvoir dire que notre diocèse a encore — actuellement — un nombre suffisant de prêtres (d'une moyenne d'âge de 54 ans). Peut-être ne sont-ils pas toujours bien répartis, par exemple il y en a trop en ville le dimanche et pas assez dans le rural, etc. Pour une meilleure répartition des ministères entre prêtres, il importerait aussi que se mettent en place partout, sans plus tarder, les **unités pastorales nouvelles** qu'on peut appeler aussi unités presbytérales ; elles ont été formellement voulues et par le Conseil du presbytérum et par l'Assemblée évêques-prêtres à Lourdes ; en les demandant, les évêques ne font donc qu'exécuter des votes d'Assemblées. L'UPN fait partie modestement de cette volonté de donner à l'Eglise des structures plus adaptées, en regroupant les prêtres de ministères diversifiés, au service de tout le Peuple de Dieu, sur un territoire donné, autour d'un responsable nommé

(1) Voir Constitution sur l'Eglise, nos 6 et 7 ; note épiscopale sur les messes de petits groupes, février 1970 ; note du Bureau d'études doctrinales sur l'Eucharistie, août 1971.

par l'évêque, après désignation de plusieurs candidats par les prêtres intéressés. Nous pâtissons certainement au plan apostolique de manque de mise en place de certaines UPN : la réunion régulière de responsables avec les délégués diocésains, les vicaires généraux et les évêques permettrait une meilleure coordination pastorale. Elles empêchent aussi de nommer des prêtres à un secteur tant que l'Unité n'est pas constituée. Les laïcs doivent normalement participer à l'élaboration de l'apostolat, ainsi que les religieux et religieuses, mais l'exemple donné par les prêtres dans les UPN pèsera beaucoup pour la mise en place des dispositifs d'apostolat.

Il faudrait aussi qu'on puisse inventer des **ministères nouveaux**, avec objectifs missionnaires précis et en relations organiques avec l'ensemble des prêtres d'un secteur : il ne faut pas, en quelque ministère nouveau ou traditionnel, de prêtre isolé par rapport aux autres prêtres, à une communauté chrétienne, ni par rapport à l'évêque. Beaucoup de ministères actuels réclament d'ailleurs plus d'approfondissement spirituel personnel : c'est l'enjeu heureux de ministères plus libres, dans des institutions moins nettes.

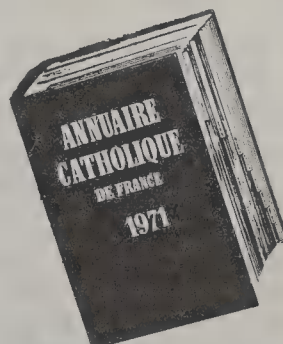
Communion et mission s'appellent l'une l'autre

5. — Ce qui importe, c'est que nous travaillions positivement ensemble à l'évangélisation et à la sanctification des hommes : cela s'appelle la **Communion en Eglise** ! Communion et mission s'appellent l'une l'autre, pour constituer et construire l'Eglise, jusqu'à la communion définitive : « Qu'ils soient un afin que le monde croie. » Le Christ a lié la conversion à la foi au témoignage de la communion des chrétiens. On l'oublie parfois. Nous souffrons d'un manque d'unité dans la présentation de certains points fondamentaux de la foi, et dans l'amour fraternel, qui suppose estime réciproque. Une liberté d'expression est certainement nécessaire dans l'Eglise. Des attaques publiques atteignent des prêtres, des évêques, ou même le Pape ; elles font mal et du mal au peuple chrétien, et aussi à l'œcuménisme. Un pasteur protestant disait récemment : « Pour l'œcuménisme, il faudrait d'abord que les catholiques gardent l'unité entre eux. » Un autre pasteur, très influent en France, me disait aussi que la solidité de la foi en l'Eglise catholique, surtout à la présence réelle, avait sa répercussion à l'intérieur des confessions protestantes. A ce propos des différends dans l'Eglise, je voudrais rappeler un précepte du Seigneur : « Si ton frère vient à pécher, reprends-le entre toi et lui seul... S'il ne t'écoute pas, prends encore avec toi une ou deux personnes afin que toute l'affaire se règle sur la parole de deux ou trois témoins. S'il refuse de les écouter, dis-le à l'Eglise. » Il y a là une règle d'or, parce qu'elle vient de Jésus : on devrait d'autant plus la retrouver que la psychologie moderne insiste sur le dialogue, c'est-à-dire l'écoute réciproque ; cela suppose du courage, du désintéressement, de l'humilité, vertus à la fois humaines et chrétiennes. Je souhaite donc que cette année marque un progrès du dialogue confiant dans l'Eglise, car nous sommes tous au service du Christ et de sa Bonne Nouvelle, dans le respect des dif-

férentes options légitimes et pour une évangélisation plus incisive.

Conclusion

Nous sentons la nécessité d'un renouveau pour l'essor de l'Eglise et de sa mission, à la suite du Concile ; l'envol de l'avion dépend du gouvernail, du moteur et de la piste balisée. On se souvient du mot de Lacordaire, pourtant si libéral : « Entre le fort et le faible, c'est la loi qui protège et la liberté qui opprime », cette observation est toujours vraie : quand la loi ne protège pas, le pauvre est à la merci des abus d'autorité, de responsables, de groupes de pression, etc. Une série de mots en isme indique toujours les attitudes dont il faut nous défier : intégrisme, progressisme, cléricisme, etc., elles reviennent souvent sous une forme ou sous une autre. Il est toujours difficile d'être disciple du Christ doux et humble de cœur : douceur et humilité sont sans doute deux valeurs évangéliques nécessaires aux serviteurs et témoins du Christ ; or notre monde est assez dur, peu respectueux des personnes, quand il s'agit d'être efficace ou d'avoir raison. Le renouveau de l'Eglise, son avancée missionnaire dépendent pour beaucoup d'un progrès de vie chrétienne selon les Béatitudes prises ensemble : elles forment un tout indivisible. Ça va sans dire, mais, comme disait Talleyrand — si intelligent — « ça va mieux en le disant ».



... ..

**vient
de
paraître**

**1.750 pages
23^e année**

L'ANNUAIRE CATHOLIQUE DE FRANCE

donne les noms et adresses :

- du clergé paroissial avec les numéros de téléphone des paroisses ;
- de tous les instituts religieux de France ;
- des établissements d'enseignement catholique primaire, secondaire, supérieur ;
- des établissements hospitaliers ;
- des maisons d'accueil pour retraites spirituelles, recollections ;
- des mouvements d'action catholique, etc.

Adressez votre bon de commande à l'éditeur : **PUBLICAT**, 17, boulevard Poissonnière, 75 - Paris-2^e. accompagné d'un chèque bancaire ou postal (CCP Paris 227-84) ou d'un virement postal.

M n°

rue n°

Ville Départ.

désire recevoir **L'ANNUAIRE CATHOLIQUE DE FRANCE**, édition juillet 1971, au prix de 72 F + 5 F de port.

A le

Signature :

LES CONTESTATIONS ACTUELLES

Conférence de Mgr Guyot

Lors des retraites pastorales de son diocèse, Mgr Guyot, archevêque de Toulouse, après avoir brièvement évoqué le Synode épiscopal, s'est interrogé sur le sens de la contestation actuelle dans l'Eglise et a dégagé les conditions pour qu'elle soit une occasion de progrès et de renouveau (*):

Les contestations actuelles à l'égard de l'Eglise et du sacerdoce

Que l'Eglise et particulièrement ses ministres soient actuellement pris à parti et contestés, cela n'appelle aucune démonstration. Il suffit de lire le journal, d'écouter la radio, de feuilleter un catalogue de librairie. Dans une seule collection des Editions Fayard, je relève les titres de livres récemment parus : *Tempête sur l'Eglise* (R. SERROU); *la Crise intellectuelle du catholicisme français* (Jean LACROIX); *les Etudiants, la politique et l'Eglise, une impasse?* (J.-P. CIRET et J.-P. SUEUR); *Eglise, mère abusive* (Ch. VINCENT), etc.

Ce qui me frappe, dans l'avalanche de lettres, de feuilles ronéotypées, de motions... qui ne cessent de déferler dans le courrier quotidien, comme dans les entretiens personnels ou les réunions, c'est l'aspect contradictoire des critiques formulées. Ce que les uns reprochent à l'Eglise, c'est ce que d'autres apprécient chez elle et vice versa. Que le ton soit agressif, ironique ou respectueux, il ne suffit pas à masquer un désarroi et une souffrance qui rejoignent les difficultés et les épreuves auxquelles nous-mêmes, qui portons des responsabilités dans l'Eglise, nous nous trouvons sans cesse durement affrontés.

Pasteurs des uns et des autres, nous devons y être d'autant plus attentifs que c'est le plus souvent notre attitude même qui est mise en cause.

Nous entendons pourtant élargir ici le sens habituel que l'on donne au mot « contestation ».

Au-delà des critiques faites à l'exercice du gouvernement pastoral, cet entretien voudrait évoquer aussi les questions de fond posées de nos jours à l'Eglise, notamment au plan de l'exégèse, de la théologie ou de l'histoire.

Pourquoi cette contestation systématique ?

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Eglise connaît la contradiction.

Mais, ce qui frappe de nos jours, c'est que — souvent — la critique ne vient pas d'adversaires de l'Eglise, mais bien de ceux de ses membres qui se veulent des plus lucides et des plus géné-

reux. Tout se passe comme si, après des siècles « d'autosatisfaction », bon nombre d'entre eux éprouvaient le besoin d'une immense remise en cause.

Pour porter un jugement de valeur sur un tel événement, il faut le replacer dans le contexte historique dans lequel il s'insère.

*
**

Dans un livre récent intitulé *le Choc du futur*, un Américain — Alvin Toffler — a décrit en termes saisissants, illustrés de faits concrets, l'accélération hallucinante des découvertes scientifiques et technologiques dans tous les domaines, au cours de ces dernières décennies.

« Le monde d'aujourd'hui est aussi différent de celui dans lequel je suis né que celui-ci l'était de l'époque de Jules César », peut écrire un économiste contemporain de soixante-dix ans, Kenneth Boulding. « Je suis né au milieu de l'histoire humaine, explique-t-il. Il s'est produit presque autant de choses depuis ma naissance qu'avant (1). »

Faut-il s'étonner, dès lors, des bouleversements vertigineux que nous constatons dans tous les domaines de la vie et de l'activité humaine ?

Quelle institution, quelle profession, quel système économique, quel régime politique ne se trouve aujourd'hui dans une perpétuelle insécurité ? Tout bouge, tout « flotte », depuis les programmes scolaires et universitaires, jusqu'au système monétaire international.

Que dis-je ? La mutation touche beaucoup plus que les institutions et les régimes. C'est la condition humaine et la conception même de l'homme qui se modifient aux yeux de beaucoup.

*
**

S'interrogeant par ailleurs sur l'attitude de rejet et de refus des traditions qui se développe depuis quelques années avec une puissance particulière, M. Leprince-Ringuet pense qu'on peut en trouver une cause dans l'extension à l'ensemble du monde de *l'esprit scientifique*.

« La Science ne s'effectue, écrit-il, que par des remises en questions successives. Dans toutes les disciplines, les exemples abondent. En physique, la mécanique quantique est née d'une nécessaire remise en question des concepts fondamentaux de la mécanique classique, inapplicable à l'atome... »

Or, cette remise en question fait tache d'huile à travers le monde : elle devient une attitude fondamentale, dans la jeunesse en particulier.

On remet en question tout ce qui peut avoir une importance dans la vie personnelle ou collective...

Tous ceux qui œuvrent pour l'espace, l'électro-

(*) « Foi et vie de l'Eglise au diocèse de Toulouse », 19 septembre 1971, p. 347 et s.

(1) Cf. A. TOFFLER, *le Choc du futur* (Denoël), p. 37, etc.

nique, l'aviation, l'énergie atomique se nourrissent de la pensée scientifique et l'assimilent dans une attitude quasi religieuse... Et tous ces hommes parlent et se font entendre, exerçant une influence qui n'est pas minime (2). »

Comment, dès lors, l'ensemble des chrétiens pourraient-ils rester étrangers à la culture de leur temps et aux exigences nouvelles qu'elle implique ?

Comment n'appliqueraient-ils pas l'esprit critique aux institutions et à l'enseignement même de l'Eglise ?

Comment l'apport des sciences profanes n'ouvrirait-il pas un champ illimité de questions nouvelles dans le domaine des sciences sacrées ?

Comment une meilleure connaissance de l'histoire de l'Eglise ou une exégèse plus exigeante de la Bible, comment les acquisitions de la sociologie religieuse ou celles de la psychologie des profondeurs, comment surtout une expérience pastorale vécue à partir de la vie des hommes, comment une prise de conscience des drames actuels du monde ne viendraient-elles pas interpeller notre foi et nous inviter à un approfondissement dans la recherche loyale de la vérité, de la justice et de la paix ?

Et comment ne serions-nous pas ainsi amenés à constater que bien des aspirations de nos contemporains rejoignent les requêtes fondamentales d'un Evangile vécu ?

Cette contestation est-elle une chance pour l'Eglise et pour le sacerdoce ?

On ne peut nier que la crise actuelle présente des risques, et même des risques graves.

Quand un arbre est ébranlé par la tempête, il n'y a pas que les branches mortes qui tombent au sol ; il peut y avoir aussi des bourgeons, des fleurs et des fruits.

Dans la tempête qui secoue l'Eglise, bien des chrétiens fidèles peuvent être troublés, égarés, perdus. Des prêtres eux-mêmes ou des religieux peuvent être ébranlés, désemparés, déçus.

C'est plus que jamais l'heure de la compréhension, de la bienveillance et de l'entraide fraternelle.

Mais c'est aussi une heure et une épreuve de vérité.

Il faut que nous nous aidions les uns les autres à voir clair dans cette tourmente et à discerner les signes d'un projet de Dieu sur les hommes de notre temps.

Peut-être les prêtres de ma génération ont-ils été familiarisés avec une conception « fixiste » de l'Eglise, comme si, dès l'origine, l'institution ecclésiale avait reçu du Christ sa forme définitive et n'avait plus, dans la suite, qu'à répéter indéfiniment des schémas préétablis. Dès lors, nous avions tendance à juger tout parfait jusqu'aux moindres détails dans la constitution de l'Eglise telle que nous la connaissions, sans tellement distinguer l'essentiel de l'accidentel ou l'immuable du provisoire.

Or, l'Eglise est toujours en chantier ici-bas. Son Fondateur a voulu que sa « loi fondamentale »

soit assez ouverte pour pouvoir répondre à tous les appels de l'Esprit à travers les temps, les lieux et les civilisations.

L'histoire de l'Eglise est l'histoire d'un être vivant qui connaît les développements successifs de l'enfance, de l'adolescence, de l'âge mûr. Elle doit traverser des périodes de crise, de recherche, de tâtonnements. Ni les promesses du Christ, ni l'assistance indéfectible de l'Esprit-Saint ne la mettent totalement à l'abri de la faiblesse ou des misères de ses membres, même à l'échelon le plus élevé. C'est pourquoi elle a besoin de réviser sans cesse ses attitudes et ses comportements dans une référence constante à ce message qu'elle a pour mission d'annoncer. C'est seulement dans cette humilité et cette fidélité qu'elle enrichit son expérience séculaire et qu'elle tire profit des épreuves ou des erreurs de son passé.

Ainsi la pédagogie divine telle que nous la révélait déjà l'Ancien Testament se manifeste-t-elle plus merveilleusement encore dans la Nouvelle Alliance. Nous y admirons le respect de Dieu pour la liberté de l'homme. Après lui avoir confié sa Parole de vérité, il lui laisse le soin de s'organiser, de s'adapter et d'accomplir ainsi librement le dessein d'amour dont il lui a révélé le mystère.

**

Replacé dans cette perspective de l'histoire du salut, le deuxième Concile du Vatican apparaît comme l'une des plus vastes « révisions de vie » que l'Eglise ait jamais tenté de faire au cours de ses deux mille ans d'existence.

C'est ce qu'affirmait équivalement le Pape Paul VI à l'ouverture de la deuxième session.

« L'Eglise, disait-il, veut se voir dans le Christ comme dans un miroir. Si ce regard révélait quelque ombre, quelque déficience sur le visage de l'Eglise ou sur sa robe nuptiale, que devrait-elle faire, d'instinct et courageusement ? C'est clair, se réformer... (3). »

Avec le recul de six années, nous mesurons mieux l'ampleur et les exigences de ce travail, ne fût-ce que par les remises en questions qu'il ne cesse de provoquer et à cause d'elles.

Il ne s'agit plus de secouer quelques poussières ou d'opérer quelques ajustements en vue de se mettre au goût du jour.

Face à une crise de civilisation sans précédent dans l'histoire, il s'agit d'approfondir notre foi dans la fidélité à l'Esprit-Saint et la communion de l'Eglise, afin de pouvoir répondre aux grands appels missionnaires de notre temps.

C'est ainsi que la Commission internationale de théologie n'a pas craint d'écrire dans son récent rapport sur le premier thème du Synode que la crise sacerdotale dans laquelle nous sommes est en raison même de sa profondeur et de sa gravité « une chance exceptionnelle pour l'Eglise ». « L'Eglise, affirme-t-elle, est amenée à vérifier si le ministère sacerdotal n'a pas été indûment grevé d'éléments étrangers dont il devrait être débarrassé, et dès lors à mieux mettre en valeur la spécificité du ministère sacerdotal dans la conformité à ce qu'a voulu Jésus-

(2) Louis LEPRINCE-RINGUET : *Croire en Jésus aujourd'hui*, dans *Jésus*, collection « Génies et Réalités », p. 7.

(3) *Discours au Concile*, Editions du Centurion, p. 111, (DC 1963, n° 1410, col. 1353 - NDLR.)

Christ, à ce que nous révèle la parole de Dieu (4). »

Nous sommes entrés dans un temps qui exige de nous autant de lucidité et de fidélité doctrinales que de purification et de conversion spirituelles.

A nous de réfléchir et d'agir pour ne pas laisser dévier un mouvement dont l'initiative vient de Dieu, mais dont le sort est aussi dans la main des hommes.

*A quelles conditions
les contestations actuelles peuvent-elles être
l'occasion de progrès et de renouveau
missionnaire !*

Une première condition est de savoir « accueillir » la contestation.

Non certes pour l'adopter aveuglément, mais pour être prêt à recevoir ce qu'elle peut contenir de juste et de bon.

Il s'agit, en effet, de la passer au crible d'une saine critique, à la fois pour en écarter ce qui est excessif ou erroné, mais pour en retenir ce qui est fondé, la part de vérité qui s'y trouve contenue.

Une telle attitude d'accueil, il faut bien le dire, ne nous est pas naturelle. La réaction spontanée, lorsqu'on nous critique, est de nous défendre.

Pourtant, un refus systématique ou une défense apologetique risquent fort de bloquer les positions et, par là même, de tarir à sa source tout effort de rénovation souhaitable.

Alors qu'un souci de vérité et de loyauté, joint à la disposition de modifier ce qui doit l'être, peut permettre d'ouvrir des voies nouvelles vers une plus grande fidélité au Seigneur.

C'est ainsi que l'apport valable des sciences et des techniques nous oblige à repenser des affirmations que nous jugions jusqu'ici « traditionnelles » et dont l'expression relevait en grande partie d'une mentalité ou d'une culture.

C'est ainsi que se trouvent également remis en cause des principes qui paraissent unanimement admis jusqu'ici et qui demandent à être jugés du point de vue de l'Evangile.

« Si tu veux la paix, disait-on, prépare la guerre. » Et voici que Paul VI nous dit : « Si tu veux la paix, prépare la justice. »

De même, on a longtemps pensé que « l'Occident chrétien » était messenger de l'Evangile à travers le monde. Et voici qu'un témoin autorisé nous dit : « Quand on participe à un débat à l'ONU, on est consterné de comprendre que les pays riches, puissants et égoïstes, sont des pays de civilisation chrétienne. C'est cela le visage de l'Eglise pour les peuples pauvres... C'est une Eglise de Judas, traîtres à leur Seigneur... On ne peut plus nous croire (5). »

Certes, il y a dans le Peuple de Dieu une contestation qui fait mal parce qu'elle est inspirée par le mépris ou par la haine. Mais il y a une contestation bienfaisante et salutaire, c'est celle que suscite la passion de la vérité et qu'inspire l'amour de l'Eglise. Qu'on songe à un saint Ber-

nard, à un François d'Assise, à une Catherine de Sienne... et à tant d'autres ! C'est parce qu'on souffre de voir et de sentir tout ce qui fait obstacle à sa mission auprès des hommes de notre temps, que l'on aspire à une mobilisation de la conscience chrétienne qui fasse la révolution de la sainteté.

Une deuxième condition est d'opérer les discernements nécessaires à la lumière de la Révélation.

Il ne suffit pas, en effet, d'ouvrir ses yeux et son cœur aux grands appels de notre temps.

Il faut aussi — dans un même dynamisme — puiser la lumière de Dieu dans l'Ecriture et la Tradition vivante.

Le retour assidu à l'Ecriture est un des fruits de Vatican II. Mais le Concile nous a justement appris à ne pas séparer l'Ecriture de la Tradition. C'est « en Eglise » que l'on accueille la Parole de Dieu et qu'on en vit. Voilà pourquoi toute recherche d'une fidélité plus grande à Jésus-Christ ne peut s'accomplir qu'avec tous nos frères dans la foi et dans la communion à « ceux que l'Esprit-Saint a constitués pour paître l'Eglise de Dieu (6) ».

Il serait présomptueux de faire fi d'une histoire deux fois millénaire et de vouloir repartir à zéro.

C'est au contraire en prenant appui sur l'expérience des générations chrétiennes qui nous ont précédés, que nous pouvons le mieux saisir toutes les richesses du message afin d'en traduire l'éternelle nouveauté pour le contexte historique de notre temps.

« La vie s'enracine dans la tradition », écrit Bernard Besret dans un livre où d'excellentes réflexions voisinent avec des suggestions plus contestables. « Pour ma part, ajoute-t-il, je ne suis pas suffisamment saturé par la Tradition pour être totalement libre. Mon désir est d'être de jour en jour plus traditionnel, pour être de jour en jour plus libre, de créer et d'inventer des formes aussi contemporaines que possible de ma foi, sans craindre de me fourvoyer (7). »

**

De telles exigences valent très particulièrement pour tout ce qui touche le « **ministère sacerdotal** ».

L'opinion publique a été saisie de multiples façons des problèmes, aujourd'hui soulevés un peu partout à travers le monde.

Bien des chrétiens sont troublés et s'inquiètent de tout ce remue-ménage qui menace d'affecter profondément la vie de l'Eglise.

Pourtant, les « contestations » actuelles qui bousculent si fortement nos conceptions stimulent, depuis plusieurs années, des recherches exégétiques et théologiques de première importance.

Lorsqu'elles sont sérieuses, ces études, absolument nécessaires, favorisent l'intelligence de la foi et contribuent à mettre toujours plus en lumière la vérité de l'Evangile. Elles aident à mieux distinguer ce qui est contingent et parfois même provisoire, de ce qui est essentiel et inaliénable dans la foi.

(4) *Le ministère sacerdotal*. Rapport de la Commission internationale. Théologie. Editions du Cerf, p. 30.

(5) Gabriel MARC, responsable national de l'ACI (dans *la Croix* du 7 septembre 1971).

(6) Ac 20, 28.

(7) B. BESRET : *Clefs pour une nouvelle Eglise* (Seghers), p. 16 et 17.

Mais le sérieux de tels travaux leur impose le plus souvent de s'attacher et de se limiter à des points précis (tel ministère, tel vocabulaire...). Il ne faudrait donc pas que l'exigence scientifique des théologiens conduise ceux qui les lisent ou les écoutent à perdre de vue, relativiser ou même oublier le cœur même de la foi sur les ministères.

Or, cette foi ne ressort-elle pas avant tout du témoignage global du Nouveau Testament lorsqu'il révèle en clair l'existence de ce groupe d'apôtres, voulu et constitué par Jésus lui-même, distinct au milieu des disciples ? Cette foi ne se fonde-t-elle pas encore sur la Tradition vivante d'une Eglise qui perçoit (sans avoir besoin d'en faire au départ la théorie) l'importance, pour elle et pour sa mission, de ces apôtres institués par le Christ : elle en assure toujours et partout la continuité, la « tradition » par le corps des évêques et ceux qui participent sacramentellement à leur ministère.

Aussi les fidèles peuvent-ils s'attacher avec confiance à cette certitude que l'Eglise de Jésus-Christ comptera toujours des « ministres de la communauté » tels que son fondateur les a voulus et institués. Ces successeurs des apôtres présentent et présenteront dans l'histoire des visages, des manières d'être et d'agir bien différents de ceux auxquels nous sommes habitués. Les participations à leur ministère pourront connaître aussi des modalités encore inusitées. (A cet égard, l'Eglise des tout premiers siècles n'a-t-elle pas dû chercher et trouver ce qui était pour elle le plus convenable et le mieux adapté à sa mission ?... N'est-il pas dans la logique de l'amour que le Christ porte à son Eglise de lui laisser ainsi une part très réelle de responsabilité dans l'aménagement, la gestion et l'usage des biens qu'il lui confie ?)

Mais toujours des chrétiens, appelés par le Christ et consacrés par lui à sa mission pastorale, se tiendront au milieu des hommes pour les interpeller, les conduire, les sanctifier au nom du Seigneur en personne.

**

Une dernière condition pour que les contestations actuelles puissent être occasion de progrès et de renouveau missionnaire dans l'Eglise, c'est de **préparer les esprits aux évolutions qui s'imposent et de respecter le délai des cheminements nécessaires.**

Ici, le rôle des prêtres apparaît irremplaçable. Dieu les a qualifiés pour être ministres d'une alliance nouvelle, non de la lettre mais de l'Esprit (8) ! C'est à eux très particulièrement qu'il appartient d'aider les membres du peuple de Dieu à « écouter ce que l'Esprit dit aux Eglises (9) ».

Il s'agit d'une éducation et d'un approfondissement de la foi qui implique une conversion de mentalité. Or, la mentalité d'un peuple ne se change pas comme se changent les structures. L'histoire nous montre que certains Conciles ont pratiquement échoué, malgré une œuvre doctrinale de qualité, parce que le peuple chrétien

n'avait pas été suffisamment aidé à en saisir les enseignements et à en poursuivre la visée.

Prêtres ou évêques, avons-nous su monnayer les richesses de Vatican II et chercher avec tous comment les traduire en termes de vie ?

En tout cas, l'œuvre n'est certainement pas achevée.

Il nous faut redoubler à la fois de bienveillance et de fermeté, de patience et de continuité, de compréhension et d'exigence.

Toute modification dans les usages reçus appelle une information et une réflexion préalables.

Changer sans aucune concertation des coutumes établies, c'est faire du néo-cléricalisme et s'exposer à tomber d'un formalisme dans un autre.

Les pasteurs doivent se sentir solidaires de ceux qui les ont précédés. Il leur faut ménager les transitions opportunes sous peine de perdre la confiance des fidèles et de bloquer toute évolution.

Le grand art en la matière est de faire appel avant tout à la liberté et à la responsabilité des croyants afin de les aider à être de plus en plus adultes dans la profession de leur foi. Susciter une réflexion commune, associer à un effort de recherche et d'invention, ouvrir à un sens authentiquement missionnaire, c'est encourager tous les membres du peuple de Dieu à redécouvrir la diversité merveilleuse des ministères et des charismes dans l'Eglise.

**

Tout cela exige que nous retrouvions nous-mêmes, toujours davantage, le sens du ministère qui nous est propre au sein de cette Eglise dont nous sommes aussi les membres.

Il faut donc que nous commençons à faire personnellement et communautairement ce que nous proposons aux autres ; que nous communions profondément dans l'essentiel de la foi ; que nous purifions notre ministère et notre vie de toutes les déformations stigmatisées par le Christ chez les prêtres de son temps ; que nous confrontions fraternellement nos expériences pastorales et que nous acceptions la légitime diversité de nos ministères ; que nous partagions notre commun souci de l'Eglise à faire grandir et de l'Eglise à faire naître ; que nous nous aidions mutuellement, en un mot, à être toujours davantage « les serviteurs de tous les hommes par amour de Jésus-Christ ».

— *La Foi*, par JEAN CONVENTRY, S.J. — Un vol. 11 × 18 cm, de 110 pages. Prix : 9,60 F. Apostolat des Editions, Paris.

— *L'Incarnation*, par RALPH WOODHALL, S.J. — Un vol. 11 × 18 cm, de 94 pages. Prix : 9,60 F. Apostolat des Editions, Paris.

— *Amour - Famille - Enfants*, par ADA CARELLA. Préface de MICHEL RIQUET, S.J. (coll. « Problèmes de vie »). Un vol. 11 × 18 cm, de 128 pages. Prix : 8,60 F. Apostolat des Editions, Paris.

— *Connaissance du Christ et Genèse de la foi*, par JACQUES GUILLET, S.J. — Une plaquette 14,5 × 19 cm, de 56 pages. Editions Prière et Vie, Toulouse.

— *Morale en crise ou en progrès ?* par FRANÇOIS FOURNIER, S.J. — Une plaquette 14,5 × 19 cm, de 40 pages. Editions Prière et Vie, Toulouse.

(8) Cf. 2 Co 3, 6.

(9) Ap 4, 29.

DISCOURS DU CARDINAL WRIGHT AU CONGRÈS INTERNATIONAL DE CATÉCHÈSE (1)

INTRODUCTION

Un Congrès catéchétique international, aussi représentatif que celui-ci, semble, en ce moment précis de l'histoire de l'Eglise, non seulement utile, mais même très nécessaire.

Pourquoi ?

*La controverse autour de la catéchèse
vue par le cardinal Heenan...*

1. Depuis la conclusion du Concile Vatican II, six années se sont déjà écoulées ; les fruits du renouveau pastoral, que le Concile a mis en mouvement, commencent à mûrir. Mais en même temps se sont révélés les problèmes et les difficultés inhérents à une action pastorale efficace dans un monde sécularisé et désacralisé ; cela est surtout vrai pour le ministère de la parole de Dieu.

Et si l'abondance et la richesse des résultats du Concile nous rappellent l'image évangélique du bon grain, il faut aussitôt ajouter qu'au milieu de ce bon grain apparaît également la zizanie, pour souligner que des ennemis — et pas seulement ceux de dehors — s'efforcent d'empêcher la croissance du bon grain, c'est-à-dire les résultats positifs du Concile. A ce propos, S. Em. le cardinal Heenan a remarqué récemment que la zizanie, c'est surtout la récrimination mutuelle, le scandaleux manque d'union, l'encouragement à l'intolérance ; et, parlant en particulier de la catéchèse, l'explosion d'un sectarisme outrancier. Le cardinal s'est posé en défenseur des bonnes intentions et de la bonne foi de beaucoup d'enseignants du catéchisme qu'on a injustement attaqués comme s'ils minaient la foi, uniquement parce qu'ils étaient persuadés que dans le domaine catéchétique comme dans celui de l'enseignement profane, le besoin de nouvelles méthodes se fait sentir. Tout en reconnaissant les nombreuses erreurs qu'on peut relever dans la « nouvelle catéchèse », le cardinal se disait convaincu que ces erreurs étaient susceptibles d'être corrigées en temps opportun, car la vérité est grande et prévaudra : « *Magna est veritas, et praevalerebit !* »

Le cardinal Heenan soulignait — et, en vérité, avec beaucoup de raison — que c'est une erreur, en même temps qu'un manque de charité et de justice, que de condamner, à cause de l'imperfection de leur catéchèse, les enseignants qui cherchent sincèrement à amener les gens au Seigneur, surtout les jeunes. Tout le discours du cardinal est une critique nuancée de l'état actuel de la

controverse à propos de la catéchèse (cf. *The Tablet*, Londres, 22 mai 1971).

... et par Mgr McManus

Plus positives, et peut-être plus utiles, sont les observations faites il y a quelques mois par l'évêque auxiliaire de Chicago, Mgr William McManus, au sujet du contenu de la catéchèse actuelle.

Le prélat a critiqué sévèrement « la tendance, dans l'activité éducatrice religieuse, à prendre comme point de départ la sociologie plutôt que la théologie ». Il ajoutait que les enseignants de la religion doivent présenter celle-ci comme ce qu'elle doit être réellement et non pas comme ce qu'ils croient constater qu'elle est dans notre société actuelle. Comme il a raison !

Dans un développement animé et pleinement conscient du risque que peut faire courir à la foi une orientation trop « sociologique », Mgr McManus reconnaît sans peine que « la nécessité de mettre en relief la dimension théologique dans l'éducation religieuse ne postule nullement l'ignorance des méthodes modernes d'enseignement, pas plus qu'elle ne met en doute le besoin d'adapter la catéchèse au degré d'évolution émotive et psychologique de l'enfant. Mais, dans tous les cas, le point de départ de la catéchèse doit être les données fournies par l'Écriture, la connaissance de l'homme lui-même, et la tradition de l'Eglise à travers les siècles ».

Ensuite, citant l'homélie de S. S. Paul VI, prononcée le dimanche des Rameaux de cette année, Mgr MacManus s'est occupé de la nature du christianisme et de l'obligation qui incombe à l'évêque de s'assurer que la tâche d'enseigner le christianisme soit confiée à des personnes compétentes. Il affirma que le « christianisme est une réponse logique et cohérente de la part d'hommes libres et fidèles. De nos jours les jeunes sont invités à dépasser un christianisme passif et routinier, et à embrasser un qui soit plus actif et dynamique ; à dépasser une foi timide et paresseuse pour rejoindre une foi militante et courageuse ; à dépasser une foi individualiste et repliée sur elle-même pour accéder à une vie communautaire et sociale ; à abandonner l'indifférence et l'insensibilité ; et à montrer une plus grande ouverture envers les autres. Si nous ne réussissons pas à cultiver ces qualités, notre avenir ne sera ni productif ni constructif. Nous ne pouvons rien faire sans moyens nécessaires, ni personnes qualifiées ».

Enfin, Mgr McManus ajoute, avec un brin de malice : « De nos jours, un évêque ne songerait pas à congédier son maître de cérémonies, chargé de s'assurer que l'évêque ne tombe pas par terre dans le sanctuaire. Il est non moins nécessaire que l'évêque s'entoure de fidèles qui soient de vrais professionnels, pour éviter qu'il ne trébuche lorsqu'il chemine au milieu de problèmes beaucoup plus importants ! »

C'est fort possible ; toutefois, il y en a parmi nous qui estiment que le professionnalisme —

(1) Texte français original. Les sous-titres en italique sont de notre rédaction.

Ce discours a été prononcé par le cardinal préfet de la S. congrégation du Clergé le 20 septembre, à l'ouverture du Congrès international de catéchèse qui s'est tenu à Rome du 20 au 25 septembre (cf. *supra*, p. 908 le discours de Paul VI).

malgré toute son utilité — peut ruiner la religion plus vite même que le péché, en supposant que les pécheurs n'aient pas un cœur contrit et humilié !

Personnellement, je pense que ce qui est prioritaire, pour un évêque, c'est de choisir un bon Père confesseur, qui l'interroge et l'aide à s'examiner sur sa façon d'accomplir les devoirs inséparables de sa mission épiscopale, à commencer par sa manière d'enseigner la foi.

La théologie n'est pas la foi

On ne peut qu'être d'accord avec une analyse aussi fondée et aussi honnête que celle de Mgr McManus. Mais on pourrait se demander s'il ne serait pas plus exact de dire que la doctrine chrétienne ne commence ni avec la sociologie ni même avec la théologie « *ut sic* » ! Et je me demande si Mgr McManus n'a pas attribué une importance exagérée aux « professionnels de la théologie », que l'on considère cette dernière comme une discipline ou comme une science qui, au fond, voudrait — tout comme la sociologie qui lui est, à juste titre, subordonnée — devenir une science autonome.

Ne serait-il pas plus exact, et plus juste, d'affirmer que l'étude de la religion, tout particulièrement l'étude de la doctrine chrétienne, doit avoir, comme prémisses primordiales et fondamentales, une attitude de foi profonde, un climat serein d'ouverture spirituelle, morale et intellectuelle ? Ce sont là des éléments indispensables si l'on veut que la foi puisse fleurir et s'épanouir. La sociologie, les sciences du comportement humain, l'anthropologie et la psychologie, les arts et les sciences des communications sociales, et même la théologie tout spécialement, s'ils restent fidèles à leur finalité propre et à leur but particulier, peuvent sans doute rendre des services utiles et s'avérer même nécessaires, en vue de compléter et d'aider cette étude. Mais il faut que toutes ces disciplines restent subordonnées à la foi.

Un fait est clair : la théologie n'est pas la foi ; on compte des centaines de « théologies », les unes bonnes, d'autres mauvaises, certaines indifférentes ; mais il n'y a qu'une foi. La théologie est un moyen, un instrument précieux pour éclairer et défendre la foi ; mais elle n'est pas la foi.

Les techniques audiovisuelles

Au sujet des moyens qui peuvent servir pour la diffusion de la foi, permettez-moi de m'arrêter un instant sur l'importance toute particulière que revêt aujourd'hui la technique audiovisuelle dans la catéchèse moderne. Le problème fondamental est de dissiper un certain nombre d'équivoques ; car il semble qu'on ne comprenne pas bien le rapport entre les sciences de la communication et la catéchèse. Les gens en général ne se rendent pas encore suffisamment compte que dans un monde électronique nous sommes déjà passés de la notion de « moyens visuels » à celle de « message visuel ». Qu'on le veuille ou non, le fait est que c'est ce message audiovisuel qui rend l'homme moderne meilleur ou pire ; et je pense qu'il est du rôle de la catéchèse d'essayer d'éclairer ce message audiovisuel par la lumière de l'Evangile. Au Mexique, par exemple, on prépare un Centre qui sera au service de toute l'Amérique latine ; c'est déjà tard, je le

sais ; mais c'est une réalisation providentielle. Ce Centre sera le grand et indispensable instrument pour l'évangélisation future. La couverture du programme de ce Congrès a voulu souligner ce point.

On devrait confier l'enseignement de la foi à des fidèles qui ont été transformés par la foi

Pour revenir à ce que nous disions, il est clair que les professionnels seuls ne suffisent pas pour enseigner la foi. Il importe de confier cette tâche non aux simples hommes de science, aux simples techniciens, mais à des hommes remplis de zèle et de foi profonde, à des hommes qui, d'une façon ou d'une autre, *ont réellement vu* le Seigneur Jésus. On devrait confier l'enseignement de la foi à des vrais fidèles, dont la vie a été transformée par la puissance du divin Maître, et qui, pour se faire écouter, font appel précisément à cette transformation qui s'est opérée en eux, plutôt qu'à leurs diplômes ou à leurs grades académiques. Car le seul titre vraiment valable est celui des apôtres, qui disaient : « Nous ne pouvons pas ne pas publier ce que nous avons vu et entendu. » (Ac 4, 20.)

*Allons-nous oublier
que notre Eglise est missionnaire ?*

2. Notre Congrès a lieu juste la veille de la troisième réunion du Synode des évêques, qui aura à examiner des problèmes très graves concernant le renouveau pastoral dans l'Eglise, des problèmes qui directement ou indirectement intéressent le domaine de la catéchèse. Parmi ces problèmes les uns découlent de la nature des choses ; ils sont permanents, et on en discutera tant que l'homme sera l'homme. Les autres, au contraire, sont des problèmes qu'on peut résoudre ; la discussion en est, par conséquent, opportune. Mais leur solution ne sera pas facile ; il faudra un travail semblable à celui du marteau qui, à force de battre sur l'enclume, finit par donner la forme voulue au morceau de fer.

Certains de ces problèmes, qui surgissent de conditions complexes d'ordre culturel, politique ou social, constituent un obstacle sérieux pour la foi de la communauté chrétienne, un obstacle qui n'est pas surmonté par les diverses « théologies », car leur pluralisme (chose louable en soi), au lieu de favoriser l'unité de la foi, en arrive parfois à l'obscurcir, bien que cette unité soit la seule chose nécessaire.

Les pensées de l'homme sont nombreuses et sèment la division ; la pensée de Dieu, au contraire, est unique, et partant elle unit. Les « théologies » sont des pensées des hommes, des réflexions sur les vérités divines ; et ordinairement elles sont un moyen d'éclairer et d'enrichir la foi. Mais ces « théologies » sont toutes influencées par les tempéraments, les manières de concevoir les choses, les préjugés ; elles sont l'objet de la raison et de l'intelligence critique. La foi, au contraire, est rendue possible seulement par la grâce ; elle est une réponse totale et personnelle au Dieu vivant qui parle à travers son Fils incarné et à travers son Eglise.

Ce serait manquer de franchise que de nier que l'un des problèmes qui se posent à l'Eglise de nos jours est qu'une interprétation erronée

du Concile Vatican II et du mouvement œcuménique a amené certains catholiques superficiels à oublier que l'Eglise catholique est une Eglise missionnaire qui cherche, sans fausse honte et sans s'en excuser, à ramener les hommes à une unité visible dans l'unique troupeau sous l'unique Pasteur, dont Jésus a parlé si explicitement et de façon si claire et si intransigeante.

Où en est aujourd'hui cet esprit missionnaire ? Qu'est devenu le généreux et ardent désir de faire partager notre foi, et non pas seulement **notre** argent ? Vêtements et nourriture ? Certes, il nous a été demandé de nous faire solidaires de nos frères et de nous sacrifier au point de « donner tout ce que nous avons », comme Jésus l'a dit au jeune homme riche (Mt 9, 20-22). Mais nous avons également l'obligation d'aller jusqu'aux confins de la terre pour faire des disciples de tous les hommes, au moyen de l'apostolat missionnaire. En outre, nous ne devons pas perdre de vue les possibilités d'apostolat qui se présentent à nous dans notre milieu, dans notre famille, dans les cercles sociaux et professionnels que nous fréquentons, où il nous faut chercher à servir le Christ « dans les actes, véritablement », et où il faudrait chercher à convertir les autres au Christ dans son Eglise. Le temps de nous montrer de vrais apôtres n'est pas passé. Aujourd'hui, à cette époque post-conciliaire, il reste vrai, comme ce l'était du temps des apôtres, que l'homme « né vit pas de pain seulement, mais de toute parole qui procède de la bouche de Dieu » (Mt 4, 4). D'autres bouches peuvent avoir à nous donner des leçons importantes sur la manière de remplir nos devoirs moraux, personnels et sociaux ; et nous devons les écouter toutes, mais pas au point de nous rendre inattentifs à la parole de Dieu lui-même.

3. Notre Congrès répond aussi au besoin d'un échange fraternel d'expériences et d'opinions sur les problèmes de la catéchèse, tant parmi les personnes directement responsables que parmi celles à qui leurs longues études ont donné une compétence spéciale dans cette matière. Et ces échanges seront d'autant plus profitables que nous sommes arrivés à un moment où certaines grosses polémiques se sont épuisées ou apaisées ; de sorte qu'on se trouve dans un état d'âme tout disposé à écouter et à être écouté.

4. Finalement, ce Congrès a lieu quelques mois seulement après la publication par la Congrégation pour le clergé d'un *Directoire général catéchétique*, dont les prises de position et les suggestions constitueront, il faut l'espérer, une invitation pressante à la réflexion et à une discussion sereine d'un problème aussi important pour la christianisation du monde et pour l'approfondissement de la foi au sein de la communauté ecclésiale.

PREMIERE PARTIE

LA CATECHESE, SOUCI FONDAMENTAL DE L'EGLISE DE TOUS LES TEMPS

A. — Dans la primitive Eglise

La catéchèse est un fait qu'on retrouve dans l'Eglise dès ses origines, bien que le mot « caté-

chèse » n'ait reçu sa signification spécifique qu'à la fin du I^{er} siècle, à l'occasion de l'organisation du catéchuménat (cf. A. TURCK : « Catéchein et Catéchésis chez les premiers Pères », in *Rev. Sc. Ph. Th.*, 47, 1963, p. 361-362).

De fait, dans la première prédication chrétienne — qui peut être considérée, dans un certain sens, comme paradigmatique par rapport à celle qui devait venir plus tard — on remarque deux moments bien distincts : celui du kérygme, ou de l'évangélisation proprement dite, caractérisé par l'annonce de la résurrection du Christ, de son acceptation de la part de Dieu, et du salut offert à tous les hommes par son moyen ; et puis celui de l'instruction ou de l'exhortation ultérieure adressée aux nouveaux convertis, au sujet de la nouvelle vie qu'ils devraient vivre dorénavant (cf. Ac 2, 40 s.). C'est précisément dans ce deuxième moment que la catéchèse apparaît comme en étant la dimension fondamentale. De même l'étude du rite du baptême dans l'Eglise des deux premiers siècles porte à conclure que le souci des pasteurs à cette époque se concentrait, au-delà de l'évangélisation proprement dite, sur l'enseignement à donner aux nouveaux convertis, et sur leur formation chrétienne, c'est-à-dire sur la catéchèse. C'est ce souci qui expliquerait, au fond, la création du catéchuménat, c'est-à-dire l'institutionnalisation, déjà existant au début du III^e siècle, de ces instructions ou catéchismes adressés aux nouveaux convertis, avant ou après le baptême, par ceux qui, dans la communauté chrétienne, étaient considérés comme responsables de l'authenticité de la conversion de ces néophytes (les parrains). Plus tard, ce devoir d'instruction fut assumé par des catéchistes autorisés et par les pasteurs eux-mêmes (cf. G. GROPPA : « *Omelia e catechesi* », in *Rivista Liturgica*, 57 [1970], p. 563-575).

B. — A l'époque médiévale et moderne

Nous ne pouvons pas passer sous silence à ce sujet une affirmation faite par le Pape Jean XXIII dans son discours aux prédicateurs de Carême à Rome, le 22 février 1962 : « La catéchisme est le souci constant de l'Eglise. Dans les Synodes diocésains comme dans les Conciles provinciaux et régionaux du Moyen Age, et surtout dans les Conciles œcuméniques, on retrouve ce souci qui revêt des formes innombrables, selon les exigences et les conditions des temps ; mais au fond, c'est toujours le même souci : celui de rompre le pain de la vérité, la présentant en une manière simple et intelligible, afin qu'elle puisse être retenue, méditée et transmise dans les familles comme un héritage des plus précieux. »

C. — Le Concile Vatican II

On pourrait rappeler ici les sages dispositions du Concile de Trente (session XXIV, *De Reformatione*, can. 4, 7) et d'autres documents du Siège apostolique qui mettent en relief l'intérêt que l'Eglise a toujours montré pour une solution plus adéquate du problème catéchistique. Nous n'en citerons que quelques-uns, plus proches de nous : les innombrables initiatives de saint Pie X dans le domaine catéchétique (plus de vingt et un documents qui en traitent directement, parmi lesquels l'importante encyclique *Acerbo nimis*,

du 15 avril 1905) ; le décret promulgué par Pie XI, *Provido sane*, du 12 janvier 1935, qui cherchait à revitaliser toute l'activité catéchétique du monde entier par la création des Bureaux catéchétiques diocésains.

Pie XII a donné à l'activité catéchétique une impulsion extraordinaire, grâce surtout à son exemple : ses admirables discours à toutes sortes de personnes sont une excellente « somme » de la catéchèse, une interprétation sûre des réalités et des problèmes humains, à la lumière de l'Évangile (cf. G. FRUMENTO : *La catechesi nei documenti della S. Sede*, Roma, Ed. Paoline, 1965).

On pourrait peut-être s'étonner de ce que le Concile Vatican II n'ait pas consacré de document spécial au problème de la catéchèse. Mais si on voulait recueillir, à travers tous les divers documents conciliaires, tous les textes qui, explicitement ou implicitement, se réfèrent à la catéchèse et si on les disposait suivant un plan logique, on se trouverait devant une vraie « somme catéchétique », une espèce de directoire catéchétique conciliaire, tant ces textes sont nombreux et denses de doctrine, et tant ils démontrent une fondamentale homogénéité.

Nous nous limiterons ici à rappeler seulement quelques-unes des affirmations les plus importantes.

Le Concile a nettement insisté sur l'importance de la catéchèse dans l'apostolat d'ensemble de l'Eglise ; de plus, il a déclaré que parmi les devoirs des évêques en ce qui concerne l'annonce de la parole de Dieu, la catéchèse, en même temps que la prédication liturgique, occupe la première place :

« Pour annoncer la doctrine chrétienne, il faut user des moyens variés qui sont aujourd'hui à notre disposition : avant tout, la prédication et l'enseignement catéchétique, qui tiennent toujours la première place. » (*Christus Dominus*, 13.)

Un paragraphe vraiment programmatique pour le renouveau de la catéchèse, dont le décret sur l'Office pastoral des évêques, définit la nature, la finalité et les tâches :

« Les évêques veilleront à ce que l'enseignement catéchétique, dont le but est de rendre chez les hommes la foi vivante, explicite et active, en l'éclairant par la doctrine, soit transmis avec un soin attentif aux enfants et aux adolescents, aux jeunes et même aux adultes. Dans cet enseignement, on adoptera l'ordre et la méthode qui conviennent non seulement à la matière dont il s'agit, mais encore au caractère, aux facultés, à l'âge et aux conditions de vie des auditeurs ; cet enseignement sera fondé sur la Sainte Écriture, la Tradition, la liturgie, le magistère et la vie de l'Eglise. » (*Christus Dominus*, 14.)

On le voit, ce texte, quoique bref, n'omet rien : catéchèse des adultes et catéchuménat, les sources de la catéchèse, nécessité des sciences anthropologiques dans la formation des catéchistes...

L'aspect éducatif de la catéchèse a été mis en relief dans la Déclaration sur l'Éducation chrétienne :

« Dans l'accomplissement de sa mission éducative, l'Eglise, soucieuse d'utiliser tous les moyens appropriés, se préoccupe en particulier de ceux qui lui sont propres. Le premier est la formation catéchétique, qui éclaire et fortifie la foi, nourrit la vie selon l'esprit du Christ, achemine à la participation active et consciente au mystère litur-

gique et incite à l'action apostolique. » (*Gravis educationis*, 4.)

Mais le Concile a bien vu qu'un renouveau valable de la catéchèse devrait être le résultat d'études appropriées, entreprises au niveau international par des personnes qualifiées et par les pasteurs d'âmes ; c'est pourquoi, à la fin du décret sur l'Office pastoral des évêques, il insiste sur la nécessité de rédiger des directoires généraux de pastorale, et parmi ceux-ci il mentionne explicitement celui de la catéchèse :

« Le Concile décrète en outre que des Directoires généraux sur le soin des âmes soient composés à l'usage des fidèles et des curés... On composera aussi un Directoire spécial sur le soin pastoral des catégories particulières de fidèles... et un Directoire sur l'enseignement catéchétique du peuple chrétien, dans lequel on traitera des principes fondamentaux et de l'organisation de cet enseignement, ainsi que de l'élaboration de livres traitant de la question. » (*Christus Dominus*, 44 ; cf. G.-M. MEDICA : *La catechesi nei documenti del Vaticano II*, in *Catechesi*, 35 [1966], n. 310, p. 1-13 ; n. 314, p. 1-23.)

La promesse faite par le Concile à propos d'un Directoire général pour la catéchèse constituait un devoir pressant pour l'ancienne congrégation du Clergé. C'est ce devoir qui a été accompli, avec un sens aigu de leur responsabilité, par ceux qui ont préparé le Directoire récemment publié et qui constitue comme un prélude à ce Congrès.

DEUXIEME PARTIE

ORIENTATIONS ET PROBLEMES ACTUELS DE LA CATECHESE

Cette exigence d'un Directoire général de la catéchèse peut se considérer comme la conséquence naturelle d'un examen de conscience accompli soit par les théologiens, soit par les pasteurs, sur la fonction ministérielle de la communauté ecclésiale par rapport à la parole de Dieu. Presque partout, en effet, on se rendait compte qu'il fallait renouveler l'annonce de la parole divine. Évangélisation, catéchèse, prédication liturgique étaient à renouveler, dans l'espoir de leur redonner cette fécondité, cet impact sur les croyants et les non-croyants qu'elles semblaient avoir perdus. On sentait également que ce renouveau devait avoir lieu dans le contexte d'un renouveau plus vaste de toute la pastorale de l'Eglise. Ce n'est que dans une pastorale d'ensemble vraiment adaptée aux exigences de l'homme contemporain que la catéchèse traditionnelle pouvait trouver sa voie, se rajeunir et porter des fruits abondants.

Tout cela fut vivement senti par ceux qui, à la S. congrégation du Clergé, avaient la responsabilité de la catéchèse ; et ce sont ces considérations qui ont inspiré les diverses Commissions ayant travaillé à la rédaction du Directoire général.

Nous voudrions maintenant signaler brièvement ce qui nous semble être les problèmes et les orientations fondamentaux de la catéchèse contemporaine au niveau mondial et montrer en même temps comment dans le nouveau Directoire on a essayé d'en tenir compte.

A. — Du renouveau des méthodes au renouveau du contenu

Nous savons tous que le mouvement catéchétique actuel est né comme réponse à une situation qui devenait de jour en jour plus inacceptable : celle d'une catéchèse exagérément abstraite et notionnelle, centrée sur l'explication des formules contenues dans le catéchisme, qui négligeait ou n'appréciait pas à sa juste valeur la capacité d'assimilation des enfants, qui était isolée du mouvement général de la pastorale de l'Eglise, et qui n'influait que d'une façon totalement inadéquate le monde des adultes. Soixante-dix années d'efforts et de réflexions ont abouti à un progrès notable dans l'élimination de ces défauts de la catéchèse ; mais il reste encore beaucoup à faire, et on peut dire que le travail ne finira jamais, parce que la vie ne s'arrête pas.

L'évolution du renouveau catéchistique est passée par trois étapes principales. On a commencé par insister sur la nécessité de renouveler la méthode de l'enseignement religieux, dans les écoles et dans les paroisses, en appliquant au catéchisme les exigences sur lesquelles la pédagogie et la didactique modernes ont insisté toujours plus fortement : méthode inductive, principe de l'activité, utilisation des moyens modernes au service de l'enseignement, etc.

Le mouvement kérygmique, qui est né peu avant la Deuxième Guerre mondiale et qui s'est développé rapidement au lendemain du conflit, et les multiples ferments de renouveau qui au cours de cette même période ont fait leur apparition dans le domaine de la théologie ont attiré l'attention du mouvement catéchétique sur le problème du contenu de la catéchèse, en vue d'arriver à une exposition plus kérygmique du message chrétien, et aussi en vue d'offrir une solution aux graves problèmes créés par la civilisation contemporaine. Il en est résulté une notable amélioration dans les catéchismes et autres textes employés dans l'instruction religieuse, grâce à un plus large emploi de l'apport biblique et liturgique.

A l'heure actuelle, on ressent de plus en plus, au sein du mouvement catéchistique, l'exigence d'une meilleure préparation de tous les responsables de la catéchèse, à tous les niveaux : car la spécificité de la fonction catéchétique exige une préparation spéciale (que les études théologiques seules ne donnent pas nécessairement) ; cette préparation spéciale suppose une formation pédagogique et pastorale adéquate. Ce sont ces considérations qui ont donné lieu, en diverses parties du monde, à la création d'Instituts supérieurs de catéchèse, ou à l'organisation de cours de recyclage pour ceux qui étaient déjà engagés dans la fonction catéchistique.

B. — La crise actuelle de la catéchèse

La période post-conciliaire a vu une augmentation notable des problèmes qui se posent à la catéchèse ; nous nous trouvons devant une situation critique, caractérisée par une grande incertitude, et par la recherche fébrile de nouvelles solutions.

Un sentiment de désarroi semble se faire jour parmi bon nombre d'experts en matière catéchistique. On le constate en lisant les titres

de publications récentes : *la Catéchèse contestée* (COLOMB) ; *la Contestation dans la catéchèse* (RIVA) ; *On délaisse la catéchèse* (BABIN) ; *la Crise de la monnaie en catéchèse et en théologie* (LE DU) ; *Où va la catéchèse ?* (VARELA) ; et j'en passe. On semble vouloir tout remettre en discussion : méthodes, structures, contenu de la catéchèse, ceux à qui elle s'adresse, ceux qui doivent la donner, son droit de présence à l'école, etc. Et ces problèmes se font sentir d'autant plus impérieusement qu'ils ne sont pas isolés, mais font partie de toute la problématique de pastorale générale qui a assailli l'Eglise dans la période post-conciliaire. On s'interroge sur la fonction et sur l'utilité des structures traditionnelles de la pastorale de l'Eglise sur les rapports entre clergé et laïc, entre l'Eglise et le monde, sur la signification de la prédication adressée au monde moderne, sur le sens du baptême des petits enfants, sur le rôle du sacrement de pénitence, etc. Bref, le champ de la catéchèse apparaît aujourd'hui, plus que jamais, envahi par des dynamismes nettement innovateurs ; si, d'une part, cela doit nous réjouir parce que ces mouvements démontrent la vitalité de l'Eglise post-conciliaire, de l'autre nous pouvons bien rester quelque peu perplexes en ce qui concerne l'opportunité de ces initiatives, et même leur fidélité au message chrétien.

Mais, dans tout cet ensemble qui, à première vue, pourrait paraître assez confus, on peut discerner quelques innovations et certaines orientations de fond qui sont certainement valables. Nous voudrions les mentionner brièvement.

C. — Points sur lesquels insiste la catéchèse actuelle

a) *La catéchèse doit viser à la formation d'une foi adulte, non seulement chez les individus, mais aussi chez la communauté chrétienne.*

On tend aujourd'hui à dépasser résolument l'infantilisme catéchistique, qui considère la catéchèse comme une activité s'adressant surtout aux enfants et aux adolescents. On envisage la catéchèse comme le deuxième temps de la prédication chrétienne, et on la considère comme le perfectionnement du kérygme. Son but, c'est de faire mûrir cette foi que la première annonce a suscitée. Par conséquent, elle doit accompagner l'homme tout au long de sa vie, jusqu'à la maturation humaine complète ; ce n'est que dans l'homme adulte qu'elle atteint son point culminant.

De nos jours, on tend aussi à dépasser l'individualisme, qui laisse de côté les groupes comme tels pour ne s'occuper que de la promotion religieuse des individus. La foi doit arriver à un mûrissement convenable, non seulement au niveau des personnes individuelles, mais aussi à celui des groupes qui composent la communauté ecclésiale, de sorte que cette dernière puisse, elle aussi, devenir une communauté adulte, composée non d'individus, mais de personnes.

Ceci conduit à une option de fond, clairement exprimée dans le Directoire : l'affirmation de l'importance irremplaçable de la catéchèse des adultes, à tel point qu'on doit considérer cette

catéchèse des adultes comme la forme principale de ce ministère de la Parole (2).

La catéchèse ne doit pas conduire à l'infantilisme dans la foi, ni à la passivité religieuse, au manque d'esprit critique, à l'incapacité de dialoguer avec les non-catholiques, etc. Au contraire, elle devrait être un moyen de faire épanouir une foi adulte, au niveau personnel et au niveau communautaire — une foi bien assise, intégrée, sérieuse, ouverte..., en un mot une foi d'hommes qui ont mûri chrétiennement.

b) *La catéchèse doit tendre à intégrer la foi dans la vie.*

A cause même de sa finalité propre, la catéchèse doit pouvoir transmettre un message, le message du Christ, que l'Eglise possède, vit et transmet d'une façon vivante ; mais ce message ne doit pas apparaître comme une chose coupée de la vie réelle dans laquelle les jeunes et les adultes se trouvent plongés : famille, amitiés, étude, travail, aspirations, maladies, etc. La Parole de Dieu que la catéchèse doit annoncer doit apparaître comme une illumination venue d'en haut, pour éclairer la vie ; comme une réponse aux problèmes les plus profonds et aux aspirations les plus vraies de l'homme moderne ; comme la Parole de Dieu qui donne un sens à l'existence humaine et à l'histoire. Dans cette perspective, les thèmes « humains » — l'amour, la guerre, la justice sociale, la paix, la formation de la personnalité... — trouvent leur place dans la catéchèse non seulement comme des *exemples*, pour illustrer telle ou telle doctrine, mais aussi comme faisant partie du contenu même que la Parole de Dieu doit illuminer (cf. DCG, n. 9, 26, 54).

Dans ce sens, on peut parler d'une catéchèse « libératrice » ; car la catéchèse doit aider la personne et la communauté chrétienne à se rendre compte de la dimension socio-politique de la foi, et cela dans un monde où l'on comprend toujours mieux le devoir pour tous de s'engager dans la construction d'un monde et d'une société plus humains, à l'échelle non seulement nationale, mais mondiale. La politique, au sens le plus vrai du mot, est devenue une dimension fondamentale de la vie de tout homme conscient et responsable ; d'elle dépend l'avenir même de l'humanité. La catéchèse, non seulement ne doit pas s'efforcer de détourner l'homme chrétien de son effort responsable vers la transformation de la société, elle doit l'y aider en lui faisant comprendre le vrai sens de la libération de l'homme, en lui montrant combien illusoire serait une libération simplement économique ou culturelle, séparée de la libération spirituelle du péché et de l'égoïsme. Pour cela, précisément, la catéchèse doit s'intéresser spécialement, et avec une préférence toute particulière, aux pauvres : à ceux qui vivent en marge de la société ; mais elle ne doit pas céder à la tentation de leur présenter le Message du Christ simplement comme un évangile de promotion sociale. La catéchèse ne doit jamais devenir fauteur de révolutions vio-

lentes parce que, ce faisant, elle trahirait les paroles mêmes du Christ (cf. DCG, n. 9, 29, 49).

Enfin, et toujours dans ce même ordre d'idées, la catéchèse doit éviter de présenter une religion « dualiste », c'est-à-dire une religion qui éloignerait les hommes de leurs devoirs terrestres, car ces derniers appartiennent au plan divin de la rédemption totale de l'homme ; elle doit éviter de séparer la foi personnelle et le *sentire cum Ecclesia*. Bref, il s'agit de ne pas séparer Dieu de l'homme, le corps de l'esprit, la nature de la grâce, la promotion humaine du salut de l'âme, mais en même temps il ne faut pas non plus les confondre.

c) *La catéchèse doit s'insérer dans la pastorale d'ensemble.*

Les spécialistes de la pastorale catéchétique se sont rendu compte qu'une activité catéchétique, quelle qu'elle soit, isolée du contexte ecclésial, est condamnée à l'inefficacité. Ni la catéchèse paroissiale, ni celle de l'école, ni même l'éducation religieuse donnée en famille, ni les conférences s'adressant à des cercles restreints de fidèles, ne peuvent, par elles-mêmes, s'avérer efficaces. Il est donc impensable qu'une activité catéchétique puisse s'accomplir sans lien et sans rapport avec les autres activités de l'Eglise. On souligne en particulier combien il est nécessaire que toute activité catéchétique s'insère dans une communauté concrète de fidèles qui vivent effectivement leur foi. On a tenu compte de tout ceci, spécialement dans la dernière partie du Directoire, qui s'occupe surtout de l'organisation de la catéchèse dans le plan global de la pastorale d'ensemble.

d) *Dimension œcuménique de la catéchèse.*

S'il est vrai que la catéchèse des adultes est la forme principale de la catéchèse, on conçoit qu'elle doit promouvoir une sincère compréhension humaine, et un dialogue effectif parmi tous les hommes. Elle doit y tendre sans toutefois tomber dans un irénisme qui nivelle toutes les différences et finit par trahir la vérité. Mais elle doit tendre à faire sortir les chrétiens et la communauté chrétienne de derrière les barricades artificielles et des ghettos de toutes sortes. C'est cette idée qui doit inspirer la dimension œcuménique et l'engagement missionnaire d'une catéchèse respectant la liberté religieuse des non-croyants, mais affirmant en même temps sans fausse honte ses propres convictions sur la vérité du catholicisme (cf. DCG, n. 27, 28 ; E. ALBERICH : « *Orientamenti attuali della catechesi* », in *Quaderni di pedagogia catechistica*, A. 1, Torino, LDC 1971, p. 168).

Grâce à ces options, le Directoire général vise à s'insérer avec une orientation progressive mais équilibrée dans le mouvement catéchétique contemporain. Non pas que nous ignorions les problèmes qui restent à résoudre, ou qui ont trouvé des solutions nous laissant perplexes. Et nous avons voulu organiser ce Congrès pour qu'après une discussion sereine et un échange sincère de points de vue, nous puissions mieux nous acquitter de notre ministère de la parole dans la catéchèse.

(2) ... *Meminerint catechesim adultorum... habendam esse formam praecipuam catecheseos, ad quam ceterae omnes, semper quidem necessariae, ordinantur* (n. 20).

TROISIEME PARTIE

BUT ET FINALITE DU CONGRES INTERNATIONAL

Tout ce que nous avons dit et l'organisation même de ce Congrès nous permettent de voir clairement sa finalité et les visées qu'il se propose :

PREMIER OBJECTIF DU CONGRÈS : *Faire le point sur la situation actuelle de la catéchèse en en soulignant la nécessité, les difficultés (la crise de la catéchèse), mais aussi les possibilités et les perspectives qui lui sont ouvertes.*

Voilà ce qu'on propose de faire au cours de la première relation et des communications qui seront faites au cours de la première journée du Congrès. Il faut dresser un bilan honnête, sans fausse pudeur, des vrais problèmes et des difficultés réelles qui se présentent à nous dans le domaine de la catéchèse. Cela doit se faire au niveau mondial, soit pour ne pas donner une importance excessive à certains problèmes qui peuvent être urgents, mais dans une zone restreinte (et ne pas croire qu'ils soient communs à toute la communauté ecclésiale du monde entier), soit pour ne pas en oublier certains autres, également graves, mais qui risqueraient de rester dans l'ombre.

DEUXIÈME OBJECTIF : *Tenter une description, suffisamment ouverte de la nature et de la finalité de la catéchèse.*

Avec cet objectif, le Congrès voudrait entrer dans le vif du sujet. Nous ne vous avons pas invités à venir à Rome pour vous donner des solutions toutes faites sur ce point important. Le Directoire s'exprime très clairement (cf. II^e partie, chap. 2) sur la nature et la finalité de la catéchèse ; mais il n'entend absolument pas fermer la porte à d'ultérieures discussions et éclaircissements. Je dirais même que la nécessité de ces discussions est une des raisons pour lesquelles on a convoqué ce Congrès, car il doit aider efficacement à résoudre des problèmes comme ceux qui concernent les rapports entre la catéchèse et l'expérience humaine, la catéchèse et la Révélation, etc.

TROISIÈME OBJECTIF : *Mettre au clair autant que possible le grave problème du contenu et des sources de la catéchèse.*

A notre avis, nous avons là le problème le plus débattu dans la catéchèse post-conciliaire. Mais on ne peut pas s'éterniser dans la pure polémique ; il faut arriver à des conclusions nettes. Le Directoire général a indiqué une voie, surtout en ce qui concerne les critères pour définir le contenu de la catéchèse. Il faut discuter sérieusement ces suggestions, à la lumière de toutes les hypothèses les plus récentes, et des initiatives les plus hardies. Mais il faut arriver à une conclusion commune ; il faut trouver des points sur lesquels on puisse être d'accord, pour dépasser les polémiques qui, à la longue, finiraient par devenir nuisibles pour la communauté ecclésiale.

QUATRIÈME OBJECTIF : *Le Congrès doit aboutir à de claires perspectives d'action : un plan mondial de réorganisation de la pastorale catéchétique.*

C'est le thème du quatrième jour du Congrès, et c'est le secteur pratique et concret de notre travail. Il n'est pas question de formuler de simples vœux, ou de dresser des plans abstraits qui ne tiennent pas compte des diversités énormes existant entre les diverses communautés ecclésiales. Mais il s'agit d'offrir des conseils d'ordre méthodologique en vue d'une réorganisation — différenciée évidemment suivant les diverses régions — de la pastorale catéchétique, qui s'appuie sur l'œuvre des Conférences épiscopales et le travail des directeurs nationaux de la catéchèse, et qui coordonne les activités particulières dans une véritable pastorale d'ensemble à tous les niveaux, depuis celui des paroisses jusqu'à celui des diocèses, des régions, des nations, des continents et du monde entier.

L'AME DE TOUTE CATECHESE C'EST LA JOIE

CINQUIÈME OBJECTIF : *Bien que nous le traitions en dernier lieu, cet objectif est cependant de toute première importance, car il touche à l'essentiel. L'âme de toute catéchèse effective, qui doit être la manifestation d'une foi ardente, qui doit donner raison de notre espérance, et qui doit s'épanouir dans la charité par les bonnes œuvres, c'est la joie, la joie dans le Seigneur, la joie dans la Croix, la joie dans la recherche de la divine vérité, la joie dans la bonté, dans la simplicité et la beauté de la vie chrétienne.*

Je pense parfois qu'une des raisons qui expliquent l'explosion, après le Concile, de cette crise de contestation s'attaquant aux attitudes et aux pratiques du passé, est tout simplement le manque d'un esprit de clairvoyance et d'humour qui, pour le croyant obligé à vivre au milieu des difficultés et des tribulations, constitue la prémisse et le corollaire de la joie chrétienne (songez un peu à saint Thomas More). De fait, ce manque, triste et mélancolique, de joie spontanée et sincère dans le moment présent, est certes une des caractéristiques, sinon la seule, de notre époque.

Chez certains, il est de mode de dire que nous autres, catholiques, nous allons à la messe les jours de fête seulement pour accomplir un devoir rigoureux, par pure obéissance. En réalité, la majorité d'entre nous ont le souvenir, je crois, d'une manière assez différente de remplir cette obligation. Lorsque nous songeons aux jours de notre enfance et de notre jeunesse, nous ne pouvons oublier la joie que nous éprouvions à assister à ces messes festives. Il faut espérer que la vie communautaire renouvelée (que la nouvelle réforme liturgique cherche à promouvoir), qui a si opportunément vu le jour à une époque caractérisée par un nouveau sens de la communauté et par une tendance fortement accentuée à l'action collective, puisse développer cet authentique esprit de joie chrétienne. Je crois que cela finira par se faire, bien que jusqu'à présent cela n'ait pas toujours été le cas, au moins pas avec la netteté dont nous pouvons nous souvenir en pensant à la manière de célébrer la messe du temps de nos pères, avec une joie tout intime et familiale.

Triumphalisme ?

Mais la foi est toujours une victoire

Aujourd'hui, on accuse la foi du passé d'un grand défaut : le triumphalisme. En fait, dans le passé comme aujourd'hui, notre prière était « Je crois, Seigneur ; mais viens en aide à mon incrédulité ! » (Mc 9, 4.) On savait fort bien qu'on portait son âme dans un vase fragile ; et si triumphalisme il y avait, il pouvait avoir une certaine raison d'être, puisque la foi est toujours une victoire. Avec la foi, nous avons vaincu le monde dans le Christ, avec le Christ, par le Christ. Le divin Maître a dit : « Réjouissez-vous, car j'ai vaincu le monde ! » (Jn 14, 3.) Saint Paul ne se lassait pas de répéter à ceux qu'il avait catéchisés : « Soyez forts dans la foi ; combattez le bon combat de la foi ; tenez ferme dans la foi ! » Il aurait pu ajouter : « Soyez heureux dans votre foi ; réjouissez-vous dans la foi. Que votre foi soit la source de votre joie, et votre joie le témoignage de votre foi. » Voilà l'esprit qui devrait présider à chaque catéchèse.

C'est en vain qu'on cherche dans les paroles des contestataires typiques de nos jours (je ne parle pas, évidemment, de ceux qui poursuivent un véritable renouveau ni des réformateurs sérieux qui sont, comme toujours, ceux qui ouvrent des nouvelles perspectives à l'Eglise, tels les saints — je parle de ceux qui se disent déçus par l'Eglise et même par Dieu !), c'est en vain, je le répète, qu'on cherche dans leurs paroles, dans leur liturgie, dans leur musique, un peu de vraie joie, même si quelques-uns d'entre eux font ostentation d'une certaine spontanéité et sincérité. Qu'on pense aux messes de Beethoven, de Haydn, de Bach, de Palestrina ! TU ES PETRUS ! Quelle affirmation de foi ! Comment oublier la joie simple, la satisfaction suprême dans la foi, avec laquelle on chantait *Lauda Sion* ? On proclamait le contenu de la foi, mais avec quelle joie ! Même les versions les plus roccoco du *Dies Irae* nous parlaient encore de la joie : les bruyantes trompettes qui proclamaient le triomphe du Christ ressuscité conduisant vers la joie éternelle — *cum magno júbilo* — la grande multitude de ceux qui, nés dans le péché, avaient grandi dans la grâce, et qui, ayant souffert avec le Christ dans la joie, étaient glorifiés avec lui dans la joie de son Père.

Comment Jésus a rendu la foi aux disciples d'Emmaüs

Il ne faut pas permettre que notre catéchèse — ce merveilleux instrument pour la culture directe de la foi — dégénère en une simple étude de religion comparée. Il ne faut pas d'avantage qu'on s'essouffle à compiler une « théologie de l'espérance » compliquée mille neuf cents ans après la résurrection du Christ ; ni une « théologie de l'amour » mille neuf cents ans après le crucifiement du Seigneur ; ni une nouvelle « théologie de la communauté » mille neuf cents ans après la dernière Cène, après la Pentecôte, après la promesse du Maître de se trouver au milieu de ceux, ne fussent-ils que deux ou trois, qui seraient réunis en son nom.

Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est une catéchèse semblable à celle décrite par saint Luc dans le chapitre 24 de son Evangile, où il raconte l'histoire de ces deux disciples mélanco-

liques, découragés et désorientés, qui allaient de Jérusalem à Emmaüs. A un moment donné, Jésus les réjoint et leur demande : « Quels sont ces propos que vous échangez en cheminant et pourquoi êtes-vous si tristes ? » Ils répondirent en disant qu'ils avaient espéré de grands changements, mais que ceux-ci n'avaient pas eu lieu ; et par conséquent, ils étaient en proie à la tristesse. « *Sperabamus... Sperabamus !...* » Bref, ces deux disciples ressemblent beaucoup à certains types post-conciliaires qui s'en vont répétant : « Nous espérions..., mais maintenant nous n'espérons plus !... »

Qu'est-ce que Jésus a fait pour ces deux disciples ? Il n'a pas commencé par leur donner un cours de théologie ; il n'a pas même tenté un essai d'exégèse. Il n'a pas pensé à nouer un dialogue ou à convoquer un symposium sur « les problèmes brûlants d'actualité » ! Il n'a pas cherché à leur expliquer leur découragement en des termes sociologiques ou psychologiques. Au lieu de tout cela, il leur a simplement fait une leçon de catéchisme ! Il n'a pas invoqué des théories nouvelles ou des spéculations profondes, mais il leur a cité les faits du salut et les vérités de la foi. Il leur a rappelé comment le Messie devait souffrir et mourir, afin qu'il (et eux aussi) puisse entrer dans sa gloire. Les cœurs des deux disciples recommencèrent à brûler de foi et d'amour, et, remplis de joie, ils repartirent pour Jérusalem.

*Il ne faut pas permettre que la foi soit
enterrée vivante sous les théologies rivales*

Nous ne devons pas tolérer que la foi et la joie dans la foi soient enterrées vivantes sous les théologies rivales ; et nous ne devons pas permettre non plus que la réponse au Christ et à Dieu — ce qui est l'essence même de la foi — soit étouffée par les revendications et les contestations de personnes d'un type nouveau qui ont remplacé les prédicateurs, les catéchistes, les messagers de la parole, les témoins authentiques du Christ. Le fait est que ces personnes ne constituent qu'un tout petit groupe, qui a cependant la prétention de former les soi-disant « théologiens professionnels », tout comme d'autres sont professionnels en politique, en économie ou en médecine.

Sans doute, il y a la tradition des théologiens dans toutes les Eglises chrétiennes, et cette tradition est florissante, et charismatique, et prophétique.

Mais jusqu'à présent les vrais théologiens croyaient que leur tâche était d'expliquer, d'éclairer et de diffuser la connaissance de ce que Jésus avait dit, et non pas de ce qu'eux-mêmes pensaient des choses que Jésus avait dites. Les théologiens du passé ne se consacraient pas uniquement à une spéculation aride. Nos théologiens « professionnels » contemporains accusent saint Thomas d'Aquin d'être le plus « aride » des théologiens du passé ; mais saint Thomas lui-même a dit qu'il regardait ses opinions personnelles « comme de la paille » ; et il était capable de donner libre cours à sa joie de croyant dans les hymnes merveilleuses où il a chanté sa foi en Jésus-Eucharistie.

La malédiction de Dieu : la perte du sens de l'humour et de la joie

On a dit que la première malédiction infligée par le Seigneur sur ceux qui le nient, c'est de leur ôter le sens de l'humour et de les laisser sans joie.

A l'ouverture de ce Congrès, je tiens à dire que la première preuve convaincante du triomphe de la foi sur la polémique théologique, la première preuve que nous sommes vraiment des croyants qui ont renouvelé leur foi dans le Christ et en Dieu, « la joie de leur jeunesse », sera donnée lorsque le sourire apparaîtra de nouveau sur nos lèvres, et lorsque la vie et l'amour seront proclamés avec joie dans nos églises, dans nos maisons, dans nos écoles et dans nos assemblées.

Au printemps dernier, j'ai visité les pauvres gens d'origine mexicaine qui habitent le sud-ouest du Texas. Quelques jours auparavant, j'avais assisté à une fonction liturgique dans laquelle toutes les hymnes étaient inspirées par l'œcuménisme, de sorte qu'elles étaient, à vrai dire, assez neutres, ne manifestant aucune foi particulière. Et sans divagation de l'esprit, je me pris à penser que peut-être Dieu était vraiment mort !

Mais à peine entré dans l'église des pauvres émigrés mexicains, dont la foi n'avait pas besoin d'être garantie par des titres théologiques accordés par des centres d'études œcuméniques, j'avais l'impression que toute l'église flambait, alors qu'explosait le joyeux chant des enfants : « Vivre, ô Dieu, quelle joie de vivre ! » Ils souriaient, ils étaient pleins de vie, ils étaient on ne peut plus contents. Et, pour un instant, je croyais être moi-même au Paradis.

Bannir le brouillard théologique et la confusion sociologique pour connaître la joie dans le Seigneur

Je prie Dieu que nous réussissions à bannir de nos esprits le brouillard théologique, de nos cœurs la confusion sociologique, afin que nous puissions obtenir la joie dans le Seigneur.

Une telle joie, manifestée au cours de notre prédication et de notre enseignement, comme le suggère le schéma que constitue le nouveau Directoire catéchétique, donnera de la consistance à notre foi. Elle sera comme la chair et le sang du contenu de notre foi.

Dans le néo-cléricalisme qui est en voie de formation, nous avons maintenant une espèce de para-hiérarchie, un dédoublement du magistère. D'un côté il y a celui composé des successeurs des apôtres et de l'autre celui composé des « théologiens professionnels ». Il n'y a pas bien longtemps, un prêtre hollandais, contestataire depuis le jour de son ordination, remarqua avec une certaine ironie : « Maintenant, nous avons deux hiérarchies : celle du magistère et celle des « professionnels ». Quant à moi, j'avais toujours pensé que la première me suffisait largement !

Si donc la hiérarchie authentique veut vraiment éclairer la situation et gagner le royaume de Dieu, elle n'a qu'à laisser discuter les « théologiens professionnels », car ils resteront en dehors de la réalité des choses. Quant à elle,

la hiérarchie authentique, avec Chrysostome, avec Augustin, avec Paul, avec Pierre, avec Athanase, avec les apôtres courageux qui de Rome se sont mis en route pour l'Angleterre, pour les Gaules, pour les nations slaves, pour la Germanie et pour les confins de la terre, elle continuera à prêcher, avec une joie nouvelle, la foi éternelle en Dieu, en Jésus-Christ, en l'Eglise où habitent Dieu et le Christ ; elle prêchera la foi dans la vie du monde futur, dans l'amour ; elle prêchera la joie que la croix rend possible.

C'est dire qu'aujourd'hui ce qu'il nous faut, ce ne sont pas les gens qui font de l'administration pure ou qui consacrent à ce domaine le meilleur de leur attention ; ce ne sont pas non plus les « théologiens professionnels » qui sont indispensables soit à temps plein, soit à moments perdus. Ce qu'il nous faut, ce sont des hommes de Dieu, des prédicateurs de l'authentique parole divine. En d'autres termes, il nous faut des évêques, des prêtres, des religieux et des laïcs qui, appréciant et aimant leur foi et éprouvant au plus profond d'eux-mêmes la joie qu'elle leur donne, se dévoueront à la mission de la catéchèse dans une fidélité totale au Christ et à la foi qu'il a donnée à nos pères.

Conclusion

Le Congrès tirera des conclusions et formulera des vœux. Nous espérons que les uns et les autres exprimeront l'esprit du Christ ; qu'ils soient le fruit d'une lecture intelligente des signes des temps. Ainsi ce Congrès constituera une pierre milliaire dans l'histoire de la pastorale catéchétique contemporaine.

Avec ce souhait qui s'adresse à tous les congressistes, nous déclarons officiellement ouvert le Congrès.

COMPOSITION DU COMITE D'INFORMATION SUR LES TRAVAUX DU SYNODE

Président : P. HESTON, président de la Commission pontificale des communications sociales.

Membres : NN. SS. RUBIN, secrétaire général du Synode ; ETCHEGARAY, archevêque de Marseille ; PIRO-NIO, secrétaire général du CELAM ; TORELLA CASCANTE, BOVONE et MEDINA, secrétaires spéciaux de l'Assemblée.

Secrétaire : M. ALESSANDRINI, directeur de la salle de presse du Saint-Siège.

Assistants à l'information : langue française, P. Joseph THOMAS, S.J. (1) ; langue anglaise : M. Rennie MCOWAN ; langue italienne : P. Roberto TUCCI, S.J. ; langue espagnole : P. Cipriano CALDERON ; langue allemande : P. J.-P. FISCHBACH.

(*L'Osservatore Romano*, 24 septembre 1971, p. 1.)

(1) Le P. Thomas remplace Mgr Haubtmann, décédé accidentellement le 6 septembre dernier. Actuellement directeur de la revue *Christus*, il représente les religieux au sein de l'équipe nationale française évêques-prêtres. Il a prêché le carême à Notre-Dame de Paris jusqu'à l'an dernier (NDLR).

DÉCLARATION DE L'ÉPISCOPAT CANADIEN SUR LES THÈMES DU SYNODE

Au terme de leur Assemblée plénière qui s'est tenue à Edmonton, du 20 au 24 septembre, à la veille du Synode épiscopal, les évêques canadiens ont rendu publiques les deux déclarations suivantes (1) :

SACERDOCE MINISTERIEL

Les évêques du Canada ont consacré la plus grande partie de leur rencontre à Edmonton à la préparation du Synode romain qui commencera le 30 septembre. On se rappellera toutefois qu'un Synode n'est pas un Concile. Il est pour le moment un organisme consultatif en vue d'adapter la vie à l'Évangile.

On sait que l'agenda de ce troisième Synode romain comporte deux questions : la justice sociale et le sacerdoce. Le ministère sacerdotal a occupé près de la moitié des délibérations. On a étudié le rôle du prêtre comme rassembleur de la communauté par la proclamation du message de Jésus-Christ et par les sacrements. On a insisté sur son devoir de proclamer l'espérance chrétienne, par sa vie et sa parole, dans toutes les nouvelles situations et en

(1) Textes publiés par le Secrétariat général de l'épiscopat canadien, 90, avenue Parent, Ottawa.

Au cours de cette Assemblée, les évêques ont élu président de leur Conférence épiscopale pour deux ans, Mgr POWER, évêque d'Antigonish. Il entrera en fonctions après le Synode pour succéder à Mgr Plourde, archevêque d'Ottawa, dont le mandat arrivera alors à expiration.

Le nouveau président est né à Montréal le 27 septembre 1915. Il a fait ses études classiques et théologiques chez les prêtres de Saint-Sulpice au collège de Montréal (1927-1935), au séminaire de philosophie (1935-1937) et au grand séminaire de Montréal (1937-1941).

Après son ordination sacerdotale (Montréal, 7 juin 1941), l'abbé Power exerça des fonctions pastorales très variées (vicaire, curé, vice-chancelier, aumônier des jeunes travailleurs) dans le diocèse de Montréal jusqu'au moment de son ordination comme évêque d'Antigonish (le 20 juin 1960).

Familier des deux principales cultures canadiennes, Mgr Power avait été élu en novembre 1969 vice-président de la Conférence catholique canadienne.

A la suite des élections survenues durant l'Assemblée générale d'Edmonton, le Comité exécutif de la Conférence catholique canadienne sera composé des membres suivants :

Président : Mgr W. POWER (Antigonish).
Vice-président : Mgr J.-M. FORTIER (Sherbrooke).
Trésorier : Mgr F.-A. MARROCO (Peterborough).
Conseillers : NN. SS. LEGARE, o.m.i. (Labrador-Schefferville); M. HAYES (Halifax); G. BELANGER (Valleyfield).

Le Comité entre en fonctions immédiatement après le Synode des évêques à Rome, soit vers la fin d'octobre 1971.

(Communiqué du Secrétariat de l'épiscopat canadien, 24 septembre 1971.)

sachant utiliser les nouveaux modes de communication. On a insisté sur son rôle de leader de la rencontre de Dieu et de la prière. On a enfin souligné l'importance des relations de fraternité entre prêtres et évêques.

Les questions plus controversées du célibat et de l'accession éventuelle des femmes aux ministères ont également été sérieusement étudiées. L'opportunité d'ordonner des hommes mariés en cas de besoins pressants a reçu l'appui de la majorité des évêques. Pour ce qui est d'élargir la discipline actuelle sur ce point, c'est-à-dire au-delà des besoins pressants pour l'ensemble de l'Eglise, une petite majorité des évêques favorise cette option. Par contre, une grande majorité des évêques favorise le maintien de la discipline actuelle concernant le retour au ministère des prêtres mariés après dispense légitime. Une plus grande majorité s'oppose à l'ordination de candidats au sacerdoce qui ne voudraient pas s'engager au célibat.

Enfin, pour ce qui est des prêtres en fonction, les évêques sont d'avis qu'aucune loi rétroactive ne peut leur permettre de contracter mariage tout en demeurant dans le ministère.

L'étude des ministères de la femme est beaucoup moins avancée. Cependant, les délégués au Synode recommanderont la constitution immédiate d'une Commission mixte d'hommes et de femmes pour faire avancer rapidement cette question.

A propos de certaines questions, en particulier les styles de vie sacerdotale, le recrutement, l'engagement politique, on a demandé de façon pressante une plus grande liberté d'initiative aux Eglises de chaque pays, une plus grande *décensalisation*; l'unité de l'Eglise ne demande pas l'uniformité, car il s'agit de questions disciplinaires et non pas doctrinales.

Telle est, dans ses grandes lignes, la position sur le sacerdoce, après la rencontre d'Edmonton. Les évêques délégués savent sur beaucoup de points, de façon précise, le désir de leurs collègues. Evidemment, comme on l'a fait plusieurs fois remarquer, leur position ne peut être définitive à ce moment; si elle l'était, ils ne pourraient plus évoluer dans la délibération au niveau mondial au Synode. Mais c'est déjà une position ferme, qui permettra à la délégation canadienne de contribuer au succès de cette rencontre collégiale et à une meilleure adaptation des prêtres de demain à leur difficile mission de chefs de la communauté chrétienne dans un monde toujours jeune et tourné vers l'avenir.

En conclusion : nous sommes heureux de constater que sur plusieurs points les décisions des évêques rencontrent le désir des prêtres.

JUSTICE

En préparation pour le Synode d'évêques à Rome, la Conférence épiscopale canadienne ■

voté quelque vingt-cinq propositions concernant la justice dans le monde.

Les évêques ont d'abord reconnu que le Synode devrait s'orienter vers des lignes d'action dans le domaine de la justice. Ils se sont ensuite entendus pour accentuer la promotion de l'action sociale à la lumière de l'Evangile et pour mettre en application, au Canada, les recommandations que les délégués feront à Rome.

La Conférence recommande à la délégation canadienne d'insister au Synode pour que l'état des finances du Vatican, des conférences nationales, des diocèses, des paroisses, des communautés religieuses et autres institutions similaires soit mieux connu des communautés chrétiennes concernées et que des représentants de ces mêmes institutions acceptent de réévaluer leurs priorités pastorales.

Les évêques canadiens voudraient que l'Eglise, à tous les niveaux, encourage les mouvements d'éducation populaire qui favorisent le développement et la libération des peuples démunis, spécialement dans le tiers-monde, pourvu que leurs moyens d'action soient conformes à l'Evangile.

Le Synode devrait également reconnaître que le développement intégral comprend le droit des peuples à prendre en main leur propre destin.

Une autre décision concerne les abus du nationalisme excessif qu'il convient de dénoncer et l'avidité de certaines corporations multinationales. Il y a des exemples frappants de ces abus dans la course aux armements, l'exploitation de nations faibles, etc. Voilà pourquoi la Conférence épiscopale voudrait que le Synode appuie l'organisation des Nations Unies dans ses efforts pour établir une autorité internationale efficace.

La Conférence épiscopale affirme le principe évangélique de la non-violence et voudrait que le Synode examine les causes profondes des diverses formes de violence qui affectent le monde actuel, sans oublier les nouvelles manières d'exploiter les faibles. La publicité intempestive en serait un exemple.

Les évêques canadiens souhaitent que le Synode s'efforce de supprimer toute discrimination envers la femme qui doit jouir, dans l'Eglise, des mêmes droits et de la même dignité que tous les autres membres de la communauté ecclésiale.

Enfin, les membres de la Conférence ont insisté sur le fait que l'engagement au service de la justice requiert la formation d'un « homme nouveau » qui pourra apporter à l'action sociale la dimension religieuse que lui confère la foi en l'Evangile. Le Synode devrait insister pour que l'Eglise entretienne à tous les niveaux un dialogue continu avec la jeunesse concernant ses droits et ses responsabilités dans la communauté chrétienne.

LA VISITE DU P. ARRUPE AU P. BERRIGAN

Dans une interview accordée au cours du voyage qu'il a fait en mai aux Etats-Unis et dont le texte est reproduit dans la Civiltà Cattolica (revue publiée par les Jésuites à Rome), le P. Arrupe, préposé général de la Compagnie de Jésus, a répondu à une question qui lui a été posée au sujet du P. Daniel Berrigan, auquel il a rendu visite dans sa prison de Danbury (1) :

Mon impression a été un mélange de joie et de peine : joie d'avoir pu rencontrer un frère qui souffre, d'avoir pu le consoler et d'avoir pu constater avec quel courage il supporte son actuelle situation ; et peine de devoir constater que beaucoup ne comprendraient pas, ou condamneraient ce simple geste de compréhension et de charité fraternelle, en lui attribuant une signification qu'il n'a pas. La signification est claire pour ceux qui, comme moi, ont fait l'expérience de la solitude de la prison.

Un Jésuite qui voudrait mener une action susceptible de le conduire en prison doit réfléchir très attentivement. Il doit largement demander conseil, surtout à ses frères jésuites et à ses supérieurs. Des décisions de ce genre sont intrinsèquement complexes et elles ont inévitablement des conséquences pour les autres.

Aussi bien le vrai que le faux prophète dénoncent l'injustice et le péché. Mais il y a entre eux une différence fondamentale : le prophète authentique, inspiré par Dieu, fait preuve de prudence évangélique ; le faux prophète, parfois violent et irresponsable, fait abstraction, en pratique du moins, de l'esprit de l'Evangile. Ce qu'il appelle une « obligation de conscience » peut trop facilement dégénérer en un dangereux subjectivisme.

Je ne veux pas dire que pour défendre les droits humains et la justice on ne puisse ou on ne doive courir le risque d'être puni au nom d'une « justice » qui est contraire à l'Evangile. Mais on ne peut pas dénoncer l'injustice en agissant d'une façon contraire à l'Evangile.

Au Jésuite qui voudrait mener une action susceptible de le conduire en prison, je demanderais donc avant tout de bien regarder si l'action qu'il veut entreprendre et les moyens qu'il envisage d'utiliser sont vraiment évangéliques ; de peser les conséquences de son action, en envisageant la possibilité d'employer d'autres moyens qui pourraient finalement s'avérer plus efficaces ; et enfin de demander conseil avant de se décider. Un Jésuite appartient à un corps organisé : la Compagnie de Jésus, et il ne peut faire abstraction des répercussions que ses actes peuvent avoir sur l'Ordre tout entier, quels que soient ses désirs — ou ce qu'il dit être ses désirs — de les éviter. Dans ce cas, il a « l'obligation de conscience » d'écouter et de peser attentivement l'opinion de ses supérieurs et de ses frères jésuites sur ce qu'il se propose de faire.

(1) La Civiltà Cattolica, 4 septembre 1971. Traduction de la DC. La revue ajoute en note (p. 431) :

Daniel Berrigan, prêtre jésuite américain de quarante-neuf ans, poète de renom, mais devenu bien plus célèbre par son pacifisme radical et ses démonstrations spectaculaires contre la guerre du Vietnam, purge actuellement une peine de trois ans de prison, encourue pour avoir en mai 1968, avec son frère Philip (lui aussi prêtre et religieux, mais d'une autre congrégation) et d'autres amis, envahi les bureaux de conscription de Catonsville (Maryland) et détruit au napalm les fichiers du bureau.

— *Ce qui manque à la passion du Christ*, par JEANNE MORET. — Une plaquette 12 × 18,5 cm, de 72 pages. Prix : 7,50 F. Editions Saint-Paul, Paris.

— *Croire aujourd'hui... au mariage ?* par MARCEL DOMERGUE. — Une plaquette 14 × 20 cm, de 80 pages. Prix : 6 F. Editions du Senevé, Paris.

Événements et Informations

FRANCE

— *Décès de Louis ARMAND*, dans la nuit du dimanche au lundi 30 août. Il était né à Cruseilles (Haute-Savoie) le 17 janvier 1905. Entré en 1924 à l'Ecole polytechnique d'où il devait sortir second, il a commencé très tôt une brillante carrière d'ingénieur qui devait l'amener rapidement à devenir l'un des plus grands spécialistes de l'industrie ferroviaire, expérience qui devait lui permettre de rendre des services inestimables à la Résistance : chef de la Résistance fer, Louis Armand fut arrêté par la Gestapo, incarcéré à Fresnes et libéré le 18 août 1944. Directeur général de la SNCF de 1949 à 1955, il en était président de 1955 à 1958, puis président d'honneur. Il s'acquit là une réputation mondiale de technicien dynamique, audacieux. Sa grande contribution dans ce domaine, c'est l'utilisation du courant alternatif à 25 000 volts (au lieu du courant continu de 1 500 volts qu'on utilisait avant la guerre) adopté aujourd'hui par la Chine, la Grande-Bretagne, l'URSS, l'Inde, le Portugal et la Turquie, en raison des importantes économies que la technique Armand a permis de réaliser. Membre du Commissariat à l'énergie atomique, du Conseil supérieur de la recherche scientifique et du progrès technique, du Comité des trois sages pour l'Euratom, Louis Armand accède en janvier 1957 aux hautes fonctions de président de la Commission de l'Euratom qu'il quittera en 1959. A partir de 1960, il est également membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Fervent Européen, il est aussi le porte-parole et le porte-drapeau de la société du tunnel sous la Manche. Ses multiples activités ne l'empêchent pas de se consacrer à l'enseignement (il fut professeur à l'Ecole nationale d'administration) et aux problèmes de la jeunesse. Entré à l'Académie française en 1963, il s'était, en 1961, signalé à l'attention du monde de la technique par la publication de *Plaidoyer pour l'avenir*. En 1968, il publiait deux nouvelles œuvres : *Simple propos* et surtout *Le Pari européen*, en collaboration pour celle-ci avec Michel Drancourt. Sa dernière production fut :

Propos ferroviaires, en 1970, et il préparait un nouveau livre sur la vie du rail et des cheminots. Louis Armand était grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de nombreuses décorations étrangères, dont la grand-croix de l'Ordre de la République fédérale d'Allemagne. (« *La Croix* », 1^{er} septembre.)

— *Troisième pèlerinage des anciens prisonniers et déportés à Lourdes* les 4 et 5 septembre. Il en a réuni de 3 000 à 4 000, accueillis par Mgr Stourm, archevêque de Sens, Mgr Théas, ancien évêque de Tarbes et Lourdes, Mgr Bougon, évêque de Moulins, Mgr Tort, évêque de Montauban et Mgr Rhodain, président de *Caritas internationalis*, tous anciens prisonniers ou déportés. (« *Ibid.* », 8 septembre.)

— *L'abbé Gérard Leman a été nommé recteur des Facultés catholiques de Lille*, en remplacement de l'abbé Lepoutre, démissionnaire. Né en 1927, le nouveau recteur est entré en 1959 au Centre national de la recherche scientifique. Il est membre du Conseil national de la Société française de physique. (« *Ibid.* », 9 septembre.)

— *L'Union apostolique du clergé vient de tenir à Paris sa Rencontre nationale* marquée par les interventions des PP. Plé, Vidal, Grelot, sur le thème : « Prêtres de Jésus-Christ ». Une centaine de responsables de groupes locaux étaient présents. (« *Ibid.* », 12-13 septembre.)

— *Session nationale des aumôniers de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC-JOCF)*, rassemblant à Versailles du 6 au 11 septembre environ 340 prêtres, en présence des responsables laïcs, des évêques membres de la Commission épiscopale du monde ouvrier et de Mgr Schmitt (Metz). *Thèmes des trois journées* : Vie ecclésiale en JOC ; Expérience et ouverture internationale de la JOC ; Le sacerdoce, tel que le vivent les prêtres aumôniers de JOC. (« *La Croix* », 9 septembre.)

— *Session nationale des aumôniers d'ACO*. — Elles a réuni à Versailles du 8 au 10 septembre quatre cents aumôniers diocésains et de secteur

d'ACO, dix évêques, dix-huit membres laïcs du Comité national, douze théologiens, dix prêtres-ouvriers et sept religieuses. La session avait été préparée par quatre vingts monographies qui ont alimenté le travail de quarante carrefours, la réflexion des douze théologiens et la conférence du P. Delorme, exégète d'Annecy, sur « le ministère apostolique dans le Nouveau Testament ». Le thème débattu était « Prêtres en classe ouvrière ». (« *Ibid.* », 11, 12-13 septembre.)

— *La Jeunesse indépendante chrétienne féminine (JICF) vient de tenir à Versailles son Conseil national* en présence de Mgr de La Brousse, évêque de Dijon, représentant la Commission épiscopale des milieux indépendants. Enquête prévue pour 1971-1972 : « Etre concernées totalement par les situations où s'exprime la souffrance. » (« *Ibid.* »)

— *Cinquième séminaire œcuménique international à Strasbourg*. — Il se tient du 13 au 25 septembre, rassemble plus de quatre-vingts participants et est consacré au thème général : *La théologie et l'Eglise entre l'orthodoxie et l'orthopraxis*. L'objectif du séminaire était de grouper une large représentation de théologiens de différentes nations et traditions ecclésiales pour douze jours d'études et de dialogues intensifs. Deux conférences par des participants français : *Tradition et situation, le Contexte de la doctrine chrétienne*, par le P. Tavad et *La Révélation et les problèmes actuels dans le monde*, par le pasteur André Monod. (« *Bip-Snop* », 15 septembre.)

— Du 9 au 12 septembre s'est tenu à Paris le *Convent* (Assemblée générale) annuel de la *Grande Loge de France*, l'une des principales obédiences de la franc-maçonnerie française. M^e Richard Dupuis, avocat, quarante-six ans, a été élu grand-maître, succédant au docteur Pierre Simon. C'était la Grande Loge de France qui avait reçu en juin Mgr Pézeril, évêque auxiliaire de Paris, pour une conférence sur « les signes de l'Eglise catholique de demain » (DC 1592, p. 794). M^e Dupuy a indiqué que cette démarche n'avait « engagé ni la Grande Loge ni l'Eglise dans la recherche d'accords ou de modifi-

cations de positions, mais qu'un dialogue se poursuivra avec l'Eglise catholique comme avec toutes les autres communautés spirituelles ». La Grande Loge de France doit compter actuellement environ 10 000 membres. (« *La Croix* », 15 septembre.)

— *Le Secours catholique français* envoie cinquante camionnettes-ambulances en Inde pour les réfugiés pakistanaï. Elles serviront en priorité au ravitaillement des enfants. (« *Communiqué* », 1^{er} septembre.)

— *Candidature de prêtres à des fonctions civiles.* — A ce propos, la « *Semaine religieuse de Rodez* » du 12 septembre publie le communiqué suivant : « Monseigneur estime que le prêtre ne doit pas cumuler des fonctions civiles électives et une mission sacerdotale. En conséquence, Monseigneur a refusé récemment à des prêtres du ministère la permission de se présenter aux élections municipales. La règle devant être la même pour toute élection politique, M. l'abbé Aliès, candidat aux élections sénatoriales, a été prié par Monseigneur de lui remettre sa démission de curé de Murasson-Badassou. Par lettre du 27 août 1971, M. l'abbé Albert Aliès a donc donné sa démission à Mgr l'Evêque. »

— *A propos des messes de Saint-Hubert*, « la Vie diocésaine » d'Orléans du 12 septembre publie le communiqué suivant : « [...] Un certain nombre de messes de Saint-Hubert sont célébrées à l'automne dans les régions de chasse. Elles suscitent des réactions diverses, surtout du fait de l'écho qui en est donné dans la presse écrite ou télévisée. Il convient de distinguer la messe elle-même de la bénédiction des chiens. Cette bénédiction est très mal comprise dans différents milieux : c'est pourquoi nous demandons de ne plus l'accepter à l'avenir. Par contre, l'effort est à porter sur la messe, l'annonce de la Parole de Dieu, la prédication et la qualité de la prière. C'est en particulier l'occasion de prier pour tous ceux qui vivent de la chasse et qui permettent à d'autres d'y trouver leurs loisirs. » Mgr Riobé, évêque d'Orléans, « fait sienne cette attitude adoptée par des prêtres des trois diocèses de Sologne (Bourges, Blois, Orléans). Mgr VIGNANCOUR, archevêque de Bourges, a publié un communiqué analogue, que Mgr BOILLON, évêque de Verdun, a fait sien (cf. *Eglise de Verdun*, 16 septembre 1971).

— *Formation œcuménique interconfessionnelle.* — Des cours par correspondance — seize séries pour 1971-1972 — traitant de tous les sujets œcuméniques et de différents degrés,

sont envoyés tous les mois (avec des thèmes de travail et des suggestions de lectures) à ceux qui le désirent. Direction P. Beaupère, OP, directeur du Centre Saint-Irénée et pasteur Alain Blancy, directeur-adjoint de l'Institut œcuménique de Bossey (Suisse). Pour les inscriptions et tous renseignements : FOI, 2, place Gailleton, 69-Lyon 02. Tél. (78) 37-49-82.

— *Le Centre de préparation au mariage (CPM, 2, rue Mesnil, Paris-16^e), vient de publier dans ses cahiers trimestriels un dossier sur l'avortement (prix : 3 F).*

ÉTRANGER

AUTRICHE

— *Premier entretien entre Eglise catholique romaine et Eglises orientales.* — Pour la première fois depuis mille cinq cents ans, des théologiens catholiques et des représentants des Eglises orientales anté-chalcédoniennes se sont réunis le 7 septembre à Vienne pour un dialogue officiel et privé. L'ouverture de ces conversations a eu lieu en présence du cardinal Franz Koenig, archevêque de Vienne. La délégation orientale était conduite par l'évêque copte Shenouda, un des candidats au siège patriarcal d'Alexandrie. Parmi les théologiens catholiques, le P. Schoonenberg, S.J. ; le P. John Long, S.J., représentait le Secrétariat pour l'unité des chrétiens. Ces conversations ont eu lieu à l'initiative de la fondation « *Pro Oriente* ». Les Eglises anté-chalcédoniennes comptent vingt millions de fidèles, principalement au Moyen-Orient. Elles se sont séparées du reste de la chrétienté y compris de l'orthodoxie, à la suite des disputes christologiques à l'époque du Concile de Chalcédoine (V^e siècle) et sont au nombre de cinq : l'Eglise copte du patriarcat d'Alexandrie, l'Eglise arménienne, l'Eglise syrienne du patriarcat d'Antioche, l'Eglise éthiopienne et l'Eglise syro-malabar de l'Inde. (« *Bip-Snop* », 15 septembre.)

BELGIQUE

— *Mort de l'abbé Froidure*, tué accidentellement par une voiture, qui créa dès avant la guerre en Belgique une organisation analogue aux Chiffonniers d'Emmaüs de l'abbé Pierre. Né à Ypres en 1899, il avait fondé en 1937 l'œuvre des « Petits Riens », chiffonniers au service des pauvres et s'occupa activement du problème des sans-logis. (« *Kipa* », 14 septembre.)

BRESIL

— *Perquisition chez Dom Helder Camara.* — La police a effectué une

nouvelle perquisition à la résidence de Dom Helder Camara, archevêque d'Olinda et Recife, annonce le Bulletin de la Conférence épiscopale brésilienne. L'archevêque était accusé de receler « du matériel subversif » ! La seule chose emportée par la police a été la copie de documents de la rencontre des organisations de jeunesse catholique qui s'était tenue quelques jours auparavant chez les Maristes, dont un document de la jeunesse ouvrière. Deux prêtres qui avaient assisté à la rencontre avaient préalablement été arrêtés. (« *Kipa* », 3 septembre.)

COLOMBIE

— *Durant son séjour à Bogota*, le président du Chili, Salvador Allende, avait été parrain de deux enfants qui reçurent au baptême les prénoms de Fidel et Raul Castro. La Curie de l'archevêché de Bogota a publié à ce sujet le communiqué suivant : « Nous nous trouvons, en l'occurrence, en face d'un lamentable manque d'authenticité dans la célébration d'un sacrement qui mérite respect et qui ne doit pas être paré abusivement d'une coloration politique, ni être l'objet de calculs et de manipulations aux fins d'une habile propagande. » Le communiqué, signé par le Dr Alfonso Lopez Trujillo, évêque auxiliaire de Bogota, déclare qu'il y a « là une infraction flagrante à la discipline établie par l'Eglise pour le sacrement de baptême. Le P. Alfonso Venegas, qui présidait la cérémonie, poursuit le communiqué, encourt la suspension totale de ses fonctions sacerdotales, tant dans l'archidiocèse de Bogota, que dans celui de Tunja auquel il appartient. On ajoute que le Dr Allende, en sa qualité d'athée et de franc-maçon notoire, ne peut assumer en conscience l'obligation de veiller à l'éducation catholique des enfants baptisés. Le rite, selon la description du journal qui relate le fait, ne correspondait pas exactement aux exigences liturgiques, mais semblait plutôt être un acte de provocation révolutionnaire. Le lieu de la cérémonie, à l'encontre de ce que l'Eglise a décidé à ce sujet, fut une maison privée, ce qui restreint et obscurcit la plénitude de la signification sacramentelle. » Pour toutes ces raisons, conclut le communiqué archiepiscopal, il est nécessaire de déclarer clairement face à l'opinion publique que le baptême en question présente toutes les caractéristiques d'un acte accompli totalement en marge des principes théologiques et pastoraux les plus élémentaires. » (« *Ecclesia* », 11 septembre.)

ESPAGNE

— *L'archevêque d'Oviedo, Mgr Diaz Merchan, et son auxiliaire Mgr Yanes Alvarez, vont abandonner leur palais épiscopal contre un modeste logement dans la Maison sacerdotale de la ville. Les dépendances du palais épiscopal deviendront des bureaux pour les différents services administratifs et pastoraux du diocèse.* (« *Prensa asociada* », 14 septembre).

ETATS-UNIS

— *Olga Peters, quatre mois, la petite-fille de Joseph Staline, a été baptisée par l'archevêque Iakovos, chef de l'Eglise orthodoxe grecque d'Amérique du Nord et du Sud, dans une église de Milwaukee. Olga est la fille de Svetlana Staline et de Wesley Peters. Sa mère est âgée de quarante-cinq ans.* (« *Kipa* », 15 septembre).

ISRAEL

— *Décès le 10 septembre à Jérusalem, à l'âge de soixante-huit ans, du P. Roland DE VAUX, ancien directeur de l'Ecole biblique et archéologique de Jérusalem (1945-1965). Né à Paris en 1903, le P. de Vaux était arrivé à Jérusalem en 1933. Son ouvrage sur les « Institutions de l'Ancien Testament », comportant une étude sur le nomadisme et une autre sur les sacrifices, fait autorité. Il dirigea l'équipe scientifique internationale chargée de la publication des manuscrits découverts en Jordanie et publia sur ces découvertes, après des fouilles méthodiques dès 1947, l'Archéologie et les manuscrits de la mer Morte. De 1938 à 1953, il a animé la Revue biblique et conduisit, d'autre part, la mission archéologique de Tell-El-Farlah (1946-1960), ainsi que la mission franco-anglaise de Jérusalem. Parmi ses autres œuvres : Notes et Textes sur l'avicennisme latin, les Livres des rois, les Livres de Samuel, la Genèse (dans la Bible de Jérusalem), Fouilles à Qaryat-El-Enab, Palestine, les Sacrifices de l'Ancien Testament, Bible et Orient. Il venait d'achever une Histoire d'Israël, à paraître dans quelques mois.* (« *La Croix* », 12-13 septembre et « *le Monde* », 12-13 septembre.)

PORTUGAL

— *30 théologiens et 450 fidèles, prêtres et évêques venant de vingt-cinq pays du monde, ont participé du 16 au 22 août, à la Domus Pacis (Maison de la paix) de Fatima, au troisième séminaire international et reconnu l'importance du thème du cœur pour une exacte connaissance de la Vierge Marie et de son rôle dans l'Eglise et le monde.*

(« *L'Homme Nouveau* », 5 septembre.)

TAHITI

— *Conférence des évêques du Pacifique.* — La quatrième Conférence des évêques du Pacifique s'est tenue à Papeete, avec la participation de treize évêques, qui ont pris plusieurs décisions : ils demandent l'admission de la Conférence épiscopale du Pacifique à la Conférence oecuménique des Eglises du Pacifique rassemblant anglicans, évangéliques, presbytériens, méthodistes et congrégationalistes ; ils ont décidé de créer un séminaire régional à Suga, dès mars 1972, établissement qui serait adapté aux particularités des diocèses du Pacifique et qui serait destiné à des étudiants de langue anglaise, et la création d'une Commission pour la formation des catéchistes. (« *Kipa* », 9 septembre.)

TCHECOSLOVAQUIE

— *Une nouvelle organisation du clergé catholique tchèque a été constituée le 31 août à Prague, sous la dénomination, empruntée à l'encyclopédie de Jean XXIII, Pacem in Terris, Présidée par Mgr Vrana, vicaire capitulaire d'Olomouc, l'Association remplace l'ancien mouvement (lui aussi gouvernemental) des « Prêtres de la paix » qui ne se releva pas des coups qui lui furent portés lors de l'éphémère « printemps de Prague ». La fondation de « Pacem in Terris » est également destinée à contrecarrer les efforts du « mouvement de la renaissance du Concile », qui est lui, sous la mouvance de l'épiscopat et présidé par Mgr Tomasek, administrateur apostolique de Prague.* (« *La Croix* », 2 septembre.)

URSS

— Dans « *la Croix* » du 3 septembre, Antoine WENGER commente un article de la « *Pravda* » du 18 août sur l'éducation athée, en relation avec la mise en œuvre des directives du 24^e Congrès. Le Parti entend rappeler à ses membres et à tous les citoyens soviétiques que l'éducation athée fait partie du combat marxiste pour un type d'homme nouveau. Sans contenir une argumentation en faveur de l'athéisme, ni une réfutation de la croyance en l'existence de Dieu, sans nommer l'adversaire, une Eglise ou une foi (pour ménager l'Eglise orthodoxe qui sert efficacement la politique soviétique dans le monde en contrepartie d'une relative et précaire liberté), l'article se contente de stimuler les différents organismes chargés de l'éducation et de la pro-

pagande athée (Facultés du marxisme-léninisme auprès des Universités, écoles du soir chargées de former les propagandistes de masse). La *Pravda* demande en second lieu à la presse de publier davantage d'articles antireligieux, de faire appel notamment aux témoignages de gens qui ont quitté la religion et de faire connaître les expériences collectives et individuelles auprès des croyants pour les détourner de la religion. En troisième lieu, il est fait appel aux Lettres et aux Arts. En conclusion, la *Pravda* rappelle la clause de principe qui revient toujours quand il est question de lutte antireligieuse : en intensifiant la lutte sur le plan idéologique, les communistes veilleront à ne pas régler le problème religieux par voie administrative. L'Union soviétique fait de l'athéisme son idéologie officielle et exclusive et la condition indispensable pour parvenir à « l'homme véritable ».

— *Décès de Nikita Khrouchtchev le 11 septembre dans un hôpital de la banlieue de Moscou, du troisième infarctus qu'il ait subi depuis sa retraite forcée. Né le 17 avril 1894 en Ukraine, ouvrier agricole puis mineur, il avait gravi tous les échelons du Parti et du pouvoir soviétiques, jusqu'à devenir secrétaire général du PC en 1953 et chef du gouvernement en 1958, après avoir au XX^e Congrès du Parti présenté son rapport sur les crimes de Staline (février 1956). En mars 1958, il écarte Boulganine et ajoute à la direction du Parti celle du gouvernement. En octobre de la même année, il lance l'ultimatum de six mois aux Occidentaux pour évacuer Berlin. En mars 1960, visite officielle en France, à l'invitation du général de Gaulle ; en mai 1961, il rencontre Kennedy à Vienne ; en décembre 1962, c'est l'affaire de Cuba ; en août 1963, il signe à Moscou avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne le traité limitant les essais nucléaires. Le 15 octobre 1964, il doit démissionner. Brejnev et Kossyguine le remplacent.* (« *La Croix* », 12-13 septembre.) Sur son action antireligieuse, voir *Le fait religieux en Union soviétique*, Conférence du R. P. Wenger, AA. dans DC 1966, col. 1026-1027.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :
— Mgr Henri L'Heureux administrateur apostolique du siège vacant (par suite de la démission de Mgr Joël Bellec) de Perpignan. (« *OR* »,

3 septembre et DC n° 1582, p. 293.) — *Mgr Enea Selis archevêque de Co-senza, Italie.* (« *Ibid.* ») — *Mgr Giuseppe Carata évêque de Trani et archevêque de Barletta avec l'administration perpétuelle de Bisceglie, Italie.* (« *OR* », 8 septembre.) — *Mgr Mario Schierano ordinaire militaire pour l'Italie.* (« *Ibid.* »). — *Mgr Arnoldo Onisto évêque de Vicenza, Italie.* (« *OR* », 12 septembre.) — *L'abbé Carlo Aliprandi évêque de Cuneo.* (« *Ibid.* ») — *Mgr Onofre Candido Rosa coadjuteur avec droit de succession de l'évêque d'Uberlandia, Brésil.* (« *OR* », 15 septembre.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— *De Mgr Patrick Joseph Farrelly, évêque de Lismore (Australie, en raison de son âge.* (« *OR* », 2 septembre.)

— *De Mgr Joël Bellec, évêque de Perpignan, pour raison de santé.* (« *OR* », 3 septembre.) En prenant congé de ses diocésains dans une lettre publiée par le « *Bulletin diocésain de Perpignan* » du 11 septembre, Mgr Bellec déclare : « En me retirant, je ne renonce pas au ministère pastoral, que je suis heureux de pouvoir continuer dans une autre situation. En effet, Mgr Patria, évêque de Périgueux, a bien voulu me confier une paroisse dans son diocèse, Château-l'Evêque, où je serai dans quelques semaines et où j'emporterai votre souvenir avec le sentiment que je puis et dois vous aider par la prière. » Château-l'Evêque — ainsi nommé parce qu'on y voit l'ancienne résidence d'été des évêques du diocèse — est une petite paroisse rurale sur la route de Périgueux à Angoulême. D'après une tradition bien établie, c'est dans l'église de cette paroisse que saint Vincent de Paul a reçu l'ordination sacerdotale. (« *Ibid.* ») (Voir aussi DC 1960, n° 1337, col. 1248.)

— *De Mgr Carlo Zinato, évêque de Vicenza, Italie, en raison de son âge.* (« *OR* », 12 septembre.)

DECES

— *De Mgr William Mark, ancien archevêque de Vancouver (Canada), le 31 août.* (« *OR* », 3 septembre.) — *De Mgr Diego Maria Gomez Tamayo, ancien évêque de Popayan (Colombie), le 2 septembre.* (« *OR* », 5 septembre.) — *De Mgr Victor Joseph Reed, évêque de Oklaoma City et de Tulsa (USA) dans la nuit du 7 au 8 septembre.* (« *OR* », 10 septembre.)

SAINT-SIÈGE

— *Le Saint-Père a nommé : Mgr Martin J. O'Connor président émérite de la Commission pontificale pour les communications sociales ; le P. Edward Heston, C.S.C. (jusqu'ici secrétaire de la S. congrégation pour les Religieux et les Instituts séculiers), président de la même Commission.* (« *OR* », 9 septembre.) Le P. Edward Heston est né à Ravenna (Ohio, USA) le 9 septembre 1907. En 1921, il entra au petit séminaire de la congrégation de Sainte-Croix à Notre-Dame (Indiana). Novice en 1925, il prononça ses premiers vœux l'année suivante tout en poursuivant ses études toujours à Notre-Dame au séminaire Moreau. Envoyé à Rome en 1928, il suivit les cours de philosophie et de théologie de l'Université grégorienne et y conquist ses doctorats en philosophie (1931) et en théologie (1937). Profès perpétuel en septembre 1929, il était ordonné prêtre le 22 décembre 1934 dans la basilique de Saint-Jean de Latran. Professeur de philosophie de 1936 à 1938 au séminaire Moreau de Notre-Dame, il revint à Rome en 1938 comme assistant du procureur général et du supérieur du Collège international de Sainte-Croix. Il y commença ses études de droit canonique à la Grégorienne et les poursuivit, après 1940, à l'Université catholique de Washington où il conquist le doctorat. Professeur de théologie morale au collège de Sainte-Croix de Washington, secrétaire de la délégation apostolique jusqu'en 1947, il abandonna cette dernière charge lorsqu'il fut désigné pour être procureur général de sa congrégation à Rome, en même temps que supérieur du collège international de Sainte-Croix jusqu'en 1962. En 1969, il fut nommé secrétaire de la S. congrégation pour les Religieux, dont il était déjà consultant. Il est également consultant de la congrégation pour les Sacrements et pour la Doctrine de la foi.

— *Le Saint-Père a nommé le P. Abbé Dom Augustin Mayer, O.S.B. (abbé de Metten, président de la congrégation bénédictine de Bavière), secrétaire de la S. congrégation pour les Religieux et les Instituts séculiers.* (« *Ibid.* ») Le P. Dom Mayer est né à Altoetting (Bavière) en 1911. Il entra très jeune au monastère bénédictin de Metten, où il prononça sa profession religieuse le 17 mai 1931. Il acheva ses études philosophiques à Salzbourg (Autriche) et fit sa théologie à Rome, à l'Athénée pontifical de Saint-Anselme. Professeur quelque temps au gymnase de son abbaye de

Metten, où il fut aussi préfet, il fut rappelé à Rome comme titulaire des chaires de christologie et de théologie sacramentaire à Saint-Anselme et y enseigna pendant une vingtaine d'années, jusqu'en 1966. Entre-temps, dès 1949, il avait été nommé recteur de l'Athénée. Désigné en 1960 comme secrétaire de la Commission préparatoire du Concile pour les séminaires, les études et l'éducation catholique, il fut ensuite secrétaire de la Commission du Concile. Le 3 novembre 1966, il était élu Abbé de Metten et deux ans après, il fut élu président de la Congrégation bénédictine bavaroise. Il est consultant de la S. congrégation pour l'Education catholique. Le P. Mayer est l'auteur d'un ouvrage sur les questions patristiques et a publié divers articles dans l'Encyclopédie catholique italienne.

— *Le Saint-Père a nommé Mgr Agostino Ferrari-Toniolo (président de la Commission pontificale pour les communications sociales) observateur permanent du Saint-Siège auprès de la FAO et consultant de la Secrétairerie d'Etat pour les questions sociales et l'information.* (« *Ibid.* »)

— *Le Saint-Père a fait le 8 septembre un pèlerinage à Subiaco pour implorer l'aide de Dieu et le patronage des saints Benoît, Scholastique et François d'Assise sur les travaux du prochain Synode des évêques. Dans le discours qu'il a adressé aux moines et aux fidèles dans l'église supérieure du Sacro Speco, le Saint-Père a souligné les trois motifs qui l'ont poussé à visiter Subiaco : le désir de se désaltérer à cette source de spiritualité, comme y vinrent au cours des siècles des Papes, des saints comme François d'Assise, des princes, des artistes et hommes de lettres, d'innombrables élèves de « l'école du service du Seigneur », pour écouter un maître : saint Benoît, le désir de jouir d'une heure de réconfort spirituel, pour nous aider à porter notre responsabilité, à consolider notre foi dans la seule force valable, la grâce du Seigneur ; le désir de saluer le P. Abbé Dom Egidio Gavazzi, auquel le lien de lointains souvenirs et des sentiments communs, et d'honorer le témoignage évangélique rendu par la vie religieuse à l'Eglise et à la société profane. Après avoir ajouté que sa visite à Subiaco était un pèlerinage, le Saint-Père a conclu : « Nous venons ici vénérer et implorer saint Benoît pour qu'il protège et assiste la sainte Eglise à la veille du Synode des évêques. » (« *OR* », 10 septembre.)*

— *Le Saint-Père a nommé Mgr Giovanni Moretti pro-nonce apostolique en Thaïlande et délégué apostolique au Laos, en Malaisie et à Singapour.* (« *OR* », 11 septembre.)

L'Église dans le monde

L'ASSEMBLEE ESPAGNOLE

EVEQUES-PRETRES

Du 13 au 18 septembre, quelques jours avant l'ouverture du Synode épiscopal, s'est tenu au séminaire diocésain de Madrid la première assemblée espagnole évêques-prêtres réunissant les évêques espagnols (118) et 167 prêtres délégués. L'Assemblée comprenait en outre 129 invités n'ayant pas le droit de vote, dont 26 laïcs dirigeants de mouvements d'apostolat (parmi eux, 12 femmes). Les votes de l'Assemblée font l'objet d'un numéro spécial de la revue madrilène Ecclesia (25 septembre). Voici quelques-unes des motions qui ont été approuvées (1).

L'Eglise et l'Etat La révision du Concordat

Les dispositions juridiques qui régissent les rapports entre l'Eglise et l'Etat doivent sauvegarder leur autonomie et leur indépendance réciproques et, sans sous-estimer le bienfait d'une saine collaboration mutuelle en vue du bien commun, supprimer toute situation réelle ou apparente de concession mutuelle de privilèges (215-26-1-4).

Nous estimons qu'il est nécessaire et urgent de réviser l'actuelle situation concordataire, le texte en vigueur étant dépassé et source de nombreuses difficultés et malentendus (212-1-3).

Dans cette situation, nous estimons préférable un système d'accords partiels qui résoudraient les problèmes un par un, avec un contexte moins solennel, rendant leur révision plus facile (185-54-7).

L'Assemblée demande la suppression de toute intervention [...] du gouvernement dans la nomination des évêques (175-54-13-5).

Nous verrions volontiers, par contre, la participation du peuple de Dieu, en tant que tel, à l'élection de ses pasteurs, dans les formes que le Saint-Siège — ultime instance en ce domaine — jugerait opportunes (176-56,2-13).

L'Eglise doit être totalement indépendante de l'Etat et de quelque système politico-social que ce soit : aussi, les rapports entre personnes qui exercent l'autorité dans la société civile comme dans l'Eglise doivent-ils être de nature à éviter toute confusion (205-32-7-3).

En accord avec la proposition précédente, les représentants de l'Eglise doivent se tenir en dehors [...] des organismes de gouvernement ou de représentation poli-

tique (Cortès, Conseil du royaume...) octroyée par le pouvoir (174-56-7-9).

Etant signes de l'unité de l'Eglise, évêques et prêtres s'abstiendront de prendre parti dans toute action ayant un sens politique qui puisse être une source de division parmi les fidèles (202-30-7-9).

La contribution économique — provenant du peuple espagnol — que l'administration publique octroie à l'Eglise se justifie par le service que celle-ci rend à la communauté nationale et ne doit pas supprimer sa liberté évangélique ni être discriminatoire par rapport aux autres confessions religieuses (153-49-6).

Par contre la motion suivante, relative à la guerre civile, n'a pas été approuvée, même après un second vote :

« Si nous disons que nous n'avons pas péché, nous faisons de Dieu un menteur, sa parole n'est pas en nous. » (1 Jn, 1, 10). C'est pourquoi nous reconnaissons humblement — et nous en demandons pardon — que nous n'avons pas toujours su être de « vrais » ministres de la réconciliation » au sein de notre peuple divisé par une guerre entre frères (123-113-10) (2).

Le célibat sacerdotal

Nous reconnaissons la grande valeur du célibat pour le royaume des cieux, car il est un charisme de l'Esprit, un signe eschatologique dans le monde présent, à condition qu'il s'insère dans une vie de pauvreté évangélique, de renonciation à la puissance de ce monde et de don de soi, qu'il libère l'homme et lui permette de se consacrer à l'amour de Dieu et au service de ses frères. Cette reconnaissance n'implique nullement une dévaluation et une moindre estime du mariage. Nous affirmons qu'il est spécialement nécessaire de reconnaître cette valeur du célibat dans le monde sécularisé d'aujourd'hui, qui a besoin plus que jamais de témoignages de foi lui rappelant l'horizon eschatologique de l'humanité (221-15-2-12).

De par sa nature, le ministère sacerdotal n'exige pas le célibat, cependant, avec le II^e Concile du Vatican (P.O. 16 ; O.T., 10), nous reconnaissons la convenance du lien entre ministère sacerdotal et célibat pour le royaume des cieux, à différents points de vue théologiques et pastoraux découlant du « ministère du Christ et de sa mission » : service de la nouvelle humanité créée dans le Christ ressuscité et témoignage de celle-ci, lien particulier avec le Christ, liberté nouvelle pour l'amour des autres et pour être totalement à leur ser-

(2) Mgr GUERRA CAMPOS, évêque auxiliaire de Madrid, député aux Cortes, a déclaré à ce propos dans le *Diario de Burgos* (4 octobre) : « Cette proposition, que l'on peut qualifier d'audacieuse, a provoqué un profond malaise dans l'assemblée et dans une grande partie du clergé espagnol, en raison de son aspect politique et de son caractère injuste » (cité par *Le Monde*, 7 octobre 1971 - NDLR).

(1) Traduction de la DG.
Les chiffres entre parenthèses à la fin de chaque texte signifient, dans l'ordre : oui, non, oui *juxta modum*, blanc. Pour l'adoption d'une motion, la majorité des deux tiers était nécessaire.

vice, participation plus grande au ministère de la paternité dans le Christ, témoignage de fidélité à l'Eglise vierge qui va à la rencontre de son Epoux, le Seigneur (218-19-3-11).

L'Assemblée n'a pas accepté la résolution suivante sur l'ordination d'hommes mariés :

Devant le grave problème ecclésiologique et pastoral posé aujourd'hui à certaines communautés chrétiennes par le manque de vocations sacerdotales, qui les oblige à vivre sans les fonctions nécessaires à leur existence et à leur croissance, l'Assemblée demande respectueusement au Saint-Siège et au Synode des évêques, dans le cas où une adéquate redistribution du clergé à l'échelle mondiale ne résoudrait pas le problème, d'envisager l'opportunité d'ordonner prêtres pour ces communautés des hommes mariés (cf. document *De Sacerdotio Ministeriali*, pour le Synode des évêques, p. 49) (146-69-7-non approuvée).

Les prêtres qui partent

Les prêtres qui quittent leur ministère méritent, parce qu'ils sont nos frères, amour, compréhension et aide, y compris une aide matérielle, s'ils en ont besoin (211-20-2-4).

Nous demandons que l'on respecte la décision des prêtres qui quittent leur ministère, que l'on reconnaisse leurs droits en tant que personnes et qu'ils ne soient pas l'objet d'une discrimination religieuse, sociale ou dans la vie de travail, en sauvegardant le bien commun pastoral et en éduquant le peuple en ce sens, surtout par notre attitude sacerdotale (195-32-3-6).

RESOLUTIONS

DE LA CONFERENCE NATIONALE DES PRETRES D'ANGLETERRE ET DU PAYS DE GALLES SUR LE CELIBAT SACERDOTAL

Du 6 au 10 septembre, 85 prêtres représentant les 5 000 prêtres d'Angleterre et du Pays de Galles se sont réunis à Liverpool pour confronter leurs opinions sur le document de travail concernant le sacerdoce préparé à l'intention du Synode des évêques. Nous donnons ci-après les résolutions de la Conférence portant sur le lien entre le sacerdoce et le célibat (). (Il est à noter que seules les résolutions votées à une majorité des deux-tiers — donc 57 voix — ont été adoptées comme texte officiel.)*

1. La Conférence réaffirme la résolution de Woodhall sur la valeur inestimable du célibat dans la vie personnelle du prêtre, dans son ministère et dans son témoignage auprès du monde.

Pour : 78 ; contre : 6 ; abstentions : 1.

2. La Conférence affirme que le célibat « pour le royaume des cieux » est un signe et une manifestation de l'amour du Christ pour le monde.

Pour : 79 ; contre : 5 ; abstentions : 1.

3. Nous recommandons d'envisager sans retard l'admission au sacerdoce de pasteurs mariés convertis, en raison de l'urgence de la situation actuelle, de l'évolution récente de l'œcuménisme et des conditions propres au pays.

Pour : 71 ; contre : 14 ; abstentions : 0.

4. Nous recommandons d'envisager sans retard l'admission au sacerdoce des hommes mariés faisant actuellement fonction de diacres.

Pour : 48 ; contre : 37 ; abstentions : 0.

5. Nous recommandons d'envisager sans retard l'admission au sacerdoce d'hommes mariés, retraités, d'une vie chrétienne éprouvée.

Pour : 48 ; contre : 36 ; abstentions : 0.

6. Nous recommandons d'envisager sans retard l'admission au sacerdoce d'hommes mariés qui se sont révélés de véritables apôtres laïcs.

Pour : 47 ; contre : 37 ; abstentions : 1.

7. Lorsque sera établie la pratique d'admettre au sacerdoce des hommes mariés, nous recommandons d'accorder l'autorisation de reprendre leur ministère aux prêtres ayant obtenu une dispense canonique et actuellement mariés.

Pour : 31 ; contre : 53 ; abstentions : 1.

8. Nous recommandons au Comité permanent de la Conférence nationale des prêtres de lancer une enquête approfondie auprès de tous les prêtres d'Angleterre et du Pays de Galles pour connaître leur opinion — dans la ligne de l'enquête Greeley aux Etats-Unis. Une autre enquête devra être également menée auprès des laïcs.

Pour : 71 ; contre : 14 ; abstentions : 0.

9. Il est demandé à la Conférence épiscopale de fournir un rapport sur : 1. le nombre de prêtres quittant le sacerdoce ; 2. sur la raison de leur départ et 3. sur le nombre de candidats au sacerdoce par rapport aux défections.

Pour : 70 ; contre : 14 ; abstentions : 1.

10. Que le Comité permanent de la Conférence nationale des prêtres demande à la Commission théologique de la Conférence épiscopale d'entreprendre des recherches sur l'histoire, la valeur pastorale et la signification théologique du célibat.

Pour : 73 ; contre : 12 ; abstentions : 0.

11. Qu'il soit demandé au Synode des évêques qui se réunira à Rome en octobre d'inscrire la loi du célibat à son ordre du jour.

Pour : 78 ; contre : 7 ; abstentions : 0.

12. Etant donné que le don du célibat et la fonction sacerdotale sont distincts, l'Eglise devrait reconnaître en pratique le droit pour tout prêtre de se marier.

Pour : 23 ; contre : 58 ; abstentions : 4.

13. Le don du célibat et la formation étant théologiquement distincts, cette distinction devrait se refléter dans l'esprit et la pratique de l'Eglise.

Pour : 49 ; contre : 33 ; abstentions : 3.

14. Le service que rend le sacerdoce à la communauté n'excluant pas le prêtre de la vie conjugale, la loi du célibat devrait, en conséquence, être révoquée.

Pour : 32 ; contre : 51 ; abstentions : 2.

15. La Conférence propose le maintien de la loi du célibat telle qu'elle est actuellement pratiquée dans l'Eglise.

Pour : 40 ; contre : 40 ; abstentions : 5.

16. Tout en confirmant l'importance permanente du charisme du célibat sacerdotal dans la vie de l'Eglise, la Conférence nationale des prêtres entend éviter de présenter une quelconque fausse opposition entre ce

(*) Traduction de la DC d'après le texte publié par le Catholic Information Office of England and Wales.

charisme (celui du célibat) et le charisme du mariage. L'un et l'autre de ces charismes représentent des voies différentes mais connexes pour atteindre le royaume de Dieu (saint Augustin, sur la sainte virginité).

Pour : 67 ; contre : 12 ; abstentions : 6.

17. Tout en affirmant la valeur du célibat comme signe du royaume des cieux, nous estimons que la valeur de ce signe est considérablement affaiblie, sinon supprimée, si elle n'est pas liée à un autre signe, celui de la pauvreté évangélique.

Pour : 67 ; contre : 17 ; abstentions : 1.

18. Tout en affirmant la valeur inestimable du célibat dans l'Eglise et la convenance de son lien avec le ministère sacerdotal nous estimons que sa valeur est considérablement amoindrie, sinon supprimée, par son lien juridique avec le sacerdoce, et nous recommandons l'abrogation de ce lien.

Pour : 35 ; contre : 49 ; abstentions : 1.

INTERVIEW DU CARDINAL BENGSCHE SUR LE PRETRE

Le « Centre romain de rencontres sacerdotales » (CRIS) a organisé en Allemagne, au mois d'août 1971, deux rencontres internationales réunissant des prêtres et séminaristes de treize nationalités étudiant à Rome. Quelques-uns de ces prêtres se sont entretenus avec le cardinal Bengsch, évêque de Berlin. Des résultats de ces entretiens, qui seront publiés intégralement dans le numéro d'octobre 1971 de la revue Studi Cattolici, nous extrayons les deux réponses ci-après à des questions posées au cardinal :

Quelle est votre position face à l'ordination éventuelle d'hommes mariés ?

Card. BENGSCHE : S'il ne s'agissait que de résoudre cette seule et unique question, peut-être pourrait-on y répondre positivement, en bonne conscience, quoique en défendant la valeur permanente du célibat. Aujourd'hui, en revanche, cette question affecte en même temps sans aucun doute le sacerdoce en tant que tel et implique un jugement sur l'ordre et la tradition ecclésiastiques. L'on ne peut l'isoler du contexte de l'attaque contre le célibat et contre la loi du célibat. Elle ne peut être résolue, en dépit de toutes les considérations pastorales, en suivant la puissante tendance de notre époque qui refuse toute valeur à ce qui gêne et s'oppose à l'idée moderne de bonheur et d'épanouissement de l'homme.

C'est pourquoi une décision en faveur de l'ordination d'hommes mariés équivaldrait en vérité à prendre toute une série de décisions.

Il suffit de considérer avec calme et sans passion combien y verraient le premier pas vers l'abolition du célibat. Et ceux-ci créeraient de nouveaux faits accomplis dont l'analyse, habilement propagée, presserait l'Eglise de céder davantage. La comparaison avec le prêtre marié dans l'Eglise orientale ne saurait servir ; car il s'agit là d'une institution très ancienne, qui n'a jamais été établie à force d'entêtements ni sous la contrainte d'opinions à la mode, de propagande ou de groupes de pression. Cependant nous ne pouvons pas sortir de notre temps. Je ne crois pas non plus que des prêtres mariés nous tireraient de l'impasse du manque de prêtres. Même si, pendant un certain temps, le nombre des prêtres augmentait sensiblement, j'estimerai qu'à

long terme la perte serait bien supérieure : la tendance à obéir à la *loi des faits mesurables*, déjà presque toute-puissante de nos jours, augmenterait davantage encore, et cela dans tous les domaines de la vie de l'Eglise. Et elle a produit déjà pas mal de ravages. Je ne veux pas nier par là qu'il y ait des pays où l'existence de prêtres mariés pourrait peut-être soulager une situation de détresse pastorale permanente. Cependant je ne me prononcerai jamais en faveur d'une décision prise à l'échelon national. Car, compte tenu de l'état actuel des moyens d'information, même une décision nationale de ce genre affecte inévitablement l'Eglise universelle. En ce domaine, le contrôle de l'Eglise universelle, seule à poser les conditions, doit demeurer intact. De toute façon, je ne qualifierais pas encore l'Europe occidentale, loin de là, de territoire en détresse pastorale avant que n'aient été totalement épuisées toutes les possibilités de juste répartition des prêtres, de réforme des études, d'utilisation des diacres et des laïcs.

La crise du ministère sacerdotal est-elle la conséquence d'une crise de spiritualité ?

Card. BENGSCHE : Permettez-moi une contre-question : pensez-vous qu'aujourd'hui les fidèles ont l'impression que les prêtres sont pieux ou du moins désirent l'être ? Car il n'y a pas de doute que les fidèles veulent de tels prêtres ; et être pieux signifie être un homme qui a une vie spirituelle et une expérience des rapports personnels avec Dieu. Il y a sûrement, grâce à Dieu, des prêtres pieux, et j'espère qu'ils sont toujours la majorité. Mais il y a aussi l'énorme déchet des prêtres qui, semble-t-il, ne savent même plus ce qu'est la dimension du spirituel, du pneumatique. D'autre part, une foi vive, la vie spirituelle et la décision de répondre à une vocation ne peuvent généralement croître que dans une rencontre avec des hommes dont la vie en soit le témoignage. Je suis persuadé qu'il existe aussi aujourd'hui des jeunes disposés et aptes à la vie spirituelle et, par conséquent, également au ministère sacerdotal. Mais ces jeunes demandent au prêtre : A quoi crois-tu ? As-tu une conviction selon laquelle tu t'efforces de vivre, ou n'as-tu que des questions et des problèmes, tandis que tu vis comme n'importe quel membre de notre société de consommation ? Voici ce qui m'est arrivé il y a quelques semaines, au cours d'un colloque : des jeunes m'ont demandé carrément : « Tous les combien vous confessez-vous ? » Et ils ne se seraient nullement contentés d'une référence à la bibliographie théologique sur la problématique pénitentielle...

Je voudrais ajouter qu'une des manifestations de la vie spirituelle, un des premiers *fruits de l'Esprit*, est la *joie*, joie pour les œuvres que l'amour de Dieu réalise en nous et aussi à travers nous. Personne, je pense, ne peut nier que l'Eglise et ses prêtres se soient aujourd'hui appauvris en joie ; et c'est là une grave perte.

Quel jeune homme peut découvrir la joie du ministère sacerdotal s'il ne trouve pas de prêtres qui rayonnent cette joie ? Je suis convaincu que beaucoup de prêtres exercent leur ministère de bon gré et avec joie, bien que cela ne se publie pas habituellement dans les journaux. Ils constituent une bénédiction pour les fidèles et, si je puis le dire ici, une consolation précieuse pour chaque évêque...

(Traduction française du CRIS.)

Imprimerie « Bayard-Presse », 5, rue Bayard, Paris-8^e. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presse.

BAYARD-PRESSE, 5, rue Bayard, Paris-8^e - Tél. 225-73-05.
 France et Communauté : 1 an, 42 F. 6 mois, 22 F. Canada : 1 an,
 † 15. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)
 Canada. Autres pays : 1 an : 50 F ; 6 mois, 26 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 2,20 F ; des années pré-
 cédentes : 5 F.
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
 millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,65 F. C. C. P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1595 - 17 OCTOBRE 1971

- 902 **Allocutions d'ouverture du Synode** (30 sept.).
- 905 **Audiences générales** : La catéchèse (22 sept.) ; voir les aspects positifs de l'Eglise, le Synode (29 sept.).
- 908 **Allocution au Congrès international de catéchèse** (25 sept.).
- 910 **Allocution à la Commission pontificale « Justice et paix »** (27 sept.).
- 911 **Lettre pontificale à la Légion de Marie** (31 août).
- 912 **Aimer l'Eglise. « Angelus »** du 26 septembre.

JUSTICE DANS LE MONDE

- 913 **Appel de Paul VI pour les réfugiés pakistanais** (3 oct.).
- 914 **Le Congrès interaméricain pour le développement intégral de l'homme.** Lettre pontificale ; allocution de H. Rollet.
- 917 **La crise monétaire et le tiers-monde.** Note de la Commission française « Justice et paix ».
- 919 **Notre engagement de chrétiens au service des pauvres.** Lettre du cardinal Maurer.

- 923 **Le cardinal Mindszenty à Rome.**
- 925 **Conférence du cardinal Renard aux prêtres du diocèse de Lyon.**
- 929 **Les contestations actuelles.** Conférence de Mgr Guyot.
- 933 **Discours du cardinal Wright au Congrès international de catéchèse.**
- 942 **Déclaration de l'épiscopat canadien sur les thèmes du Synode.**
- 943 **La visite du P. Arrupe au P. Berrigan.**

- 944 **Evénements et informations** (1-15 sept.).

- 948 **L'Assemblée espagnole évêques-prêtres ; résolutions de la Conférence des prêtres anglais sur le célibat sacerdotal ; déclaration du cardinal Bengsch sur le prêtre.**

ACTES DE S. S. PAUL VI

DOSSIER

QUESTIONS ACTUELLES

EVENEMENTS

L'EGLISE DANS LE MONDE

JA 28/72

NUMERO 1596

20

LA

53^e ANNÉE - T. LXVIII



7 Novembre 1971

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



ne séance du Synode épiscopal. A la droite de Paul VI, les trois présidents
élégues (les cardinaux Duvai, Munoz Vega et Wright). A sa gauche, lisant un
texte, le secrétaire général du Synode, Mgr Rubin (Photo Giordani)

**Les travaux du Synode
sur le Sacerdoce**

F.-X. DURRWELL

L'EUCCHARISTIE PRÉSENCE DU CHRIST

Au cœur d'une question plus que jamais actuelle

Un volume 7 F

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, avenue Sœur-Rosalie - PARIS (13^e)

Chanoine François GAQUÈRE

Docteur ès Lettres et en Théologie

« A DIEU VA !... »

Un grand Evêque des temps modernes :

Mgr EUGÈNE-LOUIS JULIEN

*Evêque d'Arras
Membre de l'Institut
(1856-1930)*

- I. — **Comment la Providence prépare un grand Evêque.** (Yvetot — Le Havre).
- II. — **La fécondité d'un Episcopat, à Arras.**
- III. — **Un grand Evêque de France.**

(Lettre-préface de M. Wladimir d'Ormesson, de l'Académie française).

Fort volume de 360 pages : 30 F.

**LES LEÇONS
D'UN GRAND EVÊQUE**

Vaste florilège des Œuvres de Mgr JULIEN
in-12, 560 pages : 15 F.

L'ÉPOPÉE MISSIONNAIRE

Au diocèse d'Arras

- I. — **Les Problèmes Missionnaires aujourd'hui.**
- II. — **Le Tour du Monde avec nos missionnaires.**
- III. — **Les Œuvres Auxiliaires des Missions.**

Prix Audiffred
de l'Académie des Sciences Morales et Politiques

Lettre de S. Em. le Cardinal VILLOT
Grand Album de luxe 21 x 27, 350 pages
250 photographies : 30 F.

« Le Saint Pauvre de Jésus-Christ » :

BENOIT-JOSEPH LABRE

*Un Saint hors série,
Mendiant extatique et grand thaumaturge*

Ouvrage couronné par l'Académie française,
fort volume in-8°, 400 pages, 70 photographies :
15 F.

AUX ÉDITIONS DES ŒUVRES MISSIONNAIRES

25, rue de la Paix - 62 - ARRAS

C. C. P. LILLE n° 1.087-11

Actes de S. S. Paul VI

HOMÉLIE PRONONCÉE POUR LA BÉATIFICATION DU P. KOLBE

Le dimanche 17 octobre, au milieu de la session du Synode, Paul VI a présidé lui-même, dans la basilique Saint-Pierre, la cérémonie au cours de laquelle fut proclamé bienheureux le P. Maximilien-Marie Kolbe, OFM conventuel, mort dans le « bunker de la faim », à Auschwitz, le 14 août 1941 (1), après s'être offert volontairement pour remplacer un prisonnier marié et père de famille, F. Gajowniczek, qui participait à la cérémonie. Le Saint-Père a prononcé l'homélie après l'Evangile, devant une foule évaluée à 25 000 personnes, dont 5 000 Polonais. Après les paroles d'introduction, il a poursuivi (2) :

[...] Qui est Maximilien Kolbe ? Vous le savez, vous le connaissez. Il est si proche de notre génération, de l'expérience vécue de notre temps, que l'on sait tout de lui. Peut-être peu d'autres procès de béatification ont bénéficié d'une aussi riche documentation. Uniquement pour répondre au souci que nous avons aujourd'hui de la vérité historique, nous donnerons d'abord

(1) Cf. le livre de Maria WINOWSKA, *le Fou de Notre-Dame*, écrit au lendemain de la guerre (Ed. Bonne Presse, épuisé) ; du même auteur : *le Secret de Maximilien Kolbe* (Ed. Saint-Paul).

(2) Traduction, d'après le texte italien publié dans *l'Osservatore Romano* des 18-19 octobre 1971, et sous-titres de la D. C.

La messe était concélébrée, autour du Pape par les cardinaux WYSZYŃSKI, WOJTYŁA et KROŁ (d'origine polonaise) ; Mgr ZAREBA, évêque de Włocławek, diocèse natal du P. Kolbe ; Mgr SHIRAYANAGI, archevêque de Tokyo ; le P. HEISER, ministre général des Frères mineurs conventuels.

Assistaient à la cérémonie de très nombreux membres du Synode. Les gouvernements polonais et ouest-allemand avaient envoyé des représentations officielles.

Le lendemain, en présentant au Pape les Polonais venus pour la cérémonie de béatification, le cardinal WYSZYŃSKI a déclaré : « Nous savons bien que vous auriez voulu le béatifier à Jasna Góra, afin que ce serviteur de l'Immaculée soit vénéré dans la capitale spirituelle de la Pologne, devant le trône de la Vierge auxiliaire, Reine de la nation. Mais l'heure tant désirée n'est encore pas venue. » (*Osservatore Romano*, 18-19 octobre, p. 2.)

Paul VI a décidé que la fête du nouveau bienheureux pourrait être célébrée le 14 août, jour anniversaire de sa mort.

cette biographie du P. Kolbe, due à l'un de ceux qui le connaissent le mieux :

La vie du nouveau bienheureux

« Le P. Maximilien Kolbe est né à Zduska Wola, près de Lodz, le 3 janvier 1894. Entré en 1907 au séminaire des Frères mineurs conventuels, il fut envoyé à Rome pour y poursuivre ses études ecclésiastiques à l'Université pontificale grégorienne et au Seraphicum de son ordre. Alors qu'il était encore étudiant, il fonda « la Milice de l'Immaculée ». Ordonné prêtre le 28 avril 1918 et revenu en Pologne, il commença son apostolat marial, spécialement avec le mensuel *Rycerz Niepokalanej* (« le Chevalier de l'Immaculée »), qui tirait à un million d'exemplaires en 1938. En 1927, il fonda la *Niepokalanow* (cité de l'Immaculée), centre de vie religieuse et de diverses formes d'apostolat. En 1930, il partit pour le Japon, où il fonda une institution semblable. Revenu définitivement en Pologne, il se consacra entièrement à son œuvre avec diverses publications religieuses. La seconde guerre mondiale le surprit à la tête de la plus importante maison d'édition de Pologne. Le 19 septembre 1939, il fut arrêté par la Gestapo, qui le déporta d'abord à Lamdorf (Allemagne), puis au camp de concentration préventif d'Amtitz. Relâché le 8 décembre 1939, il revint à Niepokalanow, où il reprit l'activité qu'il avait interrompue. Arrêté de nouveau en 1941, il fut interné à la prison de Pawiak, à Varsovie, puis déporté au camp de concentration d'Oświęcim (Auschwitz). Ayant offert sa vie à la place d'un inconnu, condamné à mort en représailles pour l'évasion d'un détenu, il fut enfermé dans un bunker pour y mourir de faim. Il fut achevé par une injection de poison le 14 août 1941, veille de l'Assomption, et rendit sa belle âme à Dieu, après avoir assisté et réconforté ses compagnons de misère. Son corps fut brûlé. » (P. Ernesto PIACENTI, OFM conv.)

Mais dans une cérémonie comme celle-ci, les éléments biographiques sont éclipsés par la lumière qui se dégage des lignes maîtresses de la physionomie du nouveau saint. Arrêtons notre attention un instant sur ces traits qui le caractérisent.

Sa piété mariale

Maximilien Kolbe fut un apôtre du culte de Marie dans sa splendeur première, originelle et privilégiée, celle de la définition qu'elle a donnée

d'elle-même à Lourdes : l'Immaculée-Conception. Il est impossible de séparer le nom du P. Kolbe, tout comme son activité et sa mission, du nom de Marie Immaculée. C'est lui qui fonda la Milice de l'Immaculée ici à Rome, dès avant d'être ordonné prêtre, le 16 octobre 1916, et nous pouvons aujourd'hui en célébrer l'anniversaire. On sait que ce Franciscain humble et doux, avec une incroyable audace et un extraordinaire esprit d'organisation, développa cette initiative et fit de la dévotion à la Mère du Christ, « enveloppée de soleil » (cf. Ap 12, 1) le centre de sa spiritualité, de son apostolat, de sa théologie. Qu'aucune hésitation n'arrête notre admiration, notre adhésion à cette consigne que le nouveau bienheureux nous laisse en héritage et en exemple, comme si nous craignons qu'une telle exaltation de Marie entre en compétition avec deux autres courants théologiques et spirituels qui prévalent aujourd'hui dans la pensée et dans la vie religieuse, le courant christologique et le courant ecclésiologique. Il n'y a aucune compétition. Dans la pensée du P. Kolbe, le Christ occupe non seulement la première place, mais, à proprement parler, l'unique place nécessaire et suffisante dans l'économie du salut. L'amour de l'Eglise et de sa mission n'est pas davantage oublié dans la doctrine ou dans les objectifs apostoliques du nouveau bienheureux. C'est même précisément de son rôle complémentaire et subordonné par rapport au plan universel du Christ pour le salut des hommes que Marie tire toutes ses prérogatives, toute sa grandeur.

Nous le savons bien. Et le P. Kolbe, avec toute la doctrine, toute la liturgie et toute la spiritualité catholique, voit Marie insérée dans le plan divin comme celle qui est pleine de grâce, siège de la sagesse, prédestinée à la maternité du Christ, reine du royaume messianique (Lc 1, 33), et en même temps la servante du Seigneur, choisie pour offrir à l'incarnation du Verbe une coopération irremplaçable, la Mère de l'Homme-Dieu, notre Sauveur. « Marie est celle par laquelle les hommes arrivent à Jésus, et celle par laquelle Jésus arrive aux hommes » (L. BOUYER, *le Trône de la sagesse*, p. 69.)

Nous ne devons donc reprocher ni au nouveau bienheureux ni à l'Eglise leur enthousiasme pour le culte de Marie. Cet enthousiasme ne sera jamais assez grand, eu égard aux mérites et aux bienfaits d'un tel culte, précisément à cause du mystère de communion unissant Marie au Christ, qui est exprimé d'une façon si poignante dans le Nouveau Testament. Il n'en résultera jamais de « mariolâtrie », de même que jamais le soleil ne pourra être obscurci par la lune. Jamais non plus ne sera altérée la mission de salut confiée au ministère de l'Eglise, si celle-ci sait honorer dans Marie celle qui est sa fille exceptionnelle et sa mère spirituelle. L'aspect caractéristique, mais nullement original en soi, de la dévotion, de l'« hyperdulie » du bienheureux Kolbe pour Marie, c'est l'importance qu'il attribue, devant les besoins présents de l'Eglise, à l'efficacité de sa prophétie sur la gloire du Seigneur et l'exaltation des humbles, à la puissance de son intercession, à ses merveilleux exemples, à la présence de son amour maternel. Le Concile nous a confirmés dans ces certitudes, et aujourd'hui, du haut du ciel, le P. Kolbe nous apprend et nous aide à les méditer et à les vivre.

Cet aspect marial du nouveau bienheureux le situe parmi les grands saints et les esprits prophétiques qui ont compris, vénéré et chanté le mystère de Marie.

Un rayon de lumière dans une page sombre de l'Histoire

Parlons maintenant du tragique et sublime épilogue de la vie innocente et apostolique de Maximilien Kolbe. C'est à cause de lui principalement qu'aujourd'hui l'Eglise glorifie ce religieux humble, doux, actif, fils exemplaire de saint François et chevalier de Marie Immaculée. Sa mort est si horrible, si déchirante, que nous préférierions ne pas en parler, ne plus jamais y penser, pour ne pas voir jusqu'où peut aller la dégradation inhumaine lorsqu'on met sa grandeur et sa gloire dans une froide cruauté déchaînée contre des êtres réduits à l'état d'esclaves sans défense et destinés à l'extermination. Ils furent ainsi des millions à être sacrifiés à l'orgueil de la force et à la folie du racisme. Mais il faut bien évoquer ces sombres images pour pouvoir y discerner ça et là quelque reste d'humanité. L'histoire ne pourra, hélas ! pas oublier cette affreuse page, mais, au milieu de l'épouvante, on ne pourra pas ne pas y discerner des rayons de lumière qui dénoncent ces inconcevables ténèbres en même temps qu'ils les vainquent. L'un de ces rayons, peut-être le plus éclatant, nous est donné avec la figure exténuée et calme de Maximilien Kolbe, ce héros demeuré toujours accroché à une confiance paradoxale, mais raisonnée. Son nom demeurera grand et il nous rappellera quelles réserves de valeurs morales il pouvait y avoir parmi tous ces malheureux, en proie à la terreur et au désespoir. Sur cet immense vestibule de la mort, voici que plane une parole de vie, divine et impérissable, celle de Jésus, qui nous révèle le secret de la souffrance innocente : être expiation, victime, sacrifice et, finalement, amour : « Il n'est pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ses amis. » (Jn 15, 13.) Jésus parlait de lui, au moment où il allait s'immoler pour le salut des hommes. Les hommes sont tous amis de Jésus, si du moins ils écoutent sa parole. Dans le terrible camp d'Oswiecim, le P. Kolbe incarna cet amour rédempteur, et ce à un double titre.

La leçon du P. Kolbe en cette heure d'incertitude sur le sacerdoce

Qui ne se rappelle cet épisode extraordinaire ? « Je suis un prêtre catholique », dit-il en s'offrant à la mort — et quelle mort ! — à la place d'un compagnon de misère inconnu, déjà désigné pour d'aveugles représailles. Ce fut un instant grandiose. Son offre fut acceptée. Elle venait d'un cœur entraîné au don de soi, qui lui était devenu naturel et spontané, comme une conséquence logique de son sacerdoce. Le prêtre n'est-il pas un « autre Christ » ? Le Christ prêtre n'a-t-il pas été la victime rachetant le genre humain ? Quelle gloire, quel exemple pour nous, prêtres, que de voir exprimées dans le nouveau bienheureux notre consécration et notre mission ! Quel avertissement en cette heure d'incertitude où la nature

humaine voudrait parfois faire prévaloir ses droits sur la vocation surnaturelle au don total au Christ de la part de ceux qui sont appelés à le suivre ! Et quel réconfort pour tous les bons et fidèles prêtres et religieux si chers à notre cœur qui, animés d'un légitime et louable souci d'échapper à la médiocrité personnelle et à la frustration sociale, conçoivent ainsi leur mission : je suis prêtre catholique et c'est pourquoi j'offre ma vie pour sauver celle des autres. Telle est, semble-t-il, la consigne que le nouveau bienheureux laisse tout spécialement à nous, ministres de l'Eglise de Dieu, et aussi à tous ceux qui acceptent son esprit.

Un héros typiquement polonais

Et à ce titre sacerdotal s'en ajoute un autre, montrant que le sacrifice du bienheureux était motivé par une amitié : il était Polonais. C'est en tant que Polonais qu'il était condamné au camp de concentration, et c'est en tant que Polonais qu'il échangea sa vie contre celle de son compatriote, François Gajowniczek. Que de choses évoque cet aspect humain, social et ethnique de la mort volontaire de Maximilien Kolbe, fils de la noble et catholique Pologne ! Il semble que cet acte héroïque exprime typiquement la destinée historique de souffrance de cette nation, la vocation multiséculaire du peuple polonais à trouver dans une épreuve commune sa conscience unitaire ; sa mission chevaleresque à la liberté conquise dans la fierté du sacrifice spontané ; sa promptitude au don réciproque pour surmonter sa vivacité dans la concorde ; son caractère catholique indélébile qui en fait un membre vivant et souffrant de l'Eglise universelle ; sa ferme conviction que c'est dans la prodigieuse protection de Marie que se trouve le secret de son renouveau. Ces rayons de lumière venant du nouveau martyr de la Pologne font resplendir l'authentique visage de ce pays. Demandons à son héros si typique la fermeté dans la foi, l'ardeur dans la charité, la concorde, la prospérité et la paix de tout son peuple. L'Eglise et le monde s'en réjouiront ensemble.

CONFERENCE DE PRESSE DU CARDINAL WOJTYLA SUR LE P. KOLBE

Le cardinal Wojtyla, archevêque de Cracovie, sur le territoire duquel se trouve le camp d'Auschwitz, a présenté en ces termes, le 14 octobre, dans la salle de presse du Saint-Siège, la figure du P. Kolbe, prêtre qui suivit Jésus-Christ jusqu'au bout et après la mort duquel le bagne d'Auschwitz devint moins infernal (1) :

Dimanche prochain, le 17 octobre 1971, sera promu bienheureux quelqu'un dont la vie et la mort s'inscrivent d'une façon très précise dans l'actualité de notre temps.

(1) Texte français original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Maximilien Kolbe, religieux franciscain, ■ suscita l'intérêt du monde entier par son sacrifice librement choisi, et accepté avec amour, pour un inconnu, père de famille, qui avait été destiné à mourir de faim et de soif avec neuf autres bagnards, en représailles pour un évadé. Cet homme, nommé Gajowniczek, se trouve à Rome et assistera à la glorification de celui à qui il doit d'avoir survécu à l'enfer concentrationnaire. Trente ans à peine nous séparent du jour, à la veille de l'Assomption 1941, où le Père Maximilien Kolbe, unique survivant du groupe condamné, fut achevé par une piqûre de phénol. Son corps est passé, comme des millions d'autres, dans un de ces fours crématoires qui brûlaient, à Auschwitz, jour et nuit. Ainsi se réalisa son vœu, tant de fois exprimé : « Je voudrais que mes cendres soient dispersées aux quatre points de l'horizon... » Il ne se doutait pas que ce désir se réaliserait à la lettre, mais que loin de le faire disparaître « sans laisser trace », son vœu d'humilité attirerait sur sa personne l'attention de l'Eglise universelle. Rarement une opinion de sainteté fut à ce point unanime !

La réponse du P. Kolbe aux prêtres qui s'interrogent sur leur identité

Du coup, une question se pose avec une insistance croissante : *Pourquoi* le Père Maximilien Kolbe ? D'autres bagnards n'ont-ils pas porté le témoignage de l'amour fraternel héroïque dans les camps de mort, comme cet évêque polonais, Mgr Kozal, qui s'est laissé littéralement mourir de faim en distribuant ses rations de misère à des compagnons de bagne ? Attentive aux *Signes du temps*, que veut nous dire l'Eglise en nous proposant comme modèle ce prêtre ?

Car, notons-le avec soin, cet homme de 47 ans, qui avait réalisé avec une fidélité exemplaire l'idéal de saint François, a voulu mourir *comme prêtre*. A la question brutale de « Fritch le Sanglant », absolument ahuri par l'audace de ce bagnard qui voulait prendre la place d'un condamné : « Qui donc es-tu ? », Maximilien Kolbe donna cette simple réponse : « Prêtre catholique. »

C'est donc en tant que prêtre qu'il accompagna le troupeau lamentable des neuf condamnés à mort. Il ne s'agissait pas seulement de sauver le dixième ! Il fallait *aider à mourir* les neuf autres. A partir du moment où la porte fatale s'est refermée sur les condamnés, il les prit tous en charge, non pas ceux-là seulement, mais d'autres encore qui mouraient de faim dans les bunkers voisins et dont les hurlements de fauves faisaient frémir tous ceux qui approchaient... Le fait est qu'à partir du moment où le P. Kolbe fut au milieu d'eux, ces malheureux se sentirent brusquement protégés et assistés et les cellules où ils attendaient le dénouement inexorable résonnèrent de prières et de chants ! Les sbires eux-mêmes en furent bouleversés : « *So was haben wir nie gesehen !* » disaient-ils. Nous ne saurons qu'au « *Jour du Seigneur* » s'il y eut dans leur nombre des « bons larrons » convertis, ne fût-ce qu'à la dernière heure, par ce témoignage héroïque ! Le fait est — et tous les survivants d'Oswiecim-Auschwitz le savent bien, qu'à partir de l'Assomption 1941 le bagne devint moins infernal.

A un moment où tant de prêtres dans le monde entier s'interrogent sur leur « identité », le P. Maximilien Kolbe se dresse au milieu de nous pour répondre non pas avec des discours théologiques, mais avec sa vie et sa mort. Il ne lui suffit ni

plus ni moins d'être comme son Maître, en donnant le témoignage « du plus grand amour », ce test *évangélique de l'appartenance au Christ*. L'héroïsme n'est certes pas à la portée de tous, mais renoncer à y tendre, ne serait-ce pas un échec ? La réponse aux questions qui nous assaillent et nous angoissent ne se situerait-elle pas dans le dépassement par « en haut », la grâce suppléant à ce que la nature ne saurait atteindre ?

Dans le cercle infernal de la haine

Le P. Maximilien est mort dans une époque de colère et de mépris, où l'homme avait été ravalé au rang de robot, pire qu'esclave. Le souvenir hallucinant de l'enfer concentrationnaire s'estompe peu à peu ; les jeunes n'en savent presque rien et les manuels d'histoire rapportent des faits que l'imagination a beaucoup de peine à saisir. Cependant, les survivants de cette époque savent bien à quel point, sous un régime totalitaire, la personne humaine est dégradée, humiliée, bafouée. Sur ce fond empoisonné, seule la haine prolifère. Un bagnard a dit : « Je les hais, parce qu'ils m'ont appris à haïr... »

Or, chose absolument inouïe, mais corroborée par d'innombrables témoignages, Maximilien Kolbe *ignorait la haine*. Dans la prison de Pawiak, à Varsovie, dans l'enceinte des barbelés d'Oswiecim-Auschwitz, il embrassait du même regard clair bourreaux et victimes, au point que les plus sadiques détournaient leurs yeux : « Ne nous regarde pas ainsi. » Cet homme marqué d'un simple numéro : 16 670, a remporté la plus difficile des victoires, celle de l'amour qui absout et pardonne. Dans le cercle infernal de la dialectique de la haine, il a pénétré avec un cœur brûlant d'amour et, du coup, le sortilège infernal fut exorcisé, l'amour fut plus fort que la mort. Son témoignage n'est-il pas d'une actualité saisissante à une époque d'amour écartelé, d'amour divisé ? Combien rares sont aujourd'hui ceux dont la charité fraternelle ne souffre pas de ségrégation... raciale, nationale, idéologique.

Un précurseur dans le domaine des mass media

Maximilien Kolbe fut également précurseur dans un domaine mis en lumière par la Constitution pastorale de Vatican II : celui des mass media. En partant de rien, bravant l'opinion de ceux qui considéraient avec méfiance les religieux engagés dans l'apostolat de la presse, cet homme, de santé chétive (un quart de poumon !) est arrivé à lancer sa « petite revue bleue » qui, en 1939, atteignait un tirage d'un million d'exemplaire et un journal d'humble apparence destiné aux masses ouvrières et paysannes. On peut dire aujourd'hui que ses labours spirituels ont préparé la Pologne à l'épreuve du sang qui lui a coûté, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, plus de six millions de morts. Homme des Béatitudes, le P. Maximilien s'adressait, en premier lieu, aux « Pauvres de Yahvé », ces « anawim » plus affamés de la Parole du Seigneur que de pain. A leur service, il voulut mettre toutes les ressources de la technique, toutes les conquêtes du progrès. En 1938, il mettait en place un poste émetteur et songeait à l'installation d'un aérodrome à Niepokalanow, la « Cité de l'Immaculée ». A certains prélats quelque peu scandalisés par ces « projets de fou » et qui lui demandaient : « Que ferait saint François à votre place ? », il répondait du tac au tac : « Il retrousserait ses manches, Monseigneur, et

travaillerait avec nous. » De fait, son « Cantique des créatures » englobait les rotatives et les linotypes, et les sept cents frères ouvriers de Niepokalanow faisaient « chanter » les machines à la gloire de Dieu. On pourrait glaner dans les écrits du P. Maximilien des pierres d'attente pour une théologie du travail dont les dimensions horizontales impliquent la *verticale*, dans la tension féconde de la *croix*.

Et un précurseur de la théologie mariale de Vatican II

Cet homme aux ambitions vastes comme l'univers — n'a-t-il pas fait siennes les paroles de saint François d'Assise : « *Vorrei mandarvi tuti in paradiso* ; je voudrais qu'à vous tous le paradis soit ouvert », — ce missionnaire qui implanta au Japon son œuvre d'apostolat de la presse, a voulu témoigner par sa vie et par sa mort de son amour pour Notre-Dame qu'il invoquait sous le vocable de l'Immaculée. Sa théologie mariale est d'une justesse doctrinale qui enchante ceux qui connaissent cette clef de voûte de Vatican II qu'est la constitution sur l'Eglise *Lumen gentium*. On dirait qu'il avait prévu jusque dans certaines formulations l'admirable chapitre VIII, consacré à la Vierge Marie. La fécondité spirituelle de cet humble religieux qui fut non seulement un géant du rendement — combien apprécié par notre monde technocrate, — mais l'un des plus grands contemplatifs de notre époque, proclame aujourd'hui, face au monde entier, le rôle unique de la *Vierge-Théotokos dans l'œuvre du salut*. Mère du Chef, elle est Mère de son Corps, le Christ « répandu et communiqué » (BOSSUET), donc Mère de l'Eglise.

Le P. Kolbe nous met au pied du mur

Ce n'est pas un hasard mais un *signe du temps* que ce prêtre mort en 1941, à l'âge de 47 ans, dans un bunker de la faim, à Auschwitz-Oswiecim, soit promu bienheureux au cours de ce Synode qui a pour but de spécifier le sens du ministère sacerdotal. Aux questions plus ou moins abstraites qui s'accumulent, voici une réponse concrète, cet homme en chair et en os, qui ne se payait pas de mots et sut aller jusqu'au bout de ses engagements, en payant « sang pour sang ». Nous venons de l'interpeller mais, au fond, c'est lui qui nous interpelle, en nous mettant, peut-être, au pied du mur. Il ne suffit pas de le voir dans la gloire du Bernin. Demandons-lui, dans le secret de nos cœurs, *ce qu'il a à nous dire*, à chacun de nous *personnellement*.

Rome, le 14 octobre 1971.

-
- *Zen, l'autre versant*, par FRANÇOIS VIALLET. — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 168 pages. Prix : 9 F. Editions Casterman poche, Paris.
 - *Audio-visuel et enseignement*, par BERNARD PLANQUE. — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 126 pages. Prix : 9 F. Editions Casterman poche, Paris.
 - *L'Histoire de Jésus-Christ*, par R.-L. BRUCKBERGER. Lettre du Vatican, préface de S. Em. le cardinal Tisserant, de l'Académie française. Nouvelle édition augmentée de notes en fin de texte et d'une lettre de JACQUES MARITAIN (coll. « Livre de poche »). — Un vol. 11 × 16,5 cm, de 634 pages. Editions Grasset, Paris.
 - *Croire aujourd'hui... au péché originel ?* par PIERRE GIBERT. — Une plaquette 14 × 20 cm, de 80 pages. Prix : 6 F. Editions du Senevé, Paris.

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LA FONCTION DE LA HIERARCHIE

Audience générale du 6 octobre (1)

Quittant la salle du Synode, où sont accueillis plus de 200 évêques provenant de toutes les parties du monde, nous venons à cette audience hebdomadaire, qui nous vaut la joie, toujours nouvelle, de nous rencontrer avec une foule de fidèles et de visiteurs si variée et si nombreuse, dans laquelle nous aimons voir comme une expressive représentation du peuple de Dieu : prêtres, religieux, religieuses, groupes de jeunes ménages, pèlerins et touristes de différentes nationalités, enfants et étudiants, et aussi des personnages de qualité qui nous honorent de leur présence. Tandis que nous vous saluons et nous vous bénissons, vous tous qui êtes ici et tous ceux dont la pensée vous accompagne, il nous semble entendre spontanément monter de cette assemblée une question qui, si elle est simple, n'est pas pour autant facile : qu'est-ce que le Synode ? Pourquoi sépare-t-il nos évêques de nous ? Ne sommes-nous pas, eux et nous, membres d'une même Eglise ? Ne pourrions-nous pas être tous ensemble ? Qu'y a-t-il que nous ne puissions savoir de ce que disent et font ces évêques ?

Evêques et fidèles ne font qu'un seul corps, mais avec des fonctions différentes

Oui, c'est vrai — et votre pensée comme votre désir sont bons — évêques et fidèles ne font qu'un seul et même peuple de Dieu. Nous appartenons tous à une même famille religieuse qui s'appelle l'Eglise. Nous ne sommes tous qu'un seul corps, le Corps mystique du Christ. Il est bon que nous ayons ce sens communautaire, ce « sens de l'Eglise », une, solidaire, ayant la même vocation d'annoncer le Christ et de le suivre, participant à la même grâce, ayant l'obligation de défendre et de répandre le même Evangile, destinée au même salut. Nous ne faisons qu'un, comme le Christ l'a voulu. Nous formons une communion, un « corps », comme nous l'avons déjà dit.

Mais, nous dit saint Paul, interprète de tout le Nouveau Testament, « de même que le corps est un, tout en ayant plusieurs membres, et que tous les membres du corps, en dépit de leur pluralité, ne forment qu'un seul corps, ainsi en est-il du Christ » (1 Co, 12, 12), le Christ mystique. Ce qui veut dire que la communion qui constitue l'Eglise est organique. Diverses sont les fonctions, divers sont les organes de l'unique Corps mystique. Et la fonction qui caractérise le mieux cette unité complexe, c'est la fonction hiérarchique, apostolique, celle que Jésus-Christ a distinguée de la multitude et qu'il a chargée de la diriger pastoralement en son nom, de la rassembler, puis de l'instruire, de la sanctifier et de l'assister.

Voilà pourquoi aujourd'hui les évêques, successeurs des apôtres, sont matériellement séparés de cette assemblée. Parce qu'ils étudient des problèmes concernant, d'une part, tout le peuple de Dieu (problèmes dont nous ne parlerons pas ici), et d'autre part la fonction pastorale spécifique des évêques, « que l'Esprit-Saint a établis gardiens pour paître l'Eglise de Dieu » (Ac 20, 28). Notre sens social moderne devrait être attentif à cet aspect organique et hiérarchique de l'Eglise, dans lequel se reflète d'une façon humaine et sensible l'économie mystérieuse du plan providentiel du Royaume de Dieu, et qui caractérise d'une façon originale la vie communautaire du Peuple de Dieu.

La hiérarchie n'est pas libre d'enseigner ce qui lui plaît

Quiconque observe le Synode, qu'il soit ou non dans l'Eglise, y voit l'exercice de l'un des grands pouvoirs de la hiérarchie de l'Eglise, le pouvoir dit de juridiction, qui est toujours un pouvoir ministériel, dont l'autorité remonte au Christ, mais dont l'exercice est confié à la volonté du ministre, assisté à certains moments d'une aide divine spéciale. Et si, en ces jours, la volonté du ministre s'exerce d'une façon déterminante, pourquoi, disent certains, ne pourrions-nous pas attendre du Synode (même s'il a des pouvoirs subordonnés) des nouveautés décisives, conformes à ce qu'en attendent ceux pour qui le renouveau de l'Eglise doit provenir d'une transformation radicale de celle-ci ?

Voilà un point qui mérite réflexion, en ce qui concerne précisément un pouvoir que nous pouvons classer parmi ceux relevant de la juridiction de la hiérarchie : le pouvoir d'enseigner.

Mais, pouvons-nous penser que, dans le domaine religieux, la hiérarchie soit libre d'enseigner ce qui lui plaît, ou ce qui peut plaire à certains courants doctrinaux — ou plutôt antidoctrinaux — de l'opinion moderne ? Non. Nous devons nous rappeler que l'épiscopat est investi d'une mission primordiale : transmettre rigoureusement et fidèlement le message venant du Christ, c'est-à-dire l'ensemble des vérités révélées par lui et confiées à ses apôtres pour le salut, et en témoigner. Le christianisme ne peut pas changer ses doctrines constitutionnelles. Les évêques sont, plus que quiconque, ceux qui doivent « garder le dépôt », comme dit saint Paul (1 Tm 6, 20 ; 2 Tm 1, 14), et à qui s'adressent tout spécialement les dernières paroles de Jésus : « apprenez à toutes les nations à observer tout ce que je vous ai prescrit » (Mt 28, 20). Le Concile a fait écho à ces paroles souveraines (cf. *Dei Verbum*, 4 et 7). C'est ce qu'avait déjà enseigné explicitement le 1^{er} Concile du Vatican (sess. III, ch. IV).

Maintenir intact le dépôt de la foi et en même temps le rapprocher de la vie

Nous ne devrions même pas émettre l'hypothèse de changements, d'évolutions, de trans-

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 7 octobre 1971. Traduction et sous-titres de la DC.

formations de l'Eglise en matière de foi (cf. TERTULLIEN, *De Praescript*, ch. 20 ; PL 2, 36-37). Le *Credo* demeure. Sous cet aspect, l'Eglise est tenacement conservatrice, mais elle ne vieillit pas pour autant.

Mais, demandera-t-on, n'y a-t-il pas un développement de l'enseignement primitif ? Oui, à condition que ce développement découle d'une façon cohérente et autorisée de la parole révélée par Dieu. Jésus lui-même avait prévu ce développement (Jn 16, 12-15). Il se constitue ainsi une ligne de la tradition qui du plan théologique s'étend aussi au plan canonique (cf. 1 Co 11, 23 ; 15, 3 ; 2 Th 2, 15 ; *Dei Verbum*, 8), toujours avec un grand souci d'être intrinsèquement fidèle et d'être approuvé par ceux qui dans l'Eglise ont reçu, d'une façon responsable, le charisme ministériel de la vérité (cf. Lc 10, 16). Ce fut là le grand problème de Newman (cf. Jean GUITTON, *la Philosophie de Newman*). L'étude de la vérité divine est toujours ouverte ; la théologie est toujours en marche vers une meilleure « intelligence de la foi ».

Et cela aussi pour un autre motif très important : la foi exige d'être appliquée à la vie, à notre expérience vécue, aujourd'hui extrêmement changeante. Les besoins des temps sont nouveaux et complexes. Aussi la direction pastorale de l'Eglise doit-elle constamment s'appliquer à une double tâche : maintenir intact le trésor des vérités divines et des authentiques traditions qui l'ont complété ou qui en ont découlé légitimement et historiquement ; et en même temps rapprocher de la vie des générations humaines ce trésor toujours vivant et opérant, dans un langage et sous des formes qui le rendent plus acceptable et plus fécond. Ce continuel effort de fidélité doctrinale et de condescendance pastorale est le drame spirituel de ceux qui, dans l'Eglise, ont le mandat et la responsabilité de guider vers le salut commun. Priez pour eux.

Avec notre bénédiction apostolique.

LE PRETRE

Audience générale du 13 octobre (1)

Cette fois, notre discours, comme toujours bref et élémentaire, consistera simplement en une question, à laquelle vous-mêmes, dans le tribunal intérieur de votre opinion (celle qui, d'ordinaire, reste au plan superficiel, à la surface du plan plus intime et plus réfléchi de la conscience), vous pourrez répondre. Cette question, la voici : « Que pensez-vous du prêtre ? »

Que pensez-vous du prêtre ?

Si nous parlons ainsi, c'est qu'il nous vient la curiosité d'avoir une réponse à une telle interrogation. Aujourd'hui, en effet, le thème du sacerdoce qui, dans l'esprit du public, devient

le thème du prêtre, c'est-à-dire de la personne ou des personnes revêtues du sacerdoce, est devenu d'actualité. Vous savez tous que c'est là le thème étudié par le Synode réuni ici à Rome et dont les assemblées ont lieu au Vatican. Tout le monde en parle, et l'Eglise en particulier, avec un intérêt très vif, presque anxieux, comme s'il s'agissait d'une nouveauté et comme s'il concernait — et c'est d'ailleurs vrai — non seulement le ministère sacerdotal, mais toute la communauté ecclésiale et toute la mission de l'Eglise dans le monde.

Vous ne vous attendez pas à ce que nous vous parlions de tout ce qui se traite et se discute dans les réunions synodales, ni même des commentaires qui les accompagnent. Ne parlons pas du Synode. Parlons de vous qui nous écoutez. Et c'est pourquoi nous vous reposerons la question de tout à l'heure : vous, que pensez-vous du prêtre ? Qui est-il ? Que fait-il ? Que devrait-il faire ? Comment souhaitez-vous qu'il soit ? Sa présence dans le monde moderne vous intéresse-t-elle ? Ou bien n'en voyez-vous plus la nécessité ? Son visage vous incommodait-il, vous gêne-t-il ? Voudriez-vous qu'il soit « mis en marge », c'est-à-dire qu'il soit exclu, qu'il disparaisse de notre monde profane et sécularisé ? Comment le jugez-vous ? Que pensez-vous de lui ? Quels sont les aspects du prêtre qui vous répugnent ? Ou quels sont ceux qui, au contraire, vous semblent mériter quelque attention, quelque estime, quelque intérêt ? Comment voudriez-vous qu'il soit ?

Vous voyez que la question se ramifie en bien d'autres. Et il se peut que ces questions elles-mêmes nous amènent à des problèmes encore plus amples, comme les suivants : nous dérivons d'une tradition catholique tout imprégnée d'activité pastorale ; l'Eglise existe ; la liberté religieuse est admise, du moins en théorie, dans les canons du droit moderne ; toujours continue à se poser, en termes inéluctables, la question essentielle : l'affirmation de l'existence de Dieu a-t-elle une raison d'être ? Et quels sont les rapports de cette Existence suprême et transcendante avec nous, avec notre conscience, avec notre destin ? Et enfin : que savons-nous du Christ, qu'en pensons-nous ? Est-il vrai que le Christ vit et agit encore et toujours à travers l'une de ses personnalités, le sacerdoce ministériel ?

Les questions, dans cette ligne théologique et existentielle, n'en finiraient plus. Mais nous en avons assez dit pour justifier notre question : que pensez-vous du prêtre ?

Le prêtre dans la littérature...

Nous ne croyons pas nous tromper en pensant que, surpris par notre question, deux séries de figures du prêtre se présentent à votre imagination. Et tout d'abord celles des souverains littéraires. La littérature, en effet, a présenté une galerie d'images qui, d'une certaine façon, se sont imprimées dans les mémoires : des images ridicules et des images graves, des caricatures et des saints. Le prêtre est un personnage qui convient à un écrivain : celui-ci, en effet, s'intéresse davantage aux personnages mis en scène qu'à la scène elle-même, c'est-à-dire aux faits racontés. C'est un personnage

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 14 octobre. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

chargé de notes intérieures, qui appellent une confrontation entre la réalité extérieure du prêtre et la réalité intérieure qu'il devrait avoir. C'est un personnage à double plan. « En moi, écrit Leo TRESE, il y a un peu du lion et un peu de l'agneau ; il y a de la charité et de l'égoïsme ; de la pénitence et de l'amour de mes aïeux ; de la prière et de l'esprit profane ; de l'humilité et de l'orgueil. » (*Vaso d'argilla*, p. 139.) Comme l'écrivait saint Paul de lui-même : « Ce trésor (l'Evangile), nous le portons en des vases d'argile pour qu'on voie bien que cette extraordinaire puissance appartient à Dieu et ne vient pas de nous. » (2 Co 4, 7.) Or, la littérature s'est amusée à peindre ce dualisme paradoxal de manières tellement variées que le lecteur est embarrassé pour choisir le type de prêtre qu'il préfère, que ce soit pour le condamner, le tourner en dérision, l'admirer ou le comprendre dans son secret intérieur (qu'il suffise de penser aux figures de prêtres dans l'œuvre d'auteurs très connus : MANZONI, FOGGAZZARO, MARINO MORETTI, BARBEY D'AUREVILLY, CHESTERTON, BERNANOS, CRONIN, GRAHAM GREENE, MARSHALL, etc.).

... Et dans la réalité

Mais nous avons ensuite une autre série, ici encore très variée, celle des prêtres qui ont vraiment existé : les saints comme saint Vincent de Paul, Don Bosco, le curé d'Ars, et aussi Maximilien Kolbe (que nous proclamerons bienheureux dimanche prochain) ; et auprès de ces grands (ils sont des milliers), d'autres images, chères et modestes, de bons et saints prêtres que sans doute chacun d'entre nous a rencontrés sur son chemin : curés de paroisse, religieux, éducateurs, surveillants, aumôniers... Au don charismatique proprement ministériel de la Parole de Dieu et de la grâce sacramentelle, ces hommes ont ajouté quelque chose de propre, une façon à eux, humaine et humble, d'accueillir, d'écouter, de conseiller, de consoler, de comprendre, de faire du bien..., et aussi un style de vie à eux, pauvre et fort, qui nous fait incliner pensivement la tête en nous disant : « Oui, celui-là est un vrai prêtre. »

Mieux comprendre ce frère que le Christ a voulu pour lui

Mais revenons à notre question : quelle idée vous faites-vous du prêtre ? Il est possible que vous ayez trouvé en eux des défauts. Mais pourquoi les défauts du prêtre provoquent-ils tant de réactions, tant de critiques ? Pourquoi cette tendance à les généraliser et à les condamner ? Nous l'avons déjà dit : parce que dans le prêtre nous voudrions toujours trouver la perfection. Le prêtre n'est-il pas l'homme de Dieu, son représentant, son ministre ?

Oui. Mais nous voudrions que cette constatation évidente entraîne de votre part un approfondissement. Si le prêtre est l'homme de Dieu, s'il est un « autre Christ », c'est le signe qu'un courant de grâce a passé dans l'histoire de sa vie : c'est un appelé, un élu, un préféré de la miséricorde du Seigneur. Celui-ci l'a aimé de manière particulière ; il l'a marqué d'un caractère spécial, lui donnant ainsi le pouvoir

d'exercer la puissance divine (S. Th. III, 53, 2) ; Dieu a mis en son cœur un tel amour pour Lui qu'Il y a fait mûrir l'acte d'amour le plus plein et le plus grand dont le cœur humain soit capable : l'oblation totale, perpétuelle, heureuse, de lui-même... Le prêtre a eu le courage de faire de sa vie une offrande, tout comme Jésus, pour les autres, pour tous, pour nous.

Écoutons, prise parmi tant d'autres, une parole du Concile sur les prêtres, les presbytres, pour employer le terme traditionnel. Ceux-ci, « par l'ordination et la mission reçues des évêques sont mis au service du Christ Docteur, Prêtre et Roi ; ils participent à son ministère qui, de jour en jour, construit l'Eglise pour qu'elle soit peuple de Dieu, Corps du Christ, Temple du Saint-Esprit. Dans une situation pastorale et humaine qui souvent a subi de profonds changements, il fallait les aider plus efficacement dans leur ministère et mieux prendre en charge leur vie ». C'est la raison pour laquelle le Concile nous a invités à méditer sur la nature du sacerdoce, qui est surnature, et sur sa mission humaine et surhumaine.

Qui ne connaît ces éléments de la définition du prêtre ?

A coup sûr, nous les connaissons tous un peu. En réfléchissant, que ne pourrions-nous ajouter encore, non pas tant pour idéaliser la figure du prêtre selon notre imagination et nos goûts, mais plutôt pour mieux comprendre ce frère que le Christ a voulu pour lui ! Rappelons-nous comment saint Paul a répondu à la question que nous nous sommes posée. Il écrit : « Qu'on nous regarde comme des serviteurs du Christ et des intendants des mystères de Dieu. » (1 Co 4, 1.)

Le prêtre ne mérite-t-il donc pas que l'on se fasse une idée juste de lui, de sa transfiguration en ministre du Christ, en héraut du royaume de Dieu ? Non pour l'exalter de façon hyperbolique ou conventionnelle, mais pour mieux reconnaître sa dignité et sa fonction, pour compatir à ses défaillances, pour aimer davantage, pour savoir qu'il est nôtre et l'avoir avec nous.

Repensez à tout cela, du moins pendant le Synode. Avec notre Bénédiction apostolique.

— *Le Dieu en qui je ne crois pas*, par JUAN ARIAS. Traduit de l'espagnol par JACQUES MIGNON (coll. « Epiphonie »). — Un vol. 11,5 × 17,5 cm, de 184 pages. Prix : 15 F. Editions du Cerf, Paris.

— *Les ressources du clergé en France*, par MICHEL BRION (coll. « Essais »). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 144 pages. Prix : 16,50 F. Editions du Cerf, Paris (Coédition IDOC, France).

— *Du cosmos à Dieu*, par PIERRE LOYER. — Un vol. 12 × 18,5 cm, de 192 pages. Prix : 15 F. Nouvelles Editions latines, Paris.

— *Jésus-Christ hier, aujourd'hui, demain*, par ROBRECHT MICHAELS (coll. « L'Actualité Religieuse », n° 31). — Un vol. 14,5 × 21 cm, de 176 pages. Prix : 18 F. Editions Casterman, Paris.

— *Souffrance de Dieu, vie du monde*, par JEAN KEMP (coll. « L'Actualité Religieuse »). — Un vol. 14,5 × 21 cm, de 152 pages. Prix : 16 F. Editions Casterman, Paris.

— *Le Baptême, aujourd'hui*, par PAUL PAS et PHILIPPE MURAILLE (coll. « L'Actualité Religieuse », n° 33). — Un vol. 14,5 × 21 cm, de 180 pages. Prix : 18 F. Editions Casterman, Paris.

LES TRAVAUX DU SYNODE EPISCOPAL

LE SACERDOCE MINISTÉRIEL

I. - Partie doctrinale

RAPPORT D'OUVERTURE DU CARDINAL HOFFNER : LA DOCTRINE DE L'EGLISE SUR LE MINISTÈRE SACERDOTAL

Le cardinal Hoeffner, archevêque de Cologne, rapporteur pour la partie doctrinale du document sur le sacerdoce ministériel, a lu au début de la II^e Congrégation générale de la II^e Assemblée générale du Synode épiscopal, le 1^{er} octobre, le rapport qu'il avait préparé sur ce thème. En voici le résumé (1) :

Le Synode des évêques discutera surtout des problèmes *pratiques* de la vie et du ministère sacerdotal. Mais il sera guidé par un pragmatisme tout à fait superficiel s'il lui arrivait de négliger le fondement que nous offre la *doctrine de la foi*. Sans doute nous sont proposées souvent des opinions qui défigurent la doctrine catholique sur le ministère sacerdotal, par exemple lorsqu'on en vient à affirmer que le ministère sacerdotal a été surévalué abusivement par la hiérarchie dans le but de s'en servir pour dominer le Peuple de Dieu. On attribue aussi parfois aux laïcs le pouvoir de célébrer le sacrifice eucharistique et on minimise la doctrine du Concile Vatican II sur la différence essentielle, et non pas seulement le degré, qui existe entre le sacerdoce commun des fidèles et le sacerdoce ministériel. Face à cette confusion, le Synode des évêques ne peut rester muet, sinon un tel pluralisme d'opinions pourrait, à la fin, conduire à une rupture de l'unité de l'Eglise.

(1) Texte publié en français par la salle de presse du Saint-Siège, sous l'autorité du Comité d'information sur les travaux du Synode (cf. DC 1971, n° 1595, p. 941). Il en est de même, sauf indication contraire, pour les textes qui suivent.

Nous rappelons la présentation du document sur le sacerdoce faite par Mgr Rubin, secrétaire du Synode (DC 1971, n° 1593, p. 814).

Il est impossible de faire une analyse du ministère sacerdotal sans méditer en même temps sur le mystère de l'Eglise insérée dans la réalité du monde dans lequel elle vit et auquel est destinée sa mission.

Le « salut » n'est pas une aliénation dans le monde, mais il demande une présence, peut-être pas toujours très bien comprise, dans le monde.

Le ministère sacerdotal a sa place au centre de la communauté et suppose la présence, dans cette communauté, du Saint-Esprit. Par ailleurs, puisqu'il a été voulu et institué par le Christ, il transcende la communauté. Il vient d'en haut.

La doctrine de l'Eglise sur le ministère sacerdotal peut se résumer en dix énoncés ou propositions :

PREMIERE PROPOSITION :

Jésus-Christ ■ fondé son Eglise par son action sacerdotale.

Le nouveau peuple messianique qu'est l'Eglise a son origine dans le sang du Christ. Il a proclamé la rémission des péchés et l'avènement du Règne de Dieu, et par sa mort et sa résurrection, il a mené à son terme son œuvre salvifique. L'intention du Christ, et donc de son œuvre, n'était pas une solidarité uniquement humaine, horizontale ou sociologique avec les classes moins favorisées, comme s'il eût été un « révolutionnaire » désirant renverser les conditions sociales. On ne veut pas nier que l'Eglise peut apporter une notable contribution à l'humanisation progressive de la communauté humaine et de son histoire, mais d'autre part, l'Eglise peut aussi tirer profit des conditions que lui offre le monde pour annoncer l'Evangile, comme l'enseigne la Constitution conciliaire sur « l'Eglise dans le monde de ce temps » (n. 40-45). Cependant demeure entière la mission spécifique de l'Eglise et tout autant la légitime autonomie des réalités terrestres.

DEUXIEME PROPOSITION :

Jésus-Christ ■ confié à l'Eglise la charge d'actualiser l'œuvre de la Rédemption jusqu'au

retour du Seigneur : c'est pourquoi l'Eglise est essentiellement sacerdotale.

Dans la Nouvelle Alliance, l'unique sacerdoce est celui du Christ. Le mystère pascal, l'Evangile de Jésus-Christ fait homme, mort et ressuscité et qui reviendra à la fin des temps, est proclamé et efficacement représenté par l'Eglise tout entière. Les fidèles sont appelés « à rendre présente et agissante l'Eglise dans les lieux et les circonstances où elle ne peut devenir le sel de la terre qu'à travers eux. » (*Lumen gentium*, 33.)

TROISIEME PROPOSITION :

L'Eglise, pour accomplir sa mission, a reçu du Christ une pluralité de dons et de ministères.

Pour que le caractère spécifique de l'Eglise puisse se développer et se réaliser en plénitude, Jésus-Christ l'a gratifiée de dons et de ministères (Ep 4, 8) par lesquels il la fait subsister lui-même, la garde et la fait progresser par son Saint-Esprit. Le ministère sacerdotal se distingue de tous les autres ministères par sa nature propre, car il représente, lui, une forme particulière de la participation au sacerdoce du Christ et une forme spécifique du service chrétien dans l'Eglise. Par le ministère sacerdotal, le chrétien qui a reçu l'Ordination « représente dans la communauté et en face d'elle le Christ lui-même en tant qu'il est le chef de la communauté ». L'Eglise peut reconnaître et organiser, par son propre pouvoir, d'autres ministères, selon que le réclame la nécessité ou l'opportunité. Souvent, l'Eglise a fait usage de cette possibilité en instituant, par exemple, les ministères de lecteurs, de catéchistes, ou encore celui des veuves dans l'Eglise ancienne.

QUATRIEME PROPOSITION :

Selon la doctrine du Concile Vatican II, le ministère sacerdotal est fondé sur « l'institution divine » et il jouit d'un « pouvoir sacré ».

Le ministère sacerdotal ne peut se comprendre à partir des seuls critères sociologiques. Il ne vient pas de la « base », de manière démocratique, comme par exemple dans un Etat démocratique le pouvoir est conféré par le peuple. Il n'est pas une pure spécialisation ou une fonction dérivée de la mission commune à tous les fidèles ; il n'est pas davantage un simple « exercice communautaire que n'importe quel baptisé peut exercer pour un temps (*ad tempus*) », ni non plus seulement « une certaine présidence que n'importe quel fidèle pourrait également exercer ». Le ministère sacerdotal dérive d'une institution divine.

CINQUIEME PROPOSITION :

Même si l'on doit reconnaître, dans l'Eglise primitive, une certaine maturation des structures, le ministère sacerdotal conserve son identité substantielle.

Le ministère des apôtres est continué par les évêques, auxquels les apôtres ont transmis la charge de perpétuer, parmi les chrétiens, la présence active du Christ chef. C'est pourquoi, même si l'on doit reconnaître dans l'Eglise primitive un certain temps de maturation des

structures, les évêques n'ont pas fondé « une autre Eglise », mais ils ont perpétué, par une succession ininterrompue, cette Eglise même qu'ils ont reçue des apôtres, « sans jamais en changer les fondements ».

SIXIEME PROPOSITION :

Le ministère ecclésiastique institué par Dieu est exercé par divers ordres, et parmi eux ceux que depuis l'Antiquité on nomme évêques, prêtres, diacres. (L. G., 28.)

Le sacrement de l'Ordre est, selon ses trois degrés, un don pour toute l'Eglise, « afin que le don du Saint-Esprit, accordé à celui-ci ou à celui-là, serve au bien de tout le Peuple de Dieu ».

SEPTIEME PROPOSITION :

Le ministère sacerdotal est conféré par le don du Saint-Esprit, c'est-à-dire par le sacrement de l'Ordre.

Le sacrement de l'Ordre conféré par l'imposition des mains et la prière de l'Ordination consacre celui qui est ordonné au service du Christ et du Peuple de Dieu, lui impose l'obligation d'exercer le ministère et le fait membre du « presbyterium ». Par l'Ordination sacrée, le prêtre est rendu participant, de manière particulière, de la mission de Jésus-Christ, de telle façon que, dans l'exercice de son ministère sacerdotal, il agit au nom du Christ, *in persona Christi*, et représente le Christ lui-même en face de l'Eglise, et cela malgré sa propre imperfection, et bien qu'il soit, comme tous les fidèles, abandonné à la miséricorde de Dieu et qu'il ait besoin, pour lui-même, du service sacerdotal d'autrui.

HUITIEME PROPOSITION :

L'ordination sacerdotale n'est pas un signe inefficace, mais une force dynamique qui mobilise toute la vie du prêtre au service de Dieu et des hommes et pénètre toute sa personne.

Le don de l'Esprit-Saint est la source de la mission au service des autres fidèles, et en même temps « source de grâce intérieure et de transformation spirituelle pour le prêtre lui-même ». Le ministère spirituel ne peut être compris comme une fonction secondaire ou une qualité accessoire d'importance mineure. Face à Dieu et aux hommes, le don de lui-même et le choix inconditionné du prêtre trouvent leur expression dans cette forme de vie que l'on appelle « célibat » qui, choisi pour le Royaume de Dieu, jouit d'un grand rapport de convenance avec le sacerdoce, bien qu'il ne soit pas requis par la nature même du sacerdoce. Par le célibat, choisi en vue du Royaume des cieux, les prêtres se consacrent au Christ à un titre nouveau et suprême. Ils adhèrent à lui plus facilement, d'un cœur non partagé, et se consacrent plus librement au service de Dieu et des hommes. Ils deviennent le signe vivant de ce monde futur, déjà présent par la foi, dans lequel les fils de la Résurrection ne s'unissent plus par les liens du mariage.

Le célibat manifeste la décision du prêtre de vouer son existence, de manière incondition-

nelle, au ministère sacerdotal ; il atteste la force de l'amour de Dieu et des hommes capable de transformer toute la vie affective du prêtre. La continence vue à la lumière de l'amour du Christ sera toujours marquée par le scandale de la Croix et c'est pourquoi elle sera difficilement comprise par le « monde ». Plus s'affaiblit la foi et se refroidit la charité de beaucoup, plus forte deviendra l'opposition à la virginité consacrée à Dieu et au célibat.

Au cours de ces dernières années, l'affinité qui existe entre le célibat et le ministère sacerdotal fait l'objet d'une contestation, parmi les catholiques eux-mêmes. Actuellement, presque tous ceux qui demandaient la réforme de la loi en vigueur dans l'Eglise occidentale ont changé leurs motivations. Ils ne nient pas l'affinité qui existe entre le sacerdoce et le célibat, mais ils refusent, pour des raisons diverses, d'étendre l'obligation du célibat à tous ceux qui aspirent au sacerdoce. Il ne revient pas à cet exposé de la partie doctrinale d'entrer plus avant dans ces questions.

NEUVIEME PROPOSITION :

L'annonce de l'Evangile, le gouvernement du Peuple de Dieu, l'administration des sacrements et la célébration du mystère eucharistique ont entre eux un rapport mutuel et constituant, dans leur liaison étroite, un unique service sacerdotal pour l'édification du Corps du Christ.

DIXIEME PROPOSITION :

Bien que le ministère sacerdotal soit au service du royaume de Dieu qui n'est pas de ce monde, il a et doit avoir des conséquences qui intéressent les réalités terrestres.

Le ministère sacerdotal dont la fonction indispensable est de représenter efficacement vis-à-vis du Peuple de Dieu l'œuvre salvifique du Rédempteur, est un service qui a une vertu active, véritablement eschatologique. Il ne peut se réduire à une simple fonction humanitaire ou sociale, confondant l'Eglise avec une espèce de « Croix-Rouge » chrétienne. Mais, même si le ministère reçu par l'Ordination sacerdotale est appelé à procurer le salut éternel, il n'en a pas moins des conséquences pour les choses temporelles, car elles ne sont pas indifférentes au salut éternel de l'homme. Puisque tous les hommes ont leur fin en Jésus-Christ chef de l'humanité et de la création tout entière, le prêtre, en amenant les hommes au Christ et ainsi au Père et à l'unité dans la charité, rend à l'humanité tout entière en même temps qu'à chaque homme en particulier, un service que personne d'autre n'est en mesure de rendre.

— *Visage de l'homme, visage de Dieu*, par A. D'HAILLY (coll. « Epiphanie ». — Un vol. 11,5 × 17,5 cm, de 148 pages. Prix : 12 F. Editions du Cerf, Paris.

— *La Vie religieuse au tournant*, par THADDÉE MATURA (coll. « Problèmes de Vie Religieuse », n° 33). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 156 pages. Prix : 15 F. Editions du Cerf, Paris.

— *Priez sans cesse ?...* Plaquette 10,2 × 15 cm, de 48 pages. Prix : 6 F (à partir de 10 exemplaires 5 F + port). Abbaye Sainte-Marie, La Pierre-qui-Vire, 89-Saint-Léger-Vauban.

RAPPORT DE SYNTHESE DU CARDINAL HOFFNER

Au terme de la discussion sur la partie doctrinale, le 5 octobre, le cardinal Hoffner, rapporteur, a lu le rapport faisant la synthèse de l'ensemble du débat. En voici le résumé publié par la Salle de presse (1) :

Aperçu de la discussion

De toutes les interventions, a-t-il dit, il ressort une profonde sollicitude vis-à-vis du malaise du clergé et du découragement de nombreux prêtres, comme il ressort aussi la volonté de trouver des remèdes adéquats.

Deux méthodes ont été proposées pour étudier ces problèmes : ou bien partir des fondements immuables de la fonction ministérielle ou bien partir des problèmes réels.

La majeure partie des interventions est favorable à la première méthode, persuadée qu'elle est de parvenir ainsi à des conclusions sûres. Certains Pères ont proposé de concilier les deux méthodes. Si tous sont d'accord pour dire qu'on ne doit pas élaborer de nouveaux textes sur le ministère sacerdotal, beaucoup ont demandé que soient rédigées quelques thèses qui pourraient constituer la base de la recherche future. De cette manière, il serait possible d'aider le clergé, et spécialement les jeunes, souvent incertain et troublé en face de certains discours théologiques.

Justification dogmatique de la fonction sacerdotale

Pour ce qui regarde la première série de questions relatives à la justification dogmatique de la fonction sacerdotale, on a enregistré diverses requêtes ; jamais pourtant, même pas indirectement, il n'a été insinué que le pouvoir sacerdotal dérive de la communauté des fidèles ; on a demandé une élaboration plus précise du rapport entre la justification christologique et pneumatologique.

Dans ce contexte, ont été formulées les requêtes concernant les relations entre l'autorité et la fraternité entre les prêtres et l'évêque, entre les prêtres et les fidèles. Personne n'a contesté l'existence du sacrement de l'ordre.

Du point de vue pneumatologique, on a proposé que l'on parle d'abord des « ministères » pour passer ensuite à la fonction pastorale considérée comme une catégorie du ministère.

Le prêtre dans la vie de l'Eglise

Quant à la seconde série de questions sur le prêtre dans la vie de l'Eglise, on demande en premier lieu : après le Concile Vatican II, jusqu'où doit-on tenir compte encore aujourd'hui de la conception particulière du Concile de Trente ?

A Trente, l'accent fut mis sur l'Eucharistie, mais aujourd'hui on doit insister davantage sur l'ouverture au monde de la part de l'Eglise et

(1) Les sous-titres sont de notre rédaction.

donc aussi du prêtre. Pour une compréhension plus profonde de la situation missionnaire de l'Eglise, ne doit-on pas mettre davantage l'accent sur la prédication que sur l'administration des sacrements ?

Dans ce contexte se pose le problème de la participation directe des prêtres aux activités du monde, de leur éventuelle activité politique. Cette dernière possibilité a été rejetée par de nombreux Pères qui estiment que dans ce domaine la seule fonction des prêtres est d'exposer aux laïcs les principes généraux. Mais certains Pères du Synode, ceux en particulier d'Amérique latine, ont insisté sur le rapport qu'il y a entre le salut chrétien et la libération de l'homme que doivent promouvoir les prêtres eux-mêmes.

La personne du prêtre

En ce qui concerne la troisième série de questions relatives à la personne du prêtre, de nombreuses interventions n'ont traité que de la vie spirituelle. La crise des vocations continuera si on ne sait pas proposer aux jeunes un idéal élevé du sacerdoce qui exige la générosité d'un don total de soi-même au Christ.

La majeure partie de ceux qui ont parlé sur le célibat se sont prononcés en faveur de son maintien inconditionnel.

Solutions proposées

Le cardinal Hoeffner a fait ensuite une synthèse des orientations proposées pour résoudre les problèmes.

Une déclaration doctrinale

Opportunité et nécessité d'une déclaration explicite de la doctrine de l'Eglise concernant le sacerdoce ministériel ; la forme éventuelle de cette déclaration.

La proposition d'un exposé doctrinal tellement nécessaire aujourd'hui pour éliminer les doutes et les perplexités est largement partagée. On ne peut certainement pas exposer la doctrine en sa totalité, soit par manque de temps, soit pour ne pas donner l'impression que les documents antérieurs sur le sacerdoce ne sont plus valables. Pour éviter le danger d'unilatéralité, le Synode devrait procéder de manière positive. Souvent la doctrine de Vatican II s'oppose aux décisions du Concile de Trente : cette méthode de comparaison est une erreur et elle est fautive ; il est vrai que le récent Concile fait un grand pas en avant, mais il ne faut pas oublier qu'aucun Concile n'a l'intention d'épuiser la Révélation ni d'aller à l'encontre des Conciles précédents ; la doctrine des Conciles précédents doit donc être intégrée. Certes, le Synode ne jouit pas de l'autorité d'un Concile œcuménique ; cependant, les évêques sont les témoins de la foi et, le consensus du Pape étant acquis, ils peuvent parler avec pleine autorité.

Thèses présentant les points de doctrine

Quelques-uns des Pères ont suggéré de formuler un certain nombre de propositions ou « thèses » présentant les points de doctrine les

plus importants et les plus nécessaires aujourd'hui.

Il serait bon de retenir les points suivants :

1. Le sacerdoce ministériel ne peut être compris que dans le contexte de la mission de l'Eglise. Une telle mission a son origine dans le Verbe de Dieu incarné et envoyé dans le monde par le Père ;

2. Cette mission ne peut être totalement exprimée par des concepts humains : le Christ est prophète, roi, pasteur, médiateur, sauveur, rédempteur, etc. Cependant, la récente formulation théologique de la triple fonction du Christ (prêtre, roi et prophète) est exacte, adéquate à la réalité.

Le sacerdoce du Christ est une réalité unique et incomparable. Le ministère du sacerdoce dans l'Eglise participe de cette originalité incomparable ; l'autorité de ce sacerdoce est donc toujours rapportée à celle du Christ qui en est la mesure ;

3. La mission conférée par le Christ à l'Eglise, et en particulier aux Douze, se fonde sur l'appel à adhérer à la personne même du Verbe incarné, à sa vie, à son exemple, à sa mort et à sa résurrection, et donc aussi à sa puissance. La condition des apôtres fut unique parce que eux seuls furent témoins de la Résurrection et fondateurs de l'Eglise, mais leur prédication et leur action constituent l'exemple et la norme pour la vie à venir de l'Eglise ;

4. Les apôtres, pour maintenir intacte la structure fondamentale de l'Eglise, transmirent à d'autres leur propre mission en ce qu'elle avait de communicable. De là provient la diversité des ministères dans une même mission substantielle ;

5. Le Christ assiste sans cesse et fortifie son Eglise tout entière grâce aux dons de l'Esprit-Saint et aux divers charismes donnés pour le salut du monde ; c'est pourquoi le ministère sacerdotal concerne tout le peuple de Dieu, il existe en lui et par lui ;

6. A la lumière de l'Ecriture et de la Tradition, le ministère hiérarchique est signe efficace de la présence du Christ et du Saint-Esprit, sans monopoliser toutefois l'action salvifique du Christ qui revêt de multiples aspects. Cependant, certains actes ne peuvent être accomplis que par le ministre ordinaire (par exemple certains sacrements, les définitions irréformables de la foi). Mais les activités ministérielles ne peuvent se réduire à ces actes parce que l'Eglise est une communauté organique et toute sa vie doit porter la marque de cette constitution organique ;

7. Il est vrai que les écrits du Nouveau Testament n'utilisent presque jamais une terminologie sacerdotale en parlant des ministres de l'Eglise ; toutefois, les Pères l'ont utilisée d'une manière légitime parce que, si dans le Nouveau Testament les mots ne s'y trouvent pas, la réalité y est reconnue ; c'est pourquoi nous utilisons ce vocabulaire lorsque nous voulons faire comprendre ce mystère en nous appuyant sur l'Ecriture sainte. Le Concile Vatican II, par trois fois au moins, a employé cette terminologie, de telle sorte que le mot « prêtre » désigne la totalité des fonctions qui reviennent aux ministres. Si le Concile a utilisé aussi l'expression « presbytre », cela s'explique soit par l'ancienneté du terme, soit par le souci de distinguer le ministère des

prêtres de celui des évêques. De même l'usage fréquent de « ministère » pour « sacerdoce » est dû au désir d'inculquer l'esprit de service ;

8. Les ministres se distinguent des autres fidèles par cette réalité inamissible que l'on appelle « caractère », réalité qui ne crée pas des superchrétiens, mais confère un don permanent de l'Esprit-Saint, grâce auquel le ministre participe de l'autorité du Seigneur et en même temps de son anéantissement ;

9. En établissant que le ministère devait être transmis par une ordination divine et non pas seulement par un acte de la communauté sociale, le Christ a voulu manifester la gratuité et le caractère surnaturel du salut.

Le rapport entre le ministère sacerdotal et la promotion des peuples

De nombreux Pères ont souligné à juste titre la nécessité d'étudier le problème des rapports entre le ministère sacerdotal et la promotion des peuples. Si, en effet, le salut concerne la totalité de l'homme et non pas seulement l'individu, mais aussi les communautés et les peuples, il serait préjudiciable de considérer le sacerdoce comme une fonction qui se limite exclusivement à ce qui concerne l'Eglise « *ad intra* ».

Comme on l'a déjà fait remarquer, tous ont dans l'Eglise une vocation identique et, par conséquent, tous, et les prêtres eux-mêmes, sont coresponsables de ce qui regarde l'ordre temporel. L'histoire montre que l'Eglise et les prêtres ont accompli et accomplissent ce devoir de diverses manières, selon les circonstances de temps et de lieux.

Il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'établir des limites rigides à ce sujet. Cependant, on peut avancer les considérations suivantes :

Avant tout, il serait bon de faire remarquer que l'Eglise, en tant que telle, n'a pas une compétence spécifique pour ce qui est de déterminer les structures et les méthodes techniques et politiques les plus adéquates à la solution des grands problèmes de l'humanité. Elle peut toutefois, et elle doit exprimer sa propre pensée au sujet des situations d'injustice dans lesquelles se trouve une grande partie de l'humanité. Il faut, d'autre part, que par l'intermédiaire de ses membres, elle soit présente dans toute activité concernant le service de l'humanité.

En second lieu, il faudrait rappeler que les prêtres sont destinés avant tout à la prédication de l'Evangile et qu'ils doivent donc concentrer leurs activités dans les domaines les plus propres à atteindre ce but ; dans la conscience que, ce faisant, ils promeuvent les valeurs qui contribueront à résoudre les problèmes de l'humanité ou à en atténuer l'acuité.

Le célibat

En ce qui concerne le problème du célibat, on a constamment répété au cours de la discussion qu'il faut avant tout poser le problème de son opportunité ou de sa non-opportunité dans la seconde partie du thème à l'étude (questions pratiques).

Dans l'impossibilité où nous sommes, étant donné le peu de temps dont nous disposons, de répondre à tout ce qu'ont demandé ou suggéré les Pères au sujet d'un approfondissement des

motifs du célibat, il semble opportun de rappeler certaines considérations qui peuvent le valoriser, tout en se rappelant que c'est seulement à la lumière de la foi qu'il sera possible de le comprendre :

a) Outre les motifs que l'on a déjà invoqués au cours de l'histoire contre la discipline du célibat dans l'Eglise latine, s'ajoute aujourd'hui l'idée que le célibat constituerait un empêchement à l'insertion du prêtre dans la réalité historique. Tout en reconnaissant la très grande valeur de ce charisme, on estime nécessaire aussi la présence de certains prêtres mariés qui donnent le témoignage d'une vie familiale exemplaire.

b) Bien qu'il soit impossible après tant de siècles de trouver de nouvelles raisons en faveur du célibat, il semble utile toutefois de rappeler un argument issu du radicalisme évangélique. En effet, il ressort du Sermon sur la montagne que le Christ s'est montré extrêmement exigeant envers ceux qui désiraient le suivre et surtout envers ceux qu'il avait appelés à exercer la fonction apostolique.

L'apôtre Paul est un exemple lumineux de ce radicalisme évangélique considéré par lui comme un don divin fait à celui qui désire se consacrer totalement au Seigneur. L'Eglise a donc raison de vouloir que seuls soient admis au sacerdoce ceux qui sont disposés à assumer l'engagement au célibat. En effet, le célibat rend plus disponible pour l'évangélisation, il renforce la valeur du témoignage et garantit la liberté contre toute forme d'oppression ; il constitue enfin une forme de participation à la « kénose » du Christ dans son mystère pascal.

Le célibat n'est pas une peur de la vie. Il transcende les conditions communes et il a son origine dans une décision personnelle qui se maintient avec le secours de la grâce et constitue un exemple de fidélité pour les fidèles qui s'engagent dans la vie conjugale.

Le travail en petits groupes

L'orateur a terminé en souhaitant que les *circuli minores*, au cours de leurs discussions doctrinales, parviennent à cerner les problèmes actuels les plus importants touchant au sacerdoce ministériel, à définir la perspective et la forme selon lesquelles on désire que de tels problèmes soient traités ; et à s'exprimer sur la valeur et l'adéquation des arguments et des « formulations » qui se trouvent dans les documents qu'on leur a soumis pour servir, au moins en partie, de base de travail.

Les documents dont parle l'orateur sont les suivants :

1. Le document de travail envoyé aux Conférences épiscopales avant le Synode ;
2. Le rapport du cardinal Höffner sur la partie doctrinale ;
3. Les six propositions de la Commission théologique internationale ;
4. Les propositions sur le caractère sacerdotal approuvées par la Commission théologique internationale le 25 septembre 1971. En outre, ont été mises à la disposition des Pères les huit thèses provenant de la Conférence épiscopale d'Allemagne.

LE SACERDOCE MINISTÉRIEL

II. - Problèmes pratiques

RAPPORT D'OUVERTURE DU CARDINAL ENRIQUE Y TARANCON

C'est le cardinal Vicente Enrique y Tarancon, archevêque de Tolède, rapporteur pour la partie pratique du document sur le sacerdoce ministériel, qui a ouvert, le 7 octobre, les travaux sur cette deuxième partie du texte soumis au Synode épiscopal en lisant le rapport dont voici le résumé :

I. — Introduction

Nos délibérations doivent s'orienter dès le début vers cet objectif, ouvrir des voies et promouvoir le progrès de l'Eglise vers une forme de vie et d'existence sacerdotale qui répondent :

a) Aux exigences du monde en processus croissant de sécularisation et victime d'une profonde crise religieuse ;

b) Aux inquiétudes que ressentent aujourd'hui les communautés chrétiennes, grandes et petites, vis-à-vis de leurs pasteurs ;

c) Aux problèmes que vivent actuellement les prêtres dans presque toutes les parties du monde ;

d) Aux exigences d'une Eglise en processus de rénovation.

Nous devons penser non seulement aux prêtres d'aujourd'hui, mais aussi et surtout à ceux de demain. Il nous faut de l'audace.

II. — De la nature et de la mission spécifique du ministère sacerdotal

Il faut établir une relation plus étroite entre l'évangélisation et la célébration des sacrements. La division ou la simple juxtaposition de ces deux réalités partagerait le cœur de l'Eglise et mutilerait gravement le ministère sacerdotal.

Ce n'est pas un problème théologique, mais un problème existentiel. Les prêtres qui travaillent dans les pays de vieille tradition catholique se sentent mal à l'aise et éprouvent une certaine frustration à célébrer les sacrements avec des baptisés insuffisamment préparés.

D'autres ne se résignent pas à être de purs « fonctionnaires du culte » et ils craignent de se convertir en prisonniers du culte et de manquer de temps pour se consacrer à la mission.

D'autres enfin éprouvent des difficultés à intégrer les hommes dans la vie sacramentelle de manière à ce qu'ils se sentent engagés pour la vie.

Les trois points suivants retiendront notre attention :

1. Le ministère de la parole : l'Eglise doit

annoncer à tous les hommes l'Evangile sous tous ses aspects et les provoquer à la conversion ; et en tant que conscience de l'humanité, elle se doit d'exercer sur la société une fonction critique.

2. La célébration des sacrements : insister sur la préparation des fidèles aux sacrements ; purifier la foi de toute conception magique, poursuivre le renouveau liturgique en s'adaptant de mieux en mieux chaque jour à la psychologie des peuples et au caractère propre à chaque communauté.

3. La relation entre le ministère et les autres activités du prêtre : il faut se demander avant tout dans quelle mesure ces activités non ministérielles du prêtre peuvent être utiles à la mission de l'Eglise et aux besoins de la communauté chrétienne. Il faut en outre réfléchir sur les motivations qui poussent à assumer de telles tâches.

Il y a des critères qui sont insuffisants comme le désir de se procurer de quoi assurer sa subsistance matérielle et de mieux s'intégrer dans la société, de retrouver un certain équilibre psychologique et d'avoir une condition sociale plus élevée. Le principe fondamental restera toujours celui-ci : sauvegarder les possibilités réelles et concrètes d'exercer le ministère propre à chaque prêtre.

En certains cas la mission d'évangélisation peut exiger d'assumer les tâches suivantes :

— Partager la condition ouvrière tellement différente des autres conditions humaines, peut constituer un puissant moyen d'apostolat.

— Accepter des responsabilités politiques est un problème difficile parce qu'il est nécessaire de sauvegarder la mission qui est celle du prêtre d'assurer l'unité ; l'attitude normale sera de ne pas s'engager dans le domaine des options politiques, du moins comme militant.

— C'est avec le même critère qu'il faut considérer d'autres occupations (recherche scientifique, etc.) qui ne peuvent se légitimer du seul fait que le clergé les assumait traditionnellement.

III. — La pastorale d'ensemble dans l'Eglise

L'organisation de l'Eglise et son statut juridique visent uniquement à fortifier et à protéger la liberté des fils de Dieu. La liberté personnelle, qui correspond à la vocation et au charisme que chacun a reçu, et la solidarité avec tous sont les deux conditions qui doivent déterminer le véritable style de l'action pastorale de l'Eglise.

1. Planification pastorale : La pastorale d'ensemble doit toujours respecter la mission propre à chaque groupe et à chaque personne tout en respectant l'unité de fins et de moyens. Elle doit partir de la connaissance des réalités socio-religieuses et elle doit être l'œuvre de tous. Sur le plan diocésain, les organismes auxquels on devrait recourir normalement sont : la Curie diocésaine, le Conseil presbytéral et le Conseil pastoral.

2. Les structures ecclésiales : Il est normal que certaines structures, avec le temps, soient devenues des surcharges inutiles qui ne font qu'obscurcir l'image du Christ dans l'Eglise et qui constituent un véritable obstacle à l'évangélisation. C'est pour cette raison que l'Eglise est appelée à se réformer continuellement.

Les structures ne sont pas faites pour freiner l'initiative personnelle, mais pour la canaliser et la renforcer. Le caractère charismatique de l'Eglise ne doit jamais être étouffé par la loi.

3. Relations entre les prêtres et les évêques : Le Concile Vatican II n'envisage pas une conception de l'autorité qui soit uniquement d'ordre personnel, il demande la nécessaire collaboration de tout le peuple de Dieu.

- L'autorité est un service ;
- Les prêtres et les fidèles doivent collaborer à la mission de l'évêque ;
- L'action pastorale doit être le fait de tous.
- Les prêtres sont essentiellement « les coopérateurs prudents et nécessaires » de l'ordre épiscopal et non les sujets de l'évêque.

En outre, les relations entre prêtres et évêques doivent se dérouler dans un nouveau climat de charité surnaturelle, comme aussi d'amitié humaine, favorisant l'union des volontés grâce à :

- Un contact plus fréquent des prêtres avec l'évêque ;
- Un dialogue des petits groupes avec l'évêque ;
- Une consultation de chacun sur ses aptitudes et ses désirs lorsqu'il s'agit de le nommer ou de l'affecter à une nouvelle tâche ;
- La connaissance des « besoins » matériels, psychologiques et spirituels propres à chaque prêtre ;
- Une sollicitude particulière envers ceux qui se trouvent dans des situations difficiles ;
- Le sentiment que les prêtres éprouveront d'être aidés mais de rester libres.

Pour réaliser toutes ces conditions, il faut que les diocèses ne soient pas trop grands, que l'évêque ait personnellement la direction de la pastorale, que les évêques soient plus proches de leurs prêtres par la simplicité de leur vie, qu'on organise dans chaque diocèse une aide efficace au clergé.

Le mieux serait que les prêtres s'associent entre eux spontanément en évitant de devenir des groupes de pression qui sèmeraient la division parmi le clergé.

4. Relations des prêtres avec les laïcs : Il faut insérer l'activité des laïcs dans la tâche commune, tout en déterminant leur responsabilité propre. Les difficultés proviennent des trois points suivants :

- La différence essentielle entre le sacerdoce commun des fidèles et le sacerdoce ministériel n'a pas été suffisamment éclaircie en ce qui concerne la tâche spécifiquement pastorale ;
- Le fait que les laïcs soient des « adultes » inclut qu'ils aient l'initiative, la responsabilité et la liberté, mais cela entraîne dans la pratique des difficultés dans leurs relations avec les prêtres et même avec les évêques ;

— Plus grandes encore sont les difficultés lorsqu'il s'agit de l'action des laïcs dans l'ordre temporel. Il faut sauvegarder l'indépendance de l'Eglise et ne pas s'approprier de manière exclusive son autorité.

L'un des principes de solution serait de garder toujours présent à l'esprit le principe de communion dans l'Eglise ; c'est dans cette communion que doit s'intégrer la liberté personnelle à l'œuvre selon ses propres charismes en même temps que l'unité de vie et d'action du peuple de Dieu.

IV. — La vie spirituelle des pasteurs

Dans une période de transition, il faut se référer aux sources mêmes de la spiritualité chrétienne. Le prêtre, comme tout autre baptisé, est invité à la sainteté personnelle. On a parfois proposé aux prêtres une spiritualité désincarnée qu'ils ne pouvaient faire passer ni dans leur ministère ni dans les réalités du monde. Aujourd'hui encore il se produit une rupture non moins grave entre la sanctification personnelle et l'effort de sanctification de la communauté chrétienne, si le ministre n'a pas conscience que son action pastorale même est une occasion pour lui de se sanctifier.

Il doit approfondir ce que signifie l'expression « charité pastorale » dont parle le Concile et qui doit informer le ministère sacerdotal. Sa disponibilité totale envers Dieu entraîne une disponibilité totale et spontanée envers l'Eglise. Sa vie tout entière doit exprimer le ministère de réconciliation qui lui a été confié. En tant que responsable de la communauté, il doit trouver en celle-ci le lieu privilégié de sa prière, même lorsqu'elle a lieu en privé.

V. — Sacerdoce et célibat

Les enquêtes qui ont été faites montrent qu'il ne s'agit pas d'un problème central et aussi répandu qu'on a voulu parfois le faire croire. On doit l'affronter avec une loyauté absolue et avec la plus grande sérénité. Quelle que soit la décision que l'Eglise prendra sur ce point, elle ne pourra être féconde que si les motifs évangéliques et pastoraux sont bien compris et appréciés. Voici quelques réflexions :

1. Le célibat, personne n'en doute, est une forme de vie licite et valable qui peut se réaliser humainement et chrétiennement. L'amour qui le motive s'étend à tous les aspects de la vie d'un homme.

2. Le ministère sacerdotal tend de lui-même à réaliser une disponibilité particulière en face de ses exigences du service des hommes et de l'Eglise.

3. En exigeant le charisme du célibat, l'Eglise n'est pas poussée par des raisons de « pureté rituelle » ; elle ne l'est pas non plus par l'idée que c'est là le seul moyen d'atteindre la sainteté personnelle. Elle le fait surtout en vue de la forme concrète d'exercice du ministère au sein de la communauté pour édifier l'Eglise.

4. Le célibat ne peut être un signe valable que s'il est vécu d'une manière qui ne soit pas purement légale. C'est un témoignage paradoxal d'un amour pour le règne de Dieu.

5. Ce n'est pas l'Eglise qui peut donner à un individu ce charisme et ce ne peut être non plus la réception d'un sacrement. Il suppose une intense vie de foi.

6. Avant d'appeler à l'ordination des hommes mariés en vue des nécessités pastorales, on doit

RAPPORT DE SYNTHESE DU CARDINAL ENRIQUE Y TARANCON

Le cardinal Enrique y Tarancon a présenté, le 15 octobre, la synthèse des 132 interventions qui ont été faites par les Pères du Synode sur les problèmes pratiques du ministère sacerdotal. Voici le résumé de son rapport :

Introduction

Le cardinal Tarancon a commencé son exposé en soulignant que les Pères étaient unanimes dans l'expression de leur sollicitude à l'égard des prêtres et de leurs problèmes.

On sait que la grande majorité des Pères représente des Conférences épiscopales qui ont consulté avec leurs prêtres sur ces différents sujets.

La poursuite des travaux sur le thème du sacerdoce ministériel est encore une preuve de cette sollicitude.

Ce rapport comprend deux parties : dans la première partie, on essaiera d'exposer, le plus objectivement possible, les opinions exprimées de vive voix ou par écrit ; dans la seconde, seront formulées quelques suggestions et seront soulevées quelques questions sur la marche des travaux dans les *circuli minores*.

PREMIERE PARTIE

VUE D'ENSEMBLE DES PROBLEMES

Afin que la vision d'ensemble des problèmes soit claire, ceux-ci seront traités dans l'ordre suivi par la *Relatio* introductive.

I. — La nature spécifique du sacerdoce

L'orateur a ensuite abordé la nature spécifique du sacerdoce. La dimension missionnaire du ministère sacerdotal dans l'Eglise considérée comme sacrement universel de salut a déjà été soulignée, à la quasi-unanimité. L'intime et intégrale connexion entre l'évangélisation et la célébration des sacrements apparaît ainsi clairement, bien qu'un certain primat soit reconnu à la prédication, car la parole de Dieu est le principe de la vie chrétienne et engendre la foi.

Mais, puisque la grâce est conférée réellement non à l'occasion du ministère mais avec le ministère, il a été réaffirmé par les Pères que la valeur de la parole dépend aussi de la qualité de l'expérience humaine et chrétienne de celui qui l'annonce. La prédication ne peut être limitée, a-t-on dit, au seul cadre liturgique qui, selon d'autres, demanderait de nouvelles adaptations, par exemple en ce qui concerne la pratique du sacrement de pénitence.

D'autres ont parlé de la liberté et même de l'audace, et surtout de la grâce du Saint-Esprit dont jouissent les prédicateurs de l'Evangile pour convertir les cœurs et promouvoir le renouveau des structures.

On a demandé une synthèse du message chrétien adaptée au génie des divers peuples.

donc considérer l'évolution de la conception de la pastorale, c'est-à-dire la possibilité d'une répartition plus appropriée des ministres, et la possibilité pour le diacre et le laïc d'assumer certaines fonctions.

7. La préparation des candidats célibataires au sacerdoce doit être accompagnée d'une réflexion théologique, spirituelle et même ontologique.

VI. — Rémunération des prêtres

Cette question est importante parce qu'elle a des incidences sur les problèmes suivants : répartition équitable des prêtres, système des bénéfices, « droits d'étole », sécurité sociale, etc.

La répartition du clergé doit se faire selon les nécessités pastorales ; il est urgent de réformer le système des bénéfices ; celui des « droits d'étole » est anachronique et il faudrait inculquer aux fidèles la nécessité où ils sont de contribuer aux besoins matériels des prêtres. La sécurité des prêtres doit être assurée ou bien par le moyen d'institutions ecclésiales ou, mieux encore, par le moyen des organismes publics de sécurité sociale.

Un autre aspect de ce problème est celui de l'utilisation sociale des biens d'Eglise. Il faudrait adopter une attitude de service à l'égard de la communauté, ce qui éviterait le scandale.

VII. — Préparation que l'on doit exiger aujourd'hui des prêtres

D'après les enquêtes qui ont été faites, les prêtres pensent qu'ils ne sont pas **suffisamment préparés**, ils ne se sentent pas **doctrinalement sûrs** dans les circonstances actuelles. En ce qui concerne la formation pratique du futur prêtre, retenons les aspects suivants :

— Est-il suffisant que les prêtres reçoivent une formation générale, ou bien faut-il aussi qu'ils soient, dès leurs années de formation, orientés vers une spécialisation ?

— Comment doit-on former les séminaristes pour qu'ils puissent ensuite facilement s'intégrer à un travail de groupe ?

— Comment pourrait-on organiser des expériences pastorales au cours des années de séminaire ?

En ce qui regarde la formation permanente du prêtre, elle revêt un double aspect :

— « *Aggiornamento* » le plus rapide possible avec les nouvelles données des sciences ecclésiastiques et connaissance de la nouvelle problématique du monde moderne ;

— Formation continue et mise à jour permanente. On doit trouver pour cela des moyens modernes et efficaces.

Conclusion

Il faut regarder l'avenir avec optimisme. Cette période d'inquiétude, de confusion et parfois de tempête prépare une nouvelle présence du Christ dans le monde : nous pouvons y contribuer si nous savons rester fidèles à l'action de Dieu.

On a demandé aussi que l'on mette davantage en lumière : a) l'aspect universel du sacerdoce ministériel ; b) l'aspect d'unité que comporte le problème des relations entre ministère sacerdotal et activités profanes.

On a fait remarquer qu'une image du sacerdoce et de son essence, adaptée aux nécessités du temps, ne doit pas être élaborée seulement à partir des valeurs strictement sacramentelles, mais aussi à partir de la mission concrète du prêtre dans l'Eglise pour l'édifier et la garder dans l'unité. D'où le problème de la manière selon laquelle le prêtre peut utiliser la collaboration des laïcs dans l'action pastorale, tout en maintenant l'unité du ministère.

Tous admettent que le ministère sacerdotal, et la prédication en particulier, a un lien avec les choses politiques et avec le développement culturel, parce que l'Eglise a reçu mandat du Christ de sauver toutes les réalités terrestres.

II. — L'action concertée dans l'Eglise

D'une façon générale, les Pères sont d'accord sur ce problème. Un bon nombre de termes (communion, fraternité, coresponsabilité, et même collégialité) expriment l'exigence soit d'exercer l'autorité d'une manière évangélique, soit une convergence des efforts de tous pour l'édification du peuple de Dieu. Presque tous pensent que la mission du prêtre doit s'exercer de concert avec l'évêque, ou mieux, en collaboration avec tout le collège des évêques, avec les autres prêtres, avec les laïcs : cette communion ne repose pas sur une base psychologique, mais sur une mission commune à laquelle chacun participe à sa manière.

Certains Pères pensent qu'il ne faut pas en rester au plan des relations interpersonnelles, mais que ces relations elles-mêmes doivent être d'une certaine manière institutionnalisées. Mais si l'on doit former de nouveaux organismes, disent-ils, il faut le faire sous la conduite de l'Esprit-Saint, afin que reste sauve la liberté des fils de Dieu et même qu'elle en soit renforcée.

Dans ce contexte, les Pères ont reconnu une importance particulière au Conseil pastoral et demandé que les fonctions des Conseils, presbytéral et pastoral, soient mieux précisées pour que leur action soit plus efficace. On désire des diocèses plus petits ; les uns recommandent les associations sacerdotales, alors que d'autres en soulignent les dangers ; on affirme la nécessité d'un certain pluralisme, mais on mentionne aussi le danger d'équivoque qui en résulte, en ce qui concerne l'unité de l'Eglise universelle à sauvegarder par-dessus tout.

On a évoqué, en outre, la question du rapport entre le ministère sacerdotal et les autres activités du prêtre : à ce sujet, est assez répandue l'opinion que : 1. On ne peut véritablement servir la mission de l'Eglise si on ne sert pas la communauté chrétienne et ceux qui n'ont pas encore reçu le message évangélique ; 2. Les activités profanes doivent pouvoir être conciliées avec la vocation qu'a le ministère du Christ de faire l'unité.

La majorité des Pères a insisté sur la vocation spirituelle du prêtre et dénoncé le danger d'un cléricalisme ou d'un néo-cléricalisme,

comme aussi d'un certain messianisme, ou encore de ce que l'on appelle l'horizontalisme.

On a invoqué aussi un sain esprit créateur et inventif, sans que soit portée atteinte à la certitude et à la sécurité juridique ; enfin, on a souvent rappelé qu'un esprit de communion doit présider à la rédaction du nouveau Code de droit canon.

III. — La spiritualité sacerdotale

Tous les Pères estiment que la piété et la sainteté du prêtre doivent être accrues. Les uns insistent sur la célébration quotidienne de la messe, sur la confession fréquente, sur la dévotion mariale. D'autres estiment que le prêtre doit être préparé à affronter le monde sécularisé, et qu'il ne doit donc pas en rester à un pur « supernaturalisme ».

La fonction prophétique doit permettre de trouver d'autres voies de la spiritualité dans le monde pour se sauver soi-même et pour sauver les hommes.

D'où le problème de l'image que doit incarner le jeune prêtre pour être donné en exemple à la jeunesse contemporaine.

Plusieurs Pères ont affirmé que la qualité est plus importante que la quantité. Les statistiques ne disent pas grand-chose de la spiritualité. Les jeunes sont plus attirés par un idéal austère que par la facilité et la médiocrité. Là où on trouve le martyre, les vocations ne manquent pas, et dans ces pays, il n'y a pas de crise d'identité. Deux Pères ont insisté sur l'affinité entre les Conseils évangéliques et la vie sacerdotale.

L'un des Pères nie qu'il y ait une spiritualité sacerdotale spéciale. La spiritualité est commune à tous les baptisés, la piété sacerdotale ne se distingue que dans la manière dont elle s'exerce (foi plus audacieuse, amour plus ardent pour les âmes).

Beaucoup ont insisté sur l'image du Bon Pasteur qui se donne tout entier à Dieu et au troupeau.

Le prêtre, en tant qu'architecte de l'unité, doit témoigner par sa vie de l'unité des hommes entre eux et avec Dieu.

IV. — Le célibat sacerdotal

La multiplicité et la complexité des idées exposées rend cette synthèse difficile et incomplète. Il faut nécessairement se limiter aux points les plus saillants et à ceux sur lesquels s'est manifesté un large accord.

A. — Sacerdoce et célibat

1. *Rapport mutuel.* — Tout en admettant qu'il s'agit là de deux réalités différentes et dissociables, on reconnaît aussi que le célibat est la condition la meilleure pour l'exercice du ministère apostolique. Les Pères, à l'unanimité presque absolue, veulent donc qu'il soit maintenu comme loi universelle de l'Eglise latine.

2. *Signification.* — Outre les motifs historiques qui sont à l'origine de cette loi et les motivations philosophiques que l'on avance pour l'expliquer, le célibat est aujourd'hui en vigueur et maintenu dans l'Eglise en raison de sa valeur et de sa signification actuelle de totale disponi-

bilité pour l'annonce de l'Evangile, et en raison de ce qu'il est l'expression la plus haute des valeurs chrétiennes fondamentales ; en raison, enfin, de ce qu'il correspond aux idéaux les plus élevés de la vie, en tant que consécration totale au service de Dieu et des hommes, en tant que libération des aliénations de la société moderne de consommation, en tant qu'amour personnel et foi dans les ultimes réalités de l'histoire humaine.

3. *Charisme et loi.* — En appelant au ministère les seuls candidats qui ont aussi le charisme de la virginité, la hiérarchie, soucieuse non pas du nombre mais de la qualité, est consciente de remplir son devoir, celui de choisir comme ministres de l'Evangile ceux qui témoignent par toute leur vie de ce qu'ils prêchent ; de ce devoir de fidélité à l'Evangile, il découle pour la hiérarchie le droit de déterminer à chaque moment de l'histoire les conditions auxquelles doivent satisfaire les candidats au sacerdoce.

B. — Ordination d'hommes mariés

Le problème de sa possibilité ou de sa convenance a été examiné sous un double aspect :

1. *Nécessité, valeur et signification actuelle de cette ordination :*

a) Certains Pères l'ont demandée parce que ce serait une solution valable, au moins pour les pays qui manquent de prêtres, pour prêcher et administrer les sacrements ; outre qu'elle pourrait remédier à la pénurie des vocations, elle manifesterait au monde d'aujourd'hui de nouvelles valeurs, une nouvelle forme de présence du Christ au monde et elle serait l'expression de la consécration par laquelle le chrétien élève toutes les choses de ce monde. Le sacerdoce célibataire lui-même, choisi volontairement, verrait sa valeur de signe exaltée.

b) En face de ces motifs, un plus grand nombre de Pères pensent que, en raison des exigences de la prédication et de l'administration des sacrements, on peut concéder (sans pour cela déroger à la loi générale du célibat obligatoire) l'ordination d'hommes mariés aux Eglises locales qui le demanderaient, à certaines conditions, à titre d'exception et selon le jugement du Saint-Siège.

c) D'autres Pères, enfin, tout en reconnaissant le bien-fondé de ces raisons, pensent qu'il n'est pas opportun pour le moment de concéder cette faculté.

2. Il est aussi apparu dans la discussion que, en fait, surtout pour des motifs historiques et psychologiques, et étant donné la manière dont ce problème est mis en discussion aujourd'hui, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Eglise, par l'intermédiaire des mass media, la concession serait considérée comme un premier pas qui ouvrirait la porte inéluctablement à d'autres concessions jusqu'à l'abolition de la loi elle-même.

3. La majorité des Pères pensent que l'ordination d'hommes mariés non seulement ne résoudrait pas les problèmes fondamentaux, mais en créerait d'autres encore plus graves, en raison surtout de la moindre mobilité de ce type de prêtres, de leur moindre liberté et possibilités missionnaires, étant donné la complexité de la

vie familiale sous l'aspect psychologique, sociologique et économique. On créerait en outre un clergé de première et de seconde catégorie. Mais le motif le plus sérieux de ce refus est celui des conséquences graves qui pèseraient sur les prêtres d'aujourd'hui, sur les séminaristes, sur les vocations futures qui diminueraient considérablement si on ne leur présentait pas un idéal très élevé de consécration totale. L'Eglise verrait diminuer sa propre mobilité et son engagement missionnaire, elle perdrait sa force de résistance, spécialement dans les pays où la foi est persécutée, comme l'attestent les déclarations des Pères qui viennent de ces pays. Selon d'autres Pères, les motifs d'ordre économique eux-mêmes devraient engager non pas à abolir, mais à maintenir cette valeur qui manque aux autres Eglises. La pénurie des vocations que ces Eglises ressentent montre que le célibat n'en est pas la cause principale ; l'histoire, en outre, confirme que le célibat n'est possible que dans un contexte social et communautaire qui le favorise.

4. La majorité des Pères ne désire pas que l'on concède à des Eglises locales la possibilité d'admettre au sacerdoce des hommes mariés parce que, en raison de la proximité géographique et de l'identité des problèmes, cette concession prendrait forme d'une coercition morale vis-à-vis des autres Eglises et conduirait à l'abolition du célibat. De nombreuses fonctions, pour lesquelles on demande l'ordination de tels prêtres, pourraient être confiées à des laïcs, à des religieuses et à des religieux en intégrant d'avantage l'action missionnaire de l'Eglise, en créant de nouveaux ministères, sans parler de l'ordination de diacres mariés selon la loi en vigueur.

C. — Circonstances historiques du célibat

1. Quelques Pères ont fait remarquer que le célibat est devenu aujourd'hui plus difficile en raison des mutations actuelles du monde, spécialement du point de vue anthropologique et sociologique (importance de la sexualité, changement du rapport entre les sexes, insistance sur le sens de la créativité, culte exagéré de la liberté, etc.). D'autres changements au sein de l'Eglise et la réévaluation des formes authentiques de la vie chrétienne compliquent encore le problème au point de faire apparaître le célibat comme une question nouvelle. Dans ce nouveau contexte culturel et religieux, le célibat peut cependant apparaître encore dans une nouvelle lumière et dans une splendeur renouvelée comme l'expression légitime et actuelle d'une vocation personnelle à l'amour de Dieu, d'une liberté absolue au service de Dieu et du prochain, du renoncement à toute forme de servitude, d'une contestation radicale de la société moderne de consommation et de son atmosphère suffocante d'hédonisme et de sexualité.

2. C'est pourquoi le célibat peut naître et se développer comme un signe valable devant l'Eglise et le monde, mais certaines conditions humaines, ecclésiales et spirituelles, sont indispensables pour cela : pauvreté évangélique, fraternité, esprit de service, joie, espérance, mépris des honneurs, vigilance constante, effort ascétique continu.

D. — Autres problèmes connexes

1. *Réintégration dans le ministère.* — Tous les Pères qui ont touché cette question se sont déclarés contraires à ce que ceux qui, pour quelque motif que ce soit, ont été réduits à l'état laïc, soient réadmis aux fonctions sacerdotales.

2. *Attitude envers les prêtres sécularisés.* — Certains ont proposé que le problème soit approfondi en insistant pour que de tels prêtres soient traités avec plus d'amour et de justice en reconnaissant que les devoirs et les tâches communs aux autres fidèles sont aussi les leurs. Certains demandent que le processus de sécularisation soit simplifié et rendu plus humain; enfin, quelques-uns désirent que ce processus soit réglé par les curies épiscopales.

3. *Rapport entre les Eglises locales et le Saint-Siège.* — On a souvent entendu parler de subsidiarité et de collégialité, mais avec des conclusions diverses. Au sujet du célibat, presque tous les Pères sont d'avis que la décision ne devrait pas être laissée uniquement aux Conférences épiscopales.

4. *Eglises catholiques de rite oriental.* — Elles ont leurs traditions, qui peuvent nous apprendre bien des choses.

E. — Prévisions pour l'avenir

La discussion sur le célibat a fait apparaître aussi d'autres problèmes :

1. La possibilité d'une exigence nouvelle d'intégrer les laïcs dans la mission totale de l'Eglise en leur attribuant des tâches qui peuvent être de nature ministérielle.

2. La possibilité et la nécessité de diversifier les ministères et d'en introduire de nouveaux, en maintenant présente l'unité nécessaire des ministères dans l'Eglise et le rapport nécessaire des diverses fonctions entre elles.

3. *Une nouvelle forme de présence au monde* exige que le ministère apostolique soit davantage caractérisé par l'esprit missionnaire par une plus grande mobilité, disponibilité, liberté. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le célibat, à qui il faut assurer des conditions de vie ecclésiales et individuelles qui le rendent possible et qui lui permettent de développer sa pleine signification.

4. *Rapport entre la dimension prophétique et missionnaire d'une part, cultuelle et sacramentaire d'autre part, du prêtre,* c'est-à-dire entre la proclamation de la parole de Dieu sous toutes ses formes et la célébration des sacrements. Tandis qu'on affirme que la crise d'identité du sacerdoce est due à sa réduction exclusive au culte, il serait contradictoire d'envisager une nouvelle forme de vie sacerdotale qui, en raison des engagements professionnels et familiaux la réduirait de nouveau à la seule célébration de l'Eucharistie et à l'administration des sacrements. On ne répondrait pas, ainsi, aux exigences modernes.

5. Il faut étudier l'adaptation des structures ecclésiales, paroisses, communautés de base, etc., pour mieux insérer l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui. L'histoire enseigne que, à un type nouveau de société et de communauté, il est nécessaire d'adapter une nouvelle forme de

ministère et de déterminer à nouveau ces fonctions.

V. — La rémunération

Ce n'est qu'en passant que les Pères, dans leurs interventions, ont mis l'accent sur le problème économique; en général, ils ne se sont pas plaints des conditions économiques du clergé. Certains ont toutefois relevé que les difficultés dans lesquelles se trouvent les missions peuvent quelquefois mettre en péril les vocations. Quelques-uns seulement ont attribué au problème économique une importance fondamentale en soulignant qu'il faut l'aborder sans donner l'impression d'une préoccupation excessive. On désire qu'on approfondisse cette question, qu'on se livre à une révision des structures existantes en tenant compte des situations différant d'un endroit à un autre en confiant aux Conférences épiscopales le soin d'étudier dans ce domaine les solutions concrètes les plus opportunes.

Les principes dont on devrait s'inspirer semblent être les suivants :

1. Une rétribution suffisante et décente est un devoir de justice ;

2. Il faut instituer un fonds de prévoyance sociale ;

3. Il est nécessaire d'éliminer les inégalités dans la rémunération du clergé.

La majorité a soulevé le problème de la rétribution du clergé et des revenus tirés de l'exercice du culte. Certains admettent le maintien des « droits d'étole » comme légitime et bon ; d'autres, par contre, le jugent scandaleux et sollicitent des changements profonds. D'autres se demandent si c'est possible sans mettre en danger la vie même des diocèses.

La difficulté de ce problème a amené certains Pères à proposer pour la rémunération du clergé l'exercice de professions profanes. Certains l'acceptent comme une solution correcte et même normale. D'autres, par contre, la repoussent dans la mesure où elle enlève des énergies pour le ministère sacerdotal, favorise le matérialisme et enlève du travail à ceux qui en ont besoin pour leur propre subsistance.

Nombreux sont les Pères qui ont souligné que ce problème est étroitement lié avec l'esprit de pauvreté et de témoignage évangélique.

Certains considèrent que l'organisation économique du diocèse relève du Conseil presbytéral ; d'autres sont d'avis qu'il serait mieux de le confier aux laïcs. Plusieurs ont insisté sur la nécessité que même dans les missions le peuple de Dieu assume les responsabilités de pourvoir aux nécessités de l'Eglise. On a envisagé l'opportunité de budgets et de bilans.

VI. — Préparation au ministère sacerdotal

En référence au problème du célibat, beaucoup de Pères ont souligné l'importance de l'envisager comme le témoignage d'un don inconditionnel au Christ face aux exigences du monde moderne.

DEUXIEME PARTIE

QUESTIONS ET PROPOSITIONS POUR LES « CIRCULI MINORES »

Préalable

Pour diriger la transformation qui, aujourd'hui, concerne le prêtre du point de vue de sa vie personnelle et sociale, il faut bien comprendre cette mutation, la juger en esprit de foi et en reconnaître l'authenticité.

Il faut partir de l'affirmation fondamentale que les problèmes des prêtres naissent de leur engagement pastoral lui-même et des difficultés réelles qu'ils rencontrent dans leur mission. Il est d'une grande importance que le Synode reconnaisse l'angoisse apostolique des prêtres et qu'il aborde à cette lumière les questions pratiques.

De ce point de vue se posent trois problèmes d'importance capitale :

1. Dans quelle mesure peut-on dire : aujourd'hui, l'ordination implique pour le prêtre un mode de vie différent de celui des autres baptisés ?

2. Quels critères peuvent guider le Synode pour donner quelques orientations générales, où, tout en reconnaissant la pluralité des formes concrètes du ministère, on puisse éviter l'anarchie et les équivoques du ministère ?

3. Etant donné que l'organisation de l'Eglise et son système juridique n'ont comme unique but que d'accroître et de défendre la liberté des enfants de Dieu, quels sont, au jugement des Pères, les structures à mettre en place pour renforcer l'action commune et faire que les prêtres puissent s'adonner avec un esprit joyeux au service de l'Eglise ?

I. — Evangélisation et sacrements

Il faut souligner les points suivants :

L'unité intrinsèque de la mission de l'Eglise à laquelle le prêtre doit se consacrer ; la connexion entre les trois tâches du ministère, et spécialement entre l'évangélisation et les sacrements ; l'exigence des sacrements en tant qu'ils sont sacrements de la foi, et les conséquences pour la dimension missionnaire de l'Eglise.

Viennent ensuite les questions suivantes :

a) Comment aider les prêtres en tant que ministres authentiques des sacrements ? b) Quelles motivations et quelle autorité appartiennent au prêtre puisque les sacrements doivent être sacrements de la foi chrétienne ? c) Comment faire pour que le prêtre soit dans tout le domaine de son ministère ministre de la parole et ne soit pas réduit à être seulement ministre rituel ou ministre de dévotion ? d) Comment justifier que les prêtres, au début de la mission, exercent rarement un ministère sacramentel ? e) N'est-il pas nécessaire d'admettre une diversité d'organisations (non paroissiales) par le moyen des communautés de base ?

II. — Ministère pastoral et activités profanes

1. Profession

Il faut : a) Valoriser le sacerdoce au point qu'on puisse normalement s'y consacrer à temps

plein ; b) Choisir l'activité non ministérielle en ayant toujours présent à l'esprit l'exercice du ministère ; c) Coordonner avec le ministère les activités profanes qui peuvent être requises pour la mission d'évangélisation ; d) Le travail manuel marque tellement la condition ouvrière que les ouvriers ne sont pas accessibles sans une participation à leur travail.

2. Politique

Dans ce domaine difficile et complexe, il n'est pas facile d'accorder la réussite politique avec la sincérité et les exigences évangéliques.

Propositions :

a) Le prêtre, en tant que citoyen et ministre de l'Eglise, est tenu de prendre position de manière non équivoque lorsqu'il s'agit de défendre les droits de l'homme, la promotion intégrale de la personne humaine, la cause de la paix et de la justice. Tout cela doit être compris non seulement en ce qui concerne l'individu, mais aussi la collectivité ;

b) Dans les domaines où l'on peut avoir des choix politiques, économiques et sociaux divers, le prêtre, en tant que citoyen, a le droit de faire ses propres choix. Toutefois, ce choix doit être accompagné d'une analyse prudente des circonstances pastorales. Il faut veiller par-dessus tout à ce que ce choix n'apparaisse pas aux yeux des chrétiens comme le seul légitime et qu'il ne soit pas un motif de division parmi les fidèles ;

c) Assumer un rôle directeur ou un engagement militant en faveur d'une faction politique doit être normalement exclu pour le prêtre, à moins que, avec le consentement de l'évêque, cela ne soit requis pour le bien de la communauté, en des circonstances précises et exceptionnelles.

Requêtes :

a) Quels moyens doivent être adoptés pour réaliser ces activités dans la communion ecclésiale ?

b) L'engagement dans les activités profanes ne doit pas conduire à dévaloriser le statut des prêtres qui poursuivent les activités traditionnelles. De quelle manière peut-on assurer le mieux la valorisation et la coexistence de ces ministères au sein du presbyterium ?

III. — La coresponsabilité dans l'action pastorale

1. Relations entre évêques et prêtres

Il faut mettre en pratique le principe de subsidiarité :

a) Nécessité de la confiance et de l'amitié dans les relations évêques-prêtres. Quelles difficultés avons-nous à ce sujet ? Sommes-nous conscients que, même dans les meilleures circonstances, nos échanges réciproques sont insuffisants et qu'il faut promouvoir une responsabilité (coresponsabilité) institutionnelle ?

b) Etant donné l'expérience des Conseils presbytéraux, comment les encourager en garantissant

sant en même temps la participation des prêtres aux décisions et à la responsabilité personnelle de l'évêque ?

c) N'est-il pas nécessaire, et selon quels critères, d'opérer une subdivision des grands diocèses, afin de favoriser les rapports personnels et amicaux entre prêtres et évêques ?

d) Comment mettre en œuvre effectivement les relations du presbyterium avec l'évêque, les Conférences épiscopales et le Collège des évêques ? Sur quels critères se baser pour intégrer les religieux dans la planification et la réalisation de la pastorale au niveau diocésain et national ?

On propose que ces problèmes soient étudiés dans les jours qui viennent par un Comité restreint composé de membres de la congrégation des Religieux, de la hiérarchie, de représentants des prêtres et des supérieurs de religieux et de religieuses.

e) Quels critères adopter pour reconnaître et intégrer (ou refuser si c'est nécessaire) les associations de prêtres dans la pastorale diocésaine, nationale et internationale ?

f) L'action pastorale doit partir d'une planification systématique, à laquelle doivent coopérer évêques, prêtres, religieux et laïcs. Cette planification demande une révision des structures diocésaines : de la Curie (qui doit être un instrument apostolique et pas seulement administratif), du Conseil presbytéral et du Conseil pastoral : dans ce dernier, il doit se trouver des représentants de tout le peuple de Dieu, étant donné que les laïcs doivent participer à la planification et à la mise en œuvre des décisions pastorales.

2. Relations entre prêtres et laïcs

Quelles sont les tâches pastorales qui conviennent davantage aux laïcs ? De quelle façon les prêtres peuvent-ils aider la communauté chrétienne à juger la situation de son propre pays, à projeter sur elle la lumière de l'Évangile et ainsi à déduire des normes pratiques de conduite ?

IV. — Célibat sacerdotal

1. Célibat

Avec un relief particulier, les Pères en ont analysé les difficultés, les contestations et les crises en soulignant en même temps la fidélité de la grande majorité des prêtres à l'observer malgré les difficultés qui tiennent au contexte actuel humain et ecclésial. Tous ont reconnu la convenance et l'affinité profonde qui existe entre le sacerdoce et le célibat, en mettant en lumière sa signification profonde.

2. Ordination d'hommes mariés

Trois orientations se sont fait jour :

a) Bien que théologiquement possible, l'ordination d'hommes mariés, dans les circonstances actuelles de l'Eglise latine, n'est ni opportune ni nécessaire. Il faut procéder d'abord à une redistribution du clergé, à une expérimentation sérieuse de l'institution du diaconat et à une

diversification des ministères qui permette de réaliser une collaboration plus vaste et plus effective des laïcs.

b) La pénurie des prêtres pourrait être telle qu'elle fasse considérer comme opportune, soit actuellement, soit dans l'avenir, l'ordination d'hommes mariés dans certaines communautés de l'Eglise latine. Les Conférences épiscopales pourraient soumettre le problème au Saint-Père qui, en tenant compte du bien de ces communautés particulières et de toute l'Eglise, pourrait en certains cas particuliers autoriser cette nouvelle forme de ministère sacerdotal.

c) Le petit nombre des prêtres dans certaines communautés, et d'autres considérations pastorales et théologiques invitent à proposer que les Conférences épiscopales, d'accord avec le Souverain Pontife, pourraient être autorisées à admettre au sacerdoce des hommes mariés.

V. — La vie spirituelle des prêtres

Propositions : Le prêtre doit unir la sanctification personnelle et la consécration à sa tâche de pasteur reçue de Dieu. De la sorte, l'exercice du ministère sera moyen de sanctification.

VI. — La rémunération des prêtres

On parle évidemment aussi bien des évêques que des prêtres :

a) Droit à l'égalité, en ce sens que chacun doit avoir une juste rétribution et qu'il ait le droit de coresponsabilité dans l'administration des biens ;

b) Dans la réforme du Droit canon, on souhaite que soient soumis à révision et éliminés le système bénéficial et les « droits d'étole » ;

c) De quelle manière obtenir une certaine égalisation entre les diocèses d'un même pays et entre les diverses Eglises locales ?

VII. — La préparation aujourd'hui requise pour le sacerdoce

1. Quel idéal de vie sacerdotale doit-on présenter aujourd'hui aux candidats au sacerdoce ?

2. Quelles sont les conditions fondamentales des séminaires qui peuvent répondre à la jeunesse d'aujourd'hui ?

3. Quelles institutions mettre en place au niveau diocésain et national pour la formation permanente des prêtres en tout domaine ?



Le cardinal Tarancon a conclu à 10 h 08, salué par de chaleureux applaudissements.

— *L'Enfant, l'Architecture et l'Espace*, par GEORGES MESMIN. — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 192 pages. Prix : 9 F. Editions Casterman, Paris.

— *Le Serpent innocent*, par JACQUES BIEBUYCK, précédée d'une lettre amicale à l'auteur par FRANZ WEYERGAUS. — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 152 pages. Editions Casterman, Paris.

— *Le Mal, question sur Dieu*, par OLIVIER RABUT (coll. « Points de repère » n° 8). — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 144 pages. Prix : 10 F. Editions Casterman, Paris.

LA COLLABORATION ENTRE PRÊTRES ET LAÏCS

Document du Conseil des laïcs

En juillet, le Conseil des laïcs avait rédigé un document sur la collaboration entre prêtres et laïcs, comme contribution à la préparation du Synode. Le 7 octobre, dans la salle des séances, les Pères du Synode ont reçu le Conseil des laïcs, conduit par le cardinal Roy. Entre autres documents, le Conseil leur a soumis le document ci-après (*).

Ce texte veut être une contribution du Conseil des laïcs aux travaux du Synode des évêques, qui se réunira en octobre 1971, et qui aura à son ordre du jour le thème du sacerdoce ministériel dans le monde d'aujourd'hui. Il s'agit surtout, mais non pas exclusivement, de commenter et d'élargir la problématique présentée dans la section du document préparatoire à la réunion du Synode qui traite des « relations entre prêtres et laïcs » (1).

Tout ce qui touche la vie de l'Eglise, et donc très particulièrement ce thème du ministère sacerdotal, concerne nécessairement les laïcs. S'il y a une « crise d'identité » de l'Eglise, entraînant une « crise d'identité » du prêtre, le laïc ne peut pas ne pas s'en ressentir dans toute sa vie de chrétien. Comme chrétien, d'ailleurs, et simplement comme homme de notre temps, il est lui-même plongé dans la « crise » plus générale, dans cette « mutation d'ensemble » (*Gaudium et spes*, 5) du monde contemporain qui précipite le processus de sécularisation et modifie profondément les conditions d'existence de l'Eglise et du ministère.

Au moment où le Synode des évêques abordait le thème du ministère sacerdotal, le Conseil des laïcs se devait donc de se mettre à l'écoute des laïcs et des groupes de laïcs, recueillant points de vue et témoignages sur l'expérience post-conciliaire. Le présent texte est le fruit de ces sondages et d'une étude faite au sein du Conseil lui-même. Il sera sans doute complété par de nombreuses consultations que les Pères du Synode auront eux-mêmes faites dans leurs pays respectifs.

Introduction

1. Nécessité de clarifier les rôles respectifs...

Comme le fait remarquer le document élaboré par le Secrétariat du Synode, il y a aujourd'hui beaucoup d'incertitude et de confusion en ce qui concerne les rôles respectifs du prêtre et du laïc. Les éléments de clarification sont à rechercher dans la vision de l'Eglise présentée par le Concile Vatican II : l'Eglise, Peuple de Dieu, où dans l'unité d'une seule mission

(*) Texte original français.

(1) II. 4 de la deuxième partie. Nous nous référons à ce document par les initiales de son titre, *Ministerium Presbyterorum Catholicorum*. Les documents conciliaires sont indiqués de la même façon : LG = *Lumen gentium* ; PO = *Presbyterorum ordinis* ; GS = *Gaudium et spes* ; AA = *Apostolicam actuositatem* ; SC = *Sacrosanctum concilium* ; OT = *Optatam totius*.

il y a une diversité de ministères, où les relations entre les membres — tous responsables — sont déterminées par le rapport de leurs rôles respectifs à l'unique mission : le salut du monde en Jésus-Christ.

C'est toute l'Eglise qui est envoyée à tous les hommes pour leur apporter la bonne nouvelle de la Rédemption ; c'est toute l'Eglise qui doit remplir cette mission en restant solidaire des joies et des espoirs, des tristesses et des angoisses des hommes de tous les temps, contribuant de l'intérieur à l'accomplissement du plan de Dieu pour toute l'humanité.

2. ... par rapport à des tâches très diverses

Dans cette mission d'ensemble, des tâches extrêmement diverses attendent les membres laïcs de l'Eglise, appelés par le baptême et la confirmation à être les témoins du Christ auprès de leurs frères : des tâches qu'ils sont seuls à pouvoir remplir dans le domaine de leur vocation personnelle, familiale, professionnelle, sociale... ; des tâches pastorales ou missionnaires qui sollicitent leur collaboration au sein de la communauté ecclésiale.

Il est très important que tous, prêtres et laïcs, comprennent bien le rôle qui revient au prêtre par rapport à chacune de ces formes d'activité des membres laïcs de l'Eglise. Même là où le laïc est appelé à exercer une activité autrefois réservée au prêtre, l'action de celui-ci n'est nullement rendue superflue. Au contraire, la prise de conscience actuelle de la « responsabilité partagée » dans tous les domaines de la vie ecclésiale ouvre des possibilités nouvelles au ministère du prêtre et le rend encore plus urgent. C'est ce que le Conseil des laïcs voudrait souligner dans les réflexions qui suivent.

I. — L' « image » du prêtre

3. Sacerdoce commun et sacerdoce ministériel

L'actuelle « crise d'identité » doit être interprétée d'une façon positive (cf. *MPC*, introduction), comme une invitation à mettre davantage en relief les éléments essentiels du sacerdoce ministériel au sein du Peuple de Dieu.

On souhaiterait, en effet, voir approfondir et développer l'enseignement de Vatican II : « Le sacerdoce commun des fidèles et le sacerdoce ministériel ou hiérarchique, bien qu'il y ait entre eux une différence essentielle et non seulement de degré sont cependant ordonnés l'un à l'autre. » (LG, 10.)

4. La triple mission du prêtre

Dans l'expression concrète de ce rapport réciproque, l' « image » du prêtre le montre comme celui qui est consacré pour coopérer avec l'évêque et servir le peuple de Dieu dans l'accomplissement d'une triple mission :

— Annoncer l'Evangile à tous les hommes — spécialement aux pauvres des biens matériels et aux pauvres des biens spirituels — et en même temps, appeler, former et soutenir d'autres collaborateurs

pour que partout le Christ soit annoncé à toute créature ;

— Rassembler, édifier et guider la communauté ecclésiale, en faisant appel à la *collaboration des fidèles laïcs* et en les aidant à se préparer pour animer chrétiennement de l'intérieur la communauté humaine ;

— Présider au nom du Christ la célébration eucharistique de la communauté rassemblée — en appelant tous les fidèles à une *participation* active au sacrifice qui assume pour le salut des hommes tous les sacrifices spirituels de leur vie quotidienne.

5. Le Peuple de Dieu a besoin de la sainteté du prêtre

Enfin, « la sainteté des prêtres est d'un apport essentiel pour rendre fructueux le ministère qu'ils accomplissent » (PO, 12). Configuré au Christ prêtre par le sacrement de l'Ordre, le prêtre rend au Peuple de Dieu un « service » constant en étant par toute sa vie le témoin de Jésus-Christ, « signe d'une présence particulière du Christ dans l'Eglise et dans le monde » (MPC, *Quaestiones practicae*, V). S'il est lui-même accueillant à l'Esprit du Christ, à l'Esprit d'amour, qui lui donne sa vie et le conduit (PO, 12), il pourra mieux aider ses frères à s'ouvrir à leur tour aux appels de l'Esprit, chacun dans sa voie propre et pour le bien de toute l'Eglise.

II. — La collaboration au sein de la communauté ecclésiale

6. Une communauté rassemblée et envoyée

Les tâches de la communauté ecclésiale ne sont pas les plus spécifiques pour le rôle des laïcs comme membres de l'Eglise. Nous les traitons cependant les premières, non seulement parce que c'est au sein de la communauté ecclésiale que la collaboration entre prêtres et laïcs est normalement la plus étroite, mais aussi et surtout parce que c'est là que se rassemble et s'édifie le Peuple de Dieu, destiné à s'étendre à tous les hommes ; c'est là que jaillissent et se développent les énergies de foi et de charité que l'Eglise, par tous ses membres, apporte à la famille humaine (cf. GS, 42) ; c'est là aussi, le plus souvent, que le prêtre joue son rôle indispensable d'*éducateur de la foi*, d'« éveillé » du baptisé à son devoir d'apostolat et d'« animation chrétienne » de l'ordre temporel.

7. Une responsabilité partagée

La collaboration entre clercs et laïcs peut et doit s'instaurer dans tous les domaines de la vie ecclésiale. Dans cette collaboration, il ne s'agit pas seulement d'une aide que le laïc doit apporter à ses pasteurs — évêques et prêtres — mais bien d'une *aide réciproque* pour des tâches différentes dans la responsabilité partagée d'une même communauté de baptisés. Cette collaboration présente une urgence particulière là où il y a une pénurie plus grande du clergé, mais ce n'est pas là la raison essentielle du rôle actif demandé aux laïcs.

C'est grâce surtout à la collaboration entre prêtres et laïcs que la communauté ecclésiale peut prendre toute sa dimension missionnaire vis-à-vis des « lointains » qui sont physiquement plus proches comme de ceux qui sont plus éloignés et « jusqu'aux extrémités de la terre ». C'est surtout dans l'apostolat d'évangélisation et de sanctification, en effet, que

« l'apostolat des laïcs et le ministère pastoral se complètent mutuellement » (AA, 6).

8. La liturgie

La réforme liturgique, inaugurée par le Concile, offre un domaine très important pour la collaboration entre prêtres et laïcs. Pour réaliser « cette participation pleine, consciente et active aux célébrations liturgiques, qui est demandée par la nature de la liturgie elle-même et qui est, en vertu de son baptême, un droit et un devoir pour le peuple chrétien » (SC, 14) il faut un effort constant de la part du prêtre : un effort de *formation* qui permette aux laïcs de découvrir le vrai sens de la célébration eucharistique et des autres sacrements, dépassant une simple participation extérieure et superficielle.

Susciter de petits groupes de laïcs qui aident le prêtre à préparer la liturgie du dimanche, à chercher le langage approprié aux hommes d'aujourd'hui, peut contribuer à la fois à la formation plus approfondie de quelques-uns et à l'évangélisation de beaucoup. Une collaboration plus étroite avec les laïcs peut permettre de valoriser davantage du point de vue pastoral et éducatif les actes liturgiques qui marquent les grandes étapes de la vie (baptême, mariage, sacrement des malades, funérailles).

Dans la célébration eucharistique elle-même le rôle actif des laïcs se développe très heureusement ; mais il est clair que céder la place, pour la lecture de l'épître ou même pour la distribution de la communion, à des laïcs insuffisamment préparés, n'est pas un progrès ; instaurer sans ordre ni préparation la pratique de l'homélie « dialoguée » non plus...

En développant la collaboration dans le domaine liturgique, il faut veiller aussi à ne pas faire perdre aux laïcs — ni aux prêtres — le sens authentique du ministère sacerdotal, qui fait du prêtre l'homme par excellence de la Parole.

9. La catéchèse

Cette collaboration entre prêtres et laïcs a également une grande importance pastorale et missionnaire dans le renouveau actuel de la catéchèse, et cela non seulement dans les jeunes Eglises — où les catéchistes laïcs ont toujours joué un grand rôle — mais aussi dans les pays de tradition chrétienne (« foyers-catéchistes », catéchuménat d'adultes, revalorisation du rôle des parrains et des marraines...).

Tous les laïcs, en vertu de leur participation à la fonction prophétique du Christ, sont appelés à être, d'une façon ou d'une autre, sujets, et non seulement objets, de catéchèse. C'est au prêtre de les aider à mettre au service des autres leur connaissance non seulement apprise, mais vécue du message évangélique.

Les différents types de groupements apostoliques de jeunes et d'adultes ont un apport spécifique à faire dans ce domaine. Le prêtre, l'assistant ecclésiastique surtout, collaborera avec les responsables laïcs pour développer une catéchèse adaptée, préparant les membres à se mettre à leur tour au service de la Parole, là surtout où la parole du prêtre pourra difficilement arriver.

Parfois, on fera appel aux compétences professionnelles propres aux laïcs pour le travail catéchétique. Les enseignants ont, par exemple, des compétences évidentes, à condition de recevoir la formation théologiques et le soutien spirituel nécessaires.

10. Nouvelles formes de vie communautaire

Il est très important que prêtres et laïcs prennent conscience des exigences actuelles de renouveau, ou même de transformation plus radicale, de la communauté ecclésiale locale, et qu'ils *revoient ensemble* les formes de leur action commune.

L'urbanisation moderne ■ mis, en effet, en question le système traditionnel de la paroisse territoriale. Dans maints endroits, l'église paroissiale n'est plus l'église d'un « peuple », mais un simple centre de culte. Dans beaucoup de contextes, pour retrouver une vraie communauté, on essaie de remplacer le regroupement territorial par d'autres types de groupement formés autour d'intérêts communs, par des associations apostoliques ou encore par des communautés « de base » de caractère moins homogène. Il peut y avoir tension entre des groupes de ce genre et la communauté plus large dont ils font partie. Le prêtre aura alors un rôle spécial à jouer, non seulement comme « animateur » au sein du groupe, mais aussi comme l'homme de l'unité, de la communion, s'efforçant d'éviter tout séparatisme, agissant comme lien avec le diocèse et avec l'Eglise universelle.

11. Tâches « pastorales » et tâches « administratives »

Le prêtre peut avoir un besoin tout spécial de la collaboration des laïcs lorsqu'il s'agira, non plus d'exercer un ministère auprès de groupes restreints et homogènes, mais d'atteindre tous les secteurs d'une population très diversifiée. Sa sphère d'influence sera en tout cas élargie s'il peut se consacrer avant tout au travail proprement pastoral, en passant à des laïcs des tâches plus administratives. Le domaine « pastoral » est cependant à entendre d'une façon plutôt large : le prêtre ne peut pas se défaire de toute préoccupation du bien-être matériel de son peuple — là surtout où la situation sociale est marquée par de forts déséquilibres et où il s'agit de lutter pour une justice élémentaire. Il faut se garder aussi de toute tendance à limiter l'apport des laïcs aux questions purement administratives et matérielles ; ce serait, en effet, méconnaître leur part de responsabilité pour l'ensemble de la vie de la communauté ecclésiale et de ses tâches missionnaires.

12. Collaboration avec des équipes sacerdotales

Des éléments de solution sont apportés aujourd'hui à certains problèmes pastoraux par la formation d'équipes sacerdotales permettant une collaboration fraternelle entre prêtres spécialisés dans différents secteurs. Il s'agit alors d'étudier et de développer aussi de nouvelles formes de collaboration avec des laïcs ou groupes de laïcs actifs dans ces mêmes secteurs. Pas plus que le prêtre individuel, l'équipe sacerdotale ne peut se passer de la collaboration des laïcs dans la pastorale liturgique, catéchétique, familiale, des différents milieux, etc.

13. Au sein des structures pastorales post-conciliaires

La responsabilité des laïcs et des groupements de laïcs trouve également à s'exercer de façon nouvelle — en collaboration avec les évêques, les prêtres, les religieux — au sein des structures pastorales créées après Vatican II au plan paroissial, diocésain et

même national, « afin que la vie et l'activité du peuple de Dieu soient plus conformes à l'Evangile » (*Ecclesiae sanctae*, I, 16, 1).

Ici encore, pour que les laïcs puissent apporter une collaboration fructueuse à l'effort pastoral d'ensemble, il faut leur assurer une formation adéquate. Il faudra souvent aussi que prêtres et laïcs entreprennent ensemble un certain « *aggiornamento* » des associations d'apostolat des laïcs qui travaillent dans le domaine pastoral et qui doivent revoir les buts et les modalités de leur action en rapport avec le rôle des nouvelles « structures du peuple de Dieu ».

14. Dans les relations œcuméniques

Un autre aspect important de la vie de la communauté ecclésiale, c'est le développement des relations œcuméniques et — dans certains contextes — des relations avec des membres de religions non chrétiennes. Dans le cadre de la vie quotidienne et dans certains domaines particuliers (que l'on pense, par exemple, à la pastorale des foyers mixtes), les laïcs peuvent apporter ici une contribution irremplaçable.

15. Responsabilité des laïcs...

Dans tous ces domaines, il convient de souligner encore l'aspect de la responsabilité des laïcs. Il ne faut pas que les laïcs soient considérés comme de simples subordonnés chaque fois qu'ils s'engagent dans des projets qui engagent aussi des membres du clergé. L'appel à une collaboration responsable, à une responsabilité partagée, concerne évidemment non seulement les hommes, mais aussi les *femmes* laïques (cf. AA, 9). Il est urgent de trouver des formes plus effectives d'insertion des femmes dans l'ensemble du ministère pastoral.

16. ... et responsabilité de la hiérarchie

En soulignant la responsabilité des laïcs, on n'oublie pas la distinction (MPC) entre différentes activités ecclésiales exercées par les laïcs : celles qui leur sont propres, mais qui sont exercées selon les orientations de la hiérarchie, et celles qui constituent une certaine participation au ministère hiérarchique et, sous cet aspect, sont plus directement soumises à l'autorité des pasteurs. On n'oublie pas non plus le rôle qui revient au prêtre comme le représentant de l'évêque dans la communauté ecclésiale, qui n'a pas seulement à animer la communauté, à former et à soutenir ceux qui s'engagent au service de l'Evangile, à agir comme principe d'unité pastorale, mais qui doit aussi prendre des *décisions*. Celles-ci peuvent être élaborées en commun et en dialogue, mais elles supposent une autorité dont le « service » comporte aussi le devoir d'agir en dernière instance.

17. « Frustrations » et sentiments d'insécurité

L'autorité qui décide doit cependant reconnaître ■■ même temps la responsabilité des autres, sinon il pourra y avoir des ressentiments, source d'un anticléricalisme ouvert ou latent. Parfois, il s'agit de l'héritage d'un passé, où le prêtre tenait pratiquement tout en main (il était souvent la seule personne instruite de l'endroit). Mais, au lieu de l'anticléricalisme, on peut aussi aboutir à un « a-cléricalisme » ou à d'autres attitudes qui ont pour effet que les laïcs se retirent tout simplement de tout engagement apostolique.

La frustration ressentie peut venir enfin d'une responsabilité qui est donnée sans une formation adéquate, qu'il s'agisse d'une formation doctrinale ou d'une préparation davantage technique (par exemple, pédagogique).

18. Edifier, dans la charité, l'unité de l'Eglise

Le fait de transférer à des laïcs certaines fonctions remplies jusque-là par des prêtres peut aussi créer un sentiment d'insécurité chez d'autres membres de la communauté, en particulier les plus âgés. Il faut reconnaître que de larges secteurs de l'Eglise — parmi les laïcs mais aussi parmi les prêtres — ont été pris au dépourvu par les conséquences du renouveau conciliaire. Aller tout simplement de l'avant sans tenir compte de leur désarroi serait contraire à la charité pastorale. Tous ceux — prêtres et laïcs — qui se sont engagés dans les voies nouvelles ouvertes par Vatican II, doivent s'efforcer de comprendre ces sentiments d'insécurité, d'apathie, de frustration, et chercher à les faire surmonter pour édifier, dans la charité, l'unité de la communauté de l'Eglise.

III. — La collaboration dans l'« animation chrétienne » de l'ordre temporel

19. Les tâches propres des laïcs

L'importance de l'œuvre commune à mener au sein de la communauté ecclésiale ne doit pas faire oublier que c'est dans les tâches de leur vie quotidienne : familiale, professionnelle, sociale, culturelle, civique et politique, que les laïcs ont, en général, leur domaine plus spécifique d'apostolat (cf. AA, 7).

20. La mission de toute l'Eglise dans toute la vie du monde

Pas plus que le domaine du « sacré » n'est réservé en exclusivité au clergé, le domaine « temporel » n'est lui-même exclusivement réservé aux laïcs. La Constitution pastorale *Gaudium et spes* (cf. n. 43) traite précisément de la mission de toute l'Eglise dans toute la vie du monde d'aujourd'hui et distingue les rôles spécifiques de la hiérarchie — des évêques avec leurs collaborateurs, les prêtres — et ceux des laïcs.

Il faut approfondir davantage du point de vue théologique et pastoral (avec l'aide de la sociologie et de la psychologie) ces rôles respectifs des prêtres et des laïcs au service de la communauté humaine, et cela selon toute la diversité des situations dans les différentes parties du monde et en tenant compte des degrés divers de sécularisation de la société.

21. La formation des laïcs pour les tâches de l'ordre temporel

Quelle que soit la situation cependant, la formation des laïcs pour leurs tâches dans l'animation chrétienne de l'ordre temporel relève de la responsabilité première du prêtre dans l'annonce de la Parole de Dieu. Elle se réalisera souvent dans le cadre d'un groupement apostolique, que celui-ci soit de type plus structuré ou plus spontané. Il est important, pour la collaboration entre prêtres et laïcs, que le prêtre comprenne bien les différents types de mouvements et d'organisations du laïcat, leurs rapports divers avec la hiérarchie, le rôle de l'« assistant ecclésiastique »

auprès de chacun, et le rôle des laïcs eux-mêmes dans la formation à l'apostolat.

Le rôle formateur du prêtre requiert, d'autre part, une certaine continuité. Les évêques et les supérieurs religieux ont une responsabilité dans ce domaine. En décidant les transferts des prêtres séculiers ou réguliers, ils doivent tenir compte, dans la mesure du possible, des conséquences éventuelles pour les laïcs qui leur sont associés dans l'apostolat.

22. Tâches exceptionnelles

Il peut y avoir des tâches exceptionnelles assumées par des prêtres agissant directement dans les domaines du temporel : science, sociologie, travail industriel, coopératives, etc. Parfois, il s'agit d'œuvres de suppléance, parfois d'une présence sacerdotale d'un type particulier, permettant de découvrir des expressions nouvelles du message évangélique et des formes nouvelles de son incarnation dans la vie du chrétien. Dans le premier cas, la collaboration avec les laïcs doit viser avant tout la formation de ceux-ci pour jouer leur rôle dans les domaines qui devraient être de leur compétence. Dans le deuxième cas, prêtres et laïcs chercheront ensemble les formules d'une collaboration qui respecte la vocation personnelle et le rôle fondamental de chacun.

23. Collaboration dans la réflexion théologique

Une forme particulière de collaboration est celle que des laïcs peuvent apporter à la réflexion théologique par rapport aux domaines nouveaux où ils ont une compétence spécialisée. A d'autres niveaux, une collaboration analogue est nécessaire dans tous les domaines où la réflexion et l'action pastorales doivent s'appuyer sur « l'expertise » en matière de vie quotidienne : problèmes familiaux et préparation au mariage, « missions » en milieu ouvrier et industriel, prise de position chrétienne en face d'injustices sociales ou de corruption politique...

IV. — Diversité des situations et formes nouvelles d'exercice du ministère sacerdotal

24. Diversité des situations

L'exercice du ministère sacerdotal — et donc aussi le rapport prêtres-laïcs — se ressent de la diversité des situations, des cultures, des besoins dans les diverses parties du monde. « L'animation chrétienne » de la société a des exigences très différentes, par exemple, selon qu'il s'agit d'un pays développé ou d'un pays en voie de développement ; une même tâche d'évangélisation se présentera d'une façon différente dans une zone rurale dont la population est en grande partie analphabète et dans le quartier riche d'une grande ville moderne. L'« image » du prêtre qui est facilement acceptable à une culture encore largement imprégnée de traditions religieuses aura plus de mal à « passer » dans une société radicalement sécularisée. En milieu urbain le jeune prêtre peut souffrir d'un « sous-emploi » dû à l'échec partiel de la structure paroissiale traditionnelle, tandis que son confrère en pays de « mission » doit faire face tout seul aux besoins pastoraux de villages dispersés à travers un territoire très vaste et dépourvu de moyens de communication.

25. Formes nouvelles de ministère

En vue de cette diversité, il semble nécessaire d'étudier systématiquement les différentes formes que pourra prendre l'exercice d'un même ministère sacerdotal ; de les étudier également en rapport avec les possibilités, également diverses, de l'apostolat des laïcs dans ces mêmes situations.

Dans certaines régions, l'ordination sacerdotale d'hommes mariés pourrait être bienfaisante. Un exemple — qui correspond aux circonstances d'« extrême nécessité » dont le Pape a parlé — pourrait être le cas où l'activité de laïcs ou de diacres mariés aura suscité une communauté de foi qui manque de prêtre pour la réunir dans la célébration de l'Eucharistie.

Là où la possibilité est ainsi envisagée d'un « prêtre marié » ou de l'institution de « diacres mariés », il est très important que les fidèles soient préparés à comprendre et accepter leur ministère et à collaborer avec eux.

26. Pour répondre à des exigences nouvelles de la mission de toute l'Eglise

Une certaine expérience est déjà acquise dans des domaines nouveaux et des formes nouvelles d'exercice du ministère sacerdotal, au service avant tout de ceux qui ont eu peu de possibilités d'entrer en contact avec les aspects traditionnels de ce ministère. Il faut envisager d'une façon courageuse et responsable ces formes spécialisées du ministère. Elles ne doivent pas être adoptées en fonction des aspirations personnelles de chacun, prêtre ou laïc, mais pour répondre à des exigences réelles de la mission de toute l'Eglise.

V. — La formation du clergé

27. Importance de la formation des futurs prêtres

Si, dans tous les domaines mentionnés et dans beaucoup d'autres aussi, la collaboration entre prêtres et laïcs doit se développer pour le bien de l'Eglise et de sa mission, une attention particulière devra être consacrée à cet aspect dans la préparation des futurs prêtres. La nouvelle *Ratio fundamentalis* (2) établit, à la lumière du Concile, les normes qui doivent guider leur formation spirituelle, intellectuelle et pastorale ; elle souligne bien l'ouverture qui est nécessaire pour tenir compte des mentalités et des conditions de vie de notre temps, ainsi que les exigences accrues d'une formation à la maturité et à la responsabilité personnelle, à l'esprit d'initiative et au dynamisme missionnaire. Elle permet, d'ailleurs, une certaine souplesse. Il faut espérer qu'on en profitera pour faire les adaptations opportunes aux besoins de chaque situation locale.

Pour le prêtre, comme pour tout homme, la formation doit évidemment se poursuivre pendant toute la vie [cf. la lettre, du 4 novembre 1969, sur « La formation permanente du clergé » adressée par la S. congrégation du Clergé aux présidents des Conférences épiscopales (3)].

(2) « Normes fondamentales en vue de la formation des futurs prêtres », publiées le 6 janvier 1970 par la S. congrégation pour l'Education catholique (DC 1970, n° 1563, p. 459-485 - NDLR).

(3) DC 1970, n° 1558, p. 205-210 - NDLR.

28. Contact avec la vie des laïcs

Relevons tout d'abord ici l'importance de prendre le temps et les moyens nécessaires pour aider les futurs prêtres à mieux comprendre la vie et les tâches des laïcs et l'aide qu'ils auront à leur apporter, surtout en ce qui concerne la formation. Dans le passé, les séminaristes ont souvent été tenus trop à l'écart de leurs familles et milieux d'origine, et sans aucun contact réel avec les circonstances de vie des personnes parmi lesquelles ils auraient à exercer leur ministère. Aujourd'hui, plus que jamais, le prêtre doit se rendre compte qu'il est lui aussi membre de la famille humaine ; il n'a pas à tout savoir, mais il doit constamment apprendre des autres en même temps qu'il leur apporte son aide (cf. GS, 43).

29. Préparation pour un ministère auprès des femmes

Il faut attacher aussi une importance spéciale à la préparation du prêtre pour son ministère auprès des femmes et pour collaborer avec elles dans l'apostolat. On ne peut pas, de nos jours, demander qu'un séminariste qui n'a jamais été habitué à traiter avec les femmes comme personnes devienne du jour au lendemain un prêtre capable, avec toute la maturité nécessaire, de les éduquer à la foi, de les aider dans les problèmes de leur vie personnelle, de les soutenir dans leur apostolat (cf. RF, 95), de recueillir et valoriser leur apport au travail pastoral.

30. Dialogue et formation pédagogique

C'est à travers un entraînement progressif à la pratique du dialogue que doit s'approfondir cette compréhension des personnes — hommes et femmes, jeunes et adultes — de leurs situations de vie et des réalités collectives où ils se trouvent insérés et qui peuvent les marquer profondément.

En outre, le futur prêtre aura besoin d'une initiation aux méthodes d'apostolat et de formation à l'apostolat (cf. OT, 20, et RF, 95). Des laïcs, éducateurs ou responsables de mouvement d'apostolat, peuvent y apporter leur collaboration. On peut aussi envisager certaines initiatives de formation commune pour prêtres et laïcs.

31. Style de vie

S'il est utopique de vouloir un ministère sacerdotal sans « statut social » aucun — le fait même d'exercer le sacerdoce crée normalement des conditions de vie un peu spéciales — il faut quand même éviter d'inculquer chez les futurs prêtres une attitude de « professionnalisme », comme si le clergé avait sur l'Eglise des droits de propriété exclusifs. Il est important, en particulier, d'éduquer les futurs prêtres à vivre une pauvreté évangélique adaptée aux circonstances réelles de leur ministère (cf. RF, 50). A ce propos, on fait parfois trop peu d'attention au cadre de vie où les étudiants se préparent au ministère sacerdotal. Parler d'un « service » sacerdotal à accomplir dans un « esprit de pauvreté », d'une présence sacerdotale à assurer, à l'image du Christ, parmi les plus déshérités, peut sonner faux dans le luxe relatif de certaines résidences ecclésiastiques — accueillant peut-être des étudiants venus de quelque lointain village de brousse.

32. La vocation sacerdotale : don de Dieu à toute l'Eglise et à tous les hommes

Dans une société « sécularisée » il est très important d'éduquer les chrétiens à mieux comprendre la nature du ministère sacerdotal, à apprécier chaque vocation sacerdotale authentique comme un don que Dieu fait à toute l'Eglise et à tous les hommes. Le futur prêtre trouvera ainsi, dans sa famille, son groupe d'amis, sa communauté locale..., un encouragement et un soutien fraternel qui l'accompagneront par la suite dans sa vie sacerdotale (cf. OT, 2). Car, si le prêtre doit continuer à « inspirer » et à former le laïc, celui-ci peut à son tour aider le prêtre à prendre toujours davantage conscience de sa vocation sacerdotale et à la vivre plus pleinement.

Les laïcs — nous l'avons dit au début — vivent dans leur vie quotidienne la « crise » actuelle d'un monde en pleine transformation, où s'insèrent inextricablement la « crise d'identité » du prêtre et la « crise » de toute l'Eglise. Avec les prêtres ils doivent chercher des « styles de vie » nouveaux adaptés à la société contemporaine mais profondément chrétiens. Ils doivent être prêts à donner une aide et une amitié fraternelles au prêtre qui renonce à l'exercice de son ministère ; mais ils doivent savoir aussi que leur attitude chrétienne « adulte », leur sens profond de l'Eglise, « leur amitié dévouée et cordiale » (*Sacerdotalis caelibatus*, 97) peuvent aider d'autres prêtres à mieux apprécier la validité, la nécessité, le caractère irremplaçable de leur ministère dans le monde d'aujourd'hui.

Juillet 1971.

LE DÉBAT SUR LE CÉLIBAT SACERDOTAL

Voici, extraits des communiqués publiés par le Bureau de presse, quelques-unes parmi les plus significatives des quelque 90 interventions des Pères du Synode (1) qui ont abordé le thème du célibat sacerdotal (2) :

9 OCTOBRE

Cardinal DELL'ACQUA
vicaire de Sa Sainteté
pour la Ville de Rome

Plaidoyer pour le célibat

Le cardinal Dell'Acqua a affirmé que la loi du célibat est sans doute une loi disciplinaire ; toutefois, cette pratique de l'Eglise latine, malgré, trop souvent, les faiblesses humaines, confère à cette Eglise un prestige et un honneur qui suscitent le respect et l'admiration des autres confessions religieuses.

L'Eglise à l'origine suivait, il est vrai, une autre pratique et le Christ n'a pas imposé aux apôtres la loi du célibat. Mais faire appel à l'Eglise des premiers temps n'équivaut pas nécessairement à démentir ce que la vie a donné pour rester fidèle au célibat, à désapprouver les délibérations prises par des hommes éminents dans la foi, dans la prudence et dans l'amour de l'Eglise et enfin à nier que la discipline du célibat ait été adoptée et conservée dans l'Eglise latine sous l'influence et l'assistance divines.

Il n'est pas besoin d'exagérer les difficultés actuelles à seule fin de prouver qu'une pratique renforcée par tant de siècles ■ perdu aujourd'hui toute valeur. L'Eglise ne se renforce pas par des concessions et par des reculs.

Les difficultés du célibat ne sont pas un privilège ou une caractéristique du temps présent ; aujourd'hui, elles sont simplement renforcées par de multiples raisons, parmi lesquelles, et ce n'est pas la dernière, l'éducation et la formation qu'on donne aux prêtres et aux religieux, et qui ne sont plus adaptées aux temps présents.

Il faut nous demander si la situation ne doit pas être attribuée principalement à la diminution de l'estime pour les valeurs spirituelles, au manque de prière et de vie intérieure. Ce n'est pas la première fois que sont soulevées dans l'Eglise latine des questions sur l'opportunité du célibat, mais l'Eglise est restée fidèle à la pratique qu'elle avait adoptée en triomphant dans des moments particulièrement difficiles et dans des circonstances ana-

logues à la nôtre et peut-être pas moins graves.

La pratique du célibat doit donc être conservée intacte sans aucune modification d'aucune sorte.

Quant à la pénurie de prêtres, on doit y faire face par une meilleure répartition et par l'ordination de veufs, mais pas par celle d'hommes mariés. Il faut tenir compte des réactions des fidèles qui, dans une très grande majorité, seraient scandalisés de l'abandon du célibat sacerdotal.

Les préoccupations familiales, l'éducation des enfants, l'amour de l'épouse, les nécessités économiques finiraient par prévaloir sur les droits et les devoirs de l'apostolat, dans la mesure où ils sont des droits et des devoirs naturels.

Il serait en outre inopportun, particulièrement dans les circonstances présentes, de confier l'exercice du diaconat à des prêtres qui, après avoir obtenu la dispense régulière, auraient contracté mariage.

Il faut enfin prévoir le sacerdoce non comme une profession ou comme un métier, mais comme une consécration et une donation totale au Christ. Le cardinal a conclu en suggérant la plus grande compréhension et une assistance fraternelle aux prêtres qui faibliraient dans leurs engagements et voudraient retourner à l'état laïc, en espérant en même temps que pourrait prendre fin la discussion sur le célibat sacerdotal qui introduit le doute et engendre des illusions dangereuses chez tant de prêtres et de candidats au sacerdoce, provoquant en même temps la stupeur, pour ne pas dire le scandale, chez les fidèles.

(1) Selon l'abbé Laurentin (*le Figaro*, 19 octobre, p. 7), 50 interventions étaient pour l'ordination d'hommes mariés, et 40 contre, ■ divers degrés. Un décompte, fait en s'en tenant strictement aux interventions faites au nom des Conférences épiscopales, donne les chiffres suivants : 36 « pour », 26 ■ contre », 12 « ouverts et réticents ». Cependant, dans les *circuli minores*, 38 se seraient prononcés « pour » et 78 « contre ». (*Le Figaro*, 26 octobre.)

(2) Ce thème est également abordé dans les textes intégraux d'interventions que nous publions plus loin.

Les sous-titres sont de notre rédaction.

11 OCTOBRE

Cardinal COORAY
archevêque de Colombo

La tradition cinghalaise

Le cardinal Cooray a dit que la Conférence épiscopale de Ceylan est d'avis que doit rester intacte la discipline sur le célibat sacerdotal dans l'Eglise latine... A Ceylan, la discipline du célibat ecclésiastique est en vigueur depuis plus de deux mille ans, c'est-à-dire depuis le temps où le bouddhisme s'est répandu dans le pays, deux cents ans avant Jésus-Christ. C'est une chose tellement enracinée dans la culture cinghalaise que le peuple ne comprendrait jamais comment les prêtres, ces hommes de Dieu, pourraient être mariés.

Cardinal KROL
archevêque de Philadelphie

*Positions du clergé
et de l'épiscopat américains*

Le cardinal Krol a parlé au nom de la Conférence épiscopale des Etats-Unis et il a relevé quelques éléments extraits d'une enquête psychologique et sociologique menée parmi le clergé des USA.

Au sujet de la liberté personnelle, les prêtres pensent qu'on doit aider les séminaristes à développer leurs qualités pour le bien de toute l'Eglise. Une plus grande liberté dans la formation aiderait à mûrir la personnalité en donnant davantage le sens des responsabilités. Dans la vie sacerdotale, ensuite, cette liberté, jointe à l'habitude de rendre compte de la manière dont on exerce sa fonction, favoriserait les initiatives. Tout en souhaitant cette liberté, les prêtres expriment le désir de trouver dans l'évêque un véritable pasteur et un guide stable et ferme. L'exigence d'une plus grande liberté se fait sentir également en ce qui concerne le problème du célibat : 87 % du clergé en reconnaissent l'utilité pour l'efficacité du ministère ; toutefois, 56 % environ pensent qu'il devrait être laissé au libre choix personnel ; 18 % seulement estiment qu'ils se marieraient sans doute si la faculté leur en était laissée ; 3 % enfin se disent enclins à abandonner le ministère actif pour se marier. Parmi ceux qui ont déjà quitté le ministère, pas plus de 36 % manifestent un certain désir d'être réintégrés et, parmi ceux-ci, 10 % seulement accepteraient de le faire à plein temps. Une plus grande liberté de choix, dit-on, ferait apparaître le célibat dans toute sa valeur religieuse, et c'est dans ce contexte qu'il faudrait prendre en considération leur requête.

La Conférence épiscopale des Etats-Unis, toutefois, estime que le célibat revêt aujourd'hui une très grande importance pour l'Eglise et

pour l'humanité et qu'il doit donc être maintenu.

Aujourd'hui, on conçoit le célibat plutôt comme un renoncement au mariage ; il faudrait montrer ses aspects positifs de libre renoncement en vue du royaume de Dieu, de témoignage de la foi dans les réalités futures, etc. Les évêques pensent donc qu'il faut maintenir le célibat ; ils ne sont pas favorables à ce que le Synode prenne tout de suite une décision sur cette question, mais ils n'excluent pas l'idée de poursuivre l'étude sur l'opportunité d'ordonner des hommes mariés.

Les rapports entre l'évêque et les prêtres doivent être réexaminés pour supprimer les tensions présentes. Il faut dire cependant que, malgré tout, la majorité du clergé des Etats-Unis est heureuse de son sacerdoce et prête à vivre sa vocation.

Cardinal PARECATTIL
archevêque d'Ernakulam
des Malabars

La pensée de Gandhi

Le cardinal Parecattil a rappelé que, dans son Eglise, le célibat est en vigueur et que la majorité des prêtres désirent que soit maintenue la discipline actuelle...

Si on supprime la loi du célibat, on détruirait l'aspect héroïque de la vie sacerdotale et cela se répercuterait sur les vocations. La place honorable qu'occupe l'Eglise malabare parmi les Eglises orientales est due principalement à sa discipline sur le célibat : cela ne veut pas dire que l'on veuille supprimer la diversité de disciplines en vigueur dans les autres Eglises orientales pour de légitimes raisons historiques.

L'orateur a cité ensuite Gandhi : « C'est le célibat qui conserve à l'Eglise catholique sa jeunesse. »

Mgr NGUYEN KIM DIEN
archevêque de Hué

*L'attachement des catholiques
vietnamiens au célibat*

Mgr Nguyen Kim Dien, au sujet du célibat sacerdotal, a dit que les résultats des consultations et des rencontres avec les prêtres et les laïcs de son pays ont manifesté l'unanimité en faveur du célibat sacerdotal. Pour les populations asiatiques, en fait, qu'elles soient catholiques ou non catholiques, est consciente l'exigence d'une constante et toujours plus profonde disponibilité et spécificité dans l'exercice du ministère catholique. Ainsi, pour de tels motifs, en effet, même les non-catholiques ont des ministres célibataires.

En outre, l'expérience démontre que les religions qui ont des ministres mariés, bien qu'elles tra-

vaillent d'une façon louable, recueillent peu d'adhésions.

Mgr AGGEY
archevêque de Lagos

*Ne pas importer les crises
de l'extérieur*

[...] Quant au célibat, la Conférence épiscopale (du Nigeria) considère que la récente discipline doit rester sans changement soit pour les nombreuses conséquences négatives qui dériveraient du changement, soit pour des motifs doctrinaux. En Nigeria, l'opinion générale est fortement en faveur du célibat et nous ne voulons pas qu'on importe des crises et des solutions de l'extérieur. Le Synode doit parler avec clarté pour couper court à toute incertitude et à toute vaine espérance. L'ordination d'hommes mariés ne plaît pas à la Conférence épiscopale nigérienne : au fond, les effets négatifs seraient pires que les avantages en ouvrant la voie à des changements ultérieurs. Le bien d'une Eglise particulière ne doit pas faire perdre de vue celui d'une Eglise universelle. On peut répondre à beaucoup de besoins par l'institution des diacres. [...]

12 OCTOBRE

Mgr TSIAHOANA
archevêque de Diego Suarez

*L'épiscopat de Madagascar
et le charisme du célibat*

Mgr Tsiahoana a rappelé quatre points fondamentaux concernant le charisme du célibat sacerdotal et qui ont été bien établis par la Conférence épiscopale de Madagascar.

1. La Conférence épiscopale veut que n'accèdent au sacrement de l'Ordre (presbytérat) que ceux qui, à l'appel de Dieu, accepteront le célibat.

2. Elle refuse fermement la réintégration dans l'exercice du ministère des prêtres qui ont été réduits à l'état laïc.

3. On ne pourra prévoir une exception que dans les cas d'extrême nécessité pastorale et moyennant une intervention personnelle du Pape.

4. La Conférence épiscopale et la population de Madagascar sont opposées à l'ordination d'hommes mariés. Aux yeux des fidèles, en effet, la chasteté consacrée et le célibat sacerdotal ne sont pas seulement perçus comme une loi, mais comme un don de Dieu.

Mgr BRANDAO VILELA
archevêque de Sao Salvador
da Bahia
président du Conseil épiscopal
latino-américain (CELAM)

La position des évêques d'Amérique latine

L'ordination des hommes mariés ne semble pas être une solution ; toutefois, les évêques de l'Amérique latine pensent que l'expérience, moyennant toute la prudence requise, pourrait être tentée sous des conditions déterminées, avec l'autorisation du Saint-Siège et des Conférences épiscopales.

Ces candidats devraient être choisis parmi les chrétiens qui se consacrent déjà, dans les petites communautés, au travail apostolique et diaconal, à la satisfaction de ces communautés, de l'évêque et du Collège presbytéral. Ils devraient donner l'exemple tant de la vie familiale que de la vie professionnelle. Mais personne ne devrait être ordonné sans avoir exercé pendant une année le ministère diaconal avec l'approbation de l'évêque, du presbytérat et de toute la communauté dans laquelle il devra exercer son ministère sacerdotal.

Mais même si on acceptait cette solution, il ne faudrait pas oublier les prêtres qui vivent dans la discipline actuelle qui permet plus qu'aucune autre l'expression d'un don total à Dieu.

P. AMARAL
recteur majeur
des Rédemptoristes

La position des supérieurs majeurs

Le P. Amaral, au nom des supérieurs généraux :

Que la valeur du célibat soit réaffirmée et qu'on en montre la valeur pour la vie de l'Eglise ; cependant, que l'on n'ait pas peur d'affronter au Synode ce fait nouveau dans la vie de l'Eglise : est-il ou non opportun de conférer le sacerdoce seulement à ceux qui pensent avoir aussi le charisme du célibat ? Les supérieurs généraux sont favorables au projet d'examiner, avec toutes les précautions nécessaires, la possibilité d'ordonner des hommes mariés. Quant à la réadmission au ministère des prêtres qui se sont mariés, 70 % d'entre eux sont contre, et pour les 30 % restants, ces prêtres devraient être traités comme les autres laïcs, sans préjugés et sans privilèges : l'éventuel exercice de leur sacerdoce devrait dépendre des besoins de la communauté chrétienne si elle est disposée à les accepter.

P. VAN ASTEN
Supérieur général
des Pères Blancs

Les prêtres qui ont quitté La place du célibat parmi les exigences évangéliques

Le P. Van Asten a parlé en son nom propre à propos des prêtres qui ont quitté le ministère et sur la place du célibat parmi les exigences évangéliques.

On parle toujours sans nuances suffisantes des prêtres qui quittent le ministère. La question est moins simple. Il y a des prêtres qui, malgré les apparences, n'étaient en fait ni assez mûrs, ni assez libres, par suite du système éducatif ou des influences du milieu, pour prendre véritablement l'engagement du célibat et le tenir. De tels cas existent aujourd'hui par centaines. Il serait grave que pour sauver une discipline, on ait envers ces hommes des réflexes défensifs et injustes. L'orateur souhaite ardemment qu'envers ces prêtres le Synode ait des paroles de vraie compréhension, de charité et de justice. Qu'on évite au moins toute parole blessante, voire même toute parole de mépris.

Comme signe de cette compréhension, l'orateur souhaiterait que le Synode abolisse les mesures vexatoires qui interdisent aux prêtres laïcisés d'enseigner, par exemple, la religion ou de diriger une école catholique. Qu'on leur permette au moins de faire, lorsque leur foi n'est pas en cause, tout ce qu'un laïc chrétien peut faire.

Pourquoi l'Eglise qui demande aux prêtres de renoncer à fonder une famille ne leur demande-t-elle pas aussi de renoncer aux honneurs et aux titres, même ecclésiastiques, ainsi qu'à la recherche des biens de ce monde ? Car il y a toute de même dans l'Evangile une échelle des valeurs à respecter.

Si on lit l'Ecriture sans préjugés, et particulièrement le Nouveau Testament, il semble en effet que ceux qui veulent consacrer toute leur activité et toute leur vie comme prêtres et comme serviteurs du royaume de Dieu devraient d'abord et avant tout renoncer explicitement et officiellement à la richesse sous toutes ses formes, à toute ambition terrestre, même cléricale. C'est alors seulement qu'on pourrait leur demander de renoncer explicitement et officiellement à fonder une famille. La mise en question actuelle du célibat ecclésiastique ne viendrait-elle pas, pour une large part, de ce que l'on ne l'a pas situé à sa place dans les exigences de l'Eglise ? Rien ne va plus quand on met la charrue devant les bœufs... Franchement, que devient le témoignage du célibat consacré à Dieu chez quelqu'un qui n'a renoncé ni aux richesses, ni à l'ambition, ni aux honneurs ? Le souci des enfants ou l'affection

d'une femme seraient-ils donc plus dangereux pour un prêtre que le souci des richesses et les vapeurs de l'encens ?

Cardinal ZOUNGRANA
archevêque de Ouagadougou

La position des Conférences épiscopales africaines

Le cardinal Zoungwana a insisté, au nom du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (3), avant tout sur les besoins d'une vie spirituelle intense. Le Synode devrait y insister et recommander également une vie communautaire, ferment de spiritualité.

Beaucoup de choses ont déjà été dites sur le célibat. Le symposium des Conférences d'Afrique et de Madagascar déclare que les trente Conférences, à l'exception d'une peut-être (4), désirent que la loi du célibat soit maintenue.

On accepte le principe de l'ordination d'hommes mariés pourvu qu'on y parvienne sans précipitation et qu'on évite les abus.

Le symposium ne s'est pas prononcé au sujet des prêtres qui ont abandonné le ministère.

En son nom propre, le cardinal a dit que là où ils seraient réadmis au ministère sacerdotal, il en découlerait un grave scandale pour les fidèles.

Cardinal GARRONE
Préfet de la S. congrégation
pour l'Education catholique

Situer la question dans un climat de foi

Le cardinal Garrone a dit que ce serait un grave péril que de laisser croire que le Synode a perdu de vue l'ampleur du problème posé à l'Eglise et au sacerdoce, pour se fixer de façon obsessive sur le point du célibat. Les meilleurs de nos prêtres et de nos fidèles seront les premiers à en souffrir.

(3) Le cardinal Zoungwana est président du symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar.

(4) Il s'agit de la Conférence épiscopale de la République centrafricaine (cf. DC 1970, n° 1570, p. 848). Cette position a été exposée au Synode le 8 octobre par Mgr N'DAYEN, archevêque de Bangui, qui, « dans un exposé plein d'humour et de verdeur, a refusé la problématique importée d'Europe et fait valoir la situation concrète des communautés de brousse plantées en milieu animiste » (la Croix, 10 octobre), ajoutant que, s'il ne pouvait pas ordonner d'hommes mariés, il ferait mieux d'aller « planter des choux ». (The Tablet, 16 octobre, NDLR.)

Nous n'avons pas le droit de nous dissimuler qu'une concession sur le point du célibat tomberait dans un climat de confusion profonde et donnerait lieu certainement aux plus graves équivoques ; les cercles puissants de pression l'exploiteraient.

La question du célibat doit être placée par le Synode dans un climat très élevé de foi et en même temps de lucidité. On ne peut ignorer la présence de motivations d'un autre ordre à côté des considérations de besoins apostoliques évoqués par quelques Pères, en particulier l'extrême vulnérabilité actuelle à l'égard des sollicitations sexuelles, et donc la nécessité absolue de rappeler avec courage aux séminaristes et aux prêtres que le célibat n'a de sens que dans une vie de foi, vive et sûre, d'amour ardent pour le Christ et aussi d'ascèse constante.

Cardinal SAMORE
Préfet de la S. congrégation
pour la Discipline des sacrements

*L'exception
qui confirmerait la règle*

[...] Qu'il me soit permis de faire observer que la question posée aux Pères synodaux n'est pas de savoir si l'on doit concéder aux Conférences épiscopales la faculté d'ordonner des hommes mariés, mais celle de savoir si, dans certains cas particuliers, on peut envisager des exceptions ; chaque évêque pourra donc exposer au Souverain Pontife les cas en question lorsqu'il s'agit « d'une situation d'extrême pénurie de prêtres ». [...]

En ce cas, l'exception confirmerait la loi que le célibat ecclésiastique doit être maintenu.

13 OCTOBRE

Cardinal GUYON
archevêque de Rennes

*Les limites à la liberté des
Conférences épiscopales*

[...] Les Conférences épiscopales ont la liberté légitime d'autoriser des expériences qui n'ont pas valeur universelle.

Mais cette liberté des Conférences épiscopales peut et doit comporter des limites, car les moyens de communication sociale rendent publics et universels les événements qui se passent dans les coins les plus reculés du monde. Aussi chaque Conférence épiscopale doit mesurer l'influence que peut avoir sa décision sur l'ensemble du monde chrétien.

Le problème du célibat nous en fournit un exemple. On comprend que dans certains pays qui

manquent de prêtres des évêques soient soucieux de ne pas être empêchés par des décisions trop strictes d'appeler des hommes mariés d'âge mûr au ministère sacerdotal. Mais il ne faudrait pas que leurs déclarations et leurs motivations empêchent d'autres Conférences de maintenir le lien traditionnel dans l'Eglise latine entre ministère sacerdotal et célibat.

On peut s'interroger pour savoir si, ici ou là, la facilité avec laquelle on demande des réductions de prêtres à l'état laïc ne désarme pas face à la tentation des cœurs qui, au départ, étaient bien résolus à demeurer fidèles à leur engagement au célibat. La liberté des Conférences épiscopales doit tenir compte de la marche du monde vers l'unité de la conscience universelle. L'autorité du Souverain Pontife, si préoccupé des problèmes du monde entier, est en cela notre meilleure aide et parfois notre sauvegarde. Que rien ne soit fait sans l'accord du Saint-Siège, les traditions des Eglises orientales étant jalousement sauvegardées. [...]

14 OCTOBRE

Cardinal SLIPYI
archevêque majeur de Lwow
des Ukrainiens

*Les prêtres mariés
de rite oriental*

[...] L'orateur a rappelé que, dans l'Eglise ukrainienne catholique et orthodoxe, les vocations augmentent de prêtres mariés ou non. Il a également rappelé que beaucoup de prêtres mariés sont éminents dans leur travail. Durant la persécution, ils se sont comportés de façon élogieuse. Il a cité à ce propos le cas de deux frères prêtres durant la persécution : l'un marié, soutenu par sa femme et par ses enfants, conserve la foi ; l'autre non, bien que plus tard il soit revenu à la foi catholique. En Pologne, les prêtres de rite oriental, soit mariés, soit célibataires, ont montré un zèle héroïque et ont été d'une grande aide pour leurs confrères de rite latin (5). L'aide

(5) Le cardinal WYSZYNSKI a cependant fait remarquer, le 12 octobre :

[...] Les prêtres latins, libres de tout engagement familial, sont entièrement adonnés au ministère sacerdotal. On ne peut pas en dire autant de ceux des Eglises orientales qui, en grande partie, sont mariés et donc retenus par certaines obligations familiales. S'ils sont curés, ils sont pratiquement inamovibles. Les paroisses, parfois, se transmettent de manière presque héréditaire dans la famille. La libre action de l'Eglise est donc quelque peu limitée, non sans dom-

que nous donnons aux pauvres et aux veuves de nos prêtres est assez modeste.

L'orateur a conclu en rejetant comme contraire à l'Ecriture et à la Tradition la proposition de conférer l'ordination sacerdotale à des femmes et a soutenu la nécessité d'une permission spéciale (selon la proposition du cardinal Samoré) pour admettre des hommes mariés dans le presbytérat de l'Eglise latine. [...]

P. SCHMITT

*La diversité d'opinion
des prêtres auditeurs*

Le P. Ernest Schmitt, désigné par le groupe des auditeurs, a parlé cependant à titre personnel. Il a d'abord remercié le Pontife d'avoir bien voulu inviter de toutes les parties du monde quelques simples prêtres comme auditeurs en souhaitant en même temps que la présence des prêtres au Synode, actuellement symbolique, puisse un jour devenir une présence effective...

Au sujet du célibat, les opinions sont diverses. Tel est résolument contre le célibat facultatif, tel autre le souhaite. Ces deux orientations, plutôt que le reflet de deux mentalités, expriment deux tendances et exigences correspondant à des situations fondamentalement diverses. C'est pourquoi d'autres souhaiteraient dans cette matière une plus grande autonomie des Eglises locales. Le problème le plus important concerne la création et le développement de conditions plus favorables à l'observance du célibat.

Le problème ne se résout pas en exaltant le célibat, mais en examinant de façon réaliste s'il porte bien tous les fruits que l'on attend de lui.

L'ordination d'hommes mariés est considérée par certains comme nécessaire soit à titre de témoignage, soit à titre d'aide. Beaucoup de ceux qui ont abandonné le ministère restent fidèles à l'Eglise. On souhaite qu'ils ne soient pas déclarés a priori comme des apostats et qu'on approfondisse ultérieurement leur éventuelle réintégration dans l'Eglise.

mage pour les fidèles. Ces difficultés affligent l'Eglise orthodoxe dans tous les patriarcats.

Le rite grec catholique, tout en ayant de nombreux prêtres zélés au service de l'Eglise se trouve dans une situation semblable à tel point que, dans les diocèses de la province ecclésiastique de Lwow, on assiste à une tentative visant à limiter le nombre de prêtres mariés. [...]
(Communiqué du Bureau de presse.)

TEXTES INTÉGRAUX D'INTERVENTIONS AU SYNODE SUR LE SACERDOCE MINISTÉRIEL

RESULTAT D'UNE ENQUETE AUPRES DES SUPERIEURS GENERAUX

*Intervention du P. LECUYER,
supérieur général
de la Congrégation du Saint-Esprit
(1^{er} octobre) (1)*

Je parle au nom des supérieurs généraux élus comme membres du Synode, et ce que j'ai l'intention de dire voudrait exprimer le résultat d'une enquête faite parmi les supérieurs généraux sur le thème synodal du sacerdoce ministériel, ou mieux du ministère sacerdotal. (Nous préférons cette deuxième formule, plus conforme à la terminologie du Concile Vatican II).

Ce sujet nous intéresse de manière très particulière, et vous le comprendrez facilement si vous prenez conscience que les congrégations religieuses contiennent un nombre immense de prêtres répartis dans le monde entier (un tiers des prêtres du monde).

La relation du prêtre au Peuple de Dieu

1. Les supérieurs généraux ont étudié avec soin le texte du document préparatoire. Beaucoup ont remarqué, soit dans des déclarations écrites, soit oralement, combien ce document est peu satisfaisant, surtout dans la présentation doctrinale du ministère sacerdotal : on constate facilement que le document décrit les liens qui unissent le ministère sacerdotal au Christ ; peut-être même, sous cet aspect, va-t-il au-delà du II^e Concile du Vatican. Mais une difficulté provient du fait qu'on ne dit presque rien de la relation du ministère sacerdotal au peuple de Dieu. Il manque un juste équilibre. Les questions du lien entre le sacerdoce et le Peuple de Dieu sont renvoyées à la deuxième partie du document, ce qui peut donner l'impression qu'il s'agit seulement d'une question pratique ; or, il s'agit, en fait, d'un lien qui appartient à la nature du sacerdoce. Le Christ, en effet, a institué le sacerdoce et lui a conféré des pouvoirs et des devoirs spéciaux, précisément pour qu'il soit au service du Peuple de Dieu.

2. Les supérieurs généraux souhaitent donc que la préoccupation du Synode en traitant du sacerdoce soit avant tout pastorale, que le Synode cherche à aider les prêtres, en examinant sérieusement la crise actuelle du sacerdoce, en faisant face franchement aux problèmes pratiques urgents auxquels sont confrontés les prêtres aujourd'hui, en essayant d'y trouver des solutions constructives.

Les éléments positifs de la crise actuelle

3. Pour que ces objectifs soient mieux atteints, il nous semble opportun d'abord de reconnaître les éléments positifs de la crise actuelle, et la bonne volonté des prêtres qui cherchent sincèrement et

généreusement, parfois au prix de grands sacrifices, à adapter la vie et le ministère de l'Eglise aux besoins d'un monde en évolution.

L'état inachevé des connaissances théologiques

4. Il me semble aussi nécessaire que le Synode reconnaisse l'état encore inachevé de nos connaissances théologiques sur le ministère en général et sur le ministère sacerdotal, en particulier. Des études récentes et nombreuses, souvent faites en collaboration avec des théologiens protestants et orthodoxes, ont montré, en particulier, combien la période primitive de l'Eglise est encore pleine d'obscurités pour nous : les trois degrés de l'épiscopat, du presbytérat et du diaconat n'apparaissent pas clairement dans le Nouveau Testament, et ce n'est qu'au début du II^e siècle que les documents les décrivent avec clarté ; on peut donc se demander s'il n'y a pas lieu de reconnaître la possibilité d'une différence d'organisation du ministère dans les diverses Eglises, en tenant compte des circonstances particulières de ces Eglises.

5. Toutefois, les supérieurs généraux, à une très grande majorité de ceux qui ont répondu à notre consultation, estiment que le Synode ne devrait pas essayer de donner une théologie complète du sacerdoce, et cela pour les raisons suivantes :

a) Il est impossible que le Synode, en quelques semaines, puisse aboutir à des conclusions qui aillent au-delà de ce que le II^e Concile du Vatican a déjà déclaré, et qui puissent rallier l'unanimité des Pères. Si nous nous rappelons l'immense travail qui a été fait au Concile et le temps qu'il a fallu pour aboutir à des conclusions, une telle entreprise paraît décidément présomptueuse.

b) Dans bien des domaines, les théologiens sont profondément divisés : on risquerait de donner l'impression de vouloir fermer la voie à des recherches ultérieures et légitimes, qui sont cependant nécessaires, et qui ont une très grande importance dans le dialogue œcuménique.

6. Les supérieurs généraux proposent donc que les aspects théologiques soient examinés uniquement au cours des discussions sur les problèmes pratiques, en ayant devant les yeux les documents de Vatican II et aussi en tenant compte des conclusions de la Commission internationale de théologie.

Trois sujets urgents doivent être abordés avec franchise

7. L'Union des supérieurs généraux souhaite que le Synode discute franchement de trois sujets qui nous paraissent être de première urgence et que l'on peut décrire de la façon suivante :

a) L'engagement social et politique du prêtre, sujet très lié à celui de la justice dans le monde.

b) La question économique : rémunération et sécurité financière du prêtre, en incluant la possibilité pour certains de s'engager dans des professions

(1) Texte français original. Sous-titres de la DC.

« civiles » en des circonstances spéciales, mais aussi en considérant le problème du témoignage de pauvreté que la hiérarchie doit donner au monde.

c) Les aspects divers de la « dimension familiale » de la vie sacerdotale, avec une franche discussion sur le problème du célibat.

8. Enfin, nous remarquons avec regret l'omission pratique dans le document préparatoire de toute considération valable sur le prêtre religieux et sur l'aspect missionnaire du ministère sacerdotal. Nous exprimons l'espoir que le Synode lui-même comblera cette lacune.

LA POSITION DE L'EPISCOPAT HOLLANDAIS

*Intervention du cardinal ALFRINK, président
de la Conférence épiscopale néerlandaise
(9 octobre) (1)*

En évêques, qui, ensemble avec nos prêtres, présidons aux Eglises qui nous ont été confiées, nous ne devons pas seulement veiller à ce que la saine et solide vision de la foi concernant le service ministériel du prêtre ne soit pas défigurée, mais nous devons surtout éviter le risque d'« éteindre le Saint-Esprit ».

Or, il est évident que le Saint-Esprit, dont le Peuple de Dieu est le temple, se manifeste de façons diverses de nos jours dans les efforts de nombreux prêtres et fidèles qui, poussés par un certain radicalisme évangélique, prennent en tant que témoins et ministres de l'Evangile du Christ de nouvelles voies pour servir l'Eglise et le monde. Nous ne pouvons sans doute pas fermer les yeux devant le danger d'un humanisme pur, mais il ne faut pas non plus le faire devant le danger du fidéisme et du surnaturalisme qui, en eux-mêmes, sont une des causes de la crise d'identité du prêtre.

De nouvelles voies pour servir l'Eglise et le monde

Aussi, en rédigeant quelques directives fondamentales, le Synode devrait professer, de façon simple, le caractère *religieux* du ministère sacerdotal dans l'ensemble du service d'Eglise à l'égard du monde, non pas de façon didactique, mais sous la forme d'une confession normale de notre conviction de foi. Dans un monde qui vit sans Dieu, le prêtre *comme témoin de Dieu* devrait apparaître comme le *militant du salut chrétien et de la libération de l'homme*, lorsqu'il annonce la parole de l'Evangile ou préside à la liturgie sacramentelle, ou dans sa façon générale de guider la communauté chrétienne vers la réalisation du véritable salut humain. Au lieu d'une critique trop facile des communautés dites de « base », de plus en plus nombreuses, sous la direction de prêtres dont l'esprit évangélique le plus souvent est difficilement niable, nous, les évêques, devrions plutôt nous demander sérieusement pourquoi beaucoup de prêtres ne trouvent plus leur place dans le cadre des structures traditionnelles de nos paroisses et diocèses et — ce qui n'est pas rare — essayent de construire des communautés chrétiennes plus ou moins indépendantes de l'épiscopat. En outre, nous devons nous demander com-

ment il se fait que, tandis que, à juste raison, nous sommes encore en train de combattre les effets néfastes du processus de sécularisation, notre jeunesse, en beaucoup de pays, retrouve le chemin vers Dieu, oui, vers Jésus-Christ, et, outre son engagement au service d'un monde meilleur, retrouve aussi le chemin de la contemplation, mais en dehors du cadre des Eglises officielles. Tout ceci ne requiert-il pas de notre part un sérieux examen de conscience ? Frères Vénérables, demandons-nous honnêtement si nous avons suffisamment confiance en nos prêtres qui, le plus souvent sous l'impulsion du zèle évangélique, marchent sur de nouveaux chemins pouvant nous sembler étranges, qui cherchent à tâtonner de nouvelles formes de vie et qui veulent consolider par des nouvelles méthodes l'œuvre de la réconciliation. Nous devons sans doute faire attention à ce que le sens du transcendant ne se perde pas, mais d'un autre côté, nous ne devons pas oublier que la doctrine dogmatique sur le sacerdoce offre plutôt une ouverture pour trouver de nouvelles possibilités. Le Saint-Esprit est actif dans toute l'Eglise. Les dogmes ne ferment pas les portes ; ils doivent ouvrir de façon éclairante des possibilités ; ils sont en effet une aide critique, plutôt qu'un frein, pour de nouvelles possibilités pastorales.

Malgré des tendances moins réussies que nous pouvons observer çà et là et dont nous sommes conscients, la plupart de nos prêtres cherchent des formes de service et de vie qui soient adaptées aux exigences intérieures et aux besoins évangéliques des communautés chrétiennes d'aujourd'hui. Les exigences du salut chrétien, qui embrasse le bien-être intégral de l'homme, doivent constituer ici et maintenant le critère le plus important pour la praxis sacerdotale ; toute l'histoire de l'Eglise nous l'apprend d'ailleurs. Cet enseignement a été suffisamment éclairci par des documents comme *Lumen gentium*, *Gaudium et spes* et *Presbyterorum ordinis* ; tirons-en maintenant les conséquences pratiques.

Dans la confiance mutuelle entre évêques et prêtres, nous devons avoir le courage — un courage qui n'est rien d'autre que notre espérance, fondée sur l'action du Saint-Esprit — d'expérimenter de nouvelles formes de service et de vie pour les prêtres, sans pour autant oublier les fidèles qui continuent à préférer les formes traditionnelles. Que le Synode permette aux Eglises locales un certain pluralisme, ou, plus précisément, une certaine non-uniformité dans la pratique. Le Synode ne doit pas tant déterminer qu'ouvrir une perspective sur de nouvelles possibilités légitimes.

Ne nous laissons pas prendre par la tentation trompeuse du soi-disant « petit troupeau » et du « petit reste », car son présupposé — à savoir que ce ne sont que les prêtres moins bons et les soi-disant « horizontalistes » qui quittent le ministère — est discutable.

Je ne voudrais approfondir que deux points pratiques.

L'engagement politique du prêtre

1° Il faudrait que soit donné un jugement différencié lorsqu'on parle de l'engagement politique des prêtres. Il y a beaucoup de prêtres qui s'occupent de ce que l'on appelle l'amélioration et la paix du monde. Ainsi se trouvent-ils en bonne compagnie, parce qu'ils peuvent en appeler à des documents pontificaux du Pape Jean XXIII et du Pape Paul VI, qui ont apporté lumière et espérance à beaucoup de cœurs humains. Le souci du bien-être matériel de l'individu et de toute l'humanité est aussi une tâche évangélique, qui doit

(1) Texte français original. Titre et sous-titres de la DC.

être remplie en premier lieu par la proclamation, à l'exemple du Seigneur, des valeurs évangéliques de justice, d'amour des hommes et de paix. Il ne s'agit pas là de politique, mais d'annonce de l'Evangile.

La tâche du prêtre s'arrête-t-elle là où il constate que dans la société humaine ces valeurs évangéliques font défaut, ou *peut-il* et *doit-il* mettre le doigt dans la plaie et dénoncer la violation de l'Evangile du fait de l'injustice et de l'inimitié ? Il me semble que l'on ne peut pas non plus rejeter l'engagement directement actif du prêtre dans ces deux domaines, c'est-à-dire celui de la promotion de la dignité humaine et celui de la paix mondiale. Il est difficile de prôner que la seule tâche du prêtre consisterait dans la prière et le sacrifice pour la paix mondiale et pour le bonheur matériel de la vie de l'individu et de toute l'humanité, et qu'il devrait laisser la réalisation de tout cela à Dieu ou aux activités d'autres hommes. Il me semble que le prêtre manquerait à sa mission s'il ne collaborait pas également de façon effective, par son engagement personnel, à réaliser la paix et la justice dans ce monde. Cela aussi est une mission de l'Evangile.

Dans ce contexte, le Synode devrait aussi remercier les prêtres qui, au risque de l'emprisonnement, voire de leur vie, dans des régimes dits « de droite » ou « de gauche », défendent et promeuvent les droits de l'homme et de la communauté.

Nous ne voulons pas dire par là que toute activité du prêtre dans ces deux domaines serait acceptable purement et simplement et moins encore que c'est à cela que doit se réduire toute l'activité du prêtre. L'Evangile et la mission du prêtre contiennent en outre d'autres choses qu'il doit annoncer et réaliser par son engagement actif : la proclamation des valeurs spirituelles de l'Evangile, des sacrements, du culte, etc.

L'ordination d'hommes mariés

2° En ce qui concerne le prêtre marié, la Conférence épiscopale néerlandaise désire qu'on ouvre la possibilité d'ordonner, dans certains cas et sous certaines conditions, des hommes mariés. Bien qu'il faille reconnaître qu'il y a une affinité entre le sacerdoce et le célibat, il n'y a cependant pas contradiction entre l'état du mariage en soi et le sacerdoce, comme le montre avec évidence l'histoire de l'Eglise primitive. Là où le célibat est vécu dans un esprit de véritable union avec le Christ, il engendre et engendre encore des fruits bénis pour l'Eglise. Mais le mariage chrétien aussi est hautement considéré dans l'Eglise.

D'une part, que l'Eglise continue donc à proclamer le célibat des prêtres et à s'appliquer à ce que les prêtres non mariés puissent vivre et travailler dans l'Eglise d'une façon véritablement humaine et heureuse.

D'autre part, les circonstances d'aujourd'hui rendent désirable l'ordination d'hommes mariés dans plusieurs pays, comme le montrent clairement des déclarations récemment publiées par différentes Conférences épiscopales et par des évêques à titre individuel. Il y a plusieurs raisons. Je voudrais me référer à l'une d'entre elles. A cause du manque de prêtres, comme nous l'apprend l'expérience, dans plusieurs parties du monde il est déjà difficile de pourvoir à l'administration des sacrements aux fidèles baptisés et la proclamation de l'Evangile avance à peine. Si donc est vrai ce qui est dit à la page 35 du document préparatoire, à savoir que « personne ne doit mettre en doute que les fidèles ont le droit que pour eux, et ensemble avec eux, les prêtres administrent les sacrements », l'Eglise semble à peine capable, à cause de la diminution des voca-

tions sacerdotales, de remplir ce devoir. Qu'est-ce donc qui est préférable : que l'Evangile soit proclamé *aussi* par des gens mariés, ou qu'il ne soit pas proclamé du tout ?

Que l'Eglise invite sérieusement et prudemment au sacerdoce lié au célibat des jeunes généreux, mais en même temps — là où pour des raisons pastorales cela est nécessaire ou utile — qu'elle ouvre la voie à l'ordination d'hommes mariés ayant fait leurs preuves. Pour cela notre Conférence épiscopale désire exprimer son espoir qu'on permette aux Conférences épiscopales qui le demandent, « avec la permission du Saint-Père » (*Lumen gentium*, n. 29), de pouvoir ordonner des hommes mariés. Les critères pour leur sélection peuvent être cherchés dans l'esprit de la Sainte Ecriture (1 Tm 3, 1 s, et Tt 3, 5 s).

Que, par contre, les Conférences épiscopales qui ne désirent pas ou n'ont pas besoin de ce changement dans la législation ecclésiastique latine, avec amour fraternel et dans un sincère esprit de collégialité, ne refusent pas aux autres Conférences épiscopales la liberté de pouvoir faire, devant Dieu, ce qu'elles jugent nécessaire, et cela selon le principe de la pluri-formité qui existe déjà depuis des siècles au sein de l'Eglise entre l'Orient et l'Occident.

LE STATUT HUMAIN ET SOCIAL DU PRÊTRE

Intervention de Mgr ETCHEGARAY
archevêque de Marseille
(9 octobre) (1)

Mon intervention comprend deux parties :

1. Une appréciation d'ensemble sur la *Relatio* de Mgr le cardinal Tarancon ;
2. Une réflexion générale sur les changements du statut humain et social des prêtres.

1. Appréciation d'ensemble sur la « Relatio »

— Dans cette *Relatio*, nous retrouvons avec satisfaction la pensée et les préoccupations de la Conférence épiscopale française. Elle nous semble constituer un bon point de départ pour l'examen des questions pratiques.

Par exemple, la *Relatio* souligne :

— La réalité du monde d'aujourd'hui, les problèmes vécus par les prêtres, le processus de rénovation engagé dans l'Eglise à la suite du Concile constituent des références préliminaires indispensables.

— L'évolution du monde, les nouvelles formes de vie, l'ébauche d'une nouvelle civilisation nous obligent à regarder avec audace vers l'avenir.

Un élan missionnaire doit commander toute l'action pastorale.

— L'Esprit-Saint est toujours à l'œuvre, suscitant des charismes dans le Peuple de Dieu pour que tous concourent à l'édification du Corps du Christ.

— Ces perspectives ouvertes par la *Relatio* appellent néanmoins des précisions ou des prolongements sur toutes les questions pratiques. Par exemple : ce qui est dit du ministère de la Parole devrait rejoindre les situations les plus missionnaires, là où

(1) Texte original.

l'évangélisation en est encore à ses balbutiements.

— Ce qui touche à l'activité politique devrait être envisagé avec le sérieux requis par sa gravité et son ampleur.

— Le ministère presbytéral gagnerait à être considéré non seulement dans le cadre de l'Eglise particulière et en relation avec un évêque, mais aussi au plan de l'Eglise universelle et en relation avec le Collège épiscopal.

— Enfin, les interrogations touchant les prêtres devraient également concerner les évêques.

2. Réflexion générale sur les changements du statut humain et social des prêtres

A. — Nous sortons d'une période où le même statut humain et social était imposé à tous les prêtres.

Ce statut était cohérent avec une théologie principalement axée sur le sacerdoce conçu comme culturel et, d'autre part, il était adapté à une pastorale de chrétienté. Ce statut unique est en train d'éclater.

B. — Cet éclatement n'est pas dû d'abord à une crise de la foi, à un abandon de la doctrine, à un pur alignement sur le monde. Nous croyons qu'il est la conséquence logique d'une triple évolution qui est signalée par la *Relatio* en son début :

a) La mutation culturelle du monde qui retentit sur l'humanité du prêtre. Il sera toujours « mis à part pour l'Evangile », mais il n'est plus un « séparé » (cf. *PO*, n. 3).

b) La diversification des formes de ministère qui tient à la complexité des réalités humaines.

c) Une certaine réorientation de la théologie du ministère sacerdotal, authentifiée par Vatican II, centrée sur l'annonce de Jésus-Christ à un monde profondément marqué par l'incroyance.

Cette triple évolution rend légitime la recherche d'une diversification du statut social des prêtres. Il serait bon que le Synode y encourage.

C. — Cette évolution nous fait voir plus clairement que les questions relatives à la vie des prêtres n'engagent pas la foi au même titre que les questions doctrinales concernant son statut proprement ecclésial.

Néanmoins, le statut humain des prêtres ne saurait être livré inconditionnellement ni aux impératifs de la sécularisation, ni aux variations de l'opinion. En dépit de sa nature contingente, le statut humain des prêtres doit trouver ses normes dans les exigences du ministère lui-même.

De nombreux types d'existence humaine ne peuvent être dessinés à l'avance. Ils doivent cependant se référer à un certain nombre de critères aptes à éclairer dans cette recherche la conscience des prêtres comme celle de toute l'Eglise.

Les prochains *circuli minores* pourraient amorcer un inventaire de ces critères. Pour ma part, à titre d'exemple, j'en signale trois :

— Que le mode d'existence soit choisi en communion avec l'évêque, le presbytérium et en référence au devoir missionnaire de l'Eglise.

— Que soient signifiés dans la vie des prêtres les grands appels évangéliques, notamment la solidarité avec les pauvres, la liberté par rapport à toute puissance en ce monde.

— Que soient garanties aux prêtres les exigences d'approfondissement personnel et de service de la foi.

Conclusion

A la fin de son introduction, le cardinal Tarancon nous ■ invités à une grande audace en pensant aux prêtres de demain autant qu'à ceux d'aujourd'hui.

Une liberté d'invention nous est donnée dans la fidélité, du moment que l'existence humaine des prêtres se réfère en profondeur aux exigences de la foi et aux urgences du ministère. Oserons-nous user de cette liberté évangélique pour un meilleur service de la Parole de Dieu ?

LA POSITION DE L'EPISCOPAT CANADIEN SUR LE CELIBAT

Intervention de Mgr CARTER, évêque de Sault-Sainte-Marie (9 octobre) (1)

Mon intervention portera sur l'article 4 de la *Relatio*, c'est-à-dire sur le sacerdoce et le célibat.

La discipline actuelle concernant le célibat dans l'Eglise latine n'est pas un point fondamental de l'étude du ministère à ce Synode. Cependant, nous savons tous que c'est là une question qui ne cesse de provoquer une discussion animée, en particulier en Europe et dans les Amériques, des contrées qui comprennent 85 % des prêtres du monde entier. Par conséquent, c'est une question qui doit être abordée franchement et honnêtement, et une question qui peut difficilement être dite marginale.

Il n'y a rien d'étonnant, par conséquent, à ce que les évêques canadiens aient prêté l'attention qui convenait à cette question, dans leur travail de préparation du Synode.

Dans l'introduction à l'article 4 de la *Relatio* (p. 24), le cardinal Tarancon observe sagement que cette question du célibat doit être abordée avec la plus grande honnêteté et la plus grande sérénité. Malheureusement, il me semble que les sept propositions qui constituent cet article 4 ne remplissent pas ce noble dessein. On y cherche en vain quelque argument que ce soit contre la discipline actuelle du célibat. Au paragraphe 6 seulement (p. 26), on suggère que dans des cas d'extrême nécessité on pourrait ordonner des personnes mariées, et encore là on suggère d'autres solutions de rechange. Je crains que la suggestion qui est faite alors, celle de confier plus de tâches aux laïcs et aux diacres, révèle une obsession malade du célibat. Il serait dangereux de devenir si préoccupé de conserver la discipline présente qu'on compromette la nature elle-même du sacerdoce plutôt que d'ordonner des personnes mariées. Un tel procédé serait la négation de ce que nous avons affirmé depuis le début de ce Synode, concernant le rôle nécessaire du prêtre dans l'Eglise.

Comme tous les évêques du monde, y compris nos frères dans l'épiscopat des rites orientaux, qui ont déjà exprimé ici leur expérience, ni les évêques du Canada ni leurs prêtres ne mettent en question la valeur éminente du charisme du célibat. Notre enquête révèle toutefois que plusieurs de nos prêtres vivent leur célibat pour des raisons qui sont considérablement inférieures à celles qu'on avance traditionnellement dans l'Eglise. Et donc la justification théologique d'une vie de célibat doit être mieux arti-

(1) Texte français publié par IDO-C.

culée, mieux intégrée dans nos programmes de formation sacerdotale. Il faut cesser de considérer le célibat comme un bien absolu et montrer son lien à la pauvreté et à l'obéissance, comme un acte de liberté absolue, comme un don total de soi au Christ ; autrement, il peut facilement devenir, au lieu d'un signe, un contre-signe.

Deuxièmement, lorsque nous et nos prêtres discutons de la possibilité d'un changement de la discipline de l'Eglise sur le célibat, nous le faisons en ayant pleine confiance que le charisme lui-même continuera d'exister. C'est un don évangélique venu de l'Esprit et dont la valeur est fondamentale. Le Saint-Esprit ne fera pas défaut.

Au Canada, les évêques et les prêtres ont travaillé ensemble depuis deux ans sur cette question. Je veux tenter de vous exposer rapidement le résultat de leur travail. Puisque c'est ici notre devoir de renseigner le Saint-Père, je veux me faire l'écho de toute notre Eglise, et non pas seulement des évêques. Puisque les prêtres n'ont pas voix active dans ce Synode, c'est notre devoir de proposer leur position tout autant que la nôtre. Nous avons donc considéré quatre propositions.

I. — *L'ordination d'hommes mariés*

Les évêques canadiens sont presque unanimement favorables à l'ordination d'hommes mariés, d'âge mûr, lorsqu'il y a nécessité ; une légère majorité d'entre eux est favorable à cette ordination, même lorsqu'il n'y a pas nécessité. Et 90 % de nos prêtres sont du même avis. Nous sommes favorables à l'ordination de personnes mariées parce que nous sommes convaincus que des hommes mariés, qui ont l'expérience de la vie familiale, de la vie au milieu du monde séculier, ont une dimension nouvelle et valable à apporter au sacerdoce. Parler de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui implique que le prêtre est réellement dans ce monde. Et pourtant nous continuons de recruter les candidats aux Ordres parmi des hommes aux environs de 25 ans, qui ont passé la plus grande partie de leur vie adulte dans des écoles, des collèges et des séminaires. Nous avons encore besoin de tels candidats, mais ce monde et nos Eglises peuvent avoir besoin d'autres genres de candidats aussi. Et lorsque nous parlons de cette perspective, au Canada, nous ne nous limitons pas au cas de pénurie de recrutement. Il existe des formes d'apostolat qui pourraient requérir des prêtres mariés, non pas parce qu'il manque des prêtres célibataires, mais en raison de la nature même de ces ministères, par exemple l'aumônerie universitaire, l'apostolat familial, la catéchèse, etc.

II. — *Le retour au ministère des prêtres qui ont été dûment dispensés et se sont mariés*

Pour nous, il ne s'agit pas ici d'un problème théologique, mais d'un problème pastoral. Tant que nos fidèles n'auront pas vu que des personnes mariées peuvent devenir prêtres et donc n'auront pas vu qu'il n'y a pas de lien essentiel entre célibat et sacerdoce, nous ne croyons pas réalisable, sur le terrain pastoral, de réadmettre au plein exercice du ministère des prêtres dispensés et mariés. Une minorité de nos évêques, toutefois, et une majorité de nos prêtres n'acceptent pas cette position. Je tiens à ajouter, cependant, que si un jour on décidait de réadmettre des prêtres mariés au ministère, nous exigerions d'eux les mêmes garanties d'aptitude, après une

période de probation, que pour l'ordination d'hommes mariés.

III. — *Notre Conférence épiscopale n'accepte pas d'ordonner des candidats célibataires qui ne voudraient pas s'engager au célibat*

Ici encore, les raisons sont d'ordre pastoral. Et une minorité de nos évêques, ainsi que plusieurs de nos prêtres ne sont pas d'accord avec cette position. Il est nécessaire de continuer le dialogue et la recherche, en tenant compte d'une société en changement. Toute liberté doit être laissée ici aux Conférences épiscopales de continuer leur recherche sur cette question. Après tout, c'est leur responsabilité, en communion avec le Saint-Siège et les Eglises sœurs, de découvrir comment le message évangélique peut le mieux possible être proclamé et comment l'Eglise peut devenir la plus signifiante pour leur peuple.

IV. — *Nous ne pouvons faire aucune loi générale ou rétroactive qui offre un nouveau choix aux prêtres déjà ordonnés avec engagement au célibat*

Sur ce point, les évêques sont presque unanimes, et de même la grande majorité de nos prêtres.

**

Ce sont là quatre propositions que nous, Canadiens, avons considérées très attentivement, non seulement entre prêtres, mais aussi, dans la mesure du possible, avec la participation de nos laïcs.

Je propose donc à ce Synode, non seulement la volonté de la majorité de nos évêques, mais aussi la pensée de nos prêtres, dont plusieurs dépassent les souhaits des évêques. J'exprime également, avec la même sincérité, les souhaits de plusieurs de nos évêques qui ne partagent pas l'opinion de la majorité. Ce n'est pas pour des raisons égoïstes que plusieurs prêtres s'opposent à la loi du célibat, mais parce qu'ils expérimentent que leur célibat obligatoire ne remplit plus son rôle de signe devant le peuple de Dieu, en particulier devant les jeunes, aussi bien que le ferait une pratique libre du célibat, dans une société où le désir passionné de la liberté a pris une nouvelle dimension.

Nous, évêques, ne sommes pas ici pour présenter les décisions, démocratiquement prises, de nos Conférences, mais également pour formuler les opinions de la minorité et surtout pour refléter les souffrances, souvent très dures, de quelques évêques et de beaucoup de prêtres devant la discipline actuelle du célibat.

En terminant, j'exprime le regret que nous n'ayons pas l'occasion d'entendre, en assemblée plénière, la voix de nos prêtres-auditeurs. Je suis sûr que plusieurs d'entre eux pourraient exprimer, avec plus de réalisme encore, les soucis des autres prêtres, leurs frères, sur cette question. Merci.

— *La Trame de l'œcuménisme*, par RENÉ BEAUPÈRE, O.P.
— 5 fascicules de 14 pages chacun : I. Initiatives et silence des Eglises ; II. Œcuménisme spirituel ; III. Œcuménisme doctrinal ; IV. Œcuménisme séculier ; V. De l'œcuménisme institutionnel à l'œcuménisme sauvage. Le fascicule : 4,50 F ; l'ensemble : 20 F. Les Editions Saint-Paul, Paris, et Société nouvelle de publications protestantes, Lyon.

LES PROBLEMES PRATIQUES DU SACERDOCE MINISTERIEL

*Intervention du cardinal SUENENS
archevêque de Malines-Bruxelles
(11 octobre) (1)*

TRÈS SAINT-PÈRE,
MES FRÈRES ET SŒURS DANS LE SEIGNEUR,

La Conférence épiscopale belge est en accord pour une bonne part avec la *Relatio*. Elle en diffère toutefois notablement sur la question célibat-sacerdoce.

(I. — Le point de vue de la Conférence épiscopale belge)

Voici son point de vue :

1. Le prêtre et les activités non strictement sacerdotales

1. Le service pastoral doit être considéré comme une activité humaine pleinement valable qui, normalement, prend toute la vie du prêtre et qui peut être considérée comme une vraie profession.

Cependant, pour pouvoir rencontrer mieux les besoins des hommes, il faudra aujourd'hui tendre vers une spécificité des tâches sacerdotales : une réorganisation du travail pastoral, qui devra de plus en plus se faire en équipe, est nécessaire dans le cadre d'une pastorale d'ensemble.

2. Il existe des situations où le prêtre devra chercher d'autres formes d'engagement sacerdotal à cause même de sa mission essentielle. On peut mentionner ici les prêtres-ouvriers, pour qui l'entrée au travail fait partie intégrante de leur ministère sacerdotal. De même il n'est pas exclu que la mission du prêtre exige qu'il partage pleinement la condition humaine dans d'autres milieux : les professions profanes à privilégier seraient celles qui répondent aux exigences de la mission, soit les plus humbles, soit celles qui comportent une dimension de service.

D'autres motifs que celui de la mission ne nous semblent pas être à eux seuls des motifs valables d'option pour un travail profane.

3. Il est possible que certains chrétiens déjà engagés dans une profession profane se présentent et soient appelés pour remplir une tâche sacerdotale dans leur milieu. Ces vocations, qui sont à favoriser, demandent cependant une formation spécifiquement sacerdotale et il est nécessaire que de tels prêtres considèrent leur tâche comme une responsabilité en fonction de la communauté chrétienne plus large.

(1) Texte original. Les sous-titres entre parenthèses sont de notre rédaction.

Nous lisons dans le compte rendu des travaux du groupe de langue française C, dont le cardinal Suenens est président : « Le groupe a été unanime pour rejeter le célibat facultatif. Quant à l'ordination d'hommes mariés, sur 17 membres, 15 adhèrent au contenu de la première proposition (l'ordination d'hommes mariés n'est ni opportune ni nécessaire) ; 3 adhèrent à la seconde proposition (le Saint Père pourrait en certains cas particuliers autoriser cette nouvelle forme de ministère sacerdotal) ; 2 adhèrent à la troisième proposition (que les Conférences épiscopales, d'accord avec le Souverain Pontife soient autorisées à admettre au sacerdoce des hommes mariés). »

2. Le prêtre et l'engagement strictement politique

1. Le message évangélique impliquant également une vision déterminée quant aux relations humaines et aux structures concrètes, le prêtre a le devoir de prêcher la vision évangélique de la société humaine.

Lorsque les droits fondamentaux de la personne humaine sont mis en question, il doit aussi prendre concrètement position dans des circonstances concrètes, également sur des problèmes politiques.

2. Cependant, le prêtre doit rester bien conscient que plus les solutions descendent dans le concret, plus elles deviennent relatives. A ce niveau, il n'existe plus de solutions absolues, toujours valables. Mais la parole du prêtre peut être éclairante et courageuse, même si elle ne se situe pas au niveau des solutions tout à fait concrètes.

Le prêtre ne doit pas perdre de vue que le message chrétien ne peut jamais être limité à une critique évangélique de la société, quelle que soit l'importance de celle-ci.

3. Comme tout citoyen, le prêtre a le droit d'avoir et d'exprimer son opinion politique, inspirée par l'Evangile. Cependant, il ne devrait pas se mêler activement à la lutte d'un parti politique. En sa qualité de ministre du Christ, le prêtre doit agir avant tout en fonction de sa mission sacerdotale : cela suppose qu'il reste, dans la mesure du possible, le témoin et le promoteur de l'unité de la communauté chrétienne. Le prêtre doit réaliser que l'engagement politique direct revient normalement aux laïcs et il doit les inviter à prendre leur propre responsabilité.

3. Le célibat, l'ordination d'hommes mariés, la situation des prêtres qui se sont mariés

1. Bien que le lien sacerdoce-célibat ne soit pas de nature purement dogmatique, il s'agit cependant d'une affinité pastorale de grande valeur, avec des implications théologiques, qui repose sur l'imitation du Christ et sur le radicalisme de l'Evangile. C'est précisément l'invitation explicite de l'Eglise, s'adressant à des hommes susceptibles d'accueillir le don du célibat qu'ils n'auraient peut-être pas envisagé spontanément.

2. Concernant l'ordination éventuelle d'hommes mariés, qui ont acquis par une expérience de nombreuses années une maturité humaine et professionnelle, un équilibre familial et une valeur apostolique, la Conférence épiscopale belge n'a pas envisagé de fixer des orientations pour la province ecclésiastique belge.

Cependant, dans l'ensemble, on souhaite que le Synode propose au Saint-Père des décisions en la matière. Une majorité d'évêques belges est d'avis que les Conférences épiscopales d'une région, en cas de pénurie de prêtres célibataires, puissent demander au Saint-Père de pouvoir appeler au sacerdoce des hommes mariés d'un certain âge. Une faible minorité d'évêques belges estime que cela pourrait également se faire, même en dehors du cas de manque de prêtres célibataires.

3. Au sujet des prêtres qui se marient, on est d'avis que l'Eglise doit manifester de la compréhension et qu'elle doit les aider à chercher une solution aussi humaine que possible. Cependant, parce qu'on est en droit d'attendre des ministres de l'Eglise le témoignage d'une fidélité objective, il n'est pas souhaitable que ces prêtres continuent à exercer leur tâche sacerdo-

tales. Toutefois, on peut leur confier certaines fonctions apostoliques déterminées, s'ils le souhaitent eux-mêmes, s'ils sont capables d'être chargés de tâches d'apostolat, s'ils sont acceptés par la communauté locale, avec la permission de l'évêque et en accord avec l'attitude de l'Eglise universelle.

Note : De leur côté, le clergé et les laïcs de mon pays se sont prononcés à travers les Conseils presbytéraux et pastoraux en une très large majorité ■■ faveur de l'ordination sacerdotale d'hommes mariés.

(II. — Raisons pour lesquelles le cardinal soutient la position des Conseils presbytéraux et pastoraux de Belgique)

Pour ma part, je prône cette option pour les raisons suivantes :

Première raison :

Comme évêques, nous avons reçu le pouvoir de l'ordre, le pouvoir d'ordonner des prêtres. Mais nous n'avons pas seulement le pouvoir d'ordonner, nous avons le devoir d'ordonner le nombre suffisant de prêtres dont le peuple de Dieu a besoin.

C'est nous, la hiérarchie, qui portons la responsabilité première en cas de pénurie du clergé, pénurie qui se mesure non en chiffres absolus, mais en besoins non comblés ; c'est nous, hiérarchie, qui portons la responsabilité première de cette carence ; là où les prêtres manquent, nous avons le devoir d'en susciter. Ce devoir d'ordre divin prime toute législation ecclésiastique qui bloque le recrutement des candidats et qui leur impose uniformément des qualités que l'Ecriture ■■ demande pas.

Deuxième raison :

Le peuple chrétien, de son côté, a le droit strict à recevoir les prêtres qu'il lui faut pour et dans son milieu, prêtres dont les qualités correspondent sensiblement aux exigences de ces milieux divers. Le cardinal Cardijn a répété à travers le monde qu'il fallait christianiser le milieu par le milieu. Cela vaut pour les laïcs, mais *a fortiori* pour les prêtres, leaders naturels de leur milieu. Je dis bien des prêtres et non des suppléants laïcs ou diacres, si précieux soient-ils. Une communauté chrétienne authentique et vraie se bâtit autour de l'autel et de la table eucharistique. Comme le disait le P. de Lubac : « C'est l'Eglise qui fait l'eucharistie, mais c'est l'eucharistie qui fait l'Eglise. » Le peuple chrétien ■ droit à ne pas être sous-alimenté ou affamé.

Il nous faut faire notre examen de conscience : nous appelons ■ paroisses ■ une communauté rurale de deux cents âmes comme une circonscription urbaine de vingt mille. C'est là une fiction juridique insensée, sans signification humaine et religieuse. Ce non-sens pastoral paralyse et décourage nos prêtres les plus dévoués. Il nous faut retourner à l'échelle humaine des communautés vraies. Le renouveau de notre pastorale est à ce prix. Or ce prix implique l'ouverture du sacerdoce aux hommes mariés de ces mêmes milieux, en union du reste avec la pluralité des autres ministères. Qui prendra en charge les buildings de nos villes, qui y célébrera l'eucharistie sinon des hommes mêlés à la vie même des habitants ? Qui prendra en charge des continents tragiquement dépourvus de prêtres et en constante explosion démographique, s'il est interdit de faire appel au concours des hommes mariés ?

Refuser le sacerdoce à des baptisés capables d'assumer cette responsabilité est inconcevable et scandaleux : seule la force de l'habitude nous empêche d'en prendre conscience. Et par ailleurs, si le peuple ■ le droit strict à recevoir les prêtres dont il a besoin, il en résulte comme conséquence immédiate que les baptisés ont le devoir d'offrir à l'évêque des candidats pris parmi eux. De même qu'au plan civil une commune trouve un maire, de même, *mutatis mutandis*, une paroisse ou un milieu de vie doit pouvoir trouver un leader religieux. Ces hommes existent, nombreux, généreux, profondément chrétiens : ils attendent l'appel.

Troisième raison, qui surpasse toutes les autres :

Au-delà du droit du peuple fidèle à recevoir des prêtres, il y a le droit de Notre-Seigneur Jésus à se communiquer aux siens dans la célébration des mystères eucharistiques. Le Maître nous ■ donné ■■ nourriture et en breuvage son corps et son sang, dans un geste de simplicité familiale, à la portée de tous.

Pourquoi craindre que, en intensifiant ou simplement en rendant possible aux chrétiens une vie eucharistique pleine, la vocation au célibat consacré serait mise en danger ? C'est le contraire qui doit se produire : multiplier les centres eucharistiques, c'est multiplier les vocations pluriformes et spécialement celles ■■ célibat consacré.

Allons-nous, par une législation étroite, empêcher Jésus-Christ d'appeler dans leur habit de travail les hommes là où ils se trouvent, comme jadis il a appelé Levi derrière son comptoir et Pierre près de sa barque ?

Allons-nous oublier que Jésus a fondé son Eglise, non sur saint Jean qu'il aimait pourtant d'une prédilection spéciale, mais sur un homme marié du nom de Pierre ?

Allons-nous empêcher Jésus de renouveler sous nos yeux la parabole du maître à la recherche d'ouvriers pour sa vigne et qu'il appelle à toute heure du jour, jusqu'à la onzième heure inclusivement ?

C'est une leçon qui plaide pour la diversité, la complémentarité, le pluralisme.

En conclusion :

Revenant à la *Relatio*, je constate que celle-ci :

a) Nous invite à aborder la question « *maxima cum honestate* », avec une pleine liberté ;

Je regrette profondément que la levée des restrictions, mises antérieurement par les autorités romaines, vienne si tard. Je dirais cinq ans trop tard.

b) A cause de cette interdiction, nous n'avons pu jusqu'ici étudier en Eglise, ouvertement et librement, le problème sacerdoce-célibat selon toute sa complexité.

c) On souhaite en finir avec cette question : hélas ! à cause de ces entraves préliminaires, nous ne sommes pas en mesure de clore valablement cet examen dans ce Synode.

Je considérerais donc comme une catastrophe si le Synode tendait à y mettre un point final.

Je termine en exprimant le vœu que des Commissions d'études soient établies dans toutes les Conférences épiscopales du monde pour poursuivre l'examen de la question « *maxima cum honestate* ». Pareilles commissions devraient pouvoir bénéficier des expériences tant positives que négatives des autres Eglises chrétiennes.

Seules les Conférences épiscopales des différentes régions peuvent valablement entreprendre cette étude : c'est elles qui ont, en première instance, le devoir et le droit de s'occuper de tout ce qui concerne la vie concrète des Eglises, l'unité de foi et de communion étant sauves.

† L.-J. cardinal SUENENS.
archevêque de Malines-Bruxelles.

LES MINISTÈRES FÉMININS DANS L'ÉGLISE

*Intervention du cardinal FLAHIFF,
archevêque de Winnipeg,
au nom de l'épiscopat canadien
(11 octobre) (1)*

SAINT-PÈRE,
VÉNÉRABLES FRÈRES,

Mon intention première était de parler de la diversification des ministères dans l'Eglise actuelle, mais je constate que le sujet a été bien traité, ■ particulier par les interventions de Mgr l'archevêque Etchegaray, ainsi que des évêques Tepe et Degenhardt. Si bien que je n'ajouterai rien sur ce sujet, surtout en voyant le nombre d'orateurs inscrits.

Je me limiterai à une question, à laquelle déjà Mgr Plourde ■ fait allusion, mais qui n'a pas encore été développée. Plusieurs ont parlé du ministère de toute l'Eglise. Plusieurs ont commenté la diversification croissante des ministères en liaison avec les ministères propres aux laïcs. Mais personne n'a soulevé la question des ministères de la femme. C'est la question que je pose : est-ce que tous les nouveaux ministères seront réservés aux hommes ?

1. Un bref rappel historique

Ce n'est pas mon intention de m'étendre sur cet aspect du problème. La réponse classique, lorsqu'on posait cette question il y a vingt ans, était : a) Le Christ était un homme, non une femme ; b) Il a choisi douze hommes pour être ses premiers pasteurs, aucune femme ; c) Saint Paul ■ clairement dit que les femmes doivent se taire dans l'Eglise, donc elles ne peuvent être ministres de la Parole (1 Co 14, 34-35) ; d) Paul ■ également dit que la femme ayant péché la première dans l'Eden ne pouvait pas avoir d'autorité sur l'homme (1 Tm 2, 12-15) ; e) L'Eglise primitive ■ eu des ministres féminins, en particulier en Orient et surtout jusqu'au VI^e siècle, mais ces ministres n'étaient pas ordonnés. Et la conclusion était donc : le ministère est un métier d'homme. Que les femmes se contentent du sort de la Sainte Vierge et des autres femmes de l'entourage de Jésus : qu'elles soient des servantes fidèles et dévouées.

Comme vous tous le savez, cette démonstration historique ne peut plus être considérée comme valide aujourd'hui. Nous savons que le sacerdoce de l'Ancien Testament était uniquement masculin, en réaction contre les cultes cananéens de la fertilité, dont les sacerdoxes étaient surtout féminins. Nous savons que Jésus ■ pouvait pas changer si radicalement ni si rapidement l'image sociale de la femme dans la

société où il vivait, même si déjà saint Paul pouvait dire qu'il n'y ■ plus ni homme ni femme devant Dieu (Ga 3, 28). Nous savons également que plusieurs des déclarations disciplinaires de Paul ont seulement une portée sociologique, et non doctrinale, comme lorsqu'il impose aux femmes de se voiler la tête dans l'assemblée chrétienne (1 Co 11, 3-16). Par conséquent, je crois qu'il n'y ■ aucun obstacle dogmatique qui s'oppose à ce que nous réexaminions toute la question.

2. Les femmes après Vatican II

Des textes de Vatican II (en particulier dans *Gaudium et spes* et dans *Apostolicam actuositatem*) sont catégoriquement contre toute discrimination contre la femme dans l'Eglise. Mais nous devons admettre que d'excellentes chrétiennes, ainsi que d'autres personnes trouvent qu'on ■ fait peu d'efforts pour réaliser ces affirmations. Elles attendent avec patience la révision du Code de droit canonique, pour qu'on y enlève les passages qui manifestent une infériorité de la femme. C'est le geste d'authenticité qu'elles souhaitent. Et l'évolution de la situation de la femme dans la société moderne, ■ changement qui provient en partie de l'influence chrétienne, fait que nous devons agir sincèrement et sérieusement sur ce point.

Mais cela n'est pas directement mon propos ; la question précédente pourra être abordée lorsque nous étudierons la justice sociale. La question que je pose aujourd'hui est celle de la possibilité d'une place pour la femme dans le ministère, ou mieux dans les ministères, de l'Eglise.

3. La femme et les ministères

Si on considère ce qui ■ été dit sur la diversification croissante de ces ministères, je ne vois pas comment on éviterait d'étudier le rôle de la femme dans ceux-ci. Nous manquerions à notre devoir envers un peu plus de la moitié de l'Eglise, si nous ne parlions même pas du sujet. Je reconnais, par ailleurs, que la situation de la femme n'a pas évolué au même rythme dans toutes les cultures, si bien qu'il sera difficile d'avoir une même perception universelle sur ce point. Mais cette situation ■ tellement changé en plusieurs contrées que nous sommes obligés, en tant que représentants de toute l'Eglise, de poser deux questions concernant les ministères possibles des femmes.

4. Première question

Etant donné la reconnaissance progressive des droits égaux de la femme, tant en droit qu'en fait, étant donné l'injustice de toute discrimination à son égard, devons-nous ou non soulever la question de leur rôle possible dans les nouveaux ministères ?

5. Deuxième question

En même temps qu'apparaissent de nouveaux ministères, pour répondre à de nouveaux besoins de la société en évolution, sous l'action de l'Esprit Saint, pouvons-nous déjà prévoir quels seraient les nouveaux ministères qui seraient plus adaptés à la femme, à sa nature, à ses dons et à sa préparation, dans le monde de ce temps dont *Gaudium et spes* parle si éloquemment ?

6. Réponse pratique

A mon avis, la question est trop sérieuse actuellement pour que le Synode la passe entièrement sous

(1) Traduit du texte anglais.

silence. Par ailleurs, un traitement rapide ou superficiel serait décevant ; il pourrait même être interprété comme une manifestation de plus de la domination des hommes.

Après une consultation informelle de plusieurs mois, les évêques du Canada, en avril dernier, ont rencontré un groupe de représentants hautement qualifiés de groupements de femmes catholiques provenant de toutes les parties de notre pays. Ces femmes ont exprimé clairement, fermement et modestement leurs souhaits. A l'assemblée générale subséquente, qui a eu lieu il y a trois semaines, les évêques ont presque unanimement adopté la proposition suivante, que je vous soumetts de leur part :

« Les représentants de la Conférence catholique canadienne prient leurs délégués de recommander au Saint-Père la formation immédiate d'une Commission mixte (c'est-à-dire formée d'évêques, de prêtres, de laïcs des deux sexes, de religieuses et de religieux), afin d'étudier en profondeur la question des ministères féminins dans l'Eglise. »

Nous ne voulons pas préjuger de la question. Nous ne savons pas si des décisions devront suivre une telle étude. Nous ne savons surtout pas quel rythme et quels modes cette action devrait prendre. Mais, malgré une tradition vieille de plusieurs siècles contre les ministères féminins, nous croyons que les signes des temps (dont le moindre n'est pas le fait que déjà des femmes exercent avec succès des tâches apostoliques et pastorales), que ces signes donc nous pressent d'entreprendre l'étude de la situation présente et des possibilités pour l'avenir. Si nous ne commençons pas dès maintenant cette étude, nous risquons d'être dépassés par les événements. Ceci, et seulement ceci, est la recommandation que les évêques canadiens présentent à ce Synode.

LA POSITION DE L'EPISCOPAT FRANÇAIS SUR LE CELIBAT DES PRÊTRES

*Intervention de Mgr SCHMITT,
évêque de Metz (12 octobre) (1)*

Je parle au nom des évêques français délégués au Synode.

Mon exposé comportera deux parties. Dans la première, je parlerai du contexte nouveau dans lequel les prêtres vivent aujourd'hui le célibat.

Dans la deuxième, je rendrai compte des positions de la Conférence épiscopale française à ce sujet.

I. — Le nouveau contexte du célibat des prêtres

En 1969, s'est tenue à Lourdes une Assemblée évêques-prêtres pour la France. Une question parmi d'autres a retenu l'attention : celle du célibat des prêtres. A la demande de l'Assemblée, fut constitué un Bureau d'études sur cette question, composé d'exégètes, d'historiens, de théologiens et de spécialistes des sciences humaines ; ils ont travaillé pendant deux ans avec plusieurs évêques.

(1) Texte original. Les trois premiers sous-titres en italique sont de notre rédaction.

Mgr Schmitt est président de la Commission épiscopale française du Clergé et des Séminaires.

Bien qu'il ne soit pas terminé, j'utiliserai leur travail dans cet exposé.

Un contexte anthropologique nouveau

A. — Un contexte anthropologique nouveau conditionne la vie des prêtres et explique les débats dont leur célibat est l'objet.

Pour l'exalter ou l'attaquer, on utilise des arguments qui ne sont pas toujours les plus pertinents.

C'est un sujet délicat : il atteint les prêtres au plus profond de leur conscience. Il faut donc l'aborder avec respect, l'étudier dans la clarté, le comprendre dans la foi.

Le contexte anthropologique dans lequel les prêtres vivent aujourd'hui le célibat est certainement chargé d'ambiguïté. Nous devons l'accueillir avec esprit critique et grand souci de discernement. L'expérience chrétienne, soit vécue dans le mariage, soit vécue dans le célibat, peut en être enrichie.

1. Les sciences de l'homme ont mis en lumière l'importance de la sexualité. Elle est une dimension fondamentale de la condition humaine, le principe dynamique de la relation à l'autre.

2. Les relations entre hommes et femmes se sont profondément modifiées : elles sont devenues plus directes et plus spontanées. Une nouvelle image de la femme et une nouvelle conscience de la féminité se développent : elles soulignent à la fois l'égalité et la complémentarité de l'homme et de la femme.

3. Une nouvelle manière de concevoir la loi morale gagne du terrain de jour en jour. On interroge l'expérience. Quelle est sa signification ? Quelle est sa vérité ? Toutes les normes sont remises en question, en particulier celles qui concernent la sexualité. Tout ce qui est imposé par une loi est mal accueilli, y compris l'obligation du célibat pour le prêtre.

4. La fidélité définitive à un engagement public semble, dans la mentalité de beaucoup, comporter un risque d'amoindrissement humain. Dès lors, n'est-il pas téméraire de prendre un engagement définitif ?

Mutations dans l'Eglise

B. — Dans l'Eglise elle-même, des changements se sont produits.

1. Les communautés ecclésiales traditionnelles, notamment les paroisses, ont moins de cohésion interne, aussi aident-elles moins le prêtre à vivre son célibat.

2. L'éducation chrétienne donnée aux enfants et aux jeunes fait davantage appel à leur créativité. Ils sont moins préparés et moins disposés à adhérer à un statut préétabli.

3. Les remises en cause de la foi ont un profond retentissement dans la conscience des prêtres. A l'heure de la tentation, une foi affaiblie n'apporte guère de soutien pour y résister.

4. La spiritualité conjugale a été, très heureusement, remise en valeur. Le couple prend une signification nouvelle ; il devient parfois le lieu d'une authentique vie contemplative et un foyer d'apostolat. A voir le rayonnement de certains couples, des prêtres se mettent à douter de l'efficacité apostolique de leur vie consacrée.

Signification pastorale

C. — Ces mutations dans le monde et dans l'Eglise nous conduisent à nous interroger sur la signification pastorale du célibat des évêques et des prêtres.

La Commission internationale de théologie nous y invite. Après avoir affirmé que le célibat presbytéral

est la condition la meilleure pour exercer le ministère, elle reconnaît qu'il ne peut être exigé partout et toujours. Elle déclare : « Si ceux qui vivent dans la virginité authentifient certains aspects et certaines valeurs de l'Évangile qu'ils prêchent, ceux qui vivent dans le mariage, s'ils sont appelés au ministère, peuvent authentifier d'autres valeurs de cet Évangile. » (« Le ministère sacerdotal », éd. du Cerf, p. 106.)

Dans cette perspective de complémentarité, la signification pastorale du célibat des prêtres apparaît plus clairement.

1. Dans une culture marquée par le sens du progrès, le célibat des prêtres signifie que Jésus-Christ est l'avenir absolu de l'homme.

2. Dans une culture marquée par le sens de la liberté, le célibat des prêtres signifie jusqu'où peut aller la liberté des enfants de Dieu, au service de l'Évangile et de la mission.

3. Dans une culture marquée par le sens des valeurs de la sexualité, le célibat des prêtres signifie, à sa manière et en complément du mariage, la profondeur de l'amour. À l'heure où la sexualité, à force d'être envahissante, risque de sombrer dans l'insignifiance, le célibat pour le Royaume rappelle la grandeur de l'amour et manifeste le sens ultime de toute vie.

4. Dans un monde qui est menacé d'étouffement spirituel, le célibat des prêtres signifie l'éternelle actualité de Dieu, reconnu comme Absolu. Il s'est manifesté à nous en Jésus-Christ qui nous invite à le suivre et à lui ressembler.

5. Dans une civilisation qui est marquée par l'exaltation de la richesse et les prestiges du pouvoir, le célibat des prêtres, vécu dans l'humilité et la pauvreté, signifie le mystère pascal de mort et de résurrection.

Ce ne sont là que quelques pistes de recherche. Il convient que les « *Circuli minores* » les approfondissent et mettent davantage en lumière les motivations anthropologiques, évangéliques et pastorales du célibat apostolique dans le monde d'aujourd'hui.

II. — Les positions de la Conférence épiscopale

C'est dans ce contexte que la Conférence épiscopale de France a été amenée à réfléchir et à prendre position sur trois questions :

A. — L'appel au presbytérat d'hommes jeunes.

B. — L'éventualité d'ordination d'hommes engagés dans le mariage.

C. — La situation ecclésiale des prêtres ayant demandé dispense de l'exercice du ministère et de ses obligations.

A. — L'appel au presbytérat d'hommes jeunes

1. Pour lever toute ambiguïté, les évêques de France se sont exprimés très clairement à ce sujet. Ils ont voté par 101 voix sur 107 votants à l'Assemblée plénière de novembre 1969 la déclaration suivante :

« En raison de l'union personnelle du prêtre à Jésus-Christ et de sa consécration à la mission, nous appellerons au sacerdoce presbytéral ceux qui, par la grâce de Dieu, sont disposés à ce don total que constitue le célibat consacré dans l'esprit évangélique.

En retour, nous nous sentons nous-mêmes engagés, avec tout le peuple de Dieu, à leur offrir les conditions humaines, spirituelles, apostoliques d'un ministère qui corresponde au don de toute leur vie. »

2. En même temps qu'ils exprimaient leur conviction profonde dans la valeur du célibat des prêtres, les évêques reconnaissaient qu'il exigeait, pour s'épa-

nouir, des conditions humaines et ecclésiales favorables. Rappelons-les brièvement :

a) Il suppose une vie de foi et une discipline personnelles fondées sur l'écoute de la Parole de Dieu, la prière, la vie sacramentelle, l'ascèse et la disponibilité continue à l'Esprit-Saint.

b) Il suppose une maturité humaine qui permette d'assumer positivement la sexualité et la relation à la femme dans un climat d'authentique liberté.

c) Il suppose un contexte de vie où une saine affectivité puisse trouver son épanouissement. L'amitié, la vie d'équipe, l'accueil de la communauté, les relations avec des foyers équilibrés jouent un rôle heureux. Dans ce même sens, il est très souhaitable que le prêtre soit dans une situation où puisse se réaliser une certaine fécondité apostolique.

d) Il suppose enfin que puisse être vécue une responsabilité réelle avec l'évêque et avec les autres membres du presbytérat. De nombreuses réponses aux consultations nous ont montré que l'on ne pouvait séparer les problèmes du célibat de ceux liés à l'exercice de l'autorité.

Notre responsabilité d'évêques est très directement engagée. Nous sommes conscients de nos insuffisances et voulons mieux assumer nos lourdes responsabilités en ce domaine.

B. — L'éventualité d'ordination d'hommes mariés

Pour éviter qu'un débat public ne donne lieu à des indiscrétions et à des malentendus, les évêques de France avaient été invités à se prononcer par lettre sur l'éventualité d'ordonner « des hommes d'âge mûr, qui auraient déjà, auprès des leurs, le témoignage d'une vie familiale et professionnelle exemplaire » (Doc. présynodal, p. 24).

De l'examen approfondi et répété des explications accompagnant les réponses, se dégagent les motivations suivantes :

1. Les raisons pastorales invoquées (diminution des vocations, nécessité de l'évangélisation, besoin des fidèles, remède aux difficultés actuelles, etc.) ne paraissent pas suffisantes pour entraîner un changement de discipline. Les arguments tirés de l'exégèse et de l'histoire ne paraissent pas plus convaincants.

2. Il conviendrait de trouver d'abord d'autres solutions : promouvoir l'expérience des diacres mariés et en apprécier les résultats ; confier aux religieux et aux laïcs, hommes et femmes, toutes les tâches qu'ils peuvent accomplir, etc.

3. La réflexion sur cette question n'a pas été assez poussée ; il faudrait réfléchir aux conséquences pour la personne et le foyer (épouse et enfants) de celui qui serait ordonné, la formation qu'il recevrait, les ministères qui lui seraient confiés.

4. Il serait malsain de prendre une décision d'une telle importance dans un climat de contestation et de fièvre. Elle risquerait d'affaiblir le témoignage évangélique de l'Eglise et de ralentir son élan missionnaire.

5. Une initiative intempestive provoquerait un grand trouble chez les prêtres très nombreux — nous pouvons en témoigner — qui, dans la situation actuelle, s'efforcent de vivre courageusement leur célibat ou d'acheminer des jeunes vers l'ordination presbytérale.

Pour toutes ces raisons, la majorité des réponses n'envisage pas, pour la France, l'ordination d'hommes mariés.

Toutefois, si des Conférences épiscopales estimaient que l'ordination d'hommes mariés répondait aux

besoins de leurs Eglises, nous estimons que cette autorisation devrait être accordée aux conditions :

1. Qu'elle soit exigée par les besoins impératifs de la mission.
2. Qu'elle soit demandée et accordée aux Conférences épiscopales d'une même aire géoculturelle.
3. Que le Saint-Siège soit juge, dernière instance, des conditions d'application.

C. — La situation ecclésiale des prêtres ayant demandé dispense de l'exercice du ministère et de ses obligations

Les évêques de France considèrent comme des frères dans le Christ les prêtres qui, après avoir consacré le meilleur d'eux-mêmes au ministère pastoral, ont demandé à en être déchargés et ont obtenu dispense de ses obligations.

Les évêques estiment qu'il convient d'inviter ces prêtres à participer à l'apostolat de l'Eglise, selon leur compétence. Mais ils estiment également n'avoir pas le droit de leur confier un ministère proprement presbytéral.

LES RELATIONS EVEQUES-PRETRES

*Intervention du cardinal MARTY,
archevêque de Paris
(13 octobre) (1)*

Peu d'évêques ont traité de la coresponsabilité pastorale. L'épiscopat français considère capitale la question des rapports entre l'évêque et les prêtres du diocèse, ainsi que celle des liens organiques entre le presbytérat et l'épiscopat.

Les prêtres attendent sur ce point des changements ; ils expriment l'urgente nécessité d'instaurer un nouveau style de collaboration.

Deux remarques préliminaires :

1. On ne peut traiter des relations « prêtres-évêques » sans rappeler d'abord l'exigence du dialogue et du travail commun avec les autres chrétiens, laïcs, religieux, religieuses.
2. La délégation française prend acte des orientations présentées par le cardinal Enrique y Tarancon, au chapitre second de son rapport ; nous tenons à souligner l'importance des pages 12 et 13.

Première partie

Les relations interpersonnelles

Dire qu'elles sont nécessaires, c'est une évidence. C'est une question de justice ; c'est une condition de l'efficacité missionnaire.

Depuis le Concile, nous assistons, dans un nombre croissant d'Eglises locales, à un changement non négligeable. Des liens de respect et d'amitié existent. La volonté d'accueil, d'écoute, de dialogue est clairement manifestée. Les erreurs, comme les incompréhensions, ne sont pas camouflées. L'image de l'évêque change ; il ne doit plus être comme un préfet, un administrateur. Il veut être pasteur ; il cherche à être le père et l'ami des prêtres.

Je tenais à en porter témoignage ; il n'est ni bien-faisant ni honnête de toujours se frapper la poitrine, de noircir la vie !

Dire que les relations évêques-prêtres sont aujourd'hui délicates, parfois contestées et inopérantes est aussi une évidence. Les difficultés viennent d'un manque de savoir-faire, d'une différence d'âge, de la diversité des mentalités, de la peur de l'affrontement collectif, de la solitude devant les responsabilités...

Ces explications sont vraies. Elles laissent, malgré tout, insatisfaits. La raison me paraît être que les relations interpersonnelles sont insuffisantes. Le décret *Presbyterorum ordinis* rappelle justement qu'entre les prêtres et les évêques existe une fraternité sacramentelle ; cette fraternité n'est pas un pur sentiment. Elle trouve sa source et sa fin dans l'ordination à la commune mission apostolique.

Il serait dangereux de croire que des conversations privées, un amical accueil, une attention délicate à chacun puissent permettre de trouver les solutions neuves aux problèmes actuels. Nous sommes d'abord appelés à collaborer, à travailler ensemble au salut de Jésus-Christ pour le monde d'aujourd'hui. Nous devons apprendre à « faire équipe ». Il nous faut promouvoir une coresponsabilité institutionnelle.

Deuxième partie

Pour une coresponsabilité institutionnelle

A deux niveaux : dans le diocèse ; au-delà du diocèse.

1. Dans le diocèse

Le Conseil presbytéral est la structure privilégiée de la coresponsabilité. Le Concile a voulu qu'autour de l'évêque soit institué ce Conseil du presbyterium. C'est partout chose faite, je le crois.

Cette réalisation était indispensable. Elle est positive. Elle rencontre cependant des difficultés, quelquefois engendre lassitude et critique. N'en soyons pas étonnés. Ne soyons pas scandalisés qu'un tel effort de rénovation pose, six ans après le Concile, des questions que nous n'avions pas prévues.

J'en souligne, entre autres, deux :

a) Les évêques comme les prêtres se sentent paralysés parfois dans leur action pastorale et leur initiative apostolique. Est-ce que le cardinal Suhard, mon prédécesseur à Paris, aurait lancé cette audacieuse entreprise des prêtres-ouvriers s'il avait dû consulter tous les prêtres et le peuple ? Il y a des jours où l'Evangile nous presse ; il y a des jours où nous devons avoir le courage de décider et d'agir. C'est ici la question de la liberté des initiatives missionnaires et des nécessaires confrontations.

b) La seconde difficulté est fortement ressentie par des prêtres : c'est celle de leur participation aux décisions. Membres du Conseil presbytéral, ils se savent les coopérateurs de l'évêque. Or, au sein du Conseil presbytéral, s'ils sont consultés, ils n'ont pas prise immédiatement sur la décision ; ils ont l'impression de ne pouvoir s'engager jusqu'au bout dans son élaboration. C'est ici la question du pouvoir consultatif ou délibératif des membres du Conseil presbytéral.

(1) Texte original.

2. La coresponsabilité au-delà du diocèse

Le Concile ■ explicitement reconnu la spécificité de l'*Ordo presbyterorum*. Il a envisagé la relation entre le presbytérat et l'épiscopat.

Les prêtres ne sont pas seulement prêtres autour d'un évêque. Ils n'ont pas une « mission limitée et restreinte, mais une mission d'ampleur universelle » (PO, 10).

Ils participent au presbytérat situé dans la région, au niveau d'une Conférence épiscopale et au niveau de l'Eglise universelle. Ne faut-il pas trouver, développer à tous ces niveaux des moyens de collaboration entre les évêques et les prêtres ? Il semble que les essais sont encore timides.

En conclusion

La coresponsabilité évêques-prêtres me paraît poser des problèmes de trois ordres :

— *D'ordre théologique d'abord*, par exemple la nature des liens entre l'évêque et le presbyterium, la place de l'ordre presbytéral et son lien avec l'épiscopat, etc.

— *D'ordre psycho-sociologique ensuite* : avouons que nous ne sommes pas prêts à assumer au plan de la méthode ces structures modernes de gouvernement. N'est-ce pas un devoir de notre état d'appréhender ?

— *D'ordre juridique enfin* : nous ne devons pas mépriser le droit. Il devient urgent qu'au sein de l'Eglise locale soient objectivés, précisés, reconnus les rapports personnels et collectifs entre les membres de la communauté ecclésiale.

LES RELATIONS

ENTRE PRETRES ET LAICS

*Intervention du cardinal ROY,
président du Conseil des laïcs
(14 octobre) (1)*

TRÈS SAINT-PÈRE,
VÉNÉRABLES FRÈRES,

1. Il revenait à la partie doctrinale de notre étude de réaffirmer la doctrine du II^e Concile du Vatican sur la distinction réelle entre le sacerdoce ministériel et le sacerdoce commun dans l'Eglise ; mais il reste ensuite au Synode à parler clairement du problème concret qui se pose au prêtre dans ses relations avec ses frères les laïcs.

Il importe de rappeler aux prêtres que le don éminent du sacerdoce ministériel, loin d'être principe de division ou même d'opposition entre eux et les laïcs, est le fondement de leur union dans la vie de l'Eglise : par ce don, en même temps qu'il est ordonné à Dieu à un titre nouveau, le prêtre est, d'une manière spéciale, rattaché à ses frères. Il est, à ce titre, deux fois serviteur et frère des laïcs.

2. Bien que nos prêtres soient convaincus de cette vérité, l'un des grands problèmes concrets de l'Eglise est de faire traduire cette conviction dans les faits. On pense ici tout naturellement à la difficulté que ressentent les prêtres âgés à changer des habitudes

pastorales acquises à une époque où l'autorité s'exerçait de façon moins souple et attendait moins de l'initiative des laïcs. Mais les fidèles qui ont l'expérience de la participation à la pastorale vous disent qu'ils constatent chez des jeunes prêtres tout autant que chez les anciens une certaine hésitation et souvent même une répugnance à faire appel à la collaboration des laïcs. Il s'agit donc d'une forme de ministère où, moins qu'ailleurs, on peut se contenter des bonnes intentions : il faut une action positive, une méthode fondée sur la foi et la psychologie, des institutions diverses assurant à une action pastorale commune un cadre favorable et une assistance efficace.

Il faut aussi qu'on soit disposé à faire appel non seulement à un tout petit nombre de laïcs, mais aux laïcs dans leur ensemble, en faisant pleine confiance aux jeunes comme aux adultes, aux femmes comme aux hommes.

3. La crise d'identité et l'épreuve de la solitude ont comme cause principale le fait que les fidèles ne vont plus au prêtre aussi spontanément qu'autrefois ; le prêtre doit aller vers eux comme le Bon Pasteur cherchant la brebis égarée, et il ■ souvent l'impression de prêcher dans le désert. Le plus sûr moyen de remédier à cet isolement et à ces doutes n'est-il pas de s'entourer de fidèles convaincus et actifs qui soutiennent le zèle du prêtre et multiplient le rayonnement de son apostolat ?

4. Il faut rappeler ici deux obligations distinctes :

a) Celle du prêtre qui doit employer, et souvent découvrir, les moyens concrets qui le mettront en communication habituelle avec les fidèles et assureront la formation et l'animation d'apôtres et de chefs ;

b) Celle de l'évêque qui doit souvent rappeler ce devoir à ses prêtres et les aider à s'initier aux meilleures méthodes d'apostolat. Il s'agit ici de comprendre et d'employer à la fois certaines formes traditionnelles de ministère qui n'ont rien perdu de leur valeur et des méthodes nouvelles que la pédagogie moderne et la dynamique de groupe nous suggèrent.

5. Et de la part de l'évêque, et de la part du prêtre, cette pastorale exige non seulement une conviction intérieure vers une action positive, un travail prolongé, l'audace dans la recherche et les expériences, la persévérance dans l'effort. Il y a lieu d'appliquer ici ce que Paul VI ■ enseigné si fortement dans sa lettre *Octogesima adveniens* sur la réflexion personnelle et l'initiative indispensables pour passer du domaine de la doctrine à celui de l'action.

L'exercice de la coresponsabilité entre prêtres et laïcs n'est pas une œuvre facile ; ce n'est pas un don qui sera offert au pasteur sur un plateau d'argent. C'est une voie étroite et montante où nous devons marcher ensemble la main dans la main ; mais ceux qui ont le courage et la patience de la prendre trouveront plus sûrement les verts pâturages où veut les conduire le Bon Pasteur.

6. Il faut ici mettre en œuvre toute une série de moyens : conseil diocésain de pastorale, conseil paroissial, conseils régionaux, formules diverses de mouvements d'apostolat et autres associations, grâce auxquelles les fidèles participent davantage à la vie de l'Eglise.

Seule une collaboration éclairée et persévérante du prêtre avec le prêtre, du prêtre avec le laïc et de tous avec l'évêque, peut faire qu'on sente rayonner dans le champ du Seigneur non un feu de paille,

(1) Texte français original.

mais l'Esprit qui souffle sans cesse et renouvelle la face de la terre.

Il faut éclairer la foi, stimuler l'initiative, reconnaître et mettre en œuvre les dons naturels et la compétence professionnelle, discerner les charismes et les faire « rayonner », ne pas s'irriter devant les hésitations et les lenteurs, pardonner les erreurs inévitables ; il faut aussi accepter humblement qu'un laïc soit parfois supérieur à un prêtre ou à un évêque en science, en prudence ou en sainteté.

Dans la mesure où il saura comprendre et respectera la responsabilité propre du laïc, le prêtre pourra comprendre et assumer pleinement sa propre identité et son rôle sacerdotal.

7. Le rôle assigné par *Gaudium et spes* à l'Eglise en face du monde d'aujourd'hui est également pour le prêtre une source d'inquiétude et de doute ; devant l'immensité et l'urgence de l'œuvre à accomplir, il est parfois tenté de renoncer au ministère de la parole et de l'eucharistie pour se donner entièrement à une activité sociale ou politique. Mis à part les cas exceptionnels où le prêtre doit exercer une action supplétive, cette préoccupation d'une action temporelle à poursuivre à tout prix ne vient-elle pas trop souvent de ce que le prêtre croit être seul capable de faire ce qui devrait être, et sera souvent mieux fait, par des laïcs ? En s'appliquant de toute son âme à l'évangélisation des laïcs, le prêtre affirmera son identité réelle et il formera du même coup des ouvriers plus nombreux et plus compétents qui assumeront leurs responsabilités propres dans le domaine temporel.

8. Plus le prêtre, dans sa pensée et ses actes, reconnaîtra ce qui le distingue du laïc, plus il lui sera uni et plus cette union des dons complémentaires que le Christ a donnés au peuple de Dieu sera féconde pour l'Eglise et pour le monde. Merci !

LES « CIRCULI MINORES »

Voici la composition des 12 groupes de travail entre lesquels ont été répartis les Pères du Synode, avec l'indication de leurs présidents et de leurs rapporteurs (pour le thème au sacerdoce), élus par le groupe :

	PRESIDENTS	RAPPORTEURS
Latin	Card. FELICI	Patriarche BATANIAN
Français A	Card. GARRONE	Mgr ETCHEGARAY
B	Card. MARTY	P. LÉCUYER
C	Card. SUENENS	Mgr SCHMITT
Allemand	Card. DOEPFNER	Mgr HENGSBACH
Anglais A	Card. CONWAY	Mgr CORDEIRO
B	Card. DEARDEN	P. HESTON
C	Card. CARBERRY	P. VAN ASTEN
Italien	Card. POMA	Mgr BARTOLETTI
Espagnol-Portugais A	Mgr BRANDAO VILELA	Mgr DERISI
B	Card. LANDAZURI-RICKETTS	Mgr McGRATH
C	Mgr PIRONIO	Mgr TORRES-OLIVER

LE SYNODE ET L'AVENIR
DES VOCATIONS

Intervention du cardinal GARRONE
préfet de la S. congrégation pour l'Education
catholique (1^{er} octobre)

Le cardinal Garrone voit une relation étroite entre les travaux du Synode et le sort futur du sacerdoce dans l'Eglise, l'avenir des séminaires. Ceux-ci sont en lente et progressive diminution à cause de l'extinction des vocations. Parmi les causes de ce phénomène, la plus profonde est l'incertitude qui règne dans l'Eglise sur la nature et la signification du sacerdoce. On ne sait plus où conduit cette voie, comment définir et accepter les exigences spirituelles de cette vocation ; on ne s'engage pas pour un but incertain. Soyons attentifs aux modalités que nous proposerons au terme de nos conclusions. Au-delà des questions secondaires — et le célibat en est une, — il faut revenir à celle qui est essentielle : pour-quoi le sacerdoce ?

Si ce Synode manifestait son incapacité de dire ce qu'est un prêtre, il donnerait un coup fatal à l'avenir de tout séminaire. Nous devons donc rendre témoignage des raisons qui nous ont conduits à donner notre vie au Christ.

Tant que l'on ne verra pas le but du séminaire on hésitera sur les exigences à proposer. Notre vœu est que nous croyions dans le sacerdoce, celui de Trente et celui de Vatican II.

(Extrait du communiqué de presse du Synode).

multicopie:
vérifiez
que vous êtes
bien équipé.

Les progrès de la multicopie stencil et offset s'accroissent : pour être certain d'en bénéficier complètement, procurez-vous la nouvelle documentation Gestetner ; vous y trouverez tous les détails sur les duplicateurs modernes au maniement simplifié, sur les matériels de préparation ultra-rapide de stencils ou plaques. Vous découvrirez de nouvelles méthodes pour reproduire des documents plus vite, plus fidèlement, aux moindres frais. Quelques documentations n° 332 restent disponibles. Demandez votre exemplaire dès aujourd'hui à Gestetner, 71, rue Camille-Groult - 94 - VITRY Tél. 680.47.85

Événements et Informations

FRANCE

La session des aumôniers ruraux

Elle a rassemblé 140 participants à Chantilly les 18, 19, 20 septembre, sur le thème : « *Promotion humaine et annonce de Jésus-Christ au CMR* » (Chrétiens dans le monde rural). Une trentaine de laïcs participaient à la session ainsi que quatre évêques, NN. SS. Leuliet, Boillon, Harlé (Commission épiscopale du monde rural) et Véniat, évêque de Fort-Archambault (Tchad), diocèse où des aumôniers et des foyers français du CMR sont venus apporter une aide réelle aux foyers ruraux africains qui construisent leur Mouvement. Trois exposés de spécialistes : sur les courants de pensée contemporains (M. Jean Guichard, de la Chronique sociale de Lyon) ; l'originalité et le lien de l'annonce de Jésus-Christ par rapport à la promotion humaine (le P. Duquoc, O.P., de Lyon) ; l'évolution historique de l'Eglise à propos de cette relation, promotion humaine, annonce de l'Evangile (M. J.-M. Mayeur, professeur d'histoire). Trois interventions ont situé les perspectives du CMR : étapes du Mouvement vers une prise de conscience plus vive que le Christ doit être reconnu comme personne (et non pas seulement comme une valeur), avec la nécessité de rejoindre toute l'Eglise ; caractéristiques de la vision de l'homme par le CMR, sensible aux diversifications du monde rural (avec le développement du travail par branches socio-professionnelles), nécessité de réfléchir à tous les aspects de la vie humaine (secteurs civique, familial, etc.) ; accent mis sur les réalités collectives, inséparables d'une perspective de foi dans une vision optimiste, car l'homme est capable de dépassement. (« *La Croix* », 22 septembre.)

Nouvel Abbé cistercien de Timadeuc

Il s'agit du P. Claude Richard, 33 ans. Il succède au P. Emmanuel de Miscault, démissionnaire. (« *La Croix* », 25 septembre.)

Session nationale des aumôniers d'étudiants

Elle s'est tenue les 23, 24 et 26 septembre, à Fontenay-sous-Bois. Les 90 aumôniers présents ont fait porter leur réflexion sur le thème central de la foi : relation entre l'expérience humaine et la foi, réflexion intellectuelle avec des prêtres de la Mission de France en contact habituel avec l'incroyance, situation du monde étudiant par rapport à la foi et à l'Eglise... (« *La Croix* », 25 septembre.)

Assemblée générale de la Mutuelle Saint-Martin

Les 21 et 22 septembre au grand séminaire d'Issy, plus de 250 personnes représentaient les diverses sections de la Mutuelle. Il a été décidé de prendre en charge pratiquement à 100 % des tarifs de la Sécurité sociale, les frais d'hospitalisation. Avec les autres institutions sociales des prêtres, des religieux et des religieuses qui se sont formées autour d'elle (« *Mutuelle Saint-Martin des religieuses* » en 1963 ; « *Entraide missionnaire internationale* » en 1966 pour la couverture des soins de santé des missionnaires et des prêtres des clergés séculiers des pays de jeune chrétienté ; « *Entraide des missions et des instituts* » pour l'assurance vieillesse des religieux et des religieuses en 1968), elle est au service de près de 150 000 personnes pour l'assurance maladie et de plus de 80 000 pour l'assurance vieillesse, c'est-à-dire de la quasi-totalité des prêtres, religieux et religieuses de France. (« *Ibid.* », 25 septembre.)

A la Mission Ouvrière

Le P. Stocklouser remplace le P. Menant (qui rejoint son diocèse de Nantes). Curé de Saint-Avoid (Moselle), il était chargé sur le plan diocésain de la formation permanente des prêtres coordonnateurs du secteur de Mission ouvrière de La Merle, après avoir exercé son ministère à Merlebach, dans le Bassin houiller de Lorraine. (« *Ibid.* », le 27 septembre.)

Enseignement catholique de Maine-et-Loire

Il compte recevoir 67 000 élèves,

soit 43 % environ des effectifs de l'ensemble du département (43 000 dans le primaire, 16 000 dans les premiers cycles, 5 600 dans le second cycle long, 1 000 environ dans le second cycle court, 2 500 dans les écoles d'apprentissage et de formation au CAP). (« *La Semaine religieuse d'Angers* », 19 septembre.)

Incardination des prêtres des Missions étrangères de Paris

Nous trouvons les précisions suivantes (qui valent aussi pour d'autres diocèses) dans « *la Semaine religieuse de Quimper et de Léon* » du 20 septembre : « ... Cette incardination a été préparée par une récente convention générale entre l'Assemblée des évêques de France et la Société des Missions étrangères de Paris (rue du Bac). Elle se réalise maintenant d'un commun accord entre la Société des Missions étrangères, les missionnaires précités et le diocèse de Quimper. Cette disposition veut exprimer la participation directe des diocèses de France à la mission universelle de l'Eglise et rendre plus manifestes la communion et l'entraide entre les Eglises particulières. Les missionnaires des MEP, tout en étant incardinés à notre diocèse, restent au service de la Société des MEP. Ils sont et ont toujours été des prêtres séculiers. Par l'incardination, ils entendent rester unis à leur diocèse d'origine. Tout spécialement pendant les périodes de congé en France, ils contribueront à l'animation missionnaire de leurs communautés chrétiennes d'origine. »

Prêtres Fidei Donum en Afrique et en DOM-TOM

Pour l'année 1971, on comptera 28 prêtres partant en Afrique ou en DOM-TOM. Il semble que 34 au moins rentreront à la fin de leur séjour. Les départs ne compensent donc pas les retours. Les affectations des partants sont très diverses : ministère paroissial, Action catholique, séminaires, aumôneries de scolaires, formation permanente du clergé ; 8 sont envoyés en Côte-d'Ivoire, 5 au Cameroun, 4 à Madagascar, 3 en République centrafricaine, 1 en Haute-Volta, 1 au Daho-

mey, 1 au Gabon, 1 au Sénégal, 1 au Burundi, 1 au Mali, 1 à la Réunion, 1 en Nouvelle-Calédonie. (« SNOP », 22 septembre.)

ÉTRANGER

AFRIQUE DU SUD

A propos de l'aide du COE

Le premier ministre sud-africain, M. Vorster, a vivement réagi à la décision du Conseil œcuménique des Eglises de renouveler son aide financière (200 000 dollars) à 17 organisations antiracistes, dont plusieurs d'Afrique du Sud. M. Vorster a, en effet, *annoncé qu'il n'autoriserait plus aucune délégation du COE à entrer en Afrique du Sud et qu'aucune subvention ne serait plus accordée aux Eglises sud-africaines qui restent membres du COE*. Une délégation du Conseil œcuménique des Eglises devait se rendre en Afrique du Sud prochainement, précisément pour organiser avec le Conseil national des Eglises sud-africaines la répartition des sommes attribuées à plusieurs mouvements antiracistes. (« La Croix », 18 septembre.)

ALLEMAGNE FEDERALE

Comme prévu, dans son Assemblée plénière d'automne à Fulda, la *Conférence épiscopale a réélu comme président le cardinal Julius Döpfner*, archevêque de Munich et Freising. (« Kna », 23 septembre.)

L'enseignement catholique

Les 1 027 établissements d'enseignement catholique d'Allemagne fédérale et de Berlin-Ouest accueillent, pour l'année scolaire 1971-1972, 200 000 élèves, garçons et filles : 16 220 dans l'enseignement primaire, 28 161 dans le professionnel, 45 888 dans le secondaire, 103 143 dans l'enseignement supérieur non universitaire et 6 143 dans l'enseignement spécial. (« Kipa », 24 septembre.)

BRESIL

Verdict dans le procès des Dominicains

Dix mois après avoir « instruit » le procès, le tribunal militaire de Sao Paulo a rendu son verdict dans l'affaire des religieux dominicains emprisonnés depuis le mois de novembre 1969 et impliqués par la police dans l'affaire Marighela, ancien député communiste abattu par la police dans un guet-apens. Les PP. Yves Lesbaupin, Fernando de Brito et Carlos Alberto Christo ont été condamnés à quatre ans de prison pour activités antigouvernementales.

Un autre religieux a été condamné à six mois de détention. « Ainsi prend fin « judiciairement », écrit Robert Ackermann dans « La Croix » du 16 septembre, une affaire où la justice n'aura jamais trouvé son compte, et qui aura été marquée, d'un bout à l'autre, par de fausses déclarations de la police politique, les tortures, les campagnes de presse menées contre l'ordre dominicain ».

CANADA

Missionnaires catholiques canadiens. Statistiques 1971

Ces statistiques émanent du « Département des Missions-Conférences religieuses canadiennes », 324 est, avenue Laurier, Ottawa, Ontario. — *Missions extérieures* : 5 256 missionnaires, se répartissant ainsi : AFRIQUE 9 évêques, 562 prêtres religieux, 10 prêtres séculiers, 519 Frères, 1 048 Sœurs, 16 appartenant à des instituts séculiers, 68 missionnaires laïcs, 13 scolastiques (42,7 %) ; AMERIQUE LATINE : 7 évêques, 483 prêtres religieux, 114 prêtres séculiers, 237 Frères, 969 Sœurs, 44 membres d'instituts séculiers, 32 missionnaires laïcs, ■ scolastiques (36,04 %) ; ASIE : 4 évêques, 362 prêtres religieux, 157 Frères, 432 Sœurs, 18 membres d'instituts séculiers, 8 scolastiques (18,7 %) ; OCEANIE : 1 évêque, 17 prêtres religieux, 31 Frères, 82 Sœurs, 5 missionnaires laïcs (2,6 %). — *Missions intérieures* (entrent aussi dans cette catégorie quelques autres postes où les missionnaires œuvrent parmi les Indiens) : Grouard - Mc Lennan, Prince-George, Mackenzie-Fort Smith, Whitehorse, Keewatin-Le Pas, Churchill-Baie d'Hudson, Moosonee, Labrador-Schefferville ; 885 missionnaires, dont ■ évêques, 214 prêtres religieux, 40 prêtres séculiers, 94 Frères, 453 Sœurs, 14 membres d'instituts séculiers, 62 missionnaires laïcs.

ETATS-UNIS

Les effectifs sacerdotaux aux Etats-Unis

De positif qu'il était en 1965, le bilan des ordinations sacerdotales aux Etats-Unis est devenu négatif, en cinq ans. En effet, en 1965, il y avait, pour 100 prêtres ordonnés, 75 départs (décès, pension, retour à l'état laïc). En 1970, la situation a été de 100 ordinations pour 250 départs. C'est ce que révèle un rapport rédigé par un sociologue américain, Eugène Shallert, S.J., directeur de l'Institut de Recherche sociologique de l'épiscopat, et qu'il a

fait parvenir à la Secrétairerie d'Etat, en y joignant une analyse de diverses enquêtes réalisées aux Etats-Unis et au Canada. Au cours des années 1965-1970, le nombre des ordinations a régressé de 30 %. (« Kipa », 18 septembre.)

ISRAEL

Rectification

Un de nos lecteurs, particulièrement bien documenté, nous signale que, contrairement à ce que nous avons publié sur la foi d'une information de l'Agence « Kipa » (DC, n° 1 593, p. 845), « l'église de Sainte-Anne ne fut pas endommagée par les tirs de l'armée jordanienne, mais par ceux de l'armée israélienne ».

ITALIE

Religiosité du monde agricole italien

200 aumôniers de la Confédération nationale des cultivateurs se sont réunis à Rome pour l'examen des résultats d'une enquête sur la situation religieuse de la paysannerie italienne qui, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, représentait presque 50 % des travailleurs et en représente maintenant un peu moins de 10 %. L'enquête souligne tout d'abord l'importance que la religion revêt dans le monde rural « où elle a des liens intimes avec les expressions principales de la vie individuelle et familiale ; elle est un facteur d'importance fondamentale dans la vie de la communauté ». « La religion s'insère dans le rythme de la profession rurale elle-même : naissance, mariage, mort ; semailles, récolte, alternance des saisons ; manifestations récréatives, économiques et culturelles de la vie communautaire. » Une question de l'enquête demandait si le système des coopératives créait des rapports plus conformes à l'esprit de l'Evangile. Il y eut une proportion de 49,9 % pour l'affirmative, 6,8 % pour la négative, et le reste ne s'est pas prononcé. Sur la question de l'existence de l'Au-delà, 85 % donnent une réponse affirmative et 2,6 % une réponse négative (qui croît jusqu'à 5 % chez ceux qui ont fait des études moyennes ou supérieures). Quant à la pratique religieuse, 59 % affirment aller à la messe chaque dimanche, 18 % une ou deux fois par mois, et 17,5 % aux principales fêtes. Fait singulier, les moyennes les plus élevées de présence à la messe aux jours de fêtes se trouvent chez les chefs de famille de plus de 65 ans ou de moins de 35 ans. La moyenne la plus basse affecte les analphabètes et croît avec le niveau de

culture, jusqu'à atteindre 69,6 % de fréquence « chaque dimanche » pour ceux qui possèdent un diplôme d'études supérieures. *Sur la question de la voix de la conscience*, 91,4 % admettent son existence, 1,5 % la nient (cette proportion croît jusqu'à 5,2 % dans les milieux de type urbain, mais descend jusqu'à zéro chez les sujets possédant un diplôme d'études supérieures). Quelques questions portaient sur le Concile œcuménique. Il en résulte de plus évident qu'il a été apprécié surtout pour la réforme liturgique. Suivent de loin le « renouvellement de l'Eglise » et « l'ouverture plus grande vers les hommes ». De toute façon, la réforme liturgique recueille une grande approbation, surtout chez les jeunes et dans le milieu « mixte » rural et urbain. On ne récite plus le chapelet dans les familles paysannes, mais 86 % de ceux qui ont été interrogés affirment que sans religion il n'est pas possible de bien éduquer les enfants. (« *Avvenire* », 17 septembre.)

Le chapitre de l'ordre de Saint-Augustin

Il s'est tenu fin septembre à Rome et a élu comme supérieur général le P. Théodore Tack, de la province américaine de Chicago. Né dans l'Oklahoma en 1927, le P. Tack a fait ses études aux Etats-Unis, puis à Rome, à partir de 1950. Ordonné prêtre en 1953, après séjour dans sa patrie, il revint à Rome, où il occupa diverses charges dans les collèges et maisons d'études de son Ordre. (« *Avvenire* », 24 septembre.)

Les statistiques du diocèse de Rome

Selon l'annuaire du diocèse de Rome, qui vient de paraître, on compte à Rome 459 prêtres incardinés, 4 289 prêtres réguliers et 35 prêtres membres d'un institut séculier. Le nombre des paroisses est de 247, le nombre des fidèles variant entre 2 000 et 80 000. 1 115 prêtres (séculiers et réguliers) sont affectés au ministère paroissial. Le nombre des maisons religieuses masculines est de 463, avec 7 135 membres, tandis qu'il y a 379 maisons religieuses féminines avec 20 500 religieuses. Les divers instituts religieux (masculins et féminins) assurent le fonctionnement de 349 écoles, avec 97 000 élèves. Alors qu'au début du siècle le diocèse comptait 435 215 habitants, ceux-ci étaient, au mois de mai 1970, 2 753 211. En 1970, il n'y a eu que 14 nouveaux prêtres diocésains qui ont reçu l'ordination sacerdotale. Le diocèse de Rome est actuellement confié à la responsa-

bilité du cardinal Angelo dell'Acqua, vicaire du Pape, qui est assisté de deux vice-régents, de quatre évêques auxiliaires et de deux délégués épiscopaux. (« *Kipa* », 28 septembre.)

LITUANIE

D'après l'Agence Reuter, dans une pétition adressée le 19 septembre aux dirigeants du Kremlin, quelque 2 000 catholiques de Lituanie s'élèvent contre les entraves mises par les autorités à la liberté du culte, apprend-on de bonne source à Moscou. « Il ne nous est pas permis de publier des ouvrages religieux. En fait, nous n'en avons jamais vu. Nous n'avons même pas le droit d'avoir des petits livres de catéchisme. La dernière publication dont nous disposons remonte à 1940 », déclare la pétition. La Lituanie, annexée par l'Union soviétique en 1940, ainsi que la Lettonie et l'Estonie, comptait à l'époque, sur une population totale de 2 900 000 habitants, 80 % de catholiques. (« *La Liberté* », 27 septembre.)

MADAGASCAR

Le journal « *Lumière* » a été saisi, sans doute pour avoir fait allusion à l'interpellation récente de personnes appartenant aux milieux catholiques, notamment de M. Odon Rafenoarisoa. (« *La Croix* », 28 septembre.)

NIGERIA

Le 11 octobre prochain s'ouvrira à Lagos un Institut national des sciences religieuses, où les professeurs de religion des écoles secondaires du pays pourront suivre pendant un an des cours et recevoir après un certificat de professeur de religion. Le nouvel Institut est placé sous la direction conjointe de la Conférence épiscopale nationale, le Conseil chrétien du pays et la CETA (Conférence des Eglises de toute l'Afrique). Le but de cet Institut est de donner en un an un cours approfondi de sciences religieuses aux personnes, clercs et laïcs, engagés dans la formation religieuse et morale de la jeunesse du pays, particulièrement au niveau scolaire. Le programme d'études est celui élaboré par l'Université d'Ibadan, pour l'obtention d'un certificat en sciences religieuses. Les étudiants de l'Institut pourront participer aux examens de cette même Université, en vue d'obtenir un tel certificat. Le programme prévoit des cours de base sur l'Ancien Testament, l'histoire et la religion juive, le Nouveau Testa-

ment, l'Islam, les religions traditionnelles africaines, la théologie biblique, l'histoire et la doctrine du christianisme avec référence particulière à l'Afrique occidentale. Des stages sont prévus pour la mise en pratique de l'enseignement reçu. Il y aura également des séminaires tout au long de l'année sur les sujets suivants : dynamique de groupes, sociologie et anthropologie africaines, principes de l'éducation religieuse, méthodologie, moyens de communication sociale. (« *Fides* », 29 septembre.)

UGANDA

Le président Idi Amine d'Ouganda — lui-même un fervent musulman — a demandé que quatre de ses fils soient préparés à devenir des prêtres catholiques romains. Ceci a été révélé par le juge suprême Ben Kivanuku — qui est catholique — au cours d'une cérémonie à laquelle le général Amine a posé la première pierre de la bibliothèque du séminaire de Bukalasa, commémorant ainsi le 75^e anniversaire de ce séminaire. (« *Afrique Nouvelle* », 15-22 septembre.)

POLOGNE

Les rapports Eglise-Etat

« Nous espérons que la seconde phase des pourparlers entre le Vatican et la Pologne réduira la distance qui sépare le Saint-Siège de Varsovie et accélérera le processus d'une totale normalisation des rapports entre eux », écrit le quotidien de la capitale polonaise « *Zycie Warszawy* », dans un article intitulé « Les perspectives du Synode 1971 ». Le journal assure qu'il existe toutes les possibilités « d'aboutir à un résultat final positif dans ce processus complexe de normalisation entre l'Eglise et l'Etat ». Selon « *Zycie Warszawy* », l'intérêt pour l'évolution de l'Eglise, la compréhension des nouvelles perspectives tracées par « les grands papes contemporains » sont des données aussi naturelles que communément reçues en Pologne où « les traditions et les convictions religieuses de la majorité des citoyens ont été catholiques et le demeurent » et où l'on est en train de construire le socialisme « dans une atmosphère de compréhension réciproque ». En abordant les problèmes du Synode, le quotidien souligne que celui-ci peut faciliter le processus de normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat en Pologne. Et en rappelant qu'il discutera les problèmes du rôle du

clergé, « *Zycie Warszawy* » assure que l'accélération de ce processus serait plus rapide si, pendant les travaux du Synode, « le clergé polonais — qui fait preuve de patriotisme et d'esprit constructif dans sa majorité — recevait de nouvelles suggestions à s'engager davantage dans la vie sociale du pays ». Le second thème traité durant le Synode — la justice, — tout en permettant à l'Eglise « de progresser vers une attitude plus pénétrante et plus compréhensive au point de vue social, face aux contradictions sociales dans le monde, sera jugé favorablement lui aussi par l'opinion polonaise et contribuera ainsi à la compréhension mutuelle et au dialogue ». (« *Avvenire* », 30 septembre.)

SUISSE

A Lausanne, 200 personnes environ des milieux protestants évangéliques et catholiques ont, le 26 septembre, lancé une pétition dans toute la Suisse, qui est adressée aux Chambres fédérales : *Oui à la vie — Non à l'avortement*. Cette pétition appelle le peuple et les magistrats à reprendre les prescriptions légales afin de préserver l'enfant à naître (art. 116 à 121 du CPS) et les bonnes mœurs publiques (art. 204 et 212 du CPS). Ils réclament la dignité et le respect de l'être humain. La pétition est signée par des parents, des juristes et des médecins. (« *Communiqué de presse*. »)

URSS

Les journaux soviétiques ont publié de larges extraits d'un nouveau livre athéiste de L. Ogryzko, intitulé : « *les Enfants et la religion* », dont le thème essentiel est que les jeunes enfants d'âge préscolaire ne sont pas suffisamment prémunis contre les dangers de la religion. La presse invite les instituteurs et les parents à le lire. « La formation du profit spirituel des jeunes citoyens soviétiques, écrit l'auteur, est un processus délicat auquel on ne prête pas toujours l'attention voulue, beaucoup ne reconnaissant pas la nécessité d'une éducation athéiste systématique des enfants. Partant du fait que la très grande majorité de la population chez nous est athéiste, les uns ne voient pas d'où viendrait le danger. D'autres pensent qu'il ne convient pas de « troubler » les enfants. « *Aucun enfant, ajoute l'auteur, n'est garanti contre l'influence religieuse*. Elle peut venir de parents croyants, de contacts avec d'autres croyants, ou de l'action

des serviteurs du culte. » L'auteur s'élève vivement contre « l'éducation sans religion » donnée dans certaines écoles soviétiques, « où l'on ne parle pas de la religion aux enfants, ni positivement, ni négativement », souligne-t-il. Affirmant que « la religion appauvrit spirituellement l'enfant, le mutile moralement et nuit souvent à sa santé », l'auteur déclare que « l'éducation athéiste des enfants doit commencer dès leur prime enfance ». « Des possibilités illimitées dans ce domaine existent pour les familles, les personnes qui exercent leur activité dans les crèches et les jardins d'enfants. Les adultes en particulier, précise L. Ogryzko, ne doivent pas se contenter d'expliquer aux enfants l'origine des éclairs, du tonnerre et des tempêtes, mais doivent critiquer la religion pour neutraliser l'influence des croyants. » (« *Kipa* », 24 septembre.)

YUGOSLAVIE

A Opatija s'est tenue, du 20 au 24 septembre, la XI^e Conférence internationale de sociologie religieuse sur le thème : « *Religion et religiosité, athéisme et non-croyance dans les sociétés industrielles et urbanisées*. » Pour la première fois, des sociologues de la religion des pays de l'Est (marxistes déclarés pour la plupart) ont participé aux débats aux côtés des 150 sociologues venus des pays occidentaux. Les actes de cette importante Conférence viennent d'être publiés avec le concours du CNRS (un vol. de 578 p. Ed. CISR ; M. Verscheure, 39, rue de la Monnaie, 59-Lille), où sont présentées les recherches caractéristiques à l'heure actuelle au niveau mondial qui permettent de marquer notamment les évolutions des hypothèses de travail en sociologie des religions. (« *La Croix* », 22 septembre.)

**

L'épiscopat africain est le plus jeune du monde

La rapide africanisation de l'épiscopat de l'Afrique noire (2 évêques autochtones en 1951, 21 en 1957, 142 en 1971), par ailleurs le plus jeune du monde (moyenne d'âge : 50 ans), ne doit pas faire oublier que la pénurie de prêtres reste, selon Mgr Yago, archevêque d'Abidjan, le problème n° 1 de l'Eglise en Afrique. (Voir DC, n° 1591, p. 744.) L'évangélisation semble cependant en pleine expansion. Il y a actuellement en Afrique noire environ 35 millions de catholiques. Mais si l'on compte un nombre sensiblement égal d'évêques africains et

d'évêques venus comme missionnaires, il y a 4 500 prêtres autochtones et 12 000 prêtres missionnaires. 35 grands séminaires accueillent 1 600 élèves en philosophie 1 000 en théologie. Dans la moitié des diocèses d'Afrique, on n'ordonne un prêtre que tous les deux ou trois ans. (« *La Croix* », 19-20 septembre.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

Mgr Ambrose Madalaimuthu évêque de Tuticorin, Inde. (« *OR* », 16 septembre.) — Mgr Luigi Maverna évêque de Chiavari, Italie. (« *OR* », 19 septembre.) — Mgr Gilbert Duchêne auxiliaire de Mgr Schmitt, évêque de Metz. (« *OR* », 20-21 septembre.) Mgr Duchêne est né le 29 juillet 1919 à Moussey (Moselle), sixième et dernier enfant d'une famille profondément chrétienne. Il fit ses études secondaires au collège épiscopal-séminaire Saint-Augustin de Bitche, et ses études théologiques au grand séminaire de Metz. Le service militaire, puis la guerre l'obligèrent à interrompre ses études pendant trois ans. Il fut ordonné prêtre le 14 juillet 1946 en la cathédrale de Metz par Mgr J.-J. Heintz. Après trois ans d'études supérieures à l'Institut catholique de Paris et à l'Université grégorienne de Rome, il revint au diocèse et fut nommé vicaire à la paroisse Saint-Martin de Metz, à l'automne 1949. En 1952, il est nommé professeur et, en 1962, supérieur du grand séminaire de Metz. Durant ces années, il participe activement au ministère pastoral de ses confrères de la ville de Metz et du diocèse. Il prend également une part importante à la fondation du Secrétariat social et du Centre mosellan de préparation au mariage. Depuis 1970, en qualité de vicaire général, il est spécialement chargé d'accompagner les prêtres et les laïcs engagés dans l'Action catholique et les autres mouvements d'apostolat. (« *Eglise de Metz* », octobre 1971). — Mgr Ricardo Vidal coadjuteur avec droit de succession de l'évêque de Malolos, Philippines. (« *OR* », 23 septembre.) — Le P. Vargas Ruiz de Somocurcio, S.J., évêque de Huaraz Pérou. (« *OR* », 26 septembre.) — L'abbé Luis Vallejos Santoni évêque de Callao, Pérou. (« *Ibid.* ») — Mgr Loris Francesco Capovilla (archevêque de Chieti auquel siège es

unie l'administration perpétuelle de Vasto) *prélat de Lorette et délégué pontifical* pour le sanctuaire de Lorette. (« OR », 30 septembre.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

De *Mgr Vincent Kennaly, S.J.*, vicaire apostolique des îles *Caroline et Marshall* (Océanie) sur son désir exprès en raison de son âge. (« OR », 20-21 septembre.) — De *Mgr Teodosi Moreno Quintana*, évêque de *Huaraz* (Pérou), pour raison de santé. (« OR », 26 septembre.)

DECES

De *Mgr Jorge Kilian Pflaum*, vicaire apostolique de *Nuflo de Chavez*, Bolivie. (« OR », 24 septembre.) — De *Mgr Ildefonso Rea*, ancien Abbé du *Mont-Cassin*. (« OR », 24 septembre.) — De *Mgr André Creemers*, ancien évêque de *Bondo* (République démocratique du Congo), le 23 septembre. (« OR », 26 septembre.) — De *Mgr Giocundo Maria Grotti*, évêque titulaire de *Tunigaba*. (« OR », 30 septembre.)

SAINT-SIÈGE

Le 22 septembre, le Saint-Père a reçu en audience dans la salle des *Paramenti les participants à la XIII^e Session de l'Union des capitales de la Communauté européenne* qui s'est tenue ces jours-ci à Rome. Étaient présents, à la tête de leur délégation officielle respective, les maires ou bourgmestres de Paris, Bonn, Bruxelles, Amsterdam, Luxembourg et Rome. Le Saint-Père leur a dit entre autres : « Puissiez-vous, par ces échanges désintéressés, vous entraider à maîtriser des phénomènes tentaculaires, comme celui des transports urbains que vous venez d'étudier, afin de conserver ou de créer pour nos grandes cités des conditions de vie plus humaines. » (« OR », 23 septembre.)

— Le Saint-Père a nommé le comte *D^r Giancarlo Senni* directeur des services économiques du gouvernorat de la Cité du Vatican, et le *D^r Carlo Ponti* directeur des *Villas pontificales de Castel Gandolfo*. (« OR », 29 septembre.)

— L'Institut pontifical oriental de Rome a ouvert une *Faculté de droit canonique oriental* fréquentée par des étudiants appartenant aux *Eglises orientales, tant orthodoxes que catholiques*. (« BIP-SNOP », 29 septembre.)

— Dans une lettre datée du 7 juillet, annonce l'Agence américaine *NC News Service*, le Pape Paul VI a fait savoir au cardinal *Slipyi*, archevêque majeur pour le rite ukrainien, que le Saint-Siège ne pouvait pas, dans les circonstances actuelles, malgré les pétitions venues du monde entier, ériger un « patriarchat ukrainien ». L'affaire a été étudiée par une Commission de cardinaux nommés à cet effet. Celle-ci a conclu que des raisons canoniques, historiques, spirituelles et pastorales s'opposaient à la création d'un patriarchat qui ne reposerait pas sur une base territoriale, puisqu'il est exclu que le cardinal *Slipyi* puisse exercer sa juridiction à partir de l'Ukraine, sous direction soviétique. (« La Croix », 22 septembre.)

Le point des éditions typiques publiées à Rome en latin

Dans sa rubrique « Livres liturgiques », « Informations », bulletin mensuel du Centre national de Pastorale liturgique (4, avenue Vavin, Paris-6^e), septembre 1971, donne les précisions suivantes : A. — MISSEL : *Ordo Missae* : promulgué le 6 juin 1969, 1 vol. form. 17 × 25, 176 p. La nouvelle liturgie de la messe, précédée de la Constitution apostolique « *Missale Romanum* » et de l'*Institutio generalis Missalis romani*. Repris, légèrement modifié, dans le *Missale Romanum* (traduit dans les missels d'autel). (Publié également, *Ad usum fidelium*, 1 vol., form. 11 × 18,5, 64 p., et sous la forme de « Canons d'autel » : « *Tabellae pro missa* ».) — *Missale Romanum* : promulgué le 27 mars 1970, 1 vol., form. 17 × 24, 966 p. Après une longue introduction (Constitution apostolique « *Missale Romanum* », *Institutio generalis*, précédée de son *Proemium*, *Normae de Anno liturgico et Calendarium romanum generale*), comprend, outre l'*Ordo Missae*, tous les formulaires de messes (antiennes, oraisons, préfaces) du Temporal, Sanctoral (propres et communs), messes rituelles, messes votives, messes pour diverses circonstances, messes des défunts. On trouve en annexe les principales mélodies grégoriennes pour les pièces chantées par le célébrant. (Fin 1971, les traductions publiées en français représenteront les deux tiers de son contenu.) — *Missale parvum* : paru en novembre 1970, Ed. juxta typicam, 1 vol. form. 17 × 24, 168 p. Les éditions du Missel en langue vivante n'étant plus bilingues, toute édition du Missel d'autel doit comporter, en annexe, le texte latin de

l'*Ordo Missae* et celui de quelques messes (lectures comprises), à l'usage des prêtres qui désirent célébrer en latin et ne disposent pas du *Missale Romanum*. Ces annexes ont été livrées avec les éditions françaises d'autel du nouveau Missel Romain. L'édition vaticane, d'un format pratique sous reliure souple, comprend l'*Ordo Missae* et 30 formulaires de messe, du Temps, des Saints, pour diverses circonstances, et votives ; B. — LECTIONNAIRE : *Ordo Lectionum Missae*, promulgué le 25 mai 1969, 1 vol. form. 21 × 30, 438 p. Instrument de travail pour l'élaboration des divers Lectionnaires en langue vivante, donne les références et incipit de toutes les lectures bibliques, psaumes, versets avant l'Evangile qui seront désormais utilisés dans la liturgie. Cent pages d'Index permettent de relever tous les emplois des divers textes bibliques. *Lectionarium* : 3 vol., form. 17 × 24. Donnent, pour la célébration en latin, les textes des Lectures, Psaumes, etc., selon la répartition suivante : Vol. I (896 p.) : Dominical et Ferial, de l'Avent à la Pentecôte. Vol. II (800 p.) : Dominical et Ferial, de la Pentecôte à l'Avent. Vol. III (718 p., à paraître) : Saints, Messes rituelles, ad diversa, votives et défunts ; C. — LITURGIE DES HEURES : L'édition typique de la « *Liturgia Horarum* », qui remplace l'ancien *Breviarium Romanum*, est en cours de parution. Elle comprendra quatre volumes (Avent-Noël ; Carême-Pâques ; Temps per annum : 2 vol.), comportant chacun, sans renvoi, toutes les célébrations, du Temps et des Saints, pour la période concernée : Psautier, prières, Lectures bibliques et patristiques. Paru à ce jour : le premier volume (Avent-Noël), précédé de l'*Institutio generalis de Liturgia Horarum*, promulguée le 2 février 1971. (En français, Prière du temps présent est l'édition anticipée de la *Liturgia Horarum*) ; D. — PONTIFICAL ET RITUEL ; E. — CALENDRIER ET MARTYROLOGE : *Calendarium romanum*, promulgué le 21 mars 1969, 1 vol. 17 × 24, 180 p. Contient, après la Lettre apostolique « *Mysterium paschale* », les normes de l'année liturgique, le nouveau calendrier romain général, les litanies des saints. Commentaires développés. (En application en France depuis le 1^{er} janvier 1971.) On peut se procurer ces ouvrages à la Libreria Editrice Vaticana, 00120, Cité du Vatican. En France, les Editions Lethielleux (10, rue Cassette, Paris-6^e), par exemple, sont aptes à les fournir.

VRAIE ET FAUSSE ESPERANCE

DE L'EGLISE

Le cardinal PELLEGRINO, archevêque de Turin, a ouvert le Corso di studi de cet été, à Assise, par une conférence sur l'espérance où il a notamment souligné la nécessité pour l'Eglise de mettre son espérance non pas dans les moyens humains, mais dans la force de l'Evangile (1) :

[...] Si l'Eglise — toute l'Eglise, tout le peuple de Dieu — vit vraiment de l'espérance, elle doit indiquer le but vers lequel on doit tendre et les moyens d'y parvenir.

Si l'Eglise ambitionnait la puissance terrestre, le prestige, si elle revendiquait des privilèges mondains pour elle-même en tant qu'institution et pour ses membres, à quelque degré que ce soit, elle ne témoignerait pas de son espérance dans le royaume de Dieu et dans les réalités surnaturelles.

Si l'Eglise — toute l'Eglise — tout en affirmant vouloir chercher le royaume de Dieu, montrait en réalité qu'elle met sa confiance plus dans les moyens humains que dans la force de l'Evangile, elle ne témoignerait pas de son espérance dans la parole et dans la grâce de Dieu.

Dans l'Ancien Testament, peuple et individus disent qu'ils ne mettent pas leur confiance dans la force de leurs bras, dans leur épée et dans leur arc, dans la rapidité des cavaliers et des chars, dans la puissance des princes, mais seulement dans le Seigneur, leur secours et leur bouclier (Ps 19, 8 ; 32, 16-17 ; 43, 4-17 ; 117, 6-9 ; 146, 10 ; Pr 21, 36 ; Am 2, 15-16).

S'il s'appuie sur lui, le peuple de Dieu ne craint pas la force de ses ennemis (Jdt 9, 7).

Dieu à son tour déclare qu'il ne sauvera pas son peuple avec des chevaux et des cavaliers (Os 1, 7) ; il condamne celui qui recherche l'alliance des puissants plutôt que d'espérer dans le saint d'Israël (Is 31, 1 et s.) ; et il maudit l'homme qui met sa confiance dans l'homme (Jr 17, 5).

Le blâme que Jésus adresse à ceux qui mettent leur confiance dans leurs richesses (Mc 10, 24) trouve un écho dans la première lettre à Timothée (6, 17).

Il ne semble pas inutile de rappeler ces leçons qui nous viennent de la parole de Dieu.

L'Eglise est toujours exposée à la tentation de s'appuyer sur les hommes et sur la puissance du monde.

On pourra penser que nous sommes loin de 1586, où « Bellarmin, voyant construire à Rome tant d'édifices somptueux, indiquait comme quinzième et dernière note de la vraie Eglise la félicité temporelle de ses défenseurs » (CONGAR, *Eglise et pauvreté*, p. 145).

On pourra penser que nous sommes loin de la Restauration où, comme le rappelait l'an dernier le P. LOEW lorsqu'il prêchait devant Paul VI et la Curie, des laïcs, des évêques, et même Léon XII, empêtré dans ses Etats pontificaux, ont dit, redit, fait, pensé, écrit, publié des choses dont « il est impossible de ne pas rougir de honte » (« Ce Jésus qu'on appelle Christ »)...

N'est-il pas contraire à l'espérance de maintenir et de promouvoir, avec le pouvoir politique et économique, des rapports à différents niveaux qui lient la liberté de l'Eglise et montrent qu'elle met sa confiance plus dans les hommes qu'en Dieu ?

N'est-il pas contraire à l'espérance de solliciter ou

d'accepter la protection des pouvoirs publics dans l'exercice d'un ministère qui doit porter aux hommes le message de réconciliation avec Dieu et avec nos frères, le message de paix, d'attente de la bienheureuse espérance ?

Si à juste raison on déplore les interprétations arbitraires des actes de la hiérarchie ou les accusations profondément injustes que l'on porte souvent contre elle, on n'en doit pas moins déplore les compromis existant aujourd'hui encore dans différents pays, qui empêchent de discerner le visage du Christ dans une Eglise appelée, comme le rappelle le Concile, à marcher « par la même route qu'a suivie le Christ... la route de la pauvreté, de l'obéissance, du service et de l'immolation de soi jusqu'à la mort » (*Ad gentes*, 5), en servant en premier lieu les pauvres et ceux qui souffrent (*ibid.*, 12), en étant fermement convaincue que « l'esprit de pauvreté et de charité est la gloire et le signe de l'Eglise du Christ » (*Gaudium et spes*, 88).

PAUL VI a dit en s'adressant au patriciat romain le 14 janvier 1964 : « Nous ne sommes plus le souverain temporel autour duquel, dans les siècles passés, se rassemblait le milieu social auquel vous appartenez... Le Pape ne peut ni ne doit désormais plus exercer d'autre pouvoir que celui de ses clefs spirituelles... Nous avons maintenant les mains vides. Nous ne sommes plus à même de vous conférer des offices, des bénéfices, des privilèges, des avantages découlant de l'organisation d'un Etat temporel (2). » (*Insegnamenti di Paolo VI*, II, p. 73 et s.)

Comme le disaient à Taizé des jeunes latino-américains reprenant les paroles de leurs évêques lors de leur assemblée de Medellín en 1968 : nous avons avec urgence besoin « d'une Eglise toujours plus pascalle, qui rejette tous les moyens de pouvoir, d'une Eglise qui soit le témoin fidèle d'un Evangile libérant l'homme ».

Il ne semble pas que puisse se reproduire aujourd'hui ce qui s'était passé dans la France de Richelieu, où le P. Joseph, le capucin que l'on appelait « l'éminence grise », homme de prière extrêmement austère, expert des voies mystiques par lesquelles il guidait des religieux cloîtrés avec un dévouement exemplaire, se mettait sans scrupules au service de la raison d'Etat, contribuant à prolonger les atroces calamités de la guerre de Trente ans. Mais combien de fois ne manque-t-on pas de la clairvoyance ou du courage qu'il faudrait pour se dégager des puissances de ce monde et marcher, comme le Maître, dans la pleine vérité, en enseignant la voie de Dieu avec franchise, sans se préoccuper de qui que ce soit et sans regarder au rang des personnes (Mt 22, 16) ?

Je sais ce que cela peut coûter, mais Notre-Seigneur, qui s'est comporté ainsi, en a accepté toutes les conséquences, parce qu'il mettait toute son espérance dans le Père. Il n'était pas seul ; il avait avec lui le Père qui l'avait envoyé (Jn 8, 16).

C'est l'espérance chrétienne qui fait « de la communauté chrétienne un continuel élément perturbateur dans les communautés humaines qui veulent devenir une « cité stable » (MOLTMANN).

Si nous ne confessons pas l'espérance et si nous nous appuyons sur les hommes, nous allons vers les pires désillusions, comme nous le montre l'histoire de l'Eglise [...].

(2) DC 1964, n° 1417, col. 202-203. (NDLR.)

(1) *Il nostro tempo* (Turin), 29 août 1971. Traduction et titre de la DC.

LA BIBLE

genèse

Ne refusez pas
ce magnifique
volume relié et richement
illustré en couleurs,
puisqu'il vous est offert
à titre absolument gratuit,
sans aucune obligation
d'achat.

Gratuitement
et sans aucune obligation d'achat

LA GENÈSE

premier volume de la nouvelle

traduction française de **LA BIBLE** par le chanoine E. Osty

la plus merveilleuse histoire de tous les temps



Faites sans frais et sans risque une expérience extraordinaire.

Relisez ces textes que vous croyez bien connaître. Revivez la création du monde, l'histoire du Jardin d'Eden, du Déluge, revivez l'histoire d'Abraham, Isaac, Esaü et Jacob, l'aventure de Joseph et de ses frères.

Vous serez stupéfait de voir combien une traduction respectueuse de toute la poésie de ce livre sacré vous le fera apparaître sous un jour absolument nouveau.

Notre but, en vous offrant ce cadeau, est de vous faire connaître l'exceptionnelle valeur de la nouvelle traduction de la Bible par le chanoine Osty, de vous montrer combien sa lecture, sous une présentation absolument nouvelle, avec des introductions claires à chaque livre, avec un véritable trésor d'illus-

trations en noir et en couleurs, peut vraiment donner envie de lire ou de relire la Bible. A une époque où la jeunesse recherche désespérément sa vérité, c'est pour nous un devoir de lui permettre de découvrir celle des Livres saints.



Lors de la présentation de ce volume au Pape Paul VI, par le chanoine E. Osty, le cardinal Villot avait eu l'impression, à sa lecture, de le lire pour la première fois. Vous aurez, vous aussi, ce sentiment extraordinaire.

N'ayez donc aucun scrupule à nous demander le cadeau que nous vous offrons

Lisez attentivement le texte du bon ci-contre, vous verrez qu'il ne vous engage à aucun achat, car, après avoir reçu gratuitement la « Genèse », vous pourrez sans autre nous prier de ne pas vous envoyer d'autres volumes de la Bible.



BON-CADEAU sans obligation d'achat ultérieur

à retourner aux Editions Rencontre, 4, rue Madame, Paris VI^e

Veuillez m'envoyer en cadeau, sans frais et sans aucune obligation d'achat ultérieur, LA GENÈSE, premier des vingt-deux volumes de la nouvelle traduction française de la Bible par le chanoine Osty. En attendant que j'aie vu cet ouvrage, vous pourrez me réserver, à titre **absolument provisoire**, le reste de la collection. Mais si, après avoir lu le premier volume et vu la beauté de cette édition, je ne suis pas convaincu de son exceptionnelle valeur, je pourrai vous prier par un simple mot, dans les huit jours après réception, d'annuler cette réservation provisoire et de ne pas me faire parvenir les volumes suivants. Dans ce cas, je pourrai néanmoins conserver votre volume cadeau. Si, en revanche, ce premier volume m'a vraiment donné l'impression de redécouvrir les textes sacrés, vous pourrez alors, sans autre, me faire parvenir les volumes suivants, au rythme d'un par mois, payable à réception seulement, pour le prix de 21.80 F par volume (+ frais d'envoi, 2.30 F). Je demeurerai libre en tout temps de vous prier d'interrompre vos livraisons, sur simple préavis d'un mois par écrit. Mais quelle que soit ma décision, je conserverai la « Genèse » à titre absolument gratuit, même si je ne devais recevoir que ce seul volume.

M./Mme/Mlle (souligner)

LA BIBLE (A)

Nom: _____

Prénom: _____

Rue: _____ No: _____

Localité: _____

No Dpt: _____ 119

Signature: _____

Si déjà membre, No d'abonné: _____

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1596 - 7 NOVEMBRE 1971

952 **Homélie pour la béatification du P. Kolbe (17 oct.).**

■ Conférence du cardinal Wojtyla sur le P. Kolbe.

956 **Audiences générales : la fonction de la hiérarchie (6 oct.) ; le prêtre (13 oct.).**

LES TRAVAUX DU SYNODE EPISCOPAL SUR LE SACERDOCE MINISTERIEL.

959 **Rapports du cardinal Hoeffner sur la partie doctrinale.**

964 **Rapports du cardinal Enrique y Tarancon sur les problèmes pratiques.**

972 **La collaboration entre prêtres et laïcs. Document du Conseil des laïcs.**

977 **Le débat sur le célibat sacerdotal.**

TEXTES INTEGRAUX D'INTERVENTIONS AU SYNODE

981 **Résultat d'une enquête auprès des supérieurs généraux. Intervention du P. Lécuyer.**

982 **La position de l'épiscopat hollandais (cardinal Alfrink).**

983 **Le statut humain et social du prêtre (Mgr Etchegaray).**

984 **La position de l'épiscopat canadien sur le célibat (Mgr Carter).**

985 **Problèmes pratiques du sacerdoce ministériel (cardinal Suenens).**

■ Les ministères féminins (cardinal Flahiff).

989 **La position de l'épiscopat français sur le célibat (Mgr Schmitt).**

991 **Les relations évêques-prêtres (cardinal Marty).**

■ Les relations prêtres-laïcs (cardinal Roy).

993 **Le Synode et l'avenir des vocations (cardinal Garrone).**

993 **Les groupes de travail.**

994 **Evénements et informations (16-30 sept.).**

999 **Vraie et fausse espérance de l'Eglise (cardinal Pellegrino).**

ACTES DE S. S. PAUL VI

DOSSIER

ÉVÉNEMENTS

L'ÉGLISE DANS LE MONDE

FE 9.72

NUMERO 1597

21

LA

53^e ANNÉE - T. LXVIII



21 Novembre 1971

Marygrove College Library
Dairault, Joliette, 11071

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



ans la salle du Synode, de gauche à droite, les cardinaux Marty, Flahiff
et Gouyon (Photo Giordani)

**Les travaux du Synode
sur la justice du monde**

LIVRES NEUFS A PRIX TRÈS RÉDUITS

Spécialiste dans la diffusion par correspondance du livre depuis 1953, **DIFRALIVRE** vous propose à des prix imbattables un choix sélectionné à votre intention par son Comité de lecture

EN TERRE SAINTE, AUX SIECLES DE JESUS. Vivantes évocations de la vie de Jésus et de ses disciples, et des événements qui ont marqué la naissance du christianisme, rehaussées par des illustrations de premier choix : monuments, fresques, graduels, livres d'heures et d'admirables photographies en couleurs. 18 x 26. 150 pages, relié. Editions RST. Valeur : 27 F, pour 13,50 F.

LES CONQUETES DE LA CROIX, par Peter Bamm. Des Catacombes aux cathédrales. L'épopée de mille années de christianisme. 365 reproductions en noir et 18 planches en couleurs révèlent les trésors inconnus de l'art chrétien primitif et enrichissent le récit captivant des conquêtes de la croix. 17,5 x 24,5, 360 pages, relié pleine toile sous couvre-livre, illustrations couleurs. Hachette. Paru à 45 F, pour 22 F.

LE MONDE A LA NAISSANCE DU CHRIST, par Michel Mourre. En l'an zéro de notre ère, Rome est l'ombilic du monde occidental ; dans l'Inde, fleurit la paix bouddhique, alors que la Chine voit déjà des révolutions culturelles. Cependant, un enfant vient de naître dans un petit village de Judée. 13 x 18,5, 282 pages, nombreuses illustrations, relié. Hachette. Valeur : 18 F, pour 8,50 F.

LES CHEMINS DE SAINT PAUL, par René Le Capitaine. Les différentes étapes du voyage de l'apôtre des Gentils. Une des plus merveilleuses aventures spirituelles de tous les temps, retracée pas à pas. 14,5 x 19,5. 168 pages, 38 illustrations hors-texte. Une carte. Fayard. Valeur : 12 F, pour 4,75 F.

JESUS VU PAR REMBRANDT. La vie de Jésus à travers l'œuvre de Rembrandt, accompagnée par des textes de Mauriac, Daniel-Rops, Papini, etc., 14 x 21, 160 pages, 63 reproductions de dessins ou tableaux en noir, 11 planches en couleurs, relié. Waleffe. 20,90 F, pour 10 F.

LONGS CHEMINEMENTS, par P. Cabanne. Pèlerinages de tous les temps et de toutes les croyances. 14 x 20, 312 pages, relié toile. Amiot-Dumont. 13,30 F, pour 6,50 F.

MOINES DE LA SAINTE RUSSIE, par Igor Smolitsch. L'histoire de l'Eglise orientale et de ses statuts, depuis Byzance jusqu'à Saint-Séraphin de Serov, en passant par la communauté du mont Athos. 14 x 21,5, 215 pages. Mame. Valeur : 20 F, pour 6 F.

MONT ATHOS, par Jean Biès. Pèlerinage au pays de l'insolite, où l'heure varie d'un lieu à l'autre, où les fresques saignent dans l'or de Byzance. 14 x 19, 196 pages, 13 illustrations hors-texte. Une carte. Albin Michel : 12,34 F, pour 4,75 F.

SAINT BERNARD ET SES FILS, par Daniel-Rops, de l'Académie française. La personnalité de Bernard de Clairvaux et l'histoire de la Trappe, de ses origines à nos jours. 16,5 x 22,5, 210 pages, 32 illustrations hors-texte, relié toile. Mame. Valeur : 26 F, pour 13 F.

TERRE CELESTE ET CORPS DE RESURRECTION, par H. Corbin, directeur d'études à la section des sciences religieuses, de l'Ecole pratique des hautes études (Sorbonne). Maître livre sur les religions qui se sont développées en Iran (suivi d'un abondant choix de textes traditionnels). 14 x 19,5, 424 pages, 4 hors-texte. Buchet-Chastel. 21 F, pour 6 F.

BOURDALOUE MORALISTE, par Ethna Byrne. Une exégèse approfondie de l'œuvre du célèbre prédicateur en fonction de la doctrine jésuite. 14 x 22,5, 504 pages. Beauchesne. Valeur : 18 F, pour 6 F.

L'ACADEMIE FRANÇAISE, par Pierre Gaxotte, de l'Académie française. Son histoire depuis sa fondation en 1635. 18,5 x 24, 118 pages avec 114 illustrations, relié. Hachette. 17,50 F, pour 8,50 F.

QUATRE ANS D'HISTOIRE DE FRANCE 1940-1944, par Henri Amoureux. La défaite, les années d'occupation, la Libération. 24 x 29, 224 pages avec 294 illustrations, relié. Hachette. 45 F, pour 25 F.

PETITE HISTOIRE DES ETATS-UNIS, par J. Janssens. Une histoire qui tient en trois siècles, mais que de chemin parcouru depuis la fondation de Plymouth par les immigrants de May-Flower. 13,5 x 19,5, 280 pages avec 29 illustrations et un tableau chronologique. Mame. 18 F, pour 6,80 F.

PARADE ANIMALE DU CONTINENT NOIR. Le monde animal africain. Spécialement sélectionné pour offrir aux jeunes. Splendide volume. 22 x 24,5, 222 pages, 250 photos, 24 illustrations en couleurs, relié pleine toile, couvre-livre laqué illustré couleurs. Hachette. Valeur : 40 F, pour 22,50 F.

PROBLEMES DES PARENTS, par le docteur Spock. Un livre où les sujets les plus légers comme les plus graves sont traités avec délicatesse, bon sens et clarté. 14 x 21,5, 338 pages, relié. Ed. John Didier. 18 F, pour 7,80 F.

COLLECTION « GRANDES CATHEDRALES ». Merveilles d'architecture sacrée. Très beaux volumes 24 x 30 brochés, 108 pages avec texte de présentation et notes historiques et archéologiques, illustrés de splendides photographies, couvre-livre laqué illustré couleurs. Hachette. Chaque volume, valeur : 30 F, pour 13 F. Offre exceptionnelle ; les 3 volumes ensemble. Valeur : 90 F, pour 35 F.

— Notre-Dame d'Amiens, 68 illustrations.

— Notre-Dame de Paris, 64 illustrations.

— Saint-Etienne de Bourges, 65 illustrations.

LA VIE DE JESUS, PAR LES CHEFS-D'ŒUVRE DE L'ART ET LES TEXTES DES EVANGILES. Unique en son genre, ce magnifique volume expose la vie de Jésus représentée par les plus célèbres artistes entre le xi^e et le xvi^e siècle. Ces six cents ans ont connu les plus belles créations du genre humain, inspirées par le christianisme. Chaque reproduction est accompagnée d'un extrait des Evangiles. Très beau volume relié pleine toile, format 26 x 32, comportant 44 planches en couleurs. Hachette. Valeur : 45 F. Net : 22 F.

LES CHEMINS DE L'HUMANITE. Consacrée à la connaissance générale de l'homme, cette encyclopédie en 4 volumes est placée sous la responsabilité de savants et de spécialistes de renommée mondiale.

Tome I : **L'Homme et sa pensée** (religions, philosophies, etc.).

Tome II : **L'Homme et son art** (peintures, architecture, musique, etc.).

Tome III : **L'Homme et son langage** (parole, écriture, etc.).

Tome IV : **L'Homme et son bien-être** (production, économie, etc.).

4 splendides volumes. Ed. Tallandier. Ensemble : 1464 pages avec 2800 illustrations en noir et en couleurs, reliés pleine toile, tranche file. Garde couleurs. Jaquette illustrée couleurs. Parus à 228 F. Prix exceptionnel : la collection complète pour 68 F.

Prière de passer commande à :

DIFRALIVRE DC 8

22, rue d'Orléans, 78-MAULE

chez qui ces livres sont disponibles.

Prière de joindre le règlement (y ajouter 6 F pour frais d'envoi pour la France métropolitaine et 10 F pour toutes autres destinations) en chèque postal ou bancaire, mandat, etc. (CCP 19 979-24 PARIS).

Expédition rapide.

BON DE GARANTIE joint à l'envoi accordant faculté de retour.

Actes de S. S. Paul VI

ALLOCUTION PRONONCÉE POUR LA CLOTURE DU SYNODE

La deuxième Assemblée générale du Synode épiscopal, qui avait été ouverte le 30 septembre, s'est terminée le samedi 6 novembre par l'allocution ci-après de Paul VI, prononcée dans la salle du Synode (1) :

VÉNÉRABLES FRÈRES ET CHERS FILS,

Ce que nous commençons il y a quelques semaines, dans la prière et d'un cœur confiant, nous l'achevons maintenant dans la joie, au nom du Seigneur, notre confiance s'étant accrue avec l'expérience au cours de ce temps. Il convient, à la fin de cette œuvre, d'y revenir un peu par la pensée et de mesurer brièvement quel impact ce Synode des évêques peut avoir sur la vie de l'Eglise.

Un avis de poids dont il faut tenir grand compte

En toute vérité, ce Synode fut une assemblée de frères, dans laquelle les évêques qui nous sont chers, se souvenant de leur caractère collégial, représentant l'Eglise universelle, reliés entre eux par les liens de la charité, se sont réunis autour de nous, pour traiter de questions d'une particulière importance qui préoccupent aujourd'hui un grand nombre de personnes. Aussi le Synode, par lequel les évêques apportent au Pontife romain le concours de leur prudence, de leur expérience, de leur conseil, exprime-t-il un avis de poids dont il faut tenir grand compte.

(1) Traduction française (le discours a été prononcé en latin) publiée par la Salle de presse du Saint-Siège. Les sous-titres et les notes sont de notre rédaction.

Avant l'allocution de Paul VI, le cardinal DUVAL, au nom des présidents délégués, l'avait remercié « pour la confiance qu'il a témoignée aux Pères », « pour sa présence fraternelle aux travaux du Synode à de nombreuses reprises », et pour avoir voulu « rendre hommage au Synode par quelques célébrations particulières comme la commémoration du premier centenaire de Perosi. Parmi ces célébrations, la première place revient à la béatification du prêtre polonais Maximilien KOLBE, dont le témoignage est éclatant : « Je suis un prêtre catholique. » Aucun prêtre ne doute de son identité lorsqu'il s'agit de se sacrifier pour ses frères. L'exemple du Bienheureux Kolbe a été le meilleur enseignement qui ait présidé à nos travaux ». (Extrait du communiqué du 6 novembre.)

Oui, nous pouvons avouer que ces réunions synodales, qui vous ont demandé beaucoup de travail et de fatigue, se sont révélées fructueuses et salutaires pour l'Eglise. En effet les souffrances, les joies, les espoirs, les besoins, qui marquent aujourd'hui la vie chrétienne dans les diverses régions de l'univers, ont été mis en lumière par vous, ouvertement, et presque aux yeux de tous. Vous n'avez certes pas toujours eu les mêmes avis, même en ce qui concerne la manière et les moyens de résoudre les questions proposées. Cependant, le même zèle religieux vous a conduits, le même amour de l'Eglise et, la doctrine du Concile Vatican II étant fidèlement maintenue, le même désir d'ouvrir au monde de nouveaux chemins pour l'annonce de l'Evangile et de les adapter aux nécessités spirituelles de notre époque. Quant à nous, nous voulons dès maintenant vous assurer que, de même que nous avons jusqu'ici suivi vos discussions avec attention, de même nous tiendrons dûment compte de vos avis, lorsqu'il faudra décider de ce qui touche au bien de l'Eglise universelle.

L'amélioration du règlement

Nous aurons également soin de faire en sorte que, à l'avenir, le règlement du Synode, qui en fixe les travaux, soit amélioré. C'est pourquoi, si les normes posées en ce domaine vous semblent moins correspondre à cet objectif, nous vous exhortons à faire connaître vos remarques au Secrétariat général du Synode.

Pour l'instant, qu'il nous soit permis d'exprimer notre gratitude à tous ceux qui, pour mener à bien ce Synode, se sont associés au travail et ont apporté leur aide. Et tout d'abord nous remercions nommément le Conseil du Secrétariat de ce Synode (2) qui, au cours de ces dernières

(2) Le Synode a été appelé à désigner les douze membres du Secrétariat général du Synode qui doivent être élus par lui (cf. DC 1970 n° 1560, p. 342) en remplacement de ceux élus pour la présente session et dont le mandat est terminé (*ibid.*). Ont été élus au deuxième tour (il y avait 197 votants) :

Afrique : Card. DUVAL (Alger), 100 voix ; card. MALULA (Kinshasa), 93 voix ; Mgr THIANDOU (Dakar), 114 voix.

Amérique : Card. KROL (Philadelphie), 91 voix ; Mgr LORSCHER (Santo Angelo, Brésil), 85 voix ; Mgr MC GRATH (Panama) 61 voix.

Asie, Océanie, Australie : Mgr CAHILL (Canberra, Aus-

années, s'est appliqué sagement et diligemment à préparer ces réunions synodales. Nous remercions également les Conférences épiscopales qui se sont occupées avec beaucoup de zèle des questions qui étaient proposées ; les cardinaux présidents délégués ; l'efficient secrétaire général du Synode, Mgr Ladislas Rubin ; les rapporteurs, secrétaires spéciaux et ceux qui les ont aidés, et tous ceux qui sont ici présents, cardinaux, évêques, prêtres, religieux, religieuses, laïcs, qui ont pris part aux travaux du Synode, et enfin il n'est pas permis de passer sous silence les autres fils de l'Eglise qui, bien qu'absents, apportèrent cependant une aide appréciable aux Conférences épiscopales, grâce à leur conseil et à leur intervention en ce domaine, et qui, par leur prière, ont bien servi la cause du Synode. Sur cette œuvre si grave et si importante, accomplie généreusement pour l'unité de l'Eglise, que Dieu daigne répandre en retour l'abondance de ses grâces.

Le sacerdoce ministériel

Réaffirmation de la doctrine du Concile sur le célibat

Qu'il nous soit maintenant permis de vous ouvrir notre cœur sur les deux questions de très grande importance qui ont été proposées à ce Synode. D'abord, pour ce qui concerne le sacerdoce ministériel, il fut, durant longtemps et de toute part, la source et l'objet d'abondantes discussions. Nous savons certes, comme vous et par une expérience quasi quotidienne de pasteurs, combien complexe est la question de la vie sacerdotale dans la société actuelle tellement transformée et continuellement soumise aux transformations. On n'ignore pas les difficultés spirituelles, psychologiques, sociales, matérielles, qui pèsent sur tant de prêtres aujourd'hui. Nombre d'entre eux s'interrogent anxieusement et avec sérieux sur la place qui doit leur être attribuée dans le monde de ce temps.

A bon droit, vous avez réfléchi attentivement à ce qui concerne les prêtres dans la charge apostolique du Corps épiscopal, ainsi que la nature du ministère sacerdotal, cependant que vous avez porté une attention particulière à la prédication de l'Evangile par laquelle le prêtre annonce aux hommes de notre époque le Christ, Sauveur du monde.

De vos discussions il ressort que les évêques de tout l'univers catholique veulent garder intégralement ce don absolu par lequel le prêtre se consacre à Dieu ; de ce don une part non négligeable — dans l'Eglise latine — est le célibat consacré (3).

tralie), 92 voix ; Mgr CORDEIRO (Karachi, Pakistan), 117 voix ; Mgr FERNANDES (Delhi), 78 voix.

Europe : Card. ENRIQUE Y TARANCON (Tolède), 102 voix ; card. HÖFFNER (Cologne), 122 voix ; card. WOJTYLA (Cracovie), 90 voix.

Il appartient au Pape de nommer trois autres membres.

(Extrait du communiqué du 5 novembre.)

(3) Le 3 novembre, les Pères ont été appelés à émettre trois votes relatifs au célibat :

1. Le célibat : a) fondement ; b) convergence des motifs ; c) le célibat doit être gardé dans l'Eglise latine ; d) conditions favorables au célibat. » Placet :

C'est pourquoi les Pères de ce Synode, avec l'expérience remarquable que le Concile Vatican II a permis d'avoir en cette matière, ont parfaitement réaffirmé la doctrine de ce Concile qui enseigna : « Le célibat a de multiples convenances avec le sacerdoce... » En gardant ce « célibat pour le royaume des cieux, les prêtres se consacrant au Christ d'une manière nouvelle et privilégiée, il leur est plus facile de s'attacher à lui sans que leur cœur soit partagé, ils sont plus libres pour se consacrer, en lui et par lui au service de Dieu et des hommes, plus disponibles pour servir son royaume et l'œuvre de la régénération surnaturelle, plus capables d'accueillir largement la paternité dans le Christ », (Décret *Presbyterorum ordinis*, n. 16).

Ce dont le Synode a donc pris conscience, nous le confirmons, restant sauve la discipline des vénérables Eglises d'Orient toujours chères à notre cœur. En le promulguant, nous tournons notre esprit vers tous les prêtres qui sont

115 ; non placet : 1 ; placet juxta modum : 84 ; abstentions : 2. (Le deuxième vote, qui a eu lieu le 6 novembre, a donné les résultats suivants : placet : 169 ; non placet : 22 ; abstentions : 7.)

2. « La loi du célibat sacerdotal, en vigueur dans l'Eglise latine, doit être maintenue intégralement. » Placet : 168 ; non placet : 10 ; placet juxta modum : 21 ; abstentions : 3. (Approuvé.)

3. « Par conséquent, il est impossible d'admettre au sacerdoce des hommes mariés, même dans des cas particuliers, à moins que le Souverain Pontife, ayant considéré le bien général de l'Eglise, n'estime dans sa prudence que la chose doit être soumise à examen. » Placet : 95 ; non placet : 10 ; placet juxta modum : 91 ; abstentions : 6.

Cette rédaction ayant été critiquée par les Pères, ils ont été appelés à choisir le dernier jour du Synode (6 novembre) l'une des deux formules suivantes :

A. — « Le droit du Saint-Père demeurant toujours sauf, l'ordination sacerdotale d'hommes mariés n'est pas admise, pas même dans des cas particuliers. » (107 placet.)

B. — « Il appartient au Souverain Pontife seul, dans des cas particuliers, en raison des nécessités pastorales et compte tenu du bien de l'Eglise universelle, de permettre l'ordination sacerdotale d'hommes mariés, d'âge mûr et d'une probité éprouvée. » (87 placet, 2 abstentions, 2 bulletins nuls.)

(Extrait des communiqués des 3, 5 et 6 novembre.)

Au sujet de la publication des textes votés, le cardinal MUNOZ VEGA, l'un des trois présidents délégués, a fait remarquer le dernier jour, 6 novembre : « Les documents présentés aux Pères doivent être considérés principalement dans leur substance. Ils pourront subir des modifications formelles dans la rédaction définitive établie par le Secrétariat général avec la Commission et le Secrétariat spécial pour le thème en question. Ces modifications porteront surtout sur l'expression linguistique latine et pourront tenir compte des annotations formulées éventuellement par les Pères. Le texte sera ensuite transmis au Saint-Père, lequel tiendra compte des observations faites et des préoccupations de certains Pères. »

Le cardinal DUVAL a ensuite déclaré, au nom des présidents délégués : « De par la nature même du Synode, aucun document du Synode n'est officiel, officiels ou authentiques tant qu'il n'est pas approuvé par le Souverain Pontife. C'est pourquoi tous les documents du Synode lui seront remis et, s'il le juge opportun, ils pourront être rendus publics. »

(Extrait du communiqué du 6 novembre.)

concernés. Combien d'entre eux, même au prix de grandes difficultés, s'appliquent, avec une fidélité inébranlable, à servir le Seigneur et à procurer le salut des âmes. Combien, travaillant dans le secret et supportant souffrances et persécutions, donnent à l'Eglise le maximum de forces ! Oui, il faut, à la fin de ce Synode, louer publiquement tant de prêtres qui portent vraiment bien ce nom ! Qu'ils sachent, tous et chacun, que le Pape leur est présent, qu'il les aime d'un amour sincère, qu'il prie pour eux.

Aussi avons-nous confiance que les prêtres, conduits par un esprit surnaturel et dociles à l'enseignement de l'Eglise, persisteront avec ardeur dans cette remarquable voie qu'ils ont choisie librement par vocation divine. A tous, nous adressons notre salut de tout cœur.

La justice dans le monde

La finalité religieuse de l'Eglise peut et doit contribuer à l'instauration de la justice, même temporelle

Un autre sujet très important confié à l'examen du Synode concerne l'instauration de la justice dans le monde d'aujourd'hui. Les discussions que vous avez eues au cours de la réunion ont fait ressortir clairement l'immensité de ce champ d'activité et les difficultés innombrables qu'il comporte. Le Concile œcuménique Vatican II a, certes, traité abondamment de cette question ; nous-même nous sommes penché souvent sur ce problème, particulièrement dans notre encyclique *Populorum progressio*. En abordant ce même problème, vous n'avez évidemment pas eu l'intention de régler complètement, en si peu de temps, des questions si ardues ; mais vous avez témoigné que l'Eglise, dans les circonstances particulièrement difficiles de notre époque, avait conscience de devoir aborder la question sociale d'une façon renouvelée, pour que la justice entre les hommes soit établie d'une manière plus parfaite, que ce soit en ayant une connaissance plus approfondie des besoins les plus pressants de ce monde, ou en donnant elle-même l'exemple, en exerçant sa sollicitude envers les pauvres et les opprimés, en éduquant les consciences humaines à agir pour la justice sociale, ou enfin en utilisant et développant toute sorte de moyens pour le soulagement des misères, donnant ainsi au monde le témoignage visible de sa charité et invitant les autres à suivre le même chemin. Il n'est pas superflu toutefois de rappeler que la mission propre confiée par le Christ à son Eglise n'est pas d'ordre politique, économique ou social, puisque la fin qui lui a été assignée est d'ordre religieux (cf. Concile Vatican II, Constitution pastorale *Gaudium et spes*, n. 42) ; cette fin peut toutefois et doit contribuer à l'instauration de la justice même temporelle. Tout cela n'est pas, certes, la fin pleine et absolue de l'Eglise, mais doit servir à l'établissement du royaume de Dieu sur terre, selon la déclaration du Christ Seigneur : « Cherchez d'abord le royaume de Dieu. » (Mt 6, 33.)

Si l'action de l'Eglise était privée de ce souffle religieux originel et nécessaire, elle s'écarterait sans aucun doute des préceptes évangéliques et elle perdrait peu à peu sa force et son rôle de promotrice du bien de la société terrestre. Le

Concile œcuménique nous le dit clairement, en effet : « De cette mission religieuse [de l'Eglise] découlent une fonction, des lumières et des forces qui peuvent servir à constituer et à affermir la communauté des hommes selon la loi divine. » (Constitution pastorale *Gaudium et spes*, n. 42.)

Unis dans le même amour pour le Christ et pour l'Eglise

Parvenus maintenant au terme de cette réunion, où tous ensemble nous avons éprouvé les effets magnifiques d'une authentique fraternité que nous n'oublierons jamais, nous voulons nous saluer mutuellement en toute paix et charité. Unis par un même amour pour le Christ et pour l'Eglise, nous avons compris que nous étions stimulés par cette même charité que le Christ, à l'heure de son sacrifice suprême, nous a demandé de conserver : « Je vous donne un commandement nouveau : aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés. » (Jn 13, 34.) Vous qui allez regagner vos demeures, réchauffez et fortifiez en vous ces sentiments de communion, d'amitié fraternelle, d'harmonie des volontés, de concorde, de lumière et de paix. Même séparés par l'espace, ne manquons pas de poursuivre des échanges tels que ceux que nous venons de vivre et où nos esprits étaient fondus comme en un même chœur.

Nous nous mettrons aussi, et très fermement, au service de la communion universelle de nos frères, avec une ardeur renouvelée et une volonté inébranlable, menant une vie digne de l'appel que nous avons reçu (cf. Ep 4, 1). Ainsi sommes-nous poussés à donner l'exemple au clergé et aux fidèles confiés à nos soins : ils nous regardent en effet, et attendent de nous un esprit qui les aide à vivre vraiment l'Evangile. Soyons pour notre troupeau comme un levain qui nous incite à mener une vie pleine de vertu et à répondre aux impulsions de l'Esprit-Saint. Il nous faut donc tirer notre force de la prière et de la méditation de la parole de Dieu, afin de nous conformer totalement à l'esprit évangélique.

Dans cette tâche, qui dépasse les forces humaines, nous ne sommes pas seuls : le Christ est avec nous. Sachons mettre en lui toute notre confiance, car « nous pouvons tout en Celui qui nous rend forts » (cf. Ph 4, 13). Le Christ, en effet, qui nous a choisis malgré notre faiblesse, ne peut nous priver du secours nécessaire à l'accomplissement fidèle de notre tâche pastorale. Nous sommes saisis par lui, comme Paul (cf. Ph 3, 12) ; conformons notre vie à la sienne, afin que toute notre façon d'agir soit remplie de sa grâce. C'est le prêtre éternel, modèle et type même de vie apostolique. Selon l'expression de saint Ambroise, l'admirable pasteur d'âmes : « Que resplendisse donc son image dans notre profession de foi, qu'elle resplendisse dans son amour, qu'elle resplendisse dans tout ce que nous faisons et opérons ; ainsi, dans toute la mesure du possible, tout son être transparaîtra en nous. Qu'il soit notre chef, car « le chef de tout homme, c'est le Christ » (1 Co 11, 3) : qu'il soit notre œil, afin que par lui nous voyions le Père ; qu'il soit notre voix, par laquelle nous parlons au Père ; qu'il soit notre main, par laquelle nous offrons notre sacrifice à Dieu le Père. » (De Isaac et anima, 8, 75.) Pour ce faire,

nous avons l'aide de la Vierge Marie, Mère de l'Eglise, elle qui, comme jamais personne, a réalisé en elle l'image de son Fils ; ayons une confiance ferme et inébranlable en elle qui avec nous, comme jadis avec Pierre et les disciples (cf. Ac 1, 14), prie sans cesse pour que descende sur la sainte Eglise une nouvelle Pentecôte.

Enfin, aimons l'Eglise et le monde où elle est présente comme le sacrement du salut ! La sainte Eglise, qui est le Peuple de Dieu en marche vers le ciel, gardienne de la parole de Dieu révélée et des instruments de la Rédemption, Epouse du Christ purifiée par son sang précieux, attend de nous ce témoignage de totale fidélité. Notre devoir est de la servir, de la protéger, de la porter au monde ; elle nous réunit en un seul Corps, nous qui vivons dans des conditions données du temps et de l'histoire ; elle est donc affectée par nos faiblesses, par nos doutes, par nos craintes, de sorte qu'elle ne resplendit pas autant que le Christ l'a voulu, lui qui pourtant « a aimé l'Eglise et s'est livré pour elle, afin de la sanctifier en la purifiant par le bain d'eau qu'une parole accompagne » (Ep 5, 25-26). Il nous faut donc toujours tendre à la perfection, pour que nous fassions honneur à cette perfection qui a besoin de notre concours. N'omettons aucun sacrifice pour qu'elle soit vraiment un signe dressé pour les nations lointaines (cf. Is 5, 26).

Les hommes regardent l'Eglise pour savoir si elle est encore capable de répondre à leur attente

Ayant ainsi aimé l'Eglise, nous aimerons également le monde comme notre vocation nous y engage. Les hommes de notre temps attendent la parole qui libérera leurs esprits des peines et des angoisses : ils regardent l'Eglise pour savoir si elle est encore capable de répondre à leur attente ou s'ils doivent mettre leur confiance ailleurs. De toutes nos forces nous devons faire en sorte que les hommes aient foi en nous, surtout en les aimant d'un amour de père et de frère.

Vénérable frères et fils très chers, en cette heure, que nous saluons d'une manière particulière, puissent ces mots de concorde, de force, de confiance envers le Christ et sa Mère, ces mots d'amour envers l'Eglise et le monde, être pour nous comme une force qui nous pousse sur le chemin. Veillez à ce que vos prêtres soient toujours plus conscients de leur fonction, que nulle autre ne peut remplacer ; apportez à vos fidèles la sérénité et la joie, joie de se sentir une part vivante de l'Eglise ; assurez-les de notre affection ; avec vous, nous les bénissons. Et que le secours et l'amour du Dieu tout-puissant soient toujours avec nous tous. Amen (4).

(4) Après son discours, Paul VI a salué chacun des Pères et ceux qui ont coopéré au Synode.

— *Péché, culpabilité, pénitence*, par JEAN-CLAUDE SAGNE. Préface par B. DE VAUX SAINT-CYR (coll. « Avenir de la théologie », n° 15). — Un vol. 13,5 × 16 cm, de 160 pages. Prix : 14 F. Editions du Cerf, Paris.

— *Pour une éducation morale dynamique*, par MARC ORAISON (coll. ISPC). — Un vol. 14 × 21 cm, de 140 pages. Prix : 15 F. Editions Mame - Fayard, Paris.

DISCOURS

DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LA SAINTETE DANS L'EGLISE

Audience générale du 20 octobre (1).

La béatification du P. Maximilien-Marie Kolbe, dimanche dernier 17 octobre, en cette basilique Saint-Pierre, nous rappelle une « note », un aspect extérieur et une propriété intérieure de l'Eglise, la sainteté. C'est sur elle que nous voudrions aujourd'hui vous inviter à réfléchir un instant. Pourquoi et comment l'Eglise est-elle dite sainte ?

En vous proposant ce thème pour notre rencontre, nous suivons une ligne que nous nous sommes fixée depuis quelque temps : découvrir et considérer d'une façon positive, disons optimiste, les valeurs positives et constructives, les valeurs bonnes, qui nous font discerner l'action de Dieu dans l'Eglise et l'effort de ses fils fidèles pour répondre à leur vocation chrétienne. Nous voudrions par là inviter ces fils fidèles à ne pas regarder systématiquement, comme par parti pris, vers les aspects négatifs de l'Eglise, ou plutôt de la vie de ceux qui appartiennent à l'Eglise, mais à porter leur regard sur les perspectives réconfortantes, édifiantes, tonifiantes de la vie de l'Eglise. Il s'agit de passer de la critique corrosive de l'Eglise à un regard d'amour sur elle (cf. Y. CONGAR, *Vraie et fausse réforme de l'Eglise*, Introduction).

Ni critique corrosive...

La première attitude prétend être réaliste. Partant peut-être d'une bonne intention, elle veut réformer, dénoncer sans ménagement les faiblesses et les infidélités de l'Eglise d'aujourd'hui à l'égard de l'Evangile, pour souhaiter une Eglise nouvelle, idéalisée selon ses exigences critiques, qui sont souvent utopiques et destructrices. Ce jeu est dangereux, même si parfois il est le fait d'esprits intelligents et de milieux animés d'un certain esprit rénovateur. Il est dangereux parce qu'il a une saveur d'intolérance — c'est le moins qu'on puisse dire — à l'égard de la communion effective et cordiale des frères et des pasteurs de l'Eglise ; il est dangereux parce que, partant souvent d'observations objectives, il aboutit fréquemment à des conclusions subjectives arbitraires, dépourvues de sens de l'histoire, tout autant que de réalisme humain et social, en récusant la doctrine de l'Eglise pour tomber dans des théories et des politiques contraires à la foi ; il est dangereux parce que, à partir d'attitudes sévères et exigeantes à l'égard de l'Eglise institutionnelle, aussi bien dans le domaine culturel que dans le domaine moral, il tombe ensuite dans un facile conformisme à l'égard des idées à la mode et glisse souvent vers l'abolition de principes moraux d'une grande importance ; il est dan-

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 21 octobre 1971. Traduction et sous-titres de la DC.

gereux parce qu'il s'arroge cette autorité de jugement qu'il conteste aux autorités légitimes et responsables ; il est dangereux enfin parce qu'il épuise rapidement la provision de charité dont il était parti, avec la velléité prophétique de revenir aux origines chrétiennes, pour se transformer bien vite, hélas ! en accusateur polémique et sans retenue, substituant à l'humble et vrai amour désormais disparu son autosuffisance ambitieuse, acariâtre et solitaire.

... Ni attitude puérilement élogieuse...

Mais, disons-le tout de suite, l'attitude que nous voudrions trouver chez les fils fidèles n'est pas une attitude conventionnelle et unilatérale, toujours puérilement élogieuse, myope ou aveugle devant les carences et les défauts de la vie de l'Eglise ; elle ne veut ni être partiiale, ni ignorer la critique, ni être obéissante jusqu'à la passivité, ou respectueuse jusqu'à l'adulation. Elle veut, elle aussi, être objective, reconnaître les insuffisances aussi bien que les vertus et les mérites, promouvoir constamment le juste renouveau de l'Eglise, et aimer l'Eglise en toutes circonstances, l'aimer d'autant plus que plus grands sont ses besoins et ses infirmités. Telle est la direction vers laquelle nous voudrions que s'orientent les fils fidèles de l'Eglise.

Cela est si vrai que nous-même nous nous efforçons de comprendre ce qu'il peut y avoir de bon, de vrai et d'utile dans les attitudes négatives dont nous parlions. Nous cherchons à profiter des reproches qui sont faits à la vie de l'Eglise telle qu'elle est pour mieux comprendre comment elle devrait être. Nous cherchons à discerner dans ce climat d'inquiétude et de confusion l'aspiration à l'authenticité chrétienne qui s'y cache, en la distinguant d'une compromission instinctive avec la nouvelle mythologie d'un humanisme économique, érotique et révolutionnaire.

... Mais aspiration à la sainteté de l'Eglise

Notre orientation, nous le répétons, veut la sainteté de l'Eglise et dans l'Eglise.

Aucun homme, s'il a foi dans la parole du Seigneur, ne voudra contester ou oublier que l'Eglise est sainte. Ici, le mot Eglise se réfère au mystère de sa définition dans la pensée de Dieu, c'est-à-dire au plan d'amour et de salut selon lequel Dieu a conçu une humanité pouvant l'appeler Père, parce que vivant du Christ, de sa Parole et de son Esprit. L'Eglise est sainte parce qu'elle est élevée à la vie surnaturelle et associée à une indicible communion avec le Dieu vivant, un en trois personnes. Elle est sainte parce que sacrement et canal de ce don de Dieu que nous appelons la grâce ; elle est donc « Mère des saints », c'est-à-dire qu'elle a le pouvoir de régénérer et de sanctifier. Elle est sainte parce que, dès ici-bas, les hommes qui lui appartiennent sont déjà saints dans une certaine mesure et tendent à la sainteté totale (cf. Rm 1, 7), en étant « race élue, sacerdoce royal, nation sainte..., peuple de Dieu » (1 P 2, 9-10).

L'Eglise est un rayon de lumière céleste projeté sur le monde. Elle est donc sainte dans le plan de Dieu et dans l'économie de grâce dont

elle est enveloppée. Elle est la « sainte Eglise », et cela devrait nous suffire pour en chercher l'idée première, l'image idéale dans sa patrie d'origine et sa patrie finale qui est Dieu créateur, Dieu amour, et pour associer la sainteté de l'Eglise à la beauté avec laquelle elle s'identifie, la beauté la plus grande qui puisse se refléter sur le visage de l'humanité. Cette sainteté de l'Eglise n'est-elle pas suffisante en soi pour faire de nous des contemplatifs enthousiastes et heureux ? Qu'est-ce que la beauté, sinon une révélation de l'Esprit ? Et où trouverons-nous cette révélation d'une façon plus intuitive et plus béatifiante que dans l'humanité devenue Corps du Christ et Temple de l'Esprit-Saint ? Savons-nous faire nôtre, par l'Eglise, la joie du Psalmiste : « Seigneur, que tes demeures sont désirables » (Ps 83, 2) ?

Le décalage entre la vocation des chrétiens à la sainteté et leurs déficiences

Mais — et c'est ce qui nous déçoit — à la sainteté de l'Eglise, selon l'idéal voulu par Dieu, ne correspond pas toujours la sainteté dans l'Eglise, dans la réalité humaine des membres qui lui appartiennent. Ceux-ci, même s'ils sont déjà admis dans le Royaume de Dieu qui est parmi nous (Lc 17, 21), demeurent encore des hommes faibles, fragiles, pécheurs. Pour le posséder vraiment, « le Royaume des cieux souffre violence, et les violents le prennent de force » (Mt 11, 12). Il arrive donc que le décalage entre la vocation des chrétiens à la sainteté et leurs déficiences morales provoque le scandale, un scandale malheureusement fréquent et auquel aujourd'hui l'opinion publique est si sensible ; et cela provoque l'indignation de celui qui nous a invités aux noces : « Mon ami, comment es-tu entré ici sans avoir la tenue de noce » (Mt 22, 12) ? Mais pour nous qui aimons la sainte Eglise, plutôt qu'un scandale, c'est une souffrance, un stimulant, un examen de conscience, une volonté de se reprendre, une compréhension évangélique (cf. Lc 9, 55).

Et alors cette exigence qui nous presse de conformer notre conduite au caractère religieux et mystique du disciple de l'Evangile, qui même nous appelle à la perfection, constitue l'un des critères fondamentaux de la vie chrétienne, tant personnelle que collective. Cette exigence oblige à soumettre continuellement notre vie chrétienne à une vigilance critique, et chacun de nous, plus que d'autres, nous devons inexorablement nous interroger : suis-je vraiment fidèle, vraiment chrétien ? Avant de juger les autres, nous devons nous juger nous-mêmes. Nous croyons que cette stimulante interrogation doit être pour nous source de cette féconde force morale engendrant les façons de penser et de vivre qui caractérisent la communauté ecclésiale et lui font prendre conscience de sa condition d'« Eglise en pèlerinage », d'humanité en chemin vers une plus grande perfection toujours nécessaire. C'est ainsi que chez certains esprits de valeur naît une tension intérieure qui leur donne un plus grand esprit d'humilité, en même temps que la soif et l'audace de la sainteté. Cette réalité, certainement sous l'impulsion de la grâce, est toujours à l'œuvre dans l'Eglise de Dieu. Nous

pouvons la voir dans tant de vies, peut-être proches de nous qui, sans atteindre une notoriété extraordinaire, canonisée par l'Eglise, peuvent certainement être dites saintes. C'est vers cette sainteté que nous devons regarder, pour nous édifier, nous stimuler et y trouver la force de nous réformer.

L'EGLISE MISSIONNAIRE

Audience générale du 27 octobre (1).

FRÈRES ET FILS TRÈS CHERS,

Nous sommes encore sous le coup de l'émotion que nous avons éprouvée dimanche dernier, au cours de la cérémonie qui a eu lieu dans cette basilique, à l'occasion de la Journée missionnaire (2). Si certains d'entre vous y étaient présents, ils comprendront et partageront certainement nos sentiments. Chacun, du reste, même s'il n'a pas eu la chance d'y assister, peut facilement s'en faire une idée s'il réfléchit sur la signification de cette cérémonie. Cette signification, en effet, semble devoir retenir notre attention davantage que la cérémonie elle-même — aussi belle et éloquente qu'elle ait été, — spécialement pour ceux qui, comme vous, s'unissent à nous pour regarder avec amour l'Eglise, laquelle ne peut se comprendre intimement que dans l'amour, avec « l'intelligence de l'amour » (cf. *Purg.* 24, 51).

L'unité catholique manifestée dans la cérémonie du 24 octobre

La signification de cette messe ne pouvait être que missionnaire. Rappelez-vous certains aspects extérieurs qui lui ont donné ce caractère. On remarquait avant tout le groupe des pèlerins des îles Samoa, avec leurs magnifiques costumes, venus d'Océanie pour nous rendre la visite que nous leur avons faite l'an dernier. Il y avait aussi d'autres pèlerinages venus de pays lointains. Il y avait les évêques du Synode qui représentaient toute la famille de l'Eglise catholique du monde entier. Il y avait des fidèles de toutes races et de toutes couleurs, comme un échantillonnage varié de l'humanité tout entière. L'universalité et la catholicité de l'Eglise étaient évidentes. Nous pensions au chant de l'Apocalypse : « Tu rachetas pour Dieu, au prix de ton sang, des hommes de toutes races, langue, peuple et nation. » (Ap 5, 9.) Nous pensions au récit de la Pentecôte où tous, enivrés de l'Esprit-Saint, annonçaient chacun dans sa langue « les merveilles de Dieu » (Ac 2, 11) ; comme alors et comme toujours, nous étions émerveillé de voir combien la grâce de l'Esprit-Saint s'est répandue dans les nations, au-delà des frontières de l'Ancien Testament (cf. Ac 10, 45). Nous nous demandions si nous ne voyions pas l'accomplissement

de la prophétie : « Leur voix — la voix des apôtres et des missionnaires — a retenti par toute la terre et leurs paroles jusqu'aux extrémités du monde. » (Ps 18, 5 ; Rm 10, 18). L'aspect humain, ethnique, social, infini de l'Eglise s'exprimait là d'une façon extraordinairement variée, belle, pacifique.

Oui, d'une façon pacifique, parce qu'un autre aspect, plus profond, encore plus beau et plus éloquent, se manifestait là d'une façon splendide : l'unité. Des gens à la fois si divers et si unis, qui ne se connaissaient même pas, mais qui se sentaient frères. Des gens si fiers et si jaloux de leurs différentes particularités culturelles, qui, sans ambiguïté et sans réserve, donnaient ce qu'ils ont de plus propre et de plus personnel, leur pensée, leur cœur, pour communier dans une même foi, une même charité. Ils avaient la conviction de constituer un même corps animé d'un même Esprit. Ils se réjouissaient de cette solidarité ouverte à tous, mais se distinguant bien de ceux qui ne la partagent pas. Ils expérimentaient que leurs langues les plus diverses se fondaient en une même voix pour exprimer la même prière, le même chant à l'unique Dieu, père de tous (cf. Ep. 4, 3-6). Cette unité catholique est une réalité qui n'a pas d'équivalent. L'unité est l'aspiration suprême de l'humanité, mais elle est encore à peine et imparfaitement réalisée sur le plan temporel. Ici, au contraire, l'unité est déjà réelle, véritable, tant sur le plan spirituel que sur le plan visible et structurel. Il n'y a qu'un peuple, le Peuple de Dieu ; il n'y a qu'un corps, le Corps mystique du Christ : c'est l'Eglise, une et catholique.

Le sacrifice obscur du missionnaire

Est-ce cela l'Eglise, demandera-t-on, comment ce prodige se réalise-t-il ? Eh bien, nous avons pu observer là une certaine manifestation de ce prodige, dans ses éléments humains devenus signe, devenus sacrement de la grâce, cet élément divin qui fait de nous d'autres Christs. La grâce appelle et transfigure les hommes et les femmes de ce monde, de notre monde cultivé, raffiné et corrompu, dont nous connaissons la grandeur et la bassesse, les qualités et les faiblesses, les héroïsmes et les lâchetés. Au cours de cette cérémonie, à un moment donné, 400 de ces hommes et femmes sont sortis de la foule des fidèles et sont venus à nous, serviteur des serviteurs de Dieu ; ils sont montés à l'autel apportant par cet acte silencieux, plus éloquent que toutes les paroles, leur réponse à un double appel : celui, extérieur, de l'Eglise qui invite, qui implore ; et celui, intérieur, du Christ, qui parle doucement et gravement aux cœurs fidèles. Avec le prophète, ils disaient : « Me voici, envoie-moi » (Is 6, 8) ; je veux être « mis à part pour annoncer l'Evangile de Dieu » (cf. Rm 1, 1 ; Ga 1, 15 ; Ac 13, 2). Ils venaient pour être reconnus comme missionnaires. Que leur donnerons-nous, nous sommes-nous demandé, sinon le crucifix qui signifie tout, et qui, dans la main tremblante et courageuse qui le reçoit, semble tout de suite dire quelle sera l'histoire du missionnaire ainsi prêt à partir, une histoire faite d'imitation, de don de soi,

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 28 octobre 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) Cf. *infra*, p. 1011.

d'amour, de victoire ? Le sacrifice du Christ, qui sauve le monde, continue.

Mais le charisme du sacrifice existe-t-il encore aujourd'hui ? Oui, et avec quelle abondance, quelle grandeur ! Notre époque, qui a connu l'expérience des guerres, le sait bien. Mais ce charisme, elle le refuse lorsqu'elle fait de l'égoïsme et de la jouissance le programme idéal de la vie. Elle le connaît et elle l'honore, mais plus pour les autres que pour soi. Chacun le rejette spontanément. Il en est cependant qui l'acceptent, volontairement même, c'est-à-dire sous sa forme la plus authentique. L'honneur alors devient gloire, et il est heureux que ce soit à cette gloire que s'alimentent encore les meilleures vertus de notre société. Quel exemple éloquent un Schweitzer n'a-t-il pas donné à notre génération ! Nous nous unissons volontiers aux tributs d'admiration et d'éloges qu'un tel homme mérite bien. Mais qu'il nous soit permis, sans esprit d'envie, de rendre un témoignage analogue, bien qu'humble et silencieux, à l'innombrable légion de missionnaires, hommes et femmes, qui ont donné et qui continuent de donner toute leur vie en se sacrifiant sans mesure et sans publicité, sans éloges et sans récompense, aux souffrances physiques et aux besoins moraux de leurs frères malheureux (ils sont en effet considérés comme des frères dans le Christ), dans les pays de mission qui sont encore au seuil de la culture moderne. Quel trésor de sacrifice ne possède-t-elle pas, aujourd'hui plus que jamais, cette Eglise de Dieu, communautaire et hiérarchique, institutionnelle et opérante, que la Providence nous a donné d'appeler nôtre !

Notre apologie de l'Eglise veut aussi être un enseignement pour tous ceux d'entre nous qui doutent de son authenticité, ne veulent pas entrer dans sa communion vivante, se sentent gênés et honteux de militer dans ses rangs. L'Eglise missionnaire nous juge avec sa foi apostolique, son amour positif, son don total au Christ, au service et à la libération de nos frères. Elle ne nous enseigne ni la critique stérile, ni la contestation amère, ni la grandiloquence velléitaire, ni le spiritualisme éphémère. Elle est une école de réalisme évangélique ; elle nous invite à suivre le Christ positivement, sérieusement, et avec joie.

Mais il y aurait encore trop à dire. Aimons l'Eglise missionnaire, et ces choses ne nous seront pas cachées.

Avec notre bénédiction apostolique.

L'EGLISE EST UNE COMMUNAUTE

QUI PRIE

Audience générale du 3 novembre (1).

Encore une fois nous parlerons du visage de l'Eglise, c'est-à-dire de l'Eglise telle qu'elle apparaît à nos yeux, pour voir ce qu'elle est et ce

qu'elle fait, concrètement, dans sa réalité humaine, directement connaissable.

Comment on crée un climat d'antipathie à l'égard de l'Eglise

Ce qui nous pousse à porter ce regard intuitif et direct sur l'Eglise, c'est le désir de voir son visage radieux, sa beauté originelle ; c'est le besoin de réconforter tant de gens de bonne volonté et intelligents qui souffrent de voir continuellement et inexorablement étaler les défauts, les infidélités, les scandales que la critique d'aujourd'hui, interne ou externe, découvre dans tant d'aspects de l'Eglise. C'est ainsi que se répand un sentiment d'antipathie envers cette vieille institution, et que beaucoup en arrivent à prendre cette triste résolution de l'abandonner ou de la combattre parce qu'inutile, dépassée, infidèle, réduite à l'état de squelette desséché, tandis que beaucoup d'autres prennent la résolution, généreuse peut-être, mais présomptueuse, de lui redonner vie et de réformer sa conception constitutive et traditionnelle, en lui donnant des formes nouvelles et imaginaires qui oscillent entre un spiritualisme charismatique raffiné, quelque peu inconsistant, et un conformisme humaniste à l'égard des réalités présentes et fugitives de la société temporelle.

Ce qui compte le plus pour l'Eglise, c'est la prière

Pour nous, nous voyons l'Eglise d'une façon bien différente, d'une façon réaliste qui ne dit rien de nouveau, et qui se limite à des constatations si évidentes et si empiriques qu'elles en semblent banales. Qu'est-ce que l'Eglise ? C'est une communauté qui prie, c'est le peuple de Dieu qui prie. Sa philosophie et sa théologie, c'est que l'homme a besoin de Dieu (cf. 2 Co 3,5), qu'il doit tout à Dieu (cf. 22, 38). C'est pourquoi l'attitude fondamentale qui la caractérise, c'est celle du culte. L'Eglise est avant tout une société religieuse. Ce qui compte le plus pour elle, c'est la prière. Le but fondamental que l'Eglise se propose, c'est de mettre les hommes en communication, ou mieux, en communion, avec Dieu. Elle est, dit le Concile, « signe et moyen de l'union intime avec Dieu » (*Lumen gentium*, 1). L'Eglise rassemble des hommes qui lui sont fidèles pour les rendre fidèles à Dieu. Par la parole, par la charité et par les sacrements, l'Eglise actualise dans l'histoire le Christ de l'Evangile, l'unique médiateur vrai et indispensable entre Dieu et les hommes. Telle est sa mission fondamentale, une mission religieuse.

Et pour cette mission collective, intérieure et extérieure, il faut des structures solides et fortes.

L'Eglise offre à l'humanité la solution définitive des problèmes religieux

Et puis l'Eglise prétend, et à juste titre, offrir à l'humanité la solution définitive des problèmes religieux, lesquels, comme chacun le sait, intéressent et préoccupent énormément l'humanité. Même devant l'indifférence si répandue, devant la négation acharnée de notre siècle, elle affirme que non seulement la religion a toujours sa raison d'être, et aujourd'hui plus que jamais,

(1) Texte italien dans l'OR du 4 novembre 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

mais que la formule religieuse qu'elle offre est « le fondement et le couronnement » de la vie humaine, de la connaissance et de l'activité de l'homme ; elle est la lumière, le soutien, le terme, le vrai bonheur de notre existence ici-bas ; elle est le premier et le dernier mot, l'alpha et l'oméga du monde. C'est pour cette conception générale et suprême, humaine et cosmique de la religion catholique, c'est-à-dire pour sa foi, que l'Eglise est organisée, qu'elle existe, aime, travaille, souffre, en entretenant toujours un double dialogue avec Dieu et avec l'homme, en priant.

Que cela nous plaise ou non, c'est ainsi qu'est le visage de l'Eglise. Elle est le grand chœur de l'humanité rassemblée pour adorer le Père, « en esprit et en vérité » (Jn 4, 23). Son visage est splendide, rayonnant d'une spiritualité, d'un esprit social, d'une force morale, d'une bonté et d'une charité, d'un mystère et d'une clarté comme aucune autre institution terrestre n'en peu prétendre offrir aux hommes de notre temps. Et ce rayonnement du visage de l'Eglise est comme un reflet du visage de Dieu (cf. Ps 4, 7). C'est ainsi qu'est l'Eglise en prière.

Le renouveau de la prière liturgique

Nous le savons, cette Eglise en prière a été magnifiquement exaltée par le Concile. Cette réalité stimulante qu'est la réforme liturgique suffit à nous le rappeler. L'intention qui a inspiré cette réforme était pastorale. Elle voulait donner une nouvelle vie à la prière du peuple de Dieu, pour qu'elle soit une prière pure et collective, c'est-à-dire intérieure et personnelle, et en même temps publique et communautaire. C'est pourquoi elle mérite une grande considération, eu égard notamment à la situation spirituelle du monde d'aujourd'hui. Ce n'est pas une simple affaire de rites, de sacristie, d'érudition archaïque et purement liturgique ; c'est une affirmation religieuse pleine de foi et de vie, une école d'apologie pour tous ceux qui recherchent la vérité vivifiante, un défi spirituel au milieu d'un monde athée, païen et sécularisé.

A l'occasion de la récente publication du nouveau bréviaire, nous avons reçu parmi tant d'autres une lettre extrêmement expressive, disant notamment combien il serait utile d'exhorter les fidèles « en ce moment de tension générale, à lire et méditer la parole de Dieu. Cette exhortation serait certainement accueillie avec profit par tous, comme un sceau apposé au nouveau livre sacré, et en même temps comme un rappel de l'opportunité d'une prière dont l'élaboration est le résultat de siècles de travail, et qui nous fait entendre la voix immortelle des Pères, des docteurs, des théologiens et des saints de l'Eglise... ». C'est vrai, et c'est ce que nous faisons en cet entretien familial, spécialement pour le clergé et les religieux qui ont tout particulièrement l'honneur et l'obligation de maintenir la flamme de la prière allumée au sein de l'Eglise, et pour ces fils généreux qui savent que tout le renouveau de l'Eglise, toute sa vitalité, toutes les solutions de ses difficultés et de ses crises, toute sa capacité de travailler à la libération et au salut des frères proches et lointains, tout cela est alimenté par la prière, la prière intime et

personnelle (cf. Mt 6, 4), et, tout autant, cette prière communautaire, sacerdotale et publique que l'on appelle liturgie.

Prière pour le Synode

Nous voulons croire que vous en êtes tous persuadés, vous et tous ceux qui entendront l'écho de ces paroles. C'est pourquoi, faisant passer tout de suite dans les actes notre confiance commune dans la prière, nous prions tous pour le bon succès du Synode épiscopal, qui est maintenant près de se conclure, afin qu'il soit une source de grâce et de joie, de force et de sainteté pour le ministère sacerdotal dans l'Eglise ; une source de lumière et de réconfort pour la justice et la paix dans le monde, c'est-à-dire pour les thèmes que le Synode a étudiés avec amour et sagesse.

Prions donc. C'est ainsi que nous devons être l'Eglise. Avec notre Bénédiction apostolique.

ALLOCUTION AUX EVÊQUES DE LA RÉGION PARISIENNE

Le 9 octobre 1966 était constituée la nouvelle province ecclésiastique de Paris, comportant notamment la création des nouveaux diocèses de Corbeil, Créteil, Nanterre, Pontoise et Saint-Denis, et régie par des normes ad experimentum pour cinq ans (1). Le 5 novembre 1970, Paul VI a accordé que l'expérience soit de nouveau prolongée pour cinq ans et il a répondu favorablement à la suggestion du cardinal Marty de rencontrer les évêques. C'est ainsi que les onze évêques des huit diocèses de la région parisienne (les cinq nouveaux diocèses, plus ceux de Paris, Versailles et Meaux) se sont rendus à Rome où, les 23 et 25 septembre, ils ont eu des séances de travail avec sept organismes de la Curie romaine. Le 24 septembre, ils ont travaillé pendant plus d'une heure avec Paul VI qui leur a adressé cette allocution (2) :

FRÈRES TRÈS CHERS,

Est-il besoin de vous dire notre joie de vous rencontrer au cours d'une session de travail, vous qui portez ensemble la charge pastorale de la capitale de la France et de la région parisienne ? Vous avez voulu réfléchir avec nous sur le problème pastoral qui se pose dans toutes les agglomérations aux dimensions considérables. Mieux que tous les discours, voilà un éloquent témoignage des rapports fraternels entre pas-

(1) Cf. DC 1966, n° 1481, col. 1853-1868.

(2) Texte français dans l'*Osservatore romano* du 25 septembre 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.

teurs dans l'Eglise. Merci de cette démarche confiante auprès du siège de Pierre, comme aussi de votre attachement filial qui nous touche beaucoup. Nous n'en sommes certes pas étonné, pour l'avoir si souvent expérimenté chez vous, cher et vénéré monsieur le cardinal François Marty.

La restructuration des diocèses de la région parisienne après cinq années d'expérience

Nous avons pris connaissance de votre rapport sur « la restructuration des diocèses de la région parisienne après cinq années d'expérience » avec une vive attention et beaucoup d'intérêt. Nous apprécions hautement la clarté avec laquelle vous faites le point sur la nouvelle structure de la province ecclésiastique de Paris et la zone centrale, après une expérience pastorale déjà fructueuse. Nous estimons aussi grandement la préoccupation missionnaire avec laquelle vous envisagez l'évolution de la situation humaine et religieuse de la grande métropole française. Et nous prenons note des vœux que vous formulez pour une coordination plus étroite des initiatives et du travail pastoral au niveau de toute la région parisienne qui « aujourd'hui comme hier, continue à attirer l'attention du monde et en particulier des catholiques », (lettre autographe à M. le cardinal Maurice Feltin, le 7 octobre 1966, dans la *Documentation catholique*, t. LXIII, 1966, col. 1856).

Vous avez hardiment mis en œuvre des structures originales, pour correspondre plus étroitement à de nouveaux besoins : n'est-ce pas le rôle de l'administration dans l'Eglise, servir la pastorale ? C'est ce changement de structures que le Concile nous a invités à promouvoir dans un esprit de meilleur service : loin d'affaiblir l'Eglise, il la renforce au contraire et lui permet de grandir. Comment ne pas évoquer avec vous le vénéré cardinal Maurice Feltin dont l'abnégation exemplaire a permis cette réforme si bénéfique, et le cher et regretté cardinal Pierre Veuillot dont la lucidité et la ténacité furent décisives pour sa mise en œuvre courageuse ?

Des diocèses à échelle humaine unis en esprit d'équipe, guidés par le sens missionnaire

Il s'agissait, d'une part, d'assurer, grâce à un nouveau découpage des diocèses, une présence plus directe de chaque évêque au milieu d'un territoire et d'un peuple aux proportions raisonnables, à échelle humaine, si l'on peut encore s'exprimer ainsi au-delà d'un million d'habitants. Cela nous semble d'une importance capitale, dans une agglomération où les habitants souvent perdus dans une foule anonyme, souffrent d'une solitude angoissante au milieu même de l'agitation trépidante. Aussi le besoin se manifeste-t-il de plus en plus, au niveau des laïcs, et plus encore des prêtres, de rapports personnels et directs au sein de l'Eglise locale (cf. *Christus Dominus*, 2, n. 11-35). Mais en même temps il fallait créer des liens suffisamment forts et stables entre ces diocèses, pour correspondre à l'unité de fait de la région et agir avec des moyens qui dépassent les possibilités pastorales d'un seul diocèse. Surtout, nombre de réalités nouvelles ne sont saisies que dans un ensemble, par-delà la dispersion de l'habitat, du travail,

des loisirs. Bref, le projet visait la création d'une véritable équipe épiscopale, chacun demeurant engagé dans des responsabilités précises, mais portant aussi collégialement avec les autres la préoccupation apostolique de la région. Par-delà l'administration, qui garde son importance comme un service nécessaire, c'est l'esprit missionnaire qui guide votre recherche : comment faire entendre la Bonne Nouvelle du salut à ceux qui fréquentent l'Eglise — et qu'il importe de ne pas négliger — comme aussi à ceux qui sont au loin ou qui s'éloignent peu à peu, les jeunes en particulier, et ne semblent plus entendre, ni peut-être même comprendre son langage habituel ? Ces critères — responsabilité précise, esprit d'équipe, sens missionnaire — nous apparaissent toujours de nature à guider avec sûreté votre expérience dans l'avenir.

Aussi nous vous encourageons à la poursuivre, avec audace et ténacité, à la lumière de l'expérience acquise, et surtout en pensant à l'avenir et aux questions qu'il pose avec angoisse à votre responsabilité. Pour chacun de vous et de vos prêtres, il y faut approfondissement de la mission sacerdotale, souci de la gloire de Dieu et du salut de tous, humilité et lucidité dans l'analyse, dialogue fraternel dans la discussion, respect des responsabilités de chacun, disponibilité pour servir les objectifs prioritaires, et par-dessus tout l'espérance que Dieu, toujours présent au milieu de son Eglise, appelle tous ses fils à vivre de sa vie.

Une expérience qui pourrait en entraîner de semblables dans d'autres grandes métropoles

Nous qui portons la charge pastorale du diocèse de Rome, et avec elle, d'une certaine façon, le souci de toutes les Eglises, nous ne pouvons nous empêcher de songer à ces immenses métropoles dont la densité de population et les besoins missionnaires défient nos forces. Pourquoi votre expérience type ne pourrait-elle en entraîner d'autres ? Peut-être le moment est-il venu d'étendre semblable réforme de structures, pour être fidèles à l'imagination missionnaire et au courage pastoral ? « Le problème essentiel de la région parisienne est un problème missionnaire », écrit Mgr Robert DE PROVENCHÈRES, au terme de votre rapport si lucide. N'est-ce pas celui de toute l'Eglise, dans une civilisation marquée par un progrès matériel croissant et une sécularisation plus sensible encore dans les grandes métropoles urbaines et industrielles : toute la communauté chrétienne autour de ses prêtres, doit devenir, en face de l'incroyance, un pôle d'attraction vers l'Évangile. Comme nous voudrions continuer avec vous sur ces initiatives apostoliques qui suscitent notre espérance, un dialogue aussi fraternel que celui de ce matin !

Du moins, à chacun de vous, et d'abord à votre zélé chef d'équipe, le cher et vénéré archevêque de Paris, nous tenons à apporter l'assurance de notre satisfaction, comme aussi de la part que nous prenons à vos préoccupations pastorales, et le réconfort de nos prières. De tout cœur, nous vous bénissons avec les prêtres, vos collaborateurs, les religieux et religieuses et tous les apôtres laïcs qui sur les bords de la Seine construisent dans l'espérance de la cité de Dieu. A tous et chacun va notre affectueuse Bénédiction apostolique.

HOMÉLIE PRONONCÉE POUR LA JOURNÉE MISSIONNAIRE

Le dimanche 24 octobre, Journée missionnaire mondiale, Paul VI a concélébré la messe dans la basilique Saint-Pierre avec le cardinal Rossi, préfet de la S. congrégation de l'Évangélisation, et cinq évêques représentant les cinq continents, en présence des membres du Synode. Au cours de cette messe, à laquelle a participé activement une délégation venue des îles Samoa, a été lu en différentes langues le message missionnaire que Paul VI avait lancé de ces îles le 29 novembre 1970 (1), et Paul VI a remis le crucifix à 450 missionnaires. Voici l'homélie qu'il a prononcée après l'évangile (2) :

FRÈRES,

Aujourd'hui, journée missionnaire, résonne dans cette basilique, dédiée à la tombe de l'apôtre Pierre, et résonne dans toute l'Eglise en communion avec lui, la voix du Christ-Seigneur ressuscité, la parole qui conclut ainsi son Évangile : « Tout pouvoir m'a été donné au ciel et sur la terre. Allez donc. De toutes les nations faites des disciples, les baptisant au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, leur apprenant à garder tout ce que je vous ai prescrit. Et voici que moi, je vais être avec vous toujours jusqu'à la fin du monde. » (Mt 28, 18 s.)

Une question de vie ou de mort

Il nous semble que c'est là non seulement la conclusion, mais bien plus la synthèse du dessein divin dans l'histoire de l'humanité : le Verbe de Dieu s'est fait homme, il a vécu sur la terre, il a parlé par le fait même de sa présence dans le temps et dans le monde, par des signes miraculeux pour appuyer son action et spécialement sa Parole, expression extérieure et sensible de sa Vérité intérieure, de sa Personne, de son mystère humano-divin de pérennité dans les hommes (cf. Ba 3, 38), se plaçant ainsi à la croisée des chemins de la décision qui déterminera leur sort, selon qu'ils accueillent cette Parole, la font leur et en vivent, ou qu'ils la repoussent délibérément. Le Christ, en effet, a mis un sceau à son message, selon l'évangéliste Marc, écho du témoignage de Pierre : « Allez dans le monde entier, proclamez l'Évangile à toute la création. Celui qui croira et sera baptisé sera sauvé, celui qui ne croira pas sera condamné. » (Mc 16, 15-16.) Question capitale, question de vie ou de mort : ce qui sauve, c'est l'Évangile, c'est la Vérité mystérieuse du Christ,

c'est la foi, avec tout ce qu'elle requiert et comporte en soi.

Telle est l'annonce du destin de chacun des hommes, comme de la communion des croyants, constitués en Eglise, Peuple de Dieu, Corps social et mystique du Christ. Annonce quasi confidentielle au début, puis, par la volonté du Christ lui-même, annonce puissante, à prêcher « par-dessus les toits » (Mt 10, 27), c'est-à-dire avec la force la plus expansive dont le héraut soit capable. Qui est ce héraut ? C'est l'apôtre, c'est le missionnaire, c'est le maître, le catéchiste, c'est tout chrétien qui a conscience — et capacité — d'être le témoin, d'être le chemin de l'annonce explosive et vivifiante de l'Évangile et de la foi qu'il a allumée en son cœur.

Car il faut le noter aussi avec la plus grande attention : la Parole de Dieu doit être communiquée au moyen de la parole humaine ; le « système », établi par le Christ-Seigneur, exige un réseau institutionnel, un magistère, pour répandre le message salvifique de sa Parole qui procède du Père et du Fils dans l'Esprit-Saint (cf. Jn 6, 64) ; le « système » exige un fil conducteur, une « tradition », comportant le maximum de fidélité et de cohérence, un organe humain, un « prédicateur » (Rm 10, 14), un missionnaire, qui révèle le plan divin, tenu caché aux siècles (cf. Col 1, 26), et ouvre les âmes aux révélations intérieures de l'Esprit (cf. Ep 1, 17 ; Jn 14, 26 ; 16, 13). Et si dans ce ministère — dans ce service — de la transmission de la Vérité qui libère (cf. Jn 8, 32), qui sauve et sanctifie (cf. Jn, 17, 17), le Christ a voulu qu'il y ait un corps d'hommes promoteurs et responsables — les apôtres (Lc 10, 16), — il a voulu également que d'autres collaborateurs qualifiés leur soient associés — tels sont les prêtres et les diacres, tels sont les missionnaires (cf. Lc 10, 1, 17) ; — et même il a voulu que toute son Eglise diffuse le Christ d'une manière ou d'une autre, et donc se dilate elle-même, parce qu'elle est missionnaire de sa nature, parce qu'elle vit tout entière de lui, le Christ, et est animée de son Esprit, parce qu'elle est destinée à tout le genre humain, parce qu'elle est universelle, c'est-à-dire catholique (cf. Jn 10, 16 ; 11, 51-52). Le Concile a mis en évidence cet aspect dynamique de toute l'Eglise, ce devoir de tous les fidèles de coopérer à l'expansion du Corps du Christ (cf. *Ad gentes*, n. 2, 6, 28, 36, etc.). Parmi les nombreuses expressions par lesquelles le Concile insiste sur ce devoir, rappelons-en une : « ... A tout disciple du Christ incombe pour sa part la charge de répandre la foi. » (*Ibid.*, n. 23.)

Aussi, Frères, que cette journée ne passe pas sans que, tous et chacun, nous reprenions conscience de notre devoir missionnaire.

Les déformations antimissionnaires

Ne nous laissons pas distraire par les déformations antimissionnaires suscitées par tant d'idées courantes, parfois excellentes, mais impuissantes à satisfaire l'authentique et inaliénable vocation missionnaire du vrai disciple du Christ. Cette allusion doit suffire.

(1) Cf. DC 1970, n° 1576, p. 1122.

(2) Traduction diffusée par la Salle de presse du Saint-Siège. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Contestation de la nécessité du salut par le Christ

Il y en a qui blessent la vocation missionnaire au plus profond de son cœur — la nécessité du salut par le Christ — puisque la miséricorde divine ne manquera pas de pourvoir au sort de la partie de l'humanité — et c'est la plus grande — à qui n'est pas encore arrivé en fait le message évangélique. Nous espérons vivement qu'il en sera ainsi ; mais c'est justement Dieu qui nous a fait savoir que la foi catholique était une condition de salut (cf. Mc 16, 16 ; 1 Th 1, 9).

Contestation de la priorité de l'évangélisation sur le développement

D'autres offensent la vocation missionnaire dans son caractère de priorité, la faisant passer de droit après la libération temporelle et les nécessités économiques, ou bien en en faisant un instrument en vue du développement social. Oui, nous devons souvent, en fait, libérer l'homme de la servitude et de la faim avant de lui enseigner des thèmes religieux ; mais ces thèmes ne peuvent-ils pas remonter au premier plan, à cause du respect qui est dû à l'échelle de valeurs évangéliques : « cherchez d'abord le Royaume de Dieu » (Mt 6, 33) ; à cause de la valeur reconnue aux déficiences humaines par le discours des Béatitudes ; à cause du respect que le précepte de l'amour — découlant de celui que nous devons avoir envers le Christ et envers Dieu — impose au missionnaire, comme premier exercice de son ministère, envers nos frères qui souffrent (cf. 1 Jn 3, 18) ? Du reste, l'évangélisation est aussi en soi un élément de suprême importance pour le développement des peuples et pour la promotion de la justice dans le monde : si, en effet, elle venait à perdre son inspiration religieuse originelle, ne serait-elle pas exposée à épuiser ses énergies morales et tentée insensiblement de glisser vers un néo-colonialisme ?

Tout ce qu'on fait pour les missions c'est pour le Christ qu'on le fait

Soyons fidèles, Frères, à la conception missionnaire de l'Eglise.

Laissons-nous fasciner par ce grand idéal qui doit nous amener à nous préoccuper des conditions de l'Evangile de nos jours dans le monde : de nombreuses frontières lui sont encore interdites, malgré les proclamations récentes des droits de l'homme, de la liberté de penser, et nonobstant les garanties de loyauté civique que les missions offrent aux pays qui les accueillent, et aussi les mérites qu'ils y acquièrent. Beaucoup de voies, au contraire, sont encore aujourd'hui ouvertes au missionnaire et attendent son pas intrépide et plus que jamais pressé, souvent encore tourné vers les aventures les plus étranges et les plus ardues, et toujours vers l'aventure sublime du sacrifice et de l'amour. Ces voies sont aussi ouvertes au chrétien indigène qui, de disciple de sa propre Eglise, commence à devenir un maître dans sa propre région et dans les voisines.

Aussi saluons-nous, avec un enthousiasme ancien et toujours nouveau, le fait missionnaire

dans l'Eglise de Dieu. Nous voulons accomplir aujourd'hui, en concélébrant cette messe, un double devoir : celui de remercier, saluer et bénir tous ceux qui consacrent leur vie et leur action à la cause missionnaire : nous pensons à vous, valeureux missionnaires, évêques, prêtres, religieux et religieuses, catéchistes, laïcs volontaires ; à vous, évêques apôtres des missions ; à vous, généreux bienfaiteurs ; à vous qui, de toutes sortes de façons, les aidez et les défendez ; à vous qui écoutez la vocation charismatique ; à vous qui souffrez, offrez et priez pour les missions. Notre reconnaissance veut être l'interprète de celle du Christ : tout ce que vous faites pour les missions, vous le faites pour lui ; en son nom, nous vous disons merci, et nous vous répétons les promesses de ses récompenses présentes et futures.

Notre deuxième devoir est d'encourager tous ceux qui aiment et servent l'idée missionnaire. Courage, oui ; elle mérite notre intérêt, notre amour préférentiel.

Nous sommes encouragés à le faire par la présence de ces frères très chers, les pèlerins d'Apia, l'île de l'archipel des Samoa, qui sont venus nous rendre la visite que nous avons voulu leur faire, avec tant d'amour et d'espérance, et avec une grande émotion et joie spirituelle, justement pour honorer nos missions. Soyez les bienvenus !

Ainsi nous, dernier des serviteurs du Christ, conscient de notre mandat de pasteur de l'Eglise universelle, premier responsable de l'immense troupeau du Christ, témoin dans l'Esprit-Saint de son Evangile pour toute la terre, nous vous remercions, nous vous exhortons, nous vous bénissons.

L'IDEAL ET LE MINISTERE DU PRETRE

Après l'audience générale du 27 octobre, Paul VI a reçu un groupe de prêtres américains venus à Rome pour le 40^e anniversaire de leur ordination. Il leur a dit notamment :

[...] Avec les années, vous avez vu beaucoup de changements se produire dans l'Eglise. Avec la grâce de Dieu, vous voyez maintenant plus clairement les exigences de votre ministère et tout ce que le Seigneur demande de vous. Et cependant, pour vous, « Jésus-Christ est le même hier et aujourd'hui, il le sera à jamais » (He 13, 8). Votre idéal est le même qu'avant : se consacrer à l'amour de Dieu et à l'humble service de tous, spécialement des pauvres. Votre ministère consiste toujours à annoncer le message libérateur et vivifiant de l'Evangile du Christ, et à renouveler le sacrifice et la Cène du Seigneur. Allez de l'avant, continuer avec confiance [...].

(Texte anglais dans l'OR du 28 octobre 1971. Traduction de la DC.)

-- *La Présence du Christ dans l'eucharistie*, par E. SCHIL-LEBEECKX. Traduit du néerlandais par M. BENZERATH (coll. « Avenir de la Théologie », n° 11). — Un vol. 13,5 x 16 cm, de 152 pages. Prix : 14 F. Editions du Cerf, Paris.

LES TRAVAUX DU SYNODE ÉPISCOPAL

LA JUSTICE DANS LE MONDE

RAPPORT D'OUVERTURE DE MGR ALBERTO Y VALDERRAMA

(14 octobre) (1)

1. Mgr Teopisto ALBERTO, archevêque de Caceres (Philippines), président de la Conférence épiscopale des Philippines, a présenté une vue d'ensemble initiale sur le thème « Justice dans le monde ».

2. Son texte dégageait les lignes de force du document sur la justice dans le monde, distribué en mars aux Conférences épiscopales par le Secrétariat du Synode (2).

3. Mgr Alberto a souligné que ce document n'avait jamais été conçu comme un projet de déclaration destiné à être discuté et approuvé pendant le Synode. Son but était seulement de fournir une base et des éléments pour le débat des Conférences épiscopales et du Synode. C'est pourquoi, a-t-il ajouté, ce texte ne comporte ni un catalogue de toutes les injustices existant dans le monde ni une analyse rigoureuse de ces injustices qui relève en fait des Eglises locales et non de Rome.

Ceci explique également pourquoi il ne comporte pas de présentation élaborée de l'enseignement de l'Eglise sur la justice sociale, cela n'a pas semblé utile dans un document destiné aux évêques.

4. Sur quoi doit alors porter la réflexion du Synode ? En réponse à cette question, l'orateur a fait alors les suggestions suivantes :

5. Bien que les autres injustices soient certainement importantes, l'accent doit être mis principalement sur la justice internationale ; et ceci parce que la justice sur le plan mondial est plus directement du ressort de cette assemblée collégiale d'évêques, venus de toutes les parties du monde.

6. La justice internationale est liée directement aux droits de tous les hommes, de tous les continents et de tous les pays, au développement humain intégral,

dans l'optique de l'encyclique sur *Le développement des peuples*.

7. Les principales atteintes à ces droits sont identifiées comme étant la domination injuste des pays pauvres et faibles par les pays riches et puissants — domination qui peut être économique, politique, culturelle, ou tout cela à la fois. Le colonialisme sous toutes ses formes y était condamné : obliger les pays faibles à entrer dans la sphère d'influence des pays forts, lier l'aide à l'acceptation des exigences politiques du pays donateur, imposer sa culture et son mode de vie.

8. Se tournant plus précisément vers les problèmes de justice économique internationale, l'orateur a déclaré que, si la croissance ne s'explique pas essentiellement par l'exploitation, le colonialisme a en fait fourni aux Etats de l'Atlantique Nord des ressources à bas prix, des marchés pour leur production industrielle et des possibilités d'investissements rentables.

9. Citant l'encyclique de Paul VI, *Le développement des peuples*, il a identifié la principale source de domination actuelle comme étant le système international d'économie de marché non contrôlée qui favorise généralement les forts au détriment des faibles.

10. L'orateur s'est attardé sur deux points de l'enseignement de l'Eglise : le premier souligne que le principal motif d'appuyer le droit des pays en voie de développement à la libération et au développement n'est pas la charité (dans le sens de faire l'aumône), mais la justice et la solidarité entre tous les hommes.

Le second énonce un corollaire au droit au développement : le droit de se défendre et de défendre son pays contre la domination par les moyens appropriés.

11. Arrivant ensuite à ce que le monde attend du Synode, Mgr Alberto a parlé sans détours : pas de principes généraux, mais une action spécifique, c'est-à-dire ce que l'Eglise entend faire contre l'injustice, y compris contre la sienne propre. Il a ensuite insisté sur la nécessité « avant de prêcher aux autres, d'être sûr d'apparaître juste aux yeux des autres ». Il a alors énuméré certains points sur lesquels les représentants de l'Eglise doivent examiner leur conduite, par exemple :

— Les biens de l'Eglise sont-ils toujours administrés comme « le patrimoine des pauvres » ? Leur gestion ne conduit-elle pas plutôt quelquefois à une accumulation de richesses qui identifient l'Eglise avec les riches et les puissants, tandis qu'elle réduit sa

(1) Résumé publié en français par la Salle de presse du Saint-Siège, sous l'autorité du Comité d'information sur les travaux du Synode (cf. DC 1961 n° 1595, p. 941). Les textes qui suivent sauf indication contraire, proviennent de la même source.

(2) Cf. la présentation de ce document faite par Mgr RUBIN secrétaire général du Synode (DC 1971, n° 1593, p. 815 — NDLR).

crédibilité quand elle cherche à s'élever contre l'injustice et à promouvoir la justice ?

— Les droits de ceux qui travaillent pour l'Eglise sont-ils toujours respectés ? Ici, ont été mentionnés le juste salaire, les conditions de travail, la participation effective aux affaires qui concernent le personnel.

— Les droits des membres de l'Eglise à la liberté de parole et de pensée (y compris le droit d'élever une voix prophétique) ne sont-ils pas, malheureusement, souvent méprisés ? Ici a été soulevé également le problème des procédures normales à l'intérieur de l'Eglise pour ceux dont les autorités suspectent la conduite.

12. Trois points ont été soulignés concernant l'éducation pour la justice :

Cette éducation doit former les hommes à l'évaluation critique de leurs sociétés, en les sensibilisant à leurs injustices. Il ne faudrait pas s'attaquer sommairement à la justice, mais chercher ses racines dans les structures et les systèmes qui engendrent l'injustice et les combattre dans leurs causes. Finalement, l'éducation devrait être une formation permanente de la prime enfance à la vie adulte, une éducation qui change les cœurs, les ouvrant à la conversion et donc à un engagement authentique dans la tâche commune à l'ensemble de l'humanité pour l'accomplissement de la justice, du développement et de la paix pour toute la famille humaine.

RAPPORT DE SYNTHESE

DE MGR ALBERTO Y VALDERRAMA

Mgr Alberto y Valderrama a présenté le 25 octobre la synthèse des 110 interventions qui ont été faites au Synode sur le thème de la justice dans le monde. Voici le résumé de son rapport :

Le fait même d'avoir parlé de la justice dans le monde montre la solidarité de l'Eglise avec la famille humaine ; aujourd'hui, en particulier, elle est encore plus vive envers les pauvres et les opprimés, envers les individus comme envers les nations. A la lumière de la foi, l'Eglise cherche à être fidèle à son Seigneur ; elle n'y est pas poussée par un vulgaire opportunisme ou par un désir de prosélytisme, mais par l'intime connexion de la justice avec le message évangélique. La fidélité à l'Evangile exige de nouveaux efforts pour instaurer la justice et la paix dans le monde.

PREMIERE PARTIE

PREALABLES

C'est le désir presque unanime des Pères que le Synode élabore quelques conclusions pratiques ; mais on a demandé aussi de rappeler quelques principes doctrinaux et les motivations qui poussent l'Eglise à agir pour l'instauration de la justice. Les solutions techniques ne sont pas du ressort de l'Eglise, mais des Etats et des autres organisations temporelles ; nous trouvons dans le message évangélique des valeurs et des exigences de la justice (dignité de l'homme, amour des frères et surtout des

pauvres, solidarité universelle, destination universelle des biens de la création, etc.). L'Eglise exerce sa fonction spécifique :

a) En annonçant le message évangélique ; de cette mission découlent le droit et le devoir de proclamer et de défendre la justice dans le monde et de condamner l'injustice.

b) En dénonçant les injustices en vertu de sa mission prophétique. Des experts peuvent l'aider à découvrir ces injustices.

c) Par son œuvre d'éducation, en formant les consciences à l'exercice de la justice sociale.

d) En offrant, dans sa vie même, l'exemple de la justice.

e) Par de nombreuses initiatives en faveur des indigents, qui sont comme le signe visible de la charité de l'Eglise et une invitation à agir.

La règle qui commande l'action de l'Eglise pour la justice, c'est le principe de subsidiarité. Il faut insister sur le rôle des Eglises locales (cf. *Octogesima adveniens*, n. 4 ; *Lumen gentium*, n. 36 c) ; *Apostolicam actuositatem*, n. 13 a).

En ce qui concerne le concept de justice, on a fait remarquer que la notion et la réalité de la justice sociale sont liées au dynamisme et à l'évolution de l'histoire. Il appartient à l'Eglise de promouvoir une conception dynamique de la justice, fondée sur une vision globale de l'homme et de l'humanité, et qui tienne compte des mutations historiques et du développement social (*Populorum progressio*, n. 15-17 ; *Octogesima adveniens*, n. 40). A cette conception s'oppose une conception statique, fondée seulement sur des textes juridiques du passé et qui a l'inconvénient de ne servir que quelques privilégiés (*Octogesima adveniens*, n. 18 et 23).

Plutôt que des théories sur les problèmes de fond (que seules des recherches théologiques ultérieures peuvent éclaircir), on attend du synode des indications pastorales et pratiques. De cette manière, la revalorisation des Eglises locales pourra stimuler la continuité de cette action dans toute l'Eglise.

DEUXIEME PARTIE

EXPOSE GLOBAL DE LA DISCUSSION

A. — Analyse de la situation actuelle

1. La *Relatio* a été généralement approuvée, bien que plusieurs Pères aient désiré une mention plus explicite de l'injustice liée à la guerre moderne, à la course aux armements, au trafic des armes ; de même, ils auraient voulu des accents plus explicites sur l'aspect œcuménique de l'action pour la justice.

2. Les Pères ont souligné certains aspects de la situation présente. On ne peut douter, comme le dit Paul VI dans *Populorum progressio*, que la question sociale aujourd'hui embrasse toute l'humanité. L'Eglise est en face de la naissance d'une société mondiale, mais dans ce phénomène on remarque des déséquilibres de richesses, de puissance, de responsabilité, d'autonomie culturelle qui engendrent des conditions d'injustice entre les nations et même dans chaque Etat, entre les régions.

3. L'injustice se concrétise dans des structures et des institutions. La technologie moderne qui tend à accumuler les richesses et la puissance favorise les riches qui ont des capitaux à investir. Les trois quarts de la richesse sont concentrés dans une seule partie du monde. On retrouve le même phénomène dans chaque nation. Au synode, on a souligné, à plusieurs reprises, l'aspect structurel de l'injustice.

4. Les Pères ont fortement insisté sur la nécessité de considérer la condition d'injustice pas seulement du point de vue économique, mais on ne peut nier que les privations les plus dures soient de caractère matériel. Elles ne sont souvent qu'un aspect d'une injustice globale, privation de puissance, de responsabilité et de dignité dont sont victimes les pauvres.

5. La contradiction tient au fait que la nouvelle société mondiale est porteuse d'une exigence radicale d'égalité et de participation. Si les divisions économiques et sociales entre les nations et entre les hommes s'aggravent, dans la même mesure s'affirme et se manifeste l'exigence de dignité, d'égalité et de participation. Dans cette contradiction profonde consiste le drame du monde contemporain.

B. — Action de l'Eglise

6. Le synode a pris conscience devant la situation présente qu'on attend de l'Eglise des faits et non des paroles. Les principes doctrinaux se trouvent en fait dans les encycliques des pontifes et les textes de Vatican II.

7. Les Pères se sont posé une question : comment se fait-il que quatre-vingts ans après la proclamation d'une doctrine moderne sociale et après deux mille ans d'une prédication ininterrompue de la charité chrétienne l'Eglise doive constater le peu de résultats obtenus quant à la formation de la conscience de ses propres membres ?

On doit reconnaître que les œuvres de miséricorde accomplies par les catholiques ont été immenses. Toutefois, les Pères ont admis que le peuple chrétien ne comprend pas que l'injustice structurelle est un péché et qu'il a une responsabilité personnelle et l'obligation de s'engager dans ce domaine.

8. Le problème relève surtout de l'éducation. Les Pères ont réclamé un renouveau radical. Dans toutes les écoles de l'Eglise, au catéchisme, dans les séminaires, dans la prédication, dans les noviciats des ordres religieux, dans les centres d'information pour adultes, il faut mettre au centre de l'éducation la doctrine de l'Eglise sur la participation, la justice, le droit au développement et à la responsabilité, la radicale incompatibilité de la discrimination raciale avec la foi. Il faut encourager les étudiants à s'engager dans l'action.

9. La formation des consciences doit se faire aussi par la vie liturgique et sacramentelle. On a parlé d'une inadéquation du sacrement de pénitence à intégrer la dimension sociale du péché.

On ne rappelle pas aux pénitents ces aspects et rarement les pénitences sont orientées vers une réparation des injustices. La liturgie devrait mieux mettre en valeur la tradition

biblique selon laquelle Dieu exerce son jugement entre les richesses des pauvres que l'on oublie et le pouvoir irresponsable.

10. La formation des consciences doit conduire l'Eglise à renouveler son style de vie : une simplicité extrême, une pauvreté dans la vie personnelle, surtout chez les clercs, sont des aspects de ce renouveau.

11. On souhaite une plus grande participation de la femme dans les organes consultatifs et exécutifs de l'Eglise. Quelques Pères ont proposé que soit établie une Commission chargée d'étudier le rôle de la femme dans la vie de l'Eglise.

12. La formation de la conscience se fait aussi par des contacts fraternels entre les Eglises catholiques des divers pays. On demande que soit débattue une répartition plus équitable des ressources entre diocèses riches et diocèses pauvres. On a proposé que « *Cor unum* » serve d'instrument de dialogue permanent.

C. — Action de l'Eglise dans le monde

13. L'évolution de l'histoire vers la réalisation d'une organisation à l'échelle mondiale, l'exigence croissante de justice entre les hommes, de dignité et de participation, créent de nouveaux devoirs, de nouvelles possibilités et responsabilités à l'Eglise pour son action dans la société séculière. D'une manière générale, elle accomplit ces devoirs par l'action de ses membres qui sont moralement responsables devant la société et qui, en tant que citoyens, sont engagés dans l'ordre temporel. D'une manière générale aussi, elle accomplit ces devoirs en coopérant de plus en plus avec tous les hommes de bonne volonté.

14. Plus que jamais, l'Eglise peut devenir aujourd'hui comme la voix et la conscience du monde en faveur des peuples et des groupes que l'expansion mondiale des nationalismes conquérants, le pouvoir économique, l'impérialisme culturel et idéologique privent des droits les plus élémentaires. On a dénoncé l'emploi de la violence et de la torture pour limiter la liberté d'expression et d'action. On a mentionné le manque de liberté religieuse et civile dans certains pays marxistes et même dans d'autres pays qui se disent chrétiens. D'une manière particulière, on a parlé des droits des réfugiés (et référence spéciale a été faite aux réfugiés palestiniens et au statut juridique de la ville de Jérusalem qui devrait permettre un accès également ouvert à tous aux trois grandes religions qui la considèrent comme la Cité sainte). On a dénoncé la structure sociale de l'Afrique du Sud, fondée sur la violation permanente et légalisée des droits des noirs. On a parlé de la menace de génocide qui pèse sur les tribus aborigènes ; on a insisté sur le peu de respect des droits des émigrants dont le nombre croît sans cesse et qui, lorsqu'ils travaillent dans des pays riches ne trouvent ni justice dans le domaine économique, ni respect, ni assistance religieuse.

On a parlé également des femmes, qui ne jouissent pas encore de leurs pleins droits économiques et sociaux.

On a demandé que l'Eglise, de concert avec les autres Eglises et communautés chrétiennes, et avec les autres grandes religions et les groupes à préoccupations éthiques, encourage la création d'une commission pour la défense des droits de l'homme dont le rôle serait de protéger les droits de ceux qui souffrent de graves injustices et de dénoncer ces injustices à la face du monde.

15. Dans le cadre de la politique locale, il faut que l'Eglise invite instamment ses propres membres à coopérer avec les autres citoyens pour obtenir la reconnaissance de deux priorités fondamentales : aucun citoyen ne doit être exclu de la pleine participation à la vie de la société en raison de son âge, de la maladie, de la pauvreté ou de la discrimination ; cela ne signifie pas seulement la satisfaction des besoins matériels, mais le plein droit à l'autonomie et à la participation.

Deuxième priorité : elle concerne le style de vie et les modèles de consommation de la société de l'abondance. Les revenus individuels toujours plus élevés, l'incitation de la publicité à consommer toujours plus, ne constituent pas seulement un scandale en face de la pauvreté croissante du monde, mais, **atteignant des couches toujours plus nombreuses de la société**, pourraient mettre en péril les sources mêmes des biens et jusqu'au substrat biologique de l'atmosphère et de l'eau dont dépend la vie humaine... Dans notre monde limité, il faut aussi penser à la réalité d'une population qui croît à un rythme accéléré, comme aussi à la doctrine sur la paternité responsable, conformément aux méthodes permises à une conscience catholique.

16. En ce qui concerne les sociétés en voie de développement, on a insisté sur les réformes capables de créer des conditions d'autodéveloppement, de participation à la base et d'accès à la propriété ; on a parlé de réforme fiscale pour une politique sociale et d'une politique de plein emploi. Il faut reconnaître toutefois que les initiatives des peuples pauvres dans ces domaines sont souvent limitées par la dépendance dans laquelle ils se trouvent des investissements et des marchés extérieurs.

17. En ce domaine, le problème prioritaire, ce sont les transformations structurelles à l'échelon international : la disproportion des richesses et du pouvoir entre les nations les plus évoluées et les moins développées est une des causes, en effet, de l'anarchie internationale actuelle. Le Synode a répété le cri du Pape à l'ONU : plus jamais de guerre ; il a fait sien aussi son appel en faveur d'une autorité internationale jouissant d'un pouvoir suffisant (juridique, d'arbitrage et politique) afin qu'on substitue un régime de lois et de négociations à la manière actuelle violente de résoudre les conflits. Il faut rendre les citoyens conscients de l'inutilité et du danger de la course aux armements entre les superpuissances qui coûte chaque année 200 milliards de dollars et qui crée une insécurité perpétuelle et des zones d'influence. On a enfin insisté pour que l'Eglise soutienne l'objection de conscience contre la guerre en général et contre les guerres en particulier.

Construire la paix est cependant plus que la simple prévention des conflits. En cela, le Synode a suivi l'encyclique *Populorum progressio* dans laquelle on insiste sur la nécessité d'une participation mondiale organisée et institutionnalisée, à l'accès aux biens et aux marchés et au savoir technologique. A ce sujet, on a mis en évidence : deux points : d'abord la nécessité d'éviter, par des moyens institutionnels adéquats le transfert des capitaux qui ne fait que renforcer la dépendance coloniale et néo-coloniale. En second lieu, faire une analyse critique des grandes sociétés anonymes internationales, quant à leur influence sur la conjoncture locale et sur les centres de décision. Ceci fait partie d'un problème plus vaste : étant donné la puissance croissante, économique, technologique et politique des pays évolués, qu'ils soient capitalistes ou communistes, que peut-on faire pour que les nations en voie de développement, surtout celles qui sont petites et sans défense, soient en mesure de développer leurs propres structures sociales et ne soient pas réduites à de simples progrès matériels selon les modalités et les exigences étrangères qui souvent leur font perdre une précieuse hérité culturelle, le sens de l'identité nationale et une véritable liberté ?

18. C'est pourquoi on a proposé que l'Eglise donne son appui à l'initiative œcuménique qui se propose de constituer des centres de recherche, de dialogue et de conscientisation où des experts, des travailleurs sociaux, des hommes et des femmes engagés dans les processus de développement étudieraient les nouveaux problèmes et les possibilités de développement véritablement humain.

Ces centres pourraient être proposés par la Commission Justice et Paix, on pourrait y associer les universités locales ; il faut qu'ils soient autonomes et œcuméniques ; ils devront collaborer entre eux pour répondre aux nécessités croissantes du monde entier et répondre aux nécessités sociales les plus pressantes et travailler dans les secteurs de tout ordre où se trouvent des priorités.

D. — Perspective d'une nouvelle société mondiale

19. La discussion a montré l'inadéquation de l'idée moderne de libération de l'homme face à une nouvelle société mondiale. En un certain sens, nous sommes tous conditionnés par l'éducation et par la culture que nous avons reçues à l'école et par celles qui sont répandues par les moyens de communication sociale et la propagande spécialisée. Depuis environ deux siècles, une grande partie des sciences sociales dépend des conditions de progrès matériel réalisées par les sciences appliquées et la technologie. Les divers systèmes politico-sociaux : capitalisme libéral, communisme, démocratie sociale, malgré leurs différences, tendent tous vers un niveau de vie plus élevé parce qu'ils pensent que le bonheur est une réalité de ce monde.

20. L'inadéquation de ces modèles est évidente pour un chrétien en raison surtout du fait — et les sociétés opulentes en donnent la preuve — que l'accès à la richesse ne s'identifie

pas avec l'accès au bonheur. En outre, en raison de l'accroissement démographique et des difficultés qui font obstacle à un progrès rapide, l'immense majorité de l'humanité ne peut prétendre qu'à une amélioration minime de ses propres conditions matérielles de vie, au cours des trois prochaines décennies.

C'est pourquoi affirmer que « la libération s'identifie avec le progrès », c'est priver une grande partie de l'humanité du droit à l'espérance. Enfin, étant donné l'accroissement prévu de la population mondiale, il ne restera plus aucune possibilité de jouir d'un « haut niveau » de vie. L'Eglise doit donc insister sur l'idée de « progrès intégral ».

21. C'est pourquoi on a insisté sur la nécessité d'une libération plus profonde et plus ample qui arrache l'homme à l'esclavage de l'indigence matérielle et de l'oppression, à la morsure de l'égoïsme, à l'avidité et à la résignation fataliste. Beaucoup ont insisté sur la conversion des cœurs comme condition indispensable d'une coexistence fraternelle mondiale et d'un ordre de justice et de liberté.

22. Les difficultés majeures proviennent de l'attachement des hommes aux richesses, aux privilèges et au pouvoir. De fait, de nombreux chrétiens des pays riches ne se rendent pas compte de l'état de péché dans lequel ils vivent en raison de la richesse et du pouvoir disproportionné qu'ils détiennent en leurs mains sans la contrepartie d'un sens correspondant des responsabilités sociales qui sont les leurs.

23. Des organismes nationaux et internationaux disposent d'une concentration de biens et de pouvoirs qui offrent à certains la possibilité d'un haut niveau de vie face à l'indigence et au désespoir de tous les autres.

L'histoire montre que les situations de ce genre engendrent des réactions violentes et subversives et elle nous invite en conséquence à voir dans l'inégalité actuelle de la répartition des richesses une source de conflits prochains inévitables. Il faut chercher et trouver des solutions nouvelles parce qu'il n'est plus possible, d'une part, de tolérer les systèmes matérialistes actuels et que, d'autre part, on ne peut approuver le recours à la violence destructrice.

24. Il est nécessaire et urgent d'adopter une attitude non violente par des initiatives pacifiques capables d'agir comme un ferment irrésistible de justice dans le monde moderne.

C'est aux chrétiens qu'il revient en premier lieu d'offrir un exemple concret de la conversion des cœurs dont a besoin le monde par la simplicité de leur vie et le détachement des richesses.

25. De nouveaux témoignages de non-violence, de simplicité de vie, de détachement des biens terrestres et d'esprit de solidarité peuvent aider grandement les peuples sous-développés et les inviter à la modération. Les pays les plus évolués peuvent apprendre des pays en voie de développement le sens de la vraie liberté et du progrès authentique, manifestant en retour la possibilité d'une libération dans l'amour et la fraternité.

Tout cela exige le sacrifice, et c'est pourquoi le rôle des chrétiens est d'agir comme le levain

dans la société mondiale moderne, par le témoignage d'une vie imprégnée d'esprit évangélique et de charité fraternelle.

TROISIEME PARTIE

QUESTIONS POSEES AUX GROUPES DE TRAVAIL

A. — *Invitation à l'action.*

1. Le Synode doit-il ou non inviter publiquement à une action plus intense pour instaurer la justice dans le monde ? Dans l'affirmative :

2. Quels sont les problèmes regardant la justice qu'il doit signaler ?

3. Doit-il rappeler certains principes doctrinaux, lesquels ?

4. Y a-t-il des situations d'injustice qu'il doit dénoncer, lesquelles ?

5. Dans quel style doit-il parler ?

N. B. — Les Pères sont invités instamment à donner une liste de cinq problèmes seulement à étudier (ou, selon le cas, de situations à dénoncer, ou de principes à rappeler), ceux que le groupe jugera les plus importants.

B. — *Education à la justice* (formation des hommes, catéchèse, liturgie, sacrements).

1. Que doit faire l'Eglise dans le domaine éducatif ?

a) Action de la hiérarchie.

b) Action de tout le Peuple de Dieu.

2. Que doit faire l'Eglise dans les institutions et dans les structures pour éduquer à la justice ?

C. — *Témoignage de justice.*

1. De quelle façon l'Eglise doit-elle stimuler le témoignage de ses membres, dans leur propre pays et dans leurs responsabilités sociales, lorsqu'il s'agit de promouvoir la justice ?

2. Etant donné que l'Eglise dans ses communautés doit rendre témoignage à la justice, sommes-nous prêts à mettre en pratique des directives concrètes ? Qu'est-ce qui semble le plus urgent, que souhaite-t-on ?

D. — *Solidarité et coopération au progrès.*

Dans le cadre de l'Eglise universelle :

a) Coopération entre les Eglises des pays riches et celles des pays pauvres.

b) Coopération avec les organismes internationaux.

c) Collaboration œcuménique.

d) Souhaits concernant l'action de la femme dans l'Eglise.

E. — *Suggestions sur d'autres problèmes* (par exemple, course aux armements, guerre, situation des émigrants, etc.).

— Quels sont les problèmes doctrinaux qui demandent à être étudiés ultérieurement. On demande aux Pères de donner leur avis sur la façon de procéder de manière pastorale.

— Que les Pères expriment aussi leur avis sur la spiritualité qui pourrait animer une action pour la justice.

L'exposé de Mgr Alberto y Valderrama a été salué par des applaudissements prolongés.

CONTRIBUTION DE LA COMMISSION PONTIFICALE "JUSTICE ET PAIX" A LA RÉFLEXION DU SYNODE SUR LA JUSTICE DANS LE MONDE (1)

Introduction

1. Instituée pour être à l'écoute du monde et pour éveiller tout le Peuple de Dieu à la conscience de ses responsabilités dans les temps actuels, la Commission pontificale « Justice et Paix », se réunissant en Assemblée générale à la veille de votre session, a jugé opportun de s'adresser à vous, Pères du Synode, pour vous faire part de quelques-unes de ses réflexions sur la « Justice dans le monde ».

2. Si, ce faisant, elle interroge et interpelle, c'est en vue d'une commune prise de conscience plus aiguë de la mission de l'Eglise dans la construction d'un monde nouveau de justice et de paix. Peuple de Dieu, libéré et rassemblé par la Parole incarnée, l'Eglise est en effet envoyée par le Christ au service du monde pour la libération, le développement et le salut de l'humanité, dans la manifestation et la réalisation du dessein de Dieu.

3. Pour ce ministère de réconciliation, de justice et de paix, l'Eglise est structurée en ministères dont le sacerdoce ministériel qui fait actuellement l'objet de vos préoccupations. Il nous est apparu clairement que l'issue de la crise du sacerdoce dépend, pour une bonne part, d'une nécessaire clarification de la mission de l'Eglise dans la transformation du monde.

4. Par conséquent, dans la perspective du mystère du salut, la question du sacerdoce ne peut être dissociée de celle de la justice dans le monde. Dans les communautés chrétiennes appelées à « discerner... les options et les engagements qu'il convient de prendre pour opérer les transformations sociales, politiques et économiques qui s'avèrent nécessaires avec urgence dans bien des cas » (*Octogesima adveniens*, § 4), le prêtre doit être un animateur et un pasteur de plus en plus impliqué avec les laïcs dans cette nécessaire transformation du monde.

5. C'est pourquoi, après avoir évoqué quelques faits et situations dont vous êtes également informés, la Commission, composée en majorité de laïcs, vous propose quelques réflexions sur le rôle de l'Eglise dans le combat pour la justice et quelques questions et suggestions pour la prise en charge collégiale des grands problèmes qui constituent la trame de notre vie collective.

I. — FAITS ET SITUATIONS

6. Qu'entendons-nous ? Que voyons-nous quand nous observons le monde ?

(1) Texte français original.

Ce texte a été établi lors de la VI^e Assemblée générale de la Commission Justice et Paix, qui s'est tenue du 22 au 28 septembre 1971.

Des faits

7. La plus grande partie de l'humanité vit actuellement dans des situations de détresse, de misère et d'insécurité.

— En ce moment même, des millions d'hommes, de femmes, d'enfants meurent de faim ou vivent sous la menace constante de maladies mortelles ou débilitantes. Plusieurs centaines de millions d'hommes n'ont aucun espoir réel de se procurer les moyens d'améliorer leurs conditions de vie.

— Dans des régions étendues, des multitudes de personnes sont dans l'impossibilité de se procurer, par une rémunération équitable de leur travail, ce qui est nécessaire à leur subsistance ou à leur développement. Le chômage, urbain et rural, qui constitue déjà un problème écrasant en Asie, en Afrique et en Amérique latine, est destiné à s'aggraver.

— Des millions d'hommes contraints à s'expatrier pour trouver du travail et pour satisfaire les besoins de main-d'œuvre des centres industriels ne trouvent ni accueil, ni logement, ni possibilités de formation à la mesure de leurs besoins. En outre, il y a entre 25 et 30 millions de réfugiés sans toit.

— Des groupes entiers, des classes sociales, des minorités ethniques sont maintenus ou repoussés en marge des organisations sociales dont dépend la vie collective. Presque partout, les droits des femmes sont ignorés, et leur contribution effective et potentielle au développement humain et à la justice méprisée.

— A travers le monde, des hommes ou des groupes sont persécutés pour leurs opinions, leurs convictions ou leur foi.

— La guerre sévit ou menace et les armements s'accumulent, absorbant une part importante de la production qui devrait être employée à des fins constructives.

— L'industrialisation non contrôlée met en danger l'environnement naturel, transformant en ressources rares l'eau, l'air, le silence.

Des inégalités croissantes

8. Les deux tiers de la population mondiale ne disposent que de 12,5 % des ressources produites, tandis que l'autre tiers en consomme 87,5 %. Au taux actuel de croissance de la production, le revenu des pays riches, qui représente déjà douze fois celui des pays pauvres, sera dix-huit fois plus élevé en l'an 2000.

— Environ 10 % de la population mondiale ne mangent pas à leur faim, tandis que 50 % n'ont pas une alimentation équilibrée.

— Il y a près de 800 millions d'adultes analphabètes, tandis que près de la moitié des enfants ne peuvent recevoir une éducation scolaire ; malgré la progression en chiffres absolus, du fait de la croissance démographique, les taux

de scolarisation sont actuellement inférieurs à ceux des années 60.

— Dans les échanges internationaux de biens et services, la part des pays en voie de développement diminue régulièrement ; elle est actuellement inférieure à 20 %.

— La dégradation des termes de l'échange et l'instabilité des prix à l'exportation réduisent encore les perspectives de développement des pays les plus pauvres.

— La domination des grandes puissances industrielles est ressentie partout, y compris dans les domaines du commerce international, du fret, de l'investissement, des opérations bancaires, des études de marché, des assurances, de la recherche.

— Dans de vastes régions du monde, des taux de croissance démographique élevés et en augmentation freinent le développement et constituent une menace pour la qualité de la vie.

Des systèmes injustes

9. Si beaucoup de faits ou situations évoqués sont essentiellement imputables à l'impuissance de l'homme à maîtriser la nature ou l'organisation de sa vie collective, de plus en plus nombreuses sont les injustices qui découlent de l'activité même des hommes ou des mécanismes et des systèmes mis en place par eux, que ce soit dans les relations nord-sud, est-ouest ou même à l'intérieur des pays à différents degrés :

— Des pratiques colonialistes ou néo-colonialistes empêchent des groupes ou des peuples de prendre en charge leur destin, tandis que la domination de certains régimes autoritaires se moque avec ostentation des droits des hommes et même des nations ;

— Des régimes oppresseurs emprisonnent et condamnent sans procès, pratiquant la torture ou protégeant ceux qui la pratiquent ;

— La discrimination raciale affecte gravement des minorités ou des majorités opprimées ou exploitées ;

— L'urbanisation massive entraîne de nouvelles injustices : détresse des personnes âgées, exploitation des faibles, chômage technologique qui marginalise des catégories entières de travailleurs, création de nouveaux prolétariats, spéculation foncière, exploitation commerciale de la sexualité, trafic des drogues, atteintes à la vie familiale.

Une actualité brûlante

10. Au moment où se réunit le Synode, deux faits, parmi d'autres, sont d'une particulière actualité :

— Au Pakistan oriental où dans les camps de réfugiés environ 9 millions d'hommes souffrent violence ou sont plongés dans la misère ;

— La crise monétaire révèle à quel point le tiers-monde est tenu à l'écart des décisions qui déterminent la vie économique internationale et affectent l'emploi et les salaires qui assurent le pain quotidien de millions de familles.

Des injustices au sein de l'Eglise

11. Mais il y a d'autres voix dont nous devons aussi vous transmettre l'écho, celle de tous ceux qui, au sein même de l'Eglise, souffrent de

l'injustice, de ceux dont la voix n'est jamais entendue, même quand ils sont directement en cause, de ceux qui pâttissent des compromissions de certaines institutions ecclésiastiques avec les structures sociales, économiques et politiques génératrices d'injustice, de ceux qu'étouffent des institutions qui ne sont pas réellement au service de la communauté.

12. Nous devons revenir aux injustices au sein de l'Eglise. Mais, pour le moment, nous nous préoccupons des injustices du monde injustices dans lesquelles, nous, membres de l'Eglise — clercs et laïcs — portons notre part de responsabilité.

Signes d'espoir

13. Mais, parallèlement à cette série d'injustices, il y a place pour certains signes d'espoir. Il est significatif que se généralise et s'accroisse la prise de conscience que l'injustice et la pauvreté sont une atteinte à la dignité et à l'égalité des hommes qui ne saurait être indéfiniment tolérée. La polarisation des préoccupations et de l'action attire de plus en plus l'attention. Les organisations internationales assument de larges responsabilités tandis que des organisations d'aide gouvernementales, privées, et de l'Eglise renforcent leur contribution. Les jeunes, pour leur part, lancent un défi à toutes les formes de domination et contestent une société de consommation qui ignore les pauvres du monde. Beaucoup d'entre eux sacrifient leur sécurité économique pour se consacrer à des tâches de coopération. Plus encourageante encore est la coopération œcuménique croissante pour le développement, la justice et la paix, entre les Eglises chrétiennes comme avec les autres religions et les hommes de bonne volonté.

14. Il y a aussi des données économiques encourageantes. Au cours de la dernière décennie, la production des pays en voie de développement a progressé de plus de 4 % par an, ce qui représente un taux de croissance plus de deux fois supérieur à celui qu'ont connu pendant leurs premières phases de développement les pays actuellement développés. La Révolution Verte montre qu'il est possible d'arriver à nourrir la population du monde au moins pendant la prochaine décennie. D'importantes structures de coopération économique ont été mises en place et on peut espérer qu'elles vont commencer à porter leurs fruits. Le revenu croissant des pays industrialisés ouvre des marchés prospères pour les exportations des pays en voie de développement, tout en fournissant un surplus qui permettrait une aide plus généreuse.

15. Enfin, c'est un fait que ce Synode des évêques cherche les voies pour engager plus réellement l'Eglise dans la promotion de la justice pour tout homme, pour tous les peuples et pour toute l'humanité. Pour tous les chrétiens, cette prise de conscience du Synode mondial des évêques est une cause d'espoir.

II. — LES FAITS ET LA FOI

Des causes d'injustice

16. Si le tableau n'est pas *entièrement* négatif, il y a cependant un monde d'injustice, et nous

avons nos responsabilités dans les transformations nécessaires pour promouvoir la justice sociale. En tant que citoyens de nos pays respectifs, mais surtout en tant qu'appelés par le Christ et comme membres de l'Eglise, que nous proposons-nous de faire ?

17. Nous devons d'abord reconnaître avec les hommes de notre époque qu'il n'y a pas de place pour une acceptation fataliste du monde tel qu'il est, que les injustices sont dues principalement aux mécanismes sociaux qui engendrent l'injustice. Nous ne sommes pas déterministes, nous croyons à la liberté de l'homme. Ces injustices doivent être identifiées, analysées, combattues et renversées.

18. Pour les uns, le monde est pris dans un réseau de dominations qui constitue un système d'exploitation de l'homme par l'homme, des nations par d'autres nations, d'oppression des masses par les minorités, détentrices de la richesse et du pouvoir, qui exploitent pour leur seul profit le fruit du travail de tous.

19. Pour d'autres, c'est la complexité croissante de l'activité humaine qui met l'humanité devant une exigence nouvelle de maîtrise, non plus seulement de la nature, mais de sa propre histoire, l'incohérence et l'impuissance actuelles étant le résultat d'une expansion non contrôlée qui porte en germe la destruction des sociétés et de leur espace humain comme elle détruit l'environnement.

20. D'autres analyses sont proposées. Mais quel que soit le diagnostic, tous admettent que l'injustice mondiale est un phénomène qui s'explique par ses causes et qui doit être maîtrisé.

21. Les victimes de l'injustice et de l'oppression commencent à s'organiser pour l'action collective. Ici et là surgissent des mouvements de libération qui refusent le désordre établi et « la violence institutionnalisée » en combattant pour un monde plus humain, dans la justice et la liberté.

22. Le caractère conflictuel de l'histoire s'accroît, tandis que des sociétés sont soulevées et parfois mobilisées pour des rêves de monde meilleur qui, souvent ensuite, s'évanouissent. Ces analyses, vraies ou fausses, ces espoirs, illusoire ou fondés, laissent entrevoir le monde nouveau qui se cherche dans la crise des civilisations. Dans sa lettre apostolique *Octogesima adveniens*, le Pape Paul VI souligne à juste titre la renaissance des utopies (37).

23. Parmi les chrétiens qui, naguère encore, avaient tendance à se percevoir comme un peuple à part, nombreux sont ceux qui, stimulés par *Gaudium et spes*, se découvrent entraînés avec les autres hommes dans la même histoire, pris dans les mêmes mécanismes, déterminés par les mêmes analyses, engagés dans la même volonté de changer le monde. N'ayant pas de solutions particulières ou de modèles préfabriqués pour l'organisation de la vie collective, ils cherchent avec les pouvoirs publics comme avec tous des voies nouvelles, mettant en œuvre leur raison pour interpréter et maîtriser la réalité humaine.

24. Ce qu'ils cherchent en l'Eglise, c'est la signification de leur combat, de leur entreprise,

de leur vie. Ce qu'ils attendent de leurs pasteurs, c'est qu'ils les aident à comprendre et à vivre leur foi en Jésus-Christ dans la réalité de leur vie polarisée par la transformation du monde.

25. L'Eglise, notamment ses prêtres et pasteurs, ne peut-elle interpréter ce monde à la lumière de la foi, en révéler le péché collectif, bousculer l'indifférence de ceux qui demeurent inconscients d'un état de fait que Dieu ne peut reconnaître comme son œuvre ? Ne peut-elle manifester la rédemption à l'œuvre au cœur même de l'effort libérateur et créateur des hommes ?

L'Eglise dans le monde

26. C'est au cœur même de l'histoire que le Peuple de Dieu est appelé à vivre sa conversion et sa libération de l'injustice personnelle et collective. S'il attend de Dieu qu'il introduise par la Pâque du Christ dans un monde meilleur qui est la plénitude de la vie, il sait où il découvrira que le passage progressif de l'inhumain à l'humain, de l'injustice à la solidarité est aussi le lieu de la libération, de la rédemption qui se réalise dans la mort et la résurrection du Christ. La foi au Dieu créateur et sauveur n'est pas étrangère au processus historique du devenir humain. Elle appelle celui qui en vit à être, à l'image et ressemblance de Dieu, créateur et libérateur, avec les hommes qui s'efforcent à réaliser leur humanité dans la création et la transformation du monde.

27. Le combat pour la justice, la participation à la transformation du monde, la coopération au développement ne sont pas une simple exigence de la foi se réalisant en charité, mais les lieux de la participation à la Pâque du Christ dans la vie séculière. Pour cette raison, ils sont étroitement liés au sacerdoce et au ministère pastoral.

28. Immergée dans l'histoire comme elle est plongée dans la mort du Christ, l'Eglise retrouve alors son identité en renaissant avec lui à une vie toujours nouvelle. Elle doit être au cœur de ce monde le lieu de la conversion :

— Le lieu où la réalité de ce monde est révélée, où son injustice est mise à nu dans la radicalité de son incompatibilité avec le dessein de Dieu juste et bon ;

— Le lieu où tous sont sans cesse appelés à se convertir de ce monde de péché, non en le fuyant, mais en participant à sa transformation, à son retour au Créateur.

29. Dès lors que l'Eglise est ainsi plantée dans le monde, elle devient aussi une source d'espoir, par la manifestation, dans l'annonce du Christ ressuscité, de la vocation de l'homme à faire toutes choses nouvelles, comme Dieu renouvelle la création en son Fils, premier-né d'entre les morts.

30. En enracinant ainsi sa vie de foi dans la terre des hommes, l'Eglise ne doit pas craindre les risques qu'elle prend. Ces risques sont moins graves que celui de laisser la Parole sans prise sur le monde ! L'Esprit-Saint ne lui est-il pas donné pour qu'en traduisant ainsi sa foi elle n'en perde pas la substance ? Pourquoi l'Eglise (ainsi que ses pasteurs) devrait-elle être effrayée si elle croit réellement en l'Esprit-Saint ?

31. C'est alors dans la trame même de la vie quotidienne des communautés qui se rassemblent pour l'Eucharistie que l'Eglise est appelée à interpréter et animer l'histoire vécue de ses membres qui vivent ensemble leur combat incertain pour la justice dans l'identification progressive au Christ mort et ressuscité.

III. — QUESTIONS ET SUGGESTIONS

32. A partir de l'expérience des Eglises locales, des lignes se dessinent progressivement, dont il importe de discerner les orientations ; l'Eglise universelle, rassemblée en Synode, est en effet à l'écoute de ce que l'Esprit dit aux Eglises dans la diversité de leur implantation.

33. De partout surgit l'espoir d'un acte d'Eglise qui témoigne de la lucidité critique du Peuple de Dieu sur lui-même et sur le monde où il vit, de son engagement responsable, de sa participation effective à la construction d'un monde plus juste et plus fraternel. Des aspirations et des interpellations, parfois contradictoires, que nous avons entendues, il ressort que le monde attend non des paroles, mais des actes ou des gestes « prophétiques » qui révèlent une réelle conversion, amorce de nouvelles pratiques sociales.

Conversion, engagement et politique

34. Sans doute les réalités que nous avons évoquées appellent-elles des transformations structurelles des sociétés et de la société internationale : transformations qui ne relèvent pas de l'Eglise comme telle mais de la politique, car c'est la société elle-même qui est le sujet, l'acteur et le gérant de sa mutation collective (cf. *Octogesima adveniens*, n. 46-50).

35. En prenant acte de cette clarification, l'Eglise ne se retire pas du monde. Les hommes et les femmes qui la constituent sont citoyens du monde et membres à part entière des sociétés auxquelles ils appartiennent. Ceux qui prennent leurs responsabilités dans l'action politique attendent de l'Eglise qu'elle les accueille dans leur vérité d'hommes engagés, qu'elle comprenne leur passion militante et leurs incertitudes, qu'elle les aide à mobiliser leurs frères pour les engager dans le combat pour la justice.

36. Si ceux qui veulent changer le monde se prennent parfois pour des justes, sûrs de leur cause et de leur vérité, c'est dans la communauté chrétienne qu'ils doivent être appelés à vérifier leurs motivations et les justifications qu'elles se donnent ; leurs positions ne sont-elles pas trop souvent récusées comme idéologiques au nom d'une autre idéologie indûment identifiée à la doctrine de l'Eglise ? Mais l'Eglise ne doit-elle pas plus radicalement encore réveiller ceux qui dorment dans l'indifférence, le conservatisme ou la résignation ?

37. Si, pour changer le monde, il faut transformer les structures, pour changer la vie il faut tout autant transformer les cœurs, révéler aux opprimés que c'est Dieu lui-même qui les appelle à relever la tête, faire prendre conscience à ceux qui trouvent leur compte dans un monde injuste que c'est Dieu lui-même qui leur demandera de rendre compte de leur gestion. La conversion du cœur, la « metanoïa » de l'Evan-

gile est offerte à tous dans l'abondance de l'Esprit promise par le Christ.

38. Pour cette raison, c'est toute la pastorale qu'il faut ordonner à une conversion qui débouche dans l'engagement réel pour la justice, la libération, le développement. Il est temps de donner à cette nécessaire conversion sa dimension sacramentelle en intégrant au sacrement de pénitence les sacrifices qui s'imposent pour se libérer de l'injustice en participant à la transformation du monde.

39. N'est-il pas temps de lui donner aussi sa dimension collective et ecclésiale dans une révision rigoureuse et une rectification courageuse des implications de l'Eglise ou des Eglises dans des systèmes ou des situations injustes ?

40. Le monde et le Peuple de Dieu sont douloureusement sensibilisés aux compromissions d'hommes influents dans l'Eglise, clercs ou laïcs, avec des systèmes qui engendrent l'injustice. N'est-il pas impératif de lever ses soupçons en passant au crible toutes ces situations ? Les Eglises locales ne pourraient-elles s'aider les unes les autres à voir clair en elles-mêmes dans une loyale correction fraternelle ? Ne peut-on surmonter entre Eglises les attitudes nationalistes qui contribuent trop souvent encore à une sacralisation induite de la patrie, ou les attitudes cléricales qui survalorisent le rôle des institutions héritées ? Ne peut-on au moins faire la vérité, en dévoilant ce qui est caché et qui doit être changé ou manifesté au grand jour ?

41. Une loyale et humble discussion sur ces lacunes, au sein même du Synode, ne ferait-elle pas de cette assemblée le lieu d'une conversion dont la puissance de l'Esprit qui renouvelle toutes choses multiplierait les répercussions ?

42. Ne peut-on envisager, dans la ligne même de cette démarche, des décisions audacieuses concernant une gestion des biens ecclésiastiques qui comporterait la comptabilité publique pour tout le Peuple de Dieu, l'éventuelle aliénation de certaines propriétés pour le service des pauvres, ou une répartition plus équitable entre les Eglises des ressources matérielles et humaines ? Au-delà des gestes symboliques, l'heure n'est-elle pas venue pour un authentique partage fraternel, pour une solidarité agissante, pour une diaconie de l'Eglise universelle ? Le monde attend une manifestation plus éclatante et discrète à la fois du Christ pauvre et serviteur.

Education

43. Une telle conversion, aux répercussions ecclésiales et politiques, n'est possible qu'à travers un gigantesque effort d'éducation, allant de la première catéchèse à l'éducation permanente et englobant toute la pastorale sans oublier la liturgie, dans l'articulation toujours plus étroite de la diaconie avec l'Eucharistie et le sacrement de pénitence.

44. L'Eglise dispose d'un appareil de formation qui, bien conçu, pourrait préfigurer les systèmes d'éducation permanente qui se cherchent. La famille, l'école, la catéchèse, la paroisse, la liturgie, les mouvements laïcs, les moyens modernes de communication prennent assez bien en charge l'éducation de la foi et la formation humaine de ses membres. Ce réseau est-il

aussi libérateur et promoteur du développement humain, de la justice et de la paix ? Où n'est-il pas trop souvent un facteur de conservation d'un ordre social pourtant reconnu injuste ? Forme-t-il des chrétiens donnés à leurs frères, des hommes libres, responsables et engagés ? Ou plutôt des majorités silencieuses, indéterminées et disponibles pour des politiques dont elles ne mesurent pas toujours les risques et conséquences humaines ?

45. Quel impact ont eu dans ces milieux de formation des documents aussi importants que *Gaudium et spes*, *Populorum progressio* ou *Octogesima adveniens* ? Ont-ils été l'occasion d'une réévaluation de la formation donnée ? L'appel à l'imagination et à l'innovation qui les caractérise devrait avoir des conséquences directes sur l'éducation. Au lieu de prendre comme objectif principal l'adaptation des personnes pour leur intégration dans l'ordre établi, l'éducation authentique devrait rendre les hommes plus critiques vis-à-vis de leur société, plus ouverts aux mutations et plus créatifs dans la recherche de nouvelles structures pour une meilleure vie sociale. Une authentique éducation doit introduire dans la pratique sociale l'irrésistible exigence de justice et d'amour du Christ.

Suggestions spécifiques

46. Les Eglises locales devraient être incitées à entreprendre, suivant les grandes lignes ici suggérées, un effort d'éducation qui informerait tous leurs membres des sombres réalités du désordre social et de l'injustice. Elles doivent porter le message social de l'Eglise dans les séminaires, dans les écoles à tous les niveaux, dans les églises et la liturgie. Les Eglises locales doivent encourager leurs membres à entrer dans la vie politique et à entreprendre une action politique comportant la formation de l'opinion publique, l'organisation de groupes de pression, l'usage des processus démocratiques pour réaliser des réformes. Pour cela, elles devraient faire tout ce qui est possible pour agir à l'intérieur des structures déjà existantes, mais être prêtes à rejeter celles qui ne sont pas susceptibles de réforme et à en créer d'autres.

Action synodale

47. La Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948 par les Nations Unies, n'est pas encore universellement ratifiée et elle est loin d'être universellement respectée. Y découvrant un des signes du temps, l'Eglise ne pourrait-elle être engagée plus activement pour sa reconnaissance et sa mise en œuvre ?

48. La deuxième décennie du développement, commencée depuis un an à peine, est déjà sérieusement compromise par la crise monétaire. L'Eglise ne pourrait-elle lui renouveler solennellement et collégialement son adhésion et son appui ?

49. La troisième Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) va se tenir en février 1972 à Santiago du Chili. C'est une des instances où les pays en voie de développement ont le plus de chance de se faire entendre. L'Eglise ne peut-elle soutenir

vigoureusement les mesures qui y seront préconisées : régulation du marché mondial pour remédier à la dégradation des termes de l'échange ; ouverture des marchés des pays industrialisés aux produits primaires et manufacturés du tiers-monde, moyennant des tarifs préférentiels sans réciprocité, assouplissement des modalités d'assistance financière, transfert de 0,7 % du produit brut des pays industrialisés en aide publique aux pays en voie de développement avant 1975, etc. ?

50. En ce qui concerne les problèmes d'actualité, le Synode ne pourrait-il joindre sa voix à celles qui attirent l'attention sur le peu de cas qui est fait du tiers-monde dans les décisions monétaires prises par quelques pays riches, et qui affectent le bien-être et le développement de 2 milliards de personnes ?

51. Le Synode ne peut-il trouver le moyen de se mettre concrètement aux côtés des millions de victimes du drame du Pakistan oriental ?

52. Ayant écouté les appels des pauvres, des opprimés, des exploités, le Synode doit trouver les voies de la solidarité avec les victimes de la domination coloniale ou néo-coloniale, et de la discrimination raciale. Nous pensons en particulier à des régions telles que l'Afrique australe, où des minorités blanches oppriment des majorités noires souvent au nom de la « civilisation chrétienne ».

53. Dans un monde qui dépense annuellement plus de 200 milliards de dollars pour l'armement, qui s'accommode de tant de violences institutionnalisées, l'Eglise ne pourra prêcher l'Evangile de paix et d'amour, et donc contribuer à faire reculer la violence, qu'en étant délibérément et incontestablement avec ceux qui souffrent violence.

54. Face aux nationalismes exacerbés (trop souvent identifiés à l'authentique patriotisme), face à tout un monde qui prépare la guerre, le Synode ne doit-il pas inviter à la compréhension à l'égard de ceux qui, au nom de leur foi ou de leur conscience, se refusent à porter les armes et donner son appui à ceux qui refusent de participer à certaines guerres ou à certains actes de guerre, tels que le bombardement de populations civiles.

55. C'est l'Esprit lui-même qui vous dictera les paroles qui agissent, les actes qui parlent, le langage que tous les hommes peuvent comprendre.

56. Le document synodal *Justice dans le monde* affirme le besoin de solidarité mondiale, de respect mutuel, d'estime et de partage des ressources mondiales. L'Eglise universelle ne doit-elle pas être la première à donner l'exemple ? Mais comment ?

— En poursuivant dans l'esprit de l'Evangile une révolution non violente d'amour, qui met l'accent sur les convergences plutôt que les différences ; cherchant à comprendre les situations historiques qui, souvent, expliquent les différences ;

— En accueillant avec bienveillance les cultures des peuples des Eglises locales ;

— En faisant un effort encore plus généreux dans les Eglises des pays riches pour l'aide aux Eglises et aux peuples des pays plus pauvres ;

— En collaborant avec ces derniers pour définir l'utilisation de l'aide au lieu de leur imposer des critères qui ne correspondent pas aux besoins locaux ;

— En rendant cette collaboration œcuménique, chaque fois et partout où cela est possible.

57. La suite du Synode sera aussi importante que le Synode lui-même. La Commission pontificale « Justice et Paix » offre ses services. De nombreuses Commissions régionales et nationales ont aidé sur votre demande à la préparation du Synode. Vous appellerez certainement ces organes locaux « Justice et Paix » à participer sur place à la continuation du Synode pendant les mois et les années à venir.

58. Les Conférences épiscopales pourraient être invitées par vous à faire de la promotion de la justice un centre d'intérêt et un engagement constants. Peut-être la prochaine session de chaque Conférence pourrait-elle lancer un programme concret de promotion nationale et mondiale de la justice à la lumière du Synode.

59. Finalement, la prochaine Journée mondiale de la paix, sur le thème proposé par le Saint-Père : « Si tu veux la paix, agis pour la justice », ne devrait-elle pas être l'occasion d'une mobilisation générale de tous les moyens de formation et de communication dont dispose l'Eglise pour la mise en œuvre des décisions que vous aurez prises ? Au lendemain du Synode, toutes les énergies de l'Eglise dans chaque pays pourraient être ainsi concentrées en un temps fort de prise de conscience et de conversion du Peuple de Dieu pour l'engagement dans l'action.

IV. — CONCLUSIONS

Témoignage d'espérance

60. La puissance de l'Esprit qui a ressuscité le Christ d'entre les morts est à l'œuvre dans ce monde. L'Eglise est présente, souvent par les meilleurs de ses fils, au milieu des pauvres, des opprimés, des persécutés vivant dans leur chair et leur cœur la vie et la passion du Christ et témoignant de sa résurrection.

61. Parmi eux, dispersés à travers le monde, ceux qui ont reçu vocation d'attendre dans la nuit le monde qui vient témoignent des cieux nouveaux et de la terre nouvelle que Dieu nous donnera quand tout sera accompli et que nous avons à préparer avec tous ceux qui croient que l'homme n'est pas l'échec mais l'accomplissement de la création.

62. Avec tous ceux qui croient au Christ et tous ceux qui croient en l'homme, Dieu nous appelle à l'espérance qui transcende l'histoire sans la nier. Nous chrétiens, nous vivons dans la certitude que la plénitude à venir nous est déjà donnée dans l'Esprit en qui toute la création, avec nous, aspire à la manifestation des fils de Dieu.

Dans la nuit de ce monde qui gémit dans les douleurs de l'enfantement, la Pâque du Christ se poursuit et c'est à tout instant que vient l'aurore, joyeuse et triomphante, de la Résurrection.

Ministère pastoral

63. La Commission pontificale « Justice et Paix », composée en majorité de laïcs, hommes et femmes, est heureuse de cette occasion de mettre en commun ces réflexions avec le Synode des évêques. Vous êtes, pour la plupart, pasteurs du Peuple de Dieu, choisis par vos frères évêques pour représenter vos Conférences épiscopales. Vous êtes les principaux responsables du ministère pastoral de vos diocèses, les guides de votre peuple. Pour conclure, nous voulons affirmer que « Justice dans le monde » doit prendre une signification concrète dans le *ministère pastoral* lui-même — dans l'apostolat quotidien d'enseignement, d'amour et de dévouement inauguré par le Christ en Terre sainte.

64. Les décisions que vous prendrez ici seront jugées selon leur degré de pénétration dans vos conférences et vos diocèses, dans les évêchés et les presbytères, dans les paroisses et les communautés religieuses, dans les sacrements et le sacrifice, dans les séminaires et l'éducation religieuse, dans la prédication et la presse, dans les organisations et mouvements laïcs. Nous réalisons que le succès de ce Synode ne pourra être jugé quand il se terminera d'ici quelques jours. C'est plutôt à la fin du Synode que le vrai travail commencera réellement. Et la plus grande partie de l'humanité, surtout les pauvres et les opprimés, espère et prie que Dieu donne à tous nos pasteurs la lumière et la force, le courage et l'esprit de sacrifice nécessaires pour transformer l'Eglise en signe évident du Christ vivant qui apporte son amour et sa justice dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

LES VOTES SUR LA JUSTICE DANS LE MONDE

Le second vote sur la justice dans le monde, qui a eu lieu le 6 novembre, dernier jour du Synode (aucun texte n'avait recueilli les 2/3 des voix au premier tour), a donné les résultats suivants :

I. — Introduction. *Placet* : 174 ; *non placet* : 16 ; abstentions : 9.

II. — Justice et société mondiale. *Placet* : 164 ; *non placet* : 20 ; abstentions : 14 ; nuls : 1.

III. — Message évangélique et mission de l'Eglise. *Placet* : 171 ; *non placet* : 18 ; abstentions : 10.

IV. — Mise en œuvre de la justice. *Placet* : 161 ; *non placet* : 24 ; abstentions : 14.

V. — Parole d'espérance. *Placet* : 176 ; *non placet* : 12 ; abstentions : 11.

(Extrait du communiqué du 6 novembre.)

Les textes votés, après avoir reçu leur rédaction définitive, seront soumis au Souverain Pontife, qui autorisera leur publication s'il le juge opportun (cf. *supra*, p. 1003, note 3, 2^e colonne).

LE DÉBAT DU SYNODE SUR LA JUSTICE DANS LE MONDE

Voici, extraits des communiqués publiés par la Salle de presse, les résumés de quelques-unes des 110 interventions qui ont été prononcées par les Pères du Synode dans le débat sur la justice dans le monde :

19 OCTOBRE

Y aura-t-il des évêques emprisonnés pour la défense des droits de l'homme ?

Mgr NGUYEN KIM DIEN
archevêque de Hué

... Mgr Nguyen Kim Dien a dit en son nom propre : Les déclarations de l'Eglise pour la paix et la justice sont généralement généreuses et recueillent de larges approbations. Mais elles sont rédigées en termes si généraux que les responsables de l'injustice les applaudissent eux-mêmes chaleureusement.

Les vraies paroles pour la justice et la paix ne peuvent pas ne pas être dangereuses pour ceux qui les prononcent, car elles suscitent la colère et la vengeance. Mais nous, évêques, ne sommes-nous pas disciples de Celui qui a dit : « Bienheureux ceux qui souffrent persécution pour la justice », qui a aimé les pauvres et a vécu pauvre, qui a dénoncé aux riches et aux puissants le danger mortel de l'argent et de la puissance ? Et c'est à cause de cela qu'il est mort.

Dans le monde d'aujourd'hui, des millions d'hommes connaissent la guerre, la faim, la prison, le mépris du racisme. Les deux tiers de l'humanité sont victimes du mécanisme aveugle de l'argent et de la domination. Ces deux tiers, et spécialement les jeunes, attendent l'Eglise et la jugent à son courage réel. Nous, les évêques, sommes-nous prêts à préférer la justice et l'aide apportée aux opprimés avec nos biens, les biens de l'Eglise, à notre liberté et à l'aide venant des puissances profanes ? Il y a des évêques emprisonnés pour la défense des droits de l'Eglise. Y aura-t-il des évêques emprisonnés pour la défense des droits de l'homme ?

L'Eglise ne s'identifie pas avec des mouvements politiques ; elle aime tous les hommes, mais en les aimant tous, elle dit à tous, en paroles et en actes, même au risque de la vie et de la liberté, les exigences de la justice.

20 OCTOBRE

La situation au Soudan

Mgr BARONI,
vicaire apostolique
de Khartoum

Mgr Baroni a exposé certains éléments de la situation souda-

naise, laquelle n'est pas de nature religieuse, car il y a des musulmans et des chrétiens dans l'un et l'autre bord. Ce n'est pas non plus une question raciale, mais bien plutôt un conflit de culture et de conditions sociales : le Nord, plus organisé, plus développé, étend sa domination sur le Sud.

Le conflit a paralysé toute activité dans le Sud depuis 1963. On y souffre de la faim et le pays n'est pas sûr, sauf dans quelques rares centres. Depuis 1969, l'armée républicaine a cherché à multiplier ces centres pour permettre à la population de sortir de la forêt et d'utiliser les dispensaires, les écoles, etc. Les autorités républicaines préparent progressivement le pays à l'autonomie.

Depuis 1957, l'Eglise a beaucoup souffert (expulsion des missionnaires, pressions sur les populations, confiscation des écoles et des hôpitaux des missions). Depuis 1964, le nombre des prêtres est devenu extrêmement réduit, notamment parce que certains Soudanais furent pratiquement obligés de s'expatrier. Entre 1957 et 1967, également au nord, plusieurs interdictions ont été imposées aux missionnaires, mais leur action pastorale et éducative n'a jamais cessé.

Depuis 1967, les autorités républicaines ont changé d'attitude envers l'Eglise, et depuis 1969 ses conditions se sont beaucoup améliorées. Certains prêtres soudanais ont pu revenir et les séminaires ont été rouverts.

Dans tout le pays, des facilités ont été accordées à l'action pastorale parmi les Noirs, païens et chrétiens. Plusieurs églises paroissiales ont été rouvertes ; d'autres ont été construites.

21 OCTOBRE

Position des supérieurs généraux Que l'Eglise soit crédible

P. VAN ASTEN
supérieur général
des Pères Blancs

Le P. Van Asten a résumé en cinq points les opinions des supérieurs généraux des congrégations religieuses.

1. Une nouvelle déclaration du Synode ne semble pas nécessaire, car il existe déjà des encycliques et de nombreux documents du Saint-Siège et des Conférences épiscopales sur la justice. Il faut mettre l'accent sur les applications pratiques, car les affirmations répétées de bonne volonté ne servent qu'à diminuer la crédibilité de l'Eglise, spécialement parmi les jeunes.

2. Dans l'action au niveau local,

il ne faut pas oublier les dimensions internationales des problèmes modernes. Les congrégations religieuses, en raison même de leur caractère international, peuvent jouer un rôle important dans les services de l'Eglise universelle.

3. L'Eglise doit s'engager sérieusement pour la lutte pour la justice dans le monde. Mais elle doit d'abord donner l'exemple de la justice dans sa propre vie et ses propres institutions.

4. Pour promouvoir la justice, le Synode doit donner priorité aux changements des mentalités. L'éducation est le premier moyen : pour cela, une réforme des méthodes éducatives et des structures institutionnelles est nécessaire.

5. On reconnaît, d'accord avec le document présynodal, que la libération ne peut advenir seulement par l'instruction et la prédication. Le changement des comportements ne peut s'opérer à l'intérieur de l'Eglise par la seule théorie : il faut y adjoindre l'action éducative et pastorale, si l'on veut une rénovation efficace et faire en sorte que l'Eglise soit crédible. C'est pourquoi le Synode devra définir les aspects concrets du renouveau de la vie ecclésiale :

a) Il faut donner priorité à une révision des bénéfices ecclésiastiques, du style de vie de la hiérarchie, des clercs et des laïcs. On doit apporter une particulière attention au salaire et aux conditions de travail des personnes qui travaillent pour l'Eglise, à la propriété et à l'administration des biens fonciers et immobiliers, à une répartition plus équitable des biens.

b) Il est nécessaire de constituer des conseils de clercs, de religieux et de laïcs au niveau paroissial, diocésain, national, pour assurer une réelle participation tant au choix des critères d'action qu'à la décision. Il faut que les conditions d'infériorité traditionnellement faites à la femme dans les délibérations et les décisions ne soient plus acceptables dans le monde d'aujourd'hui.

c) On croit que l'on doit faire d'autres progrès pour éliminer les marques de liaison aux riches et aux détenteurs du pouvoir. La libération de ce lien qui diminue la liberté apostolique augmentera l'authenticité et la crédibilité de l'Eglise. Cette réforme doit s'appliquer à toute l'Eglise, pour que le nombre de ceux qui prétent leur assistance aux riches ne soit pas supérieur à ceux qui doivent assister les pauvres.

d) Il semble que dans l'Eglise aussi on doit faire place à la liberté et à la sincérité de l'expression et qu'on doit donner les informations

quand elles ne sont pas de nature confidentielle et qu'elles sont demandées pour le bon motif.

e) Il faut, dans les procès, suivre toujours les procédures justes, c'est-à-dire que personne et qu'aucune institution ne soit jugée ou ne soit soupçonnée sans avoir été d'abord entendue.

f) Le Synode doit recommander qu'on élabore des méthodes pour l'application de ces critères.

Le conflit du Moyen-Orient

*Cardinal SIDAROISS
patriarche d'Alexandrie
des Coptes*

Le cardinal Sidarouss, parlant au nom du Synode patriarchal copte catholique d'Egypte, a affirmé, en se référant particulièrement au conflit qui afflige les populations du Moyen-Orient, qu'il faut avoir le courage et la loyauté d'examiner les injustices dont ces populations sont les témoins ou les victimes. Si la conscience de la masse chrétienne se montre sensible aux conséquences des désastres naturels ou à d'autres accidents, par contre elle n'est pas toujours affectée par la guerre qui afflige le pays de Jésus, en proie aux luttes, aux expulsions, aux confiscations des biens et au massacre.

Pourquoi se fait-il que les réfugiés ne soient pas reconnus dans leurs droits ? La situation de ces malheureux s'aggrave toujours plus de manière scandaleuse. Dans un pays où, dans le passé, cohabitaient fraternellement chrétiens, musulmans et hébreux, il n'est pas normal qu'un droit exclusif soit réservé aux plus forts, c'est-à-dire aux Juifs.

On ne peut parler de liberté quand un croyant (chrétien, musulman ou israélite) n'est pas pleinement libre de visiter les Lieux saints et d'y prier. La justice dans le monde doit s'occuper d'abord des faibles, c'est-à-dire des opprimés, des expulsés, mais si les opprimés de la dernière guerre deviennent aujourd'hui des oppresseurs, la paix sera-t-elle jamais possible ? Si l'Occident se sent coupable d'avoir commis une injustice dans le passé, est-il juste qu'il tente de la réparer en tolérant aujourd'hui une autre injustice ? L'exclusivisme religieux, culturel et social ne peut servir nulle part la paix. L'Eglise devrait prendre position pour donner espérance aux faibles et soutien à ceux qui cherchent la justice.

Le racisme en Afrique

*Mgr NSUBUGA
archevêque de Kampala*

Mgr Nsubuga, après avoir rappelé quelques affirmations du Concile et certains actes collectifs de l'épiscopat africain concernant le racisme, a insisté sur la situation

de colonialisme ou de quasi-colonialisme régnant dans certaines zones du continent : Afrique du Sud, Rhodésie, Angola, Mozambique. Dans ces pays, les gouvernements foulent au pied les principes de la justice et ces populations attendent du Synode une parole claire et non pas des lieux communs qui, sous prétextes diplomatiques, cacheraient la vérité. Certains ont élevé énergiquement la voix pour la défense de la doctrine chrétienne sur l'égale dignité de tous les hommes, mais les pasteurs de l'Eglise n'ont exprimé aucun signe d'approbation alors que ceux en qui le peuple africain avait mis ses espérances se taisaient. Il est temps d'agir aussi en faveur de l'Afrique et de nos frères persécutés.

Les Nations Unies et beaucoup de gouvernements ont fait quelque chose dans ce sens. Qu'est-ce que l'Eglise attend pour confirmer par des faits sa propre doctrine ? Ne faut-il pas dénoncer publiquement les nations coupables de crime contre la justice et la liberté ?

En Amérique latine

*Mgr PIRONIO
secrétaire du CELAM*

Mgr Pironio a exposé trois points : 1. Situation actuelle de l'Amérique latine : l'état général de sous-développement et de marginalisation de la plus grande partie de ses habitants, avec comme conséquence les frustrations et les tensions, doit être imputé à l'oppression injuste et à la domination de l'homme sur l'homme. L'apparente évolution de certains peuples n'est bien souvent que le moyen de la domination plus totale d'une nation sur une autre. Cette domination est globale (économique, politique, culturelle), profonde et progressive.

2. De telles injustices ne dépendent pas seulement de facteurs naturels mais bien « d'une condition structurelle de péché » liée à la volonté de l'homme. Le péché d'injustice détruit la paix et empêche tout homme d'être sujet et acteur de son propre projet. Les peuples rejettent toujours plus profondément de telles situations et aspirent de toutes leurs forces à leur propre libération, pas toujours par des voies justes et parfois en cédant également à la tentation de la violence.

La mission de l'Eglise est la prédication de l'Evangile grâce auquel on peut promouvoir les valeurs qui doivent présider à toute communauté humaine.

Il faut aussi promouvoir l'action en faveur de la justice, de la fraternité, de la libération intégrale de l'homme et de tous les hommes ; former la conscience de chacun et des peuples ; présenter avant toutes choses un témoignage de vie pauvre et austère ; appeler à la

solidarité avec les pauvres et les opprimés.

22 OCTOBRE

En Terre sainte

*Mgr BELTRITTI
patriarche de Jérusalem
des Latins*

Le patriarche Beltritti ■ dit que le document présynodal a été étudié sous trois aspects par l'assemblée générale des Ordinaires latins des pays arabes, qui s'est tenue à Beyrouth du 30 août au 4 septembre dernier : aspect général (problèmes communs à tous les hommes) ; aspect particulier (questions concernant surtout la zone des Ordinaires réunis) ; aspect spécial (les problèmes de la Terre sainte).

Au sujet de la Terre sainte, on suggère :

1. Réintégration dans leurs droits de tous ceux qui ont subi des dommages et des réfugiés qui ne sont pas moins de 1 500 000.

2. Protection des droits des minorités et particulièrement de la minorité chrétienne. Les chrétiens sont 100 000 en Israël et en Cisjordanie et 80 000 en Transjordanie. Beaucoup ont émigré.

3. A Jérusalem, doit être conservé son caractère sacré et universel. Dans cette ville, les droits de toutes les religions et communautés devraient être protégés par une garantie de caractère international (1).

Les évêques d'Angola et le gouvernement

*Mgr NUNES GABRIEL
archevêque de Luanda*

La Conférence épiscopale de l'Angola a essayé de promouvoir une entente entre les autorités civiles et les représentants du capital privé dans le but de construire des habitations au bénéfice des plus pauvres.

Cette Conférence ne partage pas ce qui est dit dans les *Lineamenta* de la légitimité du recours à la violence. La violence engendre toujours la violence, et malheureusement

(1) Dans le débat sur le sacerdoce ministériel, le patriarche BELTRITTI, parlant au nom des évêques de l'Orient arabe avait demandé, le 11 octobre, que le Synode donne des précisions sur l'habit ecclésiastique, puis il avait poursuivi : « le prêtre et le religieux doivent aussi être reconnus par l'habit. Les ecclésiastiques qui se rendent en Terre sainte doivent tenir compte de cette exigence, qui est utile également sous l'aspect de l'œcuménisme. Les ecclésiastiques orientaux, prêtres et moines, portent toujours l'habit » (extrait du communiqué du Bureau de presse).

ment, ce sont toujours les plus pauvres et les plus faibles qui en subissent les conséquences. Souvent, les moyens de communications sociales nous reprochent et nous accusent de ne pas élever la voix pour condamner les injustices et rendre témoignage à la vérité. La presse fait circuler des informations qui portent à condamner les évêques sans faire allusion au contenu de leurs déclarations ou à leurs lettres pastorales. Le 23 août dernier, nous avons écrit : « Nous offrons notre collaboration aux autorités gouvernementales conformément à la doctrine de l'Eglise, dans la conscience de promouvoir le bien de nos communautés. Cette collaboration, toutefois, ne signifie pas que nous ayons l'intention de servir aveuglément les autorités. Celles-ci n'ont jamais cherché à entraver la légitime liberté de la hiérarchie en matière d'enseignement et de gouvernement. Mais cela ne signifie pas que ceux sur qui repose la responsabilité de la vie de l'Eglise dans notre pays approuvent la situation présente et qu'ils aient l'intention de s'y conformer. »

La situation de la femme dans l'Eglise

S. B. MAXIMOS V HAKIM
patriarche d'Antioche
des Melkites

Le patriarche Hakim a dit que le problème de Jérusalem et des Lieux saints ne peut laisser indifférent l'Assemblée synodale. Il a proposé que le Synode approuve de quelque manière les interventions courageuses du Pape pour que les droits de la Ville sainte soient protégés par un statut spécial, garanti par une protection légale internationale.

Une autre injustice sur laquelle l'orateur a voulu attirer l'attention du Synode et qui est perpétrée dans l'Eglise même, c'est la situation de la femme. Il s'est référé à l'intervention du cardinal Flahiff sur le même sujet. Il faut que nous soyons dans l'Eglise d'aujourd'hui moins injustes pour la femme. Le christianisme continue à tenir l'homme comme celui à qui tout est confié dans la direction et l'administration. Mais les lois civiles, même en pays d'Islam, commencent à réparer les injustices envers les femmes. Il ne faudrait pas que l'Eglise, comme il arrive trop souvent, soit devancée là encore par les gouvernements civils. Elle devrait au contraire, en ce domaine comme en d'autres, être prophétique. N'oublions pas que la moitié des fidèles sont des femmes. N'oublions pas que les religieuses sont dix fois plus nombreuses que les prêtres. Si elles nous créent dix fois moins de problèmes, devons-nous continuer à les négliger ? Pourquoi le prochain Synode n'étudierait-il pas la place de la femme dans l'Eglise d'aujourd'hui

et le rôle des religieuses dans l'administration diocésaine, dans la Curie romaine, dans les réunions synodales et dans les autres œuvres ecclésiastiques ? Les femmes ont été chargées d'annoncer à Pierre et aux autres apôtres que Jésus était vivant. Si nous les écoutions, peut-être les femmes, aujourd'hui, de nouveau, auraient-elles quelque chose d'important à nous annoncer de la part du Seigneur.

Les travailleurs portugais émigrés

Mgr RIBEIRO
patriarche de Lisbonne

Mgr Ribeiro a parlé des tristes conditions de nombreux travailleurs émigrés. Il est temps d'appliquer les affirmations doctrinales à leur endroit. On pourrait suivre trois étapes :

1. Le contact entre les Eglises locales touchées par le même flux de migrants.

2. Une action de l'Eglise locale du pays d'émigration auprès des pouvoirs civils et des citoyens pour les inciter au développement. Une action correspondante de l'Eglise locale du pays d'accueil pour qu'on reconnaisse aux travailleurs étrangers leurs droits familiaux et sociaux, sans discrimination, dans les conditions de travail et la rémunération.

3. L'Eglise du pays d'émigration doit préparer ceux qui partent pour qu'ils ne perdent pas la foi parmi les populations d'une autre origine et d'une autre langue. L'Eglise du pays d'accueil doit assister spirituellement les travailleurs et favoriser leur style particulier de vie religieuse.

23 OCTOBRE

Opinion de la Conférence épiscopale du Sénégal-Mauritanie

Mgr THIANDOUM,
archevêque de Dakar

Mgr Thiandoum a exprimé la pensée de la Commission diocésaine de Dakar, composée en majeure partie de laïcs, soulignant quelques conclusions qui dépassent le domaine de son pays et expriment dans leur ensemble les opinions de la Conférence épiscopale du Sénégal-Mauritanie.

1. Données de fait.

a) L'achèvement de la personnalité, l'exercice de la vraie responsabilité, la promotion de la justice et de la paix réclament la liberté d'expression et d'action garantie à tout citoyen. Une telle liberté dans des pays à parti unique a l'avantage de constituer une soupape de sécurité.

b) Certains restes de l'époque coloniale, spécialement l'expansion

des représentations diplomatiques, pèsent lourdement sur le budget et risquent de rendre inutile la politique d'austérité décidée par le gouvernement.

c) La reconnaissance et le maintien du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat devraient être contenus à l'intérieur de certaines limites, spécialement quand il s'agit de défendre les droits fondamentaux de l'homme contre l'oppression arbitraire de certains régimes.

d) A Kampala, Paul VI a solennellement réaffirmé le droit de tous les peuples à l'autodétermination politique ; nous sommes étonnés que cet appel n'ait pas été entendu de certaines nations qui s'obstinent à maintenir le statut périmé de la colonisation. Le Synode devrait parler, il devrait se prononcer clairement sur le recours à la violence considéré par beaucoup de catholiques comme le seul moyen efficace pour faire la justice.

2. *Orientation pour l'action.* Le moment présent est favorable pour l'Eglise dans son œuvre en faveur de la justice et de la paix : les jeunes sont très sensibilisés sur ce point. Il est nécessaire de multiplier les efforts pour surmonter les divergences des engagements choisis en toute liberté. La lutte pour la justice ne peut se gagner en ordre dispersé. Il faut encourager et soutenir le développement des corps intermédiaires dans les pays peu industrialisés. Il faut accorder la coopération de l'Eglise aux programmes gouvernementaux de développement. La doctrine sociale de l'Eglise doit être plus largement connue. Les Eglises locales d'Afrique pourraient avantageusement confronter leurs propres expériences et stimuler leurs recherches pour formuler un corps de doctrines qui enrichirait l'Eglise entière.

La tentation de la violence en Amérique latine

Mgr GUTIERREZ GRANIER,
évêque de Cochabamba
(Bolivie)

Mgr Gutierrez Granier a attiré l'attention du Synode sur les conditions intolérables de vie des peuples de l'Amérique latine et en particulier de la Bolivie.

Il croit que, dans les peuples sous-développés, l'exaspération et la rébellion contre l'injustice institutionnelle sont le point de départ vers une justice qui a trop tardé à venir. Cet état d'exaspération et de désespoir trouve avant tout son expression chez les jeunes, les universitaires et les intellectuels parmi lesquels figurent beaucoup de chrétiens.

Faisant fi du danger, ils se mettent à la tête de mouvements qui, pour réaliser une plus grande justice, n'excluent pas l'éventualité de méthodes violentes et subversives.

Notre argumentation contre le recours à la violence armée ne trouve que peu d'échos face à une situation devenue désormais intolérable. Le style de vie des peuples plus développés connu par les moyens de communication sociale développe dans les esprits un sentiment de profonde frustration et alimente des sentiments de haine et de révolte.

Beaucoup se demandent s'il ne serait pas juste de recourir à la révolution violente et aux systèmes politiques matérialistes pour en finir une bonne fois avec une situation d'humiliation et de servitude inhumaine et afin d'entreprendre la construction d'une société libre, juste, respectueuse des droits de tous.

Les chrétiens, et en général les hommes de bonne volonté, surtout depuis Vatican II, ont confiance dans la doctrine sociale de l'Eglise et attendent cette libération de sa mise en œuvre pratique.

Il faut des solutions concrètes et effectives qui ne peuvent être ni universelles ni identiques en tout pays. Il faut se convaincre que nos fidèles sont désormais lassés par les déclarations de principe et attendent des indications concrètes afin de devenir les protagonistes de leur propre développement et de leur vocation humaine et chrétienne.

L'orateur a enfin invité l'épiscopat des pays plus évolués à offrir une aide aux pays du tiers-monde pour pouvoir résoudre certains des problèmes résultant de l'injustice institutionnalisée qui freine le développement des peuples.

En particulier, l'orateur a demandé que l'épiscopat des pays plus évolués dénonce auprès de leur gouvernement les injustices du commerce international qui impose ses prix aux marchandises exportées ou importées dans les pays sous-développés. Avec des échanges internationaux justes, on pourrait faire au moins ce qu'on fait par tant d'autres moyens.

L'orateur a conclu en demandant à l'épiscopat de ces pays de faire appel à l'opinion publique en ce qui concerne la subordination économique et politique injuste où se trouvent les peuples et les gouvernements des pays sous-développés.

Le sort de l'Eglise ukrainienne La pauvreté

*Cardinal SLIPYJ,
archevêque majeur
de Lwow des Ukrainiens*

Le cardinal Slipyj, au nom du Synode des évêques ukrainiens catholiques, a dit qu'aucun peuple, y compris l'Eglise, dans l'Histoire, n'a subi de telles injustices. Les communistes ont cruellement détruit l'Eglise ukrainienne en incarcérant toute la hiérarchie et en annexant de force à l'orthodoxie. Cette grave injustice est toujours actuelle. Les Ukrainiens catholiques sont encore persécutés sans être défendus par

personne. Eux qui étaient 54 millions ont eu depuis la Première Guerre 10 millions de morts par la famine, les persécutions religieuses, les bombardements aériens. Le régime soviétique a supprimé tous les diocèses; il a obligé à revenir aux catacombes pour célébrer la liturgie et administrer les sacrements; des milliers de fidèles d'Ukraine sont encore incarcérés ou déportés; aujourd'hui, pour la diplomatie ecclésiastique, les Ukrainiens catholiques sont considérés comme gênants. Le Vatican est intervenu pour intercéder en faveur des catholiques latins, mais il s'est tu sur les 6 millions d'Ukrainiens persécutés. Quand le patriarche Pimene, au Synode qui l'a élu, a déclaré nulle notre union avec Rome, aucun des délégués du Vatican qui étaient présents n'a protesté. La création du patriarcat ukrainien proposée au Concile Vatican II a été refusée; une délégation ukrainienne de Sœurs basiliennes n'a pas été admise au Chapitre général. Bien plus, dans la Pologne communiste et catholique, on n'a rien fait pour empêcher qu'un demi-million d'Ukrainiens soient privés des droits les plus élémentaires: les trois éparchies en Ukraine et en Pologne sont depuis trente ans sans même un évêque auxiliaire et aucun prêtre ukrainien n'a été admis à ce Synode. La voix et les prières du Synode pourraient donner force pour la persévérance, mais il s'agit de justice! (2)

Au commencement de son intervention, le cardinal avait fait quelques observations sur la pauvreté. Les pauvres sont souvent condamnés à une certaine brutalité. En outre, ils doivent être formés au sens des biens spirituels et avant tout à la justice. La vente des musées du Vatican, comme on l'a proposé, servirait à remplir leur estomac mais n'enrichirait pas leur esprit. Les monuments historiques ne sont pas faits pour être vendus: ce serait un crime contre les pauvres eux-mêmes. L'orateur a dit qu'il aurait dissuadé de vendre la tiare pontificale: un geste noble et généreux de charité, mais l'objet appartient à l'Histoire du Saint-Siège et est inaliénable.

Les objets précieux vendus par les évêques devraient bien plutôt être recueillis dans des musées pour l'instruction de la postérité. Il ne faut pas exagérer.

(2) Les évêques ukrainiens se sont réunis à Rome, dans les derniers jours du Synode, pour commémorer le 375^e anniversaire de l'Union de Brest-Litovsk et le 325^e anniversaire de l'union de Ujgorod qui consacraient l'union de leur Eglise avec Rome. Ils ont décidé la création, auprès du cardinal Slipyj, d'un synode permanent composé de NN. SS. SENYSHYN, HERMANIUK, BUCKO, et SAPELAK. (*La Croix*, 7-8 novembre.)

Salut et justice

*Cardinal ENRIQUE
Y TARANCON,
archevêque de Tolède*

Le cardinal Enrique y Tarancon a parlé en son nom propre pour attirer l'attention des Pères sur la double accusation que l'on fait à l'Eglise aujourd'hui d'envahir le domaine politique et de promouvoir la justice parmi les hommes alors que la multitude des déshérités abandonne la foi.

Cette double accusation vient, selon lui, du fait que, dans la prédication, on opère une séparation entre le message du salut et la doctrine sociale qui veut que l'on travaille à améliorer les conditions de vie des hommes et des nations. Le temps est venu d'établir la véritable relation qui existe entre le salut qu'annonce l'Eglise de par sa mission spécifique et la justice dont on parle actuellement.

Le salut dont parle l'Ecriture n'est pas un salut étranger à l'Histoire, un salut auquel vient se joindre la justice comme un surplus. Au contraire, il est lui-même une œuvre de justice envers les opprimés du monde qui montre qu'il vient de Dieu, qu'il est comme Dieu lui-même.

Dans les formes de culture humaine primitive où vivait et évoluait Israël, la fonction royale n'était rien d'autre que la fonction de protéger les droits de ceux qui ne peuvent le faire par eux-mêmes. Dieu lui-même, pour se faire connaître aux hommes, est parti de cette expérience. Le livre de l'Exode décrit Dieu qui entre dans l'Histoire humaine non seulement comme infini et tout-puissant, mais comme Sauveur venu pour établir la justice et pour libérer son peuple de la servitude. Il se montre en même temps et par un même acte juste et sauveur. Le Nouveau Testament présente le Christ comme le roi messianique attendu, venu pour proclamer et instaurer le règne de la justice. Cette justice ne se présente pas dans le sens de possession ou de propriété ou seulement pour donner « à chacun ce qui lui revient », mais comme le devoir suprême et singulier de protéger les pauvres et les opprimés. Il faut donc que l'Eglise montre cette relation entre salut et justice si elle veut être l'Eglise du Christ. Nous devons considérer comme essentiel à sa mission non seulement l'annonce de la justice mais aussi sa pratique intégrale tout à la fois terrestre et eschatologique.

Certes, la libération que doit annoncer l'Eglise est avant tout la libération du péché. Mais parmi les péchés d'aujourd'hui, il faut inclure un grand nombre de réalités sociales comme le colonialisme, la domination culturelle et économique, l'oppression. Un grand nombre de problèmes se posent concernant l'originalité, la compétence, les limites dans le domaine

sociale de cette action libératrice de l'Eglise : ils ne se résoudreont pas en faisant abstraction des réalités du monde ou en introduisant une dichotomie entre salut et justice.

Le racisme en Afrique du Sud

Mgr FITZGERALD,
archevêque de Bloemfontein

En Afrique du Sud, il est nécessaire d'entreprendre une action, forte, claire, éclairante, persévérante, en collaboration avec tout homme de bonne volonté, pour réaliser une rénovation fondamentale, humaine et chrétienne dans l'attitude de chacun des groupes vis-à-vis des autres groupes de telle sorte qu'elle soit plus conforme aux exigences de la justice et de la charité.

Il faut aussi de la part de l'Eglise universelle et des Eglises locales une déclaration sans équivoque proclamant les droits de tout homme quelles que soient sa race, sa couleur et sa religion. Il faut reconnaître non seulement le droit de participer pleinement à la société humaine et chrétienne mais encore le droit de prendre une part active en tant qu'individu et que groupe dans la définition des objectifs de la société.

Cette déclaration des droits et l'engagement de l'Eglise à les promouvoir devraient permettre à celle-ci d'avoir une influence efficace sur la conscience des peuples où existe la discrimination raciale. Elle devrait inclure tous les groupes victimes de discrimination pour des motifs raciaux ou pour d'autres motifs, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires. L'Eglise devrait être du côté de ceux qui sont les victimes et on devrait la voir comme telle.

L'Eglise n'est pas saint Nicolas

Mgr GAVIOLA, secrétaire
général de la Conférence
épiscopale des Philippines

[...] A l'intérieur de l'Eglise, l'engagement personnel pour la promotion de la justice sociale et du développement relève plus directement des laïcs dont c'est le droit et le devoir. L'engagement des évêques et des prêtres, même des religieux, sur certains points, consiste à enseigner, à animer et à guider moralement. Pendant trop longtemps, la hiérarchie s'est comportée comme une bonne d'enfant pour les laïcs...

Il faut rester fidèles à ces principes, autrement, malgré notre

zèle pour promouvoir la justice sociale et le développement intégral des pauvres, nous finirions par creuser nous-mêmes notre tombe. Assez vite les évêques et les prêtres finiraient par être regardés comme saint Nicolas. Nous finirions par transformer l'Eglise en une autre ONU et en une fondation Ford ou Rockefeller. Pire encore, nous finirions par répandre dans le cœur des hommes l'impossible rêve de transformer cette vallée de larmes en paradis et ainsi de lui faire oublier la vie future. Le document présynodal apparaît unilatéral. Il semble résulter de ces pages que les pays opulents et riches sont les uniques responsables de l'injustice sociale et du sous-développement. Dans les pays pauvres aussi, existent des personnalités de la finance, de la politique et des instruments de communication sociale qui, se faisant complices des puissances extérieures, volent leurs propres concitoyens. Le document semble, en outre, se limiter à présenter les pays pauvres seulement comme des bénéficiaires et des dépendants comme s'ils ne pouvaient être les artisans et les protagonistes de leur propre destin...

TEXTES INTÉGRAUX D'INTERVENTIONS AU SYNODE SUR LA JUSTICE DANS LE MONDE

STRUCTURES D'UNE JUSTICE MONDIALE

Intervention de Barbara WARD
(Lady Jackson) (20 octobre) (1)

1/3 de l'humanité consomme 75 % des ressources du monde

Il y a près de dix ans que le Concile Vatican II a commencé à poser le problème de la justice dans le monde. Il y a cinq ans que le Saint-Père a lancé le message de sa grande encyclique *Populorum progressio*. Durant toutes ces années, les données de base de la richesse et de la pauvreté n'ont pas changé dans le monde. Le tiers de l'humanité — qui a franchi le seuil de la société technologique moderne — contrôle et consomme toujours au moins 75 % des ressources mondiales. Et, dans ces nations riches, vit la grande majorité des chrétiens. Tel était le point de départ de la préoccupation du Concile. Telle est la base de la mauvaise distribution fondamentale des ressources mondiales. Tel est ce que contre quoi le Pape Paul proteste énergiquement.

(1) Texte publié par la Salle de presse. Les sous-titres sont de notre rédaction. La célèbre économiste britannique participait au Synode à titre d'adjointe du secrétaire spécial pour la justice dans le monde.

L'injustice s'aggrave parce que les nations riches s'intéressent moins au développement...

Aujourd'hui, cependant, nous ne nous limiterons pas à confirmer la permanence de cette injustice. Mais nous devons prendre acte des raisons de son aggravation. En premier lieu, plusieurs des nations les plus riches semblent bien moins engagées, moins intéressées, et moins inventives dans leur attitude à l'égard du développement mondial. Nous avons vu, au cours des trois derniers mois, les dirigeants financiers du monde développé discuter de l'avenir de l'ensemble du commerce international, en ne mentionnant qu'à peine les deux tiers de l'humanité des pays en voie de développement dont ils conditionnent pourtant eux-mêmes tout espoir de progrès ultérieur. L'Amérique vient de réduire l'aide autrefois accordée et ajoute de nouveaux obstacles aux exportations des pays en voie de développement. Entre-temps, étant donné l'incertitude générale, les prix de maintes importations des pays pauvres ont monté en flèche, tandis que leurs exportations accusent un certain marasme. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est que les puissances appartenant au monde développé ne laissent pas leurs différends dégénérer en une guerre commerciale. Nous n'avons pour ainsi dire aucun lieu d'espérer que les besoins des pays en voie de développement soient pris en grande considération quand il s'agira de résoudre ces différends. Même la méthode la plus rationnelle envisagée jusqu'à mainte-

nant pour accroître leur liquidité — en leur affectant toutes nouvelles émissions de droits de prélèvements spéciaux — semble avoir disparu sans laisser aucune trace.

... parce qu'il est beaucoup plus difficile aujourd'hui de réaliser un développement global...

La seconde raison de l'aggravation de la situation mondiale, sur le plan d'une justice élémentaire, consiste en ce que l'on comprend chaque jour davantage qu'il est beaucoup plus difficile, en cette dernière partie du *xx^e* siècle, de réaliser un développement global, c'est-à-dire à la fois social, culturel et économique, que ce ne le fut lorsque les nations développées modernisèrent leurs sociétés respectives il y a plus de cent ans. Je me limiterai ici à signaler dans leurs grandes lignes les principales différences.

La croissance démographique actuelle est double de celle du *xix^e* siècle. Ce qui signifie que la main-d'œuvre nationale a également doublé. Récemment encore, l'expansion agricole marchait tout juste de pair. Maintenant, en revanche, la nouvelle révolution verte, étonnamment productive — grains hybrides, engrais et approvisionnement hydrique — entraîne un risque croissant : à moins d'une réforme agraire radicale, une élite restreinte est susceptible d'introduire la mécanisation, de chasser de la terre ouvriers agricoles et cultivateurs à bail et d'absorber la plus grande partie des surplus obtenus. Mais que des hommes privés de terre s'ajoutent ainsi aux migrations, déjà énormes, attirées par les villes — dont le taux de croissance démographique double déjà —, et nous voici face à un nouvel engorgement.

Une grande partie de l'industrie moderne — qui dépend bien souvent de l'étranger et qui, en bien des cas, est encore soumise à une emprise étrangère (propriété et contrôle) — exige aujourd'hui davantage de capitaux — dont manquent les nations en voie de développement — et une main-d'œuvre moindre — que ces mêmes nations possèdent en abondance. Ainsi, le chômage augmente-t-il. En nombre de villes des pays en voie de développement, il atteint déjà le quart de la main-d'œuvre. Qui plus est, le chômage industriel se voit encore aggravé du fait que les pays développés entravent les exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement.

Telles n'étaient pas les conditions dominantes il y a une certaine d'années ou, du moins, rares étaient celles d'entre elles qui exerçaient alors leur influence. Et pourtant la modernisation constituait déjà un phénomène assez tragique et bouleversant. Mais ce n'est rien en face des bouleversements qui nous attendent en raison d'un développement entravé, à moins que ne s'exercent, au niveau mondial et au niveau local, une action et un effort de justice pour sortir de l'impasse.

... parce que l'accroissement de la consommation des pays riches augmente le coût du développement et est facteur de pollution

Mais il est une *troisième raison* de se préoccuper. Elle est nouvelle et il est encore difficile de l'estimer à son juste prix. Mais elle concerne directement le problème de la distribution des ressources mondiales. Il faut le redire : trois quarts au moins des approvisionnements mondiaux sont consommés par ceux qui sont déjà riches. Leur demande d'énergie, par exemple, augmente toujours, de 3 % au moins par an. Or, une grande partie de notre énergie provient d'une source limitée — combustibles fossiles de pétrole, charbon

et gaz — dont nous usons, en pétrole surtout, à une allure qui conduira au début du siècle prochain à un épuisement total. Mais, là même où les ressources sont plus adéquates, les nations riches ont déjà utilisé certaines de celles qui sont le meilleur marché et le plus facilement disponibles. Ainsi ont-elles augmenté le coût du développement pour les derniers venus.

Cette préoccupation, quant à l'utilisation des ressources, ne constitue pourtant qu'un élément d'un plus vaste problème. Consommation élevée veut dire importants déchets. Trop souvent, les émanations de l'économie de grande consommation ne se limitent pas à polluer les eaux et l'air même des nations riches. Elles se répandent dans les océans et il semble qu'elles élèvent la température de la planète tout entière. Si tels sont les résultats des hauts niveaux de vie d'un quart seulement de l'humanité, quel destin n'est-il pas promis à notre planète, puisque les trois autres quarts poursuivent de mêmes niveaux de revenus ? Nous ne pouvons dissocier nos activités économiques des systèmes hydriques et de l'air même dont dépend toute notre vie. Nous savons maintenant quel est le risque qui menace notre biosphère. Les riches diront-ils alors aux pauvres : « Pas de chance. Nous conservons nos niveaux de vie, abaissez donc les vôtres dans l'intérêt de la survivance humaine » ? Une fois encore, il nous faut faire face au problème fondamental de la justice distributive.

Quatre suggestions pour le Synode

Quel sera notre rôle, à nous, chrétiens, face à cette crise de plus en plus grave ? Et, surtout, comment ce Synode qui, de son immense autorité, parle à tout le Peuple de Dieu, comment ce Synode exprimera-t-il notre engagement à la cause de la justice et de la solidarité planétaire, dont nous, fidèles disciples du Fils de l'Homme, ne pouvons nous désintéresser ?

Cette réponse, elle sera le fruit de vos délibérations, vénérables évêques. Mais pouvons-nous espérer qu'elles incluront quatre points ?

Le premier est de mettre en marche tout un processus d'éducation de tous les catholiques sur les faits quant à la justice mondiale et l'interdépendance planétaire. Cette éducation se situera à tous niveaux : du livre scolaire au sermon, de l'école primaire au séminaire. Car tous doivent entendre le message...

Le second est de faire appel à tous les citoyens catholiques des nations développées pour qu'ils se joignent à tous leurs frères chrétiens et à tous les croyants, pour demander que les gouvernements s'engagent d'une façon permanente dans de larges transferts de ressources et de débouchés durables pour le commerce, à défaut de quoi nul développement ne saurait être réalisé.

Troisièmement, il importe de demander à tous les citoyens catholiques des nations développées — comme des nations en voie de développement — de comprendre l'urgente nécessité de reconsidérer complètement leurs propres structures sociales et leurs niveaux de vie personnels. Nombre d'entre nous ne profitent qu'avec trop de prodigalité des formes de propriété et de revenu qui font de nous l'élite de la terre. Lançons-nous un défi réciproque : défi à un sacrifice personnel, à une modestie de vie plus conforme aux exigences de la justice locale et internationale.

Enfin, qu'il nous soit permis de plaider pour que l'Eglise elle-même, prophète d'un ordre universel et planétaire, gère ses propres affaires selon un strict esprit de justice et de pauvreté. En ce monde troublé

qui est le nôtre, bien des êtres, je crois, cherchent un signe qui leur indique que la vie a un sens et que l'aventure planétaire des hommes a un sens et un but. Enseignez-nous donc, par la parole et par l'exemple, à aimer et à respecter cette petite planète qui doit supporter toute l'humanité ; enseignez-nous à modérer nos exigences, à partager nos ressources et, en union avec tous nos frères, à tenter de traduire concrètement notre prière : « Que ton règne vienne. »

LA POSITION DE L'EPISCOPAT FRANÇAIS

*Intervention de Mgr MATAGRIN,
évêque de Grenoble (20 octobre) (1)*

Au nom de la Conférence épiscopale française, je ferai trois observations préalables et j'attirerai l'attention sur trois points.

Observations préalables

1. Nous exprimons le regret que le Synode n'ait pas traité en premier lieu de la justice dans le monde. Une fois de plus, nous avons donné l'image d'une Eglise préoccupée d'abord de ses propres structures, au lieu d'une Eglise communiant aux joies et aux espoirs, aux tristesses et aux angoisses des hommes de ce temps. Les problèmes des prêtres sont, certes, importants, mais les plus aigus et les plus vrais sont précisément ceux que posent les prêtres les plus engagés dans l'évangélisation d'un monde marqué par les injustices et les guerres.

2. Nous avons apprécié la présence et les apports d'experts hautement qualifiés. N'eût-il pas été possible de donner la parole à ceux qui, en différents pays et milieux sociaux, subissent l'injustice et la combattent ?

3. Nous regrettons enfin le silence sur l'œcuménisme tant du document présynodal que de la *Relatio* introductive. Les injustices interpellent tous ceux qui croient au Christ Sauveur et tous les croyants. Il eût été normal de faire appel à des représentants des Eglises chrétiennes membres de SODEPAX.

Trois points sur lesquels nous voulons attirer l'attention :

1. L'ampleur du thème choisi.
2. Le fond du problème : la justice et l'Evangile.
3. L'action pastorale.

I. — L'ampleur du thème choisi

Le rapport évoque trois types d'injustices : entre les individus, entre les classes sociales, entre les nations. Le caractère universel du Synode invitait à choisir la justice entre les nations.

Ce choix est légitime. En effet, le caractère des forces en présence est international, qu'il s'agisse des puissances financières ou des nations exerçant des formes diverses d'impérialisme, quels que soient leur régime ou l'idéologie qui les inspire. Les mouvements de libération se veulent, eux aussi, internationaux. Logiquement, le choix nous impose de regarder en face cette réalité insuffisamment analysée dans la *Relatio* et à en tirer les conséquences.

Un tel examen nous amènerait aussi à lier, mieux que ne le fait la *Relatio*, l'instauration de la justice et l'organisation de la paix. Le développement est condition de la paix, c'est vrai. L'organisation de la paix est condition de développement. Comment honorer le droit des peuples à leur propre développement sans

dénoncer, comme un scandale intolérable, la course aux armements (cf. *Populorum progressio*, n. 53) ?

II. — Le fond du problème : la justice et l'Evangile

Le document présynodal se borne à énumérer des situations d'injustice sans en chercher les causes, plus particulièrement celles qui sont d'ordre structurel ou d'ordre idéologique. Le rapport évoque à bon droit les structures, sources d'injustice, mais demeure muet sur les idéologies.

De toute façon, la question fondamentale est la suivante : Qu'est-ce que l'Eglise a, au nom de l'Evangile, à dire sur la justice ? Elle peut être abordée de deux points de vue : anthropologique et théologique.

1. Du point de vue anthropologique

La *Relatio* affirme, à juste titre, la nécessité et l'urgence d'analyser des situations. Or, nous nous trouvons devant plusieurs analyses opposées, sinon contradictoires. Y a-t-il un critère pour discerner ce qu'il y a de vrai dans ces analyses ? Une lumière qui permette de discerner en Eglise, ce qui est acceptable ou non, dans les situations historiques, les régimes concrets, les mouvements de libération, les systèmes, les projets, les doctrines et les idéologies ?

La réponse appelle un approfondissement des éléments d'anthropologie proposés dans la première partie de *Gaudium et spes* et par *Octogesima adveniens*.

2. Du point de vue théologique

L'affirmation centrale du rapport est brièvement énoncée page 11 : « La libération et le développement des peuples... ne sont pas une œuvre surrogatoire, ni seulement une réponse caritative pour soulager les souffrances, mais une part intégrale du dessein créateur et rédempteur de Dieu. »

Des hommes et des peuples sont portés par des courants de libération. L'espoir d'un monde de justice et de paix mobilise leurs énergies. Des chrétiens agissent dans ces courants. Or, ils se sentent écartelés : ils vivent difficilement une tension entre leur foi et leur engagement. L'espérance chrétienne leur semble impuissante à s'exprimer dans l'histoire, alors que le Christ en est la Source, le Maître et le Terme. L'espoir humain, qu'ils partagent avec d'autres, se révèle incapable de dévoiler à l'humanité le sens plénier de son existence. N'est-ce pas ce divorce qui donne à notre époque son caractère tragique ? « Ce dont manquent le plus nos contemporains, c'est de justice, certes ; d'amour, sûrement, mais plus encore de signification. » (P. RICŒUR.)

En conséquence, nous avons à poursuivre, en Eglise, des recherches pour approfondir le lien entre libération de l'homme et salut en Jésus-Christ. Ce thème constitue la trame de travaux entrepris par la Conférence épiscopale française. Il est souhaitable que la Commission internationale de théologie continue d'étudier cette question. J'ai plaisir à dire mon accord avec les éléments théologiques exprimés dans la contribution de la Commission pontificale *Justitia et Pax* proposée à la réflexion du Synode (n. 23 à 32).

III. — L'action pastorale

Il faut mettre l'accent sur l'action. Des signes s'imposent. Nous proposons, par ordre d'importance et d'urgence, les orientations suivantes :

1. En premier lieu, *l'Eglise doit susciter le témoignage collectif* que donnent ses membres dans leur nation, leur milieu social, leur secteur de responsabi-

(1) Texte original.

lité, quand ils sont effectivement engagés avec tous les hommes qui loyalement combattent pour la justice.

Comme pasteurs, nous avons à utiliser tous les moyens à notre disposition :

a) Pour sensibiliser les chrétiens aux situations d'injustice et à leurs causes : des prises de conscience sont à faire ;

b) Pour les éveiller et les inciter à l'engagement dans l'action politique. Ce sont moins les ressources et les solutions techniques qui manquent que la volonté et le courage de faire les choix politiques qui s'imposent. Mentalités et comportement sont à transformer ;

c) Pour aider ceux qui portent des responsabilités politiques, économiques et sociales à être lucides, à demeurer libres à l'égard des pressions et à faire preuve de courage pour les révisions indispensables.

2. En second lieu, l'Eglise doit donner le témoignage du respect de la justice dans ses propres communautés et institutions. Sommes-nous décidés à mettre en œuvre à tous les niveaux les orientations proposées par la *Relatio* ?

3. En troisième lieu, il est nécessaire de bien préciser ce qui relève de l'Eglise comme institution et qui est présenté page 15 comme une « stratégie ». A ce sujet, à partir de l'expérience qui est la nôtre, je pose quatre questions :

a) Comment faire pour que l'Eglise ne se présente pas comme une concurrente des organismes spécialisés, ni comme une puissance recueillant, gérant et distribuant des fonds importants ?

b) Comment situer à leur vraie place les activités d'assistance et de secours publiques et privées, confessionnelles ou non, les actions pour le développement et la paix, et l'action des institutions et organisations proprement politiques ?

c) Quelles sont la finalité, les fonctions, la composition et les rapports de *Cor unum*, *Justitia et Pax*, *CIDSE*, *Caritas internationalis* et *Pax Christi* ?

d) Comment le peuple chrétien peut-il être associé à cette action ? Le problème se pose dans nos diocèses et dans nos nations. Il se pose aussi au plan mondial. Comment le Collège des évêques, comment le Synode peuvent-ils participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de cette pastorale de la justice ?

COMMENT L'EGLISE PEUT-ELLE CONTRIBUER A COMBLER LE FOSSE ENTRE PAYS RICHES ET PAYS PAUVRES ?

*Intervention du cardinal SUENENS,
archevêque de Malines-Bruxelles
(20 octobre) (1)*

Comment l'Eglise (hiérarchie et peuple de Dieu) peut-elle contribuer, avec les autres communautés religieuses et avec tous les hommes de bonne volonté, à combler le fossé alarmant qui se creuse chaque jour entre les pays développés et les pays économiquement démunis, comment aider à remédier aux injustices flagrantes qui naissent de ce déséquilibre, tel est le problème qui se pose à nous.

(1) Texte original. Les titres et sous-titres sont de notre rédaction

Devoirs impératifs suggérés par l'épiscopat belge

Sans être exhaustif, voici selon la Conférence épiscopale belge quelques devoirs impératifs en la matière :

1. PREMIER DEVOIR : contribuer à éveiller l'opinion et la conscience et rappeler avec insistance aux responsables de notre vie publique l'urgence, la gravité et la priorité de ce problème mondial qui risque, dans les remous de la vie quotidienne, d'être sans cesse relégué au second plan. Les évêques belges estiment qu'il ne semble pas nécessaire que le Synode élabore un nouveau document doctrinal sur la justice dans le monde. En effet, durant ces dernières années, le magistère de l'Eglise, remplissant sa mission d'enseignement, a élaboré des documents très riches en la matière. Il suffit de penser à *Pacem in terris*, *Populorum progressio* et *Octogesima adveniens*. Signalons aussi la « Déclaration pastorale des évêques belges sur le problème du développement ».

Ce qui importe, c'est que cet enseignement soit connu et propagé : l'Eglise dans sa prédication et son enseignement devra faire un effort particulier pour sensibiliser l'opinion publique à cette problématique afin de changer les mentalités.

C'est pourquoi l'enseignement et les universités catholiques doivent être soucieux de donner aux jeunes une formation sociale qui les rende sensibles aux problèmes du développement. Les évêques demandent que des efforts, comme celui fait par le Secrétariat national de l'enseignement catholique (SNEC) dans sa brochure *L'Education à la compréhension internationale*, soient encouragés et développés.

De même, les moyens de communication sociale ont une responsabilité particulière dans ce domaine afin d'alerter toute l'opinion publique par une information objective.

2. DEUXIÈME DEVOIR : dénoncer les situations iniques. Le Synode devrait alerter la conscience mondiale et les responsables face aux injustices flagrantes qui existent en de nombreux pays. On peut signaler e. a. l'exploitation honteuse des pauvres, des méthodes policières inhumaines comme la torture, la ségrégation raciale, les génocides.

De même, la situation des immigrés et des travailleurs étrangers, l'accueil qu'on leur réserve, leurs droits politiques et leur situation économique, doivent faire l'objet du souci spécial des Etats, des Eglises et des milieux économiques.

3. TROISIÈME DEVOIR : aider le tiers-monde à assumer lui-même ses responsabilités propres, le soutenant dans son effort pour se dégager progressivement des dépendances économiques extérieures. Il conviendrait estime l'épiscopat belge, que le Synode insiste particulièrement sur l'importance de la formation des populations du tiers-monde : l'alphabétisation, l'enseignement et la formation sous toutes ses formes, qui sont indispensables pour que l'avenir de ces peuples soit assuré.

4. QUATRIÈME DEVOIR : qui concerne les pays développés : une contribution directe. Le Synode devrait demander aux citoyens et aux institutions des pays développés de consacrer un pourcentage sérieux (au minimum 1 %) de leur revenu imposable au profit des pays en voie de développement. Ce geste concret contribuerait aussi notablement à la sensibilisation aux problèmes du tiers-monde.

5. CINQUIÈME DEVOIR : il est nécessaire d'étudier au plus haut niveau de la recherche les voies et moyens pour dégager les solutions concrètes, progressives, eff

caces. Le Synode devrait encourager et promouvoir des études et des recherches de spécialistes au niveau international. Celles-ci devraient porter sur les problèmes économiques, les mécanismes et les structures injustes qui existent dans le monde et proposer des solutions concrètes et viables dans des matières en soi très complexes. Il appartiendrait à ces spécialistes d'examiner critiquement *e. a.* l'aide donnée aux pays en voie de développement qui actuellement est pour une large part profitable aux pays riches. Ils devraient également chercher les moyens d'arrêter la course insensée aux armements.

Ces études devraient être faites en collaboration avec les autres Eglises et d'autres instances. Le résultat de ces études devrait être présenté aux responsables politiques et diffusé dans l'opinion publique.

Une NASA internationale au service du développement

Dans cette perspective, il me semble, pour ma part, que pareille étude devrait être organisée au niveau mondial, avec la collaboration convergente des Universités, par quelque Centre international de recherche, dégagé de toute compromission ou obédience politique, et habilité pour définir opérationnellement la route à suivre à court et à long terme.

Quand on veut aller à la Lune, on commence par grouper des savants en un brain-trust, et on leur donne un instrument d'action : la NASA. Il faudrait une NASA internationale au service du développement.

a) En l'absence de toute autorité internationale reconnue, l'Eglise par suppléance ne pourrait-elle aider à promouvoir pareil Centre dont la compétence scientifique et l'impartialité constituerait le prestige et l'autorité morale en la matière ? Ce serait faire preuve de cette « imagination sociale » à laquelle le Saint-Père nous invitait dans sa lettre *Octogesima adveniens*.

b) D'ores et déjà, l'Eglise ne pourrait-elle, de tout son appui moral, promouvoir aussi bien dans les pays économiquement développés que dans les autres la *solidarité collective* qui s'impose, étant donné l'ampleur du problème ?

Un économiste de haute valeur nous dit que rien de décisif ne pourra se faire tant que, de part et d'autre, on agit en ordre dispersé, qu'il s'agisse d'aide bilatérale ou même multilatérale.

1. L'aide au tiers-monde ne peut plus rester une initiative d'Etat à Etat. Une étude récente fait remarquer qu'actuellement dix-sept pays donnent sans aucun programme commun une aide individuelle — on pourrait presque dire une aumône pour se donner bonne conscience — à une centaine de pays pauvres. Ces aides tantôt politiques ou diplomatiques et parfois militaires, tantôt commerciales ou même désintéressées, sont entachées trop souvent d'un néocolonialisme évident, peu conforme à la dignité des peuples et à l'efficacité nécessaire de l'apport.

2. Les pays qui reçoivent cette aide — à l'exception sans doute de l'Inde — sont tous trop « petits » pour constituer des unités efficaces de développement. L'aide est inévitablement perdue lorsqu'elle est attribuée à des pays dont le produit national est comparable à celui d'une petite ville d'un pays industriel. L'Afrique tout entière est plus « petite » économiquement que la seule Italie et cependant l'Italie a dû s'associer au Marché commun pour progresser. Le Brésil est plus « petit » que l'Espagne. Il faut un minimum de dimension économique pour permettre le développement.

3. Pour répondre à ces deux premiers impératifs, il est nécessaire que les pays industriels unissent leurs efforts dans un ou plusieurs Fonds communs de développement, ou « Consortium », et que ces fonds communs s'appliquent à des « Marchés communs du tiers-monde ».

Il suffit d'énoncer de pareilles exigences de solidarité pour se rendre compte de l'immense effort éducatif qui reste à faire pour vaincre les égoïsmes collectifs ou les individualismes qui bloquent toute solution.

Dans une perspective de foi

Pour les chrétiens, il y a lieu, au plan doctrinal, de souligner quelques points qui méritent d'être mis en relief, dans une perspective de foi. L'épiscopat belge attire l'attention sur les points suivants :

1. Il faut développer la relation qui existe entre le Royaume de Dieu à venir, mais « inauguré » par le Christ, et la justice dans le monde ; la réalisation de la justice entre les hommes se trouve au centre du message biblique.

C'est non seulement comme homme mais plus spécialement encore au nom de sa foi et de sa fidélité à l'Evangile que le chrétien doit s'engager à rechercher la justice dans le monde. Le Royaume de Dieu eschatologique, où doit se réaliser toute justice et vers quoi tend toute l'histoire humaine, est déjà en gestation dans l'histoire présente. Il y a une « face » encore obscure et bien imparfaite qui doit transparaître à travers notre recherche d'un monde juste et fraternel. C'est dans l'esprit de ce royaume que nous avons à construire notre monde.

2. La charité du Christ commence par exiger la justice, le respect des droits de tout homme et de toute communauté humaine. Une adhésion de foi à Jésus-Christ qui ne se traduirait pas concrètement par une volonté de justice et d'amour serait illusoire et vaine. Il est bon de rappeler cette vérité à ceux qui croiraient qu'il suffit de quelques gestes gratuits pour n'être plus complice d'une injustice permanente.

3. Il faut creuser la relation qui existe entre le « développement » et la libération de l'homme tout entier, qui nous est promise dans le Christ. L'annonce authentique du message évangélique aide l'homme à prendre conscience de sa dignité humaine et lui fait découvrir les situations d'oppression et d'injustice.

4. L'Eglise ne peut annoncer le message évangélique dans une situation d'oppression sans vouloir transformer les consciences et les structures par le message libérateur du Christ. Elle doit de plus en plus vivre la pauvreté évangélique pour exprimer ainsi concrètement sa solidarité avec les opprimés et dénoncer le péché de la société de consommation oppressive.

5. L'Eglise, quand elle parle du développement, ne peut donner l'impression qu'elle se situe, en ce domaine, en dehors de l'humanité ou qu'elle se pose-rait simplement en arbitre ou docteur. Il faut montrer, au contraire, que l'Eglise est le peuple de Dieu engagé, au nom même de la foi et de sa vocation, dans la recherche de la justice.

— *La Vie familiale en Israël*, par H. GAUBERT (coll. « Le quotidien dans la Bible »). — Un vol. 13,5 × 18,8 cm, de 232 pages illustrées. Prix : 13 F. Maison Mame, Paris-Tours.

C'est un auteur bibliste qui nous informe de la vie familiale en Israël. Les indications ne manquent pas dans la Bible, certes, encore faut-il savoir les découvrir, les références nous le rappellent.

DEVELOPPEMENT ET INJUSTICE STRUCTURELLE

Intervention

de M. Candido A. MENDES DE ALMEIDA
(21 octobre) (1)

Sous-développement et marginalité

Pour devenir le nouveau nom de la paix, le développement doit être, avant tout, la condition sociale d'avènement de la justice : rapport de proportionnalité qui assure le « plus-être » de tous les hommes et de tout homme. Ce « plus-être », dans le tiers-monde, relève du dépassement historique de ce qui, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, apparaît comme un phénomène de *marginalité structurelle*. Ce constat fixe les limites et montre les obstacles à la seule « conversion des cœurs » ; il exige la reconnaissance des blocages, des cercles vicieux, des distorsions dont les interactions font du sous-développement un *fait social* total. Cette structure typique découle fondamentalement de la prédominance des activités extractives ou agricoles dans le régime de production dit colonial, absorbant dans l'exportation d'un « produit roi » la grande majorité de la population active. Son résultat est l'occupation discontinuée du territoire, le bas revenu *per capita* de ses collectivités, leurs populations ne constituant pas un véritable marché intérieur.

Quel est l'impact de cette structure sur la justice, dans le tiers-monde ? Elle représente d'abord une condition d'exploitation qui suppose non pas — comme dans le début de la civilisation industrielle — le sur-effort des hommes, mais une économie de chômage cyclique ; de sous-emploi permanent ; de manque de spécialisation et de différenciation du travail ; de continuuel va-et-vient entre l'économie de subsistance et l'économie de marché. C'est le sort d'un vrai prolétariat du silence sans articulation social ni pouvoir effectif de revendication qui caractérise comme masse la grande majorité des populations du tiers-monde, non touchées par le développement et dont la situation est donc très différente de celle des couches ouvrières de la grande société du XIX^e siècle. Ce régime implique une inévitable concentration des richesses et des avantages de l'activité économique traditionnelle qui ne découle pas d'une attribution réelle du profit aux divers facteurs responsables de son résultat. La justice en est absente du fait même du défaut de productivité de l'activité économique. Il y manque la fonction d'entrepreneur, la montée de la force de travail vers la propriété, l'émergence des classes moyennes. Les bénéfices deviennent les résultats d'une accumulation pure — presque par pesanté — et qui émigre de surcroît.

Troisièmement, la condition structurelle d'injustice dans ces régimes découle de l'extrême inégalité d'accès aux services sociaux — de l'éducation, aux conditions d'hygiène ou de logement, — inégalité due au caractère nucléaire et discontinu de l'occupation du territoire, résultant de l'activité économique classique d'exportation et du manque de véritable équilibre

économique entre les secteurs rural et urbain que connaît le centre de l'Occident.

De la marginalité structurelle à la promotion

L'élimination de la marginalité structurelle devient donc prioritaire pour la justice dans les périphéries qui ont subi l'expansion mondiale de la grande société occidentale. Le développement en est la réponse historique. C'est à l'enseignement de l'Eglise que cette politique globale de changement social doit être reconnue comme véritable promotion : comme la condition d'un rachat du « plus-être » de l'homme aux mécanismes et aux régimes qui ont rendu inégales les chances de personnalisation des hommes au sein de leurs communautés. Comme rachat, le développement représente une expérience concrète et datée, dépendant de la mise en œuvre urgente de certaines tâches qui, dans l'économie, le social et le politique, puissent rompre avec les structures responsables de l'ancien régime et faire apparaître le plein jeu des fonctions sociales.

Il est lié à l'industrialisation et à un nouvel équilibre de la répartition de la population économique active ; à la mobilité sociale entraînée par la déprolétarianisation de la communauté ; à l'autodétermination croissante des décisions politiques ; au sens de l'identité du groupe, qui commence à se percevoir comme centre de son destin. C'est par là aussi que tous les efforts pour accomplir le développement — des changements de structures à l'éducation — deviennent une libération ; une reprise du vécu par le véritable sujet historique qui naît de l'ancienne communauté aliénée. Mais parler du préalable à l'avènement de la justice, dans la plus grande partie du monde d'aujourd'hui, c'est surtout faire le bilan des nouveaux défis qu'affronte le droit à la promotion. Dans son analyse, il faudrait surtout prendre garde aux utopies ou aux mythes qui peuvent fausser la conception et la pratique du développement, si elles sont encore tributaires de la catégorie conventionnelle du « progrès ».

Développement de tous les hommes

Considérons d'abord le droit à l'espoir et à l'avènement réel du grand changement structurel. Le drame des années 70 est celui du nombre croissant des nations « non viables » dans le tiers-monde. Il n'est pas seulement question de l'élargissement du fossé entre pays riches et pauvres.

Ce qui est hypothétique, aujourd'hui, c'est la capacité des forces internes et locales à contrecarrer les nouveaux systèmes de relations inégales de l'ensemble planétaire, qui caractériseront le dernier quart du siècle. La perspective de l'enseignement social de l'Eglise était encore conditionnée par les grands espoirs des années 50, et par les chances d'un changement à dominante spontanée et évolutive. L'écran de cette dernière décennie présente dans ses meilleures réussites des cas où la planification nationale va bien au-delà du cadre de l'intervention classique de l'Etat. A l'autre extrême, le poids des nouvelles dépendances internationales fait du développement le résultat d'un effort-limite d'une volonté nationale.

On comprendra par là que le nationalisme du tiers-monde ne porte pas les stigmates d'un égoïsme collectif, mais peut, dans bien des cas, être la seule force pour mobiliser un peuple dont l'exigence de changement restera le seul atout pour un changement effectif.

Il faudrait donc vider la notion de « progrès » de

(1) Texte publié par la Salle de presse.

M. Mendes de Almeida, adjoint du secrétaire spécial du Synode pour la justice dans le monde, est président de la Commission nationale « Justice et Paix » du Brésil.

toute croyance implicite à la nécessité du succès de la grande mutation. C'est d'elle encore que découlent la lenteur de la bonne volonté des pays riches, les délais et les sur-délais de la coopération internationale, sous prétexte d'efficacité et de perfectionnisme de la planification. Ce sont plutôt les risques d'échec du développement que son succès que laissent entrevoir les signes des temps des années 70 : pour correspondre au droit à l'espoir, nous devrions prendre garde à la saturation eschatologique qui menace le message du « plus-être » de l'homme dans le tiers-monde. On a tout misé sur le succès du changement. Le combat pour la justice demande cependant qu'on puisse dégager du développement, qui en est le support habituel, la parole essentielle de la personnalisation de la communauté : elle peut se réaliser — comme pratique d'un vouloir exemplaire — quoi qu'il en soit de sa réussite finale.

Développement de tout l'homme

Droit à l'espoir : promotion de *tous les hommes*. Que dire de la promotion comme droit au « plus-être » de tout l'homme ? L'expérience présente des changements du tiers-monde nous prévient contre la croyance à l'avènement harmonique et simultané de tout l'homme, présupposé par la notion du progrès. Le défi que doivent surmonter les pays d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie, c'est celui de nouvelles options entre les coûts de leurs changements : le développement économique aux dépens de la participation ; la démocratie souvent liée à la stagnation ; le développement localisé, aux dépens d'une effective mobilité sociale ; les enclaves de prospérité dans des stratégies à long terme, qui misent sur la dynamisation exclusive de certains pôles économiques.

Comment restituer au développement sa totalité et trancher les alternatives partielles de changement entre droit réduit dans l'immédiat le « plus-être » de l'homme ? Le mythe de la simultanéité nécessaire des progrès, exclut toute réponse. C'est en vain qu'on tenterait de résoudre le problème par la défense de la primauté d'un développement culturel, compris comme la recherche, dans une « fuite en arrière », d'une identité collective, que serait le résidu intouchable de croyances et de styles de vie, affrontés à la modernisation dépersonnalisante.

De ce point de vue, la grande leçon de notre époque, c'est qu'il n'y a pas de défense — analogue à la préservation de la nature, dans l'écologie — contre l'expansion des univers culturels.

C'est dans la tension de cet influx, c'est dans l'accueil de cette civilisation pour la dépasser que se conquiert une culture, vision du monde, hiérarchie agissante de valeurs, mémoire sociale mobilisante, surtout si elle est imprégnée des dramaturgies chrétiennes, propres comme nulle autre à fournir la symbolique du renouveau de l'homme dans l'histoire.

Dans la mesure où le développement est devenu la parole de l'Eglise pour les gentils de l'affluence, c'est elle-même, l'Epouse du Christ, qui est appelée à l'avènement concret de la promotion. Elle le réalise par l'éducation, qui devient nécessairement libératrice : par l'action communautaire et les nouveaux conditionnements qu'elle pose entre les destins individuels et collectifs. Mais c'est surtout par la prise de conscience et la pratique de l'action critico-prophétique de son magistère et de son témoignage qu'elle fera du développement volonté et liberté.

LA CRISE DU MONDE D'AUJOURD'HUI

Aspiration universelle à la participation

Intervention du Dr Kinhide MUSHAKOJI
(22 octobre) (1)

CHERS PÈRES DANS LE CHRIST,

Nous traversons actuellement une période difficile de crise mondiale. Les conflits se multiplient, la violence règne. Les structures politiques et économiques sur le plan national comme sur le plan international témoignent d'une incapacité alarmante à faire face à la demande croissante de justice pour tous les peuples de la terre. Que devons-nous faire pour promouvoir la justice dans de telles circonstances ? Pour répondre à cette question, quatre points méritent une attention particulière.

D'une société autoritaire basée sur l'inégalité à une société de participation et de partage

Premièrement, il est nécessaire de comprendre la profonde signification des courants historiques qui sont à la base des crises mondiales contemporaines. Nous ne devons pas être trop pessimistes et croire que ce sont là les signes d'un monde en décomposition. Bien au contraire, les crises dont nous sommes témoins sont de vivifiantes, quoique douloureuses, crises de croissance d'un monde qui arrive enfin à maturité. La société mondiale est aujourd'hui dans une période de transition : d'une période autoritaire imparfaite basée sur l'inégalité fondamentale entre les puissants et les faibles, les privilégiés et les déshérités, l'élite dirigeante et la masse passive, elle tend vers une société de participation au sein de laquelle tous les membres de la grande famille humaine puissent accéder à « un plus grand partage des responsabilités et des décisions »... pour reprendre une expression d'*Octogesima Adveniens*. Plus de justice grâce à plus de participation. C'est ce que les femmes réclament des hommes, les jeunes des adultes, les minorités victimes de discrimination de ceux qui la pratiquent, les Etats du tiers-monde des pays riches et puissants. Il est par conséquent parfaitement inutile d'essayer de développer la justice par des déclarations autoritaires. La promotion de la justice ne se fera que lorsque notre action à l'échelle mondiale sera organisée avec la participation de ceux qui sont sans pouvoir, pauvres et aliénés. L'Eglise se doit de participer à ce mouvement universel si elle désire contribuer au développement de la justice dans le monde.

L'équilibre de la terreur

Le second point que j'aimerais souligner est probablement moins optimiste que le premier. Nous devons nous rendre compte que la variété des conflits, guerres internationales classiques ou guérillas, conflits internes plus ou moins grands, font que la vie actuelle est plus dangereuse qu'elle ne l'a jamais été. La soi-disant paix basée sur un équilibre de terreur entre super-grands est peut-être préférable à une guerre nucléaire, bien qu'une telle paix soit aussi injuste qu'une guerre nucléaire, non seulement parce qu'elle permet aux complexes industriels et militaires des grandes puissances d'en être les seuls bénéficiaires,

(1) Texte distribué par la Salle de presse. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Le professeur japonais Kinhide Mushakoji, consultant de la Commission pontificale « Justice et Paix », participait au Synode à titre d'adjoint du secrétaire spécial pour la justice dans le monde.

non seulement parce que les super-grands et leurs alliés gaspillent les ressources mondiales en armements, non seulement parce que ce gaspillage engendre le commerce des armements qui multiplie les conflits armés parmi les petits Etats, mais aussi parce qu'ils justifient ainsi toutes sortes d'ingérences de leur part en proclamant que s'ils ne maintenaient pas le statu quo au moyen de la force, un changement dans l'équilibre du pouvoir conduirait inévitablement à une guerre nucléaire. La guerre du Vietnam est une conséquence tragique de cette stratégie.

Le piège de la violence

Les efforts pour maintenir ce statu quo sont injustes parce que celui-ci joue au bénéfice du Nord contre le Sud et à l'intérieur même des pays — surtout dans le tiers-monde — au bénéfice d'une élite privilégiée au détriment des masses déshéritées. C'est l'un des principaux obstacles à surmonter si une société de participation où la justice prédomine doit être construite. L'incapacité des structures existantes à répondre à la demande de ceux qui réclament davantage de justice et davantage de participation, oblige ces derniers à recourir à la violence. Bien que les actions violentes, les guerillas urbaines, les détournements d'avions, etc., créent une perturbation certaine, ils engendrent de surcroît un cercle vicieux d'insurrection et de répression au lieu d'aboutir à des résultats constructifs. En effet, les faibles trahissent leur cause en ayant recours à la violence. Ils veulent construire une société de participation sans coercition, donc une société sans violence.

Avoir recours à la violence signifie renier ce principe élémentaire et tomber dans le piège préparé par leurs adversaires. Pour développer une juste société de participation et afin d'arrêter la prolifération des conflits, il est donc nécessaire de pratiquer une action non violente suivant les enseignements du Mahatma Gandhi, de Martin Luther King et de Dom Helder Camara.

Ceci me conduit au troisième point. L'action non violente est comme un poisson qui a besoin d'eau — l'eau représentant le soutien de l'opinion publique, du niveau de base jusqu'à celui des organismes internationaux tels que les Nations Unies. En un mot, nous devons préparer tous les peuples, à l'intérieur et à l'extérieur des structures nationales et internationales, à accepter un changement social non violent. Ceci demande une approche pluraliste et ce pluralisme doit accepter même des positions contradictoires. Nous devons, par exemple, dénoncer le nationalisme des grandes puissances et appuyer celui des petits Etats. Nous devons être non-violents, mais nous devons aussi nous ranger du côté des peuples qui luttent pour la libération nationale. Nous devons être du côté des opprimés et nous devons aussi faire de notre mieux pour convaincre les oppresseurs de ne pas opprimer. Seul, un ensemble d'actions de ce genre, aussi contradictoires, à tous les niveaux de la communauté nationale et internationale, nous permettra de préparer des conditions favorables pour l'action non violente. Nous devons trouver une stratégie pluraliste pour réaliser un changement social non violent et parvenir à une société plus juste et de plus grande participation.

L'Eglise, le seul organisme qui puisse être présent à tous les niveaux de la société mondiale

J'en arrive maintenant à mon quatrième et dernier point. S'il m'est permis de faire une abstraction sur

son essence, de la considérer seulement du point de vue sociologique, je voudrais dire que l'Eglise est le seul organisme mondial qui puisse être présent à tous les niveaux de la société mondiale. Elle est présente au niveau de la paroisse, de la communauté, au niveau local, national et régional. Elle est également présente au niveau international et diplomatique. Si, pour utiliser une expression de Nicolas de Cusa, l'Eglise peut être ce complexe d'oppositions comptant dans ses rangs prophètes et diplomates, combattants pour la libération et pacificateurs, elle aurait un rôle privilégié à remplir comme catalyseur d'un changement social non violent à l'échelle mondiale.

Pour remplir ce rôle, l'Eglise doit être attentive à ne pas se replier sur elle-même, même si elle traverse sa propre crise de croissance. L'Eglise doit comprendre qu'elle traverse la même crise que le monde, c'est pourquoi je terminerai ma modeste intervention en vous demandant, chers Pères dans le Christ, que l'Eglise entame une action œcuménique non violente et pluraliste pour la promotion d'un monde plus juste et de plus grande participation.

LA COLLABORATION

AVEC LES NON-CATHOLIQUES

*Intervention du cardinal WILLEBRANDS,
président
du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens
(22 octobre) (1)*

Je partage pleinement l'avis du rapporteur et de tous ceux qui estiment que le rôle du Synode n'est pas de proposer un nouveau document doctrinal sur la justice dans le monde. Vatican II ainsi que le Saint-Siège ont déjà exposé largement et abondamment la doctrine sociale de l'Eglise. Le rôle du Synode consiste plutôt à traiter de la praxis, c'est-à-dire à examiner de quelle façon la doctrine proposée par l'Eglise peut être mise en œuvre dans l'Eglise elle-même et dans le monde.

Aussi bien dans les *Lineamenta argumentorum* que dans la *Relatio* nous nous exhortons à mettre en pratique ce que nous enseignons en parole.

Or on ne peut nier que, s'agissant de l'instauration de la justice dans le monde, nous ayons avec tous les hommes, et surtout entre chrétiens, un immense champ de collaboration.

La collaboration entre chrétiens

Sur ce point cependant, je note une divergence entre les documents de Vatican II et le schéma qui nous est présentement soumis.

Et tout d'abord en ce qui concerne la coopération avec nos frères chrétiens, non catholiques. Dans notre schéma, il n'est pratiquement pas question de cette coopération. A différentes reprises, on y mentionne bien, de manière générale, les « chrétiens » et le « christianisme », mais on ne voit guère de qui il s'agit exactement. Or le deuxième Concile du Vatican procède tout autrement (surtout dans les documents comme *Gaudium et spes*, *Ad gentes*, *Unitatis redintegratio*, *Nostra aetate*). Permettez-moi d'en faire quelques citations :

(1) Ce texte a été prononcé en latin. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Tout d'abord le Concile souligne sa grande estime pour tout ce que les frères séparés ont réalisé dans ce domaine. La Constitution *Gaudium et spes*, parlant de ce que fait l'Eglise pour « humaniser toujours plus la famille des hommes et son histoire », affirme : « En outre, l'Eglise catholique fait grand cas de la contribution que les autres Eglises chrétiennes ou communautés ecclésiales ont apportée et continuent d'apporter à la réalisation de ce même but ; et elle s'en réjouit. » (N. 40.)

Le Concile exige des chrétiens qu'ils collaborent « à toutes sortes d'entreprises qui, répondant aux exigences de toute conscience chrétienne, contribuent au bien commun » (*Unitatis redintegratio*, n. 4), en particulier sur le plan social : « Aujourd'hui qu'une très large collaboration s'est instaurée dans le domaine social, tous les hommes sans exception sont appelés à cette œuvre commune, mais surtout ceux qui croient en Dieu et, en premier lieu, tous les chrétiens à cause même du nom du Christ dont ils sont ornés... Cette collaboration déjà établie en beaucoup de pays, doit être sans cesse accentuée, là surtout où l'évolution sociale ou technique est en cours, soit en faisant estimer à sa valeur la personne humaine, soit en travaillant à promouvoir la paix, soit en poursuivant l'application sociale de l'Evangile, ou par le développement des sciences et des arts dans une atmosphère chrétienne, ou encore par l'apport des remèdes de toutes sortes contre la misère de notre temps, telles la faim et les calamités, l'ignorance et la pauvreté, la crise du logement et l'inégale distribution des richesses. » (*Unitatis redintegratio*, n. 12.) Cette collaboration est exigée en particulier des laïcs dans le décret sur l'apostolat des laïcs (*Apostolicam actuositatem*, n. 27).

Pour réaliser cette mission assignée par le Concile, beaucoup ont été fait par l'Eglise, notamment par la Commission pontificale Justice et Paix, qui a travaillé très étroitement dans ce domaine avec notre Secréariat, en dialoguant et en agissant de concert avec le Conseil œcuménique des Eglises à Genève, à l'intérieur par exemple de la Commission SODEPAX (Commission sur la société, le développement et la paix).

Si le schéma avait fait mention de la collaboration avec nos frères séparés dans le problème de la justice dans le monde, il aurait donné une image plus complète de la situation actuelle et aurait également apporté un plus grand espoir à la contribution chrétienne. Sur cette question, le monde attend surtout de l'Eglise qu'elle soit source d'inspiration et d'éducation. La collaboration avec les frères séparés ne se limite pas à des activités concrètes, elle s'étend aussi à l'étude commune des principes évangéliques pour l'instauration de la justice.

Nous savons que la justice dans le monde, envisagée sous ses aspects politiques, économiques et sociaux, relève en premier lieu de la compétence et de la responsabilité des laïcs. C'est pourquoi la présence d'un nombre plus grand de laïcs pourrait être utile pour nous expliquer la situation actuelle et les remèdes à apporter. Pour ces sujets et d'autres semblables, la présence, à titre d'observateurs, de frères séparés, me semble également opportune, aussi bien parce qu'ils partagent notre inquiétude que parce qu'ils collaborent déjà avec nous en bien des domaines.

Je pense profondément qu'aujourd'hui il n'y a guère de problème plus important pour l'Eglise que de tenir compte de la dimension œcuménique, à l'exemple de Vatican II. Aucune Eglise, aucune communauté ecclésiale dans le monde entier ne peut agir sans que, d'une manière ou d'une autre, tous les chrétiens n'en soient touchés.

La collaboration avec les non-chrétiens et avec tous les hommes

Allant plus loin, le Concile exige aussi la collaboration avec les non-chrétiens de traditions religieuses différentes : ainsi dans le décret *Nostra aetate* qui traite du comportement vis-à-vis des religions non chrétiennes. Dans le décret sur l'apostolat des laïcs, nous trouvons cette remarque générale : « Les valeurs humaines communes réclament aussi de la part des chrétiens qui poursuivent des fins apostoliques une coopération de ce genre avec ceux qui ne professent pas le christianisme mais reconnaissent ces valeurs. » (N. 27.) Dans le décret *Ad gentes*, la même application est faite aux territoires de mission : « Avec les autres chrétiens, particulièrement avec les membres des associations internationales, ils doivent collaborer fraternellement, ayant toujours devant les yeux que « la construction de la cité terrestre doit être fondée sur le Seigneur et dirigée vers lui. » (N. 41.)

Mais le Concile ne s'arrête pas là. Il exige en effet la collaboration avec tous les hommes, partout où cela est possible.

La Constitution *Gaudium et spes*, parlant du désir de dialogue, affirme : « En ce qui nous concerne, le désir d'un tel dialogue, conduit par le seul amour de la vérité et aussi avec la prudence requise, n'exclut personne : ni ceux qui honorent de hautes valeurs humaines, sans en reconnaître encore l'auteur, ni ceux qui s'opposent à l'Eglise et la persécutent de différentes façons. » La Constitution en tire cette conclusion pratique : « Puisque Dieu le Père est le principe et la fin de tous les hommes, nous sommes tous appelés à être frères. Et puisque nous sommes destinés à une seule et même vocation divine, nous pouvons aussi et devons coopérer, sans violence et sans arrière-pensée, à la construction du monde dans une paix véritable. » (N. 92.)

De même dans le décret *Ad gentes* : « Les chrétiens doivent donc travailler, ils doivent collaborer avec tous les autres à organiser de manière droite les affaires économiques et sociales. » (N. 12.)

**

Je voudrais conclure en revenant à la collaboration avec les chrétiens, qui non seulement est nécessaire pour promouvoir la justice dans le monde, mais qui permet aussi de témoigner efficacement du Christ. Pour employer les termes du Concile : « Elle met en plus lumineuse évidence le visage du Christ serviteur (*Unitatis redintegratio*, n. 12) et prépare la voie à l'unité des chrétiens. » (*Ibid.*) Dieu veuille qu'il en soit ainsi !

LA JUSTICE DANS L'EGLISE

*Intervention du cardinal MARTY,
archevêque de Paris (22 octobre) (1)*

Au nom de la délégation française, je parlerai de la
« Justice dans l'Eglise ».

Introduction

La *Relatio*, dans son chapitre quatrième, traite largement de ce sujet.

Cependant il ne faudrait pas que ces interrogations, propres à la vie interne de l'Eglise, détournent notre

(1) Texte original.

attention : les problèmes fondamentaux sont ailleurs. Des injustices pèsent sur des millions d'hommes. Un implacable conflit planétaire se prépare entre les riches et les pauvres.

Notre premier devoir, malgré nos faiblesses et nos péchés, n'est-il pas d'abord d'annoncer hardiment la Parole de l'Evangile ? Car nous croyons que la justice selon l'Evangile est une nécessité pour la libération de l'homme. Nous sommes convaincus que ce Salut vient du Christ.

Mais à quoi sert cette Parole, si elle n'est pas entendue, si elle n'est pas crue. L'Eglise, — tout particulièrement par la voix autorisée du Saint-Père — depuis des années, enseigne et interpelle. Quelle en est l'efficacité ?

C'est ici le problème épineux de la crédibilité.

A juste titre, le rapport qui nous a été présenté parle de l'urgente nécessité de faire des gestes, de donner des signes. Mais là encore, faisons attention ! Nous pourrions être tentés de croire que des gestes de bonne volonté, quelques bonnes organisations et une meilleure adaptation nous dispenseraient d'une remise en cause plus radicale ; la question est celle-ci : *quelle est notre fidélité personnelle et en Eglise, au Message que nous proposons au monde ?*

— Nous n'avons pas d'abord à avoir le souci de nous justifier, mais d'être plus fidèles.

— Nous avons moins à avoir le souci d'enseigner que d'engager nos communautés chrétiennes à agir.

Précisons ces deux points.

1. Etre des témoins

Evêques rassemblés en Synode, nous sommes des chrétiens marqués par le sceau du baptême. Et toute rencontre entre chrétiens est un appel à la conversion.

Nous ne sommes pas dispensés de vivre les Béatitudes.

Ces dernières semaines, l'on a affirmé avec force que le prêtre était l'apôtre qui a tout quitté, le serviteur qui a tout offert. « Viens, suis-moi », dit le Seigneur. Cette parole nous est adressée à nous aussi évêques.

Notre témoignage comporte bien des aspects. Il est déterminé par les diverses situations de nos Eglises locales ; par les différentes cultures de nos pays respectifs et par l'histoire même de l'Eglise tout entière.

Pourtant, certains aspects nous sont nécessairement communs.

J'en souligne quelques-uns.

a) Nous devons être des *hommes de la communion universelle*.

Tout homme est un frère.

C'est dire que nous renonçons à être des notables, à être des « grands » de ce monde. C'est dire que nous refusons tout racisme et tout nationalisme. C'est dire que chaque jour nous pardonnons. C'est dire que nous nous engageons à créer autour de nous des communautés fraternelles. Et d'abord avec les prêtres de notre diocèse ! Pourquoi, par exemple, ne pas reconnaître officiellement que tous les ministres de l'Eglise sont égaux devant l'argent ?

b) Nous affirmons être de ceux qui ont risqué leur vie sur la pauvreté selon l'Evangile.

Il nous faut donc :

— Accepter de *n'utiliser que des moyens pauvres*, non seulement en ce qui touche notre vie personnelle, mais aussi l'action pastorale ;

— *Jouer le jeu de la vérité*, car la vérité libère. Pourquoi ne pas nous engager à publier nos comptes et nos budgets, à expliquer aux fidèles nos ressources et nos dépenses ?

— Enfin, *revoir l'utilisation que nous faisons des*

biens ; car, comme le souligne le rapport, comment croire que l'Eglise catholique veut être du côté du plus pauvre si elle garde inutilement richesses et appareils ?

N'ayons pas peur de Jésus-Christ. Aujourd'hui il nous conduit là où peut-être nous n'irions pas spontanément : chez les petits, les pauvres et les opprimés.

Depuis plusieurs jours, on proclame dans cette assemblée : « Moins de paroles, des actes ! » Je suis d'accord. Mais une question s'impose : que faire ? Nous ne le saurons qu'en vivant le mystère de l'incarnation. Il faut en effet être chez « les petits, les pauvres et les opprimés » pour trouver avec eux les actions à entreprendre.

2. Avoir le courage d'agir

Nous ne serons entendus que si nous, évêques, en lien avec les prêtres, nous sommes des témoins. Pour tant, cela ne peut suffire. L'Eglise n'est pas d'abord la hiérarchie ; elle est le peuple de Dieu rassemblé par la Parole et l'eucharistie. Bref, ce sont les chrétiens ; mais nous sommes leurs pasteurs. Il nous faut assumer la charge de notre épiscopat. Quelquefois, nous manquons de courage ! Quelquefois, la nécessaire prudence du pasteur cache l'exigence du risque évangélique. La nécessité de la paix et le désir de l'unanimité paralysent notre volonté d'action.

Convertir la communauté chrétienne (dans la diversité de ses membres et de ses groupes) *à l'action pour le service de la justice : tel est le problème du jour !*

Je sais par expérience quel effort il faut pour entraîner dans cette voie des fidèles qui ont des options différentes. Comment convaincre les catholiques que Jésus-Christ les appelle eux aussi à la fraternité et à la pauvreté ? Comment leur faire saisir que la charité s'appelle aujourd'hui : engagement social ou politique, combat contre l'oppression de l'argent, partage réel des biens et des richesses ?...

Je ne peux m'étendre plus longuement, mais je formule le vœu que soit traitée, dans les *circuli minores*, cette question : quelle est notre autorité effective aujourd'hui sur la communauté pour la convaincre ?

Et, pour être concrets, nous pourrions choisir trois points d'application :

1. Que faisons-nous, concrètement, pour provoquer la liberté des chrétiens à s'engager au service de la justice ?

2. Quel dynamisme imprimons-nous à la recherche théologique nécessaire en cette matière ?

3. Comment rendons-nous réels les appels au partage et à l'entraide ?

LA COURSE AUX ARMEMENTS

Intervention du cardinal GOUYON, archevêque de Rennes, président de la section française de « Pax Christi » (22 octobre) (1)

« Si vous voulez être frères, laissez tomber les armes de vos mains. » C'est ainsi que le Saint-Père s'adressait à l'Organisation des Nations Unies et, à travers elle, à tous les peuples de la terre (le 4 octobre 1965). En dépit de cet appel, la course aux armements a continué à faire peser sur l'humanité ses terribles menaces. Mais aujourd'hui, c'est sous un autre aspect que je voudrais l'envisager : comme la source

(1) Texte original.

les plus graves injustices. Ainsi pourrions-nous mieux légérer les attitudes que, chrétiens, nous avons à prendre en face d'elle.

1. La course aux armements source des plus graves injustices

Cet aspect d'injustice n'a pas échappé au Concile. *Gaudium et spes* déclare en effet : « Tandis que l'on dépense des richesses fabuleuses dans la préparation d'armes toujours nouvelles, il devient impossible de porter suffisamment remède à tant de misères présentes de l'univers... la course aux armements est une plaie extrêmement grave de l'humanité, elle lèse les pauvres d'une manière intolérable. » (*Gaudium et spes*, n° 81, 2.)

Ces pauvres, ce sont déjà ceux des pays qui se dotent d'armes puissantes, d'ailleurs vite démodées, pour à renouveler sans cesse. Cet effort impose des charges très lourdes à la collectivité.

Mais combien plus à plaindre sont les pays sous-développés. D'une part, ils se trouvent ainsi privés des investissements extérieurs que les pays riches, à raison de leur gaspillage insensé ne peuvent plus leur fournir : ces investissements sont pourtant indispensables à leur « décollage » économique. D'autre part, les pays sous-développés sont parfois amenés à des dépenses ruineuses pour se procurer un matériel militaire qu'ils croient indispensable à leur défense ou à leur prestige, sommes soustraites au travail d'éducation et d'équipement qui pourrait attaquer le sous-développement dans ses causes. Nous touchons ici au problème de la vente des armes aux aspects si souvent scandaleux.

La vente des armes ■ pris dans certains pays de telles proportions qu'elle est devenue un élément important de leur prospérité économique. Mais ce n'est pas un problème simple. Les pays acheteurs, en effet, peuvent dire que l'interdiction de cette vente accentuerait la différence entre pays riches et pays pauvres, entre les maîtres et les esclaves. Les pays vendeurs font valoir que la production en série diminue les prix de revient de leurs propres armements, permet des rentrées importantes de devises et fournit des emplois à un nombre important de travailleurs. Ils ajoutent que si eux-mêmes renonçaient à cette vente, il ne manquerait pas d'autres pays pour les remplacer.

Mais la fin justifie-t-elle les moyens ? Et est-ce parce qu'un problème est compliqué qu'il faut renoncer à le résoudre ? Raison de plus au contraire pour attaquer scientifiquement et dès maintenant à sa solution.

Le premier remède n'est-il pas d'opérer, du haut à bas de l'échelle, une réduction des armements ■ commençant par les pays qui en possèdent le plus ? Et même certaines nations ne pourraient-elles pas donner l'exemple d'un geste unilatéral de désarmement ? On peut recourir aussi à des moyens tels que des accords bi ou multilatéraux, l'organisation d'un contrôle international. Quant à l'argument du sous-emploi, on peut lui opposer la possibilité et même l'expérience déjà faite des reconversions industrielles. Sans doute faut-il aller plus loin en s'attaquant aux causes de la course aux armements. Quel est donc le mystérieux virus qui provoque cette étrange et universelle épidémie ?

La peur d'abord. Une peur parfois justifiée, mais aussi une peur égoïste et excessive qui fait que certaines nations cherchent leur propre sécurité au mépris de celle des autres. Sans doute on ne peut nier le droit de légitime défense. Qu'on se rappelle

cependant les graves restrictions que *Gaudium et spes* lui assigne dans le cadre des guerres modernes (GS 79, 4). N'y a-t-il pas d'autres moyens d'assurer la sécurité ? La négociation par exemple ? Les rapprochements spectaculaires entre des pays longtemps ennemis le montrent bien. Il suffit d'un téléphone rouge ou d'une balle de ping-pong. Mais avec la peur, la volonté de puissance, l'impérialisme politique, économique, culturel qui porte atteinte à la liberté et à la dignité des autres pays. Qui oserait le justifier ?

Car, en plus des maux que nous avons décrits, la course aux armements prépare la guerre et avec elle l'injustice suprême, celle qui consiste à enlever aux hommes leur bien le plus précieux : la vie.

2. Les attitudes de l'Eglise face à la course aux armements

Cette plaie dénoncée par le Concile, qui travaille à la guérir ?

Si, en maintes circonstances, le Saint-Siège est intervenu pour la dénoncer, les Eglises locales ont-elles fait sur ce point leur devoir ? Combien d'entre nous ont réellement inclus dans leur pastorale la dimension de la paix ? Combien ont reconnu ou appuyé les mouvements ou initiatives des chrétiens en ce domaine ? Sans guérir toutes les injustices, ces prises de positions auraient permis d'abord de ne pas les aggraver et auraient donné au développement les chances dont il ■ besoin.

On dira peut-être : le désarmement est affaire des gouvernements. Que pourraient y changer quelques discours ?

Il ne suffit pas ici de discours, mais d'actions concrètes.

Il nous faut secouer l'apathie de l'opinion publique. Les hommes ne pensent à la paix que lorsque la guerre est à leurs portes. Les batailles lointaines, surtout si elles se prolongent, les laissent bientôt indifférents.

De nous, évêques, on attend, semble-t-il, trois choses :

1. On l'a dit tout au long de ce Synode : *conscientiser les chrétiens*.

Chaque chrétien a le droit et le devoir d'influencer la politique étrangère de son gouvernement, toujours sensible aux mouvements de l'opinion publique. Au moins dans les régimes démocratiques il le peut avec son bulletin de vote. Il doit s'en servir pour exiger des pouvoirs publics qu'ils s'engagent à provoquer des négociations pour la réduction des armements ou pour qu'ils y prennent part si les négociations sont déjà commencées.

2. *Faire appel à « l'imagination sociale »*, comme le demande *Octogesima adveniens*. Puis-je apporter un exemple ? La section française de « Pax Christi » ■ proposé que, face à tant de commissions et d'organismes qui travaillent à promouvoir les armements et leur vente, soit créée une agence nationale du désarmement. Il appartiendra à cet organisme nouveau d'étudier à fond le problème, de prévoir et de planifier la reconversion des industries de guerre, de provoquer, en union avec les autres pays, des conférences et des plans de désarmement, d'en préparer les dossiers, d'y assurer éventuellement la représentation nationale, enfin d'éclairer l'ensemble du pays.

3. On attend encore de nous, évêques, *que nous soutenions les mouvements de paix et leurs militants* — car il ne s'agit pas seulement d'obtenir la paix des armes (*armorum*), mais aussi la paix des âmes (*animarum*) et donc que nous portions une attention parti-

culière à ceux qui préconisent une stratégie non violente, qui plaident pour un statut légal de l'objection de conscience, qui travaillent pour que soit mise sur pied une organisation internationale capable d'arbitrer les conflits et de rendre finalement inutile le recours aux armements.

Voilà déjà un programme d'action pour la paix. Cet engagement est à notre portée. A travers la paix nous pourrions ainsi rejoindre la justice, cette justice et cette paix qui, au dire du psaume (85, 11), sont si étroitement embrassées.

L'EPISCOPAT AMERICAIN ET LA COURSE AUX ARMEMENTS

*Intervention du cardinal KROL,
archevêque de Philadelphie (22 octobre) (1)*

Le rapport d'introduction du Synode qui traite de la justice dans le monde mentionne de nombreux exemples d'injustice. Il explique le rôle que l'Eglise doit jouer pour redresser ces injustices et suggère des moyens radicaux de résistance qu'autorise la loi naturelle. Soulignant que l'on ne progressera que par le sacrifice et la souffrance, il fait remarquer que le mot d'espérance n'est pas uniquement descriptif, loin de là : il nous provoque, ce n'est pas sans risque qu'on l'écoute ou qu'on marche à sa suite.

Mais, en dépit de ces considérations, le rapport omet de se référer explicitement à une grave cause d'injustice, à savoir l'accumulation des armes, qui s'accroît d'année en année. On ne comprend guère la raison d'une telle omission puisque les documents conciliaires et pontificaux et les *Lineamenta de justitia in mundo* du Synode traitent de la situation actuelle où l'on voit d'immenses sommes d'argent consacrées à l'armement offensif ou défensif, alors que des sommes beaucoup plus réduites sont consacrées au soulagement de la faim et des autres misères humaines.

Les trois raisons pour lesquelles la course aux armements est injuste

Je parle, bien entendu, de la course aux armements qui menace l'humanité de destruction totale.

Cette course aux armements est injuste pour trois raisons :

1. Tout d'abord elle viole les droits des citoyens des nations qui participent à cette course, ■ raison du lourd fardeau des impôts qu'ils doivent supporter ;

2. Elle ■ des effets négatifs sur les citoyens des autres nations qui sont de ce fait privés de l'aide et de l'assistance nécessaire à leur progrès économique et social ;

3. Elle contrevient aux droits de tous les hommes qui risquent à cause d'elle de devenir les victimes de quelque catastrophe imprévue et qui vivent continuellement sous la menace effrayante d'une troisième guerre mondiale.

En outre, la course aux armements viole les droits des pauvres du monde entier d'une manière inutile et intolérable. Bien loin de protéger la vie et de fa-

voriser la paix, elle ne cesse d'aggraver peu à peu les causes de guerre.

Un impératif : le désarmement

Le désarmement est un impératif permanent, c'est le préalable indispensable de la justice. Il faut renverser totalement la tendance actuelle. Il faut créer de nouvelles attitudes. Un effort inlassable doit être fait pour promouvoir le désarmement réciproque et collectif, à un rythme parallèle, d'un commun accord, avec des garanties authentiques et efficaces. Les conversations sur la limitation des armes stratégiques (SALT) méritent plus d'intérêt, d'encouragements et de soutien.

La paix n'est pas une justification suffisante pour la course aux armements car elle ne peut ni se construire ni se maintenir par la violence ou la terreur. La tendance de l'homme moderne à répudier le recours à la violence est imprégnée de la charité de l'Evangile. A la lumière de l'Evangile, en effet, la guerre ou le recours à la force physique pour résoudre les problèmes internationaux apparaît comme une futilité. Le Prince de la paix n'a-t-il pas affirmé que ceux qui vivent de l'épée périront par l'épée ?

Le droit à la légitime défense, une fois épuisés tous les moyens d'un règlement pacifique, ne peut être refusé. La paix, en effet, ne peut être invoquée pour maintenir et rendre respectable la violation des droits de l'homme et de sa dignité. Mais les convictions sincères de ceux qui préconisent le principe de non-violence pour le règlement des conflits entre nations doivent être respectées, que leur objection de conscience soit totale ou sélective.

Dernières statistiques sur les dépenses militaires

Selon le rapport sur les dépenses militaires dans le monde, établi par l'Agence de contrôle des armes et du désarmement des Etats-Unis, les dépenses militaires mondiales ont atteint, en 1970, le chiffre record de 204 millions de dollars. Cette somme équivalait au revenu total annuel de 1 milliard 800 millions de personnes dans la moitié la plus pauvre de la population mondiale, et à 6,4 % du produit national brut du monde entier.

Aux Etats-Unis, les dépenses militaires ont atteint 80,5 milliards de dollars alors que les dépenses pour l'éducation n'ont été que de 46,5 milliards, pour la santé publique de 21,3 milliards et pour l'aide à l'étranger de 4,2 milliards, soit un total de 72 milliards pour ces trois derniers postes. Cette place disproportionnée accordée aux dépenses militaires ■ été le fait d'une société d'abondance où, pourtant, 34 millions de gens environ, soit 10,5 millions de familles, disposent d'un revenu se situant au-dessous du seuil de pauvreté, fixé par le gouvernement à 4 000 dollars.

Le scandale dans les dépenses militaires réside dans le fait que ce sont les pays en voie de développement qui pâtissent le plus de la course aux armements. Alors que, pendant les six dernières années, les dépenses militaires ont augmenté en moyenne de 50 % dans le monde, le taux d'augmentation a été de 145 % dans les pays en voie de développement. De 1964 à 1968, le pourcentage des dépenses militaires a augmenté de 36,6 % dans le monde : de 57 % aux Etats-Unis, mais, dans bon nombre de pays en voie de développement, de 100 % à 333,3 %.

En 1966, un pays en voie de développement, dont le pourcentage d'illettrés est de 80 %, a consacré 103 milliards de dollars aux dépenses militaires et seulement 99 milliards à l'éducation.

(1) Texte anglais dans *Origins, NC Documentary Service* du 4 novembre 1971, p. 330. Traduction de la DC.

Depuis 1964, le taux d'augmentation des dépenses militaires dans les pays en voie de développement dépasse la progression du produit national brut, aux dépens des populations (73 % du monde) dont le revenu moyen par tête atteint à peine 200 dollars par an.

La tragédie de la course aux armements

La course aux armements est bien une plaie pour l'humanité tout entière, aussi bien pour les pays développés que pour les pays en voie de développement. Le suprême scandale est que cette course est irrationnelle et injuste. Aujourd'hui les arsenaux stratégiques regorgent d'armes nucléaires capables de détruire toute vie, puisqu'elles équivalent à 15 tonnes de dynamite pour chaque être humain.

Les deux super-puissances ont suffisamment d'engins pour se détruire l'une l'autre cinq ou six fois. On nous affirme que dans une attaque totale par missiles quelque 120 millions d'habitants des Etats-Unis trouveraient la mort. Même le système de sécurité ABM ferait tout au plus descendre le nombre de victimes à 40 ou 60 millions. La production en cours des MIRV (engins à cibles multiples et indépendantes) est destinée en principe à accroître encore de vingt fois la puissance de frappe des grandes nations nucléaires.

Il est paradoxal de constater qu'aujourd'hui encore l'on essaie de nous prouver pourquoi il est nécessaire d'augmenter les dépenses militaires : il s'agirait de maintenir l'équilibre des forces. En fait, la puissance destructrice des arsenaux du monde entier ne peut empêcher la destruction massive de la vie. Tout au plus peut-elle exercer des représailles, entraînant la perte d'un plus grand nombre de vies humaines. Même après cette destruction réciproque, le problème de la négociation d'une paix juste et durable, par la suppression des injustices qui ont conduit à la guerre, resterait aussi urgent que jamais.

Que peut faire l'Eglise ?

Que peut faire l'Eglise d'une manière pratique et positive pour freiner et inverser l'accumulation des armements, pour créer de nouvelles attitudes, de nouvelles orientations ?

L'Eglise n'exerce pas de pouvoir direct sur les nations que ce soit sur leur vie politique et économique intérieure ou sur les complexes militaro-industriels qui sont à l'origine de la production des armes. La mission de l'Eglise est d'enseigner les principes sociaux de l'Evangile et d'appliquer ces principes aux situations existantes.

L'Eglise ne devrait pas avoir de difficultés à trouver un auditoire bien disposé. Les hommes raisonnables sont opposés à la guerre et aux énormes impôts exigés par les dépenses militaires. L'Eglise ne devrait pas avoir de mal à convaincre cet auditoire que l'accumulation des armes n'a pas empêché les 40 guerres qui ont éclaté depuis 1945, ou que pendant les 560 années de l'histoire pour lesquelles nous avons des documents, quelque 14 000 guerres ont eu lieu, coupées de 292 années seulement de paix relative.

Il faut que l'Eglise ne ménage pas ses efforts pour former l'opinion publique et créer un climat où ce serait la théologie et non plus la technologie qui donnerait son orientation à l'histoire humaine. Alors les hommes comprendraient pourquoi la limitation des armements est un préalable nécessaire au désarmement général, lui-même condition préalable à la justice sociale internationale. Les hommes enfin convaincus que la course aux armements est un piège

perfidé et la guerre une tragique folie, consacraient enfin leurs efforts et leurs ressources à la suppression des causes de la guerre : les injustices.

En 1968 la Conférence épiscopale des Etats-Unis a lancé un appel urgent en faveur de la paix internationale et mis en cause le bien-fondé de la politique visant à maintenir la supériorité nucléaire. Cette voix, à laquelle sont venues s'ajouter bien d'autres, en particulier celle du Conseil oecuménique des Eglises, a entraîné le débat sur l'ABM en 1969 — l'ABM avait été remis en question pendant un certain temps et ne fut approuvé que par la marge d'une voix. Depuis lors le taux d'augmentation des dépenses militaires s'est ralenti.

Que l'Eglise continue à proclamer inlassablement l'Evangile pour empêcher le développement de nouvelles armes de destruction. De cette manière elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour supprimer les causes de la guerre et des graves injustices.

LA PLACE DE LA FEMME

DANS LE MONDE ET DANS L'EGLISE

Intervention de Mgr BYRNE, archevêque coadjuteur de Saint-Paul et Minneapolis (USA)
(22 octobre) (1)

Je parle en mon nom personnel, mais avec l'accord de mes collègues de la délégation américaine. Je parle en qualité de président d'un Comité qui vient d'être créé au sein de notre Conférence épiscopale nationale, pour étudier les droits de la femme dans la société et en particulier dans l'Eglise.

Je me propose de traiter de l'influence que les femmes peuvent exercer dans l'Eglise et dans le monde — influence sur la justice, la paix et le développement dans le monde, influence sur la mission ecclésiale de salut, de sanctification, de transformation de la vie, influence qui, jusqu'à nos jours, a été douloureusement sous-estimée et dédaignée. Je prends la parole pour demander justice en faveur de cette moitié de l'humanité, aussi bien dans le monde profane que dans le monde de l'Eglise.

J'aimerais tout d'abord rendre un bref hommage aux religieuses de l'Eglise des Etats-Unis d'Amérique. Elles méritent une infinie reconnaissance. Il est hors de doute que l'une des principales sources de la force du catholicisme américain a été le dévouement des femmes, religieuses et laïques, en particulier dans le domaine de l'éducation, du soin des malades et de l'aide sociale.

I. — Les droits de la femme dans la société civile

Dans *Pacem in terris*, le Pape Jean XXIII voyait l'un des signes des temps dans le fait que la femme prenait de plus en plus conscience d'elle-même et aspirait à l'autonomie : « De plus en plus consciente de sa dignité humaine, la femme n'admet plus d'être considérée comme un instrument ; elle exige qu'on

(1) Traduction de la DC d'après le texte anglais publié dans *Origins*, NC Documentary Service, 4 novembre 1971.

Nous rappelons l'intervention du cardinal FLAHERTY sur les ministères féminins, publiée dans notre dernier numéro, p. 988.

la traite comme une personne aussi bien au foyer que dans la vie publique. » (N. 41.)

En certains pays la lutte de la femme pour obtenir la reconnaissance de ses droits humains fondamentaux s'est traduite par des progrès considérables. Elle dispose désormais, plus que jamais dans le passé, de facilités dans l'éducation, l'accès à des professions comme le barreau et la médecine, etc. Mais en d'autres sociétés, que ce soit du fait de la loi ou de la coutume, la femme continue à occuper, systématiquement, une situation d'infériorité. Tout en tenant compte des divergences légitimes dans les traditions sociales, il faut insister sur ce principe chrétien fondamental : la femme est l'égale de l'homme, et toute loi ou coutume qui s'y oppose est une injustice.

Même dans les pays « avancés » qui souscrivent au principe d'égalité, la femme occupe en fait une place inférieure : elle est exploitée. Il n'est pas rare, par exemple, qu'elle reçoive un salaire moindre que l'homme pour le même travail. De même l'exploitation sexuelle de la femme par l'homme est très répandue en de nombreux pays occidentaux et a même revêtu l'aspect d'un commerce organisé. En dehors des considérations éthiques, il faut protester contre un tel état de fait car il réduit la femme au rôle d'objet utilisé et exploité par l'homme.

C'est à juste titre que la femme moderne refuse de se définir comme « inférieure » à un homme « supérieur ». Elle se définit comme un « être humain à part entière », comme une unique personne humaine, aux droits propres. C'est là une vision saine, éminemment chrétienne. C'est une « libération » dans le vrai sens du mot. Nous lisons dans la Bible : « Dieu créa l'homme à son image... Homme et femme il les créa. » (Gn 1, 27.)

Egaux, ne faisant qu'un dans leur ressemblance avec Dieu, l'homme et la femme sont également destinés à être les enfants de Dieu, dans la pleine participation à sa vie. Toutes les différences humaines sont transcendées dans l'égalité en Jésus-Christ, cette égalité qui donne à tous les mêmes moyens et les mêmes possibilités pour rencontrer le Seigneur, vivre de la plénitude de sa vie, répondre à son appel et vivre comme membres de l'Eglise.

Les récentes recherches psychologiques soulignent les différences radicales d'attitudes entre l'homme et la femme. Mais, encore une fois, il faut y insister : ce n'est pas une question d'« infériorité » ou de « supériorité ». La femme doit affirmer la valeur irremplaçable de sa féminité ; elle commettrait une lourde erreur si elle se contentait de s'appropriier tous les aspects, y compris les pires, de la culture et des normes masculines.

Il est nécessaire de repousser et de déraciner toutes les formes d'injustice, issues du droit ou de la pratique, qui imposent à la femme une place inférieure. Il est incontestable que tous les droits contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, approuvée par les Nations Unies en 1949, doivent être reconnus aux femmes de toutes les parties du monde.

II. — Les droits de la femme dans l'Eglise

Mgr Alberto a dit dans sa *Relatio* : « Avant de parler aux autres de justice, commençons par mettre de l'ordre dans notre propre maison. » Que peut faire l'Eglise dans la question des droits de la femme ? Je voudrais passer directement à quelques propositions pour les soumettre à votre approbation :

1. Les Conférences épiscopales devraient entreprendre des études sérieuses sur leurs cultures nationales ainsi que sur la loi et la pratique de l'Eglise, de manière à éliminer toute discrimination vis-à-vis de la femme dans la vie civile et ecclésiastique.

Cette étude devrait englober l'ensemble des implications des droits de la femme dans la société civile et ecclésiastique. Elle devrait être complétée, mais non remplacée, par les travaux d'une Commission internationale créée par le Saint-Père, comme l'a suggéré le cardinal Flahiff. Ces études devraient approfondir la possibilité de promouvoir des femmes qualifiées au service de l'Eglise (je soumettrai au Secrétariat du Synode un mémoire séparé sur ce sujet).

Les femmes ne doivent être exclues d'aucun service dans l'Eglise, dans la mesure où l'exclusion s'abriterait derrière une interprétation discutable de l'Ecriture, des préjugés masculins, ou un aveugle attachement à des traditions purement humaines qui tirent peut-être leur origine de la situation sociale des femmes à d'autres époques.

2. L'Eglise doit veiller à reconnaître la dignité de la femme et la vision chrétienne qu'elle a d'elle-même, chaque fois qu'elle prend position sur la sexualité, le mariage, le planning familial, etc.

3. L'Eglise — universelle, nationale, locale — doit rechercher les moyens qui permettront aux femmes d'avoir une représentation et une participation plus importantes et plus effectives dans la liturgie, les activités et les organisations ecclésiales.

LA DISCRIMINATION RACIALE

Intervention de Mgr LAMONT
évêque d'Umtali (Rhodésie) (22 octobre) (1)

Le Synode a demandé des suggestions pratiques pour l'élimination de l'injustice à travers le monde. J'estime, pour ma part, que le premier pas à faire, et le plus efficace, est de dénoncer et d'exposer à la condamnation du monde toutes les manifestations de discrimination raciale, où qu'elles se trouvent. Les formes institutionnelles de discrimination, qu'elles se fondent sur la race ou la religion, doivent être particulièrement condamnées parce qu'elles constituent une négation de la solidarité de la race humaine dans la création et la rédemption.

Il peut sembler incroyablement qu'il existe encore des gouvernements qui condamnent des êtres humains à la ségrégation à cause de la couleur de leur peau.

Et pourtant cela existe. Oui, cela existe. Et ce qui peut paraître encore plus fantastique, c'est qu'on le justifie au nom du maintien de la justice, de la paix et du christianisme !

Quelle étrange façon de concevoir la justice que de décréter qu'une fraction de la population débordera de privilèges alors que l'autre sera regardée et traitée comme un ensemble de citoyens de seconde zone. C'est assurément une forme de justice unique en son genre que celle qui organise les élections au Sénat et au Parlement de telle manière que la voix de la majorité soit réduite au silence.

(1) Traduction de la DC d'après le texte anglais publié dans *Origins, NC Documentary Service*, 4 novembre 1977, p. 327.

Peut-on parler de justice lorsque, dès le départ, on canonise les privilèges et qu'on refuse l'égalité des chances en manipulant un secteur capital comme l'éducation ? Une telle justice ne pourra jamais espérer établir la paix dans le monde, même si elle réussit à produire un semblant de paix, par la peur, par l'introduction de lois oppressives ou simplement par la menace d'une telle législation.

Devant une telle situation, personne n'ose élever la voix de crainte d'être arrêté sur-le-champ, emprisonné sans procès ou même torturé. Aucune nation digne de ce nom ne devrait se laisser leurrer par cette apparence de paix. Aucune nation ne devrait conclure d'accords avec celles qui pratiquent une telle injustice. Bien au contraire, les nations du monde entier devraient s'unir de manière que, par la persuasion ou d'autres moyens pacifiques, elles essaient de détourner les nations racistes de leurs voies maudites.

Le front uni des Eglises chrétiennes

En ce qui concerne l'Eglise, il est réconfortant de constater que toutes les Eglises chrétiennes, à quelques exceptions près, forment un front uni pour s'opposer vigoureusement à la discrimination raciale. Une telle unité d'action contribue largement à rétablir la crédibilité de l'Eglise, partout où elle était mise en doute.

Il va sans dire que les autorités ecclésiastiques qui ont eu le courage de dénoncer cette forme d'injustice ne peuvent guère s'attendre à recevoir un accueil chaleureux de la part des gouvernements à leur retour.

Partout les évêques doivent être libres par rapport aux groupes de pression, qu'ils proviennent du gouvernement, ou de l'intérieur de l'Eglise elle-même. Il se trouvera toujours des gens pour diluer l'enseignement de l'Eglise, des gens pour qui la prière quotidienne semble être exclusivement : « *Da nobis Domine prudentiam, coetera tolle !* » (Donne-nous la prudence, Seigneur, et délivre-nous du reste !)

En tant qu'évêques n'oublions jamais que la justice est destinée à tous, et non à quelques-uns seulement. Il est très facile de dénoncer l'injustice en d'autres pays tout en fermant les yeux sur des injustices encore plus graves dans notre propre pays. Commençons par enlever la poutre de notre œil, et alors nous pourrions songer à enlever la paille de l'œil du voisin (2).

(2) Dans la salle du Synode, MGR LAMONT a terminé son intervention en exprimant le souhait qu'on utilise davantage les talents de la femme dans l'Eglise. Mais, a-t-il ajouté, il n'est pas facile de trouver des femmes aussi douées que Barbara Ward. Le moule en est cassé (d'après le communiqué de la Salle de presse, VDLR).

LIBERATION HUMAINE ET SALUT EN JESUS-CHRIST

*Intervention de Mgr SCHMITT,
évêque de Metz (23 octobre) (1)*

Un immense effort de libération humaine s'impose aux hommes de notre temps, soucieux de faire régner la « justice dans le monde ». Les interventions, sou-

(1) Texte original. Cette intervention a été prononcée au nom de la Conférence épiscopale française.

vent émouvantes de ces derniers jours, ont confirmé notre conviction à ce sujet.

Comme croyants et comme pasteurs responsables, il nous faut réfléchir à la signification de cette libération des hommes à la lumière de la justice de Dieu.

Qu'est-ce que l'Evangile et notre foi ont à nous dire sur les rapports entre la libération humaine et le salut offert par Dieu en Jésus-Christ ?

Depuis toujours, cette interrogation se trouve au cœur de l'Eglise. Mais aujourd'hui, elle retentit d'une façon nouvelle, car elle est devenue l'enjeu d'un gigantesque conflit : le conflit de l'homme aux prises avec Dieu (l'athéisme est-il nécessaire pour que l'homme soit pleinement homme ?) et le conflit de l'homme avec lui-même (est-ce qu'un monde pleinement humain est encore possible ? Est-ce un projet qui vaille la peine ?).

Telle est la toile de fond de la question posée au Synode sur la justice dans le monde : libération humaine et salut en Jésus-Christ. Comment répondre à cette question, sans triompher facilement de ceux qui cherchent leur chemin à tâtons, mais aussi avec l'audace de notre foi ?

1. La justice de Dieu éveille le cri des opprimés

Quand le cri des opprimés se fait entendre et monte à la conscience de l'humanité, nous croyons que le Dieu de Jésus-Christ se reconnaît dans ces pauvres et ces humiliés. Nous croyons avec la même foi qu'il suscite en leur propre cœur le désir d'une libération et le courage de lutter pour elle. Le Dieu de Moïse — qui s'est dévoilé comme Dieu de Jésus-Christ — entend ce cri, parce qu'il en est la source. ■ Lorsque j'ai entendu le gémissement des enfants d'Israël, dit le Seigneur, je me suis souvenu de mon alliance. ■ (Ex 6, 5.) La dénonciation des injustices et le combat qu'elle exige réveille chez les chrétiens la foi en un Dieu, qui n'est pas le Dieu des morts mais des vivants.

Le Père, qui nous a donné son Fils comme un grain jeté en terre, est aussi celui qui fait germer les appels des hommes qui crient vers le ciel pour leur délivrance (cf. Is 45, 8). La justice de Dieu et la justice des hommes se rencontrent ici, comme elles l'ont fait, une fois pour toutes, à l'heure de la croix, dans le serviteur souffrant.

2. La justice de Dieu est ferment de liberté au cœur des hommes

Les hommes qui dénoncent l'injustice et qui luttent contre leur esclavage n'attendent-ils qu'une simple délivrance ? En réalité, cette libération, une fois entreprise, ne peut s'arrêter en chemin : elle porte avec elle un dynamisme, un mouvement qui invitent les hommes et les groupes humains à construire un monde plus juste et plus fraternel.

Nous croyons, à la lumière de notre foi en Dieu Créateur et Sauveur, que la « libération » des oppressions s'épanouit et doit s'épanouir en *liberté créatrice*. L'homme ne peut se faire homme aujourd'hui, à l'intérieur des groupes qui déterminent son existence, sans participer à la construction complexe d'un monde plus humain, au service duquel il dispose de moyens techniques inédits, mais dont le « modèle » lui est aussi inconnu que son propre avenir.

La justice de Dieu n'est donc pas seulement un refus violent de toutes les injustices, elle est aussi un ferment de liberté, mis au cœur de tous les hommes, même de ceux qui en ignorent la source ; ce ferment travaille douloureusement la pâte humaine, pour l'en-

fantement d'un monde vraiment humain (grâce aux acquisitions de la science et aux analyses des sociétés).

Le Dieu de Jésus-Christ n'a pas seulement, en son Fils, restitué à l'homme son intégrité première. Il le recrée « dans la sainteté de la justice et de la vérité » (Eph 4, 24). Ce que Dieu veut pour les hommes, c'est la promotion des libertés, dans une communion totale et définitive : « Vous connaîtrez l'amour du Christ qui surpasse toute connaissance, et vous entrerez par votre plénitude dans toute la plénitude de Dieu. » (Eph 3, 19.)

3. La justice de Dieu est l'achèvement des libertés humaines dans la pâque du Christ

Mais, précisément, cette promotion des libertés humaines — c'est-à-dire l'homme vivant et agissant dans des groupes ou des sociétés dont il est responsable, — cette promotion ne connaît pas de limite, ne connaît pas de fin. Elle peut et elle doit indéfiniment conduire les hommes à de nouvelles réalisations mais avec le risque d'engendrer de nouveaux esclavages.

Les civilisations, qui sont mortelles, ne peuvent assurer à l'humanité la plénitude de sa destinée.

Les hommes, pécheurs, qui luttent à bon droit contre les injustices, éprouvent aussi les limites de la justice humaine qu'ils veulent instaurer.

Car la justice de Dieu s'est manifestée en Jésus-Christ, non seulement comme la source, mais aussi comme le terme de la liberté de l'homme et de toutes les libertés humaines.

Bien loin de dévaluer les projets de l'homme par une indifférence mortelle, nous croyons comme chrétiens que les efforts humains pour l'édification d'un monde meilleur sont le lieu même d'une pâque dramatique et bienheureuse : efforts toujours ambigus, jamais définitifs, mais jamais vains. La justice de Dieu, promise et offerte aux hommes, ne saurait donc se réaliser en dehors des libertés humaines, c'est-à-dire en dehors de cette maturation des libertés qui s'accomplit dans l'usage de leur pouvoir créateur. Nous croyons que l'homme et l'humanité ne pourront s'accomplir que dans la pâque du Christ, devenue la pâque du monde en lui, c'est-à-dire en traversant une mort douloureuse, un renoncement total, qui ouvre sur la vie glorieuse.

4. La justice de Dieu intègre la justice humaine dans le royaume

Ainsi, toute justice humaine, inspirée par Dieu, appelle la justice de Dieu pour s'accomplir en elle.

Tout effort pour construire la cité humaine se purifie et s'achève dans le royaume, promis et instauré par Jésus.

Tout effort créateur de l'homme est fait pour s'achever dans le Christ rédempteur.

Les cieux nouveaux et la terre nouvelle seront la communion des libertés créatrices qui, dans l'œuvre de la construction du monde, auront appris la grandeur de l'espérance : « Etre libérés de la servitude de la corruption pour entrer dans la liberté de la gloire des enfants de Dieu. » (Rm 8, 21.)

**

En conclusion, nous comprenons mieux le sens et la place de notre Eglise. L'Eglise de Jésus-Christ ne possède pas ce salut, elle ne prétend pas s'identifier à ce royaume promis.

Non seulement elle refuse de s'approprier le salut, mais parfois elle doit bien reconnaître que les chré-

tiens ne sont pas les premiers à le mettre en œuvre dans ce monde. Elle ne saurait pas davantage appliquer les fruits de ce salut à tel ou tel homme, à tel groupe ou mouvement de libération : elle n'a pas le droit de se mettre à la place de son Seigneur et Maître.

Mais notre Eglise croit à ce salut, à l'œuvre dans le monde des hommes. Elle croit qu'il aboutira, au-delà des incertitudes et des péchés des hommes. Elle annonce cette espérance aussi indispensable que le pain. Elle essaye de vivre cette charité, qu'elle reçoit de Celui qu'elle reconnaît et qu'elle adore. Car notre Eglise n'est pas à côté de ce monde ; elle veut être dans le monde, comme un signe levé au milieu des nations. Elle a reçu la grâce d'actualiser et de manifester le salut de Jésus-Christ ; elle le célèbre dans sa prière et dans son eucharistie. Elle supplie son Seigneur de puiser à cette source pour réaliser son œuvre de « diaconie » au milieu du monde et maintenir ainsi l'humanité dans une espérance indéfectible.

LES REFUGIES DU PROCHE-ORIENT

Intervention du P. AZZI, supérieur général de l'Ordre libanais maronite (23 octobre) (1)

Je me permets d'attirer l'attention sur un point précis dans le cadre des événements du Proche-Orient concernant la relation entre la théologie et la justice : une certaine vision théologique, dans nos milieux chrétiens, peut parfois nous rendre incapables de voir où est la vraie justice. C'est pourquoi nous sommes toujours appelés à purifier même nos conceptions théologiques.

1. En effet, la manière d'interpréter certains événements douloureux que nous vivons au Proche-Orient, une certaine manière de lire l'Ancien Testament en connexion avec ces événements, en particulier une théologie de l'élection soit de l'individu, soit du peuple comme tel, théologie craintive et accommodatrice qui n'a pas le courage de franchir le seuil du Nouveau Testament comme l'a fait saint Paul, une exégèse unilatérale des chapitres 9-12 de l'Épître aux Romains, interprétés selon une conception très particulière de l'eschatologie : tout cela a parfois joué beaucoup en Europe et en Amérique dans l'appréciation du drame qui se joue dans nos régions.

2. Je parle ici des masses populaires, lesquelles s'inspirent inconsciemment de telles conceptions. Nous sommes, en effet, conscients que l'Eglise officielle a toujours vu juste, témoins les multiples appels du Souverain Pontife en faveur d'une paix juste au Proche-Orient. Le 23 décembre 1968, devant le Sacré-Collège, le Saint-Père déclarait : « Fidèle à notre mission de procurer et de favoriser la paix, et mû par l'amour que nous portons à toutes les populations, spécialement aux plus souffrantes, qui ont pour patrie cette terre bénie qui fut jadis la patrie du Sauveur, nous ne nous laissons pas de rappeler les irremplaçables principes de justice et de solidarité qui constituent aussi pour ces peuples la trame d'une vraie paix et la garantie pour chacun de sa dignité, de ses droits et de ses légitimes aspirations. »

(1) Kipa, 25 octobre.

3. Il n'est pas nécessaire de vivre dans nos régions pour voir combien les droits de l'homme ont été oubliés : il n'est pas besoin de traverser les camps de réfugiés, où les conditions de vie sont inhumaines, pour voir combien la dignité de l'homme est méprisée : et la jeunesse qui monte dans ces camps, dépouillée de sa carte d'identité et de ses terres, ne porte en elle que l'amertume, la haine et la vengeance, et ceci sans parler du déséquilibre réel et profond sur les plans religieux, politique et économique qui opprime ces réfugiés dans les pays où ils sont installés. C'est pour sauver ce peuple en exil et avide de justice que nous vous apportons, vénérables Pères, notre témoignage personnel pour que, par votre moyen, le peuple chrétien, à travers le monde entier, soit sensibilisé à ce problème et qu'il se mette à l'unisson avec son Pasteur suprême qui n'a jamais cessé de réclamer la sauvegarde des droits inaliénables de tout

homme. Ainsi serons-nous préservés du cycle implacable de la violence et de l'injustice, toujours prêt à se déclencher par les nationalismes étroits et exclusifs.

4. Nulle région au monde n'a connu un aussi grand brassage de peuples et de cultures que le Proche-Orient. Cette portion de la planète est, en plus, le berceau des trois grandes religions monothéistes. De par sa vocation naturelle et historique donc, le Proche-Orient doit être pluraliste et tolérant, s'il veut garder sa vraie physionomie humaine. Toute minorité, ethnique ou religieuse, sans aucune distinction, doit y trouver sa place et son épanouissement dans une harmonie sereine avec les autres. Cette harmonie sera toujours une conquête difficile : la paix et la justice, réalités fragiles de ce monde, ne seront établies que par le concours efficace de l'ensemble du Peuple de Dieu.

L'AMÉRIQUE LATINE ET LE SYNODE

Conférence de presse de Mgr Eduardo F. Pironio

Le 7 octobre, Mgr Eduardo F. Pironio (Argentine), secrétaire général du CELAM (Conseil épiscopal latino-américain), a donné une conférence de presse où il a présenté les problèmes abordés par le Synode dans la perspective de l'Amérique latine, en soulignant l'attente des Eglises latino-américaines et leur contribution à la problématique du prêtre et de la justice dans le monde (*).

Je voudrais présenter le Synode actuel dans une perspective latino-américaine. C'est pour nous la meilleure façon — et la seule d'ailleurs — de vivre la véritable catholicité de l'Eglise universelle. Mais auparavant, il nous faut répondre en toute simplicité à trois questions : qu'attend l'Amérique latine du Synode ? Que peut apporter l'Eglise d'Amérique latine ? Quelle est l'attitude fondamentale dans laquelle, nous, évêques d'Amérique latine, nous vivons le Synode ?

Qu'attend l'Amérique latine ?

Une conscience plus vive de l'engagement évangélique des chrétiens dans le labeur quotidien de l'histoire. L'Amérique latine ne s'attend pas à ce que l'Eglise résolve définitivement les très graves problèmes qui la touchent (faim et misère, analphabétisme, situation de dépendance injuste, etc.). Mais ce qu'elle attend, c'est que les chrétiens assument dans leur vie les exigences concrètes de leur foi. Et que les prêtres redécouvrent et accentuent le sens pascal de leur vie et de leur tâche. Qu'ils ressentent la joie de leur ministère » aujourd'hui, c'est-à-dire la joie de leur don généreux et total au « service ».

L'Amérique latine espère que le Synode fera des chrétiens de véritables « artisans de paix ». Autre-

ment dit, des hommes transformés par l'Esprit de Dieu, qui s'engagent à instaurer la justice et à vivre dans l'amour.

Que peut apporter l'Amérique latine ?

Avant tout la conscience de la gravité et de l'urgence des deux thèmes. Et la nécessité de rechercher les voies de Dieu dans le réalisme et la sérénité de l'espérance.

Mais il y a aussi le visage ou la physionomie propre de l'Eglise latino-américaine : une Eglise pauvre, missionnaire, pascalle, qui se sent vraiment engagée dans la libération intégrale de tout l'homme et de tous les hommes. Une Eglise qui place sa confiance dans le Seigneur et s'ouvre au monde dans un esprit de salut, dans un engagement d'espérance chrétienne.

Quelle est l'attitude fondamentale des évêques devant le Synode ?

C'est précisément l'attitude d'une authentique espérance chrétienne. Avec tout ce que l'espérance suppose de confiance, de création et d'engagement. De confiance dans l'action mystérieuse de l'Esprit qui agit dans l'histoire à travers la fragilité des hommes. Mais aussi d'un engagement qui suppose la générosité dans la recherche et le courage évangélique dans le don de soi.

Dans ce climat essentiellement religieux — celui avec lequel doit toujours être vécu un événement d'Eglise comme le Synode — je voudrais souligner trois points qui me paraissent fondamentaux à partir d'une perspective latino-américaine.

Le lien intrinsèque entre le célibat et la justice dans le monde

La problématique sacerdotale est, pour nous, intimement liée au thème de la justice. De par l'exigence de l'Evangile, le prêtre se sent engagé à répondre aux vrais appels de la paix. Il fait l'expé-

(*) Texte original espagnol. Titre et traduction de DC.

rience de l'angoisse et de la douleur des marginaux, des pauvres, des opprimés. Il ressent la nécessité de se solidariser avec eux, de dénoncer les injustices, d'appeler à la conversion les principaux responsables.

De là surgissent de fréquentes tensions, même dans le cœur du prêtre. Avec sincérité, dans l'Esprit, il s'interroge sur le sens de sa vie et de sa mission, sur son don à Dieu dans l'intensité de la prière, l'attachement à la croix, la disponibilité au service de ses frères. Il ne lui est pas facile de trouver un équilibre épanouissant dans la réponse totale « Dieu qui l'a appelé d'une manière absolue, dans la réponse totale à l'homme qui attend avec impatience sa présence salvatrice.

Dans la problématique sacerdotale ce n'est pas précisément le thème du célibat qui nous touche le plus directement. Nous ne nions pas qu'il existe aussi parmi nous des difficultés et des crises. Mais l'accent s'est déplacé ailleurs. On assiste même à une certaine revalorisation des exigences du célibat dans une perspective de plus grande disponibilité au service.

Ce n'est pas non plus, essentiellement, un problème doctrinal. Je dirais que c'est, au fond, la manière pratique de vivre la foi, de relier l'Evangile à la vie, d'harmoniser l'absolu de Dieu avec le relatif de l'histoire.

Pour cette raison, le problème du prêtre devrait être analysé au cœur de l'unique mission de l'Eglise dans le monde. Mission essentiellement religieuse de salut intégral, de libération pleine, totale. Quelle est, en Amérique latine, la tâche la plus urgente de l'Eglise ? Quelle est, en cette heure providentiellement riche et difficile, la fonction spécifique du prêtre ?

Nos prêtres attendent de nous, leurs pasteurs, une parole claire, positive, encourageante, sur le sens de leur ministère et de leur vie. Une parole qui éclaire, à partir d'un approfondissement nouveau de l'Evangile inchangeable du Seigneur, les problèmes nouveaux qui les touchent. Une parole qui les encourage à répondre aux exigences absolues de leur vocation. Une parole qui les aide à être fidèles.

L'aujourd'hui de l'Eglise

Le ministère sacerdotal est confié à l'intérieur d'une Eglise qui vit l'événement religieux de la Pentecôte. Une Eglise qui se sent animée par l'Esprit et envoyée de nouveau au monde. Une Eglise essentiellement missionnaire, lumière et levain de Dieu dans l'histoire. Une Eglise qui se sent solidaire de l'humanité, qui fait l'expérience du changement et l'assume généreusement.

Une Eglise qui assure la totalité de la mission salvatrice du Christ. Qui comprend que le salut doit englober la totalité de l'homme et des peuples. Qui prend conscience de l'état de pauvreté, de marginalisation et d'injuste dépendance dans lequel vivent tant d'hommes et de peuples, et qui se sent, de ce fait, poussée par l'Esprit à prêcher l'Evangile de la conversion, à apporter la Bonne Nouvelle aux pauvres et la libération pleine et entière aux opprimés.

L'Eglise de l'Amérique latine est en train de vivre son « heure ». Heure de responsabilité et d'engagement. Heure de possibilités et d'espérance.

Elle ressent la nécessité d'une évangélisation totale : qui conduit à l'approfondissement de la foi, à une maturité de chaque jour, à l'engagement dans le concret de la vie. C'est là la tâche fondamentale du

prêtre. Il appelle le Peuple de Dieu tout entier à la réalisation du sacerdoce de son baptême.

Il expérimente l'urgence d'une présence salvatrice, essentiellement religieuse, dans la construction du monde, dans le processus de promotion humaine intégrale des peuples.

Il fait porter particulièrement son attention sur un facteur prédominant et décisif chez nous : la jeunesse. Il essaie de comprendre ses aspirations légitimes et de canaliser ses interpellations dans la ligne d'un engagement évangélique authentique.

Il est évident que ces trois exigences — évangélisation, présence au monde, attention à la jeunesse — imposent au prêtre un renouvellement constant de son ministère.

Les aspects fondamentaux du ministère sacerdotal

Quels sont les aspects fondamentaux du ministère sacerdotal ? Je voudrais indiquer très brièvement les suivants :

a) L'idée même de « service ». Le prêtre se sent « appelé » et « consacré » pour le service. De là l'idée d'une disponibilité absolue. De là les exigences radicales de l'Evangile du Seigneur qui appelle de manière irrévocable, de l'Esprit qui consacre au dedans et définitivement.

Mais ce n'est pas un service simplement humain. Le prêtre sent que la totalité de sa vie et de sa mission se trouve en état permanent de disponibilité. Que sa Parole et son Eucharistie sont un Service. Et que le Service qu'il doit offrir à ses frères est le mystère d'un salut intégral. Sa tâche consiste donc à former une communauté de chrétiens engagés et à transmettre aux hommes la joie du salut.

b) L'exigence de sa fonction prophétique. Sans rejeter dans l'ombre les autres fonctions pastorales, le prêtre d'Amérique latine sent que l'évangélisation le presse de manière contraignante. La prédication totale de l'Evangile doit nécessairement déboucher sur la célébration de l'Eucharistie. Il s'agit d'approfondir la foi, de la mûrir, de l'engager dans la vie. De vivre la foi jour après jour comme un don total à l'Evangile, comme une lecture de l'histoire, comme l'interprétation des signes des temps.

c) Les rapports avec le monde. C'est le sens de l'incarnation salvatrice du prêtre, de la présence en lui du Christ mort et ressuscité, signe et instrument de l'amour du Père. Le prêtre est relié à un monde concret et déterminé. A cet homme qui interpelle et espère. A cette histoire qui se fait. A cet homme nouveau qui naît et qui doit être recréé chaque jour dans le Christ, par le don de l'Esprit.

Le monde attend de nous une réponse de foi. Nous savons que le Seigneur existe et qu'il agit sans cesse dans son Eglise. Peu importent nos limites inévitables, à nous les hommes qui constituons l'Eglise et qui, en elle, avons reçu le don du « ministère » et du « service ». Ce qui importe, c'est la permanence de l'Esprit qui agit toujours en nous.

C'est l'Esprit de Vérité qui nous fera voir clair. L'esprit de Force qui nous fera œuvrer sans délai. L'esprit d'Amour qui nous poussera à nous donner avec joie.

Nous l'espérons pour la totalité de l'Eglise, aujourd'hui engagée, nous l'espérons tout particulièrement pour ceux que le Seigneur a consacrés comme de simples « serviteurs des hommes ».

Événements et Informations

FRANCE

Inhumations religieuses

Mgr Jean Badré, évêque de Bayeux, publie dans « *Eglise de Bayeux* » du 10 octobre la note officielle suivante : « L'usage d'autoriser les laïcs à prendre la parole dans l'église, à l'occasion des messes d'inhumation, pour y prononcer l'éloge du défunt, s'est introduit dans le diocèse. Pour garder le caractère propre des cérémonies religieuses, je demande que, désormais, dans tout le diocèse, on abolisse cet usage et qu'on revienne à l'observance de la discipline de l'Eglise. Les discours prononcés à l'occasion des obsèques le seront toujours en dehors de l'église, soit au cimetière, soit en tout autre lieu. »

Le petit prince à la Grotte

Sous le titre « Lourdes », « *Journal de la Grotte* » du 3 octobre, rapporte le fait suivant : ... « Le 14 septembre dernier, le petit prince, héritier du roi du Maroc, Sidi Mohammed Ben Hassan, âgé de huit ans, était en visite dans les sanctuaires ; plus qu'en visite même, puisque le roi désirait que ses enfants, en vacances à Biarritz, se rendent à Lourdes et que l'on prie pour lui, pour la famille royale et pour son pays. Le prince était accompagné de ses trois sœurs : Lalla Meriem, neuf ans ; Lalla Asma, six ans, et Lalla Hasna, quatre ans... A leur arrivée en voiture dans les sanctuaires, par le portail Saint-Joseph, ils visitèrent d'abord la basilique Saint-Pie-X et furent ensuite pris en charge par le P. Ramon, responsable du Bureau de presse. » Après avoir bu aux fontaines et visité les piscines, ils allèrent à la Grotte, puis au Rosaire, à la Crypte et au Chemin de la Croix.

Aide aux réfugiés pakistanais

Les évêques français demandent à tous les chrétiens de répondre, le dimanche 10 octobre, à l'appel à la prière et à l'aide en faveur des réfugiés pakistanais en Inde adressé par le Pape le 3 octobre (DC, n° 1585, p. 913). « Par la prière, le

jeûne et le secours, disent-ils, chacun de nous prend mieux conscience de la fraternité qui l'unit à des millions d'hommes en danger. C'est un effort d'une ampleur exceptionnelle qu'il s'agit de fournir par l'intermédiaire de tous les organismes nationaux et internationaux, publics et privés. » (5 octobre.)

« Annales » et « Peuples du monde »

Sous le titre *Nouvelle étape*, les « *Annales de la Propagation de la Foi* » commencent, avec leur numéro d'octobre, une collaboration plus étroite avec la revue « *Peuples du monde* », répondant ainsi au vœu des évêques de France, désireux de voir se développer l'information et la coopération missionnaires par l'union de tous ceux qui, dans notre pays, veulent travailler, selon leur vocation propre, à la Mission universelle de l'Eglise : porter l'Evangile à tous les hommes. Dans cet accord qui se concrétise aujourd'hui après une préparation de plus de vingt mois, l'œuvre pontificale de la Propagation de la Foi et la revue « *Peuples du monde* » ont eu le souci de respecter, tant au plan de l'information qu'à celui de la coopération, leurs objectifs propres... Les « *Annales* » continueront à paraître quatre fois par an et avec le même nombre de pages, sous la responsabilité de leur rédacteur, et seront réalisées avec l'équipe de « *Peuples du monde* », qui continuera à paraître dix fois par an.

Jeunes cheminots à Taizé.

Membres des Cheminots Français, ils sont venus de toutes les régions de France pour se retrouver les 2 et 3 octobre à Taizé. Rejoignant l'inquiétude des jeunes du monde entier, ils se posent la question : « Comment donner sa vie pour que l'homme ne soit plus victime de l'homme ? » (Communiqué, 7 octobre.)

ÉTRANGER

ARGENTINE

Etat et juridiction épiscopale

L'évêque de Neuquen (Mgr James Francisco De Nevares) avait pris

une décision sévère au sujet de l'affectation au culte de l'église construite dans le quartier où résident les ouvriers du Chocon : il avait refusé de la bénir tant que les chômeurs, victimes de la fameuse grève, n'auraient pas été réintégrés dans l'entreprise. On peut n'être pas d'accord avec cette décision susceptible d'être jugée diversement, et par conséquent sujette à erreur, mais on ne peut nullement l'ignorer ou tergiverser à son sujet, car elle émane de l'évêque qui, en tant que tel, est le seul responsable local au point de vue religieux. Or, c'est précisément ce qui s'est produit. L'affaire a été soustraite à la juridiction exclusive de l'évêque en la matière pour la scumettre à une autre juridiction : celle du vicaire aux armées, et l'on a procédé à une bénédiction solennelle de l'église à l'occasion de la visite du président de la République au Chocon. De tout ceci, l'évêque n'a même pas été informé. (« *Criterio* », 14 octobre.)

AUSTRALIE

Des évêques critiquent le gouvernement

Dans une déclaration commune, l'archevêque d'Adélaïde, Mgr James William Gleeson, et l'évêque anglican de Gippsland, Mgr David Garmsey, ont blâmé le gouvernement d'avoir diminué, cette année, en raison des mesures d'austérité de son programme économique, les crédits affectés à l'aide au développement. En agissant ainsi, ajoutent-ils, l'Australie n'a pas conscience de sa responsabilité envers les pays en voie de développement. Et ils invitent le gouvernement à réexaminer l'affectation des crédits pour l'aide au développement. (« *Kipa* », 5 octobre.)

BELGIQUE

Les Jésuites dans le monde

Selon de récentes statistiques, il y a actuellement dans le monde 31 861 Jésuites, soit 1 037 de moins qu'en 1970 ; c'est la baisse la plus importante jamais enregistrée. C'est surtout le nombre des scolastiques qui a fortement diminué (— 715), tandis que celui des prêtres (— 121),

et celui des frères (— 201) n'ont que peu diminué. Les assistances (superprovinces) les plus atteintes sont : les États-Unis (— 387), la France (— 345), l'Espagne (— 166), mais surtout l'Angleterre (— 531). Le nombre des Jésuites a augmenté en Inde (+ 25) et en Afrique (+ 658). C'est, bien entendu, dans les pays où les Jésuites sont les plus nombreux que la baisse est la plus sensible. On note pour la première fois une diminution du nombre de missionnaires : 7300 contre 7387 en 1970. Enfin, c'est le nombre des novices qui a le plus diminué : alors qu'ils étaient 2667 en 1963, ils ne sont plus aujourd'hui que 940. (« *Kipa* », 8 octobre.)

Nouveau prier à Chevetogne

Les moines bénédictins de Chevetogne ont élu comme prier le P. Michel Van Parys, né en 1942. Spécialiste des Pères de l'Eglise grecs, qu'il a étudiés, en particulier à Paris, il a participé aux travaux patristiques de la Commission *Foi et Constitution* du Conseil œcuménique des Eglises. (« *La Croix* », 13 octobre.)

BRESIL

A propos de l'arrestation du P. Jouffe

Le P. Daniel Jouffe, du diocèse de Saint-Brieuc, avait été arrêté le 15 septembre dernier sous l'accusation de se livrer à des activités subversives et remis en liberté le 14 octobre à Fortaleza. Mais un procès doit avoir lieu, sous l'accusation de détention de « documents subversifs ». (« *La Croix* », 16 octobre.) Le « SNOP » du 13 octobre donne le *texte d'une note publiée dans les églises et les chapelles du diocèse de Fortaleza* le dimanche 3 octobre et dont la traduction a été reçue à l'évêché de Saint-Brieuc le 8 octobre. Voici ce texte : « Au peuple de Dieu du diocèse de Fortaleza : nous faisons savoir aux prêtres, religieux, religieuses et fidèles de ce diocèse qu'a été arrêté, dès le 15 de ce mois, pour interrogatoire, au siège du département de la police fédérale, commissariat régional du CEARA, le P. Daniel Jouffe. Depuis cette date, il n'a pu rentrer chez lui, à l'Institut de sciences religieuses. Il a pu cependant recevoir des visites de prêtres ou d'évêques, en présence de fonctionnaires de ce commissariat. Prêtre français du diocèse de Saint-Brieuc en Bretagne, le P. Daniel Jouffe se trouve depuis cinq ans dans notre diocèse, étant venu au Brésil à la demande de l'évêque de Fortaleza et envoyé par le Comité épiscopal

français pour l'Amérique latine. Depuis son arrivée, il s'est donné avec tout son dévouement au ministère qui lui fut confié d'assistant théologique-pastoral, professeur à l'Institut des sciences religieuses et l'un des responsables pour la formation des candidats au sacerdoce. Tous ceux qui l'ont écouté dans les réunions ou les journées d'études, prêtres, religieuses ou laïcs, n'ont jamais pu sentir dans ses paroles ou ses attitudes le moindre signe qui puisse révéler une tendance gauchiste ou un esprit subversif. Récemment, il a été invité par son évêque de France à occuper, dès son retour (« il devait rentrer en France à la fin de cette année », dit « *Kipa* », 11 octobre), une fonction importante dans son diocèse, ce qui prouve la haute estime dont il jouit, dans son pays natal, de la part des prêtres, ses amis, de son Pasteur. Nous avons l'espoir que s'il y a eu dénonciation contre sa personne ou manque de confiance pour sa présence parmi nous, la justice militaire du pays saura éviter un jugement qui fasse une victime de suspicions infondées et ne permettra pas que s'installe un climat d'amertume, face aux exigences limpides de la justice. Nous témoignons notre estime au P. Daniel Jouffe et déclarons que son travail est travail de l'Eglise de Fortaleza, qui souffre avec lui. Nous demandons pour sa personne d'intenses prières et que la force du Tout-Puissant nous assiste tous en ces moments si difficiles. » — Signé : † José de MEDEIROS DELGADO, † Gérard de MILLEVILLE, † Miguel FENELON CAMARA. Fortaleza, le 29 septembre 1971.

CANADA

L'abbé Jean-Guy Hamelin, secrétaire général de l'Episcopat du Québec, annonce la *nomination*, par les évêques, de *Sœur Yolande Frappier*, s.n.j.m., au poste de *responsable associée pour le secteur de l'éducation* au Secrétariat de l'Assemblée des évêques du Québec. (« *Communiqué* », 7 octobre.)

COLOMBIE

Le 178^e Chapitre des Franciscains

Réuni à Medellin, le Chapitre a terminé ses travaux le 25 septembre. Par le choix de cette ville comme lieu de réunion, il a voulu, à son niveau, s'inscrire dans la ligne tracée par la réunion du CELAM à la suite du voyage de Paul VI. L'assemblée a réuni pendant cinq semaines 104 Provinciaux du monde entier autour du P. Constantin Koser, ministre général. *Sens des do-*

cuments approuvés par le Chapitre : La mission des Franciscains aujourd'hui : se considérer comme serviteurs, frères, amis de tous les hommes, où ils se trouvent et quels qu'ils soient, où le Père, par la voix de son Eglise, les envoie. Que leur amitié « éclate aux yeux de tous les hommes, spécialement de ceux qui cherchent un sens à la vie, de ceux qui ont soif de justice, d'entière vérité, de dignité humaine et de liberté » ; projet de libération et de progrès dans le sens le plus complet, le plus total, « progrès et libération qui sont participation à la grâce rédemptrice du Christ et à l'accomplissement final de l'homme dans l'éternelle union à Dieu » ; progrès et libération, mais pas importés : « Notre dessein est celui d'aider les peuples vers qui nous allons à prendre conscience de leur condition et les aider à promouvoir leur propre libération, leur propre progrès... » (« *La Croix* », 9 octobre.)

COREE

Institut catéchétique national

Le cardinal Kim, archevêque de Séoul, le pro-nonce en Corée, Mgr Rotoli, 2 archevêques, 3 évêques, plus de 400 prêtres, religieuses et laïcs ont assisté, le 13 septembre, à l'inauguration de l'Institut catéchétique national à Séoul, dont la superficie, qui dépasse 3531 m², lui permet de contenir d'amples salles de cours et de réunions, des laboratoires pour l'audio-visuel, les bureaux de l'administration, une chapelle, une bibliothèque et, aux derniers étages, des dortoirs pouvant abriter 200 personnes. (« *Fides* », 6 octobre.)

Traduction œcuménique de la Bible

Deux groupes de travail composés de protestants et de catholiques — l'un animé par un protestant et l'autre par un catholique — se sont attelés depuis deux ans à la traduction œcuménique de l'Ancien et du Nouveau Testament. Le Nouveau Testament, dont la traduction complète œcuménique a paru en avril 1971, est le fruit d'un travail en commun de deux pasteurs, deux prêtres et deux laïcs. Ce travail est le fruit d'un effort concerté des protestants et des catholiques pour rendre la Parole de Dieu accessible au peuple de Corée. Il représente aujourd'hui le meilleur texte biblique dont disposent les Eglises chrétiennes de Corée. En même temps que la préparation d'un commentaire approprié, qui facilitera la lecture du texte biblique lui-même, les évêques encouragent en

particulier la mise en route d'une « boîte postale biblique » qui offre à ceux qui le désirent, chrétiens ou non, la possibilité de s'adresser aux membres du Comité œcuménique pour leur poser des questions et recevoir des réponses appropriées. (« *Fides* », 13 octobre.)

ESPAGNE

Occupation d'églises

L'archevêché d'Oviedo a publié une note à propos de l'occupation de diverses églises de l'archidiocèse par des retraités des mines — et de leur expulsion par la force publique. L'archevêque d'Oviedo, Mgr Diaz Merchan, a précisé à ce sujet : « L'archevêché estime que l'occupation des églises et lieux sacrés n'est pas le moyen adéquat pour faire aboutir de telles revendications et souhaite vivement que la société civile trouve les moyens opportuns pour une solution pacifique des conflits de ce genre... » (« *Ecclesia* », 2 octobre.)

GRANDE-BRETAGNE

Congrès patristique

Du 6 au 10 septembre, le 6^e Congrès international d'études patristiques s'est tenu à Oxford. Ce Congrès constitue, en quelque sorte, un grand mouvement patristique sous le mot d'ordre de « retour aux Pères » (back to the Fathers) comme étant le principe de base du renouveau de l'Eglise. (« *Bip-Snop* », 6 octobre.)

GRECE

Revue orthodoxe biblique

Le premier numéro d'une nouvelle revue de théologie orthodoxe, intitulée *Bulletin d'études bibliques*, et dirigée par le professeur Savvas Agouroudis (de la Faculté de théologie d'Athènes), vient de paraître à Athènes. Elle sera « une publication semestrielle de recherche sur l'Ancien et le Nouveau Testament ». C'est la première fois que paraît une revue orthodoxe entièrement consacrée aux études bibliques. (« *La Croix* », 9 octobre.)

HONGRIE

La Bible à la télévision

La télévision hongroise vient de donner la première d'une série de 10 émissions consacrées à la Bible. Le but de ces émissions est d'informer le public sur l'origine, le contenu et la signification de la Bible, sur son influence politique et sociale au cours des siècles et son influence sur l'art. Ce programme est réalisé par le professeur Josef Fele-

gyhazy, de la Faculté théologique catholique de Budapest ; le professeur Laszlo Padozky, de l'Académie théologique réformée, et par M. Santor Schreiber, spécialiste en religion juive. (« *Soepi mensuel* », octobre.)

Levée d'excommunication

Le Saint-Siège a confirmé officiellement, le 14 octobre, l'abrogation de l'excommunication qui avait frappé, en 1957, les ecclésiastiques hongrois qui avaient accepté des mandats politiques. Une note de la Salle de presse du Vatican précise que le décret d'excommunication promulgué par la S. congrégation du Concile, le 16 juillet 1957 (« *DC* » 1957, col. 1268), a été abrogé à la suite d'une requête de la Conférence épiscopale hongroise. Selon la note, trois prêtres qui occupaient des fonctions parlementaires avaient demandé eux-mêmes l'absolution par le canal de Mgr Jozsef Ijjas, archevêque de Kolocsa, président de la Conférence épiscopale hongroise. Ils se déclaraient prêts « à suivre immédiatement, dans un esprit d'obéissance, les dispositions de l'autorité compétente ». Le Saint-Siège a accordé à leurs Ordinaires l'autorisation de les absoudre à cause de leur disposition d'esprit « en ce qui concerne le passé aussi bien que l'avenir ». Il s'agit de Mgr Beresztoczi, actuellement vice-président du Parlement, et de deux ou trois autres « prêtres de la paix » qui sont députés. (« *Kipa* », 14 octobre.)

ITALIE

A propos d'un transfert

Mgr Loris Capovilla, transféré du diocèse de Chiatti à la prélature de Lorette (cf. « *DC* », n° 1596, p. 997-998), a déclaré qu'il avait demandé lui-même son transfert il y a au moins un an. A un hebdomadaire qui lui avait demandé s'il était vrai qu'il avait préféré exercer son activité en Vénétie, sa région d'origine, l'exsecrétaire particulier du Pape Jean XXIII a dit : « Disons que je pensais retourner dans l'Italie du Nord. » En ce qui concerne ses rapports avec le Pape, il a fait la mise au point suivante : « Je n'ai jamais eu ni rappel à l'ordre, ni reproche, ni même l'ombre d'un avertissement. J'ai eu des témoignages d'estime continuels et extraordinaires de la part du Pape. » (« *Avvenire* », 8 octobre.)

MADAGASCAR

A propos d'une saisie

« *Lumière* », hebdomadaire d'information de Madagascar, dont nous signalions la saisie (n° 1596, p. 996), donne à ce sujet dans son numéro du 3 octobre, et sous le titre « Unité et liberté », les précisions suivantes : « Parce que le gouvernement a considéré que notre dernier numéro « porte atteinte à l'unité nationale », il a cru de son devoir de le saisir. Bien que l'accusation soit grave, nous n'aurons à nous en défendre devant aucun tribunal. Mais en toute hypothèse nous plaiderions non coupables. Non seulement parce qu'il n'a jamais été dans notre intention de porter, de quelque manière que ce soit, atteinte à cette unité de la nation et que nous attendons calmement que l'on nous apporte la preuve que nos écrits trahissent nos intentions. Mais parce que nous continuons à croire que l'attitude que nous avons adoptée dans ce journal — et à laquelle nous nous efforcerons de rester fidèle tant que nous garderons la liberté de nous exprimer — est une des meilleures façons de servir cette unité et d'aider à la construire... Que cette liberté d'expression nous soit retirée, c'est la liberté tout court qui sera atteinte. Avec une restriction dangereuse à un droit fondamental du citoyen : son droit à l'information... Car plus que certaines critiques qui peuvent parfois ne pas plaire, c'est bien l'atteinte à la liberté qui constitue l'atteinte la plus grave à l'unité nationale. »

SUEDE

L'avortement sans restriction

Des groupes de catholiques et luthériens suédois critiquent la recommandation de la Commission gouvernementale de supprimer toute restriction à l'avortement. La législation actuelle ne permet celui-ci que sous certaines conditions et sous le strict contrôle de l'Etat. Les demandes d'avortement sont présentées par des bureaux spéciaux auxquels on adresse les requêtes. Cependant, on a constaté un constant adoucissement des conditions permettant l'avortement légal en Suède et, dans les dernières années, 95 % des demandes ont été acceptées par les bureaux. Le « *Katolsk Kyrkotidning* » (*Nouvelles de l'Eglise catholique*), la revue du diocèse de Stockholm, qualifie le rapport de la Commission d'« horrible », et le « *Katholic Information Service* »

(KIT) sa recommandation de « macabre ». « *Katolsk Observator* » (l'*Observateur catholique*) a déclaré : « Si elle est adoptée, la proposition permettant l'avortement sans restriction constituera un exemple classique de ce qui arrive à un peuple qui s'est décidé à vivre sans Dieu. » Pour « *Svensk Pastoraltidskrift* » (la *Revue pastorale suédoise*), l'hebdomadaire pour les pasteurs, les recommandations de la Commission prouvent qu'il ne reste même pas l'ombre de la foi au Créateur. (« *NC News Service* », 4 octobre.)

SUISSE

« La Liberté » a cent ans

Il y a en effet cent ans le 1^{er} octobre que ce journal sortait de presse pour la première fois. Pour célébrer dignement cet événement, « *la Liberté* » publie quatre suppléments spéciaux qui paraîtront chaque semaine dans le courant du mois d'octobre. Dans le premier supplément, un message du Pape à la R. Mère supérieure générale de l'Œuvre de Saint-Paul qui assume presque depuis la fondation la responsabilité et l'édition. « ... C'est avec joie que le Saint-Père évoque, en cette circonstance, la courageuse initiative du chanoine Schorderet qui fut à l'origine du journal comme de votre œuvre apostolique, voulant donner à ses compatriotes une information et une source de réflexions politiques, religieuses et sociales, dignes de leurs traditions chrétiennes. Le Souverain Pontife connaît lui-même et a maintes fois eu l'occasion d'apprécier, dans le domaine religieux, le témoignage de fidélité dans la foi, d'amour filial de l'Eglise et de sage discernement que « *la Liberté* » a tenu à maintenir. » (J. card. VILLOT.)

L'aide du COE est apolitique

A propos d'un refus d'un don de la part de l'un des trois mouvements angolais de libération, le COE fait la mise au point suivante : « C'est précisément pour éviter de s'exposer à l'accusation d'aider une seule catégorie politique que le COE a fait des dons à trois mouvements angolais différents », a expliqué le pasteur Eugène Carson Blacke, secrétaire général du COE. « Nous estimons juste, ajoute-t-il, de donner le plus d'argent au mouvement le plus important. Nous ne choisissons pas l'idéologie de l'un plutôt que de l'autre. La décision a été prise sur la base d'études et d'enquêtes approfondies faites par le personnel du COE. » (« *Bip* », 6 octobre.)

3 000 prêtres « Fidei donum »

A quatorze ans de l'encyclique de Pie XII, « *Fidei donum* », et à six ans du décret « *Ad gentes* », voici les résultats détaillés de cette initiative : 500 Français (dont 280 en Afrique noire), 70 Belges (presque tous en Afrique), 49 Suisses, une cinquantaine de Hollandais, autant d'Anglais, 254 prêtres des Etats-Unis (dont 55 en Amérique centrale, 195 au Brésil, 4 pour l'Afrique) et au moins 1 500 Espagnols. (« *Avvenire* », 5 octobre.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— *Mgr Guerino Grimaldi* (évêque de Nola) *administrateur apostolique* « sede vacante » du diocèse d'Acerra, Italie. (« *OR* », 1^{er} octobre.) — *Le P. Godefroy Mukenge évêque de Luisa*, République démocratique du Congo. (« *OR* », 3 octobre.) — *L'abbé Antoine Malaya* *coadjuteur avec droit de succession de l'évêque de Kisantu*, République démocratique du Congo. (« *Ibid.* ») — *Mgr Rémy Augustin administrateur apostolique* « sede plena » de Port-de-Paix, Haïti, dont il est coadjuteur « sedi datus ». (« *OR* », 8 octobre.) — *Mgr Raphaël Ndingi* (évêque de Machakos, Kenya) *évêque de Nakuru*. (« *OR* », 10 octobre.) — *Mgr Luigi Zichem*, CSSR, *évêque de Paramaribo*, Surinam. (« *OR* », 14 octobre.)

NOUVEAUX TERRITOIRES

— *Le Saint-Père a érigé la Préfecture apostolique de Rustenburg* confiée aux Rédemptoristes, avec un territoire détaché de l'archidiocèse de Pretoria, Afrique du Sud. (« *OR* », 10 octobre.)

DEMISSIONS

— *De Mgr Stefan Kuijpers*, CSSR, évêque de Paramaribo (Surinam) sur sa demande. (« *OR* », 14 octobre.)

DECES

— *De Mgr Emiliano Giuseppe Lonati*, ancien prélat de Sao José de Grajaú (Brésil) le 29 septembre. (« *OR* », 1^{er} octobre.) — *De Mgr Michele Angelo Builes*, évêque de Santa Rosa de Osos (Colombie). Mgr Joaquin Garcia Ordenez lui succède de droit. (« *Ibid.* ») — *De Mgr Luigi Rosa*, évêque de Bagnoregio (Italie), le 3 octobre. (« *OR* », 4-5 octobre.)

SAINT-SIÈGE

— *Parution*, le 30 septembre, de l'hebdomadaire en langue allemande de « *L'Osservatore Romano* » qui s'ajoute aux autres hebdomadaires : français, anglais, espagnol, portugais, en plus de l'hebdomadaire pour le clergé, en langue italienne. (« *L'Osservatore Romano* », édition hebdomadaire en langue française, 1^{er} octobre.)

— *Le Pape a envoyé au chef de l'Etat espagnol*, le général Franco, un télégramme exprimant sa satisfaction pour le récent décret d'amnistie. (« *OR* », 6 octobre.)

— A l'occasion de la Journée de prière, de jeûne et de quêtes en faveur des populations du Pakistan oriental (10 octobre), *le Saint-Père a offert*, pour ces mêmes populations, une somme de 20 000 dollars et une croix pectorale ayant appartenu à Pie XI et qui sera vendue dans ce but. (« *OR* », 9 octobre.)

Incidents dans les églises titulaires des cardinaux Suenens et Alfrink

— Sous le titre « *Inconvenances* », « *L'Osservatore Romano* » des 11-12 octobre publie la note suivante : « Les attitudes inconvenantes, l'intolérance ou l'impolitesse ne sont malheureusement pas rares de nos jours ; on peut même dire qu'en cette période de progrès, elles sont monnaie courante. Mais que l'offense suscitée par la passion atteigne le saint lieu pour essayer de frapper celui qui, de par sa propre mission, doit toujours être jugé en dehors des considérations purement humaines, il y a lieu d'être profondément affligé. Récemment, des mains inconnues ont souillé dans les églises de Saint-Joachim et de Saint-Pierre-aux-Liens les armoiries des deux prélats titulaires de ces églises, les cardinaux Suenens et Alfrink. Les journaux romains ont déjà parlé de cet incident. Il nous reste l'obligation de le déplorer d'autant plus douloureusement et nettement que l'on prétend protester, en agissant de la sorte, pour défendre l'orthodoxie, et l'on n'a pas compris que la blessure la plus grande et la plus profonde portée à la fidélité chrétienne et ecclésiale est celle qui l'est contre la charité et la foi avec offense envers la personne sacrée des pasteurs et la communion ecclésiale. Est-il besoin d'ajouter que trop de ressentiments sont créés dans des esprits excités par une certaine information de presse partielle ou inexacte qui, trop souvent, blesse la vérité. »

L'APPLICATION PAR PAUL VI DES TEXTES VOTES PAR LE SYNODE

Au cours de la Congrégation générale du 30 octobre, Mgr RUBIN, secrétaire général du Synode, après avoir rappelé que les votes du Synode de 1971 auront un caractère consultatif, a montré combien Paul VI a tenu compte des propositions faites par les Synodes précédents :

Au cours des dernières années, on a pu voir que le Souverain Pontife a tenu le plus grand compte des propositions faites par les Synodes précédents. Une grande partie de ce qu'ils ont proposé a déjà été réalisée par le Saint-Siège. Il suffit de rappeler, à titre d'exemple, ce qui a été fait après le premier Synode de 1967.

Aujourd'hui également, après ces discussions synodales, le Saint-Père prendra sans doute en considération ce qui a été approuvé par le vote des Pères et, en sa pleine conscience et responsabilité de pasteur suprême, décidera des points à mettre en pratique.

A la première Assemblée générale du Synode, cinq points avaient été proposés par le Pape. Le premier concernait les principes qui devaient inspirer la révision du Code de droit canon. Dans ses travaux, la Commission pontificale pour la révision du Code a suivi les principes approuvés par les Pères synodaux. Au sujet du thème doctrinal, conformément aux vœux exprimés par les membres du Synode, le Souverain Pontife a constitué la Commission théologique internationale.

Pour exprimer et confirmer la foi de l'Eglise universelle, le même Souverain Pontife, le 30 juin 1968, a prononcé une solennelle profession de foi.

Au sujet des séminaires, la S. congrégation pour l'Education catholique a déjà, en grande partie, mis en œuvre les propositions du Synode.

Quant aux mariages mixtes, le Souverain Pontife, en considérant attentivement les propositions du Synode et après avoir fait étudier le problème par une Commission spéciale, a publié le *Motu proprio* « *Matrimonio mixta* ».

Quant au dernier thème synodal concernant la liturgie, le Conseil pour l'application de la Constitution liturgique et ensuite la congrégation pour le Culte divin ont tenu compte dans leurs travaux des désirs des Pères synodaux.

Pour le Synode de 1969, il suffit de rappeler que, conformément aux propositions faites en cette occasion, a été institué le conseil du secrétariat général du Synode, ont été cooptés des experts pour des travaux synodaux, et enfin a été prise la décision de convoquer le Synode tous les deux ans.

Il a été ensuite prévu de mettre progressivement en œuvre les propositions relatives à une plus étroite collaboration entre le Saint-Siège et les Conférences épiscopales, et entre les Conférences épiscopales elles-mêmes.

Aujourd'hui, après cette discussion, le Saint-Père tiendra sans doute compte de toutes les propositions approuvées par le vote des Pères et, en toute conscience et responsabilité, décidera de les mettre en œuvre.

(Extrait du communiqué du Bureau de presse.)

Imprimerie « Bayard-Presses », 5, rue Bayard, Paris-8^e. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presses.

Chanoine François GAQUÈRE Docteur ès Lettres et en Théologie

« A DIEU VA !... »

Un grand Evêque des temps modernes :

Mgr EUGÈNE-LOUIS JULIEN

Evêque d'Arras
Membre de l'Institut
(1856-1930)

- I. — Comment la Providence prépare un grand Evêque. (Yvetot — Le Havre).
- II. — La fécondité d'un Episcopat, à Arras.
- III. — Un grand Evêque de France.

(Lettre-préface de M. Wladimir d'Ormesson, de l'Académie française).

Fort volume de 360 pages : 30 F.

LES LEÇONS D'UN GRAND EVÊQUE

Vaste florilège des Œuvres de Mgr JULIEN
in-12, 560 pages : 15 F.

L'ÉPOPÉE MISSIONNAIRE

Au diocèse d'Arras

- I. — Les Problèmes Missionnaires aujourd'hui.
- II. — Le Tour du Monde avec nos missionnaires.
- III. — Les Œuvres Auxiliaires des Missions.

Prix Audiffred

de l'Académie des Sciences Morales et Politiques

Lettre de S. Em. le Cardinal VILLOT
Grand Album de luxe 21 x 27, 350 pages
250 photographies : 20 F.

« Le Saint Pauvre de Jésus-Christ » :

BENOIT-JOSEPH LABRE

Un Saint hors série,

Mendiant extatique et grand thaumaturge

Ouvrage couronné par l'Académie française,
fort volume in-8°, 400 pages, 70 photographies :
15 F.

AUX ÉDITIONS DES ŒUVRES MISSIONNAIRES

25, rue de la Paix - 62 - ARRAS

C. C. P. LILLE n° 1.087-11

BAYARD-PRESSE, 5, rue Bayard, Paris-8^e - Tél. 225-73-05.
 France et Communauté : 1 an, 42 F. 6 mois, 22 F. Canada : 1 an,
 \$ 15. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)
 Canada. Autres pays : 1 an : 50 F. 6 mois, 26 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 2,20 F. ; des années pré-
 cédentes : 5 F.
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
 millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,65 F. C. C. P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1597 - 21 NOVEMBRE 1971

- 1002 **Allocution pour la clôture du Synode** (6 nov.).
- 1005 **Audiences générales** : La sainteté dans l'Eglise (20 oct.) ; l'Eglise missionnaire (27 oct.) ; l'Eglise est une communauté qui prie (3 nov.).
- 1009 **Allocution aux évêques de la région parisienne** (24 sept.).
- 1011 **Homélie pour la Journée missionnaire** (24 oct.).
- 1012 **Le ministère du prêtre**. Allocution du 27 oct.

ACTES DE S. S. PAUL VI

LES TRAVAUX DU SYNODE EPISCOPAL SUR LA JUSTICE DANS LE MONDE.

DOSSIER

- 1013 **Rapports de Mgr Alberto y Valderrama.**
- 1018 **Contribution de la Commission pontificale « Justice et Paix ».**
- 1023 **Les votes.**
- 1024 **Le débat**. Résumés d'interventions.

TEXTES INTEGRAUX D'INTERVENTIONS AU SYNODE.

- 1028 **Structures d'une justice mondiale** (Barbara Ward).
- 1030 **Position de l'épiscopat français** (Mgr Matagrin).
- 1031 **Le fossé entre pays riches et pays pauvres** (cardinal Suenens).
- 1033 **Développement et injustice structurelle** (prof. Mendes de Almeida).
- 1034 **La crise du monde d'aujourd'hui** (Dr Mushakoji).
- 1035 **La collaboration avec les non-catholiques** (cardinal Willebrands).
- 1036 **La justice dans l'Eglise** (cardinal Marty).
- 1037 **La course aux armements** (cardinal Gouyon).
- 1039 **L'épiscopat américain et la course aux armements** (cardinal Krol).
- 1040 **La place de la femme dans le monde et dans l'Eglise** (Mgr Byrne).
- 1041 **La discrimination raciale** (Mgr Lamont).
- 1042 **Libération humaine et salut en Jésus-Christ** (Mgr Schmitt).
- 1043 **Les réfugiés du Proche-Orient** (P. Azzi).

*
**

- 1044 **L'Amérique latine et le Synode**. Conférence de presse de Mgr Pironio.
- 1046 **Evénements et informations** (1-15 octobre).

ÉVÉNEMENTS

- 1050 **L'application par Paul VI des textes votés par le Synode.**

L'ÉGLISE DANS LE MONDE



PLEASE DO NOT REMOVE

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



L'assemblée des évêques de France à Lourdes (cf. p. 1059)
(Photo Durand)

Les Silencieux
L'avortement
Justice dans le monde

- *Les Ministères aux origines de l'Eglise. Naissance de la triple hiérarchie : évêques, presbytres, diacres*, par ANDRÉ LEMAIRE (coll. « *Lectio divina* », n° 68). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 244 pages. Prix : 28 F. Editions du Cerf, Paris.

L'auteur, pour étudier ce point d'histoire ecclésiastique, part d'une exégèse rigoureuse des textes de la Bible qui font mention de ces trois ordres, évêques, presbytres, diacres, sans négliger l'éclairage que ces mots avaient déjà dans le monde helléniste et le monde juif, en les évoquant chaque fois dans leur cadre géographique et historique. Le danger est toujours d'interpréter le passé par le présent, en donnant aux mots le sens précis d'aujourd'hui qu'ils n'avaient pas encore, dans une systématisation hâtive. Mais c'est surtout grâce aux documents des deux premiers siècles que ces communautés primitives revivent sous nos yeux, s'organisant peu à peu, préoccupées d'éviter tout ce qui ne répondrait pas à la volonté de Dieu.

- *Les Cieux ouverts. Chronique de la mission ouvrière Saints-Pierre-et-Paul, 1955-1970*, par JACQUES LOEW. — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 240 pages. Editions du Cerf, Paris.

Le P. Loew a réuni dans ces pages un grand nombre de lettres adressées à la Mission ouvrière Saints-Pierre-et-Paul de tous les coins du monde. Elles marquent les étapes de cette fondation et en précisent la spiritualité : partager la vie de Dieu et celle des hommes pour relier ceux-ci entre eux et avec Dieu en Jésus-Christ.

- *La Parole inspirée. L'Ecriture sainte à la lumière du langage et de la littérature* par LUIS ALONSO-CHOEKEL. Traduit de l'espagnol par HÉLÈNE DE BLINIERE et PAUL HARDY (coll. « *Lectio divina* », n° 64). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 408 pages. Prix : 55 F. Editions du Cerf, Paris.

« Il a parlé par les prophètes ». Cet article du *Credo*, l'auteur, professeur à l'Institut biblique pontifical, nous

en montre toute la portée par une étude approfondie du témoignage des Ecritures, source de notre foi chrétienne. Parfaitement au courant de toutes les théories modernes et de tous les progrès de la science biblique, c'est une « somme » qu'il nous donne de l'inspiration divine et de ses conséquences dans la liturgie de la Parole.

- *Ecriture, Parole et Esprit*, ou trois aspects de l'herméneutique biblique, par HENRI GAZELES, P.S.S. — Un vol. 14 × 21 cm, de 176 pages. Prix : 19 F. Editions Desclée et Cie, Paris.

L'herméneutique, cette science de l'interprétation, est à la mode ; mais elle est une exigence pour une lecture féconde des Livres saints. C'est l'objet même de ce livre qui nous montre les exigences et les possibilités de l'exégèse biblique, et ce que doit être l'herméneutique appliquée à la Parole de Dieu envisagée à travers les problèmes philosophiques des temps modernes.

- *Toujours en avant*, par PIERRE TEILHARD DE CHARDIN. — Un vol. relié toile sous jaquette en plastique de 10 × 18,5 cm, de 180 pages. Prix : 13,90 F. Editions Desclée et Cie, Paris.

On a recueilli dans ce volume des textes courts qui présentent l'essentiel de la vision et des lignes directrices de l'œuvre du célèbre jésuite. Ces lignes offrent ainsi aux étudiants et jeunes travailleurs un axe de vie et de travail fécond.

- *A nous l'avenir. Méditations sur l'espérance*, par LADISLAUS BOROS. Traduit de l'allemand par A. LIEFOOGHE. — Un vol. 14 × 21 cm, de 176 pages. Prix : 15 F. Editions Desclée et Cie, Paris.

Cet appel à l'espérance, vertu théologale du chrétien, nous rappelle que cette vertu est un facteur de dynamisme et un stimulant toujours actif dans toute vie qui se livre à l'action de Dieu. C'est la base même de l'optimisme de notre foi.

VIENT DE PARAÎTRE

nouveau missel dominical de l'assemblée

COMPLET, DURABLE

Pour les années liturgiques A (1972-1975-1978...), présenté par les bénédictins de Saint-André, d'Hautecombe et de Clervaux.

ORIGINAL

Par ses orientations de prières et ses commentaires insérant l'eucharistie dans la vie.

RELIÉ, PRATIQUE

10 x 15 cm - 704 pages. Impression en 2 couleurs sur papier bible. Ordinaire de la messe repérable en tête des pages. Office du jour sans report.

1^{re} reliure en vinyl souple, couleurs assorties.

PRIX : 14,50 F

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

ÉDITIONS BREPOLS - PARIS

Actes de S. S. Paul VI

L'AVENIR DES JEUNES RURAUX

Allocution à la FAO

Le 12 novembre, Paul VI a reçu 400 participants à la XVI^e session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui réunissait à Rome les représentants de 125 pays. Voici l'allocution qu'il leur a adressée en réponse à l'adresse d'hommage de M. Jean Sinclair (Australie), président de la Conférence (1) :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,
EXCELLENCES ET CHERS MESSIEURS,

L'accueil que la FAO nous réservait le 16 novembre dernier à l'occasion de son 25^e anniversaire demeure comme une source de gratitude dans notre mémoire et nous sommes heureux de vous en donner aujourd'hui le témoignage, à l'occasion de la XVI^e session de votre Assemblée générale. Cette rencontre coïncide du reste avec le 20^e anniversaire du Siège romain de la FAO, et nous voulons en cette circonstance, avec nos vœux pour la fécondité de vos travaux, rendre publiquement hommage à ceux qui furent, depuis ces lointaines origines, les observateurs dévoués et efficaces du Saint-Siège auprès de votre organisation, notre vieil ami le si regretté commandeur Emilio Bonomelli qui vous accueillait souvent à Castel Gandolfo, et le cher Mgr Luigi Ligutti dont vous avez tous apprécié de longue date l'expérience et la compétence dans le rayonnement de ces vertus humaines et sacerdotales et qui vient de prendre une retraite bien méritée après tant d'années de bons et loyaux services.

Avec grand intérêt nous avons pris connaissance de quelques-uns des documents préparatoires à vos travaux : en particulier l'analyse des principales tendances et des faits saillants de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, l'étude prospective du développement agricole mondial en liaison avec la stratégie internationale de la deuxième décennie pour le développement, les progrès de la recherche agricole, les orientations du programme alimentaire

mondial, le bilan et les impératifs de la réforme agraire, vos relations avec les grandes organisations internationales sur les questions d'intérêt commun, et tout spécialement votre participation à l'importante Conférence des Nations Unies sur le milieu humain, qui se tiendra à Stockholm en juin 1972 et abordera des questions fort graves — dont certaines réellement angoissantes — pour l'avenir de l'humanité.

En vous lisant, nous étions frappé par cette préoccupation fondamentale qui inspire vos recherches : une prise de conscience toujours plus vive de la solidarité qui unit tous les membres de la grande famille humaine et une volonté toujours plus déterminée d'amener les peuples et leurs gouvernements à en tirer les conclusions qui s'imposent pour aider tous les hommes à vivre d'une vie pleinement humaine. Comment l'Eglise ne se réjouirait-elle pas d'une telle orientation si conforme aux exigences de son message d'amour universel, comme aux meilleures aspirations des hommes de notre temps ? Nous le disions dans notre encyclique *Populorum progressio* : « Les paysans prennent conscience, eux aussi, de leur misère imméritée. » (N. 9.) La distorsion croissante des revenus et la disparité plus vivement ressentie des modes de vie rendent cette constatation plus aiguë encore aujourd'hui.

Les jeunes ruraux aspirent à la participation

Les jeunes générations montantes au sein du monde rural vivent cette situation avec une impatience difficilement maîtrisée, cependant que leur revendication se fait plus pressante d'une participation accrue, au triple plan de l'avoir, du savoir et du pouvoir : « faire connaître et avoir plus, pour être plus » (*ibid.*, n. 6). Aussi est-ce à bon droit que le problème de « l'ajustement agricole », comme vous le définissez au point 7 de votre ordre du jour provisoire (document C 71/41, du 25 août 1971), retient toute votre attention. Qui ne le voit ? Les progrès techniques les plus remarquables et les acquisitions technologiques les plus poussées ne serviraient de rien si les jeunes ruraux ne prenaient conscience à travers le monde qu'il s'agit d'un progrès qui est aussi à leur portée et à leur bénéfice et qu'en le réalisant ils s'accomplissent eux-mêmes. C'est, dans chaque village, tout un chacun qu'il faut intéresser à son travail, lui fournir les moyens concrets de l'améliorer et l'aider à comprendre l'enjeu de ses résultats. Une importation de tech-

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 3 novembre 1971. Les titres et sous-titres sont de notre rédaction.

niques toutes faites serait sans lendemains durables si une telle éducation patiente et persévérante n'était entreprise et menée à bien par des experts profondément soucieux de cette authentique promotion de l'homme, tant il est vrai que « le plan et l'argent ne suffisent pas : ce sont d'abord l'esprit et le cœur qui remportent les vraies victoires » (discours du 16 novembre 1970 à la FAO, dans AAS 62, 1970, p. 835, n. 7) (2).

Ils ne veulent plus être laissés en marge du progrès

Il faut le dire expressément : l'action économique et sociale, pour indispensable qu'elle soit, ne suffit pas, si elle n'est soutenue et promue par un dessein à la fois psychologique, pédagogique et spirituel. Nous nous trouvons en effet devant des transformations radicales qui bouleversent la vie du monde. La civilisation rurale, qui était autrefois celle de la majorité des hommes et leur procurait leur légitime épanouissement, est aujourd'hui battue en brèche de tous côtés par la montée d'une civilisation urbaine et mécanicienne, pourvoyeuse de multiples objets qui rendent plus aisée la vie des hommes. Isolés souvent au fond de leurs campagnes, les jeunes ne sont-ils pas souvent en train de perdre espoir dans leur avenir d'hommes ? N'ont-ils pas le sentiment qu'en définitive c'est pour les gens des villes qu'ils travaillent et qu'il n'est pas pour eux de participation réelle à ce qui leur apparaît de loin comme une sorte d'âge d'or prodigieux ? Certes, la réalité est bien différente du rêve et les désenchantements ne tardent pas à se manifester devant leur brutale confrontation. Mais, qui ne le sait, la puissance des mythes est telle qu'elle va jusqu'à ébranler les mentalités dans leurs profondeurs les plus secrètes. Les jeunes ruraux veulent vivre comme des jeunes d'aujourd'hui, exercer une profession bien définie, avoir un statut social clairement marqué, une maison dotée d'un minimum de confort avec des abords dignes de ce nom, des loisirs qui leur procurent de légitimes satisfactions, des conditions de vie qu'ils ne rougissent pas de partager avec leur compagne, des écoles qui assurent à leurs enfants l'entrée dans le monde des adultes avec autant de moyens et de chances de réussite que les enfants des villes, des vacances qui leur permettent de renouveler leur horizon quotidien. Bref, il ne suffit plus d'enrayer la distorsion croissante de la situation des ruraux au sein du monde moderne, il s'agit de les y insérer à part entière, de faire en sorte que les générations montantes n'éprouvent plus ce sentiment débilitant d'être comme des laissés pour compte, des marginaux tenus à l'écart du progrès moderne dans ce qu'il y a de meilleur. Qui saura les convaincre de la valeur, de l'intérêt, de la nécessité, et en même temps de l'humanité et de la dignité de leur labeur, en comparaison avec le travail industriel et bureaucratique ? Qui saura leur donner le moyen de vivre dignement et d'être heureux de mener cette vie, librement assumée ? Les temps ont changé, et la poésie géorgique et arcadienne ne suffit plus — « *Beatus ille qui procul negotiis...* », HORACE, Epodon II, *Vitae rus-*

ticae laudes — à combler l'attente des jeunes du monde rural. C'est toute une société nouvelle qu'il faut les aider à construire en leur en donnant les moyens, économiques certes, nous le redisons, mais tout autant culturels, humains et spirituels. A ce prix seulement la crise actuelle réellement angoissante des jeunes pourra être surmontée, les familles rurales retrouveront leur équilibre naturel et les villages redeviendront des pôles animés de vie culturelle et religieuse. Noble tâche, bien digne de susciter l'enthousiasme des jeunes et de les unir pour réaliser un projet de vie réellement passionnant !

Une terre féconde pour tous les hommes

A vous de répondre à cette attente légitime, et de juguler par là ce dangereux désenchantement qui s'étend à travers les campagnes devant trop d'espérances frustrées. Les hommes, les jeunes surtout, ont besoin qu'on les aide à se procurer par leur travail des moyens de vivre et par leur engagement au service d'une grande cause, des raisons de vivre. Quand il s'agit d'augmenter les ressources alimentaires mondiales, de procurer aux populations dans le besoin, avec les denrées de toute première nécessité, les moyens strictement indispensables à leur subsistance, ne saurait-on susciter le même élan généreux que celui qui anime les grandes réalisations du génie humain ? L'homme serait-il plus apte à orienter son savoir-faire inventif vers des projets dispendieux ou des entreprises de destruction (cf *ibid.*, p. 836, n. 9) qu'à utiliser les immenses ressources de son esprit et de ses mains pour fertiliser la terre ? Puisse votre action généreuse et efficiente susciter la conspiration de tous les hommes de bonne volonté pour mettre en œuvre tant de terres en jachère et tant d'énergies inemployées (cf *ibid.*, p. 837, n. 10). Une terre féconde pour tous les hommes : que cet idéal, grâce à votre persévérant effort, s'inscrive toujours plus dans la réalité du monde, aux dimensions mêmes d'une communauté internationale dont l'instauration pacifique anime le dynamisme de tous les hommes de cœur.

Le passage d'économies dominées par la recherche prépondérante du profit à une économie de service du bien commun

C'est vous dire l'estime avec laquelle nous suivons vos travaux et l'espérance qu'ils suscitent pour nous, au lendemain d'un Synode qui a marqué le lancinant souci de l'Eglise de contribuer à instaurer plus de justice entre les hommes et entre les peuples. Votre mission est profondément humaine, comme vous honore l'idéal qui l'inspire. Votre entreprise est noble et difficile, elle exige beaucoup de courage, une générosité toujours en éveil et une persévérance jamais démentie. Bien loin de vous laisser décourager par l'ampleur de la tâche à accomplir, que son urgence soit pour vous un stimulant à porter plus généreusement encore votre responsabilité, un appel aussi à l'imagination créatrice qui saura inspirer les solutions libératrices. A une heure en effet où certains éprouvent l'insidieuse tentation de se replier dans un nationalisme égoïste et désuet, il vous appartient d'ouvrir les voies à une coopération internationale accrue, qui marque le passage d'économies dominées par la

(2) DC 1970, n° 1575, p. 1054. (NDLR.)

recherche prépondérante du profit à une économie de service du bien commun. Qui ne le voit : c'est à ce prix qu'une mise en œuvre intelligente des innombrables ressources des terres et des océans pourra apporter ce qu'il faut aux hommes pour vivre en hommes.

Cette mission, qui est la vôtre à l'échelle du monde, entre sans nul doute dans les desseins de la divine Providence qui nous invite à partager notre pain quotidien avec amour et à faire en sorte que chaque homme puisse se le procurer lui-même par son travail diligent. Aussi est-ce de grand cœur que nous appelons sur vos travaux l'abondance des divines grâces, en gage desquelles nous vous donnons une large Bénédiction apostolique.

MESSAGE A L'UNESCO

Le 4 novembre a été célébré solennellement, à Paris, le 25^e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. A cette occasion, Paul VI a adressé à M. René Maheu, directeur général de l'UNESCO, le message ci-après qu'il a fait porter par le cardinal Daniélou, son représentant personnel, en regrettant de n'avoir pu venir lui-même à Paris (1) :

A MONSIEUR RENÉ MAHEU,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNESCO,

Le 25^e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture nous fournit l'occasion de vous exprimer, avec notre satisfaction pour l'œuvre accomplie, les vœux que nous formons pour son fécond développement. Les grandes institutions internationales ne sont-elles pas des carrefours privilégiés d'échanges créateurs pour l'avenir de l'homme ? Singulièrement, de par sa Charte de fondation, l'UNESCO a vocation de « contribuer au maintien de la paix et de la sécurité, en resserrant, au moyen de l'éducation, de la science et de la culture, la collaboration entre les nations ». Un tel dessein ne pouvait laisser l'Eglise indifférente. Aussi le Saint-Siège a-t-il manifesté, dès la création de votre Organisation, tout l'intérêt qu'il y portait en choisissant en la personne de Mgr Roncalli — le futur Jean XXIII — son premier observateur permanent, et en entretenant depuis lors d'étroites et confiantes relations. De nombreuses Organisations internationales catholiques vous apportent par ailleurs leur concours dans le cadre des Organisations non gouvernementales et tout récemment encore, l'Année internationale de l'éducation nous four-

nissait l'occasion d'expliciter la contribution spécifique de l'Eglise à ce grand œuvre : « Mettre les hommes en mesure d'accomplir, en hommes, leur merveilleuse destinée. » (Note du Saint-Siège à l'occasion de l'Année internationale de l'éducation, le 8 décembre 1970, dans *l'Osservatore Romano* du 31 décembre 1970 ; *Documentation Catholique*, t. LXVIII [1971], p. 217.)

Que tous les hommes puissent prendre part au développement de l'esprit

Une conviction profonde en effet anime l'Eglise : « C'est le propre de la personne humaine de n'accéder vraiment et pleinement à l'humanité que par la culture, c'est-à-dire en cultivant les biens et les valeurs de la nature. » (*Gaudium et spes*, n. 53, § 1.) Cet idéal implique le passage d'une société où l'instruction était le fait du privilège à un monde en marche vers sa promotion universelle. Cette immense entreprise, de par sa finalité même, se situe à un plan international, celui-là même où vous œuvrez avec des moyens sans cesse accrus, mais toujours insuffisants devant l'ampleur de la tâche à accomplir.

Cloisonné par des frontières politiques et divisé par des tensions idéologiques, le monde n'en est pas moins parcouru par un profond désir d'unité, avivé par ses divisions mêmes. C'est à cette aspiration que l'UNESCO a vocation de répondre. L'éducation forme l'homme, la science lui fournit le moyen d'agir, la culture l'épanouit en le familiarisant avec le passé, en l'enracinant dans le présent, en l'ouvrant sur l'avenir. A ces trois plans, vos moyens d'action sont au service de la grande famille humaine.

Si la culture ne se réduit pas à la simple possession d'un patrimoine hérité du passé, les grandes expériences de l'humanité, dans son cheminement plurimillénaire, avec les témoignages de l'art, de la pensée, des littératures, des religions, des sciences et des techniques, n'en sont pas moins une composante essentielle. S'en priver serait se couper de ses racines ; y renoncer, se mutiler gravement. Aussi l'action de l'UNESCO en ce domaine doit-elle appeler la reconnaissance de tous les hommes dignes de ce nom : qu'il suffise d'évoquer ici la chaîne de solidarité suscitée par la campagne entreprise pour préserver les œuvres d'art de la Nubie. Au moment où le génie de l'homme commence à maîtriser de nouveaux espaces, nul doute que la redécouverte de son passé ne lui soit maîtresse de vie et de sagesse, en même temps que source de légitime fierté.

Encore faut-il que tous les hommes puissent prendre part à ce développement de l'esprit. Sans doute les siècles passés avaient-ils quelque moyen de faire bénéficier les masses des richesses culturelles de l'élite intellectuelle. Mais aujourd'hui l'écriture et la lecture apparaissent comme des éléments indispensables, aussi bien d'intégration sociale que d'enrichissement personnel, et donc requis pour rendre l'homme capable de s'accomplir en plénitude. Seule cette éducation de base permet d'assurer le développement. Nous le répétons avec force : « La faim d'instruction n'est pas moins déprimante que la faim d'aliments : un analphabète est un esprit sous-alimenté. » (*Populorum progressio*,

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano*, 5 novembre 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.

n. 35.) Les déclarations des plus hautes instances internationales — Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, articles 26 et 27; droits de l'enfant solennellement proclamés le 20 novembre 1959 à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies, principes 2 et 7 — et celles du Concile du Vatican, — Constitution pastorale *Gaudium et spes*, chap. II, L'essor de la culture, n. 60, — nous avons plaisir à le souligner, se rejoignent sur ce point. Mais à quoi servirait-il « de proclamer des droits, si l'on ne mettait en même temps tout en œuvre pour assurer le devoir de les respecter, par tous, partout, et pour tous » ? (Message à la Conférence internationale des droits de l'homme à Téhéran, le 15 avril 1968, dans AAS 60, 1968, p. 285; *Documentation Catholique*, t. LXV [1968], col. 883.) C'est dire avec quelle satisfaction l'Eglise voit se conjuguer en ce domaine, sous l'active impulsion de l'UNESCO, les initiatives privées et les projets publics. Elle-même s'y emploie du reste de longue date, selon ses moyens, avec une conviction d'autant plus ferme qu'elle s'enracine dans les grandes certitudes qui constituent sa raison d'être.

L'UNESCO ■ vocation d'œuvrer au développement intégral de l'homme

Sans qu'il y ait confusion sur ce point, une telle œuvre en effet ne peut se soutenir que par un idéal, cet humanisme qui inspira l'action de tant de nos devanciers : il ne suffit pas de donner le goût du savoir et les moyens du pouvoir, il faut encore y ajouter des raisons de vivre. Vous le déclariez vous-même très justement lors de la « Rencontre des cultures » organisée au siège de votre Organisation « sous le signe de la collaboration et de la paix » au lendemain du Concile œcuménique Vatican II : « Il n'y a pas d'organisation du travail intellectuel collectif sans spiritualité... L'UNESCO est essentiellement cela : à la fois un instrument et une expérience spirituelle de l'universel humain. » (Allocution de clôture de M. René Maheu, dans *Rencontre des cultures à l'UNESCO sous le signe du Concile*, Paris, Mame, 1966, p. 68.) Par-delà l'instruction, tel est bien l'objectif de l'éducation : former des hommes, leur apprendre à vivre, apporter à une jeunesse en quête de vérité, assoiffée d'authenticité, plus qu'un savoir en perpétuelle évolution, une sagesse qui soit projet de vie enraciné dans une civilisation déterminée; en même temps leur donner le moyen de le réaliser, féconder les intelligences, forger les volontés, éveiller les consciences et préparer à l'action : bref, « construire un monde fraternel où tous les membres de la grande famille humaine... parviennent à maîtriser progressivement les forces de la nature, à développer harmonieusement les possibilités de la culture et, dans le respect des légitimes diversités, à promouvoir une civilisation de l'universel » (note du Saint-Siège à l'UNESCO, n. 8, *Osservatore Romano*, 31 décembre 1970; *Documentation Catholique*, t. LXVIII [1971], p. 214).

L'UNESCO a ainsi vocation d'œuvrer au développement intégral de l'homme, responsable de son destin devant ses frères et devant l'Histoire,

et appelé à résoudre les nombreuses antinomies auxquelles il est confronté : échanges culturels multipliés et sagesse ancestrale conservée, expansion d'une culture nouvelle et fidélité vivante à l'héritage des traditions, harmonisation entre l'ancienne culture classique et la nouvelle culture scientifique et technique, émiettement des disciplines spécialisées et synthèse du savoir, développement du génie inventif et épanouissement de la contemplation, symbiose entre les masses et les élites, légitime autonomie de la culture et respect des valeurs religieuses. Ces questions fondamentales (cf. *Gaudium et spes*, n. 56) ne peuvent être résolues que par une volonté commune de respect et d'accueil aux valeurs qui sont l'honneur des cultures engendrées par l'humanité, en leur diversité même : « Entre les civilisations comme entre les personnes, un dialogue sincère est en effet créateur de fraternité. » (*Populorum progressio*, n. 73; cf. *Ecclesiam suam*, dans AAS 56 [1964], p. 639 s.)

Notre représentant personnel aux cérémonies commémoratives qui marqueront le 25^e anniversaire de l'UNESCO, notre cher fils le cardinal Jean Daniélou, vous portera ce vœu, que nous aurions aimé vous exprimer nous-même de vive voix, si les circonstances nous avaient permis de répondre à votre déférente invitation.

C'est avec ces sentiments de profonde estime et de confiance que nous appelons de grand cœur l'abondance des divines bénédictions sur les efforts inlassables que vous faites pour hâter l'avènement d'une société plus juste et fraternelle.

Du Vatican, le 1^{er} novembre 1971.

PAULUS PP. VI.

Avez-vous

L'ALMANACH DU PÈLERIN 1972 ?

- Vous y trouverez un Mauriac de 1933 et un Cesbron de 1971.
- Le calendrier des saints est à jour.
- L'épiscopat français y est présenté sous son organisation actuelle.
- Cent dessins. Mille anecdotes...
- Toute l'actualité évoquée.
- Un compagnon idéal pour 366 jours !

244 pages. Tout en couleur. 5 F seulement.
Chez votre libraire ou votre diffuseur.
A défaut : Bayard-Presses - 5, rue Bayard, Paris-8^e. CCP Paris 16-68 (Franco : 6,65 F).

Actes du Saint-Siège

LA VALEUR MORALE ET PÉDAGOGIQUE DE L'ÉCOLE CHRÉTIENNE

Lettre pontificale au Congrès des APEL

Du 12 au 14 novembre, s'est tenu à l'Université catholique d'Angers, le IV^e Congrès de l'Union nationale française des Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (1). A cette occasion, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé la lettre suivante, au nom du Saint-Père, à M. Paul Duguet, président des APEL. Cette lettre, datée du 3 novembre 1971, a été lue publiquement à la cérémonie de clôture, le dimanche 14 novembre, devant 20 000 personnes rassemblées au stade d'Angers (2) :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Sur l'initiative de l'Union nationale des Associations des parents d'élèves de l'enseignement libre français, un Congrès important va se tenir à Angers, du 12 au 14 novembre prochain. Le Saint-Père est heureux de cette occasion d'exprimer à tous les membres des APEL ses meilleurs encouragements. Depuis de longs mois, parents, élèves, maîtres et chefs d'établissement, aux différents niveaux de l'enseignement, ont réfléchi, à partir des situations concrètes, aux responsabilités des uns et des autres, pour faire de l'école une « communauté éducative en marche », selon le thème significatif de votre Congrès. A la lumière de l'enseignement conciliaire (cf. *Gravissimum educationis momentum*), vous entendez souligner le droit naturel de l'enfant à être initié aux valeurs morales et religieuses et à recevoir une formation qui le prépare, dans un climat adapté, à exercer librement demain sa responsabilité d'homme et de chrétien.

Tout enfant a droit à ce que lui soient clairement proposés le vrai et le bien

Comment proposer aux jeunes scolaires le projet de vie qui pourra éclairer leur intelligence, ouvrir leur cœur et orienter leur action, de telle sorte qu'ils en viennent à assumer leur vocation

(1) L'Union nationale des APEL comptait l'an dernier 787 000 adhérents et 11 000 sections, dont 95 % dans les établissements catholiques (*Semaine religieuse d'Angers*, 7 novembre 1971).

(2) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 3 novembre 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.

humaine et chrétienne, avec la liberté, l'authenticité et la profondeur que celle-ci requiert ? Il y faut à la fois témoignage personnel, compétence technique et art pédagogique, sans compter ces multiples interférences, souvent mystérieuses, où se nouent l'option personnelle du jeune avec la grâce de Dieu. N'est-ce pas la joie, et aussi parfois le drame, de nombreux parents et éducateurs chrétiens, dont le Saint-Père partage profondément le souci ? Devant la tentation toujours renaissante d'un naturalisme pédagogique inspiré par le noble mais spécieux prétexte de la liberté de l'enfant, une conviction profonde, en effet, les anime : tout enfant a droit à ce que lui soit clairement proposé le vrai et le bien, sous peine d'un lourd handicap imposé à sa liberté. L'enfant, l'adolescent inexpérimenté ont besoin de guides attentifs et sûrs, de repères précis et fermes, que leur fournissent parents et éducateurs conscients de leur devoir, à la mesure même de leur amour. La nécessité s'en fait sentir aujourd'hui plus que jamais, dans un monde pluraliste, souvent sécularisé, hésitant sur ses raisons de vivre. Devant les options disparates qui se proposent aux jeunes, une éducation digne de ce nom doit les aider à établir une réelle hiérarchie des valeurs, comme à juger leurs premières expériences, bref à acquérir une véritable conception de la vie. Or, un chrétien le sait : la vérité ne s'invente pas, elle est donnée dans une révélation ; le salut ne se conquiert pas, il est reçu, dans la foi, de Celui qui est « la Voie, la Vérité, la Vie » (Jn 14, 6). Et cette vérité, loin de brider la liberté, lui apporte au contraire la libération (cf. Jn 8, 31-36).

Sur ce fondement solide, la créativité, dont la valeur est si justement soulignée par les pédagogues modernes, s'avère non seulement possible, mais souhaitable et nécessaire : spontanéité spirituelle, dialogue, initiative dans l'action, rencontre d'authentiques témoins doivent trouver leur place dans une éducation digne de ce nom. Proposer Jésus-Christ n'est pas imposer prématurément à l'enfant un choix qui contraigne sa liberté, mais lui permettre déjà de participer à la mesure de ses capacités, à la plénitude de joie et de vie qui sont la réalité même de Dieu. Telle est l'éducation ouverte qui donnera aux jeunes les meilleures chances d'assumer leur responsabilité dans l'Eglise et dans le monde : n'est-ce pas la vocation de l'école chrétienne d'offrir des conditions privilégiées pour l'assurer ?

La sécurité affective nécessaire à l'enfant

Un autre souci vous retient légitimement : la sécurité affective nécessaire à l'enfant, sous peine de blocage dans son développement intellectuel, de difficultés dans son insertion sociale, de crises dans sa foi elle-même. Devant l'insécurité qui ronge notre société, il est plus nécessaire que jamais d'entourer l'enfant de tendresse, de l'aimer pour lui-même, de l'appeler personnellement à répondre et à donner. Il ne s'agit certes pas d'éduquer les jeunes à l'abri des vrais problèmes, de leur cacher les misères trop réelles de l'humanité, de leur voiler les criantes injustices, proches ou lointaines, encore moins de leur éviter les rencontres difficiles entre milieux sociaux différents. Mais il faut précisément aborder ces questions avec une force d'âme que le climat de l'école, comme celui de la famille, peut largement contribuer à donner. Dans un monde marqué par l'anonymat, l'école catholique n'aurait-elle pas cette vocation de témoigner de l'amour personnel qui jaillit de la foi et de l'amour de Jésus-Christ ?

Eveil progressif de la responsabilité

Former des hommes libres est une tâche capitale pour les éducateurs : c'est un éveil progressif de la responsabilité qu'il leur faut susciter. Il ne s'agit pas en effet de proposer aux jeunes des responsabilités qu'ils seraient encore incapables de porter, mais de leur permettre peu à peu, à travers un fécond et confiant apprentissage, de donner toute leur mesure. C'est une communauté éducative en marche qu'il s'agit de créer, à partir d'un véritable contrat éducatif. Susciter pareil engagement entre parents, maîtres, grands élèves et directeurs, en précisant les objectifs poursuivis et la part de chacun dans ce grand œuvre, voilà certes une initiative qui rompt avec la passivité d'un statut octroyé et qui devrait susciter le dynamisme d'une active coresponsabilité. Cette entreprise délicate requiert, avec un sain réalisme, un large consentement sur les fins et les moyens, un souci accueillant des différents milieux sociaux, et surtout, devant les exigences de notre temps, la volonté de préparer les jeunes à remplir les services qu'ils auront à assurer, dans les communautés nationales et internationales, comme dans l'Eglise. Nul doute que cette recherche ne fasse de l'école chrétienne l'un des foyers, exigeant et efficient, d'un nouvel humanisme.

L'école chrétienne veut non pas se livrer à une œuvre concurrente, mais apporter une collaboration spécifique

Ce faisant, devant l'urgence et l'ampleur des tâches éducatives à accomplir, les responsables de l'école chrétienne n'ont aucune prétention de se livrer à une œuvre concurrente, mais la volonté d'apporter leur collaboration spécifique, comme le précisait l'épiscopat français récemment encore (cf. *Documentation catholique*, t. LXVI, 1969, p. 1073-1074). Dans l'ensemble de ses préoccupations pastorales, l'Eglise invite tous ceux qui assument des responsabilités au sein de l'école à les porter avec l'ensemble de la communauté chrétienne, et d'abord avec les

parents. L'heure ne saurait être à la démission facile et inconsidérée, surtout de la part des instituts religieux qui sont nés pour remplir cette tâche capitale de l'éducation chrétienne. Il s'agit bien plutôt de revaloriser sans cesse une école qui doit constituer un modèle de communauté chrétienne, qui mette généreusement en acte, dans un climat de joie et de simplicité, la charité et la justice, qui propose aux jeunes générations, avec une culture solide une écoute attentive de la parole de Dieu et de l'enseignement de l'Eglise, par une catéchèse adaptée et une participation active à l'apostolat. Comment l'Eglise n'attacherait-elle pas un grand prix à un tel effort ? Elle vous encourage à le poursuivre généreusement.

**

C'est dans ces sentiments que le Saint-Père appelle sur vos travaux les grâces de lumière et de force de l'Esprit-Saint. De grand cœur, il incite les parents des APEL, groupés dans leurs cercles de famille, à exercer les responsabilités qui leur reviennent dans l'éducation de leurs enfants. Il félicite les prêtres, religieux et religieuses, et les laïcs de plus en plus nombreux, qui se consacrent avec dévouement à rendre l'école chrétienne toujours plus apte à répondre aux besoins de la jeunesse qui monte. Aux uns et aux autres, il envoie une large Bénédiction apostolique.

Heureux de vous transmettre ce message du Père commun, je vous prie d'agréer, monsieur le Président, avec mes vœux pour la fécondité de votre rencontre angevine, l'assurance de mon cordial dévouement en Notre-Seigneur.

Jean card. VILLOT.

LA LUTTE CONTRE LA PORNOGRAPHIE

*Message pontifical à l'Union internationale
d'action morale et sociale*

A l'occasion du Congrès mondial de l'Union internationale d'action morale et sociale, qui s'est tenu à Bonn le 1^{er} novembre, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a fait parvenir, au nom de Paul VI, la lettre ci-dessous à la présidente honoraire de l'Union, Mme Colini-Lombardi ().*

CHÈRE MADAME,

Le Saint-Père apprécie vivement l'initiative de l'Union internationale de l'action morale et sociale qui organise un Congrès international dans le but d'étudier la contribution de l'Europe au progrès et

(*) Texte anglais dans l'*Osservatore Romano* du 2-3 novembre 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

à la paix. Une fois de plus votre Union veut attirer l'attention sur les problèmes touchant la dignité de la personne humaine et, en particulier, sur le mal causé à la moralité publique par la diffusion de la pornographie.

Les moyens de communication sociale, qu'il s'agisse de la presse, de la radio, de la télévision, du cinéma ou d'autres spectacles, contribuent efficacement à transmettre des informations, des images et des idées qui favorisent le progrès de la culture et l'éducation personnelle et sociale des individus. Leur efficacité n'est pas moins grande pour promouvoir la formation de la moralité et la diffusion des valeurs qui sont à la base de la société civile. Mais ces mêmes moyens de communication peuvent être tragiquement efficaces lorsque, sous couvert d'idéologies fausses et pernicieuses ou en raison de l'appât du gain, ils proposent sans discrimination à l'homme des informations, des suggestions et des idées contraires à la morale et donc désastreuses pour l'éducation des consciences, destructrices de la saine morale et nuisibles au bien commun qui est le but de la société.

Les ravages de la pornographie

Il n'est pas besoin de rappeler les proportions que prend dans le monde le phénomène de la pornographie, en particulier dans les pays où l'atténuation des barrières légales et des pénalités a permis à de véritables industries de se former et de s'organiser pour l'exploitation de l'obscénité. Par contre, il est nécessaire de dénoncer vigoureusement les ravages causés parmi les jeunes, dans les familles et dans les sociétés que l'on appelle « tolérantes ».

En fait, il ne s'agit plus seulement d'une question de danger. Le mal est déjà là : clairement visible parmi les jeunes, moins évident peut-être dans les familles, il ronge à la longue les fondements même de notre société. Il a déjà été condamné par les autorités judiciaires, administratives et sanitaires, ainsi que par des associations dans toutes les nations, cultures et religions.

Nous nous contenterons de mentionner quelques points qui méritent l'attention de tous ceux qui désirent étudier ce problème.

Les autorités politiques doivent rechercher le bien commun de la société, c'est-à-dire qu'elles doivent maintenir et promouvoir les conditions extérieures procurant aux citoyens et aux familles l'ordre et le bonheur basés sur les valeurs humaines qui forment le contenu d'une civilisation. Elles ont donc le devoir et le pouvoir de protéger les individus, les familles et l'ensemble de la société contre les dangers causés par les ravages de la pornographie.

Les limites de la liberté

Est-il besoin de rappeler que la liberté d'expression et la liberté de diffusion des idées sont limitées non seulement par les droits d'autrui — parmi lesquels celui d'être à l'abri de l'exhibitionnisme sexuel — mais aussi par le devoir de protéger la moralité publique ? A une époque où tant d'efforts louables sont faits pour l'instruction et l'éducation, la santé physique et morale, la dignité et la sécurité des citoyens, comment ne pas s'opposer vigoureusement à ce qui contredit radicalement ces efforts ?

Il existe heureusement certaines lois qui régissent les publications et les spectacles destinés aux mineurs : mais qui peut affirmer qu'il subsiste encore des secteurs non touchés par la société d'aujourd'hui ?

Qui pourrait prétendre que même les mineurs dans notre société soient à l'abri de l'étalage de l'obscénité ? En outre, les experts et les organisations internationales ne reconnaissent-ils pas l'existence d'un problème d'éducation parmi les adultes au point que, parmi ces derniers, seule une petite minorité plus mûre serait capable d'affronter sans trop de danger l'invasion actuelle ?

Ne pas être des spectateurs passifs

A une époque où l'opinion publique exerce une influence croissante sur les corps législatif, administratif et judiciaire, c'est manquer à son devoir de solidarité sociale et politique que de se contenter d'observer passivement l'attaque lancée par une petite minorité favorable à la libéralisation de la pornographie pour des raisons idéologiques, financières ou pratiques. Des difficultés marginales et objectivement discutables peuvent se poser lorsqu'il s'agit d'une définition rigoureuse de « l'obscénité » au niveau de la législation et de l'application judiciaire, mais il est clair que la pornographie dont nous traitons ici, et qui est la plus pernicieuse et la plus répandue, se présente à visage découvert dans ses titres et son contenu. Aux yeux des personnes de bonne foi il n'y a aucun doute ni sur ses objectifs ni sur sa nocivité. Loin de prôner une nouvelle libéralisation dans ce domaine où règne déjà une tolérance excessive, nous devons d'urgence travailler à préserver ou à favoriser la formation des consciences qui sont le support de la moralité publique, rechercher une formulation, une interprétation et une application meilleures pour les lois qui sanctionnent ces abus. L'avenir de notre société exige qu'elle soit protégée contre le déferlement d'une sexualité débridée, provoqué sur une large échelle par les produits d'une industrie puissante et sans scrupules. La dignité de la personne humaine et la beauté de l'amour humain sont en jeu. On veut réduire l'amour à la simple rencontre des corps et à la satisfaction des instincts. Mais dans l'amour l'être tout entier participe à une union des corps et des cœurs qui dépasse l'égoïsme et s'élève jusqu'au don de soi généreux à l'image de l'amour de Dieu lui-même.

Le Saint-Père vous encourage dans votre travail et exprime sa profonde estime pour votre courageuse entreprise dans un domaine si proche de nos propres préoccupations et de celles de tous les chrétiens. En souhaitant à votre Congrès les résultats les plus fructueux, il invoque bien volontiers sur les participants et tous les membres de l'Union internationale de l'action morale et sociale l'abondance des grâces divines.

En joignant mes vœux personnels pour le succès de vos efforts, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

JEAN, cardinal VILLOT.

— *Ce que croyait Charles de Foucauld*, par un Petit Frère de Jésus. Préface de René Voillaume. — Un vol. 12,5 x 18 cm, de 138 pages. Prix : 15 F. Maison Mame, Paris-Tours.

« Ce livre sans prétention, dit le P. Voillaume, voudrait témoigner de la foi, avec la force, la naïveté et l'amour dont elle est imprégnée », telle que l'a vécue le P. de Foucauld.

— *Ce que croyait Teilhard*, par GÉRARD-HENRI BAUDRY. — Un vol. 12,5 x 18 cm, de 202 pages. Prix : 15 F. Maison Mame, Paris-Tours.

« Il fut avant tout un croyant, un témoin fidèle de la foi au Christ ressuscité et un fils soumis de l'Eglise catholique », assure l'auteur dans son Introduction ; et il suffit de lire ces pages pour en être convaincu.

L'Assemblée plénière de l'Épiscopat français

(Lourdes, 15-20 novembre 1971)

LISTE DES 152 PARTICIPANTS

— 5 cardinaux : MM. DANIELOU, GOUYON, MARTIN, MARTY et RENARD.

— Les 115 archevêques et évêques résidentiels et auxiliaires de tous les diocèses de la France métropolitaine.

— Les 2 exarques pour les Arméniens (Mgr KEHIAYAN) et pour les Ukrainiens (Mgr MALANCZUK).

— 3 évêques des DOM :

Mgr GUIBERT, évêque de la Réunion ;

Mgr MARIE-SAINTE, évêque auxiliaire de la Martinique ;

Mgr OUALLI, évêque de Basse-Terre (Guadeloupe).

— 5 évêques des TOM :

Mgr COPPENRATH, archevêque coadjuteur de Papeete (Tahiti) ;

Mgr HOFFMANN, évêque de Djibouti (Territoire des Afars et des Issas) ;

Mgr KLEIN, administrateur apostolique de Nouméa (Nouvelle-Calédonie) ;

Mgr MAURER, préfet apostolique des îles Saint-Pierre et Miquelon (Terre-Neuve).

— Six évêques en retraite : NN. SS. BÉJOT, DE COURRÈGES, GUILHEM, PIOGER, THÉAS et URTASUN.

— Le P. André COSTES, S.J., provincial de France, représentant les supérieurs majeurs qui se trouvent dans l'impossibilité de venir à cause de l'Assemblée générale des supérieurs majeurs.

Les 12 prêtres de l'équipe nationale :

D. PERROT, région Parisienne ;

E. CORNIL, région Nord ;

M. GUITTON, région Ouest ;

R. BLOY, Sud-Ouest ;

Ch. LACOME, Midi-Pyrénées ;

J. GUYOMARC'H, Provence-Méditerranée ;

A. CHAMBON, Centre-Est ;

H. ROUYER, Centre ;

M. LACOUR, Est ;

R. SALAUN, représentant les non-territoriaux ;

J. THOMAS, représentant les religieux ;

A. BRESSOLETTE, secrétaire de la Commission épiscopale du clergé et des séminaires.

— Les 4 observateurs non catholiques :

P. GREENACRE, recteur de l'Eglise anglicane Saint-George à Paris et représentant en France de l'évêque de Fulham ;

P. Elie MELIA, professeur de l'Institut orthodoxe Saint-Serge de Paris ;

Pasteur Henry BRUSTON, président de la Commission de la Fédération protestante des relations avec le catho-

licisme et président des Services de recherche et de relations œcuméniques ;

Pasteur Georges APPIA, chargé de mission par les Eglises luthériennes de France et d'Alsace-Lorraine et par les Eglises réformées de France et d'Alsace-Lorraine.

(Texte original.)

INTERVENTION DU CARDINAL MARTY SUR LE SYNODE

L'Assemblée plénière annuelle de l'épiscopat français s'est ouverte à Lourdes, dans la matinée du 15 novembre, par le rapport ci-après dans lequel le cardinal Marty, archevêque de Paris, président de la Conférence épiscopale française, a fait part de ses impressions sur le Synode épiscopal, auquel il a participé en qualité de délégué de l'épiscopat français (1) :

CHERS AMIS,

Je suis rentré de Rome par la route...

Pendant quarante-huit heures, j'ai eu tout le loisir de méditer sur le Synode. J'ai médité aussi la parole de Paul à Timothée : « ce n'est pas l'esprit de peur que Dieu nous a donné, mais un esprit de force, d'amour et de bon sens ». En vous accueillant ce matin pour notre semaine annuelle de travail, permettez-moi de vous faire part des conclusions de cette méditation.

Après mon intervention, les autres évêques de la délégation française vous rendront compte de nos travaux et vous informeront des orientations élaborées par l'Assemblée synodale.

Auparavant, je vous dois des excuses : cette Assemblée plénière a dû être retardée. Je sais qu'il n'est pas facile de remettre rendez-vous et réunions. Soyez donc remerciés d'avoir accepté sans trop de mauvaise humeur cette obligation qui vous fut tardivement imposée.

(1) Texte original. Il en est de même pour ceux qui suivent. Nous indiquons en caractères gras quelques passages saillants du texte.

I. — Des constatations

Les travaux du Synode ont été laborieux. L'opinion s'est interrogée sur leur efficacité ; elle a souvent exprimé son insatisfaction, parfois une réelle inquiétude.

Les appréciations cependant sont diverses : certains parlent de l'impossibilité de résoudre les problèmes qui se posent à nous aujourd'hui ; d'autres, au contraire, applaudissent, croyant percevoir un raidissement salutaire de l'Eglise hiérarchique ; quelques-uns s'empressent déjà de condamner ou d'opposer !

Le Synode n'est pas un mini-Concile, même si, à diverses occasions, il en a donné l'impression. Il n'a pas l'autorité du Concile. Il reste le Conseil du Pape.

Les textes votés ne s'adressent pas au monde entier. Ils n'ont pas force de loi. Ils veulent représenter la « pensée globale » des évêques consultés en Synode. Non publiés par l'Assemblée, ces textes ont été remis au Pape comme instrument de travail.

Il n'en reste pas moins vrai qu'une telle Assemblée, réunie à Rome pendant six semaines, est un événement. Le Synode ne peut laisser indifférents. Il n'est pas une parenthèse dans la vie de l'Eglise ; il n'est pas un simple colloque. Il nous engage tous ; il engage l'Eglise de France.

Je veux ici témoigner de la délicatesse du Saint-Père à l'égard de l'Eglise de France ; je puis vous dire toute l'attention qu'il porte à nos activités pastorales et à nos recherches. Il a tenu à m'exprimer à plusieurs reprises sa confiance. Il est assuré de notre fidélité et de notre collaboration.

Enfin cet événement est un fait religieux : pour le chrétien, il se comprend dans la foi.

Nous croyons que l'Eglise a la parole de la Vie. Nous croyons que les hommes attendent la révélation du mystère de Jésus-Christ ; l'Evangile est indispensable au monde qui se fait. Notre impatience a sa cause dans notre angoisse apostolique. Moins que jamais nous ne pouvons mettre la lumière sous le boisseau ; moins que jamais, nous ne pouvons nous sécuriser par quelques formules apaisantes.

C'est toujours le temps du risque de la foi.

II. — Quelques convictions

L'on pourrait faire d'autres constatations. Je préfère maintenant partager avec vous plusieurs convictions.

1. Je suis convaincu de la nécessité de **rester fidèles aux grandes orientations conciliaires**. Vatican II n'est pas encore assimilé. Vatican II n'est pas encore totalement appliqué. Comme le rappelle si souvent Paul VI, il doit l'être avec **énergie**. Je souligne l'actualité renouvelée de plusieurs textes : *Presbyterorum ordinis*, *Ad gentes*, *Gaudium et Spes*, *Dei Verbum*, *Lumen gentium*.

2. En France — et c'est là peut-être une originalité que d'autres Eglises locales ne comprennent pas toujours, — **l'action pastorale est au service de l'évangélisation**. Notre option est **missionnaire**. Je suis convaincu qu'elle doit le rester.

L'Eglise refusera toujours de devenir un club fermé pour initiés.

Six ans après le Concile, nous sommes arrivés à un point de non-retour : l'Eglise n'a plus à s'interroger pour savoir si elle doit aller au monde. Elle est dans le monde. Elle porte en elle les affrontements et les interrogations de tous. Le Synode l'a révélé d'une manière vive : nous étions comme sur la place publique, avec nos faiblesses — il est sain de le reconnaître, — mais non sans foi et espérance.

La mission nous renvoie aujourd'hui à la fidélité de l'Eglise, à sa propre identité, à la qualité du signe qu'elle donne d'elle-même, en bref, à la vérité de son témoignage. Le monde interpelle notre foi. Le meilleur service que l'Eglise puisse rendre au monde, c'est dans ce monde d'être elle-même. La mission nous renvoie ainsi à la vie ecclésiale, à la sainteté des chrétiens, à la qualité des institutions. N'est-ce pas là d'ailleurs le thème que nous allons aborder durant ces trois premiers jours ?

3. Ma troisième conviction est la suivante : **il n'y a pas et il n'y aura jamais de vie évangélique sans Eglise**. La tentation existe chez des chrétiens d'opposer l'institution à l'Evangile, les structures ecclésiales à la vitalité charismatique, l'Eglise de Pierre à la communion de Paul. Nous devons être attentifs à ce grave danger. C'est certes une invitation à bousculer les entraves, à convertir nos mentalités, à purifier et transformer... mais c'est aussi une obligation de rappler avec vigueur que la communauté ecclésiale n'est pas une organisation comme les autres. Dans le *Credo*, nous professons l'Eglise. Elle est notre famille. Nous sommes du même sang.

Il y a une manière chez des chrétiens, voire chez quelques militants, de se faire les juges de l'Eglise qui porte atteinte à la foi qu'ils professent. Mais qui est capable de dire en toute honnêteté qu'il n'a pas reçu sa foi un jour, de cette Eglise, qui depuis vingt siècles porte, signifie et fait vivre l'Evangile de Jésus-Christ ?

4. Ma quatrième conviction regarde **l'Eglise universelle et les Eglises particulières**.

Ce Synode a eu une tonalité différente des rencontres précédentes.

Certes, la gravité des thèmes traités a pesé très nettement sur le déroulement des travaux : les évêques se savaient écoutés de leurs propres communautés locales. Certes, les méthodes de travail n'ont pas été satisfaisantes. Le Saint-Père lui-même l'a reconnu dans son discours de clôture.

Cela est vrai. Mais ma découverte la plus caractéristique est ailleurs : l'Eglise catholique en quelques années a évolué ; elle est aujourd'hui plus qu'hier, *diverse et une*. Chaque Eglise locale a sa personnalité, entend faire respecter la culture propre de son peuple, est soucieuse de sa mission dans la nation, de ses relations avec l'Etat ; chaque Eglise locale — et en particulier les jeunes Eglises — n'acceptent plus de dépendre soit de la puissance économique, soit de l'influence culturelle, soit encore des écoles théologiques des grandes et anciennes Eglises d'Occident. Nous prenons conscience de cette diversité : elle est une conséquence de la décentralisation souhaitée par Vatican II et réalisée avec sagesse par le Pape Paul VI. Elle explique, pour une part, les incertitudes et les embarras du Synode.

L'Eglise latine d'Occident a eu un dynamisme missionnaire auquel l'histoire rendra hommage. Aujourd'hui, elle doit accepter de n'être plus l'unique centre de rayonnement spirituel du monde chrétien.

Diverse, certes, l'Eglise cependant reste une. L'une de nos préoccupations est de sauvegarder et développer la communion universelle, de veiller à la rectitude de la foi et à sa diffusion. C'est d'abord la tâche du Pape ; sa mission voulue par le Christ doit être scrupuleusement défendue. Le Pape est le garant de la liberté de tous. C'est aussi le souci majeur du collège épiscopal. Le Synode ne peut régler tous les problèmes pratiques, mais il devrait être l'exercice institutionnel de la collégialité épiscopale, autour, avec et pour Pierre.

III. — Quatre conséquences

Je vous ai confié, chers amis, plusieurs convictions.

Il nous faut maintenant envisager l'avenir. Notre Assemblée aura à tirer les conséquences du Synode. Je souhaite qu'elle n'en reste pas aux informations, qu'elle ne formule pas seulement des critiques, mais qu'elle s'efforce d'aider les évêques à s'engager sur quelques orientations concrètes. A titre d'hypothèse de travail, j'énonce quatre points qui devraient retenir notre attention pastorale : les ministères dans l'Eglise, les études théologiques, notre responsabilité par rapport à la justice dans le monde, la prière.

1. Les ministères

1. Comme évêques, nous sommes responsables des prêtres, de leurs engagements, de leur ministère, de leur vie. Nous ne devons pas nous cacher les difficultés qu'ils rencontrent aujourd'hui et rencontreront demain ; non seulement au plan personnel, mais aussi comme corps social. Nous traversons ensemble des années difficiles. Les prêtres et les évêques ont été depuis plus de cinq ans l'objet de trop de pressions et de secousses, d'interrogations et de recherches..., pour que l'on puisse imaginer que le simple rappel d'un principe règle toutes les questions.

Notre responsabilité épiscopale est ici engagée, principalement sur deux points :

a) Le respect des « conditions humaines, spirituelles, apostoliques d'un ministère qui corresponde au don de la vie ». N'est-ce pas à quoi nous nous sommes engagés en 1969 ? On ne vit pas le ministère presbytéral aujourd'hui comme hier.

b) Le respect d'une réelle coresponsabilité entre prêtres et évêques. Je n'y reviens pas. J'ai cru devoir intervenir au Synode en ce sens (2).

2. Nous prenons acte de la volonté exprimée par le Synode — et confirmée par le Saint-Père — de garder dans l'Eglise latine intégralement le lien entre ministère sacerdotal et **célibat**. Nous reconnaissons cette intuition pastorale comme une règle. Il n'y a pour moi aucun doute à ce sujet.

Pour accomplir la mission d'évangélisation dont tous les chrétiens ont la charge, le monde

doit pouvoir compter sur des hommes consacrés au service de Dieu et de leurs frères dans cet état de disponibilité privilégiée. Ils sont les témoins de l'Absolu de Dieu.

Je souhaite vivement que dans la ligne des travaux, présidés par Mgr Schmitt (3), nous poursuivions avec diligence l'étude des motivations de la profonde convenance entre sacerdoce et célibat. Il y a en ce domaine encore à faire... et à vivre.

3. Il est une autre tâche qui nous incombe au premier chef : celle de **donner aux communautés les responsables dont elles ont besoin**, tant pour leur propre animation que pour leur mission d'évangélisation. Il est prudent d'envisager en ce domaine un certain nombre de transformations : en effet, demain, les prêtres seront moins nombreux ; ils seront mieux situés dans la communauté chrétienne ; leurs tâches missionnaires seront plus exigeantes.

C'est pourquoi il nous faut prendre les dispositions qui s'imposent pour aider à la diversification des tâches et des responsabilités apostoliques. Nous le ferons non seulement par l'ordination de diacres, mais aussi par la reconnaissance de fonctions confiées de plein droit aux religieuses et aux laïcs, hommes ou femmes.

4. Enfin, notre pastorale en faveur des **vocations sacerdotales** doit être intensifiée : je reste assuré que l'Eglise aura demain les prêtres nouveaux dont elle a besoin. Des jeunes sont prêts à tout risquer ; si cela en vaut la peine, ils s'engageront sans retour pour un témoignage de contemplation, comme en vue de la mission apostolique.

2. Les études théologiques

Tout d'abord une remarque : l'attitude de la délégation française au Synode a paru à certains déconcertante. Les évêques français ont, en effet, demandé à plusieurs reprises que l'on commençât le travail par le thème « la justice dans le monde », et, plus largement, que l'on fît une analyse de la situation, que l'on prît d'abord en considération les questions posées. On a parlé d'une méthode inductive. On a parlé d'une problématique française. Je dois préciser qu'elle n'était pas spécifiquement française. D'autres évêques souhaitaient la même procédure.

Mais est-ce de notre part un manque d'intérêt aux études théologiques ? Est-ce la volonté de ne prendre comme unique référence que les expériences humaines ou les actions pastorales ? Personne ne peut le croire. Mais c'est l'affirmation que le rôle des pasteurs est de *confronter constamment vie et foi*. C'est, à mon sens, ici que se situe aujourd'hui la recherche théologique.

Je crois me rappeler que l'an passé, en concluant nos travaux, j'avais souligné l'importance de cette recherche. L'épiscopat français n'a pas peur d'affronter les problèmes doctrinaux. Il témoigne de cette volonté aujourd'hui même : comment ne pas souligner, s'il en était besoin, la qualité des réflexions théologiques qui nous sont proposées cette année : que ce soit dans le rapport sur « Eglise-sacrement » ; que ce soit le dossier sur le baptême ; que ce soit la recherche

(2) Cf. DC 1971, n° 1596, p. 991. (NDLR.)

(3) Ibid., p. 989. (NDLR.)

proposée depuis plusieurs mois sur « Eglise, foi et politique », enfin que ce soit le projet d'une prochaine session pastorale dont le thème serait « Libération de l'homme et salut en Jésus-Christ ». Tous les problèmes qui ont été agités au Synode m'ont confirmé que nous posions là des vraies questions.

3. La justice dans le monde

Mgr Matagrín nous en parlera dans quelques instants.

Voilà simplement trois pistes de réflexion :

a) Le Synode a rédigé des propositions. Il a élaboré des orientations, exprimé des souhaits. Mais, d'une certaine manière, il nous renvoie à nous-mêmes. D'où ma question : qu'allons-nous entreprendre en France ? Non pas qu'allons-nous lire, mais qu'allons-nous faire ?

b) Il n'y a pas d'engagement d'Eglise qui ne soit celui de tous les membres de la communauté, surtout celui des laïcs. Comment convaincre alors les catholiques de France que Jésus-Christ les appelle à la fraternité universelle et à la pauvreté évangélique ? Comment leur faire comprendre que ces appels sont souvent question de justice ? Quelle est notre autorité effective sur cette communauté pour la convaincre, transformer sa mentalité, la faire passer aux actes ? Cependant, attention à toute action démagogique ou irresponsable.

c) L'un des services que l'Eglise peut rendre en cette matière de « la justice dans le monde » est d'élaborer une doctrine, une théologie du développement et de la création, du salut et de la libération. La France a peut-être quelque chose à dire là-dessus. J'ai été frappé par l'urgence d'une réflexion doctrinale... lors de très utiles et souvent courageuses interventions au Synode.

4. Une vie de prière renouvelée

Je ne veux pas conclure sans avoir lancé l'appel à un réveil dans l'Eglise de France, d'une vie de contemplation du mystère de Dieu. Les jeunes surtout nous interpellent. Il suffit de se rendre à Taizé quelques heures, ou ici même, à Lourdes, ou encore à Chartres, pour en saisir l'actualité. Et il n'y a pas que Taizé, Lourdes et Chartres ! Nous ne remettons pas en cause l'une des intuitions du Concile : c'est-à-dire que la vie elle-même, l'apostolat, le ministère est déjà prière... Mais cette prière a besoin d'être dite, chantée, écoutée. En vérité, elle ne prend consistance que dans l'écoute de la Parole de Dieu.

Nous devons donc veiller :

— A favoriser des lieux de silence, tout particulièrement dans les grandes villes ;

— A témoigner collectivement de la priorité que nous donnons à la prière.

Il y a, sur ce point, urgence.

Conclusion

Il n'est pas dans mon habitude de vous parler si longuement, vous le savez. Veuillez m'en excuser. Ce sont là des remarques personnelles. Puissent-elles nous aider, les uns et les autres, à confirmer, dans la foi, notre volonté d'agir et d'entreprendre.

En guise de conclusion...

Nous sommes au milieu du gué ; le courant est tumultueux ; certains sont pris de panique ou simplement fatigués. Ils regardent en arrière ; ils rêvent de la tranquillité apparente d'hier. D'autres, au contraire, veulent courir ; ils rêvent eux aussi de pouvoir arriver seuls, en leaders isolés, sur l'autre berge. Nous, nous sommes les pasteurs de ceux-ci, de ceux-là et des autres ; nous avançons avec tous ; nous avancerons sans doute plus lentement,

Mais l'axe de la marche ne change pas...

Pas plus que la vigueur de notre espérance.

AUTRES INTERVENTIONS

SUR LE SYNODE

Le Secrétariat national de l'opinion publique a donné le résumé ci-après des interventions qui ont été faites devant l'Assemblée plénière le 15 novembre par les trois autres évêques délégués de l'Episcopat au Synode et par Mgr Frétellière, évêque auxiliaire de Bordeaux, suppléant :

Mgr Etchegaray

a parlé de la vie fraternelle des évêques du Synode.

1. Il a rappelé que la délégation française n'allait pas au Synode pour défendre les couleurs françaises : les évêques français étaient une équipe qui portait ce que vit la Conférence épiscopale mais ils se sentaient, avec les 200 autres évêques, unis au Pape, porteurs de l'Eglise tout entière.

Il a insisté sur la qualité d'écoute, que l'aula elle-même favorisait, et montré qu'il a par contre été difficile de se comprendre totalement faute de temps : assemblées générales deux fois par jour et faute de rencontres variées en marge du Synode.

2. Il a été frappé, dit-il, par la variété des situations humaines et pastorales : ce n'est pas une situation nouvelle, mais les contrastes se sont révélés plus accentués qu'au Concile de Vatican II, tout particulièrement parce que les Eglises locales ont trouvé un peu partout leur consistance propre et aussi parce que les Eglises de l'Europe de l'Est étaient toutes représentées.

Cette même variété des situations s'est d'ailleurs retrouvée au niveau des vingt-quatre prêtres observateurs.

3. Il a enfin fait part d'une réflexion personnelle : l'un des grands problèmes, aujourd'hui, c'est l'approfondissement du principe de communion entre Eglises particulières au sein de l'Eglise universelle. Dans ce domaine, le ministère de Pierre demeure le meilleur garant du respect des Eglises particulières.

Mgr Frétellière

a expliqué la méthode de travail de la délégation française : une délégation assez nombreuse qui a pu passer du temps à préparer les interventions des évêques délégués au Synode.

L'ambiance de l'équipe a été très fraternelle et s'est certainement ressentie des efforts faits, ces années passées, pour un travail commun évêques-prêtres-laïcs. Dans cette équipe, le travail de préparation du Synode et l'apport des théologiens se sont révélés

très précieux : d'où l'importance et la nécessité d'un travail commun avec les théologiens, pour les évêques comme pour les prêtres (1).

Il a terminé en soulignant la manière dont les évêques délégués se sont référés aux documents émanant de la Conférence épiscopale, les lisant et les relisant avant de mettre la dernière main à leurs rapports.

Mgr Schmitt

a expliqué par le détail le déroulement des travaux sur le sacerdoce ministériel.

et fait ensuite une sorte d'analyse du document voté par le Synode, faisant essentiellement ressortir que si le document n'était pas pleinement satisfaisant c'était en partie dû à la difficulté de se comprendre.

Il constate qu'il y a des documents de Vatican II qu'il va falloir travailler à nouveau pour en élucider les ambiguïtés au niveau du langage doctrinal.

Mgr Matagrín

a également rappelé le déroulement du travail sur le thème de la justice dans le monde. Il a présenté le document voté au Synode, soulignant l'importance de la question doctrinale qui a été sans cesse abordée mais pas assez creusée : la relation entre la libération des hommes et le salut en Jésus-Christ.

(1) *Le cardinal GOUYON, qui participait au Synode en tant que membre désigné par le Pape, a déclaré dans une interview publiée dans sa Semaine religieuse (la Vie diocésaine de Rennes, 20 novembre 1971, p. 543) :*

Bien que désigné par le Saint-Père et non pas élu par les évêques de France, j'ai été associé à part entière à tous les travaux du groupe français. Nous nous sommes exprimés en toute liberté au sein de cette délégation. Nous travaillions en liaison avec des théologiens. D'autre part, les évêques suppléants, Mgr Vial et Mgr Fréteville, bien qu'ils n'aient pas eu à intervenir au Synode lui-même, ont été partie prenante de tous les travaux préparatoires. Il en fut de même de Mgr Sauvage, en raison de la place qu'il occupe au sein de la Commission du clergé.

Nos relations ont été des plus cordiales et confiantes. J'ai admiré le scrupule avec lequel les évêques élus ont eu le souci de traduire fidèlement les réponses que les autres évêques de France leur avaient adressées. Cependant, ils se sont trouvés un peu gênés du fait qu'au document préparatoire original avait été ajouté un rapport introductif, rapport dont les accents et même les propos dépassaient parfois le document préparatoire lui-même. Or, les évêques de France n'avaient pas eu préalablement connaissance de ce rapport introductif. L'expérience de ce double texte ne devra certainement pas être renouvelée à l'avenir.

Pour ma part, je me suis senti tout à fait solidaire des propos des évêques élus et j'ai veillé avec soin à ne pas trahir leur confiance.

J'aimerais préciser également que, bien que nommé par le Souverain Pontife, ma liberté est demeurée entière. Je n'ai reçu aucune consigne ni subi aucune pression. Il n'y a eu aucune réunion séparée entre ceux qui étaient désignés au même titre que moi-même. (NDLR.)

— *Le Couple, aujourd'hui*, par ODETTE THIBAUT (coll. « Vie affective et sexuelle », n° 1). — Un vol. 11,5 X 18 cm, de 160 pages. Prix : 9 F. Editions Casterman poche, Paris.

— *La Fidélité*, par JEAN GONDONNEAU (coll. Via, « Vie affective et sexuelle », n° 11). — Un vol. 11,5 X 18 cm, de 152 pages. Prix : 9 F. Editions Casterman poche, Paris.

DÉCLARATION DES ÉVÊQUES DE FRANCE SUR LE BAPTÊME DES PETITS ENFANTS

Nous sommes unanimement et fermement attachés à la tradition de l'Eglise concernant le baptême des petits enfants. Ce n'est pas pour nous une question de « discipline », si vénérable soit-elle. C'est un acte de foi en la gratuité absolue de l'Amour de Dieu qui toujours nous précède. La baptême des petits enfants parce qu'il est naissance nouvelle et entrée dans le mystère du Christ ressuscité, demeure dans l'Eglise un des signes privilégiés de cette gratuité prévenante.

Cette affirmation que n'effleure aucun doute nous rend d'autant plus libres et plus forts pour appeler prêtres et communautés chrétiennes à poursuivre hardiment l'effort généralisé depuis 1965 pour une pastorale renouvelée du baptême des petits enfants (1). Nous croyons trop au don de Dieu pour accepter de le « brader ». Notre conduite doit être inspirée par un vrai respect du sacrement, de la vocation de l'enfant à la foi, des parents, des prêtres et de tous ceux qui, dans l'Eglise, doivent manifester l'Amour et la Vérité de Jésus-Christ.

Le sacrement de baptême ne peut se célébrer que dans la foi de l'Eglise. Il exige la réponse de foi de ceux qui le reçoivent. Dans le cas du baptême des petits enfants, les parents doivent témoigner de cette foi ou du moins s'engager explicitement à ce que leur enfant soit éduqué dans la foi de l'Eglise.

Pour beaucoup de familles, aujourd'hui, cela requiert un véritable cheminement et un dialogue en Eglise.

Cette pastorale indispensable de cheminement a déjà donné d'excellents résultats là où elle a été sérieusement mise en œuvre. Elle permet aux parents de participer plus consciemment à la responsabilité de l'Eglise qui baptise leur enfant.

L'effort commencé doit être poursuivi. Il concerne tous les membres de l'Eglise : laïcs, religieux et religieuses sont appelés à y prendre une part plus active avec les prêtres dont les charges pastorales et missionnaires s'accroissent aujourd'hui.

En France, les situations sont très diverses. De toute manière, l'évêque est responsable de la mise en œuvre de la pastorale du baptême des petits enfants dans son diocèse. Il lui revient d'apprécier les raisons d'admettre des exceptions à la pratique habituelle du baptême des petits enfants. Tel peut être le cas, par exemple, dans certains secteurs déchristianisés.

Les parents chrétiens sont toujours appelés à faire baptiser leurs enfants tout petits. S'il en est qui hésitent, ils doivent s'interroger en conscience pour voir si leurs motifs sont cohérents avec la foi de l'Eglise. On leur rappellera qu'ils sont responsables de l'éducation de leur enfant dans cette foi.

Quelles que soient les situations, c'est toujours en référence à la foi en l'Amour de Dieu

(1) Cf. le texte approuvé par l'Épiscopat français le 6 décembre 1965 sur « la pastorale du baptême des petits enfants ». (DC 1966, n° 1466, col. 457 et s. — NDLR.)

exprimé par le baptême, en référence à la Parole de Dieu, à la Tradition et à la mission d'évangélisation de l'Eglise-Sacrement du Christ que doivent sans cesse être prises et renouvelées nos attitudes et initiatives pastorales.

Nous demandons que, dans les diocèses, les régions apostoliques et au niveau national, soit poursuivie l'étude des questions pastorales que pose dans le contexte actuel le baptême des petits enfants avec tous les approfondissements doctrinaux qu'elles impliquent.

ORDONNANCE SUR LE NOUVEAU RITUEL DE LA CONFIRMATION (1)

Les évêques de France, réunis à Lourdes en assemblée plénière, ont décidé ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — L'usage du nouveau rituel de la confirmation est autorisé à partir du 1^{er} janvier 1972. Il sera obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1973.

ART. 2. — On se servira des textes approuvés, au nom des évêchés francophones, par la Commission épiscopale francophone pour les trauctions.

Lourdes, le 20 novembre 1971.

(1) Le nouveau rituel de la confirmation a été publié à Rome le 13 septembre 1971 (cf. DC 1971, n° 1594, p. 855.)

COMMUNIQUE DU CONSEIL PERMANENT SUR LES ACCUSATIONS PORTEES CONTRE LA HIERARCHIE

Depuis un certain temps, soit dans des tracts, parfois distribués à domicile, soit dans des bulletins périodiques envoyés par poste, soit dans des journaux et publications, voire des conférences de presse, des accusations sont portées contre des prêtres, des évêques et même tout l'épiscopat français. Le Saint-Père lui-même n'est pas épargné. A la contestation de la pastorale dont nous sommes responsables, s'ajoute maintenant une mise en cause de notre honneur, parfois même de notre foi. D'odieuses insinuations, dont on n'apporte pas la moindre preuve, cherchent à troubler la confiance des fidèles vis-à-vis de leurs pasteurs.

Jusqu'à ce jour, nous avons préféré garder le silence, en espérant que ces attaques injustifiées s'atténueraient. Nous croyons aujourd'hui le moment venu de dénoncer publiquement ces calomnies.

Autant nous voulons être accueillants à une critique loyale et constructive, autant nous rejetons une suspicion qui, à travers nos personnes, porte atteinte à l'honneur du Peuple de Dieu et des prêtres qui sont à son service. Nous tenons à affirmer la communion et la solidarité qui nous unissent entre nous ainsi qu'au chef de l'Eglise, signe et garant de l'unité.

LE CONSEIL PERMANENT.

RÉSOLUTION FINALE

Introduction

Dans le souci d'une plus grande fidélité à Jésus-Christ et à son Eglise, nous nous sommes interrogés à Lourdes sur la qualité et la signification de la vie de l'Eglise en France. Nous affirmons à nouveau notre volonté de persévérer dans la voie missionnaire tracée par Vatican II. En tenant compte du Synode, des orientations positives qui s'en dégagent et dans l'attente des décisions du Saint-Père, nous prenons les résolutions suivantes :

1. Promouvoir la justice et la paix

Des hommes, croyants ou non, luttent de diverses manières pour la justice et la paix. Aucun chrétien ne peut rester à l'écart. Il y a du sérieux de l'Evangile : rendre témoignage de l'espérance en Jésus-Christ Sauveur, aux points où se jouent l'existence et l'avenir de l'humanité.

Nous demandons à tous les fidèles de prendre en considération les objectifs qui, en référence au message œcuménique français d'octobre 1970 et aux propositions précises du Synode, seront assignés à la Semaine de la paix organisée par *Pax Christi* du 6 au 12 décembre.

Le Concile a dénoncé la course aux armements comme une plaie intolérable dont les pauvres sont les premières victimes. Un désarmement progressif, simultané et contrôlé est nécessaire. Il est incompatible avec un commerce des armes qui alimente les guerres et aggrave les oppressions.

Dans l'immédiat, nous renouvelons instamment l'appel en faveur du Bengale : intensifier les secours et obtenir des pouvoirs publics les décisions politiques qui s'imposent, à savoir la contribution qui revient à notre pays dans le consortium international d'aide, la décision et la déclaration d'un embargo sur la livraison d'armes, la recherche d'une solution pacifique et le retour des réfugiés bengalis.

2. Communautés de chrétiens : renouveau et unité

Des chrétiens se regroupent pour approfondir, exprimer et célébrer leur foi en Jésus-Christ dans des rencontres fraternelles où se manifeste davantage le lien entre ce qu'ils vivent et ce qu'ils croient. Cet effort, poursuivi depuis longtemps par les mouvements d'Action catholique et par d'autres groupements, a suscité un renouveau des paroisses et une meilleure présence de l'Eglise dans les réalités humaines. Cet effort demeure prioritaire.

On voit aussi surgir spontanément de nouvelles formes de communautés. Elles peuvent être facteurs de renouveau ecclésial dans la mesure où la Parole de Dieu est reçue en Eglise, où l'Eucharistie est célébrée en lien avec l'évêque, où chaque communauté est effectivement ouverte aux autres dans la communion visible de l'Eglise.

Cette exigence évangélique de communion se heurte aujourd'hui à des difficultés accrues. Des catholiques également soucieux de la vérité et de la fécondité de leur foi sont profondément

divisés. Notre ministère de la réconciliation nous presse de leur demander de vaincre toute tentation d'intolérance.

3. Les ministères, aujourd'hui et demain

Il nous revient de susciter dans les communautés chrétiennes les animateurs dont elles ont besoin. Aussi, voulons-nous diversifier davantage les tâches et les responsabilités apostoliques. Nous le ferons par l'ordination de diacres et par la reconnaissance de fonctions confiées aux religieux, aux religieuses et aux laïcs, hommes ou femmes.

En ce qui concerne le ministère des prêtres, nous rendrons plus effectif l'exercice de notre coresponsabilité dans tous les domaines de la vie de nos diocèses.

Pour accomplir la mission d'évangélisation dont ils ont la charge, les chrétiens doivent pouvoir compter sur des serviteurs de l'Evangile consacrés au Christ dans l'état de disponibilité privilégiée que favorise le célibat. Nous croyons en la valeur irremplaçable du témoignage donné par tous les prêtres qui ont été appelés à suivre cette voie exigeante.

Quelles que soient les difficultés actuelles dans la foi, nous avons l'assurance que l'Eglise aura demain les prêtres nouveaux dont elle a besoin. Des jeunes sont capables, aujourd'hui comme hier, de se donner sans retour au service de Dieu et de leurs frères.

Avec tout le Peuple de Dieu, nous voulons créer de meilleures conditions humaines, spirituelles, apostoliques d'un ministère presbytéral voulu comme un engagement radical et définitif.

4. Pour une meilleure intelligence de la foi

Nous mettrons en œuvre les moyens nécessaires pour permettre aux prêtres et aux fidèles l'approfondissement théologique appelé par la gravité des questions que posent à notre foi les nouvelles formes de culture.

Le travail déjà commencé sera poursuivi, spécialement dans les trois domaines suivants : la théologie pastorale des sacrements ; les questions concernant la vie, l'amour et la famille ; les rapports entre la politique et la foi, en particulier le lien entre la libération de l'homme et le salut par la foi en Jésus-Christ.

5. Aux sources du renouveau, la prière

Nous percevons comme un signe de l'action de l'Esprit le renouveau de la vie contemplative, le besoin de recueillement et de prière exprimé par des jeunes de tous milieux.

L'Eglise ne se rajeunit pas d'abord par la mise en place d'institutions plus adaptées, mais par l'accueil de l'Esprit dans la prière.

Faire jaillir des sources est plus important qu'aménager des structures. Evêques et prêtres, nous nous sentons invités à participer à ce renouveau spirituel et à le promouvoir.

6. Eglise universelle et Eglises locales

Nous voulons prolonger la grâce propre du Concile et du Synode : autour du Pape, la cons-

cience d'une commune responsabilité des Eglises locales pour l'évangélisation d'une humanité de plus en plus solidaire et, en même temps, de plus en plus diversifiée. Dans cet esprit, nous entendons intensifier les relations déjà amorcées entre les Conférences épiscopales d'Europe et aussi avec celles des autres continents, en raison de la mobilité croissante des populations et des multiples liens qu'elle établit.

Un des signes de cette solidarité pourrait être le versement, par les catholiques qui ne le font pas déjà, de 1 % de leurs ressources personnelles pour les missions et le développement des peuples.

7. Actualité de l'œcuménisme

Pour être pleinement efficace, le témoignage de la foi en Jésus-Christ que l'Eglise doit aux hommes de notre temps, exige de notre part une recherche humble et persévérante de l'unité de tous les chrétiens.

Conclusion

Six ans après Vatican II, nous devons constater avec Paul VI que le Concile, loin d'être dépassé, n'est pas encore assez vécu. Obstacles et difficultés nous provoquent tous — et nous, évêques, les premiers — à suivre Jésus-Christ de plus près. Avec saint Paul, nous demandons de prier qu'il nous soit donné « d'annoncer hardiment le mystère de l'Evangile ». (Ep 6, 19).

LE GROUPE NATIONAL DE TRAVAIL SUR LA VIE MATERIELLE DE L'EGLISE

Origines

Le groupe national de travail sur la vie matérielle de l'Eglise a été créé par l'Assemblée évêques-prêtres de 1969 à Lourdes.

Composition

— Président : Mgr VIGNANCOUR, archevêque de Bourges, président du Comité épiscopal financier.

— Trente-six personnes représentant les neuf régions apostoliques. Pour chaque région : un évêque, un chancelier d'évêché, un prêtre du ministère, un laïc.

— Deux prêtres et deux laïcs représentant les mouvements et secrétariats nationaux.

— Trois religieux et trois religieuses.

— Treize experts dont un théologien, un juriste, un spécialiste des problèmes comptables, trois spécialistes des problèmes d'assurance-maladie et d'assurance vieillesse, un sociologue...

Secrétaire : M. l'abbé Robert LEVET, secrétaire adjoint de l'épiscopat (1). En tout : 55 personnes dont 18 laïcs.

(1) Nous rappelons la conférence de presse qu'il a donnée le 18 février dernier sur la réforme de l'organisation financière de l'Eglise en France. (DC 1971, n° 1586, p. 489 et s. — NDLR.)

Autorité du groupe

Ce groupe n'a pas pouvoir de décision. Il est « un lieu d'échanges, un bureau d'études et une instance qui prépare les orientations et les décisions à prendre par la Conférence épiscopale française ».

Organisation du travail dans le groupe

Le groupe s'est mis au travail le 14 février 1970. Il se réunit deux fois par an (février et juin).

Le groupe a constitué six Commissions :

1. Commission doctrinale,
2. Commission plan comptable,
3. Commission biens immobiliers,
4. Commission denier du clergé et traitement des prêtres,
5. Commission retraite du clergé,
6. Commission secrétariats, mouvements et organismes nationaux.

Ces Commissions se réunissent environ tous les trois mois et travaillent aussi par correspondance.

Dans quel esprit travaille le groupe

Il faut étudier les questions qui relèvent de la vie matérielle de l'Eglise dans un esprit missionnaire (ne pas oublier les missions à l'extérieur) mais sans angélisme : la « mission » exige des moyens, les moyens supposent des ressources. Encore faut-il que tout cela soit axé sur une finalité pastorale.

Il faut aussi noter que tout détenteur de biens de l'Eglise doit se considérer comme un gérant et n'a le droit ni de dilapider ni de détourner de son but ce dont il a la charge.

Où en sont les travaux du groupe ?

1. A la demande du groupe, la SOFRES fait actuellement une enquête-sondage pour déterminer l'opinion du Français moyen sur le problème des ressources de l'Eglise.

2. Un plan comptable pour les diocèses, un plan comptable pour les grosses paroisses et un registre comptable pour les petites et moyennes paroisses ont été mis au point et envoyés aux diocèses.

Il est, en effet, indispensable que tous les comptes soient clairs et aussi qu'ils puissent être comparés en vue de permettre des péréquations et de rendre possible une politique financière en fonction d'une pastorale.

Il faudra, dans chaque diocèse, entreprendre un effort de formation et d'éducation à ces méthodes comptables.

3. Le groupe vient de mettre à la disposition des diocèses et des congrégations religieuses des fiches permettant de faire le recensement des biens immobiliers appartenant à l'Eglise et d'assurer une bonne gestion des immeubles.

La Commission « biens immobiliers » fournira ensuite des éléments pour une réflexion pastorale sur une politique immobilière de l'Eglise.

4. La Commission « vie matérielle » des prêtres soumet aux évêques une « loi-cadre », en sorte que les orientations nationales adoptées à Lourdes en 1969 passent dans les actes et que les décisions des diocèses n'aillent pas à l'encontre de ces orientations.

Cette loi-cadre vise en particulier à permettre une péréquation des traitements des prêtres jusqu'au ni-

veau national, en commençant peut-être d'abord par le plan de la région apostolique, elle demande que les laïcs soient partie prenante dans la gestion du denier du culte, elle propose que les décisions prises au sujet du traitement des prêtres soient appliquées aussi au traitement des autres permanents de l'Eglise : religieuses et laïcs. Elle souligne la nécessité de demeurer réaliste : les expériences ratées peuvent avoir des conséquences très graves.

LA RETRAITE DU CLERGE

L'épiscopat français a adopté un régime de retraite pour le clergé qui a été présenté en ces termes par le Secrétariat national de l'opinion publique :

Depuis 1950, les prêtres ont un régime autonome d'assurance maladie, la Mutuelle Saint-Martin. Pour une cotisation unique (à la fois « patronale » et « employée »), de 530 F par an, ils obtiennent des remboursements à peu près identiques à ceux de la Sécurité sociale.

Par contre, les prêtres n'avaient pas encore de régime de retraite. Cela ne veut pas dire que les prêtres âgés étaient sans ressources. Les sommes versées par les fidèles pour la subsistance des prêtres jeunes ou âgés, en activité, malades ou retirés, permettaient aux diocèses de les prendre en charge. Mais, depuis quelque temps, il y a des prêtres de plus en plus nombreux — spécialement parmi les plus jeunes — qui demandent un véritable régime de retraite avec cotisations payées par les plus jeunes et allocations reçues par les plus âgés. Ils veulent avoir un statut économique plus semblable à celui des autres citoyens : c'est pour eux une question de dignité, de liberté et de sécurité.

Et c'est ainsi que la Commission chargée de ce problème au sein du Groupe national de travail sur la vie matérielle de l'Eglise a préparé trois projets. Les diocèses ont reçu ces projets en janvier 1971 et ils étaient invités à dire auquel des trois allaient leurs préférences. 2500 exemplaires de la brochure contenant les trois projets ont été demandés par les diocèses, ce qui veut dire qu'en moyenne un prêtre sur 15 a reçu ce document.

Le choix de la plupart des diocèses s'est porté sur l'un des trois projets. C'est donc celui-ci qui est proposé au vote des évêques.

Quelques précisions sur ce régime

L'Union des Associations diocésaines de France (Associations culturelles qui, sous la présidence de l'évêque, représentent les prêtres de tous les diocèses), confie à une Association le soin de gérer cette Caisse d'allocations aux prêtres âgés.

Comme dans le cas du régime assurance maladie des prêtres, les adhésions sont données par le diocèse pour tous les prêtres rattachés à ce diocèse.

Aux prêtres de moins de 70 ans non atteints par l'invalidité est demandée une cotisation annuelle de 315 F.

Dès le démarrage du régime (1^{er} janvier 1972), à tous les prêtres de plus de 70 ans (et aux prêtres plus jeunes atteints par l'invalidité) sera versée une allocation annuelle de 1500 F. Celle-ci augmentera progressivement pour atteindre le taux des ressources

d'un célibataire dans les régimes légaux de Sécurité sociale (actuellement ce taux est de 4 900 F).

L'Assemblée générale de l'Association sera formée des délégués de tous les diocèses adhérents. Ces délégués seront donc des prêtres. Et le Conseil d'administration sera formé de 16 à 24 membres élus pour six ans par l'Assemblée générale parmi ces membres.

On peut penser que les allocations fournies sont bien faibles

Quand on fonde un régime de retraite, on peut procéder de deux manières :

1. Ou bien on ne prend pas en charge, au démarrage du régime, les personnes qui ont déjà atteint l'âge de la retraite. Dans ce cas, on peut verser des allocations plus fortes à celles qui atteignent ensuite cet âge ;

2. Ou bien on prend en charge, dès le démarrage du régime, les personnes ayant déjà atteint l'âge de la retraite. Dans ce cas, le taux des allocations est nécessairement plus bas, puisque les bénéficiaires sont plus nombreux.

C'est cette deuxième méthode qui a été choisie pour le régime de retraite du clergé parce qu'elle réalise mieux la fraternité.

Il ne faut d'ailleurs pas oublier que le régime général de la Sécurité sociale a mis trente ans avant d'arriver au taux maximum de retraite prévu par la loi.

Lors du démarrage du régime, l'allocation de 1 500 F ne constituera évidemment pas la seule ressource dont disposeront les prêtres âgés. Cette allocation se trouvera complétée par un traitement de l'évêché, lui-même éventuellement complété par l'allocation spéciale ou l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité que touchent plus de 2 millions de Français dont les ressources n'atteignent pas le plafond prévu par la loi (soit presque un Français sur deux parmi ceux qui ont plus de 65 ans).

Pourquoi pas une affiliation à un régime légal de sécurité sociale ?

On se demande peut-être pourquoi les prêtres ne sont pas affiliés à un régime légal de Sécurité sociale. Ils ne peuvent être affiliés au régime général de la Sécurité sociale parce qu'ils ne sont pas des salariés au sens juridique du terme. En 1948, il avait été prévu qu'ils soient rattachés au régime légal des travailleurs indépendants. La loi Viatte de février 1950 les a dispensés de cette affiliation, en précisant que l'activité sacerdotale ne devait pas être considérée comme professionnelle, au sens commun de ce mot dans le vocabulaire français.

Par ailleurs, il faut savoir que l'affiliation des prêtres à un régime légal de Sécurité sociale exigerait des cotisations trois ou quatre fois plus fortes que celles que paient les prêtres dans leur régime autonome d'assurance maladie et d'assurance vieillesse. En admettant — ce qui n'est pas le cas — que cette affiliation ne soulève aucun problème au point de vue de la législation française, il n'est pas tellement probable que les fidèles soient d'accord pour fournir les ressources supplémentaires que cela exigerait.

Cela supposerait, en effet, que la grande collecte annuelle pour les prêtres (denier du clergé) augmente subitement de 50 %.

Le ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale a laissé entendre, en juillet 1970, que les

pouvoirs publics se préoccupaient d'établir, au plan national, une solidarité entre tous les Français pour la retraite.

Ayant un régime autonome de retraite, les prêtres pourront s'intégrer plus aisément dans l'organisation générale de l'assurance vieillesse en France.

Et cela répondra au vœu de ceux qui désirent que les prêtres ne soient pas à part des autres Français.

LE BUDGET PREVISIONNEL

DE L'EPISCOPAT FRANÇAIS POUR 1972 (1)

Mgr VIGNANCOUR, président du Comité épiscopal financier, a présenté, comme chaque année, le budget prévisionnel de l'épiscopat pour 1972.

Précisons que le budget de l'épiscopat ne constitue nullement le budget de l'Eglise de France.

En effet, l'organisation financière de l'Eglise de France est très différente de celle de l'Etat.

Dans l'Etat, il y a des budgets communaux et des budgets départementaux, mais les grosses charges sont supportées par le budget national voté par l'Assemblée nationale (budget de l'Etat pour 1971 : 175 milliards de francs, soit 17 500 milliards d'anciens francs).

Au contraire, dans l'Eglise de France, chaque diocèse, chaque congrégation religieuse, chaque mouvement national d'Action catholique a son budget et il n'y a pas de centralisation nationale de tous les budgets.

Le budget de l'épiscopat est donc un très modeste budget national (2 450 000 F en 1972, soit 245 millions d'anciens francs).

Les dépenses du budget prévisionnel de 1972 se décomposent comme suit :

— Secrétariats nationaux.....	762 000 F
— Amortissement des bureaux du Secrétariat de l'épiscopat.....	42 000 F
— Secrétariats des Commissions et Comités épiscopaux.....	292 000 F
— Subventions à des mouvements d'Action catholique et à des œuvres diverses	928 000 F
— Aide à des diocèses plus démunis....	60 000 F
— Evêques (aide aux évêques âgés, frais de voyage).....	90 000 F
— Organismes catholiques internationaux	40 000 F
— Prélèvement de 1 % en faveur des Eglises du tiers-monde.....	25 000 F
— Budget consacré à la recherche (enquêtes)	112 000 F
— Somme à la disposition du Comité épiscopal financier.....	100 000 F
	<hr/>
	2 451 000 F

Voici les recettes qui permettront de faire face à ces dépenses pour 1972 :

(1) Texte publié par le Secrétariat national de l'opinion publique.

C'est la première fois qu'est publié le budget de l'épiscopat. Dans l'intervention sur « la justice dans l'Eglise », qu'il avait prononcée au Synode épiscopal le 22 octobre au nom de la délégation française, le cardinal MARTY avait déclaré : « Pourquoi ne pas nous engager à publier nos comptes et nos budgets, à expliquer aux fidèles nos ressources et nos dépenses ? » (DC 1971, n° 1597, p. 1037.)

— Cotisations des diocèses.....	750 000 F
— Part de la quête du 3 ^e dimanche de novembre	900 000 F
— Droits d'auteur	300 000 F
— Revenus d'une Fondation et dons divers	220 000 F
	<hr/>
	2 170 000 F

Il est souhaité que des dons supplémentaires permettent d'équilibrer ce budget.

EGLISE-SACREMENT

Le Secrétariat national de l'opinion publique a présenté en ces termes le rapport de 41 pages sur « Eglise-Sacrement » que Mgr COFFY, évêque de Gap, a soumis à l'Assemblée plénière de l'épiscopat le 15 novembre (1) :

En novembre 1969, l'Assemblée de l'épiscopat réunie à Lourdes retenait la question « Evangélisation et Sacrement » parmi les questions prioritaires qui devaient être étudiées.

En décembre 1970, « Evangélisation et Sacrement » était mis à l'étude par le Conseil permanent, et Mgr COFFY, membre du Comité théologique et président de la Commission épiscopale de liturgie, était chargé d'un premier rapport publié dans la *Documentation Catholique* du 7 mars 1971.

Le travail se continue et cette année, Mgr COFFY présente à l'Assemblée plénière de Lourdes un rapport intitulé « Eglise-Sacrement ». Le changement de titre implique-t-il un changement d'orientation? Non, il cherche plutôt à permettre une meilleure expression du problème.

On a trop facilement tendance, dès que l'on distingue, à opposer les deux pôles de la distinction. On en vient facilement à penser que d'une part l'Eglise annonce l'Evangile et que d'autre part elle accomplit une activité strictement religieuse en donnant les sacrements. On en conclut que certains membres de l'Eglise sont davantage chargés d'annoncer l'Evangile (militants d'Action catholique, prêtres au travail, missionnaires de par le monde) et que d'autres (prêtres de paroisse, membres des équipes liturgiques ou des Conseils pastoraux) ont pour tâche d'organiser les communautés chrétiennes et la liturgie qui les rassemble. L'opposition née de la distinction n'est pas juste. L'Eglise n'a qu'une tâche, qu'une mission, celle d'annoncer Jésus-Christ au monde. Et cela l'Eglise doit l'accomplir à tous les niveaux de son action. Il n'y a qu'une seule question : Comment l'Eglise, par, et dans la vie des communautés chrétiennes, petites et grandes, par ses assemblées liturgiques, par ses institutions, par ses interventions, par les engagements de ses membres, isolés ou en groupe, comment par toute sa réalité visible l'Eglise annonce-t-elle aux hommes que Dieu aime le monde et qu'il le sauve en son Fils Jésus-Christ?

Posée ainsi, la question devient : « Comment l'Eglise est-elle sacrement universel de salut? »

(1) Nous lisons dans le service de presse du SNOF (24 nov., p. 1) :

Le rapport « Eglise-sacrement » présenté par Mgr Coffy, évêque de Gap, était regardé comme le document qui servirait de fondement théologique aux débats de l'Assemblée. Il sera, selon le vote émis par l'Assemblée, repris en vue du prochain Conseil permanent des 14-16 décembre 1971 par l'auteur qui constituera un dossier à partir de toutes les interventions faites à Lourdes. Le Conseil permanent décidera de l'utilisation et de la diffusion de ce document qui, pour le moment, ne doit pas être reproduit.

Ce langage peut surprendre. L'usage courant a trop souvent réduit le sens du mot sacrement et l'a amené à ne désigner que certains actes privilégiés de l'Eglise. C'est ainsi qu'on parle des « sept sacrements ». Mais la tradition chrétienne nous en donne une image beaucoup plus grande : « Le sacrement est une réalité du monde qui révèle le mystère de salut parce qu'elle en est la réalisation. » (Rapport Coffy, p. 15.)

L'Eglise est une réalité du monde (rapport Coffy, p. 29). Elle est constituée par un groupe d'hommes, elle a ses lieux de réunion, ses activités, ses structures, ses organes de diffusion. Comme toutes les réalités du monde, elle est un mélange de choses bonnes et de moins bonnes, de justes et de pécheurs, de lumière et d'ombre. Elle ne peut devenir signe de salut que si, perpétuellement, elle s'efface pour désigner le seul Vivant capable de donner le salut au monde : Jésus-Christ. (Rapport Coffy, p. 27.)

L'Eglise, les chrétiens, participent à la recherche du monde, ils travaillent dans le projet du monde qui est toujours un projet de libération de l'homme et de fraternité entre tous. Mais à l'intérieur de ce travail, les chrétiens se réfèrent sans cesse à celui qui, pour eux, est la seule véritable source de liberté et de communion fraternelle, Jésus-Christ. Et en même temps, ils acceptent de se convertir pour qu'en eux, déjà, se réalisent (même imparfaitement) cette libération et cette communion que leur donne Jésus-Christ. (Voir rapport Coffy, p. 19 et s. Royaume de Dieu et projets humains.)

L'évangélisation requiert donc tout à la fois un témoignage en pleine vie et une confession de foi communautaire qui a de multiples aspects, mais dont la réalisation plénière est toujours sacramentelle.

Sans le témoignage en pleine vie, l'Eglise n'accomplit pas sa mission, l'Evangile n'atteint pas son plein effet.

Sans les confessions de foi communautaires, l'Eglise ne peut approfondir, purifier, dire sa foi et en prendre conscience. Et dans les célébrations sacramentelles en particulier, l'Eglise annonce le projet de Dieu sur la vie des chrétiens, sur le monde; elle confesse que le salut vient du Christ; elle accueille le don qui lui en est fait pour en témoigner en pleine vie.

Le rapport de Mgr Coffy a donc pour but principal d'aider l'Eglise de France à poursuivre son effort d'évangélisation et, pour ce faire, à mieux saisir le lien entre les différentes formes d'expression de la vie de l'Eglise.

AU CONSEIL PERMANENT

Mgr RIGAUD, archevêque d'Auch, a été élu président de la Commission épiscopale du monde rural. Il succède à Mgr Leuliet (Amiens), dont le mandat venait à échéance et qui ne se représentait pas.

Mgr STREIFF, évêque de Nevers, a été élu président de la Commission épiscopale Enfance-Jeunesse. Il succède à Mgr Gufflet (Limoges), dont le mandat arrivait à expiration et qui ne se représentait pas.

Le prélat de la *Mission de France* (actuellement Mgr GUFFLET, évêque de Limoges) siégera ès-qualité au Conseil permanent.

Le cardinal GUYON, archevêque de Rennes, a été réélu président du Comité pour l'Unité des chrétiens, et Mgr MAURY, archevêque de Reims, a été réélu président de la Commission épiscopale du monde indépendant.

Les mandats du cardinal MARTY et de Mgr VIAL, respectivement président et vice-président de la Conférence épiscopale, qui venaient à expiration le 28 mai 1972, ont été reconduits jusqu'à l'Assemblée plénière ordinaire d'automne 1972.

Questions actuelles

ALLOCUTION DE Mgr ELCHINGER A L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE DES SILENCIEUX DE L'ÉGLISE

Le dimanche 7 novembre, Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg, a présidé l'Eucharistie rassemblant les participants à l'Assemblée européenne des Silencieux de l'Eglise (1). Voici le texte de l'homélie qu'il a prononcée au cours de cette messe (2) :

FRÈRES ET SŒURS,

Vous venez ici de diverses régions de France, de divers pays d'Europe. Par-delà vos différences sociales et la variété de vos options politiques, vous voulez chercher lumière et force auprès de Celui qui, seul, peut donner à notre aventure humaine son sens plénier et qui, seul, peut nous conduire jusqu'au bout de la route où nous cheminons présentement.

Si je préside moi-même cette Eucharistie, c'est parce que l'évêque est chargé par le Christ du ministère de l'unité parmi les chrétiens. Ma présence parmi vous n'a pas et ne peut pas avoir d'autre signification. Je dois être l'évêque et des malades et des bien-portants, des hommes de droite et des hommes de gauche, de ceux qui adhèrent à Jésus-Christ et de ceux qui continuent à chercher Dieu. Le regroupement des chrétiens qui se veulent pleinement fidèles à Jésus-Christ et à son Eglise doit se faire, en effet, autour des évêques qui ont mission de travailler avec le Pape à la recomposition de l'unité de toutes les Eglises chrétiennes et à la réalisation d'une unité plus vraie à l'intérieur même de l'Eglise catholique : et cela dans le respect d'une nécessaire diversité.

Nous voici rassemblés pour confier au Christ nos inquiétudes et nos efforts et pour recevoir de lui une nouvelle transfusion d'espérance.

Pour vous y aider, je vous propose deux points de réflexion :

(1) Au sujet des Silencieux de l'Eglise, cf. *DC* 1971, n° 1579, p. 139 et s. (mémoire aux évêques de France), et n° 1586, p. 479 et s. (homélie de Mgr Maziers au rassemblement de Bordeaux). Pierre DEBRAY a déclaré à Strasbourg que les Silencieux groupent actuellement 350 000 catholiques en Europe.

(2) Texte original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

D'où vient la crise actuelle qu'on peut constater dans l'Eglise ?

Comment y porter remède ?

I. — D'où vient la crise actuelle ?

La crise actuelle qui atteint la vie de l'Eglise est d'abord la conséquence d'une crise beaucoup plus large, d'une crise générale de la pensée et même d'une rupture de civilisation. De là des répercussions inévitables sur les diverses formes de la pensée religieuse et de la conduite morale. La contestation de l'autorité, le mépris du passé et de l'expérience, le refus de l'effort, la confusion des valeurs, le développement de l'agressivité, la diminution de la vie intérieure, tout cela ce sont des signes cliniques d'une certaine dégradation de la structure de la société.

Toutefois, ce serait un manque de lucidité et surtout un manque d'espérance de ne voir dans la crise actuelle que des aspects négatifs. Bien des recherches qui se font sont en harmonie profonde avec l'Evangile : ainsi le souci d'une plus grande vérité dans les rapports humains ; ou bien le développement de l'esprit de créativité, qui refuse de confondre la fidélité à la tradition avec une simple répétition du passé. Certes, beaucoup de ces attitudes ou de ces efforts sont ambigus. Reconnaissons qu'il en a toujours été ainsi.

Lorsque nous cherchons les causes de ce qui est inquiétant dans la situation actuelle, ayons aussi l'honnêteté de constater que par des fautes d'omission nous en sommes en partie nous-mêmes responsables.

Il est trop facile de dénoncer aujourd'hui les erreurs ou les excès de certains de nos frères. Qu'avons-nous fait pour prévenir ces désordres, pour déceler à temps ce qu'il y avait de légitime dans diverses requêtes ? Nous sommes nombreux à avoir manqué de jugement ou de clairvoyance en n'ayant pas reconnu à temps le danger de certaines orientations alors qu'elles étaient à l'état de germes. Il est incorrect de s'ériger en prophète après coup.

De ces fautes d'omission je ne veux citer que deux exemples, qui soulignent le lien nécessaire entre notre foi chrétienne et la vie concrète de tous les jours.

Des techniciens, des hommes d'affaires sont en train de réagir contre la pollution de l'air et contre des formes de destruction de la nature qui

entraînent une dégradation de la vie. Les chrétiens auraient dû réagir bien avant eux car, eux du moins, auraient dû avoir conscience que le devoir de gérer, de protéger, de faire réussir la création était une mission confiée à l'homme par Dieu lui-même. Sans rien dire, nous avons laissé dépérir des biens que Dieu nous a donnés pour assurer aux hommes la possibilité de vivre. Ne pensez-vous pas qu'une telle négligence est d'une autre ampleur et d'une autre gravité que le fait de négliger le latin ? Lutter pour le respect de la création, pour l'obéissance aux lois du Créateur destinées à assurer la vie même de l'homme, n'est-ce pas d'une importance religieuse plus grande que la sauvegarde de biens culturels très estimables mais malgré tout secondaires ?

Nous devons nous accuser devant Dieu d'omissions plus tragiques encore, dont nous ressentons actuellement les inconfortables répercussions dans l'Eglise.

Pendant longtemps tant de chrétiens fréquentant régulièrement la messe du dimanche ont, sans réagir, laissé se commettre de criantes injustices sociales qui représentent un profond mépris de l'homme et une infidélité à Jésus-Christ. Et nous avons laissé les non-croyants dénoncer ces situations bien avant nous et plus fort que nous. Est-ce de l'inconscience ou coupable passivité ? On a pu dire que les chrétiens ont l'Evangile et que ce sont les non-chrétiens qui l'appliquent...

Si nous ne sommes pas attentifs à la misère des autres, si nous ne savons pas combattre pour le respect de tout homme et cela avec vigueur et persévérance, que signifierait notre projet de former des groupes de chrétiens authentiques ?

Ne soyons donc pas des hommes à courte vue en parlant de la crise actuelle qu'on peut constater dans l'Eglise. Ne soyons surtout pas injustes en en dénonçant les causes.

II. — Comment y porter remède ?

Comment réagir à la crise actuelle ?

Ne dispersons pas nos efforts sur des objectifs secondaires. Il nous faut avoir *le courage de l'essentiel*.

Mais où est l'essentiel ?

— Ce n'est pas à nous de le fixer, c'est le Christ qui nous l'indique.

L'ESSENTIEL, C'EST D'ABORD LE COMBAT POUR LA VERITE

Le Christ en est mort. Et ses apôtres de même.

Beaucoup de chrétiens se plaignent qu'on leur enlève à l'heure actuelle leur sécurité doctrinale. De fait, il arrive que des dogmes fondamentaux soient mis en question. On rencontre même des chrétiens qui osent prétendre que parler désormais de dogmes, c'est offenser l'intelligence. Nous avons le droit et le devoir d'en être inquiets.

Il y a une sécurité non seulement physique, mais spirituelle dont l'homme a un besoin absolu pour vivre, pour se sentir libre, pour pouvoir grandir et s'épanouir.

Si Jésus-Christ demande à ses fidèles un engagement sans limites (Lc 14, 28-33), cela suppose effectivement une certitude et une confiance absolues, cela implique une sécurité totale, *mais*

par rapport à lui personnellement, non par rapport à nos traditions.

La sécurité de la foi et de l'espérance chrétienne n'exige pas du tout que nous nous sentions définitivement en sécurité dans nos catéchismes d'autrefois ou certains rites liturgiques. Le Christ n'est pas seulement venu nous apporter la paix, mais aussi le glaive (Mt 10, 34). N'a-t-il pas reproché aux pharisiens de vivre trop sécurisés dans leurs observances (Mt 23, 16-24) ?

Ne simplifions pas trop les choses. Le combat pour la vérité n'est pleinement honnête que s'il est confronté avec une recherche permanente. En effet, le royaume de Dieu est une semence, ce n'est pas un arbre tout fait. Les formules dogmatiques sont comme une écorce qui protège un fruit. Elles ne sont pas le fruit lui-même. La vérité n'est pas une barrière, mais une lumière sur la route.

Etre fidèle à la parole de Dieu ne se limite pas à réciter des formules. Notre connaissance de la vérité divine sera toujours imparfaite, toujours perfectible. Annoncer Jésus-Christ ne signifie pas plaquer automatiquement sur la vie des hommes un système de notions abstraites, quelque chose qui resterait extérieur à nous. C'est au contraire annoncer Quelqu'un qui, à partir de nos questions, nous dévoile le vrai visage de Dieu et du monde et éclaire les problèmes que nous portons en nous.

Accueillir la vérité de Dieu, ce n'est donc pas avaler pieusement des « cailloux », c'est recevoir une nourriture de vie. C'est surtout découvrir le Sauveur et son Message, patiemment, progressivement, comme on découvre une personne. Cela exige tout un cheminement, une pédagogie, une ascèse.

Tel est notre combat pour la vérité.

L'ESSENTIEL, C'EST AUSSI LE COMBAT POUR LA VIE, actuellement du moins.

L'Evangile vient de nous rappeler que « notre Dieu n'est pas le Dieu des morts mais des vivants » (Lc 20, 38). Et c'est pourquoi le Christ est venu nous apporter de la vie (Jn 10, 10). Et c'est pourquoi le premier, ou plutôt l'avant-premier commandement, c'est « tu vivras ». D'ailleurs, toutes les images employées par le Christ pour désigner le royaume sont des images de vie : la naissance, la graine, la vigne, le figuier, la source jaillissante, etc. Si on ne croit pas à la vie, on est perdu. Et la vie éternelle n'a plus de sens.

Alors, qu'est-ce que combattre pour la vie ?

C'est faire effort afin d'obtenir pour tout homme ce qui est essentiel à la vie et à la *survie*.

Or, ce qui est nécessaire à l'homme pour vivre, c'est être estimé, avoir du pain, un toit et du travail ; c'est être traité avec justice, pouvoir être responsable d'une partie au moins de ses occupations ; c'est respirer une atmosphère de paix et de joie, c'est pouvoir penser, admirer, se recueillir, prier.

Hélas ! peu d'hommes savent vivre de nos jours d'une manière pleinement humaine. Beaucoup le voudraient mais ne le peuvent. On étouffe la vie. On la rend impossible. Nous devenons un monde d'esclaves qui n'ont plus le temps de respirer, de méditer, de grandir, de recevoir et de donner de l'amour.

Aussi le combat pour la vie implique-t-il la réhabilitation de la Loi de Dieu, qui n'a rien d'archaïque. Elle nous a été donnée par Moïse et les Prophètes et en dernier lieu par Jésus-Christ, précisément pour protéger la vie personnelle, rendre possible la vie en communauté et nous aider à tendre au-delà des horizons terrestres.

Si nous avons la crise actuelle, il faut le reconnaître, c'est en partie parce que l'Eglise elle-même a souvent marché à côté de la vie ; parce qu'elle a eu longtemps trop d'incompréhension pour certaines valeurs vitales importantes, parce qu'il lui arrivait de demander des efforts spirituels n'embrayant pas sur la vie, ne la transformant pas. Il ne faut plus nous attarder à de telles habitudes. Ce serait offenser Dieu. Rappelons-nous ce que dit saint Irénée : « La gloire de Dieu, c'est un homme plein de vie. » Lutter pour la vie, pour les conditions fondamentales de la vie, c'est lutter pour la réussite du projet de Dieu.

Sinon, pourquoi le Christ serait-il lui-même intervenu pour rendre la santé aux malades, l'espérance à des découragés, pour nourrir des affamés ou pour redonner à des publicains et à des pécheurs leur place dans la société ? N'était-ce pas pour les aider à vivre ?

Qu'attendent donc les chrétiens pour être — au nom même de leur foi — à l'avant-garde de ce combat pour la vie ?

Appel à plus de compréhension fraternelle

FRÈRES ET SŒURS,

La recherche de la vérité et la défense de la vie sont à ce point complexes qu'on peut prendre à leur sujet des cheminements différents. Or ceci donne lieu, entre chrétiens, à des tensions fréquentes et à de tragiques dialogues de sourds.

Que le Christ nous apprenne aujourd'hui à nous écouter les uns les autres. Que nous nous efforçons de nous comprendre jusque dans nos divergences.

Représentez-vous, frères, la souffrance du Pape et des évêques devant la division actuelle des chrétiens et devant le peu d'attention accordée parfois aux directives des premiers responsables et serviteurs de l'Eglise.

Je pense à une mère de famille qui a deux fils, dont l'un est d'extrême gauche et l'autre d'extrême droite. Vous devinez combien cette femme se trouve douloureusement écartelée. Car elle aime ses fils. Elle essaie de les comprendre tous les deux. Elle s'efforce de discerner ce qui dans la position de chacun est justifié ou impur. Elle n'a d'autre souci que d'essayer de les rapprocher pour qu'ils continuent à s'aimer, pour qu'ils arrivent à se comprendre.

Que cet exemple vous fasse saisir pourquoi, en raison de la situation actuelle de l'Eglise, avec un cœur rempli d'inquiétude et d'espérance, je veux, depuis cette cathédrale, lancer à tous nos frères chrétiens un urgent appel à plus de compréhension fraternelle.

Si nous avons le droit et même le devoir d'être intolérants envers le mal et l'erreur, nous n'avons pas le droit d'être intolérants envers les personnes. Après de tristes expériences dans le

passé — même dans le passé de l'Eglise — les hommes sont parvenus peu à peu dans beaucoup de pays (pas encore dans tous, hélas !) à un climat de tolérance qui est une exigence profonde de notre foi. Après ces belles et difficiles conquêtes, de grâce, que ce ne soient pas des chrétiens — de droite ou de gauche — qui, à nouveau, donnent l'exemple de l'intolérance.

Je le demande à tous de la part du Christ lui-même. Vous connaissez ses dernières volontés :

« Qu'ils soient tous un, afin que le monde croie. » (Jn 17, 21.)

† Léon Arthur ELCHINGER.

ADRESSE DE L'ASSEMBLEE DES SILENCIEUX AU SAINT-PERE ET AUX EVEQUES EN COMMUNION AVEC LUI

5 000 délégués d'organisations, mouvements, revues, représentant 350 000 catholiques d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, d'Espagne, de Hollande, de Suisse, de France, réunis à Strasbourg en Assemblée européenne, le 7 novembre 1971,

Tiennent unanimement à apporter l'assurance de leur totale et indéfectible fidélité à celui qui est chargé de confirmer ses frères dans la Foi.

Ils reçoivent avec respect et gratitude tous les enseignements que le Saint-Père ne cesse de dispenser au peuple de Dieu ; ils s'étonnent douloureusement que ces enseignements soient si peu diffusés et si peu suivis.

Ils souhaitent l'exécution fidèle, par les Conférences épiscopales, des prescriptions de la troisième instruction pour l'application exacte de la réforme liturgique, qui mettrait fin à l'anarchie actuelle.

Ils souhaitent la mise en œuvre du Directoire pontifical sur la catéchèse, afin de donner aux jeunes la formation chrétienne qui leur manque si dangereusement.

Ils souhaitent que la profession de foi proclamée par le Saint-Père le 29 juin 1968 soit, partout et par tous, reçue avec le respect et l'obéissance qu'impose un document solennel du magistère.

Ils se réjouissent que les Pères du Synode, résistant aux pressions qui se sont exercées sur eux, aient, tout à la fois, approuvé le maintien de la discipline de l'Eglise latine en matière de célibat sacerdotal et appelé, avec plus de force que jamais, les catholiques à répondre à l'appel de justice et de paix de l'Evangile.

Ils voient dans le Synode, un signe des temps qui témoigne que le véritable renouveau de l'Eglise, décidé par le concile Vatican II, entre vraiment dans les faits.

Aujourd'hui, comme hier, ils affirment unanimement leur volonté de s'associer au travail missionnaire de l'Eglise, dans l'obéissance aux directives pastorales du Saint-Père et de leurs évêques.

Conscients que, seul, un christianisme vécu dans toutes ses exigences, tant spirituelles qu'intellectuelles, peut apporter une réponse aux interrogations du monde moderne, ils se déclarent prêts à entreprendre, dans leurs personnes et dans les groupes auxquels ils appartiennent, l'œuvre de purification de la foi et de renouvellement de la volonté qui fera d'eux les apôtres dont leur siècle a besoin.

Ils assurent le Saint-Père de leurs prières, en union de foi, d'espérance et d'amour.

(Texte original.)

PROTESTANTS ET CATHOLIQUES DEVANT LES DANGERS QUI MENACENT LE FONDEMENT DE LA FOI

Message du professeur Oscar Cullmann

Le professeur luthérien Oscar Cullmann, qui a assisté au II^e Concile du Vatican, à titre d'hôte du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, a adressé le message suivant au Colloque des intellectuels catholiques qui s'est tenu à Strasbourg le 6 novembre 1971 (1) :

Mise au point préliminaire

Qu'il me soit permis de commencer par une remarque personnelle afin d'éviter toute fausse interprétation de ce que je tiens à dire sur la situation actuelle et surtout sur ce que je considère comme la tâche œcuménique la plus urgente dans la crise que traverse la foi chrétienne en ce moment dans toutes les Eglises. En effet, d'aucuns pourraient voir un contraste entre l'objectif que je propose d'assigner à l'œcuménisme d'aujourd'hui et les efforts que j'ai entrepris précédemment pendant les vingt-cinq à trente dernières années pour étendre aux rapports entre catholiques et protestants le mouvement œcuménique limité à ses débuts plutôt aux Eglises chrétiennes non catholiques. A ce moment, je joignais mes efforts à ceux de certains catholiques et protestants pour faire progresser ce rapprochement. C'était alors une tâche assez difficile, car elle était en dehors des préoccupations de la plupart des chrétiens. Aujourd'hui, ce

(1) Ce texte a été publié par le secrétariat du Colloque, 81 bis, avenue de Blois, 36-Châteaoux (prix : 7 F), en même temps que les autres messages adressés au Colloque (cardinal JOURNET, Mgr NEDONCELLE, Mgr Bruno DE SOLAGES, P. CONGAR, Olivier LACOMBE, Maurice DRUON, Claude BRUAIRE, M. FEUILLET, P.S.S. ; le P. DE LUBAC.

Le professeur CULLMANN avait adressé cette lettre, le 10 septembre 1971, à M. Soulages, organisateur du Colloque de Strasbourg :

Je ne saurais vous dire quelle joie j'ai éprouvée en recevant votre aimable lettre et en lisant le texte qui accompagne l'invitation au Colloque de Strasbourg. C'est la réaction que j'attends depuis longtemps contre l'incredulité qui s'est installée au sein même des Eglises et de la théologie, réaction venant non pas des anciens intégristes, mais des amis du renouveau pour lesquels cependant l'ouverture ne signifie pas abandon de la base même de la foi chrétienne et du charisme de chaque Eglise.

Dans l'Eglise protestante, la crise est aussi grave, sinon plus. J'aimerais qu'il y eût la même réaction chez nous. Je suis convaincu qu'elle viendra. En attendant, l'œcuménisme à la mode ne devrait pas, comme c'est le cas, aggraver la crise. Trop souvent, on imite ce qu'il y a de plus mauvais dans l'autre confession et ainsi l'œcuménisme finit par devenir l'abandon commun de la base de notre foi.

Le 6 novembre, je serai à Paris. Mais votre manifeste me paraît si important que je vous enverrai un mes-

sage. Ce sera en même temps un appel à considérer comme la tâche œcuménique la plus urgente, non pas une fusion des Eglises, mais la défense en commun de la foi chrétienne contre la capitulation devant l'idole du « monde moderne ».

En attendant, croyez, cher monsieur, à mes sentiments très dévoués dans le Seigneur.

OSCAR CULLMANN.

*
**

Dans le discours qu'il a prononcé le 7 novembre devant l'Assemblée européenne des Silencieux de l'Eglise, Pierre DEBRAY a dit :

Nous considérons la communication du professeur Cullmann, le célèbre théologien protestant, qui fut observateur au Concile, comme un événement d'une haute importance. C'est pourquoi nous allons vous la lire. A mon sens, elle doit servir de point de départ d'une relance d'un œcuménisme qui s'essouffle. Nous sommes disposés à réaliser avec nos frères protestants et orthodoxes un front commun de défense de la foi commune à toutes les Eglises chrétiennes sur des points aussi essentiels que la résurrection du Christ, que sa divinité, que sa seigneurie.

l'ouverture au monde. L'œcuménisme est lié à cette ouverture. Si je crois devoir réagir aujourd'hui contre une attitude prétendue chrétienne à l'égard du monde qui n'est pas inspirée par la foi, ce n'est pas là une chute dans un mauvais conservatisme. D'ailleurs les étiquettes « progressiste » et « conservateur » perdent souvent leur sens. Un progressisme sans la foi est mauvais, et un conservatisme sans la foi est mauvais. Je suis heureux de me trouver, par ce message, aux côtés d'amis catholiques, qui, loin d'être ce qu'on appelle des « intégristes », sont connus pour leur ouverture, mais qui sont inquiets en face de l'évolution que nous constatons actuellement dans la théologie et dans l'Eglise chrétiennes et qui compromet la vraie ouverture. Je me permets de rappeler que les réformateurs protestants du XVI^e siècle étaient obligés de combattre les extrémistes qui risquaient de compromettre leur œuvre. C'est aux promoteurs du renouveau eux-mêmes et non aux partisans de l'immobilisme de réagir contre l'extrémisme. Freiner dans ce cas, ce n'est pas être infidèle, mais fidèle à la tâche entreprise.

Ceci dit, j'essaierai de répondre aux questions suivantes afin de justifier mon appel à une tâche œcuménique particulièrement urgente dans le sens d'une défense commune du fondement de la foi contre les dangers qui la menacent actuellement.

1. La foi est-elle vraiment menacée en même temps dans le catholicisme et dans le protestantisme ?

2. Quelle en est la cause ?

3. Quels sont les remèdes pour faire face à la crise ?

Les trois questions se tiennent. Je les traiterai dans la perspective protestante. Mais la situation est la même du côté catholique. Des différences existent tout au plus dans les nuances. L'œcuménisme se présente ici sous un nouvel aspect : la solidarité dans la souffrance.

I. — La foi est-elle menacée dans le catholicisme et dans le protestantisme ?

Nous nous trouvons de part et d'autre dans une crise. Là-dessus, tout le monde est d'accord. Pour le prouver, on a l'habitude de citer la diminution des vocations, l'abandon des cultes, les sorties de l'Eglise, l'indifférence du monde à l'égard des Eglises. Nul ne niera l'existence de ces phénomènes. Mais ce ne sont que des symptômes. Le mal est, en réalité, plus profond : il y a crise de la foi.

a) La dévaluation de la prière

Je devrais, en analysant la situation actuelle à ce sujet, énumérer bien des éléments. Je me bornerai à en mentionner deux qui concernent, l'un le domaine de la piété, l'autre celui de la théologie. Il y a dans beaucoup de milieux dits chrétiens une dévaluation de la prière. Sous prétexte qu'il faut combattre toute fausse prière et surtout l'hypocrisie pharisaïque telle que le Christ l'a dénoncée, on abandonne aujourd'hui souvent toute prière en tant que dialogue avec Dieu, ou bien on désigne (ce qui me paraît précisément

être une hypocrisie) comme prière tout à fait autre chose que ce que le Christ vise lorsqu'il nous enseigne à nous adresser avec une confiance fidèle à Dieu comme à un père bien qu'il connaisse ce dont nous avons besoin avant que nous le lui demandions. On parle tant aujourd'hui du « dialogue », et le mot est devenu l'un de ces slogans modernes, mais on n'accepte plus le dialogue avec Dieu qui nous est offert de sa part dans l'Evangile. Car selon saint Paul (Rm 8, 15, 26), c'est l'Esprit de Dieu lui-même qui nous pousse à prier, Dieu « vient en aide à notre faiblesse » et nous apostrophe lorsque nous prions. Lorsqu'on ne prie plus, cela prouve que le Saint-Esprit s'est retiré. Les simplificateurs opposent aujourd'hui à la prière l'action, comme si les grandes œuvres n'avaient pas été accomplies précisément par les chrétiens qui ont fondé leur action sur la prière.

b) La crise de la théologie

La même crise de la foi est visible dans de vastes courants de la théologie. Comme la prière, toute théologie (« Sagesse de Dieu ») devrait être, selon l'apôtre Paul, un fruit du Saint-Esprit, une démonstration d'Esprit et de puissance (1 Co 2, 4). Dieu ne saurait être un objet de connaissance comme un autre. Il se fait connaître à nous, il se révèle, « l'Esprit de Dieu sonde tout » (1 Co 2, 10). En ce sens, la théologie n'est pas une science profane. Elle présuppose la foi, non pas qu'elle ne doive pas avoir recours aux sciences profanes. Mais aujourd'hui elle est souvent transformée purement et simplement, par exemple, en psychologie ou en sociologie. Ainsi les théologiens finissent par dire moins bien ce que d'autres savants disent mieux. Ce n'est pas là ce que le monde attend des théologiens.

La théologie est en train de perdre son objet. Preuve en est la liste interminable de ces théologies des génitifs que nous voyons se multiplier : théologie de la mort de Dieu, théologie de la révolution, théologie de la vie sexuelle, etc., alors que le seul génitif légitime est déjà contenu dans le mot « théologie » : théos, Dieu. Certes il faut que la théologie s'occupe sérieusement de tous les domaines désignés par ces autres génitifs, mais en partant précisément de l'objet premier de la théologie, de la révélation de Dieu, et en nous l'appropriant par la foi et par le Saint-Esprit qui nous est conféré par elle.

II. — Cause de la crise actuelle du christianisme

La réponse à la seconde question : quelle est la cause de la crise actuelle, est déjà impliquée dans celle que je viens de donner à la première : c'est une *dégradation de la foi*. On aggrave cette crise lorsqu'on en cherche la cause ailleurs. Ainsi on en rend responsables, d'une part la sécularisation du monde moderne et sa transformation par les prestigieux progrès techniques, d'autre part, les vieilles structures de la foi et de l'Eglise chrétienne qui ne seraient plus aptes à répondre aux exigences de ce monde.

Quant au monde sécularisé et aux progrès techniques, le chrétien a certes le devoir d'en tenir compte. Il est exact que l'évolution a fait

sous ce rapport un bond extraordinaire pendant les dernières décennies. Mais sans vouloir sous-estimer ce fait, je ne puis m'empêcher de penser que notre époque, dans un sentiment de supériorité tel qu'on peut l'observer aussi dans certaines périodes des siècles passés, exagère le changement de la situation *pour autant qu'il entre en ligne de compte pour la prédication de l'Evangile*. Sous ce rapport, notre situation n'est pas aussi exceptionnelle qu'on le dit et ne justifie pas qu'on modifie la prédication jusque dans son essence.

Il faut rappeler toujours à nouveau que la prédication de la croix a été de tout temps un « scandale » pour le monde. Elle l'a été du temps de l'apôtre Paul prêchant sur l'Aréopage à Athènes où elle a suscité le rire des auditeurs (Ac 17, 32). Ce temps ignorait les progrès de la technique moderne, et pourtant il y avait déjà heurt entre l'Evangile et le monde romain.

Il y a une crise nécessaire et salutaire provoquée par la prédication chrétienne au milieu d'un monde étranger. Cette crise est de tous les temps et ne saurait expliquer la crise actuelle de la foi.

Celle-ci doit-elle être attribuée aux vieilles structures de la foi et de l'Eglise chrétiennes ? Sont-elles *comme telles* inaptes à répondre aux besoins nouveaux ? C'est ce que l'on prétend couramment, mais en simplifiant souvent, l'encore, la question. Dans toutes les époques, l'Evangile a dû être adapté et a été adapté aux transformations du monde. Saint Paul s'est fait « juif aux juifs » et « grec aux grecs ». Il y a de nos jours, à la fois du côté protestant et du côté catholique, des adaptations *légitimes* en ce qui concerne la forme de la prédication. Mais la substance de l'Evangile n'a jamais été modifiée par l'apôtre Paul, et les Eglises ne doivent pas la modifier avec l'intention de prévenir le rire des Athéniens.

Lorsque, dans le cours de l'histoire, l'adaptation au monde a été poussée trop loin, entraînant dans le processus de l'*aggiornamento* l'essence même de la foi chrétienne, la conséquence a toujours été grave pour le christianisme. C'était le principal but des réformateurs protestants de réagir, au nom de l'Evangile, contre certaines compromissions excessives de l'Eglise avec le monde. C'est donc une infidélité à l'égard du charisme protestant, et l'héritage de la Réforme, lorsque, aujourd'hui, tant de théologiens protestants et de pasteurs n'observent pas la limite infranchissable de l'adaptation. Si, comme observateur, j'interprète correctement le sens du deuxième Concile du Vatican, je dirai que, du côté catholique, ce Concile s'est efforcé, d'une part, de réaliser une adaptation légitime, mais que, d'autre part, il a essayé en même temps d'éliminer aussi les conséquences de certaines compromissions excessives des générations passées avec le monde. Ce double mouvement devait continuer après le Concile. Mais s'il m'est permis de faire, comme protestant, cette constatation, je dirai que depuis lors certains milieux catholiques, loin de se laisser inspirer par la nécessité d'observer les limites de l'adaptation qui ne sauraient être franchies, ne se contentent pas de changer les formes extérieures, mais empruntent les *normes* mêmes de la pensée et de l'action chrétiennes, non pas à l'Evangile, mais au monde moderne. Plus ou

moins inconsciemment, ils suivent ainsi les protestants, non pas dans ce qu'ils ont de meilleur, la foi des réformateurs, mais dans le mauvais exemple que leur offre un certain protestantisme dit moderne.

Le grand coupable ce n'est pas le monde sécularisé lui-même, mais le faux comportement des chrétiens à l'égard de ce monde, l'élimination du « scandale » de la foi. On a « honte » de l'Evangile » (Rm 1, 16). On croit que pour accomplir sa tâche qui est effectivement la prédication au monde et l'action dans le monde, le chrétien doit « être dans le vent » et suivre toutes les modes. Certes, le langage de la Bible est parfois difficilement accessible à l'homme d'aujourd'hui, et il a besoin d'être expliqué. Mais ce n'est pas une raison pour remplacer ce qu'on appelle « le langage de Canaan » qu'il faut éviter effectivement, par tous les slogans dont le monde se sert. Au lieu d'être fier d'employer exactement les mêmes méthodes et de proposer les mêmes solutions que le monde moderne, on devrait se demander si de la sorte le message des chrétiens n'est pas seulement dégradé, mais rendu parfaitement superflu.

Les structures de l'Eglise sont-elles *toujours* des formes extérieures qu'on puisse et doive adapter aux situations nouvelles ? J'ai déjà dit que c'est une simplification inadmissible que de ne pas faire à ce sujet la distinction qui s'impose. Il y a, certes, des structures qui, à cause de leur caractère et de leur origine, peuvent et doivent être changées, et cela devient une obligation pour l'Eglise lorsqu'elles sont un *obstacle* à l'action du Saint-Esprit. Mais il y a des structures que le Saint-Esprit s'est créées lui-même depuis les origines mêmes du christianisme. Avec le temps, certaines de ces structures, autrefois véhicules du Saint-Esprit, se sont sclérosées. Mais est-ce toujours parce qu'elles sont trop vieilles ? En réalité, avant de les changer, il faudrait chaque fois se demander très sérieusement si elles ne se sont pas sclérosées *parce que le Saint-Esprit s'en est retiré*, et si ce n'est pas par l'Esprit qu'il faut les vivifier. Il faut combattre la sclérose, mais au nom de l'Evangile, source *intarisable* de vie, et pas au nom du monde qui *change*. Ce n'est pas le Saint-Esprit, mais ce sont d'autres esprits qui sont à l'œuvre, lorsque sans discernement on abolit radicalement et sans respect tout ce qui nous a été transmis. Ce qui est nouveau n'est pas nécessairement l'œuvre du Saint-Esprit. Au contraire, lorsqu'on crée des structures nouvelles en imitant aveuglément celles du monde sécularisé et sans se préoccuper du souffle de vie qui leur vient de l'Evangile, elles sont, au regard de celui-ci, sclérosées dès l'abord, tout en étant neuves.

III. — Remèdes à prendre pour faire face à la crise

Je pourrais être bref en parlant des *remèdes*. Si la crise de la foi est manifestée et aggravée par la capitulation devant le monde, les chrétiens doivent retrouver le courage et la joie de prêcher ce qui est « folie » pour le monde, la foi dans ce qui a été accompli par un autre, par Jésus-Christ. L'Apôtre ne s'est pas conformé au monde (« ne vous conformez pas au monde, mais transformez-vous par le renouvellement de

votre esprit » (Rm 12, 2) ; mais précisément en prêchant le « scandale » il a fini par gagner le monde à l'Evangile. L'un des slogans modernes qui revient constamment sous la plume et dans la bouche des théologiens dits modernes, c'est la « crédibilité » (*Glaubwürdigkeit*). Il faut, dit-on, que l'Eglise soit « credibilis ». Saint Paul n'a pas cherché la crédibilité, au contraire ; paradoxalement, *c'est parce qu'il ne l'a pas cherchée* que son message s'est imposé et a amené le monde à croire (*credo*) à ce qu'il ne peut pas accomplir par ses propres moyens, mais que Dieu nous révèle en Jésus-Christ, ce qu'il a accompli en Jésus-Christ.

En nous concentrant sur les sources de l'Evangile, nous réaliserons le véritable renouveau. C'est alors seulement que nous aurons quelque chose à annoncer au monde, quelque chose qu'il ne connaît pas mieux que nous. Et alors il nous écoutera. A l'intérieur des Eglises, nous créerons, non pas une agitation qui est le contraire du Saint-Esprit, mais un enthousiasme sain au sens étymologique du mot. Le Saint-Esprit suscitera de nouveau des vocations et confèrera « paix et joie » à tous les serviteurs du Christ.

Je ne prêche pas l'immobilisme. Il faut les réformes à l'intérieur et l'ouverture à l'extérieur. Mais la prière et la méditation doivent être la base de l'action. N'oublions pas le récit évangélique de Marie et de Marthe (Lc 10, 38) et n'oublions pas que l'apôtre Paul a été un grand missionnaire parce qu'il a été homme de la prière et de la méditation théologique.

Certes, nous devons collaborer pour certaines tâches avec des groupes « séculiers » non chrétiens dans lesquels nous croyons découvrir un idéal proche de l'Evangile, et nous devons nous réjouir de ce que, peut-être, ils sont plus proches du royaume de Dieu que d'autres qui se considèrent comme « chrétiens ». Nous devons collaborer avec eux aussi longtemps que le but qu'ils poursuivent et les moyens qu'ils emploient le permettent. Cependant, nous ne leur rendrons des services que si nous ne nous contentons pas de répéter ce qu'ils disent eux-mêmes. Nous devons leur dire au besoin autre chose et nous devons, dans leur intérêt, avoir surtout le courage de leur opposer aussi un non catégorique lorsque les buts poursuivis et les méthodes employées sont en contradiction avec l'Evangile.

Au lieu de dire aux jeunes de chercher pour l'Eglise, dans laquelle tout serait mauvais, des normes nouvelles dans le monde sécularisé, ce qui ne peut que les encourager à tourner le dos au christianisme, communiquons-leur la joie de faire partie, tout en travaillant dans le monde et pour le monde, d'une communauté qui s'efforce de vivre selon les normes de l'Evangile.

Si la foi nous guide, elle rendra notre message et notre action efficaces par la force interne de l'Evangile. C'est avec prudence seulement qu'on se servira des moyens courants de transmission, en évitant d'avoir recours à ceux qui sont indignes de la cause que nous voulons propager. Ce sera la fin des slogans qui abaissent la théologie, la fin de la démagogie qui défigure l'Eglise et par laquelle on fait appel aux instincts collectifs les plus bas.

Conclusion : Quelle est la tâche œcuménique la plus urgente ?

En tirant la leçon œcuménique de tout ce qui précède, je reviens à ce que j'ai dit au début. La crise actuelle de la foi risque d'engendrer un œcuménisme facile, dans lequel les chrétiens des différentes confessions se rencontrent sur la base d'une critique des Eglises purement négative et nullement constructive et, ce qui est plus grave, sur la base de la capitulation devant le monde. Ainsi l'œcuménisme risque de perdre lui aussi son enracinement dans la foi. L'uniformité à laquelle aboutit un œcuménisme de ce genre n'a rien de commun avec l'unité telle que l'entend le Nouveau Testament et qui est basée sur la diversité des charismes confiés par le même esprit.

En face du danger qui menace la foi chrétienne, je propose que des chrétiens de toutes les confessions, préoccupés par la situation actuelle, s'unissent pour mettre les charismes particuliers de leur Eglise au service de la défense commune de l'Evangile.

Je suis convaincu que le jour viendra où l'Evangile, par la puissance qui lui est inhérente, triomphera. Le tableau que j'ai dressé a pu paraître sombre. Mais ce que j'ai dit de la nécessité de revenir aux sources vives de l'Evangile par la foi en Jésus-Christ serait mal compris si ce tableau était considéré comme un encouragement au pessimisme, car la foi est la foi en la victoire de Jésus-Christ. Elle implique aussi la certitude que la crise que nous traversons doit avoir un sens dans le plan divin de l'histoire du salut. Mais à nous d'accomplir en commun le devoir qui nous incombe à l'endroit et dans le temps où Dieu nous a placés. C'est là notre tâche œcuménique.

Oscar CULLMANN.

L'EGLISE ET L'ETAT

A propos de l'allocution sur l'Eglise et l'Etat prononcée le 11 juillet dernier par Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg (DC 1971, n° 1599 p. 729 et s.), M. POMPIDOU, président de la République, lui a adressé le 20 juillet une lettre dont l'Eglise en Alsace (novembre 1971, p. 34) reproduit le passage essentiel :

Sans doute, le spirituel et le temporel ne doivent-ils pas être mêlés, et l'Eglise et l'Etat ont-ils chacun leur vocation propre. Mais dans un pays de vieille tradition chrétienne et libérale comme le nôtre, il ne doit y avoir entre ces deux institutions que respect mutuel et considération réciproque, dès lors que chacune demeure fidèle à elle-même : comment ceux qui ont pour tâche de servir la patrie et le bien commun et ceux dont la mission est de défendre et de maintenir les valeurs morales et spirituelles pourraient-ils être antagonistes ?

C'est ainsi que j'ai compris les paroles que vous avez prononcées à la cathédrale de Strasbourg et c'est le sens que je m'efforce de donner à mon action.

L'AVORTEMENT ET LA RESPONSABILITÉ DU CHRÉTIEN

Déclaration des évêques catholiques des pays nordiques, Goeteborg, juillet 1971

Dans les pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède), l'avortement, sans être totalement libre, est autorisé dans certaines circonstances, et beaucoup souhaitent une libéralisation radicale de la législation. Devant cet état de choses et les problèmes qu'il pose aux minorités catholiques des pays nordiques, les évêques donnent les directives pastorales ci-après (1) :

Introduction

1. Le vœu que forme chaque être humain de s'épanouir et de se libérer de l'angoisse et de la déchéance est l'un des ressorts les plus fondamentaux de son combat et de ses efforts. A une époque comme la nôtre, théâtre de profonds bouleversements et de progrès constants dans la domination de l'homme sur la nature et sur sa propre existence, ce que nous pensons et croyons de la vie, de sa signification, de sa valeur et de ses lois, engage notre destinée à un titre particulier.

Il va sans dire que le jugement de valeur que nous portons sur la vie humaine à chacune de ses étapes, à commencer par la toute première, affecte profondément l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes, et détermine l'avenir vers lequel nous marchons. Le changement de mentalité qui semble être intervenu à l'égard de l'*abortus provocatus* (avortement provoqué), et l'évolution de la législation de nos pays en matière d'interruption de la grossesse entraînent de ce fait des conséquences à long terme.

Ce que nous écrivons ici, nous le disons en notre qualité d'évêques catholiques. Nous nous adressons en premier lieu à tous ceux qui, de près ou de loin, partagent notre foi chrétienne. Mais l'espoir que nous avons d'être compris ne s'arrête pas là, il s'étend à tous les hommes de bonne volonté qui, de nos jours, se sentent responsables de notre commune évolution et de notre communauté de destin.

PREMIERE PARTIE

ACTUALITE DU PROBLEME

Notre époque nous pose le problème

2. Nous sommes conscients des difficultés qu'il y a à traiter de l'avortement dans une déclaration. Le sujet nous entraîne en effet sur un terrain où beaucoup éprouvent de l'angoisse au plus intime de leur conscience, sur un terrain

complexe où les choix sont suivis de lourdes et multiples conséquences.

C'est un fait, et nul ne peut l'ignorer, que beaucoup de femmes, dans les pays nordiques et ailleurs dans le monde, envisagent, si même elles ne le désirent pas expressément, de résoudre certains de leurs problèmes vitaux en provoquant l'interruption d'une grossesse indésirable. Leur milieu leur suggère souvent cette solution, et la société dont elles font partie leur donne en certains cas la possibilité de l'adopter en conformité avec la loi. Depuis un certain temps déjà, des cercles influents dans l'opinion publique leur affirment en outre que l'accès libre à l'avortement est une condition de leur liberté humaine intégrale et de la réalisation de leur droit à vivre heureuses.

Les pays nordiques ont élaboré des législations en ce domaine qui, comparées à celles d'autres pays, empruntent une voie médiane : elles ne proscrirent pas absolument l'avortement sans pour autant y donner libre accès. La loi proclame la légitimité de certaines indications qui, du reste, dans certains pays, sont volontiers interprétées de manière large et très libérale. En dehors de ces indications, l'avortement est illégal. Nous sommes ici obligés de nous exprimer en termes assez généraux, car les pays nordiques, en dépit de quelques velléités d'uniformisation, ne sont pas parvenus à une législation commune sur ce point — la difficulté venant de ce que les peuples eux-mêmes ne s'accordent pas dans leur attitude à l'égard du problème.

Les lois actuellement en vigueur, et qui sont le fruit de la libéralisation progressive et continue d'interdictions antérieures, ne semblent pas avoir répondu aux espérances de leurs promoteurs. De l'avis général, elles ne sont pas parvenues à fournir à des femmes durement éprouvées une solution vraiment satisfaisante de leurs problèmes. Les règles établies et les décisions prises par les autorités mandatées à cet effet sont également dans certains de nos pays critiquées pour leur arbitraire.

Il en résulte que nombreux sont aujourd'hui ceux qui désirent une révision de ces lois, très fréquemment dans le sens d'une libéralisation radicale.

Les Eglises chrétiennes ne peuvent se désintéresser d'un problème de cette importance. Elles ne peuvent demeurer indifférentes à des pratiques et à des lois qui concernent la vie ou la mort d'un nombre considérable d'êtres humains avant même leur naissance. En particulier l'Eglise catholique a toujours pris sa responsabilité très au sérieux chaque fois que le problème s'est posé, et ceci depuis les premiers temps de son histoire. Le christianisme ne prêche pas une charité abstraite. Il s'efforce de mettre en pratique sa prédication grâce à un amour qui tend à protéger activement la vie humaine, et de donner à cette vie une dimension qui la déploie au-delà d'un contexte par trop limité. Une expérience séculaire nous enseigne que le respect de la vie humaine est toujours menacé et que ce respect ne peut être main-

(1) Traduction émanant du Secrétariat général de la Conférence épiscopale des Pays nordiques.

tenu vivace que si chacun d'entre nous est prêt à sacrifier son intérêt propre en cas de conflit entre la vie et la mort.

Une commune responsabilité

3. L'évolution de la société moderne est ambivalente. Sur certains points, elle promeut une meilleure compréhension de la dignité de la personne. Mais sur d'autres points, elle constitue, en revanche, une menace contre le respect dû à l'intégrité et à l'inviolabilité de la personne humaine. Nous ne prétendons pas que l'indulgence qui se manifeste à l'égard de l'avortement soit la seule menace dirigée dans la société moderne contre le respect dû à la vie. Nous enregistrons, dans notre situation actuelle, d'autres menaces, telles que le nationalisme aveugle, le goût de la violence, le racisme, la soif du profit incontrôlé, etc... Néanmoins, la manière dont bien souvent la campagne est menée en faveur de l'avortement, laisse transparaître un mépris généralisé de la vie humaine dans la première étape de son développement.

Les chrétiens, et spécialement les catholiques de nos pays, sont exposés aujourd'hui à une forte tension intérieure du fait d'exigences apparemment incompatibles. D'une part, ils vivent dans une société qui légalise l'avortement, et ceci pour des motifs aussi sérieux que la santé de la mère, ou les chances laissées à un enfant de pouvoir mener une vie riche de signification. D'autre part, ils se sentent obligés en conscience par les principes de la morale chrétienne, et ils s'en voudraient de favoriser les tendances dissolvantes que nous avons déjà mentionnées. Ce ne sont pas seulement les femmes pour lesquelles une grossesse semble indésirable, voire même tragique, qui éprouvent ce conflit. Le père de l'enfant, le médecin, l'assistante sociale, l'infirmière et beaucoup d'autres — conseillers, parents et amis — se trouvent eux aussi impliqués.

Notre déclaration s'adresse dans sa seconde partie à chacun de ces groupes. Mais nous voulons d'emblée souligner que la responsabilité pour la vie déjà conçue et pour son avenir plonge de profondes racines dans la société et dépasse de loin la situation particulière de la mère de l'enfant. Les opinions reçues quant à la finalité et à la dignité de la sexualité, l'éducation en vue d'une conception vraiment humaine des rapports sexuels, le respect de la femme non seulement comme personne, mais aussi comme mère, exercent une influence décisive.

Nous savons que beaucoup de ceux qui ont vécu cette situation ont bien dû trouver une issue pour en sortir. Mais cela ne veut pas toujours dire que leur conflit intérieur ait pris fin. Nombreux sont ceux qui n'en sortent que marqués par le désespoir ou moralement traumatisés. Il n'en est pour nous que plus impératif de donner aux fidèles les directives pastorales auxquelles ils ont droit, en sorte que ce grave problème — qui émeut si vivement la plupart d'entre nous — soit examiné à la lumière de la foi et de la raison.

Deux aspects : éthique et législatif

4. Pour plus de clarté, il nous paraît utile d'opérer ici une distinction entre deux problèmes connexes mais différents.

1° Quel jugement *moral* portons-nous sur l'avortement ? Quelles sont les valeurs humaines mises en cause et à quoi nous obligent-elles ? La réponse à ces questions décidera de notre jugement et de notre action lorsque, personnellement, nous nous trouverons affrontés à des cas où la vie et la mort d'un embryon humain sont en jeu.

2° Quelle sera notre attitude, à nous qui faisons partie d'une société démocratique et pluraliste, vis-à-vis de la *législation* en ce domaine ? Notre société se compose d'hommes et de femmes qui, dans la conduite de leur vie, n'ont pas uniquement des références chrétiennes, mais qui se réfèrent au contraire à un large éventail d'opinions et d'idéologies. Cette seconde question est liée à nos obligations comme citoyens, électeurs et responsables de la vie politique.

Valeurs à sauvegarder

5. Comme personne humaine — c'est-à-dire comme individu, irremplaçable aux yeux de Dieu, — chacun de nous a, selon la foi chrétienne, reçu une destination propre. C'est elle que nous sommes appelés à réaliser à l'époque, dans le milieu et dans les conditions de vie qui sont les nôtres. Et nous avons à veiller sur elle quand elle est menacée. Comment nous acquittons-nous de cette tâche ? L'Écriture parle de « l'homme nouveau » dans le Christ. Chrétiens, nous sommes convaincus que la voie qui mène à un plein épanouissement de l'homme n'implique pas seulement la domination technique, biologique, sociale et politique des conditions de la vie et de ses possibilités. Une attitude et une législation qui ne refléteraient que ces seules possibilités seraient une trahison de l'homme. Cela ne veut pas dire que nous ne nous consacrons pas de tout cœur aux tâches proches et temporelles, en communion avec les êtres dont nous partageons la vie. Mais cela exclut assurément que nous nous en tenions à ces tâches, comme si elles étaient exhaustives.

La foi chrétienne affirme que l'homme n'est pas le maître de la vie et de la mort. Il n'a pas le droit de préserver la vie de l'un en sacrifiant celle de l'autre. La foi sait que Dieu fait souvent d'une souffrance, même considérable, une source de bénédictions. Elle sait aussi que même une vie débile qui, aux yeux de beaucoup, est un « échec », a une fonction positive dans la communauté humaine, pour autant que la loi de cette communauté est l'amour. Le chrétien est donc conscient de n'avoir pas toujours, ou pas seulement, à s'en tenir à ce qu'autorisent les lois ; il doit pratiquer ce qui, objectivement, est juste et humain.

Nous sommes persuadés que l'image que le christianisme présente de l'homme répond à nos aspirations humaines les plus profondes et qu'il est impossible d'effacer cette image sans porter gravement atteinte tant à l'individu qu'à la société. Nous portons tous la responsabilité de la vie d'autrui. Et cette responsabilité présente plusieurs aspects. Il peut être nécessaire de se libérer de certains liens de dépendance lorsque ceux-ci ne sont plus créatifs ni propices au développement, mais menacent au contraire le sens de notre vie. Agir de façon responsable, c'est justement bien souvent supporter, se renoncer et faire face, ce qui ne va pas sans sacrifices.

C'est là une loi générale de la vie. Elle semble toutefois avoir une actualité et une vérité particulières, appliquées aux rapports étroits d'une mère avec son enfant. La vocation d'une mère change de caractère au moment où elle se voit confier une nouvelle vie humaine qui est une partie d'elle-même sans toutefois lui être identique. On s'en rend bien compte aux qualités de la pénétration qu'une mère acquiert lorsqu'elle désire et porte à terme son enfant. La même constatation s'impose, de façon négative, quand nous voyons à quels déchirants conflits intérieurs une femme s'expose quand il lui semble ne pas être à la hauteur de cette tâche.

L'Eglise prend position contre l'avortement provoqué

6. Soucieuse de protéger la vie humaine, l'Eglise chrétienne a toujours, et cela depuis l'époque des premiers chrétiens, pris résolument position contre l'interruption d'une grossesse et pris sans réserve fait et cause pour le droit de l'embryon humain à vivre et à se développer. Théologiens et autres savants ont bien pu discuter du moment exact où l'on peut attribuer à l'embryon les qualités pleines et entières d'une personne humaine, mais ils n'ont jamais mis en doute ce qui est le cœur du problème, à savoir le droit de l'embryon à la vie.

L'évolution contemporaine des mentalités et les lois n'a pas réussi à ébranler l'Eglise catholique. Les documents les plus récents du magistère ecclésiastique sont empreints d'une fermeté encore plus grande que les déclarations plus anciennes. Aussi bien l'opinion éclairée que la recherche biologique inclinent en effet de nos jours à considérer le moment de la conception comme le seul point de départ indiscutablement nouveau dans la vie d'un embryon. La nourriture de celui-ci provient du corps de sa mère, mais il n'est pas pour autant une partie de son organisme. Il est hors de doute que c'est une vie humaine individualisée qui est en voie de développement. Il est inutile de chercher d'autres motifs pour expliquer que le second Concile du Vatican ait pris position comme il l'a fait, en affirmant son respect pour la dignité de la personne humaine et en rejetant « tout ce qui s'oppose à la vie elle-même, comme toute espèce d'homicide, le génocide, l'avortement, l'euthanasie et même le suicide délibéré » (Constitution pastorale sur l'Eglise dans le monde de ce temps, n. 27). Un peu plus loin, le Concile dit, dans un paragraphe sur l'amour conjugal et le respect de la vie humaine (*ibid.*, n. 51) : « Dieu, naître de la vie, a confié aux hommes le noble ministère de la vie, et l'homme doit s'en acquitter d'une manière digne de lui. La vie doit donc être sauvegardée avec un soin extrême dès la conception : l'avortement et l'infanticide sont des crimes abominables. »

La position de l'Eglise est donc de respecter la vie qui, dès son premier instant, est humaine au sens propre du terme.

Pour ne rien négliger au service de la vie

7. Cette position de l'Eglise se recommande avant par la cohérence de la pensée que par le respect dont elle entoure toute vie humaine en de-

venir. En qualité d'évêques des pays nordiques, nous considérons toutefois comme de notre devoir d'attirer l'attention sur un certain nombre d'autres aspects tenant aux situations concrètes dont nous nous sentons pastoralement responsables. Ces aspects sont du reste signalés par beaucoup de ceux qui suivent avec sympathie et compréhension le combat de l'Eglise catholique au service du droit de l'embryon à la vie, mais qui ne s'estiment pas pour autant liés à son enseignement.

a) Cette même conscience chrétienne qui fait un devoir au croyant de respecter l'embryon comme une vie indépendante, ayant droit comme telle à être protégée, lui fait en même temps un devoir de fournir, personnellement ou par l'intermédiaire d'institutions qu'il soutient, l'aide efficace dont la femme enceinte a besoin pour mener à terme sa grossesse sans détriment grave pour elle-même ou sa famille. Une obligation entraîne l'autre. La prédication chrétienne ne peut mettre en valeur la première sans souligner aussi la seconde. Celui qui n'est pas disposé à faire les sacrifices nécessaires pour aider son prochain en difficulté est mal placé pour se faire l'avocat d'une morale sévère et exigeante.

b) En outre, notre problème ne saurait être isolé du contexte de la sexualité en général et de l'éducation qui s'y rapporte. Nous savons quelle place ces problèmes tiennent dans la conscience de nos contemporains et quel défi ils représentent pour les Eglises chrétiennes. L'éthique et les mœurs de la société ont souvent, surtout à certaines périodes de l'Histoire et dans des milieux déterminés, contraint plus que favorisé un développement harmonieux de la vie sexuelle. La voix de l'Eglise rencontrerait aujourd'hui plus de respect et d'audience si les éducateurs chrétiens avaient été plus clairvoyants. Il est malheureusement toujours plus facile de formuler des règles et des interdictions que d'éduquer à la liberté et à la responsabilité. Nos contemporains sous-estiment fréquemment toutefois la contribution positive des Eglises chrétiennes à l'éducation de la sexualité au cours des siècles. Ils s'en tiennent volontiers aux manifestations d'esprit étroit et aux erreurs d'appréciation, oubliant d'autres éléments, humains et positifs. Concluons que, pour faire entendre la voix de la raison et de la foi en matière d'avortement, les chrétiens ont à promouvoir une compréhension vraiment humaine de l'éducation et de la vie sexuelles.

c) Nous pouvons difficilement ignorer que beaucoup nous reprochent de défendre avec intransigeance la vie lorsqu'elle n'a pas atteint sa maturité ni trouvé sa place dans la société des hommes, alors que certains chrétiens, dans la hiérarchie comme dans le laïcat, même à notre époque, réagissent de façon étonnamment timide et incertaine à l'égard d'autres menaces contre le caractère sacré de la vie, comme, par exemple, les horreurs de la guerre ou la honte de la peine de mort. L'histoire des Eglises chrétiennes porte les traces à la fois de compromis avec la violence et de luttes courageuses contre les malheurs qu'elle provoque. Il ne nous appartient pas de séparer l'ivraie du bon grain, car chaque époque porte son poids de crimes. Mais nous savons en tout cas que le combat de l'Eglise

pour protéger la vie humaine sera d'autant plus convaincant que son attitude sera plus cohérente.

d) Nous ne voulons pas non plus passer sous silence les progrès appréciables qui ont été réalisés en ce que la femme aujourd'hui est davantage considérée comme une personne humaine et qu'il en résulte pour elle une liberté plus grande de construire elle-même sa destinée. Ces facteurs sont positifs et de même le fait que le respect dû à la vie est de mieux en mieux interprété comme un respect de la santé au sens large du mot, jusques et y compris l'épanouissement, l'autonomie et le bonheur de l'homme.

DEUXIEME PARTIE

PROBLEME UNIQUE RESPONSABILITES MULTIPLES

Liberté dans la responsabilité

8. Que peut apporter l'Eglise à ses fidèles dans le contexte social et culturel où s'inscrit le problème de l'avortement ? Une aide pour leur permettre de juger juste et d'agir avec rectitude en accord avec la loi divine qui est la norme droite et adéquate de nos vies.

Personne ne contestera que l'ultime décision d'un être humain placé dans une situation difficile et complexe doit reposer dans sa totalité sur son choix personnel, à la lumière de sa conscience et après mûre réflexion. C'est là un droit imprescriptible de l'homme comme être doué de liberté. Cette liberté entraîne, il est vrai, la possibilité du mal comme du bien ; nous pouvons prendre des décisions qui sont ou bien en accord avec une humanité authentique ou bien en conflit avec elle. Mais ce n'est qu'en reconnaissant le droit que possède autrui sur sa vie et sur son destin, que nous découvrons ce même droit pour nous.

Comme chrétiens, nous savons que si nous avons reçu la liberté dont nous jouissons, c'est pour choisir ce qui, dans notre vie, va dans le sens du dessein de Dieu, car telle est la liberté du chrétien. Celui-ci doit donc s'adresser aux sources de sa foi pour y chercher la lumière et la force dont il a besoin pour maîtriser les problèmes et les épreuves de la vie, et c'est alors qu'il pourra, guidé par la prudence chrétienne, prendre les décisions personnelles et responsables qui sont exigées de lui.

Sans prétendre dicter à quiconque sa conduite dans les circonstances concrètes de sa vie, nous voudrions essayer, par le moyen de cette Déclaration, d'aider chacun de ceux qui nous liront, à reconnaître les principes applicables aux diverses situations concrètes. C'est pourquoi nous nous adressons aux différentes catégories de personnes qui, d'une façon ou d'une autre, peuvent se trouver impliquées dans un processus dont l'avortement voulu et provoqué risque d'être l'aboutissement.

A celle qui a conçu un enfant

9. Un avortement éventuel concerne toujours en première instance une femme qui découvre qu'elle a conçu un enfant. C'est pourquoi c'est à

ces femmes que nous nous adressons en tout premier lieu.

Elles se trouvent placées dans une situation donnée, difficile, où elles ont à estimer à sa juste valeur la protection inconditionnée de la vie humaine en faveur de laquelle, dans la ligne de l'Eglise, nous nous sommes prononcés un peu plus haut dans cette Déclaration. Nous les exhortons à agir non pas comme des êtres écrasés par une loi, mais comme des êtres dont l'attitude consciemment est empreinte d'amour. Car ce n'est qu'en consentant les sacrifices nécessaires librement et de plein gré qu'une femme chrétienne peut porter son authentique témoignage.

Elles pourront bien nourrir des doutes sur la portée de leur témoignage, car elles savent que leur décision personnelle, si courageuse soit-elle, ne modifiera pas de soi l'évolution de la mentalité régnante. Mais n'est-ce pas le cas de toutes les formes de résistance qui sont accessibles à un individu ?

Pour quels motifs une femme envisage-t-elle de recourir à un avortement ? C'est peut-être l'absence de son enfant qui la préoccupe. Peut-être le risque est-il grand de quelque handicap physique ou psychique, peut-être s'agit-il de fortes probabilités pour que l'enfant manque d'un milieu favorable pour s'épanouir et être heureux. Ce sont là des questions qu'une femme doit se poser : les techniques modernes de détection qu'elles soient physiologiques ou psychologiques permettent des prévisions assez certaines qu'il serait fautif et irresponsable d'ignorer. Et la maternité est une lourde responsabilité ! Mais quels facteurs peuvent-ils être plus décisifs pour que l'enfant soit heureux et s'épanouisse, que la conviction d'une mère que tout être humain reçu sa dignité non de la société mais de Dieu. Ou que l'amour de la mère pour son enfant malade ? Pour nous, chrétiens, toute vie humaine a un sens. Nous tenons compte de la possibilité que Dieu nous fasse percevoir la signification et la valeur d'événements qui, de prime abord, nous déconcertent. Il est possible que ce soit un combat à mener chaque jour, mais il n'est dépourvu ni de sens ni de valeur humaine.

Il est possible également qu'une femme envisage l'éventualité d'un avortement pour des raisons plus personnelles. Le plus souvent, il s'agit de difficultés prévisibles au cas où elle mettrait l'enfant au monde, difficultés qui fréquemment viennent s'ajouter à toutes les charges antérieures (épuiement de la mère, crise du logement, alcoolisme au foyer, etc.). Il ne s'agit pas du tout de sous-estimer les charges onéreuses que s'impose une femme en mettant un enfant au monde. Ce n'est ni notre rôle ni notre intention de faire miroiter aux yeux de ces mères des solutions-miracle qui n'existent pas. Et même sur le plan de l'aide sociale, que dans nos sociétés d'abondance nous devrions pouvoir assurer, nous sommes obligés d'avouer que les entreprises publiques et privées sont loin de suffire à la tâche. Elles sont purement et simplement débordées par les besoins.

Nous exhortons les femmes qui se trouvent affrontées aux graves problèmes dont nous venons de parler à bien mesurer, en conscience ce qui est en jeu, à examiner attentivement ce que l'Eglise tient à leur dire, avec les dimensions spirituelles et l'appel à la générosité e

la confiance que son enseignement implique. La vie humaine qui indiscutablement *n'est pas antique* à celle de la mère, est en voie de développement. Cette vie est confiée à ses soins à son amour maternel. Ici encore nous avons, pour être vraiment humains, voir plus loin que les normes étroitement circonscrites que souvent nous nous donnons à nous-mêmes, et tenir compte de quelque chose en nous qui dépasse notre moi — quelque chose que Dieu nous a manifesté comme notre véritable destin. D'un point de vue chrétien, le sens de notre vie peut en effet inclure que nous nous offrons nous-même de façon désintéressée et dans l'oubli de nous-même, avec la vie du Christ comme modèle et la vie et le salut de notre prochain comme motifs. Ce qui s'est manifesté dans sa vie, nous crée un devoir et s'applique en fin de compte à notre propre vie : nous avons à donner notre vie pour ceux que nous aimons et réaliser ce fait le sens le plus profond de la vie que nous avons reçue. Ainsi parle la sagesse chrétienne de la vie humaine et, par là même — est notre conviction — la loi suprême de la vie. Il n'y a pas, comme nous l'avons déjà souligné, de solution toute faite. Mais il faut envisager toutes les possibilités qui se présentent pour sauver cette vie en germe. L'adoption de l'enfant par une famille désireuse de l'accueillir est une solution sur l'opportunité de laquelle des gens compétents expriment des opinions souvent divergentes. Elle ne peut certainement pas résoudre tous les problèmes, mais il y a tout au moins de l'examiner de près dans chaque situation particulière.

À l'exception de cas extrêmes où il faut considérer une femme comme inapte à prendre elle-même une décision responsable, c'est à la femme précisément qu'il revient de faire un choix personnel. Et il est important qu'elle assume elle-même cette responsabilité, en particulier parce qu'elle affrontera plus facilement les difficultés qui résulteront pour elle de sa décision si elle a suivi librement sa conscience après avoir pris en considération toutes les circonstances dans lesquelles elle se trouve placée.

Au père de l'enfant

10. Le père de l'enfant conçu a des droits et des devoirs correspondant à ceux de la mère. Même si la mère, dans les mois qui séparent la conception de la naissance, est liée de plus près au destin de l'enfant, la vie de celui-ci relève aussi du père. L'enfant reçoit ses dispositions naturelles et son potentiel héréditaire de lui aussi bien que de la mère ; il est le fruit du pouvoir vivre de l'un comme de l'autre. Dès qu'un embryon est conçu, le père se trouve situé dans un contexte qui dépasse son individualité propre. Et sa responsabilité s'accroît d'autant.

Cette responsabilité concerne aussi la situation dans laquelle la mère se trouve placée et l'éventuelle perspective d'un avortement. Sa situation est différente s'il est ou non marié avec cette femme. Mais sa responsabilité est aussi lourde dans les deux cas et il est tenu de lui donner une expression concrète, dans le respect et l'amour de celle qui est en voie de devenir mère. C'est son droit et son devoir de plaider en faveur de la vie. Mais il est aussi le dernier pouvoir se contenter de mettre en avant les

exigences de la morale, abstraction faite des conséquences qu'une naissance entraîne pour la mère et l'enfant. Il doit donc proposer son assistance dans le respect de la liberté personnelle de celle-ci et protéger cette liberté sans pour autant abandonner cette femme à son sort.

Au conseiller spirituel

11. Le prêtre, ou tout autre conseiller spirituel, peut être parmi les premiers mis au courant de la situation survenue. Nous attachons beaucoup d'importance à ce que le prêtre se forme une image exacte du rôle qu'il est appelé à jouer comme conseiller et à ce que ceux qui s'adressent à lui trouvent auprès de lui l'attitude qu'ils sont en droit d'attendre.

Le premier devoir du prêtre est d'assurer à ceux qui le consultent les meilleures possibilités de faire un choix humain et responsable.

Le prêtre a de ce fait un rôle important à jouer au service de la vie. Pleinement conscient du contexte social et culturel que nous avons esquissé ci-dessus, il doit mobiliser sa compétence théologique et son amour du prochain au service en particulier de la femme qui s'adresse à lui dans l'espoir d'y voir plus clair, et peut-être d'affermir une volonté qu'elle redoute de ne pouvoir maintenir face à elle-même et à son entourage. Un prêtre peut le plus souvent faire ressortir certains aspects qui risquent d'avoir été négligés. Il peut aider cette femme à distinguer l'essentiel de l'accidentel, l'encourager à aborder des solutions auxquelles elle n'avait pas pensé. Il peut l'aider à approfondir sa foi et confirmer sa volonté de vivre une vraie vie chrétienne. Il peut aussi aider la femme enceinte à discerner une éventuelle pression à laquelle elle serait soumise, et contribuer ainsi à protéger sa liberté ; il peut l'adresser à un représentant qualifié de l'assistance sociale.

Précisément parce que le prêtre doit entre autres se préoccuper de protéger la liberté de la femme contre toute pression indue, il doit bien se garder d'exercer lui-même une pression de cet ordre. C'est ce qu'il ferait s'il se réclamait sans nuances de l'autorité de l'Eglise, de principes abstraits de morale, ou tout simplement faisait jouer sa propre puissance de persuasion. La doctrine de l'Eglise catholique est assez claire en matière d'avortement. Le prêtre doit particulièrement veiller à ne pas simplifier abusivement une situation qui, en réalité, a de nombreux aspects méritant d'être pris au sérieux.

De quelque manière que la situation évolue après que le prêtre aura assisté une femme de ses conseils, il continuera de lui prêter assistance. Si elle a mis au monde son enfant, elle rencontrera quotidiennement de grandes difficultés et elle aura besoin de toute l'aide possible pour porter les conséquences de la décision qu'elle a prise. On peut dire la même chose de celle qui a choisi, puis suivi la voie de l'avortement ; elle doit aussi porter les conséquences de son choix et le prêtre ne doit pas davantage s'abstenir de l'aider et de la comprendre. Car c'est en portant le fardeau les uns des autres que nous accomplissons la loi du Christ (Ga 6, 2).

Aux médecins

12. Plus immédiatement que le prêtre, le médecin est concerné par le problème de l'avortement. Il peut être consulté, sollicité de faire lui-même l'intervention. Il peut aussi, dans l'état actuel de la législation en maints endroits, être prié de transmettre aux autorités compétentes le dossier constitué dans le but d'obtenir une décision légale. Il peut même avoir à émettre un vote personnel pour décider si un avortement répond ou non aux conditions prescrites par la loi. Le médecin chrétien rencontre ici un grand nombre de problèmes délicats.

Tout médecin catholique sait que, s'il entend demeurer fidèle à l'enseignement de son Eglise, il ne peut effectuer un avortement provoqué ni même le conseiller. Il sait également qu'il peut procéder à certaines opérations ayant un autre but, thérapeutique, que d'éliminer le fœtus, mais entraînant de fait l'interruption de la grossesse (*Humanae Vitae*, n. 15).

La législation de certains pays reconnaît expressément aux médecins le droit de se refuser à faire un avortement, quand ce refus est opposé pour raison de conscience. Une déclaration adoptée le 22 août 1970 par un Congrès de l'Association internationale des médecins tenu à Oslo (« Déclaration d'Oslo ») reconnaît (n. 6) à un médecin le droit de s'abstenir de conseiller un avortement ou de le mettre en œuvre si sa conscience le lui interdit. Conformément à cette position, nous maintenons fermement que personne, pas même le pouvoir législatif d'une nation, n'a le droit de contraindre un médecin à agir en contradiction avec sa conviction en matière aussi grave. Nous concevons difficilement qu'un médecin catholique, ferme sur ses positions, puisse devenir membre d'une commission dont l'objet est de légaliser les avortements remplissant les conditions prévues par la loi. Car ou bien il sera coresponsable de toute une série d'avortements, ou bien il abusera de la confiance placée en lui par la société en ne suivant pas la loi. En revanche, nous estimons moralement acceptable pour un médecin catholique de transmettre pour décision et dans le cadre prévu par la loi une demande d'avortement aux autorités compétentes.

Aussi peu que le prêtre, le médecin chrétien ne doit exercer de pression indue sur ceux qui le consultent. Il peut certes expliquer nettement son point de vue, justifier pourquoi personnellement il se refuserait à faire l'opération, même si elle était autorisée légalement. Et il n'est pas contraire à l'éthique médicale catholique d'exposer avec franchise et loyauté les possibilités offertes par la législation du pays. Si, conformément à la « Déclaration d'Oslo » citée précédemment, il se charge de renvoyer le cas à un autre médecin qualifié, il choisira un collègue connu pour interpréter consciencieusement la législation existante.

Comme tous les autres chrétiens et plus peut-être qu'eux, les médecins se doivent d'étudier les problèmes posés par la pratique de l'avortement, en vue de se former une opinion réfléchie, compte tenu de toutes les sources d'information qui leur sont accessibles. Nous savons que les progrès de la théologie morale sont dus en grande partie aux lumières et

à l'expérience de ceux que leur travail situe à cœur de la réalité concrète. Nous souhaitons que les médecins puissent participer toujours davantage à la formulation de la morale chrétienne dans les questions qui touchent à la vie et à la mort. Les théologiens ont besoin de leurs concours professionnels.

Mais les médecins connaissent aussi le poids de leur autorité et le rôle important que jouent dans la formation des consciences l'attitude qu'ils adoptent dans le respect dû à la vie. Un médecin chrétien pourra donc, ne serait-ce que par son attitude, favoriser une solution chrétienne du problème de l'avortement. En sens inverse, il pourrait, par manque évident de sensibilité, discréditer le point de vue chrétien et le faire juger arbitraire, inhumain et inacceptable. Plus un médecin est opposé à l'avortement comme solution valable des problèmes de la vie, plus il est tenu de proposer des voies praticables ou de contribuer à les frayer là où elles n'existent pas.

Aux responsables de l'assistance sociale

13. Un grand nombre de nos dernières remarques s'appliquent aussi à ceux qui œuvrent dans le domaine social; eux aussi devraient pouvoir contribuer à l'élaboration de la morale chrétienne, plus peut-être que cela n'a été le cas jusqu'ici. Mieux que la plupart des autres, ils voient clairement la nature des difficultés concrètes amenant certaines femmes à envisager l'avortement comme la seule issue possible à leur détresse. Ils sont aussi fort bien placés pour promouvoir auprès des autorités les mesures susceptibles de favoriser des solutions meilleures et plus humaines que l'avortement.

Ils ne partagent pas la responsabilité concrète du médecin; du fait qu'ils ne procèdent pas eux-mêmes à l'intervention. Mais c'est pourquoi ils sont également moins bien protégés par la loi et par l'usage que ne le sont les médecins. Ils ne peuvent, sans renoncer à exercer leur métier, s'abstenir de conseiller leurs clients dans l'une des situations les plus fréquentes et les plus dramatiques qui se présentent dans le secteur social. Ils doivent se tenir à la disposition de quiconque sollicite leur assistance.

Leur responsabilité à l'égard des lois existantes est particulièrement grande, car c'est l'une de leurs tâches essentielles de faire connaître à leur clientèle les possibilités que lui offre la société pour améliorer ses conditions de vie. Ils font en outre le plus souvent partie d'une équipe au sein de laquelle ils ont à travailler collégialement. On compte sur eux pour mettre particulièrement en relief les conditions concrètes de l'existence, physiques, psychiques et économiques.

Ils n'ont pas pour autant à se considérer comme les instruments aveugles d'une société sur l'orientation et les points de vue de laquelle ils n'auraient pas à prendre position. Ils ont aussi, à partir de leur éthique professionnelle, à juger par eux-mêmes, consciencieusement et en toute indépendance, de chaque situation. Le but de la loi, même lorsqu'elle est libérale à l'extrême, n'est pas dans nos pays d'exiger d'une femme qu'elle se fasse avorter, mais de lui rendre possible sous certaines conditions nettement précisées. Nul n'est donc tenu de

conseiller l'avortement pour se tenir dans le cadre établi par la loi. C'est à la femme enceinte qu'il revient de décider si elle veut faire usage des facultés accordées par la loi. Le rôle de l'assistance sociale est donc de fournir à la femme en question la possibilité de prendre cette décision, en même temps que de l'aider à tenir le compte requis de la vie qu'elle porte en son sein.

Dans la même ligne que ce que nous avons dit précédemment aux prêtres, nous insistons ici sur l'aide prolongée, le contact et le soutien dus à la cliente, quelle que soit la solution adoptée par celle-ci. En toute hypothèse, son choix entraîne des conséquences que cette femme a besoin d'aide pour porter. La justice comme la charité exigent que cette aide ne soit pas interrompue aussi longtemps que le besoin persiste.

Au personnel infirmier

14. Le personnel infirmier n'a pas le même rôle de conseiller que les médecins ou les assistantes sociales. Il est évident que tout malade a droit aux soins requis, quelle que soit la cause de son état. Le problème se pose là où le personnel infirmier est sollicité de participer activement à l'intervention abortive elle-même.

Etre attaché à la salle d'opération de certains services de gynécologie rend la coopération à l'avortement inévitable. Quiconque se refuse à collaborer à un avortement doit éviter d'assumer des postes de cette nature.

Pour d'autres emplois, il peut être opportun, au moment de conclure un contrat d'embauche, de faire savoir à l'employeur que l'on ne peut, pour raison de conscience, prêter son concours à des interventions abortives, même dans le cas où l'avortement est pratiqué légalement.

Il va sans dire qu'aucun infirmier, qu'aucune infirmière n'interviendra au cours même d'une opération, mais qu'ils se tiendront alors à l'entière disposition du médecin. S'ils estiment que celui-ci n'a pas agi correctement, ils pourront aborder la question avec lui après coup, pour pouvoir examiner le cas précis équitablement lorsque la situation, mettant en jeu la vie et les intérêts d'un être humain, aura perdu de son acuité.

Aux parents, aux proches et aux amis

15. Une femme qui envisage de se faire avorter se confie souvent à des proches ou à des amis, en particulier à ses parents. Ces confidentes, y compris les propres parents de cette femme, doivent prendre en considération ce que nous avons déjà précisé : c'est à la femme de décider elle-même si oui ou non elle sollicitera de se faire avorter, à l'exception de cas extrêmes où cette femme n'a pas la liberté et la santé nécessaires pour juger de son cas. Les égards dus par ceux qu'elle consulte à la situation particulière de la femme enceinte ne doivent pas néanmoins constituer une invitation à la passivité ou à l'indifférence. Une femme ne confie pas à autrui des problèmes d'une nature aussi intime et aussi grave si elle n'attend pas de l'aide et ne demande pas à y voir plus clair. Un chrétien convaincu peut exercer ici une influence éminemment positive en soulignant dans la décision à prendre certains aspects que

d'autres conseillers sont enclins à négliger ou à minimiser, à commencer par le droit à la vie de l'embryon. Le meilleur conseil à donner est souvent de chercher une assistance professionnelle qualifiée chez un médecin, une assistante sociale ou un prêtre choisis à bon escient. Ce genre de conseils requiert toujours un tact et une sympathie considérables, ne serait-ce qu'à cause des conséquences qu'une décision quelle qu'elle soit ne peut manquer d'entraîner.

Importance de l'éducation

16. Même si son influence s'exerce bien avant que l'être humain se trouve placé dans une situation qui lui pose la question de l'avortement, tout éducateur, tout instituteur ou professeur, tout père et toute mère auront contribué à la décision prise le jour où le problème sera devenu actuel. L'éducation sexuelle, qu'elle soit donnée à l'école ou en dehors, contribue à fournir une image de l'amour et de la transmission de la vie. Les difficultés s'accroissent du fait que l'information sexuelle donnée ou favorisée par les pouvoirs publics prend de plus en plus ses distances par rapport aux valeurs chrétiennes fondamentales. De notre côté, nous avons beaucoup de chemin à parcourir avant de pouvoir assurer une éducation sexuelle qui satisfasse à la fois aux exigences du christianisme et à celles de la pédagogie moderne. Nous exhortons les éducateurs chrétiens à travailler ces questions sérieusement et sans préjugé. L'éducation sexuelle donnée aux enfants ne doit pas s'en tenir à la communication de connaissances physiologiques et techniques. Elle doit engager la personnalité de l'enfant et le rendre conscient de la dignité de la personne, le confronter avec les valeurs fondamentales de l'existence, y compris le respect de la vie. C'est de l'homme tout entier qu'il s'agit dans une telle éducation ; sur ce point la foi chrétienne et la pédagogie moderne sont convergentes, car elles considèrent toutes deux la responsabilité à l'égard d'autrui comme l'une des composantes essentielles de la sexualité.

Bien des parents chrétiens sont un peu écrasés par les problèmes qui se posent en ce domaine, et dont personne ne peut leur fournir de solution toute faite. Qu'ils ne perdent pas courage ! Dans la mesure où notre Eglise réalisera le programme qu'elle s'est elle-même tracé lors du second Concile du Vatican en ce qui concerne ses rapports avec le monde de ce temps, une voie s'ouvrira où nous pourrons avancer comme chrétiens conscients des appels de notre époque, fidèles à notre foi mais aussi à la société dont nous faisons partie. Tous nous pouvons contribuer à ce qu'il en soit ainsi.

Avortement et contraception

17. Souvent, dans un contexte du reste variable, le problème de la contraception est soulevé en relation avec celui de l'avortement. Il peut s'agir d'échanges entre éducateurs et élèves, de questions posées à un médecin, à une assistante sociale, souvent aussi à un prêtre. Des catholiques, qui s'opposent à résoudre les cas difficiles par l'avortement, doivent être prêts à rendre compte de leur opinion au sujet de la contraception. Nous n'avons pas l'intention de

reprennent ici un ensemble de questions dont nous avons déjà traité en octobre 1968 dans une lettre pastorale (« Au sujet d'*Humanae vitae* ») (2). Nous voudrions simplement dire ici quelques mots sur les rapports existant entre avortement et contraception.

La contraception est, au niveau social, un moyen qui peut se montrer efficace pour réduire le nombre des avortements. Une contraception effective conduit à un nombre moindre de grossesses indésirables et par suite aussi vraisemblablement à un nombre moindre d'avortements.

Il faut tenir compte cependant d'une réelle insécurité provenant de différentes causes, quelle que soit la forme de contraception adoptée. Beaucoup utilisent ces procédés sans suite dans les idées et de façon occasionnelle. Certaines femmes sont déçues quand elles découvrent qu'elles sont enceintes et elles ont recours à l'avortement. Elles ne peuvent ou ne veulent pas accepter que la contraception ait échoué. De cette manière indirecte, la contraception peut provoquer des avortements qui n'auraient pas été envisagés autrement. Il faut en outre prévoir que le libre accès à l'avortement puisse rendre moins impérative pour certains une pratique effective de la contraception et avoir pour résultat un nombre accru d'avortements.

D'un point de vue moral, l'avortement et la contraception sont entièrement différents, parce que l'avortement supprime une vie déjà commencée, ce qui n'est pas le cas des formes les plus usuelles de contraception. Mais dans le concret, les deux procédés exercent une influence réciproque l'un sur l'autre et il ne faudrait pas croire qu'il suffise d'introduire dans une société la pratique massive de la contraception pour y faire cesser le besoin de recourir à l'avortement.

TROISIEME PARTIE

LEGISLATION ET POLITIQUE

La loi et la dignité de la personne humaine

18. Après nous être prononcés sur l'avortement comme problème moral et nous être adressés à ceux qui peuvent se heurter au problème concret de l'avortement provoqué, nous traitons maintenant de la *législation de l'avortement*, en nous rappelant particulièrement le processus de libéralisation qui est en cours dans nos pays. C'est en effet une part de la responsabilité de l'Eglise que de porter un jugement moral même en des matières qui relèvent de la législation de l'Etat, « quand les droits fondamentaux de la personne ou le salut des âmes l'exigent ». (*L'Eglise dans le monde de ce temps*, n. 76.)

Principes directeurs

19. Dans notre appréciation de la législation de l'avortement en nos pays, nous prenons en considération les principes fondamentaux suivants :

a) « La communauté politique existe pour le bien commun : elle trouve en lui sa pleine justi-

fication et sa signification, et c'est de lui qu'elle tire l'origine de son droit propre. Quant au bien commun, il comprend l'ensemble des conditions de vie sociale qui permettent aux hommes, aux familles et aux groupements de s'accomplir plus complètement et plus facilement. » (*L'Eglise dans le monde de ce temps*, n. 74.)

b) Le bien commun implique que les droits et les devoirs de l'individu soient respectés (*Sur la liberté religieuse*, n. 6). Les droits fondamentaux de l'homme résident dans l'homme lui-même et ne peuvent donc pas être établis par voie de référendum ou de majorité politique.

c) Le pluralisme de la société moderne est acceptable en ce sens que la société se compose indubitablement de groupes et de personnes ayant des opinions divergentes en matière de décisions politiques, dans le cadre des droits fondamentaux de la personne (cf. *L'Eglise dans le monde de ce temps*, n. 74). Dans une telle société pluraliste, les opinions particulières de l'un ou l'autre groupe politique ou religieux ne doivent pas être imposées comme des lois contraignantes pour tous, au détriment de la conviction d'autres groupes. C'est pourquoi il est d'une importance capitale que les groupes politiques et religieux se respectent mutuellement et acceptent que la minorité puisse, elle aussi, avoir des droits légitimes. Rappelons ici que nous, chrétiens, n'avons pas le droit d'ignorer ou de sous-estimer le sérieux profond, l'authenticité sensibilité à la misère des hommes et l'examen de conscience responsable qui animent beaucoup de ceux qui, parmi les législateurs, les médecins, les conseillers sociaux et autres, ne partagent pas notre opinion en une matière aussi délicate que celle dont nous traitons.

d) Ce n'est pas le rôle de l'Etat d'imposer aux citoyens l'un ou l'autre système moral dans ses détails ni non plus de criminaliser toutes les actions répréhensibles. Cela ne veut pas dire toutefois que la législation soit sans points de contact avec la morale. Tout problème social a en effet aussi un aspect moral. C'est pourquoi le législateur doit toujours tenir compte de l'influence éducative que les lois de l'Etat ne manquent pas d'exercer sur le jugement moral de la population.

e) L'Etat a clairement le devoir de protéger la vie humaine. L'Etat porte une responsabilité particulière à l'égard de la vie qui, pour une raison ou pour une autre, est menacée ou hors d'état de se défendre elle-même, ce qui est le cas des personnes âgées, des handicapés physiques ou mentaux, des malades, des êtres moins bien doués que d'autres, de la vie humaine avant la naissance. Il n'est pas du ressort de l'Etat de déterminer la valeur relative de diverses formes d'existence humaine, ce qui serait le cas par exemple si la loi attribuait un plus grand droit de vivre à ceux qui sont en bonne santé qu'aux malades, à ceux qui sont doués qu'à ceux qui le sont moins, aux jeunes qu'aux vieillards, etc. Seul l'Etat qui protège le droit à une existence intégralement humaine de l'individu le plus faible peut prétendre maintenir une société pleinement respectueuse des droits de la personne.

f) La loi a d'ordinaire fait usage de la répression pénale comme du moyen le plus efficace

(2) Cf. DC 1968, n° 1529, col. 2067 et s. (NDLR.)

pour protéger la vie humaine. Mais la peine n'est pas le seul, ni même peut-être le meilleur moyen, de promouvoir cette vie. Une législation positive dans les domaines sociaux, culturels et pédagogiques peut et doit sans cesse davantage être utilisée pour protéger la vie humaine en son devenir.

Conséquences à tirer de ces principes

20. A la lumière de ces principes, nous pouvons tirer les conclusions suivantes en ce qui concerne la législation de l'avortement :

a) Puisqu'il n'est pas de la compétence de la loi de déclarer moralement légitime l'avortement en certains cas particuliers, personne dans notre société ne peut conclure que l'avortement provoqué est moralement acceptable du seul fait que la loi ne lui attache aucune sanction pénale.

b) Le législateur doit prendre conscience de sa responsabilité, en sorte que la loi ne favorise pas — par sa propension générale à la libéralisation — la tendance que nous pouvons déjà constater dans la mentalité générale, à savoir une indifférence croissante à l'égard du droit de vivre de l'enfant dans le sein de sa mère.

c) Le législateur et les citoyens de nos communautés politiques portent en commun la responsabilité de faire respecter les droits de l'homme dans la législation sociale, l'éducation sexuelle et une série d'autres domaines, y compris la situation de l'enfant encore à naître.

d) Nous réprouvons toute loi qui impliquerait que quiconque (en particulier médecin ou infirmier) soit *obligé* de pratiquer l'avortement ou d'assister celui qui le pratique. Une telle loi serait en contradiction flagrante avec la liberté et la conscience de l'homme.

e) Nous rejetons également toute forme de discrimination qui serait exercée contre ceux qui n'acceptent pas l'avortement provoqué, que cette discrimination les frappe dans l'exercice de leur profession ou de toute autre manière.

f) Le minimum requis est que toute femme désireuse de mener son enfant à terme ait la possibilité de réaliser son désir. Il doit être exclu que des médecins, des conseillers sociaux ou d'autres aient le loisir d'exercer sur elle une pression psychologique dans le sens de l'avortement. Il faut donc également qu'il soit fait en sorte que l'aide sociale ne soit pas refusée à une femme pour la seule raison qu'elle appartient à l'une des catégories pour lesquelles l'avortement est légalisé. Bien au contraire, les pouvoirs publics ont tout lieu de donner leur soutien à une mère qui espère mener à terme sa grossesse, même dans des circonstances difficiles. Une femme qui se refuse à envisager l'avortement volontaire comme une solution à ses problèmes, peut en général être présumée avoir envisagé à quels sacrifices son choix peut l'entraîner. Son désir doit être respecté et elle a droit à l'assistance médicale, sociale et économique dont elle a besoin pour mener à terme son enfant.

g) Tout citoyen ayant droit de vote est, dans une certaine mesure, co-responsable des lois de son pays. Le second Concile du Vatican exhorte les catholiques à s'engager dans la vie politique

et à participer aux élections (*l'Eglise dans le monde de ce temps*, n. 75). Les catholiques doivent se rappeler, quand ils votent ou prennent part à une autre activité politique, que la législation qu'ils désirent promouvoir doit être au service de la vie et des droits de la personne. Nous estimons néanmoins qu'un catholique peut donner sa voix à un parti qui, sur certains points, soutient une politique qui ne correspond pas à ses propres convictions — ce serait le cas d'un parti ayant à son programme une législation contestable sur l'avortement. Mais quel que soit le parti auquel il accorde sa voix, le citoyen a le devoir de faire valoir ses convictions chrétiennes au sein de ce parti.

CONCLUSION

21. Aucun des principes auxquels nous nous sommes référés dans cette déclaration n'est étranger à la société dont nous sommes membres. Nos positions fondamentales en matière d'avortement, même si nous sommes presque les seuls à les maintenir dans leur intégralité, ne nous excluent pas de la responsabilité commune. Tout homme et toute femme de nos pays nordiques a une place à tenir pour rendre notre culture nordique plus humaine. Comme chrétiens, nous avons en outre le devoir de promouvoir les valeurs de l'Évangile dans tous les contextes.

Nos directives visaient principalement les catholiques, qui constituent notre responsabilité immédiate. Mais, convaincus du bien-fondé de ce que nous avons avancé, nous sommes prêts à collaborer avec d'autres qui, nous l'escomptons, nous comprendront. La question de l'avortement touche, en effet, à des valeurs humaines fondamentales. Elle devrait pouvoir offrir un terrain d'entente et de compréhension en profondeur entre hommes responsables, professant les opinions les plus diverses sur le monde et la vie.

— *L'Anesse de Balaam* « Dans une favelle brésilienne », par JOSEPH BOUCHAUD, FRÉDY KUNZ. Préface de Dom FRAGOSO (coll. « A pleine vie »). — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 104 pages. Prix : 7 F. Editions Ouvrières, Paris.

L'évêque de Crataeus nous dit, dans sa préface, pourquoi il a accueilli dans son diocèse Frédy, prêtre décidé à vivre parmi les pauvres comme un pauvre. Cette expérience et ce témoignage, rapportés dans ces pages, se lisent tout d'un trait.

— *Père Marie-Clément Staub*, AA, par Y. LE FLOCH. — Deux vol. 13 × 20 cm, illustrés de 188 et 155 pages. Prix : 25 F. Sœurs de Sainte-Jeanne-d'Arc, 1571, chemin Saint-Louis, Québec, PQ, Canada.

Les Sœurs de Sainte-Jeanne-d'Arc ont demandé au postulateur diocésain de sa cause d'écrire la vie de leur père fondateur. Il y a, dans ces deux volumes, bien des traits savoureux de la vie de l'enfant prédéfini, dans son Alsace natale, et des exemples édifiants de celui qui se voulut l'apôtre du Sacré-Cœur en Amérique du Nord. Dieu veuille que ces pages suscitent d'autres apôtres qui aient même foi et même amour.

— *Instruction pastorale « Communion et progrès » sur les moyens de communication sociale*, de la Commission pontificale des moyens de communication sociale. Présentation de JEAN GÉLAMUR. Introduction de JULES GRITTI. — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 116 pages. Prix : 1,50 F. Editions du Centurion, Paris.

La préface et l'introduction de spécialistes de la question donnent son éclairage professionnel au texte de la Commission pontificale.

JUSTICE DANS LE MONDE

Document de l'Episcopat du Pérou pour le Synode

A l'issue d'une réunion extraordinaire qui s'est tenue du 2 au 14 août, l'épiscopat du Pérou a publié, en vue du Synode, un document sur la justice dans le monde. Il marque une étape très importante dans la réflexion de l'Eglise d'Amérique latine sur l'engagement politique du chrétien, le problème de la justice et la recherche d'une nouvelle société plus humaine.*

La réalité nationale

L'expérience péruvienne

L'Eglise du Pérou vit un moment crucial de son histoire, dans un pays où se fait jour la volonté de notre peuple de forger une société plus juste. Cette expérience, avec ses réussites et ses ambiguïtés, est un apport à la communauté des nations et des Eglises dans le monde. L'histoire de chaque peuple est le patrimoine commun d'une histoire solidaire de l'humanité dans le dessein divin du salut.

Situation de dépendance

Nous partageons avec les nations du tiers-monde le fait d'être victimes de systèmes qui exploitent nos ressources économiques, contrôlent nos décisions politiques, nous imposent la domination culturelle de leurs valeurs et de leur civilisation de consommation. Cette situation, dénoncée par l'épiscopat latino-américain à Medellin, est renforcée et maintenue par la structure intérieure de nos pays où se remarquent une croissante inégalité économique, sociale et culturelle, une perversion de la politique qui n'est pas au service de tous mais seulement de quelques-uns.

Volonté de changement

Nous partageons aussi avec ces pays l'effort en vue de la libération. Dans notre pays, par suite de circonstances historiques, surgit une aspiration à la libération dans tous les domaines. C'est le résultat de la misère des marginaux, de leur organisation en groupes de pression et de leur lutte ; c'est également l'effet d'une interprétation de notre société conçue comme sous-produit du développement capitaliste de la société occidentale, celle-ci étant considérée comme centre du système. Cette interprétation conduit ceux qui détiennent actuellement le pouvoir politique à prendre des mesures qui constituent un premier pas pour secouer la domination du dedans et du dehors. Parmi ces mesures, on peut citer, par exemple, la tentative pour

reprendre en main nos ressources naturelles, le rapatriement des capitaux et le contrôle des devises, la réforme agraire, la création de « communautés de travail », la réforme de l'éducation, l'appui apporté à la mobilisation sociale. De telles mesures indiquent une réaffirmation de notre souveraineté, un contrôle plus rigoureux de l'économie de la part de l'Etat, une distribution plus juste des revenus dans le secteur agricole, la participation des travailleurs aux bénéfices, à la gestion et à la propriété des entreprises, le développement d'un sens critique permettant à l'homme péruvien d'affronter positivement son milieu et son destin historique, la participation du peuple à sa propre libération.

Pressions externes

Plus on met l'accent sur le changement, plus s'exacerbent les forces de domination. La pression externe accentue ses mesures répressives par des sanctions économiques sur le marché international, sur le contrôle des prêts et autres formes d'aide. Les agences de nouvelles et les moyens de communication, contrôlés par les puissants, n'expriment pas le droit des faibles et déforment la réalité en filtrant les informations en fonction de leurs intérêts.

Pressions internes

La résistance au changement se manifeste aussi par des pressions internes : les groupes dominants luttent pour conserver leurs privilèges ; on retire ses capitaux pour mettre obstacle au processus de changement, en faisant fi des vies humaines qui seront affectées par le chômage ; les valeurs individualistes de la société de consommation poussent les classes moyennes à freiner l'évolution ; les masses populaires, aliénées par une longue histoire de domination, ne réussissent pas à découvrir les modes et le sens de leur participation, désorientées qu'elles sont par une politique répressive ou des manipulations peu honnêtes de groupes politiques. Ces masses, égarées par la propagande de la société de consommation, ne cherchent bien souvent que la promotion individuelle qui les arrachera à leur milieu, sans se solidariser avec leurs frères de classe dans une promotion totale. La présence des chrétiens est ambiguë : si certains apportent un appui sans réticence aux mesures de changement, en allant même jusqu'à exiger la radicalisation de la plupart d'entre elles, d'autres prétendent justifier, à partir de leur foi, la défense de leurs privilèges, faute d'une vision plus large de la solidarité fondée sur l'Evangile.

L'expérience de l'Eglise

Devant cette situation surgissent dans la communauté chrétienne des options en faveur des opprimés ; on s'identifie à leurs problèmes, à

(*) Texte espagnol original. Traduction de la DC.

eurs luttes, à leurs aspirations. L'engagement de nombreux chrétiens se trouve éclairé par une théologie qui, à partir de la foi, interprète cette réalité comme une situation de péché, une négation du plan de Dieu, et pousse à s'engager pour la libération, en réponse à l'appel du Seigneur qui nous demande de construire l'histoire. L'Eglise découvre ainsi l'inévitable implication politique de sa présence ; elle se rend compte qu'elle ne peut annoncer l'Evangile dans une situation d'oppression sans remuer les consciences par le message du Christ libérateur. Elle voit dans la pauvreté évangélique l'expression de sa solidarité avec les opprimés et la dénonciation de la société oppressive de consommation, qui crée des besoins artificiels et des dépenses superflues. Elle ressent l'urgence de s'ouvrir aux problèmes du monde pour être fidèle à sa mission.

En effet, en tendant à vivre refermée sur ses problèmes internes — comme elle l'a fait dans le passé et comme elle continue de le faire aujourd'hui encore, — en se maintenant à l'écart des angoisses et des soucis des hommes, elle court le danger de ne plus être signe.

Pour un monde juste

Justice et sainteté

Le problème de la justice dans le monde est « le problème central de la société mondiale d'aujourd'hui » (document romain pour la préparation du Synode). Et l'instauration de la justice entre les hommes se trouve au cœur du message biblique. Faire la justice, c'est connaître, dire, aimer Dieu (cf. 1 Jn 2, 29). Lorsque la justice entre les hommes n'existe pas, Dieu est ignoré. C'est pourquoi, dit Medellín, « là où se rencontrent des inégalités sociales injustes, qu'elles soient politiques, économiques ou culturelles, il y a refus du don de la paix du Seigneur ; bien plus, refus du Seigneur lui-même » (*Paix*, 14).

La justice, entendue comme sainteté, don du Seigneur, est le fondement dernier de la justice sociale. Mais celle-ci, à son tour, est la réponse nécessaire et irremplaçable à la première. Lutter pour établir la justice entre les hommes, c'est commencer à être juste devant le Seigneur. L'amour de Dieu et l'amour des hommes sont inséparables.

Libération et salut

Construire une société juste en Amérique latine et au Pérou, cela signifie libérer la grande masse de nos peuples de l'actuelle situation de dépendance, d'oppression et de spoliation dans laquelle elle vit. La libération sera, d'une part, une rupture par rapport à tout ce qui empêche l'homme de se réaliser comme tel, sur le plan personnel et communautaire, et, d'autre part, ce sera la construction d'une société nouvelle, plus humaine et fraternelle.

Le salut apporté par le Christ ne se limite pas à une libération politique, mais cette dernière trouve son point d'insertion et son vrai sens dans la libération totale, sans cesse proclamée par la Sainte Ecriture, l'élévation de l'homme à sa dignité de fils de Dieu (cf. Medellín, *Justice*, 3). Un peuple de Dieu qui assure la promotion de tous les hommes et de tout l'homme (*Populorum*

progressio, 14), voilà ce que Dieu veut et ce que l'humanité espère (*Gaudium et spes*, 11).

Pour la communauté ecclésiale du Pérou, cela veut dire se ranger du côté des opprimés et des marginaux, dans un engagement personnel et communautaire. Une telle option n'exclut de notre charité aucun homme. Bien au contraire, le fait de prendre parti pour ceux qui, aujourd'hui, expérimentent les formes les plus violentes de l'oppression est pour nous une manière efficace d'aimer ceux qui, peut-être inconsciemment, sont opprimés par leur situation d'opresseurs.

Participation au processus de libération

L'homme veut être l'artisan de son propre destin (cf. *Populorum progressio*, 15), responsable devant l'histoire, créateur de sa propre culture et de sa propre civilisation. Un tel besoin devient encore plus urgent dans l'évolution socio-politique que nous vivons.

Cela signifie que le peuple doit avoir une participation réelle et directe à l'action révolutionnaire contre les structures et les attitudes d'oppression, pour aboutir à une société juste pour tous. Cette participation se manifesterait dans la prise de conscience critique et dans l'activité créatrice qui poussent à la création urgente de modalités de participation aux décisions. C'est seulement ainsi que l'on pourra éviter la fiction d'une démocratie formelle qui recouvre une situation d'injustice : « Si, en effet, au-delà des règles juridiques, manque un sens plus profond du respect et du service d'autrui, même l'égalité devant la loi pourra servir d'alibi à des discriminations flagrantes, à des exploitations maintenues, à un mépris effectif » (*Octogesima adveniens*, 23). Cette participation dépasse les limites des lois ou des organismes gouvernementaux, même si ceux-ci sont destinés à la favoriser. Il importe en effet d'éviter que la participation populaire soit cantonnée à une ligne établie d'avance ou placée sous un patronage politique. Elle doit être un processus créateur et autonome.

Par ailleurs, il n'existe pas de participation politique sans participation économique. C'est pourquoi il nous faut affirmer que le travail donne un titre légitime et primordial de propriété sur les biens. Cela implique une nouvelle conception humaniste fondamentale du processus économique, et un dépassement du modèle capitaliste, où le capital était privilégié et le travail considéré comme une simple marchandise.

Dans une telle conception du travail, il devient nécessaire de dépasser la possession exclusivement privée des moyens de production et de promouvoir une propriété sociale qui réponde plus efficacement au sens du travail humain et au destin universel des biens. Le Dieu de la création a mis les biens au service de tous les hommes.

Plus encore : la gestion de l'entreprise doit être le patrimoine de tous ceux qui y travaillent, en tant que forme spécifique de la mobilisation et de la participation sociales. Il faut donc éviter, non seulement la prépondérance du capital par rapport au travail, mais aussi le paternalisme et la manipulation possible de la part des dirigeants et des employeurs ; il faut, d'autre part, se préoccuper davantage des ouvriers des entreprises moins favorisées et du bien du pays.

Une nouvelle société

Les considérations qui précèdent, ainsi que l'expérience de notre pays, conduisent au refus du capitalisme, tant dans sa forme économique que dans son fondement idéologique qui favorise l'individualisme, le gain et l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est pourquoi il faut tendre à la création d'une société qualitative-ment distincte. Nous entendons par là une société où règne la « volonté de justice, de solidarité et d'égalité » (*Octogesima adveniens*, 31), qui réponde à « une aspiration généreuse et à une recherche d'une société plus juste » (*ibid.*, 31) et dans laquelle se réalisent « les valeurs, notamment de liberté, de responsabilité et d'ouverture au spirituel, qui garantissent l'épanouissement intégral de l'homme » (*ibid.*, 31).

Or, pour que puisse exister une société de ce type, il est nécessaire que l'éducation du peuple tout entier soit orientée vers le sens social et communautaire de la vie humaine, dans un contexte total qui englobe la culture, l'économie, la politique et toute la société. C'est la raison pour laquelle tant de chrétiens reconnaissent aujourd'hui dans les courants socialistes, entendus de cette façon, « un certain nombre d'aspirations qu'ils portent en eux-mêmes au nom de leur foi » (*ibid.*, 31).

Une éducation ainsi conçue aboutit à la création d'un homme nouveau et d'une société nouvelle. D'un homme social et d'une société communautaire où la démocratie sera réelle par la participation politique effective des membres de la société, par la propriété sociale des biens de production, par une conception et une pratique humaines du travail, par une soumission du capital aux besoins de la société tout entière. Par conséquent, une telle société ainsi comprise exclut certains socialismes historiques, que nous n'admettons pas à cause de leur bureaucratisme, de leur totalitarisme et de leur athéisme militant.

Propositions au Synode

Face à la situation d'injustice que présente le type d'éducation généralisée dans les pays du tiers-monde, et notamment en Amérique latine, avec ses caractéristiques de classe et sa propension à former des êtres dépendants, individualistes et passifs, nous proposons que l'Eglise repousse ce type d'éducation et s'engage à consacrer ses efforts et ses ressources à une éducation favorisant une orientation libératrice.

Face à la situation d'injustice dans laquelle se trouvent un grand nombre de groupes ethnoculturels, qualifiés d' « indigènes » ou d' « aborigènes », que l'on bouscule sans qu'on leur reconnaisse leurs droits les plus essentiels, et dont la survivance culturelle et même biologique est gravement menacée, nous proposons que l'Eglise exige la reconnaissance de leurs droits fondamentaux par :

a) La réaffirmation de la réalité humaine des aborigènes et le respect le plus profond de leur culture, ce qui comporte pour eux le droit d'être reconnus légalement comme personnes et comme groupes, le droit de propriété sur les terres dont ils ont besoin et qu'ils habitent depuis des

temps immémoriaux, le droit de vivre dignement et le droit d'être « différents » ;

b) L'obligation de la part de l'Eglise de découvrir, de connaître et d'apprécier les valeurs de ces groupes ethniques qui témoignent de la présence de Dieu et du Christ incarné dans leur histoire ;

c) La conviction qu'elle a le devoir primordial de réaliser la justice parmi les indigènes, seul fondement capable d'apporter l'amour et la paix de la Bonne Nouvelle : le Christ.

Face à l'apparition de gouvernements qui cherchent à implanter dans leurs pays des sociétés plus justes et plus humaines, nous proposons que l'Eglise s'engage à leur donner son appui, en contribuant à renverser les préjugés, en reconnaissant leurs aspirations et en les encourageant dans leur recherche d'une voie propre vers une société socialiste, de contenu humaniste et chrétien, en reconnaissant le droit à l'expropriation des biens et des ressources, aussi bien lorsque leur possession cause un grave dommage au pays (*Populorum progressio*, 24) que lorsque l'accumulation injuste de richesses se fait dans le cadre de la légalité.

Face à la politique répressive de tout gouvernement, et plus encore de ceux qui, au nom de la civilisation chrétienne, recourent à la violence et même à la torture contre les hommes qui luttent pour la libération de leurs peuples, nous proposons que l'Eglise condamne de telles méthodes et reconnaisse le droit de ces hommes à lutter pour la justice et qu'elle manifeste sa solidarité avec leurs idéaux, même si elle n'approuve pas toujours leurs procédés.

Face au retrait par les pays développés des capitaux investis dans les pays qui — subordonnant les investissements étrangers à leurs objectifs politiques nationaux — luttent pour leur autonomie mais voient leur développement freiné par ce retrait de capitaux qui empêche la création d'emplois et provoque la faim, la misère et le chômage, nous proposons que l'Eglise universelle dénonce cette trahison envers la fraternité humaine en utilisant les tribunes internationales pour exposer sa protestation.

Nous proposons également que le Synode dénonce la pseudo-neutralité des pays qui, par leurs systèmes bancaires, favorisent la fuite, l'accumulation et la protection des capitaux, et pratiquent une politique qui entraîne la paupérisation de pays comme les nôtres.

Nous proposons de même que les Eglises nationales des nations puissantes prennent conscience du fait que leurs actions et leurs omissions ont une incidence sur le rôle joué par leurs pays dans la domination d'autres peuples et, qu'en conséquence, elles fassent tous leurs efforts pour lutter contre cette situation, en la dénonçant et en exerçant leur influence morale et sociale pour la supprimer, en dénonçant par exemple les ventes d'armements à des pays du tiers-monde et les critères arbitraires qui président aux prêts internationaux.

Etant donné la situation d'injustice et de péché que suppose la vie de millions d'êtres humains condamnés à être des sous-hommes, alors que l'on gaspille d'énormes ressources économiques dans une course effrénée aux armements, dans le but de maintenir des situations de domination — état de choses qui s'aggrave

dans le cas des armements nucléaires, non seulement en raison des ressources qu'ils exigent et de leur danger potentiel, mais aussi en raison du dommage déjà causé à l'humanité par les essais expérimentaux, — nous proposons que l'Eglise universelle dénonce nettement cette situation en termes généraux, et également de façon concrète chaque fois que ces armes sont utilisées par les pays puissants pour opprimer les peuples pauvres.

En ce qui concerne la conquête spatiale, bien que nous reconnaissons qu'elle puisse engendrer un grand progrès technologique, nous notons avec inquiétude qu'elle se réalise sous forme de compétition politique, en doublant inutilement les dépenses; nous craignons de même que ce progrès technologique soit utilisé pour la destruction massive de l'humanité ou pour le bénéfice exclusif des centres de pouvoir; nous proposons donc que l'Eglise universelle exige une concertation dans les efforts des puissances engagées dans la conquête spatiale et demande que les nouvelles découvertes soient employées au bien de toute l'humanité.

Implications au niveau national

Nous donnons notre appui et nos encouragements aux chrétiens qui, prenant parti dans leur action et leur vie pour les classes populaires, s'identifient à leurs problèmes, à leurs luttes et à leurs aspirations. Devant les changements de structures de notre patrie, nous disons que les renonciations nécessaires doivent retomber sur tous, parce que la seule façon d'avoir une autorité morale capable d'imposer des sacrifices, c'est de montrer l'exemple de l'austérité. Tel est l'enseignement du Christ.

Devant la mentalité manipulatrice, dépersonnalisante, de tant de fonctionnaires et d'employés, surtout en province, nous soulignons que de telles attitudes non seulement contredisent l'instauration de la justice, mais aussi réduisent à néant les efforts pour rompre de vieilles structures et construire une nouvelle société. Le laisser-aller, la routine, le manque de mystique impliquent une semblable contradiction.

Devant certaines attitudes des autorités en contact direct avec le peuple, qui se préoccupent davantage de réprimer la critique des incohérences internes — normales en tout processus de changement — plutôt que d'examiner l'objectivité de telles dénonciations, nous croyons opportun de signaler l'exigence d'une nouvelle attitude et la recherche de nouvelles formes d'exercice de l'autorité.

Devant la discrimination raciale et culturelle dont souffrent encore nos agriculteurs et la situation marginale dont est victime la femme, surtout dans la sierra, nous devons rappeler que nous sommes tous des personnes, fils d'un même Père, destinés à une même libération et à un même salut.

Devant une réforme agraire qui, même si elle prétend donner une réponse juste, peut engendrer de nouvelles situations d'injustice, comme l'adjudication exclusive des propriétés aux travailleurs établis au moment de l'affectation, ce qui engendre de grandes inégalités entre les nouveaux propriétaires de domaines riches et de domaines pauvres, ainsi que la marginalisa-

tion d'importants secteurs agricoles qui n'étaient pas en situation de travailleurs établis, nous proposons que l'on envisage ce problème dans le processus d'adjudication, en cherchant les formes de propriété qui permettent de favoriser le plus grand nombre possible de paysans, et de tenir compte de la finalité sociale de la propriété, en mettant en place les mécanismes légaux qui assurent le meilleur service à la société.

Les « communautés de travail » ont été créées dans le but de concilier, à l'intérieur de l'entreprise capitaliste, les intérêts du capital et du travail, en permettant à ce dernier la participation progressive à la gestion et à la propriété des moyens de production. Une telle innovation a été faite à partir d'une décision gouvernementale, sans la participation des travailleurs, auxquels on demande de se plier à une mesure qui, parce qu'elle est radicalement différente des expériences connues jusqu'à présent, dépasse leurs possibilités et engendre des frustrations et des inadaptations. Il est donc urgent de redéfinir le rôle des travailleurs et des employeurs, à l'intérieur d'une évolution qui, de par son ouverture, est capable d'engendrer des mécanismes propres dont la dynamique pourra conduire à la revalorisation totale du travail humain dans la nouvelle société.

L'Eglise, sacrement de l'unité du monde

Dans un monde et une humanité marqués par le péché et caractérisés par ses corollaires d'injustice, de spoliation, d'exploitation et d'oppression, l'unité que le Christ demande au Père (Jn 17, 21) est la vocation du monde entier (Co 1, 20; Ep 1, 4, 10) et la tâche de l'Eglise qui se présente ainsi comme le sacrement de l'unité du monde (*Lumen gentium*, 1 et 48). L'unité des hommes n'est possible que dans une justice effective pour tous.

L'Eglise est le sacrement de cette unité, de cette récapitulation finale de l'histoire, du monde et de l'humanité (Rm 8, 22 et s.), de ce salut plein et universel qui agit déjà dans le cœur des hommes et dans la réalité. Sacrement du monde dans ses aspirations à la paix, à la justice et à la solidarité, à la communion avec les hommes et avec Dieu (*Populorum progressio*, 13), l'Eglise se définit comme Peuple de Dieu en marche, en recherche (*Lumen gentium*, 8).

L'Eglise conçue comme sacrement de salut (*Lumen gentium*, 1) et comme communauté des hommes qui reconnaît, proclame et célèbre Jésus comme Sauveur de l'humanité (*Lumen gentium*, 8) découvre dans une nouvelle lumière sa mission d'annoncer le Royaume (*Ad gentes divinitus*, 1, 5), le sens de son action évangélisatrice et de la promotion temporelle, le rôle et les tâches de ses membres.

Une Eglise envisagée à partir du monde latino-américain implique pour nous le devoir de nous redéfinir comme communauté de foi dans un monde marqué par diverses formes d'oppression. Foi et engagement révolutionnaire, foi et action politique, voilà, en d'autres termes, le problème des croyants d'Amérique latine. La relation entre eschatologie et politique s'effectue dans l'effort pour façonner un projet historique qui soit libérateur, c'est-à-dire qui procure l'avè-

nement d'une société juste, fraternelle et solidaire, et d'un homme véritablement nouveau. L'histoire humaine reçoit une signification et une orientation qui la rendent nouvelle, de la nouveauté même qu'est Jésus-Christ dans le monde. Il ne s'agit pas de demander à la foi et à l'Eglise un modèle de société, un schéma d'interprétation scientifique de la réalité ou des critères d'option politique.

En outre, l'Evangile prêché authentiquement à un homme opprimé remplit nécessairement une fonction de conscientisation, c'est-à-dire qu'il contribue à lui faire percevoir sa qualité de personne, la situation de spoliation et d'injustice dans laquelle il se trouve avec toutes ses implications économiques, sociales et politiques, et à lutter contre elles.

C'est dans le contexte concret d'un monde en lutte pour sa libération que la communauté de foi du Pérou s'interroge et se définit comme annonciatrice du Christ venu nous révéler le sens plénier de l'histoire et qu'elle renouvelle son cœur en écoutant l'appel de son Seigneur qui lui demande de comprendre les signes et les exigences de la libération vers l'authenticité, la générosité et la fidélité.

Rôle de l'Eglise

Evangelisation : la présence et l'action de l'Eglise ont inévitablement une implication politique, étant donné qu'on ne peut évangéliser sans s'engager dans la lutte contre la situation de domination. D'une pastorale doctrinale qui expose les faits, il faut passer à une assimilation authentique de l'Evangile qui transforme la vie. L'Evangile, loin de favoriser une évasion hors des responsabilités terrestres, conduit à les assumer et à les vivre devant le Seigneur.

Authenticité : l'intervention de l'Eglise dans le processus de changement exige d'elle un profond renouvellement de ses formes de travail. En conséquence :

a) Elle doit être dans des conditions telles qu'elle puisse exercer un rôle prophétique, en dénonçant énergiquement les forces qui, d'une manière ou d'une autre, directement ou non, gênent le processus de changement en faveur du peuple ;

b) Méritent d'être soutenus les secteurs de l'Eglise (évêques, prêtres, religieux, laïcs) qui ont assumé un engagement sérieux, bien souvent au prix de leur vie, et qui, par des actes plus que par des paroles, cherchent à s'identifier au peuple qui lutte pour sa libération totale.

Pauvreté : l'une des conditions pour que la communauté ecclésiale puisse intervenir dans le processus de changement est qu'elle assume la pauvreté effective, comme identification et comme protestation. Sa parole et son action seraient pratiquement réduites à néant si elle ne supprimait pas les distances économiques qui séparent un peuple plongé dans la misère et une Eglise qui a la réputation d'être riche. Cela implique :

a) Que l'on assume le sens de la pauvreté évangélique, aussi bien pour exprimer sa solidarité que pour dénoncer une situation non évangélique et le défi d'une société qui souille son nom en se parant du titre de chrétienne ;

b) Que l'on recherche des formes de mise en commun de nos biens, une forme concrète pour socialiser et intégrer nos ressources matérielles, nos énergies, nos capacités et nos possibilités sur le plan individuel et communautaire, pour construire une société plus juste et plus humaine.

Education : dans un processus de transformation sociale, il se produit une inadéquation entre les changements de structures et les changements de mentalité et d'attitude. Ainsi, d'une part, les économiquement privilégiés se refusent aux sacrifices nécessaires exigés par un processus de justice sociale ; d'autre part, les masses populaires, aliénées par une longue histoire de domination, ne réussissent pas à découvrir le sens de leur participation. La responsabilité de l'Eglise dans ce domaine devient grave quand, aux problèmes énormes posés par la géographie et l'isolement de nos populations nous, les hommes, nous ajoutons les obstacles qui proviennent de l'inertie, de l'égoïsme, de l'exploitation. Cela exige :

a) Que l'Eglise, par des moyens appropriés élabore une pensée théologique qui éclaire l'engagement des chrétiens et présente, à partir de la foi, les bases d'une interprétation du processus que nous vivons ;

b) Que les congrégations enseignantes fassent une révision sérieuse et urgente des formes concrètes de leur présence éducative à partir des nouvelles exigences et des besoins du peuple ; en ce sens elles devront enrichir leur mission de nouvelles formes d'action éducative et pastorale ;

c) Que les groupes et associations de l'Eglise par des moyens appropriés, se renouvellent en suscitant une conscience critique dans leurs membres et dans leur milieu d'action ;

d) Que l'on assure sans retard la promotion de dirigeants, tout en rappelant que pour instaurer la paix et la justice, l'homme, image de Dieu, doit être rendu capable de prendre en main son propre devenir et la communauté humaine ;

e) Que l'Eglise mobilise ses ressources et hommes pour l'éducation des adultes, de préférence de manière informelle et non scolaire ; cela implique une étroite collaboration dans les programmes nationaux de conscientisation et d'alphabétisation ; cela implique également que l'on dénonce l'usage des moyens de communication à des fins de propagande, pour favoriser l'égoïsme et la consommation effrénée de biens toutes choses qui vont à l'encontre du sens social et fraternel nécessaire à la société que nous avons décrite ;

f) Que, dans la ligne d'une mise en commun de nos biens, nous étudions dès maintenant les implications de ce projet.

Le rôle de l'Eglise est d'informer et d'animer l'instauration de la justice et de changer l'homme par le dedans, en créant en lui une nouvelle échelle de valeurs et un sens de responsabilité dans la mise en place d'une nouvelle société.

LA VIOLENCE ET LES CHRÉTIENS

Message de l'Office épiscopal canadien de l'action sociale ()*

1. Les Canadiens s'interrogent de plus en plus sur les manifestations de violence qui ont cours dans le monde, et particulièrement dans notre pays (**). Nous aussi, nous nous interrogeons et nous invitons tous les chrétiens et toutes les personnes de bonne volonté à chercher avec nous les critères de notre commune responsabilité face à ce problème.

Des opinions exprimées

2. Déjà, une consultation en vue du présent message nous a permis d'entendre des voix nombreuses et diversifiées. Les individus et les groupes de personnes qui se sont alors exprimés appellent « violence » :

3. « Les inégalités dans la répartition des biens fondamentaux qui provoquent des brisures au sein de la société — parfois même au sein de la famille — et qui, de concitoyens ou de frères, font des ennemis ; les discriminations ethniques ; les règlements de comptes dans le sang ; le viol et la manipulation des esprits ; la difficulté qu'ont les gagne-petit d'améliorer leur sort en regard de la facilité qu'ont d'autres groupes privilégiés — des pouvoirs économique, politique, professionnel et syndical — d'élever sans cesse leur niveau de vie ; le gaspillage des uns en face de « l'affamement » des peuples ; les subventions qui s'émiettent avant d'atteindre leurs destinataires ; les délais injustifiés dans l'application des mesures exigées pour le bien de la société ; les contestations où les droits des personnes sont niés par le fanatisme et le crime ; l'égoïsme collectif des groupes de pression ; l'embourgeoisement des mentalités et le désengagement en face des problèmes et des projets communautaires. »

4. Nous partageons les souffrances engendrées par tous ces malaises, quelles que soient les formes employées pour les exprimer au cours de la consultation. Nous sommes aussi sensibles à ce réveil devant les injustices, à un nouveau sens de la solidarité, à cette soif de la promotion humaine.

5. Aux problèmes de violence, qui pourrait prétendre apporter la « bonne réponse » ? Il nous semble plus réaliste d'admettre que, pour y répondre, nous devons ensemble apprendre progressivement la signification profonde des enjeux humains et sociaux que nous vivons. Cette recherche de l'humanisation des rapports entre les hommes et les sociétés implique une révolution des mentalités. Nous croyons aussi qu'elle requiert l'intelligence et l'acceptation du message de Jésus-Christ.

La violence

6. Il n'est pas facile de « définir » la violence. Dans une perspective de recherche, le phénomène de la

violence peut être décrit comme cette force — physique ou psychologique — qui s'exerce sur un homme ou un groupe d'hommes afin d'en obtenir ce que ni le dialogue, ni le droit, ni la morale ne permettent d'en obtenir (1). La violence peut conduire à l'utilisation de la force pour entamer l'intégrité des personnes, les ravalier au rang d'instruments et les empêcher d'être, comme hommes, partenaires conscients et libres (2).

7. La violence est un phénomène constant dans l'histoire de l'humanité, mais nouvelle est cette attitude généralisée de recours spontané à la tactique de « l'ultimatum ».

La violence se manifeste aussi dans un contexte nouveau : la socialisation favorise la multiplication des groupes organisés, les dévouements de frustrations longuement retenus, une meilleure perception des inégalités, une identification plus précise des causes d'injustice. Ainsi décuplées, les énergies peuvent devenir des forces efficaces pour la libération de l'homme. Mais elles risquent de dégénérer quand elles sont utilisées inconsidérément ou abandonnées au manque de compétence et à la partialité.

8. La mentalité fortement *individualiste* de notre société de consommation prône le « plus-avoir » au détriment du « plus-être ». La hantise de *l'efficacité* et la soif de *l'immédiat* entraînent l'impatience et le refus des contraintes nécessaires.

L'indifférence à l'égard des *valeurs spirituelles*, l'éclatement de *l'univers des symboles*, la disparition du sens de *l'émerveillement* et de « *l'esprit de fête* » laissent l'homme dans un sentiment de perplexité.

Ces traits de mentalité et de civilisation créent un climat favorable au développement de la violence.

Des questions posées à notre conscience d'hommes

9. La violence est là, présente. Nous n'avons pas le choix entre ignorer ce phénomène ou le reconnaître. Comme citoyens, comme chrétiens, quel que soit notre rôle dans la société, nous nous devons tous, selon notre compétence propre, de nous mettre à la recherche, de reviser nos attitudes personnelles ou collectives face à la violence.

10. Dans une société où nous sommes de plus en plus dépendants les uns des autres, *quel système de valeurs*, renouvelé et adapté aux conditions et aux mentalités contemporaines, devrait inspirer l'éducation à la liberté et le sens des responsabilités ?

— A l'intérieur d'une société technicisée, quelles formes de *participation* sont à inventer ?

— Quels *critères* président aux décisions des dirigeants patronaux et syndicaux ?

— Quelles *influences* font pencher la balance des orientations politiques des gouvernements ?

— Quelles *priorités* marquent les différentes formes

(*) Texte publié par le Secrétariat de l'épiscopat canadien. Ce message a été diffusé à l'occasion de la fête du travail 1971.

(**) Nous rappelons la déclaration publiée par les évêques du Québec après l'enlèvement et l'exécution par le Front de libération du Québec du ministre Pierre Laporte (DC 1970, n° 1573, p. 992 - NDLR).

(1) Cf. Jean-Marie Domenach, in *La Semaine des Intellectuels Catholiques* 1967, DDB, p. 30.

(2) Cf. René Rémond, in *La Semaine des Intellectuels Catholiques* 1967, DDB, introduction.

de notre coopération avec les pays en voie de développement ?

— Devant la divergence de plus en plus grande des idées exprimées, comment parvenir à un *consensus* sur des objectifs communs, fondement de la vie en société ?

— En vue de la libération de l'homme, quels *gestes concrets* les communautés chrétiennes posent-elles ?

11. *Comment éviter l'escalade de la violence ?*
« L'injustice nourrit la violence (3). » Le processus est bien connu : la misère, les humiliations, les contraintes imméritées entraînent la révolte des opprimés et l'intransigence de ceux qui sont résolus à se battre pour instaurer un monde plus juste et plus humain. Cette révolte, à son tour, déclenche la répression des forces de l'ordre (4).

12. Les dangers d'une spirale de la violence ne permettent pas les fuites déguisées, les distinctions subtiles, les tergiversations. L'escalade de la violence est d'autant plus difficile à contenir qu'oppression et révolte favorisent des attitudes qui se refusent aux appels de la raison et de la mesure.

L'esprit de l'Evangile

13. Tout dans notre société canadienne, les dynamismes les plus prometteurs comme les tensions les plus aiguës, nous incite à une transformation incessante des mentalités qui, pour nous chrétiens, s'inspire de l'Evangile. Notre effort de libération humaine doit s'inspirer de l'esprit du Message de Jésus-Christ.

14. La violence implique une opposition entre des hommes. L'Evangile nous annonce la *totale réconciliation* en Jésus-Christ de tous les hommes entre eux et de tous les hommes en Dieu.

La violence peut trop souvent impliquer l'imposition d'une idéologie au mépris de l'adversaire. Le Nouveau Testament nous annonce que c'est l'homme qui est le *sommet de la création*, qu'il transcende les civilisations, les systèmes politiques et les idéologies.

15. Les chrétiens doivent apprendre à vivre le paradoxe de l'Incarnation : le paradoxe du péché et de l'espérance en eux-mêmes et dans la société. Les hommes et les sociétés font l'expérience incessante de la violence et de la réconciliation ; ils font tour à tour l'expérience de l'égoïsme personnel ou collectif, de l'amour généreux et de la fraternité. Les chrétiens ne doivent pas refuser ce dilemme constitué par les appels de l'Evangile et par l'affrontement des situations imparfaites de la condition humaine.

16. Le chrétien ne peut pas ne pas s'engager dans le mouvement de libération des hommes et des sociétés (5). Dans son engagement, il ne saurait faire de la violence une stratégie et encore moins le fondement d'une idéologie politique en vue d'atteindre ses objectifs. Comment pourrait-il accepter que la

justice puisse s'établir uniquement par le jeu des rapports de force entre les hommes et les sociétés ?

17. Dans le combat pour la justice, à travers les tensions et conflits inhérents au dynamisme d'une société, le chrétien accordera la primauté à la *persuasion*, à l'*influence du droit et de la morale*. Il tentera d'être « éveillé de conscience » pour prévenir le fanatisme ou la dureté du cœur.

18. Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refusait-il de se laisser interpellé par Jésus-Christ affirmant que « les armes » de son royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient ?

19. Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'« évaluer », à la *lumière de l'Evangile*, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermon sur la montagne et l'amour inconditionné de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

20. Les exigences de la foi chrétienne, si nous le voulons, peuvent s'harmoniser avec les meilleures valeurs de la démocratie, et assurer la concertation des efforts en vue de la libération de tout l'homme et de tous les hommes (6).

21. Les chrétiens de chaque communauté locale ont la responsabilité de traduire en actes les appels d'engagement contenus dans le présent message et dans ceux qui ont été consacrés aux « nouveaux pouvoirs » et à la « libération ». Cet engagement se manifestera en particulier par la collaboration à l'*animation sociale*, à l'*organisation des mouvements* populaires et professionnels, par la *participation* à la vie politique, par un *partage* plus équitable des biens inhérents à la dignité humaine en faveur des pays en voie de développement.

22. Un engagement lucide suppose une réflexion honnête. Pour ce qui nous concerne immédiatement, nous proposons aux conseils de pastorale, aux mouvements sociaux et apostoliques, à tous les chrétiens — et en raison de leur responsabilité pastorale, aux conseils presbytéraux — de poursuivre leur recherche au cours de la présente année et de trouver dans leurs milieux respectifs des formes d'engagement authentique.

23. Nous-mêmes, nous les assurons de la disponibilité de nos offices nationaux de vie sociale. Nous souhaitons que, dans les diocèses, les organismes ou des services analogues soient mis à la disposition de cette recherche.

24. Nous insistons ! Aux communautés chrétiennes et à tous les citoyens du Canada revient la responsabilité d'accroître le nombre et la qualité de leurs engagements sociaux et politiques. Il est plus urgent, plus chrétien, plus humain de lutter contre les causes profondes de violence que de se limiter à déplorer ou à condamner !

25. Les exigences de la civilisation nouvelle que nous voulons nous donner nous engagent dans cette voie. Ce sera un *cheminement long et ardu, soutenu par notre confiance* en l'homme et par l'espérance qui nous a été révélée.

Ottawa, le 6 septembre 1971.

(3) Déclaration de l'Episcopat du Québec, octobre 1970, *l'Eglise canadienne*, vol. 3, n° 10, novembre 1970, pp. 327-328.

(4) Cf. Dom HELDER CAMARA, *La spirale de violence*, DDB, pp. 16-22.

(5) Cf. *Interamerican Bishop's Conférence working paper* « The Liberation of men and nations », mai 1971.

(6) PAUL VI, *Populorum progressio*, 1967, art. 14.

LA VIOLENCE EN IRLANDE

Déclaration de la Commission irlandaise « Justice et Paix »

Le 26 octobre, la Commission irlandaise « Justice et Paix » a publié une déclaration où elle condamne la violence d'où qu'elle vienne, qui déchire l'Irlande du Nord depuis trois ans et où elle propose de rechercher une solution chrétienne qui tienne compte du droit de tous à la justice. La Commission a été créée en 1968 par la hiérarchie catholique et comprend actuellement trente membres provenant aussi bien d'Irlande du Nord ou de la République d'Irlande, dont les opinions politiques sont parfois très éloignées. Trois membres ne sont pas catholiques (le professeur BOYD, presbytérien ; le professeur HAUGHTON, quaker ; le D^r MILNE, de l'Eglise d'Irlande) (*).

Aucun citoyen de notre pays ne peut échapper à l'affliction, à l'inquiétude et à l'angoisse face à la poussée de violence qui depuis trois ans se fait jour dans notre société, et surtout en Irlande du Nord.

Que des changements réels et profonds s'imposent dans les structures politiques et communautaires, tous en sont bien d'accord. Ce qui, par contre, n'est pas suffisamment compris, c'est que le changement recherché par des méthodes de violence engendre à son tour des pressions en sens contraire : celles-ci viennent alimenter la peur, l'hostilité et la frustration qui ont donné naissance à la violence originale.

L'origine de la violence

Bien souvent la violence naît du sentiment d'être rejeté. Ce sentiment peut être éprouvé par des groupes de citoyens qui constatent qu'ils sont « frappés d'indignité », qu'on les écarte de la participation au pouvoir et de la prise des décisions. Il peut être éprouvé aussi par le groupe majoritaire du nord qui a l'impression d'être rejeté par ses concitoyens et d'être menacé par le sud.

En ce sens, les causes d'aliénation et donc de pressions pour que l'on recoure à la violence peuvent se retrouver de part et d'autre de la frontière.

Excès de violence de la part des forces de l'ordre

Les mesures qui renforcent le sentiment d'être rejeté et frappé d'indignité accroissent fatalement chez les aliénés la tendance à la violence. De telles mesures vont donc à l'encontre de la véritable restauration de la paix civile. La répression violente, à laquelle police et armée recourent pour étouffer les pro-

testations ne contribuent qu'à exacerber davantage la communauté. De tels procédés, en provoquant l'escalade de la violence, aboutissent, en définitive, à l'anarchie et à l'Etat policier. La violence illégale ne peut jamais se justifier et elle ne doit jamais être combattue par la violence, les tortures ou les brutalités, qui sont tout aussi illégales quand ce sont la police et l'armée qui y ont recours.

La protestation s'impose chaque fois qu'il existe des conditions qui oppriment et dégradent la dignité humaine. Mais lorsque la protestation dégénère au point de se transformer en un concert de clameurs où l'on dénonce sans discrimination tous les aspects d'un type de société existant, qu'il soit bon ou mauvais, elle va à l'encontre de son juste but.

Le rétablissement de la paix civile est l'affaire de tous. Il dépend avant tout de la suppression des injustices, de la guérison des maux sociaux et du respect pour les droits du voisin, mais il dépend aussi du sens très élevé des responsabilités et de l'intégrité des organismes chargés de maintenir l'ordre et la loi.

Il peut arriver que ceux qui détiennent l'autorité fassent usage de la violence d'une manière subtile et détournée. Ceux qui sont moins puissants, ou ceux qui ne disposent d'aucun pouvoir, sont forcés d'utiliser des moyens plus brutaux. Mais les méthodes ont beau différer, les motifs sont aussi détestables dans un cas comme dans l'autre. L'exercice du pouvoir sans moralité aboutit autant à l'injustice institutionnelle que l'usage de la bombe.

L'héritage de la violence

Nous pensons que l'attitude envers la violence qui provient de notre héritage républicain, l'acceptation trop facile de certaines traditions de violence et le refus de voir les résultats positifs obtenus dans l'histoire de l'Irlande par des pressions non violentes mais déterminées, ont également exercé une influence sur la situation actuelle en Irlande du Nord. La situation est encore aggravée par ceux qui jouent sur le romantisme du recours à la violence — en règle générale par personnes interposées et contre des tiers — en oubliant les effets dégradants qu'elle implique pour les individus et la communauté en général, pour ne pas parler des pertes en vies humaines.

Il ne faudrait pas oublier non plus que certains sont peut-être trop heureux de recourir à la violence pour déclencher délibérément le désordre et provoquer la désintégration non seulement dans le nord mais aussi dans l'Irlande tout entière.

La violence est une arme terrible qui se nourrit d'elle-même et engendre toujours plus de violence. C'est un mal dont la gravité apparaît plus immédiatement lorsqu'on examine ses effets sur l'homme que lorsqu'on évalue son utilité politique. Pourtant l'histoire est là pour en témoigner : à long terme la violence entraîne inévitablement des maux dans son sillage. Elle dégrade la vie humaine. Il est incontestable qu'elle rend de plus en plus insensible à la souffrance humaine. Elle rabaisse la dignité de l'homme, surtout là où elle va jusqu'à menacer ou supprimer la vie.

Nous condamnons donc la violence partout où elle se trouve, dans le nord comme dans le sud, quelles

(*) Texte original anglais. Traduction de la DC.

M. Jérôme CONNELLY, secrétaire de la Commission, fait observer que les trois partis politiques les plus importants de la République d'Irlande et les deux partis d'opposition d'Irlande du Nord ont officiellement, et à plusieurs reprises, rejeté l'usage de la violence comme moyen de réunifier les deux parties de l'Irlande.

que soient les motivations qu'on lui donne pour la fier. Nous rejetons les arguments selon lesquels la violence trouverait sa propre justification dans la situation qui règne dans le pays et aboutirait à une société plus juste.

La dignité humaine de chaque personne

La situation à laquelle nous sommes affrontés exige que nous consacrons toutes nos énergies à une action concrète et positive visant à remédier aux causes des maux sociaux, des injustices et des inégalités dans notre société.

Il n'existe qu'un seul moyen pour mettre fin à l'aliénation, c'est de créer une communauté qui affirme la valeur et la dignité personnelles des aliénés aussi bien que de ceux qui les aliènent. Telle est la manière chrétienne d'agir. Elle implique une conception dynamique de la libération de l'individu et de son intégration dans la communauté. Nous pensons donc que le premier principe de notre action dans l'Irlande tout entière, notamment pour ramener la paix civile dans le nord, doit consister à donner la priorité à la création des conditions fondamentales qui permettent de garantir la dignité humaine de chaque personne, en tant que membre à part entière de la communauté. L'unification des hommes doit passer avant l'unification des territoires. Nous pensons, en conséquence, que tous les Irlandais doivent rechercher des moyens nouveaux, utiliser et renforcer toutes les méthodes déjà existantes, de manière à donner à tous la possibilité de participer, de prendre des décisions et de s'exprimer à tous les niveaux de la communauté, de manière aussi à offrir des débouchés libérateurs et efficaces à des énergies qui se gaspillent aujourd'hui dans une violence pleine d'amertume et vouée à l'échec.

Réconciliation, courage politique et justice sociale

Nous croyons que les Irlandais sont capables de répondre au défi que réclame de leur générosité la situation présente. Reconnaissons généreusement nos propres fautes et pardonnons aux hommes politiques ce que nous considérons peut-être comme des fautes et des omissions de leur part ; dans le même esprit de générosité, respectons-nous et ayons confiance les uns dans les autres ; participons courageusement à des actes concrets de réconciliation et de compréhension ; mettons un terme à la violence sous toutes ses formes, physique, ouverte ou voilée, parce qu'elle est dégradante pour tous et qu'elle rend le vrai progrès difficile sinon impossible ; décidons généreusement de reconstruire notre société sur la base de la justice sociale et de la charité sociale.

C'est l'unique voie qui soit acceptable pour un chrétien.

— COLLECTION « FOI VIVANTE ». — N° 136 : *Pour vous, qui est Jésus-Christ ?* Textes recueillis et présentés par A.-M. CARRÉ, O.P. Un vol. double 11 × 18 cm, de 190 pages. — N° 137 : *le Dieu vivant*, par EDMOND JACOB. Un vol. simple de 124 pages. — N° 138 : *Teilhard et notre temps*, par HENRI DE LUBAC, S.J. Un vol. simple de 128 pages. — N° 151 : *Jésus en son temps*. Le Fils de l'Homme (Histoire sainte - Histoire de l'Eglise), par DANIEL-ROPS. Un vol. triple de 378 pages. — N° 152 : *Jésus en son temps*. Le Fils de Dieu (Histoire sainte - Histoire religieuse), par DANIEL-ROPS. Un vol. triple de 374 pages. Editions Le Cerf, Delachaux et Niestlé, Aubier, Desclée de Brouwer, Paris.

PRISE DE POSITION DE 400 PRETRES D'IRLANDE DU NORD SUR LA TORTURE

Le 1^{er} novembre, 400 prêtres catholiques d'Irlande du Nord (75 % de l'ensemble du clergé) ont signé un manifeste où ils dénoncent les tortures subies par des personnes arrêtées en vertu de la Loi sur les pouvoirs spéciaux (Special Power Act) et réclament la création d'un tribunal public destiné à juger les responsables de ces sévices.

Nous, prêtres soussignés, sommes convaincus que des actes de brutalité, des tortures physiques et morales et des pressions psychologiques ont été employés contre des personnes arrêtées en vertu de la Loi sur les pouvoirs spéciaux, le 9 octobre et par la suite. Nous croyons que de tels actes de barbarie continuent à être commis contre des innocents — reconnus coupables d'aucun délit — au « Palace Military Barracks », Hollywood, par la section spéciale du RUC (Royal Ulster Constabulary).

Notre conviction se fonde sur des expertises médicales innombrables, sur le témoignage d'hommes dont la véracité nous est déjà connue par notre travail pastoral. Nous faisons de même remarquer que les autorités ont été incapables de préciser l'endroit où le 13 disparus se sont trouvés du 11 au 17 octobre ; l'endroit où Liam Shannon s'est trouvé du 9 au 17 octobre ; l'endroit où Liam Rogers s'est trouvé du 11 au 17 octobre.

Le II^e Concile du Vatican a condamné de telles pratiques : « Tout ce qui offense à la dignité de l'homme, qui constitue une violation de l'intégrité de la personne humaine, comme les mutilations, la torture physique ou morale, les contraintes psychologiques..., toutes ces pratiques sont en réalité infâmes tandis qu'elles corrompent la civilisation, elles déshonorent ceux qui s'y livrent plus que ceux qui le subissent et insultent gravement à l'honneur du Créateur. » (*Gaudium et spes*, n° 27.)

Nous exigeons donc que cessent immédiatement les actes de brutalité et les tortures auxquels recourent les forces de l'ordre. Nous demandons la création d'un tribunal judiciaire, public et impartial, pour exposer la pleine vérité sur ce qu'ont subi les personnes arrêtées depuis le 9 août en vertu de la Loi sur les pouvoirs spéciaux, assurer le châtiment des responsables et prévoir des réparations pour les victimes. Nous condamnons la détention où les prisonniers sont mis au secret, coupés de leurs parents pour des périodes indéfinies. Nous voulons que soit immédiatement mis fin à l'incarcération sans procès, mesure immorale et injuste.

Suivent les noms de 400 prêtres

(Traduction de la DC d'après le texte anglais original.)

— Croire aujourd'hui, par le pasteur GEORGES CRESPIEN. — Un vol. 13,5 × 20 cm, de 134 pages. Prix : 16 F. Les Editions œcuméniques, Saint-Paul et SNPI Paris.

Telle est la tâche que l'auteur assigne aux chrétiens d'aujourd'hui : qu'à travers eux Dieu redevienne visible et crédible, que par eux Dieu soit replacé là où il est toujours été — mais où les hommes le cherchent rarement — au milieu d'eux, dans leur vie. C'est donc un examen personnel de notre foi, comme le demandait saint Paul, que nous sommes conviés et à vivre « avec un autre que je ne vois pas et avec les autres qui me voient ».

Événements et Informations

FRANCE

Les Carmélites quittent Montauban

Les Carmélites, présentes à Montauban depuis 1634, quittent la ville et le diocèse de Montauban, faute d'avoir pu assurer une relève, et seront réparties dans les monastères de la région : Villefranche - de - Rouergue, Tarbes, Saint-Sever, Lectoure, Uzès, Castres et principalement Condom, où vont les plus anciennes. (« *Le Bulletin catholique du diocèse de Montauban* », 14 octobre.)

Ordinations diaconales

Le 16 octobre, à Lourdes, ordination diaconale de Jean Patte, originaire du diocèse d'Arras et permanent du Secours catholique, par Mgr Huygues, évêque d'Arras. Le nouveau diacre était entouré de sa femme et de ses enfants cinq, dont deux mariés, qui ont de 16 à 24 ans. Il est âgé de 51 ans. (« *Eglise d'Arras* », 15 octobre.)

Le 30 octobre, à Albi, ordination diaconale par Mgr Claude Dupuy, archevêque d'Albi, de M. Messana, père de famille. (« *Eglise d'Albi* », 4 novembre.)

Eglise de Nantes et Mission universelle

Quelques chiffres tirés de l'annuaire diocésain donnent une idée de l'engagement de l'Eglise locale dans la Mission universelle : 24 prêtres « Fidei Donum » (dont 18 anciens aumôniers de mouvements d'Action catholique, en monde ouvrier, rural ou étudiants) ; 388 membres d'instituts ou congrégations, actuellement en mission : Afrique, 280 (166 Pères, 7 Frères, 107 Sœurs) ; Amérique, 35 (23 Pères, 11 Frères, 1 Sœur) ; Asie, 43 (24 Pères, 1 Frère, 18 Sœurs) ; Océanie, 30 (26 Pères, 3 Frères, 1 Sœur). Recensement non encore fait systématiquement pour les laïcs missionnaires. (« *Eglise de Nantes* », 16 octobre.)

Une enquête du « Pèlerin du 20^e siècle » sur : les parents, les enfants et la foi

Cette enquête a été réalisée au-

près d'un échantillon de 2349 personnes sélectionnées par la SO-FRES. Cet échantillon respecte, dans sa composition, les proportions de la population française pour l'âge (à partir de 15 ans), la situation professionnelle du chef de famille, la répartition géographique. Pour l'appartenance à une confession religieuse, en tenant compte de ce sondage, nous aurions 85 % de catholiques (33 % de catholiques pratiquants, 52 % de catholiques non pratiquants), 2 % de protestants, 7 % de fidèles d'une autre religion (musulmans, juifs, etc.), 6 % n'ont pas précisé. Huit questions étaient posées sur les attitudes des Français à l'égard de l'éducation religieuse. Voici les réponses qui y ont été faites : 1. *L'éducation religieuse signifie*, pour 21 %, l'acquisition de connaissances sur l'histoire de sa religion et celle de son Eglise ; pour 13 %, la possibilité pour un enfant d'être en relation personnelle avec Dieu ; pour 58 %, la possibilité pour un enfant d'acquérir une certaine morale de vie. 8 % n'ont pas précisé. — 2. *Pensent que l'éducation religieuse est* : indispensable : 19 % ; utile : 63 % ; plutôt inutile : 9 % ; tout à fait inutile : 3 % ; ne savent pas : 6 %. — 3 et 4. Pour l'utilité, les raisons le plus souvent invoquées sont, par ordre décroissant : une bonne formation pour affronter les problèmes de la vie (49 %) ; une prise de conscience, dès le jeune âge, de la nécessité de la présence de Dieu et la garantie d'une bonne conduite (35 %) ; l'habitude familiale (32 %) ; la possibilité de faire la communion solennelle et de se marier à l'église (27 %). Pour l'inutilité, les raisons invoquées sont, dans l'ordre : le respect de la liberté de l'enfant (56 %) ; l'athéisme (30 %) et la surcharge du programme scolaire (15 %). — 5. *L'âge où doit commencer l'éducation religieuse* : dès le plus jeune âge, car elle doit être faite en même temps que l'éducation tout court : 54 % ; à partir de dix-huit ans, âge auquel l'enfant est en mesure de comprendre : 34 % ; ne savent pas : 11 %. — 6. *Par qui doit-elle être faite ?* Exclusive-

ment par des spécialistes (prêtres, catéchistes, pasteurs, rabbins) : 18 % ; exclusivement par les parents de l'enfant : 6 % ; par les spécialistes et les parents : 67 %. Ne savent pas : 10 %. — 7. *Le but de l'éducation religieuse* : Pour 23 %, l'éducation religieuse d'un enfant doit le préparer à fréquenter les sacrements de l'Eglise jusqu'à son adolescence et pour les grands moments de la vie, comme le mariage ; pour 53 %, une bonne éducation religieuse prépare l'enfant à être fidèle à la pratique de sa religion pendant toute sa vie ; ne savent pas : 25 %. — 8. *L'éducation religieuse, effectivement donnée* (ensemble des personnes ayant des enfants âgés de plus de cinq ans) : 86 % ont reçu, ou reçoivent une éducation religieuse ; 28 % exclusivement par un spécialiste ; 5 % exclusivement par eux (les parents), ou leur conjoint ; 52 % conjointement par eux et un spécialiste ; 1 % n'a pas précisé ; 14 % d'enfants n'ont jamais reçu une éducation religieuse. (Pour l'ensemble de cette enquête, voir « *le Pèlerin du 20^e siècle* », n° 4638, 17 octobre.)

— Pour la première fois, une messe a été célébrée le 17 octobre en langue corse dans l'église Saint-Charles, à Bastia. (« *La Croix* », 19 octobre.)

« Okapi », journal pour les 8-11 ans

Le titre de ce journal : *Okapi*, a été choisi par les futurs lecteurs eux-mêmes, à la suite d'une enquête-sondage, et à une très forte majorité. Il est un relais de *Pomme d'Api* (200 000 exemplaires, journal pour les deux-huit ans) et s'adresse à la tranche huit-onze ans (garçons et filles). Quarante-huit pages toutes en couleur, d'un graphisme très moderne, *Okapi* se présente comme un magazine très agréable, très distrayant, mais aussi formateur : nombreux dessins, bandes dessinées originales, dossiers, feuilleton en images, reportages sur les métiers, etc. Tirage escompté : 80 000 exemplaires dans trois mois. (« *La Croix* », 19 octobre.)

« Bretagne-Dimanche » ne paraît plus

Faute d'un nombre suffisant de lecteurs, pour assurer financièrement son existence, « *Bretagne-Dimanche* » disparaît. Depuis six ans, l'abbé Raymond Letertre avait pris la direction du journal et lui avait donné un visage très personnalisé, réussissant à grouper 200 collaborateurs qui participaient de temps à autre à la rédaction d'articles correspondant à leur spécialité. (« *La Vie diocésaine* » de Rennes, 23 octobre.)

Mort du P. Fulbert Cayré

Le P. Fulbert Cayré, patrologue réputé, est mort à Chanac (Lozère), le 23 octobre, dans sa 88^e année. Religieux assomptionniste, il consacra sa vie à l'étude et à l'enseignement. Auteur de nombreux ouvrages (*Patrologie et Histoire de la théologie, Précis de patrologie, la Contemplation augustinienne, Initiation à la philosophie de saint Augustin, etc.*), il fut directeur de l'Année théologique, de 1940 à 1954, professeur de philosophie à l'Institut catholique de Paris, de 1945 à 1954, fondateur en 1956 de l'Institut des études augustinienes. (« *La Croix* », 26 octobre.)

ÉTRANGER

ALLEMAGNE DE L'EST

Un diocèse partagé

La République démocratique allemande autorise le cardinal Bengsch, archevêque-évêque de Berlin, à séjourner trois jours par mois à Berlin-Ouest. Les trois jours du mois d'octobre tombant pendant le Synode des évêques, le cardinal pourra séjourner pendant six jours du mois de novembre dans la partie occidentale de son diocèse. (« *Kipa* », 26 octobre.)

ALLEMAGNE FEDERALE

Le prix Nobel de la Paix à M. Willy Brandt

Le prix Nobel de la Paix, d'un montant de 450 000 F, a été décerné le 20 octobre à M. Willy Brandt, à l'unanimité des cinq membres du jury, pour sa politique de réconciliation entre l'Allemagne fédérale et les nations d'Europe de l'Est. Il est le quatrième Allemand à le recevoir (Gustav Stresemann, conjointement avec Aristide Briand, en 1926; Ludwig Quidde, conjointement avec Ferdinand Buisson, en 1927, et Carl Ossietzky, en 1935). Né à Lübeck le 18 décembre 1913,

enfant naturel dans une famille ouvrière, il change son nom à l'état civil, Herbert Frahm, en celui de Willy Brandt lorsqu'il est recherché par la police au moment de l'arrivée des nazis au pouvoir et se réfugie en Norvège. Député de Berlin au Bundestag en 1949, président de la ville de Berlin en 1955, bourgmestre ou chef du gouvernement local en 1957, vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères en 1966 dans le premier Cabinet chrétien-démocrate - social-démocrate, il est en 1969, après une victoire difficilement acquise, le premier chancelier social-démocrate de l'après-guerre en Allemagne. Il recevra son prix le 10 décembre prochain à l'Université d'Oslo.

Responsabilité allemande

Le cardinal Julius Döpfner, archevêque de Munich, a souligné la connivence de nombreux Allemands avec la domination du national-socialisme et les horreurs de la guerre, dans l'hebdomadaire polonais « *Tygodnik Powszechny* ». A propos de la destinée du P. Maximilien Kolbe, assassiné à Auschwitz et récemment béatifié, il a fait la déclaration suivante : « Chacun d'entre nous, pour avoir vécu ce temps, doit se demander si, d'une manière ou d'une autre, il n'a pas été complice d'un processus qui a conduit à la domination du national-socialisme et aux horreurs de la guerre dont le peuple polonais a eu précisément tant à souffrir. L'exemple de tant d'évêques, de prêtres et de laïcs qui se sont opposés à cette oppression, souvent au péril de leur vie, nous force à le reconnaître et à l'avouer : en ce temps-là, nous n'avons pas assez lutté pour empêcher cette calamité. » L'archevêque déclare encore qu'à l'occasion de la béatification du P. Kolbe des Polonais lui avaient demandé de leur faire entendre chez eux, « où un préjudice immense leur avait été causé », la voix des catholiques de la République fédérale allemande. C'est avec empressement mais non sans hésitation, dit-il, qu'il avait acquiescé à cette invitation, « avec empressement, dans la pensée que ce mot est susceptible de signifier une modeste contribution au rapprochement entre nos deux peuples; non sans hésitation, car une confrontation avec Auschwitz invite plus à se taire qu'à parler ». (« *Münchener Katholische Kirchenzeitung* », 31 octobre.)

AUTRICHE

Le cardinal Mindszenty réside à Vienne

Le cardinal Mindszenty, archevêque d'Esztergom et primat de Hongrie, a quitté Rome le 24 octobre pour Vienne, qu'il a choisie comme lieu de retraite pour se consacrer « à la prière et à la pénitence ». Il réside dans un séminaire hongrois, le Pazmaneum.

BRESIL

L'épiscopat proteste

A la suite des accusations continues portées par la presse brésilienne contre « les activités subversives » d'évêques et de prêtres, le Secrétariat général de l'épiscopat brésilien, à la tête duquel est Mgr Lorscheider, évêque de Santo Angelo, a publié le 26 octobre une note officielle de protestation : « L'Eglise, déclare cette note, a le droit et le devoir de protester contre la continuelle confusion faite entre subversion et effort pour l'implantation de structures sociales plus évangéliques et plus justes. L'Eglise a le droit et le devoir de s'élever contre l'injuste utilisation d'éventuels cas isolés pour discréditer les institutions. » (« *La Croix* », 30 octobre.)

CHILI

Prix Nobel de Littérature

Il a été décerné le 21 octobre au poète chilien Pablo Neruda, ambassadeur du Chili en France, « pour sa poésie qui, avec la puissance d'une force de la nature, apporte la vie à la destinée et aux rêves d'un continent ». Le lauréat (soixante-sept ans) est le second Chilien à recevoir ce prix (avant lui la poétesse Gabriela Mistral, en 1945). Il est considéré comme le plus grand poète vivant de langue espagnole.

CONGO-KINSHASA

Un nouveau nom

A partir du 27 octobre, la République démocratique du Congo ou Congo-Kinshasa prend le nom de « République du Zaïre ». Le fleuve Congo prend le nom de « Zaïre », la province orientale (chef-lieu Kisangani, ex-Stanleyville) devient « la province du Haut-Zaïre », et le drapeau national ainsi que l'hymne national changent.

ESPAGNE

230 prêtres solidaires des ouvriers de la construction

La délégation de pastorale ou-

rière de l'archevêché de Madrid-Alcala a rendu publique la déclaration d'un groupe de 230 prêtres du diocèse exprimant leur solidarité avec « les justes réclamations des travailleurs de la construction en ce qui concerne l'obtention d'un juste salaire pour une journée de huit heures, ainsi qu'avec d'autres exigences concernant la sécurité de l'emploi, le travail à forfait, le travail éventuel, etc. » En même temps, ils réclament pour ces ouvriers des organismes efficaces de dialogue, d'association et de représentation. Ils se solidarisent avec les 700 travailleurs de la « Fecha » récemment licenciés « sous un prétexte parmi tant d'autres dans une crise dont les principales victimes sont toujours les travailleurs et dont les motifs ne paraissent pas toujours justifiés aux yeux de ces mêmes travailleurs ». Ils déplorent enfin l'absence d'une information suffisante sur les récents événements. (« *Ecclesia* », 23 octobre.)

L'effort missionnaire espagnol

Il se chiffre à 59 évêques, 6 237 religieux, 9 823 religieuses, 999 prêtres diocésains et 350 laïcs. A cette coopération du personnel missionnaire il faut ajouter une contribution économique par des campagnes pour les Œuvres missionnaires pontificales et la campagne contre la faim, qui a procuré 280 897 332 pesetas. (« *Prensa asociada* », 29 octobre.)

ITALIE

Concélébration entre évêques allemands et polonais

Des évêques allemands et polonais participant au Synode à Rome ont pour la première fois célébré ensemble l'Eucharistie dans la chapelle du Collège germanique, le 26 octobre. Outre les cardinaux Karol Wojtyla (Cracovie) et Julius Döpfner (Munich), il y avait, entre autres, l'évêque Stefan Burela (Czestochowa), l'ancien recteur du Collège germanique ; le P. Johannes Schasching, S.J., et le régent du séminaire de Cracovie, Musciatzky. Après l'évangile, le cardinal Wojtyla fit une brève allocution, rappelant que c'est dans le sacrifice de la croix que l'on puiserait la force nécessaire pour réaliser dans le monde la paix, la justice et la réconciliation ». Pour cette concélébration, on utilisa le texte de la messe votive pour l'unité des peuples et l'on pria pour la Pologne, l'Allemagne et les autres pays. Après la messe, il y eut un

dîner commun au Collège germanique. (« *Kipa* », 27 octobre.)

Union des agences de presse catholiques

Les agences de presse catholiques de la République fédérale d'Allemagne (KNA), des Pays-Bas (KNP), de Suisse (Kipa) et d'Autriche (Kathpresse) ont fondé une Union internationale des agences d'information catholiques avec siège à Rome. Le secrétaire général de l'Union sera M. Luitpold A. Dorn, directeur du « Centrum informationis catholicum ». Le but principal de l'Union est l'information sur l'activité du Saint-Siège et sur la vie catholique en Italie. (« *La Liberté* », 29 octobre.)

MEXIQUE

Premier couvent de moniales cisterciennes

Ce mois-ci partent pour le Mexique cinq moniales cisterciennes d'Ubexy (Vosges). Elles planteront à Ciudad Hidalgo la première communauté cistercienne féminine du pays. (« *Prensa asociada* », 22 octobre.)

TCHECOSLOVAQUIE

Pas de visa de sortie

M. l'abbé Jan Hirka, invité par le Pape à participer au Synode des évêques en qualité de prêtre-auditeur, n'a pas obtenu son visa de sortie de Tchécoslovaquie. Depuis deux ans, M. l'abbé Hirka gouverne, en qualité d'administrateur apostolique, le diocèse de rite byzantin de Presov, l'évêque du diocèse étant décédé et l'évêque auxiliaire étant gravement atteint dans sa santé. (« *Kipa* », 27 octobre.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé : — *Mgr Jackson Berenguer Prado* (évêque de Feira de Santana) évêque de Paulo Afonso, Brésil. (« *OR* », 16 octobre.) — *Dom Bernard Rooney administrateur apostolique « sede plena » de l'abbaye nullius de New Norcia* (Australie) dont il était prieur. (« *Ibid.* ») — *Mgr Primo Gasbarri* (administrateur apostolique « sede vacante » des diocèses de Grosseto et Sovana-Pitigliano) évêque de Grosseto, Italie. (« *OR* », 17 octobre.) — *Mgr Dante Bernini auxiliaire de l'évêque d'Albano*, Italie. (« *OR* », 24 octobre.) — *Mgr Thomas Win-*

ning auxiliaire de l'archevêque de Glasgow. (« *OR* », 25-26 octobre.) — *Le P. Hubert Patrick O'Connor évêque de Whitehorse*, Canada. (« *OR* », 27 octobre.) — *Mgr Gaetano Pollio* (archevêque de Salerne) *administrateur apostolique « sede vacante » du diocèse de Campagna*, Italie. (« *OR* », 29 octobre.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— *De Mgr George L. Leech*, évêque de Harrisburg (USA) sur son désir exprès. (« *OR* », 20 octobre.) — *De Mgr John Joseph Mc Carthy*, archevêque de Nairobi (Kenya) sur son désir exprès. (« *OR* », 24 octobre.) — *De Mgr James Philip Mulvihill*, évêque de Whitehorse (Canada), pour raison de santé. (« *OR* », 27 octobre.) — *De Mgr Paul Chevalier*, évêque du Mans, pour raisons d'âge et de santé. (« *OR* », 29 octobre.) *Mgr Alix*, qui était coadjuteur avec droit de succession, devient évêque du Mans (Cf. « *DC* » 1965, col. 1247 ; 1967, col. 1529.) — *De Mgr Placido Maria Cambiaghi*, évêque de Novarre (Italie), sur son désir exprès, pour raison de santé. (« *OR* », 31 octobre.)

DECES

— *De Mgr Pierre Brot*, doyen du Chapitre de la basilique métropolitaine de Notre-Dame, le 28 octobre, à Paris. (« *OR* », 30 octobre.) (Voir « *DC* » 1952, col. 1213 ; 1957, col. 1472.)

SAINT-SIÈGE

21 octobre. — A Rome, *Henri Rollet*, président sortant de la Fédération internationale des hommes catholiques, a transmis ses pouvoirs à *M. Jean Balinski Jundzill* (Polonais) nouveau président de la FIHC. (« *Avvenire* », 22 octobre.)

— Les *Acta Apostolicae Sedis* du 30 septembre publient le texte de la Notification de la S. congrégation du Culte divin sur le Missel romain, la liturgie des Heures et le calendrier (« *DC* », 1971, n° 1589, p. 610), en précisant la date (14 juin 1971) que ne portait pas le texte paru dans « *l'Osservatore Romano* » du 16 juin. Une ligne est ajoutée au n° 4 traitant de la langue à utiliser : « Pour la messe conventuelle des monastères, on conservera le droit particulier. »

L'Église dans le monde

Mgr DARBOY

Comme il l'avait annoncé au mois de mai (1), le cardinal MARTY, archevêque de Paris, a voulu que la fête de la Toussaint 1971 soit une journée d'espérance et de deuil où serait célébrée la mémoire de Mgr Darboy et de tous les morts de la Commune. Dans l'homélie qu'il a prononcée à Notre-Dame de Paris le jour de la Toussaint, il a évoqué en ces termes la mémoire de son prédécesseur, fusillé comme otage de la Commune à la prison de la Roquette le 24 mai 1871 (2) :

Je suis venu de Rome pour célébrer avec vous, au cœur de Paris, la fête de tous les saints. Elle revêt cette année un caractère particulier : il y a six mois, un peu partout en France, le centenaire de la Commune était commémoré. Je vous invite à associer à notre célébration et à notre prière Mgr Darboy — mon prédécesseur l'archevêque de Paris exécuté en 1871, — ses compagnons et toutes les victimes de cette lutte fratricide menée au nom de la paix ou de la justice...

Après avoir brièvement évoqué les travaux du Synode sur la justice dans le monde, le cardinal Marty a poursuivi :

Les morts de la Commune ont été pris dans l'engrenage de la violence : chacun croit alors défendre l'humanité en défendant sa cause ; et souvent l'injustice insurrectionnelle répond à l'injustice instituée.

Il n'y a pas d'action sainte au service de la justice qui ne soit en définitive réconciliation avec Dieu et paix sur la terre pour les hommes de bonne volonté. Cette réconciliation exige parfois jusqu'au don de la vie. C'est l'exemple que nous a laissé Mgr Darboy.

L'archevêque de Paris a été arrêté pour servir d'otage, tandis que dans le camp adverse d'autres prisonniers, moins connus, tenaient le même rôle. Notre époque, bien qu'elle se dise civilisée, n'a pas renoncé à cette pratique odieuse, qui fait de la vulnérabilité des hommes un instrument de chantage. Les otages résument à eux seuls tout le tragique d'une situation. Ils accumulent pour un temps sur leur tête la violence et la haine diffuses un peu partout. Ils sont toujours le signe du péché du monde. Innocents, ils ont plus de prix encore.

D'otage, Mgr Darboy a voulu se transformer en médiateur. A aucun moment il n'a oublié qu'il était le père et le pasteur de tous. Par deux fois, du fond de son cachot, il s'est efforcé de nouer des négociations entre ses compatriotes divisés. Il n'a été écouté de personne. Il n'a pu mettre fin au drame fratricide. Lorsque dans l'affolement de la débâcle il fut conduit à la mort ainsi que ses compagnons, ses dernières paroles ont été pour signifier qu'il offrait sa vie pour tout son peuple.

Nous serions infidèles à son esprit si ce matin nous n'unissions pas dans une même prière toutes les victimes, sans en oublier une seule. Elles appartenaient les unes et les autres à notre famille humaine. Dans une famille, le cœur ne divise pas. Il rassemble. [...]

POURQUOI Mgr DARBOY NE FUT PAS NOMME CARDINAL

Napoléon III désirait vivement que Mgr Darboy soit, en sa qualité d'archevêque de Paris, nommé cardinal. Après des démarches infructueuses, il écrivit lui-même à Pie IX une lettre datée du 6 février 1868 dans laquelle, après l'avoir remercié d'avoir nommé cardinal son neveu Mgr Lucien Bonaparte, il ajoutait : « mais cette nomination ne m'empêche pas de considérer celle de l'archevêque de Paris comme beaucoup plus importante sous l'aspect politique et religieux ». Pie IX, auteur du Syllabus (1864), lui répondit le 18 février 1868 (1) :

MAJESTÉ,

La satisfaction que Votre Majesté se plaît à m'exprimer pour la promotion de son neveu, Mgr Lucien, à la pourpre sacrée, me réjouit à un double titre, à cause des belles qualités du prélat, qui se trouvent ainsi récompensées, et à cause du plaisir que cela a causé à Votre Majesté. Quant à Mgr l'Archevêque de Paris, je vous assure, Majesté, que j'aurais été très heureux de répondre à vos désirs si j'avais pu trouver le moyen de tranquilliser ma conscience. Les principes que j'ai exprimés à diverses occasions au sujet de diverses erreurs du jour, loin d'être soutenus par Mgr l'Archevêque, sont au contraire contredits par lui sur divers points. Etant obligé, dans le choix des cardinaux, de préférer ceux qui ont donné des preuves de leur adhésion au Saint-Siège en soutenant les principes qu'il proclame, ou du moins en ne les contredisant pas, comment pourrais-je appeler au Sacré-Collège des cardinaux un prélat qui se montre animé de principes différents et qui, en diverses circonstances, a manifesté son penchant pour les principes réprouvés par le Saint-Siège. Peut-être est-il en cela poussé par un soi-disant esprit

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien.

Cette lettre autographe, dont la minute est conservée aux Archives secrètes du Vatican, est reproduite dans une étude de Mgr Jacques MARTIN, préfet de la Maison pontificale, sur le refus du cardinalat à Mgr Darboy publiée dans l'*Osservatore della Domenica*, 21 novembre 1971.

Dans cette étude, Mgr Martin donne divers exemples par lesquels Mgr Darboy a manifesté ses idées libérales et gallicanes, et il rappelle qu'au I^{er} Concile du Vatican il fut, avec Mgr Dupanloup, un des adversaires les plus résolus de la définition de l'infaillibilité pontificale.

(1) Cf. DC 1971, n° 1588, p. 584 et s.

(2) *Présence et dialogue - L'Eglise dans la région parisienne*, 12 novembre 1971, p. 3.

de conciliation, mais, honnêtement parlant, cette conciliation ne pourra jamais se faire. La vérité est une, elle n'est pas protéiforme. Elle ne peut et ne pourra jamais accepter de dissimuler les erreurs et de leur donner, même indirectement, le moindre appui. Mes affirmations auraient besoin d'être appuyées par une longue démonstration, mais, avec sa grande perspicacité, Votre Majesté aura compris tout de suite. Je regrette certainement de ne pouvoir répondre à ses désirs, mais je la prie de croire que je suis poussé en cela non par la mauvaise volonté, mais par un devoir sacré auquel je suis tenu. Je bénis de tout cœur Votre Majesté, l'auguste impératrice, le prince impérial et toute la France.

SEXUALITE, EROTISME, PORNOGRAPHIE

Interview du cardinal Gouyon

Sollicité par un journal local de donner son avis sur les raisons de la vague de pornographie qui sévit en ce moment sur notre pays, le cardinal Gouyon, archevêque de Rennes, a fait au journaliste qui l'interviewait, les réponses que voici :

Q. — *De nombreux maires et notables ont pris résolument position contre l'invasion outrancière de ce qu'il est convenu d'appeler « la publicité pornographique ». Comment, à votre avis, se justifie cette réaction contre l'invasion de la pornographie, réaction qui semble trouver un large écho dans le public ?*

R. — Dans le sentiment conscient ou diffus qu'il y a dans la pornographie, l'appel à une force déviée de sa fin naturelle et de son sens humain et un risque d'altérer très gravement l'équilibre de l'homme.

Mais ma réponse apparaîtra plus claire si se trouvent définis et situés les uns par rapport aux autres les termes de sexualité, d'érotisme et de pornographie.

La sexualité est un des éléments constitutifs de la personne humaine. Force puissante, inscrite au plus profond de la nature, elle n'engage pas que le corps. Elle agit aussi sur l'esprit et sur ce qu'on appelle communément le cœur. Elle a pour mission essentielle d'exprimer la communion complète qui unit l'homme et la femme dans l'amour et qui trouve dans la transmission de la vie un achèvement privilégié. Au lieu de replier l'homme sur lui-même, elle l'ouvre à l'autre. De jeunes époux en font la merveilleuse découverte qui, lorsque la vie a fait son œuvre, sentent grandir en eux de nouvelles perspectives pour leur amour. Si elle s'exerce normalement, si l'expression physique de l'amour n'est pas séparée de l'amour, la sexualité épanouit la personne au cœur même des actes qu'elle commande et de leurs conséquences. Le don que Dieu fait à l'homme en le dotant de la sexualité atteint son but.

L'érotisme, pour le langage commun, c'est l'usage de la sexualité hors de la référence à l'amour. L'homme ne s'ouvre pas à l'autre. Lui-même, ou l'autre, devient un simple objet qu'il utilise. La dignité de la personne n'est pas plus respectée dans celui qui tente d'asservir l'autre que dans celui qui est l'objet de son asservissement. Une menace de déséquilibre ne tarde pas à se préciser. Cette sexualité détournée de son but prend une place envahissante. Elle entraîne facilement à des perversions. La communion à l'autre, à la totalité de sa nature dont nous avons dit qu'elle est aussi psychique et spirituelle, devient, à la limite, impossible.

La pornographie, c'est par le langage, l'image, l'écrit, l'appel public à l'érotisme. Les techniques de communication sociale multiplient sa puissance d'évocation. Elle

porte donc la responsabilité des conséquences de l'érotisme : fermeture de l'homme sur lui-même, mépris de la personne d'autrui, risque d'altération sexuelle et de déséquilibre psychique.

L'opinion publique est sensible à ces dangers. Elle l'est d'autant plus que l'érotisme est de plus en plus utilisé par la publicité pour attirer l'attention sur les produits commercialisés. On perçoit, dans ce déchaînement de sollicitations équivoques, une menace croissante pour l'harmonie des rapports sociaux. Spontanément, la conscience s'insurge contre une telle exploitation.

Une société prête à tout « commercialiser » n'est plus humaine ; son critère de référence est l'argent, la puissance, mais non plus le développement solidaire des hommes.

Q. — *A votre sens, quels sont les moyens d'éviter les dangers de la pornographie ?*

R. — C'est déjà l'érotisme qu'il faut s'efforcer d'éviter.

A mon sens, le premier moyen est d'éduquer sainement la sexualité, en la sortant de l'atmosphère de silence, de tabou ou d'insignifiance dont trop d'adultes l'entourent, moins aujourd'hui qu'autrefois, il est vrai ; en la révélant pour ce qu'elle est dans son principe : une force saine et positive, un don de Dieu, ai-je dit, sans lequel notre sensibilité serait privée d'une grande partie de ses richesses. Mais une véritable éducation sexuelle ne saurait se limiter à une initiation réduite au plan physiologique. Il faut souligner fortement que la sexualité ne saurait s'exercer dans la vérité si elle n'est pas service de l'amour, c'est-à-dire don de soi.

Pourtant, si indispensable que soit cette initiation, elle ne peut suffire. Il faut l'accompagner de l'éducation à la maîtrise de soi.

Les pulsions de la sexualité peuvent être violentes. Plus une pulsion est violente, plus elle demande de maîtrise. Il faut que l'homme apprenne à être « le capitaine de son âme », à donner une orientation humaine à sa sexualité comme à toute sa vie.

Q. — *Voulez-vous renforcer alors la force de ces vieux interdits qu'on appelle des tabous ?*

R. — Je sais combien ce mot est odieux aux jeunes générations. C'est peut-être à cause de cela qu'on s'en sert pour déconsidérer une expérience séculaire dont le fond de sagesse est indéniable et à laquelle on finira toujours par revenir. Une exigence forcenée de liberté compromettrait toutes les chances de réussir cette éducation. Mais on n'éduque pas d'abord de l'extérieur. Aussi, mon projet est autre. Il faut que l'homme soit conduit par le dynamisme d'un amour authentique. Or, l'amour authentique est respect, est service. C'est pour cela qu'il est joie : « Il y a plus de joie à donner qu'à recevoir », dit le Christ. Il faut faire sentir à l'homme comme il est grand de garder intactes ses forces pour les mettre au service des autres dans toutes les formes de vie qui impliquent dévouement et particulièrement dans le foyer familial. Il faut allumer en lui la flamme d'un authentique amour.

Q. — *Que pensez-vous du rôle de la répression de la pornographie ?*

R. — L'Etat, certes, a son rôle, et cela d'autant plus qu'il a en main les moyens de s'opposer au déferlement de la pornographie. Mais, à leur place, les autorités constituées ont aussi le leur. Mais encore chacun de nous, à sa place, peut, par le refus de participer à une telle offensive, en bloquer l'élan. Comment se fait-il que l'on trouve des entreprises pour distribuer à domicile de pareilles publicités ? L'opinion publique

se doit de signifier qu'il y a là un abus intolérable. Que l'on pense au trouble qu'il peut provoquer chez des enfants, des adolescents, voire des adultes ! Que chacun surtout se persuade qu'il doit à son entourage l'exemple de la maîtrise de soi. Cet exemple silencieux sera bien plus efficace que toutes nos paroles d'indignation.

(« *La vie diocésaine* » de Rennes, 25 juillet 1971, p. 389 et s.)

L'ACTION CATHOLIQUE DES JEUNES ET LE MARXISME

Dans une allocution sur l'Action catholique prononcée le 8 octobre 1971 devant l'assemblée prosynodale de son diocèse, Mgr VAN ZUYLEN, évêque de Liège, évoquant l'engouement actuel des mouvements catholiques de jeunesse pour l'analyse marxiste de la société, a rappelé que la dialectique du Christ dépasse l'opposition fondamentale de l'idéologie marxiste :

Au niveau européen, les trois mouvements de jeunesse spécialisés (JEC-JOC-JRC) sont interpellés par un courant qui se manifeste en leur sein : des dirigeants, ayant acquis une certaine expérience et devenus adultes, en arrivent à vouloir transformer radicalement la société — et c'est légitime. Ayant beaucoup réfléchi aux contradictions de cette société qu'ils veulent au départ transformer au nom de leur foi, ils sont fascinés, au vu de ces contradictions, par une analyse marxiste qui se présente comme instrument non dépourvu de valeur des réalités à approcher ; sur cette lancée, ils découvrent dans les courants socialistes (marxistes) des aspirations de justice universelle ou de projets de société compatibles avec leur foi. Mais bientôt, ils idéalisent la méthode et en arrivent à l'absolutiser comme seule valable et à se laisser enfermer dans l'idéologie marxiste ; or, celle-ci, indépendamment de la méthode d'analyse qu'elle a préconisée, n'en est pas moins réductrice de l'homme et de son destin. Ainsi l'approche que ces dirigeants font de la société et de ses contradictions fournit certes des éléments intéressants au plan d'un dynamisme solidaire, mais risque d'esquiver d'autres aspects de la vie humaine (par exemple le côté personnel et affectif) et d'écraser ceux qui, dans la masse, ne savent pas s'élever au niveau scientifique où ils se placent. De plus, le mystère de l'homme, rappelait récemment (14 mai 1971) Paul VI dans sa lettre au cardinal Roy, se débat entre contrainte et liberté, entre pesanteur du péché et souffle de l'Esprit.

A un niveau plus proche de nous, je constate que pareille tendance tend à oublier que les jeunes ne sont pas susceptibles d'entrer dans les vues des adultes — à oublier en fait que les jeunes (les plus jeunes surtout) sont à l'âge de l'éducation. Je regrette donc que certains entraînent de tout jeunes qui ont adhéré à un mouvement pour y trouver un sens à leur vie (et pour donner ainsi un sens à la société) dans des courants dont ces jeunes ne perçoivent pas les dangers et où, en fait, ils sont « utilisés ». Il y a un âge où l'éducation — à partir des réalités perçues par les intéressés — doit faire une large place au « jugement » (à la réflexion éclairée par l'Evangile) avant de les plonger dans une action qui les dépasse et qui, parfois, les décourage ou même les pousse dans une révolte sans issue.

Dans tous les cas, sans nier les contradictions de la société actuelle, sans esquiver les tensions que les jeunes

auront à assumer, je demande aux aumôniers de bien se pénétrer du projet fondamental du christianisme : la dialectique du Christ dépasse l'opposition fondamentale de l'idéologie marxiste (c'est cela ou cela) et comporte au contraire un effort de communion (cela et cela). « Il n'y a plus d'esclaves ou d'hommes libres... », dit saint Paul.

A tous, prêtres et laïcs, je rappelle enfin que, si notre société offre des contradictions flagrantes, il faut songer à la fois à résoudre ces contradictions et à venir en aide à ceux qui, dans l'immédiat, en sont victimes : les « pauvres » ne peuvent pas attendre les « lendemains qui chantent ».

(Texte original.)

CONCLUSIONS DU CONGRES MARIOLOGIQUE INTERNATIONAL DE ZAGREB

Voici les conclusions générales qui ont été établies au terme du VI^e Congrès mariologique international qui s'est tenu à Zagreb du 6 au 11 août 1971 (1), dont le thème était : Le culte de la Vierge Marie dans l'Eglise latine et les Eglises orientales, du VI^e au XI^e siècle, c'est-à-dire avant la séparation (2) :

1. La dévotion envers la Vierge Marie se trouve en continuité historique avec la période précédente et s'enracine profondément encore, du VI^e au XI^e siècle, dans la Sainte Ecriture. L'institution des fêtes proprement mariales en Orient tire son origine de la célébration et de la méditation du mystère de l'Incarnation du Christ. Les plus importantes de ces fêtes passent de l'Orient en Occident qui les accommode à son génie et à sa propre culture.

2. Par suite de cette origine, les premières fêtes mariales, que ce soit dans les formulaires ou dans les calendriers liturgiques, se trouvent fortement liées avec le mystère du Christ, en qui l'iconographie primitive de la Vierge trouve aussi son fondement.

3. Les formulaires liturgiques sont tirés des textes bibliques et les auteurs d'homélies trouvent dans leurs commentaires de l'Ecriture l'occasion de glorifier la Vierge.

4. Un aspect spécial de cette vénération consiste en la dédicace de nombreuses églises à la Bienheureuse Vierge Marie, qui à cette époque deviennent de plus en plus fréquentes.

5. L'évolution historique (des témoignages) de la vénération de Marie au cours de cette période se manifeste surtout dans la ligne de la dévotion privée, spécialement en Occident. Cette dévotion fleurit surtout chez les moines qui en sont les principaux propagateurs dans le peuple de Dieu.

6. Cette prière privée envers la Vierge revêt des formes multiples : invocation, amour, imitation, service, et ces formes deviennent à la fin de la période considérée comme autant de voies différentes de spiritualité.

7. Cette vénération de la Vierge Marie qui fut en honneur pendant tant de siècles dans l'Eglise, antérieurement à toutes les divisions, doit être d'une très grande importance pour la recherche œcuménique.

(1) Cf. DC 1971, n° 1594 p. 863 et 878.

(2) SNOP, 6 octobre 1971.

Dans l'Osservatore Romano du 21 novembre a été publié en première page, sous le titre « Une curieuse objectivité », un article répondant à la façon dont a été critiqué le Synode dans des publications catholiques qui mettent en cause notamment la représentativité des membres non élus par les Conférences épiscopales et parlent de Synode « préfabriqué ». Après avoir indiqué le critère qui a présidé au choix des 22 évêques désignés par le Pape : « compléter les élections faites par les Conférences épiscopales pour donner à l'Assemblée synodale une représentativité plus grande et plus objective », l'article cite l'exemple des votes sur l'ordination d'hommes mariés. Les chiffres inédits de la répartition des voix font apparaître que ce ne sont pas les membres non élus qui ont fait pencher la balance (1) :

[...] A propos du scrutin sur les questions relatives à l'ordination d'hommes mariés, qui peut soutenir a priori que les 19 cardinaux chefs de dicastères et les 25 membres nommés par le Pape aient tous voté (44) pour la formule A (2) ? Les déclarations faites par certains d'entre eux ne portent-elles pas plutôt à penser autrement ? Ceci d'autant plus qu'entre la formule A et la formule B il n'y a pas une divergence aussi grande qu'une certaine presse voudrait le faire croire. En réalité, nous sommes en mesure d'affirmer que plusieurs parmi eux ont voté pour la formule B. Voici en effet quelle a été l'exacte répartition des votes des délégués des Conférences épiscopales : 71 ont voté pour la formule A et 59 pour la formule B (3). Evidemment, si les 44 (non élus) avaient tous voté pour la formule A, celle-ci aurait recueilli 115 voix (71 + 44), alors qu'en réalité elle n'en a recueilli que 107. Il est donc hasardeux de parler d'orientation préétablie de l'une ou l'autre partie des membres de l'Assemblée. La vérité est que celle-ci a discuté et voté en toute liberté. [...]

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien.

(2) Nous rappelons que le dernier jour du Synode, 6 novembre, les Pères ont eu à choisir l'une des deux formules ci-après :

A. — « Le droit du Saint-Père demeurant toujours sauf, l'ordination sacerdotale d'hommes mariés n'est pas admise, pas même dans des cas particuliers. » (107 placet.)

B. — « Il appartient au Souverain Pontife seul, dans des cas particuliers, en raison des nécessités pastorales et compte tenu du bien de l'Eglise universelle, de permettre l'ordination sacerdotale d'hommes mariés, d'âge mûr et d'une probité éprouvée. » (87 placet, 2 abstentions, 2 bulletins nuls.)

(DC 1971, n° 1597, p. 1003, note [3].)

(3) La proportion de ceux qui ont choisi la formule A est donc plus grande chez les délégués des Conférences épiscopales (54,6 %) que dans l'ensemble du vote (54 %). Rappelons qu'à côté des 142 évêques élus par les Conférences épiscopales, le Synode comptait 69 membres se répartissant ainsi : 14 patriarches et archevêques majeurs des Eglises orientales, 10 supérieurs généraux, 19 cardinaux chefs de dicastères de la Curie romaine, 22 évêques et 3 prêtres choisis par le Saint-Père, et Mgr Rubin, secrétaire général (NDLR).

Le cardinal HEENAN, archevêque de Westminster, termine ainsi la lettre pastorale adressée à ses diocésains au début de l'Avent :

[...] Voilà donc encore un Synode de terminé. On pourra dans un proche avenir connaître le résultat de ses travaux. Une fois de plus a été mise en évidence cette vérité manifeste que ce n'est pas tant dans les synodes, les commissions ou les conseils que l'on voit l'Eglise, mais dans la vie des familles, des paroisses et du peuple catholique tout entier. L'impression dominante que j'ai ramenée du Synode, c'est la force de la vie catholique là où est la croix. Les persécutions derrière ce qu'on appelle le rideau de fer et la pauvreté dans certaines régions d'Asie et d'Afrique ont purifié le Peuple de Dieu. Nous ne demandons ni la persécution ni la pauvreté, mais nous devons prier pour avoir plus de foi. Nous serons alors plus près de Dieu et plus disposés à faire des sacrifices pour nos frères qui souffrent. Que Dieu nous donne à tous un Noël joyeux dans la paix.

(Traduction de la DC, d'après le texte original.)

JEAN-PIERRE TORRELL

Inutile sainteté ?

attester Jésus-Christ aujourd'hui
16.50 F

JACQUES ELLUL

Impossible prière

peut-on encore prier
aujourd'hui ?
16.50 F

HENRI LE SAUX

Eveil à soi, éveil à Dieu

l'expérience spirituelle
15.00 F

LE CENTURION

Imprimerie « Bayard-Presse », 5, rue Bayard, Paris-8°. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presse.

BAYARD-PRESSE, 5, rue Bayard, Paris-8^e - Tél. 225-73-05.
 France et Communauté: 1 an, 42 F. 6 mois, 22 F. Canada: 1 an,
 \$ 15. «Periodica», 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)
 Canada. Autres pays: 1 an: 50 F; 6 mois, 26 F.
PRIX DU NUMERO: de l'année: 2,20 F; des années pré-
 cédentes: 5 F.

Règlement: C. C. P. Paris 16-68.

Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.

Reliure mobile: dos et extérieur balacron, titre au dos, non
 millésimé. Prix: 9 F. net, Franco: 11,65 F. C. C. P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1598 - 5 DÉCEMBRE 1971

1052 **L'avenir des jeunes ruraux.** Allocution à la FAO (12 nov.).

1054 **Message pour le XXV^e anniversaire de l'UNESCO** (1^{er} nov.).

ACTES DE S. S. PAUL VI

1056 **L'école chrétienne.** Lettre pontificale au Congrès des APEL.

1057 **La lutte contre la pornographie.** Message pontifical.

ACTES DU SAINT-SIÈGE

L'ASSEMBLEE DE LOURDES DE L'EPISCOPAT FRANÇAIS.

DOSSIER

1059 **Intervention du cardinal Marty sur le Synode.**

1062 **Autres interventions sur le Synode.**

1063 **Déclaration sur le baptême des petits enfants.**

1064 **Ordonnance sur le nouveau rituel de la Confirmation.**

1064 **Communiqué sur les attaques contre la hiérarchie.**

1064 **Résolution finale.**

1065 **Le groupe national de travail sur la vie matérielle de l'Eglise.**

1066 **La retraite du clergé.**

1067 **Le budget 1972 de l'épiscopat français.**

1068 **Eglise-Sacrement.**

1068 **Elections, réelections.**

1069 **Allocution de Mgr Elchinger aux Silencieux de l'Eglise.**

1071 **Adresse des Silencieux au Saint-Père et aux évêques.**

1072 **Protestants et catholiques devant les dangers qui menacent le
fondement de la foi.** Message du professeur O. Cullmann.

1075 **L'Eglise et l'Etat.** Lettre du président Pompidou.

1076 **L'avortement.** Déclaration des évêques des pays nordiques.

1085 **Justice dans le monde.** Document de l'épiscopat du Pérou.

1090 **L'épiscopat canadien et la violence.**

1092 **La violence en Irlande.**

QUESTIONS ACTUELLES

1094 **Evénements et informations** (16-30 octobre).

ÉVÉNEMENTS

1097 **Mgr Darboy (cardinal Marty); pourquoi Mgr Darboy ne fut pas
nommé cardinal; sexualité, érotisme, pornographie (cardinal
Gouyon); l'Action catholique des jeunes et le marxisme (Mgr Van
Zuylen); conclusions du Congrès mariologique international de
Zagreb; les votes du Synode sur l'ordination d'hommes mariés;
après le Synode (cardinal Heenan).**

L'ÉGLISE DANS LE MONDE

FE 872

NUMERO 1599 Detroit, Michigan 48221 23
53^e ANNÉE - T. LXVIII 19 décembre 1971

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Dans un camp de réfugiés bengalis (Photo Agip)

L'Église,
dans le Concile

NOËL

Offrez des abonnements-cadeaux à la DOCUMENTATION CATHOLIQUE

Remplissez le bon ci-dessous en suivant les indications qu'il vous donne. Si vous désirez conserver la couverture du numéro, il vous suffit de recopier ce bon. Merci de tout écrire en capitales.

Veillez abonner à LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE :

Nom _____

Rue ou
lieudit
à _____

Dépt. _____ par _____

● pour une durée de 1 an (France, 42F. Etranger, 50F) ⁽¹⁾

pour une durée de 6 mois (France, 22F. Etranger, 26F) ⁽¹⁾

● Je vous règle, ci-joint _____ F par chèque bancaire
à l'ordre de Bayard Presse, mandat ou virement postal
(3 volets) au C.C.P. Bayard Presse 16.68 Paris.

● Eventuellement, nom et adresse de la personne qui
offre _____

Désire-t-elle être prévenue du renouvellement: OUI - NON ⁽¹⁾

⁽¹⁾ rayer la mention inutile

La **DOCUMENTATION CATHOLIQUE** vous dit un cordial
merci pour la part que vous prendrez à un effort de promotion qu'elle
ne peut mener efficacement sans le secours de ses amis.

Actes de S. S. Paul VI

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

L'ÉGLISE, SOCIÉTÉ DONT LES MEMBRES SONT LIBRES ET RESPONSABLES

Audience générale du 10 novembre (1)

Maintenant que le Synode épiscopal est fini, nous nous remettons dans l'attitude de celui qui regarde l'Eglise du dehors, qui en voit les aspects les plus apparents, offerts au regard de tous, et qui, après avoir tant entendu parler de l'Eglise, se demande : finalement, qu'est donc cette Eglise ? Qu'est donc ce phénomène historique, humain et religieux ?

La rédaction finale des textes votés par le Synode

Cette curiosité se porterait volontiers sur le Synode, ou plutôt sur les questions traitées par le Synode, dont le public a été tenu au courant et dont maintenant il voudrait connaître les conclusions. Laissons encore travailler les techniciens, c'est-à-dire les personnes compétentes qui sont chargées de mettre en ordre, sur le plan logique et doctrinal, les textes officiels approuvés, mais qui sont obligées de tenir compte des nombreuses observations (ce que l'on appelle les *modi*) suggérées par les Pères du Synode. Ce n'est pas encore le moment — ni sans doute le lieu — de répondre à cette légitime curiosité. Nous répondrons pour le moment à une curiosité plus élémentaire et plus profonde, celle qui s'interroge sur la définition empirique de l'Eglise. Qu'est-ce que l'Eglise ? Nous nous efforcerons de leur répondre avec des éléments de première évidence, sans prétendre apporter une réponse exhaustive.

L'Eglise est une société...

L'Eglise est une société, une société religieuse. Cela est évident, et cette constatation première, mais fondamentale, suffit à nous rappeler que nous ne pouvons pas prétendre appartenir à l'Eglise, professer la religion qu'elle personnifie — en d'autres termes, être de vrais chrétiens, avoir une religion et une façon personnelle d'être des chrétiens authentiques — sans être en même temps membres de cette société qui

s'appelle l'Eglise. Le christianisme est une réalité sociale. Il n'est pas simplement un courant idéologique qui permet à chacun de le concevoir à son idée et de le garder dans le secret de sa conscience. La religion professée par l'Eglise constitue une communauté, une communion de pensée et de vie ; elle engendre un peuple, le Peuple de Dieu. On n'exprimerait pas intégralement la réalité du christianisme si on concevait l'Eglise d'une façon purement spirituelle, donc invisible, intérieure, insaisissable du dehors. L'Eglise n'est pas seulement une « âme » ; elle est aussi un « corps ».

Même les chrétiens qui se séparent de l'Eglise pour en imaginer une autre, purement spirituelle et invisible, soumise à aucun lien social, sans rapports extérieurs, donc sans lien juridique et sans autorité, s'aperçoivent qu'ils se sont écartés de la constitution voulue par le Christ pour la religion qu'il a fondée ; ils revendiquent alors le titre d'« Eglise » qui suppose une société visible, déterminée, incarnée dans un organisme humain, et qui requiert l'unité. C'est la logique de l'incarnation. Déjà saint Augustin déplorait cette attitude dans sa lettre à la population de Madaure, dont la religion était aberrante : « Vous voyez certainement que beaucoup se sont coupés de la racine de la société chrétienne, laquelle, par le Siège apostolique et la succession épiscopale, se répand dans le monde d'une façon sûre. » (Ep 2, 32, PL 33, 1028.) Et saint Thomas nous rappelle que « le Christ a accompli l'œuvre de notre salut en tant que Dieu et en tant qu'homme. En tant qu'homme, afin de souffrir pour notre rédemption ; en tant que Dieu, afin que sa passion soit salutaire pour nous » (*Contra gentiles*, IV, 74). Les termes : Dieu, religion, Christ, Eglise, salut, se situent sur une même ligne descendante qui peut être parcourue dans le sens ascendant : si nous voulons être sauvés, c'est-à-dire accomplir notre vrai destin, nous devons trouver dans l'Eglise le ministère qui nous donne le Christ, médiateur de la religion nous conduisant à Dieu.

... Une société libre...

Et ici l'aspect social de l'Eglise laisse apparaître son aspect personnel. C'est ce qui distingue la société ecclésiale de la société civile. Nous appartenons à la société civile de par notre naissance, c'est-à-dire à un titre qui ne dépend pas directement de notre volonté. Mais nous appartenons à la société ecclésiale par une insertion qui suppose chez l'enfant (baptisé sur la foi de ses parents, de ses parrain et marraine

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 1 novembre 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

et de la communauté), et qui exige chez le chrétien conscient et adulte, un acte de foi libre et délibéré. On naît homme, mais on devient chrétien. L'Eglise est donc une société, mais une société libre. Aujourd'hui, en disant cela, on semble reprendre et confirmer le langage employé couramment dans la société actuelle. Nous pouvons nous en réjouir. Il n'y a pas de foi qui ne soit libre. Mais nous ne devons pas perdre de vue que le mot « liberté » appliqué à notre vie religieuse a une profondeur qui lui est propre. Il n'est pas seulement ordonné à l'action comme dans la vie naturelle. Cela rend la vie religieuse dans l'Eglise non seulement digne d'être comptée parmi les droits les plus fondamentaux et les plus sacrés de l'homme, mais extrêmement importante et grave pour toute personne, et aussi pour l'ensemble de la collectivité humaine, au sein de laquelle s'exerce cette liberté qui décide de la destinée suprême de l'homme.

... Où la liberté appelle la responsabilité

L'Eglise se présente donc à nous comme la société dans laquelle l'usage sacré de la liberté humaine trouve ses exigences et ses expressions les plus hautes et les plus complètes, parce que rien ne doit contraindre ni empêcher la foi, c'est-à-dire notre rapport avec Dieu. Ici, on pourrait faire le procès historique du respect ou de la violation de ce principe fondamental. Réservant cela pour une autre circonstance appropriée, nous porterons notre attention sur une autre exigence extrêmement importante. Cette exigence, complémentaire de la liberté dans la vie religieuse personnelle, et qui constitue l'un des traits du visage de l'Eglise, c'est la responsabilité. Liberté et responsabilité sont les traits authentiques et profonds qui caractérisent les membres de cette société originale que nous appelons l'Eglise.

Rejeter la notion de péché, c'est rendre la liberté irresponsable

Dans aucune autre condition humaine, la responsabilité ne constitue une exigence psychologique et morale aussi pressante que dans notre religion, dans l'Eglise. Elle constitue le stimulant le plus vigilant, le plus sûr, le plus réconfortant de cet acte spirituel, humain entre tous, que nous appelons la conscience. Cette réalité bien connue de la vie chrétienne, l'enfant la sent et l'homme la vit. Elle est la source d'un drame ancien et moderne. Aujourd'hui, après avoir tant magnifié la conscience sensible et psychologique, on cherche à étouffer la conscience religieuse et à anesthésier la conscience morale, en rejetant, sans pouvoir la supprimer complètement, la notion de péché, c'est-à-dire de responsabilité totale devant Dieu, devant la société, devant soi-même. On veut ainsi rendre la liberté irresponsable devant ses instances suprêmes. L'Eglise, elle, s'appuie sur ce sens immanent de la responsabilité qui naît de sa foi libre et la rend capable d'utiliser avec amour et force tous les talents dont est riche la vie humaine.

L'Eglise est donc une société religieuse souverainement libre et responsable. Efforçons-nous maintenant d'appliquer cette définition à

nous-mêmes, parce que chacun de nous est membre de l'Eglise. Il s'agit d'une initiation pédagogique qui nous apprend à comprendre et apprécier ce que cela veut dire d'être Eglise. Avec notre Bénédiction apostolique.

L'EGLISE, HUMANITE APPELEE PAR LE CHRIST

Audience générale du 17 novembre (1)

Notre attention se portera, aujourd'hui encore, sur le thème inépuisable de l'Eglise. L'Eglise, qu'est-ce que c'est ? Pour répondre, il nous faut nous reporter au sens étymologique du mot. Dans le langage biblique, le mot *église* désigne une assemblée de caractère religieux qui est convoquée. Il en est ainsi dès l'Ancien Testament. Le Christ adopta ce terme et lui attribua un sens propre : « Mon Eglise. » (Mt. 16, 18). Le noyau étymologique central du mot « Eglise », qui revêt le sens de convocation, d'appel, nous aide à comprendre sa valeur d'expression, laquelle manifeste une intention, une pensée qui indiquent un fait et qualifient une réalité. L'Eglise est un appel. Ce sens intime et premier du nom et de l'être de l'Eglise dit beaucoup de choses qui sont instructives non seulement pour une exacte théologie de l'Eglise, mais aussi pour une féconde et juste compréhension de son sens spirituel.

L'Eglise naît d'un appel venant de Dieu

L'Eglise suppose un appel, mais un appel, notons-le bien, qui vient de Dieu. Cette précision nous offre tout de suite un principe d'orthodoxie que nous ne devons jamais oublier. La voix qui convoque l'assemblée appelée Eglise n'est pas une voix humaine ; la voix humaine ne fait que la transmettre. C'est une voix transcendante qui vient des profondeurs divines et qui tout de suite nous dit que l'Eglise est un mystère ; un mystère dans le double sens du terme, qui désigne à la fois une vérité cachée et une réalité surnaturelle et qui nous introduit dans un domaine auquel seule la révélation nous permet d'accéder (cf. Col 2, 2 ; 1, 26 ; Rm 16, 25) ; c'est le mystère du plan de Dieu sur le nouveau rapport qu'il offre à l'humanité, dans le Christ médiateur, pour le salut de l'humanité (cf. Ep 1, 3-14).

La vie et l'histoire de l'Eglise sont liées à cette première interprétation de son nom, c'est-à-dire de son origine et de sa réalité ; elle n'est pas d'origine humaine ; elle est née d'une initiative de Dieu. Et cette doctrine fondamentale nous offre une première et magnifique consolation : l'orthodoxie au sujet de l'Eglise, c'est-à-dire la fidélité à l'appel dont elle est porteuse, la fidélité à sa vérité ; est exigeante parce qu'elle n'admet pas d'arbitraire, d'équivoque, de succédanés, d'incertitude ; et elle est source de joie parce qu'elle ouvre la porte à l'immense Royaume de Dieu, à la découverte de la vérité

(1) Texte italien dans l'OR du 18 novembre 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

et de l'amour, au dialogue avec Dieu, au bonheur de la vraie vie.

Mais notre attention se porte en ce moment sur le fait que l'Eglise naît d'un appel et d'un appel venant de Dieu. C'est la Parole de Dieu qui nous est adressée ; le Verbe de Dieu qui vient nous parler (cf. He 1, 2), et cela requiert que nous soyons disposés à l'écouter (cf. He 2, 1-4). La première génération chrétienne, dont nous parle le Nouveau Testament, a très vivement conscience d'avoir été appelée. Il en est ainsi des Apôtres en premier ; à l'origine de leur groupe, il y a l'appel adressé par Jésus à chacun d'eux : « Viens, suis-moi. » (Cf. Mt 4, 19-22 ; 9, 9 ; Jn 21, 19) ; mais les apôtres ne se sont pas groupés d'eux-mêmes ; ils ont été choisis par le Christ, qui leur dira : « Ce n'est pas vous qui m'avez choisi ; c'est moi qui vous ai choisis. » (Jn 15, 16, 19 ; Lc 6, 13.) Saint Paul reviendra constamment sur cette idée d'appel, fondamentale pour l'Eglise primitive (cf. Rm 8, 30 ; Gl 1, 6 ; I Th 2, 12, etc.) ; de même saint Pierre (cf. I P 1, 15 ; 2, 9 ; 5, 10 ; II P 1, 3). L'appel caractérise donc le cheminement de la Parole de Dieu qui invite, se donne au monde, frappe à la porte de chaque conscience. Ceux qui la reçoivent sont convoqués en même temps que d'autres, également fidèles, pour former une communauté, l'Eglise, société de ceux qui sont « appelés par Jésus-Christ » (Rm 1, 6). Celui qui est appelé ne demeure pas seul, autonome ; il est par le fait même inséré comme membre dans un corps, le corps mystique du Christ qui est l'Eglise (cf. Col 2, 19 ; 3, 15 ; Ep 4, 16).

Dans un monde tenté par le désespoir, l'Eglise offre un sens à la vie

Cet aspect de l'Eglise — société conçue et voulue par Dieu, d'êtres humains appelés à la composer selon un plan surnaturel, — nous fait découvrir que dans l'Eglise les hommes qui ont la chance de lui appartenir y trouvent leur destin, leur raison d'être ; ils y trouvent une invitation qui les habilite à une mission, leur fait prendre conscience d'un devoir et d'une espérance qui souvent manquent à l'homme n'ayant pas entendu cet appel mystérieux. L'homme, en effet, n'a pas de lui-même clairement et sûrement conscience du sens de sa vie. C'est ainsi que plus il réfléchit, plus il se sent envahi par le doute sur le pourquoi de son existence, et il succombe facilement à la tentation aristocratique du scepticisme (à quoi cela sert-il de vivre ?), à la tentation empirique du pragmatisme (faire pour faire, mais pourquoi ?), ou à la tentation, pire encore, de l'hédonisme (jouir de la vie, *carpe diem*, il n'y a que cela qui compte). Le sens du non-sens, de l'inutilité de la vie, est un tourment qui grandit au fur et à mesure que se développent la culture et la civilisation. C'est ainsi que la littérature est si souvent pessimiste, que l'homme se voit inévitablement acculé au désespoir : « Personne ne nous a appelés. »

Rappelez-vous dans l'Evangile la parabole des ouvriers sans emploi qui sont appelés à travailler à la vigne du « père de famille » (Mt. 20). L'Eglise est ainsi constituée par ceux qui sont appelés à travailler à une tâche enthousiasmante donnant un sens et un mérite à la

vie : le « Royaume des cieux ». L'Eglise est celle qui appelle ; on pourrait dire qu'elle est un bureau de recrutement pour les hommes à la recherche d'un but pour lequel il vaut la peine de vivre, de chercher, d'aimer, de travailler, de souffrir, de mourir. Dans l'Eglise, personne n'est oisif, sans emploi, non appelé ; personne ne connaît l'absence d'idéal ; personne ne dit : « A quoi bon ? » ; personne n'est perdu ; personne n'est désespéré. Souvent, par la vocation chrétienne, les existences les plus misérables, celles des petits, des pauvres, de ceux qui souffrent, deviennent les plus dignes et les plus précieuses. L'Eglise offre à chacun quelque chose à faire qui donne un sens, une valeur, une dignité, une espérance à la vie. Chacun est appelé, chacun a une valeur même pour la vie présente, si celle-ci a une valeur pour la vie à venir. Quelle richesse d'idéaux et d'énergies n'y a-t-il pas ainsi de par le monde !

La baisse des vocations

Nous qui cherchons à voir l'aspect positif de l'Eglise, qui voulons voir son visage éclairé par le soleil de Dieu, nous devons donc attacher une grande importance au fait qu'elle est pour nous le grand appel, l'invitation authentique au Royaume de Dieu. C'est elle qui nous transmet la Parole de Dieu, c'est elle qui la garde, l'enseigne, l'interprète, toujours avec le plus grand souci d'objectivité. C'est elle qui stimule à écouter et à approfondir la parole de Dieu, laquelle doit être pour tous un appel à suivre le Christ, tandis que pour certains elle devient un charisme, c'est-à-dire un don de l'Esprit qui appelle en retour le don de soi. C'est elle qui décide si une vocation intime peut devenir ministère ou oblation pour l'édification de la communauté.

On en parle beaucoup aujourd'hui. On constate que les vocations sont en diminution, qu'il s'agisse des vocations communes à une vie chrétienne pleinement consciente et active ou des vocations spéciales au sacerdoce et à l'état religieux. Oui, l'homme d'aujourd'hui est assourdi par le fracassant progrès extérieur, ou captivé par la magie et l'éloquence de notre culture ; il ne sent pas, il n'écoute pas la voix mystérieuse du Christ. Et si son oreille profane perçoit quelque écho de l'Evangile, il veut souvent l'interpréter par lui-même. Alors c'est lui-même qu'il entend, plus que l'authentique appel de l'Esprit. Que de richesses sont ainsi gaspillées, que de destinées humaines, également sur le plan religieux, n'arrivent pas à maturité ! Parmi les plus grands événements de l'histoire, il y a celui, terrible, prédit par Jésus lorsqu'il pleurait sur Jérusalem demeurée sourde à son appel prophétique et aveugle devant sa venue messianique : « Ah ! si en ce jour tu avais compris, toi aussi, le message de paix ! Mais hélas ! il est demeuré caché à tes yeux... » (Lc 19, 42.)

Mais l'Eglise, l'humanité appelée par le Christ, est encore ici et continue sa mission. A son tour, au nom du Christ, elle appelle, elle adresse doucement et gravement la même invitation : viens.

Puissions-nous entendre cette invitation et comprendre à quoi elle nous conduit ! Avec notre bénédiction apostolique.

LES STRUCTURES DE L'EGLISE ET L'ACTION DE L'ESPRIT

Audience générale du 24 novembre (I)

Que dites-vous de l'Eglise ? Telle est la question posée de nouveau à notre génération. Le processus historique qui, dans notre civilisation dite occidentale, a établi non seulement une distinction, mais une séparation entre la société religieuse et la société civile, a éprouvé le besoin de situer l'Eglise d'une certaine manière en dehors du domaine de l'Etat, lequel a revendiqué pour lui toutes les prérogatives de la société. Quelle est la physionomie, la fonction, la raison d'être de l'Eglise dans notre monde moderne sécularisé, agnostique devant les différentes expressions de la religion, et qui se suffit à lui-même ?

Pour connaître l'Eglise, il faut être dedans

Comme ce fut le cas partout, tout au long des siècles, nous voyons se renouveler cette scène de l'Evangile si lourde de sens et si décisive : à Césarée de Philippe, Jésus interroge ses disciples d'une manière qui évoque Socrate ; il leur demande d'abord ce que les gens pensent de lui ; et devant le caractère si disparate des réponses, il ajoute : « Et vous, qui dites-vous que je suis ? » (Mt 16, 15.) Aujourd'hui, cette question, nous la posons à l'Eglise qui, nous le savons, est le Corps mystique du Christ. Le récent Concile, qui avait été précédé d'études théologiques et d'enseignements importants, a posé la question d'une façon radicale : qu'est-ce donc que l'Eglise ? Est-ce un phénomène religieux comme tant d'autres dans la vie de l'humanité, destiné à être balayé par le progrès scientifique ? Est-ce une tradition spirituelle, une foi populaire qui a survécu jusqu'à notre époque à cause de la richesse de son patrimoine culturel et artistique ? Est-ce un corps social, encombrant et prétentieux, aujourd'hui dépassé, qui peut tout au plus inciter à appliquer sur le plan horizontal, c'est-à-dire humaniste, tel ou tel enseignement précieux de l'Evangile ?

Vous avez certainement entendu parler de ces discussions actuelles, et, fidèles comme vous l'êtes, vous aurez remarqué que ces différentes conceptions de l'Eglise tendent finalement à la considérer comme finie, ou à contester son existence telle qu'elle apparaît encore de nos jours. Vous aurez aussi remarqué qu'aucune des différentes définitions scientifiques ou empiriques que tentent de donner de l'Eglise ceux qui, en pensée du moins, sont en dehors d'elle, ne pénètre dans sa vraie réalité, dans son mystère. Pour connaître vraiment l'Eglise, il faut être dedans, non au-dehors ; il faut participer à sa vie ; il faut avoir eu le bonheur d'être initié à son expérience surnaturelle ; et, enfin, il faut avoir la foi.

La critique des structures

Il existe cependant aujourd'hui dans l'Eglise une controverse qui n'est pas sans précédents dans l'histoire et à laquelle l'opinion publique elle-même s'intéresse. Sous prétexte de redonner à l'Eglise sa physionomie des origines ou ses authentiques valeurs spirituelles, on voit en elle deux principes constitutifs : les structures et l'Esprit ; son corps humain organique et l'Esprit divin qui l'anime, pourrait-on dire. Jusqu'ici, il n'y aurait pas d'objection à faire. Les difficultés apparaissent lorsqu'on s'en prend aux structures, auxquelles on reproche d'être abusives, déformées, précaires, nocives ; en d'autres termes, d'être devenues inutiles, ou d'avoir besoin de changements tels que toutes les critiques à leur égard, toutes les hypothèses sur leur dissolution ou leur transformation radicale sont considérées comme justifiées et fondées. Les structures seraient une excroissance illégitime, ou du moins non nécessaire, de la formule authentique de l'Eglise des apôtres ; elles seraient autoritaires, juridiques, formalistes, souillées parce que portées à la richesse, au pouvoir, à un immobilisme traditionnel ; elles seraient condamnées à être séparées du monde ; en somme, les structures iraient contre l'Evangile et contre le sens de l'histoire.

On ne peut isoler l'Esprit des structures

L'Esprit, au contraire, est charismatique prophétique, libre et libérateur. Nous ne pouvons certes que nous féliciter de cette prééminence ainsi reconnue à l'Esprit-Saint qui, par sa grâce, fait vivre, éclaire, guide et sanctifie l'Eglise. Au milieu du matérialisme obtus qui règne aujourd'hui et qui éloigne tant d'âmes des réalités spirituelles, cette priorité donnée aux charismes de l'Esprit est digne d'éloges. Vue sous cet aspect, l'Eglise apparaît par excellence comme une réalité religieuse personnelle, intérieure, libre, subjectivement heureuse, et en même temps comme une réalité résultant d'une communication objective, transcendante et mystérieuse avec l'Esprit de Dieu, vrai et vivifiant.

Mais, si on ne veut pas la confondre avec la pathologie religieuse, la superstition, le subjectivisme spirituel ou l'excitation collective, cette réalité doit être située dans le cadre de la communauté de foi dont elle découle et à l'édification de laquelle elle doit servir. On ne peut pas faire abstraction du plan de Dieu qui destine à l'Eglise, à la communauté organisée des croyants, le don multiple de l'Esprit, et qui, d'une façon ordinaire, le dispense par un ministère complexe et qualifié (cf. 1 Co 4, 1 ; 12, 1 et s. ; 14, 37-40 ; 1 P 4, 10 et s.). Ce qui veut dire qu'on ne peut pas isoler l'économie de l'Esprit — même si celui-ci, comme l'a dit le Seigneur (Jn 3, 8), souffle où il veut — de ce qu'on appelle les structures, tant ministérielles que sacramentelles, instituées par le Christ et qui sont l'émanation vivante de sa Parole, de la même manière que la plante émane de la semence.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 25 novembre 1971. Traduction et sous-titres de la DC.

Le sacerdoce ministériel

L'un des problèmes les plus vivement discutés aujourd'hui est d'arriver à trouver le juste rapport entre la structure visible, humaine et sacramentelle de l'Eglise, et le mystère de l'Esprit dont l'Eglise est signe et instrument et dont découle notre vie chrétienne. On verra alors que ce rapport se réfère au plan de l'Incarnation et de la Rédemption, qu'il confère à tout chrétien un caractère sacré, son sacerdoce royal commun à tous. On verra aussi qu'il engendre un sacerdoce ministériel qui donne à la communauté du peuple de Dieu son caractère spécifique, unitaire, organisé. Ce sacerdoce brille d'une incomparable dignité, à l'image du Christ (le célèbre dialogue de saint Jean Chrysostome sur le sacerdoce met spécialement en relief cet aspect sublime et redoutable) ; il est doté de pouvoirs pastoraux et transcendants de magistère (cf. Lc 10, 16 ; Jn 15, 26-27 ; 16, 13 ; Mt 28, 19, etc.), de sanctification (cf. 1 Co 11, 24 ; Jn 20, 23), de guide et de gouvernement (cf. Mt 16, 18 ; Jn 21, 15 ; 1 P 5, 2 ; etc.) ; il est tellement fait pour la charité qu'on doit l'appeler service (Mt 20, 28), un service revêtu d'autorité (1 Co 4, 21 ; 1 P 4, 11), mais si généreux, si humain, si paternel et si fraternel qu'il est à l'image de celui du Christ, le bon pasteur par excellence, qui donne sa vie pour son troupeau (Jn 10 11-12).

Il est heureux pour nous que cette étude sur le rapport entre les structures de l'Eglise et l'Esprit du Christ ait fait l'objet d'études approfondies de la part de théologiens réfléchis et fidèles spécialement ceux de notre Commission théologique. Pour ce qui est plus spécialement du sacerdoce, ce thème ■ fait l'objet de documents de l'épiscopat et du Concile. Dernièrement, le Synode épiscopal en a fait une synthèse qui sera bientôt publiée, pour l'édification de toute l'Eglise, nous l'espérons, et en premier lieu de nos vénérés et très chers prêtres.

Une fois de plus, et Dieu veuille que ce soit pour le réconfort de tous, nous verrons ce qu'est notre Eglise en devenir, c'est-à-dire en pèlerinage vers celle où seule la hiérarchie de la sainteté domine entièrement. Elle est, dans le témoignage rendu au Christ, la manifestation à la fois de l'apostolat humain, dans ses structures hiérarchisées du haut en bas de l'échelle du Peuple de Dieu, et de l'Esprit de Pentecôte. Ce qui veut dire qu'elle est l'épiphanie du Corps mystique avec sa structure en vue de l'apostolat et avec sa vie spirituelle (cf. Y. CONGAR, *Esquisse du mystère de l'Eglise*, p. 129 et s.).

Encore une fois très chers fils, essayons de comprendre et d'aimer l'Eglise. Avec notre bénédiction apostolique.

L'AVENT ET LA RENCONTRE AVEC DIEU

Audience générale du 1^{er} décembre (I)

Le temps de l'Avent nous replace devant le grand problème de la rencontre de l'homme

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 2 décembre 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

avec Dieu, ou plutôt de « notre » rencontre avec Dieu ; c'est le problème religieux. Nous savons bien quelle est la solution de ce problème pour nous : c'est Noël, c'est le Christ, la foi, la vie catholique. Mais cette solution est-elle pour chacun de nous vraiment et définitivement acquise ? Est-elle satisfaisante ? Est-elle vécue ?

Les temps liturgiques reviennent chaque année toujours les mêmes, mais renouvelés

Sans répondre pour le moment à ces questions, qui peuvent faire naître en nous des inquiétudes et des doutes, nous devons noter que l'Eglise, la grande formatrice des âmes, nous pose chaque année la même question, dans les mêmes termes objectifs. Ainsi le veut son calendrier, le cycle de sa liturgie, qui, chaque année, reprend régulièrement les mêmes fêtes, avec les mêmes thèmes doctrinaux et spirituels. Il serait plus exact de dire qu'elle les renoue, plutôt qu'elle les reprend, parce qu'il s'agit non pas d'un cercle qui revient sur lui-même, mais bien plutôt d'une spirale dont le mouvement est ascendant pour les fidèles qui acceptent de se laisser guider par sa pédagogie, avec un programme qui est toujours le même, mais qui requiert une exploration toujours nouvelle. Et ceci nous amène à constater que les termes subjectifs de la question, c'est-à-dire notre disposition à participer à la célébration de ces thèmes religieux annuels, ne sont pas toujours les mêmes ; ils peuvent varier ; ils peuvent présenter un intérêt différent selon l'état d'âme dans lequel nous nous trouvons. En même temps que l'âge, change notre capacité de percevoir les choses religieuses. « Lorsque j'étais enfant, écrit saint Paul, je parlais en enfant, je pensais en enfant, je raisonnais en enfant ; une fois devenu homme, j'ai aboli ce qui était de l'enfant. » (1 Co 13, 11.)

La civilisation de l'audio-visuel forme un homme qui ne cherche pas à dépasser le monde des sens

Et c'est non seulement l'âge qui change pour nous, mais le monde dans lequel nous vivons, ce monde qui nous stimule, nous impressionne, nous engage de plus en plus dans des formes toujours nouvelles. Notre attention est continuellement provoquée par l'extérieur. Nous n'avons pas une minute de paix. Le stimulant le plus fréquent et le plus exigeant est l'ambiance dans laquelle se déroule notre journée laborieuse et souvent bousculée, qui nous maintient continuellement en haleine. Nous sommes de plus en plus sollicités à écouter et voir. On dit de notre civilisation qu'elle devient celle de l'audio-visuel. Notre psychologie est continuellement impressionnée par les sens. Ceux-ci offrent à l'élaboration de la pensée un matériel toujours nouveau ; ils l'aident avec leurs images et leurs sons. De sorte que notre vie tend à se dérouler dans le domaine sensible et à y trouver sa nourriture et sa satisfaction. L'homme devient naturaliste et positiviste presque sans s'en rendre compte. Il s'habitue à ce mode de connaissance concret, immédiat, sûr, et il n'en cherche pas d'autre. Ce type

d'homme est devenu courant aujourd'hui. Sa formation et sa culture sont au niveau du monde de l'expérience sensible. Cherche-t-il à monter plus haut ? Oui, mais presque toujours selon une échelle qui dit quelque chose aux sens, l'échelle quantitative spécialement, qui est la plus utilisée dans le monde scientifique. La tentation naît alors, et s'impose presque, de se dire : avec cela nous avons tout.

Faut-il élever sa pensée plus haut ? Faut-il chercher la raison d'être des choses ? Faut-il se demander non seulement comment elles sont, mais pourquoi elles sont ce qu'elles sont ? Faut-il chercher la vérité ? Faut-il chercher le principe, la cause transcendante ? Faut-il chercher l'amour ? Faut-il chercher la fin secrète des choses ? Ici l'homme est pris entre deux tendances contraires. La tendance vers le bas, faite de crainte, de paresse surtout, qui le pousse à se contenter du domaine de l'expérience et des sens sur lequel il a construit sa vie et dont il se contente ; et la tendance vers le haut, naturelle elle aussi, plus profondément naturelle même, qui invite à chercher plus haut, à monter, dans un effort transcendant.

Chaque chose est une échelle

C'est ici que commence la réflexion amenant à comprendre le mouvement (métaphysique) qui entraîne toute chose. Rien n'est ferme, rien n'est stable ; aucune chose n'explique d'elle-même ce qu'elle est et pourquoi elle est ; d'où elle vient et où elle va. Toute chose, en son être intime, parce qu'elle ne se suffit pas à elle-même, renvoie à un principe, à une fin, en dehors d'elle-même. Toute chose est une « voie », une échelle. Un mystère l'entoure, un royaume inconnu en soi, mais parfaitement certain pour celui qui, d'une certaine manière, y est parvenu ; c'est le mystère de Dieu, le mystère religieux. Pour accomplir ce voyage difficile et beau, un instant suffit ordinairement, mais, pour le terminer, les années ne suffisent pas. Et ce voyage, c'est la religion. La religion naturelle, si on y parvient par un effort de notre être, prédisposé à cette rencontre qui n'est qu'un début nébuleux ; la religion surnaturelle, si à l'aspiration, à la recherche et à la soif de l'homme, répond du milieu du mystère, qui alors n'est plus inconnu ni vide, une voix vivante, infiniment vivante, qui dit : « Je suis. » C'est la voix de Dieu qui ouvre le dialogue avec l'homme, le dialogue de la foi, de la « survie », du Royaume de Dieu. Tel est le dialogue de l'Avent, c'est-à-dire de la venue de Dieu vivant parmi nous et pour nous ; le dialogue du Verbe qui s'est fait homme pour parler aux hommes, pour instaurer avec eux une communion indicible, qui est source de vie.

Le silence qui écoute

Ces choses ne sont pas neuves pour vous. Vous êtes tous à l'école de Dieu (*docibiles Dei*, Jn 6, 45). Mais pour qu'elles soient présentes à notre esprit, pour qu'elles opèrent dans notre vie, une condition première et indispensable est nécessaire : le silence. Il faut que, pour un instant du moins, l'écran récepteur de notre psychologie soit débarrassé, libre et tranquille. Il faut que chacun de nous fasse un instant

retour sur lui-même (*in se reversus*, Lc 15, 17). Il faut que notre oreille intérieure se mette à l'écoute, d'abord des échos tumultueux de la conscience, qui s'apaisent progressivement, puis à l'écoute de sa personnalité propre, seule et unique, mais jamais totalement explorée, laquelle se fait alors l'écho d'une autre voix que l'on finit par percevoir : la voix de la conscience religieuse, la voix de l'Esprit de Dieu, qui « nous conduira vers la vérité tout entière » (cf. Jn 16, 13).

Voilà donc le premier exercice qui nous est proposé pour ce temps liturgique, qui est le temps de notre aujourd'hui historique, afin de vivre en hommes et en chrétiens l'expérience quotidienne intérieure ou extérieure : le silence qui écoute. Faites-en l'essai. Ecoutez bien ce vent prophétique qui, comme d'un désert immense, nous apporte cette invitation si suggestive, comme un murmure s'enflant jusqu'à devenir un cri : préparez le chemin du Seigneur (Is 40, 3-5 ; Jn 1, 23).

Nous, les hommes d'aujourd'hui, nous devons reconstituer cette cellule intérieure, à l'abri du bruit extérieur, où nous écoutons les pas, puis la voix de Dieu qui vient (cf. FORNARI, *Vita di Gesu Cristo* 1, 1). Avec notre Bénédiction apostolique.

ALLOCUTION

AU CONSEIL DES LAICS

Paul VI a reçu le 2 décembre les participants à la X^e Assemblée générale du Conseil des laïcs, au terme des cinq années pour lesquelles celui-ci avait été constitué ad experimentum (1). Il leur a adressé l'allocution suivante en réponse aux paroles de présentation de leur président, le cardinal Roy (2) :

CHER MONSIEUR LE CARDINAL,
CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

Nous voici donc au terme de la première période expérimentale du Conseil des laïcs. Durant cinq années, il vous a été donné de vous associer de très près tant au travail assumé par le Saint-Siège au bénéfice de l'Eglise universelle qu'aux multiples initiatives apostoliques prises par les laïcs dans le monde entier. De cette grâce, dont vous avez si bien usé, nous remercions avec vous le Seigneur.

Nous vous laissons le soin, au cours de cette dernière Assemblée générale, de dresser le bilan

(1) Cf. *Motu proprio « Catholicam Christi Ecclesiam »* (DC 1967, n° 1487, col. 196). Cette période a été prolongée de trois ans par Paul VI.

(2) Texte français dans *L'Osservatore Romano* du 3 décembre 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.

précis de votre expérience, d'en souligner les étapes positives et les difficultés, de mettre en lumière les problèmes spécifiques qui se posent à cet organisme comme à l'apostolat de l'Eglise en général, d'émettre les souhaits qui vous paraîtront opportuns. Nous étudierons nous-mêmes vos réflexions avec le plus grand soin, pour éclairer la voie ouverte par le Concile Vatican II et que vous avez commencé, de tout votre cœur et avec toute votre foi, à tracer vers l'avenir.

Les vastes champs d'action qui s'ouvrent à l'apostolat des laïcs

Sans nous arrêter davantage à ce bilan qui vous revient, nous préférons évoquer d'un mot les vastes champs d'action qui s'ouvrent aujourd'hui à l'apostolat des laïcs et que le Concile nous pressait de regarder en face.

Que voyons-nous ? D'immenses et multiples besoins qui dépassent tragiquement nos moyens humains, mais aussi un bouillonnement de forces neuves, un foisonnement de recherches et d'expériences, dans tous les domaines de l'activité humaine, où le regard de l'apôtre découvre maintes raisons d'espérer.

Faut-il donner quelques exemples ? De partout monte l'appel des opprimés à plus de justice, et si cet appel rencontre des obstacles sans nombre, il met cependant en mouvement, parmi ceux qui possèdent, quantité d'hommes de bonne volonté ; mais — fait nouveau — il éveille de plus en plus la conscience des pauvres eux-mêmes et les amène à devenir les premiers artisans de leur propre promotion humaine et spirituelle. Notre lettre *Octogesima Adveniens* vous trace ici le chemin.

Que dire des jeunes, de leurs incertitudes et de leurs révoltes, mais aussi de leur aspiration à construire un monde de fraternité et de paix, à engager un dialogue et une collaboration plus vraie avec leurs frères adultes ? Que dire de la situation actuelle de la famille, des dangers qui la menacent devant la mise en question de toute forme d'engagement profond et définitif, mais que dire aussi de la lumière et de la force qu'apporte l'Evangile à tous ceux qui veulent fonder leur vie sur la vérité et la stabilité de l'amour ?

Dans ces domaines et dans combien d'autres s'impose la recherche d'une pastorale de plus en plus adaptée aux divers groupes socio-culturels, d'une action apostolique qui ne peut se satisfaire d'efforts dispersés ou d'habitudes routinières, mais qui requiert l'effort concerté, inventif, audacieux des laïcs au sein de leur milieu, en relation avec l'ensemble de leurs frères.

Le récent Synode en a fait plusieurs fois la constatation : un immense travail s'impose à nous pour que les laïcs jouent pleinement leur rôle dans l'apostolat de l'Eglise et lui donnent l'élan missionnaire qu'a voulu lui imprimer le Concile. C'est dire l'urgente nécessité de leur formation, de leur animation intérieure par le message évangélique de vérité, de justice, de charité et de liberté. C'est dire combien les prêtres qui travaillent à leurs côtés pourront trouver là le sens de leur mission et leur vraie place dans le Peuple de Dieu.

La tâche du Conseil des laïcs

Au service de cette grande tâche, votre Conseil joue son rôle spécifique, dont nous avons eu déjà l'occasion de tracer les grandes lignes. Quelles que soient les mises au point que peut appeler cette première tranche d'expériences, il n'échappe à personne que le Conseil des laïcs est destiné à tenir dans l'Eglise une place privilégiée.

Nous attendons de lui, et de plus en plus, un avis compétent, éclairé, sur les grands problèmes apostoliques propres à notre temps, grâce aux informations objectives et aux suggestions réalistes puisées auprès des laïcs et de leurs organisations d'apostolat à travers le monde. En une période où les formes de la vie sociale, économique, politique, culturelle connaissent de si profonds bouleversements, où tant de drames affectent des multitudes, où personne n'échappe aux interrogations fondamentales qui restent sans réponse pour tant de nos frères, il importe plus que jamais que retentisse la Bonne Nouvelle. Mais il importe plus encore, n'est-il pas vrai, qu'elle soit annoncée de telle sorte que les hommes puissent l'entendre et l'accueillir.

Ici intervient votre rôle. « Aux écoutes des voix du monde », comme nous vous le disions l'an passé, votre Conseil devra accentuer son effort pour recueillir les échos venus de tous les horizons, apportant à la fois les appels qui montent de la vie sous tous ses aspects, et de la manière dont les laïcs chrétiens, à travers les divers continents et les divers pays, s'organisent pour y répondre.

Dans ces expériences apostoliques qui se multiplient de nos jours, il importe de discerner ce qui est fidélité des laïcs — comme des prêtres — à leur vocation missionnaire, de ne rien laisser perdre, certes, de ce qui est suscité et animé par l'Esprit qui « souffle où il veut », mais aussi de se garder des mises en question radicales qui risqueraient de dilapider l'héritage acquis dans les dernières décennies.

Dans ce but, les études et réflexions que vous avez ébauchées dans vos diverses commissions de travail seront poursuivies, approfondies, développées, complétées : engagement apostolique des laïcs dans toutes les formes de la vie du monde, adaptation de leur apostolat aux différents milieux de vie, collaboration entre prêtres et laïcs dans la recherche d'une action totalement éclairée et soutenue par la foi, tels sont les grands thèmes qui continueront de vous solliciter dans votre marche en avant.

En terminant, nous voulons évoquer les initiatives bénéfiques que vous avez su prendre déjà au service des pasteurs et des laïcs à tous les niveaux. Auprès des membres de ce Conseil, vos frères de nombreuses organisations d'apostolat ont trouvé une aide pour éclairer leur action, préciser leurs objectifs, mieux définir leur mission dans le monde et dans l'Eglise.

D'autres ont trouvé près de vous un stimulant pour prendre en charge de nouveaux secteurs missionnaires, un terrain de rencontre avec d'autres organisations de laïcs, voire un nœud de collaboration très élargie entre les forces vives d'une région ou d'un continent, comme ce fut le cas pour la récente Rencontre panafricano-malgache.

Ainsi votre expérience, si courte soit-elle, est déjà pleine d'enseignements et de richesse. Mais

vous en êtes conscients, le temps, la leçon et l'appel des événements, l'imagination apostolique dans la fidélité à l'Esprit-Saint entraîneront dans l'avenir bien des mises à jour et des initiatives nouvelles. Le Conseil des laïcs saura, c'est notre vœu et le vôtre, avancer dans cette voie que vous avez ouverte.

Au terme de votre mandat, nous sommes heureux de remercier tous ceux qui ont contribué à ce bon travail d'Eglise, à commencer par le cher cardinal Maurice Roy, mais en pensant aussi à ceux et celles d'entre vous dont le travail est le plus humble et le plus caché. Et de grand cœur, tous, nous vous bénissons.

LE SAINT-SIÈGE ET L'EUROPE

Allocution au Président du Parlement européen

Le 25 novembre, le Pape a reçu en audience le Dr Walter Behrendt, président du Parlement européen, qu'accompagnaient sa femme et divers collaborateurs. En réponse au discours du président, il a prononcé l'allocution ci-dessous (*):

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous voudrions vous présenter, à vous-même et aux personnes qui vous accompagnent, nos salutations les plus cordiales et vous remercier de l'allocution si riche de contenu que vous nous avez adressée en tant que président du Parlement européen.

En des termes dont nous vous sommes reconnaissant, vous avez souligné l'intérêt particulier que le Saint-Siège ne cesse de manifester depuis des années à l'égard du problème d'une Europe unie. De fait, sans vouloir nous immiscer dans le domaine des questions politiques propres à chaque Etat, nous avons indiqué à plusieurs reprises dans nos discours à quelles conditions les peuples d'Europe peuvent se grouper dans une communauté pacifique pour réaliser en commun un travail fécond. Récemment encore, nous avons montré à quel point ce problème tout entier nous

(*) Texte allemand dans *l'Osservatore Romano* du 26 novembre. Traduction et titre de la DC.

Le président du Parlement européen a notamment déclaré : « En tant qu'hommes politiques et parlementaires, nous ne cessons de constater dans notre activité quotidienne que la crise de notre monde ne peut être réglée que par des solutions politiques concrètes, par des solutions qui doivent aller plus loin que le rétablissement ou le redressement d'un équilibre fragile. En même temps nous expérimentons à quel point les anciennes formes politiques nées après 1945 ont éclaté.

« Alors que les affrontements en Europe perdent de leur acuité, ils s'aggravent en Asie et en d'autres parties du monde. A la place des constructions solidement charpentées du dernier quart de siècle, se créent des

tenait à cœur en accréditant un représentant personnel auprès des communautés européennes. Le Saint-Siège en effet, avec toute la force morale dont il dispose, soutient tous les efforts qui contribuent au progrès véritable et durable des peuples.

Dans un tel contexte, la visite que vous avez tenu à rendre au Pape revêt une profonde signification. Par ce moyen, vous avez voulu exprimer votre conviction que les valeurs impérissables de la dignité de chaque être humain, de sa liberté et de sa responsabilité morale, de ses droits et de ses devoirs envers les autres hommes, la famille et l'Etat, telles que les proclame l'Eglise, constituent le fondement inébranlable de toute société ordonnée. Cet enseignement a formé l'Europe au cours des siècles passés et a favorisé un tel élan culturel qu'elle a pu devenir l'éducatrice d'autres peuples et d'autres parties de la terre. Si, dans la société pluraliste d'aujourd'hui, en dépit de tous les progrès techniques, la sécurité collective et la coexistence pacifique des peuples et des sociétés particulières sont tellement ébranlées, cela ne tient-il pas à ce qu'une loi morale valable pour tous a été écartée et répudiée ? C'est pourquoi ceux qui occupent un poste de responsabilité dans la vie publique ont ici, sans nul doute, une tâche décisive à remplir. L'Europe d'hier a été accablée de dévastations et d'horreurs que nous avons bien du mal à imaginer aujourd'hui, l'Europe de demain doit être une autre Europe qui fasse honneur à sa vocation historique de maîtresse de vrai progrès.

En souhaitant qu'il vous soit donné à vous-même, monsieur le Président, ainsi qu'à vos collaborateurs, de consacrer le meilleur de vos efforts à cette haute mission dont vous avez la charge, et qui est capitale pour le bien général de l'humanité, nous implorons sur vous tous du fond du cœur la protection, constante et la bénédiction de Dieu.

assemblages mouvants. Pour obtenir une nouvelle base solide, nous avons besoin de patience et de force morale.

« Cette nouvelle force morale doit conduire à un dépassement de l'égoïsme des individus, des groupes et des Etats. Dans cette perspective, pour réaliser notre tâche, nous attendons l'aide de Votre Sainteté, de l'Eglise catholique et des autres forces religieuses et humanistes. C'est en ce sens que nous interprétons également la nomination d'un nonce auprès des communautés européennes à Bruxelles. »

— *Comme une étincelle...* La vocation sociale de l'Eglise, par Françoise ESQUERRÉ. Préface de Mgr RODHAIN. — Un vol. 13,5 x 20 cm, de 448 pages. Editions S.O.S., Paris.

L'auteur, nous assure Mgr Rodhain, a vécu « longtemps dans un pays en voie de développement, en contact avec la misère ». Avec cette expérience, elle a étudié et enseigné la doctrine sociale de l'Eglise, en allant directement aux sources : Ancien et Nouveau Testament, écrits des Pères de l'Eglise, les grands théologiens du Moyen Age, enfin la voix de l'Eglise jusqu'aux derniers Pontifes, Jean XXIII, Paul VI. En revoyant les grands courants sociaux, elle projette cette lumière pour montrer la portée de cet enseignement dans les questions les plus actuelles : socialisation, développement, violence... « Elle a glané, sur chaque sujet, les textes, qui comptent », pour une solution de justice sociale.

— *Le Chrétien entre le désarroi et l'espérance*, par Louis GIROL. — Un vol. 15 x 21 cm, de 192 pages. Editions du Chalet, Lyon.

Qu'il y ait une crise dans l'Eglise — et ce n'est pas la première ! — l'auteur en énumère les indices ; mais c'est pour rappeler au chrétien les grands axes de la vie chrétienne qui demeurent inébranlables quelles que soient les tempêtes qui agitent la barque de Pierre et dont elle sort toujours sauve avec ses passagers. Les vertus théologales ont des bases solides et c'est d'elles que viennent les réactions salutaires pour le fidèle.

Actes du Saint-Siège

CONGREGATION POUR LE CULTE DIVIN

NORMES AU SUJET DU TEXTE A EMPLOYER "AD INTERIM" DANS LA CÉLÉBRATION, SURTOUT CHANTÉE, DE L'OFFICE DIVIN ET DE LA MESSE ⁽¹⁾

I. — L'office divin

Maintenant que le livre de la *Liturgia Horarum* est paru, il reste à préparer les livres destinés à la célébration chantée de l'Office divin lorsque celle-ci est faite en latin. La S. congrégation pour le Culte divin s'applique à ce travail, mais il faudra un certain temps avant qu'il soit réalisé.

Cependant, plusieurs communautés de chanoines ou de religieux qui désirent chanter en latin l'Office divin, ou une partie de celui-ci, ont demandé si l'on ne pouvait pas adopter la structure renouvelée de la Liturgie des Heures, tout en se servant, en attendant mieux, du *Breviarium Romanum* et de l'*Antiphonale sacrosanctae Romanae Ecclesiae pro diurnis Horis*, édité par saint Pie X.

D'autres encore, qui attendent la parution des éditions en langue vivante du livre de la Liturgie des Heures, ou bien qui ne peuvent avoir à leur disposition les livres rédigés en latin, mais qui désirent observer le nouveau rite de la Liturgie des Heures, ont présenté la même requête que ci-dessus, pour célébrer l'Office divin soit en commun, soit individuellement.

C'est pourquoi la S. congrégation pour le Culte divin, afin de permettre à ceux qui emploient provisoirement les anciens livres litur-

giques d'adapter la célébration, qu'elle soit chorale, commune ou individuelle, à la forme renouvelée de la Liturgie des Heures, jusqu'à ce que les livres nouveaux soient édités, propose, avec l'approbation du Souverain Pontife, le schéma ci-dessous.

Ce schéma, proposé pour l'adaptation de l'ancien Office à la nouvelle Liturgie des Heures doit être considéré comme une solution tout à fait temporaire; il a été prévu dans l'intention de pourvoir à la situation particulière de cette période transitoire. Mais on ne doit aucunement y voir un substitut destiné à remplacer le livre de la Liturgie des Heures, dont l'emploi intégral, dès qu'il sera possible, sera nécessaire, en considération des richesses spirituelles et de la variété qu'offre le livre renouvelé et en exécution de la norme certaine et précise édictée par l'Eglise (cf. Const. Apost. *Laudis canticum*).

En effet, l'ouvrage renouvelé n'est pas fait pour raccourcir la prière, mais pour favoriser une prière attentive et pieuse, faite avec un esprit paisible, en y intercalant des moments de silence, en y faisant participer solennellement la communauté, et de telle sorte qu'on observe facilement la vérité du temps.

Les communautés surtout, où l'on peut facilement se procurer au moins un exemplaire du livre renouvelé, ne manqueront pas d'employer les éléments les plus nouveaux de la Liturgie des Heures, tels que les lectures, les oraisons, les *preces*, qui peuvent être dites par un seul ministre, tandis que les autres y apportent leur participation.

Pour l'invitatoire

La place de l'invitatoire est au tout début du cycle de la prière quotidienne : c'est-à-dire qu'il se situe soit avant l'Office de lecture, soit avant l'Office du matin, selon que la journée commence par l'une ou l'autre de ces actions liturgiques. L'invitatoire est constitué par le verset *Domine labia* et par le psaume avec son antienne.

Pour l'office de lecture

— Verset *Deus in adiutorium, Gloria Patri, Alleluia* (que l'on omet pendant le Carême). Si l'Office de lecture est dit avant Laudes, il est précédé de l'invitatoire, comme on vient de le dire.

— L'hymne de matines.

(1) Traduction du CNPL. Ces normes concernent uniquement la célébration en latin de l'Office et de la messe.

Le texte latin du décret, qui commence par les mots *Novo liturgiae Horarum Libro*, a été publié dans l'*Osservatore Romano* du 24 novembre 1971.

Ce même numéro de l'*Osservatore Romano* contient un commentaire du P. BUGNINI, secrétaire de la S. congrégation du Culte divin, disant notamment au sujet de ce décret :

... Il faut avant tout faire remarquer qu'il s'agit d'une mesure provisoire. La très belle « Liturgie des heures », qui a été partout accueillie avec faveur, n'en est encore qu'à son premier stade. Comme pour le vieux et cher bréviaire, doivent lui être adaptées des mélodies grégoriennes autant que possible authentiques, empruntées au « trésor de la tradition ». (Cf. Instruction sur la musique dans la liturgie, 53.)

Ce travail est déjà bien avancé à l'atelier grégorien de l'abbaye de Solesmes. Les chants de la *Liturgia Horarum* paraîtront au cours du premier semestre 1972 et les chants de la Liturgie des Heures au cours du second semestre...

— La psalmodie : trois psaumes avec leurs antiennes.

— Le verset d'introduction aux lectures, en omettant le *Pater noster*.

— Les lectures s'organisent de la manière suivante :

a) Quand l'Office a trois nocturnes, la lecture biblique réunit les trois lectures du premier nocturne, la lecture patristique réunit les trois lectures du deuxième nocturne.

Chaque lecture est suivie d'un répons, à choisir librement. On le dit après la seconde lecture, même quand on doit dire le *Te Deum*.

b) Quand l'Office a un seul nocturne, on lit seulement la lecture biblique, de la façon qu'on vient d'indiquer, et, quand il y en a une, la lecture hagiographique.

L'hymne *Te Deum*, qui se dit seulement le dimanche en dehors du Carême, les jours dans l'Octave de Pâques et de Noël, aux solennités et aux fêtes, peut se terminer après le verset *Aeterna fac*.

— L'Oraison du jour.

— Le verset *Benedicamus Domino*. Répons : *Deo gratias*.

Pour l'office du matin

— Verset *Deus in adiutorium, Gloria Patri, Alleluia*. Tout cela est omis quand l'Office du matin est célébré comme la première heure du jour. En ce cas, on dit l'invitatoire.

— L'hymne.

— La psalmodie : un des trois premiers psaumes, le cantique et le dernier psaume de Laudes, avec leurs antiennes.

— Le capitule, sans le répons *Deo gratias*.

— Le répons bref de Prime ou de Tierce, sans dire le verset ni le répons.

— Le *Benedictus* avec son antienne.

— En guise de *preces*, on dit quelques invocations ou versets tirés des formulaires des *preces feriales* de Laudes.

— *Pater noster*. Oraison du jour, sans *Oremus*.

Le prêtre ou le diacre, s'ils président, bénissent eux-mêmes le peuple comme à la messe, et le congédient par la formule : *Ite in pace*. Répons : *Deo gratias*.

En l'absence de prêtre ou de diacre, et dans la récitation individuelle, on conclut ainsi : *Dominus nos benedicat, et ab omni malo nos defendat, et ad vitam perducatur aeternam*. Répons : *Amen*.

Pour l'heure médiane

— Verset : *Deus in adiutorium, Gloria Patri, Alleluia*.

— Hymne, psaumes et capitule de Tierce, Sexte ou None, selon le moment où l'on célèbre.

— On ne dit pas de répons bref ; on prend seulement le verset et le répons qui le suivent.

— Oraison du jour, précédée d'*Oremus*, avec la conclusion brève.

— *Benedicamus Domino*. Répons : *Deo gratias*.

Pour l'office du soir

— Verset *Deus in adiutorium, Gloria Patri, Alleluia*.

— L'hymne.

— La psalmodie : trois psaumes des vêpres, parmi les cinq qui sont indiqués, avec leurs antiennes. Mais, les dimanches, deux des trois

psaumes à dire seront le psaume 109 : *Dixit Dominus*, et le psaume 113 : *In exitu* (jusqu'au verset *non nobis, Domine*, exclusivement).

— Le capitule, sans le répons *Deo gratias*.

— Le répons bref de Sexte ou de None, en omettant le verset et le répons.

— Le *Magnificat* avec son antienne.

— Les *Preces* tirées des invocations de la dernière partie de la litanie des saints.

— *Pater noster*, oraison, bénédiction et renvoi comme à laudes.

Pour les complies

— Verset *Deus in adiutorium, Gloria Patri, Alleluia*.

— Il est bien de faire un examen de conscience qui, dans la célébration commune, peut prendre place dans un acte pénitentiel, selon les formules employées à la messe.

— L'hymne *Te lucis*.

— La psalmodie :

a) Le dimanche et aux solennités, le premier et le troisième (ou seulement le deuxième) psaume des complies du dimanche.

b) Les autres jours : un des psaumes des complies du jour. Cependant, on peut toujours choisir les psaumes du dimanche, selon la norme n° 88 de la présentation générale de la liturgie des Heures.

— Le capitule, le répons bref, en omettant le verset et le répons, l'antienne et le *Nunc dimittis* ; et l'oraison, précédée d'*Oremus*, avec la conclusion brève.

— La bénédiction *Noctem quietam*, comme au début de complies.

— Les antiennes à la Sainte Vierge : au temps pascal, antienne *Regina caeli*. En dehors du temps pascal, on choisit une des antiennes *Alma Redemptoris Mater, Ave Regina caelorum, Salve Regina, Sub tuum praesidium*, ou d'autres, approuvées par les Conférences épiscopales.

— On omet le verset, l'oraison et *Divinum auxilium*.

II. — La messe

Aussi longtemps qu'on attend le livre *Ordo cantus Missae*, qui s'imprime en ce moment, ceux qui désirent célébrer la messe en chant grégorien peuvent encore utiliser le répertoire traditionnel qui se trouve dans le *Graduale Romanum* de saint Pie X.

Remarquer cependant :

1. Pour le dernier dimanche *per annum* : ■■■ lieu des chants assignés pour le 23^e dimanche après la Pentecôte, on peut choisir le schéma de n'importe quel dimanche du temps *per annum* ; ou bien on peut composer un « *Propre* » à partir des chants des divers dimanches de ce temps (2).

Ceci vaut également pour les dimanches qui suivent le 3^e après l'Épiphanie.

2. Quant aux célébrations des saints, on peut utiliser les chants qu'on trouve dans le *Graduale*

(2) Le CNPL a proposé un tel « *Propre* » dans les « Suggestions pour le choix des chants d'entrée et de communion si l'on utilise le *Graduale Romanum* », parues dans la revue *Musique et Musiciens d'église* (Bulletin de l'UFFMS), n° 41 de décembre 1969 et n° 42 d'avril 1970. (N. d. T.)

Romanum, ou bien des chants plus adaptés tirés du Commun des saints.

Au siège de la S. congrégation pour le Culte divin, le 11 novembre 1971, en la mémoire de saint Martin, évêque de Tours.

Arthur, cardinal TABERA, *préfet*.

A. BUGNINI, *secrétaire*.

L'OBLIGATION DE L'OFFICE

Le P. BUGNINI, secrétaire de la S. congrégation du Culte divin, explicite dans l'Osservatore Romano du 24 novembre (à propos du décret ci-dessus) le caractère obligatoire pour les clercs de la récitation de l'office divin (1) :

L'office est-il obligatoire comme avant? L'est-il tout entier, et sous peine de péché?

La présentation générale de la liturgie des Heures n'a pas changé son caractère obligatoire traditionnel. Nous y lisons au numéro 29 : « les évêques, les prêtres et les autres ministres sacrés qui ont reçu de l'Eglise le mandat (cf. n. 17) de célébrer la liturgie des Heures s'acquitteront chaque jour de son cycle complet, en observant, autant que possible, la vérité des Heures.

■ En premier lieu, ils accorderont l'importance qui leur est due aux heures qui sont comme les pôles de cette liturgie, c'est-à-dire à celles du matin et à celles

du soir ; et ils veilleront à ne pas les omettre sans raison grave.

« Ils assureront fidèlement aussi l'office de lecture, qui est par excellence la célébration liturgique de la parole de Dieu. C'est ainsi qu'ils accompliront chaque jour la fonction qui leur est propre, à titre particulier, de recevoir eux-mêmes la parole de Dieu pour devenir de plus en plus parfaitement les disciples du Seigneur et savourer plus profondément les insondables richesses du Christ (115).

■ Pour mieux sanctifier la journée entière, ils auront à cœur de célébrer l'heure médiane, et aussi les complies, pour achever intégralement « l'œuvre de Dieu » et se recommander au Seigneur avant de se coucher (2). »

Le mot « s'acquitteront » a la même valeur morale que l'expression « ont l'obligation de », employée dans le canon 135. Ce mot n'a pas été choisi au hasard : la mentalité moderne préfère obéir à des convictions plutôt qu'à des obligations.

La différence de degré dans la gravité de l'obligation des différentes Heures ne veut affaiblir en rien l'affirmation de principe : les clercs « s'acquitteront chaque jour du cycle complet » de la liturgie des Heures. Elle veut seulement souligner l'importance et les fonctions spirituelles différentes de chaque partie, ainsi que le sens ascétique et la force morale qu'elle comporte. Et il me semble que pour un « fils de Dieu », un membre du Peuple de Dieu qui prie et accomplit par là un acte d'amour, ces motifs doivent avoir beaucoup plus de valeur que le « précepte » imposé « sous peine de péché ».

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien.

(2) DC 1971, n° 1583, p. 319 (NDLR).

Chanoine François GAQUÈRE
Docteur ès Lettres et en Théologie

« A DIEU VA !... »

Un grand Evêque des temps modernes :

Mgr EUGÈNE-LOUIS JULIEN

*Evêque d'Arras
Membre de l'Institut
(1856-1930)*

- I. — **Comment la Providence prépare un grand Evêque.** (Yvetot — Le Havre).
- II. — **La fécondité d'un Episcopat, à Arras.**
- III. — **Un grand Evêque de France.**

(Lettre-préface de M. Wladimir d'Ormesson, de l'Académie française).

Fort volume de 360 pages : 30 F.

**LES LEÇONS
D'UN GRAND EVÊQUE**

Vaste florilège des Œuvres de Mgr JULIEN
in-12, 560 pages : 15 F.

L'ÉPOPÉE MISSIONNAIRE

Au diocèse d'Arras

- I. — **Les Problèmes Missionnaires aujourd'hui.**
- II. — **Le Tour du Monde avec nos missionnaires.**
- III. — **Les Œuvres Auxiliaires des Missions.**

Prix Audiffred
de l'Académie des Sciences Morales et Politiques

Lettre de S. Em. le Cardinal VILLOT
Grand Album de luxe 21 x 27, 350 pages
250 photographies : 30 F.

« Le Saint Pauvre de Jésus-Christ » :

BENOIT-JOSEPH LABRE

*Un Saint hors série,
Mendiant extatique et grand thaumaturge*

Ouvrage couronné par l'Académie française,
fort volume in-8°, 400 pages, 70 photographies :
15 F.

AUX ÉDITIONS DES ŒUVRES MISSIONNAIRES

25, rue de la Paix - 62 - ARRAS
C. C. P. LILLE n° 1.087-11

Questions actuelles

LA VIE DE L'ÉGLISE, CINQ ANS APRÈS LE CONCILE

Panorama présenté au Synode par Mgr Bartoletti

Au début du Synode, le 30 septembre, Mgr Bartoletti, administrateur apostolique de Lucca (*), a présenté le panorama ci-après de la vie de l'Eglise aujourd'hui, établi sur la base des rapports envoyés sur ce sujet par les Conférences épiscopales (**):

VÉNÉRABLES PÈRES,

1. Lorsque le II^e Concile du Vatican arriva à son terme, tous les Pères conciliaires eurent la conviction d'avoir accompli, sous l'inspiration de l'Esprit-Saint, une grande tâche pour l'Eglise, qu'ils dirigent comme pasteurs, et pour l'humanité envers laquelle ils demeurent en état de service permanent par l'annonce de l'Evangile.

Le Peuple de Dieu dans son ensemble n'est pas demeuré lui non plus indifférent à cet événement de salut, mais il vit que de nouvelles voies s'ouvraient à l'Eglise dans le monde pour y porter le levain de l'Evangile en communiquant aux hommes les dons de Dieu. Avec une confiance surnaturelle et exaltante, on a dit et on a compris qu'une responsabilité nouvelle était conférée au Peuple de Dieu tout entier, dans sa structure organique, pour mettre en pratique les enseignements et les directives du Concile et pour s'engager dans la voie indiquée.

C'est dans cette optique que Paul VI écrivit l'exhortation apostolique *Postrema Sessio* (1) où il précisait les deux lignes à suivre : éviter l'inertie pour ne pas mettre obstacle au souffle de l'Esprit ; cultiver la sagesse pour permettre à l'Esprit de souffler là où il veut.

En un mot : avoir le culte d'une sage fidélité au Concile qui est et demeure l'œuvre de l'Esprit-Saint, avant d'être la nôtre.

Le Saint-Père est revenu sur cette fidélité dans

(*) Paul VI l'a nommé, le 23 novembre, membre du Conseil du Secrétariat général du Synode.

(**) Traduction de la DC d'après le texte italien publié dans *l'Osservatore Romano* du 2 octobre 1971. Les sous-titres en italique sont de notre rédaction. Nous avons ajouté en note quelques références à la DC.

(1) Exhort. apostolique *Postrema Sessio*, 4 novembre 1965 ; AAS 57 (1965), p. 867. (DC 1965, n° 1459, col. 1953.)

l'exhortation apostolique *Quinque jam anni* (2) invitant spécialement à un examen de conscience sur notre fidélité à l'engagement que nous avons pris au seuil du Concile, dans notre message à tous les hommes : « Nous nous appliquons à présenter aux hommes de ce temps la vérité de Dieu dans son intégrité et dans sa pureté, de telle sorte qu'elle leur soit intelligible et qu'ils y adhèrent de bon cœur. »

Mais il évoquait encore un bilan plus vaste embrassant toute la vie de l'Eglise en ces cinq années difficiles, bien que fécondes, de l'après-Concile.

Dure et délicate entreprise, en vérité, que celle-là ! Mais le Conseil du Secrétariat général du Synode jugea qu'il était opportun de l'entreprendre et d'y contribuer, dans l'esprit de la Collégialité épiscopale, à l'occasion de la présente session du Synode.

C'est pourquoi, approuvant et encourageant la proposition du Conseil du Secrétariat général du Synode, le Souverain Pontife a voulu que toutes et chacune des Conférences épiscopales soient interpellées par l'intermédiaire de leurs présidences et que leurs réponses soient connues au moyen de ce compte rendu général.

Lien entre ce rapport et les travaux du Synode

2. La comparaison des diverses réponses, expression de douloureuses et riches expériences pastorales, a permis de broser un très large « panorama » des problèmes, des difficultés, des initiatives, des espoirs qui animent l'Eglise à l'époque historique où elle est appelée à vivre et à travailler.

Les thèmes du Synode : le sacerdoce ministériel et la justice dans le monde, prennent toute leur dimension et peuvent être appréciés à leur juste mesure si on les situe dans ce panorama, c'est-à-dire dans ce très large contexte. Cela favorisera la réflexion collégiale du Synode sur ces thèmes et permettra d'envisager plus facilement des solutions réalistes.

En outre, du discernement des nécessités les plus graves dans la vie de l'Eglise en notre temps, pourront surgir des indications et des propositions sur les thèmes à examiner éven-

(2) Exhort. apostolique *Quinque jam anni*, 8 décembre 1970 ; A.A.S. 63 (1971), p. 98. (DC 1971, n° 1578, p. 52.)

tuellement dans les futures sessions du Synode : thèmes qui devront être spécifiés au moment voulu, pour être étudiés et médités d'une façon adéquate, dans la diversité des modalités et des compétences, par tout le Peuple de Dieu.

Méthode, valeur et limites du présent rapport

3. On ne peut toutefois attribuer une valeur exhaustive au présent rapport.

Il a, en effet, pour unique source, les rapports des Conférences épiscopales, mais les réponses de beaucoup d'entre elles ne sont pas parvenues, peut-être par manque de temps.

Il ne serait pas possible, du reste, d'embrasser toute la vie de l'Eglise d'un seul regard ni de refléter et d'exprimer en une brève synthèse des expériences et des avis si multiples.

Plutôt qu'une enquête scientifique, ce rapport est donc le résultat d'un échange fraternel d'expériences et de constatations faites par les pasteurs de l'Eglise avec l'aide de leurs communautés. C'est pourquoi on y trouve une réflexion prudente, faite avec esprit de foi et animée d'une solide espérance, attentive à percevoir et à interpréter, à la lumière de la Parole de Dieu, les « signes des temps », dans la vie de l'Eglise et du monde.

Des observations opportunes ou des compléments nécessaires pourront être apportés et reçus au cours de la présente session du Synode, non pas par une discussion générale, qui serait impossible, mais par une réflexion personnelle plus mûrie.

Le présent *Panorama* ne veut en effet être qu'un préambule aux travaux du Synode, humblement offert à la réflexion personnelle et collégiale des Pères du Synode.

PREMIERE PARTIE

LES FAITS DU MONDE QUI ONT EU UNE INFLUENCE, POSITIVE OU NEGATIVE SUR LA VIE DU PEUPLE DE DIEU

4. L'Eglise, Peuple de Dieu cheminant dans le monde, n'est pas séparée de la réalité de celui-ci : elle en vit les problèmes ; elle est mêlée à son histoire. Elle donne au monde, mais elle reçoit aussi de lui (3), à travers des sollicitations et des influences tantôt positives et tantôt négatives, qui posent continuellement pour elle une problématique de participation ou de refus.

Par ailleurs, l'Eglise non seulement vit dans le monde, mais est envoyée au monde, comme sacrement visible de l'unité et du salut du genre humain (4). Elle sait quel mystère de grâce elle porte en elle ; elle sait combien grande est la puissance de Dieu qui se manifeste dans la pleine annonce de l'Evangile ; mais, en état de diaspora à travers le monde, elle sait aujourd'hui plus que jamais combien il est difficile de

pénétrer ce monde et de l'animer avec son ferment de vie. Et elle est consciente de la faiblesse, humainement parlant, de ce « vase d'argile (5) » que sont les hommes dont elle est composée.

Cela ne diminue pas, mais accroît, au contraire, son humble confiance dans la puissance salvatrice de Dieu dans le Christ, tout en l'incitant à s'examiner courageusement elle-même et se confronter d'une façon toujours adaptée et douloureuse à la réalité du monde dont elle fait partie et qu'elle est appelée à servir.

Les transformations en cours

5. Or, la réalité du monde de ce temps se caractérise par les profondes transformations en cours, qui rendent son visage indéfinissable et laissent dans l'incertitude toute prévision sur sa condition future.

Ce n'est pas tant le changement en soi qui surprend l'observateur le plus attentif que la rapidité stupéfiante avec laquelle il se produit.

Le flux de l'histoire du monde, en accélération croissante ces dernières années, a pris un rythme qui semble surhumain et c'est pourquoi il est extrêmement difficile d'en saisir les constantes, d'en suivre et d'en modifier le cours.

C'est ainsi que naît un sentiment général d'insécurité ; que s'accélère, surtout dans les jeunes générations, la course vers des expériences nouvelles et des aventures inconnues ; que se multiplient les mises en question de toutes les valeurs traditionnelles, avec la recherche de valeurs nouvelles opposées aux anciennes.

a) Le changement le plus profond et le plus décisif, constaté par les Conférences épiscopales du monde entier, en raison de l'influence qu'il exerce sur la vie de l'Eglise, est celui qui s'opère dans le domaine de la culture, particulièrement par le processus d'une sécularisation progressive.

On note, en effet, l'abandon ou la crise de toutes les philosophies classiques ; la naissance de nouvelles sciences anthropologiques et le progrès considérable de celles qui existaient déjà ; l'apparition de nouvelles structures mentales nées du développement scientifique et technique et qui s'expriment dans un langage nouveau et universel.

En même temps qu'elle a des incidences sur la conception même de l'homme et de sa destinée, la mutation culturelle anthropologique et technique progresse, grâce à divers moyens de diffusion, d'une façon si rapide, qu'elle tend à une « homogénéisation » de la culture et à un « humanisme planétaire ».

6. b) Les mutations dans le domaine socio-économique ne sont pas de moindre portée et n'exercent pas une moindre influence sur la vie de l'Eglise, d'après les données des Conférences épiscopales. Le progrès technique et l'industrialisation qui en découle conduisent en fait à une concentration d'industries et de capitaux et, en conséquence, à une « urbanisation » accélérée, en même temps qu'à l'abandon du

(3) Cf. *Gaudium et spes*, n° 44 ; AAS 58 (1966), p. 1064. (DC 1966, n° 1464.)

(4) Cf. *Lumen gentium*, n° 9 et 48 ; A.A.S. 57 (1965), p. 14 et 53. (DC 1964, n° 1438 col. 1640 et 1641 ; et 1965, n° 1440, col. 115 et 116.)

(5) Cf. 2 Co, 4, 7.

monde rural, de son milieu et de ses vieilles structures.

La concentration et le développement industriel dans des zones privilégiées et dans des pays développés élargissent le fossé entre *pays riches et pays pauvres* : c'est là que passe désormais la ligne de division du monde ; et c'est à partir de là que l'on mesure sa véritable configuration actuelle.

Par suite de cette situation, on assiste sur une plus grande échelle à un phénomène de *migrations* internes et externes, temporaires et permanentes, entre pays et continents, qui pose d'énormes problèmes d'ordre religieux, humain et social. S'il s'agissait seulement de déplacements touristiques, ceux-ci exigeraient déjà de l'Eglise qu'elle révise certaines structures pastorales ; mais il s'agit, d'une façon plus large, de migrations socio-économiques qui augmentent le nombre de ces personnes déracinées du milieu dans lequel elles sont nées, et constituent ce « quart-monde » qui pose tant de problèmes et qui requiert une assistance spéciale sur le plan humain et spirituel.

Surgissent enfin de nouveaux et graves problèmes : avec l'accroissement démographique et la concentration des populations dans les grandes régions urbaines, le problème de l'*écologie* et celui de l'*urbanisme* prennent des proportions alarmantes qui ne revêtent pas seulement des aspects techniques, mais mettent déjà en cause l'équilibre psychologique et spirituel.

Ainsi, et précisément dans « la civilisation du bonheur », semblent se développer l'insatisfaction, la solitude et le désespoir de l'homme, et l'on recourt d'une façon préoccupante à la *drogue*, comme moyen d'aliénation et de fuite de la réalité.

c) Presque toutes les Conférences épiscopales soulignent, dans l'actuelle évolution culturelle, morale et socio-économique du monde, le poids déterminant des *moyens de communication sociale* (*mass media*).

Ceux-ci proposent de nouvelles idées et de nouveaux courants de pensée ; ils font saisir la dimension planétaire des problèmes ; ils élèvent le niveau culturel des masses ; ils favorisent les rapports entre les peuples et accélèrent la croissance d'une conscience politique mondiale. Recherchés et possédés comme l'instrument principal de la puissance dans la civilisation technique et de consommation, ils tendent à manipuler l'opinion publique, à désorienter les consciences et à corrompre les mœurs.

Aucun peuple ne semble désormais exclu des bienfaits des moyens de communication sociale ; mais aucun n'est à l'abri de leur tyrannie. Ce sont les Conférences épiscopales des pays en voie de développement qui, avec le plus d'insistance, relèvent leur ambiguïté et dénoncent leurs méfaits, surtout dans le domaine moral.

7. d) Selon les Conférences épiscopales, parmi ces profondes transformations, émerge, comme élément d'une haute valeur positive, la conscience collective de la *dignité de la personne humaine, des droits de l'homme et de l'unité du genre humain*.

On note, en conséquence, dans l'opinion publique et dans les aspirations communes, une

exigence plus prononcée de mise en œuvre de la *démocratie*, comprise (non sans quelque ambiguïté) comme une coresponsabilité dans la construction d'une meilleure destinée pour tous ; on note encore une sensibilité diffuse et prédominante aux problèmes de la *justice* et de la *paix* dans le monde.

Mais parce que persiste dans la société internationale une situation endémique de conflits et que la course aux armements ne se ralentit pas, soustrayant ainsi d'immenses richesses au développement des peuples ; parce que, en outre, ne diminue pas, mais se creuse et s'élargit le fossé entre pays riches et pays pauvres, les aspirations de beaucoup d'hommes de notre temps demeurent frustrées et déçues, provoquant rébellions et contestations qui, particulièrement chez les jeunes, conduisent au refus global de tout ce qui, d'une façon ou d'une autre, apparaît comme élément de l'ordre constitué, accusé de solidarité avec l'injustice. C'est ainsi que sont contestées globalement toutes les institutions politiques, religieuses, sociales et scolaires, comme étant de connivence avec « le système » et liées avec ce qui fait obstacle au processus de libération destiné à faire régner la justice dans le monde.

La tentation de la *révolution violente*, souvent érigée en thèse et que l'on va même parfois jusqu'à justifier théologiquement, étend ses séductions et a déjà de tragiques réalisations.

8. e) Les mutations socio-culturelles relevées jusqu'ici provoquent, dans les masses attirées par cette civilisation du bonheur et ses valeurs purement matérielles, un *déclin du sens moral* et une dégradation de la morale publique et privée. On note surtout une tendance au subjectivisme qui mène d'une part à la contestation et, d'autre part, à une crise morale grave avec rejet d'un certain nombre de valeurs traditionnelles, auxquelles on ne saurait renoncer, surtout dans le domaine de la sexualité et de la famille.

On note, en outre, un matérialisme généralisé qui tend à faire un absolu de la science et de la technique, et à faire de l'homme et du monde une « fin absolue ».

On constate en conséquence la *perte des valeurs religieuses ou du sens du sacré*, tandis que se répandent la sécularisation et la laïcisation soutenues et alimentées par les idéologies régnautes.

Pour les hommes qui bâtissent la cité séculière, Dieu est « absent » et, en ce sens, on parle parfois de « la mort de Dieu ».

Influence sur la vie de l'Eglise

9. Le Peuple de Dieu a été violemment affronté à ces profondes transformations du monde, dans lequel il vit et dont il fait partie, au moment même où, à travers les idées, les directives et les appels du Concile, le souffle de l'Esprit-Saint le poussait à se rénover intérieurement et à se mettre plus résolument au service de l'humanité.

Sous cet aspect, on ne peut nier que nombre d'événements de portée universelle, énumérés ci-dessus, n'aient exercé une influence positive sur la vie du Peuple de Dieu.

Une conscience plus vive de la dignité humaine et de la valeur de la liberté personnelle et collective ; le sens de la justice sociale, l'exigence de la paix, la condamnation de la guerre et de toute discrimination politique et raciale ; la solidarité concrète avec tous les hommes et particulièrement avec les pauvres et les opprimés, tels sont les courants positifs les plus importants qui, en conformité avec l'Evangile, ont animé et animent encore, dans une très large mesure, les chrétiens dans le monde.

Interprète authentique de cette dynamique intérieure du Peuple de Dieu, l'enseignement du magistère suprême, de *Populorum progressio* (6) à *Octogesima adveniens* (7), l'a éclairée et dirigée en ouvrant largement des perspectives d'engagement qui ont été bien accueillies, et en traçant de nouvelles voies authentiquement évangéliques de participation.

10. Mais les influences négatives n'ont pas manqué non plus, qui ont engendré dans le Peuple de Dieu des divisions et des incompréhensions, un esprit porté d'une façon destructrice à la critique et à la remise en cause : une désorientation doctrinale et morale, imprudemment favorisée par la presse et l'édition ; un processus tendant à réduire la vie chrétienne au plan social et politique ; une désaffection à l'égard du spirituel et de nombreuses valeurs chrétiennes avec, pour conséquence, l'abandon de la pratique religieuse ; un manque de confiance dans l'Eglise-institution, en tant qu'« organisation » et « principe d'ordre », en aspirant à une Eglise purement charismatique, porteuse de ferments révolutionnaires ; un malaise causé par les aphorismes de l'authenticité, du prophétisme et de l'expérimentation.

Nous ne pouvons certes nous dissimuler, en considérant des phénomènes négatifs de ce genre, que le monde d'aujourd'hui, auquel l'Eglise veut s'ouvrir, soulève de très graves problèmes de pénétration et d'impact, mettant à dure épreuve le désir authentique d'incarner la foi et d'adapter aux temps nouveaux nos structures pastorales.

La crise du clergé et des religieux elle-même a souvent pour origine la déception et la désorientation consécutives à l'écroulement de certaines défenses, d'ordre culturel et ascétique, qui jusqu'à maintenant avaient caractérisé et favorisé la présence du prêtre et du religieux dans le monde.

11. En cette heure grave, et pourtant exaltante de la vie de l'Eglise, au contact d'un monde qui se transforme, l'inquiétude qui semble se manifester dans diverses parties du Peuple de Dieu ne constitue pas un scandale, mais pose un problème de foi, d'espérance et d'engagement pour tous, particulièrement pour les pasteurs.

Dans l'un des rapports des Conférences épiscopales est décrite sommairement, mais d'une façon incisive, la situation actuelle du peuple chrétien :

(6) Encycl. *Populorum progressio*, 26 mars 1967 ; AAS 59 (1967), p. 257 et s. (DC 1967, n° 1492, col. 673 et s.)

(7) Lettre apost. *Octogesima Adveniens*, 14 mai 1974 ; AAS 63, p. 401-441. (DC 1971, n° 1587, p. 502 et s.)

« Il y a tous ceux, et ils sont le plus grand nombre, qui, étant pris dans ce tourbillon culturel, sont de plus en plus marginaux par rapport à l'Eglise et ne la rencontrent pas dans leurs démarches humaines.

« Il y a ceux qui, étant depuis longtemps des familiers de l'Eglise, prennent peur pour elle, sont ébranlés dans leurs sécurités et s'accrochent désespérément à des signes et des traditions qui, jusqu'à ce jour, ont été des supports de la foi, mais qui ne sont plus signifiants pour le monde.

« Il y a aussi ceux qui, impressionnés par la mutation du monde, sacrifient à la nouveauté pour la nouveauté et semblent accorder plus d'importance à un renouvellement extérieur des formes qu'au renouvellement intérieur. C'est un chemin dangereux, fatigant et décourageant

« Il y a ceux enfin qui éprouvent le besoin d'un approfondissement de la foi, d'une intelligence plus grande du message chrétien pour répondre aux besoins immenses de la famine spirituelle qui caractérise l'humanité d'aujourd'hui (*). »

Nous pensons que c'est surtout dans ce sens qu'est appelé à s'orienter, avec une nouvelle espérance, le Peuple de Dieu tout entier, guidé par ses pasteurs, avec une foi purifiée et plus mûre, avec une charité toujours plus ardente.

DEUXIEME PARTIE

L'EGLISE DE L'APRES-CONCILE

12. Si maintenant nous jetons un regard sur la vie interne de l'Eglise telle qu'elle apparaît d'après les documents envoyés au Synode par les Conférences épiscopales et des évêques individuellement, nous constatons que le Peuple de Dieu tout entier, d'une part, passe par un intense processus de renouveau spirituel et structurel, sous l'impulsion du Concile, mais d'autre part est troublé ou freiné par des forces de pression et de désintégration qui sont préoccupantes.

Le Concile a bien indiqué à l'Eglise de notre temps le vrai chemin qu'elle doit suivre. L'esprit de l'Evangile dont est animée toute la vie de l'Eglise vient d'une application bien comprise de Vatican II, tandis que la crise de la pensée et de l'action que ça et là elle traverse a pour source immédiate une application trop lente et partielle du Concile et une mauvaise interprétation de ses documents.

Il est également vrai, cependant, que de nouveaux et graves problèmes ont été posés à l'Eglise par le monde, après le Concile ; et il ne faut pas sous-estimer la profonde influence, déjà notée ci-dessus, exercée sur beaucoup de chrétiens par les tendances de la société moderne à l'athéisme et à la sécularisation.

C'est pourquoi le processus actuel de renouveau dans l'Eglise se heurte à de nombreuses difficultés et tribulations : et il n'est pas facile pour tout le monde de voir, au-delà des difficultés de l'instant présent, toute son immense

(*) Rapport de l'épiscopat français, *infra.*, p. 1125. (NDLR.)

valeur d'espérance, tout ce qu'il renferme de dynamique interne.

L'application du Concile

Le renouveau liturgique

13. Au premier rang des réalisations conciliaires, tout le monde signale le renouveau liturgique, promu par la Constitution *Sacrosanctum Concilium* et par les documents du Saint-Siège qui ont suivi.

C'est une constatation générale que ce renouveau a exercé une influence positive sur la vie chrétienne : il a conduit à une participation plus intense, plus active et plus consciente du Peuple de Dieu à la célébration de l'Eucharistie et à la vie sacramentelle, en développant le sens de l'Eglise en tant que communauté organisée de salut et de mission.

L'art sacré, au service de la liturgie, est entré dans une ère nouvelle. Malgré certaines hésitations, certaines concessions au folklore, il tend vers une créativité originale, susceptible de s'exprimer en de multiples formes congénitales aux divers peuples qui font partie de l'unique Peuple de Dieu.

On rencontre, certes, de la passivité, des résistances sporadiques et parfois organisées, ainsi que des expériences aberrantes, des abus déplorables, des innovations superficielles.

Les Eglises de rite oriental ressentent un malaise particulier devant les changements abusifs introduits par certains dans le rite latin : elles sont pour nous un rappel au sens de la discipline liturgique et au respect de la saine tradition.

14. Le renouveau liturgique s'est accompagné d'une écoute plus intense de la Parole de Dieu, qui a retrouvé dans la conscience des fidèles l'importance primordiale qui lui est due dans la vie chrétienne, alimentée ainsi à sa source la plus authentique.

Entendue dans la langue courante, la Parole de Dieu procure un enrichissement unique en son genre à toute la communauté chrétienne. On peut regretter cependant qu'elle ne soit pas toujours écoutée avec l'Eglise, dans l'Esprit, comme elle l'exigerait. On doit aussi constater un manque de préparation suffisante pour résoudre les problèmes d'interprétation et de linguistique qu'elle soulève.

15. La célébration rénovée de l'Eucharistie, qui fait l'Eglise, et l'écoute de la Parole de Dieu, qui la rassemble et l'unit, ont suscité chez les fidèles une plus vie conscience de leur appartenance au Peuple de Dieu et de la participation qu'ils doivent apporter à la vie et à la mission de l'Eglise.

Il en est résulté une *maturation du laïcat* et un sens de plus en plus vif de sa coresponsabilité. Plus conscients d'être « faits participants, à leur manière, de la fonction sacerdotale, prophétique et royale du Christ (8) », les laïcs cherchent un nouveau style de participation et de présence religieuse au monde. De plus en

plus, ils sont appelés à faire partie des organismes consultatifs et actifs de la vie de l'Eglise, même les plus élevés.

Malgré les inévitables difficultés propres à toute vraie maturation et croissance, on est arrivé partout à un notable enrichissement de vitalité et de dynamisme qui ne doit être ni sous-estimé ni réprimé, mais plutôt coordonné d'une façon organique, et toujours accueilli avec l'authentique esprit de discernement de la foi par ceux que l'Esprit-Saint a constitués pour paître l'Eglise de Dieu (9).

La théologie

16. La recherche et l'approfondissement théologique ont eux aussi reçu une forte impulsion du Concile.

Préparé avec les meilleures acquisitions de la science biblique et théologique, le II^e Concile du Vatican a été fidèle à l'avertissement que lui donnait Jean XXIII le premier jour : « Il faut que cette doctrine certaine et immuable, qui doit être respectée fidèlement, soit approfondie et présentée de la façon qui répond aux exigences de notre époque (10). »

Le Pape a ouvert ainsi une voie maîtresse au renouveau de la théologie. Celle-ci, par un contact plus intime et plus constant avec la Sainte Ecriture, par une étude plus attentive de la Tradition, par une écoute continuelle de la vie de l'Eglise animée par l'Esprit-Saint, une confrontation humble et loyale avec les problèmes et le langage de notre temps, a valorisé son indispensable service pour la croissance du Peuple de Dieu dans la foi.

En vérité, dans ce domaine, n'ont pas manqué les excès les plus graves, avec les répercussions néfastes qu'ils ont eues sur le peuple chrétien : toutes les Conférences épiscopales le déplorent, tout en reconnaissant en même temps la valeur substantielle de cette tâche et la nécessité de la poursuivre.

A la lumière de la Parole de Dieu et des enseignements du Concile, le renouveau théologique a conduit au renouveau profond de la *catéchèse* : des expériences nombreuses, et de valeur, ont été faites dans tous les pays, surtout dans le domaine de l'éducation à la foi des tout-petits et des jeunes, dans celui de la catéchèse préparatoire au baptême pour les parents, et de la catéchèse préparatoire au mariage. L'accès des laïcs et des religieuses à l'étude de la théologie est partout l'indice d'un réveil prometteur et d'un potentiel d'enrichissement pour la recherche théologique. S'il marque un tournant anthropologique, c'est pour approfondir avec l'homme d'aujourd'hui le dialogue du salut.

Les structures de l'Eglise

17. Le renouveau des structures de l'Eglise, promu par le Concile, a été réalisé, si on y regarde bien, d'une façon notable et bienfaisante. Il s'étend désormais à tous les niveaux.

Il faut rappeler avant tout la *réforme de la Curie romaine*, qui non seulement présente un caractère plus international, mais a pu béné-

(8) Cf. Const. dogm. *Lumen gentium*, n° 31 ; ASS 57 (1965), p. 37. (DC 1965, n° 1440, col. 98.)

(9) Cf. Ac 20, 28.

(10) AAS 54 (1962), p. 792 (DC 1962, n° 1387, col. 1383).

ficier de l'apport d'évêques résidentiels qui, par leur participation aux réunions annuelles d'orientation et de décision, assurent une liaison plus étroite avec les Eglises particulières et se font les interprètes de leurs besoins.

Les *Conférences épiscopales* se sont constituées à peu près dans le monde entier. Elles ont pour la plupart fait preuve d'une grande vitalité au bénéfice d'une action pastorale plus unie et partant plus efficace. Les rapports qu'elles ont commencé d'établir entre elles au niveau international et continental, leur collaboration toujours plus grande avec le Saint-Siège, réalisent un échange vital et fraternel exprimant toujours mieux l'*affectus collegialitatis* ou la solidarité collégiale. Et puis, l'institution du Synode des évêques, à l'assemblée duquel nous avons l'honneur de participer, resserre encore ces liens fraternels et apparaît de plus en plus comme l'instrument approprié d'une collaboration étroite et durable de l'épiscopat mondial avec le Saint-Père.

La *Collégialité épiscopale*, que le Concile a doctrinalement affirmée, marque ainsi, à divers degrés, un progrès constant, et elle apparaît comme l'instrument primordial dont veut se servir l'Esprit-Saint pour la cohésion interne de l'Eglise.

L'expérience de l'exercice collégial du ministère épiscopal encourage chaque évêque à la répercuter d'une façon analogue et à l'étendre, en esprit de communion, à son presbyterium et à toute son Eglise particulière.

La Constitution dans presque tous les diocèses de Conseils presbytéraux et pastoraux, malgré les notables difficultés du début et l'incertitude quant à leur possibilité d'action et leur efficacité, met en évidence l'exigence de la participation qui caractérise la nouvelle ecclésiologie de communion. Elle favorise, dans le clergé et chez les laïcs, un sens accru de la responsabilité qui promet certainement pour l'avenir des résultats plus féconds.

L'œcuménisme

18. Dans la vie de l'Eglise de l'après-Concile, spécialement dans certains pays, l'*œcuménisme* a occupé un poste de premier plan. Il n'est pas resté seulement au niveau d'importantes Commissions de travail entre théologiens ou de rencontres historiques au sommet, mais il a pénétré dans la conscience des fidèles, favorisant ainsi la compréhension et le respect pour les frères séparés et suscitant de nombreuses initiatives de prière, de dialogue et aussi de collaboration pour des œuvres de charité et d'aide aux pays du tiers-monde.

Malgré le long chemin qu'il reste à parcourir, et le risque constant d'un irénisme facile, comme on le voit fréquemment, la participation au mouvement œcuménique suscitée par l'Esprit-Saint au moyen du Concile et accueillie avec enthousiasme, particulièrement par les jeunes générations, témoigne que la prière du Seigneur pour l'unité est devenue aussi la prière et la tâche de son Eglise et qu'elle sera désormais son signe distinctif essentiel pour l'avenir.

Il y a eu aussi de nombreux contacts avec les divers représentants des *religions non chrétiennes* auxquelles, comme à nous, le monde sécularisé pose de pressantes questions. Plus

difficile et plus complexe s'avère le *dialogue avec les humanismes athées* d'aujourd'hui, tant théoriques que pratiques. Le Secrétariat compétent et les organismes créés par l'épiscopat ont essayé d'engager ce dialogue, et ils le poursuivent avec patience, dans la charité et l'espérance.

Ainsi, soutenue par son Seigneur, animée par l'Esprit-Saint, l'Eglise, dans cette période agitée de transition universelle, n'a pas manqué de se rénover et d'être présente au monde, par un service laborieux, confiant et diversifié.

Difficultés et obstacles

19. En même temps que ces aspects positifs, il faut relever certains phénomènes négatifs qui, à cause de leur gravité et de leur répercussion, méritent d'être examinés avec attention.

Crise de la foi

Le plus préoccupant de ces phénomènes est, sans aucun doute, une profonde crise de la foi, au moins en ce qui concerne l'acceptation de son contenu objectif, et la *diffusion* de théories, affirmations et hypothèses qui sont en évidente contradiction avec l'enseignement traditionnel de l'Eglise.

On constate souvent, il est vrai, que l'on aspire à une foi imprégnant et engageant toute l'existence de l'individu et de la collectivité ; que l'on recherche une foi active — praxis — se tournant en premier lieu vers le monde et l'homme. Mais le mystère du Dieu invisible, l'économie du salut accomplie dans le Christ-Jésus, Fils de Dieu, l'Eglise en tant qu'institution ou sacrement universel de salut, semblent absents ou marginaux dans cette conception de la foi.

L'enquête faite par une Conférence épiscopale occidentale semble faire apparaître que « le besoin de la foi n'est pas du tout, pour les jeunes prêtres d'aujourd'hui — et en cela ils ne se distinguent en rien de la jeunesse de leur âge — le besoin d'une connaissance théorique de la foi ou de thèses dogmatiques. C'est avant tout un besoin intérieur à l'homme ».

Avec cette mentalité, et en durcissant ses positions, on court le risque de mettre en doute, dans une abondante littérature, la possibilité de connaître Dieu, voire même son existence. Certains en arrivent à obscurcir ou à nier, bien que d'une façon non explicite, la divinité du Christ, sa naissance virginale, la valeur salvifique de sa mort, sa résurrection. Cela peut conduire certains à nier la nécessité de l'Eglise institutionnelle et à méconnaître sa mission spécifique de salut eschatologique. On court enfin le risque de réformer des principes fondamentaux de la vie morale faisant partie du patrimoine traditionnel de l'Eglise. A l'origine de ce phénomène, on trouve l'influence exercée sur la pensée chrétienne par de récents courants philosophiques et théologiques, comme la sécularisation, la démythisation, le néo-positivisme logique et les diverses théories anthropologiques.

La diffusion de ces théories et de ces affirmations dans le peuple chrétien, par la presse et les autres moyens de communication sociale, a provoqué un grand trouble parmi les fidèles

et, chez certains, une véritable crise de la foi et du comportement moral.

Les théologiens catholiques et la presse catholique eux-mêmes n'ont pas toujours fait preuve de prudence, en divulguant des hypothèses insuffisamment mûries qui, soustraites au jugement des maîtres authentiques, pouvaient et peuvent troubler et fausser la conscience chrétienne.

Tous n'ont pas tenu compte comme il se devait des interventions du magistère de l'Eglise. Une Conférence épiscopale fait observer très justement que dans le christianisme actuel on a vu apparaître deux autres magistères : le « magistère des théologiens » et le « magistère des mass media ». Il semblerait que dans certains cas on les écoute plus volontiers que le magistère authentique de l'Eglise.

La conséquence de tout cela, on doit bien le constater, c'est l'influence croissante de la sécularisation sur la vie et la pensée de beaucoup de chrétiens. On observe en effet une diminution du sens de Dieu, de sa présence et de sa primauté dans le monde ; un affaiblissement du rapport personnel avec le Christ, source inépuisable, récapitulant tout l'amour chrétien ; un oubli de la place toute spéciale que la Mère du Seigneur occupe dans la pensée et la vénération de beaucoup.

De là provient la crise de la prière, qui se réduit pour certains à la rencontre avec l'homme dans sa vie ; de là la dépréciation et la crise de la vie contemplative et, dans une plus grande mesure, de la vie religieuse ; de là une certaine baisse du niveau de la vie spirituelle dans le clergé et le laïcat.

Crise de la vie morale

20. En second lieu, on assiste à une crise de la vie morale qui, tout en ayant un caractère universel, se manifeste fortement également dans le comportement individuel et social des chrétiens.

Il faut dénoncer en particulier les désastreuses influences exercées sur la morale sexuelle et familiale par certaines théories qui semblent s'inspirer d'une conception de la liberté affranchie de toute norme objective et de toute référence à Dieu et à sa Loi, dont l'interprétation par le magistère authentique oblige en conscience. Ces théories sont facilement admises parce que, même dans les pays en voie de développement mais qui possèdent une antique culture originale, se répand une mentalité permissive (*permissiveness*), et parce qu'elles sont propagées et imposées par les moyens de communication sociale.

La notion même de péché, qui se réduit pour certains à un vague sentiment psychologique de culpabilité, n'est considérée par d'autres que sous sa dimension sociale ou comme faute contre l'homme.

C'est sans doute là l'une des causes de la dépréciation du sacrement de pénitence que beaucoup de Conférences déplorent ; et c'est aussi pourquoi la conversion personnelle, ou conversion du cœur (*metanoia*), devient plus difficile.

La contestation dans l'Eglise

21. Non moins préoccupant que la crise de la foi et la crise de la morale est le phénomène

de la contestation dans l'Eglise, qui revêt parfois des formes radicales et virulentes.

On a tendance à minimiser l'aspect institutionnel de l'Eglise, pour en exalter le caractère mystérique, charismatique et prophétique ; on dénonce ses liens avec le pouvoir économique et politique et l'on demande que l'Eglise devienne de plus en plus l'« Eglise des pauvres », se rangeant aux côtés de ceux qui luttent pour la libération des opprimés et des défavorisés.

Au-delà des valeurs et des urgences que ces ferments contestataires peuvent révéler et qui, si elles sont raisonnables, doivent être prises en considération, on peut craindre en définitive qu'on en arrive à une conception déformée de l'Eglise et de sa mission spécifique. Celle-ci est considérée uniquement sous son aspect sociologique, ou son aspect charismatique et pneumatique ; on rejette l'enseignement et les directives de l'autorité voulue par le Seigneur, qui nous fait tous partager, à des degrés divers, la condition de serviteurs et de disciples du Maître. Les groupes qui s'inspirent de ces idées, qu'ils se constituent en marge de l'Eglise, en son sein ou contre elle, brisent ou perturbent la communion ecclésiale ; au dire de nombreuses Conférences épiscopales, ils scandalisent les fidèles et leur influence s'étend bien au-delà de leurs adhérents.

Cette situation particulière fait cependant apparaître pour nous la nécessité d'une action patiente et prudente pour discerner, même à travers des errements, les aspirations authentiques et les requêtes généreuses qui s'expriment dans cette douloureuse contestation.

La crise du clergé

22. C'est dans ce contexte particulièrement difficile et complexe que se situe le phénomène de la crise et de la sécularisation de beaucoup de prêtres et de religieux.

Ce problème devant être largement traité dans cette Assemblée, qu'il suffise d'en relever la gravité, en raison de sa valeur de « signe » et de l'ampleur de ses conséquences.

Toutes les Conférences épiscopales sans exception signalent le scandale et le trouble créés dans le peuple chrétien, même là où le phénomène, sans revêtir une ampleur excessive, est cependant divulgué par les différents moyens d'information. Parallèlement au phénomène de l'abandon de la vie sacerdotale et religieuse, ou comme conséquence de celui-ci, on constate presque partout une raréfaction notable des vocations sacerdotales et religieuses.

Le renouveau des séminaires et des maisons de formation religieuse est en cours ; mais il est souvent contrarié tant par le manque de vocations que par les profondes inquiétudes culturelles, psychologiques et spirituelles, caractéristiques de notre époque.

Il est cependant extrêmement réconfortant, et aussi extrêmement instructif, de constater que là où l'Eglise souffre le plus, en raison des limites imposées à sa liberté, l'Esprit-Saint suscite des vocations sacerdotales et religieuses, et on ne déplore pas comme ailleurs une crise d'identité chez les prêtres.

23. A l'origine de ces crises et de ces difficultés, particulièrement aiguës en ce moment, dans l'Eglise de l'après-Concile, il y a, semble-t-il, une interprétation du Concile qui n'est pas toujours correcte et cohérente ; une assimilation et une application lentes ou partielles de ses directives ; une irréductible tension existant, sans volonté de dialogue, entre les tendances extrêmes du traditionalisme et du progressisme.

Mais avant tout, semble-t-il, ces crises qui existent dans l'Eglise doivent être attribuées à un monde en profonde mutation, passant par un processus accéléré de sécularisation.

Le désir, juste en soi, d'aller vers ce monde et d'y incarner sa foi, avec de nouveaux modes de présence et d'engagement, en a conduit beaucoup à adopter d'une façon corrosive l'esprit du monde. Mais comme, en même temps, les fruits du Concile demeurent prépondérants et que l'on assiste dans le monde à une gestation incertaine et laborieuse de l'avenir, il est permis de penser que les difficultés actuelles de l'Eglise sont le signe et le prélude d'un renouveau plus vaste et plus profond auquel préside l'action de l'Esprit-Saint et qui requiert de nous et du peuple de Dieu tout entier une participation difficile mais confiante et vigilante.

En ce sens, c'est une heure de grande espérance qui sonne pour l'Eglise ; elle annonce la purification de la foi des croyants et une participation plus grande de leur part à la mission de salut que le Seigneur a confiée à son Eglise.

TROISIEME PARTIE

LES PROBLEMES LES PLUS IMPORTANTS DE L'EGLISE D'AUJOURD'HUI

24. Parmi les graves problèmes posés aujourd'hui par la vie de l'Eglise dans le monde, presque toutes les Conférences épiscopales signalent, en premier lieu, les deux questions qui font l'objet de la réflexion collégiale de cette Assemblée : le problème du sacerdoce ministériel et celui de la justice dans le monde. Elles attendent de celle-ci des éclaircissements et des solutions, sous forme indicative ou normative.

Et c'est à juste raison que ces problèmes sont considérés comme primordiaux, soit à cause de leur urgence, soit à cause de leur lien avec la nature même de l'Eglise, de son « identité » et de sa mission.

Mais aucune Conférence épiscopale ne passe sous silence d'autres problèmes non moins graves et peut-être plus vastes.

La foi du peuple de Dieu

25. Et avant tout, le problème fondamental de la foi du peuple de Dieu.

Avec sa sollicitude de pasteur suprême, le Saint-Père Paul VI attirait notre attention sur ce problème fondamental dans l'Exhortation apostolique *Quinque jam anni*. « A l'heure même, nous disait-il, où la proclamation de la Parole de Dieu dans la liturgie connaît, grâce au Concile, un admirable renouveau ; où la fréquentation de la Bible se répand dans le peuple chrétien ; où les progrès de la catéchèse, lors-

qu'ils sont poursuivis selon les orientations conciliaires, permettent une évangélisation en profondeur ; où la recherche biblique, patristique et théologique apporte souvent une précieuse contribution à l'expression vivante du donné révélé, voici que de nombreux fidèles sont troublés dans leur foi par une accumulation d'ambiguïtés, d'incertitudes et de doutes qui l'atteignent en ce qu'elle a d'essentiel : les dogmes trinitaire et christologique, le mystère de l'Eucharistie et de la Présence réelle, l'Eglise comme institution de salut, le ministère sacerdotal au sein du Peuple de Dieu, la valeur de la prière et des sacrements, les exigences morales concernant, par exemple, l'indissolubilité du mariage ou le respect de la vie. Il n'est pas jusqu'à l'autorité divine de l'Ecriture qui ne soit mise en question par une démythisation radicale (11). »

Une continue et sérieuse formation de la foi s'impose donc — comme le font remarquer la plupart des Conférences épiscopales — de la prime enfance à l'âge mûr, en accordant une particulière importance à la catéchèse des sacrements, de manière à restaurer, sous des formes diverses et appropriées, l'antique institution du catéchuménat.

Il s'agit aussi de traduire en un langage adapté à la mentalité actuelle le donné de la Révélation et de le confronter avec les problèmes nouveaux de notre époque, en restant fidèle et à Dieu et à l'homme.

Mais il s'agit surtout de ramener le peuple chrétien à l'unité, dans l'obéissance de la foi (12) qui accepte et annonce — en même temps qu'elle en témoigne — le message de salut tout entier, dans son contenu objectif, pleinement accompli dans le Christ, indéfectiblement transmis par la Parole de Dieu, la Tradition et le magistère vivant de l'Eglise (13).

Le magistère et les théologiens

26. Le problème de l'unité de la foi remet justement au premier plan celui de l'acceptation religieuse du magistère authentique dans l'Eglise et de l'efficacité de son exercice dans le monde d'aujourd'hui qui est profondément imprégné de rationalisme, de subjectivisme moral, d'immanentisme anthropologique et de démocratisme.

A ce propos, on peut se demander si une collaboration plus organisée et plus continue de l'épiscopat mondial, dans les Conférences nationales et supranationales, ne donnerait pas une meilleure efficacité à l'exercice du magistère suprême et universel, ne ferait pas accepter plus facilement ses décisions et n'en rendrait pas l'interprétation plus unitaire.

A ce sujet, comme le signalent les Conférences épiscopales, le problème de l'évolution de la théologie et du rapport entre le magistère authentique de la hiérarchie et l'enseignement des théologiens s'avère particulièrement délicat et grave.

(11) Exhort. apost. *Quinque jam anni*, 8 décembre 1970 ; AAS 63 (1971), p. 99 (DC, loc. cit., p. 53.)

(12) Cf. Rm 16, 26.

(13) Cf. Const. dogm. *Dei Verbum* n° 10 ; AAS 58 (1966), p. 822. (DC 1966, n° 1462, col. 7.)

Une fois bien précisée la différence essentielle d'origine, d'autorité et de fonction, en matière d'interprétation du dépôt révélé et du magistère authentique du Pontife romain et des évêques en communion avec lui, un contact plus étroit et meilleur s'avère nécessaire entre la hiérarchie et les théologiens, dans une collaboration telle qu'elle convient, subordonnée mais fraternelle.

Cela comporte d'importants sous-problèmes qui ne sont ni éclaircis ni résolus d'une façon satisfaisante : la liberté de la recherche et de divulgation ; l'unité dogmatique et le pluralisme théologique ; la recherche scientifique et la fidélité absolue au donné révélé qui la transcende et la dépasse toujours.

Et ici, il ne faudrait pas passer sous silence le problème d'une opinion publique libre, mais responsable, capable de récupérer, par les moyens qui lui sont propres, les valeurs de foi et de vie sur lesquelles l'utilisation désordonnée des mass media sème le doute dans les consciences.

La communion interecclésiale

27. Une attention spéciale semble devoir être donnée au problème, soulevé aujourd'hui un peu partout, d'une clarification des rapports des Eglises particulières entre elles et avec l'Eglise universelle tant sur le plan doctrinal et juridique que sur celui de la communion effective des Eglises entre elles. *La théologie de l'Eglise particulière*, spécialement, et celle de la coresponsabilité et de la participation à sa vie doivent être approfondies en précisant la nature, la valeur et la fonction effective des organismes postconciliaires créés à cet effet.

On ne peut non plus passer sous silence le problème de la reconversion pastorale des religieux et des religieuses et de leur insertion dans la vie de l'Eglise particulière et locale, dans le respect de leur légitime autonomie et du charisme particulier de leur Institut.

28. Dans le contexte de la communion interecclésiale, un problème qui redevient important est soulevé par les Eglises d'Afrique et d'Asie, celui de *l'aide authentiquement missionnaire aux Eglises plus jeunes*, et qui ont donc davantage besoin d'être soutenues pour consolider leur fondation et devenir elles-mêmes évangélisatrices dans le milieu culturel qui leur est propre. « Comme nous voudrions — souhaitait le Souverain Pontife, à la veille de son voyage apostolique en Asie et en Océanie — que, par cette visite fraternelle, toute l'Eglise se redécouvre, selon la fervente expression du Concile, vraiment missionnaire dans tous ses membres (14) ! »

Cet appel est particulièrement pressant pour nos vieilles chrétientés d'Occident qui, trop renfermées sur leurs problèmes et leurs controverses, *n'entendent pas la voix des immenses multitudes vers lesquelles se déplace le centre de gravité de la famille humaine.*

Au service des pauvres

Il ne faut pas oublier non plus, et toujours

dans le contexte de la communion interecclésiale, l'aide coordonnée et constante que l'Eglise est appelée à donner aux frères les plus pauvres et aux pays en voie de développement. En vérité, il ne manque pas d'initiatives louables, permanentes ou occasionnelles qui prouvent la sensibilité du Peuple de Dieu au cri des pauvres, au service desquels l'Evangile le convie constamment et instamment. La Conférence épiscopale de l'Inde demande que ce « Panorama » se fasse le porte-parole de l'appel angoissé des innombrables réfugiés accueillis dans ce grand et généreux pays. Mais ce n'est là que l'une des voix qui se font entendre parmi les plus dramatiques appels.

Par ses voyages apostoliques et maintenant par l'institution de « *Cor Unum* (15) », le Saint-Père a voulu reconnaître, promouvoir et coordonner le mouvement de charité qui concerne toute l'Eglise.

Il reviendra cependant aux Eglises particulières de sensibiliser les consciences, de stimuler les initiatives, de rappeler continuellement à l'opinion publique le scandale des pauvres, dans l'esprit de l'Evangile.

La paix

29. Mais le problème de la présence de l'Eglise dans le monde immense des pauvres en appelle un autre, non moins important et qui lui est lié, celui de l'action de l'Eglise pour la paix dans le monde.

Que cette paix soit sans cesse et toujours plus gravement menacée et blessée, de nombreuses Conférences épiscopales, qui connaissent par expérience dans leurs territoires la terrible réalité de la guerre, le relèvent avec angoisse et horreur.

Par son action inlassable et son espérance invincible, le Saint-Père s'est fait dans le monde le messager et le pèlerin de la paix.

Mais à sa voix et à son action de suprême pasteur il faut que répondent, unanimement et dans l'esprit de l'Evangile, la voix et l'action de toutes les Eglises particulières et de tous les fidèles.

« La paix — disait en effet le Saint-Père dans un récent tour d'horizon annuel de la vie de l'Eglise, — voilà un autre problème urgent qui doit retenir l'action de l'Eglise dans ses rapports avec le monde.

« Dans plusieurs parties du monde, la paix est sans cesse menacée, la paix est rompue, la paix est étouffée. Des populations innocentes sont bouleversées par des événements qui les dépassent, comme des jetons ignorants d'un jeu violent et cruel, qui moissonne ses victimes non seulement parmi les hommes en pleine force, arrachés à leur pacifique travail, mais encore et surtout parmi les enfants, les mères, les vieux, ceux qui souffrent, les gens désarmés. A cause de la guerre, chaque jour la mort fait son œuvre dans le monde par la violence à la fois aveugle, rusée et insidieuse, par les représailles vengeresses et iniques, par le manque tragique de sécurité et de nourriture qui s'ensuit. Les jeunes, dans le monde, ne croient plus dans les belles paroles ; grâce à leur intuition de la réa-

(14) Allocution du 23 juin 1970 ; Enseignements de Paul VI, vol. VIII (1970), p. 664 ; ASS 62 (1970), p. 520. (DC 1970, n° 1567, p. 654.)

(15) Lettre au cardinal Villot, « *Amoris officio* », 15 juillet 1971. (DC 1971, n° 1592, p. 760-761.)

lité et à leur instinct de la moralité fondamentale des situations, ils voient que malgré tant de discours — car tous sont d'accord pour parler de paix, — les épisodes de guerre augmentent dangereusement, comme une inexorable tache d'huile près du feu : le Proche et le Moyen-Orient, comme l'Extrême-Orient, sont les lieux qui préoccupent le plus l'opinion publique internationale, sans parler des cicatrices qui saignent encore ailleurs (16). »

Selon l'admirable et forte expression de saint Augustin, le Seigneur ressuscité a fait à l'Eglise, qui est « le monde réconcilié (17) », le don suprême, messianique et eschatologique de la paix : « Car c'est lui qui est notre paix (18) ! »

Mais ce don, l'Eglise doit le vivre, en témoigner, l'annoncer comme l'espérance et la tâche de toutes les nations.

Et parce que son annonce doit traverser les divisions du monde ; parce que les forces puissantes qui s'opposent à la paix ne se rencontrent pas seulement dans les situations d'injustice, mais sont enracinées dans le cœur de l'homme, l'Eglise, avec tous ses fils, a devant elle une tâche immense de purification et d'éducation, d'action et d'exemple.

L'Eglise universelle et les Eglises particulières doivent donc faire face à de nombreux problèmes concrets et difficiles pour sensibiliser constamment à ces problèmes, pour que leur action soit efficace et pour être dans le monde, à tous les niveaux, un ferment de cette paix qui est le signe et le prélude de la paix eschatologique dans la justice et la charité.

Quoi qu'il en soit, ne font défaut à l'Eglise ni le courage de la foi, ni le soutien de la prière, ni la force intérieure d'une collaboration harmonieuse, de sorte qu'elle peut proclamer franchement au nom de son Seigneur : « Heureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu (19). »

CONCLUSION

30. Ce « Panorama », certainement incomplet et nécessairement général, montre l'Eglise d'aujourd'hui bien vivante et présente à ce monde en transformation, fraternellement proche de l'« humanité nouvelle » qui s'ébauche, pour lui faire connaître la source de toute véritable nouveauté : le Christ, homme nouveau (20).

Mais dans cette difficile présence, l'Eglise d'aujourd'hui est particulièrement sujette à des tensions internes, en même temps qu'à des interpellations et à des pressions externes. Les paroles de l'apôtre s'appliquent bien à elle : « Nous avons été livrés en spectacle au monde, aux anges et aux hommes (21). »

Un examen de conscience s'impose donc à nous et à nos fidèles pour nous affermir dans

notre tâche, éclairer notre route, renouveler notre ferveur et notre confiance des années du Concile (22).

Le Concile

31. « Notre devoir, rappelait le Saint-Père, est d'écouter ces grandes paroles que l'Eglise, dans la plénitude de sa conscience et de son autorité, dans la prière et l'obéissance au charisme de l'Esprit-Saint, qui l'assiste et la soutient, en regardant le monde dans lequel elle vit et pour lequel elle vit, a prononcées pour cette heure de l'histoire. Dans le Concile est la clarté ; que dans l'après-Concile soit le courage (23). »

Or, pouvons-nous affirmer que la ferveur pour mettre en œuvre le sain renouveau voulu par le Concile ne marque pas un temps d'arrêt dans nos Eglises ?

A l'enthousiasme se sont substituées chez beaucoup l'indifférence et la défiance, à l'intelligence authentique des textes du Concile, leur interprétation erronée et partielle. C'est ainsi que, à cause de l'hérésie de l'inertie allant de pair avec celle de la violence, la parole du Concile est freinée dans sa course ou adultérée par l'indiscipline.

Ne nous appartient-il pas tout spécialement, à nous pasteurs et maîtres, en union parfaite avec le Successeur de Pierre, de nous dépenser totalement afin que, avant même qu'il ne soit codifié dans la législation de l'Eglise, dont la révision est déjà bien avancée, l'enseignement du Concile s'applique pleinement, d'une façon éclairée et équilibrée, et forme l'esprit de foi du Peuple de Dieu ?

L'« aggiornamento »

32. « Ce mot prestigieux, ce programme sérieux et impératif, personnel et communautaire, a marqué tout le Concile et a fait passer sur toute l'Eglise un nouveau souffle de l'Esprit.

Mais, nous pouvons nous le demander, le tourbillon des changements du monde n'a-t-il pas communiqué à de nombreux chrétiens le vertige du changement radical, c'est-à-dire du renouveau sans cette continuité organique et vitale qui est propre à l'Eglise, Corps mystique du Christ ?

Le changement pour lui-même ou pour se conformer aux modes du monde ne convient pas à l'Eglise. Elle doit, d'une façon active et féconde, demeurer fidèle à la Parole de son Seigneur et à la Tradition authentique et vivante qui la transmet.

Du reste, même au milieu du progrès technique et du changement accéléré des structures et des cultures, l'homme demeure avec ses profondes interrogations de toujours : et ce sont précisément ces interrogations qu'en fin de compte il pose à l'Eglise en pèlerinage, immergée dans ses propres vicissitudes, et c'est d'elle qu'il attend leur solution et la lumière qui les éclaire.

Faut-il alors choisir l'immobilisme ? Certaine-

(16) Allocution pontificale du 23 juin 1970. (DC 1970, n° 1567, p. 654-655.)

(17) Sermon 96, 7, 8 ; PL 38, 588.

(18) Ep 2, 14.

(19) Mt 5, 9.

(20) Cf. Const. past. *Gaudium et spes*, n° 22 ; AAS 58 (1966), p. 1042. (DC 1966, n° 1464, col. 210-211.)

(21) 1 Co 4, 9.

(22) Cf. *Encycl. Ecclesiam suam* ; ASS (1964), p. 649. (DC 1964, n° 1431.)

(23) Alloc. pontificale du 14 janvier 1970 ; Enseignements, vol. VIII (1970), p. 48 ; AAS 62 (1970) p. 105. (DC 1970, n° 1556, p. 105.)

ment pas. Ce serait, en effet, le plus grand préjudice porté à l'élan vital que l'Esprit-Saint a récemment insufflé à l'Eglise d'aujourd'hui.

Mais une question se pose à nous, aux prêtres, aux religieux et aux laïcs. Demandons-nous en effet si, dans notre juste et nécessaire souci d'*aggiornamento*, nous sommes à l'abri de frénésies innovatrices susceptibles d'entraver ou de bouleverser le cheminement progressif de l'Eglise dans le monde, et d'obscurcir aux yeux des hommes la signification même de son « identité ».

33. Par ailleurs, le renouveau conciliaire nous pose une autre interrogation pressante. Le renouveau liturgique, l'*aggiornamento* des structures, la révision de la législation canonique ne sont-ils pas fonction d'un renouveau plus profond, le renouveau intérieur, spirituel et moral du Peuple de Dieu tout entier ? Et, d'une certaine manière, ne le présupposent-ils pas, en même temps qu'ils l'affermissent et l'expriment ?

C'est donc cette « conversion » intérieure et extérieure qui doit avant tout retenir notre attention et faire l'objet de nos travaux.

Dans la vie sacerdotale, comme dans la vie religieuse et celle des laïcs, il s'agit surtout de promouvoir l'aspiration à une vie selon l'Evangile, en donnant un témoignage vécu des Béatitudes, toutes choses essentielles pour le chrétien qui veut marcher à la suite du Christ. C'est ainsi que toute l'Eglise sera ramenée à l'humilité du disciple, à l'efficacité cachée mais réelle du levain qui transforme la masse.

L'avenir de l'Eglise, a-t-on dit, est déjà présent. Il ne fait pas de doute que si notre foi est purifiée, si notre adhésion au Christ est plus ferme, si notre vie spirituelle, communautaire et personnelle, est renouvelée, nous serons capables de porter la Bonne Nouvelle aux hommes du monde moderne, dont les aspirations demeurent insatisfaites, malgré l'impressionnante grandeur de leurs conquêtes.

34. Enfin, le pressant besoin de présence au monde, au service de l'homme tout entier, qui est la condition première de l'Eglise, ne peut pas nous faire oublier sa dimension originale et surnaturelle, qui transcende celle de tout organisme de caractère purement social et temporel.

Vivre plus pleinement la communion de l'Eglise, sous son double et inséparable aspect interne et visible, voilà ce à quoi nous sommes appelés aujourd'hui, non pour supprimer les légitimes diversités, non pour minimiser ou éteindre la force des charismes, mais pour tout embrasser dans l'unité de la foi et le répandre catholiquement dans le lien de la charité. N'est-ce pas précisément par cette unité dans la foi, cette communion dans la charité, cet actif témoignage de l'espérance que « sur le visage de l'Eglise, le signe du Christ brille plus clair (24) » ?

Telles sont les interrogations qui semblent émerger de ce « Panorama » succinct que je me permets humblement de soumettre à votre considération, vénérables Pères, en ce moment

(24) Cf. Const. dogm. *Lumen gentium*, n° 15 ; AAS 57 (1965), p. 17. (DC 1964, n° 1438, col. 1647.)

où nous entreprenons pour l'Eglise une réflexion d'une telle portée et d'une telle gravité.

Puissent les travaux de cette Assemblée mieux montrer aujourd'hui le bien-fondé de cette affirmation de *Lumen gentium* : « L'Eglise avance dans son pèlerinage à travers les persécutions du monde et les consolations de Dieu... La vertu du Seigneur ressuscité est sa force pour lui permettre de vaincre dans la patience et la charité les afflictions et les difficultés qui lui viennent à la fois du dehors et du dedans, et de révéler fidèlement au milieu du monde le mystère du Seigneur, encore enveloppé d'ombre, jusqu'au jour où, finalement, il éclatera dans la pleine lumière (25). »

(25) Const. dogm. *Lumen gentium*, n° 8 ; AAS 57 (1965), p. 15. (DC, *ibid.*, col. 1640.)

L'ÉVOLUTION DU MONDE ET DE L'ÉGLISE DEPUIS VATICAN II

*Contribution de l'Épiscopat français
au rapport de Mgr Bartoletti (1)*

Sur l'invitation de Mgr Rubin, secrétaire général du Synode, les évêques de France ont été priés de dire succinctement comment ils voyaient l'évolution actuelle du monde et de l'Eglise depuis le Concile. Leurs réponses, synthétisées par le Secrétariat de l'Episcopat, sont à l'origine de la présente note qui se limite à l'essentiel, en tenant le plus près possible du texte original des documents reçus.

I. — LES FAITS LES PLUS SIGNIFICATIFS DE L'ÉVOLUTION DU MONDE

1. Trois faits géo-politiques

a) *Le déplacement du centre de gravité du monde*

Le centre de gravité du monde se déplace de l'Atlantique vers le Pacifique, celui-ci devenant la Méditerranée du XXI^e siècle. L'Asie, longtemps considérée comme sous-développée et objet de conquêtes des puissances occidentales, s'affirmera de plus en plus dans les décennies prochaines. En particulier, la Chine continentale possède un redoutable potentiel idéologique, dont l'impact est mondial. L'existence de cultures très an-

(1) *Présence et dialogue - L'Eglise dans la région parisienne*, 29 octobre 1971, p. 7 et s.

Certains passages de ce texte se retrouvent dans le rapport lu au début du Synode par Mgr Bartoletti (*ci-dessus*), qui a été établi à partir des réponses envoyées par les différentes conférences épiscopales.

ciennes, en même temps que le désir de parvenir à la modernité par des voies originales, donnent aux peuples d'Asie une conscience plus vive de leur rôle futur.

b) *La division du monde*

Elle ne se fait plus selon une ligne est-ouest, mais entre pays riches et pays pauvres (nord-sud). Le fossé est de plus en plus grand entre les uns et les autres. On avance l'hypothèse que le bloc des 29 pays développés (21 pays d'économie de marché et 8 d'économie socialiste) pourrait un jour s'isoler de tous les autres.

c) *La situation conflictuelle de la société internationale*

Elle reste préoccupante : guerres du Vietnam, israélo-arabe, du Biafra, du Pakistan... La solidarité mondiale n'est pas un fait, à peine est-elle un souhait pour certains ; les cloisonnements sont plus nombreux malgré la proximité et les interdépendances : économies, cultures, idéologies, races, degré de développement créent des distances plus qu'ils ne rapprochent. En dépit des protestations de paix, la course aux armements continue (bombe atomique).

2. Une mutation socio-économique profonde

Elle est entraînée par les progrès scientifiques et techniques qui connaissent une accélération croissante. Il faut souligner les mutations que le progrès technique (automation, électronique) introduit dans les modes de travail, dans les rapports sociaux et dans la société industrielle elle-même. L'information aura désormais plus d'importance que l'énergie, d'où un déplacement des moyens et des centres du pouvoir. Les détenteurs de software (ordinateurs) et de banques de données conditionneront bientôt la décision.

La concentration des industries et des capitaux entraîne aussi bien la primauté des technocrates que la désespérance du monde rural, et se traduit par une urbanisation accélérée. Les migrations à l'intérieur des pays aussi bien qu'entre pays et entre continents accroissent sans cesse le nombre des personnes appartenant au « quart-monde ».

L'avènement des sciences humaines et leur développement considérable (notamment la psychologie) modifient profondément les habitudes de pensée. De nouvelles sciences humaines prennent de l'importance, en particulier la linguistique, le structuralisme, l'ethnologie. La biologie joue un rôle déterminant, notamment la génétique, avec des conséquences évidentes sur la morale : contraception, eugénisme, avortement, signification de la sexualité. Les progrès de la médecine posent sans cesse de nouveaux problèmes : les nouvelles techniques thérapeutiques qui sont mises au point imposent des choix de plus en plus délicats à la conscience des médecins. Les problèmes politiques de l'eugénisme (modifications qualitatives autant que quantitatives des populations) seront des plus importants.

Enfin, de nouveaux problèmes apparaissent, tels ceux de l'environnement. Après le temps de l'utilisation sauvage, l'homme devra gérer avec économie les ressources d'une terre dont l'isolement et les limites lui sont désormais connus.

3. Une évolution culturelle considérable

Elle se manifeste dans l'éclatement du marxisme, la résurgence de Nietzsche, l'influence du structuralisme. Les philosophies classiques sont sérieusement mises en question. La théorie des ensembles, l'enseignement des mathématiques modernes, créent de nouvelles structures mentales.

Elle apparaît dans la diversité des cultures qui conduit à un relativisme culturel mieux perçu. Une pluralité de systèmes culturels aboutit à des équilibres sociaux particuliers et différents (par exemple pour le couple et la famille), constituant des sociétés différentes. Leur diversité et leur « équivalence » montrent leur relativité.

Certaines cultures sont dominées ou même détruites par d'autres, le plus souvent par la médiation du politique, de l'économique, du technique. Car la technique moderne opère une homogénéisation en diffusant un système identique d'objets, mais ce n'est pas une culture.

Les actes humains se situent de plus en plus dans le contexte de relations collectives qui transforment les données d'un problème de conscience.

L'aspiration générale à la liberté se traduit par une remise en question des valeurs traditionnelles (la famille, l'école, etc.), une montée de l'érotisme, de la drogue, de la violence...

On constate surtout un désir de promotion culturelle, professionnelle et sociale. L'émancipation de la femme est un fait important.

Cette évolution culturelle se trouve favorisée par une scolarisation massive et prolongée, ainsi que par les mass media, les échanges mondiaux et les voyages.

4. Contestation et révolution

On note une contestation généralisée de la société (cf. en France, en mai 1968). Particulièrement, une crise universelle de la jeunesse (difficultés de l'université, apparition de contre-sociétés de jeunes).

Partout priorité est donnée au « politique ». Les idéologies de gauche se développent : le socialisme exerce une puissante séduction sur beaucoup d'esprits.

Beaucoup vivent dans une mystique de la révolution ; les trois grands courants à base idéologique (capitalisme, communisme, christianisme) sont devenus révisionnistes. On cherche ses modèles dans les courants révolutionnaires inspirés de Mao, Che Guevara, Camillo Torres. La Chine, Cuba, les groupes révolutionnaires d'Amérique latine attirent bien des sympathies.

5. Le poids énorme des mass media

— Ils propagent des idées nouvelles et des courants de pensée.

— Ils font saisir la dimension planétaire des problèmes.

— Ils favorisent le développement d'une conscience de classe chez les travailleurs.

— Ils poussent à l'avènement d'une conscience politique mondiale.

— Enfin, ils créent véritablement de nouveaux pouvoirs : l'information a plus d'importance que l'énergie (cf. *supra*).

Un évêque concluait sa réflexion en disant : « Nous avons changé de siècle. Le contexte a été considérablement modifié en dix ans. Les problèmes nouveaux qui surgissent ne sont plus ceux du XX^e siècle, mais du XXI^e siècle. »

II. — L'EVOLUTION DE L'EGLISE DEPUIS VATICAN II

1. Le Concile n'a pas fini de pénétrer en profondeur

— Le Concile « passe lentement ». L'ivraie continue d'être mélangée au bon grain. Cependant il provoque un renouveau des chrétiens, des communautés, un regain d'esprit missionnaire.

— La réforme liturgique a eu des effets heureux, même s'il y a des bavures, notamment des innovations intempestives.

— L'Eglise s'efforce d'assurer une meilleure présence au monde. Elle veut rejoindre les réalités de la vie. Les évêques prennent position sur les grands problèmes de notre temps.

— Le renouveau de la vie religieuse, l'*aggiornamento* des congrégations, sont nettement positifs.

— L'Eglise s'efforce de se dégager des compromissions du passé ; elle est davantage en recherche de pauvreté, de présence aux pauvres.

— Cependant, beaucoup ignorent encore les enseignements du Concile (notamment certains textes, par exemple *Gaudium et spes*), certains refusent tout changement ; d'autres se découragent devant la lenteur des évolutions.

— Enfin, dans l'esprit de quelques-uns, Vatican II appartient nettement au passé ; ils attendent Vatican III ou Jérusalem II.

2. La mutation du monde pèse sur l'Eglise

— Les problèmes ont une dimension planétaire ; les gestes d'un Pape ou d'un évêque ont des répercussions mondiales (voyages de Paul VI, déclarations d'Helder Camara, etc.).

— Tout est soumis à la critique. L'esprit de contestation généralisé a pénétré fortement dans l'Eglise, en obligeant d'ailleurs à certains approfondissements (en ce sens tout n'est pas négatif, par exemple les Assemblées évêques-prêtres en France).

— La remise en cause des institutions affecte la plupart des institutions chrétiennes.

— Conséquences de la sécularisation, de la désacralisation...

— La prise de conscience de la valeur de la liberté aboutit à des interrogations sur le plan de la foi, de la morale, etc.

Pour reprendre l'expression d'un évêque :

« Il y a tous ceux, et ils sont le plus grand nombre, qui, étant pris dans ce tourbillon culturel, sont de plus en plus marginaux par rapport à l'Eglise et ne la rencontrent pas dans leurs démarches humaines.

Il y a ceux qui, étant depuis longtemps des familiers de l'Eglise, prennent peur pour elle, sont ébranlés dans leurs sécurités et s'accrochent désespérément à des signes et des traditions qui, jusqu'à ce jour, ont été des supports de la foi, mais qui ne sont plus signifiants pour le monde.

Il y a aussi ceux qui, impressionnés par la mutation du monde, sacrifient à la nouveauté

pour la nouveauté et semblent accorder plus d'importance à un renouvellement extérieur des formes qu'au renouvellement intérieur. C'est un chemin dangereux, fatigant et décourageant.

Il y a ceux enfin qui éprouvent le besoin d'un approfondissement de la foi, d'une intelligence plus grande du message chrétien pour répondre aux besoins immenses de la famine spirituelle qui caractérise l'humanité d'aujourd'hui. »

On peut creuser l'analyse et reconnaître :

a) Une crise de confiance à l'égard de l'Eglise-institution

— La critique s'exerce impitoyablement à l'égard de l'Eglise, de son histoire, de sa hiérarchie, de ses institutions. L'autorité du Pape et des évêques est l'objet d'âpres critiques..., tandis que le pouvoir est pris par des structures parallèles.

— D'une manière précise, il faut noter l'accueil — plus que réservé — généralement fait à l'encyclique *Humanae vitae*, et, dans une moindre ampleur, à *Sacerdotalis coelibatus*.

— Les voyages du Pape ont suscité des réactions contradictoires ; ces réactions sont provoquées moins par le fait du voyage lui-même que par le faste dont il est parfois entouré, le « prestige » qu'il chercherait à procurer à l'Eglise.

— De nombreux chrétiens protestent contre les « compromissions » de l'Eglise avec les pouvoirs publics, les puissances d'argent.

— Certains accusent ouvertement l'Eglise de déviations doctrinales, le Pape et les évêques de « modernisme ».

— Cette critique est entretenue par la surenchère internationale (influence de l'Eglise de Hollande, par exemple).

— Il faut noter pourtant l'accueil très favorable réservé à des documents pontificaux comme *Populorum progressio*, et plus encore la lettre de Paul VI au cardinal Roy, aux interventions de différents évêques (Don Helder Camara), à des gestes de détachement vis-à-vis du pouvoir, etc.

— Certains s'en prennent très fort à la bureaucratie romaine, étrangère à la vie des hommes, à ses tracasseries et ses mesquineries.

— Les structures sont trop lourdes, la procédure compliquée ; on s'enlise dans la paperasse.

— La collégialité épiscopale marque un progrès ; cependant on n'a pas trouvé l'équilibre entre la collégialité et la responsabilité de chacun des évêques.

— Ces critiques vis-à-vis de l'Eglise-institution remettent en question la conception de l'Eglise : certains la voudraient telle qu'une démocratie.

b) Une crise du clergé

Tous les évêques la soulignent en notant différents aspects :

— Les prêtres ne sont pas assez associés aux décisions qui les concernent.

— Il règne une grande incertitude à propos des ministères.

— Le statut des clercs leur paraît archaïque.

— Le manque de prêtres, la raréfaction des vocations sont source de graves inquiétudes pour l'avenir.

— Les départs de prêtres sont assez nombreux et connus du peuple chrétien chez qui ils sèment un profond désarroi, surtout lorsque les prêtres qui partent jouent aux « prophètes ».

— De nombreux prêtres n'arrivent plus à se « situer ».

— La vie spirituelle du prêtre, sa foi même, sont parfois atteintes.

— En cette crise, beaucoup soulignent l'influence néfaste d'« Echanges et Dialogue » : le Mouvement a une audience beaucoup plus large que ses seuls adhérents. Il met en doute la succession apostolique, les formes de préparation au sacerdoce, aussi bien que le statut du prêtre. Il est à l'origine de nombreux départs.

— En positif, on note la lente transformation des rapports entre évêques et prêtres, la mise en œuvre d'une certaine coresponsabilité, bien que tardive et provoquée par les mouvements contestataires. Cela traduit une meilleure conception de l'Eglise. Les conseils presbytéraux sont mis en place partout, et même s'ils engendrent parfois la méfiance ou connaissent des difficultés de fonctionnement, ils sont un signe d'espérance.

c) Des répercussions sur l'attitude du peuple chrétien

On constate :

— Une plus grande participation des laïcs à la vie de l'Eglise et à ses responsabilités ;

— Un engagement des chrétiens dans les institutions profanes, avec le souci d'y témoigner de leur foi ;

— Un progrès de la vie spirituelle de nombreux chrétiens, etc.

Mais, en même temps :

— Des divisions assez profondes entre les chrétiens, allant jusqu'à l'intolérance et le sectarisme : comment sauvegarder l'unité de la foi dans la communion de l'amour ?

— Le désarroi de beaucoup jusque sur les questions touchant la foi ;

— Le petit nombre de militants chrétiens ;

— La coupure entre la masse et les militants engagés ;

— Le vieillissement de l'Action catholique, appelée à se renouveler et à éviter les confusions entre évangélisation et promotion humaine ; le découragement de certains devant l'impasse présente de l'apostolat.

3. Le problème fondamental : la foi

Il est lié surtout à la mutation culturelle.

Les sciences positives mettent en évidence l'abaissement des seuils, méthodologiques et pratiques, par lesquels on avait tendance à spécifier chaque domaine du savoir en l'isolant. La jonction et les regroupements entre domaines font disparaître les intervalles où la théologie avait cru pouvoir repérer l'action directe de Dieu : matière et vie, végétal et animal, instinct et intelligence... Le mystère chrétien de la création est un de ceux qu'il est le plus nécessaire et le plus urgent d'explicitier en confrontation avec la science moderne.

Les interrogations posées par les sciences humaines à la foi (mentionnées déjà dans la récente lettre de Paul VI au cardinal Roy)

appellent un approfondissement, en tenant compte des remarques suivantes :

a) Certains courants de pensée que l'Eglise a commencé à aborder de façon plus objective et moins défensive (par exemple : le marxisme, la psychanalyse) subissent eux-mêmes des évolutions qu'il ne faudrait pas ignorer.

b) De nouvelles « sciences humaines » prennent de l'importance, en particulier la linguistique, le structuralisme, l'ethnologie, dont l'impact est direct sur les instruments de la révélation chrétienne (la Bible en particulier).

c) L'avènement des sciences humaines ne concerne pas seulement un cercle étroit de chercheurs et d'intellectuels. Par les mass media, leurs hypothèses sont diffusées auprès d'un grand nombre et modifient les savoirs. Souvent ces hypothèses ou ces premiers résultats sont considérés par eux comme des vérités établies.

Ainsi s'expliquent un certain nombre de difficultés :

— On note le relativisme de la foi sur des points fondamentaux : les gens ne savent plus ce qu'il faut croire. Un évêque parle de « désagrégation doctrinale ».

— La tentation est grande chez quelques-uns de lier foi et option politique.

— La recherche actuelle met en question une lecture traditionnelle de la foi.

— La recherche théologique n'est pas assez discrète, elle jette le trouble dans les esprits. Des théologiens prennent des positions aventureuses (influence de certaines revues).

— Enfin, plusieurs font état des difficultés de la catéchèse, notamment auprès des jeunes et du monde scientifique ; le langage de la foi n'est plus adapté à eux.

III. — DISCERNEMENT

De telles mutations appellent un discernement. Pour s'en tenir à l'essentiel, on peut relever les aspects positifs et négatifs résumés ci-dessous.

1. Le positif

— Appel plus grand à la conscience.

— Prise de conscience de la densité de l'humain, du pouvoir de l'homme sur lui-même et sur la nature (voyages spatiaux), en dépit des échecs.

— Prise de conscience accrue de la valeur de la liberté des personnes et des groupes.

— Volonté générale de participation : les chrétiens sont de plus en plus nombreux à s'engager dans les réalités humaines.

— L'ouverture généralisée aux problèmes du monde amène une prise de conscience des injustices affectant des individus ou des peuples entiers et des interventions diverses en faveur des opprimés (par exemple : procès de Burgos, intervention soviétique en Tchécoslovaquie, sous-développement du tiers-monde).

— La contestation universelle est sans doute le signe d'un besoin d'absolu et d'authenticité. Certains redécouvrent les valeurs de gratuité et de contemplation, l'importance du silence dans une civilisation du bruit, etc.

— Un sentiment de solidarité se développe

entre ceux qui partagent les mêmes idées ou mènent le même combat.

2. Le négatif

— Tendance au subjectivisme : on note partout une grave crise de la morale : il faut noter le rejet d'un certain nombre de valeurs traditionnelles.

— L'absolu donné aux sciences et aux techniques : pour beaucoup, l'avenir est là. Le monde et l'homme deviennent une fin absolue. On tend à un matérialisme généralisé.

— Perte du sens du sacré : Dieu est de plus en plus « l'absent ».

— Crise de l'intelligence : la crise actuelle est fondamentalement intellectuelle.

— Affaiblissement, voire disparition de toute autorité ; à la limite, refus de toute institution.

— Apparition de la violence pour se « libérer » ; parfois glorification de la violence.

— Accroissement du nombre des « marginaux ».

IV. — QUESTIONS POSEES A L'EGLISE

Beaucoup apparaissent déjà dans les analyses qui précèdent. Notons quelques-unes des plus importantes.

1. L'évolution politique du monde

L'Eglise reste encore limitée à l'aire atlantique ; ses recherches dépendent trop des problématiques de l'Occident et de son histoire, alors que le centre de gravité géopolitique se déplace vers l'Orient. Il y a, pour l'Eglise, un retournement copernicien à effectuer, un changement de mentalité, une prise en compte des futurs rapports de force et de culture, un renouvellement de ses attitudes missionnaires.

Vatican II et *Populorum progressio* se sont plu à présenter une humanité consciente de son unité et désirant la réaliser. L'analyse semble démentir cette vue optimiste et théorique. C'est au sein des divisions du monde — et non pas dans une eschatologie trop facile — que l'Eglise doit situer ses opérations et renouveler la conscience de sa mission propre. Que peut-elle dire et faire ? Dans le moment historique que nous vivons, le développement de l'humanité n'est pas unifié ; il se fera surtout en ce que les diverses cultures échangent sans se violenter, s'écoulent en se faisant réceptives. L'humanité accroît réellement sa cohésion quand, dans la reconnaissance des différences, s'étend le cercle du dialogue.

2. La culture

Les conflits de la société invitent l'Eglise à réviser la manière dont elle saisit les groupes humains dans leur existence réelle et dans leurs aspirations, et à veiller à ne pas privilégier certaines formes de regroupements, aujourd'hui en voie de disparition.

Comment l'Eglise répondra-t-elle à la diversité des cultures ? Celle-ci entraîne une difficulté pour accéder à l'universel et proposer une anthropologie commune. Or, c'était une des ambitions de l'Eglise, qui partait à la fois de la

notion philosophique de la nature (humaine) et de la révélation unique de l'homme en Jésus-Christ dans ses trois gestes d'unification : création, rédemption, récapitulation.

Malgré un effort réel d'adaptation de la catéchèse et de renouvellement de la prédication dominicale, la culture religieuse accuse un décalage de plus en plus grand par rapport à la culture profane. L'une et l'autre ne parlent plus le même langage. Ceci est sensible dans les milieux scientifiques tout particulièrement, mais même dans les milieux dits « peu cultivés » les références ne sont plus celles d'autrefois, pour les jeunes d'aujourd'hui surtout. Que « pèsent les saints » proclamés par l'Eglise, devant les figures qui passionnent les jeunes générations ?

3. Une parole à dire au monde

— Le problème essentiel est celui de Dieu, le problème de la foi. Il importe que tous les membres du peuple chrétien puissent découvrir la vérité de leur foi, non comme un ensemble de connaissances abstraites, connues une fois pour toutes depuis le catéchisme, mais comme une relation personnelle au Seigneur, relation qui engage toute l'existence individuelle et collective pour chacun des croyants.

— L'Eglise et le service des plus pauvres : est-elle assez « convertie » pour aller vers eux en vérité ?

— L'Eglise et la justice dans le monde : c'est un problème capital.

— Qu'est-ce que l'Eglise a à dire à la jeunesse ?

— Il y a enfin des problèmes d'ordre pastoral concernant l'Eglise et l'urbanisation, l'exercice de l'autorité dans l'Eglise, unité et pluralisme, unité et catholicité, Eglise et politique, etc.

Vatican II a répondu à des problèmes du xx^e siècle. Il appartient aujourd'hui à l'Eglise de répondre aux problèmes nouveaux qui se posent : il en va de sa crédibilité pour le monde moderne.

LES TEXTES DU SYNODE

Nous publierons dans notre prochain numéro (anticipé d'une semaine) les résolutions du Synode sur le sacerdoce ministériel et la justice dans le monde, dont le texte officiel nous est parvenu au moment où nous mettons sous presse.

— *L'Agenda liturgique Lethiellieux 1972*. Agenda liturgique de poche 19 × 13 cm, relié pelliore, 448 pages. Prix : 8 F (reliure : 12 F). Editions Lethiellieux, Paris.

L'Agenda comprend : Planning horaire. - Ordo : une page entière le dimanche et deux jours à la page, en semaine. - Memoranda 1972 et 1973. - Adresses des principaux organismes catholiques. - 20 pages blanches. - Répertoire des fournisseurs etc. En liturgie : Messes de petits groupes (instructions du CNPL) ; Onction des malades (nouveau rituel *ad experimentum*) ; Nouvelles prières pour diverses occasions.

— *Le Chrétien Mauriac*, par le Centre catholique des intellectuels français (coll. « Recherches et Débats »).

— Un vol. 14,5 × 19,5 cm, de 195 pages. Editions Desclée De Brouwer, Paris.

La présentation de Louis Monneron et de René Rémond introduit le lecteur aux témoignages les plus typiques que donna François Mauriac de sa foi de chrétien. L'homélie de Mgr Pézeril aux obsèques du célèbre écrivain, et les témoignages de Jean Guilton, du P. Chenu, d'André de Perretti et d'Etienne Borne évoquent les traits les plus saillants du chrétien « engagé » que voulut être François Mauriac.

LA LOI FONDAMENTALE DE L'ÉGLISE

Communication du cardinal Felici au Synode

Le 3 novembre, le cardinal Felici, président de la Commission pontificale pour la révision du Code de droit canon, a lu devant le Synode une communication sur la Loi fondamentale de l'Eglise (1). En voici le résumé tel qu'il a été publié dans le communiqué du Comité pour l'information du Synode (2) :

Avant de rendre compte des réponses que les évêques ont envoyées jusqu'à maintenant au sujet de la « Loi fondamentale de l'Eglise », le cardinal Felici a rappelé brièvement aux Pères synodaux quelle a été l'origine de ce texte, quelle est sa nature, les diverses phases de la préparation du schéma qui a été envoyé en février dernier à tous les évêques de l'Eglise catholique, latins et orientaux.

Origine du schéma

Au cours du Concile Vatican II, certains Pères conciliaires exprimèrent le désir de voir élaborer un Code fondamental ou constitutionnel commun à tous les rites de l'Eglise catholique. Ce vœu fut exprimé au Souverain Pontife par des voix éminentes ; pour cette raison, en 1965, le cardinal Pietro Ciriaci, premier président de la Commission pontificale pour la révision du Code, jugea bon de poser les questions suivantes aux consultants, puis aux membres de la Commission :

1. Est-il utile et opportun de rédiger un Code de droit canon unique pour toute l'Eglise (c'est-à-dire pour l'Eglise latine et pour les Eglises orientales) ?

2. Doit-on au contraire conserver un double Code de droit canon, l'un pour l'Eglise de rite latin, l'autre pour les Eglises de rite oriental ?

3. Au cas où prévaudrait la seconde hypothèse, serait-il possible de rédiger un Code fondamental qui contienne le droit constitutionnel de l'Eglise comme préambule aux deux Codes distincts. (Cf. *Pont. Commissio Codici Iuris canonici recognoscendo, Quaestiones fundamentales*, Cité du Vatican, 1965, p. 5 et 10.)

Les consultants, après s'être déclarés favorables au maintien du double Code de droit canon actuellement en vigueur, se déclarèrent favorables en majorité à la préparation d'un Code de droit fondamental ou constitutionnel, alléguant les raisons suivantes : a) L'unité de l'Eglise sera mieux manifestée si l'on rassemble dans un unique document les normes communes à toutes les Eglises et qui sont comme le fondement de l'unité dans la légitime diversité ; b) Il convient de mettre par écrit les principes fondamentaux qui manifestent clairement la structure fondamentale visible de l'Eglise et l'ensemble des droits et des devoirs que tous les fidèles sans distinction de rite ont dans l'Eglise ; c) L'œcuménisme serait également favorisé par un tel code fondamental, car il permettrait d'établir clairement ce qui appartient à la structure propre

de l'Eglise universelle et ce qui, au contraire, peut être laissé à la libre détermination des Eglises particulières.

Les membres de la Commission, eux aussi, au cours de la réunion plénière du 25 novembre 1965, se déclarèrent en grande majorité favorables à la rédaction d'un Code ou « Loi fondamentale », donnant ainsi une réponse positive à la question posée par le Souverain Pontife lui-même dans son discours à la Commission le 20 novembre 1965 : « Nous nous trouvons devant un grave problème du fait qu'il y a deux droits canons, l'un pour l'Eglise latine et l'autre pour l'Eglise orientale. Et la question se pose de savoir s'il convient d'établir un code commun et fondamental contenant le droit constitutif de l'Eglise. » (*AAS*, 57, 1965, p. 985.) (3)

Réponses aux critiques

Après avoir rappelé le long et laborieux chemin qui a abouti à l'élaboration du schéma actuel de la « Loi fondamentale », depuis juillet 1966 (date du premier projet examiné par le *Coetus centralis* des consultants) jusqu'au 10 février (date de l'envoi aux évêques du projet actuel), le cardinal Felici a fait allusion à certains points qui n'ont pas toujours été considérés avec suffisamment d'attention et qui, plus d'une fois, ont été ignorés ou mal interprétés dans les nombreux commentaires et informations donnés par la presse au sujet du projet de « *Lex Ecclesiae fundamentalis* ». Il a souligné entre autres :

a) *Le caractère représentatif du groupe de consultants* (pasteurs d'âmes, canonistes et théologiens de divers rites, écoles et nationalités) auquel a été confié le travail difficile et délicat d'élaborer un projet ;

b) *La nécessité de confier ce travail à un groupe restreint de techniciens*, comme c'est le fait aussi de l'élaboration de tout projet de loi dans une nation bien organisée ;

c) *L'ouverture et l'esprit de collaboration* avec lesquels la Commission a toujours cherché à obtenir toute l'aide possible et désirable, soit en demandant la collaboration du Synode des évêques (depuis sa première assemblée générale en octobre 1967), soit par les consultations progressives qui ont été faites en vue d'améliorer le projet : consultation des membres et consultants de la Commission du Code, consultation des consultants de la Congrégation pour la doctrine de la foi, consultation des membres de la Commission théologique internationale et, enfin, consultation de tous les évêques qui peuvent à leur tour utiliser les experts et les collaborateurs qu'ils jugeront nécessaires pour élaborer leur réponse ;

d) *L'honnêteté absolue et la fidélité à la lettre et à l'esprit du Concile Vatican II*, qui ont présidé aux travaux, à tel point que l'un des observateurs non catholiques invités aux réunions, a pu écrire : « On faisait référence au texte de Vatican II avec une telle fréquence et il était considéré avec une fidélité scrupuleuse ».

(1) Au sujet de la Loi fondamentale de l'Eglise, cf. *DC* 1971, n° 1591, p. 732 et s.

(2) Les sous-titres sont de notre rédaction.

(3) *DC* 1965, n° 1461, col. 2143. (NDLR.)

puleuse, tellement scrupuleuse que me venait à l'esprit l'idée amusante que j'étais devenu le témoin d'une transposition du fondamentalisme biblique ultraprotestant. » (*L'Osservatore Romano*, 4 sept. 1971, p. 2.)

e) Les informations qui ont été données périodiquement sur la marche des travaux d'élaboration et de réélaboration du schéma, soit directement par le cardinal Felici aux Pères synodaux, soit à tous les évêques, aux étudiants de Droit canon et à tous ceux qui se sont intéressés à ce projet par la revue de la Commission, intitulée *Communications*.

Quant au texte envoyé aux évêques, pour recueillir leur avis, le cardinal Felici a fait remarquer que le caractère « confidentiel » du schéma signifie qu'il s'agit seulement d'un schéma ou projet, c'est-à-dire d'un simple instrument de base de travail, et non pas d'une loi ou d'un texte légal définitif, comme certains l'ont prétendu à tort. En effet, dans la lettre qui accompagnait l'envoi du schéma de Loi fondamentale, il était précisé qu'on en était encore au stade préparatoire, raison pour laquelle il apparut opportun au Souverain Pontife de demander l'avis des évêques, « témoins du sens de la foi dans le peuple de Dieu », afin de réunir tous les éléments utiles pour orienter le futur travail. Si les évêques ont été priés d'envoyer leurs réponses avant le 1^{er} septembre 1971, ce n'était pas là imposer une condition impérative ou limitative, mais cette demande avait seulement pour but de pouvoir offrir à cette assemblée synodale au moins un bref aperçu de ce qu'a été jusqu'à maintenant l'orientation générale des réponses de l'épiscopat sur le problème à l'étude.

La consultation de l'épiscopat

D'après la communication faite par le cardinal Felici, cette orientation semble être la suivante : « à la date du 28 octobre, 1313 évêques ont fait parvenir leur réponse à notre secrétariat, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de leur Synode patriarcal ou de leur Conférence épiscopale. Mais on doit tenir compte du fait que dans les réponses de certaines Conférences épiscopales, on ne précise pas si tous leurs membres ont pris part au vote ou seulement une partie d'entre eux ; de même, on n'indique pas toujours le résultat des votes, c'est-à-dire quelle a été la majorité et quelle a été la minorité qui a approuvé le texte envoyé par la Conférence sur le projet de « *Lex fundamentalis* ». De plus, il n'est pas facile en certains cas d'interpréter exactement ce que veulent dire certaines propositions. Quoi qu'il en soit, à la première question, c'est-à-dire : Considérez-vous qu'il est opportun de rédiger une loi fondamentale pour toute l'Eglise catholique dans laquelle seraient exposés tous les principes fondamentaux ? On a obtenu le résultat suivant : *placet*, 593 ; *placet iuxta modum*, 462 ; *non placet*, 251. »

En conséquence, une grande majorité des évêques s'est donc déclarée favorable à l'élaboration d'une Loi fondamentale qui, certes, pourrait être désignée autrement.

A la seconde question, c'est-à-dire : Approuvez-vous le schéma actuel de la Loi fondamentale ou désirez-vous faire des propositions concrètes d'amendement ? tous n'ont pas répondu explicitement, mais d'après le sens de leurs réponses, on peut déduire : *placet*, 61 ; *placet iuxta modum*, 798 ; *non placet*, 422.

Il faut noter que certains évêques se sont contentés de répondre qu'ils ne pouvaient se prononcer sur ces questions parce qu'ils n'avaient pas le temps ou parce qu'ils n'avaient pas d'experts qui puissent les aider.

On ne peut donc tenir compte de ces réponses dans les résultats » (4).

Evidemment, il n'est pas possible d'établir encore une liste complète des nombreuses observations et des divers « modi » proposés.

Toutefois, ■ précisé le cardinal Felici, on peut dire ce qui suit quant au caractère et à la structure du schéma : « Nombreux sont ceux qui approuvent le schéma proposé parce que non seulement il contient des préceptes juridiques, mais aussi parce qu'il en indique le fondement théologique. C'est leur désir que soit gardé le caractère théologique et juridique de la *Lex fundamentalis*, c'est-à-dire qu'une Loi fondamentale de cette sorte contienne des préceptes canoniques intimement liés aux principes théologiques sur lesquels ils se fondent. La majorité, au contraire, déclare que l'on pourrait et même que l'on devrait faire précéder la Loi fondamentale d'une déclaration théologique, mais que dans la Loi elle-même ne soient exprimés que des préceptes de nature juridique, solidement fondés, cela va de soi, sur la doctrine théologique. »

**

Le cardinal Felici ■ souhaité ensuite que d'autres réponses parviennent à la Commission après le Synode. Toutes seront soigneusement recueillies, classées, et feront l'objet d'une étude attentive. C'est ensuite seulement qu'il sera possible d'établir avec exactitude quelle est la meilleure façon de poursuivre ce travail particulièrement nouveau et difficile qui consiste à élaborer une Loi fondamentale ou constitutionnelle de l'Eglise. En attendant, la Commission continue son travail de révision de l'actuel Code de droit canonique, avec l'aide des divers groupes de consultants.

Le cardinal Felici a rappelé en conclusion qu'il avait reçu du Pape Jean XXIII ces paroles qui étaient presque une consigne : « *Ubi patientia, ibi laetitia* ». Si donc le Concile Vatican II a demandé beaucoup de patience, la nouvelle législation canonique n'en demandera pas moins, législation qui mettra en œuvre la nouvelle discipline issue du Concile : « Et nous serons reconnaissants à tous ceux qui, en cette période de laborieuse préparation, nous apporteront leur contribution avec un esprit sincère et une âme droite. »

Un débat très libre s'est ensuite instauré entre le cardinal Felici et les Pères du Synode.

(4) Dans le débat qui a suivi, le cardinal SUENENS « a fait quelques réflexions sur les nombreux modi exprimés au sujet de la Loi fondamentale, et, étendant cette observation à tous les *placet juxta modum* exprimés au Synode, il s'est demandé si cette façon de voter n'équivaut pas à un *non placet*, ou plutôt à un *non placet juxta modum*, dit d'une autre manière, par souci de politesse et d'amabilité ».

« Le cardinal FELICI a répondu que ces observations du cardinal Suenens peuvent être vraies dans certains cas. Mais pour pouvoir porter un diagnostic précis, il est nécessaire de faire une analyse attentive de chacun des modi, ce que la Commission fera certainement. Cependant, un certain sentiment de respect envers ceux qui votent tend à faire présumer que les évêques ont exprimés des avis justes, et si à la justice s'ajoute l'amabilité, tant mieux. Parfois, des votes négatifs, accompagnés de bonnes observations, sont plus utiles pour la révision du texte que des votes affirmatifs exprimés sans raison valable. »

(Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 7 novembre, p. 3. Traduction de la DC. — Nous rappelons les critiques du cardinal Suenens contre le projet de Loi fondamentale publiées dans notre numéro des 1^{er}-15 août 1971, p. 735 et s.)

LA RÉSURRECTION DE JÉSUS, NOTRE SAUVEUR

Etude de Mgr Weber sur le livre du P. Léon-Dufour ()*

Au début du mois de septembre 1971 paraissait un livre important, impatientement attendu, annoncé depuis des mois, et, il faut le dire, un peu redouté, sur le mystère de la résurrection du Christ, mystère central de la foi chrétienne et même de la vie chrétienne. Il a comme auteur l'un de nos meilleurs exégètes du Nouveau Testament, professeur au scholasticat des Jésuites de Lyon, le P. Xavier Léon-Dufour (1). Livre complexe, capable de passionner son lecteur : n'est-il pas l'aboutissement d'années de travail et de réflexion ? On y trouve exposée l'évolution d'un esprit, d'une âme, depuis le moment où, jeune étudiant, l'auteur fut mis en contact avec le problème du Christ ressuscité, jusqu'au temps présent où, non seulement exégètes, mais philosophes de toutes les écoles (structuralisme compris) s'attaquent à ce point central de notre foi (cf. *Introduction*, p. 1-10). On communie d'autant plus avec l'auteur en ses recherches, qu'on a dû subir la même confrontation d'un dogme avec le modernisme et les recherches qui s'y rattachaient : je pense aux grands commentaires d'Alfred Loisy sur le Quatrième Evangile (1903) et sur les Evangiles Synoptiques (1907), et au mémoire du philosophe Edouard Le Roy, publié en 1907 dans un recueil intitulé *Dogme et critique*.

Le livre du P. Léon-Dufour est très méthodique ; il procède par étapes et se termine sur des propositions concrètes concernant l'exposition à des groupes de fidèles des principaux textes narratifs du Nouveau Testament contenant le mystère du Christ pascal. L'auteur nous décrit lui-même ces étapes (p. 20) :

Au cours de la première étape, nous voudrions découvrir quelles sont les diverses catégories de pensée sous-jacentes aux formules d'annonce pascalle et esquisser les développements opérés à partir de ces catégories.

La deuxième étape nous fait examiner le genre littéraire des récits concernant l'événement pascal et remonter à l'origine des traditions qui les supportent. Il n'est pas encore question du problème de l'historicité de ces traditions, mais seulement de leur nature.

La troisième étape nous promène parmi les textes évangéliques actuels, montrant la variété des perspectives. Déjà il ne s'agit plus simplement de « catégories » disant le fait de la résurrection, mais des perspectives sur le « message pascal » lui-même.

(*) *L'Eglise en Alsace*, décembre 1971.

Nous rappelons que Mgr Weber, ancien archevêque-évêque de Strasbourg, enseigna l'Ecriture sainte au Séminaire Saint-Sulpice de Paris (cf. *Au soir d'une vie*, Editions du Centurion, p. 119 et s.).

(1) Xavier LÉON-DUFOUR : *Résurrection de Jésus et message pascal*. Volume in-8°, de 392 pages. Paris, Editions du Seuil, 1971, collection « Parole de Dieu ». Prix : 29 F. — Le livre donne en supplément les textes narratifs concernant la Résurrection (apocryphes compris) et un court lexique expliquant les termes techniques employés.

La dernière étape aborde, enfin, le problème de l'herméneutique et de la communication. Alors seront envisagés les rapports de la foi et de la connaissance historique. Alors également, dans le contexte global de la recherche du sens et de l'interprétation, sera traité le problème de l'historicité. Enfin, pour aider le lecteur à transposer l'annonce en un langage accessible à nos contemporains, nous nous sommes essayé à proposer en appendice quelques schémas sur la manière de parler de la résurrection à partir des données évangéliques.

Les comptes rendus qui paraîtront sur ce livre dans les revues spécialisées, comme la *Revue biblique*, traiteront dans le détail de la marche de la pensée du livre et en feront la critique pas à pas. Nous nous bornerons ici plutôt à un survol de l'ouvrage, afin d'en retenir ce qui nous semble solide et utilisable. Il nous sera permis de faire l'une ou l'autre réserve qui ne veut en rien suspecter la plus parfaite loyauté de l'auteur vis-à-vis de la foi.

Résurrection et glorification

Le P. Léon-Dufour a raison de noter que le mystère du Christ pascal présente, dans tous nos documents chrétiens, un double aspect, qu'on doit distinguer, mais qu'on ne doit pas séparer (chapitres I-II). Sous peine de tomber dans le docétisme, il faut affirmer que le Christ, Jésus de Nazareth, est ressuscité corporellement, a été rappelé à la vie par Dieu. Mais cette résurrection est en même temps une glorification, une exaltation : ce n'est pas une simple réanimation, si on peut dire. Selon la nature des documents, l'un ou l'autre aspect est au premier plan. Mais, sans aucun doute les auteurs du Nouveau Testament (saint Paul comme les évangélistes) ont cru et à la résurrection corporelle de Jésus, comme à son entrée dans la gloire du Père (p. 30-79). Tout en maintenant cette identification, ils ont cependant, comme saint Paul (1 Co 15, 42-44. Cf. Rm 1, 4), admis que le corps du Ressuscité n'était plus son corps passible, mortel, matériel au sens vulgaire du mot. Saint Paul parle d'un « Corps spirituel », tout pénétré par l'« Esprit » (2), passé dans le monde des réalités surnaturelles, possédant ses propriétés particulières. C'est cette glorification, pouvons-nous dire, qui ouvre des perspectives sur la doctrine du rôle cosmique du Christ, sur son rôle dans le « Corps mystique » qu'est l'Eglise, comme aussi elle rend intelligible la présence eucharistique du Christ.

Cette doctrine complexe constitue à la fois l'objet et le fondement de la foi de l'Apôtre : objet, car il faut y adhérer, fondement, car elle donne à la foi une base réelle :

(2) La Bible de Jérusalem dit, à propos de Rm 1, 4 : C'est par l'Esprit-Saint qu'il (le Christ) a été ramené à la vie (Rm 8, 11) et placé dans son état glorieux de « Kyrios ».

Si le Christ n'est pas ressuscité, alors notre prédication est vide, vide est aussi votre foi. Et il se trouve même que nous sommes de faux témoins de Dieu, puisque nous avons attesté contre Dieu qu'il a ressuscité le Christ, alors qu'il ne l'a pas ressuscité... Mais non, le Christ est ressuscité des morts...

Cette doctrine doit, répétons-le, être l'objet et le fondement de notre foi, à nous chrétiens. Bienheureux de croire sans avoir vu, nous pouvons cependant, et nous devons nous appuyer sur la foi et la parole des apôtres, sur la foi de l'Eglise qui continue le témoignage des apôtres et qui nous a transmis les documents concernant le mystère pascal, pour confesser, après l'apôtre Thomas, le Christ ressuscité comme « notre Seigneur et notre Dieu » (Jn 20, 28).

Cette foi au Christ ressuscité nous est attestée par saint Paul, témoin direct, puisqu'il a lui aussi vu le Christ : il nous rapporte son expérience personnelle et énumère les apparitions du Ressuscité qu'il connaît de par la Tradition ou par des témoins encore vivants (Ga 1, 11-17 ; 1 Co, 15, I-II) : ce témoignage est du plus haut intérêt, vu son antiquité : il nous amène à quelques années à peine après les événements qu'il relate (chapitres III et IV).

Le tombeau vide et les apparitions du Christ ressuscité

Les évangélistes de leur côté nous rapportent deux faits dont nous ne pouvons pas faire abstraction : d'une part la découverte du tombeau du Christ trouvé vide, par des femmes du groupe chrétien primitif (Mc, Lc, Mt, Jn) ; d'autre part une série d'apparitions du Ressuscité aux saintes femmes, aux apôtres et aux disciples (Lc, Mt, Jn), apparitions qu'évoquent également les discours de Pierre, tout de suite après la Pentecôte, à en juger par le livre des Actes (chapitres V et VI).

Ces récits ne sont pas sans soulever des problèmes d'ordre littéraire et historique : on le devine, à lire seulement leur texte. Le P. Léon-Dufour les expose et les examine loyalement, scrupuleusement même, en s'entourant des avis des auteurs contemporains qui ont entrepris ce travail minutieux avant lui (3). Il ne servirait de rien d'ignorer les difficultés qui ne doivent cependant pas mener à un scepticisme que rien n'impose, ou à un agnosticisme qui ne laisserait plus de place qu'à un fidéisme dont Bultmann a été le promoteur : croire malgré toutes les conclusions négatives. Les exégètes de la nouvelle école apprécieront les *conclusions de l'auteur* (chapitres VII-X).

Le résultat positif, trop minimiste à notre appréciation, nous est exposé par l'auteur au cours de la dernière étape de sa recherche, inti-

tulée *Herméneutique* (chapitre XI). Ce terme, très actuel, nous est défini dans le *Lexique* de la fin du livre : « Du grec *hermèneuîn* : expliquer, interpréter. D'abord limitée à la théorie de l'explication, elle tend à désigner aujourd'hui l'interprétation en acte qui, en s'ouvrant comme « traduction », « transposition », veut comprendre et dire le texte aujourd'hui » (p. 367). Suivons la pensée de l'auteur, assez subtile pour le commun des lecteurs. Au milieu des textes qu'il vient d'étudier, dont il a tâché de trouver l'origine et la formation, il discerne ce qu'il appelle un « point focal », qu'il définit ainsi :

Sans doute l'historien finit-il par buter contre quelque chose d'irréductible à sa critique, contre quelque chose qui lui advient, un événement. C'est un au-delà des textes, c'est, disons-le, un « point focal », ce sans quoi il n'y aurait ni textes ni interprétations...

Le « point focal » ne consiste plus seulement dans le « fait » qu'il vise à travers les témoignages, mais aussi dans « ce qui donne sens au fait même », et qui est la résurrection de Jésus. Au foyer de tous les faits, il y a cet événement, non pas « historique », mais « réel », qui est « ce sans quoi rien n'aurait de sens » (p. 253-255).

Très scrupuleux, trop scrupuleux, le Père écrit plus loin :

Nous ne voulons pas, dans cette recherche du point focal, offrir un « appui » à la foi, encore moins témoigner de la réalité de la résurrection (p. 257).

Qu'il soit permis de n'être pas de cet avis : le caractère fondamental de la résurrection du Christ pour notre foi demande, sinon une démonstration, impossible dans le cas d'un événement surnaturel, qui n'a pas eu de témoin direct, du moins des indices probants sûrs. L'adhésion de foi n'est pas une adhésion aveugle, mais une adhésion qui se base sur des « motifs de crédibilité », même si le discernement de ces motifs demande le sens droit de l'esprit, ou même « les yeux de la foi », selon l'expression de feu le P. Rousselot. Ces yeux ne font pas voir ce qui n'est pas, mais permettent de discerner ce qui est, avec sa signification plénière. Or, le point focal, dans notre cas, comporte deux faits complémentaires, aboutissant au fait de la résurrection, attestés par les textes du Nouveau Testament :

a) Le fait du tombeau de Jésus trouvé vide par les saintes femmes qui vinrent le visiter au matin de Pâques. De l'examen des textes le P. Léon-Dufour écrit :

Nous pouvons conclure : LES FEMMES SONT VENUES AU TOMBEAU DE JÉSUS ET ELLES N'Y ONT PAS TROUVÉ LE CORPS DE JÉSUS.

En dehors de cette conclusion, l'incertitude historique demeure pour l'heure de la visite (nous penchons pour la nuit tombante) et pour sa motivation (plutôt lamentation qu'onction.) La rencontre de l'ange ne relève pas du constat historique, mais du genre littéraire du récit qui veut donner un sens au fait. L'incertitude de ces détails ne diminue en rien la très haute vraisemblance, sinon la certitude historique, qui qualifie la découverte de l'absence du corps de Jésus dans le tombeau. L'historien peut aller jusque-là.

Cette affirmation est précieuse. L'auteur reconnaît que certains exégètes « estiment pouvoir

(3) La légitimité de ces recherches est indiscutable et est reconnue par la Constitution conciliaire sur la Révélation. Fatalement, les diverses tendances exégétiques varient dans leur résultat, vu la délicatesse du travail. J'avoue que je suis surpris que le P. Léon-Dufour n'ait pas cité parmi ses références les travaux d'André Feuillet sur les épîtres christologiques (p. 37), le commentaire du P. Spicq sur les épîtres pastorales (p. 59), les travaux du P. Durrwell sur la Résurrection, même les études de Ratzinger qui touchent ces problèmes (p. 61).

détecter [dans les textes] un compte rendu de la visite » (H. V. CAMPENHAUSEN, P. BENOIT, A. VOGTLE) : pour eux, « la conclusion d'ordre historique est immédiate » (p. 269), et nous leur donnerions raison.

b) Les apparitions à Pierre, aux Douze, à d'autres encore, selon saint Paul.

Au sujet du témoignage de l'Apôtre (1 Co 13, 1-8), nous lisons :

De l'énumération de ces témoins, l'historien retire une conviction capitale : nombreux ont été ceux qui ont eu une apparition du Ressuscité. C'est là l'essentiel. Mais sur des points secondaires, il n'aboutit pas à une certitude : il ne peut localiser ni dater ces événements. Sur un seul fait, l'évidence joue : Pierre fut le premier à rencontrer le Ressuscité ; mais on ne peut garantir qu'après Paul il n'y a pas eu d'apparitions dans la suite. En dépit de ces hésitations, il reste que le témoignage de tous ceux qui sont nommés porte sur un même fait (p. 262).

Au sujet de cette déclaration, on peut cependant faire remarquer que les apparitions aux Douze, dont parle Paul, semblent bien devoir s'identifier avec celles que nous lisons en Luc 24, 36-42, et Jean 20, 19-20, et que la déclaration de l'Apôtre, au sujet de sa vision, comme aussi les indications des Actes, sont pour le caractère spécial de l'apparition du Christ sur le chemin de Damas, apparition qui est en fin de série. La conclusion du P. Léon-Dufour n'en est pas moins précieuse.

Discutant les relations des apparitions que nous trouvons dans Luc et Jean, l'auteur écrit :

En formulation positive, on peut se risquer à dire ceci : L'EXPIÉRIENCE SPIRITUELLE DES DISCIPLES, NON PUREMENT SUBJECTIVE, RÉPÉTÉE, PARTAGÉE ENTRE EUX, A ÉTÉ COMMUNIQUÉE PAR LA MÉDIATION DU LANGAGE AMBIANT ET DE LA TRADITION RELIGIEUSE, EN PARTICULIER A L'AIDE DE LEUR FOI EN LA RÉSURRECTION COLLECTIVE A LA FIN DES TEMPS. Cet effort de définition est et demeurera toujours inadéquat, ne serait-ce qu'en raison de son objet. Aussi l'historien préfère-t-il recourir au langage même des évangiles. Celui-ci veut décrire non pas une chose-objet, mais la présence d'un sujet qui n'est pas de ce monde. Le Ressuscité est présent (initiative), il se relie au passé (reconnaissance), il commande l'avenir (mission) (p. 275).

Cela n'empêche pas, nous semble-t-il, de reconnaître sous le texte des évangiles la narration de faits que leurs auteurs ont cru réels, véritables, même s'ils l'ont exprimée en termes évoquant le mystère et en ont fait une synthèse : Luc nous y fait connaître déjà l'ascension du Sauveur (Lc 24, 50-51), et Jean anticipe la Pentecôte (Jn 20, 22-23), comme pour montrer que les mystères du Ressuscité se compénètrent.

Le P. Léon-Dufour ajoute :

Enfin, l'historien peut s'exercer à retracer, avec combien de prudence, la suite des événements à partir de la mort de Jésus en croix (p. 275).

L'existence de deux traditions concernant les apparitions, une tradition galiléenne (Mt et Jn) et une tradition hiérosolymitaine (Lc et Jn), la première s'appuyant aussi sur Marc, 16, 7, sont difficiles à concilier ; elles s'appuient néanmoins sur des témoignages qu'on ne doit pas mépriser. Restés à Jérusalem après la Pâque juive, les apôtres ont pu rentrer en Galilée, puis remonter dans la Ville sainte pour la Pentecôte : cette

« remontée à Jérusalem aux environs de la Pentecôte rendrait compte d'un grand nombre de données du Nouveau Testament » (p. 276).

La portée spirituelle des témoignages du Nouveau Testament

Avec l'auteur, nous pouvons dépasser notre point d'arrivée, la résurrection du Sauveur, conclusion légitime de la découverte du tombeau vide et des apparitions, et chercher la portée spirituelle des divers témoignages du Nouveau Testament concernant le Christ pascal. Nous pouvons ajouter aux témoignages de Luc, de Paul et de Jean, qui nous sont rapportés, celui de Matthieu (cf. p. 279-288).

Helléniste et écrivant pour des Grecs, l'évangéliste LUC, se rendant compte de l'allergie de ses lecteurs vis-à-vis de l'idée de résurrection d'un mort (cf. Ac 17, 31), a présenté le Ressuscité sous l'aspect d'un « Vivant » :

Pourquoi cherchez-vous parmi les morts celui qui est vivant (Lc 24, 5) ? C'est la parole des anges aux saintes femmes venant au tombeau. Ce n'est pas que l'évangéliste exclue l'idée de la résurrection corporelle du Seigneur. Son langage ne veut rien exclure.

Il a exprimé la même réalité, non plus dans son jaillissement (Dieu ressuscite, Dieu fait vivre), mais dans son résultat (Jésus est vivant). En définitive, les deux expressions sont interchangeables...

Luc ne remplace pas le langage primitif par un autre, mais il estime nécessaire, en certains cas, de le transposer en langage « vie ». Par ce dernier, il souligne aussi bien que le Vivant est le même que Jésus de Nazareth qui mourut (p. 280).

MATTHIEU a montré pour l'Eglise un intérêt tout spécial au cours de son livre. Il n'est donc pas étonnant que dans sa narration de l'apparition du Christ ressuscité aux apôtres, il l'ait présenté comme le « Seigneur de l'Eglise » :

Tout pouvoir m'a été donné au ciel et sur la terre. Allez donc, de toutes les nations faites des disciples, les baptisant au nom du Père, du Fils et de l'Esprit-Saint, et leur apprenant à observer tout ce que je vous ai prescrit. Et moi, je suis avec vous pour toujours, jusqu'à la fin du monde (28, 18-20).

Scène dont le caractère synthétique ne doit pas exclure la réalité foncière.

Sa signification a été mise jadis en relief par A. Loisy en ces termes :

Le Christ est ressuscité, il vit... Il est avec les siens jusqu'à la fin du monde. L'autorité de l'Eglise se trouve ainsi sanctionnée par la volonté du Christ immortel, car sa présence dans la société de ses fidèles est conçue comme la garantie de celle-ci, de son institution, de sa durée, de son action (les Evangiles Synoptiques, 1907, tome II, p. 754).

PAUL, à qui Jésus ressuscité s'est révélé sur le chemin de Damas, a été saisi par lui. Son message pascal peut se résumer dans cette phrase : le Christ vit en moi (Ga 2, 20), comme il vit dans tout chrétien qui lui a été uni par le baptême (Rm 6, 3-11 ; cf. Col 2, 12). L'Apôtre n'oublie cependant pas que le Ressuscité est aussi celui qui fut crucifié : « en rigueur de termes, il n'annonce pas la résurrection, il annonce la croix (1 Co 1, 23). Seulement, pour annoncer la

croix comme événement de salut, il faut que la résurrection ait eu lieu et en révèle le sens » (p. 284).

Le QUATRIÈME EVANGILE est très net pour affirmer l'identité de Jésus de Nazareth avec le Christ glorifié (Jn 20 et 21). Ce qui le distingue des Synoptiques, c'est que l'exaltation du Christ auprès du Père (20, 17) est déjà préfigurée, et d'une façon réalisée, par son exaltation sur la croix (cf. Jn 3, 14-16 ; 8, 28, 32-33).

La foi consiste non pas à regarder le Ressuscité, mais à contempler le Christ élevé en croix (p. 288 ; cf. Jn 19, 34-37).

Que de perspectives ouvertes !

Soucieux de mettre le mystère de Pâques à la portée de notre temps, sans pourtant le trahir, le P. Léon-Dufour met en relief ce qui, dans les récits de la résurrection, et jusque dans le détail de leurs narrations, en constitue le sens profond. C'est d'abord « l'action de Dieu » qui paraît :

A travers des deux langages ordinaires — résurrection et exaltation — apparaît un unique auteur : Dieu ressuscite, Dieu exalte Jésus. Le premier langage lie Dieu à la temporalité ; le second tend à l'en abstraire pour viser directement le mystère (p. 288).

Dieu a vaincu la mort en glorifiant son Fils : même les descriptions du tombeau trouvé vide le signifient : la pierre qui scellait la tombe a été enlevée. Mais avant tout, c'est le Christ vivant qui est mis en relief.

Les apparitions pascales deviennent pour les croyants à venir des manifestations authentiques du Christ vivant, ou encore, pour retenir le langage de l'exaltation qui ne tient pas compte du temps, du Seigneur élevé dans la gloire (p. 295).

Enfin, la mission confiée aux disciples est encore entendue aujourd'hui : elle est en continuité directe (p. 296).

Grâce à ces récits, je puis encore maintenant entrer en communion avec le Seigneur, comme les disciples d'Emmaüs, par la parole et par le pain. Jésus en croix est l'image de « l'amour crucifié » : il m'incite à le reconnaître dans mon frère souffrant, déshérité, persécuté par l'injustice des hommes, à lutter pour qu'il y ait plus d'amour et de justice dans le monde qu'il est venu sauver par sa croix et sa résurrection.

Hypothèses d'explication scientifique et philosophique

Pouvons-nous aller plus loin que ces belles perspectives et essayer de percer le mystère même de la résurrection, de l'exprimer en des termes admissibles par ceux qui professent les idées scientifiques et philosophiques de notre temps ? Le Père s'y est essayé dans une hypothèse dont il ne cache pas le caractère audacieux. S'appuyant sur la théorie qui voit dans les miracles des faits qui ne violent pas la nature, mais seulement en accélèrent le processus, il avance qu'on pourrait supposer « un miracle d'accélération dans la décomposition de la matière organique [du corps du Christ], en sorte que rien n'apparaissait lors de la visite des femmes » (p. 304, note). Le Christ aurait repris son corps, mais glorifié, comme les morts reprendront au dernier jour un corps glorieux, alors que leur corps matériel aura été absorbé par la matière terrestre (hypothèse émise par

des théologiens pour expliquer « la résurrection de la chair », p. 298, note 38).

Cette hypothèse se rapproche de celle d'Edouard Le Roy, qui supposait que l'Esprit du Christ, survivant à sa mort, s'était pour ainsi dire recréé un corps, mais un corps spirituel, une virtualité, qui ne peut pas être perçue par les sens. Les apparitions de Jésus furent des hallucinations de la part des disciples, mais des hallucinations vraies, en ce sens qu'une réalité y correspondait (*Dogme et critique*, p. 155-257).

La solution avancée par le P. Léon-Dufour est-elle plus acceptable ? Elle n'est certainement pas, non plus que celle de Le Roy, conforme aux idées des apôtres et aux récits des évangélistes ou de Paul. Nous sommes, je dirais presque, en pleine imagination. Mieux vaut laisser le mystère entier et en abandonner la réalisation à la seule sagesse et toute-puissance de Dieu (4). Restons-en à la parole de l'apôtre Paul, sincèrement et loyalement :

Si tes lèvres confessent que Jésus est Seigneur et si ton cœur croit que Dieu l'a ressuscité des morts, tu seras sauvé (Rm 10, 9).

Le livre du P. Xavier Léon-Dufour, par sa partie positive et constructive, nous aidera à mieux émettre cette confession de notre foi.

† JEAN-JULIEN WEBER.

(4) Si nous voulons nous rendre compte comment saint Paul a pu concevoir le mystère de la Résurrection, le mieux est de nous reporter à ce qu'il dit de la résurrection des humains : « On sème dans la corruption, il ressuscite de l'incorruption ; on sème de l'ignominie, il ressuscite de la gloire ; on sème de la faiblesse, il ressuscite de la force ; on sème un corps psychique, il ressuscite un corps spirituel... » (1 Co 15, 42, 44.)

Plus loin, l'apôtre écrit encore : « Quand cet être corruptible aura revêtu l'incorruptibilité et que cet être mortel aura revêtu l'immortalité... » (V. 54.)

La glorification est donc comparée à un nouveau vêtement endossé, pour remplacer celui qui est périmé. Evidemment ces images sont imparfaites : il s'opère une transformation intérieure, totale. On trouve la même comparaison ailleurs encore : « Oui, nous qui sommes dans cette tente, nous gémissons accablés ; nous ne voudrions pas en effet nous dévêtir, mais revêtir par-dessus l'autre ce second vêtement, afin que ce qui est mortel soit absorbé par la vie. » (2 Co 4, 4.)

Dans le même sens, l'apôtre parle aussi de notre union au Christ par le baptême, union cependant intime et totale : « Vous tous, en effet, baptisés dans le Christ, vous avez revêtu le Christ... Vous ne faites qu'un dans le Christ Jésus. » (Ga 3, 27, 29.)

Nous restons dans le mystère, mais un mystère qui s'appuie sur la Parole de Dieu qui est celle de l'Apôtre.

— *Rompre les chaînes injustes*. Rapport de la Conférence mondiale sur l'aide œcuménique aux projets de développement (Montreux 1970). — Un vol. 13,5 × 20 cm, de 176 pages. Prix : 15 F. Les Editions œcuméniques, Saint-Paul, Paris, et SNPP, Lyon.

Pour les chrétiens c'est un devoir de participer à la construction d'un nouvel ordre international. L'amour du prochain doit s'épanouir à travers les relations complexes de l'économie et de la politique.

— *La Religieuse à l'école de saint François de Sales*, par CLAUDE ROFFAT (coll. « La religieuse dans la pastorale d'aujourd'hui », n° 23). — Un vol. 14 × 20 cm, de 192 pages. Prix : 20 F. Editions Fleurus, Paris.

Parmi tant de livres consacrés à la vie religieuse, on retiendra ces pages où « le plus humain des saints et des docteurs », fondateur des Visitandines, et auteur de *L'Introduction à la vie dévote* se montre un maître éminent pour toutes celles qui répondent à l'appel de Jésus.

RESPONSABILITÉ DANS LA PROSPÉRITÉ

Message de la Conférence épiscopale allemande

Lors de sa réunion plénière de mars 1971, la Conférence épiscopale allemande avait confié à une Commission socio-politique la rédaction finale d'un texte sur les responsabilités des citoyens dans une société d'abondance comme celle de l'Allemagne fédérale. Le document a été diffusé le 6 août par les soins du Secrétariat de la Conférence épiscopale à Munich ().*

Soucieux de la vie collective des hommes dans notre pays, nous voudrions vous adresser à tous quelques réflexions. Nous voudrions attirer l'attention sur des problèmes importants qui se font jour en dépit de la société d'abondance et qui ne peuvent être réglés, ni par l'accroissement du niveau de vie ni par des mesures législatives. C'est à dessein que nous nous bornons à certains aspects.

Nous vivons dans une société d'abondance

Une bonne part de ce qui constitue notre bien-être nous semble aller de soi. Chaque jour, sans que nous y prêtions attention, nous avons à notre disposition de l'eau de bonne qualité, en abondance et à tous les endroits ; nous avons de l'énergie électrique pour de multiples usages ; des appareils qui nous épargnent l'effort sur les lieux de travail et dans les ménages.

De plus en plus, les habitations ont le chauffage central. Un cinquième seulement des logements comporte des installations sanitaires déficientes. Un nombre de plus en plus grand d'ouvriers, surtout ceux qui habitent à la campagne, ont pu faire construire des maisons particulières. Un système très étendu de Caisses assure le traitement en cas de maladie. L'assurance maladie garantit pour près du 9/10 de la population le traitement médical, les médicaments et les soins. Le budget consacré à la santé doit être évalué à quelque 50 milliards de marks par an. Chaque année, uniquement pour les produits de beauté, la consommation atteint le chiffre de 2 milliards de marks environ.

Un milliard de marks, c'est l'équivalent de ce dont disposent pour vivre 750 000 foyers ouvriers de quatre personnes, à revenu moyen. Pour notre nourriture, nous avons à notre disposition un large éventail de produits alimentaires courants et de luxe, en provenance du monde entier. Rien que pour ce poste, la plupart des ménages dépensent de 360 à 460 marks par mois. En une seule année, on fume 112 milliards de cigarettes, on boit 8 milliards 200 millions de litres de bière, 167 millions de litres d'alcool et 105 millions de litres de mousseux.

Ce sont là des biens et des services qui, assurément, ne sont pas accessibles à tous car, même dans la société d'abondance, beaucoup de citoyens ne disposent que d'un revenu modeste. Pourtant, de plus en plus nombreux sont ceux qui y ont part. A cela s'ajoute que les biens dits de consommation supérieure sont très répandus. A mesure que croît le revenu réel des ménages, les dépenses de première nécessité se trouvent réduites par rapport au revenu disponible, et de l'argent est ainsi libéré pour les biens de consommation supérieure. Un foyer sur deux dispose d'un poste de radio et d'un poste de télévision. Un foyer sur trois possède une voiture. Quatre foyers sur cinq ont un réfrigérateur. Un habitant d'Allemagne fédérale sur deux fait un voyage pendant ses vacances. Chaque année, de 11 à 14 milliards de marks sont consacrés au budget des voyages de vacances.

Ce sont là des données impressionnantes qui témoignent du niveau de vie de nos compatriotes. Un très grand nombre d'entre eux doivent admettre, s'ils s'interrogent honnêtement, qu'ils vivent dans cette prospérité. Mais si nous admettons qu'un habitant sur deux ou deux habitants sur trois disposent de tels biens, cela veut dire aussi que la moitié ou les deux tiers n'y participent pas.

Le prix de la prospérité

Quel est donc le prix que nous payons pour la prospérité en 1971 ? Beaucoup se demanderont : Qu'entendez-vous par prix ? Tout ce que nous avons aujourd'hui, nous l'avons gagné grâce à nos connaissances et à notre travail, grâce à notre ardeur et à notre esprit d'économie. Nous avons travaillé dur ; nous avons fait preuve d'initiative et nous avons eu le courage de prendre des risques économiques. Nous savons bien que, dans la vie, on ne fait pas de cadeaux, qu'il faut payer le prix. A quoi donc rime cette question sur le prix ? Nous envierait-on les vacances en Espagne ou en Italie, dans la Forêt-Noire ou sur les plages de la mer du Nord, notre richesse, notre compte en banque, notre beau logement, notre réfrigérateur, notre poste de télévision, voire notre voiture ?

Non, personne ne nous jalouse pour tout cela, et pourtant nous posons la question encore une fois : quel a été le prix d'une telle réussite ? Nous allons tenter de donner une réponse à cette question.

Certes, c'est au progrès technique et au développement économique que nous devons la prospérité ; mais, en même temps, de plus en plus nombreux sont ceux qui en sont les victimes. Beaucoup sont surmenés, tendus, ne tiennent qu'à coup de médicaments. C'est à peine si l'on trouve encore le temps de se détendre, de reprendre haleine, de réfléchir sur soi-même — et cela alors que les loisirs ont augmenté dans notre société et ne cessent de s'allonger.

(*) Texte allemand dans KNA, 6 août 1971. Traduction de la DC.

Le prix que nous payons, c'est bel et bien l'agitation, le manque de sécurité, la solitude. L'homme vit à côté de l'homme comme un étranger, on se connaît à peine entre voisins, beaucoup meurent tout près sans qu'on les remarque. Chaque année, on compte en Allemagne fédérale près de 13 000 suicides, et le nombre de tentatives de suicide est bien plus élevé encore. Le nombre de névrosés, d'alcooliques et de toxicomanes est en progression constante. De plus en plus nombreux sont ceux qui, pour fuir une réalité qui leur est devenue insupportable, se réfugient dans une pseudo-réalité, comme celle qu'offre l'alcool ou la drogue. Jeunesse, santé et beauté : tels sont désormais les atouts-maîtres. Seul celui qui réussit vaut quelque chose dans cette société. Les biens de consommation supérieure et les voyages à l'étranger sont devenus la pierre de touche de la valeur sociale et de la réussite. Celui qui ne peut tenir le rythme, celui qui est devenu vieux, celui dont la santé est délabrée, sont mis sur la touche.

Assurément, la marge de liberté des individus et des groupes est aujourd'hui plus grande qu'autrefois. Mais comment cette liberté est-elle employée ? Chacun réclame son droit à la liberté ; mais dans quelle mesure se soucie-t-on de la liberté des autres ? Sous prétexte de liberté, on prône des atrocités immorales, la brutalité du plus fort prédomine — et la masse de notre peuple garde le silence. La liberté est un bien fragile, et l'homme ne la perd pas d'abord en prison.

Dans le bien-être, on parle bien trop peu de la réalité sociale. Manifestement, nous ne voulons pas être confrontés à nos problèmes réels, parce que nous avons peur pour notre repos et nos aises. Volontairement ou non nous fermons les yeux sur des détresses connues ou cachées, sur des difficultés non résolues et sur des injustices criantes. Certes, le besoin apparaît aujourd'hui sous des traits différents de ceux d'hier. Grâce à notre législation sociale moderne, un besoin élémentaire comme celui de la faim devient de plus en plus rare. Mais n'y a-t-il pas parmi nous bien des pauvres honteux qui ne réclament pas les prestations de l'aide sociale ? Ils ont honte de s'adresser aux organismes sociaux ou aux institutions charitables parce qu'ils devraient alors dévoiler qu'ils n'ont aucune part à la prospérité.

Dans la réalité sociale d'aujourd'hui, les détresses sont différentes de celles d'autrefois. On peut être riche, puissant, et pourtant être délaissé, avoir besoin de secours : les conjoints d'un couple brisé, les enfants handicapés, les toxicomanes, les isolés, les alcooliques, les névrosés, les malades, les abandonnés. Un grand nombre de ces « pauvres de notre société » sont contraints de devenir des marginaux. Ce n'est pas avec de l'argent que l'on peut remédier à ces détresses de notre temps, mais uniquement grâce à l'aide solidaire de tous les hommes.

Nous excluons d'autres groupes d'hommes

Qui se soucie, d'homme à homme, des quelque 90 000 inadaptés sociaux qui, sans trêve, errent de ville en ville, écrasés sous un destin personnel qui les a brisés ? Qui accueille chez lui,

dans son affaire ou son exploitation, ceux qui sortent de prison et leur offre la chance de se refaire une nouvelle vie ?

Et comme notre comportement est impitoyable à l'égard des malades mentaux ! Tous ceux qui ont fait un séjour dans une maison de santé ont les plus grandes difficultés à faire retour à une vie normale, même lorsque leur état s'est amélioré au point qu'ils peuvent vivre à l'extérieur des murs de l'établissement.

Dans la République fédérale plus d'un demi-million d'hommes vivent comme des sans-abri dans les conditions les plus déplorables et l'on se contente de les considérer comme des « asociaux ». Le fait que plus de la moitié d'entre eux aboutissent dans des refuges de sans-abri pour des motifs dont ils ne sont pas responsables ne nous émeut guère, pas plus que le fait que près de 70 % de ces sans-abri sont des enfants ou des jeunes. Dans bien des cas, ce sont les parents qui portent les torts, mais en quoi les enfants et les jeunes sont-ils responsables de la vie inhumaine qu'ils doivent mener, parqués qu'ils sont dans des logements trop petits ?

Nous tolérons qu'en raison de l'influence nocive du milieu, plus de 40 % de ces enfants doivent fréquenter des écoles spécialisées, alors que leur intelligence n'est pas différente de celle des autres enfants vivant dans des conditions normales, dont 4 % seulement vont dans une école spécialisée.

Dans notre réalité sociale, nous trouvons aussi, en plus des groupes de marginaux, de fortes minorités dont les droits ne sont pas reconnus.

C'est ainsi que des familles nombreuses vivent dans des appartements trop petits. Et il est rare qu'on les souhaite comme locataires.

Les travailleurs étrangers, que nous appelons les « travailleurs-hôtes » (Gast-arbeiter), nous ne les traitons guère comme des hôtes. Bien souvent, nous les exploitons, nous mettons des obstacles à la venue de leurs familles ou nous la rendons même impossible. Beaucoup de leurs enfants ne sont pas envoyés à l'école ou n'ont aucune possibilité de recevoir un enseignement scolaire. Fréquemment, les travailleurs étrangers sont obligés de vivre dans des bidonvilles ou des maisons délabrées et, en de nombreux cas on leur réclame un loyer qu'on ne peut qualifier que d'usuraire. Nous nous taisons pour la plupart devant ces situations. Comme les groupes marginaux et les minorités ne comptent guère dans les élections, ils ne présentent aucun intérêt pour bien des hommes politiques. Ils ont beaucoup de mal à faire valoir leurs propres intérêts. Et c'est pourquoi, plus qu'autrefois, nous devons leur servir de porte-parole (...)

Dans de multiples associations, paroisses et doyennés, se présentent des possibilités concrètes pour prendre conscience des besoins que nous venons de donner à titre d'exemple et pour s'attaquer à eux dans un effort solidaire. Alors, la société des gens prospères dans laquelle nous vivons ne devrait plus être aussi superficielle. Chacun d'entre nous doit repartir à nouveau, modestement. L'ensemble de la société ne changera que si chacun, à sa place, commence par prendre l'initiative.

Tables du tome LXVIII

JANVIER-DÉCEMBRE 1971 — NUMÉROS 1577-1599

A

ACADÉMIE FRANÇAISE. — Élection de Roger Caillois : 241 ; Georges Izard : 291.

ACEY (Abbaye d'). — P. Nivard, élu abbé : 241.

ACLI. — Voir : Associations chrétiennes des travailleurs italiens.

ACTION. — PAUL VI. Le chrétien, homme d'a. : 702.

ACTION CATHOLIQUE. — PAUL VI. Voir alloc. aux év. d'It. : 608. — Alloc. aud. gén. : 757.

Petits groupes et AC (card. MARTY) : 447. — L'AC des jeunes et le marxisme (Mgr VAN ZUYLEN) : 1099.

ACTION CATHOLIQUE GÉNÉRALE DES HOMMES. — Décl. sur les élections municipales : 137.

ACTION CATHOLIQUE DES MILIEUX INDÉPENDANTS (ACI). — Mme RIVIERE et M. MARC élus prés. nationaux : 242 ; leur intervention devant le Conseil permanent de l'épisc. fr. : 387-390. — Les milieux indépendants (Mgr MAURY) : 390.

ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE (ACO). — 20e anniv. Alloc. Mgr ANCEL : 22-24. — Communiqué sur le procès de Burgos : 84. — Décl. de la Com. épisc. du monde ouvrier : 523-528. — Peut-on être de l'ACO et communiste ? : 529. — Décl. finale de la Rencontre nat. : 530. — Réception par Paul VI : 530 (photo couverture No 1587). — Vocations sac. ouvrières : 531. — Contribution au schéma synodal sur le sacerdoce : 819-822.

ADOPTION. — Voir : Lettre de l'épisc. hollandais : 488.

AFRIQUE. — Voir aussi à chacun des pays d'Afr.

PAUL VI. Message à la Rencontre panafr. des laïcs : 862 (informations : 894). — La fondation « Pro Africa » : 877. — Décl. des év. d'Afr. orientale : 87. — Chiffre des religions : 93. — Décl. des archev. d'Afr. de l'Ouest sur l'arrestation de Mgr Tchidimbo : 176. — Décl. du Conseil permanent des év. de l'Afr. de l'Ouest francophone sur les laïcs et le développement : 428-430. — L'année missionnaire : 873-876. — Les év. et le célibat s. (Card. ZOUNGRANA) : 979.

AFRIQUE DU SUD. — La vente d'armes (év. anglais) : 650.

AGAGIANIAN (Card. Grégoire). — Mort : 644.

AGGEY (Mgr John). — Intervention au Synode (célibat sac.) : 978.

AGGIORNAMENTO. — PAUL VI. Sa nécessité : 454. — Le renouveau de l'Egl. : 755. — Voir rapport de Mgr BARTOLETTI au Synode : 1122.

AGRICULTURE. — Voir aussi : FAO, ruraux.

PAUL VI. Alloc. aux ministres de l'A. du Marché commun : 864.

ALBERTO Y VALDERRAMA (Mgr Teopisto). — Rapports au Synode : 1013-1017.

ALESSANDRINI (Federico). — La réforme du sacrement de pénitence : 123, en note. — La nomination de Mgr Simonis : 179. — Le voyage de Mgr Casaroli à Moscou : 258.

ALFRINK (Card. Jan). — Interview sur la nomination de Mgr Simonis : 182-184 ; alloc. à son sacre : 482-484. — Alloc. 8e anniv. couronnement de Paul VI : 679. — Intervention au Synode sur le prêtre : 982.

ALGÉRIE. — Voir aussi : Duval (card.).

Appel des autorités chr. pour les Palestiniens : 799.

ALIX (Mgr Bernard). — Devient év. du Mans : 1096.

ALLEMAGNE — RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE. — TEXTES DE L'ÉPISCOPAT. La réconciliation avec la Pologne : 196. — Décl. sur un livre de H. Küng : 245, 337 ; sur l'ens. rel. : 841. — Responsabilité dans la prospérité : 1134-1136. — Le Synode des diocèses : 242.

ALLENDE (Prés. Salvador). — Baptême dont il était parrain : 945 (photo, couverture No 1593).

ALLIANCE RÉFORMÉE MONDIALE. — Relations œc. en 1970 (card. WILLEBRANDS) : 615.

ALPHABÉTISATION. — PAUL VI. Message pour la journée int. de l'a. : 866.

AMARAL (P. Tarcisio). — Intervention au Synode (célibat sac.) : 979.

AMÉRIQUE LATINE. — Voir à chacun des pays de l'AL. Congrès interam. pour le développement. Lettre pont. ; alloc. de H. ROLLET : 914-917.

Les év. et le célibat s. : 979. — L'AL et le Synode (Mgr PIRONIO) : 1025, 1044.

AMICHIA (M. Joseph). — Nommé ambassadeur de Côte-d'Ivoire au Vatican : 597.

« AMORIS OFFICIO » (Lettre). — Texte : 760.

ANCEL (Mgr Alfred). — Le 20e anniv. de l'ACO : 22-24. — Remplacé par le P. Berthelon à la tête du Prado : 892.

ANGLICANISME. — Vers un rite anglican ? (Mgr BUTLER ; E. MASCALL) : 78. — Déclaration de la Commission mixte (2e réunion) : 79. — Relations œcuméniques en 1970 (card. WILLEBRANDS) : 614.

ANGOLA. — Les év. d'Angola et le gouvernement (Mgr NUNES GABRIEL) : 1025.

APPARITIONS. — Voir : Garabandal, San Damiano.

Le problème pastoral des ap. non reconnues : 298.

ARGAYA GOICOECHEA (Mgr Jacinto). — Le procès de Burgos : 81.

ARMAND (Louis). — Mort : 944.

ARMÉNIENS. — Relations avec les orthodoxes en 1970 (card. WILLEBRANDS) : 613.

ARMES. — Interventions au Synode sur la course aux armements. Card. GUYON : 1037 ; card. KROL : 1039.

ARMES ATOMIQUES. — Adhésion du St-Siège au traité de non-prolifération : 256-258. — Communiqué de Mgr GUYOT : 700.

ARNS (Mgr Paulo). — Note sur les tortures : 244.

ARRUPE (P. Pedro). — L'avenir de la vie rel. : 846. — Voyage en URSS : 894. — Visite au P. Berrigan : 943.

ART. — Voir instruction sur les communications soc. : 569.

ART SACRÉ. — PAUL VI. Les représentations du Christ : 102.

LA PROTECTION DU PATRIMOINE HISTORIQUE ET ARTISTIQUE DE L'ÉGL. SC du Clergé : 521 ; ministère fr. de l'Intérieur : 246 ; loi du 23-12-70 : 441 ; note du Comité fr. d'art sacré : 691.

ASSOCIATIONS CHRÉTIENNES DES TRAVAILLEURS ITALIENS (ACLI). — PAUL VI. Voir alloc. aux év. it. : 608.

Décl. des év. it. : 247, note 2 ; 548 (nouveau statut).

ASSOCIATIONS FAMILIALES CATHOLIQUES. — Congrès de Nantes (lettre pont., alloc. du card. RENARD) : 227-230.

ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE (APEL). — PAUL VI. Message au Congrès d'Angers : 1056.

ATHÉISME. — Voir aussi : Marxisme, secrétariat pour les non-croyants.

PAUL VI. Sécularisation et athéisme : 302-304.

ATHÉNAGORAS (Patriarche). — Lettre de PAUL VI : 255 (commentaire du patriarcat : 434) ; réponse : 707 (commentaire du card. WILLEBRANDS : 708).

Paul VI et A. (card. WILLEBRANDS) : 69. — Lettre à l'archev. Georges : 432.

AUSTRALIE. — Le voyage de PAUL VI : 8-16 (photos couverture Nos 1577 et 1578).

AUTHENTICITÉ. — PAUL VI. Le souci d'a. : 668.

AUTORITÉ (dans l'Église). — PAUL VI. Craintes des frères séparés : 104. — L'exercice de l'a. : 152. — L'a. est service : 802.

Résolutions des prêtres européens : 461. — Alloc. du card. ALFRINK : 483.

AVENT. — PAUL VI. L'A. et la rencontre avec Dieu : 1106.

AVORTEMENT. — Alloc. de PAUL VI : 156.

Décl. des év. canadiens et belges : 148 ; anglais : 188 ; des pays nordiques : 1076-1084. — Conditionnement psychologique et a. (Mgr BOILLON) : 149. — Lettre des év. polonais : 224-226. — Décl. du card. RENARD : 228. — Note doctrinale de la Commission épisc. fr. de la famille : 285-290. — Lettre des év. hollandais : 486-489.

« **AVVENIRE** ». — Paroles de PAUL VI : 46, 609.

AZZI (P. Pierre). — Interv. au Synode : 1043.

B

BACCI (Card. Antonio). — Mort : 243.

BADRÉ (Mgr Jean). — Alloc. de laïcs aux obsèques : 1046.

BAILLY (P. Emmanuel). — La thèse de l'abbé Jarry : 794.

BALDUCCI (P.). — Critiqué par PAUL VI : 906, note 1.

BAPTEME. — Voir aussi : Parrains.

Réponse de la SC pour la Doctrine de la foi : 158 (b. des petits enfants) ; de la SC du Culte (b. dans les maternités) : 362. — L'administration du b. par les religieux laïcs et les religieuses (SC des Religieux) : 768.

Le b. par étapes (abbé SÉJOURNÉ) : 441. — B. dont S. Allende était parrain : 945. — Décl. des év. de Fr. sur le b. des petits enfants : 1063.

BARONI (Mgr Agostino). — L'Égl. au Soudan : 1024.

BARREAU (Jean-Claude). — Son départ (card. MARTY) : 897.

BARROS CAMARA (Card. Jaime de). — Mort : 347.

BARTOLETTI (Mgr Enrico). — Exposé fait au Synode : 1113-1123.

BASILE (Métropole). — Difficultés œcuméniques en Pologne : 722.

BASQUES. — Le procès de Burgos : 81-84.

BÉATIFICATIONS. — Voir : Kolbe (Maximilien).

BEHRENDT (Walter). — Reçu par Paul VI : 1109.

BELGIQUE. — TEXTES DE L'ÉPISCOPAT. Le procès de Burgos : 84. — L'avortement : 148. — Position au Synode sur le prêtre : 986 ; sur la justice : 1031.

Décl. des Églises chr. sur la pornographie : 192.

BELLEC (Mgr Joël). — Démission : 947.

BELLEY (Diocèse de). — Changement de limites : 420.

BELTRITTI (Patriarche Giacomo). — Interv. au Synode : 1025.

BÉNÉDICTINS. — Pèlerinage de Paul VI à Subiaco : 947. Alloc. du card. WILLEBRANDS aux abbés et prieurs : 621-625.

BÉNÉDICTIONS. — Note de Mgr VIAL : 550. — Les bénédictions de meutes (év. de Sologne) : 945.

BENGSCHE (Card. Alfred). — Interview sur le prêtre : 950.

BENI (Arialdo). — Décl. sur l'Ass. des prêtres europ. : 466.

BERNARD (P. François). — Les ACLI : 548, note 1. — Le cardinal Mindszenty : 924.

BERRIGAN (P. Daniel). — Décl. du P. ARRUPE : 943.

BESCOND (Mgr Yves). — Nommé aux. de Corbeil : 293.

BETTENCOURT (André). — L'aménagement des églises : 442.

BIELER (André). — Prix Noël : 44.

BIENS D'ÉGLISE. — Le patrimoine des diocèses, paroisses, congrégations (loi de finances 1970) : 43.

BILLY (André). — Mort : 495.

BLAKE. — Photo couverture No 1589.

BLANCHET (Pasteur André). — Décl. sur une grève de la faim : 684.

BLOOM (Mgr Antoine). — L'Égl. russe et le régime : 648.

BOCKEL (Chanoine Pierre). — Renouveau de la paroisse : 785-790.

BOEGNER (Pasteur Marc). — Mort : 144.

BOILLON (Mgr Pierre). — L'avortement : 149. — Les divorcés remariés : 197.

BOQUEN (Communion de). — Mises au point de NN. SS. KERVEADOU et BOILLON : 197.

BOSSUYT (Mgr André). — Nommé aux. de Reims : 894.

BOULIER (Abbé Jean). — Réintégration dans le clergé de Paris : 494.

BOUYER (P. Louis). — Pétition pour le « Credo » : 80.

BRAJON (P. Emmanuel). — Élu prés. de l'Union des supérieurs majeurs de Fr. : 494.

BRANDAO VILELA (Mgr Avelar). — Intervention au Synode (le célibat sac.) : 979.

BRÉSIL. — Note de Mgr ARNS sur les tortures de P. Vicini et de Y. Spadini : 244. — Arrestation de P. Jouffe : 1047.

BROWNE (Card. Michael). — Mort : 496.

BUGNINI (P. Annibale). — Le « Missale parvum » : 239. — La bénédiction des saintes huiles : 297. — L'obligation de l'Office : 1112.

BULGARIE. — Mort du patriarche Kyril : 393.

BUTLER (Mgr Basil). — Vers un rite anglican ? : 78.

BYRNE (Mgr Christopher). — Interv. au Synode : 1040.

C

CADRES. — PAUL VI. Alloc. à la Conf. int. des c. : 611.

CAILLOIS (Roger). — Élu à l'Ac. fr. : 241.

CALENDRIER. — Notific. de la SC du Culte : 611.

CALLORI DI VIGNALE (Card. Federico). — Mort : 895.

CAMARA (Dom Helder). — Éducation et pression morale libératrices : 834-836.

CAMBODGE. — PAUL VI. Message au président : 20.

CANADA. — TEXTES DE L'ÉPISC. La réforme du sacrement de pénitence : 123. — L'avortement : 148. — La drogue : 589. — Le prêtre, la justice : 942. — Au Synode. Le célibat sac. : 984 ; les ministères féminins : 988. — La violence : 1090.

QUÉBEC. Vœux des év. et des prêtres : 497. — Vœux des pr. pour le Synode : 499.

L'érotisme (Mgr GRÉGOIRE) : 590. — Alloc. d'un rabbin dans une égl. de Montréal : 848. — Mgr Power, prés. de la Conf. épisc. ; nouveau Comité exécutif de l'épisc. : 942.

CAPITALISME. — Décl. de l'ACO : 530. — Voir document de l'épisc. chilien : 828 ; péruvien : 1087.

CAPRILE (P. Giovanni). — L'Église et la franc-maçonnerie : 592.

CARACTÈRE. — PAUL VI. Le chr., homme de c. : 603.

CARDINALE (Mgr Igino). — Nommé envoyé spécial du St-Siège au Cons. de l'Europe : 47.

CARDINAUX. — Voir : Sacré-Collège.

CAREME. — PAUL VI. Alloc. du mercredi des Cendres : 252-255.

CARTER (Mgr Alexander). — Interv. au Synode : le célibat sac. : 984.

CASAROLI (Mgr Agostino). — La visite de Paul VI à Hong-Kong : 19, note 1. — Son voyage à Moscou : 257-258 (note 2).

CATÈCHESE, CATÉCHISME. — Voir : Enseignement religieux.

CATHERINE DE SIENNE (Ste). — Conf. du card. GARRONE : 25-29.

CATHOLICITÉ ET APOSTOLICITÉ. — Document de travail du groupe mixte COE-ECR : 160, 273-284 ; commentaire de L. VISCHER : 166.

CAUSAS MATRIMONIALES (Motu proprio). — Texte : 605.

CAYRÉ (P. Fulbert). — Mort : 1095.

CÉLIBAT SACERDOTAL. — PAUL VI. Alloc. au clergé de Rome : 204. — Alloc. de clôture du Synode : 1003.

Résolutions des prêtres européens : 460. — Schéma du Synode (extrait) : 461, note 4. — Vœu des év. et prêtres du Québec : 498. — Le schéma du Synode (Mgr RUBIN) : 814, 815. — Exposé de l'Égl. melkite : 817. — Un pr. marié ne peut célébrer la messe (Mgr ELCHINGER) : 818. — Cf. document de l'ACO : 822. — Décl. du card. MARTY : 889, 897. — Votes de l'Assemblée espagnole

év.-prêtres : 948. — Vote de l'Ass. du clergé anglais : 949. — Décl. du card. BENGSCHE : 950. — Voir travaux du Synode : 963-991, 1003 (votes). — Voir rapport du card. MARTY sur le Synode : 1061. — Décl. des év. de Fr. : 1065.

CENDRES (Mercredi des). — Voir : Carême.

CENTRE FRANÇAIS DU PATRONAT CHRÉTIEN (CFPC). — Décl. sur le développement : 430, note 1.

CENTRE NATIONAL DE PASTORALE LITURGIQUE. — La réforme du sacrement de pénitence : 123. — Le nouveau rituel de la confirmation (présentation) : 855.

CEREJEIRA (Card. Manule). — Démission : 596.

CEYLAN. — Voyage de PAUL VI : 20.

Le gouvernement et les missions : 873. — Les év. et le célibat : 978.

CHARISMES. — PAUL VI. S. Paul et les c. : 153. Diversité des ch. et communion du St-Esprit (card. WILLEBRANDS) : 266-269.

CHARRIERE (Mgr François). — Démission : 146.

CHARTRES (Pèlerinage de). — Message de PAUL VI : 519.

CHARTREUX. — PAUL VI. Lettre aux c. : 558-560.

CHASTETÉ. — PAUL VI. Voir exh. ap. sur la vie rel. : 654.

CHEVALIER (Mgr Paul). — Démission : 1096.

CHILI. — PAUL VI. Réception de l'ambassadeur : 358. Décl. de l'épisc. Divorce et marxisme : 248 ; l'Egl. et le socialisme : 636, 823-833.

CHINE. — La visite de PAUL VI à Hong-Kong : 19. La diaspora chinoise (Mgr VAN MELCKEBEKE) : 345.

CHOMAGE. — PAUL VI. Voir lettre ap. « Octogesima adveniens » : 506.

CHRIST. — PAUL VI. Disc. des aud. gén. : 102, 205-21.

CINÉMA. — Voir aussi : Moyens de communication sociale. Voir instruction sur les communic. soc. : 578.

CIRARDA LACHIONDO (Mgr Jose). — Lettre sur Garabandal : 30-32. — Le procès de Burgos : 81.

CITÉ DU VATICAN. — Population : 244.

CLARIZIO (Mgr Emanuele). — L'Egl. et le tourisme : 685.

CLASSES. — LA LUTTE DES CL. Décl. de la Com. épisc. fr. du monde ouvrier : 525 ; de l'ACO : 530.

CLERGÉ (Congrégation du). — Circulaire sur les vêtements de chœur : 258 ; sur la protection du patrimoine historique et artistique de l'Egl. : 521.

COFFY (Mgr Robert). — Évangélisation et sacrement : 231-234. — Parole de Dieu et contestation : 378. — La controverse sur Ph. 2, 6-11 : 426. — Rapport Église-sacrement (résumé) : 1068.

COIFFURE. — PAUL VI. Sa dignité : 673.

COMMISSION BIBLIQUE PONTIFICALE. — Motu proprio « Sedula cura » la réorganisant : 705.

COMMISSION PONTIFICALE DES COMMUNICATIONS SOCIALES. — Alloc. de PAUL VI : 305. Le P. Heston succède à Mgr O'Connor comme prés. : 947.

COMMISSION PONTIFICALE POUR L'INTERPRÉTATION DES DÉCRETS DU CONCILE. — Qui peut participer à la Conf. épisc. ? : 91. — Les laïcs ne peuvent prononcer l'homélie : 704.

COMMISSION THÉOLOGIQUE. — Propositions sur le ministère sacerdotal : 699.

COMMUNAUTÉS DE BASE. — Voir : Petits groupes.

COMMUNICATIONS SOCIALES. — Voir : Moyens de com. soc.

COMMUNION. — PAUL VI. L'Egl. est une c. : 752.

COMMUNION SOLENNELLE. — Lettre des év. lyonnais : 363-366. — Note de Mgr DE LA CHANONIE : 366.

« COMMUNION ET PROGRES » (Instruction pastorale). — Texte : 562-582.

COMMUNISME. — Voir aussi : Église du silence ; marxisme ; et chacun des pays communistes. Peut-on être com. et membre de l'ACO ? : 529 ; et chrétien ? (Mgr HAUBTMANN) : 726.

CONCILE. — Pour un Concile universel (L. VISCHER) : 172.

CONCILE DU VATICAN (Ile). — PAUL VI. Exhortation ap. aux év. pour 5e anniv. : 52-56. — L'applic. du C. : 666. — V. II n'est pas dépassé : 807.

TEXTES D'APPLICATION : Instruction sur les communications sociales : 562-582. — Exhortation apostolique sur la vie religieuse : 652-661. — Const. ap. sur l'office divin : 662-664.

Cinq ans après V. II (card. SUENENS) : 35 ; Mgr BARTOLETTI (exposé au Synode) : 1113-1123 ; épisc. fr. : 1123-1127.

CONCILES. — Conciliarité et primauté (groupe mixte COE-ECR) : 281.

CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DÉMOCRATIQUE DU TRAVAIL (CFDT). — L. Lucas élu président et E. Maire secrétaire général : 544.

CONFÉRENCE DES ÉGLISES EUROPÉENNES. — Décl. sur les relations avec l'Egl. cath. : 628.

CONFÉRENCES ÉPISCOPALES. — Rapports de la SC pour l'Évangélisation avec les CE : 872. Qui peut participer à la C. é. (Com. pont. interpr. décr. du Conc.) : 91.

CONFESSION. — Voir : Pénitence (Sacrement de).

CONFIRMATION. — PAUL VI. Const. ap. « Divinae consortium » : 852-854. Lettre des év. fr. du Centre-Est : 367-370. — Lettre de Mgr GUYOT : 370-376. — Le nouveau rituel (CNPL) : 855. — Ordonnance des év. de Fr. : 1064.

CONGAR (P. Yves). — Pétition pour le « Credo » : 80.

CONGO-KINSHASA. — Voir : Zaïre.

CONGRES MARIAL ET MARIOLOGIQUE INTERNATIONAL. — Zagreb. Message de PAUL VI : 863. — Conf. du card. Suenens : 878-880. — Conclusions : 1099.

CONSCIENCE. — PAUL VI. La c. personnelle : 668. Décl. des év. anglais : 191.

CONSEIL D'ÉVÊQUES DÉLÉGUÉS DES CONFÉRENCES ÉPISCOPALES D'EUROPE. — Création (alloc. de PAUL VI et de Mgr ETCHEGARAY ; communiqué du Forum des laïcs) : 407-409.

CONSEIL DES LAÏCS. — PAUL VI. Alloc. au Symposium sur le dialogue : 307. — Alloc. à l'Ass. gén. : 1107. Document d'orientation sur les critères de définition des OIC : 808-811. — La collaboration entre prêtres et laïcs : 972-977.

CONSEIL ŒCUMÉNIQUE DES ÉGLISES. — GROUPE MIXTE ECR-COE. 3e rapport général : 159 ; annexe 1 : 160-164 ; annexe 3 : 273-284 ; commentaires de L. VISCHER : 165-168, et du P. HAMER : 168 (sur l'entrée de l'ECR au COE). — Catholicité et apostolicité : 273-284. — Réunion de Stuttgart : 744. Rapport de L. VISCHER sur l'union des Égl. : 169-172. — L'Egl. cath. et le COE (card. WILLEBRANDS) : 260, 616 (bilan 1970). — Conférence de « Foi et Constitution » : 893 ; alloc. du card. SUENENS : 881-884.

CONTEMPLEATION. — PAUL VI. Lettre aux Chartreux : 558. — Voir : Exh. ap. « Evangelica testificatio » : 654.

CONTESTATION. — Paroles de PAUL VI : 668. Le droit à la c. (Comité pour la paix) : 589. — La c. de l'œcuménisme (card. SUENENS) : 674-678. — Les c. actuelles (Mgr GUYOT) : 929-932. — Voir rapport de Mgr BARTOLETTI au Synode : 1119 ; Contribution de l'épiscopat fr. : 1124.

CONTRACEPTION — CONTRÔLE DES NAISSANCES. — Voir : Régulation des naissances.

CONWAY (Card. William). — Le conflit d'Irlande du Nord : 799, 899.

COORAY (Card. Thomas). — Le célibat sacerdotal : 978.

■ COR UNUM » (Conseil pontifical). — PAUL VI. Sa création : 760. Réponse aux critiques : 761. — CU contre le néo-colonialisme (Mgr MAURY) : 896.

CORPS DIPLOMATIQUE PRES LE SAINT-SIÈGE. — PAUL VI. Homélie de Noël : 61. — Réponse aux vœux : 105.

COSMAO (P. Vincent). — Justice dans le monde : 638-640.

COSMOS. — Voir : Espace.

COURBE (Mgr Stanislas). — Mort : 546.

« CREDO ». — Pour le maintien du mot « catholique » (pétition de 5 théologiens) : 80.

CRISTIANI (Mgr Augustin). — Mort : 241.

CRITIQUE (dans l'Église). — Paroles de PAUL VI : 57, 63, 906, 912, 1005, 1008.

CROIX. — PAUL VI. La tentation d'un christianisme sans croix : 516, 860.

CULLMANN (Oscar). — Protestants et cath. devant les dangers qui menacent la foi : 1072-1075.

CULTE DIVIN (SC du). — Card. Tabera Araoz nommé préfet : 347.

Communication sur le « Missale parvum » : 240. — Présentation gén. de la lit. des Heures : 314-335 (erratum : 812). — Le baptême dans les maternités : 361. — Notification sur le Missel romain, la lit. des Heures et le calendrier : 610 (précisions : 1096). — Décret sur l'office divin et le missel : 1110-1112.

CULTURE. — L'évolution culturelle. Voir rapport de Mgr BARTOLETTI au Synode : 1114 et s.; contribution de l'épisc. fr. : 1123 et s.

CUOQ (P. Joseph). — Le dialogue avec l'Islam : 132.

CURIE ROMAINE. — PAUL VI. Voir alloc. au S.-Col-lège : 665.

D

DANEMARK. — Voir : Scandinaves.

DANIÉLOU (Card. Jean). — Décl. sur émission TV Égl. de Hollande : 48.

DARBOY (Mgr Georges). — Centenaire de sa mort (card. MARTY) : 584-587, 1097. — Pourquoi il ne fut pas cardinal (PIE IX) : 1097.

DECOURTRAY (Mgr Albert). — Nommé aux. de Dijon : 696.

DELL'ACQUA (Card. Angelo). — Le baptême dans les maternités : 361. — Le célibat sacerdotal : 977.

DÉMOCRATIE. — PAUL VI. D. et paix : 65.

DEROUET (Mgr Henri). — Devient év. de Sées : 845.

DÉSARMEMENT. — PAUL VI. Voir alloc. à des officiers fr. : 312.

Voir acte d'adhésion du St-Siège ■ traité de non-prolifération nucléaire : 256.

DÉVELOPPEMENT. — PAUL VI. Le programme du Synode : 57, 59. — Missions et d. : 869, 1012. — Le d. intégral de l'homme (lettre pont.) : 914. — Alloc. de clôture du Synode : 1004. — Message à l'UNESCO : 1054. Voir note du St-Siège pour l'Année de l'éducation : 216. — D. et politique (Mgr MATAGRIN) : 295. — Laïcs et d. (év. d'Afrique de l'Ouest) : 428-430. — Décl. de l'UNIAPAC et du CFPC : 430. — L'aide au d. dans le VIe Plan (Com. « Justice et Paix » fr.) : 587. — Missions et d. (année mis.) : 874. — Le d. intégral de l'homme (H. ROLLET) : 915-917. — La crise monétaire et le tiers-monde (J. et P. fr.) : 917.

SYNODE ÉPISCOPAL. Assemblée pl. des év. de Fr. Exposé du P. COSMAO : 638-640; compte rendu des travaux : 645. — Présentation du schéma (Mgr RUBIN) : 815. — Art. de Mgr SCHMITT : 887; du card. MARTY : 889. — Décl. de l'épisc. canadien : 942. — Les travaux du Synode. Dossier : 1013-1045. — Voir alloc. du card. MARTY aux év. de Fr. : 1062.

DIACONAT. — Vote des év. it. : 45.

DIALLO (Siradiou). — Le procès de Conakry : 173, 174, notes 1 et 5.

DIALOGUE. — PAUL VI. Le d. œcuménique : 104. — Alloc. au Symposium sur le d. dans l'Égl. : 307.

DIEU. — PAUL VI. La recherche de D. : 519.

DIMANCHE. — Le repos dominical (card. WYSZYNSKI) : 221.

DIOCÈSE. — PAUL VI. La pastorale du d. : 857. — Voir alloc. aux év. de la région parisienne : 1010.

DIPLOMATES — DIPLOMATIE. — Voir : Corps diplomatique, nonces.

PAUL VI. Les enlèvements de diplomates : 106.

DIVERSITÉ. — Unité dans la d. (év. lyonnais) : 379-384; card. SUENENS : 881.

« DIVINAE CONSORTIUM NATURAE » (Const. ap.). — Texte : 852-855.

DIVORCE. — PAUL VI. La loi it. sur le d. : 21, 58. Les divorcés remariés. Mgr BOILLON : 197; card. RENARD : 228. — Décl. des év. italiens : 247; chiliens : 248. — Chiffres pour la Fr. : 795.

DOCTRINE DE LA FOI (SC pour la). — Nouvelle procédure pour l'examen des doctrines : 157. — Réponse

sur le baptême : 158. — Normes pour la réduction de prêtres à l'état laïc : 764-768. — Communiqué sur H. Küng : 780.

« DOCUMENTATION CATHOLIQUE » (La). — Lettre pont. : 516.

DOEPFNER (Card. Julius). — Les nazis et la Pologne : 1095.

DOROTHÉE (Métropolitaine). — Difficultés de l'œcuménisme en Tchécoslovaquie : 722.

DROGUE. — Décl. des év. anglais : 189; des év. canadiens : 589.

DROIT CANON. — PAUL VI. Voir alloc. au trib. de la Rote : 152-155.

DUCHENE (Mgr Gilbert). — Nommé aux. de Metz. Biog. : 997.

DUPRE (Marcel). — Mort : 642.

DUVAL (Card. Léon). — Alloc. sur de Gaulle : 49. — Prés. délégué du Synode; alloc. : 1002, note 1. — Membre du Secrétariat général du Synode : 1102, note 2.

E

« ÉCOLE DE LA FOI ». — Alloc. de PAUL VI : 458.

ÉCONOMIE. — PAUL VI. E. de service : 1053.

ÉCRITURE SAINTE. — PAUL VI. La tâche des exégètes : 54. — Voir Const. ap. sur l'office divin : 664. — Voir alloc. à des jeunes prêtres : 672. — Motu proprio réorganisant la Com. bibl. pont. : 705.

La controverse sur Ph. 2, 6 (Mgr KERAUTRET) : 237; dossier : 425-427. — Parole de Dieu et contestation (Mgr COFFY) : 378. — Collaboration œcuménique (card. WILLEBRANDS) : 616. — Le livre du P. Léon-Dufour sur la résurrection (Mgr WEBER) : 1130-1133.

ÉDITEURS. — PAUL VI. Alloc. à des éd. cath. : 211.

ÉDUCATION. — Note du St-Siège pour l'Année internationale de l'éducation : 213-217. — L'é. libératrice (Dom HELDER CAMARA) : 834-836. — Pour une charte de l'é. chr. (Mgr ELCHINGER) : 836-842.

ÉDUCATION CATHOLIQUE (SC de l'). — Décl. sur la coéducation : 522.

ÉDUCATION SEXUELLE. — Paroles de PAUL VI : 354.

ÉGLISE — ÉGLISE CATHOLIQUE. — PAUL VI. Difficultés internes et externes : 3, 516. — Critique de l'é. institution : 57, 556. — É. et salut : 557. — L'É. est une communion : 752. — Le renouveau de l'É. : 755. — L'É., peuple de Dieu : 803. — Voir ses aspects positifs : 906. — Aimer l'É. : 912. — Liberté et responsabilité dans l'É. : 1102; l'É., humanité appelée par le Christ : 1103; les structures de l'É. et l'action de l'Esprit : 1105.

« Pourquoi je reste dans l'É. » (H. KUNG) : 337-340. — L'allergie des jeunes à l'É. close (card. SUENENS) : 678. — Vraie et fausse espérance de l'É. (card. PELLEGRINO) : 999. — La crise de l'É. (Mgr ELCHINGER) : 1069-1071. — L'évolution de l'É. depuis Vatican II (rapport de Mgr BARTOLETTI au Synode) : 1113-1123; contribution de l'épisc. fr. : 1123-1127.

ÉGLISE ET ÉTAT. — Voir aussi : Politique.

Alloc. de Mgr ELCHINGER : 729-731; réponse du prés. POMPIDOU : 1075.

ÉGLISE LOCALE. — PAUL VI. Vraie et fausse notion d'É. l. : 857.

E. l. et Égl. universelle (groupe mixte COE-ECR) : 283; SC pour l'Évangélisation : 871. — Le Pape et l'É. l. (card. ALFRINK) : 680. — É. l. et Égl. universelle (év. de Fr.) : 1065.

ÉGLISE DU SILENCE. — Voir les différents pays sous régime communiste.

Alloc. de PAUL VI : 173.

ÉGLISES (lieux de culte). — Lettre de la SC du Clergé sur la protection du patrimoine historique et artistique de l'Égl. : 521.

Pastorale et équipements rel. (Mgr MATAGRIN) : 130-132. — Enquête du Comité fr. de construction d'égl. (Mgr DE VAUMAS) : 131, note 2. — Aménagement intérieur (ministère fr. de l'Intérieur) : 246. — Loi du 23-12-1970 sur les monuments historiques; commentaire de M. BETTENCOURT : 441. — L'aménagement des é.

niennes (Comité fr. d'art sacré) : 691. — Visites d'é. et pastorale : 699.

ÉGLISES ORIENTALES ANTÉ-CHALCÉDONIENNES. — Dialogue avec l'Égl. cath. : 945.

ÉGLISES ORIENTALES CATHOLIQUES. — Le problème uniate (card. WILLEBRANDS) : 68.

ÉGYPTÉ. — PAUL VI. Alloc. à l'ambassadeur : 560.

ELCHINGER (Mgr Léon). — Les élections municipales : 36. — Loi cadre et unité : 481. — L'Égl. et l'État : 29-731 (réponse du prés. POMPIDOU). — Un prêtre marié ne peut célébrer la messe : 818. — Pour une charte de l'éduc. chr. : 836. — Alloc. aux Silencieux : 1069-1071.

ELECTIONS. — Les é. municip. Note de Mgr ELCHINGER : 136 ; décl. de l'ACGH : 137.

EMIGRATION. — Voir : Migrations.

ENCYCLIQUES. — Du bon usage des documents pontificaux (Mgr WEBER) : 341-344.

ENFANCE — ENFANTS. — PAUL VI. L'é. aujourd'hui (message au Cong. de l'Union des œuvres) : 456.

— L'option rel. des mineurs (abbé SÉJOURNÉ) : 437-441.

ENRIQUE Y TARANCON (Card. Vicente). — Rapports du Synode sur le prêtre : 964-971. — Interv. au Synode sur la justice : 1027.

ENSEIGNANTS. — PAUL VI. Alloc. à l'Union mondiale des enseignants cath. : 457.

ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE. — PAUL VI. Alloc. prononcée en Australie : 11. — L'« intelligence créatrice », la coéduc. : 109. — Message aux APEL : 1056.

— Décl. de la SC de l'Éduc. cath. sur la coéducation : 522.

TEXTES LÉGISLATIFS. Décrets sur les établissements sous contrat : 37-43. — Logement des instituteurs sous contrat d'association : 43. — La loi du 1er juin : 738 ; apport de O. GISCARD D'ESTAING : 739-743 ; décl. de Guy MOLLET : 743. — Effectifs de l'ens. privé en Fr. : 743. — Sondage d'opinion : 544.

ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE (SC de l'). — Voir : Éducation catholique.

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX. — Le 1er Cong. int. de catéchèse. Alloc. de PAUL VI : 905, 908-910 ; alloc. du card. WRIGHT : 933-941.

— Voir lettre de l'épisc. portugais : 127-128. — Voir l'annuaire des « Silencieux de l'Égl. » : 141. — L'option rel. des mineurs (abbé SÉJOURNÉ) : 437-441. — Décl. de l'épisc. allemand : 841. — Collaboration prêtres-laïcs (Conseil des laïcs) : 973.

ENVIRONNEMENT. — PAUL VI. L'é. moral : 354 ; naturel : 355. — L'é. de l'enfant : 457. — Voir lettre ap. « Octogesima adveniens » : 506. — Lettre à l'Union int. des magistrats : 811.

ÉPISCOPAT FRANÇAIS. — Rattachement des diocèses de Viviers et Valence à la région Centre-Est : 194. — Ass. plénière 18-19 mars. P. Huot Pleuroux élu secr. de l'épisc. ; élection des délégués au Synode : 336, note 1. — Ass. pl. juin. Exposé du P. COSMAO : 638-640 ; compte rendu : 645. — Ass. pl. novembre. Dossier : 1059-1067 ; décl. sur le baptême : 1063 ; ordonnance sur la confirmation : 1064 ; résolution finale : 1064 ; groupe sur la vie matérielle de l'Égl. : 1065 ; la retraite du clergé : 1066 ; budget 1972 : 1067 ; Égl.-sacrement ; élections).

CONSEIL PERMANENT. Le procès de Burgos : 84. — Évangélisation et sacrement. Rapport de Mgr COFFY : 31-234. — L'év., signe d'unité (rapport de Mgr MAZIER) : 447. — Le Pakistan oriental : 698, 1046. — Le Synode : 900. — Accusations contre la hiérarchie : 1064. **INTERVENTIONS AU SYNODE.** Le statut humain et social du prêtre (Mgr ETCHEGARAY) : 983. — Le célibat eccl. (Mgr SCHMITT) : 989. — Les relations évêques-prêtres (card. MARTY) : 989. — La justice dans le monde (Mgr MATAGRIN) : 1030. — La justice dans l'Égl. (card. MARTY) : 1036 ; la course aux armements (card. GOUYON) : 1037 ; libération humaine et salut (Mgr SCHMITT) : 1042.

SECRÉTARIAT DE L'ÉPISC. Décl. sur une émission TV. Égl. de Hollande : 48 ; sur les scouts unitaires de Fr. : 448. — L'Égl. cinq ans après Vatican II : 1123-1127.

— La célébration communautaire de l'onction des malades (év. de la région parisienne) : 235. — Note doctrinale de la Com. épisc. de la famille sur l'avortement : 285-290. — Création du service d'information commun SNOP-BIP : 91. — Le livre de H. Küng sur l'infailibilité (décl. du Bureau d'études doctrinales) : 336. — La confirmation (év. du Centre-Est) : 367-370. — La traduction de Ph. 2, 11 : 425-427. — Réforme de l'organisation financière de l'Égl. : 489-493. — L'ACO (décl. de la Com. épisc. du

monde ouvrier) : 523-528. — Pour une meilleure réparation du clergé (év. du Centre-Est) : 598. — Les orientations missionnaires de l'Égl. de Fr. (J. RABINE) : 646. — Note de la Com. épisc. des migrations sur le racisme : 748.

ÉROTISME. — PAUL VI. La tentation de la chair : 353. — Appel à la pureté : 553. — La pornographie : 1057.

— Décl. des év. anglais : 190 ; des Égl. belges : 192. — Notes de NN. SS. STOURM et MAURY : 249. — Décl. des év. suisses : 290 ; de Mgr GRÉGOIRE : 590. — Sexualité, e., pornographie (card. GOUYON) : 1098.

ESCHATOLOGIE. — Voir : Fins dernières.

ESPACE. — PAUL VI. Apollo 14 : 156. — La mort de 3 cosmonautes russes : 670. — Apollo 15 : 893.

ESPAGNE. — Message de PAUL VI : 762.

Lettre du card. VILLOT sur la révision du Concordat : 867.

Le procès de Burgos (dossier) : 81-86. — Enquête sur la foi et la morale : 350. — Décl. des év. sur la vie morale (extraits) : 796. — L'Assemblée év.-prêtres : 948.

ESPÉRANCE. — PAUL VI. Message de Pâques : 402.

ÉTATS-UNIS. — Inconstitutionnalité de l'aide à l'ens. privé : 844. — Interv. au Synode du card. KROL sur le célibat : 978 ; le désarmement : 1039.

ETCHEGARAY (Mgr Roger). — Nommé archev. de Marseille : 146 ; président du Conseil des Conf. épisc. d'Europe : 407. — Alloc. à Paul VI : 408. — Communion entre diocèses : 407, note 3. — Interv. au Synode sur le prêtre : 983. — Compte rendu du Synode aux év. de Fr. : 1062.

Photo couverture No 1582.

EUCHARISTIE. — PAUL VI. Aud. gén. 9 juin : 602. — Voir exh. ap. sur la vie rel. : 660. — Voir alloc. à des jeunes prêtres : 672.

EUROPE. — Voir aussi : Conseil des Conférences épisc. d'E.

— PAUL VI Alloc. aux ministres de l'Agriculture des Six : 864 ; au prés. du Parlement europ. : 1109.

— Relations diplomatiques entre le St-Siège et le Conseil de l'é. : 47.

EUTHANASIE. — Décl. de PAUL VI : 156.

— Décl. des év. anglais : 189.

« **EVANGELICA TESTIFICATIO** » (Exhortation ap.). — Texte : 652-661. — Erratum : 912.

ÉVANGÉLISATION DU MONDE (SC pour l'). — Rapports entre Égl. universelle et Égl. particulières : 871. — Rapports de la SC pour l'E. avec les Conf. épisc. : 872. — Nomination du préfet et des secrétaires adjoints : 874.

ÉVÊQUES. — PAUL VI. Leur magistère (exh. ap.) : 52-56. — L'é. dans la pastorale du diocèse : 857.

MODE DE NOMINATION. Dossier Simonis : 179-184, 482-485.

— Voir document d'étude du groupe mixte COE-ECR : 279. — Les titres des év. démissionnaires : 422. — L'év., signe d'unité (Mgr MAZIER) : 447. — Alloc. du card. ALFRINK au sacre de Mgr Simonis : 482. — Les relations év.-prêtres (card. MARTY au Synode) : 991.

ÉVÊQUES (SC des). — Les titres des év. démissionnaires : 422.

EXALTATION DE LA Sté CROIX. — PAUL VI. Origine de la fête : 860.

EXTREME-ORIENT. — Le voyage de PAUL VI (Ile partie) : 8-21. — Audience gén. avant le départ : 2. — Commentaires : 56-63.

F

FAMILLE. — Voir note du St-Siège pour l'Année de l'éducation : 216.

— Le Congrès des Ass. fam. cath. : 227-230.

FAO (Food and Agriculture Organisation). — PAUL VI. Alloc. à la 16e session : 1052-1054.

FATIMA. — Interview du card. RENARD : 793.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES HOMMES CATH. — M. Balinski succède à M. Rollet : 1096.

FELICI (card. Pericle). — Communication au Synode sur la loi fondamentale : 1128.

FEMME. — PAUL VI. Voir lettre ap. « Octogesima adveniens » : 505.

Voir conf. card. GARRONE sur Ste Catherine de Sienne et Ste Thérèse : 25-29. — Le référendum suisse sur le vote des f. (décl. de l'épisc.) : 200. — Le personnel féminin du St-Siège : 294. — Le statut de la f. (rapport de l'ACI) : 388. — Le sacerdoce des f. (card. SUENENS) : 396. — Interv. au Synode : card. FLAHIFF (ministères féminins) : 988 ; patr. MAXIMOS V : 1026 ; Mgr BYRNE : 1040.

FERRARI-TONIOLO (Mgr Agostino). — Nommé observateur près de la FAO : 947.

FETE-DIEU. — PAUL VI. Origine : 602.

FEUILLET (P. André). — Pétition pour le « Credo » : 80.

FIANÇAILES. — Les relations sexuelles avant le mariage (card. RENARD) : 229.

FIDÉLITÉ. — PAUL VI. La f. du prêtre : 759.

Engagement et f. (card. SUENENS) : 781-784.

FIHEY (Abbé Jacques). — Nommé directeur du SNOP : 593.

FINANCES. — Vers une réforme de l'organisation fin. de l'Egl. en Fr. ? : 489-493. — Groupe nat. fr. de travail sur la vie matérielle de l'Egl. : 1065. — La retraite du clergé fr. : 1066. — Le budget 1972 de l'épisc. fr. : 1067.

FINLANDE. — Réception par PAUL VI du prés. KEKKONEN : 210.

FINS DERNIERES. — PAUL VI. 2 conceptions erronées : 455. — La doctrine eschatologique de l'Egl. : 859.

FITZGERALD (Mgr Joseph). — Interv. au Synode : 1028.

FLAHIFF (Card. Georges). — Interv. au Synode sur la femme dans l'Egl. : 988.

FOI. — PAUL VI. Exhort. ap. aux év. : 52-57. — Aud. gén. : 453. — La crise de la f. : 706.

Voir rapport de l'ACI : 387-390. — « Vivre la f. aujourd'hui » (épisc. it.) : 467-478. — Protestants et cath. devant les dangers qui menacent la f. (O. CULLMANN) : 1072-1075. — Voir rapport de Mgr BARTOLETTI au Synode : 1120 ; contribution de l'épisc. fr. : 1126.

« FOI ET LUMIERE ». — PAUL VI. Message au pèlerinage de Lourdes : 404.

FRANCE. — Voir : Episcopat français.

PAUL VI. Alloc. à des officiers fr. : 312.

FRANCISCAINS. — PAUL VI. Alloc. à des tertiaires f. : 515.

FRANC-MAÇONNERIE. — L'Egl. et la f.-m. (P. CAPRILE) : 592. — Visite de Mgr Pézeril à la Grande Loge de Fr. : 794. — Me R. Dupuis élu Gd maître de la Gde Loge de Fr. : 944.

FRERES DU SACRÉ-CŒUR. — Introduction du sacerdoce : 597.

FRETELLIERE (Mgr François). — Nommé auxiliaire de Bordeaux : 195. — Le Synode : 1062.

FUNÉRAILLES. — Voir : Sépulture.



GABEL (P. Emile). — L'opinion publique dans l'Egl. : 777.

GABON. — PAUL VI. Réception de l'ambassadeur : 359.

GANTIN (Mgr Bernardin). — Nommé secrétaire adjoint de la SC de l'Évangélisation : 395.

GARABANDAL. — Lettre de Mgr CIRARDA à tous les évêques : 30-32.

GARRONE (Card. Gabriel). — Ste Catherine de Sienne et Ste Thérèse, doct. de l'Egl. : 25-29. — Interv. au Synode. Célibat sac. : 979 ; l'avenir des vocations : 993.

GAULLE (Charles de). — Mort : 44. — Alloc. du card. DUVAL : 49.

GAVIOLA (Mgr Mariano). — Interv. au Synode : 1028.

GÉLAMUR (Jean). — L'opinion publique dans l'Egl. : 775.

GILROY (Card. Norman). — Photo couverture No 1577.

GISCARD D'ESTAING (Olivier). — Rapport sur la loi scolaire : 739-743.

GONCOURT (Prix). — 1970 : M. Tournier : 44.

GOUYON (Card. Paul). — Interventions au Synode. Célibat sac. : 980 ; la course aux armements : 1037. — Le év. de Fr. au Synode : 1063, note 1. — L'érotisme : 1098.

GRACE. — PAUL VI. L'état de g. : 556.

GRANDE-BRETAGNE. — Voir aussi : Anglicanisme. TEXTES DE L'ÉPISCOPAT. Décl. sur les problèmes de morale : 184-192. — La vente d'armes à l'Afr. du Sud : 650. — Les prêtres anglais et le célibat : 949. Les Irlandais dans une Angleterre post-chrétienne (card. HEENAN) : 449. — La Fr. et l'Angleterre cath. (card. HEENAN) : 450.

GRAY (Card. Gordon). — Présentation de « Communisme et progrès » : 562, en note.

GRECE. — Lettre des év. cath. sur le respect de l'liturgie : 240. — Visite officielle du card. WILLEBRANDS : 709-712.

GREEN (Julien). — Élu à l'Ac. fr. (biog. et bibliog.) : 693.

GRENOBLE (Diocèse de). — Changement de limites : 420.

GREVES. — PAUL VI. Voir lettre ap. « Octogesima adveniens » (No 14) : 505.

GUFFLET (Mgr Henri). — Quitte la présidence de la Com. épisc. enfance-jeunesse ; reste membre du Cons. permanent : 1068.

GUINÉE. — Le procès de Conakry (dossier) : 173-178.

GUTTIEREZ GRANIER (Mgr Jose). — Interv. au Synode : 1026.

GUYOT (Mgr Jean). — Lettre sur la confirmation : 370-376. — La course aux armements : 700. — Les contestations : 929-932.

H

HABIT ECCLÉSIASTIQUE ET RELIGIEUX. — PAUL VI. Voir alloc. du mercredi des Cendres : 254. — Voir exh. ap. sur la vie rel. (No 22) : 656.

Circulaire de la SC du Clergé sur la réforme des vêtements de chœur : 258.

Décl. de Mère THERESE : 108. — Ordonnance des év. du Sénégal et de Mauritanie : 599.

HAILÉ SÉLASSIÉ. — Visite à Paul VI : 46.

HAMER (P. Jérôme). — Les relations COE-ECR : 168. — La terminologie de Vatican II et les ministères protestants : 625-628.

HANDICAPÉS MENTAUX. — PAUL VI. Message au pèlerinage « Foi et Lumière » à Lourdes : 403.

HAUBTMANN (Mgr Pierre). — Débat télévisé avec M. Poniatowski sur Egl. et politique : 723-729 (photo couverture No 1591). — Mort. Homélie du card. MARTY à ses obsèques : 885.

HEENAN (Card. John C.). — La communauté irlandaise en Angleterre : 449. — Alloc. prononcée à Paris : 450. — La catéchèse : 933. — Après le Synode : 1100.

HESTON (P. Edward). — Nommé prés. de la Com. pont. pour les communications sociales. Biog. : 947.

HIÉRARCHIE. — PAUL VI. Sa fonction : 956.

HIÉRONYMOS (Mgr). — Alloc. au card. Willebrands : 709.

HOEFFNER (Card. Joseph). — Prés. de la Commission présynodale du sacerdoce : 294. — L'Egl. dans la société moderne : 540-543. — L'intercommunion : 629-632. — Rapports au Synode sur le sacerdoce : 959-963.

HOLLANDE. — TEXTES DE L'ÉPISCOPAT. Le procès de Burgos : 85. — L'avortement : 486-493. — Interv. du card. ALFRINK au Synode sur le prêtre : 982. Après une émission de la TV fr. Déclarations : 48. — La nomination de Mgr Simonis (dossier) : 179-184 ; 482-485 (alloc. du card. ALFRINK et lettre de Mgr SIMONIS).

HOMÉLIE. — Les laïcs ne peuvent pas la prononcer (Com. pont. pour l'interpr. des décrets du Conc.) : 704.

HOMME. — PAUL VI. La dignité de l'h. : 753.

HONG-KONG. — Visite de Paul VI : 19.

HONGRIE. — Levée d'excommunication contre des prêtres : 1048.

HONORAIRES DE MESSE. — Note des év. lyonnais : 396.

HSU (Mgr Francis X.). — La visite de Paul VI à Hong-Kong : 19, note 1.
HUILES SAINTES. — Nouveau rite de bénédiction (P. BUGNINI) : 297.
HUMILITÉ. — PAUL VI. L'h. du Christ : 205.
HUOT-PLEUROUGH (P. Paul). — Élu secrétaire de l'épisc. fr. : 336, note 1. Biog. : 443.

DOC. — Note de l'OR : 895.
IMMORALITÉ. — PAUL VI. Le laxisme actuel : 704. Décl. des év. it. : 681.
INDE. — Conclusion de l'affaire des religieuses du Kerala : 595. — Le gouvernement et les missions : 873.
INDONÉSIE. — Voyage de PAUL VI : 16-18.
INDUSTRIE. — PAUL VI. Lettre pont. à la Sem. soc. d'It. (sociétés industrialisées) : 4-6.
INFAILLIBILITÉ. — Voir : Küng (Hans).
INSTITUTIONS. — L'allergie des jeunes à l'i. (card. SUENENS) : 677. — Décl. de R. SCHUTZ : 749.
INTERCOMMUNION. — La décision du patriarcat de Moscou (card. WILLEBRANDS) : 68, 713. — Décl. du card. WILLEBRANDS : 265, 271. — 12 réponses du card. HOFFNER : 629-632. — Voir alloc. du card. SUENENS à « Foi et Constitution » : 882.
IRLANDE. — PAUL VI. Le conflit d'I. du Nord : 805. La communauté cath. irl. en Angleterre (card. HEENAN) : 449. — Le conflit d'I. du Nord (card. CONWAY) : 799, 899. — La violence (« Justice et Paix » fr.) : 1092. — La torture (décl. de 400 prêtres) : 1093.
ISLAM. — Le dialogue avec l'i. (P. CUOQ) : 32. — Communiqué sur les rencontres romaines : 134.
ITALIE. — PAUL VI. Alloc. aux év. d'It. : 607-609.
TEXTES DE L'ÉPISC. Décl. sur un livre de H. Küng : 245 ; sur la loi du divorce : 247. — « Vivre la foi aujourd'hui » : 467-478. — Le nouveau statut des ACLI : 48. — L'immoralité : 681. — Les prêtres chargés du monde du travail : 695. — La pratique rel. à Rome : 93. — Voir : Divorce.
JARD (Georges). — Élu à l'Ac. fr. : 291.
JARD (Mgr Raymond). — La préparation au ministère sacerdotal en Fr. : 497.

J
ACQUELINE (Mgr Bernard). — Sa thèse : 494.
JEAN XXIII (Prix). — Décerné à Mère Thérèse : 59, 107.
JEANNE D'ARC (Sté). — Panégyrique du card. WRIGHT : 791-793.
JÉRUSALEM. — Voir aussi : Moyen-Orient. — et la paix (« Oss. rom. ») : 397.
JÉSUITES. — P. A. Costes, nommé provincial de Fr. : 93.
JEUNES. — PAUL VI. Alloc. aux jeunes Australiens : 13 ; aux jeunes romains : 410. — Voir lettre ap. « Octogesima adveniens » : 504. — L'avenir des j. ruraux : 1052. — Les adultes et les jeunes (groupe d'évêques, prêtres, religieuses, laïcs) : 385-387. — L'affaire du S. Cœur de Montmartre (card. MARTY) : 584. — Jeanne d'Arc et la jeunesse contestataire (card. WRIGHT) : 791-793.
JOIE. — La j., âme de la catéchèse (card. WRIGHT) : 39-941. — Voir interview du card. BENGSCHE : 950.
JOSEPH (St). — PAUL VI. Lettre pont. au Symposium int. sur St J. : 6.
JOUFFE (P. Daniel). — Son arrestation : 1047.
JOURNET (Card. Charles). — Décl. sur San Damiano : 34.
JOUFFE. — PAUL VI. La coop. judéo-chr. : 360. — Alloc. à des j. américains : 849. — Le procès de Leningrad : 86. — Discours du rabbin LAUT dans une égl. de Montréal : 848.

JUSTICE DANS LE MONDE. — Dossier sur les travaux du Synode : 1004 (alloc. de PAUL VI), 1013-1045. Document des évêques du Pérou : 1085-1089. Voir : Développement.
■ JUSTICE ET PAIX » (Commission pontificale et com. nationales). — PAUL VI. Alloc. à la Com. pont. : 910. COM. PONT. Décl. sur le procès de Conakry : 175. — Justice dans le monde. Document remis au Synode : 1018-1023. La Conf. européenne « J. et P. » : 348. — L'aide au dév. dans le VIe Plan fr. (Com. fr.) : 587. — Création et première réunion du Comité d'étude pour la paix et la communauté internationale : 588. — La crise monétaire et le tiers-monde (Com. fr.) : 917. — Décl. de la Com. d'Irlande du Nord : 1092.

K
KEKKONEN (Prés. Urho). — Alloc. à Paul VI : 210, note 1.
KERAUTRET (Mgr René). — La controverse sur l'épître des Rameaux : 237.
KERVEADOU (Mgr François). — Mise au point sur Boquen : 197.
KHROUCHTCHEV (Nikita). — Mort : 946.
KOLBE (Bx Maximilien). — Béatification. Alloc. de Paul VI : 952 ; conf. du card. Wojtyla : 954.
KROL (Card. John). — Interventions au Synode. Le célibat : 978 ; la course aux armements : 1039.
KUNG (Hans). — « Infaillible ? — Une interpellation. » Décl. des év. allemands : 245, 337 ; italiens : 246 ; français : 336 ; étude de Mgr WEBER : 532-538 ; procédure de la SC pour la Doctrine de la foi : 780. Pourquoi je ne quitte pas l'Egl. : 337-340.

L
LA CHANONIE (Mgr Pierre de). — La communion solennelle : 366.
LAICS (dans l'Eglise). — Voir aussi : Conseil des laïcs. PAUL VI. Alloc. aux l. australiens : 10. — L'enseignement du Conc. : 756. — Message à la Rencontre panafricaine des l. : 862. Les l. ne peuvent prononcer l'homélie (Com. pont. int. Conc.) : 704. Voir mémoire des « Silencieux de l'Egl. » : 142. — Voir rapport du groupe mixte COE-ECR : 162. — Communiqué du Forum européen des Comités nat. des l. : 409. — L. et développement (év. d'Afrique de l'Ouest) : 428-430. — Responsabilité politique des l. (Mgr PÉZERIL) : 538. — Sacerdoce du prêtre et des l. (Mgr PUECH) : 599. — Rapports entre prêtres et l. (Synode). Rapport du card. ENRIQUE Y TARANCON : 965 ; rapport du Conseil des laïcs : 972-977 ; intervention du card. ROY : 992.
LALANDE (Mgr Bernard). — Secrétaire du Comité pour la paix et la Communauté internationale : 589.
LALLIER (Mgr Marc). — Élu prés. du Conseil provisoire de l'ens. sup. cath. ; renonce à la présidence de la Com. épisc. du monde scolaire : 646.
LAMONT (Mgr Donal). — Interv. au Synode : 1041.
■ LAUDIS CANTICUM » (Const. ap.). — Texte : 662-664.
LE BOURGEOIS (Mgr Armand). — La sépulture chr. : 391.
LECLERC (Mgr Jacques). — Mort : 844.
LECUYER (P. Joseph). — Interv. au Synode sur le prêtre : 981.
LEGENDRE (Olivier). — Les scouts unitaires de Fr. : 448, note 1.
LÉGER (Card. Paul-Émile). — Photo : couverture No 1594.
LÉGION DE MARIE. — Lettre pont. : 911.
LE GUILLOU (P. Marie-Joseph). — Pétition pour le « Credo » : 80.

LE MANS (diocèse). — Mgr Alix succède à Mgr Chevalier : 1096.

LÉON-DUFOUR (P. Xavier). — Son livre sur la résurrection. Étude de Mgr WEBER : 1130-1133.

LEULIET (Mgr Géry). — Quitte la présidence de la Com. épisc. du monde rural : 1068.

LEVET (Abbé Robert). — Réforme de l'organisation financière de l'Egl. en Fr. : 489-493.

L'HEUREUX (Mgr Henri). — Nommé aux. de Perpignan : 293.

LIBÉRALISME. — PAUL VI. Lettre ap. « Octogesima adveniens » : 509. — Aud. gén. du 18 août : 759.

LIBERTÉ. — PAUL VI. Lib. et péché : 310, 552. — Aud. gén. du 18 août : 758.

LIBERTÉ RELIGIEUSE. — Décl. de l'épisc. portugais : 124-129. — Loi portugaise : 849.

LIEUX SAINTS. — Voir : Terre sainte.

LITTÉRATURE. — PAUL VI. Message au Festival int. du livre : 609.

LITUANIE. — Réception des év. par Paul VI : 644. — Un prêtre condamné pour avoir enseigné le catéchisme : 649.

LITURGIE. — Voir : CENTRE NATIONAL DE PASTORALE LITURGIQUE ; CULTE DIVIN (SC du) ; MESSE ; MUSIQUE SACRÉE ; OFFICE DIVIN.

PAUL VI. Adaptation de la l. à la vie érémitique : 559. — Voir exh. ap. sur la vie rel. : 660. — Réforme lit. et unité : 753. — Le renouveau de la prière l. : 1009.

La réforme des vêtements de chœur (SC du Clergé) : 258. — Les laïcs ne peuvent prononcer l'homélie (Com. pont. interpr. du Conc.) : 704.

Voir mémoire des « Silencieux de l'Egl. » : 141. — La célébration communautaire de l'onction des malades (év. de la région parisienne) : 235-237. — Controverse sur l'épître des Rameaux (Mgr KERAUTRET) : 237. — Le « Missale parvum » (P. BUGNINI) : 239. — Le respect des règles lit. (év. de Grèce) : 240. — L'aménagement intérieur des églises (ministère de l'Intérieur) : 246. — Le nouveau rite de la bénédiction des saintes huiles (P. BUGNINI) : 297. — Les bénédictions (Mgr VIAL) : 550. — Collaboration prêtres-laïcs (Conseil des laïcs) : 973. — Etat des livres lit. en latin : 998. — Le renouveau lit. (rapport de Mgr BARTOLETTI au Synode) : 1117.

LIVRE. — Voir : Littérature.

LOI FONDAMENTALE DE L'ÉGLISE. — Conférence de presse de Mgr ONCLIN : 732-734. — Interview du card. SUENENS : 735-737. — Voir alloc. du card. RENARD : 926. — Rapport du card. FELICI au Synode : 1128.

LORZ (Joseph). — Luther et les théologiens de son temps : 69-78.

LOURDES. — PAUL VI. Lettre au pèlerinage national : 763.

LOURDUSAMY (Mgr Simon). — Nommé secrétaire adjoint de la SC de l'Évangélisation : 395.

LUBAC (P. Henri de). — Pétition pour le « Credo » : 80.

LUGAGNE-DELPONT (Mgr Henry). — Mort : 144.

LUTHER — LUTHÉRIENS. — Luther et les théologiens de son temps (J. LORTZ) : 69-78. — Relations œc. en 1970 (card. WILLEBRANDS) : 614.

LYON (diocèse de). — Changement de limites : 420.

M

Mc MANUS (Mgr William). — La catéchèse : 933.

MADAGASCAR. — Les év. et le célibat s. : 978.

MAGISTÈRE DE L'ÉGLISE. — PAUL VI. Exh. ap. « Quinque jam anni » : 52-56. Décl. des év. anglais : 191.

MAGISTRATS. — PAUL VI. Lettre à l'Union int. des m. : 811.

MAHEU (René). — Voir : UNESCO.

MAL. — PAUL VI. L'expérience du mal : 312.

MALADES — MALADIE. — Voir aussi aux différentes maladies, handicapés, souffrance.

MALLET-JORIS (Françoise). — Membre de l'Ac. Goncourt : 92.

MAMIE (Mgr Pierre). — Nommé év. de Lausanne, Genève Fribourg : 146. — Alloc. aux prêtres européens : 463.

MANFREDINI (Mgr Enrico). — Décl. sur San Damiano : 32-34.

MANZINI (Raimondo). — La réception par Paul VI de groupes de pop-music : 414, note (*).

MARC (Gabriel). — Elu prés. nat. de l'ACI : 242. — Rapport sur l'ACI : 387-390.

MARCHÉ COMMUN. — Voir : Europe.

MARIAGE. — Voir aussi : Célibat, divorce, fiançailles mariages mixtes.

PAUL VI. Motu proprio sur les procès de mariage : 605. Décl. des év. anglais : 190 ; des Églises de Belgique : 193. — La musique sacrée dans la lit. du mariage (« Notitia ») : 416. — La fidélité (card. SUENENS) : 781-784.

MARIAGES MIXTES. — Voir alloc. de L. VISCHER : 166. — Voir rapport du card. WILLEBRANDS : 619. — M. m. et intercommunion (card. HOEFFNER) : 631. — Recommandations des év. cath. et orthodoxes de Fr. : 716-722.

MARIE. — PAUL VI. Alloc. au clergé de Rome : 203. — Lettre aux recteurs des sanctuaires mariaux : 517. — Message aux pèlerins de Pont-Main : 673. — Voir alloc. pour la béatific. du P. Kolbe : 952.

M. et le monde d'aujourd'hui (card. SUENENS) : 878-880. — La théologie mariale du P. Kolbe (card. WOJTYLA) : 955.

Voir : Congrès marial et mariologique international.

MARTENSEN (Mgr Hans). — Lettre à Paul VI : 143.

MARTIN (Mgr Jacques). — Lettre de Mgr MONTIN pendant la guerre : 458, note 1.

MARTY (card. François). — Décl. sur les procès de Burgo et de Leningrad : 83, 87. — Le travail théologique, les sacrements : 377. — Petits groupes et Action cath. : 447. — L'affaire du S.-Cœur de Montmartre : 583 (voir dialogue HAUBTMANN-PONIATOWSKI : 728). — Le centenaire de la mort de Mgr Darboy : 584-587, 1097. — Décl. de M. POMPIDOU : 729, note 5. — Le prêtre : 747. — Homélie aux obsèques de Mgr Haubtmann : 885. — Le Synode : 889. — Lettre aux religieux et religieuses de Paris : 897. — Le départ de l'abbé J.-C. Barreau : 897. — Interv. au Synode : les relations évêques-prêtres : 991 ; la justice dans l'Egl. : 1036. — Compte rendu du Synode devant les év. fr. : 1059-1062.

MARXISME. — PAUL VI. Lettre ap. « Octogesima adveniens » : 508.

Le m. et le divorce (év. chiliens) : 248. — Egl. et m. (Mgr POLGE) : 424. — Document de l'épiscopat chilien : 823-833. — L'AC des jeunes et le m. (Mgr VAN ZUYLEN) : 1099.

MASCALL (Dr E.-L.). — Vers un rite anglican ? : 79.

MATAGRIN (Mgr Gabriel). — Pastorale et équipement rel. : 130-132. — Développement e politique : 295. — Un év. et la politique : 682-684. — Décl. sur une grève de la faim : 684 (commentaire de M. PONIATOWSKI et de Mgr HAUBTMANN : 728). — Interv. au Synode sur la justice : 1030.

MATÉRIALISME. — PAUL VI. La tentation du m. : 352.

MAURER (Card. Jose). — Au service des pauvres : 919-922.

MAURY (Mgr Jean-Baptiste). — L'arrestation de Mgr Tchidimbo : 177. — L'érotisme : 249. — Les milieux indépendants : 390. — L'évêque, notable ou pasteur ? : 750. — « Cor unum » et le néo-colonialisme : 896.

MAXIMOS V HAKIM (Patriarche). — La femme dans l'Egl. : 1026.

MAYER (P. Augustin). — Nommé secrétaire de la SC des religieux ; biog. : 947.

MAZERAT (Mgr Henri). — Le départ de J.-C. Barreau : 898, note 2.

MAZIERS (Mgr Marius). — L'évêque, signe d'unité : 447. — Alloc. aux « silencieux » : 479-481. — Déclaration à l'ACO : 523-528.

MÉDECINS. — Le m. et l'avortement (év. scandinaves) : 1081.

MELKITES. — Exposé sur le célibat et le mariage des prêtres : 817.

MENARD (Mgr Jean). — Communiqué sur l'abbé Aliès : 945.

MENDES DE ALMEIDA (Prof. Candido). — Interv. au Synode : 1033.

MESSE. — PAUL VI. Les m. privées : 559. — Le nouveau missel romain : 865.

Le « Missale parvum » ; le lectionnaire latin (P. BUGNINI ; SC du Culte) : 239. — Notification de la SC du culte sur le missel rom. : 610. — Normes provisoires pour la m. chantée en grégorien (SC du Culte) : 1110.

Appel pour la m. en latin : 798. — Obligation de la m. du dimanche ; la m. des petits groupes (card. RENARD) : 926.

Voir : Honoraires de messe.

MÉTHODISTES. — Relation œc. en 1970 (card. WILLEBRANDS) : 614.

MIGRATIONS. — PAUL VI. Voir lettre ap. « Octogesima adveniensi » : 505.

MINDSZENTY (Card. Jozsef). — Son arrivée à Rome : 923 ; paroles de PAUL VI : 902. — Réside à Vienne : 1095.

(Photo couverture du No 1595).

MISSÉL. — Voir : Messe.

MISSION DE FRANCE. — Effectifs : 641. — Le prélat de la M. de F. devient membre du Conseil permanent : 1068.

MISSIONS : Voir aussi à chacun des pays de mission, Évangélisation du monde (SC pour l').

PAUL VI. Alloc. sacre premier évêque papou : 15. — Message pour la journée des m. : 868-870 ; alloc. : 1011. — L'Egl. mis. : 1007.

L'année miss. 1970-1971 : 873-876.

MISSIONS ÉTRANGÈRES DE PARIS. — Incardination des missionnaires dans les diocèses : 994.

MIXITÉ. — Décl. de la SC de l'Éduc. cath. : 522.

MODE. — PAUL VI. Son esclavage : 311.

MODERNISME. — La crise moderniste et la situation présente (Mgr WEBER) : 341-345.

MOLLET (Guy). — Décl. sur la loi scolaire : 743.

MONDE MODERNE. — PAUL VI. Voir alloc. aux év. d'It. : 607.

MONDESERT (Mgr Michel). — Nommé aux. de Grenoble : 696.

MONNAIE. — La crise monétaire et le tiers-monde (Justice et paix fr.) : 917.

MONTINI (Giorgio). — Interview sur Paul VI : 88-91.

MONUMENTS HISTORIQUES. — Loi du 23-12-1970 : 441.

MORALE : Voir aussi : Immoralité.

Décl. des év. anglais : 184-192 ; belges : 192 ; espagnols (extraits) : 796. — Voir rapport de Mgr BARTOLETTI au Synode : 1119.

MORCILLO GONZALEZ (Mgr Casimiro). — Le procès de Burgos : 84. — Mort : 644.

MOYEN-ORIENT : Voir aussi : Israël, Jérusalem, Terre sainte.

PAUL VI. Appel pour la paix : 313, 560, 667.

Les Sœurs de Sion et le rapprochement israélo-arabe : 397. — Jérusalem et la paix (note de l'OR) : 397. — Le IIe Colloque int. sur la Palestine (Mgr SCOTTO) : 398. — Appel des autorités chr. d'Algérie : 799. — Interv. au Synode : 1025 (card. SIDAROUESS, Mgr BELTRITTI), 1043 (P. AZZI).

MOYENS DE COMMUNICATION SOCIALE : Voir aussi : cinéma, Commission pont. des com. soc., presse, radio, TV.

PAUL VI. Voir lettre ap. « Octogesima adveniensi » : 506. — Message pour la Journée mondiale : 518. — La civilisation de l'audio-visuel : 1106.

Instruction pastorale « Communion et progrès » : 562-582.

Dans les pays de mission : 875. — Le P. Kolbe, précurseur (card. WOJTYLA) : 955. — Voir rapport de Mgr BARTOLETTI au Synode : 1115 et s. ; contribution de l'épisc. fr. : 1124.

MOZAMBIQUE. — Départ des P. Blancs : 549, 633-636, 899.

MUSHAKOJI (Dr Kinhide). — Interv. au Synode : 1034.

MUSIQUE. — PAUL VI. La pop-music et la paix : 414.

MUSIQUE SACRÉE. — PAUL VI. Alloc. à des religieuses : 415.

Le chant de l'Office (SC du Culte) : 334. — Dans la lit. du mariage (« Notitiae ») : 416.

MYSTÈRE PASCAL. — PAUL VI. Ce qu'il est : 861.

N

NAISSANCES. — Voir : Régulation des naissances.

NANTES (Abbé Georges de). — Note de Mgr PATY : 597.

NAZISME. — Béatific. du P. Kolbe (PAUL VI, card. WOJTYLA) : 953, 955.

N'DAYEN (Mgr Joachym). — Interv. au Synode (célibat sac.) : 979, note 4.

NDONGMO (Mgr Albert). — Condamné à la détention perpétuelle : 194. — Décl. du card. ZOUNGRANA : 247.

NGUYEN KIM DIEN (Mgr Philippe). — Interv. au Synode. Le célibat sacerdotal : 978 ; la justice : 1024.

NIGER (République du). — Alloc. de PAUL VI au prés. H. Diiori : 109.

NIGERIA. — Situation des missions : 873. — Les év. et le célibat : 978.

NIXON (Prés. Richard). — Annonce de sa visite en Chine. Note de l'OR ; décl. de PAUL VI : 748.

NOBEL (Prix). — Paix (W. Brandt) ; littérature (P. Neruda) : 1095.

NOEL. — PAUL VI. Message et alloc. : 60-64, 95.

NOEL (Prix). — A. Bieler : 44.

NORVEGE. — Voir : Scandinaves.

NSUBUGA (Mgr Emmanuel). — Le racisme : 1025.

NUNES GABRIEL (Mgr Manuel). — Interv. au Synode : 1025.

O

OBEISSANCE. — Voir exh. ap. sur la vie rel. : 656.

OBJECTION DE CONSCIENCE. — Voir communiqué du Comité pour la paix : 589.

OCÉANIE. — PAUL VI. Alloc. aux év. d'O. : 8-10.

O'CONNOR (Mgr Martin). — Présentation de « Communion et progrès » : 562, en note.

« OCTOGESIMA ADVENIENS » (Lettre apostolique). — Texte : 502-513 (erratum : 604). — Commentaires. PAUL VI : 513. ; Commission épisc. fr. du monde ouvrier : 523-528.

ŒUVRES PONTIFICALES MISSIONNAIRES. — Voir Année miss. : 875.

OFFICE DIVIN. — PAUL VI. Exh. ap. « Laudis canticum » : 662-664.

Prés. gén. de la liturgie des Heures (SC du Culte) : 314-335 (erratum : 812) ; bibliog. (CNPL) : 499. — Notific. de la SC du Culte sur la nouvelle lit. des Heures : 610. — Normes provisoires (SC du Culte) : 1110. — L'obligation de l'O. (P. BUGNINI) : 1112.

OKAPI. — Naissance du journal : 1094.

ONCLIN (Mgr Guillaume). — Conf. de presse sur la loi fondamentale : 732-734.

ONCTION DES MALADES. — Note des évêques de la région parisienne : 235-237.

OPÉRATION W. — Programme : 129.

OPINION PUBLIQUE. — Instruction « Communion et progrès » : 566, 575 (dans l'Egl.). — L'OP dans l'Egl. (IXe Congrès de l'UCIP). Lettre pont. : 772-774 ; alloc. de M. GÉLAMUR : 775-780.

ORCHAMPT (Mgr Jean). — Nommé aux. de Montpellier : 746.

ORGANISATION DE L'ATLANTIQUE NORD (OTAN). — PAUL VI. Alloc. au Collège de défense : 204.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES CATHOLIQUES. — Critères de définition (document du Conseil des laïcs) : 808-811.

ORTHODOXES. — Voir aussi : Athénagoras, unité des chr.

PAUL VI. Vœux d'unité : 59.

L'unité (card. WILLEBRANDS) : 67-69, 612-614 (bilan 1970). — Autocéphalie de l'Eglise russe d'Amérique : 293 ; les statuts de l'archevêché orth. de France et d'Europe occidentale : 432-434. — La visite du card. Willebrands en Grèce : 709-712. — Les relations avec l'Egl. russe (card. WILLEBRANDS) : 713-715. — La pastorale commune des foyers mixtes en France : 716-722 (Adresses des centres o. en Fr. : 721). — Décl. des métropolitains de Prague et de Varsovie : 722.

OTAN. — Voir : Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

OTTAVIANI (card. Alfredo). — La limite d'âge des cardinaux : 96.

UGANDA. — Le gouvernement et les missions : 873.

P

PAIX. — Voir aussi : Développement, « Justice et Paix », Moyen-Orient, OTAN, Vietnam.

PAUL VI. Message et homélie de Noël : 60-62. — Aud. gén. : 64. — Le peuple et la paix (alloc. du 1^{er} janv.) : 65. — La p. intérieure : 258. — Alloc. à des officiers fr. : 312. Message du prés. POMPIDOU à Paul VI : 91. — La religion et la p. (conf. de Kyoto) : 134. — Décl. des év. anglais : 188 ; français : 1064. — Voir rapport de Mgr BARTO-LETTI au Synode : 1127.

PAKISTAN. — **PAUL VI.** La guerre du P. oriental : 558, 667. — Appel pour les réfugiés : 913. Décl. du Cons. permanent de l'épisc. fr. : 698, 1046.

PAMIER (Diocèse de). — Mgr Soulier nommé év. : 747.

PAPE. — **PAUL VI.** Ev. de Rome et primat d'Italie : 607, note 1.

Son élection (card. PELLEGRINO) : 97. — Le p. et les évêques (card. ALFRINK) : 679-681. — Son ministère d'unité (R. SCHUTZ) : 749 (complément : 847).

PAQUES. — Message de **PAUL VI** : 402. — Aud. gén. temps de P. : 453-456 ; 552-555.

Date commune avec les orthodoxes, card. WILLEBRANDS : 68 ; groupe mixte COE-ECR : 161.

PARAGUAY. — Le conflit entre l'épisc. et le gouvernement : 298.

PARCATTIL (Card. Joseph). — Interv. au Synode (célibat sac.) : 978.

PARIS. — **PAUL VI.** Alloc. aux év. de la région p. : 1009. Prorogation du statut des diocèses de la région p. ; Décl. du card. MARTY : 92 ; cf. p. 1009, chapeau.

PAROISSE. — **PAUL VI.** La p. n'est pas périmée : 858. Voir mémoire des « Silencieux de l'Egl. » : 142. — Renouveau de la p. (P. BOCKEL) : 785-790.

PARONETTO-VALIER (Mme Marie-Louise). — Remise du prix Jean-XXIII à Mère Thérèse : 108.

PARRAINS. — Les parrains chr. non cath. (Secrétariat pour l'Unité) : 419.

PATRONS-PATRONAT. — Voir : Centre français du patronat chrétien, UNIAPAC.

PATY (Mgr Charles). — Note sur l'abbé de Nantes : 597.

PAUL VI. — Voir en fin de tables la liste chronologique de ses actes.

Lettre à Mgr Martin pendant la guerre : 458, note 1. « Mon oncle le Pape ». Interview de Giorgio MONTINI : 88-91. — Alloc. du card. ALFRINK : 679-681.

PAUVRETÉ. — **PAUL VI.** Alloc. à des tertiaires franciscains : 515. — Voir exh. ap. sur la vie rel. : 655.

Au service des pauvres (card. MAURER) : 919-922. — Responsabilité dans la prospérité (év. allemands) : 1134-1136.

« **PAX ROMANA** ». — Cinquantenaire. Alloc. de **PAUL VI** : 806 ; de Dom HELDER CAMARA : 836.

PÉCHÉ. — **PAUL VI.** Liberté et p. : 310, 552. — Rejet de la notion de p. : 1103.

P. grave et p. véniel (év. suisses) : 116-118.

PÉCHÉ ORIGINEL. — **PAUL VI** : 552.

PELLEGRINO (Card. Michele). — La limite d'âge des cardinaux, l'élection du Pape : 97. — Vraie et fausse espérance de l'Egl. : 999.

PÉNITENCE. — Voir : Carême.

PÉNITENCE (Sacrement de). — Pour les religieux et les religieuses (SC des Religieux) : 418.

Instruction des év. suisses sur la pén. et la confession : 110-122. — Sa réforme (CNPL, secrétariat de l'épisc. canadien) : 123. — Les absolutions collectives (card. RENARD) : 927.

PERES BLANCS. — Quittent le Mozambique : 549, 633-636.

PÉROU. — Document de l'épiscopat sur la justice dans le monde : 1085-1089.

PERPIGNAN (Diocèse de). — Démission de Mgr Bellec : 947 ; Mgr L'Heureux nommé adm. ap. : 946.

PERRIN (Mgr Victor). — Mort : 294.

PETITES COMMUNAUTÉS (religieuses). — **PAUL VI.** Exh. ap. sur la vie rel. No 40 : 659.

PETITS GROUPES. — **PAUL VI.** Alloc. aux év. d'It. : 608. — Les communautés de base : 858.

P. g. et Action cath. (card. MARTY) : 447. — La messe des p. g. (card. RENARD) : 926.

PEUPLE DE DIEU. — **PAUL VI.** L'Egl., p. de D. : 803.

PÉZERIL (Mgr Daniel). — L'Egl. et la politique : 538. Chargé des questions de la foi : 593.

PIE IX. — Lettre à Napoléon III sur Mgr Darboy : 1097.

PIMEN (Patriarche). — Election, biog., message de **PAUL VI** : 647.

PIOGER (Mgr André). — Démission : 845.

PIRONIO (Mgr Eduardo). — L'Am. lat. et le Synode. Interv. sur la justice : 1025 ; conf. de presse : 1044.

PLAUT (rabbín Gunther). — Alloc. dans une égl. de Montréal : 848.

PLURALISME. — Alloc. du card. WILLEBRANDS : 266. — Unité et plur. (groupe mixte COE-ECR) : 282. — Unité dans la diversité (év. lyonnais) : 379-384.

POLGE (Mgr Eugène). — Les prêtres et la politique : 423-425. — Jean Vilar : 847.

POLITIQUE. — **PAUL VI.** Voir lettre ap. « Octogesima adveniens » : 507-513.

Développement et p. (Mgr MATAGRIN) : 295. — Diversité et unité pol. (év. lyonnais) : 379, 381. — Candidature de prêtres aux élections (Mgr POLGE) : 423-425. — Voir décl. de la Com. épisc. du monde ouvrier à l'ACO : 523-528. — Alloc. de Mgr PÉZERIL aux parlementaires : 538. — La « théologie politique » (card. HOFFNER) : 541, 542. — L'affaire du S.-Cœur de Montmartre (card. MARTY) : 583. — Le prêtre et la p. (év. du Chili) : 637. — L'év. et la p. (Mgr MATAGRIN) : 682-684. — L'Egl. et la p. (débat télévisé Mgr HAUBTMANN-M. PONIATOWSKI) : 723-729. — L'Egl. et l'Etat (Mgr ELCHINGER) : 729-731. — L'évêque et les autorités (Mgr MAURY) : 750. — Voir document de l'épisc. chilien : 831 et s. — Communiqué de Mgr MÉNARD sur l'abbé Aliès : 945. — L'engagement pol. du prêtre (travaux du Synode). Épisc. hollandais : 982 ; belge : 986.

POLLUTION. — **PAUL VI.** La p. de l'air et de l'eau : 355.

POLOGNE. — **PAUL VI.** Lettre au card. Wyszynski : 147. — *Angelus* du 14 fév. : 258.

Statistiques du clergé : 45. — La réconciliation germano-pol. (év. allemands) : 196. — Décl. du card. WYSZYNSKI et des év. pol. sur les émeutes de la côte balte (dossier) : 218-223. — Lettre de l'épiscopat sur la situation démographique : 224-226. — Décl. du card. DOEPFNER : 1095. — Concélébration des év. allemands et pol. : 1096. Voir : Kolbe (Bx Maximilien).

POMPIDOU (Georges). — Message à **PAUL VI** : 91. — L'Egl. et l'Etat : 1075.

PONIATOWSKI (Michel). — Débat télévisé avec Mgr Haubtmann sur l'Egl. et la politique : 723-729 (Photo-couverture No 1591).

PONT-MAIN. — Message de **PAUL VI** : 673.

PORNOGRAPHIE. — Voir : Erotisme.

PORTES (Chartreuse de). — Réouverture : 892.

PORTUGAL. — **TEXTES DE L'EPISC.** La liberté rel. : 124-129.

Loi sur la liberté rel. : 849. — Les travailleurs port. (Mgr RIBEIRO) : 1026.

Voir : Angola, Mozambique.

POWER (Mgr William). — Prés. de la Conf. épisc. canadienne ; biog. : 942, note 1.

PRÉDESTINATION. — Paroles de **PAUL VI** : 557.

PRESBYTERES. — Renouveau des baux : 892.

PRESSE. — **PAUL VI.** Alloc. aux journalistes en Australie : 14. — La presse cath. corrosive : 306.

Voir instruction sur les communications soc. : 578. Création du service d'information commun SNOP-BIP : 291.

PRESSIONS. — **PAUL VI.** Sur le Synode : 903.

PRETRE. — Voir aussi : célibat, paroisse, prêtres au travail, séminaires, Synode.

PAUL VI. Alloc. aux p. australiens : 10, 12 (les p. âgés) ; au clergé de Rome : 202-204. — Les défections de p. : 411. — Alloc. à des jeunes p. salésiens : 412. — A des p.

r. : 458. — Sacerdoce et vie monastique : 559. — Ce qui est attendu du Synode : 608. — Le p., spécialiste de Dieu : 72. — La fidélité du p. : 759. — La leçon du P. Kolbe : 153. — Aud. gén. du 13 oct. : 957. — Alloc. de clôture du synode : 1003. — Le ministère du p. : 1012. — Sacerdoce et structures de l'Egl. : 1106.

Normes pour la réduction à l'état laïc (SC Doctrine de la foi) : 764-768.

Chiffres des retours à l'état laïc : 194. — L'Assemblée européenne de pr. (NN.SS. PUECH, VIAL, Conseil presb. de Paris) : 296 ; la Rencontre de Genève (dossier) : 159-466 ; photo couverture No 1586. — Candidature de p. aux élections (Mgr POLGE) : 423-425. — Vœux des év. et pr. du Québec : 497-499. — Pour une meilleure répartition (région ap. Centre-Est) : 598. — Sacerdoce du prêtre et des laïcs (Mgr PUECH) : 599. — Le p. et la politique (év. du Chili) : 637. — Travaux de l'Ass. pl. des év. de Fr. : 645. — Propositions de la Com. théologique : 699. — La fidélité (card. SUENENS) : 781-784. — Exposé de l'Egl. grecque-melkite sur le célibat et le mariage des pr. : 817. — Un pr. marié ne peut célébrer la messe (Mgr ELCHINGER) : 818. — Alloc. aux retraites sacerdotales : card. RENARD : 927 ; Mgr GUYOT : 931. — Interview du card. BENGSCHE : 950. — La leçon du P. Kolbe (card. WOJTYLA) : 954. — Voir alloc. du card. MARTY aux év. de Fr. : 1061. — Décl. des év. de Fr. : 1065. — La retraite du clergé (épisc. fr.) : 1066.

SYNODE EPISCOPAL. Présentation du schéma (Mgr RUBIN) : 814. — Commentaires de l'ACO : 819-822. — Art. de Mgr SCHMITT : 887. — Décl. du card. MARTY : 889, 897 ; de l'épisc. canadien : 942. — Les travaux du Synode (dossier) : 959-993. — Voir rapport de Mgr BARTOLETTI (crise du clergé) : 1121 ; contribution de l'épisc. fr. : 1125.

PRETRES AU TRAVAIL. — Voir résolutions des prêtres européens : 460.

PRIERE. — PAUL VI. L'Egl., communauté qui prie : 11008.

Voir décl. des év. fr. : 1065. — Dévaluation de la p. (O. CULLMANN) : 1073.

PRIMAUTE PONTIFICALE. — Conciliarité et primauté groupe mixte COE-ECR) : 281.

PRO AFRICA » (Fondation). — Annonce de la Fondation (card. VILLOT) : 877.

ROCHE-ORIENT. — Voir : Moyen-Orient.

ROGRES. — PAUL VI. Lettre ap. « Octogesima adveniens » : 510.

ROSÉLYTISME. — Voir alloc. de L. VISCHER : 165.

PROTESTANTS. — Situation du protestantisme fr. : 92. — La terminologie de Vatican II et les ministères protestants (P. HAMER) : 625-628. — Prot. et cath. devant les dangers qui menacent la foi (O. CULLMANN) : 1072-1075.

PUBLICITÉ. — Voir Instruction sur les communications soc. : 570.

PUECH (Mgr Pierre). — Le procès de Burgos : 85. — L'Assemblée européenne de prêtres : 296. — Sacerdoce du prêtre et des laïcs : 599.

PURETÉ. — PAUL VI. Appel à la p. : 553.

Q

QUESTIONS SOCIALES. — PAUL VI. La paix soc. : 66, 95, 513, 514. — Lettre ap. « Octogesima adveniens » : 502-513.

Décl. des év. anglais sur la justice soc. : 186. — Unité et diversité soc. (év. lyonnais) : 379, 382. — L'Egl. dans la société moderne (card. HOFFNER) : 540-543.

« QUINQUE JAM ANNI » (Exh. ap.). — Texte : 52-56.

R

RABINE (Chanoine Joseph). — Les orientations missionnaires de l'Egl. de Fr. : 646. — La pastorale du tourisme en Fr. : 692.

RACISME. — PAUL VI. Voir lettre ap. « Octogesima adveniens » : 505.

Voir note du S.-Siège pour l'année de l'éducation : 216.

Décl. des év. d'Afr. orientale : 87 ; d'Angleterre : 186 ; de Rhodésie, sur les écoles : 349 ; de la Com. épisc. fr. des

migrations : 748. — Interv. au Synode, Mgr NSUBUGA : 1025 ; Mgr FITZGERALD : 1028 ; Mgr LAMONT : 1041.

RADIO. — Voir aussi : Moyens de communication sociale. Instruction sur les communic. soc. : 579.

RÉDUCTIONS. — PAUL VI. Les r. du Paraguay : 858.

RÉGULATION DES NAISSANCES. — Lettre de l'épisc. polonais : 224-226. — Alloc. du card. RENARD : 227. — Avortement et contraception (év. scandinaves) : 1082.

RELIGIEUSES. — Voir aussi : Religieux (SC des).

PAUL VI. Alloc. sur la musique sacrée : 415. — Exh. ap. sur la vie rel. : 652-661.

Enquête sur les r. en Fr. : 843. — Lettre au card. MARTY : 897.

RELIGIEUX. — Voir aussi : Religieux (SC des).

PAUL VI. Exh. ap. « Evangelica testificatio » : 652-661. Monachisme et œcuménisme (card. WILLEBRANDS) : 621-625. — L'avenir de la vie rel. (P. ARRUPE) : 846. — Lettre du card. MARTY avant le Synode : 897.

RELIGIEUX ET INSTITUTS SÉCULIERS (SC des). — Décret sur la confession et la non-admission aux vœux : 418. — L'administration du baptême par les religieux laïcs et les religieuses : 768.

RELIGIONS NON CHRETIENNES. — Voir : Secrétariat pour les non-chrétiens et chacune des différentes religions. PAUL VI. Alloc. prononcées à Djakarta : 16-18. Message de la conférence de Kyoto sur la religion et la paix : 134.

RENARD (Card. Alexandre). — Alloc. au Congrès des Ass. Fam. cath. : 227-230. — Fatima : 793. — La communion solennelle : 363-366. — L'unité dans la diversité : 379-384. — Les honoraires de messe : 396. — Conférence aux retraites sacerdotales : 925-928.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE. — Les év. et le célibat s. : 979, note 4.

RÉSURRECTION. — Étude de Mgr WEBER : 1130-1133.

RETRAITE. — La retraite du clergé fr. : 1066.

RÉVOLUTION. — PAUL VI. Le Christ et les révolutionnaires de son temps : 205-206.

RHODÉSIE. — Décl. des év. sur les écoles multiraciales : 349. — Interv. de Mgr LAMONT au Synode : 1041.

RIBEIRO (Patriarche Antonio). — Interv. au Synode : 1026.

RIGAUD (Mgr Maurice). — Elu prés. de la Com. épisc. du monde rural : 1068.

RIVIERE (Geneviève). — Rapport sur l'ACI : 387-390.

ROLLET (Henri). — Le développement : 915-917. — Quitte la présidence de la FIHC : 1096.

ROLON (Mgr Ismaël). — Conflit avec le Gt du Paraguay : 298.

ROTE (Tribunal de la). — Alloc. de PAUL VI : 152-155.

ROUMANIE. — Relations avec le patriarcat en 1970 (card. WILLEBRANDS) : 613.

ROUSSET (Mgr Paul-Marie). — Nommé premier év. de St-Etienne : 395, 422.

ROY (Card. Maurice). — Interv. au Synode : les relations prêtres-laïcs : 992.

ROZIER (Mgr Joseph). — Nommé auxiliaire de Clermont : 596.

RUBIN (Mgr Ladislav). — Conf. de presse sur le Synode : 813-816.

RUI PATRICIO. — Le départ des P. blancs du Mozambique : 633.

RUPP (Mgr Jean). — Nommé pro-nonce en Irak : 596.

RURAUX. — Voir aussi : Agriculture.

PAUL VI. L'avenir des jeunes r. : 1052-1054.

SACRÉ COLLEGE. — PAUL VI. Alloc. de Noël : 56-59 ; de juin : 665-667. — La limite d'âge (card. OTTAVIANI, TISSERANT, PELLEGRINO) : 96.

SACREMENTS. — Évangélisation et s. (rapport de Mgr COFFY) : 231-234. — Dossier : 361-378. — Le s., acte de foi ou geste religieux ? (card. MARTY) : 377. — Eglise-s. Rapport de Mgr COFFY (résumé) : 1068.

S

SAINT-ESPRIT. — PAUL VI. Aud. gén. sur la Pentecôte : 555-557. — Const. ap. sur la confirmation : 852.

SAINT-ETIENNE (Diocèse de). — Erection : 420. — Mgr Rousset nommé év. : 395.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON. — Érigé en vicariat ap. : 146.

SAINT-SIEGE. — PAUL VI. Ses rapports avec les Etats, ses interventions : 105. — La nouvelle salle d'audience : 669. — Création de l'Office d'information des pèlerins et touristes : 347.

SAINTETÉ. — PAUL VI. L'appel à la s. : 703. — La s. dans l'Egl. : 1005.

SAMORE (Card. Antonio). — Interv. au Synode (célibat sac.) : 980.

SAN DAMIANO. — Notific. de Mgr MANFREDINI : 32-34. — Décl. du card. JOURNET : 34.

SAUDREAU (P. Michel). — Nommé vic. gén. de Paris : 593.

SCANDINAVES (Pays). — Décl. des év. sur l'avortement : 1076-1083.

SCHMITT (P. Ernst). — Interv. au Synode : 980.

SCHMITT (Mgr Paul). — Le Synode : 886-1063. — Interv. au Synode sur le célibat sac. : 989 ; la justice : 1042.

SCHUTZ (Fr. Roger). — Voir : Taizé.

SCOTTO (Mgr Jean). — Le colloque sur la Palestine : 398.

SCOUTISME. — Les scouts unitaires de Fr. (Secrétariat de l'épisc.) : 448.

SECOURS CATHOLIQUE. — Alloc. de Paul VI : 561.

SECRÉTARIAT NATIONAL DE L'OPINION PUBLIQUE. — Le P. Fihey succède au P. Huot-Pleuroux : 593.

SECRÉTARIAT POUR LES NON-CHRÉTIENS. — Voir : Islam.

SECRÉTARIAT POUR LES NON-CROYANTS. — Alloc. de PAUL VI : 302-304.

SECRÉTARIAT POUR L'UNITÉ DES CHRÉTIENS. — Voir aussi : Hamer ; Willebrands. Les parrains chr. non cath. : 419.

SECTES. — Contacts œcuméniques (card. WILLEBRANDS) : 616.

SÉCULARISATION. — PAUL VI. S. et athéisme : 302-304. — Les fins dernières, la croix à l'heure de la s. : 860, 861.

Voir conf. du card. WILLEBRANDS : 261.

■ **SEDULA CURA** (Motu Proprio). — Texte : 705.

SEEZ (Diocèse). — Mgr Derouet succède à Mgr Pioger : 845.

SÉJOURNÉ (Abbé René). — Thèse sur l'option rel. des mineurs : 437-441.

SEMAINE SAINTE. — Alloc. de PAUL VI : 410-414 ; 452.

SEMAINES SOCIALES DE FRANCE. — Rennes. Contradictions et conflits : naissance d'une société ? : 769-771.

SEMAINES SOCIALES D'ITALIE. — « Sociétés industrialisées et condition humaine » : 4-6.

SÉMINAIRES-SÉMINARISTES (Grands). — PAUL VI. Alloc. aux sémin. de Rome : 311.

Résolutions des prêtres europ. sur la formation sacerdotale : 462. — La prép. au ministère sac. en Fr : 497. — Voir document du Conseil des laïcs : 976.

SÉNÉGAL. — Ordonnance des év. sur l'habit ecclésiastique : 599.

SÉPULTURE. — Ordonnance de Mgr LE BOURGEOIS : 391. — Éloges du défunt par des laïcs (Mgr BADRÉ) : 1046.

SIDAROISS (Patriarche cardinal Stephanos Ier). — Le conflit du Moyen-Orient : 1025.

SILENCE. — PAUL VI. Le s. qui écoute : 1107.

SILENCIEUX DE L'ÉGLISE (Assemblée des). — Mémoire aux év. de Fr. : 139-143. — Alloc. de Mgr MAZIERS : 479-481 ; de Mgr ELCHINGER : 1069-1071. — Adresse au Pape et aux év. : 1071. — Présentation du Message du prof. Cullmann : 1072, note 1.

SIMONIS (Mgr Adrien). — Nommé év. de Rotterdam (dossier) : 179-183. — Alloc. du card. ALFRINK à son sacre : 482-484. — Lettre past. : 484.

SION (Religieuses de). — Le rapprochement israélo-arabe : 397.

SLIPIYI (Card. Joseph). — Interv. au Synode. Le célibat sac. : 980 ; L'Eglise ukrainienne, la pauvreté : 1027.

SOCIALISATION. — Débat télévisé HAUBTMANN-PONIATOWSKI : 725.

SOCIALISME. — PAUL VI. Lettre ap. « Octogesima adveniens » : 508.

Décl. de la Commission épisc. fr. du monde ouvrier : 525 ; des év. du Chili : 636, 823-833.

SOCIOLOGIE RELIGIEUSE. — PAUL VI. Les enquêtes sociologiques : 54.

La pratique rel. à Rome : 93.

SODEPAX. — Voir rapport du groupe mixte COE-ECR : 163.

SOUDAN (Khartoum). — Interv. de Mgr BARONI au Synode : 1024.

SOUFFRANCE. — Voir lettre de l'épisc. hollandais : 488.

SOULIER (Mgr Léon). — Nommé év. de Pamiers : 747.

SOURDS. — Lettre pont. au Congrès mondial des s. : 780.

STOORM (Mgr René). — L'érotisme : 249.

STRAVINSKY (Igor). — Mort : 495.

STREIFF (Mgr Jean). — Élu prés. de la Com. épisc. enfance-jeunesse : 1068.

SUEDE. — Voir : Scandinaves.

SUENENS (Card. Léo Joseph). — Cinq ans après Vatican II : 35. — Le fruit du trouble actuel : l'unité : 36. —

Texte sur l'espérance : 250. — Changement et continuité, le sacerdoce des femmes : 396. — L'œcuménisme contesté : 674-678. — Interview sur la Loi fondamentale : 735-737. — Engagement et fidélité : 781-784. — Marie et

le monde d'aujourd'hui : 878-880. — Unité de l'Egl. et unité de l'humanité : 881-884. — Interv. au Synode. Le sacerdoce : 986 ; la justice : 1031.

SUISSE. — TEXTES DE L'ÉPISC. Instruction sur la pénitence et la confession : 110-122. — Le référendum sur le vote des femmes : 200. — L'érotisme : 290.

Création du diocèse de Lugano : 346.

SYNDICALISME. — PAUL VI. Voir lettre ap. « Octogesima adveniens » (No 14) : 505.

Débat télévisé HAUBTMANN-PONIATOWSKI : 724.

SYNODE ÉPISCOPAL. — SESSION AUTOMNE 1971. — PAUL VI. Son programme : 59. — Alloc. au Conseil du Secrétariat : 155. — Le sacerdoce ministériel : 608. —

Alloc. d'ouverture : 902-904. — Disc. des aud. gén. : 907. — Disc. de clôture : 1002-1005.

Commission d'étude sur le sacerdoce : 294 ; schéma sur le prêtre : 297, note 4 (présentation) ; 461, note 4 (ordination d'hommes mariés). — L'Assemblée europ. des

prêtres : 296, 459-466 (dossier sur Ass. de Genève). — Travaux de l'Ass. plénière de l'épisc. fr. : 465. — Propositions de la Com. théologique : 699. — Participation des pr. à la préparation et aux travaux. Annonce : 466. —

Conf. de presse de Mgr RUBIN : 813-816. — Exposé de l'Egl. melkite sur le sacerdoce : 817. — Contribution de l'ACO au schéma sur le sacerdoce : 819-822. — Article de Mgr SCHMITT : 886 ; du card. MARTY : 889. — La

composition du S. : 890. — Lettre du card. MARTY aux religieux et religieuses : 897. — Appel de l'épisc. fr. : 900. — Décl. des év. du Canada : 942. — Compte rendu du

card. MARTY et des év. délégués devant l'Ass. pl. de l'épisc. fr. : 1059-1063. — Document des év. du Pérou sur la justice : 1085-1089. — Après le S. (card. HEENAN) : 1100. —

Les votes du S. sur l'ordination d'hommes mariés : 1100. — Les travaux du Synode (dossiers). Le sacerdoce : 959-993 ; justice dans le monde : 1013-1045. —

Le Pape et le S. (card. ALFRINK) : 680. — Application par Paul VI des textes votés : 1050. — Panorama sur la vie de l'Egl. présenté par Mgr Bartoletti : 1113-1124 ; contribution de l'épisc. fr. : 1123-1127. — Communication du

card. FELICI sur la Loi fondamentale : 1128.

T

TABERA ARAOZ (Card. Arturo). — Nommé préfet de la SC du Culte divin : 347.

TAIZÉ (Communauté de). — PAUL VI. Message au « Concile des jeunes » : 194.

La 2e étape du Conc. des jeunes : 435. — Appel du Fr. SCHUTZ (la crise du sacerdoce) : 435. — Le ministère

d'unité du Pape (R. SCHUTZ) : 749 (complément : 847).
— Représentation du prier à Rome : 847.
Photo couverture No 1585.

TCHIDIMBO (Mgr Raymond). — Son arrestation (dossier) : 173-178. — Sa situation : 444.

TEILHARD DE CHARDIN (P. Pierre). — Cité par PAUL VI : 355.

TÉLÉVISION. — Voir : Moyens de communication sociale, Instruction sur les communic. soc. : 579.

TERRE SAINTE. — Voir aussi : Moyen-Orient.

PAUL VI. Le statut des lieux saints : 313. — Solidarité avec les communautés chr. : 413.

TEWFIK OWEIDA (Mohammed). — Rencontre avec le card. Marella : 134.

THÉÂTRE. — Voir instruction sur les communic. soc. : 579.

THÉOLOGIE. — PAUL VI. La tâche des théologiens : 54. Urgence du travail théologique (card. MARTY) : 377. — Critiques du card. WRIGHT : 793, 933-941. — Voir alloc. du card. MARTY aux év. de Fr. : 1061. — La crise de la t. (O. CULLMANN) : 1073. — Voir rapport de Mgr BARTOLETTI au Synode : 1117.

THERESE D'AVILA (Ste). — Conf. du card. GARRONE : 25-29.

THERESE BOYAXHIU (Mère). — Reçoit le prix Jean-XXIII : 107 (photo couverture No 1579.)

THIANDOU (Mgr Hyacinthe). — Interv. au Synode : 1026.

TIERS-MONDE. — Voir : Développement.

TIMADEUC (Abbaye). — P. Richard élu abbé : 994.

TISSERANT (Card. Eugène). — Démission de ses charges de bibliothécaire et archiviste. Lettre de PAUL VI : 360. — La limite d'âge des cardinaux : 96, note 2.

TITO (Maréchal). — Réception par PAUL VI : 356-358 (photo couverture du No 1584).

TORTURE. — Note de Mgr ARNS : 244. — Décl. de 400 prêtres d'Irlande du Nord : 1093.

TOURÉ (Sékou). — Lettre à Paul VI : 174, note 6.

TOURISME. — L'Égl. et le t. (Mgr CLARIZIO) : 685-691. — La past. du t. en Fr. (P. RABINE) : 692.

TRADITION. — Changement et continuité (card. SUEENS) : 396.

TSIAHOANA (Mgr Albert). — Interv. au Synode (célibat sac.) : 978.

U

UKRAINE. — Paul VI refuse la création d'un patriarcat ukrainien : 998. — Interv. du card. SLIPIY au Synode : 1027.

UNESCO. — PAUL VI. Message pour la Journée de l'alphabétisation : 866 ; pour le 25e anniv. : 1054. — Note du S.-Siège pour l'Année internationale de l'éducation : 213-217 ; réponse de M. MAHEU : 217. — Mgr Conti nommé observateur permanent du S.-Siège : 95.

UNIAPAC. — Décl. sur le développement : 430.

UNION CATHOLIQUE INTERNATIONALE DE LA RESSE. — IXe Congrès : 772-780.

UNITÉ (des catholiques). — Unité dans la diversité (év. vonnais) : 379-384. — L'év., signe d'unité (rapport de Mgr MAZIERS au Cons. permanent) : 447. — Voir alloc. du card. RENARD : 928.

UNITÉ DES CHRÉTIENS. — Voir aussi : Athénagoras ; Conseil œcuménique des Églises ; Écriture sainte ; Intercommunion ; Mariages mixtes ; Secrétariat unité des chr. ; Œcuménisme ; Willebrands, et chacune des diverses confessions. PAUL VI. Alloc. prononcées en Australie : 8, 15. — Alloc. semaine de l'unité : 103, 108.

— Le fruit du trouble actuel : l'unité (card. SUENENS) : 36. — Déclarations des Égl. de Belgique sur l'érotisme : 192. — Création du service d'information cath.-prot. fr. : 291. — La terminologie de « Unitatis redintegratio » et les ministres protestants (P. HAMER) : 625-628. — La Conf. des gl. europ. et l'Égl. cath. : 628. — L'œcuménisme contesté (card. SUENENS) : 674-678. — La Loi fondamentale et l'œcuménisme (card. SUENENS) : 737. — Alloc. du card. SUENENS à « Foi et Constitution » : 881-884. — Engagement des év. de F. : 1065. — Voir rapport de Mgr BARTOLETTI au Synode : 1118.

UNIVERSITÉS CATHOLIQUES. — PAUL VI. Alloc. à la Féd. des univ. cath. : 520. — Création du Cons. provisoire de l'ens. sup. cath. fr. : 646.

URBANISATION. — PAUL VI. Lettre ap. « Octogesima adveniens » : 503.

URSS. — PAUL VI. La mort de 3 cosmonautes : 670. Réception de A. Gromyko par Paul VI : 47. — Le procès de Leningrad : 86. — Les relations avec le patriarcat de Moscou (card. WILLEBRANDS) : 613, 713-715. — Le Synode de Zagorsk : 647. — L'Égl. russe dans un régime athée. Mgr Antoine BLOOM : 648 ; card. WILLEBRANDS : 714. — L'éducation athée : 946.

V

VAN ASTEN (P. Theo). — Interv. au Synode. Célibat sac. : 979 ; justice : 1024.

VAN DER MEER DE WALCHEREN (Pierre). — Mort : 146.

VAN MELCKEBEKE (Mgr Charles). — La diaspora chinoise : 345.

VAN ZUYLEN (Mgr Guillaume). — L'AC des jeunes et le marxisme : 1099.

VATICAN (Cité du). — Changements de noms des lieux : 496.

VAUMAS (Mgr Guillaume de). — Enquête sur les constructions d'églises : 131, note 2.

VAUX (P. Roland de). — Mort : 946.

VERACCHI (Giuseppe). — Décl. sur l'Assemblée des prêtres europ. : 466.

VERONESE (M. Vittorino). — Prés. du Comité pour la paix : 588.

VIAL (Mgr Michel). — L'Assemblée europ. de prêtres : 296, note 2. — Les bénédictions : 550.

VIE HUMAINE. — Voir aussi : Avortement, euthanasie. PAUL VI. Le sens de la vie : 309.

VIEIRA PINTO (Mgr Manuel). — Le départ des Pères blancs de Beira : 899.

VIETNAM. — PAUL VI. Messages aux deux Vietnam : 20. — Appel pour la paix : 313. — Voir Alloc. au S.-Collège : 667.

Les év. et le célibat s. : 978.

VIEUX. — PAUL VI. Le 3e âge : 12.

VILAR (Jean). — Mort : 641. — Décl. de l'év. d'Avignon : 847.

VIOLENCE. — PAUL VI. Théologie de la v. : 205. Décl. des év. anglais : 187. — Interv. au Synode de Mgr GUTTIEREZ GRANIER : 1026. — Message de l'Office épisc. canadien d'Action sociale : 1090. — En Irlande (« Justice et paix » irl.) : 1092.

VISCHER (Pasteur Lukas). — L'activité du groupe mixte COE-ECR : 165-168. — Rapport sur l'union des Égl. : 169-172.

VOCATIONS (sacerdotales et religieuses). — PAUL VI. Message pour la Journée des v. : 405-407. — Alloc. au Congrès des directeurs nationaux pour les v. : 671. — La baisse des v. : 1104.

— Voir : Résolutions des prêtres européens : 462. — Situation en Fr. : 497. — En monde ouvrier (ACO) : 531. — Dans les pays de mission : 876. — Voir document du Conseil des laïcs : 977. — Le Synode et l'avenir des v. (card. GARRONE) : 993. — Voir alloc. du card. MARTY aux év. de Fr. : 1061. — Décl. des év. de Fr. : 1065.

W

WARD (Barbara). — Interv. au Synode : 1028.

WEBER (Mgr Jean Julien). — Du bon usage des documents pontificaux ; le modernisme : 341-344. — Le livre de H. Küng sur l'infailibilité : 532-538 ; du P. Léon-Dufour sur la Résurrection : 1130-1133.

WILLEBRANDS (Card. Jan). — L'unité avec les orthodoxes : 67-69. — Unité des chr. ou unité humaine ? : 259-266. — La diversité des charismes et la communion du Saint-Esprit : 266-269. — La première communauté chr. et notre travail œcuménique : 269-272. — Œcuménisme 1970 : 612-620. — Monachisme et œcuménisme : 621-625. — Commentaire de la réponse du patr. Athéna-

goras à Paul VI : 708. — Sa visite en Grèce : 709-712. — Les relations avec l'Egl. russe : 713-715. — Interv. au Synode sur la justice (collaboration avec les non-cath.) : 1035.

Photo couverture No 1582, 1589.

WOJTYLA (Card. Karol). — Le P. Kolbe : 954.

WRIGHT (Card. John). — L'actualité de sainte Jeanne d'Arc : 791-793. — Disc. au Congrès de catéchèse : 933-941.

WYSZYNSKI (Card. Stefan). — Lettre de PAUL VI : 147. Les émeutes de la côte balte : 218-221. — Interv. au Synode (célibat sac.) : 980, note 5. Photo couverture No 1581.

Y
YOUgoslavie. — Réception du maréchal TITO par PAUL VI : 356.

Z
ZAIRE. — Nouveau nom du Congo-Kinshasa : 1095. **ZOUNGRANA (Card. Paul).** — Décl. sur l'arrestation de Mgr Ndongmo : 247. — Interv. au Synode (célibat sac.) : 979.

Table chronologique des actes de S. S. Paul VI

1970

OCTOBRE

24. Lettre pont. à la Sem. soc. d'It. (Sociétés industrialisées et condition humaine) : 4-6.

NOVEMBRE

1. Const. ap. « *Laudis canticum* » sur l'Office divin : 662-664.
15. **Angelus** (1) (Difficultés internes et externes de l'Egl.) : 3.
25. Aud. gén. (Le Pape et le monde) : 2.
29. Lettre pont. au Symposium sur saint Joseph : 6.
30-5 déc. Voyage en Extrême-Orient, Ile partie (dossier) : 8-21.

DÉCEMBRE

6. **Angelus** (Le voyage en Extrême-Orient) : 21.
8. Exhortation apostolique « *Quinque jam anni* » pour le Ve anniv. de Vatican II : 52-56.
8. Lettre à l'UNESCO (Année int. de l'éduc.) : 213.
13. **Angelus** (L'influence soc. de Noël) : 95.
22. Alloc. au S. Collège : 56-59.
23. Aud. gén. (le voyage en Extrême-Orient) : 63.
25. Homélie de la messe de minuit : 61.
25. Message de Noël : 60.
25 (2) Message au card. Wyszynski : 147.
26. Erection du diocèse de Saint-Etienne : 420.
30. Aud. gén. (Noël et l'actualité internationale) : 64.
30. Alloc. aux enseignants cath. it. : 109.

1971

JANVIER

1. Alloc. : Le peuple et la paix : 65.
1. **Angelus** (Les procès de Burgos et de Leningrad) : 86, note 1.
9. Alloc. au Corps diplomatique : 105.
13. Aud. gén. (« Nous voulons voir Jésus ») : 102.
14. Alloc. au prés. du Niger : 109.
15. Alloc. au Conseil du Secrétariat du Synode.
17. **Angelus** (L'unité des chr.) : 108.
19. Lettre pont. aux Associations familiales cath. fr. : 227.

20. Aud. gén. (La Semaine de l'Unité) : 103.

24. **Angelus** (L'Egl. qui souffre) : 173.

27. Décl. sur le procès de Conakry : 175.

27. Message à la TV fr. (Le respect de la vie) : 156.

27. Aud. gén. (Le Christ humble et fort) : 205.

28. Alloc. au Tribunal de la Rote : 152-155.

30. Alloc. au Collège de défense de l'OTAN (3) : 204.

FÉVRIER

1. Alloc. au président finlandais : 210.

3. Aud. gén. (« Tous avaient les yeux fixés sur Jésus ») : 206.

7. **Angelus** (Apollo 14) : 156.

8. Lettre au Patriarche Athénagoras : 255.

10. Aud. gén. (Qui était Jésus ?) : 207.

13. Alloc. à des éditeurs cath. : 211.

14. **Angelus** (La Pologne ; la paix intérieure) : 258.

17. Aud. gén. (Le pourquoi de la vie du Christ) : 209.

20. Alloc. au clergé de Rome : 201-204.

20. Alloc. aux séminaristes de Rome : 311.

24. Aud. gén. (Les cendres) : 252.

24. Homélie sur la pénitence : 253-255.

25. Acte d'adhésion du S. Siège au traité de non-prolifération nucléaire : 256.

25. Alloc. à l'ambassadeur du Gabon : 359.

MARS

10. Aud. gén. (Le sens de la vie) : 309.

11. Alloc. à des officiers fr. : 312.

12. Message pour la Journée des vocations : 405.

14. **Angelus** (La paix en Indochine et au Proche-Orient) : 313.

15. Alloc. à la Com. pont. des communications sociales : 305.

17. Aud. gén. (Liberté et péché) : 310.

18. Alloc. au Secrétariat pour les non-croyants (sécularisation et athéisme) : 302-304.

20. Alloc. au Symposium du Conseil des laïcs sur le dialogue : 307.

22. Alloc. à l'ambassadeur du Chili : 358.

24. Aud. gén. (La tentation du matérialisme) : 352.

25. Alloc. aux délégués des Conf. épisc. européennes : 407.

25. Message pour la Journée des communications sociales : 518.

27. Lettre au card. Tisserant : 360.

27. Alloc. au Congrès int. sur la pollution de l'air et de l'eau : 355.

28. Motu proprio « *Causas matrimoniales* » : 605.

29. Alloc. au maréchal Tito : 356.

31. Alloc. à l'American Jewish Committee : 360.

31. Aud. gén. (La tentation de la chair) : 353.

AVRIL

3. Alloc. à des jeunes prêtres salésiens : 412.

4. Alloc. aux jeunes de Rome : 410.

7. Lettre pont. à « *La Doc. Cath.* » : 516.

7. Aud. gén. (La Semaine sainte) : 452.

8. Alloc. du Jeudi saint (Les défections de prêtres) : 411.

9. Alloc. du Vendredi saint (La Terre sainte) :

11. Message de Pâques : 401.

11. Message au pèlerinage des handicapés mentaux à Lourdes : 403.

14. Message au Congrès de l'Union des œuvres (L'enfant aujourd'hui) : 456.

14. Aud. gén. (Est-il possible d'être chr. aujourd'hui ?) : 453.

15. Alloc. à des religieuses sur la musique sacrée : 415.

16. Alloc. à des groupes de « *pop music* » : 414.

17. Alloc. à l'Union mondiale des enseignants cath. : 457.

18. Lettre aux Chartreux : 558.

19. Alloc. à la Conf. mond. de la coiffure : 673.

21. Aud. gén. (L'aggiornamento) : 454.

21. Alloc. à « *l'Ecole de la foi* » et à des prêtres fr. : 458.

28. Aud. gén. (Les fins dernières) : 455.

30. Alloc. à des travailleurs allemands : 514.

MAI

1. Lettre aux recteurs des sanctuaires mariaux : 517.

3. Alloc. à l'ambassadeur de la RAU : 560.

5. Aud. gén. (La liberté du chrétien) : 552.
6. Alloc. à la Féd. des universités cath. : 520.
9. Message au pèlerinage des étudiants à Chartres : 519.
12. Aud. gén. (Pâques nous appelle à la pureté) : 553.
13. Alloc. au Congrès des directeurs nationaux pour les vocations : 671.
14. Lettre ap. « Octogesima adveniens » pour le 80e anniv. de « Rerum novarum » : 502-513.
16. **Regina Coeli** (1) (Paix sociale) : 513.
19. Alloc. à des tertiaires franciscains : 515.
19. Aud. gén. (La présence dans nos vies du Christ ressuscité) : 554.
22. Alloc. au Secours cath. : 561.
26. Aud. gén. (L'Esprit-Saint) : 555.
30. Radiomessage aux pèlerins de Pontmain : 673.
30. Message au Festival int. du livre : 609.

JUIN

2. Aud. gén. (L'Egl. dans l'économie du salut — Le Pakistan oriental) : 557.
2. Alloc. à une ligue juive : 849.
5. (2) Message au patriarche Pimène : 647.
9. Aud. gén. (L'Eucharistie) : 602.
12. Alloc. à des jeunes prêtres : 672.
12. Alloc. à la Conféd. int. des Cadres : 611.
13. **Angelus** (Le Pape et l'Egl. d'It.) : 607, note 1 (3).
16. Aud. gén. (Le Chrétien, homme de caractère) : 603.
19. Alloc. aux év. d'Italie : 607-609.
23. Aud. gén. (Le souci d'authenticité) : 668.
24. Alloc. au S. Collège : 665-667.
25. Message pour la Journée missionnaire : 868-870.
25. Lettre pont. au Congrès de l'Union cath. int. de la presse : 772-774.
27. Motu proprio « Sedula cura » sur la Commission biblique pont. : 705.
29. Exh. ap. « Evangelica testificatio » sur la vie rel. : 652-661.
29. La crise de la foi (3) : 706.
30. Aud. gén. (La nouvelle salle d'audience) : 669.

JUILLET

3. Lettre pont. à la Sem. soc. de Fr. (2) : 769.
7. Aud. gén. (Le chrétien, homme d'action) : 702.
12. Lettre pont. au Congrès mondial des sourds : 780.

14. Aud. gén. (L'appel à la sainteté) : 703.
15. Lettre créant le Cons. pont. « Cor unum » : 760.
18. La visite du prés. Nixon en Chine (3) : 749.
21. Alloc. pour le cinquantenaire de « Pax romana » : 806.
21. Aud. gén. (L'Egl. est une communion) : 752.
25. Message aux cath. espagnols : 762.
27. Lettre au pèlerinage nat. fr. à Lourdes : 763.
28. Aud. gén. (L'éminente dignité de l'homme) : 753.

AOUT

4. Aud. gén. (Le renouveau intérieur de l'Egl.) : 755.
4. Alloc. à des prêtres européens (La fidélité du pr.) : 759.
5. Message à la rencontre africaine des laïcs : 862.
7. Lettre pont. à l'Union int. des magistrats (L'environnement) : 811.
11. Aud. gén. (Le laïcat) : 756.
12. Lettre pont. au Congrès inter-américain sur le développement : 914.
15. **Angelus** (La piété mariale) : 863.
15. Const. ap. « Divinae consortium » sur la confirmation : 852-854.
18. Aud. gén. (La Liberté) : 758.
25. Aud. gén. (L'autorité dans l'Egl. est service) : 802.
28. (2) Lettre pont. aux év. d'Afrique (La Fondation « Pro Africa ») : 877.
29. **Angelus** (L'Irlande du Nord) : 805.
30. Alloc. (Les réductions du Paraguay) : 858.
31. Lettre pont. à la Légion de Marie : 911.

SEPTEMBRE

1. Aud. gén. (L'Eglise, peuple de Dieu) : 803.
1. Alloc. à une session de spiritualité postconciliaire : 807.
4. (2) Lettre pont. à la Semaine lit. d'It. (Le nouveau missel romain) : 865.
5. Message pour la Journée de l'alphabétisation : 866.
8. Aud. gén. (L'au-delà) : 859.
9. Alloc. à la Semaine it. d'aggiornamento pastoral (diocèse, paroisse, communautés de base) : 856-858.
15. Aud. gén. (La croix) : 860.
16. Alloc. aux ministres de l'agriculture du Marché commun : 864.
22. Aud. gén. (La catéchèse) : 905.

25. Alloc. au Cong. int. de catéchèse : 908-910.
26. **Angelus** (Aimer l'Egl.) : 912.
27. Alloc. à la Com. pont. « Justice et paix » : 910.
29. Aud. gén. (Voir les aspects positifs de l'Egl.) : 906.
30. Alloc. d'ouverture du Synode : 902-904.

OCTOBRE

3. Appel pour les réfugiés du Bengale : 913.
6. Aud. gén. (Fonction de la hiérarchie) : 956.
13. Aud. gén. (Le prêtre) : 957.
17. Homélie béatific. P. Kolbe : 952-954.
20. Aud. gén. (La sainteté dans l'Egl.) : 1005.
24. Homélie pour la Journée missionnaire : 1011.
27. Aud. gén. (L'Egl. missionnaire) : 1007.
27. Le ministère du prêtre (3) : 1012.

NOVEMBRE

1. Message à l'UNESCO : 1054.
2. (2) Message pont. (La lutte contre la pornographie) : 1057.
3. Aud. gén. (L'Egl., communauté qui prie) : 1008.
3. Lettre pont. au Congrès des APEL : 1056.
6. Alloc. de clôture du Synode : 1002-1005.
10. Aud. gén. (L'Egl., société dont les membres sont libres et responsables) : 1102.
12. Alloc. à la FAO (L'avenir des jeunes ruraux) : 1052-1054.
17. Aud. gén. (L'Egl., humanité appelée par le Christ) : 1103.
24. Aud. gén. (les structures de l'Egl. et l'Esprit) : 1105.
25. Alloc. au prés. du Parlement européen : 1109.

DECEMBRE

1. Aud. gén. (l'Avent) : 1106.
2. Alloc. au Conseil des laïcs : 1107.

(1) Est désignée sous ce nom l'allocution prononcée le dimanche à midi avant la récitation de l'**Angelus** ou du **Regina Coeli** avec les fidèles sur la place Saint-Pierre ou à Castel Gandolfo.
(2) Date de l'**Osservatore Romano** ou d'une autre publication.
(3) Extraits.

BAYARD-PRESSE, 5, rue Bayard, Paris-8^e - Tél. 225-73-05.
 France et Communauté : 1 an, 42 F. 6 mois, 22 F. Canada : 1 an,
 \$ 15. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)
 Canada. Autres pays : 1 an : 50 F ; 6 mois, 26 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 2,20 F ; des années pré-
 cédentes : 5 F.
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
 millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,65 F. C. C. P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1599 - 19 DÉCEMBRE 1971

- 1102 **Audiences générales** : L'Eglise, société dont les membres sont libres et responsables (10 novembre) ; l'Eglise, humanité appelée par le Christ (17 novembre) ; les structures de l'Eglise et l'action de l'Esprit (24 novembre) ; l'Avent et la rencontre avec Dieu (1^{er} décembre).
- 1107 **Allocution du Conseil des laïcs** (2 décembre).
- 1109 **Le Saint-Siège et l'Europe** (25 novembre).
- 1110 **Normes de la S. congrégation pour le Culte divin au sujet du texte à employer « ad interim » dans la célébration, surtout chantée, de l'Office divin et de la messe** (11 novembre).
- 1111 **L'obligation de l'Office** (P. Bugnini).
- 1113 **La vie de l'Eglise, cinq ans après le Concile**. Panorama présenté au Synode par Mgr Bartoletti.
- 1123 **L'évolution du monde et de l'Eglise depuis Vatican II**. Contribution de l'Episcopat français au rapport de Mgr Bartoletti.
- 1128 **La loi fondamentale de l'Eglise**. Communication du cardinal Felici au Synode.
- 1130 **La résurrection de Jésus, notre Sauveur**. Etude de Mgr Weber sur le livre du P. Léon-Dufour.
- 1134 **Responsabilité dans la prospérité**. Message de la Conférence épiscopale allemande.
- 1136 **TABLES DE L'ANNEE 1971**
- 1149 **Table chronologique des Actes de S. S. Paul VI.**

ACTES DE S. S. PAUL VI

ACTES DU SAINT-SIEGE

QUESTIONS ACTUELLES

